



La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes



Causeries juillet 2013

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre
---------	---------	------	-------	-----	------	---------	------	-----------	---------	----------	----------

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 1er juillet 2013

CAUSERIE

On a fini le mois de juin à 14.100 visites et 27.440 téléchargements.

Un nouveau record, bravo à vous ! Vive l'Opposition de gauche et la révolution socialiste !

- [Eléments de statistique de fréquentation du site juin 2013](#)

[Suite de l'analyse d'hier.](#)

Hier, j'ai écrit : C'est très simple, mettre en avant le féminisme, l'écologie, le racisme, la xénophobie, l'homophobie, le droit de vote des étrangers, la démocratie, la république, l'égalité, la liberté, la fraternité, etc. autant de thèmes ou valeurs qui traversent ou concernent toutes les classes et toutes les couches de la société sans exception, ce qui ne veut pas dire qu'elles y adhèrent évidemment, c'est leur point commun.

Il aurait fallu préciser que chaque classe et chaque couche à l'intérieur de chacune d'entre elles, se livrait à une interprétation ou donnait un contenu particulier à ces questions, sujets, principes ou valeurs en fonction d'un ensemble de critères ou rapports dont la place qu'elles occupent dans la société, la manière dont elles perçoivent la société et les différents rapports qui s'y expriment, etc., contenu qui pouvait exprimer ou aller dans le sens des intérêts historiques d'une classe ou l'inverse inconsciemment, parce qu'elles sont largement manipulées ou conditionnées, ces thèmes ou valeurs étant instrumentalisés à leur insu par la classe dominante ou une de ses couches dans une direction précise ou dans un objectif politique déterminé qui leur échappe.

Il y a des femmes, des homosexuels, des immigrés, etc. qui estiment leurs droits bafoués dans toutes les classes ou couches de la société, c'est partant de ce constat que les idéologues (mondialistes) de la classe dominante déclenchent des campagnes ou mettent en oeuvre des mouvements sous couvert de bonnes intentions, ils vont les instrumentaliser, alors qu'en réalité, ces mouvements téléguidés ne vont servir qu'à mieux dresser à l'intérieur de chaque classe les différentes couches qui les composent les unes contre les autres pour finalement mieux les diviser, les affaiblir, les contrôler, les neutraliser, pendant que le gouvernement appliquera tranquillement sa politique antisociale, tout en progressant l'air de rien vers un objectif politique à long terme dont ils ignorent totalement la teneur.

Maintenant, la question est de savoir si nous devons partager les illusions qui s'illustrent ici à travers la manière d'aborder ces questions ou valeurs et finalement soutenir les mouvements auxquels elles donnent lieu, sans se poser davantage de

questions, notamment quelle en sera la portée, les conséquences pour différentes couches de la population ou des masses exploitées, à qui ils profiteront à l'arrivée, conformément au principe opportuniste qui consiste à coller au mouvement spontanée des masses ou d'une partie des masses. Là en l'occurrence, à aucun moment les masses ne se sont mobilisées, ce sont des couches de la bourgeoisie, de la petite-bourgeoisie, de la classe moyenne et des couches supérieures du prolétariat corrompues par le capitalisme qui se sont à chaque fois mobilisées, qui ont été à l'initiative de ces mouvements relayés généreusement par les médias aux ordres et les partis liés au régime en place, ce qui entre nous aurait dû mettre la puce à l'oreille des militants et aurait dû les inciter à prendre du recul et à davantage réfléchir à ces questions avant de les soutenir aveuglément.

Apparemment, ils s'en trouvent parmi nous pour prêter un rôle progressiste au capitalisme ou à ses représentants, en réalité ils sont eux-mêmes manipulés inconsciemment. Et s'ils ont été si facilement bernés, c'est parce qu'ils refusent de caractériser le PS et ses satellites comme des partis bourgeois, capitalistes, de droite, réactionnaires. D'ailleurs, ce serait facile de le vérifier, il suffirait de leur demander s'ils soutiendraient une revendication sociale (salaire, retraite, santé, logement, par exemple) avancée par le PS pour s'apercevoir qu'ils la soutiendraient tous ou presque, en réalité on serait très peu nombreux en France à s'y refuser catégoriquement, on doit se compter peut-être sur les doigts d'une seule main, c'est pour dire à quel point de décomposition est parvenu le mouvement ouvrier, je ne fais qu'adopter ici la position de Marx et Engels remarquez bien, je n'invente rien.

Nous ne soutenons que les réformes sociales arrachées par le prolétariat au cours de la lutte de classe, suite à une grève ou une mobilisation massive et nous rejetons toutes réformes proposées par les représentants de l'Etat quel que soit le parti au pouvoir, sachant d'autant plus que le parti de l'ordre et son suppléant dit de gauche gouvernement en réalité ensemble contre la classe ouvrière.

Notre conception de la lutte de classe est la suivante : nous combattons pour l'amélioration de la condition ouvrière dans la perspective de l'abolition des institutions de la Ve République et du capitalisme, pour la prise du pouvoir politique par la classe ouvrière, le socialisme.

Nous ne combattons pas pour l'amélioration de la condition ouvrière dans le but de lui permettre de mieux supporter l'existence du capitalisme, et les faits nous donnent raison, puisque chacun peut constater que tous ses acquis sont systématiquement liquidés les uns après les autres, alors que le capitalisme et ses institutions, eux, restent en place et ne sont pas prêts de disparaître en l'absence justement de toute perspective politique puisque le socialisme est étranger aux masses laborieuses, tout ayant été fait pour qu'il en soit ainsi par les dirigeants du mouvement ouvrier, y compris ceux de son avant-garde.

Donc au lieu de partager ces illusions ou de les colporter à notre tour, de faire le jeu de notre ennemi au lieu de combattre pour notre cause, pour se forger notre propre conviction sur toutes ces questions, thèmes, principes, valeurs, ces mouvements, il faut nous placer sur le terrain de classe du prolétariat en partant ou en revenant au rôle et aux tâches historiques qu'il a à accomplir qui s'inscrivent dans le cadre du développement du capitalisme, plus précisément au stade où il est parvenu aujourd'hui.

Autrement dit, il faut partir de la réalité, de la situation économique, sociale et politique qui est le produit de la crise du capitalisme, des contradictions qu'il a engendrées et qu'il n'est plus en mesure de contrôler ou de résoudre sans remettre en cause les bases sur lesquelles il repose. D'où sa tentative désespérée de dépasser ces contradictions en liquidant la démocratie sociale et politique et la lutte des classes, son objectif étant d'instaurer une dictature à l'échelle mondiale appelé Nouvel ordre mondial ou gouvernement mondial dirigée et contrôlée par une poignée d'oligarques financiers.

Pour parvenir à cet objectif, il exploite les particularismes de la société qu'il a encouragés et qui ont pu donner naissance à différentes communautés, il s'emploie à monter les couches des différentes classes les unes contre les autres au nom de l'égalité de droits, de la démocratie, créant ainsi un climat délétère ou de tension permanente à l'intérieur de la société, favorisant l'intolérance, instrumentalisant l'ignorance ou l'arriération de certaines couches de la population dans les différentes classes, au point de donner lieu à des comportements incontrôlés de groupe ou des actes violents individuels qui serviront à justifier le renforcement de l'arsenal législatif répressif et liberticide, et surtout à davantage contrôler la population.

Dans ces conditions, il est parfaitement clair que le législateur ne peut pas promulguer de nouveaux droits en faveur de certaines couches de la population sans avoir une arrière-pensée dans la tête qui s'évèrera néfaste à ces couches ou à l'ensemble des masses exploitées, à court terme ou plus tard, puisque l'on sait qu'il poursuit un objectif à long terme et qu'il agit selon un plan bien déterminé, que chaque mesure dont il prendra l'initiative ou qu'il aura encouragé correspondra finalement à une nouvelle étape franchie vers son objectif. Les femmes vont continuer d'être exploitées, harcelées, violées comme par le passé, les homosexuels vont continuer de se faire tabasser par des arriérés, les immigrés vont continuer à subir le racisme et notre planète va continuer d'être une poubelle pour les capitalistes.

En réalité ces campagnes ne servent qu'à camoufler que tous ces comportements vont se trouver exacerbés dans le futur au lieu de régresser, c'était l'un de leur principal objectif. Il fallait être bien naïf pour tomber dans le panneau ou faire preuve d'un niveau de conscience médiocre, ne pas comprendre grand chose au fonctionnement du capitalisme et de la société. Cela devrait insister chacun à progresser, cela demande des efforts, davantage que suivre docilement le courant impulsé par la classe dominante.

Partir de la réalité, de la situation économique, sociale et politique, cela signifie aussi établir quels sont les rapports entre les classes, l'Etat, ses représentants, et les relier à l'objectif de notre combat politique.

On ne peut dissocier le combat pour les droits des femmes travailleuses, des homosexuels, des immigrés, pour la sauvegarde de notre environnement, le combat pour la défense des droits spécifiques des couches minoritaires dans la société, du combat pour en finir avec le capitalisme et ses institutions, du combat pour prendre le pouvoir et inverser les rapports entre les classes, car c'est uniquement lorsque la seule classe progressiste au sein des rapports de production exercera le pouvoir, la classe ouvrière ou l'ensemble des travailleurs manuels et intellectuels des secteurs public et privé, en association avec la classe moyenne ou des couches de la petite-bourgeoisie, que les rapports sociaux basés sur la domination d'une minorité sur une majorité seront inversés, qu'il sera alors possible de satisfaire les droits des minorités ou des couches jusqu'alors faisant l'objet de discriminations ou pire encore. Car contrairement à la situation actuelle ce sera la majorité qui détiendra le pouvoir, la majorité qui fera consciemment sa propre histoire et qui parce qu'elle sera la majorité n'aura aucune raison d'opprimer une minorité ou certaines couches ou communautés minoritaires dans la société, hormis les capitalistes évidemment.

On pourrait aller plus loin encore, comme quoi cela sert de se poser des questions et d'essayer d'y répondre. Aujourd'hui c'est une minorité qui détient et exerce le pouvoir économique et politique sur la majorité. Quand la bourgeoisie a pris le pouvoir, elle n'a fait que se substituer à une minorité au pouvoir, les aristocrates, ce sont les féodaux qui ont se sont transformés en commerçants, en bourgeois des villes, en capitalistes au fil du temps... Le capitalisme a engendré la classe ouvrière, qui en fait provenait de la paysannerie pauvre ou ruinée. A l'époque du système féodal, les aristocrates étaient une infime minorité face à une majorité de paysans. Avec le système capitaliste, les paysans ont été réduits de nos jours à 4 ou 5% de la masse salariale totale, ce qui signifie que les paysans d'hier et leurs descendants sont passés à la classe ouvrière, ils forment à leur tour la majorité de la population et les capitalistes sont une infime minorité.

Donc, on aurait pu remonter à l'époque de l'esclavagisme et on serait parvenu au même constat, c'est toujours une minorité qui a exercé le pouvoir sur une minorité, minorité qui en a engendré une autre, ce cycle s'étant achevé avec le capitalisme puisque le capitaliste n'a pas engendré une nouvelle espèce d'exploiteur, une nouvelle classe. Revenons en arrière, c'est effectivement une minorité qui a toujours exercé le pouvoir, par contre la bourgeoisie pour conquérir le pouvoir a dû faire appel à la plèbe, à la majorité pour briser et venir à bout de la résistance des féodaux...

Résumons. Une minorité s'appuie sur la majorité contre une minorité pour s'emparer du pouvoir. Que font les tenants du capitalisme, particulièrement les néoconservateurs et les néolibéralisme aujourd'hui en agitant les droits des femmes, des homosexuels, des immigrés, etc. ? Ils dressent qui contre qui, attention il y a un piège, celui dans lequel la plupart des militants sont tombés et on expliquera plus loin pourquoi ? Ils dressent la majorité contre des minorités pour permettre à une minorité de conserver le pouvoir. Et oui, car la majorité serait ou demeure plutôt portée à la misogynie, à l'homophobie, au racisme et à une forme de xénophobie à géométrie variable, on s'est employé à vous démontrer, à vous faire croire le contraire à l'aide de sondages bidons et vous avez sauté à pieds joints dans ce piège parce que cela correspondait à votre niveau de conscience, mais la réalité est bien différente hélas, or c'est seulement elle qui nous intéresse pour mener notre combat et pas vos désirs ou vos états d'âme aussi généreux soient-ils. Au passage, nos conteurs d'histoires émaillées de citations des marxistes feraient bien de revoir leur copie semble-t-il.

On a dit qu'ils dressaient la majorité contre des minorités pour permettre à une minorité de conserver le pouvoir, parce que ceux qui détiennent le pouvoir tiennent compte des véritables rapports qui existent dans la société, ce ne sont pas de doux rêveurs ou des charlatans comme nos dirigeants, ils font preuve de détermination, de persévérance, ils ont de la suite dans les idées assurément et ce sont de redoutables experts en manipulations en tous genres, ils savent pertinemment où sont tous les partis ouvrier, où en est rendu le mouvement ouvrier, très précisément, ils l'étudient minutieusement avant de définir leur stratégie, quelle tactique ils vont employer en fonction du contexte du moment, comment ils vont pouvoir profiter de cet avantage pour aller de l'avant, tenez, ils savent qu'ils ne trouveront nulle part ailleurs qu'ici (ou peut-être dans d'autres portails méconnus des militants) ce genre d'analyse, en tout cas certainement pas dans la littérature des partis ouvriers.

Il leur faut empêcher à tous prix que la majorité des exploités se dressent unis contre la minorité qui détient le pouvoir politique, vous voyez bien que ces opérations servent uniquement un objectif politique, que c'est cet objectif politique qui les conduit à mettre en oeuvre ces mouvements.

Si vous n'êtes pas encore convaincu, reprenez leur mécanisme depuis le début, partez des faits, de leurs rapports et reliez le tout à leur objectif politique, vous verrez que tout se tient, est parfaitement cohérent. Et comme on l'a dit hier et dans des causeries précédentes, ils en tirent une multitude d'avantages, notamment celui de diviser ou de briser le mouvement ouvrier, de le neutraliser, pour ne pas dire se le mettre dans la poche, cela s'adresse à ceux qui ont voté Hollande ou PS en juin 2012.

Je n'ai plus le temps de continuer aujourd'hui.

En fait, le boulot que nous avons à faire est colossal, il consiste ni plus ni moins qu'à écrire la suite du marxisme, en repartant sinon des ouvrages de Lénine, des derniers écrits laissés par Trotsky, tous les autres auteurs n'étant pas dignes de confiance, les résultats auxquels ils sont parvenus parlent d'eux-mêmes, on n'a pas de temps à perdre à en chercher les faiblesses ou les

faillies au risque de passer à côté et de se fourvoyer, non, il est préférable de tout reprendre à zéro une fois de plus et d'analyser la situation actuelle à partir des faits comme l'avaient Marx, Engels, Lénine et Trotsky, ainsi si je commets une erreur il me sera plus facile de la repérer et de la corriger.

Depuis quelques années on a quand même bien déblayé le terrain, et depuis le mois de janvier de cette année on est parvenu à intégrer la totalité des facteurs et des rapports qui constituent la situation mondiale. Vous avouerez que ce travail est plus passionnant et plus productif que l'actualisation quotidienne des infos en bref. Je vous livre modestement ma contribution, elle vaut ce qu'elle vaut, je ne prétends nullement égaler les maîtres du marxisme, j'essaie seulement de faire avancer notre cause.

C'est difficile car il y a beaucoup de résistance chez les militants, pire encore chez leurs cadres ou dirigeants. Je les invite à se poser toutes les questions que je pose dans mes causeries, d'en rajouter si nécessaire, et de chercher des réponses qui les satisfassent.

Ils restent bien des questions que nous n'avons pas abordées ici, des questions notamment de stratégie politique qui découlent de mes dernières analyses, il est clair que nous ne pouvons reprendre à la lettre celle du parti bolchevik, il nous faut réfléchir au parti, le modèle du parti de Lénine ne peut être remis en cause car il incarne le degré de conscience politique le plus élevé atteint, il est la lumière, le guide, l'organisateur de la révolution socialiste sans lequel elle ne peut triompher, maintenant il faut déterminer comment associer à notre combat des travailleurs qui ne seraient pas prêts à le rejoindre, quelle forme d'organisation la plus appropriée il faudrait leur proposer, comment associer des intellectuels à notre combat, pas sur la totalité de notre programme, mais sur des éléments déterminants de ce programme, sur la rupture avec le capitalisme par exemple.

Il faut aussi réfléchir aux rapports entre la classe ouvrière et la classe moyenne ou la petite-bourgeoisie, comment les associer dans une stratégie de combat politique pour le pouvoir et le socialisme. Les classes sont très hétérogènes, il existe une multitude de situations auxquelles correspondent des questions, des difficultés, des revendications, des besoins et des aspirations différentes mais aussi communes. L'axe politique pourrait tourner autour du pouvoir de l'oligarchie financière, le capitalisme et ses institutions, l'Etat. Nous avons besoin d'un nouvel Etat, d'autres institutions, d'un gouvernement qui incarne les besoins et aspirations de l'ensemble de ces classes et couches exploitées, d'une théorie qui relie le tout et qui soit un point d'appui pour mener notre combat, exprime consciemment le développement de la lutte des classes au-delà du capitalisme, dans une perspective européenne et mondiale...

Hollande confirme à sa façon mon analyse.

- "*Enfin, poursuit le président, il y a des valeurs à affirmer et des dangers à dénoncer*", car "*out ne se vaut pas dans le débat politique*".

Selon M. Hollande ces valeurs sont "*celles de la République qui sont fondées sur le +vivre ensemble+. Celles de l'Europe pour être plus forts ensemble !*" AFP 30.06

On ne l'a pas dit plus haut, là il s'agit pour lui d'obtenir le soutien de la majorité contre la minorité qui conteste ou rejette l'UE, d'ailleurs on n'est pas sûr qu'il s'agisse d'une minorité aujourd'hui, mais il ne peut pas faire autrement que de le faire croire. Quant aux valeurs de la République, il s'en sert effectivement, pour mieux les piétiner ou les mettre au service d'une minorité qui les combat car elles sont incompatibles avec leur politique réactionnaire sur toute la ligne.

Quelle mobilisation !

Avec la solidarité, la fraternité, le soutien sans faille et la mobilisation de l'ensemble du mouvement ouvrier, syndicats et partis inclus :

Environ 200 mal-logés et sans-abri ont défilé dimanche à Paris pour réclamer au gouvernement l'application du droit au logement et une amélioration du projet de loi Duflot 2 qui "*n'apporte rien*" selon eux, a constaté une journaliste de l'AFP. AFP 30.06

Misérable, n'est-ce pas ?

Parole d'internaute

(A propos de Prism et l'UE)

1- "La France ne le sait pas, mais nous sommes en guerre avec l'Amérique . Oui, une guerre permanente, une guerre vitale, une guerre économique, une guerre sans mort apparemment. Oui, ils sont très durs les américains, ils sont voraces, ils veulent un pouvoir sans partage sur le monde. C'est une guerre inconnue, une guerre permanente, sans mort apparemment et pourtant une guerre à mort." --François Mitterrand juste avant de mourir. (Le dernier Mitterrand de Georges-Marc Benamou)

Une guerre inconnue pour ceux qui ignorent la face cachée du vieux monde.

Comment les banquiers anglo-saxon sionistes de la Fed gouvernent le monde, le lien entre ces banquiers et le FMI, la Banque mondiale, l'ONU, l'Otan, le lien entre les banquiers et les monarchies depuis la fin du XVIIe siècle en Europe, le lien entre franc-maçonnerie et sionisme, le lien entre le néolibéralisme et le sionisme, le lien entre la Fed et la BCE, le lien entre la Fed, la CIA, le Pentagone et le Mossad, le lien entre la CIA, le Mossad et Al-Qaïda, Al-Nosra, les Frères musulmans et l'Etat sioniste, le lien entre la CIA et les barons de la drogue de l'Afghanistan à la Colombie, le lien entre le PS et le capitalisme, les banquiers, le sionisme, etc. etc. etc.

2- On semble découvrir la face cachée des USA qui ne date pas d'hier. Je pense que tout le monde savait.

Bingo, vous avez donné la bonne réponse, vous devriez préciser ce que vous entendez par tout le monde, on va vous aider, absolument tous les partis présents au Parlement européen.

3- Un aspect haïssable des US, qui préfèrent pourchasser ceux qui ont eu le tort de dénoncer ces pratiques nauséabondes.

Normal pour des dictateurs, non ?

ACTUALITE EN TITRES

Intox

Un dictateur pourrait faire preuve d'humilité, pourquoi pas d'humanisme !

- Obama se recueille avec "humilité" à Robben Island - euronews.com

Les vassaux réclament poliment des explications.

- Espionnage américain : l'UE veut des explications - euronews.com

Vous vous l'êtes assurément !

- Laurent Berger juge que Barroso "n'est pas forcément à la hauteur" - AFP

Encore un ambidextre !

- François Lamy (PS) : Mélenchon "a choisi" l'échec de la gauche - AFP

Ambidextre : qui se sert des deux mains avec une égale facilité, c'est pratique quand on bouffe à tous les râteliers!

Les opposants à la politique coloniale américaine en Afrique qualifiés d'"**extrémistes**".

- Barack Obama a rencontré des étudiants de l'Université de Johannesburg sur le campus de Soweto. Il a du répondre à leurs critiques sur la politique étrangère américaine: "Il y a des groupes extrémistes qui n'accepteront ni les compromis, ni de participer au processus démocratique, et nous devons aussi être réalistes à ce sujet. Ce que nous voulons, c'est un partenariat avec les pays africains, pour voir comment nous pouvons aider." a-t-il déclaré. - euronews.com 30.06

En famille.

- Afghanistan: Cameron pour un dialogue avec les talibans - AFP

Monsieur Cameron, votre rond de serviette est prêt à la table de l'émir de Doha...

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Egypte

Deux personnes ont été tuées dimanche dans des heurts entre partisans et adversaires du président islamiste égyptien Mohamed Morsi, en marge de manifestations monstres à travers tout le pays à l'appel de l'opposition pour réclamer son départ.

L'armée estime à "*plusieurs millions*" le nombre de manifestants anti-Morsi descendues dans la rue, un an jour pour jour après son investiture, a déclaré à l'AFP une source militaire.

"Il s'agit de la plus grande manifestation dans l'histoire de l'Egypte", a ajouté cette source sous couvert de l'anonymat.

Des manifestations anti-Morsi ont aussi lieu à Alexandrie (nord), deuxième ville du pays, à Menouf et Mahallah, dans le delta du Nil, ainsi qu'à Port-Saïd et Suez, sur le canal du même nom, ou encore dans la ville natale de M. Morsi, Zagazig, au nord-est du Caire.

La présidence a réagi en affirmant que "*le dialogue est la seule façon pour parvenir à une entente*" et qu'elle était "*ouverte pour lancer un véritable et sérieux dialogue national*".

Mais la principale coalition de l'opposition égyptienne a appelé les manifestants à rester dans la rue jusqu'à la démission du régime "*dictatorial*" du président Morsi, accusé de gouverner au seul profit des islamistes et de laisser l'économie s'effondrer.

Redoutant de graves troubles, l'armée et la police se sont déployées à travers le pays pour renforcer la protection des installations vitales, notamment le canal de Suez.

Non loin du palais présidentiel, des militants islamistes campent depuis vendredi dans le quartier de Nasr City pour défendre la "*légitimité*" du premier chef de l'Etat égyptien librement élu. Ils étaient 25.000 dimanche soir, selon l'armée.

Cette journée constitue le point d'orgue de la campagne Tamarrod (rébellion en arabe), le mouvement à l'origine des appels à manifester massivement pour réclamer le départ de M. Morsi le jour même de l'anniversaire de son investiture.

Tamarrod, soutenu par de nombreuses personnalités et mouvement de l'opposition laïque, libérale ou de gauche, assure avoir collecté plus de 22 millions de signatures pour une présidentielle anticipée, soit plus que le nombre d'électeurs de M. Morsi en juin 2012 (13,23 millions).

Après un an d'une présidence mouvementée, déjà marquée par plusieurs crises, M. Morsi vit son "*Jour du jugement*", titraient dimanche certains journaux.

L'instabilité persistante en Egypte, pays le plus peuplé du monde arabe avec plus de 80 millions d'habitants, pèse lourdement sur une économie marquée par une inflation et un chômage en hausse, et une chute de sa monnaie. AFP 30.06

2- Liban

Les forces de l'armée libanaise ont arrêté un espion sioniste dans le Sud du Liban.

Ce dernier a été arrêté à Saïda aux côtés du groupuscule lié à Ahmed al-Assir, religieux extrémiste salafiste, face à l'armée de ce pays, a indiqué la chaîne de télévision syrienne. Des affrontements sporadiques se poursuivent entre les terroristes d'Ahmed al-Assir et les forces de l'armée libanaise. Ces dernières sont déployées dans différents endroits de Saïda pour l'instauration de la sécurité. french.irib.ir 30.06

3- Iran

Le président de la Commission de la politique étrangère et de la sécurité nationale du parlement iranien a confirmé la nouvelle de l'arrestation de plusieurs ressortissants slovaques, en Iran, en raison du port d'équipements «non conventionnels».

M. Alaeddine Boroujerdi a déclaré aux journalistes que les forces de l'ordre ont arrêté ces individus, sous l'accusation d'espionnage. «*Les équipements qu'ils portaient ne sont pas ordinairement utilisés par de simples quidam*», a-t-il précisé. M. Boroujerdi a ajouté que ces individus ont été arrêtés par la police, car ils avaient violé les lois de l'Iran, et parce qu'ils se sont présentés dans des endroits «*sensibles*». french.irib.ir 30.06

4- Irak

L'Irak vient de signer un contrat d'une valeur de 4 milliards de dollar avec la Russie pour livraison de 10 hélicoptères MI-28 , dit " *prédateur de nuit*".

Selon Al Alam qui rapporte cette information, le contrat a été signé l'an dernier mais c'est la première fois que le nombre d'appareils à livrer à l'Irak est clairement signalé. MI 28 est un hélicoptère manoeuvrable dans toutes les conditions météorologiques et capable de mener sa mission en toute situation. le contrat, selon la partie russe, concerne aussi l'entraînement des pilotes irakiens et des ingénieurs de vol de ce pays de façon à ce qu'ils puissent se servir de ces appareils. les MI 28 sont-ils destinés à traquer des nostratistes infiltrés depuis la Syrie voisine? french.irib.ir 30.06

5- Syrie

Qui a gagné la guerre syrienne? "Iran/Syrie".

Cette question est posée par l'éditorialiste de Washington post qui n'est pas sûr de voir à travers la guerre syrienne un terrain de victoire pour les Américains. " *Les Etats Unis sont les principaux perdants de la guerre en Syrie alors que l'Iran et Damas en sont les vrais gagnants*". " *Ces deux derniers années, certains responsables US ont exigé une intervention directe en Syrie Or il y a là le risque d'une véritable catastrophe humanitaire et une longue période de turbulence qui nuit aux intérêts des USA. L'administration Obama n'a pas encore conclu à l'opportunité d'une intervention directe et croit que ce serait mieux de préserver la distance avec ce conflit. Les pro-intervention arguent qu'une intervention directe en Syrie affaiblira l'Iran. Or l'Iran n'a cessé de poursuivre son soutien à Assad et les faits montrent que c'est lui le gagnant alors que la Turquie et la Jordanie se sont nettement affaiblis du fait de l'afflux des réfugiés*". " *L'Iran continue ses avancées en matière nucléaire et les USA sont loin de pouvoir l'arrêter*". french.irib.ir 30.06

SOCIAL

Canada

Grève dans le BTP au Québec : une loi pour forcer le retour au travail

Le gouvernement indépendantiste de la première ministre québécoise Pauline Marois a déposé, dimanche 30 juin, une loi spéciale pour forcer le retour au travail de 77 000 travailleurs de la construction et mettre fin à une grève historique de 14 jours dans le secteur vital du BTP. Quelque 98 000 des 175 000 travailleurs du secteur avaient déjà repris le travail au cours de la semaine après avoir conclu des ententes de principes avec le patronat.

L'arrêt de travail dans le BPT — du jamais vu dans la Belle Province depuis 1986— a été déclenché après l'échec des négociations sur le renouvellement des conventions collectives pour la période 2013-2017 et notamment sur les augmentations de salaire, les syndicats demandant qu'elles soient de 3 % dès la première année, tandis que le patronat ne proposait que 1 %.

Le premier ministre, Pauline Marois, a répondu en expliquant que le temps de la négociation était terminé : " *ça existe le droit à la grève dans nos lois (...) et on l'a laissé s'exercer (...). J'avais indiqué que quinze jours était le maximum acceptable à mes yeux et aux yeux du gouvernement*", a-t-elle déclaré devant l'Assemblée à Québec. Le Monde 30.06

[Haut de page ↗](#)

Le 2 juillet 2013

CAUSERIE

CAUSERIE

J'ajouterai de nouveaux articles ce soir ou demain matin.

Juste une question : ce ne serait pas la rupture des relations avec les Etats-Unis qui se poserait ?

Les maîtres du monde disions-nous, était-ce exagéré de les qualifier ainsi ? Près de 1.000 bases militaires à travers le monde, un système d'espionnage qui couvre la planète entière, une monnaie hégémonique dans les transactions financières internationales, des institutions financières et politiques internationales qu'ils ont créées pour exercer leur hégémonie, imposer

leur dictature au monde entier, cela est-il suffisant comme argument ? A suivre

- Les causeries et actualité en bref de juin au format pdf (Acrobat Reader) - 291 pages

Spécial Egypte (1)

Là pour le coup, la situation est réellement révolutionnaire en Egypte, avec 14 à 17 millions de manifestants avant-hier dans les rues des grandes villes du pays pour exiger le départ de Morsi, 15 à 22 millions d'Egyptiens auraient signé une pétition dans le même sens, les prix des produits de première nécessité flambent, les salaires stagnent, la pénurie d'essence et les coupures d'électricité exaspèrent la population, la propagande haineuse des Frères musulmans est massivement rejetée par les Egyptiens, le chômage, etc.

Tout comme en Tunisie, la révolution couvait en Egypte avant que les Américains décident de lâcher Moubarak pour installer à la place un pouvoir fantoche des Frères musulmans, qui ne pourrait pas imposer un régime rétrograde, féodal, une nouvelle dictature dans un pays avant tout laïque où la jeunesse est animée de profondes aspirations progressistes, tournée vers l'autre côté de la Méditerranée, elle a les mêmes besoins sociaux que dans les pays développés, elle aspire à davantage de liberté, de droits, elle refuse la régression sociale et politique, le carcan dans lequel voulaient l'enfermer les islamistes arriérés et radicaux imposés par Washington et financés par Doha notamment.

Les Américains et leurs alliés ont cru qu'ils pourraient ainsi manipuler les masses, un pays de 80 millions d'habitants, ils ont échoué, ils ont épuisé leur dernière cartouche, il ne leur reste que l'armée égyptienne qu'ils financent. Cette révolution intervient après leur défaite en Syrie qui résiste toujours, après l'abdication forcée de l'émir du Qatar, le soulèvement populaire en cours en Turquie, le scandale Prism qui donne lieu à de nouvelles révélations quasi quotidiennes, le refus de la Russie de leur livrer l'ex-employé de la CIA qui en est à l'origine, bref, c'est l'hégémonie américaine qui est partout remise en cause. Situation particulièrement dangereuse, car c'est lorsqu'ils sont acculés qu'ils recourent aux moyens les plus extrêmes, car même affaibli l'impérialisme américain demeure la puissance mondiale dominante, grâce au dollar notamment. A suivre.

AFP 01.07 - Les pressions s'accroissent lundi en Egypte pour exiger le départ de Mohamed Morsi, appelé à partir sous 24 heures par l'opposition et abandonné par quatre de ses ministres démissionnaires, au lendemain de manifestations monstres contre le président islamiste.

La foule avait déferlé dimanche au Caire et dans de nombreuses autres villes, conspuant le chef d'Etat aux cris de "*Le peuple veut la chute du régime*", reprenant ainsi le slogan déjà scandé début 2011 contre le pouvoir autoritaire de Hosni Moubarak.

Au moins seize personnes ont été tuées dans tout le pays en marge de manifestations, dont huit dans des affrontements entre pro et anti-Morsi au Caire, a indiqué lundi le ministère de la Santé dans un nouveau bilan.

Des affrontements similaires avaient déjà fait huit morts, dont un Américain, en milieu de semaine dernière.

L'armée et la police sont déployées dans le pays pour éviter des dérapages graves, notamment autour des établissements vitaux.

Alors que l'opposition a donné à M. Morsi jusqu'à mardi pour quitter le pouvoir, quatre de ses ministres ont remis leur démission lundi.

Parmi eux, le ministre du Tourisme Hicham Zaazou avait déjà voulu démissionner le mois dernier pour protester contre la nomination comme gouverneur de la région très touristique de Louxor d'Adel al-Khayyat, membre d'un parti islamiste lié à un groupe radical ayant revendiqué en 1997 une attaque qui avait coûté la vie à 58 touristes étrangers près de cette ville. Il était revenu sur sa décision après le départ du gouverneur controversé.

Au Caire, le siège du mouvement des Frères musulmans, dont M. Morsi est issu, a été en partie incendié dans la nuit dans le quartier du Moqattam, avant d'être occupé et pillé lundi matin.

Certains assaillants jetaient des objets par les fenêtres, tandis que d'autres emportaient des casques, des gilets pare-balles, des postes de télévision, des meubles et des documents, a constaté un journaliste de l'AFP.

"*C'est un moment historique. Les Frères musulmans ont ruiné le pays, et les dévaliser est donc justifié*", expliquait à l'AFP Mohammed, un manifestant.

Les cortèges de dimanche --d'une ampleur sans précédent-- ont lancé "*La révolution du 30 juin*", par ailleurs jour du premier anniversaire de l'investiture de M. Morsi, affirmait lundi le quotidien indépendant Al-Masry al-Youm.

A quelques kilomètres de la place Tahrir, où des manifestants sont restés pendant toute la nuit, les partisans du premier président

élu démocratiquement de l'histoire du pays campaient également dans le faubourg de Nasr City, dans l'est de la capitale, pour soutenir la "*légitimité*" de M. Morsi.

L'armée, qui a parlé de "*millions*" de manifestants hostiles à M. Morsi à travers le pays, a estimé le chiffre des pro-Morsi à 25.000.

Après avoir récolté 22 millions de signatures pour une pétition réclamant le départ du président, le mouvement Tamarrod (rébellion en arabe) a posé un ultimatum à M. Morsi.

"*Nous donnons à Mohamed Morsi jusqu'à mardi 2 juillet à 17H00 (15H00 GMT) pour quitter le pouvoir et permettre aux institutions étatiques de préparer une élection présidentielle anticipée*", a affirmé Tamarrod sur son site internet. En cas de refus, "*mardi 17H00 sera le début d'une campagne de désobéissance civile totale*".

Avec le soutien de nombreuses personnalités et de mouvements de l'opposition laïque, libérale ou de gauche, l'appel de Tamarrod a mobilisé massivement.

Le mouvement appelle désormais l'armée, la police et l'appareil judiciaire à "*se positionner clairement du côté de la volonté populaire représentée par (ces) foules*".

L'armée, qui avait pris pour un an et demi les rênes de l'exécutif entre le départ de M. Moubarak et l'élection de M. Morsi en juin 2012, a déclaré la semaine dernière qu'elle ne laisserait pas le pays "*plonger dans un tunnel sombre de conflit et de troubles*".

Les adversaires de M. Morsi dénoncent une dérive autoritaire de son pouvoir et une mainmise des Frères musulmans sur le pays.

M. Morsi a une nouvelle fois appelé dimanche soir au dialogue.

Une offre aussitôt rejetée par Tamarrod qui ne voit "*pas d'autre alternative que la fin pacifique du pouvoir des Frères musulmans et de leur représentant, Mohamed Morsi*".

L'instabilité persistante en Egypte, pays le plus peuplé du monde arabe avec plus de 80 millions d'habitants, pèse lourdement sur une économie handicapée par une inflation et un chômage en hausse ainsi qu'une chute de sa monnaie.

Un complément du journal Le Monde 01.07

QUI SONT CES MANIFESTANTS ?

Le mouvement est trop large pour être résumé par un seul visage. On trouve ceux qui restent attachés à la laïcité du régime. Au modèle amorcé par Nasser, une société plus "*occidentale*" diront-nous où la religion relève du domaine privé et n'a pas à interférer dans la vie publique. Des laïcs qui sont effrayés d'entendre à la télévision des prédicateurs de plus en plus virulents pendant des heures à la télévision. Des imams de mosquées du sud de plus en plus radicaux. Une islamisation de la société que les femmes sentent dans le regard des hommes qui aujourd'hui se sentent autorisés à les insulter dans la rue si elles s'habillent mal à leurs yeux. Le ministre de la culture qui demande de suspendre les ballets à l'opéra parce que les danseuses en tutu sont indécentes. Des enseignants sanctionnés parce que leurs propos est trop distancié vis-à-vis de la religion. On trouve aussi des coptes, ces chrétiens d'Egypte inquiets des violences faites contre eux.

QUE VEULENT-T-ILS ?

Que Morsi s'en aille, ou au mois qu'il ouvre la porte à un gouvernement plus équilibré. Depuis l'élection, les partis d'opposition dénoncent la mainmise des frères musulmans sur les ministères clé, les postes dans l'administration, le parlement. Ils dénoncent surtout un mode de gouvernement des frères musulmans, par les frères musulmans pour les frères musulmans. Cette colère très politisée trouve d'autant plus d'écho que la situation économique est catastrophique. Les caisses de l'Etat sont vides. Le régime est maintenu à flot par le Qatar ou les Emirats arabes unis qui font des chèques, où l'on compte en milliards de dollars. Dans certaines provinces, les coupures d'électricité sont quotidiennes, parfois pendant 4 ou 6 heures. Les produits d'importations arrivent moins bien, faute de devises. L'Etat se grippe.

La suite de l'actualisation du site demain, il est 23h45 en Inde lundi soir.

[Spécial Egypte \(2\)](#)

Le Monde 02.07 - La présidence égyptienne a rejeté implicitement dans la nuit du lundi 1er au mardi 2 juillet l'ultimatum lancé plus tôt par l'armée au chef de l'Etat islamiste Mohamed Morsi, lui laissant 48 heures pour satisfaire les "*demandes du peuple*", faute de quoi elle imposerait une feuille de route. Déterminée "*à poursuivre dans la voie qu'elle a choisi pour mener une*

réconciliation nationale globale", l'administration note que "*la déclaration des forces armées n'a pas été soumise au (chef de l'Etat)*" avant sa diffusion et contient "des signes pouvant causer la confusion".

"*Nous n'allons pas discuter avec Morsi car nous considérons qu'il n'est plus légitime*", a déclaré lundi Khaled Dawoud, porte-parole du Front de salut national (FSN), coalition rassemblant des libéraux et des personnalités de gauche. Le mouvement a décidé dans la soirée de désigner Mohamed ElBaradeï comme son représentant dans d'éventuelles discussions avec l'armée, a-t-il ajouté. "*Nos revendications, que nous allons présenter à l'armée, sont principalement que le président Morsi démissionne et que nous allons avoir besoin d'un gouvernement fort et d'un président intérimaire, dont nous proposons qu'il s'agisse du président de la Cour constitutionnelle*", a-t-il dit.

Le même jour, partisans et adversaires du président islamiste ont échangé des coups de feu à Suez, selon des témoins. Au moins 16 personnes sont mortes dans des affrontements de ce type en Egypte depuis le week-end.

Le ministre égyptien des affaires étrangères, Mohamed Kamel Amr, a par ailleurs remis sa démission, selon l'agence officielle de presse Mena, qui ne précise pas les raisons de sa décision. Cinq autres ministres, dont aucun n'appartient à la confrérie islamiste, ont également démissionné depuis la journée de mobilisation de dimanche. lemonde.fr 02.07

Un complément d'euronews.com 01.07

Euronews.com 01.07 - Au delà des divisions politiques et des régressions dans les libertés imposées par les Frères musulmans, les égyptiens ont vu leur situation quotidienne se détériorer et c'est l'un des principaux échecs de Morsi. Il faut 5 heures en moyenne pour faire un plein d'essence, les gens sont à bout.

Le chômage est en hausse, la chute de la livre égyptienne a provoqué une inflation galopante qui pénalise tout le monde. Le prix du pain, depuis longtemps problématique en Egypte n'a cessé d'augmenter, comme celui des légumes et des fruits.

Les caisses de l'Etat aussi se vident. Les investisseurs se sont retirés, et l'un des moteurs de l'économie du pays jusqu'à la révolution, est aussi en berne. Le tourisme est en chute libre. Principale ressource du pays, représentant un quart de ses revenus en devises et pesant 12 % du PIB avant la révolution, le secteur a diminué d'un tiers rien qu'en 2011.

L'instabilité, la révolution mais aussi la crainte exprimée par les touristes de partir dans un pays "*islamiste*" ont vidé les plages et les hôtels. Le secteur fournissait avant la révolution un emploi sur 8. euronews.com 01.07

La suite dans quelques heures, il est 9h50 en Inde.

Spécial Egypte (3)

Les bureaux des Frères musulmans, ce matin, portaient les stigmates des combats de la nuit. Vidés de ses occupants, le bâtiment a en partie été incendié et entièrement pillé. Les anti-Morsi ont tout volé, climatiseurs, écrans, mais aussi gilets pare-balles, casques, et certains font de curieuses découvertes...

"*C'est de l'acide*" ! s'exclame cet homme en montrant un carton plein de bouteilles.

Au moins huit personnes ont été tuées et des dizaines d'autres blessées lors des combats entre gardes de l'immeuble des Frères Musulmans et assaillants.

"*Ce n'est pas un bureau, c'est la forteresse des Frères musulmans ! s'exclame un militant de l'opposition. " Ils tirent à balles réelles et on ne peut même pas passer devant le bâtiment, même quand une ambulance essaie de passer, ils lui tirent dessus*".

Devant l'inertie de la police et de l'armée durant les affrontements la nuit dernière, les Frères musulmans ont décidé de la création de leur propre service d'auto-défense. euronews.com 01.07

Non, ce n'est pas Israël ou le sionisme qui détermine l'orientation du capitalisme mondial mais ses contradictions internes.

(Je me suis lancé dans cet article, et par manque de temps il m'a fallu le bâcler pour avoir le temps d'actualiser le site.)

Il nous faut préciser la place qu'occupe le sionisme dans le dispositif de l'oligarchie financière comme stratégie politique pour instaurer une dictature mondiale, dont on perçoit de plus en plus nettement les contours.

Que les banquiers sionistes de la Fed soient les maîtres d'oeuvre de cette stratégie politique paraît évident au regard de la puissance qu'ils concentrent entre leurs mains, à travers le monopole de la création monétaire, de la planche à billets, du dollar, et en contrôlant la masse monétaire en circulation, pas seulement aux Etats-Unis mais dans le monde, puisque le dollar demeure la monnaie la plus couramment utilisée pour les transactions financières internationales.

Qu'ils aient des relais au sein des différentes institutions financières ou politiques américaines ou internationales est également établi, cela inclut le gouvernement, le Pentagone (l'armée), la CIA, la NSA etc. On peut ajouter qu'en plus des banques et des principales institutions financières, ils contrôlent les plus importantes multinationales et des centaines voire des milliers d'entreprises dans des secteurs aussi vitaux que l'énergie, l'agroalimentaire, la santé, les communications, les médias, l'armement, la chimie, les transports, etc., sans oublier l'éducation avec les universités et leurs centres de recherche, on pourrait ajouter la drogue et les trafics en tous genres.

Ils bénéficient également de relais dans les différents gouvernements en Europe notamment, ce qui se trouve amplement facilité par le fait que le sionisme et la franc-maçonnerie partagent manifestement les mêmes principes, les mêmes objectifs, et semblent-ils les mêmes moyens, à ceci près que selon les époques et les continents ou les pays où ils interviennent ils se présentent sous un masque différent. Les uns se disant profondément religieux et juif pratiquant, tandis que les autres affirment être athées, les premiers se veulent dogmatique et intransigeant, les seconds libéraux dans le sens où toutes les vérités se valent selon eux. En réalité, les deux sont antisémites et de cyniques dictateurs, les premiers, juifs, combattent le judaïsme, les seconds, athées, combattent le christianisme, les deux combattent l'islam et les autres religions ou philosophies. La seule religion qu'ils ne combattent pas est celle du capital, le marché ! L'attachement de l'un à sa religion et de l'autre à son absence de religion ne sert qu'à couvrir leur attachement commun à la religion du capital.

Les premiers se prétendent les protecteurs du peuple juif, le peuple élu, alors qu'en réalité il n'existe pas de pires antisémites comme l'a montré la Seconde guerre mondiale ; en fait de peuple élu, il s'agit de l'oligarchie financière d'origine juive ou non dont ils veulent parler, d'ailleurs certains d'entre eux ont renié officiellement cette religion ce qui n'est pas très connu, c'est le cas notamment de Herzl et de Rothschild si je ne me trompe pas pour se dernier, l'Etat d'Israël a été créé pour servir uniquement leurs intérêts financiers et diviser les nations arabes pour mieux les asservir et les contrôler, corrompre leurs dirigeants, mettre la main sur leur pétrole et leur gaz qu'ils se partagent avec la monarchie des Pays-Bas et quelques oligarques occidentaux...

Les seconds se prétendent athées et humanistes, républicains, alors que lorsqu'ils sont au pouvoir, ils ne sont pas plus athées que le pape ou le grand rabbin de Jérusalem, ils s'empressent de soutenir des guerres ou de guerroyer contre des peuples ou des nations qui ne leur ont pas déclaré la guerre, et ils piétinent quotidiennement les valeurs de la République tout en ayant une conception diamétralement opposée à la démocratie, tout comme les sionistes d'ailleurs qui sont en guerre contre tous les peuples, contre la terre entière, qui soutiennent des régimes tyranniques, finances et armes des dictatures, rien de changé non plus de ce côté-là depuis la Première Guerre mondiale et surtout la Seconde, quant à la démocratie n'en parlons pas, l'Etat sioniste a soutenu Pinochet, Videla, Reagan, Bush, etc.

Ce sont eux qui ont donné naissance à la théorie nauséabonde du complot judéo-maçonnique, il fallait remplacer judéo par sioniste, ce que leurs auteurs ne pouvaient pas faire sans être mouillés à leur tour ou se démasquer...

Maintenant, le sionisme ou l'Etat d'Israël ne constitue pas une classe à part ou une nouvelle classe, pas plus que l'oligarchie financière, il ne se substitue pas aux classes existantes, cela peut vous paraître incongru comme précision, mais il s'en trouve pour l'affirmer, donc il nous faut démonter cet argument qui ne tient pas la route, on voudrait nous faire croire que ce serait Israël ou une poignée de sionisme aussi puissants soient-ils qui dicteraient la politique américaine, c'est ne rien comprendre au capitalisme et aux enseignements du marxisme ou les nier ce qui revient au même.

Cette manière d'interpréter l'évolution du capitalisme relève d'une confusion qui provient du refus de leurs auteurs de reconnaître les origines de la crise du capitalisme liée à ses fondements et à ses contradictions auant que la lutte des classes ou leur incapacité à se situer sur ce terrain-là, car il leur faudrait choisir leur camp entre celui des exploités et celui des exploités, or ils n'y tiennent pas vraiment ou ne tiennent pas à venir sur ce terrain, car il apparaîtrait au grand jour qu'ils se situent sur le terrain des capitalistes qu'ils prétendent justement combattre, ce qui mettrait en évidence, soit leur double langage ou leur indécision, leur incapacité à choisir leur camp pour passer sans cesse de l'un à l'autre, ce qui se traduit par leur soutien à un impérialisme au détriment d'un autre par exemple, soit l'incohérence de leur discours qui mène à une impasse politique et qui les forcerait à revoir leur copie, ce qu'ils sont incapables de faire ou ne souhaitent pas faire, dans les deux cas seraient dévoilées leurs véritables intentions, leur inconsistance, ils seraient rendus au rang de bavards impuissants, ce qui peut passer pour humiliant, on veut bien le concevoir.

Cette argumentation vaut également pour les antisionistes d'extrême droite ou proches de l'extrême droite, attention sans faire d'amalgame avec des opposants à l'impérialisme américain et sioniste, nationalistes ou sociaux-patriotes qui se démarquent de l'extrême droite.

Le sionisme se confond avec le néolibéralisme, avec une conception du monde à laquelle des banquiers n'ont cessé de penser depuis des siècles, il se trouve que notre époque coïncide avec le moment où les conditions sont particulièrement favorables à la réalisation de cette conception du monde, apparemment ou tout du moins le pensent-ils, cette question est à approfondir,

nous l'avons déjà abordée ailleurs, où l'évolution du capitalisme mondial pose devant lui le défi suivant : soit perpétuer l'état de putréfaction dans lequel il est entré depuis quelques décennies (ou davantage encore) au point d'entraîner dans sa chute et sa perte la civilisation humaine toute entière, au risque qu'à un moment donné les exploités se révoltent et ce processus soit stoppé net par une révolution sociale et politique, quelle que soit l'alternative qui se réalisait alors, elle signerait sa défaite définitive, soit tenter de dépasser les contradictions du capitalisme par la force et des manigances en liquidant les bases sur lesquelles il repose de façon à imposer sa suprématie au reste du monde, car cela lui permettrait du même coup de supprimer les bases du socialisme, son pire ennemi, on a déjà développé cet aspect dans de précédentes causeries.

Le sionisme ou le néolibéralisme qui en est la théorie politique s'inscrit donc dans la continuité du capitalisme et ne déroge pas à ses lois ou contradictions. Et s'il les viole à l'aide de mécanismes financiers occultes ou trafiquent les taux d'intérêts ou les cours des matières premières ou je ne sais quoi encore, ils ne font qu'agir en aval, mais pas en amont du processus de production des richesses ou des rapports sociaux de production qui leur échappent, parce que dedans figure un facteur sur lequel ils n'ont aucune emprise ou un emprise limitée, la lutte de classe des exploités, leur capacité à résister, à combattre pour la satisfaction de leurs besoins ou aspiration, leur refus d'être réduit en esclavage.

Certes, c'est la raison pour laquelle ils s'emploient à pourrir ou corrompre le mouvement ouvrier, sauf qu'il ne se réduit pas à ses dirigeants non plus, ce sont les conditions matérielles d'existence des masses et la manière dont elles les vivent au quotidien qui déterminent leur volonté ou non de passer à l'action, on peut l'observer aujourd'hui en Egypte notamment, et sur ce terrain-là il arrive forcément un moment où aucune théorie n'a d'emprise sur elles, c'est leur instinct de survie qui décide à leur place. Nous de notre côté, notre travail consiste à lui donner un contenu et une orientation consciente, une perspective politique qui leur permette d'entrevoir la nécessité de renverser l'ordre établi et de réunir les conditions pour y parvenir.

J'avais rédigé plus tôt dans la matinée le passage suivant après la lecture d'un article de presse que vous trouverez plus bas.

Le sionisme qui est à l'origine de l'idéologie néolibérale, sorte de manuel théorique et pratique pour l'établissement d'un Nouvel ordre mondial ou gouvernement mondial, est antisémite affirmions-nous, en réalité il est beaucoup plus que cela, mais par ce détour on peut mieux comprendre sa véritable nature et la manière dont s'y prend l'oligarchie financière pour parvenir à ses fins, pour parvenir à son objectif il lui faut imposer à l'ensemble de la population une interprétation de l'homme, de la nature, de la société et du monde, ce qui implique de s'attaquer et de décrédibiliser, puis liquider toute autre interprétation (repère ou connaissance), principalement celles qui émanent des sciences sociales, qu'elle soit politique, philosophique, sociologique, psychologique, etc. mais aussi religieuse, car elles offrent un point d'appui à la résistance et au regroupement de différentes couches de la population qui contestent l'ordre mondial capitaliste, et qui plus est son orientation néolibérale.

En lisant ces lignes le lecteur pourrait peut-être se dire que son auteur fait une fixation malsaine sur un facteur qui n'a pas lieu d'être, qu'il est atteint par une obsession que lui aurait été refilée par des adeptes de la théorie du complot ou pire encore des intellectuels d'extrême droite ou antisémites...

Les derniers jours nous avons mis l'accent sur quelques paradoxes qui n'étaient pas forcément perçus comme tels ou indiscernables pour beaucoup, tant les esprits peuvent être embrouillés par l'omniprésence médiatique de l'idéologie dominante, la propagande tapageuse réalisée par les partis de l'ordre pour se rallier des pans de la société, alors que leur politique antisociale est massivement rejetée. L'histoire nous joue de mauvais tour parfois en nous mettant en porte-à-faux sur certaines questions. Que cela ne tienne, on a réussi à passer cette épreuve et nous en sommes sortis indemne apparemment, je vous prends à témoin.

Ici, ce sont des juifs orthodoxes en Israël qui montent au créneau contre le sionisme pour défendre leur religion, alors qu'ils sont eux-mêmes terriblement arriérés ou archaïques, bornés au dernier degré, vous imaginerez sans mal qu'ils ne sont pas vraiment notre tasse de thé ou que nous n'avons aucun lien avec eux.

Et bien, ce qui est intéressant ici, c'est qu'à leur façon ils confirment ce que vous avez lu plus haut et ils mettent en lumière la véritable nature du sionisme. Sans vous poser la question, il va de soi que vous être comme moi et que vous n'avez pas entendu parler des faits mentionnés dans cet article, les médias les ayant censurés.

- Alors que les tensions entre Israël et la communauté juive orthodoxe liées aux nouveaux projets législatifs atteignent un point critique et que la guerre civile menace d'engloutir le pays, la communauté juive européenne réagit en organisant une manifestation massive à laquelle participeront plus de 1 000 leaders rabbiniques et délégués de nombreux pays européens pour le soutien universel de la minorité orthodoxe opprimée en Israël.

Rabbin Shulem Teitelbaum de Satmar United, représentant la communauté juive orthodoxe internationale, a déclaré que le mouvement sioniste a entrepris de dominer et d'éradiquer la pratique religieuse et de refondre le peuple juif dans un nouveau moule nationaliste. Ils déclarent avoir besoin de l'Église orthodoxe pour partager le fardeau, mais c'est uniquement dans le but de camoufler leur véritable objectif : intégrer les orthodoxes dans leur société antireligieuse. Les généraux israéliens ont volontiers admis ne pas avoir besoin de l'afflux massif de soldats religieux, ne sachant même pas quelle attitude adopter vis-à-vis d'eux - ce qui dément l'argument de partage du fardeau. Il est clair que les dirigeants israéliens considèrent l'armée comme l'environnement idéal pour déployer efficacement la transformation massive de la communauté orthodoxe ; c'est pourquoi

ils veulent à présent les contraindre à rejoindre l'armée.

Les leaders rabbiniques orthodoxes ont affirmé que l'application de ce nouveau projet est une violation de la religion juive et ont appelé à résister à ce décret par tous les moyens nécessaires. L'Etat d'Israël a désormais recours à des tactiques d'intimidation sans précédent pour transformer la religion juive. À Jérusalem et à New York, des manifestations massives ont eu lieu ces dernières semaines, auxquelles ont participé des dizaines de milliers de juifs orthodoxes. Il est prévu que l'UE intervienne pour que les juifs croyants d'Israël puissent pratiquer leur religion en paix. La manifestation aura lieu devant les bureaux de l'UE à Bruxelles afin d'exhorter la Commission européenne à apporter une protection internationale aux personnes issues de la communauté orthodoxe qui fuient Israël et à veiller à ce que tous ses États membres les reconnaissent comme des réfugiés et demandeurs d'asile politique. Les juifs d'Europe espèrent et prient pour que l'UE agisse conformément à sa charte : " L'Union européenne considère les droits de l'homme comme des droits universels et indivisibles. Elle veille à les promouvoir et à les défendre activement, en son sein et en s'engageant dans des relations avec des pays non-membres de l'UE. " french.irib.ir 01.07

Vous imaginez bien aussi que je ne suis pas un défenseur de la religion juive ou aucune autre religion d'ailleurs, il se trouve que ces rabbins orthodoxes incarnent la défense de cette religion menacée de disparaître au profit d'une autre plus pernicieuse encore et au contours encore mal définis qui devrait accompagner la marche vers ce Nouvel ordre mondial, tandis que des travailleurs israéliens juifs se servent de leur religion non pas pour combattre les Palestiniens mais pour résister au sionisme, au mondialisme.

ACTUALITE EN TITRES

Ca craque !

- Portugal: démission du ministre des Finances, symbole de la rigueur - AFP
- Banque du Vatican : deux responsables démissionnent - Le Nouvel Observateur avec AFP

Cela dépend desquelles...

- Bond des défaillances de grandes entreprises françaises - Reuters

Les défaillances d'entreprises restent en progression à l'issue des cinq premiers mois de l'année avec plus de 26.600 cas, en hausse de 0,8% par rapport à la période correspondante de 2012, selon l'assureur-crédit. Sur 12 mois, le nombre de défaillances ressort à 61.250, en hausse de 3,8%.

Depuis le début de l'année, le nombre de défaillances des entreprises de plus de 15 millions d'euros de chiffres d'affaires affiche une hausse de 15,7% en glissement annuel, relève Euler Hermes, qui souligne "*l'effet domino pesant sur les sous-traitants*".

Sur un an glissant, la progression du nombre de défaillances des entreprises de plus de 200 salariés dépasse 33%. Reuters 01.07

... non, pas celles-ci...

- Le PDG de Dior confiant pour l'industrie du luxe en Europe - Reuters

Un autre luxe...

- Eloges de la décontraction - LeMonde.fr

Zone chômage

- Zone euro: nouveau record de chômage à 12,1% en mai - AFP

Cela se traduit par 19,22 millions de personnes au chômage, soit 67.000 de plus en un mois et environ 1,344 million de plus en un an.

En Espagne, le chômage a grimpé à 26,9% en mai. Il atteint 26,8% en Grèce, mais les dernières données disponibles datent de mars. Il n'est qu'à 4,7% en Autriche, 5,3% en Allemagne et 5,7% au Luxembourg.

A Chypre, le taux de chômage y a bondi de 11,4% à 16,3%. En Slovénie, le chômage est passé de 8,6% à 11,2% en 12 mois.

Autre signe préoccupant: le chômage touche 23,8% des jeunes dans la zone euro, avec des pics en Grèce (59,2% en mars), en Espagne (56,6%) et au Portugal (42,1%). AFP 01.07

[Transport du bétail : c'est leur conception de la démocratie.](#)

- Lufthansa relance sa filiale à bas coûts Germanwings - Reuters

[Finance et médias.](#)

- Médias: l'américain Tribune achète 19 stations de télévision - AFP -

- Le Français Bestofmedia passe sous pavillon américain - L'Expansion.com

[Intox](#)

Un tour d'illusionnistes...

- Espionnage de l'UE: Hollande demande qu'il "*cesse immédiatement*" - AFP

"*Nous demandons confirmation ou infirmation. Nous ne pouvons pas préjuger*", a dit le chef de l'Etat. AFP 01.07

A votre égard préjuger de vos réelles intentions est salubre !

François Hollande a précisé avoir demandé à Laurent Fabius, chef de la diplomatie française, "*de se mettre immédiatement en contact avec son homologue (américain, ndr) John Kerry pour avoir toutes les explications et toutes les informations*". AFP 01.07

Réponse du maître à son vassal : rien de plus normal, circulez il n'y a rien à voir !

- Espionnage : Kerry défend une pratique "*pas inhabituelle*" - Le Nouvel Observateur

... la preuve par son agent le plus zèle du néolibéralisme au sein du gouvernement :

- Prism: Fleur Pellerin relativise l'espionnage des cibles institutionnelles - L'Expansion.com

[Conditionnement. Promesse de menteurs et bonnes intentions](#)

Plus c'est "*juste*", plus ce sera injuste

- Washington promet à Snowden un "*procès juste*" - LePoint.fr

Vous n'êtes pas sans savoir que la dictature américaine via la CIA se livre à des enlèvements aux Etats-Unis et dans le monde entier, à des assassinats, etc. que 166 prisonniers pourrissent depuis des années à Guantanamo sans avoir eu le droit jusqu'à présent à un procès, c'était "*juste*" un rappel qui n'atteindra jamais les oreilles d'Obama...

... et plus c'est grand, plus ce sera petit...

- Une partie de la gauche veut «*une grande réforme fiscale*» - Liberation.fr

... et un soupçon pour faire diversion

- Produits dérivés: Bruxelles soupçonne 13 grandes banques d'entente - AFP

- La Commission européenne a adressé lundi une communication de griefs à 13 grandes banques européennes et américaines soupçonnées de s'être entendues pour empêcher des concurrents d'opérer sur le marché des produits dérivés de crédit (CDS) ou pour retarder leur entrée sur ce marché.

Sont concernés les établissements Bank of America Merrill Lynch, Barclays, Bear Stearns (racheté depuis par JP Morgan

Chase), BNP Paribas, Citigroup, Credit Suisse, Deutsche Bank, Goldman Sachs, HSBC, JP Morgan, Morgan Stanley, Royal Bank of Scotland, UBS, ainsi que le premier fournisseur d'informations financières sur le marché des CDS, le cabinet d'études Markit et l'association internationale des dérivés (ISDA), indique la Commission dans un communiqué.

"Ce serait inacceptable si des banques ont collectivement bloqué des échanges pour protéger leurs revenus dans le secteur des dérivés de crédit négociés de gré à gré", a estimé le commissaire européen, Joaquin Almunia, cité dans un communiqué.

Gardiennne de la concurrence en Europe, la Commission européenne avait ouvert une enquête à ce sujet dès avril 2011, alertée par les opérateurs boursiers Deutsche Borse et Chicago Mercantile Exchange qui voulaient entrer sur le marchés des CDS entre 2006 et 2009 et les échanger sur des Bourses dédiées.

Les deux opérateurs n'avaient pu finalement obtenir les données nécessaires pour échanger des CDS auprès du cabinet Markit et de l'ISDA, qui auraient agi à la demande de plusieurs grandes banques.

L'envoi d'une communication des griefs ne préjuge toutefois pas du résultat final de l'enquête. AFP 01.07

Ouf ! La Commission européenne a mis deux ans pour réagir et laisser le temps nécessaire à ces banques pour nettoyer leurs comptes ou faire disparaître les preuves de cette entente entre banques. Mais l'essentiel qui ne sera pas abordé ici est ailleurs.

Elle reproche à 13 banques de s'être "*entendues pour empêcher des concurrents d'opérer sur le marché des produits dérivés de crédit*", mais pas d'avoir trafiqué les taux ou les cours des produits dérivés qui leur ont permis d'empocher des dizaines, voire des centaines de milliards de dollars au total.

[Alors que la démographie mondiale suit une courbe exponentielle](#)

- Faim dans le monde: l'ONU pense atteindre ses objectifs pour 2015 - AFP

[Communautarisme](#)

- Halal et école : «*De plus en plus de cas*» - LeFigaro.fr

[Propagande de guerre impérialiste](#)

- Les Syriens empêchés de fuir la guerre - Le Nouvel Observateur

Les contras sont infiltrés par dizaines de milliers par la Turquie et le Liban en Syrie et se répandent dans les grandes villes. Une fois parvenu dans une ville ils établissent leur quartier général dans un quartier en semant la terreur. Après quoi ils s'attaquent aux bâtiments publics et aux autorités, à certaines communautés qu'ils massacrent, ils prennent la population en otage ou s'en servent comme bouclier humain. L'armée syrienne pour faire cesser ces crimes et les déloger n'a pas d'autre solution que nettoyer ces quartiers en essayant d'épargner la population locale qui n'a pas encore fui les combats, après l'avoir informée de son passage à l'offensive contre les salafistes, takfiristes et aux barbares.

Contrairement à ce que racontent les médias occidentaux, les autorités syriennes ne bombardent pas à l'aveuglette la population civile, auquel cas elle se serait retournée contre le régime, c'est ce qu'espérait Obama, Cameron et Hollande, mais ce n'est pas le cas. Non, cette méthode est celle qui a été employée par l'Otan en Irak et en Libye, parce qu'ils ne poursuivaient manifestement pas le même objectif.

[Sur tous les plans Obama poursuit, amplifie la busherie...](#)

- Espionnage américain: Barack Obama "*va encore plus loin que les deux Bush*" - L'Express.fr

[ACTUALITÉ DU JOUR](#)

[Syrie](#)

1- L'ancien ministre français des affaires étrangères Roland Dumas a qualifié le traitement de la France avec ce qui se passe en Syrie d'"*incorrecte*".

Dans un entretien accordé au correspondant de Sana à Paris, Dumas a souligné que la politique occidentale est une politique de guerre et d'armement qui n'entraîne que la destruction.

Il a fait savoir qu'Israël joue un rôle dans ce qui se passe en Syrie. french.trib.ir 01.07

2- Une agence de presse libanaise a fait part de la mort d'Abou Ouss Al-Tunesi, principal entraîneur militaire des membres du Front Al-Nosra, lors d'une opération de l'armée syrienne, menées en banlieue de Damas.

Selon l'Agence de presse libanaise Asia, d'Abou Ouss Al-Tunesi, un commandant du Front Al-Nosra chargé de donner des formations militaires aux membres du groupe, a péri au cours d'un affrontement opposant les soldats syriens aux membres du Front Al-Nosra, en banlieue de Damas. Les analystes militaires sont d'avis que la mort d'Al-Tunesi a porté un coup sévère au Front Al-Nosra.

Le commandant tué du Front Al-Nosra devait former une unité des missions spéciales, à hautes capacités militaires. Il faisait partie des principaux organisateurs des opérations terroristes à Damas surtout les deux explosions qui ont secoué le quartier général de l'armée et le ministère de l'Intérieur. Il fut aussi spécialiste dans une tactique intitulée « *Infiltration dans le front de l'ennemi* ». L'unité des terroristes tunisiens, installée dans la région d'Al-Qouta Al-Sharqia, a reçu, pendant les derniers jours, des coups sévères de la part de l'armée syrienne et elle a perdu un grand nombre de ses commandants. french.trib.ir 01.07

[Haut de page ↗](#)

Le 3 juillet 2013

CAUSERIE

J'ajouterai 25 articles ce soir, je n'ai plus le temps maintenant.

[En réalité, en l'absence d'idéal : le temple du nihilisme.](#)

- Aux États-Unis, un monument célèbre l'athéisme - LeFigaro.fr

Pour ajouter quelques lignes à l'article d'hier sur le sionisme et le néolibéralisme, on pourrait dire que la philosophie ou la religion qu'ils se disposent de mettre à la disposition de la population repose sur le nihilisme, l'absence de certitudes, toute idée se valant, ce qu'on retrouve dans la franc-maçonnerie je précisais. C'est ce qu'il y a de plus pratique pour imposer ses certitudes et ses idées...

On pourrait caractériser le sionisme comme étant la théologie du néolibéralisme, qui lui serait la théorie de l'oligarchie financière, l'ensemble formant son idéologie. Toute cela demande à être précisé.

Dans l'article *Crise finale du capitalisme ou 3e Guerre Mondiale?*, l'auteur rappelait que l'impérialisme était incompatible avec la démocratie, en effet, le néolibéralisme et le sionisme également, et ce n'est pas un hasard non plus s'ils ont émergé au début du XXe siècle au moment où le capitalisme passait au stade de l'impérialisme, ils sont l'idéologie achevée de l'impérialisme, forme de domination la plus violente, totalitaire et cynique qui soit.

Une question à explorer : Alors que l'on peut observer que les tenants du capitalisme s'entendent pour instrumentaliser, déformer, gangrener, diaboliser, marginaliser, censurer toute interprétation du monde qui ne serait pas conforme à leur idéologie totalitaire, pour noyauter, contrôler et si nécessaire liquider les instruments, organisations ou institutions qui en sont les vecteurs et dans lesquels se rassemblent des couches de la population qui à l'occasion peuvent s'en servir pour leur résister ou rejeter leur politique, cela incluent les lieux où l'on enseigne des connaissances (école, université, etc) ou des lieux où se rassemblent des croyants, en admettant qu'il en existait une, ce que nous rejetons sans se placer systématiquement sur un terrain de classe, quelle place existe-t-il encore pour le combat pour la liberté d'expression ou la libre pensée, pour la laïcité, pour l'athéisme ? Compte tenu du contexte actuel et des rapports entre les classes, du contenu de l'idéologie que la classe dominante propage qui s'assimile à une tentative de lobotomiser la population, défendre ses principes en dehors de la perspective du socialisme ne conduit-il pas à lui rendre un fier service ?

Rappelons que les franc-maçons, les néoconservateurs et les néolibéraux s'en réclament également, ils sont même inscrits dans la Constitution des États-Unis, leurs dirigeants ayant su s'en servir pour asservir le peuple américain et finalement liquider ses droits politiques. Que les églises, temples, synagogues et mosquées servent à diffuser la bonne parole de la réaction a toujours été, ce qui l'est moins c'est qu'ils servent à liquider les religions dans lesquelles on peut percevoir la société avec ses inégalités et divisée en classes qui est le facteur principal de la lutte des classes, que cette idéologie s'est justement donnée pour mission

de museler, liquider au profit de l'existence d'une seule et unique classe qui concentrerait tous les pouvoirs, y compris ce que le reste du monde réduit en esclavage aurait le droit de penser.

Notre conception de la lutte de classe doit tenir compte des transformations de la société sous peine de ne pas être adaptée à la situation, pire, si elle n'a pas évolué, si elle est figée, sclérosée, fossilisée, elle peut servir des intérêts contraires à notre cause ... A suivre.

Quelques lectures et notes

- Les stratégies de la suprématie - 8 juin 2013 - . (www.luttedeflasse.org/dossier4/capitalisme_1_080613.pdf)

Un article bien rédigé dans lequel l'auteur cite Marx et fait référence à Lénine, dans lequel il revient sur la nature du capitalisme et le rôle des banques depuis le XVIIIe siècle, de l'impérialisme, et pour finir l'hégémonie américaine et son projet de "gouvernance globale". Et tout à la fin il semble faire une découverte qui explique peut-être pourquoi son analyse se termine dans une impasse ou ne comporte aucune conclusion politique (pratique), je cite : "*Une nouvelle société, celle des classes travailleuses, perce le jour*".

C'est à croire qu'elles ont été absentes de la lutte des classes au cours des siècles précédents, alors que c'est elle qui a façonné la société et accompagné le développement des forces productives jusqu'à nos jours, en réalité elle en est plutôt à l'origine depuis que la société est divisée en classes.

- L'Oligarchie a fait un rêve : le mythe de la démocratie occidentale - Guillaume de Rouville - 19 avril 2013 (www.luttedeflasse.org/dossier4/capitalisme_politique_1_190413.pdf)

L'auteur termine son article par une conclusion qui n'en est pas vraiment une, puisqu'il la fait précéder de la mention suivante : "*Pour ne pas conclure*" :

- "Nous avons défendu l'idée que les élites occidentales ont octroyé la démocratie représentative à leurs administrés pour pouvoir se maintenir au pouvoir. En échange de quoi les peuples occidentaux ont accepté, ou ont été forcés d'accepter, de ne participer que symboliquement au jeu démocratique et de fermer les yeux sur un certain nombre de crimes humains, politiques, économiques de grande ampleur perpétrés par leurs élites (contre eux-mêmes ou contre d'autres peuples).

L'oligarchie a instrumentalisé la démocratie pour accomplir un rêve qu'elle aurait pu formuler de la manière suivante : « Qu'ils se battent pour des droits impuissants, qu'ils se combattent, se déchirent entre eux sur des questions sociétales... On désarme ainsi la lutte des classes et on lui substitue la lutte au sein des classes. Au sein des classes laborieuses on se bat pour survivre ; au sein de l'oligarchie on se bat pour la première place, les dorures et les honneurs. Que la fête commence... et continue ».

Ce rêve peut-il être aboli ?"

Il faudrait préciser que "*les élites occidentales ont octroyé la démocratie représentative à leurs administrés pour pouvoir se maintenir au pouvoir*", selon une nécessité qui n'était pas seulement politique mais aussi économique, ce qui n'est plus le cas de nos jours sur le plan politique puisque la démocratie n'existe qu'à partir du moment où il existe réellement un ou des partis qui représentent les intérêts des deux classes déterminantes de la société, la classe ouvrière et les capitalistes, or il n'existe aucun parti ouvrier indépendant de l'Etat et ses représentants, du capitalisme, ou alors à l'état d'embryon et quasi inexistant pour l'immense majorité des travailleurs, et sur le plan économique puisque le capitalisme est entré dans une phase de crise permanente incompatible avec l'exercice de la démocratie, tous les partis ouvriers institutionnels étant subordonnés à l'idéologie néolibérale.

Ce qui fait défaut ou qui échappe à l'auteur de cet article qui s'en tient à la "démocratie représentative", qui s'en tient en réalité à une lecture plutôt institutionnelle de la lutte des classes, c'est l'existence d'un véritable parti ouvrier socialiste révolutionnaire, par nécessité dans chaque pays, mais à l'échelle du monde, car à la fin du XIXe siècle et au début du XXe siècle, c'était la social-démocratie qui s'était développée en Allemagne, puis le parti bolchevik en Russie qui incarnait à l'échelle mondiale la lutte contre le capital dans chaque pays, qui servirent d'exemple et de modèle aux partis qui allaient se rallier à la social-démocratie, puis au communisme ou à l'Internationale communiste dans de nombreux pays, partis qui dans de nombreux pays allaient incarner de façon déformée les tâches historiques que le prolétariat devait accomplir, parce que leurs dirigeants n'avaient pas acquis une compréhension suffisante du développement du capitalisme et de ses contradictions qui rendait le passage au socialisme possible, nécessaire dans le sens d'indispensable pour l'avenir de la civilisation humaine.

Quand il dit ensuite que "*les peuples occidentaux ont accepté, ou ont été forcés d'accepter, de ne participer que symboliquement au jeu démocratique*", il faudrait préciser ce qui les a forcés à adopter cette attitude : la trahison des partis traditionnels de la classe ouvrière, la social-démocratie et le parti communiste stalinisé, puis les différentes tendances du trotskisme qui se sont adaptées à la social-démocratie ou au stalinisme, qui ont refusé de rompre avec eux comme on peut encore le constater en 2013,

qui n'ont eu de cesse également de vouloir s'intégrer dans le jeu institutionnel, position qui allait conduire à broyer, à disloquer l'avant-garde du mouvement ouvrier pour finalement la réduire à l'impuissance tout en lui interdisant de contruire un nouveau parti ouvrier digne de ce nom.

L'auteur a bien compris quel avantage la classe dominante pouvait tirer des "questions sociétales" dont elle était l'instigateur ou qu'elle a encouragées, sans oublier d'autres questions ayant trait à des couches minoritaires des masses exploitées qui furent instrumentalisées de la même manière et dont le régime tirera toujours profit, tandis qu'en réalité pour les intéressés, elles ne seront jamais réglées.

Il y a un autre facteur qu'ils n'abordent pas non plus, c'est la capacité du capitalisme d'accroître la productivité et de développer de nouveaux marchés qui vont lui permettre de supporter les concessions qu'il a dû faire à la classe ouvrière en Europe après la Seconde Guerre mondiale et au cours des décennies suivantes. L'augmentation de la productivité compensera les réformes sociales qu'il a concédées, elle lui permettra par la même occasion de rendre le crédit accessible au plus grand nombre, autrement dit, à travers les intérêts que lui verseront les emprunteurs, il récupèrera largement les avantages sociaux qu'il leur aura accordés, et l'excédent servira à financer son expansion à bon marché en surexploitant de la main d'oeuvre en Asie principalement, ainsi il pourra réaliser une nouvelle accumulation du capital et assurer sa survie... jusqu'à la prochaine crise et ainsi de suite. Le dernier volet de ce processus pourrait se dérouler dans le dernier continent encore sous-développé et riche en matières premières : l'Afrique. Dites-moi, c'est bien ce qui est en train de se passer, n'est-ce pas ? Je l'avais écrit en 2005...

C'est la première fois que je lis ces articles.

J'étais parvenu à faire une analyse proche de celles de ces auteurs simplement en traitant au jour le jour l'actualité, en partant uniquement des faits, sans chercher à théoriser ou à ériger en système les constatations que je pouvais faire quotidiennement, d'où mes conclusions qui seront différentes des leurs, puisque j'y introduis des facteurs qu'ils ont laissé de côté ou qui leur ont échappé, ou encore qu'ils ont sous-estimés, la lutte des classes pour le premier, l'inexistence d'un véritable parti communiste pour le second ou pour avoir réduit la lutte des classes et les rapports entre les classes aux institutions.

Ce qui ressort aussi de l'analyse de Guillaume de Rouville, c'est le manque de maturité politique des masses qui les conduit à se faire berner à la fois par la classe dominante et ceux qui parlent en leur nom, ce qui nous ramène une fois de plus à l'absence du parti qui incarne consciemment le processus historique qui se déroule sous leurs yeux, de telle sorte qu'elles demeurent désarmées pour en comprendre la nature et la signification et en tirer des enseignements pratiques, d'où leur impossibilité d'entrevoir une issue politique qui coïnciderait avec la nécessité de rompre avec le capital et ses institutions.

Tenez, un titre en rapport avec ce que nous venons de voir :

- L'ère de la classe moyenne révolutionnaire - Slate.fr

Pure illusion, car elle est comme la petite-bourgeoisie dépendante dans son existence du capitalisme qui lui assure un niveau de vie confortable ou supérieur à celui de la classe ouvrière (et de la paysannerie pauvre), si elle ne veut pas se faire broyer par l'oligarchie financière, elle n'a pas d'autre alternative que de s'allier avec la classe ouvrière ou ses couches inférieures. Or pour cela il faudrait un parti ouvrier qui incarnent ces couches, qui les organisent et il n'en existe pas aujourd'hui, du coup soit elle se tourne vers la soit-disant gauche qui la conduit dans une impasse, soit elle flirte avec la droite ou pire l'extrême droite.

De plus, il est clair que la classe moyenne qui aspire à satisfaire de nouveaux besoins ne se trouve pas dans la même situation matérielle à laquelle sont confrontés des millions de travailleurs qui peinent à survivre, elle n'est pas naturellement disposée à rompre avec le capitalisme, etc. donc pour renouer avec l'idéal du socialisme ou envisager un changement de société, ce processus en relation avec son combat social et politique ne peut connaître une évolution favorable qu'à partir du moment où son niveau de conscience politique progresse, d'où la nécessité de travailler sur ce front-là aussi, de s'y atteler avec le même acharnement.

Parole d'internaute.

1- *"Les Etats Unis veulent le condamner pour espionnage? Comment condamner les responsable américains qui ont fait de l'espionnage à grande échelle mondiale ? C'est quand même plus grave, ils ont posé des micros, piraté des ordis etc. La justice est vraiment bizarre. Tu m'espionnes, je te condamne! Je t'espionne, je suis libre!"*

Monsieur, le droit, la justice est avant tout une question de rapport de forces, tout comme la démocratie, ni l'une ni l'autre n'existent pour les faibles, seuls les puissants en bénéficient, CQFD

2- *"La liberté , c'est comme le reste ... Sur l'idée, tout le monde est d'accord .. Mais quand il faut passer à la pratique, c'est autre chose..."*

Vous avez raison, l'homme est faible par nature, et quand il est corrompu par la société il devient médiocre. Ceux qui nous gouvernent le sont tous en France (notamment). Vous avez le droit d'en déduire que l'on vit en liberté surveillée et qu'elle n'ai pas plus acquise que le reste de nos droits sociaux ou politique, d'où la nécessité de changer la société et non de la refaire comme pensent certains qui marchent à reculons.

ACTUALITÉ DU JOUR

Snowden déclaré persona non grata par les vassaux du dictateur américain.

- Edward Snowden ne parvient pas à trouver un pays d'asileL'Express.fr -

Comment procède Hollande?

1- Il commence par nier avoir reçu une demande d'asile politique.

2- Il affirme que sur le principe il n'est pas contre accorder le droit d'asile à l'ex-agent du NSA.

3- Mais il ajoute aussitôt que cela devrait être une décision commune des 28 pays de l'UE, sachant que parmi eux il y en aura au moins un qui rejettera cette demande.

4- La Pologne fait savoir qu'elle s'y opposera.

5- Si Snowden ne peut pas obtenir le droit d'asile en France ce n'est pas de la faute de Hollande mais de la Pologne. Et la boucle de l'imposture est bouclée.

- Espionnage américain: Hollande pour une "*position commune*" de l'UE - AFP

- Paris pourrait techniquement accorder l'asile constitutionnel au «*défenseur de la liberté*» américain, mais au prix d'une grave crise diplomatique avec son allié américain...

Les autorités françaises disposent du pouvoir discrétionnaire pour accéder à une telle demande. Et cette décision éminemment politique pourrait avoir des conséquences sur les relations transatlantiques. «*Ce serait vu comme une provocation, un geste de défiance extrêmement fort à l'égard des Etats-Unis, et cela occasionnerait certainement une crise diplomatique*», analyse pour 20 Minutes Pascal Boniface, directeur de l'Institut de relations internationales et stratégiques (Iris). «*Mais en même temps, le comportement des Etats-Unis vis-à-vis de la France n'a pas été correct...*» tempère-t-il dans une allusion à l'espionnage de la France et d'institutions de l'Union européenne par leur «*allié*» américain.

Mais, «*dans les circonstances actuelles, il est peu probable que la France agisse seule*», estime Pascal Boniface. «*François Hollande ne veut pas provoquer les Américains, et l'époque où la France tenait des positions fortes envers les Etats-Unis est révolue*.» Pour autant, il juge que cet acte inamical des Etats-Unis ne doit pas rester impuni, pour que la France maintienne sa crédibilité. «*Ce qui ferait sens, c'est que l'Union Européenne dans son ensemble décide de délivrer un visa Schengen ou un asile collectif à Edward Snowden*.»

Une décision qui supposerait un consensus, difficile à atteindre: la colère est vive en Allemagne, le président du Parlement européen, Martin Schulz, a dit «*comprendre*» la demande d'asile d'Edward Snowden et François Hollande a prôné ce mardi une «*position coordonnée, commune*» de l'Europe sur l'affaire d'espionnage d'institutions européennes, mais la Pologne a d'ores et déjà annoncé qu'elle n'accorderait pas l'asile politique à l'ex-consultant américain. 20minutes.fr 02.07

Hollande et ses semblables en Europe, on ne peut même pas les traiter de lâches puisqu'ils sont des "*alliés*" de l'impérialisme américain et le revendiquent haut et fort pour l'occasion, vous aurez le droit une nouvelle fois de plus de mettre dans le même panier de crabes l'internationale du capital et l'internationale socialiste, toute distinction partant du constat que vous avez sous les yeux constituerait un viol de la réalité, une négation des faits. Fraude fiscale: 108.833 comptes à l'étranger déclarés en 2012 - AFP Ils étaient 79.680 contribuables à détenir un compte bancaire à l'étranger en 2011 et 75.732 en 2010 et leur nombre a augmenté à 108.833 l'année dernière, précise la DGFIP, en rappelant que ses moyens de recherche avaient été améliorés, affirme la Direction générale des finances publiques (DGFIP) dans son rapport d'activité publié mardi. Elle rappelle en outre que quelque 18 milliards d'euros de droits et de pénalités ont été récupérés par l'État en 2012, grâce à 1,5 million de contrôles fiscaux. "La DGFIP a par ailleurs encaissé 9 milliards d'euros issus de contrôles fiscaux de l'année et des années antérieures et de la relance des déclarations de succession et d'impôt de solidarité sur la fortune", ajoute-t-elle. Le fisc a ensuite transmis 1.157 dossiers aux autorités judiciaires en vue d'éventuelles sanctions pénales. AFP 02.07

[ACTUALITE EN TITRES](#)

[Ils appellent cela la croissance et la compétitivité.](#)

- En Espagne, plus d'emplois, mais plus de précarité - LeMonde.fr

La flexisécurité, c'est la précarité généralisée pour sécuriser les profits grâce à l'emploi d'une main d'oeuvre à bas coût, sans droits : des esclaves.

[Trop, c'est trop ! La tarte à la crème des altermondialistes et autres charlatants.](#)

- L'UE pourrait revoir à la baisse la future "taxe Tobin" - Reuters

- L'Europe pourrait réduire la portée de la future taxe sur les transactions financières...

[Après de mon arbre, je vivais heureux... ou presque](#)

- Un homme retrouvé pendu à un arbre à Paris - Le Nouvel Observateur

[Débarquement immédiat...](#)

- Le directeur de la banque du Vatican démissionne - Francetv info

- Portugal: la démission du ministre des Finances fragilise le pouvoir - AFP

- Portugal: le ministre des Affaires étrangères jette l'éponge - L'Express.fr

[La vengeance est un plat qui se mange chaud de préférence.](#)

- Delphine Batho dézingue Ségolène Royal - 20minutes.fr

...que cela ne tienne...

- Delphine Batho, limogée, fait les frais de la rigueur budgétaire - AFP

[En famille](#)

- Élisabeth Guigou : "*Tapie, un bonimenteur de première*" - LePoint.fr

Elle participe à la Commission Trilatérale présidée par un certain Rockefeller, et cela n'est pas un mensonge...

[Liberticide](#)

- Saint-Malo, sixième ville en France à instaurer une plage sans tabac - LeFigaro.fr

[Encore un qui a la main sur le coeur et l'autre sur son portefeuille.](#)

- Les Restos du cœur attaqués par le photographe de Coluche - LeFigaro.fr

Le photographe Gaston Bergerer demande le versement de droits d'auteur à l'association caritative, qui utilise le portrait de Coluche sur ses affiches depuis 1985. ...LeFigaro.fr 02.06

[Médiocre, réac et faussaire, la totale, quoi !](#)

- Alain Minc condamné pour avoir plagié un livre... 47 fois - Francetv info -

Enfin, la démocratie est rétablie en Libye

- Libye: un groupe armé attaque le ministère de l'Intérieur - L'Express.fr

Un groupe armé a attaqué mardi soir le siège du ministère libyen de l'Intérieur à Tripoli, forçant sa fermeture.

Intox

- Le président palestinien "*optimiste*" sur les efforts de Kerry - AFP -

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Egypte

1.1- Le président égyptien Mohamed Morsi a déclaré dans un discours à la nation tard mardi soir que nul n'avait le droit de se substituer à l'ordre légitime et qu'il n'avait d'autre choix que de poursuivre sa tâche.

L'armée égyptienne, qui a lancé lundi un ultimatum de 48 heures aux responsables politiques du pays pour sortie de la crise, serait prête à suspendre la constitution, dissoudre le parlement et confier le pouvoir à un "*conseil intérimaire*" majoritairement civil en cas d'échec, a-t-on appris mardi de sources militaires. Reuters 02.07

1.2- Seize personnes ont été tuées dans la nuit de mardi à mercredi lorsque des hommes non identifiés ont attaqué un rassemblement de partisans du président égyptien Mohamed Morsi au Caire, a annoncé le ministère de la Santé.

"Seize personnes ont été tuées et 200 blessées dans une attaque contre une manifestation de soutien au président Morsi aux abords de l'université du Caire", a rapporté la télévision officielle, citant le ministère.

Des heurts ont également éclaté dans d'autres quartiers de la périphérie du Caire et dans la province de Beheira. Au total, 47 personnes, dont un Américain, ont trouvé la mort dans des violences en marge des manifestations qui secouent le pays depuis une semaine.

Des affrontements ont également eu lieu à Alexandrie et dans la ville de Kaliouba, au nord de la capitale. A Alexandrie, des militaires sont intervenus pour séparer les deux camps.

Des soldats se sont également déployés à Suez et à Port Saïd, aux débouchés du canal de Suez, axe vital pour le commerce mondial et l'économie égyptienne.

Réagissant aux craintes de nouveaux affrontements, des sources militaires ont indiqué à Reuters qu'une force d'intervention rapide était prête à prendre position dans les rues du Caire et des autres grandes villes pour mettre fin aux violences.

Place Tahrir, au Caire, environ 250.000 opposants étaient rassemblés mardi soir, célébrant ce qu'ils pensent être la fin du règne de Mohamed Morsi. Ils acclamaient les hélicoptères de l'armée qui survolaient la place, haut lieu de la révolution de 2011.

Dénonçant un coup d'Etat militaire contre un président démocratiquement élu, des dizaines de milliers de partisans de Morsi sont également descendus dans les rues, affrontant leurs adversaires dans plusieurs villes.

Leur rassemblement le plus important a réuni quelque 100.000 personnes dans un faubourg du Caire.

Le patriarche Tawadros II, primat de l'Eglise copte orthodoxe qui représente 10% des 84 millions d'Egyptiens, a apporté sur Twitter son soutien au mouvement Tamaroud (Rebelle) à l'origine des manifestations monstres de dimanche contre Morsi, ainsi qu'"*au peuple, à l'armée et à la jeunesse, ce trio qui fait la grandeur de l'Egypte*". Reuters et leexpress.fr 02.07

1.3- Les partisans de Mohamed Morsi craignent aujourd'hui un coup d'Etat, et ne cessent de rappeler que le président issu des

Frères musulmans a la légitimité démocratique. Mais la pression conjuguée de la rue, des milliers, et de la communauté internationale face au risque d'escalade pourraient changer la donne.

Comme l'explique notre correspondant au Caire Mohammed Shaikhibrahim : *"Tous les signaux montrent une accélération des événements, tous montrent que le système en place est en train de s'effondrer sous la pression des manifestations. Mais malgré ce bouleversement le régime tient toujours."* euronews.com 02.07

Le problème, c'est effectivement qu'il a été élu *"démocratiquement"*, donc le manque de maturité politique des masses égyptienne et l'absence de perspective politique. Je ne connais pas suffisamment bien la situation en Egypte pour m'exprimer sur ce sujet, j'observe seulement que c'est l'armée qui détient la solution alors qu'elle occupe une place importante dans l'économie égyptienne, il faudrait commencer par rompre avec elle puis la dissoudre, impensable dans le contexte actuelle, puis rompre avec le FMI, l'UE et les bailleurs de fonds de l'Egypte, le Qatar en premier lieu...

1.4- Le site officiel du front de désobéissance (Tamarod) a fait état de l'interdiction que frappe désormais le président égyptien de quitter son pays.

C'est une décision prise par l'armée qui *"mandatée par les USA"*, dirige le pays de facto. *" Morsi, les responsable du bureau de la présidence, les dirigeants des Frères musulmans sont tous interdits de quitter l'Egypte. L'armée contrôle également les aéroports, les ports du pays. L'armée impose un stricte contrôle sur les transactions. Les dirigeants des Frères sont assignés à la résidence"*. french.irib.ir 02.07

2- Ukraine

Des manifestants ont attaqué un poste de police au sud de l'Ukraine. En cause, deux policiers accusés par une jeune femme de l'avoir violée. La colère des habitants a été provoquée par le refus des autorités d'interpeller l'un des deux policiers, estimant qu'il était hors de cause. Un conducteur de taxi soupçonné d'avoir aidé les deux policiers à se rendre en forêt avec la jeune femme a, lui, été appréhendé.

En réaction, des centaines de villageois de Vradiyivka ont attaqué le poste à coups de bouteilles et de pierres. La télévision ukrainienne a montré ce mardi l'intervention des forces de police avec usage de gaz lacrymogènes, pour disperser les manifestants dont certains étaient couverts de sang.

Le président ukrainien Viktor Ianoukovitch a annoncé suivre personnellement l'enquête ouverte après les accusations de la victime présumée, Irina Krashkova, 29 ans. Elle dit avoir été emmenée dans la forêt avant d'être violée. Elle était toujours hospitalisée ce mardi avec des blessures à la tête et de multiples contusions, près d'une semaine après les faits survenus le 26 juin.

Le ministre de l'Intérieur Vitaly Zakhartchenko a démis de ses fonctions des responsables de la police locale et s'est exprimé sur le sujet devant le Parlement ukrainien: *" Ces faits honteux réduisent à néant tout ce que la police fait de bien"*, a-t-il déclaré, selon des images diffusées par la télévision. leexpress.fr 02.07

3- Syrie

3.1- Les terroristes d'Al Nosra ont exécuté lundi plusieurs habitants d'un village situé dans la banlieue de Raqqa au moment où ils viennent de perdre l'un de leurs hauts commandants, le dénommé Ayn Issa au cours de l'une des opérations de l'armée arabe syrienne. Les exécutions ont eu lieu sur la place publique dans le village Al Kalatah. Ces villageois étaient accusés d'avoir tenté de bouter les terroristes salafites wahhabites hors de leur village. A Ayn Issa de Raqqa, les soldats syriens ont tué Mohamad al Majari alias Abou Rahman al Tounesi, qui s'appelait *" Emir de l'émirat islamique d'Irak et de Damas"*, branche irakienne d'Al Qaida. french.irib.ir 02.07

3.2- Selon les sources syriennes, une cargaison d'armes vient d'arriver à Saragheb dans la banlieue d'Idleb en provenance de la Turquie .

Ce convoi a été transité sous couvert d'aide humanitaire. c'est sous l'enseigne du croissant rouge turc que le convoi mortel a été transporté jusqu'aux rebelles de l'ASL qui pour l'acquérir se sont mis à disputer. Les repaires d'Al Nosra ont été visés à Banach dans la banlieue d'Idleb. Des dizaines de terroristes ont été tués et blessés. french.irib.ir 02.07

[Haut de page ↗](#)

CAUSERIE

Cela fait 6 heures que je suis en train de charger deux applications de 300MO chacune, quelle galère cette connexion ! Il reste encore 1h. On apprend la patience en Inde, pas le choix ! Le modem (clé USB) est tellement bouillant que je l'ai placé dans un sac en plastique bourré de glace, j'ai peur qu'il brûle! C'est à devenir dingue !

Il faut de la détermination, faire preuve de persévérance dans la vie pour arriver à quelque chose ; j'allais écrire *ne rien lâcher* mais je me suis souvenu à temps que c'était un slogan du NPA que j'ai lu ce matin, eux ils ont largué l'essentiel pour ne conserver que ce qui fait tourner leur boutique, à moins qu'ils n'aient jamais rien eu à lâcher.

L'antifascisme cela les branche, je ne connais rien de plus improductif. Ils oscillent entre l'opportunisme de droite qui consiste par exemple à vouloir être associé à l'élaboration de la contre-réforme des retraites, et de gauche, le gauchisme qui les conduit à s'opposer au régime syrien avec lequel l'immense majorité du peuple syrien combat pour préserver sa souveraineté.

Un dernier mot à propos de l'appel du collectif « *La retraite, une affaire de jeunes* », dont D. Gluckstein a qualifié les signataires de " *critico-accompagnateurs*". Pourquoi pas, c'est un néologisme politiquement plus correct que collaborateur mais cela revient au même. Ils critiquent le projet du gouvernement mais ils veulent en être absolument. Le POI a refusé apparemment de s'y associer, ainsi que LO, mais pour un motif différent, sectarisme oblige, sauf, sauf... la suite en 2014 si vous le voulez bien, on se donne rendez-vous, O.K ?

Question : Pourquoi sinon pour colporter l'illusion que le gouvernement pourrait de lui-même prendre une mesure conforme aux intérêts des travailleurs ? Qui peut croire pareille baliverne quand on sait à quel point il est inféodé au Medef ? Personne. C'est un moyen comme un autre d'aider le gouvernement à appliquer sa politique, les travailleurs et les militants n'en ont pas forcément conscience ou pas du tout, les dirigeants de ces organisations ou partis le savent pertinemment. C'est seulement en présence d'une mobilisation de millions de travailleurs dans la rue que le gouvernement pourrait reculer, et encore, il en faudrait autant qu'en Egypte !

Cette initiative sert uniquement à empêcher que cette situation ne se produise en colportant des illusions dans de soit-disant négociations, c'est un bon moyen pour diviser les travailleurs, briser leur résistance ou les dissuader de mener ce combat. C'est finalement la même stratégie que tous les syndicats, cela D. Gluckstein ne le dira pas, c'est moi qui l'ajoute car je suis indépendant des appareils des syndicats.

Le NPA en fait partie, il ne loupe jamais une occasion de témoigner son indépendance du régime ! De vrais révolutionnaires dirait Barroso, à juste titre !

Hollande, président du Medef... et de la NSA

En interdisant au président bolivien Evo Morales de survoler la France mardi, le gouvernement Hollande-Ayrault-Fabius a témoigné devant le monde entier sa véritable nature totalement étrangère au socialisme, dont l'un des principes fondamentaux réside dans la solidarité avec tous les peuples combattant pour leurs droits politiques et leur souveraineté, ce qu'incarne Evo Morales en Bolivie ; sa véritable conception de la démocratie en défendant le droit d'une organisation criminelle internationale d'espionner le monde entier, la NSA associée à la CIA et au Pentagone, de se servir des données ainsi récoltées pour combattre la démocratie sur tous les continents, fomenter des coups d'Etat contre des gouvernements démocratiquement élus, enlever, torturer, assassiner, faire disparaître des opposants à la politique impérialiste des Etats-Unis, conditionner et contrôler la population à son insu ; sa véritable conception de la liberté qui ne concerne en réalité que la circulation des capitaux et des marchandises chère aux capitalistes et à l'oligarchie financière, ainsi que les personnes selon des critères arbitraires laissés à l'appréciation du dictateur américain qui trône à la Maison blanche et dont il est un valet zélé.

Rien de surprenant en fait, on retrouve ici les mêmes valeurs ou les mêmes principes antidémocratiques qui n'ont cessé d'accompagner l'histoire de son parti, le PS, tout au long du XXe siècle depuis 1914. On a voulu nous faire croire que ce parti continuait de faire partie du mouvement ouvrier, en réalité l'anticommunisme qui fut sa marque de fabrique, à partir de 1920 qui se doubla d'un féroce (et sournois) antisocialisme qui ne s'est jamais démenti non plus jusqu'à se transformer en un parti ouvertement social-libéral impérialiste. Ce qui définit au départ sa nature se sont ses positions pro-impérialistes, colonialistes dont finalement il ne s'est jamais départi ou avec lesquelles il n'a jamais véritablement rompu, et que ses futurs dirigeants partageaient avec les républicains sous la IIIe République, ce qu'ils confirmèrent ensuite sous la IVe puis la Ve République.

Le PS soutint toutes les guerres impérialistes, il ne cessa de se placer au côté de l'impérialisme anglo-saxo contre l'URSS et ses satellites, Cuba, le Vietnam du Nord, la Chine, puis sa propagande se tourna contre le Venezuela, la Bolivie, sans oublier son soutien à tous les dictateurs et despotes en Afrique dont bon nombre étaient affiliés à l'Internationale socialiste, Ben Ali par exemple. Dans les années 30, il fit le lit du régime de Vichy, il refusera d'armer la révolution espagnole et il préférera Franco, Mussolini et Hitler à la révolution socialiste.

Parvenu au pouvoir en 1936, participant au pouvoir à partir de 1945, à aucun moment il ne décrètera la fin de la colonisation en Afrique et en Asie. Parvenu une nouvelle fois au pouvoir en 1981, il s'empressera de faire allégeance au marché, au capitalisme, confirmant son passage définitif dans le camp de l'ennemi de la classe ouvrière en 1914, cet épisode constituera la dernière étape d'un processus entamé 67 ans auparavant. Par la suite il participera ou soutiendra toutes les guerres impérialistes, Serbie, Irak, Afghanistan, Libye, Syrie, etc.

Il soutiendra, il sera même l'un des maîtres d'oeuvre de la construction de l'Union européenne, du traité de Maastricht, de la BCE, de l'euro, et il soutiendra tous les traités européens... Et depuis le 6 mai 2012, il s'est empressé de continuer la sale besogne en adoptant le TSCG, la "règle d'or", l'ANI, et maintenant il entend poursuivre son offensive contre les retraites, l'école, les hôpitaux publics, les fonctionnaires, etc. il a déclaré la guerre au peuple malien et syrien et il menace le Liban et l'Iran...

Pour être réactionnaire jusqu'au bout, il a été l'architecte du communautarisme (dès les années 70-80) en instrumentalisant le racisme, la xénophobie, l'homophobie, en réalité il a encouragé la stigmatisation de couches minoritaires dans la société auprès d'une population en majorité arriérée ou ignorante pour la détourner du combat contre le régime en place, il n'a cessé pendant un siècle de détourner les travailleurs du socialisme dont il a été le fossoyeur en chef au côté des staliniens.

Vous avez là un rapide aperçu de la pourriture de ce parti qui n'a absolument rien à voir avec le socialisme, ses idées, ses principes, son programme, son objectif politique.

Pour ceux qui l'ignoraient encore, il apparaît aujourd'hui sous le masque hideux de la pire réaction au côté du dictateur Obama ayant juré d'avoir la peau de cet ex-agent de la NSA, pour avoir révélé au monde entier le plus formidable réseau d'espionnage jamais conçu mis en oeuvre par des petites mains pour le compte du cartel des banquiers anglo-saxons sionistes de la Fed. Cette sainte-alliance contre-révolutionnaire n'est pas sans rappeler celle qui s'était constituée autrefois contre Marx condamné à l'exil à perpétuité, Trotsky déclaré person non grata par tous les gouvernements européens et trouvant refuge au Mexique, on ne conseillera pas ce pays à Edward Snowden sauf s'il tenait vraiment à se faire assassiner, où encore toutes les armées impérialistes coalisées pour mener la guerre contre la révolution socialiste russe...

Rien n'a changé, la réaction, c'est la réaction. Sauf qu'à notre époque il n'existe plus de partis bolcheviks ou communistes, d'Internationale ouvrière digne de ce nom pour incarner le combat de la révolution socialiste mondiale contre la réaction mondiale. Je me suis connecté sur les portails du POI, du NPA, de LO et du PG pour voir s'ils avaient traité cette affaire.

NPA, rien, par contre un article sur la démission de la ministre de l'Ecologie, voilà ce qui passionne les gauchistes, sans rire s'il vous plaît...

LO, rien, sinon la crise politique au Portugal qui sera résolue comme d'habitude, voilà ce qui fait jouir les vieilles filles toute une vie, c'est bien triste...

POI, rien, ils se lamentent parce que l'austérité va être renforcée en 2014, voilà que les grabataires du cerveau vont en faire une crise de nerf...

Rien, parce que l'affaire est trop grave, d'ailleurs le POI et LO ont carrément zappé les affaires Prism et Snowden (sauf un entrefilet insignifiant dans IO), rendez-vous compte, elles ont mis dans l'embarras Hollande et plus largement le capitalisme mondial, il faut leur épargner cela.

PG, un article, mais quel article : "*Le Parti de Gauche demande au gouvernement français de présenter des excuses au gouvernement bolivien et à son premier représentant, le président Evo Morales Ayma*". (lepartidegauche.fr 03.07) A croire que cela changerait quelque chose à la nature de Hollande !

Les bouffonneries habituelles du PG, à la place il fallait se saisir de ces éléments, les analyser et s'en servir pour montrer le véritable visage du capitalisme, des Etats-Unis, de Hollande, afin d'aider les travailleurs et les militants à mieux comprendre dans quel monde nous vivons, à quoi bon nous rétorquera-t-on, ils doivent bien le savoir, ils n'ont plus rien à apprendre, ben voyons, on peut l'observer tous les jours !

Vous savez ce qui se passe : Eux, ils sont connectés sur leurs petites histoires, ce qui les branchent, et le reste ils s'en foutent. Sauf que voilà, ce que les travailleurs entendent du matin au soir quotidiennement, c'est justement le reste sur lequel ces petits messieurs ne veulent pas se pencher sans doute parce qu'ils ont un niveau de conscience supérieur, ils ne vont pas s'abaisser à traiter ces sujets dignes du café du commerce, ils fréquentent les brasseries, on ne vit décidément pas dans le même monde. De mémoire. Un jour un dirigeant du PT auquel je disais que je buvais de la bière m'a répondu sur un ton méprisant que c'était une boisson pour les rustres ou les beaufs et que lui était au pinard, de qualité s'il vous plaît, il devait avoir les moyens, un permanent cela gagne bien apparemment, je n'en ai pas cru mes oreilles et c'est d'ailleurs pour cette raison que je m'en souviens encore, il y a 8 ans de cela. Et bien moi je m'adresse à la plèbe qui picole de la bière... et du vin ou même de la flotte ou du Coca, un truc de gonzesse ou de végétal peut-être, allez savoir, mais je m'en tape de ce que peuvent penser les dirigeants de ces partis, je ne m'adresse pas à eux mais à l'ensemble des travailleurs et des militants. Je ne milite pas pour une clique ou

une couche particulière comme ils le font, mais pour la classe dans sa totalité, je ne cherche pas à faire en sorte que les travailleurs se portent mieux en régime capitaliste, mais pour qu'ils comprennent la nécessité de le renverser, tout nous oppose.

Moi je me dis, sur ce coup là Hollande et sa clique de philistins ainsi que les médias vont encore les enfumer, ils vont encore se faire berner, c'est insupportable, donc il faut traiter ces sujets. Ce n'est peut-être pas passionnant, je ne sais pas ce que vous en pensez mais on s'emmerde sec en lisant la littérature de ces partis, on n'y apprend rien ou il n'y a rien pour nous aider à progresser. Je sais, c'est une obsession, je le revendique, sinon à quoi bon, autant lire le dictionnaire ou une encyclopédie et les apprendre par coeur, on ne sera pas plus avancé, c'est le genre de truc basique qu'ils n'ont pas encore compris, c'est étonnant, mais c'est ainsi, vous en avez encore la preuve ici.

L'Etat et ses représentants, les médias s'emploient à diffuser quotidiennement une propagande en direction des masses, interprètent pour eux la situation dans une direction donnée pour les conditionner, formater leurs cerveaux d'une certaine manière, notre boulot doit donc être de démonter cette propagande pierre par pierre. C'est ingrat comme boulot, certes, mais il faut s'y coller, c'est le meilleur moyen pour que les travailleurs comprennent qu'ils sont manipulés et surtout comment ils le sont. Sinon comment voulez-vous qu'ils se détachent du capitalisme et ses institutions si jour après jour il y en a qui passent pour resserrer les boulons pour être sûr qu'ils ne vont pas se libérer de leurs chaînes et qu'on ne passe pas derrière pour les desserrer un peu plus chaque fois ?

Au fait, vous saviez que le socialisme était la théorie de la libération de l'homme des chaînes de l'exploitation et de l'oppression ?

[Le saviez-vous ?](#)

Le 17 mai dernier, l'essayiste et journaliste d'investigation Nafeez Mosaddeq Ahmed avait publié des révélations fracassantes dans le magazine britannique Ceasefire Magazine, à partir des informations données par Mme Sibel Edmonds, une ancienne traductrice du FBI de 42 ans.

Ces informations ont été reprises mardi 25 juin 2013 par plusieurs sites Internet mondiaux de référence, et notamment le Huffington Post britannique.

Selon ces révélations, Ayman al-Zawahiri, l'actuel chef d'Al-Qaïda et adjoint d'Oussama ben Laden à l'époque, aurait rencontré à plusieurs reprises des militaires et des responsables du renseignement américains à l'ambassade des États-Unis de Bakou, capitale de l'Azerbaïdjan, entre 1997 et 2001, dans le cadre d'une opération connue sous le nom de « Gladio B ».

Cette opération « Gladio B » aurait consisté dans l'instrumentalisation, par les services secrets américains, de groupes terroristes islamistes à partir des années 1990. Il se serait agi de la reprise de la méthode des opérations « Gladio », qui avaient instrumentalisé de la même façon des groupes néo-fascistes et néo-nazis en Europe dans les années 1970, particulièrement en Italie et en Belgique.

Ces opérations terroristes préparées avec le soutien des services secrets américains (CIA) et britannique (MI6) étaient ensuite attribuées faussement à des mouvements communistes. Bien que son objectivité soit sujette à caution, on peut lire la notice en anglais de wikipedia sur Gladio : http://en.wikipedia.org/wiki/Operation_Gladio

La mise au jour d'opérations « Gladio B » permet d'envisager une vue d'ensemble des opérations clandestines et de montage terroriste des activités des services de sécurité américains, de plusieurs pays de l'OTAN, et d'autres pays associés.

Prolongement de « Gladio », « Gladio B » vise à susciter des changements de politique ou des changements de régime dans les pays de diverses régions (l'Europe d'abord pour Gladio, l'Asie centrale et ses alentours pour Gladio-B) par une stratégie de provocation utilisant l'instrument du terrorisme. (french.trib.ir 02.07 - source : .upr.fr)

Rien à voir avec le baratin insipide que les partis nous servent, encore une info à exploiter, elle est sérieuse, Mme Sibel Edmonds était traductrice au FBI.

[ACTUALITE EN TITRES](#)

[Les nôtres sont plutôt chaudes, surtout l'été !](#)

- La tourmente au Portugal donne des sueurs froides aux marchés - AFP

- Portugal: la Bourse de Lisbonne s'effondre de 5,31% à la clôture - AFP

Un scoop. Qui en douterait franchement!

- Portugal: "*Même un gouvernement socialiste remplirait les conditions de la troïka*" L'Expansion.com

Barroso porte-parole du lobbying de la Table ronde des industriels européens (ERT).

- Bruxelles annonce de nouvelles dérogations pour les budgets - Reuters

"*Ces exceptions devront être liées à des dépenses nationales pour des projets cofinancés par l'Union européenne dans le cadre de la politique de cohésion, comme les réseaux transeuropéens, qui devront avoir un impact budgétaire vérifiable à long terme*", a déclaré José Manuel Barroso. Reuters 03.07

Les "*réseaux transeuropéens*" se sont les projets transnationaux d'infrastructures de l'ERT qui vont de paire avec l'accélération de la régionalisation au niveau de l'UE. Ce sont des marchés destinés essentiellement aux multinationales en terme de réalisation, et qui en tireront profit par la suite. Ajoutons qu'au passage les budgets des Etats serviraient à leur propre liquidation, donc d'une pierre trois coups, c'est pas mal joué.

Il suffit de le demander poliment.

- Le Medef veut 100 milliards de charges et d'impôts en moins - Reuters

Le ballet des valets.

- L'UE accepte de discuter libre échange avec les Etats-Unis malgré Snowden - AFP

- Le Parlement européen approuve le projet de budget 2014-2020 - L'Expansion.com

Comment ranimer la lutte contre l'islamophobie et élever encore d'un cran le communautarisme. Mode d'emploi.

- Les actes islamophobes en très forte hausse en France - Le Nouvel Observateur

- Les actes islamophobes ont augmenté de 57% en France en 2012 - AFP

Le Collectif contre l'islamophobie en France (CCIF) a annoncé mercredi avoir recensé 469 actes islamophobes en 2012, soit une augmentation de 57% par rapport à 2011, ce qui représente "*une explosion des actes islamophobes*", selon son porte-parole. AFP 03.07

Ils auraient acté une augmentation modérée, toujours aussi condamnable, cette information aurait pu être crédible, là elle ne l'est pas du tout, il s'agit d'une nouvelle instrumentalisation du racisme après celle de l'homophobie qui s'essouffle.

Ils ne connaissent plus d'autre mode de gouvernance pour tenter d'empêcher que les masses se rassemblent contre le régime...

Intox

Diantre, comment cela est-ce possible ?

- Espionnage: Paris et Berlin s'opposent sur la réplique à donner à Washington - L'Expansion.com

... non, c'était une fausse annonce...

- La France accepte un compromis sur les pourparlers UE-USA - Reuters

Et Hollande est un "**grand**" collabo de la dictature américaine. Libération aussi.

- Le père de Snowden compare son fils à un grand patriote américain - LePoint.fr

- L'espionnage continué à l'ambassade d'Equateur à Londres - Liberation.fr

[Populisme. Intantilisme.](#)

- Batho: Mélenchon dénonce un Hollande "*autoritaire*" et "*machiste*" - AFP

Machiste, quelle connerie ! La politique, niveau en-dessous de la ceinture ! Mélenchon progresse, ne cherchez pas dans quelle direction !

[Ils l'ont toujours nié. Pas un complot ?](#)

- Toute la Polynésie française aurait été exposée aux radiations - LePoint.fr

Les tirs nucléaires réalisés par la France entre 1966 et 1974 auraient provoqué des retombées de plutonium sur Tahiti, l'île la plus peuplée de Polynésie. ... LePoint.fr

De 1966 à 2013, cela fait 47 ans que les autorités françaises le niaient, cachait la vérité à la population polynésienne, vous avez appelé cela comment ? Un déni pour ce qui est des faits en eux-mêmes, un complot pour les avoir délibérément niés pendant près d'un demi-siècle.

[Auto-dissolution](#)

- Libye: le gouvernement veut dissoudre toutes les milices - Francetv info

[Déstructuration, atomisation, individualisme, dépendance.](#)

- Célibat, solitude, liberté : le boom de la vie en solo - Le Nouvel Observateur

Choisie ou subie, la solitude est un mode de vie en pleine expansion qui concerne 9 millions de Français, et 1 Parisien sur 2, de tous les âges et tous les milieux. Le Nouvel Observateur 03.07

[ACTUALITÉ DU JOUR](#)

[Un coup monté. Hollande ou le larbin zélé de Washington.](#)

- Morales: Paris a "*donné*" puis "*retiré*" l'autorisation de survol - AFP

- Avion de Morales: embarrassée, la France présente ses "*regrets*" - AFP

Paris a "*donné le 27 juin*" puis "*retiré*" mardi soir l'autorisation de survol de son espace aérien par l'avion du président bolivien Evo Morales, a affirmé mercredi lors d'une conférence de presse l'ambassadeur de Bolivie en France, Jean Paul Guevara.

"*Le permis de survol de la France avait été donné le 27 juin et a été retiré quand l'avion présidentiel était à quelques minutes de l'espace français*", a affirmé M. Guevara. AFP 03.07.

Vous avez bien lu, cet accord avait été donné aux autorités boliviennes le 27 juin, soit 5 jours avant que l'avion de Morales redécolle de Moscou, et c'est seulement quelques minutes avant qu'il atteigne l'espace aérien français que cette autorisation lui a été refusée, alors que Hollande savait qu'Edward Snowden se trouvait en Russie en zone de transit avant le 27 juin. Donc à partir de cette date, il a eu 5 jours pour signifier aux autorités boliviennes qu'il annulait l'autorisation qu'il leur avait fournie.

On pourrait se dire que cette décision semble avoir été prise au dernier moment et témoigne de l'hésitation des autorités françaises à prendre une décision autoritaire et inédite envers un chef d'Etat étranger.

En réalité, ce qui a dû se passer, c'est que les Américains avaient mis au point un stratagème avec Hollande et différents chefs d'Etat européens pour obliger l'avion de Morales à se poser en urgence pour ensuite s'assurer qu'Edward Snowden en faisait pas partie du voyage avant qu'il ne redécolle.

Parole de chien de garde ou ... de complotiste.

- Snowden, l'arme ultime contre les complotistes du 11-Septembre - Slate.fr 03.07

Parce que voyez-vous les révélations de Wikileaks et de Snowden prouveraient que tout finit par se savoir, parce que les représentants des différents régimes s'emploieraient à laisser systématiquement ou volontairement des traces derrière eux de l'ensemble de leurs activités de manière à ce qu'on puisse arriver à la vérité, ce qui n'est qu'à moitié faux, le plus souvent ils ne peuvent pas faire autrement quand ils ne font pas preuve de maladresse.

Mais l'essentiel est ailleurs. Dans le fait qu'ils nient la vérité, la camouflent aussi longtemps que possible, et la vérité ne surgit généralement que des décennies plus tard, quand plus personne ou presque ne s'y intéresse ou lorsque les retombées de leur révélation seront quasiment nulles, neutralisées par le biais du temps écoulé, les acteurs de ces faits ayant disparu de la circulation. Il est là le complot.

S'agissant du 11 septembre 2001, les faits sont établis, on possède suffisamment de preuves et de témoignages pour affirmer que ces attentats ont été réalisés par la frange néolibérale qui siège dans les plus hautes instances de l'administration américaine en partenariat avec le Mossad. On n'a pas besoin de fouiller dans les poubelles pour les trouver, ils ont été exposés à un moment ou un autre dans différents médias, presse et télévisions, avant de disparaître de la circulation, trop tard, car entre temps des millions d'internautes en ont conservé des traces.

Ils ne savent même pas mentir.

- Affaire Cahuzac: Pierre Condamin-Gerbier, l'ex-banquier accable à nouveau les autorités - 20minutes.fr

«*Il n'y a pas pire aveugle que celui qui ne veut pas voir*». Cette expression, Pierre Condamin-Gerbier l'a répétée deux fois lors de son audition, ce mercredi, devant la commission parlementaire Cahuzac. Cet ancien financier, qui a travaillé dans la banque Reyl – celle qui a hébergé le compte de l'ex-ministre du Budget – jusqu'en 2010, a répété ses accusations envers les autorités devant les députés qui l'interrogeaient.

Pour lui, l'administration fiscale qui avait envoyé en janvier à la banque suisse UBS une demande d'entraide a «*posé une mauvaise question pour obtenir une réponse souhaitée*». La dite réponse blanchissait en effet Jérôme Cahuzac «*pour les années 2006 à 2013*», en affirmant qu'il n'avait pas possédé de compte à cette période. L'information avait fait la Une du Journal du dimanche le 10 février, un peu plus d'un mois avant que le ministre ne démissionne.

Mais pourquoi adresser une question biaisée? «*Soit c'est de l'incompétence, soit il y a une motivation volontaire*», a souligné Pierre Condamin-Gerbier, tout en excluant la première solution. S'agissant de la deuxième hypothèse, «*il y a deux sous-scénarios : ou on est convaincu de l'innocence de la personne, ou on connaît sa culpabilité et on se dit que la seule façon de l'aider à se dédouaner est d'envoyer une demande particulière*».

Pierre Moscovici, le ministre de l'Economie, s'est quant à lui toujours défendu d'avoir cherché à protéger son collègue du Budget. «*Je ne savais rien de ce compte jusqu'au 2 avril [date de l'aveu de Jérôme Cahuzac]*», a-t-il plusieurs fois martelé. Il a expliqué avoir questionné seulement UBS et pas d'autres établissements, en particulier la banque Reyl & cie où Jérôme Cahuzac aurait transféré son argent au début des années 2000, car la presse n'avait alors cité qu'elle.

Pierre Condamin-Gerbier, lui, doute de cette version et pense que Pierre Moscovici et Manuel Valls étaient au courant de l'existence d'un compte avant les aveux de l'ex-ministre. Interrogé dans le cadre de l'enquête préliminaire dès le 21 février, il assure en effet que le compte rendu de son audition a été transmis aux autorités le lendemain. 20minutes.fr 03.07

Ce qui est étonnant, c'est qu'au PS ils ne savent même pas mentir, mais apparemment ils sont toujours là, c'est à croire qu'ils bénéficient de complicité pour les faire passer pour ce qu'ils ne sont pas à droite mais aussi ou principalement au sein du mouvement ouvrier.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Egypte

L'armée a repris la main en Egypte. Son chef, le général al-Sissi, a mis sa menace à exécution : il a déposé le président islamiste Mohamed Morsi ce soir et présenté une feuille de route en vue d'une sortie de crise.

Au programme : le gel immédiat de la constitution. Le président Mohamed Morsi va être remplacé à la tête de l'Etat par le président de la Cour constitutionnelle, chargé de la gestion des affaires courantes jusqu'à la tenue de nouvelles élections, présidentielle et législatives. Quant au gouvernement, il sera composé d'experts sans affiliation politique, tandis qu'une commission sera chargée de réviser la Constitution. Une commission de réconciliation nationale va également être créée. Y siègeront toutes les sensibilités politiques et religieuses de la société égyptienne, ainsi que les mouvements de la jeunesse.

Abdel Fattah al-Sissi a appelé les Égyptiens à manifester de façon pacifique ce soir et a prévenu que l'armée et la police répondraient à toutes les violences. La place Tahrir en liesse

Sur la place Tahrir, les manifestants anti-Morsi étaient mobilisés depuis une semaine pour réclamer le départ de celui qu'ils accusaient de leur avoir volé leur révolution, celle de 2011. Le représentant de l'opposition, Mohammed ElBaradei a d'ailleurs estimé que la révolution de 2011 était de nouveau en marche ce soir. Il s'est dit satisfait de la feuille de route dans la mesure où elle répond à la revendication d'élections anticipées. Les leaders religieux copte et sunnites soutiennent également le projet de transition.

Reste que l'Egypte est bel et bien en train de vivre un Coup d'Etat militaire. Et que les partisans du président Morsi, élu il y a tout juste un an, sont décidés à résister à l'armée. Eux aussi se sont rassemblés en nombre au Caire. Leur manifestation serait encerclée par les blindés de l'armée. La situation pourrait très vite dégénérer, les deux camps s'étant dits prêts à verser leur sang pour leur cause.

Le chef de l'Etat déposé et les responsables islamistes ont reçu interdiction de quitter le pays, dans le cadre d'une enquête sur une affaire d'évasion de prison en 2011. Les aéroports ont reçu pour consigne de ne pas les laisser partir. Le Président a appelé ses partisans à résister au coup d'Etat militaire de façon pacifique. euronews.com 03.07

2- Turquie

La justice turque a donné raison aux manifestants. En effet, un tribunal d'Istanbul vient d'annuler le projet de réaménagement de la place Taksim et du parc Gezi. L'avis rendu par cette cour administrative, saisie au début du mois de juin au plus fort des protestations, indique que le projet violait des règles de conservation du patrimoine et allait à l'encontre de l'identité de la place, selon l'avocat des plaignants.

Cette décision de justice sera sans doute préjudiciable pour le Premier ministre Recep Tayyip Erdogan et sa volonté farouche de mener à bien ce projet controversé et de reprendre cette place aux manifestants qui dénoncent ses méthodes perçues comme autoritaires. euronews.com 03.07

3- Syrie

3.1- C'est lui qui a fait croire aux terroristes l'imminence d'une vaste offensive contre Alep, trompant leur vigilance et de faire avancer ainsi et avec succès l'opération de Homs. Le général de brigade Maher Assad frère du président surveille de près chaque étape de l'offensive armée contre Homs tout en commandant l'opération Tempête du nord à Alep.... Il a d'ailleurs rendu un hommage appuyé à la 4eme bataillon de l'armée à l'origine des victoires de ces derniers jours à Homs, affirme Dampress. Après Qusseir et Talkalakh, Homs est sur le point d'être libéré. french.iri.ir 03.07

3.2- L'ambassadeur syrien, en Chine, a révélé l'entraînement de Ouighours chinois, au Pakistan, pour lutter contre l'armée syrienne.

Emad Mustafa, ambassadeur syrien, à Pékin, a affirmé disposer de documents et preuves, selon lesquels, environ, 30 jeunes ouighours, étaient allés, au Pakistan, pour y passer une formation militaire, avant de se rendre en Turquie pour lutter contre l'armée syrienne. «La plupart de ceux qui combattent actuellement contre l'armée syrienne dans la banlieue d'Alep sont ces mêmes éléments», a rappelé l'ambassadeur.

A noter que le gouvernement chinois a déjà confirmé que les auteurs de troubles du Xinjiang ont été entraînés en Syrie, et ils ont déjà combattu l'armée d'Assad. Selon le "Global Time", "l'une des personnes arrêtées au cours des heurts qui ont opposé les manifestants aux policiers, vient de passer aux aveux. Il reconnaît avoir reçu une formation à l'étranger". "Cette personne a fait des études, à Istanbul, en Turquie, a été entraînée, à Alep, en Syrie, et a participé activement aux attaques terroristes commises au Xinjiang". Le journal "Global Time" a souligné que 80% des terroristes actifs en Syrie viennent de 29 pays du monde, dont la Turquie, la Libye, le Liban et le Yémen. french.iri.ir 03.07

Haut de page ↗

Le 5 juillet 2013

CAUSERIE

Le site ne sera actualisé que partiellement aujourd'hui, les infos du jour figureront demain. Trop de choses dans l'actualité, je ne sais plus où donner de la tête et je n'ai le temps de rien lire sérieusement. On fera ce qu'on peut.

Un mot sur la situation en Egypte.

A part la lecture de deux ou trois articles de presse, je n'ai pas eu le temps de lire des analyses, on se contentera de quelques réflexions.

Les Américains ne pouvaient pas reproduire le même coup qu'en Turquie.

Erdogan, qui comme Morsi est issu des Frères musulmans, a bénéficié d'une situation économique favorable pour s'octroyer le soutien de la majorité de la population et s'attaquer à la forteresse de l'armée qu'il a décapitée. Les Américains ont mis en place Erdogan pour que la Turquie devienne l'alliée de l'Etat sioniste et serve de base à l'arrière à l'attaque contre la Syrie, puis l'Iran.

Morsi a hérité d'une situation économique vacillante qu'il a été incapable de redresser, ses bailleurs de fonds l'ayant lâché, jusqu'au FMI qui a refusé les 4,8 milliards de dollars sur lesquels il comptait, du coup il s'est retrouvé acculé, privé de base sociale, incapable de réaliser les contre-réforme qu'exigeaient ses créanciers, la faillite économique devait se double d'une faillite politique.

Est-ce que les Américains avaient envisagé de s'en servir pour mettre au pas l'armée égyptienne ? C'est possible mais c'est raté en tout cas. Morsi est finalement tombé pour les mêmes raisons que Moubarak : la résistance des masses qui exigent de voir leurs revendications sociales satisfaites et leurs droits politiques reconnus, autant que faire se peut évidemment. Ce n'est pas l'armée qui a chassé Morsi du pouvoir, mais les masses exploitées. L'armée demeure le garant des institutions et du régime en place qui n'a pas plus été ébranlé qu'en Tunisie, le plus fidèle allié de l'impérialisme anglo-saxon.

Les Américains ont pu être tentés en sortant les Frères musulmans de 80 années d'hibernation pour les porter au pouvoir, de s'en servir pour alimenter le communautarisme et créer une situation de guerre civile larvée permanente, cela semble peu probable car l'Egypte est très peuplée, 84 millions d'habitants, par contre, c'est la situation qui risque de s'instaurer et de perdurer dans le futur car on ne voit pas comment la situation économique et sociale de l'Egypte pourrait se redresser, les besoins des masses étant grandissants et leur impatience aussi à les satisfaire. Il faut rappeler aussi que c'est le FMI qui par les mesures qu'il avait imposées à l'Egypte avait entraîné la chute de Moubarak et aujourd'hui de Morsi.

Au fait, la dernière manipulation des masses consiste à faire croire que Morsi aurait été arrêté par l'armée, alors qu'il s'était réfugié dans une base militaire, j'ai lu cela dans un article de presse. Ils veulent présenter les Frères musulmans comme des victimes de l'armée, alors qu'ils s'entendent très bien ensemble.

Le problème, c'est qu'ils ont instrumentalisé leurs dirigeants avec leur consentement, ils les ont sortis du trou dans lequel ils pourrissaient depuis 80 ans, sauf que voilà, leurs partisans n'en savent rien et n'y comprennent rien, ils ignorent les véritables intentions de leurs chefs et du coup ils veulent en découdre pour les défendre ajoutant au chaos actuel, ce que les militaires ne peuvent pas accepter. C'est à se demander si les militaires protègent Morsi et sa cour des masses égyptiennes qui veulent leur faire la peau ou de leurs propres troupes qui pourraient se retourner contre eux en leur reprochant d'être des incapables ou de les avoir bernés. Ce qui est sûr en revanche, c'est que les Américains et l'armée compte bien continuer de s'en servir pour diviser les Egyptiens... A suivre

Notre ennemi. Un parti, un président et un gouvernement chiens de garde de l'impérialisme américain.

- Espionnage: la France rejette la demande d'asile d'Edward Snowden - AFP

"Si par hasard il entrait sur le territoire, la police serait tenue de l'interpeller car il y a une demande d'extradition des Etats-Unis" explique-t-on du côté de la place Beauvau. "Les Etats-Unis sont un pays ami, une démocratie avec une justice indépendante" y ajoute-t-on. lemonde.fr 04.07

Les "amis" de notre ennemi, sont nos ennemis. Question : Qui osera encore demander audience à Hollande, qui osera encore le rencontrer ?

Quelle pourriture ! Espionner illégalement la terre entière, c'est normal, c'est même recommandé, par contre dénoncer ou rendre public cet espionnage anticonstitutionnel (selon les défenseurs des droits civiques aux Etats-Unis en référence au 4ème amendement de la Constitution américaine) constitue un crime.

Question : quelle est la nature d'un tel régime ? Réponse plus loin.

Aux Etats-Unis, la résistance à la dictature se mobilise.

- Des milliers d'Américains, dans les rues ou sur internet, ont manifesté jeudi, jour de la fête nationale de l'Indépendance, pour protester contre le programme d'"*espionnage anticonstitutionnel*" de l'agence de renseignement NSA, ont indiqué les organisateurs.

La mobilisation, lancée par le mouvement "*Restore the Fourth*" ("*Restaurez le quatrième amendement*" de la Constitution), entend "*sensibiliser et appeler à l'action politique contre l'espionnage anticonstitutionnel du gouvernement américain*".

Il faut que le gouvernement "*respecte le 4e amendement*" qui, explique le mouvement, "*protège les citoyens contre les enquêtes et les arrestations arbitraires*".

Les Etats-Unis cherchent à arrêter un ancien consultant de l'Agence nationale de sécurité (NSA), Edward Snowden, source de fracassantes révélations sur de vastes programmes de surveillance des communications par les Etats-Unis.

La campagne, relayée par le réseau social Reddit, a reçu le soutien de la plate-forme Mozilla ou de sites oeuvrant pour la liberté sur le net, comme la Electronic Frontier Foundation ou ColorOfChange.org.

D'autres manifestations, rassemblant des centaines de personnes, ont eu lieu dans les rues de dizaines de villes américaines comme Philadelphie, Boston, New York, Chicago ou San Francisco.

Par ailleurs, une pétition, "*Stop Watching Us*" ("*Arrêtez de nous espionner*"), signée jeudi par 550.000 personnes, s'adresse au Congrès pour lui demander de "*révéler l'étendue totale du programme d'espionnage de la NSA*".

Confirmation, Hollande a bien agi sur ordre de Washington

On a eu confirmation que le laquais qui siège au Château a agi sur ordre des Américains, depuis qu'on a obtenu de nouvelles précisions sur la chronologie du déroulement de cette affaire. AFP 04.07

- Les Etats-Unis ont demandé à la Bolivie l'extradition de l'ex-consultant en fuite Edward Snowden s'il entre dans le pays, a déclaré mercredi le ministre des Affaires étrangères bolivien David Choquehuanca.

Le ministère des Affaires étrangères bolivien a cependant annoncé qu'il rejeterait cette demande.

"*Il s'agit d'une demande d'extradition surprenante, illégale, infondée et suggestive qui sera rejetée d'une manière immédiate et catégorique*", a indiqué un communiqué du ministère.

"*Les Etats-Unis nous ont fait parvenir une note dans laquelle ils demandent l'extradition au cas où le citoyen Edward Snowden se trouverait sur le territoire bolivien*", avait déclaré le ministre bolivien, interrogé par la chaîne de télévision Telesur.

Toutefois, le chef de la diplomatie bolivienne n'avait pu préciser quand lui était parvenue cette note.

"*On me l'a communiquée ce matin. Mais je n'ai pas pu encore la lire in extenso*", a-t-il déclaré. "*Les Etats-Unis ont pensé que Snowden était dans l'avion du président Evo Morales et les pays (européens) ont agi en conséquence*", a-t-il dit.

La porte-parole du Département d'Etat, Jen Psaki, a indiqué "*nous avons fait une demande générale que Snowden soit extradé de n'importe quel pays où il se trouve, atterrisse ou circule*", tout en affirmant ignorer si cette demande avait été faite mercredi. AFP 04.07

Ben voyons, menteurs comme ils sont, il ne va pas révélé qu'il l'avait adressée avant que l'avion de Morales soit obligé d'atterrir en Autriche, ce serait reconnaître que la France, l'Espagne et le Portugal avaient agi sur ordre et cela les mettrait dans l'embarras.

Ce qui est intéressant ici, c'est que les Américains ont adressé cette missive lourde de menaces à tous les gouvernements, agissant en maître du monde incontesté, pas un n'osant lui résister, sauf Maduro au Venezuela qui n'a pas reçu de demande

d'asile d'Edouard Snowden et Morales en Bolivie qui a indiqué qu'il allait étudier la demande d'asile qu'a déposée auprès de son pays l'ancien informaticien américain.

Morales a déclaré à son arrivée à La Paz : *"Il s'agit d'une provocation contre un continent tout entier, pas seulement contre un président. je ne comprends pas comment ces pays peuvent être aussi loyaux et obéissants à l'impérialisme américain"*. (euronews.com 04.07)

Hollande et le PS ou les ennemis de la démocratie.

Chaque jour qui passe témoigne de la nature fondamentalement contre-révolutionnaire de Hollande et son gouvernement, de leur parti, dès lors le refus de les caractériser sur le plan politique pour ce qu'ils sont devient de plus en plus insupportable, mais pas vraiment incompréhensible au regard de la corruption idéologique qui a gangrené l'ensemble du mouvement ouvrier et qui ne date pas d'hier, y compris son avant-garde, au point de se demander quelle légitimité on devrait accorder à ces partis ou formations politiques en dehors de celle qu'ils s'accordent eux-mêmes.

En quoi cette caractérisation est-elle si importante ? Parce qu'elle permet de comprendre ou facilite la compréhension des rapports qui existent entre les différents partis, leurs rapports à l'Etat, aux syndicats et aux différentes classes de la société, leurs véritables intentions, la classe et les intérêts qu'ils représentent vraiment, pour qui, quelle classe ils gouvernent quand ils sont au pouvoir.

Cela étant dit, chacun comprendra que refuser de les caractériser sur le plan politique revient à empêcher les travailleurs et les militants de comprendre comment fonctionnent les institutions, laissant place à toutes les illusions et interprétations possibles qui permettent finalement au régime de se maintenir en place, cela revient à entretenir l'ignorance des masses exploitées au lieu de la combattre et de les aider à comprendre comment fonctionne la société dans un régime capitaliste dans ce pays.

Par ailleurs, on ne peut pas reprendre littéralement les définitions ou les analyses fournies par Marx, Engels et Lénine sur la démocratie il y a un siècle ou un siècle et demi. Quel rapport y a-t-il entre ces deux thèmes ?

En minimisant ou plutôt en légitimant l'intrusion ou l'emprise des services secrets américains sur les institutions françaises, en refusant le droit d'asile politique à l'ex-agent du NSA qui l'a révélé (notamment), puis en refusant au président bolivien de pénétrer dans l'espace aérien français à la demande de Washington, Hollande et son gouvernement ont témoigné qu'ils étaient les agents d'une dictature qui ne veut pas dire son nom, autrement dit qu'ils se présentaient en ennemi de la démocratie.

Le PS s'est servi de la démocratie politique jusqu'aux années 80-90 pour combattre son pire ennemi, le communisme qu'incarnait de façon déformée l'URSS et son agence en France, le PCF. Le spectre du communisme s'estompant dès 1981 avec la chute du régime dans un des satellites de l'URSS, la Pologne, puis disparaissant avec la réunification de l'Allemagne et la fin de l'URSS, pour le PS, l'heure n'était plus au combat contre le communisme mais directement contre la classe ouvrière pour la faire disparaître à son tour comme classe, d'où les premières mesures qui furent prises dès 1982 (lois Auroux) pour associer davantage les syndicats au fonctionnement du capitalisme.

En continuant de participer à la collaboration de classes, les syndicats allaient lui emboîter le pas dès lors que le *"péril rouge"* était écarté pour longtemps, l'heure n'était plus aux concessions ou aux réformes qui avait donné un air (trompeur) de démocratie sociale à la domination de classe des capitalistes et au régime, elle était à la contre-attaque non seulement pour reprendre tous les acquis ou droits sociaux concédés ou conquis par le prolétariat par sa lutte de classe, mais pour associer davantage les syndicats à la marche du capitalisme et les soumettre au corporatisme, leurs dirigeants corrompus n'y étant pas opposés contrairement à une partie de leurs bases qui le rejetait catégoriquement.

Maintenant il faut préciser comment le parti de l'ordre officiel aux commandes pendant 15 ans, le RPR-UMP, puis son suppléant le PS, comment comme porte-parole du Medef ils allaient s'y prendre pour avancer sur la voie du corporatisme. Par petites étapes successives, en créant une multitude de comités ou instances auxquels seraient associés les syndicats, en organisant des conférences, en multipliant les réunions et les rendez-vous à l'Elysée ou à Matignon, dans les différents ministères avec les dirigeants syndicaux, tous se prêtant volontiers à ce jeu cynique, jusqu'à légiférer en 2004 pour leur faire une place de choix dans ce processus liquidateur du mouvement ouvrier, pour en arriver à la décision de Hollande devenu président de la République d'institutionnaliser, de graver dans le marbre, d'inscrire dans la Constitution de la Ve République la collaboration de classes, la méthode du dialogue social.

En quoi cela a-t-il un rapport avec la démocratie politique ? Parce que le dialogue social est l'antithèse de la démocratie. Pourquoi ? Parce que cette méthode qui associe exploités et exploités, dès lors qu'on en a accepté le principe, qu'on y participe, repose sur la soumission de la majorité, les exploités, à la minorité, les exploités, puisque c'est la classe dominante qui dicte sa volonté et ses besoins à la majorité qui ne détient aucun pouvoir, la classe minoritaire des exploités détenant le pouvoir économique et politique par la voie du président de la République et sa majorité parlementaire, donc le PS.

Cette méthode du dialogue social n'existe et ne peut exister qu'à partir du moment où l'ensemble des syndicats ont accepté de

s'y soumettre ou l'ont adoptée, autrement dit dès lors qu'ils ont accepté de se placer sur le terrain de la classe dominante et qu'ils sont prêts à marcher sur la voie du corporatisme pour accéder à ses besoins. Le corporatisme ne va pas être instaurer du jour au lendemain contrairement à ce que ceux qui y collaborent affirment pour camoufler leur propre capitulation politique ou complicité depuis des lustres.

Il va être mis en place insidieusement petit à petit au fil du temps, lors de chaque conférence ou accord conclu entre les différents partenaires nommés sociaux abusivement. Par exemple, en détruisant les uns après les autres les droits collectifs des travailleurs, secteur d'activité par secteur d'activité, tranquillement quoi, l'air de rien ; en créant des droits nouveaux à caractère individuel, les uns et les autres s'en félicitent, alors qu'en fait il s'agira de les mettre en concurrence avec des droits collectifs qui simultanément ou par la suite seront vidés de leur contenu ou purement et simplement liquidés ; ils vont multiplier les cas de situation individuelle qui en réalité s'appiqueront ensuite à l'ensemble des travailleurs, bref, tous les droits collectifs seront finalement liquidés au profit de droits individuels qui seront généralisés, et au bout du compte la classe se retrouvera en grande partie atomisée et pour ainsi dire sans droits sociaux, en tant que classe elle aura cessé d'exister, il lui sera alors encore plus difficile de résister et de faire valoir ses droits, de s'organiser et de se mobiliser, laissant le champ libre à la classe des exploités, ainsi ils seront parvenus à leur objectif, le corporatisme aura vaincu la lutte des classes, la dictature absolue de la classe des capitalistes règnera.

En conclusion, les oripeaux de la démocratie politique ne servent plus que les intérêts politiques, militaires et financiers du cartel des banquiers anglo-saxons qui entendent accroître leur pouvoir sur l'Europe et le monde, qui passe par la liquidation de la démocratie sociale, de la classe ouvrière comme classe indépendante, ce dont le PS est l'instrument.

On poursuivra plus tard. Il nous faut revoir toutes les définitions ou caractérisations que nous avons adoptées autrefois en tenant compte de l'évolution du capitalisme mondial et des modifications intervenues au niveau de la forme du pouvoir, définir comme démocratique un Etat qui présente tous les stigmates d'une dictature est devenu impossible de nos jours, la Grande-Bretagne est une monarchie constitutionnelle, les Etats-Unis une ploutocratie constitutionnelle, la Russie une autocratie constitutionnelle, la France un régime bonapartiste constitutionnel...

Cette définition doit tenir compte que le pouvoir de celui qui incarne l'Etat provient de la Constitution, sans perdre de vue l'orientation politique du capitalisme mondial qui est d'instaurer à terme un gouvernement mondial, une sorte de monarchie absolue des oligarques de la finance, ni la République ni la démocratie n'ayant leur place dans ce Nouvel ordre mondial, chacun l'aura bien compris.

Tenez, pour alimenter votre réflexion, un titre :

- Existe-t-il des coups d'Etat démocratiques? - Slate.fr 04.07

Oui, une révolution prolétarienne !

[Haut de page ↗](#)

Le 6 juillet 2013

CAUSERIE

Je ne m'attarde pas sur certains sujets d'actualité déjà analysés par d'autres dans les articles que je mets en ligne quotidiennement, je ne vais pas faire comme beaucoup, les parodier en me faisant passer pour un grand analyste. J'apporte seulement quelques précisions quand cela me semble nécessaire, sinon je traite des sujets que tout le monde ou presque délaisse ou traite à moitié ou de travers selon moi.

J'ai horreur de me répéter, alors j'ai autant horreur de répéter ce que j'ai lu ailleurs, nombreux sont ceux parmi nous qui se nourrissent de cette activité qui ne présente aucun intérêt, qu'il nous soit permis de ne pas les imiter.

Bon week-end à tous.

[La démocratie est une imposture en régime capitaliste.](#)

- "La société capitaliste, considérée dans ses conditions de développement les plus favorables, nous offre une démocratie plus ou moins complète en république démocratique. Mais cette démocratie est toujours confinée dans le cadre étroit de l'exploitation capitaliste et, de ce fait, elle reste toujours, quant au fond, une démocratie pour la minorité, uniquement pour les

classes possédantes, uniquement pour les riches.

La liberté, en société capitaliste, reste toujours à peu près ce qu'elle fut dans les républiques de la Grèce antique : une liberté pour les propriétaires d'esclaves. Par suite de l'exploitation capitaliste, les esclaves salariés d'aujourd'hui demeurent si accablés par le besoin et la misère qu'ils se "désintéressent de la démocratie", "se désintéressent de la politique" et que, dans le cours ordinaire, pacifique, des événements, la majorité de la population se trouve écartée de la vie politique et sociale." (Lénine - L'Etat et la révolution)

Effectivement, rien de changer un siècle plus tard, les masses se désintéressent de la démocratie, de la politique, et la majorité n'est ni syndiquée ni organisée dans un parti ouvrier, bref, elles sont sous la coupe de l'idéologie de la classe dominante qui passe son temps à leur faire prendre des vessies pour des lanternes, les corrompt, et cela fonctionne à merveille, pour élire un Sarkozy, un Hollande, un Bush, un Obama, un Morsi ou un Erdogan il faut témoigner d'une conscience politique digne du moyen-âge !

A l'époque où la civilisation humaine sortait à peine de la torpeur dans laquelle elle avait été plongée pendant de longs siècles en étant soumise à des régimes féodaux tyranniques, l'avènement de républiques et de régimes constitutionnels teintés de démocratisme constituait un immense progrès politique alimenté par la lutte des classes à la fois sur le plan social.

Le développement du capitalisme ne pouvait pas se réaliser sans qu'y participe la majorité de la population, il fallait donc lui donner au moins l'impression qu'elle y participait et l'espoir qu'à travers cette participation son sort s'améliorerait dans le futur. En réalité le capitalisme en avait besoin pour atteindre ses objectifs économiques sans pour autant octroyer aux masses exploitées la moindre once de pouvoir politique. On pourrait résumer ainsi sa stratégie : des droits politiques, oui, du pouvoir politique, jamais.

La confusion entre l'acquisition de droits et de pouvoirs politiques a depuis un siècle été savamment entretenue, parce que la conquête de droits politiques a cessé de se situer et de fonctionner dans la perspective du combat pour conquérir le pouvoir politique. Ils n'ont plus servi qu'à mieux enchaîner la classe ouvrière au capitalisme et aux institutions, à ses partis, au lieu de servir au combat pour son émancipation sociale et politique. On pourrait préciser et affirmer que la conquête de la démocratie politique a été détournée de son objet dès le début du XXe siècle, corrompue au point de se transformer en instrument de lutte contre la démocratie, contre le socialisme.

J'ai hésité à ajouter une autre citation de Lénine, puis je me suis aperçu que c'était impossible, car le contenu qu'il attribuait autrefois au "*droit égal*" qui incarnait la démocratie politique, avait complètement disparu, avait été vidé de son contenu du fait de l'absence de toute perspective politique ; on admettra qu'on ne peut pas évoquer un droit sans tenir compte de l'existence du contexte qui lui permet ou non de se réaliser, il ne serait pas correct d'évoquer cet exercice sans mentionner son contenu, or, il a totalement changé depuis cet époque. Hier ce droit permettait d'entrevoir le combat pour se libérer du capitalisme et s'emparer du pouvoir politique, réaliser la démocratie, puisque telle était l'orientation générale du mouvement ouvrier international sous l'impulsion du parti bolchevik et de la révolution russe, de l'Internationale communiste, du marxisme, de nos jours ce droit n'est plus qu'un moyen de soumettre les exploités à l'idéologie dominante.

Je ne sais pas si je me suis exprimé suffisamment clairement. C'est comme si on vous disait que vous avez le droit d'écrire, d'écrire ce qui vous passe par la tête, du coup vous vous dites ; je vais écrire qu'il faut renverser l'ordre établi, ce droit vous est accordé, il ne porte pas à conséquence, il ne présente aucun danger puisque les conditions n'existent pas pour que l'ordre établi soit renversé, vous allez passer pour un gauchiste, un extrémiste, un farfrelu, un utopique, un fou, par contre à partir d'octobre 1917 un tel écrit faisait immédiatement surgir dans la tête des lecteurs plein d'images, un espoir, un espoir directement relié ou en rapport avec la réalité, c'était des mots chargés d'une signification précise qui sautait aux yeux, qui témoignait une formidable vitalité, ce droit projetait son ombre ou plutôt éclairait la totalité de la société, la changer était possible...

En comparaison voyez ce que ce "*droit égal*" inspire de nos jours autour de vous : l'indifférence, le rejet, la raillerie, évoquez-le et vous allez vous faire traiter de manipulateur, de charlatan, de vendu, au mieux on va se moquer de vous, vous prendre pour un rigolo et c'est normal. On peut l'utiliser dans des brochures à caractère théorique, mais ni dans notre propagande ni dans notre agitation, encore moins comme mot d'ordre.

Le passage qui suit a été rédigé plus tôt dans la matinée.

Le principe de la démocratie est dès l'origine une imposture puisqu'il prétendait correspondre au gouvernement du peuple par le peuple, représenter la volonté ou les intérêts de la majorité du peuple, alors qu'en réalité il n'a jamais incarné autre chose que celles d'une minorité, sauf lors de la Commune de Paris et de la prise du pouvoir par le parti bolchevik en 1917 en Russie.

Et encore, ce n'est que partiellement vrai, car pour que la démocratie puisse réellement s'exercer il faudrait que chacun des membres qui compose le peuple d'un pays dispose du même niveau de connaissance ou de conscience de la société dans laquelle il vit pour qu'il puisse se prononcer librement sur les mesures qu'on lui soumet, or cela n'a jamais été le cas.

Il faut donc en déduire qu'on a adopté ce principe à défaut de mieux pour exprimer le fait que ce n'était plus une personne isolée toute puissance et de droit divin concentrant entre ses mains tous les pouvoirs qui décidait du sort de toute une nation, mais

une assemblée constituée d'élus sans se demander ce qu'ils représentaient vraiment. Ce principe a évolué, a été perfectionné dans le temps en fonction du passage d'un mode de production à un autre pour toujours incarner la classe dominante mais minoritaire dans la société. Et pour que la domination de classe de la classe dominante avec laquelle la démocratie se confondait ne puisse pas être remise en cause, elle a dilué son pouvoir au sein d'institutions qu'elle a créées et qu'elle contrôle, dont elle a codifié le fonctionnement dans une Constitution, de telle sorte que quelle que soit la majorité (parlementaire) qui gouverne elle continue d'exercer le pouvoir.

Ainsi la démocratie n'a servi qu'à perpétuer les rapports établis entre les classes au profit de la classe dominante minoritaire et au détriment de la classe dominée majoritaire dans la société. Il y a donc lieu d'en conclure que pour conquérir la démocratie il faut renverser ses rapports entre les classes, il faut abolir la Constitution et l'ensemble des institutions, liquider de fond en comble l'Etat qui incarne la dictature exercée par la minorité sur la majorité et dénommé faussement démocratie.

Maintenant ce mot a été tellement galvaudée, instrumentalisée, son contenu à géométrie variable aussi souple qu'un élastique a été si déformé qu'il ne veut plus rien dire ou si, son contraire, d'ailleurs si vous interrogez la population vous vous rendriez compte qu'elle en ignore la signification exacte qui ne se borne pas à la définition académique et tronquée qui figure dans les dictionnaires ou les manuels d'histoire ou scolaire.

Le monarque de Riad, l'émir de Doha ou le Premier ministre israélien osent se réclamer de la démocratie, Morsi et Erdogan également, Bush et Obama aussi, ils s'en sont servis pour mener leur croisade de l'Afghanistan à la Libye, bref, tous les dictateurs ou tyrans, tout ce que compte la réaction de représentants s'en réclament, y compris Le Pen en France.

Ainsi la distinction entre démocratie bourgeoise ou ouvrière, vraie ou fausse démocratie, démocratie participative, directe, parlementaire, etc. ne veut absolument rien dire pour le quidam, chacun peut donner un contenu différent ou diamétralement opposé à la démocratie ce qui la rend impropre à l'usage dans notre discours.

Et puis, sur le plan sémantique on peut recourir à une périphrase qui présentera l'avantage d'être d'une précision redoutable pour nos ennemis, notamment ceux qui évoluent au sein du mouvement ouvrier, il suffit d'affirmer que nous combattons pour obtenir ou préserver nos droits politiques et sociaux pour éviter toute confusion, car cela sous-entend ou on peut mentionner qu'ils sont parfaitement légitimes puisqu'ils émanent de la majorité, toute justification est dès lors superflue, inutile, la légitimité étant du côté de la majorité, des masses exploitées, il n'y a rien d'autres à ajouter et chacun comprendra que ce sont les opposants à l'ordre établi qui incarnent véritablement la démocratie sans avoir à la nommer. Autre avantage, cela implique de se situer strictement sur le terrain de classe des exploités incluant travailleurs manuels et intellectuels qui constitue la majorité de la population, la démocratie.

ACTUALITE EN TITRES

Ils sont timbrés !

- La Poste veut augmenter fortement le prix des timbres - L'Expansion.com
- Le prix du timbre pourrait augmenter de 24% en 5 ans - LeFigaro.fr

Ils défendent leur immonde créature.

- Les États-Unis piégés par leur blanc-seing à Morsi - LeFigaro.fr
- Egypte: Washington contre la détention "arbitraire" de Morsi - AFP
- L'UE appelle au respect des droits de Mohamed Morsi - LePoint.fr
- Égypte : la Turquie juge antidémocratique l'éviction de Morsi - LePoint.fr
- Le Caire assure à Washington qu'il n'y a pas eu de coup d'Etat - Reuters

Jackpot !

- La BCE maintient son taux à 0,5% - L'Expansion.com

- Mario Draghi promet des taux bas pour une période prolongée - Reuters

- Le tarif des cartes bancaires a augmenté en 2012 - AFP

[Intox et conditionnement](#)

C'est la fatalité !

- Retraites: 53% des Français d'accord pour porter la durée de cotisation à 43 ans - L'Expansion.com

Au PS, ils ne savent même pas ce que cette expression signifie.

- Compte de Sarkozy: Taubira appelle Sarkozy à «*un effort de dignité*» - 20minutes.fr

Palinodie.

- Espionnage: l'UE durcit le ton face à Washington - L'Expansion.com

[Les charognards](#)

- L'or gris de l'économie du vieillissement attire les convoitises - LeMonde.fr

[OVNI : objet vénal non indentifié](#)

- L'identité de genre pourrait bientôt remplacer l'identité sexuelle - LePoint.fr

[Entre des mains sales.](#)

- L'espoir d'une sortie de crise au Portugal soutient les marchés - Reuters

- Portugal: le taux d'emprunt de nouveau à la baisse - L'Expansion.com

- Le Portugal est entre des "*mains sûres*" affirme Mario Draghi - AFP

[Les usines de la mort.](#)

- Bangladesh: 10% des usines textiles sans défauts - AFP

[ACTUALITÉ DU JOUR](#)

[Pourquoi Israël regrette le départ de Morsi?](#)

Le journal israélien Haaretz commente le coup d'état qui a coûté son fauteuil au président déchu Mohamad Morsi. Israël n'est visiblement pas content de ce que le premier "*président élu au suffrage universel*" soit chassé de la sorte du pouvoir et il cite quatre raisons à son mécontentement que souligne le journal : "*Israël est mécontent et en colère car tout le long du court mandat de Morsi à la tête de l'Egypte les relations entre Tel-Aviv et Le Caire n'ont cessé de croître au contraire de toutes les attentes. Morsi a agi en sorte que toutes les suspicions à ce sujet aient été effacées*".

Puis en se livrant à une comparaison, le journal cite les "*quatre acquis*" de l'ère Morsi pour Israël, acquis qui n'existait même pas à l'époque de Moubarak et qui sont les suivants :

1- Morsi a prouvé son totale attachement au traité de Camp David et il n'a rien fait pour le tempérer au désavantage d'Israël,

2- les bonnes relations de Morsi avec les Frères musulmans ont fini par dissuader le Hamas de tirer des roquettes et des missiles en direction d'Israël,

3- Morsi a détruit une majorité de tunnels sous terrains qui reliaient le Sinaï et Gaza et par où étaient trafiquées des armes aux groupes palestiniens

4- l'acquis le plus important de Morsi dans le sens des intérêts d'Israël a été son oeuvre de discorde envers les musulmans. Il a divisé les rangs des chiïtes et des sunnites et ce conflit sunnite/chiïte a affaibli l'axe de la résistance au Moyenn Orient. french.trib. ir 04.07

Même pas le droit ! Le mot démocratie a été tellement galvaudé qu'il ne veut plus rien dire ou si, son contraire.

- Comment, en 1995, les comptes de campagne de MM. Chirac et Balladur n'ont pas été rejetés - LeMonde.fr

- Le compte de campagne de Sarkozy définitivement invalidé - AFP

- Nicolas Sarkozy "*démissionne immédiatement*" du Conseil constitutionnel - Le Nouvel Observateur

Sauf que, comme l'expliquent les constitutionnalistes interrogés par francetv info, la loi ne lui permet pas de démissionner.

Pourtant, selon Olivier Dord, constitutionnaliste, interrogé par francetv info, le droit n'autorise pas l'ex-président à démissionner. "*L'article 56 de la constitution, qui codéfinit la composition du Conseil constitutionnel, prévoit, dans l'alinéa 2, que les anciens présidents sont membres de droit du Conseil constitutionnel. Or cette qualité de membre à vie ne peut pas changer, même avec toute la volonté du monde*", explique-t-il. Le président Nicolas Sarkozy pourra seulement s'abstenir de siéger, ce qu'il fait déjà depuis un certain temps. "*C'est de la pure communication*", résume Olivier Dord.

Nicolas Sarkozy ne pourra donc pas retrouver la "*liberté de parole*" qu'il appelle de ses vœux. "*Les statuts du Conseil constitutionnel imposent un devoir d'impartialité et un devoir de réserve. Comme il ne peut pas démissionner, il est prisonnier d'un statut*", avance Pierre Esplugas, constitutionnaliste à l'université de Toulouse, interrogé par francetv info. Cependant, "*les membres de droit ne sont pas obligés de prêter serment*", rappelle-t-il, "*cela leur donne une certaine liberté de parole*". francetvinfo.fr 04.07

Quel boulet cette Constitution !

En 1995.

Alors que les comptes de campagne de Chirac et Balladur présentaient des recettes injustifiées et une sous-estimation des dépenses qui devaient conduire à leur rejet, le président du Conseil constitutionnel, Roland Dumas (PS) passe outre :

"*Peut-on prendre le risque d'annuler l'élection présidentielle et de s'opposer, nous, le Conseil constitutionnel, à des millions d'électeurs et, ainsi, remettre en cause la démocratie ?*" dira M. Dumas, cité par Le Monde du 4 juillet.

En 2013.

Nicolas Sarkozy veut démissionner du Conseil constitutionnel. L'ancien président de la République l'a annoncé jeudi 4 juillet à l'AFP. Cette annonce intervient après le rejet de ses comptes de campagne 2012 par ce même Conseil, une mesure sans précédent pour un ancien chef de l'Etat.

"*Après la décision du Conseil constitutionnel et devant la gravité de la situation et les conséquences qui en résultent pour l'opposition et pour la démocratie, Nicolas Sarkozy démissionne immédiatement du Conseil constitutionnel afin de retrouver sa liberté de parole*", indique le communiqué. AFP 04.07

"*Comment ne pas s'interroger sur la décision de cette institution, après la nomination récente de trois conseillers par le pouvoir ?*", s'est interrogé Brice Hortefeux, fidèle parmi les fidèles de Nicolas Sarkozy, peu après que le Conseil constitutionnel a rendu sa décision. Pour M. Hortefeux, comme pour d'autres dans l'opposition, c'est donc la partialité du Conseil constitutionnel qui est en cause dans cette décision défavorable au candidat malheureux à la présidentielle.

Le Conseil constitutionnel est composé de neuf membres, renouvelés par tiers tous les trois ans. Les présidents de la République, du Sénat et de l'Assemblée nationale nomment chacun une personne. Neuf membres nommés, auxquels il faut ajouter les membres de droit que sont les anciens présidents de la République : Valéry Giscard d'Estaing, Jacques Chirac et Nicolas Sarkozy lui-même.

Le dernier renouvellement par tiers remonte à février. Le président de la République a nommé Nicole Maestracci, la

première présidente de la cour d'appel de Rouen ; le président du Sénat, Jean-Pierre Bel, a nommé Nicole Belloubet, ancienne rectrice d'académie. Quant au président de l'Assemblée nationale, il a choisi de renouveler le mandat de Claire Bazy-Malaurie, nommée en 2010.

Contrairement à ce que dit M. Hortefeux, ce ne sont pas trois, mais deux membres qui ont été nommés par le pouvoir en place. Sur douze Sages, sept ont été nommés par un pouvoir de droite, deux par un pouvoir de gauche. Les trois autres sont les anciens présidents de la République de droite, dont Nicolas Sarkozy, qui n'a pas pris part au débat concernant ce dossier. Les nominations postérieures à l'alternance politique n'ont donc pas pu peser autant que l'insinue M. Hortefeux. lemonde.fr 05.07

Il faut préciser que les anciens présidents de la République n'ont pas participé à cette décision, ce qui signifie que ce sont des membres du Conseil constitutionnel nommés par des représentants issus du parti de Sarkozy qui lui ont infligé ce cinglant camouflet. On a le droit d'en rire, c'est si rare !

- Compte de campagne de Sarkozy : un «*mauvais coup à la démocratie*» pour Guaino - Liberation.fr 05.07

Qu'invoquait Dumas en 1995 et qu'invoque Sarkozy et l'UMP en 2013 ? La démocratie, qui en réalité n'existe que pour être bafouée, piétinée.

La démocratie dans nos sociétés est un principe vicié à la base, parce qu'il n'a jamais incarné les intérêts de la majorité. Pourquoi ? Parce que la majorité ne dispose d'aucun moyen de le contrôler, de le faire appliquer, respecter, il est la propriété de la minorité qui détient le pouvoir économique et politique et il ne peut servir que ses intérêts. Elle ne verra véritablement le jour que lorsque la classe ouvrière aura pris le pouvoir, quand la majorité exercera son pouvoir sur la minorité, donc se réclamer de la démocratie est indissociable du combat pour renverser l'ordre établi qui de fait est antidémocratique, la dictature du capital.

On pourrait aller plus loin et affirmer que la démocratie existera et vivra, car c'est bien beau de la conquérir les armes à la main, faut-il encore la nourrir, assurer sa survie, pour cela il faut que le niveau de conscience politique, de compréhension du monde dans lequel nous vivons progresse chez les masses, chez la majorité, sinon un jour la majorité désertera l'exercice du pouvoir et c'est à nouveau une minorité qui s'en emparera, imposera sa dictature, renversera la démocratie. Qu'étais-ce thermidor, le stalinisme ?

Alors vaut mieux s'y prendre dès maintenant pour former des travailleurs conscients.

Et en Egypte.

- "*Le président chassé par la légitimité populaire*", "*l'Egypte est de retour*", a titré la presse gouvernementale et indépendante.

- Berlin a dénoncé "*un échec majeur pour la démocratie en Egypte*". - AFP 04.07

A croire qu'en Egypte ce qu'ils appellent la démocratie avait été le produit d'un coup tordu qui n'avait rien de démocratique et qui s'est avéré foireux au bout d'un an à peine, la réalité des conditions de vie de plus en plus précaires des Egyptiens l'emportant sur les calculs des stratèges américains, la religion, les prières et les mirages ne nourrissent pas notre homme.

On ne trompe pas longtemps avec de la propagande un estomac qui a faim, les Américains, leurs alliés et le Qatar vont l'apprendre à leur dépend. Car avec la chute des Frères musulmans, c'est une des pièces maîtresses de leur dispositif pour remodeler le Moyen et le Proche-Orient qui s'écroule comme l'ont noté certains spécialistes de la région.

Il y a fort à parier qu'il ne faudra pas attendre longtemps pour que les masses de la région fassent le lien entre Frères musulmans, salafistes, takfiristes, wahhabistes, hordes rétrogrades et barbares qui veulent les maintenir dans l'obscurantisme et le sous-développement. L'élévation du niveau de vie matériel et l'accès au progrès social éloigne les croyants de la religion.

Les prédications des curés, des imams, des rabbins, des papes, des moines, des pasteurs, des brahmanes, ont de moins en moins d'emprise sur eux, dès lors qu'ils ont des sujets de satisfaction sur terre, ils en attendent moins du ciel ou de l'au-delà. Pire, ils en réclament de plus en plus, leurs besoins s'accroissent, leurs aspirations se font plus précises, plus pressantes, l'audace les gagne, ils prennent confiance en eux, l'esprit et la parole se libèrent enfin, l'époque de la soumission et de la résignation silencieuse est révolue, ils veulent prendre leur destin entre leurs mains, dorénavant tout retour en arrière est devenu impossible, comme en Syrie, ils se battent jusqu'à la dernière goutte de leur sang pour défendre leurs droits ou leurs acquis. Ils ont conquis leur légitimité, ils en ont pris conscience, à côté la démocratie frelatée, étriquée, bornée qu'on leur propose ne fait pas le poids, ils la violent, la broient quand ils se soulèvent, ils sont le nombre, ils sont la véritable démocratie.

[Conflit d'intérêt ? Non, intérêt bien compris.](#)

- L'Élysée minimise à l'avance les vérités de Delphine Batho - LeFigaro

- Batho accuse le gouvernement de céder aux lobbies - AFP

- Lors de sa conférence de presse, Delphine Batho a cité Philippe Crouzet, patron de l'entreprise de tubes en acier Vallourec, mais aussi époux de Sylvie Hubac, directrice de cabinet du président François Hollande. «*Est-il normal que le patron de l'entreprise Vallourec directement intéressé par l'exploitation des gaz de schiste ait pu annoncer ma marginalisation des semaines à l'avance devant des responsables de son entreprise aux USA?*». 20minutes.fr 04.05

Les banquiers, les représentants des multinationales sont comme chez eux au Château, il n'y a que son locataire qui est de passage... Ils appellent cela une démocratie, la démocratie des courants d'air qui balaie tout sur son passage... sauf la dictature du capital qui est solidement implantée.

Et puis, à peine virée et remplacée par un proche de Fabius, une nouvelle tombe :

- OGM: vers une levée du moratoire sur un maïs Monsanto - AFP

L'interdiction de cultiver en France le maïs transgénique MON810 produit par la firme Monsanto a été jugée excessive par le rapporteur public lors d'une audience vendredi devant le Conseil d'État, a-t-on appris auprès de l'Union nationale des apiculteurs français (Unaf). AFP 05.07

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Bulgarie

Parlera-t-on bientôt de l'été bulgare ? En tout cas, des milliers de personnes ont manifesté pour le 21ème jour consécutif à Sofia, pour réclamer la démission du gouvernement socialiste qu'ils accusent de corruption. Bien que moins nombreux, les sympathisants socialistes se réunissent aussi quotidiennement pour soutenir le gouvernement formé en mai. euronews.com 04.07

Egypte

2.1- Revue de presse du 4 juillet.

"*C'est une révolution, pas un coup d'Etat militaire, M. Obama.*" Au lendemain de l'annonce par l'armée de la déposition du président Mohamed Morsi et de la mise en place d'une transition politique, le message qui s'affiche, exceptionnellement en anglais, en une du quotidien égyptien Al-Tahrir, jeudi 4 juillet, est sans ambiguïté. Les Egyptiens, qui ont appelé de leurs vœux un changement à la tête de l'Etat en descendant massivement dans la rue depuis le dimanche 30 juin – et auxquels s'est rallié une grande partie de la presse égyptienne –, n'entendent pas voir leur plaisir gâcher par les atermoiements de la communauté internationale.

"*Le peuple a gagné. Vive l'Egypte !*", clame ainsi sans retenue le quotidien Al-Tahrir, qui a toujours été très critique avec le président sortant. Sur des pages entières s'étalent des photographies de la place Tahrir (qui a inspiré le nom du journal), au Caire, illuminée sous les feux d'artifice. Ses tribunes résonnent des slogans des manifestants et des odes au pays et à la liberté chantées notamment par les grands noms du répertoire égyptien. A l'instar de la tribune d'Oussama Salama, qui s'ouvre sur la chanson Baladi, baladi (mon pays, mon pays) de Abdel Halim Hafez qui, bien que décédé en 1977, continue à inspirer les manifestants de la révolution de 2011. "*C'est le retour de la légitimité populaire*", se réjouit l'éditorialiste Ibrahim Mansour.

Le ton est insensiblement le même dans les autres titres de la presse égyptienne. "*Le peuple a fait tomber Morsi et les Frères*", titre pour sa part le quotidien Al-Shorouk, qui va jusqu'à afficher en haut de chacune de ses pages un message à la gloire du mouvement de protestation : "*Le 30 juin, le peuple a décidé*". Le quotidien Al-Doustour semble pour sa part se réjouir de ce que "*l'Egypte a survécu au régime d'un groupe*".

"*Nous avons gagné*", clame sans détour Al-Wafd, quotidien proche du parti libéral du même nom. "*Le peuple a fait chuter le régime du guide spirituel des Frères musulmans par une déclaration révolutionnaire sous la protection de l'armée*", assène le quotidien en manchette, rejetant de facto l'hypothèse d'un coup d'Etat militaire. "*Le peuple a fait tomber Morsi, l'armée organise la révolution*", dit encore le quotidien dans ses pages.

Pour un autre quotidien indépendant, Al-Masry Al-Youm, la démission de Mohamed Morsi intervient "*sur ordre du peuple*." Un parti

pris qui est partagé par Al-Ahram – qui était jusque-là le quotidien gouvernemental –, dont la sobriété relative des pages et des tribunes au vu du reste de la presse ne saurait trahir le positionnement de sa rédaction, et qui placarde en grosses lettres rouges en une du jour : "*La destitution du président au nom de la légitimité révolutionnaire*".

Seul l'organe du Parti de la justice et de la liberté (PJL), bras politique des Frères musulmans, affiche encore sur son site un bandeau "*Le Dr Morsi, président de l'Egypte*". Lemonde.fr 04.05

2.2- Un magistrat peu connu choisi par les militaires, Adly Mansour, a prêté serment jeudi comme président par intérim de l'Egypte, remplaçant l'islamiste Mohamed Morsi renversé par l'armée qui le détient.

Agé de 67 ans, M. Mansour, président de la Haute cour constitutionnelle, a promis de "*protéger le système républicain*" et d'être le "garant des intérêts du peuple" dans une brève allocution. Il a aussi rendu hommage à l'armée, "*conscience de la nation*" et à la presse "*libre et courageuse*".

La chute du régime de M. Morsi, élu en juin 2012 à la première présidentielle démocratique de l'histoire du pays, met un terme à un an de pouvoir islamiste marqué par des crises à répétition et une forte contestation populaire.

Elle ouvre cependant la voie à une délicate transition dans le plus peuplé des pays arabes, où l'armée a lancé une vaste opération contre les Frères musulmans dont est issu l'ex-chef d'Etat, accusé par ses détracteurs de vouloir instaurer un régime autoritaire au profit de la confrérie.

M. Morsi et sa garde rapprochée sont détenus par l'armée, et la police militaire égyptienne a arrêté Mohamed Badie, le Guide suprême des Frères musulmans égyptiens, mouvement dont est issu le président.

M. Badie était sous le coup d'un mandat d'arrêt pour incitation à tuer des manifestants qui protestaient dimanche devant le siège des Frères musulmans, a été arrêté à Marsa Matrouh (nord-ouest), a précisé une source au sein des services de sécurité.

Un haut responsable de l'armée a confirmé la détention "de façon préventive" de M. Morsi, laissant entendre qu'il pourrait être poursuivi, alors qu'il est sous le coup -avec des dirigeants de la confrérie- d'une interdiction de quitter le territoire. AFP 04.07

2.3- En relayant le général Al-Sissi à la tribune mercredi soir, Mohamed ElBaradei a d'emblée été catalogué par les Egyptiens comme le numéro 2 du nouveau régime.

Cet ancien haut fonctionnaire international s'est taillé une réputation d'intégrité en mettant en doute devant le Conseil de sécurité de l'ONU, l'existence d'un programme nucléaire secret en Irak. C'était avant l'invasion américaine de 2003. Il était alors à la tête de l'Agence internationale de l'énergie atomique. Prix Nobel de la paix 2005 avec l'AIEA, il reçoit en 2006 la "*médaille du Nil*", soit la plus haute distinction d'Egypte.

Piètre orateur mais démocrate convaincu, il fait un retour triomphal au pays en 2010. Il manifeste en 2011 contre Hosni Moubarak, critique ensuite l'autoritarisme du conseil militaire de transition, ce qui lui vaut d'être la cible d'une campagne de dénigrement, le présentant comme un agent de l'étranger. A tel point qu'il déclare forfait à la présidentielle de 2012.

Il n'arrête pas son combat pour autant et s'oppose ouvertement au président islamiste Morsi.

Cette semaine, l'ancien diplomate a été choisi comme représentant par le Front du 30 juin, une coalition de formations hostiles à Mohamed Morsi. A 71 ans, il est donné favori pour le poste de Premier ministre. euronews.com 04.07

2.4- C'est un nouveau coup dur pour les islamistes qui dominaient la choura, la chambre haute égyptienne qui assumait la totalité du pouvoir législatif depuis près d'un an. À l'époque c'est le Président Morsi qui avait dissout la chambre des députés. Cette situation est inacceptable pour les fidèles du président déchu, comme le souligne notre correspondant au Caire, Mohammed Sheikhibrahim. "*Les Frères musulmans rejettent la décision du conseil militaire. Ils considèrent que l'armée a outrepassé ses droits et exigent la restitution de Morsi. Certains manifestants que nous avons rencontrés menacent de répondre à l'armée égyptienne par la force. Les frères musulmans ne veulent donc pas se rendre. Ils promettent de résister.*"

Le président par intérim a également nommé un nouveau chef des services de renseignements après avoir suspendu la constitution et promis des élections anticipées. euronews.com 05.07

2.5- Son arrestation avait été annoncée jeudi avant d'être démentie. Le Guide suprême des Frères musulmans est en tous cas apparu libre ce vendredi. Mohamed Badie est venu galvaniser des milliers de partisans de Mohamed Morsi réunis aux abords d'une mosquée de la banlieue du Caire.

Dans un élan modérateur, il s'est dit prêt à négocier un accord avec l'armée égyptienne pour que cesse la violence mais à la seule condition que Mohamed Morsi soit au préalable rétabli dans ses fonctions de président. euronews.com 05.07

2.6- Selon le quotidien londonien, Financial Times, le renversement de Mohammad Morsi a porté un coup mortel au Qatar qui avait mise, dans sa politique étrangère, sur la Confrérie des Frères musulmans. « *Le Qatar a commis une erreur en Libye et en Syrie et il a perdu des milliards de dollars, investis pour Mohammad Morsi* » ; précise encore ce quotidien. « *Le passage du pouvoir au Qatar où le nouveau émir de 33 ans a succédé à son père était motivé par des évolutions et des bouleversements dans la région, mais ils n'avaient pas prévu que cet événement, c'est-à-dire, le gouvernement dirigé par les Frères musulmans, se produise en Egypte* », indique encore le quotidien Financial Times. french.irib.ir 04.07

2.7- Alors que Morsi et à travers lui la confrérie des Frères musulman font les frais de leurs liens très étroits avec les salafistes, ces derniers viennent de leur tourner le dos.

Le porte parole du parti salafiste Al Nour a affirme que " *ce qui s'est passé contre Morsi est loin d'être un coup d'état militaire*". Au cours d'un entretien accordé à Al Arabiya, chaine saoudienne, Nader Bokar a accusé le président déchu d'avoir causé sa propre perte en rejetant systématiquement toutes les solutions de crise qu'on lui avait proposées". " *Ce qui s'est passé mercredi a été en effet une démarche destinée à corriger le tir, à remettre sur les rails le train de la révolution. C'est une initiative pour préserver les acquis de la révolution. C'était un choix entre le pire et le moins pire* " aux dires du porte-parole du parti salafiste, ce dernier est entré en contact avec tous les partis islamistes et non islamistes dans l'objectif de déclencher un processus de réconciliation nationale. " *Il faut tourner les yeux vers l'avenir, le passé est derrière nous*". Les analystes met en cause le rôle particulièrement nocif qu'a joué l'alliance Frère/Salafiste auprès de l'opinion égyptienne après l'entrée en fonction du président déchu. french.irib.ir 05.07

2.8- L'Egypte était jusqu'à maintenant l'un des pays musulmans les plus actifs pour faire chuter le régime du président syrien Bachar al-Assad.

Pendant les manifestations massives du Caire les activistes des Frères musulmans, ancien parti au pouvoir, ont même appelé à lancer un djihad contre le gouvernement alaouite de Damas. Au final le Proche-Orient n'a pas assisté au renversement du régime d'al-Assad, mais à celui de Mohammed Morsi, ce qui pourrait rayer l'Egypte de la liste des ennemis principaux de la Syrie - en tout cas pour un certain temps. Les autorités syriennes, de leur côté, semblent satisfaites par les événements, écrit vendredi le quotidien Izvestia. " *C'est la chute du prétendu islam politique. Tel est le sort de tous qui tentent de se servir de la religion à des fins politiques ou lucratives*", a annoncé Bachar al-Assad non sans sarcasme.

La coalition anti-Assad dans le monde musulman est en effet profondément affaiblie par ce retournement. C'est que l'Egypte, malgré ses récents problèmes financiers, est toujours restée centrale pour l'islam et son comportement a été décisif pour ses voisins arabes sur de nombreuses questions. " *La coalition anti-Assad est en crise. Le printemps arabe a touché non seulement l'Egypte mais aussi beaucoup d'autres pays qui s'occupent actuellement de leurs problèmes intérieurs comme la Turquie*", estime Sergueï Seregitchev de l'Institut du Proche Orient. Selon lui, les services secrets égyptiens comprennent parfaitement la situation au Proche-Orient et continuent à surveiller les événements en Syrie. " *Compte tenu de l'instabilité égyptienne, ils n'ont aucune envie de laisser entrer en Egypte un flot d'armes et de combattants islamistes en provenance de Syrie*", indique Sergueï Seregitchev.

D'autre part, il ne faut pas attendre que l'affaiblissement du bloc anti-Assad pousse immédiatement les anciens ennemis du président syrien à négocier avec lui et à le soutenir dans sa guerre contre l'opposition. " *Il est peu probable que l'Egypte change d'approche et coopère avec al-Assad. L'Egypte étant un Etat sunnite, son orientation vers le bloc sunnite (la Turquie, l'Arabie saoudite et le Qatar) va certainement perdurer*", analyse Alexeï Pouchkov, chef de la commission des Affaires étrangères de la Douma (chambre basse du parlement russe). Quoi qu'il en soit, la neutralisation temporaire d'un des pays de la coalition anti-Assad pourrait faciliter la situation de Damas. Ces dernières temps l'avantage est manifestement du côté des troupes gouvernementales, qui ont bloqué les combattants de l'Armée syrienne libre dans la ville de Homs et lancé une offensive sur tout le territoire du pays. french.irib.ir 05.07

3- Russie

3.1- Le ministère russe de la Défense prévoit de créer d'ici la fin de l'année une armée spéciale de lutte contre les menaces cybernétiques, a annoncé vendredi à RIA Novosti une source militaire.

" *La Russie crée une armée chargée de la sécurité informatique du pays. Les travaux devraient s'achever d'ici fin 2013*", remarque l'interlocuteur de l'agence.

Selon lui, les objectifs principaux de ces troupes résideront dans la surveillance, le traitement des informations extérieures et la lutte contre les menaces cybernétiques. " *C'est l'équivalent de l'armée cybernétique américaine*".

Les futurs officiers de cette armée devront obligatoirement suivre des cours de langue.

Le vice premier ministre Dmitri Rogozine a pour la première fois évoqué le projet de création d'un commandement cybernétique en mars dernier. Il a notamment indiqué que tous les documents étaient prêts et espéré que ce "*prédateur technique*" allait rapidement voir le jour.

Cette initiative est loin d'être le premier pas des militaires russes pour le contrôle maximal de l'espace cybernétique. Ainsi, le ministre russe de la Défense Sergueï Choïgou a annoncé la veille une grande "*chasse*" aux programmeurs : cette mesure s'explique par le volume de logiciels dont l'armée aura besoin dans les cinq années à venir. french.trib.ir 05.07

3.2- Dans les années à venir, la quantité d'armes de haute précision va augmenter sensiblement, notamment des missiles de croisière, a déclaré vendredi le ministre russe de la Défense Sergueï Choïgou. Lors d'une réunion du Conseil de sécurité, Choïgou a ajouté qu'en trois ans, le nombre de missiles de croisière devrait quintupler, et vers 2020 augmenter de 30 fois. french.trib.ir 05.07

3.3- Les deux puissances russe et chinoise viennent de débiter leurs manoeuvres maritimes dans le golfe Pierre le Grand en mer du Japon , manoeuvres qui se poursuivront jusqu'au 12 juillet.

Le chef d'état major interarme chinois, le général Fung Funguyi a annoncé que ces manoeuvres ne se déroulent contre "*aucun pays tiers*" et que "*son seul objectif consiste à renforcer les relations et les coopérations militaires de part et d'autre*" mais qui peut ne pas voir dans cette manoeuvre, l'illustration parfaite d'une volonté commune de faire face au maximalisme US aussi bien au Moyen Orient que dans la région du pacifique. Cette manoeuvre précédera une autre à être organisée entre le 27 juillet et 15 août sur le sol russe. french.trib.ir 05.07

4- Iran

« *L'Iran n'envisage pas de fabriquer la bombe atomique et c'est une vision simpliste de dire que l'Iran veut s'en doter* » a déclaré, l'ancien secrétaire britannique au Foreign Office, Jack Straw qui faisait, il y a 10 ans, partie de la troïka européenne qui négociait avec l'Iran au sujet de son programme nucléaire. « *Il n'y a aucune preuve montrant que l'Iran est en train de fabriquer la bombe atomique* » a-t-il affirmé, dans un entretien avec la chaîne BBC.

A noter que Jack Straw, Dominique de Villepin et Yoshka Fischer, ministres britannique, français et allemand des Affaires étrangères, représentaient la troïka européenne qui négociaient, d'il y a 10 ans, avec l'Iran au sujet de son programme nucléaire. A l'époque, l'actuel Président élu iranien, Hassan Rohani était le chef négociateur en nucléaire iranien. french.trib.ir 05.07

SOCIAL

1- Pérou

La police péruvienne a fait usage jeudi de gaz lacrymogènes contre plusieurs centaines d'étudiants et de fonctionnaires qui manifestaient dans Lima contre un projet de réforme des universités et de la fonction publique.

Les protestataires jugent que cette réforme, présentée comme un outil d'amélioration de la qualité des services publics, conduirait à la suppression de milliers de postes et compromettrait l'autonomie des universités du pays sud-américain.

Des échauffourées ont éclaté entre des manifestants et la police anti-émeutes à proximité du palais présidentiel. Plusieurs blessés ont été signalés à Lima et des villes de province où des manifestations similaires se déroulaient.

La réforme de la fonction publique a été promulguée mercredi par le président Ollanta Humala. Le texte sur les universités est en débat au Congrès.

Ancien officier issu de la gauche péruvienne, Humala a été élu à la présidence en 2011. Ses opposants dénoncent sa "*droitisation*". Reuters 05.07

Vous voulez dire qu'il était de droite, comme Hollande et ses semblables quoi.

2- Inde

Le gouvernement indien a approuvé un vaste programme d'aide alimentaire destiné aux plus pauvres en jugeant qu'il allait

permettre un grand bond dans la lutte contre la malnutrition.

Les analystes s'inquiètent néanmoins du coût et de la mise en œuvre d'une telle mesure, la plus importante au monde en terme de bénéficiaires.

Cette mesure est destinée à fournir des céréales subventionnées à près de 70% de la population, soit 810 millions d'habitants. La loi prévoit de fournir 5 kg de céréales par mois et par personne au prix d'une roupie le kilo. Elle devrait alourdir la facture des subventions de 3,8 milliards de dollars par an pour la porter à près de 20 milliards, selon les autorités.

Le programme a été fortement soutenu par Sonia Gandhi, la présidente du parti du Congrès, qui a insisté pour honorer cette promesse électorale de 2009, en dépit des inquiétudes sur les finances publiques et les prix alimentaires.

L'Inde est appelée aux urnes au premier semestre 2014 et le gouvernement du Premier ministre, Manmohan Singh, est en position délicate après des scandales de corruption et dans un contexte de chute de la croissance.

«Cela va être un grand pas en avant en terme d'éradication de la pauvreté, a assuré à l'AFP un leader du parti du Congrès, Tom Vadukkan. Si l'on ne parvient pas à répondre aux besoins de base comme la faim, on ne peut parler de développement économique.»

Les prix des denrées alimentaires en Inde ont flambé ces sept dernières années, aggravant les difficultés d'un pays qui lutte toujours pour nourrir correctement sa population de 1,2 milliard d'habitants en dépit de son solide essor économique depuis une vingtaine d'années.

Une étude publiée l'an dernier, dont les résultats ont été qualifiés par le Premier ministre de *«motif de honte nationale»*, estimait que 42% des enfants de moins de cinq ans étaient sous-alimentés et que 58% d'entre eux présentaient un retard de croissance lié à la malnutrition.

Le texte aurait dû être approuvé au parlement en février mais il n'a jamais été examiné en raison des protestations de l'opposition liées aux affaires de corruption.

Les partis d'opposition ont attaqué le gouvernement pour son recours au décret, déplorant le manque de débats concernant l'impact sur les prix et les paysans, qui vont devoir produire plus. Il s'agit toutefois d'un décret temporaire qui doit être présenté au parlement cet été pour être transformé en loi.

Les critiques estiment aussi que l'Inde ne peut pas se permettre de dépenser des millions de subventions au moment où elle enregistre son plus faible taux de croissance en dix ans. En 2012-13, le produit intérieur brut (PIB) n'a progressé que de 5%.

«La situation macroéconomique actuelle de l'Inde ne lui offre pas la possibilité de mettre en place cette politique», a asséné Sonal Varma, économiste chez Nomura Securities.

Selon Siddhartha Sanyal, économiste en chef au sein de Barclays Capital, la mise en oeuvre de ce plan risque d'être confronté à un *«énorme problème logistique, avec une coordination nécessaire de la part de chaque Etat»* du pays.

Les habitants vivant sous le seuil de pauvreté ont aujourd'hui droit à des produits subventionnés, pour le gaz de cuisson, la farine, les fertilisants ou encore le kérosène, via le plus vaste système de distribution publique au monde. liberation.fr 04.07

L'économiste Siddhartha Sanyal dit n'importe quoi puisque la logistique existe depuis... l'indépendance de l'Inde ! La distribution de riz fait déjà partie des produits subventionnés mais à un prix supérieur à 1 roupie le kilo, autour de 5 roupies, alors que dans le commerce le prix va de 15 à 40 roupies le kilo.

Ensuite, la distribution de ces produits subventionnés s'étend bien au-delà des *"habitants vivant sous le seuil de pauvreté"* pour la simple et bonne raison que les deux tiers au moins des Indiens ne déclarent pas de salaires, ne disposent pas de contrat de travail et de feuilles de paie, il est donc impossible de déterminer le revenu d'une famille.

Quant aux paysans, là encore il faut rectifier ce qui est écrit ici, ils ont la possibilité, soit de vendre leur production à des grossistes du réseau privé, soit de le vendre au gouvernement qui leur propose un prix plus élevé que celui du marché pour éviter qu'ils soient exportés, cette dernière précision n'a peut-être plus lieu d'être depuis que le gouvernement a interdit l'exportation de riz, à moins qu'il soit revenu sur cette mesure depuis l'année dernière, de plus le gouvernement achète leur riz pour satisfaire les besoins qui figurent dans son programme de produit subventionné.

Chaque fois que je lis un article sur l'Inde, je constate que le contenu est erronée ou très approximatif par rapport à la réalité, du

coup je me dis qu'il doit en être de même à propos de tous les pays, dans tous les domaines, y compris politique. Je rappelle que je vis en Inde depuis 1996.

Cela dit, je vais faire des économies sur l'alimentation de mon chien puisque la famille de mon épouse va me revendre le riz qu'elle aura touché à 1 roupie, soit qu'ils en ont trop, soit qu'ils le trouvent de mauvaise qualité ou la forme des grains ne leur plait pas, il est trop gros, comme quoi ils ne sont pas "*sous le seuil de pauvreté*". C'est aussi le riz que je mange avec mon épouse, il nous convient très bien, mieux, je le trouve meilleur que le riz 5 ou 10 fois plus cher.

3- Brésil

Le gouvernement brésilien va réduire immédiatement ses dépenses de cinq milliards d'euros pour équilibrer les comptes publics et maintenir son objectif d'excédent primaire de 2,3% du PIB, a annoncé vendredi le ministre des Finances, Guido Mantega.

"L'important est de respecter l'objectif de 2,3% (du PIB, qui correspond à l'excédent primaire). Cet objectif sera respecté coûte que coûte", a-t-il ajouté.

L'excédent primaire est l'économie faite dans les dépenses publiques pour payer les intérêts de la dette.

Cette économie réduit le déficit des comptes publics et est le signe que les marchés réclament pour prouver que le gouvernement garde le contrôle sur les comptes.

La coupe sera annoncée en détails la semaine prochaine, a précisé le ministre bien qu'il ait déjà avancé que la réduction ne "*toucherait ni les investissements, ni les services sociaux du gouvernement*". AFP 05.07

ECONOMIE

Portugal

L'agence de notation financière Standard and Poor's (SP) a abaissé vendredi la perspective de la note de la dette souveraine du Portugal de "*stable*" à "*négative*", en raison d'une "*incertitude politique croissante*" suite à la démission de deux ministres-clés.

"Nous observons également un risque accru que les négociations en cours au sein de la coalition au pouvoir puissent échouer, entraînant des élections anticipées", a précisé Standard and Poor's.

Selon SP, "*l'instabilité politique au Portugal résulte essentiellement de tensions accrues par la récession économique, la hausse du chômage et la nécessité pour le gouvernement de continuer à appliquer de nouvelles mesures pour respecter les objectifs du programme*". AFP 05.07

[Haut de page ↗](#)

Le 7 juillet 2013

CAUSERIE

J'ai ajouté une quinzaine d'articles.

Dire que le Qatar serait au bord de faillite parce qu'il aurait perdu entre 4 et 15 milliards de dollars sur un pactole de 100 milliards de dollars en soutenant les Frères musulmans en Egypte, ce n'est pas très sérieux. C'est ce qu'on peut lire ici ou là. Depuis que Morsi est tombé, on lit tout et son contraire quotidiennement, la désinformation est repartie de plus belle, elle est également alimentée par des gens qui s'estiment autorisés à donner leur avis sur tout. J'essaie de mettre en ligne des articles qui donnent un éclairage le plus objectif possible sur la situation, mais je peux en laisser passer qui ne présentent pas cette qualité, donc à lire en prenant du recul ou en attendant confirmation, c'est plus prudent.

L'article qui suit et que j'ai rédigé en partie hier soir, est sans doute l'un des plus achevés que j'ai écrit depuis un certain temps, je ne dirais pas que j'en suis satisfait mais presque.

Je vous laisse, je dois cuisiner si je veux manger ce soir, il est déjà 17h30 et je dois sortir mon chien pendant 45 minutes, sinon il déprime et se met en grève de la faim !

On en est déjà à 2.630 visites en 6 jours, bravo à vous, faites connaître le site à un maximum de militants. A demain...

[Le rapport mondialisation/mondialisme.](#)

On pourrait commencer par les définir ou poser quelques généralisations à partir de leurs traits les plus saillants.

On entend par mondialisation l'évolution du capitalisme conduisant à son emprise sur tout autre mode de production à l'échelle mondiale. Quant au mondialisme, il correspond au projet de l'oligarchie financière anglo-saxonne flanquée d'une élite intellectuelle d'instaurer un Nouvel ordre mondial.

La mondialisation se situe sur un plan économique et social, le mondialisme se situe sur un plan politique.

La mondialisation correspond à la fin d'un cycle économique au cours duquel les forces productives se sont développées dans le cadre de modes de production successifs que leur développement a engendrés, elle est donc le produit de facteurs, de rapports, de lois ou contradictions, matériels, alors que le mondialisme repose sur leur négation, il a une origine purement idéologique, c'est d'ailleurs ce qui lui donne cet aspect si monstrueux, les contours d'une dictature impitoyable.

Le mondialisme correspond à une interprétation du monde dans laquelle seule une minorité de l'humanité aurait le droit au bien-être. Pour qu'elle devienne réalité, il leur faut neutraliser, s'émanciper des facteurs matériels cités précédemment, autrement dit la lutte des classes qui est née du développement des forces productives et qui a permis le passage à des modes de production successifs, parce qu'elle contient en germe une interprétation du monde diamétralement opposée qui repose justement sur ces facteurs matériels.

Le mondialisme se sert de la lutte des classes pour instaurer une dictature mondiale et doit donc détruire les rapports sociaux sur lesquels repose le capitalisme pour parvenir à ses fins. Alors que le socialisme repose sur le développement des contradictions qui sont à l'origine de ces rapports sociaux qui s'expriment à travers la lutte des classes et dont il entend se servir pour s'émanciper du capitalisme, et si par malheur les bases matérielles sur lesquelles repose le capitalisme venaient à disparaître ou si elles se trouvaient pour ainsi dire neutralisées, le passage au socialisme deviendrait impossible, d'où l'acharnement des partisans du mondialisme à les détruire, à maîtriser la lutte de classe du prolétariat en corrompant le mouvement ouvrier et en liquidant ses droits politiques.

Nous verrons à la fin que le mondialisme repose sur un postulat diamétralement opposé à celui du socialisme, le mondialisme prétendant parvenir à réduire les masses exploitées en esclavage, alors que le socialisme repose sur l'aspiration des exploités à satisfaire leurs besoins et à vivre dans un monde meilleur et plus juste.

Il nous restera à voir un aspect du mondialisme que nous traiterons une autre fois parce que c'est un gros morceau et pas forcément le plus intéressant ou déterminant, à savoir à quoi ressembleraient les rapports économiques et sociaux dans le système ou la société qu'ils entendent mettre en place, sans extrapoler ou fabuler comme le font les opposants au mondialisme aux Etats-Unis notamment, disons uniquement au niveau des rapports entre les différents facteurs économiques du capital.

La mondialisation correspond au stade du développement historique du capitalisme ayant atteint le stade monopolistique et impérialisme devant conduire, si ce processus était mené à son terme, à la disparition de la concurrence entre capitalistes. A notre époque, la mondialisation se caractérise par la financiarisation totale de l'économie, par l'emprise de la finance sur tout autre rapport au sein du capitalisme, sur toute autre valeur au sein de la société.

Le mondialisme a pour objet d'accompagner le processus de la mondialisation en mettant en oeuvre différentes stratégies pour venir à bout des obstacles politiques qui entravent son évolution.

Maintenant, si la disparition de la concurrence entre capitalistes intervenait, elle signifierait également la fin de la concurrence entre prolétaires. La disparition de la concurrence entre capitalistes ne pourrait correspondre qu'à une gigantesque concentration de capitaux et de pouvoir entre quelques mains. A l'opposé, la fin de la concurrence entre prolétaires correspondrait à une situation diamétralement opposée, où ils seraient atomisés, sans droits sociaux et politiques et sans pouvoir.

Le mondialisme consiste à mettre en place et recourir à des instruments politiques de nature supranationale qui seraient susceptibles de permettre d'atteindre ce double objectif, par exemple l'Union européenne, dont on peut observer qu'elle remplit parfaitement cette fonction à travers ses directives, traités, etc. le pouvoir qu'elle s'est octroyée avec l'accord des chefs d'Etat des pays qui la composent et qui partagent tous le même objectif politique.

Il dispose de bien d'autres instruments au fonctionnement plus ou moins occultes qui ont pour fonction de sélectionner l'élite

politique et intellectuel dont l'oligarchie financière a besoin dans chaque pays pour mener à bien son projet, par exemple le groupe Bilderberg, une multitude de think tanks néoconservateurs ou néolibéraux.

Ce sont les contradictions internes inhérentes au système capitaliste qui conduisent ses dirigeants à emprunter cette voie de la mondialisation, ils y sont contraints par la force des choses, d'où leur détermination et leur cynisme sans fond. Et s'ils refusent de reconnaître l'existence du mondialisme, c'est qu'il constitue une formidable instrumentalisation des masses et de la population en général, de leur ignorance, plus précisément des conditions qui conduisent à la crise général du capitalisme et à son effondrement qu'ils exploitent pour les spolier de tout droit social et politique, les réduire finalement en esclavage.

On comprend le danger que représenterait pour ces dictateurs la prise de conscience par les masses des conditions dans lesquelles se réalisent cette crise, quelle en est réellement l'origine et de quelle manière ils comptent s'y prendre pour leur faire payer le prix fort, puisque c'est au prix de leur renoncement à se soulever contre ce nouvel ordre mondial une fois dépossédées de tout droit politique et dépendant socialement de leur asservissement à ce régime dictatorial.

Dans chaque pays les institutions et les partis qui y participent, les dirigeants des syndicats, ainsi qu'une multitude d'organisations, associations et ONG qui gravitent autour oeuvrent quotidiennement à la réalisation de ce plan de dictature mondiale, en sont les représentants, certains possédant les qualités requises, ayant adopté le néolibéralisme ou étant réputés dignes de confiance ont été initiés à ce projet et le défendent avec acharnement, Fabius par exemple, tandis que d'autres en sont les porte-parole plus ou moins consciemment, par cupidité ou parce qu'il leur permet d'en tirer un profit personnel sur le plan professionnel.

A côté, il existe une ribambelle de partis de droite ou de gauche, d'extrême droite ou d'extrême gauche qui participent à la marge aux institutions ou qui en sont exclus, bien malgré eux il faut préciser car ils sont demandeurs, et qui servent leurs intérêts, dans la mesure où ils sont liés au régime en place qui est amené à disparaître dans la forme qu'on lui connaît aujourd'hui, autant qu'à leur incapacité, parce qu'ils sont liés au régime par un bout ou un autre, de définir une politique cohérente qui serait une alternative à celle du mondialisme.

Tous ces opposants déclarés au mondialisme ou à la mondialisation présentent tous la même faiblesse ou faille incurable, ils incarnent le passé, le vieux monde condamné à disparaître d'une manière ou d'une autre, ce sont des nostalgiques d'une époque révolue. Leurs discours se résument à se poser en candidats pour gérer le vieux monde à la place des partis qui remplissent aujourd'hui cette fonction.

Leur existence présente d'autres avantages. Ils permettent en s'exprimant de donner l'impression que l'on vivrait sous un régime démocratique, alors que l'exercice du pouvoir confine en tous points à une dictature implacable au quotidien, leurs vociférations ou gesticulations mêlées à certaines analyses ou idées parfois pertinentes permet aux commentateurs patentés du régime de discréditer ces analyses ou ces idées auprès des téléspectateurs ou des lecteurs, comment pourraient-elles être sérieuses ou plutôt pourquoi devrait-on les prendre au sérieux quand elles proviennent de gens hystériques ou aussi peu crédibles, réputés pour leur populisme ou leur double langage...

Il ne suffit pas de proclamer que notre parti est différent des autres, il faut le prouver, or à ce jour aucun n'a été capable d'en faire la démonstration, simple constat.

Avant de conclure, il y a un point que nous n'avons pas encore abordé.

Comment l'évolution du capitalisme mondial pourrait-il conduire à l'établissement d'un gouvernement mondial, comment pourrait-il venir à bout de tous les obstacles qui se dressent sur son chemin ? En effet, jusqu'à présent on avait toujours conclu que cela serait impossible, par exemple Lénine comme Trotsky affirmaient que les Etats-Unis d'Europe ne verrait jamais le jour, or aujourd'hui l'UE existe.

Il y a près d'un siècle ou il y a 73 ans, il était impossible à un dirigeant de la révolution russe, de l'avant-garde du prolétariat mondial d'imaginer que le mouvement ouvrier ferait preuve d'un tel avilissement, ses dirigeants d'une telle incurie politique, que la classe ouvrière ne parviendrait pas à se doter d'une nouvelle direction révolutionnaire, certes dans des conditions difficiles, mais c'était impensable, maintenant imaginons un instant le cas contraire, comment combattre pour le socialisme quand on a à l'esprit que la partie est perdue d'avance, irrémédiablement, que la barbarie finira par l'emporter quoi qu'on tente pour l'empêcher de vaincre, c'est quasiment impossible de continuer la lutte en ayant cette pensée à l'esprit.

Cela ne signifie pas que tout serait foutu pour autant. Disons que pour qu'une situation se réalise il faut qu'un certain nombre de conditions soient réunies. Celles qui étaient indispensables à la construction de l'UE ont été réunies jusqu'à présent, ne présumons pas de l'avenir, l'UE peut encore éclater, nous y travaillons avec acharnement en minant le régime en place en France, ce qu'aucun parti n'entend faire pour le moment.

Soyons lucide et reconnaissons que les conditions ne sont pas réunies pour que nous puissions porter un coup d'arrêt au projet de l'oligarchie financière qui incarne le capitalisme mondial, et que nous ne voyons pas par quel moyen nous pourrions enrayer

ce processus qui est en train de nous broyer, puisqu'aucun parti ouvrier n'entend rompre avec son interprétation erronée de la société et sa conception obsolète de la lutte des classes, Seule la lutte, la lutte, la lutte a grâce à leurs yeux, élever le niveau de conscience des travailleurs ne présente aucun intérêt pour eux, il devrait se réaliser automatiquement au cours de la lutte de classe, sauf qu'à notre connaissance seule une infime partie des travailleurs y participent, sont organisés, et faudrait-il encore que le contenu des luttes soit révolutionnaire et non conservateur, corporatiste, voire réactionnaire.

L'essentiel n'est pas de rédiger de belles analyses bien ficelées qui se veulent cohérentes, voire historiques ou savantes, mais leur degré de profondeur qui permet au plus grand nombre de s'en saisir, de les comprendre pour que leur niveau de conscience progresse. Si vous me permettez, je ferai référence brièvement à mon expérience personnelle.

J'ai compris l'essentiel du matérialisme dialectique ou comment fonctionnait la nature, la société et le monde grâce à la démonstration du grain de blé faite par Engels dans Anti-Dühring. J'aurai une pensée affectueuse pour lui et son compagnon quand viendra mon dernier souffle tellement je leur suis reconnaissant pour tout ce qu'ils m'ont apporté. Et bien s'ils existaient aujourd'hui, j'adhèrerais à son parti les yeux fermés après cette lecture, sans condition. J'avais un petit cerveau il y a 35 ans, d'ailleurs il est toujours aussi petit, mais il m'a permis d'en faire une formidable machine à penser le monde, ma propre existence.

J'ai la chance de ne pas être un intellectuel, cela doit se voir dans mes écrits et je ne m'en cache pas, mon attachement à Marx, Engels, Lénine, et Trotsky dans une moindre mesure n'a rien du fétichisme ou du culte de la personnalité, il provient du fait que lorsque je les lis, non seulement je comprends facilement ce qu'ils ont rédigé, c'est une source inépuisable d'inspiration et de progrès intellectuel, mais je ressens les qualités humaines de leurs auteurs, il y a quelque chose qui s'en dégage qui me remplit de bonheur et que je ne trouve nulle part ailleurs à un tel degré d'intensité, je ne sais pas comment dire, il se passe quelque chose entre nous, alors que nous ne pouvons pas communiquer ensemble, c'est cela qui est extraordinaire, leur charisme, leur désintéressement du profit qu'ils auraient pu tirer à titre personnel de leurs qualités me comble, leur modestie et leur rapport aux idées qu'ils développent correspondent à l'idée que je me fais d'un dirigeant du mouvement ouvrier, et puis surtout je me dis que c'est possible que cela existe, que de tels dirigeants existent, sauf qu'apparemment ce n'est pas le cas en 2013.

Voilà une des conditions qui nous fait défaut.

Pour conclure (provisoirement), revenons à ce que nous avons dit au début, à savoir que le mondialisme repose sur un postulat diamétralement opposé à celui du socialisme, le mondialisme prétendant parvenir à réduire les masses exploitées en esclavage, alors que le socialisme repose sur l'aspiration des exploités à satisfaire leurs besoins et à vivre dans un monde meilleur et plus juste.

En effet, c'est cette formidable contradiction qui est à l'origine du développement de la lutte des classes en Tunisie, en Egypte et dans très nombreux pays aujourd'hui, qui balaie tous leurs calculs ou stratégies, qui permet aussi de comprendre ce qui se passe réellement.

Je poursuivrai demain car je n'ai plus le temps aujourd'hui. Il se peut que je propose le même article en intercalant un complément.

Parole d'internaute.

France. Des pirates de l'air sont aux commandes.

1- En la matière, reconnaissons que le clone dépasse, et de loin, l'original ! Notons le silence complice de la gauche, qui en d'autres temps, aurait lancé un immense battage médiatique avec le soutien du Monde. Officiellement, c'est donc l'adjointe du directeur du collaborateur du président qui a en charge l'interdiction du survol de la France aux avions présidentiels amis, selon les instructions US.

Le valet pour être à la hauteur de sa réputation peu flatteuse et mériter ses émoluments, mais surtout attirer l'attention bienveillante de son maître, doit rivaliser de zèle envers ses ennemis, lui témoigner sa totale soumission, prendre fait et cause pour lui jusqu'à l'humiliation suprême qui le laissera indifférent puisqu'il est dépourvu de dignité. On pourrait définir ainsi la fonction et la personnalité de Hollande, de son gouvernement, des membres et des élus du PS et bien au-delà.

2- Après le directeur de cabinet qui a réglé l'arbitrage de l'affaire Tapie, voici la directrice adjointe de cabinet qui a voulu empêcher Snowden de survoler la France. Bienvenue dans l'ère des sous-fifres, des sans grades et des fusibles. Bienvenue dans une administration hallucinante où des ministres irresponsables délèguent leurs attributions et se contentent de toucher leur chèque en fin de mois. Faut-il en rire ou en pleurer?

Rira bien qui rira le dernier. (Lénine)

3- On s'indigne bruyamment contre l'espionnage américain mais on bloque l'avion qui aurait pu abriter Snowden. Et on ne fera rien pour ralentir le traité de libre échange. Des paroles vides contredites immédiatement par les actes, paroles d'hypocrites pantins.

Et c'est peu dire !

4- Nos "socialistes" n'en loupent pas une... jouer ainsi les suppléants des USA tout en vantant, ici et là, le rôle positif des lanceurs d'alerte, que signifiait politiquement cette restriction à la liberté de déplacement de Snowden quelques heures après la "sévère" réprobation de notre président face aux pratiques "liberticides" justement, semblait-il, révélées par Snowden? On alla même, fâché, jusqu'à souhaiter le report des négociations Europe-Usa... après Batho, Putois?

On vous concèdera, socialiste en parole, impérialiste en acte, vous l'ignoriez ?

5- Mieux vaut prétexter une bourde organisationnelle énarchique (encore une !) plutôt que d'avouer la lâcheté de nos "dirigeants" disciplinés aux ordres de Washington. Doublement pathétique !

Ces gens-là s'en foutent éperdument, ils sont habités par un cynisme dont vous n'avez pas idée.

ACTUALITE EN TITRES

[Son cas aurait-il été scellé lors de la dernière réunion du groupe Bilderberg en juin dernier?](#)

- Sarkozy: 3 Français sur 5 ne souhaitent pas sa candidature en 2017 - AFP

[Le paradis : c'est par là !](#)

- La banque du Vatican pourrait faciliter le blanchiment d'argent d'origine criminelle - L'Expansion.com

- Monaco fête la SBM, sa planche de salut voici 150 ans - AFP

[Pour le Parlement européen le président des Frères musulmans en Egypte incarnait la démocratie.](#)

- Communiqué de presse - Égypte: le Parlement demande des élections et un retour rapide à la démocratie - europa.eu 05.07

L'émir de Doha et le monarque de Riad ne sont-ils pas de grands révolutionnaires qui ont soutenu le "*printemps arabe*" en Libye, en Tunisie et en Egypte ? Sans rire, c'est la propagande officielle dans le monde entier.

[La fraternité des copains et des coquins](#)

- DSK aide Cahuzac pour sa "*vie après la politique*" - Francetv info

[La corde pour vous pendre ou suicide collectif.](#)

- Pour Cambadélis, l'union à gauche est «*une urgence*» - Liberation.fr

Nous boycotterons les élections municipales et européennes, nous ne participerons à cette mauvaise farce qui sans perspective politique conduit infailliblement à gérer la société pour le compte du capitalisme.

Il ne reste plus que l'ouvriérisme aux opportunistes pour justifier leur participation aux élections municipales, qui consiste à soulager les masses de la crise du capitalisme, donc qui ne les motivera pas pour essayer de comprendre la situation et progresser, pendant que dans leur dos leurs droits politiques sont systématiquement liquidés. Quant aux élections européennes, le boycott est une position définitive et non négociable.

[En voilà un qui sait de quoi il parle !](#)

- Batho limogée: le PDG de Total ne croit pas à l'implication de lobbies - L'Expansion.com

[Maduro et Morales relèvent le défi.](#)

- Le Venezuela accorde l'asile humanitaire à Edward Snowden - Reuters

- Evo Morales prêt à accueillir Edward Snowden - Le Nouvel Observateur

Au passage, ceux qui avaient vu dans la Russie et la Chine de virulents opposants à l'impérialisme américain feraient bien aussi de revoir leur copie. Il paraît évident que s'ils s'étaient retrouvés dans la même situation que Washington, ils auraient agi exactement de la même manière, ce que prouve leur attitude ici.

Leur problème, c'est qu'ils ont une interprétation du monde qui se situe sur le terrain du capitalisme ou étrangère à la lutte des classes, consistant à voir dans leur rivalité l'expression de la concurrence que se livrent différents impérialistes, alors qu'en toile de fond réside la lutte des classes, les contradictions du capitalisme qui le minent, le conduisent à une crise mondiale, à son effondrement...

[Intox. Diversion et instrumentalisation.](#)

- Les grands de la high-tech dans le viseur pour l'évasion fiscale - Reuters

Et toutes les banques ?

- Islam : un appel pour le droit au blasphème et à l'athéisme - LePoint.fr

Qu'est-ce qui les en empêche ? Rien. Ils en ont quand même trouvé une poignée pour mener cette nouvelle croisade contre l'islam, une quarantaine, ne vous marrez pas, cela suffit pour réclamer des droits égaux, surtout pour diaboliser cette religion, du pain béni pour les islamistes radicaux...

[ACTUALITÉ DU JOUR](#)

[Décadence et décomposition de la civilisation humaine.](#)

- Californie : les jeunes transgenres peuvent désormais choisir leurs toilettes - slate.fr

La Californie va devenir le premier Etat américain à obliger les écoles à laisser les enfants choisir les toilettes qu'ils veulent utiliser et leur équipe de sport en fonction de leur identité sexuelle. Il s'agit d'une des plus importantes protections pour les jeunes transgenres du pays. slate.fr 06.07

Vous avez mis le doigt dans l'engrenage, vous devez alors soutenir cette initiative monstrueuse ou avouez que vous avez été manipulés, cela peut arriver à tout le monde.

Imaginez un peu, des gosses qui découvrent leur sexualité à l'âge de la puberté et qui l'assument inconsciemment à leur manière, selon le milieu dans lequel ils évoluent ou les conditions psychologiques qui l'ont précédé, les rapports qu'ils entretiennent avec leurs parents ou encore les rapports que leurs parents entretiennent à la sexualité, la conception qu'ils en ont, et ne voilà-t-il pas qu'ils devraient être catalogués comme hétérosexuels ou homosexuels les contraignant à former une communauté à part des autres gosses s'ils traversent une période homosexuelle ou à bénéficier de traitements particuliers qui par habitude les insèreraient à le rester, violant ainsi leur liberté de choisir leur sexualité, au nom de l'égalité s'il vous plaît.

[Parole de faux-monnayeur](#)

- Noyer: annuler la dette souveraine, "*extraordinairement dangereux*" - AFP

Le gouverneur de la Banque de France, Christian Noyer, a estimé samedi que l'idée d'une annulation totale de la dette souveraine d'un pays était "*simple*" mais "*extraordinairement dangereuse*", lors des Rencontres économiques d'Aix-en-Provence.

"*Ca ne marche que si on fait de la fausse monnaie, sinon tout le monde est en faillite en cascade*", a-t-il ajouté, citant les titulaires d'assurance-vie, de Sicav ou d'obligations. AFP 06.07

Il évoque quoi ici en parlant de "*fausse monnaie*", les banquiers de la Fed, les banquiers centraux ou les banquiers tout court qui créent de la monnaie à partir de rien ? Cela conduit le capitalisme à une "*faillite en cascade*".

Dites-nous monsieur Noyer, c'est bien ce qui s'est passé lors de la dépression de 1929 aux Etats-Unis, puis en Allemagne au début des années 30, c'est bien ce que nous sommes en train de vivre depuis 2007-2008, faillite à peine masquée par les dizaines de milliers de milliards de dollars, d'euros et de yens que les banques centrales ont injectés dans l'économie, les banques et les institutions financières principalement pour sauver le système capitalisme en faillite.

Je suis banquier, je n'ai pas un centime en caisse, vous me demandez de vous accorder un prêt de 200.000 euros pour acheter un appartement, pas de problèmes, je vais créer une ligne de crédit correspondant à ces 200.000 euros, en échange vous me verserez 3, 4, 5% d'intérêts pendant 30 ans.

Le banquier crée de toutes pièces cet argent qu'il n'a pas, il va inscrire cette somme à la fois à son passif et à son actif histoire d'équilibrer son bilan (pour faire bref) et le tour est joué, par contre les intérêts que vous lui verserez ne seront pas en bois, ils proviendront de votre travail, de la vente de votre force de travail, de l'économie productive ou réelle, vous vous n'avez pas la possibilité de créer cet argent d'un coup de baguette magique, tout à fait légalement dans le cas du banquier, et si vous vous aviez de l'imiter, effectivement ce serait "extraordinairement dangereux", vous finiriez en taule !

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Turquie

La police turque a fait usage de gaz lacrymogène et de canons à eau samedi soir pour disperser plusieurs milliers de personnes qui se rendaient sur la place Taksim d'Istanbul, le bastion de la fronde contre le gouvernement, ont constaté des journalistes de l'AFP.

Réunis à l'appel du collectif Solidarité Taksim, à l'origine de la contestation, les manifestants se sont heurtés à l'imposant dispositif de la police antiémeute qui leur barrait les accès à la place, avant de se disperser sur la grande avenue piétonne Istiklal et dans toutes les rues environnantes.

Equipées de boucliers et de masques à gaz, les forces de l'ordre se sont ensuite déployées autour de la place et ont empêché pendant plusieurs heures le retour des contestataires, maintenus à distance par des jets sporadiques de grenades de gaz lacrymogène.

Les policiers se sont repliés un peu avant minuit (21h00 GMT) et ont rendu la place et les rues alentours aux touristes et aux riverains.

Quelques heures avant ces nouveaux incidents, le gouverneur d'Istanbul a mis samedi en garde les manifestants, leur rappelant que les rassemblements sur la place Taksim étaient interdits.

"Nous prévoyons de rouvrir le parc Gezi demain (dimanche) ou au plus tard lundi pour qu'il soit mis à la disposition de tous les citoyens", a déclaré M. Mutlu.

Selon des évaluations de la police, quelque 2,5 millions de personnes sont descendues dans la rue dans près de 80 villes pendant trois semaines pour exiger la démission de M. Erdogan, accusé de dérive autoritaire et de vouloir "islamiser" la société turque. AFP 06.07

La Turquie compte quelque 80 millions d'habitants, l'équivalent de l'Egypte (84M d'habitants), 2,5 millions de manifestants en Turquie, 17 millions en Egypte, il va en falloir beaucoup plus pour renverser le président des Frères musulmans au pouvoir, Erdogan.

En comparaison, le nombre d'adultes ou d'électeurs est pratiquement identique entre la France et l'Egypte, on se prendra à rêver de voir de telles manifestations en France.

2- Syrie

2.1- L'Arabie Saoudite en première ligne en Syrie.

La Coalition de l'opposition syrienne est parvenue samedi à surmonter ses divisions pour se choisir un nouveau chef, Ahmad Assi Jarba, qui sera chargé d'incarner l'alternative au président Bachar al-Assad aux yeux de ses soutiens arabes et occidentaux.

Au troisième jour de leur réunion à Istanbul, les 114 membres du principal rassemblement des adversaires du régime à Damas ont élu à leur tête M. Jarba, considéré comme un proche de l'Arabie saoudite, qui a obtenu 55 voix contre 52 à Mustafa al-Sabbagh, un homme d'affaires considéré comme proche du Qatar.

Né en 1969 à Qamishli (nord-est), M. Jarba, un sunnite, était chargé du dossier délicat de l'armement de la rébellion au sein de la coalition et a, à ce titre, fait partie de plusieurs délégations de la coalition ayant visité des pays arabes et européens pour les convaincre d'armer les rebelles.

Chef de tribu et opposant notoire au régime syrien, il a été emprisonné à la fin des années 1990, puis a été de nouveau détenu en mars 2011 quelques jours après le déclenchement de la révolte. Libéré en août 2012, M. Jarba s'est installé en Arabie saoudite et a aussitôt rejoint les instances de l'opposition.

Le choix d'une nouvelle équipe dirigeante représentant toutes les tendances de l'opposition devrait rassurer les pays "amis" de la Syrie, notamment les Occidentaux qui hésitent toujours à livrer des armes aux rebelles de crainte qu'elles ne tombent aux mains des plus extrémistes.

D'ailleurs la France a félicité M. Jarba, estimant que son élection renforçait la coalition en tant que "*représentant légitime du peuple syrien*", au moment où "*s'accroît la répression du régime, notamment à Homs*". AFP 06.07

En lisant l'article suivant, on pourrait ajouter : on a la légitimité qu'on peut, ce qui est également valable pour Hollande.

2.2- Le cannibal d'Alep , invité spécial de la BBC.

L'absurdité médiatique en Occident atteint parfois son apogée!

Abou Saqar, alias Cannibal d'Alep dont les images en train de dévorer le coeur d'un soldat syrien ont fait le tour du monde a été l'invité spéciale de la chaîne de sa Majesté, Elisabeth II, BBC qui n'a pas honte de mettre à la disposition d'un criminel une tribune pour qu'il s'exprime et se justifie. Le cannibal est apparu à une émission de grande écoute et a défendu devant les caméras du monde entier et via la BBC son crime.

Abou Saghar qui dirige une milice en Syrie a accusé le soldat victime de cannibalisme d'avoir violé des femmes et des filles, viols dont il prétendait avoir découvert les images dans le portable du soldat. Mais il n'est pas arrivé à l'esprit du journaliste de la BBC de lui demander pourquoi alors cette fameuse vidéo du viol n'a pas été postée sur la toile par les Nosratistes si prompts à publier les scènes et les images.

Tout au long de l'émission, la principale chaîne d'information britannique a tenté de déculpabiliser le cannibale alors même que son acte a été réprouvé par Salim Idriss, commandant de l'ASL. La Grande Bretagne a une forte communauté salafiste et l'acte hautement dangereux de la BBC pourrait faire des amules en Grande Bretagne, elle-même. french.trib.ir 06.07

2.3- Les unités de l'armée syrienne poursuivent leurs opérations dans les différentes localités de la province de Rif-Damas.

Selon l'agence Fars depuis Damas, l'armée a mené des opérations à Barzeh et à Al-Qaboun. Dans ces opérations, les militaires de l'armée syrienne ont saisi un dépôt d'armes des rebelles armés, parmi lesquelles un missile de fabrication israélienne. Des dizaines de terroristes, dont deux chefs de groupe, ont été tués ou blessés dans les attaques menées par l'armée. Dans l'opération menée par l'armée syrienne à Al-Diyabiya, un ressortissant saoudien qui dirigeait un groupe terroriste lié au Front al-Nosra a été tué. french.trib.ir 06.07

3- Egypte

3.1- En Egypte aussi l'Arabie Saoudite et Al-Qaida monte en première ligne.

Un nouveau groupe islamiste s'est constitué en Egypte après la destitution du président Mohamed Morsi et menace d'avoir recours à la violence pour imposer la loi coranique dans le pays, rapporte l'organisation Site spécialisée dans la surveillance des activités terroristes en ligne.

Le groupe, qui a pris le nom d'Ansar Al-Charia en Egypte, a annoncé vendredi soir dans un communiqué posté sur internet qu'il allait commencer à rassembler des armes et à entraîner ses membres en vue d'imposer la charia.

Ansar Al-Charia précise dans son communiqué que le coup d'Etat militaire, la fermeture d'une chaîne de télévision gérée par les Frères musulmans et la mort de manifestants constituaient "*une déclaration de guerre contre l'islam en Egypte*". Le groupe accuse les laïcs, les partisans de Moubarak et les Coptes, mais également les chefs des forces de sécurité et de l'armée de

vouloir transformer l'Egypte "en un monstre laïc".

L'organisation dénonce la démocratie et affirme vouloir lui substituer la loi coranique. Elle se dit prête à acquérir des armes et à entraîner ses partisans pour permettre aux musulmans de "*dissuader les agresseurs, préserver la religion et mettre en oeuvre la charia*". lemonde.fr 06.07

3.2- En Egypte, la réponse des islamistes à l'éviction du président Morsi a été meurtrière. Les affrontements les plus sanglants se sont produits à Alexandrie, la deuxième ville du pays. Ils ont fait douze morts et 460 blessés. Les victimes ont pour l'essentiel été tuées par balles.

Au total il y a eu une trentaine de morts, quand des dizaines de milliers de sympathisants de l'ex-président sont descendus dans toute l'Egypte hier. Un peu plus tard dans la nuit, le numéro 2 des frères musulmans a été arrêté .

Fait majeur à souligner aussi, dans la soirée l'un des plus importants leaders religieux du pays a appelé le peuple égyptien à trouver une solution pour sortir de cette situation. Un ton qui tranche avec celui des Frères musulmans, pourtant proches de ce grand mufti.

Alors que le calme revenait au Caire, des islamistes ont attaqué dans la soirée le gouvernorat du Nord-Sinaï, hissant leur drapeau sur le bâtiment. Le Sinaï où hier les islamistes ont déjà tué cinq policiers et un soldat. euronews.com 06.07

3.3- Mohamed ElBaradeï a été choisi samedi comme Premier ministre du gouvernement par l'administration intérimaire et s'entretient pour la seconde fois avec le président égyptien par intérim, Adli Mansour, avant l'annonce officielle de sa nomination. Reuters 06.07

SOCIAL

Grèce

Menacés de licenciement, les fonctionnaires grecs manifestent à Athènes. Les créanciers de la Grèce exigent de nouvelles coupes budgétaires qui pourraient affecter la police et les enseignants. Inacceptable pour le service public qu'a déjà vu son salaire et ses effectifs réduits à plusieurs reprises depuis le début de la crise. euronews.com 06.07

[Haut de page ↗](#)

Le 8 juillet 2013

CAUSERIE

Partie rédigée hier soir.

Hier, une nouvelle fois, nous avons mis en garde les lecteurs sur le contenu approximatif de certains articles ou rédigés à la hâte ou encore en fonction des convictions de leurs auteurs. Deux nouveaux exemples.

Le premier à propos du lancement de la Banque du Sud en Amérique latine "*Crée en 2007 à l'initiative des défunts Hugo Chavez et Nestor Kirchner, ex présidents de la République Venezuela et de la République d'Argentine, la Banque du Sud cherche à collecter 20.000 millions de dollars, bien que ses actionnaires n'aient réussi à déboursier que 7.000 millions*" autant dire que les fonds dont elle dispose sont dérisoires.

Le second concerne "*Les dirigeants (qui) ont tenu un sommet extraordinaire à Cochabamba en Bolivie dans le cadre de l'Unasur, l'Union des nations sud-américaines qui compte 12 membres.*", la moitié de ses membres étaient absents ou n'avaient même pas envoyé de diplomates pour les représenter.

Je n'ai pas les moyens de recenser tous les cas similaires vous devez bien vous en douter.

Il est vrai qu'en ne formatant plus mes causeries au format pdf, je rends moins accessible mon travail ou mes articles, je le sous-estime, cela prouve que je ne me prends pas la tête. C'est peut-être dommage car l'orientation politique que je propose

rompt avec celle adoptée par la totalité des partis et des groupes qui gravitent autour.

Il me vient à l'esprit une idée à laquelle j'ai repensée cet après-midi et qui a un rapport avec ce sujet. J'improvise comme presque toujours, il est 22h22.

Quand j'explique qu'élever le niveau de conscience des travailleurs est une priorité, je passe pour un farfelu. Vous savez pourquoi ? Parce que ce ne sont pas les idées qui changeront le monde mais les hommes par leurs actions pratiques. Ils ont lu cela quelque part chez Engels je crois, du coup ils le répètent comme des crécelles, le couperet est tombé, ils ont tranché, cela ne se discute pas, ils sont comme cela.

Que cela leur plaise ou non, il semblerait que les actions des hommes correspondent à des besoins qu'ils ont formulés au préalable de manière plus ou moins consciente en fonction de la complexité de la tâche qu'ils avaient à accomplir. Or changer le monde représente une tâche gigantesque, tout du moins à ma connaissance, peut-être que mes détracteurs trouveront encore à y redire qui sait. Plus la tâche qu'ils se donnent d'accomplir sera arguée et complexe, plus elle méritera leur attention, leur concentration, et plus il aura fallu qu'ils s'y préparent minutieusement pour la mener à bien. Sans avoir réuni certaines conditions ou sans posséder les qualités requises pour en venir à bout, il sera impossible de la réaliser. Tout cela semble élémentaire, au point qu'on passe à côté.

C'est d'autant plus inexcusable ou incompréhensible, voir délibéré mais c'est une autre histoire, que la société a connu de telles transformations dans le domaine de la transmission des connaissances, de la communication et de l'information, qu'il est impossible d'ignorer que la classe dominante s'en sert pour conditionner, manipuler, maintenir dans l'ignorance les masses, conserver son pouvoir.

Elle diffuse son idéologie de mille et une manières de nos jours du matin au soir, depuis le moment où vous allumez votre poste de radio ou votre ordinateur le matin jusqu'à la seconde où vous éteignez votre télévision avant d'aller vous coucher. Vous passez devant une affiche publicitaire vous y avez le droit, vous allez voir un film au cinéma ou une pièce au théâtre vous y avez le droit aussi, vous ouvrez un journal ou un livre c'est la même chose, bref, où que portent vos yeux ou vos oreilles vous y avez le droit, sa propagande est omniprésente sous une multitude de formes. A qui ou plutôt à quoi elle s'adresse ? A votre intellect, elle nourrit, oriente votre réflexion, influe sur votre interprétation de la situation, de la société, du monde, jusqu'à vos moindres gestes ou paroles, elle s'immisce à votre insu dans votre vie quotidienne, vous agissez selon son idéologie inconsciemment.

Car lorsqu'on dit que les masses sont ignorantes, on croit sortir une vérité pour ainsi dire transcendante, qui résume quoi en fait, rien, en affirmant cela on n'a rien dit du tout, on a juste dressé un constat. Mais quel est son contenu, car si les masses sont ignorantes, elles pensent, oui cela peut paraître extraordinaire, on assimilerait bien l'ignorance à un vide sidéral, pure sophisme, cela nous arrangerait bien car on n'aurait pas besoin de se demander ce qu'elle recouvre en vérité, or ce n'est pas du tout le cas, les masses ont adopté les idées de la classe dominante, et c'est à l'aide de ces idées qu'elles interprètent leur condition, elles ne peuvent pas les interpréter à l'aide des nôtres puisqu'elles les ignorent, et oui, c'est l'un ou c'est l'autre, elles les puisent bien quelque part leurs idées, on n'est bien d'accord, n'est-ce pas ?

Autrefois les masses n'étaient pas matraquées du matin au soir par la propagande de la classe dominante, pas dans une telle proportion. On pourrait ajouter que tout a été prévu aussi pour les distraire ou leur rendre en apparence la vie plus agréable, leur faire oublier leur condition d'exploité, un tas d'activités ont été mises à leur disposition dans lesquels elles s'évadent ou semblent s'épanouir, ce n'est qu'un mirage qui agit comme une soupape de décompression, de sécurité pour le régime, tenez, comme les vacances qui sont un bref intermède dans une vie d'esclave avant de retourner au charbon pendant 11 mois. Pour les masses ignorantes les vacances sont un vrai bonheur, pour ses éléments les plus conscients, ce sont les 11 mois restant qui sont un vrai malheur, un cauchemar.

Qu'est-ce qui décide les masses à passer à l'action ? Lorsque leurs conditions d'existence se sont détériorées au point qu'elles sont devenues insupportables, je parle des masses en général, pour que des dizaines de millions descendent dans la rue, autrement seules certaines couches se mobilisent. Autrement dit, elles en sont encore au même point qu'il y a un siècle, elles n'ont pas progressé, c'est ce que cela signifie. Les représentants de la classe dominante qui les manipulent le savent pertinemment et ils en profitent, c'est ainsi que petit bout par petit bout, couche par couche si nécessaire, au fil du temps ils parviennent à liquider tous leurs acquis, ils savent qu'elles n'ont acquis aucune conscience de classe, qu'elles ne comprennent rien au fonctionnement de la société en dehors de ce qu'ils leur mettent dans la tête.

La classe dominante a si bien fait les choses que bon nombre de travailleurs s'estiment satisfaits de leur mode de vie surfait ou médiocre en réalité ou qu'ils n'envisagent pas qu'il pourrait être un jour meilleur, c'est dire à quel point son idéologie s'est incrustée profondément dans leur tête. Elle constitue un frein ou le meilleur moyen de les dissuader de passer à l'action, on ne peut donc pas nier qu'il existe une interaction entre les idées qu'ils ont acquises et leur comportement dans la vie quotidienne, on veut bien l'admettre sur tous les plans, sauf sur le plan politique, car là pour s'y attaquer il faudrait déjà savoir par quel bout s'y prendre.

Même lorsque leur condition est épouvantable, ils ne trouvent pas la voie de l'action et l'on estime cela tout à fait normal, on va

le justifier en expliquant quoi au juste, en reproduisant ce qui vient d'être dit, mais alors pourquoi ne pas en tirer des conclusions pratiques, pourquoi ne pas se dire qu'il y a quelque chose qui cloche dans notre discours qui n'est manifestement pas adapté aux attentes des travailleurs, pire encore, non seulement les partis ouvriers refusent obstinément de s'attaquer à ce problème, mais en plus ils veulent leur éviter de subir les conséquences de la crise du capitalisme qui coïncideraient avec la détérioration de leur condition d'existence, qui demeure à ce jour le seul facteur susceptible de les conduire à passer à l'action, autrement dit par tous les bouts les partis ouvrier font tout ce qui est en leur pouvoir pour éviter qu'à un moment donné les conditions soient réunies pour que les masses déferlent et renversent le régime en place.

Finalement, ce qu'ils contestent ou rejettent, remettent en cause, ce n'est pas la place que je réserve aux idées ou à l'élévation du niveau de conscience des masses, mais les conditions à la fois objectives et subjectives qui sont indispensables pour envisager de liquider l'ordre établi. Il faut donc en déduire qu'ils ont abandonné cet objectif, qu'ils ne combattent pas pour le socialisme, ce sont des renégats, ils sont vendus ou alors ce sont des incapables, si vous avez une autre explication à proposer, n'hésitez pas à me la communiquer je la mettrai en ligne. Il en existerait bien une autre, mais on ne peut pas y adhérer, qui consisterait à dire que finalement les travailleurs seraient décidément tellement arriérés qu'ils ne comprendront jamais rien à rien, qu'il est inutile de s'escrimer à vouloir leur faire comprendre quelque chose car chez eux cela rentrerait par une oreille et ressortirait par l'autre, ce qui reviendrait à dire qu'un jour ou l'autre ils seront réduits en esclavage sans même qu'ils s'en aperçoivent ou alors il sera trop tard pour réagir, adieu le socialisme quoi.

La société a subi de profondes transformations par rapport à ce qu'elle était au début du XXe siècle, dans les années 30 Trotsky avait indiqué qu'il nous faudrait en tenir compte encore plus que par le passé, que dirait-il s'il avait connu les transformations intervenues au cours de la seconde moitié du XXe siècle et plus particulièrement depuis les deux dernières décennies. Il y en a peut-être qui se prennent à rêver que les masses pourraient réaliser leur auto-éducation à partir d'Internet, foutaise, c'est un véritable foutoir innommable, l'anarchie, la foire aux supercherries en tous genres, c'est la plus formidable machine qu'ils ont conçue pour manipuler les masses, les atomiser, les écarter des partis politiques, les rendre esclaves d'une machine.

Autrefois l'avènement de la télévision que j'ai connu, devait remplir pour ainsi dire le même rôle, pensez donc, j'ai pu observer que mon père était demeuré aussi arriéré. Vous me direz que c'est un mauvais exemple, certes, mais à l'époque il y en avait qui croyaient le contraire. Sur Internet, vous pouvez apprendre un tas de choses correctes ou erronées, mais si vous ne savez pas quoi en faire vous ne serez pas plus avancé, il est là le problème. Tenez, c'est un problème pratique et non de la masturbation intellectuelle.

Ce qu'on ne parvient pas à comprendre, c'est que les travailleurs ne peuvent progresser qu'à partir du moment où ils disposent des instruments indispensables pour interpréter la situation ou les faits qui sont portés à leur connaissance, leurs propres expériences. Il faut donc qu'ils commencent par acquérir ces instruments, qu'ils apprennent à les maîtriser, à s'en servir dans la vie quotidienne, ensuite ils comprendront les rapports qui régissent la société, ce qui les conduira à passer à l'action sans attendre de se retrouver acculer matériellement.

Qui d'autres que nous peuvent leur fournir ces instruments, la méthode du marxisme, du matérialisme dialectique ? Ce devrait être la tâche du parti révolutionnaire. Mais aucun ne veut s'y coller, il n'y croit pas. Vous avez vu leurs sites Internet, vous n'y trouverez que des articles de presse, des analyses et des tracts destinées à une élite, des syndicalistes, quant au travailleur lambda il ne trouvera pas trace du moindre élément qui pourrait l'aider à progresser.

Lundi.

Je rajouterai encore une quinzaine d'articles. En juin, on a ajouté plus de 260 nouveaux articles de sources diverses.

[Un complément à l'article : Rapports entre mondialisation et mondialisme](#)

La mondialisation est décriée parce qu'elle se traduit par des délocalisations ou des fermetures d'usines, donc par des milliers de licenciements, mais quand on s'adresse à ceux qui la critiquent pour qu'ils s'attaquent aux institutions qui incarnent le capitalisme et s'accommodent de cette situation, ils répondent aux abonnés absents.

La mondialisation n'est pas réactionnaire en soi, elle est plutôt révolutionnaire. En revanche ses opposants ou les adeptes de la décroissance le sont assurément, réactionnaires. Ce qui donne un contenu réactionnaire à la mondialisation, c'est autant le fait que ce sont les capitalistes qui la réalisent pour leur propre compte au détriment des travailleurs, que le régime sous lequel elle est mise en oeuvre. Car en quoi consiste au juste la mondialisation qui ne date pas d'hier ?

Au XIXe siècle, le coton produit en Inde était importé en Angleterre où il était filé et transformé en différents vêtements, une partie de la production servait à alimenter le marché local, le reste était exporté dans l'empire du Raj britannique.

Au XXe siècle, le coton produit en Asie est filé et transformé en vêtements qui sert à alimenter le marché local, tandis qu'une partie de la production est exportée à travers le monde pour le compte de multinationales occidentales.

Au XXe siècle, le pétrole extrait au Moyen et au Proche-Orient était exporté vers les pays capitalistes les plus développés où il était raffiné pour pouvoir être utilisé ensuite dans les moteurs ou chaudières de ces différents pays.

Au XXIe siècle, le pétrole sera extrait et raffiné au Moyen et au Proche-Orient avant d'être exporté à travers le monde.

Les composants électroniques à base de silicium devraient être produits là où il est extrait, idem pour la plupart des métaux ou métalloïdes ou alors on pourrait concevoir qu'une quantité de matières premières seraient exportées vers chaque pays pour entrer dans la composition de produits finis uniquement en fonction des besoins de leur production qui correspondrait à celui de leur marché local incluant les pays limitrophes, les centres de production seraient regroupés au lieu d'être dispersés dans tous les pays. En régime socialiste, la production ferait l'objet d'une planification mondiale en fonction des besoins de la population ce qui permettrait de réaliser de gigantesques économies dans tous les domaines, de mettre fin au gaspillage auquel on observe en régime capitaliste.

La mondialisation au XXIe siècle va se traduire par un gain en transport, en main d'oeuvre, en intermédiaires, en matières premières, en infrastructures, en pollution, en temps et en argent notamment, par une plus grande rationalisation et concentration de la production. Que ferait le socialisme ? Nous l'avons dit, la même chose mais en mieux, au profit des producteurs, tout en supprimant l'anarchie qui règne dans la production ainsi que la surproduction.

La crise générale du capitalisme et le développement du capitalisme à l'échelle mondiale conduisent ses dirigeants à adopter à la fois des mesures pour contenir les effets des contradictions du capitalisme et des mesures pour assurer la pérennité du capitalisme, la rationalisation de la production en fait partie car les gains qu'ils réalisent de tous les côtés viennent combler partiellement la baisse tendancielle du taux de produit.

C'est un des aspects de la mondialisation qu'ils peuvent réaliser jusqu'à un certain point. Par contre, il reste deux problèmes qu'ils ne peuvent pas résoudre à l'étape actuelle de la mondialisation : l'anarchie dans la production et la surproduction, car la concurrence entre capitalistes demeurent au niveau des grandes puissances, Etats-Unis, principaux pays de l'UE, Chine, Russie essentiellement.

On peut donc en déduire que l'orientation du capitalisme mondial dans les décennies qui viennent consistera à tenter de venir à bout de ces deux contradictions qui minent l'existence du capitalisme et qui revient à réduire la concurrence qui existe entre les différents impérialismes. On peut concevoir qu'ils seront amenés à s'entendre sur le dos du prolétariat mondial. Il leur faudra aussi réduire la résistance ou les prétentions d'autres pays dits émergents, Brésil, Afrique du Sud, Inde, Mexique, Argentine, etc., en réalité sur tous les continents.

D'où le recours au mondialisme qui a pour fonction de réaliser les conditions politiques qui permettront de réaliser cette transition, qui contraindront tous les pays capitalistes récalcitrant à se plier aux normes que les capitalistes dominants auront fixées une fois intégrés dans des institutions supranationales régionales prévues à cet effet (UE, ALENA, NAFTA, ALBA, MERCOSUR, Union transatlantique et Union transpacifique, etc.), ils en ont dès le départ accepté le principe en participant à des institutions qui devaient préparer les conditions nécessaires à la mise en place de ces institutions régionales (FMI, Banque Mondiale, OMC,) et d'un marché mondial unique, c'est tout du moins la stratégie que les maîtres du monde ont conçue et à laquelle ils se tiennent.

Il leur faudra aussi affronter le prolétariat qui n'entend pas se soumettre à leur diktat ou vivre toujours plus mal, mais comme ses droits politiques ont déjà été réduits à leur plus simple expression, le droit d'expression et de s'organiser, ils n'ont rien à craindre sur le plan institutionnel auquel il demeure largement subordonné, seule une irruption violente, soudaine et incontrôlée des masses conduisant à l'effondrement de l'Etat pourrait contrarier leur plan ou constituer un véritable danger, mais sans véritable direction et compte tenu de la multitude d'acteurs qui se porteraient volontaires pour le secourir, ils peuvent dormir tranquille.

A terme l'objectif de la mondialisation consiste à établir des monopoles à l'échelle mondiale qui concentreront le pouvoir économique, tandis que la concurrence, l'anarchie de la production et la surproduction auront disparu, le mondialisme à travers les institutions supranationales ayant pour fonction de réunir les conditions politiques pour parvenir à cet objectif concentreront le pouvoir politique, conditions politiques qui incluent la mise au pas du prolétariat, cet objectif devant coïncider avec l'extinction de la lutte des classes, ses droits sociaux et politiques liquidés, ses organisations et partis transformés en instruments dociles de la nouvelle société pour ceux qui existeront encore, totalement dénaturés par rapport à leurs fonctions d'origine, le passage à un nouveau système économique ou modèle de société ne serait plus basé sur les rapports entre les classes ou l'existence des classes, dans lequel les lois de fonctionnement du capitalisme et ses contradictions seraient contenues, sous contrôle, neutralisées, mais la répartition des richesses et du pouvoir selon des critères déterminés par les maîtres à leurs esclaves, purement arbitraires, abstraits, insaisissables et encore moins contestables dès lors qu'il n'existerait plus de base, de moyens ou de droits politiques pour s'y opposer.

L'exploitation de l'homme par l'homme ou la servitude humaine, pour autant qu'elle incarne ce qu'il y a de plus vil ou grossier chez l'être humain, a pu s'imposer et se maintenir par la force, puis être codifiée, légitimée, justifiée à l'aide d'instruments juridiques et des institutions depuis plus de deux mille ans. Pour parfaire ce dispositif et continuer sur leur lancée, profitant de

l'ignorance approximativement de 99, 99% de la population, soit environ 3,5 milliards d'adultes ou sur le plan politique, 7,1 milliards d'habitants si on fait référence aux besoins de l'ensemble de la population, les maîtres du monde ont conçu tout un ensemble de nouveaux instruments qui reliés entre eux par des fils invisibles devraient leur permettre dans le futur d'exercer un contrôle grandissant, voire total de la population.

Je ne sais pas si on peut ou si on doit aller plus loin et fournir quelques données plus précises sur la manière dont il compte s'y prendre pour mettre en place ce Nouvel ordre mondial, sans passer pour un fabulateur, sans extrapoler si vous voulez et passer pour un farceur, car il se trouve qu'ils ont pensé à tout ou presque, ils se sont creusés le cerveau au-delà de tout ce qu'on peut imaginer, des milliers de chercheurs y consacrent tout leur temps quotidiennement, on pourrait croire au premier abord que l'on baigne en pleine science-fiction, puis on se dit qu'ils n'ont pas consacré des milliards et milliards de dollars dans des laboratoires de recherche pour concevoir ce qui ressemble à des gadgets au premier abord, mais s'avère terriblement efficace en réalité, des produits qui sont destinés à la population sans avoir forcément une valeur marchande, sans en tirer de profit ou en tout cas ce n'est pas leur finalité, je pense notamment à cette puce qui vous serait implantée sous-cutanée ou une carte à puce que chacun posséderait demain et qui serait indispensable à notre survie. Vous allez vous dire que je déraile là, attendez de lire la suite s'il vous plaît, ensuite vous jugerez.

Cette puce ou carte à puce contiendrait non seulement tous les renseignements possibles et inimaginables sur vous de votre naissance jusqu'à votre mort, elle remplacerait toutes les cartes que vous possédez aujourd'hui, carte bancaire, carte vital, carte de crédit, etc. plus qu'une carte d'identité ou un passeport, toute votre existence y serait codifiée, jusqu'à vos goûts, penchant, désirs, etc, dans tous les domaines, tout y serait, vous voyez là le rapport avec Facebook par exemple, pour la géolocalisation vous pouvez penser à votre téléphone portable, avec cette puce ils sauront en permanence où vous vous trouvez exactement et avec qui, à terme il pourrait même savoir ce que vous êtes en train de faire et penser. Vous admettez qu'ils ont bien avancé sur ce plan-là, il ne leur reste plus qu'à réunir sur une seule puce les informations qu'ils possèdent sur vous et qui pour le moment figurent sur plusieurs supports. Ce n'est pas tout, là ce n'était que le hors d'oeuvre, passons au plat de résistance.

On ne cesse de vous dire qu'il n'y a plus d'argent dans les caisses des banquiers, et lorsque vous voulez retirer une somme importante ou seulement 1.000 euros de votre compte courant c'est tout une histoire, on vous pose des questions, etc. Depuis déjà quelque temps, ils ont fait en sorte de diminuer la masse de monnaie (fiduciaire) en circulation, la monnaie sous forme de pièces et de billets au profit des chèques, puis des cartes bancaires. On vous incite à régler vos achats avec cette carte. Autrefois à la fin du mois, vous vous rendiez à la comptabilité de l'entreprise qui vous employait et on vous versait votre salaire en espèce, depuis une quarantaine d'années environ cette pratique a disparu au profit d'un virement bancaire. Bref, vous aurez remarqué que l'argent sous la forme qu'on lui connaissait depuis toujours tend de plus en plus à disparaître, je parle en France, pas en Inde où je vis. Parallèlement un tas d'organismes vous attribuent un numéro, vous fichent, ministère de l'Intérieur, Sécurité sociale, banque, etc. Pour finir ils espionnent toutes vos communications téléphoniques ou pr Internet qu'ils stockent.

Ils sont parvenus au stade où il ne leur reste plus qu'à relier l'ensemble de ces données disponibles dans les ordinateurs centraux de ces différents organismes pour avoir disponible instantanément toute votre existence, au-delà même de ce que vous possédez vous-même puisque vous ne vous souviendrez plus de la conversation que vous avez eu avec une personne il y des mois ou des années, et le stockage des données ne présente pas un problème pour eux et ne leur coûte pratiquement rien, quand on sait que la surface nécessaire pour stocker un milliard d'octets ne dépasse plus la taille d'une tête d'épingle.

Vous n'êtes pas sans savoir non plus que la monnaie n'a plus aucune valeur, que le dollar vaut à peine le prix du papier et de l'encre pour le fabriquer, au regard de la montagne de dettes accumulées par l'économie mondiale à laquelle il faut ajouter cette excroissance monstrueuse nommée produits dérivés et autres instruments financiers qui s'élèvent à plus de 650.000 milliards de dollars (le PIB est de 50.000 milliards de dollars environ), certains économistes estiment même qu'elle serait le double en réalité

Le stade suivant devrait consister à supprimer la monnaie pour tout un ensemble de transactions ou règlements, en fonction de votre situation ou votre emploi, il vous serait alloué un fonds ou une somme forfaitaire que vous pourriez utiliser pour effectuer certains achats ou paiements, pour accéder à certains services, et lorsque cette somme ou ce fonds serait épuisé vous ne pourriez plus accéder à ces marchandises ou services, il vous faudrait travailler à nouveau dans les conditions qui vous sont imposées pour recouvrer ce droit et ainsi de suite. Bien entendu, il leur serait possible de faire varier la somme qui vous serait allouée en fonction de nombreux critères arbitraires laissés à leur discrétion, par exemple vous infliger une diminution de ce fonds parce que vous avez eu tel ou tel comportement jugé répréhensible ou dangereux pour la société ou pour ne pas avoir respecté les recommandations qui vous auraient été transmises suite à l'examen des données recueillies sur vous par le biais de votre puce, votre ordinateur ou téléphone portable. Vous seriez totalement sous contrôle et dépendant de leur bon vouloir pour survivre, et le moindre écart serait immédiatement repéré et sanctionné.

Avec votre puce ou carte à puce et à condition qu'elle soit chargée, d'autres critères pourraient déterminer l'accès à certaines marchandises ou services, par exemple votre âge, votre poids, votre sexe, votre état de santé, votre niveau social, vos antécédents, etc. Par exemple si vous voulez acheter une patte à tartiner au cacao et vous êtes obèse, arrivé à la caisse un message s'affichera vous indiquant que cet achat vous est refusé ou vous est interdit ; si vous voulez acheter une boîte de foie d'oie truffé et que vous êtes un ouvrier, un message vous indiquera que vous n'appartenez pas à la catégorie ayant accès à ce produit, remarquez qu'à chaque fois ce sera pour votre bien, car vous vivrez dans un monde idéal, une dictature absolue.

Quant à la retraite, chaque mois de travail il vous sera attribué des points qui détermineront l'âge auquel vous pourrez arrêter de travailler, vous ne pourrez pas décider d'arrêter plus tôt car votre puce ou votre carte serait immédiatement invalidée et refusée partout, plus un seul commerce ne l'acceptera vous ressortirez de la pharmacie les mains vides par exemple, et au cas où vous auriez eu un comportement inapproprié sur votre lieu de travail, on pourrait vous retirer des points. Cela pourrait aller plus loin ou trouver d'autres applications, par exemple on vous a demandé de transmettre un document dans un certain délai, celui-ci étant atteint et l'organisme en question ne l'a pas encore reçu, immédiatement votre compte est bloqué, vous ne pouvez plus vous procurer quoi que ce soit, ni pain, ni essence, ni médicament, rien, tenez, automatiquement le téléphone et Internet deviennent indisponibles, on vous refuse même l'accès à votre lieu de travail et chez vous vous n'avez plus de courant grâce à votre compteur électrique intelligent qui a pris en compte la modification intervenant de votre situation. Cela peut faire sourire, en réalité en moins d'une décennie ce système implacable pourrait être mis en place.

Si vous réfléchissez bien, cela résoudrait tous leurs problèmes, ceux liés aux contradictions du capitalisme sur le plan économique et ceux qui en découlent sur le plan social et politique. On peut penser qu'ils ne parviendront jamais à absolument tout contrôler, certes, l'essentiel leur suffira amplement, connaissant la nature de l'homme et ses faiblesses, il ne leur sera pas nécessaire de le menacer pour qu'il obtempère, respecte, s'intègre, se soumette à ce nouveau système qui le priverait de toute liberté et de tout droit.

Demain ou dans les jours qui viennent on poursuivra.

Pour alimenter la discussion, voyez comment ils avancent vers leur objectif.

1- UE et USA engagent enfin les discussions sur le libre-échange - Reuters 07.07

2- Rencontres économiques d'Aix: un nouveau souffle européen en débat - AFP 07.07

Autre obstacle à surmonter, le déficit de légitimité démocratique de l'Europe, à un an des élections européennes et du renouvellement de la Commission de Bruxelles.

Dans la crise, "*nous avons réussi à faire d'immenses pas en avant*", à travers "*des décisions prises par 17 démocraties*", a estimé de son côté l'ancien président de la Banque centrale européenne (BCE), Jean-Claude Trichet, mettant notamment en avant "*le renforcement du Pacte de stabilité*", la surveillance macro-économique et l'Union bancaire.

"*Nous avons donc renforcé de facto considérablement l'union politique (mais) il n'y a pas l'équivalent en légitimité démocratique*", a-t-il regretté, appelant à "*donner beaucoup plus de capacité d'influence et de décision au Parlement européen*". AFP 07.07

Tu parles de "*démocraties*", ils n'osent même pas consulter leur peuple sur les décisions qu'ils prennent, on appellera cela des dictatures ou des régimes antidémocratiques.

Comment l'UE et ces gouvernements pourraient-ils avoir une "*légitimité démocratique*" dans ces conditions, quand leur politique est majoritairement rejetée ?

3- La NSA "*de mèche*" avec Berlin et d'autres pays, affirme Snowden - Reuters

Les agents de la National Security Agency (NSA), les services de renseignement américains, travaillent en étroite collaboration avec l'Allemagne, affirme l'ancien consultant de la NSA Edward Snowden.

"*Ils sont de mèche avec l'Allemagne, tout comme avec la plupart des autres pays occidentaux*", déclare Edward Snowden dans une interview publiée dimanche par le magazine allemand Der Spiegel et réalisée avant sa fuite à Hong Kong en mai, alors qu'il se trouvait encore à Hawaï.

"*Les autres agences ne nous demandent pas d'où nous tirons nos informations et nous ne le leur demandons pas. Elles peuvent de la sorte protéger leurs responsables politiques en cas de critiques sur la manière dont on viole à grande échelle la vie privée des gens dans le monde entier*", explique l'informaticien.

Le Royaume-Uni a par ailleurs mis en place son propre programme de surveillance, "Tempora".

Edward Snowden a également confié au Spiegel que les plus proches alliés des Etats-Unis allaient parfois plus loin que la NSA elle-même dans le zèle déployé pour rassembler des données.

Le programme Tempora du Government Communications Headquarters (GCHQ), l'équivalent britannique de la NSA, est ainsi connu dans le monde du renseignement comme un "*attrape-tout*".

"Il aspire toutes les informations, peu importe d'où elles viennent ni quelles lois sont enfreintes", a déclaré Snowden. "Si vous envoyez un paquet de données au Royaume-Uni, nous l'aurons. Si vous téléchargez quelque chose et que le serveur est au Royaume-Uni, nous l'aurons." Reuters 07.07

Ce n'est pas de la "surveillance" mais la mise sous contrôle de l'ensemble des faits et gestes, pensées, de la population, c'est bien plus vaste qu'une simple opération de police ou d'espionnage.

ACTUALITE EN TITRES

[La voix de son maître ou le parfait laquais.](#)

- Zone euro : Moscovici souhaite la création d'un poste de "ministre des Finances" - AFP

[Ni-ni](#)

- Retraites: réforme "ni urgente ni opportune" pour la gauche du PS - AFP

Mais imaginez un instant le contraire, qui a raison, cela se discute, il y a des arguments valables de part et d'autre, difficile de les départager, etc. et le tour est joué. Pratique pour se faire passer pour un opposant, n'est-ce pas ?

[Il n'y a qu'en France que cela arrive, étrange, non ?](#)

- Du bœuf britannique à la tuberculose importé en France - Francetv info

[Trop.](#)

- Manifestation de soutien à Edward Snowden à Paris - AFP

Pour la plupart des militants d'organisations de défense des droits et libertés sur internet, se sont rassemblées dimanche à Paris. AFP 07.07

Ils étaient une quarantaine... Et les partis ouvriers, les syndicats ? Qui ? Connais pas.

[C'est de la roupie de sansonnet.](#)

- Inde: nouveau plus bas de la roupie face au dollar - AFP

Après avoir enfoncé plusieurs niveaux planchers ces dernières semaines, la roupie s'échangeait à 61,16 roupies pour un dollar lundi matin à Bombay.

Depuis le début de l'année, la roupie a dévissé de 11,5%, la pire performance parmi les principales devises asiatiques. AFP 07.07

Je vais bientôt être obligé d'ouvrir une souscription pour financer le site !

[A la bonne heure !](#)

- Alcool, cannabis : le cocktail se banalise - LeFigaro.fr

Selon une étude auprès de 6134 étudiants, ces derniers boivent plus et se droguent plus en 2013 qu'en 2011. LeFigaro.fr 07.07

Moi j'ai cessé les deux, c'est marrant comment je peux avoir un esprit de contradiction, par nécessité, eux aussi sans doute, je connais cela...

[Intox. Variation sémantique.](#)

- L'Autriche n'a pas fouillé l'avion d'Evo Morales - Reuters

L'avion du président bolivien Evo Morales n'a pas été fouillé par les services de sécurité autrichiens pour vérifier si Edward Snowden se trouvait à l'intérieur de l'appareil lors de son escale à l'aéroport de Vienne mardi, affirme le président autrichien.

"Il n'y a pas eu d'inspection officielle", a affirmé Heinz Fischer au journal Kurier publié dimanche. "Un membre du personnel de l'aéroport est allé voir l'avion ou le pilote après l'atterrissage pour déterminer la nature du problème technique", a-t-il dit.

"Il n'y a pas eu de fouille scientifique. Il n'y avait aucune raison de le faire en raison du droit international. Un avion présidentiel est un territoire étranger et ne peut être fouillé", a expliqué Fischer. Reuters 07.07

Il doit falloir comprendre que si l'avion de Morales avait fait l'objet d'une fouille "scientifique", les chefs d'Etat ou de gouvernement qui lui ont refusé le survol de leur territoire devraient lui adresser des excuses, dans le cas contraire, avioce ne serait pas nécessaire.

Heinz Fischer pris en flagrant délit de mensonge.

Le ministère de l'intérieur autrichien a dit avoir contrôlé les passeports des occupants de l'avion, mais ne pas l'avoir fouillé, car il n'y avait "aucune raison légale" pour cela. Un arrangement a cependant été trouvé avec M. Morales, selon le ministère des affaires étrangères autrichien : il aurait accepté que des policiers montent à bord une fois que ses occupants l'avaient quitté. Les policiers n'ont trouvé aucune trace d'Edward Snowden. Le Monde 03.07

ACTUALITÉ DU JOUR

Nos acquis sociaux sont la cause de la crise du capitalisme.

- La BCE ne peut pas régler la crise de la zone euro, dit Weidmann - Reuters

La Banque centrale européenne n'est pas en mesure de résoudre la crise de la zone euro, a déclaré dimanche le président de la Bundesbank Jens Weidmann lors des Rencontres économiques d'Aix-en-Provence, dans les Bouches-du-Rhône.

La Banque centrale européenne (BCE) a dit jeudi qu'elle maintiendrait ses taux à un niveau exceptionnellement bas pendant une période prolongée et elle pourrait même les réduire encore ainsi aux marchés financiers des signaux d'une clarté sans précédent.

En s'attachant ainsi à donner aux investisseurs le plus d'indications possibles sur l'évolution prévisible de sa politique monétaire de la zone euro, la BCE a emboîté le pas à la Réserve fédérale américaine et à la Banque d'Angleterre, qui cherchent notamment à apaiser les tensions sur les taux de marché.

"Cela fait consensus au sein du conseil des gouverneurs. La crise trouve ses racines dans des problèmes structurels, elle nécessite donc des réponses structurelles.

La Banque centrale européenne (BCE) a dit jeudi qu'elle maintiendrait ses taux à un niveau exceptionnellement bas pendant une période prolongée et elle pourrait même les réduire encore ainsi aux marchés financiers des signaux d'une clarté sans précédent.

En s'attachant ainsi à donner aux investisseurs le plus d'indications possibles sur l'évolution prévisible de sa politique monétaire de la zone euro, la BCE a emboîté le pas à la Réserve fédérale américaine et à la Banque d'Angleterre, qui cherchent notamment à apaiser les tensions sur les taux de marché.

"Cela fait consensus au sein du conseil des gouverneurs. La crise trouve ses racines dans des problèmes structurels, elle nécessite donc des réponses structurelles.

"Pour permettre à la monnaie unique d'exprimer l'intégralité de son potentiel économique, il faut que des efforts soient déployés sur deux fronts, celui des réformes structurelles et sur celui de l'abolition absolue des garanties consenties aux banques et aux emprunts souverains."

"Nous devons faire en sorte que dans le cadre d'un système de contrôle national et de responsabilité nationale, il puisse être possible qu'un emprunt souverain fasse défaut sans menacer le système financier."

Jens Weidmann a également lancé un appel en direction des Etats afin qu'ils coupent les liens qui les relient trop souvent à

leurs banques nationales, jugeant que ces établissements détenaient beaucoup trop de dettes émises par leur gouvernement. Reuters 07.07

Les Etats couvrent les banques nationales qui sont à leur tour couvertes par la BCE prise au piège, on comprend que cela lui déplaît. Pourquoi veut-il "*l'abolition absolue des garanties consenties aux banques et aux emprunts souverains*", il répond à cette question plus loin, pour qu'il "*puisse être possible qu'un emprunt souverain fasse défaut sans menacer le système financier*", autrement dit que ce soit d'autres acteurs qui casquent à la place des oligarques de la finance, en se servant par exemple sur les comptes des épargnants.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Egypte

Le Parti de la liberté et de la justice (PLJ), la branche politique des Frères musulmans, a appelé lundi au "*soulèvement*" après la mort de 42 personnes, selon la télévision nationale, lors d'affrontements entre l'armée et des partisans des Frères musulmans à l'aube au Caire.

Les heurts ont provoqué le retrait du parti salafiste Al Nour des négociations sur la formation d'un gouvernement.

"(Le PLJ) appelle le grand peuple égyptien à se lever contre ceux qui veulent leur voler la révolution avec des tanks et des véhicules blindés, même sur les cadavres du peuple", déclare le PLJ sur Facebook.

L'armée parle d'une tentative d'assaut par "*un groupe terroriste*" contre le bâtiment de la Garde républicaine où est détenu le président déchu Mohamed Morsi et une source militaire a évoqué "*des éléments armés des Frères musulmans*".

Selon l'armée, un officier a été tué et 40 personnes ont été blessés lors des affrontements.

Al Nour, la deuxième formation islamiste du pays après les Frères musulmans, a estimé que le dialogue politique sur la formation d'un gouvernement de transition était rendu impossible par le "massacre" perpétré selon lui par les militaires.

Al Nour avait refusé dimanche les deux hommes pressentis pour devenir respectivement Premier ministre et vice-président, Ziad Bahaa EIDine et Mohamed ElBaradeï, en soulignant qu'ils étaient tous deux membres du Front de salut national (FSN), une coalition d'opposants libéraux et de gauche.

Les salafistes d'Al Nour sont indisposés par le profil des deux candidats: Ziad Bahaa EIDine est un ancien directeur des investissements sous la présidence de Hosni Moubarak, tandis que Mohamed ElBaradeï est la figure de proue du camp laïc.

Des centaines de milliers d'Egyptiens ont encore manifesté dimanche au Caire et à Alexandrie, les deux principales villes du pays, certains pour appuyer la décision de l'armée et d'autres, moins nombreux, pour demander le retour de Mohamed Morsi à la présidence.

Sur la place Tahrir du Caire, où quelque 350.000 personnes avaient convergé, le rassemblement des anti-Morsi a pris en soirée une tournure très anti-américaine, les manifestants accusant Barack Obama de soutenir les Frères musulmans et les médias américains, en particulier CNN, d'avoir qualifié de "coup d'Etat" l'éviction de Mohamed Morsi par l'armée. Reuters 07.07

L'erreur à ne pas commettre était justement de réserver une place à des organisations religieuses dans le gouvernement, c'est délibéré, parce qu'ils n'entendent pas les affronter et les mater...

[Haut de page ↗](#)

Le 9 juillet 2013

CAUSERIE

Je n'ai actualisé le site que partiellement car j'ai perdu une partie de mon boulot lorsqu'est survenue une coupure de courant éteignant l'ordinateur, j'avais encore oublié de le sauvegarder et apparemment mon onduleur et mon convertisseur de courant relié aux batteries n'ont servi à rien. J'enrageais !

J'ajouterai 20 nouveaux articles ce soir ou demain matin, je n'ai plus le temps

ACTUALITE EN TITRES

Merci qui ?

- Les tarifs de l'électricité augmenteront de 5% en août 2013, et de 5% en août 2014 - Francetv info

La Commission de régulation de l'énergie avait suggéré une augmentation d'environ 8% cet été afin de couvrir les coûts d'EDF. Francetv info 08.07

Je rappelle que les syndicats participent également à cette commission, n'oubliez pas d'avoir une pensée affectueuse pour leurs dirigeants quand vous réglez votre facture d'électricité...

Les prolos mis en bière !

- La bière coûte 14% plus cher qu'il y a six mois - Francetv info

Le Parlement a décidé d'augmenter de 160% les taxes sur la bière, une hausse qui doit permettre de renflouer un peu les caisses de la Sécurité sociale. Les Brasseurs de France rappellent que la mesure doit rapporter 810 millions d'euros par an à l'Etat (à volume constant), contre 330 millions précédemment.

La France ne se situe en Europe qu'au 26e rang de la consommation de bière, avec une moyenne de 30 litres par habitant et par an. Un chiffre en déclin structurel depuis trente ans, dans un pays qui boit surtout du vin. En dehors des pays scandinaves, la France est l'un des pays d'Europe où la bière est le plus taxée. Francetv info 08.07

Questions : Qui boit le plus de bière ? Les prolos, les jeunes, surtout à la campagne. Qui a adopté cette mesure "*populaire*" ? Le PS. En quoi représentent-ils les classes dites populaires, les prolos ? En rien, c'est un parti d'aristocrates, de grands et petits-bourgeois, de nantis.

Tous les rapports deviennent insupportables dans leur société.

- Excédés, des agents municipaux barbouillent des enfants de crème dessert - Francetv info

- Nouveau suicide de contrôleur de la SNCF en région nantaise - L'Express.fr

- Marseille: un détenu se suicide à la prison des Baumettes - L'Express.fr

- Gonesse: attroupements de jeunes interdits après un meurtre - AFP

- Violences au Trocadéro: relaxe pour trois supporters du PSG - L'Express.fr

- Procès "*pétrole contre nourriture*": tous les prévenus, dont Charles Pasqua, relaxés - L'Express.fr

Les conservateurs et les néolibéraux ou les deux courants du PS

- L'aile gauche du PS accusée d'être "*démisionnaire*" et "*conservatrice*" - LeMonde.fr

Quel dommage vraiment !

- Retraites: Lepaon regrette l'absence de "*négociation*" - AFP

Que regrette-t-il réellement ? L'époque des "*jours heureux*" où le régime se montrait particulièrement généreux envers ses troupes, son fonds de commerce ou les épargnait en échange de la paix sociale, sauf que de nos jours il n'y a plus rien à gratter et les capitalistes ont d'autres chats à fouetter.

Il est obligé de monter au créneau et de se dévoiler un peu plus le vendu, comme beaucoup d'autres à l'intérieur de la CGT, des opposants à la direction paraît-il, nous ne le regretterons pas.

Ne vous en faites pas pour lui et ses semblables, le gouvernement va lâcher un bout de gras ici ou là, il peut aussi décider de mesures sur un autre dossier qu'ils présenteront comme une avancée sociale, alors qu'en considérant l'ensemble des mesures adoptées le gouvernement sera parvenu à imposer une nouvelle régression sociale et le tour sera joué.

Il y a une autre manière de jouer, c'est plus risqué, mais cela fonctionne assez bien tout de même.

Le tour de passe-passe consiste à se satisfaire d'une contre-réforme en la minimisant, entendez par là que c'est grâce à la terrible menace que représenterait l'opposition virulente de ces valeureux dirigeants syndicaux face au gouvernement qu'on aurait échappé au pire, d'ailleurs le Medef le regrette, comme quoi finalement ces dirigeants syndicaux n'auront pas démérité, ils sortiront blanchis de cette épreuve, c'est l'essentiel, tout le monde aura tenu son rôle à la perfection, bravo !

Quand Hollande a « *fraudé* » en se déclarant « *sciemment* » socialiste.

- Comptes de campagne: Pour Sapin, Sarkozy a « *fraudé* » en dépassant le plafond « *sciemment* » -20minutes.fr

Qu'on se le dise : tout ce que peut dire et faire l'impérialisme américain (et israël) est légal.

- Berlin parle d'une coopération "*absolument légale*" avec la NSA - Reuters

Quand le pape confirme le marxisme !

- Lampedusa : "*La culture du bien-être nous rend insensibles aux cris d'autrui*" dit le pape - Atlantico.fr

N'était-ce pas, à sa manière, ce que j'ai écrit il y a quelques jours ?

Alors pourquoi notre "*bien-être nous rend insensibles aux cris d'autrui*" ? Parce qu'il ne s'accompagne pas d'une élévation de notre niveau de conscience politique ou de compréhension du fonctionnement de la société, notre bien-être est matériel, mais dans tous les autres domaines nous demeurons des êtres faibles et médiocres. Il aurait même plutôt tendance à produire l'effet inverse, à nous endormir, à nous corrompre.

Il en va ainsi de l'ensemble des Ong et autres associations qui s'accommodent très bien du capitalisme qui les financent ou permettent à leurs membres de se donner bonne conscience pour pas cher finalement, car élever son niveau de conscience réclame des efforts, parfois même quelques sacrifices, ils sont prêts à en concéder au capitalisme, mais pas pour le combattre ou rejoindre ceux qui le combattent, ces Ong et ces associations n'ont-elles pas été fondées justement pour remplir cette fonction, faire concurrence au mouvement ouvrier, qui de son côté avait pris les devants en collaborant avec le capital ? Chacune dans leur domaine, elles remplissent le même rôle que les religions.

L'aristocratie ouvrière, les couches moyennes, la classe moyenne et la petite-bourgeoisie, les intellectuels, bénéficient encore d'un niveau de vie supérieur au reste du prolétariat qui les empêche de penser librement pour ainsi dire, ils sont si solidement amarrés au capitalisme qui leur procure un mode vie confortable, qu'il ne leur viendra pas à l'esprit de le remettre en cause ou d'imaginer un instant que la solution "*aux cris d'autrui*" se situe au-delà du capitalisme. Pour qu'il en soit autrement, il faudrait que le gros des troupes du prolétariat se mettent en branle, or on ne voit pas comment cela pourrait se produire puisque c'est vers ces couches ou classes que se tournent tous les partis ouvriers et non vers eux, cherchez l'erreur.

Eugénisme.

- Stérilisations forcées dans les prisons pour femmes en Californie - Slate.fr

Une enquête du Center for Investigative Reporting (CIR), publiée le 7 juillet, révèle la pratique d'opérations de stérilisation dans des prisons pour femmes en Californie, sans autorisation de l'Etat fédéral. Au moins 148 femmes ont été opérées entre 2006 et 2010, en violation de la législation carcérale, et l'organisme évoque 100 autres cas probables datant de la fin des années 1990.

Ces révélations sont d'autant plus sensibles qu'elles renvoient la Californie à des souvenirs douloureux, la stérilisation forcée, aujourd'hui considérée comme un crime contre l'humanité, ayant été une pratique légale dans cet Etat entre 1909 et

1979. Slate.fr 08.07

La pollution de l'air, l'emploi de certains matériaux de construction, bref notre environnement, les produits chimiques présents dans les emballages, les boissons, aliments, médicaments et même les vêtements, etc. pourraient avoir un effet sur la stérilité en progression, tandis que la taille du sexe des hommes diminue... Voir leurs cerveaux ou leur état...

[Doha n'a plus la cote.](#)

- Egypte : Al-Jazeera expulsée d'une conférence de presse - Francetv info

Il y a peut-être deux ou trois mois je prédisais, sans prendre un grand risque il est vrai, que l'émir du Qatar et le monarque d'Arabie Saoudite finiraient bientôt comme S. Hussein ou M. Kadhafi... Leur docilité leur a sauvé la peau, pour le moment, mais quelle humiliation !

ACTUALITÉ DU JOUR

[Pour Hollande-Valls : vaut mieux être prostituée et vandale qu'avoir une conscience.](#)

- La France a rejeté la demande d'asile de l'ex-agent de la CIA Edward Snowden - lemonde.fr 05.07

- La France accorde l'asile à la chef de file des Femen - AFP 08.07

Cette Ukrainienne de 23 ans s'estime menacée dans son pays après qu'elle a, en 2012, abattu à la tronçonneuse une croix orthodoxe pour protester contre le procès du groupe russe Pussy euronews.com 08.07

Donc dorénavant vous pouvez vandaliser un cimetière sans crainte d'être poursuivi par la loi, vous risquez tout au plus une décoration et les félicitations du président ! Valls est le chef des délinquants et des voyous en France.

Non seulement Hollande lui accorde un traitement de faveur, mais elle devrait être en taule et expulsée :

- En France selon l'article 222-32 du Code pénal, « *l'exhibition sexuelle imposée à la vue d'autrui dans un lieu accessible aux regards du public* » peut être punie par la loi d'un an d'emprisonnement et de 15 000 euros d'amende. À Paris plus spécifiquement, la Préfecture de police considère que « *toute tenue qui laisserait entrevoir les parties génitales ou la poitrine constitue une exhibition sexuelle, punissable d'un an d'emprisonnement* ». (wikipédia)

Pour mieux comprendre. Dis-moi qui te finance et je te dirai qui tu es.

- Le financement de Femen est assuré par les activistes, par la vente de produits à l'effigie de Femen ainsi que par des donations de personnes privées comme le milliardaire allemand Helmut Geier (également connu comme DJ sous le pseudonyme DJ Hell), la femme d'affaires allemande Beate Schober (résidant en Ukraine et possédant une entreprise de relocalisation professionnelle), et l'homme d'affaires américain Jed Sunden (fondateur du groupe de presse ukrainien KP Media (en) comprenant le journal Kyiv Post (en)).

En septembre 2012, une journaliste d'une télévision ukrainienne, qui a infiltré le mouvement pendant plusieurs semaines, sous-entend que le groupe serait financé par des représentants des milieux d'affaires européens et américains, tout en reconnaissant n'avoir pas trouvé de preuve suffisante permettant d'étayer ses suppositions. La journaliste dit avoir découvert que les militantes ukrainiennes seraient payées 1000 dollars (environ 765 euros) par mois (soit trois fois le salaire moyen ukrainien) et qu'un voyage et les frais d'une opération menée à Paris en 2012 ont été entièrement payés par l'organisation et se chiffraient à 1300 dollars (environ 1000 euros) par jour et par personne.

Fin 2010, Femen compte environ 300 membres.

Femen revendique une forme de féminisme radical qu'elles nomment « *sextrémisme* ». Selon Inna Chevchtchenko, il s'agit d'« un nouveau type d'activisme féminin qui est, certes agressif, mais encore non-violent, provocateur mais délivrant un message clair ». (wikipédia)

Un mouvement agressif, provocateur, incitant à l'intolérance et à la haine, elles s'insèrent parfaitement dans le système de gouvernance que les gouvernements occidentaux ont instauré ou sont en train de mettre en place, qui est inspiré par le

modèle américain et qu'il s'agit à terme de reproduire à l'identique.

Modèle américain qui a consisté à détourner l'article 1er de la Constitution américaine en faveur de la liberté d'expression pour instaurer une dictature. Comment fonctionne ce mécanisme ? C'est très simple, en instrumentalisant et dressant des minorités ou certaines couches de la population contre la majorité pour finalement aboutir à une situation où la majorité n'a plus aucun droit.

Il ne vous aura pas échappé que systématiquement ils s'emploient à mettre en avant les droits de certaines minorités ou couches qui traversent l'ensemble des classes, et que jamais les mouvements qu'ils déclenchent ne concerneront une classe distincte, celle des exploités par exemple, parce que leur objectif non avoué est de porter atteinte aux droits (politiques) de la totalité de la population.

Vous aurez constaté ici que ce mouvement ultra réactionnaire, les Femen, a pris position pour le mariage homosexuel au côté de la quasi totalité du mouvement ouvrier, qui ne dit rien consent pour ceux qui se sont réfugiés dans un silence coupable. Qu'à l'opposé, c'est la droite et l'extrême droite qui a fait office de résistance en s'y opposant.

De mon côté, je m'y suis opposé car j'en avais parfaitement compris les tenants et les aboutissants, quel en était le contenu politique et dans quelle perspective réactionnaire, totalitaire, car il faut bien appeler les choses par leurs noms, s'incriminait cette initiative prise par le gouvernement, qui en réalité n'est que le porte-parole, l'officiant de service de la dictature mondiale en train de se mettre en place. J'ai laissé de côté ou j'ai estimé qu'il était de mon devoir de reléguer au second plan mes propres convictions en faveur de l'union libre et contre le mariage en général, pour pouvoir mener le combat contre un processus qui au nom de la démocratie et de l'égalité conduit finalement à en détruire ce qu'il en reste encore.

Car en réalité, il y a inversion des termes de la démocratie, c'est une minorité qui détermine, qui impose le droit à la majorité, attention, à ne pas confondre avec le droit d'une minorité à disposer des mêmes droits que la majorité qui est une toute autre question, c'est d'ailleurs à partir de cette confusion que les initiateurs de ce projet ont réalisé un amalgame pour l'imposer. Au regard des manifestations qu'il y a eu de part et d'autre, il est parfaitement clair que s'il y avait eu un référendum sur cette question, une très grande majorité se serait prononcée contre ce projet de loi, donc ce fut une manière de l'imposer par la ruse, par la force, avec le soutien du mouvement ouvrier, c'est cela le pire encore, mais pas vraiment surprenant.

Voyez ce qui est en train de se passer avec les Roms, les musulmans, le racisme, exactement la même chose. On va expliquer cela en détail car c'est très important que chacun puisse se déterminer librement, je vous ferai remarquer encore une fois, qu'absolument aucune formation politique dite de gauche ou d'extrême gauche ne se livrera à un tel exercice, à ma connaissance. Ils sont antiracistes, antifascistes, qu'on se le dise, point barre, vos principes et vos déclarations à l'emporte-pièce on n'en a absolument rien à foutre, nous ce qui nous intéresse c'est de comprendre la situation et d'aider les travailleurs et les militants à mieux la comprendre.

L'exemple suivant s'inscrit exactement dans la même logique et la même perspective, fait appel au même mécanisme.

Démontons ce mécanisme infernal.

- 1- Un fait mettant en scène une couche de la population se produit, programmé ou non, sachant qu'il va déclencher une suite de réactions contradictoires.
- 2- Ce fait sera source de problèmes ou aura en soi le contenu d'une provocation ou il peut prendre ce contenu en fonction de certaines circonstances prévisibles ou non :
- 3- Les personnes ou les communautés visées ou qui se sentent concernées réagiront plus ou moins violemment en fonction du degré de cette provocation et si elle a été programmée ou non ;
- 4- En réponse, ceux qui soutiennent cette couche de la population dénonceront les déclarations de ceux qui s'y opposeront, les condamneront et exigeront que le gouvernement en fasse de même ;
- 5- Celui-ci embraiera en se rangeant à leur côté, le mouvement ouvrier et les associations suivront à leur tour généralement avec le concours bienveillant de la majorité des médias ;
- 6- En guise d'épilogue le gouvernement légifèrera en faveur de ces couches, des poursuites judiciaires pourront être engagées contre ceux qui auront répondu maladroitement ou avec excès à cette provocation, etc.

Dans le cas des Femen, la provocation sera triple :

- 1- Elles interviennent sur la voie publique à moitié dénudées ;

2- Elles arborent des inscriptions sur leurs corps qui ont un caractère haineux, intolérant, insultant, par exemple " *fuck the god*", dieu est un enclulé ;

3- Elles se rendent sur le territoire de leurs ennemis pour les interpeller.

Inutile de revenir sur le mariage homosexuel que nous avons traité dans différentes causeries, je pense qu'on a pratiquement épuisé le sujet.

Un nouveau sujet à l'ordre du jour : instrumentalisation du ramadan.

- Ramadan : un élu UMP critique une pub et déclenche une polémique - Le Nouvel Observateur

Qu'une multinationale (Carrefour) instrumentalise la religion musulman est naturel pour ainsi dire, le faire remarquer ou le dénoncer n'est pas normal en revanche, condamnable même. Les musulmans qui font le ramadan doivent représenter entre 5 et 10% de la population, mais il leur est réservé un traitement de faveur, pas du tout intéressé, et toutes les chaînes de télévision d'enchaîner évidemment jusqu'à nous donner la date du début du ramadan, nous montrer des reportages lors des infos sur la manière dont monsieur Mohamed fait le ramadan en famille, sans oublier le reportage auquel on aura le droit le dernier jour du ramadan, et en guise d'épilogue si on n'est pas encore gavé, le bilan de ce mois de ramadan, c'est en tout cas ce à quoi on a le droit sur TV5Monde Asie.

Question : En réalité, il n'y a pas plus de musulmans en France qu'il y a 20 ou 40 ans, alors pourquoi ce soudain engouement pour le ramadan ? Pour que le bon Français moyen, arriéré, plutôt réactionnaire, ait l'impression que son beau pays aurait été envahi par les sarrasins ? C'est leur objectif.

Mettons-nous dans la peau d'un esprit naïf. A première vue, on pourrait penser que les médias montreraient un intérêt égal envers toutes les communautés, et que ce serait bien car cela participerait à la lutte contre le racisme. Mais en réalité pas du tout, car le reste du temps, pendant 11 mois et même pendant le mois du ramadan entre deux infos, le téléspectateur lambda de quoi entend-il parler aux infos : de terroristes, de djihadistes, de délinquants, de voyous, de trafiquants de drogue, de voleurs, de femmes voilées, d'extrémistes religieux, de guerres au Moyen et au Proche-Orient et j'en passe, le tout imputé aux musulmans. Pire que les bolcheviks, c'est pour dire !

Donc finalement, le traitement qu'ils accordent au ramadan noyé dans cet océan de barbarie quasi quotidienne a pour objectif de renforcer la conviction que les musulmans ne sont pas décidément pas des gens comme les autres, pas des Français comme les autres, pas de vrais Français, et quand on dit Français c'est un grand mot, ils sont musulmans avant d'être Français, ils s'assoient sur les valeurs de la République, etc. voilà ce qu'ils veulent que la population pense et cela marche à merveille. On ne comptera plus dans nos rangs le nombre de crétins qui soutiennent le communautarisme pour le confondre avec la lutte contre le racisme. On en est là aujourd'hui malheureusement, d'où la nécessité d'expliquer encore et encore la situation.

Venons-en à la dernière polémique en date sur les Roms.

Un autre jour je vous raconterai comment cela se passe en Inde, à Pondichéry, car ici aussi on a nos Roms, des populations indigènes qui ne sont pas intégrées dans la société et qui vivent à la périphérie des villes.

Apparemment Estrosi et Le Pen ont vomi leur haine des populations qui ne sont pas intégrées dans la population en France. Faudrait-il en attendre autre chose ? Les gauchistes et autres opportunistes qui ont besoin d'un os à ronger pour faire oublier leur faillite politique sont aux anges, ils vont pouvoir se défouler, attention, cela peut être fatal parfois ! D'ailleurs cela nous fait penser à l'affaire Méric Clément, quand les uns et les autres ont montré de quoi ils étaient capables en tournant le dos sciemment aux fait qui avaient été à l'origine de cette affaire. Et bien là c'est exactement la même chose qui vient de se reproduire.

Les faits.

On pourrait remonter aux vertus de Schengen qui ont rendu les frontières invisibles au point que désormais n'importe qui peut les franchir... ou presque. Ils auraient voulu encourager l'immigration clandestine qu'ils n'auraient rien trouvé de mieux. Mais applaudissons des deux mains camarades, nous sommes internationalistes ou nous ne le sommes pas bordel !

Quant aux problèmes sociaux et politiques qui en découleraient par la suite, les ouvriéristes, tiers-mondistes à cent balles et autres gauchistes en tous genres s'en tapent complètement, mieux ils instrumentaliseront cette question pour se faire passer pour de grands combattants révolutionnaires, anticapitalistes...

Problèmes sociaux qui retomberont sur ces populations elles-mêmes, la population locale, tout le monde sera logé à la même enseigne sur ce plan-là, tout le monde en prendra plein la tête, quel bonheur ils se disent là-haut, les immigrés seront

accusés de piquer le pain, le boulot et les apparts des Français, et les Français seront accusés d'être de sales racistes, ah chouette alors, la droite et l'extrême droite en avait rêvé et voilà que c'est devenu une réalité ! Ne vous marrez pas, nos gauchistes de service s'en réjouissent aussi, c'est pour dire à quel point ils sont abrutis ! Ne jugez pas que j'exagère, ne les plaigniez pas, ils ne s'en rendent même pas compte, rien ne peut les atteindre, à défaut de posséder une conscience supérieure ils ont développé un complexe de supériorité, une idée supérieure d'eux-mêmes et cela suffit à leur bonheur, ils vivent sur un petit nuage et ne comptent pas en descendre, un peu comme les imbéciles heureux si vous voulez.

Passons de Schengen à quelque chose d'encore plus concret.

- 1- Il se trouve que les communes ont mis des terrains aménagés à la disposition des gens du voyage ;
- 2- Mais ils refusent de s'y installer sous divers prétextes ;
- 3- Ils décident de s'installer là où bon leur semble sans autorisation, sur un terrain communal ou appartenant à un particulier ;
- 4- La droite et l'extrême droite les traitent de voyous ou pire encore, la population locale s'emmêle et leur donne généralement raison, ils doivent respecter la loi ;
- 5- Quand on leur demande de quitter les lieux, ils refusent, et nos bonnes consciences de gauche les soutiennent et traitent de racistes ceux qui veulent les déloger.

Que constatons-nous ici ?

Que les gens du voyage bénéficient de terrains aménagés mis à leur disposition sur lesquels ils refusent de s'installer au profit de terrains non aménagés qu'ils investissent sans autorisation. Donc ce sont eux qui au départ commettent une erreur ou provoquent les élus et la population des communes en question. Et que font nos gauchistes spécialistes du saut d'obstacles en rampant au ras du caniveau pour les franchir ? Et bien, c'est simple, au lieu de partir des faits qui sont à l'origine de cette affaire, le refus des gens du voyage de s'installer sur le terrain mis à leur disposition, leur attention va se porter sur le discours certes nauséabond d'Estrosi et Le Pen qui en est le produit ou la conséquence, comme si le dénoncer pourrait changer quoi que ce soit, au contraire, comme une bonne partie de la population partage leurs idées, ils leur désignent leurs champions, ceux pour qui ils devront voter lors des prochaines élections.

De notre côté, nous ne réclamerons pas l'application de cette loi tout en admettant qu'elle doit être respectée, car dans le cas contraire cela signifierait à terme que règnerait la loi de la jungle dans ce pays, d'ailleurs on y avance à grand pas, nous estimons que les protagonistes de cette affaire doivent la régler entre eux sans que nous ayons à intervenir car n'étant pas aux commandes, à notre connaissance, nous n'avons pas à nous substituer au législateur ou à le soutenir, nous le combattons. Et puis il faudrait peut-être ramener les faits à leur juste mesure, ces gens du voyage ou ces Roms ne sont pas chassés ou pourchassés, persécutés, on leur demande juste d'aller s'installer sur le terrain aménagé qui leur a été réservé. Les irresponsables sont ces gauchistes qui les soutiennent car ils les encouragent à violer la loi et à s'exposer à la répression du législateur, ils servent finalement les intérêts de la droite et de l'extrême droite, nous ne tomberons pas plus dans ce panneau que lors de l'affaire Méric Clément.

Vous trouverez quelques titres de presse en relation avec cette affaire et les sujets évoqués plus haut.

- Guérande : le député-maire (UMP) démissionne contre l'installation de gens du voyage - Francetv info

"Une aire d'accueil existe pour la presqu'île guérandaise à Herbignac, mais les gens du voyage refusent de s'y rendre", rapporte le journal Ouest France sur son site internet.

"Il faut que le droit soit respecté sur Guérande, justifie Christophe Priou, interrogé par Presse Océan. Je ne suis plus en mesure aujourd'hui d'assurer la mission de sécurité publique qui incombe à un maire." Francetv info 08.07

- Estrosi sur les gens du voyage : une association porte plainte - Le Nouvel Observateur

- Roms : SOS Racisme porte plainte contre Estrosi et Le Pen - Francetv info

- Des associations tsiganes jugent "xénophobes" les propos d'Estrosi - AFP

- Gens du voyage : Valls qualifie Estrosi d'"incendiaire du débat public" - Francetv info

- Les musulmans de France votent à gauche - LeFigaro.fr

- Le pape François à Lampedusa, solidaire des migrants - Reuters

- Le Pen craint que la situation en Egypte se produise en France -AFP

Mais c'est déjà le cas, il existe déjà des "*cellules dormantes*" comme ils disent, et la situation dans certains quartiers préfigurent les contours d'une guerre civile, Le Pen doit craindre peut-être d'être débordée sur sa droite, la concurrence est rude pour recruter le lumpenprolétariat !

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Egypte

Les Egyptiens seront appelés aux urnes dans les prochains mois. Adly Mansour, président intérimaire d'Egypte, a décrété lundi 8 juillet la tenue d'élections législatives avant 2014, dans un pays entré mercredi dans une transition politique après que l'armée a renversé le président Mohamed Morsi.

La déclaration constitutionnelle prévoit la nomination d'ici moins de 15 jours d'un comité constitutionnel, qui aura deux mois pour présenter ses amendements au président intérimaire. Celui-ci devra ensuite les soumettre à un référendum populaire sous un mois. A partir de là, des législatives seront organisées sous deux mois.

Cette annonce intervient alors qu'au moins 51 personnes ont été tuées et 435 blessées, lundi au Caire, dans un rassemblement de partisans du président déchu Mohamed Morsi. Francetv info 08.07

Par ailleurs, les autorités ont décidé de fermer le siège du parti des Frères musulmans. La police aurait découvert des armes sur place. euronews.com 08.07

SOCIAL

Grèce

Ils ont battu le pavé pour protester contre les nouvelles mesures d'austérité négociées entre la Grèce et ses bailleurs de fond.

Ces mesures prévoient une restructuration de la fonction publique en échange du déblocage d'une aide financière.

De nombreux agents de la police municipale ont participé au mouvement, leurs services étant particulièrement ciblés par cette restructuration. Quelque 3 500 d'entre eux doivent en effet rejoindre les forces de la police nationale.

Athènes s'est engagée à supprimer 4 000 emplois publics d'ici à la fin de l'année. 25 000 agents administratifs vont par ailleurs être confrontés à des mutations forcées. euronews.com 08.07

[Haut de page ↗](#)

Le 10 juillet 2013

CAUSERIE

Ce qui nous distingue des autres courants politiques, c'est qu'on assume nos positions, on défend nos idées, le socialisme, sur tous les fronts. Au risque d'être incompris par certains, peu importe.

Je n'ai plus le temps demain ou plus tard :

La mondialisation prépare les conditions économiques pour passer du capitalisme au socialisme, le mondialisme s'ape les bases politiques du passage du capitalisme au socialisme.

Quelques vidéos

1- Les alimenteurs (documentaire complet)

<http://www.youtube.com/watch?v=9i-jlu9bu54>

2- Le scandale des députés du Parlement européen qui pointent à 7h pour pour repartir aussitôt.

<http://www.youtube.com/watch?v=evfsyn-MLR4>

Le saviez-vous ?

Le Parlement européen va déboursier environ 2 millions de livres sterling (2,5 millions d'euros) pour lancer une armée des "trolls" dans les forums de discussion en ligne, afin de lutter contre l'euroscpticisme galopant. Objectif : empêcher un désastre lors des prochaines élections européennes qui devraient avoir lieu entre le 5 et le 8 juin 2014.

Ce n'est pas le Journal de Mickey qui sort l'information, mais bien le Daily Telegraph, journal peu réputé pour ses blagues et ses poissons d'avril (qui sont d'ailleurs encore peu de saison...), dans un article du 3 février 2013 signé Bruno Waterfield. Le Daily Telegraph a eu accès à des documents confidentiels qui révèlent la planification d'une campagne de propagande sans précédent, avant et pendant les élections de juin 2014.

Au coeur de cette nouvelle stratégie : "*des outils de contrôle de l'opinion publique*" destinés à déterminer si certains débats de nature politique ayant lieu entre participants des médias sociaux et autres blogs sont susceptibles d'attirer l'attention médiatique et publique. Les communicants des institutions parlementaires devront être capables de décrypter les "*sujets tendances*" au sein des conversations et d'y réagir rapidement, de manière ciblée et pertinente ; il s'agit pour eux de "*se joindre aux conversations et de les influencer, par exemple en fournissant des faits et des chiffres déconstruisant les mythes*".

Selon le document mis à jour par le Daily Telegraph, les "trolls" européens auront pour mission de subvertir le sentiment qu'expriment de plus en plus d'Européens, à savoir que "*l'Europe est le problème*", et de le retourner, de sorte que chacun en vienne à considérer que la réponse aux défis actuels est "*plus d'Europe*", et non pas "*moins d'Europe*". Toute ressemblance avec des personnes ou des situations existantes ou ayant existé - dans le roman 1984 de George Orwell - ne saurait être que fortuite. Des fonctionnaires européens grassement payés pour troller sur Twitter et Facebook réussiront-ils à convaincre les Grecs que plus d'Europe c'est la paix, ou les Espagnols que plus d'Europe c'est le plein emploi ?

Une attention toute particulière doit être accordée, nous dit-on, aux pays qui ont connu une montée de l'euroscpticisme. La France, qui a massivement rejeté le Traité constitutionnel européen le 29 mai 2005 (55%), devrait donc être particulièrement ciblée par cette campagne de propagande, visant à redresser les jugements inadaptés - incorrects - sur la construction si prometteuse de ce "premier empire non impérial" qu'est l'UE, dixit Barroso.

En pleine crise économique, et alors que l'austérité est imposée aux Etats, l'UE ne devrait pas rechigner sur les moyens de sa propagande, puisqu'une augmentation de près de 2 millions d'euros des dépenses en "*analyse qualitative des médias*" serait prévue, principalement tirée de budgets pré-existants, et plus de 900.000 euros additionnels devraient être collectés l'an prochain. agoravox.fr 14.02.13

ACTUALITÉ DU JOUR

Quand les Etats-Unis sioniste d'Europe s'accommode avec le nazisme.

- Lettonie : entrée dans la zone euro le 1er janvier 2014 - [Atlantico.fr](http://atlantico.fr)

Le ministre estonien de la Défense, Urmas Reinsalu, président de Union Pro Patria et Res Publica (IRL), a adressé, le 7 juillet 2013, un message de soutien aux membres de l'« *Alliance des combattants pour la liberté de l'Estonie* », réunis pour leur meeting annuel.

L'« *Alliance des combattants pour la liberté de l'Estonie* » rassemble d'anciens SS qui se battirent pour « *préserver l'Estonie du communisme* ».

En 2012, Urmas Reinsalu s'était personnellement rendu à ce rassemblement annuel sur l'île de Saaremaa. Il y avait félicité d'anciens SS pour avoir « libéré la patrie » (sic).

Depuis une dizaine d'années, l'Estonie et la Lettonie affichent leur soutien au nazisme. Ces deux États sont à la fois membres de l'Otan et de l'Union européenne, deux organisations officiellement créées sur les ruines du nazisme. Réseau Voltaire 09.07

Un complément sur la Lettonie.

Un autre article sur la Lettonie et le nazisme : ● La présidente de la Lettonie réhabilite le nazisme (Réseau Voltaire 16.03.2005)

Intro :

- Une manifestation de Waffen SS s'est tenue, le 16 mars 2005, au cœur de la capitale d'un État nouvellement membre de l'Union européenne et de l'OTAN, la Lettonie. Les autorités ont choisi de l'autoriser et de réprimer durement les citoyens qui protestaient. Loin d'être un fait divers, cet événement est l'aboutissement d'un processus de négation de l'extermination et de réhabilitation du nazisme conduit par la présidente de la République, Vaira Vike-Freiberga, et publiquement financé par l'ambassade des États-Unis. Il fait suite à l'arrivée au pouvoir de partis nazis dans plusieurs États « démocratisés », en Ukraine par exemple. (Réseau Voltaire 16.03.2005)

Un autre article hier de l'Express.>

Le "*Hitler Fried Chicken*", une imitation de KFC de très mauvais goût - leexpress.fr 09.07

À Bangkok, en Thaïlande, un restaurant reprenant les couleurs, le design et le logo de la célèbre chaîne de restauration américaine, Kentucky Fried Chicken (KFC) a ouvert. L'histoire aurait pu s'arrêter là, sauf que le restaurateur a décidé de changer le nom de son restaurant, le baptisant ainsi "*Hitler*". L'habituel logo représentant le colonel Sanders (fondateur du KFC), a lui été remplacé par la tête de l'ancien dictateur nazi.

Ce n'est pas une blague. Il y a même une photo d'Hitler en noeud papillon .

La direction de KFC, contactée par le Huffingtonpost, a condamné cette "*violation de l'image de sa marque*" et a expliqué qu'elle allait probablement porter plainte contre le restaurateur. De son côté, le Daily Mail a interrogé Andrew Spooner (le blogueur qui a tweeté la photo). Ce dernier raconte qu'il s'est rendu sur place et a interrogé un employé sur le nom du restaurant. "*Le serveur a haussé les épaules et a répondu que le propriétaire pensait qu'Hitler serait 'une bonne image'*", explique-t-il.

Le "nazi-chic", une mode en Asie

Il faut dire qu'en Thaïlande, de plus en plus de personnes surfent sur la mode du "*nazi-chic*". Des écoliers déguisés en nazis, des tee-shirts à l'effigie de l'ancien dictateur, des BD, des Télétubbies détournés etc. "*Hitler à l'air marrant, et les tee-shirts se vendent bien, surtout chez les jeunes*", explique un vendeur thaï de Bangkok, cité par CNN.

La Thaïlande n'est pas le seul pays où le "*nazi-chic*" est populaire. Cette mode est répandue dans de nombreux pays asiatiques comme en Inde, en Chine et en Malaisie. Pourquoi? Le plus probable est qu'une majorité de ces victimes de la mode a une grande méconnaissance de l'histoire et de l'idéologie raciste d'Hitler, avance CNN. leexpress.fr 09.07

Trois articles en complément, sur la Malaisie, la Chine et l'Inde

- High five, les néonazis de Malaisie ! (vice.com 12.2012)
- Le Nazi chic, la nouvelle mode qui fascine de jeunes Chinois (lesinrocks.com 28.11.11)
- Cette étrange fascination indienne pour Hitler. (rue89.com 15.07.10)

[La carotte et le bâton.](#)

- Publicités sur le ramadan : trois exemples controversés - Francetv info

1- Carrefour distribue un catalogue consacré aux produits du ramadan depuis le 3 juillet.

Quelques réactions négatives et une polémique parmi les 95% de consommateurs qui ne se sentent pas concernés, qui se

sentent ignorés ou pire...

2- Pour "fêter le ramadan 2013", le magasin Carrefour de Flins-sur-Seine (Yvelines) a habillé un mannequin d'un voile islamique.

Même si vous ne croisez ce jour-là aucune femme voilée, en allant chez Carrefour vous ne pouviez pas la louper, on appelle cela encourager, banaliser le communautarisme, et le père musulman qui veut l'imposer à sa fille qui résiste de lui dire ; tu vois ma chérie, même les Français ils aiment bien le voile, ils l'exposent, allez fait un effort pour faire plaisir à ton papa et à ton dieu... Génial!

3- Chez Auchan le magasin de Leers (Nord) a décidé d'installer un chameau en peluche et a organisé trois spectacles de danse orientale dans la journée du 29 juin. Francetv info

Là ce sont des musulmans qui ont réagi violemment car ils se sont sentis stigmatisés, blessés par cet amalgame d'un fort mauvais goût entre religion et danse du ventre.

Selon une étude publiée hier, pendant le mois du ramadan les musulmans pratiquants dépenseraient 250 millions d'euros en nourriture, donc les charognards les flattent pour qu'ils viennent faire leurs courses chez eux. Tout flatteur vit au dépend de celui qui l'écoute, et quant au mode de gain tout est bon à prendre.

- L'aristocratie financière, dans son mode de gain comme dans ses jouissances, n'est pas autre chose que la résurrection du lumpenprolétariat dans les sommets de la société bourgeoise.- (K. Marx - Les luttes des classes en France.)

Vous ne savez pas compter, la provocation est institutionnalisée :

- Ramadan: Pourquoi la date de début de jeûne a provoqué le débat? - 20minutes.fr
- Date du ramadan: comment expliquer le cafouillage? - L'Express.fr
- Pourquoi le ramadan débutera demain, et non aujourd'hui comme prévu - Francetv info
- Ramadan: grosse confusion autour de la date, le CFCM rétropédale - AFP -
- Ramadan, mode d'emploi - Le Nouvel Observateur
- Ramadan : le FN ressort son costume de petit gardien « *laïc* » - Rue89

Rue89 a été racheté par Le Nouvel Observateur, le titre une ligne plus haut montre que Le Nouvel Observateur en est de cette provocation.

- La France épinglée par l'Europe sur la scolarisation des Roms - LeMonde.fr

Ils créent une situation impossible à gérer pour un prof avec des gosses d'un certain âge qui débarquent sans connaître un mot de français, comment les intégrer dans une classe, impossible sauf en maternelle. C'est encore une provocation tournée cette fois contre les profs. Ah les sales profs, racistes va !

Provocation, condamnation, instrumentalisation, réaction, répression, et ainsi de suite.

La suite de l'affaire que nous avons évoqué hier.

- Gens du voyage: tensions, incompréhensions et lettre de démission - AFP

Tensions et incompréhensions dominaient mardi à Guérande (Loire-Atlantique), dont le maire UMP Christophe Priou a envoyé une lettre de démission au préfet pour protester contre l'installation illicite d'une mission de tziganes sur un terrain de sport de sa commune.

Une ordonnance d'expulsion, fixant à vendredi midi la date butoir pour évacuer les lieux, a été rendue mardi après-midi, a annoncé mardi soir à l'AFP M. Priou.

Et la tension était palpable dans le campement mardi en début d'après-midi, chez ces hommes et ces femmes, exaspérés

d'être stigmatisés, installés depuis dimanche soir sur le terrain de sport qui jouxte le terrain de football municipal. Ils ont accepté de rencontrer la presse et semblent sincèrement en colère. "*Cela nous rappelle les années noires de la Deuxième Guerre mondiale*", affirmait l'un des tziganes. (Vous avez raison, la population a un penchant pour le fascisme, le racisme, la xénophobie, l'antisémitisme, salaud de Français, vichystes, pétainistes va ! - Ndlr)

Ils affirment n'avoir pas eu de proposition de terrain lors de leur demande initiale, en mars dernier. Et d'exhiber, comme une litanie, une dizaine de courriers de refus de communes contactées un peu partout en France: "*négatif, négatif, négatif... on peut faire le tour de France sans s'arrêter*", souligne M. Mayer.

Selon eux, le terrain proposé par la communauté de communes à laquelle appartient Guérande, sur la commune voisine d'Herbignac, est "*cahoteux, il y a des bosses; avec nos caravanes, on ne peut pas accéder, on n'a pas envie de les abîmer*".

Pourtant, sur le terrain effectivement proposé, au bout d'un chemin de terre accessible en roulant très doucement par un véhicule particulier, a constaté l'AFP, le maire socialiste d'Herbignac, Pascal Noël-Racine, affirme avoir déjà accueilli en juin pendant deux semaines une mission de 80 caravanes. "*Et nous devons accueillir une nouvelle mission lundi prochain*", ajoute M. Noël-Racine. Celle qui est actuellement à Guérande "*ne s'est pas inscrite*", ajoute-t-il.

La "*fête du jeu*" de Guérande, organisée par le conseil municipal des adolescents, devait avoir lieu mercredi sur le terrain de sport et a dû être annulée.

"*On est désolés pour les organisateurs de la fête mais nous, à un moment où à un autre, il faut bien qu'on stationne quelque part; on a des enfants, des familles*", regrette M. Mayer.

Venu sur place rencontrer les responsables de cette communauté, le directeur de cabinet du préfet de Loire-Atlantique Patrick Lapouze a estimé que les élus avaient "*fait des efforts*", en mettant à disposition le terrain viabilisé d'Herbignac, qu'il venait juste de visiter.

"*Chacun doit y mettre un peu de sien, la solution qu'ils (les élus) proposent n'est peut-être pas parfaite, mais elle existe, et moi, elle me semble acceptable. Donc, je demande que les voyageurs de leur côté fassent aussi un effort*", a-t-il ajouté.

"*Si la mairie le demande, l'appui de la force public sera sans doute accordé*" pour faire exécuter la décision de justice, a-t-il indiqué. AFP 09.07

On leur a proposé un terrain contrairement à ce que ces gens du voyage affirment, ils sont de mauvaise fois et mentent. Ils prétendent que le terrain qu'on leur propose est inaccessible pour des caracanes alors qu'il en a accueillies 80 en juin dernier.

Leur représentant affirme qu'il est "*désolé*" que leur installation sur un terrain de sport de cette commune ait entraîné l'annulation d'une manifestation sportive prévue à cet endroit, s'en foutant en réalité parce qu'il fallait bien qu'il "stationne quelque part", n'hésitant pas à se servir des gosses comme prétexte pour faire pleurer dans les chaumières, c'est le truc qui marche le mieux avec les tiers-mondistes de merde, ils le savent et en usent à volonté, il faudrait comprendre leurs problèmes mais les problèmes que leur installation sauvage pourrait créer seraient secondaires, n'hésitant pas à se livrer à un amalgame avec les persécutions que les nazis avaient infligé aux tziganes pendant la Seconde Guerre mondiale, donc en employant un procédé digne d'Estrosi et Le Pen qui doivent se régaler en entendant cela.

Ils se disent stigmatisés, mais en réalité ce sont eux qui sont à l'origine de tous les problèmes, car, et là personne ne pose la question ce qui est étonnant c'est que personne n'évoque la difficulté d'accueillir un si grand nombre de caravanes et de personnes en un même lieu, s'ils étaient moins nombreux à voyager ensemble, ce serait plus facile de les accueillir et de les intégrer même provisoirement dans une commune, 100 caravanes comportant chacune entre deux et quatre adultes plus deux enfants, cela fait au minimum 500 ou 600 personnes qui débarquent du jour au lendemain dans une petite commune, en Inde ils ne sont jamais aussi nombreux, moins de 100 ou plus proche de 50 en général, ils voyagent en petits groupes et cela ne pose aucun problème, il y a un groupe installé à 500 mètres de chez moi et ils doivent être une trentaine à peine.

Ceux qui viennent en France ou voyagent à travers toute l'Europe ne veulent rien changer à leurs habitudes ou mode de vie, ils ne veulent pas tenir compte que le monde a connu d'importantes transformations au cours des 50 ou 60 dernières années et qu'ils doivent également s'y adapter, de grès ou de force comme nous y sommes nous-mêmes obligés, car cela ne nous satisfait pas plus qu'eux de vivre dans cette société de merde. Nous aussi nous sommes obligés de respecter les lois en vigueur, lois que nous n'avons pas choisies en attendant des jours meilleurs ou de changer la société.

Je rappelle que du côté maternelle ma grand-mère et mon grand père étaient quelque part aussi des gens du voyage, des camelots, ils faisaient les marchés, ils sillonnaient la France et stationnaient leur camion sur les terrains municipaux aménagés dénommés pompeusement à l'époque campings municipaux, les parents de ma grand-mère les avaient précédés. Ce qu'ils avaient de plus cher : leur indépendance, leur liberté. C'est le seul enseignement dont j'ai souvenir de mon grand-père, le

refus de la routine, de l'obéissance aveugle, la haine du bourgeois, du patron, du coup on se ressemble un peu et moi non plus je n'ai jamais posé mes valises définitivement quelque part. Et puis je suis un amoureux de Carmen !

Pour conclure sur cette affaire, ce sont une nouvelle fois les médias qui en rajoutent une grossecouche pour faire monter la sauce, créer le buzz comme on dit de nos jours, quelle vilaine expression ! rapportant l'état d'esprit des gens du voyage "exaspérés d'être stigmatisés" ou "sincèrement en colère", alors qu'il n'y avait vraiment pas de quoi, sans tenir compte des précisions apportées par les maires.

Non, il leur faut un incident, du sang, un affrontement, des insultes, un truc qui fera de l'audience ou vendra du papier, sinon cela ne vaut pas le coup de se déplacer. Je vous avais raconté qu'après le tsunami j'avais eu au téléphone un journaliste de France2 qui était à Chennai (ex-Madras) à deux heures de route de chez nous, il m'a demandé s'il ya avait eu des morts dans mon village de pêcheurs, de l'hémoglobine quoi, je lui ai répondu non, seulement des destructions matérielles, du coup il m'a dit que cela ne l'intéressait pas et il n'est pas venu, ce sont des charognards.

Je suis certain que les gens de voyage seraient prêts à faire des concessions sur leur mode de vie et par exemple voyager en plus petits nombres, mais derrière il doit y avoir le chez de clan ou les familles les plus puissantes qui doivent pousser à la roue pour ne rien changer car ils y trouvent un intérêt, lequellou plutôt lesquels, j'ai bien une petite idée mais ce serait extrapoler de poursuivre.

Si on ne veut pas finir broyer par le vieux monde qui est impitoyable envers les minorités et les plus faibles, il faut parfois accepter de lui accorder quelques concessions, c'est difficile, on a l'impression de se faire voler une partie de notre indépendance, de notre liberté, on se sent humilié, quand c'est cela ou s'exposer à des difficultés encore pires, il est préférable de faire le bon choix, quitte ensuite à continuer le combat, dans la dignité. Je ne suis pas du genre conciliateur, mais il faut l'être au bon moment, sans que cela devienne une fâcheuse ou détestable habitude voilà tout, il faut savoir être souple et ferme à la fois sur les principes nous a enseigné Lénine.

Les gens du voyage font partie de notre monde, ils ont choisi de conserver un mode de vie qui est de plus en plus incompatible avec l'évolution de la société capitaliste, il va s'en dire qu'ils s'exposent à des difficultés qui iront grandissantes sans qu'on y puisse grand chose, sans solutions satisfaisantes, pas plus que nous faces à nos difficultés quotidiennes en dehors de mener le combat pour renverser l'ordre établi.

Une stratégie mondiale.

Grande-Bretagne.

- Grande-Bretagne : polémique sur l'appel télévisé à la prière - Le Nouvel Observateur

La chaîne britannique publique channel 4 commence, mardi 9 juillet, sa diffusion quotidienne de l'appel à la prière pendant le mois de jeûne musulman du ramadan, une première au Royaume-Uni selon elle pour une chaîne grand public.

Cela n'a pas manqué selon Franck Mathevon, correspondant à Londres pour France Inter, qui évoquait ce matin une "polémique" en réaction à cette prière, notamment du côté de "la presse populaire de droite, des députés conservateurs, et le Ukip, parti anti-europe et anti-immigration". "Ils dénoncent une provocation, un coup de pub cynique qui va renforcer les tensions communautaires", explique-t-il.

Selon des chiffres officiels de 2011 concernant l'Angleterre et le Pays de Galles, les musulmans représentent 4,8% de la population. Le Nouvel Observateur 09.07

Hier je donnais le chiffre de 5% en France.

Arabie Saoudite

- L'Arabie Saoudite menace d'expulser les étrangers ne respectant pas le ramadanLeMonde.fr -

Par ailleurs ils s'en prennent aux immigrés sympathisants du Hezbollah, alors qu'il y a quelques jours le journal Le Monde a publié un article (que je n'ai pas téléchargé) dont le titre suggérait que c'était le Hezbollah qui traquait dans les pays de Golfe les travailleurs immigrés libanais de la région qui soutiendraient les sunnites. La preuve que Le Monde fabrique de fausses informations.

Au motif d'être collabos du Hezbollah, vous êtes priés de partir ! - french.irib.ir

Réunissant six monarchies pétrolières du Golfe persique, le Conseil de Coopération a annoncé, la semaine dernière, sa décision

de vouloir annuler la carte de séjour des citoyens ayant des contacts avec le Hezbollah. Dans ce droit fil, tout citoyen libanais ayant contact avec ce mouvement fera, également, l'objet des poursuites judiciaires du Conseil de Coopération du Golfe persique. french.trib.ir 07.07

Egypte et Birmanie

- En Egypte, l'inadmissible violence de l'armée - LeMonde.fr

Le Monde se range du côté des ennemis de la démocratie, normal.

- Le souvenir des émeutes antimusulmanes hante encore la Birmanie - AFP

Plus personne ne devait encore y penser, donc ils raniment la flamme de la haine communautarisme, elle a pris le relais de la dictature militaire, les généraux ont accepté de céder le pouvoir ou de demeurer en coulisses après que les Américains les eurent persuadés que cette stratégie fonctionnerait à merveille comme partout ailleurs... ou presque, sauf en Syrie. Ajoutons en apprentis sorciers car ils en ignorent l'évolution à terme, voir ce qui est en train de se produire en Egypte, Tunisie et demain dans d'autres pays, la Turquie par exemple.

Conditionnement. A bas les partis politiques et les Etats, vive les institutions supranationales, l'armée, la dictature absolue.

- La corruption s'aggrave, les Etats moins aptes à l'endiguer - Reuters

- Une majorité de personnes, dans le monde entier, estime que la corruption s'est accentuée au cours des deux dernières années, et juge les gouvernements moins efficaces dans la lutte pour l'éradiquer depuis la crise financière de 2008, selon une enquête rendue publique mardi par l'organisation Transparency International.

Pour tenter de donner du crédit à cette entreprise :

- Ce "*baromètre mondial de la corruption*" est le plus important jamais réalisé par l'organisation, dont le siège est à Berlin.

Selon cette enquête, les partis politiques sont considérés comme le pan de la société le plus corrompu, avec une note de 3,8 sur une échelle allant de 1 ("pas du tout corrompu") à 5 ("extrêmement corrompu").

Vive les milices et les polices privées !

- La deuxième institution jugée la plus corrompue, à l'échelle mondiale, est la police, avec une note de 3,7.

A bas les fonctionnaires et la justice, vive les privatisations et la loi de la jungle !

- Trois catégories d'institutions - fonction publique, parlement et appareil judiciaire - se rangent juste derrière, avec des notes égales, 3,6.

Epargnés, les médias arrivent très loin derrière.

- Les médias, en neuvième place, obtiennent 3,1 globalement.

Et les champions d'une intégrité, d'une probité à toute épreuve, doués d'une conscience supérieure :

- L'armée arrive ensuite avec 2,9, suivie par les ONG (2,7) et enfin ce sont les institutions religieuses qui sont jugées le moins corrompues, avec 2,6.

Il ressort de cette enquête que les institutions les plus corrompues sont celles que les tenants du nouvel ordre mondial veulent voir disparaître (les Etats et les partis), et les moins corrompues celles qu'ils contrôlent (les médias, l'armée) ou instrumentalisent (les Ong, les religions).

Et les secteurs qui sont relativement épargnés :

- Le secteur privé et les services médicaux obtiennent 3,3 dans ce baromètre de la corruption, tandis que le système éducatif vient à

la place suivante avec 3,2. Reuters 09.07

En même temps ce classement n'est pas étonnant, puisque ce sont les Etats et les partis qui sont chargés de faire le sale boulot de l'oligarchie financière sur le plan social et politique, donc ils se mettent systématiquement à dos la population, par ailleurs à juste raison, nous pouvons le dire puisque nous ne combattons pas pour leur suppression mais la construction d'un parti socialiste révolutionnaire et pour un Etat ouvrier, une République sociale.

En Egypte comme en Tunisie, l'armée apparaît comme le sauveur suprême de la révolution, alors qu'en réalité elle est seulement garante du maintien de l'ordre établi qu'incarne l'Etat et qui doit demeurer inamovible. On mesure ici le niveau d'arriération politique des masses.

Et les banquiers, les institutions financières, ils ne faisaient pas partie de l'enquête ? Pas besoin, ils sont parfaits !

Qui est derrière Transparency International ?

- Selon Thierry Meyssan, l'association vouée à dénoncer les secrets et éliminer la corruption, serait elle-même « opaque », écrivait-il, en 2007. Sa très importante section américaine serait manipulée par l'association National Endowment for Democracy (NED). L'action de Transparency International viserait, toujours selon Meyssan, à « ouvrir de nouveaux marchés aux entreprises multinationales en accusant de corruption les gouvernements qui leur résistent et, en définitive, de favoriser la globalisation économique. »

Le lien historique entre l'association et le gouvernement US est illustré par le fait que le fondateur de l'association, Peter Eigen, est un ancien directeur de la Banque mondiale, organisation dont le président est désigné par le gouvernement US, et dont le siège est situé à Washington .

Le conseil de direction actuel de la section américaine de l'association compte divers représentants de multinationales (Gillette, Fairfax group,...) à côté de représentants des universités et d'autres organismes. Dans le conseil consultatif, on trouve, entre autres, deux anciens membres de la NED, un de la Banque mondiale, un membre actif de l'Institut Peterson et deux du Carnegie Endowment for International Peace, organisation non-gouvernementale vouée à promouvoir les États-Unis et favoriser leur engagement sur la scène internationale. (wikipedia)

● Qui se cache derrière la très opaque Transparency International ? (Réseau Voltaire 29.09.07)

[Secret de polichinelle et aveu qui arrive trop tard, l'irréparable a été commis constituant un précédent.](#)

L'Espagne a reconnu mardi qu'une intervention des Etats-Unis l'avait amenée à retarder son autorisation de survol à l'avion du président bolivien Evo Morales.

Elle a ajouté qu'elle avait donné son feu vert après avoir obtenu de la Bolivie la garantie qu'Edward Snowden ne se trouvait pas à bord de l'appareil, contraint le 2 juillet à faire escale en Autriche.

La Bolivie accuse l'Espagne, la France, le Portugal et l'Italie d'avoir fermé leurs espaces aériens à l'avion d'Evo Morales en raison de la présence supposée à son bord de l'auteur des révélations sur l'espionnage à grande échelle pratiqué à travers le monde par les Etats-Unis.

Les autorités boliviennes, qui soupçonnent les Etats-Unis, ont demandé à ces quatre pays de leur dire d'où venait cette rumeur.

Prié de dire si les Etats-Unis étaient à l'origine de cette alerte, le ministre espagnol des Affaires étrangères a déclaré mardi à la presse: "Entre autres."

José Manuel Garcia-Margallo a en outre confirmé la version de son homologue bolivien David Choquehuanca. Ce dernier a déclaré dimanche que le chef de la diplomatie espagnole avait demandé à la Bolivie de lui garantir par écrit qu'Edward Snowden ne se trouvait pas à bord de l'avion présidentiel.

"L'Espagne (...) a fourni une autorisation de survol de son espace aérien sur la foi de la parole du ministre bolivien des Affaires étrangères", a dit José Manuel Garcia-Margallo. "Nous croyons la parole de nos alliés et amis (...)"

"S'il y a eu la moindre incompréhension, je n'ai aucune réticence à présenter mes excuses au président Morales." Reuters 09.07

Non merci, c'est très clair!

ACTUALITE EN TITRES

Corrigeons vite cette anomalie scandaleuse...

- Eau du robinet: la France parmi les pays les moins chers d'Europe L'Expansion.com

L'avenir s'annonce sombre : tant mieux !

- Le FMI abaisse sa prévision de croissance mondiale - Reuters

- FMI: les pays émergents, nouveau risque pour l'économie mondiale - AFP

Procès d'intention ou sanction disciplinaire.

- Hôtel-Dieu: levée de boucliers après la mise à l'écart du chef des urgences - AFP

La mise à l'écart d'un médecin de l'Hôtel Dieu en pointe dans la lutte contre la fermeture du service des urgences de l'hôpital a suscité mardi un tollé politique et syndical, mais son chef de service a évoqué une sanction "temporaire". AFP 09.07

Les empoisonneurs

- Alerte aux pesticides dans les fraises - Le Nouvel Observateur

L'ONG Générations futures a fait analyser 49 échantillons de fraises venues de France et d'Espagne et ont trouvé dans pesticides interdits en Europe dans 4 échantillons. Le Nouvel Observateur 09.07

Flash!

- Le périphérique parisien sera limité à 70 km/h dès cet automne - LeFigaro.fr

Trop fastoche !

Question...

- Pourquoi les tarifs de l'électricité augmentent encore - L'Expansion.com

... réponse :

- EDF s'envole en Bourse, porté par la hausse des tarifs - Reuters

Le progrès social en marche.

- Deux chômeurs sur dix maîtrisent mal la lecture - LExpansion.com

Une étude réalisée par le ministère du Travail (Dares) et publiée mardi a montré que 21% des chômeurs maîtrisaient mal la lecture et l'écriture.

Cette enquête, fondée sur des données de l'Insee, rappelle que 16% des personnes de 18 à 65 ans résidant en France métropolitaine, soit environ 5 millions de personnes, éprouvaient des difficultés à l'écrit en 2011. LExpansion.com 09.07

Ah le respect de la hiérarchie !

- Marseille : une vingtaine de jeunes tentent de noyer un policier - LePoint.fr

- Marseille : le directeur de cabinet du préfet en garde à vue - LePoint.fr

Les questions qui tuent ceux qui la posent

- Les grands patrons sont-ils trop ou pas assez payés ? - Atlantico.fr
- Affaire Tapie : Lagarde a-t-elle menti devant la CJR ? - Le Nouvel Observateur
- "Les écologistes (aussi) aiment le pouvoir, et alors?" - L'Express.fr
- Comment reconnaître que quelqu'un se noie - Slate.fr
- Que faire des prisonniers de Guantanamo ? - Atlantico.fr
- Il faut un Pinochet en Egypte selon le Wall Street Journal - Slate.fr
- Les Emirats et Ryad promettent des milliards à l'Egypte - Reuters

Fabius le chimiste

- Moscou pointe du doigt les rebelles pour le gaz sarin à Alep - Reuters

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Bulgarie

Les Bulgares ne désarment pas: 26ème jour de manifestation pacifiques dans les rues de Sofia. Objet de leur colère : la nomination d'un magnat de la presse à la réputation douteuse à la tête des services de sécurité. Même si la décision a été annulée, les manifestants réclament la démission du gouvernement de Plamen Orecharski et l'instauration de règles morales dans la vie politique bulgare. euronews.com 09.07

2- Espagne

Le quotidien de centre droit El Mundo publie ce mardi des documents comptables présentés comme des originaux, où figure le nom de l'actuel chef du gouvernement espagnol.

Selon ces documents, Mariano Rajoy aurait touché pendant trois ans des compléments de salaire illégaux alors qu'il était ministre.

Luis Barcenas, l'ancien trésorier du Parti populaire, est au coeur de l'enquête menée depuis janvier par le parquet anticorruption. En détention depuis le 27 juin dans le cadre d'une autre affaire de corruption et de fraude fiscale, il commencerait à parler.

Ces nouvelles révélations choquent en Espagne, tout particulièrement dans le contexte actuel de crise et de chômage record. euronews.com 09.07

3- Syrie

3.1- « *Plus les terroristes s'affaiblissent en Syrie, plus l'Occident réduit son soutien* », a dit Richard Shoebridge.

L'analyste politique et l'ex-membre du Service de Renseignement britannique, Richard Shoebridge, s'est exprimé sur les récentes victoires de l'armée régulière et la découverte des armements et équipements appartenant aux terroristes dans les localités purifiées par les militaires syriens. « *Les documents que nous possédons actuellement prouvent les nouvelles et les images venant de la Syrie* », a affirmé Richard Shoebridge. Il n'est plus caché à personne que les pays étrangers soutiennent les terroristes. C'est ce que les analystes ont affirmé depuis le début de la crise en Syrie. Les forces étrangères surtout celles soutenues par l'Arabie saoudite, le Qatar, la Turquie et la Jordanie, ont abusé de la situation en Syrie à leur profit. Alors, il n'est pas surprenant si une grande quantité d'armes, dont les munitions très sophistiquées, ont été découvertes dans les tunnels souterrains résistant aux raids aériens.

Selon les rapports récemment publiés, les progressions de l'armée syrienne ont infligé des coups durs aux rebelles qui ne furent pas tous d'une nature militaire. A titre d'exemple, l'Occident ne s'intéresse plus à aider les terroristes alors que les sondages, effectués chez les civils, montrent que ces derniers ne soutiennent nullement ou très peu les rebelles. Mais le plus grand coup subi par les terroristes de la part de l'armée est une nouvelle qui a été rendue public hier. Cette nouvelle a été même confirmée par l'Observatoire des droits de l'Homme, une instance pro-rebelle dont le siège se situe en Grande-Bretagne. La nouvelle confirme que les rebelles sont divisés sur plusieurs questions et qu'ils souffrent des différends internes. Les rebelles ouvrent parfois le feu sur les manifestants qui descendent dans la rue de temps à autre afin d'exprimer leur colère contre les terroristes. Ce crime est même confirmé par l'Observatoire des droits de l'Homme en Syrie. french.irib.ir 09.07

3.2- L'Armée arabe syrienne a découvert un important stock de produits chimiques dans un entrepôt des Contras, à Banias.

Il s'agit de 281 tonneaux de polyéthylène glycol, de monoéthylène glycol ainsi que de monoéthanolamine, de diéthanolamine, et de triéthanolamine.

Ces produits peuvent servir à fabriquer des quantités considérables d'explosifs aptes à faire sauter toutes les villes du pays. Réseau Voltaire 09.07

4- Egypte

4.1- Ancien ministre des Finances, l'économiste Hazem el Beblaoui a été nommé Premier ministre par intérim.

Le prix Nobel de la paix Mohamed ElBaradei, figure de l'opposition laïque au président déchu Mohamed Morsi, devient quant à lui vice-président en charge des relations internationales.

"Nous demandons à tous les acteurs impliqués dans la vie politique et sociale de comprendre la gravité de la situation et de maintenir la paix civile à n'importe quel prix", a déclaré Abdel Fatah Al-Sisi, le chef des forces armées.

Mais de leur côté les manifestants pro-Morsi sont toujours fortement mobilisés. Ils se sont rassemblés aujourd'hui partout dans le pays comme ici dans les rues du Caire.

"Nous n'acceptons pas ce coup d'état militaire et ses conséquences", explique Abdel Rahman Al-Barr des Frères Musulmans. "Et nous n'avons pas à commenter des décisions issue d'une régime illégitime."

Les salafistes d'Al Nour, deuxième parti islamiste d'Egypte, ont annoncé qu'ils ne s'opposeraient pas à la nomination d'Hazem el Beblaoui.

Les Frères Musulmans quant à eux ont appelé au *"soulèvement"* après des violences meurtrières qui ont fait plus de 50 morts hier. euronews.com 09.07

4.2- Le nouveau Premier ministre égyptien Hazem El-Beblaoui va offrir aux Frères musulmans des postes au sein du gouvernement de transition qu'il a été chargé de diriger, mardi 9 juillet, a annoncé l'agence de presse officielle Mena, citant un porte-parole de la présidence. Francetv info 09.07

4.3- La principale coalition de l'opposition laïque égyptienne, qui a soutenu l'éviction du président Mohamed Morsi, a dénoncé mardi 9 juillet la *"déclaration constitutionnelle"* investissant le président intérimaire de pouvoirs extensifs, et esquissant une feuille de route en vue de nouvelles élections.

La coalition, qui était dirigée par Mohamed ElBaradei jusqu'à sa nomination comme vice-président dans le nouveau gouvernement, s'est plainte d'un manque de consultation avant l'adoption du décret. *"Le Front de salut national (FSN) annonce son rejet de la déclaration constitutionnelle"*, indique un communiqué. *"Nous exigeons qu'elle soit amendée et nous proposerons nos propres amendements au président"*, ajoute la coalition.

Auparavant, le mouvement Tamarod, qui avait organisé les manifestations de masse ayant abouti à l'éviction du président Morsi, a lui aussi regretté de ne pas avoir été consulté pour l'élaboration du plan de transition. Le porte-parole de Tamarod, Mahmud Badr, a dit que le mouvement proposerait lui aussi des changements pour cette *"déclaration"*, notamment en ce qui concerne les pouvoirs accordés au nouveau président pendant la période de transition qui doit durer au moins six mois avant l'élection présidentielle.

Les Frères musulmans ont également rejeté catégoriquement la déclaration constitutionnelle. *"Une déclaration constitutionnelle faite par un homme nommé par des putschistes ... ramène le pays à la case départ"*, a déclaré un haut responsable des Frères,

Essam al-Erian, dans un message posté sur Facebook. lemonde.fr 09.07

SOCIAL

1- France

- Assurance maladie: 2,48 milliards d'économies à trouver en 2014 - AFP

L'assurance maladie a fait mardi ses propositions au gouvernement pour réaliser, en 2014, des économies de 2,48 milliards d'euros dans les dépenses de santé.

Pour 2014, le tour de vis va devoir reprendre, la baisse de la masse salariale, provoquée par la crise, ralentissant sérieusement les rentrées de cotisations dans les caisses de la Sécu.

Les pistes : baisser des prix de certains médicaments, limiter la prescription des médicaments onéreux et en développant encore les génériques, réduire certaines chirurgies trop systématiques, baisser de tarifs de certains dispositifs médicaux (pompes à insuline, prothèses, appareils respiratoires, pansements, etc.), gagner sur les achats hospitaliers et les prescriptions médicamenteuses dans les établissements de santé, meilleure prise en charge des personnes âgées à la sortie de l'hôpital, ponctionner une nouvelle fois les biologistes et les radiologues en baissant leurs tarifs, rogner sur les dépenses de transports sanitaires (ambulances, véhicules sanitaires légers -VSL-, taxis) AFP 09.07

2- Grèce

Les fonctionnaires municipaux grecs étaient en grève mardi pour le deuxième jour consécutif pour protester contre les projets du gouvernement de supprimer à terme des milliers de postes afin de sécuriser les versements des bailleurs de fonds internationaux du pays.

La grève de 24 heures est lancée par le syndicat POE-OTA de la fonction publique territoriale après la décision prise par le gouvernement de lancer un plan de mobilité où seraient placés 12.500 salariés du secteur public local.

Une manifestation a démarré mardi dans le centre d'Athènes, après un grand rassemblement lundi, notamment d'officiers de police municipaux à moto.

Pour rester sous perfusion, la Grèce doit supprimer 4.000 emplois publics d'ici la fin de l'année et imposer des mutations à 25.000 agents, dont 12.500 d'ici fin 2014. AFP 09.07

3- Centrafrique

La Centrafrique (RCA) est au bord d'une catastrophe sanitaire trois mois après la prise du pouvoir à Bangui par la coalition rebelle Séléka, accompagnée d'un pillage systématique des infrastructures de santé, a dénoncé mardi l'ONG Médecins sans frontières (MSF). "*Le coup d'Etat a plongé la RCA dans le chaos*", rappelle MSF dans un rapport intitulé: "*RCA: un pays abandonné à son sort?*", en demandant une nouvelle fois au gouvernement de transition d'"assurer les conditions de sécurité nécessaires afin de permettre aux organisations humanitaires de porter secours à la population". "*Des pillages et attaques se produisent encore aujourd'hui dans la capitale. Les bâtiments publics, les ministères, les écoles, les hôpitaux ainsi que des maisons particulières ont été pillés et saccagés*", indique MSF. "*Le système de santé n'a pas été épargné. Les structures du ministère de la Santé ont été pillées, et les médicaments, les outils de diagnostic, les archives des patients et même le mobilier ont été volés. La plupart du personnel médical s'est enfui en province*", explique l'ONG. "*Toutes les organisations humanitaires travaillant dans le pays ont également été touchées (...). Les résidences des agences des Nations unies et des ONG internationales ont été pillées à de multiples reprises*" à Bangui et leurs entrepôts en province cambriolés.

Résultat: dans un pays où le système de santé était dans un piteux état après des années de troubles et de crises à répétition, "*le système d'approvisionnement en médicaments déjà défaillant est désormais totalement inexistant*", s'alarme MSF. Cette situation laisse présager "*une aggravation des taux de mortalité dans les prochains mois*", y compris pour des pathologies "*courantes et soignables*", comme le paludisme, avec "*potentiellement une des plus graves pandémies de ces dernières années*".

Le pillage des stocks de médicaments a également privé au moins 11.000 personnes séropositives de traitement. Même les campagnes de vaccination sont touchées, déplore MSF. En mai, une campagne de vaccination contre la rougeole a concerné seulement 122.000 enfants à Bangui et ses environs, mais rien n'a pu être mis sur pied pour les 1,5 million d'enfants vivant en province. french.irib.ir 09.07

ECONOMIE

France

Le nombre de défaillances d'entreprises au deuxième trimestre a augmenté de 9,4% sur un an avec 15.008 procédures. Cette tendance s'explique par le bond des liquidations judiciaires directes qui dépasse les niveaux du deuxième trimestre 2009.

Au total, 5.800 TPE ont déposé le bilan lors du deuxième trimestre, auxquelles s'ajoutent 4.500 microentreprises, soit 11% de plus qu'au printemps 2012. Les PME de plus de 50 salariés, elles, résistent. Lexpress.fr 09.07

[Haut de page ↗](#)

Le 11 juillet 2013

CAUSERIE

Je n'ai actualisé que partiellement le site, la suite ce soir ou demain. On abordera la question de la mobilisation sur les retraites en France. Dites-moi comment vous la sentez, d'ici c'est plutôt vague.

On aborde certains sujets particulièrement sensibles ou glissants, parfois par manque de temps il faut s'y reprendre à plusieurs fois, il y a des choses importantes qui peuvent nous échapper, il faut éviter les maladroresses, il faut être plus précis. Quotidiennement mon temps est limité, il n'y a que 24 heures dans une journée hélas, je fais au mieux.

Je mettrai en ligne une douzaine de nouveaux articles.

Précision.

Hier nous avons traité un cas spécifique de gens du voyage qui refusaient de s'installer sur un terrain aménagé mis à leur disposition, là leur responsabilité était engagée, mais il ne faut pas généraliser car dans bien des cas les élus n'ont pas appliqué la loi qui les y obligeaient, ce sont donc eux qui sont à l'origine des incidents qui peuvent survenir par la suite. Il ne faut donc pas confondre les deux situations.

J'y reviendrai demain si j'ai le temps. J'avais rédigé un long article mais je dois le corriger car il n'était pas correct, je n'avais tenu compte de cet aspect de la question, la responsabilité des élus qui monsieur Estrosi se comportent comme des "*délinquants*", tout comme ceux qui refusent de construire des logements sociaux sur leur commune, en province cela doit être souvent les mêmes.

Je n'ai pas fait non plus de distinction entre les gens du voyage qui vivent en France et sont de nationalité française et les Roms ou d'autres gens du voyage qui viennent de différents pays et ne bénéficient pas du même statut.

Si maintenant il n'existe déjà pas suffisamment de terrains aménagés pour satisfaire les besoins des gens du voyage qui vivent en France, on ne voit pas très bien comment ceux des étrangers pourraient l'être, ce sera à l'origine de nouveaux problèmes qui leur retomberont dessus car il faut bien un bouc émissaire, il aurait donc été préférable et responsable de leur interdire l'accès du territoire en attendant que les conditions soient réunies pour les accueillir décemment.

Ce qui n'est pas évoqué non plus c'est la responsabilité des pasteurs qui dirigent les communautés du voyage, qui jouent de leur statut d'hommes d'église et donc aux intentions parfaitement pures, en réalité de provocateurs dont personne n'osera remettre en cause la probité ou là parole, se servant de leurs brebis comme de boucliers humains qui seront stigmatisés et trouveront ensuite réconforts auprès du saint homme, amen.

Les gauchistes vont sans doute hurler en lisant cet article, car pour eux tout est possible tout de suite, ils l'ont décrété, s'en foutant éperdument des tensions et des difficultés dont pâtiront inutilement ces gens-là. Si je peux me permettre de m'exprimer librement sur ce sujet, c'est aussi parce que je suis moi-même immigré en Inde.

Tenez, je ne vous raconte pas tout, il y a un mois environ j'ai eu un problème avec les responsables de l'école qui forme des officiers de la marine marchande située à 150 mètres de chez moi dans le même lotissement.

J'étais en train de travailler quand je sursaute en entendant des hurlements devant chez moi. Cela continue pendant dix ou quinze minutes, j'avais reconnu la voie des élèves de cette école puisque tous les matins en se rendant à la piscine en passant devant chez moi ils ne parlent pas entre eux, ils braillent littéralement ce qui me réveille sur les coups de 5h30 ou 6h. J'essaie de me concentrer sur mon boulot, pas moyen, au bout d'un moment j'en ai eu marre et je suis sorti pour leur demander d'arrêter de gueuler, en fait un de leurs profs avaient organisé une épreuve de course à pied juste devant chez moi, alors qu'ils existent dans le lotissement une dizaine d'allées en terre semblables à la mienne et vides d'habitation. Il m'ignore, ne me regarde même pas, ne me répond pas.

Du coup j'ouvre le portail et je lui demande d'emmener ses élèves dans une autre allée parce que je ne peux pas travailler, je me trouvais à moins de dix mètres de lui. Il fait comme si je n'existais pas et demande à d'autres élèves de se préparer pour la prochaine épreuve. Forcément le ton monte et je lui demande d'arrêter immédiatement ou je sors avec mon chien et nous allons nous mettre au milieu de l'allée. Là il se met à m'aboyer dessus, à m'insulter, à me menacer en se rapprochant de moi le poing levé. Je garde mon calme et je lui réponds qu'il a le comportement de quelqu'un qui n'a manifestement reçu aucune éducation et qui se comporte comme un voyou. Il m'ordonne de dégager et me menace d'appeler la police, la quarantaine d'élèves commencent à se rapprocher de l'endroit où nous nous trouvions sans s'emmêler, ne voulant pas que la situation dégénère je rentre chez moi et je ferme la grille, mon chien se tient derrière moi et je continue à interpeller ce vaurien qui ne veut rien savoir.

Quelques minutes plus tard les responsables de l'école que je connais de vue prennent connaissance de la situation et se calme quand je leur indique que je vais téléphoner à mon propriétaire qui habite un peu plus loin, il a déjà failli faire fermer leur école car elle ne respectait pas les normes d'hygiène en vigueur. Les élèves qui ne sont plus qu'à quelques mètres du portail de mon jardin discutent, et là j'en entends dire "India, India, India", inutile de savoir la suite je l'ai devinée immédiatement : ici on est en Inde et si cela ne vous plaît vous n'avez qu'à dégager, ici on est chez nous et on fait ce qu'on veut, j'ai déjà entendu cela cent fois en vingt ans et cela ne me choque pas, je ne suis pas encore un vieux con. Je n'ai pas relevé puisqu'ils étaient en train de quitter les lieux, l'incident était clos. Mon propriétaire, un franco-indien qui n'est pas du genre à se laisser emmerder, est intervenu auprès du propriétaire des parties communes du lotissement qui le craint car il fait partie des VIP de Pondichéry, s'est chargé de rappeler à l'ordre les responsables de cette école à qui il loue les lieux, depuis, le matin je suis obligé de faire sonner mon réveil pour me réveiller et couper la climatisation !

Je n'ai fait que faire respecter mon droit, et mon droit est identique en la matière à tout Indien ou étranger vivant en Inde, rien de plus, je n'ai pas exigé un traitement de faveur ou un droit particulier, je respecte le droit en vigueur voilà tout. Il y en a qui auraient embayé sur les propos à caractère xénophobe ou raciste je n'en sais rien au juste, moi j'ai préféré les ignorer et qu'on en reste là. Il y a partout des gens qui cherchent les emmerdes, qui sont spécialisés pour en créer aux autres, moi je préfère les éviter et je n'en crée à personne, je pense agir en citoyen responsable et j'estime que c'est le comportement le plus approprié.

[Le chiffre du jour. 330.](#)

- En 10 ans, la fortune du Top 500 (établi par le magazine Challenges) a plus que quadruplé, tandis que dans le même temps, le PIB n'a fait que doubler. Sur la seule année 2012, la fortune totale des 500 Français les plus riches a progressé de presque 25% pour atteindre 330 milliards d'euros. Atlantico.fr 10.07

[ACTUALITE EN TITRES](#)

[A bas la culture des cellules souches!](#)

- "*Nicolas Sarkozy doit entretenir le désir de retour auprès de l'opinion*" - "L'Express.fr

[Parole d'un martyr qui valait 403 millions d'euros.](#)

- Bernard Tapie dit être "*exécuté*" avant d'être condamné - Reuters

[Tour de passe-passe électoral.](#)

- Hôtel-Dieu: Touraine repousse la fermeture des urgences - AFP

La ministre de la Santé, Marisol Touraine, a annoncé mercredi qu'elle repoussait la date de la fermeture, très controversée, des urgences de l'Hôtel-Dieu, prévue le 4 novembre, désamorçant ainsi un conflit hospitalier qui menaçait d'empoisonner la campagne socialiste des municipales à Paris. AFP 10.07

[Ayez une pensée pour les malheureux banquiers.](#)

- Christian Noyer alerte sur le succès du Livret A qui pénalise les banques - L'Expansion.com

- Livret A: les banques pourraient récupérer une partie de la manne - AFP

- Moscovici affirme vouloir "*préserver le pouvoir d'achat*" du livret A - L'Expansion.com

... dans les coffres des banquiers !

[Jamais deux sans trois...](#)

- Electricité: Cazeneuve n'exclut pas une troisième hausse en 2015 - AFP

[Le prix de la croissance... de l'exploitation et des profits.](#)

- La Roumanie attire des milliards d'euros de capitaux français - AFP

[Salauds de pauvres !](#)

- Les allocs enregistrent 20% de fraude en plus en 2012 - Liberation.fr

[Com-pulsif. La faute à qui ?](#)

- Médicaments: la consommation reste importante, malgré un recul - AFP

- Médicaments : comment consomment les Français ? - Le Nouvel Observateur

Les Français sont champions du monde de la consommation de médicaments paraît-il. Sont-ils si malade que cela ou ce serait les médecins qui le seraient davantage ? Encore un sujet tabou, désolé.

[Simplement volontaire ?](#)

- Incendie de l'hôtel Lambert : *«peu de chance que ce soit criminel»* - LeFigaro.fr

L'émir du Qatar est au-dessus de tout soupçon...

[Quand la dictature du capital est démocratique...](#)

- Affaire Snowden: Merkel défend les écoutes des services secrets "*démocratiques*" - L'Expansion.com

... la preuve

- Luxembourg: le Premier ministre Jean-Claude Juncker démissionne - AFP

La preuve de quoi ? Mais du contraire puisque Juncker est obligé de démissionner. Oui mais s'il démissionne, c'est la preuve que la démocratie fonctionne. Hep ! attendez, pas si vite, c'est pour être remplacé immédiatement par son alter ego issu de son parti ou du parti dit socialiste avec lequel il gouvernait depuis 18 ans. C'était juste histoire de remplacer courtoisement un fusible un peu usé dans un paradis fiscal.

C'est comme toutes ces histoires de crises politiques dont la plupart se gargarisent depuis des lustres et qui débouchent sur quoi, sur la continuité de la même politique, seuls les masques ou les étiquettes changent.

C'est de la politique de bas étage ou politicienne basée sur le refus de caractériser le PS de parti bourgeois ou capitaliste, qui consiste à colporter des illusions dans ce parti et qui n'est pas de nature à inquiéter le régime en place.

Le tout distillé dans un discours bien rodé sur la décomposition ou la crise des institutions, etc. donnera aux militants l'impression qu'ils sont en présence d'une analyse qui reflète la réalité, alors que les rapports sur lesquels elle repose sont totalement biaisés

ou déformés. C'est une manoeuvre qui permet de passer à côté de l'essentiel et de ménager le régime, le gouvernement en place...

On a l'impression de se situer sur le terrain de la lutte des classes, alors qu'il est complètement faussé et le tour est joué tout le monde est content. Comme le dit Marc Gauquelin (IO n°259 page 2) à propos du « front républicain », c'est "criminel", sauf que là c'est de vous dont je parle notamment.

Le conditionnel est de trop.

- La NSA aurait espionné la plupart des pays d'Amérique latine - Reuters

A peine demandé...

- Durand réclame à Hollande "*une dynamique positive*" pour l'écologie - Le Nouvel Observateur

... et déjà servi... ou presque...

- Montebourg prône un groupe public pour exploiter les gaz de schiste - Liberation.fr

"*Pourquoi on ne pourrait pas convaincre les écologistes raisonnables? Ils sont majoritairement raisonnables. Ils sont même tous raisonnables*", a-t-il lancé. AFP 10.07

Mais on n'a jamais douté de leur docilité...

Continuez monsieur Montebourg, vous êtes sur la bonne voie, bientôt vous serez pressenti par le groupe Bilderberg pour occuper d'importantes fonctions...

- Arnaud Montebourg évoque déjà une candidature à la présidentielle - Francetv

Un conseil salutaire.

- Au Venezuela, "*fermez vos comptes Facebook*" - LeMonde.fr

Une ministre vénézuélienne a appelé ses compatriotes à fermer leurs comptes Facebook pour ne pas servir à leur corps défendant d'informateurs à la CIA américaine. LeMonde.fr 10.07

Intention malveillante

- L'Arabie saoudite offre une aide de 5 milliards de dollars à l'Egypte - L'Expansion.com

Dehors de la Syrie les contras de plus de 35 pays à la solde de l'impérialisme anglo-saxon sioniste !

- L'Onu appelle le Hezbollah à cesser son engagement en Syrie - Reuters

A bas l'ONU !

Intox

- Aurélie Filippetti veut rendre les aides à la presse plus "intelligentes" - LeMonde.fr

- Washington presse Pékin de cesser les "vols" par piratage informatique - AFP

Il fallait oser...

Alors autant les tuer tout de suite !

- Égypte - Safwat Hegazi : "*Nous manifesterons jusqu'à la mort*" - LePoint.fr

Ils les aiment les Frères musulmans et autres salafistes, tous ces féodaux dégénérés qui sont des émanations de l'impérialisme

anglo-saxon sioniste. C'est le lumpenprolétariat qu'ils ont recruté pour diviser et combattre les masses exploitées en Egypte et ailleurs, arriéré, fanatisé, c'est l'équivalent des bataillons nazis tout juste bons à être liquidés, non, ils veulent leur faire une place dans le gouvernement...

Un scoop !

- Fukushima : soupçons de fuite d'eau contaminée dans la mer - LeParisien.fr

En réalité elle n'a jamais cessé...

ACTUALITÉ DU JOUR

Hold up sur vos comptes d'épargne !

Les banques pourraient prochainement récupérer une partie des sommes placées sur le Livret A, comme elles le réclament depuis plusieurs mois, après que le relèvement de son plafond a drainé une importante partie de l'épargne des Français au détriment de leurs propres produits.

Un projet de décret en ce sens sera étudié le 17 juillet par la Commission de surveillance de la Caisse des dépôts (CDC), a appris l'AFP auprès de la CDC.

Selon une source proche du dossier, confirmant une information des Echos, les banques pourraient récupérer "autour de 25 milliards d'euros" des livrets réglementés, dont 10 en provenance du Livret A et du Livret de développement durable (LDD) et 15 milliards du Livret d'épargne populaire (LEP).

Même si ce sont elles qui collectent cet argent auprès de leurs clients, les banques voient en effet une majeure partie de cette manne leur échapper au profit de la Caisse des dépôts, qui s'en sert pour financer le logement social par exemple.

Ainsi, en moyenne, la CDC récupère 65% des sommes placées sur le Livret A et le LDD, et 70% de celles déposées sur un LEP, destiné aux ménages à revenus modestes.

Or les banques plaident pour récupérer une part de ces dépôts, en arguant qu'elles en ont besoin pour respecter les nouvelles règles prudentielles dites "Bâle III" et que la Caisse des dépôts a plus d'argent que nécessaire pour assurer ses missions.

"Les fonds centralisées représentaient, fin 2012, 170% environ des encours de prêts de toutes natures du fonds d'épargne. En d'autres termes, l'excédent disponible s'élevait à près de 110 milliards d'euros", a expliqué mardi le gouverneur de la Banque de France, Christian Noyer, lors de la présentation du rapport annuel de l'Observatoire de l'épargne réglementée, dont il est le président.

Le projet de décret tente de ménager les banques et la Caisse des dépôts. Les premières espéraient plutôt obtenir une cinquantaine de milliards d'euros, alors que la seconde ne souhaitait lâcher du lest que sur le Livret d'épargne populaire, mieux rémunéré que le Livret A et le LDD (2,25% contre 1,75%), ce qui rend les dépôts trop coûteux pour être utilisés sous forme de prêts. AFP 10.07

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Luxembourg

Jean-Claude Juncker, Premier ministre du Luxembourg depuis 18 ans et doyen des dirigeants européens, a été contraint à la démission mercredi après la défection de ses alliés socialistes suite à un scandale lié au service de renseignement.

Des élections vont être organisées, probablement en octobre. M. Juncker a indiqué aussitôt qu'il pensait se représenter à un mandat politique dans son pays, sans préciser s'il entendait de nouveau briguer le poste de chef du gouvernement.

Les socialistes, ses alliés au gouvernement, l'avaient lâché dans l'après-midi en déposant une motion demandant la dissolution de la Chambre des députés et l'organisation d'élections anticipées dans les trois mois. Son parti chrétien social se retrouvait donc isolé avec 26 députés sur 60.

"Le Premier ministre doit prendre ses responsabilités, non pas parce qu'il est malhonnête ou incompetent mais parce qu'il a fait les mauvais choix", avait déclaré le président du parti socialiste, Alex Bodry. "Il y a eu de graves dysfonctionnements. La responsabilité du Premier ministre est engagée", avait-il asséné.

Contrairement à ce que beaucoup prédisaient, ce vieux lion de la politique n'avait pas baissé les bras d'emblée. Bien au contraire, il n'avait rien lâché, récusant point par point toutes les accusations.

Mis en cause par une commission parlementaire pour sa "responsabilité politique" dans les dérives du service de renseignement (SREL), il avait accusé cette dernière d'avoir elle aussi failli dans le contrôle des activités de ce service.

Admettant tout au plus quelques "erreurs", il s'était presque posé en victime : "je ne suis pas d'accord pour endosser la responsabilité, car si c'était le cas, chaque ministre devrait alors être responsable de la moindre erreur commise par un fonctionnaire".

Membre du gouvernement luxembourgeois sans discontinuer depuis plus de 30 ans, Jean-Claude Juncker est accusé par ses détracteurs d'avoir délaissé son petit pays au profit de l'Europe, son grand engagement, et de l'euro, pour lequel il s'est battu pendant huit ans à la tête de l'Eurogroupe.

Le compte à rebours a commencé en décembre 2012, quand une commission d'enquête parlementaire a été créée après la révélation d'une écoute faite par l'ancien chef du service de renseignement lors d'un entretien dans le bureau même du Premier ministre. Le SREL, placée sous l'autorité hiérarchique du chef du gouvernement, est aussi accusé d'avoir fiché des milliers d'habitants, tenté de déstabiliser un magistrat, sans compter des malversations comme des reventes de voitures de luxe achetées à prix réduit dans les années 2004-2009.

Le climat avait été alourdi par des accusations contre le ministre des Finances, Luc Frieden, soupçonné d'avoir tenté d'étouffer, lorsqu'il était à la Justice, l'enquête sur une série d'attentats à la bombe qui avaient traumatisé le pays dans les années 80. AFP 10.07

2- Egypte

La justice égyptienne a ordonné mercredi l'arrestation du Guide suprême des Frères musulmans, après les violences meurtrières de lundi au Caire, ajoutant à la tension prévalant depuis l'éviction il y a une semaine du président islamiste Mohamed Morsi, lequel se trouve "en lieu sûr" selon les autorités.

Mercredi, un nouvel incident est intervenu dans la péninsule du Sinaï (nord-est), où le véhicule d'un haut responsable militaire a été pris pour cible par des hommes armés.

Ce haut gradé est sorti indemne, d'après des sources de sécurité, mais un échange de tirs "avec des éléments terroristes" a suivi, et une fille est décédée, a affirmé un porte-parole de l'armée.

Dans la nuit de mardi à mercredi, c'est une base de la police et deux points de contrôle qui avaient été visés, faisant deux morts.

Au Caire, le procureur général a ordonné l'arrestation du Guide suprême des Frères musulmans, Mohamed Badie, et d'autres hauts responsables de la confrérie, pour incitation à la violence en lien avec les heurts sanglants survenus deux jours plus tôt devant le siège de la Garde républicaine au Caire.

M. Badie, qui était apparu publiquement vendredi dernier pour exhorter les partisans de M. Morsi à rester mobilisés "par millions", était déjà sous le coup d'un autre mandat d'arrêt.

D'après des sources judiciaires, 200 personnes -- parmi les 650 interrogées pour avoir voulu forcer l'entrée du site militaire -- ont par ailleurs été inculpées mercredi, notamment pour "meurtre".

La confrérie, qui a appelé au "soulèvement" après ce "massacre", a accusé des soldats et des policiers d'avoir ouvert le feu sans aucune raison. L'armée a assuré avoir répliqué à une attaque de "terroristes armés".

Amnesty International et un collectif de 15 ONG locales ont pour leur part critiqué un usage "disproportionné" de la force, et réclamé une enquête indépendante. LeFigaro.fr 10.07

Entre frères ou confrères on ne se refuse rien. Il fallait que ces raclures se portent au chevet du lumpenprolétariat...

SOCIAL

Grèce

Les principaux syndicats grecs ont lancé mercredi un appel à une grève de 24 heures le 16 juillet pour protester contre les licenciements de fonctionnaires conformément aux exigences des créanciers internationaux de la Grèce.

"Le gouvernement et les créanciers doivent finalement comprendre que nous sommes des gens, que nous ne deviendrons pas des numéros", a réagi mercredi la Confédération générale des travailleurs grecs (GSEE), premier syndicat du secteur privé, dans un communiqué.

"Notre combat va continuer et sera de plus en plus intense, tant que les décideurs tiendront à pousser les gens à la pauvreté", a-t-il ajouté.

La GSEE et la Confédération des syndicats des fonctionnaires (ADEDY), principal syndicat du secteur public, qui représentent au total 2,5 millions d'employés, sont régulièrement à l'origine de grèves massives depuis le début de la crise de la dette grecque en 2009.

Après avoir déjà lancé deux appels à la grève cette semaine, le Collectif des délégués du personnel des employés des communes et régions de Grèce (POE-OTA), qui rassemble les fonctionnaires des collectivités territoriales, doit se prononcer dans la journée sur la poursuite de ses actions.

Les syndicats sont particulièrement hostiles au *"mécanisme de mobilité"* prévu par le gouvernement dans le secteur public, qui laisse huit mois aux fonctionnaires visés pour accepter de travailler dans un autre service sous peine d'être licenciés.

D'ici septembre, 12.500 personnes doivent être concernées par ce plan et Athènes compte doubler ce chiffre d'ici la fin de l'année.

Dans le même temps, la Grèce fait face à l'impatience de la troïka quant à la réforme de son secteur public, qui comprend 600.000 fonctionnaires et que les créanciers internationaux jugent largement corrompu et inefficace. Reuters 10.07

ECONOMIE

1- Banque

La Commission européenne a proposé mercredi la mise en place d'un mécanisme pour régler le sort des banques en difficultés de la zone euro, dans laquelle elle prévoit de jouer un rôle de premier plan. Mais ce dispositif, pourtant volontairement limité, se heurte déjà à de sérieuses réserves de la part de l'Allemagne.

En cas de risque de faillite bancaire, *"nous mettons sur la table les moyens et les outils d'une réparation organisée"*, a expliqué le commissaire européen aux Services financiers, Michel Barnier, au cours d'une conférence de presse.

Cette proposition a pour ambition de casser le lien entre crise bancaire et crise de la dette. Les Européens ont déjà dessiné fin 2012 les grandes lignes d'un superviseur bancaire unique de la zone euro, placé sous l'égide de la Banque centrale européenne (BCE).

Fin juin, un accord est intervenu sur un ensemble de règles communes aux 28, qui définissent l'ordre dans lesquels les créanciers des banques seront sollicités en cas de sauvetage ou de faillite d'une banque. La proposition présentée mercredi consiste en un mécanisme qui permettra d'appliquer ces règles de manière unique dans la zone euro. Il comprendra un conseil de résolution ainsi qu'un fonds. Si une banque de la zone euro se trouve dans de graves difficultés financières, la BCE, en tant que superviseur, tirera la sonnette d'alarme. A ce stade, le conseil de résolution, une nouvelle entité composée de représentants de la BCE, de la Commission européenne et des autorités nationales de résolution, fera des recommandations à la Commission.

Ce conseil, *"créé comme une agence, avec l'expertise nécessaire"*, sera formé de 300 personnes au départ, selon M. Barnier. C'est

la Commission qui "*appuiera sur le bouton*". Autrement dit, c'est elle qui prendra la décision de mettre en oeuvre un plan de restructuration, laissé ensuite à la charge des autorités nationales compétentes.

Un fonds alimenté par les banques elles-mêmes sera mis en place pour participer au sauvetage des établissements financiers, permettant ainsi d'éviter progressivement le recours à l'argent public, au fur et à mesure de sa montée en puissance. En une décennie environ, il devrait atteindre une capacité de 60 à 70 milliards d'euros.

Mais ce nouveau mécanisme se heurte à l'opposition de l'Allemagne. La proposition de la Commission "*va au-delà des compétences*" de celle-ci, et impliquerait des changements des traités, "*ce qui durerait longtemps*", a redit mercredi le porte-parole du gouvernement, Steffen Seibert, en écho à des propos du ministre des Finances Wolfgang Schäuble la veille.

M. Barnier a assuré que la Commission avait "*sérieusement travaillé sur la sécurité juridique*" du texte, sans écarter un changement de traité à l'avenir. "*Mais nous avons une responsabilité immédiate*" en cas de faillite bancaire, a-t-il insisté. Sur le fond, l'Allemagne n'est pas favorable à un fonds de résolution commun, qui contraindrait les banques allemandes à financer les faillites ou les sauvetages de celles d'autres pays. Elle est opposée également au fait de donner à la Commission le pouvoir de décider si l'argent du contribuable allemand sera utilisé dans le sauvetage de banques d'autres pays.

Lors de sa récente intervention au Sénat, l'ancien patron du FMI, Dominique Strauss-Kahn avait critiqué l'absence de volonté des Etats à abandonner leur souveraineté économique et financière entre les mains de gendarmes internationaux. Evoquant la mise en place d'une supervision bancaire en Europe, il évoquait sans citer l'Allemagne, le blocage de "*certaines très grands pays qui ont des problèmes avec leurs banques régionales*". L'Expansion.com avec AFP 10.07

A retenir : C'est la Commission qui "*appuiera sur le bouton*", donc les banques de l'UE passeront directement sous le contrôle de l'oligarchie financière américaine. Cela préfigure ce que sera le marché unique EU-UE. Et Strauss-Kahn en rajoute une couche, normal.

2- Grande-Bretagne

Le gouvernement britannique a annoncé mercredi son intention de vendre d'ici neuf mois la majorité du capital de Royal Mail, le groupe public de services postaux, en promettant des actions gratuites à ses 150.000 salariés, dont les syndicats s'opposent au passage au secteur privé.

Cette introduction en Bourse, la plus importante privatisation lancée par Londres depuis une vingtaine d'années, pourrait valoriser Royal Mail entre deux et trois milliards de livres (2,3 à 3,5 milliards d'euros). La cession de la majorité du capital devrait donc rapporter plus d'un milliard de livres à l'Etat.

Le gouvernement a précisé qu'il distribuerait 10% des actions aux salariés à la condition qu'ils conservent les titres pendant trois ans au moins. Il pourrait ainsi contourner l'opposition des syndicats qui ont contribué à faire échouer plusieurs tentatives antérieures d'ouverture du capital.

La direction de Royal Mail réclame depuis longtemps déjà la possibilité d'accéder à de nouvelles sources de financement pour pouvoir investir dans le développement de ses activités de colis, dopées par l'essor du commerce en ligne, pour compenser la baisse des volumes de courrier classique.

Mais les syndicats menacent d'appeler à la grève pour protester contre la privatisation, qu'ils perçoivent comme une menace pour le service de distribution universel du courrier six jours sur sept ainsi que pour les conditions de travail des salariés.

Le secrétaire d'Etat aux Entreprises, Vince Cable, a assuré que le service universel serait préservé par l'Ofcom, l'autorité de tutelle de Royal Mail, comme par le Parlement.

Royal Mail, qui n'a plus de lien avec le Post Office, l'exploitant du réseau britannique de bureaux de poste, a plus que doublé ses bénéfices sur l'exercice financier clos le 31 mars dernier, grâce à la bonne santé de son activité de colis.

Son entrée en Bourse, qui aura lieu avant la fin de l'exercice budgétaire en cours, passera par une offre publique de vente ouverte aux particuliers. Le gouvernement a choisi Goldman Sachs et UBS comme banques conseils pour l'opération.

Vince Cable a expliqué que la part exacte du capital mise en vente dépendrait des conditions de marché et de la demande.

L'opposition travailliste au gouvernement de David Cameron reproche pour sa part à celui-ci de vouloir vendre l'entreprise au privé au moment même où ses résultats financiers s'améliorent.

Un gouvernement travailliste avait tenté d'initier la privatisation en 2009, tout comme un cabinet conservateur en 1994, mais dans les deux cas, le projet s'était heurté à l'opposition des syndicats et à des dissensions politiques.

Un sondage YouGov publié mercredi montre que 53% seulement des Britanniques sont informés du projet de privatisation de Royal Mail et que 67% s'y opposent. Reuters 10.07

A retenir : Le gouvernement a choisi Goldman Sachs et UBS comme banques conseils pour l'opération. Normal, la Grande-Bretagne est un appendice des Etats-Unis... Ils vont se servir !

[Haut de page ↗](#)

Le 12 juillet 2013

CAUSERIE

Pas le temps de causer je dois absolument me taper les tâches ménagères que j'ai laissées de côté depuis plusieurs jours, et demain matin j'aurai un tas de courses à faire.

Bon week-end à tous, de

Qui a dit ?

-«L'Amérique a des responsabilités et des intérêts globaux, mondiaux. Toute nouvelle tendance, tout mouvement imprévu sur la planète peuvent avoir un impact sur son bien-être et sa sécurité. Elle doit donc avoir la capacité d'être renseignée partout, non seulement sur ses ennemis, mais aussi sur ses amis.»

Zbigniew Brzezinski. Interview 16 décembre 1998 Nouvel Obs.

Comme vous faites forcément partie de nos ennemis ou de nos amis, nous vous espionnons et c'est normal, nous sommes les maîtres du monde, d'ailleurs quel chef d'Etat ose rompre les relations avec nous ? Aucun.

Combat ou culture des illusions ? Ils sollicitent le soutien du gouvernement des riches !

- L'assemblée-débat du POI prend l'initiative d'une lettre au ministre Sapin contre le plan de licenciements chez Michelin (IO n° 259 page 7)

D. Gluckstein - "Pourquoi ne pas réfléchir ensemble à un appel public d'ouvriers, de syndicalistes, d'habitantes et habitants de la ville, sous la forme, par exemple, d'une lettre ouverte à Michel Sapin et à tous les élus qui prétendent défendre l'emploi, en reprenant l'exigence d'annulation du plan de Michelin, de maintien de tous les emplois, de maintien du site et de tous les sites ?"

On se frotte les yeux, on croit rêver, parce que Sapin pourrait défendre l'emploi, on cherche à comprendre. Après ils expliquent qu'il faut aider les masses à se dresser contre le gouvernement, ne serait-ce pas là faire exactement le contraire ?

Même quand les masses ne sont pas portées à avoir des illusions dans le PS, il faut absolument leur mettre dans la tête qu'ils doivent en avoir.

Parole d'internaute.

1- C'est absolument tout le système qui doit changer, est ce que les citoyens comprennent qu'il y a un problème de fond très gravissime ?! Car tandis que le chômage augmente, que la croissance ne cesse de baisser et que l'écart entre riche/pauvre ne fait que croître, les plus riches obtiennent un quart de leur gâteau supplémentaire sur 1 an... Ce n'est ni de la haine, mais de la logique, on s'éloigne dangereusement de tout ce qu'il y a de meilleur en l'Homme. Il va falloir se lever un jour !

Vous avez raison, il va falloir un jour...

2- Il y a quand même quelque chose qui ne va pas dans ce bas monde! A quel titre ces nantis profitent d'une telle hausse si indécente. Il faudrait leur appliquer un taux d'imposition de 90 % sur ladite hausse!

A quel titre, mais c'est parfaitement légal, la Constitution en est le garant, il faut donc l'abolir...

3- Au fond la crise se porte bien. Si les riches s'enrichissent, tout va bien. Et pour un gouvernement qui se dit socialiste, la redistribution de la richesse ne saurait toucher aux grosses fortunes, ce serait contre-productif comme on aime à dire. Il paraît que les nationalisations sont devenues obsolètes. Je ne sais qui a proclamé cette imbécillité, mais il semble que ceux qui se proclament les héritiers de Jaurès l'ont prise au sérieux.

Non, vous croyez ? Vous êtes très loin du compte...

4- C'est bien la preuve que ce n'est pas l'économie qui les enrichit mais bien la finance. Sinon, la crise les aurait rattrapé.

Votre première affirmation est vraie et fausse, passons. Pour les rattraper il faudrait qu'on cesse d'avoir une longueur de retard sur eux...

5- Et on tente de récupérer quelques centaines d'euros sur vos allocations familiales, vos retraites, vos salaires qui baissent en valeur relative. On informatise, on veut mettre des caisses automatiques dans les super marchés et supprimer (encore) des emplois. On se demande où cela va s'arrêter. Aux USA , c'est pareil. On parle de "*jobless recovery*" = sortie de crise sans reprise de l'emploi.... On prend le même chemin....Il faut repenser ce système criminel.

Et ce n'est qu'un début, la tendance est amorcée, elle va s'amplifier comme aux Etats-Unis. En France et dans le monde on ignore encore que les Etats-Unis est un pays ravagé, monstrueux, déjà retourné un siècle en arrière, je viens de voir ce soir sur TV5Monde Asie un documentaire sur Détroit, c'est terrible ce que vit la population au quotidien, et il paraîtrait qu'une centaine de grandes villes connaîtraient le même sort, et les commentateurs américains de prévoir que la situation devrait encore s'aggraver pendant encore une ou deux décennies...

6- Tout simplement insupportable... Par contre, vous devrez travailler deux ans de plus, brave gens, afin de combler un déficit creusé à coup d'exonérations de cotisations, de quelques milliards d'euros... Quelle vaste fumisterie !

Bravo, maintenant il faut passer aux actes...

8- Une écœurante réalité, en France comme dans le reste du monde, indigne d'une démocratie où une petite poignée de prédateurs voraces et sans éthique préemptent toutes les richesses. Combien de temps allons nous encore accepter ce système fondamentalement injuste dont l'horizon indépassable n'est plus que la jouissance, l'argent? Les Lumières semblent bien loin aujourd'hui. Demain, la révolution?

On est prêt. Il est minuit dans le siècle, à certains égards la situation est bien pire qu'en 1939...

ACTUALITE EN TITRES

[Le gang des saigneurs a encore frappé .](#)

Liquidités à gogo !

- Le patron de la Fed pour une politique monétaire accommodante - AFP

Le paradis... terrestre de préférence pour en profiter...

- Xavier Niel : "*La France n'est pas un enfer fiscal*" - LePoint.fr

... la preuve :

Enfin, le dernier du top 10 est le fondateur de l'opérateur Free, Xavier Niel (actionnaire à titre individuel du groupe Le Monde) entré dans le classement des 500 plus grandes fortunes de France en 2003 avec 80 millions d'euros et qui pèse actuellement plus de 70 fois plus (5,9 milliards). LEMONDE.FR 11.07

... pas encore suffisant selon Moscovici :

- Taxe sur les transactions financières : Moscovici craint un «*effet repoussoir*» - LeParisien.fr

- Taxe sur les transactions financières: Moscovici a-t-il retourné sa veste? - L'Expansion.com

- Moscovici juge le projet européen de taxe Tobin «*excessif*» - Liberation.fr

Vous avez dit pire que Sarkozy, pire que la droite...

[Chacun son tour.](#)

- Fillon dénie à Sarkozy le rôle de "*recours*" pour l'UMP - AFP

[Flash ou la dernière taxe.](#)

- Sécurité routière : la baisse des limitations de vitesse est «*inéluçtable*», selon Valls - LeFigaro.fr

Elle pourrait passer de 90 à 80 et de 130 à 120 pour piéger un maximum d'automobilistes et alimenter le budget de la police...

[Dévalorisation.](#)

- Bac 2013: taux de réussite record à 86,8% - AFP

- 171 : le nombre de bacheliers à avoir obtenu une moyenne supérieure à 20 sur 20 - Atlantico.fr

[Contrevérité](#)

- Grèce: relance difficile des programmes de la télévision publique - AFP

En réalité, il s'agit d'une télévision privée !

[Confirmation. La pire barbarie ramenée au rang d'abus.](#)

- Syrie: les jihadistes coupés du peuple à cause de leurs abus - AFP

ACTUALITÉ DU JOUR

Les jaunes ont encore frappé. Comment liquider le CDI, mode d'emploi. La normalisation de la précarité.

Trois syndicats (CFDT, CFTC, CFE-CGC) ont conclu jeudi avec le patronat du travail temporaire un accord créant 20.000 postes en contrat à durée indéterminée (CDI) en faveur des intérimaires d'ici à trois ans.

Quelque deux millions de personnes travaillent dans l'intérim chaque année en France. Chaque salarié aura le choix d'accepter ou non un CDI aux termes de cet accord qui n'entrera en vigueur qu'après validation du ministère du Travail.

La CGT et Force ouvrière, qui dénoncent "*un marché de dupes*" et un CDI "*au rabais*", n'ont pas signé l'accord.

L'accord prévoit en outre d'allonger de 5% par an les durées d'emploi des intérimaires (40 heures supplémentaires pour les salariés travaillant 800 heures dans l'année) et introduit une cotisation des entreprises, à hauteur de 0,5% de la masse salariale, qui sera versée à un fonds de formation.

La CFTC salue une avancée pour la sécurisation des emplois "*qui permettra aux bénéficiaires du dispositif d'engager des projets de vie (famille, logement,...) sur le long terme*".

La CFDT se réjouit quant à elle qu'"*avec cet accord, le dialogue social apporte une fois de plus des solutions concrètes aux salariés face à la montée du chômage*". Reuters 11.07

C'est l'institutionnalisation, la normalisation "sur le long terme" de la précarité ni plus ni moins.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Syrie

1- C'est ce que prétend le représentant de la coalition des opposants syriens à Londres : *"la Grande Bretagne n'envisage pas armer les rebelles avant la tenue des pourparlers de Genève II et les Etats Unis n'ont pas encore finaliser leur décision en ce sens"* , a affirmé Walid Safour cité par le site Panorama d'al Charq al Ossat. *"Londres s'estime lié par son engagement à armer les opposants après Genève II et c'est pourquoi il ne cesse de reporter la livraison d'armes en dépit d'un discours officiel qui , lui, insiste sur la nécessité de l'armement"*.

Quant aux américains, ils disent clairement n'avoir pris aucune décision définitive au sujet de la livraison d'armes aux rebelles. *"A la dernière conférence dite des Amis de la Syrie , la Grande-Bretagne et les Etats Unis ont défendu et plaidé en faveur de la livraison d'armes aux terroristes pour ainsi créer " les conditions d'un dialogue"*. *"il s'agit d'une methode extrêmement curieuse pour préparer la paix en semant la guerre"*, ont jugé les analystes. french.trib.ir 10.07

2- Selon la chaîne de Syrie citant les courants salafistes jordaniens, nombre d'extrémistes jordaniens sont entrés à Alep via la Turquie.

Selon un reporter de la télévision syrienne, citant certaines sources salafistes interviewées par le quotidien jordanien Al-Ghad, 10 éléments extrémistes se sont infiltrés à Alep via la Turquie, car leur entrée via les frontières avec la Jordanie est devenue impossible en raison des mesures de sécurité prises par l'armée syrienne. Les sources salafistes jordaniennes ont confirmé la présence de plus de 400 terroristes jordaniens en Syrie, affirmant qu'ils se trouvaient plutôt à Deraa, et dont 40 ont été tués lors d'affrontements avec l'armée. french.trib.ir 11.07

3- Selon la presse, des centaines de terroristes salafite-wahhabites quittent en ce moment la Syrie à destination du Liban et plus particulièrement de l'ouest de Bekaa.

Selon Al Hadath News, il s'agit des takfiris qui traversent clandestinement les frontières pour s'installer sur les hauteurs de l'est du Liban. Une vaste zone étendue depuis la localité d'Al Ratid au mont de Kama Al Lowz et de Majdal Anjar. Des centaines d'autres sont déployés dans d'autres régions du Liban. Selon les sources sécuritaires, ce vaste déploiement de terroristes au Liban n'est pas sans rapport avec l'attentat à la voiture piégée qui a frappé l'un des fiefs du Hezbollah. french.trib.ir 11.07

SOCIAL

1- Grèce

Des agents de police aux éboueurs, les employés municipaux grecs sont descendus jeudi dans les rues d'Athènes pour le quatrième jour d'affilée, pour protester contre les suppressions de postes prévues dans la fonction publique, alors que le chômage atteint des niveaux record.

Les sirènes de police ont retenti bruyamment dans le centre d'Athènes et des dizaines de policiers municipaux en uniforme vert se sont rassemblés à moto devant le parlement, brandissant des drapeaux grecs et les poings serrés en l'air.

Des centaines d'employés municipaux, dont des gardiens d'école et des éboueurs, se sont rassemblés devant le siège du parti Nouvelle démocratie du Premier ministre, Antonis Samaras.

"Ils (le gouvernement) faut qu'ils prennent conscience du chaos et des problèmes qu'ils créent dans la société grecque", a déclaré Themis Balasopoulos, qui dirige le syndicat des employés territoriaux (POE-OTA), à l'origine de la mobilisation de cette semaine. *" Quelque 6.000 familles vont se retrouver à la rue."*

Alimenté par trois années de politique d'austérité, le chômage a atteint 26,9% au mois d'avril, son plus haut niveau depuis la création de ce type de mesure en 2006, selon l'Institut national de la statistique grec (Elstat).

Par rapport à la fin de l'année 2009, près de trois fois plus de Grecs sont aujourd'hui sans emploi.

"On pourrait assister à une explosion sociale à l'automne. Personne ne peut prédire avec précision quelle est la tolérance limite de la société", estime Dimitris Mardas, professeur d'économie à l'université Aristote de Thessalonique.

Selon Elstat, entre 700 et 1.000 personnes sont licenciées chaque jour en Grèce.

Les principaux syndicats grecs ont lancé mercredi un appel à une grève de 24 heures le 16 juillet pour protester contre les licenciements de fonctionnaires. Reuters 11.07

2- Brésil

Une cinquantaine de routes du pays ont été bloquées et les transports en commun sont partiellement paralysés. Des heurts ont éclaté à Rio avec des manifestants masqués.

Les manifestants ont répondu à l'appel des grandes centrales syndicales dans le cadre d'une «*journée nationale de luttes*». Les cinq grands syndicats manifestent côte à côte pour la première fois et réclament notamment la réduction de la semaine de travail à 40 heures (contre 44 heures actuellement). Ils reprennent aussi certaines des revendications des manifestations de juin, comme l'amélioration des services publics et plus d'investissements en éducation.

«*C'est la première fois dans l'histoire du Brésil que nous manifestons ensemble. C'est important pour que la présidente réponde à nos demandes*», a expliqué le président de Force syndicale (FS), Paulo Pereira da Silva alias «Paulinho». Toutefois, les syndicats arrivent divisés quant à leur soutien au gouvernement de la présidente de gauche Dilma Rousseff, certains affichant leur opposition, comme Force syndicale (FS). Seule la Centrale unique des travailleurs (CUT), le plus important des syndicats, défend le référendum voulu par la présidente, comme réponse à la rue, pour une grande réforme politique.

Une grève des dockers du port de Santos, près de São Paulo, a paralysé mercredi toutes ses activités. La grève, très handicapante puisque le port de Santos se trouve être le plus grand d'Amérique latine, se poursuivait ce jeudi. Les syndicats des dockers, qui regroupent 80 000 travailleurs, rejettent un décret présidentiel de juin qui établit de nouvelles règles pour les concessions des ports publics et les autorisations d'ouverture de ports privés.

A São Paulo, mégapole de 20 millions d'habitants, les syndicats des transports ont appelé à bloquer les 29 terminaux d'autobus mais les trains et métros fonctionnent normalement. Dans d'autres grandes villes, comme à Salvador de Bahia, Porto Alegre, Belo Horizonte, Curitiba, Florianopolis ou Manaus, les transports en commun sont également à l'arrêt. Plusieurs écoles ont fermé leurs portes et certains hôpitaux ne traitent que les urgences. LeParisien.fr 11.07

3- Chili

Des milliers de manifestants ont défilé jeudi dans les rues de Santiago du Chili pour réclamer de meilleures conditions de travail, dans le cadre d'une mobilisation nationale à quatre mois de l'élection présidentielle.

Des barricades incendiées et des blocages de sites miniers ont marqué le début d'une journée de grève convoquée par le principal syndicat du pays, soutenu par de nombreux secteurs, comme les étudiants.

Les revendications portent notamment sur une réforme du code du travail, une amélioration du salaire minimum (à 490 dollars par mois contre 380 actuellement) et un remplacement du système des retraites privé par un système public cofinancé par les salariés et les employeurs.

A l'appel de la Centrale syndicale unitaire des travailleurs (CUT), soutenue par les étudiants, une dizaine de barrages ont été dressés jeudi matin sur divers accès à Santiago, provoquant des embouteillages à l'heure de pointe, selon la police.

"*De l'avis du gouvernement, les raisons aujourd'hui pour faire grève dans le pays sont inexistantes*", a déclaré pour sa part dans une conférence de presse, le ministre de l'Intérieur, Andrés Chadwick.

Selon l'Association nationale des employés des impôts, 90% des fonctionnaires syndiqués dans cette branche ont observé le mouvement de grève.

Les accès aux principaux sites miniers de la compagnie publique Codelco, plus important producteur de cuivre au monde, ont également été bloqués, selon les syndicats des travailleurs du cuivre.

Sur son compte Twitter, l'entreprise a assuré que "*malgré des problèmes d'accès, tous les sites travaillent normalement*", à part un, où le premier quart a été retardé.

Cette nouvelle journée de manifestations intervient à quatre mois de l'élection présidentielle du 17 novembre, dans un climat de mobilisations récurrentes du secteur étudiant en faveur d'un système éducatif gratuit et de qualité en remplacement de l'actuel, cher et inégalitaire, hérité de la dictature d'Augusto Pinochet (1973-1990).

L'appel à la grève nationale a été relayé également par les employés du fisc, de l'état civil, des crèches, des douanes ou encore de l'aviation civile.

L'aéroport de Santiago fonctionnait toutefois normalement jeudi matin, et les majorités des commerces de la capitale étaient ouverts. AFP 11.07

4- Etats-Unis

Ils étaient environ 29 000 prisonniers de l'Etat de Californie à refuser leurs repas mercredi, pour le troisième jour de la grève de la faim qu'ils ont commencée afin de protester contre leurs conditions de détention, rapporte le New York Times.

Cette action touche les deux tiers des prisons de l'Etat qui en compte trente-trois et pourrait être la plus ample ayant jamais existé en Californie. Une grève de la faim en 2011 avait concerné 6 000 prisonniers, selon les autorités pénitentiaires.

La principale revendication porte sur les pratiques jugées agressives de mise à l'isolement, mais elle a recueilli le soutien de nombreux autres prisonniers qui demandent des changements concernant les conditions de détention.

Cette grève de la faim pourrait durer, prévient Jules Lobel, président du Centre des droits constitutionnels (Center for Constitutional Rights), les prisonniers étant dans l'attente de réels changements. Il y a deux ans, "*on leur avait promis des réformes qui n'ont pas été réalisées selon eux*", explique M. Lobel, qui précise que cette fois la détermination des prisonniers est frès forte, et que "*la situation pourrait devenir sérieuse*". lemonde.fr 11.07

[Haut de page ↗](#)

Le 13 juillet 2013

CAUSERIE

Je rajouterai quelques articles ce soir.

Réflexion politique

La démocratie en régime capitaliste n'existe que sur le papier, constitutionnellement, en réalité elle n'existe pas lorsque les masses opprimées n'ont pas les moyens de la faire vivre ou de la relier à une alternative politique au capitalisme, à la perspective du socialisme.

La démocratie est mort-née, elle ne se manifeste que sous la forme de soubresauts quand les masses trouvent le chemin de la mobilisation, puis elle retourne à l'état végétatif et c'est la dictature qui occupe le terrain. C'est ainsi qu'on nous impose une multitude de mesures antisociales sans qu'on puisse s'y opposer, les rejeter, on ne dispose d'aucun droit politique pour les annuler, on vit bien sous un régime dictatorial.

La démocratie n'existe qu'à l'état latent, prête à se manifester quand les masses se mobilisent pour être aussitôt réprimée si elles tentent de l'imposer, finalement son existence tient davantage de l'illusion.

Ce qui signifie que l'avant-garde du mouvement ouvrier s'est sans cesse évertué à baser son intervention dans la lutte des classes à partir des illusions que les masses pouvaient avoir dans le régime sous prétexte que cela aurait été le meilleur moyen de les aider à se débarrasser de leurs illusions, alors que c'est exactement le contraire qui s'est produit, elles sont enchaînées plus que jamais au capitalisme et tournent le dos systématiquement à l'alternative du socialisme.

Et pendant qu'on pouvait avoir l'impression que le mouvement ouvrier se développait, en réalité il était en train de creuser sa propre tombe, terrible ou cruelle illusion qui fut entretenue minutieusement par tous les partis sans exception jusqu'au début

des années 80.

Pourquoi ? Parce qu'on s'est employé à ignorer que l'on vivait à l'époque du capitalisme parvenu au stade de l'impérialisme qui devait se traduire par l'emprise totale de la finance sur le capitalisme et la prise du pouvoir politique par l'oligarchie financière. Remarquez bien que c'était inscrit dans le développement du capitalisme à venir que Lénine avait parfaitement décrit dans *Impérialisme stade suprême du capitalisme*. Pire encore et qui démontre à quel point nos dirigeants ont failli, ce pouvoir de la finance fut institutionnalisé dès 1944 lors des accords de Bretton Wood qui devait déboucher (notamment) sur la création du FMI et de la Banque mondiale totalement sous le contrôle du cartel des banquiers de la Fed, donc nos dirigeants ne peuvent pas dire que cela se serait déroulé dans leur dos et qu'ils ne pouvaient le voir venir, ils n'ont absolument aucune excuse, cela s'est passé sous leurs yeux.

La marche du monde, l'orientation du capitalisme mondial était ainsi définie très clairement, mais nos dirigeants n'en ont pas tenu compte ou ils ne l'ont pas compris ou encore ils n'ont pas voulu le comprendre. Pas plus aujourd'hui le 13 juillet 2013 notez bien, ils persistent et signent.

Maintenant l'emprise totale de la finance sur tous les secteurs de l'économie n'allait pas se réaliser en un jour, il faudra près d'un siècle avant qu'ils y parviennent, on peut estimer aujourd'hui qu'ils ont atteint cet objectif, ce processus amorcé dès la fin du XIXe siècle remonte sur le plan politique à la création de la Fed en 1913.

Et contrairement à la première moitié du XXe siècle où ils rencontrèrent des obstacles politiques pour avancer vers leur objectif et instrumentalisèrent la crise du capitalisme pour justifier deux guerres mondiales qui allaient enfin leur donner les moyens de soumettre les Etats et d'affirmer leur domination en créant les institutions internationales supranationales qui allaient servir leurs intérêts, aujourd'hui ils estiment que leur plan est suffisamment avancé pour se passer d'une Troisième Guerre mondiale ou leur pouvoir suffisamment solide pour franchir de nouvelles étapes, on les connaît, c'est le marché unique transatlantique et transpacifique.

Pour expliquer notre incapacité à construire un nouveau parti communiste et à élever le niveau de conscience des masses, on nous a raconté que c'était à cause du stalinisme, puis que c'était à cause de la capacité du capitalisme à trouver de nouvelles ressources pour assurer sa survie, en réalité ils s'agissaient bien d'un handicap pour construire le parti qu'il n'est pas question de nier, mais cette explication est insuffisante, elle cache une autre réalité bien plus cruelle pour nos dirigeants, car face à ces difficultés ils ont préféré tourner le dos à la réalité, ils ont adopté la voie de la moindre résistance en cherchant à prendre appui sur la social-démocratie dégénérée, puis sur le cadavre du stalinisme, finalement les différents courants se réclamant du trotskisme ont démontré qu'ils avaient réglé la crise (fatale) de la IVe Internationale de 1952-53 en se situant sur le terrain de l'opportunisme et non sur celui du marxisme.

Depuis 1945 on a ignoré ou sous-estimé les importantes modifications intervenues au sein des rapports à l'intérieur du capitalisme en faveur de l'industrie financière et qui allaient s'accélérer au début des années 70, puis 90, puis 2000 et enfin 2008 qui allaient se traduire par son emprise totale sur les institutions politiques nationales de chaque pays, instaurant de fait une dictature absolue.

On a ignoré que la modification de ces rapports allaient se répercuter au sein de tous les partis, mettre en lumière leur véritable nature que l'on se refuse toujours à admettre, à caractériser ces partis pour ce qu'ils sont réellement.

On a également sous-estimé le développement exponentiel de la démographie mondiale dont on a ignoré les conséquences prévisibles sur les rapports économiques et sociaux à l'échelle mondiale.

On a encore sous-estimé les modifications intervenues dans les rapports entre les différents secteurs économiques au profit des services qui allaient déteindre sur le mode de pensée des travailleurs, car le rapport à l'exploitation capitaliste, qui s'exprime dans le procès du capital, est plus abstrait quand on travaille dans un bureau que lorsque l'on travaille dans une usine, c'est même le rapport à la dialectique qui disparaît.

On a aussi sous-estimé ou plutôt totalement ignoré, voire même rejeté les rapports qui existaient entre les hommes et les femmes, la place des enfants dans la société, pour emboîter le pas au féminisme soutenu et encouragé par un certain Nick Rockefeller.

On a même sous-estimé la manière dont le capitalisme réalisait sa plus-value au niveau mondial en surexploitant et pillant les richesses d'autres peuples, on en veut pour preuve que ce ne sont même pas les partis ouvriers qui ont réalisé la décolonisation. Ajoutons que le mouvement ouvrier allait se contenter des réformes ou de la hausse du niveau de vie qui proviendrait des gains de productivité réalisés en France (et ailleurs) grâce à l'introduction de nouvelles technologies, de l'amplification de l'exploitation en fait, sans se poser la question de savoir ce qui adviendrait par la suite des gigantesques masses de profit que les capitalistes accumulaient, préparant en réalité les conditions de la prochaine crise.

Résumons.

A l'époque de l'impérialisme stade suprême du capitalisme, il est préférable d'avoir toujours ce cadre à l'esprit sinon on ne comprend pas grand chose, dès 1945 l'orientation du capitalisme mondial témoignait d'une accélération et amplification du processus qui était apparu à la fin du XIXe siècle et au début du XXe, qui allait aboutir à une nouvelle concentration du capital, à la domination de monopoles de plus en plus gigantesques dépendant des banquiers ou passés sous leur contrôle, à l'emprise de la finance sur l'ensemble de l'économie allant jusqu'à exercer leur pouvoir sur les Etats, dès 1973 en France, créant de toutes pièces des institutions financières et politiques supranationales pour s'emparer du pouvoir politique et ainsi mieux soumettre tous les Etats à leur domination, sans partage, ce qui signifiait que le prolétariat devrait en être totalement exclu ou ne plus détenir aucun droit politique en dehors de s'organiser et de s'exprimer, dans tous les cas de figure l'évincer des institutions politiques ou lui interdire d'y accéder par tous les moyens, sachant que la crise du capitalisme allait faire rage à nouveau, il leur faudrait pour la contenir se lancer dans une fuite en avant à l'endettement sans précédent du monde en entier, créer une multitude d'instruments financiers (et de paradis fiscaux) à la fois pour mieux piller les richesses produites qui passeraient de l'économie productive ou réelle dans l'escarcelle de l'économie financière, spéculative ou fictive, accroître ainsi leur pouvoir et leur pression sur les Etats afin qu'ils mettent en oeuvre des réformes structurelles, liquident tous les acquis sociaux des travailleurs, le tout en accordant des dizaines de milliers de milliards aux banquiers et autres institutions financières pour éviter également que tout leur système totalement corrompu ne s'effondre, nous en sommes là aujourd'hui.

L'avant-garde du mouvement ouvrier pour n'y avoir rien compris ou pour avoir été corrompue par le capitalisme, n'a pas été capable pendant que cette situation se développait sous ses yeux d'adapter sa conception de la lutte de classe à ces nouveaux rapports et à cette orientation du capitalisme mondiale qui était écrite rappelons-le depuis le début du XXe siècle.

Ses dirigeants ont considéré que les rapports des masses, d'une partie des masses aux partis PS et PCF constituaient l'essentiel comme si ces rapports étaient gravés dans le marbre et devraient forcément jouer un rôle de premier plan dans le futur, or chacun pourra constater que les faits leur ont donné tort. Ils ont été incapable de développer une politique et une stratégie indépendante de ces partis, et des appareils des syndicats dans lesquels on retrouve ces partis.

Pendant 68 ans ils se sont accrochés à une et une seule tactique qu'ils ont élevée au rang de stratégie, de fétiche, le front unique, sous prétexte que ces partis comportaient des centaines de milliers de militants, qu'ils étaient des partis de masses et qu'il fallait se tourner vers leur dirigeant au lieu de les combattre en réalité. Là encore les faits leur ont donné tort puisqu'il n'y a plus d'ouvriers organisés au PS, et quant au PCF, réduit en réalité à quelques dizaines de milliers de militants, il est pour ainsi dire fossilisé, maintenu sous perfusion par les institutions et particulièrement le PS.

A aucun moment ils ne se sont posés la question de savoir quelle était la nature du mouvement ouvrier, bourgeois, ils ont refusé de caractériser le PS comme un parti capitaliste, de droite, ils n'ont eu de cesse de soutenir ces partis lors de chaque élection pendant plus de 50 ans, à aucun moment ils n'ont envisagé de rompre avec leurs appareils et ceux des syndicats, pas plus qu'avec les institutions, ils n'ont boycotté aucune élection et ils vont tous participer aux prochaines élections municipales, pour les européennes ce n'est pas encore fixé apparemment.

On pourrait dire que combattre les illusions sur le terrain des illusions à laquelle correspond cette stratégie a abouti à une formidable désillusion, non pas envers le capitalisme mais le socialisme, donc à l'objectif inverse de celui recherché, vous avouerez qu'on est en droit de se demander s'ils ne l'ont pas fait exprès ou alors ils firent preuve d'une incurie politique incurable, ce qu'il confirme quotidiennement apparemment.

Un autre exemple. Lors de la réunification de l'Allemagne, qu'avons-entendu, que c'était une bonne chose parce le plus puissant prolétariat d'Europe allait être réuni, patati patata. Pure foutaise en réalité et la suite l'a largement démontré. Voilà le genre d'analyses à deux balles, foireuses, merdiques qu'on nous a servies, bien enrobées comme il se doit de telle sorte qu'elle paraissait crédible, alors que c'était l'oeuvre de furieux dogmatiques. Nous ne remettons pas en cause la réunification de l'Allemagne et du prolétariat allemand mais contrairement aux philistins nous disons qu'il aurait fallu se poser une question : qui la réalise, le prolétariat allemand ou la classe dominante, pour qui, qui en tirera profit ? Poser cette question aboutit à une conclusion inverse de celle que les opportunistes nous ont servie, chacun peut l'observer.

Ce sont les mêmes dirigeants, qui contrairement à ce qu'ils ne cessent de proclamer, analysent la situation en France et dans le monde en ne se situant pas sur le terrain de classe du prolétariat, ils se situent sur le terrain de la lutte des classes sans forcément se situer sur le bon terrain, c'est cette déviation politique que les militants n'arrivent pas toujours à percevoir.

En 2008, j'avais commencé cette rubrique en expliquant de quelles manières ils s'y prenaient pour tromper les militants, car ils savent pertinemment ce qu'ils font, notamment à partir du syllogisme comportant un prémisses erroné. Le syllogisme comporte deux prémisses et une conclusion qui est la conséquence des prémisses. Si un des prémisses s'avère erroné ou faux, la conclusion sera forcément erronée ou fautive, c'est de la logique pure. L'exemple le plus simple pour comprendre comment fonctionne un syllogisme : l'homme est mortel, je suis un homme, (donc) je suis mortel. Le premier et le second prémisses sont vrais, donc la conclusion est correcte.

Si maintenant on reprend l'exemple ci-dessus cela donnait : Premier prémisses - l'unification de l'Allemagne permettra au plus puissant prolétariat d'Europe de se renforcer et cela sera profitable à sa lutte de classe ; second prémisses - l'heure a sonné de la réunification ; conclusion - le prolétariat allemand va se renforcer. Le premier prémisses était faux, le capitalisme allemand s'est

servi de la réunification pour affaiblir le prolétariat allemand, celui de l'Ouest mis en concurrence avec celui de l'Est pour réduire les salaires, tandis que celui de l'Est allait perdre tous les avantages dont il bénéficiait et qui était le produit de la révolution russe de 1917, bref, c'est l'ensemble du prolétariat allemand qui allait être perdant dans cette opération. Alors pourquoi avoir prétendu le contraire ?

On pourrait nous demander pourquoi on situe notre combat dans la perspective du socialisme, pourquoi on combat pour un objectif qui semble si lointain, pourquoi s'obstiner à mettre en avant le programme de la révolution socialiste alors que les conditions pour qu'elle ait lieu n'existent pas, pourquoi analyser la situation en ayant toujours à l'esprit l'objectif de la prise du pouvoir politique par le prolétariat ?

Parce que notre ennemi mène son combat en ayant toujours en tête son objectif politique final, parce que toutes les mesures qu'il adopte sont reliées à cet unique objectif, parce qu'il fait preuve d'une détermination sans faille et d'un cynisme sans fond à appliquer son programme, morceau par morceau, pan par pan, secteur par secteur étape par étape, il avance sur la voie qu'il s'est tracé, c'est sa force, alors que c'est notre terrible faiblesse de ne pas être capable de l'imiter de notre côté, lui il ne brade rien, il ne renie rien, il ne cède sur rien, il n'accepte aucun compromis, sauf si cela lui permet de faire un pas en avant dans un autre domaine ou de mieux préparer sa prochaine offensive, nous, nous faisons exactement l'inverse et quand on compare les résultats de part et d'autre, le bilan est accablant pour nos dirigeants.

Ne pas situer notre combat politique dans la perspective du socialisme, abandonner tout objectif politique conduit à s'adapter au capitalisme, à s'accommoder du capitalisme, à sans cesse reculer pour finalement capituler.

Quelle que soit la situation, quelle que soit l'époque, après guerre, sous la IVe République, sous la Ve jusqu'en 1981 puis après jusqu'au début des années 90, de 1992 à 2000, de 2002 à 2013, il se trouve toujours des pans entiers de la classe ouvrière plus avancés que le reste des masses, des travailleurs a gagné à un parti révolutionnaire, d'ailleurs certaines organisations ont vu leurs effectifs grossir puis à nouveau décroître et ainsi de suite, on les appelle des partis passoires incapables de retenir les travailleurs qu'ils avaient recrutés, non pas qu'il se serait produit des événements pouvant le justifier, là aussi ce sont les balivernes qu'on nous raconte, c'est l'interprétation de ces événements, mai 68, mai 81, l'implosion de l'URSS, toutes les défaites encaissées par le mouvement ouvrier, les illusions qui en amont avaient été colportées qui se sont avérées criminelles, dévastatrices sur le moral des militants, qui devaient entraîner leur dislocation, ce qui était en cause c'était leur analyse de la situation mondiale, son orientation et ses conséquences sur tous les rapports dans la société comme nous l'avons évoqué plus haut, leur conception du parti, de la lutte des classes, le sens qu'il fallait donner à l'engagement politique des militants sachant que la plupart avaient été gagnés lors d'une bataille, il devait rejoindre le parti bourré d'illusions, sur tout, sur le parti, le mouvement ouvrier, le capitalisme, le socialisme, absolument sur tout, donc sans porter une attention particulière et permanente à leur formation, à l'élévation de leur niveau politique, il devait infailliblement arriver un moment où ils flancheraient, c'est normal, c'est humain, j'en ai fait moi-même l'expérience il y a 32 ans, je me prenais pour un grand révolutionnaire, on m'a laissé croire que je l'étais, c'était l'erreur fatale à ne pas commettre, il me faudra 20 ans pour m'en remettre et revenir au militantisme.

Quand la révolution ou la question de la prise du pouvoir n'est pas prête de venir à l'ordre du jour, c'est criminel de faire croire aux militants le contraire comme si cela pouvait les motiver et les retenir au parti, car un jour où l'autre, très rapidement généralement, ils se laisseront et sans rien dire ils disparaîtront dans la nature. Vaut mieux leur dire la vérité, les former pour les préparer à entendre la vérité car il ne faut pas les brusquer ou les traumatiser psychologiquement, un militant cela se respecte, se soigne. Et oui, c'est ce genre de petites choses qu'on oublie dans un parti, la lutte, la lutte, la lutte, le syndicalisme, et merde bordel, les militants ne sont pas des machines, ils sont fragiles, sensibles, c'est seulement quand on a bien compris dans quel monde on vit, comment il fonctionne, qu'on acquiert un niveau de conscience supérieur qui nous relie solidement à notre idéal, avant de l'avoir atteint le fil est tenu, fragile, il peut rompre à tout moment, il faut donc l'entretenir, le solidifier, le rendre inoxydable, invulnérable. A suivre.

Une question à creuser qui a un rapport avec la précédente :

Niveau de vie et condition d'existence, le premier a progressé au détriment de la seconde qui a régressé, qui s'est détériorée, ne serait-on pas victime d'une conception de la lutte de classes purement comptable, mécanique et non pas dialectique ?

ACTUALITE EN TITRES

[En Inde, en Chine, non...](#)

- France. Accident de train à Brétigny : la vétusté de la ligne pointée du doigt - Francetv info

- Grande-Bretagne. Incidents en série sur des Boeing 787 dans le ciel britannique - LeMonde.fr

- Etats-Unis. Crash Asiana: une troisième victime est morte de ses blessures - Lexpress.fr

Fichtrement zélé le ministre des Finances

- Fitch prive la France de son dernier AAA - Reuters

- Le gouvernement se dit déterminé après l'abaissement de Fitch - Reuters

Le ministère des Finances a réaffirmé la détermination du gouvernement français à réduire les déficits.

Concernant Fitch, "*la notation élevée et la perspective 'stable' témoignent des atouts bien connus de la France*", poursuit le ministère.

"Elle reflète également la valeur des réformes engagées par le gouvernement, notamment le Pacte pour la croissance, la compétitivité, et l'emploi, la loi sur la sécurisation de l'emploi, les chantiers de la modernisation de l'action publique et de la réforme de nos régimes de retraite", poursuit le ministère des Finances. Reuters 12.07

Au moins cela a le mérite d'être clair, on sait qui fait les frais de la politique réactionnaire du gouvernement, non pas les riches, eux ils sont épargnés, normal.

Au POI ils devraient organiser une délégation auprès du ministère des Finances pour lui dire que ce n'est pas beau de s'en prendre ainsi aux plus faibles, c'est injuste, vilain va ! Oui, ils en sont à ce niveau-là.

Il fallait exiger 100 pour en obtenir 30 !

- Les banques espagnoles veulent 30 milliards d'impôts différés - Reuters

Tout est à nous, tout est à vendre !

- La Grèce lance la privatisation de son monopole ferroviaire - Reuters

- JP Morgan et Wells Fargo profitent du recul du risque - Reuters

Sur les trois mois à fin juin, JPMorgan a dégagé un bénéfice net en hausse de 31% à 6,5 milliards de dollars (4,99 milliards d'euros). De son côté, Wells Fargo a engrangé un profit en hausse de 20% sur la période avril-juin de cette année, à 5,27 milliards de dollars. Reuters 12.07

La contre-réforme permanente : c'est la réaction sur toute la ligne !

- Retraites : la réforme pourrait devenir annuelle - LeFigaro.fr

Washington et Berlin défenseurs des libertés... des féodaux, des barbares!

- Les Frères musulmans mobilisent leurs partisans au Caire - Reuters

- Egypte: Les Etats-Unis demandent à l'armée égyptienne de libérer l'ancien Président Mohamed Morsi - 20minutes.fr

- Égypte : Berlin veut voir Mohamed Morsi libre - LePoint.fr

Une idée qui fait son chemin...

- 14 Juillet : 51% des Français ne jugent pas nécessaire l'interview présidentielle - LeParisien.fr

Il va être déçu Daniel Gluckstein...

- Bon sens ? 60% des Français sont opposés à un engagement militaire du pays en Syrie - Atlantico.fr

Après que la cour suprême eut estimé que le combat pour les droits civiques des Noirs était dépassé.

- Affaire Trayvon Martin : les jurés pourraient acquitter George Zimmerman - LeMonde.fr

[Grotesque. A trop penser au pognon.](#)

- Les palaces parisiens pâtissent du mois de ramadan - LeParisien.fr

- Les gueules de bois ne font pas seulement vomir, elles coûtent aussi une fortune à l'économie et à la société - Atlantico.fr

C'est très con comme réflexion, car ceux qui picolent rapportent du frics aux entreprises et à l'Etat. Ils sont tellement aveuglés par leur idéologie pourrie, haineux, aigris, qu'ils en perdent même le sens de l'observation la plus élémentaire. Ce sont des gens qui ont un certain statut social, ils sont médiocres, insignifiants.

Entre nous, vaut mieux encore fumer un joint que de se taper la gueule de bois. Les réacs devraient s'y mettre, cela coûte moins cher, et même que cela peut décoincer ou rendre moins con !

ACTUALITÉ DU JOUR

[Gaz de schiste. Conditionnement des masses. Mode d'emploi.](#)

1- Montebourg prône un groupe public pour exploiter les gaz de schiste - Libération

2- Gaz de schiste: Montebourg sévèrement recadré par Ayrault - AFP

3- Gaz de schiste: Montebourg nie avoir rompu la ligne gouvernementale - AFP

4- Le Conseil constitutionnel va devoir se prononcer sur l'exploitation du gaz de schiste - 20minutes.fr

Vous avez compris le mécanisme : Montebourg lance l'opération sur un ton faussement provocateur en porte-parole du Vallourec, Ayrault le rappelle à l'ordre en porte-parole du gouvernement auquel participent EE-LV histoire de faire bonne mesure, le balancier, le notable de province rétorque qu'il s'en fout parce qu'il bénéficie (en sous-entendu) du soutien de Hollande et de Sylvie Hubac (Vallourec), et pour départager partisans et adversaires de l'exploitation du gaz de schiste ils refilent l'air de rien l'affaire au Conseil constitutionnel, là encore histoire de ne pas se mouiller, et il y a fort à parier que cela se terminera à l'avantage des partisans de l'exploitation du gaz de schiste, avant ou plutôt après les élections de 2014, on prend les paris ? Attention, j'ai du pif et le gaz de schiste ça pue !

[Stalinien for ever ! A bas le Front populaire !](#)

Pierre Laurent, secrétaire national du Parti communiste français (PCF), lance un appel pour "*un nouveau Front populaire de gauche*" pour que le gouvernement respecte "*la volonté populaire de changement*" issue des urnes le 6 mai 2012, dans un entretien accordé à L'Humanité dimanche.

(Il a raison de préciser "*de gauche*" car on pourrait croire qu'il serait de droite en y associant le PS et ses satellites, des partis de droite ! Faire croire que ce gouvernement pourrait changer de politique, quelle supercherie ! - ndlr)

M. Laurent prévient cependant que son objectif aux élections municipales "*n'est pas la sanction du PS*" mais de "*construire l'unité nécessaire face à un gouvernement dont la politique divise les forces de gauche*".

(Il ne veut pas sanctionner le PS, après avoir dit que le Front de gauche ne se situait pas dans l'opposition, bref, il le soutient de l'extérieur. Question à cent balles : Que serait l'unité qui ne serait pas tournée contre le gouvernement ? Réponse, l'unité avec le gouvernement, CQFD -ndlr)

"*Je lance un appel à un nouveau Front populaire de gauche, un grand front d'action politique et social pour faire respecter la volonté populaire de changement*", explique-t-il, ajoutant que le gouvernement devait "*changer de cap*" en refusant l'austérité et en combattant les "*forces de l'argent*".

(Le Front populaire ouvre la voie au fascisme, à la dictature. Le discours de Laurent est un déni, il consiste à nier la réalité, que pendant la première année du mandat de Hollande et du PS au Parlement, les 500 plus riches ont augmenté leur fortune de

25%, il est le président des riches, le PS est le parti des nantis, ils sont organiquement liés à l'oligarchie financière, il faut donc les combattre comme des ennemis à abattre. Comment cela "*changer de cap*", diable surtout pas ! continuez monsieur Hollande, frappez toujours plus fort, allez-y matraquez-nous, c'est la seule manière de pousser les masses à se soulever, il faut savoir ce qu'on veut dans la vie, sauvegarder le régime capitaliste ou le renverser, hein la confrérie des opportunistes réunis. - ndlr)

"En construisant un large front d'action sociale et politique (...) nous allons démontrer que les choix budgétaires permettront d'investir dans l'éducation, les transports publics urbains et ferroviaires, le développement industriel ou la transition écologique, et de créer de l'emploi, qui est une question prioritaire". AFP 12.07

(Sans renverser le régime, dans le cadre du capitalisme dont l'orientation politique consiste à broyer systématiquement tous nos droits, c'est colporter les pires illusions qui soient qui ne peuvent conduire qu'à la démoralisation et la démobilisation des masses au profit de la réaction, telle est la fonction du Front populaire dont Laurent est le porte-parole. La seule orientation politique correcte c'est de préparer les masses au renversement du régime pour porter au pouvoir un gouvernement ouvrier révolutionnaire, sans le Front de gauche et le PS évidemment. A bas le Front populaire ou la collaboration de classes ! -ndlr)

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Amérique latine

Les présidents de l'Argentine, du Brésil, de l'Uruguay et du Venezuela "*vont rappeler pour consultations leurs ambassadeurs dans les pays impliqués*" dans cet épisode, a indiqué vendredi le ministre uruguayen des Affaires étrangères, Luis Almagro, lors d'une séance plénière du sommet semestriel des chefs d'Etat du Mercosur à Montevideo. Reuters 12.07

2- Israël

Il a cinq ans, il est Palestinien et il va être emmené par des soldats israéliens. Son crime ? Avoir lancé une pierre qu'il destinait à un chien et qui a finalement touché une voiture.

A l'origine de ces images, B'Tselem, un groupe israélien de défense des droits de l'homme. L'ONG accuse l'armée israélienne d'avoir interpellé ce petit garçon dans les rues d'Hébron en Cisjordanie.

Ces images ont fait le tour des télévisions israéliennes.

On y voit Wadi, c'est son nom, en pleurs, emmené dans une jeep de Tsahal accompagné par son père.

Selon l'ONG, tous deux ont été détenus pendant une demi-heure. Sur ces images, ils sont installés en pleine rue, le père est menotté et a les yeux bandés. Les passants ne semblent pas faire attention à eux.

Le père et son fils ont été finalement relâchés. On ignore si des charges ont été retenus contre eux.

Pour B'Tselem, l'interpellation de cet enfant est illégale car l'âge de la responsabilité pénale en Israël et en Cisjordanie est de 12 ans.

Dans un communiqué, Tsahal affirme que le garçon a mis en danger les passants, en lançant sa pierre. euronews.com 12.07

3- Jordanie

Selon l'hebdomadaire Al Manar de la Palestine, "*la France dote les salafistes jordaniens de missiles air-sol.*" Les services de sécurité jordaniens ont investi l'un des repaires des salafistes jordaniens au sud de la ville d'Amman et ils y ont découvert des missiles anti blindés. La France avait envoyé ces missiles aux terroristes en action en Syrie à la faveur de l'aide turque et les voilà désormais entre les mains des terroristes jordaniens. Les missiles ont été découverts avec une grande quantité d'armes et de munitions. french.trib.ir 12.07

[Haut de page ↗](#)

Le 14 juillet 2013

CAUSERIE

Le chiffre du jour. 3786,76

- Laurence Parisot, la grande pourfendeuse des dépenses publiques vient de rejoindre le Conseil Economique Social et Environnemental où elle touchera 3786,76 euros mensuels issus du budget de l'Etat.

Elle déclarait, il y a encore peu : « *Nous avons besoin de faire des économies. La France est addictive à la dépense publique et il faut qu'on sorte de cette logique-là* » ne fustige pas le coût exorbitant d'une institution dont l'utilité reste à prouver, et qui a un budget de près de 40 millions d'euros ! (source : Conscience Citoyenne Responsable publié par internationalnews.fr 13.07)

On comprend mieux pourquoi nos braves syndicalistes et autres retraités avant l'heure du mouvement ouvrier, ex-trotskistes et Cie. se précipitent au Conseil Economique Social et Environnemental, la soupe est bonne...

Le saviez-vous ?

- Publié il y a quelques jours par la Fondation Prometheus à Paris, le sixième Baromètre de la transparence des ONG s'intéresse ainsi aux sources de financement des organisations non gouvernementales et, en particulier, à celles qui exercent le plus d'influence sur la vie économique. C'est, par exemple, le cas de Transparency International, l'ONG qui est à la pointe de la lutte contre la corruption, les paradis fiscaux et l'évasion fiscale.

Selon les conclusions des auteurs, l'existence de Transparency International « *doit tout à des fondations (Bill Gates et Soros) et des multinationales anglo-saxonnes (BP, Shell, General Electric, Procter & Gamble) ou encore des institutions gouvernementales (l'Agence américaine pour le développement international – USAID, notamment proche de la CIA).* » Les auteurs affirment aussi que le chapitre britannique de l'ONG « *est financé à près de 60 % par le gouvernement britannique via le Département of International Development.* » (En ligne dans la page dans la rubrique économie : *Les ONG deviennent les fantassins de la guerre économique* - legrandsoir.info - 09.07.13)

Snowden qui apparemment est naïf ou bien mal conseillé vient de recevoir à Moscou des membres de cette agence de la CIA pour l'aider à résoudre son problème ! Il est très mal barré...

Qui a dit ?

- *"Il y a la facilité des démagogues et des populistes. Celle qui consiste à rejeter la faute de tout ce qui ne va pas sur « Bruxelles » et la Commission européenne, oubliant que celle-ci ne prend aucune décision sans un mandat clair des États membres, dont la France."*

Aurore Bergé, conseillère politique de l'UMP, et Philippe Juvin, député européen et maire UMP de la Garenne-Colombe dans Pour une droite européenne décomplexée, un article du 13 juillet publié par le portail néolibéral Atlantico.fr.

Et si ce constat est parfaitement exacte, bien qu'il s'applique aussi au représentant en France de cette "droite européenne décomplexée", Sarkozy quand il était chef de l'Etat et qu'ils nient évidemment, ne provient pas de la gauche ou de l'extrême gauche, c'est soit parce qu'elle est inféodée à Bruxelles, soit qu'elle ménage le gouvernement Hollande-Ayrault après avoir soutenu la candidature de Hollande, ou encore parce qu'elle se refuse à axer son combat contre les institutions de la Ve République et à rompre avec la soit-disant gauche et les appareils vendus des syndicats.

Ainsi la démagogie et le populisme caractérisent la droite et l'extrême droite, on a le droit d'y associer la gauche et l'extrême gauche qui soutiennent le régime en place en France et Bruxelles.

Certains (POI notamment), après avoir axé leur combat politique contre Bruxelles pendant plus de deux décennies réorientent leur combat contre le gouvernement Hollande-Ayrault, tout en prétendant qu'il serait possible de l'obliger à changer de politique sous l'effet de la mobilisation des masses, d'autres (Front de gauche, NPA, etc.) qui le soutiennent ouvertement se mobilisent pour qu'il "change de cap", de politique.

En fait ces deux orientations politiques se rejoignent et n'offrent aucune perspective politique aux travailleurs puisque dans les deux cas leur sort demeurerait suspendu au bon vouloir du gouvernement. Elles consistent plutôt à les désarmer politiquement. Pire encore, ces lignes politiques sont criminelles (merci à Gauquelin au passage) car non seulement elles ne sont pas mobilisatrices mais bien l'inverse, elles sont un facteur supplémentaire de démoralisation des travailleurs car de leur côté ils ont parfaitement compris la nature de Hollande et du PS, cela revient donc à passer outre leurs convictions pour leur refilet des illusions dans le gouvernement et le PS, c'est de la sorte qu'ils le soutiennent l'air de rien, au lieu d'affirmer qu'il n'y a rien à

en attendre et qu'il faut mener le combat pour en finir avec ce régime et ses institutions, pour un gouvernement ouvrier révolutionnaire, une République sociale.

Toutes nos difficultés viendraient du fait qu'il y aurait un mauvais gouvernement en place qui pourrait devenir un bon gouvernement si on se mobilisait, tout le reste de leur discours étant le baratin habituel qu'ils ressortent régumièrement du fond d'un tiroir où ils rangent soigneusement leurs reliques à la façon des bigots pour l'y replacer aussitôt, nous ne sommes pas dupes.

Plusieurs remarques découlent de ce constat.

Ils ne tiennent pas compte des convictions des travailleurs parce que dans le cas contraire il leur serait impossible de justifier leur ligne politique opportuniste, y compris leur analyse de la situation qui est erronée, à les entendre les travailleurs auraient espéré monts et merveilles de l'élection d'Hollande, pure fabulation en vérité. Allons plus loin.

Une fois qu'ils ont témoigné qu'ils ne tenaient pas compte de ce que pensaient les travailleurs, leur intervention dans la lutte des classes ne consistera pas à définir un axe politique pour recruter les éléments les plus avancés de la classe ouvrière, ils ne s'adresseront pas à ces couches de travailleurs qu'ils méprisent, trop à gauche, trop radicales, ils préféreront s'adresser à ceux qui ont des illusions dans le régime, qui sont intéressés par les concessions qu'un gouvernement dit de gauche pourrait leur accorder, les fonctionnaires, l'aristocratie ouvrière, les enseignants, bref leur fond de commerce habituel corporatiste et celui des syndicats qui assure la stabilité du régime bonapartiste depuis 1958.

Ces couches privilégiées de la classe ouvrière jouent le même rôle de fausse gauche au sein du mouvement ouvrier que le PS au sein de ce qu'ils appellent la gauche, elles sont conservatrices, ce qui n'est pas perceptible au premier coup d'oeil ou en se fiant aux apparences, parce que c'est à l'intérieur de ces couches que sont encore implantés les syndicats, on oublie juste d'observer et de tenir compte que les syndicats ont cessé depuis des lustres de combattre pour l'émancipation du salariat, du capitalisme, comme tous les partis qui soutiennent leurs appareils ou refusent de rompre avec. Oui nous sommes en présence d'une vaste supercherie au sein du mouvement ouvrier que seuls la démagogie ou le populisme peuvent masquer.

Les partis POI, NPA et LO mais aussi le Front de gauche s'emploient à recruter parmi ces couches privilégiées, ce n'est pas nouveau cela fait 68 ans que cela dure avec le succès que l'on sait, ainsi va leur dégénérescence. Les travailleurs les plus avancés qui ne possèdent le plus souvent aucune connaissance théorique solide de la lutte des classes sont tentés de rejoindre ces partis, puis s'apercevant que leur opposition au régime n'était qu'une vulgaire posture comptable de boutiquiers créent leur propre formation politique vouée à végéter, puis à disparaître, ou se rabattent vers des organisations gauchistes ou abandonnent le combat politique, se réfugient auprès d'Ong, se consacrent au syndicalisme, pire, se tournent vers l'extrême droite.

Une dernière remarque sur l'Egypte.

Hier soir j'ai pris le temps de lire des articles de diverses sources sur la situation en Egypte. Dans l'un d'entre eux (Il est absurde de prétendre qu'en Egypte c'était un « coup d'Etat démocratique ») que je mets en ligne aujourd'hui, on peut lire la conclusion suivante :

- " Il manque une organisation d'avant-garde, une organisation capable de prendre la tête de la lutte des masses, qui conservent leur capacité à renverser les gouvernements mais ne jouent aucun rôle dans les conséquences politiques. Là est le drame dans le cas égyptien."

Eh oui, le parti, encore le parti et toujours le parti ! On ne cesse de le marteler. Par contre, dans la page que consacre cette semaine Informations ouvrières (N°259 page 8) à la situation en Egypte n'y chercher pas cette explication, l'absence du parti, son rôle déterminant qui est la clé pour comprendre ou expliquer l'impasse politique dans laquelle se trouvent les masses, la situation en Egypte, en Tunisie, en Grèce, en Espagne, etc. et en France, n'y figure pas.

Cela ne nous fait pas marrer du tout, c'est pitoyable en vérité, cela illustre bien leur décomposition politique car lorsque que vous lisez cet article du POI vous n'apprenez rien de plus que ce qui figurent dans des articles provenant de différentes sources, vous n'êtes pas plus avancé. Cela vaut pour le NPA et LO évidemment.

En l'absence de toute issue politique favorable aux masses exploitées on pourrait envisager de soutenir les partis démocratiques laïcs qui mèneraient leur combat dans la perspective de la constitution d'une Assemblée constituante, solution politique temporaire qui permettrait d'aider les travailleurs égyptiens à comprendre la nature politique de l'armée qui détient de fait le pouvoir depuis 1952, afin de rompre avec elle et de mieux la combattre, ainsi que le FMI, l'UE, Israël et l'impérialisme anglo-saxon...

Situation pendant laquelle il serait possible de construire un parti ouvrier révolutionnaire, ajoutons que pour vaincre la classe dominante et l'armée qui n'auraient pas pu faire autrement qu'accepter l'existence de cette Assemblée constituante à condition que les bases du régime ne soient pas remises en cause, il est clair que de leur côté ils seraient tentés de la liquider à tout moment, tandis que du nôtre il est clair également que le prolétariat ne pourra pas s'emparer du pouvoir dans le cadre de

cette Assemblée constituante, donc sans poser la question de sa liquidation sachant qu'elle aura continué d'incarner le pouvoir et le régime de son ennemi.

Il se peut donc qu'à un certain moment la classe dominante et l'armée décident de la dissoudre, tactiquement ce qui déterminerait notre position si cela venait à se produire, résiderait dans le niveau de conscience atteint par les masses et l'avancement de la construction du parti, si le mûrissement de la conscience des masses n'était pas suffisamment avancé il nous faudrait défendre l'existence de l'Assemblée constituante, et si les conditions subjectives étaient suffisamment mûres pour mettre à l'ordre du jour la question de la prise du pouvoir nous appellerions à préparer le soulèvement armé contre le régime.

En France la question ne se pose pas du tout sous le même angle puisque la démocratie politique aussi réduite soit-elle peut s'exercer dans le cadre du régime actuel, mettre à l'ordre du jour ou inscrire sa politique dans la perspective d'une Assemblée constituante reviendrait à reproduire le schéma actuel et aboutirait à une Assemblée nationale bis.

En Egypte, dans le cadre de la Constitution actuelle la démocratie politique étouffe, est muselée, au point qu'elle a permis de porter au pouvoir le parti des Frères musulmans qui incarne son antithèse, d'où la nécessité d'une Assemblée constituante qui rédigerait une nouvelle Constitution, seuls les partis démocratiques laïcs et les partis ouvriers pouvant incarner la démocratie politique pour peu qu'il leur soit permis de s'exprimer librement.

En France ce qui peut donner l'impression que la démocratie politique est morte, c'est la soumission des partis ouvriers au capitalisme et à ses institutions, leur faillite politique, qui a conduit à l'absence d'un parti ouvrier révolutionnaire, et non le régime en place, les institutions ou la Constitution qui en porte la responsabilité. Le mot d'ordre d'Assemblée constituante sert également à camoufler cette faillite politique, leur collusion avec le régime en place. En France rien ni personne n'a interdit de construire un nouveau parti communiste au cours des 7 dernières décennies, tandis qu'en Egypte, en Tunisie, en Libye ou en Syrie ou encore en Irak la situation s'avérera beaucoup plus compliquée, risquée et dangereuse, voire impossible, du fait du niveau d'arriération des masses, du sous-développement économiques de ces pays et de leur régime policier, tyrannique.

Hier nous avons terminé notre article en revenant sur le comportement des opportunistes au moment de la réunification de l'Allemagne, on pourrait terminer celui-ci en évoquant la journée d'action du 10 septembre prochain appelé par plusieurs syndicats.

Hier encore on condamnait les journées d'action, on refusait d'y participer, on en dénonçait le caractère contre-révolutionnaire, etc. Depuis, on les a adoptées, mieux ou plutôt pire, on les prend en charge ! Avant-hier on combattait féroce le PC, théoriquement, puis il est devenu respectable et enfin tout à fait fréquentable. On a précédé le renégat Mélenchon, on lui a tendu la perche pour qu'il puisse mieux justifier son alliance avec ce parti au sein du Front de gauche, occasionnellement on lui offre une tribune parce qu'on estime que les médias n'en font pas assez et ainsi de suite. Un petit dernier, hier on conspuait le drapeau des Versaillais, maintenant on l'arbore dans nos meetings, manifestations. Cette liste des reniements de nos principes n'est pas exhaustive, il faudrait y consacrer un livre entier.

ACTUALITE EN TITRES

Pourquoi ?

- Sarkozy et Fillon engagent l'UMP dans un nouveau combat des chefs - AFP

... mais parce que voyons...

- Manuel Valls en défenseur de François Hollande et de son action - AFP

Eh oui, Hollande fait parfaitement son boulot, leur boulot ! Ainsi il alimente la crise au sein de l'UMP.

Hollande et son gouvernement de droite leur coupe l'herbe sous le pied, le patronat est aux anges, il exulte, en un an Hollande en a fait plus que Sarkozy et Chirac réunis pendant 15 ans, c'est génial non ? Plus soumis et réactionnaire, sioniste, tu meurs ! Et en plus il accepte d'encaisser tous les coups sans broncher ou presque, c'est merveilleux, pourvu que cela dure, il faut absolument le soutenir ils doivent se dire en haut.

Quel formidable jeu de rôles, quel excellent comédien, sa troupe est parfaite, il s'est même débarrassé manu militari d'une berbise galeuse, il est formidable notre président estiment les riches qui se goinfrent pendant ce temps-là.

En fait, quand on y réfléchit bien, le PS et ses satellites au pouvoir soutenus par le Front de gauche, c'est le Front populaire avant l'heure !

Trop corrompus.

- Les sénateurs rejettent la publication du patrimoine des élus Francetv info

Les sénateurs ont rejeté la publication du patrimoine des élus, après l'avoir pourtant créée. Francetv info 13.07

[A bas les femmes, les immigrés, les musulmans, les homos, les retraités, les vieux, les malades, les chômeurs... et les fumeurs !](#)

- Les prix des cigarettes augmenteront lundi de 20 centimes - Reuters

Le prix se situera entre 6,30 et 6,80 euros, en raison d'un relèvement des taxes voté au nom de la santé publique. Reuters13.07

Intox

- Etats-Unis: les journalistes et leurs sources mieux protégés - AFP

Par la CIA, NSA ou Prism !

- 977 chefs d'accusation retenus contre le ravisseur de Cleveland - Reuters

ACTUALITÉ DU JOUR

L'ordre règne, vive la dictature !

- A une écrasante majorité, les Français ont confiance en l'armée - AFP

Une écrasante majorité de Français (91%) dit avoir confiance en l'armée, devant la police (78%) et la justice (54%), selon un sondage Ifop pour le Journal du Dimanche. AFP 13.07

- 14-Juillet : pourquoi le défilé 2013 sera un grand cru - Francetv info

Spectacle garanti dimanche sur les Champs-Élysées, avec un défilé historique retransmis au travers d'un dispositif exceptionnel sur France Télévisions. Francetv info 13.07

Vous comprenez ce qui donne envie au mouvement ouvrier de se coucher toujours un peu plus devant le régime : nos dirigeants les craignent !

Un complément mérité.

Le prix de la guerre : cela se mérite oui ou non !

- Mali: des ministres et généraux français décorés à Paris - AFP

- Fabius et Le Drian décorés par le Mali - LePoint.fr

[Snowden est un criminel, Morales aussi, Assange aussi, Mening aussi, Condamin-Gerbier aussi, mais pas Obama, pas Barrsoso, pas Cahuzac, pas Hollande, pas Moscovici.](#)

- Affaire Cahuzac: arrestation en Suisse d'un témoin-clé - AFP

Son crime ? Avoir rompu l'omerta qui règne chez les voyous de la finance.

L'ex-cadre de l'établissement financier suisse Reyl Pierre Condamin-Gerbier, témoin dans l'affaire Cahuzac, a été arrêté en Suisse début juillet, peu après avoir affirmé avoir remis à la justice française des informations sur des personnalités ayant détenu

un compte en Suisse.

Dans un communiqué, la banque Reyl avait auparavant annoncé le dépôt d'une plainte le 17 juin contre M. Condamin-Gerbier notamment pour "*vol, falsification de document (faux dans les titres) et violation du secret professionnel et commercial*". Cette plainte est également déposée au nom de sa filiale Reyl Private Office.

"Les nombreuses déclarations mensongères maintenues en dépit des démentis catégoriques de la Banque, la falsification d'un mémorandum interne de Reyl Private Office, et sa remise à un média français, n'ont laissé d'autre choix à la banque que de sortir de sa réserve et d'agir à l'encontre de Pierre Condamin-Gerbier", avait ajouté l'établissement qui avait indiqué avoir "*déposé tous les éléments de preuve auprès du ministère public de la Confédération*".

L'arrestation de M. Condamin-Gerbier est intervenue deux jours après son audition par la commission d'enquête parlementaire française sur l'affaire Cahuzac.

Il avait alors affirmé aux députés français avoir transmis la veille à la justice les éléments d'informations dont il avait fait état dans les médias sur des personnalités ayant détenu un compte en Suisse.

"En 20 ans d'expérience, j'ai été le témoin direct ou indirect d'un certain nombre de dossiers - j'aime peu la terminologie de liste car s'il s'agit de sortir une feuille A4 avec 15 noms dessus, cela ne vaut que le papier sur lequel c'est imprimé", avait-il précisé.

"Il s'agit de dossiers techniques et, vu la sensibilité de certains des noms inclus, les praticiens ont fait preuve d'une volonté d'obscurité importante et donc l'écheveau pour les enquêteurs est très complexe. Il a donc fallu faire un travail qui continue de mise en relation, de consolidation, de liens de ces informations pour qu'elles soient exploitables par la justice", avait déclaré M. Condamin-Gerbier. AFP 13.07

Bulgarie. Instrumentalisation, manipulation : Comment ça marche ?

Comme quoi il peut être dangereux de se tromper de révolution, je parle pour notre classe ignorante qui se fait manipuler en Bulgarie et ceux qui entretiennent cette confusion en France, qui procèdent à un amalgame avec la révolution prolétarienne et socialiste russe de 1917...

- Les manifestants bulgares félicitent la France - AFP

Les manifestants à Sofia, qui protestent depuis un mois contre "*l'oligarchie*" et réclament la démission du gouvernement de centre-gauche, ont félicité samedi la France à l'occasion de l'anniversaire de la révolution française.

Une quinzaine de jeunes ont interprété la scène du tableau d'Eugène Delacroix "*La Liberté guidant le peuple*".

Les manifestants à Sofia, qui protestent depuis un mois contre "*l'oligarchie*" et réclament la démission du gouvernement de centre-gauche, ont félicité samedi la France à l'occasion de l'anniversaire de la révolution française.

Une quinzaine de jeunes ont interprété la scène du tableau d'Eugène Delacroix "*La Liberté guidant le peuple*".

"Nous voulons féliciter la France pour l'anniversaire de la Grande révolution. Nous voulons aussi remercier la France pour avoir compris nos protestations contre le modèle oligarchique de gouvernement", a déclaré l'un des animateurs du spectacle, l'informaticien Samouil Petkanov.

Dans une déclaration le 8 juillet, les ambassadeurs de France et d'Allemagne, Philippe Autier et Matthias Hoepfner, avaient souligné que "*le modèle oligarchique n'a pas sa place*" dans l'Union européenne, dont la Bulgarie est le membre le plus pauvre. Ils ont qualifié d'"*excellente nouvelle*" l'essor de la société civile bulgare, qui "*mérite d'être écoutée*". (Par les grandes oreilles... - ndr)

Samedi, l'ambassadeur des Pays-Bas, Karel van Kesteren, a soutenu la déclaration de ses homologues français et allemand. Dans une interview au quotidien Kapital, il a souligné que les Bulgares "*protestent au nom d'idéaux et de principes*".

"L'Etat (bulgare) n'est pas neutre, mais constitue un instrument au service de certains intérêts", a-t-il déclaré. "*Les gens insistent pour que les valeurs européennes soient appliquées: des procédures transparentes, des gens compétents et honnêtes à des postes élevés, suprématie de la loi, liberté des médias*", a-t-il déclaré. AFP 13.07

Normal, ces lignes ont été rédigées par le représentant de la monarchie allié de l'impérialisme anglo-saxon sioniste depuis un siècle !

"le modèle oligarchique n'a pas sa place" dans l'Union européenne... qui fait très bien l'affaire à ce niveau-là, laissez-là s'en charger tel est le message que la droite bulgare véhicule dans ces manifestations à l'insu des masses qu'elle manipule.

"des procédures transparentes", alors que la Commission européenne entretient des rapports opaques avec les lobbies, "des gens compétents et honnêtes à des postes élevés", alors qu'ils sont vendus et que les scandales s'enchaînent, "suprématie de la loi, liberté des médias" qui sont tous aux ordres, tandis que tous les citoyens sont surveillés par les services secrets américains et des différents pays de l'UE avec la bénédiction de la Commission européenne...

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Turquie

La police est intervenue samedi soir à Istanbul pour disperser des centaines de manifestants qui tentaient de gagner la place Taksim et le parc Gezi, bastion de la fronde antigouvernementale qui a agité la Turquie au mois de juin.

Les forces de l'ordre ont fait usage de canons à eau, de grenades lacrymogènes et de billes en plastique pour repousser les manifestants dans les ruelles du quartier de Beyoglu, qui jouxte la place Taksim.

La police a dans un premier temps autorisé un rassemblement de plusieurs milliers de personnes protestant contre le gouvernement islamo-conservateur du Premier ministre Recep Tayyip Erdogan, organisé devant le lycée francophone de Galatasaray, à plusieurs centaines de mètres de la place Taksim.

Elle est ensuite intervenue contre environ 500 manifestants qui tentaient de marcher en direction de la place.

Dans la rue Ayhan Isik, des commerçants excédés par des semaines de manifestations et de heurts avec la police ont pris à partie des journalistes, et des altercations ont eu lieu avec des manifestants, a constaté le photographe de l'AFP.

Interdit au public depuis son évacuation manu militari le 15 juin dernier, le parc Gezi a été rouvert en début de semaine, mais les manifestations y restent interdites. AFP 13.07

2- Egypte

2.1- Les tractations se sont intensifiées samedi pour la formation du gouvernement intérimaire d'Égypte, au lendemain de manifestations de masse en faveur du président déchu Mohamed Morsi, contre qui le procureur général a annoncé examiner plusieurs plaintes.

Le Premier ministre Hazem Beblawi a débuté dans la journée des entretiens téléphoniques avec les ministres pressentis. Ceux-ci se poursuivront dimanche, et le gouvernement pourrait-être annoncé mardi ou mercredi.

Celui-ci sera constitué de 30 membres, a ajouté M. Beblawi, relevant que ses priorités seraient de restaurer la sécurité, d'assurer la fourniture des biens et services et de préparer les échéances électorales (législatives et présidentielle).

D'après des sources officielles, citées par l'agence Mena, le ministre de l'Intérieur, Mohamed Ibrahim, et surtout celui de la Défense, le général Abdel Fattah al-Sissi --le nouvel homme fort du pays--, devraient garder leur poste.

Le vice-président chargé des relations internationales et figure de l'opposition anti-Morsi, Mohamed ElBaradei, ainsi que l'économiste Ziad Bahaa Eldin, pressenti comme vice-Premier ministre, participent aux consultations préalables.

Ces démarches témoignent de la volonté du nouveau pouvoir d'aller de l'avant malgré la poursuite des protestations de rue des partisans de M. Morsi, destitué par l'armée le 3 juillet après des manifestations massives appelant à son départ.

Vendredi, dans le bras de fer entre camps rivaux, des centaines de manifestants anti-Morsi se sont rassemblés place Tahrir, ainsi qu'aux abords du palais présidentiel, où ils ont rompu le jeûne en fin de journée, pour le premier vendredi du ramadan.

Mais la foule a surtout été particulièrement nombreuse ce jour là devant la mosquée Rabaa al-Adawiya, dans le quartier de Nasr City, où les pro-Morsi manifestent depuis deux semaines. Plusieurs dizaines de milliers de personnes ont de nouveau exigé le

retour du président islamiste.

"Une nouvelle manifestation de masse pacifique" est prévue lundi, a affirmé à l'AFP un porte-parole des Frères musulmans, Tareq al-Morsi.

"Nous sommes là pour faire passer le message aux militaires que nous ne renoncerons pas à la légitimité" du premier président élu démocratiquement, a pour sa part fait valoir vendredi un manifestant, Achraf Fangary. "Nous défendrons Morsi par notre sang", a ajouté Mohamed Yousry.

Un haut responsable islamiste, Safwat Hegazi, a réitéré les exigences des Frères musulmans: retour immédiat de M. Morsi, tenue de législatives et création d'une commission pour la réconciliation nationale.

Le nouveau pouvoir, resté sourd à ces demandes, a assuré que M. Morsi se trouvait "en lieu sûr" et était "traité dignement". Mais il n'est pas apparu en public depuis son arrestation, dans la foulée de sa destitution.

Washington, qui consacre 1,3 milliard de dollars d'aide militaire par an à l'Égypte, a réclamé vendredi sa libération, ainsi que Berlin.

A Tunis, quelques milliers de personnes ont aussi manifesté samedi, à l'appel du parti islamiste Ennahda au pouvoir, pour dénoncer le renversement du président égyptien. AFP 13.07

2.2- Les milliards de dollars promis ces derniers jours par des pays du Golfe n'offrent qu'un sursis à une Egypte au bord de la faillite, où la tourmente politique actuelle s'ajoute à de graves difficultés économiques, estiment des experts.

Les millions d'Égyptiens qui avaient réclamé le départ du président islamiste Mohamed Morsi lui reprochaient en particulier de laisser l'économie dériver, avec une inflation et un chômage en hausse ainsi que des pénuries chroniques de carburant.

L'essence est revenue après la ruée sur les stations dans le climat de panique qui a précédé le renversement par l'armée de M. Morsi le 3 juillet. Rapidement, plusieurs monarchies du Golfe ont annoncé un total de 12 milliards de dollars d'aide.

Mais le climat d'insécurité et d'instabilité politique éloigne encore un peu plus la perspective d'un retour des touristes, une des premières sources de revenus du pays, et des investissements étrangers, qui se sont effondrés après la chute de Hosni Moubarak début 2011.

"Dans ce pays de 84 millions d'habitants, une personne sur quatre vit sous le seuil de pauvreté et ne survit que grâce au blé subventionné", largement acheté à l'étranger, relève Sébastien Poncelet, analyste au cabinet de conseil français Agritel.

Mais, souligne M. Cunningham, l'injection de fonds du Golfe n'est pas une solution à long terme: le pays a déjà reçu au cours de l'année écoulée des milliards de dollars du Qatar, qui n'ont fait que repousser les échéances.

"Il ne s'agit que d'emplâtres. Les défis sont énormes et ils sont structurels. L'économie égyptienne est mal gérée depuis des décennies, et cela ne s'est pas arrangé sous Morsi", affirme-t-il.

Les dernières statistiques montrent une forte progression du chômage, qui atteint 13,2% de la population active contre 8,9% il y a trois ans. Et beaucoup jugent ces chiffres officiels très en deçà de la réalité.

S'y ajoutent un système éducatif et un secteur médical en déliquescence, une corruption endémique, une administration pléthorique et aux salaires misérables, et un régime de subventions aux produits de base qui fait s'envoler le déficit budgétaire, estimé à 11,5% du PIB.

"Il va falloir revoir tout le système", juge Ahmed Galal, du Forum de recherche économique au Caire.

La nomination comme chef du prochain gouvernement de Hazem Beblawi, un ancien ministre des Finances ayant fait une longue carrière dans des institutions financières, semble indiquer une volonté de placer le redressement économique en tête des priorités.

L'institut américain Stratfor estime dans une récente note que les difficultés de l'Égypte vont bien au-delà des problèmes politiques du moment, et pèseront lourd sur le prochain gouvernement.

"La pression démographique et économique croissante" va continuer de poser des défis "de plus en plus grands année après année", prévient Stratfor. AFP 13.07

3- Corée du Sud

La justice sud-coréenne a donné raison ce vendredi à 39 anciens combattants affirmant être tombés malades à cause de l'Agent orange, un défoliant utilisé par les Américains pendant la guerre du Vietnam, et ordonné aux firmes Monsanto et Dow Chemicals de les indemniser.

La Cour suprême estime prouvée la corrélation épidémiologique entre le défoliant et les maladies de peau développée par ces anciens militaires qui ont combattu aux côtés des Américains contre le Vietcong. Elle a ordonné à Monsanto et Dow Chemicals, productrices de l'Agent orange, de leur verser au total 466 millions de wons (environ 315.000 euros), des réparations qu'ils ne recevront sans doute jamais.

Dow Chemicals, cité par l'agence de presse Yonhap, a fait savoir qu'elle contestait les conclusions de la justice sud-coréenne et invoqué des décisions précédentes aux Etats-Unis. La Cour suprême sud-coréenne a en revanche infirmé une décision d'appel faisant droit aux demandes de milliers d'autres vétérans.

Un total de 16.000 anciens combattants avaient saisi la justice individuellement en 1999 contre les firmes américaines, réclamant l'équivalent de 3,4 milliards d'euros de dommages financiers. La Corée du Sud a mobilisé 300.00 hommes auprès des Américains pendant la guerre du Vietnam. Hanoi affirme que jusqu'à trois millions de Vietnamiens ont été exposés à la dioxine contenue dans l'Agent orange et qu'un million d'entre eux souffrent de graves problèmes de santé, dont 150.000 enfants nés avec des déformations. 20minutes.fr 13.07

[Haut de page ↗](#)

Le 15 juillet 2013

CAUSERIE

Dimanche 22h16.

J'ai ajouté quelques articles + une rubrique Egypte pour vous faciliter la recherche d'infos. J'ai créé un nouveau fichier, /dossier5, pour archiver les nouveaux fichiers. J'ai profité de la soirée pour lire quelques articles.

Lundi.

[Le chiffre du jour. 3 500 000.](#)

- 3,5 millions d'euros, c'est le prix qu'aura coûté le défilé du 14 juillet - L'Expansion.com 14.07

[Il fallait y penser.](#)

Les paquets de tabac à rouler Gauloises de 40 g ont subi l'effet de ce qu'on appelle l'inflation masquée, passant à 38 g, sans que le prix baisse.

L'allègement de 5% du poids net est le fait de la Seita, un groupe racheté depuis 2008 par Imperial Tobacco, qui se situe aujourd'hui à la deuxième place du marché européen, quatrième mondial.

Selon Imperial Tobacco, joint par Rue89, ces changements étaient prévus de longue date, et répondent à des objectifs commerciaux :

« *La baisse du grammage est destinée à contenir une hausse des prix.* »

Pour accroître leurs marges sans faire fuir leurs clients, les entreprises misent désormais sur la balance. En jouant sur le poids des articles vendus, nombre d'entre eux parviennent à alourdir la facture sans que la différence soit réellement perceptible pour le consommateur. C'est ce qu'on appelle l'inflation masquée.

Plusieurs techniques ont aujourd'hui cours. Certains fabricants allègent le contenu de leurs produits sans modifier le prix, d'autres utilisent des additifs controversés pour retenir l'eau contenue dans les aliments, ou bien en modifient la composition. Rue89 10.07

En Inde, à Pondichéry, j'achète des gâteaux pour le petit déjeuner de mon chien, les moins chers, 15 roupies le paquet de 150grs. Dans le rayon je vois le même paquet mais plus long. Je jette un oeil sur l'emballage pour voir de quoi il retourne. Le prix passe à 18 roupies par contre le poids est le même. Ils ont donc abaissé le poids de chaque gâteau pour proposer un paquet comportant plus de gâteaux justifiant la différence de prix de 3 roupies, tandis que le poids total du paquet n'a pas augmenté, autrement dit, ils n'ont ajouté aucune matière première, seul le conditionnement et le prix a changé, très fort !

Avec les cigarettes c'est plus vicieux, comme la Seita, en Inde on trouve différentes cigarettes qui présentent comme caractéristique que le tabac y est plus ou moins dense ou tassé, l'avantage d'alléger le poids d'une cigarette, c'est qu'elle se fumera ou se consumera beaucoup plus vite incitant le fumeur à fumer davantage, là aussi il fallait y penser. Les prix viennent (aujourd'hui) à nouveau d'augmenter de 12% (Gold Flake).

Plus fort encore, j'ai constaté que c'était les cigarettes les plus chères qui étaient les moins denses. Pourquoi ? Parce que ceux qui les achètent ont davantage de moyens financiers que les autres fumeurs, donc ils peuvent fumer encore plus et dépenser davantage encore.

Quand les pétromonarques se goinfrent à en crever.

Dès le soir du premier jour de Ramadan, les hôpitaux qataris ont reçu des dizaines de patients souffrant de douleurs. Ces douleurs sont non pas dues un manque de nourriture ou d'eau, mais à l'inverse dues à un excès. En effet, les patients, qui se sont suralimentés au cours de l'iftar, se sont plaints principalement de brûlures d'estomac, et de vomissements répétés. Reçus aux urgences, ils ont pu bénéficier de soins afin d'arrêter les vomissements provoqués par une inflammation de la muqueuse de l'estomac. Des anti inflammatoires, analgésiques, ou encore des anti émétiques peuvent leur être prescrits.

Tout au long du mois de Ramadan, les hôpitaux qataris reçoivent régulièrement des patients ayant trop mangé. L'an dernier, une centaine de personnes ont été admises au service des urgences au cours de la première nuit du Ramadan.

Selon un rapport de l'ONU, l'obésité au sein de la population des pays arabes du golfe Persique est l'une des plus importantes au monde. Elle toucherait près de la moitié des adultes. Le Koweït, l'Arabie Saoudite, les Emirats Arabes Unis, et le Qatar sont touchés par ce fléau ces dernières années.

Pendant le mois de Ramadan l'état de jeûne entraîne l'envie de tout manger, et une fois arrivée l'heure du Maghreb, certains dépassent les limites de leur estomac en ingurgitant de grosses quantités de nourriture. Un état qui nuit à la santé, mais aussi à la capacité de prier la nuit. En plus d'être néfaste pour la santé, manger par excès ne fait pas partie de l'éthique d'un musulman comme en témoignent des hadith qui nous exhortent à se contenter de peu. french.trib.ir 14.07

ACTUALITE EN TITRES

[Le président des riches. Il les a rassurés.](#)

- Hausse d'impôt: "*dans l'idéal, le moins possible*", dit Hollande - AFP

ACTUALITÉ DU JOUR

[Le président de l'extrême droite néolibérale du capitalisme.](#)

- Hollande alarmé par la poussée du FN - AFP

Il tente le coup de la claustrophobie...

Pour tenter de contrer la progression du FN, il s'est attaché à démontrer que les propositions du parti de Marine Le Pen, loin de résoudre les problèmes, "*enfermeraient la France*".

... sans effet puisque sa crédibilité a atteint le niveau zéro...

"Les Français qui votent pour l'extrême droite veulent sans doute que leur pays réussisse. Eh bien, je dois leur donner cette

garantie", a promis François Hollande.

Avec le président Hollande les riches "*réussissent*" très bien, même qu'il leur a donné "*cette garantie*". Il est vrai qu'il faudrait être sérieusement arriéré ou corrompu pour voter PS pour que "*leur pays réussisse*" pour reprendre son expression, puisqu'il l'a vendu à l'UE, au cartel des banquiers dont il est le représentant. Cela vaut pour ceux qui organisent des délégations en direction du Bonaparte de service et tiennent un double discours ou encore, ceux qui souhaiteraient qu'il "*change de cap*".

... alors en désespoir de cause il dramatise à outrance et recourt à des superlatifs absolus...

La sortie de l'euro? "*D'une extrême gravité*", a-t-il dit. Laisser penser qu'on pourrait faire du protectionnisme? "*D'une extrême gravité*", a-t-il insisté. "" aussi, selon lui, "*quand on dit qu'on va chasser ceux qui ne sont pas comme nous, ceux qui ne sont pas Français et même peut-être certains Français*".

L'euro et l'UE devaient apporter la prospérité et le bonheur dans les chaumières, réduire les inégalités et les injustices, vaincre le chômage et la précarité, la pauvreté, alors qu'ils n'ont servi qu'à les accroître, ça c'est d'une "*extrême gravité*"...

... pour s'avouer finalement à court d'arguments...

Sur le même registre que François Hollande, Manuel Valls a souligné la nécessité "*de dire*" aux électeurs du FN que "*le choix*" du parti d'extrême droite "*n'est pas le bon*".

Effectivement, il leur reste le refus de marcher dans votre combine pourri, rejeter les institutions et tous les partis qui y participent, ne pas aller voter en 2014, boycotter ces élections qui ne serviront qu'à légitimer la Ve République et l'Union européenne engagées dans des négociations devant aboutir à la réalisation d'un marché unique EU-UE qui coïnciderait avec la mise à mort définitive de nos droits sociaux et politiques.

... il ne restait plus que la méthode Coué...

"*La reprise, elle est là!*" a assuré le président de la République.

Ce timide regain de croissance bénéficiera à la France pour relever les défis qui l'attendent "*dans les dix ans*" a-t-il affirmé. AFP 14.07

Les 500 plus riches qui viennent d'augmenter leur fortune de 25% depuis que Hollande est au pouvoir peuvent témoigner à qui le "*regain de croissance bénéficiera*".

Donc si vous faites partie des couches misérable qui devez affronter une situation inextricable, des difficultés insupportables pour survivre au quotidien sachez-le, "*dans les dix ans*" qui viennent vous en verrez peut-être le bout... ou plus sûrement jamais.

Rappel à ceux qui ont la mémoire courte ou sélective. Le PS ou le parti des banquiers et des rentiers.

- Mai 1981, Delors, le ministre des Finances de Mitterrand : « *Le gouvernement est conscient que la compétitivité internationale, la préparation de notre avenir industriel exigent également que les entreprises disposent d'un volume accru de capitaux à risques qui sont un élément déterminant de leur politique d'investissement et de leur capacité d'emprunt... Nous souhaitons en outre que soit amélioré le fonctionnement du marché des capitaux et donc du marché boursier* » .

- ... la vente des actions en Bourse a littéralement explosé. Elle avait baissé de 17 % en 1981 et stagné à 0,2 % en 1982. En 1983, elle connaît 56 % de hausse. Une hausse qui n'a pas cessé depuis. Plus de 16 % en 1984, près de 46 % en 1985. Quant à 1986, qui connaît 56 % de hausse, c'est l'ivresse.

- Rocard en octobre 1982 : « *Le profit est une des clés de la situation* ». (source : La flambée de la Bourse dans un système économique en crise - Lutte ouvrière février 1987)

Hollande a un "*ennemi*" (discours du Bourget) : la finance. Souvenez-vous, le lendemain ou deux jours plus tard il se rendait à la City à Londres pour rassurer ses parrains : l'oligarchie financière.

Hollande, Mitterrand, mais vous pouvez remonter à Blum dans les années 30 et vous vous apercevrez qu'ils n'ont pas changé, que le PS représentait déjà les intérêts du capital. C'est l'illusion qui pouvait se comprendre dans les années 30 qu'il était encore un parti ouvrier qui a été entretenue par tous les partis tout au long du XXe siècle, ceux qui nous font des beaux discours sur la nécessité de rompre avec la Ve République et qui n'ont jamais été foutus de rompre avec le PS et les appareils corrompus des syndicats, qui nous ont sans cesse tromper.

J'ai fait partie des militants (à l'OCI) qui ont appelé à voter Mitterrand en mai 81, qui ont combattu pour un gouvernement PS-PCF sans ministres bourgeois, qui ont colporté les pires illusions dans le PS, j'ai été trompé car j'ignorais la nature exacte du PS et j'ignorais qu'en réalité j'appelais pour que des ministres bourgeois gouvernent à travers le PS, j'étais jeune, j'ai été manipulé, je me suis juré que cela ne se reproduirait plus... L'astuce de nos dirigeants à la malhonnêteté proverbiale consista à accompagner cet appel à voter Mitterrand et PS de réserves sachant qu'elles tomberaient dans l'oreille d'un sourd, celles des masses...

Du côté de la réaction ils tiennent compte de la réalité pour peaufiner leur stratégie, nous, nous sommes de misérables opportunistes qui voulons tordre la réalité pour qu'elle colle à nos principes ou au marxisme élevé au rang de dogme, lisez plutôt.

Extraits. Le libéralisme sous Hollande - contrepoin.org 15.05.2012

- Les socialistes au pouvoir, c'est bon pour le business libéral. À condition que l'on ne s'en remette pas à la seule classe politique. Le travail des libéraux de la société civile au cours de ces prochains mois va consister à communiquer, à proposer, à s'organiser.

Sous Hollande, le libéralisme se portera mieux que jamais.

Contrairement à une opinion très répandue, la mode intellectuelle dominante aujourd'hui n'est pas au socialisme, et la grande majorité des dirigeants des pays européens ont été élus contre des socialistes. Le pays naguère le plus socialiste d'Europe, la Suède, est aujourd'hui parmi les plus libéraux, sa croissance est bonne et il a un excédent budgétaire. Partout ceux qui ont réussi avaient réduit la place de l'État dans l'économie et dans la société.

Évidemment, nous pourrions attendre patiemment notre tour, et le succès du libéralisme sous Hollande consisterait à compter les buts marqués par les socialistes contre le camp de la France. Mais chaque but représente des misères, des injustices. Si le sens de l'histoire est celui de la faillite du socialisme, il nous faut, comme le disait Marx "*accélérer le sens de l'histoire*".

Comme en 1981, la droite aura du mal à survivre, même si elle remporte les législatives.

Dans ce contexte de dérobade de la gauche et de débandade de la droite, la "*nouvelle offre politique*" sera accueillie avec curiosité, puis avec intérêt, puis avec espoir.

Donc les socialistes au pouvoir, c'est bon pour le business libéral. À condition que l'on ne s'en remette pas à la seule classe politique pour couronner le travail, car "*le pouvoir corrompt et le pouvoir absolu corrompt absolument*" disait lord Acton.

Le travail des libéraux au cours de ces prochains mois va consister à communiquer, à proposer, à s'organiser.

Communiquer : il faut briser le cercle de l'ignorance qui emprisonne l'opinion publique, avoir une pédagogie active qui ne consiste pas seulement à dénoncer les erreurs socialistes - tout le monde les connaît ou les connaîtra – mais aussi à expliquer comment fonctionne un pays où l'on se passe de l'État pour faire régler les problèmes par les procédures marchandes ou communautaires : comment le courrier est mieux distribué par des postes privées, comment les chemins de fer circulent sur des voies fiables quand elles sont gérées par une compagnie privée, comment les écoles privées répondent aux vœux des familles. Entre autres, la Nouvelle Lettre de l'aleps et le nouveau site www.libres.org lancé la semaine passée contribueront à cette pédagogie active.

Proposer : choisir des cibles concrètes, celles que nul n'a su atteindre jusqu'à présent, faute d'accepter les solutions libérales : le système de retraites et de santé, l'école, la mobilité du travail, la progressivité de l'impôt, le logement. Sur ces questions, le feu couve depuis longtemps, et l'explosion est proche : nous montrerons comment désamorcer ces bombes.

Organiser : les libéraux de la société civile ont pris depuis longtemps la bonne habitude de travailler ensemble...

Contrairement à ce qui a été dit, je ne crois pas que la création d'un nouveau parti libéral à partir des dépouilles de l'UMP soit une bonne solution : le libéralisme ne peut être un "*courant*" de la nouvelle opposition. Ce n'est pas d'un parti, ni de la classe politique actuelle que sortiront le programme et les hommes du libéralisme à venir. Il nous faut remettre en marche des réseaux où se mêlent société civile et classe politique, pour éviter l'isolement et les dérives des élus, pour intéresser à la chose publique des milliers de Français qui ne veulent pas pour l'instant s'engager en politique.

Vous le voyez : le libéralisme va renaître de ses cendres, l'espoir aussi. "*N'ayez pas peur*". contrepoin.org 15.05.2012

Nous, nous pouvons craindre le pire puisque nous ne parvenons pas à nous rassembler pour combattre le régime, non pas que la détérioration de la situation sociale me poserait un problème, j'entends à moyen ou long terme sachant que le facteur de division principal demeure la caractérisation du PS et du PCF ainsi que l'attitude à avoir envers les appareils des syndicats, seuls des militants isolés comme moi entendent rompre ou ont totalement rompu avec ces partis et les appareils qu'ils combattent

avec acharnement tout en défendant les idées du socialisme et son programme révolutionnaire.

On a envie de dire à ceux qui n'entendent pas rompre avec ces partis, messieurs, lisez attentivement, les néolibéraux savent parfaitement à quoi s'en tenir à propos du PS, eux ils ne se font aucune illusion et ils n'en colportent aucune, il est de leur côté, il est leur allié, reste quelques ajustements à régler pour qu'il applique leur politique sans se griller trop rapidement auprès de la population, il le ménage c'est normal, le vieux monde ne s'est pas fait en un jour, et puis ce que Hollande a adopté ou engagé comme mesures depuis qu'il a été élu, c'est formidable, Sarkozy n'aurait pas pu en faire autant, plus réac ou droitier tu meurs, quelle aubaine tout de même !

Ah oui, pour sûr ils sont moins cons que nous, moins bornés et plus déterminés ! Pour donner une idée où en sont nos dirigeants à côté, ils croient aux miracles !

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Espagne

Le scandale de corruption secouant le parti conservateur au pouvoir en Espagne a rebondi dimanche avec la publication de conversations prouvant, selon les socialistes, la "*connivence*" entre le chef du gouvernement Mariano Rajoy, dont ils exigent la démission, et l'ex-trésorier de son parti, en prison.

Luis Barcenas, ex-trésorier du Parti populaire (PP), doit être entendu lundi matin à Madrid par un juge. Il a été convoqué après la publication mardi de documents manuscrits démontrant, selon le journal El Mundo, que Mariano Rajoy et d'autres dirigeants du PP ont perçu des salaires illégaux dans les années 1990.

Avec la publication dimanche de plusieurs échanges de SMS attribués à Mariano Rajoy et à Luis Barcenas, le même journal a créé un nouveau rebondissement.

Ces messages montrent, selon El Mundo, que le chef du gouvernement "*lui a demandé qu'il nie l'existence de la comptabilité occulte et les compléments de salaires*".

"*Mariano Rajoy a maintenu un contact direct et permanent*" avec Luis Barcenas au moins jusqu'en mars 2013, lorsque le scandale sur un possible financement illégal du parti avait déjà éclaté, poursuit le journal.

Aux cris de "*Voleurs*" et "*Ici, c'est la caverne d'Ali Baba*", plusieurs dizaines de manifestants se sont rassemblés dimanche soir devant le siège du PP, à Madrid.

"*Face à la situation politique insoutenable que traverse l'Espagne, le Parti socialiste se voit obligé d'exiger la démission immédiate du chef du gouvernement Mariano Rajoy*", a réagi dimanche le chef des socialistes, Alfredo Perez Rubalcaba, au cours d'une conférence de presse à Madrid, ajoutant que son parti rompait en conséquence "*toutes les relations*" avec le PP.

Le parti conservateur, qui dispose de la majorité absolue au Congrès des députés depuis les élections de novembre 2011, a jugé "*lamentable*" cette demande.

"*Il est lamentable que Rubalcaba, dans son désespoir, demande des démissions à cause des mensonges d'un délinquant présumé*", a déclaré Carlos Floriano, vice-secrétaire du PP.

"*Les SMS publiés sont la preuve matérielle d'une tentative de chantage privé dont Barcenas n'a rien obtenu*", a-t-il ajouté.

Luis Barcenas est impliqué dans deux enquêtes distinctes qui empoisonnent la droite au pouvoir: d'une part, il a été placé en détention provisoire le 27 juin pour son implication présumée dans une vaste affaire de corruption, baptisée "*Gürtel*", qui éclabousse les conservateurs depuis 2009.

De l'autre, il est également au centre d'un scandale sur la possible comptabilité occulte du PP, sur laquelle enquête la justice espagnole depuis fin janvier. Selon les révélations faites par les deux principaux quotidiens du pays, El Pais et El Mundo, depuis janvier, plusieurs dirigeants du parti, dont Mariano Rajoy, auraient touchés des compléments de salaires illégaux venant de dons d'entreprises privées.

"Depuis, le comportement de Monsieur Rajoy face à cette affaire peut se résumer très simplement: aucune explication, des mensonges et d'après ce que nous apprenons aujourd'hui, de la connivence, une grave connivence", a lancé dimanche Alfredo Perez Rubalcaba.

"Luis, je comprends, sois fort. Je t'appelle demain. Je t'embrasse", dit l'un des messages attribués à Mariano Rajoy et daté du 18 janvier, soit le jour où El Mundo avait fait éclater le scandale en révélant que des dirigeants du PP avaient reçu pendant vingt ans des salaires non déclarés.

Le 14 mars, Luis Barcenas, en colère, affirmait à Mariano Rajoy se sentir "*libéré de tout engagement envers toi et envers le parti*", selon El Mundo, qui avance que c'est alors que l'ex-trésorier a décidé de parler à la presse "*pour révéler la véritable comptabilité*" du parti.

Estimant fin mars qu'un lien existait entre l'enquête sur la présumée comptabilité occulte et "*l'affaire Gürtel*", la justice avait confié les deux dossiers au juge de l'Audience nationale de Madrid, Pablo Ruz. AFP 14.07

2- Etats-Unis

2.1- Justice pour Trayvon Martin

Des milliers de personnes ont manifesté dimanche soir à New York, au lendemain de l'acquittement très controversé en Floride d'un agent de sécurité, George Zimmerman, qui avait tué l'an dernier un adolescent noir.

Les protestataires s'étaient réunis en début d'après-midi à Union square, dans le sud de Manhattan. Un cortège s'est ensuite formé en fin d'après-midi qui a remonté la 6e avenue vers le nord, sous forte surveillance policière. Vers 20H00, ils étaient plusieurs milliers à marcher sur la 6e avenue, encadrés par un important dispositif policier.

"*Le peuple dit 'coupable'*", scandaient les manifestants, certains venus en famille. "*Je suis consternée*", confiait Carli VanVoorhis, une jeune coiffeuse de 21 ans. "*Le gamin n'était pas armé, et l'homme avec l'arme à feu s'en sort. Si nous disons que ce n'était pas une question raciale, nous nous mentons à nous-même*".

Dans la foule qui scande "*pas de justice, pas de paix*", de nombreux noirs, mais aussi des blancs et des hispaniques. "*Emprisonnez les racistes, pas les jeunes noirs*", pouvait-on aussi lire sur une pancarte. "*Zimmerman est un terroriste*" affirmait une autre.

"*Nous sommes tous Trayvon. Tout le système est coupable*", affirment de nombreuses pancartes. Dans la foule un manifestant porte un tee-shirt sur lequel est écrit "*Je suis noir, s'il vous plaît ne tirez pas!*".

"*Nous sommes là parce que nous sommes en colère et nous sommes inquiets. Et nous voulions le dire de façon pacifique*", explique Derreck Wilson, 46 ans, venu de Harlem avec un portrait en pied de l'adolescent. "*C'est cathartique*", ajoute-t-il.

"*Nous avons tous les mêmes désirs*", dit-il encore. "*Je veux que mon fils puisse rentrer à la maison le soir*".

"*C'est scandaleux ! George Zimmerman a tué de sang froid. Il a catalogué Trayvon comme criminel sur la base de préjugés raciaux, l'a suivi et l'a abattu,*" s'insurgeait une femme. "*Ma déception est d'autant plus grande que le monde entier sait que que George Zimmerman a commis un meurtre,*" confiait un autre manifestant.

Rhoda Blank est elle aussi venue de Harlem avec des amies. A l'énoncé du verdict, elle dit avoir envisagé de quitter les Etats-Unis. "*Aujourd'hui, je ne me sens pas bien d'être Américaine*", explique-t-elle.

"*Les gens pensent qu'on a avancé, parce qu'Obama est devenu président. Mais ce verdict montre qu'on n'a pas dépassé la question raciale. Il nous reste un long chemin à faire*", ajoute cette ancienne éducatrice qui écrit pour le théâtre.

"*Le verdict montre les peurs qui existent toujours aujourd'hui. La peur du jeune noir*", regrette-t-elle. lexpress.fr et euronews.com 15.07

Rappel

La Cour suprême des Etats-Unis a invalidé mardi un monument de la lutte des droits civiques, une loi électorale mise en place pour empêcher toute discrimination raciale dans les Etats au passé ségrégationniste.

Objet de toute l'attention des mouvements de défense des minorités, la loi sur les droits électoraux, née après la grande marche

des droits civiques de 1965, a été décrétée surannée par les cinq juges conservateurs de la haute Cour.

La plus haute juridiction du pays, à majorité conservatrice, a jugé en partie anticonstitutionnelle cette loi fédérale, vieille de près de 50 ans, qui protégeait les droits de vote des minorités face aux risques de résurgences de discrimination raciale.

Mais *"aujourd'hui, le pays n'est plus divisé comme il l'était en 1965"* et *"près de 50 ans ont passé, les choses ont énormément changé"*, peut-on lire dans la décision.

Ce n'est pas l'avis des quatre juges progressistes qui rappellent que le Congrès, en 2006, avait jugé que *"40 ans n'étaient pas suffisants pour éliminer tous les vestiges de la discrimination, après près de 100 ans de mépris du 15e amendement"*.

"La Cour suprême a planté un poignard dans le coeur de la loi sur les droits de vote", a lancé à l'AFP John Lewis, un Représentant afro-américain de Géorgie. AFP 25.06.2013

Un *"poignard"* ou une balle !

2.2- Edward Snowden. Autodéfense.

Cela sonne comme un avertissement pour les Etats-Unis : selon le journaliste qui a publié les premières informations révélées par Edward Snowden, l'ancien consultant de la NSA détient *"une quantité énorme de documents"* sur les systèmes de surveillance américains. Leur publication éventuelle causerait des dommages majeurs aux Etats-Unis, affirme Glenn Greenwald dans un entretien publié samedi 13 juillet par le quotidien argentin La Nacion.

Le journaliste, qui vit au Brésil, avait été choisi par Edward Snowden pour dévoiler les opérations massives de surveillance électronique menées par les Etats-Unis à l'étranger. Il est toujours en contact avec l'informaticien américain, recherché par les Etats-Unis pour espionnage et bloqué depuis le 23 juin à l'aéroport de Moscou. Edward Snowden a annoncé vendredi qu'il allait demander un asile temporaire à la Russie en attendant de pouvoir se rendre en Amérique Latine.

"Snowden a suffisamment d'informations pour causer en une minute plus de dommages qu'aucune autre personne n'a jamais pu le faire dans l'histoire des Etats-Unis", affirme Glenn Greenwald. *"Pour chaque pays qui a un système de communications avancé, comme c'est le cas pour le Mexique ou pour l'Argentine, il y a des documents qui détaillent comment les Etats-Unis recueillent ce flux informationnel, les programmes qu'ils utilisent pour capter les transmissions, la quantité d'interceptions qui sont effectuées chaque jour et beaucoup d'autres choses"*, explique-t-il.

Selon Greenwald, l'ancien consultant de la NSA *"a déjà distribué des milliers de documents et a fait en sorte que plusieurs personnes à travers le monde disposent des archives complètes"* des informations qu'il a collectées, au cas où sa vie soit menacée. *"Le gouvernement des Etats-Unis doit prier tous les jours pour que rien n'arrive à Snowden, parce que s'il lui arrivait quelque chose, toute l'information serait révélée et ce serait leur pire cauchemar."* Francetv info avec AFP 14.07

3- Israël

Le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, a averti dimanche sur une télévision américaine qu'Israël pourrait intervenir militairement avant les Etats-Unis contre le programme nucléaire iranien, qualifiant le nouveau président Hassan Rohani de *"loup déguisé en mouton"*.

"Nous sommes plus proches (de l'Iran) que les Etats-Unis. Nous sommes plus vulnérables. Et nous devons donc aborder cette question de comment arrêter l'Iran, peut-être avant les Etats-Unis", a averti M. Netanyahu dans un entretien à la chaîne CBS.

Téhéran pourrait proposer *"un arrêt temporaire"* de son enrichissement d'uranium ou même *"une conversion possible à un niveau inférieur d'une partie de l'uranium enrichi à 20%"*, pour obtenir en contrepartie une *"levée partielle des sanctions"* internationales.

"C'est une concession insignifiante", a déclaré à l'AFP le responsable israélien sous couvert de l'anonymat, estimant que cela constituerait un *"autre exemple de la politique délibérée du régime iranien qui cherche à tromper la communauté internationale"*.

"Israël s'opposera totalement à une telle idée iranienne, et rejettera toutes les propositions qui n'inclueraient pas (...) un arrêt complet de tout enrichissement d'uranium, le retrait d'Iran de tout matériaux enrichi, la fermeture du site souterrain illicite de Qom, et l'arrêt total du travail au réacteur de plutonium", a-t-il encore indiqué.

M. Netanyahu a par ailleurs refusé de confirmer ou d'infirmer des informations de médias américains, selon lesquelles Israël était bien responsable de plusieurs explosions de dépôts de munitions en Syrie, près de la ville portuaire de Latakia, le 5 juillet.

Selon CNN vendredi et le New York Times dimanche, Israël a mené des raids aériens contre ces dépôts pour empêcher que des missiles soient utilisés contre sa flotte.

"Dès qu'il se passe quelque chose au Moyen-Orient, on accuse Israël", a commenté M. Netanyahu. "Je n'ai pas l'habitude de dire ce qu'on fait ou ne fait pas. Je peux vous dire que ma politique est d'empêcher le transfert d'armes dangereuses au Hezbollah et à d'autres groupes terroristes".

Selon le quotidien américain, qui cite des responsables américains anonymes, le raid aérien visait des missiles de croisière anti-navires Yakhont vendus au régime de Damas par la Russie. AFP 14.07

4- Egypte

Le leader des Frères musulmans en Egypte vient de l'annoncer : l'Armée égyptienne libre vient de voir le jour et elle a pour mission le fait de "libérer" Morsi. selon Tansim qui cite la chaine CNN, la décision a été annoncée par Mohamad Badie , chef spirituel des Frères musulmans qui menace ainsi le conseil suprême des forces armées égyptiennes et les partis politiques anti Morsi . "L'Armée égyptienne libre ou AEL aura pour charge le fait ramener l'Egypte à la légitimité constitutionnelle et de restituer le président Morsi au sommet du pouvoir". "Tant que cette exigence légitime ne sera pas réalisé, les pro Morsi ne renonceront pas à leur mouvement et leurs protestations".

Selon les analystes la nouvelle de la création d'une Armée de miliciens comme celle qui opère en Syrie n'augure rien de bon pour le grand pays qu'est l'Egypte et promet une sombre perspective pour les semaines et les mois à venir. Y aura-t-il le danger de la guerre civile? french.trib.ir 14.07

[Haut de page ↗](#)

Le 16 juillet 2013

CAUSERIE

On va se la faire "cool" aujourd'hui, détendu, aïeaaieaaie, quand il dit cela c'est qu'il va sortir le fusil à pompe, oui et non, cela dépend pour qui.

Non, ici ce n'est pas le café du commerce, ce n'est pas non plus le rendez-vous de l'élite qui passe son temps à se donner bonne conscience ou qui vit dans sa bulle, on aborde notamment les sujets dont vous avez entendu parler autour de vous ou dont vous allez entendre parler aujourd'hui et demain, au boulot, dans le métro ou le train, à la une des radios, télévisions, journaux, etc. bref, ce qui sert de support à la propagande de l'Etat et de la classe dominante pour conditionner, instrumentaliser, tromper les masses...

Cela vous intéresse ou vous vous en foutez ? 9 travailleurs sur 10 vont en parler aujourd'hui, vous allez forcément entendre un tas de conneries comme ce n'est pas permis, c'est inévitable, vous aussi vous pouvez vous faire manipuler, dites-nous, combien d'heures vous avez passé à y réfléchir, combien d'articles vous avez lu hier et aujourd'hui sur ces sujets ?

On a essayé de dégrossir le boulot, sympa non ? pas de penser à votre place, sait pas faire, pas notre objectif, pas motivé pour cela, sinon on arrêterait tout de suite. Non, ce ne sont pas des sujets au ras des pâquerettes, c'est très politique, il y a un sens caché dans tout cela, il faut aller le dégoter, cela fait partie d'une stratégie globale, mieux mondial, mais bon pas besoin d'aller toujours aussi si loin.

Quant au politiquement correct, on s'en tape éperdument, c'est lui qui nous a pourri la vie, la société, le mouvement ouvrier, l'avant-garde, tout quoi.

On a envie de dire parfois : messieurs est-ce que ce serait possible de respirer juste un peu, pourriez-vous nous faire une toute petite place nous suffoquons. Ils ne veulent pas, c'est qu'on n'est pas assez bien pour eux, pas fréquentable, peu importe, on prend le droit ici.

Question après l'accident ferroviaire de Bretigny-sur-Orge.

Comment expliquer qu'une barre métallique nommée "éclisses" fixée par 6 boulons et vérifiée le 4 juillet dernier se serait détachée toute seule ?

- Soit les boulons étaient desserrés,
- Soit ils en manquaient et avec les vibrations ceux restants se sont desserrés,
- Soit ils étaient tellement rouillés qu'ils ont fini par péter,

Dans les trois cas de figure la vérification a été bâclée ou alors quelqu'un les a desserrés entre le 4 juillet et le moment du déraillement.

ACTUALITE EN TITRES

[A la bonne heure, le fric coule à flot !](#)

- Wall Street bat des records historiques pour la 3e séance d'affilée - AFP
- Les banques espagnoles vont mieux mais les risques restent élevés - AFP
- A Paris, l'immobilier de luxe ne connaît (presque) plus la crise - AFP

[Il faudra bien que cela arrive un jour.](#)

- Immobilier: la hausse des taux serait fatale aux ménages modestes - AFP

[50% de déchets, c'est pas mal !](#)

- Reconversion réussie pour les salariés de Texas Instruments - Reuters

Près de la moitié des 511 salariés de Texas Instruments à Villeneuve-Loubet (Alpes-Maritimes) qui ont perdu leur emploi après la fermeture du site ont retrouvé du travail, a annoncé lundi le ministre du Redressement productif, Arnaud Montebourg. Reuters 15.07

Réaction de deux internautes

1- Pas pige la formulation de cet article de citer Montebourg. C'est grâce au gouvernement que certains de ces gens ont retrouvé du boulot ? Si c'est le cas il faudrait l'écrire. Sinon alors on n'en a rien à cirer de ce que pensent les politiques.

2- La moitié seulement, je ne vois rien de satisfaisant ça fait quand même 250 chômeurs de plus pour une boîte qui fait plein de fric.

[La justice est un luxe pour la réaction néolibérale](#)

- De l'invalidation des comptes de campagne Sarkozy à la remise en cause de l'arbitrage Tapie, combien coûtent vraiment au contribuable ces "*grandes*" décisions prises au nom de la justice - Atlantico.fr

ACTUALITÉ DU JOUR

[Nouvelle polémique. La provocation comme mode de gouvernance par le PS.](#)

Et cela marche, surtout à gauche et à l'extrême gauche.

Une provocation a pour fonction de déclencher une ou des réactions. Elle poursuivra un objectif ou s'inscrira dans le cadre d'une stratégie politique.

Essayons d'en donner une définition qui coïncide avec l'usage qu'en font Hollande et le PS ainsi que la floppée

d'intellectuels dégénérés à leurs basques.

La provocation consiste à produire sciemment des paroles ou des actes choquants, blessant la susceptibilité de certaines personnes qu'elle vise principalement, les valeurs, principes ou croyances qu'elles ont adoptés, de manière à entraîner de leur part une réaction qui pourra être disproportionnée, outrancière, voire violente, parce que vécue comme une agression, une insulte, le plus souvent légitime même si elle est disproportionnée. Cette réaction sera ensuite condamnée sans qu'on se demande si elle n'était pas justifiée et son auteur sera qualifié d'intolérant ou d'irresponsable en fonction du degré de violence de sa réponse, tandis que l'auteur de la provocation se verra décerner les palmes académiques de la pensée unique pour avoir eu l'audace de dénoncer un comportement estimé archaïque, rétrograde, voire réactionnaire, se présentant comme un défenseur de l'égalité et de la justice, auréolé de gloire pour avoir fait preuve d'un tel courage.

Refuser le droit d'asile à l'Américain Edouard Snowden, ex-agent de la CIA-NSA qui n'a commis au crime ou acte de délinquance, et l'accorder à l'Ukrainienne Inna Shevchenko, fondatrice des Femen, recherchée dans son pays pour s'être livrée à des actes de vandalisme, constituait une terrible provocation de la part de Hollande.

Et bien parmi les bonnes consciences de gauche et d'extrême gauche personne (à ma connaissance) ne l'a relevé, parce que tous soutiennent ce mouvement féministe ultra réactionnaire qui a pris part aux manifestations pour le mariage homosexuel qu'ils ont soutenu également.

Quand j'ai lu dans un tract que c'était les réactionnaires qui s'étaient opposés au mariage homosexuel j'ai souris, car je savais qu'il y aurait une suite à cette opération montée de toute pièce par la classe dominante dont le PS n'était que le relais, nous y sommes et là permettez-moi messieurs les grands révolutionnaires de me marrer. Vous allez boire le calice de l'opportunisme jusqu'à la lie ou alors rétractez-vous, avouez tout simplement que vous avez été manipulés et que vous avez commis une erreur, vous vous êtes trompés de camp, cela peut arriver sans qu'on en fasse un drame si vous en convenez.

La dernière provocation en date de Hollande, président néolibéral et néolibertin.

Que le symbole de la décadence et de la décomposition de la civilisation humaine soit aussi l'idéal du néolibéralisme ou du cartel des banquiers anglo-saxons, du social-libéralisme, du sionisme, du protestantisme et de la franc-maçonnerie ne sera que pure coïncidence.

La femme réduite à l'état d'objet (sexuel) insignifiant, de marchandise qui s'expose dans des vitrines à Amsterdam ou qui étale ses seins nus sur les boulevards des capitales devenues pornographies, rappellera les esclaves noirs que les colons exhibaient en cage ou dans des «zoos humains» tels des animaux exotiques lors des Expositions coloniales en Europe, en Australie et aux Etats-Unis à la fin du XIXe siècle jusqu'à l'Exposition universelle de Bruxelles de 1958 où ce seront une centaine de Congolais qui seront exhibés (www.deshumanisation.com), on peut donc en déduire que la société soumise à l'esclavage du régime capitaliste loin de progresser vers son émancipation du règne de la servitude humaine, se trouve dorénavant confrontée sous l'emprise du néolibéralisme à une régression sans fin tant sociale que politique, philosophique ou morale, renouant avec les heures les plus sombres de son histoire, la barbarie contre laquelle l'homme n'a cessé de lutter depuis des millénaires.

Il serait naïf, irresponsable ou opportuniste d'adhérer aux valeurs universelles que la République a adopté, liberté, égalité, fraternité, ainsi qu'à la laïcité, et imaginer qu'elles seraient appliquées ou pourraient s'appliquer sans tenir compte du contexte social et politique, autrement dit, qu'elles auraient un contenu qui transcenderait la lutte des classes ou que toutes les classes partageraient indistinctement d'une part, et que la lutte des classes n'aurait aucune influence dessus, que son contenu ne ferait l'objet d'aucune instrumentalisation ou manipulation, de préférence de la part de la classe dominante (et des médias) d'autre part.

Venons-en aux faits.

Les valeurs de la République foulées aux pieds par Hollande dit le timbré... ou le lèche-cul.

- Le nouveau timbre Marianne dévoilé par Hollande - Atlantico.fr

- La nouvelle Marianne des timbres postaux est une Femen - LeFigaro.fr

- Timbre Marianne : "*Les Femen défendent des valeurs républicaines*" - Francetv info

Ils ont de la suite dans les idées ou comment la théologie néolibérale s'enracine.

- Artiste «*engagé, donc politisé*», Olivier Ciappa quelques heures avant la cérémonie à l'Élysée s'inquiétait sur sa page Facebook que son timbre ne soit pas choisi, car «*il reviendrait à faire une Marianne "égalité des droits-Mariage pour tous"*»... lefigaro.fr 15.07

Autrement dit, au nom de l'égalité, en achetant ce timbre que vous le vouliez ou non vous participerez à la propagande des théologiens du néolibéralisme, c'est un coup de force contre la démocratie ou son esprit puisqu'elle n'existe pas, et cette opération en témoigne une fois de plus.

Certains commentaires ont admis puis nié que cette femelle avait servi de modèle à ce timbre. Dans leur portail elles ont tenu à le confirmer :

- Femen est devenu le nouveau prototype d'un symbole officiel de la France.

Le timbre poste représentant Marianne en Femen a gagné la compétition nationale et est devenu l'un des symboles de la République Française.

Le jour de la fête nationale, chaque nouveau président français choisit une représentation de Marianne, et l'image officielle le reste pendant 5 ans.

Hier, le président François Hollande a choisi la Marianne réalisée par l'artiste Olivier Ciappa. Les commentaires d'Olivier : "*Pour moi, c'est un mélange de plusieurs femmes connues, mais en grande partie c'est Inna Shevchenko, la fondatrice des Femen. Elle représente parfaitement mes valeurs de liberté, d'égalité et de fraternité que doit avoir Marianne.*" femen.org 15.07

Sauf que voilà, elles prétendent qu'elles ne partagent pas vraiment ces valeurs :

- Mais la devise des Femen, c'est plutôt «*Liberté, égalité, Femen!*», clament celles-ci. lefigaro.fr 15.07

Mais s'agissait-il vraiment d'un "artiste" ou d'un scatophage ? (scatophage : qui se nourrit d'excréments)

- Quant à Inna Shevchenko, elle s'est fort élégamment exclamée sur Twitter: «*Désormais, tous les homophobes, extrémistes et fascistes devront lécher mon cul pour envoyer une lettre!*» francetvinfo.fr 15.07

Cette viande froide a bien d'autres qualités ou valeurs, elle est profondément raciste, arabophobe, islamophobe, comme C.Fourest :

Un rappel : - Anna Hutsol a déclaré que la société ukrainienne avait été incapable «*d'éradiquer la mentalité arabe envers les femmes* » (wikipedia.org - source : Le Monde diplomatique, 12 mars 2013)

Et hier.

- La fondatrice des Femen publie un tweet anti-islam 20minutes.fr -

- La fondatrice des Femen Inna Shevchenko : «*Qu'est ce qui peut être plus stupide que le Ramadan? Qu'est-ce qui est plus moche que cette religion?*», peut-on lire sur le message conservé par des internautes avant qu'il soit supprimé.

«*Inna Shevchenko, la nouvelle Marianne des timbres tweete donc que le ramadan est une stupidité, mais qu'est ce que ça peut lui foutre hein?*», peut-on lire sur un compte Twitter. Les sites d'extrême-droite alimentent également cette nouvelle polémique en soulignant que la nouvelle Marianne est islamophobe. 20minutes.fr 15.07

C'est le symbole de la République française version Hollande livrée à l'impérialisme anglo-saxon-sioniste, faut-il s'en étonner.

Qui alimente le racisme, favorise le FN ? Le PS et tous les larbins ou laquais de gauche et d'extrême gauche qui vont se faire un plaisir de lécher le cul de cette abrutie extravertie et qui prétendent les combattre.

Un jour, j'ai écrit pour se marrer qu'il pourrait choisir Delanoë pour représenter Marianne, j'avoue que là ils m'ont battu côté imagination.

Qui le sait, quand le maire de Paris était un noir.

En 1879, Severiano de Heredia, fils d'esclaves affranchis, fut nommé cette année-là président du Conseil municipal. (lefigaro.fr 28.04.13)

Alors pourquoi pas une femme noire pour représenter Marianne ? Ma petite-fille par exemple ? Et elle est belle !

Non, le noir c'est tout juste bon à faire de la chair à canon et défilé le 14 juillet sur les Champs-Élysées! Ou à finir en taule ou avec une balle dans la tête ailleurs.

Au fait, est-ce que Hollande et le gouvernement français ont exprimé leur solidarité avec la famille de Trayvon Martin, tandis que la justice américaine vient de prononcer un non-lieu à l'égard de son assassin ? Ils sont en train de mettre au point l'accord de marché unique transatlantique avec les Américains auxquels ils vont nous vendre comme de simples bestiaux, alors il ne faut pas rêver. C'est cruel d'avoir de telles illusions, n'est-ce pas ?

A gauche le charlant Mélenchon a éructé quelque chose sur le marché de libre-échange EU-UE, puis plus rien, rien à gauche et à l'extrême gauche, cet accord a une importance capitale pour l'avenir du prolétariat européen et mondial, ses droits sociaux et politiques, ils s'en foutent tous, vive le Nouvel ordre mondial et adieu le socialisme !

Parole d'internaute :

1- *"Une femme hétérophobe sur des timbres j'ai du mal à comprendre. Ce gouvernement se complait dans la provocation."*

Exact.

2- *"L'irrespect d'autrui érigé en modèle dans notre société, quelle honte, enfin il ne fallait pas s'attendre à autre chose de la part de M. Hollande. Boycott pour ma part."*

Vous avez raison, il existe d'autres timbres. Mais mon pauvre *"l'irrespect d'autrui"*, c'est un truc démodé, obsolète, vous êtes un veu con ou quoi ?

Je vais vous dire un truc monsieur et vous en ferez ce que vous voulez. S'il vous arrive de mentir, de raconter des blagues, de vous arranger avec la vérité, de ne pas regarder la réalité en face, de faire des entailles dans vos principes et de le justifier par la suite, bref, vous avez mis le doigt dans un engrenage qui va finir par vous broyer, en vous regardant dans un miroir vous ne vous reconnaîtrez même plus, vous êtes foutus, vous ne méritez même plus le respect... Vous avez compris, demeurez rigoureux en toutes circonstances, refusez tout compromission ou collusion et vous ne le regretterez pas, soyez digne, demeurez digne de cet idéal, et si on vous manque de respect, ce ne sera jamais une bonne raison pour en faire autant envers les autres

Quant à la honte, ces gens-là ne savent pas ce que cela signifie, dans le passé ils ont vendu père, mère et enfants pour assurer leur carrière d'affairistes, c'est la pire pourriture qui soit...

3- *"Les Femmes peuvent dire et faire ce qu'elle veulent en toute impunité en France. Essayez de faire pareil et vous allez très rapidement vous faire interpeler par la police. Je ne comprends pas tout dans ce pays. En 57 ans de vie dans ce pays je n'ai jamais vu cela."*

Et vous n'avez pas encore tout vu, loin de là ! Allez donc passer quelques semaines aux Etats-Unis et vous comprendrez ce qui vous attend, c'est terrible, grands cardiaques ou âmes sensibles s'abstenir...

4- *"Elles coupent des croix, défèquent dans des églises, vomissent l'Islam.....Il manque un élément, vous ne trouvez pas ? rien à dire contre le judaïsme ? Le jeûne de yom kippour, c'est pas moche ? La séparation stricte des femmes et des hommes chez les juifs orthodoxes, c'est pas moche ? L'obligation pour les femmes juives de se raser la tête, c'est pas moche ? La prière juive qui dit " Je te remercie Dieu de ne pas m'avoir fait femme", c'est pas moche ?"*

Vous avez oublié la pièce de monnaie dans la main lors du mariage et bien d'autres choses, vous avez raison, nous sommes en présence d'une gigantesque manipulation... Cela dit n'en restez pas aux clichés, dieu a aussi fait des femmes et je suis sûr que quelque part dans une autre prière il en vante les qualités... Laissez cela de côté vous perdez votre temps. Chez moi sous chaque statue hindou mon épouse a déposé une pièce de monnaie, cela doit être pour nous apporter la prospérité ! Je n'y fais pas attention.

Et attention, si demain ces femelles s'en prenaient à la religion juive, ce seraient aux juifs qu'elles s'attaqueraient, à ceux qui tentent de résister au sionisme en se raccrochant à leur religion, tandis que les sionistes entendent la détruire pour mieux les asservir, elles ne dénonceraient pas l'antisémitisme mais agiraient en sionistes. Le sionisme a pour objectif la liquidation de toutes les religions et le protestantisme en est le plus fidèle allié...

Je n'ai pas encore étudié cet aspect-là du mondialisme. J'ai téléchargé plein de documents sur ce sujet et je vais les lire, on y reviendra. Aux Etats-Unis les différentes églises protestantes sont proches des sionistes et leurs organisations, ce sont elles qui sont en train de miner le catholicisme au Brésil notamment, voir aussi le lien avec la franc-maçonnerie et les banquiers allemands au XVIIIe siècle, ceux qui ont constitué la Fed après avoir fait main basse sur la Banque d'Angleterre, tout cela est lié, à suivre.

5- "Et on nous la présente comme un modèle pour la jeunesse française ! Continue ma grande à dire des idioties pareilles, ça va faire plaisir à tes soutiens politiques de gauche!"

Il répond au chef des Femem

6- "Ce timbre s'inscrira dans l'histoire comme la "Marianne de la Jeunesse", avait souligné le chef de l'Etat, rappelant que la jeunesse était la "priorité de mandat". Reuters 15.07

La jeunesse est ainsi sacrifiée deux fois ou doublement.

Mais monsieur, leurs "soutiens politiques de gauche" en redemandent, ils en sont friands, vous savez les goûts et les couleurs, ce sont des éclectiques, ils n'ont pas vraiment de principes, ils ont touché le fond, nous ne trouverez pas pire aveugles ou dogmatiques, ils s'emploient à donner l'image la plus épouvantable qui soit du mouvement ouvrier, ils savent tout le boulot qu'on peut faire pour notre cause, c'est pitoyable. Vous qui lisez ces lignes, vous vous demandiez peut-être pourquoi on ne parvient pas à s'en sortir, vous avez là la réponse. Bon, espérons que vous n'en faites pas partie, sinon c'est à désespérer.

Conditionnement. Sans blague ?

1- Les banquiers les mieux payés largement concentrés à Londres - AFP

Les banquiers qui bénéficient de hauts revenus sont largement concentrés à Londres, très loin devant Francfort ou Paris, selon des données publiées lundi par l'Autorité bancaire européenne (EBA).

Ils étaient ainsi 2.436 au Royaume-Uni, 170 en Allemagne et 162 en France à avoir perçu un million d'euros ou plus au total sur l'ensemble des deux années 2010 et 2011, indique l'institution basée à Londres. Elle en dénombre 125 en Espagne, 96 en Italie et 86 aux Pays-Bas.

Les autorités britanniques et européennes se montrent actuellement de plus en plus soucieuses de mieux encadrer les bonus. Le Parlement européen a ainsi adopté en avril le principe d'un plafonnement des bonus des banquiers, dans le cadre de nouvelles règles destinées à tirer les leçons de la crise financière. AFP 15.07

A retenir : Le souci des "autorités britanniques et européennes" de se dresser contre l'oligarchie financières. Chouette alors, on va les soutenir !

2- Le renseignement allemand aurait utilisé les données de la NSA - Reuters

Les services allemands du renseignement extérieur (BND) étaient au courant de l'existence des programmes américains de surveillance et de collecte de données en Allemagne et les exploitaient, annonce le quotidien Bild lundi.

La chancelière allemande Angela Merkel a promis dimanche qu'elle allait travailler à imposer des règlements plus sévères sur la protection des données personnelles. Reuters 15.07

A retenir : La promesse de Merkel. Qu'est-ce qu'elle est bien Merkel !

Objectif atteint.

La cohésion sociale mise à mal. Français sur dix considèrent que celle-ci est défailante dans le pays et qu'elle est minée par des comportements individualistes, selon une enquête du Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie (Credoc) publiée lundi. «Le sentiment de vivre dans une société fragmentée, divisée, ne se dément pas depuis trois ans», précise l'étude.

Aux yeux des personnes sondées, l'individualisme apparaît comme le premier obstacle fragilisant la cohésion sociale (32%), devant les discriminations (16%), le chômage (14%) et la pauvreté (11%). Au sujet des discriminations, l'étude révèle que près d'une personne sur deux a été le témoin d'un comportement de ce type au cours des douze derniers mois. Mais c'est malgré tout le chômage qui reste la principale préoccupation des Français: début 2013, une personne sur deux cite ce problème comme l'un des deux sujets qui la soucient le plus.

Le sentiment d'être en butte à des services publics inéquitables et impersonnels joue aussi dans le sentiment de vivre dans une société désunie. Ainsi, une très grande majorité de Français (71%) regrette le manque de personnalisation des services publics et les inégalités de traitement selon les citoyens (67%).

Enfin, la dureté de la crise et sa prolongation dans le temps ont tendance à amplifier un sentiment d'impuissance et de défaitisme. L'importance accordée à la solidarité, à la lutte contre les inégalités, s'amenuise du même coup, révèle le rapport, qui observe une «*fatigue de la compassion*» à l'égard des plus démunis. Figaro.fr 15.07

Un "sentiment d'impuissance et de défaitisme" a atteint les masses, les paralysent, les neutralisent, génial non ? La gauche, l'extrême gauche et les appareils des syndicats fignolent le boulot et le tour est joué, ils peuvent vous matraquez, vous ne comprenez rien à rien ou vous ne savez pas comment réagir. C'est notamment le produit de la conception de la lutte des classes adoptée par l'avant-garde du mouvement ouvrier... Il a bon dos, oui je sais que j'exagère, personne n'y est jamais pour rien, non, c'est bien cela, la fatalité !

Mais non voyons, cela n'a rien à voir...

Faut-il y voir une conséquence directe de la crise? Selon une étude menée par le comparateur de frais bancaires en ligne Panorabanques.com que notre journal dévoile en exclusivité, 65% des personnes interrogées déclarent être en dépassement de découvert autorisé au moins une fois par an. 28% du panel estime être dans le rouge chaque mois.

A l'inverse, seul un tiers des sondés affirme ne jamais être dans ce cas de figure.

Autre enseignement de cette enquête : 32% des femmes reconnaissent atteindre la limite de dépassement autorisée sur leur compte par leur banquier. Contre 24% chez les hommes.

Si on regarde plus dans le détail, la fréquence du découvert — ça n'est pas vraiment une surprise — dépend du niveau de revenus des clients des banques. Chez les personnes disposant de plus de 3000 € par mois pour vivre, seule une sur huit déclare aller au-delà du découvert autorisé par son agence. En revanche, parmi les Français affichant des revenus nets mensuels inférieurs à 1500 €, la tendance est tout autre : un sondé sur trois dépasse la limite fixée par son banquier. Ce qui engendre des frais élevés.

Au sein des panélistes reconnaissant être en découvert une fois par mois, 84% d'entre eux estiment que le surcoût généré est supérieur à 240 € par an. Et autres 12% chiffrent entre 180 et 240 € les frais qui leur sont facturés par leur établissement. Des frais qui sont souvent composés de commissions d'intervention, de la facturation (de 10 € à 24 € selon les réseaux), d'une lettre informant les clients d'une situation de compte débiteur non autorisé (c'est souvent le terme employé). Enfin, les taux d'intérêt, les fameux agios, appliqués au montant du découvert, sont plus élevés. leParisien.fr 05.07

Comme vous avez tout juste de quoi survivre ou que vous êtes conditionnés par leur société de consommateurs, vous vous retrouvez à découvert, la banque vous taxe un maximum derrière, telle est leur société. On la garde ou la dégage ?

Vivement que la France devienne un "un paradis fiscal", dixit le président du Medef. Comptez sur Hollande !

A peine entamé son mandat à la tête du Medef, Pierre Gattaz a lancé un "cri d'alarme" lundi 15 juillet, à la suite des déclarations du président de la République, pendant son interview du 14-Juillet. Lors d'un point presse à Marseille (Bouches-du-Rhône), le président de l'organisation patronale a indiqué que François Hollande lui avait "fait un peu peur (...)", notamment "en annonçant une sortie de crise" que Pierre Gattaz dit ne "pas voir personnellement".

En parlant de "reprise" au cours de son interview à l'Élysée, le président de la République s'est attiré les foudres d'opposants, certains ironisant sur cette déclaration, jugée trop optimiste. "Nous voyons toujours des entrepreneurs très angoissés avec des carnets de commandes très faibles", a affirmé Pierre Gattaz.

"J'ai aussi compris qu'il risquait d'y avoir des augmentations d'impôts, ce qui nous fait extrêmement peur. Nous avons déjà des taxes et des charges extrêmement élevées, ce qui fait que nos entreprises n'ont plus les moyens d'investir, d'innover, d'embaucher", a poursuivi le patron des patrons, estimant que toute nouvelle hausse "risque de les couler, d'où ce cri d'alarme".

Pierre Gattaz appelle au contraire à faire de la France "un paradis fiscal". "Réduire le coût du travail et les prélèvements obligatoires" est, selon lui, "une urgence absolue, car nous continuons de détruire 1 000 emplois par jour, 15 000 entreprises ont déposé le bilan depuis le début de l'année, nous sommes en récession et il ne faut pas minimiser la crise". Francetv info 15.07

Les 500 plus riches ont engrangé 330 milliards d'euros en 2012, donc "continuons de détruire 1 000 emplois par jour" pour battre ce record en 213, et surtout n'augmenter pas les impôts car "nos entreprises n'ont plus les moyens d'investir, d'innover, d'embaucher", on n'a pas un rond vous comprenez, c'est la dèche, les caisses sont vides, il faut nous comprendre, nous sommes "très angoissés".

Rassurez-vous le président des riches veille au grain ou plutôt sur vos lingots, c'est vrai que votre barque est si chargée qu'elle "risque de (...) couler"... S'il pouvait dire vrai !

Ne vous marrez pas trop vite, vous venez de lire quel était l'état d'esprit du patronat, ultra libéral, et tous les dirigeants syndicaux continuent d'avoir des rapports avec lui. Vous vous demandiez pourquoi on en est là, vous avez la réponse ici...

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Syrie

Le mufti criminel qui a émis la fatwa du jihad pour le mariage, envoyant ainsi des centaines de jeunes filles "se prostituer" en Syrie ne croyait pas si bien faire. Parallèlement à l'avancée fulgurante de l'armée arabe syrienne et le sauve-qui-peut dans les rangs d'Al Nosra et de l'ASL, les jeunes filles trompées par la fatwa présentent un fardeau pour les terroristes qui les tuent sans aucune forme de procès. Al Nakheel souligne "la terrible situation générée dans la foulée de cette fatwa qui a encouragé des centaines de takfiris à violer les jeunes filles et les femmes syriennes". " Le viol est devenu monnaie courante et il a perdu son aspect criminel et répréhensible" le site regrette que la fatwa a même trompé " des femmes occidentales qui se rendent en Syrie pour s'offrir aux terroristes. " Al Nakheel s'attarde ensuite sur les crimes commis en marge de cette fatwa : " l'ASL et Al Nosra se livrent désormais très facilement au meurtre des femmes et des filles jihadistes pour le mariage ... au nord d'Alep, les soldats de l'armée arabe syrienne ont découvert un appartement où gisaient par terre les corps nus de 25 femmes et jeunes filles massacrés par les terroristes qui s'en étaient lassés tout bonnement ".

Selon les sources dignes de foi citées par Al Nakheel, " c'est le terroriste Abou Aziz Al Ahmadi qui aurait ordonné ce massacre avant de demander à ce que les corps des filles et des femmes soient éparpillés pour pouvoir par la suite en accuser l'armée syrienne. certains corps sont enterrés et les syriens découvriront peut être un jour des fosses communes où sont enterrés les pauvres filles abusés, manipulées puis massacrées". Al Nakheel fait une dernière révélation : " certains terroristes auraient demandé à Al Ahmadi la question suivante : pourquoi tuer ces filles qui nous ont rendus service ? " et lui de répondre : " nous vous inquiétez pas . on va nous ramener d'autres femmes meilleurs qu'elles et elles viendront du Danemark et de l'Espagne cette fois". french.irib.ir 15.07

2- Égypte

2.1- Un haut responsable américain a appelé à l'apaisement lundi en Egypte après des entretiens avec les nouvelles autorités au Caire, où les partisans du président déchu Mohamed Morsi et leurs adversaires ont à nouveau manifesté dans la soirée.

La priorité doit aller au dialogue et à la fin des violences, a affirmé le secrétaire d'Etat adjoint Bill Burns, selon la traduction en arabe de ses propos diffusée sur des chaînes arabes.

Il a par ailleurs exclu que l'Égypte vive un scénario comparable à celui de la Syrie, ravagée depuis plus de deux ans par une guerre civile.

Auparavant, M. Burns, venu apporter le "soutien des Etats-Unis aux Egyptiens", s'était entretenu avec les principaux responsables intérimaires, selon l'agence officielle Mena: le Premier ministre Hazem Beblawi, le président Adly Mansour et le général Abdel Fattah al-Sissi, le nouvel homme fort du pays, qui devrait rester ministre de la Défense.

Le mouvement Tamarrod, à l'origine des rassemblements de masse contre M. Morsi fin juin, a en revanche refusé de le rencontrer, invoquant le sentiment, largement partagé parmi les manifestants anti-Morsi, que Washington avait soutenu le président déchu jusqu'au bout.

"Les Etats-Unis n'ont pas été au côté du peuple égyptien au début du mouvement" qui a contribué à la chute de M. Morsi, a déclaré à l'AFP un responsable de Tamarrod, Islam Hammam.

Washington a en outre demandé la remise en liberté de M. Morsi, détenu par l'armée, mais cet appel n'a pas trouvé d'écho au Caire.

En visite à Paris, le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon a souligné que l'Égypte se trouvait "à un tournant critique".

"Il ne saurait y avoir de place pour la vengeance ou l'exclusion d'un parti ou d'une communauté importante", a-t-il ajouté, se disant "très inquiet" des arrestations dans les rangs des Frères musulmans dont plusieurs dirigeants sont par ailleurs visés par des mesures de gel de leurs avoirs. AFP 15.07

2.2- Des heurts, les premiers depuis une semaine au Caire, ont eu lieu lundi soir lors de manifestations des partisans de l'ex-président islamiste Mohamed Morsi, tandis que l'émissaire américain William Burns recevait un accueil moins que chaleureux dans la capitale égyptienne.

Dans la soirée, les forces de l'ordre ont tiré des grenades lacrymogènes dans le centre du Caire pour mettre fin à des accrochages entre des pro-Morsi et des automobilistes et passants du quartier de la rue Ramsès, mécontents de voir les manifestants bloquer l'une des principales artères de la ville.

Sans attendre, et de loin, les affrontements meurtriers ayant eu lieu juste après la destitution de Morsi, il s'agit de la première confrontation violente impliquant des pro-Morsi depuis une semaine.

Dans une capitale divisée, où pro et anti-Morsi se méfient les uns comme les autres de Washington, le parti salafiste Al Nour, deuxième mouvement islamiste après les Frères musulmans, et le Tamarod ("Rébellion"), à l'origine des manifestations de masse qui ont conduit à la destitution de Mohamed Morsi, ont chacun annoncé avoir décliné les invitations à rencontrer le secrétaire d'Etat américain adjoint.

"D'abord, ils doivent reconnaître le nouveau système", a déclaré le fondateur de Tamarod, Mahmoud Badr. "En second lieu, ils doivent présenter leurs excuses pour leur soutien au parti des Frères musulmans et au terrorisme. Ensuite, on verra."

Nour, qui a accepté la prise en main de la situation par l'armée, dit pour sa part avoir rejeté l'invitation de William Burns en raison de l'intervention qualifiée d'"injustifiée" des Etats-Unis dans les affaires de l'Egypte.

William Burns, qui a rencontré Adli Mansour, nommé président par intérim par l'armée, et le nouveau Premier ministre, Hazem el Bebloui, a déclaré que les Etats-Unis ne tenteraient pas d'imposer leur modèle à l'Egypte, ni ne soutiendraient des partis ou des personnalités en particulier.

"Je ne suis pas venu avec des solutions américaines, ni pour sermonner quiconque. Nous n'essaierons pas d'imposer notre modèle à l'Egypte."

Parallèlement, le Premier ministre poursuit la formation du gouvernement où les économistes ont la part belle.

Après avoir choisi Ahmad Galal, un économiste formé aux Etats-Unis - à Boston - pour les Finances, et l'ancien ambassadeur aux Etats-Unis Nabil Fahmy, pour les Affaires étrangères, le Premier ministre a nommé Mohamed Abou Chadi ministre des Approvisionnements, chargé de la gestion du système de distribution des aides alimentaires et en carburant.

Le ministre du Plan, Achraf al Arabi, un économiste formé lui aussi aux Etats-Unis, a été reconduit dans ses fonctions. Reuters 15.07

Dans cet articles de l'agence de presse de Washington figurait un bref compte rendu bucolique à vomir de la manifestation des Frères musulmans :

- Tandis que le soleil se couchait sur Le Caire, d'autres manifestants pro-Morsi ont installé un camp de tentes devant l'université. Une adolescente coiffée d'un foulard s'est mise à lire un poème et à réciter des versets du Coran, tandis que des garçons jouaient au football, observés par des pères berçant leur enfant dans les bras. Reuters 15.07

2.3- Il était revenu en Égypte pour tenter de calmer les foules anti-Morsi.

Alors qu'il s'apprêtait à quitter nuitamment Le Caire, hier, très tard dans la soirée, et après avoir en vain demandé aux Egyptiens de se parler entre eux, l'imam wahabo-terroriste, chantre des Frères musulmans sur Al-Jazeera, Yûsuf Al-Qaradâwî, vient de voir son parcours de criminel par procuration, s'arrêter.

Yûsuf Al-Qaradâwî, a donc été empêché de quitter Le Caire, après que les services secrets égyptiens qui le recherchaient aient su, qu'il voulait quitter l'Égypte, pour rentrer au Qatar. Selon des sources bien introduites, il a été incarcéré, ou du moins, placé en résidence surveillée. L'intelligence égyptienne lui aurait signifié qu'il sera remis à la justice pour incitation à la haine, pousser au-crime de musulmans chiites, de chrétiens, et incitation au djihad en Syrie, en Irak et en Égypte, contre la même catégorie des personnes.

Un coup dur supplémentaire pour les Frères musulmans déjà sous pression en Égypte, avec l'arrestation de Mohamed Morsi, que les Etats-Unis ne digèrent toujours pas. Hélas, le peuple laïc égyptien a dit NON. french.trib.ir 15.07

[Haut de page ↗](#)

Le 17 juillet 2013

CAUSERIE

Demain j'ajouterais un commentaire à la suite de l'article de presse *Marseille : une médecin brise l'omerta* car cette situation m'ulcère. J'ajouterais des articles ce soir.

Nous reléguons ce message de nos amis belges dont un de leurs contacts et ami journaliste, Bahar Kimyongür, est harcelé depuis le régime turc depuis des années.

Investig'Action - <http://michelcollon.info> - 16 juillet 2013

Libérez Papa ! (les deux enfants de Bahar Kimyongür)
<http://www.youtube.com/watch?v=ptXg...>

Manifestation non autorisée des deux enfants de Bahar Kimyongür dans la gare ferroviaire de Cordoue

Kimyongür devant le ministère des affaires étrangères
<http://www.youtube.com/watch?v=1Geq...>

Rassemblement devant ministère des affaires étrangères le mercredi 19 juin 2013 pour protester contre la détention de Bahar Kimyongür en Espagne et contre son extradition vers la Turquie

Le député Ecolo Benoit Hellings met Joëlle Milquet face à ses responsabilités
<http://www.youtube.com/watch?v=Hq9y...>

Clash entre le sénateur Ecolo Benoit Hellings et la ministre de l'Intérieur Joëlle Milquet le 20 juin 2013 au Sénat concernant les circonstances de l'arrestation de Bahar Kimyongür à Cordoue

ACTUALITE EN TITRES

Entre frères et soeurs on se doit "**protection fraternelle**".

- Taubira et Valls ne cèdent rien devant la commission Cahuzac - AFP

La règle en 12 points de la GLNF (Grande loge nationale de France).

9- Les Francs-Maçons ne doivent admettre dans leurs loges que des hommes majeurs, de réputation parfaite, gens d'honneur, loyaux et discrets...

10- Les Francs-Maçons cultivent dans leurs loges l'amour de la Patrie, la soumission aux lois et le respect des Autorités constituées...

12- Les Francs-Maçons se doivent mutuellement, dans l'honneur, aide et protection fraternelle, même au péril de leur vie. (<http://www.glnf.fr>)

Ridicule et un drame

- 1,9 milliard de dollars : le bénéfice de Goldman Sachs pour le seul 2nd trimestre 2013 - Atlantico.fr

- Coca-Cola a pâti du mauvais temps et de la conjoncture économique - AFP

[J'avais des hauts, j'avais des bas, j'ai même eu ce que je ne voulais pas... \(Noir Désir\)](#)

- Hollande et Ayrault remontent dans les sondages - Liberation.fr

- La popularité de Hollande et Ayrault rechute - Le Nouvel Observateur
- La popularité d'Hollande et Ayrault rechute - L'Express.fr
- Popularité: Hollande et Ayrault reculent à nouveau - 20minutes.fr
- Hollande (40%) et Ayrault (45%) en baisse dans le baromètre Ifop - Reuters

Tiens, il n'était pas à 27 ou 30% il y a peu ? J'ai dû louper un épisode...

[Vive Élisabeth II, vive l'égalité, la République et la démocratie... et la monarchie !](#)

- Le mariage homo définitivement voté en Angleterre et au Pays de Galles - Francetv info

[Conditionnement et désinformation tout azimut ou comment criminaliser le régime syrien.](#)

- Des Syriens en mission de médiation tués par des pro-Assad - Reuters
- Syrie: les enfants au coeur d'une visite d'une envoyée de l'ONU - AFP
- Réfugiés syriens : la pire crise depuis le génocide rwandais, selon l'ONU - Liberation.fr
- Syrie : l'Unesco s'alarme des nouvelles destructions - Liberation.fr
- Aide de Londres aux rebelles syriens contre les armes chimiques - Reuters
- Syrie: des obus tirés vers la partie du Golan occupée par Israël - AFP

ACTUALITÉ DU JOUR

En famille. Escroc.

Le parquet de Paris a ouvert une information judiciaire, le 27 juin, pour "*faux*", "*escroquerie*" et "*blanchiment*" qui a été confiée aux juges d'instruction René Cros et Roger Le Loire. Les magistrats du pôle financier s'intéressent notamment à différents flux financiers autour de Thomas Fabius, le fils aîné de l'actuel ministre des affaires étrangères.

Une plainte, déposée en octobre 2011, avait donné lieu en mai 2012, à l'ouverture d'une enquête préliminaire. S'en était suivis deux signalements Tracfin, dont l'un portait sur les mouvements d'argent ayant précédé l'acquisition d'un appartement. Lors de cette curieuse opération immobilière, révélée par Le Point, Thomas Fabius avait acheté en 2012 un appartement dans le 7e arrondissement à Paris, pour plus de 7 millions d'euros. Les enquêteurs de l'Office central de répression de la grande délinquance financière (OCRGDF) s'interrogent notamment sur l'origine des fonds qui lui ont permis de réaliser cette opération alors que, selon Le Point, il n'est pas imposable. lemonde.fr 16.07

Il n'est pas imposable mais paie cash un appartement 7 millions d'euros, rien de plus normal dans la République des banquiers et des nantis. Et après les inspecteurs de la Sécu font la chasse aux fraudeurs aux allocations familiales...

Rappel.

La commission des Finances de l'Assemblée a adopté un amendement du député PS Christian Eckert au projet de budget, prévoyant d'inclure les oeuvres d'art d'une valeur de plus de 50 000 euros dans le calcul de l'Impôt de solidarité sur la fortune (ISF). Le gouvernement s'est déclaré, lui, défavorable à son adoption.

Lors de l'instauration de l'Impôt sur la fortune (ISF) en 1982, Laurent Fabius, qui était alors en charge du budget a décidé d'exclure les oeuvres d'art de cet impôt. Il s'agissait de protéger le patrimoine français en évitant que seuls les investisseurs étrangers achètent de l'art français.

Mais les observateurs n'avaient pas manqué de souligner que Laurent Fabius est l'héritier d'une famille d'antiquaires. L'exonération allait donc le concerner directement. A sa vente en 2011, les 400 oeuvres de la galerie Fabius frères avaient été vendues pour 9,6 millions d'euros. (source : ladepeche.fr 11.10.2012)

Comment faire en sorte que l'ensemble de la masse salariale devienne taillable et corvéable à merci.

Dans son rapport annuel "*Perspectives de l'emploi*" publié mardi l'OCDE table sur une poursuite de la hausse du chômage, qui atteindrait son plus haut niveau fin 2014, et appelle le gouvernement à "s'attaquer" aux "défis structurels" du marché de l'emploi.

Plus de cinq ans après le début de la crise financière mondiale, l'OCDE note que la France "fait face à un chômage durablement élevé et persistant" et que "le marché du travail français peine à se redresser".

A l'avant-veille d'une réunion des ministres du Travail du G20 à Moscou, l'OCDE appelle ainsi Paris à "s'attaquer à certains défis structurels qui continuent de persister sur le marché du travail".

"Si le taux de chômage en France est légèrement plus faible que dans la zone euro (12,2% en moyenne, tirée à la hausse par la Grèce et l'Espagne, ndlr), il reste élevé en comparaison" des 34 pays de l'OCDE (8% en moyenne), et notamment de son voisin allemand, selon l'organisme. Outre-Rhin, le chômage devrait en effet passer en deçà des 5% fin 2014, selon ses projections.

"La part des jeunes qui ne sont ni en emploi, ni scolarisés, ni en formation, a augmenté de 2,8 points entre 2007 et 2012", relève également l'organisation internationale, qui appelle à investir dans une stratégie améliorant les taux d'emploi à la fois des jeunes et des seniors, les deux catégories d'âge les plus frappées.

"Les emplois d'avenir et les contrats de génération, dispositifs ciblés sur les jeunes et les seniors, sont une première avancée en ce sens", estime l'organisme international, qui appelle toutefois à "des réformes plus structurelles permettant d'améliorer durablement les taux d'emploi à tous les âges".

L'OCDE évoque aussi la loi sur la sécurisation de l'emploi, votée au printemps, qui vise à offrir plus de flexibilité aux entreprises (modulation du temps de travail et des salaires en cas de difficultés conjoncturelles, réforme des procédures de licenciement...) et tout en sécurisant les salariés (renchérissement du coût de certains contrats courts, droits rechargeables à l'assurance chômage...).

Selon elle, cette réforme "va dans la bonne direction en créant des nouveaux outils de flexibilité qui devraient permettre une plus grande création d'emplois dans le moyen terme".

"Cependant, beaucoup reste à faire pour réellement réduire le dualisme du marché du travail en France" entre contrats courts et contrats longs, dit-elle. "En 2011, 78% des recrutements et 71% des cessations d'emploi correspondaient au début ou à la fin d'un CDD", est-il souligné.

Il y aura "100.000 emplois d'avenir d'ici la fin de l'année, et 70.000 contrats de génération au début de l'année prochaine", a promis François Hollande, évoquant aussi le plan d'urgence de formation de chômeurs destiné à pourvoir, d'ici la fin de l'année, "35.000 emplois" qui ne trouvent pas preneurs. AFP 16.07

Leur problème, c'est que les choses ne vont pas aussi vite qu'ils le voudraient, pour cela il faudrait un taux de chômage comparable à celui de la Grèce. L'immense majorité des travailleurs disposent de contrats de travail antérieurs à l'ANI, et il est impossible de tous les virer pour ensuite les réembaucher selon les nouvelles conditions scélératees incluses dans l'accord du 11 janvier, de plus les travailleurs et les jeunes travailleurs en particuliers renâclent à accepter leurs emplois d'avenir précaires.

Ce n'est pas seulement une question de résistance de la part des travailleurs, c'est mécanique et ils n'osent pas faire monter le chômage à 25% ou plus par crainte d'une explosion sociale, d'une révolution, la France n'est pas la Grèce, pas encore.

A propos du faible taux de chômage "outre-Rhin" et le non-renouvellement des générations en Allemagne qui devrait aboutir à une baisse de la population de millions d'ici 2020. Un soir aux infos sur TV5Monde Asie ils ont interviewé un jeune diplômé Espagnol qui avait décroché un contrat de travail en Allemagne : 850 euros, une fois défalquées les cotisations sociales il lui restera environ 500 euros en poche, et ce jeune de s'enthousiasmer : "d'ici un an ou deux ou peut-être plus je serai payé 10, 15 euros de l'heure peut-être plus", c'est cela tu as le droit d'y croire, cela représentait une augmentation de 100 à 200% de son salaire horaire en si peu de temps.

Il va être surexploité comme les travailleurs de l'ex-RDA, c'est là-dessus que s'est appuyé Schröder pour faire passer Hartz IV... En tant que travailleur immigré, il va tomber sous le coup d'un contrat de travail précaire, et s'il a le malheur de l'ouvrir ou de revendiquer quoi que ce soit il sera foutu dehors, vive le STO des temps modernes !

Attention, quand la social-démocratie se fait néolibérale, c'est léthal !

Lléthal ou létal signifie qui provoque la mort. Pour qui ? Quelle question, pour nous voyons !

- L'Italie évoque le risque de voir Londres sortir de l'UE - Reuters

Le président du Conseil italien a estimé mardi qu'il existait un "*énorme risque*" de voir la Grande-Bretagne sortir de l'Union européenne dans les prochaines années et a appelé les autres pays de l'UE à se mobiliser pour limiter ce risque.

"Nous sommes convaincus qu'au sein des pays de l'Union européenne, nous sous-estimons le risque de voir le Royaume-Uni sortir de l'Europe. De mon point de vue, ce risque est énorme", a dit Enrico Letta après un discours prononcé à Londres.

L'Italie doit assurer la présidence tournante de l'Union au second semestre de 2014.

"Nous allons travailler ensemble pour offrir de bonnes raisons afin que le Royaume-Uni envisage son avenir dans une Union européenne réformée", a dit Letta.

Le chef du gouvernement italien a souligné la nécessité d'un allègement de la réglementation, d'une plus grande intégration du marché unique et de nouveaux accords internationaux comme autant d'arguments pour convaincre les Britanniques. Reuters 16.07

A retenir : Le dernier paragraphe tout y est.

Le social-libéral Enrico Letta a de toutes évidence "*de bonnes raisons*" d'être la voix de son maître de Washington, ce qu'il prouve magnifiquement ici, le marché unique étant une des pièces maîtresses du projet de l'oligarchie financière de gouvernement mondial une fois les droits sociaux et politiques des travailleurs liquidés en Europe, ils le sont déjà aux Etats-Unis.

En fait, le seul "*risque*", c'est que ce processus prenne plus de temps que prévu ou qu'il aboutisse à un accord qui en grande partie demeurera théorique et impossible à mettre en oeuvre dans de nombreux secteurs.

Dans une vidéo que j'ai visualisée il y a quelque jour, l'intervenant qui apparemment avait eu connaissance du document de travail en anglais qui sert de base aux délégations américaines et européennes, pointait que ces "*négociations*" devraient aboutir à un accord "*sans entraves*", tout comme la "*concurrence libre et non faussée*" au sein de l'UE, qui ne doit connaître aucune entrave et c'est bien le cas aujourd'hui, ce qui signifie que tout devrait y figurer, y compris la législation du travail, les retraites, les organismes sociaux, les services publics qui devraient tous être broyés, ce qui semble impossible à réaliser, sauf à prendre ses désirs pour la réalité et à occulter la lutte des classes. Cela promet d'énormes tensions entre les Etats-Unis et les différents gouvernements de l'UE d'ici 2015, date qu'ils se sont fixés pour finaliser leur accord de marché unique transatlantique.

Commentaire d'un internaute.

- "*Les britanniques ne sont intéressés que par le marché unique. Lorsqu'une zone de libre échange avec les USA (et toute l'Amérique du nord?) aura été décidée, le marché unique n'aura plus de sens. Et l'UE non plus!*"

Pas tout à fait, n'oubliez pas tout de même que l'océan atlantique sépare les deux continents, donc d'agence officieuse du cartel des banquiers anglo-saxons sionistes, ils laisseront tomber le masque et elle le deviendra officiellement, elle deviendra le pôle de gestion des régions une fois les Etats liquidés ou réduits à ses fonctions régaliennes ou répressives de maintien de l'ordre, justice, police et armée...

FMI : mission accomplie.

- La commissaire Viviane Reding prône la dissolution de la troïka - Reuters La commissaire européenne à la Justice, Viviane Reding, a souhaité que la troïka constituée de l'Union européenne, de la Banque centrale européenne et du Fonds monétaire international soit dissoute.

"La troïka doit être abolie", affirme Reding dans les colonnes du quotidien allemand Stuttgarter Zeitung à paraître mercredi.

La commissaire estime que les problèmes que rencontre l'Europe, en particulier la crise de la dette, peuvent être désormais gérés sans la participation du FMI.

"La troïka était nécessaire dans une situation de crise lorsqu'il était nécessaire d'établir quelque chose rapidement, mais aujourd'hui l'Europe possède les instruments et l'expérience nécessaires pour mener les analyses appropriées et intervenir sur

les questions économiques et financières", explique-t-elle.

La troïka négocie avec les pays touchés par la crise de la zone euro comme la Grèce, le Portugal ou l'Irlande la mise en place de plans d'austérité en échange d'un programme d'aide financière.

Elle surveille également la mise en oeuvre des réformes demandées pour réduire les déficits publics dans ces pays.

Selon Viviane Reding, la Commission européenne est mieux à même que le FMI d'oeuvrer à la mise en oeuvre d'un marché sociale de l'économie comme le prévoit le traité de l'UE.

L'Allemagne et la Finlande sont fortement favorables à la participation du FMI dans la gestion de la crise actuelle.

Le ministre allemand des Finances Wolfgang Schäuble avait pourtant estimé le mois dernier que l'implication du Fonds monétaire ne pouvait pas être une solution permanente.

Il estimait que le retrait du FMI ne pourrait intervenir qu'une fois les programmes en cours parvenus à leur terme.

Pour Viviane Reding, le retrait du FMI pourrait s'accomplir dans un délai de deux mois. Reuters 16.07

Questions : Mais pourquoi ont-ils fait appel au FMI ? Ne pouvaient-ils pas se débrouiller seuls ? N'étaient-ils pas assez grands pour régler leurs problèmes entre eux au sein de l'UE ?

Les Américains craignent que les Etats de l'UE soient sous l'influence de leur population ou demeurent sous l'emprise d'une espèce d'atavisme qui les auraient porté à l'immobilisme ou à renoncer à mettre en oeuvre des réformes structurelles réactionnaires, des politiques drastiques d'austérité, bref, qu'ils n'aient pas la volonté d'affronter leur peuple par crainte de déclencher une crise sociale et politique qui aurait déstabilisé leur régime ou pire encore, le menacerait.

Alors qu'en faisant intervenir un troisième larron qui serait qualifié d'indépendant, les deux autres ne pouvant être que juges et parties et donc vulnérables, l'affaire allait se présenter sous de meilleurs auspices, les peuples ne pouvant avoir aucune emprise sur le FMI à moins de traverser l'océan Atlantique à la nage ou à la rame, ce qui prendrait un certain temps, tandis que la plupart des participants s'épuiserait et périraient avant d'avoir atteint l'autre rive.

L'affaire fonctionna à merveille il faut bien le reconnaître au regard des résultats obtenus jusqu'à maintenant en Irlande, en Espagne, en Grèce et au Portugal notamment. D'autant plus que le mouvement ouvrier et son avant-garde marchèrent dans la combine en s'attaquant à la troïka, ils tombèrent à pieds joints dans le piège qui leur avait été tendu, la ficelle était un peu grosse, peu importe, leurs dirigeants sont devenus aveugles ou ils sont complètement corrompus par l'idéologie dominante, ils sont totalement incapables de définir une ligne politique indépendante ou de se situer strictement sur le terrain des besoins de la classe qu'ils prétendent représenter.

C'est ainsi qu'ils s'acharnèrent contre la troïka, en vain évidemment, pendant que leur gouvernement respectif faisait tranquillement le boulot que le FMI attendait d'eux, un vrai bonheur quoi !

Vous êtes témoins, lisez ou relisez les causeries depuis 2008 pour le vérifier si nécessaire, je n'ai cessé de dénoncer cette politique opportuniste axée contre la troïka pendant qu'ils ménageaient le gouvernement et les institutions.

Aujourd'hui la troïka a fait son temps, après plusieurs élections dans l'UE, à Chypre, en Grèce, en Italie, en Espagne, au Portugal et en France, les gouvernements en place ont démontré qu'ils avaient compris le message et qu'ils étaient capables de prendre la relève, notamment d'assumer des politiques d'austérité tout en engageant des réformes structurelles, bref, qu'ils poursuivraient la même politique antisociale sans sourciller, ce qui justifie que le FMI largement décrié en Europe se mette en retrait, il a d'autres chats à fouetter avec l'Egypte, la Turquie, le Brésil, etc.

Soyez honnêtes chers lecteurs. Qui vous a expliqué que la tournure qu'ils avaient donné au traitement de la crise du capitalisme en Europe à travers l'intervention de la troïka s'inscrivait dans une perspective politique beaucoup plus large qu'ils ne tenaient pas à ébruiter ou qu'elle était l'antichambre de la prochaine étape qu'il s'était fixé d'atteindre sur la voie de l'établissement d'un gouvernement mondial ? Qui ? Personne et vous le savez très bien, sauf nous (dans le mouvement ouvrier) qui ne cessons de relier leur politique à cet objectif. Eh oui ! car pour comprendre l'orientation du capitalisme mondial il est recommandé ou préférable d'observer comment notre ennemi se dispose, cela nous fournit des indications précieuses pour comprendre la situation et déterminer notre stratégie, dans le cas contraire on agit comme de vulgaires aventuriers, avis aux amateurs, ne vous marrez pas c'est dramatique, ils sont nombreux hélas !

On pourrait ajouter que le sale boulot qu'a fait le FMI dans le cadre de l'UE ces dernières années s'inscrivait dans la perspective

de l'accord de libre échange EU-UE qui est sur les rails, en quelque sorte il a déblayé le terrain avant que ces "négociations" ne démarrent, maintenant ce sont les représentants des deux parties qui prennent le relais, plus discrètement encore, ce qui n'est pas le moindre des avantages, d'autant plus que le mouvement ouvrier leur laisse le champs libre, quelle aubaine !

En conclusion, pas de bol messieurs les opportunistes, vous n'avez pas chassé le FMI, il est parti tout seul, ils doivent enrager, ce que je me demande c'est comment ils vont pouvoir justifier leur politique auprès de leurs militants. Cet épisode met une nouvelle fois un peu plus en relief l'incurie politique de nos dirigeants, désolé de devoir se répéter.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Affaire Snowden

Cette fois c'est officiel. L'ex-consultant du renseignement américain a demandé l'asile provisoire à la Russie et devrait donc quitter l'aéroport de Moscou où il est réfugié depuis trois semaines.

La Russie, refuge provisoire pour l'ancien analyste de la NSA en attendant de pouvoir gagner l'Amérique latine, où le Venezuela, la Bolivie et le Nicaragua se sont dits prêts à l'accueillir. Vladimir Poutine avaient déjà posé ses conditions depuis longtemps : "Au départ nous lui avons dit qu'il pouvait rester s'il le voulait mais à condition d'arrêter ses activités politiques explique le président russe. Nous avons des relations avec les Etats-Unis et nous ne voulons pas que ses activités altèrent ces relations. Dès qu'il aura l'occasion d'aller ailleurs, il le fera certainement. Il connaît les termes de l'obtention d'un asile politique."

En attendant que sa demande soit acceptée, ce qui pourrait prendre un mois, Edward Snowden aura la possibilité de circuler sur le territoire russe. euronews.com 16.07

2- Egypte

Egypte. Le gouvernement de la Banque mondiale.

- Un nouveau gouvernement égyptien, dont sont absents les partis islamistes, a prêté serment mardi au Caire, moins de deux semaines après le renversement par l'armée du président Mohamed Morsi, alors que l'Égypte reste secouée par des violences meurtrières.

La nouvelle équipe gouvernementale comprenant plus d'une trentaine de membres issus d'horizons divers, a immédiatement été rejetée par les Frères musulmans, le mouvement dont est issu M. Morsi.

"Nous ne reconnaissons pas sa légitimité ni son autorité", a réagi auprès de l'AFP un porte-parole de la confrérie, Gehad El-Haddad.

Une personnalité émerge de ce nouveau cabinet: le général Abdel Fattah al-Sissi, chef de l'armée et homme-clé dans le renversement le 3 juillet de M. Morsi, après des manifestations monstres réclamant son départ.

Le général Sissi demeure non seulement ministre de la Défense mais hérite en plus d'un poste de vice-Premier ministre, au même titre que l'avocat d'affaires et économiste, Ziad Bahaa Eldin (ministre de la Coopération internationale), et l'universitaire Hossam Eissa (Enseignement supérieur).

Le Premier ministre Hazem Beblawi, un économiste de 76 ans, avait déjà été chargé le 9 juillet dernier de former le cabinet par le président intérimaire choisi par l'armée, Adly Mansour.

Le prix Nobel de la paix et figure de l'opposition, Mohamed ElBaradei, avait déjà prêté serment dimanche comme vice-président chargé des relations internationales.

Nabil Fahmy, un diplomate chevronné, ancien ambassadeur à Washington, prend la tête des Affaires étrangères, tandis qu'Ahmad Galal, un ancien de la Banque mondiale, devient ministre des Finances.

Le nouveau gouvernement compte par ailleurs trois femmes ainsi que trois coptes, une communauté chrétienne très hostile à l'ancien président islamiste.

"C'est plutôt un gouvernement de rassemblement" de toutes les composantes de l'opposition à M. Morsi, "et je pense qu'il y aura ensuite une tentative pour attirer quelques salafistes" -souvent en rivalité avec les Frères musulmans- pour l'élargir au delà des formations laïques, a déclaré à l'AFP Hassan Nafaa, professeur de Sciences politiques à l'Université du Caire.

Diffusée par la télévision d'État, la prestation de serment du cabinet devant le président intérimaire représente une étape supplémentaire dans la transition politique.

Celle-ci doit mener à l'adoption d'une nouvelle Constitution, puis à des législatives d'ici début 2014, avant la tenue d'une nouvelle présidentielle. Le nouveau gouvernement devra également faire face à une grave crise économique.

Mardi, la présidence a exhorté toutes les forces politiques à participer à ses "efforts" de "réconciliation nationale".

Mais les nouvelles autorités ont aussi récemment engagé des poursuites contre plusieurs hauts responsables de la confrérie, dont son Guide suprême, Mohamed Badie.

Mardi, les nouvelles autorités égyptiennes ont par ailleurs vivement réagi à des déclarations du chef du gouvernement turc, l'islamiste Recep Tayyip Erdogan, exprimant leur "fort ressentiment".

M. Erdogan a récemment affirmé que M. Morsi restait le seul chef de l'État égyptien légitime. AFP 16.07

3- Syrie

De violents combats continuent à opposer les terroristes d'Al-Nosra, ceux de l'ASL et de "l'Etat islamique en Irak et au Levant" et une information de la dernière heure fait confirmer la fuite de l'émir de cette dernière milice de Raqqa . Il aurait pris refuge à Al Tabagha une ville située dans la province de Raqqa.

Le soi disant émir s'appelle Abou Saad al Hazrami qui se fait accompagner dans cette fuite par son adjoint Abou Dajaneh. Al Nosra et l'Emirat islamique en Irak et au Levant s'entre-déchirent depuis le 10 avril, date à laquelle le chef d'Al Nosra, Al- Golani a annoncé dans un enregistrement sonore refuser la décision d'Al-Qaida de fusionner avec Al-Nosra. Al-Golani a fait toutefois allégeance au chef d'Al-Qaida Zawaheri. Ce qui est clair, c'est que les terroristes se combattent entre eux à tous les niveaux : l'ASL se bat contre les nosratistes et les qaidistes tandis que ces derniers s'entretuent à leur tour. Et cette situation de crise absolue permet au gouvernement et à l'armée syriens de faire de nettes progressions et de reprendre le contrôle des régions perdues . french.trib.ir 16.07

[Haut de page ↗](#)

Le 18 juillet 2013

CAUSERIE

J'ai ajouté 25 nouveaux articles entre hier soir et cet après-midi. Je vous conseille vivement la lecture de l'excellent article de Robert Bibeau auquel j'adhère à 100%, c'est si rare qu'il faut le relever : *Un autre mode de production est possible*, rubrique Tribune libre. Voilà un vrai marxiste !

Un petit mot personnel rédigé avant-hier soir pour se détendre.

C'est super, il pleut par intermittence depuis 8 jours et il fait plus frais dans le bureau pour travailler, disons environ 30°C à 21h, c'est presque l'hiver ici ! Eh oui camarade, on apprend à relativiser, on se dépasse, on se surprend soi-même, sans déconner, alors que je ne supporte pas plus la chaleur qu'au premier jour, il y a près de 20 ans ! On devient philosophe, on se fait une raison, on ne se focalise plus sur les mêmes choses le temps passant, bon, je ne parlerais pas de sérénité ou de sagesse n'exagérons pas ce serait mentir, car je suis comme les Indiens toujours prêt à exploser. Par de nombreux côtés je suis devenu plus Indien que Français.

Tenez puisqu'on bavarde, ma fille est repartie à la Réunion avec son compagnon qui en est originaire avec ma petite-fille Cassie, un trésor. C'est définitif, à 32 ans ras le bol de la métropole, elle a été mutée dans une école maternelle de Saint-Denis et elle reprendra le boulot le 14 août. On se trouve donc chacun à un bout de l'Océan Indien, cela ne va pas faciliter les contacts. Sa mère, ma tendre et ex-épouse compte partir s'y installer le plus vite possible. Pour que la famille soit au complet il ne restera plus que je débarque à mon tour, mais ce n'est pas au programme pour le moment, on en a juste causé un jour à bâtons rompus.

Quelques petites histoires indiennes très courtes pour vous aider à passer l'été indien en France ou ailleurs dans le monde.

Il y a 4 mois environ, mon beau-frère Kandavel m'a acheté des sandales, je les ai payées, d'après lui elles étaient super solides parce qu'il venait de s'acheter les mêmes, en fait il s'agissait d'une initiative de mon épouse, sa soeur, qui a toujours des bonnes idées, si c'est son frère qui l'a dit, c'est que c'est vrai...

Résultat des courses, 4 mois plus tard les sandales sont parties à la poubelle, la lanière en cuir qui recouvrait le pied était coupée en deux à la hauteur de la semelle, irréparable. Je me rends dans un magasin Bata pour acheter de nouvelles sandales et je raconte cette histoire au vendeur, il me répond que les tongues que j'ai choisies, un modèle équivalent à des sandales si l'on veut me feront 6 mois. Je n'ai pas pu m'empêcher de me marrer, il s'est marré aussi sans savoir pourquoi, je me disais qu'ils vendaient vraiment de la merde, attention, ce n'était pas le premier prix loin de là, une paire de tongues de base valait environ 100 roupies, le modèle que j'avais retenu en valait 500. Il y a 16 ans j'avais acheté une paire de sandales 350 roupies qui m'ont fait 12 ou 13 ans, elles étaient tellement défraîchies que je n'osais plus les mettre. J'ai calculé qu'en ayant porté en moyenne une heure par jour les sandales que mon beau-frère m'avait achetées, elles m'auraient fait 8 ou 10 jours si je les avais portées 24h/24, et celles que je viens d'acheter seraient foutues au bout de 15 jours.

Moralité : la prochaine fois j'achèterais des tongues de base, pas les moins chers car la semelle est aussi souple qu'un bout de bois et je ne supporte pas cela, j'ai besoin d'une semelle souple, d'être à l'aise, quel luxe ! Je vais finir par marcher nus pieds, comme chez moi.

Le même beau-frère m'a vendu 50 kilos de riz pour Yvan, mon chien. Je lui ai payé 5 roupies le kilo alors qu'il l'a touché à 1 roupie, mieux, il m'a livré 30 kilos en me disant qu'il repasserait pour les 20 kilos restant qu'il a reçu gratuitement de la part du gouvernement. Cela ne m'a pas empêché de lui donner deux ventilateurs qui ne me servaient à rien pour installer dans sa nouvelle maison. J'aurais pu lui faire payer, une somme symbolique, mais je n'aime pas les rapports d'argent, c'est un truc que je ne supporte pas. En Inde les rapports sont pourris même dans les familles, cela ne me choque même plus.

Il y a un temple hindou dédié à Hanuman le dieu à tête de singe, à trois cent mètres de chez moi. La première fois que le brahman a organisé un festival, trois mois plus tard il s'est acheté une moto neuve. La seconde fois, il a terminé le gros oeuvre de sa maison quelques mois plus tard. La troisième fois, c'était il y a une semaine, il va attendre que la mousson passe pour faire faire la peinture.

Depuis une semaine, le soir en promenant Yvan sur le chemin en terre qui part du lotissement où nous logons je croise un jeune garçon à vélo, il doit avoir environ 15 ans, il est obèse et transpire comme une vache, non il n'a rien à voir avec les Femén, plutôt comme un boeuf. On se salue les premiers jours, le troisième il s'arrête, haletant et ruisselant de sueur il me désigne du doigt la bouteille d'eau que je tenais à la main en me demandant s'il ne pourrait boire un peu car il n'en pouvait plus le malheureux, je lui tendis volontiers. Mais c'est qu'il en a pris l'habitude et chaque soir il s'abreuve ainsi tandis qu'on échange quelques mots en anglais, je suis obligé de lui demander de nous en laisser car on n'a pas fini notre balade, l'eau c'est surtout pour Yvan qui supporte encore moins que moi la chaleur, quand je le vois baver c'est qu'il a soif, donc à l'aller et au retour, notre balade dure 45 minutes environ, on s'arrête pour boire un coup.

C'est le seul moment de détente que je m'accorde et encore, pour vraiment me détendre je m'arrête quelques instants et j'observe le ciel, quelques instants seulement parce que au-delà Yvan s'impatiente, il pleure, non mais c'est stressant la compagnie d'un chien, il y en a qui disent la compagnie d'une femme, c'est juste pour faire chier ces connasses de Femén, en fait on s'habitue à la solitude mais on est bien content d'avoir de la compagnie.

Hier j'ai viré pas moins de six grenouilles qui avaient squatté la maison, il y en a partout. Je les attrape avec un chiffon et je les balance dans le jardin. Cela ne leur plaît pas, alors elles projettent un liquide, je ne sais pas si c'est de l'urine ou un poison quelconque qui doit tenir à distance les prédateurs. Sinon je fais la chasse aux singes qui s'attaquent aux manguiers, mon beau-frère a dû récolter au moins 150 kilos sur un seul arbre. Le matin je cueille le jasmin à pleines poignées, c'est la saison, quelle activité stressante ! Et dire que je vais devoir consacrer plusieurs heures à tondre la pelouse, c'est un grand mot, en vérité c'est plus noble que cela puisque c'est de l'herbe qui a repoussé naturellement depuis qu'il pleut, sinon depuis plus de six mois le jardin ressemblait au terrain en terre rouge où nous nous promenons le soir.

Encore deux petites histoires très brèves.

Mon autre beau-frère à qui j'avais prêté de l'argent pour acheter une voiture et faire le taxi s'est mis dans une merde noire. De 250.000 roupies, j'en suis arrivé à lui prêter 350.000 roupies, après qu'il m'eut raconté des histoires, en fait il est incapable de faire ce boulot et de trouver des clients, il ne m'a jamais rien rendu depuis près de deux ans, il en est venu à ne plus payer son loyer et son propriétaire l'a foutu dehors, avec son épouse et leurs deux gosses il s'est réfugié chez les parents de son épouse qui n'ont pas cessé de lui piquer du fric, ils ne pouvaient même plus faire à bouffer, ses deux bouteilles de gaz étaient vides. L'autre jour il est venu me taper une dernière fois, j'ai refusé de lui donner une roupie, il n'a qu'à vendre cette foutue bagnole et vendre le morceau de terrain qu'il a hérité de sa mère. Sauf que voilà, la bagnole, elle est en panne, joint de culasse mort, plus d'autres réparations urgentes à réaliser, la vitre du côté conducteur qui ne ferme plus, un trou dans une autre porte qui laisse entrer

la flotte quand il pleut, du coup tout l'intérieur de la caisse est inondé, il a bossé pendant deux ans, il n'a pas entretenu sa voiture et il a craqué tout le fric qu'il a gagné et pour finir il ne peut pas payer la taxe annuelle ou l'équivalent de la vignette en France, au total il aurait besoin de 30.000 roupies supplémentaires. Quant à son terrain, il ne veut pas le vendre au prix qu'on lui a proposé, monsieur fait le difficile, il voudrait en tirer le maximum. Il est abruti au dernier degré, je le savais, j'ai quand même voulu l'aider, il était au chômage avec deux gosses, si je ne l'avais pas fait on m'aurait traité de salaud et pour l'avoir fait sa soeur, mon épouse, me traite de con ! En guise de caution, la troisième fois où nous lui avons prêté du fric, Magueswary a eu la bonne idée de lui demander le titre de propriété de son terrain, du coup il ne peut pas le vendre sans nous rendre les 350.000 roupies qu'il nous doit, car je veux bien qu'on me prenne ou me traite de con, quant à l'être vraiment c'est une autre histoire. Cette histoire rend folle mon épouse, elle veut le tuer et le traite de tous les noms, je lui ai dit, non Manju, ton frère est surtout très con, j'ai fait la connerie par faiblesse de faire confiance à un con et un roublard, eh oui je suis un grand humaniste et cela me perdra un jour, pas encore rassurez-vous.

La dernière histoire rattrape la précédente. Mon autre beau-frère Kandavel s'est bien débrouillé et cela me fait plaisir, il a réussi à inscrire ses deux filles dans une école publique à Pondichéry, et il ne paie que trois roupies par jours pour le transport scolaire, et la cantine est gratuite, génial ! En Inde les bonnes nouvelles sont si rares, exceptionnellement rares ! L'année dernière les deux gosses allaient dans deux écoles privées différentes et ils devaient cavalier pour les emmener en moto le matin avant d'aller bosser et tous les soirs c'étaient la galère pour aller les chercher. C'est à lui que j'ai prêté de l'argent pour finir sa maison. Il a du bol, le gouvernement de Pondichéry lui a donné un morceau de terrain et il lui a payé les trois quart du prix de sa baraque. Son épouse travaille en usine aussi. Ils ne sont pas fainéants, ils essaient de s'en sortir, ils sont moins cons que mes autres beaux-frères qui en tiennent une couche, c'est pour cela que je les ai aidés. Mon épouse m'a dit qu'il allait nous verser des intérêts, je n'en veux pas, et puis quoi encore. Et puis ils hébergent leur vieille mère depuis que leur maison est terminée, elle a enfin un toit où finir ses jours tranquillement, les autres beaux-frères n'en voulaient pas, par contre tous les mois ils lui rendent visite pour qu'elle leur verse une partie de sa retraite, celle de son époux décédé, ex-freedom fighter ou combattant pour l'indépendance de l'Inde, ce sont des rats, avec mon épouse on refuse de leur parler depuis des années, ils nous ont piqué du fric, ils sont devenus des ordures, c'est dommage.

Bon, sur cette note pas très exotique mais qui vous aura peut-être fait voyager, passons aux choses sérieuses.

Réaction à un article.

Hier j'ai mis en ligne un article de presse intitulé : *Marseille : une médecin brise l'omerta*, n'ayant pas eu le temps de finaliser le commentaire que j'avais commencé à rédiger le voici, j'ai été au-delà comme très souvent tout en procédant à un rappel.

Terrible n'est-ce pas, et c'est en France que cela se passe, pas en Algérie, en Egypte ou en Libye. Vous comprenez pourquoi on ne supporte pas les ouvriéristes, les tiers-mondistes, les droitsdelhommistes décomposés, les gauchistes, les pleurnichards, les conciliateurs en général, qui au nom du socialisme qu'ils ont été incapables d'incarner, d'un internationalisme qu'ils ont dévoyé en se livrant à des amalgames honteux, d'un humanisme à cent balles, ont défendu une conception de l'égalité en ayant des oeillères, en se bouchant les oreilles, c'est aussi le résultat de leur politique qui s'est avérée aussi dangereuse ou davantage encore que celle qu'ils dénonçaient.

Ils ont instrumentalisé la question de l'immigration, du racisme, etc. l'homophobie fut la dernière en date, leur dernier exploit dont ils sont fiers. En réalité, ils ont repris les mêmes méthodes détestables de nos ennemis et cela se retourne contre nous, contre tous les travailleurs sans exception ou sans différence d'origine ou de statut.

Ils collaborent depuis des lustres avec le PS, le PCF et les appareils des syndicats, les institutions, le régime, certains ont même fondé des associations parce qu'ils ont fait de ces questions leur fond de commerce, peut-être perçoivent-ils des subventions de l'Etat. Croient-ils ainsi se situer sur le terrain de la lutte des classes ? Eh bien qu'ils aillent donc la mener dans ces quartiers-là et qu'ils viennent ensuite nous rendre compte, s'ils en ressortent vivants !

Voilà à quoi conduit le laxisme, l'éclectisme, l'amateurisme, l'incapacité de demeurer concentrer sur notre seul objectif politique, la tentation de vouloir refaire le monde tous les quatre matins, de trouver des raccourcis, refuser de tenir compte de la réalité. Et puis il y a quelque chose de très hypocrite et d'insupportable dans cette attitude.

Je rappelle que je ne critique pas le mouvement ouvrier et son avant-garde (sourire !) pour le plaisir ou pour leur tenter un procès d'intention, trouver un bouc émissaire à la situation actuelle ou encore pour le liquider, ils s'en chargent eux-mêmes.

En les observant attentivement, on s'aperçoit non seulement qu'ils ne combattent pas dans la perspective de l'émancipation du capital, de la prise du pouvoir politique par la classe ouvrière, pour construire un nouveau parti communiste, pour le socialisme, leur politique ne correspond qu'à des buts alimentaires immédiats, ils se sont adaptés au capitalisme, ils s'en accommodent, ils peuvent prétendre le contraire, ils se comportent comme des syndicats et ils sont comptables de leur combat, ce sont devenus des trade-unionistes, des "économistes" (Lénine 1902) qui banissent de leur discours le combat pour la prise du pouvoir politique, tout mot d'ordre politique, alors que nous combattons sur chaque revendication dans la perspective énoncée plus haut, nous ne sommes comptables que de deux choses, la construction du parti et l'élévation du niveau de conscience des masses. Eux

ils combattent contre la fermeture d'une classe, d'un hôpital, d'une gare pour que tout le monde puisse mieux vivre en régime capitaliste, nous, nous combattons contre leur fermeture dans la perspective du renversement du régime en place et nous nous servons de cette bataille pour construire le parti, c'est du moins notre ligne politique. Donc nous ne poursuivons pas le même objectif.

Si vous ne tenez pas compte de cette distinction fondamentale, alors vous me prendrez pour un dingue ou une ordure qui fait le jeu de notre ennemi et ce sera normal.

A intervalle régulier je fais cette mise au point pour les nouveaux militants ou travailleurs qui se connectent sur le site. Et je vais vous dire un truc et là vous auriez raison de penser que je suis complètement dingue, je ne continue pas cette activité politique pour démontrer que j'aurais raison, que je serais le plus intelligent, le meilleur, le plus fort, car si j'avais réellement cet état d'esprit je profiterais de ma vie de rentier au soleil, je me la coulerais douce entre la piscine et la plage au lieu de me faire chier du matin au soir devant un écran qui ne me répond même pas, plus ingrat impossible, j'irais faire de grandes balades à moto, tenez j'irais faire un tour en Chine, au Vietnam, en Birmanie ou en Indonésie c'est à côté de chez moi ou encore au Népal admirer l'himalaya, ouais, je pourrais avoir une vie de nantis et atteindre la fin de ma vie tranquillement en m'en foutant du reste du monde, combien en rêvent n'est-ce pas ? Trop facile et médiocre en somme, mais bon, je ne dis pas qu'en devenant vieux si les choses ne se décantaient pas, je n'ai que 57 ans, sous le coup de la fatigue je ne me laisserais pas aller à cette vie-là quelque part bien méritée, je n'ai pas non plus l'état d'esprit d'un martyr.

En fait dans la vie tout est une question d'opportunité, entre nous, les opportunistes l'ont bien compris. Je pourrais me réserver le meilleur pour la fin avant qu'il ne soit trop tard ou que je sois grabataire, en passant je donne des idées aux dirigeants qui voudraient prendre une retraite anticipée cela nous ferait des vacances, qu'ils n'hésitent surtout pas, on se passera très bien d'eux.

On ne se bat pas pour soi ou pour imposer ses idées, on se bat pour une cause, un idéal, vous avez vu l'état du monde, tous ces peuples qui souffrent le martyr, c'est un véritable cauchemar, et tous ces milliardaires qui sont devenus des vieux ou des vieillards qui ne raccrochent pas, qui veulent leur pourrir la vie jusqu'à leur dernier souffle, cela fait réfléchir, on se dit qu'il faut continuer de les combattre même si les moyens sont disproportionnés, c'est notre faiblesse.

Impossible sans une révolution socialiste qui abolie les institutions.

Mouvement politique d'émancipation populaire (M'PEP) - 17 juillet 2013.

- Jacques Nikonoff, porte-parole du M'PEP, était l'invité de Raphael Ebenstein lors de son émission « *Si j'étais président !* », sur France-Info le 2 juillet. Pour le porte-parole du M'PEP, aucune hésitation n'est possible : c'est au chômage et à la précarité qu'il faut s'attaquer en priorité.

Non, c'est le pouvoir politique en place qu'il faut balayer. Je n'ai pas regardé ces vidéos, peut-être le dit-il quelque part ou à la fin comme le font certains en passant, histoire qu'on ne puisse pas leur reprocher de ne pas combattre contre les institutions : vous avez lu, on a écrit qu'il faudrait abolir la Ve République, cela nous fait une belle jambe, on l'avait déjà oublié.

Je n'ai plus le temps de poursuivre, il y a différentes techniques pour présenter un événement ou faire ressortir un élément particulier que le lecteur retiendra de préférence. Ce sera pour une autre fois.

Parole d'internaute

- Au commissariat de Cogolin, l'alcool coule à flots - 20minutes.fr

1- *"Des ministres accusé de fraude, des présidents de détournements, certains policiers ivres pendant le service, des escroc qui sont invités chez les médias, mais où va la France ?"*

Où va tout droit l'humanité si on ne les arrête pas : à l'abîme !

2- *"Ces coutumes apéritives datent beaucoup (40 ans au moins...), mais on n'a jamais rien dit. Maintenant tout est prétexte à sévir et régir les Français comme des "toutous"."*

Vous avez raison ils doivent être maintenus en laisse, enchaînés, au nom de l'égalité et de la liberté d'expression... qui est inscrite dans la Constitution américaine, car c'est le néolibéralisme qui imprime ici sa marque partout, voyez ce qu'ils ont fait de ce pays : une féroce dictature qui impose sa loi aux Américains dépouillés de tout droits politique et à tous les peuples.

ACTUALITE EN TITRES

Générosité commence par soi-même...

- Ben Bernanke assure que la Fed va laisser ouvert le robinet à liquidités - L'Expansion.com
- Etats-Unis: Bernanke pour une politique monétaire accommodante - AFP

Le président de la Banque centrale américaine, Ben Bernanke, a réaffirmé mercredi à Washington que l'état de l'économie américaine, et surtout de l'emploi, justifiait encore une politique monétaire très accommodante. AFP 17.07

Du côté des banksters.

- Après la France, Fitch abaisse les notes des banques françaises - Reuters
- Les banques confrontées à une crise... qui dure - Reuters
- L'épargne non réclamée: un magot de 4 milliards qui profite aux banques et assurances - L'Expansion.com

Tiens donc, un scoop.

- France. Les fraudes se multiplient chez les professionnels de santé 20minutes.fr -

Parfum d'Ancien régime.

- Des pistes pour lutter contre le déclin des langues régionales - AFP

Le capitalisme tend infailliblement à la paupérisation...

- France. Un ménage modeste sur six achèterait plus à manger s'il le pouvait - L'Expansion.com
- Certains ménages modestes ont plus de mal à assumer les dépenses alimentaires - Liberation.fr
- L'Italie compte 9,5 millions de pauvres - Liberation.fr

Dictature de l'UE. Touché, coulé.

- Bruxelles envoie une torpille sur les chantiers navals espagnols - L'Expansion.com

Les aides d'Etat reçues par le secteur naval espagnol entre 2007 et 2011 devront être remboursées, a annoncé mercredi le commissaire européen chargé de la Concurrence Joaquin Almunia. L'Expansion.com 17.07

Enfin une bonne nouvelle !

- Bénéfice en hausse pour Bank of America grâce au trading actions - Reuters

Bank of America a publié mercredi un bénéfice net du deuxième trimestre en hausse de 70%. Depuis le début de l'année, le titre a pris 20%, moins que la progression de 25% affichée parallèlement par l'indice KBW des banques qui a gagné 25%. Reuters 17.07

Parole de réacs

- Vous qui traînez des pieds une jeunesse de merde, un bon conseil : dépêchez-vous de devenir des vieux - Atlantico.fr

Et vous dépêchez-vous de crever !

- Comment reconnaître si votre patron vous manipule - Atlantico.fr

Il est patron !

Chez les barbares

- Syrie : un djihadiste français appelle François Hollande à se convertir à l'islam - LeFigaro.fr

- Un Libanais sunnite ayant épousé une Druze se fait trancher le pénis - LePoint.fr

Quand ils soutiennent les barbares

- La chef de la diplomatie européenne au Caire - euronews.com

- Egypte : la représentante de l'UE souhaite la libération de Morsi - LePoint.fr

- Égypte : la France veut un gouvernement incluant "*tous les courants*" - LePoint.fr

ACTUALITÉ DU JOUR

Intox

1- La réforme bancaire définitivement votée à l'Assemblée nationale AFP 17.07

Le jeu de rôle habituel

- Les députés ont ouvert la voie mercredi à l'adoption définitive jeudi, par un vote du Sénat, de la réforme bancaire, saluée par la majorité de la gauche à l'Assemblée mais critiquée à droite notamment pour être en deça de l'engagement de François Hollande.

Comment ils prétendent avoir atteint un objectif élevé, alors qu'à l'arrivée c'est exactement l'inverse qui s'est produit. On lit attentivement le paragraphe suivant et on le décrypte ensuite.

- Le projet de loi sépare des activités de dépôt, par le biais d'une filiale, les activités spéculatives d'une banque de détail jugées non utiles à l'économie, sans aller jusqu'à la scission, et crée un mécanisme de résolution des crises bancaires. Il entend limiter la spéculation sur les matières premières agricoles et le trading haute fréquence, oblige les banques à la transparence sur leurs activités dans les paradis fiscaux ou limite certains frais bancaires.

A retenir :

- ils séparent les différentes banques, mais "*sans aller jusqu'à la scission*".

- la création d'un "*mécanisme de résolution des crises bancaires*" ne sert à rien puisqu'elles vont continuer de trafiquer leurs comptes en se servant des paradis fiscaux, sinon, franchement, à qui ces derniers pourraient-ils servir ? La suite plus loin le confirme.

- ils n'entendent pas supprimer la "*spéculation sur les matières premières agricoles et le trading haute fréquence*", mais la contenir dans les limites que les banquiers ont fixées eux-mêmes et qu'ils pourront contourner évidemment.

- et pour finir ils ne comptent pas mettre fin à "*leurs activités dans les paradis fiscaux*" ils s'en accommodent en leur demandant de bien avoir la bonté de faire preuve de "*transparence*", ben voyons, ils nous prennent pour des naïfs !

Il n'existe aucune opposition de gauche au PS au sein des institutions.

- A main levée, les députés socialistes, écologistes et radicaux de gauche ont voté pour le texte, ceux du Front de Gauche s'abstenant par "*sentiment d'inachevé*" malgré des "*avancées*". L'UMP a voté contre et l'UDI s'est abstenue.

Si la plus farouche ennemie de la lutte des classes au sein du gouvernement s'en félicite, c'est que forcément les banquiers ont été entendus.

- Cette réforme bancaire, "renforcée" grâce au Parlement et à "plusieurs mois d'échanges intenses", sera "l'un des textes marquants de cette première année" de législature, a affirmé la ministre déléguée à l'Economie numérique, Fleur Pellerin.

Une déclaration à l'emporte pièce qui rappellera le discours du Bourget mais n'a plus aucun effet, chacun a compris que Hollande était le président de la finance.

- "La bataille menée ces derniers mois aboutit à un texte ambitieux et à la traduction d'un engagement de campagne du président de la République" pour réguler une "finance avide et cupide" mais elle "ne marquera sans doute pas la fin de la guerre", a estimé la rapporteure, Karine Berger (PS).

La palme du populisme revenant à qui de droit.

- L'écologiste Eric Alauzet a salué un "pas en avant majeur contre les paradis fiscaux".

Pour le parti officiel de l'ordre qui s'oppose à toute réglementation, c'est toujours trop, normal.

L'UMP a voté contre "un texte dogmatique et militant" qui va faire "peser de nouvelles contraintes sur les banques françaises"

Et comme l'entourloupe est plutôt grossière, certains se sentent obligés de lâcher un morceau de la vérité, après avoir soutenu le texte du gouvernement notez bien

- La droite, l'extrême droite, par la voix de Jacques Bompard, mais aussi le Front de Gauche, ont reproché au projet de loi d'être loin de l'engagement de séparation pris par François Hollande dans son discours du Bourget contre la finance.

Ecologistes et radicaux de gauche ont exprimé leurs craintes d'un coup d'épée dans l'eau. "Le plus probable est que les grandes banques françaises continuent leurs activités spéculatives au sein de la banque de dépôt", selon Thierry Robert (RRDP, groupe regroupant PRG et divers gauche).

En fait, ils confirment là ma propre analyse.

Quant à la palme du cynisme, vous devinez à qui elle revient : au PS - L'important, a estimé Laurent Baumel (PS), était de "protéger les plus fragiles mais aussi les couches populaires et moyennes dans cette période de crise". AFP 17.07

Alors que depuis un an Hollande et son gouvernement les matraquent.

2- Monsanto renonce à faire homologuer des cultures OGM dans l'UE - Reuters

Monsanto a annoncé mercredi qu'il retirerait toutes ses demandes d'homologation en cours de nouvelles cultures OGM dans l'Union européenne en raison de l'absence de perspectives commerciales pour ces technologies. Reuters 17.07

Ils parviendront à l'imposer plus tard dans le cadre du marché unique transatlantique une fois qu'il sera scellé, personne ne voudra prendre le risque de le rompre et il n'y aura pas de retour en arrière possible, exactement comme si un Etat des Etats-Unis voulaient obtenir son indépendance, impossible... sauf par une révolution, mais ne rêvons pas.

Tenez, la suite de cet article le confirme déjà à sa manière:

- José Manuel Madero, président et directeur général de Monsanto pour l'Europe, a déclaré que le groupe d'agrochimie se recentrerait sur son activité traditionnelle de semences en Europe et s'emploierait à obtenir les autorisations d'importation dans l'UE des variétés de semences OGM dont la culture est généralisée aux Etats-Unis et en Amérique du Sud.

Quant à la démocratie, les autorités américaines s'assoient dessus depuis belle lurette.

- En dépit de l'hostilité de l'opinion publique aux OGM, l'Europe est l'un des premiers importateurs mondiaux de fourrage génétiquement modifié destiné au bétail, à hauteur de 30 millions de tonnes par an. Reuters 17.07

Ce qui signifie que chaque fois que vous mangez du boeuf principalement, vous avez le droit à votre dose d'OGM sans qu'on vous demande votre avis.

[L'enfer que vivent au quotidien les travailleurs américains.](#)

Le 4 juillet dernier, le Wall Street Journal publiait un éditorial donnant une idée assez précise de la conception de la démocratie ou des rapports entre les classes selon la classe dominante américaine, Il faut un Pinochet en Egypte selon le Wall Street Journal.

Nous en avons un autre aspect à travers l'extrait suivant.

- Etats-Unis. L'alcool peut-il faire carburer les salariés? - L'Express.fr

Nourriture, salle de détente... les entreprises rivalisent d'ingéniosité pour offrir un environnement de travail accueillant à leur salarié. La dernière mode en date? Equiper ses bureaux avec un fût de bière et un frigo pour trinquer entre collègues quand la journée s'éternise, rapporte le Wall Street Journal.

"Cet avantage en nature contribue à attirer des talents et rapproche les employés des différents", explique le quotidien. "C'est une manière très simple de garder des salariés dévoués", renchérit le sociologue américain Paul Roman. "Plus besoin de dépenser huit dollars dans une bonne bière, vous pouvez en avoir une gratuitement sur votre lieu de travail."

L'idée est sympathique à première vue, mais quid des risques d'accidents de la route au retour, d'harcèlement sexuel au travail ou d'exclusion de ceux qui ne boivent pas d'alcool? "Ce sont des adultes", assure un chef d'entreprise conquis par la pratique. "Si vous buvez une bière au bureau, restez plus tard et travaillez plus tout en vous amusant, ça me va!" leexpress.fr 17.07

L'esclave doit être dévoué à son maître et concevoir l'exploitation et l'oppression comme un amusement ou une "pratique" agréable. Et effectivement, c'est le niveau auquel ils ont réussi à placer la lutte de classe aux Etats-Unis, maintenir les travailleurs à un niveau d'arriération tel qu'ils peuvent les manipuler comme ils veulent puisque rendus à ce stade ils sont à leur merci.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Grèce

Le Parlement grec a voté tôt jeudi matin un plan de restructuration de la fonction publique et de la fiscalité, demandé par les bailleurs de fonds internationaux du pays pour débloquer une nouvelle tranche de prêts.

A l'issue d'une semaine de manifestations, la loi a été adoptée par une courte majorité de 153 voix sur 300 députés, a indiqué le président de séance du parlement. AFP 17.7

2- Egypte

Intégrer les salafistes dans le processus politique en cours au Caire, apporte des coûts que les nouveaux responsables politiques égyptiens pourraient ne pas être prêts à payer.

Le remplacement des Frères musulmans, le plus important acteur islamiste en Egypte, par les salafistes, est l'une des plus mauvaises conséquences du changement de la donne dans ce pays, précise un reportage de Foreign Policy, signé Marina Ottaway.

« On a eu l'habitude, depuis des années, de reconnaître les Frères musulmans, comme étant des islamistes avec qui il était possible d'entrer en interaction. Mais les Salafistes ont été connus comme étant des extrémistes cherchant à instaurer, à tout prix, des émirats islamiques. Avec l'alignement des salafistes aux côtés des opposants à Mohamed Morsi, président destitué, on a l'impression que ces salafistes s'imposent sur la scène, comme la figure standardisée de l'islam politique dans le monde arabe. Le parti Al-Nour, le plus grand parti salafiste ayant adhéré aux opposants de Morsi, l'accusait de chercher l'absolutisme en termes de pouvoir. Ce parti ne participait, pourtant, pas officiellement aux manifestations contre les Frères musulmans. Il avait même critiqué leur feuille de route et leur déclaration constitutionnelle, et d'annoncer qu'il ne participerait pas au gouvernement de transition. »

Le reportage précise qu'intégrer les salafistes dans le processus de l'éviction de Morsi et de la formation du nouveau gouvernement apporte des coûts que les nouveaux responsables politiques du Caire pourraient ne pas être prêt à payer. Les militaires égyptiens et tous ceux qui ont destitué Morsi se demandent, maintenant, s'ils doivent, oui ou non, accueillir les islamistes, au nouveau système, ou s'ils doivent, à l'instar du régime Moubarak et d'autres gouvernements qui le précédaient, maintenir les islamistes en marge de la scène politique. Une constitution égyptienne que souhaiteraient les Salafistes ne tolérera l'égalité entre les hommes et les femmes, les musulmans et les non-musulmans, ce qui ne plaira pas sans aucun doute aux

éléments séculaires. Mais ne pas accepter les Salafistes, tout comme leur adhésion à la confrérie, aussi, pourrait coûter cher au nouveau système politique égyptien. Autrement dit, abandonner les islamistes serait l'équivalent de « *renoncer à la démocratie* » en Egypte d'aujourd'hui. french.irib.ir 17.07

SOCIAL

Inde

La douleur de ces Indiens s'est transformée en colère. Leurs enfants sont morts, empoisonnés à la cantine scolaire. Et la compensation de plus de 3000 dollars offerte par le gouvernement pour chaque décès, ne ramènera pas leurs petits. Dans la province de Bihar, l'une des plus pauvres de l'Inde, au moins 22 écoliers ont déjà péri, 47 au total sont tombés malade, après avoir avalé des légumes et du riz semble-t-il contaminés par des insecticides. Ils étaient tous âgés de moins de 12 ans. Selon des villageois, cet empoisonnement n'est pas le premier dans la région.

"Il y a des symptômes d'empoisonnement organophosphoré, dit le médecin de l'hôpital. C'est un composé utilisé comme pesticide pour les cultures. C'est très dangereux. Même une petite quantité serait fatale pour les enfants. Etant donné leur état critique, il semble qu'il y avait de grandes quantités de poison dans la nourriture consommée."

La nourriture est offerte gratuitement par le Mid-Day Meal, un programme national qui depuis 1925 incite ainsi les plus pauvres à aller à l'école. 120 millions d'enfants indiens en bénéficient. euronews.com 17.07

Exact, mes deux petites nièces en bénéficient cette année, elles sont inscrites dans une école publique à Pondichéry.

Le gouvernement s'est empressé d'annoncer le versement aux familles d'une compensation, un peu trop vite à mon avis, car s'il a lâché si rapidement 3000 dollars, il pourrait se montrer plus généreux et certains partis vont les manipuler et faire monter les enchères pour récupérer la mise derrière, ensuite le calme reviendra, c'est le scénario classique en Inde. La vie ne vaut pas chère ici, n'est-ce pas ?

Il n'existe aucun contrôle sanitaire en Inde, vous pouvez produire n'importe quoi n'importe comment et le vendre ensuite, sans que personne ne sache ce qu'il achète et consomme vraiment. Autrefois cela ne posait pas de problèmes parce que les agriculteurs n'avaient pas suffisamment d'argent pour acheter toutes leurs saloperies de pesticides, insecticides, etc. Ils faisaient une ou deux récoltes de riz par an, dorénavant ils en font trois ou quatre, les terres se sont terriblement appauvries et la qualité du riz est devenue médiocre, même le riz basmati parfumé naturellement et réputé le meilleur n'a plus aucun goût, je n'en achète plus.

En fait de "*développement*" en Inde et dans les pays dits émergents, on assiste plutôt à la généralisation de la médiocrité dans tous les domaines, qui ajoutée à celle qui prédominait déjà dans tous les rapports donne davantage l'impression d'une régression sans fin et d'une société vouée à végéter à ce niveau-là.

[Haut de page ↗](#)

Le 19 juillet 2013

CAUSERIE

En raison de cette longue causerie, je n'ai pas eu le temps d'actualiser les autres rubriques, ce sera pour demain.

Réflexion politique

Question : Peut-on ou doit-on défendre des droits sociaux sans tenir compte du contexte, dans n'importe quelle circonstance, de n'importe quelle manière ?

La question qui est posée ici n'est celle de leur légitimité qui est acquise, mais de la légitimité de ceux qui les reprennent à leur compte et qui se destinent de les satisfaire tout du moins sur le plan institutionnel, car dans la réalité les choses se passent tout à fait autrement, de telle sorte qu'ils demeurent insatisfaits, tandis que ceux qui les ont récupérés en tirent un profit politique ou le régime en tire profit.

Question : Au nom de la défense de droits sociaux légitimes, notre combat doit-il consister à apporter notre soutien à une opération politique des partis qui figurent parmi nos ennemis et qui par ailleurs sont engagés dans un combat permanent contre les droits sociaux et politiques de la classe ouvrière au nom du régime en place qu'ils représentent ou soutiennent ?

Autrement dit, doit-on soutenir ou collaborer avec des partis ennemis du socialisme qui ont décidé, on pourrait dire qui ont minutieusement orchestré, planifié la manoeuvre qui consistait à instrumentaliser les droits de minorités, à manipuler certaines couches minoritaires de la population, sous prétexte que ces droits seraient légitimes sans tenir compte du profit politique que ses partis comptaient en tirer pour pouvoir poursuivre tranquillement leur offensive politique contre l'ensemble des droits sociaux et politiques des masses exploitées ?

Si la réponse était oui, cela impliquerait qu'on aurait décrété que les droits des minorités étaient prioritaires et que les droits de l'ensemble des exploités devaient passer au second plan, ensuite, que les droits des minorités pouvaient être satisfaits par le régime en place ou que leurs droits s'exerceraient dans les faits. Or, c'est exactement l'inverse qui ne peut que se produire, le racisme, la xénophobie, l'homophobie, etc. ne seront pas supprimés et continueront de s'exercer de la même manière, pire encore, ces couches minoritaires vont se retrouver stigmatisées par les partis de droite ou d'extrême droite qui vont alimenter ou attiser le sentiment d'injustice qui anime ou qui peut animer les masses arriérées dont les besoins demeurent insatisfaits.

C'est exactement la même chose qui se produit au sein du mouvement ouvrier en général qui considère que les revendications démocratiques bourgeoises ou les revendications sociales immédiates ou encore alimentaires de la classe ouvrière sont prioritaires et ses revendications politiques secondaires ou passent tout simplement à la trappe.

On comprend mieux pourquoi à partir des Ong ou des associations à caractère social ou humanitaire ils ont réussi à disloquer le mouvement ouvrier, comment ces organisations ont réussi si facilement à s'implanter et à supplanter le mouvement ouvrier, c'est parce qu'il avait lui-même adopté une stratégie qui devait mener à sa liquidation. Leur stratégie ou démarche est exactement la même, ni l'un ni l'autre n'entend s'attaquer de front au capitalisme et à ses institutions, les deux s'y adaptent, s'en accommodent.

Les masses ont investi ces organisations ou leur portent un regard bienveillant en ayant l'illusion qu'elles seraient aussi ou plus utiles que le mouvement ouvrier pour lutter contre les méfaits du capitalisme, parfois elles militent même dans l'un et l'autre en considérant qu'ils sont complémentaires, ils se répartissent les miettes que le capitalisme leur accorde généreusement et ils s'en contentent, ils n'ont pas d'idéal, le nombre de personnages participant au théâtre des illusions a considérablement augmenté, tout le monde veut en être, aucun parti ne fait exception à la règle, tandis que la résistance de leurs victimes s'effritait, s'affaiblissait, s'atomisait, je vous laisse deviner la suite, jusqu'à ce que mort s'en suive.

Il en va de même de certains principes élevés au rang de dogmes, le marxisme n'y échappe pas évidemment. On ne doit pas réfléchir à la situation, on ne doit pas essayer de la comprendre, on doit s'en remettre à des principes dont la date de validité est dépassée depuis que le capitalisme est parvenu à assurer sa survie au-delà des conditions objectives qui étaient réunies pour qu'ils disparaissent, et qui ne doit ce répit qui semble désormais durer indéfiniment qu'à l'immatrité des conditions subjectives, qui au lieu de mûrir ou de s'orienter dans la bonne direction sont gagnées par l'état de putréfaction dans lequel est entré le capitalisme, d'où le triste spectacle que nous offre le mouvement ouvrier et son avant-garde flanqués de ces Ong et autres organisations ou associations.

Ainsi on en arrive à une confusion extrême.

Un exemple, la situation en Egypte.

1- Certains affirment qu'il y a eu un coup d'Etat militaire en Egypte.

D'autres soutiennent le contraire.

2- Certains le soutiennent.

D'autres le condamnent.

D'autre encore n'osent ni le soutenir ni le condamner.

3- Certains soutiennent les Frères musulmans et Morsi, le président "*démocratiquement*" élu.

D'autres soutiennent l'armée et le gouvernement qui vient d'être formé à son initiative, estimant que Morsi n'avait aucune légitimité et n'incarnait pas la démocratie.

D'autres encore préconisent une alliance des partis républicains, démocratiques et laïcs impossible à trouver du fait de leur refus

de rompre avec l'armée, Washington et l'Etat sioniste.

4- Certains condamnent l'armée pour avoir mitraillé les partisans de Morsi.

D'autres s'en réjouissent.

D'autre encore gardent le silence ou refusent de se prononcer.

Pour notre part, nous ne soutenons pas ce qu'il faut appeler un faux coup d'Etat, puisqu'en réalité c'était l'armée qui était restée aux commandes depuis 1952. Moubarak était un pion des Américains et d'Israël, quand il s'est avéré qu'il était usé jusqu'à la corde, ils l'ont remplacé par un autre pion, Morsi, formé aux Etats-Unis, en réalité un agent du Pentagone, puis quand celui-ci fut contesté et le régime menacé de s'effondrer, l'armée l'a déposé pour mettre un autre pion à la place, le tout sur fond de crise économique et sociale qui frappe l'ensemble de la population.

Il n'y a pas eu changement de stratégie en Egypte de la part des Américains et des sionistes qui tirent les ficelles, mais seulement un changement tactique, répétons-le l'armée demeurant aux commandes, l'armée qui est garante de la stabilité du régime, des intérêts des Américains et des sionistes, armée financée par Washington qui forte de plus de 800.000 soldats est la plus imposante, la mieux formée (aux Etats-Unis), la mieux équipée (après Israël) de la région et peut servir d'appoint aux entreprises coloniales ou guerrières anglo-saxonne dans toute l'Afrique.

Les Américains n'avaient pas de solution de rechange à Moubarak, les Britanniques leur ont refilé un plat réchauffé, les Frères musulmans, qui très rapidement se sont avérés être de piètres pièces de rechange, leurs dirigeants ayant vécu en exil étant incapables de saisir la situation ou la réalité de la société égyptienne, qui plus est placés sous l'influence mégalomane de l'émir du Qatar.

Pour soutenir le processus engagé par l'armée, il aurait fallu qu'elle renoue avec l'esprit qui avait animé les dirigeants du mouvement de libération nationale des années 50, qu'elle prenne ouvertement position en faveur de la souveraineté de l'Egypte et qu'elle mette au premier plan les revendications sociales des masses égyptiennes, donc qu'elle s'engage sur la voie de la rupture avec Washington, Israël, l'UE et le FMI, la Banque mondiale pour les satisfaire, or elle a fait exactement le contraire en nommant au gouvernement des économistes formés par l'impérialisme américain et en s'empressant d'envoyer le vice-président chargé des Relations internationales, Mohamed ElBaradei, à Tel-Aviv pour rassurer l'Etat sioniste sur ses bonnes intentions ou la poursuite de la politique (de collaboration étroite) menée par Moubarak, puis Morsi. Bref, les généraux égyptiens au lieu de se comporter en dirigeants d'un pays dominé face à un pays dominant prêts à l'affronter, se sont comportés en vils serviteurs de l'impérialisme américain auquel ils doivent leur statut et leur rang, leur pouvoir.

Certains ont également évoqué une contre-révolution dans le coup réalisé par l'armée en déposant Morsi, faudrait-il qu'il y ait eu au préalable une véritable révolution, or elle n'a jamais eu lieu, pas plus en Tunisie d'ailleurs. Il n'y a eu que des tentatives de révolutions qui avortèrent ou qui étaient vouées à l'échec dès le début, dont les limites apparaissaient clairement, mais qu'on a soutenues, tout comme Marx et Engels soutinrent la Commune dont les faiblesses et l'issue fatale leur apparurent très rapidement.

Rappelons qu'une révolution sociale se caractérise par un changement au niveau du mode de production, qui de nos jours se manifesterait par le passage de la propriété privée des moyens de production à la propriété collective des moyens de production. Et une révolution politique se caractérise par la prise du pouvoir politique par la classe ouvrière, le renversement des rapports politiques entre la classe dominante au pouvoir, celle de la minorité des capitalistes et la classe dominée s'emparant du pouvoir, la classe ouvrière.

Est-ce que le mode de production a changé et est-ce que le rapport politique entre les classes a été inversé en Egypte en 2011? Non, le mode de production et les rapports entre les classes sont demeurés tels quels. On a assisté à des mouvements révolutionnaires, on a été en présence de situations révolutionnaires, mais en l'absence d'un parti socialiste révolutionnaire ou communiste incarnant consciemment ce processus historique et capable d'organiser les masses, ils ne purent aboutir ni à la prise du pouvoir politique ni à un changement du mode de production qui est demeuré intact, capitaliste.

Vous n'auriez pas tort de nous reprocher d'avoir soutenu qu'on était en présence de révolution alors que ce n'était pas le cas à proprement parler, cependant il n'était pas faux de parler de révolution dans le sens où le mouvement des masses avait un contenu révolutionnaire, même largement inconscient ou teinté d'illusions, c'est l'orientation de leur combat qui lui donnait un contenu révolutionnaire, c'est en s'appuyant sur ce facteur et non pour se conformer à une théorie ou un principe ou encore par opportunisme que nous avons été amenés à parler de révolution.

Pourquoi affirmons-nous qu'il s'agit d'un faux coup d'Etat de l'armée ? On a déjà dit qu'elle était restée aux commandes, cependant Morsi et les Frères musulmans embourbés dans une situation sociale inextricable qui risquait de devenir incontrôlable à tout moment sous la pression des masses égyptiennes, étaient bien décidés à conserver par n'importe quel moyen le pouvoir qui leur avait été concédé par leurs parrains pour remplir la mission qu'ils leur avaient confiée. Et c'est là qu'ils commirent l'erreur fatale que presque tout le monde doit ignorer je suppose, j'en ai pris connaissance hier soir seulement en lisant un article qui

apportait une précision capitale qui fournit un éclairage différent de la situation, et rend caduc ce qu'on a pu lire ici ou là.

Il s'agit d'un extrait de l'article *USA: les islamistes ne sont-ils que les idiots utiles de l'Occident ?* publié le 17 juillet par le portail french.trib.ir :

- "Pour le général Abdefattah Al-Sissi, c'était en réalité une course contre la montre : juste après son premier communiqué du 26 juin, les Frères musulmans avaient pris la décision de l'arrêter et de dissoudre le haut conseil militaire." french.trib.ir 17.07

Morsi a-t-il voulu (mal) s'inspirer du Frère musulman Erdogan ? A-t-il été mal conseillé par ce dernier ? A-t-il confondu la Turquie et l'Egypte ? Sa décision de vouloir s'attaquer à l'armée doit figurer dans ces questions. Autre question : Est-ce que l'armée a informé les Américains de sa décision de déposer Morsi ? Apparemment non, c'est même quasiment certain.

A la fin du même article on pouvait lire :

- "Lorsque le Sénateur lui a dit (à Obama - nldr) que cette politique s'avère être un échec puisque le pouvoir des Frères musulmans s'est écroulé et sur quelles données il s'est basé pour prendre de tels risques, Obama a répondu qu'il s'est fondé sur des rapports de renseignement et sur les analyses de Madame Patterson (ambassadeur des USA en Egypte), qui nous a convaincu que l'Egypte était définitivement sous le pouvoir des Frères musulmans". french.trib.ir 17.07

Les militaires égyptiens savaient sur quelle analyse erronée Obama avait basé sa tactique ou son soutien aux Frères musulmans, ils n'avaient pas le temps de le convaincre de changer de tactique sachant qu'il n'était pas tout seul pour prendre une décision qui impliquait le rôle des Etats-Unis non seulement en Egypte mais dans toute la région, il fallait agir discrètement et très vite face à la menace des Frères musulmans et en présence de 20 millions de manifestants, et éviter tout obstacle qui retraderait ou pourrait faire capoter leur plan.

En complément.

Attention, il faut lire les articles qu'on vous propose en se posant des questions, il faut s'y habituer, je sais que c'est désagréable, mais c'est fortement recommandé si on ne veut pas se faire manipuler par des gens qui présentent bien, qui paraissent être bien placés pour parler de la situation en Egypte, et qui en réalité sont de vulgaires charlatans ou des manipulateurs professionnels. En voici un exemple.

Un extrait d'un article de Samir Amin : « *La chute de Morsi doit être considérée comme une victoire du peuple* » publié le samedi 13 juillet 2013 sur le site Le Grand Soir.

Ce monsieur est économiste franco-égyptien et président du Forum mondial des alternatives.

- "Cela signifie qu'entre les Frères musulmans, d'une part, et le reste de l'opinion, d'autre part, l'équilibre a été complètement bouleversé. Si effectivement il y a un an, au moment où Morsi a été soi-disant élu, le peuple égyptien paraissait divisé en deux (50% pour les Frères musulmans et 50% opposés à des degrés divers), ce n'est plus du tout le cas aujourd'hui. En quelques mois, la dégringolade du pouvoir a été totale."

En réalité Morsi a été élu lors de l'élection présidentielle de juin 2012 avec 51,85% des suffrages exprimés, il a obtenu 13 230 131 voix sur un total de 26 420 763, tandis qu'il y avait 50 958 794 électeurs inscrits. La population de l'Egypte était de 83 millions environ. (source : http://fr.wikipedia.org/wiki/%C3%89lection_pr%C3%A9sidentielle_%C3%A9gyptienne_de_2012).

Donc, Morsi a été élu par 25.09% des électeurs et non 50%, ce qui n'est pas du tout pareil. Et parmi les 25.09% d'électeurs de Morsi il faudrait défalquer ceux qui ont été payés pour voter pour lui, ceux qui ont été intimidés et contraints d'aller voter pour lui, bref, s'il a réuni 20% des suffrages sur son nom c'est le maximum.

Inutile de vous dire que l'auteur de cet article qui fait partie de la confrérie des économistes, comme les principaux membres du gouvernement nommés par le président par intérim ou l'armée, c'est la même chose, soutient l'armée et ce gouvernement, normal.

Courriel adressé au Réseau Voltaire le 17 juillet.

Apparemment il y a un problème de formatage avec ce fichier, la fin des lignes à droite est rognée, donc je ne le mettrai pas en ligne pour le moment.

- CPL-Hezbollah : pour un nouveau document d'entente.

Le président du Réseau Voltaire a pétié un plomb récemment dans un article en appelant à l'unité des patriotes de l'extrême droite

à l'extrême gauche en passant par les monarchistes... Je ne l'ai pas relevé dans mon portail, pas par faiblesse de ma part, je n'ai pas le défaut de Trotsky qui était prompt à la conciliation et ce que lui reprochera Lénine, je suis plus proche de ce dernier, je n'ai tout simplement pas voulu l'assassiner, c'était trop facile. On ne tire pas sur un blessé ou alors on l'achève ce qui ferait plaisir à plus d'un ennemi de votre portail qui sert la cause de la démocratie, ensuite chacun l'interprète à sa manière mais c'est cela aussi la démocratie, on peut être léniniste et admettre un emploi assez souple de certains principes, sinon je ne serais pas léniniste ou je n'en serais pas digne.

Cela dit je ne suis pas sûr de faire preuve de la même mansuétude quand on me raconte des blagues, mes lecteurs n'aiment pas cela du tout du tout.

Quant à la réponse aux lecteurs de Meyssan sur le coup d'Etat de l'armée égyptienne, je trouve plutôt léger son argumentation mal ficelée ou très maladroite, pire, plus qu'approximative, il écrit : "L'élection présidentielle des 17-18 juin 2012 s'est caractérisée par une abstention record de 65 % des inscrits", alors qu'en réalité la participation a été de 46,42% au premier tour (23 672 236 votants) et de 51,85% au second (26 420 763 votants), puis il écrit : "Mohamed Morsi a obtenu moins de 12 millions de voix sur une population en âge de voter de 70 millions de personnes (militaires inclus)", alors qu'en réalité il n'y avait que 50 996 746 électeurs inscrits au 1er tour et 50 958 794 au second, et Morsi a obtenu 13 230 131 voix au second tour, soit 51,73% des votes exprimés (source : http://fr.wikipedia.org/wiki/%C3%89lection_pr%C3%A9sidentielle_%C3%A9gyptienne_de_2012).

Donc tout cela ne fait pas très sérieux et c'est bien regrettable car nos lecteurs sont hyper sensibles à ce principe, ils sont très susceptibles et vous devriez le savoir. A tel point que je vais devoir recopier ce courriel dans ma causerie, car ceux qui ont lu l'article de Meyssan pourraient croire que je l'aurais lu aussi et que j'aurais laissé passer les inexactitudes qu'il comportait, ce qu'ils pourraient me reprocher et je n'y tiens pas, chacun doit assumer ses responsabilités, je suis désolé.

Je n'épargne rien à mes lecteurs, je vais même sans doute trop loin parfois, et pour qu'ils comprennent mon discours je suis sans cesse obligé de me justifier, de rappeler sur quel terrain je me situe, qui n'est pas celui du mouvement ouvrier complètement gangrené, ni celui de ce qu'on appelle l'avant-garde ni celui de leurs dirigeants, bref, je dois leur fournir les éléments indispensables pour éviter qu'ils se méprennent sur mes intentions et l'objectif de mon combat politique.

C'est ingrat et usant, mais je me plie à cet exercice, je n'ai pas le choix et apparemment cela fonctionne assez bien puisque la fréquentation de mon site qui est totalement inconnu et qui reste modeste est passée en quelques mois de 3.000 à plus de 14.000 visites, ne me demandez pas pourquoi, je n'en sais absolument rien, je n'ai rien changé ni rien fait pour. Je pense qu'ils apprécient mon honnêteté et peut-être ma démarche qui consiste à les aider à progresser en même temps que moi.

Je vais vous dire un truc, tous les jours je télécharge des articles de sources diverses plutôt merdiques ou insignifiants qui au détour d'un paragraphe comporte un élément intéressant sur une ou plusieurs pages, c'est uniquement pour cela que je les mets en ligne, pour porter ces éléments à la connaissance de mes lecteurs. Et bien dans mes causeries je leur ai dit tel que je viens de vous l'écrire, je ne leur cache rien, cela ne les a pas choqués, il suffit de leur dire les choses simplement sans leur raconter de blagues et ils sont prêts à vous écouter. J'ai beaucoup de respects pour mes lecteurs et j'estime qu'ils sont aptes à tout entendre, ils ont un cerveau et c'est à lui que je m'adresse.

Cela dit, effectivement l'élection de Morsi a été le produit d'une vaste escroquerie ourdie par l'impérialisme anglo-saxon-sioniste, cela a démontré que les Egyptiens n'étaient pas encore prêts pour vivre sous un régime démocratique, pas plus qu'en Libye, en Syrie ou ailleurs dans la région, en Asie où je vis c'est la même chose, il faut entendre par là la majorité de la population qui demeure profondément arriérée, c'est le produit du sous-développement dans lequel l'impérialisme les a maintenus volontairement pour mieux les manipuler à sa guise.

On dit que le droit ou la forme du régime d'un pays ne peut pas être supérieur à son niveau économique, tous ces pays demeurent sous la domination de l'un ou l'autre impérialisme, du marché mondial dans lequel il ne pèse pas lourd ou leur place est insignifiante.

Leur niveau de conscience ou de connaissance a très peu évolué, et dans bien des cas leurs rapports demeurent semi-féodaux, teintés d'obscurantisme, de superstitions, l'emprise du capitalisme sur la société et le développement matériel qui l'a accompagné à des degrés divers peut faire illusion, mais cela ne fait pas le compte pour assurer le fonctionnement d'un régime démocratique même très imparfait comme il peut l'être seulement sous le capitalisme, il sera immédiatement gangrené par le clientélisme et la corruption à tous les niveaux, et le régime en place ressemblera davantage à une dictature civile ou militaire, alors le plus souvent ce sera effectivement la forme qu'il prendra d'emblée, l'armée assurant la stabilité du régime quand elle ne sera pas directement aux commandes.

Maintenant entre deux maux, les Frères musulmans et les salafistes d'un côté, l'armée de l'autre, quant à choisir il restait les partis démocratiques ou laïcs comme option qui auraient pu être soutenus par les partis ouvriers, sachant que le peuple égyptien se trompe lourdement en pensant que l'armée est à ses côtés, c'est une autre escroquerie politique, elle est le bras armé de Washington et des multinationales, sa survie en dépend, il fallait au contraire l'aider à lever le voile de cette illusion qui va lui coûter très cher. Mais ce n'est que partie remise, car finalement l'armée n'a pu que concocter un gouvernement de marionnettes

(des économistes) au services des Américains qui va accélérer la crise sociale au lieu de la résoudre et mettre le pays à feu et à sang.

Vous me direz que ce sont justement les partis que j'ai mentionnés plus haut qui figurent dans ce gouvernement, évidemment qui d'autres pouvaient prendre la place des Frères musulmans, personne, la seule solution consistera à rompre avec l'armée (et le FMI, la Banque mondiale et l'UE), à briser sa domination sur les affaires du pays, ce qui ne pourra se réaliser que par une véritable révolution prolétarienne, obligeant un ou plusieurs de ces partis à en prendre la direction, ce sera une révolution bourgeoise mais qui pour un temps ramènera la paix civile et la stabilité dans ce pays à défaut d'un mouvement ouvrier socialiste et d'un parti révolutionnaire pour le guider la lutte des classes se développera...

La situation est inextricable en Egypte, comme en Tunisie et bien d'autres pays, tenez la France par exemple, alors il n'y a pas lieu à choisir entre la lèpre et le choléra, il faut au contraire aider les peuples à ouvrir les yeux et à se battre pour leurs droits sociaux et politiques qui sont parfaitement légitimes, qu'ils aient les moyens ou non de les imposer importe peu, qu'ils en fassent l'expérience et s'organisent, leur niveau de conscience va mûrir, si leur pays n'est pas davantage développé sur le plan économique et que les inégalités y sont si criantes, ce n'est pas qu'il manquerait de ressources pour assurer le bien-être de toute la population, c'est parce qu'ils ont un problème politique et que jusqu'à présent ils n'ont pas trouvé la voie pour le résoudre, elle n'est manifestement pas mûre pour un gouvernement ouvrier et paysan qui liquiderait le capitalisme et les vestiges du régime féodal pour lequel nous devons combattre.

Maintenir ou ramener les peuples du Maghreb, du Moyen et du Proche-Orient à l'époque féodale est une tâche qui va s'avérer impossible, partout dans le monde, même par la guerre ou la guerre civile, on le voit bien en Syrie, les jeunes qui constituent la majorité de la population de ces régions ne l'accepteront jamais, tout comme en Asie ils n'accepteront aucun retour en arrière. C'est la question des aspirations sociales des travailleurs et de la jeunesse à travers le monde qui va enrayer leur projet de gouvernement mondial consistant à les réduire en esclavage, ce sont ces aspirations qui à travers la lutte des classes a été le moteur du développement de la civilisation humaine ou alors elle est vouée au chaos, à la barbarie, à périr.

C'est la signification ou l'enseignement politique que l'on pouvait tirer du soulèvement des masses égyptiennes, dont elles n'ont pas une claire conscience jusqu'à présent, mais elles apprennent vite, elles ont viré Morsi au bout d'un an seulement. Combien de temps vont-elles accorder au nouveau gouvernement ? Ils vont les faire lambiner jusqu'aux prochaines élections, tiendront-elles le coup jusque là, personne ne le sait, ce que je sais en revanche, c'est que lorsque tu n'as rien à bouffer ou à donner à bouffer à tes gosses, tu es prêt à te soulever au premier appel, tu n'as plus rien à perdre.

Apparemment ce n'est pas encore le cas de la majorité de la population dans les différents pays de l'UE. Faudra-t-il attendre d'en arriver là pour qu'elle se soulève à son tour ? A défaut d'une conscience de classe et dans l'incapacité de renouer avec le socialisme, de trouver la voie qui lui permettra de conquérir son émancipation cela risque d'être le cas malheureusement, cependant à tout moment un événement peut se produire qui précipite le cours de l'histoire, et puis quelque part dans tous les pays les masses en ont vraiment marre des régimes décomposés et corrompus en place.

La réponse de Thierry Meyssan. 18 juillet au matin

1- Le problème que vous signalez sur l'article "CPL-Hezbollah" n'apparaît plus. Il était probablement lié à l'attaque informatique que nous avons subis durant six jours.

2- Le président du RV-France était parfaitement mandaté pour appeler à "l'unité des patriotes". C'est une constante de notre association que de reprendre la théorie de Jean Moulin qui allia au sein du Conseil de la Résistance aussi bien l'extrême droite que l'extrême gauche à l'exception de ceux qui avaient trempé leurs mains dans le sang des Républicains espagnols.

3- Vous avez lu trop hâtivement mon article; Les 70 millions d'Egyptiens représentent la population "en âge de voter" et non pas la population "inscrite". Comme vous le savez, beaucoup de gens ne sont pas inscrits et tous ceux qui servent dans l'armée n'ont pas le droit de voter. Le sens de l'article visait à souligner que l'armée n'a pas renversé de démocratie car l'Egypte n'est pas une démocratie.

Ma réponse. 18 juillet en fin d'après-midi.

Je ne tiens pas à polémiquer avec vous, nous avons mieux à faire, d'autant plus que vous ne pourrez jamais me convaincre de partager la "théorie" de Jean Moulin et je ne chercherai pas à vous faire adhérer au socialisme.

Je n'avais pas lu trop rapidement votre article, j'avais en tête grosso modo la population égyptienne et je savais aussi qu'une grande partie était très jeune, comme en Inde, donc une différence de 12 ou 13 millions cela ne pouvait pas coller. Cela n'est pas bien grave et je ne m'y attarderai pas. J'ai cependant fait des recherches sur Internet pour en avoir le cœur net.

Juste une précision, les 70 millions que vous sortez ne peuvent pas correspondre à la réalité. Sur 83 millions d'habitants environ au total, 36 à 38% ne sont pas en âge de voter et en ajoutant 810 000 militaires, cela donne environ 51 à 52 millions d'habitants

en âge de voter militaires inclus, ce qui correspond au nombre d'électeurs inscrits à quelques centaines de milliers près sans les militaires.

Je suis d'accord avec vous que l'armée n'a pas pu renverser la démocratie puisqu'elle n'existait pas en Egypte.

On en restera là si vous le voulez bien. Vous noterez que j'ai collecté tout à fait par hasard en suivant un lien sur Wikipedia les données suivantes sur un site particulièrement bien informé à ma grande surprise ou presque et j'en ai souri en pensant au scandale Prism.

- En 2012, la population s'élevait à plus de 83 millions d'habitants.

La population est très jeune : l'âge médian se situe autour de vingt-quatre ans et un Égyptien sur trois a moins de quinze ans. (wikipédia - <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/eg.html>)

Population: 85,294,388 (July 2013 est.)

0-14 years: 32.3% (male 14,100,807/female 13,474,763)
15-24 years: 18% (male 7,861,197/female 7,471,045)
25-54 years: 38.3% (male 16,565,411/female 16,072,992)
55-64 years: 6.6% (male 2,801,205/female 2,842,786)
65 years and over: 4.8% (male 1,844,456/female 2,259,726) (2013 est.)

(<http://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMTendanceStatPays?langue=fr&codePays=EGY&codeTheme=12&codeStat=MS.MIL.TOTL.P1>)

Personnel militaire (total) en 2012 : 809 917.

Au POI, ils sont incapables d'assumer leurs positions, un "**correspondant**" s'en charge à leur place.

Extrait d'*Informations ouvrière* n°260 page 10.

L'ouvriérisme le plus misérable qui soit à l'oeuvre. Valait mieux encore garder Morsi !

- "*Dans un climat tendu, marqué par des manifestations massives appelées par les dirigeants des Frères musulmans et qui rassemblent des dizaines de milliers de personnes souvent pauvres, déshéritées, qui rejettent le régime militaire, un gouvernement de coalition est en train de se mettre en place sous l'égide de l'armée.*"

Par contre pas un mot sur la mobilisation permanente et massive dans les rues de toutes les grandes villes des anti-Morsi ou anti-Frères musulmans. Ici ce sont les "*pauvres*" et les "*deshéritées*" qui sont instrumentalisés, et tant pis s'ils se trompent de camps en retournant leurs armes contre les masses qui rejettent la politique néo féodale, raciste, xénophobe, communautariste, islamiste et sioniste des Frères musulmans.

Rendez-vous compte, ils "*rejettent le régime militaire*", ils sont "*pauvres*" et les "*deshéritées*", ils appartiennent donc aux couches les plus arriérées de la société égyptienne, mais par un miracle du prophète ils auraient atteint un niveau de conscience supérieur aux anti-Morsi qui eux doivent appartenir à des couches encore plus dégénérées pour ne pas reconnaître leur ennemi dans l'armée puisqu'ils la soutiennent (pour le moment). Dites-donc, on aurait presque envie de devenir Frères musulmans pour acquérir un tel niveau de conscience, je plaisante évidemment.

Je rajoute un mot plus tard. Combien de leurs lecteurs savent ce que c'est qu'un "*pauvre*, un "*deshérité*" dans un pays comme l'Egypte ? Ou l'Inde où je vis ? Je veux dire ce qu'ils ont dans la tête, ce qui se passent vraiment dans leur tête et non ce qu'on leur sert dans des documentaires ou des reportages ou encore dans des livres. Je vais vous dire un truc, 90% ou plus n'en savent absolument rien pour n'avoir jamais vécu dans un tel pays. Je ne pense pas être un abruti et lorsque je l'ai découvert en vivant en Inde, je me suis rendu compte que cela ne coïncidait pas avec ce que j'avais lu ou entendu quand je vivais en France, à l'époque je faisais partie de ces 90%.

Comme quoi on ne se méprend pas sur les intentions de l'auteur de ces lignes, voici comment il termine son article :

- "*Comment imaginer que ce gouvernement peut conduire une politique indépendante du FMI pour satisfaire les exigences élémentaires du peuple et de la jeunesse égyptienne ?*"

Que propose-t-il ? Rien, mystère ! Ah ben alors, cela valait bien la peine de virer ce malheureux Morsi et sa clique de saints hommes !

Dans le IO n°259, ils nous avaient déjà gratifié de la même analyse nauséabonde :

- "Les partisans de Morsi continuent de manifester aux cris de « à bas le régime militaire ! », car une partie de ceux qui, parmi les couches les plus déshéritées, avait voté Morsi pour en finir avec le régime militaire en place depuis des décennies, ne veulent pas du retour de l'armée."

Franchement, je m'en veux d'avoir cherché à élever mon niveau de conscience tout au long de ma vie, je serais resté tel que j'étais à 19 ans, un parfait ignorant, qu'un jour sans déployer le moindre effort, par un coup de baguette magique la lumière aurait jailli au plus profond de mon inconscience et j'aurais rejoint la grande famille des penseurs éclairés, c'est beau, mais c'est un conte, pure illusion. Bon, je vais aller me coucher, des fois que les choses s'arrangeraient pendant mon sommeil, qui sait...

Cela confirme tout ce que j'ai pu écrire sur leur conception erronée de la lutte des classes, sur leur refus obstiné à tout faire pour élever le niveau de conscience des masses, à quoi bon puisqu'un miracle fera très bien l'affaire ! Allah ô Akbar, c'est le dernier cri des illuminés ou de notre élite !

Dans le même article du IO n°259 :

- "C'est là toute la contradiction de la situation, car il y a près de trois ans, c'est tout le peuple d'Egypte qui était dans la rue au coude à coude pour mettre à bas le régime militaire dirigé par le général Moubarak. L'armée cherche, en associant toutes les forces qu'elle peut regrouper, à sortir un nouveau gouvernement de coalition. Mais celui-ci aura toujours comme feuille de route celle de l'armée, c'est-à-dire celle du FMI, c'est-à-dire une politique opposée aux intérêts du peuple égyptien."

C'est marrant, quand les masses se mobilisent en Tunisie, en Egypte ou même en Syrie, ce serait pour faire tomber le régime, mais pas en France ou dans l'UE, elles ne se mobiliseraient pas pour exiger la satisfaction de leurs revendications sociales, elles passeraient immédiatement au niveau supérieur et poseraient la question du pouvoir et de l'Etat, mais voilà, aussitôt après ou simultanément elles s'en remettraient à l'armée, les remercieraient pour les avoir aidées à chasser le despote en place, etc. vous avouerez qu'il y a là quelque chose qui ne colle pas, non ?

Question à deux balles, à cent balles le prix serait trop élevé et je manquerais de respect envers les lecteurs, les masses ont-elles d'énormes illusions dans l'armée ? Ben non voyons, quelle question stupide ! Attendez, dans quel sens au juste ? Là vous posez trop de questions mon vieux. Non, je cherche à comprendre. Tenez un petit rappel pour vous rafraîchir la mémoire, c'est tout frais mais on ne sait jamais : - Une écrasante majorité de Français (91%) dit avoir confiance en l'armée, devant la police (78%) et la justice (54%), selon un sondage Ifop pour le Journal du Dimanche. AFP 13.07 (causerie du 14 juillet, en hommage à l'armée française comme il se doit pour être au plus près des masses !)

Bordel, dites-donc, je n'en reviens pas 91% ? Je vous rassure, ils doivent avoir une conscience politique tellement supérieure à la vôtre, ils ont acquis une compréhension si parfaite du rôle et de la place de l'armée dans les institutions que vous n'avez même pas besoin de les aider à le comprendre, si, si, foi de nos dirigeants, continuez à lutter pour votre bout de gras, ne vous cassez pas la tête avec des questions politiques, vos dirigeants s'en chargent à votre place, chez les masses, l'éducation politique c'est innée, ah vous aviez entendu inerte, bravo !

Ne serait-ce pas prêter aux masses un niveau de conscience politique qu'elles n'ont pas en vérité ? Pourquoi ne pas le dire, serait-ce devenu tabou ? On aura compris pourquoi les partis ouvriers ne tiennent pas à poser cette question, le POI n'étant pas le seul dans ce cas-là, cela concerne tous les partis.

Ne serait-ce pas là la clé de la situation ? Ne serait-ce pas la raison pour laquelle la situation est ou paraît être inextricable, sans issue politique, en Egypte comme en France ou ailleurs ? Pourquoi s'acharner à ne pas regarder la réalité en face ?

[Haut de page ↗](#)

Le 20 juillet 2013

CAUSERIE

[Le chiffre du jour. 410.000](#)

Selon une information de Politique.net, le site web de Carla Bruni aurait coûté 410.000 euros à l'Etat pour les années 2011-2012. Le site s'appuie sur un rapport de la Cour des comptes publié mi-juillet qui détaille "les comptes et la gestion des services de

la *Présidence de la République*" sur l'année 2012. Ce rapport de 17 pages est disponible en ligne.

"*huit collaborateurs étaient affectés au service de la Première dame en janvier 2012 pour une rémunération mensuelle nette globale de 36.448 euros*".

"*A celle-ci s'ajoutaient tous les mois les facturations de deux prestataires externes assurant pour la Première dame la gestion d'un site internet pour un montant de 25.714 euros, soit une dépense mensuelle totale de plus de 60.000 euros*", selon Matignon. Le Nouvel Observateur 19.07

Quel gâchis, elle s'en fout, c'est avec notre fric !

Personnellement je dois en être à 2.500 euros par mois si je me comptais un salaire convenable en euro, la moitié en comptant en roupies. Je finance moi-même le site pour n'avoir de compte à rendre à personne, j'ai même dissuader des militants de m'envoyer du fric, c'est pour dire à quel point je suis intéressé...

Parole d'internaute.

1- *J'ai fait toute ma carrière dans le high-tech, j'ai été consultant en développement informatique, j'ai travaillé sur des technologies d'avant-garde..., je ne peux pas être suspecté d'être rétrograde en la matière. Concernant ces réseaux soit-disant "sociaux", je ne peux conseiller qu'une seule chose : arrêtez cette folie, restez à l'écart de ces outils, recommencez à fréquenter les "vrais gens" et à leur parler "entre 4 z'yeux".*

2- *"Les derniers chiffres fournis par Facebook : 665 millions de membres actifs chaque jour dans le monde, plus d'1,1 milliard de membres actifs sur le mois de mars 2013, et 24 millions d'utilisateurs en France."*

Le socialisme XXIe siècle, c'est tout juste bon à "réfléchir", à "rêver" une fois "débarrassé" de Marx, Engels, Lénine et Trotsky.

Le socialisme bolivarien du XXIe siècle par Thierno DIOP (Enseignant au Centre d'Etudes des Sciences et Techniques de l'Information (CESTI) – Université Cheikh Anta Diop de Dakar.

- *"Par ses dimensions théorique et pratique, le socialisme bolivarien du XXIe a un double mérite. Le premier consiste à ouvrir de nouvelles pistes de réflexion à l'époque de l'impérialisme qui a pris une nouvelle forme et s'est doté de moyens raffinés pour perpétuer la domination et l'exploitation des peuples. Le deuxième montre qu'il est possible de recouvrer la capacité de rêver et engage à rêver, dans un contexte débarrassé des figures de grands guides du siècle dernier, dont l'image et la pensée ont plus paralysé nos « intellectuels » qu'elles ne les ont poussés à la critique, malgré leurs enseignements ."*

Merci pour votre franchise ou naïveté. On se disait bien qu'il existait un obstacle quelque part...

Les marxistes ont "paralysé" les intellectuels, les malheureux, qui sont des ignares, des fainéants ou qui sont corrompus par le capitalisme, ce serait plus proche de la réalité, non ? L'article en entier figure en ligne dans le Tribune libre.

Moi, je connais un truc imparable pour "paralyser" les intellectuels, détruire l'esprit critique des militants et en faire des bénis oui-oui, des zombis.

Vous prenez un parti, au lieu qu'il comporte des tendances combattant pour le même objectif, introduisez à l'intérieur différents courants qui poursuivent des objectifs différents ou qui sont réputés pour s'être toujours combattus, vous ne pourrez jamais tenir un discours ou vous livrer à un rappel historique objectif du rôle des tendances auxquelles vous n'appartenez pas de crainte de les froisser, de donner lieu à une violente polémique, à une scission et le tour est joué, en dehors de la direction qui se permet de dire ce qu'elle veut quand elle veut, de faire ce qu'elle veut, l'ensemble du parti est muselé, génial non ? A quels partis cela vous fait penser ?

Qu'est-ce que c'est la " narconomie " ?

Extrait. - ... un nouveau rapport sénatorial a estimé que « chaque année, entre 300 milliards et 1 trillion (mille milliards) de dollars d'origine criminelle sont blanchis par les banques à travers le monde, la moitié de ces fonds transitant par les banques états-uniennes .

Dans ce contexte, les autorités gouvernementales nous expliquent qu'HSBC ne sera pas démantelée car elle est trop importante dans l'architecture financière occidentale. Souvenez-vous qu'Antonio Maria Costa, le directeur de l'Office des Nations Unies contre la Drogue et le Crime (ONUDD), avait rapporté qu'en 2008, « les milliards de narcodollars ont empêché le système de sombrer

au paroxysme de la crise [financière] globale. » (Les drogues et la machine de guerre des États-Unis - 18.07 - Réseau Voltaire)

L'ancien diplomate canadien Peter Dale Scott met à profit sa retraite pour étudier en détail le Système des États-Unis qu'il décrit, livre après livre. Il est docteur en Sciences politiques, professeur émérite de Littérature anglaise à l'Université de Californie (Berkeley).

Narconomie : économie basée sur trafic de drogue ou narcotraffic dont les parrains ou les blanchisseurs sont les banquiers.

ACTUALITÉ DU JOUR

En famille.

François Hollande dîne à huis clos avec plus de 100 journalistes Le Nouvel Observateur

François Hollande dîne jeudi 18 juillet, hors micros et caméras, avec près d'une centaine de journalistes qui le suivent au jour le jour, ce qu'aucun de ses prédécesseurs n'avait fait jusque-là, contrairement aux présidents américains, qui ont fait de ce rendez-vous un moment très médiatisé.

"*C'est un évènement inédit, ça ne s'est jamais fait*" sous les précédentes présidences, souligne le président de l'Association de la presse présidentielle (APP), Alain Barluet, journaliste au service diplomatique du "Figaro".

Le dîner, à l'invitation de l'association et auquel participeront près d'une centaine de journalistes, est organisé à la maison des Polytechniciens, un hôtel particulier du VII^e arrondissement de Paris, situé à quelques encablures du siège du PS, de l'Assemblée nationale et du quai d'Orsay. Le Nouvel Observateur 18.07

Tartufferies d'un porte-parole de la dictature de l'UE, Jaquais de Washington, Israël, Doha, Riad...

C'était la première fois, jeudi 18 juillet, qu'un président de la République française acceptait l'invitation de l'Association de la presse présidentielle pour un rassemblement convivial à l'extérieur de l'Élysée. Il a profité de l'occasion pour confirmer son rôle de réformiste et décrire sa vision de la France dans 10 ans.

«*Je pense qu'elle doit être une France plus souveraine. La France n'est pas souveraine aujourd'hui, puisqu'elle peut être menacée par les marchés. Elle ne peut pas être entamée ou vulnérable si elle veut avoir une influence dans le monde*». Cette souveraineté et cette indépendance passent par un dynamisme économique retrouvé, a fait valoir François Hollande. «*Or l'impression que nous avons aujourd'hui, c'est que nous ne sommes pas un pays dynamique*», a estimé le chef de l'Etat. «*Il faut remettre de l'innovation, de l'invention, de la production*» et faire porter l'effort sur l'appareil productif. euronews.com 19.07

Son discours est tellement grotesque que cela se passe de commentaires. Pour qu'il ose tenir un tel discours juste après l'affaire Prism et Morales devant une centaine de journalistes qui apparemment n'ont pas bronché, témoigne (si nécessaire) de la collusion qui existe entre le pouvoir et les médias.

C'est quoi un syndicat corporatiste ? Pas "**contre**" les propositions du Medef, et que du "**bien**" côté du gouvernement.

Retraites : la CFDT ne se joindra pas aux défilés en septembre Le Nouvel Observateur

Selon Laurent Berger, le patron du syndicat, "*le rapport de force ne s'opère pas simplement dans la rue*". (Diable, surtout pas dans la rue ! - ndlr)

Invité à dire si la CFDT pourrait descendre dans la rue le 10 septembre aux côtés de la CGT, FO, Solidaires et la FSU, Laurent Berger est formel : "*c'est exclu*", affirme-t-il en avançant un désaccord sur les "*principaux objectifs*" des organisateurs.

Si les propositions de la CDFT sur la pénibilité, pour les femmes et les jeunes n'aboutissent pas, "*nous ferons en sorte de nous mobiliser avec d'autres. Pas contre quelque chose mais pour nos objectifs*", dit-il.

Soulignant "*l'autonomie*" de sa confédération par rapport au gouvernement, Laurent Berger estime que dans le bilan "*il y a du bien et du moins bien*". Le Nouvel Observateur avec AFP 18.07

Mais surtout rien de mauvais !

De la NSA à la NAS.

Nom de code : Geoengineering Climate. Cette étude menée par la National Academy of Science (NAS), d'un coût de 630.000 dollars, vient de recevoir le soutien de la CIA. Le but ? Pouvoir modifier à son gré la météo.

Un secret inestimable et un avantage redoutable pour les opérations en territoire ennemi. Selon la NAS cité par Mother Jones, l'aide de la CIA aurait simplement pour but "d'évaluer la faisabilité de toutes les propositions faites par les géologues et climatologues".

De son côté, l'agence d'espionnage se refuse à toute confirmation et préfère mettre ces recherches sur le compte de la lutte contre le réchauffement climatique, un des ces sujets "qui mettent en jeu la sécurité nationale". Le Nouvel Observateur 18.07

ACTUALITE EN TITRES

Youpi, tout est à nous !

- Morgan Stanley fait mieux que prévu au 2e trimestre - Reuters
- Hermès vend toujours plus mais reste prudent pour 2013 - AFP
- Manpower affiche un bénéfice en hausse de 66% au 2e trimestre - Reuters
- Gaz de schiste: Londres promet le meilleur régime fiscal au monde - L'Expansion.com
- Grèce: accord avec les armateurs pour un impôt volontaire - AFP

Sauvons les banques ! A bas les voleurs ! - Dexia: une facture provisoire pour la France de 6,6 milliards d'euros - L'Expansion.com

Qui va casquer ?

- Dexia: autopsie d'un naufrage bancaire qui coûte cher au contribuable - L'Expansion.com
- L'Europe n'aidera plus ses banques en difficulté - LeMonde.fr

Quand l'Etat racketteur s'en chargera... à sa manière.

- France. Les banques recevront 30 milliards issus des livrets réglementés - Reuters

Intox

- Evasion fiscale: le plan de L'OCDE pour aider le G20 contre les multinationales - L'Expansion.com
- L'UE veut renforcer la protection des données contre Prism - L'Expansion.com -
- Moody's confirme la note Aaa des USA et relève sa perspective - Reuters
- Accord pour une reprise des négociations de paix directes entre Israéliens et Palestiniens - L'express.fr
- Le mouvement de contestation bulgare revêt les couleurs du héros national - euronews.com

L'imposture permanente en guise de principe et de morale.

- Hollande va recevoir les chefs de la majorité à l'Élysée - LeParisien.fr

- Hollande recevra le nouveau chef de l'opposition syrienne - Le Nouvel Observateur

- Des députés socialistes en colère contre Gilles Carrez - Liberation.fr

- Cahuzac: le PS juge inacceptable l'attitude de Charles de Courson - AFP

- Flosse parie sur de "*meilleures relations*" sous l'ère Hollande - AFP

- Consigny : "*Quand la gauche sombre dans le négationnisme*" - LePoint.fr

- Michèle Delaunay satisfaite du dispositif alerte canicule - AFP

- Le gouvernement accusé de dissimulation sur le drame de Brétigny - Reuters

[L'"*avenir brillant*"... des banquiers.](#)

- Christine Lagarde prévoit un "*avenir brillant*" pour la zone euro - AFP

- Les Bourses européennes terminent en forte hausse - Reuters

- Wall Street finit à de nouveaux records - Reuters

- Hollande et la finance: "*La collusion entre banquiers et politiques est toujours aussi forte*" - L'Expansion.com

[Conditionnement et psychose collective.](#)

- Le néonazi norvégien Kristian Vikernes laissé libre - LeFigaro.fr

- Vikernes sort libre de garde à vue, pas de projet terroriste - AFP

Le Norvégien d'extrême droite Kristian Vikernes est sorti libre jeudi soir de garde à vue, son audition n'ayant mis en évidence aucune préparation de projet terroriste. AFP 18.07

Tout ça pour ça ?

[Prime au servage.](#)

- L'aide à l'apprentissage davantage ciblée sur les TPE - Reuters

- Suppression de l'aide à l'apprentissage : le gouvernement fait marche arrière - Francetv info

Le gouvernement a revu sa copie, jeudi 18 juillet, au lendemain de l'annonce de cette suppression. Cette mesure avait provoqué un tollé dans les entreprises et les régions, mercredi. Francetv info 18.07

[Unité pour stopper les requins !](#)

- Requin à La Réunion: mise en oeuvre d'un "*plan renforcé*" - AFP

Vont-ils installer un filet métallique tout autour de l'île, construire un mur surmonté de miradors pour les empêcher d'atteindre le rivage ?

[INFOS EN BREF](#)

[POLITIQUE](#)

1- France

Circulez, il n'y a rien à voir! Selon les informations du Monde, la juge d'instruction qui enquête pour "*faux et usage de faux en écriture publique*" sur un procès-verbal de filature dans l'affaire de Tarnac s'est heurtée à un mur du côté des policiers de la sous-direction antiterroriste (SDAT) de la police judiciaire et de leurs collègues de la direction centrale du renseignement intérieur (DCRI).

Interrogée par Le Monde, Me Marie Dosé, avocate du groupe dans ce dossier, juge "*lamentable*" l'attitude des policiers. "*Se cacher derrière le secret défense, c'est ce qu'il y a de plus facile, ils l'utilisent comme une arme pour éviter toute mise en cause*", estime-t-elle.

Pour Me Dosé, il est "*impossible*" que la SDAT ait tout simplement détruit la liste des communications téléphoniques émises cette nuit-là. Ses clients ont l'intention de déposer une nouvelle demande de déclassification concernant ce document.

"*Le secret défense devient, dans ce type de dossiers, le principal obstacle à la manifestation de la vérité*", regrette-t-elle. Dans l'autre "*enquête sur l'enquête*" de Tarnac, qui concerne une écoute sauvage découverte dans le village en avril 2008, la justice s'est également heurtée à ce principe, décidément très élastique. lemonde.fr 19.07

2- Espagne

Environ un millier de personnes, selon l'AFP, ont manifesté jeudi soir à Madrid contre la corruption, criant "*démission*", aux abords du siège du parti de droite au pouvoir en Espagne, après les nouvelles révélations sur une comptabilité occulte présumée au sein de ce parti.

"*Démission*", "*Qu'ils partent, en prison*", criait la foule rassemblée via les réseaux sociaux à l'appel notamment de collectifs proches de la mouvance des indignés.

"*Le plus choquant est qu'il refuse de donner des explications*", lançait aussi Alvaro Lopez, un jeune diplômé en physique de 21 ans. "*Cela fait six mois qu'il a perdu sa légitimité. Le fait de remporter des élections à la majorité absolue ne veut pas dire qu'on la conserve toujours*". AFP 18.07

Comme vous allez monsieur Alvaro Lopez, vous devriez savoir que l'Espagne n'est pas l'Egypte, ce serait plutôt la France ou cela ne se fait pas dire que le Premier ministre ou le président de la République est illégitime, et le respect des institutions vous en faites quoi, hein ?

3-Syrie

3.1- Selon les rapports des agences de renseignement américains et israéliens, l'armée arabe syrienne reste deux ans après le début de la guerre, "*solide*" et "*cohérente*". Ces agences sont citées par l'hebdomadaire Al Manar de la Palestine qui ajoute que "*le régime syrien n'a pas encore eu recours aux noyaux de son corps armé dans la guerre qu'il mène contre les rebelles soutenus par les Etats Unis, la Turquie, Israël, les régimes arabes du Golfe Persique*".

"*Ces unités spéciales de l'armée syrienne qui représenteraient un réel danger pour toute partie désirant attaquer la Syrie ne sont pas encore entrées en action... ces unités sont parfaitement capables de faire échec aux jihadistes qui arrivent depuis les pays voisins en Syrie*". Les rapports poursuivent : "*Tel-Aviv et Washington sont arrivés à la conclusion suivante : les tactiques et les plans de guerre utilisés par l'armée syrienne se sont avérés efficaces et bénéfiques. Et ce qui fait la différence, est que les plans en question restent secrets et confidentiels*". Les rapports US/Israël ajoutent : "*la hiérarchie militaire syrienne est capable de garder des secrets et d'empêcher toute infiltration et ceci est un avantage qui permet à l'armée de réaliser ses objectifs*". french.trib.ir 19.07

3.2- Selon le journal Al Akhbar , le ministre iranien des AE aurait reçu un appel à l'aide de la part des turcs au cours de sa récente visite en Turquie .selon le journal, "*la partie turque aurait exprimé ses regrets de s'être autant ingérée en Syrie, en Egypte, en Irak*". " "*Les Turcs ont appelé l'Iran à l'aide et lui ont demandé d'appuyer la Turquie dans la révision de ses politiques aussi bien en Syrie qu'en Irak et en Egypte surtout que le Qatar est désormais hors jeu et que le dossier syrien est tombé entre les mains de Riyad*".

Toujours selon le journal, "*le conseiller spécial d'Erdogan envisage de se rendre en Iran au lendemain de l'investiture de Rohani pour pouvoir invoquer une médiation iranienne auprès de Damas . le conseiller spécial turc voudrait ensuite se rendre à Damas rencontrer le président Assad*". french.trib.ir 19.07

SOCIAL

1- France

1.1- Les retraites en famille.

Le gouvernement a achevé vendredi le premier round de la concertation sur la délicate réforme des retraites, prévoyant de revoir les partenaires sociaux avant la fin août pour esquisser enfin les grandes lignes de son projet.

Le gouvernement sait que sa réforme va être regardée de près par Bruxelles et les marchés financiers. Il devra aussi affronter les critiques de ceux qui, à gauche, estiment qu'une réforme n'est pas urgente, et ceux qui, à droite, estimeront qu'elle ne va pas assez loin.

La détermination de l'exécutif semble totale. Le président François Hollande "*a pris des risques sur l'emploi, sur la famille, il le fera aussi sur les retraites*", selon une source gouvernementale.

Le gouvernement sait que sa réforme va être regardée de près par Bruxelles et les marchés financiers. Il devra aussi affronter les critiques de ceux qui, à gauche, estiment qu'une réforme n'est pas urgente, et ceux qui, à droite, estimeront qu'elle ne va pas assez loin.

La détermination de l'exécutif semble totale. Le président François Hollande "*a pris des risques sur l'emploi, sur la famille, il le fera aussi sur les retraites*", selon une source gouvernementale.

Le projet de loi sera présenté au Conseil des ministres du 18 septembre, puis examiné au parlement. Mais dès la fin juillet Mme Touraine aura fourni les grandes lignes de la réforme à l'Elysée et à Matignon

Le gouvernement tiendra un séminaire le 19 août puis le Premier ministre recevra à nouveau les partenaires sociaux les 26 et 27 août et devrait lever le voile sur ses intentions. AFP 19.07

1.2- Brétigny-sur-Orge

Christian Brochet semble bien savoir de quoi il parle. Pendant quinze ans, ce retraité féru de mécanique a dirigé un atelier qui fabriquait des pièces métalliques pour le matériel roulant de la SNCF. Alors, en novembre 2010, quand il repère pas moins de 36 anomalies sur les rails de la voie 2 à la gare de Brétigny-sur-Orge, où il emprunte régulièrement le RER, il prend sa plume pour écrire à la SNCF. «*J'avais déjà remarqué des petits défauts de maintenance de temps à autre, mais là c'était vraiment trop flagrant, je ne pouvais pas rester sans rien faire*», explique-t-il au Figaro.

Dans sa lettre, révélée et publiée jeudi par Le Parisien, il prévient qu'une trentaine de tire-fonds - les pièces qui fixent le rail aux traverses en bois - sont soit desserrés, soit cassés, soit même absents. «*Une faute grave susceptible de provoquer une catastrophe quand on sait que des trains passent à 140 km/h à Brétigny*», martèle-t-il encore aujourd'hui. La SNCF lui répond près de trois mois plus tard qu'il n'y a aucun risque, que «*cet état est connu, surveillé et respecte toutes les normes de sécurité*».

Un porte-parole de la compagnie ferroviaire ajoute désormais que ces 36 attaches sur 666 le long de la voie 2 «ne représentent que 11% d'équipements inefficaces». Or une intervention immédiate n'est obligatoire que si 30% sont défectueux... «*C'est absurde, de la poudre aux yeux, c'est comme je vous disais que ce n'est pas grave de rouler dans une voiture où il manque une roue, réagit Christian Brochet. En tout cas, à la suite de mon courrier, ils m'ont assuré qu'ils avaient programmé de faire le nécessaire pour rétablir l'efficacité des tire-fonds.*»

Si la lettre du septuagénaire peut sembler prémonitoire, le déraillement du train 3657 reliant Paris à Limoges, le 12 juillet, ne s'est pas déroulé sur la voie 2, mais sur la voie 1 qui la joute. En raison d'une éclisse (une pièce qui sert à relier deux rails entre eux) défaillante qui s'est détachée et fichée dans l'aiguillage, selon les premières conclusions d'enquête de la SNCF.

«*Il y a deux et demi, je n'avais scruté que la voie 2 en bas de mon quai, mais il n'y a pas de raisons que la voie 1 ou les rails plus en amont aient été en bien meilleur état, estime Christian Brochet. Et je trouve leur explication ridicule, les boulons retenant l'éclisse ne peuvent pas tous sauter d'un coup, il y a des écrous autofreinés pour empêcher tout desserrage en cas d'impact ou de vibration importante. Pour ma part, je crois plutôt à un système d'aiguillage mal verrouillé par manque d'entretien.*»

Se basant sur son expérience de sous-traitant de la SNCF, il raconte que le contrôle qualité des pièces est extrêmement strict et que cela ne peut pas venir de là. «*Le souci, juge-t-il, c'est que le personnel de maintenance de la SNCF n'est pas assez nombreux et plus aussi bien formé qu'avant*». Une critique refusée par la société ferroviaire, qui rappelle par exemple que l'état de l'aiguillage sur les voies très empruntées est vérifié tous les 15 jours. lefigaro.fr 18.07

2- Chine

Nouvelles protestations dans la province du Guangdong en Chine. Cette fois, c'est le projet de construire un incinérateur qui a mobilisé des centaines d'habitants à Guangzhou ce vendredi. Ils se sont dirigés vers le siège du gouvernement local pour obtenir le retrait du projet notamment pour des raisons environnementales. Les forces de l'ordre sont intervenues pour les disperser.

Le Guangdong est une des provinces les plus peuplées et les plus riches de Chine. Il est situé dans le sud du pays. La semaine dernière, dans une des villes de cette province, à Heshan, des centaines de personnes ont manifesté contre la construction d'une usine d'enrichissement d'uranium. Le lendemain, les autorités locales annonçaient avoir annulé le projet afin "de respecter la volonté populaire". Une annonce qui a été accueillie avec joie par les protestataires. euronews.com et Reuters 19.07

Etonnant, non, la population manifeste contre un projet du gouvernement, celui-ci l'annule afin "de respecter la volonté populaire", ce n'est pas en France, en Grande-Bretagne, en Allemagne ou aux Etst-Unis que cela risquerait d'arriver, oui mais voyez-vous, ce sont des démocraties...

Vous l'avez cru, vous le croyez encore, on vous a bien trompé ou alors vous êtes bien naïfs ou encore cela vous arrange de le croire parce que tout va bien pour vous.

ECONOMIE

1- OMC

La part des pays émergents dans le commerce mondial ne cesse de croître et cette tendance va se poursuivre, a indiqué jeudi l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

Selon cette étude, entre 1980 et 2011 les économies en développement ont vu la part de leurs exportations dans les exportations mondiales passer d'un peu plus d'un tiers à près de 50%.

"*Le centre de l'économie mondiale se trouvait au milieu de l'Atlantique pendant ces 200 dernières années... La progression de l'Est fait bouger le centre de l'économie mondiale*", a souligné Danny Quah, professeur de la London School of Economics, lors de la publication du rapport.

Les experts de l'OMC prévoient que les pays en développement voient les croissances de leurs exportations et de leur produit intérieur brut être deux à trois fois plus rapides que celles des pays développés d'ici 2035.

Pour établir ces prévisions, les experts se basent sur plusieurs critères, comme la croissance de la classe moyenne dans les pays en développement ou l'augmentation du commerce sud-sud ainsi que la réduction du coût des transports et des communications obtenue grâce à la rapidité des avancées technologiques.

Concernant les pays industrialisés, le rapport souligne l'importance que peut avoir le développement de l'exploitation et de la production du gaz de schiste aux Etats-Unis alors que la demande en énergie des pays en développement augmente et favorise la concurrence sur ce marché.

"*La révolution du gaz de schiste laisse présager des changements spectaculaires dans la production et le commerce d'énergie si l'Amérique du Nord devient autonome en énergie*", a fait valoir M. Quah. AFP 18.07

2- UE

Olli Rehn défend le maintien de la troïka dans la zone euro - Reuters

L'Europe a besoin des compétences conjuguées du FMI, de la BCE et de la Commission européenne afin de gérer la crise de la dette dans la zone euro, estime le commissaire européen aux affaires économiques et monétaires, réfutant l'idée d'une dissolution de la troïka.

"*La troïka a été constituée à l'initiative des Etats membres de la zone euro en 2010 comme un instrument essentiel de notre réponse à la crise qu'affrontait la Grèce*", explique Olli Rehn.

Dans un courrier électronique adressé à Reuters, il admet qu'aucune des situations que la troïka doit gérer en Grèce, au Portugal, en Irlande et à Chypre n'est "facile".

"C'est pour cette raison qu'il est important que nous puissions profiter des compétences conjuguées et complémentaires de ces trois institutions", explique Olli Rehn.

"Nous devrions certainement étudier des moyens d'optimiser la gouvernance de la zone euro, y compris les mécanismes de gestion de crise", admet le commissaire. "C'est le bon moment et le bon contexte pour discuter s'il faut maintenir le modèle de la troïka et sous quelle forme", propose-t-il. Reuters 18.07

3- Grèce

Le ministre allemand des finances, Wolfgang Schäuble, s'est rendu pour la première fois à Athènes depuis le début de la crise de la dette. Lors d'une conférence d'hommes d'affaire, il a salué les efforts du pays pour assainir ses finances, mais a exclu toute nouvelle restructuration de la dette:

"J'aimerais tous vous demander de cesser cette discussion sur une nouvelle restructuration de la dette. Ce n'est pas dans votre intérêt." a-t-il déclaré. "Nous sommes tombés d'accord sur le deuxième plan d'aide à la Grèce, et je peux vous dire qu'il était difficile à obtenir." a-t-il ajouté.

Le convoi du ministre allemand a traversé les rues désertes de la ville. Symbole pour de nombreux Grecs de la cure d'austérité qui a plongé le pays dans la récession, sa visite risquait de provoquer des remous. C'est pourquoi tout rassemblement de plus de trois personnes brandissant des pancartes a été interdit, et 3500 policiers déployés dans le centre-ville.

"Qui est M. Schaeuble pour que les Grecs ne puissent pas protester contre sa présence et ses politiques en Grèce?" s'est emporté Panagiotis Lafazanis, député du parti Syriza. "De quel genre de régime s'agit-il? Vous bouclez tout le centre ville d'Athènes et même la route de l'aéroport pour que M. Schaeuble n'entende pas ses sujets pleurer?"

La veille, le Parlement a adopté un nouveau train de mesures visant à réduire les dépenses publiques, à la demande de la troïka des bailleurs de fonds. Le vote a provoqué la colère de nombreux Grecs.

Avant l'adoption de la réforme, 5000 personnes s'étaient rassemblées mercredi soir devant le Parlement pour dénoncer cette nouvelle cure d'austérité qui va toucher jusqu'à 25.000 salariés d'ici la fin de l'année. euronews.com 18.07

4- Inde

Le chef du gouvernement de centre-gauche a aussi prévenu que l'Inde devait abaisser son déficit des comptes courants à 2,5% du Produit intérieur brut (PIB) et promis de nouvelles mesures pour ouvrir davantage l'économie aux investisseurs étrangers dans un contexte de sévère ralentissement de la croissance.

La troisième puissance économique d'Asie a enregistré son pire résultat en dix ans en 2012-13, avec 5% de croissance.

"Le sujet d'inquiétude le plus immédiat est la volatilité de la roupie sur les marchés des changes", a-t-il ajouté, estimant que la situation a sans doute été exacerbée par un déficit des comptes courants de 4,7% du PIB en 2012-13. La roupie s'est effondrée au cours des semaines passées face au dollar.

"Nous devrions ramener le déficit des comptes courants à 2,5% du PIB", a-t-il préconisé.

Le déficit provient essentiellement des fortes importations en pétrole et en or et M. Singh a indiqué que le gouvernement prenait des mesures pour en réduire la demande, tout en espérant qu'une faible roupie allait stimuler les exportations.

Le gouvernement a approuvé cette semaine la levée d'un plafond limitant les investissements étrangers dans le secteur des télécommunications et l'assouplissement des règles de propriété pour les étrangers dans plusieurs secteurs afin de donner un nouveau souffle à l'économie.

La décision d'attirer les investisseurs en Inde est néanmoins déjà ternie par l'annonce cette semaine de l'abandon de projets industriels par les géants sidérurgiques Posco et ArcelorMittal, illustrant la difficulté de mener à bien des projets dans ce pays émergent. AFP 19.07

5- Chine

La Chine cherche à asseoir davantage sa croissance sur la consommation intérieure et les services mais le gouvernement redoute une poussée du chômage qui pourrait menacer autant la stabilité sociale que la prospérité du pays.

La Chine prévoit un ralentissement maîtrisé de sa croissance qui doit permettre de réduire sa dépendance à l'investissement public, une politique qui a permis d'injecter des milliards de yuans dans l'économie mais a engendré de graves dysfonctionnements.

Le président Xi Jinping et le Premier ministre, Li Keqiang, espèrent pouvoir procéder en douceur à ce changement de modèle, sans provoquer une flambée du chômage.

Ils comptent pour cela développer le secteur des services, ce qui permettrait d'absorber la main-d'oeuvre ouvrière frappée de plein fouet par la hausse des fermetures d'usines.

"*La faiblesse persistante du secteur manufacturier aura un impact sensible sur l'emploi*", avertit Lian Ping, économiste en chef à la Banque des Communications de Shanghai.

Pénalisé par le ralentissement de la demande hors de ses frontières et par un recul de l'investissement, le produit intérieur brut (PIB) a progressé de 7,5% au deuxième trimestre, après une expansion de 7,6% au trimestre précédent.

Le taux de chômage en Chine est officiellement de 4,1%, un chiffre que les économistes considèrent comme peu fiable étant donné qu'il n'a pas beaucoup varié ces dernières années, y compris en période de ralentissement prononcé.

Les économistes pensent que s'il venait à augmenter, le gouvernement serait contraint de ralentir le rythme des réformes et d'intervenir en injectant de nouveau de l'argent dans l'économie, comme il l'a fait en 2008 avec un plan de relance de 4.000 milliards de yuans (495 milliards d'euros).

Pour Wang Yuehu, qui organise les salons de l'emploi à Pékin, le changement de modèle est déjà en marche. De plus en plus de gens trouvent aujourd'hui un emploi dans les services, à mesure que l'industrie manufacturière ralentit. "*Dans l'ensemble, le marché du travail est stable*", estime-t-il.

Les services, devenus en 2007 le premier secteur de production devant l'industrie, sont aussi le premier secteur de recrutement en Chine, avec 36% des emplois contre 30% pour l'industrie.

L'effondrement des exportations chinoises pendant la crise financière de 2008-2009 avait ainsi laissé quelque 20 millions de travailleurs migrants sans emploi, poussant le gouvernement à lancer un gigantesque plan d'investissement, qui a laissé jusqu'à aujourd'hui de fortes dettes aux collectivités locales.

Les nouveaux dirigeants espèrent qu'ils n'auront pas à activer de nouveau ce levier à double tranchant et parient plutôt sur le changement démographique, notamment sur le vieillissement de la population, pour accompagner les réformes.

Sept millions de diplômés, un record, doivent ainsi quitter cette année les bancs de l'université, alors que la proportion de ceux qui disposent déjà d'un contrat est la plus faible depuis des années, selon les chiffres du ministère du Travail.

Face à cette situation, le gouvernement a demandé aux entreprises d'Etat d'embaucher davantage de jeunes diplômés et a débloqué des subventions pour faciliter la création d'entreprise.

De nombreux ouvriers redoutent par ailleurs de ne pas réussir à se reconvertir dans le secteur des services, faute de diplôme dans le supérieur. Reuters 19.07

[Haut de page ↗](#)

Le 22 juillet 2013

CAUSERIE

Hier je n'ai pas actualisé le site, non pas parce que c'était dimanche ou que je n'aurais rien foutu, au contraire, j'ai bossé encore plus, hélas !

Dans cette causerie j'aborde encore un sujet à polémique, je ne l'ai pas choisi, c'est l'actualité qui nous l'impose, hélas encore !

Si nos dirigeants étaient moins lâches et faisaient leur boulot, on ne serait pas obligé de le faire à leur place, désolé, c'est un constat.

G20

Les grandes puissances du G20 sont tombées d'accord samedi à Moscou pour donner la priorité à la croissance à court terme, reléguant au second plan la discipline budgétaire, en raison d'une économie mondiale fragile. AFP 20.07

Rien de neuf à ce G20, pour les uns la croissance signifie que les banques centrales vont continuer d'arroser le marché de liquidités (la Fed vient de le confirmer), pour les autres que la baisse du coût du travail et la liquidation de la législation du travail devraient se traduire par des contrats de travail au rabais, si on peut encore appeler cela contrat de travail, davantage de travailleurs pauvres et de précarité (sur le modèle Allemand), cela pourrait aussi signifier faciliter l'octroi de crédit aux entreprises et aux particuliers, gonfler encore l'endettement ou plutôt le surendettement général...

Un sujet qui ne nous avait pas échappé.

On n'en a pas abordé par manque de temps la question de la création de métropoles, l'intercommunalité forcée, la menace qui pèse sur les communes, les départements, etc. la troisième phase de la décentralisation...

Il y avait deux manières de mener ce combat politique.

La première consistait à affirmer qu'il serait possible de faire reculer le gouvernement, de freiner ou de stopper ce processus impulsé par Bruxelles, c'était comme faire croire qu'il pourrait revenir sur un traité signé avec l'UE alors qu'il n'a même pas été foutu d'abroger la moindre loi importante adopter sous Chirac ou Sarkozy tout en témoignant sa totale soumission à l'UE, à Washington, on rêve ou en est en plein délire ! Cette ligne politique était destinée à rallier des élus de tous bords, y compris de l'UMP, de l'UDI ou du MPF, pour cela elle ne devait pas s'inscrire dans la perspective du socialisme ou de la rupture avec la Ve République, elle devait avoir un contenu ou une orientation social-patriote, nationaliste, souverainiste. Dans ces conditions on ne voyait pas l'intérêt d'une telle bataille qui ne pouvait manifestement pas permettre de construire un parti révolutionnaire.

La seconde consistait au contraire à lier cette bataille au combat contre le projet de marché transatlantique EU-UE puisque les deux questions sont intimement liées, à l'inscrire dans la perspective de l'abolition de la Ve République et la rupture avec l'UE et l'établissement d'une République sociale en France et dans l'ensemble des pays de l'UE, à poser les fondations d'une fédération des Républiques sociales d'Europe, ce qui aurait permis de recruter sur cette base politique conforme au socialisme.

Cette ligne politique n'a pas été retenue par ceux qui sont désespérément à la recherche de résultats immédiats qui sont autant d'illusions ou de chimères comme chacun peut le constater au fil des mois et des années qui passent, autant de batailles qui finalement ne servent strictement à rien, sauf à occuper les militants et à leur faire perdre leur temps, à la longue à les décourager ou les démoraliser.

On s'aperçoit ici très nettement que la nature opportuniste de la ligne politique qui consiste à obtenir des résultats immédiats, s'inscrit dans une toute autre perspective que le socialisme, car elle ne permet pas de réaliser les tâches que la situation impose à l'avant-garde du prolétariat, la construction du parti et l'élévation du niveau de conscience politique des masses. Ses partisans qui prétendent par ailleurs ne pas être comptable des résultats des batailles qu'ils mènent n'ont de cesse de démontrer exactement le contraire sans que cela les gêne le moins du monde, car ils sont convaincus d'avoir toujours raison et leur ligne politique ou stratégie ne se discute pas, elle doit être appliquée un point c'est tout.

Précisions que la bataille sur l'Alsace constituait un autre enjeu qu'il ne faut pas confondre, puisque là il était effectivement possible d'imposer une défaite au gouvernement du fait que la population était amenée à se prononcer directement sur un projet, cela dit l'unité la plus large possible pour faire barrage à ce projet s'imposait, sans pour autant renoncer à une ligne politique conforme au socialisme.

Cela fait des lustres qu'on brade le socialisme ou qu'on le conserve soigneusement au fond d'un tiroir ou pire encore, qu'on le brade au profit d'un bout de gras, alors que tout fout le camp et qu'on n'a pas été foutu de construire le parti, vous m'expliquerez l'intérêt ou l'objectif d'une telle politique que je rejette en bloc.

Ces partis ouvriers qui soutiennent la réaction.

Parti de gauche.

Alors que l'ONU soutient l'opération programmée par le Pentagone et la CIA, le MI6 depuis septembre 2001, entamée depuis plus de deux ans de déstabilisation militaire de la Syrie orchestrée depuis Londres, Washington, Tel-Aviv et Paris, le Parti de gauche s'en remet à cette institution internationale criminelle pour régler ce conflit en faveur du peuple syrien, sans rire, le charlatanisme se fait cynique.

- "*Il (le PG -ndlr) réitère son attachement à un règlement pacifique et politique du conflit syrien. Un cessez-le-feu doit impérativement être mis en œuvre sous l'autorité des Nations Unies*" car "*l'urgence est à la paix*"... par les faiseurs de guerre ! Vous aurez noté au passage que ce n'est pas au peuple syrien de décider librement de son sort, ce sont ceux qui se sont chargés de celui du peuple Palestinien, Afghan, Irakien, Libyen, Malien à qui revient ce droit, autrement dit ceux qui nient leur droit à l'auto-détermination, c'est la conception de l'internationaliste prolétarien de monsieur Mélenchon.

- "*Les Syriens pourraient alors accomplir la transition politique nécessaire à la reconstruction de leur pays, et tourner la page du régime criminel de Bachar El Assad*" sous l'égide de l'impérialisme anglo-saxon-sioniste, sauf que voilà, il est prouvé que plus de 70% des Syriens soutiennent le régime Bachar El Assad.

Il faut ajouter car on ne peut passer les laisser dire de telles contrevérités, ce sont les hordes de barbares armés par les amis du PG à l'ONU qui détruisent systématiquement la Syrie, comme ils ont détruit l'Irak et la Libye. (source : le site national du PG, dimanche 21 Juillet 2013)

A bas les charlatans, à bas l'ONU !

Le PG s'est trompé de camp, y compris en s'alliant au PCF ! La réalité est bien cruelle parfois.

NPA

Que le NPA soutienne les abominables Femen ne surprendra pas nos lecteurs, ils sont aussi décomposés pour faire bref, ils ne méritent pas davantage.

- NPA - Liberté immédiate pour Amina - vendredi 19 juillet 2013

- "*Le NPA exige sa libération immédiate et l'abandon des charges retenues contre elle.*"

Cette pauvre fille a à peine 18 ans, elle a été manipulée par de dangereux provocateurs et voilà qu'elle se retrouve en prison en Tunisie.

Les Femen appartiennent à l'ordre néolibéral qui a entrepris de détruire la civilisation humaine pour la réduire en esclavage. Qu'elles soient soutenues par Hollande et le PS est normal, qu'elles le soient par le NPA tout autant.

ACTUALITE EN TITRES

Intox

- Vers une amende pour évasion fiscale pour UBS en Allemagne - Reuters

- Angela Merkel veut un accord mondial sur la protection des données - 20minutes.fr

- Retour "*à la normale*" du marché de l'emploi US d'ici 2 ans - Reuters

En famille.

- En déplacement surprise en Corrèze, François Hollande rend visite à Jacques Chirac - Francetv info

Toujours plus liberticide et répressive leur société.

- Marisol Touraine évoque l'interdiction de fumer dans les parcs et à la plage - LeFigaro.fr

Fumer est un acte dangereux et criminel. Fabriquer et commercialiser des cigarettes est salubre... pour l'économie !

Bien mal acquis.

- Bientôt les vacances du gouvernement : les ministres sont "crevés" - Francetv info

Ouf, vaut mieux vivre à Pondichéry qu'à Dubaï... Marseille ou Trappes !

- Prison à vie pour six Indiens accusés d'avoir violé une touriste Suisse - Libération.fr

- Une Norvégienne condamnée à Dubaï après avoir été violée - LeFigaro.fr

Cette jeune femme avait picolé lors d'une soirée entre amis ou expatriés, donc si elle s'est fait violée pendant son sommeil par un collègue qui partageait sa chambre, c'est de sa faute, elle l'a bien cherché, elle a eu ce qu'elle méritait, salope, chienne !

ACTUALITÉ DU JOUR

[Le législateur, Hollande et Valls sont des provocateurs professionnels et les ennemis des valeurs de la civilisation humaine.](#)

On imagine le citoyen lambda qui allume son poste de télé à 20h.

Il tombe sur une nouvelle scène d'émeute dans une banlieue. Qui implique qui ? Des policiers et des personnes issues de l'immigration ou converties à l'islam lui dit-on. Il apprend ensuite qu'une d'entre elle a frappé et essayé d'étrangler un policier. Il n'en revient pas. Puis le commissariat de police aurait été attaqué. Alors là c'est la guerre civile qui a commencé ou quoi se demande-t-il, est-on encore en France ?

Lui, jusqu'à présent il se disait que la police le protégeait et voilà qu'il s'aperçoit qu'il ne peut même plus compter sur elle pour assurer sa protection, il prend peur, il ne comprend plus rien, il se demande dans quelle société il vit, il va chercher qui va pouvoir régler son problème et le protéger à nouveau, rétablir l'autorité de la police, l'ordre auquel il tient tant.

Il n'aura pas la perspicacité suffisante pour remonter à l'origine de ce problème qui peut être multiple, législative et sociale. Il va écouter la propagande officielle qui va se décliner avec des variantes selon les partis, le PS, l'UMP et le FN, qui vont stigmatiser les immigrés ou les personnes issues de l'immigration, les musulmans, l'islam. Il aura le droit aux discours des organisations islamistes et anti-racistes qui s'en prendront à la police, puis viendra celui de la gauche, de l'extrême gauche et des gauchistes qui leur emboîteront le pas sans viser l'Etat ou le législateur, et pour cause ils soutiennent le régime en place.

Ce qui est inacceptable...

- "*C'est inacceptable qu'une personne veuille se soustraire à un contrôle et pire s'en prenne aux forces de l'ordre*", a commenté dimanche sur BFM-TV le ministre de l'Intérieur Manuel Valls. AFP 21.07

... et ce qui est acceptable qui résume bien ce que pense le citoyen lambda, par un internaute :

- "*Tu oublies ta ceinture, c'est trois points en moins et 90 € d'amende... tu dépasse d'un Km la vitesse autorisée en ville c'est un point et 90€ d'amende... Tu étrangles et frappe un flic, c'est une petite retenue au commissariat et tu sors libre quelques heures après.*"

Quelques titres de presse qui relate l'engrenage de cette affaire à partir d'un contrôle d'identité.

- Echauffourées à Trappes après le contrôle par la police d'une femme voilée - L'Express.fr

- Trappes: Le mari de la femme voilée contrôlée jeudi soir a tenté d'étrangler un policier - 20minutes.fr -

- 200 personnes "*hostiles*" devant le commissariat de Trappes - LePoint.fr

- Trappes: Le calme revient après une nuit de violences devant le commissariat - 20minutes.fr

- Trappes : une voiture fonce sur la police Le Point.fr 21.07

Lors d'un contrôle d'identité notamment, il est normal que la police puisse déterminer si la personne qu'elle questionne est bien celle qui figure sur la carte d'identité, le titre de séjour ou le passeport qu'elle lui présente, cela vaut également en présence de n'importe quel agent de l'Etat ou lors d'une transaction financière, un achat réglé par carte bancaire par exemple, ou lors de l'établissement d'un contrat avec un tiers privé. Il en fut ainsi de tout temps et ce principe est universellement accepté, sauf dans les pétromonarchies dégégérées du Golfe. Sauf qu'en France et dans d'autres pays en Europe, à ce principe est venu s'ajouter une loi qui en modifie l'application.

L'origine du problème remonte à la criminalisation du port du voile intégral, burqa ou niqab, par certaines femmes musulmanes. Car le législateur ne s'est pas contenté de rappeler la nécessité de montrer son visage dans les circonstances qui viennent d'être rappelées, en 2011 il a interdit la dissimulation du visage dans l'espace public, sous peine d'amende, ce qui revenait à interdire cette pratique adoptée par certaines femmes en dehors de leur domicile où justement elles ne portent pas le voile sauf en présence de visiteurs, masculins de préférence. En résumé, le port du voile dans la rue constitue désormais un délit.

Faire respecter cette loi allait s'avérer impossible, sauf à embastiller ces femmes puisqu'une simple amende ne suffirait pas à les dissuader. Cette loi constitue une provocation à l'encontre des islamistes radicaux qui vont en profiter pour se poser en martyrs et en faire ressortir l'aspect injuste ou son caractère discriminatoire.

- « *On ne fait pas beaucoup de contrôles sinon il y a longtemps que ça aurait mal tourné. Les contrôles des femmes voilées sont un sujet sensible car certains fondamentalistes essaient de mettre le feu aux poudres* », confie un syndicaliste de l'Unsa-police.

Chez Synergie-officier, on rappelle qu'avant même que la loi ne soit votée le syndicat avait déjà tiré la sonnette d'alarme: « On avait dit précisément que ce serait difficile à faire appliquer les jours de marché à Trappes, insiste Patrice Ribeiro, le secrétaire général adjoint. C'était prémonitoire! »

« *Dans certaines banlieues, nous observons que des groupes veulent faire monter l'Islam radical pour déstabiliser la République* », ajoute Christophe Crépin, secrétaire général adjoint de l'Unsa-police, qui insiste sur la nécessité de « *ne pas faire d'amalgame entre la majorité des croyants qui vivent tranquillement et ces islamistes radicaux qui font des provocations, créant une situation très grave* ».

Un point de vue partagé par Unité SGP Force ouvrière, qui résume ainsi la situation: « *Les contrôles se déroulent mal quand les contrôlés le veulent et qu'ils en font un acte militant, assure Nicolas Comte. Certaines contrevenantes sont d'ailleurs des multirécidivistes qui ont choisi de ne pas appliquer la loi.* » Une Niçoise a ainsi 29 PV à son actif. Selon le policier, l'escalade est souvent le fait de l'entourage de la femme contrôlée, comme ce fut le cas à Trappes.

Synergie-officier présente ainsi le casse-tête auquel sont confrontées les forces de l'ordre: « *Nous ne devons pas créer plus de trouble que ce que nous sommes chargés de réprimer, explique Patrice Ribeiro. Mais les radicaux cherchent à méduser les forces de police pour qu'il n'y ait plus de contrôles. Or il ne faut surtout pas céder. Si on cède sur ce sujet, on devra ensuite céder sur d'autres.* » lefigaro.fr 21.07

Il faudra "céder" sur quoi, qui est responsable de cette situation ?

Il est établi que c'est l'Etat et son plus haut représentant à l'époque, N. Sarkozy, qui porte la responsabilité de cette criminalisation qui s'étant à toute la population originaire du Maghreb ou d'Afrique, à tout musulam qui se sent visée directement ou indirectement, qui par solidarité ou crainte des islamistes radicaux soutient ces femmes. On doit ajouter Hollande qui n'a pas aboli cette loi.

Un internaute apporte une précision : « *Le niqab est le symbole des pétromonarchies absolues, corrompues, et misogynes alliés des lobbies étasuniens. Comptant sur l'islam pour endormir les banlieues. Sarkozy a rejoué le sermon du Latran devant le roi d'Arabie saoudite.* »

Effectivement, Sarkozy, mais aussi Hollande, Fabius, Le Drian en soutenant des régimes soumis à une lecture rigoriste, fanatique du Coran, régis par la charia, piétinant les droits les plus élémentaires des femmes, n'ont fait qu'encourager la propagation de la doctrine féodale et ultra réactionnaire wahabbiste ou salafiste en France.

Cette criminalisation ne s'arrête pas à cet aspect-là, elle porte sur l'ensemble des étrangers présents en France sur la base du faciès. Et les premiers à en faire usage est la police. La preuve.

- Tous les Trappistes interrogés évoquent des contrôles d'identité qui ne visent "que les musulmans", une atmosphère islamophobe propre à Trappes, selon eux.

Le préfet des Yvelines a confirmé que ce département détenait le record de contrôles d'identité visant des femmes voilées.

Fatiha Bouarhouane, 32 ans, se désole "C'est sûr que ça va reprendre. Mais c'est cinquante-cinquante, la police cherche aussi. Quand on est contrôlé cent fois, la 101e fois, ça pète !". (source : lemonde.fr 19.07)

Le problème avec cette loi, pour la faire respecter diront les policiers, ils peuvent vous contrôler 1000 fois s'ils le décident, et il est certain qu'à un moment donné vous n'en pourrez plus et vous explorez, ils vous auront poussés à bout pour que vous commettiez l'erreur qu'ils attendaient depuis longtemps, prétexte qui leur permettra ensuite de vous réprimer et vous présenter comme des délinquants, des voyous, des ennemis de la République, etc.

Les pyromanes ou communautaristes.

Les représentants dits modérés de l'islam instrumentalisent l'arriération des masses issues de l'immigration sur fond de misère sociale et de discrimination raciale au profit de la religion ou de l'obscurantisme le plus noir, ils contribuent à les jeter dans les bras des islamistes radicaux qui les endoctrinent sur la base d'une lecture étroite, rigide ou intolérante, haineuse, guerrière des textes qui tiennent de supports doctrinaux à cette religion.

Le Collectif contre l'islamophobie en France est évidemment intervenu pour soutenir cette femme et son époux, au lieu de leur rappeler qu'elle aurait dû accepter de lever son voile comme les policiers lui avaient demandé, pire, il s'est fait l'écho d'un islamisme rigoriste incompatible avec le principe républicain selon lequel la loi s'applique à tout citoyen sans exception, à savoir que tout entrave à la vérification ou l'établissement de l'identité d'une personne constitue un délit et passible de poursuite judiciaire.

- La version policière a été infirmée par celle de la jeune mère de famille, qui a expliqué dans un communiqué transmis au Collectif contre l'islamophobie en France (CCIF) avoir "*subi une injustice de la part de la police*", qui aurait aussi bousculé sa mère et insulté son mari.

Le président de l'Observatoire de l'islamophobie, Abdallah Zekri, s'est dit "*révolté par ces propos inadmissibles*" (de M. Le Pen. - ndr) et "*ces amalgames qui mettent de l'huile sur le feu*". Sans se prononcer sur le fond de l'affaire, il a appelé au calme.

Avant cette loi du 11 octobre 2010 (n° 2010-1192) rien ne distinguait cette femme d'une autre, il aurait très pu s'agir d'un homme si la mode en était venue à porter une cagoule ou un masque, on pourrait citer aussi les femmes indiennes qui se drapent parfois la tête et le visage dans leur sari qu'elles soient croyantes ou non, c'est le cas parfois de mon épouse, l'été pour se protéger du soleil quand elle sort.

Avant cette loi, toute personne qui refusait d'une manière ou d'autre de décliner son identité à la demande d'un officier de police était emmenée sur le champ au commissariat ou à la gendarmerie le temps de l'établir ou de la vérifier auprès du fichier central du ministère de l'Intérieur. Le fait de masquer son visage constituait déjà une entrave à l'établissement de l'identité d'une personne, par exemple le refus de retirer son casque intégral lors d'un contrôle de police.

Cette règle s'appliquait à l'ensemble des citoyens sans distinction, elle était suffisante et il n'était pas nécessaire de créer une nouvelle loi qui de toute évidence était uniquement destinée à stigmatiser une certaines catégories de femme, les femmes musulmanes portant le niqab ou la burqa.

Il suffisait de demander à cette femme de lever son voile un instant pour vérifier que la photo qui figurait sur ses papiers d'identité correspondait bien à son visage et l'affaire était réglée en une seconde, en cas de refus elle devait accompagner les policiers au commissariat de police pour éventuellement, soit lui intimer l'ordre de lever son voile, soit procéder à un relevé d'empreintes digitales pour confirmer son identité.

En conclusion, l'Etat ou le législateur stigmatise une couche minoritaire de la population qu'il jette en pâture à l'opinion publique immature, conditionnée, manipulée, arriérée ou ignorante, les communautaristes qui ont pignon sur rue en profitent pour justifier leur discours islamiste radical et recruter, les gauchistes en rajouteront une couche histoire de les encourager car selon eux à partir du moment où vous êtes immigrés ou issus de l'immigration vos droits sont supérieurs à ceux du reste de la population, de son côté le PS compte les points et spéculer sur la montée du FN pour se poser en sauveur suprême des principes de la République lors des élections de 2014, imposer le vote utile pour sauver les meubles, l'UMP tient un discours raciste ou sécuritaire proche ou similaire à celui du FN, tandis qu'à l'arrivée c'est l'ensemble de la population qui est perdante puisque le principe élémentaire d'égalité a été bafoué par le législateur

Un complément rédigé plus tard hier soir et ce matin.

Cette loi a ouvert la boîte de Pandore et libéré tout ce que la police compte de racistes qui n'hésitent pas à s'en servir pour assouvir leur haine des immigrés, des Maghrébins en particulier. Un rapport le confirme.

- Selon un rapport récent de l'observatoire de la laïcité, 705 contrôles ont été effectués depuis avril 2011, dont 423 concernant des femmes entièrement voilées. 661 verbalisations ont été établies.

Toujours d'après ce rapport 30% des contrôles (204 sur 705) ont été réalisés dans les départements de la grande couronne parisienne, dont 130 contrôles dans les Yvelines. AFP 20.07

C'est de l'acharnement de toute évidence, leurs proies sont repérables de loin, ils n'ont plus qu'à fondre dessus, sortir leur carnet de PV et verbaliser, quelle aubaine pour augmenter facilement leur prime au rendement !

La loi qui existait avant 2011 était suffisante et s'appliquait à tous sans distinction, toute personne faisant obstruction à son identification par un agent de police pouvait être menée sur le champ au commissariat pour être prise en photo et faire l'objet d'un relevé de ses empreintes digitales et retenus pendant 4 heures.

Cette loi doit être abrogée, ainsi l'argument selon lequel les femmes musulmanes portant le voile intégral feraient l'objet de discrimination disparaîtrait, et les islamistes radicaux seraient du même coup privés d'un argument qui leur permet aujourd'hui de prétendre que les femmes musulmanes (voilées) subiraient un traitement particulier par rapport aux autres femmes.

Pour notre part, il n'y a aucune contradiction à défendre un principe républicain, dès lors que l'on combat pour abattre le régime en place qui le bafoue ou pour une République sociale.

Quant à cette pratique qui consiste à se vêtir d'une burqa ou d'un niqab, elle est rétrograde, féodale ou barbare, elle peut témoigner de plusieurs états quand elle a été adoptée librement : d'une profonde arriération ou ignorance, d'une grande confusion, d'un complexe d'infériorité exacerbé, d'une conception des droits de la femme particulièrement restrictive...

Rappelons très rapidement, si j'ai bonne mémoire, qu'elle fut adoptée à une époque très lointaine il y a quelque deux mille ans en arrière pour distinguer les femmes "pures" des prostituées... Est-ce à dire que les femmes qui portent la burqa ou le niqab considèrent les autres femmes comme des putains ? Je ne le pense pas, par contre c'est sans doute l'avis de leurs tyrans d'époux lorsqu'ils les incitent ou les obligent à porter ce déguisement, ce sont de grands frustrés qui soustraient ainsi leur butin au regard pervers des autres hommes, des cas pathologiques assurément. Il y aurait tant à dire à ce sujet. Toutes les pratiques religieuses quelle que soit la religion sont marquées du sceau de l'oppression.

Quand j'étais gosse mes parents avaient la "bonne" idée de me scolariser dans des écoles privées confessionnelles catholiques, je devais aller au catéchisme et à la messe le dimanche matin. Dans l'église, debout, assis, à genoux, debout, assis, à genoux, debout, assis, à genoux pendant une heure environ, je trouvais cela stupide, je n'en ai jamais compris le sens, je me disais simplement que l'autoritarisme dont faisait preuve mon père à la maison se poursuivait à l'église, l'horreur quoi. Le seul bon côté de l'affaire, c'était qu'au lieu de donner à la quête les quelques pièces de monnaie que ma mère m'avait données, j'en profitais pour m'acheter des bonbons !

Et puis il y a énormément d'hypocrisie dans le traitement qui est fait des problèmes causés par les islamistes radicaux ou des religieux musulmans au comportement asocial ou qui piétinent les valeurs de la République. La gauche et l'extrême gauche laissent sciemment le terrain libre à la droite et à l'extrême droite ou pire les soutiennent, les islamistes radicaux. M. Le Pen a dénoncé les prières dans la rue qui de fait interdisent l'accès, perturbent la circulation... Nos gauchistes de service n'ont pas relevé ou pour la traiter d'islamophobe ou de raciste. Les gauchistes sont les aiguillons de l'extrême droite.

Lors des deux dernières semaines qui viennent de s'écouler, à deux reprises je n'ai pas pu me promener le soir sur la voie publique, le chemin en terre qui fait office de rue et qui longe le lotissement où j'habite. Parce que le brahmane du temple situé là avait organisé une fête. Arrivé à la hauteur du temple la foule avait envahi les lieux de telle sorte que nous avons dû rebrousser chemin. Le lendemain et depuis ce chemin à cet endroit-là est devenu une véritable poubelle et ne sera jamais nettoyé, seul le vent au fur et à mesure dispersera papiers, sacs plastique, gobelets, bouteilles, emballages d'encens, de glaces, restes de guirlandes, etc. Que devrais-je dire ? Bravo, continuez, faites comme si les riverains n'existaient pas, vivre dans un pays transformé en décharge est un vrai bonheur ! J'ai oublié de vous dire que pendant deux jours j'ai dû me cloîtrer chez moi fenêtres fermées, parce les hauts-parleurs du temple hurlaient et m'empêchaient de travailler, le temple est situé à trois cent mètres de chez moi.

La simple notion de respect est aujourd'hui battue en brèche. Pourquoi ? Parce que l'Etat ne respecte pas nos droits élémentaires ou fondamentaux, c'est lui (et la classe dominante) qui donne un épouvantable exemple au reste de la société, qui ne respecte pas le droit au travail, à vivre décemment de son travail, de se loger, de se soigner, d'étudier dans de bonnes conditions, etc. mais qui par contre respecte les droits des banquiers voyous et autres rentiers, parasites qui se gavent sur notre dos, qui soustraient leurs profits à l'impôt ou pratiquent l'évasion fiscale à grande échelle, profitent des paradis fiscaux. Du coup la notion de respect et même de droit ne veut plus rien dire, chacun peut l'interpréter à sa guise et l'imposer aux autres qui ont tout juste le droit de la fermer sous peine d'être accusés d'être intolérants, racistes, etc.

Au nom de l'égalité je peux t'imposer mes valeurs, mes principes, etc. qui valent bien les tiennes, et si elles ne sont pas conformes à ceux de la majorité, c'est à elle d'en changer, de s'y faire, etc. c'est ainsi que toutes les valeurs tous les principes démocratiques

ou humanistes que la civilisation humaine a mis tant de siècles à conquérir perdent leur légitimité et sont détruits. Au profit de quoi ? Mais de l'obscurantisme, de la barbarie, de la guerre civile qu'alimente sans cesse le régime en place pour assurer sa survie, il en est rendu là pour se maintenir, jusqu'à quand ? Le renverser est devenu urgent... On y reviendra plus tard.

Tout cela m'a inspiré un article (inachevé).

Je n'aime pas la police, vous n'aimez pas la police, nous n'aimons pas la police, mais nous avons besoin de la police pour ne pas vivre dans une société livrée à la loi de la jungle. Seuls les gauchistes s'y plairaient !

Je n'aime pas leur République, vous n'aimez pas leur République, nous n'aimons pas leur République, mais nous revendiquons les valeurs de la République pour renverser l'ordre établi.

Je n'aime pas la religion, vous n'aimez pas la religion, nous n'aimons pas la religion, mais la religion est nauséabonde que la théologie du néolibéralisme qui a adopté le nihilisme. Le wahabbisme, le salafisme et le takfisme sont des ennemis de l'islam, je le signale en passant, c'est la version sioniste arabe ou néolibérale.

J'aime les femmes, vous aimez les femmes, nous aimons les femmes, nous avons besoin des femmes.

Et si j'étais une femme je dirais que j'aime les hommes, que vous aimez les hommes, que nous aimons les hommes, nous avons besoin des hommes.

Dans chaque cas nous sommes complémentaires, mais ils ont fait en sorte qu'on soit concurrents. Ce n'est pas nouveau, certes, mais ils ont fait plus fort, dans le cas des valeurs et des principes ils ont ressuscité l'absence de valeurs ou de principes qu'ils nous opposent. Toute valeur, tout principe, toute règle une fois énoncée serait légitime du seul fait qu'elle ait été prononcée ou émise, et nous devrions les respecter sans nous demander si ils incarnent l'inconscience, la soumission, l'oppression, la barbarie ou au contraire, la conscience, la connaissance, l'émancipation ou la liberté. Au nom de l'égalité, ils se valent.

Le même principe appliqué aux hommes et aux femmes aboutit au constat que les hommes et les femmes n'existent plus, les femmes ne sont plus nécessaires aux hommes et les hommes ne sont nécessaires aux femmes. Appliqué aux enfants, ils n'ont plus besoin d'une mère et d'un père. Appliqué à la philosophie, à la religion, aux sciences sociales ou à la politique, cela se traduit par l'absence de connaissances absolues qui constitue la seule certitude admise. (A suivre je n'ai plus le temps.)

[Quand le pouvoir de l'oligarchie financière a pour modèle une monarchie absolue.](#)

- Un nouveau monarque pour les Belges... Mais à quoi servent les rois ? - Francetv info

A se poser ce genre de questions :

- Match République - monarchie en Europe : vaut-il vraiment mieux être un citoyen qu'un sujet ? - Atlantico.fr

Esclave, serf ou salarié on demeure un esclave mais auréolé de la démocratie on s'en contente...

Pour ce que cela change ou les petites vertus de la démocratie dénaturée...

- Six Grecs sur dix d'accord pour licencier des fonctionnaires - L'Expansion.com

Les Grecs sont sans pitié pour leurs fonctionnaires. Une large majorité juge nécessaires des licenciements dans la fonction publique selon un sondage rendu public dimanche, quelques jours après le vote, contesté par des milliers de manifestants, d'un plan de réorganisation de l'administration. Les partisans des licenciements dans la pléthorique administration grecque sont 60,6% contre 36% d'opposants.

Si quelque 70% des sympathisants de la Nouvelle-Démocratie (droite) et du Pasok (socialiste), les deux partis de la coalition au pouvoir, approuvent la solution du licenciement, ils sont également 47,4% à la juger nécessaire parmi les sympathisants du parti de gauche radicale du Syriza

Dans ce sondage publié par l'hebdomadaire To Vima, 64,5% des personnes interrogées se disent aussi favorables à la fin de l'immobilité des fonctionnaires. L'Expansion.com avec AFP 21.07

Un internaute.

- "Coluche disait le chômage chez les autres, c'est la crise, chez soi, c'est une catastrophe. Il en est de même des licenciements. Les Grecs devraient penser qu'après les fonctionnaires, c'est à dire quand il n'y en aura plus, il n'y aura plus de bouc émissaire, alors ce sera leur tour : la catastrophe !"

Qu'on se le dise camarades, nos dirigeants se chargent de faire les questions et les réponses, le prolétariat est révolutionnaire, le plus sérieusement (ou furieusement) du monde... Le problème, c'est qu'il n'en a pas conscience et on ne fera rien pour qu'il en prenne conscience, la lutte, la lutte, la lutte, le bout de gras, le bout de gras, le bout de gras...

Ou alors la civilisation humaine ne s'est pas développée pour conquérir la liberté, ce serait au-dessus de ses moyens, mais pour mieux s'adapter à son triste sort d'esclave... et disparaître. Quand le bout de gras fond sous le soleil de plomb de l'Acropole, non il ne se transforme pas en or comme l'avaient prédit vos saints dirigeants et prophètes, il ne reste plus que les os !

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Etats-Unis

Des milliers de manifestants, déterminés mais moins nombreux que prévu, se sont rassemblés samedi dans plusieurs villes des Etats-Unis pour rendre hommage à Trayvon Martin une semaine après l'acquittement de son meurtrier et réclamer "*justice et équité*".

"*La mort de mon fils doit apporter des changements dans notre société et contribuer à abroger les lois qui permettent de tuer quelqu'un simplement parce qu'il est considéré comme suspect*", a lancé depuis Miami Tracy Martin, le père du jeune Noir de 17 ans tué en février 2012.

Son meurtrier, George Zimmerman, s'est prévalu du droit à la légitime défense et a été acquitté samedi dernier par un jury de Floride (sud-est).

Mais nombre de manifestants de Miami, qui devait être le point d'orgue du mouvement, ont fait part de leur déception quant à la faible participation. L'événement a d'ailleurs été suspendu une demi-heure après avoir commencé en raison de fortes pluies.

A New York, ils étaient plusieurs milliers à exiger justice sous une chaleur accablante.

Les applaudissements de la foule new-yorkaise ont été les plus chaleureux lorsque l'un des orateurs a cité l'intervention très remarquée de Barack Obama vendredi.

Visiblement très ému, le président américain, premier président noir des Etats-Unis, a souligné qu'il "*aurait pu être Trayvon Martin, il y a 35 ans*".

M. Obama s'est gardé de critiquer le verdict des jurés qui ont estimé que Zimmerman avait agi en état de légitime défense. "*Une fois que le jury a parlé, c'est ainsi que fonctionne notre système*", a-t-il fait valoir. AFP 20.07

2- Syrie

2.1 - Le centre national américain de l'antiterrorisme a reconnu l'augmentation du nombre des terroristes qui ont quitté l'Europe et les États-Unis vers la Syrie afin de combattre aux côtés des groupes terroristes armés en Syrie. Cité par le site iranien /Press TV/, le directeur du centre national de l'antiterrorisme, Matthew Olsen, a déclaré que la Syrie est devenue vraiment un champ de bataille pour les "*Djihadistes*" dans le monde, ajoutant que les combattants étrangers quittent l'Europe occidentale et dans certains cas les États-Unis à destination de la Syrie pour combattre y avec "*l'opposition*". Olsen a exprimé son inquiétude devant la probabilité que ces personnes qui voyagent vers la Syrie seraient plus extrémistes et mieux entraînés, pour regagner ensuite, en tant qu'une partie du mouvement mondiale de "*Djihad*", l'Europe et peut-être les Etats-Unis.

Pour sa part, le coordinateur des Affaires anti-terroristes au sein de l'Union européenne a indiqué que près de /600/ combattants avaient quitté l'Europe vers la Syrie, précisant que ce nombre pourrait atteindre des milliers si on a compté les personnes venant de Balkans et de l'Afrique du Nord. A signaler que, Ramadan Abd al-Altaibov, président de Daghestan par intérim, avait affirmé dans la journée qu'un nombre indéterminé de jeunes daghestanais avaient quitté leur pays pour rejoindre les groupes armés en Syrie. french.irib.ir 20.07

2.2- Mercredi 24 juillet 2013, à 16h, comme l'annonce le site présidentiel, le chef de l'Etat François Hollande, aura un entretien avec M. Ahmad Al-Assi Al-Jarba, 44 ans, président de la Coalition nationale syrienne. Mais qui est ce repris de justice présenté comme vrai opposant au président syrien Bachar al-Assad ? C'est le chef de la tribu des Chemmar, très influente à l'est de la Syrie et présente également en Irak, en Arabie saoudite et en Jordanie. Ils sont... sunnites.

Ils disent, dans la presse mainstream, que, il a été emprisonné entre 1996 et 1998 pour son opposition à Bachar el-Assad. Faux, c'est pour trafic de drogue. Détenue en mars 2011, pour les mêmes raisons, il est ensuite libéré en août 2012. Il profite alors pour s'enfuir au Liban, puis s'installe en Arabie saoudite où, les Saoud font de lui leur homme pour la Syrie et l'envoient au Conseil national syrien (CNS). french.irib.ir 21.07

2.3- Le chef des terroristes de l'Etat islamique en Irak et au Levant dans le nord syrien a été capturé par les kurdes. L'arrestation du terroriste a fait monter d'un cran les combats qui opposent les kurdes syriens aux terroristes nosratistes et qaidistes.

La capture a eu lieu à Tal Abyaz et les combats se poursuivent avec une intensité inouïe à l'heure qu'il est. deux terroristes ont été tués et des dizaines d'autres blessés. la ville frontalière de Raas Al Ain à Hassaka est depuis une dizaine de jours le théâtre de violents accrochages entre les kurdes syriens et les terroristes qui ont été boutés de nombreuses localités de cette province. Selon le centre des droits de l'homme en Syrie, les membres de "l'Etat islamique en Irak et au Levant" ont été arrêtés alors qu'ils tentaient de déposer une bombe dans une école de Tal Abyaz. Cette arrestation a été le point de départ des accrochages qui se sont amplifiés gagnant plusieurs villes. Les kurdes syriens de l'Union démocratique affirment vouloir "nettoyer" leur région de la présence des qaidistes. french.irib.ir 21.07

3- Liban

Le leader du Courant patriotique libre, Michel Aoun, tout en confirmant sa rencontre avec le secrétaire général du Hezbollah, Seyyed Hassan Nasrallah, a réitéré son soutien à la Résistance, face au régime sioniste.

«Nous avons examiné avec Seyyed Hassan Nasrallah des questions d'ordre général et particulier», a-t-il indiqué, cité par le site d'information Arabi Press. «Il existe entre nous des liens amicaux. Nous soutenons la Résistance, face aux menaces quotidiennes du régime sioniste. L'armée libanaise n'est pas prête, actuellement, à se charger de cette mission. Donc, la Résistance doit être préservée, en tant qu'un élément de dissuasion contre Israël», a-t-il souligné. french.irib.ir 21.07

4- Irak

Suite aux complots tramés par les opposants au gouvernement irakien, en coordination avec les résidus du parti Baath, dans les provinces à population sunnite, les opposants cherchent, maintenant, à faire retourner les anciens baathistes sur le devant de la scène politique de l'Irak. Suhaïb al-Ravi, membre du Conseil du gouvernorat d'al-Anbar, a annoncé, vendredi, que la fraction parlementaire, dirigée par Oussama al-Noudjaïfi, a proposé plusieurs candidats au poste vacant de gouverneur d'al-Anbar, dont Mohammad Mahdi Saleh, un ancien ministre du Commerce du régime de Saddam Hussein. A l'époque de l'embargo économique de l'ONU contre l'Irak, suite à l'invasion du Koweït, par l'armée irakienne, dans les années 1990, Mohammad Mahdi Saleh était ministre du Commerce, pendant 13 ans.

La province d'al-Anbar se situe au Sud-Ouest de l'Irak, et sa population est, majoritairement, sunnite. Al-Anbar est la plus grande province de l'Irak, et le foyer, depuis un an, des opposants au gouvernement du Premier ministre Nouri al-Maliki. Ces opposants, proches des milieux baathistes, prétendent que le gouvernement de Bagdad soutient les Chiites et viole, systématiquement, les droits de la communauté sunnite. Il est à noter que, dans les manifestations des partisans de ce courant, les participants portent souvent le drapeau de l'Irak de Saddam Hussein, tandis que les résidus du parti Baath sont, également, présents, parmi les manifestants. Ces derniers mois, les activités des opposants au gouvernement du Premier ministre Al-Maliki, dans les régions à population sunnite, dont Al-Anbar et Ninive, ont obligé le gouvernement à retarder de deux mois la tenue des élections des Conseils municipaux, dans ces provinces. A Al-Anbar, province à population, majoritairement, sunnite, la coalition dirigée par le Président du parlement, Oussama al-Noudjaïfi, a obtenu la majorité des sièges du conseil provincial. Les autres sièges ont été remportés par d'autres partis de l'opposition au gouvernement de Nouri al-Maliki. En effet, la composition du Conseil de la province d'al-Anbar montre que les opposants sont majoritaires et qu'ils se préparent à appeler les anciens baathistes à les rejoindre, en se chargeant des postes administratifs.

Ces courants politiques préfèrent que l'Irak retourne en arrière, car ils estiment que les réformes politiques et sociales qui ont été appliquées, après la chute de Saddam Hussein, leur sont défavorables. La décision de nommer un ancien ministre du Commerce de Saddam Hussein au poste de gouverneur de la province d'al-Anbar s'explique dans ce sens. french.irib.ir 21.07

5- Arabie saoudite

Bénéficiant d'un soutien total des Etats-Unis, le roi saoudien envisage d'abdiquer au profit de son fils, c'est ce qu'a rapporté le site d'information palestinien, Al-Manar.

Toujours selon cette dépêche, le roi Abdallah envisage de transférer le pouvoir héréditaire des Al-e Saoud à son fils, Motab Ben Abdallah. Pour ce faire, des dizaines d'officiers de l'état-major du commandement de l'armée saoudienne devront être limogés. Auparavant, le quotidien français, "Le Figaro", avait fait état des changements imminents, en Arabie saoudite. french.irib.ir 21.07

6- Koweït

Depuis deux ans et demi, ce sont le Qatar et l'Arabie saoudite, soit deux principaux bailleurs de fond du terrorisme salafite wahhabite en guerre en Syrie qui monopolise les analyses : or le site d'information National Interest fait en trer en scène un troisième protagoniste qui ne fait pas parler de lui, le Koweït. L'opposition koweïtienne, salafite jusqu'à la moelle, se démène depuis 2011 pour collecter des fonds à l'intention des terroristes en guerre contre Assad. Des millions de dinars koweïtiens ont été ainsi collectés puis envoyés en Turquie et en Jordanie avant d'intégrer le circuit de financement des terroristes. Le ministre koweïtien des AE a d'ailleurs trouvé le mot qui " convient" pour justifier ce soutien aux terroristes : " *les koweïtiens sont disponibles pour porter toute aide humanitaire aux Syriens qu'ils soient à l'Etranger ou à l'intérieur du pays*".

A la différence du Qatar et de l'Arabie saoudite, le Koweït agit en toute indépendance dans le dossier syrien! le Koweït n'est pas entré en connexion avec les Américains ou les turcs pour financer les terroristes. c'est via les personnalités parlementaires et au nom de l'opposition à l'occident que le Koweït finance le terrorisme. La grande campagne de collecte de fond lancée par un groupe de députés salafites koweïtiens joue d'ailleurs un rôle singulier et finance 12000 terroristes salafites en guerre en Syrie. Docteur Walid Tabatabaï est l'un de ces députés qui pense depuis peu d'envoyer des missiles anti aériens au lieu d'argent. L'aide koweïtienne à la prolongation de l'effusion du sang en Syrie s'effectue par des canaux officiels, chose singulière dans la mesure où l'Arabie saoudite et le Qatar aident les terroristes syriens en parfaite coordination avec la Turquie, la France, la Grande Bretagne, les Etats Unis, la Jordanie. Qui sont les principaux clients des Koweïtiens? Al Nosra, Ahrar al Caam; Al Qaida absorbent le gros des aides financières koweïtiennes pas si pacifique que cela l'émir koweïtien! french.irib.ir 20.07

ECONOMIE

France

C'est une pratique méconnue que le sénateur Jean Arthuis met en lumière : les 5 groupes de grande distribution français pratiquent l'évasion fiscale. Selon le sénateur UDI de la Mayenne, Leclerc, Carrefour, Système U, Auchan, et Intermarché prendraient en effet une commission aux industriels qui veulent vendre dans ces enseignes.

La procédure serait bien rodée. Quand un industriel français vend ses produits à un groupe de grande distribution français, il serait obligé de verser à ce groupe une commission de 2 à 5% du montant de la vente. Officiellement, cette somme servirait au développement de la coopération internationale entre l'industriel et la grande surface, mais en réalité, derrière cette procédure se cacherait de l'évasion fiscale. Les enseignes de grande distribution, elles, nient tout en bloc.

Le sénateur propose donc de rendre transparent ces opérations et d'obliger les groupes de grande distribution à rapatrier les sommes en France dans un amendement déposé dans la loi sur la fraude fiscale, en débat au Sénat ce mercredi. « *Je voudrais que l'on brise l'omerta* », demande Jean Arthuis sur RMC. « *Ces contributions perçues par les groupes hors du territoire national seront réintégrées dans les bénéfices imposés ici en France. Il suffit d'aller voir chez les fournisseurs ce que sont ces factures, à qui elles sont payées, et au profit de quels groupes. Or, les sommes en cause, ce sont entre 2 et 4 milliards qui sortent du territoire national, alors même que les fournitures, depuis un site industriel français, sont livrées sur un lieu de vente en France* ». (source RMC - .wikistrike.com 19.07

[Haut de page ↗](#)

Le 23 juillet 2013

CAUSERIE

Il semblerait à la lecture de nouveaux articles sur la situation en Egypte et son développement, que j'aurais commis une erreur d'appréciation ces derniers jours sur les forces qui soutiennent les Frères musulmans ou qu'ils parviennent à mobiliser, dont acte. J'y reviendrai demain, je n'ai plus le temps aujourd'hui.

Dans cette causerie on aborde une nouvelle polémique, un terrain pourri comme l'on dit, mais nous ne nous défilons pas,

j'expère seulement avoir interprété correctement les données que j'ai récoltées dans une dizaine d'articles. J'ai horreur du mensonge, tout autant l'hypocrisie et la lâcheté.

ACTUALITE EN TITRES

Un record largement sous-estimé !

- 68.569 détenus au 1er juillet en France, un nouveau record AFP
- Marseille: un mort dans un nouveau règlement de comptes à la Kalachnikov - L'Express.fr
- Marseille : poignardé pour avoir refusé de donner une cigarette - LePoint.fr
- Paris: un homme poignardé à quatre reprises pour avoir klaxonné au feu rouge - L'Express.fr

Domage, ils deviennent plus bavards en prison !

- Patrimoine des députés: plus de prison en cas de divulgation - AFP

Le pouvoir de la dette.

- La dette publique dépasse 160% du PIB en Grèce, 130% en Italie - AFP
- Portugal: le gouvernement garde le cap de l'austérité - AFP
- Portugal: bonne réaction des marchés à la stabilisation politique - AFP

Les syndicats des entreprises d'armement doivent s'en réjouir.

- France: les exportations d'armement en forte baisse - AFP
- La France signe un contrat militaire de 700 millions avec Abou Dhabi - L'Expansion.com

Suite. Grâciée, mais coupable !

- Dubaï : coupable d'avoir été violée, mais finalement grâciée - euronews.com
-

ACTUALITÉ DU JOUR

Formidable instrumentalisation des masses.

Je précise que j'ai écrit cet article à partir des éléments en ma possession qui y figurent. Ils datent d'hier après-midi au plus tard, décalage horaire oblige.

Sur la base d'un article de presse relatant de manière incomplète ou partielle des faits manifestement tronqués, rendant compte sciemment de façon déformée la réalité, la présomption d'innocence a été refusée au maire de Cholet (UDI) qui a littéralement été exécuté par les procureurs généraux qui concourent à transformer la France en une dictature.

Les faits.

Des gens du voyage s'installe illégalement sur un terrain de la commune de Cholet. Le maire leur rend visite pour leur notifier qu'ils vont devoir déménager conformément à la loi, ils l'accueillent en lui faisant le salut nazi. Donc, ils l'ont comparé à Hitler ou aux nazis ou l'ont traité de la même manière.

Le maire de Cholet ne répond pas à cette provocation ou insulte ignoble.

Accompagné de plusieurs personnes dont des journalistes, il va tenir un discours à voix basse qui tombera dans l'oreille d'un des deux journalistes présents qui va ensuite se livrer au montage infâme qui est à l'origine de cette polémique.

- L'élu a expliqué avoir marmonné, dans le campement, «*que si c'était Hitler, il les tuerait ici, l'air de dire ils ont de la chance que je ne sois pas Hitler*». «*Le journaliste se rapproche, dit "quoi? Hitler en a pas tué assez?" Je répète sa phrase étonné et j'embraye après. Tout ça est un montage scandaleux*», a poursuivi le député-maire.

Le rédacteur en chef du Courrier de l'Ouest, Bruno Geoffroy, précise que M. Bourdouleix a expliqué avoir dit que "*malheureusement, Hitler, il les tuerait ici*". "*Je ne dis pas qu'il aurait bien fait, je dis seulement que, quelque part, ils ont de la chance, personne ne va les tuer*", a-t-il ajouté.

«*Ce n'est pas moi qui ai fait référence à Hitler, ce sont les gens du voyage qui m'ont traité d'Hitler en me faisant le signe nazi*», a également assuré Gilles Bourdouleix. «*On traite un élu d'Hitler, ça ne choque personne, ni M. Borloo ni personne*», a-t-il regretté. Il a indiqué qu'il maintenait sa plainte contre le journal pour diffamation, atteinte à l'honneur et à l'image.

Qualifiant l'enregistrement de «*règlement de compte*», l'élu a expliqué que le journaliste, après coup, «*a bidouillé un enregistrement*», dans lequel il y a «*des coupures*», «*en me faisant dire des propos que lui-même venait de me dire et que j'ai répétés, étonné, qui ne correspondaient pas à ce que j'avais dit*», a assuré Gilles Bourdouleix ce lundi en milieu d'après-midi.

«*J'ai le témoignage enregistré d'un autre journaliste du Courrier de l'Ouest qui m'a dit que c'était un bidouillage de sa rédaction en chef qui avait voulu me nuire*», a-t-il également indiqué, sans vouloir communiquer cet enregistrement. 20minutes.fr 22.07

En résumé, il se fait traiter de nazi, il répond que par chance pour eux il n'est pas nazi, mais que par contre s'il l'avait été il les aurait fait excécuter, cela va de soi puisque les nazis ont liquidé quelque 200.000 tziganes. Pas de quoi fouetter un chat, sauf pour une saloperie de journaliste ou son patron. On apprendra par l'AFP que le Courrier de l'Ouest a perdu plusieurs procès contre Gilles Bourdouleix qui dénonce un "*règlement de compte*", c'est possible, peu importe.

Questions.

Où a-t-il dérapé ? Nulle part.

A-t-il manifesté son soutien aux méthodes nazis ? En aucune façon.

Est-il à l'origine de la référence aux nazis ? Absolument pas.

Mieux, il a réagi à juste titre en s'estimant insulté d'être comparé aux nazis, de ce fait il a été déclaré coupable pour avoir été la victime d'une insulte insupportable et avoir osé s'insurger contre cet outrage immonde !

En remontant plus loin, c'est cette loi, c'est le législateur qui a été traité de nazi, le maire de Cholet agissant uniquement en son nom, il n'a fait qu'agir conformément à sa fonction ou son mandat d'élu municipal ou représentant de l'Etat. C'est donc l'Etat, le législateur, la loi et en dernier lieu celui qui les représente qu'ils ont traité de nazi.

Pouquoi c'est extrêmement grave ? Parce que nous ne vivons pas sous un régime nazi et cet amalgame contribue à banaliser le nazisme. Que tout ce que compte le pays d'ignares, de vermines, de parasites, de gauchistes prennent partie contre ce maire et légitimement du même coup cet amalgame ne tient pas du hasard, à l'heure ou la dictature de l'UE est en passe de franchir une nouvelle étape (décisive) avec la réalisation du marché unique transatlantique Etats-Unis-Union européenne.

Donc c'est lui qui va être lynché par tout ce compte le pays d'illusionnistes, de charlatans, de faussaires, de professionnels de la manipulation et de l'instrumentation des faits qui se prétendent démocrates, républicains, anticapitalistes, révolutionnaires, socialistes ou communistes, anarchistes et qui n'ont de cesse de fournir des arguments à l'extrême droite parce que cela sert finalement leurs intérêts. Comment cela ? Mais voyons parce qu'ils sont tous liés au régime, c'est lui qui les nourrit, y compris les charognards en l'occurrence !

La gauche et l'extrême gauche, les gauchistes, ne peuvent se donner bonne conscience ou tirer profit de leur combat politique contre le régime en place puisqu'en réalité ils le soutiennent de la pire des façons en spéculant sur les décombres de la démocratie qu'ils contribuent chaque jour un peu plus à démolir, ils ont la même mentalité que les détrousseurs de cadavres, contrairement à nous qui refusons tout compromis avec le régime et qui profitons de toutes les atteintes à la démocratie dans ce pays pour affirmer la nécessité de rompre avec le capitalisme et les institutions de la Ve République, la totalité des institutions financières et politiques du capital, ce que sont incapable d'envisager tous ces partis corrompus ou

contre-révolutionnaires, antisocialistes. Ils sont en train de creuser notre tombe, celle du mouvement ouvrier...

La méthode de la victimisation employée par les représentants des gens du voyage est odieuse, elle doit s'inspirer des sionistes qui se servent de la Shoah pour mener leur guerre contre les Palestiniens, contre le peuple syrien combattant pour le maintien de sa souveraineté, pour légitimer leur politique impérialiste à travers le monde au nom des intérêts du peuple juif dont ils sont en réalité les bourreaux.

Les représentants des gens du voyage pratiquent la provocation pour justifier leur statut au sein de leur communauté ou le faire valoir auprès des autorités, sans se soucier des difficultés inutiles qu'ils vont contribuer à créer à leur communauté et qu'ils vont pouvoir exploiter par la suite. Ils se posent en défenseur de leurs droits qu'ils décrètent supérieurs à ceux du pays dans lequel ils séjournent, exposant leur communauté à la vindicte publique et à la répression, à des poursuites judiciaires.

De son côté, l'extrême droite va une nouvelle fois pouvoir se poser en défenseur de la loi, de la République, de l'Etat, du peuple, en dernier recours pour faire respecter le droit, une fois le maire dépossédé de ce droit par ceux qui font la courte échelle au FN, ainsi la boucle de la pire réaction est bouclée.

Ce qui concourt à faire monter l'intolérance et le racisme en France parmi la population, ce n'est pas seulement la crise sociale, mais la discriminalisation qui est pratiquée systématiquement par les représentants de l'Etat et leurs larbins de gauche et d'extrême gauche en faveur de minorités, au détriment des droits de la majorité qui sont bafoués ou relégués au second plan.

Du coup la majorité se dit victime d'une injustice, car elle ne comprend pas de quel droit un traitement de faveur serait accordé à des minorités alors que personne n'accorde d'attention à ses problèmes, elle va en rendre responsable ces minorités à défaut de pouvoir se retourner contre l'Etat et l'engrenage qui va conduire à des actes d'intolérance ou cariste est mis en route.

J'ai deux exemples qui me concernent directement à vous proposer. Je vis en Inde comme vous le savez, il arrive parfois, assez souvent même, que lorsque je me rends dans un bureau de l'administration des employés m'apercevant faisant la queue comme tout le monde me font signe de les rejoindre pour traiter mon cas avant tous les Indiens qui attendent leur tour patiemment, évidemment je refuse, je dois être traité comme n'importe qui, je refuse un traitement de faveur et puis quoi encore, il faudrait avoir une mentalité de colon pour accepter et ce n'est pas mon cas. Chez bien des commerçants le même scénario se produit, je refuse à chaque fois et j'attends mon tour.

Quand mon épouse est retournée en France et a été opérée du coeur, les services sociaux d'Aubagne l'ont prise en charge et en quelques semaines ils lui ont procuré une HLM. J'ai été scandalisé, j'ai sermonné mon épouse, je lui ai dit ceci en substance : tu te rends compte de ce que tu as fait, il y a des gens qui attendent une HLM depuis des années et toi tu débarques et tu passes devant tout le monde, ce n'est pas normal, je comprends ta situation, mais tu dois aussi comprendre pourquoi les gens deviennent racistes car tu as bénéficié d'un traitement de faveur qui leur est refusé, ils ont de quoi être mécontents ou très en colère.

Cela fait près de 20 ans que je vis à Pondichéry, jamais je n'ai fait l'objet d'un contrôle d'identité, y compris quand je conduis ma moto alors que les frics procèdent tous les jours à des vérifications, permis de conduire, assurance, etc. d'ailleurs c'est bien simple, quand je sors je n'ai aucun papier sur moi ! Je suis Blanc, donc je suis réputé être au-dessus des Noirs ou des Indiens, un VIP pour un peu, c'est dingue. J'en ai discuté avec des Indiens, en leur disant que ce n'était pas normal, ils m'ont répondu que j'avais de la chance, oui, d'une certaine manière, mais c'est injuste et cela je ne peux pas le revendiquer car j'ai une conscience.

A qui profite le crime ?

Qui peut croire un seul instant que *Le Figaro* serait animé par des bonnes intentions envers les opprimés ou les plus faibles dans la société ? Est-ce un hasard s'il participe à ce concert de bonne conscience à cent balles ? Qui peut le croire franchement à part les naïfs ou les ignorants ou ceux qui y ont intérêt également ?

- Un maire évoque Hitler face à la présence de gens du voyage - LeFigaro.fr

Pour finir quelques réactions bien intentionnées commentées.

Le préfet du Maine-et-Loire, à la demande du ministre de l'Intérieur, va saisir le procureur de la République pour apologie de crime contre l'Humanité après les propos de Gilles Bourdoleix sur les gens du voyage, a annoncé la préfecture lundi soir dans un communiqué.

"*Quelles que soient les provocations bien réelles et inacceptables dont a été victime le député-maire de Cholet, rien ne justifie pour autant les propos qui auraient été apparemment tenus par ce dernier à en croire le son mis en ligne par Le Courrier de l'Ouest*", explique Jean-Louis Borloo dans un communiqué.

Le député Jean-Christophe Lagarde, secrétaire général de l'UDI et porte-parole du groupe à l'Assemblée nationale avait

demandé l'exclusion de l'édile sur Twitter : La seule sanction possible est l'exclusion de l'UDI qui devra être adoptée lors du Comité Exécutif de mercredi prochain!

(Vous aurez noté que Borloo a utilisé le conditionnel pour la forme uniquement, car le sort de cet adhérent de son parti est déjà scellé. Ils ne prendront pas la peine de procéder à une vérification ou une confrontation, non, inutile puisqu'ils ont décidé de couvrir cette opération frauduleuse. - ndlr)

Le président de l'Assemblée nationale, Claude Bartolone (PS), a déclaré sur son blog : *"Les mots employés par Monsieur Bourdouleix sont abjects et insoutenables. Ils font mal à la France, sont une insulte à notre Histoire et une violence à l'égard de nos valeurs communes. La parole d'un député de la Nation est libre, mais elle n'en est pas moins sacrée. Au nom de la Représentation nationale, je condamne cette outrance avec la plus grande fermeté"*.

(Votre "Histoire" parlons-en : détruire le pays et transformer le prolétariat en chair à canon pour permettre au capitalisme de surmonter provisoirement une crise au profit des banquiers qui s'enrichiront encore plus et qui imposeront leur loi au lendemain de la Seconde Guerre mondiale... - ndlr)

Le ministre délégué auprès des Anciens combattants, Kader Arif, a exprimé de son côté sa "plus profonde indignation". *"Au lendemain de la Journée nationale à la mémoire des victimes des crimes racistes et antisémites de l'État français et d'hommage aux 'Justes' de France, cette déclaration affligeante revêt un caractère d'autant plus consternant"*, a considéré Kadir, dans un communiqué. A ses yeux, *"ces paroles viennent nous rappeler la nécessité de lutter au quotidien contre la banalisation des idées porteuses de haine et doivent nous inciter à poursuivre inlassablement le travail de mémoire et de vérité pour dire ce que fut la barbarie nazie"*.

(Elle fut financée par les banquiers sionistes que vous soutenez aujourd'hui, les pires racistes et antisémites qui soient ! - ndlr)

David Assouline, porte-parole du Parti socialiste, s'est dit pour sa part "atterré" lors d'une conférence de presse. *"Toutes les limites sont dépassées encore une fois. Je fais un appel à toutes les forces républicaines de notre pays, à la responsabilité et à la lutte implacable pour défendre les valeurs de la République en toutes circonstances. Quelles que soient les difficultés auxquelles est confronté notre pays, il y a des idéologies avec lesquelles on ne peut faire aucun compromis, aucune concession, où il ne peut y avoir aucun laisser-aller d'aucun responsable politique"*, a plaidé le porte-parole du PS.

(Très très fort, alors que c'est ce maire qui a défendu les valeurs de la République contre ceux qui les piétinent, le PS en tête ! - ndlr)

Les Jeunes socialistes se sont déclarés *"horriés par les propos nauséabonds tenus par le député-maire UDI de Cholet Gilles Bourdouleix. [...] C'est la plus abjecte des déclarations qui montre encore une fois la porosité de la droite à l'héritage raciste de l'extrême droite"*, déclarent-ils dans un communiqué. *"L'UDI n'a aucune leçon à donner en matière d'exemplarité et suit le chemin de l'extrême droitisation emprunté par l'UMP ces dernières années. Nous appelons Jean-Louis Borloo à exclure immédiatement cet élu de son parti"*, concluaient-ils.

(Quand on sait que dans le passé le PS n'a cessé de frayer la voie au fascisme ou à la dictature en Europe ou en Amérique latine notamment au XXe siècle, rappelons que le Front populaire de Blum avait opté pour la dictature militaire de Pinochet au détriment du socialisme. - ndlr)

Yann Galut, député PS du Cher, avait pour sa part estimé que *"les dérapages successifs d'une partie grandissante de la droite, sous l'emprise de la ligne Buisson, gagnent du terrain jusqu'au sein de l'UDI. Au regard de la gravité des propos tenus par cet élu dans le cadre de ses fonctions, Yann Galut demande au procureur de la République d'étudier la possibilité d'engager des poursuites judiciaires à son encontre"*.

(Si on devait juger tous les crimes ou les complicités de crime commis ou à mettre à l'actif du PS et les sections de l'Internationale socialiste depuis un siècle, il y aurait de quoi teinter en brun tous les océans de la planète ! - ndlr)

Martine Billard, coprésidente du Parti de Gauche (PG), a également demandé *"des poursuites judiciaires pour apologie de crimes contre l'humanité"* : *"Dans l'escalade contre les gens du voyage menée par la droite de ce pays, il vient d'atteindre le comble de l'horreur. Un élu qui, indirectement, appelle à l'extermination d'êtres humains n'est pas digne de les représenter dans un mandat électif"*, écrit Martine Billard dans un communiqué.

Le Parti de Gauche *"appelle la ministre de la Justice à immédiatement engager des poursuites judiciaires pour apologie de crimes contre l'humanité, souhaite que la justice soit rendue le plus vite possible et que Gilles Bourdouleix soit frappé d'inéligibilité"*, ajoute la coprésidente du PG. *"En attendant, la moindre des choses serait qu'il démissionne de ses mandats d'élu"*, juge-t-elle.

(Une justice arbitraire, expéditive, un tribunal d'exception digne d'une dictature militaire, voilà ce que réclame cette pourriture. Ce

maire n'a pas "*indirectement, (appelé) à l'extermination d'êtres humains*", vous ne savez pas lire, vous déformez sciemment les faits pour vous faire passer de gauche, alors qu'en temps normal c'est bien de droite que vous êtes, vous venez d'ailleurs de le confirmer magistralement en vous en remettant à l'ONU pour régler la question syrienne. Qu'elles nous permettent tout de même de ne pas considérer les responsables nazis comme des "*êtres humains*" méritant de vivre. Quelle horreur ces gens-là ! - ndlr)

Les associations réagissent également. L'Egam (European Grassroots Antiracist Movement), en lien avec l'Union Française des Associations Tsiganes (UFAT), a ainsi annoncé son intention de porter plainte contre Gilles Bourdouleix. "*Ces propos résonnent comme une réponse à l'appel à la haine lancé contre les gens du voyage par le maire de Nice Christian Estrosi. Les discours de haine de la part d'élus de la République [...] à l'encontre des gens du voyage se multiplient depuis les déclarations de Jean-Marie Le Pen à Nice contre les Roms étrangers il y a quelques semaines. L'extrême droite a ainsi ouvert une nouvelle 'saison en enfer'.*" Le Nouvel Observateur avec AFP 22.07

(Il a bien fait de l'ouvrir celui-là, Estrosi lui a déjà répondu et on se marre à en tomber à la renverse ! - ndlr)

Le député-maire de Nice, Christian Estrosi (UMP), qui avait suscité une polémique récemment sur les tziganes, a qualifié de "*haïssables*" les propos du maire de Cholet. "*Je les condamne avec la plus grande fermeté. Ils constituent une insulte à l'esprit de la République et font offense aux victimes du nazisme auxquelles la Nation doit le devoir sacré de mémoire*", a-t-il dit dans un communiqué. AFP 22.07

Vous avez été excellent monsieur Estrosi, non vraiment, car grâce à vous et sans le vouloir évidemment, il ressort clairement ici que nous sommes en présence d'une machination contre la démocratie et la République.

Machination qui déborde bien au-delà des frontières de la France quand il fait référence aux "*victimes du nazisme*", frontières qui n'existent pour ainsi dire plus au profit de l'Union européenne, où justement les mouvements nazis ont pignon sur rue, en Allemagne, en Autriche, aux Pays-Bas, en Grande-Bretagne, en Grèce notamment ou encore dans les pays baltes, tous les peuples et non une couche de la population de l'UE faisant face à une menace totalitaire plus insidieuse qui les verra bientôt démunis de tout droit social et politique, réussissant là où justement les nazis avaient échoués, nazis qui dans les années 30 paraient dans les rues de New York, tout rapprochement en 2013 avec les intentions affichées ou la politique de l'Union européenne, du FMI ou de l'impérialisme américain étant particulièrement malvenu, devant être écarté et condamné "*avec la plus grande fermeté*".

[Après la Syrie, au tour du Liban. \(suite\)](#)

Le gouvernement libanais n'a pas été entendu. Ces derniers jours, il avait prévenu l'Union européenne des conséquences politiques d'une inscription du bras armé du Hezbollah sur sa liste des organisations terroristes. Le mouvement chiite joue en effet un rôle de premier plan au sein du gouvernement. "*Cela va affecter malheureusement tout le peuple libanais, réagit Sami Jemayel, député du groupe Phalange. Nous allons tous payer le prix car le Hezbollah est impliqué dans la politique régionale et nationale du Liban*".

Placer la branche armée du Hezbollah sur liste noire, cela signifie geler ses actifs pour perturber son financement. Mais vouloir, dans le même temps, continuer à dialoguer avec ses responsables politiques apparaît illusoire. "*Cette décision ne va pas affecter la résistance, car elle s'exerce sur le territoire libanais et non en Europe, estime Walid Sukkarieh, député du Hezbollah. Nous ne sommes pas un groupe terroriste qui agit en Europe, d'ailleurs le terrorisme est condamné par la religion. Les Européens vont ainsi pousser les partisans du Hezbollah à la confrontation au Liban et dans toute la région*". Le Liban est de plus en plus déstabilisé par l'implication du Hezbollah dans le conflit voisin en Syrie. euronews.com 22.07

Rappel

Le ministre bulgare des Affaires étrangères, Kristian Vigenine, a déclaré que son pays ne tenait aucune preuve certaine de l'implication du Hezbollah dans l'attentat contre un autobus israélien à Burgas.

Selon le ministre, cette affaire ne saurait fonder l'inscription par l'Union européenne du Hezbollah sur la liste des organisations terroristes. (Réseau Voltaire 07.06.13)

[INFOS EN BREF](#)

[POLITIQUE](#)

1- Etats-Unis

Jeune musulmane de 21 ans, Sadia Saifuddin vient d'être nommée représentante des étudiants de l'Université de Berkeley, en Californie. Cette nomination lui permettra de participer aux discussions concernant la vie des étudiants de l'une des plus grandes et prestigieuses universités au monde.

C'est la première fois qu'une musulmane, qui plus est, voilée a été nommée par le Conseil. " *Ma foi est une grande partie de ma vie. Ce que j'aime le plus dans l'islam, c'est qu'il prêche la tolérance et l'amour (...)* » avait-elle affirmé pour le quotidien Los Angeles Times.

Cependant, une polémique est née suite à cette nomination, non pas en raison de son hijab mais pour son engagement pro palestinien et sa position pour le boycott anti-Israël. En effet, des associations et des membres de la communauté juive ont dénoncé le choix de cette étudiante en raison de son soutien au boycott d'Israël. Ces derniers lui reprochent entre autre son soutien à un projet de loi pour le désinvestissement d'entreprises israéliennes qui soutiennent l'occupation des territoires palestiniens.

Autrement dit, la crainte avancée par certains est notamment qu'elle ne puisse pas représenter tous les étudiants. Mais son militantisme pro palestinien, son combat contre une colonisation illégale, n'a rien à voir avec sa fonction de représentante pour défendre les droits des étudiants de son Université. Elle avait d'ailleurs affirmé sa détermination à représenter le corps étudiant dans sa totalité.

Une telle nomination en France susciterait sans doute un tollé, en raison du port du hijab... Nous sommes encore loin d'un tel niveau de tolérance, et d'ouverture d'esprit, et l'enjeu aujourd'hui est déjà que les droits des femmes musulmanes en tant que citoyenne soient respectés. french.trib.ir 22.07

Il est bien écrit à plusieurs reprises qu'elle a été "*nommée*" et non élue par les étudiants ou alors la traduction en français est mauvaise..

2- Turquie

Alors que les dernières informations font état de la poursuite des négociations de paix entre le PKK et la Turquie, un journal turc confirme que le groupuscule terroriste (sans doute exhorté par les USA?) envisage de créer un commandement unifié non seulement pour faire face à la Turquie mais aussi pour guerroyer contre l'Irak, l'Iran et la Syrie. C'est le journal Melliyat qui rapporte cette information. Le conseil du congrès du PKK affirme au cours de sa récente réunion qu'il n'y a aucun changement dans les objectifs militaires du PKK. Les mesures prises vont s'étendre au-delà des frontières turques : les quatre branches du PKK, celle opérant en Turquie, en Irak, en Syrie et en Iran devront coordonner leurs démarches. Le PKK devra également coordonner son action avec le parti des kurdes de Syrie. Il est faux de croire que l'action du PKK se réduit aux montagnes de Qandil, Qandil est le centcom de futures opérations qui devront être lancées contre l'Iran, l'Irak, la Turquie et la Syrie. La guerre des "*Kurdes*" se déroulera donc sur quatre fronts :

1 - Le centcom de Qandil devra accorder sa priorité à la Syrie où il vient de réclamer un gouvernement autonome aux dépens de l'Etat syrien et des Nosratistes qui contrôlaient les régions du nord syrien

2 - Le gouvernement kurde d'Irak est plus proche de toutes les autres entités de l'indépendance. Le PKK est soutenu par le gouvernement de Barzani et les Etats Unis évidemment et il est extrêmement actif dans cette région.

3 - Pour le moment, le PKK n'envisage pas de mener une action guerrière contre l'Iran car il lui semble difficile de pouvoir mener la guerre sur quatre fronts

4 - En Turquie, le dialogue du PKK avec Ankara se poursuit via Ocalan. Là le PKK envisage, en profitant de l'atmosphère apaisé du moment, pour créer un gouvernement parallèle. En Turquie, le PKK préserve ses forces en état d'alerte tout en faisant croire à l'opinion qu'il s'agit d'une armée unie et performante. french.trib.ir 22.07

[Haut de page ↗](#)

Le 24 juillet 2013

CAUSERIE

En raison de l'actualité en France, j'ai laissé de côté les infos en bref, rien d'important. Pas le temps de revenir sur la situation en Egypte qui demeure bloquée. Voilà le début d'un article inachevé que j'avais rédigé le 21.

Les Frères musulmans parviennent à mobiliser plus massivement, parce que le gouvernement provisoire soutenu par les opposants à Morsi s'avère incapable de répondre positivement aux revendications sociales immédiates des masses.

Les Frères musulmans peuvent avancer qu'ils n'ont pas pu répondre aux demandes du peuple égyptien à cause de l'armée et se faire passer ainsi pour des opposants au régime placé sous la tutelle des militaires, tandis que les opposants à Morsi se retrouvent flanqués de l'armée et d'un gouvernement d'économistes à la solde de Washington, ce qui les décrédibilise aux yeux de larges masses qui ne soutiennent pas pour autant l'idéologie des Frères musulmans mais peuvent être tentées de les rejoindre temporairement.

Il est clair que les deux camps ne peuvent pas se passer de l'armée et ne compte pas s'en passer, la seule porte de sortie provisoire qui se présente au gouvernement serait de lâcher du lest sur le plan social, ce qui permettrait de couper l'herbe sous le pied des Frères musulmans dans l'attente des prochaines élections, or les bailleurs de fonds de l'Egypte y sont farouchement opposés jusqu'à présent, ou alors il faudrait que le gouvernement reprenne en main des pans entiers de l'économie qui lui échappent et renationalise une partie de l'économie et laisse filer la dette.

Autre chose.

Je mettrai de nouveaux articles en ligne ce soir.

Le serveur de la société qui héberge notre portail a été attaqué, j'ai appris cela hier soir par courriel.

Ovh - Bonjour,

Récemment, nous avons relevé un incident de sécurité sur notre réseau interne au siège social d'Ovh.

Nous avons immédiatement sécurisé et enquêté sur l'incident. Nous avons relevé que la base de données des clients Europe aurait pu être illégalement copiée. Cette base comporte les données suivantes : le nom, le prénom, le nic, l'adresse, la ville, le pays, le téléphone, le fax et le mot de passe chiffré. Les informations sur les cartes bancaires ne sont pas concernées puisqu'elles ne sont pas stockées par OVH.

Même si le chiffrement du mot de passe de votre identifiant est très fort, nous vous conseillons de changer le mot de passe dans les plus brefs délais.

C'est fait depuis 2h ce matin. La NSA ou MI6 s'active apparemment !

Par sécurité, j'ai sauvegardé l'intégralité du site sur un second ordinateur et deux clés USB. Je fais une mise à jour régulièrement.

Passons à notre sujet du jour, la suite d'hier.

L'accélération de la déliquescence de la société et les polémiques à répétition des dernières semaines m'ont conduit à téléphoner en France à une personne de confiance que je connais très bien, pour vérifier auprès d'elle que je comprenais bien ce qui était en train de se passer. Chaque fois nous discutons pendant une heure.

Ce qu'elle m'a raconté tiré de sa propre expérience ou de ses proches m'a beaucoup peiné, car je me suis rendu compte que la situation était bien pire que ce que je m'étais imaginé et que personne n'était épargnée. Quelques exemples brièvement.

Ma fille institutrice a été traitée de raciste par une élève de sa classe en école primaire l'année dernière, pour avoir osé lui faire une remarque, elle était issue de l'immigration, alors que ma fille vit avec un Réunionnais depuis 17 ans et qu'ils ont eu ensemble une fille qui a aujourd'hui trois ans, mon adorable petite-fille.

Une autre fois en rendant visite à sa mère qui habitait à l'époque au Mirail à Toulouse, elle sort de sa voiture et se fait canarder avec des pommes de terre et des oeufs pourris et traitée de sale raciste. Sa mère m'a appris cela hier soir au téléphone ou plutôt ce matin, il était plus d'une heure et je n'en ai pas fermé l'oeil de la nuit.

Déjà un jour son compagnon s'était fait agresser par deux maghrébins alors qu'il se trouvait au volant de sa voiture ; arrêté à un feu rouge, ils ont ouvert sa portière et lui ont cogné dessus soi-disant qu'il leur aurait fait une queue de poisson, il a eu plusieurs points de sutures, il m'avait raconté cette histoire quand je leur avais rendu visite en 2002 et j'en avais été bouleversé.

Depuis la situation n'a fait qu'empirer dans des proportions alarmantes dont ne rendent pas compte les partis ouvriers à la solde

du régime ou qui ne tiennent pas à regarder la réalité en face. Leur attitude est complètement irresponsable et ne nous surprend pas vraiment, elle confirme leur désertion ou capitulation politique. Ils préfèrent laisser leurs militants démunis face à cette situation, il nous incombe donc de combler cette lacune.

Il y a quelques décennies déjà je prévoyais qu'un jour la France deviendrait un pays aussi insupportable que les Etats-Unis, le modèle de Sarkozy et Hollande, nous y sommes. On pourrait ajouter pour compléter le tableau qu'elle pourrait ressembler un jour à l'Egypte et nous n'en sommes plus très loin. L'enfer, quoi !

On ne manquera pas de saluer au passage nos dirigeants qui ont fait un super boulot depuis 70 ans, merci pour tout. Eh oui, il ne faut oublier personne, ils pourraient se vexer, ils sont très susceptibles vous savez ! Continuez ainsi, vous tenez le bon bout.

Comment ils liquident la civilisation humaine .(suite)

Quand un blanc relate sa version des faits, forcément il la déforme, il est raciste,

Quand un policier relate sa version des faits, forcément il ment,

Quand un maire relate sa version des faits, forcément il fabule,

Quand un ministre relate sa version des faits, forcément il a intérêt à mentir.

Par contre quand un jeune, islamiste, voyou ou délinquant de préférence donne sa version des faits, c'est forcément la vérité,

Quand un noir, un arabe, un maghrébin, un asiatique, un musulman, un juif, etc. donne sa version des faits, c'est la vérité divine qui sort de sa bouche,

Quand un témoin de sa connaissance ou de son quartier donne sa version des faits, il ne peut que dire vrai,

Quand sa mère ou ses parents donne leur version, c'est impossible qu'ils mentent,

Quand un membre d'une association fournit sa version des faits, c'est indiscutablement la vérité.

Quand un juge ou un jury rend la justice, le droit ou la justice est forcément respecté.

Ne vous marrez pas, on ne compte plus dans le mouvement ouvrier le nombre de crétins finis pour rester poli qui se satisfont très bien de ces rapports, ils appartiennent à cette espèce au cerveau atrophié ou rétréci qui sont totalement incapable de penser, de réfléchir, de se poser des questions, de faire preuve de la moindre curiosité et qui sont dénués de tout esprit libre ou critique. On est excédé.

Je ne sais pas si l'on doit rester poli avec des bac +5 ou 7, parfois -5, on aurait plutôt envie de dire de sacrés demeurés, tartufes égocentriques, dangereux mégalomanes, psychopathes aventuriers, car ce sont eux qui nous pourrissent la vie en réalité, qui font obstacle à la construction du parti en se comportant en fossoyeurs du socialisme en son nom, ils n'ont décidément rien à envier au PS sur ce plan-là. On va se lâcher parce que nous n'avons plus rien à perdre, préserver ces gens-là de nos critiques les plus acerbes serait un crime et on pourrait nous le reprocher plus tard.

Avant de continuer je vais encore me justifier, cela ne me gêne pas, je n'ai rien à cacher à personne, plus transparent tu meurs comme disent les jeunes !

Personne osera m'accuser de me placer systématiquement du côté de la police ou du régime que je vomis quotidiennement contrairement à mes adversaires qui en vivent très bien apparemment ou s'en accommodent. Autrefois mes potes voyous, tous ou presque originaires d'Algérie, il y a plus de 40 ans, s'étaient faits tatouer trois points entre le pouce et l'index signifiant mort aux vaches, aux flics quoi, je m'en souviens encore parce qu'ils en étaient fiers et l'assumaient bien que cela leur valait de se faire tabasser par les poulets quand ils se retrouvaient au poste, ce qui arrivait relativement souvent.

Et bien voyez-vous, en y repensant si longtemps après, ce qui m'inspire encore du respect chez eux, c'est leur courage, et non leur comportement délectueux évidemment. Et ce qui me dégoûte le plus chez certains parmi nous, c'est ce manque de courage, cette incapacité d'assumer ses positions, préférant se ranger au côté de la pensée unique qui est en train de liquider ce qui reste de démocratie ou de valeurs républicaines dans cette société que nous haïssons tant par ailleurs, sauf que nous, nous ne confondons pas tout, nous sommes encore capable de faire la part des choses.

On pourrait en profiter pour remettre les choses à leurs places et reconnaître que le combat que mènent le POI et le M'PEP, même si je ne partage pas leur orientation politique, a plus de valeur pour la cause que nous défendons que celui de tous les autres partis ou formations politiques réunis qui naviguent à la dérive entre dogmatisme et gauchisme.

Il est vrai qu'il m'est arrivé encore récemment de soutenir le contraire dans un contexte différent, mais là face à une instrumentalisation généralisée de nos valeurs pour les détruire orchestrée par le gouvernement et le PS assistés de leurs larbins de gauche et d'extrême gauche et qui trouvent évidemment des alliés naturels dans le parti de l'ordre et les partis qui gravitent autour, cette mise au point s'imposait et n'a rien d'opportuniste. Maintenant cela ne signifie pas pour autant que je soutiendrais les positions adoptées par le POI ou le M'PEP concernant les dernières polémiques en date, ils se pourraient bien d'ailleurs qu'ils s'abstiennent de toute réaction ou qu'ils préfèrent se réfugier dans le silence par crainte d'alimenter leurs propres contradictions.

Donc je n'aime pas particulièrement la police, pas plus en France qu'en Inde, vous verrez plus loin pourquoi quand je vous raconterai deux petites histoires qui se sont déroulées en Inde. Quant à l'armée, j'ai été réformé au bout de 12 jours et déclaré inapte à tout emploi civil ou militaire en temps de guerre, mobilisable après les aveugles et les culs-de-jatte, c'est pour dire que j'ai fait fort à l'époque !

Pour alimenter notre réflexion sur ce que nous avons relevé au début de cet article, j'ai deux petites histoires très courtes à vous raconter.

Mon gendre avait monté une petite boîte de nettoyage sur Toulouse. Un jour il a recruté le frère d'un de ses amis qui était un Roumain, un Rom sédentarisé, son frère ne pouvait pas rester en France sans travail et domicile fixe, il avait donc des problèmes avec ses papiers. Avec ma fille ils l'ont accompagné dans ses démarches, lui ont trouvé un appart, ils ont réglé la caution de 900 euros, ils l'ont embauché, ils lui ont rendu un tas de service en lui procurant des certificats, etc. alors qu'ils ne le connaissaient absolument pas et n'y étaient pas obligés, c'est pas pur humanisme qu'ils ont agi ainsi. Je tiens à préciser ici que je me porte absolument garant de la conscience et de l'honnêteté de ma fille et de mon gendre qui partagent mes idées. Jusqu'au jour où il a cessé de travailler tout en conservant la voiture de service, mon gendre a été obligé de lui envoyer une lettre d'avertissement, il leur a alors tapé un scandale, selon lui il était exploité et il profitait de lui, bref, il a fait intervenir la CGT qui en a rajouté une couche comme il se doit, ils ont été jusqu'aux prud'hommes, la connasse de la CGT a traité mon gendre et ma fille de sales patrons, de racistes, alors que le compagnon de ma fille est noir, bref, mon gendre et ma fille ne s'y attendaient pas et furent dégoûtés par son attitude dégueulasse, je vous passe les détails à vomir.

Depuis ils ont revendu leur boîte et ils sont partis vivre à la Réunion d'où est originaire mon gendre, adieu la France (la métropole) un pays devenu complètement pourri à cause de cette vermine de bureaucrates syndicales de merde. Ma fille est raciste, c'est la raison pour laquelle elle a décidé de n'avoir que des noirs ou presque dans sa classe, elle a eu raison, puisqu'en France (métropole) être blanc est devenu un crime impardonnable !

Mon ex-épouse, après avoir revendu son appartement, a eu la mauvaise idée d'acheter deux studios qu'elle loue pour arrondir ses fins de mois, elle est secrétaire au smic et loue un petit appartement. Une association lui a présenté un jeune Antillais qui ne trouvait pas à se loger, car dès que les propriétaires le voyait ils prenaient peur tellement il avait une sale gueule, je rapporte les propos qu'a tenu la salariée de cette association à mon ex-épouse. Celle-ci prise de compassion pour le malheureux garçon accepta de lui louer un studio. Mal lui en a pris, depuis il ne paie plus le loyer et ne veut pas libérer les lieux, il bénéficie de l'allocation logement et la part du loyer qu'il lui restait à régler se montait à 91 euros seulement, chauffage compris. Il a expliqué à mon ex-épouse qu'il était dans son droit et qu'elle ne pouvait rien faire pour le foutre dehors, que c'était la règle du jeu, qu'elle avait perdu et que c'était bien fait pour elle. Elle a porté plainte et un huissier s'occupe de son affaire, il devrait être expulsé d'ici quelques mois au printemps prochain au maximum. Hier devant le juge il a osé dire que de toutes manières ils ne paieraient rien et que c'était l'Etat qui réglerait l'addition, et d'ajouter qu'il n'en avait rien à foutre. Entre nous, pour pouvoir tenir ce genre de propos en public devant un juge cela en dit long sur la dérive du droit en France en faveur de la racaille, c'est la racaille qui est à la tête de l'Etat quoi.

En France, le droit est fait pour les puissants, les magouilleurs et les voyous, pas pour les honnêtes gens et les faibles. Elle m'a dit qu'il n'existait pas d'autres recours ou l'emploi de la force. Abuser d'une femme seule et généreuse, c'est facile, il a eu de la chance que je n'étais pas sur place, idem pour ces salopards de la CGT qui avaient osé emmerder ma fille et son compagnon. Ma fille m'a dit au téléphone qu'elle s'en était très bien remise car plus rien ne l'étonnait à 32 ans, cela m'a fait marré, car c'est une bonne nature et je ne lui ai jamais connu un autre caractère, c'est une femme formidable, il ne faut pas que j'écrive de conneries, elle me lit ! Son compagnon déborde de gentillesse, je l'adore aussi. Tous les deux ils sont d'une modestie rare, ils ont sans doute des défauts mais je ne leur connais que des qualités au point que cela en est gênant de parler d'eux, je les trouve exceptionnel tout simplement. Quant à ma tendre ex-épouse qui me lit aussi, c'est une femme tellement merveilleuse que je regretterai jusqu'à la fin de ma vie que nous nous soyons séparés un jour, elle peut piquer des crises mais dans le fond elle est d'une grande bonté que j'admire.

Elle aussi elle est raciste, tous les blancs sont racistes c'est bien connu, d'ailleurs elle a décidé d'immigrer chez les noirs en se réfugiant à la Réunion d'ici la fin de l'année. Moi je vis déjà en Inde du Sud, chez les dravidens, ils sont noirs comme mon épouse, la tâche c'est moi et j'en suis bien heureux, ils me foutent une paix royale, en France on me traiterait de salaud de raciste, ici je suis devenu plus Indien que Français, les seuls racistes que je connaisse encore ce sont les gauchistes et les arriérés

qu'ils couvrent, qu'ils couvent, c'est marrant je croyais que c'était un truc qui favorisait l'extrême droite, pas vous, n'est-ce pas, je n'ai pas rêvé dites-moi ?

Passons à nos petites histoires indiennes, car si je continuais je serais encore rempli de tristesse à l'idée que je suis séparé de ceux que j'aime et qui sont ce que j'ai de plus cher au monde.

Vous allez comprendre pourquoi je suis un agent du régime et j'adore la police...

Un jour ma seconde épouse, Magueswary, a eu la mauvaise idée de verser 200.000 roupies à un Indien qui devait aider son frère à obtenir un visa pour la France. Elle lui versa en deux fois, la première fois il lui donna un reçu en échange de 100.000 roupies, et la seconde fois elle lui versa encore 100.000 roupies mais elle oublia de lui demander un reçu. Six mois passèrent sans voir venir ce foutu visa. Je n'étais pas au courant de cette transaction, elle avait agi dans mon dos, mais voyant que la situation dégénérait elle me mit au parfum. Je me mis en colère évidemment parce qu'une fois de plus elle avait agi hypocritement avec moi. Bref, avec un de ses frères elle réussit à faire venir le margoulin chez nous. J'étais en train de travailler pendant qu'ils discutaient sur la terrasse quand je l'entends hausser le ton et se mettre à gueuler sur mon épouse et mon beau-frère, là je me suis dit qu'il allait trop loin, je suis sorti et je lui ai ordonné de la fermer s'il voulait ressortir en entier, il était excité, je suis allé mettre le cadenas au portail, visiblement il n'était pas décidé à nous rembourser, j'ai pris la chaîne du chien et je me suis rapproché de lui en lui disant : c'est bien simple, soit vous me faites un chèque maintenant, soit je vous massacre, choisissez, deux minutes plus tard j'avais un chèque de 100.000 roupies dans la main. On lui a remis en échange le reçu qu'il avait donné à mon épouse six mois plus tôt, parce qu'on est correct, l'erreur qu'il ne fallait pas commettre, à ce moment-là j'ignorais qu'il avait remis aucun reçu à mon épouse pour les 100.000 roupies restant.

Quant à ces 100.000 roupies, on attend toujours. Ne voyant rien venir, nous sommes allés porter plainte au commissariat de police pour vol. Notre plainte fut enregistrée, puis le commissaire nous demanda de repasser plus tard, le temps qu'il convoque l'ice sale type et entende sa version. Nous retournons au commissariat de police un mois plus tard n'ayant pas de nouvelles, là le même commissaire nous demande si nous avons une preuve de cette transaction, évidemment non, il nous dit que cette personne nie que mon épouse lui aurait remis 100.000 roupies, mais sur un ton qui ne laissait aucun doute sur ce qu'il pensait, que nous avons inventé cette histoire pour soutirer cet argent à cet homme-là que nous ne connaissons pas d'ailleurs, c'était une relation d'un de mes beaux-frères, de toute évidence ce salopard avait dû lui verser une commission. Là je ne me démonte pas, je lui dis ce que je pense, notamment qu'il est corrompu et que je vais régler cette affaire à ma manière et qu'éventuellement si un problème survenait je porterais plainte contre lui, car il en serait responsable puisqu'il ne veut pas faire son travail et soutient un voleur.

Depuis je ne me suis pas occupé de cette affaire car j'ai trop de choses à faire. Et puis apparemment je ne suis pas sûr que cet argent provienne de mon épouse, en partie seulement, ce n'est pas clair, elle passe son temps à me mentir, elle est tout le contraire de ma première épouse et tout ce que je déteste chez une personne, quel bonheur !

Quand nous habitons dans le village de pêcheurs à de nombreuses reprises j'ai dû me rendre au commissariat de police pour porter plainte pour généralement des menaces physiques ou de mort. Je devais le faire pour assurer ma protection et celle de mon épouse face à une bande de voyous. La dernière fois que j'ai porté plainte avant que nous vendions la maison et déménagions la situation a failli dégénérer et j'ai été blessé à la tête, j'ai eu le visage en sang après avoir reçu une pierre.

Au commissariat de police, je pensais être dans mon bon droit pour avoir été agressé, et bien pas du tout. Ces voyous qui étaient passés avant moi et qui avaient dû lui verser une commission, lui ont dit que j'étais sorti avec un couteau, ce qui était exact, face à une meute déchaînée je n'allais pas sortir sur la plage en slip et mains nues, j'avais pris aussi une manche de pioche, il m'a alors dit que c'était illégal et que j'avais commis un délit et qu'il pourrait m'arrêter s'il le voulait en me conseillant d'oublier cet incident dont je portais la responsabilité. Lui aussi je lui ai dit qu'il était corrompu et qu'il faisait honte à ce pays, qu'il piétinait mes droits et la Constitution, sa seule réaction a été de m'adresser un sourire méprissant et menaçant, je n'ai pas insisté en présence d'une telle ordure. Chouette l'Inde, n'est-ce pas, exotique, la plus grande démocratie du monde ou plutôt l'inverse !

Voilà deux petites histoires qui m'ont forcément fait aimer la police, d'ailleurs c'est bien simple, je suis son porte-parole messieurs les gauchistes, si vous ne vous en étiez jamais rendu compte vous avez loupé quelque chose, mais c'est vrai que vous manquez singulièrement de perspicacité, même ce qui se déroule sous vos yeux vous n'êtes pas foutus de l'observer.

Par curiosité j'ai été visité quelques portails de partis politiques cet après-midi, c'était après que j'ai terminé de digérer les deux oeufs durs qui m'avaient fait office de déjeuner à midi, précaution qui ne fut pas inutile ! Si vous vous demandiez qu'est-ce qui m'inspira cet article, le début surtout, vous avez la réponse.

Il est déjà tard ici, 22h50, on va se lâcher un peu, se soulager sur les gauchistes, je ne peux pas les encadrer.

Sur leur gauche ils servent également d'obstacle à la construction du parti, ils donnent une image épouvantable du socialisme, leur fonction est complémentaire de celles des staliniens et des sociaux-libéraux, et sur leur droite ils fournissent des arguments à l'extrême droite de telle sorte qu'elle apparaît comme un dernier recours pour certaines couches des masses.

Leur discours consiste à instrumentaliser des minorités qui ont parfaitement compris qu'en recourant à la victimisation elles allaient être soutenues par la gauche, l'extrême gauche et les gauchistes, mais aussi le gouvernement, par exemple dans le cas de certains immigrés, des islamistes radicaux, des gens du voyage manipulés par des pasteurs notamment, de quelques homosexuels notamment. Et en cas de dérapage de certains éléments de ces couches minoritaires, ils les couvriraient quoi qu'il arrive. La droite et l'extrême droite tenant le rôle inverse qui consiste à les diaboliser, quand ils ne sont pas l'élément déclencheur d'une polémique, ils vont se charger de l'alimenter ou de surenchérir.

Cela étant posé, toute personne témoignant un désaccord avec le discours de gauche, etc. se verra taxer de réactionnaire, de raciste, d'islamophobe, de xénophobe, etc. et toute personne présentant un désaccord avec le discours de droite sera catalogué comme un ennemi de la République, de la France et j'en passe.

Il se trouve que je n'ai rien contre les immigrés, les musulmans, les gens du voyage et les homosexuels pas plus qu'envers les valeurs de la République ou de la démocratie. Ah ben merde alors, nous voilà bien ! Je réunis dans le même discours celui de gauche et de droite, nos gauchistes ne doivent plus rien y comprendre, aurais-je découvert la pierre philosophale, réussi la quadrature du cercle, quel exploit incroyable ?

Non, je suis tout simplement resté fidèle à mes idées, mes principes, mes valeurs, mon idéal humaniste, le socialisme ou le communisme. Extraordinaire, n'est-ce pas ? Ce qui est extraordinaire c'est qu'on en arrive à penser que c'est extraordinaire, alors que c'est un réflexe ou une attitude tout ce qui a de plus naturel qu'on devrait être des millions et millions à partager mais malheureusement ce n'est pas le cas, bien que je n'en sois pas si sûr, les travailleurs ne sont pas foncièrement racistes et ils sont attachés aux valeurs de la République, ce sont les gauchistes qui les ont bradés ou les ignorent, qui s'emploient systématiquement à présenter la réalité d'une manière déformée. Les gauchistes ne supportent pas la réalité ou n'y comprennent rien, du coup ils la haïssent et deviennent haïssables.

Le gauchiste est contre tout, le droit, la loi, la justice, la police, l'armée, les institutions, l'Etat, la République, la démocratie, etc. il veut reconstruire le monde à partir de rien, il brasse du vent en ayant l'impression de construire quelque chose, l'air du temps étant au nihilisme qui sert de philosophie aux néolibéraux, finalement il joue le rôle d'idiot utile à leur service. Pour remplir cet espace vide qu'il a à la place du cerveau, la classe dominante a bien compris comment s'y prendre et comment elle pourrait en tirer profit. Le gauchiste est un ennemi de la civilisation humaine.

Tout comme avec le charlatan Mélenchon, la classe dominante a parfaitement compris qu'il suffirait de leur donner l'impression d'exister et d'être utile pour en faire ce qu'elle voulait et les orienter dans la direction qu'elle aura décidée, parvenu à ce degré de perfection très avancée, ayant atteint leur idéal, ils seront comme en apesanteur, sur un petit nuage, proche du paradis, il suffira que cela leur procure une poussée d'adrénaline proche de l'orgasme ou du nirvana et ils s'éclateront ! Bon, le réveil sera pour eux aussi cruel qu'après une grosse cuite ou la descente brutale sur la terre ferme après avoir flirté avec blanche neige, ils semblent ignorer le sort que réserve généralement la classe dominante aux gens de leur espèce qu'elle sacrifie à la première occasion tant elle les méprise quand elle n'en a plus besoin, voir les djihadistes au Mali et en Syrie. A ses yeux ils n'ont pas plus de valeur qu'un Kleenex, parfois recyclable, le plus souvent jetable au fond de leur poubelle.

Il faut satisfaire les lubies des "super riches"

Bentley se lance dans la production d'un SUV pour "super riches" - AFP

Le constructeur de voitures de luxe britannique Bentley va ajouter à partir de 2016 une nouvelle corde à son arc pour séduire les "super riches" en commercialisant son premier 4x4 citadin (SUV).

Présent sur place lors de l'annonce, le Premier ministre britannique David Cameron a estimé qu'il s'agissait d'une "nouvelle fantastique à la fois pour Crewe et pour le Royaume-Uni dans son ensemble". "C'est une autre étape importante vers le renforcement de notre économie", a-t-il ajouté.

Le design du nouveau modèle "se distinguera de tous les autres SUV sur la route et sera fidèle à l'ADN du design de Bentley", selon un communiqué de Bentley, qui promet qu'il s'agira "du SUV le plus luxueux et le plus puissant du marché".

S'il n'est pas encore dévoilé, son prix devrait rester dans la lignée de celui des autres modèles de la marque.

D'après Ferdinand Dundenhöffer, spécialiste du secteur, il devrait avoisiner les 180.000 euros. Pas de quoi effrayer les "super riches" de Russie, de Chine ou du Moyen-Orient à qui ils sont destinés, selon lui.

"Le segment des SUV est celui qui progresse le plus vite", rappelle l'expert automobile. De nombreux constructeurs ont sauté le pas, qu'ils soient généralistes ou haut de gamme. La naissance du SUV Cayenne a par exemple donné un coup de fouet aux ventes de Porsche.

Jusqu'ici néanmoins, les constructeurs de l'hyper luxe restaient absents de ce segment porteur.

"Il y a un vide que Bentley essaie maintenant de combler et les autres constructeurs l'observent attentivement", souligne M. Dudenhöffer. "C'est le premier qui vient mais bientôt, d'autres suivront", prédit-t-il. AFP 23.07

ACTUALITE EN TITRES

Confirmation. (G20 suite)

- Les crédits immobiliers accentuent leur rebond - Reuters

L'avenir du vieux monde livré à la barbarie.

- Tautavel continue à livrer ses secrets de nos ancêtres cannibales - AFP

A bas le capitalisme et l'exploitation de l'homme par l'homme.

- L'Assemblée instaure le crime d'esclavage - LePoint.fr

Le sionisme arabe et ses disciples "**bien élevés**".

- Quand Dubaï veut récompenser ses domestiques "**bien élevés**" - LePoint.fr

- Second contrat pour l'industrie militaire française aux Emirats - AFP

Les Emirats Arabes Unis ont passé une commande de 17 radars de défense anti-aérienne au groupe français Thales, portant à un milliard d'euros les contrats décrochés lors d'une visite du ministre de la Défense à Abou Dhabi

- Syrie: à Paris, le chef de l'opposition réclame des armes - AFP

Une stratégie mondiale.

Intox

- Espagne: Rajoy s'expliquera le 1er août sur "*l'affaire Barcenas*" - AFP

- Pourquoi Obama ne peut pas influencer la situation en Egypte - Slate.fr

- Obama promet des idées "*audacieuses*" pour la classe moyenne - AFP

- La chasse aux derniers nazis relancée en Allemagne - LePoint.fr

- Bulgarie: des députés et des ministres assiégés au Parlement par des manifestants - L'Express.fr

Amalgame

- L'Europe, le Hezbollah et le martyr de la Syrie - LeMonde.fr

Provocation.

- Russie. Quatre Néerlandais arrêtés pour "*propagande homosexuelle*" - Le Nouvel Observateur

- Moscou : un procès politique vire à la farce - LeFigaro.fr

Conditionnement et manipulation.

- Actions et menaces islamophobes en hausse de 35% en France - AFP

Les actions et menaces islamophobes en France ont enregistré une hausse globale de 35 % au premier semestre 2013, par rapport à la même période en 2012, a annoncé mardi à l'AFP le président de l'Observatoire contre l'islamophobie. AFP 23.07

ACTUALITÉ DU JOUR

Etonnant, non ? Il persiste et signe, il faut être sacrément con !

Toute personne un tant soit peu sensée comme doit l'être le maire de Cholet après avoir déchaîné une polémique frénétique, aurait fait immédiatement marche arrière, aurait reconnu humblement son erreur, avoir dérapé ou tenu un discours qui avait dépassé sa pensée, s'excuser quoi, et bien pas du tout, au contraire il persiste et signe alors qu'il a absolument tout le monde contre lui à part l'extrême droite (à ma connaissance), il passe même à l'offensive. Nous avons donc essayé de comprendre pourquoi.

Le député-maire de Cholet a gagné deux procès contre le Courrier de l'Ouest qui est à l'origine de cette polémique et qui manifestement tient sa vengeance, pas sûr qu'il gagnera cette nouvelle bataille.

Il est aussi en indécatesse avec les dirigeants parisiens ou nationaux de l'UDI qui ont décidé de faire la peau à sa formation politique, le CNIP, l'ex-parti d'Antoine Pinay.

Son crime avoir "*essayé de le ramener vers son histoire, celle d'un mouvement rassemblant des gens de droite et de centre-droit autour des valeurs d'indépendance et d'un enracinement agricole*" après qu'il eut "*dérivé vers la droite extrême en accueillant dans ses rangs des transfuges du Front national.*" selon M. Bourdouleix.

On se souviendra que l'UDI a remplacé l'UDF qui dans les années 70 comptaient dans ces rangs notamment Madelin, Devedjian et autres nazillons venant du GUD ou d'Occident, à cette époque le FN était quasi inexistant et l'UDF qui était le fer de lance de la construction européenne faisait office de droite extrême au côté de l'UDR, puis du RPR, ancêtre de l'UMP.

Dans mes causeries j'ai déjà eu l'occasion de rappeler qu'il avait été fait une présentation frauduleuse de l'UDF et cela continue naturellement avec l'UDI, parti soi-disant plus démocratique que l'UDR et aujourd'hui que l'UMP, parce que favorable à la construction de l'UE, alors que l'UDR trainait les pieds, quand on sait, disons après coup, ce qu'il en est réellement de la soi-disant démocratie de l'Union européenne, la pire des dictatures en fait, car insaisissable comme on peut l'observer avec cette affaire qui fait partie de sa stratégie, on ne peut que douter des bonnes intentions des dirigeants de l'UDI qui condamnent l'un de ses membres sur la base d'une vulgaire manipulation dont ils ont parfaitement conscience.

Ils tiennent ainsi à protéger et continuer de masquer la véritable nature de leur formation politique qui n'a finalement rien à envier à l'extrême droite, plus dangereuse encore, car elle participe activement à l'entreprise de destruction systématique de tous nos droits sociaux et politiques ce que le FN n'est pas en mesure de faire aujourd'hui, l'UDI au côté de l'UMP et du PS ainsi que ses satellites et alliés de gauche et d'extrême gauche réalisent le sale boulot que l'extrême droite ferait dans d'autres circonstances pour le compte de l'oligarchie financière qui contrôle l'UE.

Dès lors on comprend leur acharnement unanime contre ce député-maire, car il ne faut surtout pas que la population comprenne qu'elle est victime d'un complot ourdi par la réaction qui instrumentalise certaines couches des masses pour les monter les uns contre les autres, afin de détruire tous les rapports collectifs qui existaient dans la société, son objectif ultime étant d'atomiser l'ensemble de la population qui une fois dépouillée de tout droit n'aura plus les moyens ou la force de s'organiser et de se soulever contre l'ordre établi, la dictature absolue règnera.

Dans cet article, je reproduis ci-dessous les faits ou déclarations qui m'ont permis de réaliser cette analyse.

Rappel des faits et précision. La vengeance aveugle du Courrier de l'Ouest

- Le député-maire (UDI) Gilles Bourdouleix a donné dimanche sa version des faits sur la polémique concernant ses propos sur les tsiganes, l'élu disant qu'"*Hitler n'en a peut-être pas tué assez*".

Se défendant de tout propos racistes ou haineux, à l'égard de la communauté des gens du voyage, Gilles Bourdouleix affirme être victime d'une "*manipulation*" par le Courrier de l'Ouest qui "*souhaiterait sa peau après avoir déjà perdu deux procès contre lui*".

L'élu a également affirmé qu'il avait la réputation d'être un maire "*ouvert à toutes les communautés et à toutes les religions de sa ville*" et que de telles accusations "*lui faisaient très mal au coeur*".

Dimanche, l'élu s'était rendu sur un terrain loué par sa commune à des agriculteurs pour constater que des gens du voyage s'y étaient installés avec leur caravane. Certains d'entre eux auraient mimé le salut hitlérien afin de critiquer un député-maire jugé raciste.

L'intéressé aurait alors répondu qu' "*Hitler n'en aurait pas tué assez*". Gilles Bourdouleix s'est défendu ce matin, affirmant n'avoir que "répété" les propos du journaliste du Courrier de l'Ouest, propos qu'il aurait lui-même jugé déplacés. lexpress.fr 23.07

Mais tout le monde s'en fout que que vous ayez jugé ces propos "*déplacés*", ils vous ont déjà jugé et condamné, vous être coupable, la présomption d'innocence ils s'assoient dessus, ils ont le comportement de dictateurs, mais c'est vous qu'ils accusent d'entre être un, ceci explique cela. On vit bien de plus en plus sous une dictature puisqu'il est impossible de faire valoir nos droits sociaux légitimes et nos droits politiques sont foulés aux pieds, c'est bien la définition d'une dictature qu'il faut camoufler.

Une mise au point dont personne ne tiendra pas compte, pas même la justice, ne vous leurrez pas.

- "*Mes propos ne sont pas en réalité tels qu'ils ont été présentés*", a-t-il, de nouveau affirmé en évoquant une coupe dans l'enregistrement présenté par le quotidien. "*Ce n'est pas une déclaration publique, pas une interview, ces mots sont sortis de leur contexte et j'espère que la justice le constatera le moment venu, je suis confiant là dessus*", a-t-il affirmé.

Sur le fond, le député-maire a assuré n'avoir personnellement "*aucun problème avec les gens du voyage*", même si l'élu n'en est pas à sa première sortie sur ce sujet. "*A Cholet, on a été la première commune du département à signer le schéma départemental*" (qui prévoit les aires d'accueil pour les gens du voyage), a-t-il ajouté.

"*C'est atterrant de mettre en accusation un élu de la République et de ne pas mettre en cause des gens du voyage qui se mettent au garde-à-vous face à vous, font le salut nazi en criant Heil Hitler et se trouvent dans une situation d'illégalité. Si j'avais vingt ans de moins, j'irais m'installer dans un autre pays*", a-t-il lancé. AFP 23.07

La France est devenue un pays pourri vous avez raison et j'ai eu le bon réflexe de me tirer en 1996, cela dit ne vous faites pas d'illusions, il en est ainsi partout dans le vieux monde.

Seule l'impression de liberté que l'on ressent en étant étranger dans un autre pays vous procure une certaine satisfaction que vous n'auriez pas en France, mais ayez le malheur d'être un jour confronté à sa justice, sa police ou ses institutions et vous vous apercevrez des limites étroites de votre liberté.

Qu'on se le dise, ce maire est encore plus à droite que la droite la plus extrême de l'UMP ou le FN !

Avec l'exclusion de Gilles Bourdouleix, la fin de la frange droitière de l'UDI LeMonde.fr

Ce torchon n'en est plus à son coup d'essai en matière de faux. Sur la Syrie il s'est dépassé en marchant sur les pas de G. W. Bush (armes chimiques) et chacun l'a encore en mémoire, vidéos truquées, faux témoignages de journalistes envoyés sur place, par exemple F. Aubenas, souvenez-vous, il n'y avait pas un seul djihadiste étranger sur le territoire syrien, alors que leur nombre se situait entre 50 et 70.000 de plus de 50 nationalités différentes, 80 selon le Réseau Voltaire.

Vraiment ? La preuve du contraire.

- Interrogé sur la situation du CNIP au sein de la formation centriste qu'il a cofondée et qui regroupe huit partis politiques, M. Bourdouleix a dénoncé les comportements à son égard de certaines personnalités de l'UDI, citant Jean-Christophe Lagarde et Yves Jégo qui ont tous deux réclamé son exclusion.

"*Depuis des mois, certaines personnes à l'UDI font en sorte que le CNIP soit mis plus bas que terre puisqu'à chaque fois que l'on est trop fort dans une fédération, on suspend nos adhérents. L'objectif, c'est de chasser tous ceux qui ne correspondent pas à leur vision des choses. Je ne pensais pas que l'UDI fonctionnait comme un parti stalinien*", a-t-il dénoncé, en constatant qu'au final, à part lui, son parti ne disposait d'aucun autre représentant dans les instances décisionnaires de l'UDI.

Cinq présidents départementaux de l'UDI issu du CNIP sont actuellement en cours d'exclusion.

M. Bourdouleix a expliqué avoir voulu recentrer le CNIP, l'ex-parti d'Antoine Pinay, après une période difficile où le parti avait dérivé vers la droite extrême en accueillant dans ses rangs des transfuges du Front national. "*J'ai essayé de le ramener vers son histoire, celle d'un mouvement rassemblant des gens de droite et de centre-droit autour des valeurs d'indépendance et d'un enracinement agricole*", a-t-il expliqué. AFP 23.07

Front unique Valls-Estrosi contre la démocratie et la République.

- «*Ce n'est pas une dérive, ce n'est pas un dérapage, ce sont des mots qui sont inadmissibles et la justice a été saisie parce que ces propos, c'est de l'apologie de crime de la Seconde Guerre mondiale, de l'apologie du nazisme et dans la bouche d'un maire, d'un parlementaire, c'est tout à fait insupportable*», s'est indigné Manuel Valls sur i-Télé. 20minutes.fr 23.07

- (causerie du 23) Le député-maire de Nice, Christian Estrosi (UMP) a qualifié de "*haïssables*" les propos du maire de Cholet. "*Je les condamne avec la plus grande fermeté. Ils constituent une insulte à l'esprit de la République et font offense aux victimes du nazisme auxquelles la Nation doit le devoir sacré de mémoire*", a-t-il dit dans un communiqué. AFP 22.07

Qu'ils empruntent sensiblement le même discours ne nous étonne pas, gageons que les gauchistes ne le relèverons même pas puisqu'ils sont sur la même longueur d'onde.

Lynchage en règle, ils y sont tous, les merdias pourris aux ordres

Cherchez l'erreur messieurs les gauchistes. Impossible, se poser la question est au-dessus de leurs moyens.

- La justice saisie des propos du maire de Cholet - Reuters

- Le député Bourdouleix dans le collimateur de la justice - AFP

- Bourdouleix : l'Assemblée nationale consternée - Liberation.fr

- Propos sur Hitler : ce que risque Gilles Bourdouleix - LeFigaro.fr

- Propos de Bourdouleix sur Hitler : enquête pour "*apologie de crime contre l'humanité*" - LePoint.fr

- Bourdouleix: enquête préliminaire pour "*apologie de crime contre l'humanité*" - L'Express.fr

- Ayrault : les propos de Bourdouleix «*pas dignes d'un élu de la République*» - LeParisien.fr

- « *Hitler n'en a peut-être pas tué assez* » : Bourdouleix toujours plus loin - Rue89

- Propos sur les gens du voyage et Hitler: Valls condamne, Bourdouleix se défend - 20minutes.fr

- Affaire Bourdouleix : la justice entre en jeu - Le Nouvel Observateur

Chut! On pourrait finir par croire que la société est devenue plus insupportable que ce que certains prétendent. Et pour cause : Ils en sont les premiers responsables

- Sondage du "Point" : "*On le retire pour en finir avec la polémique*" - nouvelobs.com 23.07

Le sondage commençait par ce rappel : "*Hitler n'en a peut-être pas tué assez.*" Les propos de Gilles Bourlouldeix à propos des gens du voyage installés sur sa commune suscitent la polémique."

Les internautes avaient alors le choix entre les réponses suivantes :

Cette phrase est intolérable : une apologie de crime contre l'humanité que même Jean-Marie Le Pen n'aurait pas osé prononcer. 31,1%

Ces mots sont excessifs, mais ils traduisent l'exaspération des élus et des Français de voir des gens du voyage s'installer n'importe où. 30,3%

Cette polémique permet d'évacuer le vrai problème : oui, les Roms et les gens du voyage sont une nuisance et un danger. Et le gouvernement ne fait rien. 25,8%

Je n'oserai jamais le dire, mais j'approuve cette phrase. 12,7%

Le communiqué de la SDR du Point Dans un communiqué interne, consulté par "Le Nouvel Observateur", la Société des rédacteurs (SDR) du "Point" *"regrette vivement qu'un tel sondage ait pu être proposé sur le site. Un média doit pouvoir poser toutes les questions, même celles qui fâchent, mais il doit le faire dans le respect de la loi et des personnes."*

"Avec un tel sondage, nous offrons une tribune aux positions les plus xénophobes, voire génocidaires, et accréditons ainsi l'idée que le 'Point' est devenu un média proche de la droite extrême", concluent les représentants de la rédaction. nouvelobs.com 23.07

Commentaire d'un internaute - *"Je ne comprends pas qu'on s'en prenne à celui qui pose la question. Qu'on s'offusque que des gens aient répondu "j'approuve cette phrase", je comprends très bien, mais celui qui nous demande si on trouve cette phrase intolérable ou bien si on l'approuve, quel est le problème avec lui ? Les choix proposés semblent couvrir toutes les possibilités depuis "c'est intolérable" jusqu'à "j'approuve", donc les choix ne semblent pas biaisés. Si 100% des réponses avaient été "c'est intolérable", on n'en ferait pas tout un fromage. Encore faut-il poser la question pour savoir justement ce que les gens pensent. Je ne vois pas tellement l'intérêt de chercher à ignorer volontairement quelle est la proportion de gens qui approuvent cette phrase. Je pense que les gens se détournent du vrai problème. Le problème n'est pas la question posée, ce sont les réponses des gens."*

Il a parfaitement raison et remet les choses à leurs places.

Réponse nauséabonde d'un internaute.

Elle résume bien les rapports nauséabonds et le climat d'intolérance, de guerre civile qu'ils sont parvenus à créer, où il est devenu impossible d'évoquer simplement les faits sans être insulté ou traité de fasciste, de réactionnaire, de raciste, xénophobe et j'en passe.

- *"Le problème n'est pas la question posée, ce sont les réponses des gens." : commentaire digne du FN*

Il faut croire que les personnes qui ont cette attitude-là sont satisfaits de la situation actuelle ou en tirent profit. Ils appartiennent à cette catégorie de la population qui n'est pas confrontée aux difficultés auxquelles doivent faire face quotidiennement des millions de travailleurs et qui rejoindront les rangs de l'extrême droit lorsque leur tour viendra. Ils sont évidemment soutenus par la gauche, l'extrême gauche et les gauchistes, ce sont occasionnellement les mêmes.

Le premier internaute a répondu comme il se devait au second.

- *"C'est digne du FN de s'offusquer que des gens aient répondu qu'ils approuvent cette phrase ? C'est complètement grotesque."*

Vous n'avez pas compris qu'il ne faut pas que la population sache dans quelle société elle vit vraiment, ce qu'elle est devenue et ce n'est rien à côté de ce qui l'attend.

En guise d'épilogue.

Les policiers mentent et sont coupables et l'islamiste radical dit la vérité et est innocent.

- Trappes : le mari de la femme voilée contrôlée conteste la version des policiers - FranceTVInfo.fr

- Trappes : la version de la police mise en doute - LePoint.fr

- Trappes: Le mari de la femme voilée contrôlée assure que la version des policiers est «fausse» - 20minutes.fr

- Trappes: les opinions des policiers doivent rester dans leurs vestiaires. Et encore - Slate.fr

Vous aussi braves et honnêtes gens, face aux injustices et aux inégalités dont vous êtes victimes, fermez-là, rentrez chez vous, inutile de manifester, laissez les islamistes radicaux et les voyous, les hordes fascistes faire leur loi, soumettez-vous à l'ordre infâme que vous imposent l'UE, le FMI, le gouvernement Hollande-Ayrault au nom des intérêts supérieurs du marché, de l'oligarchie financière.

Un complément pour vous achevez.

- Villeneuve-la-Garenne : trois mois de prison pour avoir frappé des policiers - LeParisien.fr 23.07

« On rentrait au commissariat. Au feu rouge, il y avait une voiture noire aux vitres teintées. Elle a doublé sur la ligne blanche. On

a voulu faire une remarque au conducteur... Pas de réponse. » A la barre du tribunal correctionnel de Nanterre (Hauts-de-Seine), un gardien de la paix de Villeneuve-la-Garenne raconte la genèse de l'affrontement entre policiers et un groupe de jeunes du quartier, jeudi en fin de journée, dans la cité de La Caravelle.

Une banale infraction routière commise par Ibrahima, 23 ans, qui a fait étincelle et lui valait d'être jugé, hier, en comparution immédiate pour avoir porté un violent coup au visage d'un gardien de la paix. Depuis le box, Ibrahima raconte : « *Un policier a tapé sur mon capot je suis sorti [...] je lui ai dit que je n'en avais rien à foutre et je me suis garé à 50 m. Ils sont venus, ils m'ont mis des coups, ils étaient énervés.* » Criant et se débattant, Ibrahima a ainsi « *rameuté le quartier* », selon les policiers. Le groupe s'est formé face et autour des forces de l'ordre tandis qu'arrivaient les renforts. Entendant les cris de son copain Ibrahima, Mamadou s'est mêlé à l'incident.

Lui aussi était jugé hier pour avoir donné un coup-de-poing au visage d'un policier. Selon lui, ce sont les cris d'Ibrahima qui l'ont alerté alors qu'il était chez lui. « *Je suis allé voir à la fenêtre. Il y avait la police et ma mère aussi, elle était là. Je suis descendu...* » Mamadou a tenté de s'interposer et frappé un policier. « *Je ne sais pas pourquoi j'ai eu cette réaction, j'ai eu peur* », se justifie-t-il. Pour le procureur, cette « *affaire de violence* » est symptomatique d'un « *rapport à l'autorité* » devenu « *anormal* » dans certains quartiers. « *Il suffisait de répondre aux policiers.* » Le magistrat a requis trois mois de prison ferme à l'encontre des deux prévenus. Ils ont été condamnés à cette peine, qui pourra être aménagée. LeParisien.fr 23.07

- Accident de scooter à Toulouse : deux jeunes grièvement blessés, l'automobiliste molesté - LePoint.fr 23.07

Deux jeunes sur un scooter ont été grièvement blessés lors d'une collision avec un automobiliste qui a été molesté par des habitants du quartier.

Deux jeunes chevauchant un puissant scooter, sans casque, ont été grièvement blessés lundi soir lors d'une collision avec une voiture particulière dans le quartier sensible d'Empalot à Toulouse, et l'automobiliste a été molesté par des jeunes du quartier, a-t-on appris de source policière mardi. Le pronostic vital des deux jeunes, de 20 ans et 25 ans, était engagé. Les secours les ont transportés inconscients aux urgences des hôpitaux de Rangueil et Purpan. L'automobiliste, âgé de 28 ans, a aussi été placé en observation à l'hôpital, surtout en raison de nombreux coups reçus peu après l'accident.

De nombreux jeunes d'Empalot, où habitent les deux victimes, sont arrivés rapidement sur les lieux. Ils ont molesté et frappé l'automobiliste le rendant responsable de l'accident. Il a fallu qu'une vingtaine de policiers convergent vers les lieux pour le tirer d'affaire, permettre aux pompiers de venir en aide aux trois blessés et sécuriser les lieux, rapporte la police mardi. Face à des jeunes parfois "virulents", l'intervention de police a permis de restaurer le calme, précise-t-on de même source.

Selon les premiers éléments de l'enquête, le pilote du scooter circulait sur l'avenue de Lattre de Tassigny, un boulevard très roulant situé sur la berge de la Garonne, tandis que l'automobiliste sortait de la petite rue de Toulon, pour s'engager sur l'avenue. Il a été percuté de plein fouet par le TMax Yamaha venant de sa gauche. Le carrefour est délimité par des feux tricolores et l'enquête devra déterminer si l'automobiliste est passé au vert, comme le laissent croire les premiers éléments réunis par la police, ou si c'est lui qui a grillé le feu rouge. LePoint.fr 23.07

Parole d'internaute

1- *"Marrant ce pays , où l'on oublie de citer toutes les condamnations précédentes de ce multirécidiviste. C'est comme à Trappes. La police arrête en flagrant délit les racailles qui ont été filmées mais le juge les libère tout simplement car elles n'auraient pas été clairement identifiées ! Ces juges veulent surement provoquer une guerre civile."*

Assurément, disons que dans le cas où le régime pourrait être remis en cause, ils auront préparé les conditions favorables à une guerre civile pour conserver le pouvoir. Comme en Egypte par exemple.

2- *"La police a démissionné devant la racaille, elle ne sert qu'à verbaliser les gens paisibles qui peuvent commettre des infractions !"*

Ainsi vous comprenez de quel côté est la démocratie, à vous de la combattre pour la renverser et imposer une véritable démocratie.

[Haut de page ↗](#)

Le 25 juillet 2013

[CAUSERIE](#)

En raison de l'actualité politique en France, la suite du site sera actualisée ce soir à la date de demain.

On poursuit la causerie sur la polémique créée de toutes pièces par un torchon de province, le Courrier de l'Ouest, j'ai perdu plus de deux heures à cause de ma connexion merdique à réussir à enregistrer la bande son dont vous trouverez l'adresse plus loin, puis à la retranscrire et enfin rédiger quelques lignes rapidement.

Si vous avez lu mes petites histoires hier, j'en ai une autre très brève.

Une femme très grande se fait bousculer violemment dans la rue (à Toulouse) par un type d'origine maghrébine, elle lui dit : Non mais ça va pas, vous pourriez au moins vous excuser, et là elle se fait insulter, traiter de salope, de raciste et j'en passe. Du coup, elle ne sort plus de chez elle ou elle évite soigneusement certains quartiers, elle ne se sent plus en sécurité en France, elle m'a dit qu'il n'y avait plus de place pour les Blancs dans ce pays, elle va s'expatrier... chez les Noirs où elle a déjà vécu et où elle se sent bien. C'est terrible, j'en suis bouleversé.

On se connaît bien, depuis 35 ans. On a milité dans le même parti, on a vécu longtemps ensemble, on a les mêmes idées ou convictions. Je me suis dit : Si elle en est arrivée à penser cela, qu'est-ce que cela doit être chez le reste de la population qui ne partagent pas nos idées, effrayant, elle doit être terrorisée et forcément droitisée !

On a vécu au début des années 80 dans la commune qui comportait à l'époque le taux le plus important d'immigrés en France, à Clichy-sur-Seine (92), elle y était née, et nous n'avions jamais eu de problèmes avec nos "*cousins*" pendant 10 ans, c'est ainsi qu'ils nous appelaient amicalement, on connaissait tous les arabes du quartier et on taillait une bavette avec l'épicier du coin avec lequel on avait sympathisé, on était potes quoi. Depuis apparemment les rapports se sont gravement détériorés en France, c'est incroyable, j'en suis choqué.

Si un jour ma petite-fille qui est noire, elle a la peau blanche mais à sa chevelure on voit tout de suite qu'il y a quelque chose chez elle d'africain, si elle me demandait : Grand-père, tu crois que je pourrais aller vivre en France, je lui répondrais : surtout pas, reste à la Réunion ou viens me rejoindre en Inde, ici on ne te traitera pas de salope de blanche ou africaine ou si rarement que tu n'en seras pas traumatisée. Je suis atterré par ce qui se passe en France, c'est dingue. Moi je vis avec les Indiens, où j'habite je suis le seul Blanc et tout se passe bien, j'ai toujours refusé d'aller habiter dans le quartier blanc de Pondichéry, je ne m'y sentirais pas à l'aise, c'est bon pour les colons, rien que d'y foutre les pieds pour aller au consulat et j'ai l'impression de me retrouver en France ou deux siècles en arrière.

Saviez-vous que l'exploitation, l'esclavage, le racisme portait une couleur, était propre à une espèce, à une race, à une ethnie, à une communauté particulière et que les autres en étaient épargnées ? Non, et pour cause c'est une invention des communautaristes, des racistes, des islamistes radicaux soutenus par la gauche et l'extrême gauche, les gauchistes qui ne sont jamais sortis de leur trou ou qui ignorent tout de l'histoire des peuples ou la réinventent. En Inde la question de l'esclavage revient souvent à l'ordre du jour, entre Indiens, étonnant n'est-ce pas ? Avant que les missionnaires européens débarquent en Afrique, il existait déjà sur ce continent, incroyable n'est-ce pas ? On a à faire à d'incurables ignares. Ils vous manipulent. La plupart sont des bac +7, rappelez-leur que l'esclavage existait déjà du temps de la Grèce et de la Rome Antique et qu'il ne l'avait pas inventé.

Ce serait parmi les Blancs, les Français ou les immigrés d'origine européenne à la peau blanche naturalisés français depuis des siècles ou des décennies que se situeraient exclusivement les racistes, ceux et les générations suivantes de prolétaires et de paysans qui ont combattu inlassablement pour l'établissement des valeurs de la République pour tous sans distinction aucune dans ce pays, pour la démocratie, pour le progrès social et des droits politiques, et les membres des communautés venues d'Afrique ou du Maghreb ou même parfois d'Asie seraient des saints, des martyrs, des victimes, ils auraient toutes les qualités du monde que l'on refuse aux premiers, et par conséquent ils auraient absolument tous les droits, de vous insulter, de vous menacer, de vous taper dessus, de vous pourrir la vie quotidiennement car on en est arrivé là, généralement avec la bénédiction de la magistrature aux ordres du vieux monde en putréfaction. Voilà ce que soutiennent les gauchistes, véritables apôtres de l'apocalypse.

Si je rejette le racisme envers les Noirs, les Arabes ou les Asiatiques, etc. ce n'est pas pour accepter le racisme envers les Blancs ou toute autre forme de discriminations. Dans les veines de ma petite-fille coule du sang blanc et noir et je vous met au défi de les distinguer. C'est à elle que je dédie ces lignes, mon Angela Davis adorée, mon trésor chérie. Ton grand-père est entré en guerre contre les manipulateurs, il va leur faire la peau en ton nom, celui de MartinTrayvon et du socialisme.

Prolétaires du monde entier, méfiez-vous de ceux qui parlent en votre nom, la plupart d'entre eux sont vos ennemis, unissez-vous pour en finir avec l'exploitation de l'homme par l'homme quelle que soit sa couleur de peau, rejoignez le drapeau du socialisme, il est rouge et sans tâches comme la couleur du sang qui coule dans nos veines !

[Union nationale pour la bonne cause... Qui peut le croire un instant, qui ?](#)

Quand la totalité des médias nationaux et régionaux, presse écrite, radio, télévision, tiennent à la virgule près exactement le

même discours que tous les partis de l'extrême droite de l'UMP à l'extrême gauche, syndicats et gouvernement inclus, qu'il est repris en boucle sur Internet, jusqu'au FN qui a fait savoir qu'il dénonçait "*le double langage du maire sortant*" (fn49.fr 24.07), faut-il y voir l'incarnation de la démocratie politique ou plutôt l'inverse ?

Afin de permettre à chacun de se forger sa propre opinion, Le Courrier de l'Ouest décide aujourd'hui de mettre en ligne sur son site Internet l'intégralité de l'enregistrement réalisé le dimanche 21 juillet à Cholet.

http://www.youtube.com/watch?feature=player_embedded&v=MV99KHmSP1I

J'ai retranscrit la bande son que le Courrier de l'Ouest a mise en ligne, sans savoir si elle avait été bidouillée, ce qui est étrange d'ailleurs, c'est que n'y figure pas les images qui auraient sans doute pu nous fournir des indices précis sur ce qui c'était véritablement passer lors de cette confrontation entre le maire de Cholet et des gens du voyage, une mission évangélique, donc protestante, l'église de G.W. Bush soit dit en passant, et dans quelle condition le maire avait prononcé les paroles condamnables qui font l'objet d'une monstrueuse manipulation.

A ce propos, plus qu'ailleurs encore, il nous faut être d'une rigueur absolue contrairement à ces abrutis de gauchistes (NPA et LO compris) pour qu'on ne puisse pas se livrer à un amalgame et nous accuser de partager ces paroles, ce qui serait un comble dans mon cas, mais on ne sait jamais, il y a apparemment beaucoup de militants qui ne sont pas vraiment en mesure de faire toujours la part des choses, rarement même, sinon le mouvement ouvrier ne serait pas ce qu'il est aujourd'hui, rendu à l'état de ruine ou au ras des pâquerettes.

Ces paroles ont été prononcées par un élu de droite qui accueille, qui héberge à l'année des gens du voyage sans rencontrer le moindre problème comme on pourra le lire plus loin. Il est de droite, on ne peut donc pas exiger ou attendre de lui qu'il ait des références de gauche ou qu'il ait une lecture de l'histoire comparable à la nôtre, donc insulté et poussé à bout, il n'y a rien d'étonnant à ce qu'il se soit laissé aller à exprimer à voix basse pour lui-même et se soulager de cette pression, une pensée finalement commune à la presque totalité des représentants de la classe dominante de droite ou d'extrême droite qui aujourd'hui s'en offusquent hypocritement, on peut y associer le PS et ses satellites qui fraient la voie ou sert de marche pied à l'extrême droite, à la dictature ou au fascisme comme le prouve amplement leur histoire au cours du XXe siècle.

Si nous condamnons évidemment ces paroles monstrueuses qui en soi n'avaient aucune importance puisque personne ne les avait entendues, elles n'étaient destinées à personne de toute évidence, cet enregistrement le prouve très bien, nous condamnons encore plus vivement l'exploitation nauséabonde qui en a été faite et qui est d'une toute autre portée politique, car une fois de plus cette opération sert à faire passer à la trappe le droit, la loi, les valeurs de la République qui ne sont pas respectés par une minorité qui se croit tout permis, droit, loi, valeurs de la République qui s'applique à l'ensemble des citoyens et qui de manière générale il s'agit de saper ou de détruire dans le cadre de la liquidation des Etats au profit de l'Union européenne à l'heure de la réalisation du marché unique transatlantique qui signera l'arrêt de mort de tous nos droits sociaux et politiques, en admettant que ce ne soit pas déjà le cas, ce que cette affaire tendrait à confirmer.

Chaque instrumentalisation ou manipulation des droits d'une minorité de la société par les représentants de la classe dominante a pour fonction de s'attaquer aux droits collectifs de l'ensemble de la population. Là en l'occurrence personne ne s'attarde sur l'élément déclencheur de la réaction de ce maire, il n'intéresse personne, ainsi l'Etat peut donner une lecture arbitraire du droit, leur objectif est atteint.

Ces gens du voyage n'y ont rien gagné dans cette affaire, ils vont être expulsés ou ils sont déjà partis je n'en sais rien, ils ont été stigmatisés, les serviteurs de l'idéologie néolibérale se sont servis d'eux pour s'attaquer à un élu qui représentait le droit, peut-être pour se débarrasser d'un élu qui les encombrait, mais l'essentiel était ailleurs, pour affaiblir le droit dont finalement le pouvoir qu'il incarne passe au second plan, droit qui incarne quoi, mais l'Etat.

Chaque occasion ou situation qui peut faire l'objet d'une instrumentalisation pour affaiblir l'Etat et renforcer le communautarisme ou dresser des couches de la société contre l'ensemble de la population sera exploitée à fond, car le plus grand danger pour la classe dominante demeure qu'elles se rassemblent pour combattre ensemble le régime. Il faut faire en sorte que les différentes couches de la société s'opposent entre elles, se haïssent littéralement, ils créent ainsi une atmosphère délétère dans la société, préparant les conditions propres à une guerre civile où elles s'entretueront pendant qu'ils compteront les points, réprimeront ou élimineront les unes et les autres et conserveront le pouvoir, ils en sont rendus là pour le garder, car ils savent que leur politique ultra libérale ne peut conduire qu'à son rejet massif au risque de provoquer une explosion sociale, c'est une manière comme une autre de la prévenir, de s'y opposer, de la contenir, de pourrir les conditions qui permettraient d'envisager de remettre en cause l'ordre établi.

C'est à la fois une mesure préventive et leur objectif à moyen terme dans la perspective de la soumission totale de la population à leur ordre néolibéral, le Nouvel ordre mondial. C'est à cette politique que prête main forte la gauche, l'extrême gauche et les gauchistes.

Hier je n'ai pas soutenu ce maire, j'ai relaté les faits en essayant de ne sous-estimer ou surestimer aucune facteur ou rapport. C'est

le même exercice auquel nous nous livrons aujourd'hui et notre position n'a pas changé. Je vais vous dire un truc, pas aujourd'hui mais dans d'autres circonstances, ceux qui s'offusquent bruyamment des paroles de ce maire estimerait que le sort qu'Hitler avait réservé aux tziganes serait encore trop doux pour des militants comme nous, gardez bien cela en mémoire, cela pourrait vous servir un jour.

Voici en gros la retranscription de cette vidéo, je n'ai retenu que les éléments qui peuvent nous intéresser.

Le maire rappelle qu'aucune demande officielle n'a été déposée auprès de la préfecture, que la dernière fois ils ont laissé sur place "22 sacs de merde", on l'entend se faire traiter de "guigno", à aucun moment il ne les insultera et conservera son calme malgré les multiples provocations.

Ils menacent de tout bloquer et d'envahir la place de la mairie avec leurs caravanes, puis il se fait traiter de raciste, la suite est inaudible, alors le maire visiblement excédé dit à voix basse (2) "Hitler en a peut-être pas tué assez", retenez bien ce qui suit car c'est déterminant pour comprendre à quelle machination nous avons à faire, **les gens du voyage n'ont pas entendu ces propos qui sont évidemment épouvantables, personne parmi les personnes sur place non plus, personne n'a relevé, la suite de l'enregistrement le prouve, pas même le journaliste qui, soit n'a rien entendu, soit ne semble pas avoir été choqué car il ne le répond rien, il est dès lors parfaitement clair que c'est la direction de ce journal qui a décidé de s'en servir à des fins qu'on ignore, se venger du maire contre lequel elle avait perdu deux procès, sur commande de l'UMP ou du PS, pour se faire de la pub, tout est possible...**

Le maire demande l'application de la loi, ils sont en situation illégale et refuse de partir, le représentant des gens du voyage demande au journaliste de leur servir de porte-parole, le maire se fait à nouveau traiter de raciste, le représentant des gens du voyage dit au journaliste qu'il n'est pas digne d'être maire, il bafoue ainsi le vote des électeurs ou le suffrage universel, ensuite il affirme que le maire a commencé par crier, alors qu'au début de l'enregistrement et par la suite on l'entend parler normalement, l'emplacement municipal était fermé provisoirement pour cause de travaux, le représentant des gens du voyage dit que c'est du racisme, le représentant des gens du voyage raconte au journaliste qu'un jour le maire aurait craché sur un pasteur et lui aurait tapé dessus, et le journaliste lui répond qu'il est au courant et c'est "pour cela qu'il est là à chaque fois", il dit au journaliste "allez-y mettez la sauce, mettez la part de notre côté", le journaliste est là visiblement à la recherche d'un scoop, d'une info qu'il montera en épingle ou qui fera sensation pour faire monter la vente de son torchon...

A ce moment-là, le représentant des gens du voyage retourne vers son groupe, le maire reste en compagnie de plusieurs personnes, des gendarmes et des journalistes, il passe un coup de téléphone, apparemment à un huissier qui va se déplacer sur place. Il est très calme, posé. Le journaliste lui demande ce qu'il va faire. Il précise que cette mission évangélique est une secte et lui rappelle la loi concernant l'accueil des gens du voyage. La préfecture n'a reçu aucune demande et il rappelle qu'il avait refusé il y a quelque temps une demande pour cause de dégradation des lieux lors d'une précédente visite d'une autre communauté. Le journaliste se fait leur porte-parole, le maire lui rappelle que "la loi, c'est la loi", par pour ce journaliste...

Il dit qu'il va saisir le Préfet pour faire appliquer la loi dès le lendemain et réunir le conseil municipal pour délibérer sur cette question, la procédure habituelle est respectée. Il rappelle ensuite que la ville accueille des gens du voyage sédentarisés qui respectent la loi et "tout se passe bien", que des caravanes stationnent à l'année sur un autre terrain et "il n'y a pas de problèmes". Là dans la cas présent, il s'agit d'une occupation illégale, ils vont se brancher sur une bouche à incendie pour avoir de l'eau et se connecter ici pour prendre l'électricité le maire précise ce qui est illégal, le journaliste lui répond que c'est ce que les gens du voyage lui ont dit, le maire lui répond qu'il est donc témoin et qu'il ne raconte pas n'importe quoi.

Il explique alors qu'un monsieur est venu le voir à son bureau à la mairie et l'a menacé de se suicider parce qu'il avait une taxe d'habitation de 120 euros à régler et qu'on le saisissait, et d'ajouter : voilà ce qu'est devenue la France, ils ont tous les droits, on vous menace, ils vous traitent de raciste, ils vous font le signe d'Hitler, ils vont aller se plaindre, ils vont encore me faire une procédure, vous faire traiter d'Hitler, vous trouvez cela valable, attendez, on se fait injurier à longueur de temps, je me suis fait traiter de pédophile... Mais s'ils étaient propres, s'ils étaient corrects, s'ils payaient leurs trucs, moi je ne demande pas mieux, il n'y a pas de problèmes, quand on a les forains deux fois par an ça se passe bien, il signale un problème qu'il a réglé à l'amiable avec eux et on n'en parle plus, là ils sont en situation illégale, donc il n'y a pas de discussion... Il demande l'application de la loi républicaine... Puis des huissiers arrivent sur place... A un moment il dit qu'il ne préfère pas dire ce qu'il pense de ces gens-là et cette femme (?) lui répond "ne dites-rien" d'un air entendu. Apparemment seul en se parlant à voix basse, il dit "ronds de cuir, salauds" en pensant à ces gens qui l'ont comparé à Hitler et traité de raciste, mais le journaliste enregistre, la suite ne présente aucun intérêt.

[Le chiffre du jour. 870](#)

Mafia, crime organisé et CIA.

- Le crime organisé international rapporte 870 milliards de dollars par an (658 milliards EUR) grâce aux trafics de drogue et d'êtres humains et à la cybercriminalité, selon une estimation du responsable d'une agence de l'ONU.

"C'est ce qui motive les criminels. L'argent, pour être influent, avoir un certain statut et du pouvoir", a déploré le patron de l'Office des Nations unies de lutte contre la drogue et le crime (ONUDC), le Russe Youri Fedotov.ajoutant que "les groupes criminels sont mieux financés que n'importe quelles autorités publiques".

Alors que désormais un tiers de la population mondiale dispose d'un accès à internet, la cybercriminalité préoccupe toujours plus les polices.

Les revenus annuels liées aux vols d'identités sur internet sont estimés à un milliard de dollars par an, selon le haut responsable de l'ONU. AFP 24.07

Ce qui motive les criminels, exactement la même chose que les oligarques de la finance, le pouvoir politique dans le cas de ces derniers.

Les infos en bref ce soir à la date du 26.

[Haut de page ↗](#)

Le 26 juillet 2013

CAUSERIE

Bravo messieurs Hollande et Fabius, vos amis les Frères musulmans viennent de commettre un nouveau crime infâme en Tunisie !

Cliquez : Le site actualisé vendredi si vous avez lu la causerie de jeudi soir.

Jeudi soir.

Finalement non, je n'ai pas actualisé les infos en bref, cela me fait chier à la fin pour tout vous dire, j'avais mieux à faire et et vous propose la suite de l'article d'hier sur l'affaire du maire de Cholet. La suite demain si j'en trouve le courage.

[Suite des articles des 23 et 24 juillet sur l'affaire de Cholet.](#)

Il s'agit de quelques précisions ou idées qui me sont venues à l'esprit en fin de journée en accomplissant mes tâches ménagères, en fait le peu de temps libre que je m'accorde.

1- Cela pourrait en surprendre que je fasse grand cas du sort réservé à un élu qui plus est de droite, alors qu'en réalité je ne m'intéresse qu'à l'exploitation qui est faite de cette affaire, ne confondez pas.

Sur le plan stratégique, nous ne nous adressons pas aux élus ou aux dirigeants des partis qui incarnent les institutions et le régime que nous combattons. Mais il peut arriver que sur le plan tactique nous soyons amené à combattre contre les adversaires ou les ennemis d'un élu qui se livrent à une manipulation et qui par ailleurs poursuivent un objectif diamétralement opposé au nôtre, le plus souvent il s'agit de l'UE ou de l'extrême droite, dans la cas présent, c'est l'ensemble des partis qui remplissent la même fonction que l'extrême droite au profit de l'idéologie néolibérale et ses objectifs politiques. Ce que nous entendons par là sera précisé au point suivant. Il n'y a donc pas de contradiction dans notre comportement face aux élus.

2- Quand les dépositaires du droit qui ont pour mission de le représenter ou de le faire appliquer se retrouvent dans une situation où ils en sont empêchés, c'est le droit qui est bafoué, l'Etat de droit qui est remis en cause, alors c'est un état de non-droit qui se substitue à lui ou l'emporte, l'Etat de non-droit s'installe. Au fait, pour ceux qui l'auraient oublié, un Etat de non-droit est synonyme de la loi de la jungle, du plus fort, du plus puissant, de la barbarie, un retour quelques siècles en arrière, c'est ce que soutient LO et le NPA notamment, allez lire leurs articles ou brèves sur leurs portails, c'est édifiant, n'oubliez pas les tendances du NPA qui font de la surenchère, délirant.

3- Il est clair que la direction du journal le Courrier de l'Ouest a décidé délibérément de nuire au maire de Cholet après plusieurs tentatives infructueuses dans le passé, en exploitant une phrase somme doute anodine dans la bouche d'un élu de droite que personne n'avait entendu à part le micro du journaliste qui était sur place, ce que révèle l'enregistrement de la bande son qu'ils ont mise en ligne sur Internet.

Avant lui, bien des hommes politiques ont fait les frais de l'indélicatesse de rédactions qui avaient publié des prises de son

réalisées en off ou hors plateaux de télévision à leur insu, Sarkozy par exemple, pour ensuite en faire un usage médiatique ou politique, un procédé déloyal qui témoigne du niveau de conscience misérable de leurs auteurs. Là encore nous ne soutenons pas ce maire ou Sarkozy, nous jugeons le comportement indigne de médias ou de patrons de presse comme nous le ferions dans d'autres circonstances.

4- Il semblerait, là encore il faut être très prudent en attendant d'en savoir plus, que le maire de Cholet aurait menti en prétendant qu'il aurait repris les propos du journaliste qui ne figurent pas sur cette bande son. Si c'était le cas, quand il a pris conscience de l'ampleur que prenait cette affaire il a dû paniquer et il a essayé de rattraper le coup, de la façon la plus maladroite qui soit en se livrant à un mensonge stupide qui pourrait être dévoilé plus tard. Ils l'ont poussé à la faute pour mieux l'abattre et apparemment cela a admirablement fonctionné puisqu'il s'est retrouvé acculé et a donné sa démission de l'UDI dans la foulée, ils sont parvenus à l'éliminer, ce qui semble-t-il était leur objectif.

Il aurait très bien pu s'en sortir autrement, par exemple, il lui aurait suffi d'avouer qu'excédé il s'était parlé à lui-même à voix basse pour se soulager de cette pression insupportable sans se rendre compte que ses paroles étaient enregistrées, et que sur le coup elles avaient dépassé sa pensée, ce dont son action en faveur des gens du voyage sur sa commune pouvait témoigner et prouvait sa bonne foi, l'incident aurait été clos et personne n'en aurait parlé. On n'a pas forcément le bon réflexe quand on fait l'objet d'un lynchage en règle.

Vous savez que je vis en Inde depuis de nombreuses années et que je suis marié avec une femme d'origine indienne depuis 23 ans. Quelque part je suis un peu Indien, aussi il m'arrive de parler comme un Indien des autres Indiens, donc de me lâcher ou de dire ce que je pense, et je peux vous dire que je charge la barque.

En présence d'Indiens qui me connaissent, cela n'a jamais fait l'objet du moindre incident en 19 ans, jamais on ne m'a traité de raciste ou remis à ma place, généralement ils m'approuvent et en rajoutent une louche, c'est là aussi que j'apprends un tas de petites détails sur leur vie quotidienne, comment cela se passe dans leur tête, car étant sincère avec eux je les ai mis en confiance, ils se confient à moi.

Et c'est là que cela peut paraître paradoxal, pour avoir tenu les mêmes propos devant des Français, volontairement parce que je les connais bien, c'est mon côté provocateur pour ensuite les matraquer ou leur dire ce que je pense de leur tiers-mondisme de merde, j'ai observé leur réaction sur leur visage, une grimace de dégoût ou de désapprobation avant qu'ils me fassent la leçon, sans déconner, c'est un truc qui marche à tous les coups, intérieurement je me marrais, je n'attendais que cela, un pays qui compte des centaines de millions de pauvres est forcément merveilleux, la preuve, la vivacité de sa religion (sic!), sans rire ce serait cynique, tous les gens qu'on croisera un jour n'auront que des qualités, et si cela ne sautait pas aux yeux ou qu'ils n'en faisaient pas usage, ce serait uniquement parce qu'ils ignoraient qu'elles sommeillaient en eux ou que les circonstances ne leur auraient pas permis de les laisser s'épanouir, amen, bref on se demandera pourquoi ce pays est demeuré si longtemps sous-développé et si arriéré quand il suffit de franchir le pas de sa maison pour rencontrer un génie ; ou alors, là je passe de la matraque au fusil à pompe ou au bazooka, ils ne vantent pas les qualités exceptionnelles des Indiens, ils les vomissent et ne leur trouvent que des défauts tous plus épouvantables les uns que les autres alors qu'eux sont des vermines qui soit les exploitent, soit s'en foutent de leur triste sort, on trouve cela mélangé chez les babas cool, les soixante-huitards attardés, moitié anar moitié réac, ou plus réac qu'anar, mais attention ils ne se livrent qu'avec des gens qu'ils connaissent, en public ils cachent leur jeu et se mettent dans la peau du personnage précédent, ils adorent l'Inde, patati patata...

On apprend beaucoup de choses à voyager et à vivre à l'étranger. Pas toujours, la preuve !

5- Je n'ai pas pris au premier degré ce qu'a dit ce maire, personnellement je n'en ai rien à foutre, j'ai déjà dit pourquoi hier, parce qu'ils sont si nombreux à le penser, mais sérieusement cette fois, lui je n'en sais rien. Je ne sais pas si vous avez lu la biographie de Lénine par J-J. Marie (POI-CCL), mais si vous avez pris au premier degré chaque fois qu'il faisait dire à Lénine : fusillé ! vous avez dû prendre Illitch Oulianov pour un horrible tyran, alors qu'en réalité il n'a jamais fait fusiller personne, autant que je me souviens, pas même les Romanov.

Je ne voudrais pas jouer le donneur de leçons, c'est un truc dont j'ai horreur, mais il faut apprendre à lire ou prendre le temps de lire attentivement et de se poser des questions à chaque proposition, ligne ou paragraphe. Cela ne sert à rien d'avalier des bouquins, de cavalier, la lutte, la lutte, la lutte, et merde bordel, on n'a jamais rien appris en procédant de la sorte, il faut avoir l'esprit posé, être au calme, se mettre en condition, ce n'est pas un exercice de méditation, il faut que toutes les parties du cerveau indispensables à la réflexion soient mobilisées, que toutes vos facultés intellectuelles soient en éveil, et en fonction de votre développement antérieur la machine va se mettre en branle et produire des merveilles car on n'est pas plus intelligent ou plus con qu'un autre, cela n'existe que dans la tête de ceux qui méprisent les autres, pas dans la nôtre, et quel que soit notre niveau on peut progresser, heureusement, je vous ai fait peur n'est-ce pas ! Il commence à être tard et tout cela m'a mis de bonne humeur.

6- Pour revenir à notre affaire, l'absence d'images est délibérée, du coup on n'a pas pu voir qu'elle était l'attitude des différents protagonistes au moment où ce maire a produit ce propos malheureux. Ces gens du voyage qui venaient de le traiter de raciste, étaient-ils en train de lui adresser un salut nazi, se faisaient-ils menaçants ? Ils vociféraient d'après ce qu'on a pu

entendre et ils l'ont insulté à plusieurs reprises. J'ai eu l'occasion de parler avec quelqu'un en France qui m'a dit que les représentants des missions évangéliques étaient des fascistes, la pire pourriture qui soit, attention, pas l'ensemble des gens du voyage.

Cet après-midi j'ai repensé à mon grand-père que j'adorais et qui partageait un peu la vie des forains en tant que camelots, il stationnait au même endroit qu'eux et se connaissaient à force, ils faisaient le même boulot et partageait la même vie. Adolescent j'ai travaillé le dimanche avec ma grand-père après la mort de mon grand-père, cela me faisait de l'argent de poche car mes parents étaient trop pauvres pour m'en donner. Pour un peu j'aurais pu naître dans un cirque puisque ma mère y a vécu et travaillé comme trapéziste peu de temps avant de m'avoir. C'est pour dire que j'ai aussi été un peu élevé dans cet esprit-là, pour le côté sédentaire, mon père ouvrier, menuisier en bâtiment, et du côté de ma mère le voyage, à croire que c'est le voyage qui l'a emporté ! Quoique, depuis je vis en Inde je n'ai jamais bougé de Pondichéry à part quelques balades en moto il y a 12 ans de cela déjà, j'ai pris racine !

7- Pour terminer, parfois l'union nationale se réalise sur un axe bien défini, du coup il faut être aveugle pour le louper, et parfois c'est l'inverse il se réalise dans l'omerta, le silence absolu sur un sujet dont absolument personne ne parlera, c'est tout aussi suspect ou davantage encore. On ne manquera pas de se demander ce que cela recouvre, quels intérêts y trouvent les uns et les autres, sont-ils complices ou complémentaires, ce sera l'un ou l'autre ou les deux à la fois.

Ils s'offusquent de propos sur Hitler, mais que les banquiers anglo-saxons juifs aient financé la montée d'Hitler et le réarmement de l'Allemagne nazi qui allait conduire à l'extermination programmée des juifs par Hitler et dont ils avaient parfaitement connaissance ne leur pose pas de problèmes, pour la simple et bonne raison qu'ils le nient ou refusent d'en parler. Il existe des preuves écrites que les Rothschild, Rockefeller, Warburg, Lazard et Cie ont financé les deux camps pendant les deux guerres mondiales pour s'enrichir doublement. Qui en parle, quel parti politique de droite, de gauche ou d'extrême gauche ? Absolument aucun.

Nous nous félicitons de ne pas appartenir à ce panier de crabes infâmes qui entraînent l'humanité vers l'abîme. Très égoïstement on serait tenté de se dire qu'on commence à se faire vieux et qu'on aura au moins la chance de ne pas voir la suite qui risque fort bien d'être abominable comme on est parti, j'en suis très malheureux pour ceux que j'aime et qui sont plus jeunes que moi, je ne pourrai rien de plus pour eux.

On va tout de même continuer le combat parce que c'est encore la meilleure chose qui nous reste à faire, sauf si je voyais que j'étais incompris et que la fréquentation du site chutait brutalement après ces dernières causeries *on the edge*, sur le fil du rasoir. Je ne m'acharnerai pas à vouloir convaincre des militants qui ne veulent rien entendre, que dans ce cas-là ils restent comme ils sont cela m'indifférera totalement et je m'occuperai de mes vieux jours en attendant la fin, je ne pense pas que je vivrai très vieux et je m'en irai l'esprit tranquille, j'aurai essayé d'être utile, en vain, dont acte.

Il m'a peut-être, même sûrement, manqué quelque chose pour vraiment être utile à notre cause et j'en suis désolé. Voyez-vous, comme tout le monde j'ai des doutes et je n'hésite pas à vous en faire part, par honnêteté, comment serait-ce possible autrement avec toutes les questions que je me pose, mais il y a au moins une chose dont je suis à peu près sûr, en toute modestie, c'est de ne pas me tromper ou alors à la marge. Souhaitons tout de même que le discernement et l'intelligence l'emportera sur l'obscurantisme.

Vendredi.

On ajoutera des articles de presse plus tard et dans différentes rubriques.

[Une vidéo.](#)

L'armée libre syrienne infestée par les djihadistes : reportage tunisien (algérien selon un internaute)
<http://www.youtube.com/watch?v=xpw9dclaZ7k>

[Qu'est-ce que c'est un Etat de non-droit ? Démonstration.](#)

- Trayvon Martin: Zimmerman est coupable mais "*il s'en est tiré*", estime une jurée - L'Express.fr

Une des membres du jury qui a acquitté George Zimmerman du meurtre de Trayvon Martin a estimé que l'accusé était "*coupable*" mais qu'il "*s'en est tiré*" parce qu'il était impossible de prouver sa culpabilité. L'Express.fr

Extraordinaire non, un homme d'âge moyen, corpulent, tire et tue un frêle adolescent de 17 ans non armé, et il y aurait besoin de prouver sa culpabilité qui est établie d'emblée au regard de la situation. C'est le crime légalisé, le droit de se faire justice soi-même couvert par la loi.

Le capitalisme repose sur le vol de la force de travail par celui qui possède les moyens de production. Vol parfaitement légal, l'exploitation de l'homme par l'homme est ainsi légalisée, justifiée, il est un droit reconnu et inscrit dans la Constitution. Du coup, toute forme d'oppression ou tout recours à la violence pour faire respecter ce droit est légal. L'oppression, la répression ou la violence qui l'accompagne viole ainsi la légitimité du droit de la majorité à refuser d'être exploitée.

Comme le droit a été accordé à une minorité d'opprimer ou violenter la majorité dans certaines circonstances qui de fait s'étend à l'ensemble de la société, puisqu'on ne peut être qu'opresseur ou opprimé, exploiteur ou exploité, pourquoi ce droit ne s'appliquerait-il pas à des situations individuelles, qui dans le cas présent prend la forme du pouvoir d'un individu de faire valoir son droit contre celui du reste de la société ; que la majorité de la population condamne son acte, son crime, n'a aucune importance, n'a aucune valeur, ainsi en a décidé le législateur qui dans les moindres détails a tenu à reproduire les rapports qui existaient entre les classes.

Trappes. Les faits.

Ce que vous allez lire contredit les précédentes déclarations du principal protagoniste qui prétendait qu'un policier avait arraché le voile de son épouse qu'il l'aurait trainée ainsi jusqu'à une voiture de police avant de lui plaquer violemment le visage sur le capot de cette voiture...

Avant de commencer cette lecture, attentive car chaque mot compte, je fais remarquer à ceux qui m'accuseraient de prendre le parti de la police, que je ne lui donne pas la parole, ce n'est même pas nécessaire, pas de bol !

Ce garçon converti à l'islam radical a déclaré avant-hier, je cite, que "*le policier s'est rapproché de [sa] femme et a mis sa main vers son visage comme pour la gifler ou la saisir*", il "*s'est rapproché*" donc il ne l'a pas touché, il (et les témoins) a donc menti précédemment, ensuite il "*a mis sa main vers son visage*", "*vers*", donc sans l'atteindre, second mensonge confirmé, pour "*la gifler ou la saisir*", là il extrapole carrément et le mouvement de la main n'est pas vraiment le même quand on se destine à gifler ou à se saisir de quelqu'un, il en rajoute manifestement et aggrave son cas. Le reste est à l'avenant.

Ceux qui exploitent cette affaire sont en peine de légitimité ou de crédibilité dans le mouvement ouvrier, en agissant de la sorte ils soutiennent le pire communautarisme qui soit.

Nous sommes parmi les plus féroces ennemis des institutions et nous le prouvons quotidiennement, mais ayant conscience du danger que représente la remise en cause de l'Etat de droit (à travers les représentants de l'Etat ou les élus qui le représentent) qui conduit de fait à l'établissement d'un Etat de non-droit conformément au vœux de l'Union européenne notamment ou du néolibéralisme qu'elle incarne, nous condamnons toute tentative favorisant cette dérive de l'Etat.

Nous rappelons à nos adversaires ou à tous ceux qui ne partagent pas notre point de vue sur cette question déterminante, que c'est dans le cadre de cet Etat de droit que nous pouvons mener notre combat, alors que dans un Etats de non-droit ce serait totalement impossible ou nous serions réduits à l'impuissance ou au silence.

Nous leur signalons que c'est déjà le cas d'une certaine manière quand un Blanc, un Noir ou toute personne étrangère à un quartier dans certaines villes prend le risque de se faire insulter ou sauvagement agresser si elle a la mauvaise idée de s'y rendre, à ses risques et périls, ce qui est totalement intolérable. Couvrir ou soutenir cet état de fait est impensable.

C'est l'attitude laxiste, le double langage et la politique de Sarkozy et Hollande qui ont favorisé l'établissement d'un Etat de non-droit dans certains quartiers ou certaines communes du pays.

Politique qui a consisté à s'allier avec l'émir salafiste du Qatar et son régime qui applique la charia et traite les femmes en sous-produit de l'espèce humaine et qu'ils se sont appliqués à rendre présentable, de telle sorte qu'il a encouragé certains musulmans et musulmanes à épouser leur doctrine, dont les principes sont incompatibles avec les valeurs de la République et leur respect, à les violer et à faire ensuite l'objet de poursuite judiciaire, sans parler du rejet massif qu'ils inspirent à la majorité de la population attachée à ces valeurs républicaines.

De plus, je peux témoigner que dans les années 70 il existait déjà en France des espaces de non-droit dans certaines banlieues, à Nanterre (92) par exemple. A Nanterre il existait plusieurs bandes de voyous, Les Folies, Les Pâquerettes, j'ai oublié le nom des autres, j'avais un de mes oncles qui était au PC et qui était responsable de la MJC à l'époque, c'est lui et mes potes qui me racontaient ce qui se passait dans cette commune situé à côté de chez moi, j'habitais à Rueil chez mes parents. La police ne s'aventurait jamais dans certaines cités de Nanterre, il se faisait caillasser et même tirer dessus avec des armes à feu, un jour ils ont réussi à entourer un car de flic qui s'était approché trop près de leur territoire, ils en ont fait descendre les flics et il y ont foutu le feu, une autre fois ils les ont attachés et ils ont déposé le car de flic devant le commissariat avec les flics dedans ligotés, c'était dans les années 70, il y a donc plus de 40 ans.

Etrangement à l'époque la situation n'a pas dégénéré ou ne s'est pas généralisée comme cela tend à être le cas

aujourd'hui. Pourquoi ? Parce qu'à l'époque il n'y avait pas de chômage. Un voyou qui faisait des conneries, il avançait en âge, puis il se rangeait, la société lui permettait d'avoir un travail et de fonder une famille, c'était mieux que la taule et rester chez ses parents, or aujourd'hui cette condition essentielle à leur intégration dans la société a disparu. J'ai appris 20 ans plus tard en rencontrant un par hasard que tous mes anciens potes et leurs frères, Rachid, Amid, Kader, Kamel et toute la bande de la cité du Moulin des Gibets à Rueil avait pris le chemin du boulot et avaient cessé définitivement leurs conneries. Je tenais à apporter ce témoignage et cette précision.

Revenons à notre sujet.

Que ce soit ces mêmes partis ou tendances ou ces militants qui soutiennent les djihadistes qui détruisent la Syrie et massacrent son peuple n'étonnera personne. Leur politique criminelle sur la Syrie est le prolongement de leur politique qui ne l'est pas moins en France. On aurait souhaité qu'un parti ou une formation politique ait le courage de dire ces choses à notre place, mais apparemment nous n'en avons pas trouvé malheureusement .

J'ai téléchargé hier dans mon disque dur différents articles de plusieurs partis ou tendances du mouvement ouvrier ainsi que des articles de presse, je vais essayer de trouver le temps dans les jours qui viennent de démonter leur argumentation pour bien montrer comment le gauchisme fonctionne et comment il nuit à notre combat, je vais les broyer. N'oubliez jamais que lorsqu'un innocent est assassiné en Syrie, en Irak, en Egypte ou en Tunisie, ils en portent la coresponsabilité, c'est extrêmement grave, il est donc de notre devoir de les démasquer devant le mouvement ouvrier.

La lutte des classes est impitoyable, on vous avait prévenu, on ne vous prend pas en traître ou par surprise, comme disait Trotsky cela ne sert à rien de lutter contre notre ennemi si simultanément nous ne combattons avec le même acharnement les opportunistes qui le soutiennent ou desservent notre cause.

Voici deux extraits d'articles, à vous de juger.

1- french.irib.ir - Un journaliste de RTL a pu rencontrer la mère de la femme en niqab qui s'est faite contrôlée à Trappes. Vivianne, non musulmane, était accompagnée de ses deux filles et de son beau fils au moment des faits. Elle nous donne une version totalement différente de celle des agents de Police, et qui confirme un contrôle abusif et disproportionné de la force par la police sur cette famille.

« *Je sortais des courses avec ma fille. Elle a vu la police qui venait. La police s'est arrêté. Je leur ai dit "je vais vous donner les papiers* » c'est parce que les papiers étaient chez moi et puis comme ça tout s'arrête. Mais le policier s'est posé. Il a pris la tête de ma fille, la grande, celle qui s'est convertie, qui avait le voile. Il l'a tenue par les cheveux. Il a posé sa tête sur le capot de la voiture, et a mis ses deux mains derrière son dos.

Mon beau-fils a vu ça et a dit : « *Ne touchez pas à ma femme* » et s'est mis debout pour partir vers eux. Après la police a pris mon beau fils. Il l'a mis par terre. Ils ont mis ses mains derrière son dos et ils ont mis des menottes. Le problème c'est que mon beau fils n'a pas agressé la police. Il n'a pas essayé d'étrangler le policier. C'est pas vrai, il a rien fait, il est innocent. french.irib.ir 23.07

2- libération.fr - Hier, lors d'une conférence de presse, le collectif des citoyens de Trappes a souhaité donner la parole aux habitants du quartier des Merisiers. Les faits, ce sont ceux de l'interpellation du mari de la jeune femme portant le voile intégral (niqab), Mickaël, accusé d'avoir tenté d'étrangler un policier au cours d'un contrôle d'identité.

Dans un entretien de près de quinze minutes, dans une interview sur la chaîne de télévision La locale, le jeune homme de 21 ans a donné sa version de l'altercation. «*Je n'ai pas essayé d'étrangler un policier*», s'est-il défendu. Mickaël, qui s'est converti à l'islam à 16 ans, raconte qu'à leur arrivée, les policiers ont demandé à sa femme de relever son voile. Il souligne que ces derniers n'ont pas fait preuve de «*courtoisie*» puis qu'ils «*ont commencé à s'énerver*». Il explique avoir voulu s'interposer «*à partir du moment où le policier s'est rapproché de [sa] femme et a mis sa main vers son visage comme pour la gifler ou la saisir*». Il a également évoqué les contrôles d'identité dont le couple avait déjà fait l'objet: «*auparavant cela s'était toujours bien passé, mais c'est déjà arrivé que les policiers soient provocants, agressifs avec nous sans aucune raison valable*».

Selon Fanta Ba, du Collectif des citoyens de Trappes, la version de Mickaël est en partie soutenue par des témoins oculaires. Selon l'«*enquête de terrain*» réalisée par ce collectif, le jeune homme aurait bien eu «des gestes déplacés» à l'égard des policiers. Notamment l'un d'eux qu'il aurait «*agrippé par derrière pour le faire reculer*» avant de glisser emporté par le poids du policier. Les témoins auraient également décrit une arrivée musclée des forces de l'ordre : un policier aurait arrêté le couple «*en mettant un pied sur la poussette, sans bonjour ni rien*». Pour Fanta Ba, l'attitude de Mickaël serait une réponse «*à une première agression*». Elle évoque par ailleurs «*un climat déjà présent*» dans la ville lié à de multiples «*violences policières et contrôles à répétition*» depuis plusieurs mois. «*Notre police n'est pas irréprouvable*», s'agace-t-elle tout en expliquant que les propos catégoriques de Valls ont «*écoeuré*» la population locale. libération.fr 24.07

Il se trouve que les propos du jeune homme en question contredisent ceux de la mère de son épouse (1er article) et ceux de

ces témoins, l'attitude par ailleurs de la police dans d'autres circonstances est tout autre chose et n'a rien à faire ici.

Que les flics soient des beaufs ou qu'ils ne soient pas très futés est bien connu, mais il nous faut faire avec, que devrais-je dire en Inde, je m'attends toujours au pire.

Un complément tout frais d'hier.

- Deux CRS ont été agressés mardi sur la Promenade des Anglais à Nice (Alpes-Maritimes). Alors qu'ils procédaient à un contrôle d'identité, les deux fonctionnaires de la Compagnie républicaine de sécurité n°4 basée à Lagny (Seine-et-Marne) ont été roués de coups par trois mineurs (nés en 1996 - ndlr) originaires de Seine-Saint-Denis. «*Particulièrement agressifs et violents*», ces derniers enfreignaient un arrêté municipal interdisant de se promener torse nu en ville, a expliqué Philippe Lebrun, directeur adjoint du cabinet du préfet des Alpes-Maritimes.

L'agent le plus gravement touché souffre d'une fracture du poignet gauche et d'une entorse cervicale. Il s'est vu délivrer une interruption temporaire de travail (ITT) de 30 jours. Le second policier, victime de contusions, a eu une ITT de deux jours. LeFigaro.fr 25.07

Vous imaginez bien que les CRS ne figurent pas vraiment parmi nos amis , mais on estime que la préservation de l'Etat de droit ou ce qu'il en reste est prioritaire dans les circonstances présentes, le gauchiste qui ne réagit que par rapport à ses désirs de petit-bourgeois qu'il prend pour la réalité ne sera pas en mesure de le comprendre, tant pis, notre combat politique ne consiste pas à satisfaire un besoin personnel immédiat aussi louable soit-il, mais s'inscrit dans une perspective historique auquel le sort de notre classe est liée et qui légitime notre position.

Un autre article. Tiens, là cela ne pose apparemment aucun problème. Ne viendrait-il pas du sommet de l'Etat en France ?

- Les Philippines, archipel de 90 millions d'habitants à forte majorité catholique, ont annoncé mardi l'interdiction par décret du port du voile en classe aux enseignantes musulmanes.

Ce décret ne s'applique pas aux écolières qui pourront rester voilées pendant les cours et porter lors des séances de sport une «*tenu appropriée* » au respect de leur foi.

Les enseignantes musulmanes peuvent porter leur voile en dehors de la classe mais doivent se découvrir pendant les leçons.

Une mesure visant à «*renforcer la relation enseignant-élève* »

Cette mesure permettrait «*une bonne identification des enseignantes par leurs élèves et renforce ainsi la relation enseignant-élève* », assure le texte.

Il ajoute que l'absence de voile garantit un meilleur apprentissage du langage car celui-ci s'opère en partie grâce à la «*lecture sur les lèvres* ».

Une mesure validée par le Bureau des affaires islamiques

Le Bureau des affaires islamiques a dit valider le décret du ministère de l'Education tout en admettant ne pas en avoir reçu copie.

Selon Roque Morales, conseiller de cette institution publique, le port du voile est très répandu dans le sud des Philippines où vivent la majorité des musulmans de l'archipel. «*On le voit quasiment partout* », a-t-il dit. french.trib.ir 24.07

Je rappelle que le portail french.trib.ir est celui de la radio francophone iranienne, du régime iranien.

ACTUALITE EN TITRES

Ca baigne pour eux !

- Le chiffre d'affaires trimestriel de Facebook a bondi de 53% - Reuters

- Starbucks publie un bénéfice trimestriel en hausse de 25% - Reuters
- GM bat le consensus grâce à la demande aux Etats-Unis - Reuters
- Dow Chemical bat le consensus grâce à la demande de pesticides - Reuters
- Rolls-Royce en forte hausse après ses résultats - Reuters
- GPA et Monoprix dopent les résultats de Casino au 1er semestre - Reuters
- Les résultats de Roche dopés par ses trois médicaments phares - Reuters
- Bénéfice trimestriel presque record pour Hyundai grâce à la Chine - Reuters
- Hausse moins forte que prévu du bénéfice net trimestriel d'ABB - Reuters

Les banquiers !

- Qui sont les chefs les plus sous-estimés au monde ? - LeMonde.fr

Néolibéralisme.

- La Grèce adopte d'urgence une loi pour s'assurer des prêts UE-FMI - AFP
- Le déficit portugais inférieur aux exigences de la Troïka - Reuters
- Le Portugal annonce la privatisation de la poste - AFP
- Les employés des chemins de fer roumains en colère - euronews.com

En Roumanie, des employés de la compagnie ferroviaire publique protestent contre la privatisation annoncée des chemins de fer et réclament de meilleures conditions de travail. Ils dénoncent la vente du frêt, déficitaire, une privatisation réclamée par le Fond Monétaire International, et s'inquiètent des licenciements et des baisses de salaires prévus. euronews.com 25.07

Jusqu'où ils poussent la marchandisation.

- Japon : la publicité a pignon sur cuisse - euronews.com

Chocking !

- En Moldavie, on opère avec des perceuses - euronews.com

Quand j'ai été me faire arracher une dent dans le centre hospitalier privé Pims flambant neuf ou presque à quelques kilomètres de Pondichéry, la dentiste a utilisé la même pince multiprise que j'emploie pour bricoler ma moto, elle portait des gants quand même et je n'ai eu aucune infection par la suite. Pour le reste, son cabinet et son équipement ressemble à celui que vous trouvez chez votre dentiste en France.

Chouette s'écrie Sapin, le chômage "**ralentit**" en France !

- La Syrie, nouvelle destination pour apprentis jihadistes français - AFP

Qui détient le pouvoir politique aux Etats-Unis ?

- Surveillance : le Congrès américain laisse le champ libre à la NSA - LeFigaro.fr

A ma connaissance, la NSA tout comme la CIA ou le Pentagone n'est pas une émanation de la volonté populaire. Ils n'ont été élus par personne, ils n'ont de compte à rendre à personne, pas plus que le cartel des banquiers de la Fed qui possède la planche à billets,. Du coup, ils se soustraient aux institutions, au droit, à tout pouvoir politique, aux partis, ils incarnent et fonctionnent selon

les principes d'une dictature qui leur octroie tous les pouvoirs sans aucun moyen de contrôle ou si aléatoire et impuissant qu'il en est ridicule ou grotesque.

Opération déstabilisation

- Un responsable de la télévision russe limogé pour soutien à Navalny - Liberation.fr
- La CEDH juge fondées les poursuites contre Mikhaïl Khodorkovski - Reuters
- Khodorkovski: procès inéquitable selon la Cour européenne des Droits de l'Homme - AFP
- Pussy Riot : un an d'actions face à une justice russe inébranlable - Francetv info
- Un des idéologues des Femen passé à tabac à Kiev - 20minutes.fr

Déformation de la réalité.

- Trappes: provocation ou islamophobie? Parole contre parole - L'Express.fr

Quand la parole se situe au même niveau que le droit ou quand la parole concurrence le droit, le droit est remise en cause, il n'existe plus au profit d'un Etat de non-droit, CQFD.

Ils mentent ou ce sont des moutons prêts à envoyer à l'abattoir.

- 72% des Français respectent en toutes circonstances la vitesse réglementaire - Francetv info

Propagande et conditionnement.

A bas le social ! Quand on disait qu'ils allaient y venir, on devait nous prendre pour des farfelus...

- Faut-il supprimer des vacances pour relancer l'économie française? - Slate.fr

En voilà une super idée, non ? Ils vont préparer les esprits à ce sacrifice suprême...

A bas l'Etat ! Vive l'UE, vive la loi de la jungle ou l'Ancien Régime !

- Les Français travaillent sept mois pour financer les dépenses publiques - L'Expansion.com

Voilà ce qui devrait inspirer les gauchistes, à bas l'Etat, comme les anarchistes ils sont contre tout Etat, alors que nous sommes pour renverser l'Etat des capitalistes pour le remplacer par un Etat ouvrier, une République sociale car on ne peut pas passer directement du capitalisme au communisme ou du règne de la nécessité à celui de la liberté, les conditions objectives ne le permettraient pas et la population n'y serait pas préparée.

Quand l'esclavage moderne revendiquent des "**valeurs humanistes**".

- Economie sociale et solidaire: "*Cette loi comporte des avancées significatives*" - L'Express.fr

Ce secteur représente 10,2% de l'emploi en France et contribue à hauteur de 8% du PIB.

Les entreprises de l'ESS sont plus que jamais des acteurs du développement économique local. Ces dernières sont les partenaires des territoires pour faire avancer une économie qui, tout en produisant de la richesse et en s'inscrivant dans les critères de la création et du développement des entreprises, sont aussi des acteurs de changement au travers des valeurs humanistes qui les animent et qui sont les fondements de leur investissement entrepreneurial. L'Express.fr 25.07

Normal le premier est amené à se perpétuer, le second à disparaître

- Le crime d'esclavage apparaît, le délit d'offense au chef de l'Etat disparaît - 20minutes.fr

Le crime d'esclavage devrait s'appliquer au capitalisme, mais tel n'est pas le cas ici, il s'agit de dénoncer l'esclavagisme à titre individuel pendant que l'esclavagisme à titre collectif s'étend toujours plus, l'un sert à camoufler l'autre qui est légitime.

[Calcul sordide ou jusqu'où ils poussent le cynisme.](#)

- Train, avion, voiture: Existe-t-il des places plus sûres que les autres? - 20minutes.fr

Non sans façon, sincèrement mon cher ami je vous cède volontiers ma place, prenez plutôt celle-ci, vous verrez, vous y serez bien, en fait il s'agit de la place du mort ! L'humanisme vole bas de nos jours !

[Voilà ce qui fait bander les impuissants.](#)

- Installez-vous dans la modeste demeure new-yorkaise d'Olivier Sarkozy et Mary-Kate Olsen pour 5,3 millions d'euros - Atlantico.fr

Pouquoi impuissants ? Mais parce qu'ils ne sont jamais heureux, ils sont jaloux les uns des autres, il leur en faut toujours plus de sorte qu'ils ne sont jamais satisfaits... On les plaint ? Ben non, peut pas !

[ACTUALITÉ DU JOUR](#)

[Trop de social, les riches ne le sont pas encore assez.](#)

- La France, toujours numéro un des dépenses sociales - Reuters

La France est toujours le pays qui consacre le plus de moyens à ses dépenses sociales, qui devraient atteindre 33% de son produit intérieur brut cette année.

Dans une étude publiée jeudi, l'OCDE indique que, du fait de la crise, et la hausse des allocations chômage et autres prestations, les dépenses sociales réelles ont augmenté de 10% environ dans ses pays membres depuis 2007/2008.

Seuls deux pays ont évolué contre la tendance, la Grèce et la Hongrie, avec des baisses de respectivement 14% et 13%.

A l'inverse, c'est en Corée que la progression a été la plus forte (29%), "cette évolution reflétant l'augmentation des dépenses liées aux pensions et autres prestations telles que les aides à la garde des enfants".

Selon l'OCDE, c'est la France qui consacre la plus grosse part de son PIB à la politique sociale, avec 32,1% en 2009, suivie par le Danemark (30,2%) et la Suède (29,8%), contre 22,1% pour la moyenne OCDE.

Les projections de l'organisation pour 2013 placent la France toujours en tête, avec 33,0% du PIB, devant le Danemark (30,8%) et la Belgique (30,7%). Par comparaison, la moyenne des pays de l'OCDE est attendue à 21,9% et celle des 21 pays de l'Union européenne membres de l'OCDE à 25,1%. Reuters 25.07

[Qui dit mieux, les enchères sont lancées !](#)

- Le Medef propose 44 ans de cotisations retraite en 2020 - Reuters

L'organisation patronale a remis ce jeudi 25 juillet au gouvernement un document d'une trentaine de pages avec 24 propositions "pour équilibrer durablement nos régimes de retraite".

Le Medef préconise dès 2020 de passer à un départ à 63 ans et de porter la durée de cotisation à 43 ans. "Il n'y a pas de paramètres intrinsèquement plus justes, il n'y a que des impacts différenciés selon les populations concernées", souligne le document, en réponse indirecte à François Hollande qui a affirmé que l'allongement de la durée serait "juste" et le recul de l'âge "injuste".

Regrettant que le levier du recul de l'âge ait été abandonné, le Medef a calculé que, pour que la réforme structurelle soit efficace, il faudrait porter la durée de cotisation à 44 ans d'ici 2020 et dès la génération 1958.

Il propose le transfert des 5,4% de cotisation famille des entreprises vers la TVA ou la CSG, le Medef accepterait toutefois une

hausse de 0,1 point des cotisations vieillesse pour les salaires au-dessus de 3.000 euros (plafond de la Sécurité sociale) comme le suggère le rapport Moreau.

Toujours au titre des mesures financières qu'accepterait le patronat, il y a aussi les différentes mesures de mises à contribution des retraités imposables. "*Il paraît possible d'accepter une sous-indexation temporaire des pensions de base*", selon le document, limitant cette mesure à trois ans. La sous-indexation consiste à revaloriser annuellement les pensions à un niveau inférieur à l'inflation.

Le Medef prône aussi "*le nécessaire développement de la retraite par capitalisation*" (placements financiers), actuellement peu répandue en France par rapport à d'autres pays occidentaux, en particulier pour les jeunes cadres

Plutôt le crépuscule de la classe moyenne.

- L'été des classes moyennes - lepoint.fr 24.07

... cette mondialisation qui fait le malheur des classes moyennes occidentales fait en revanche le bonheur des classes moyennes des pays émergents, qui voient leurs effectifs gonfler à vue d'oeil. Au Brésil, depuis dix ans, près de 40 millions de personnes ont rejoint la classe moyenne, qui représente désormais 52 % de la population totale. Inexistante il y a vingt ans, la classe moyenne chinoise est aujourd'hui estimée à 157 millions. Elle a augmenté de 46 % en cinq ans et, dans une ville comme Pékin, 40 % des habitants en font désormais partie.

Selon l'économiste de l'OCDE Homi Kharas, en 2030, la classe moyenne mondiale - définie par un pouvoir d'achat quotidien situé entre 10 et 100 dollars - comprendra 4,8 milliards d'individus (1,8 milliard en 2009). Les effectifs resteront stables en Europe et en Amérique du Nord, ils progresseront fortement en Amérique du Sud (de 181 millions à 313 millions), et exploseront en Asie (3,2 milliards, contre 525 millions en 2009). N'en déplaise à Marx, qui prédisait leur paupérisation et leur prolétarianisation, l'avenir appartient aux classes moyennes. (Pour un peu 40% des Chinois à Pékin seraient des nantis ! C'est en réalité le contraire qui se produit, confusion qui se produit quand on ne prend en compte qu'un aspect de la réalité, lire le commentaire plus loin. - Ndlr)

C'est une excellente nouvelle. Économique, d'abord, parce que les classes moyennes, qui travaillent, épargnent, investissent et consomment sont le moteur de croissance le plus puissant qui soit. Les Trente Glorieuses l'avaient prouvé en France. Autre exemple : en 1960, le Brésil et la Corée du Sud affichaient des niveaux de revenus comparables, mais le premier comptait une classe moyenne peu développée (29 % de la population) par rapport à la seconde (53 %). Résultat, le PIB par habitant est aujourd'hui deux fois plus élevé en Corée qu'au Brésil.

Mais c'est surtout une excellente nouvelle politique, car, comme le dit l'historien Francis Fukuyama, "*l'expansion de la démocratie passe toujours par la classe moyenne*". Un passage qui s'effectue rarement en douceur. Car les classes moyennes des pays émergents sont extrêmement nerveuses, vivant dans la crainte de retomber dans la pauvreté. Surtout, ce sont des classes exigeantes en matière d'équipements collectifs, de services publics ou de protection sociale. Et comme elles découvrent cette immense joie qui consiste à payer des impôts, elles se montrent très vigilantes sur l'utilisation qui en est faite. Elles sont donc en pointe en termes de lutte contre la corruption et de dénonciation des privilèges. D'où ces manifestations en Turquie, au Brésil, au Chili, en Inde ou en Afrique du Sud. Il ne faut pas s'en inquiéter, il faut au contraire s'en réjouir, car elles marquent la prise de pouvoir par des classes moyennes, les meilleures garantes à terme de cohésion sociale. Ce qu'Aristote avait déjà dit : "*Lorsque la classe moyenne est importante, il y a moins de risques de discordes et de divisions.*" lepoint.fr 24.07

Il y a à boire et à manger dans cet article, je n'ai plus le temps de l'éplucher pour y répondre en profondeur.

A retenir : quand l'auteur dit que la mondialisation fait "*le bonheur des classes moyennes des pays émergents*", il oublie de dire au moins deux choses, la première, c'est qu'elle leur permet de s'endetter jusqu'aux dents, la seconde qui est liée à la première, c'est qu'elles ne bénéficient pas des conditions de travail aussi avantageuses que dans les pays occidentaux, en Inde par exemple, un cadre va bosser 10h par jour 6j/7 12mois/12 et il n'aura jamais la possibilité d'arrêter de bosser comme un esclave, entre nous, je ne l'envie pas, j'en connais évidemment, je ne peux pas dire qu'ils respirent davantage la joie de vivre que mes beaux-frères qui sont des ouvriers.

L'auteur de cet article est de droite évidemment, sa citation d'Aristote sent plus que le réchauffé et l'harmonie entre les classes qu'il appelle de ses vœux est passée de date également à l'heure où les inégalités entre les classes n'a jamais été aussi importante, y compris dans les pays émergents.

Le développement des classes moyennes dans les pays émergents se produit à un moment précis de l'évolution du capitalisme mondial dominé par l'industrie financière, il en porte donc les marques et ne peut pas être comparé à celui des pays capitalistes occidentaux à une autre époque. Encore une analyse foireuse, quoi.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1-Bulgarie.

Les manifestations anti-gouvernementales et contre "*l'oligarchie*", qui secouent la Bulgarie depuis 40 jours, se sont durcies avec le siège du parlement dans la nuit de mardi à mercredi, mais le calme a été restauré dès mercredi soir.

"Quarante jours que nous manifestons sans être entendus. La tension a explosé hier, c'était inévitable", a estimé Maria Anguelova, 33 ans, une manifestante accompagnée de ses deux jeunes enfants.

"Si le gouvernement continue à nous mépriser, je crains que de nouvelles violences ne se produisent", a prévenu Ani Raltcheva, une peintre âgé de 72 ans.

Le parti socialiste (PSB), qui soutient le gouvernement du Premier ministre sans étiquette Plamen Orecharski, a décidé lors d'une réunion mercredi de ne pas céder aux demandes d'élections anticipées.

"Les gouvernements ne démissionnent pas, dans les pays de l'Union européenne, sous la pression de deux ou trois mille protestataires", a souligné Yanaki Stoilov, un responsable du PSB.

Le président Rossen Plevneliev, issu du parti conservateur Gerb, a appelé mercredi à "*préserver le caractère tolérant des protestations*". *"Il n'existe pas d'objectif qui justifie la violence"*, a-t-il souligné, appelant les partis représentés au Parlement à "*chercher des voies pour surmonter la situation difficile*".

De son côté, le Premier ministre s'est terré dans le silence alors que le ministre de l'Intérieur Tsvetlin Yovtchev a comparé les accrochages à des "*pogroms*".

Elles avaient été précédées cet hiver par des manifestations plus importantes, rassemblant jusqu'à 20.000 personnes à Sofia et suivies dans tous le pays, contre la pauvreté. Ces protestations, qui avaient fait 28 blessés à Sofia, ont provoqué en février la démission du Premier ministre conservateur Boïko Borissov. Six personnes sont par ailleurs mortes dans une série d'immolations par le feu.

Le nouveau gouvernement minoritaire, issu des élections anticipées du 12 mai, a vite été confronté à de nouvelles manifestations avec une importante mobilisation de représentants de la classe moyenne et de l'intelligentsia, dénonçant "*l'oligarchie*" qui, selon eux, dirige en fait le pays.

"Les gens protestent contre le modèle du pouvoir, un mélange d'économie, de criminalité et de politique et ce cocktail issu de l'effondrement du régime totalitaire (en 1989) trouve son expression dans tous les partis" représentés au Parlement, a déclaré à l'AFP le politologue Tsvetozar Tomov.

"L'issue est incertaine. Des élections anticipées paraissent inévitables, cet automne, si la tension continue à augmenter, ou au printemps", a-t-il ajouté. *"Une agonie du système nous attend pendant des années, avant que ce modèle ne soit transformé."*

Le dirigeant du PSB Serguei Stanichev a accusé Boïko Borissov d'avoir organisé "*les provocations*" de mardi soir. Pour le dirigeant socialiste, l'ex-Premier ministre table sur de nouvelles élections afin de retrouver le pouvoir avec son parti Gerb.

Mais des voix dissonantes se sont élevées au sein même des socialistes. *"Il faut de nouvelles élections pour permettre un débat"* sur l'avenir du pays, a écrit le député européen socialiste et ex-ministre des Affaires étrangères Ivaïlo Kalfin sur sa page Facebook.

Et les deux principaux syndicats, KNSB et Podkrepa, se sont joints mercredi à la demande d'élections anticipées.

Les manifestants reportent leurs espoirs sur un soutien européen. La commissaire européenne à la Justice Viviane Reding, qui a rencontré des citoyens mardi à Sofia, avait été accueillie par les protestataires avec des banderoles "*Sauvez-nous!*". *"L'oligarchie et la démocratie sont des ennemis mortels"*, a-t-elle souligné. AFP 24.07

A retenir : qu'est-ce que cela signifie quand la porte-parole de l'oligarchie financière au sein de l'UE dit que "*L'oligarchie et la démocratie sont des ennemis mortels*" en visant le gouvernement de technocrates soutenu par le parti socialiste bulgare (PSB), le clone du PS en France inféodé à l'oligarchie financière ? Que le parti de droite officiel ne représenterait pas les intérêts

de l'oligarchie financière ? Cela doit être un vrai parti de gauche qui s'ignore, comme l'UMP en France quoi !

Il y a une crise sociale et politique inextricable comme dans bien des pays qui tourne à l'imbroglio, les uns et les autres manipulant des pans des masses...

2- Egypte

Le chef de l'armée égyptienne, le général Abdel Fattah al Sissi, a appelé la population à manifester en masse vendredi prochain pour dénoncer la violence et marquer son soutien aux nouvelles autorités, trois semaines après la destitution du président islamiste Mohamed Morsi.

L'armée égyptienne a menacé jeudi de retourner ses armes contre ceux qui useraient de la violence en prévision des grandes manifestations prévues vendredi dans tout le pays et qui font craindre des affrontements meurtriers entre partisans et adversaires du président déchu Mohamed Morsi.

Selon un responsable militaire, l'armée, qui a déposé le 3 juillet le chef de l'Etat élu issu de la confrérie, a lancé un ultimatum aux Frères, qui ont jusqu'à samedi pour signer une *"feuille de route"* de réconciliation politique qu'ils ont jusqu'ici boycottée.

Le pouvoir accentue la pression sur les Frères musulmans, dont est issu le président déchu, qui refusent de mettre fin à leurs rassemblements et exigent le retour au pouvoir de Morsi, alors que les violences se poursuivent au Caire et dans le nord du Sinaï.

Le procureur général a ordonné mercredi l'arrestation du numéro un des Frères musulmans, Mohamed Badie, et de huit autres responsables de ce mouvement pour incitation à la violence, a rapporté l'agence de presse officielle Mena.

Lors d'une allocution au cours d'une cérémonie militaire, le général Sissi s'est engagé à ne pas remettre en cause le processus politique lancé par l'armée, qui prévoit la tenue d'élections législatives d'ici six mois.

"J'appelle (...) tous les Egyptiens honnêtes et dignes de confiance à manifester vendredi prochain", a-t-il dit. "Qu'ils se manifestent pour me donner le mandat et l'ordre de combattre les violences et les risques de terrorisme."

Abdel Fattah al Sissi est également ministre de la Défense et vice-Premier ministre.

Un porte-parole du président par intérim Adly Mansour, Ahmed al-Maslamani, a affirmé plus tard que l'Egypte avait *"débuté une guerre contre le terrorisme"*.

Les militaires ont souligné jeudi sur Facebook qu'ils étaient prêts à utiliser leurs armes contre *"la violence noire et le terrorisme"*. L'armée ne *"pointera pas ses fusils contre son peuple, mais elle les pointera contre la violence noire et le terrorisme, qui n'ont ni religion, ni nation"*.

Le Premier ministre par intérim, Hazem el Beblaoui, a dénoncé jeudi les attaques menées contre les institutions gouvernementales par des groupes de mieux en mieux armés.

"Les armes, les manoeuvres d'intimidation, la peur - tout cela alimente l'inquiétude, surtout avec tous ces appels à manifester demain, venus de tous les camps", a-t-il dit lors d'une conférence de presse.

Les adversaires des islamistes ont apporté leur soutien à l'armée et répondront à l'appel du général Sissi à manifester.

"Il y a des hommes armés dans les rues (...) Nous ne laisserons pas des extrémistes ruiner notre révolution", a déclaré à Reuters Mohammed Abdoul Aziz, porte-parole de Tamarod (Rébellion), le mouvement de jeunes qui a organisé les manifestations monstres ayant entraîné la destitution de Morsi.

"Demain, nous nettoierons l'Egypte", a-t-il ajouté.

Les partisans de Mohamed Morsi, qui est détenu dans un lieu tenu secret, ont promis de rester dans la rue jusqu'à son retour au pouvoir et ont accusé le général Sissi de conduire le pays à la guerre civile.

En réponse à l'appel du général, ils ont annoncé qu'ils organiseraient pour leur part 34 défilés au Caire et dans sa région vendredi.

"Vos menaces n'empêcheront pas des millions de personnes de continuer à manifester", a affirmé Essam el Erian, un cadre du

Parti de la justice et de la liberté (PLJ), branche politique de la confrérie islamiste.

De son exil qatari, l'influent prédicateur égyptien Youssef al Karadaoui, réputé pour ses sermons incendiaires, a pris jeudi une "fatwa" (décret religieux) exhortant les militaires à désobéir aux ordres de leurs chefs. "*J'invite les officiers et les sous-officiers de l'armée égyptienne à ne pas écouter les ordres d'Al Sissi ou de quiconque. Ne tuez personne ! Ne tuez pas vos frères, c'est interdit*", a-t-il lancé sur Al Djezira. (Parole d'assassin ! -ndlr)

Le parti salafiste Nour, deuxième formation politique d'Egypte après les Frères musulmans, a également dénoncé l'appel du chef de l'armée.

"*L'Etat n'a pas besoin d'un mandat pour remplir son devoir tant qu'il s'inscrit dans les limites de la loi*", affirme Nour dans un communiqué. "*C'est à l'Etat de répondre aux violations de la loi mais les violations de la loi par l'Etat menacent l'existence même de cet Etat.*"

Le mouvement Tamarod (Rébellion), qui rassemble de jeunes opposants à Mohamed Morsi et a joué un grand rôle dans les manifestations monstres qui ont précédé sa destitution, a soutenu l'appel de l'armée.

Dans ce contexte incertain, le gouvernement de transition mené par Hazem el Beblaoui a lancé mercredi des pourparlers dits de "*réconciliation nationale*", auxquels les Frères musulmans ont refusé de prendre part. Reuters 24 et 25.07

3- Liban

Le chef du Hezbollah, Sayyed Hassan Nasrallah, a accusé mercredi l'Union européenne d'avoir donné à Israël un prétexte pour attaquer le Liban, en plaçant la branche militaire du mouvement chiite sur sa liste d'organisations terroristes.

"*Ces pays doivent savoir (...) qu'ils ont donné à Israël une justification légale pour une quelconque agression contre le Liban. Pourquoi? Parce qu'Israël peut maintenant dire: 'Nous menons la guerre contre le terrorisme.'*"

"*Ces pays sont devenus coresponsables à part entière d'une quelconque agression israélienne contre le Liban*", a-t-il dit dans un discours diffusé par visioconférence d'un lieu tenu secret.

"*Celui qui pense qu'un groupe de résistance qui a affronté pendant 33 jours la plus forte armée de la région (...) se soumettra à cette décision stupide est ignorant et se fait des illusions*", a-t-il dit.

Le chef du Hezbollah a également estimé que les sanctions liées à la décision européenne -gel des avoirs, interdiction de voyager- n'auraient aucun impact sur le 'parti de Dieu'.

Le Hezbollah, a-t-il affirmé, n'a aucun argent en banque -"*ni en tant que parti ni au nom d'individus*"-, aucun intérêt commercial, investissement ou société au Liban ou à l'étranger qui pourraient être affectés par ces mesures.

Le mouvement chiite est à la fois un parti politique présent dans le gouvernement libanais et une milice forte de plusieurs milliers d'hommes armés mais refuse de faire la distinction entre ses branches politique et militaire. Reuters 25.07

4- Syrie

4.1- Une source responsable du ministère des affaires étrangères et des expatriées a affirmé que les déclarations des responsables américains, diffusées par les médias sur la décision de Washington d'armer les groupes terroristes en Syrie confirment le rôle américain dans l'attisement de la crise en Syrie. "*La décision américaine démontre la non intégrité de l'administration américaine dans la recherche d'une solution politique via la tenue de la conférence internationale de Genève*", a estimé la source dans une déclaration à Sana. Elle a ajouté que la réalité des intentions américaines de perdurer la violence et le terrorisme en Syrie dans le but de déstabiliser la sécurité de la région au service des objectifs israéliens hostiles est claire à tout le monde.

La source a souligné que dès le début de la crise en Syrie, les Etats-Unis ne cessent pas d'armer les terroristes et de leur fournir toute forme de soutien pour commettre des actes criminels contre les Syriens et sabotaient les infrastructures. "*La fermeté de notre peuple et l'intrépidité de nos forces armées sont aptes à s'en finir avec les plans américano-israéliens et à détruire leurs outils criminels en Syrie*", a enfin déclaré. french.irib.ir 25.07

4.2- Le régime sioniste a, une nouvelle fois, menacé la Syrie d'attaque militaire.

«*Si les politiques provocatrices du gouvernement syrien se poursuivent, Israël attaquera, manu militari, la Syrie*», a déclaré, mardi,

le représentant du régime sioniste, auprès de l'ONU, Ron Prosor, devant le Conseil de sécurité. «*Le gouvernement syrien dispose d'armes chimiques, une question à laquelle Israël ne peut pas rester indifférent*», a prétendu Ron Prosor, selon qui le gouvernement syrien s'est doté d'armes sophistiquées, ce qui a mis en danger la sécurité israélienne. french.trib.ir 24.07

Le régime sioniste a infléchi son discours en le radicalisant. Jusqu'à présent il condamnait l'usage que le régime syrien pourrait faire de ces armes, dorénavant il le condamne pour le fait d'en posséder, bref, le régime syrien devrait désarmer face à un ennemi hyper armé, autrement dit se livrer à l'ennemi sans combat, capituler en rase campagne !

4.3- Le secrétaire américain à la Défense vient de mettre en garde : "*si les coupes budgétaires prévus dans les dépenses militaires se réalisent, l'armée américaine s'approchera le point de défaite*". Selon le site politica citant Chuck Hagel, "*si le congrès n'aide pas le Pentagone au sujet de ses dépenses, l'armée américaine sera à tous les points de vue défaite*". Hagel a évoqué le cas des centaines de vétérans de guerre : "*nos soldats sont très forts et il arrive que certains d'entre eux se soient mis 12 ans pour aller mieux mais les organismes qui sont chargés de les soutenir, de leur prodiguer aide et appui, eux sont tous sous pression. Les institutions liées au Pentagone ont besoin d'un équilibre prudent*". Hagel demande à ce que les dépenses en hausse de l'armée liées au bellicisme inné des Etats-Unis soient couverts par le congrès. "*Si la réduction des dépenses militaires se poursuit nous n'aurons d'autres choix que de réduire le nombre de nos troupes et leurs équipements. Les élus devront agir avec discernement. L'étroitesse de vue et l'attitude irresponsable n'aident en rien nos soldats et soldates*".

Le congrès impose à l'armée US une réduction de dépenses puisque la crise continue à affaiblir l'économie américaine. Mais cette réduction des dépenses ne cadre pas avec la politique va-t-en-guerre des Etats-Unis qui s'étendent à presque la totalité du monde, au Moyen Orient, en Afrique ... en Pacifique. french.trib.ir 24.07

4.4- Des milliers de terroristes islamistes, principalement des mercenaires étrangers, continuent à déferler sur la Syrie en s'infiltrant à travers les frontières de Turquie, Liban, Jordanie et Iraq. Des tchéchènes, des daguestanais, des azerbaïdjanais, des caucasiens, des saoudiens, des égyptiens, des libanais, des yéménites, des irakiens... arrivent par vagues successives apporter malheurs et destructions.

Les pays occidentaux, Israël et les monarchies pétrolières du Golfe persique les approvisionnent en armes et munitions et leur fournissent une aide financière impressionnante, tout en leur assurant une couverture médiatique et politique, pour les exonérer de leurs abominables crimes.

Ces barbares étrangers vont en Syrie en vue d'installer le chaos, violer les filles de ce pays, massacrer, tuer et décapiter, sous prétexte de combattre le "*régime de Bachar Al-Assad*". Le kidnapping est devenu une industrie florissante qui leur permet d'amasser de grosses fortunes. Le démontage et la vente des usines syriennes, principalement en Turquie, est l'autre forme de crime commis par ces êtres qui n'appartiennent ni à la race humaine ni à celle des djinns.

Ces mutants, téléguidés par leurs commanditaires, sont devenus des machines à tuer, torturer, massacrer...des innocents accusés de mécréance. La responsabilité des occidentaux et particulièrement de la France qui qualifie ces criminels de "*résistants*", sera grande le jour où la formidable machine de propagande sera à l'arrêt et où il faudra établir des comptes pour mesurer l'ampleur des destructions gigantesques commises contre ce pays et en ce jour où il faudra faire l'inventaire du génocide et des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité dont ont été victimes les différentes franges de la population syrienne exposée à mourir ou à s'exiler. algerie1.com 24.07

4.5- « *Le gouvernement syrien et l'opposition doivent s'unir pour expulser les terroristes de leur pays* », a réaffirmé Sergueï Lavrov, ajoutant que la Conférence de Genève-2 sera tenue dans l'objectif de conjuguer les efforts du gouvernement syrien et de l'opposition pour faire sortir les terroristes de la Syrie.

La Russie a tenu à insister en juin 2013, sur son engagement de livrer les batteries de missiles S300, conformément à la teneur des contrats conclus avec la Syrie. french.trib.ir 23.07

4.6- Martin Dempsey, président du Comité des chefs d'état-major des forces armées américaines, a déclaré que les Etats-Unis ont préparé un plan de bombardements de sites stratégiques en Syrie, écrit le quotidien Rossiïskaïa gazeta du 23 juillet 2013. Parmi les cibles potentielles figureraient les forces de la défense antiaérienne, de l'armée de l'air, de l'armée de terre, les missiles, la flotte, ainsi que les sites militaires logistiques et les postes de commandement. "*Les bombardements et les raids pourraient permettre d'éliminer des centaines d'objectifs*", déclare la lettre de Dempsey adressée au président de la commission des forces armées du sénat américain Carl Levin. Cette action viserait à affaiblir significativement le régime syrien et contribuerait à la désertion des soldats. Le régime pourrait pourtant répliquer à ces frappes limitées en dispersant ses forces. Dempsey avait déjà déclaré que les USA avaient préparé un plan d'ingérence dans le conflit syrien mais sans annoncer de détails. Selon lui, le projet est actuellement examiné par le gouvernement.

Le général a averti que ces frappes nécessiteraient des "*centaines d'avions basés sur terre et embarqués, du renseignement, des moyens de guerre électronique, des unités de logistique et de transmissions. Les dépenses sont estimées à 500 millions de dollars au départ et 1 milliard de dollars par mois en moyenne pendant un an*", conclut Dempsey. D'après le général, ces

frappes permettraient de priver presque entièrement le régime de sa possibilité d'attaquer les bastions de l'opposition et d'approvisionner ses troupes par les airs. Cependant, cette opération s'accompagnerait de risques pour les USA : la perte d'un avion nécessiterait l'intervention des forces de sauvetage. De plus, une telle série d'attaques aériennes ne permettra pas forcément de mettre un terme à la violence et de renverser la situation, selon le général, car le régime compte principalement sur ses forces terrestres – les mortiers, l'artillerie et les missiles. A terme, il est prévu d'établir une zone d'exclusion aérienne en Syrie qui, selon les experts, coûterait aux USA en moyenne 1 milliard de dollars par mois. Cette démarche est exigée par certains sénateurs qui y voient le moyen de faire cesser les frappes aériennes des troupes gouvernementales contre les partisans armés de l'opposition syrienne. french.trib.ir 23.07

4.7- La radio israélienne a fait état de la signature d'un accord de 50 millions de dollars entre Israël et l'Arabie Saoudite pour armer les rebelles syriens. Cet accord prévoit d'acheter des armements, tombés en désuète, de l'armée israélienne et de les envoyer aux rebelles syriens. Cet accord entre Riyad et Tel-Aviv intervient à un moment où le régime sioniste continue d'apporter son soutien logistique, militaire et propagandiste aux groupes rebelles syriens qui ne cessent de se livrer aux destructions des lieux publics et à massacrer les citoyens syriens.

Dans le cadre cet accord signé entre l'Arabie et le régime israélien, des mortiers anti-blindés, des mitrailleuses, des armes légères, des systèmes de communications et des lunettes de vision nocturne. La Turquie et la Jordanie auraient donné leur aval au transit de ces armes vers la Syrie, a-t-on appris des sources bien informées. french.trib.ir 25.07

SOCIAL

France

Le nombre de chômeurs est reparti à la hausse en juin en France après la pause observée au mois de mai qui avait mis fin à deux années de progression continue, mais à un rythme moins élevé que début 2013, selon les chiffres publiés mercredi par le ministère du Travail.

Les demandeurs d'emplois de la catégorie A (sans emploi) ont ainsi augmenté de 14.900 sur le mois, soit de 0,5%, pour atteindre 3.279.400, un nouveau record, en France métropolitaine.

En tenant compte des personnes exerçant une activité réduite (catégories B et C), les demandeurs d'emplois sont restés quasi stables à 4.799.700, soit une hausse de 4.100, en France métropolitaine. En incluant l'Outre-mer, ils atteignent 5.092.700.

Alors que mai avait été marqué par un bond des cessations d'inscription pour défaut d'actualisation, juin a vu une hausse des radiations administratives qui atteint 8,4% sur le mois et 15,6% par rapport à juin 2012. Reuters 24.07

ECONOMIE

Japon

Japon : la publicité a pignon sur cuisse

Une compagnie publicitaire japonaise, Wit Inc, fait la une des médias pour sa technique marketing pour le moins originale : utiliser le corps même comme emplacement publicitaire. Pas n'importe quel endroit du corps, ni le corps de n'importe qui : ces nouveaux panneaux publicitaires sont en fait très réduits, puisqu'il s'agit des cuisses des jeunes filles.

« *Zettai ryouiki* », ou territoire absolu : c'est cette fine zone, entre le haut de la cuisse et le genou, que le publicitaire japonais Hidenori Atsumi a eu l'idée de louer à des jeunes filles de Tokyo.

Pour 122 dollars par jour, les jeunes filles acceptent de porter un sticker pour promouvoir une marque ou un événement quelconque, pendant huit heures. 3 000 jeunes filles ont ainsi accepté de devenir des objets publicitaires, et de déambuler pendant huit heures dans les rues de Tokyo. Elles doivent également se plier à certaines conditions : elles doivent être âgées de plus de 18 ans (nldr : la majorité civile au Japon est de 20 ans), avoir plus de 20 « amis » ou « connections » sur les réseaux sociaux, et elles doivent poster sur Internet un portrait d'elles portant le sticker dans deux endroits différents.

Un « conseil » donné aux jeunes filles est de porter une mini-jupe et des chaussettes montantes, afin de mettre en valeur leur attribut fémoral, parachevant le cliché de l'écolière qui peuple les imaginaires occidentaux et japonais.

En effet, cette « zone absolue » est une zone très fétichisée dans l'imaginaire manga, et il sera difficile de ne pas relever la connotation érotique derrière le choix de l'emplacement. Même si d'après le publicitaire à l'origine du projet, « *cette zone est idéale car les hommes ont envie de regarder, et ça ne dérange pas les jeunes femmes de dévoiler une telle zone* », insistant sur le caractère normal et ordinaire qu'il y a à regarder sous les jupes des jeunes filles.

Cette technique marketing est donc en filiation directe avec les gimmicks vendeurs du monde de la publicité : une jeune femme peu vêtue peut vendre n'importe quel produit. C'est un cliché publicitaire qui a la vie dure. Désormais, plus besoin de tourner une vidéo coûteuse en temps et en argent: il suffit d'appliquer une image du produit à vendre directement sur une partie dénudée d'une jeune femme. Et laisser la magie des réseaux sociaux et du bouche-à-oreille agir.

D'ailleurs, cette initiative qui flirte avec la bienséance a probablement dépassé les exigences de ses organisateurs, puisque le monde entier en parle. Certains dénonceront le monde sexiste de la publicité, d'autres le capitalisme qui a réussi le tour de force de louer des parties du corps d'êtres humains. D'autres ne s'étonneront pas que, dans une ville où le salaire minimum est environ de 6 euros de l'heure, un autocollant sur une cuisse, ce n'est pas beaucoup à sacrifier pour obtenir près du triple du salaire pratiqué pour le même taux horaire. euronews.com 24.07

[Haut de page ↗](#)

Le 27 juillet 2013

CAUSERIE

Je n'ai plus le temps, j'ajouterai une quinzaine de nouveaux articles en fin de journée ou demain, j'ai un problème à un oeil.

Pourquoi ne pas lui décerner la médaille du travail ?

- Espagne : le conducteur du train arrêté pour "*imprudence*" - AFP

Francisco José Garzon, le conducteur du train confie : «*Je devais aller à 80 km/h et j'allais à 190 km/h!*». Après avoir pris conscience de l'ampleur de la catastrophe, au cours de conversations téléphoniques avec les secours et la Renfe. «*Je veux mourir, j'ai merdé*», a-t-il dit selon les conversations retranscrites et diffusées par El Mundo. 20minutes.fr 26.07

Une autre fois, il avait publié sur Facebook ou Twitter une photo qu'il avait prise du compteur de son train qui indiquait 200 km/h, donc en excès de vitesse, il en était fier ! C'est donc un dangereux récidiviste, criminel.

Il a peut-être voulu se suicider ou mourir dans son train qui était toute sa vie, il était divorcé et vivait seul apparemment.

Il reconnaît qu'il est responsable de cette catastrophe, mais ce n'est pas suffisant, qui sait, peut-être n'y est-il pour rien, un internaute : "*Ne commettons-nous pas un excès de vitesse dans notre jugement sur cette personne ! Attendons les conclusions des enquêtes judiciaire et administrative !*" (nouvelobs.com 26.07), ben voyons, monsieur, il y a des excès de vitesse criminelle, dont inexcusables !

La morale néolibérale à l'oeuvre. Les médias et la justice l'ont déjà grâcié.

- Catastrophe ferroviaire en Espagne : les insuffisances du système de sécurité - Francetv info

L'enquête s'est donc vite orientée sur la piste de l'erreur humaine. Pourtant, cette explication ne suffit pas, puisqu'en théorie des garde-fous empêchent tout excès de vitesse sur les voies. Il faut donc également regarder les carences du système de sécurité pour comprendre les raisons de ce drame qui a fait 78 morts. Francetv info 26.07

Attendez, il y a quelque chose qu'on ne peut pas laisser dire ici, autrefois ces "*garde-fous*" n'existaient pas, on est bien d'accord, et les conducteurs de train ne se prenaient pas pour Fangio, non ?

Confirmation.

- Déraillement du train : les premiers mots des boîtes noires - Le Nouvel Observateur

Selon "*La Voz de Galicia*", les boîtes indiquent que le train roulait à une vitesse supérieure à 190 km/h alors qu'elle était limitée à 80 km/h maximum sur cette portion de voie. Le son enregistré dans la cabine du conducteur permet d'entendre ce dernier crier : "*Je vais trop vite, je vais trop vite, qu'est-ce que je peux faire ?*". Le Nouvel Observateur 26.07

Il s'est rendu compte trop tard de son comportement totalement irresponsable emporté par sa folie de la vitesse et qui allait fatalement se terminer tragiquement, et la première réaction de certains commentateurs est de clouer au pilori le droit, donc le respect de la vitesse autorisée que le conducteur a manifestement et délibérément violé, c'est lui-même qui l'a avoué, de nier la responsabilité du conducteur au profit d'arguments de circonstances qu'ils fabriquent au fil des heures qui s'écoulent pour aboutir à la conclusion que d'autres critères seraient éventuellement en cause.

Que font-ils en procédant de la sorte ? Ils nient notamment le rapport de cause à effet qui est établi et que le conducteur a reconnu lui-même, son excès de vitesse qui est à l'origine de cette catastrophe. Le droit indiquait qu'il devait respecter une certaine vitesse. Si maintenant le non-respect de la limitation de vitesse ne constitue plus forcément une infraction au droit, qu'on admet des exceptions suspensives de ce droit ou dans lesquelles il ne s'appliquerait pas, autant en conclure que le droit n'a plus aucune valeur, aucune légitimité ou qu'il n'existerait que pour être mieux violé, et non pour encadrer certains rapports ou définir les conditions dans lesquelles certains principes ou certaines règles doivent être appliqués ou respectés.

La sanctuarisation de l'Etat de non-droit est bien avancée en Europe, aux Etats-Unis elle est établie de longue date, et cela dans tous les domaines, du coup c'est l'arbitraire qui prévaut ou une interprétation à géométrie variable du droit en fonction des besoins politiques ou de l'idéologie qui prévaut au sein de la classe dominante, là en l'occurrence la doctrine ou dictature néolibérale a pris le pas sur les principes républicains.

Cette dérogation au droit ou au respect du droit est très à la mode, elle fait partie de la panoplie de la doctrinenéolibérale pour venir à bout de l'Etat de droit au profit de l'établissement d'un Etat de non-droit. Par exemple, verbaliser en temps normal une femme qui porte le niqab ou la burqa constitue une provocation policière, en période de ramadan c'est une déclaration de guerre et une violation de la liberté de conscience qui entraîne une réaction violente légitime de l'islamiste radical. Un conducteur de train qui ne respecte pas la limitation de vitesse et provoque la mort de dizaines de personnes n'est pas coupable d'avoir violé le droit, il a juste eu un comportement "imprudent" qui par le plus grand des hasards ou le faute à pas de chance a conduit à ce drame, il ne faut pas lui en vouloir et l'accabler le malheureux.

La position du gouvernement, du législateur, de l'Etat, revient à encourager toute personne à ne pas tenir compte du droit existant et à l'enfreindre au nom de la lecture qu'elle en fait. A l'arrivée, il n'existe plus de droit collectif ou s'appliquant à tous, tandis que la classe dominante applique le droit qui ne correspond qu'à ses intérêts, ainsi les citoyens se retrouvent déposséder de tout droit. Le principe d'égalité même très imparfait qui existait dans leur société a disparu au profit d'une dictature qui ne veut pas dire son nom et la boucle est bouclée.

Revenons à notre sujet.

Forcément pour un cheminot, il est impossible que le conducteur du train soit responsable de ce drame :

- Le seul, et vraiment j'insiste, le seul point positif de cet accident est que tout le monde comprenne que lorsque l'on dit qu'il faut que nous travaillons dans des conditions optimales de concentrations, on arrête de nous prendre pour des branlos mais pour des gens qui tiennent des centaines de vies dans leurs mains tous les jours. 20minutes.fr 26.07

A les entendre on croirait qu'ils sont les seuls au monde à exercer un métier pénible, qui demande de la "concentration" ou à risque. A notre connaissance, ce n'est pas parmi les conducteurs de train (de métro, de bus ou chez les pilotes d'avion) qu'on recense le plus d'accidents du travail. L'ouvrier qui travaille sur un tour, une presse ou un marteau-pilon, qui manipule des barres de métal en fusion, qui manoeuvre une grue sur un chantier, le docker, on peut aussi ajouter le prof qui doit en permanence avoir l'oeil sur ces élèves, etc. tous doivent être concentrer sur leur travail pour ne pas risquer leur peau et celle de ne serait-ce qu'une personne ou un enfant, car ce n'est pas une question de quantité, mais de qualité, une seule vie vaut toutes les autres.

Sauf que le conducteur du train connaissait parfaitement la ligne et l'emplacement de ce virage, il savait que la vitesse était limitée à 80 km/h dans ce tronçon, de plus, ce n'est pas une question de "*concentration*" mais bien d'inconscience criminelle qu'il s'agit ici, car la vitesse du train ne passe pas de 80 à plus de 190 km/h en quelques secondes, cela ne correspond pas à un défaut d'attention pendant quelques instants, ce qui s'est passé correspond à la volonté délibérée du conducteur de rouler très vite, de ne pas respecter la vitesse autorisée aux risques et périls de ses passagers, il n'a aucune circonstance atténuante, désolé.

L'ouvriérisme pratiqué par le mouvement ouvrier que nous ne cessons de dénoncer est en grande partie responsable de la situation actuelle dans tous les pays de l'UE notamment, il concourt à l'établissement d'un Etat de non-droit, à la destruction de tous nos droits, de la même manière que le tiers-mondisme des ONG et autres associations dites humanitaires qui accompagnent et légitiment l'absence d'Etat de droit dans les pays sous-développés ou dits émergents.

Le droit au travail, à un salaire décent, au logement, à une habitation décente, à la santé, à l'éducation et à poursuivre des études, etc. le simple droit au bien-être, de vivre en paix, de pouvoir s'épanouir individuellement, droit qui devrait être accordé à la totalité de la population et imprescriptible est en permanence foulé aux pieds et le plus suprenant ou effrayant, c'est qu'apparemment plus personne n'y fait référence, ne le revendique, ose situer son combat politique dans cette perspective qui coïncide avec le socialisme, ce serait devenu un sujet tabou, une pure utopie, une idée farfelue.

On en connaît les raisons, parce que le prolétariat ou la population a été corrompu par le capitalisme ou son idéologie, son mode de pensée, s'est embourgeoisé, parce que chacun estime qu'il bénéficie des ressources suffisantes pour s'en tirer d'une manière ou d'une autre et se fout pas mal du reste ou du sort du voisin, de son collègue de travail, des membres de sa propre famille, sinon il n'y aurait pas autant de clochards dans ce pays, de vieux isolés, de femmes abandonnées. Les syndicats et les partis ouvriers qui parlent en son nom sont responsables de cette situation pour avoir adopté cette idéologie et abandonné le combat pour le socialisme.

On va attendre la réaction des cheminots et des syndicats français, ainsi que les partis. Vont-ils oser soutenir le conducteur de ce train ? Il y a un truc auquel je n'ai pas pensé, peut-être qu'en Espagne ils vont le déclarer fou pour le dégager de toute responsabilité, allez savoir de quoi ils sont capables. De tout.

ACTUALITE EN TITRES

Oh !

- Etats-Unis: ralentissement économique plus fort que prévu - AFP

... mais...

- Le luxe garde le vent en poupe même si la croissance a ralenti - AFP

Ouf !

[A quel prix social ?](#)

- Les économies européennes émergentes vont vers la croissance - AFP

A tout hasard, est-ce que cela n'expliquerait l'absence de "*croissance*" en France et dans d'autres pays ? L'histoire des vases communicants, ceci explique cela...

[Liberté surveillée.](#)

- Bientôt des caméras de surveillance sur les plages marseillaises - LeFigaro.fr

En attendant les satellites, les drones, les hélicoptères, les miradors, les fils barbelés, un vrai bonheur !

[Intox](#)

- La "*surtaxe Sarkozy*" a rapporté 58% de plus que prévu - L'Expansion.com

Imaginez un peu les 10% des contribuables disposant des revenus les plus élevés (plus de 1,76 million d'euros) , ont versé les deux tiers du total de la taxe, soit 400 millions d'euros, alors que la fortune des 500 plus riches se monte à 300 milliards d'euros. Une brouille, quoi, mais en lisant le titre "58%", le lecteur pourra croire qu'ils sont hyper taxés les malheureux, il va les plaindre ! C'était leur objectif.

[Les lampistes d'un régime décadent et corrompu](#)

- Affaire Cahuzac: Pierre Moscovici répond encore une fois à Charles de Courson - 20minutes.fr

- DSK renvoyé devant le tribunal correctionnel pour proxénétisme - LeParisien.fr

Conditionnement.

- Batho veut toujours un débat "sur le budget du ministère de l'Ecologie" - L'Express.fr
- Le PC appelle à un «grand plan de relance» à la rentrée - Liberation.fr
- Washington donne des garanties à Moscou sur Edward Snowden - Reuters

ACTUALITÉ DU JOUR

A la cour d'un monarque ? Non, d'un "syndicaliste" !

Thierry Lepaon, 53 ans, secrétaire général de la CGT, est hospitalisé pour "quelques soucis de santé", a indiqué à l'AFP sa directrice de cabinet, Catherine Nedelec, tandis qu'une source proche de la centrale a précisé qu'il a été "opéré du cœur".

Mme Nedelec n'a pas donné de précisions sur la nature des problèmes de santé de M. Lepaon ni sur le lieu de son hospitalisation, invoquant "le secret médical" et le respect de "la vie privée". AFP 26.07

Il faut sauver à tout prix le gouvernement et le capitalisme

Les pistes ouvertes par l'ANI qui sont une aubaine pour les patrons participeront comme en Allemagne il y a dix ans à "un grand plan de relance"... des profits des actionnaires, Laurent le revendique.

Le secrétaire national du PCF, Pierre Laurent, s'est prononcé vendredi pour "un grand plan de relance" à la rentrée pour sortir le pays de la récession et des "difficultés sociales". En pronant "des projets d'avenir", il calque son discours sur celui du gouvernement qui a promu les "emplois d'avenir" où la précarité, mais en même temps cela ne suffira pas, il faudra que le gouvernement resserve le couvert ou s'attaque plus en profondeur à la législation du travail encore trop défavorable au patron dans un contexte de concurrence acharnée sur le marché mondial et de crise du capitalisme en grande partie orchestrée. Il pourra compte sur Laurent.

Par question non plus de condamner l'orientation antisociale du gouvernement sur les retraites, attendons de voir de quoi il retourne dit-il, témoignant ainsi son refus de mobiliser le PCF pour s'opposer aux exigences du patronat contrairement à ce qu'il affirme par ailleurs. Normal, il a affirmé hier sur i>TELE que son parti entendait "participer à la constitution de rassemblements de gauche" pour les élections municipales de 2014, vraisemblablement avec le PS ajoute le journaliste bien inspiré (sic!), le but étant de ne "pas laisser la gestion des communes, surtout dans cette période, à la droite et à l'extrême droite" (L'Express.fr 26.07), un prétexte pour sauver son appareil et soutenir le PS qui sera en très mauvaise posture lors de ces élections. Quant aux frictions avec le PG, ils vont bien trouver un terrain d'entente...

L'article de presse.

- "Il faudrait à la rentrée un grand plan de relance social, industriel, écologique avec des projets d'avenir extrêmement importants si on veut sortir de la récession", a déclaré le sénateur communiste de Paris sur i>TELE.

"Pour le moment, ce qu'on voit sur le terrain et dans le pays, c'est pas la reprise, c'est les difficultés sociales qui grandissent", a-t-il ajouté, jugeant illusoire d'affirmer que "les emplois d'avenir ou les contrats de génération vont suffir".

Quant à la réforme des retraites, qui sera discutée à la rentrée, il s'est dit "vigilant", notamment sur la piste d'un allongement de la durée de cotisation que semble privilégier le gouvernement.

"On sait qu'un allongement de la durée de cotisation signifierait évidemment une baisse des pensions pour ceux qui partent à la retraite", a-t-il répété, affirmant "attendre" les premières mesures "publiées début août par le gouvernement", puis "des arbitrages à la fin du mois".

D'ores et déjà, il envisage "des mobilisations sociales importantes parce qu'il faudra obtenir des mesures qui, semble-t-il, ne sont pas envisagées", en particulier "la contribution des revenus financiers du capital au financement des retraites".

Pierre Laurent sera "dans la rue le 10 septembre au côté des organisations syndicales" et à la Fête de l'Humanité du 13 au

15 septembre à La Courneuve (Hauts-de-Seine). AFP 26.07

Pas assez, peu mieux faire !

- Les Français travaillent-ils plus ou moins que les autres Européens? - L'Expansion.com

- France: les salariés à temps plein travaillent en moyenne 39,5 h - AFP

Non les Français ne sont pas tous aux 35 heures. La durée moyenne de travail s'élève en fait à 39,5 heures en semaine normale en 2011, selon une étude publiée vendredi par le ministère de l'Emploi.

Mais la "*durée habituelle hebdomadaire*" de travail pour une semaine sans événement exceptionnel (jour férié, congé, etc.), incluant les heures supplémentaires régulières, est en France l'une des plus faibles de l'Union européenne, au 21^e rang des 27 pays que comptait l'UE en 2011, précise la Direction des études statistique du ministère du Travail (Dares). Entre 2003 et 2011, elle a augmenté de 1,7% à 39,5 heures, contre 40,4 heures en moyenne dans l'UE à 27. La durée habituelle hebdomadaire la plus élevée est celle du Royaume-Uni à 42,2 heures.

Autre critère d'évaluation, en tenant compte cette fois des jours de congés, fériés et éventuels repos, la "*durée collective hebdomadaire*" des salariés à temps complet était de 35,8 heures en 2011.

Sur l'ensemble de l'année, leur temps de travail effectif, congés et absences inclus, s'établissait à 1.683 heures ou 213 jours de travail. Elle était d'environ 1.900 heures dans les années 1950. L'Expansion.com avec AFP 26.07

Moi, je bosse au minimum 84 heures par semaine 12 mois/12 pour des prunes apparemment, j'ai le droit au mépris ou de me faire insulter en prime, ce n'est pas arrivé depuis un moment, mais j'ai les oreilles qui sonnent... Merci de votre soutien.

Je ne bosse pas pour un patron, c'est déjà cela de pris, on se console comme on peut...

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Etats-Unis

Le soldat américain Bradley Manning, accusé de collusion avec l'ennemi pour avoir transmis à WikiLeaks des documents secrets, était "*naïf et bien intentionné*", et espérait en agissant ainsi "*provoquer un débat mondial*", a plaidé vendredi son avocat.

Le soldat Manning n'est pas un traître, comme l'affirme l'accusation, mais quelqu'un de "*eune, naïf et bien intentionné*", qui a été choqué par ce qu'il a vu en Irak, où il était déployé, a argumenté David Coombs, alors que le procès en cour martiale du jeune soldat, entamé en juin, touche à sa fin à Fort Meade, une base militaire au nord de Washington

Le jeune soldat de 25 ans est accusé de la plus grande affaire de fuites de documents classifiés de l'histoire américaine.

En donnant des documents classés secrets mis en ligne par WikiLeaks, il "espérait provoquer un débat mondial et (...) que les choses changeraient grâce à cela", a assuré son avocat.

L'avocat a demandé l'acquittement de Bradley Manning des accusations d'espionnage, de fraude informatique et "*d'aide à l'ennemi*" qui pèsent sur lui, affirmant que le gouvernement avait construit cette affaire sur des "*faits fictionnels*".

Le jeune homme a reconnu avoir fait fuiter quelque 700.000 documents militaires et diplomatiques classifiés --ensuite mis en ligne sur le site internet de Julian Assange-- mais a plaidé non coupable des autres charges dont la plus grave, celle d'avoir aidé sciemment l'organisation terroriste al-Qaïda, qui pourrait lui valoir la prison à vie.

Jeudi, l'accusation avait présenté le jeune militaire comme un être égoïste et téméraire qui savait bien qu'en transmettant des documents à WikiLeaks, ceux-ci seraient mis en ligne et consultés par les ennemis de l'Amérique. Le major Ashden Fein avait demandé de le condamner pour "*collusion avec l'ennemi*".

Pour la défense au contraire, Manning avait écrit sur internet avoir vu des "*choses horribles*" dans les rapports quand il travaillait sur l'Irak: "*Il espérait que les gens apprendraient le vrai nombre des victimes en Irak, qu'ils en seraient scandalisés*".

La défense a fait diffuser une vidéo divulguée par Manning, qui montre du cockpit l'attaque en 2007 d'un hélicoptère Apache ayant fait 12 morts civils, dont deux employés de l'agence Reuters. Elle montre les tirs lancés contre des hommes sans armes secourant un Irakien blessé, alors que l'équipage fait des blagues.

"*Vous devez voir ça avec les yeux d'un jeune homme pour qui la vie humaine compte*", a ajouté l'avocat.

Pour l'armée américaine, l'équipage pensait que les hommes étaient armés.

La défense a également rejeté un argument selon lequel une photographie montrait le jeune homme "*joyeux*" après les fuites.

"*Regardez la photo, il porte un soutien-gorge*", a lancé l'avocat, rappelant les doutes du jeune homme sur son identité sexuelle, à un moment où les homosexuels ne devaient pas s'afficher dans l'armée: "*Il sourit parce qu'à ce moment-là, il se sent lui-même*".

La juge Denis Lind a par ailleurs exclu vendredi de la salle d'audience un partisan de Bradley Manning, un dessinateur de presse dont les croquis sont régulièrement mis en ligne sur un site de soutien au soldat. Clark Stoeckley est désormais interdit d'assister au procès car il a, selon les autorités militaires, "*mis en ligne des messages de menaces à l'encontre de certains membres de la cour martiale*".

Outre le chef de collusion avec l'ennemi, Manning est également poursuivi pour 21 autres chefs pour lesquels il encourt un total de 154 ans de prison. Il a accepté de plaider coupable pour dix d'entre eux pour un total de 20 ans de prison.

Le verdict est attendu dans les prochains jours. Viendront ensuite les audiences consacrées à la fixation de la peine elle-même, qui doivent débiter le 31 juillet, selon les autorités militaires. AFP 26.07

Nous soutenons inconditionnellement le soldat de la liberté Manning...

2- Tunisie

Des milliers de Tunisiens ne décolèrent pas après l'assassinat hier du député et opposant laïque Mohamed Brahmi. Le fondateur du Mouvement du peuple a été abattu par deux hommes à moto devant sa maison, d'après des témoins. C'est un salafiste radical, Boubacar Hakim qui est soupçonné de l'avoir assassiné.

Vingt-quatre heures après ce nouvel assassinat, le gouvernement a publié une liste de 14 personnes -des extrémistes radicaux, certains appartenant à Ansar Ashariaa, principale organisation salafiste en Tunisie-, impliquées dans les deux meurtres.

Quatre ont été arrêtées, huit sont en fuite, dont Boubaker Hakim, présenté comme le principal suspect, et deux sont en liberté conditionnelle, selon le ministre de l'Intérieur.

Boubaker Hakim, 30 ans, est "*un élément terroriste parmi les plus dangereux, objet de recherches au niveau international*", a indiqué le ministre Lotfi Ben Jeddou

Natif de Paris, il était déjà recherché en Tunisie pour détention et trafic d'armes, a ajouté M. Ben Jeddou précisant qu'il avait échappé récemment à la police et que de nombreuses armes avaient été retrouvées à son domicile.

"*L'enquête a révélé que l'arme utilisée pour tuer Mohamed Brahmi, d'un calibre de neuf mm, est la même arme qui a servi à abattre le martyr Chokri Belaïd*", a indiqué le ministre de l'Intérieur Lotfi Ben Jeddou. L'opposant de gauche Chokri Belaïd avait été abattu le 6 février dernier.

Tout comme Chokri Belaïd, Mohamed Brahmi ne ménageait pas ses critiques envers le parti islamiste Ennadha au pouvoir. Il sera d'ailleurs inhumé ce samedi près de la tombe de Belaïd, d'après ses proches. L'opposition laïque a appelé à la dissolution du gouvernement et à la formation d'un gouvernement de salut national, ce qu'a refusé le Premier ministre.

Le corps de l'opposant sera inhumé samedi à Tunis au cimetière d'El Jallez au côté de Chokri Belaïd, a indiqué à l'AFP son épouse. A la mi-journée, un cortège accompagnera la dépouille de son domicile jusqu'au cimetière sur un parcours de 10 km environ.

Le chef de Nidaa Tounes, principal parti d'opposition, a imputé au gouvernement la responsabilité de l'assassinat, estimant que "*si ce gouvernement avait dévoilé l'identité des commanditaires et des tueurs de Chokri Belaïd, nous n'en serions pas là*".

Le meurtre de Bélaïd avait plongé le pays dans sa plus grave crise politique depuis le soulèvement de 2011.

Vendredi, des centaines de personnes ont manifesté à Tunis pour réclamer la chute du gouvernement dirigé par Ennahda qu'ils désignent comme responsable de la mort de l'opposant.

Dans l'après-midi, ce sont les partisans du gouvernement qui ont manifesté. Encadrés par la police et un service d'ordre, ils ont parcouru une partie de l'Avenue centrale Habib Bourguiba ouverte à la circulation.

La presse tunisienne a mis l'accent sur les risques de déstabilisation après le meurtre de Mohamed Brahmi.

"*Étincelle d'une déstabilisation*", titrait le quotidien La Presse. Pour l'analyste Sami Brahem, l'assassinat de Brahmi comme celui de Bélaïd vise à "*pousser la transition démocratique vers l'échec*".

L'assassinat a d'ailleurs eu ses premières conséquences politiques: le parti de Kamed Morjane, ancien ministre du président déchu Ben Ali, a annoncé le retrait de ses députés de l'Assemblée nationale constituante (ANC) et appelé à sa dissolution ainsi qu'au départ du gouvernement.

La présidence a décrété vendredi journée de deuil national, et la puissante centrale syndicale UGTT a appelé à la grève générale.

Les rues de Tunis étaient désertées, nombre de commerces fermés, et le tramway tournait presque à vide tandis que de très nombreux vols ont été annulés.

A l'intérieur du pays, la grève a été très suivie y compris dans le secteur privé, et des sit-in organisés à Sidi Bouzid, Kasserine, Gafsa (centre-ouest) et au Kef (nord-ouest).

La grève était particulièrement suivie à Sidi Bouzid, ville natale de l'opposant assassiné et point de départ de la révolte qui a renversé le régime de Zine El Abidine Ben Ali en janvier 2011. euronews.com et AFP 26.07

Après l'assassinat de Chokri Belaïd j'avais dit que l'opposition devrait s'armer et faire justice elle-même, liquider les salafistes. C'était excessif, celui de Mohamed Brahmi prouve le contraire. Quand ces ordures auront liquidé tous les chefs de l'opposition, le régime pourra enfin vaquer tranquillement à ses occupations, comme autrefois en Espagne, au Chili ou en Argentine notamment.

Le wahabbisme, le salafisme et ses différentes versions recourent aux mêmes méthodes que les fascistes, ce sont des idéologies des idéaux fascistes. Ils ne tolèrent pas les partis politiques, les syndicats, tous leurs principes, toutes leurs valeurs ou règles sont profondément antidémocratiques, dictatoriales, ils ne supportent pas l'existence d'institutions et quand ils s'en dotent ainsi qu'une Constitution, ils ne les respectent pas, leur modèle de la société est féodal, une monarchie absolue, d'où leur alliance avec les sionistes.

Leurs troupes, leurs bandes armées et leurs milices fonctionnent sur le modèle des SA ou des SS, ils profitent du désarroi social dont sont victimes des couches entières du prolétariat pour les endoctriner, en faire des lumpenprolétaires, les fanatiser et en faire de la chair à canon à bon marché pour le compte de l'impérialisme anglo-saxon-sioniste, pas seulement en Tunisie ou en Egypte, mais aussi en France et en Europe.

Ce sont eux qui veulent imposer leur loi, leur droit, partout où ils sont présents et bénéficient du soutien bienveillant des autorités ou d'organisations du mouvement ouvrier qui les présentent comme des victimes, des martyrs innocents ou totalement inoffensifs, alors qu'en réalité ils combattent les valeurs de la République et les principes de la démocratie, leur objectif étant d'instaurer un état islamique basé sur la charia, la règne de la terreur, décrétant comme ennemi ou infidèle tous ceux qui ne sont pas convertis à leur doctrine dictatoriale. Voilà la vérité qui dérange et que vous ne lirez dans aucun journal d'un parti ouvrier, hélas.

3- Egypte

Les Egyptiens ont manifesté massivement vendredi au Caire et à travers tout le pays à l'appel des partisans et adversaires du président islamiste destitué Mohamed Morsi, des rassemblements rivaux qui ont fait cinq morts lors de heurts à Alexandrie (nord).

La justice a par ailleurs ordonné la mise en détention préventive de M. Morsi, déjà gardé au secret par l'armée depuis sa chute le 3 juillet, pour complicité présumée avec des opérations meurtrières contre les forces de sécurité lors de la révolte contre le président Hosni Moubarak en 2011, imputées au Hamas palestinien.

Cinq manifestants ont été tués et 72 autres ont été blessés lors d'affrontements à Alexandrie (nord), deuxième ville du pays, selon

les services de sécurité.

Des centaines de milliers de manifestants anti-Morsi se sont retrouvés place Tahrir, site traditionnel des grands rassemblements, a constaté l'AFP. D'autres étaient rassemblés devant le palais de la présidence, dans le quartier d'Héliopolis.

Les adversaire du président déchu justifient son renversement en l'accusant de n'avoir gouverné qu'au profit des islamistes et d'avoir enfoncé le pays dans la crise économique.

La foule brandissait des drapeaux égyptiens et des portraits du chef de l'armée, le général Abdel Fattah al-Sissi, artisan de la chute de M. Morsi et nouvel homme fort du pays.

Dans le camp adverse, plusieurs dizaines de milliers d'islamistes étaient rassemblés dans la soirée aux abords de la mosquée Rabaa al-Adawiya, dans le faubourg de Nasr City, où des milliers d'entre eux vivent déjà dans un village de tentes installé depuis plusieurs semaines.

Une foule de manifestants pro-Morsi s'est également formée près de l'Université du Caire.

"*Nous n'avons pas peur de l'armée et nous avons le droit de manifester*", affirmait Magdi Ahmed, venu au Caire de Minya, en Haute-Egypte.

Les Frères musulmans, mouvement de M. Morsi, dénoncent inlassablement le "*coup d'Etat sanglant*" de l'armée contre le premier président démocratiquement élu d'Egypte, après des manifestations massives fin juin pour réclamer son départ.

Alors que l'ancien président était jusqu'à présent retenu sans charges, un tribunal a ordonné sa mise en détention préventive pour 15 jours renouvelables.

Les accusations portent en particulier sur une aide que lui aurait apportée le Hamas pour s'évader d'une prison où le régime Moubarak l'avait incarcéré début 2011, peu avant d'être emporté par une révolte populaire.

Aucune indication sur un transfert effectif de M. Morsi de son lieu de détention militaire vers une prison n'a été communiquée.

Les Frères musulmans ont dénoncé un "*retour en force*" des méthodes du régime Moubarak contre ses adversaires.

Le Hamas a déploré que "*le pouvoir actuel en Egypte renonce aux causes nationales (...) allant même jusqu'à leur nuire, à commencer par la cause palestinienne*".

Le Hamas palestinien est issu des Frères musulmans égyptiens, avec qui il entretient toujours une proximité idéologique.

Le secrétaire général de l'ONU, les Etats-Unis et l'Union européenne ont appelé au cours des derniers jours à la fin de la détention par l'armée de M. Morsi et de plusieurs de ses conseillers. AFP 26.07

Les masses sont partagées entre les deux camps en présence, elles vont s'affronter, elles seules seront sacrifiées au profit du maintien en place du régime...

[Haut de page ↗](#)

Le 28 juillet 2013

CAUSERIE

Je n'ai pas eu le temps d'ajouter la vingtaine de nouveaux articles que j'ai téléchargés dans mon disque dur, ce sera pour plus tard dans la journée.

Hier soit de 20h30 à minuit, et ce matin de 9h à 12h45, j'ai rédigé l'article qui suit. Vous avouerez que c'est plus passionnant que tous les sujets que nous avons abordés ces derniers jours, mais il fallait s'y coller, les militants doivent être capables de répondre à n'importe quelle question que se posent les travailleurs, pas à l'emporte-pièce ou en récitant une prière apprise par coeur, non, en leur fournissant une réponse structurée, cohérente.

Une nouvelle stratégie de la lutte de classe liée à une nouvelle analyse du capitalisme

Nous combattons pour la République et la démocratie en leur donnant un contenu précis et dans une perspective politique précise, qui repose sur une analyse de l'évolution du capitalisme qui nous a amené au constat qu'il existait depuis le début des années 70 un nouveau système économique qui se développait parallèlement à celui qui était en vigueur jusque là, qui nécessite de revoir notre conception de la lutte de classe et notre stratégie pour prendre le pouvoir.

Il est clair que le capitalisme est parvenu à créer les instruments financiers qui lui permettent de faire face à chaque crise depuis que le dollar a inondé le monde et n'est plus convertible en or, le cartel des banquiers de la Fed qui détient la planche à billets peut à tout moment décider d'en fabriquer autant que nécessaire pour juguler une crise, comme il peut s'en abstenir pour la laisser se développer, sachant qu'à l'arrivée il en tirera toujours profit si ce n'est davantage, selon les objectifs politiques qu'il s'est fixé d'atteindre.

Il en va de même des crises politiques. On a pu observer que lorsqu'une crise politique survenait dans un pays, il passait à l'action pour en prendre le contrôle en plaçant aux commandes un de leurs hommes, en Grèce ou en Italie par exemple, qui appliqueront à la lettre leur politique d'austérité, de privatisation, de liquidation des droits sociaux des travailleurs, etc.

Pour mieux manipuler la crise économique, ils ont placé un de leurs hommes lige à la direction de la Banque d'Angleterre qui n'est qu'une succursale de la Fed, après avoir imposé l'euro, antichambre ou clone du dollar (à terme) et pris l'initiative de la création de la BCE qu'ils contrôlent également. En toute légalité, ils ont constitué 72 paradis fiscaux où la totalité des banques et multinationales ont pignon sur rue et qui leur servent à manipuler l'économie mondiale.

Pour bien comprendre la situation, il faut avoir en permanence en tête l'objectif politique qu'ils se sont fixés et le mécanisme qu'ils mettent en oeuvre pour y parvenir. On retrouve le même scénario qu'ils avaient déjà utilisé lors de la Seconde guerre mondiale, qui après avoir conduit les Etats à s'endetter auprès de ces mêmes banquiers, leur avait imposé les accords de Bretton Woods consacrant la suprématie du dollar, la création du FMI et de la Banque mondiale, l'ONU, puis l'Union européenne. Les Etats obligés de s'endetter pour financer leurs budgets, mais encore maître de leurs monnaies, allaient finir dans les années 70 par abandonner leur souveraineté au profit du marché, donc de ces banques qui les finançaient, pour arriver au fil du temps à un niveau d'endettement record qui allait les asphyxier littéralement et les obliger à appliquer la politique dictée par l'oligarchie financière, qui consistait à s'attaquer à tous les acquis ou droits sociaux de la classe ouvrière.

Faisons une pause pour réfléchir un instant à la situation qui allait être ainsi créée ou qui allait finir par s'imposer à partir des années 90 avec une accélération brutale depuis le début des années 2000.

On nous a fait croire que jusqu'à cette époque, l'Etat ou les entreprises nationalisées participaient à la satisfaction d'une partie des besoins élémentaires des travailleurs. Il était admis que chaque citoyen faisait face à des besoins élémentaires dans sa vie quotidienne, et qu'ils répondaient à la notion de droit collectif que l'Etat devait prendre en charge ou s'acquitter en échange de la participation au développement de la collectivité par chacun à travers son travail. Il s'agissait en quelque sorte d'un échange de bons procédés où chacun devait y trouver son compte. Après la tarte à la crème des "Trente glorieuse", l'Etat "providence" ou le saint Etat était né !

En réalité, l'égalité de traitement accordé à tous les citoyens ou le principe de la péréquation n'a jamais fait disparaître les inégalités de traitement qui existaient dans la société en fonction de son statut social, de tout temps si vous ne payez pas votre facture d'électricité, de gaz ou d'eau on vous le coupait, ce qui ne risquait pas d'arriver chez les nantis. Quant au prix du ticket de bus, de métro ou de train, il est certes le même pour tous, mais si vous n'avez pas d'argent pour en acheter un vous alliez à pied hier comme aujourd'hui ou demain. Les discours sur l'égalité n'avaient rien à envier au populisme en vérité, et quand on voit quelle instrumentalisation ils en font aujourd'hui, on se dit que cela ne tient pas du hasard, le ver était déjà dans le fruit qui n'a fait que pourrir pendant qu'il s'en nourrissait.

C'est seulement au niveau de l'accès aux services sociaux qu'il a existé une sorte d'égalité très imparfaite d'ailleurs, que vous soyez riche ou pauvre vous aviez le droit au même traitement médical par exemple, bien que, si vous étiez pauvre vous étiez admis à l'hôpital public qui ne disposait pas forcément du matériel le plus perfectionné, alors que le riche allait se faire soigner au Val de Grâce. On pourrait en dire autant de l'école ou des retraites où le pauvre aura une retraite de pauvre et le riche aura une retraite de privilégié.

Donc ce principe était largement surfait, à tel point que l'introduction de mesures tendant à accroître les inégalités dans ce domaine au point d'en rendre leur accès de plus en plus difficiles ou coûteux à certaines couches de la population, pas les plus pauvres qui bénéficient de la CMU, celles situées juste au-dessus qui comptent des millions de travailleurs, ces mesures ont été adoptées sans coup férir, et les mouvements sociaux sur les retraites n'ont jamais mobilisé plus de 10% des travailleurs.

On en est arrivé à la situation où certains travailleurs ne peuvent plus se faire soigner et où des travailleurs partent à la retraite de plus en plus tard avec une pension de misère, seuls désormais ceux qui en auront les moyens pourront se soigner ou partir à la retraite avant de devenir grabataires, et cette tendance va s'amplifier dans les années à venir puisque leur objectif est de

rendre accessible ces services uniquement à ceux qui en auront les moyens, et les couches inférieures devront se saigner pour y accéder, autrement dit ce qu'ils auront reçu d'une main en guise de salaire leur sera totalement pompé ou repris de l'autre, il faudra travailler toujours plus et plus longtemps pour accéder au même service, les travailleurs se retrouveront totalement enchaînés ou soumis au système économique pour survivre dans des proportions qui n'ont pas d'équivalent dans le passé, sauf au XIXe siècle ou sous l'Ancien Régime où seul votre fortune ou votre statut social déterminait le nombre d'année que vous alliez vivre.

Revenons où nous nous étions arrêté.

On aura bien compris en reliant le contenu des derniers paragraphes à la lecture des précédents que la classe dominante avait de la suite dans les idées ou que la politique mise en oeuvre par les différents gouvernements qui se sont succédés, répondait à une seule et même stratégie conduisant à l'asservissement social des travailleurs à leur système économique sans qu'aucun n'échappatoire ne s'offre à eux. L'endettement des Etats et leur politique fiscale favorable aux plus riches sert à le légitimer ou à le justifier.

Cette dépendance sociale total à ce système économique qui en réalité concernera bientôt la quasi totalité de leurs activités traduira et se traduira par une atomisation croissante des travailleurs qui seront de plus en plus amenés à adopter le mode de pensée ou l'idéologie dominante à laquelle sera suspendue leur survie, tandis que leur sentiment d'appartenir à une classe sociale disparaîtra, et réduira à néant leur faculté à contester le régime en place, leur capacité à envisager un autre avenir ou une société meilleure, ainsi ils seront prêts à être réduits en esclavage sans aucun moyen d'en sortir, puisque parallèlement tous leurs droits politiques auront disparu. J'ai tenu ce discours au téléphone à une travailleuse, elle m'a répondu : "mais mon pauvre vieux, c'est déjà le cas", pas tout à fait je lui ai répondu, tout n'est pas perdu encore.

Et oui, car au départ c'est le rejet de sa condition sociale misérable qui a poussé l'ouvrier à se révolter et lui a permis par la suite d'obtenir des droits politiques qui lui ont permis de continuer son combat pour améliorer son sort ou obtenir de nouveaux droits sociaux, mais dès lors qu'il n'existe plus de partis politiques situant leur combat strictement sur le terrain des besoins de la classe ouvrière et du socialisme, il se retrouve totalement désarmé, réduit à l'impuissance, vaincu, il retourne à la case départ, à son état primitif de serf taillable et corvéable à merci.

Nous avons dit qu'il existait deux systèmes économiques qui fonctionnaient en parallèle, l'ancien système capitaliste basé sur les inégalités sociales, et le nouveau purement monétaire, au pouvoir illimité et affranchi des contradictions du précédent. Le premier constitue toujours une menace pour le second qui coïncide avec le mondialisme, l'établissement d'un gouvernement mondial, d'une dictature ou nouvel ordre mondial, sorte de monarchie absolue incarnée par l'oligarchie financières toute puissante et ayant droit de vie ou de mort sur ses sujets, à la manière de la CIA qui a procédé à l'élimination d'opposants dans le monde entier par exemple.

Ils ont les moyens de couler un Etat, un gouvernement, une banque, une multinationale ou une entreprise ou de les sauver dans tous les pays qui leur sont soumis, ils en ont les moyens, le pouvoir, il leur suffit d'appuyer sur un bouton. Il n'y a que les peuples qu'ils ne peuvent pas contrôler ainsi, les peuples qui vivent sous un autre système économique que le leur dont il leur faut se débarrasser.

Leur problème réside dans le fait que la réaction des peuples peut être imprévisible, surtout quand ils ne les connaissent pas suffisamment, c'est ce qu'on a pu observer à propos de la Syrie notamment, il leur faut parvenir à les contrôler et ils ne pourront les contrôler totalement que lorsqu'ils seront réduits en esclavage, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui. C'est cette contradiction, cette faille dans leur théorie ou stratégie qu'il nous faut utiliser si on veut parvenir à les vaincre. Ils ne peuvent pas faire disparaître le vieux système capitaliste du jour au lendemain, ils exploitent ses contradictions pour avancer sur la voie qu'ils se sont tracés. A nous d'avoir l'intelligence d'en faire autant dans un objectif diamétralement opposé au leur.

On a dit qu'il pouvait parfaitement maîtriser la crise du capitalisme, cela dans la mesure où ils ont le contrôle de la création monétaire et de la masse monétaire en circulation, à ce propos on a pu observer au cours des 5 dernières années avec quelle désinvolture ils avaient créé à partir de rien plus de 20.000 milliards de dollars, en réalité beaucoup plus mais laissons cela de côté peu importe, c'est de toutes manières une somme gigantesque qui peut éteindre n'importe quel incendie.

Vous me direz, mais alors c'est quoi ce cirque lorsqu'ils disent que le Pentagone n'aurait plus suffisamment d'argent pour maintenir la présence américaine au Moyen-Orient, c'est du vent, du bluff ou plutôt le produit de contradictions au sommet de la hiérarchie militaire sur la manière d'aller de l'avant dans leur plan, mais il n'est pas interdit de penser qu'ils existent aussi des généraux qui s'en inquiètent, qui sont horrifiés par les calculs sordides de l'oligarchie financière et l'élite intellectuel dont elle s'est entourée.

Si vous lisez attentivement leurs déclarations, vous constaterez qu'ils n'arrêtent pas de se contredire. Tenez un exemple, ils ont concocté un plan pour attaquer la Syrie qui est sans doute sous-estimé, qu'ils ont évalué à un milliard par mois, et à part cela les caisses seraient vides. La Fed continue de racheter des actifs pourris à coup de dizaines de milliards de dollars en appuyant simplement sur le bouton de la planche à billets, il faut donc être naïf pour croire à leur histoire de crise insurmontable.

La crise du capitalisme existe bel et bien évidemment, mais ils ont les moyens de la manipuler, de la contrôler, s'ils le veulent demain ils font sauter l'économie mondiale ou ils la sauvent, pour le moment ils ont décidé de la sauver car ils s'y retrouvent, ils sont apparemment satisfaits par la tournure que prennent des choses, bien qu'ils doivent faire face à certaines difficultés, à cause de ce foutu peuple, en Egypte par exemple, alors que les Grecs sont parfaitement soumis ou presque.

Quand ils disent qu'ils vont suspendre les politiques d'austérité dans certains pays en Europe ou les étaler dans le temps, c'est à la fois vrai et faux, ils réagissent à la mobilisation des masses qu'ils craignent, ils lâchent du mou quand ils estiment qu'il y a danger et repassent de plus belle à l'offensive quand tout est rentré dans l'ordre. En France, ils ont fait une excellente opération en remplaçant Sarkozy par Hollande, à tout point de vue il est meilleur, c'est le gouvernement le plus sioniste et le plus pro impérialiste et européiste de la Ve République, il le ménage, la France emprunte à des taux d'intérêt historiquement bas, ce sont eux qui en ont décidé ainsi. On dit le marché, mais le marché, qui l'alimente avec des liquidités à gogo, c'est encore eux. L'union bancaire européenne, c'est encore eux. Les caisses des banques sont vides, c'est encore eux, qui les remplient, les Etats, et à qui les Etats empruntent, au marché et aux banquiers, à eux, quoi. La marché unique transatlantique, c'est encore eux, etc. etc.

Mais ils ne peuvent procéder que par étapes successives, d'où le jeu géopolitique ou géostratégique auquel on assiste qui ne sert qu'à conforter leurs positions acquises et préparer les conditions des étapes suivantes conformément à leur plan. La lutte des classes s'emmêlant, ils sont en permanence confrontés à de nouvelles difficultés qu'ils avaient prévues ou non. De plus, sur la scène mondiale les différents acteurs qui détiennent du pouvoir tiennent à le conserver, tous ou presque adhèrent à des degrés divers à leur plan en fonction des garanties qu'ils leur accordent, par exemple on a pu observer que Poutine n'avait pas vraiment eu envie de se mouiller avec l'affaire Snowden, il collabore avec Obama bien que la méfiance réciproque soit de mise.

Là aussi ils sont confrontés à une énorme contradiction. Les Chinois et les Russes leur disent : O.K. on marche dans votre combine, mais attention, à condition que nos intérêts soient sauvegardés, or les Américains qui sont les plus en avance dans la réalisation de ce plan, les masses américaines sont pratiquement dénuées de tous droits sociaux et politiques et l'oligarchie financière exerce son pouvoir sur la quasi totalité de l'économie du pays et les institutions politiques, ils doivent impérativement aller de l'avant à l'échelle mondiale s'ils ne veulent pas que les contradictions qui existent en dehors des Etats-Unis se répercutent à l'intérieur de leur pays ou remettent en cause leurs acquis, ils sont contraints d'aller sans cesse de l'avant pour ne pas céder de terrain, or cette politique vient heurter de plein fouet les intérêts des Russes et des Chinois notamment, qui par exemple ont davantage besoin de conserver ou consolider leurs rapports avec certains pays riches en matières premières dont ils ont besoin pour pas seulement assurer leur développement futur, mais maintenir ou renforcer leur rapport de forces avec les Américains justement. Ce qui est en jeu, c'est le partage du gâteau en fonction du rapport de forces final établi entre les différents acteurs économiques qui se partagent le pouvoir, tous collaborent au même plan, la collusion qui existe entre les intérêts économiques américains et chinois n'est plus à démontrer, aucun ne veut être lésé à l'arrivée et les appétits de leurs oligarques respectifs sont insatiables, d'où les tensions politiques auxquelles on peut assister.

Les Américains ou plutôt les Anglo-Saxons peuvent adopter des décisions politiques qui vont perturber les régimes chinois ou russes, par exemple l'adoption du mariage homosexuel ou les attaques incessantes contre les religions, sauf la leur, le protestantisme allié au sionisme, les médias en rendent compte de telle sorte qu'on pourrait croire qu'il existe un antagonisme irréductible entre les Américains et les Russes sur ces questions, alors qu'en réalité les Américains s'en servent comme moyen de pression sur Poutine pour qu'à son tour il avance sur le volet idéologique tout en lui permettant d'adopter des lois qui remettent en question l'Etat de droit qu'eux-mêmes ont déjà adoptées depuis longtemps aux Etats-Unis. L'opposition à Poutine que les Américains financent remplit la même fonction, de même tout le monde a parfaitement compris que les Américains s'accommodaient très bien d'un régime fort ou qu'ils en étaient partisans, ce qu'incarne justement Poutine.

Pour comprendre les antagonismes politiques qui existent entre d'une part les Américains, et d'autre part les Russes, Chinois et en fait le reste du monde, il faut avoir à l'esprit que les Etats-Unis fonctionnent essentiellement selon un système économique purement monétaire ou financier, tandis que le reste du monde fonctionne encore en grande partie sous le vieux système capitaliste, de moins en moins en Europe. Les deux systèmes sont de plus en plus imbriqués, le plus vieux résiste car il repose sur une base sociale qui inclut tout le développement politique antérieur et ultérieur, l'histoire des peuples, les institutions, les partis, les syndicats, etc. tandis que le nouveau système économique ne repose sur aucune base sociale, c'est un système dictatorial basé uniquement sur la volonté exprimée par une infime minorité de concentrer entre ses mains le pouvoir, de détenir sans partage la totalité du pouvoir économique et politique à l'échelle mondiale.

L'ancien système capitaliste reposait sur l'exploitation des travailleurs au cours du procès de production, le vol de leur force de travail, il était donc basé sur un rapport (de force) entre les classes, le nouveau repose sur le monopole ou le privilège exorbitant de l'oligarchie financière de créer la monnaie et de contrôler la masse monétaire en circulation, de créer de la richesse sans être limité par les lois et contradictions de l'ancien capitalisme, autrement dit en s'émancipant des rapports qui peuvent exister entre les classes et de la lutte des classes, ainsi il n'existe plus aucun obstacle à leur pouvoir, tout du moins théoriquement ou jusqu'à un certain stade dans la pratique pour le moment.

On est passé d'un système économique où le capitaliste s'enrichissait grâce au profit qu'il soutirait au travailleur, à un système où il suffit d'appuyer sur le bouton de la planche à billets pour s'enrichir et réduire le monde en esclavage. De rapports complexes on arrive ainsi à des rapports extrêmement simples qu'il est d'autant plus facile de comprendre, encore faut-il l'admettre, et c'est là tout le problème du mouvement ouvrier et particulièrement son avant-garde qui ne veulent pas en entendre parler, ils en sont restés

à l'interprétation du capital de Marx qui demeure juste, mais insuffisante si on refuse de l'actualiser en tenant compte des modifications déterminantes qui sont intervenues au cours de l'évolution du capitalisme au cours du dernier quart du XXe siècle.

Je vais vous dire un truc, entre nous, vous imaginez bien qu'avant de rédiger cet article j'y ai pensé mille fois, j'en ai même fait des nuits blanches plus d'une fois, j'ai tout retourné dans tous les sens, j'ai remis les compteurs à zéro en me disant qu'il fallait absolument tout revérifier une nouvelle fois, car si tu te plantes, non seulement ta démonstration sera erronée mais ta crédibilité sera réduite à zéro et tu ne t'en remettras pas. Si je prends ce risque aujourd'hui c'est parce que je n'ai pas le choix.

Depuis déjà dix ans je me disais qu'il y avait quelque chose qui ne collait pas dans ce qu'on nous racontait en observant ce qui passait sous mes yeux. Au début ce n'était pas très clair, en fait je n'y comprenais pas grand chose, d'autant plus que j'avais arrêté de militer pendant plus de 20 ans, il m'a donc fallu remonter la pente et fournir un effort titanesque pour atteindre un niveau politique disons convenable, j'étais quasiment nul en économie, j'ai donc bossé comme un dingue pour parvenir à comprendre l'essentiel de la situation économique, il m'est arrivé de lire *Le Capital* à deux heures du matin, sous les cocotiers vous imaginez, il fallait être complètement frappé ou en vouloir vraiment.

Aucune des théories que j'ai lu ne m'a convaincu, on ne pourra pas m'accuser de plagiat car je n'ai jamais lu nulle part ce que je viens d'écrire ; d'autres ont-ils produit exactement la même analyse que moi et et sont-ils parvenus aux mêmes conclusions, je n'en sais rien, si c'était le cas je voudrais bien les connaître, je vous avouerais que cette idée m'excite au plus haut point et que pour le coup je serais prêt à faire n'importe quoi pour les rencontrer le plus rapidement possible. Par ailleurs, je n'ai jamais été animé par le désir de me distinguer de qui que ce soit, cette idée m'est totalement étrangère. Savez-vous pourquoi ? Parce qu'elle est incompatible avec mon indépendance d'esprit et ma méthode, qui ne reposent pas sur ce que pense untel ou untel mais sur les faits uniquement ; vous aurez remarqué que j'ai fait l'économie de citations dans cet article, je n'ai pas besoin d'en appeler à qui que ce soit pour valider mon discours ou cautionner ma démonstration. J'ai lu des tas d'articles écrits par d'autres, et au lieu d'y chercher des points d'accords avec mon interprétation de la réalité, je me suis intéressé à leurs faiblesses ou défauts, à leurs manques, au non-dit, ce qu'ils avaient oublié ou occulté, parfois des facteurs ou des rapports déterminants ce qui faussait évidemment totalement leurs analyses, je me suis employé à les réintroduire en me livrant à une nouvelle analyse pour voir ce qui allait en sortir et ainsi de suite, à aucun moment je suis parti d'une idée préconçue, par contre j'avais certaines théories ou hypothèses en tête dont je devais vérifier la validité ou cohérence avant de les évacuer ou de me les approprier, j'ai procédé lentement parce que j'ai un petit cerveau et j'avais autres choses à faire quotidiennement, méthodiquement autant que possible.

Puis, parvenu à un stade où la situation m'apparaissait de plus en plus clairement, j'ai pratiquement cessé de lire ces articles, en fait on y retrouve toujours les mêmes théories qui se comptent sur les doigts d'une main, ils ne pouvaient plus rien m'apprendre. Je me suis mis alors à lire d'autres articles en rapport avec le mondialisme. Leur intérêt, c'est qu'ils sont bourrés de rappels historiques ou fourmilles de faits totalement inconnus, je ne retenais que ceux où figuraient leurs sources, parallèlement j'ai continué de lire des milliers d'articles sur la situation, ce qui m'a permis en temps réel pour ainsi dire, de vérifier le bienfondé de toutes ces théories ou analyses, quels rapports ils avaient avec la réalité, en quoi ils en tenaient compte ou non, et j'ai pu ainsi déterminer avec précision leur valeur exacte (du point de vue de notre combat), ce qu'on pouvait en conserver et ce qu'on devait jeter. Voilà en gros de quelle manière j'ai procédé et quel a été mon état d'esprit tout au long de ce travail.

Revenons à notre sujet et concluons.

Donc si on attend que la crise du capitalisme soit à l'origine de la révolution, on va attendre indéfiniment, des siècles, bon, là il sera manifestement trop tard. Il faut donc adapter notre conception de la lutte de classe en conséquence, de toute urgence.

Nous ne combattons pas pour la République et la démocratie pour imposer un recul au gouvernement ou obtenir des concessions de sa part, le "stopper", nous n'exigeons rien de lui et nous ne lui demandons rien ou alors en précisant que seul un gouvernement ouvrier ou une République sociale imposera le respect des valeurs de la République et des principes de la démocratie, c'est uniquement dans cette perspective politique que nous devons concevoir notre combat au cours duquel nous pourrions recruter des travailleurs et construire pas à pas le parti. Toute notre politique doit être impérativement subordonnée à la construction du parti, on n'a pas le choix.

Politique destinée à la totalité des travailleurs, qui doit être accessible à toutes les couches de travailleurs, à la classe moyenne ou à la petite-bourgeoisie, car il n'existe pas d'autre voie que de passer de 5.000 à 10.000, 20.000, 50.000, 100.000, 300.000 militants et beaucoup plus de toutes les couches exploitées de la société pour décider comment et quand nous allons prendre le pouvoir, décider consciemment de poser la question du pouvoir et d'en finir avec le capitalisme et ses institutions, ce qui nécessite ou inclut parallèlement, en réalité cela découlerait de la dynamique enclenchée, que des millions de travailleurs parviennent à acquérir un niveau de compréhension de la société et du monde suffisamment élevé pour nous soutenir et participer à cet ultime combat, c'est parfaitement possible dès lors qu'on a un parti incorruptible et qui ne dévie pas d'un millimètre de son objectif, qui se donne pour seule et unique objectif pendant les années à venir de construire cet instrument dont nous avons impérativement besoin pour vaincre.

Je suis absolument convaincu que c'est faisable et qu'il n'existe pas d'autre voie. Je n'ai pas l'impression d'être un fanatique du parti ou de quoi que ce soit d'ailleurs, si on adopte cette stratégie et qu'on s'y tient, on vaincra, j'en ai la certitude. Cela ne remet

pas en cause notre combat pour défendre tous nos acquis, bien au contraire il faut le mettre au service de cette stratégie. Ensuite il faut adapter notre discours à chaque couche de travailleurs, répondre à toutes les questions qu'ils se posent et qui ont un rapport avec l'actualité politique qu'on leur impose, je sais que c'est parfois ingrat, si vous croyez que je me suis amusé à traiter les dernières polémiques vous vous trompez lourdement, mais il faut s'y coller, c'est aussi par ces canaux que la classe dominante distille son venin, il faut toucher le coeur des travailleurs, leur sensibilité, il faut les connaître pour cela, il faut les aimer pour cela évidemment...

Si on aborde sereinement, sincèrement et modestement la question de la construction du parti, il n'y a pas un travailleur, un militant qui n'y trouvera pas sa place, reconnaissons nos erreurs sans en faire un drame, on n'a pas besoin de procureurs bordel, pas de donneurs de leçons, bannissons les attitudes hautaines ou méprisantes, soyons simple, nous-même, apprenons à écouter et à observer, c'est la meilleure école pour progresser, ensemble évidemment sinon à quoi bon !

Les grands traits de cet article pourrait constituer la trame de la stratégie et du programme d'un parti socialiste révolutionnaire.

Un jour un camarade, auquel je pense toujours bien qu'il ne donne plus signe de vie, m'a dit énervé, fait chier cette histoire de crise, ils nous prennent pour des cons avec leur crise, elle n'existe pas, il n'avait pas tout à fait tort, en moins étoffé ou argumenté je lui avais tenu le même discours qu'aujourd'hui, depuis, il peut constater s'il me lit, que je n'ai pas lâché le morceau ni oublié ses paroles. Ma réponse n'est pas sybille, elle est construite, parfaitement cohérente, tout se tient et je pense ne rien avoir oublié, tout est à sa place, l'ordre des choses est respecté, à nous maintenant de faire en sorte que l'ordre établi en tremble.

[Haut de page ↗](#)

Le 29 juillet 2013

CAUSERIE

Je n'ai pas eu le temps d'actualiser les infos en bref et d'ajouter de nouveaux articles, j'ai laissé tomber plusieurs sujet, ce sera pour demain. Le lundi soir, c'est ma séance cinéma sur TV5Monde Asie, ce soir un vieux film avec Lino Ventura, j'ai oublié le titre.

[Les Frères musulmans, c'est l'extrême droite, ils doivent être dissouts et interdits en France.](#)

Les Frères musulmans visés en Egypte, en Tunisie, en Egypte, en Irak, au Liban, au Mali et... en France où ils ont désormais pignon sur rue et défient l'Etat de droit au profit de leurs valeurs barbares.

A quand le bombardement du palais de l'émir du Qatar et du monarque d'Arabie Saoudite ? A bas la charia, à bas l'islamisme radical wahabbite, salafiste ou takfiriste, à bas les régimes où s'épanouit ces doctrine féodales et barbares soutenues par le gouvernement français, l'UMP, la gauche et l'extrême gauche, doctrine de guerre contre nos valeurs et nos principes, contre la République et la démocratie dans le cadre duquel le mouvement ouvrier mène son combat. Pas de place pour le lumpenprolétariat en France à la solde du fascisme qu'incarne cette idéologie archaïque ou rétrograde.

L'islamophobie, ce sont les adeptes de la charia ou d'une lecture rigoriste de l'islam qui l'ont inventée, promue. Pour que cette idéologie nauéabonde se développe, ils arborent des déguisements qui permettent de les repérer de loin, telle une provocation permanente. Ils sont les pires ennemis des musulmans et de l'islam, sur 5 ou 8 millions de musulmans en France, combien de femmes portent la burqa ou le niqab, 2.000 nous dit-on, cela signifie que moins de 0,05% des femmes musulmanes voilées contribuent à faire passer les musulmans pour des sauvages dans la tête des gens arriérés et l'islam pour une religion intolérante ou barbare.

L'islamisme radical wahabbite, salafiste ou takfiriste, c'est la peste noire, ce n'est pas pour rien qu'on l'appelle aussi le sionisme arabe, car s'ils sont les pires ennemis des musulmans, les sionistes sont les pires ennemis des juifs, et en France comme dans les pays du Maghreb ou d'Afrique s'ils ont conquis des parts de marché parmi les musulmans c'est par le biais de prédicteurs et leurs associations qui se montrent particulièrement généreux envers leurs fidèles qu'ils achètent avec l'argent que l'émir du Qatar met à leur disposition.

99,99% des musulmans respectent les lois et les valeurs de la République. Quand vous croisez une personne dans la rue ce n'est pas écrit sur son visage si elle est croyante ou non ou à quelle religion elle a adhéré, et si elle arbore un signe distinctif permettant d'établir son appartenance à telle ou telle communauté de pensée, philosophique ou religieuse, cela ne pose aucun problème temps qu'elle ne s'en sert pas pour se soustraire aux lois que respectent l'ensemble des citoyens.

J'ai encore téléchargé de nouveaux articles de presse sur ce sujet, mais je n'ai pas le temps de les traiter aujourd'hui, on verra cela cette semaine si possible.

A la suite d'un article épouvantable publié hier par Rue 89 (Le Nouvel Obs) *Les hommes politiques doivent combattre l'islamophobie ambiante*, ils ont réalisé un amalgame pourri entre les 99,99% des musulmans qui ne se reconnaissent pas dans le wahabbite, le salafiste ou le takfiriste et les 0.05% qui ont adopté cette idéologie infâme, pour affirmer que ceux qui s'en prennent aux islamistes radicaux, les barbus et leur épouvantail en burqa ou niqab sont d'horribles islamophobes ou racistes qui s'en prennent à la totalité des musulmans, on ne peut imaginer pire manipulation.

Je vous propose en attendant la réaction d'un internaute qui figurait à la suite de cet article, je ne la partage pas, elle illustre le basculement qui peut se produire dans la tête de personne pas vraiment mal intentionnée envers les musulmans en général.

- "Aux auteurs de cette tribune : vous-êtes-vous déjà demandé pourquoi cette islamophobie ? Parce que dans ce texte, je ne vois que des fautifs d'origine française... Les musulmans ne seraient-ils pas eux-mêmes un peu fautifs de ce qui leur arrive ?

Quand on dit « sale bougnoule » à un Arabe parce qu'il est arabe, c'est scandaleux.

Mais quand on s'insurge contre des gens qui ne veulent pas respecter nos coutumes et notre culture, qui se ghettoïsent eux-mêmes, qui ne respectent pas les femmes, qui n'ont aucun intérêt pour la République, qui embrigadent leurs voisins, qui admirent des régimes politiques moyenâgeux, qui vont faire le « djihad » contre le pays où ils habitent, où même ils sont nés, qui ne vivent que pour mourir en martyr, alors là je crois qu'une certaine islamophobie se justifie parfaitement.

Comme d'autres dans ces commentaires, j'ai grandi dans une cité. J'avais des copains et copines arabes, on s'amusait bien.

Quand je les revois, la plupart sont devenus des moines barbus et des bonnes soeurs (voilées), ils évitent les « Français », ils se sont bien fait retourner par leur imam à la con, qui leur a sûrement dit qu'on était infréquentables. On ne peut même plus serrer la main aux copines !

Des que je rencontre mes copains d'enfance, on sent une gêne, ils ne fuient pas mais ne veulent pas parler, ils font tout pour qu'on les évite.

Oui, quand je vois ça, je peux peut-être devenir islamophobe. Attention, je ne suis pas raciste, pas « arabophobe ».

Et il n'y a pas que cela : il y a aussi tous les problèmes venant des islamistes, des régimes islamistes, des pays du Moyen-Orient, qui commencent à exaspérer tout le monde.

Tiens, il y a un détail très intéressant sur la photo de la manifestation contre l'islamophobie : sur cette photo, il n'y a pratiquement que des hommes.

En écrivant cet article, vous avez oublié une grande partie des auteurs de cette islamophobie ambiante : les musulmans eux-mêmes."

C'est une erreur monsieur de le penser, vous manquez de discernement, Sarkozy, puis Hollande, en faisant la courte échelle aux régimes islamistes radicaux ont livré les musulmans aux prédicateurs de leur doctrine ignoble, et souvenez-vous que 99,99% y sont restés insensibles malgré les pressions et les menaces.

Ce sont les islamistes radicaux qui sont reponsables de l'islamophobie, pour dresser l'ensemble des musulmans contre le reste de la population et vice versa, pendant ce temps-là Hollande applique sa politique antisociale.

ACTUALITÉ DU JOUR

Il est passé où le droit, l'Etat de droit ? Il est mort dans un accident de train!

Il est libre l'oiseau, il est libre l'oiseau, incroyable !

Le conducteur du train avait emprunté cette ligne 60 fois, il la connaissait par coeur, il n'a aucune circonstance atténuante. Un signal lui signifiant qu'il devait réduire sa vitesse lui est parvenu 4kms avant l'accident, il n'en a pas tenu compte, il téléphonait apparemment, il n'a aucune circonstance atténuante. Et il s'est trouvé un délégué syndical espagnol pour le soutenir, comme fossyeur du mouvement ouvrier on ne peut pas rêver mieux.

- Francisco José Garzon Amo est inculpé de 79 homicides par imprudence, annonce le tribunal de Galice, dimanche 28 juillet. Il

était entendu par un juge, au terme de sa garde à vue. Il a été laissé en liberté sous contrôle judiciaire. Il était accusé "d'homicide par imprudence" pour ne pas avoir freiné à temps, à l'entrée d'un tronçon où la vitesse autorisée passe de 220 à 80 km/h.

Une jeune passagère du train rescapée de l'accident, Carla Serrano, a elle raconté avoir vu inscrite la vitesse de 200 km/h sur l'écran d'information de son wagon, dans une interview avec la télévision publique. "Nous sortions juste du tunnel et mon fiancé m'a dit: 'Nous allons à 200 à l'heure'. J'ai regardé et c'était vrai", a assuré la jeune fille, qui revenait de Madrid où elle était allée voir une exposition consacrée à Salvador Dali.

El Mundo souligne, "le fait surprenant est que cet itinéraire laisse le conducteur décider du moment et de la manière de commencer à décélérer. C'est-à-dire que Garzon devait décider quand freiner pour entrer dans le virage à 80 km/h. Rien ne lui disait comment ni où le faire".

Que s'est-il passé dans la cabine de pilotage juste avant 20H42 ? Le conducteur, qui exerce ce métier depuis 2003 et avait déjà parcouru 60 fois cette ligne, s'est-il laissé distraire?

"Déjà, quatre kilomètres avant le lieu de l'accident, il s'est vu notifier de commencer à ralentir", avait souligné samedi le président du gestionnaire du réseau Adif, Gonzalo Ferre.

El Mundo affirmait, citant des sources proches de l'enquête, que le conducteur parlait au téléphone portable au moment du drame. Mais dans la petite ville galicienne de Monforte de Lemos, où vit le cheminot, certains de ses proches voulaient le défendre.

"C'est un excellent professionnel. C'est le premier accident qu'il ait jamais eu. Il n'a jamais commis la moindre faute", a témoigné Antonio Rodriguez, un délégué syndical qui a rejoint la Renfe, la compagnie de chemin de fer, la même année que Garzon, en 1982.

Par ailleurs, un nouvel élément révélé par El Mundo vient resserrer l'étau autour de Francisco José Garzon : selon le quotidien, qui cite des sources proches de l'enquête, le conducteur parlait au téléphone portable au moment du drame. AFP et francetvinfo.fr 28.07

Quand on est au téléphone on ne voit pas les minutes défilées... ni les kilomètres. En roulant à 200km/h, il avait parcouru les 4 kilomètres fatidiques en 3 minutes 30 secondes environ, quand il s'en est aperçu, il était trop tard !

Ce sera son premier et son dernier accident, un de trop avec 79 morts sur la conscience. Quelle pourriture ce délégué syndical ! Rien que pour cette déclaration, je vous relèverais immédiatement de votre fonction avec interdiction jusqu'à la fin de votre vie de conduire, un train, un métro, un bus, un taxi ou de piloter un avion.

Commentaire d'un internaute

- "On connaîtra, j'espère, la vérité. Car la SNCF cache bien son jeu. Quand le 23 juillet 1962 à 15h10, à Velars/Ouche le wagon de queue se détache et tombe dans un ravin faisant 49 morts, la SNCF a prétendu que c'était les rails déformés par la chaleur. (C'est toujours l'hypothèse sur Wikipedia). En fait, nous l'avons appris près de 10 ans plus tard (par un cheminot) que c'était le conducteur du train complètement bourré qui roulait beaucoup trop vite (comme dans cet accident)."

[Intox. Tout et son contraire.](#)

- Pourquoi Obama ne peut pas influencer la situation en Egypte - Slate.fr

Il est bien connu que l'impérialisme américain n'a aucune influence sur le FMI et la Banque mondiale, qu'il lui est impossible de débloquer les fonds qui permettraient au gouvernement de répondre aux besoins sociaux immédiats des masses histoire de calmer la situation tout du moins provisoirement...

Non, il n'a aucun pouvoir, puisqu'on vous le dit braves gens, croyez-les sur parole. Et dire qu'il y en a pour gober ce genre de discours, quelle naïveté ou igorance.

- Etats-Unis: Obama inquiet par la disparité croissante des salaires - AFP

Sans rire, une découverte, un fait nouveau.

- La disparité grandissante des salaires aux Etats-Unis et les effets persistants de la crise financière risquent d'affaiblir le tissu social et de décourager les Américains, s'est inquiété le président Barack Obama dans un entretien au New York Times publiée dimanche.

Pas vraiment, et s'il le dit lui-même, ce n'est pas qu'il aurait l'intention d'y remédier, mais juste pour faire patienter la classe moyenne ou mieux la pousser au désespoir, puisque même avec la meilleure volonté du monde affichée par le président des Etats-unis, c'est impossible, il faut donc en faire son deuil, il prépare ainsi les esprits à de nouveaux sacrifices.

- L'ascension sociale "faisait partie de ce que nous étions en tant qu'Américains et cela s'érode depuis les vingt ou trente dernières années, bien avant la crise financière" de 2007, a-t-il dit au terme d'une semaine où il a multiplié les interventions dans le pays pour la défense de la classe moyenne.

D'ailleurs, il leur dit ce qui les attend.

- "Si nous ne faisons rien, la croissance sera plus lente qu'elle ne devrait être, le chômage ne diminuera pas aussi vite que nous le voulons et l'inégalité des salaires continuera à s'élargir?", a poursuivi le président.

Alors que le Congrès est entièrement entre les mains du cartel des banquiers de la Fed, il n'y a rien à attendre de bon, faites-vous à cette idée.

- Sans un changement à Washington par le Congrès des politiques budgétaires d'austérité pour stimuler la croissance, non seulement la classe moyenne continuera à se réduire mais des questions controversées comme le commerce international, le changement climatique et l'immigration seront plus difficiles à aborder, a-t-il jugé.

La Fed détient le pouvoir et personne ne peut lui imposer un président ou sa politique. Donc là non plus, aucun changement en vue.

- Parlant publiquement pour la première fois de sa décision la plus attendue au cours des prochains mois, le chef de la Maison Blanche a indiqué avoir resserré son choix pour le successeur de Ben Bernanke à la présidence de la Réserve fédérale (Fed) à "quelques candidats exceptionnels".

Avec la politique budgétaire actuelle qui freine la reprise économique, les communautés des affaires et de la finance se tournent vers la Fed en espérant qu'elle poursuivra sa politique monétaire accommodante.

Il leur suffit d'appuyer sur le bouton pour fabriquer des milliards de dollars sans aucune contrepartie. Obama "veut" et les monarques ont répondu : c'est nous qui décidons.

- M. Obama a indiqué qu'il souhaitait voir à la tête de la Fed quelqu'un qui ne se contente pas de travailler de façon abstraite pour garder l'inflation sous contrôle et la stabilité des marchés, les principales missions de la banque centrale. Il veut aussi un président de la Fed soucieux d'améliorer la vie des Américains ordinaires.

On prend les mêmes et on continue, tel est le message, il récitait sa leçon.

- Les deux principaux candidats en lice sont apparemment Lawrence Summers, l'ancien conseiller économique de M. Obama à la Maison Blanche et ex-secrétaire au Trésor de Bill Clinton, ainsi que Janet Yellen, l'actuelle vice-présidente de la Fed qui avait aussi travaillé pour l'ancien président Clinton. AFP 28.07

Conditionnement et amalgame. D'un "monde nouveau" à un Nouvel ordre mondial il n'y a qu'une différence sémantique dans la formulation.

- "Porter l'Evangile, c'est porter la puissance de Dieu pour extirper et vaincre le mal et la violence, détruire et abattre les barrières de l'égoïsme, de l'intolérance et de la haine, afin de construire un monde nouveau", a dit le pape dans son homélie, lors de la messe qu'il a célébrée dimanche pour la clôture des 28e Journées mondiales de la jeunesse (JMJ). Reuters 28.07

Nous verrons plus loin que "pour extirper et vaincre le mal et la violence, détruire et abattre les barrières de l'égoïsme, de l'intolérance et de la haine", c'est en chacun de nous qu'il faut chercher et non pas dans la société telle qu'elle est.

Intox destinée à la curie.

- JMJ: Le pape appelle l'Eglise brésilienne à faire revenir les fidèles partis chez les évangéliques - 20minutes.fr

Un produit réchauffé et qui refroidi vite.

- «Sommes-nous encore une Église capable de réchauffer le cœur ?» - LeFigaro.fr

Le pape du Nouvel ordre mondial passe à l'offensive contre la curie "*élitiste*" et "*socialisante*".

Quand on écoute son discours, soit on n'y comprend rien, soit on se demande où il veut en venir exactement puisqu'il attaque pêle-mêle le néolibéralisme et le socialisme. Cependant, on a déjà là un indice important qui va nous éclairer sur ses véritables intentions et l'esprit malsain qui l'anime.

Pour nous y aider, on pourrait partir du discours du catholique antimondialiste Pierre Hillard, qui dans sa lutte désespérée pour sauver la religion catholique de la théologie dévastatrice anglo-saxonne-sioniste s'en prend lui aussi au néolibéralisme et au socialisme qu'il confond quant à l'objectif qu'ils poursuivent, sans se donner la peine d'en analyser le contenu ou de se poser la question de savoir à qui l'un ou l'autre profiterait, car il serait obligé d'en déduire qu'en réalité le socialisme réaliserait le message originel du christianisme, alors que le néolibéralisme incarnerait son antithèse ou une dictature impitoyable.

A ce stade, on s'aperçoit qu'un mondialiste, le pape, emprunte les mêmes arguments que les catholiques antimondialistes, mais car il y a un mais, en poursuivant un objectif diamétralement opposé, la liquidation de la religion catholique ou plutôt sa dénaturation complète une fois soumis au dogme de la théologie néolibérale. La question qui nous intéresse ne consiste donc pas à savoir quel objectif s'est fixé le pape puisqu'on le connaît déjà, mais comment compte-t-il s'y prendre pour avancer vers cet objectif, quels ennemis combat-il.

Il a deux ennemis clairement identifiés : les catholiques, ceux qui entendent rester fidèles à cette religion où à l'idée qu'ils s'en font, en gros les fidèles laïcs ou les croyants, et la curie élitiste qui prêche l'immovibilité des saintes écritures et du dogme qui a été bâti autour. Ainsi ses deux ennemis présentent au moins un point commun, il faut donc les combattre ensemble ou plutôt se servir du combat que l'on mène contre les uns pour affaiblir les autres et vice versa.

Pourquoi les écritures ou la doctrine de l'église catholique pose-t-elle problème au pape ? Parce qu'elle fait référence à un monde divisé en classes sociales aux intérêts antagoniques, quelque part elle reconnaît l'existence de la lutte des classes et légitime ou justifie que la curie dans la vie quotidienne se prononce en faveur de l'une ou l'autre de ces classes, tout en étant portée naturellement à critiquer la classe dominante qui est à l'origine des inégalités sociales, demeurant ainsi fidèle à l'esprit chrétien.

Donc derrière ce combat qui se veut progressiste et profondément humaniste, en faveur des plus pauvres, etc. on aperçoit qu'en réalité le véritable ennemi contre lequel il est en guerre, c'est la lutte de classe qu'incarne le prolétariat, le socialisme, pour le compte de la théologie néolibérale qui doit être amenée à supplanter la théologie catholique ou à la vampiriser en la vidant totalement de son contenu social ou l'interprétation sociale que peuvent en faire des curés ou des membres de l'élite de la curie. Rappelons que la doctrine néolibérale a pour objectif l'établissement d'une monarchie absolue ou nouvel ordre mondial qu'incarnerait l'oligarchie financière flanquée d'une élite intellectuelle à ses ordres, tandis que le reste de l'humanité serait réduit en esclavage, les classes et la lutte des classes étant abolies.

Selon le pape, la curie ou les représentants de l'église catholique ne doivent s'opposer en aucune manière à la politique néolibérale et s'y adapter en recentrant l'exercice de leur mission sur l'homme, sur ses qualités et ses défauts, sa foi intérieure. Le rôle de l'Eglise ne doit plus être de se positionner au côté des victimes du capitalisme tout en défonçant ses méfaits ou ses excès, il doit consister à les aider à surmonter cette épreuve divine car rédemptrice de leurs péchés, une aubaine en quelque sorte, en recherchant uniquement en eux-mêmes la cause de leur malheur, la société telle qu'elle existe n'y étant absolument pour rien, donc inutile de s'imaginer qu'un jour elle pourrait être meilleure et qu'on pourrait lutter pour qu'elle le devienne, non, seul l'homme avec toutes ses tares ou vices en est responsable.

On voit tout de suite les limites de ce discours qui implique que le croyant serait finalement responsable de son propre malheur ou qu'il ne devrait s'en prendre qu'à lui-même s'il ne le supporte pas, ce qui ne changera rien à sa condition d'existence matérielle misérable ou ne résoudra en rien les difficultés qu'il rencontre au quotidien pour survivre. Le pape le sait pertinemment et n'a pas d'autres discours alternatifs à sa disposition, sa mission est d'accompagner psychologiquement le processus en cours de liquidation des classes ou d'y préparer les esprits et il s'y tient.

On abordera ce sujet ailleurs, car on se gargarise de formules qui ne correspondent plus à la réalité. On préfère fermer les yeux et les répéter comme si rien n'avait changé depuis un siècle ou un demi-siècle. On définissait la classe en fonction de l'organisation des ouvriers, de son statut, et quand plus de 90% ne sont pas ou plus organisés on continue de tenir le même langage, les masses sont largement atomisées et la législation du travail leur est largement défavorable, on pourrait continuer sur le même registre pour s'apercevoir qu'en réalité les rapports que l'on décrit n'existent plus ou sont en voie de disparition, pendant qu'on refuse d'en tenir compte et continue de tenir le même discours, ce qui est complètement aberrant.

Revenons au malin.

Dans l'article qui suit plus loin, on reconnaîtra aisément les attaques que le pape destine à la curie de celles qu'il réserve aux fidèles laïcs, on les pointera à la suite pour que le lecteur s'y retrouve.

En guise de conclusion très rapidement.

L'homélie qu'il a prononcée à Rio hier était un véritable programme de combat à la fois contre la curie qui s'accroche au dogme de l'Eglise, à sa doctrine (originelle) emprunte d'humanisme, contre ce qu'il appelle des dérives spiritualistes qui y feraient référence ou y ramèneraient, contre le croyant laïc qui entendrait se servir de la religion catholique pour résister au rouleau compresseur du néolibéralisme ou pire le combattre, l'Eglise n'a pas vocation à le dresser contre un régime politique ou à le protéger de ses méfaits, mais uniquement à l'aider à trouver en lui-même la "foi", les moyens de s'accommoder du sort qui lui a été réservé et qui constitue une bénédiction pour racheter tous ses péchés. C'est effectivement un programme de guerre contre la religion catholique mais pas uniquement comme nous l'avons relevé plus haut.

Le pape a recentré le message de l'Eglise vers l'homme, l'homme en général, à la manière de Mélenchon et de *"l'humain d'abord"*, la nouvelle religion du mouvement ouvrier selon Saint Jean-Luc, qui des Lumières l'enfonce un peu plus chaque jour dans le labyrinthe de l'obscurantisme ou des ténèbres...

- Le pape dénonce *"les idéologisations"* du message évangélique et vante la foi populaire - lexpress.fr

Le pape François, avant de quitter Rio de Janeiro, a dénoncé dimanche *"les idéologisations socialisantes"* ou *"restauratrices"* du message évangélique, déplorant l'immaturation de nombreux laïcs latino-américains et vantant la solidité de la foi populaire.

(*"les idéologisations socialisantes"*, il visait là la lutte des classes, le socialisme. *"restauratrices"* du message évangélique : lire restauration de la doctrine originelle et humaniste du christianisme. -ndlr)

La *"réduction socialisante"*, *"l'idéologisation a été, à certains moments, très forte"*, a observé le pape devant des centaines d'évêques réunis à la résidence de Sumaré, à Rio, en faisant allusion sans la citer à la théologie de la libération.

(Théorie adoptée par des curés en Amérique latine qui ont combattu les dictatures militaires au côté du prolétariat, un crime selon le pape qui ne doit pas se reproduire. Lui par sa neutralité, il a soutenu Videla et son régime dictatorial. -ndlr)

Cette *"prétention interprétative selon les sciences sociales"* recouvre *"les champs les plus variés : du libéralisme de marché aux catégories marxistes"*, a-t-il dénoncé. Dans l'autre sens, des tentations de *"restauration"* se développent, s'est-il inquiété. *"Devant les maux de l'Église, on cherche une solution seulement disciplinaire, par la restauration de conduites et des formes dépassées qui n'ont pas même culturellement la capacité d'être significatives"*, a-t-il déploré.

(Là son ennemi est clairement identifié : *"les sciences sociales"*, à plusieurs reprises dans différentes causeries j'ai affirmé que l'objectif de l'idéologie néolibérale était de liquider la totalité des sciences sociales, philosophie, politique et j'ajoutais y compris les religions, on y est, il le confirme ici. Le marxisme, sa bête noire, normal. En dénonçant *"la restauration de conduites et des formes dépassées"*, il voudrait se faire passer pour un page progressiste, alors que c'est au dogme de la religion catholique qui en constitue le pilier qu'il s'attaque, dilué ou liquidé, la religion catholique le serait également, c'est l'entreprise qui constitue le contenu de son mandat. - ndlr)

"En Amérique Latine, de petits groupes, quelques Congrégations religieuses nouvelles recherchent une sécurité doctrinale ou disciplinaire. Cette proposition cherche à récupérer le passé perdu".

(*"le passé perdu"* correspond au christianisme originel emprunt de justice et d'égalité entre les hommes, pas question d'y revenir, quelle horreur vade retro satanas ! - ndlr)

Le pape François a dénoncé d'autres dérives, comme *"l'idéologisation psychologique"*. Dérive *"élitiste"* qui *"réduit la rencontre avec Jésus-Christ à une dynamique d'auto connaissance"* dans les cours de spiritualité, les retraites spirituelles, etc. Les *"groupes d'élites faisant la proposition d'une spiritualité supérieure constituent une autre dérive, gnostique"*, a ajouté le pape.

(Il ne faudrait pas que des membre de l'élite ou des croyants tentent de sauver l'esprit humaniste qui sommeillait dans la doctrine de l'église catholique ou prennent le relais, non toutes les brebis qui constituent le troupeau de Panurge doivent connaître le même sort horrible que lui réserve le néolibéralisme. - ndlr)

François a encore dénoncé *"le fonctionnalisme"*, *"paralysant"* qui cherche *"l'efficacité"* et *"les statistiques"* et s'enthousiasme davantage pour la *"feuille de route"* que pour la route. Et encore les *"entrepreneurs"* de l'Église, qui prône *"une sorte de théologie de la prospérité"*.

(Aucune entorse, aucun écart ne doit être toléré, la curie doit avoir les yeux rivés sur l'objectif qu'il a défini, et au diable la *"prospérité"*, ni pour les fidèles laïcs ni pour la curie ou l'Eglise elle-même qui doit se sacrifier sur l'autel divin de la théologie néolibérale. -ndlr)

"Le cléricalisme, tentation très actuelle en Amérique Latine" est à nouveau dénoncé par François: "le curé cléricalise, et le laïc lui demande à être cléricalisé, c'est une complicité pécheresse!". Le cléricalisme explique "en grande partie le manque de maturité et de liberté chrétienne dans une bonne part du laïcat latino-américain". "Ou bien il ne grandit pas --la majorité-- ou bien il se blottit sous les couvertures des idéologisations", a analysé le pape argentin.

(A chacun sa croix et les brebis seront bien gardées pour les livrer à leurs bourreaux ! -ndlr)

François voit face à ces difficultés "une forme de liberté des laïcs à travers des expériences de peuple : le catholique comme peuple". "Ici on voit une plus grande autonomie, saine en général, qui s'exprime fondamentalement dans la piété populaire", se félicite-t-il. "La proposition des groupes bibliques, des communautés ecclésiales de base et des conseils pastoraux va dans le sens d'un dépassement du cléricalisme et d'une croissance de la responsabilité des laïcs".

(Il flatte "le catholique comme peuple" pour mieux le broyer et "la piété populaire" pour mieux la manipuler, elle sert son dessein contre la curie conservatrice contre laquelle il est en guerre, le peuple lui sert de chair à canon. Il faut entendre par "la responsabilité des laïcs", la responsabilité de leur propre malheur puisque la société n'y est finalement pour rien, le capitalisme. - ndlr)

Le pape s'attarde précisément sur la confiance manquante des prêtres dans les laïcs: "rendons-nous participants les fidèles laïcs? "Je crois que nous sommes très en retard en cela". "Soutenons-nous et accompagnons-nous les fidèles, en dépassant toute tentation de manipulation ou de soumission induite", s'interroge encore le pape de la miséricorde.

(Il oppose les prêtres aux laïcs pour mieux les combattre, c'est sa stratégie. Bien entendu son discours est bourré de contradictions que je n'ai pas relevées par manque de temps. Une fois il dit chacun sa croix, et puis ensuite il demande aux curés de se rapprocher des laïcs qui sont quotidiennement en contact avec la lutte des classes et risquent ainsi d'être pollués par des idéologies "socialisantes". - ndlr)

La "mission" d'évangélisation doit s'adapter au changement d'époque, estime le pape: "dans une même ville, existent différents imaginaires collectifs". "Si nous restons seulement dans les paramètres de la culture de toujours, au fond une culture de base rurale, le résultat sera finalement l'annulation de la force de l'Esprit Saint". "Il faut annoncer Dieu dans (...) chaque réalité, chaque langue, à un rythme différent." lexpress.fr 28.07

(La "culture de toujours", à l'entendre une culture destinée aux rustres ou aux cutéreux de paysans qu'il méprise au passage, aux bigots de province, qu'il remet en cause parce qu'elle était liée même très imparfaitement à la doctrine originelle de l'Eglise, aux valeurs de charité, de générosité, de compassion, d'égalité et de justice sociale, etc. il faut liquider ce qu'il en reste, mais comme c'est impossible et qu'il ne peut pas révéler ses véritables intentions, il les camoufflent en faisant appel à "l'Esprit Saint" dont le siège doit se trouver du côté de Wall Street ! Il a raison, "dans chaque réalité" l'oligarchie financière "annonce" qu'elle agit au nom du "Dieu" dollar, amen ! - ndlr)

En guise de complément.

D'un François à l'autre et ainsi soit-il !

- Le pape François encourage les jeunes à s'engager pour le changement - Le Nouvel Observateur

Dans quelle direction, devinez ?

[Haut de page ↗](#)

Le 30 juillet 2013

CAUSERIE

Lundi 23h58.

J'ai ajouté une trentaine de nouveaux articles. 10 autres suivront demain. A tout à l'heure !

Mardi 16h21.

J'essaierai de répondre demain à un courriel que j'ai reçu et qui a trait au sujet que nous abordons aujourd'hui, j'y répond en

grande parti aujourd'hui. J'ajouterai encore des articles ce soir.

5 ans déjà.

Cela fait 5 ans que les causeries existent dans leur forme actuelle qui a été améliorée au fil du temps ou qui s'est enrichie.

C'est terminée, à partir du 1er août 2013 elles auront cessé d'exister. Elles seront remplacées par une chronique réalisée en fonction de l'actualité, deux ou trois fois par semaine, elle sera suivie d'un article de presse ou d'un parti décrypté et commenté, et le gros de mon travail consistera à enrichir la théorie que je vous ai livrée avant-hier, à l'argumenter, à étudier la totalité des hypothèses, faits ou arguments qui pourraient l'invalidier ou la confirmer ou nécessiter de la modifier, l'ensemble des objections que l'on me soumettra ou qui me viendront à l'esprit seront analysées à fond avec la même méthode du marxisme, nous ne laisserons rien au hasard ou de côté ou sans réponse satisfaisante, je m'y engage.

Je partirai des faits, de l'actualité pour donner plus de substance à cette théorie ou la développer dans tous les domaines, cela fera l'objet de publication régulière, ainsi chacun pourra constater par lui-même si cette théorie est cohérente et repose bien, traduit bien la réalité ou si au contraire elle est l'oeuvre d'un illuminé, d'un aventurier, d'un charlatan ou encore d'un mégalomane, nous la jugerons sur pièce et comme toujours après vous avoir fourni tous les éléments qui auront alimenté ma réflexion, vous serez en mesure vous-même de vous faire votre propre conviction, librement, à aucun moment j'essaierai de vous convaincre de quoi que ce soit, car cela ne servirait strictement à rien, le but du jeu si je puis dire c'est que chacun parvienne par lui-même à élever son niveau de compréhension de la société dans laquelle nous vivons. Certains parmi nous et ils sont nombreux, les dirigeants, les cadres, les vieux militants, estiment qu'ils y sont parfaitement parvenus ou qu'ils n'ont plus rien à apprendre, encore moins de quelqu'un qui ne partagent pas leur point de vue, laissons-les à leurs certitudes qui nous ont conduit là où nous en sommes aujourd'hui, leur bilan politique catastrophique parle pour eux-mêmes, continuons sur la voie que nous nous sommes tracés sans en dévier pour ne pas les imiter ou leur ressembler.

Sur le plan personnel cela va me rendre la vie plus agréable car je ne serai plus obligé de cavalier du matin au soir pour actualiser le site. Je serai plus disponible pour réfléchir à notre sujet et cela m'évitera bien des erreurs. De mon côté je vais évidemment continuer de m'informer quotidiennement de l'actualité économique, sociale et politique internationale, il va juste me falloir un moment d'adaptation pour me réorganiser et voir comment je vais pouvoir tirer partie de l'évolution de la situation, j'espère que cela ne me prendra pas plus d'un mois car c'est une petite révolution dans ma méthode de travail, pas de réflexion qui elle ne change pas.

Au cours de ces 5 dernières années dans mes causeries, je vous ai fourni les clés ou les outils, la méthode pour décrypter un article de presse ou d'un parti, méthode qui doit être adaptée en fonction du type de sujet qu'on aborde ou de l'auteur d'un article. Je vais essayer de trouver le temps de rassembler l'essentiel des causeries les plus intéressantes dans lesquelles je me suis livré à cet exercice, j'espère y parvenir d'ici 3 mois.

Bien entendu, je vais continuer à actualiser les différentes rubriques du site avec des articles de sources divers qui constituent le matériel nécessaire à notre travail. Je ne sais pas si la rubrique Article de presse vaut vraiment le coup, je vais y réfléchir. La Tribune libre demeure car il est bon que les militants puissent confronter différents points de vue avant de se forger leurs convictions personnelles.

Voilà, je pense n'avoir rien oublié.

Maintenant vous n'avez peut-être pas saisi la substance et l'importance, la portée de l'article que j'ai publié avant-hier, dans lequel je prétendais que parallèlement au système économique capitaliste s'était développé un nouveau système économique purement financier ou monétaire, alors avant d'y revenir très prochainement j'ajouterai juste un mot.

Je sais que cet article va déclencher une tempête de critiques pour des raisons diverses. La principale consistera à m'opposer l'interprétation marxiste de l'impérialisme par Lénine, il y a un siècle de là notez bien, un siècle.

Selon ces détracteurs la financiarisation de l'économie à laquelle nous assistons aujourd'hui, en réalité depuis que le dollar n'est plus convertible en or, en 1971, s'inscrirait dans la continuité des rapports qui existaient précédemment entre l'or, les monnaies, la Bourse, les banques, les banques centrales, les institutions financières, le secteur productif, rien finalement n'aurait changé fondamentalement ou aucune modification de ces rapports ne porterait à conséquence au point de remettre en cause l'analyse qu'en avait fait Lénine un siècle plus tôt ou les pseudo marxistes qui lui ont succédé.

Pour devancer leur pensée, s'ils admettaient que certains rapports avaient effectivement subi d'importantes modifications ou étaient apparus vers la fin du XXe siècle, tous sans exceptions étaient subordonnés aux mêmes lois de fonctionnement du capitalisme, il fallait donc les interpréter de la même manière que tous les autres rapports déjà existant, les intégrer à la suite de ces rapports dans notre analyse marxiste et décréter que le système économique capitaliste était resté fidèle à lui-même, finalement absolument rien ne permettrait d'affirmer que de nouveaux rapports étaient apparus qui se seraient émancipés ou soustraits des lois du capitalisme que nous connaissions jusqu'à présent, autant dire que leur méthode consiste à en

nier l'existence, et on va dire ou répéter pourquoi immédiatement.

Le rapport sur lequel repose toute ma théorie est le suivant : le rapport établi à partir de 1971 entre les banquiers de la Fed à la monnaie, au dollar ; rappelons que la Réserve Fédérale ou Banque centrale américaine n'est pas une banque d'Etat, mais un cartel de banques privées fondé en 1913 sur le modèle de la Banque d'Angleterre que les mêmes banquiers possédaient déjà depuis un siècle.

Imaginons deux familles, dans la première les parents disent à leur enfant de 8 ans qu'ils lui achèteront un vélo s'il travaille bien à l'école, s'il tient à avoir son vélo, il aura intérêt à bosser, et dans la seconde les parents disent à leur enfant qu'il suffit qu'il demande quelque chose pour l'obtenir automatiquement sans fournir le moindre effort. Maintenant tournons-nous vers le premier enfant et demandons-lui si d'après lui il bénéficie du même traitement que l'autre enfant, si les rapports qu'ils ont avec leurs parents sont les mêmes ou totalement différents, au quart de tour il vous répondra que son copain bénéficie de conditions différentes des siennes, lui il doit remplir une condition pour obtenir ce qu'il veut, il doit bosser, alors que son pote obtiendra tout ce qu'il veut sans condition.

Et bien c'est exactement la même chose qui s'est produite à partir de 1971 quand les banquiers de la Fed n'ont plus eu à remplir la moindre condition, se sont soustraits à toute contrainte, toute limitation pour fabriquer autant de dollars qu'ils voulaient. Un gosse de 8 ans peut parfaitement le contraire, la suite beaucoup moins car c'est là que les choses se corsent.

Pourquoi alors faire preuve de parcimonie et ne pas en produire de façon à résoudre tous les problèmes économiques, sociaux ou politiques du monde pour sauver le système capitaliste voué à connaître de nouvelles crises, à s'effondrer ? Mais parce que ce n'est pas leur objectif tout simplement, ils s'en sont fixés un autre. De la même manière que les parents du gosse de nantis ne céderont pas à tous ses caprices car ils en feraient un cancre, or comme il le destine à prendre leur suite ou à un avenir brillant, il devra lui aussi bosser à l'école pour suivre plus tard des études.

Leur objectif n'est pas de sauver le système économique capitaliste mais plutôt de s'en émanciper, de le liquider car il porte en son sein son contraire, le socialisme, leur objectif est de concentrer entre leurs mains le pouvoir politique et de réduire le reste de l'humanité en esclavage.

Ce qui distingue les deux systèmes est fondamentale.

Le système économique capitaliste correspond au développement inconscient de la civilisation humaine depuis le néolithique parvenu à un certain stade du développement des forces productives, il correspond à un processus historique inconscient dans le sens où 99% ou plus de l'humanité en ignore les tenants et les aboutissants, les bases sur lesquelles reposent le capitalisme, ses lois de fonctionnement et ses contractions s'imposent à tous, y compris aux capitalistes. Dans le système économique capitaliste, la raison d'être du capitalisme, c'est l'accumulation du capital, pour le capitaliste, son objectif est de dégager le plus de profit possible et s'enrichir, son objectif n'est pas particulièrement de rendre pauvre ou miséreux ses employés, on admettra jusqu'à un certain point qu'il possède une conscience et qu'il ne fera pas le malheur de ses ouvriers dans le but de les voir souffrir.

Alors que le système économique financier ou monétaire est le produit d'un pouvoir exorbitant qui a été octroyé aux banquiers de la Fed et que personne n'est en mesure désormais de remettre en cause, n'imaginera ou n'osera s'attaquer, qui leur permet de réaliser un plan qu'ils ont conçu, autrement dit d'orienter consciemment le cours de l'humanité dans une direction bien précise, leur seul obstacle dont ils ont parfaitement conscience également résidant dans le vieux système capitaliste qu'ils doivent se soumettre, contrôler et enfin détruire. Leur plan qui consiste à réaliser l'idée qu'ils se font du monde dans lequel ils souhaiteraient vivre selon les critères qu'ils ont fixés eux-mêmes à partir du pouvoir qu'ils ont acquis et que personne ne leur conteste, n'est pas le produit d'un processus inconscient dont justement il leur faut se débarrasser, mais de leur détermination, de soumettre le monde à leur volonté, c'est un acte conscient et partant de là d'un cynisme sans fond comme on peut l'observer ou qui l'explique.

Leur démarche consiste à remplacer des conditions objectives existantes sur lesquelles reposent l'ancien système capitaliste, qu'ils savent imparfaites ou bourrées de contradictions, qui peuvent conduire à leur chute si elles parvenaient à la conscience des masses, par des conditions objectives qu'ils auraient créées de toutes pièces et sur lesquelles les masses n'auraient aucune emprise une fois qu'elles y seraient totalement soumises pour survivre et leurs droits politiques liquidés. Au lieu de prendre appui sur le niveau atteint des forces productives pour satisfaire les besoins de l'ensemble de l'humanité et supprimer l'exploitation de l'homme par l'homme, ils ont décidé de s'en servir pour soumettre l'humanité entière à leur dictature, l'humanité qu'ils verraient réduite de moitié ou bien davantage encore. Leur objectif n'a donc rien à voir avec celui du capitaliste que nous avons énoncé plus haut.

Le capitaliste ne verra pas d'inconvénient à ce que ses ouvriers soient heureux ou ne manquent de rien, alors que le banquier enragera et fera tout pour le rendre toujours plus malheureux, car c'est la seule façon de le tenir en laisse et de lui imposer son pouvoir, plus il sera bas et moins il lui viendra à l'esprit de se relever, moins il en aura les moyens, jusqu'au jour où découragé il n'y pensera même plus, il s'habitue à sa condition et on fera tout pour qu'il en soit ainsi, par des moyens coercitifs, répressifs.

Ce qui est étonnant, c'est qu'on ne parvienne pas à comprendre les choses les plus simples même quand elles sont énoncées simplement.

Employons un autre langage, qui sait, populaire.

Imaginez qu'un type se lève tous les matins à l'aube pour aller gratter à l'usine et qu'un jour on lui fasse cadeau de la planche à billets sans aucune contrepartie, il est libre de fabriquer autant de dollars qu'il en veut et ce pauvre type continuerait d'aller gratter à l'usine comme si de rien n'était, il fabriquerait des billets juste de quoi finir ses fins de mois et continuerait de vivre comme avant, qui peut croire une histoire pareille, personne, et bien si, c'est maheureux à dire, c'est incroyable.

Nos prochains articles consisteront à démontrer pourquoi les banquiers de la Fed, l'oligarchie financière plus largement, interviennent ou n'interviennent pas pour régler certaines crises, comment ils se comportent, quelles sont les limites de leur pouvoir, qu'est-ce qui le contrarie, quels obstacles ils rencontrent au quotidien sur le plan social et politique, comment la lutte des classes interfèrent avec leur politique, comment ils manipulent les contradictions du capitalisme, comment ils instrumentalisent les contradictions qui surgissent au sein des masses et qui ne sont que la reproduction de celles du capitalisme, souvent ils en sont à l'initiative comme on a pu le constater récemment encore.

Ils sont encore très loin d'avoir gagné la partie. Warren Buffet a vendu la peau de l'ours avant de l'avoir tué, tâchons de lui montrer ce qu'il en coûte à ceux qui péchent par excès d'optimisme.

Je vous mets le brouillon que j'avais rédigé avant d'écrire l'article d'avant-hier, je ne l'ai pas relu.

Question :

Quand une poignée de banquiers disposent du monopole de la création monétaire et du contrôle de la masse monétaire en circulation, autrement dit quand ils sont propriétaires de la planche à billets et qu'ils peuvent en produire autant qu'ils en veulent sans aucune contrepartie ou cesser d'en produire s'ils le souhaitent sans avoir de compte à rendre à personne ou aucune institution, quand la monnaie sur laquelle ils exercent un contrôle totale sert depuis 70 ans à la plupart des transactions internationales, sommes-nous encore en présence du système économique capitaliste que nous avons connu jusqu'en 1971, date à laquelle le dollar cessa d'être convertible en or, ou sommes-nous en présence d'un nouveau système économique purement monétaire ou financier ?

L'énoncé de la question est tellement limpide qu'on est en droit de penser qu'émettre la moindre hésitation avant d'y répondre imposerait de prendre des cours de lecture. Elle ne contient aucun sous-entendu ou élément subjectif. Précisons toutefois pour éviter un psychodrame, qu'être en présence d'un nouveau système économique ne signifie pas forcément que l'ancien aurait disparu, le prétendre reposerait sur aucun élément figurant dans cette question et relèverait d'une lecture pour le moins hâtive et sans fondement à défaut de pouvoir le justifier à ce stade.

Nous poursuivrons sous forme d'épisodes en fonction du temps que je pourrai consacrer à cette question, qui vous l'aurez compris est capitale pour la suite de notre combat et l'avenir de l'humanité.

J'ai lu un tas d'articles économiques au cours des dernières années, je ne me souviens pas en avoir lu un seul abordant cette question sous cet angle-là, sauf peut-être émanant d'intellectuels adeptes de la théorie du complot qui finalement se fourvoyaient pour n'avoir traité qu'un de deux aspects de cette question. Ce qui certain par contre, c'est qu'absolument aucun parti ou formation politique n'ose l'aborder, sans doute par crainte de devoir revoir de fond en comble leur copie, car c'est une question qui nous emmène très loin et nécessite de remettre en cause notre conception de la lutte des classes, sous peine de ranger le socialisme dans la vitrine d'un musée réservé aux théories fossilisées à défaut d'avoir pu se réaliser un jour si nous ne la traitons pas à fond.

Pour avoir été incapable de l'aborder il y a plus de 40 ans ou de comprendre quelles seraient les conséquences ou les développements prévisibles qui découlerait de l'emprise du dollar sur le monde en 1971, nous nous retrouvons dans une fâcheuse posture qui ne présage rien de bon pour l'avenir si nous ne nous ressaisissons pas et que nous ne parvenions pas à intégrer ce facteur qui détermine largement la marche du monde.

Un dernier mot pour aujourd'hui. On nous parle sans cesse de la crise depuis cette date, crise systémique, financière, économique, sociale, politique, mais aussi crise pétrolière, immobilière, énergétique, bulles en tous genres, dette, faillite, banqueroute, etc. Pour simplifier, imaginez que vous n'avez qu'à appuyer sur un bouton pour fabriquer sur le champ, 100, 500, 1.000 milliards de dollars, cela ne vous coûtera pas plus cher que le prix du papier, de l'encre, le courant électrique pour alimenter votre imprimante et la quote-part correspondant à son amortissement pour résoudre n'importe quelle situation qui se présenterait à vous, est-ce que vous vous passeriez de ce privilège extraordinaire ? Non évidemment, sauf si vous aviez intérêt à ce qu'une crise se développe, car les conditions pour qu'elle se produise existe et existera aussi longtemps que l'ancien système économique capitaliste existera.

Vous avez davantage intérêt à laisser pourrir la situation car cela va vous permettre d'en tirer profit, sur le plan politique par exemple ou de préférence car votre objectif est politique et non économique puisque sur ce plan-là vous détenez déjà le pouvoir absolu, ce qui est loin d'être le cas sur le plan économique. Vous êtes responsable oui et non de cette crise, disons qu'au lieu de la résoudre vous allez jeter de l'huile sur le feu, vous pouviez la stopper net sur le champ, mais puisque finalement rien ne presse vous en profitez pour avancer sur le plan politique. En Grèce par exemple vous démantelez les services publics et vous liquidez la base du syndicalisme par la même occasion, c'est toujours cela de pris au passage, quant à la réduction du niveau de vie de la population, elle la place dans une situation de dépendance totale vis-à-vis du marché de telle sorte qu'elle sera plus encline à s'occuper de sa propre survie que de se poser des questions politiques inutiles puisqu'il n'existe aucune réponse ou alternative à sa situation.

On dispose des moyens pour bloquer ou débloquer n'importe quelle situation, couler ou sauver un Etat, une banque, une entreprise, notre décision ne repose pas seulement sur des critères économiques, c'est même le plus souvent d'autres facteurs sociaux ou politique, géostratégiques ou géopolitiques qui guident nos décisions, n'oubliez jamais que nous pouvons nous émanciper des contradictions du capitalisme en appuyant sur un bouton, cela peut paraître vulgaire ou simplet, mais c'est pourtant la stricte vérité. C'est tellement extraordinaire qu'il nous arrive parfois de ne pas savoir comment utiliser notre pouvoir à bon escient, c'est le nombre d'acteurs qui nous compliquent la tâche. On peut décider de laisser couler une grosse banque pour créer une atmosphère de panique générale, Lehman Brothers par exemple, rien ne nous interdisait de la renflouer, 500 ou 600 milliards de dollars, on les fabrique en un week-end, on a arrosé le marché, en gros on s'est distribué quelque 20.000 milliards de dollars depuis 2008 qu'on a fabriqués en un tour de bras, je crois que vous n'avez pas encore pris conscience de l'étendu de notre pouvoir, dans ce domaine-là il est illimité.

Quand on prend une décision, c'est parce qu'on a autre chose en tête qu'on ne vous dévoilera pas, on se réunit entre nous, on en discute et on répartit les postes et les tâches entre différents exécutants qui travaillent pour nous, qui nous sont dévoués corps et âme, nous disposons de toute une organisation bien huilée depuis plus de 60 ans ou que nous avons bâti au fil du temps et qui fonctionne très bien, Bilderberg en fait partie notamment.

Notre but est de couler le système économique capitaliste que Karl Marx a décrit magistralement et sur lequel repose le socialisme, notre ennemi mortel, si nous parvenons à nous en affranchir, nous serons alors les maîtres, les monarques incontestés de la planète, c'est notre objectif politique. Maintenant on dispose d'une arme terrible avec cette planche à billets avec laquelle personne ne peut rivaliser... (A suivre)

[Haut de page ↗](#)

Le 31 juillet 2013

CAUSERIE

J'ajouterai de nouveaux articles ce soir.

[Suite des dernières causeries sur le système financier ou le mondialisme](#)

Je vous propose un courriel que j'ai reçu ce matin et que j'ai commenté.

- "Marx est vraiment con, il met en évidence sa fameuse loi de la baisse tendancielle du taux de profit et il ne pense même pas que les capitalistes peuvent contourner cette loi par de la pure création monétaire et ainsi assurer la pérennité de leur système !!! Heureusement, Tardieu....."

Saint Marx priez pour eux !

Celui qui est con, ce serait plutôt celui qui confond la création monétaire correspondant à une quantité d'or, de biens matériels (actions, bons du Trésor, titres de propriété, etc.), ou du rendement d'un capital investi dans un secteur économique donné, donc en terme de profits à venir, et la création monétaire qui se passe de toutes ces conditions, contraintes ou obligations, monnaie créée à partir de rien ou sans aucun équivalent, qui ne correspond à rien en terme de biens ou valeurs matériels, d'usage ou d'échange puisque cela repose sur du vent, à moins de lui attribuer une valeur et auquel cas je m'incline. Il est vrai que l'encre et le papier ont un coût.

Celui qui est con, c'est celui qui émet un avis sur la manière dont une question a été traitée et les conclusions qu'en a tirées son auteur en refusant d'examiner les faits ou les données sur lesquelles elles reposent, donc répétons-le ici une énième fois : la création monétaire subordonnée à une obligation, une condition, une contrainte, en l'occurrence la convertibilité du dollar en or est-

elle identique à la création monétaire débarrassée de cette contrainte ?

On pourrait recourir à une multitude de métaphores qui le prouveraient simplement, par exemple comparer un homme à un robot et se demander béatement pourquoi les performances du robot sont sans commune mesure avec celle de l'homme aux capacités physiques limitées, peut-on vraiment les comparer partant de là ou appartiennent-ils plutôt à deux univers totalement étrangers ou différents ?

Il faudrait préciser au moins deux points.

Tout détenteur de dollars peut très bien acheter de l'or hier comme aujourd'hui, mais il ne peut pas exiger d'un banquier, qui plus est américain, qu'il soit obligé de lui remettre de l'or en échange de ses dollars. La mesure prise en 1971 par Nixon ne concernait évidemment pas le citoyen lambda qui avait quelques économies en banque en dollar, mais les institutions financières, les autres banquiers et surtout les banques centrales des Etats qui disposaient d'important dépôts en dollar sachant que cette somme allait suivre une courbe exponentielle au cours des décennies suivantes au même titre que le développement du PIB mondial et des transactions internationales réglées en dollar essentiellement.

Cette mesure a été prise à la fois pour permettre aux banquiers Américains de mettre à l'abri leur stock d'or de la convoitise d'autres puissances, et pour se délivrer d'une contrainte qui jusqu'à présent limitait le recours à la planche à billets disons sur le moyen terme, désormais les banquiers de la Fed pourraient en fabriquer sans craindre de vider un jour leur coffre de leur stock d'or, il était définitivement à l'abri, on imagine quel soulagement ce fut pour eux, et ils pourraient inonder le marché de dollars pour mieux asseoir leur hégémonie sur l'économie mondiale.

En un siècle ils réussirent trois coup d'Etat. Le premier en 1913 en s'emparant de la banque centrale américaine et de la planche à billets, dès lors ils possédaient le monopole de la création monétaire et ils étaient maîtres de la masse de monnaie en circulation, pouvant ouvrir le robinet et créer de l'inflation et une sorte d'expansion économique à crédit, le fermer brutalement et entraîner l'effondrement du système ; le second en orchestrant la chute de Wall Street en octobre 1929 qui allait leur permettre de racheter pour une bouchée de pain des pans entiers de l'économie américaine ; le troisième en 1971 en se libérant de toute contrainte liée au capitalisme que constituait la référence à l'or, ce qui allait leur permettre de subordonner davantage encore le marché mondial au dollar, auquel toutes les autres monnaies feraient désormais référence exclusivement, ils auront même le pouvoir de fixer son cours dans chaque pays de manière à intervenir directement sur la balance des paiements des Etats, donc agir sur la politique monétaire et budgétaire des Etats, le développement de ces pays, de telle sorte qu'au fil du temps ils deviendraient des acteurs incontournables et parviendraient à dicter ou imposer le cours de leur politique économique et sociale quand ils ne parviendraient pas jusqu'à s'immiscer à la tête d'un Etat (Grèce, Italie) ou d'une banque centrale (Grande-Bretagne, BCE). Le prochain est en cours de préparation, la réalisation du marché unique transatlantique EU-UE.

Le second point. Avec la crise dite des subprimes ils ont atteint au moins un triple objectif, rappelons que ce fut un coup de maître puisque le monde entier en est encore à croire qu'elle se serait produite accidentellement et que personne ne l'aurait vue venir, extraordinaire, mieux qu'absolument personne n'y aurait prêté la main au cours des années qui l'ont précédée, tous où presque s'en remettent à la version officielle tout comme pour les attentats du 11 septembre 2001, Al-Qaïda ou la mort de Ben Laden.

Bien entendu nos dogmatiques sclérosés n'y ont vu que le produit des contradictions du capitalisme qui effectivement se manifestèrent à cette occasion et que même les commentateurs de CNN mirent en lumière, c'est pour dire à quel point les analyses de nos soi-disant marxistes nous éclairèrent sur ce qui s'était véritablement passé et qui finalement ne les intéressait pas, ils n'ont pas cherché à savoir ce qui se tramait derrière cette crise qui explosait du jour au lendemain, il faut dire que la lecture du Capital de Marx ne leur aurait été d'aucun secours, donc ils s'abstinrent à ce jour de relier tous les éléments qui allaient remonter à la surface de 2008 à 2013 pour s'en être détournés ou les avoir niés, c'est plus simple, pour nous ressortir le même refrain sur la crise du capitalisme et patate et patate.

De notre côté, on se souviendra de la réunion qui s'était tenue aux Etats-Unis entre différents banquiers la veille de la chute de Lehman Brothers, c'était un samedi si ma mémoire est bonne, dans laquelle la discussion tournait autour de la question de savoir qui était disposé parmi eux à mettre la main à la poche, autrement dit s'il fallait sauver Lehman Brothers ou la laisser s'effondrer, alors que chacun d'entre eux savaient pertinemment comment Lehman Brothers en était arrivée à cette situation-là, en d'autres termes ils y avaient participé eux-mêmes, en réalité ce qui semble le plus vraisemblable et colle parfaitement avec l'ensemble des données en notre possession après coup, c'est qu'il avait décidé du moment où Lehman Brothers devrait être déclarée en faillite, il leur fallait juste monter un scénario crédible que les médias serviraient ensuite en boucle qui épargnerait leur responsabilité ou camouflerait que sa chute avait été orchestrée, programmée, parfaitement contrôlée à l'instar des trois tours du WTC qui avaient fait l'objet d'une démolition contrôlée à coup d'explosifs, là ils allaient faire porter le chapeau à une banque étrangère, la Bundersbank co-actionnaire de Lehman Brothers qui allait refusé de verser son obole pour sauver cette institution financière, ce que nous n'apprenons que bien plus tard et que tout le monde ou presque ignore encore aujourd'hui, tandis que, et c'est là que le scénario est digne d'Hollywood, d'autres banquiers américains qui auraient pu intervenir au dernier moment pour se suppléer à la Bundersbank qui avait fait défaut étaient en week-end et injoignables, personne n'avait leurs coordonnées parmi les banquiers présents à cette réunion, à croire qu'ils ne s'étaient jamais rencontrés ou qu'ils ne se connaissaient même pas, on parle des banquiers de la Fed notamment, c'est grotesque, oui mais plus c'est gros mieux cela passe pour la vérité, et c'est ainsi que les uns et les autres se couvrent.

Le monde entier goba leur fable, s'attardant sur le surendettement et l'insolvabilité des ménages américains qui aurait fait l'objet d'une manipulation afin de freiner et camoufler la crise du capitalisme qui sévissait aux Etats-Unis pour ne pas affoler les investisseurs et le marché, le secteur immobilier étant un secteur clé de l'économie américaine. Bref, c'est ce malheureux capitalisme auquel les masses sont subordonnées qui était en crise et il a essayé de s'en sortir comme il pouvait, qui pourrait lui en vouloir, pour un peu après tout à sa place on aurait agi de même manière et la boucle du conditionnement des masses était bouclée. Au passage, je ne nie pas l'existence de la crise du capitalisme, je montre simplement comment les banquiers la manipule et s'en sortent très bien.

Sauf que voilà, le surendettement des ménages américains et l'insolvabilité à laquelle il allait donner lieu, la chute du cours des valeurs immobilières étaient parfaitement prévisibles, sauf pour nos détracteurs qui refusent d'en tenir compte ou plutôt qui sont d'une terrible mauvaise foi, au point que les banquiers s'employèrent à le camoufler le plus longtemps possible, en plusieurs étapes, au départ en se livrant à la titrisation de titres dans lesquels leurs actifs (pourris) étaient associés et dissimulés, et pour terminer la gigantesque spéculation à laquelle ils se livrèrent à la baisse sur ces titres et qui allait être à l'origine de la "chute" de Lehman Brothers, terme dès lors inapproprié et qui allait lors rapporter des dizaines de milliards de dollars.

Plus tard, ils se partagèrent la dépouille de Lehman Brothers à bon compte avec l'argent reçu de la Fed à un taux proche de zéro, une excellente opération (achevée tout récemment seulement) avec l'argent qu'ils avaient fabriqué eux-mêmes et qu'ils s'étaient distribués, des milliers d'investisseurs furent ruinés, des millions d'Américains notamment de la classe moyenne perdirent leurs maisons, derrière les banques allaient récupérer leurs maisons pour une bouchée de pain et les revendre en réalisant une plus-value intéressante quand ce n'était pas la Fed qui se chargeait d'organiser cette opération fort juteuse, la Fed qui au passage allait secourir (notamment) Fannie Mae, Freddie Mac et AIG via le Trésor américain qui généreusement allait lui verser des intérêts, la dette de l'Etat fédéral explosant, mais le vieux capitalisme tenant bon, l'essentiel étant sauvé...

Dès lors on était en droit de se demander si un jour une crise pourrait échapper à leur contrôle et créer les conditions indispensables à une révolution, non ? Nos détracteurs ont décrété que cette question était tabou, hors de propos, pensée unique oblige, oui, dans nos rangs.

On pourrait ajouter un troisième point.

Les banquiers de la Fed créent de la monnaie à partir de rien et sans contrepartie. Un autre banquier crée aussi de la monnaie quand il vous prête 200.000 euros pour acheter un appartement, il n'a pas cette somme, mais il peut la créer en échange de la valeur de votre appartement, c'est la caution ou la contrepartie qu'il doit présenter à la banque centrale pour être autorisée à réaliser cette opération. Vous saisissez la différence.

Si vous ne pouvez plus rembourser votre banquier, il devient lui-même insolvable, il va donc se payer ou récupérer son argent en saisissant votre appartement qu'il va revendre. Si le cours de l'immobilier à continuer de grimper ou que votre appartement est encore en bonne état, il va retrouver ses billes et s'en sortir, par contre si le cours de l'immobilier s'est effondré ou que votre appartement n'a pas été entretenu et nécessite d'important travaux, il va devoir le revendre en-dessous de sa valeur initiale et il risque d'essuyer une perte, d'autant plus si vos premières traites ne couvraient que les intérêts que vous lui deviez et qui faisaient l'objet d'une comptabilité à part ou alors il a déjà dépensé cette somme ou il l'a affectée à un autre poste ou titre.

Votre banquier ne vit pas de votre avoir ou bien mais des intérêts attenants à l'argent qu'il vous prête pour l'acquérir, car si les 200.000 euros correspondaient au prix de vente de votre appartement, il les a réglés au vendeur, ils ne sont pas partis dans sa poche, par contre pour que son bilan soit équilibré, ils sont inscrits à son bilan en tant que passif ou dette, et figurent à la ligne actif de son bilan, disons temps que vous êtes solvable ou que votre appartement conserve cette valeur.

Ainsi un banquier autres que ceux de la Fed n'ont pas le pouvoir de créer de l'argent à partir de rien ou sans contrepartie, leur fonctionnement est donc totalement différent, il n'a absolument rien à voir, les premiers n'ont de compte à rendre à personne, les seconds sont tenus de présenter un bilan comptable au ministère des Finances ou de l'Economie et à leur banque centrale, les seconds en produisent un également mais en tant que juge et partie, ils y inscrivent ce qu'ils veulent, personne ne peut intervenir dessus, pas même le président des Etats-Unis.

Lorsqu'en 1974 si je ne me trompe pas, la petite-fille de Roosevelt leur demanda des comptes sur l'or qu'ils avaient confisqué aux Américains au cours des années 30, ils lui répondirent qu'ils n'avaient de compte à rendre à personne et que personne ne devait savoir combien il y avait dans les coffres de Fort Knox, ils allèrent jusqu'à prétendre qu'ils n'en savaient rien eux-mêmes, alors qu'il existait un règlement stipulant que chaque année ils devaient rendre public un rapport ou un document recensant les différentes transactions qui avaient eu lieu au cours de l'année précédente ou l'état du stock d'or au moment de sa rédaction.

Ce n'est que quelques exemples parmi tant d'autres qui illustrent le pouvoir que concentrent entre leurs mains les banquiers de la Fed et qui échappe à tout contrôle, qu'on le veuille ou non et qui est un fait avéré, prouvé et sans équivalent dans l'histoire du capitalisme. Encore une fois, nos détracteurs peuvent le nier, cela ne change absolument rien à la réalité que nous avons décrite et surtout cela n'infirme en rien notre théorie, de toutes manières ils n'ont pas d'autres moyens pour s'y opposer ou tenter de

la discréditer.

Leur réaction est intéressante, car elle témoigne de leur refus de reconnaître un fait réel, matériel, objectif, de sortir d'une lecture du marxisme qu'ils agitent comme un fétiche et qu'ils ont transformé en dogme froid et insipide, alors que de mon côté, je n'ai pas remis en cause l'analyse de Marx ou de Lénine sur le capitalisme, j'ai simplement essayé de l'enrichir. Mais même cela ils ne veulent pas en entendre parler, ils veulent me faire passer pour un révisionniste du marxisme pour prouver qu'ils auraient raison contre une évidence qui s'impose à nous et que chacun peut vérifier de son côté. Ce qu'ils ne peuvent pas admettre en dernière analyse, c'est que leurs dirigeants se soient fourvoyés sans cesse depuis la mort de Trotsky ou qu'ils aient été incapables d'intégrer dans leur analyse de la situation les modifications intervenues au sein du capitalisme.

Je savais pertinemment qu'en employant cette formule de nouveau système économique, les esprits sclérosés allaient se jeter dessus comme une proie facile à dépecer. J'ai eu beau préciser que ce nouveau système économique fonctionnait en parallèle avec le vieux système capitaliste qui demeurait en place, j'ai eu beau ajouter que les rapports entre les classes reposaient toujours sur ce dernier, j'aurais pu émettre mille réserves ou entourer cette formule de mille précautions que mes détracteurs n'en auraient pas tenu compte, ce qu'ils prouvent ici, je les en remercie au passage, ils sont les propres fossoyeurs de leur entreprise de fausserie, personne ne leur témoignera la moindre crédibilité dans l'avenir, s'il leur en restait, très peu apparemment ou qui demande à être prouvé. Contrairement à eux qui éructent des jugements à l'emporte-pièce, je pars des faits, en voici un autre que j'ai sous le coude. Il est tiré de l'article *Crise systémique : le retour ?* du 24 juillet publié sur le portail Mondialisation.ca

- "*Nous assistons à la formidable concentration du secteur bancaire! Aux USA, le nombre de banques est ainsi passé de 13400 le premier janvier 1988 à 5,984 en mars 2013. (Source : Research.St Louis Fed)*"

Eh oui, le monde ne s'est pas fait en un jour et la Fed peut être toute puissante, tout comme nous lors de notre intervention dans la lutte de classe ou pour mener notre combat politique, elle doit faire avec la société et le monde tels qu'ils sont, voilà quelque chose que notre détracteurs à l'esprit étroit ne peuvent pas concevoir. A travers cette info, ce fait précis, matériel, objectif, connu, vérifiable, il apparaît clairement que le cercle de banquiers intervenant dans l'économie financière ne cessent de diminuer pour arriver à se confondre avec une oligarchie restreinte mais au pouvoir toujours plus étendu, contrôlant mieux tous les rouages de l'économie, ce qui est impossibles avec des milliers d'intervenants ou lorsque le pouvoir est dilué.

Allez ne soyons pas avare d'arguments, voici deux faits tout frais d'hier qui confirment l'étendu du pouvoir sans partage de l'oligarchie financière américaine ou des banquiers de la Fed :

- JPMorgan paye 410 millions de dollars pour solder des poursuites - AFP 30.07

- La banque américaine JPMorgan Chase a annoncé mardi le versement de 410 millions de dollars pour solder des poursuites du régulateur américain de l'énergie (FERC) qui l'accusait de manipulation des prix de l'électricité. AFP 30.07

- Etats-Unis: Wyeth (Pfizer) paye pour solder des poursuites - AFP 30.07

- Wyeth, filiale du groupe pharmaceutique américain Pfizer, va payer 490,9 millions de dollars pour solder des poursuites du gouvernement qui l'accusait d'avoir fait la promotion d'un médicament pour des usages non autorisés, a annoncé mardi le département de la Justice. AFP 30.07

Ils font les lois, ils les enfreignent ou les contournent, éventuellement parce qu'ils sont bons joueurs, ils reconnaissent être des gangsters, ils s'en foutent, tout le monde le sait et la vie continue comme avant, ils paient une amende ridicule et on n'en parle plus, pendant ce temps-là tous leurs concurrents potentiels ou tous ceux que leurs lois visaient et qui n'ont pas forcément les moyens financiers de s'en sortir vont être broyés s'ils résistent, rachetés ou absorbés dans le meilleur des cas, disparaître dans tous les cas et le tour est joué.

Attendez, il y en a, les mêmes qui remettent en cause ma théorie, qui vont soutenir que la justice serait indépendante aux Etats-Unis, tout comme les institutions qui ne seraient pas aux mains des banquiers de la Fed, que ce serait une démocratie, que la Constitution protégerait les droits des citoyens. Un peu de sérieux, c'est comme lors des dernières élections présidentielles aux Etats-Unis, je crois que c'est le portail Slate.fr qui avait pondu un article dans lequel ils donnaient la liste des contributeurs financiers aux deux candidats, Obama et Romney, le candidat républicain ayant obtenu le soutien de banquiers et le candidat démocrate ayant obtenu celui de multinationales et d'université, le rédacteur de cet article en déduisait qu'Obama ne méritait pas le même traitement que son concurrent, bref, qu'il était plus présentable, c'était en fait une pure manipulation puisqu'aux conseils d'administrations de ces multinationales et universités on trouvait les mêmes banquiers ! Je vais vous dire un truc, les arguments de mes détracteurs sont du même tonneau, aussi malhonnêtes.

Poursuivons la lecture très instructive de ce courriel.

- "*Que de confusions entre production de valeur et circulation de valeur ! Pourquoi d'ailleurs prendre des risques et ne pas*

créer suffisamment d'argent pour tous (un peu plus bien sûr pour les capitalistes eux-mêmes!) et ainsi éviter toute révolution , la période historique ne serait plus celle des guerres et des révolutions mais celle du communisme (tous les besoins satisfaits grâce aux planches à billets) sous direction des capitalistes eux-mêmes!!! Pourquoi n'y pensent-ils donc pas ? Et sans doute que les trotskystes sont-ils complices puisqu'ils laissent faire les banquiers, sans même les dénoncer!"

Quand on dit "confusion", on explique en quoi, on le démontre, sinon on se tait ! Il y a pire que l'ignorance, la malhonnêteté intellectuelle qui elle est incurable.

On a expliqué plus haut et dans d'autres articles depuis quatre jours, que bien que les banquiers de la Fed disposent du monopole de la création monétaire et du contrôle de la masse monétaire en circulation sans avoir de compte à rendre à personne, ils ne peuvent pas intervenir dans le vieux monde capitaliste comme ils le voudraient ou pour y faire n'importe quoi, c'est une contradiction avec laquelle ils doivent faire avec, par ailleurs ils poursuivent un objectif bien précis qui n'a évidemment absolument rien à voir avec ce que l'auteur de ce courriel avance ici, et auquel il n'a rien compris ou qu'il refuse plutôt d'admettre. Je suis absolument certain que si on évoquait devant lui leur projet eugéniste, les recherches auxquelles ils se livrent dans ce domaine à coup de centaines de millions ou milliards de dollars, il nous rigolerait au nez en nous traitant de malade, de cinglé, c'est comme Haarp dont ces braves petits camarades "trotskistes" n'ont jamais prononcé le mot de peur de se brûler la langue, alors qu'il a fait l'objet de plusieurs rapports au Parlement européen, ils sont encore plus obscurantistes que les curés, les rabbins et les imams réunis et même certains députés européens ! Allez savoir, à notre époque c'est peut-être devenu une qualité !

Il écrit : "*Pourquoi d'ailleurs prendre des risques et ne pas créer suffisamment d'argent pour tous (un peu plus bien sûr pour les capitalistes eux-mêmes!) et ainsi éviter toute révolution*". Qui vous a dit que vous et moi devrions faire partie du nouvel ordre mondial qu'ils ont imaginé ? Certainement pas moi. Mais c'est vrai que vous en ignorez tout, ce serait du domaine de la politique fiction ou de la théorie du complot. Ensuite je me suis acharné à vous expliquer que malgré leur pouvoir ou le système financier qu'ils ont créé, ils demeureraient sous l'emprise du vieux système capitaliste, mais apparemment vous ne retenez de ce que j'ai écrit que ce qui vous intéresse pour mieux me contredire. Un milliardaire pourrait dépenser tout l'or du monde pour faire de son rejeton un génie qu'il n'y parviendrait pas forcément.

Quant à la révolution qu'on nous sert à toutes les sauces, chacun sait qu'elle n'a aucune chance de vaincre dans les conditions actuelles, alors je ne pense pas que cela les empêche vraiment de dormir. Que les choses ne se passent pas exactement comme ils les avaient prévues, c'est autre chose que j'ai évoqué à plusieurs reprises, j'ai même insisté sur le seul facteur qu'ils ne pouvaient pas contrôler entièrement ou qui demeurerait imprévisible pour eux, le comportement des masses, car dans le cas contraire on devrait tout de suite abandonner le combat pour le socialisme.

Vous qui vous dites trotskistes, je vous invite à lire ou relire attentivement le recueil de textes de Trotsky intitulé *Défense du marxisme*, dans lequel il indiquait à plusieurs reprises les conditions qui pourraient un jour exister et qui remiseraient le socialisme au rang d'utopie, car lui contrairement à vous n'était pas borné et analysait le développement de la situation en partant des faits, de tous les faits et pas seulement ceux qui l'intéressaient, il avait envisagé qu'une monstrueuse bureaucratie mondiale pourrait un jour gouverner le monde une fois le prolétariat mondial réduit en esclavage, pour lui ce n'était pas impossible que cela se produise en se demandant même si nous pourrions nous en remettre un jour. Cette hypothèse est en train de se mettre en place ou de se réaliser sous nos yeux, pas de la manière dont il l'avait imaginée certes, et vous, vous le niez, vous prêtez aux capitalistes ou plutôt à l'oligarchie financière des intentions qui n'ont jamais été les siennes.

Ce que vous ne voulez pas comprendre ce n'est pas que l'oligarchie financière ne pourrait pas agir sur les crises ou faire en sorte de les éviter, depuis 2008 elle n'a cessé de démontrer le contraire, mais cela aussi vous l'évacuez avec mépris d'un geste de la main, elle n'y tient pas, son objectif n'est pas que les peuples s'en sortent, mais qu'elle avance sur la voie qu'elle s'est tracée qui conduit à leur mise en esclavage ou leur liquidation pure et simple, elle s'en sert, les manipule et intervient quand effectivement un risque apparaît pour ses intérêts. L'oligarchie financière doit faire face à un obstacle de taille, le développement de la population mondiale qu'elle a encouragé, si je vous dis pour plus tard mieux l'asservir et la réduire, vous allez encore me prendre pour un fou.

Je vous donne une info qui date d'hier qui matérialise cette difficulté, je vous ferais remarquer au passage qu'une fois de plus je ne prétends pas qu'ils auraient gagné la partie en m'appuyant sur un fait :

- D'avril à juin, l'économie sud-africaine est parvenue à créer 100.000 emplois (+2,0% sur un an). Mais la population active ne cesse de croître, plus vite (+2,9% au deuxième trimestre sur un an à 18,44 millions). AFP 30.07

Et cette tendance est valable dans tout le Maghreb, le Moyen et Proche-Orient, l'Afrique et l'Asie, en parlant vulgairement si vous me le permettez, nos banquiers ne sont pas sortis de la merde. Je le répète, ils doivent composer avec la réalité qui elle se situe dans le cadre du vieux système capitaliste.

J'observe simplement que jusqu'à présent le prolétariat a été incapable de se doter d'une nouvelle direction, nulle part dans le monde, et que c'est le résultat d'une analyse de la situation erronée, parce que nos dirigeants refusent obstinément de regarder la réalité en face, de prendre en compte la totalité des facteurs et des rapports en présence ou qui se sont développés depuis

les années 70, dont le pouvoir gigantesque et sans partage de l'oligarchie financière, principalement les banquiers de la Fed.

Vous imaginez que si les banquiers de la Fed avaient le pouvoir de faire le bonheur de l'humanité et le leur avec ils n'hésiteraient pas un instant à recourir à cette solution, mais c'est là commettre un erreur fatale et mal les connaître, ceci expliquant cela, vous me faites dire ce que j'en'ai jamais dit, le procédé est malhonnête mais ne m'étonne pas. Ils ne peuvent concevoir leur pouvoir qu'en asservissant le reste de l'humanité, pouvoir qu'ils veulent exclusif, sans partage, absolu et surtout définitif, éternel, c'est peut-être dingue, mais c'est ainsi il faudra vous y faire. Et le vieux système capitaliste alors ? Ils envisagent de le détruire, c'est leur ennemi, ils ne peuvent pas le conserver puisqu'il porte en lui sa négation, le socialisme, synonyme de sa destruction au profit de l'humanité débarrassée de l'exploitation de l'homme par l'homme, de l'argent, des bourses et banques. Le système capitaliste l'ennemi de l'oligarchie financière, on ne vous demandera pas de faire l'effort intellectuel de le concevoir puisque c'est au-dessus de vos forces apparemment. Tous les jours vous en avez la preuve, à quoi bon.

Vous concevez très bien que l'oligarchie financière à travers la concentration du capital, la socialisation et la rationalisation à l'extrême des moyens de productions réalise les objectifs du socialisme sur le plan économique, et qu'au-delà il s'achemine vers la liquidation des Etats, des frontières, de classes, de la démocratie et même de la politique, objectif commun au communisme, mais vous ne comprenez pas ou vous ne voulez pas admettre par quel moyen elle compte y parvenir, or si on veut lui oter son pouvoir, c'est pas là qu'il faut commencer, en s'y refusant il est impossible de déterminer une stratégie politique pour la combattre et la vaincre, pour définir les conditions qu'il sera nécessaire de réunir pour prendre le pouvoir, vous pouvez vous accrocher à votre conception de la lutte des classes, elle est en grande partie obsolète, incohérente et ne sera jamais en mesure de permettre de construire le parti et de rassembler des millions de travailleurs. Là, je vais vous achever, vous savez ce qui légitime le pouvoir des banquiers ? Le parti bolchevik, le parti de Lénine, l'Etat et le gouvernement dirigé par le parti communiste des léninistes, j'y reviendrai dans un autre article où je ferai la peau à J. Sapir qui a affirmé dans un article que la chute du parti bolchevik était dû à l'absence de démocratie en Russie au lendemain de la révolution d'Octobre, encore un qui a tout compris... de travers.

Vous citez les trotskistes, on ne peut pas dire qu'ils aient brillé par leur perspicacité depuis la mort de Trotsky. Sans le savoir Lambert avait commis une vérité en disant au fils de P. Broué qu'il devait être encore le seul à croire que la révolution pourrait survenir à brève échéance. En fait il témoignait de sa propre capitulation politique ou son incapacité à analyser la situation ou les deux à la fois, dans le cas contraire il aurait développé une stratégie en direction des masses pour construire le parti, l'implanter profondément dans tous les couches des masses exploitées, en tenant compte des modifications intervenues au sein du capitalisme et de la société, tout en demeurant fidèle au léninisme qu'il a sabordé (PCI) en 1985 au profit d'un parti calqué sur la SFIO sans avenir, le POI.

Les capitalistes ont désormais à leur disposition une multitude d'instruments pour diffuser leur idéologie néolibérale, leur propagande, manipuler ou conditionner les masses, comme jamais dans le passé, elle est omniprésente et s'infiltre absolument partout, et vous, vous prétendez pouvoir la combattre en recourant aux mêmes méthodes qu'autrefois, en tenant le même discours aux masses, non mais, écoutez-vous un instant, c'est grotesque, c'est bien simple, quand je tombe sur un article ou un tract du POI, du NPA, de LO ou même du PCF, au bout d'une ligne j'arrête, je n'en peux plus, j'étouffe, c'est insipide au possible. J'en ai parlé à plusieurs ex-militants de l'OCI ou du PT qui refusent désormais de lire Informations ouvrières, même gratuitement, ils ne veulent pas, c'est une torture pour eux, pour un peu ils me soupçonneraient de rouler pour le POI et de leur raconter des histoires, donc je ne rêve pas. Certains m'ont livré des expériences qu'ils ont vécues avec ces différents partis mais aussi le PG au cours des dernières années, ils en sont sortis dégoûtés au possible, pétrifiés d'angoisse, l'horreur m'ont-ils dit, vous pouvez ajouter la Libre Pensée, je les ai écoutés patiemment, c'était au téléphone, et en moi-même je me suis dit : mais quel gâchis, quel terrible gâchis, on n'y arrivera donc jamais, j'avais mis mes espoirs dans le POI. Vous devez vous dire que je me régale là, et bien au contraire j'en suis bouleversé, je n'en dors pas la nuit, j'en fais des cauchemars, cela me rend malade, car je connais la valeur de ces militants.

Pour conclure aujourd'hui, contrairement à vous je n'ai pas un esprit étroit et borné, si j'étais croyant j'ajouterais : que dieu m'en garde ! je ne suis pas définitivement accroché à cette formule de nouveau système économique, qui servait juste à indiquer qu'on était en présence d'un mécanisme qui ne répondait pas aux lois du capitalisme, qui fonctionnait selon ses propres lois indépendamment du système capitaliste depuis 1971, qu'il interférait avec le fonctionnement du capitalisme, qu'il le pénétrait pour mieux en prendre le contrôle et le détruire selon une stratégie précise. C'était une manière de signaler que la quantité s'était transformée en qualité au sein de l'économie capitaliste au point de déboucher sur autre chose de totalement différent, nouveau. Evoquer la financiarisation à outrance du capitalisme n'était pas suffisant ou ne permettait pas de traduire cette mutation, ce bouleversement. On peut imaginer une autre formule plus appropriée, cela ne me dérange pas.

La question que je voulais poser à l'ensemble du mouvement ouvrier était celle-ci :

Etant donné que la stratégie du capitalisme a subi une importante modification, ne faudrait-il pas modifier la nôtre avant qu'il ne soit trop tard ? Désolé de parodier Trotsky, les trotskistes ne m'en voudront pas n'est-ce pas, ils ont sans doute oublié ou ne veulent pas admettre que je le suis aussi, pour eux je suis un renégat pour avoir osé ajouter une page au marxisme, une prétention qu'ils me refusent, car eux seuls détiennent la vérité, je leur laisse volontiers ce privilège.

Je n'ai peut-être pas été suffisamment précis ou explicite dans mes derniers articles, je m'en excuse par avance, je suis complètement crevé après ces années de boulot intense et déjà usé physiquement à 57 ans, j'ai besoin de repos et je ne vois quand

je pourrai en prendre.

Demain j'ajouterai une nouvelle contribution. On va creuser notre sujet.

[Haut de page ↗](#)



La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes



Causeries août 2013

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre
---------	---------	------	-------	-----	------	---------	------	-----------	---------	----------	----------

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 1er août 2013

CAUSERIE

J'ai finalement opté pour une actualisation minimale du portail en supprimant la totalité des rubriques. Il reste le bandeau ou les liens qui y renvoient.

On a terminé le mois de juillet avec 11.800 connections et 25.355 téléchargements. Sans retour depuis des années, il est inutile d'insister. Vous avez été 7 à répondre au formulaire que j'avais mis en ligne, j'en ai pris acte. Vous n'aurez qu'à vous tourner vers les médias ou les dirigeants du mouvement ouvrier qui n'ont de cesse de nous trahir pour vous informer ou vous fournir de précieuses analyses.

Vous possédez les adresses des portails où je m'approvisionnais en articles, et bien vous n'aurez qu'à faire comme moi désormais, et si vous n'en avez pas le temps, c'est votre problème, moi je n'ai pas davantage de temps à vous consacrer, c'est ainsi. Vous n'avez pas voulu m'aider à faire vivre ce portail, vous n'avez même pas voulu m'envoyer le moindre courriel, c'est votre droit, c'est le mien de faire ce que je veux de mon côté. Je ne supporte pas ce genre de relations de merde, ne vous étonnez pas du monde dans lequel vous vivez, ne vous en plaignez surtout pas. Je suis parfaitement lucide et je ne me fais absolument aucune illusion, c'est un tort peut-être, surtout de le dire, je n'en ai rien à foutre.

Peut-être comme les marxistes j'ai surestimé la capacité du prolétariat à oeuvrer à sa libération, la faillite politique complète de ses dirigeants en témoigne, eux, les marxistes pas nos dirigeants, ils se sont sacrifiés pour notre cause, moi j'ai décidé de cesser de me sacrifier pour notre idéal, bien que je continuerai à oeuvrer pour le faire triompher, à un autre rythme et d'une autre manière.

Voilà. Je vous souhaite une bonne continuation.

Suite sur le mondialisme et le système financier

Il s'agit d'un courriel que j'ai reçu il y a trois jours auquel je réponds, en fait j'avais déjà rédigé une grande partie de cette réponse avant de rédiger l'article d'hier qui traitait le même sujet. Demain, je publierai un complément assez long à l'article d'hier.

- "La guerre et le parasitisme financier deviennent désormais les formes permanentes d'un système d'exploitation capitaliste en pleine crise de décomposition, qui ne parvient plus à survivre que par la destruction massive des forces productives, au premier rang desquelles : la destruction de la force de travail, et cela, alors que l'ensemble du système de domination politique de l'impérialisme est totalement ébranlé."

Quand on parle de "*parasitisme financier*", il faudrait dire de quoi on parle exactement, préciser ce qu'on entend par là, à quel niveau et à quelle échelle il s'est développé, quels sont les mécanismes et surtout les lois qui le régissent, or il s'avère que ces lois ne correspondent pas à celles du système capitaliste. Je vais donner un exemple tout simple pour le comprendre.

Hier, jusqu'en 1971, vous disposiez chez vous de l'imprimante permettant de fabriquer des dollars, vous pouviez en créer autant que vous vouliez à condition de posséder l'équivalent en or disponible dans votre coffre fort, au cas où les détenteurs de dollars voudraient vous les échanger contre de l'or.

Aujourd'hui, vous disposez chez vous de la même imprimante permettant de fabriquer des dollars, vous pouvez en créer autant que vous voulez sans avoir à remplir la condition énoncée précédemment, sans posséder le moindre équivalent ou la moindre once d'or, et personne ne viendra vous réclamer d'échanger ses dollars contre quoi que soit, vous pouvez en fabriquer en quantité illimitée.

Hier, le dollar s'échangeait contre de l'or, mais qu'est-ce que c'est l'or, une marchandise qui est soumise aux mêmes lois et rapports capitalistes que n'importe quelle marchandise qui renferme une certaine quantité de force de travail...

Aujourd'hui, le dollar s'est émancipé de cette loi et de ces rapports (capitalistes), sa valeur réelle correspond au prix du papier, de l'encre et de la force de travail socialement nécessaire pour le produire autrement dit trois fois rien, un billet de cent dollars doit valoir un ou deux cents (1 ou 2 centièmes de dollar).

On pourrait dire que c'est jouer sur les mots d'opposer le "*parasitisme financier*" à la traduction que j'ai donnée du développement du système financier ou qu'ils sont équivalents. Or ce n'est pas le cas comme on vient de le voir. Ce serait le cas si la fabrication du dollar trouvait une équivalence dans le système capitaliste, autrefois sa quote-part en or, sauf que dorénavant ceux qui détiennent la planche à billets s'en sont totalement affranchis, la seule loi à laquelle répond sa production il faut la chercher uniquement dans le cerveau de ces banquiers, elle n'a pas d'autre équivalent que leur volonté d'en faire ce que bon leur semble, ils ont acquis ce pouvoir extraordinaire qui dépasse l'entendement, qui n'a pas d'équivalent, que l'on ne peut pas retranscrire sous forme de règle ou de principe car il ne répond à aucune norme objective ou matérielle existante, il est du domaine du subjectif. Plus tard dans un autre article on verra quelle influence peut avoir la mise en circulation de ces sommes gigantesques dans l'économie.

Quant au "*système de domination politique de l'impérialisme*", effectivement il est en crise, mais en y regardant de plus près on s'aperçoit qu'il ne se porte pas si mal que cela puisqu'il n'existe ni parti révolutionnaire ni Internationale ouvrière, aucune alternative au capitalisme. Dans mon article (il y a 5 jours) j'ai cité le cas de la crise politique en Grèce et Italie qu'ils sont parvenus à surmonter, celle qui a ressurgi en Italie lors des élections législatives n'est déjà plus qu'un mauvais souvenir, au Portugal ou en Espagne, mais aussi en Belgique, en Grande-Bretagne ou en France ou encore en Allemagne, dans la totalité de l'UE en fait tous les partis institutionnels s'entendent comme larrons en foire pour assurer la stabilité des régimes en place et apparemment cela ne fonctionne pas trop mal. Ils ont le soutien des dirigeants de tous les syndicats également.

Dans les pays comme la Tunisie, l'Égypte, la Turquie, soit les masses se rangent derrière ou font appel à l'armée, soit elles en appellent à différents impérialistes, à l'UE, à l'ONU pour leur venir en aide, généralement elles adoptent les deux attitudes, on pourrait ajouter quand de larges couches ne soutiennent pas des partis islamistes instrumentalisés et financés par les différents impérialistes ou leurs valets du Golfe.

- "*Plus que jamais, nous sommes dans la période historique des guerres et des révolutions, annoncée et décrite par Lénine et Trotsky; une nouvelle vague révolutionnaire mondiale se développe depuis le processus révolutionnaire tunisien en 2011; le parasitisme financier (masse de capitaux parasites équivalent à 700000 milliards de dollars contre un PIB mondial d'environ 50000 milliards de dollars dont une bonne proportion de forces destructives, militaires et para-militaires.....) exprime la contradiction inextricable de ce capitalisme agonisant confronté au manque de rentabilité de l'économie réelle et donc à la baisse tendancielle du taux de profit qui s'imposent aux capitalistes eux-mêmes et qui n'ont donc comme solution que la barbarie croissante et la préparation d'une nouvelle guerre mondiale dont la réalité s'exprime déjà par les plus de 100 guerres "locales" à travers toute la planète!*"

Ce que vous ne voulez pas comprendre et cela je m'y attendais, c'est qu'ils sont parvenus à développer les moyens pour surmonter "*la contradiction inextricable de ce capitalisme*" et contrairement à ce que vous pensez, cela fonctionne à merveille, non sans obstacles comme chacun peut l'observer, observez ce qui se passe aux États-Unis, la dette fédérale atteint 10.000 milliards de dollars, une somme colossale qui aurait dû plus qu'"ébranler" l'économie américaine, la faire s'effondrer, pensez-vous, ils ont appuyé sur le bouton de leur imprimante et les voilà passer à 17.000 milliards de dollars et la machine infernale tient le coup. Certains ont échafaudé des théories selon lesquelles ils pourraient décider un jour de remettre les compteurs à zéro, de passer de 17.000 milliards de dollars à zéro ni plus ni moins, soit par le jeu d'un exercice comptable dont ils auraient le secret ou en créant une monnaie qui leur serait réservée dont la valeur serait tellement élevée, par exemple un billet ou une obligation vaudrait 1.000 milliards de dollars, de telle sorte que cette dette n'équivaudrait plus qu'à 17 dollars, ou encore, rendre à nouveau convertible le dollar en or après avoir augmenté leur stock et avoir multiplié par 10 ou davantage la valeur de l'once d'or. Tout cela n'est pas très sérieux et totalement inutile.

Parfois on entend une rumeur selon laquelle le dollar pourrait s'effondrer, comment le pourrait-il quand il ne vaut déjà plus rien ! Si vous partez non pas du PIB mais du profit net total des Etats-Unis et que vous le divisez par la masse de capitaux qu'ils ont créés pour arroser le marché, le résultat vous donnera à peu près la valeur du dollar, à tous les coups il sera négatif, ce qui signifie qu'ils n'en ont vraiment plus rien à foutre du "*manque de rentabilité de l'économie réelle*" et "*de la baisse tendancielle du taux de profit*", tout du moins aux Etats-Unis, dans le reste du monde c'est une autre affaire. Et quand ils auront réalisé le marché transatlantique et fondu le dollar et l'euro dans une monnaie unique, ils appliqueront la même méthode et le tour sera joué, sur les points précis que vous avez relevés la lecture du Capital ne vous servira plus à rien.

Quant à la barbarie et aux guerres, ils font partie de leur plan, comme une étape obligée et le pire reste à venir. Lisez l'article sur le Sida, c'est terrifiant, lisez celui sur les souris, c'est édifiant, ils travaillent sur des programmes pour créer des virus, agir sur le cerveau de la population qui relève de la lobotomie, à côté leurs guerres relèvent de la guerre des boutons ! Ce qui est difficile à admettre c'est qu'elles sont à la fois le produit des contradictions du capitalisme et qu'ils les programment dans un but qui demeure inavoué, donc qu'on rejette quand on nous en parle, on se dit que c'est encore sorti du cerveau déséquilibré de fanatiques de la théorie du complot, on ne veut pas le croire.

On veut bien admettre que la financiarisation de l'économie soit le produit de l'évolution du capitalisme, mais on refuse d'admettre qu'à un moment donné elle peut échapper à son contrôle, c'est un peu comme si on admettait qu'on peut se livrer à des excès de vitesse en conservant la maîtrise de la situation, et qu'on refusait d'admettre qu'un jour on pourrait devenir fou au point d'en perdre le contrôle. Si la maîtrise de la situation relève de la conscience et la folie de l'inconscience, la financiarisation de l'économie incarnait la maîtrise de l'évolution du capitalisme et relevait de la conscience, mais pas son développement qui demeure inconscient puisque l'immense masse de l'humanité en ignore totalement le fonctionnement, le passage à une économie basée uniquement sur la finance incarne l'impossibilité de maîtriser cette évolution et relève de l'inconscience ou de la folie de leurs concepteurs, mais qui en sont parfaitement conscients, c'est à devenir fou pensez-vous peut-être, en effet, il vaut mieux l'être ou se mettre dans la tête d'un fou pour comprendre comment il fonctionne.

Aussi sûrement que la conscience et l'inconscience se cotoient en chaque individu, il faut concevoir que les guerres correspondent à ces deux états, qu'elles soient inévitables dans le cadre de l'économie capitaliste classique en décomposition et qu'elles répondent à un plan déterminé qui sort de ce cadre. A quoi cela nous avance-t-il de savoir qu'elles sont programmées pourrait-on se dire puisque cela revient au même ? Pas tout à fait, car une guerre ne sert pas uniquement à surmonter (provisoirement) un obstacle, elle sert à créer les conditions politiques qui serviront à faire disparaître à terme les contradictions qui en étaient à l'origine, ils n'ont pas créé l'ONU pour en finir avec les guerres comme on peut l'observer mais pour mieux asservir tous les peuples.

De même qu'ils n'ont pas créé le FMI et la Banque mondiale à la même époque au lendemain de la Seconde Guerre mondiale pour éviter les crises économiques, mais pour préparer les conditions qui leur permettront de les contrôler dans un premier temps, ensuite les faire disparaître une fois mis en place un système économique qui ne reposerait plus sur les rapports entre les classes. Le FMI et la Banque mondiale ne sont pas seulement le produit de la crise des années 30, mais la volonté délibérée de parvenir par n'importe quel moyen à les surmonter autrement qu'en recourant à une nouvelle guerre mondiale, ce qui nécessite de liquider à la fois les rapports sociaux de production qui en sont à l'origine et la lutte des classes, dimension du combat de notre ennemi que l'on ne peut saisir qu'en admettant que la transformation de la quantité en qualité s'applique aussi à l'économie et à la politique.

Maintenant le prolétariat mondial et le mouvement ouvrier n'ont pas dit leur dernier mot, effectivement le léninisme, dont Trotsky disait que ce qui le résumait le mieux c'était le parti, demeure valable, mais le parti sans une stratégie révolutionnaire qui englobe la totalité de la situation ne sera jamais le parti de Lénine ou dont parlait Trotsky et les "déductions léninistes" demeureront lettre morte.

- "*Il n'y a pas 2 capitalismes parallèles mais un seul dont l'ampleur du parasitisme financier et de l'économie d'armement (sans parler du chômage de masse et de la précarité galopante) ne font qu'illustrer la pertinence de l'analyse marxiste et des déductions léninistes.*"

Je suis désolé, à partir du moment où le cartel des banquiers de la Fed dispose d'un moyen de se soustraire aux lois du capitalisme, capitalisme qui n'a pas disparu pour autant je vous rassure, on ne peut pas inclure dans le capitalisme un facteur qui ne répond pas à ces lois, on est obligé d'admettre qu'ils fonctionnent selon d'autres lois qui débouchent sur un nouveau système économique. Il est vrai maintenant comme je l'ai dit dans mon premier article, que ce nouveau système économique n'a pas supplanté l'ancien du jour au lendemain en 1971 ni au cours des décennies qui ont suivi, c'est par pans et par étapes qu'il parvient à s'imposer, je ne vais pas reprendre ici toutes les mesures qui ont été prises dans ce sens depuis 1971, tous les instruments financiers qu'ils ont créés à cet effet.

Quant à "*la pertinence de l'analyse marxiste*" et aux "*déductions léninistes*", on se demandera ce qu'en ont fait leurs "*héritiers*", sinon produire des généralités dont ils semblent se contenter, qui au regard de leur bilan politique servirait plutôt à détourner les travailleurs du marxisme et du léninisme.

A ma connaissance, mais vous me corrigerez si je me trompe, la méthode du marxisme consistait à prendre en compte la totalité

des facteurs et des rapports existant pour analyser la situation et déterminer une stratégie politique, ce à quoi vous vous refusez obstinément. Et ce n'est pas le seul puisque vous n'accordez aucune importance aux structures ou aux institutions que l'oligarchie financière a créées depuis plus d'un demi-siècle, mieux, pour vous elles n'existent pas, ainsi vous niez la théorie du mondialisme qui est à l'origine de leur stratégie politique, qui certes prend appui sur la mondialisation, pour mieux l'orienter dans une direction précise diamétralement opposée à la nôtre.

Mais vous avez sans doute raison, il est "*pertinent*" que les masses n'en sachent rien, moins elles en sauront et mieux elles pourront mener leur combat pour s'émanciper du capitalisme, c'est une façon de concevoir le combat politique que de leur cacher une partie de la vérité, le sort que l'oligarchie leur a concocté, désolé, ce n'est pas la mienne.

[Haut de page ↗](#)

Le 2 août 2013

CAUSERIE

Les causeries de juillet ont été formatées en pdf (Acrobat Reader), le lien se trouve dans le bandeau en haut.

[Suite sur le mondialisme et le système financier](#)

La suite de l'article d'avant-hier qui faisait suite à celui du 28 juillet. Il se peut que j'en écrive un autre aujourd'hui ou demain à moins qu'on arrête là pour le moment. Non, finalement je réserverai demain une petite surprise à mes adervaires qui ne veulent pas reprendre mes arguments, ce sera mon hommage à Trotsky assassiné le 20 août 1940 sur ordre de Staline.

La méthode de mon contradicteur est très facile à repérer, elle consiste à interpréter mon analyse pour ensuite prétendre qu'elle est erronée, alors que celle qu'il nous livre ne correspond pas à la mienne puisqu'à aucun moment il n'évoquera le fait sur lequel elle repose essentiellement, c'est un procédé malhonnête, mais on a déjà vu pire. Il est incapable de réfuter mon argumentation, alors il recourt à cette méthode qui lui fait honneur.

C'est le sale type qui me harcèle depuis des années qui en est l'auteur, le dénommé Coquéma, en quatre jours il m'a envoyé trois courriels. Demain nous aborderons son dernier courriel, il nous récite sa leçon que nous connaissons par coeur, mais qui semble fort incomplète au regard de la situation dans laquelle se trouve plonger le mouvement ouvrier et particulièrement son avant-garde ou ce qu'on ose encore appeler ainsi.

Nous avons commis le crime impardonnable d'avoir l'audace de prétendre que certains facteurs et rapports au sein du capitalisme auraient évolué depuis un siècle ou un demi-siècle, ce qui ne surprendrait aucun esprit équilibré, ce n'est pas son cas et il est loin d'être le seul et nous allons voir immédiatement pourquoi. Notez bien que si cela avait été un de ses chers dirigeants qui avait commis cette analyse à ma place, il aurait applaudi des deux mains, cela en dit long sur sa personnalité ou plutôt son absence de personnalité, un trait partagé par de nombreux cadres ou dirigeants d'ailleurs.

Dans son courriel du 30 janvier que j'ai trouvé dans la boîte au lettre le 31 au matin (décalage horaire), il écrivait notamment à propos des banquiers de la Fed :

- "Pourquoi d'ailleurs prendre des risques et ne pas créer suffisamment d'argent pour tous (un peu plus bien sûr pour les capitalistes eux-mêmes!) et ainsi éviter toute révolution , la période historique ne serait plus celle des guerres et des révolutions mais celle du communisme (tous les besoins satisfaits grâce aux planches à billets) sous direction des capitalistes eux-mêmes!!! Pourquoi n'y pensent-ils donc pas ? "

Question très instructive, car elle démontre que son auteur ignore tout simplement sur quoi repose le pouvoir des capitalistes en général (et celui de l'oligarchie financière). Je vous fais remarquer une nouvelle fois que contrairement à mon détracteur je pars de ce qu'il a écrit et non de l'interprétation que j'en ferais, c'est aussi ce qu'on appelle partir des faits.

Ils ne peuvent pas distribuer de l'argent à tout le monde sans modifier du même coup les rapports entre les classes sur lesquels repose leur pouvoir auquel ils tiennent plus que tout, c'est d'ailleurs parce qu'ils savent qu'il est menacé qu'ils ont développé ce système financier, c'est tout bête n'est-ce pas. Développons. Leur objectif n'est pas de conserver les classes telles qu'elles existent mais de les liquider, car ils savent que ce rapport entre les classes est instable, repose sur un fragile équilibre que les contradictions du capitalisme mettent à mal lors de crises de plus en plus gigantesque et dont le contrôle risque de leur échapper à tout moment. Car la lutte des classes se poursuit, les poursuit, c'est leur bête noire, il leur faut donc par tous les moyens s'en émanciper, la liquider, en supprimer l'origine pour que leur pouvoir ne puisse plus être menacé, donc les classes et les rapports qui vont avec. C'est le scénario et la stratégie qu'ils ont conçus, ce n'est pas moi qui les ai inventés, je n'ai pas assez d'imagination pour cela, je ne fais qu'observer de quelle manière ils procèdent et vers quoi tend leur politique,

l'établissement d'un gouvernement mondial, d'un nouvel ordre mondial, une dictature mondiale, ils n'ont cessé de démontrer qu'ils avançaient dans cette voie depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, il fallait être aveugle ou d'une mauvaise foi sans fond pour ne pas s'en être aperçu plus tôt. Ce fut le cas de nos dirigeants notamment.

Chacun connaît l'issue de la lutte des classes, la suppression des classes pour le meilleur ou pour le pire selon la classe qui la réaliserait. Marx et Engels l'avaient théorisée, alors dites-moi pourquoi notre ennemi n'en aurait-il pas fait de même en poursuivant un objectif diamétralement opposé au nôtre ? Et de quoi découlait-elle cette suppression des classes ? Du développement historique du capitalisme conduisant à terme au socialisme ou à la barbarie qui depuis porte un nom, le nouvel ordre mondial, sorte de monarchie absolue qu'incarnerait l'oligarchie financière flanquée d'une élite intellectuelle partageant son idéologie néolibérale. Je conçois qu'il soit contrariant ou déstabilisant de se retrouver face à une analyse où l'on met précisant un nom derrière chaque rapport ou développement. Notre argumentation et démonstration sont parfaitement structurées et cohérentes, et elles ont l'inconvénient j'en conviens volontiers quand on veut les démolir à tout prix de reposer sur des faits.

Nous sommes très loin de la suppression des classes (et du socialisme) telle que l'avaient envisagée Marx et Engels, et de leur côté les oligarques sont très loin de l'avoir réalisée également, donc ne me faites pas dire ce que je n'ai pas dit une fois de plus.

A vous entendre le fait d'énoncer cette réalité suffirait à reléguer le socialisme aux oubliettes, tel n'a jamais été mon propos, mais cela pourrait se produire si certaines conditions étaient réunies. Vous allez me répondre : vous voyez que vous dites que cela pourrait arriver, effectivement, vous avouez que notre combat est foutu d'avance, non mais nous pourrions être vaincus. Je crois que c'était Lénine qui disait que le marxisme était avant tout réaliste et qu'il ne fallait pas le confondre avec l'optimisme béat de l'opportunisme. Désolé je n'ai jamais prétendu que nous avons perdu la guerre de classe, vous devez confondre avec quelqu'un de votre entourage. Souvenez-vous ce que disait Lénine et Trotsky des Etats-Unis d'Europe ? Impossible, sauf si le mouvement ouvrier était vaincu. Tout stratège se doit d'envisager la victoire et la défaite de son armée pour organiser la retraite de ses troupes en bon ordre pour éviter de gaspiller inutilement des soldats, bien que sa stratégie s'inscrive dans la perspective d'une victoire dès lors que les conditions semblent réunies pour avoir une chance de l'emporter. Soyons lucide, réaliste au lieu de nous leurrer ou de nous raconter des histoires, procédé employé par les révisionnistes pour justifier leur politique opportuniste.

Passons au second point que je voulais aborder et qui est relié au précédent.

Au cas où vous ne l'auriez pas remarqué, apparemment non, nous assistons à une course contre la montre entre l'oligarchie financière et le prolétariat mondial pour détruire le capitalisme, car l'un et l'autre savent qu'à terme il est condamné, et seul l'un des deux protagonistes détiendra le pouvoir. La destruction de nos droits sociaux et politiques en est l'un des aspects les plus visibles, mais qu'on refuse d'inscrire dans une telle perspective. On préfère se réfugier derrière l'analyse marxiste des contradictions du capitalisme que l'on déforme au passage en lui faisant dire que mécaniquement les mêmes causes produiraient toujours les mêmes effets, ce qui peut se concevoir quand c'est réellement le cas, mais sera infirmé quand un nouveau facteur entrera en ligne de compte ou qu'un facteur ou un rapport aura évolué de telle sorte qu'il pourrait se traduire autrement ou contribuer à modifier les rapports précédemment observés qui se traduiraient par des effets nouveaux ou des conséquences inattendues, on appelle cela la dialectique appliquée aux faits ou le matérialisme dialectique avec lequel mon contradicteur est fâché ou n'a rien compris.

Reprenons, cette course contre la montre à laquelle se livrent nos deux classes en présence à pour objet le pouvoir, le pouvoir d'une minorité d'asservir l'humanité indéfiniment ou le pouvoir de l'humanité de conquérir sa liberté une fois débarrassée de l'exploitation de l'homme par l'homme à l'origine de la servitude humaine.

Pouvoir qui ne se réaliserait pas dans des termes symétriques puisque si nous l'emportions les classes disparaîtraient et donc les oligarques aussi, alors que si c'était eux qui l'emportaient, ils deviendraient les maîtres du monde et nous continuerions d'exister à l'état d'esclaves pour les servir dépouillés de tout droit pour contester leur pouvoir absolu. Quand on dit que l'un et l'autre le savent, il faudrait plutôt dire qu'ils en ont parfaitement conscience, tandis que de notre côté on peine à en prendre conscience, c'est une litote, la preuve vous ne l'admettez même pas ou pour être plus précis, car cela vous ne le contestez pas forcément, vous refusez d'admettre qu'ils ont élaboré une stratégie pour mener cette guerre, or pour mener à bien une guerre, vaut mieux connaître la stratégie de notre ennemi, c'est d'ailleurs l'unique objet de tous ces articles, à moins de vouloir être vaincu à tout prix, ce qui en prendrait le chemin si on vous écoutait ou vos amis.

En fermant les yeux sur un aspect essentiel de la réalité, vous empêchez les masses d'en prendre conscience, donc de s'armer pour combattre notre ennemi.

Je sais que vous méprisez cet aspect du combat politique qui selon vous correspond à une conception de la lutte des classes purement mécanique, la lutte, la lutte, la lutte, par le seul fait de connaître une expérience les masses en mesureraient obligatoirement la portée, s'élèveraient automatiquement à un niveau de conscience supérieur par une opération du saint esprit dont vous seul avez le secret, car en réalité les choses ne se passent pas ainsi, hélas !

D'ailleurs c'est bien simple, là où nous reconnaissons un fait dans l'élévation de la conscience politique des masses, vous, vous n'y voyez qu'un phénomène subjectif ; selon nous, la situation serait (aussi) le produit de leur ignorance, dont un fait en produirait

un autre, la situation et l'ignorance des masses étant considérées tous deux comme des faits dans un rapport de cause à effet, mais lorsqu'on évoque la nécessité d'élever le niveau de conscience des masses pour que la situation puisse évoluer favorablement, là vous déclarez forfait, l'élévation de leur niveau de conscience n'aurait aucun effet sur la situation donc inutile de s'y attarder, peu importe ce qu'elles ont dans la tête quand elles se mobilisent, à quel degré de conscience elles sont parvenues au début de leur combat, par miracle le plus arriéré des ouvrier va assimiler le socialisme d'un coup de baguette magique.

Vous comprendrez mieux pourquoi nous rejetons votre conception de la lutte des classes qu'incarne parfaitement le rejet de la théorie que je développe, qui en l'occurrence ici consiste à assimiler les facteurs subjectifs à des faits, car ils ont une double nature subjective et objective, pas seulement quand je le décrète mais en permanence puisque seule la réalité m'intéresse. Maintenant, que le rapport ou la combinaison qui existe entre facteur subjectif et objectif demeure obscure aux esprits bornés ou dogmatiques n'a rien d'étonnant, il est en grande partie responsable de la situation dans laquelle se trouve le mouvement ouvrier.

Notre ennemi sait parfaitement à quel défi il va être confronté à court terme avec une population de plus de 7 milliards d'habitants. Il connaît sur le bout des doigts tout ce que vous avez débité sur la baisse tendancielle du taux de profit et je ne sais quoi encore, il possède à ce sujet des données que nous n'avons même pas. Ce que vous ne voulez pas admettre, c'est qu'il se sert des instruments à sa disposition pour détruire le capitalisme, dont le système financier sur lequel il compte pour le dépasser, s'en affranchir, se libérer de la lutte des classes. Vous avez raison, il dispose d'un pouvoir illimité en ayant le monopole de la création monétaire et le contrôle de la masse monétaire en circulation et il pourrait en user pour résoudre toutes les difficultés qu'il rencontre, sauf que c'est impossible, et pourquoi c'est impossible, parce que la liquidation du système capitaliste n'est pas une fin en soi pour lui, mais uniquement le moyen pour détenir le pouvoir politique absolu, ce qu'il vise ce n'est pas le pouvoir économique, il s'en fout, c'est le pouvoir politique qu'il vise, c'est son objectif final.

On disait plus haut qu'ils sont lancé dans une course contre la montre avec nous, ils se sont donnés deux ans pour conclure l'accord sur le marché unique transatlantique EU-UE, deux ans, ils n'arrêtent pas de le marteler, cela urge apparemment, tout comme l'union bancaire européenne et Bâle III qui serviront à liquider et fusionner des centaines de banques en Europe pour mieux contrôler ce secteur clé de l'économie, Goldman Sachs et Cie y travaillent jour et nuit pendant qu'on est en train de se chamailler entre nous.

Nous savons que le capitalisme ne disparaîtra pas de lui-même, dès lors, soit ce sont eux qui s'en chargeront, soit ce sera nous, ce qui est nouveau dans la théorie que je défends, c'est que je prétends qu'ils sont en lice pour réaliser cet objectif, en me basant sur un facteur concret et non une hypothèse ou une vague idée, répétons-le à des fins diamétralement opposées aux nôtres.

Je vais vous dire un dernier truc. Ce qui défrise mes adversaires, c'est que ma théorie part des contradictions du capitalisme, elles y figurent du début à la fin, vous en êtes témoins dans chacun de mes articles je n'ai cessé de justifier le recours à ce système financier par l'oligarchie financière parce qu'elle sait pertinemment que le capitalisme court à sa perte et qu'ils veulent l'éviter à tout prix, pas pour le sauver, il est condamné, mais pour le liquider et asseoir définitivement leur pouvoir politique, j'ai intégré dans mon analyse celle de Marx, elle y figure en toutes lettres, j'ai simplement ajouter un facteur nouveau qui n'existait pas à son époque et qui permet de préciser de quelle manière va se dérouler la lutte des classes et dans quelle direction peut évoluer le monde, la barbarie ou nouvel ordre mondial ou le socialisme.

Avouons au passage que notre ennemi à un coup d'avance, au moins. Je pourrais citer Engels à propos de l'embourgeoisement du prolétariat, la pourriture qui avait gangrené le mouvement ouvrier britannique, entre nous il ne s'en est jamais relevé, c'était à la fin du XIXe siècle, corrompu et nationaliste disait-il, en Allemagne c'est par le biais du parlementarisme et du syndicalisme que la social-démocratie a pourri sur place, à la même époque, je ne fais que citer Engels, jamais vous ne trouverez pareille citation chez mes adversaires, chez aucun, à croire qu'elle les viserait ou qu'elle les concernait quelque part, pareil, le prolétariat et le mouvement ouvrier allemand ne s'en remettront jamais et pire encore, idem en Italie, en Espagne, au Portugal et en Grèce, sans oublier la France et son empire colonial... On a appris il y a quelques jours que le gouvernement américain avait déboursé 10 millions de dollars pour soudoyer des policiers syriens... En France les dirigeants syndicaux sont recyclés dans des missions ministérielles, des think-tanks, des conseils d'administration ou encore au Conseil économique et social et environnemental, corrompus jusqu'à la moelle, cela fait partie de la stratégie de notre ennemi, nos dirigeants s'en accommodent ou font l'autruche, l'Etat finance grâcement les syndicats, les achète en réalité, là encore personne ne trouve rien à y redire, ailleurs notre ennemi place ses hommes à la tête d'une banque centrale, d'un Etat, un candidat compte parmi ses proches des banquiers, quoi de plus naturel en somme, un parti compte des banquiers parmi ses dirigeants, quoi de plus naturel n'est-ce pas, et puisque ce parti se dit socialiste, on appelle à voter pour ses candidats, on le soutient, on va même jusqu'à leur demander de se conduire en socialistes quand ils sont élus ou deviennent ministres... On imagine le fou rire des oligarques qui doivent se dire : on a réussi à pourrir leur mouvement, ils sont complètement paumés, leur stratégie est viciée, mieux, ils n'en ont aucune, cela va nous faciliter la tâche et on en aura bien besoin car le plus gros reste à faire...

Ah heureusement quand même qu'il y a les crève-la-faim pour sauver la bonne conscience à nos dirigeants ou leur sauver la mise, n'est-ce pas monsieur Coquéma, oui vous ne devez pas en faire partie, hélas on aurait envie de dire, moi non plus, sauf que je ne me comporte pas en hypocrite. Ils vont se soulever et vous allez tous les voir scander : vive la révolution ! qu'ils avaient enterrée vivante pendant des décennies et des décennies, quelle honte ! Eh oui, comme notre cher vieux Karl, on compte sur eux pour régénérer le socialisme dont vous êtes indigne!

Cela va être dur, très difficile, parfois on n'ose même pas y penser et puis on se dit qu'il était prévu d'en passer par bien des sacrifices, en vies humaines bien sûr, sacrifices qui auraient pu être évités en partie si nous nous y étions pris autrement, car on est vraiment au ras du caniveau aujourd'hui sur le plan théorique et politique, l'état du mouvement ouvrier est misérable. Mais il y en a qui croient encore aux miracles, non cela ne nous fait pas marrer du tout, car c'est là-dessus que nos dirigeants ont bâti leur stratégie, et puis si les masses étaient défaites, ce serait la faute à pas de chance, ce jour-là il pleuvait... Dans tous les cas de figure, ils ont raison et ils auront toujours raison. Tenez, un miracle tout frais d'hier.

En Tunisie les partis de gauche viennent de demander à l'armée d'intervenir comme en Egypte pour dégager le gouvernement, parce qu'ils sont incapables de mobiliser les masses, de leur inspirer confiance, ils se sont trop longtemps fourvoyés avec le régime en place, celui de Ben Ali, et ils ne proposent aucune issue politique vraiment révolutionnaire ou socialiste aux masses...

Sans rire du tout encore une fois car la situation ne s'y prête pas vraiment, le même charlatan m'a envoyé un nouveau courriel qu'il termine ainsi : "*A la Quatrième Internationale et à ses partis de savoir répondre présents!*, ne perdez pas votre temps à les chercher vous ne les trouverez pas, entre nous, voilà qui fait une belle jambe à nos camarades tunisiens et égyptiens, je pense qu'avec une telle déclaration ils vont pouvoir se lancer à l'assaut du ciel (Marx lors de la Commune) et vaincre, il s'en remet à un fantôme, un ectoplasme, une organisation sclérosée, fossilisée, inexistante, une Internationale morte et enterrée le 20 août 1940. Vous pouvez commander votre cercueil avec ces gens-là.

[Haut de page ↗](#)

Le 3 août 2013

CAUSERIE

Depuis avant-hier, la vermine qui me poursuit de ses courriels vénimeux m'en a encore envoyé trois autres, dont deux vendredi, un à 14h33, l'autre à 17h47, je vous les communiquerai et vous pourrez juger par vous-même que mes propos demeurent modérés. Il a manifestement pétié un plomb. Apparemment pour lui et ses petits camarades je suis leur cauchemar.

Celui du vendredi 2 août 2013 de 14h33 commençais ainsi : "*Tardieu, ou la planche à conneries illimitée! On comprend mieux pourquoi il n'a eu que 7 réponses à ses sollicitations!* (le formulaire que j'avais mis en ligne et que seulement 7 militants m'avaient retournés - ndr) *La réponse à ses délires il l'a, mais il a encore besoin qu'on lui coupe le sifflet ! je crois qu'il est sur la bonne voie!*", il voulait dire par là que j'étais en train de saborder notre portail et que j'allais ainsi disparaître, pas de bol, c'était une ruse pour qu'il nous montre qui il était réellement et les bonnes intentions qui l'animaient, c'est réussi au-delà de mes espérances ! J'ai dû mettre le paquet pour que cela marche, vous m'en excuserez.

Dans les jours qui viennent je vais finir le boulot, le broyer littéralement, ensuite on reprendra tranquillement notre travail, peut-être à un rythme moins soutenu, je dois préserver ma santé, ce que vous comprendrez très bien. Je mettrai ce soir en ligne de nouveaux articles, car au cours des derniers jours, de mon côté j'ai continué à bosser normalement.

Je vous souhaite un bon week-end ou bonnes vacances.

[Suite sur les rapports entre mondialisation et mondialisme.](#)

Je vous propose trois citations de Trotsky de la fin des années 30 issues du recueil de textes *Défense du marxisme* (en ligne dans le portail, page 16). Elles figuraient dans le même texte et je les présente par ordre chronologique. Mon bref commentaire figure à la suite de chacune d'entre elles.

1- "*Si l'on considère, au contraire, que la guerre actuelle (Seconde Guerre mondiale - Ndlr) provoquera non point la révolution mais la déchéance du prolétariat, il n'existe alors qu'une autre issue à l'alternative: la décomposition ultérieure du capitalisme monopoliste, sa fusion ultérieure avec l'Etat et la disparition de la démocratie, là où elle s'est encore maintenue, au profit d'un régime totalitaire. L'incapacité du prolétariat à prendre en mains la direction de la société pourrait effectivement dans ces conditions mener à l'émergence d'une nouvelle classe exploiteuse issue de la bureaucratie bonapartiste et fasciste. Ce serait, selon toute vraisemblance, un régime de décadence, qui signifierait le crépuscule de la civilisation.*"

La réalité telle qu'on a pu l'observer au lendemain de la Seconde Guerre mondiale ne s'est pas traduite exactement de cette manière là. Il serait erroné de situer ce passage exclusivement dans le cadre de l'URSS de l'époque, peu importe, ce qui nous intéresse c'est de constater que Trotsky envisageait l'existence de conditions qui pourraient conduire à la "*déchéance du prolétariat*", à la "*disparition de la démocratie*", à l'établissement d'un "*régime totalitaire*" à l'échelle de l'humanité qui finalement coïnciderait avec le "*crépuscule de la civilisation*", ce que pour notre part nous avons envisagé, mais que l'enragé Coquema refuse d'admettre, sans doute que lui et ses amis politiques nous en toucheront deux mots lorsque la situation sera devenue irréversible.

La décadence de la civilisation humaine, en 2013 on y est, sauf que c'est l'oligarchie financière qui en est le maître d'oeuvre.

2- *"Même si les divers gouvernements fascistes réussissaient à établir chez eux un système d'économie planifiée, alors, à part l'éventualité, à la longue, d'inévitables mouvements révolutionnaires du prolétariat qu'aucun plan ne saurait prévoir, la lutte entre les Etats totalitaires pour la domination mondiale continuerait et même s'intensifierait de façon erronée. Des guerres dévorerait les fruits de l'économie planifiée et détruiraient les fondements de la civilisation. Bertrand Russel croit, il est vrai, qu'un Etat victorieux pourrait, en conclusion de la guerre, unifier le monde entier dans un étai totalitaire. Mais même si une telle hypothèse se vérifiait, ce qui est plus que douteux, une "unification" militaire ne serait pas plus stable que la paix de Versailles. Les soulèvements nationaux et les pacifications qui s'ensuivraient déboucheraient sur une nouvelle guerre mondiale, qui pourrait creuser le tombeau de la civilisation. Ce ne sont pas nos vœux subjectifs, mais la réalité objective qui indique que la seule issue pour l'humanité est la révolution socialiste mondiale. L'alternative, c'est la rechute dans la barbarie."*

Voilà une citation qui va faire jouir cet hystérique qui me poursuit de son fiel haineux, elle est conforme à ce que j'ai affirmé par ailleurs, y compris la dernière hypothèse *"la rechute dans la barbarie"* qui m'intéresse plus que son antithèse, à savoir *"la révolution socialiste mondiale"*, pour la bonne raison que les masses n'en ont absolument aucune idée, ensuite parce que pour qu'il y ait révolution socialiste mondiale faudrait-il qu'il existe une Internationale construite sur les bases du marxisme et dont ce serait le programme, sauf qu'il n'existe à ce jour aucun section de cette internationale dans le monde, dans le cas contraire qu'on nous fournisse la liste de ces partis, leur nombre de militants, les actions qu'ils ont menées au nom de leur Internationale au cours des années ou des décennies précédentes.

3- *"Si le prolétariat mondial apparaissait effectivement incapable de remplir la mission que le cours du développement place sur ses épaules, il ne resterait alors rien d'autre à faire que de reconnaître ouvertement que le programme socialiste, construit sur les contradictions internes de la société capitaliste, s'est avéré une pure utopie. Il faudrait alors, évidemment, élaborer un nouveau programme "minimum" pour défendre les intérêts des esclaves de la société bureaucratique totalitaire."*

Il nous faut admettre que le prolétariat mondial a été incapable jusqu'à nos jours de *"remplir la mission que le cours du développement place sur ses épaules"*, ce que nos adversaires ne peuvent admettre car il leur faudrait du même coup admettre leur propre faillite politique. Ils prétendent incarner le prolétariat mondial et cette *"mission"*, et tels des jésuites dès lors cela leur suffit ou des imbéciles heureux, un luxe qu'ils peuvent se permettre, mais qui pour notre part se situe au-dessus de nos moyens !

Mon cher Léon, si tu me permets de poursuivre ta réflexion 75 ans plus tard et je pense que si tu étais parmi nous tu n'y verrais aucun inconvénient, bien au contraire, quitte à me corriger par la suite si nécessaire, nous ne sommes pas obligés non plus d'être d'accord sur tout, tu en conviendras aisément contrairement à mes procureurs ou dictateurs en herbe, il faudrait se poser la question de savoir pourquoi le prolétariat mondial n'a-t-il pas été capable de remplir sa mission historique, qu'est-ce qui a manqué, qui a fait défaut, ou nous nous sommes trompés, car nous avons une bonne part de responsabilité dans cette affaire 75 ans plus tard, ce serait la moindre des choses de le reconnaître et de se poser cette question que tout marxiste se poserait.

Maintenant tu émetts une hypothèse terrible ou terrifiante en admettant que notre programme pourrait s'avérer utopique parce qu'il avait été *"construit sur les contradictions internes de la société capitaliste"*, qu'est-ce à dire que notre programme était erronée ou plutôt que nous n'avons pas été capable de mesurer au fil du temps comment évoluaient les contradictions du capitalisme et que nous les aurions intégrées dans notre programme sans en tenir compte, à la manière des dogmatiques en quelque sorte, que nous serions passés à côté de quelque chose d'essentiel qui avait rendu notre programme caduc alors qu'il demeurerait parfaitement valable par ailleurs, aurions-nous omis un ou des facteurs, des rapports qui au sein du capitalisme auraient à un moment donné évoluer d'une autre manière que ce que nous connaissions jusqu'alors ou que nous avons pris en considération ? C'est la thèse que je défend.

Pour finir, vous remarquerez que Trotsky une nouvelle fois envisageait bien la défaite du prolétariat mondial et l'établissement d'une dictature mondiale, il la concevait sous la forme d'une bureaucratie sur le modèle du stalinisme, sur le modèle du néolibéralisme le résultat sera le même, un régime totalitaire est un régime totalitaire, adapté à notre époque il porte un nom : le nouvel ordre mondial qui se met en place.

Je sais que vous ne partagerez peut-être pas mon analyse, maintenant, si vous observez bien ce qui s'est passé depuis 1945 en Europe et en France en particulier, méticuleusement le mouvement ouvrier et particulièrement son avant-garde ont préparé les conditions de cette défaite finale, c'est ce que je n'ai cessé de vouloir mettre en lumière au cours de ces dernières années, en vain puisque tout le monde semblait satisfait de son sort ou de l'amélioration de la condition ouvrière qui avait eu lieu depuis 1945. Nos dirigeants ont endormi les travailleurs, ils les ont anesthésiés pour ainsi dire... et quand les Grecs se sont réveillés totalement désarmés, ils ont pratiquement perdu tous leurs acquis en moins de temps qu'il en fallait pour le dire ou s'en apercevoir, les Irlandais sont déjà passés par là en partie, les Portugais et les Espagnols aussi... La suite viendra.

C'était bien joué, avouons-le, un coup de maître. Qu'il nous soit permis de penser qu'il avait été préparé de longue date. Mais non, mais non, affirmerons nos adversaires, ils ont tout improvisé, ben voyons ! qui peut croire pareille baliverne, avouez plutôt que vous n'avez rien vu venir, soyez honnêtes pour une fois. On a tendance à confondre la lutte des classes telle qu'elle se déroule

et qui englobe des facteurs qui n'apparaissent pas forcément sur le devant de la scène mais qui ont toute leur importance dans les décisions politiques qui sont prises par ceux qui nous gouvernent, avec l'interprétation qu'en font certains qui n'est qu'une version édulcorée ou déformée de la réalité car elle correspond à leur conception de la lutte des classes et les besoins de leur appareil. Pendant 70 ans ils n'ont cessé de voir des révolutions partout, des révolutions politiques surtout, ils ont forcé le trait au point de défigurer la réalité et de la rendre incompréhensible, leurs interprétations du mouvement révolutionnaire de 1956 en Hongrie, du Printemps de Prague en Tchécoslovaquie en 1968 et bien d'autres événements du même genre ne reflétaient pas les rapports réels qui existaient et exprimèrent au contraire un optimisme béat qui n'avait rien à voir avec le réalisme du marxisme. On en était venu à défendre des militants emprisonnés en URSS ou dans ses satellites qui étaient en réalité des pro impérialiste, des anticommunistes, ce que personnellement je ne découvrirai que bien plus tard. Aujourd'hui ce sont les Américains qui ont pris la relève, et on ne devrait pas se poser de questions sur les manipulations dont nous furent l'objet ? Vaclav Havel un grand révolutionnaire, lisez donc ses déclarations et observez son parcours politique et vous aurez compris à quoi je fais référence ici, je n'invente rien hélas !

Pendant ce temps-là, pendant qu'on se gargarisait de réformes et autres acquis, notre ennemi oeuvrait à sa stratégie, il avançait tranquillement ses pions, construisait patiemment le monde infernal dans lequel il allait nous enfermer plus tard, des premières réunions sur l'avenir de l'Europe en 1948 au traité de Maastricht en 1992 il s'est écoulé 45 ans pendant lesquels on n'entendit pratiquement pas parler de l'Union européenne ou si peu, une entreprise totalitaire, tout le monde en convient depuis, mais un peu tard, trop tard, trop tard peut-être je n'en sais rien. Je n'ai absolument aucun souvenir d'avoir combattu sur ce thème quand je militais à l'OCI entre 1978 et 1981, comme j'ignorerais ce que signifiait la loi ou le décret instituant l'indépendance de la Banque de France en 1973, tiens, deux ans à peine après la fin de la convertibilité du dollar en or et un an après la création de la Commission Trilatérale, par qui déjà, un certain Rockefeller.

Simple coïncidence que tout cela, à quoi bon s'en soucier n'est-ce pas, on n'a cessé de vivre dans cette insouciance de tout un pan du capitalisme que nos dirigeants avaient décrété insignifiant ou secondaire, sauf qu'en réalité il allait être déterminant pour la suite de la lutte des classes, on le découvrira en 1992, et encore bon gré mal gré, en ne dépassant pas la superficialité des choses, les masses évidemment furent prises à dépourvu, pas du tout préparées politiquement à aborder cette question, les uns et les autres jetèrent toutes leurs forces dans la bataille pour que le non l'emporte et ils furent vaincus, ils le justifiaient en mettant cette défaite sur le dos de la formidable machine à propagande du gouvernement Mitterrand et des médias, ils ne voulurent surtout pas y voir le signe annonciateur des défaites à venir tout aussi cuisantes que le prolétariat allait subir, ils n'en tirèrent absolument aucune leçon.

Voilà ce que je dénonce à travers ma théorie, dites-moi franchement, je ne devrais pas, ce serait un crime de dire la vérité aux militants et aux travailleurs, que ces dirigeants sont en train de creuser notre tombe ?

En guise d'épilogue.

Ce sont les mêmes banquiers anglo-saxons qui ont initié à un demi-siècle de distance le Traité de Rome et les "négociations" en vue d'un traité de marché unique transatlantique, les mêmes qui contrôlent la Fed depuis un siècle et qui possèdent la planche à dollars depuis 42 ans, qui ont créé le FMI, la Banque Mondiale, l'ONU, le groupe Bilderberg, la Commission Trilatérale, le CFR, qui dictent la politique de l'OTAN, du Pentagone, de la CIA, du NSA, qui sont à la tête des plus importantes multinationales du monde dans tous les secteurs d'activité économique, des universités, des centres de recherche et des laboratoires (aux Etats-Unis), etc. Goldman Sachs dispose de 700 milliards de dollars, deux fois le budget de la France, sans même actionner la planche à billets ils ont plus de pouvoir que le cinquième ou sixième pays le plus riche du monde en terme de PIB, une paille, un détail, c'est secondaire, on s'en tape camarade, tu nous emmerdes avec ces histoires...

O.K. pas de problèmes, les travailleurs vont comprendre comment fonctionne la société et le monde en observant le jeu institutionnel qui ressemble de plus en plus à une mauvaise farce, ce qu'en disent les uns et les autres, comment ils se disposent les uns par rapport aux autres, contentons-nous des apparences, de l'immédiat, de ce qui tombe sous le sens, au-delà il faudrait réfléchir, il faudrait saisir des rapports qui semblent tellement éloignés de la réalité que vivent les travailleurs au quotidien qu'ils n'y comprendraient rien, vaut mieux s'en tenir au discours officiel et le commenté en guise d'analyse politique cela fera l'affaire...

Coquema a écrit dans son courriel fielleux d'hier à 14h33 : "*Tardieu, tout comme les capitalistes, méprise le peuple, les fonctionnaires embourgeoisés, la défense des acquis, les syndicats, les trotskystes, la Quatrième Internationale*", d'après vous, qui méprise qui, celui qui estime que les militants et les travailleurs les plus avancés sont capables de saisir ce que j'explique dans notre portail ou les dirigeants des partis qui estiment qu'ils n'en sont pas capables et qu'il vaut mieux leur cacher la vérité, qui prend qui pour des demeurés et n'oeuvre pas pour que tous ensemble nous évoluons ?

N'oubliez jamais que tout flatteur vit au dépend de celui qui l'écoute, c'est le principe dont se servent nos dirigeants pour tromper travailleurs et militants ou conserver leur pouvoir sur ces derniers, désolé de ne pas y recourir, relisez ce que disait Engels du prolétariat et du mouvement ouvrier britannique ou encore Lénine, j'ai repris la même méthode, c'est cela qui les indispose, car ils en sont incapables. Pourquoi ? Parce qu'ils devraient revoir leur analyse et leur stratégie et ils n'y tiennent pas, ils en vivent très bien et cela leur suffit. Si ce que j'écris vous indispose, un conseil, brûlez les oeuvres des marxismes car ils sont en grande partie la source de mon inspiration, à chaque pas vous y retrouverez ma démarche si vous les lisez attentivement.

[Haut de page ↗](#)

Le 4 août 2013

CAUSERIE

J'actualiserai demain matin la rubrique Article de presse et d'autres articles que j'ai sous le coude viendront.

Quelques vidéos

1- José del Prado - L'ONU envisage l'utilisation de compagnies privées de mercenaires. - mondialisation.ca 02.08
http://www.youtube.com/watch?v=_zPVOAafbVg

- Le 31 juillet dernier, l'ONU débutait une session d'étude sur l'emploi de mercenaires. José L. Gómez del Prado, ancien président du Groupe de travail de l'ONU sur les mercenaires, explique comment les sociétés militaires et de sécurité privées ont créé le Code de conduite international des entreprises de sécurité privées, une association cherchant à contrer les mécanismes de réglementation suggérés par son groupe de travail et à trouver une certaine légitimité auprès de l'ONU. Certaines entreprises membres de cette association ont commis de graves violations des droits humains.

- Pour plus de renseignements sur cette association (International Code of Conduct for Private Security Service Providers (ICoC)), voir leur site web : <http://www.icoc-ppsp.org/>

- Le Code de conduite international des entreprises de sécurité privées est disponible en français à l'adresse suivante:<http://www.icoc-ppsp.org/uploads/INTER...>

- Rapport du Groupe de travail sur l'utilisation des mercenaires comme moyen de violer les droits de l'homme et d'empêcher l'exercice du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes:<http://www2.ohchr.org/french/issues/m...> (mondialisation.ca 02.08)

2- L'inégalité du partage des richesses mondiales - Publiée le 17 juil. 2013
http://www.youtube.com/watch?feature=player_embedded&v=L4YFNuv0CFM#at=37

- Voici une vidéo qui traite de la (très équitable) répartition des richesses au niveau mondiale. Dans un monde où 1% des plus riches possèdent 43% des richesses mondiales pendant que 80% des plus pauvres en possèdent 6%, il est nécessaire de comprendre comment ce système fonctionne pour analyser ses conséquences. Ces deux petites vidéos nous ouvre la voix sur ce problème qui bien souvent est sous évalué par nous tous.

La première vidéo traite le problème à l'échelle mondiale tandis que la deuxième concerne l'inégalité du partage des richesses aux Etats-Unis.

3- Répartition de la Richesse - Publiée le 21 mars 2013
http://www.youtube.com/watch?feature=player_embedded&v=8di4o9coRUs

Les inégalités ne cessant d'augmenter. En 2013, alors même que plus de 880 millions de personnes vivent dans la pauvreté absolue avec moins de 1 dollar par jour, le monde n'a jamais compté autant de milliardaires en dollars. Ils sont 1.426 aujourd'hui contre 140 il y a 25 ans... (<http://4emesinge.com>)

4- Océans poubelles [documentaire complet] - Publiée le 29 avril 2013
<http://www.youtube.com/watch?v=XANm9QASfrU>

- Immerger des fûts de matières irradiées en pleine mer semble aujourd'hui scandaleux, mais cette technique a été par le passé considérée comme une forme de stockage scientifiquement justifiée : la radioactivité des déchets déposés à plus de 4 500 mètres de profondeur était censée s'éliminer par dilution. Il est désormais admis qu'elle ne fait que se répandre de manière incontrôlée. Dans quel état sont aujourd'hui ces barils, dont même les autorités ne connaissent pas la localisation exacte.

5- Tous Cobayes? - Sme len pokusné morcatá? - Publiée le 15 juil. 2013
http://www.youtube.com/watch?feature=player_embedded&v=L4YFNuv0CFM#at=37

Sommes-nous tous des cobayes ?

- Comment se fait-il que les OGM agricoles soient dans les champs et dans les assiettes alors qu'ils n'ont été testés que pendant trois mois sur des rats ? Comment se fait-il que l'énergie nucléaire soit toujours l'énergie du futur alors que les hommes ont vécu Tchernobyl et Fukushima ? Les conclusions seraient-elles accablantes ? Pour son troisième film, Jean-Paul Jaud a donné la parole aux agriculteurs japonais de Fukushima, Sénégalais ou Français, aux scientifiques, aux politiques ou aux militants. Autant de personnes qui s'expriment librement sur ces deux problématiques majeures, les OGM et le nucléaire. (<http://4emesinge.com>)

Parole d'internaute.

A propos de la mise en examen pour corruption du maire PS de Clamart.

- *"Et oui la gauche peut se permettre de donner des leçons à la droite, car on voit que depuis que la gauche est au pouvoir la justice est beaucoup plus indépendante, que peut importe de savoir si la personne est de droite ou de gauche ou du fn ou autres si il a fait un délit il devra passer devant la justice comme tout le monde. Alors que lorsque c'était la droite les affaires étaient étouffées lorsque celui qui était incriminé était de droite."*

Votre soi-disant gauche constituée uniquement d'affairistes est de passage. Elle a un statut d'intérimaire ou de suppléant, elle fait le sale boulot de la droite, mieux qu'elle d'ailleurs, elle n'a pas le statut de parti officiel de l'ordre, aussi elle a moins d'influence sur les magistrats ou les juges, cela donne à ces derniers l'occasion de satisfaire leur bonne conscience et de faire croire aux naïfs que nous serions dans une démocratie, bref, la droite comme la soi-disant gauche en sortent gagnants, la preuve, c'est que vous vous leurrez sur la nature réelle de la gauche.

Et la notion de droit, de justice ?

Vous vous demandez peut-être pourquoi je me suis intéressé à cette affaire, c'est parce que je pensais qu'il était utile de voir comment les uns et les autres la traitaient et quelle valeur ils accordent encore au principe de la justice. Ceux qui défendent le conducteur du train qui est selon nous indéfendable, il a commis une terrible faute professionnelle, sont les mêmes qui défendent les islamistes radicaux en France ou en Syrie ou qui ont défendu le mariage homosexuel, ceux qui gardent le silence sont à mettre dans le même panier de crabes. Quand le principe du droit ou de la justice est bafoué, cela signifie que celui de la démocratie aussi. Vous ne voudriez tout de même pas qu'on en soit ?

- Accident de train en Espagne : le contrôleur ne se sent pas coupable - Le Nouvel Observateur

Le chauffeur du train qui a déraillé le 24 juillet à Saint-Jacques de Compostelle assure qu'il n'arrive pas à expliquer comment l'accident qui a fait 79 victimes a pu se produire, affirmant qu'il *« n'a eu le temps de rien »*.

« Sincèrement (...) je ne suis pas assez fou pour ne pas avoir freiné ». Lors de son interrogatoire dimanche par le juge Luis Alaez, dont le site du quotidien El Pais a publié un extrait, le chauffeur du train qui a déraillé à Saint-Jacques de Compostelle, a raconté *« ne pas comprendre »* pourquoi il n'avait pu freiner à temps et empêcher la catastrophe qui a fait 79 morts.

« Avez-vous activé le frein à un moment quelconque ? », lui a demandé le juge. *« Quand c'était déjà inévitable »*, a répondu Francisco José Garzon Amo. *« Avant que le train ne se renverse, j'avais tout activé et je vois que non, que non, que ça ne passe pas »*. *« Je n'ai eu le temps de rien », « je ne le comprends toujours pas »*, a-t-il ajouté quand le juge lui demandait pourquoi il n'avait pas réduit plus tôt la vitesse du train.

Le Tribunal supérieur de justice de Galice a par ailleurs indiqué mercredi que le conducteur avait reçu avant l'accident un appel du *« contrôleur de Renfe »*, la compagnie espagnole des chemins de fer, *« qui était à bord du train »*.

Les enregistrements des boîtes noires ont déjà révélé mardi que le conducteur du train parlait au téléphone avec un collègue et semblait consulter un plan au moment de l'accident. On a également appris que le train roulait à 192 kilomètres heure quelques kilomètres avant le lieu de l'accident, puis qu'il avait freiné avant de dérailler à 153 km/h dans un virage limité à 80 km/h. lefigaro.fr et AFP 31.07

L'accident est survenu à 20 heures 41 minutes 06 secondes, 11 secondes plus tôt, le conducteur avait raccroché après avoir parlé au téléphone, pendant une minute et 40 secondes, avec le contrôleur qui se trouvait dans le train. Le Nouvel Observateur 02.08

- Le chauffeur du train espagnol accidenté avait reçu des signaux - Reuters 02.08

Le conducteur du train avait reçu trois signaux d'avertissement peu avant l'accident, a révélé vendredi l'examen de la boîte noire.

Le contrôleur Antonio Martin, qui se trouvait à bord du même train, avait téléphoné au conducteur, Francisco Garzon, pour savoir à quel quai s'arrêterait le train à une gare sur la ligne.

"A aucun moment, je ne me suis considéré coupable"

Le contrôleur, en appelant la cabine de pilotage, souhaitait indiquer à son collègue sur quelle voie s'arrêter dans la gare de Pontedeume, située en fin de parcours, au-delà de Saint-Jacques, afin de faire descendre une famille.

Un appel non urgent donc, mais qui selon le juge ne rend pas le contrôleur responsable de l'accident.

Garzon a pris l'appel à 20h39 locales, alors que le train roulait à 199 km/h, selon les données renfermées dans la "boîte noire" et examinées vendredi. L'appel a duré moins de deux minutes et a pris fin 11 secondes avant que le train ne déraille dans un virage, toujours selon la boîte noire.

Le chauffeur a freiné à 20h40 alors que le train roulait à 195 km/h sur un tronçon où la vitesse était limitée à 80 km/h, mais il était déjà trop tard.

Des signaux d'avertissement ont retenti à 20h39, 20h40 et 20h41, mais les données de la "boîte noire" ne permettent pas de dire si ces signaux voulaient dire au chauffeur que sa vitesse était excessive. La télévision nationale espagnole a rapporté vendredi que le premier signal indiquait un feu vert sur la voie.

Le juge d'instruction a déclaré jeudi qu'il était malheureux que l'appel ait été passé à ce moment-là, mais que cela n'était pas pour autant un élément suffisant pour inculper le contrôleur. Reuters et AFP 02.08

Au lieu de se concentrer sur son travail, il prend un coup de fil et oublie de freiner, mais il n'est ni coupable ni responsable, c'est la faute à pas de chance, il racontera cela aux familles des victimes qui exigeront que justice soit rendue, cela va être difficile.

RAPPORTS ENTRE MONDIALISATION ET MONDIALISME, suite.

Ces articles ou extraits d'articles ne font que confirmer mon analyse et la stratégie adoptée par les maîtres du monde ou qui postulent à le devenir. On y reviendra plus tard.

Trois petits tours, un chèque et puis s'en vont...

- Tourre, ex-trader de Goldman, reconnu responsable de fraude - Reuters

Fabrice Tourre, l'ancien trader de Goldman Sachs jugé à New York, a été reconnu responsable de fraude pour le rôle qu'il a joué dans la conception d'un produit hypothécaire qui a coûté un milliard de dollars aux investisseurs.

"Nous sommes satisfaits par la décision du jury", a commenté Andrew Ceresney, codirecteur du service des contentieux de la SEC (Securities and Exchange Commission), le gendarme de Wall Street. "Nous continuerons à poursuivre énergiquement ceux qui commettent des fraudes à Wall Street afin de les tenir pour comptables (de leurs actes) et les traduire devant la justice si nécessaire", a-t-il ajouté.

La juge Katherine Forrest a demandé aux deux parties de présenter leurs propositions d'ici au 23 août pour fixer "les prochaines étapes" de la procédure, selon ses termes.

La magistrate déterminera la nature d'éventuelles sanctions financières contre Tourre dans ce procès civil.

Fabrice Tourre dément avoir commis des malversations. Son ancien employeur Goldman Sachs, initialement poursuivi pour les mêmes charges, a accepté de payer 550 millions de dollars en 2010 pour solder les poursuites à son encontre, sans reconnaître ou démentir les accusations.

Tourre a quitté Goldman Sachs en 2012 mais la banque a assuré les frais de sa défense.

"En tant que société, nous continuons de concentrer nos efforts afin d'être plus transparent, plus responsable et plus réactif aux besoins de nos clients", a déclaré un porte-parole de GS. Reuters 01.08

Ils sont juge et partie, donc pas de problèmes...

Eugénisme et dictature font bon ménage

- Monsanto achète les services de Blackwater, la plus grande armée mercenaire du monde - Mondialisation.ca, 02 août 2013

S'il manquait quelque chose à la néfaste société Monsanto, c'était une armée officielle d'assassins payés. C'est fait :

Monsanto est la société « *parapluie* » de Resident Evil mais dans le monde réel. Elle contrôle la distribution des aliments, partage des financiers avec l'industrie pharmaceutique et fabrique des armes nucléaires et bactériologiques.

C'est ce que révèle un article de Jeremy Scahill pour le journal « *The Nation* » dans lequel il informe que la plus grande armée mercenaire de la planète, le « *service* » criminel d'intelligence Blackwater (connue sous le nom de Xe services et plus récemment sous celui d'Academi), a été vendu à la société transnationale Monsanto.

C'est quand il était directeur de Total Intelligence Service en 2008, que Cofer Black (qui s'était fait connaître par sa brutalité en tant que directeur de la CIA), contacta Monsanto. Monsanto s'offrit ses services pour espionner et infiltrer des organisations de droits de l'homme, des droits des animaux et des organisations ayant des activités anti transgéniques, en plus d'exercer un contrôle sur d'autres sociétés biotechnologiques et pharmaceutiques.

La société Monsanto n'assassine pas seulement des personnes avec ses produits chimiques mais aussi par balles et au moyen d'« *accidents* ». Ses victimes sont des journalistes, des activistes politiques, et tous ceux qui peuvent être un obstacle potentiel à ses plans d'expansion. Contacté par Scahill, le directeur de Monsanto, Kevin Wilson refusa de faire des commentaires ; toutefois, il fut confirmé plus tard à « *The Nation* » que Monsanto avait passé un contrat avec Total Intelligence en 2008 et 2009 mais, selon Monsanto, c'était seulement « *pour faire un suivi d'information publique de ses opposants* ». Le directeur de Monsanto crut bon de préciser que Total Intelligence était une société « *totalelement séparée de Blackwater* ».

Mais Scahill possède des copies de courriers électroniques de Cofer Black envoyés après la réunion avec Kevin Wilson de Monsanto, ou il explique à d'autres ex agents de la CIA, que cette réunion avait mis en évidence le fait que Total Intelligence était devenu « *le bras d'intelligence de Monsanto* » pour espionner les activistes et faire d'autres actions comme par exemple intégrer légalement ces groupes.

Monsanto a payé 127.000 dollars à Blackwater en 2008, et 105.000 en 2009.

Il n'est pas surprenant qu'une entreprise amplement dédiée à la science de la mort, comme Monsanto, qui dès le début s'est consacrée à produire des poisons toxiques comme l'Agent Orange, les PCB (biphényles chlorés, des pesticides, des hormones, des graines génétiquement modifiées, et même la bombe atomique, s'associe avec une organisation d'assassins et de mercenaires.

Presqu'en même temps que la publication de cet article dans « *The Nation* », l'organisation des agriculteurs organiques Via Campesina, signala que la fondation Bill et Melinda Gates avait acheté 500.000 actions de Monsanto, au prix de plus de 23 millions de dollars faisant ainsi tomber leur masque de philanthropes. C'est encore une association de criminels qui n'a rien de surprenant.

Bill Gates contrôle plus de 90% du marché des licences dans le monde de l'informatique, en plus de promouvoir des campagnes de vaccination pour les laboratoires génocidaires, tout en étant responsable d'expérimentation illégale de médicaments dans des pays sous-développés ; pendant que Monsanto contrôle 90% du marché mondial des graines transgéniques et des graines commerciales au niveau mondial, et a fondé « *Pharmacia* » qui appartient aujourd'hui à Pfizer.

En d'autres termes, il n'existe pas de pires monopoles dans le secteur industriel, ni d'aussi immenses. L'existence même de ces sociétés implique que la terre est sous le joug d'un régime financier totalitaire qui nie le principe de « *compétitivité de libre commerce* ». Bill Gates aussi bien que Monsanto sont extrêmement agressifs quand il s'agit de défendre leurs monopoles mal acquis.

Exécutant les ordres de la famille Rothschild, Bill Gates et Monsanto se consacrent à détruire l'agriculture organique dans le monde entier, ce quidébute avec la création de l'« *Alliance pour une révolution verte en Afrique* » (AGRA) qui oeuvra comme un cheval de Troie pour enlever les graines traditionnelles aux pays Africains pauvres et les remplacer par des graines transgéniques. Pour cela, la fondation engagea Robert Horsch en 2006, qui était alors directeur de Monsanto. Maintenant Gates obtient de grands bénéfices en se soumettant aux politiques de dépeuplement mises en oeuvre par la banque sioniste mondiale. Mondialisation.ca, 02.08

Il y en a encore qui ne verront pas le lien entre les deux entreprises ou plutôt qui refuseront de le voir parce que cela ne coïncide pas avec leur analyse...

Les crises ont "explosé depuis 1971"

- Liste des crises monétaires et financières - <http://fr.wikipedia.org>

L'avant-propos au tableau qui figure dans ce fichier se passe de commentaire, notez bien l'année, 1971.

- Voici, ci-dessous, un ensemble de tableaux récapitulant les crises ayant durablement atteint le monde économique ou financier. On peut constater que leur nombre a explosé depuis 1971, année considérée comme le point de départ d'un ensemble d'évènements qui va engendrer la période d'instabilité financière mondiale que nous connaissons aujourd'hui. Cette instabilité est due à un nombre réduit de facteurs qui a contribué à bouleverser l'économie mondiale entre 1971 et les années 90. <http://fr.wikipedia.org>

Encore une fâcheuse coïncidence ! Bon, quand est-ce qu'on réécrit cette histoire, hein ? Comment ? On la fait passer à la trappe ? Pourquoi pas...

Heureusement que la Fed et sa planche à billets étaient là !"

- Attentats du 11 septembre 2001 - <http://fr.wikipedia.org>

Non seulement un certain nombre d'établissements financiers de première importance avaient des services divers dans les tours du World Trade Center et aux alentours, mais plusieurs noeuds de communication vitaux pour les systèmes de paiement et de compensation des marchés financiers furent touchés par l'attaque.

La banque centrale américaine, la Fed, a réagi avec une grande promptitude et une vigueur impressionnante. Elle a injecté immédiatement sans limite toutes les liquidités demandées par les banques qui étaient victimes d'une asymétrie dans leurs règlements, c'est-à-dire qui avaient des règlements à effectuer mais n'avaient pas encore été créditées par leurs autres contreparties.

L'injection fut si massive que le taux au jour-le-jour du marché interbancaire domestique américain, dit taux des Fed Funds, tomba à zéro pendant plusieurs jours. La Fed continua pendant plus d'une semaine à fournir à volonté les liquidités demandées par les banques, préférant ne pas jouer avec le risque systémique.

De son côté, la Banque centrale européenne (BCE) accorda 130 milliards d'euros de liquidités supplémentaires aux banques européennes. Enfin, il y eut une baisse surprise concertée des taux directeurs de la Fed, de la BCE et de la Banque d'Angleterre. <http://fr.wikipedia.org>

Quelle coïncidence, quelle surprise !

De vrais magiciens ces banquiers, nous, nous sommes comme des gosses qui s'émerveillent devant un tel numéro d'illusionnisme, alors que mes contradicteurs sont des gens vieux, aigris, haineux, sans imagination et cela leur joue un bien vilain tour...

Secrètement !

- Pourquoi faut-il que les Etats payent 600 fois plus que les banques ? - minuit-1.blogspot.in - 03/01/2012

Ce sont des chiffres incroyables. On savait déjà que, fin 2008, George Bush et Henry Paulson avaient mis sur la table 700 milliards de dollars (540 milliards d'euros) pour sauver les banques américaines. Une somme colossale. Mais un juge américain a récemment donné raison aux journalistes de Bloomberg qui demandaient à leur banque centrale d'être transparente sur l'aide qu'elle avait apportée elle-même au système bancaire.

Après avoir épluché 20 000 pages de documents divers, Bloomberg montre que la Réserve fédérale a secrètement prêté aux banques en difficulté la somme de 1 200 milliards au taux incroyablement bas de 0,01 %.

Au même moment, dans de nombreux pays, les peuples souffrent des plans d'austérité imposés par des gouvernements auxquels les marchés financiers n'acceptent plus de prêter quelques milliards à des taux d'intérêt inférieurs à 6, 7 ou 9 % ! Asphyxiés par de tels taux d'intérêt, les gouvernements sont "obligés" de bloquer les retraites, les allocations familiales ou les salaires des fonctionnaires et de couper dans les investissements, ce qui accroît le chômage et va nous faire plonger bientôt dans une récession très grave.

Est-il normal que, en cas de crise, les banques privées, qui se financent habituellement à 1 % auprès des banques centrales,

puissent bénéficier de taux à 0,01 %, mais que, en cas de crise, certains Etats soient obligés au contraire de payer des taux 600 ou 800 fois plus élevés ? "*Etre gouverné par l'argent organisé est aussi dangereux que par le crime organisé*", affirmait Roosevelt. Il avait raison. Nous sommes en train de vivre une crise du capitalisme dérégulé qui peut être suicidaire pour notre civilisation. (<http://minuit-1.blogspot.in>)

La formule "*argent organisé*" est bien en-deça de la réalité depuis, donc les agissement des banquiers de la Fed sont bien pire encore que "*le crime organisé*". Tout le monde s'en fout monsieur Roosevelt, d'ailleurs tout le monde l'ignore ou presque et c'est bien ainsi comme cela, vaut mieux que les gens ne sachent pas qui fait leur malheur au quotidien ou les guerres, ils mourront un jour aussi ignorante que lorsqu'ils sont venus au monde et voilà.

Et tant pis pour toute cette misère inhumaine, ces innocentes victimes que l'on comptent par centaines de millions au fil des décennies, si elles permettent à certains de vivre bien ou de soulager leur conscience pourquoi pas... C'est horriblement sordide ! Assurément et c'est bien ce que nous dénonçons et contre quoi nous nous battons. Vous savez, quand on vous "*l'humain d'abord*", on ne vous dit pas si c'est les pieds devant et qui joue le rôle de bourreau et de croque-mort ni même celui de la vermine qui profitera de ses restes. Ah il y a du monde intéressés !

[A croire que tout est parti de là !](#)

- 1971-2012: La crise continue - republiquesouveraine.com 29.10.2012

Une année charnière : 1971

Le 15 Août 1971, Richard Nixon annonce au monde qu'il suspend la convertibilité du dollar en or : cette décision marque le début d'une révolution dans le système monétaire international.

La politique monétaire représente le cœur de l'économie, la monnaie en elle-même est plus qu'une unité de compte, elle est la matérialisation concrète de la richesse des nations. Et durant des siècles, l'or a été la principale richesse du monde ; dollar, livre-sterling, franc, toutes ces devises en papiers s'échangeaient notamment contre ce précieux métal. Mais deux guerres mondiales ont vidé les coffres des banques centrales des puissances belligérantes. Aussi, en 1944, les deux tiers des réserves d'or -autant dire les deux tiers de la richesse mondiale- étaient possédés par les États-Unis, ceux-ci ayant largement prospéré en vendant des armes.

Ce système traditionnel d'indexation de la monnaie papier sur l'or, l'étalon-or, ne pouvait donc plus perdurer. Étant les seuls en mesure de relancer l'économie mondiale, les Américains et leurs alliés vont réformer le système monétaire avant même que la guerre ne s'achève : ces accords seront ceux de Bretton Woods.

Le dollar devient dès cet instant la seule monnaie convertible en or. Les autres pays seront donc contraints de posséder, non plus de l'or, mais des dollars dans leurs coffres afin de donner une valeur réelle à leur devise nationale. Le taux de change entre les monnaies est fixé et ajusté par des accords entre nations ; ainsi, toutes devront acheter du dollar pour acquérir de l'or.

Néanmoins, les États-Unis, qui ne désirent pas que leur réserve fédérale se vide de ses lingots en cas de demande de leurs partenaires, vont proposer à ceux désirant échanger leurs dollars non pas des lingots, mais plutôt des bons du trésor américain, lesquels donnent droit à des intérêts. Ainsi, les pays qui possèdent du dollar possèdent, s'ils veulent l'utiliser, un pouvoir de créance sur le Trésor américain. Cela revient donc à faire du prêt avec intérêt aux États-Unis, pays qui émet la monnaie demandée et qui saura donc toujours satisfaire aux demandes de ses créanciers, sans pour autant toucher à ses réserves d'or.

Ce système est celui des Trente-Glorieuses, celui de la prospérité et du redressement d'après-guerre. Il fonctionne notamment car la stabilité économique du monde, la prospérité à l'Ouest, et la puissance des Américains sont de puissants dissuasifs pour tout allié désirant remettre en cause les accords monétaires. Mais cela ne va pas durer.

Cet étalon-or réformé, baptisé étalon change-or ou gold exchange standard, ne repose que sur la confiance que l'on accorde à un pays qui est alors au sommet de sa puissance, et qui plus est, meneur de la guerre froide qui oppose le bloc occidental au bloc soviétique ; et c'est précisément de là que viendront les outrances qui mettront fin à Bretton Woods.

La règle implicite du système exige que les États-Unis mènent une politique monétaire réaliste afin de préserver la valeur réelle du dollar ; toutefois, dans les années 60, la conquête de l'espace et la guerre du Vietnam vont requérir des sommes faramineuses.

Les USA émettent toujours plus de dollars, de l'argent dont on sait pertinemment qu'il excède les réserves d'or américaines et qui se déverse sur le monde, notamment sur les partenaires commerciaux de l'Amérique. Le taux de change étant fixe et à l'avantage des États-Unis, les pays amis qui reçoivent les capitaux américains, principalement l'Allemagne de l'Ouest, sont contraints d'avalier ces dollars et d'émettre de la devise nationale dans des proportions telles, que la politique inflationniste des Américains est finalement payée par ses alliés.

Ayant eux-mêmes rompu le lien de confiance, les États-Unis voient affluer sur eux les réclamations des Européens, lesquels exigent que leurs dollars ne soient plus échangés contre des bons du Trésor, mais bel et bien contre de l'or. À Washington, les dirigeants sont contraints de s'exécuter, jusqu'à ce que les réserves du pays atteignent leur seuil stratégique et que la conversion du dollar en or soit suspendue.

Le rideau se baisse sur le métal jaune qui perd définitivement son rôle dans le système monétaire international. Quant au dollar, il reste la monnaie de référence, tant pour le commerce international que pour les réserves de change des banques centrales du monde entier.

Mais l'énorme déficit commercial du pays oblige le gouvernement américain à dévaluer nettement sa monnaie. Cette politique a des conséquences profondes sur les échanges, notamment sur le prix du baril de pétrole qui se négocie toujours en billets verts. S'ajoute à cela le soutien américain à Israël alors que la guerre du Kippour vient d'éclater (1973). Tous les ingrédients sont ainsi réunis pour que commence la grande crise économique mondiale. (<http://republiquesouveraine.com>)

Dites-donc, je m'adresse ici à mes adversaires, vous ne trouvez pas que cela fait beaucoup de gens d'horizons divers et avec lesquels je ne me suis pas concerté qui partagent la même analyse que moi, car ce que vous venez de lire n'est rien d'autre que ce que j'ai écrit ces derniers jours, j'ai été plus loin dans mon analyse je vous l'accorde et j'en ai tiré des conclusions qu'ils ne partageront pas, mais cela n'infirme en rien les faits rapportés ici et leur extraordinaire influence sur le cours de l'économie mondiale, non, vous n'êtes pas d'accord, vous ne voulez toujours pas en convenir, alors c'est incurable. Je vais ajouter d'autres articles que j'ai dégottés hier sur le Net. Je continue mes recherches.

ACTUALITE EN TITRES

Justice et politique.

- La grâce accordée à un pédophile fait scandale au Maroc - Liberation.fr
- France.Trois malfaiteurs relâchés par manque de places en prison - Liberation.fr
- Italie. Les partisans de Berlusconi menacent la coalition au pouvoir - Liberation.fr
- Chili: la justice classe une plainte des 33 mineurs de l'Atacama - AFP

Les travailleurs espagnols à l'ANI.

- Madrid doit stimuler l'emploi et la croissance, préconise le FMI - Reuters 02.08

L'obtention de son visa n'était-il pas conditionné à son silence ?

- NSA : un nouveau programme secret révélé par Snowden - Le Nouvel Observateur

La Russie a accordé un asile temporaire à M. Snowden, qui a quitté jeudi l'aéroport de Moscou où il était bloqué depuis plus d'un mois et se trouve désormais dans un lieu "sûr", mais inconnu. AFP 01.08

Comment ils pourrissent notre planète

- Les nappes phréatiques de Fukushima risquent de déborder - LeMonde.fr
- Le PDG d'Axa plaide pour le gaz de schiste et l'allègement des impôts - LeMonde.fr
- En RDC, le plus ancien parc naturel d'Afrique menacé par l'exploitation pétrolière - LeMonde.fr

Faux débat.

- Voile intégral : une loi difficilement applicable - LeMonde.fr

Loi ou pas loi, toute personne faisant l'objet d'un contrôle d'identité doit prouver que la photo qui figure sur ses papiers d'identité correspond bien à son visage. Avec cette loi ils ont stigmatisé les islamistes radicaux qui se posent en victimes innocentes et bons musulmans pour mieux légitimer leurs coutumes barbares. Les tiers-mondistes et autres gauchistes prennent leur défense

ACTUALITÉ DU JOUR

Psychose. Conditionnement mondial ou coup de bluff. La CIA annonce qu'elle va passer à l'action. Heureusement que la NSA fait son travail !

- Al-Qaïda: Etats-Unis et Europe redoublent de vigilance - AFP

Alerte d'Interpol, fermeture des ambassades américaines dans les pays musulmans, Paris, Berlin et Londres qui en font de même au Yémen: les pays occidentaux redoutaient samedi des attentats d'Al-Qaïda, redoublant de prudence au Moyen-Orient et en Afrique AFP 02.08

- Les Etats-Unis alertent sur un risque d'attentat en août au Moyen-Orient et en Afrique du Nord - 20minutes.fr

Au lendemain de l'annonce de la fermeture pour raisons de sécurité d'une vingtaine d'ambassades dimanche, les Etats-Unis ont mis en garde vendredi contre des menaces d'attentats qu'Al-Qaïda pourrait perpétrer en août, en particulier au Moyen-Orient et en Afrique du Nord.

Le département d'Etat a diffusé vendredi un avis de prudence à l'attention de tous ses ressortissants dans le monde: des attentats sont possibles "*particulièrement au Moyen-Orient et en Afrique du Nord*", et Washington insiste également sur "*la péninsule arabique*".

Cette mise en garde a été lancée sur la base d'informations "*spécifiques et crédibles*", a précisé un responsable américain sous couvert d'anonymat.

"*Les Etats-Unis sont visés au quotidien par des menaces, mais cela atteint un nouveau seuil*", a ajouté Jason Chaffetz, un républicain qui a notamment critiqué l'administration Obama pour sa gestion de la sécurité dans ses ambassades.

"*Il y a une vraie menace au niveau mondial, nous devons prendre ces menaces très au sérieux*", a encore estimé M. Chaffetz, soulignant plus que jamais dans ces circonstances l'importance des programmes de surveillance antiterroriste. 20minutes.fr 02.08

Quand on a à l'esprit qu'Al-Qaïda est une création de la CIA et que la NSA a les moyens de contrôler les communications des dirigeants d'Al-Qaïda qui passent forcément par un serveur relié à un satellite occidental, on ne peut s'empêcher de penser qu'il s'agit d'une manipulation qui va précéder une nouvelle offensive militaire américaine ou de déstabilisation quelque part dans le monde... A suivre.

Vaut mieux ne pas être de gauche.

- La situation économique s'aggrave selon sept Français sur dix - AFP

Sept français sur dix estiment que la situation économique s'aggrave, selon l'opinion exprimée dans un sondage CSA (pour l'Institut Montaigne et les Echos) qui tranche avec l'optimisme affichée par François Hollande.

70% des Français ont "*personnellement le sentiment que la situation économique en France est plutôt en train de s'aggraver*" tandis que 25% considère qu'elle est "*plutôt stable*" et seulement 4% qu'elle est "*plutôt en train de s'améliorer*".

Sans surprise, cette perception "*varie en revanche selon la proximité politique des Français*", les sympathisants de gauche se montrant moins pessimistes que les autres. Une proportion importante de ces derniers (46%) estime en effet que la situation est +*plutôt stable*+ (contre 44% voyant une dégradation) tandis que le pessimisme est largement majoritaire dans toutes les autres familles politiques : extrême-gauche (83%), MoDem (72%), droite (82%) et enfin Front national (92%). AFP 01.08

Il est dit que les "*sympathisants de gauche se (montreraient) moins pessimistes*", normal ils ne sont pas les plus mal lotis et se foutent bien que le reste de la classe le soit, leur niveau de conscience politique ne s'élève pas jusqu'à ce niveau-là...

- Hamon rappelle que les "**congés payés**", c'est la gauche - AFP

Le ministre de l'Economie sociale et solidaire, Benoît Hamon, s'est déclaré vendredi "*pas mécontent de partir en vacances*", rappelant que c'est "*la gauche qui a milité historiquement pour les congés payés*".

"*Comme tout le monde, je ne suis pas mécontent de partir en vacances*", a confié M. Hamon, avant le dernier conseil des ministres avant les vacances.

"*C'est quand même la gauche qui a milité historiquement pour les congés payés pour une raison assez simple: on a tous besoin à un moment de se reposer et de penser à autre chose que le travail*", a-t-il poursuivi. AFP 02.08

Les chômeurs qui sont victimes de la politique du gouvernement apprécieront ainsi que les millions de travailleurs et leurs familles qui n'ont pas les moyens de se payer des vacances.

Quant aux congés payés, ce sont les travailleurs par leur mobilisation qui l'ont imposé en 36, ils ne doivent rien au PS qui les a trahi et qui dans la foulée les a envoyés à la boucherie de la Seconde Guerre mondiale, un acquis du PS qui s'ajoutait à celui de la Première. Il est toujours bon de remettre les choses à leurs places.

La champ libre...

- OGM: le FN veut plus de marge de manoeuvre vis-à-vis de Bruxelles -AFP

Marine Le Pen, présidente du Front national, a dénoncé jeudi la décision du Conseil d'État d'annuler l'interdiction de cultiver en France le maïs transgénique MON 810 de Monsanto, y voyant un nouveau signe de l'absence de marge de manoeuvre par rapport à l'UE.

Après l'annonce de cette décision, pour non conformité au droit européen, les ministres de l'Agriculture et de l'Écologie, Stéphane Le Foll et Philippe Martin, ont rappelé "*l'engagement du gouvernement (de) maintenir le moratoire sur la mise en culture de semences OGM*". AFP 01.08

Hollande l'a confirmé depuis. De retour au pouvoir l'UMP n'aura plus qu'à s'appuyer sur la décision du Conseil d'État pour réintroduire en France le maïs transgénique MON 810 de Monsanto, à moins que des agriculteurs passent outre le moratoire décidé par le gouvernement...

Manipulation électorale.

- Delaunay (PS) : les personnes âgées, "**la clé**" des municipales de mars -AFP

Michèle Delaunay, ministre chargée des Personnes âgées, a estimé jeudi que les personnes âgées, qui "*jusqu'alors ont fait rempart au Front national*", seront "*la clé*" des élections municipales de mars 2014.

La ministre a indiqué sur i-télé avoir "*des inquiétudes*" sur la place du FN. Mais, a-t-elle dit, "*j'ai la conviction que les âgés, les personnes âgées, les 15 millions de ressortissants de mon ministère sont la clé de ces élections municipales*".

Constatant que "*jusqu'alors, ils ont fait rempart au Front national*", elle a dit "espérer et croire qu'ils ne céderont pas aux sirènes du FN".

Evoquant la canicule et la nécessaire vigilance auprès des personnes âgées, Mme Delaunay a plaidé pour le développement de la télé-assistance, "*plutôt plus importante*" que les télé-alarmes pour protéger les maisons. "*Il vaut mieux protéger la grand-mère que l'argenterie de la grand-mère*", a-t-elle lancé. AFP 01.08

Les racketteurs du PS se chargent de "*l'argenterie de la grand-mère*" ou de taxer les retraités...

- Hollande annonce "**un plan de rattrapage**" pour les petites retraites des agriculteurs - AFP 02.08

François Hollande a annoncé vendredi lors d'une visite en Dordogne "*un plan de rattrapage*" pour les petites retraites des agriculteurs, pour lesquels sera désormais assurée une pension "*qui atteindra au moins 75% du SMIC*".

"*La situation des retraites agricoles n'est pas satisfaisante, il y aura donc un plan de rattrapage*", a déclaré le chef de l'Etat.

Selon la FNSEA, le syndicat majoritaire, plus d'1,2 million de retraités de l'agriculture ont une retraite moyenne de 722 euros par mois après une carrière complète.

Les trois-quarts du SMIC brut représenteraient une somme de 1.072,66 euros selon les calculs de l'AFP.

Le président de la FNSEA Xavier Beulin a salué cette mesure, sur BFM Business.

"C'est une promesse du candidat Hollande, il la met en oeuvre, nous en sommes satisfaits", a-t-il réagi. AFP 02.08

Dans un autre article de Reuters du 1er juillet on pouvait lire :

- Autre sujet sensible, il n'y aura pas d'alignement du mode de calcul des pensions de la fonction publique (sur la base des six derniers mois de carrière) sur celui du secteur privé (basé sur les 25 meilleures années).

Récapitulons : ils soignent les vieillards, les agriculteurs, les fonctionnaires, qui restent-ils à saigner ? Les patrons ? Diable, vous n'y pensez pas !

- L'idée d'un basculement sur la CSG ou la TVA d'une part de cotisations sociales - plutôt celles de la branche famille - en contrepartie d'une augmentation des cotisations retraite "est en train de percer", dit-on ainsi de source gouvernementale.

Cela éviterait de peser sur le coût du travail et la compétitivité des entreprises, ce que les organisations patronales, Medef en tête, veulent à tout prix éviter - une position que n'est pas loin de partager une partie au moins du gouvernement et de la majorité.

Un haut responsable gouvernemental salue d'ailleurs une "ouverture" dans les récentes déclarations du Medef envisageant une hausse "limitée" des cotisations de retraite en échange d'un basculement des cotisations familiales sur la CSG ou la TVA. Reuters 01.08

Réponse : tous les autres salariés, leur objectif étant de financieriser toujours plus les retraites tout en s'assurant de la stabilité du régime en doudoyant certaines couches, la classe et les couches moyennes étant les principales visées, l'ensemble des travailleurs et des retraités imposables.

[PS aux ordres de l'UE. Pire qu'une plaie purulente.](#)

Mardi, la Commission européenne a imposé à la France de remettre sur le marché le traitement anti-acné Diane 35, largement prescrit comme pilule contraceptive avant son retrait en mai au vu des risques de thrombose.

La ministre de la Santé Marisol Touraine a mis en avant jeudi "la sécurité renforcée" autour du médicament Diane 35, un temps retiré du marché français au vu des risques de thrombose mais qui va y revenir sur décision de Bruxelles. "Le volontarisme et l'initiative française (de saisir les instances européennes) a permis d'apporter une sécurité renforcée pour l'ensemble des citoyens européens", a jugé la ministre sur RTL.

"L'agence européenne a considéré que des restrictions devaient être apportées à la prescription de Diane 35 (...) que ce médicament présente un intérêt pour certaines formes d'acné, mais qu'il ne peut en aucun cas être prescrit systématiquement comme c'était le cas auparavant", a-t-elle poursuivi.

"La Diane 35 pourra être prescrite mais seulement en 2e intention, c'est-à-dire une fois qu'on aura essayé d'autres traitements", a expliqué Marisol Touraine.

Par ailleurs, "il devra y avoir une information sur les risques (...) avec notamment sur la boîte un logo indiquant que ce n'est pas un médicament comme un autre".

Parce que voyez-vous, chaque médicament ne serait pas médicament différent des autres... Serait-ce à dire qu'on ferait croire le contraire aux patients moyennant un surcoût injustifié ?

[En prévision d'une révolution ou d'une guerre civile](#)

- Les forces spéciales, troupes d'élites, une priorité de la Défense - AFP

Les forces spéciales, troupes d'élites de l'armée française, se voient renforcées par le projet de loi de programmation militaire (2014-2019) présentée vendredi en Conseil des ministres, échappant aux nouvelles suppressions d'emploi (23.500).

Avec 1.000 hommes supplémentaires, en effet, leurs moyens sont accrus, après qu'elles ont t montré leur efficacité lors des opérations en Afghanistan, en Libye ou plus récemment au Mali, en termes "*de renseignement, d'éclairage aux autorités politiques, d'intervention rapide et de capacité de surprendre*", devenant ainsi "*une priorité de la loi*", selon un conseiller du ministre Jean-Yves Le Drian.

Actuellement ces forces regroupent environ 3.000 hommes surentraînés des trois armées, parachutistes, nageurs de combat, pilotes d'hélicoptères, capables d'intervenir sur tous les théâtres de guerre (terrestre, naval, aérien), ce qui en fait une force redoutable.

Selon l'universitaire Pascal Le Pautremat, moins d'une dizaine de pays (Etats-Unis, Grande-Bretagne, Russie, Israël, notamment) possèdent des forces spéciales du niveau du contingent français. AFP 02.08

[Quand les amis de monsieur Mélenchon ne sont pas frétentables, l'est-il ?](#)

- Allemagne : Die Linke défend les services secrets - Mondialisation.ca, - 02.08

Extrait. Le parti Die Linke ("*La gauche*") est monté au créneau pour défendre les services secrets qui sont de plus en plus en difficulté suite aux révélations sur leur implication dans la surveillance de masse. Leur défense de l'Etat allemand et des services secrets dans diverses commissions parlementaires et institutions publiques montre le caractère réactionnaire de la politique de Die Linke.

Dans cette situation, Die Linke se rapproche de l'appareil d'Etat et a entrepris de couvrir la BND et les services d'espionnages intérieurs. De temps en temps, Die Linke lance une critique ponctuelle contre les services secrets et demande qu'ils soient mieux réglementés. De cette manière, ils cherchent à créer l'illusion que les services de renseignement peuvent être contrôlés et réformés par des moyens parlementaires. En fait, le parti travaille en étroite collaboration avec les services de renseignement.

Die Linke était et est toujours impliqué dans divers organes de l'Etat et est donc directement responsable de la gestion de diverses branches des services de renseignement. Leur membre Steffen Bockhahn siège à la Commission parlementaire de contrôle (PKG) à l'échelon fédéral. La PKG fournit une couverture pseudo-démocratique aux agences de renseignement allemandes. Ses membres peuvent visiter toutes les installations des services secrets, demander des inspections des fichiers et interroger le personnel ; cependant, ils sont tenus à une stricte confidentialité. En d'autres termes, la PKG est utilisée pour intégrer les députés dans les activités des agences de renseignement.

Bockhahn participe régulièrement aux réunions de la PKG et a dû par conséquent être informé à l'avance des intrigues des services secrets allemands. Contrairement à Edward Snowden, il adhère strictement aux protocoles de confidentialité. Dans un entretien figurant sur son site web, Bockhahn dit que quand cela concerne « *des informations vraiment sensibles*, » il faut accepter la confidentialité.

Bockhahn est un carriériste et un parvenu typique de Die Linke. Dans sa jeunesse, il était attiré par le mal nommé Parti du socialisme démocratique (PDS), qui avait succédé au parti d'Etat stalinien officiel de l'ancienne Allemagne de l'Est. Derrière sa rhétorique sur la démocratie et la liberté, le PDS prônait la restauration de l'économie de marché capitaliste. Il avait adhéré au PDS au lycée à 16 ans et avait longtemps été dans l'équipe du responsable fédéral du PDS, Dietmar Bartsch avant de prendre la direction de la section de Mecklembourg-Poméranie occidentale du parti.

Le représentant de Die Linke à la commission G10, Ulrich Maurer, a été encore plus clair à propos du travail des services secrets. Fin juin, s'exprimant à la radio Deutschlandfunk, il a dit qu'il supposait que les services secrets allemands opéraient dans le respect de la loi, et qu'ils fourniraient par conséquent les informations appropriées à la commission G10. « *C'est-à-dire, leurs demandes pour surveiller une personne doivent être bien fondées et présentées individuellement, et ensuite elles seront approuvées ou non.* » En examinant les demandes, la commission G10 n'« *opère pas sur la base de la méfiance*, » a-t-il affirmé.

La Commission G10 est plus petite que le PKG, et est nommée par celle-ci pour examiner les demandes des trois agences de renseignement pour surveiller les télécommunications et la poste. De cette manière, la participation de Maurer à cette institution directement et « *en confiance* » l'implique dans le travail des agences de renseignement. Mondialisation.ca - 02.08

Vive la gauche Syriza, Die Linke et le Front de gauche !

[Hier, missionnaires et mercenaires, aujourd'hui humanitaires et agents de renseignement.](#)

Travailleur humanitaire au XXIe siècle, un métier en danger? - AFP

En 2011, 308 travailleurs humanitaires ont été tués, enlevés ou blessés, un record, selon les dernières statistiques de Humanitarian Outcomes, un groupe de chercheurs basé aux Etats-Unis et dont les données sont suivies par l'ONU. La plupart des attaques ont lieu dans un petit nombre de pays: Afghanistan, Somalie, Soudan du Sud, Pakistan et Soudan.

Après un repli en 2010, le nombre total d'incidents contre les travailleurs humanitaires a repris du terrain, confirmant une tendance enregistrée depuis 2005, en particulier en ce qui concerne les enlèvements.

Selon les Nations unies, les enlèvements sont le type d'atteinte à la sécurité des agents qui connaît l'augmentation la plus rapide. Il y a eu ainsi 87 travailleurs humanitaires enlevés en 2012 contre 24 en 2002, selon Humanitarian Outcomes.

"Nous étions pris dans des feux croisés il y a 10 ou 20 ans, maintenant nous sommes pris pour cible", explique le patron du département des situations d'urgence au Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR), Amin Awad.

Au HCR, les délégués envoyés dans les situations d'urgence participent aussi à des jeux de rôle -- en Allemagne, Suède et Norvège. Prise d'otage, enlèvements, stress, tout est fait pour qu'ils soient *"prêts au pire"*, explique M. Awad.

Pour sa part, l'ONU augmente aussi les préparatifs et a lancé en novembre 2011 une version révisée du cours de formation en ligne *"Sécurité de base en mission"*. Et depuis cinq ans, le personnel envoyé sur les urgences reçoit en plus une formation spécifique, explique un porte-parole du Bureau de coordination des Affaires humanitaires de l'ONU (Ocha), Jens Laerke.

A l'ONU, la formation pour le terrain *"s'est professionnalisée ces 4/5 ans, mais il y a encore du travail à faire"*, reconnaît-il.

D'autres soulignent l'importance de défendre la neutralité des ONG afin de garantir leur sécurité. Mais, *"quand vous avez 10.000 ONG, les gens ne savent plus"* qui vous êtes, explique Philippe Ruscassier, en charge de la formation chez Médecins sans frontière (MSF) et qui a organisé des jeux de rôle pour l'institut de formation pour les métiers de l'humanitaire Bioforce à Lyon en France.

Mais malgré les dangers, le nombre d'ONG travaillant dans l'humanitaire n'a jamais été aussi élevé. On les trouve désormais presque partout sur la planète, et donc toujours plus exposées aux risques. AFP 01.08

Quand ils ne servent pas de vitrine à la CIA ou au MI6, ils servent à justifier des opérations militaires pour les délivrer d'organisations dites terroristes qui sont financées par les mêmes généreux donateurs, qui financent par ailleurs le Forum social mondial ou les altermondialistes...

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Tunisie

- L'UGTT donne une semaine au gouvernement tunisien pour partir - Reuters

L'Union générale tunisienne du travail (UGTT) a adressé vendredi un ultimatum au gouvernement dirigé par les islamistes modérés du parti Ennahda, lui donnant une semaine pour former un cabinet de techniciens face à la contestation qui sévit en Tunisie.

L'UGTT, qui compte quelque 600.000 membres, affirme qu'en cas de refus, elle sera "obligée d'envisager" d'autres options après avoir échoué à jouer un rôle de médiation entre le pouvoir islamiste et l'opposition laïque.

Les opposants tunisiens exigent une démission du gouvernement et une dissolution de l'Assemblée nationale constituante (ANC) alors que quelques semaines supplémentaires sont nécessaires pour rédiger la nouvelle loi fondamentale du pays.

L'UGTT, considérée comme proche de l'opposition, propose au pouvoir un compromis en instaurant un gouvernement technocratique tout en conservant l'ANC dont le calendrier de travail serait accéléré afin de doter la Tunisie d'une Constitution et d'un nouveau code électoral.

"Nous allons poursuivre les négociations et si nos demandes de changement de gouvernement et d'application d'un calendrier par l'Assemblée constituante ne sont pas prises en compte, alors nous serons obligés d'envisager d'autres options", a dit le secrétaire général adjoint Bou Ali Mbarki à la chaîne locale Nesma TV.

L'UGTT est l'une des forces politiques et économiques les plus puissantes de Tunisie.

Malgré la tentative de médiation, gouvernement et opposition ont paru durcir leurs positions jeudi, chaque camp appelant à une manifestation capable de rassembler un million de personnes cette fin de semaine.

Ennahda refuse de changer de Premier ministre et les opposants se montrent réticents à renoncer à leur demande de dissolution de l'ANC. Reuters 02.08

2- Iran

- Qu'a vraiment dit le président iranien sur Israël ? - Francetv info

Hassan Rohani a été accusé d'avoir comparé Israël à "*une blessure*" qui "*doit être éliminée*" lors d'un rassemblement pro-palestinien, mais ses paroles auraient été mal rapportées.

Le nouveau président iranien, Hassan Rohani, n'aurait pas appelé à l'élimination d'Israël, vendredi 2 août, comme annoncé plus tôt dans la journée. Les propos du président élu le 15 juin auraient été mal rapportés par certains médias locaux, comme le montrent des images diffusées par la télévision d'Etat.

Acte 1 : le départ de la polémique

Le nouveau président modéré iranien s'exprimait lors de la Journée de Jérusalem, un rassemblement pro-palestinien à Téhéran (Iran). Des médias locaux rapportent alors les déclarations du président iranien envers Israël : "*Le régime sioniste est une blessure infligée depuis des années au corps du monde musulman, et cette blessure doit être éliminée.*" Plusieurs quotidiens israéliens dont Haaretz (en anglais) se font l'écho de cette information.

Acte 2 : l'émoi israélien

Le Premier ministre israélien, Benyamin Netanyahu, réagit immédiatement à ces propos prêtés à Hassan Rohani, estimant qu'il montre "*son vrai visage plus tôt que prévu*". "*Ces déclarations du président iranien devraient sortir une partie du monde de l'illusion dans laquelle il est plongé depuis l'élection en Iran*", ajoute Netanyahu.

"*Le président a changé en Iran, mais pas le but du régime, [qui est] de fabriquer l'arme nucléaire afin de menacer Israël, le Proche-Orient, et la paix et la sécurité du monde entier*", enchaîne le Premier ministre israélien. En juin, le monde avait salué en la personne de Hassan Rohani, l'élection d'un homme considéré comme modéré à la tête de l'Iran après les années de pouvoir de Mahmoud Ahmadinejad.

Acte 3 : la véritable déclaration

Selon des images diffusées par la télévision d'Etat, vendredi dans la journée, Hassan Rohani a en réalité affirmé : "*Dans notre région, une blessure a été créée depuis des années dans le corps du monde islamique sous l'ombre de l'occupation de la terre sacrée de Palestine et de notre cher Qods (Jérusalem)*" par Israël.

Deux agences de presse iraniennes (Mehr et Isna) avaient ajouté dans leur version du matin que le président Rohani avait aussi déclaré : "*Et cette blessure doit disparaître.*" Dans l'après-midi, Isna a corrigé sa version en supprimant la mention "*doit disparaître*". Quant à Mehr, sa dépêche a été modifiée sans que l'agence donne d'explications. Francetv info avec AFP 02.08

Thierry Meyssan a sans doute raison de dire que ce sont les sionistes qui mènent la barque du mondialisme ou du néolibéralisme et qui décident en grande partie de la politique de Washington...

J'ai lu dans un article publié il y a trois jours que le ministre du Foreign Office britannique se disait prêt à reprendre des négociations directes avec Téhéran

SOCIAL

France

Des membres du comité de soutien des urgences de l'Hôtel-Dieu à Paris ont bloqué vendredi matin une tentative de déménagement d'une vingtaine de lits d'un autre service, celui de médecine interne, a-t-on appris auprès de la CGT.

"Les membres du comité de soutien se sont rassemblés aux portes de l'hôpital pour empêcher le déménagement prévu en catimini de 17 lits du service de médecine interne, un des services d'aval des urgences", a indiqué le syndicat CGT de l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP) dans un SMS envoyé à la presse.

"Nous avons décidé de bloquer cette opération de démantèlement afin que l'hôpital du centre de Paris continue à soigner en toute sécurité", ont indiqué par ailleurs dans un communiqué quelques membres du personnel soignant, dont le Dr Gérard Kierzek, l'urgentiste qui mène la résistance contre la fermeture des urgences du plus vieil hôpital parisien.

La direction de l'AP-HP et les responsables de la communauté médicale, qui ont un projet de reconversion de l'Hôtel-Dieu en "Hôpital universitaire de santé publique", dépourvu de lits, ont fait procéder depuis quelques mois à un déménagement progressif de plusieurs services de l'établissement.

Ils avaient décidé de fermer en dernier le service d'accueil des urgences le 4 novembre prochain. Mais la ministre de la Santé, Marisol Touraine, a décidé, le mois dernier, de repousser la date de fermeture à une date indéterminée, que l'on suppose postérieure aux élections municipales de mars 2014, ce conflit prenant un tour très politique.

La CGT et le Dr Kierzek ont interprété cette décision comme une prise en compte de leurs arguments pour conserver à l'Hôtel-Dieu une part d'hospitalisation classique.

Jeudi, la plus haute autorité médicale de l'AP-HP, le Pr Loïc Capron, président de la Commission médicale d'établissement (CME), a adressé par communiqué une mise en garde contre le risque sanitaire qu'il y aurait à ne pas fermer ces urgences rapidement, étant donné qu'il n'y a pratiquement plus de services d'aval (pour soigner les patients après leur passage aux urgences), à l'exception du service de médecine interne.

Les opposants à la fermeture estiment au contraire qu'en cette période de canicule, "la nécessité du maintien des urgences avec ses lits d'hospitalisation à l'Hôtel-Dieu, apparaît plus que jamais comme essentielle". AFP 02.08

[Haut de page ↗](#)

Le 5 août 2013

CAUSERIE

Mon épouse a annulé son voyage en Inde au dernier moment car elle n'est pas en état de voyager selon son nouveau médecin. Elle a subi plusieurs analyses les derniers jours et les résultats étaient mauvais apparemment, je n'en sais pas plus. Elle est hospitalisée à partir d'aujourd'hui à l'hôpital d'Aubagne. Au téléphone en pleurant elle m'a dit que les médecins lui mentaient et qu'elle voulait savoir la vérité, en me demandant de ne pas l'oublier même si elle devait partir, entendez par là mourir. Voilà une semaine qui commence très fort.

Demain je publierai d'autres documents économiques de 2010 à 2013.

Je vous ferais remarquer au passage que la théorie que j'ai développée, il est est d'ailleurs exagéré de parler de théorie, disons plutôt le complément que j'ai apporté à mon analyse de la situation ne servait qu'à légitimer ou justifier la stratégie que je défends depuis des années, sa conclusion n'avait pas changé, à savoir qu'il nous faut construire un parti sur le modèle du parti bolchevik et qu'il faut aider les masses à élever leur niveau de compréhension du fonctionnement de la société et du monde. En réalité, je n'ai fait qu'ajouter un facteur qui confirme les tâches que nous avons à accomplir dans la période actuelle.

On pourrait m'objecter que ce facteur contredit la théorie de l'effondrement du capitalisme de Marx. Or j'ai déjà précisé à plusieurs reprises que cet effondrement était déjà en train de se produire sous nos yeux (Irlande, Grèce, Portugal, Espagne, etc.), mais que jusqu'à présent il n'avait pas pris la forme qu'il avait emprunté lors des grandes crises du passé justement du fait de l'existence de ce facteur qui permettait d'en contrôler en grande partie le processus, le seul facteur demeurant inconnu ou incontrôlable demeurant le facteur social ou la réaction des masses qui comme chaque en sont les premières victimes, ce qui légitime le combat pour la révolution socialiste.

Hier j'ai lu plein d'articles économiques de 2010 à 2013, qui si les prédictions de leurs auteurs s'étaient réalisées nous serions déjà plongés dans une Troisième Guerre mondiale, je précise que ces auteurs étaient tous des économistes, des banquiers ou directeurs de grandes banques internationales, des experts en économie, des intellectuels de haut niveau. Vous vous souvenez sans doute que le journaliste économique Jovanovic nous prédisait la chute de l'économie mondiale chaque année

depuis 2008... qui n'est jamais venue telle qu'il l'entendait avec fermeture des bourses et de banques, etc. Bref, tout cela n'est pas très sérieux, cela me fait étrange de le dire alors que je ne suis ni un intellectuel ni un économiste. Cela dit, je n'ai pas besoin de la reconnaissance d'une institution ou d'un statut particulier pour réfléchir librement à la situation, modestement à mon niveau, on se passera aussi de l'autorisation de qui que ce soit n'en déplaise à certains.

RAPPORTS ENTRE MONDIALISATION ET MONDIALISME, suite.

Le 29 octobre 2010 un économiste ou ce qui y ressemble dénommé Onubre Einz publiait un article intitulé *La FED, les banques et la planche à billet aux USA : Réalité et fiction*. Dans son article il allait s'employer à nous démontrer "*l'irrationalité de l'expression planche à billet*" ou que la FED ne possédait pas plus de pouvoir sur la planche à billet des Etats-Unis que vous en avez sur votre propre banquier, bref que tout cela était de la "*fiction*".

Je dois vous avouer que je n'étais pas fier à la lecture des première lignes de son article, ni même à la fin, je me suis dit : voilà tu t'es planté en beauté, bravo, se vautrer de la sorte il faut le faire quand même ! J'étais dépité mais pas vraiment surpris car j'ai l'esprit ouvert au point de reconnaître immédiatement mon erreur et de me corriger, après tout il s'agit d'économie, je ne suis ni intellectuel ni économiste donc je devais admettre que je pouvais me tromper, et puis il y avait bien quelque chose d'extravagant dans cette histoire de planche à billet, j'avais été sceptique au départ à le croire, je m'étais tenu le même raisonnement que monsieur Coquema sans réfléchir plus que lui d'ailleurs, bref, n'étant pas du genre à me laisser abattre, je me suis dit que je ne pouvais pas en rester là et qu'une nouvelle lecture attentive s'imposait, car j'avais cru discerner malgré tout quelques failles dans la démonstration de cet économiste, en fait j'allais le relire trois fois de suite entre minuit et une heure du matin.

Je vous ferais remarquer au passage que j'ai procédé de la manière habituelle, qui a consisté à émettre une hypothèse ou une idée contraire à mon analyse pour en vérifier la validité ou l'infirmier si nécessaire, ce qu'aurait dû faire mon détracteur ce dont il a été incapable, sa démarche consistant uniquement à nier le point de départ de mon analyse et à me dénigrer, partant du principe qu'il détenait la vérité, et que cette vérité se plaçait au-dessus de toute analyse ou critique conformément à la méthode de ses dirigeants.

Maintenant nous allons voir que monsieur Einz avait emprunté la même démarche que mon adversaire, c'est-à-dire, que convaincu des "*illusions de la planche à billet*." avant même toute analyse sérieuse ou refusant d'admettre qu'une hypothèse opposée pourrait être validée, il allait s'employer à nous en convaincre. Pour y parvenir ou confirmer la conclusion qu'il avait arrêtée avant toute analyse, il allait lui falloir tordre la réalité, la nier ou négliger volontairement certains faits qui invalidaient sa démonstration. Quand on veut réfléchir à une question dans la vie, vaut mieux le faire sans a priori, et en politique sans s'en remettre systématiquement à des principes élevés au rang de dogmes gravés dans le marbre.

On pourrait résumer en quatre points la méthode qu'il allait employer pour nous démontrer que la FED n'avait en réalité pour ainsi dire aucun pouvoir, et pour ne pas vous faire languir plus longtemps ou vous faire attendre la fin de cet article pour en connaître le dénouement, disons qu'il allait s'appliquer à absoudre la FED de tout péché car c'est pour lui une religion en lui reconnaissant des qualités extraordinaires, je n'exagère rien et vous pourrez en juger par vous-mêmes en lisant son article, nous avons à faire à un admirateur sans borne de la FED. Vous comprendrez mieux ainsi sa démarche et son aveuglement.

Commençons par ce qui serait faux d'après lui, rappelons pour situer notre affaire qu'elle concerne la crise née des subprimes aux Etats-Unis en 2008 et le traitement que la FED lui a accordé :

- 1- Le privilège d'émission monétaire de la FED lui permettrait de créer de la monnaie sans contrepartie est une vue de l'esprit, une invention.
- 2- Il n'y a pas eu explosion de la création monétaire.
- 3- Il n'y a pas eu augmentation de la masse monétaire en circulation.
- 4- La FED ne crée pas de monnaie, sauf quand la valeur de l'actif d'une banque à laquelle elle accorde des liquidités dépasse son passif, et cette valeur excédentaire aurait été insignifiante, donc elle n'a créé aucune monnaie.
- 5- Et pour finir, il n'y a pas d'inflation aux Etats-Unis (ou ailleurs créée par l'activité de la FED).

Les passages en italique correspondent au texte de monsieur Einz.

- "*Elle (le FED -ndlr) injecte de la liquidité dans l'économie en achetant des titres de dettes des agences et/ou de l'Etat fédéral et peut comme tel créer de la monnaie.*"

Voilà l'origine de sa confusion en admettant qu'il ne soit pas de mauvaise foi, c'est l'inverse, la FED a créé de l'argent en échange des "*ressources des institutions bancaires*" qu'elle a vampirisées.

- "Pour que les banques créent de la monnaie il faudrait que la somme de leurs actifs soit supérieure à la somme de leur passif.

La réponse est positive si l'on examine la différence du passif et de l'actif des institutions de dépôts.

La différence entre l'actif et le passif des institutions de dépôts fait en effet apparaître une création monétaire cumulée variant entre 1600 et 2000 Md de \$ entre 2006 et le T-2 2010."

La différence est donc de 400 milliards de \$, mais il va s'employer à la diviser par 10 !

- "Ces institutions appelées institutions de dépôts ont fourni des ressources à la FED excédant les montants légaux des réserves qu'elles doivent avoir en compte auprès d'elle. Ces réserves excédentaires ont été le moyen de financement de la FED qui a ainsi pu gonfler son bilan."

Bref, les institutions de dépôts sont pour les plus importantes d'entre elles celles qui dirigent la FED, elles ont fournis des montants erronés et la FED en aurait profité sans s'en apercevoir, elle n'y serait pour rien ! On se demandera au passage s'il veut nous prouver que la FED ne fabrique pas de la fausse monnaie ou s'il ne cherche pas plutôt à la disculper, la fin de notre article sera intéressante à ce titre.

- "Le couple FED- institutions de dépôts n'a donc pas engagé les USA dans un déséquilibre actif-passif ou une création monétaire."

A l'aide d'une tautologie ou d'un sophisme il en déduit logiquement qu'il n'y a pas eu création monétaire, alors que les actifs ont dépassé les passifs après nous avoir expliqué que si un tel cas de figure se présentait il y aurait bien création monétaire ! Il n'est donc pas à une contradiction près.

Une différence de 2.500 milliards de \$ entre les actifs et les passifs, une bricole "ponctuelle".

Le premier graphique concernant l'actif total des institutions de dépôts et le passif total des institutions de dépôts montre une augmentation des actifs entre 2007 et 2010 d'environ 2.500 milliards de dollars, il en conclura par une "une augmentation ponctuelle des actifs totaux très nette en 2008" qui en réalité s'est poursuivie, dans la suite de son article il s'emploie à le nier.

Ensuite, il n'est pas à une approximation près non plus, il "paraît" que, il n'en est pas sûr, il n'en sert rien, mais il nous assène une vérité et on devrait le croire sur parole.

- "L'inscription des réserves excédentaires dans le total des actifs des institutions de dépôts paraît maîtrisée."

Qu'on se le dise. En réalité, elle sera fauduleuse ! Il minimise la "monétisation" par la FED au moyen d'un syllogisme : la monétarisation entraînerait de l'inflation, il n'y a pas eu monétarisation, donc il n'y a pas d'inflation. CQFD.

- "La décision de la FED de substituer des achats de bons du Trésor aux dettes et RMBS des GSE ne pose à ce titre aucun problème car le bilan de la FED ne sera pas changé : l'actif de la FED devra rester proche de son passif. Le financement de l'achat de bons du Trésor par monétisation n'implique donc nullement l'appel à une mystérieuse planche à billet. Cette monétisation, de surcroît limitée, ne pourra pas avoir en elle-même d'effet inflationniste que l'on prête habituellement à la planche à billet car les USA ne s'apprête pas à faire tourner une quelconque planche à billet."

4.000 milliards de \$ une broutille en face desquels la FED affiche un point d'interrogation, ce qui confirme qu'elle n'a de compte à rendre à personne. Le voilà qui extrapole et n'ayant pas de réponses aux questions qu'il se pose, il affecte un airdésabusé. Excellent.

- "Nous serions fortement désireux de déterminer ce que recouvre la rubrique Autre. Mais la FED ne communique pas sur les 4000 Md de \$ d'actifs des institutions de dépôts...Le quart des actifs des institutions de dépôts ne peut donc faire l'objet d'un commentaire. Il s'agit probablement de placements financiers spéculatifs et de crédits aux entreprises financières et non-financières. La FED s'est fait une particularité de ne pas identifier certaines classes d'actifs ou de patrimoine appartenant aux entreprises financières et non financières. Allez savoir pourquoi ?"

Ne faisons par le procès de la « monétisation » de l'économie, cela n'existe pas davantage que la planche à billet nous dit très sérieusement monsieur Einz, circulez il n'y a rien à voir! Sauf, car il doit sentir qu'il a été trop loin et que le lecteur va peut-être finir par douter de la crédibilité de son argumentation, du coup il émet benoitement un doute, je vous rassure, auquel il ne donnera pas suite évidemment.

- "Ou si la rubrique autre du passif des institutions de dépôts faisait apparaître une couverture dont la valeur est problématique. Mais il faudrait savoir ce qui se trouve exactement sous la rubrique autres."

Comme personne n'en saura rien, faisons comme si elle n'existait pas, après tout 4.000 milliards de \$ qu'est-ce que c'est, hein ? davantage que le budget total des Etats européens par exemple.

La FED sauve les banques, mais son rôle n'aura été que "ponctuel", "modeste", elle serait intervenue "très brièvement", pas de quoi casser une patte à un canard, pourquoi s'y attarder franchement?

- "Le passif interbancaire fait d'abord apparaître le rôle central des emprunts à la FED pour faire face aux difficultés des banques. (...) ... c'est la partie saine des institutions de dépôts et les banques étrangères qui sont venues au secours des banques ; la FED n'a joué que le rôle de médiateur ponctuel dans l'opération. Elle a donc bien agi comme une banque permettant un transfert de fond via la formation des réserves qui l'ont alimenté."

Le développement rapide des Interbank liabilities montre que le gonflement du passif des institutions de dépôts n'aura fait que très brièvement appel aux capacités de la Réserve fédérale."

Les ressources des banques tombent soudain du ciel, quel monde merveilleux !

- "Les ressources des banques ont ensuite fait appel à l'augmentation des dépôts stimulés par la crise soit que l'on assiste à la reformation d'une épargne des ménages, soit que les acteurs économiques financiers et non-financiers en augmentent le volume en réduisant leurs investissements ou leurs transactions."

Dans les RPS, les fonds fédéraux sont marginaux et ne confère qu'un rôle modeste à la FED."

Il ne cesse de minimiser le rôle de la FED, c'est à croire qu'elle n'existerait pas que le capitalisme américain pourrait s'en passer et s'en sortir tout aussi bien. Tenez, monsieur Coquema, il faudrait l'inventer, Tardieu est très fort dans ce domaine avez-vous dit, pas bol, il y en a qui y ont pensé avant moi. Je vous cite, ne le prenez pas mal, vous allez devenir célèbre !

En examinant le dernier tableau qu'il fournit sur le passif des institutions de dépôts, on remarquera que les banques ont bénéficié de 972 milliards de \$ de liquidités en 2008 (en jaune) pour assurer les transactions interbancaires et éviter une paralysie de l'économie ou son effondrement, qu'entre 2006 et 2010 les dépôts bancaires ont augmenté de 1.500 milliards de \$, que les fonds hypothécaires ont bénéficié entre 2006 et 2010 de 1.000 milliards de \$, et pour compléter le tableau, la ligne "others", autres crédit bancaires d'origine indéterminé a augmenté de 1.100 milliards de \$ durant la même période, le tout pour ainsi dire par enchantement.

D'ailleurs, c'est avec désinvolture que l'auteur de cet article traite ces 4 ou 5.000 milliards de \$, admirez la formule qu'"il n'est pas nécessaire de pousser plus avant le commentaire de ce tableau après avoir minimisé le rôle de la FED."

Ce sont les économies des pays émergents et des pays qui financent la dette américaine ou dont les banques centrales possèdent un stock important de dollars qui font l'objet d'une forte inflation, ils sont même obligés d'acheter du dollar pour empêcher que leur monnaie soit réévaluée, mais cela il n'en parlera pas.

- "Si les USA faisaient tourner la planche à billet, leur économie devrait connaître un niveau d'inflation sensible depuis le début de la crise. Or il n'en est rien. "

Les Etats-Unis sont le seul pays au monde où les prix à la consommation n'augmentent pas, d'ailleurs c'est bien simple, il n'y a même pas de pauvres dans ce pays !

- "Les effets inflationnistes de telles progressions (actifs bancaires - ndlr) sont quasiment nuls, cette nullité est d'autant plus forte qu'une large partie de ces crédits n'ont pas d'impact direct sur le coût de la vie."

Il nous confie un tour de passe-passe dont il ne tiendra pas compte non plus, "la valeur des actifs immobiliers n'y est pas comptabilisée".

- "Les crédits à l'économie sont marqués par la baisse des crédits hypothécaires que vient compenser la montée des crédits à la consommation aux T-1 et T-2 2010. L'effet inflationniste de ces deux crédits est nul sur l'inflation car la valeur des actifs immobiliers n'y est pas comptabilisée."

Et d'en déduire tranquillement.

- *"Le crédit distribué par les institutions de dépôts n'est pas inflationniste."*

- *"La politique de la FED n'a donc pas été inflationniste."*

Cela ressemble à la méthode Coué !

L'inflation a une origine bien connue qu'il faut combattre, là on commence à voir le bout du nez des intentions idéologiques qui animaient cet économiste.

- *"La seule inflation qui peut être faite est en dernière analyse causée par des dépenses publiques impactant fortement le pouvoir d'achat des ménages ou les investissements des administrations publiques. Les USA ne se sont pas placés jusqu'alors dans ce type de configuration. Ils pourraient être tentés de le faire en laissant filer l'inflation pour éviter la déflation des prix. Le déséquilibre des comptes de la FED ou des institutions de dépôts serait la traduction de ce revirement."*

Dès lors sa conclusion ne vous étonnera pas, je vous l'avais fournie au début de l'article.

- *"L'expression planche à billet, couramment utilisée pour désigner les achats de la réserve fédérale se révèle être une fausse expression. Les institutions de dépôts ont bien fourni des réserves à la banque fédérale mais sans faire de création monétaire. L'expression création monétaire est donc une expression fautive d'un strict point de vue comptable. La FED et les banques n'ont pas fait de création monétaire pour assurer les opérations extraordinaires de la FED depuis 2008."*

Du point de vue de l'actif des banques, la crise a fait jouer un rôle important aux emprunts de la FED en 2008, mais depuis lors la stabilisation du bilan de la FED et la ventilation du total de ces actifs a évité une explosion du crédit et des investissements des institutions de dépôts. Loin d'être un facteur d'explosion du crédit, les besoins de la FED ont été remarquablement bien couverts par les aménagements des actifs entre investissements et crédit à l'économie. La crise générale du crédit a permis une absorption douce des besoins de la FED dès 2009."

Remarquable langue de bois, n'est-ce pas, en fait l'économie américaine au bord du gouffre s'est sauvée elle-même grâce à un miracle, la FED y a contribué, mais si peu, si modestement que cela ne figurera dans aucun manuel scolaire ou d'économie. Et pour cause.

En réalité, la FED fait tourner la planche à billet à partir de rien, elle les fournit au Trésor qui va les transformer en obligations moyennant intérêts, le Trésor se charge de trouver des acquéreurs aux Etats-Unis et sur le marché mondial en échange de sa garantie, auxquels il paiera des intérêts et le tour est joué. C'est la dette américaine qui est à l'origine de la création monétaire et des intérêts que l'Etat verse aux banquiers, eux, ils ont juste eu à payer le papier et l'encre ! Quant au marché, la FED lui fournit des liquidités selon le même mécanisme à ceci près que des titres ou actifs remplacent les bons du Trésor. Et pour que le compte soit bon, les banquiers de la FED alimentent les propres banques qu'ils contrôlent et la boucle est bouclée.

J'ai gardé le meilleur pour la fin, la cerise sur le gâteau qui montre que l'article de monsieur Einz n'était qu'une pure construction destinée à nous induire en erreur et à camoufler le fonctionnement réel de la FED.

Pour conclure, il termine en nous dévoilant son penchant pour l'idéologie néolibérale qui transpirait tout au long de sa démonstration.

- *"Au-delà le choix d'une forte inflation supposerait la fin du modèle de croissance financiarisée que les années Reagan ont mis en place. La dépression finirait par tout emporter, y compris la prudence financière des USA dont témoigne ce post."*

Autrement dit la FED, et tous les présidents américains depuis Reagan ont fait du bon boulot, continuez !

- *"Le risque réside toujours dans le financement de la dette souveraine par le marché et accessoirement par la FED. Un financement inflationniste supposerait d'une part de la création monétaire dans les conditions que nous avons précisées et d'autre part une fuite en avant dans le déficit public répondant aux exigences d'un redressement économique d'une économie en dépression. Faute de disposer des capacités financières nationales et du soutien mondial, cette forme de sortie de crise est peu probable."*

La Chine et le Japon sont les principaux acquéreurs des bons du Trésor américain à hauteur d'environ 4.000 milliards de \$, ils ont commencé à s'en délester au profit de la Grande-Bretagne qui a pris le relais, quand aux 13.000 milliards de \$ restant c'est en grande partie la FED qui les possède, donc la FED n'en possède pas "accessoirement", qu'ils soient dissimulés dans différentes institutions financières ou banques monsieur Einz n'ira pas fouiller jusque là, il voulait juste nous prouver que la FED ne crée pas de monnaie, ne contrôle pas la masse monétaire en circulation, d'ailleurs elle n'a jamais augmenté, c'est plutôt raté. Osons affirmer au regard de la vidéo qui suit, qu'on ne peut pas avoir aucune confiance dans les comptes de la FED.

Le lien vers l'article de monsieur Onubre Einz :

- Le FED, les banques et la planche à billet aux USA : Réalité et fiction (criseusa.blog.lemonde.fr)(29.10.10)

Comme quoi le camouflage fonctionne bien, un internaute avait écrit le commentaire suivant, extrait :

- *"Merci pour cette mise au point. Je fais partie de ceux qui ignoraient la réalité et pensaient que la Fed avait opté pour une inflation « masquée » afin d'éviter l'implosion du système économique américain."*

Un autre s'était montré plutôt perplexe face à cette démonstration à l'emporte-pièce :

- *"Il semblerait que vous ne teniez aucun compte des données financières réelles."*

C'est un euphémisme !

Un troisième se voulait plus catégorique encore :

- *"Le point de départ de votre raisonnement est pour le moins contestable: vous réduisez la création monétaire aux pièces et billets en circulation, soit à l'agrégat M1. Ce que je peux comprendre, puisque M3, un instrument autrement plus précis, n'est plus publié par la Fed vu son extraordinaire expansion ces dernières années. En réalité, les risques inflationnistes sont calculés à partir de l'évolution de M3."*

On va tous les mettre d'accord on regardant la vidéo suivante, comme dirait l'autre il n'y a pas photo.

9000 milliards de dollars volatilisés à la FED - Mise en ligne le 12 août 2009

https://www.youtube.com/watch?feature=player_embedded&v=Tpyot9UCCj8

Lors d'une commission du Congrès ou de la Chambre des Représentants, l'Inspecteur général de la FED dit qu'elle ne sait pas à qui a été distribué cet argent de poche et combien exactement, cette somme gigantesque figurait "*hors bilan*" selon un rapport de Bloomberg, elle dit "*nous n'avons pas de juridiction pour faire sortir et vérifier les activités bancaires de la FED*", le président de la commission lui pose à nouveau la question, elle répond qu'elle n'est pas en mesure de dire où sont passés ces 9.000 milliards de \$, elle n'en sait fichtre rien, c'est extraordinaire, à voir absolument, elle est très courte.

Et monsieur Einz de nous assener ses certitudes qui n'engagent que lui, extravagantes ou ne correspondant manifestement pas à la réalité. Et voyez-vous monsieur Coquema, je n'ai pas divagué, je n'ai rien inventé. En fait j'aurais pu me contenter de cette vidéo mais j'aime bien réfléchir par moi-même, je sais que c'est un vilain défaut, je ne me contente pas du catéchisme selon saint Lambert ou Gluckstein qui nous ont menés là où nous en sommes, si vous me permettez de dire ce que je pense.

Du coup, je ne sais pas si cela vaut le coup de perdre mon temps à répondre à vos courriels.

[Haut de page ↗](#)

Le 6 août 2013

CAUSERIE

J'ajouterai une quinzaine d'articles ce soir, plus un petit dossier sur le Moyen-Orient avec des articles du 27 juillet au 5 août.

Après correction des nombreuses fautes, j'ai mis en ligne au format pdf les 8 articles des derniers jours intitulés *Une nouvelle stratégie de la lutte de classe liée à une nouvelle analyse du capitalisme*.

Nous poursuivons ce matin.

Avant j'ai une question à vous poser :

En 2008, les conditions étaient réunies pour que l'économie américaine s'effondre et entraîne dans sa chute l'économie mondiale, nous sommes bien d'accord n'est-ce pas ? je parle au regard des autres crises semblables dans le passé, celle-ci

était encore plus gigantesque en réalité.

Vous avez pu constater comme moi que finalement il n'en a rien été, les bourses et les banques n'ont pas fermé, etc. Ils ont donc trouver le moyen de juguler cette crise avant qu'elle ne se répande comme une traînée de poudre et emporte tout sur son passage, nous sommes toujours d'accord n'est-ce pas ?

Ma question est la suivante : Doit-on en tirer des leçons, en tenir compte au niveau de notre stratégie ? Vous avouerez que ce n'est quand même pas un crime de se poser cette question élémentaire, non ? Doit-on faire comme si finalement il ne s'était rien passé, minimiser cette crise, il y en a qui reculent devant rien pour avoir toujours raison, doit-on ignorer le rôle de la FED, notamment, etc. ? Peut-on tenir le même discours, la même ligne politique et la même stratégie avant et après ? Si non, on aura compris pourquoi, si oui, pourquoi, que nos dirigeants s'expliquent, ce serait la moindre des choses, non ?

RAPPORTS ENTRE MONDIALISATION ET MONDIALISME, suite 9.

Un florilège des courriels de monsieur Coquema des derniers jours.

Notez bien les dates, je les fais figurer quand c'est nécessaire pour que le lecteur puisse suivre l'enchaînement de faits.

En comparant la manière dont il m'a traité le 2 août et ma réponse du lendemain dans le site et non par courriel, vous constaterez que j'ai encore fait preuve de mesure et d'indulgence envers ce type qui me harcèle depuis des années il faut le rappeler, il n'en était pas à son premier coup d'essai.

2 août 14h33

- "*Tardieu, ou la planche à conneries illimitée!*"

- "*Débilité quand tu nous tiens!*"

- "*La hargne antitrotskyte malgré les grandes proclamations pour avancer masqué!*"

Il m'a traité de con illimité, de débile, d'antitrotskyte et pour finir de manipulateur. Et il voudrait que j'ouvre un forum !

Le lendemain, le 3 août, dans ma causerie j'ai écrit : "*Depuis avant-hier, la vermine qui me poursuit de ses courriels vénimeux m'en a encore envoyé trois autres*".

Le jour même à 14h13 il me répond dans un courriel :

- "*L'impuissance mène à l'insulte, c'est bien connu ("vermine", rien que ça!) Mais tu as l'excuse de l'isolement, propice au délire!*"

Vous préférez peut-être le terme de parasite !

Son entreprise depuis des années consiste à tenter de saper mon moral et à me faire taire, car mes analyses l'indisposent, ils ne les supportent pas manifestement. Il avait cru réussir cette fois, pas de bol, c'était une fausse bonne surprise que j'avais concocté pour qu'il nous montre de quoi il était capable et on a été servi.

Le lendemain, ayant rétabli le site tel qu'il était la veille, il est dépité et veut nous faire croire qu'il l'apprécie, il fallait oser, il l'a fait. Jugez vous-mêmes.

2 août 14h33

- "*Il a encore besoin qu'on lui coupe le sifflet ! je crois qu'il est sur la bonne voie!*"

- "*Il savourait son triomphe, enfin Tardieu va fermer sa grande gueule, ouf j'en suis venu à bout !*"

3 août 14h13

- "*Pour moi aussi, qui ne parle qu'en mon nom propre (je le précise, car les militants n'ont sans doute pas de temps à perdre), c'était un piège afin que tu continues à nous fournir en informations diverses et variées....quel gain de temps, je t'en prie, ne t'arrête pas!*"

Quel pauvre type, vous n'avez décidément aucune dignité ! Il se permet de me tutoyer, alors que je le vouvoie, mais cela n'a pas d'importance.

Je me demande à quoi peuvent bien lui servir les informations qui figurent dans mon site puisque il vient de nous démontrer qu'il était incapable d'évoluer, mais bon, il est bien connu qu'on ne se refait pas.

La NSA ou une autre agence de renseignement a pénétré le serveur (OVH) qui abrite le site, donc désormais ils possèdent votre nom, prénom, adresse, numéro de téléphone, etc. ils savent tout sur vous monsieur Coquema, nous non à part votre nom et franchement c'est suffisant.

- *"Tardieu se comporte d'autre part en véritable délateur, n'hésitant pas à donner sur son site (public) les noms propres (Coquema et non pas Coquéma!), on voit la mentalité de quelqu'un qui n'est même pas capable de mener une discussion en face par face (par exemple sur un forum)"*

Poursuivons avant de répondre.

- *"Tardieu, tout comme les capitalistes, méprise le peuple, les fonctionnaires embourgeoisés, la défense des acquis, les syndicats, les trotskystes, la Quatrième Internationale (présente dans 50 pays)"*

Depuis août 2008 j'ai fourni aux lecteurs dans mes causeries tellement d'informations sur moi-même qu'ils en connaissent autant sur moi que moi-même, donc vous pourrez raconter ce que vous voulez sur moi, personne ne vous croira, vous vous êtes vous-même totalement discrédité, personne ne vous accordera le moindre crédit.

Quant au forum, c'est de la merde et il faut avoir du temps à perdre pour le gérer, je ne participe à aucun forum, ma page Facebook que je n'ai pas réussi à effacer est vide et je n'ai pas de compte Twitter ou autres "réseaux sociaux". Au fait, vous devriez conseiller au POI d'en créer un...

Il y en a un qui un jour a multiplié les pains, un autre les divisent, à chacun sa croix !

3.000 visites (environ) en mai 2012.

10.367 visites en mai 2013. 20.381 téléchargements.

14.100 visites en juin 2013. 27.440 téléchargements.

11.800 visites en juillet 2013. 25.355 téléchargements.

- *"Un cauchemar !!! Avec 7 adeptes en 5 ans! Il est beau le nouveau Marx!"*

Vous devez confondre avec vos dirigeants qui se prennent pour ses héritiers... N'oubliez pas feu-Lambert.

Passons. Je ne répondrai plus à ces courriels, depuis quelque temps déjà ils apparaissent dans les spams et je les balançais sans les ouvrir, on va reprendre cette bonne habitude, comme m'a dit un jour Eyschen, tu ne feras pas boire un âne qui n'a pas soif, monsieur Coquema n'aura pas de mal à imaginer de qui il parlait la réponse figure plus haut.

Le donneur de leçon ou la crécelle.

- *"Quand Tardieu aura compris que l'idéologie dominante est celle de la classe dominante, que seule une minorité construisant le parti révolutionnaire peut s'en émanciper (et pas totalement!) pour préparer, grâce au parti révolutionnaire (quelques milliers de bolcheviks seulement en février 17) la fusion entre le programme révolutionnaire et l'irruption de la classe ouvrière dans un processus révolutionnaire."*

Après l'écrasement sanglant de la révolution de juin 1848, Marx et Engels en avaient conclu que le coup de force blanquiste appartenait au passé et qu'il fallait changer de stratégie et doter le prolétariat d'une solide organisation, un parti et une Internationale ouvrière.

La révolution russe de 1917 prouva que la méthode était la bonne. Puis vint le stalinisme, l'antithèse du socialisme mais qui se drappa du bolchevisme ou léninisme pour conquérir et conserver le pouvoir. Plus tard les Chinois et les Cubains allaient les imiter, les staliniens.

Trotsky est disparu avant de nous livrer le fond de sa réflexion après avoir affirmé à plusieurs reprises face à la faiblesse politique du prolétariat qui allait être une des causes des défaites de toutes les révolutions en Europe et du pourrissement du mouvement ouvrier internationale par le stalinisme les deux étant liés, qu'il serait beaucoup plus difficile pour le prolétariat dans

l'avenir de vaincre, car il ne concevait pas le combat politique autrement que dans la perspective de la prise du pouvoir, objectif totalement abandonné par tous les partis depuis, et que pour y parvenir il faudrait impérativement élever la conscience des masses à un niveau supérieur à celle du prolétariat russe en 1917.

Quelque part, et c'est l'interprétation personnelle que je fais de cette réflexion de Trotsky, cela revenait à dire que la méthode ou la stratégie adoptée en 1917 devait être modifiée si nous voulions avancer vers notre objectif, ce que le développement des moyens de communication ou des médias n'a fait selon moi que confirmer, mais pas seulement, les modifications intervenues dans le mode de vie des travailleurs qui disposent de temps libre pour se distraire plus que pour se cultiver dans bien des cas, l'amélioration de leurs conditions d'existence qui allaient leur faire supporter un peu mieux le capitalisme et tendre à leur faire abandonner la perspective du socialisme, bref, plusieurs puissants facteurs allaient intervenir pour détourner les masses du combat pour le socialisme ou changer la société, et c'est effectivement ce qui s'est passé, certains pourront le nier, peu importe.

Du coup, le jour venu où le capital connaîtrait une nouvelle crise ou déciderait de siffler la fin de la récréation, personne ne comprendrait ce qui se passerait, voyez les Grecs qui ont tout perdu ou presque en un rien de temps, ils ont été incapables de s'organiser et de passer à l'offensive parce qu'ils n'y étaient pas préparés, ils ont tenté de résister, mais leur niveau de conscience politique était trop bas, tellement bas qu'ils n'ont pas réussi à se hisser au niveau des tâches politiques correspondantes à la situation. Après on peut nous raconter ce qu'on veut, ce sont les faits.

On va peut-être nous rétorquer que c'était inévitable que le cours de la situation emprunte cette direction, certes, à condition de ne pas la confondre avec l'interprétation qu'en feraient les masses et qui aurait pu être totalement différente si elles avaient eu un niveau de conscience plus élevé, on peut même avancer sans prendre un grand risque de se tromper, que le gouvernement n'aurait jamais pu poursuivre ses manipulations avec Goldman Sachs conduisant à l'effondrement de l'Etat grec si les masses avaient été en mesure de comprendre ce qui était en train de se produire, mais si maintenant on veut nous faire croire que du jour au lendemain on peut élever son niveau de compréhension à celui d'un militant conscient en partant de zéro ou presque, je m'incline.

Personnellement j'ai eu besoin de plusieurs années de travail acharné pour parvenir à mon niveau actuel, et voyez-vous je ne suis pas du tout persuadé que beaucoup de militants comprennent grand chose à la situation, je ne parle même pas de l'économie mondiale ou de la finance en particulier.

On peut se gargariser de formules apprises par coeur qui datent d'une époque déjà lointaine et qu'on répète sans cesse pour se convaincre qu'on a bien compris la situation ou qu'on a raison, d'ailleurs on se demandera ce qui l'emporte chez mes adversaires, réfléchir pour comprendre la situation ou trouver uniquement matière à justifier leur politique.

Je réaffirme la nécessité de construire un parti sur la base du léninisme, mais à côté il faudrait développer une structure qui permette d'accueillir des travailleurs qui ne sont pas prêts à assimiler le programme de la révolution socialiste, qui présentent des désaccords avec nous, qui ne veulent pas particulièrement rejoindre un parti ou se sentir liés à un parti, resterait à déterminer sur quelle base politique cette organisation ou association pourrait fonctionner en relation avec le parti tout en étant autonome, de manière à attirer des centaines de milliers de travailleurs et jeunes, véritable creuset pour construire pas à pas le parti, base politique qui incluerait la liquidation du capitalisme, on ne pourrait exiger moins, elle figure dans les statuts de plusieurs syndicats (à titre purement théorique évidemment), et sur le plan politique faire preuve de souplesse et s'en tenir à l'objectif qu'il faudrait un gouvernement et des institutions qui prendraient réellement en compte les droits et les besoins sociaux des travailleurs, leurs aspirations, puisqu'ils sont la majorité de la population. En procédant de la sorte on éviterait de les braquer sur les institutions de la Ve République, que de son côté le parti combattrait au quotidien dans la perspective de leur liquidation, on permettrait ainsi que la discussion demeure ouverte sur la participation ou non à ces institutions tout en les combattant, sachant que les travailleurs et les militants d'horizons divers ont des niveaux politiques différents ou n'interprètent pas les institutions de la même manière.

J'aurais tendance à dire que l'essentiel du fonctionnement de cette organisation ou de cette association qu'on pourrait appeler quelque chose comme l'Association des sympathisants ou des amis du parti X ne serait pas tant dans son orientation politique ou les initiatives qu'elle serait amenée à prendre, que dans le programme de formation qui serait dispensée à ses membres selon le principe du volontariat, et les documents qui seraient produits et qui leur seraient destinés pour élever leur niveau de compréhension de la société. Limiter les contraintes ou ce qui peut passer pour une contrainte en rejoignant cette association pour libérer l'imagination des travailleurs et jeunes qui en feraient partie tout en les guidant ou en leur fournissant des points de repères pour qu'ils ne s'égarer pas, faire en sorte que chacun y participe à son niveau et échange ses expériences avec les autres membres de l'association, de manière à créer une dynamique qui donne à chacun envie de se rendre utile et d'aller de l'avant, quelque part il nous faudrait copier ce qui se fait dans le monde associatif, en prendre le meilleur et rejeter le reste.

Développer la fraternité entre travailleurs et militants d'horizons divers qui ont en commun certaines valeurs ou règles, convictions, idées, certains principes, un profond respect de toutes les victimes du capitalisme mais aussi un attachement à l'Etat de droit, à la justice, ce qui ne veut évidemment pas dire soutenir l'Etat et la justice tels qu'ils existent bien que ce puisse être nécessaire contre ceux qui les bafouent mais à condition de s'attaquer à ceux qui sont responsables de cette situation-là.

On a besoin d'un parti qui soit un véritable bastion de la révolution socialiste, une véritable forteresse dans laquelle l'idéologie de la classe dominante n'ait aucune chance de s'implanter solidement, qu'elle puisse s'y infiltrer c'est inévitable puisqu'on recrute

des travailleurs qui ont différent niveau de conscience politique, un parti composé des éléments les plus conscients, les plus avancés, les plus combatifs de toutes les couches du prolétariat et de la petite-bourgeoisie et même au-delà, qui adhère au programme de la révolution socialiste, aux statuts du parti, qui s'engagent librement à élever leur niveau de conscience politique car c'est le travail de toute une vie et le parti ne peut pas se permettre de comporter dans ses rangs des militants qui ne donneraient pas pour objectif de progresser, c'est à eux de montrer l'exemple aux travailleurs et aux autres militants.

On ne devient pas ou on ne forge pas un militant conscient en quelques jours, un haut niveau de conscience politique n'est pas inné, cela ne s'improvise pas, cela nécessite des efforts, de s'imposer une certaine discipline et de s'y tenir. L'objectif est de garder les militants qu'on a conquis au parti ou qui l'on rejoint d'eux-mêmes, d'en finir avec le parti passoire qui gagne des milliers de militants pour en perdre autant quelque temps plus tard, et si Trotsky estimait qu'il faudrait élever considérablement le niveau politique des masses pour espérer un jour prendre le pouvoir, il est évident que cette élévation de la conscience des travailleurs devait se traduire en terme de construction du parti, sinon à quoi bon ou alors il faudrait réviser ou abandonner le léninisme et revoir la place déterminante du parti dans la révolution et la prise du pouvoir, tel n'est pas notre propos.

C'est la combinaison du parti et de l'association de ses sympathisants qui répond le mieux à la situation et aux tâches que nous avons à accomplir, qui à un moment donné s'ils étaient suffisamment développés pourraient entraîner dans leur sillage des millions de travailleurs et préparer les conditions nécessaires au renversement du régime en place, c'est cette stratégie que je défends. J'ai bien conscience que cette stratégie ne correspond à aucune autre jusqu'à présent, à ma connaissance, et qu'elle va faire l'objet d'une polémique acharnée, à peine voie-t-elle le jour qu'elle fait de l'ombre à celle des autres partis.

Quand on y regarde de plus près, cette stratégie est basée sur les enseignements de la révolution russe de 1917, monsieur Coquema et d'autres ne cessent de répéter que nous serions toujours dans l'époque des guerres et des révolutions, nous leur répondons, comme lors de la révolution russe de 1917, donc nous demeurons fidèles au léninisme, ce qui n'est pas le cas des autres partis qui ont abandonné la construction d'un parti de type bolchevik ou communiste ou encore sur la base des principes retenus par Lénine, LO en est une caricature ou une secte, et nous n'avons fait qu'ajouter un seul facteur à notre stratégie, la nécessité d'aider les masses à élever leur niveau de conscience en les organisant dans une association pérenne.

On pourrait ajouter à propos de cette association qu'on ne peut pas se contenter de décrire comment fonctionne la société, la nature de l'idéologie dominante, quels en sont les relais et comment ils sont reliés à la classe dominante, aux partis et aux institutions, etc. il faut que que cette compréhension s'ancre profondément dans le cerveau des travailleurs de façon à saper les bases du régime sur le plan idéologique mais aussi psychologique, parce que les représentants de la classe dominante se jouent des émotions des travailleurs pour mieux les manipuler. Il n'y a pas d'un côté des mesures économiques, de l'autre des mesures politiques, et d'un autre côté encore un vaste conditionnement psychologique des masses, les trois aspects sont reliés entre eux, liés au même objectif, leur politique est savamment orchestrée de façon à berner les travailleurs ou faire en sorte qu'ils n'y comprennent rien ou encore les décourager d'y comprendre quelque chose, c'est la raison pour laquelle il faut accompagner la réflexion critique que les travailleurs peuvent se faire de la société, la traduire en terme conscient tout en leur offrant un cadre organisé où ils peuvent constater qu'ils ne sont pas les seuls à penser ainsi et en parler entre eux, d'une certaine manière Internet en est l'antithèse, vous, anonymes qui me lisez vous en êtes le meilleur témoignage qui soit, c'est aussi un moyen de rompre avec leur isolement, de les aider à prendre conscience qu'ils appartiennent à une classe sociale distincte, conscience à développer, tranquillement mais sûrement, en fait il n'y a que les social-libéraux, les staliniens et les représentants du parti officiel de l'ordre et les religieux qui l'ont compris dans un objectif diamétralement opposé au notre, nous, nous en sommes encore à nous demander si une telle association aurait une utilité. Je n'ai fait ici que dégrossir ce sujet, il faudrait le développer.

[Le saviez-vous ?](#)

Qui avait pris la tête de la campagne en faveur du mariage gay aux Etats-Unis ?

Réponse : le PDG de Goldman Sachs, Lloyd Blankfein (lemonde.fr 05.08)

- Sur le plan politique, Goldman vire à gauche toute. Blankfein, père de famille hétérosexuel, prend la tête de la campagne en faveur du mariage gay. lemonde.fr 05.08

Ceux qui ont soutenu le mariage homosexuel sont-ils aussi "à gauche" que le PDG de Goldman Sachs, Lloyd Blankfein ?

Avouez que c'est une question qu'on est en droit de se poser. Tenez monsieur Coquema, une remarque qui va vous plaire, seuls les eunuques du POI n'ont pas pris position sur cette question qui a quand même fait l'actualité pendant 6 mois, les faits que voulez-vous, les faits.

Lloyd Blankfein, l'insubmersible PDG de Goldman Sachs - lemonde.fr

(http://www.lemonde.fr/economie/article/2013/08/05/goldman-sachs-fabrice-tourre-condamne-lloyd-blankfein-insubmersible_3457449_3234.html#xtor=AL-32280515)

Le succès d'anciens de la maison - Mario Draghi à la Banque centrale européenne, Mark Carney à la Banque du Canada, Mario Monti à la présidence du gouvernement italien - fait oublier le rôle clé de l'établissement dans le scandale du trucage des comptes grecs.

Mieux encore, Goldman a échappé à la vague de scandales qui ont récemment déferlé sur l'industrie bancaire. Du Libor (Barclays) à la "baleine de Londres" (JP Morgan) en passant par les agissements d'un trader fou (UBS), la coupe est pleine. lemonde.fr 05.08

ACTUALITE EN TITRES

Mais il y a un "**bémol**".

- Zone euro: retour confirmé à la croissance de l'activité privée - AFP

Reste un bémol: "*le marché du travail demeure la principale faiblesse de la zone euro, la hausse du chômage constituant un frein à la croissance et attisant les tensions politiques et sociales*", souligne M. Dobson. AFP

On vous l'avait bien dit que c'était utile à votre sérieux ma bonne dame !

- Fermeture d'ambassades : "*Le programme de la NSA prouve sa valeur*" - LeMonde.fr

- États-Unis - Menaces d'attentats : la NSA redore son blason - LePoint.fr

Les merdias ne craignent pas le ridicule. Il faudrait les boycotter, c'est possible, vous avez pu constater qu'à partir de quelques portails indépendants, on obtient toutes les informations qu'ils traitent, on peut désormais vraiment s'en passer.

Ils sont aussi nombreux que cela aux FN ?

- Le FN réclame la création de 40.000 places de prison - AFP

Pardi, les rentiers de la finance !

- Retraites: qui financera la pénibilité du travail? - L'Expansion.com

Taxomanie.

- +12,7% pour la taxe Chirac sur les billets d'avion : y a-t-il encore des prélèvements que le gouvernement n'a pas augmentés ?
- Atlantico.fr

Pardi !

- Le seul espoir pour l'Occident de rester puissant est-il... de créer l'Euramerique ? - Atlantico.fr

Le droit et la justice bafoués.

- Les représentants des services publics de plus en plus agressés - Liberation.fr

- Pompiers molestés à Toulouse: l'enquête s'annonce difficile - AFP

En Inde les policiers, les avocats et les juges sont corrompus. Un jour que je discutais avec un avocat, il me dit que j'avais le choix entre un bon et un mauvais avocat, en ajoutant sans attendre ma réponse que le bon n'était pas celui auquel je pensais. Pourquoi ? Parce que le bon c'est celui qui est corrompu, qui a corrompu le juge pour qu'il fasse pencher la balance de mon côté. Et si mon adversaire fait de même, il verra sa peine réduite et je serais partiellement satisfait. S'il verse au juge une somme beaucoup plus importante que moi, j'ai toute les chances d'être débouté de ma plainte ou de ne jamais obtenir réparation ou au mieux à la marge.

Pareil auprès de policiers, si vous ne les soudoyez pas, de victime vous pouvez vous transformer en coupable, cela m'est

arrivé plusieurs fois face à des voyous.

En Inde l'Etat de droit n'existe que sur le papier tout comme la justice, les agresseurs ne craignent rien la plupart du temps, la plupart des gens ne portent même pas plainte puisque cela ne sert à rien, ou alors c'est le début des emmerdes... pour vous !

Laissez faire en France, c'est en arrivé à la même situation que dans un pays comme l'Inde, c'est la raison pour laquelle je suis particulièrement sensible à cette question du respect du droit et de la justice.

Au téléphone il y a quelques jours mon épouse m'a raconté qu'elle avait été agressée à Aubagne dans la rue, quelqu'un a essayé de lui arracher la cordelette qu'elle avait autour du cou qui était de la même couleur qu'une chaîne en or, au bout se trouve un petit pendentif que le mari offre à son épouse le jour du mariage, l'équivalent de la bague de mariage si vous voulez, on appelle cela un tali. Elle s'est mise à hurler et son agresseur a pris la fuite, ensuite elle est allée porter plainte. Elle ne m'en avait pas parlé pour ne pas m'inquiéter, elle me racontera son histoire plus tard quand elle sera en mesure de voyager, d'ici un mois si tout va bien.

Attaquer des pompiers, c'est intolérable, 7 millions de chômeurs, c'est intolérable, les 500 plus riches en France se mettent 300 milliards d'euros dans la poche en 2012, c'est intolérable...

ACTUALITÉ DU JOUR

Etaler les coups pour que les masses les supportent mieux.

- FMI : le gouvernement doit "*réduire les dépenses plutôt que d'augmenter les impôts*" - Atlantico.fr

Le FMI salue les réformes amorcées par le gouvernement pour améliorer la compétitivité de l'économie française. Mais là, il insiste sur la nécessité d'en accélérer le rythme.

Selon le Fonds, l'écart par rapport au programme de stabilité pourrait être "*rattrapé par le maintien d'un rythme régulier d'ajustement structurel sur une période plus longue*".

Surtout, il juge que, avec un niveau de fiscalité record, le gouvernement français ne peut se permettre d'entretenir de doute sur l'évolution des impôts et doit se fixer des objectifs plus explicites en matière d'évolution des dépenses.

Pour ne pas compromettre une éventuelle reprise, qualifiée d'"*incertaine*", le FMI suggère au gouvernement de renoncer à de nouvelles hausses d'impôts et de se contenter de limiter ses dépenses. Ce dernier point représente à lui seul deux tiers de l'effort de 20 milliards d'euros, prévu par le gouvernement. Francetv info et Reuters 05.08

Pas de répit, les sionistes-francs-maçons repartent à l'attaque du voile !

- Un rapport officiel préconise l'interdiction du voile à l'université - LeFigaro.fr

- «*On assiste à une montée des revendications religieuses*» - LeFigaro.fr

- Interdiction du voile: les universités n'ont jamais eu besoin d'une loi - L'Express.fr

Jean-Pierre Obin, Igen, auteur en juin 2004 d'un rapport sur "*Les signes et manifestations d'appartenance religieuse dans les établissements scolaires*". "A l'époque, se souvient-il, le débat médiatique ne s'était pas porté sur les universités". "*Les universitaires sont en effet très jaloux de cette autonomie, et très prudents sur les questions de laïcité. Le fait que des jeunes femmes voilées assistent à leurs cours ne les a jamais gênés. A la Sorbonne par exemple, qui dispose d'un département d'études islamiques, il était courant de croiser des jeunes femmes voilées dans les couloirs*".

Comment dès lors expliquer que le sujet fasse, dix ans après la loi de 2004, l'objet d'un avis alarmant du HCI? Une partie de la réponse tient à la personnalité d'Alain Seyksig, son auteur, président de la commission laïcité du HCI. Cet inspecteur général, franc maçon, est un ardent défenseur d'une conception très stricte de la laïcité. Inspecteur de l'Education nationale à Pantin (Seine-Saint-Denis), il s'était opposé à l'encadrement de sorties scolaires par des mamans voilées, un sujet qui fait régulièrement débat dans l'Education nationale. L'Express.fr 06.08

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Tunisie

Les détracteurs du gouvernement tunisien continuaient de manifester lundi et aucune issue négociée à la crise politique ne se dessinait, tandis que deux militaires tués lors de la traque d'un groupe "*terroriste*" ont été enterrés.

A Sidi-Bouzyd, dans le centre-ouest du pays, la police a dispersé sans ménagement lundi quelques dizaines de manifestants qui ont tenté de pénétrer dans la préfecture régionale. Cette ville est le berceau de la révolution de janvier 2011, et le député Mohamed Brahmi, dont l'assassinat le 25 juillet a déclenché l'actuelle crise politique, en était originaire.

Une coalition hétéroclite d'opposition a organisé un nouveau rassemblement nocturne lundi à Tunis, comme tous les soirs depuis la mort de l'opposant attribuée à la mouvance jihadiste. Ils n'étaient que quelques centaines, alors que la semaine dernière ils étaient des milliers à se réunir.

Mais les opposants préparaient surtout une grande manifestation mardi pour réclamer la démission du gouvernement dirigé par les islamistes d'Ennahda et la dissolution de l'Assemblée nationale constituante (ANC), deux revendications rejetées par le pouvoir, alors que le pays n'a toujours pas de Constitution et que les groupes jihadistes ne cessent de le déstabiliser.

La manifestation doit marquer les six mois depuis l'assassinat de l'opposant Chokri Belaïd le 6 février dernier. Elle répond aussi à un rassemblement de dizaines de milliers de partisans du pro-pouvoir samedi.

La puissante centrale syndicale UGTT, favorable à la démission du gouvernement, a apporté son soutien au rassemblement qui devrait être la dernière grande action du ramadan. Le mois de jeûne s'achève le 7 août, date suivie de quatre jours chômés.

Ennahda, qui propose un gouvernement de coalition élargi et des élections en décembre, a pour sa part indiqué lundi renoncer à ses manifestations quotidiennes devant l'ANC.

Si des consultations organisées par le pouvoir ont lieu régulièrement, aucune négociation pour définir un plan consensuel de sortie de crise n'a eu lieu.

"Notre élite politique, qui a réussi le tour de force fantastique de scinder le peuple, n'a qu'un seul objectif: accaparer le pouvoir", a jugé l'hebdomadaire Tunis-Hebdo. AFP 05.08

2- Egypte

L'armée et le gouvernement égyptien mis en place après le renversement, le 3 juillet, du président islamiste Mohamed Morsi va faire une offre de compromis aux Frères musulmans prévoyant de libérer un certain nombre de membres de la confrérie, a-t-on appris lundi auprès d'une source militaire de haut rang.

Le pouvoir proposera en outre de débloquer les avoirs gelés de la confrérie et lui offrira trois postes au sein du gouvernement intérimaire dans le but de sortir de l'impasse politique persistante.

Les permanences "*fréristes*" fermées après le 3 juillet rouvriront et la confrérie pourrait légaliser sa situation de manière à pouvoir présenter des candidats aux nouvelles élections.

"L'initiative sera prise de manière à pouvoir mettre un terme à la crise et obtenir des Frères qu'ils cessent leurs sit-in de protestation", a expliqué cette source.

Une source politique familière de la question a confirmé les détails de cette future proposition.

Quant à la source militaire, elle a souligné que le gouvernement intérimaire et l'armée n'avaient pas encore arrêté de position quant au sort à réserver à Mohamed Morsi, détenu au secret au Caire depuis sa destitution.

"Nous souhaitons que le cours de la loi soit respecté tandis qu'au même moment, le gouvernement tente d'obtenir l'abandon de toutes les charges retenues contre lui", a poursuivi la source militaire. Reuters 05.08

ECONOMIE

1- Etats-Unis

Les conditions de crédit sont restées favorables aux Etats-Unis au deuxième trimestre malgré la hausse des taux d'intérêt sur le marché, selon une enquête trimestrielle de la Réserve fédérale auprès des gestionnaires de crédit des banques, publiée lundi.

Les banques ont assoupli les conditions de leurs prêts commerciaux et industriels et la demande de crédit des consommateurs américains a augmenté sur tous les segments du marché, y compris dans le secteur immobilier.

Une hausse des taux de crédit hypothécaires, provoquée en partie par l'annonce que la Fed pourrait bientôt commencer à réduire le montant de ses rachats d'actifs, avait fait craindre un coup d'arrêt au redressement du marché immobilier.

Le rendement des obligations à 10 ans du Trésor américain, taux de référence sur le marché du crédit aux Etats-Unis, oscille actuellement autour de 2,65%, en hausse d'un point de pourcentage en trois mois.

Mais selon l'enquête de la Fed publiée lundi, les prêts bancaires ne semblent pas être sérieusement affectés par cette hausse des rendements.

"Les banques nationales, dans l'ensemble, ont indiqué avoir assoupli leurs conditions de crédit et rencontré une demande plus forte pour la plupart des catégories de prêts au cours des trois derniers mois", rapporte la Fed dans son rapport.

De plus, selon la moitié environ des gestionnaires interrogés, la demande de crédits commerciaux dans le secteur immobilier a augmenté. Quelques grandes banques ont toutefois fait état d'une baisse de la demande de crédit des entreprises.

Le Fed continue à racheter chaque mois pour 85 milliards de dollars d'obligations afin de relancer la croissance et de réduire l'emploi, mais elle pourrait commencer à réduire ces rachats d'ici la fin de l'année. Reuters 05.08

2- Japon

Le FMI a pressé le Japon de mettre en oeuvre l'intégralité du plan de réformes économiques baptisé "Abenomics" pour que la croissance perdure, dans son évaluation annuelle de l'économie japonaise publiée lundi.

L'économie du Japon devrait afficher 2% de croissance en 2013, grâce aux mesures budgétaires et d'assouplissement monétaire, mais elle devrait ralentir à 1,2% en 2014, affirme le Fonds monétaire international.

Le FMI a souligné *"les changements spectaculaires"* et *"le programme ambitieux"* de la politique économique du Japon qui a permis *"à la conjoncture de s'améliorer considérablement"*.

La croissance a grimpé à 4,1% en rythme annualisé au premier trimestre, a noté le chef de la mission du FMI au Japon Jerry Schiff, lors d'une conférence téléphonique lundi à Washington.

"Après des décennies de lente déflation, la Banque centrale japonaise (BOJ) est entrée dans un nouveau territoire en visant une inflation de 2%", souligne le FMI ajoutant que si la hausse des prix est encore à -0,3% sur un an en mai, elle est "en progrès constant depuis trois mois".

Le FMI prévoit une inflation remontant à 2,9% en 2014, notamment du fait de la hausse de la taxe sur la consommation.

Sans cet effet, l'inflation sous-jacente sera plutôt de 1,25%, dit le Fonds. Le yen apparaît très légèrement "sous-évalué" pour l'instant, ce qui "n'est pas problématique si les réformes économiques sont appliquées dans leur ensemble".

Le FMI enjoint ainsi le Japon de mettre en place les réformes structurelles et budgétaires prévues dans le troisième pan du programme à *"trois flèches"* des autorités nippones.

Les réformes *"doivent être concrètes et de grande envergure"*, estime le FMI dans son avis, citant notamment une réforme du marché du travail ouvrant davantage l'emploi aux femmes.

"Si les progrès ne sont pas complets sur les réformes structurelles et budgétaires, cela pèsera sur la confiance et mettra en danger la réussite de la nouvelle politique (...) en comptant trop sur la politique monétaire", dit encore le FMI qui prévoit alors que "cela aura des conséquences négatives pour le Japon et l'économie globale".

L'institution assure en revanche que si "une dérèglementation des services intérieurs et de l'agriculture intervenaient, accompagnées par une amélioration des marchés de l'emploi et une plus grande offre du capital-risque, il y aura possibilité d'une croissance de 2% pendant une décennie".

En revanche, "sans plan crédible" d'assainissement budgétaire, en cas de "programme Abenomics incomplet", affirme un scénario du FMI, l'assouplissement de la politique monétaire "peut devenir un fardeau et affecter le reste du monde avec un yen trop faible". AFP 05.08

3- Sri Lanka

Le Sri Lanka a inauguré lundi son port le plus vaste, financé par la Chine, qui fait du pays une étape clé sur une route commerciale maritime majeure, et permet à Pékin d'assurer la bonne marche de ses navires.

Le président Mahinda Rajapakse a inauguré ce terminal géant de 500 millions de dollars (376,4 millions d'euros) en chargeant --symboliquement-- un conteneur sur le bateau M.V. CMA CGM Pegasus, une cérémonie retransmise en direct à la télévision.

L'Autorité des ports du Sri Lanka (SLPA), une agence publique, veut encore agrandir le port de Colombo, situé à mi-chemin sur la route commerciale entre l'Orient et l'Occident.

Le terminal international de conteneurs de Colombo (CICT) est détenu à 85% par l'entreprise publique chinoise China Merchant Holdings International, le reste étant aux mains de la SLPA. Le port a été conçu pour accueillir des porte-conteneurs géants, capables de transporter 18.000 conteneurs, une première au Sri Lanka.

En janvier, les autorités chinoises ont signé un accord pour acquérir le port pakistanais de Gwadar. Elles construisent par ailleurs un "port sec" (terminal pour les camions ou les trains) de 14 millions de dollars à Larcha, au Népal, près du Tibet.

Enfin, l'expertise et les financements chinois ont joué un large rôle dans la construction du port en eau profonde de Hambantota, dans le sud du Sri Lanka, qui a ouvert en 2012, un projet de 450 millions de dollars.

Les investissements chinois au Sri Lanka ont suscité quelques inquiétudes en Inde, le grand voisin de l'ancien Ceylan. Mais l'Autorité des ports srilankais estime que l'Inde devrait être un des grands bénéficiaires de l'ouverture de ce nouveau terminal.

Plusieurs cargos qui font escale à Colombo sont des navires indiens, a rappelé récemment Priyath Bandu Wickrama, le patron de la SLPA. Et les ports srilankais n'accueilleront pas de bâtiments militaires chinois, a-t-il ajouté. AFP 05.08

[Haut de page ↗](#)

Le 8 août 2013

CAUSERIE

J'ai eu un problème informatique ces derniers jours, il faut dire qu'on a de nouveau des coupures de courant et à plusieurs reprises l'ordinateur s'est retrouvé éteint d'un seul coup, aussi j'ai constaté que des fichiers avaient disparu de mon disque dur, et comme je n'ai pas eu le temps d'y mettre de l'ordre depuis longtemps, j'ai du mal à m'y retrouver, il se peut que des fichiers aient disparu au moment où j'en chargeais dans le serveur du site, ce qui expliquerait que vous ne puissiez pas accéder à certains fichiers. Maintenant quand je réalise l'actualisation du site, je procède à un enregistrement toutes les minutes ou moins encore, et quand j'ai terminé, je mets une copie sur la clé USB, mieux je déconnecte cette clé quand je vais sur Internet pour que personne ne puisse y accéder. Mais c'est qu'ils vont nous rendre parano !

J'ai pris du retard en écrivant mes articles sur le mondialisme, je classerai les articles de juillet quand j'en trouverai le temps.

Allez, c'est le mois d'août, on a bossé comme un dingue toute l'année, on se détend, on se défoule !

Un peu de musique pour commencer, un guitariste génial dans la lignée de Joe Satriani ou Steve Vai, aussi talentueux, et un compositeur qui a de l'inspiration. Genre metal rock, à écouter très fort, oreilles sensibles s'abstenir. Hier en fin d'après-midi sur mon vélo d'intérieur situé mon bureau, le temps des deux premiers morceaux, j'ai parcouru 8 kilomètres en 15 minutes.

Avant j'avais fait une petite sieste car je suis crevé. Tous les jours sur les coups de 17h je suis pris de vertiges et cela depuis des mois, malgré tout je continue de bosser très tard, mais je dois me calmer.

John Petrucci — Suspended Animation (2005) [Full Album] - YouTube
http://www.youtube.com/watch?v=IUj6nDs_Mqg

Une copine m'a fait connaître Linkin Park, un mélange de grunge (Nirvana) et de rap, pour mettre de l'ambiance c'est terrible, merci ma chérie :

Linkin Park - 08 - In The End (Live - MTV World Stage 2011) HD
<http://www.youtube.com/watch?v=R79zGqZWQ8E>

Linkin Park - Live In Texas - From The Inside [HQ]
<http://www.youtube.com/watch?v=iflr2S12N5w>

Quand j'avais 10 ans j'ai été pris par cette musique, le rock, je ne savais pas pourquoi, j'en ignorais tout, j'écoutais cela à la télé et cela me plaisait c'est tout, pour mes parents c'était du bruit, un truc désagréable. Je n'aimais pas cette musique pour me distinguer de mes parents, c'était naturel. J'ai découvert les Beatles, les Stones et Hendrix quand j'étais gosse, je pense maintenant qu'ils étaient tellement différents de mes parents que c'est un peu pour cela que je les ai tout de suite adoptés, mais c'était totalement inconsciemment. Au même moment je prenais des cours de chant (gratuit parce que j'étais pauvre) à l'Opéra de Paris à cent mètres de chez nous, j'en étais encore aux vocalises mais je maîtrisais déjà bien le solfège. J'étais destiné à être chanteur à l'Opéra de Paris, quel destin, hélas loupé puisque mes parents refusèrent que j'en fasse mon métier ! Mais bon, la musique c'était le seul truc que j'avais dans ma vie de gosse pauvre, nous habitions sous les toits dans une chambre de bonne au 6ème étage sans ascenseur et sans confort évidemment.

C'était ma grand-mère qui connaissait ce professeur de chant de l'Opéra qui m'avait présenté à ce vieux monsieur très bon qui ne m'a jamais posé de questions sur mon mode de vie, j'étais traité comme ses autres élèves. Mon horizon, je n'en avais pas, mon avenir, il était tout tracé, aller gratter à l'usine ou sur un chantier comme mon père, enfermé au 6ème étage au bout d'un couloir sinistre avec des parents arriérés pas de quoi développer les facultés ou l'imagination d'un gamin, alors voir apparaître à l'écran de la télévision Hendrix et surtout l'entendre, cela produit forcément un choc dans l'oreille et la tête d'un gosse, depuis cela ne m'a jamais quitté, même si je suis devenu fan de Beethoven, dont la vie m'a bouleversée. Vous voyez monsieur Coquema, mes lecteurs savent tout sur moi, et puis, si je les indispose je ne les oblige pas à se connecter à ce portail, cela aussi je l'ai répété une multitude de fois.

Une rumeur qui n'en était pas une.

J'avais vaguement entendu parler d'une rumeur sur la possible éviction programmée de DSK du FMI par les Américains sans savoir pourquoi, je n'avais donc pas donné suite à l'époque. Quand j'ai lu avant-hier soir l'article qui suit qui repose sur un rapport officiel des autorités russes, j'ai voulu en savoir plus et là j'ai découvert des articles qui dataient de mars 2011 qui relataient la même information, apparemment elle a été réactivée par les Russes, c'est sur le portail de la radio francophone d'Etat iranienne que je l'ai lu.

Il y a quelques jour je rappelais que la petite-fille de Roosevelt avait questionné les autorités américaines en 1974 pour savoir où était passé l'or confisqué aux Américains dans les années 30 et qu'elle n'avait obtenu aucune réponse. Dans la vidéo américaine *Les Maîtres de la monnaie - Rothschild/Rockefeller. (1996)* un intervenant expliquait que l'or de Fort Knox avait été transféré depuis belle lurette dans les coffres de Rockefeller en Grande-Bretagne ou ceux de la Banque d'Angleterre ce qui revenait au même.

Qui a ruiné DSK et pourquoi ?

Un nouveau rapport préparé pour le Premier ministre Poutine par le Service de sécurité fédéral (FSB) dit que l'ancien chef du Fonds monétaire international (FMI) Dominique Strauss-Kahn a été inculpé et emprisonné aux États-Unis pour des crimes sexuels pour l'empêcher de révéler sa découverte du 14 mai : l'or des États-Unis situé au Bullion Depository à Fort Knox était "manquant ou porté disparu".

Selon ce rapport secret du FSB, M. Strauss-Kahn était devenu «*de plus en plus gênant*» plus tôt dans le courant du mois les États-Unis ont commencé à retarder la livraison promis au FMI de 191,3 tonnes d'or convenu dans le deuxième amendement de l'accord signé par le Conseil exécutif en avril 1978 qui devaient être vendus pour financer ce qu'on appelle les droits de tirage spéciaux (DTS) comme une alternative aux monnaies de réserve. Ce nouveau rapport stipule Strauss-Kahn avait soulevé la question avec des fonctionnaires du gouvernement américain proche du président Obama, il a été "contacté par la CIA qui a apporté la preuve que tout l'or détenu par les États-Unis " avait disparu.

Strauss-Kahn reçoit la preuve de la CIA il prend donc des dispositions immédiates pour se rendre a Paris, mais lorsqu'il

est contacté par les agents travaillant pour la France de la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE) et sachant que les autorités américaines étaient à sa recherche , il s'enfuit de New York vers l'aéroport JFK et les agents lui ordonnent de ne pas prendre son téléphone portable parce que la police des États-Unis pourrait suivre son emplacement exact.

Strauss-Kahn a été arrêté sur un vol Air France a destination de Paris, cependant, ce rapport dit qu'il a fait une «erreur fatale» en appelant l'hôtel à partir d'un téléphone dans l'avion et en leur demandant de lui faire parvenir son téléphone portable qu'il avait oublié . Ainsi les agents américains ont été en mesure de repérer son appel et l'arrêter.

Durant la dernière quinzaine, le rapport stipule que, Strauss-Kahn a demandé à son ami intime et banquier Mahmoud Abdel Salam Omar de récupérer aux États-Unis les éléments de preuve fournis par la CIA. Omar, cependant, et exactement comme Strauss-Kahn ,il a été accusé hier par les États-Unis pour délit sexuel envers une femme de chambre dans un hôtel de luxe, une accusation que les services du FSB a démenti . Omar est âgé de 74-ans et est un fervent musulman.

Poutine , après la lecture de ce rapport secret a pris la défense de M. Strauss-Khan et devient le 1er leader mondial à dire que le directeur du FMI a été victime d'un complot des Etats-Unis. Poutine a ajouté : *"Il est difficile pour moi d'évaluer les politiques des motifs cachés mais je ne peux pas croire à la version des faits tels qu'ils ont été présentés."*

Intéressant à noter à propos de tous ces événements est que l'un des premiers États-Unis du Congrès, et en 2012 candidat à la présidence, Ron Paul] a longtemps affirmé sa conviction que le gouvernement américain a menti sur ses réserves d'or détenues à Fort Knox. et accuse la Réserve fédérale de cacher la vérité au sujet des réserves d'or américaines, il a présenté un projet de loi à la fin 2010 à la force une vérification d'entre eux , mais qui a été ensuite été battu par les forces du régime Obama.

Lorsque la question a été directement posée par des journalistes s'il croyait qu'il n'y avait pas d'or à Fort Knox Paul a donné la réponse incroyable, *" Je pense que c'est une possibilité. "* Il est également intéressant de noter qu'à peine 3 jours après l'arrestation de M. Strauss-Kahn, le député Paul a fait un nouvel appel aux États-Unis de vendre ses réserves d'or en disant : " Compte tenu du prix élevé et le problème de la dette énorme il faut par tous les moyens vendre au prix le plus haut. Cependant, des rapports des États-Unis diffusés en 2009 affirment qu'il n'y a pas d'or à vendre, en 2009 :

" En Octobre 2009, la Chine a reçu une cargaison de lingots d'or. L'or régule les échanges entre les pays pour payer leur dettes et le soi-disant équilibre du commerce. La plupart de l'or est échangé et stocké dans des coffres sous la supervision d'un organisme spécial basé à Londres, le London Bullion Market Association (LBMA). Lorsque l'envoi a été reçu, le gouvernement chinois a demandé que des tests spéciaux soient effectués pour garantir la pureté et le poids des lingots d'or. Quatre petits trous sont percés dans les lingots d'or et le métal est ensuite analysé.

Pour les effets pratiques sur l'économie mondiale devrait-il être prouvé que les États-Unis, en effet, a menti sur ses réserves d'or ? La Banque centrale de Russie hier a ordonné que le taux d'intérêt élevé de 0,25 à 3,5 pour cent et Poutine a ordonné l'interdiction d'exportation sur le blé et les céréales cultures a partir du 1er Juillet pour remplir les coffres du pays avec de l'argent qui, normalement, aurait du être versée aux États-Unis.

Les américains ont le droit de savoir que leur pays se prépare a un terrible effondrement économique de leur nation et ce sera plus tôt que prévu. french.irib.ir : source : <http://nationalemancipe.blogspot.de>

J'ignore pourquoi les Russes ressortent maintenant cette histoire ? Apparemment, Obama n'a pas apprécié !

Et ils ont la rancune tenace :

- Carlton: DSK accusé de proxénétisme par les magistrats de l'instruction - L'Express.fr 06.08

[Sur les amis takfiris de Hollande-Fabius](#)

Que font les takfiris en Syrie? (images sensibles)

CE QUE LES DJIHADISTES DE L'OTAN FONT VRAIMENT EN SYRIE
<http://vimeo.com/71288625>

Webmaster : Luc MICHEL

A partir de documents de la TV SYRIA, la chaîne d'état syrienne, de reportages des TV syriennes et de films vidéos saisis sur des terroristes de l'ASL et du JABHAT AL NUSRA, voici le véritable visage de la sale guerre menée par les affidés et les alliés des USA et de l'OTAN en Syrie : la pseudo ASL et les katibas et gangs djihadistes qui ont intégré ses rangs, dont le Front Al-Nusra (al-Qaida en Syrie). Une plongée souvent difficilement soutenable dans les crimes du terrorisme et les massacres du

djihadisme ! L'Occident nous parle de « *combattants de la liberté* », partis « *aider les civils* » (sic) et « *bâtir la démocratie* » (sic). Ça ce sont les médiamentonges des presstitutes de la propagandastaffel de l'OTAN, les milliers de petits Goebels chargés de vendre aux opinions publiques américaines et européennes la sale guerre de l'OTAN en Syrie.

La réalité est toute autre. Radicalement opposée !

C'est celle que vous révèle pour la première fois dans toute son horreur « *Traveller to Syria* ». Vous y découvrirez la trajectoire sanglante des djihadistes et des gangs terroristes en Syrie. Vous y verrez une vidéo saisie sur un terroriste montrant un des laboratoires clandestins où les djihadistes de l'ASL fabriquent leurs armes chimiques.

Et vous comprendrez pourquoi après deux ans de ce cauchemar les Syriens sont prêts à voter, dans des élections libres, à 70% pour Bachar Al Assad ... <http://french.trib.ir> 31.07

L'ASL ET SES DJIHADISTES : REBELLES OU TERRORISTES ?

<http://vimeo.com/71332985>

Webmaster : Luc MICHEL

ATTENTION !

Images dures. Déconseillé aux âmes sensibles et aux moins de 18 ans /Version Arabe/Français

A partir d'un film vidéo saisi sur un terroriste de l'ASL et du JABHAT AL NUSRA, voici un document brut, d'une violence insoutenable, qui montre le véritable visage des affidés et des alliés des USA et de l'OTAN en Syrie ... Le massacre systématique d'un village et de ses malheureux défenseurs par les djihadistes du Front al-Nusra, intégré aux katibas de la pseudo ASL. !

L'ASL : DES « REBELLES » ET DES « REVOLUTIONNAIRES » ?

Les gouvernements de l'OTAN, les médias stipendiés aux ordres - tous « *embedded* » dans leurs têtes comme sur leurs comptes en banque -, et tous les porteurs de valise de l'Occident, nous l'affirment en chœur : « *les combattants de l'ASL sont des rebelles* », qui se battent « *pour défendre les civils syriens* » et « *établir la démocratie* ».

Un exemple : le Père Paolo Dall'Oglio, un jésuite qui avait pris fait et cause pour la rébellion et avait dû quitter la Syrie en juin 2012, expulsé, donne la version made in NATO de la guerre en Syrie : « *Le régime a essayé d'embarquer l'opinion publique internationale dans une interprétation de la révolution syrienne qui puisse démontrer qu'il ne s'agit pas d'une vraie révolution, mais d'une agression externe, masquée, sous couvert de révolution. Une révolution armée, islamiste, terroriste au service des intérêts de l'Occident pétrolier et de l'Etat sioniste. Cela, c'est le théorème du régime (...) Comprendre le mécanisme négationniste contre cette révolution me paraît très important* ».

Cette propagande occidentale est une gangrène mentale qui corrompt les têtes jusqu'au plus haut niveau. Ainsi le porte-parole du Parquet fédéral belge, compétent en matière de terrorisme et en charge du dossier brûlant des « *djihadistes belges* », le plus fort contingent des islamistes venus de l'UE combattre en Syrie, ose déclarer ce qui suit (La Libre Belgique, 16 avril 2013) : « *le parquet fédéral a souligné l'importance de s'attaquer aux structures et aux groupes qui permettent à des jeunes Belges de se rendre en Syrie. Il précise toutefois qu'il ne faut pas mettre tous les jeunes partis en Syrie dans le même panier, soulignant que certains cherchent à protéger la population civile (sic) et à renverser le régime en place pour le remplacer par un Etat démocratique (resic)* ».

... OU DES TERRORISTES AUX MAINS SANGLANTES ???

Le gouvernement syrien lui parle de « *terroristes* » et de légitime défense face à une agression étrangère. Qui a raison ? Qui dit la vérité ? Les djihadistes – ceux du Jabhat al-Nusra (al-Qaïda en Syrie) ou de l'Etat islamique d'Irak et du Levant -, qui composent en mai-juin 2013 plus de 70% des forces de l'ASL selon des rapports des services ou des médias occidentaux eux-mêmes, sont-ils des « *révolutionnaires* » qui « *combattent pour la démocratie* » ?

Ce Film, document brut, saisi sur un membre de l'ASL, vous donnera la réponse ! Une réponse sans ambiguïté ni questionnement. Qu'en pensent les presstitutes des médias occidentaux ? Les politiciens de l'OTAN ?? Le Parquet fédéral belge ???

Le Père Paolo, lui, ne vous répondra pas. Il a été enlevé – comme des milliers de syriens - par ses amis « *révolutionnaires et démocrates* », « *des islamistes proches d'Al Qaïda* », dans la ville syrienne de Rakka, en zone ASL, annonce l'agence Reuters ce 30 juillet 2013 ...

Je n'ai pas eu le temps de jeter un oeil à ces vidéos, ma connexion est trop lente et se bloque...

RAPPORTS ENTRE MONDIALISATION ET MONDIALISME, suite 10.

1- Mais qui, pour quoi ?

Dans le numéro 263 d'*Informations ouvrières* figure un article dédié à la création de la FED le 23 décembre 1913, une sorte d'histoire romancée, car on y cherchera en vain le rapport entre la gestion de la crise de 1907 par JP Morgan qui en tirera profit, sans doute un don de la providence, une aubaine, un coup du sort qui a bien fait les choses, la crise permis d'éliminer ou d'affaiblir une bonne partie de ses concurrents, un pur coup du hasard encore une fois, JP Morgan était au bon moment au bon endroit, quelle chance, dites-donc il n'y a qu'à ces gens-là que cela arrive !

Autant nous rejetons les analyses qui ne prennent pas en compte la lutte des classes ou les contradictions du capitalisme, autant nous dénonçons les articles qui laissent à penser que les banquiers subiraient désœuvrés la crise comme tout le monde ou en serait des victimes, sans avoir mis au point une stratégie pour en prendre le contrôle, l'alimenter si nécessaire, en tirer profit y compris sur le plan politique ou surtout sur le plan politique, et fait étrange mais qui là encore doit relever d'une pure coïncidence, ils en ressortent encore plus puissants. N'était-ce pas ce à quoi nous assistons depuis 2008 ?

Un exemple.

- *"Le cuivre, très utilisé par ces secteurs, connut une intense spéculation. (Question spontanée: qui spécula ?) Mais la production, c'est-à-dire les possibilités de profit, ne suivit pas. Faute d'une demande suffisante, les cours du cuivre s'effondrèrent, entraînant des pertes colossales, voire la faillite de banques et de fonds d'investissement confrontés à des retraits massifs de capitaux et de dépôts, qui se répercuteront sur des secteurs industriels, comme la métallurgie, qui ne trouvèrent plus de sources de capitaux. (Question : qui fit faillite, qui racheta les banques et les fonds d'investissement qui firent faillite. Autre question : qui possédait des masses importantes de capitaux dans ces établissements, qui les retira ? Qui profita de la faillite d'entreprises de la métallurgie ? Carnegie, associé à J.P Morgan et Rockefeller. Et qui se présenta en sauveur suprême du système financier ainsi conduit au bord du gouffre : "John Pierpont Morgan, qui a donné son nom à sa banque, la J. P. Morgan".)"*

Mais à part cela, cette crise fut uniquement le produit d'un déséquilibre entre l'offre et la demande, une contradiction du capitalisme nous dit l'auteur de cet article, un peu léger comme explication.

Les plus puissants banquiers devinrent incontournables à partir de cette crise de 1907, elle leur permit de renforcer leur pouvoir dans des secteurs clés de l'économie, la métallurgie, l'énergie et le transport ferroviaire, notamment. Sollicités par le pouvoir central pour remettre de l'ordre dans les finances et l'économie du pays alors qu'il n'existait plus de banque centrale, ils venaient de franchir une nouvelle étape vers la création de cette banque centrale dont ils prendraient la direction ou le contrôle, telle était leur stratégie politique. En 1910 ils se réunirent pour mettre au point les dernières touches à leur projet, et trois ans plus tard leur objectif était atteint.

Donc après qu'on ne vienne pas nous faire croire que tout ce qui se produit sur le plan économique ou politique découlerait uniquement des contradictions du capitalisme ou de la lutte des classes, on a là la preuve du contraire ou que cette explication est insuffisante, incomplète.

Lire plus loin comment J.P Morgan et Goldman Sachs sont en train d'évincer leurs concurrents dans le secteur de l'aluminium. Là on est le mercredi 7 août 2013.

Notre ennemi a développé une stratégie, il avance masqué pour atteindre son objectif, il se sert des contradictions du capitalisme pour y parvenir. Comment le combattre efficacement, comment définir une stratégie qui tient la route si nous n'en tenons pas compte, si les masses et les militants l'ignorent ? J'ai proposé d'introduire ce facteur dans notre conception de la lutte de classe, on m'a répondu que c'était un crime ! Je vais aller plus loin en prétendant que c'est la source de tous nos déboires, car de la sorte notre analyse de la situation se trouve faussée, donc tout ce qui suit l'est également, conception du parti, ligne politique, stratégie, programme, etc.

Vous vivez en France et vous êtes sur le terrain, ce qui n'est pas mon cas, vous devez avoir entendu dire des centaines de fois par des travailleurs que vous avez croisés qu'ils en avaient marre d'entendre parler de crise, qu'on se moquait d'eux, qu'ils n'y croyaient pas ou plus, qu'on les menait en bateau, qu'on ne leur disait pas la vérité, qu'on leur cachait quelque chose, que les riches se portaient bien, eux, sans qu'ils y comprennent grand chose, sans qu'ils saisissent l'origine de cette crise du capitalisme, mais à la limite sans être secondaire ce n'est pas l'essentiel, ils voient bien parallèlement que tout fout le camp, leurs acquis sociaux et politiques, leurs valeurs ou les principes auxquels ils tenaient jusqu'alors, qu'il y a de plus en plus de problèmes dans la société, de violences individuelles aveugles, de témoignages d'incivisme ou de manques de respect des autres, on les conduit à devenir angoissés, paranoïaques, schizophrènes, mais ils ne savent pas pourquoi la situation empire dans tous les domaines, ils ignorent qu'au-delà des effets de la crise du capitalisme cela correspond à une stratégie précise qui consiste

à affaiblir leur capacité de résistance et leur faculté à se soulever contre cet ordre infâme, ils n'en ont même pas l'idée, si vous leur dites, ils vont sans doute vous répondre naïvement : d'où tenez-vous cela, vous me racontez des blagues pour me faire peur ou m'embobiner, vous croyez vraiment, oui madame ou monsieur, c'est une certitude, ceux qui détiennent le pouvoir, les banquiers les plus puissants du monde, l'oligarchie financière, ont concocté cette stratégie et vous ignorez totalement de quoi ils sont capables et ce qu'ils ont déjà réalisé dans le passé d'aussi terrifiant, cela dépasse tout ce que vous pouvez imaginer, c'est la raison pour laquelle vous ne me croyez pas, sauf que ce que je vous raconte ce sont des faits madame, monsieur, des faits certifiés, on peut vous en donner les preuves, ce n'est pas de la théorie, une doctrine ou une interprétation partisane ou je ne sais quoi encore, c'est la stricte réalité dont vous devez absolument prendre connaissance, et quand vous en aurez parfaitement conscience, vous jugerez librement si vous devez vous associer à notre combat politique pour les abattre et prendre le pouvoir ou les laisser atteindre leur objectif sachant qu'il vous promet ainsi qu'à vos enfants ou petits-enfants une vie infernale dans un monde horrible à côté duquel celui dans lequel nous vivons aujourd'hui pourrait ressembler au paradis, réfléchissez bien si cela vaut la peine de vous engager dans ce combat ou si vous préférez subir, faites attention car leur pouvoir va devenir si important qu'il arrivera un jour si on les laissait faire où tout retour en arrière s'avèrerait impossible, réfléchissez tranquillement, je ne veux pas vous influencer, on va se revoir, je vais mettre à votre disposition tous les éléments en notre possession qui prouvent ce que je viens de vous dire, ensuite vous pourrez prendre votre décision en connaissance de cause, en toute conscience.

Voilà le discours qu'il faut tenir aux travailleurs et plus particulièrement aux jeunes. Voilà sur quelle base je propose de les associer à notre combat pour le socialisme, soit dans un parti, soit dans une association de sympathisants du parti, le but étant un jour d'être suffisamment nombreux pour peser réellement sur le cours de la situation et entrevoir le moment où nous prendrons l'initiative de poser la question de mettre fin à ce régime. Cela ne remet pas en cause le combat en défense de tous nos acquis, c'est un complément, une orientation générale, un nouvel axe politique du combat contre le capitalisme et les institutions qui inclut la stratégie de notre ennemi pour mieux le combattre.

Comment combattre et surtout vaincre un ennemi dont on ignore la stratégie ? Quel général d'armée partirait au combat et entraînerait ses troupes dans une guerre sans s'être posé au préalable cette question et avoir tenté d'y apporter une réponse la plus précise ou satisfaisante possible pour avoir une chance de l'emporter ?

Connaître son ennemi, c'est une chose, connaître ses intentions en est une autre qu'on a trop longtemps négligées, de la même manière qu'on a négligé nos faiblesses, ce qui revient au même ici. Imaginez que du jour au lendemain votre chef ou votre patron vous harcèle, critique tout ce que vous faites, cherche la petite bête pour vous pourrir la vie au boulot, alors que jusqu'à présent vous n'aviez jamais été confronté à ce genre de situation. Il va vous pousser à démissionner, et si vous ne le faites pas, il va vous pousser à la faute pour vous virer. Vous vous demandez pourquoi, vous ne comprenez rien, il n'est pas question de supprimer votre poste de travail, vous ne coûtez pas trop cher à l'entreprise, bref, c'est incompréhensible. Puis un cadre qui est une de vos relations vous apprend qu'il aurait surpris une conversation au cours de laquelle il avait entendu dire votre chef ou votre patron qu'il cherchait à caser quelqu'un de sa famille qui est au chômage. Du coup tout s'explique, vous prenez conscience que vous êtes la victime d'un scénario monté de toutes pièces. Dès lors vous avez le choix entre demander un entretien à votre patron ou votre chef en présence d'un représentant du personnel qui sera votre témoin et informer immédiatement l'inspection du travail, donc vous battre pour tenter de garder votre emploi, ou ne rien faire et attendre de vous faire virer.

Qu'est-ce qui a déterminé que vous ayez soudainement ce choix ? Parce que vous avez eu connaissance du véritable objectif de votre chef ou patron, sa stratégie devient parfaitement clair pour vous, alors qu'hier encore vous n'y compreniez rien, vous n'aviez aucun moyen de la contrer puisque vous en ignoriez le contenu et le véritable objectif.

Et bien, la méthode et la stratégie que je préconise, cette modification que je propose à notre conception de la lutte de classe revient à porter à la connaissance des travailleurs et des militants la stratégie de notre ennemi pour la rendre insupportable à leurs yeux et qu'ils réagissent. Quand on se pose une question et qu'elle demeure sans réponse, on est comme paralysé, on ne bouge pas, on n'ose pas s'aventurer, on attend, parfois indéfiniment, il peut arriver qu'on cesse de se la poser et on supporte notre existence sans rien dire ou faire, puis vient qu'on se la repose, sans réponse on replonge dans notre état léthargique, on se laisse aller, on prend la vie comme elle vient, on se décompose au même rythme que la société, rien ne nous semble normal, mais on n'y comprend rien, alors du coup, normalisation, banalisation, fatalité deviennent vos points de repère, à ce stade vous êtes pour ainsi dire foutu, c'est ce sur quoi compte notre ennemi pour anéantir notre résistance.

2- La preuve, en 2013.

- Manipulation des prix de l'aluminium: les plaintes se multiplient - AFP

Une deuxième plainte en nom collectif a été déposée aux États-Unis, accusant le London Metal Exchange (LME), les banques Goldman Sachs et JPMorgan Chase et le négociant de matières premières Glencore Xstrata d'entente illégale dans le stockage d'aluminium, a indiqué mercredi la Bourse de Hong Kong (HKEx).

La Bourse de Hong Kong, qui a racheté le LME l'année dernière, avait déjà fait part dimanche d'une plainte similaire dirigée seulement contre la première bourse mondiale des métaux et Goldman Sachs.

Selon eux, les accusés font gonfler les prix de l'aluminium en créant artificiellement des files d'attente par le contournement des règles du LME - qui oblige à livrer un niveau minimum de métal chaque jour - en déplaçant l'aluminium d'un entrepôt à l'autre.

"La première évaluation de la direction du LME reste que les plaintes sont sans fondement et que le LME va les contester vigoureusement", a déclaré la Bourse de Hong Kong dans son communiqué de mercredi.

Goldman Sachs et JPMorgan, qui détiennent des entrepôts agréés par le LME, ont également fait savoir qu'ils jugeaient cette plainte "sans fondement".

"Il n'y a pas de queues dans nos entrepôts", a par ailleurs précisé mercredi JPMorgan, en référence à l'attente de plusieurs mois que doivent supporter actuellement ceux qui veulent récupérer leur métal.

La prime payée par ceux qui veulent leur aluminium immédiatement se répercute sur l'ensemble du marché, augmentant le coût réel de ce métal par rapport à son prix sur le LME (1.783,75 dollars la tonne lundi à 14H00 GMT).

Les prix de l'aluminium auraient ainsi été gonflés de 3 milliards de dollars l'année dernière au niveau mondial, selon le brasseur américain MillerCoors.

Face à l'actuelle levée de boucliers, le LME a annoncé le mois dernier qu'il comptait changer ses règlements de livraisons, accusés d'avoir largement contribué aux retards et au goulot d'étranglement.

La bourse par laquelle transitent 80% des échanges mondiaux de métaux de base propose d'obliger les entrepôts où les délais dépassent 100 jours à livrer deux fois plus de métal qu'ils n'en reçoivent chaque jour. AFP 07.08

JPMorgan et Goldman Sachs achètent une grande partie de la production mondiale d'aluminium ou s'arrangent pour obtenir un droit de préemption sur la production d'aluminium à venir, ainsi ils peuvent en faire monter le cours ou le manipuler en asséchant le marché, et ils peuvent livrer rapidement leurs clients mettant en difficulté ou évinçant leurs concurrents qui font attendre leurs clients "plusieurs mois", si vous voulez être livrés rapidement dans l'avenir passer par JPMorgan et Goldman Sachs, tel était le message.

La proposition de la bourse revient à ruiner leurs concurrents ou augmenter leurs coûts de gestion, réduire leurs profits s'ils doivent stocker deux fois plus d'aluminium, ils seront doublement pénalisés grâce aux magouilles de JPMorgan et Goldman Sachs. Pour qui roule la bourse, qui détient le pouvoir sur la bourse ? Vous avez la réponse.

C'est la même méthode qu'ils ont utilisée un siècle plus tôt avec le fer, sauf que dorénavant ils disposent d'un capital illimité pour se livrer à ces opérations financières qui ne font que renforcer leur monopole et leur pouvoir.

3- Et le pouvoir ils le détiennent déjà, mais ils n'en ont pas encore assez.

- Bank of America poursuivie pour avoir menti sur les subprimes - L'Expansion.com

Les autorités américaines viennent de se décider à poursuivre Bank of America (BoFA) pour avoir "menti" à des investisseurs en leur vendant plus de 850 millions de dollars de dérivés de crédits hypothécaires risqués, ou "subprimes", à l'origine de la crise.

Le département américain de la Justice (DoJ) et la SEC, le gendarme américain de la Bourse, ont annoncé en parallèle leurs poursuites contre la banque de Charlotte, en Caroline du Nord. Elle est accusée "de ne pas avoir révélé des risques déterminants" liés à ces produits et d'avoir "mal représenté les prêts hypothécaires" sur lesquels ils reposaient.

Cette nouvelle plainte s'ajoute à une litanie d'autres poursuites contre Bank of America, liées aux activités douteuses avant la crise financière de 2008 de sa filiale Countrywide. "Bank of America a structuré, offert et vendu" des titres financiers adossés à des prêts hypothécaires octroyés à des emprunteurs insolubles, mais présentés aux investisseurs comme des prêts "sûrs", estime le DoJ.

Bank of America est accusée d'avoir "menti aux investisseurs sur le risque des prêts immobiliers auxquels étaient adossés" les titres financiers structurés qu'elle vendait, "d'avoir fait de fausses déclarations après n'avoir intentionnellement pas mené les recherches nécessaires sur la qualité de ces prêts, d'avoir placé des montants disproportionnés de prêts risqués émis par des organismes tiers dans ces produits structurés", détaille le DoJ. L'Expansion.com 07.08

Là ils ont truanqué de riches investisseurs. Cela leur apprendra à vouloir s'enrichir : trop de riches nuisent au hyper riches ! Que risque ces banquiers ? Une pacotille, ils sont tous en liberté !

Une stratégie à long terme

- La vente de médicaments sur Internet fait encore peur - 20minutes.fr
- Samsung donne un premier aperçu de sa future montre connectée - L'Expansion.com

J'avais fourni dans des causeries différentes explications pour justifier la décision qu'ils avaient prise de mettre Internet à la disposition de la population, elles étaient insuffisantes ou incomplètes, il y manquait l'essentiel que voici.

Tous les réseaux sont connectés entre eux, moteurs de recherche (Google, Yahoo, YouTube, etc.), support, réseaux sociaux (Facebook, Twitter, etc.), entreprises de commerce en ligne (Amazon, etc.), de paiement électronique, tous les géants américains de l'informatique (IBM, Apple, etc.), les entreprises de télécommunication qui assurent la transmission des appels téléphoniques, et la connexion à Internet (courriels), tous les serveurs du monde entier sont reliés à des satellites.

En poussant la population à acquérir un ordinateur pour ceux qui n'en possédaient pas encore un, un téléphone portable aussi performant qu'un ordinateur pour effectuer une multitude d'opérations, leur objectif est d'une part de réduire l'argent en circulation en recourant de plus en plus au paiement par carte bancaire via Internet, d'autre part de parvenir à un contrôle de la population dans des proportions inégalées à nos jours.

Ils sauront absolument tout sur vous, pas seulement vos déplacements ou qui vous fréquentez, mais aussi vos idées, tendances ou goût en tous genres dans tous les domaines, en recoupant les informations qu'ils auront collectées via votre téléphone portable (même éteint !), votre ordinateur (même éteint), demain votre montre connectée.

Ils pourront les utiliser par exemple pour neutraliser d'éventuels opposants politiques en cas de nécessité, vous ne pourrez pas nier les faits puisqu'ils sauront tout sur vous, pour ajuster leur propagande politique et commerciale, vous influencer, conditionnez encore mieux les masses, les faire adhérer à leur idéologie néolibérale liberticide ou esclavagiste.

Ce qu'ils visent c'est le contrôle total de la population, aussi total que possible pour mettre en place leur gouvernement mondial et imposer leur nouvel ordre mondial, une dictature mondiale, estimant que nous serons impuissants à lutter contre un tel régime tyrannique disposant d'un pouvoir tentaculaire, absolu. Cela concernera les générations à venir, nos petits-enfants et arrières-petits-enfants, c'est le monde qu'ils leur préparent, c'est leur stratégie et leur objectif.

Maintenant on peut fermer les yeux et se boucher les oreilles pour fuir la réalité, ce serait la pire des réactions à avoir, au contraire, il faut absolument faire tout ce qui est en notre pouvoir pour que la population en prenne conscience et se prépare à renverser cet ordre dictatorial en marche.

ACTUALITE EN TITRES

Ouf, le capitalisme ne s'est pas écroulé s'écrient de joie dirigeants anticapitalistes, révolutionnaires, trotskystes...

- Hollande manifeste à nouveau son optimisme sur la croissance - AFP
- L'économie britannique multiplie les signes de reprise - Reuters
- Italie: la pire récession qu'aït connu le pays s'atténue - AFP
- Le FMI déconseille à l'Allemagne l'excès d'austérité budgétaire - Reuters

Oui, parce que nos dirigeants mènent en permanence un double langage.

D'un côté, ils affirment être fidèles au marxisme qui inclut l'effondrement du capitalisme dans son analyse et donc de terribles épreuves et souffrances pour les masses, d'un autre côté, ils font tout pour que les masses y échappent ou soient épargnées et puissent supporter le mieux possible l'existence du capitalisme qui de fait devrait se perpétuer, y compris en période de crise, or elles ne peuvent l'être épargnées que si le capitalisme ne s'effondre pas, autrement dit, ils nous font croire qu'ils sont anticapitalistes, socialistes, trotskystes et j'en passe alors qu'ils ne sont que des réformistes bourgeois social-démocrates, une espèce qu'on avait cru en voie de disparition depuis que le PS avait adopté le social-libéralisme, c'était mal connaître les ressources de la petite bourgeoisie qui défend ses privilèges en cultivant in vitro la cellule souche de la social-

démocratie dégénérées pour son propre compte qui repose sur le maintien du régime en place

Enfumage mondial

- Prism : un patron du renseignement belge défend la NSA - LePoint.fr
- Londres et Washington évacuent leurs ambassades, Rome appelle à quitter le Yémen - Liberation.fr
- Washington a intercepté des messages de menaces d'Al-Qaeda - Liberation.fr
- Yémen: quatre membres présumés d'Al-Qaïda tués par un drone - AFP
- Italie: Levée de l'alerte à la bombe au consulat des Etats-Unis à Milan - 20minutes.fr
- Le Yémen dit avoir déjoué une tentative d'attentat - Reuters

Le capitalisme pour le meilleur et le pire

- Crise de l'oeuf: nouvelle action des producteurs à Carhaix AFP

Une vingtaine de producteurs d'oeufs a détruit mercredi soir "100.000 oeufs" devant le centre des impôts de Carhaix (Finistère), deuxième action de ce type en quelque 24 heures destinée à protester contre la faiblesse des cours.

"On est à bout, ces oeufs-là, on est prêt à les donner à des pays en voie de développement, mais il ne faut pas qu'ils restent sur le territoire français", a déclaré mercredi soir un porte-parole des manifestants, sous couvert d'anonymat.

Dans la matinée, Yves-Marie Beudet, président de la section oeufs de l'Union des groupements de producteurs de viande de Bretagne et des Pays de Loire (UGPVB), qui représente 40% de la production française d'oeufs avec 20 millions de pondeuses, avait assuré que "le prix moyen payé aux producteurs est tombé à 75 centimes le kilo (4,57 centimes par oeuf, ndlr) alors que le prix de revient est de 95 centimes".

L'UGPVB avait souligné qu'elle ne s'associait pas aux opérations coup-de-poing.

Dans un communiqué publié mercredi matin, après la première action, un collectif informel de producteurs en colère avait demandé une application "au niveau national" de la réduction de 5% de la production, et la "mise à disposition par l'Etat d'un endroit pour détruire ces oeufs" avec "contrôle et suivi de la disposition". AFP 07.08

Ils étaient prêts à nous les donner, mais ils ont préféré les détruire, seule l'intention compte ! Je vais raconter cela à l'affamé du coin, ce n'est pas ce qui manquent ici, je doute qu'il témoignera de la sympathie pour la cause de ces éleveurs, qui produisent de la merde soit dit en passant dans des conditions infâmes.

ACTUALITÉ DU JOUR

[Le dictateur Obama est mauvais joueur en plus](#)

- 1- Obama renonce au sommet de Moscou, camouflet pour Poutine - AFP

La Russie s'est dite "déçue" de cette décision qu'elle a interprétée comme un refus de Washington de coopérer avec elle "sur un pied d'égalité", tout en se disant toujours prête à travailler avec les Etats-Unis.

Washington n'a pas non plus fermé la porte à la coopération avec Moscou, disant maintenir la rencontre prévue en fin de semaine dans la capitale fédérale entre les secrétaires d'Etat et à la Défense américains et leurs homologues russes.

En outre, "la décision décevante de la Russie d'accorder un asile temporaire à Edward Snowden a aussi été un élément que nous avons pris en considération pour évaluer l'état de nos relations", a remarqué le porte-parole américain.

Mardi, M. Obama avait reproché à la Russie de revenir parfois à "une mentalité de la Guerre froide".

"Ce que je dis en permanence (aux responsables russes), ce que je dis au président Poutine, c'est que c'est le passé et que nous devons penser à l'avenir. Et il n'y a pas de raison pour que nous ne puissions pas être en mesure de coopérer plus efficacement que nous ne le faisons", avait-il déclaré lors d'un entretien télévisé.

Pour Steven Pifer, spécialiste de la Russie à l'institut Brookings de Washington, l'annulation d'un sommet d'aussi haut niveau est pour le moins "inhabituelle", mais pas surprenante vu les désaccords persistants entre les deux capitales où l'affaire Snowden ne constituait selon lui qu'un "élément mineur".

Les Américains "ne voyaient pas l'intérêt d'un sommet qui n'aurait pas fait progresser les gros dossiers" comme la sécurité et le commerce, explique cet expert à l'AFP. AFP 07.08

2- Snowden, lois anti-gays : Obama fustige la Russie - LePoint.fr

2.1 - En ayant pris connaissance de cette controverse et de l'instrumentalisation que fait Obama (comme Hollande) du mariage homosexuel, vous croyez que cela va mettre la puce à l'oreille de la gauche, de l'extrême gauche et des gauchistes ? Si c'était le cas j'en aurais déjà des démangeaisons !

Glenn Greenwald, le journaliste américain qui a révélé le programme d'espionnage du web mis en place par les Etats-Unis grâce à des documents transmis par Edward Snowden, dit prévoir de faire de nouvelles révélations "d'ici une dizaine de jours".

Basé à Rio de Janeiro, le chroniqueur travaille pour le quotidien britannique The Guardian. Il a expliqué aux élus brésiliens qu'il avait sollicité l'aide de spécialistes pour comprendre certains des 15.000 à 20.000 documents secrets de la National Security Agency (NSA), un des services de renseignement américains, qu'Edward Snowden, ancien consultant de ces services secrets, lui avait transmis. Certains, a expliqué le journaliste, sont "très longs et très complexes et prennent du temps à lire".

Après avoir rencontré Edward Snowden en juin à Hong Kong, Glenn Greenwald a fait paraître dans The Guardian le premier d'une série d'articles qui ont secoué le monde.

Selon Glenn Greenwald, Edward Snowden prévoit de rester à Moscou "aussi longtemps qu'il en aura besoin" pour sa sécurité.

Il a critiqué les gouvernements pour ne pas avoir aidé Edward Snowden quand il était en fuite et alors que parallèlement ils dénonçaient publiquement le programme d'espionnage de leurs concitoyens sur internet.

Washington, a-t-il ajouté, travaille actuellement par des moyens diplomatiques à persuader les gouvernements de cesser de se plaindre sur ces programmes de surveillance.

"Le gouvernement brésilien montre beaucoup plus d'irritation en public qu'il n'en montre dans ses discussions privées avec le gouvernement américain", affirmé Glenn Greenwald à la presse. "Tous les gouvernements font comme cela, même en Europe." Reuters 07.08

2.2- La Voix de la Russie tente d'élucider les causes profondes de ces démarches de la communauté internationale.

La formule par laquelle Washington a expliqué la suspension de l'activité de ses ambassades n'étonne pas. « *Bien que les buts concrets des terroristes soient inconnus, leurs intentions sont parfaitement claires* », a déclaré le général Martin Dempsey, président du Comité des chefs d'États-majors interarmées, à la chaîne ABC. Les portes de quatre ambassades sont déjà closes. Par ailleurs, la rapidité et la coordination avec laquelle les décisions de Londres, Ottawa, Paris et Oslo se sont succédées suscitent l'étonnement, fait remarquer Lev Korolkov, vétéran du Service du renseignement extérieur, expert des situations de crise.

« *La raison pour laquelle certains pays se sont soudainement mis à fermer leurs ambassades est obscure. Par ailleurs, auparavant la situation n'était pas moins sérieuse, car les signes d'attentats terroristes sont nombreux et réguliers. Dans la réalité, les menaces se concrétisent à hauteur de moins d'un pourcent. Après les explosions aux Etats-Unis et au Kenya, les actes terroristes ne se sont pas répétés.* »

« *Les Américains veulent résoudre deux tâches. La première est purement administrative. Noircis dans le scandale de l'affaire Snowden, les services américains NSA et CIA tentent de justifier leur activité en général et l'existence du renseignement électronique en particulier* », estime l'expert K. Bogdanov.

Entre temps, la campagne actuelle peut avoir un but complètement différent, qui reste inconnu. Selon M. Korolkov, malgré le retrait d'Afghanistan des troupes américaines annoncé par Washington, l'administration souhaite toujours maintenir sa présence

au Proche-Orient. Pour y parvenir, les structures de force américaines sont parfaitement capables d'organiser une provocation de ce type. french.irib.ir 07.08

Mimétisme parfait du cartel des banquiers anglo-saxons.

1- Etats-Unis: la politique monétaire accommodante reste nécessaire - AFP

Une responsable de la Banque centrale américaine (Fed) a estimé mercredi que le chômage demeurait "*préoccupant*" aux Etats-Unis et qu'une politique monétaire ultra-accommodante restait "*encore nécessaire*".

La banque centrale américaine s'engage à maintenir son taux directeur entre 0 et 0,25% au moins tant que le taux de chômage restera au-dessus de 6,5% (il s'est établi en juillet à 7,4%).

2- GB: la BoE lie l'avenir de ses taux à la baisse du chômage - AFP

A peine plus d'un mois après son arrivée à la tête de la Banque d'Angleterre (BoE), Mark Carney n'a pas déçu les attentes en liant tout resserrement de sa politique monétaire ultra-accommodante à la baisse du chômage.

Très attendue par le marché, la BoE a ainsi annoncé mercredi qu'elle n'envisagerait pas de relever son principal taux d'intérêt, actuellement au niveau exceptionnellement bas de 0,50%, ni de réduire ses injections massives de liquidités, tant que le taux de chômage sera supérieur à 7% au Royaume-Uni.

Cela ne devrait pas arriver au moins avant la fin du deuxième trimestre 2016, date limite des projections publiées mercredi par la BoE. Selon les dernières statistiques, le chômage s'est inscrit à 7,8% en mai.

Si la reprise économique venait à avoir besoin d'un nouveau coup de pouce, la Banque d'Angleterre pourrait même "*mettre en place de nouveaux rachats d'actifs*".

Pour venir en aide à une économie alors en profonde récession, la banque centrale avait abaissé en mars 2009 son taux d'intérêt directeur au niveau historiquement bas de 0,50% et mis en place un programme de rachats d'actifs - dit d'"*assouplissement quantitatif*" - dont le montant total a été progressivement relevé pour atteindre 375 milliards de livres (433,6 milliards d'euros) en juillet 2012. AFP 07.08

Mark Carney vient de chez Golman Sachs et Golman Sachs contrôle aussi la FED avec leurs amis, dites-le à Pierre Cise (Informations ouvrières), cela l'aidera à comprendre ce qui se trame ici.

Quand les syndicats négocient la liquidation des acquis des travailleurs.

- Portugal: négociations pour réduire les retraites des fonctionnaires - AFP

Le gouvernement portugais envisage à partir de 2014 de baisser jusqu'à 10% le montant des retraites des fonctionnaires de plus de 600 euros et de repousser à 66 ans l'âge légal de départ à la retraite pour tous les salariés.

Ces propositions, qui font actuellement l'objet de négociations avec les syndicats, s'inscrivent dans le cadre d'une réforme de l'Etat que le Portugal s'est engagé à soumettre à ses créanciers pour permettre de réduire les dépenses publiques de 4,7 milliards d'euros.

Fin juillet, le parlement avait déjà approuvé l'allongement de l'horaire de travail des fonctionnaires, qui passe de 35 à 40 heures hebdomadaires.

Par ailleurs, le gouvernement doit lancer à partir de septembre un programme qui doit permettre de réduire d'environ 30.000 le nombre de fonctionnaires sur un total de près de 700.000. AFP 07.08

Etait-ce le mandat d'un syndicat de "*négocier*" la liquidation des acquis des travailleurs ? Comment appelle-t-on déjà de tels syndicats, traîtres, c'est bien cela n'est-ce pas ? On s'emploie à vouloir nous faire croire qu'ils pourraient servir la cause des travailleurs, alors que la réalité démontre le contraire.

En Italie, ce sont "*les trois confédérations syndicales ont signé le pacte pour la productivité, l'accord sur la représentativité et l'accord sur les contrats jeunes à 516 euros*". (IO n°263 page 3, édito de D. Gluckstein)

En Grèce, ils ont finalement tout laisser passer. En Allemagne, ils ont accepté Hartz IV. En France l'ANI... Mais c'est

l'internationale des syndicats réactionnaires !

Le secrétaire d'Etat portugais au Trésor, Joaquim Pais Jorge, a démissionné mercredi 7 août de son poste, alors qu'il est soupçonné d'être impliqué dans une ancienne affaire de tentative de maquillage des comptes de l'Etat.

M. Pais Jorge, nommé fin juillet secrétaire d'Etat au Trésor, avait été de 1990 à 2009 un haut responsable de la banque américaine Citibank au Portugal. A ce titre, selon de récentes révélations de l'hebdomadaire Visão, il a participé en 2005 à des discussions avec des responsables du gouvernement socialiste pour proposer des swaps, des crédits croisés, qui auraient pu permettre à l'Etat de faire apparaître dans sa comptabilité un déficit public réduit de 370 millions d'euros en 2005 et de 450 millions d'euros en 2006. La banque Goldman Sachs avait signé au début des années 2000 des contrats de ce genre avec la Grèce pour l'aider à abaisser son niveau de déficit. Le Monde.fr 07.08

Tiens donc, encore Goldman Sachs, la pieuvre porte bien son nom, non ? Chut !

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- République Tchèque

- Le gouvernement tchèque n'obtient pas la confiance du Parlement - AFP

Le gouvernement d'experts tchèque de l'économiste Jiri Rusnok, proche allié du président de gauche Milos Zeman, a échoué mercredi à obtenir la confiance des députés, nouvelle étape de la crise politique tchèque qui peut déboucher à brève échéance sur des législatives anticipées. AFP 07.08

2- Tunisie

Les islamistes au pouvoir en Tunisie ont annoncé mercredi accepter la suspension de la Constituante et vouloir des pourparlers après une manifestation massive d'opposants et deux semaines d'une crise politique déclenchée par l'assassinat d'un député.

Le parti Ennahda a dit qu'il se soumettait à la décision du président de l'Assemblée nationale constituante, Mustapha Ben Jaafar, un allié laïque des islamistes, de geler les travaux de la Constituante jusqu'à l'ouverture de négociations avec les opposants au gouvernement.

"En dépit de nos réserves (...) sur cette initiative, nous espérons qu'elle servira de catalyseur pour que les adversaires politiques s'assoient à la table du dialogue", a annoncé le chef du mouvement, Rached Ghannouchi.

Le parti islamiste souhaite une *"solution consensuelle en cette période sensible"* et se dit favorable *"à la formation d'un gouvernement d'union nationale comprenant toutes les forces politiques convaincues de la nécessité d'achever le processus démocratique"*.

Ennahda fixe aussi un calendrier de reprise des travaux de l'ANC, exprimant le vœu que la Constitution et la loi électorale soient adoptées *"avant fin septembre 2013"* et que des élections soient organisées *"avant la fin de l'année"*.

Cette annonce intervient au lendemain d'une manifestation de dizaines de milliers de personnes réclamant la démission du gouvernement, jugé responsable de l'essor de la mouvance jihadiste accusée de l'assassinat de l'opposant Chokri Belaïd le 6 février et du député Mohamed Brahmi le 25 juillet.

La manifestation était organisée par une coalition hétéroclite d'opposition sans programme politique commun clair, allant de l'extrême gauche au centre droit et soutenue par les partenaires sociaux.

Les opposants ont refusé l'idée d'un gouvernement d'union dirigée par Ennahda et militent pour un cabinet de technocrates, mais il existe des désaccords. La puissante centrale syndicale UGTT et le patronat Utica ne veulent pas d'une dissolution de l'ANC.

La position qu'adoptera l'UGTT, qui compte un demi-million de membres capables de paralyser le pays, devrait être déterminante. M. Ben Jaafar a d'ailleurs fait du syndicat un arbitre en l'appelant à *"réunir autour de la table du dialogue tous les partis"*.

Le secrétaire général de l'UGTT, Houcine Abassi, a dit à la radio Express-FM, que son syndicat se réunirait "la semaine prochaine pour adopter les mesures nécessaires à l'intérêt du pays".

La Tunisie entamait jeudi une période de quatre jours chômés à l'occasion de la fin du ramadan.

Plusieurs dirigeants de l'opposition ont jugé "*positive*" mais "*insuffisante*" la décision de suspendre l'ANC. Ils ont promis de poursuivre des actions quotidiennes de contestation.

A Washington, la porte-parole du département d'Etat Jennifer Psaki a plaidé pour le "*dialogue*" entre les Tunisiens et a "*condamné le recours à la violence (...) qui n'a aucune place dans la transition démocratique de la Tunisie*".

A Washington, la porte-parole du département d'Etat Jennifer Psaki a plaidé pour le "*dialogue*" entre les Tunisiens et a "*condamné le recours à la violence (...) qui n'a aucune place dans la transition démocratique de la Tunisie*".

Des experts estiment que les deux camps en Tunisie devront revoir leurs positions.

"*La situation est grave mais elle bouge. Comme dans toutes les crises politiques, les deux camps arrivent avec des positions extrêmes antagonistes avant de trouver une solution (...). Ennahda a déjà commencé à changer sa position*", note le politologue Slaheddine Jourchi.

D'autant qu'"*aucun parti, Ennahda compris, ne peut ignorer la position de l'UGTT, qui est aussi celle de l'Utica. Ennahda ne peut pas continuer sans considérer que les forces (économiques et sociales) du pays ne sont pas d'accord avec lui*", souligne l'expert. AFP 07.08

3- Egypte

L'Union européenne et les Etats-Unis mettent en garde contre le risque d'une "*impasse dangereuse*" en Egypte, dans un communiqué commun publié mercredi 7 août. Un peu plus tôt dans la journée, des discussions ont échoué entre pro et anti-Mohamed Morsi.

Cette médiation internationale, organisée entre les autorités de transition et les islamistes fidèles au président destitué, devait trouver une issue pacifique à la crise en Egypte. Sans succès. Le pouvoir en place a accusé les Frères musulmans d'être responsables de cet échec et des "*événements et développements ultérieurs qui pourraient résulter*".

Le gouvernement égyptien a demandé mercredi aux partisans du président islamiste déposé par l'armée Mohamed Morsi de se disperser "*rapidement*" sur les deux places du Caire qu'ils occupent, menaçant de les déloger par la force après le ramadan qui prend fin dans la soirée.

L'UE et les Etats-Unis, de leur côté, ont prévenu le gouvernement égyptien qu'il avait une "*responsabilité particulière dans la sécurité et le bien-être de tous les citoyens*", et que la situation du pays ne pourrait progresser que par un "*processus politique pacifique dans lequel tous les partis puissent rivaliser sur un pied d'égalité*".

Alors que le secrétaire d'Etat John Kerry a surpris en assurant que l'armée avait "*rétabli la démocratie*" en évinçant M. Morsi, les sénateurs américains John McCain et Lindsey Graham ont toutefois utilisé le terme de coup d'Etat, déclenchant la fureur du gouvernement et de la presse égyptiens.

Après avoir rencontré le général Sissi et des islamistes, les deux sénateurs ont appelé à la libération de M. Morsi. Francetv info et AFP 07.08

ECONOMIE

Japon

Environ 300 tonnes d'eau contaminée se déversent chaque jour dans la mer depuis la centrale nucléaire accidentée de Fukushima. Ce chiffre a été donné par le gouvernement japonais, mercredi 7 août. Pire, l'exécutif est persuadé que les fuites durent depuis deux ans.

L'exploitant de la centrale, la compagnie d'électricité Tokyo Electric Power (Tepco), se débat depuis mars 2011 pour faire face

aux conséquences de l'accident qui s'est produit à sa centrale nucléaire Fukushima Daiichi, à 220 km au nord-est de Tokyo, endommagée par un séisme et un tsunami géant. Le problème le plus aigu qu'elle rencontre depuis plusieurs semaines consiste à empêcher de l'eau souterraine contaminée par la forte radioactivité du site de fuir dans l'océan Pacifique.

Mercredi, le chef du gouvernement s'est engagé à accentuer les efforts pour limiter ces fuites, et a ordonné au ministre de l'Industrie d'agir en urgence. Le pompage des eaux souterraines devrait débuter au plus tard en décembre, a indiqué un responsable du ministère de l'Industrie. Mais Tepco ne devrait toutefois pas atteindre son objectif à cette date et ne pourrait pomper que 240 tonnes d'eau sur les 300. Le nettoyage du site devrait prendre une quarantaine d'années et coûter plus de huit milliards d'euros. Francetv info 07.08

D'ici quelque temps les cas de cancers vont exploser au Japon... Evitez tous les restaurants japonais, les produits made in Japan

[Haut de page ↗](#)

Le 9 août 2013

CAUSERIE

On ajoutera une quinzaine d'articles ce soir ou demain matin.

On a essayé un gros orage une bonne partie de la nuit, le premier depuis un an, du coup plus d'électricité, des infiltrations d'eau dans plusieurs pièces de la maison, bref, j'ai très peu dormi. A 2h40 j'ai préparé la trame de l'article qui suit. Je me suis levé à 7h et j'ai terminé ce boulot à 15h52 sans déjeuner à midi, pas faim et pas le temps. Je suis claqué !

Bon week-end à tous.

RAPPORTS ENTRE MONDIALISATION ET MONDIALISME, suite 11.

Donc si on en croit mes adversaires, en réalité j'ai sur le dos la quasi-totalité du mouvement ouvrier à ma connaissance, les banquiers de la FED ou les plus puissants banquiers de la planète qui disposent d'une armée d'intellectuels à leur service aux Etats-Unis et à travers le monde, scientifiques, chercheurs, historiens, mathématiciens, économistes, bref, des universitaires bac + 7 ou 10, deux ou trois siècles selon les points de repères d'où l'on part après l'avènement du régime économique capitaliste, ces gens-là seraient des crétins finis qui n'auraient rien compris à son fonctionnement, son développement, son orientation, etc. tout cela leur échapperait encore au point qu'ils en seraient à bricoler en urgence une rustine quand la crise éclate ou refait surface.

Ils ont concentré une telle puissance qu'ils peuvent manipuler les cours de toutes les valeurs cotées en bourse, matières premières, monnaies, titres, obligations, etc., absolument rien n'échappe à leur contrôle, y compris la production dans tous les domaines tels, énergie, transport, communication, information, informatique, agroalimentaire, pharmaceutique, etc., leur pouvoir est tentaculaire, mais voyez-vous ils ne s'en serviraient pas pour orienter le cours du capitalisme mondial, agir dans un sens précis sur les contradictions du capitalisme, ils les subirait impuissants comme vous et moi, en fait le pouvoir extraordinaire qu'ils ont acquis ne leur servirait à rien ou si peu qu'il n'est pas besoin d'en parler, encore moins d'en tenir compte, voilà ce qu'on s'acharne à nous expliquer. Vous avouerez qu'une telle entreprise relève de la désinformation et qu'on ne puisse pas y adhérer.

En fait, tout ce qui s'est produit depuis un demi-siècle fut l'oeuvre des lois du capitalisme derrière lesquelles ne se tenait aucun acteur ou alors impotent, des marionnettes inconscientes qui ne pensaient qu'à profiter du système pour s'en mettre plein les poches sans se poser de questions ou penser plus loin. Finalement l'évolution du système économique capitaliste depuis le début ou le milieu du XIXe siècle n'aurait été que le produit de ces lois immuables qui fonctionneraient sur elles-mêmes sans que les modifications des rapports qui en découleraient ne se traduisent par une transformation des rapports entre les classes, absolument rien n'aurait changé depuis des siècles dans ces rapports, et si les banquiers anglo-saxons et leurs associés dictèrent aux Etats leurs conditions au sortir de chaque guerre ou crise et renforcèrent leur pouvoir politique, ce fut le fruit d'un pur hasard dans lequel ils n'y étaient pour rien ou si peu, c'est le conte qui fait office d'analyse de la situation qu'on nous sort depuis 68 ans, qui a servi de trame au combat de l'avant-garde du mouvement ouvrier, et dont on en a encore eu un exemple hier.

Les banquiers n'auraient pas grand chose dans la tête, ils n'auraient surtout pas de suite dans les idées, aucune stratégie, ils gèreraient leurs affaires au jour le jour, tout ce qu'on peut vous présenter ici n'est que pure fiction ou pures coïncidences auxquelles il ne faut surtout attacher aucune importance. Attention, vous êtes en train de vous faire manipuler par l'auteur de ces lignes qui divague, il n'aime pas le peuple, les travailleurs, les fonctionnaires, le mouvement ouvrier, sa famille pas même son chien, il leur préfère les banquiers, n'est-ce pas monsieur Coquema ?

On continuera une autre fois après s'être posé quelques questions pour alimenter notre réflexion.

Les délocalisations qui ont commencé vers les pays d'Asie du Sud-Est au milieu des années 70, puis deux décennies plus tard vers la Chine furent décidées un beau matin sur un coup de tête, nos banquiers se dirent en essuyant une larme : il y en a marre de la baisse du taux de profit, on va prendre le taureau par les cornes et y remédier sur le champ. Eh hop, aussi vite dit aussi vite réalisé, le lendemain c'était fait... Pas vraiment, car entre le moment où une telle stratégie était imaginée, puis élaborée minutieusement et le moment où elle entrerait effectivement en application il s'était bien passé 10 ou 15 ans. D'ailleurs, il n'y a pas si longtemps, quand vous décidiez d'installer une usine dans un de ces pays, entre ce moment-là et la commercialisation des premières marchandises sorties des chaînes il s'écoulait généralement entre 3 et 5 ans, le temps d'acquiescer les terrains, d'obtenir toutes les autorisations, les licences, de trouver le financement, de construire l'usine, d'installer les machines, recruter et former le personnel, etc.

C'est aussi du jour au lendemain, tenez encore sur un coup de tête que les banquiers de la FED décidèrent que le dollar ne serait plus convertible en or, ils n'avaient pas du tout, mais alors pas du tout envisagé l'extraordinaire pouvoir qu'ils allaient pouvoir en tirer, un don du ciel qui fait parfois bien les choses.

Les attentats du 11 septembre 2001, ils les conçurent sur un coin de table dans un resort face à l'océan pacifique en admirant un superbe coucher de soleil, voilà ce qui les inspira soudainement, une boule de feu pareil à un boeing projeté sur une tour, comme quoi la nature fait bien les choses tout de même. Quant au discours de G.W. Bush qui s'en suivit immédiatement sur la lutte contre le terrorisme, il improvisa le bougre, il se demanda quel profit ses amis banquiers pourraient tirer d'un tel événement et il a inventé cette histoire à dormir debout. Le pire, c'est que l'histoire lui donna raison, le conditionnement des masses fonctionnant à merveille, hélas !

Tenez, un autre exemple en retournant en arrière, entre 1899 quand Théodore Herzl rédigea *L'État des Juifs*, puis quand vit le jour la déclaration de Balfour en 1918 dans laquelle la couronne britannique s'engageait à donner la Palestine aux Rothschild, et la création en 1948 de l'Etat d'Israël qui est la propriété des banquiers anglo-saxons sionistes de la FED à 50 ou 80% selon les sources, il s'était écoulé un demi-siècle. Ainsi ils étaient parvenus à leur fin, mais alors sans développer la moindre stratégie, encore un pur hasard.

Bref, depuis le début du XXe siècle on pourrait multiplier les exemples par centaines qu'on nous répondrait encore : mais non, mais non, qu'est-ce que vous allez imaginer là, ils n'ont rien planifié, rien programmé, rien orchestré, ils n'ont aucun moyen d'agir sur les lois ou les contradictions du capitalisme, ce sont des impuissants, ce sont des bricoleurs du dimanche. Au diable la dialectique !

Question : Quel crédit accorder à des gens qui vous tiennent un tel discours ? Combien êtes-vous à le partager encore ? Il serait peut-être temps de remettre les pendules à l'heure et de revoir sérieusement notre copie, vous ne trouvez pas ? Je me mets dans le lot évidemment, puisque pendant trop longtemps j'ai cru à leur fable.

Vous avez raison monsieur Coquema, je ne suis pas Marx ou Lénine et je n'ai jamais prétendu les égaler ni même leur arriver à la cheville, je me répète, je ne suis qu'un pauvre type exilé au bout du monde, d'accord je n'ai aucune légitimité si cela peut vous faire plaisir, mais dites-moi, les dirigeants qui nous ont induit en erreur pendant si longtemps en ont-ils une ? Je veux bien leur en accorder une, à condition qu'ils renvoient leur copie immédiatement, je sais que cela paraîtra peut-être prétentieux, je vous dis le plus simplement possible ce que je pense, je vous accorde que je ne suis pas toujours très adroit dans ma manière de m'exprimer, mais les faits sont de mon côté alors je peux me le permettre. (A suivre)

Un complément tout chaud tout frais.

Là non plus, les banquiers ne savaient pas ce qu'ils faisaient en accordant des centaines de milliers ou davantage encore de crédits immobiliers à des clients à peine solvables, entre 250 et 500.000 dollars pour une maison.

Et quand ils titrisèrent ces titres pourris, là aussi ils ignoraient qu'un jour cela éclaterait à la figure de leurs clients. Ils s'en foutaient, cela leur aura permis de renforcer leur pouvoir en versant des milliers de milliards de liquidités sur le marché, sans s'oublier eux-mêmes au passage sinon à quoi bon, et cela continue depuis 5 ans !

Ceux qui sont parfaitement au courant sont d'ailleurs très inquiets des poursuites engagées contre JPMorgan par le ministère de la Justice du district Est de Californie, l'action JPMorgan cédait 0,09% après cette annonce, spectaculaire ! Les investisseurs savent qu'ils seront impunis, ils détiennent le pouvoir économique et politique.

- La banque JPMorgan visée par une enquête pénale sur les subprimes - AFP

La banque JPMorgan Chase, première banque américaine en termes d'actifs, fait l'objet d'une enquête criminelle aux Etats-Unis dans le cadre de ses ventes de produits hypothécaires risqués à des investisseurs avant la crise.

Dans un document boursier enregistré tard mercredi, elle explique qu'elle fait face à des "enquêtes à la fois civile et pénale du

ministre de la Justice du district Est de Californie à propos de titres obligataires adossés à des prêts immobiliers titrisés et vendus par la firme et ses filiales".

En mai 2013, JPMorgan Chase "a reçu une notification de la part des bureaux d'enquête au civil indiquant qu'ils étaient parvenus à la conclusion préliminaire selon laquelle l'entreprise avait enfreint certaines lois boursières en relation avec des offres d'obligations adossées à des titres immobiliers risqués (subprime) entre 2005 et 2007".

En outre, la banque a également "reçu et répondu à un certain nombre de demandes d'informations et requêtes informelles d'autres institutions fédérales ou de certains Etats américains concernant des produits hypothécaires", précise-t-elle.

L'effondrement de la valeur des innombrables dérivés hypothécaires immobiliers qui avaient été vendus à travers le monde a secoué les marchés internationaux et s'est traduite par une profonde crise économique dans de nombreux pays entre 2007 et 2009.

Six ans après, les grandes banques américaines sont loin d'en avoir fini avec les poursuites liées à leurs pratiques d'avant la crise.

Dans son document boursier, JPMorgan cite notamment des poursuites engagées par Deutsche Bank "au nom de plusieurs fonds" d'investissement, ainsi que "d'autres actions qui en sont au stade préliminaire dans les tribunaux des Etats de New York et du Delaware" (est des Etats-Unis) et qui accusent la banque d'avoir trompé les investisseurs sur la qualité de produits hypothécaires. (Deutsche Bank (Allemagne)? C'est l'une des banques qui est un pilier du cartel des banquiers avec la BNPParibas (France et PAys-Bas), Barclays (Garnde-Bretagne). L'Etat du Delaware, c'est un paradis fiscal, quelle farce ! -ndrl)

JPMorgan Chase avertit en outre qu'elle pourrait faire l'objet d'autres plaintes liées aux obligations dérivées de prêts immobiliers.

Elle fait aussi l'objet de nombreuses plaintes liées à ses pratiques de saisies immobilières, notamment de la part des Etats de New York et du Massachusetts.

Dans le domaine de l'électricité, elle vient de se voir infliger une amende de 410 millions de dollars pour mettre fin à des poursuites d'un régulateur fédéral pour manipulations de prix, et fait l'objet d'accusations similaires dans le stockage d'aluminium.

L'action de JPMorgan Chase réagissait peu à ces informations lors des échanges électroniques, elle cédait 0,09% à 55,25 dollars vers 13H25 GMT. AFP 08.08

Quand se produit une chute, c'est qu'elle était prévisible ou devait se produire un jour, autant l'orchestrer, pour d'une part s'en tirer à bon compte et d'autre part en tirer profit. Et quand il n'y a pas de chute, c'est tout simplement parce qu'on a fait ce qu'il fallait pour qu'elle ne se produise pas, CQFD.

Il faut vraiment être aveugle pour ne pas voir comment ils manipulent les contradictions du capitalisme, qu'il ne s'agit pas de nier évidemment.

JPMorgan Chase va s'en tirer avec une amende dont cette banque aura elle-même fixée le montant et la vie continuera comme avant, sauf pour les millions d'Américains qui ont perdu leur maison, quant aux investisseurs privés riches et moins riches qui y auront laissé des plumes, on évitera de les plaindre.

Qui a dit ?

Question : Qui a annoncé hier l'assassinat du président syrien qui aurait été pris pour cible par 17 roquettes tirées par le groupe de combattants Ahrar al Chaam?

Réponse : La chaîne de télévision saoudienne Al Arabiya (french.irib.ir 08.08)

Rectificatif

- Academi (ex-Blackwater) n'a pas été revendu (correctif) - Réseau Voltaire

Dans une brève datée du 26 juillet 2013, nous indiquions que, selon SouthWeb, Academi (ex-Blackwater) avait été racheté par Monsanto [1].

Or, SouthWeb est revenu sur cette information pour la démentir. Selon lui, Monsanto a bien eu recours aux services de la plus importante armée de mercenaires du monde, mais uniquement à des fins de renseignement, et ne l'a pas acquise. Le site ne précise pas l'origine de son erreur.

Academi n'a donc pas fait l'objet de rachat depuis 2010. Réseau Voltaire 07.08

DOSSIER MOYEN ET PROCHE ORIENT DU 27 JUILLET AU 8 AOUT

1- Syrie

1.1- Our Boys Got the Cannibal !

Nos garçons (braves soldats de l'armée arabe syrienne) ont eu le cannibale ! Ainsi va la vie d'un chien. Ils finissent tous de la même manière ces "résistants" de Fabius. Abou Sakkar a enfin été tué. C'est l'Élysée qui pleure.

Souvenez-vous, ce clown avait éviscéré un soldat syrien, avant de manger son cœur et ses poumons devant les caméras de ses complices et le monde entier via Youtube. Il accusait ce soldat d'avoir violé une femme et qu'il avait horreur de ça. Pire, il avait donné une interview en direct sur la BBC, après son acte "héroïque". Un vrai honneur perdu de la chaîne britannique... La Syrie est en train d'être nettoyée et, le monde entier doit remercier le président Bachar al-Assad et la vaillante armée arabe syrienne. L'armée arabe syrienne avait juré de venger son soldat. C'est fait. La même promesse a été tenue par elle, hier. En effet, elle a promis de venger ses soldats tombés en héros à Khan al-Assal où, les terroristes sont entrés pour éliminer toutes les preuves d'utilisation d'armes chimiques. Ils sont désormais encerclés par l'armée syrienne. Nous n'avons pas voulu mettre la photo de mort de ce criminel... <http://french.trib.ir> 31.07

1.2- L'Union du Kurdistan de Syrie a lancé un appel de mobilisation général pour combattre "les terroristes d'Al Nosra" . dans un communiqué , l'union demande à "tous les jeunes kurdes de s'engager dans les combats contre Al Nosra et leurs alliés qaidistes en Syrie".

L'union confirme l'enlèvement de 100 kurdes par les terroristes, la torture infligée à ces derniers : " le front Al Nosra contrôlent toujours une grande partie des villes Tal Abyaz et Raas al Aïn sur les frontières avec la Turquie et il tente de lancer des assauts contre les régions kurdes de la Syrie. En ce sens nous demandons à tous les jeunes kurdes de prendre des armes et de buter les terroristes de nos régions". Lundi de violents affrontements se poursuivaient pour la huitième journée consécutive entre les kurdes syriens et les terroristes dans la localité de Jabar Agha à Hassaka. <http://french.trib.ir> 30.07

1.3- Un centre américain de statistique vient de publier un bilan des terroristes arabes non syriens tués depuis 2011 dans des combats contre l'armée syrienne. le bilan est repris par le site syrien, Syria Al Aan. Voici les chiffres avancés par le centre: 1902 tunisiens, 1807 libyens, 1432 irakiens, 1002 palestiniens, 828 libanais ; 714 saoudiens ; 571 yéménites ; 412 marocains; 273 Algériens: 71 koweïtiens ; 42 somaliens, 21 omanais 19 bahreïnais ; 9 émiratis ; 8 qataris ; 3 soudanais ; un mauritanien .

Les takfiris tunisiens occupent la tête de ce peloton mortifère et ce au grand dam d'Ennahda, le parti au pouvoir qui a fait de la cause takfirie sa religion au risque de provoquer dans le pays des assassinats politiques comme celui de Brahmi qui vient de se produire. une autre remarque intéressante : les deux principaux pays arabes qui financent le terrorisme depuis 2011 en Syrie à savoir l'Arabie saoudite et le Qatar ne détiennent en fin de compte que le contingent le plus réduit: ils paient d'autres arabes pour aller se faire tuer. Une troisième et dernière remarque renvoie au nombre de takfiris libyens présents en Syrie. La guerre de l'Otan contre la Libye a fait de ce pays un stock d'armes grandeur nature pour tous les takfiris du Moyen Orient et du nord de l'Afrique tout comme un caserne d'où sont exportés des combattants takfiris là où le besoin de l'Empire l'exige. <http://french.trib.ir> 29.07

1.4- Environ 100 terroristes se sont rendus à l'armée syrienne.

Selon le journal syrien Thawra, 53 terroristes se sont rendus à l'armée syrienne dans la province Deir Ezzor à l'Est de la Syrie et 53 autres se sont eux aussi soumis et cédés leurs armes à l'armée dans la province de Homs au centre du pays. De plus en plus de terroristes reviennent au peuple syrien ; 470 d'entre eux se sont rendus il y a quelque temps en deux étapes aux forces d'Etat à Damas et à Homs. Dans le même temps, le bureau local des affaires caritatives du Kurdistan irakien a annoncé dans un communiqué que 40 membres du groupe terroriste Front Al-Nosra qui s'étaient rendus en Syrie y avaient retourné. <http://french.trib.ir> 29.07

1.5- Le Pentagone et la CIA se démènent pour identifier les bons éléments parmi les rebelles mais leurs efforts se trouvent dans l'impasse, affirme le site israélien Israël Spy. Le site mentionne les propos d'un haut commandant de l'armée sioniste qui se dit inquiet de la situation prévalant en Syrie et affirme que "les Américains se sentent eux aussi empêtrés dans une impasse identique". Ce général sioniste est Aviv Kochavi, chef du renseignement de l'armée israélienne qui a confirmé mardi l'afflux des milliers de jihadistes vers la Syrie et le danger potentiel qu'ils représentent pour Israël. Il est possible que la Syrie se désintègre et qu'une grande partie de ce pays tombe entre les mains des groupes liés à Al Qaida". Israël Spy souligne les tracas militaires et sécuritaires que pourrait générer pour Israël la perspective d'une emprise qaidiste sur la Syrie. "Le scénario d'un Emirats islamique en Syrie ne va pas sans poser une menace à long terme à la sécurité des Etats Unis et de leurs alliés car à ce rythme Al Qaida parvient à trouver une nouvelle base d'entraînement et de présence ". "Bachar Assad et son père Hafez n'ont cessé de vouer aux gémonies Israël et ce depuis 1970. Bachar tout comme son père est un allié de choix de l'Iran. Ce sont

eux qui ont créé le Hezbollah à coup de soutien militaire et financier et pourtant personne ne souhaite désormais qu'Assad tombe".

Le site évoque les rapports datant de 2011 selon lesquels les experts jugeaient très positif le renversement d'Assad car en l'absence de ce dernier, l'Iran " *perdrait un allié de poids et que la Syrie serait trop occupée pour s'ingérer dans les affaires régionales*", et le site d'ajouter " *mais deux ans et demi plus tard, on s'aperçoit que la situation n'est pas aussi facile que cela et les analystes israéliens sont amenés à bien croire à ce proverbe " le diable connu est meilleur que le diable inconnu"*. Les israéliens connaissent au moins Assad et ses tactiques, le site fait écho aux inquiétudes du renseignement israélien qui estime que " *les violences en Syrie ne tarderont pas à s'étendre aux pays voisins*". Les propos de Kochavi ont été formulés alors que ce dernier venait de rentrer d'une visite à Washington, une visite consacrée à l'échange d'informations avec les américains au sujet de la Syrie entre autre. " *Ses visions portent donc des traces des inquiétudes exprimées à Washington*". <http://french.irib.ir> 28.07

1.6- Selon le journal Al Diyar citant les services du renseignement jordanien un projet d'attentat contre Bachar Assad, un autre vient d'être déjoué. car ces services e, ont renseigné les services secrets syriens. " *Le lundi 3 juin, les rebelles ont tenté d'attaquer l'avion présidentiel non loin de Lattaquié via un système de missiles anti aériens importés de Qatar*" selon Al Diyar, deux employés de laéroport de Al Maza près de Damas cherchaient à appliquer l'attentat alors que l'avion présidentiel en plein vol. Les assaillants armés étaient liés à Al Nosra et à un certain nombre d'officiers déserteurs et voulaient tirer en direction de l'appareil en phase d'atterrissage et alors qu'il se trouvait à 150 mètres du sol. Certaines parties liées à ce projet d'assassinat évoquent l'existence d'un groupe composé de neuf personnes impliquées dans ce projet d'attentat visant à éliminer Assad pendant le weekend alors qu'il se trouvait dans la ville d'Al Waghhaa près de la Méditerranée. Al Diyar affirme que le projet d'attentat aurait été l'oeuvre des services secrets qatari-turcs. <http://french.irib.ir> 28.07

1.7- Les changements survenus à l'échelle régionale et internationale semblent changer la donne en Syrie depuis plusieurs mois, de sorte que certains analystes parent maintenant du renforcement de la position du président Assad face à un Occident affaibli.

« *Des centaines d'individus rejoignent les rangs de l'armée syrienne pour se battre contre les terroristes et les rebelles liés aux groupes extrémistes qui sont proches d'al-Qaïda* », rapporte la presse internationale. Selon les commentateurs, c'est un signe du changement radical de la donne en Syrie en faveur du gouvernement du président Bachar al-Assad et de son armée. En réalité, les rebelles armés et les terroristes perdent de plus en plus leur espoir quant à une victoire importante face au peuple syrien. De nombreux hommes quittent leurs rangs et rejoignent l'armée syrienne.

La presse britannique a confirmé la nouvelle. Plusieurs journaux ont écrit que l'armée syrienne s'approche d'une victoire décisive face aux rebelles armés. En outre, le Premier ministre britannique, David Cameron, a avoué que le gouvernement syrien et l'armée de ce pays ont gagné la guerre contre les rebelles et les terroristes soutenus par les puissances étrangères.

En effet, depuis plusieurs mois le gouvernement et l'armée de la Syrie ont réussi à isoler les terroristes et les rebelles armés dans la plupart des régions syriennes. Mais ce qui donne plus d'importance aux victoires de l'armée syrienne c'est la répercussion de cette nouvelle dans la région où plusieurs pays arabes ou non arabes avaient décidé de soutenir les terroristes et les groupes armés jusqu'au renversement du gouvernement du président Bachar al-Assad. Plusieurs facteurs ont contribué au changement de la situation en Syrie :

- Les groupes kurdes syriens ont mis fin finalement à leurs doutes et ont rejoint les rangs de l'armée syrienne pour combattre les terroristes. Après leurs longues hésitations, les groupes kurdes qui essayaient de se mettre à l'abri des hostilités, ont décidé finalement de nettoyer les régions à population kurdes, situées dans l'est du pays de la présence des terroristes et des membres des groupes extrémistes.

Dans la ville de Ras al-Ein, les groupes kurdes ont pris position contre les terroristes liés à al-Qaïda. Leurs leaders ont annoncé qu'ils préfèrent se mettre du côté du gouvernement et de l'armée syriens contre les rebelles armés. Cependant certains groupes kurdes qui entretiennent des relations plus proches avec le gouvernement d'Ankara ont annoncé qu'ils poursuivront à lutter contre le gouvernement de Damas aux côtés des rebelles. Néanmoins la plupart des groupes kurdes ont compris qu'ils auraient intérêt à rester loyaux au gouvernement de Damas face à un ennemi commun : l'extrémisme.

- Autre événement qui a contribué au changement de la donne en Syrie, ce sont les événements qui se sont produits en Egypte. L'affaiblissement des positions des Frères musulmans égyptiens a eu un impact direct sur les groupes rebelles à l'intérieur de la Syrie. Les Frères musulmans semblent perdre du terrain en Tunisie aussi. Les protestations intérieures en Turquie et l'affaiblissement de la position du gouvernement du Premier ministre Recep Tayyip Erdogan, semblent également renforcer la position du gouvernement et de l'armée syriens face aux rebelles armés qui étaient soutenus tant par les gouvernements arabes que le gouvernement d'Ankara. <http://french.irib.ir> 28.07

1.8- Le journal britannique Daily Telegraph conseille aux pays occidentaux de se préparer à une victoire militaire d'Assad. " *Cette victoire ne marque pas seulement la défaite des opposants d'Assad mais celle des pays occidentaux anti Assad. c'est une victoire aussi de l'Iran et de la Russie*". Dans un article signé Kafflein, le journal souligne " *la reddition des centaines de rebelles armés ces derniers jours, rebelles qui se font grâcier suivant l'armistice décrétée par Assad. Ce fait montre bien ce que j'ai prédit depuis des semaines, Assad est en train de gagner la guerre sanglante qui dure depuis plus de deux ans*". " *Les choses*

ont changé après la reprise de Qusseir sur les frontières du Liban . Les circonstances sont tels qu'Assad ne cesse de prendre le dessus. L'opposition s'entre-déchire et l'ASL combat désormais Al Nosra et les Qaidistes et puis il y a l'Iran et la Russie qui ne cessent de renforcer leur soutien à Assad. " L'auteur souligne les propos de David Richards, ex-commandant de l'armée britannique qui avait dit : " il n'existe aucune oreille sensible pour prêter attention aux demandes de Cameron et de Hague d'armer les opposants."

Et puis l'idée d'établir une zone d'exclusion aérienne au dessus de la Syrie est un casus bellis adressé à Damas non obstant le fait que la livraison d'armements aux rebelles pourrait profiter surtout aux extrémistes. Ce qui a d'ailleurs dissuader les occidentaux de s'engager en ce sens. Mais quel en a été le résultat? Les opposants d'Assad nous traitent de traîtres et nous, nos dirigeants comme Cameron ne cessons de confirmer la montée en puissance d'Assad. Tôt ou tard, Assad proclamera sa victoire et ce seront alors les opposants qui devront chercher comment consoler leurs maux. Sur cette base, je crois qu'il est grand temps que les dirigeants occidentaux mettent en marche leur sens de discernement collectif et songent à la victoire d'Assad et à ses conséquences. Cette victoire va affaiblir d'une part la place d'Obama et de Cameron en termes de crédit international puisqu'ils ont sans cesse chercher à renverser Assad et de l'autre renforce la position de la Russie et de l'Iran, les deux principaux soutiens d'Assad. Partant de là la victoire d'Assad ne sera pas seulement la défaite de ses opposants syriens". <http://french.trib.ir> 27.07

1.9 - Les Etats-Unis et l'Otan ont formé, dès le déclenchement de la crise en Syrie, des escadrons de la mort, sous la supervision d'ex-ambassadeur US à Damas, Robert Ford.

C'est le Global Research, cité par la chaîne syrienne Al-Akhbariya, qui l'a révélé, faisant état de l'application du même scénario qui a eu lieu en El-Salvador. La mission des escadrons de la mort en Syrie qui bénéficient du soutien des Etats-Unis et de l'Otan, consiste à massacrer les civils, pour ensuite faire endosser ce crime à l'armée syrienne, selon le Global Research. « L'objectif, ajoute le Global Research, imputer à l'armée syrienne ces massacres, était d'influer sur l'opinion publique et préparer ainsi le terrain à l'ingérence étrangères. » « *Le massacre des civils dans la ville d'al-Houla, qui a été imputé à l'armée syrienne par les médias internationaux et que le secrétaire général de l'Onu avait dénoncé, était en réalité l'œuvre des escadrons de la mort, liés aux Etats-Unis et à l'Otan*, a révélé le Global Research.

«*Les escadrons de la mort ont commencé mi-mars 2011 leurs activités en Syrie, sous la supervision directe de Robert Ford, ex-ambassadeur de Washington à Damas*, a indiqué le Global Research. (french.trib.ir 06.08)

Précision. Le Global Research ou le portail Mondialisation.ca.

2- Arabie Saoudite

Une petite devinette : dans quel grand pays, ami de tous les pays bien gentils, un citoyen peut-il être condamné à sept ans de prison et 600 coups de fouet pour avoir ouvert un site internet appelant au respect de la liberté d'expression, et au recul du religieux sur la vie sociale ? Allez, c'est facile : c'est bien entendu chez nos amis saoudiens.

L'Arabie Saoudite est une démocratie vertueuse, pas comme les vilains dictateurs des environs. Certes, elle refuse ratifier le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, et la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, mais c'est parce que le respect des libertés individuelles y est tellement merveilleux que signer ces textes serait redondant. De même, permettre le recours devant le Comité des Droits de l'Homme de l'ONU serait un luxe bien inutile, ce qui n'est pas le genre de la maison. Ce pays est d'ailleurs tellement passionné par la démocratie qu'il finance des groupes de combattants allant affronter l'armée nationale syrienne, pour renverser un très vilain dictateur.

Oui, mais voilà... On ne se fâche pas facilement avec ce pays d'accueil pour les bases militaires US, bourré de pétrole et d'argent. Les droits de l'homme appréciés selon la stratégie militaire...

L'Arabie saoudite vient de lancer un gigantesque projet de métro à Ryad, pour 22,5 milliards de dollars, et les grands groupes mondiaux se sont précipités. Le français Alstom a récupéré un lot de 1,2 milliard de dollars pour la maintenance de ce métro... utilisé par les femmes si elles ont accompagnées ! La responsabilité des entreprises pour refuser de s'impliquer dans des projets qui violent les droits fondamentaux, c'est presque fait.. Mais ils ne perdent rien pour attendre, car question dignité de la femme, la France ne rigole pas : on a même des lois spéciales-dignité, parfaitement exportables, non ?

Mais l'actualité saoudienne, c'est aussi la condamnation hier de Raef Badawi, 29 ans, père de trois enfants, co-fondateur du site « *Réseau libéral saoudien* » par un tribunal de Jeddah à sept ans de prison et 600 coups de fouet. Selon son avocat, Walid Abualkhair, les faits reprochés sont uniquement la publication des textes sur ce site, pendant sa brève existence, textes dénonçant le poids du religieux dans le domaine public.

Raef Badawi avait été arrêté le 17 juin dernier à Jeddah. Déjà un an en prison. En décembre, il avait été inculpé pour apostasie, passible de peine de mort en Arabie Saoudite, mais cette charge a été abandonnée. La condamnation vise la création

d'un site « *portant atteinte à la sécurité publique* ». Il avait contesté la Commission pour la Promotion de la Vertu et la Prévention du Vice, et avait publié des textes très critiques sur la Al-Imam Mohammad Ibn Saud Islamic University, décrite comme un « *repère de terroristes* ». <http://french.trib.ir> 31.07

3- Turquie

3.1 - Le Président turc, Abdullah Gül, a réduit les prérogatives de l'armée, dans ce pays.

Dans un projet de loi remis au parlement, l'année dernière, le rôle de l'armée a été diminué de manière drastique. En fait, le parlement turc, en modifiant une partie de la loi, qui pouvait aplanir le terrain à l'ingérence de l'armée dans la politique, a franchi un nouveau pas, pour restreindre l'influence politique de cet organe militaire. De l'avis des analystes, cette évolution n'est pas sans rapport avec la destitution de Morsi, par l'armée égyptienne, et les hommes d'Etat turcs s'inquiètent de la répétition du scénario égyptien, dans leur pays. A ce propos, l'Associated Press a rapporté que les généraux de l'armée turque justifiaient, toujours, par ladite loi, leur ingérence, dans les affaires politiques concernant la protection de la laïcité par l'armée. Euronews, pour sa part, a rapporté, à ce propos, que l'armée turque, qui a renversé 4 gouvernements, au cours de ces 50 dernières années, a perdu son influence du passé, depuis l'avènement de l'AKP. Cette chaîne a ajouté que les milieux proches du gouvernement estiment que l'arrestation d'une autorité de haut rang de l'armée peut être considérée comme un progrès dans le domaine de l'établissement de la démocratie.

Atilla Sandiklin du Centre des Etudes stratégiques, «Bilgesam», a précisé que les réformes, dans le système judiciaire turc, simultanément au processus de son adhésion à l'Union Européenne, dans les dernières années de la décennie 1990 et au début de l'année 2000, ont été très importantes, pour renforcer le processus démocratique, en Turquie. Une source parlementaire turque a annoncé, vendredi dernier, que la nouvelle loi restreint le rôle de l'armée et la met sous le contrôle direct du ministère de la Défense. Cette source a ajouté qu'il y a un consensus entre les quatre groupes, qui sont chargés d'élaborer la nouvelle Constitution, d'autant plus que l'objectif est d'élaborer une Constitution civile et démocratique. L'état-major de l'Armée turque est sous le contrôle de la primature et le ministère de la Défense n'est pas en mesure de mettre en question les actes de l'armée. Le parti de la Justice et du Développement, (AKP), dirigé par le Premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, après sa venue au pouvoir, en 2012, a réussi à réduire l'influence politique des militaires, avec la révision de la Constitution et les enquêtes judiciaires, qui ont abouti à la mise en examen de centaines d'officiers, accusés de comploter contre le gouvernement. <http://french.trib.ir> 31.07

En résumé , l'Union européenne a soutenu le parti des Frères musulmans pour affaiblir la position de l'armée qui incarnait la laïcité, normal, elle a appelé à la libération de Morsi...

3.2 - La presse turque n'est plus trop tendre avec le premier ministre Erdogan qu'elle accuse de soutien aveugle aux Frères musulmans aussi bien en Syrie qu'en Egypte et ailleurs , ce qui a fini par "*isoler la Turquie*".

" *La position de la Turquie envers l'Egypte n'est pas conforme aux réalités égyptiennes*, affirme le journal Taraf, cité Al Alam. "*Nous parlons d'un Etat qui pèse beaucoup plus lourd que la Turquie. Il faut reconnaître que les positions internationales consistent à marginaliser les Frères musulmans et Erdogan avec son obsession pro Frère ne fait qu'isoler la Turquie. La Turquie devra faire un retour salutaire à la vérité et à la sagesse*, affirme le journal. Un autre quotidien Yeni Chafagh traite de la question de la démocratie entre l'Occident et les arabes.

Le quotidien cite le haut conseiller d'Erdogan Ebrahim Ghali qui critique les orientalistes occidentaux pour avoir accusé les musulmans d'être incapables d'accepter la démocratie. Or l'Egypte et la Tunisie ont bien montré que les musulmans et les Arabes savent se doter de la démocratie. la question est alors la suivante : est-ce que l'Occident a la capacité d'accepter la démocratie? Quand le Hamas est arrivé au pouvoir l'occident l'a empêché de l'exercer, idem pour l'Egypte où l'Occident a provoqué le renversement de Morsi". Le conseiller d'Erdogan, toujours cité par le journal dénonce le coup d'état militaire et souligne que toutes les parties en pâtiront". Le journal Melliyat revient lui aussi sur les politiques d'Erdogan les qualifiant d'irréelles : "*Comment se fait-il que la Turquie a tendu pour elle même des pièges ? La Turquie va-t-elle tomber dans son propre piège? s'interroge le journaliste Ghadri et de poursuivre : " les évolutions anti-Frères ont commencé depuis le double attentat de Reyhanli, s'est poursuivi au Qatar puis en Egypte et l'axe Turquie/Qatar/Arabie a fini par être brisé et maintenant les secousses arrivent au nord de la Syrie. Ces évolutions ont marginalisé plus qu'à tout autre moment la Turquie et cet isolement terrifiant est la conséquence directe des politiques de l'AKP"* <http://french.trib.ir> 30.07

4- Iran

4.1 - American Enterprise a fait allusion, dans un article, à la présence puissante de la Marine iranienne dans la mer Méditerranée. L'institut a recommandé à l'administration américaine de rester vigilante face à la présence militaire et maritime des Iraniens en Méditerranée.

Selon un article, publié par American Enterprise, Institut de l'entreprise américaine pour la recherche sur les politiques, la RII a renforcé sa présence dans la mer Méditerranée. « *Hossein Salami, commandant adjoint du Corps des Gardiens de la*

Révolution islamique, a déclaré que la présence de la Marine iranienne en Méditerranée cherchait à assurer la sécurité et les intérêts nationaux de l'Iran ». « Les agissements de l'administration américaine et du régime sioniste n'empêchent pas la présence de l'Iran en Méditerranée. En février 2011, les navires iraniens sont entrés en Méditerranée via le canal de Suez. Il s'agit de la première fois que les navires iraniens sont entrés dans cette zone depuis la victoire de la Révolution islamique », a déclaré le général Hossein Salami.

L'auteur de l'article a ensuite reconnu que la présence des forces maritimes iraniennes en Méditerranée lancerait un défi pour l'administration américaine. *« La présence de l'Iran en Méditerranée représente un défi sécuritaire pour l'administration américaine car celle-ci craint ne plus pouvoir dominer les ressources gazières et pétrolières de la région. En plus, le régime sioniste craint que les relations entre la RII et le Hamas ne soit élargies via la Méditerranée »,* poursuit l'article. *« La Marine et le Corps des Gardiens de la Révolution islamique ont renforcé leur présence dans la mer d'Oman, le Golfe d'Aden et la Mer Rouge. Entre autre, une base maritime soudanaise a permis aux navires iraniens d'entrer dans la mer Méditerranée pour ainsi se diriger vers la mer Rouge. C'est ainsi que les navires iraniens sont capables de circuler dans la mer Rouge »,* indique l'article. L'auteur de l'article a ensuite conseillé à la Maison Blanche de rester vigilante envers la puissante présence de la Marine iranienne en Méditerranée. *« La Maison Blanche doit rester vigilante face au renforcement de la présence iranienne dans la zone méditerranéenne pendant la prochaine décennie. Au lieu de se focaliser sur la sécurité de ses forces maritimes, déployées dans le golfe Persique, l'administration américaine doit prendre compte de l'influence crescendo de la RII dans la zone méditerranéenne ».* <http://french.irib.ir> 30.07

4.2 - *« Israël est préoccupé par un éventuel accord entre l'Iran, l'Union européenne et les Etats-Unis » a écrit le quotidien israélien, Maariv. « Il y a quelques semaines, l'un des hauts responsables de l'organisation de renseignement et de sécurité d'Israël s'est déplacé, en Europe pour s'entretenir avec ses homologues européens de l'Iran » a précisé ce quotidien. Ce déplacement était motivé par des inquiétudes ressenties à Tel-Aviv, suite aux informations faisant état d'un éventuel accord entre l'Iran et l'Europe avec le consentement des Etats-Unis »* précise encore Maariv. *« Ce responsable de renseignement israélien a entendu ses homologues européens lui dire qu'après l'élection de Hassan Rohani comme nouveau Président iranien, l'Union européenne, étant sous pression de son opinion publique, n'a d'autre choix que d'opter pour la solution douce et facile de la question du nucléaire de l'Iran »,* a ajouté ce quotidien.

Toujours selon ce quotidien, ce responsable israélien a été informé de la position de l'administration US à cet égard. *« Si le nouveau Président iranien, Hassan Rohani donne son accord à l'arrêt, ne serait-ce que pour quelques mois, de l'enrichissement de l'uranium à 20%, les Etats-Unis donneront leur aval à l'allègement des sanctions contre Téhéran »* révèle ce quotidien. Les autorités du régime israélien ont, à maintes reprises, annoncé qu'elles étaient mécontentes de l'élection de Hassan Rohani comme nouveau Président iranien, tout en exprimant leurs inquiétudes de voir l'Iran et l'Europe, parvenir à un accord diplomatique pour résoudre la question du nucléaire iranien. <http://french.irib.ir> 30.07

5- Israël

5.1 - La chaîne de télévision israélienne, Canal 2, a rapporté que le chef des services de renseignements israéliens (Mossad), Tamir Bardo a effectué une visite secrète il y a quelques semaines aux Emirats-arabes-unis.

Selon l'expert des affaires arabes de Canal 2, Ehod Yaari, *"la visite était officieuse" et "Bardo s'est réuni avec le prince héritier Mohamad ben Zayed alNahyan, ainsi qu'avec de haut responsables sécuritaires".*

Au cours de cette réunion, il a été surtout question de la situation en Egypte avant le coup d'état militaire et de la coopération dans les questions militaire et sécuritaire.

Toujours selon la même source, Bardo s'est réuni avec le responsable palestinien Mohammad Dahlan qui réside à Dubaï.

Canal 2 a cité des rapports turcs selon lesquels Bardo s'est rendu récemment à Ankara pour renforcer les relations avec les renseignements turcs.

Selon le quotidien turc Heryatt, Bardo s'est réuni en secret avec son homologue turc Haqan Vidane pour discuter des évolutions en Syrie et en Iran. Le quotidien a indiqué que Bardo et Vidane se sont échangés des informations de renseignements liées à la Syrie et au rôle iranien là-bas. <http://french.irib.ir> 29.07

5.2 - Patrick Maisonnave sera le prochain ambassadeur de France en «Israël». Il succède à Christophe Bigot en poste à «Tel Aviv» depuis 2009.

Patrick Maisonnave est un diplomate expérimenté qui connaît parfaitement la réalité géopolitique de l'entité sioniste puisqu'il est, jusqu'à présent, Directeur des affaires stratégiques, de sécurité et du désarmement, au sein du Ministère des Affaires Étrangères et Européennes. Il est un chaud partisan de la lutte contre la prolifération nucléaire, et à ce titre, il ne peut que plaire à ses nouveaux hôtes qui ont fait de la menace iranienne le principal défi des prochaines années. *« Nous sommes très contents que le nouvel ambassadeur vienne de la Direction des affaires stratégiques du Quai d'Orsay, affirme un diplomate israélien au journal*

Le Figaro, car elle est très à l'écoute d'Israël», ajoute-t-il.

«Patrick Maisonnave travaille activement dans la lutte contre la prolifération nucléaire (TNP). Son discours sur l'Iran devrait particulièrement être apprécié des israéliens pour qui Téhéran est la principale menace. Patrick Maisonnave comprend cette position et estime aussi que l'Iran représente un danger, et pas uniquement pour Israël, pour le reste du monde également», rapporte le site d'informations israélien JSSNews.

Selon le JSSNews, *«M. Maisonnave connaît également le monde politique israélien. Il a rencontré à plusieurs reprises des leaders locaux, dont Tzipi Livni avec qui il s'entend particulièrement bien.»*

Patrick Maisonnave, grâce à sa carrière, *«connaît parfaitement les enjeux géopolitiques d'Israël et du monde Arabe»* ajoute le site. *«Il est très impliqué, à plusieurs niveaux, dans des discussions avec l'Egypte par exemple. Mais son domaine de prédilection c'est plus des pays particulièrement instables, comme la Pakistan.»*

Plus globalement, *«Patrick Maisonnave va suivre la politique étrangère de la France, mais à titre personnel, il ne se fait pas tellement d'illusions sur la paix au Proche-Orient».*

Patrick Maisonnave devrait présenter ses lettres de créances au président israélien Shimon Peres dans les prochaines semaines. Christophe Bigot devrait, de son côté, quitter ses fonctions d'ici la fin juillet. <http://french.trib.ir> 29.07

5.3 - En protestation contre la multiplication des cas de crimes et de violences, en Israël, (Palestine occupée), ces derniers jours, Tel-Aviv est le théâtre de manifestations de protestation.

"En guise de protestation contre l'augmentation de cas de crimes, des manifestations ont eu lieu, dans la localité de Herzlia, dans le Sud de Tel-Aviv, pour réclamer l'instauration de la sécurité", a écrit le quotidien sioniste, "Yediot Aharonot", dans son numéro d'aujourd'hui, dimanche. La multiplication des délits, des actes de corruption et des crimes, en Israël, suit, ces derniers temps, un processus accéléré. Ces délits, ces corruptions et ces crimes se sont propagés des instances et des politiciens israéliens au corps même de la société. La corruption financière et morale des autorités du régime sioniste tracasse, depuis longtemps, les tribunaux israéliens. L'ancien Chef du Mossad, Meir Dagan, a reconnu, ouvertement, il y a quelques temps, qu'Israël est au bord du gouffre et que ce qui le menace, actuellement, c'est son système politique. Ces dernières années, les autorités israéliennes occupant des postes-clés ont parlé de la mauvaise situation interne d'Israël et de son avenir sombre. Les mauvaises conditions politique et économique de ces dernières décennies se sont associées, avant de créer des crises sociales engendrant la pauvreté, la corruption, la prostitution et l'insécurité, dans la société hétérogène sioniste.

En 1948, en occupant la Palestine, ce régime s'est autoproclamé, alors qu'il était dépourvu des deux facteurs essentiels que sont le peuple et la patrie, pour former un Etat. C'est alors que les Sionistes, en occupant la Palestine et en massacrant et mettant en errance le peuple palestinien, ont, d'abord, usurpé leurs terres, avant de créer un peuple factice, pour ces territoires usurpés, en trompant des millions de Juifs, à travers le monde. La discrimination s'est, ainsi installée, dans une société malsaine, en mal d'identité, avec toute une série d'immigrants considérés comme des citoyens de seconde zone, ce malaise et ce mal-être conduisant, inexorablement, à décadence morale de la société. Selon les chiffres officiels de la police du régime sioniste, en raison de la multiplication, sans précédent, de la délinquance et des crimes, dans la société israélienne, le ministère de l'Intérieur du régime sioniste, en coopération avec la police, a déployé un maximum d'efforts, pour collecter les armes personnelles.

Le récent rapport de 2012 de l'Organisation "Transparency International" révèle que le régime sioniste occupe la 39ème place de l'indice de la corruption des responsables. L'augmentation des cas de prostitution, de toutes sortes de perversions morales et de corruption financière et sociale, ont transformé la Palestine occupée en une société, sans fondement éthique, dans la région, ce qui explique pourquoi la société est aux prises avec des maladies psychiques. Le chiffre élevé des cas de suicides et d'immolations par le feu, en Palestine occupée, met en exergue l'ampleur de l'immoralité qui règne dans la société sioniste. Le fait de reconnaître les anomalies, en Israël, veut dire que, sur la terre où coulent en abondance *«le lait et le miel»*, promise aux immigrants sionistes, la sécurité est un cadeau précieux. Dans de telles conditions, une des autorités du régime sioniste a laissé entendre que *«la société israélienne se dirige vers la barbarie et que le crime y est devenu un problème de fond»*. <http://french.trib.ir> 28.07

ACTUALITÉ DU JOUR

[Dans la poubelle des agents de l'impérialisme américain et du néolibéralisme.](#)

1- Florence Aubenas : **« En Syrie, il y a une chasse aux journalistes »** - Leparisen.fr

Ex-otage en Irak, Florence Aubenas copréside le comité de soutien aux deux journalistes d'Europe 1, Didier François et Edouard Elias, enlevés en Syrie il y a tout juste deux mois.

"... nous ne savons pas grand-chose, à part qu'ils ont été enlevés le 6 juin par des hommes cagoulés dans la région d'Alep. La grande difficulté avec la Syrie, contrairement à ce qui s'est passé dans d'autres pays, c'est que les deux parties en conflit peuvent détenir des otages. Soit la rébellion, soit les forces gouvernementales. Ce qui rend les recherches plus compliquées et l'approche politique de la situation différente." (Quand on ne sait, on la ferme ! - ndlr)

"... on s'est rendu compte qu'il y a une véritable chasse aux journalistes en Syrie." (Le gouvernement syrien aurait tout intérêt à faire la chasse aux journalistes dans votre genre, à sa place nous le ferions aussi. Lire plus loin qui est Aubenas et pour qui elle roule. - ndlr)

"Nous avons lancé une pétition qui vient de dépasser le cap des 5000 signatures (<http://otagesensyrie.org>). La France est un pays atypique en matière de prise d'otages. Il existe une réelle solidarité. Le comité prendra également une série d'initiatives, dont les plus spectaculaires auront lieu les 6 de chaque mois. En septembre, par exemple, on lancera une opération dans les mairies de France". Leparisen.fr 08.08 (Il faut associer la population à l'entreprise djihadiste du gouvernement français en Syrie, CQFD. - ndlr)

Il y a quelques mois, Aubenas envoyée spéciale en Syrie pour le journal Le Monde affirmait qu'il n'y avait pas de mercenaires djihadistes étrangers en Syrie (l'article de presse figure dans les archives du site, ainsi que la causerie que j'y avais consacrée.), alors qu'on disposait d'une multitude de témoignages qui prouvaient le contraire, on sait que leur nombre était évalué à plus de cent mille contras venant de plus de 50 pays différents, le Réseau Voltaire avance un chiffre beaucoup plus important.

Tenez, la preuve que madame Aubenas est une faussaire par ses amis américains, notez la date, 2011 :

- Un centre américain de statistique vient de publier un bilan des terroristes arabes non syriens tués depuis 2011 dans des combats contre l'armée syrienne. le bilan est repris par le site syrien, Syria Al Aan. Voici les chiffres avancés par le centre: 1902 tunisiens, 1807 libyens, 1432 irakiens, 1002 palestiniens, 828 libanais ; 714 saoudiens ; 571 yéménites ; 412 marocains; 273 Algériens; 71 koweïtiens ; 42 somaliens, 21 omanais 19 bahreïnais ; 9 émiratis ; 8 qataris ; 3 soudanais ; un mauritanien . <http://french.irib.ir> 29.07

Elle a adopté la position du gouvernement Hollande-Fabius sur la question syrienne et continue à ses côtés son combat impérialiste contre le peuple syrien, comment ? En laissant entendre que le gouvernement syrien aurait enlever des journalistes, ce qui ne pourrait que desservir sa cause, tout comme l'emploi d'armes chimiques, Assad est inconscient, c'est bien connu. La tiers-mondiste Aubenas est une professionnelle, non pas dans le domaine du journalisme indépendant, mais dans celui de la manipulation grossière pour le compte de la main qui flatte son ignorance et qui la nourrit, détestable et infréquentable !

2- Laissez Snowden tranquille, réclament 157 ONG à Obama - liberation.fr

- Pour les ONG, le gouvernement américain devrait au contraire le protéger, au nom de la liberté d'expression. «Les dernières révélations d'Edward Snowden ont déclenché un grand débat public, nécessaire et tardif, sur les limites acceptables de la surveillance exercée dans un Etat démocratique», explique le collectif, qui dénonce une «tendance obsessionnelle du gouvernement américain à contrôler l'information». liberation.fr 08.08

Là l'opération consiste à définir "*les limites acceptables de la surveillance exercée dans un Etat démocratique*", autrement dit justifier l'existence d'un système policier consistant à surveiller la population sous un régime capitaliste, ce qui serait rendu tout à fait acceptable à partir du moment où on aurait décrété que cette surveillance s'effectuerait dans le cadre d'un "*Etat démocratique*", ce qui signifie qu'un tel Etat ou les bases d'un tel Etat existerait malgré tout aux Etats-Unis, alors qu'en réalité depuis des lustres nous sommes en présence d'une dictature.

Mieux encore, sachant les contradictions qui secouent actuellement le sommet de l'administration américaine, cette initiative et plus particulièrement son orientation tend à accroître la pression sur son aile conservatrice que représente Obama, au profit de sa tendance néolibérale qui lui reproche ses hésitations sur la Syrie et son manque de fermeté envers l'Iran, ses coupes dans le budget du Pentagone.

C'est aussi ignorer que le gouvernement américain ou plus largement l'administration américaine sont en réalité un mélange de démocrates et de républicains, qui ont été mis en place par les commanditaires de la CIA et de la NSA, et qu'ils en sont les représentants et non ceux de la population américaine. Finalement cette opération revient à couvrir la véritable nature des institutions américaines, dont le gouvernement, de manière à entretenir l'ignorance des masses américaines, mieux les manipuler.

Qui cela dérange-t-il ?

- Université: 78% des Français contre le port du voile en cours - AFP

Je me souviens de ma grand-mère Marguerite dans les années 60-70 qui arrivait chez nous après avoir été à la messe le dimanche matin et qui avait oublié d'enlever le foulard qui recouvrait sa tête, parfois elle le portait uniquement pour sortir, quand elle était plus jeune les femmes portaient souvent des chapeaux ou un simple foulard.

J'ai retrouvé une photo où je posais avec ma mère qui portait un foulard, je devais avoir 5 ans, il y a donc 53 ans. Dans des films de la Nouvelle vague des années 60 qu'ils repassent régulièrement sur TV5Monde Asie, on peut encore voir les principales héroïnes porter un foulard dans la rue ou dans d'autres lieux publics.

Qu'est-ce qu'on en a à faire qu'une jeune fille ou une femme porte un foulard sur la tête quand elle est en classe ou fait la classe ? Tandis que d'autres portent des jupes si courtes qu'on peut voir leur culotte, quand elles en portent évidemment, ou des décolletés si larges qu'on voit une partie de leurs seins ou encore des vêtements si transparents qu'on peut discerner ce qu'ils recouvrent, ne m'accusez pas de voyeurisme car en Inde du Sud cela n'existe pas.

Les musulmans doivent être une masse invisible, disparaître, c'est déjà bien généreux qu'on les tolère, et adopter le code de conduite des athées radicaux, une autre forme de fondamentalistes à côté desquels les bigots catholiques sont plus tolérants. C'est une nouvelle fois stigmatiser davantage une religion, l'islam, plutôt que les croyants qui ne doivent avoir comme point de repère que l'idéologie de la classe dominante, tout comme le reste de la population.

Et puis quelle hypocrisie, à l'école ou à l'université, les gosses ou les jeunes comme les profs savent qui est chrétien, juif, musulman ou athée, quand on aborde des textes contenant des questions de société les élèves s'expriment librement devant leurs petits camarades, j'ai fait des remplacements d'une semaine (ou plus) au lycée Français de Pondichéry et au bout du cinquième jour je les connaissais tous, il faut dire que j'employais la même méthode que dans le site en m'exprimant très librement, cela les poussait à s'exprimer et tout se passait très bien. Quand j'ai fait les études dirigées pendant un an et demi, j'avais les mêmes gamins une heure par jour durant toute l'année scolaire, j'étais davantage en contact avec eux que tous leurs profs, je les connaissais par cœur, j'avais eu accès à leur fichier scolaire, j'avais rencontré leurs parents, je ne pouvais pas ne pas savoir qui était chrétien et qui était musulman par exemple, je n'en parlais jamais avec mes élèves, et je me souviens que lors de ma première apparition dans une classe, je me présentais, immanquablement il y avait un gosse pour me demander quelle était ma religion ou si j'en avais une, généralement comme j'étais Français, ils s'imaginaient que j'étais chrétien, alors quand je leur répondais que j'étais athée, je regardais leur visage, ils étaient surpris et parfois me posaient des questions, monsieur pourquoi vous n'avez pas de religion, je leur répondais que je n'en avais pas eu besoin pour apprendre à lire, écrire et compter et que depuis je m'en passais très bien, et s'ils insistaient, car c'était un truc qui les intriguait, j'ajoutais que cela ne m'avait pas empêché non plus de respecter les autres.

Jamais je n'ai abordé avec mes élèves une discussion du genre : pourquoi tu es catholique, protestant, musulman ou hindou, et pour cause, je le savais, parce que leurs parents l'étaient. Quant à savoir qu'est-ce qu'ils avaient compris de leur religion ou qu'est-ce qu'elle leur apportait, je me suis refusé d'entrer dans ce genre de discussions qui portaient forcément à polémique avec des enfants ayant entre 11 et 14 ans. C'est une affaire personnelle qui n'a pas lieu de faire l'objet d'une discussion dans une salle de classe selon moi. On est tous des camarades de classe et on est là pour acquérir des connaissances et avancer fraternellement ensemble. De mon côté, aussi puisque j'ai tiré des enseignements de ces expériences.

Parfois ils se chamaillaient, j'écoutais d'un air distrait ce qui se disait, et à la première attaque personnelle c'était terminé, je disais : stop, s'il te plaît peux-tu me répéter ce que tu viens de dire, j'ai mal entendu, quoi, comment, les gens comme lui, cela signifie quoi les gens comme lui, tu peux préciser s'il te plaît, non monsieur, ce n'est pas ce que je voulais dire, d'accord, j'aime mieux cela, on ne juge pas les idées ou les actes d'une personne en fonction de son appartenance à une communauté, etc., parce que tu crois que tous les gens qui appartiennent à la tienne ou qui te ressemblent se comportent correctement, non monsieur, donc tu as dit une bêtise, oui monsieur je m'excuse, bravo n'en parlons plus, cela arrive à tout le monde... Voilà ce que j'ai vécu en classe.

ACTUALITE EN TITRES

[Pourvu qu'ils réfléchissent longtemps...](#)

- Le Royaume-Uni réfléchit sérieusement à exploiter le gaz de schiste - L'Expansion.com

[L'isolant qui a assuré la stabilité du régime pendant 68 ans.](#)

- Dati : le front républicain est un "*voile intégral*" qui "*isole de la réalité*" - Francetv info

[INFOS EN BREF](#)

SOCIAL

Grèce

Le taux de chômage en Grèce a poursuivi sa montée en mai, à 27,6% de la population active contre 26,9% en avril, touchant principalement les jeunes dont plus de trois sur cinq sont sans emploi, a annoncé jeudi le service des statistiques grecques Elstat.

Au total, le nombre de personnes à la recherche d'un emploi s'élevait en mai à 1,38 million, contre 1,33 million en avril. Les jeunes de moins de 24 ans sont les plus exposés, avec un taux de 64,9% en mai. AFP 08.08

[Haut de page ↗](#)

Le 11 août 2013

[CAUSERIE](#)

Je n'ai pas eu le temps d'ajouter la quinzaine de nouveaux articles que j'ai chargés dans mon disque dur, ce sera dans la journée si l'électricité revient. Bon dimanche à tous.

[RAPPORTS ENTRE MONDIALISATION ET MONDIALISME, suite 12.](#)

Partie rédigé le 10 août.

Le fondateur d'Amazon, Jeff Bezos, coopté à la dernière réunion de Bilderberg à Hertfordshire (Grande-Bretagne) début juin 2013 avait déjà participé à la réunion de Bilderberg de juin 2011, vient de procéder à l'achat du Washington Post.

Et le *Blog international du Collectif « Indépendance des Chercheurs »*, en réalité un blog du Courrier international propriété du groupe Le Monde de se poser une question : "*Mais que peuvent imposer aujourd'hui, au niveau mondial, les groupes et entités présents dans les rencontres de Bilderberg ?*" Leur personnel, leur idéologie par exemple, leur stratégie de gouvernement mondial sous prétexte de vouloir mettre fin aux inégalités dans le monde et aux guerres, instaurer la démocratie...

La question était mal posée, car les participants à ces réunions ont été minutieusement sélectionnés en raison du pouvoir qu'ils concentrent entre leurs mains ou de la place qu'ils occupent dans un secteur économique, autant que leur orientation politique qui peut servir l'intérêt de ses organisateurs ou leur stratégie, à laquelle chacun des participants sera appelé à adhérer s'il souhaite poursuivre sa carrière ou la voir briser nette. L'ex-directeur du Monde, feu Erik Izraelewicz, y fut invité par exemple.

L'heureux élu sélectionné pour participer à cette réunion où il sera amené à côtoyer les personnages les plus puissants de la planète, sera recruté ou non en fonction des idées qu'il exposera et d'autres critères attendus plus personnels encore, autrement dit son degré d'adhésion à l'idéologie néolibérale s'il ne l'avait pas encore adoptée et l'usage auquel ses maîtres l'ont réservé, cela peut paraître vulgaire comme démarche, en réalité c'est uniquement cynique, soit il fait l'affaire et il est destiné à connaître une brillante carrière, soit ils l'ignoreront dans le futur ou le jettent parce qu'il ne répond pas à la définition de fonction qu'ils avaient arrêtée pour lui.

A ces réunions les participants n'ont pas le même statut. Il y a le groupe dirigeant constitué de banquiers, reines ou monarques, aristocrates, présidents de multinationales, ex-dirigeants politiques au plus haut niveau, puis vient ensuite le second cercle dans lequel on trouve des idéologues, des intellectuels, des patrons de presse ou de grandes entreprises, et pour finir le troisième cercle constitué des prétendants ou les pions dont la prestation sera jugée par les deux précédents et qu'ils propulseront ou non à la direction d'une institution ou d'un gouvernement en fonction de leurs besoins.

C'est une sorte de séance de recrutement au cours de laquelle les candidats sélectionnés vont passer un grand oral qui sera ensuite jugé par leurs pairs à huis clos hors de leur présence, ils connaîtront le résultat de leur délibération plus tard.

Fillon et Péresse figurèrent dans la sélection de juin 2013 ce qui est assez surprenant à première vue, pourquoi ne pas avoir plutôt invité Sarkozy ? Parce qu'il a déjà été au pouvoir et conserve ce statut, lui faire passer cet oral aurait été le rabaisser ce qui aurait été une erreur. Et puis il ne faut pas oublier que l'art de gouverner, c'est l'art de savoir bien s'entourer, le choix d'un

Premier ministre est primordial en France, apparemment ils ont voulu évaluer deux candidats pour savoir lequel ils soutiendraient plus tard ou imposeraient à Sarkozy s'il était élu en 2017. Péresse pourrait-elle devenir la nouvelle Dame de Fer ? Quand ils ont recruté Thatcher, elle était inconnue, son grand oral les a convaincus et ils l'ont propulsée là où l'on sait. Schröder, Monti, Blair, Draghi et bien d'autres sont passés par là aussi, il n'y a pas si longtemps, et ce n'était pas pour taper une bavette entre gens biens sur le coin d'une table ou jouer au bridge.

Du coup la question posée au départ nous semblera bien naïve de la part de chercheurs qui se disent indépendants.

Mieux encore, cette question était complètement à côté de la plaque, car les banquiers et hommes d'affaires les plus puissants du monde qui sont animés par la même idéologie et luttent ensemble pour la même cause, n'envisagent pas de posséder le monde car ils savent très bien que c'est impossible, mais uniquement de le contrôler de façon à exercer leur pouvoir qui sera sans partage, absolue.

Aussi pour parvenir à cet objectif ils utilisent différents procédés qui vont de la dérégularisation financière qui leur permet de contourner les lois de l'économie capitaliste et d'exercer leur contrôle sur tous les secteurs clés de l'économie, à la mise en place d'institutions financières et politiques à la tête desquelles ils placent des hommes liges qui ont travaillé pour eux, qu'ils ont sélectionnés et formés, qui leur sont totalement dévoués, en passant par les Etats ou les gouvernements où ils pratiquent de même, un ministre des Finances, des Affaires étrangères ou de la Défense gagné à leur cause aura autant ou plus de valeur ou sera plus efficace parfois qu'un président ou un Premier ministre.

Il serait également erroné de présenter la réunion annuelle du groupe Bilderberg à laquelle assistent entre 120 et 130 convives comme un événement isolé, trois petits tours et puis s'en vont, les participants ont reçu leur feuille de route et bonne chance, non, cela ne fonctionne pas ainsi, en réalité, ils se réunissent en groupes plus restreints tous les trimestres et ils demeurent en contact tout au long de l'année à travers tout un ensemble d'institutions, d'organisations, comités, think-tanks auxquelles leurs membres participent ou qu'ils animent.

Il s'agit donc d'une organisation internationale (du capital) aux multiples ramifications dont l'existence ne se résume pas à ce qui peut transparaître ici ou là dans les médias, rarement d'ailleurs, ou sur Internet, elle a un fonctionnement permanent. C'est déjà une sorte de gouvernement mondial agissant dans l'ombre. Leur prêter de se conduire en dilettantes ou de n'être capables que de se livrer à de basses manoeuvres pour tenter d'orienter la marche du monde, serait sous-estimer ou méconnaître la nature de leur engagement, leurs réelles intentions et leur détermination à les imposer au reste du monde, à atteindre leurs objectifs politiques.

Je voudrais revenir sur l'info que nous avons évoquée le 5 août, à savoir :

9000 milliards de dollars volatilisés à la FED - Mise en ligne le 12 août 2009
https://www.youtube.com/watch?feature=player_embedded&v=Tpyot9UCCj8

9.000 milliards de dollars est une somme colossale chacun l'admettra. Cette information est venue aux oreilles de congressistes américains, comme quoi il y a des failles ou des fuites dans leur système, du coup je me suis demandé combien d'autres milliers de milliards de dollars avaient connu le même destin sans que personne n'en sache rien.

Je rappelle pour ceux qui n'ont pas lu la causerie du 5 août, que lors d'une commission du Congrès ou de la Chambre des Représentants, l'Inspecteur général de la FED qui était interrogée avait dit qu'elle ne savait pas à qui avait été distribué cet argent de poche et combien exactement, cette somme gigantesque figurait "*hors bilan*" de la FED selon un rapport de Bloomberg, répondant "*nous n'avons pas de juridiction pour faire sortir et vérifier les activités bancaires de la FED*", le président de la commission lui posant à nouveau la question, elle répondit qu'elle n'était pas en mesure de dire où étaient passés ces 9.000 milliards de \$, qui en avaient profité et à quelle hauteur, elle n'en savait fichtre rien (sic!), le tout avec une désinvolture qui ne laissait aucun doute sur le pouvoir extraordinaire acquis par ces banquiers et les conclusions des travaux de cette commission qui seront enterrées, comment pourrait-il en être autrement ?

On avait bien la preuve sous les yeux ou dans nos oreilles que la FED fabriquait bien des montagnes de dollars à partir de rien et que les mêmes banquiers se les distribuaient discrètement en toute impunité.

Avec une telle somme vous avez de quoi renverser l'Union européenne ou la sauver, idem pour n'importe quel Etat dans le monde, y compris les Etats-Unis.

Vous pouvez prendre le contrôle de n'importe quel secteur économique, faire chuter ou grimper les cours de n'importe quelle valeur sans que les contradictions du capitalisme ou la lutte des classes n'entrent en jeu, on est bien d'accord. C'est tout ce que je voulais dire monsieur le procureur.

S'ils agissent de la sorte c'est pour renforcer leur pouvoir, ils ne poursuivent pas d'autres objectifs, faire votre bonheur ou le mien ou celui du reste du monde ne fait manifestement pas partie de leurs objectifs, ce sont de dangereux psychopathes, des

mégalomanes complètement détraqués qui préféreraient encore faire tout péter que faire notre bonheur ou partager le leur, cela peut paraître absurde et cela l'est assurément, dément, ils le sont, mais c'est ainsi, ils ont montré dans le passé de quoi ils étaient capables en matière de cynisme destructeur à l'échelle du monde, puisque ce sont eux qui ont alimenté les usines d'armements des deux côtés pour que l'horrible carnage se prolonge, encore faut-il avoir connaissance des faits, les admettre pour comprendre à quoi nous avons à faire.

Vous ne voulez toujours pas admettre qu'ils sont en mesure d'agir sur les lois de fonctionnement du capitalisme ou ses contradictions alors qu'on a la preuve sous le nez. Lors de la Seconde guerre mondiale, il y avait une crise économique, les Etats étaient déjà endettés, ils allaient s'endetter en plus pour financer leur "*effort de guerre*", permettre que le carnage se poursuive entraînant la destruction de gigantesques forces productives et moyens de production à travers tout l'Europe, la liquidation physique de dizaines de millions de producteurs, les banquiers anglo-saxons allaient fournir aux deux camps pétrole et matières premières, avec quel argent puisque leur richesse n'était pas illimitée, mais en procédant exactement de la même manière qu'aujourd'hui ou au milieu du XIXe siècle.

Pierre Cise précisait dans son article (IO n°263 page III) que : "*Cette masse de monnaie était émise sans qu'en contrepartie la réserve en or qu'elle était censée représenter existât vraiment*" quand il n'existait pas ou plus de banque centrale aux Etats-Unis, mais dites-moi, si au moyen d'un artifice ils peuvent alimenter une guerre, faire durer le plaisir (pour eux), là on sort des lois du fonctionnement du capitalisme, de ses contradictions, de la lutte des classes, on est en présence d'autre chose, s'ils peuvent manipuler le cours de l'histoire pour procéder à de gigantesques destructions pour s'enrichir, soumettre des Etats, accroître leur pouvoir économique et politique, non ? Si on était resté dans le cadre des lois du capitalisme, la guerre se serait arrêtée nette au bout de quelques mois faute de carburant, de fer, de cuivre, d'aluminium, etc. ou plutôt d'argent pour alimenter les usines d'armement, et payer la solde des soldats, non ? Mieux encore, si ces banquiers n'avaient pas financé la montée d'Hitler au pouvoir et son régime par la suite, il n'y aurait tout simplement pas eu de Seconde Guerre mondiale.

Les travailleurs et la plupart des militants ignorent ces faits, car il s'agit de faits prouvés et vérifiables et non une interprétation ou une théorie. Tout a été fait sciemment ou inconsciemment pour les maintenir jusqu'à présent dans l'ignorance du fonctionnement du monde, dès lors faut-il s'étonner qu'ils soient incapables de trouver la voie ou de renouer avec le socialisme ? (A suivre)

Un article pour alimenter notre réflexion.

- JPMorgan Chase: l'enquête se termine sur la "*baleine*" - AFP

L'enquête du régulateur boursier américain (SEC) touche à sa fin sur les pertes de 6 milliards de dollars subies l'an dernier par JPMorgan Chase, affaire dite de la "*baleine*" de Londres, affirment le Wall Street Journal et le New York Times jeudi.

La SEC devrait porter plainte au civil sur ces pertes monumentales, essuyées par le bureau londonien d'investissements en propre de la banque à cause de paris démesurés et ayant mal tourné dans les dérivés de crédits européens.

Selon le New York Times, citant des sources proches du dossier, la SEC devrait parvenir à un accord pour clore le litige cet automne avec la première banque américaine en termes d'actifs.

La SEC a enquêté pour savoir si des courtiers de Londres impliqués dans l'affaire de la "*baleine*", surnom donné au membre français de l'équipe Bruno Iksil, ont falsifié des données de courtage pour cacher les pertes enregistrées lorsque les paris sur les dérivés de crédit européens massifs ont mal tourné. La SEC pourrait en ce cas accuser la banque de contrôles laxistes et de négligence.

L'agence gouvernementale enquête depuis plus d'un an pour savoir si JPMorgan Chase a trompé les investisseurs entre la période où elle a pris connaissance de ces pertes et celle où elle en a révélé toute l'ampleur aux investisseurs.

Lorsque les premières informations sur ces pertes étaient sorties en avril 2012 dans la presse, le PDG Jamie Dimon les avait initialement minimisées en les qualifiant de "tempête dans un verre d'eau", avant de les révéler un mois plus tard. AFP 09.08

My dear, c'était juste une "*négligence*" ! Ou l'affaire de la "*baleine*" qui n'était pas plus grosse qu'un anchois !

Complément du 11 août.

- Banque: les Etats-Unis veulent arrêter 2 ex-employés de JPMorgan - AFP

Les autorités américaines veulent faire arrêter deux ex-employés de JPMorgan Chase liés aux pertes géantes de l'an dernier dans l'affaire dite de la "*baleine de Londres*", affirment vendredi deux quotidiens américains.

Ces deux hommes travaillaient dans le bureau londonien d'investissements en propre de JPMorgan, aux côtés de Bruno Iksil, le trader français surnommé "*la baleine de Londres*" pour les positions astronomiques qu'il avait prises dans les dérivés de crédits européens.

Le Wall Street Journal souligne pour sa part que Javier Martin-Artajo, qui supervisait la stratégie de trading, et Julien Grout, un trader, se trouvent probablement au Royaume-Uni ce qui nécessitera une collaboration avec les autorités britanniques ainsi qu'une procédure d'extradition.

M. Iksil lui-même ne devrait pas être inquiété, alors que certains de ses emails de l'époque semblent montrer qu'il a tenté de donner l'alarme sur le taille trop grande des positions prises sur le marché des dérivés. AFP 10.08

On est en droit penser que JPMorgan Chase leur a fourni les noms de deux lampistes qui feront l'affaire, le dernier paragraphe permet de comprendre pourquoi Iksil sera épargné.

Poursuivons.

Il n'y a pas d'électricité depuis plus de 12 heures donc je serai bref, ce qui suit devra être étayé par la suite, hier après-midi je me suis replongé dans le tome III du Capital de Marx d'où j'extraierai plus tard certains passages qui nous intéressent.

En gros, à l'époque de Marx et Engels les banquiers trichaient déjà en fabriquant parfois de la fausse monnaie, mais dans des proportions somme toute infimes ou limitées par rapport à ce qu'on peut observer de nos jours avec la FED notamment...

Les conséquences de ces "*tripatouillages*" (Marx) pour la classe ouvrière n'étaient pas du même ordre qu'aujourd'hui au point que ni Marx ni Engels ne se focalisèrent sur cette question, pas même Lénine plus tard si je ne dis pas de bêtises, et pour cause la condition ouvrière était tellement misérable à leur époque qu'un facteur l'aggravant à la marge n'était pas de nature à changer grand chose dans les rapports entre les classes ou la perception que pouvait en avoir la classe ouvrière, donc ce n'était pas un facteur suffisamment déterminant pour influencer leur conception de la lutte de classe ou la stratégie à adopter.

L'ouvrier travaillait 12 à 14 heures par jour toute l'année sans congés payés ni aucun droit social, il vivait dans un taudis ou il s'entassait dans une habitation sans confort, bref, on ne pouvait imaginer pire condition d'existence, alors les "*tripatouillages*" des banquiers ne pouvaient que s'ajouter à la haine qu'il en avait déjà, haine du patron, de l'aristocrate, du bourgeois, du riche, haine de l'exploiteur qui dans ces conditions était pour ainsi dire naturelle, un réflex spontané qui devait porter tout aussi naturellement la classe ouvrière vers le socialisme et c'est ce qui se produisit en effet...

Un siècle et demi ou deux plus tard on parle d'inégalités croissantes, d'esclavage, mais je crois qu'on ne s'imagine pas très bien ce que cela signifiait à l'époque de Marx et Engels, vous me direz que c'est normal que leur contenu ait évolué, certes et c'est normal même si leur signification est demeurée la même, cependant il faut essayer de se le représenter au XIXe siècle pour comprendre dans quelles conditions ce qu'on appelle le marxisme est né pour ne pas lui prêter ce qui n'y figurait pas ou le transposer littéralement à notre époque sans tenir compte des transformations qu'a connu la société, les classes, etc., or il semblerait que ce soit souvent le cas...

De nos jours, les banquiers centraux et particulièrement ceux de la FED ont les moyens d'influer sur le cours de l'évolution du capitalisme mondial, on ne peut même pas dire que les masses s'en foutaient parce qu'elles l'ignorent tout simplement. De plus, pour les trois-quarts au moins d'entre elles leurs conditions d'existence demeurent supportables ou ne se sont pas détériorées au point de ce poser ce genre de questions. En observant ce qui se passe en Grèce, on s'aperçoit que pour ne pas avoir été préparés à la situation qui les attendait, les masses sont incapables de retrouver le chemin du socialisme, elles ont encore les moyens de s'adapter à la nouvelle situation qui leur est imposée, qui est certes synonyme d'une importante régression sociale, de nombreuses privations ou frustration mais elles font avec...

Autrefois la prise de conscience des travailleurs et la nécessité du socialisme découlaient de leurs conditions d'existence épouvantables, changer la société était une nécessité absolue face au cauchemar qu'ils vivaient au quotidien. Aujourd'hui ce n'est pas ou plus le cas, ils supportent le capitalisme et ce qu'il leur impose comme sacrifices, ce sont d'autres travailleurs qu'eux dans le monde qui connaissent les horribles conditions d'exploitation et d'existence que leurs ancêtres ont vécues un ou deux siècles plus tôt, aussi pour trouver ou renouer avec la voie du socialisme c'est seulement par un effort intellectuel ou de réflexion qu'ils peuvent y parvenir.

Elever leur niveau de conscience politique ne vient plus du ventre comme autrefois pour la plupart des travailleurs, mais de la nécessité de conserver des conditions d'existence qui leur permettent de satisfaire leurs besoins qui se sont développés au cours du XXe siècles et de la lutte des classes, sans qu'ils se présentent avec autant d'acuité que les besoins élémentaires de survie pour lesquels les travailleurs luttaient un siècle et demi ou deux siècles auparavant.

Autrefois le travailleur éreinté à l'issue de sa journée de travail à rallonge rentrait chez lui, se lavait, mangeait ce qu'il y avait, puis il

allait se coucher exténué, la surexploitation dont il était l'objet ne lui fournissait aucune compensation, en dehors de ses besoins élémentaires il ne pouvait en satisfaire aucun autre ou si peu. De nos jours, le travailleur dispose de temps libre, de congés payés, il peut se distraire, on fait tout pour cela d'ailleurs pour qu'il ne pose pas de question sur sa condition réelle et la marche du capitalisme et de la société, il a une vie plus facile, bref, il n'est pas porté spontanément à vouloir changer le monde.

Je terminerai là car je ne sais pas quand le courant va revenir.

Il ressort de ce qui vient d'être dit que la nécessité de passer au socialisme ne viendra pas à l'esprit du travailleur naturellement ou (forcément) porté par la détérioration de ses conditions d'existence, sauf pour les couches les plus mal loties du prolétariat qui n'intéressent personne, cherchez l'erreur, elle ne pourra venir comme disait Lénine que de l'extérieur, du parti qui combat pour la révolution socialiste qui doit l'aider à élever son niveau de compréhension de la société et du monde, car tôt ou tard il connaîtra lui aussi le sort que les capitalistes ont réservé aux travailleurs grecs... Ainsi, c'est le cours du capitalisme mondial qui justifie une fois de plus le léninisme. A suivre.

On verra par la suite si on peut exploiter UTILEMENT des passages du Capital de Marx et Engels et non pour uniquement justifier une quelconque théorie ou ligne politique et prouver qu'on aurait absolument raison. Le problème quand on aborde des questions économiques, c'est qu'on est en présence de tant de forces contraires que pour être clair il faut faire long, donc y consacrer beaucoup de temps, si c'est pour déboucher sur une nouvelle controverse inutile, autant s'abstenir, il y a déjà suffisamment de questions sur lesquelles nous sommes en désaccord pour ne pas en rajouter, non ?

ACTUALITÉ DU JOUR

Intox. Qui peut le croire ? Personne

1- Le président américain a promis davantage de transparence à ses concitoyens, notamment en réformant le Patriot Act qui prévoit la collecte des données téléphoniques. - Le Nouvel Observateur

Le président américain Barack Obama a annoncé vendredi 9 août une série de mesures visant à "davantage de transparence" mais démenti tout abus dans les programmes de surveillance de la NSA, après la polémique déclenchée par les révélations d'Edward Snowden.

"*Je vais travailler avec le Congrès pour mettre en place des réformes appropriées*" de la disposition du Patriot Act qui prévoit la collecte des métadonnées téléphoniques (durée des appels, numéros appelés) par la puissante agence de renseignement chargée des interceptions électroniques. Nous pouvons prendre des mesures pour mettre en place davantage de supervision, davantage de transparence et de garde-fous", a jugé Barack Obama lors d'une conférence de presse à la Maison Blanche.

Le président a promis une "*nouvelle ère*" dans le renseignement avec une série de propositions pour garantir davantage de transparence. Parmi les mesures envisagées, le président américain a évoqué le renforcement de la supervision par la Cour de surveillance du renseignement étranger (la FISC), un tribunal secret de 11 juges qui autorise la NSA à réclamer auprès des opérateurs téléphoniques et internet les données de leurs clients. Jusqu'à maintenant les juges tranchaient sur des requêtes du gouvernement sans contradiction. Le président a dit qu'il envisageait d'instaurer une "*voix indépendante*" dans le dialogue avec la cour pour "*assurer l'équilibre entre sécurité et vie privée*".

Le programme de collecte des métadonnées téléphoniques est "*un outil important dans nos efforts pour prévenir les complots terroristes*", a rappelé Barack Obama, qui a réaffirmé que le gouvernement n'écoutait pas les appels téléphoniques des Américains. "Mais étant donné la taille de ce programme, je comprends les inquiétudes de ceux qui craignent des abus", a-t-il expliqué, assurant que les Etats-Unis ne souhaitent pas espionner "*les citoyens ordinaires*".

Autre mesure, la divulgation "*d'autant d'informations que possible sur ces programmes*" de surveillance, a énuméré Barack Obama. "*Nous avons déjà déclassifié un nombre d'informations à propos de la NSA sans précédent. Mais nous pouvons aller plus loin*", a-t-il expliqué, évoquant notamment la justification juridique du programme de collecte des métadonnées. Enfin, la NSA (National Security Agency) nommera un responsable chargé de la vie privée et des libertés publiques tandis qu'un site internet qui "*servira de plate-forme à davantage de transparence*" sur "*ce que font et ne font pas*" les agences de renseignement, a annoncé le président. Le Nouvel Observateur avec AFP 09.08

Ah ben si c'est la NSA qui va nommer un "*responsable chargé de la vie privée et des libertés publiques*", les Américains peuvent être rassurés, vos libertés sont entre de bonnes mains, Obama s'en porte garant !

2- Les propriétaires des sites ont expliqué leur décision par des messages publiés sur leur site. -

Francetv info

L'ex-consultant de l'Agence nationale de sécurité (NSA) Edward Snowden en aurait fait usage pendant sa fugue à Moscou (Russie). Deux services de messagerie cryptées, Lavabit et Silent Circle, ont été fermés par leurs propriétaires, vendredi 9 août. Ils ont justifié cette décision dans d'énigmatiques communiqués, sous-entendant qu'ils souhaitaient ainsi éviter de répondre à l'avenir à d'éventuelles demandes du gouvernement américain.

"Ce genre de décision, fermer une activité légitime plutôt que de se conformer à une demande de renseignements de l'Etat, est très rare aux Etats-Unis, voire sans précédent", a réagi l'avocat de la Fondation pour la liberté électronique, Kurt Opsahl.

Lavabit, lancé depuis le Texas il y a près de dix ans, a été fermé jeudi par son propriétaire, Ladar Levison, sans explications précises.

"J'ai été contraint de prendre une décision difficile : devenir complice de crimes contre le peuple américain ou abandonner près de dix ans de dur labeur en fermant Lavabit", explique Ladar Levison dans un dernier message publié sur son site. "Après mûre réflexion, j'ai décidé de suspendre les opérations", ajoute-t-il.

Le propriétaire semble toutefois suggérer ne pas pouvoir donner plus de justifications concernant cette fermeture inopinée. *"En l'état actuel des choses, je ne peux pas raconter ce qui m'est arrivé ces six dernières semaines, même si j'ai par deux fois fait les demandes nécessaires"*, écrit-il dans la lettre. Le département de la Justice n'a, de son côté, pas fait de commentaire.

Silent Circle : *" nous n'avons pas reçu d'assignation"*

Le lendemain, un second service de mails cryptés, Silent Circle, a pris la même décision : *"Nous avons décidé qu'il est mieux pour nous de fermer Silent Mail maintenant. Nous n'avons pas reçu d'assignation, de mandat ou quoi que ce soit de la part d'aucun gouvernement et c'est pourquoi nous agissons maintenant"*, écrit Jon Callas, son dirigeant. *" Vaut mieux prévenir que guérir"*, poursuit-il. Francetv info avec AFP et Reuters 09.08

3- La NSA va faire le ménage.

La National Security Agency (NSA), en difficulté après la divulgation de documents secrets par son ancien consultant Edward Snowden, a annoncé jeudi son intention de supprimer 90% de ses administrateurs systèmes dans le but de réduire le nombre de personnes ayant accès à des informations sensibles.

La NSA est le service d'espionnage américain chargé de surveiller les communications électroniques étrangères. Son directeur Keith Alexander a expliqué lors d'une conférence à New York sur la cybersécurité que le renforcement de la sécurité serait réalisé grâce à l'automatisation d'une grande partie du travail.

"Ce que nous sommes en train de faire -pas assez vite il est vrai- est de réduire nos administrateurs systèmes d'environ 90%", a-t-il déclaré.

En automatisant l'essentiel du travail effectué pour l'instant par des employés et des consultants extérieurs, les réseaux de la NSA seront *"plus faciles à défendre et plus sûrs"* tout en gagnant en rapidité, a assuré Keith Alexander, sans mentionner le nom de Snowden.

Keith Alexander envisage aussi de rendre obligatoire la présence de deux personnes pour l'accès à certaines données informatiques de la NSA. Reuters 09.08

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Russie - Arabie saoudite

Vladimir Poutine n'a conclu aucun accord avec l'Arabie saoudite au sujet d'une éventuelle modération du soutien apporté par la Russie au président syrien Bachar al Assad, a déclaré vendredi le Kremlin.

Conseiller diplomatique du président russe, Iouri Ouchakov n'a toutefois pas formellement démenti le fait que l'Arabie saoudite avait présenté à Vladimir Poutine les grandes lignes d'un éventuel accord de ce type, qui inclurait notamment des contrats

d'armement avec la Russie.

Evoquant une dépêche de Reuters selon laquelle le prince Bandar, chef du renseignement saoudien, avait exposé des propositions en ce sens lors d'une rencontre avec Vladimir Poutine la semaine dernière à Moscou, Iouri Ouchakov a dit qu'aucun accord n'avait été discuté en détails.

"Poutine n'a pas discuté d'un accord", a dit le conseiller diplomatique du chef du Kremlin. "Aucun point particulier sur un développement de la coopération militaire n'a été évoqué."

"Cela a été une rencontre très riche et intéressante, de caractère philosophique", a-t-il poursuivi, suggérant que les deux hommes n'étaient pas entrés dans les détails.

Selon des sources diplomatiques et proches de l'opposition syrienne, l'Arabie saoudite, qui soutient les insurgés cherchant à renverser Bachar al Assad, propose à la Russie de conclure un contrat d'armements majeur et de ne pas nuire à sa position de principal fournisseur de gaz naturel sur le marché européen.

En échange, elle demanderait à la Russie de réduire son soutien au régime syrien et de ne plus opposer son veto à un éventuel projet de résolution au Conseil de sécurité des Nations unies, où trois tentatives ont été mises en échec par la Russie depuis le début de la crise syrienne, en mars 2011 Reuters 09.08

"Cela a été une rencontre très riche et intéressante, de caractère philosophique", le prince d'Al-Qaida Bandar a dû beaucoup parler, trop, il est vrai que le régime wahabbite barbare est tout un poème sur le plan philosophique, d'où sans doute ce communiqué jésuitique du Russe.

Ces dégénérés prennent vraiment les Russes pour des abrutis pour leur proposer un tel deal, comme s'ils pouvaient leur accorder la moindre confiance.

ECONOMIE

1- Irak - Pétrole

PetroChina va s'associer à Exxon Mobil pour exploiter le gisement pétrolier géant West Qurna en Irak et est en négociations avec le russe Lukoil pour acquérir une part dans un deuxième projet sur place, apprend-on vendredi de sources industrielles.

La Chine est déjà le premier acteur dans l'exploitation de gisements pétroliers en Irak. Une présence dans West Qurna renforcerait sa domination et ferait de PetroChina, numéro un chinois du pétrole, le plus gros investisseur étranger dans les champs pétroliers irakiens.

West Qurna, situé dans le sud-est irakien, est au coeur de la stratégie de développement de l'Irak dans la production de pétrole, avec des réserves qui permettraient de pomper plus de cinq millions de baril par jour (bpj) et de rivaliser le gisement saoudien de Ghawar en Arabie saoudite, le plus riche au monde, une fois que les deux projets tourneront à plein régime.

"PetroChina va participer au développement du gisement", a déclaré vendredi une source industrielle proche de l'opération.

L'accord devrait être annoncé dans plusieurs semaines, a-t-on précisé de même source, sans plus de détail sur cet accord.

PetroChina est également en négociations avec Lukoil pour prendre une participation dans un autre projet d'exploitation du gisement, West Qurna-2, apprend-on d'une source proche du groupe pétrolier russe, qui n'a pas précisé le montant de la participation recherchée.

La Chine est le deuxième importateur mondial de pétrole après les Etats-Unis et la croissance de sa consommation de carburant tire le marché pétrolier depuis une dizaine d'années.

Confrontés à une baisse de la demande de pétrole importé par les Etats-Unis et l'Europe, les producteurs au Moyen-Orient, en Russie, en Afrique et en Amérique latine sont en concurrence active pour prendre une part du marché chinois en expansion.

West Qurna-2 devrait démarrer cette année et produire 500.000 bpj en 2014, via un investissement total de 30 milliards de dollars. Lukoil veut investir 5 milliards à lui seul en 2013. Reuters 09.08

Mais dites-moi, ils s'entendent comme larons en foire Chinois, Russes et Américains ?

2- Etats-Unis - Corée du Sud

La Commission américaine du commerce international (USITC) a interdit vendredi au groupe sud-coréen Samsung d'importer et de vendre aux Etats-Unis certains de ses appareils électroniques qui violent selon elle des brevets du rival Apple.

L'USITC a publié sur son site internet une décision "*interdisant à Samsung Electronics America et Samsung Telecommunications America de continuer à importer, vendre, et distribuer des articles qui enfreignent*" certains brevets du groupe informatique américain.

Ce dernier, qui avait saisi l'USITC en août 2011, n'a toutefois pas gagné sur toute la ligne: la Commission a estimé que seulement une partie des violations dont il accusait Samsung étaient avérées.

Pour quatre brevets, ses accusations ont été rejetées.

La décision ne prendra effet qu'après expiration du délai durant lequel le président Barack Obama peut y mettre son veto.

Ce droit est rarement utilisé, mais le gouvernement y a eu recours samedi dernier pour la première fois depuis 1987 afin d'annuler une autre décision de l'USITC. Celle-ci concernait aussi un conflit entre Apple et Samsung, sauf qu'il s'agissait d'appareils du groupe américain qui auraient été interdits à la vente car l'USITC jugeait qu'ils violaient des brevets du sud-coréen. AFP 09.08

On ne touche pas au marché américain, sauf si ce sont eux qui y ont intérêt et le décident.

[Haut de page ↗](#)

Le 12 août 2013

CAUSERIE

Je n'ai pas eu le temps de traiter les infos d'hier, très peu en fait, ce sera pour demain.

D. Gluckstein a consacré son dernier éditorial (IO n°263) à la crise politique en Italie dont tout le monde se fout éperdument, non ? Cela vous intéresse-t-il ? Qui en parlent autour de vous? Personne. Question : Dans quel monde vit-il ? Institutionnel de toutes évidences.

De mon côté, vous ne pourrez pas dire que je me contente de balancer une idée en l'air en attendant de voir ce que cela va donner, pour produire un effet, et qu'on ne revient pas cent fois sur notre ouvrage, quitte parfois à devoir se corriger ou se contredire. On ne pense pas forcément à tout ce qu'on devrait spontanément quand on réfléchit à une question, qui plus est en étant obligé de penser ou de faire autre chose. Sans rire parfois il vaut mieux, la preuve, j'ai encore fait brûler la bouffe du chien car j'avais oublié que sa marmite était sur le feu pendant que je bossais. Mais lui il est plus tolérant que vous monsieur Coquema, il a mangé son plat sans rechigner, il faut dire que j'avais pris la précaution de lui annoncer très hypocritement qu'en guise de menu il aurait le droit à une recette gastronomique : un gratin !

Allez souriez, décoincez-vous, c'est mauvais pour la santé de prendre la vie ainsi, surtout un lundi.

[L'intermédiaire, le broker en anglais, ou le métier de profiteur par excellence.](#)

Nous dirions même plus. Les intermédiaires se sucent des deux côtés ou doublement. Comment ? En bénéficiant d'un système décrété de droit divin qui légalise le racket ou l'imposture ou encore le vol des consciences des faibles d'esprit.

- "Dans le domaine économique, par exemple, financiers, gens de bourse, banquiers, négociants, marchands, etc., écrèment les affaires; en matière civile, l'avocat plume les parties sans les faire crier; en politique, le représentant l'emporte sur son commettant, le ministre sur le souverain, etc.; en religion, le médiateur éclipse Dieu pour être à son tour supplanté par les prêtres, intermédiaires obligés entre le bon pasteur et ses ouailles. " (K . Marx : Le Capital -Livre I – Section VIII)

[RAPPORTS ENTRE MONDIALISATION ET MONDIALISME, suite 13.](#)

Précisions à propos des articles intitulés Une nouvelle stratégie de la lutte de classe liée à une nouvelle analyse du capitalisme.

Tous ces articles ont été rédigés à main levée, sans brouillon, trame ou plan, aucun support, chaque jour j'avais réfléchi à un aspect de la question que j'avais décidé d'aborder sans savoir où il me mènerait. Je n'avais aucun objectif précis en tête avant de les écrire en dehors de quelques faits qui mis en relation pouvaient constituer la trame d'une nouvelle analyse de la situation et déboucher éventuellement sur des propositions pratiques dans la mesure où ils n'avaient jamais été intégrés dans notre stratégie politique.

Partant de la méthode de Marx, je n'avais rien à prouver ou à inventer de particulier, je me destinais uniquement à prendre en compte dans mon analyse un certain nombre de faits que selon moi nous avions ignorés ou sous-estimés, rien de plus.

A propos des banquiers.

Depuis l'Antiquité chacun sait que ce sont des filous, le rappeler m'a semblé inutile, Marx citera dans le volume III du Capital Josias Child "*le père des banquiers modernes* qui sévissait en 1669. Il n'était pas erroné de rappeler que si les banquiers étaient très forts pour "*tripoter*" leurs comptes ou créer de la monnaie au-delà des dépôts qui figuraient dans leurs coffres, pour autant ils méconnaissaient le fonctionnement du capitalisme, ce que Ricardo et Smith confirmèrent, c'est seulement Marx et Engels qui parvinrent à découvrir et expliciter sur quoi reposait véritablement le système économique capitaliste (la plus-value qui naît du capital dès lors qu'il passe entre les mains du travailleur) et les forces motrices qui sont à l'origine de la civilisation humaine, personne d'autres avant eux y était parvenu, pas même un banquier. Que ce dernier le comprit ou l'admit sur le champ est une autre affaire, rien ne permet de le prouver, sauf à leur faire trop d'honneur en prêtant aux banquiers en général de disposer d'une intelligence supérieure. Que depuis ce ne soit plus le cas, on veut bien l'admettre, bien que...

De vulgaires et limités "*tripotages*" (Marx) des banquiers, vous avouerez en lisant la suite plus loin qu'on est passé depuis à une échelle de grandeur incommensurablement supérieur.

- Tooke montre dans la phrase suivante comment les crises sont exploitées par les financiers : « En 1847 les métallurgistes du Warwickshire et du Staffordshire durent refuser quantité de commandes parce que l'escompte aurait dévoré plus que leur profit. » (N° 5451) (K. Marx : Le Capital – Livre III – Section IV)

- Voici de quelle façon ces moments-là sont exploités : « Un jour (1839), un vieux banquier de la Cité causant avec un de ses amis dans son cabinet, souleva le couvercle du pupitre devant lequel il était assis et se mit à déployer des rouleaux de billets de banque. En voilà, dit-il d'un air tout joyeux, pour cent mille livres sterling. Ils sont là en réserve pour tendre la situation monétaire (to make the money tight) et ils seront tous dehors à 3 heures, cet après-midi. » (The Theory of the Exchanges, the Bank Charter Act of 1844, London, 1864 p. 81.) (K. Marx : Le Capital -Livre I Section I)

- Le taux de l'intérêt général étant déterminé par le taux moyen du profit, il arrive très souvent que des tripotages sans nom se produisent lorsque l'intérêt est à un taux réduit. Tels furent en 1844 les tripotages sur les valeurs de chemins de fer. Ce ne fut que le 16 octobre 1844 que la Banque d'Angleterre éleva le taux de l'intérêt à 3 %. (K. Marx : Le Capital – Livre III – Section IV)

Cela dit, dès 1815-1817 le "*monde des affaires*" se lança dans des opérations (spéculatives) à crédit sur une vaste échelle qui allait déboucher sur la crise de 1925-26, lors de laquelle de nombreuses banques feront banqueroute et environ 3300 entreprises feront faillite. 1826 sera l'une des premières crises boursières de l'histoire. (wikipédia) Pas très fin nos banquiers, la FED a évité celle de 2008, disons qu'elle s'est donné les moyens de l'amortir, ce qui ne préjuge pas de la suite...

- The Currency Question Reviewed, etc., p. 61, 63 :

« Il est incontestable que les 1000 £ que je dépose aujourd'hui chez A seront mises en circulation demain et constitueront un dépôt chez B. Après-demain elles passeront à C, et ainsi de suite d'une manière indéfinie. Ces 1000 £ de monnaie peuvent donc, grâce à ces transferts successifs, représenter une somme indéterminable de dépôts, et c'est ainsi qu'il est possible que les neuf dixièmes des dépôts n'existent en Angleterre que dans les livres des banquiers, responsables chacun pour leur part... Il en est de même en Écosse où la monnaie en circulation (presqu'exclusivement en papier !) ne dépasse jamais 3 millions de £ alors que les dépôts s'élèvent à 27 millions. Aussi longtemps qu'il ne se produit pas une demande de restitution brusque et en masse des dépôts (a run on the banks), ces mêmes 1000 £ revenant sur leurs pas pourront avec la même facilité solder un nombre indéterminable de comptes. Je les donnerai aujourd'hui à un commerçant à qui je les dois ; celui-ci les emploiera demain pour payer la dette qu'il a à l'égard d'un troisième; ce dernier en fera usage après-demain pour se mettre en règle avec sa banque, et ainsi, passant de main en main et de banque en banque, ces 1000 £ solderont toute somme imaginable. »

[Nous avons vu que déjà en 1831, Gilbert savait que « tout ce qui facilite les affaires facilite la spéculation, les deux étant souvent si intimement liées qu'il est difficile de décider où finissent les affaires et où commence la spéculation. » Plus il est facile d'obtenir des avances d'argent sur des marchandises non vendues, plus de pareilles avances sont demandées, plus on est tenté, dans le seul but d'en obtenir, de fabriquer des marchandises ou d'en inonder des marchés éloignés. L'histoire du commerce anglais nous présente pendant la période allant de 1815 à 1817, un exemple frappant de la manière dont le monde des affaires d'un pays peut tout entier être pris d'un pareil vertige et de la fin qui attend des opérations de ce genre ; elle nous montre en même temps

ce dont le crédit est capable. (K . Marx : Le Capital -Livres I – Section VIII)

Autre point à préciser.

Effectivement, je vous concède que ce fut une erreur de remettre en cause la défense de personnes injustement emprisonnées pour leurs idées, même si elles sont pro impérialistes, de droites ou réactionnaires, je n'emploie pas le mot "*militants*" car ce n'étaient pas forcément des militants, seulement des intellectuels qui avaient osé s'exprimer librement, ce que le régime stalinien ne pouvait pas supporter.

J'ai commis cette erreur, car en écrivant ce passage j'avais autre chose en tête, je pensais à l'exploitation qui en avait été faite et les véritables motivations de ces batailles qui n'avaient pas forcément été révélées aux militants qui y avaient participé. Cette erreur a dû sembler incompréhensible à bien des lecteurs habitués à me lire et qui ont pu constater que j'avais pris la défense de personnalités ou de militants emprisonnés ou injustement poursuivis et qui n'étaient pas spécialement de gauche, socialiste ou révolutionnaire, les derniers en date, Snowden, Assange ou Manning.

Dernier point.

J'ai encore reçu deux courriels du petit monsieur qui me harcèle depuis des années, j'y réponds partiellement ici d'ailleurs. Comme tous les procureurs de son espèce sa méthode consiste à faire ressortir les faiblesses de mon argumentation ou certaines approximations signalées comme telles aux lecteurs en les prenant au premier degré ou pour des vérités absolues, à défaut de partir des faits qui sont à la base de mon analyse et qu'il se refuse à examiner sérieusement.

Mes articles n'avaient pas pour ambition de me faire passer pour ce que je suis pas, d'ailleurs je l'ai signalé dans un de ces articles, j'avoue que le titre que je leur ai donné a pu sembler exagéré, il était fait avant tout pour choquer l'esprit des militants et susciter la réflexion, après coup je ne le renie pas, puisque je suis en désaccord avec les stratégies que nous proposent tous les partis qui nous ont conduits où nous en sommes.

J'ai simplement introduit un nouveau facteur ou mis l'accent sur un facteur qui avait pris une tournure ou une proportion inconnu à ce jour, sans équivalent dans le passé, à moins que quelqu'un puisse nous prouver qu'il a déjà existé une arnaque d'une telle ampleur semblable à celle des banquiers de la FED, à ce jour, en tenant compte uniquement des données parvenues à ma connaissance leur arnaque se monte à 20.000 milliards de dollars. Récapitulons.

9.000 milliards de dollars se volatilisent en 2008 (vidéo 2009 du Congrès américain, en ligne dans le site), 4.000 milliards de dollars ne correspondent à rien dans son bilan (article en ligne dans la rubrique Economie), on arrive donc à un sous total de 13.000 milliards de dollars que la FED auraient imprimés sans aucune contrepartie et que le cartel des banquiers se seraient répartis. Il faut y ajouter les 7.000 milliards de dollars (évoqué dans une précédente causerie) qu'ils ont avoué s'être distribués pour assurer leurs positions sur le marché européen sans autorisation du Congrès, faute avouée déjà pardonnée n'en parlons plus, on atteint 20.000 milliards de dollars dont on a la trace ou plutôt donc l'existence a été confirmée, on n'invente rien.

Quoi qu'il en soit, mes détracteurs ont décrété que c'était une somme dérisoire qui n'était pas à même d'influencer le cours de l'économie mondiale ou la lutte des classes par voie de conséquence, elle représente un tiers du PIB mondial, un élément à la marge selon eux, il en faut plus pour que la dialectique fonctionne dans la tête de mes adversaires, la quantité qui à un certain stade se transforme en qualité, ce n'est pas vraiment le fort des têtes trop pleines pour qu'il en sorte quelque chose, de qualité bien sûr.

Si vous avez lu le passage précédent sur les banquiers, ce qui m'interroge, c'est qu'en 2008 on aurait dû assister à un formidable krach boursier aux Etats-Unis et dans le monde qui n'a pas eu lieu. Ils ont réussi à l'éviter, ce ne devait pas être le bon moment...

En guise d'épilogue quelques extraits du Capital pour nourrir votre réflexion, des extraits qui ont un rapport avec notre sujet.

1 - Déjà dans Josias Child, le père des banquiers modernes, nous trouvons que « 100 £ placées à 10 %, intérêt composé, se transforment en 102.400 £ en 70 ans. » (Traité sur le commerce, etc., par J. Child, traduit, etc., Amsterdam et Berlin, 1754, p. 115. Écrit en 1669.)

De son côté, l'Economist, dans le passage suivant de son numéro du 19 juillet 1859, nous montre comment la conception du Dr Price s'est infiltrée pour ainsi dire naturellement dans l'économie politique moderne :

« Le capital économisé augmenté de ses intérêts composés représente une somme tellement forte que toute la richesse du monde dont dérive le revenu serait insuffisante pour payer l'intérêt de cette somme. La rente n'est plus que le paiement de l'intérêt du capital qui a été engagé antérieurement dans la terre. »

Par conséquent toute la richesse qui pourra encore être produite appartient de droit au capital comme intérêts qui lui sont dus, et tout ce qu'il a reçu jusqu'à présent n'est qu'un acompte sur ce qui lui est dû. A ce Moloch appartient tout le surtravail que l'humanité pourra encore produire. (K . Marx : Le Capital -Livres I – Section VIII)

2- La production capitaliste et, même avant le régime capitaliste, le commerce en général nécessitent l'accumulation sous forme de trésor d'une certaine quantité d'argent, qui dans l'organisation actuelle est constituée par la partie du capital tenue en réserve à l'état de monnaie, comme moyen de paiement et d'achat. (K . Marx : Le Capital -Livres I – Section VIII)

3- Alors que dans le procès de reproduction l'argent n'apparaît que transitoirement, il est la forme permanente du capital sur le marché financier. Le capital-argent devient également une marchandise, parce que la plus-value qu'il engendre naît en argent et comme une vertu qui lui est inhérente, de même qu'il est du propre des arbres de croître. (K . Marx : Le Capital -Livres I – Section VIII)

4- (Pourquoi l'enrichissement des banquiers est inintelligible à première vue ?)

- Le capital productif d'intérêts est donc le capital fétiche, engendrant automatiquement de la valeur, substituant plus d'argent à de l'argent, sans qu'aucune trace en révèle le secret de l'opération, faisant du rapport social le rapport d'un objet (l'argent) à lui-même. La transformation effective de l'argent en capital cesse d'être visible. L'argent devient une valeur d'usage ayant comme la force de travail la propriété de faire naître de la valeur, de rendre plus qu'il ne contient, et c'est parce, qu'il a cette vertu qu'il peut être prêté, ce qui est la forme de la vente pour cette marchandise d'une nature spéciale. Il produit de l'intérêt comme un poirier produit des poires; comme tel il est mis en vente et la projection au dehors de sa propriété caractéristique est si pénétrante que le capital réellement productif, appliqué dans l'industrie ou le commerce, semble produire de l'intérêt, non parce qu'il est capital fonctionnant, mais parce qu'il est capital en soi, parce qu'il est capital-argent. L'intérêt, bien qu'il ne soit qu'une fraction du profit, de la plus-value que le capitaliste prélève sur l'ouvrier, apparaît, ainsi comme le produit immédiat du capital, et le profit devenu profit d'entreprise ne semble plus être qu'un accessoire, un ingrédient introduit dans le procès de reproduction. La transformation du capital en fétiche est alors complète. Il est exprimé par la formule A-A' qui en donne une expression inintelligible, qui dénature complètement le phénomène de production et qui montre le capital productif d'intérêts comme étant la forme la plus simple du capital, puisqu'il porte en lui-même les éléments du procès de reproduction, devenu inutile pour la mise en valeur de l'argent, c'est-à-dire de la marchandise. C'est la mystification capitaliste dans sa forme la plus brutale, sur laquelle les économistes vulgaires se sont jetés comme sur une proie, étant donné qu'elle fait perdre la trace de l'origine du profit et qu'elle rend celui-ci indépendant du procès de production, dont il est cependant le résultat. (K . Marx : Le Capital -Livres I – Section VIII)

5- (Pourquoi le capitalisme financier est l'idéal du capitaliste ou la forme idéale de l'exploitation capitaliste ?)

- Le capital productif d'intérêts est un objet et comme objet il est un capital. Il est prolifique ; à peine est-il donné en prêt ou engagé dans la production (il produit alors de l'intérêt et du profit d'entreprise), qu'il engendre de l'intérêt, soit qu'il dorme, soit qu'il veille, qu'il soit à la maison ou en voyage, que ce soit la nuit ou le jour ; il est l'idéal du capitaliste thésauriseur. (K . Marx : Le Capital -Livres I – Section VIII)

6- (Une fois endetté, vous êtes la proie de l'usurier... à vie !)

- Le procès d'accumulation du capital peut être considéré comme une accumulation d'intérêts composés, étant donné que l'on peut désigner sous le nom d'intérêt la partie du profit (de la plus-value) qui est reconvertie en capital et qui sert à une nouvelle extorsion de plus-value. Cependant cette conception donne lieu aux observations suivantes :

1. Même quand on fait abstraction des troubles accidentels, on constate que pendant le procès de reproduction une grande partie du capital engagé est plus ou moins dépréciée, parce que la valeur des marchandises est déterminée, non par le temps de travail que leur production a coûté à l'origine, mais par le temps de travail que coûte leur reproduction, temps qui va en diminuant à mesure que grandit la productivité du travail social. C'est pour cette raison que lorsque la productivité sociale atteint un stade élevé de développement, le capital apparaît, non comme le résultat d'un long procès d'accumulation, mais comme le résultat d'un temps relativement court de reproduction.

2. Ainsi que nous l'avons démontré dans la troisième partie de ce volume, le taux du profit diminue à mesure qu'augmentent l'accumulation du capital et la productivité du travail social, c'est-à-dire que diminue le capital variable par rapport au capital constant. Pour que le taux du profit reste invariable lorsque le capital constant mis en oeuvre par un ouvrier se décuple, la durée du surtravail doit aussi devenir dix fois plus grande, si bien que les vingt-quatre heures de la journée finiraient par être insuffisantes.

7- (A l'origine de la FED et de la dette publique : la Banque d'Angleterre.)

- Le système du crédit public, c'est-à-dire des dettes publiques, dont Venise et Gênes avaient, au moyen âge, posé les premiers jalons, envahit l'Europe définitivement pendant l'époque manufacturière. Le régime colonial, avec son commerce maritime

et ses guerres commerciales, lui servant de serre chaude, il s'installa d'abord en Hollande (vous vous demandiez peut-être pourquoi la monarchie hollandaise est omniprésente au côté des banquiers anglo-saxons de la FED, pourquoi la reine, qui vient d'abdiquer, était présente aux réunions du groupe Bilderberg, avait initié le mariage homosexuel, etc. vous avez en partie la réponse ici. - ndlr) . La dette publique, en d'autres termes l'aliénation de l'État, qu'il soit despotique, constitutionnel ou républicain, marque de son empreinte l'ère capitaliste.

La seule partie de la soi-disant richesse nationale qui entre réellement dans la possession collective des peuples modernes, c'est leur dette publique. Il n'y a donc pas à s'étonner de la doctrine moderne que plus un peuple s'endette, plus il s'enrichit. Le crédit public, voilà le credo du capital. Aussi le manque de foi en la dette publique vient-il, dès l'incubation de celle-ci, prendre la place du péché contre le Saint-Esprit, jadis le seul impardonnable .

La dette publique opère comme un des agents les plus énergiques de l'accumulation primitive. Par un coup de baguette, elle doue l'argent improductif de la vertu reproductive et le convertit ainsi en capital, sans qu'il ait pour cela à subir les risques, les troubles inséparables de son emploi industriel et même de l'usure privée. Les créanciers publics, à vrai dire, ne donnent rien, car leur principal, métamorphosé en effets publics d'un transfert facile, continue à fonctionner entre leurs mains comme autant de numéraire. Mais, à part la classe de rentiers oisifs ainsi créée, à part la fortune improvisée des financiers intermédiaires entre le gouvernement et la nation - de même que celle des traitants, marchands, manufacturiers particuliers, auxquels une bonne partie de tout emprunt rend le service d'un capital tombé du ciel - la dette publique a donné le branle aux sociétés par actions, au commerce de toute sorte de papiers négociables, aux opérations aléatoires, à l'agiotage, en somme, aux jeux de bourse et à la bancocratie moderne.

Dès leur naissance les grandes banques, affublées de titres nationaux, n'étaient que des associations de spéculateurs privés s'établissant à côté des gouvernements et, grâce aux privilèges qu'ils en obtenaient, à même de leur prêter l'argent du public.

Aussi l'accumulation de la dette publique n'a-t-elle pas de gradimètre plus infaillible que la hausse successive des actions de ces banques, dont le développement intégral date de la fondation de la Banque d'Angleterre, en 1694. Celle-ci commença par prêter tout son capital argent au gouvernement à un intérêt de 8 %, en même temps elle était autorisée par le Parlement à battre monnaie du même capital en le prêtant de nouveau au public sous forme de billets qu'on lui permit de jeter en circulation, en escomptant avec eux des billets d'échange, en les avançant sur des marchandises et en les employant à l'achat de métaux précieux. Bientôt après, cette monnaie de crédit de sa propre fabrique devint l'argent avec lequel la Banque d'Angleterre effectua ses prêts à l'État et paya pour lui les intérêts de la dette publique. Elle donnait d'une main, non seulement pour recevoir davantage, mais, tout en recevant, elle restait créancière de la nation à perpétuité, jusqu'à concurrence du dernier liard donné. Peu à peu elle devint nécessairement le réceptacle des trésors métalliques du pays et le grand centre autour duquel gravita dès lors le crédit commercial. Dans le même temps qu'on cessait en Angleterre de brûler les sorcières, on commença à y prendre les falsificateurs de billets de banque. Il faut avoir parcouru les écrits de ce temps-là, ceux de Bolingbroke, par exemple, pour comprendre tout l'effet que produisit sur les contemporains l'apparition soudaine de cette engeance de bancocrates, financiers, rentiers, courtiers, agents de change, brasseurs d'affaires et loups-cerviers.

Avec les dettes publiques naquit un système de crédit international qui cache souvent une des sources de l'accumulation primitive chez tel ou tel peuple. C'est ainsi, par exemple, que les rapines et les violences vénitiennes forment une des bases de la richesse en capital de la Hollande, à qui Venise en décadence prêtait des sommes considérables. A son tour, la Hollande, déchue vers la fin du XVII^e siècle de sa suprématie industrielle et commerciale, se vit contrainte à faire valoir des capitaux énormes en les prêtant à l'étranger et, de 1701 à 1776, spécialement à l'Angleterre, sa rivale victorieuse. Et il en est de même à présent de l'Angleterre et des États-Unis. Maint capital qui fait aujourd'hui son apparition aux États-Unis sans extrait de naissance n'est que du sang d'enfants de fabrique capitalisé hier en Angleterre. K . Marx : Le Capital (Livre I – Section VIII)

En complément, une proposition.

Parole d'internaute

- "Les pays européens restent muets devant cette révélation car en fait ils sont étroitement liés aux USA par le pacte du libéralisme mondial. Ces gouvernements sont liés par un objectif unique : la disparition de l'identité des peuples dans une mondialisation qui les réduit à des consommateurs, s'ils leurs restent du pouvoir d'achat. Consommateur sans passé, sans mémoire et sans liberté, pays sans frontières qui deviennent que des fragments de grands marchés qui accroissent leurs richesses."

C'est à peu près ce qu'ils nous ont concocté, vous y êtes presque.

Sans liberté signifiera sans droits sociaux ou politiques, société ou monde impitoyable dans lequel nous serons atomisés, où régnera l'individualisme à l'extrême, ce qui explique pourquoi les gouvernements et les puissants flattent, mieux, financent les organisations ou associations dites humanitaires qui sont l'antithèse de droits collectifs, des services publics ou qui se nourrissent des victimes de cette politique en traitant leur cas individuellement sans qu'aucun retour en arrière ou amélioration ne soit envisagé sur le plan collectif, au contraire le nombre de ses victimes ne cesse d'augmenter pour le bonheur de ces

vendeurs d'utopie ou d'illusions qui en vivent. Apparemment le cynisme de l'affaire leur échappe.

Les ONG et autres associations sont un des rouages de leur système conçu pour broyer tous nos droits, détourner les travailleurs et jeunes des partis ouvriers, du socialisme qui incarne la satisfaction des besoins sociaux élémentaires de l'ensemble de la population.

Pourquoi vouloir changer la société (capitaliste) quand celle-ci vous procure généreusement les moyens de panser les plaies qu'elle a elle-même produites, fortuitement ou par mégarde uniquement, soyez honnête nous dira le réactionnaire et admettez qu'elle est bien bonne et qu'elle a fait des progrès (humanistes) par rapport à autrefois où elle laissait crever ses innocentes victimes, qui par la fatalité du destin avaient eu la malchance de se trouver au mauvais endroit au mauvais moment ou y avaient mis du leur pour en arriver à cette situation, il ne faudrait tout de même pas accabler à tort et à travers le système capitaliste de tous les maux dont souffre la société et le monde, si chacun y mettait du sien on n'en serait peut-être pas là.

C'est la bonne conscience ou le discours que cultivent ou dont se gargarisent les ONGistes réactionnaires qui prolifèrent sur la misère du monde.

Autrefois, ce fut la situation misérable de la classe ouvrière qui alimenta la lutte de classe, obligea parfois le législateur à se fendre d'une loi instituant des droits sociaux collectifs. De nos jours nous assistons au mouvement inverse qui consiste à liquider tous les droits sociaux collectifs des travailleurs au profit de droits individuels précaires soumis aux lois du marché avec la complicité des dirigeants des syndicats et leurs pendants politiques, autrement dit à la marchandisation de tous les besoins sociaux dont seuls ceux qui en auront encore les moyens dans le futur en bénéficieront, au prix de lourds sacrifices, tandis que l'immense masse en sera privé et devra recourir à des expédients de fortune pour survivre.

Tous seront soumis à la même punition mais à des degrés divers en fonction de leur statut social, ce qui permettra à ce système de s'imposer petit à petit en dehors de toute issue politique ou alternative au capitalisme. En prendre conscience et renouer avec le socialisme est devenu une urgence absolue pour l'avenir de la civilisation humaine, expression qui ne méritait déjà pas son nom au regard de la barbarie qui n'a cessé d'accompagner son développement, mais qui sera devenu obsolète si un tel système finissait par s'imposer.

Chacun interprète la situation à sa manière, quand il pleut le touriste vomit le temps qu'il fait et l'agriculteur se réjouit (en Inde). Il en est de même de la survie du capitalisme et du passage au socialisme qui repose notamment sur l'ignorance des masses ou leur prise de conscience qu'il serait possible de vivre dans un monde meilleur et plus juste...

C'est assurément un des facteurs déterminants de la situation, le plus puissant qui permet au capitalisme de survivre, chacun en convient plus ou moins et en tirera des conclusions pratiques divergentes. Du coup on aurait pu imaginer que tous ceux, partis, syndicats, organisations ou associations à titres divers, intellectuels ou personnalités, etc qui sont favorables à la liquidation du système économique capitalisme rédigent un appel dans ce sens destiné à l'ensemble de la population, sans rien y faire figurer d'autres (à titre pratique) puisque ce serait à ce stade un élément de division qui interdirait à un tel appel de voir le jour.

Cette initiative pourrait être prise à l'échelle mondiale ou lancée dans un pays ou au niveau de l'Europe. Il s'agirait juste de faire le procès du régime capitaliste et de dire : stop, il faut trouver, il faut se donner les moyens de l'arrêter, tout de suite, le plus tôt possible...

Un manifeste pourrait voir le jour en soutien à cet appel qui devrait être forcément concis, un appel à tous les peuples à résister et à engager le combat contre le capitalisme et ses institutions dans chaque pays à l'échelle internationale.

Appel et manifeste qui comporteraient exclusivement des faits, des données chiffrées précis, qui seraient davantage économique et social que politique, puisque un profond désaccord existerait sur le plan politique sur la manière d'en finir avec le capitalisme... Il faudrait voir s'il serait possible d'y inclure la liquidation de toutes les institutions politiques qui servent les intérêts des capitalistes ou qui ont été créées à cet effet.

La question politique serait résolue ou tranchée au cours de la discussion ou de la réflexion qu'ils susciteraient ou alimenteraient dans toutes les couches et classes de la société, toutes les hypothèses, thèses, théories ou doctrines seraient à nouveau passés en revue, jusqu'à ce que la seule alternative cohérente et sérieuse au capitalisme émerge ou finisse par s'imposer, un peu comme ce fut le cas au cours de la seconde moitié du XIXe siècle.

Voilà une proposition qui me semble raisonnable et correspondre à la situation, à la tâche que nous avons à accomplir pour organiser les masses et élever leur niveau de conscience politique. Elle ne me semble pas extravagante ou coupée de la réalité, elle prend au contraire en compte la dislocation actuelle du mouvement ouvrier, son manque de repères politiques et ses profondes divisions sur ce plan-là.

La question que nous avons à résoudre est celle de la direction du mouvement ouvrier (international), son orientation et sa

stratégie politique pour pouvoir poser le plus consciemment possible la question du pouvoir qui concentre toutes les autres à partir de la réalité sociale et politique.

On peut imaginer facilement le formidable écho politique qu'aurait un tel appel en direction des masses, des peuples du monde entier à se soulever contre le capitalisme, l'intérêt qu'il susciterait dans chaque foyer, chaque atelier, chantier, bureau, école, université, l'espoir immense qu'il pourrait faire renaître que changer la société est finalement possible si on décidait de prendre notre sort en mains, en d'autres termes que le socialisme serait à la portée de notre main si on le décidait. (A suivre)

Questions sur les rapports entre les Etats-Unis et Cuba

Guantanamo - Ce centre de détention est situé sur un terrain de 121 km² (soit 30 000 acres), actuellement loué par le gouvernement des États-Unis au gouvernement de Cuba. Cette location est effective depuis le 23 février 1903, sous la présidence de Theodore Roosevelt, et est inaccessible sauf par consentement des deux parties. Un loyer de 4 085 dollars US est payé tous les ans par chèque. Le chef cubain Fidel Castro a toujours refusé d'encaisser ces paiements (sauf celui de la première année de la révolution en 1959), car il n'accepte pas que l'un de ses plus grands ennemis dispose d'une base militaire sur son territoire. (wikipédia)

Pourquoi Castro n'a-t-il pas annulé ce contrat ou traité en 1959 ?

Cuba est un nain géographique, économique et politique à côté des Etats-Unis situé à proximité de ses côtes et très loin de l'ex-URSS.

Pourquoi les Américains ne l'ont-ils pas éliminé et intégré dans les Etats-Unis comme ils l'ont fait avec Porto Rico par exemple, alors qu'ils en ont eu l'occasion à une multitude de reprises ?

N'était-ce pas pour continuer à diaboliser le communisme dont le castrisme est le fossoyeur ?

Pourquoi personne ne pose-t-il pas ces questions ? C'est si embarrassant que cela ?

Le problème en Turquie : c'est le capitalisme.

Extrait. Le problème de fond a toujours été le même, la solution aussi : l'anticapitalisme avec comme objectif la mise en place d'une alternative réellement démocratique et socialiste.

Ce but n'est pas atteignable sans une organisation large et profonde de la société, une organisation populaire. La coordination au niveau internationale, avec un abandon du repli nationaliste, est également nécessaire. Cela ne se fera pas du jour au lendemain, cependant nous devons faire attention à ne pas prendre des conséquences comme étant les causes des problèmes socio-économiques ou politiques. Le danger avec cette confusion est de tomber dans un réformisme illusoire qui ne fera que modifier la forme de ces problèmes, sans nous apporter la liberté pour laquelle nous nous battons. (La véritable cause du soulèvement populaire en Turquie? Le capitalisme- 07.0813 mondialisation.ca)

Commentaire.

"Une organisation large et profonde de la société, une organisation populaire" sur la base de la liquidation du capitalisme, c'est l'idée que j'ai avancée à plusieurs reprises, une véritable Internationale avec de véritables partis reposant sur le socialisme et non une entente internationale entre des gens qui ne combattent pas pour le même objectif politique.

Quand les politiques s'opposeront aux financiers - samedi 10 août 2013 - Le Grand Soir

Les liens qui existent entre le pouvoir politique et le pouvoir financier sont nombreux : dans chaque grande banque les énarques ont leur place, et les allers et retours entre le « public » et le « privé » sont devenus monnaie courante, à tel point qu'on leur a donné un nom : le pantouflage. Ces liens sont connus et forment aujourd'hui une véritable alliance malsaine et parfois illégale, comme nous le prouvent le grand nombre d'affaires « politico-financières » dont on nous accable régulièrement.

Mais cette alliance va à l'encontre des principes du système capitaliste et s'apparente à de la corruption : elle en est à la fois la cause et la conséquence, car elle crée les conditions d'un conflit entre l'intérêt général prétendument défendu par le politique et son intérêt particulier – que lui confère sa proximité avec le monde de l'entreprise (c'est d'ailleurs bien à cela que servent les lobbies qui font les lois à Bruxelles)

Au départ, cette alliance s'est opérée par la nécessité pour les pays riches de voir perdurer leur prédominance économique sur le reste du monde et éviter, ou retarder l'émergence inévitable de ceux qu'on appelait il y a encore peu les pays « sous-développés », « en développement » puis « émergents », et pour certains déjà « émergés ». N'étant pas en mesure de s'aligner sur

la compétitivité de ces derniers, les pays riches ont par cette alliance créé une communauté d'intérêts dans laquelle les riches obtiennent le pouvoir politique en offrant aux politiques une part de leur richesse : ils obtiennent ainsi le droit de modifier les Lois à leur avantage, tandis que les autres en bénéficient eux-mêmes en tant que riches. Ensemble ils modifient les règles de concurrence libre et non faussée pour en changer non pas la lettre mais leur esprit : à force de subventions, de règles particulières ou la création d'espaces « offshore », ils ont permis la conservation ou l'augmentation du niveau de vie de leurs populations tout en créant par la spéculation et le crédit une bulle financière scandaleusement explosive, si bien qu'aujourd'hui la totalité des avoirs représente je ne sais même plus combien de fois le PIB de la planète – nous vivons certes à crédit, assis sur du vent, mais notre pouvoir d'achat est toujours le plus élevé.

Et c'est bien ce que traduit le décalage entre l'économie réelle et les cours de la bourse : le chômage augmente partout, tandis que les grosses multinationales engrangent toujours plus de profits. Ce décalage provient de la corruption des règles « pures » du marché par le conflit d'intérêts que constitue l'alliance des pouvoirs politique et financier (aujourd'hui la concurrence n'est pas libre et elle est faussée), et conduit inévitablement à l'émergence d'une crise dont nous subissons actuellement les effets. Et ce n'est rien à côté de ce qui nous attend.

Car le fait est que cette alliance, en plus d'être immorale et même parfois illégale (le conflit d'intérêts est un délit), est contre nature (si toutefois on peut parler de la « nature » du capitalisme). Et c'est dans la résolution de cette crise que l'on constate à chaque fois, dans cette Histoire qui se répète (l'âme humaine semble d'ailleurs n'avoir à cette occasion pas subi les conséquences du conditionnement dont elle est pourtant assaillie), une rupture de la communauté d'intérêts qui finit par dégénérer nécessairement : quand les riches demandent plus de dérégulation le pouvoir politique se met le peuple à dos, et quand le peuple réclame plus de régulation ce sont les riches qui menacent de sanctions...

Les politiques se retrouvent donc coincés entre deux feux sans réussir jamais à contenter ni l'un ni l'autre, si bien qu'avec la perpétuation de cet « entre-deux » la situation continue de se dégrader jusqu'à un point de non-retour, point que nous avons déjà dépassé. Aujourd'hui nous en sommes au « sauve-qui-peut », et que l'on régule ou qu'on dérégule ne changera plus rien à l'affaire.

S'ensuivra une explosion finale qui seule permettra d'établir les bases d'un nouveau système, qu'il soit capitaliste ou pas : les riches réclameront un nouveau Bretton Woods, les politiques tenteront de nous vendre une bonne vieille dictature (à la Orwell ou à la Huxley), et les pauvres rêveront de la démocratie – encore.

Ce n'est qu'à l'occasion de cette explosion que les partisans de la démocratie auront une chance de se faire entendre, lorsque les tensions entre les deux « frères ennemis » de la politique et de la finance seront les plus fortes qu'ils pourront se faire une place dans l'opinion.

Et de ces trois options une seule l'emportera. Elle sera à l'origine de l'établissement d'une nouvelle société, d'un futur système dont les règles domineront le monde jusqu'à la fois suivante. Il faudra alors être prêts. Car ce moment approche.

Caleb Irri

Commentaire.

"*Futur système*" à la direction duquel se tiendra soit l'oligarchie financière triomphante instaurant enfin son nouvel ordre mondial ou dictature mondiale, soit le prolétariat mondial vainqueur de la barbarie capitaliste instaurant son nouvel ordre mondial ou socialisme, puis communisme une fois éliminée l'exploitation de l'homme par l'homme, antichambre du règne enfin conquis de la liberté, du bien-être, de l'harmonie entre les peuples et la paix universelle.

ACTUALITE EN TITRES

[Youpi !](#)

- Les financières font leur come-back à Wall Street - Reuters

Tombé en disgrâce avec la crise de 2007-2008, le secteur financier est sur le point de retrouver les premiers rôles à Wall Street aux côtés des valeurs technologiques. Reuters 11.08

[Lesquels, de droite ou de gauche ou les deux à la fois ?](#)

- Interdire le foulard à l'université serait "*pain béni*" pour les extrémistes - AFP

Pas seulement, n'oubliez pas le ministre de l'Intérieur...

[Le ghetto et la roulette russe au programme de tours opérateurs.](#)

- Des touristes dans les cités du 9-3 - AFP

- Meurtre d'un jeune à Pantin : un second suspect en garde à vue - LeParisien.fr

[La queue en tête des médias...](#)

- Haïti: des fiançailles d'homosexuels perturbées par des riverains en colère - L'Express.fr -

- Allemagne: l'Eglise protestante célèbre son premier mariage gay - L'Express.fr

[Haut de page ↗](#)

Le 13 août 2013

CAUSERIE

Je mettrai en ligne ce soir une dizaine de nouveaux articles.

J'ai ressorti cette expression du Capital de Marx et Engels qu'il va falloir populariser, la bancocratie, la société ou le monde géré par les banquiers, tels qu'ils sont devenus, tels les conçoivent et que nous subissons quotidiennement.

RAPPORTS ENTRE MONDIALISATION ET MONDIALISME, suite 14.

La difficulté à laquelle nous sommes confrontés ou le déficit que nous devons relever consiste à prendre en compte ou à intégrer dans la stratégie politique du combat du mouvement ouvrier pour le socialisme à la fois les contradictions du capitalisme à l'époque de l'impérialisme et la stratégie politique de l'oligarchie financière disons occidentale sous la houlette du cartel des banquiers anglo-saxons s'inscrivant dans la perspective d'un gouvernement mondial.

Sous-estimer ou nier l'un ou l'autre de ces facteurs nous conduirait à l'impuissance et à la défaite.

Il faut arriver à bien discerner ce qui tient de l'un ou de l'autre dans les politiques des gouvernements ou les mesures qu'ils prennent, sachant qu'une mesure économique peut répondre à un problème strictement économique, mais que toutes les mesures économiques ne s'inscrivent pas forcément sur ce plan-là, elles peuvent avoir une portée politique ou avoir été décidées pour atteindre un objectif politique qui n'apparaîtra pas forcément clairement ou qui ne prendra forme que plus tard, un peu comme des maillons d'une longue chaîne conduisant à un objectif final. De la même manière toutes les décisions politiques n'ont pas forcément un caractère strictement politique, rarement même ou il est inavoué, leur objectif est le plus souvent économique, on ne dira pas social mais antisocial.

Nous savons que leurs décisions concernent les deux plans économique et politique, il faut donc arriver à comprendre comment se combine leur stratégie sur ces deux plans pour mieux les expliquer aux travailleurs et aux militants et mieux les combattre.

L'objectif politique que s'est fixée l'oligarchie financière ne garantit pas qu'elle pourra l'atteindre, jusqu'à preuve du contraire la réalisation d'un gouvernement mondial demeure une utopie et cessera de l'être que lorsqu'il sera réalisé ou sur le point de l'être, il en est de même du socialisme, il nous faut l'admettre si on ne veut pas se leurrer et faire naître des illusions dans la tête des militants et des travailleurs, trouver la voie qui permettra de remettre le mouvement ouvrier sur le chemin du socialisme, ou à l'opposé sombrer dans la théorie du complot ou pour faire plaisir à monsieur Coquema l'ultra-impérialisme cher à Kautsky (lire plus loin).

Pour que le gouvernement mondial ou le nouvel ordre mondial voie le jour il faudrait que les oligarchies financières américaines, européennes, russes et chinoises fusionnent, chacunes flanquées de leurs satellites régionaux, or ils en sont encore loin en admettant que cela soit possible, pour le moment ils n'ont fait que planter les jalons pour y parvenir, l'UE et demain le marché unique transatlantique, transpacifique, l'Asean, le Nafta (E-U, Canada, Mexique), la Commission Trilatérale, etc.

Donc ce qui prédomine toujours aujourd'hui à l'échelle mondiale ce sont les contradictions du système économique capitalisme et

la lutte des classes, la lutte des différents impérialistes pour se tailler la plus grande part du gâteau, du marché mondial, même si les lois de fonctionnement du capitalisme sont faussées du fait du pouvoir acquis par le cartel des banquiers de la FED et leurs associés européens.

Nombreux sont ceux qui se gargarisent de formules appartenant à un lointain passé et devenues obsolètes et qu'ils sont incapables de replacer dans le contexte actuel en tenant compte des transformations qu'a connues le capitalisme et la société.

En 1916 Lénine écrivait que *"la décomposition (était) momentanée du mouvement ouvrier"* (en Grande-Bretagne, Allemagne, France notamment), apparemment elle a duré plus longtemps que prévu, ou encore que *"l'opportunisme ne peut plus triompher aujourd'hui complètement au sein du mouvement ouvrier d'un seul pays pour des dizaines et des dizaines d'années"*, alors que cela fait un siècle que cela dure à l'échelle mondiale, le stalinisme étant passé par là pour renforcer le camp des opportunistes...

Voilà donc un facteur qu'il n'a pas pu prendre comme tel puisqu'il n'existait pas, ensuite on peut faire dire ce qu'on veut à Lénine ou m'imputer de souscrire à la thèse de l'ultra-impérialisme de Kautsky, alors que je ne partage ni son analyse qui nie les contradictions du capitalisme ni ses conclusions qui consistent à abandonner le combat pour le socialisme et s'inscrivent en totale contradiction avec les miennes.

Nous pourrions adopter ce passage de Lénine qui le confirme:

"Est-il possible de modifier par des réformes les bases de l'impérialisme ? Faut-il aller de l'avant pour accentuer et approfondir les antagonismes qu'il engendre, ou on arrière pour les atténuer ? Telles sont les questions fondamentales de la critique de l'impérialisme. Les particularités politiques de l'impérialisme étant la réaction sur toute la ligne et le renforcement de l'oppression nationale, conséquence du joug de l'oligarchie financière et de l'élimination de la libre concurrence, l'impérialisme voit se dresser contre lui, dès le début du XXe siècle, une opposition démocratique petite-bourgeoise à peu près dans tous les pays impérialistes.

La rupture de Kautsky et du vaste courant international kautskiste avec le marxisme consiste précisément dans le fait que Kautsky, loin d'avoir voulu et su prendre le contre-pied de cette opposition petite-bourgeoise, réformiste, réactionnaire, quant au fond, sur le plan économique, a au contraire pratiquement fusionné avec elle."

"... la "lutte" contre la politique des trusts et des banques, si elle ne touche pas aux bases de leur économie, se réduit à un réformisme et à un pacifisme bourgeois, à des souhaits pieux et inoffensifs. Eluder les contradictions existantes, oublier les plus essentielles, au lieu d'en dévoiler toute la profondeur, voilà à quoi revient la théorie de Kautsky, qui n'a rien de commun avec le marxisme."

S'attaquer au système mafieux du cartel des banquiers de la FED qui est la conséquence des *"contradictions existantes"*, aux institutions financières et politiques qu'ils ont mises en place, celles qui sont officielles et celles qui le sont moins ou dont le fonctionnement demeure opaque, ne serait-ce pas la politique que je défends, la stratégie que j'ai adoptée ?

A suivre.

[Populisme. Cela nous avait échappé.](#)

Le Parti de gauche est patriote, nationaliste, garant de l'Etat bourgeois, mieux, de son armée, il en fait ici une démonstration éclatante. Le FN est social-national, le PG est social-nationaliste, à croire qu'ils ne pourraient pas exister l'un sans l'autre, sans faire d'amalgame, ils sont assurément complémentaires.

Vous constaterez dans cet article que le *"capitaine de pédalo Hollande"* est secondé par le moussaillon Mélenchon.

Le Parti de Gauche - Samedi 6 Juillet 2013.

- Alors que François Hollande et le gouvernement s'enlisent dans leur alignement avec les Etats-Unis (espionnage contre les intérêts de la France, affaire Snowden, Grand marché transatlantique) et offensent l'Amérique latine et le gouvernement progressiste de Bolivie, une nouvelle information vient enfoncer le clou de la honte.

(Honte qui ne risquera pas davantage d'atteindre les dirigeants du PG et du FdG ! - ndlr)

La French American Foundation, officine américaine dont l'objet est d'inculquer aux dirigeants français une orientation pro-atlantiste, a livré les noms de son cru 2013 des "Young Leaders" (les "jeunes dirigeants").

C'est avec consternation que le Parti de Gauche constate la présence dans cette liste du Capitaine de frégate Philippe Naudet. Commandant du sous-marin nucléaire d'attaque (SNA) "Améthyste" – et présenté comme tel –, Philippe Naudet deviendra sûrement commandant d'un sous-marin nucléaire lanceur d'engins (SNLE), puis, peut-être un jour, chef d'état-major des armées. Les États-Uniens ne font par leurs choix au hasard.

(Le PG se permet de mêler son grain de sel parce qu'ils sont intégrés jusqu'au coup dans les institutions de la Ve République au point de se prendre pour le chef des armées, une armée impérialiste et colonialiste, ce qui ne les rebute pas vraiment. Réactionnaire le PG, mais non, mais non ! -ndlr)

Révéler le nom d'un commandant d'un SNA est en soi une faute grave qui montre la légèreté avec laquelle les Etats-Unis et les dirigeants français qui s'en sentent proches traitent nos informations confidentielles.

(Notez "*nos informations confidentielles*", ils confirment ainsi que c'est bien leur armée. - ndr)

Pire : alors que l'on découvre l'ampleur de l'espionnage pratiqué par les Etats-Unis, le capitaine de frégate Philippe Naudet sera associé dans la promotion 2013 à Anne Neuberger, assistante spéciale du directeur de la NSA et membre du USCYBERCOM. Un de nos futurs commandants de SNLE travaillerait donc en partenariat avec un membre influent de l'agence à l'origine de l'espionnage massif subi par la France et l'Europe.

(Avec le PG le capitalisme n'a qu'à bien se tenir, le voilà qui revendique "*Un de nos futurs commandants*", de quoi prendre ses jambes à son cou et fuir en courant ce parti et le Front de gauche, de gauche ce sont eux qui le disent, là ils prouvent le contraire. - Ndlr)

Sur la même liste, on trouve également Mme Vanessa Scherrer, directrice adjointe à Science Po en charge de l'Ecole des affaires internationales. Dans le contexte actuel, une des responsables de la formation de notre futur corps diplomatique ne saurait participer à un organisme dont fait partie un dirigeant de l'agence qui nous espionne.

(Ils récidivent pour la troisième fois, "*notre futur corps diplomatique*" nommé le Bonaparte de service pour représenter l'impérialisme français à travers le monde. Le PG entend défendre les intérêts de la France des capitalistes dans lequel il se reconnaît, vaut mieux que ce soit lui qui l'affirme, on ne pourra pas nous accuser de le calomnier. - Ndlr)

François Hollande doit immédiatement exiger le retrait de cette organisation du capitaine de frégate Philippe Naudet, ainsi que de Mme Vanessa Scherrer.

(Pourquoi pas le retrait des cinq ministres du gouvernement Hollande-Ayrault qui en font partie ? Ah parce que le président en fait partie aussi ! Mais dites-nous, c'était pas monsieur Mélenchon qui se voyait Premier ministre de ce ce président Young Leaders ? Cela ne l'a pas gêné quand il a appelé à voter pour lui non plus.)

La sémantique employée dans cet article trahit les véritables intentions et la véritable nature politique des dirigeants du Parti de gauche et du Front de gauches qui sont affichées ici et qui sont franchement... réactionnaires.

Un complément pour mieux cerner qui sont les « *Young Leaders* ».

1- Washington sur Seine ? Ces ministres de François Hollande qui ont été formés par les Américains
- Atlantico.fr 22.05.12

- Exit Alain Juppé, Valérie Pécresse, Nathalie Kosciusko-Morizet, Laurent Wauquiez, Jeannette Bougrab...

« *Enfin des têtes nouvelles !* » entend-t-on ici ou là. Nouvelles ? Tout est relatif, quand on sait décrypter la liste ci-dessus : en fait, tous ces « *Young Leaders* » de l'UMP ont laissé la place à des « *Young Leaders* » du Parti socialiste. Car François Hollande et Pierre Moscovici depuis 1996, Marisol Touraine et Aquilino Morelle depuis 1998, Arnaud Montebourg depuis 2000 et Najat Vallaud-Belkacem depuis 2006, sont tous des « *Young Leaders* ».

Tous ont été minutieusement sélectionnés et « *formés* » par ce très élitiste réseau Franco-Américain, inconnu du grand public, sponsorisé entre autres par la banque Lazard. En d'autres termes, ils ont tous postulé et se sont fait parrainer pour être admis à suivre ce programme phare mis en place par la FAF, la French American Fondation.

La FAF est elle-même un organisme à cheval sur Paris et New-York, créée en 1976 conjointement par les présidents Ford et Giscard d'Estaing. A noter qu'entre 1997 et 2001, John Negroponte présida la FAF, avant de devenir entre 2005 et 2007, sous Georges Bush, le premier directeur coordonnant tous les services secrets américains (DNI), dirigeant l'US States Intelligence Community (qui regroupe une quinzaine de membres, dont le FBI et la CIA). Atlantico.fr 22.05.12

2- 1996, "**Young Leaders**" recrute François Hollande - alterinfo.net 24.10.12

- Le 18 mai 1976, à l'ambassade de France aux Etats-Unis, le président Valéry Giscard d'Estaing, le président Gerald Ford et le secrétaire d'Etat américain Henry Kissinger, annoncent la création d'une fondation franco-américaine, la French-American Foundation (FAF) qui lancera le programme Young Leaders.

L'objectif, mettre en pratique les idées de l'économiste Milton Friedman de l'école de Chicago: baisse des déficits par le démantèlement des services publics au dépens de l'intérêt général... privatisation, déréglementation du droit du travail et réduction des dépenses sociales...pour le plus grand profit des multinationales.

Trois ans plus tôt, Henry Kissinger participait à l'organisation du coup d'état du 11 septembre 1973 au Chili, Augusto Pinochet étant chargé d'appliquer le programme de l'économiste Milton Friedman. alterinfo.net 24.10.12

Comme ils disent au PG pour en minimiser la nature, juste une "*officine américaine*" ayant "*une orientation pro-atlantiste*" !
Quelle escroquerie politique ce parti ! Populiste !

ACTUALITÉ DU JOUR

[A quand l'explosion de la prochaine bulle financière ?](#)

Une grille de lecture pour décrypter l'article suivant.

- Bruno Bertez : Malgré tout le respect que nous devons à Marc Faber, il enfonce un peu les portes ouvertes. Depuis la menace de faillite de LTCM en 1998, la doctrine des autorités monétaires se résume à ceci : toute crise peut être résolue par l'effondrement des taux d'intérêt et la création de liquidités. C'est ce que l'on a fait pour LTCM et cela a provoqué la crise de surévaluation du Nasdaq. Quand la crise des télécommunications a éclaté, le remède a été employé une nouvelle fois. On a effondré les taux d'intérêt et noyé les économies sous les liquidités. Cela a provoqué l'emballement immobilier, la bulle hypothécaire et cela a débouché sur l'insolvabilité connue sous le nom de crise des subprimes. Quand la crise des subprimes est arrivée en 2008, comme on pouvait s'y attendre, c'est toujours le même traitement qui a été appliqué, taux d'intérêt zéro, création de liquidités sous toutes les formes possibles et imaginables.

Comme vous le devinez, cet argent bon marché provoque de nouvelles distorsions et gonfle de nouvelles bulles : bulle des fonds d'Etat, bulle des emprunts de toutes sortes, y compris des emprunts à risque, bulle de tous les actifs financiers et, plus récemment aux Etats-Unis, regonflement d'une bulle des prix du logement.

La doctrine des autorités monétaires est bien établie : on ne s'oppose pas aux excès, on tente de nettoyer après les dégâts, lorsqu'ils se produisent. L'argent qui est créé par les Banques centrales, distribué quasi gratuitement, trouve d'abord le chemin des banques, puis celui du shadow banking system, puis celui de la grande communauté spéculative mondiale, les hedge funds, puis il se déverse sur les marchés. On comprend aisément que les bénéficiaires de cette manne sont, par définition et par construction, les personnes qui sont les plus proches à la fois du pouvoir politique et de la finance. Grâce à cet argent quasi gratuit, toute une classe de personnes peut acheter des actifs, spéculer, faire monter le prix des véhicules d'investissement. Par définition, ce sont les très riches, voire les ultra-riches, qui peuvent bénéficier de cette mécanique. Il faut être riche, solvable, près du pouvoir financier et du pouvoir politique, pour avoir la possibilité d'emprunter des montants importants.

La mécanique normale de transmission des politiques monétaires reste bloquée. Les banques ont pour objectif de réduire leur exposition, de limiter la taille de leurs bilans afin d'économiser leurs fonds propres ou afin de se mettre en conformité avec les ratios de Bâle. La mécanique traditionnelle de transmission permettait la croissance des prêts aux particuliers, c'est cette mécanique qui reste grippée. Les seules transmissions possibles des politiques monétaires sont le financement bon marché des dépenses publiques, la spéculation sur les marchés d'actifs avec son fameux corollaire, l'effet de richesse.

Toute la politique est conçue pour bénéficier au secteur financier. Afin que ceci soit acceptable socialement, on prétend que l'effet de richesse qui en résulte est favorable à la croissance et permet par conséquent de limiter le chômage. C'est un mensonge. Un dollar d'effet de richesse ne se traduit que par 0,02 dollar de demande. Chiffres fournis par les services de recherches économiques de la Fed elle-même. (...)

Bruno Bertez: Les effets de cette politique monétaire dissymétrique sont multiples, mais nous ne ferons que les évoquer.

D'abord, fabrication en séries de bulles d'actifs. On va de surévaluation en surévaluation, ce qui débouche sur des crises périodiques et de nouvelles phases de créations monétaires et taux zéro. C'est un cercle sans fin. Pour sortir des crises, on inflat

le prix de telle ou telle catégorie d'actifs. Il vient un moment où la surévaluation devient évidente, tout le monde se rue vers la sortie. Le système se bloque. On injecte des liquidités et tout repart pour un nouveau tour de manège. La finance déconnectée de l'économie est comme un cercle qui serait devenu vicieux. Plus on le caresse, plus il devient vicieux.

Ensuite, le système est devenu fragile et instable. Il faut imaginer les capitaux un peu comme les passagers d'un paquebot. La communauté spéculative mondiale est moutonnaire, elle recherche les mêmes actifs au même moment. Elle se place sur le même côté du bateau et le fait chavirer. Fragilité et instabilité sont les deux conséquences évidentes de ces injections massives de liquidités.

Enfin, les injections massives de liquidités à taux quasi nul faussent l'ensemble des mécanismes économiques de ce que l'on appelle l'allocation du capital. Allouer le capital, c'est le diriger là où il doit aller, là où il est le plus utile et le plus rentable dans une optique de long terme, le tout dans la stabilité. Il est évident qu'à partir du moment où c'est la communauté spéculative mondiale qui joue aux dés, l'allocation du capital ne peut être que délirante : recherche de profits à court terme, faciles. Le long terme est systématiquement négligé. Tous les calculs économiques sont faussés.

Il faut dire un mot des conséquences sociales, bien que l'on en parle très peu. Les politiques monétaires expansionnistes, l'argent facile en quelque sorte, profite aux ultra-riches. C'est la raison fondamentale de l'accroissement des inégalités constatée au cours des vingt dernières années. Le patrimoine des ultra-riches fait boule de neige. Pour rentabiliser les actifs financiers, il faut pressurer le facteur travail, augmenter la productivité, peser sur les salaires. L'écart ne cesse de s'aggraver.

Atlantico: Comment remédier à ce déséquilibre pour que la politique monétaire profite à l'économie réelle, les entreprises, l'emploi et la croissance et non au seul secteur financier ?

Il n'y a aucun moyen de remédier à ces déséquilibres. Quand le vin est tiré, il faut le boire. On a choisi d'aller dans la voie de la création monétaire, des injections de liquidités et de l'argent gratuit, le système est « accro ». Si on rompait la chaîne du bonheur, la pyramide financière globale s'effondrerait dans un premier temps sous l'effet d'une crise de liquidités, dans un second temps, sous l'effet complémentaire d'une crise de solvabilité. Liquidités et solvabilité sont en fait deux phénomènes inséparables.

Théoriquement, on peut imaginer que d'autres utilisations des politiques monétaires sont possibles. C'est le point de vue défendu par l'Allemand Axel Weber, ancien patron de la Bundesbank. Il soutient que l'on a intérêt à nettoyer, à détruire, tout ce qui est pourri dans le système plutôt que de continuer à le pourrir en profondeur. Il soutient que ce que l'on fait maintenant est au détriment des générations futures. Il a encore défendu cette thèse la semaine dernière à la London School of Economics devant son opposant américain Lawrence Summers. Pour notre part, nous ne croyons plus à cette possibilité du retour en arrière. La communauté mondiale a brûlé ses vaisseaux. Atlantico.fr 04.04.2013

A retenir :

- L'argent qui est créé par les Banques centrales, distribué quasi gratuitement, trouve d'abord le chemin des banques, puis celui du shadow banking system, puis celui de la grande communauté spéculative mondiale, les hedge funds, puis il se déverse sur les marchés. On comprend aisément que les bénéficiaires de cette manne sont, par définition et par construction, les personnes qui sont les plus proches à la fois du pouvoir politique et de la finance. Grâce à cet argent quasi gratuit, toute une classe de personnes peut acheter des actifs, spéculer, faire monter le prix des véhicules d'investissement. Par définition, ce sont les très riches, voire les ultra-riches, qui peuvent bénéficier de cette mécanique.

- Pour rentabiliser les actifs financiers, il faut pressurer le facteur travail, augmenter la productivité, peser sur les salaires.

- Les financières font leur come-back à Wall Street - Reuters 11.08

- Tombé en disgrâce avec la crise de 2007-2008, le secteur financier est sur le point de retrouver les premiers rôles à Wall Street aux côtés des valeurs technologiques.

A leur pic du 1er juin 2007, les valeurs de l'indice sectoriel de la finance du Standard & Poor's 500 avaient une capitalisation boursière cumulée de 2.900 milliards de dollars (2.175 milliards d'euros), soit 30% de plus que le deuxième groupe le plus important, celui des techs.

La crise des subprimes a fait chuter leur valeur boursière de 2.400 milliards de dollars, 83% au total -à comparer à un plongeon de 58% pour l'indice S&P-500- et le secteur technologique est devenue la première pondération du S&P en mai 2008.

A son plus bas en mars 2009, la capitalisation boursière du secteur financier n'était plus que de 510 milliards de dollars, l'équivalent de la valeur boursière combinée des seuls groupes JPMorgan Chase & Co. et Citigroup avant la crise. Son poids dans le S&P était alors tombé à 8,9%, au plus bas depuis 1991, à l'époque de la crise des caisses d'épargne américaines (Savings & Loan).

L'ampleur de la chute rend ce come-back d'autant plus remarquable. Aujourd'hui, le secteur financier a retrouvé un poids de 16,6% dans le S&P, soit un petit point de pourcentage de moins que le secteur technologique, montrent les données de S&P Dow Jones Indices. Au début de cette année, l'écart entre les deux était encore de 3,5 points.

"Le sentiment envers le secteur bancaire était tellement négatif que personne, à commencer par les grands gourous de la finance, n'a vu venir son redressement", observe Dick Bove, analyste bancaire chez Rafferty Capital Markets à Tampa en Florida. *"Depuis quelques semaines, ils s'y sont enfin mis et tous saluent le grand retour en force des bancaires."* Depuis le début de l'année, le compartiment financier a progressé de près de 25%, dépassé seulement par la santé et les biens de consommation.

Le mouvement est tiré pour l'essentiel par les grands noms du secteur. JPMorgan Chase, Citigroup et Bank of America ont gagné au moins 24% depuis le début de l'année ; Wells Fargo, devenue la première banque américaine par la capitalisation boursière, a pris pas loin de 27%, avec à la clé un record fin juillet.

Selon une enquête de StarMine, le secteur a encore un potentiel de hausse.

Cette filiale de Thomson Reuters a établi que le compartiment bancaire se traite à environ 76% de sa valeur intrinsèque, calculée à partir d'estimations des analystes et des prévisions des banques elles-mêmes. A cette aune, les valeurs technologiques sont au contraire survalorisées de 8%.

Des poids lourds du secteur comme Citigroup, Bank of America et AIG ont une valorisation plus attrayante que plus de 90% du marché. La valeur intrinsèque de Citigroup ressort ainsi à 88,57 dollars, soit 70% au-dessus de son cours actuel de 51,32 dollars. De même, StarMine a calculé une valeur intrinsèque de 25,62 dollars pour Bank of America, qui a clôturé vendredi à 14,45.

Traditionnellement, la bonne santé des valeurs financières à la Bourse est un signe encourageant pour l'économie, synonyme de hausse des prêts aux ménages et aux entreprises et donc de consommation, d'investissement et de création d'emplois.

Aujourd'hui cependant, leur retour en grâce s'opère dans un contexte réglementaire plus sévère, tandis que la justice continue d'enquêter sur les dérives à l'origine de la dernière crise avec, notamment, Bank of America et JPMorgan dans le collimateur.

Beaucoup d'analystes jugent néanmoins sain que le secteur financier retrouve les premiers rôles à Wall Street, à condition que sa valeur boursière n'enfle plus à des niveaux intenable.

"Le problème de la refinanciarisation de l'économie américaine est qu'elle augmente le risque d'une nouvelle crise financière", avertit Barry Ritholtz, directeur de recherche chez Fusion IQ à New York.

"La crise a lancé le processus de définanciarisation, et maintenant on en revient à une refinanciarisation."

Le précédent des technologiques reste dans tous les esprits. Juste avant l'éclatement de la bulle de la "nouvelle économie" en 2000, l'indice sectoriel des techs représentait 34,5% du S&P -un record qui n'a jamais été approché depuis, selon les données de S&P Dow Jones.

"Les financières et les technologiques ont à peu près le même niveau, c'est le signe que le marché est équilibré", se félicite Doug Cote, stratège chez ING U.S. Investment Management à New York. *"Ce sont traditionnellement les deux plus gros secteurs de la cote."* Reuters 11.08

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Xénophobie, racisme et islamophobie.

1.1- Une juge fédérale américaine a estimé lundi contraire à la Constitution une pratique de la police new-yorkaise consistant à arrêter et fouiller un individu sur la base du soupçon.

La juge Shira Scheindlin a déclaré que la police de la ville avait transformé cette pratique en *"contrôle au faciès indirect"* en choisissant d'arrêter certains groupes raciaux.

Ce programme, lancé en 2002 et baptisé *"stop-and-frisk"* (littéralement arrêter et fouiller), a donné lieu à des

arrestations disproportionnées et discriminatoires de Noirs et d'Hispaniques sur lesquelles les plus hautes autorités de la ville ont "*fermé les yeux*", a-t-elle dit.

Ce type de contrôle permet aux forces de l'ordre d'arrêter ceux qu'ils soupçonnent d'activités illégales et de fouiller ceux qu'ils suspectent de détenir une arme.

"*Personne ne devrait vivre dans la peur de se faire arrêter n'importe quand lorsqu'il quitte son domicile pour effectuer des activités de la vie courante*", a estimé la juge.

Le maire de la "Grande Pomme", Michael Bloomberg, a immédiatement annoncé son intention de faire appel. "*La possibilité d'être contrôlé fait office de dissuasion*", a-t-il expliqué. Reuters 12.08

1.2- Les familles musulmanes habituées à faire leurs emplettes dans un centre commercial de Houston, au Texas, n'en ont pas cru pas leurs yeux cette semaine, ... à la vue d'un panneau effarant qui, en guise de bienvenue, leur interdisait brutalement de ne pas se garer sur le parking réservé à la clientèle.

"*Les musulmans ne doivent pas se garer dans le centre commercial Westview, sinon les voitures seront remorquées.*" Rappelant les heures sombres de la ségrégation et d'autres sinistres injonctions de la même veine, cette affiche discriminatoire l'affichait très mal et de manière très inattendue, provoquant stupeur et indignation chez les ménagères et fidèles clients musulmans de la grande surface qui en ont abandonné les caddies dans leur rangement.

"*Je suis extrêmement choqué parce que nous vivons dans une société qui est censée être tolérante, et c'est ce que nous prêchons tous*", a déclaré Yara Aboshady au micro de CNN.

Est-ce la proximité de la mosquée locale qui a inspiré au responsable du centre commercial, muré dans un silence qui en dit long, cette sommation qui fait froid dans le dos ? Pour l'heure, les non-dits sont assourdissants du côté des concepteurs de l'affiche qui usent et abusent de tous les faux-fuyants pour éviter de rendre des comptes, faisant pression sur leurs employés pour ne rien divulguer à la presse. Seul un ouvrier téméraire a affirmé avoir vu le propriétaire du supermarché, Steve Kwon, jouer les colleurs d'affiches.

Niant tout en bloc, hormis la présence de ces panneaux honteux qu'il a finalement retirés, Steve Kwon n'avouera pas ce qui l'a poussé à signer et à exposer ces affiches d'un autre âge, dégoulinant de haine refoulée... Quant à la communauté musulmane taradée par les vraies motivations qui ont animé le directeur de leur supermarché favori, la blessure est à vif, certains jurant de ne plus y revenir. french.trib.ir 12.08

1.3- L'utilisation par les jeunes UDC lucernois de l'image d'une femme voilée menaçant un enfant sur une affiche pour parler du vote sur les langues à l'école soulève la polémique en Suisse alémanique.

La nouvelle affiche des jeunes UDC de Lucerne fait scandale en Suisse alémanique, selon la Neue Luzerner Zeitung de mercredi. On y voit une institutrice musulmane voilée à l'attitude menaçante envers un enfant et avec l'inscription: "Stop à la torture du bon allemand".

De nombreuses voix dénoncent un amalgame scandaleux. En effet, cette affiche a trait à la votation du 22 septembre, quand les Lucernois se prononceront sur l'initiative des jeunes UDC, qui demande que l'on ne parle plus que le suisse allemand dans les écoles enfantines.

Tout en rappelant le cas de cette institutrice de Krienz qui enseignait à l'école enfantine avec le foulard et pas en suisse allemand.

Les opposants dénoncent une stratégie gratuite pour gagner des voix et faire parler de l'initiative.

La présidente de la commission fédérale contre le racisme, Martine Brunschwig Graf, dénonce elle une instrumentalisation "d'une femme qui porte le voile pour animer la peur de l'islam". french.trib.ir 11.08

2- Syrie

2.1- Selon les sources syriennes, les allemands, koweïtiens et saoudiens se trouvent parmi les terroristes tués dans la banlieue de Lattaquié.

La contre offensive de l'armée syrienne contre ce que les miliciens ont baptisé "*bataille de la libération des côtes*" se poursuit de plus bel et les soldats reprennent le contrôle des localités de cette région les unes après les autres. Abou Zeyd est l'un des terroristes allemands participant à la guerre contre l'armée syrienne qui a été tué ces derniers jours. Mansour al Anzi, le

terroriste koweïtien et des terroristes saoudiens Mohamad Al Obayd Al Ghasimi, Omar Fayeز Mota'b, Jarallah al Sairi se trouvent également au nombre des tués. 11 syriens ont été tués au cours des raids aux roquettes menés par des terroristes contre la ville de Al Salmiyeh dans la province de Hama. 20 civils ont également été blessés. french.irib.ir 12.08

2.1- L'ancien premier ministre israélien, Ehud Barak a appelé à l'instauration d'une zone d'exclusion aérienne au-dessus de la Syrie. Tout en prétendant que la situation actuelle en Syrie est dangereuse, il a demandé aux instances internationales à accélérer le processus de la création d'une zone d'exclusion aérienne au Nord et au Sud de la Syrie. « *Il vaut mieux qu'au moment de l'annonce des zones d'exclusion aérienne au-dessus de la Syrie, nous devons, avant toute action, braquer nos yeux sur le Président russe, Vladimir Poutine et nous devons savoir qu'il réfléchit, vraiment, à quoi faire* ». a souligné l'ancien Premier ministre israélien. french.irib.ir 12.08

2.1- L'OTAN déploie des batteries de missiles "Patriot", dans les régions frontalières de la Turquie avec la Syrie. Selon YJC, qui citait la chaîne CCTV, 5 experts américains se sont rendus, vendredi, en Turquie, pour s'entretenir, derrière des portes fermées, avec leurs homologues turcs. Ils se sont rendus, ensuite, à l'endroit du déploiement des batteries de missiles "Patriot". Outre le Etats-Unis, les Pays-Bas et l'Allemagne participent, également, au déploiement des batteries de missiles "Patriot", en Turquie. Selon cette dépêche, des centaines d'experts et de techniciens se rendront, en Turquie, dans les semaines à venir, pour superviser le processus du déploiement des batteries de missiles "Patriot". Les alliés de la Turquie à l'OTAN prétendent s'inquiéter du tir de missiles Scud et d'autres armes non-conventionnelles, dans la guerre, en Syrie. french.irib.ir 11.08

3- Bahreïn

Un porte-avions américain est arrivé vendredi à Bahreïn et les unités spéciales de la Grande Bretagne envisagent de s'installer dans le Golfe persique, selon les sources bien informées. Le porte-avions USU Nimitz est arrivé, vendredi à Bahreïn, peu avant la diminution des mesures de sécurité, mises en place par les Etats-Unis qui sont allés jusqu'à fermer leurs ambassades, dans plusieurs pays de la région. Dans le même temps, un quotidien britannique a fait état de la présence, dans un proche avenir, des unités spéciales de la Grande Bretagne dans la région du Golfe persique pour combattre al-Qaïda. french.irib.ir 12.08

SOCIAL

1- France

Le prix moyen des fruits a flambé cet été de 14% et celui des légumes de 17% sur un an, selon une étude de Familles Rurales à paraître mardi dans La Croix, qui relève que les produits étrangers sont de plus en plus nombreux.

Le prix moyen d'un kilo de fruits atteint 3,78 euros en 2013, et 2,21 euros pour les légumes, mais les tarifs varient bien sûr selon les points de vente.

Un panier composé d'un kilo de chacun des 8 fruits et 8 légumes du panel coûte 43,05 euros en hard-discount, 51,57 euros en hyper ou supermarché et 55,24 euros au marché. Ce panier revient donc 12 euros plus cher au marché que dans un hard-discount.

L'écart de prix entre les fruits et légumes conventionnels et les produits biologiques reste important (70% plus cher pour les fruits bio et 73% de plus pour les légumes bio).

Pour cette étude, l'association Familles Rurales a déployé 76 veilleurs qui ont relevé les prix de 8 fruits et 8 légumes à deux dans 37 départements français, pendant les semaines du 10 au 16 juin et du 8 au 14 juillet. AFP 12.08

2- Afrique du Sud

Une syndicaliste a encore été abattue lundi à la tristement célèbre mine de Marikana, dans le nord de l'Afrique du Sud, régulièrement endeuillée par un sanglant conflit syndical, un an après une fusillade policière qui y a fait 34 morts.

Tuée devant chez elle, Ndongile Madolo était une responsable du Syndicat national des mineurs (NUM), l'ancienne organisation majoritaire. Elle avait la charge de six enfants.

Le NUM, proche du pouvoir, est opposé à Amcu, une organisation radicale qui a organisé la grande grève de 2012 et est devenu le syndicat principal à Marikana. Leur bataille prend souvent des allures de guerre des gangs.

Un autre phénomène vient encore davantage endeuiller la région: la multiplication des suicides. L'AFP en a compté sept. Deux témoins convoqués par la commission Farlam et deux survivants déboussolés de la tuerie du 16 août ont notamment mis fin

à leurs jours.

Amcu, insignifiant il y a encore un an, est devenu majoritaire dans la région minière où se situe Marikana. Il revendique maintenant 120.000 adhérents au niveau national, contre 270.000 au NUM.

Et dans les états-majors des syndicats ou de l'ANC -le parti au pouvoir, allié du NUM-, les discours restent guerriers.

"Des membres de l'ANC nous ont traités de cafards, disant que nous devons être éradiqués. (...) Je suis sûr que tout le monde se souvient de ce qui c'est passé au Rwanda, où des gens ont été appelés cafards et serpents. Un million de gens sont morts", a encore mis en garde vendredi le président d'Amcu Joseph Mathunjwa, cité dans la presse sud-africaine. AFP 12.08

Un amalgame pourri ! Les jaunes, c'est comme les collabos...

ECONOMIE

1- Bancocratie

Les banques ont fermé plus de 1.000 agences en France entre 2008 et 2012 et cette tendance ne devrait pas s'améliorer vu les nouveaux usages des clients et les plans d'économies annoncés.

Entre le début de la crise et la fin de l'année dernière, ce sont plus de 1.100 agences qui ont disparu dans l'Hexagone, indiquent les statistiques estivales de la Banque centrale européenne.

En outre, le réseau d'agences français est très dense comme le montre les statistiques de la BCE, qui place le pays à la première place de l'Union européenne en nombre d'agences (38.360).

Le dernier sondage de la Fédération bancaire française (FBF), réalisé en avril, montrait que seuls 17% des Français se rendaient plusieurs fois par mois en agence contre plus de la moitié (52%) il y a trois ans. Parallèlement, l'utilisation d'internet pour la gestion courante des comptes bancaires s'est banalisée.

Les syndicats du secteur s'inquiètent ainsi des conséquences pour l'emploi du redimensionnement du réseau, sachant que la banque emploie en France plus de 370.000 personnes, dont 80% dans la banque de détail.

Dans l'ensemble de l'Union européenne, les banques ont fermé près de 20.000 agences entre 2008 et 2013, dont environ 15.000 dans la zone euro, relève la BCE.

Rien que l'année dernière, ce sont 5.500 agences qui ont fermé leurs portes dans l'UE, dont plus de la moitié en Italie et en Espagne. Ce dernier pays qui comptait le réseau bancaire le plus dense d'Europe lors de l'éclatement de la crise en 2008 et qui a subi de plein fouet l'éclatement de la bulle immobilière, a ainsi perdu près de 8.000 agences en 4 ans. Au Danemark, le nombre d'agences bancaires a chuté d'un tiers en quatre ans et d'un quart aux Pays-Bas depuis le début de la crise.

A l'inverse de la tendance, trois pays européens ont vu le nombre de leurs agences progresser sur la période analysée par la BCE: l'Irlande, l'Autriche et surtout la Pologne (+2.000). AFP et Reuters 12.08

2- Italie

La banque d'Italie a annoncé que l'endettement italien s'est établi fin juin à 2.075 milliards d'euros, après un accroissement de 86,5 milliards d'euros sur les six premiers mois de l'année. Selon la banque centrale, cela reflète une hausse du déficit budgétaire du secteur public et une hausse des liquidités du Trésor. AFP 12.08

3- États-Unis

Le déficit budgétaire des États-Unis s'est nettement aggravé en juillet sur un an sous l'effet d'une poussée des dépenses bien supérieure aux rentrées fiscales, selon des données publiées lundi par le département du Trésor américain.

Il s'est établi à 97,6 milliards de dollars, en augmentation de 40,2% par rapport à juillet 2012.

Portée par des hausses d'impôts et des coupes dans les dépenses, la trajectoire des finances publiques américaines reste

toutefois orientée à la baisse. Sur les dix premiers mois de l'exercice budgétaire, le déficit américain s'est élevé à 607,4 milliards, en baisse de 38% par rapport à la même période l'année précédente.

Le montant total des recettes budgétaires accumulées depuis le début de l'exercice budgétaire 2013 en octobre dernier (2.287 milliards) est même le plus haut jamais enregistré en juillet, a souligné le responsable de l'administration.

Pour l'ensemble de l'année, la Maison Blanche a abaissé ses prévisions et table sur un déficit de 759 milliards de dollars, 214 milliards de moins que sa première estimation qui était de 973 milliards de dollars. AFP 12.08

3- Iran

Téhéran et Moscou s'appêtent à signer un accord portant sur la construction d'une nouvelle centrale nucléaire en Iran, rapporte dimanche l'agence Mehr citant le chef de la diplomatie iranienne Ali Akbar Salehi.

"Téhéran a mené des consultations avec la partie russe et s'appête à signer prochainement un accord d'entente prévoyant la construction d'une nouvelle centrale nucléaire en Iran", indique l'agence. french.irib.ir 11.08

4- Inde

4.1- L'économie indienne traverse une mauvaise passe avec une production industrielle en baisse et une monnaie qui a touché des plus bas historiques, malgré les efforts du gouvernement pour redresser la situation.

La production industrielle indienne a reculé de manière inattendue de 2,2% en juin, selon des statistiques publiées lundi.

Malgré cette situation, la banque centrale indienne n'est pas en mesure de réduire les taux d'intérêt pour stimuler l'économie avec une monnaie, la roupie, qui frise des plus bas historiques.

Alors que les banques ont réduit les taux à long terme trois fois depuis début 2013, les coûts du crédit ont été renchérissés récemment par les banques qui ont relevé les taux à court terme pour persuader les investisseurs de garder leur argent en Inde et juguler ainsi le déclin de la roupie.

Au vu de cette situation, les autorités indiennes ont décidé de réduire certaines importations pour réduire le déficit commercial, ce qui a alarmé les agences de notation et fait toucher le fond à la roupie.

Le ministre des Finances P. Chidambaram a souligné devant le Parlement que la banque centrale " a pris un certain nombre de mesures pour relever les taux d'intérêt à court terme et que cela a jugulé la dépréciation de la roupie dans une certaine mesure". "Nous devons faire davantage pour réduire la volatilité du marché des changes et stabiliser la roupie", a-t-il ajouté.

La banque centrale a indiqué quant à elle qu'elle ne pourra réduire les taux d'intérêt élevés pour stimuler l'économie que lorsque la roupie se sera stabilisée.

Selon le ministre, de nouvelles mesures pourraient être prises pour réduire les importations d'or, d'argent, de pétrole et de certains biens non essentiels.

L'or et le pétrole sont les deux matières qui grèvent le plus le déficit courant.

Le gouvernement pourrait aussi autoriser les sociétés d'Etat à lever des fonds à travers des obligations "quasi-souveraines".

Ces mesures permettraient de réduire le déficit à 70 milliards de dollars cette année, soit 3,7% du PIB contre un record de 4,8% du PIB l'année dernière.

Toujours selon M. Chidambaram, la croissance sera de tout juste 5,5% pour l'année fiscale.

Une note positive dans ce sombre tableau: les exportations ont augmenté de 11,6% en juillet aidées par une roupie dépréciée, celle-ci ayant perdu 5% de sa valeur le mois dernier. AFP 12.08

4.2- Les ventes d'automobiles ont de nouveau reculé en juillet, de plus de 7% sur un an, soit le 9^e mois consécutif de baisse, selon les chiffres officiels publiés lundi, sur fond de ralentissement économique et de hausse du coût du crédit.

Les constructeurs ont vendu en juillet 131.163 véhicules, soit 7,4% moins qu'en juillet 2012, a indiqué la Société indienne

des constructeurs automobiles (Siam).

Cette chute neuf mois d'affilée est sans précédent dans ce secteur, thermomètre de l'état de santé économique du pays.

"Il y a une morosité générale en raison du ralentissement économique, des taux d'intérêt élevés et de la cherté du carburant", a dit à l'AFP Sugato Sen, le vice-directeur de la Siam.

Les perspectives sont bien loin des taux de croissance compris entre 20 et 30% lors de la décennie précédente, un bond qui avait bénéficié aux nombreux géants mondiaux du secteur attirés par ce marché juteux providentiel au moment où stagnaient les ventes de véhicules en Europe et aux Etats-Unis.

Les ventes de bus et de camions ont chuté elles de 14,9% en juillet, à 55.301 unités. Alors que celles de motocyclettes étaient quasi-stables (-1,5%) à 809.312 unités. AFP 12.08

4.3- L'Inde a dévoilé lundi le premier porte-avions construit par ses soins, dans un effort de modernisation de son équipement militaire qui provient en partie de l'Union soviétique, face à l'autre puissance émergente d'Asie, la Chine.

L'INS Vikrant, un bâtiment de 40.000 tonnes, entrera en service en 2018 une fois une batterie de tests effectués. Il marque l'entrée de l'Inde dans le club restreint des pays qui conçoivent et construisent leurs porte-avions, avec les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, la Russie et la France.

Le programme a coûté quelque 5 milliards de dollars et accumulé deux années de retard.

New Delhi investit des milliards de dollars dans la modernisation de son équipement militaire. Selon le cabinet KPMG, le pays va dépenser 112 milliards de dollars dans l'armement de 2010 à 2016.

Samedi, le gouvernement a annoncé que le premier sous-marin nucléaire bâti en Inde était prêt pour des essais.

Le pays possède actuellement un seul porte-avions, un vaisseau britannique de 60 ans, acquis en 1987 et rebaptisé INS Viraat, qui sera peu à peu abandonné au cours des prochaines années. AFP 12.08

[Haut de page ↗](#)

Le 14 août 2013

CAUSERIE

Je ne sais pas si j'aurai le temps demain d'actualiser le site car ici ce sera day off, jour férié pour cause de commémoration de l'indépendance de l'Inde, le 15 août 1947. Il y aura quatre jours fériés en fait, dont ne profiteront que les fonctionnaires que le gouvernement choie. A cette occasion je me suis invité à midi chez mon beau-frère Kandavel.

Je l'aime bien lui, son épouse et leurs deux filles, lors de la rentrée scolaire je leur avais avancé 3.000 roupies pour acheter les manuels scolaires de Lombika et Kilomia, ils me les ont remboursés depuis, c'est le seul frère de mon épouse avec lequel nous avons encore des relations, les 4 autres encore en vie sont devenus de sales types infréquentables. Je compte questionner ma belle-soeur sur son boulot à l'usine. Je veux aussi vérifier que mes petites nièces connaissent par coeur God save the Queen, Commonwealth oblige !

Si les Indiens m'inspirent, en fait je les étudie à la manière d'un psychanalyste, la France déjà beaucoup moins. J'ai souhaité hier par téléphone un bon anniversaire à ma mère, 79 ans, elle m'a dit qu'en ce moment elle n'entendait parler que d'agressions et de meurtres au 20h, du coup c'est l'idée qu'elle se fait de la situation, génial, déprimant au possible, c'est voulu évidemment. Ici, je n'entends parler de rien, c'est préférable, je le sais, je me concentre sur notre affaire.

L'homme par nature est perfectible, ignorant, faible et pour faire bonne mesure hypocrite de préférence. Monsieur Coquema va en déduire que je déteste la terre entière, pas tout à fait je le rassure, ces derniers jours j'ai encore épargné deux belles araignées qui ne m'avaient rien fait, comme quoi.

Je ne sais plus qui a dit que la véritable connaissance commençait le jour où on prenait conscience qu'on ne savait rien, ceux qui parlent en notre nom feraient bien d'en prendre de la graine. Et n'allez pas croire que vous savez où commence l'intelligence, voilà qui permet de faire la liaison avec la suite.

ACTUALITÉ DU JOUR

Histoires de poubelles.

1- Leur vieux monde était destiné à y finir.

- Londres : des poubelles qui collectent les données des smartphones font scandale - Francetv info

Des poubelles "*intelligentes*" mais inquiétantes. Capables de recueillir des données de passants à partir de leurs smartphones, ces poubelles "*intelligentes*" provoquent un scandale à Londres, où elles sont installées.

Les poubelles, conçues pour résister à l'explosion d'une bombe, sont équipées d'un système wifi et d'écrans digitaux affichant des publicités ainsi que des informations financières et locales en temps réel, comme les perturbations dans le métro. Cet été, elles ont aussi été testées pour collecter les données des smartphones de passants. En l'espace d'une semaine en juin, elles ont enregistré plus d'un demi-million de téléphones.

Selon son fabricant, la société Renew, ces poubelles "*fournissent une vision sans précédent (...) - les points d'entrée et de sortie, le temps passé dans un endroit, les centres d'intérêt*" des utilisateurs de smartphones. Cette technologie pourrait, selon Renew, permettre de cibler des campagnes publicitaires en fonction par exemple du temps passé dans les commerces. Le client de tel café pourrait par exemple se voir proposer des publicités d'autres chaînes de boissons chaudes.

"*Peu importe ce que peut faire la technologie, a rétorqué un porte-parole de la City of London. Tout ce qui se passe dans les rues doit être fait avec précaution et avec le soutien d'un public informé.*" Kaveh Memari a insisté sur le fait que l'utilisation éventuelle des informations collectées par ces poubelles devrait se faire en accord avec des groupes de protection des données.

"*Les développements futurs [de ce dispositif] ne dépendront pas seulement de la technologie, mais surtout de la façon dont les gens réagissent vis-à-vis de cette technologie interactive*", a-t-il affirmé. Renew, qui a installé ces poubelles très sophistiqués dans la capitale britannique pendant les jeux Olympiques de Londres en 2012, compte vendre ce produit dans d'autres villes comme New York, Dubaï et Rio. Francetv info avec AFP 13.08

Bien entendu cela n'a rien à voir avec ce que nous expliquons dans le portail, à savoir qu'ils veulent tout savoir de la population, contrôler tous ses faits et gestes et même au-delà ses penchants, ses goûts, ses idées, etc. dans le cadre ou la perspective d'un gouvernement mondial ou une dictature mondial qui est leur objectif politique final, ce serait de la démence d'émettre cette idée, mais se donner les moyens de contrôler ainsi la population ne le serait pas.

Ils ont installé ce système de contrôle des déplacements de la population digne d'une dictature en violation de la démocratie la plus élémentaire, c'est-à-dire sans que cela ait fait l'objet d'une information à la population ou d'un rapport au Parlement qui n'a pas eu à se prononcer sur l'aspect libéricide de ce système d'espionnage.

Kaveh Memari utilise le conditionnel quant à un "*accord avec des groupes de protection des données*" auxquels ils ne diront pas tout ou qui sont de toutes manières corrompus par l'idéologie de la classe dominante, comment cela ? Parce que la constitution de ces "*groupes*" repose sur l'acceptation du principe que des données peuvent être collectées à l'insu de la population par le gouvernement ou ses agences, MI6, etc. et dorénavant par des sociétés privées sponsorisées par les multinationales.

Ils n'ont pas vocation à s'y opposer, bien au contraire, mais de faire en sorte que la population y soit associée en exerçant un droit de regard sur la portée (supposée) d'un tel système par exemple, dont l'usage serait encadré, son interdiction n'étant pas à l'ordre du jour, il suffirait que la population en soit informée pour qu'il soit légitimé et le tour est joué.

C'est en procédant de la sorte qu'ils détournent et violent la démocratie qui voudrait que la population se prononce pour ou contre la mise en service d'un tel système, ce qui n'est pas le cas ici.

On conçoit très bien que la destruction ou la neutralisation de ces poubelles serait oeuvre salutaire pour la démocratie et la liberté qu'ils nous restent à conquérir.

Leur société au lieu de pouvoir nous les offrir car la démocratie et la liberté sont incompatibles avec le régime capitaliste, s'emploie à les violer en faisant croire à la population qu'elles seraient menacées par un agent invisible ou extérieur, alors que ce sont ses représentants qui représentent ce réel danger et en sont les pires ennemis.

Renverser l'ordre établi réactionnaire, prendre le pouvoir politique pour changer la société, tel est notre objectif pour que la démocratie et la liberté qui étouffent dans le carcan de leur régime puissent enfin s'épanouir.

2- Si vous avez de l'argent en trop à foutre à la poubelle versez-le au NPA, non, envoyez-le moi !

Nous ne verserons pas un centime à des partis qui soutiennent les institutions de la Ve République ou celles de l'Union européenne ou encore l'ONU, et se présentent aux élections municipales et/ou européennes. Nous ne verserons pas un centime à des partis qui font signer des pétitions en direction des élus du PS, qui organisent des délégations à l'Élysée ou à Bruxelles ou dans différents ministères, il faut être conséquent jusqu'au bout et assumer pleinement ses positions politiques.

Sauf situation exceptionnelle, jamais nous ne soutiendrons un candidat du PS, du PCF ou du FdG, sauf à reproduire sans cesse la même erreur qui dure depuis 70 ans. Si nous combattons pour que le mouvement ouvrier se remette sur les rails du socialisme et pour la construction d'un nouveau parti communiste (léniniste), il faut impérativement rompre avec toutes les formes d'opportunisme qui se présentent à nous, il faut savoir ce qu'on veut dans la vie.

On ne peut pas d'un côté combattre sur la ligne du programme de la révolution socialiste et d'un autre côté maintenir des rapports avec des partis ou des institutions qui nous ont menés là où nous en sommes et en sont l'antithèse, à un moment donné il faut choisir.

Les militants et les travailleurs doivent avoir à l'esprit tout ce que nous savons sur le PS et le PCF ou l'essentiel en remontant au début du XXe siècle, pour comprendre notre position qui pourrait passer pour extrémiste, tranchée elle l'est et nous le revendiquons, conséquente ou cohérente serait plus juste et j'explique pourquoi.

Le bilan, le passé, l'histoire de ces partis parlent d'eux-mêmes, instruments de la réaction pour subordonner le prolétariat au capitalisme et assurer la survie du régime en place, les institutions dont ils sont des rouages ou des piliers indispensables au maintien de l'ordre établi. Le PS a rompu définitivement avec le socialisme il y a 99 ans, quant au PCF il n'a jamais été réellement un parti communiste (Lénine-Trotsky), c'était donc pure escroquerie de les présenter autrement.

Ce fut pourtant le cas pendant de longues décennies sous prétexte que des centaines de milliers de travailleurs y étaient organisés, et donc bourrés d'illusions dans ces partis et leurs dirigeants, il fut admis à tort que pour les conquérir à un parti révolutionnaire il fallait ménager leur susceptibilité et mettre en oeuvre une politique de front unique en direction de leurs dirigeants, qui finalement ne pouvait que renforcer leurs illusions au lieu de les combattre, puisque dans le même temps leur véritable nature traitre était soigneusement escamotée. Politique menée en pure perte de temps et d'énergie puisque militants et travailleurs finissaient toujours par se rendre compte un jour qu'ils avaient été trompés et qu'ils ne cessaient de les trahir parce qu'ils avaient abandonné le combat pour le socialisme ou que changer la société n'était plus vraiment leur objectif.

Bien entendu pour avoir mis en oeuvre une telle politique opportuniste, il ne fallait pas compter en tirer profit pour construire le parti. On notera au passage que la lutte de classe menée sur le front du réformisme ou du trade-unionisme permettra d'engranger des succès qui profiteront à la fois au PS et au PCF, mais aussi aux différentes organisations trotskistes, ainsi c'est en subordonnant davantage les masses à ces partis contre-révolutionnaires et au régime capitaliste que ces organisations se renforceront, provisoirement, et que l'illusion que leur politique était correcte allait empêcher toute discussion sur leur véritable orientation, soutenant le PS et le PCF à chaque élection depuis 1958.

Le désastre de cette politique, on allait le découvrir et le vivre plus tard, maintenant, depuis le tournant néolibéral des années 80-90.

Imaginez que pour traverser une rivière en crue un sauveteur vous tienne solidement par le bras et qu'au beau milieu il vous lâche, c'est exactement ce qui est arrivé au mouvement ouvrier au début des années 80, et personne n'était assez fort pour le sauver du sort qui l'attendait puisque tout le monde avait misé sur ce sauveteur, le PS et le PCF.

Poursuivons notre explication. Il y a évidemment un élément dont on ne peut pas faire l'économie et qui nous interdit de soutenir ces partis ou de nous adresser à leurs dirigeants si l'on veut être crédible, à savoir que leur abominable passé rejaillit toujours, comme un cadavre en décomposition qui a rompu ses liens usés par le temps et qui remonte à la surface au détour d'une polémique, lors d'une commémoration, d'une nomination, leurs adversaires de droite s'employant aussi à nous rafraîchir la mémoire, sans oublier Internet de nos jours où l'on trouve une multitude de portails et d'articles critiques qui rappellent leurs tristes faits d'armes, du soutien au colonialisme, à la guerre, en passant par leur misogynie ou leur racisme, xénophobie.

De nombreux travailleurs et militants découvrent petit à petit leur véritable histoire, elle pousse certains à tourner le dos au mouvement ouvrier hélas, c'est parce que nous combattons ce phénomène qu'il nous est impossible d'accorder la moindre circonstance atténuante à ces partis et à leurs dirigeants, ce qui peut demeurer incompréhensible si on les juge sur les réformes auxquelles ils ont été associés, alors qu'en réalité elles leur ont toujours été imposées par la mobilisation des masses et le développement de la lutte des classes, tandis qu'ils s'employaient à préserver l'essentiel, le régime, jamais d'eux-mêmes ils n'ont pris une mesure sociale ou politique pouvant porter atteinte à l'intégrité du régime en place, jamais, c'est cela qu'il faut se graver dans le cerveau.

En réalité, c'est le combat de l'ensemble du mouvement ouvrier qui a été subordonné (corrompu) à ces objectifs immédiats de réformes, sans se soucier de la nature du régime qui les appliquaient, de tel sorte que l'objectif du socialisme fut brader et passa à la trappe. Si vous vous demandiez quand et comment il avait fait pour disparaître, vous avez la réponse. C'est cette politique qui nous a conduit où nous en sommes. En pure perte puisque tout fout le camp, on aura eu tout faux sur absolument toute la ligne, allez donc demander aux Grecs qui ont été logés à la même enseigne ce qu'ils en pensent, quelle bénéfice ils en ont tiré, ce qu'il leur en reste, rien et ils n'ont même pas l'ombre d'un parti révolutionnaire auquel se raccrocher, on pouvait guère envisager pire incurie politique.

Quand on sait réellement à quoi s'en tenir à propos de ces partis et leurs dirigeants, a-t-on le droit de colporter la moindre illusion envers eux ? Notre réponse est non. Bien entendu on a parfaitement conscience que la plupart des travailleurs et des militants n'abordent pas ces partis exactement ou pas du tout de la même manière que nous, et que notre discours pourra leur sembler incompréhensible, aussi nous devons expliquer et expliquer encore sur quoi il repose, qu'on ne peut pas combattre pour le socialisme ou changer la société et en même temps ne pas combattre ceux qui avancent masquée et en sont de farouches ennemis. Mais notre discours peut être saisi par les éléments les plus avancés ou conscients des masses. On ne doit pas craindre de se retourner à contre-courant des masses quand il s'agit de conserver intact l'essentiel ou de le défendre, le programme de la révolution socialiste, notre idéal d'une société débarrassée du capitalisme et du règne de l'exploitation. A ne pas confondre avec la volonté de se couper des masses pour refaire le monde à huis clos qui est la pire attitude à avoir, car c'est se priver des moyens pour atteindre notre objectif, cela revient à l'abandonner. Notre discours ne s'adresse pas à une couche particulière de travailleurs, mais à l'ensemble des masses exploitées en intégrant les tâches politiques qu'elles ont à accomplir en fonction de la situation en nous appuyant sur les couches les plus avancées et non l'inverse ou celles qui sont subordonnées au capitalisme et qui espèrent (encore) en tirer profit.

On pourrait nous le reprocher par la suite, nous assimiler à des complices de ces partis et leurs crimes, nous juger indignes de confiance pour avoir été en collusion avec eux. Cela me fait penser à un père qui aurait menti inutilement à sa fille, et qui le découvrant un jour déciderait de le juger sévèrement pour l'avoir ainsi trompée, je vous rassure tel n'a jamais été mon cas, je le précise car ma fille me lit !

Le NPA soutient la guerre impérialiste contre le peuple syrien au côté de Hollande, Fabius, Obama, Cameron, Netanyahou, etc. il a soutenu le mariage homosexuel initié par la reine Beatrix des Pays-Bas, il soutient le communautarisme islamique radical, le féminisme dégénéré en écrivant par exemple "*militant(e)s*", il soutient la version officielle du 11 septembre 2001, il refuse d'admettre que l'oligarchie financière s'est dotée d'une stratégie politique conduisant à l'établissement d'une dictature mondiale, il va jusqu'à occulter totalement l'existence des institutions qu'elle a mises en place pour avancer vers cet objectif, Poutou a affirmé, en marge du défilé du 1er mai à Bordeaux soutenir le vote en faveur de Hollande au second tour de la présidentielle en 2012, 10 ans plus tôt la LCR s'était illustrée en appelant à voter Chirac au second tour de la présidentielle, le NPA appelle à faire "*barrage à la droite*" à chaque élection refusant d'admettre que le PS est de droite, il refuse systématiquement de s'associer aux campagnes unitaires initiées par le POI y préférant la compagnie de la Fondation Copernic, etc. etc. etc.

Pas un centime pour un tel parti ! (pour rire, à moitié seulement) Pas un centime pour le djihad en Syrie !

Un extrait de deux articles de presse d'hier.

- Le Nouveau Parti anticapitaliste a lancé une souscription et espère rassembler un peu plus de 1 million d'euros notamment pour présenter des candidats aux élections de 2014.

Visant "*un peu plus de 1 million d'euros*", le NPA "*lance un appel au peuple de gauche*", pour que "*la voix anticapitaliste se fasse entendre*". "*On a besoin d'argent, ne serait-ce que pour se présenter aux municipales et aux européennes, un gros combat à mener*", a fait valoir M. Poutou.

L'objectif — récolter un million d'euros — pourrait paraître prudent ; mais, rapporté aux quelque 2 500 adhérents recensés en février 2013, cela représente tout de même 400 euros par tête. (Ils sont apparemment encore moins nombreux que ce qu'on pensait, une organisation sclérosée composée de dogmatiques. - ndlr)

Selon Thibault Blondin, membre de la direction du parti, pour ces dernières, le seul matériel officiel (bulletins de vote, affiches et professions de foi) coûte 1,5 million d'euros. (Foutre autant d'argent en l'air, celui des travailleurs, c'est dingue ! Vaudrait mieux dépenser cette argent dans des tracts, des brochures, tenez, dans un radio... L'histoire selon laquelle il faudrait participer aux élections pour toucher les électeurs, c'est une supercherie de bras coupés, vous avez toute l'année pour faire connaître votre parti et votre programme, sur les marchés, à l'entrée des boîtes, des gares, des supermarchés, dans les HLM, etc., cet argument est bidon, foireux, il ne sert qu'à couvrir votre conception institutionnelle de la lutte de classes, le NPA n'est pas seul dans ce cas-là. - ndlr)

Ce membre de la direction du parti se veut optimiste : «*Quand on voit que certains au PS ou au PC ont donné à l'UMP, on espère que des gens jugeront utile, [qu'ils soient ou non d'accord avec nous] que nous soyons là et qu'on puisse exister.*» (Ah ben ça c'est

la meilleure, voilà qu'ils en appellent à la générosité des électeurs de l'UMP, du PS et du PC, écrivez donc à leurs dirigeants, mendiez leur quelques sous, qui sait ? Ou alors à votre banquier ! - ndlr)

Avec un moindre écho médiatique, le NPA aura la tâche sans doute plus ardue. (Bon, Libération va vous faire un peu de pub, tous les médias se sont fendus hier d'un article pour relayer cette campagne financière du NPA, apparemment ils n'ont pas fait preuve de la même bonne intention envers le POI... - ndlr) Libération.fr et LeMonde.fr 13.08

[Un titre trompeur, mensonger. Décryptage.](#)

- Les Etats-Unis s'opposent à la fusion American Airlines-US Airways - AFP

Un article intéressant à lire en deux temps.

1- Le gouvernement américain a porté plainte mardi pour tenter d'empêcher la fusion entre les compagnies aériennes American Airlines et US Airways, car il craint des augmentations de prix pour les passagers.

"Nous ne pouvons simplement pas approuver une fusion qui se traduirait par des tarifs plus élevés pour les consommateurs américains, des frais plus élevés et moins de services", a résumé Bill Baer, un responsable de la division antitrust du département de la Justice (DoJ), lors d'une conférence de presse téléphonique.

Les Américains dépensent déjà plus de 70 milliards de dollars par an pour le transport aérien, et cette fusion, en réduisant la concurrence, risque d'entraîner *"des centaines et des centaines de millions de dollars"* de coûts supplémentaires, a-t-il prévenu.

AMR, maison mère en faillite d'American Airlines, et US Airways avaient annoncé en février leur intention de se marier pour donner naissance au premier transporteur américain et à un géant mondial du secteur. L'an dernier, elles avaient transporté à elles deux plus de 130 millions de passagers dans le monde et leur chiffre d'affaires cumulé dépassait 37 milliards de dollars.

Leur fusion s'avèrerait selon lui (le DoJ -ndlr) particulièrement problématique pour l'un des aéroports de la capitale, Washington Reagan National Airport: la nouvelle entité y contrôlerait 69% des créneaux d'atterrissage et de décollage, et aurait un monopole sur 63% des liaisons directes avec cet aéroport.

M. Baer a plus généralement évoqué *"des inquiétudes multiples, au niveau national, local, des grandes villes, des petites et moyennes villes"*, soulignant, tarifs à l'appui, qu'US Airways concurrençait aujourd'hui souvent les vols directs des grandes compagnies avec des vols à correspondance bien moins chers.

Le DoJ fait aussi valoir que si la fusion a lieu, seulement quatre compagnies concentreront plus de 80% du transport aérien aux Etats-Unis, et pourront plus facilement se coordonner pour augmenter leurs prix ou introduire de nouveaux frais (sur les bagages enregistrés, les changements de vols...).

2- C'est foutu alors ? Pas vraiment, lisez la suite.

La plainte, à laquelle se sont associés six Etats américains, a été déposée devant un tribunal de Washington. C'est au juge que reviendra la décision finale. Les compagnies peuvent tenter de solder la procédure à l'amiable en proposant des aménagements à leur projet de fusion.

Pour Michael Sabino, professeur de droit à l'Université Peter Tobin College of Business, la plainte du gouvernement *"ne fera pas dérailler la fusion ni la sortie de faillite d'American"*, mais vise surtout *"à obtenir des concessions et des cessions"* des deux compagnies. AFP 13.08

Si vous vous arrêtez de lire cet article à la fin de la première partie ou que vous ne retenez que cette partie, vous serez amené à vous dire : quelle grande démocratie l'Amérique, la division antitrust du département de la Justice a un sacré pouvoir, et si vous tenez compte de la suite vous arriverez à la conclusion exactement inverse, les grandes compagnies imposent leur loi et point de démocratie. Que l'AFP n'ait retenu que la seconde partie n'étonnera personne.

[ACTUALITE EN TITRES](#)

[Allez, il faut savoir mettre de l'eau dans son vin...](#)

- Risques de blanchiment d'argent dans les vignobles français - Reuters

[Et c'est reparti ou plutôt ça continue...](#)

Nous avons annoncé que leurs lois ne serviraient qu'à stigmatiser des minorités, que c'était leur objectif, qu'il s'agissait d'une vaste manipulation dans laquelle les uns et les autres étaient tombés, depuis on en a la preuve presque quotidiennement...

- Tweets homophobes : une plainte déposée contre Twitter - LeFigaro.fr

- Les gays prennent des risques - Liberation.fr

- Trappes : enquête sur l'agression présumée d'une adolescente voilée - LeParisien.fr

- Trappes: l'adolescent blessé à l'oeil mi-juillet porte plainte - AFP

- Projet d'attaque d'une mosquée : "*Les musulmans ont peur aujourd'hui*" - Le Nouvel Observateur

- Un homme interpellé à Avignon pour des tags islamophobes - Reuters

Pour Benoît Hamon, "*la stigmatisation systématique de l'islam, les amalgames entre islam et terrorisme ainsi que la violence verbale ordinaire à l'encontre des musulmans, permettent à certains de se sentir autorisés à franchir le cap de la violence physique*". Dans le communiqué, il rappelle "*la détermination du gouvernement à poursuivre tout auteur d'acte antimusulman*".
AFP 13.08

Monsieur Hamon, c'est la politique de votre gouvernement favorable aux régimes dégénérés du Golfe (Qatar et Arabie saoudite notamment) qui en est la cause, qui légitime la prolifération en France de l'islamisme radical wahabbite, salafiste ou takfiris qui constitue une provocation ou une violation permanente des valeurs universelles de la République, des droits des femmes, des principes de la démocratie au nom du respect des droits d'une minorité ayant adhéré à une idéologie archaïque, moyennageuse, infâme, au point qu'elle puisse parfois déclencher une violence aveugle et nourrit au passage la haine, le racisme et la xénophobie qui sont les terrains d'élection de la politique de l'extrême droite, vous en partagez la responsabilité, mieux, vous en êtes à l'origine répétons-le.

Monsieur Hamon, ce sont vos lois qui stigmatisent l'ensemble des musulmans qui sont responsables de ces amalgames qui ne devaient pas manquer de survenir, le législateur, le PS le savait aussi bien que l'UMP, sauf que voila comme elles servent vos intérêts politiques qui sont identiques, vous n'avez pas aboli ces lois, ou alors il fallait avoir le courage de réprimer plus durement cette pratique barbare du port du niqab ou de la burqa, le voile étant autre chose que l'on peut accepter dès lors qu'il ne contribue pas à marginaliser les femmes qui le portent, si le port du voile était incompatible avec certaines activités, dans ce cas précis il faudrait l'interdire également.

Ma position a évolué sur cette question en fonction des développements qu'elle a pris ces dernières semaines (en France mais pas seulement), il faut dire aussi que jusqu'à présent je ne m'y étais pas vraiment intéressé par manque de temps. Dorénavant je pense que le port de la burqa ou du niqab doit être caractérisé comme un délit et doit être sanctionné très lourdement après un simple avertissement, suppression des droits civiques et emprisonnement immédiat en cas de récidive...

On ne peut pas admettre une telle pratique en 2013 qui nous renvoie des millénaires en arrière ou alors il faut abdiquer toutes nos valeurs et tous nos principes humanistes, tous les progrès de la civilisation humaine. Je vais aussi aborder ce sujet demain avec mes petites nièces (11 et 13 ans) scolarisées dans une école publique à Pondichéry. L'islamisme radical est à classer au même rang que l'idéologie d'extrême droite, leur céder du terrain est inconcevable.

[Coupez-leur les deux... mains... au nom de l'égalité !](#)

- Journée des gauchers: Pensez-vous qu'ils sont défavorisés? - 20minutes.fr

[L'euthanasie : c'est la vie ! Vive le Dr Bonnemaïson.](#)

- Euthanasie : le Dr Bonnemaïson renvoyé aux assises ? - Le Nouvel Observateur

Le parquet de Bayonne (Pyrénées-atlantiques) a requis le renvoi devant la cour d'assises du Dr Nicolas Bonnemaïson, ex-médecin urgentiste dans cette ville, pour huit cas d'empoisonnements mortels de patients vulnérables, ont indiqué ses avocats. Le Nouvel Observateur avec AFP 13.08

Il n'y a rien de pire que de finir à l'état végétatif, d'être maintenu artificiellement en vie avec des tuyaux ou bourré de médicaments pour ne pas souffrir en attendant la fin, crever grabataire, vaut mieux partir d'un coup, brutalement, pendant son sommeil ou précipiter les choses, programmer le dernier voyage, quoi.

L'homme n'a pas été conçu par la nature pour vivre si vieux ou pas dans ces conditions. S'accrocher à la vie c'est vraiment vouloir finir comme on l'a commencée, à croire qu'elle n'a servi à rien. A moins qu'on ne s'en rende pas compte, on régresse inconsciemment, c'est terrible car en plus on devient un fardeau pour notre entourage, j'ajouterai, bien avant, quand tu deviens vieux, on te respecte si tu as du fric ou par intérêt, sinon on te néglige ou on te fait comprendre que tu appartiens déjà au passé.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- République tchèque

Le gouvernement tchèque, mis en minorité la semaine dernière au Parlement après un mois seulement au pouvoir, a remis mardi sa démission au président Milos Zeman.

Le Premier ministre Jiri Rusnok a été chargé d'expédier les affaires courantes jusqu'au déblocage de la crise politique, qui pourrait passer par des élections législatives anticipées.

Les députés ont refusé mercredi dernier leur confiance au gouvernement de Jiri Rusnok, économiste de gauche, qui n'a obtenu que 93 voix sur 200. Reuters 13.08

2- Tunisie

L'opposition tunisienne a revendiqué mardi soir des dizaines de milliers de manifestants à Tunis, maintenant la pression sur les islamistes au pouvoir dont elle réclame la démission depuis l'assassinat d'un opposant fin juillet qui a provoqué une profonde crise politique.

Les détracteurs du parti islamiste Ennahda qui dirige le gouvernement avait fait de cette manifestation mardi, à l'occasion de la journée de la femme, un test pour sa capacité à mobiliser, les fêtes de fin du ramadan la semaine dernière ayant porté un coup à la contestation.

Les opposants ont revendiqué des dizaines de milliers de participants, alors qu'un rassemblement rival, organisé par les islamistes, n'a réuni que quelques centaines de personnes dans l'après-midi à Tunis.

Le choix du 13 août est symbolique, cette date marquant l'adoption en 1956 d'une législation accordant aux femmes des droits sans pareil dans le monde arabe. Les islamistes d'Ennahda sont sans cesse accusés de vouloir revenir sur ces acquis.

Les slogans repris par la foule prônait dès lors les droits de la femme et dénonçaient Ennahda, tel "*La Tunisienne est libre, les frères musulmans dehors*" ou encore "*la Tunisienne est musulmane mais pas islamiste*".

Le Front de salut national, une coalition d'opposants allant de l'extrême gauche au centre droit, a pour sa part annoncé dans un communiqué le début d'une campagne "*Dégage*", slogan phare de la révolution de janvier 2011, visant les responsables régionaux nommés par Ennahda.

Cette coalition prépare aussi "*une mobilisation générale pour la semaine du départ (du gouvernement) à partir du le 24 août*", sans plus de précisions.

Elle réclame encore et toujours la dissolution de la Constituante et un gouvernement composé d'indépendants.

Ennahda a rejeté ces revendications, proposant en retour d'élargir son gouvernement à tous les partis. Les islamistes insistent sur sa légitimité issue de la Constituante élue en octobre 2011 mais dont les travaux ont pris près d'un an de retard faute de consensus sur la Constitution.

Le président Moncef Marzouki, un laïc allié des islamistes, a pour sa part exprimé une position très proche de celle d'Ennahda.

"Il faut qu'il y ait un gouvernement d'union nationale où tous les partis politiques seront représentés dans la prise de décision", a déclaré le président, dont les fonctions sont essentiellement honorifiques.

Il a aussi réclamé la reprise des travaux de l'ANC, gelés depuis une semaine par son président qui espère ainsi forcer les deux camps à négocier, sous l'égide du puissant syndicat UGTT. De premiers pourparlers entre Ennahda et la centrale syndicale n'ont conduit lundi soir à aucune avancée.

"Nous espérons que la situation se clarifie à la fin de la semaine et qu'on arrivera à des solutions consensuelles", a estimé le Premier ministre Ali Larayedh.

Sa position est cependant fragilisée par l'UGTT, forte de 500.000 membres, et le patronat Utica qui sont pour la mise en place d'un gouvernement de technocrates tout en étant favorable au maintien de l'ANC. AFP 13.08

3- Syrie

L'information a été diffusée lundi : les forces spéciales de l'armée britannique accompagnée des unités de l'armée française sont en route pour le golfe d'Aden où elles entendent mener des exercices baptisés Cougar 13 . Selon le site Al Taqqir, l'objectif de ces manoeuvres est de semer la panique dans les rangs d'Alm Qaida désormais bien actif dans la péninsule arabique.

Des navires de guerre britanniques ont commencé à appareiller lundi d'Angleterre pour des manoeuvres en Méditerranée, au cours desquelles une frégate, le HMS Westminster, doit faire escale à Gibraltar où les tensions avec l'Espagne est grandes. Ces exercices "Cougar 13", qui se déroulent en Méditerranée et dans le Golfe persique et impliquent quatre navires de guerre, sont prévus de longue date selon Londres, mais ils ont été interprétés dans la presse espagnole comme étant une tentative d'intimidation britannique.

Quant à la presse du Moyen Orient, la Grande Bretagne et la France prétendent la menace qaidiste pour avoir une présence militaire renforcée dans la région alors que celles-ci va de crise en crise. 700 soldats de la force d'intervention rapide se trouvent à bord de ces quatre navires britanniques qui sont accompagnés du porte avion Illastriad britannique et de son homologue français Charles De Gaulle. Les exercices devront durer pendant quatre mois. Ce déploiement de troupes, jamais vu depuis des années au Moyen Orient et dans la peinsule pourrait selon les analystes anticiper une guerre totale que les Etats-Unis et leurs alliés occidentaux cherchent à déclencher pour s'accaparer des ressources et des richesses de la région. french.trib.ir 13.08

4- Liban

Dans un geste d'ingérence sans précédent dans les affaires intérieures libanaises, l'ambassadrice américaine au Liban Mora Connelli a déclaré : « Nous voulons un gouvernement libanais sans la présence du Hezbollah ». Elle a déclaré que « la coopération de Washington avec le futur gouvernement libanais dépendait de sa composition, de la déclaration ministérielle et de son fonctionnement » a-t-elle dit encore. french.trib.ir 13.08

5- Libye

Les attaques contres les médias se multiplient à Benghazi. Lundi 12 août, la directrice du bureau de la chaîne privée Libya Al-Ahrar dans la grande ville de l'Est libyen a échappé de justesse à une tentative d'assassinat. D'après un journaliste de l'antenne, sa voiture "a essuyé plusieurs coups de feu (alors qu'elle était en) route vers son bureau". Après l'attaque, elle a "reçu des menaces par téléphone lui indiquant qu'elle sera[it] tuée".

Créée durant la révolte qui a renversé en 2011 le régime de Mouammar Kadhafi, la télévision Libya Al-Ahrar siège à Doha au Qatar. Menacé à plusieurs reprises, son personnel à Benghazi a été récemment obligé d'abandonner les bureaux qu'il ne fréquentait déjà que ponctuellement.

L'attaque visant Khadija Al-Ammami intervient trois jours après la mort à Benghazi d'Azzeddine Koussad, présentateur à la télévision privée Libya Al-Hurra, tué de plusieurs balles par des inconnus. Le Monde 13.08

Un coup des Saoudiens ou d'un groupe quelconque de barbares armés jusqu'aux dents...

SOCIAL

Afrique du Sud

Les syndicats de mineurs sud-africains ont rejeté mardi une nouvelle offre d'augmentation salariale de 5,5% de la part de l'industrie aurifère, menaçant de nouveau de grèves ce secteur crucial de l'économie sud-africaine.

Le puissant syndicat NUM, qui représente 64% des mineurs aurifères, et l'organisation plus modeste Solidarity ont jugé que cette nouvelle proposition était inacceptable.

"Nous estimons qu'ils se ridiculisent", a déclaré à l'AFP Lesiba Seshoka, porte-parole.

Le NUM demande une revalorisation de 60%, tandis que son rival l'AMCU exige +150%.

Le 24 juillet dernier, les syndicats avaient rejeté une précédente proposition de revalorisation salariale de la part du patronat à +5%, déjà améliorée par rapport à une offre initiale de +4%. Les deux parties avaient alors décidé de recourir à une procédure d'arbitrage leur permettant de discuter en présence d'un médiateur pendant une période de 30 jours.

La fixation d'une date-limite au 24 août pour la conclusion d'un accord signifiait que chacune des parties devait faire des concessions, a souligné le secrétaire général de Solidarity Gideon du Plessis.

"Les employeurs devront offrir plus que ce qui a été prévu au budget", a-t-il déclaré dans un communiqué.

"Les syndicats devront obtenir mandat de leurs membres pour réclamer moins que ce que nos membres attendent actuellement pour que la grève soit évitée", a ajouté M. Du Plessis.

Une hausse de 5,5% correspond *"à un montant garanti de 9.095 rands (690 euros) par mois pour un salaire de base"* a plaidé de son côté la Chambre des Mines dans un communiqué.

Le patronat a également évoqué la possibilité de négocier une participation aux bénéfices qui pourrait ajouter 1% supplémentaire aux salaires de base.

Selon M. Sheshoka, les mineurs poseront leurs outils en cas d'échec des négociations qui doivent se poursuivre la semaine prochaine.

"Si nous ne trouvons pas d'accord, nous publierons une déclaration de non-résolution, ce qui signifie que nous pourrions nous mettre en grève", a-t-il ajouté. AFP 13.08

Je ne connais pas le coût de la vie en Afrique du Sud donc je m'abstiens de tout commentaire, je note seulement l'écart énorme qui existe entre la proposition du patronat et les revendications des syndicats.

[Haut de page ↗](#)

Le 15 août 2013

CAUSERIE

It's day off today because we celebrate the 66th Independence day of India.

But there is no true independence for the workers without leaving Commonwealth, FMI and UNO (ONU), fighting for their social rights with their unions and building a new Communist party. The political party in power in the coalition government ruling by the upper classes can't provide for workers' needs and fight for socialism.

J'ai quand même réussi à actualiser le site avant de partir déjeuner chez l'un de mes beaux-frères. De nouveaux articles en ligne ce soir.

Au fur et à mesure que les droits de la majorité ou de l'ensemble de la population sont rognés ou bafoués, certaines minorités obtiennent de nouveaux droits. Du coup la majorité, des couches qui la composent ou d'autres couches minoritaires estiment injuste le traitement qui leur est réservé par le législateur et s'en prennent aveuglément aux minorités qui ont bénéficié de sa généreuse attention.

Généreuse attention du législateur qui n'était pas dénuée d'arrière-pensées politiques, ce dont le petit-bourgeois ou le gauchiste

se moquera éperdument ou n'aura pas conscience pour ne pas voir plus loin que le bout de son nez ou qui se moque de savoir dans quelles conditions ses besoins immédiats seront satisfaits ni par qui, ayant la fâcheuse tendance à prendre ses désirs pour la réalité, il se satisfera de les voir satisfaits sans se poser davantage de questions, quitte à soutenir au passage un régime réactionnaire ou une dictature, ce n'est pas le genre d'arguments qui l'empêcheront de dormir, l'hypocrisie, la mauvaise foi ou la malhonnêteté intellectuelle lui permettront de justifier son attitude ou ses positions. Il ne vous aura pas échappé que c'est le même comportement (qui se moque de savoir dans quelles conditions ses besoins immédiats seront satisfaits ni par qui) qu'avait adopté le mouvement ouvrier et son avant-garde au cours de la seconde moitié du XXe siècle...

Ainsi c'est la différence de traitement dont fait preuve l'Etat au profit de certaines couches minoritaires aux détriments de la majorité, qui est à l'origine des affrontements qui peuvent se produire entre elles, du fait que la perception que la majorité peut avoir de ces minorités s'en trouve faussée, ce sont les représentants de l'Etat qui créent les conditions favorables à cet affrontement entre les différentes couches de la société pour conserver leur pouvoir ou appliquer pendant ce temps-là leur politique réactionnaire qui frappera l'ensemble des masses exploitées.

Croire dans ces conditions-là que l'acquisition de nouveaux droits en permettra le plein exercice est un leurre, sur le papier sans doute, dans la réalité certainement pas ou à vos risques et périls parce que les masses demeurent arriérées à des degrés divers.

L'hétérogénéité des masses et l'atomisation de la classe ouvrière se traduisent par des inégalités sociales croissantes entre leurs différentes couches, elles sont très loin d'être logées à la même enseigne, ces inégalités de traitement social et la situation propre à chaque couche se traduisent à leur tour par une intolérance vis-à-vis de l'une ou l'autre de ces couches ou minorités, ce qui est inévitable puisqu'elles ignorent toujours quelle est l'origine réelle de leurs difficultés ou des problèmes qu'elles rencontrent dans la société, elles seront donc tentées de s'en prendre de préférence à celles que les médias et les partis de l'ordre leur donneront en pâture ou leur désigneront indirectement ou très hypocritement, c'est ainsi que le racisme, la xénophobie, l'homophobie, etc. acquièrent un caractère permanent qui a tendance à s'accroître en période de crise du capitalisme, dès lors que ses représentants s'en servent pour passer cette crise sans encombre une fois profondément divisée les masses exploitées qui en sortiront encore plus affaiblies.

Autre chose.

En égypte, d'un côté les Frères musulmans ont profité de l'arriération des couches les plus faibles des masses exploitées pour les attirer vers eux, de l'autre côté une coalition hétéroclite de partis démocratiques bourgeois, laïcs, dits de gauche soutenus par l'ensemble des couches et des classes de la société, dont la bourgeoisie qui incarne le régime et de ce fait qui a le soutien de l'armée.

Les deux camps s'opposent alors qu'aucun d'eux n'entend rompre avec le FMI, l'UE, Washington, Israël et l'armée, du coup ce sont les masses les plus vulnérables qui vont payer et qui paient déjà le prix fort de la manipulation populiste orchestrée par les Frères musulmans et de l'hypocrisie, de la collusion de la gauche avec le régime hérité de Moubarak soutenu par l'impérialisme américain.

Le rôle et la politique des Frères musulmans, qui n'existeraient pas sans le soutien politique et financier du Qatar et des Etats-Unis notamment, consiste uniquement à profiter de l'imaturité politique du mouvement ouvrier pour le diviser, faire en sorte que les différentes couches des masses exploitées s'affrontent entre elles, tandis que le régime en place continue de servir les intérêts de l'impérialisme anglo-saxon, français et autres.

Parole d'internaute.

(A propos de l'Egypte)

1- *"C'était inévitable. La répression de l'armée est atroce mais face à des suicidaires qui ont la prétention de se déclarer martyrs, pouvait-il en être autrement ? Les vrais bourreaux sont les extrémistes qui ont placé des enfants, des femmes au cœur de ce conflit, boucliers humains à des fins médiatiques : ce qui prouve au monde entier, que ce groupe extrémiste n'a jamais eu la moindre considération pour l'être humain."*

Il ne vous a pas échappé qu'ils n'étaient pas plus musulmans que vous et moi, bravo !

2- *"On a le choix entre trois solutions ; les islamistes, l'armée, les démocrates : on choisit bien sûr les démocrates !*

Le petit problème, c'est que ce choix n'existe pour le moment pas, reste le choix entre deux solutions : les islamistes et l'armée. On choisit l'armée, bien sûr !"

Si un jour, je ne vous le souhaite pas, vous descendez dans la rue pour manifester et qu'elle vous tire dessus, je ne suis pas sûr que vous choisirez le camp de l'armée. Vous incarnerez la démocratie et l'armée le prétendra aussi notez bien, chacun à sa manière.

Quel est ce merveilleux pays ?

- Voilà un pays (...) qui joue un rôle pacificateur dans les relations internationales et qui est pourtant accablé par une classe politique toujours en verve quand il s'agit de clouer des Arabes au pilori.

Femmes ou hommes, on s'y sent en sécurité. Les rues sont sûres. Le Point.fr 14.08

Réponse : le Qatar, le micro-Etat sioniste arabe après celui d'Arabie Saoudite.

Plus pourri encore, l'auteur poursuit en se livrant à un amalgame ou l'un des termes fait défaut : le salafisme, le recrutement et l'armement d'une armée de djihadistes par le ploutocrate dégénéré du Qatar, véritables mercenaires fanatiques pour le compte de l'impérialisme anglo-saxon, français accessoirement qui sèment la terreur de Tripoli à Damas en passant par Le Caire ou Tunis.

- En réalité, tout le monde a compris que ce qui pose problème, aux observateurs, journalistes et autres acteurs de la vie politique, c'est l'islam. Le Point.fr 14.08

En réalité, c'est lui qui désigne quel doit être l'ennemi que la population en France (et ailleurs dans le monde) doit combattre, l'islam, donc l'ensemble des musulmans, alors que seuls les wahabbites, salafistes et takfiristes posent problème dans la mesure où ils ont adopté une lecture rigoriste, extrémiste, guerrière, djihadiste du Coran, qui dorénavant se répand dans les banlieues ouvrières ou les couches les plus faibles avec les conséquences que l'on connaît.

Le Point, un magazine à boycotter.

ACTUALITE EN TITRES

L'hypocrisie planétaire

- Egypte: un bain de sang condamné par la communauté internationale - L'Express.fr
- Avec les Frères musulmans, l'armée a aussi écrasé la démocratie naissante en Egypte - LeMonde.fr
- Au Caire, «ils ont tiré sur des femmes et des enfants» - Liberation.fr

Les vases communicants

- Réserve ministérielle : 27 millions d'euros distribués en toute opacité - LeMonde.fr
- Sarkothon: les 10,6 millions d'euros demandés bientôt atteints - L'Express.fr

A 13 ils deviendront obsédés, à 14 ils seront sevrés, à 15 dégoûtés, à 16 ils deviendront homos ou se feront eunuques !

- Suède. Les garçons commencent le porno à 12 ans - Le Nouvel Observateur

Je parle dans leur société en décomposition, et puis le porno est un truc franchement dégueulasse....

ACTUALITÉ DU JOUR

Un ange veille sur le régime : le PCF!

Le Parti communiste français (PCF) a estimé mercredi que le "*rebond d'activité est à analyser de près, sans rien occulter et sans angélisme*" après l'annonce d'une hausse du PIB de 0,5% au deuxième trimestre.

"Ce rebond, plus fort que prévu, est à analyser de près, sans rien occulter et sans angélisme", écrit dans un communiqué Olivier Dartigolles porte-parole du PCF. AFP 14.08

Pas besoin d'être "de près" pour s'apercevoir qu'il y a toujours autant de chômeurs et de travailleurs pauvres en France.

Qui y a cru un instant ? Personne, sauf les naïfs ou les ignorants.

Vendredi 9 août, lors d'une conférence de presse, Barack Obama jurait de réformer le Patriot Act et de mieux encadrer les activités de surveillance de l'Agence nationale de sécurité (NSA) américaine. Pour ce faire, il a promis la constitution d'un groupe d'experts pour auditer et évaluer les programmes de surveillance des communications menés par les Etats-Unis.

Le projet du président américain se précise : la Maison Blanche a chargé, lundi 12 août, un certain James Clapper de former ce groupe. C'est également à lui que les experts fourniront leurs conclusions provisoires – sous soixante jours – puis définitives, avant le 15 décembre.

Problème : James Clapper n'est autre que le directeur national du renseignement, qui coordonne les agences de renseignement américaines, dont la NSA. Il est placé directement sous l'autorité du président. Une personnalité fort peu représentative de l'"indépendance" pourtant annoncée vendredi par Barack Obama dans son discours.

James Clapper a par ailleurs avoué avoir menti devant les sénateurs à propos des programmes de la NSA. Lorsque ces derniers l'avaient interrogé à ce sujet, en mars, il avait répondu que la NSA ne récoltait aucune donnée sur les Américains. Plus tard, il avait admis que sa réponse était "clairement erronée". Tant pis pour la "*confiance du public*" appelée de ses vœux par le président lors de sa conférence de presse.

Enfin, comme le note le Washington Post, le mémo que lui a adressé la Maison Blanche ne fait pas mention de la présence de personnalités externes au renseignement, contrairement, là encore, à ce qu'avait annoncé le président américain lors de sa conférence de presse.

Et le quotidien américain de remarquer que ce comité rappelle celui établi en 1975 pour examiner les activités de la CIA. Trop proche de l'exécutif, il n'avait pas pu mener une véritable enquête approfondie. Le Monde 14.08

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Egypte

1.1- La dispersion sanglante des manifestations au Caire réclamant le retour du président déchu Mohamed Morsi et les violences à travers l'Égypte ont fait mercredi 278 morts, en grande majorité des civils, a annoncé le ministère de la Santé.

Détaillant le bilan, le porte-parole du ministère Mohammed Fathallah a précisé que 61 personnes avaient trouvé la mort sur la place Rabaa al-Adawiya, principal rassemblement pro-Morsi et 21 sur la place Nahda, où étaient également massés des pro-Morsi.

Mais le bilan est probablement bien plus élevé, un journaliste de l'AFP ayant décompté 124 cadavres sur la seule place Rabaa al-Adawiya, QG des manifestants pro-Morsi au Caire, où le ministère de la Santé a fait état de 61 morts.

En outre, 43 policiers ont été tués, selon le ministère de l'Intérieur. Le ministre de l'Intérieur Mohammed Ibrahim a précisé que "*dix-huit officiers de police, dont deux généraux et deux colonels, 15 agents, neuf conscrits et un employé civil de la police*" ont péri mercredi, a-t-il détaillé. La police et l'armée ont pris d'assaut deux places de la capitale occupées par les pro-Morsi.

"*Les instructions étaient de n'utiliser que les gaz lacrymogènes, pas d'armes à feu*", a assuré le ministre. "*Mais quand les forces de sécurité sont arrivées, elles ont été surprises par des tirs nourris*", a affirmé M. Ibrahim pour qui "*la police a fait preuve d'un maximum de retenue*".

Alors que le prix Nobel de la paix Mohamed ElBaradei a démissionné de son poste de vice-président, refusant "*d'assumer les conséquences de décisions avec lesquelles il n'était pas d'accord*", le Premier ministre nommé par l'armée Hazem Beblawi a, lui, salué la police pour "*sa très grande retenue*".

Dans un communiqué, le gouvernement a demandé aux partisans de Mohamed Morsi d'"*entendre la voix de la raison*" et a prévenu que les cadres des Frères musulmans seraient tenus responsables de "*toutes les émeutes et les violences*".

A l'issue d'une journée de heurts meurtriers, les autorités ont décrété l'état d'urgence et un couvre-feu dans la moitié des provinces, dont celles du Caire et d'Alexandrie (nord). Une heure après l'entrée en vigueur de ce couvre-feu, des responsables de la sécurité ont indiqué à l'AFP que le calme était revenu dans l'ensemble du pays.

Sur le plan international, le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan, issu de la mouvance islamiste, a exhorté le Conseil de sécurité des Nations unies et la Ligue arabe à intervenir pour mettre fin à un "*massacre*" et a dénoncé le "*silence*" de la communauté internationale.

Le Qatar, soutien régional de l'ancien gouvernement de Mohamed Morsi, a condamné les assauts contre les manifestants, et l'Iran a estimé que l'Egypte courait le risque d'une "*guerre civile*".

La Maison Blanche a condamné "*avec force*" le recours à la violence et s'est opposée au retour de l'état d'urgence dans le pays en proie à des heurts meurtriers. L'Union européenne a invité les autorités à faire preuve de retenue, tandis que la France a mis en garde contre "*un usage disproportionné de la force*".

Le secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-moon, a également regretté "*que les autorités égyptiennes aient utilisées la force*" et a condamné "*dans les termes les plus forts*" la violence de l'intervention des forces de sécurité égyptiennes. Reuters et Lepoint. fr 14.08

1.2- Tous les voyants devraient être au rouge en ce qui concerne l'Egypte.

En effet la nomination par le ministre des affaires étrangères (AE) du pays du goulag levant John "Skull & Bones" Kerry de Robert Ford comme nouvel ambassadeur des Etats-Unis en Egypte, est un signe gravissime de ce qui se prépare pour ce pays. Qui est Robert Ford ? Ancien ambassadeur américain en Syrie, il a été celui qui a déclenché le conflit armé en Syrie pour ses patrons de Washington, de Londres et de Tel Aviv en Juillet 2011. Robert Ford est l'élève très studieux d'une des pires âmes damnées qui ait jamais évoluée au ministère des AE yankee, nous avons nommé le tristement célèbre John "Escadrons de la Mort" Negronponte, qui a acquis ses lettres d'infâmie dans les années 1980 en créant les escadrons de la mort dirigés et formés par la CIA au Salvador et au Nicaragua ; escadrons de la mort qui firent régner la terreur dans une population civile malmenée.

John Negroponte est responsable de la mort de milliers de personnes "*disparues*" ou enlevées, torturées à mort par ses exécuteurs des basses œuvres. Negroponte était alors ambassadeur des Etats-Unis au Honduras et il mit en place ce qu'on appelle depuis "*la solution salvadorienne*" de contre-insurrection à grand renfort d'escadrons de la mort. Par la suite, en 2005, Negronponte a été le "*vice-roi*" d'Irak et est le responsable direct, par l'importation et la formation d'escadrons de la mort, du conflit irakien sunnite-chiite, qui n'existait pas avant l'invasion américaine du pays, ni même avant la déconfiture militaire américaine qui s'en suivit entre 2003 et 2005.

Là où Negroponte va... Vont également les escadrons de la mort! Ceci est devenu un adage bien connu. french.irib.ir 14.08

2- Syrie

Selon la presse israélienne, Israël vient de proposer un plan au chef d'état major US, le général Dempsey, qui vient en aide des "*rebelles syriens*".

Les nettes divergences entre la Russie et les Etats Unis éloignent chaque jour davantage les perspectives d'une solution de la crise syrienne, ce qui exhorte les Américains et leurs alliés régionaux et occidentaux à élargir leur soutien financier et armé aux terroristes syriens. The Independent, cité par Al Manar, a publié un rapport où il révèle l'existence de vastes réseaux de trafic d'armes occidentales en direction de la Syrie. Le journal se réfère aux documents et aux preuves fiables selon lesquels l'"*opposition armée à Assad*" a reçu une grande quantité d'armes et de munitions de la part des pays occidentaux. "*La Grande-Bretagne a envoyé depuis 2011 quelques 8 millions de livres sterling aux opposants syriens -ndlr : qui sont en effet composés de qaidistes venus de l'extérieur- et la Grande Bretagne étudie actuellement l'envoi d'une plus grande aide militaire aux rebelles*".

Selon The Independent, "*la visite du chef d'état major us , le général Dempsey en Israël s'inscrit dans le même sens*" d'autres part, Yediot Aharonot fait état d'un plan conçu par l'armée sioniste qui concerne la Syrie, un plan "*en deux étapes*" que les israéliens viennent de remettre au général américain : il s'agit d'abord d'élargir le soutien à l'ASL et de créer pour ce faire une zone d'exclusion aérienne au dessus de la Syrie. Dans un second temps et après la chute probable d'Assad, le plan sioniste prévoit un soutien large aux courants laïcs pour contrecarrer la menace "*islamiste*". Les analystes relèvent que l'ASL ayant été quasiment anéanti, cette "*opposition*" armée qu'Israël soutient n'est rien d'autres que les terroristes qaidistes! french.irib.ir 14.08

3- Bahreïn

Dès les premières heures de la matinée, les Bahreïnais sont descendus dans la rue, partout, dans le pays, malgré toutes les mesures de sécurité draconiennes et les menaces du régime des Al-e-Khalifa.

Selon le reporter de la chaîne al-Alam, la ville de Karzakan est, depuis ce matin, témoin d'une manifestation pacifique de ses habitants, qui insistent sur leur droit à l'auto-détermination. A Shahrakan, qui est bouclée par les forces de sécurité du régime, les Bahreïnais ont organisé une manifestation d'envergure contre le régime. Les habitants de Mosala ont, eux-aussi, participé à la manifestation de ce 14 août, pour réitérer leurs revendications démocratiques de la révolution du 14 février. Les habitants d'al-Akar ont été dispersés par des gaz toxiques, tandis que, dans les villes de Karana et d'Aldiya, les manifestants scandaient des slogans insistant sur la poursuite de la révolution du 14 février. A Aldaraz, les manifestants demandaient le changement immédiat du régime des Al-e-Khalifa. french.tribune.fr 14.08

SOCIAL

1- Chili

Le syndicat représentant les quelque 2.500 salariés d'Escondida, la première mine de cuivre au monde contrôlée par le géant anglo-australien BHP Billiton dans le nord du Chili, a lancé mercredi un mouvement de grève de 24 heures pour réclamer une prime non versée.

L'arrêt de travail a débuté à 08H00 locales (12H00 GMT) après que la direction de la mine eut refusé de régler aux salariés une prime annuelle ne figurant pas sur leurs contrats et qui s'était élevée à environ 5.000 dollars par salarié l'année dernière.

"C'est une prime qui est définie par l'entreprise et qu'ils ne veulent pas payer. Nous ne réclamons pas une somme précise mais que nous soit payée une prime comme tous les ans", a expliqué à la presse locale Marcelo Tapia, porte-parole des travailleurs d'Escondida, n'excluant pas une éventuelle prolongation du mouvement.

M. Tapia a indiqué que leurs revendications comprenaient également la mise en place d'un système de contrôle des heures supplémentaires ainsi que le retrait de caméras de surveillance installées dans les camions de la mine.

De son côté, la direction n'avait pas immédiatement fait de commentaire sur ce mouvement ni précisé ses répercussions sur la production de la mine.

La production de sur le site d'Escondida a bondi de 28% en 2012, à 1,07 million de tonnes, enregistrant un bénéfice de 3,17 milliards de dollars, en hausse de 14,2% sur un an.

La mine, basée à Antofagasta (1.300 km au nord de Santiago du Chili), est la propriété de BHP Billiton (57,5%), de l'autre groupe anglo-australien Rio Tinto (30%) et des japonais de JECO Corporation (10%) et JECO 2 Ltd (2,5%).

Le Chili est le plus important producteur de cuivre de la planète, couvrant un tiers de l'offre mondiale. AFP 14.08

2- Brésil

Le Brésil dénonce les abus de Samsung. Le Brésil a assigné le géant de l'électronique sud-coréen en raison des mauvaises conditions de travail que le groupe impose à ses employés d'une usine de la région amazonienne, a indiqué le gouvernement brésilien.

Selon le ministère brésilien du Travail, les ouvriers de l'usine de Samsung travaillent jusqu'à 15 heures par jour, dont 10 heures de travail debout et parfois jusqu'à 27 jours d'affilée.

L'enquête qui a permis de découvrir ces abus a été menée à l'usine de Manaus, l'une des plus importantes des 25 usines du groupe sud-coréen dans le monde. Cette usine emploie 6000 ouvriers et fournit des produits de Samsung dans toute l'Amérique latine. Le géant sud-coréen "soumet ses employés à des risques pour leur santé du fait d'une activité répétitive et d'un rythme de travail intense sur les chaînes d'assemblage", a précisé le ministère.

Selon un reportage posté sur le site internet du journal Tribuna Hoje, les ouvriers n'ont que six secondes pour emballer un téléphone, sa batterie, son chargeur, ses écouteurs et sa notice dans sa boîte. Les ouvriers doivent répéter cette action jusqu'à 6800 fois par vacation. De même, selon le journal, les ouvriers disposent de 4,8 secondes pour emballer un téléviseur dans son carton tandis que la production d'un smartphone, qui occupe plusieurs dizaines de travailleurs sur une chaîne de production, prend

un total de 85 secondes.

Samsung a indiqué dans un communiqué examiner ces accusations. "*Nous étudions la plainte dans le détail et nous promettons de coopérer pleinement avec les autorités brésiliennes*", a dit le géant sud-coréen. Le Brésil réclame 250 millions de réals (près de 82 millions d'euros) de "*dommages moraux collectifs*". Samsung fait également l'objet de 1200 plaintes individuelles des ouvriers de son usine de Manaus. L'Expansion.com avec AFP 14.08

3- Corée du Sud

Une nouvelle grève au sein de Hyundai pourrait être déclenchée la semaine prochaine. Les salariés du constructeur automobile sud-coréen Hyundai ont décidé ce mercredi par un vote de se mettre en grève revendiquant de meilleurs salaires et conditions de travail, juste un an après la fin du conflit le plus coûteux de l'histoire de l'entreprise. Ignorant un appel de l'entreprise, les syndicats de Hyundai et de sa filiale Kia Motors ont décidé de faire grève, mouvement qui débutera après une période légale de médiation de 10 jours.

Les syndicats de Hyundai réclament 130.500 wons (120 dollars) d'augmentation du salaire mensuel de base des travailleurs, une prime équivalente à huit mois de salaires, ainsi que le partage aux salariés d'une somme de 2,4 millions de dollars -- ou 30% du bénéfice net annuel du groupe de 2012. Les syndicats de Kia ont présenté les mêmes revendications.

La direction de Hyundai souhaite éviter un arrêt coûteux de travail invoquant auprès des syndicats des salariés que la firme ne pourrait accéder à leurs exigences au moment même où la concurrence se fait de plus en plus rude et où la croissance ralentit sur les marchés étrangers. "*Nous avons enregistré un recul de nos bénéfices en raison de la concurrence des marques étrangères dont les parts de marché augmentent et souffrons également d'une économie atone tant sur le marché national qu'international*", indique le communiqué de la société.

Le syndicat a organisé l'an dernier 28 grèves partielles entre juillet et septembre, réduisant la production de plus de 82.000 véhicules pour un coût de 1,7 milliard de wons (1,5 milliard de dollars). Les pertes dues aux grèves qui ont eu lieu au sein du groupe Kia en 2012 ont été estimées de leur côté à 1,03 milliard de wons. Hyundai a annoncé un bénéfice net en baisse de 1% au deuxième trimestre 2012 à 2.520 milliards de wons (1,7 milliard d'euros). L'Expansion.com avec AFP 14.08

ECONOMIE

France

La croissance est de retour au second trimestre 2013. Mais l'INSEE a aussi de moins bonnes nouvelles à annoncer. L'emploi salarié dans les secteurs marchands en France a perdu 27.800 postes au deuxième trimestre de cette année, après une baisse de 8.300 les trois mois précédents, selon ses estimations provisoires.

Au total durant les six premiers mois de l'année, l'intérim se maintient avec une hausse de 9.600 postes.

Dans l'industrie, l'emploi a reculé de 0,4% et dans la construction de 0,5% sur le trimestre.

Dans le secteur tertiaire l'emploi diminue légèrement.

Hors intérim, l'emploi marchand recule de nouveau ce trimestre (-24.200 postes, soit -0,2%) à un rythme proche de celui du trimestre précédent (-21.600 postes), selon l'Insee. L'Expansion.com 14.08

[Haut de page ↗](#)

Le 16 août 2013

CAUSERIE

Le 16 août cela fait 19 ans que je vis en Inde, et 11 ans que je n'ai pas remis les pieds en France. C'est aussi l'anniversaire de Magueswary, mon épouse. Hier j'ai passé une journée au calme et dans la bonne humeur, en famille chez un de mes beaux-frères. Comme prévu j'ai demandé à mes petites nièces hindous comme cela se passait à l'école avec leurs petites copines musulmanes qui portent le niqab ou la burqa.

Elles m'ont répondu qu'elles devaient l'enlever une fois franchi le seuil de l'école et qu'elles le remettaient avant de sortir, car son port est interdit dans l'école publique à Pondichéry (Sud de l'Inde). Ces gamines ont le même âge que mes nièces, entre 11 et 13 ans, aussi quand je leur ai demandé si elles savaient pourquoi elles portaient ce déguisement, elles m'ont répondu qu'elles n'en savaient rien mais que c'était leurs parents qui devaient leur imposer. Effectivement, on voit mal une gamine de cet âge-là décider d'elle-même de se cacher du regard des autres.

On nous a raconté que le port du niqab ou de la burqa protégeait les femmes du regard pervers ou de la convoitise des hommes, or là il ne s'agit pas de femmes mais de gosses, donc cette argumentation ne tient pas. Certains musulmans convertis à l'idéologie nauséabonde d'imams radicaux seront tentés de faire dans la surenchère pour montrer qu'ils sont de bons musulmans. On est toujours à la recherche de la reconnaissance d'une autorité supérieure, comme on est prêt à livrer son sort à un sauveur suprême, divin, empereur, monarque, président ou tyran.

Ici le port du niqab ou de la burqa dans la rue ne pose pas de problèmes puisqu'il n'y a pas de contrôles d'identité, sauf des conducteurs de motos qui pour la plupart n'ont pas de permis ou d'assurance pour les racketter.

Bref, la vie me semble bien plus paisible en Inde qu'en France...

L'info qui suit ne présente pas plus d'intérêt qu'une autre de la veille qui concernait une autre ville et que j'avais lu et téléchargé sans la mentionner dans les infos en bref, après avoir constaté qu'ils en paraissaient de semblables presque tous les jours. Je me dis que ces infos reprises en boucle par tous les médias qui s'en donnent à cœur joie, doivent figurer dans toutes les conversations en France, je parle chez les travailleurs et leurs familles, pas chez les militants qui se considèrent au-dessus de ces événements qu'ils traitent avec le mépris en mimant leurs dirigeants, ils vivent dans leur bulle, je ne parle pas de ceux du NPA, de LO ou du PCF qui font dans le communautarisme et qui se font les complices des autorisés qui piétinent nos valeurs et nos principes après avoir bafoué nos droits sociaux et politique.

On aborde ces questions de temps en temps car elles nous concernent tous, parfois directement comme je l'ai montré dernièrement, et puis je me dis que cette violence quasi quotidienne doit peser sur l'état d'esprit des masses et leur interprétation de la situation. Ici en Inde je ne peux pas me plaindre d'être victime du racisme ou de la xénophobie. Il arrive parfois que la situation s'y prête de manière très circonscrite quand les relations sont tendues, mais ils n'existent pas à l'état permanent pas plus qu'une tension ou un état de violence permanent comme on peut le voir en France.

Dans d'autres régions de l'Inde, dans le nord c'est différent, lorsque le BJP détient le pouvoir, c'est un parti bourgeois concurrent du parti du Congrès, plus à droite, à l'extrême droite même dans son discours hindouiste radical, il est accusé d'être à l'origine ou de soutenir des pogroms anti-musulman ou des rixes qui se terminent en massacres ou la destruction de mosquées ou de biens appartenant à des musulmans, il est flanqué de deux partis extrémistes hindous RSS et VHS qui prônent l'expulsion des musulmans au Pakistan ou au Bangladesh.

Un jour de guerre civile comme un autre... en France

- Pas-de-Calais: deuxième nuit sous tension à Avion - Lexpress.fr 15.08

- Les tensions à Avion ont débuté mardi en fin d'après-midi alors que des policiers se rendaient sur les lieux d'un accident, dans lequel un jeune, qui habiterait le quartier, avait été grièvement blessé après avoir percuté un véhicule en stationnement alors qu'il roulait à vive allure sur un scooter.

Les policiers avaient alors été pris à partie par des jeunes présents sur place, dans le quartier République. Au cours de la nuit, une cinquantaine de jeunes avaient brûlé quatre poubelles et deux véhicules de particuliers et avaient mis le feu à une friterie, où une bouteille de gaz a explosé, ainsi qu'à la réserve d'un magasin Leader Price.

Nouvelles échauffourées à Avion. Quatre personnes ont été interpellées dans cette ville du Pas-de-Calais, dans la nuit de mercredi à jeudi.

Le quartier sensible de la République a vécu sa deuxième nuit consécutive de tensions entre jeunes gens et policiers, pris pour cibles par des jets de pierres, a-t-on appris ce jeudi auprès de la préfecture.

"L'agitation a repris en début de nuit dans le quartier République, vers 22h-23h quand un bus a essuyé des jets de pierres en rentrant au dépôt", a expliqué la sous-préfète Simone Mielle. Jets de pierres et grenades lacrymogènes

"Une centaine de jeunes a ensuite jeté des pierres et des projectiles divers en direction des forces de l'ordre. Celles-ci les ont dispersés par des moyens appropriés dont des grenades de gaz lacrymogène", a-t-elle indiqué, précisant qu'il n'y avait "aucun blessé". "Un conteneur poubelles a été incendié", a-t-elle ajouté. "La situation est revenue au calme progressivement

vers 02h30-03h du matin", a-t-elle précisé. Lexpress.fr 15.08

Commentaire d'un internaute

- "*Et pendant ce temps notre Président donne des leçons de morale à l'ambassadeur d'Egypte...!*"

Rappel. Deux regards hypocrites sur la situation qui abordaient un problème bien réel que ni l'un ni l'autre ne se destinaient à résoudre sur le plan politique conformément aux besoins des travailleurs en France ou des candidats à l'immigration dans les pays concernés, le premier soutenant le régime en place, le second l'incarnant au plus haut niveau, l'impérialisme français.

Maintenant, si combattre pour le renversement du régime demeure la seule proposition que nous pouvons faire aux travailleurs face au problème soulevé ici, il n'en demeure pas moins qu'ils ne l'abordent pas vraiment dans ces termes qui nous renvoie à une date ultérieure indéterminée, et que lorsqu'ils nous en parlent ou évoquent leurs expériences, c'est maintenant ou en termes pratiques qu'ils attendent des réponses, notre discours politiques ou nos grandes théories ne les intéressent pas ou ne répondent pas à leurs questions. Aussi, il est facile de les escamoter et de fuir ses responsabilités, je parle des militants et des dirigeants, c'est l'attitude hypocrite adoptée par certains, d'autres tombent dans le communautarisme ou le tiers-mondisme et vont les traiter de racistes, d'autres enfin seront les plus droitiers et verseront carrément dans le racisme.

On voit ici que le piège tendu au militant ouvrier est triple, soit passer à nos yeux pour un indifférent ou un pure doctrinaire vivant dans sa bulle et déconnecté de la réalité auxquelles les travailleurs sont confrontés, soit passer pour un partisan de l'immigration débridé dont les conséquences sociales sont intenable à terme, ce qui revient à s'en foutre et à donner tort aux travailleurs qui soulèvent cette question sous cet angle-là, soit enfin sombrer dans le racisme et tenir un discours semblable à celui de l'extrême droite. Alors quelle position et quel discours adopter ?

Répétons-le encore, il serait commode de se débarrasser de cette question en affirmant que c'est le régime qui est à l'origine de cette situation-là et qu'on n'a pas à s'emmêler, que seule à la limite nous concerne les conséquences du traitement qu'il y accorde et qu'il faut dénoncer et combattre, selon la bonne vieille méthode qui consiste à axer son action sur les conséquences de la politique du gouvernement sans s'attaquer aux origines des problèmes qu'elle engendre qu'on évoquera accessoirement pour faire bonne figure, mais pas seulement, car si chacun sait ou peut convenir que c'est la situation économique et sociale qui est à l'origine de toutes les dérives individualistes aveugles, parfois ou de plus en plus violentes, c'est encore l'ignorance des masses du fonctionnement de la société et du capitalisme qui ne leur permet pas d'interpréter la situation correctement ou autrement qu'en penchant vers le communautarisme ou le racisme.

Aussi face à un problème immédiat à résoudre qui les concerne quotidiennement, à défaut de pouvoir changer la société demain matin ni même de pouvoir infléchir son cours réactionnaire, au-delà de notre discours politique il nous faut leur proposer une interprétation qu'ils peuvent saisir, qui consiste à ne pas nier les problèmes tels qu'ils existent, personne ne peut nier qu'il existe désormais des zones de non-droit dans certains quartiers en France où la violence est quasi quotidienne, quand une paix relative règne dans ces quartiers, c'est parce que l'intimidation, la menace, l'autocensure ont pris le relais, un climat de peur permanent s'y est installé, et bien au-delà dès que vous sortez de chez vous pour aller en ville où que vous habitez, cette situation est plus que le produit de la crise économique, une stratégie politique pour affaiblir la résistance des travailleurs qui en subissent les conséquences, les diviser en favorisant l'affrontement entre les différentes couches d'exploités de manière à pouvoir leur imposer plus facilement de nouveaux sacrifices, à l'ensemble des travailleurs pour le coup, stratégie politique qui a pour objectif la liquidation de tous leurs droits sociaux, mais pas seulement. Elle vise également au nom de l'égalité à la liquidation de tous leurs droits politiques en s'attaquant aux principes et aux valeurs de base de la démocratie et de la République que les représentants de l'Etat manipulent, tout en favorisant la ghettoïsation, le communautarisme, les idéologies politiques et religieuses les plus sectaires, violentes et réactionnaires, qui seront ressentis par une partie de la population comme des provocations intolérables auxquelles elle sera tentée de répondre par la violence, c'est à cette fin aussi, la destruction de nos droits politiques, que les représentants de l'Etat, la justice, se sont employés depuis des décennies en faisant preuve de laxisme face à la délinquance à aux actes d'incivisme qu'ils ont minimisés et de la sorte encouragés, ils concernent tous les classes et toutes les couches de la société il faut préciser.

L'ensemble de ces faits ont contribué à favoriser la haine de l'autre, un individualisme débridé, un repliement sur soi, à créer un climat nauséabond dans ce pays qui profite uniquement à la classe des capitalistes qui détient le pouvoir. L'attitude des gouvernements qui se sont succédés depuis 32 ans a contribué à affaiblir l'autorité de l'Etat, de ses représentants, tandis qu'il était de plus en plus soumis à la dictature de l'Union européenne devant laquelle tous les gouvernements et partis institutionnels ont abdiqué. Qu'est-ce qui demeure en place, comment cela se traduit-il ? Par la disparition du principe du droit et de la justice égal pour tous au profit de l'arbitraire et de la répression, pendant que caïds ou malfrats, dealers ou délinquants organisés en bandes, imams radicaux, etc. ont pignon sur rue, font régner leurs lois et terrorisent les couches parmi les plus faibles en toute impunité.

On pourrait conclure en précisant que ce qui est en train de se produire est d'une gravité extrême pour la suite de notre combat, car dans le lot des représentants de l'Etat ou perçus comme tels qui se trouvent ainsi affaiblis ou remis en cause figure également les partis politiques dont les travailleurs se détournent, au profit d'organisations qui sont des appendices des multinationales, donc des grandes banques, ce qui est à relier au fait que l'affaiblissement de l'Etat ne se fait pas uniquement au profit de l'UE mais

des multinationales et des banques qui disposent de budgets supérieurs à l'Etat français et dont l'objectif politique est de détenir tout le pouvoir, conformément à la stratégie dont mes adversaires ne veulent pas entendre parler.

A de nombreuses reprises depuis des années on a été amené à évoquer la multiplication des contradictions et des paradoxes issus de la survie du capitalisme, de l'incapacité du prolétariat mondial de se doter d'une nouvelle direction en réalité, auxquels nous sommes confrontés, qu'il nous faut gérer au mieux, auxquels il nous faut répondre, ce qui n'est pas toujours facile ou compréhensible par tous, nous en avons parfaitement conscience, on pourrait nous accuser de nous renier ou de nous contredire, etc. or il faut bien avoir conscience de ce qui est en train de se passer.

Jusqu'à présent nous vivions dans une République démocratique bourgeoise dont l'origine remontait à la fin du XVIIIe siècle, République bien imparfaite on est bien d'accord, mais qui constituait cependant le socle du droit et de l'exercice de la démocratie, certes étriquée ou limitée, mais qui par rapport à l'Ancien Régime correspondait à une évolution politique favorable aux masses exploitées qui allait leur permettre de mener la lutte de classe contre leurs nouveaux maîtres afin d'acquérir de nouveaux sociaux et politiques. Aujourd'hui, c'est ce socle qui est attaqué par le gouvernement aux ordres des banquiers et des multinationales. On se doit donc de le défendre, non pas en nous tournant vers le passé ce qui reviendrait à défendre l'ordre établi, mais en se tournant vers le futur dans la perspective d'une République sociale qui étendrait l'application des principes de la République et les valeurs de la démocratie au-delà de tout ce que nous avons connu par le passé. A l'exception de l'extrême droite, peu importe que défend ces principes ou ces valeurs, qu'il soit attaqué et nous devons le défendre.

En lisant l'article sur le traité de Partenariat Trans-Pacifique en préparation, vous mesurerez peut-être mieux l'ampleur ou la gravité de la situation, de la menace qui pèse sur nous, sur l'humanité entière. A l'arrivée il n'est même plus question de politique, de partis, d'institutions, d'Etats, notions dépassées, enterrées, seule la loi des banquiers et des multinationales détenant tout le pouvoir faisant office de droit ou de justice. Mettez cela en relation avec ce qui est en train de se passer avec le saccage de la notion du droit et de la justice en France (partout en fait) et vous aurez compris que tout se tient et qu'il y a urgence à nous rassembler pour construire le parti socialiste révolutionnaire qui nous fait tant défaut.

Exiger le respect du droit ou de la justice aussi imparfait soient-ils n'est pas réactionnaire contrairement à ce qu'on pourrait penser au premier abord, mais l'inverse, c'est contrer l'oeuvre de destruction à laquelle est en train de se livrer le gouvernement aidé en cela par la gauche, l'extrême gauche et les gauchistes, fournir aux masses les bases ou les principes élémentaires sur lesquels doit reposer son interprétation de la situation pour envisager de construire une société meilleure et plus juste.

Un dialogue imaginé à Avion à l'adresse des gauchistes.

- Vous en pensez quoi madame Choukra ?

- Moi quand je vois que des policiers viennent secourir un jeune qui s'est encastré tout seul dans une voiture en stationnement et qu'il va peut-être mourir, ces policiers vont peut-être lui sauver la vie et qu'ils se font caillasser, je dis que ce sont des voyoux, des vauriens, il faudrait les mettre en prison, et attendez après ils ont caillassé un bus ces abrutis, vous êtes d'accord avec moi monsieur le militant, n'est-ce pas ?

- C'est-à-dire...

- Quoi c'est-à-dire, vous n'allez pas me dire que vous êtes du côté de cette vermine, et ce n'est pas que des jeunes certains avaient la trentaine, des voyoux je vous dis.

- Je ne sais pas pourquoi ils...

- Non, mais je rêve, vous ne savez pas pourquoi quoi, pourquoi ces abrutis balancent des pierres sur des policiers qui viennent sauver la vie d'un gosse qui pourrait être mon fils, je rêve.

- Ne le prenez pas comme cela madame Choukra, j'essayais de comprendre...

- Non mais attendez, c'est qui le militant ici, c'est vous ou c'est moi, vous étiez venu ici pour m'expliquer quoi au juste, il n'y a rien à comprendre, c'est très clair, que ces voyoux avaient des excuses, qu'ils étaient au chômage patatiti patata, à d'autres, désolé je ne vois pas le rapport, mais où vivez-vous monsieur, qu'est-ce que vous avez dans la tête, restez ici quelques jours vous allez voir, c'est un cauchemar.

- Je veux bien vous croire

- Vous ne savez rien en fait, allez voir ailleurs avec vos beaux discours, nous ce qu'on veut maintenant ce sont des actes, on en a plus que marre, vous comprenez, non, vous ne pouvez pas comprendre vous êtes comme tous ces policiciens qui viennent ici avec leurs beaux discours et l'enfer continue.

- Non mais...

- Mais quoi, je ne vous écoute plus, partez monsieur, s'il vous plaît.

Le PCF s'inquiète d'une montée d'actes anti-musulmans - AFP 15.08

Hier il tenait un tout autre langage.

Le 6 janvier 1981, L'Humanité publiait la lettre qu'adressait Georges Marchais au recteur de la mosquée de Paris à propos de l'immigration : « *J'approuve le refus de Paul Mercieca de laisser s'accroître dans sa commune le nombre, déjà élevé, d'immigrés ; en raison de la présence en France de près de quatre millions et demi de travailleurs immigrés et de membre de leurs familles, la poursuite de l'immigration pose aujourd'hui de graves problèmes. Il faut les regarder en face et prendre rapidement les mesures indispensables. La cote d'alerte est atteinte [...] C'est pourquoi nous disons : il faut arrêter l'immigration, sous peine de jeter de nouveaux travailleurs au chômage. Je précise bien : il faut stopper l'immigration officielle et clandestine. Il faut résoudre l'important problème posé dans la vie locale française par l'immigration. Se trouvent entassés dans ce qu'il faut bien appeler des ghettos, des travailleurs et des familles aux traditions, aux langues, aux façons de vivre différentes. Cela crée des tensions, et parfois des heurts entre immigrés des divers pays. Cela rend difficile leurs relations avec les Français. Quand la concentration devient très importante [...] la crise du logement s'aggrave ; les HLM font cruellement défaut et de nombreuses familles immigrées, plongées dans la misère, deviennent insupportables pour les budgets des communes.* »

De Gaulle et les musulmans

C'est très bien qu'il y ait des Français jaunes, des Français noirs, des Français bruns. Ils montrent que la France est ouverte à toutes les races et qu'elle a une vocation universelle. Mais à condition qu'ils restent une petite minorité. Sinon la France ne serait plus la France. Nous sommes quand même avant tout un peuple européen de race blanche, de culture grecque et latine, et de religion chrétienne ... Vous croyez que le corps français peut absorber dix millions de musulmans, qui demain seront peut-être vingt millions et après-demain quarante ? Si nous faisons l'intégration, (NDLRB. dans les départements français d'Algérie) si tous les Arabes et les Berbères d'Algérie étaient considérés comme Français, comment les empêcherait-on de venir s'installer en métropole alors que le niveau de vie y est tellement plus élevé ? Mon village ne s'appellerait plus Colombey-les-Deux-Églises, mais Colombey-les-Deux-Mosquées ! » (Charles de Gaulle, rapporté par Alain Peyrefitte).

Un titre en complément.

[Mais l'ignorance est aussi un vilain péché chez les athées !](#)

- Les athées plus intelligents que les croyants ? - LePoint.fr 15.08

Ne vous marrez pas, la plupart des athées sont des gaullistes ou des staliniens ou des nostalgiques des "jours heureux" où ils se tenaient par la main...

[A propos du traité de Partenariat Trans-Pacifique.](#)

- T.P.P. (Partenariat Trans-Pacifique) : Le Terrible Plan Ploutocratique - mardi 13 août 2013 - Le Grand Soir

● T.P.P. : Le Terrible Plan Ploutocratique.(legrandsoir.info) (13.08.13)

A lire absolument la bible de la déréglementation mondiale néolibérale, à côté l'Union européenne est un carcan insupportable pour les multinationales. C'est très sérieux, le traité de Partenariat Trans-Pacifique est en phase finale d'après ce que j'ai compris, tout ce que vous avez pu imaginer de pire dans absolument tous les domaines y est, il faut le lire pour le croire je vous assure, c'est démentiel, tout ce qu'ils nous ont concocté jusqu'à présent c'était le hors d'oeuvre, de la bricole, un détail, je parle de la dérégulation mondiale.

En gros ou pour résumer en quelques mots, les normes en vigueur dans n'importe quel des pays concernés par ce traité ou plutôt l'absence de normes, c'est là que réside l'astuce cynique, l'emporteront sur celles de tous les autres pays et auront valeur de loi ou de réglementation que personne ne pourra contester sous peine d'être frappé d'illégalité et d'être poursuivi en justice, ce qui logiquement favorisera les biens et les services les plus médiocres, produits dans les pires conditions qui soient dans tous les domaines, et encouragera tous les pays à les imiter. Il faut le lire pour le croire, mais apparemment une partie de ce dispositif est déjà en vigueur aux Etats-Unis, les Américains sont les cobayes du néolibéralisme.

Les Américains en sont à l'origine évidemment, y sont associés le Canada, le Mexique, le Pérou, le Chili, l'Australie, la

Nouvelle-Zélande, Singapour, Brunei, la Malaisie, et le Vietnam, le Japon devrait suivre assez rapidement. Vous pourriez vous dire que cela ne vous concernera pas, détrompez-vous, car simultanément par le biais du traité Trans-Atlantique de marché unique que les Américains auront signé avec l'Union européenne, le contenu du traité Trans-Pacifique s'appliquera également au pays de l'UE, peut-être pas d'un coup, mais en procédant par étapes. Aujourd'hui vous vous plaignez que l'étiquette qui se trouve sur un emballage est à rallonge où y figure un tas d'informations, demain elles auront totalement disparu, incroyable n'est-ce pas, sans doute, il s'agit d'un revirement à 180° comme on en a connus dans le passé.

Quand on dit qu'au-delà de la crise du capitalisme ils ont développé une stratégie terrifiante pour nous réduire en esclavage et qu'ils avancent vers cet objectif, on nous prend pour des cinglés ou des farfelus, cet article s'appuie sur une partie du contenu de ce projet de traité dont l'auteur a eu connaissance et non sur une théorie du complot ou du vent, il confirme que nous sommes en passe de perdre tous nos droits sociaux et politiques, tout moyen de contrôle et d'action sur la société.

Un complément d'actualité.

Un pilote de Ryanair licencié pour avoir critiqué la sécurité - Reuters

Ryanair a licencié l'un de ses pilotes et va l'attaquer en justice pour avoir mis en cause au cours d'une interview télévisée le respect des normes de sécurité par son employeur, a annoncé jeudi la compagnie aérienne.

La première compagnie à bas coûts d'Europe a rejeté ces dernières semaines des accusations formulées par certains de ses pilotes, qui disent avoir été incités à embarquer moins de carburant et avoir été dissuadés de signaler des problèmes de sécurité par des sanctions disciplinaires.

Ryanair a déclaré avoir licencié John Goss pour ses "*propos diffamatoires*" dans un documentaire sur la culture de la sécurité de la compagnie aérienne, diffusé cette semaine sur la chaîne britannique Channel 4.

Lors de cette interview, John Goss a déclaré avoir reçu une lettre critiquant son utilisation abusive de carburant. Selon lui, les pilotes de la compagnie ne font pas confiance au système de compte-rendus de sécurité de l'Autorité de l'aviation irlandaise (IAA).

A Paris, le ministre français des Transports Frédéric Cuvillier a demandé à la compagnie aérienne des éclaircissements sur la véracité des déclarations des pilotes.

Le ministre a indiqué avoir demandé à la Direction générale de l'aviation civile (DGAC) de reprendre "tous les éléments de déclarations qui ont pu être faites par cette compagnie".

"*Je demande à la compagnie, compte tenu des déclarations de membres de cette compagnie, ce qu'il en est réellement*", a-t-il dit. Reuters 15.08

Demain, si le traité de Partenariat Trans-Pacifique était adopté en l'état et qu'il s'appliquait à tout Etat lié à un de ses signataires par un autre traité, par exemple les Etats-Unis et les pays de l'Union européenne une fois le traité de marché unique transatlantique signé, Ryanair pourrait attaquer l'Etat français pour diffamation pour avoir osé remettre en cause les normes de sécurité en vigueur dans cette compagnie aérienne, mieux encore, ces normes quelles qu'elles soient faisant office de lois dans tous les pays considérés, personne ne serait plus habilité à les contester, sauf à se retrouver poursuivi en justice pour avoir seulement osé formuler ce droit devenu illégal.

Vous aurez compris que ce ne sera plus les Etats ou le législateur qui rédigeront les lois ou règlements mais les multinationales, les représentants d'un secteur économique donné en fonction uniquement de leurs intérêts sans que plus personne ne puisse les contester, pas même un Etat.

Voilà un exemple qui illustre en quoi consisterait la perte de tous nos droits sociaux et politiques. Aujourd'hui les gouvernements se plient aux exigences des multinationales nous y préparent, il ne s'agit pas d'extrapolations, mais bien de la réalité, hélas !

ACTUALITE EN TITRES

En famille, on se demandera qui est l'extrême droite de qui.

- Delapierre (Parti de Gauche) voit en Valls «l'extrême droite du mouvement socialiste» - Liberation.fr 15.08

Un chèque et on n'en parle plus.

- USA: l'ex-magnat des médias Conrad Black paiera 4,1 M USD d'amende - netoo.fr

Conrad Black, qui avait créé un empire de médias avant d'aller en prison pour fraude, a accepté de payer une amende de 4,1 millions de dollars pour solder une procédure au civil lancée contre lui par le gendarme boursier américain, a-t-on appris jeudi auprès des autorités boursières... netoo.fr 15.08

Le coeur a ses raisons que la raison ignore, non, c'est l'inverse.

Cisco (télécoms américain), 10 milliards de profits (+...24%), 4.000 postes en moins : « on dirige avec son esprit, pas avec son coeur" (DG) latribune.fr 15.08

ACTUALITÉ DU JOUR

Bancocratie.

Y aurait-il plus naïf que nos dirigeants ? La preuve que oui.

Précisions : Le titre de l'article de *La Tribune* ci-dessous est à lire... après coup ! Ils ne seraient pas risqués à pondre ce genre d'article plus tôt, ils ont attendu que la politique des banques centrales soient contestée pour leur emboîter le pas quelques années plus tard, si on n'y prêtait pas garde on pourrait les prendre pour des démocrates ces journalistes... aux ordres.

Et on constatera que ces journalistes économistes n'ont toujours pas pris la mesure, que la fonction des discours des banquiers centraux était justement de tromper ou d'endormir le bon peuple et les naïfs dont ils font partie, pendant qu'ils cagouillaient au profit des principaux banquiers qui profitaient de l'occasion pour renforcer leurs positions ou en tirer profit sur le plan politique.

1- Idée reçue : « *les banquiers centraux sont des gens sérieux* » - latribune.fr

Qui peut prétendre être plus sérieux qu'un banquier central ? Les hauts financiers sont rarement des joyeux drilles, et pèsent leurs mots, et, qui plus est, quand on a la responsabilité de la politique monétaire, autrement dit de la bonne marche de l'économie, de toute la zone euro, comme l'ont les dirigeants de la Banque centrale européenne, on ne se laisse pas aller à divaguer. Tout un chacun en est donc persuadé, les banquiers centraux, d'Europe ou d'Amérique du Nord, sont on ne peut plus fiables, aussi bien dans leurs actions que leurs propos. Et pourtant...

Quand, en juin 2010, le journal italien *La Repubblica* demande à Jean-Claude Trichet, alors à la tête de la BCE, s'il existe un risque de récession et de déflation, à la suite des coupes claires dans les budgets des pays en crise, il a une réponse tranchée. Sans appel. « *L'idée que des mesures d'austérité puissent provoquer une stagnation est fausse* », affirme-t-il. Vraiment, lui demande-t-on ? « *Oui* », répond Trichet, qui ne doute pas un instant.

« *En fait, dans ces circonstances, tout ce qui peut aider à accroître la confiance des ménages, des entreprises et des investisseurs dans la viabilité des finances publiques est bon pour la croissance et la création d'emplois. Je crois fermement que, dans les circonstances actuelles, les politiques inspirant la confiance vont renforcer la reprise économique, pas la gêner, parce que la confiance est aujourd'hui le facteur déterminant* ».

Comment un expert en économie a priori aussi sérieux et reconnu que l'ex président de la BCE a-t-il pu se tromper à ce point ? D'où peut provenir un tel aveuglement ? Pourtant, Jean-Claude Trichet est alors un personnage... central dans la conduite de la politique économique. En fixant les taux d'intérêt, et le niveau de liquidité bancaire, bref, en déterminant, en toute indépendance s'agissant de la BCE, la politique monétaire, il détermine largement la conjoncture, avec les autres gouverneurs.

On pourrait penser que, s'ils peuvent s'enfoncer dans l'erreur dans le domaine de la politique budgétaire, au moins sont-ils d'une compétence imparable dans leur domaine propre, celui de la finance... En fait, c'est loin d'être toujours le cas.

Ainsi, Alan Greenspan, à la tête de la Fed explique-t-il en octobre 2005 que les crises financières sont désormais improbables. Pourquoi ? Parce que la dérégulation, « *associée à certaines technologies novatrices, a stimulé l'élaboration de produits financiers tels que les titres adossés à des actifs, les obligations structurées adossées à des prêts et les dérivés sur événement de crédit (CDS) qui permettent une meilleure dispersion du risque...* ».

Le banquier central fait là l'éloge d'instruments qui contribueront en fait puissamment à la crise financière, quelques mois plus tard... Il est très loin d'une telle préscience de la crise, quand il évoque au contraire « *des instruments de plus en plus complexes* » ayant « *contribué à la création d'un système financier bien plus flexible, efficace et donc plus résilient que celui qui existait voici à peine un quart de siècle* ».

Bref, les crises financières appartiennent au passé, affirme Greenspan. 22 mois plus tard, une des plus dévastatrices de l'histoire économique commençait... latribune.fr 14.08

Vous ne vouliez tout de même pas qu'ils vous révèlent quelle stratégie l'oligarchie financière avaient élaborée pour s'en mettre plein les poches pendant qu'elle était en train de pomper la plus-value de l'économie productive, mettre à genoux les Etats européens...

A lire en ayant à l'esprit les mille milliards de dollars qu'elles ont reçus de la BCE, et les paradis fiscaux dans lesquels elles ont toutes des comptes ou reposent, transitent, se volatilisent des centaines de milliards de dollars.

2- Les grandes banques européennes sortent du long tunnel de la crise - lesechos.fr

Leurs efforts pour améliorer la solvabilité et réduire les coûts ont payé. (Un métier de forçat que banquier ! - ndlr)

Les bénéfices nets repartent globalement à la hausse au deuxième trimestre malgré un environnement économique peu porteur. (Tous les signaux de l'économie sont au rouge, mais les bénéfices des banques repartent à la hausse, quoi de plus normal ; d'ailleurs quand on est journaliste économique aux ordres, on ne prête pas attention à ce genre de préoccupation qui se traduit par un chômage de masse, seul le sort des banquiers vous intéresse. -ndlr)

La spirale négative a finalement été enrayée. Les banques européennes retrouvent à la mi-2013 un peu de sérénité. Aucune mauvaise nouvelle ne les a fait replonger depuis le naufrage grec et la crise des dettes souveraines en 2011. Les grands établissements ont ainsi publié des résultats globalement en hausse au deuxième trimestre. « *Il ne faut pas crier victoire trop tôt, prévient Alex Koagne, analyste chez Natixis. Les banques continuent les efforts pour améliorer leur solvabilité, en réduisant la taille de leurs bilans et en mettant leurs résultats en réserve. Le niveau de provision a tendance à baisser, notamment en France, mais on constate aussi, par exemple en Italie, une remontée du coût du risque.* » (Quant au hors bilan qui sert à la spéculation, n'en parlons pas ! - ndlr)

Les banques françaises ont créé la surprise avec des résultats meilleurs qu'attendu. Après une année 2012 particulièrement difficile, Crédit Agricole SA, la structure cotée du groupe mutualiste, a ainsi multiplié son bénéfice net par plus de 12 au deuxième trimestre 2013. Tous les établissements de l'Hexagone sont parvenus à renforcer leurs structures financières et se sont lancés dans des programmes de réduction de coûts, sans couper massivement dans les effectifs. (Quand on vous disait que le gouvernement Hollande-Ayrault était le gouvernement des banques, personne ne voulait nous croire, sauf les banquiers ! Ils sont moins cons que nous ! - ndlr)

Des cures d'amaigrissement beaucoup plus agressives se sont en revanche multipliées à travers le continent. Ainsi, le britannique HSBC a fermé ou cédé 11 activités depuis le début de l'année et vise d'ici à 2016 une réduction d'effectifs de près de 20 % entre 2011 et 2016. Son concurrent RBS, nationalisé après son sauvetage, a réduit son bilan de 900 milliards de livres depuis 2008, au prix de 41.000 suppressions de postes. Mais au premier semestre, Royal Bank of Scotland est repassé dans le vert. (Les banques ont fermé plus de 7.000 agences et supprimer effectivement des dizaines de milliers de postes, mais c'était pour la bonne cause, normal de la part du journal patronal Les Echos - ndlr)

Même les banques allemandes, durablement secouées par les crises financières, donnent des signes de redressement. Le bénéfice net de la première d'entre elles, Deutsche Bank, a certes été divisé par deux au deuxième trimestre en raison de nouvelles provisions liées à des litiges juridiques (Libor, etc.). Les investisseurs ont toutefois apprécié les efforts de Commerzbank pour améliorer sa solvabilité ainsi que son plan de restructuration. Quant aux deux géants bancaires espagnols, Santander et BBVA, ils cumulent leurs puissants relais de croissance au Mexique et en Amérique du Sud à une forte baisse de leurs provisions en Espagne. (Au diable les tripatouillages du Libor, l'essentiel c'est que ça baigne pour les banquiers ! - ndlr)

Reste que les banques ne peuvent pas s'appuyer sur la croissance, dans un environnement européen récessif. Dans un contexte économique et réglementaire très contraint, comment les établissements pourront-ils améliorer leur rentabilité ? « *Dans le sillage des taux américains, on pourrait assister à une "pentification" des taux d'intérêt en Europe, c'est-à-dire que les taux longs augmenteraient plus vite que les taux courts, anticipe Alex Koagne. Cela se traduirait par une hausse des revenus nets d'intérêt, qui représentent 50 à 60 % des revenus des banques.* » (Ils contrôlent tous les rouages de l'économie, donc elles devraient s'en tirer, non ? - ndlr) lesechos.fr 14.08

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Egypte

Des centaines de partisans des Frères musulmans égyptiens ont incendié un bâtiment officiel jeudi au Caire, tandis que des familles tentaient d'identifier des centaines de corps, au lendemain des violences qui ont fait au moins 623 morts et des milliers de blessés dans tout le pays selon le dernier bilan officiel.

A Alexandrie, la deuxième ville du pays, plusieurs centaines de personnes ont manifesté contre le démantèlement dans la violence la veille des campements installés par les Frères dans la capitale.

Ils ont réclamé le retour au pouvoir de l'ancien président Mohamed Morsi, issu de la confrérie, déposé le 3 juillet par l'armée et dont la détention a été de nouveau prolongée jeudi pour un mois.

Le ministère de l'Intérieur a lui prévenu que les forces de sécurité tireraient à balles réelles contre ceux qui s'en prendraient à elles ou à des bâtiments officiels, au lendemain de la proclamation de l'état d'urgence par les autorités.

Les partisans des Frères musulmans estiment que le véritable bilan des assauts des forces de sécurité est bien plus élevé que les 623 morts annoncés par le ministère de la Santé, certains évoquant 3.000 morts, alors que Reuters a compté 228 corps calcinés par le feu, entreposés dans la seule mosquée Al Iman, dans le nord-est du Caire.

Dans cette mosquée convertie en morgue improvisée, des familles tentaient d'identifier des corps mutilés ou carbonisés. A l'extérieur, plusieurs milliers de personnes manifestaient en criant: "*L'armée et la police ont les mains sales*".

Toute vérification indépendante du bilan était impossible en raison de l'ampleur prises par les violences dans de nombreuses villes égyptiennes.

Gehad el Haddad, porte-parole des Frères musulmans, a déclaré à Reuters que le mouvement avait subi "un coup sévère" mais que la colère suscitée en son sein par la répression était désormais "*incontrôlable*".

"Après les coups, les arrestations et les massacres que nous subissons, l'émotion est trop forte pour être canalisée par qui que ce soit", a-t-il ajouté, alors que les obsèques de nombreuses victimes des violences de mercredi devraient donner aux partisans de la confrérie de multiples occasions de se réunir lors des prochains jours.

Dans le quartier de Gizeh, des partisans de Morsi ont mis le feu dans l'après-midi à un bâtiment du gouvernement.

Le calme était revenu dans la soirée dans la capitale égyptienne alors qu'en plus de l'état d'urgence, les autorités ont décrété un couvre-feu de 19h00 locales (17h00 GMT) à 06h00 dans onze des 27 provinces du pays, dont celle du Caire et de treize autres grandes villes.

Une source militaire a déclaré que les autorités ne toléreraient plus aucun sit-in comparable aux deux campements démantelés mercredi mais que des manifestations pourraient avoir lieu en dépit de l'état d'urgence.

L'attitude du nouveau pouvoir a suscité des condamnations fermes dans le camp occidental, qui avait tenté en vain jusqu'à la dernière minute de favoriser une solution négociée.

Interrompant ses vacances à Martha's Vineyard, le président américain Barack Obama a déploré "*les violences exercées contre les civils*" et demandé la levée de l'état d'urgence. Il a également annulé les manœuvres militaires égypto-américaines prévues le mois prochain en Egypte, sans exclure d'autres mesures.

Chuck Hagel, secrétaire d'Etat à la Défense, a prévenu par téléphone Abdel Fattah al Sissi que des "*éléments importants*" des relations militaires entre les deux pays risquaient d'être affectés, et le département d'Etat américain a annoncé qu'il réétudiait l'aide des Etats-Unis à l'Egypte "*sous toute ses formes*".

Chuck Hagel a néanmoins assuré Abdel Fattah al Sissi que le Pentagone maintiendrait des relations militaires avec l'Egypte, malgré l'annulation de l'exercice bilatéral.

De son côté, le président français François Hollande a convoqué l'ambassadeur d'Egypte en France et appelé à la levée de l'état d'urgence, estimant que "*tout doit être mis en oeuvre pour éviter une guerre civile*".

Le Conseil de sécurité des Nations unies devait se réunir ce jeudi pour faire le point sur la situation en Egypte, à la demande de la France, du Royaume-Uni et de l'Australie. Un représentant de Catherine Ashton, porte-parole de la diplomatie de l'Union européenne (UE), a annoncé que plusieurs diplomates européens se réuniraient lundi, en vue d'un sommet exceptionnel des ministres des Affaires étrangères sur la crise égyptienne.

Dans le camp arabe, les Emirats arabes unis ont en revanche apporté leur soutien à la répression, jugeant que le pouvoir égyptien avait fait preuve d'un "*self-control maximum*".

Avec l'Arabie saoudite et le Koweït, les EAU ont promis une aide de 12 milliards de dollars à l'Egypte immédiatement après le renversement de Mohamed Morsi afin de surmonter des pénuries imminentes d'essence et de blé.

La dégradation de la situation pourrait avoir de nouvelles conséquences économiques: plusieurs multinationales, comme Electrolux, Royal Dutch Shell ou General Motors, ont interrompu leur production dans le pays jusqu'à nouvel ordre. Reuters 15.08

Les multinationales organisent le look out pour faire monter encore la pression...

SOCIAL

1- Etats-Unis

L'emploi US, pas aussi rose qu'il y paraît...

Sur les 162 000 emplois créés aux Etats-Unis en juillet, seulement 35% étaient à plein temps. Le site Zero Hedge a noté que les chiffres de juin étaient tout aussi inquiétants : les emplois à temps partiel ont explosé de 360 000, tandis que les emplois à plein temps ont chuté de 240 000. Ces chiffres viennent des données du BLS.

Il y a pire : 60% des emplois créés en juillet sont allés à des travailleurs âgés de plus de 55 ans. Seuls 15 000 ont été créés pour des travailleurs de 25 à 54 ans. Sur les quatre dernières années, l'emploi des plus jeunes a semblé ne faire qu'empirer. Les travailleurs entre 16 et 54 ans ont encore des millions d'emplois à récupérer suite au credit crunch de 2008.

Les Etats-Unis se transforment lentement en une nation de cuisiniers de fast-food et manutentionnaires — pour la plupart des seniors en "*retraite active*". Les implications pour l'économie sont graves.

La hausse vertigineuse des coûts de santé pour les entreprises est en partie responsable de cet état de fait : la loi (coûteuse) dit en effet que les employés travaillant plus de 30 heures par semaine doivent automatiquement bénéficier d'une couverture santé. Cela pèse sur l'embauche de travailleurs à plein temps, surtout dans les petites entreprises. Même le sénateur Max Baucus, l'un des architectes de cette loi, a déclaré "*je vois un gigantesque déraillement nous arriver droit dessus*", durant une audience le 17 avril.

La loi est en train d'être mise en place — elle le sera pleinement à partir du 1er janvier 2014 — et la majeure partie de l'économie continuera de souffrir. la-chronique-agera.com 07.08

2- Afrique du Sud

Le groupe minier sud-africain Sibanye Gold a annoncé jeudi qu'il prévoyait de supprimer 1.600 postes pour améliorer sa compétitivité dans l'exploitation des mines d'or.

Le sud-africain Gold Fields, parmi les plus importants producteurs d'or du monde, avait introduit en début d'année sur le Johannesburg Stock Exchange cette nouvelle société, Sibanye Gold, après une vague de grèves sauvages.

La nouvelle entreprise a déclaré vouloir revoir l'ensemble de ses activités pour accroître la "*durabilité*" de ses opérations.

Il s'agit de "*réduire les frais généraux*" et d'"*augmenter les rendements des opérations*", a déclaré le directeur général, Neal Froneman.

Mardi, les syndicats de mineurs sud-africains ont rejeté une nouvelle offre d'augmentation salariale de 5,5%, menaçant de nouveau de grèves ce secteur crucial de l'économie sud-africaine.

Le puissant syndicat Num, qui représente plus de 64% des mineurs du secteur, et l'organisation plus modeste Solidarity ont jugé que cette nouvelle proposition du patronat était inacceptable. Le Num demande une revalorisation de 60% des salaires, tandis que son rival l'AMCU exige une hausse de 150%. AFP 15.08

ECONOMIE

Grande-Bretagne

Y'aurait-il une bulle immobilière menaçante au Royaume-Uni ? Certains experts le craignent au regard des chiffres publiés ce mardi par l'organisme spécialisé dans l'immobilier Royal Institution of Chartered Surveyors (RICS). Il anticipe une hausse des prix de l'immobilier à venir d'une ampleur jamais vue depuis 2006, selon le quotidien les Echos. Ce dernier ajoute que le nombre de ménages se renseignant pour acheter une maison a pour sa part connu sa plus forte hausse en 4 ans. Enfin, selon le spécialiste en crédit immobilier Halifax, le prix des logements au Royaume-Uni a bondi de 4,6 % en juillet, soit la plus forte hausse depuis 3 ans.

Tous ces chiffres s'expliquent en grande partie par deux mesures prises par Londres ces derniers mois. En juillet 2012, le gouvernement anglais a lancé un plan de soutien au financement de l'économie dans son ensemble nommé "Funding for lending" par le biais de la Banque d'Angleterre. Il permet notamment aux ménages souhaitant acheter de bénéficier d'un prêt à taux zéro de 20% maximum de la valeur du bien, sous condition d'un apport minimum de 5%.

En mars 2013, le gouvernement anglais a ensuite annoncé son plan "*Help to buy*" destiné à garantir des prêts aux primo-accédants, et ciblant spécifiquement le marché immobilier en deçà de 600.000 livres (700.000 euros), dans l'immobilier neuf, et quelques mois plus tard dans l'ancien. En parallèle, le niveau des taux d'intérêt des crédits immobiliers a baissé jusqu'à 2.90% en mai, contre 3,25% en octobre dernier. latribune.fr 14.08

Résultat, les prêts immobiliers sont en forte hausse. Ils ont cru en mai de 19,7% à 58.242 unités, selon une étude de Standard & Poor's datant du 25 juillet. L'agence tempère cependant ces données en indiquant que le nombre de prêts accordés atteint "*à peine la moitié de ce qui a été constaté en 2006-2007*".

L'agence de notation voit tout de même la hausse des prix prospérer outre-manche, du fait de la faiblesse de l'offre et du fort soutien à la demande. S&P a ainsi rehaussé ses prévisions de prix pour 2013 et 2014 : "*Nous nous attendons maintenant à ce que les prix augmentent de 2,5% cette année et de 2,0% en 2014, alors que nous prévoyions des hausses de respectivement 1,5% et 1,0% dans nos prévisions publiées au deuxième trimestre*", indiquait l'agence le 25 juillet dernier. Elle a ajouté que les prix de l'immobilier étaient surévalués de 25% outre-manche. La bulle y est peut-être plus proche qu'on ne le pense...

[Haut de page ↗](#)

Le 17 août 2013

CAUSERIE

Je rajouterai un douzaine de nouveaux articles ce soir.

Hypocrisie, rouerie, flatterie font bon ménage quand on veut se persuader qu'on a raison en faisant l'économie d'une réflexion approfondie et imposer son point de vue aux autres, n'est-ce pas ? C'est la méthode la plus communément répandue qui a l'art de faire des merveilles en pourrissant tout ce qu'elle touche, à commencer par soi, mais comme on sera le dernier à s'en apercevoir tout va bien !

En forme ce samedi matin, n'est-ce pas, je viens de me coltiner les infos d'hier. Allez on se détend un peu, c'est le week-end.

[Qu'est-ce qu'il peut bien y avoir dans le cerveau atrophié et "névrosé" d'un sociologue ?](#)

- Petites névroses modernes : Les ados capillo-centrés - lemonde.fr

- "*C'est encore à son cheveu qu'on différencie un homme distingué d'un savant fou, un enfant soigné d'une teigne qui se peigne avec un clou, un jeune homme ou une jeune fille "propres sur eux", d'un ado en crise*", souligne le sociologue Michel Messu, auteur d'Un ethnologue chez le coiffeur (éd. Fayard, 2013)

Gageons que ce sociologue est un adepte des soins capillaires les plus raffinés, à moins qu'il ne soit chauve, la lobotomie fait parfois des ravages à l'extérieur.

Vaut mieux être un "savant fou" qui sort des sentiers battus plutôt qu'un "homme distingué" trop propre sur lui pour être honnête, une "teigne" qui bien dirigé deviendra une graine de rebelle plutôt qu'un "enfant soigné" tout droit sorti des couches de sa mère et qui deviendra un salarié modèle ou un serviteur de l'Etat bien discipliné, un "ado en crise" qui cherche sa voie plutôt qu'un "jeune homme ou une jeune fille "propres sur eux" qui feront de bons sujets ou des petits chefs tyrannisant leurs subalternes, bref, vaut mieux encore l'indépendance d'esprit que la convenance qui se complait dans le superficiel.

- Dans une étude réalisée en 2007, le sociologue Olivier Galland constatait que, chez les jeunes, le look arrivait, avec 23 %, en deuxième position des causes de stigmatisation... derrière le poids et la taille, mais bien avant la façon de parler, la situation familiale, les origines.

Normal, puisque l'apparence ou l'ignorance fait office de conscience dans votre société. Les relations furtives ne reposent que sur les apparences, même les sentiments en sont absents.

- "La coiffure signe un style, relève Monique Le Dolédec. Elle permet d'entrer dans un cercle d'apparence." "De la virilité ou de la féminité, de la jeunesse ou de la maturité, de la conformité ou de la protestation, de l'originalité ou du suivisme, dans tous les cas, le cheveu représente un objet de signification", écrit Michel Messu. lemonde.fr 16.08

Tout morphème ou phonème ou objet est porteur de signification, il est très fort !

Dites-moi docteur est-ce grave, que dois-je faire : quand il fait chaud j'ai de préférence les cheveux plus courts que l'hiver, l'été je pourrais passer pour un expatrié et l'hiver pour un hippie post-soixante-huitard attardé ? J'ai une idée, je vais adopter la cagoule, la burqa ou le niqab !

Vous vous n'échapperez pas au cercle de la connerie qui a la forme d'une spirale sans fin, et cela c'est du solide ! Si vous voulez mesurer l'épaisseur des connaissances d'un sociologue, inutile de vous munir d'un instrument de mesure encombrant, elle est aussi fine que la couche superficielle des apparences qui sert à leurs analyses. Ne grattez pas au-delà, vous pourriez vous esquinter un ongle pour rien et avoir besoin d'une manucure pour vous rendre votre apparence originelle... ou originale.

Votre société passe son temps à faire une fixation sur le physique des hommes et les femmes et à les complexer, il est donc pratiquement normal qu'ils se sentent mal dans leur peau ou qu'ils y attachent une importance parfois démesurée. Et que dire quand on commence à se sentir vieillir ou devenir vieux, quelle horreur, on n'ose même plus se regarder dans un miroir !

On n'est pas prêt de passer du règne de la nécessité à celui de la liberté !

Les apparences en guise de conscience, on ne peut imaginer matière plus volatile ou futile, donc impossible à saisir.

[Si vous tenez à votre bien-être, alors détournez-vous de Facebook, ce n'est pas la "vraie" vie !](#)

- "Facebook ne rend pas plus heureux" - Le Monde 15.08

"En surface, Facebook fournit une ressource précieuse pour remplir le besoin de base des hommes d'avoir des liens sociaux", constate Ethan Kross, psychologue de l'Université du Michigan (nord) et principal auteur d'une étude parue dans le journal scientifique PLOS. "Mais plutôt que d'améliorer le bien-être des gens, l'utilisation de Facebook a l'effet inverse : elle l'empire", souligne-t-il.

L'enquête a été menée auprès de 82 jeunes adultes disposant de smartphones et de comptes Facebook. Les chercheurs ont tenté d'évaluer leur bien-être en leur envoyant des textos cinq fois par jour durant deux semaines pour leur demander s'ils se sentaient seuls ou inquiets, combien de fois ils avaient visité le réseau social et communiqué "directement" avec d'autres personnes.

Les résultats ont montré "que plus les personnes utilisaient Facebook à un moment donné, moins elles se sentaient bien le moment d'après lorsque nous leur envoyions un texto", écrivent les chercheurs. "Plus elles (l')ont utilisé durant les deux semaines, plus leur degré de satisfaction dans la vie a décliné au fil du temps", ajoutent-ils.

A l'inverse, les interactions directes avec les gens, non par le biais des réseaux sociaux, ont conduit à améliorer ce bien-être personnel. "Ce sont des résultats de la plus haute importance parce qu'ils touchent au cœur même de l'influence que peuvent avoir les réseaux sociaux dans la vie des gens", souligne John Jonides, spécialiste des neurosciences à l'Université du Michigan, coauteur de l'étude.

Les scientifiques notent également que les personnes interrogées n'étaient pas plus enclines à utiliser Facebook lorsqu'elles se sentaient mal, bien qu'elles aient eu plus souvent recours au réseau social lorsqu'elles se sentaient seules.

Cette étude est publiée une semaine après une enquête de chercheurs britanniques pointant le fait que poster fréquemment des photos sur Facebook pouvait détériorer les relations humaines dans la "vraie" vie. Le Monde 15.08

Enfin les pieds sur terre ! Facebook participe du conditionnement psychologique (schizophrénique) des masses et de la destruction de tous les rapports sociaux dans la société. Facebook remplit la même fonction que les ONG, non pas à un niveau collectif mais individuel.

Facebook ne peut pas combler un vide ou un désert affectif, l'absence de relations sociales directes.

Il est d'autant plus nocif qu'on n'entreprendra rien pour combler cette carence, on s'habitue à vivre de la sorte, complètement atomisé dans la société, de plus en plus coupé de la réalité, le champ de nos relations avec le monde extérieur se réduisant au strict minimum obligatoire, notre lieu de travail et notre famille quand on n'est pas au chômage et qu'on a encore une famille.

Je boycotte Facebook, je suis totalement isolé dans mon trou en Inde, aussi je n'utilise Internet que pour actualiser le site et parfois pour chercher un renseignement utile, la composition d'un médicament par exemple, ou télécharger de la musique, sinon pour correspondre au lieu de passer par la poste.

J'ai pu comparer mon état après avoir envoyé un courriel à ma fille ou à sa mère ou après avoir parlé au téléphone avec elles, dans le cas du courriel cela ne me procurait aucun plaisir, alors qu'échanger quelques mots avec elles au téléphone me transportait de bonheur chaque fois ou de tristesse parce que nous sommes séparés.

Dans le premier cas il y a clairement absence d'émotions, on tape sur un clavier, on appuie sur une touche et c'est terminé, cela manque de musique, de poésie qui nous rend l'autre plus proche quand on entend le son de sa voix, cette voix qui exprime plus que ce qu'elle peut ou veut dire parfois...

[Et pendant ce temps-là... il y avait un philosophe pour vanter les mérites politiques des "réseaux sociaux"!](#)

- Michel Serres suggère de "*repenser la représentation politique*" - AFP 16.08

En 2025 : il sera mort d'ici là !

Le philosophe Michel Serres, reçu mardi par le Premier ministre pour parler de la France de 2025, s'est demandé s'il ne fallait pas, dans le monde hyperconnecté des réseaux sociaux, "*repenser la représentation politique*", vendredi sur France Inter.

Alors qu'on lui demandait s'il fallait supprimer l'Assemblée nationale, Michel Serres a estimé que ce n'était pas "*la question*".

"*La question c'est pas de la supprimer, c'est de savoir par quoi la remplacer. On ne peut pas supprimer quelque chose si on n'a pas la solution de remplacement*", a ajouté le philosophe, appelant plutôt à se pencher sur la notion de "*concentration*". AFP 16.08

On vient de voir ce qu'il en était de Facebook, alors qu'il nous soit permis de déclarer que dans le monde nécrosé des philosophes de nos jours, l'hyperphrénie tourne à l'hyperconnerie ! Il arrive un âge où la "*concentration*" rime avec le vide. J'ai eu l'occasion de lire plusieurs articles ces derniers mois dans lesquels figuraient des déclarations de Michel Serres qui se terminaient invariablement de la même manière quand on lui demandait concrètement qu'est-ce qu'il proposait : rien ! C'est Onfray avec 35 ou 40 ans de plus !

Diluer le pouvoir politique pour le faire disparaître ou plutôt faire disparaître totalement nos droits politiques, c'est en bonne marche. Mais il est vrai qu'avec un peu d'imagination il serait possible d'accélérer ce processus, le traité de marché unique transatlantique y contribuera assurément, car une fois nos droits sociaux liquidés ou soustraits au pouvoir politique, à quoi bon posséder encore des droits politiques ?

ACTUALITE EN TITRES

[Il y a des hauts...](#)

- Hausse de près de 5% du marché automobile européen en juillet - Reuters

- Hausse de 5,9% des mises en chantier en juillet aux Etats-Unis - Reuters
- Excédent commercial de 17,3 milliards en juin dans la zone euro - Reuters

... il y a des bas...

- Inde: record de faiblesse pour la roupie, la Bourse s'effondre - AFP

[L'internationales des barbares provocateurs se mobilisent.](#)

- Le Hamas et les islamistes à Amman et à Khartoum manifestent pour Morsi - AFP

ACTUALITÉ DU JOUR

[Pas un cierge, pas une voix : A bas le PS, mobiliation générale de la gauche contre le gouvernement social-libéral-impérialiste et sa politique réactionnaire !](#)

Harlem Désir, Premier secrétaire du Parti socialiste, a appelé la gauche "*à l'offensive contre le chômage, contre la résignation, contre la droite et l'extrême droite*", vendredi sur i>TELE.

"*J'appelle à une mobilisation générale en cette rentrée de la gauche, j'appelle la gauche à l'offensive, offensive contre le chômage, contre la résignation, contre la droite et l'extrême droite*" en vue des élections municipales de mars 2014, a lancé M. Désir.

"*Il faut faire attention à l'extrême division à gauche (...), ça serait un boulevard pour Copé et Le Pen aux prochaines élections municipales*", a-t-il dit. AFP 16.08

Toute alliance ou collusion avec le PS, toute adresse en sa direction constitue une trahison, un soutien au régime.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Bahreïn

Des affrontements ont opposé dans la nuit de jeudi à vendredi des manifestants à la police dans des villages chiites de Bahreïn, où les forces de l'ordre avaient empêché cette semaine la tenue de rassemblements contre la monarchie sunnite, selon des témoins.

"*A bas Hamad*", scandaient les manifestants, en référence à Hamad ben Issa Al-Khalifa, le roi issu de la dynastie sunnite des Al Khalifa qui règne à Bahreïn, dont la majorité de la population est chiite.

Les manifestants ont lancé des pierres et des cocktails Molotov sur les policiers qui ont riposté à coups de grenades lacrymogènes, de bombes assourdissantes et de tirs à la chevrotine, ont indiqué ces témoins sans faire état de victimes.

La police avait empêché mercredi des manifestants de répondre à un appel d'un groupe de l'opposition chiite, Tamarrod, de se rassembler près de l'ambassade américaine à Manama pour protester contre le pouvoir.

Le groupe bahreïni Tamarrod s'inspire du mouvement égyptien du même nom, à l'origine d'une mobilisation monstre dans la rue ayant conduit l'armée à déposer début juillet le président islamiste Mohamed Morsi.

Bahreïn, seule monarchie du Golfe dont la majorité de la population est chiite, est secoué par des troubles depuis février 2011.

Selon la Fédération internationale des droits de l'Homme (FIDH), au moins 80 personnes ont été tuées depuis le début de la contestation animée par les chiites contre la dynastie des Al-Khalifa. AFP 16.08

2- Turquie

Le premier ministre atlantiste de Turquie commence à avoir de sérieux problèmes qui font écho à son suivisme servile envers Washington dans le dossier syrien : le 7 août, le premier ministre a tenu une réunion urgente en présence du chef du renseignement turc MIT pour examiner le transfert de "*grande quantité de gaz sarin depuis la Libye vers la Turquie.*" Cette substance se trouve actuellement (le 7 août) en Georgie et en Bulgarie et ce transfert doit être suivi de près, a affirmé le chef de MIT à cette réunion. A l'annonce de cette nouvelle, le PM Erdogan aurait été pris de panique (!!) et aurait recommandé le transfert de ces renseignements à la partie russe et à l'UE.

Erdogan aurait dit que l'emploi de cette substance chimique sera catastrophique pour la Turquie beaucoup plus que pour le régime Assad.

Il y a deux mois les forces de sécurité turques ont arrêté les membres d'Al Nosra en possession de deux kilogrammes gaz sarin à Adena. A l'époque la Russie avait exigé des explications à la Turquie. french.irib.ir 16.08

ECONOMIE

Inde

La roupie indienne a atteint vendredi un nouveau record de faiblesse face au dollar américain et la Bourse de Bombay a perdu près de 4%, signes de la défiance croissante des investisseurs à l'égard de l'économie du pays.

La roupie, qui affiche une des plus fortes baisses des grandes monnaies asiatiques cette année (-13% depuis janvier), est descendue à un nouveau plus bas de 62,03 roupies pour un USD sur le marché des changes.

La Bourse de Bombay a perdu 3,97% en clôture, sa plus forte baisse sur un seul jour depuis septembre 2011.

"Les inquiétudes sur la roupie se répercutent sur la Bourse et les inquiétudes sur la Bourse se répercutent sur la roupie. C'est un cercle vicieux", a déclaré un responsable du gouvernement à l'agence Press Trust of India, sous couvert de l'anonymat.

Depuis le 1er juin, les fonds étrangers ont retiré quelque 11,58 milliards de dollars (8,68 milliards d'euros) en actions et titres sur la dette, selon les statistiques officielles, en raison des inquiétudes grandissantes sur la faiblesse de l'économie indienne et la paralysie des réformes.

Pour Param Sarma, responsable du cabinet NSP Forex, *"il y a une absence totale de confiance sur les marchés. La crainte est que les mesures de la RBI (la Banque de réserve indienne) ne vont pas pouvoir soutenir la roupie"*.

Mercredi encore, la banque centrale a institué un nouveau train de mesures pour contrôler les sorties de devises du pays, afin de réduire le déficit courant et enrayer la dépréciation de la monnaie.

Les entreprises indiennes ne peuvent désormais investir à l'étranger que 100% de leur valeur nette, contre 400% auparavant. Et les Indiens résidant dans leur pays ne pourront plus à l'avenir sortir du pays plus de 75.000 dollars par an, contre 200.000 précédemment.

Ces mesures *"ont inquiété car elles suggèrent qu'on peut apporter des capitaux en Inde mais qu'il est difficile de les en retirer"*, a noté Sonam Udasi, chef de la recherche chez IDBI Capital. Les investisseurs estiment que *"les choses ne vont pas bien actuellement"* malgré le potentiel de forte croissance du pays, a-t-il ajouté.

Quelques jours auparavant, le gouvernement avait annoncé des restrictions pour freiner les importations de pétrole et d'or, deux postes qui grèvent le déficit courant du pays.

Le ralentissement de la croissance (à 5% sur l'année budgétaire 2012/13, taux le plus faible depuis dix ans), la faiblesse des exportations, la sortie des capitaux étrangers ainsi que le déficit courant (mesure la plus large des flux commerciaux) sont à l'origine des déboires de la monnaie indienne.

Les investisseurs, étrangers et nationaux, se plaignent aussi, depuis des mois, d'un agenda des réformes à l'arrêt, le gouvernement semblant préférer le statu quo avant les élections générales au printemps 2014.

La demande sur le dollar s'est également accrue dans la perspective d'une politique monétaire américaine moins accommodante au moment où l'économie américaine se reprend, notent les analystes.

Conséquence de la glissade de la roupie, une inflation qui s'accélère. Elle a atteint 5,79% en juillet, sur un an. Pour les seuls produits alimentaires, elle était de 9,74%.

Dans ces conditions, une baisse des taux d'intérêt par la Banque centrale paraît peu probable, malgré la volonté du gouvernement de relancer la croissance. Une nouvelle baisse des prix risquerait en effet de peser encore un peu sur la roupie, doper les prix des produits importés et gonfler l'inflation, notent les économistes. AFP 16.08

C'est l'"agenda des réformes à l'arrêt" qui explique en partie cette situation, le FMI les réclame à cor et à cri. Et puis, comme en Chine ou en Russie, l'endettement de la classe moyenne la conduit à l'asphyxie, son pouvoir d'achat n'est pas illimité. La classe ouvrière est aussi très endettée, les fortes augmentations de salaires sont pratiquement annulées par l'inflation galopante. Le taux du crédit à la banque tourne autour de 12 à 16% pour l'achat d'un terrain ou la construction d'une maison, acheter à crédit est une ruine.

Heureusement que Manju (mon épouse) va bientôt arriver avec des euros !

On thésaurise, on ne fait aucune dépense inutile et on économise ce qui nous reste en fin de mois, placé à la banque entre 8 et 9% d'intérêts par an, cet argent permet d'amortir l'inflation en dehors de tout salaire ou retraite. Avec 6 millions de roupies en banque on pourrait nous croire riche, alors qu'en réalité on est locataire et on a un revenu qui nous situe dans la tranche la plus basse de la classe moyenne. On s'en sort parce qu'on ne balance pas le fric par la fenêtre, pas de resto, pas de vacances, pas de sorties (lesquelles d'ailleurs ?), pas d'achat de CD, livres ou je ne sais pas, côté fringue le minimum, même sur la bouffe on économise, le mouton, le porc, le foie de volaille, le requin ou le saumon, les grosses crevettes sont devenus hors de prix, alors on s'en passe, et pas de bagnole évidemment, pour quoi faire ? J'ai renoncé à changer de moto, elle va avoir 10 ans. Même sur le pinard j'économise, cinq à six bouteilles par an et encore.

Non seulement il n'y a aucun capitaliste qui m'exploite depuis 1996, et en plus je suis un médiocre consommateur, j'ai tous les défauts, il n'y a que l'Etat qui s'enrichit sur mon dos (donc les capitalistes, merde !) en me versant 8,5% d'intérêts et en prêtant mon fric aux alentours de 15%.

[Haut de page ↗](#)

Le 18 août 2013

CAUSERIE

J'ai actualisé partiellement le site, la suite demain et ce soir seulement de nouveaux articles.

Je suis désolé d'être obligé d'adopter une fois de plus un ton vindicatif, mais c'est l'actualité qui s'y prête. Je vous assure que je suis tout à fait calme, serein, posé, pas le moins du monde énervé, je suis trop épuisé pour cela, je préférerais me consacrer tranquillement à d'autres questions, mais je me sens obligé d'intervenir pour vous livrer des réflexions que je ne trouve pas ailleurs, ce que j'ai lu ne me convient pas.

Egypte

Je n'ai pas eu le temps d'intervenir sur l'Egypte.

Nous condamnons la violente répression déclenchée par l'armée, ainsi que les Frères musulmans qui se servent des masses les plus arriérées comme boucliers humains entre eux et l'armée d'une part, et pour s'attaquer aux masses qui s'étaient mobilisées par millions pour exiger le départ de Morsi pour n'avoir pas répondu à leurs revendications sociales, et pour avoir confisqué le pouvoir politique afin d'imposer un régime théocratique islamiste, archaïque, ultra réactionnaire, renvoyant la société égyptienne des siècles en arrière, ce que les masses ont majoritairement rejeté d'autre part. Morsi était un produit de Washington au même titre que l'armée égyptienne, leur alliance a volé en éclat provisoirement du fait de la mobilisation des masses, tandis que les autres partis démocratiques laïcs se reconnaissent dans l'armée, il n'y a donc pas d'issue dans un sens ou dans l'autre pour les masses égyptiennes, le régime va être obligé de leur faire des concessions (sociales) s'il veut rétablir l'ordre. On poursuivra plus tard je n'ai plus le temps.

Autre chose. Silence, chut !

Ceux qui adoptent le silence en guise de réponse aux conflits nés de certains rapports sociaux, pratiquent un jésuitisme ignoble qui consiste à laisser dire et faire, tout en comptant tirer profit de l'affrontement entre les différents protagonistes, ce qui explique pourquoi ils se refusent à prendre position. C'est évidemment la pire méthode, la plus démagogique et la moins pédagogique qui ne rendra service à personne à part eux-mêmes.

Personnellement elle m'inspire un profond dégoût, et qu'on ne vienne pas nous dire que ces questions n'auraient rien à voir avec la lutte des classes ou l'éducation des masses, la nécessité d'élever leur niveau de conscience politique.

Parole d'internaute. La valse des hypocrites

1- "*Valls chasse plutôt sur les terres des frères musulmans...*"

Exactement lorsqu'il refuse de trancher et estime que les islamistes radicaux auraient des circonstances atténuantes...

2- "*Mélenchon, dernier des Bolcheviks, crétin de luxe, devrait savoir que ce sont les pauvres qui subissent l'insécurité. Les "patrons du CAC 40" chers au Front de Gauche n'ont pas de dealers dans leur hall d'immeuble. Liliane Bettencourt ne se fait pas arracher son sac à main dans les couloirs du métro. Les "riches" ne prennent pas de balle perdue dans les quartiers nord de Marseille. Il devrait la fermer !*"

Correction, renégat du bolchevisme auquel sans doute n'a-t-il jamais rien compris ou si peu. Quant à vos remarques elles sont pertinentes, justes, mais laissez-le s'exprimer, plus il l'ouvre plus il s'enterre lui-même, il nous dévoile sa véritable nature d'aventurier, de dangereux charlatan auquel les médias offrent généreusement une tribune.

Prenez ses déclarations hors et en périodes électorale, et vous constaterez qu'ils changent de discours tout en continuant de soutenir le régime, cela ne saute pas forcément aux yeux, il ne va quand même pas s'en vanter. En les lisant attentivement ou en examinant les positions prises par les sénateurs de son parti, on comprend pourquoi il n'est pas dans l'opposition au gouvernement. Vous me direz qu'il suffit de penser qu'en étant flanqué du PCF, c'est impossible qu'il soit sur une ligne de rupture avec le régime ou le capitalisme.

L'avantage de former une coalition, le FdG, c'est qu'ils se partagent les rôles, le PG et le PCF peuvent tenir des positions diamétralement opposées sans que leur coalition n'éclate parce que sur le fond, le soutien au régime, ils sont sur la même longueur d'onde. Du coup on comprendra qu'il ne s'agissait que d'une posture qui ne portait pas à conséquence. Par exemple sur la Syrie, le PCF dénonce l'intervention de l'impérialisme dans ce pays alors que le PG la soutient, dans ce cas de figure la position minoritaire du PCF se trouve neutralisée par celle majoritaire dans le pays qu'a adoptée le PG et le tour est joué, l'un et l'autre s'en accommode très bien parce qu'ils se foutent éperdument du sort du peuple syrien comme de celui en général des travailleurs, ce qui semblera excessif à certains, mais qui en dernière analyse est la seule explication plausible ou cohérente. Ils sont toujours prêts à s'allier avec des organisations issues du PS ou qui entretiennent des relations avec le PS, mais pas avec le POI ou même LO, pourquoi selon vous, sinon parce que le POI est sur une ligne de rupture avec l'UE qu'ils ne supportent pas, ils soutiennent l'Union européenne, la BCE, l'euro, on peut ajouter l'ONU.

Les populistes ou gauchistes vont recevoir une sévère raclée aux prochaines élections car les travailleurs dans leur immense majorité privilégient l'Etat de droit ou l'ordre et rejettent l'injustice et l'anarchie qui ne profitent toujours qu'à une minorité.

Les travailleurs qui sont victimes d'injustices ou qui considèrent que leurs droits sont bafoués, réclament ou attendent du législateur qu'il les protège davantage et non le contraire. C'est ainsi, cela correspond à leur niveau de conscience politique. Ils refusent qu'une minorité impose sa loi à la majorité, ils rejettent massivement à la fois la politique de Mélenchon et de Le Pen, le premier opposant les intérêts de la majorité face à une minorité en favorisant cette dernière, le second procédant à l'inverse en stigmatisant les minorités pour mieux s'attaquer à l'ensemble des travailleurs, ce que ces derniers ne percevront pas forcément clairement. Du coup, ils peuvent être tentés de pencher davantage du côté du FN, puisque le PG et le FdG (et l'extrême gauche, les gauchistes) se présentent comme les défenseurs des minorités en toutes circonstances il faut le préciser pour bien comprendre notre position, aveuglement ou sans faire preuve du moindre discernement contrairement aux travailleurs qui ne sont pas plus racistes que vous et moi, mais que le législateur, le gouvernement et ses alliés du FdG conduisent à le devenir, disons occasionnellement, eux seuls (le gouvernement et ces partis) en portent la responsabilité, celle de l'UMP, de l'UDI et du FN étant établie, comment dire, naturellement.

- Mélenchon (PG): Marine Le Pen "*a contaminé Manuel Valls*" - AFP

- "*Mme Le Pen est à deux doigts de gagner son pari. Non seulement, elle a séduit la plus grande partie de la droite mais elle a aussi contaminé Manuel Valls*", affirme l'ancien candidat à la présidentielle.

(Elle n'a pas eu besoin de le "*contaminer*", il l'était au départ mais pas dans le sens ou Mélenchon l'entend, on a le pire gouvernement sioniste de la Ve République, franc-maçon, les deux faisant la paire ou étant issus du même tonneau...

Ce n'est pas propre à Mélenchon ou au PG, tous les partis qui s'étaient encanaillés avec le PS pendant plus d'un demi-siècle, appelaient au front unique, soutenaient ses candidats à chaque élection, etc. nous font le même coup : le PS aurait changé, voyez-vous cela, en réalité ils feignent de découvrir la véritable nature réactionnaire de ses dirigeants. Apparemment cela marche, pendant un temps seulement puisque tous ces partis perdent leurs adhérents pour finalement stagner, végéter pour certains... Mélenchon a également déclaré hier qui confirme ce qui vient d'être dit : "*Pour la première fois un gouvernement qui se dit de gauche va faire reculer une conquête sociale. C'est un drame*", à propos des retraites, l'ANI, déjà envolé, les privatisations sous le gouvernement Chirac-Jospin auquel un certain Mélenchon participait, évaporées ! Mélenchon, c'est le genre d'illusionniste ou d'escroc qui refait l'histoire au fur et à mesure comme cela l'arrange en comptant sur l'amnésie générale. - ndlr)

- "*Or c'est lui qui donne le ton au gouvernement. Voyez comment il a pollué une partie de l'été avec la question du voile. Les musulmans dans notre pays font l'objet d'une stigmatisation insupportable. Lui a décidé de manière cynique d'utiliser cette situation malsaine pour installer son personnage : un dur et violent qui chasse sur les terres de Mme Le Pen*", ajoute-t-il.

(Mélenchon en février 2010 : "*En ce moment, on a le sentiment que les gens vont au-devant des stigmatisations : ils se stigmatisent eux-mêmes - car qu'est-ce que porter le voile, si ce n'est s'infliger un stigmate- et se plaignent ensuite de la stigmatisation dont ils se sentent victimes*" et trois ans plus tard les rôles seraient soudains inversés, il n'est plus à une contradiction près, cependant il a raison de dénoncer le discours de Valls qui remplit le même rôle et double jeu que le général Sissi en Egypte ou encore Obama ou Hollande. On notera au passage que Valls n'a pas craint de froisser les pétromonarques dégénérés sunnites du Qatar ou d'Arabie Saoudite ou d'autres pays du Golf qui pratiquent la même politique du Maghreb au Républiques du Caucase

Le hijab (foulard) n'est pas la burqa ou le niqab, comme les Sikhs portent un turban sans que cela fasse polémique, or Mélenchon s'en était pris à la militante du NPA qui était candidate aux législatives dans le Vaucluse, estimant qu'elle violait les principes de la République et de la laïcité, devant monsieur Valls.

La stigmatisation des musulmans commence quand on prend la défense de voyous ou d'islamistes radicaux qui sous prétexte qu'ils sont musulmans auraient des droits supérieurs au reste de la population. Cette position tend effectivement à faire (de) ou à présenter chaque musulman comme un délinquant ou un fanatique potentiel dans la mesure où il bénéficierait d'un régime de faveur de la part du législateur. -ndlr)

- M. Mélenchon s'en prend également au chef de l'Etat, affirmant que "*le premier pourvoyeur du Front national, c'est François Hollande par la démoralisation et la démobilisation qu'il répand*".

(La "*démoralisation*" et la "*démobilisation*" ne datent pas d'hier ou du 6 mai 2012, elles sont plutôt le produit de l'incapacité du mouvement ouvrier de se doter d'une nouvelle direction que n'incarnera jamais le PG, le PCF ou le FdG.

Que pourrait-il y avoir de plus démoralisant et de plus démobilisateur que d'avoir fait croire que Hollande et la majorité PS à l'Assemblée nationale tournerait le dos à la politique réactionnaire de Sarkozy et de l'UMP, alors que chacun savait qu'ils la reprendraient à leur compte, ce sont qui les criminels qui ont colporté cette illusion sinon ceux qui ont appelé à voter Hollande et PS en juin 2012. Au fait, je ne connais que des militants ou des travailleurs profondément démoralisés, et vous ?- ndlr)

- Le chef de l'Etat, selon M. Mélenchon, "*pratique une politique de droite. En un an, Hollande a plongé notre pays dans la déprime. Cet homme nous enlève le goût du futur! Tout cela pour un objectif servile: payer la dette. Il a rompu avec tout ce qui était le programme de la gauche traditionnelle mais aussi avec celui de la nouvelle gauche*", estime-t-il. Lexpress.fr et AFP 17.08

(On se demandait plus haut comment Mélenchon défendait le régime, ici on en a un exemple, en prétendant que Hollande "*pratique une politique de droite*" sans le caractériser de droite, lui et son parti, ce qui signifie que cela laisse la porte ouverte à un soutien au gouvernement ou aux candidats du PS lors d'élections en reprenant la rhétorique habituelle, donc ceux qui verraient une radicalisation dans le discours de Mélenchon ou un changement radical dans son positionnement face au PS se tromperaient lourdement.

Second exemple, connaissant la nature de parti bourgeois ou capitaliste du PS, "*le programme de la gauche traditionnelle*" n'a jamais été autre chose qu'une posture qui s'est révélée être une imposture par la suite, en 1981 Mélenchon le savait aussi bien que moi et d'autres militants, pas un seul militant ne s'attendait à l'époque à ce que Mitterrand et le PS rompent avec le capitalisme et les institutions de la Ve République, mais depuis le renégat l'a oublié, il a une mémoire sélective, il se fait faussaire ou négationniste pour l'occasion, quant à la nouvelle gauche, je ne vois pas de qui il veut parler, flanquée du PCF, issue de ses rangs ou du PS, c'est la même qu'autrefois, mieux, avec les mêmes dirigeants, dont Mélenchon justement.

On ne juge pas un parti à son programme, n'importe qui peut s'approprier le programme de la révolution socialiste, mais n'importe qui ne le mettra pas en oeuvre quotidiennement, on juge donc ses dirigeants à leur volonté de mettre en pratique au cours de la lutte de classe la théorie et le programme qu'ils prétendent défendre ou avoir adoptée. En observant de quelle manière ils s'en sortent ou passent cette épreuve, on peut déterminer qui ils sont vraiment et la nature de leur parti. - ndlr)

Autre chose. Un mot personnel

J'ai évoqué récemment l'agression dont mon épouse Magueswary a été victime à Aubagne, près de Marseille. Au téléphone hier elle m'a fourni quelques précisions.

Elle était seule à une station de bus lorsqu'une gitane accompagnée d'une jeune fille se présenta devant elle et lui demanda où se trouvait une pharmacie. Puis quelques instants plus tard elle lui sauta dessus et tira sur la cordelette qu'elle portait autour du cou pour tenter de lui arracher. Magueswary lui décrocha un grand coup de poing dans le nez et se mit à hurler : "*police, police, police*", la femme prit la fuite en direction d'une voiture qui l'attendait un peu plus loin et qui démarra en trombe, mon épouse n'a pas eu le temps de relever le numéro d'immatriculation de la voiture. Visiblement elle savait que les femmes indiennes mariées portent un petit pendentif en or d'1 ou 2 grammes au bout de cette cordelette, peut-être ont-elles la même tradition je n'en sais rien.

Les gitans sont nos frères temps qu'ils nous respectent, qu'ils respectent le droit en vigueur, dès lors qu'ils nous agressent ou qu'ils l'enfreignent, ils deviennent notre ennemi ou on ne peut plus les défendre, c'est clair. Il en va de même vis-à-vis de n'importe qui qu'il soit Français ou étranger, noir, jaune, rouge ou je ne sais quoi.

Nous les respectons, ils doivent nous respecter, ce principe n'est pas négociable, en aucune circonstance. Qu'ils soient victimes d'une agression ou de mauvais traitements de la part de membres d'extrême droite ou de la police et nous serons toujours à leur côté, c'est très clair aussi.

Les gauchistes et tous les populistes de gauche et d'extrême gauche, PCF, PG, FdG, NPA, LO considèrent qu'un de nos semblables qui nous agresserait ou transgresserait la loi aurait des circonstances atténuantes parce qu'il supporterait toute la misère du monde sur ses épaules du fait qu'il est d'origine étrangère, nous aussi nous devons quotidiennement supporter ce monde pourri, aurait-il des droits supérieurs aux nôtres, qu'est-ce qui justifierait qu'il pourrait nous agresser et qui plus est se poser en victime, absolument rien, cette prétention exorbitante est intolérable, elle pousse au crime et le justifie, parmi ces écervelés y en aura-t-il un pour justifier l'agression dont a été victime mon épouse, qu'il se nomme, pas un n'osera parce qu'en plus ce sont des couards, ce sont les premiers à se débiter lorsqu'il s'agit d'assumer leurs actes ou leur politique.

Je n'ai pas terminé. Là c'est mon épouse qui a été agressée. Si un travailleur que je ne connaissais pas me racontait une histoire semblable, quelle serait ma réaction ? Exactement la même. Et c'est l'attitude que les travailleurs attendent d'un militant ouvrier. Toute personne qui a titre individuel porte atteinte à l'intégrité d'autrui doit en assumer la responsabilité et les conséquences, y compris pénales. C'est injuste ? La société est injuste et on ne va pas y remédier maintenant, il faut faire avec. Elle nous protège aussi dans certaines circonstances et nous tenons ce droit précieux pour acquis, maintenant que ceux qui l'ignorent en fassent les frais leur incombe, dans la mesure où ils n'étaient pas sans ignorer que leurs forfaits ne demeureraient pas impunis s'ils venaient à se faire prendre.

En réalité, les militants doivent prendre conscience que ces vaillants défenseurs des droits politiques des travailleurs sont prêts à les brader à la première occasion, voilà ce dont ils font la démonstration quotidiennement. Ils prétendent lutter contre l'extrême droite, alors qu'ils leur servent la soupe en prenant aveuglément la défense de personnes ne respectant pas le droit en vigueur, ils les encouragent à persévérer dans cette attitude ce qui ne leur rend pas service, ils desservent notre cause, ils donnent une image épouvantable du mouvement ouvrier, au point que ce sont nos droits à tous qui sont menacés, ce qui fait évidemment l'affaire du régime.

Demain le régime va les assimiler à des voyous et les matraquer, c'est déjà le discours de l'extrême droite, ils vont s'en défendre, le législateur leur rafraîchira la mémoire en leur ressortant tous les cas qu'ils ont soutenus alors que le droit avait été violé, ils répondront que c'était avec son consentement, il leur rétorquera que son interprétation du droit était guidé par l'intérêt général et que la leur ne correspondait pas à la réalité et que pour l'avoir ignoré ils s'étaient rendus coupables du même délit qui justifiait son attitude aujourd'hui envers eux, ils pourront le réfuter que le législateur demeurera inflexible en appliquant le droit tel qu'il le conçoit, c'est-à-dire arbitrairement. Pour la première fois ces militants se rendront compte de ce que cela signifie le droit, pour cela il aura fallu que l'autorité le viole et qu'ils en soient les victimes !

Et moi qui croyait que lorsqu'on est un intellectuel on n'avait pas besoin de vivre certaines situations pour les comprendre, je m'étais manifestement trompé sur leur compte. Je vais leur dire un truc parce que je les aime bien quand même, pas leurs dirigeants. Quand on a vécu un tas de difficultés et pire encore depuis sa naissance, plus particulièrement quand on était gosse et adolescent, cela va du ventre vide aux coups, on n'a pas besoin de nous faire un dessin pour nous représenter une scène de violence ou je ne sais quelle situation angoissante, la nuit on en a fait tellement de cauchemars que les émotions, les pulsions remontent à la surface aux premiers mots, aux premières images, par exemple on n'a jamais vécu la guerre mais on en devine l'horreur, on a acquis cette sensibilité qui vous fait sentir toutes sortes de situations sans même avoir besoin de les vivre, du coup elles vous sont intelligibles facilement ou plus facilement.

Un jour j'ai été surpris par le comportement d'un de mes vieux oncles particulièrement avare ou plutôt près de ses sous serait plus juste, riches et sans descendance, qui avait été réquisitionné pour le STO en Allemagne et qui était revenu avec tout juste la

peau sur les os, épouvanté pour avoir croisé à son retour des rescapés de camps de concentration aussi squelettiques que lui dont ils avaient entendu les récits horribles, et qui 40 ou 45 ans plus tard avait été ému aux larmes par le sort des Soudanais ou des Somaliens je ne sais plus au juste, au point de faire un don, je n'en revenais pas, j'ai cru sur le coup qu'il devait être devenu grabataire soudainement, ce geste de sa part m'avait étonné au plus au point, depuis en y repensant je l'ai compris.

J'ai corrigé plus haut parce qu'il n'avait pas été avare envers notre famille à qui il a fourni un toit gratuitement pendant 45 ans, la maison où habite ma mère, je lui serai reconnaissant toute ma vie. Parfois il savait que mes parents n'arrivaient pas à boucler les fins de mois quand j'étais gosse, on était au pain sec comme l'on dit, il aurait pu les aider un peu financièrement mais il n'en a rien fait, il a peut-être pensé que mes parents le prendraient comme une humiliation, c'est possible, en tout cas il était pingre et sa générosité subite à 80 ans environ m'a surpris.

Nous nous sommes écarté de notre sujet, mais je voudrais rajouter un mot. Si mon oncle était sensible aux difficultés des autres pour avoir subi ce qu'il y avait de pire ou presque, il aurait souhaité que je sois plus sérieux pour assurer mon avenir professionnel alors que je ne pensais qu'à faire la foire avec mes potes, bien que là aussi je me souviens qu'il me faisait des clin d'oeil quand mon père m'engueulait, tout en me glissant que je devrais essayer de composer travail et plaisir, sans insister car il était d'un caractère enjoué, c'était l'accordéoniste de la famille. Sa jeunesse avait été stoppée nette par la guerre, mais il avait été capable d'admettre que j'en profite un maximum sans me juger, quant à moi je n'avais pas à le juger non plus, bien qu'étant très con adolescent je fus tenter de le faire.

Moralité : Il ne faut pas hésiter à se remettre en question dans la vie pour ne pas finir comme un vieux con. En hommage à mon oncle Roger et ma tante Réjanne, ils approchent des 100 ans !

Autre chose. Accord de Partenariat Transpacifique.

Parole d'internaute

(A propos de l'Accord de Partenariat Transpacifique et du projet de traité de marché unique transatlantique)

- *"Quand j'en parle autour de moi, les gens ignorent tout ce qui se passe c'est une catastrophe et personne n'est au courant, j'enrage et notre gouvernement continue à nous enfumer avec des c.....!!!!!!!"*

Aussi longtemps que vous considèrerez que c'est "notre" gouvernement il en sera ainsi...

- A propos de l' Accord de Partenariat Transpacifique (PTP) - blogs.mediapart.fr 14.08

L'objectif de cet accord de libre échange, dont la base existe depuis 2005, est « *d'atteindre en 2015 des droits de douane égaux à zéro pour les pays de la zone. Ce traité couvre pratiquement tous les échanges de biens, les règlements de litiges, l'application des mesures phytosanitaires, les échanges de services, la propriété intellectuelle, les contrats gouvernementaux et les politiques liées à la compétition.* »

Monsanto en embuscade

Le degré de secret autour de cet accord est sans précédent. Au cours de sa négociation, le projet d'accord n'a fait aux Etats-Unis l'objet d'aucun débat public, ni dans la presse ni parmi les décideurs politiques. En revanche, « *six cent conseillers d'entreprises américaines ont contribué à l'élaboration du PTP* » affirme le journal Nation of Change. « *Tout au long des discussions transnationales, la majorité du Congrès a été tenue dans le flou, tandis que les représentants des entreprises américaines étaient consultés et au courant de chaque détail* » selon Barbara Chicherio, du Parti Vert américain.

S'il est ratifié, le PTP imposerait des dispositions réglementaires punitives qui donneraient aux multinationales un droit sans précédent. Ces entreprises seraient légalement fondées à exiger du contribuable une compensation financière si leurs représentants décidaient de politiques nationales s'apparentant à des barrières aux profits et à la vente des produits commercialisés par les multinationales. « *Cet accord cherche à établir de nouveaux droits supranationaux pour les entreprises visant à contourner les lois nationales et les cours de justice* » prévient Chicherio. Surtout il permettra d'intenter directement des procès aux gouvernements pour obtenir des compensations financières, « *compensations qui seraient directement puisées dans les poches du contribuable via le Trésor public* » poursuit la militante.

D'une façon surprenante, aucun chapitre précis relatif à l'agriculture n'apparaît dans le PTP. C'est parce que les règles affectant les systèmes alimentaires et la sécurité alimentaire ont été intégrées un peu partout dans le texte. Ces négociations ont été menées par Islam Siddiqui, principal négociateur dans le domaine de l'agriculture pour les États-Unis, qui n'est d'autre que l'ancien vice-président de CropLife America, le principal organe de lobbying des entreprises de biotechnologie dont Monsanto est l'un des leaders. Depuis les années Clinton, Islam Siddique s'emploie à défendre les biotechnologies dans le monde, alternant entre postes officiels au sein de la diplomatie américaine et lobbying stratégique pour le secteur privé. Durant toute sa carrière, il

s'est ouvertement opposé à toute politique d'étiquetage, reprenant l'argument des producteurs que la transparence sur les OGM reviendrait à « *suggérer un risque là où il n'y en a pas* ».

Les multinationales mettent les pays au pas

Bien que dans son ensemble le contenu du PTP reste encore partiellement caché, voici quelques points qui s'imposeront aux pays signataires et porteront irrémédiablement atteinte à leur souveraineté :

Le PTP risque d'ouvrir la porte aux importations sans résoudre les questions relatives à la sécurité alimentaire ou aux impacts environnementaux.

Les règles de passation des marchés publics interdisent toute discrimination basée sur la qualité de la production. « *Ceci signifie que des programmes publics qui favorisent l'utilisation d'une alimentation durable, biologique ou produite localement, pour les cantines scolaires pourraient être interdits* » affirme Barbara Chicherio au journal Nation of Change.

L'étiquetage des aliments contenant des OGM (Organismes génétiquement modifiés) ne sera pas autorisé, ou s'il est maintenu comme c'est le cas actuellement au Japon, cela pourrait donner lieu à des compensations financières pour les entreprises de biotechnologies se jugeant « *discriminées* ». La Nouvelle-Zélande et en Australie sont dans la même situation. Aux États-Unis, alors qu'une forte mobilisation en faveur d'un étiquetage des produits OGM a été enregistrée, 93% des américains y seraient favorables selon un sondage du NY Times, « *en cas d'application du PTP, l'étiquetage des produits OGM pour des aliments américains ne pourrait ne jamais être autorisé* » s'inquiète la militante américaine.

En novembre 2012, le Pérou a mis en place un moratoire de 10 ans sur les aliments et les plantes OGM. Il interdit l'importation, la production et l'utilisation des semences OGM dans les aliments afin de protéger la diversité agricole du Pérou. Que deviendra le moratoire mis en place par le Pérou avec le PTP ?

Au Vietnam, également signataire du PTP, une résistance croissante se développe contre les plans d'hégémonie agricole de Monsanto en raison de son lourd passé de producteur de l'Agent orange durant la guerre (1954-1975). Beaucoup estiment que Monsanto n'a aucunement le droit de faire du business dans le pays, alors que selon les estimations de l'ONU l'agent orange a tué 400 000 vietnamiens, provoqué des malformations chez 500 000 autres et contribué à développer des diverses maladies chez 2 millions d'autres.

Tirer les leçons des autres accords commerciaux avec les Etats-Unis

Dix ans après la mise en place de L'ALENA signé (Accord de libre-échange nord-américain) entre les Etats-Unis, le Canada et le Mexique, plus d'un million et demi de fermiers mexicains ont fait faillite parce qu'ils n'étaient pas en mesure de rivaliser avec le maïs subventionné et OGM américain qui entrait sur le marché mexicain. En matière d'agriculture, ces accords commerciaux ont provoqué le déplacement de dizaines de millions de petits fermiers, contraints à l'immigration ou la misère des bidon-villes. La destruction des économies alimentaires locales a entraîné une forte hausse des prix (plus de 100%) jusqu'à provoquer la « *crise de la tortilla* » et ses émeutes de la faim en 2007. Vingt ans après la signature des accords, le Mexique est passé d'un pays auto-suffisant produisant l'intégralité de son maïs à un pays important maintenant au moins le quart de cet aliment de base, et 40% de son alimentation, depuis les Etats-Unis. En 2013, le Mexique devançait cependant les Etats-Unis sur une chose : le pays compte désormais le plus fort taux d'obésité au monde selon la FAO.

« *Alors que le Traité trans-pacifique est à de nombreux égards semblable à l'ALENA, il apparaît que les entreprises ont également su tirer les leçons des expériences précédentes. Elles peaufinent le PTP afin de s'assurer que les citoyens des pays impliqués n'aient aucun contrôle sur la sécurité alimentaire, sur ce qu'ils vont manger, sur le lieu où cette nourriture sera cultivée, sur les conditions dans lesquelles la nourriture sera cultivée et sur les restrictions d'utilisation d'herbicides ou de pesticides* » analyse Chicheria pour Nation of Change. « *Si le PTP est adopté, la porte sera alors encore plus ouverte aux abus envers les droits de l'Homme et de l'environnement* » poursuit-elle.

Dans un ultime avertissement, la militant prévient que « *les choses auxquelles nous devons nous attendre avec certitude sont les suivantes : plus d'exploitations agricoles à grande échelle et plus de monoculture ; la destruction des économies locale ; aucune donnée sur la façon dont notre nourriture sera cultivée ou sur ce que nous mangerons ; plus de déforestation ; une utilisation accrue des herbicides et des pesticides ; plus de pollution industrielle ; un nombre croissant de dépôts de brevets sur le vivant ; plus de plantes et d'aliments OGM ; aucun étiquetage des OGM contenus dans la nourriture.* »

Et demain l'Europe ?

Tout ceci représente un pas en arrière pour les droits de l'Homme et un pas de géant vers le contrôle de notre nourriture par Monsanto et toutes les multinationales de l'agroalimentaire américaines. Malgré ces conséquences désastreuses pour les Droits fondamentaux, ainsi qu'une perte de souveraineté alimentaire sans précédent, la plupart des américains comme les

citoyens des autres pays signataires ne sont courant ni de cet accord commercial, ni de ses effets plus qu'inquiétants, tous soigneusement maintenus dans l'ignorance la plus crue.

Début juillet 2013, les Etats-Unis ouvraient avec l'Union Européenne des négociations similaires pour répliquer l'accord trans-pacifique avec les pays européens sous le nom de Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TTIP ou TAFTA). De la même manière, l'accord est négocié dans le secret entre les dirigeants européens et les négociateurs américains, de la même manière les multinationales cherchent à imposer des normes moindres pour introduire leur produits en Europe, de la même manière, un système de compensation financière sera érigé en système d'assurance des actionnaires contre la décision des citoyens de se protéger contre des produits indésirables, au premier rang desquels les OGM. Monsanto n'aura alors aucun mal à venir collecter ses « *compensations* » dans les pays qui maintiendront un moratoire sur ses semences... Pourtant il existe une différence de taille : les négociations viennent tout juste de s'ouvrir pour aboutir en 2015 et déjà des informations fuites sur ces accords du TTIP. Les citoyens européens se montreront dès lors plus apte à se mobiliser pour éviter cette catastrophe annoncée. De plus, les élections du Parlement européen se tiennent en mai 2014, et « *ce seront ces eurodéputés issus du scrutin de 2014 qui auront, in fine, leur mot à dire* » comme le rappelait le journal Politis. La mobilisation ne fait donc que commencer !

Article tiré d'une traduction de Trans-pacific Partnership and Monsanto, dans le journal Nation of Change (24 juin 2013), et rédigé par Barbara Chicherio, trésorière du Gateway Green Alliance et membre du comité national du Parti vert des Etats-Unis.
wikistrike.com/ blogs.mediapart.fr 14.08

Terrible, terrifiant ce traité, non ?

ACTUALITE EN TITRES

[Ils en sont l'aiguillon.](#)

- Merkel appelle à combattre l'extrême droite - LePoint.fr

- Mélenchon (PG): Marine Le Pen "a contaminé Manuel Valls" - AFP

Et Mélenchon a "contaminé" le mouvement ouvrier ! Bon, il l'était déjà, il poursuit le boulot.

[Hartz IV, Hartz IV, Hartz IV, à répéter en boucle au pas militaire, gauche, droite, gauche, droite, gauche, droite...](#)

- La gauche rêve de battre Merkel pour une Allemagne plus juste - AFP

[Haut de page ↗](#)

Le 19 août 2013

CAUSERIE

Des nouveaux articles en ligne plus tard ou ce soir, je casse la croute, il est déjà 14h ici, je dois arranger la viande que j'ai achetée hier au marché pour mon chien, laver la salade pour la semaine, me cuisiner un plat pour plusieurs jours, balayer...

Tartuferies mélenchonnes de la mi-août

Le PG incarne la frange de la petite-bourgeoisie et des intellectuels qui a compris que leurs intérêts ne seraient pas ou plus préservés par le PS, et qu'il leur fallait se rapprocher de la classe ouvrière sans se couper du régime auquel ils tendent la main pour garantir leurs privilèges, ayant reconnu depuis longtemps dans le PCF un allié du régime plutôt qu'un ennemi qui combattrait pour le renverser.

D'où l'alliance possible entre les deux partis (contre-révolutionnaires), qui ont comme autre point commun avec le PS d'avoir repris à leur compte le réformisme bourgeois que le PS a dû abandonner au moment où l'oligarchie financière passait à l'offensive et la crise du capitalisme frappait à nouveau, dès lors qu'il était devenu ouvertement un parti social-libéral-impérialiste ou le suppléant du parti de l'ordre, et dont l'unique fonction serait d'assurer la stabilité et la continuité du régime en place, quitte à s'attaquer aux privilèges de la petite-bourgeoisie ou de la classe moyenne.

Le PG et Mélenchon n'existerait tout simplement pas si la classe dominante qui contrôle les médias l'avait décidé, vous n'en entendriez pas davantage parler que du POI, du NPA ou LO. Si l'ensemble des médias répercutent chacune des déclarations de Mélenchon, lui offre une tribune ou lui ouvre les colonnes de leurs journaux généreusement, c'est uniquement parce que la classe dominante en tire profit. Personne n'aura la crédulité d'imaginer un seul instant que sans circonstance exceptionnelle pouvant à la limite justifier de lui donner la parole, ils lui feraient de la publicité gratuitement au nom de l'égalité de traitement entre partis ou forces politiques ou je ne sais quelle niaiserie démagogique du même ordre. Derrière chaque média il y a un banquier, ne jamais l'oublier.

Mais alors, s'ils ont tant besoin du PS, pourquoi se font-ils les relais du discours de Mélenchon qui attaque Hollande et le gouvernement n'y aurait-il pas là une contradiction ? Cela donne un air, un parfum trompeur de démocratie au régime qui en a bien besoin tant son vernis démocratique est élimé, ensuite, cela permet de donner la parole à celui qui incarne les besoins des pans de la petite-bourgeoisie qui se reconnaît dans le PG et qui se sentent frustrés, au-delà même, de manière à les détourner de partis qui sont sur une ligne de rupture avec le régime et l'UE, principalement le POI.

Il est plus facile d'exister en tant que parti en axant sa politique sur les miettes que le régime peut concéder aux différentes classes ou à certaines de leurs couches, les supérieures de préférence, dès lors qu'elles se mobilisent, plutôt que d'intervenir dans la lutte des classes en axant sa politique sur un objectif à long terme qui ne rapportera rien ou si peu dans l'immédiat. D'où l'adhésion de tous les partis à la première méthode qui permet d'engranger des succès partiels immédiats sans se soucier de savoir s'ils ne s'avèreront pas éphémères ou futiles par la suite, avant qu'ils ne soient remis en cause, et surtout si finalement elle ne s'oppose pas à la construction d'un véritable parti révolutionnaire, ces partis pouvant recruter lors de chaque bataille pour ensuite perdre les travailleurs qu'ils avaient recrutés et ainsi de suite, ce qui leur permet de vivoter et d'entretenir au moins leurs appareils, apparemment le seul objectif de leurs dirigeants, ce qui explique qu'ils égrainent sans cesse le même refrain.

Rappelons-nous que le plus grand danger qui pèse sur le régime serait une alliance de la classe ouvrière et de la petite-bourgeoisie contre la classe dominante des capitalistes. Dans ces conditions, il vaut mieux que la petite-bourgeoisie déçue du PS ou de l'UMP se retrouve dans le PG ou le FN plutôt que dans un parti comme le POI. Il ne vous aura pas échappé que le PG et le FN sont deux partis auxquels les médias accordent plus d'audience que ce qu'ils représentent vraiment, alors qu'ils censurent le POI et LO, moins le NPA dont ils se servent également contre le POI.

Parole d'internaute

- "Le PS ressort le vieux coup de bluff de Mitterrand sur le danger du FN...dont Jospin lui-même a récemment reconnu que c'était juste "du théâtre" (élection de Chirac avec 80% des voix !). Le PS dit que Mélenchon "n'a d'ennemis qu'à gauche" ? C'est évidemment faux, puisque le PS n'est plus, depuis longtemps, un parti de gauche, mais une droite qui ne veut pas dire son nom et qui est entrée de plein pied en concurrence avec l'UMP pour des questions de pouvoirs personnels, uniquement. Même si on n'est pas d'accord avec les idées de Mélenchon sur beaucoup de points, on doit reconnaître qu'il a raison de classer le PS à droite, avec une réserve d'importance concernant le laisser-faire de plus en plus visible de la justice envers certaines populations (et sur ce point, Mélenchon se retrouve avec le PS !)."

Dans quel sens "*le laisser-faire de plus en plus visible de la justice envers certaines populations*", car les uns et les autres tiennent un double langage selon les circonstances ou le calendrier électoral ?

Il faut être plus précis. Mélenchon ne "*classe*" pas le PS à droite, mais sa politique qu'il critique, ce n'est pas du tout pareil, car cela laisse la porte ouverte à l'illusion que le PS pourrait faire une politique conforme aux intérêts des travailleurs, or c'est impossible, qu'il serait de gauche justement ou pourrait le redevenir, 99 plus tard, cela va être dur !

Ensuite le PS n'est pas seulement "*en concurrence avec l'UMP pour des questions de pouvoirs personnels*" mais parce que la situation l'oblige à monter au créneau, dès lors que l'UMP ayant été rejeté par les masses n'est plus en mesure de gérer la société pour le compte des capitalistes. Le PS en tant que parti de droite ou suppléant du parti de l'ordre prend logiquement le relais, les masses continuant d'ignorer sa véritable nature ou plutôt elle ne lui apparaît pas suffisamment clairement pour qu'elles le rejettent à son tour. N'oublions pas non plus que les candidats du PS aux législatives de juin 2012 n'ont recueilli qu'environ 25% des suffrages, ce qui signifie que d'immenses pans des masses ont refusé de voter pour ses candidats, ce sont les couches supérieures du prolétariat, l'aristocratie ouvrière, des pans de la classe moyenne et de la petite-bourgeoisie qui ont voté pour ses candidats en juin 2012, dont une partie se reconnaît également dans le PG ou le FdG.

Si le petit-bourgeois ou le travailleur ayant adopté sa mentalité est capable de concevoir un plan de carrière à long terme, en politique de préférence il ne verra pas plus loin que le bout de son nez ou ses besoins immédiats qu'il entend satisfaire, dans les deux cas il aura un comportement individualiste ou corporatiste, que l'on retrouve en général chez le syndicaliste qui n'est pas plus à gauche que ses dirigeants ou qui n'a rien d'un révolutionnaire, croire le contraire serait se faire de graves illusions, sachant que c'est le fond de commerce du POI, du NPA et de LO, on comprend pourquoi de nombreux militants révolutionnaires ne se reconnaissent pas dans ces partis ou les aient quittés, on ne s'en réjouit pas particulièrement, il leur arrive ce qu'ils méritent voilà tout, eux seuls (leurs dirigeants) en portent la responsabilité.

- Le PS répond à Mélenchon et demande au PCF de réagir - AFP

- "*Jean-Luc Mélenchon n'a d'ennemis qu'à gauche, et cela commence à plus que se voir*", a réagi dimanche dans un communiqué le porte-parole du PS, David Assouline.

"*Cette dérive politique semble ne plus avoir de limite. Peut-être veut-il tenter d'empêcher l'unité de la gauche si nécessaire face à la montée de l'extrême droite, et à celle que nous appelons de nos vœux pour les municipales, mais cette dernière provocation ne nous fera pas changer de ligne ni d'attitude parce que l'intérêt du pays comme celui des progressistes est dans le rassemblement*", poursuit le porte-parole.

(Décryptage. A qui s'adresse Assouline ? Aux "*progressistes*", le fond de commerce de la petite-bourgeoisie, de la classe moyenne, des intellectuels que le PS a en partie en commun avec le PG, il leur dit : Attention, Mélenchon est en train de scier la branche sur laquelle reposent vos intérêts, vous feriez bien de le rappeler à l'ordre. Quel objectif politique vise-t-il ? Les "*municipales*". Que représente réellement le PS ? Les intérêts de la classe qui détient réellement le pouvoir et pour laquelle il gouverne dans "*l'intérêt du pays*". - ndlr)

- "*Jean-Luc (Mélenchon) dit aujourd'hui ce que le peuple de gauche ressent, c'est-à-dire une exaspération, une déception immense*" par rapport à François Hollande et au gouvernement, a répondu sur BFM-TV, Olivier Dartigolles, le porte-parole du PCF. AFP 18.08

(Associer "*le peuple de gauche*" à "*François Hollande et au gouvernement*" quoi qu'il puisse être dit en amont ou en aval n'a aucune espèce d'importance, car cette liaison porte en soi la marque de l'imposture, de l'escroquerie politique, de la trahison pour ceux qui se reconnaissent dans le PCF. - ndlr)

ACTUALITE EN TITRES

Intox et conditionnement des masses

Allemagne - NSA

- Al-Qaïda planifierait des attentats sur les TGV européens - L'Express.fr

D'après le quotidien allemand Bild, l'information sur ces projets d'attentats provient de l'Agence nationale de la sécurité américaine (NSA), qui a capté une conversation téléphonique il y a quelques semaines entre de hauts responsables d'Al Qaïda. L'Express.fr 18.08

Qatar

- Le Qatar aide l'Egypte et non les Frères musulmans - AFP

- Etats-Unis: Al-Jazeera promet de révolutionner le journalisme de télévision - L'Express.fr

ACTUALITÉ DU JOUR

[Fabius remet le sort de l'Egypte entre les mains des chefs des terroristes d'Al-Qaïda et des Frères musulmans.](#)

- Egypte: Paris fait pression sur Doha et Ryad pour intervenir - AFP

Les autorités françaises ont appelé dimanche l'Arabie saoudite et le Qatar à aider à trouver une solution à la crise en Egypte, en recevant successivement les chefs de la diplomatie de ces deux pays rivaux en lutte pour étendre leur influence régionale.

Alors que le Qatar, considéré comme le principal soutien des Frères musulmans, a vivement dénoncé l'intervention de la police égyptienne contre les partisans du président islamiste déchu Mohamed Morsi, l'Arabie saoudite a proclamé son ferme soutien au nouveau pouvoir égyptien "*face au terrorisme*".

Le ministre qatari a lui aussi souligné *"la nécessité de parvenir à une solution rapide à la crise et appelé au " dialogue entre tous les Egyptiens"*. Toutefois, a-t-il insisté *"il faut que les détenus politiques soient libérés pour parvenir à une solution"*.

M. al-Attiya a jugé *"erroné"* d'accuser le Qatar d'aider les Frères musulmans, affirmant que son pays n'avait *"jamais aidé une partie égyptienne ou un parti politique égyptien"*. *L'aide a toujours été fournie à l'Egypte"*, a-t-il assuré.

De son côté, le chef de la diplomatie saoudienne a jugé qu'il n'était *"pas anodin que 30 millions d'Egyptiens soient descendus dans la rue pour demander à leurs autorités de garantir leur sécurité" et d'"organiser des élections anticipées"*, dans une allusion aux manifestations monstres qui ont conduit à la destitution du président Morsi par l'armée égyptienne.

Evoquant les violences meurtrières de la semaine, le prince Saoud Al-Fayçal a affirmé *"très bien comprendre que la liberté de manifester soit un droit garanti"* mais a souligné qu'*"en contrepartie, les manifestants doivent s'engager à ne pas porter atteinte à la vie des autres citoyens, à la propriété, et à ne pas avoir recours à la violence"*. AFP 18.08

Le même prince Saoud Al-Fayçal qui a envoyé son armée réprimer les manifestations de chiites au Bahreïn et qui compte dans se geôle des prisonniers politiques pour avoir eu l'audace de critiquer le régime !

L'émir du Qatar ou le chef des barbares d'Al-Nosra en Syrie, qui a armé les groupes terroristes au Mali, etc.

Voilà pour les amis de Hollande et Fabius. Vous voulez devenir les amis de leurs amis, soutenez le PS et le gouvernement !

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Tunisie

Hassine Abassi, secrétaire général de la puissante Union générale tunisienne du travail (UGTT), s'est dit prêt à user de l'influence de la principale centrale syndicale du pays pour sortir de la crise politique, mais il a réfuté tout parallèle avec la situation en Egypte.

L'opposition laïque tunisienne a menacé jeudi d'accentuer ses manifestations de protestation contre le gouvernement dominé par les islamistes d'Ennahda après le rejet par Rached Ghannouchi, le président de cette formation, de former un exécutif non partisan. (voir)

L'UGTT s'est ralliée la semaine dernière à cette revendication, consécutive à l'assassinat de deux responsables de l'opposition laïque, attribué à des salafistes. De nombreux observateurs évoquent désormais un *"scénario à l'égyptienne"*, dans lequel le syndicat, qui revendique un million de membres, jouerait un rôle semblable à celui de l'armée en Egypte.

"Notre situation est différente de celle de l'Egypte et je ne suis pas un autre Al Sissi", a cependant déclaré Hassine Abassi dans une interview à Reuters, évoquant le général Abdel Fatah al Sissi, chef d'état-major de l'armée égyptienne, à l'origine de la destitution du président islamiste Mohamed Morsi, le 3 juillet.

"Nous ne savons pas encore ce que nous ferons si cette impasse persiste, mais nous avons plusieurs options et nous avons les moyens de pousser tout le monde à participer à un dialogue", a-t-il ajouté, précisant qu'il devait rencontrer lundi Rached Ghannouchi.

Hassine Abassi a prévenu que le gouvernement et l'opposition devaient trouver un accord *"d'ici quelques jours"* et a réitéré la volonté de l'UGTT de voir l'actuel exécutif dissous, en raison de ses *"erreurs économiques, sociales et politiques"*, en particulier *"son incapacité à assurer la sécurité"*.

Les propos de Hassine Abassi font écho à ceux de Rached Ghannouchi qui a prévenu jeudi que *"ceux qui veulent un nouveau Al Sissi en Tunisie devraient cesser de rêver"*, alors que la répression accrue depuis mercredi par l'armée égyptienne contre les Frères musulmans a fait au moins 750 morts.

"Ce qui se passe actuellement en Egypte devrait nous inciter à aller dans le sens du dialogue", avait dit Rached Ghannouchi. *"Nous avons commis des erreurs mais cela ne mérite pas un coup d'Etat."*

Contrairement à l'Egypte, pays arabe le plus peuplé avec 85 millions d'habitants, la Tunisie, qui ne compte elle que 11 millions d'habitants, possède une armée peu encline aux interventions politiques.

De plus, Ennahda gouverne avec deux partis laïcs de gauche, le Congrès pour la république (CPR) et Ettakatol, contrairement aux Frères musulmans égyptiens et leur branche politique, la Parti de la Liberté et de la Justice (PLJ), qui avaient formé un exécutif presque entièrement composés d'islamistes après l'élection de Mohamed Morsi. Reuters 17.08

2- Australie

D'après la presse anglophone, une politicienne australienne, Sherrilyn Church, a tenu des propos islamophobes en décrivant l'Islam comme une *"religion provenant de l'enfer"*... et en affirmant que *"la construction de mosquées dans le pays était de la haute trahison"*.

La politicienne appartenant au parti dénommé Rise Up Australia Party, dont le slogan est "keep Australia australian" (Gardons l'Australie australienne) et se démarquant par son acharnement contre l'islam, a déclaré que sa priorité lors de l'élection est d'interdire la construction de mosquées dans le territoire au sud de Brisbane.

Selon le Courier Mail, elle a déclaré que l'islam n'est pas d'abord une religion, mais un système de droit car dans l'esprit islamique, l'existence d'une mosquée dans une zone signifierait que la charia est en application et alors le drapeau islamique serait brandi. french.irib.ir 18.08

SOCIAL

Allemagne

Le patron de la Deutsche Bahn, Rüdiger Grube, s'est excusé pour la première fois pour le chaos sur la desserte de Mayence (ouest), provoqué par le manque de personnel, dans un entretien à paraître dimanche.

Face au manque de personnel d'aiguillage à Mayence --à l'origine du chaos--, la direction de la Deutsche Bahn va examiner avec les syndicats où sont les besoins en personnel les plus criants au sein du groupe.

M. Grube a toutefois averti que le problème ne pouvait pas être résolu complètement immédiatement. *"On ne peut résoudre tout en appuyant sur un bouton. Exercer le métier d'aiguilleur, ce n'est pas comme retourner des saucisses dans une baraque à frites"*, a-t-il observé.

Il a défendu sa décision de rappeler du personnel en vacances pour faire face à la situation: *"c'était correct, c'est correct. Et je ferais exactement comme cela si j'avais à le refaire. C'est une situation exceptionnelle"*, a-t-il dit.

Il a également plaidé pour sa politique du personnel, affirmant que la Deutsche Bahn était l'entreprise qui recrutait actuellement le plus en Allemagne.

La desserte de Mayence, ville de 200.000 habitants et l'une des 16 capitales régionales allemandes, subit depuis le début du mois d'août diverses restrictions, en raison des vacances ou maladies du personnel du centre d'aiguillage.

Deutsche Bahn, mastodonte qui transporte 5,4 millions de passagers par jour et emploie 190.000 personnes rien qu'en Allemagne, est très régulièrement sur la sellette, comme il y a quelques années pour des problèmes à répétition sur le réseau de Berlin, ou encore à cause de la climatisation défectueuse de certains trains l'été. Un tiers des Allemands sont mécontents de son service, selon un sondage récent. AFP 17.08

ECONOMIE

1-Etats-Unis - Banque

Les autorités américaines ont ouvert une enquête sur l'embauche par JPMorgan d'un fils et d'une fille de dirigeants chinois

afin d'exploiter leurs relations avec les hautes sphères de Pékin pour développer ses activités en Chine, rapporte dimanche le New York Times.

Si l'entretien de liens étroits avec les responsables politiques est une pratique ancienne du secteur bancaire, elle est d'autant plus importante en Chine où les relations et les connexions jouent un rôle primordial dans la prise de décision financière.

Selon un article publié sur le site internet du New York Times, qui s'appuie sur un document gouvernemental confidentiel, la branche anti-corruption de la Securities and Exchange Commission est chargée de l'enquête.

Le quotidien new-yorkais indique que JPMorgan a embauché Tang Xiaoning, le fils de Tang Shuangning, ancien responsable de la régulation bancaire en Chine. Tang Xiaoning est désormais le président de China Everbright Group, un conglomérat financier contrôlé par Pékin.

Or, JPMorgan a justement obtenu une série de contrats de la part de ce conglomérat dans la foulée de cette embauche.

Le New York Times relève également que JPMorgan a embauché Zhang Xixi, la fille d'un haut responsable du chemin de fer chinois, aujourd'hui tombé en disgrâce, et que la banque a été invitée à participer à l'élaboration du projet de la mise en Bourse. Reuters 18.08

2- Inde

La roupie a perdu 57% de sa valeur face au billet vert depuis son niveau le plus haut en février 2008, lorsqu'elle valait 39,40 roupies pour un USD. Depuis début 2013, sa baisse s'est accélérée. Elle a reculé de 13% en moins de huit mois, soit la baisse la plus forte pour la monnaie d'un grand pays d'Asie (avec le yen japonais) sur cette période.

Samedi, le Premier ministre Manmohan Singh a tenté de calmer les esprits en assurant ne pas redouter une répétition de la crise de 1991, lorsque le pays avait été à deux doigts de faire défaut sur sa dette. *"Il n'est pas question de revenir à la crise de 1991"*, a déclaré M. Singh, qui était alors ministre des Finances et qui est crédité d'avoir sorti le pays de la crise en engageant un vaste programme de réformes.

Il a rappelé que les réserves en devises étrangères ne représentaient alors que 15 jours d'encours de paiements. *"Aujourd'hui nous avons de six à sept mois. Il n'y a donc pas de comparaison"*, a-t-il affirmé.

"Les autorités cherchent à réduire la volatilité sur le marché des changes, mais je crains que cela finisse par envoyer un signal de panique", déclare Sonal Varma, économiste chez Nomura. Pour le moment, il n'y a cependant aucun signe de fuite des capitaux indiens.

Mais avec les élections prévues pour mai 2014, les économistes estiment que le gouvernement ne prendra pas de réformes décisives pour sortir l'économie de sa torpeur. *"Je pense que nous sommes en train d'entrer dans une phase de crise. Lentement mais sûrement"*, soupire Param Sarma, du cabinet de consultants NSP Forex. AFP 18.08

[Haut de page ↗](#)

Le 20 août 2013

CAUSERIE

De nouveaux articles ce soir. Les infos en bref demain.

Très vite sur l'Egypte, la situation est bloquée disions-nous, mais ils vont faire des concessions sur le plan social affirmons-nous il y a quelques jours, l'UE, les Américains et le FMI ne veulent pas casquer, ils menacent même de réduire leur "aide" au régime et à l'armée, pas de problèmes les pays du Golfe vont prendre le relais à coup de dizaines de milliards de dollars, ils n'ont pas le choix sauf à opter pour un régime militaire et un bain de sang. (A suivre)

J'ai rédigé les deux articles suivants rapidement, ils sont loin d'être satisfaisants, un brouillon à améliorer. Le second est plus intéressant selon moi.

Beaux parleurs

Après lecture je me suis refusé à publier une dizaine d'articles des portails legrandsoir.info, mondialisation.ca et french.irib.ir, soit qu'ils procédaient de la désinformation, soit qu'il y figurait des positions consistant à faire l'apologie de la politique que nous combattons. Je sais que j'en ai laissé passer (trop) du même genre par manque de temps pour les lire, j'en ai averti les lecteurs à plusieurs reprises.

Ce qui se passe avec les portails généralistes, c'est qu'ils ne filtrent pas les articles qu'ils publient ou donnent la parole à des personnes qui ne possèdent pas forcément les qualités requises pour traiter certains sujets, on y trouve tout et n'importe quoi, ce qu'illustrera l'article ci-dessous.

Dans le cas de portails politiques ou institutionnels, il suffit d'avoir à l'esprit le courant politique ou la classe qu'ils représentent pour situer la limite de leur impartialité. Il en va de même de certains portails à vocation informationnelle accessibles à tous ou gratuit ou uniquement sur abonnement et qui se prétendent indépendants, mais qui finalement sont à vocation commerciale dans la mesure où leur existence dépend de subventions de l'Etat et/ou du nombre de leurs abonnés qui adhèrent à leur ligne éditoriale qu'ils ne peuvent pas se permettre de modifier sous peine de perdre de nombreux lecteurs sans avoir la garantie d'en gagner d'autres au même titre que n'importe quel média.

Certains portails alimentés exclusivement ou presque par des articles rédigés par des auteurs extérieurs auront tendance pour augmenter leur audience à ne pas être trop regardant sur la qualité et le contenu des articles qu'ils publient.

Au nom de la liberté d'expression ou de l'égalité de traitement qui de plus en plus souvent confine à la démagogie et conduit à un éclectisme aveugle, débridé ou constitue l'antichambre du nihilisme, il est normal que les points de vue les plus divers puissent s'exprimer pour répondre aux besoins des lecteurs

- Les RG l'ont rêvé, Facebook l'a fait... Jean-Marc Manach - lundi 19 août 2013 - lemonde.fr/legrandsoir.info

- Jean-Marc Manach raconte qu'il est "*à l'origine du scandale Amesys, et d'avoir contribué aux SpyFiles de WikiLeaks, qui visaient précisément à dénoncer les marchands d'armes de surveillance des télécommunications, cela fait 10 ans maintenant que j'explique aux journalistes comment protéger leurs sources, internautes comment sécuriser leurs ordinateurs, et protéger leur vie privée.*"

Donc les réseaux sociaux dont il prend la défense ne rempliraient pas un rôle de "*surveillance*" de la population ! S'il le dit ! La fin est savoureuse, patience.

Il fultige le philosophe Raphaël Enthoven et l'écrivain et journaliste Brice Couturier (que je connais pas) "*visiblement peu au fait de ce qu'est l'Internet, de ses usages et de ce qui s'y passe vraiment (...) qui parlent sans savoir, se bornant à répéter des lieux communs, sans être drôle*", ils ont "*surtout démontré qu'ils ne connaissent rien de ce dont ils ont été amené à discuter*", car lui il sait. Quoi ? Patience vous le saurez à la fin de cet article.

- Comparer Facebook au fichier des RG témoigne, par ailleurs, d'une conception particulièrement biaisée, borgne, et élitiste, de la démocratie : la liberté d'expression n'est pas réservée aux journalistes, non plus qu'à ceux qui ont le privilège de pouvoir s'exprimer dans les médias dit "*grand public*", et c'est précisément ce que l'Internet révolutionne, comme l'avait très bien expliqué Daniel Kaplan.

Si ceux qui ont conçu et financé Facebook sont des démocrates, il faut absolument décerner le prix Nobel de la paix à la CIA et à la NSA ! Facebook est apparu à un moment où l'idéologie néolibérale adoptée par les dirigeants du vieux monde menace la société d'une désagrégation schizoïde, une fois les sciences sociales supplantées par le nihilisme, un homme et une femme ne sont pas différents, c'est uniquement le regard que l'on porte sur eux qui nous conduit à les considérer différents, il est vrai que pour l'usage auquel ils les destinent c'est largement suffisant comme définition, ce que bien sûr ils ignorent.

Engels avait souligné que sans l'esclavage la démocratie n'aurait pas vu le jour, la conception de la démocratie que l'on nous propose ici a pour pendant l'ignorance des masses qui en fait des esclaves deux mille ans plus tard, donc faire croire que la liberté d'expression dont elles bénéficient ici pourrait leur être profitable relève de l'imposture, car faut-il encore être capable de pouvoir en user à bon escient, sachant que ce n'est pas le cas, on devinera sans difficulté à qui elle profitera réellement.

- Les fichiers de police et de renseignement ont pour objet de surveiller des "*suspects*". L'Internet a pour objet, tout comme la démocratie, de permettre à tout un chacun de s'exprimer.

S'exprimer n'a en soi jamais rien changé à quoi que ce soit, ne garantit pas qu'un changement pourrait se produire conforme à la démocratie, ces derniers temps on avait cru observer que les principes élémentaires étaient systématiquement piétinés, on a dû rêver, on doit faire partie des gens qui "*parlent sans savoir*".

Les matins - Pierre Piazza par franceculture.

- Jean Marc Manach : Je ne suis pas d'accord parce que dans une société de surveillance type panoptique, il y a des forts qui surveillent des faibles, et qui jettent donc de la suspicion sur ceux qui sont surveillés, alors que sur les réseaux sociaux, c'est de la surveillance : tout le monde regarde tout le monde, ça relève de la transparence ; si les réseaux sociaux étaient l'équivalent des fichiers des RG, les dealers y partageraient la liste de leurs clients, ce qui n'est pas le cas : quand quelqu'un est dans l'illégalité il ne s'en vante pas ; ou alors il faudrait considérer que les médias, parce qu'ils informent, feraient comme les RG...

Facebook créé en collaboration avec la CIA ne s'inscrirait pas dans le type de "*société de surveillance type panoptique (où) il y a des forts qui surveillent des faibles*", d'ailleurs on se demande pourquoi ils ont créé les réseaux sociaux, ce devait être pour soulager la population du stress quotidien et lui permettre de s'épanouir, les maîtres du monde oeuvrent à votre bonheur c'est bien connu franchement.

On vit dans un monde dirigé par une mafia financière, des psychopathes complotant contre le reste du monde et comptant une armée de larbins institutionnels, médiatiques, intellectuels, policiers et "*tout le monde regarde tout le monde, ça relève de la transparence*", la règle du jeu serait la même pour tous, ben voyons ! Il vit dans quel monde ce type là, son blog est hébergé par le journal Le Monde expert en désinformation et manipulation en tous genres. Les réseaux sociaux s'inscrivent dans la stratégie du contrôle de la population indispensable pour parvenir à instaurer un gouvernement mondial et maintenir une dictature absolue, ils font partie de ce dispositif. C'est le complément de la fiche de police.

On a à faire à un naïf ou un manipulateur, car si les hackers peuvent pénétrer dans votre ordinateur, les renseignements généraux aussi. Bon, à la fin il avoue que lui-même ne comprend rien à rien à cette histoire, pourquoi nous sommes tous fichés, finalement il termine son argumentation prononcée sur le ton méprisant du doctrinaire en faisant la démonstration qu'il appartient à cette catégorie de gens qui "*ne connaissent rien de ce dont ils ont été amené à discuter*", savoureux et pitoyable charlatan

- Jean Marc Manach : ça fait 10 ans que j'explique aux internautes comment sécuriser leurs ordinateurs, et comment protéger leur vie privée sur les réseaux sociaux ; je ne suis pas pour la transparence absolue, mais je suis contre le détournement d'usages ou de finalité des fichiers policiers, et je ne comprends toujours pas pourquoi on devrait fichier 60 millions de "gens honnêtes", ce qui est contraire à la Cour européenne des droits de l'homme.

Pardi, parce que les gens honnêtes représentent un danger potentiel pour le régime en place, et je ne suis pas sûr qu'ils soient aussi nombreux à se reconnaître dans la Cour européenne des droits de l'homme qui est une institution illégitime.

On ne va pas s'éterniser sur cette tentative lamentable de réhabiliter les "réseaux sociaux" à l'heure où plus en plus de personnes s'en détournent.

De nos jours les manipulateurs en tous genres qui sévissent n'ont pas de bol, à peine ont-ils dégainé qu'une info tombe qui les contredit. Il faut dire qu'après les révélations de Snowden sur les activités illégales de la NSA, tous les discours sur la confidentialité ou la sécurité des données figurant dans des pages Facebook sonnaient creux, mais apparemment monsieur Jean Marc Manach n'en a pas entendu parler !

- Facebook: un expert palestinien pirate le compte de Mark Zuckerberg - L'Expansion.com 19.08

Un expert en sécurité palestinien a réussi à pirater la page de Mark Zuckerberg, le fondateur de Facebook, pour publier un message d'alerte sur la vulnérabilité du réseau social.

Après avoir détecté une vulnérabilité dans le réseau social Facebook, Khalil Shreateh, un palestinien expert en sécurité sur Internet, a piraté le compte de Mark Zuckerberg. Il a utilisé une faille qui permet à des utilisateurs de publier des messages sur la page d'autres membres de Facebook, même s'ils ne figurent pas dans leur liste d'amis.

Le pirate de 31 ans affirme sur son blog qu'il a été "*contraint*" de publier le rapport de la faille sur le profil Facebook de Mark Zuckerberg parce que le géant américain refusait de le payer.

Pas de récompense pour le hacker palestinien

Car Khalil Shreateh a contacté l'équipe de sécurité Facebook à laquelle il a signalé la "*faille*", une procédure qui permet, en principe, de recevoir une prime de 500 dollars environ. Manque de chance, un ingénieur de Facebook estime, dans un mail, qu'il ne s'agit "*pas d'une faille*", mais d'un piratage.

Exit les 500 dollars, l'expert en sécurité ne recevra pas de récompense. Facebook a en effet jugé que le chercheur avait enfreint les règles d'utilisation du site et n'avait en outre pas suivi les principes d'une "*divulgation responsable*".

Le compte Facebook de Khalil Shreateh a été désactivé par "précaution", et la faille a été corrigée depuis. L'Expansion.com 19.08

On devrait rencontrer des hackers et leur demander de nous former à leurs techniques, de les rendre publiques de façon à ce que chacun se mette à pourrir tous les ordinateurs des institutions, des entreprises du CAC40, des banques et des institutions financières, ne serait-ce pas faire oeuvre de résistance à leur projet totalitaire ?

Les bases sociales de l'abstention d'intégration.

Le droit et la forme juridique de l'Etat dans chaque pays est à la fois le produit du développement économique et de la lutte des classes, des rapports entre les classes

Prétendre refonder le droit ou l'infléchir en privilégiant des facteurs culturels ou religieux au détriment du développement économique et de la lutte des classes, des rapports entre les classes, conduit à la remise en cause des principes ou valeurs de la République au profit de facteurs subjectifs et arbitraires laissés à l'appréciation du législateur, dans la mesure où ces facteurs ne reposent pas sur une base matérielle, historique, sociale, mais sur l'ignorance, l'obscurantisme, des mythes et des légendes, des superstitions, etc. sur des rapports politiques et sociaux archaïques ou moyenâgeux.

Que les facteurs culturels ou religieux soient omniprésents dans le droit et les rapports de certains pays témoigne que leur développement économique et la lutte des classes n'ont pas atteint le niveau permettant aux valeurs de la République (et de la démocratie) de s'imposer, l'égalité de traitement entre les citoyens quelle que soient la classe sociale à laquelle ils appartiennent ou leur statut social, et ce n'est pas un hasard si c'est justement dans ces pays que l'Etat de droit n'existe pas ou si peu que les inégalités et l'injustice prédomine dans tous les rapports.

En Inde par exemple où je vis, j'en suis témoin quotidiennement, et parfois victime, car en tant qu'étranger je ne bénéficie pas d'un traitement de faveur mais bien au contraire, je suis un paria parmi les parias et je le resterai, malgré la Constitution qui n'est pas appliquée. Pourquoi ? Parce que le pays est demeuré sous-développé, donc les anciens rapports semi-féodaux l'emportent sur les valeurs républicaines ou démocratiques, comme autrefois le développement ne profite qu'aux nantis et en partie à la classe moyenne dont la mentalité n'a pas non plus évolué...

L'adoption des principes républicains et de la démocratie par la population immigrée ou originaire de l'immigration, le respect du droit et des représentants de l'Etat en échange du droit et des rapports qu'elle connaissait dans son pays d'origine dépend uniquement de son intégration sociale dans la société. Qu'elle soit impossible ou rendue impossible, et cette population ne se reconnaîtra pas dans le droit de son pays d'accueil, parce qu'elle vivra comme une injustice le sort qui lui est réservé, ce qui la conduira à adopter ou à revenir au droit et aux rapports de son pays d'origine, elle a tendance naturellement à se comporter comme dans son pays d'origine ou son comportement ne pose pas de problèmes, alors qu'en France il en ira tout autrement.

Dans les années 70-75 une partie de mes potes étaient originaires d'Algérie, ils étaient musulmans, leurs parents étaient musulmans, je fréquentais Abiba qui était algérienne et musulmane, je connais ses parents, j'étais invité chez elle et chez mes potes, les uns et les autres pratiquaient plus ou moins leur religion, il n'y avait pas de mosquée et d'imam dans les environs et ils s'en passaient très bien, ils pratiquaient leur religion chez eux comme le fait mon épouse qui est hindoue, cela ne leur posait aucun problème, encore jeunes ils faisaient des conneries puis ils se mirent à bosser, quittèrent la maison familiale et fondèrent une famille, ils étaient parfaitement intégrés sans avoir à renier leurs origines, leur religion ou leur culture berbère, ils retournaient parfois au bled pendant les vacances, mais certains traînaient les pieds, en Algérie ils se sentaient étrangers, c'est pour dire qu'ils se trouvaient bien en France, autant que possible car c'était tous des pros. On discutait de tout cela très librement à l'époque.

Depuis ce qui a changé, c'est la crise sociale, le chômage de masse, les salaires qui stagnent, le coup de la vie qui a terriblement augmenté. Ils en furent les premières victimes, puis vint le temps des discriminations et du racisme qui refit surface. Sur ce, il y a eu la crise des années 90 en Algérie avec le FIS, des imams radicaux ont débarqué dans les banlieues ou quartiers à forte concentration d'immigrés musulmans, la stigmatisation des musulmans et la ghettoïsation s'est renforcée, vous connaissez la suite sur fond de chômage, précarité et pauvreté qui ont explosé.

Du coup se produit la régression du droit et des rapports sociaux que j'ai décrits plus haut. On en arrive à la terrible situation où deux conceptions du droit se côtoient qui toutes les deux dans la situation actuelle ne peuvent que broyer les populations concernées.

Valls défend la conception du droit qui existe en France, car il coïncide avec le maintien de la classe dominante au pouvoir, et face à ces populations désorientées il n'a que la résignation ou la répression comme réponse à leur offrir. Alors que nous, nous prenons position pour le respect du droit en vigueur qui garantit l'exercice de la lutte des classes dans la perspective du renversement du régime en place pour permettre à nos camarades travailleurs immigrés de pouvoir satisfaire leurs besoins sociaux, nous les appelons à rejoindre notre combat, c'est à nous aussi de les organiser, condition pour qu'ils tournent définitivement le dos aux rapports que leur proposent les religieux et qui conduisent au communautarisme, à eux ensuite de voir si la religion leur est nécessaire ou non dans le cadre d'une République sociale où leurs droits sociaux et politiques seront semblables à tout autre travailleur sans distinction. On poursuivra une autre fois si nécessaire.

Mon épouse qui est arriérée politiquement a parfaitement compris la profonde différence qui existe entre le droit et les rapports sociaux dans les deux pays, l'Inde et la France, c'est d'ailleurs la raison pour laquelle elle ne veut plus vivre en Inde. Mais il lui arrive de plus en plus souvent de dire que la France ressemble de plus en plus à l'Inde, elle en est très choquée, elle se met en colère toute seule, elle fustige la bêtise et le laisser aller des "Français" qui ne comprennent rien à rien dit-elle. Autant elle est vindicative quand elle est en France, autant quand elle est en Inde elle se laisse aller elle-même comme écrasée par le système artificiel et corrompu qui règne ici, cela va très loin, elle reprend les habitudes que je lui ai connues il y a 24 ans en me disant que c'est normal parce qu'elle est Indienne, parfois jusqu'à la bêtise et cela m'agace, y compris dans les rapports avec sa famille ou les gens avec lesquels elle ne peut pas faire autrement, moi non plus et je m'y plie. Si je vous raconte tout cela c'est parce que je le vis, je comprends parfaitement ce qui se passe en France.

En France, c'est encore l'Etat de droit qui prédomine, en Inde ce n'est pas le cas, donc je n'ai pas les mêmes rapports avec les gens, en Inde c'est impossible de demander à un Indien lambda de respecter le droit quand personne ne le respecte où il ne sait même pas ce que cela veut dire, il faut sans cesse composer en repartant de zéro, genre : je ne vous ferai pas ce que je ne voudrais pas que vous me fassiez, alors s'il vous plaît ne me faites pas ce que vous ne voudriez pas que je vous fasse ou quelqu'un d'autre, généralement la personne acquiesce, il faut être très patient et rester de bonne humeur, en le disant sur le ton de la plaisanterie cela passe bien.

Les gens n'ont même pas idée de quoi on leur parle, chacun fait comme bon lui semble sans se soucier des autres, cela crée forcément des rapports difficiles ou conflictuels. Imaginez qu'ils débarquent en France et qu'ils soient rejetés, qu'ils n'arrivent pas à s'intégrer, à trouver un boulot, ils auront tendance à se comporter comme en Inde, les Français en seront choqués, tiendront des propos racistes, etc. Je pense souvent à cette situation, c'est terrible. Parfois mon épouse pète un câble, au téléphone j'essaie de recoller les morceaux, je lui dis : Manju tu ne dois pas parler comme cela, parfois elle est très vulgaire, je lui dis alors : est-ce que tu m'as déjà entendu parler comme cela des gens ou parler ainsi à des gens, non, alors fais attention à toi, il va t'arriver de gros problèmes, en Inde peut-être que les gens y sont habitués, les gens ont l'habitude de mépriser les autres et de s'insulter pour un oui ou un non, en France c'est différent, tu vas passer pour une femme sans éducation et infréquentable, quand elle est énervée, elle me répond, je m'en fous, je les emmerde, OK, je ne dis plus rien, elle se calme et me dit que j'ai raison. Imaginez un instant qu'elle évolue dans un milieu où au lieu de lui donner ces conseils on attise son ressentiment, mais elle va devenir dingue et en venir à insulter les gens dans la rue, elle va se faire taper dessus.

On doit répondre aux questions sociales et politiques que se posent les travailleurs, c'est entendu, mais on doit aussi aborder avec eux les questions de la vie quotidienne qu'ils se posent sans s'en tenir strictement à notre discours de militant qui ne correspond pas forcément ou rarement à leur manière d'aborder la réalité, c'est à nous d'enrichir notre discours sur le plan politique en y mêlant notre propre expérience de la vie, de la société, à condition toutefois d'en avoir tiré des enseignements.

On a traité ici des valeurs de la République et de la démocratie en général, sachant que le régime passe son temps à les bafouer ou ne s'y réfère pour qu'on les respecte, et le laisse appliquer tranquillement sa politique réactionnaire qui piétinent nos droits ou pour nous réprimer, lui seul en étant le garant ou l'idée restrictive et arbitraire qu'il s'en fait.

ACTUALITE EN TITRES

[Intox et blague de fort mauvais goût. Le changement... c'était pour plus tard !](#)

- Les ministres font leur rentrée à l'Elysée et planchent sur "*la France de 2025*" - Francetv info

- Ayrault annonce un programme pour la France dans 10 ans - Liberation.fr

Camarades chômeurs, précaires, pauvres : patience !

[A force de ruminer on devient aigri.](#)

- Désir se demande si Mélenchon n'a pas «*mâché trop de coca*» - Liberation.fr

[Avec l'UE votre sécurité sera assurée, l'Etat de droit en danger.](#)

- Marseille : un homme meurt criblé de balles au volant de sa voiture - Francetv info

- Le jeune homme poignardé dimanche matin à Marseille est mort - 20minutes.fr

- Meurtre de Jérémie à Marseille: la police explore une nouvelle piste - L'Express.fr

[Autant baiser la patronne !](#)

- Vie sexuelle épanouie : haut salaire garanti ? LePoint.fr -

C'est un raccourci populaire...

[Autant réclamer une hausse des impôts !](#)

- Journée mondiale de l'aide humanitaire: Donnez-vous aux organisations non gouvernementales? - 20minutes.fr

[Au ras du caniveau.](#)

- Seine-et-Marne: Yves Jégo se lance dans la caniverbalisation - 20minutes.fr

- En Seine-et-Marne, les crottes de chiens traquées par la vidéosurveillance - Francetv info

On est gouverné par des cinglés, qui en douterait encore ?

[Le char de la Fortune.](#)

- A Karachi, boom des véhicules blindés chez l'élite fortunée - AFP

[Le grotesque est dépassée.](#)

- Un Saoudien de 610 kilos hospitalisé - 20minutes.fr

[Haut de page ↗](#)

Le 21 août 2013

CAUSERIE

Plus tard des articles de presse. J'ai ajouté 14 nouveaux articles

C'est quoi se battre dans le vide, brasser du vent, lutter pour des prunes, combattre pour que dal ?

Observez, écoutez, et vous aurez compris. Mais quoi ? Quel constat faites-vous ?

Les dirigeants et les représentants du vieux monde peuvent dire et faire ce qu'ils veulent pour ainsi dire, puisque rien ne change et tout empire, régresse en réalité. Pourquoi ? Parce que les masses sont toujours aussi ignorantes du fonctionnement du capitalisme, de la société et du vieux monde. Pourquoi ? Parce qu'on s'emploie à lui cacher la vérité, elles ignorent l'origine du problème auquel nous sommes confrontés, alors elles seront toujours incapables de s'y attaquer ou de préparer les conditions pour pouvoir s'y attaquer le moment venu, ce jour-là, elles n'y comprendront toujours rien et passeront à côté de l'occasion qui devait leur permettre de changer la société. Mais alors nous courrons à notre perte ? Assurément.

Serait-il possible d'inverser ce processus qui conduit à la généralisation ou à l'amplification de la barbarie ? Sans doute, faudrait-il sans cesse lier la ou les causes aux conséquences de la survie du capitalisme contre lesquelles nous combattons, subordonner notre combat à la prise de conscience de ce rapport qui inclut l'idéologie et la stratégie politique adoptées par notre ennemi pour conserver le pouvoir, or le mouvement ouvrier et son avant-garde ne veulent entendre parler de ni l'un ni l'autre, prise de conscience qui se traduirait concrètement par la construction d'un nouveau parti ouvrier révolutionnaire, ainsi au fil du temps nous réussirions à remplir les conditions indispensables pour se lancer à l'assaut du régime.

Tous les partis rejettent cette stratégie. Ils n'ont pas compris que s'attaquer aux conséquences de la survie du capitalisme ne garantissait en rien l'acquisition par les travailleurs de la prise de conscience des origines de leurs difficultés ou tout simplement ce qui se passe quotidiennement dans la société auquel ils ne comprennent rien ou presque.

Si vous demandez à un travailleur ou même à un militant pourquoi ils ont sorti de leur chapeau le mariage homosexuel, les plus avancés vous diront tout en la soutenant que c'était une opération de diversion pour faire passer leur politique antisociale, les plus arriérés vous répondront scandalisés que c'est pour flatter leurs électeurs ou parce qu'ils étaient eux-mêmes homosexuels, bref aucun n'aura compris que derrière cette vaste imposture ils visaient la destruction de tous les rapports sociaux sur lesquels le capitalisme s'est développé ou qui ont accompagné son développement, parce qu'ils ont pour stratégie de liquider tous nos droits sociaux et politiques, et que pour y parvenir il leur faut faire table rase du passé idéologique, des sciences sociales (et des religions) qui ont évolué au même rythme que la lutte des classes, que ce qu'ils visaient c'était l'anéantissement de tout repère social pour qu'il n'en demeure plus qu'un : le marché.

On va peut-être nous objecter que nous serions obnubilé par cette stratégie que l'on prête à l'oligarchie financière d'imposer un nouvel ordre mondial ou un gouvernement mondial et que pour avancer vers cet objectif politique elle combattrait sur tous les fronts en se servant de tous les moyens à sa disposition, et que notre argumentation ou notre démonstration partirait de ce postulat de manière à influencer le lecteur afin qu'il partage notre analyse et ses conclusions pratiques, qu'il prenne conscience de la stratégie de notre ennemi et l'intègre dans son combat politique, notre démarche servirait uniquement à justifier notre interprétation du monde tel que nous nous le représentons...

Nous inviterons nos détracteurs à écouter ou lire attentivement les discours qui sont tenus par l'ensemble des représentants de la classe dominante ou leur porte-parole, cela inclut les partis de droite (y compris le PS et ses satellites), l'immense majorité des intellectuels et l'ensemble des médias, presse écrite, télévision et radio dont les discours sont subordonnés à un seul et unique facteur : le marché. On y a été préparé de longue date quand ils ont introduit aux journaux télévisés et radiophoniques la tendance à la Bourse de Paris, cela remonte maintenant à des décennies sans que personne apparemment ne s'en étonne ou se pose davantage de questions.

On ne peut résoudre un problème sans discerner clairement son origine puis s'y attaquer. Il faudrait ajouter, définitivement. Or ce qu'on fait, c'est qu'on ne remonte pas à la source de notre problème, on continue de l'ignorer, du coup on est incapable d'extraire la cause de notre problème qui va se présenter à nouveau sous une forme différente et ainsi de suite jusqu'au jour où on aura moins la force de lutter contre et ils se mettront à proliférer, et parvenu à ce stade, effaré on se demandera comment cela a-t-il bien pu être possible ne comprenant rien à rien, ce qui est tout à fait normal.

Pendant qu'on s'est épuisé ou endormi ou laissé aller en se satisfaisant d'un traitement local et temporaire, notre ennemi continuait d'avancer tranquillement vers son objectif et se renforçait en prévision de la lutte de classes à venir, ce qui ne veut pas dire qu'il ne serait pas confronté à de terribles contradictions ou faiblesses, mais là encore, les évoquer ne signifie rien, la plupart d'entre nous s'en contentent, alors qu'il faut aller plus loin pour voir comment il compte y faire face, quels dispositifs ils ont imaginés selon les pays pour y remédier et de quelle manière ils s'intègrent (dans) ou s'articulent avec leur stratégie politique, comment ces dispositifs se combinent avec la politique des gouvernements qui leur sont soumis, la collaboration de classes et le conditionnement permanent des masses étant le meilleures armes à leur disposition pour préserver le régime en place, maintenir les travailleurs dans l'ignorance et parvenir à leurs fins.

En ne traîtant que les effets de la crise du capitalisme, non seulement on préserve les bases du capitalisme, on maintient les masses dans l'ignorance des causes réelles de leurs difficultés, ignorance qui va favoriser la collaboration de classes et permettre à la gigantesque entreprise de conditionnement des masses de fonctionner à merveille.

Qu'est-ce que j'essaie de faire dans le site sinon m'attaquer à la racine du problème que nous avons à résoudre sur tous les fronts ou plans, je montre comment à partir d'un titre d'article de presse le conditionnement des masses fonctionnent, souvent les infos à la télé ou à la radio sont guère plus longues ou développées, et puis un titre peut dire beaucoup de choses, il concentre parfois la situation, à lui seul il peut orienter un lecteur ou un auditeur.

Il faudrait préciser que les agences de presse fonctionnent comme des institutions de l'Etat. Quand on lit un article de l'AFP ou de Reuters on s'aperçoit que les journalistes emploient une rhétorique fidèle à l'idéologie dominante, au point que les médias de la presse écrite les reproduisent tels quels, y compris les journalistes du 20h, quand je regarde le journal à 20h30 sur TV5Monde Asie, à la virgule près je retrouve la dépêche que l'AFP ou Reuters a publié la veille ou le matin.

Parole d'internaute.

(A propos des retraites)

1- *"J'ai un couple d'ami - enseignants de lycée à la retraite à la carrière exemplaire avec 3 enfants, ils m'ont appris hier (avec un large sourire), qu'à eux 2, ils touchaient 6000 euro net (oui NET) de retraite."*

Sans rire, il paraîtrait que cette couche de travailleurs serait portée à remettre en cause le régime en place, elle serait un foyer de futurs révolutionnaires, vous le croyez vous, moi pas du tout, par expérience.

2- *"Bref, le gouvernement semble avoir tranché entre hausse de la CSG et hausse de la durée de cotisation, ça sera les 2 !"*

3- *"Quant à un rapprochement des modes de calcul des pensions du public (six derniers mois de salaire) sur le privé (25 meilleures années), "c'est un faux-semblant" qui "ne servirait à rien" et "ne rapporterait pas un euro"*

Pas besoin de faire l'ENA pour sortir une contre-vérité."

Pensez à la stabilité du régime, à la nécessité de maintenir le PS à un certain niveau, ajoutez la division de la classe ouvrière, c'est aussi le fond de commerce des syndicats et des partis qui y sont liés et qui n'existeraient tout simplement plus sans les fonctionnaires, autant de raison pour les épargner, tant mieux pour eux, nous estimons que le statut des travailleurs du privé devrait être calqué sur celui du public, ce n'est pas la position des syndicats qui s'en foutent, ni celles des partis puisqu'ils les soutiennent, leur double langage n'y changeant rien.

Il y en aura encore pour déformer mes propos et en conclure que j'attaque les fonctionnaires, lire dans le site l'article que j'avais consacré au combat que devrait mener ensemble les travailleurs des secteur privé et public.

(A propos des Frères musulmans)

1- *"Oui mais dans ce pays (Grande-Bretagne - ndlr) où "in god we trust", on ne remet pas en cause les règles de démocratie et des droits de l'homme : c'est toute la différence entre les valeurs judeo-chrétiennes et les valeurs salafistes. Cela dit, toutes les religions ont les mêmes droits, pourvu qu'elles restent discrètes et qu'elles se plient aux lois laïques. Les despotismes religieux du 12 ième siècles, c'est bon... c'est tellement limité comme échange, que seule la force peut se faire comprendre."*

La remise en cause du droit et des valeurs républicaines et de la démocratie s'apparente à un retour à l'Ancien Régime

2- *"Ils ont une jolie devise... A méditer ... " Dieu est notre but, le prophète notre chef, le Coran notre constitution, le djihad notre voie, le martyr notre plus grande espérance." ... C'est clair, c'est net et c'est sans bavure ... Seul des occidentaux pratiquant la maltraitance de moucherons peuvent se poser des questions ... "*

Oui, mais voyez-vous comme ils se présentent comme des musulmans, si vous leur nier le droit de pratiquer leur religion telle qu'ils la conçoivent, on va vous accuser de vous attaquer aux musulmans, d'être islamophobe, raciste, etc.

3- *"Encore un portrait complaisant pour des extrémistes faits par les journalistes du Monde. Quels sont les desseins des gens de gauche en France ?"*

Vous voulez parler du PS, du FdG, du NPA et LO, faire la courte échelle à tout ce qui est assimilable à l'extrême droite, donc les islamistes radicaux, histoire de faire oublier leur politique, leur trahison ou leur incurie politique. C'est ainsi qu'ils soutiennent les barbares salafistes et autres en Syrie par exemple. Préparer les conditions d'une guerre civile du type de celle en Syrie, si nécessaire... Faire en sorte que les conditions nécessaires au renversement du régime soient impossible à réunir en divisant les masses le plus profondément possible... Ils sont aussi les fossoyeurs des valeurs ou principes de la République et de la démocratie. Ce sont des communautarismes ou ils le favorisent ce qui revient au même.

Pour eux quand un maghrébin, un Noir ou un arabe agresse un Blanc, c'est un fait divers, inutile d'en parler, eux ils se situent sur le terrain de la lutte des classes. Mais quand c'est un Blanc qui s'en prend à un maghrébin, un Noir ou un arabe, c'est un acte raciste, on peut remplacer le Blanc par un agent de l'Etat, un fonctionnaire.

Si demain je faisais une crasse à un Indien et qu'il me cassais la gueule, je crierais au rascisme ! Non, je fermerais ma grande gueule tellement j'aurais honte ! Et si je m'attaque à un flic et qu'il m'en colle une bonne, j'aurais plutôt intérêt à fermer ma gueule, déjà que je risquerais de ne pas voir renouvelé mon visa et d'être expulsé d'Inde, je lui adresserais mes excuses, ce serait con de se faire expulser pour une connerie, ma connerie, verbalement cela m'est déjà arrivé de m'en prendre vertement à des flics et de faire marche arrière ensuite en me rendant compte que j'avais été trop loin. En Inde vous pouvez tuer votre voisin, vous ne moisirez pas en prison plus de 2 ou 3 ans avec un bon avocat. Par contre, un de mes beaux-frères connaissait un groupe de voyous, un jour ils ont voulu faire sauter un commissariat, ils en ont pris pour 20 ans, on ne touche pas à la police ou aux représentants de l'Etat en Inde.

Mais en France apparemment les choses ne se passent pas de la même manière, ce sera le flic qui aura des comptes à rendre, putain, depuis le temps que je crève d'envie de m'en farcir, je vais rentrer rien que pour me donner ce plaisir. A ben non, merde, je suis Blanc, je l'avais oublié !

Le Monde se fait le porte-parole des Frères musulmans.

Ils auraient incarné le *"progrès"*, le *" pouvoir civil"*, et s'ils sont devenus violents, ce n'est pas de leur faute, c'est parce que le

régime les aurait agressés, et pour un peu " *leur identité victimaire*" ferait office de légitimité et la boucle est bouclée.

Le Monde qui n'est pas à un faux près ne s'étonne pas que leur " *confrérie*" ait été particulièrement " *discrète lors de la révolution*", en réalité à ce moment-là les Frères musulmans étaient quasi inexistant en Egypte, pour l'année suivante se retrouver aux commandes du pays, Le Monde ne se demandera pas comment une telle ascension a été rendu possible, les dirigeants du journal Le Monde figurent parmi les amis du Qatar et des Etats-Unis, on comprend pourquoi cet article comporte bien des lacunes ou autant d'imprécisions.

- (dans les années 30-40) Persuadés que l'Egypte pourra se débarrasser du colonialisme occidental si la société égyptienne se recentre sur ses valeurs musulmanes, les Frères musulmans entendent islamiser le pays dans une optique de progrès et de renaissance arabe.

Mais l'assassinat, en 1949, du guide suprême Hassan Al-Banna, (...) marque un tournant. Désormais, les Frères optent pour la violence politique, et créent une branche armée secrète et clandestine.

Sous Nasser (...) la répression des Frères est meurtrière : les années 1960 sont sanglantes et marquées par une chasse aux sorcières.

De ces années noires, ils tireront leur identité victimaire. La confrérie, qui entretient le mythe de la persécution, se fixe l'objectif politique de déloger les militaires, et de rétablir le pouvoir civil.

Si la confrérie se montre discrète lors de la révolution qui fait tomber le régime d'Hosni Moubarak, elle parvient à s'imposer comme un acteur politique incontournable. lemonde.fr 20.08

Allahou Akbar et hop un miracle se produit ! Il aura fait long feu le mirage !

A propos d'un article paru sur le site de la radio francophone iranienne d'Etat.

Non la religion ne dictera les rapports entre les sexes et ses codes archaïques ne se substitueront pas à la loi, au droit ou aux valeurs de la République.

Au fait, ils ont dû se raviser, je n'ai jamais reçu le petit cadeau qu'ils devaient m'envoyer, je ne sais pas si vous vous en souvenez, un calendrier, un magazine, une carte postale et un drapeau iranien, ils devaient être mal informés et quelqu'un a dû leur dire que j'étais un véritable communiste, quelle horreur !

- D'après la presse belge, un employé de confession musulmane qui a refusé de serrer la main de sa supérieure s'est vu retirer 5 jours de salaire !

Cette information est à prendre au sérieux, il est dorénavant obligatoire de serrer la main à une femme sous peine de se faire sucrer une partie de son salaire obtenu difficilement.

Ce cas très rare défraie la chronique en Belgique et provoque la colère des défenseurs du principe fondamental d'égalité hommes-femmes, comme si celle-ci était entravée par ce choix personnel et religieux.

Il faut dire que le pauvre employé est mal tombé... Viviane Teitelbaum est depuis février 2010 présidente du Conseil des Femmes Francophones de Belgique, et depuis octobre 2012, présidente du Lobby Européen des Femmes.

En clair, ce travailleur a subi les foudres d'une féministe acharnée.

C'est lors d'une rencontre avec le service " *propreté publique*" que l'échevine Viviane a été choquée par l'attitude d'un ouvrier : " *Quand je suis arrivée devant cette personne, effectivement, elle m'a dit 'je ne peux pas vous serrer la main parce que vous êtes une femme'. Voilà. Je pense que l'égalité homme-femme est quelque-chose qui aujourd'hui est acquis dans la constitution et qu'il faut respecter, quelles que soient ses origines, quelle que soit sa religion, sa tradition*".

L'étendard de l'égalité des sexes est vite dressé et agité à tout bout de champs lorsqu'il s'agit de s'en prendre à un religieux musulman.

Les rapports hommes femmes, notamment au travail, passent avant toute chose par un respect mutuel qui n'est en aucun cas défini par le fait de serrer une main.

Bien au contraire, le fait que cet homme ait refusé de serrer la main de cette femme prouve qu'il respecte la gente féminine en ne se soumettant pas à la norme actuelle, banalisant les contacts entre sexes opposés qui incitent à une proximité malsaine. french.irib. ir 19.08

La question n'est pas celle-ci, lorsqu'on vit dans un pays on se doit de respecter les codes culturels ou les coutumes, les moeurs de ses habitants ou celles et ceux qui sont communément admises.

En Inde, cela ne se fait pas de serrer la main d'une femme, donc je m'abstiens de le faire, sauf si elle me tend la sienne. Les gens enlèvent leurs chaussures avant de rentrer dans une maison, donc j'enlève mes chaussures quand je vais chez quelqu'un et quand un Indien entre chez moi, avant ils enlèvent ses chaussures.

En France, j'avais certains codes de conduite que je n'applique pas avec des Indiens quand je sais que cela peut les choquer, ils sont chez eux et je suis étranger, de plus même si ces codes ne portent pas à conséquences, je sais qu'ils n'ont pas un niveau de conscience suffisamment développé pour les accepter, donc je m'abstiens. Quand je vais manger chez des Indiens qui m'ont invité, je mange avec la main droite, cela m'arrive d'ailleurs chez moi, et quand des Indiens viennent manger chez moi, je ne leur impose pas de manger avec une fourchette, je ne les sors même pas.

Pour revenir à cet article, si la "*norme actuelle*" en Belgique ne plaît pas à ce monsieur et aux islamistes, qu'ils aillent voir ailleurs, c'est ce que je m'applique à moi-même quand parfois je dois me plier à des règles que la "*norme actuelle*" en Inde m'impose, si cela ne me plaît pas que je dégage en France et un Indien aurait raison de me le dire.

ACTUALITE EN TITRES

[Amina ne rejoindra pas le NPA](#)

- Amina quitte Femen, accuse le groupe d'islamophobie - 20minutes.fr

La militante tunisienne Amina Sboui, libérée début août après deux mois et demi de détention, a annoncé mardi quitter le groupe féministe Femen qu'elle accuse d'islamophobie et d'avoir un système de financement opaque. 20minutes.fr 20.08

Elle a déclaré qu'elle demeurerait féministe et qu'elle était "*anarchiste*".

Quand on repense que le NPA, le FdG, etc. s'étaient retrouvés côte-à-côte avec les Femen...

[Vous êtes au chômage : pensez-y !](#)

- Emploi: il faut penser à long terme, selon Michel Sapin - AFP

[Il le faut !](#)

- Michel Sapin : "*Il faut une durée de cotisation qui soit plus longue*" - Le Nouvel Observateur

- Retraites: la hausse de la CSG, une "*option qui a sa cohérence*" - AFP

[Nouvelle alerte.](#)

- Défaillances d'entreprises: de plus en plus de salaires impayés - L'Expansion.com

- Le propriétaire de la tour "Gherkin" à Londres en faillite - Reuters

- La Grèce confiante sur la réalisation du plan de privatisations - AFP

- Vers un nouveau plan d'aide pour la Grèce ? - Reuters

- La croissance portugaise menacée par les mesures d'austérité - Reuters

- Les monnaies émergentes souffrent de la reprise américaine - AFP

- Inde: la roupie au plus bas, intervention de la banque centrale - AFP

- Le Japon enregistre son plus fort déficit commercial depuis 30 ans - L'Expansion.com

[Impunité des banksters. Le crime financier ne paie pas, mon oeil ! Un "gendarme" bien intentionné.](#)

- Energie: JPMorgan Chase visé par une nouvelle enquête américaine - AFP

Sans jamais passer par la case prison...

- Etats-Unis: amende de 18 millions de dollars contre un financier - AFP

Un ex-gérant vedette de fonds spéculatifs, Philip Falcone, a accepté de payer une amende de 18 millions de dollars et s'est vu imposer une interdiction d'exercer pendant 5 ans, afin de mettre fin à des poursuites du gendarme boursier américain (SEC).

Le financier américain a gagné des milliards de dollars en 2007 en anticipant la chute du marché hypothécaire aux Etats-Unis.

Il a admis avoir "*commis de multiples actes de mauvaise conduite ayant nui aux investisseurs et interféré avec le fonctionnement normal des marchés d'action*", ajoute la SEC.

Avouons que cela vaut le coup : "*gagner des milliards*" en procédant à des escroqueries et payer une amende de 18 millions de dollars, une bagatelle !

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Etats-Unis

Le procureur militaire a requis lundi une peine minimale de 60 ans de prison contre le soldat Bradley Manning, accusé d'être à l'origine de la divulgation d'une masse d'informations confidentielles dans le cadre de l'affaire WikiLeaks.

"*Il a trahi les Etats-Unis*", a estimé le capitaine Joe Morrow dans ses réquisitions à l'encontre de Bradley Manning, qui comparait devant une cour martiale. "*Pour cet acte de trahison, il mérite de passer la majorité du restant de sa vie en prison*".

Ce soldat de première classe de l'US Army âgé de 25 ans a été reconnu coupable en juillet de vingt chefs d'inculpation liés à la divulgation de plus de 700.000 dossiers classifiés, de vidéos et de télégrammes diplomatiques confidentiels mis en ligne par la suite par Julian Assange.

Le tribunal n'a toutefois pas retenu contre lui la charge la plus grave d'"*intelligence avec l'ennemi*", passible de la prison à perpétuité sans possibilité de mise en liberté conditionnelle. Reuters 19.08

Tout notre soutien au soldat Manning, il aurait mérité une campagne internationale pour exiger sa libération, mais bon cela fait partie des trucs rangés au musée de l'histoire du mouvement ouvrier internationale, l'internationalisme prolétarien n'est plus qu'un souvenir...

2- Syrie

2.1- Cité par Russia Today, le vice-ministre russe des Affaires étrangères a affirmé que la réunion préparatoire de Genève-2 devrait être organisée, la semaine prochaine, à La Haye, avec la participation des Etats-Unis et de la Russie. «*Cette réunion aura lieu au niveau des vice-ministres des Affaires étrangères*», a-t-il ajouté. De l'autre côté, certaines sources ont fait part de la participation de Lakhdar Brahimi, envoyé spécial de l'ONU pour la Syrie, à cette rencontre. french.irib.ir 19.08

2.2- En Syrie, un certain nombre de tribus arabes, dans le nord-est, envisagent de mettre sur pied une brigade baptisée «*le martyr Abdel Hannan Matar* » afin de donner la main forte aux Kurdes dans la lutte contre les terroristes.

Des tribus arabes de la ville de Tal Tamar, située en banlieue de Hassaka, ont décidé de former une brigade, baptisée « *le martyr Abdel Hannan Matar* » pour pouvoir se ranger aux côtés des forces populaires kurdes contre les terroristes. Les tribus arabes ont annoncé que ladite brigade serait formée dans le village d'Arbouch, théâtre d'affrontements entre Kurdes et terroristes pour ainsi défendre les zones à peuplement kurde face aux groupes armés. Après avoir eu le vent des agissements des terroristes à Ras Al-Aïn, dont le pillage des maisons des civils, des tribus arabes ont décidé de se ranger aux côtés des combattants contre les terroristes. A noter qu'Abdel Hannan Al-Matar fut le chef d'une tribu arabe qui est tombé en martyr en luttant contre les terroristes. french.irib.ir 20.08

SOCIAL

1- Corée du Sud

Les salariés du constructeur automobile sud-coréen Hyundai Motor ont entamé mardi une grève partielle qui pourrait se durcir s'ils n'obtiennent pas de meilleures conditions de travail et rémunérations.

Quelques 12.000 salariés ont stoppé la production pendant deux heures dans l'après-midi dans l'usine d'assemblage du groupe à Ulsan.

Les syndicats ont précisé que cet arrêt partiel serait réitéré mercredi avant la reprise des discussions avec la direction.

Les syndicats de Hyundai et de sa filiale Kia Motors ont décidé le 14 août par un vote de se mettre en grève, mouvement qui devait débiter après une période légale de médiation de 10 jours.

Entre autres revendications, les syndicats réclament une augmentation du salaire mensuel des ouvriers de 130.500 wons (120 dollars) et également la redistribution aux salariés d'une somme de 2,4 milliards de dollars -- à savoir 30% du bénéfice net annuel du groupe de 2012.

Depuis le 9 mars, les 45.000 ouvriers syndiqués de Hyundai en Corée du Sud refusent par ailleurs de travailler le week-end pour protester contre l'entrée en vigueur d'une nouvelle organisation faisant baisser la rémunération les samedi et dimanche. Hundai a précisé ainsi avoir perdu environ 1.700 milliards de wons entre le 9 mars et le 1er juin. AFP 20.08

2- Afrique du Sud

2.1- Le numéro un mondial du platine, le sud-africain Amplats, a annoncé lundi qu'il prévoyait de supprimer 6.900 emplois à partir de septembre dans ses opérations minières sud-africaines.

"Le nombre d'emplois opérationnels affectés est environ de 6.000. En plus de cela, environ 900 autres emplois seront affectés", a indiqué la société dans un communiqué.

Le nombre définitif de suppressions d'emplois dépendra, selon Amplats, *"des départs volontaires, retraites anticipées, et redéploiements en interne"*.

"Ce plan a pour objectif de restaurer la rentabilité du groupe afin de garantir son développement sur le long terme et sa compétitivité dans l'industrie mondiale du platine", précise Amplats.

Les syndicats miniers sud-africains se sont aussitôt opposés au plan, menaçant de recourir à de nouvelles grèves, après celles très dures menées l'an dernier.

Cette décision va à l'encontre d'un accord négocié entre les organisations syndicales et la direction prévoyant seulement 3.000 suppressions d'emplois, a affirmé à l'AFP Lesiba Seshoka, le porte-parole du Syndicat national des mineurs (NUM).

"Nous sommes choqués par un chiffre aussi important. C'est totalement inacceptable", a ajouté le responsable du NUM, syndicat proche de l'ANC, le parti au pouvoir.

"Nous essayons de contrôler la situation... si la société ne renonce pas à son plan, les mineurs se mettront en grève", a réagi Gadaffi Mdoda, un responsable d'Amcu, autre syndicat minier plus radical.

Le groupe a réalisé en 2012 une perte nette de 1,468 milliard de rands (112 millions d'euros), contre un bénéfice de 3,566 milliards

en 2011.

Anglo American Platinum (Amplats) est une filiale à 80% du conglomérat minier Anglo American qui extrait près de 40% du platine dans le monde. AFP 19.08

2.2- Les 30.000 ouvriers de l'industrie automobile sud-africaine, en grève depuis lundi après l'échec de négociations salariales, veulent durcir leur mouvement qui paralyse la quasi totalité de la production, a annoncé mardi un responsable syndical.

"*La grève se poursuit*" et les responsables syndicaux ont organisé une téléconférence pour discuter des moyens d'"intensifier" la mobilisation, a affirmé à l'AFP Mpumzi Matungo, trésorier du syndicat national de la métallurgie Numsa.

Le syndicat a appelé "*à mener le combat jusqu'aux portes des usines en organisant des marches et des manifestations*".

Les ouvriers réclament une augmentation d'au moins 14% alors que les employeurs ont offert 8% avec effet rétroactif au 1er juillet. C'est ce désaccord qui a déclenché la grève lundi et aucune nouvelle discussion n'a été lancée depuis.

A Port Elizabeth (sud), ville côtière surnommée la "*Détroit de l'Afrique du Sud*", des milliers d'ouvriers ont défilé dans les rues en entonnant des chants révolutionnaires devant les usines de General Motors (GM), Ford et Volkswagen.

Ayanda Madlozi, un des grévistes, a expliqué à l'AFP vouloir "*un salaire qui permette de subvenir aux besoins de (sa) familles, pas des cacahouètes*".

Ils étaient également une centaine, en tee-shirts et bérets rouges, à chanter et danser devant l'usine Ford de Mamelodi, dans la banlieue de Pretoria.

Avec cette grève, l'Afrique du Sud, premier producteur automobile du continent africain, enregistre chaque jour un manque à gagner équivalent à 3.000 voitures soit 600 millions de rands (45 millions d'euros).

"*Le mode de fonctionnement du milieu syndical sud-africain a un effet dévastateur sur l'investissement international et la croissance*", a affirmé Denise van Huyssteen, porte-parole de GM.

L'industrie automobile sud-africaine exporte dans 148 pays, notamment aux Etats-Unis, dans l'Union européenne et dans le reste de l'Afrique, 60% de la production étant destinée à l'étranger. L'automobile contribue à environ 6% du PIB sud-africain et pour 12% aux exportations.

Plusieurs économistes soulignent cependant que la grève ne devrait pas durer, les constructeurs ne souhaitant pas froisser le gouvernement sud-africain qui leur accorde des droits de douane et un système de taxation avantageux.

"*Les constructeurs automobiles devraient tôt au tard accéder aux demandes des ouvriers*", a souligné Loane Sharp, analyste chez Adcorp, une société de services de l'emploi.

Plusieurs des grandes marques mondiales, dont BMW, Ford, General Motors, Renault, Mercedes Benz, Toyota et Volkswagen ont des usines en Afrique du Sud.

L'hiver austral, de juin à août, est traditionnellement l'époque des plus grandes grèves en Afrique du Sud, car c'est à ce moment là que se déroulent les négociations salariales par branche. AFP 20.08

ECONOMIE

1- Suède

Après l'Asie, H&M met le cap sur l'Afrique. Plus précisément, le géant suédois du prêt-à-porter étend son réseau de fournisseurs à l'Ethiopie. "*Des commandes tests ont été passées auprès de fournisseurs locaux qui doivent bâtir des usines d'ici à la fin de l'année*", affirme Le Figaro lundi 19 août. Mais Hennes & Mauritz ne sait pas encore combien de ces fournisseurs seront retenus et quand ces usines seront prêtes.

"*Nous sommes une entreprise vaste et nous cherchons constamment de nouveaux marchés d'achat potentiels pour garantir que nous avons la capacité de livrer les produits dans tous les magasins*", a expliqué une porte-parole du groupe, Camilla Emilsson-

Falk. L'Ethiopie dispose d'un savoir-faire historique dans le textile, le cuir et la chaussure depuis l'invasion italienne en 1935, mais reste l'un des pays les plus pauvres du monde.

"*Cette délocalisation vers les côtes africaines s'explique aussi par la flambée des salaires en Chine*", affirme de son côté Le Figaro. Comme ses concurrents, H&M avait finalement trouvé des usines dans d'autres pays asiatiques, où le salaire mensuel minimum est de 37 dollars. Mais le groupe a été mis en cause au Bangladesh, après que l'effondrement d'un immeuble vétuste abritant des ateliers de fabrication de vêtements a coûté la vie à plus de 1 200 personnes. Francetv info 20.08

37 dollars par mois de salaire, environ 30 euros, mais c'est une ruine pour ces esclavagistes des temps modernes ! La mondialisation, c'est le colonialisme au XXIe siècle.

2- Inde

La roupie indienne a atteint mardi un nouveau plus bas par rapport au dollar.

La monnaie la plus malmenée d'Asie a glissé mardi à 64,13 roupies pour un dollar au cours des échanges du matin

Les déboires de la roupie qui a perdu cette année 17% de sa valeur par rapport au dollar affectent désormais les marchés boursiers.

La Bourse indienne qui a cédé 7% au cours des trois derniers jours a reculé mardi de 1,83%.

Le rendement de l'obligation de référence (dix ans) a atteint 9,23% dans les échanges journaliers, un plus haut depuis cinq ans, ce qui émousse l'appétit pour la dette indienne, des craintes se faisant jour quant à l'économie indienne et à un défaut potentiel.

La baisse de la roupie nourrit l'inflation en relevant le coût de toutes les importations indiennes allant du pétrole aux légumes secs en passant par les grains. AFP 20.08

L'effondrement continue. Demain je vais aller faire un tour à ma banque (d'Etat), histoire de voir si les taux d'intérêt ont monté, si c'est le cas et que la hausse est conséquente, j'annule mes 8 plans d'épargne et je leur demande de m'appliquer le nouveau taux, c'est possible je l'ai déjà fait plusieurs fois en 17 ans, je perds un peu d'argent au moment de l'annulation mais à l'arrivée je gagne davantage, et puis je vais regrouper ces plans d'épargne, Chaque fois que j'ai un peu d'économie j'en ouvre un nouveau voilà pour l'explication. Cela va leur faire un peu de boulot, c'est gratuit pour le client.

[Haut de page ↗](#)

Le 22 août 2013

CAUSERIE

Plus le temps de causer, encore une quinzaine de nouveaux articles ce soir ou demain matin, j'ai pris le temps de lire la plupart hier soir.

Juste une réflexion très vite écrite à même l'écran.

Qu'est-ce qui est "*choquant*" ou déplacé, certains diront insupportable, qu'un conducteur ivre et sans permis de conduire refuse de décliner son identité lors d'un contrôle de police ou que les policiers agressés se défendent comme ils peuvent ?

Je me demande comment font les facteurs pour distribuer le courrier dans certains quartiers, comment font les agents de l'EDF et de GDF pour relever les compteurs dans certains quartiers, je me demande comment font les médecins pour se rendre au chevet de leurs patients dans certains quartiers en sachant qu'ils prennent le risque d'être pris à partie, tabassés, dépouillés ou de prendre une balle perdue, ils sont courageux car c'est leur vie qui est en jeu l'air de rien.

On nous dira que tout cela n'est pas normal, la conduite des flics évidemment, merde, qu'est-ce qui est normal dans cette putain de société, hein dites-nous messieurs les gauchistes qui encouragez le communautarisme, l'islamisme radical, la délinquance, l'incivisme, l'absence d'Etat de droit, etc. et finalement le racisme, vous êtes des profs parfois par dessus le marché, mais alors les pires qui soient permettez-moi de vous le dire... Quant aux fouilles merde genre Mediapart qui ne font que du business (lire buzness) finalement, l'affaire Cahuzac montée en épingle, vous allez voir ce que vous allez voir, on a vu effectivement : un flop total qui n'a servi au gouvernement qu'à redorer son blason au moment où il en avait le plus besoin, et je ne parle même pas de la comédie d'un fort mauvais goût sur la dette, pitoyable !

Commentaire d'internaute

1- Merci Mediapart pour ce détail d'importance majeure. Cela change tout puisque c'est le conducteur qui a mordu le policier et pas la passagère. Non mais on croit rêver ! Si le policier avait touché avec sa matraque la tête de celle qui l'empêchait de faire son travail, il n'aurait pas eu besoin d'utiliser la bombe lacrymogène et cela aurait été autant d'économisé pour nos impôts.

2- Les policiers sont agressés et on inverse le problème avec la complicité des médias. Incroyable...

3- J'ai bien regardé la video, je ne vois pas ce qu'il y a de choquant! Si tous les flics faisaient leur travail comme ça, les racailles ne feraient pas la loi dans la rue.

4- La vidéos est choquante du fait de la rébellion violente des interpellés alcoolisés, et il n'y avait que deux policiers. En tous cas les fauteurs de trouble ont été interpellés. La police a fait son travail. On est moins sûr que la justice fera le sien.

Quelle justice ? Quelle justice sociale aussi, mais ne mélangeons pas tout. On y reviendra car c'est très grave ce qui se passe en France.

Ce matin j'ai eu maille à partir avec un Indien de mon âge.

J'étais allé payer mon abonnement à Internet, je faisais tranquillement la queue derrière une dame et autre monsieur, puis quand vint mon tour, cet Indien me passe sous le pif, je demande alors au caissier d'avoir l'amabilité de me servir avant ce monsieur qui venait d'arriver en signifiant à ce dernier d'attendre son tour. Mais c'est qu'il l'a mal pris, il m'a dit que je n'étais pas au bon endroit pour faire la queue, alors qu'il n'y avait que cette dame devant moi, elle attendait un document donc j'étais resté derrière elle au lieu de me glisser à côté d'elle face au caissier, je lui ai répondu qu'il était de mauvaise foi et que c'était ainsi qu'il le veuille ou non.

Je tends mon argent au caissier qui traite ma facture, l'autre reprend de plus belle en haussant le ton, là je me suis énervé et je lui ai balancé que s'il avait une bonne éducation il ne se comporterait pas de la sorte, que j'avais respecté cette dame en attendant mon tour et qu'il devait faire de même, il a insisté en me disant que c'était moi qui avait reçu une mauvaise éducation, chose qu'il ne fallait pas dire, je lui ai alors dit de la fermer ou de se tirer en lui disant que son comportement était celui des gens qui ne respectent rien ni personne. Il a continué, je lui ai balancé qu'avec des abrutis de son genre il était vain de discuter et je suis parti tranquillement et de bonne humeur, car j'avais feint d'être en colère en réalité. Entre temps un autre Indien qui n'avait pas assisté au début de la scène s'est emmêlé en prenant son parti, je lui ai dit aussi de la fermer car ils se ressemblaient, il y avait une vingtaine de personnes dans l'agence, des jeunes uniquement, ils ont observé la scène sans rien dire.

Bordel de merde, chacun à des droits et des devoirs dans la société qu'on soit blanc, noir, jaune ou rouge, pauvre ou riche ou je ne sais quoi, c'est la même chose pour tout le monde, sinon c'est la jungle. Ce monsieur parlait très bien anglais, il portait une chemise à manches longues caractéristiques des fonctionnaires ou des employés ayant un certain statut, du coup ils se croient tout permis, ils en imposent aux autres Indiens qu'ils considèrent inférieurs, comme de la merde en vérité, je les connais par coeur pour les pratiquer depuis 19 ans, avec moi cela ne marche pas ! J'étais à la bourre, il était déjà 13h30 et j'avais encore des courses à faire, il fallait que je casse la croute et j'étais loin d'avoir fini le boulot de la journée.

Ce genre d'incident m'arrive régulièrement, parfois je laisse passer, parfois non.

[Pourquoi le Washington Post mettrait-il en difficulté la NSA ? Cela ne colle pas.](#)

Il y a un aspect qui n'a pas été traité dans l'affaire de surveillance illégale opérée par la National Security Agency (NSA) et mérite qu'on s'interroge.

Il est étrange qu'Edward Snowden ait remis des documents au Washington Post qui en a fait état ou publié des extraits, le dernier article en date ou en ma possession date du 16 août, il y a donc 6 jours, alors que l'ex-patron du Washington Post a participé à plusieurs réunions du groupe Bilderberg, et son nouvel acquéreur, le patron d'Amazon a au moins une de ces réunions. Que le Washington Post serve de relais aux attaques contre la NSA ne colle pas avec les intérêts de ses mentors, à moins que...

Il faut préciser que le groupe Bilderberg piloté par le cartel des banquiers anglo-saxons-sionistes a adopté l'idéologie néolibérale qui ne coïncide pas forcément avec les intérêts des Etats-Unis qu'incarne en principe le président des Etats-Unis.

A moins que le Washington Post alimente cette affaire pour affaiblir l'exécutif et vise Obama déjà embourbé dans plusieurs dossiers, l'Iran, la Syrie et l'Egypte notamment, avec la CIA, le Pentagone et le lobby sioniste sur le dos.

Barton Gellman a précisé dans le numéro du Washington Post du 16 août dernier que "*l'administration Obama n'a fourni presque aucune information publique sur le dossier de conformité de la NSA*", on peut se demander jusqu'à quel point Obama et

ses conseillers étaient informés des activités de la NSA, quand on a en mémoire que G. Bush avait été tenu à l'écart des préparatifs des attentats du 11 septembre 2001 dont il a immédiatement endossé les conséquences, ce qui expliquerait que son discours maladroit ou pratiquement improvisé ait contenu autant de contradictions, ce qu'ont relevé l'ensemble des commentateurs. C'était peut-être un moyen pour le forcer à couvrir la NSA en prévision d'autres couleuvres encore plus grosses à avaler ou une façon délicate de lui rappeler qui gouvernait les Etats-Unis.

Toujours est-il, il a été prouvé que ni l'administration Obama ni le Congrès ne contrôlaient les activités de la NSA, pas plus que celles de la CIA et sans doute du Pentagone. Alors qui dirige vraiment ce pays ? On a donné la réponse plus haut.

Hier j'ai écrit - de mémoire et elle est exécration - que l'ex-patron et le patron actuel du Washington Post avaient participé à des réunions du groupe Bilderberg et qu'ils n'avaient pas vraiment intérêt à mettre dans l'embarras la NSA aux ordres des banquiers, et que leurs articles poursuivaient une autre fin.

J'ai retrouvé ce matin dans mon disque dur les informations qui confirment leur participation au groupe Bilderberg.

En 2011 et 2013, Jeff Bezos, fondateur et président d'Amazon.com qui vient de racheter le Washington Post pour quelque 230 millions de dollars.

En 2013, Donald E. Graham, (ex-) président du Washington Post.

Quelques notes de lectures.

Qui jugera le criminel Nicolas Sarkozy ?

- La mort d'un seigneur : Jacques Vergès de Louis Dalmas - 19 août 2013 - mondialisation.ca

Extrait.

Enfin, Vergès ne manquait pas de férocité polémique. Avec son confrère et ami Roland Dumas, au moment de l'agression de Kadhafi menée par le sinistre duo de l'époque, il signe un superbe pamphlet intitulé "*Sarkozy sous BHL*" (Ed. P. G. de Roux), recensé dans notre n° 171 de novembre 2011.

"L'ouvrage des deux avocats est un régal de talent et de compétence. Dès le début, le ton est donné. Président de la République pour sept mois encore, ce sont deux Résistants qui vous écrivent pour vous dire que vous trahissez la France. Vous aimez vous présenter comme l'héritier légitime du général de Gaulle, vous mentez. (...) Et quand vous tentez de donner le change, vous en devenez ridicule. De Gaulle aimait s'entretenir avec Malraux, un écrivain à sa hauteur. Vous croyez l'imiter en vous montrant avec M. Lévy, un mythomane qui se prend pour Lawrence d'Arabie. Lévy d'Arabie, il y a de quoi rire ! C'est lui le vrai responsable de votre politique étrangère, réduisant le ministre à un rôle de phénomène de foire, avaleur de couleuvres. (...) Vous êtes la caricature de ce roi barbare qui répandit la guerre dans le monde d'alors (...) Vous êtes la réincarnation en format réduit d'Attila, le fléau de Dieu, vous êtes Attila le Petit.

On est déjà ravi de voir deux personnalités de cette stature ironiser sur une France devenue république bananière, dirigée par deux guignols de foire : Attila le Petit et Lévy d'Arabie.

Mais nos auteurs vont plus loin que la polémique. Ils dénoncent avec vigueur la nouvelle politique colonialiste de la France, menée au mépris de la légalité internationale. Et Ils justifient minutieusement la plainte déposée contre Sarkozy pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité. Leur impitoyable réquisitoire est développé sur le double terrain des faits et du droit.

En ce qui concerne les faits, le dossier de l'agression de la Libye est accablant. Londres, Paris et Washington y voient rappelé un véritable régal d'hypocrisie, d'incohérences et de mensonges. La violation du principe de non-ingérence figurant dans la Charte des Nations Unies ; la préparation à l'avance de la guerre à Kadhafi par des entretiens secrets ; les résolutions précipitées du Conseil de sécurité, votées sur la foi de rumeurs sans fondement ; la saisine de la Cour pénale internationale par un pays qui ne l'a pas reconnu (les Etats-Unis) pour des événements imaginaires dans un pays qui ne l'a pas reconnu non plus ; le maquillage moral en intervention humanitaire du bombardement de civils censés être "protégés" contre des exactions inexistantes ; la destruction sans nécessité militaire de tout édifice n'ayant pas d'utilité pétrolière (y compris écoles, quartiers d'habitation, hôpitaux) ; le ravage d'un pays prospère aux indices de civilisation les plus élevés du continent africain ; les massacres racistes et xénophobes perpétrés par les insurgés, provoquant la fuite de centaines de milliers de réfugiés, entre autres. Conclusion : Ces faits constituent des crimes au regard de la légalité internationale et du droit interne français.

(...) La fin de la démonstration est nette et sans appel : En conclusion, compte tenu de l'article 5 de la Constitution, en application de l'article 53-2 de la Constitution et conformément à l'article 689-11 (créé par la loi n° 2010-930 du 9 août 2010) du Code de Procédure pénale, Nicolas Sarkozy, au titre de chef de l'Etat et de chef des armées, peut être poursuivi et jugé par une

juridiction criminelle française pour s'être rendu coupable de l'un des crimes relevant de la compétence de la Cour pénale internationale, le crime contre l'humanité, en application de la Convention portant Statut de la Cour pénale internationale du 18 juillet 1998, intégré dans le droit interne de la République française."

Un exemple d'une terrible confusion.

- Pour une humanité à visage humain d'Oscar Fortin - mercredi 21 août 2013 - legrandsoir.info

Extrait.

Il y a aussi, avec l'arrivée du pape François, une ère nouvelle qui s'annonce pour l'Église, alliée traditionnelle des forces de l'Empire. Beaucoup d'ingrédients indiquent que cette alliance tire à sa fin.

De fait, l'option pour les pauvres et avec les pauvres qu'il prêche ne pourra fraterniser longtemps avec les forces qui sont à la source d'une grande partie de cette pauvreté. L'appel à la charité dont elle se fait la promotrice pour résoudre les problèmes de pauvreté ne pourra résister longtemps à la nécessité de s'attaquer au système qui en est le germe et la principale cause.

Monsieur Fortin n'a pas compris que le message du pape ne s'adressait pas aux nantis qui n'écoutent pas ses discours ou s'en moquent, mais aux pauvres croyants qui doivent ses paroles et qui sont appelés à faire preuve de charité... envers les riches !

Comment avoir la naïveté de croire, c'est le mot qui convient, que l'Église pourrait cesser d'être l'"*alliée traditionnelle des forces de l'Empire*", après avoir rappelé que Jean-Paul II avait "*reçu la médaille de la liberté des mains de ce G.W. Bush, cet envahisseur d'Irak*" et que Benoît XVI avait célébré "*son anniversaire de naissance dans les jardins de la Maison Blanche en compagnie de plus de 10 000 invités, la plupart engagés dans les guerres criminelles ?*"

A prendre ses désirs (même les plus généreux) pour la réalité on en devient hélas aveugle ! Croire et non savoir induit toujours en erreur.

La dictature mondiale se met tranquillement en place.

- Washington reconnaît que la NSA a intercepté illégalement les e-mails des Américains - 20minutes.fr

Deux mois après les premières révélations d'Edward Snowden, l'administration de Barack Obama a reconnu mercredi que l'Agence nationale de sécurité (NSA) avait violé la loi entre 2008 et 2011 en interceptant illégalement des courriers électroniques d'Américains sans liens avec le terrorisme. 20minutes.fr 21.08

La méthode consiste à reconnaître avoir commis une faute en estimant que les esprits faibles s'en contenteront ou en déduiront qu'ils ne recommenceront plus ou qu'ils ont mis fin à ces activités illégales, alors qu'il n'en est rien. Nous n'extrapolons pas, vous lirez plus loin que Le Point qui n'est pas vraiment un ennemi de l'impérialisme américain le soutient.

L'article suivant du journal Le Monde le confirme également à sa manière, en affirmant que la NSA aurait la possibilité de surveiller au moins les trois quart du trafic sur Internet aux Etats-Unis, alors pour penser qu'elle s'en priverait il faudrait être bien naïf.

- La NSA serait en mesure de surveiller 75 % du trafic sur Internet aux Etats-Unis - Le Monde 21.08

La National Security Agency (NSA) a la capacité de surveiller 75 % du trafic sur Internet aux Etats-Unis, écrit mercredi 21 août le Wall Street Journal. Citant d'actuels et anciens responsables de la NSA, le quotidien souligne que ce chiffre est supérieur à celui qui avait été fourni par les autorités après les révélations d'Edward Snowden sur les programmes de surveillance américains.

Début août, la NSA jurait dans un communiqué de sept pages ne s'intéresser qu'à 1,6 % des données circulant sur Internet, dont seulement 0,025 % est "effectivement sélectionné pour un examen".

"Autrement dit, si l'environnement mondial des communications était représenté par un terrain de basket classique, la collecte de la NSA équivaudrait à une surface de la taille d'une pièce de 10 cents sur ce terrain."

Interrogée par Reuters, la NSA a affirmé que sa mission de renseignement "*se concentre sur la lutte contre les ennemis étrangers qui veulent porter atteinte au pays*". "*Nous défendons les Etats-Unis contre de telles menaces tout en travaillant avec acharnement à la protection de la vie privée des Américains. Ce n'est pas l'un ou l'autre. Ce sont les deux à la fois*". Le Monde 21.08

En réalité la véritable menace que l'administration américaine traque, ce sont les millions d'Américains armés jusqu'aux dents et qui

en proie à des difficultés financières ou sociales pourraient un jour se soulever, d'où la tentative infructueuse jusqu'à présent pour les désarmer. Ce sont les nantis qui complotent contre leur propre peuple et l'appauvrissent, le rendent malade, leur pourrissent la vie qui craignent qu'un jour il se retourne contre eux.

- Big Brother ou le repli du libéralisme - Lepoint.fr

Les technologies de l'information ne sont pas devenues des outils de surveillance par hasard.

Les promesses embarrassées de Barack Obama ne doivent pas nous abuser. Les États-Unis ne démantèleront pas leur programme de surveillance. Pas plus que les autres pays, démocratiques ou non. Pas davantage qu'on ne supprimera les caméras de vidéosurveillance et les satellites qui enregistrent nos faits et gestes dans les lieux publics. Il nous faut vivre avec une idée étrange : où que nous soyons, nous n'aurons plus jamais la certitude de ne pas être exposés à la surveillance d'un autre. La vie privée a cessé d'exister, de façon subreptice, à mesure que les technologies de l'information ont transformé notre vie quotidienne. Transformation d'autant plus profonde qu'elle a été encouragée par les victimes consentantes que nous sommes : qui donc vivrait aujourd'hui sans téléphone portable ni Internet ?

L'Expansion.com Sous l'angle des libertés individuelles, tout cela n'est guère réjouissant. Pourquoi la Chine encourage-t-elle l'explosion des réseaux sociaux et d'Internet, sinon pour mieux surveiller ses citoyens, grâce aux dizaines de milliers de "cyberpatrouilleurs" qui ont ainsi une vue imprenable sur le climat politique du pays ? L'affaire Prism constitue un point d'inflexion : chez nous aussi, le contrôle est désormais là, qui fait sentir son étreinte glacée derrière la liberté apparente qu'offrent ces technologies. Au point que nous regarderons bientôt nos téléphones non plus comme les complices de nos libertés, mais comme des mouchards dont il faut se défier. Ne parlons pas trop fort, mon BlackBerry va nous entendre ! Le pire, c'est que tout cela s'est construit sans coup de force. Nous avons nous-mêmes acheté les terminaux de communication pour accéder à ces réseaux qui offrent un potentiel de surveillance dont auraient rêvé les pouvoirs totalitaires du XXe siècle.

La liberté de l'information et celle de la finance marchent l'amble, la mondialisation financière n'est pas autre chose que celle de l'information. (...) Les instruments de liberté individuelle sont devenus des auxiliaires de l'ordre établi...

Dès le début, les outils possédaient une double nature. Si nous n'en avons exploité qu'une, c'est que l'humeur de la société était libérale, avec la montée en puissance des baby-boomers. Deux événements ont transformé l'idéologie dominante. D'abord, la mise en retrait progressive de la génération libérale, atteinte par la limite d'âge, au profit d'une nouvelle classe. Celle-ci semble bien moins contestatrice que son aînée. Ensuite - et surtout -, la crise économique mondiale, qui a changé le rapport de forces entre l'individu et la société, réhabilitant l'action de l'État, suscitant un besoin de protection qui s'est substitué au désir de liberté. Le libéralisme est une idée de beau temps. Les nouvelles technologies, qui servent toujours aveuglément leur maître, la société, seront donc moins libérales. Lepoint.fr 22.08

- Mark Zuckerberg lance un projet pour rendre internet accessible au monde entier - L'Expansion.com

De grands groupes technologiques internationaux (Facebook, Nokia, Ericsson, Samsung, Qualcomm, MediaTek, Opéra) ont lancé mercredi, à l'initiative du fondateur de Facebook, un partenariat mondial pour rendre accessible l'accès à internet aux plus pauvres, selon un communiqué. Ce projet baptisé Internet.org a pour but de réduire drastiquement le coût des services internet de base sur les téléphones mobiles dans les pays en voie de développement. S'ils ne sont pas partenaires à part entière, les réseaux sociaux Twitter et LinkedIn vont aussi collaborer.

"*Tout ce que Facebook a fait jusqu'à présent est de donner aux gens à travers le monde l'opportunité de faire connaissance*", a déclaré Mark Zuckerberg, cité dans le communiqué. "*Il y a de gros freins dans les pays en voie de développement pour se connecter et rejoindre l'économie du savoir. Internet.org est un partenariat global destiné à résoudre ces défis, dont rendre l'accès à internet accessible pour ceux qui ne peuvent pas se l'offrir*", a ajouté le fondateur et principal actionnaire de Facebook.

Aujourd'hui seuls 2,7 milliards de personnes, soit un peu plus d'un tiers de la population mondiale, ont accès à internet, rappelle le communiqué. Et le nombre de nouveaux connectés reste faible chaque année, déplorent les grands groupes partenaires de Internet.org.

"*Le but d'Internet.org est de rendre internet accessible aux deux-tiers de la population mondiale qui n'en disposent pas encore*", souligne le texte. Pour y parvenir, les sept groupes partenaires vont développer des projets communs, partager leurs connaissances et mobiliser industriels et gouvernements. Concrètement, ils veulent simplifier les applications mobiles pour les rendre plus efficaces et améliorer les composants des téléphones et des réseaux afin qu'ils soient plus performants, tout en consommant moins d'énergie. Ils envisagent aussi de développer des smartphones à bas coûts mais de "*haute qualité*" et des partenariats pour déployer largement l'accès à internet à des zones non encore desservies dans le monde.

De nouveaux modèles d'appareils seront fabriqués pour inciter les opérateurs télécoms à prendre part à l'initiative. Les portables intégreront aussi de plus en plus des langues locales.

Le partenariat Internet.org est calqué sur un autre projet déjà mené par Facebook, Open Compute Project, lancé en avril 2011, et visant à démocratiser et améliorer les matériels utilisés dans les "data centers" (centres de données), tout en les rendant moins gourmands en énergie. Accueilli avec scepticisme au départ, ce projet a séduit petit à petit les géants de l'industrie informatique.

Cette initiative intervient à un moment clé pour les groupes technologiques : les marchés matures sont saturés et ne présentent donc plus de potentiel de croissance important, alors que les zones pauvres comme l'Afrique, l'Amérique latine et certains pays d'Asie sont des réservoirs de nouveaux clients. L'Expansion.com avec AFP 21.08

C'est fou comme les plus riches de la planète sont des gens merveilleux, généreux et bourrés de bonnes intentions envers les plus pauvres, on les adore, pas vous ?

Vous avez bien lu " *les zones pauvres comme l'Afrique, l'Amérique latine et certains pays d'Asie sont des réservoirs de nouveaux clients*", ces populations n'ont parfois pas de quoi se nourrir mais elles seraient un nouveau marché porteur d'un "" au détriment des "*marchés matures (qui) sont saturés* et amenés à s'appauvrir dans le futur.

Pourquoi tiennent-ils absolument à ce que la planète entière soit connectée à Internet sinon pour mieux contrôler l'ensemble de la population. Quant à leur visée "*démocratique*" déjà employée par G. Bush puis Obama pour justifier la "*lutte contre le terrorisme*", personne n'y accordera le moindre crédit à l'heure où l'impérialisme américain est conspué dans le monde entier. Pas si sûr...

Le contrôle financier de la planète.

Bourses à vendre. Qui va en prendre le contrôle ? Devinez ?

C'est quoi l'enjeu ? Comment vous n'étiez pas au courant, vous ne lisez donc pas la presse ouvrière ? Comment elle n'en dit pas un mot ?

- Trois banques mandatées en vue d'une entrée en Bourse d'Euronext - Reuters

Leur commission sera de quelques millions de dollars mais là n'est pas l'essentiel, une broutille, opération pilotée par JP Morgan, là c'est déjà plus sérieux, toujours dans les bon coups...

- Inter ContinentalExchange (ICE) a mandaté trois banques pour préparer une introduction en Bourse d'Euronext une fois finalisé son rachat de NYSE Euronext, a-t-on appris de trois sources proches du dossier.

ABN Amro ainsi que Société générale et JP Morgan, les conseils existants de la fusion entre ICE et NYSE Euronext, seront coordinateurs de l'IPO d'Euronext, qui est l'opérateur entre autres des Bourses de Paris, Bruxelles, Amsterdam et Lisbonne, ont ajouté les sources.

ICE a décidé d'introduire Euronext en Bourse lorsqu'il a scellé l'an dernier sa fusion avec NYSE Euronext, à la fois pour financer la transaction, pour amadouer les régulateurs en Europe et pour conserver un profil américain à la future entité, a dit une des sources.

ICE conservera cependant le Liffe, le deuxième marché européen des dérivés apporté par NYSE Euronext lors du mariage.

La valeur d'Euronext est estimée à 1,5 milliard d'euros, ont indiqué les sources, et l'opération est prévue pour le deuxième trimestre 2014.

(L'essentiel ici n'est la valeur d'Euronext mais son contrôle par un opérateur qui aura été désigné par JP Morgan qui fait partie du cartel des banquiers de la FED, on aura compris que derrière cet opérateur se tenaient ces banquiers ou leurs associés. -ndlr)

- En France, les autorités se sont montrées soucieuses d'éviter que l'opérateur de la Bourse de Paris passe sous contrôle étranger étant donné l'enjeu que celle-ci représente en termes de financement de l'économie, et Bercy a lancé une mission sur l'avenir de la place parisienne qui doit rendre ses conclusions à l'automne.

Les banquiers d'affaires s'attendent à une autre phase de consolidation dans le secteur au niveau mondial dans les mois qui viennent, les opérateurs boursiers cherchant à diversifier les activités pour augmenter leurs revenus. Et des acteurs importants comme l'américain Nasdaq et le britannique LSE sont sur les rangs, ont dit les trois sources.

"L'Europe est pas mal active en ce moment mais on pourrait aussi voir une consolidation au sein de l'Europe de l'Est, en Asie et entre zones géographiques", a dit l'une d'elles. "Le jeu est pas mal ouvert."

Selon une source différente, les places asiatiques telles que Singapour, Séoul ou Hong Kong pourraient intéresser Nasdaq ou les opérateurs des Bourses de Tokyo et Shanghai. Nasdaq cherche aussi à s'étendre au Moyen-Orient et pourrait être intéressé par la Bourse de Dubaï, a ajouté la même source. Reuters 21.08

Revenons en arrière.

Le 16 août l'AFP a publié un article relatant l'autorisation donnée par le "gendarme" boursier américain (SEC) au rachat de l'opérateur boursier NYSE Euronext par son concurrent ICE, dans lequel figurait le fin mot de cette affaire qui apparemment n'a pas entraîné de réactions en chaîne ou fracassantes des médias, et pour cause, cette fusion met fin à "200 ans d'indépendance de la Bourse de New York, qui a été créée à la fin du 18e siècle et porte le nom de NYSE depuis 1863", vous pouvez ajouter les autres Bourses concernées, dont celle de Paris, comme vous le voyez, un simple détail disons technique pour l'économie américaine et européenne.

- Le gendarme boursier américain (SEC) a autorisé jeudi le rachat de l'opérateur boursier NYSE Euronext par son concurrent ICE, selon un document boursier publié vendredi sur son site internet.

Ce feu vert fait partie des autorisations nécessaires à la réalisation de cette opération de 8,2 milliards de dollars, qui avait été annoncée en décembre 2012. La Commission européenne, gardienne de la concurrence en Europe, avait notamment donné son aval fin juin.

La fusion va mettre un terme à environ 200 ans d'indépendance de la Bourse de New York, qui a été créée à la fin du 18e siècle et porte le nom de NYSE depuis 1863. AFP 16.08

Comment fonctionne le NYSE et le Nasdaq ?

Le NYSE, c'est la Bourse des grands-papas des banquiers et autres privilégiés dans laquelle des actions sont mises aux enchères avec des offres de ventes et d'achats en direct à main levée, c'est l'image du courtier avec son carnet ou le téléphone à la main.

Au Nasdaq, les transactions électroniques sont réalisées presque uniquement par ordinateur à la nanoseconde, transitant par des courtiers, les ordres sont réalisés immédiatement sans passer par une mise aux enchères, les actions peuvent changer de main et de valeur une multitude de fois sans que la plupart des clients et des opérateurs en soient informés, sauf après coup en cas d'incidents graves, les transactions sont opaques pour l'investisseur lambda qui n'a aucun moyen de contrôle.

Le Nasdaq est à l'origine de la manipulation électronique des cours et l'instrument des bulles financières.

- Le Nasdaq a été fondée était Gordon S. Macklin, une figure importante dans le domaine des valeurs mobilières à l'époque. Macklin a piloté le système informatisé qui a permis de trading à survenir entre les parties, un monde à part, connecté uniquement par la technologie, et sous sa direction le Nasdaq est devenu le troisième marché boursier dans le monde (le premier depuis, je crois. - ndr). Macklin, a été membre du Conseil de WorldCom lorsque les irrégularités de comptabilité scandaleux a précipité la faillite de la compagnie. (Qui a commencé le Nasdaq ? - luttmanns.com)

On commence à flairer l'intérêt que représenterait l'acquisition des Bourses de Paris, d'Amsterdam, Bruxelles et Lisbonne par le Nasdaq.

Qu'est-ce que l'ICE qui a fusionné avec le NYSE Euronext ?

- L'Intercontinental Exchange est également chambres de compensations des marchés de l'énergie, de l'agriculture, des CDS, des contrats d'indices actions et du Forex. L'ICE rend son marché accessible aux participants dans plus de 70 pays à travers son infrastructure technologique et sa plate-forme de négociation.

L'ICE propose aussi des contrats à terme sur le cacao, le coton, le café, l'avoine, le sucre, le canola et le jus d'orange et à Londres (ex-IPE), sur le pétrole (brent, mais aussi WTI), le gaz naturel, l'électricité et les émissions de CO2. trading-school.eu

Quelle est sa spécialité ? La spéculation sur le marché des produits dérivés. Et quelle est la banque qui est en pointe dans ce secteur ? Goldman Sachs qui y consacre quotidiennement 2.500 traders.

Un rappel.

- Avec le Nasdaq ou Francfort, la Bourse de Paris condamnée à un strapontin - lexpress.fr et AFP 01.04.2011

"A chaque nouvelle consolidation, le rôle de Paris s'amenuise. En cas de rapprochement avec Deutsche Börse ou avec le Nasdaq, elle sera perdante dans les deux cas", souligne Renaud Murail de chez Barclays Bourse.

"La Bourse de Paris aura beaucoup moins son mot à dire, ce qui pose une question inquiétante: que reste-t-il de la puissance de frappe de la place financière parisienne au niveau mondial ", interroge Christian Parisot, économiste chez Aurel.

Dans ce combat, engagé entre pôles financiers de la planète, le premier sang a coulé lors du rachat en 2007 d'Euronext (qui coiffe non seulement la bourse de Paris mais aussi celles d'Amsterdam, Bruxelles et Lisbonne) par le NYSE.

Depuis, "le centre de décision n'a jamais été à Paris, mais à New York, malgré les dénégations des dirigeants", dit sur son blog Georges Ugeux, ancien vice-président de la Bourse de New York.

Paris, qui reste toute de même la quatrième place financière mondiale derrière New York, Londres et Tokyo, accumule plusieurs handicaps. Elle est notamment beaucoup moins attractive que Londres, Genève ou les places asiatiques en termes de rémunération et de fiscalité.

Depuis la crise, Londres est devenue encore plus nécessaire pour les banques d'investissement, entre autres parce que la majorité des "hedge funds" (fonds spéculatifs) y sont basés.

Une nouvelle fusion entre opérateurs boursiers ne devrait donc pas changer grand chose.

Cela va certes conduire à "une nouvelle réduction des effectifs parisiens de NYSE Euronext et à une baisse des volumes de transactions, mais ceux-ci ont déjà été divisés par deux depuis les années 2000", dit M. Murail.

"A part cela que reste-t-il encore à perdre ", ajoute-t-il. lexpress.fr et AFP 01.04.2011

Si le Nasdaq appliquait demain les mêmes critères qu'aux Etats-Unis aux Bourses de Paris, Lisbonne, Bruxelles et Amsterdam, combien d'entreprises ne pourraient pas les remplir, devraient fusionner, se recapitaliser, modifier la composition de leur capital ou se retrouver éjectées de la Bourse ou disparaître ?

Critères d'admission au Nasdaq.

Se faire enregistrer auprès de la SEC : remplir le « registration statement »

Offrir un minimum de 1.1 million de titres au public

Le nombre d'actionnaires détenant plus de 100 titres doit être supérieur à 400

L'entreprise doit avoir généré un bénéfice d'au moins 1 million de dollars l'année précédant l'introduction, ou pendant deux des trois années la précédant.

Les titres détenus par le public doivent avoir une valeur minimale de 8 millions de dollars

Le prix par action doit être supérieur à 5 dollars

Il doit y avoir 2 teneurs de marché par titre offert (Les marchés américains - particuliers.lcl.fr)

Et où atterrissent ou par où passent les transactions du Nasdaq ? Par le Tel Aviv Stock Exchange.

Environ 3 200 titres sont inscrits sur le Nasdaq, représentant tous les secteurs de l'industrie et de 35 pays différents. La compagnie qui est chargée de la réalisation des transactions, le Nasdaq OMX, a confié la liste de ses titres au Tel Aviv Stock Exchange, un autre centre de technologie des communications. (Qui a commencé le Nasdaq ? - luttmanns.com)

Etonnant itinéraire ou étonnante trajectoire, non ?

En conclusion, on pourrait se contenter de reproduire ce passage qui résume bien l'enjeu de cette transaction :

"En France, les autorités se sont montrées soucieuses d'éviter que l'opérateur de la Bourse de Paris passe sous contrôle étranger étant donné l'enjeu que celle-ci représente en termes de financement de l'économie, et Bercy a lancé une mission sur

'avenir de la place parisienne qui doit rendre ses conclusions à l'automne.', c'est le financement de l'économie, donc le budget de l'Etat, qui sera encore un plus soumis à la tutelle des marchés financiers, qui échappera au contrôle de ceux qui sont censés représenter les intérêts de la population au profit de l'oligarchie financière, les institutions n'ayant plus aucun pouvoir et donc les travailleurs aucun droit politique.

C'est dans ce cadre-là qu'on va vous appeler à voter en 2014 et les années suivantes. Serez-vous partant pour participer à cette mascarade, vous en faire le complice ?

Au fait, n'allez pas croire que notre ennemi aurait une stratégie en tête depuis des lustres et qu'il s'y tiendrait, qu'il n'avancerait pas tranquillement vers son objectif, il paraîtrait qu'on l'en empêcherait, si, si, puisqu'on vous le dit, on a ici la preuve du contraire une nouvelle fois, mais bon, tout le monde s'en fout alors n'en parlons pas, continuons comme si de rien n'était et qu'on avait rien vu rien entendu...

ACTUALITE EN TITRES

Il ne manquait plus que cela !

- La justice égyptienne ordonne la libération de Moubarak - Reuters
- Libération de Moubarak : «*Une mesure demandée par les Saoudiens*» - LeFigaro.fr

Dégonflés !

- L'UE renonce à réduire fortement son aide à l'Egypte - Reuters

Les Américains affaiblis ont désormais l'opinion publique mondiale contre eux.

- Les Etats-Unis ont rouvert leur ambassade au Yémen - Reuters
- NSA : Washington reconnaît une violation de la loi - Le Nouvel Observateur
- WikiLeaks: Bradley Manning écope de 35 ans de prison - AFP
- Affaire Snowden : Londres accusé de menacer la liberté de la presse - AFP

Goldman Sachs. Just one "*bug*" !

- La SEC examine les ordres de courtage erronés de Goldman Sachs - AFP

Des "*indications d'intérêt de la part de clients ont été transformées en ordres d'achat ou vente*" erronés sur les terminaux informatiques des traders à cause d'un "*bug*", avait expliqué une source au courant de la situation. AFP 21.08

Des traders de Goldman Sachs ont transformé des "*indications d'intérêt*" en décisions fermes et définitives à l'insu de leurs clients, ils appellent cela un "*bug*"! Apparemment l'arnaque était trop grosse pour passer inaperçue et l'autorité américaine des marchés boursiers (SEC) qui est pourtant aux petits soins avec Goldman Sachs a été obligée de réagir, elle doit conserver son semblant d'autorité et d'indépendance qui rassure les investisseurs...

ACTUALITÉ DU JOUR

Syrie, à court d'argument, un coup de bluff cynique.

- Syrie: L'opposition annonce 1.300 morts dans une attaque qui pourrait être au gaz toxique - 20minutes.fr
- Syrie: soupçons d'attaque chimique, réunion d'urgence à l'ONU - AFP

- Syrie : "*Cela ressemble très fortement à une intoxication par un neurotoxique*" - LeMonde.fr

- Paris, Londres et Washington vont saisir l'Onu sur la Syrie - Reuters

L'opposition syrienne a affirmé mercredi que le régime avait tué 1.300 personnes dans une attaque chimique près de Damas mais la Russie, allié de Bachar al-Assad l'a accusée d'avoir monté une provocation.

Même si le régime a catégoriquement démenti avoir utilisé des armes chimiques et que l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH) a évoqué un bilan d'au moins 136 morts, l'attaque est l'une des plus violentes du conflit et a suscité une vague de condamnations internationales.

Le Conseil de sécurité de l'ONU a mené mercredi des consultations à huis clos, à la demande de cinq de ses membres (France, Etats-Unis, Royaume-Uni, Luxembourg et Corée du Sud).

Les membres du Conseil de sécurité veulent "*faire la lumière*" sur les accusations d'utilisation d'armes chimiques près de Damas et "*saluent la détermination*" de l'ONU à enquêter, a déclaré sa présidente, l'ambassadrice argentine Maria Cristina Perceval.

Plusieurs experts interrogés par l'AFP se sont montrés prudents. Paula Vanninen, directrice de Verifin, l'Institut finlandais pour la vérification de la convention des armes chimiques, a déclaré "*n'être pas totalement convaincue*" qu'il s'agisse d'une attaque au gaz innervant.

"*Les personnes qui aident les victimes ne portent pas de vêtements de protection ni de masques et si c'était le cas, elles auraient été contaminées et victimes des mêmes symptômes*", a-t-elle relevé sur les vidéos.

Pour Gwyn Winfield, directeur du magazine CBRNe Wold, spécialisée dans les armes chimiques, "*il n'existe aucune information indiquant que les médecins ou des infirmières ont succombé, ce qui laisse à penser que ce n'est pas ce que nous considérons comme du gaz sarin militaire, mais pourrait être un gaz sarin dilué*", a-t-il indiqué à l'AFP

Le ministre israélien de la Défense, Moshé Yaalon, a pour sa part affirmé qu'il s'agissait bien d'une attaque chimique et que ce n'était "*pas la première fois*".

Les autorités syriennes ont cependant dénoncé des accusations "*nulles et non avenues et totalement infondées*", selon un communiqué de l'armée lu par un officier à la télévision.

Le ministère syrien des Affaires étrangères a estimé que "*ces mensonges (...) visent à faire dévier la commission d'enquête de sa mission*".

Le Russie a elle aussi accusé l'opposition d'avoir "*planifié à l'avance une provocation*".

Le ministre britannique des Affaires étrangères William Hague a cependant espéré que les alliés de M. Assad se "*réveillent*" et "*réalisent sa nature criminelle et barbare*", tandis que le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon se disait "*scandalisé*" et la chancelière allemande Angela Merkel évoquait "*un crime effroyable*". AFP 21.08

1.300 morts dont 1164 resuscitent, des corps manipulés à mains nues sans protection, et Assad serait assez dingue pour attendre que les inspecteurs de l'ONU soient sur place pour lancer cette attaque au gaz sarin : grotesque manipulation ou intoxication ! L'oeuvre du désespoir des vaincus.

Commentaires d'internautes.

1- Comme c'est curieux !? Juste au moment où les inspections vont commencer, l'armée syrienne utiliserait des armes chimiques? Et après on s'étonne que Bachar ne veule pas des inspecteurs et des journalistes occidentaux en Syrie. Et notre Normal national qui réagit au quart de tour pour demander une enquête et orienter les inspecteurs vers ces cites.

2- Juste sous le nez de l'ONU. Bachar ne voulait pas faire de gros dégâts avant, il a attendu la commission de l'ONU exprès pour déclencher l'attaque à gaz. Ca faisait partie de son plan génial, pour se faire lapider par la suite, vu qu'on va également nous apprendre qu'il est masochiste...

3- Intoxication. Bachar ne commettrait pas cette erreur... il sait très bien qu'il y aura enquête. Il y a eu bombardement de la part de l'armée -oui - mais les rebelles ont répandu après du gaz pour l'accuser.

4- Les rebelles capables d'actes de cannibalismes ne seraient pas à ça prêt. Bachar commence à avoir des soutiens intéressants, il ne se tirera pas une balle dans le pied.

5- Assad à accueillis les pingouins de l'ONU par une démonstration de tir de roquettes de sarrazin, c'est ça oui.

6- Salaud de Bachar, il profite de l'arrivée des inspecteurs de l'ONU pour utiliser ses armes chimiques!

7- Quelle coïncidence ! une attaque - et de grande ampleur - aux armes chimiques, alors que l'Onu , est en Syrie pour enquêter sur leur usage !

8- On sent le désespoir chez les terroristes et tant mieux.

Apparemment le conditionnement des masses ne prend plus, en tout cas en s'y prenant de cette manière-là.

INFOS EN BREF

SOCIAL

1- France

Le président du Medef Pierre Gattaz a plaidé mercredi pour une "*vraie réforme structurelle*" des retraites sans "*demi-mesure*", appelant le gouvernement à "*s'attaquer à ce sujet de manière résolue*".

M. Gattaz rappelle les propositions de son organisation: relèvement de l'âge légal de départ à la retraite à 63 ans et allongement de la durée de cotisation à 43 ans en 2020.

Concernant une éventuelle hausse des cotisations qui financent les retraites, il estime que les entreprises ont "*déjà largement participé à l'effort d'équilibre*" et qu'une réforme des retraites "*qui augmenterait les charges des entreprises se ferait donc au détriment de l'emploi*".

Il affirme une nouvelle fois la nécessité d'introduire "*une dose de retraite par capitalisation*" (placements financiers) et juge "*urgent de s'attaquer*" à la convergence des régimes de retraite, au nombre de 35.

Le Premier ministre Jean-Marc Ayrault doit rencontrer lundi et mardi les partenaires sociaux pour dévoiler les grandes lignes de son projet de réforme, qui doit être présenté en Conseil des ministres le 18 septembre. AFP 21.08

2- Japon

Quelque 300 tonnes d'eau fortement radioactive ont fui de l'un des réservoirs de stockage de la centrale nucléaire accidentée de Fukushima, a annoncé mardi le groupe Tepco, opérateur de la centrale.

La fuite annoncée mardi, qui est toujours en cours, est contaminée à un point tel qu'une personne se tenant à 50 centimètres recevrait en une heure une radiation cinq fois supérieure au niveau annuel maximum toléré au Japon pour les employés du secteur nucléaire.

Une telle radioactivité rendrait une personne malade après 10 heures, avec des nausées et une chute du nombre des globules blancs.

Après l'avoir nié pendant des mois, l'opérateur a admis en août que de l'eau contaminée s'échappant des réservoirs souterrains s'écoulait dans l'océan Pacifique.

Tepco, qui a jugé peu probable que la dernière fuite en date atteigne le Pacifique, situé à 500 mètres, a expliqué que les employés chargés de surveiller les réservoirs d'eau contaminée n'avaient pas remarqué la fuite "*à un stade précoce*".

La Corée du Sud a demandé au Japon d'expliquer plus clairement comment il comptait empêcher les eaux contaminées d'atteindre l'océan et les zones de pêche.

"*Ils doivent aussi faire en sorte que les informations soient rendues publiques, à travers le monde, étant donné que c'est la*

première fois dans l'Histoire que les eaux contaminées d'une centrale nucléaire coulent dans l'océan avec cette ampleur", a déclaré le porte-parole du ministère sud-coréen des Affaires étrangères.

Tepco utilise un système de fortune afin de maintenir les barres de combustible à une température suffisamment froide et stable. L'eau utilisée s'écoule ensuite dans des bassins souterrains, qui fuient depuis la catastrophe.

L'excès d'eau hautement contaminée est pompé et entreposé en hauteur dans des réservoirs en acier à l'écart des réacteurs, qui sont situés au bord du Pacifique. Tepco a commencé à installer des réservoirs plus solides, mais la fuite annoncée mardi provient de l'un des précédents modèles, plus fragiles. Reuters 20.08

On est en présence d'une question colossale, d'une gravité exceptionnelle, d'une importance capitale pour la survie de la population et les Japonais restent amorphes, ils sont tellement subordonnés au capitalisme et ignorant à un point tel qu'ils sont incapables de se mobiliser par millions contre le gouvernement, simple constat. Ils peuvent les envoyer à l'abattoir quand ils veulent, ils ne résisteront, c'est terrifiant. Et ils sont loin d'être les seuls dans ce cas dans le monde.

ECONOMIE

1- Inde

Après s'être stabilisée en début de journée, la devise s'est enfoncée, franchissant un nouveau record à la baisse. Elle a atteint 64,60 roupies pour un dollar américain.

La Bourse de Bombay, qui s'était elle aussi rétablie en début de journée après avoir perdu 6% sur les trois dernières séances, a finalement cédé 1,86% à la clôture.

La Banque de réserve indienne (RBI) avait indiqué mardi tard dans la soirée qu'elle allait injecter 80 milliards de roupies (940 millions d'euros) dans le système bancaire en achetant des obligations d'Etat à long terme, afin d'assouplir l'offre de crédits.

"Il est important de répondre aux risques, pour la stabilité macro-économique, apportés par des déséquilibres extérieurs", a souligné la RBI dans un communiqué. AFP 21.08

Certaines raisons de l'affaiblissement de la roupie n'ont en effet rien à voir avec l'Inde.

2- Kenya - Chine

À l'occasion de sa visite d'État en Chine, le président kényan Uhuru Kenyatta a conclu avec son homologue chinois, Xi Jinping, un accord d'une valeur de 5 milliards de dollars qui confirme l'importance de la présence de la Chine au Kenya, première économie de l'Afrique de l'Est. Cette somme devrait être dépensée dans des projets d'énergie ainsi que dans une ligne ferroviaire qui relierait le port de Mombasa à Malaba, à la frontière avec l'Ouganda. Cette liaison devrait permettre un accès plus rapide du port vers les marchés de biens de la région, au Kenya, mais également en Ouganda, au Rwanda, au Burundi et en RD Congo, d'après le président Uhuru Kenyatta.

Le président chinois a également déclaré le 19 août que la Chine soutenait l'effort d'industrialisation du Kenya ainsi que son projet de mettre en place, à Nairobi une chambre de compensation pour les opérations en yuan. Le pays souhaite devenir un hub financier international.

Alors qu'on accusait la Chine de s'intéresser seulement aux matières premières du continent, Xi Jinping s'était engagé à aider l'Afrique à se développer lors de sa visite en mars dernier. Déjà investi dans de nombreux projets, notamment d'infrastructures, le pays est un acteur important de l'économie kényane et le président chinois envisagerait d'investir dans d'autres secteurs comme l'agroindustrie, la production d'engrais ou encore la technologie, selon le média national Kenya Broadcasting Corporation.

La visite de Kenyatta en Chine fait suite aux promesses qu'il a faites lors des élections présidentielles. Il s'était notamment engagé à collaborer étroitement avec la Chine, après que des élus américains, britanniques et européens avaient annoncé qu'ils limiteraient leurs liens avec le Kenya si Kenyatta était élu, en raison de sa mise en examen à La Haye. Ce dernier ainsi que son vice-président William Ruto sont inculpés par la Cour pénale internationale de crimes contre l'humanité pour avoir organisé les violences postélectorales de 2007 qui avaient fait plus de 1 500 morts.

Le président Kenyatta aurait invité la Chine à investir dans son secteur pétrolier, récemment découvert, dans la production d'électricité ainsi que dans le port de Lamu, au nord de Mombasa. D'une valeur de 25,5 milliards de dollars, le projet de Lamu

prévoit, entre autres, la construction d'une autoroute, d'une voie ferrée ainsi que d'un oléoduc en direction de l'Éthiopie et du Soudan du Sud. french.irib.ir 21.08

[Haut de page ↗](#)

Le 23 août 2013

CAUSERIE

Jeudi soir 22h05

J'ai ajouté 24 nouveaux articles. Dans un des articles sur la Syrie les contras ont présenté aux médias une photos qui avait déjà servi en Egypte ! La suite est du même tonneau, à lire évidemment et à faire suivre partout autour de vous. A bas les salafistes sionistes Hollande-Fabius !

Je vais voir si je continue à bosser, à demain et portez-vous bien, j'ai plusieurs débuts de causeries sous le coude, un appel en direction des jeunes et de la population des quartiers déshérités où 50% des jeunes sont au chômage : faites comme en Egypte, descendez dans la rue, sans violence, occupez la place jusqu'à ce que le régime vous entende ou qu'il tombe ! Il n'existe pas d'autre alternative politique immédiate (à suivre).

Vendredi 16h20.

A bâtons rompus, entre nous.

La réflexion de certaines personnes tient d'une expérience livresque, d'autres d'une expérience de la vie, c'est davantage à cette catégorie que j'appartiens, non pas que la lecture de milliers de livres ne m'ait rien apporté, mais comme j'ai une mauvaise mémoire je ne peux guère y faire référence ou à la marge, et pour être tout à fait honnête je préfère m'en abstenir que vouloir me faire passer pour un lettré.

La substance que j'en ai tirée m'a servi de guide et m'a sauvé d'un égarement certain qui me pendait au nez comme tout un chacun, et m'a aidé à passer bien des épreuves en me permettant d'analyser chaque expérience et d'en tirer des enseignements. Voilà comment je me suis forgé.

On dit parfois qu'on lieu de chercher la paille qui obscurcit l'oeil du voisin, on ferait mieux de regarder la poutre qui nous bouche la vue ou quelque chose comme cela. Je l'ai traduit en me disant qu'il valait mieux s'analyser soi-même que de passer son temps à analyser les autres, ce qui sera permis d'envisager quand on se connaîtra suffisamment soi-même pour reconnaître dans les défauts des autres les siens. Du coup on acquiert un détachement vis-à-vis des autres qu'on ne confondra pas avec l'indifférence ou le mépris qui en sont justement l'antithèse, qui nous empêche de les juger.

Maintenant il est vrai que les mots ne traduisent pas forcément cet état de conscience, ils le trahissent même parfois quand on s'avère maladroit à exprimer ce qu'on voulait dire d'une certaine manière et non d'une autre, qui aurait été plus commode mais n'aurait pas produit le même effet, car l'on ne s'exprime jamais sans raison, qu'on en est conscience ou non, d'ailleurs ne dit-on pas parfois que nos paroles ont dépassé notre pensée.

Prenez le bavard que je suis parfois, c'est parce que je suis en mal de compagnie, donc je m'exprime en présence d'un interlocuteur ou d'un auditoire imaginaire, ce n'est pas de la folie mais exactement l'inverse, car si je disais que c'était une thérapie, ce serait admettre que la solitude serait une maladie, or c'est seulement un état d'être ou paraître serait bien futile. On pourrait continuer ainsi longtemps, et rétorquer que même chez un déséquilibré mental chaque activité comporte une utilité et une signification et correspond à un besoin, dont il n'a pas conscience et que le psychanalyste l'aidera à acquérir. Pour revenir à ce que je disais au début, je serais infoutu de vous sortir une citation de Freud ou de Reich dont j'ai étudié les enseignements pendant plusieurs années, mais assurément j'en ai conservé quelque chose qui me sera utile le restant de mes jours.

Hier je vous ai parlé d'un incident que j'ai eu avec un Indien, quelque part je l'ai mis en scène, car j'avais reconnu au premier coup d'oeil dans mon adversaire une personne arrogante ou méprisante, et il se trouve que c'est le genre de personnages que je ne supporte pas et qu'il me plaît de provoquer et de remettre à sa place.

Ce sont généralement des gens médiocres ou présentant une faiblesse psychologique qu'ils ne peuvent pas contrôler et qui explosent ou sont désemparés quand ils se trouvent confronter à une situation inattendue, quand il tombe sur quelqu'un qui leur résiste ou leur tient tête. Ils ne le supportent, s'emportent, se mettent à aboyer comme ce monsieur qui me gueulait littéralement dessus, alors que j'étais demeuré parfaitement calme me contentant seulement d'élever la voix, et il se trouve qu'elle porte, vous vous souvenez peut-être que j'étais destiné à chanter dans les chœurs de l'Opéra de Paris, je n'aboie pas,

je chante !

J'ai parfaitement contrôlé la situation, à un moment donné j'ai bien cru qu'il voulait me frapper le bougre, il était hors de lui, en furie, intérieurement je rigolais, je me serais cru au théâtre à jouer un personnage, c'était cocasse, dommage que je n'ai pas eu un témoin avec moi on aurait bien rigolé par la suite.

Je dois quand même vous avouer que j'avais en tête la situation en France qui me rend malade ou triste. Déjà que la Syrie me donnait des cauchemars, puis vint l'Egypte ou les masses sont divisées et s'affrontent, et maintenant c'est au tour de la France. Vous me direz que ce n'est pas nouveau et qu'il serait temps que je me réveille, vous auriez raison sans doute, je n'en ai pas pris conscience suffisamment rapidement ou je n'ai pas pris conscience à quel degré de décomposition en était arrivée la société, elle pourrit sur place, c'est plutôt mauvais signe entre nous, désolé monsieur Coquema de vous contredire, je ne vois pas l'ombre d'une raison d'être particulièrement optimiste pour la suite, même si nous n'avons pas encore perdu la guerre. Le "encore" pour signifier que c'est une hypothèse qu'il ne faut pas totalement évacuer, hélas, oui hélas ! Il y a tellement de raisons de se morfondre de nos jours qu'on en viendrait à s'apitoyer aux larmes sur le sort d'un malheureux chien qui se ferait écraser par une voiture, d'ailleurs c'est fort triste tellement c'est injuste.

Il nous faut voir les bons côtés de la société dit-on pour la supporter, certes j'entends bien, sinon ce ne serait pas des prisons qu'il faudrait construire mais des asiles psychiatriques ou agrandir les cimetières, mais on remarquera que c'est pour développer le fâcheux penchant d'en oublier un peu trop promptement les mauvais, vous connaissez la parade à cet argument, intarissable : avec ce qu'on en bave quotidiennement, on a bien le droit de souffler un peu ou de penser à autres choses, autrement dit, on est opprimé et exploité, ensuite on est harcelé par nos créanciers ou l'Etat qui nous rackette, et ce n'est pas terminé, on doit encore se taper notre lot d'emmerdements quasi quotidiens, aucun répit ou presque ne nous est accordé, et vous vous voudriez qu'on y consacre encore du temps par dessus le marché, qu'on réfléchisse à notre condition, mais on fait que cela...

Pas vraiment en réalité, c'est confondre la subir et agir pour la changer, d'ailleurs cela ne prouve pas qu'on y comprenne grand chose, si tel n'était pas le cas cela ferait belle lurette qu'on aurait réglé nos problèmes, il faut donc admettre qu'il faudrait consacrer un minimum de temps à y penser, et puis c'est agréable, cela fait du bien d'entrevoir l'espoir de mettre fin à notre cauchemar quotidien, non, c'est mieux que de se bourrer d'antidépresseurs ou de somnifères ? Certains ajouteraient de picoler ou de se défoncer. Et puis de nos jours il existe tellement de moyens à notre disposition pour oublier la réalité et nous distraire, mais aussi pour nous la rappeler, d'ailleurs on pourrait se demander s'ils ne sont pas intimement liés, qu'on n'a pas envie de s'y plonger davantage, on fait notre propre malheur, c'est entendu et n'en parlons plus, à quoi bon s'attarder sur cette question dont on ne détient pas la réponse, la vie est courte vous savez, alors laissons-nous vivre et advienne que pourra, et si un jour la vie devenait vraiment impossible, on aviserait.

Détrompez-vous, vous n'aviserez rien du tout, vous serez encore plus malheureux et vous ne saurez comment y remédier, il ne vous restera plus que vos yeux pour pleurer en prenant les choses de la sorte, d'ailleurs comment pourriez-vous les prendre autrement quand vous avez eu les moyens de le faire et que vous vous y êtes refusé obstinément, c'était chercher les complications inutilement, vous ne pensez pas ? Certains prétendent qu'il suffirait de se retrouver face à une situation donnée pour trouver le moyen d'en sortir, moi j'en connais plutôt qui y ont laissé la vie, si un tel miracle pouvait se produire, dites donc nos amis Grecs seraient déjà sauvés depuis longtemps, sauf que la descente aux enfers continue pour eux. Mais ils réagiront bien un jour, ils vont bien finir par prendre les armes, peut-être, encore faut-il savoir sur qui tirer ou dans quelle direction et non à l'aveuglette, ce n'est pas le genre de choses qui s'improvise voyez-vous, c'est une science, un art ! Rien que cela, mais où avez-vous la tête ? Vous avez raison, j'avais oublié qu'elle vous faisait fâcheusement défaut et que vous vous en portiez bien ainsi. Vous vous moquez. Non je pense à haute voix, excusez-moi.

Réfléchir à la situation, comprendre comment elle évolue, c'est comme manier un bistouri ou se servir d'un lance-roquettes, cela ne s'apprend pas en claquant des doigts, quand vous versez de l'eau froide dans une casserole avant qu'elle arrive à ébullition il va se passer un certain temps, et si vous vous y prenez à la dernière minute avant de partir à un rendez-vous, soit vous vous passerez de thé, soit vous le boirez tiède, c'est dégueulasse, soit vous le boirez chaud et vous arriverez en retard à votre rendez-vous qui ne vous aura pas attendu. Il arrive qu'on n'arrive en retard à un rendez-vous de l'histoire ou pas préparé et qu'on le loupe, les conséquences en sont généralement catastrophiques et on le paie très très cher, pendant dans de très longues décennies qui n'en finissent pas, nous somme dans ce cas de figure aujourd'hui.

Rien ne sert de courrir, il faut partir à point, même cela on l'a désappris.

[La roulette russe en guise d'issue politique, faites vos jeux messieurs dames !](#)

Par le Mouvement politique d'émancipation populaire (M'PEP) - Le 22 août 2013.

- Vidéos « *Une constituante ? Quelles modalités ? Le tirage au sort ?* »

Ouais, c'est ça, le coup de la pochette surprise ! Il fallait au moins être diplômé en économie ou enseigner à l'université pour pondre un truc pareil. Non mais, franchement, comment voulez-vous qu'on vous prenne au sérieux ? Dites plutôt que vous êtes paumés

ou que vous ne savez plus où vous en êtes cela vaudra mieux, soyez honnête, car là vous allez passer pour des charlatans.

Vous savez qu'à leur constituante tous les partis pourraient y concourir, imaginez que le numéro gagnant tombe sur un dirigeant du PS, de l'UMP ou du FN, ils auraient l'air malin ! Délirant !

Moi je prends le contre-pied de ces gens-là, l'air de rien il m'arrive de déconner, d'employer un langage léger, mais c'est volontaire, je sais ce que je fais, c'est pour parler très sérieusement de choses sérieuses, et jamais je me fous de mes lecteurs, jamais je ne leur ai sorti ce genre de conneries, excusez-moi mais c'est trop fort, une loterie pour désigner nos représentants, pour décider de notre sort et celui de millions de travailleurs, ils sont tombés sur la tête au M'PEP.

Tenez vous apportez de l'eau à mon moulin, j'ai toujours dit que c'était une tartuferie cette constituante, vous en faites la démonstration. Mais où est la démocratie là-dedans ? Pourquoi ne pas tirer les tarots pendant qu'on y est ou jouer cela sur le zinc d'un bistrot au 421, on croit rêver. Cela sert à cela un bac +7, ah ben merde alors, je n'ai rien perdu ! Vous comprenez peut-être mieux pourquoi les intellectuels m'exaspèrent.

Vous avez lu attentivement les milliers d'articles que j'ai mis en ligne, franchement, il y a des claques ou des coups de règles sur les doigts qui se perdent. Depuis que je mets des articles en ligne, j'ai dû rencontrer, allez ne soyons pas médisant, 3 ou 4 intellectuels, disons 5 sinon après j'aurais des remords, qui ne présentaient pas les caractéristiques des gens bornés, il faut dire que je suis très exigeant, je n'ai peut-être pas un niveau intellectuel très élevé mais j'estime que le leur doit être supérieur au mien, sinon à quoi bon, bref, qui ne sortaient pas une grosse perle à valeur négative, sans leur demander d'être socialistes ou marxistes, on reste dans le domaine de la logique, de la réflexion qui ne comporterait pas une grosse verrue au bout du nez et que son auteur n'aurait pas perçue, et on ne pouvait pas sérieusement leur prêter d'avoir voulu apporter une touche poétique à leur oeuvre, ou alors c'était inconscient et il faudrait leur pardonner, prenons garde de ne pas froisser la confrérie des poètes parmi lesquels on croise parfois de fameux intellectuels de gauche, autrefois, de nos jours je n'en sais rien.

La tendance et une stratégie pour le Moyen-Orient.

Faire son mea-culpa, amende honorable, acte de repentance, s'excusez publiquement, reconnaître un abus ou une erreur qui ne sera jamais volontaire mais le produit d'une indéclicatesse individuelle, un cas isolé, une faiblesse inhérente au système et imprévisible qui sera corrigé, on vous le jure la main sur le coeur, en réalité ils ont en tête de mieux le verrouiller pour éviter dans le futur d'éventuelles failles ou fuites qui ternissent leur image, de manière à redorer son blason ou reconquérir la confiance de la population, se faire passer pour un honnête homme ou un véritable démocrate, quitte à se contredire ou mentir effrontément dans la foulée, peu importe puisque si peu de gens connaissent la vérité, d'ailleurs toute l'opération sert à leur camoufler le plus longtemps possible afin de mieux continuer de les abuser et le tour est joué.

Leur pire ennemi, la réalité sociale bourrée de contradictions explosives à terme et ceux qui en rendent compte, contradictions qu'ils s'emploient à contrôler comme ils peuvent en sachant qu'ils n'y parviendront peut-être jamais totalement.

Dans son dernier éditorial D. Gluckstein met en relief "*la stratégie du bonneteau*" adoptée par le gouvernement français, la méthode Coué ayant ses limites, à l'heure où il s'apprête à poursuivre son offensive contre toutes les couches d'exploitées, on remarquera qu'il n'est pas le seul à l'avoir adopté de Washington au Caire en passant par Tel-Aviv ou Istanbul dont les dirigeants multiplient les discours contradictoires, les choses ne se passant pas exactement comme ils les avaient prévues ou plutôt se précipitant à un rythme qu'ils peinent à suivre, aussi imprévisibles que la réaction du malheureux qui n'a plus rien à perdre et est prêt à tout pour survivre.

Sur la Syrie, ils ont commis une terrible erreur, il est possible de faire chuter un gouvernement, de balayer un chef d'Etat, mais pas de vaincre un peuple uni qui combat pour sa souveraineté contre l'envahisseur ou l'occupant, apparemment ils ont été mal renseigné sur la situation réelle en Syrie, on a envie d'en rire en pensant aux moyens colossaux qu'ils ont déployés pour contrôler la terre entière, ou alors ils avaient déjà oublié les enseignements de la guerre libératrice du Vietnam.

Je mets en ligne dans cette page un article d'une qualité exceptionnelle *Le Sinaï : Base américaine ?* de Nasser Kandil, rédigé le 13 août mais traduit puis publié le 21 août par le portail mondialisation.ca, vous le trouverez aussi au format pdf (Acrobat Reader).

Pour comprendre la situation et son orientation, on ne doit pas seulement prendre en compte la lutte des classes et les contradictions (du capitalisme) qui existent dans un pays sur le plan social et politique, il faut l'analyser à une autre échelle, mondiale, sur le plan économique, sinon on risque de se fourvoyer sur les intentions ou la stratégie de notre ennemi, donc y répondre par une politique inappropriée.

Extrait.

- "*Les discussions vont bon train dans les centres d'études US, les séminaires et ateliers sur le Sinaï et son importance stratégique. Certains chercheurs en arrivent à deux équations possibles qui se résumeraient à dire que la sécurité d'Israël dépend*

du Sinaï non du Golan syrien, et que la sécurité des gazoducs et oléoducs dépend du Sinaï non de Homs en Syrie. D'autres planchent sur l'importance stratégique comparée entre Al-Qusayr en Syrie et le Sinaï en Égypte et, tenant compte des frontières terrestres et maritimes des deux pays, en arrivent à dire que le Sinaï est stratégiquement plus important que la Syrie.

Habituellement, une telle focalisation des centres de recherche sur un sujet donné n'est pas sans finalité et ne consiste pas à se contenter d'échanger les points de vue, réagir, ou exagérer un événement sécuritaire ou politique ; d'autant plus que les organisateurs de ces workshops sont aussi les décideurs en la matière.

(...)

Cette mainmise des États-Unis sur le Sinaï semble être devenue l'objectif stratégique du moment. À partir de là, il sera possible de compenser la perte des richesses pétrolières et gazières due à leur échec en Syrie. À partir de là, la sécurité d'Israël sera sous leur garde directe ainsi que celle de l'Asie, de l'Afrique et des pays du Golfe qui ne pourra pas échapper à leur vigilance. Ainsi, les États-Unis pourront dire qu'ils sont redéployés mais non vaincus !

Les yeux US sont braqués sur le Sinaï. Faisons-en autant, surtout les Égyptiens et leur Armée, maintenant que la mainmise sur le Sinaï risque de menacer la souveraineté de L'Égypte, laquelle souveraineté exige de se libérer des contraintes unilatérales imposées par « les accords de Camp David »."

Le long passage que je n'ai pas reproduit ici constitue la trame de fond de la stratégie américaine (et israélienne) qui se dessine sous nos yeux, je vous invite vivement à télécharger cet article car il permet de mieux comprendre l'accord passé entre les Américains et les Russes sur la Syrie, au détriment des Chinois et des Européens, les éternels dindons de la farce.

Si effectivement les Américains s'implantaient solidement et en masse dans le Sinaï en prévision de ne plus jamais en partir à une encablure d'Israël, il n'y aurait plus qu'à relier les deux entités pour que le vœu formulé par le sioniste J. Attali de transformer Israël en capitale du gouvernement mondial prenne forme. Comme quoi ils ont de la suite dans les idées.

Maintenant on va suivre attentivement la politique de l'armée égyptienne dont l'existence dépend du financement de l'impérialisme américain, acceptera-t-elle de se placer sous le commandement américain ou d'importantes fissures vont apparaître au sommet de l'appareil militaire qui pourrait faire capoter cette stratégie qui vise également la main mise sur l'Afrique, à suivre. Désormais nous analyserons toutes les déclarations des différents protagonistes (ils sont très nombreux) en ayant en tête cette stratégie. Ce serait une grave erreur de croire qu'ils n'en seraient pas informés, y compris le gouvernement français dont les dernières gesticulations guerrières sur la Syrie sonne comme le chant du cygne.

Le jeu de bonneteau consiste à tenir un discours pour que l'attention de la population se concentre dans une direction, tandis que les choses sérieuses se déroulent ailleurs, autrement dit, cela ne la concerne pas, elle n'a pas son mot à dire, selon la conception de la démocratie de nos gouvernants, elle en sera bien informée assez tôt, de préférence quand elle sera mise devant le fait accompli, comme presque toujours.

Dénoncer ce jeu de bonneteau, c'est bien, il ne concerne pas uniquement le gouvernement français ou les membres du PS, du FdG ou du Medef, les dirigeants des syndicats en ont fait leur spécialité depuis des lustres, et puis il faudrait peut-être aussi en tirer des leçons politiques, rompre avec ces partis, cesser de s'adresser à ses dirigeants, au président de la République, ce que vient encore de faire D. Gluckstein à propos d'Haïti, il ne manque pas une occasion pour pratiquer en réalité un double langage, à différents niveaux, du coup cela passe inaperçu, c'est bien joué, mais nous ne sommes pas dupes. Dire qu'il faut rompre avec les institutions pour immédiatement après s'adresser à Hollande, c'est incohérent, à un moment donné il faut choisir.

[En défense de nos droits politiques](#)

L'exercice du droit ou des valeurs républicaines tout comme les principes de la démocratie, les rapports sur lesquels ils reposent et qui les a vu naître sont devenus une entrave insupportable pour le capitalisme en crise et la mise en oeuvre de la stratégie de l'oligarchie financière.

A travers toutes ces affaires que certains classeraient volontiers dans la catégorie des faits divers, ce sont ces valeurs et ces principes qui sont visés par le gouvernement, le ministère de la Justice, la gauche, l'extrême gauche et tout ce que compte de gauchistes ou de parasites s'exprimant en notre nom dans le pays.

Ce n'est ni un fortuit ni anodin, si le traitement de ces faits conduit à l'affaiblissement du droit, donc des rapports sur lesquels il repose, donc de la démocratie, même en lambeau. Leur ouvrage consiste à s'acharner sur ce qu'il en reste au profit de l'arbitraire, du traitement subjectif ou émotionnel des faits totalement déconnecté des faits matériels avérés ou de la réalité, quand dans leur interprétation de la situation vient se greffer des éléments ou facteurs extérieurs qui n'ont rien à voir avec les événements, mais qu'on va s'employer à force de les marteler à présenter comme déterminants ou ayant eu une influence sur le comportement d'une personne afin de l'innocenter, modifiant totalement l'appréciation que le juge et ce qu'on appelle l'opinion

publique sera porté à avoir sur les faits en eux-mêmes qui se trouveront ainsi dévalorisés, cela va plus loin encore, au point d'en perdre la trace, de passer à la trappe, d'occulter l'origine d'un conflit ou d'une polémique.

Vous vous souvenez peut-être l'histoire du compagnon de ma fille qui avait monté une petite boîte de nettoyage et qui avait embauché le frère d'un de ses meilleurs amis qui était un rom devenu sédentaire, son frère rom également ayant besoin d'un emploi et d'une adresse pour obtenir la prolongation de son titre de séjour, ma fille et son compagnon que son cas avait ému l'embauchèrent et lui firent cadeau de 900 euros pour payer la caution de son appartement, ils lui firent des certificats, etc pour qu'ils obtiennent ses papiers et ne soit pas expulsé. Puis vint le jour où il cessa de bosser, garda la voiture de fonction tout en recevant son salaire, mon gendre essaya de le raisonner en vain, il lui adressa un avertissement et menaça de le licencier, ce type l'envoya baladé et le traîna aux prud'hommes. Au tribunal, il débarqua avec sa compagne enceinte jusqu'aux dents accompagné de plusieurs gosses en guenilles, etc. lui et sa compagne flanquée d'une syndicaliste de la CGT s'employèrent à émouvoir le jury sur leur situation misérable face à un salaud de patron, un esclavagiste allèrent-ils jusqu'à dire, alors que le compagnon est Réunionnais et aussi noir qu'un Sénégalais, bref, ma fille et son compagnon se sont retrouvés accusés d'avoir abusé de cette personne, alors qu'il leur devait tout, c'est dingue mais c'est ainsi, le jury fut attendri par la comédie jouée par ce type et sa marmaille oubliant les faits.

Au passage je vais dire un mot à ces abrutis de gauchistes et anarchistes qui me sortent par les yeux de la tête, ce n'est certainement pas vous qui iriez donner 900 euros à un rom ou à tout autre personne dans la détresse que vous ne connaissez pas, lui filer un boulot et vous porter caution pour lui, alors fermez-là ou changez de refrain, car en réalité vous êtes les meilleurs alliés de l'extrême droite et du régime.

Autant vous dire que ma fille et son compagnon qui sont d'une honnêteté irréprochable, d'une bonté ou d'une gentillesse désintéressée que l'on rencontre très rarement, ont été terriblement choqués par cette expérience cauchemardesque, car l'affaire a duré plusieurs mois. Tout le monde s'en fout évidemment, et bien pas moi, et pas seulement parce que c'est ma fille, j'aurais exactement la même réaction avec n'importe qui dans une situation semblable, où la victime devient coupable ou est soupçonnée de culpabilité et le coupable blanchi ou reconnu irresponsable de ses actes en vertu de son statut d'immigré qui se situe dorénavant au-dessus des lois, qui fait office de loi. Je peux vous dire qu'en Inde en tant qu'immigré, je ne m'aviserai pas à tester cette "vertu" qui n'a aucune légitimité sous peine d'être expulsé manu militari ou emprisonné sur le champ.

De nos jours quand une personne issue de l'immigration commet un délit sous prétexte qu'elle connaîtrait des difficultés matérielles, financières, sociales ou morales au même titre que le patron voyou qui se dit harcelé par les banques, le fisc, ses employés, les syndicats, son épouse, sa famille et même ses proches, il devrait bénéficier de circonstances atténuantes, de la clémence de la justice, de la tolérance ou de la compassion de la part de la population, qui elle ne cumulerait pas frustrations, humiliations et des difficultés sans nombre au quotidien, les magistrats devraient consentir aux deux extrémités de l'échelle sociale le droit de s'exonérer en partie ou en totalité du devoir de respecter le droit établi que chaque citoyen respecte sous peine d'être poursuivi ou faire preuve d'une compréhension bienveillante quand ils l'enfreignent.

La culpabilité d'une personne qui a été prise en flagrant délit de manquement à la loi fera l'objet d'une manipulation qui servira à légitimer son acte. Comment ? Dès lors que ce délit sera accompagnée d'une provocation qui servira à déclencher une réaction qui viendra entraver l'examen impartial des faits, la justice ou la police s'interdira toute poursuite immédiate, puis cela se traduira par un acquittement ou une peine dérisoire.

Quelques réflexions

Quelques réflexions à creuser que je me suis faites ces derniers jours, le soir en sirotant mon cocktail, moment de détente que je m'accorde avant de manger et qui tient lieu de comité politique, où j'ai l'esprit plus libre que le reste de la journée où je suis trop pris par l'actualité et mon boulot.

1- On revendique davantage de droits et de liberté, c'est normal, naturel, mais il ne faut pas oublier de se poser les questions suivantes : Sous quel régime vivons-nous ? Qui gouverne ? Quelle classe détient le pouvoir ? Dans quelle perspectives faut-il situer ce combat si l'on ne veut pas que la classe dominante en tire davantage de profit ? Quelle orientation politique donner à ce combat ?

On doit le situer dans la perspective politique du renversement du régime incompatible avec l'exercice de ces droits ou de ces libertés, sachant à la fois qu'ils seront sans cesse remis en cause et que le renversement du régime n'aura pas lieu demain matin, aussi pour éviter toute confusion ou de colporter des illusions dans la tête des travailleurs auxquels nous nous adressons, il est de notre devoir de leur tenir ce discours, de préciser que notre combat consiste à se donner les moyens, à préparer les conditions politiques qu'il nous faudra réunir pour à la fois conserver nos droits et en acquérir d'autres ainsi que renverser le régime en place, conditions politiques dans lesquelles figure au premier plan la construction d'un nouveau parti ouvrier révolutionnaire que nous les appelons à rejoindre.

Dans mon brouillon j'avais ajouté qu'il fallait absolument se fixer un objectif politique clair et saisissable par les masses, sachant que seules ses éléments les plus avancés seront susceptibles d'en comprendre la nature exacte et d'être recrutés, ce qui n'est

pas incompatible avec le fait de s'adresser à l'ensemble des travailleurs. Nous partons du principe que notre discours doit intégrer les différents niveaux de conscience des travailleurs, de manière à toucher ceux qui sont prêts à en découdre, qui ne supportent plus le régime en place, qui sont des révolutionnaires inorganisés si l'on veut sans préjuger des couches auxquelles ils appartiennent comme le font tous les partis qui ne sont pas capables d'organiser des milliers d'ouvriers parmi les couches les plus défavorisées. J'ajoutais encore qu'il fallait croire dans les masses, dans le socialisme, c'est la moindre des choses.

2- Vous n'avez pas remarqué que depuis qu'ils ont concocté des lois soit-disant favorisant l'égalité des droits, il y a une recrudescence du racisme, de la xénophobie, de l'homophobie, etc. ? Si j'étais homosexuel, je réfléchirais à deux fois avant de tenir mon compagnon dans mes bras ou de l'embrasser dans la rue sous peine de me faire agresser par un arriéré ou un fanatique de droite, d'extrême droite ou religieux.

3- Quand on écoute un immigré ou une personne issue de l'immigration, attention cela ne concerne que certaines personnes, de par son statut il serait intouchable, que vous critiquiez son manque de civisme et il vous traitera de sale raciste, c'est arrivé à mon ex-épouse qui partage totalement mes convictions politiques.

Mais dites-moi, ne serait-ce pas la même méthode qu'utilisent les sionistes qui vous traitent d'antisémite dès que vous critiquez Israël et la politique raciste de son gouvernement envers les Palestiniens ?

Finalement je pense que Thierry Meyssan doit avoir raison quand il affirme que la politique des Etats-Unis est dictée par le lobby sioniste, j'ajouterais celle du cartel des banquiers de la FED ou groupe Bilderberg dirigé par Rockefeller qui n'est pas juif, mais néolibéral et sioniste.

4- En 2005, lors des émeutes des banlieues en France, je n'avais pas pris la mesure exacte du problème. J'avais été en partie injuste envers le PT qui avait appelé indirectement au respect de l'ordre républicain.

Je dis en partie seulement car en temps que lecteur assidu d'Informations ouvrières à l'époque, depuis 2002, et après avoir soutenu le PT du 11 septembre 2001 à mai 2005, comment aurais-je pu savoir ce qui se passait réellement en France quand ce journal pendant des années n'y avait consacré aucune ligne, pas un mot, ils n'ont pas changé d'attitude depuis, c'est même le seul parti ou la seule formation politique en France qui ne s'est pas exprimé une seule fois en six mois sur le mariage homosexuel par exemple, chacun a pu le constater.

J'ai été maintenu dans l'ignorance de ce qui se passait en France à l'époque où je n'avais pas de connexion à Internet et aucun rapport avec des gens en France ou très peu. En 2005, le PT était passé par un comité pour s'exprimer, or quand on a une position on se doit de l'assumer totalement, on sort une déclaration ou un communiqué, c'est la moindre des choses.

5- La différence entre moi ou nous car il y a de nombreux militants ou travailleurs qui partagent mes positions, les gauchistes et l'extrême droite, dans la manière de traiter les questions de société ou les rapports sociaux que nous avons évoqués plus haut.

Pour les gauchistes, quoi que fasse un jeune, un immigré ou une personne issue de l'immigration, c'est bien, c'est légitime, il a raison.

Pour l'extrême droite, quoi que fasse un immigré ou une personne issue de l'immigration, c'est mal, c'est répréhensible, illégal, son défaut c'est d'être immigré, d'être musulman, c'est ce qu'il est qui est un crime impardonnable.

Nous, nous faisons la distinction entre les jeunes, les immigrés et les personnes issues de l'immigration qui respectent le droit et les autres citoyens pour faire bref, et les délinquants, les voyous qui ne respectent rien ni personne.

Les premiers (jeunes ou immigrés) partagent notre point de vue, ils rejettent la violence individuelle ou aveugle et s'en remettent à la justice pour traiter les différents qui peuvent intervenir dans la société, justice qui malheureusement est très imparfaite.

Nous nous adressons à eux en priorité sur le plan politique. Quant aux seconds (jeunes ou immigrés) qui malgré tout sont des victimes du capitalisme, nous les appelons à faire preuve de solidarité entre eux pour surmonter cette épreuve difficile, injuste, détestable, on est bien d'accord, en leur disant que nous ne pouvons pas les suivre quand ils s'en prennent à n'importe qui ou à des biens publics sous des prétextes divers.

En luttant ensemble, ils peuvent exiger que l'Etat répare l'injustice monstrueuse qui leur est faite en prenant des mesures immédiates pour améliorer leur situation, mener des actions qui forcera l'Etat à plier et à leur accorder le minimum vital qui leur fait défaut pour vivre dignement, puisqu'il n'est pas capable de vous fournir un travail qui vous permettrait de vivre normalement.

Si l'ensemble de la population descendait dans la rue, jeunes et leurs parents, bloquaient la ville où ils habitent, paralysaient l'activité économique, sans recourir à la violence, de manière organisée et disciplinée, l'Etat se retrouverait en position difficile et obligé d'agir. Au-delà, s'il s'y refusait, on pourrait imaginer que des sit-in comme en Egypte, au niveau d'une commune, puis deux, trois, etc. pour enfin appeler tous les chômeurs et leurs familles à un grand rassemblement sur le Champ de Mars par

exemple, là où il y a la Tour Eiffel, leur mouvement bénéficierait d'une couverture médiatique mondiale, syndicats et partis ouvriers seraient obligés de vous soutenir, qui sait le régime pourrait vaciller, puis tomber.

Y aura-t-il un parti pour reprendre cette idée qui n'a rien d'extravagante, aussi pleine de danger pour le régime qu'en Egypte ou en Tunisie ?

Qu'on ne vienne pas me dire ensuite que j'aurais quelque chose contre les immigrés ou je ne sais quelle couche d'exploités, adressez plutôt ce reproche à ceux qui servent d'aiguillon à l'extrême droite qui se font les fossoyeurs de nos droits et du socialisme, car il est évident que l'immense majorité des masses partagent mes positions que celles des gauches de tous poils.

ACTUALITÉ DU JOUR

En famille. "La droite en avait rêvé, Hollande l'a fait"

Bravo à Luc Ferry de dire tout haut ce que tous pensent tout bas dans son camp UMP-UDI-PS

- Luc Ferry, ancien ministre de l'Education nationale du gouvernement Raffarin, a estimé jeudi que l'action du président François Hollande allait "dans le bon sens" et pouvait "s'avérer payante" pour la croissance.

Parmi les "bonnes choses" mises en place par le gouvernement socialiste, le philosophe salue dans une interview au Parisien-Aujourd'hui en France "l'accord sur la flexisécurité" négocié dans le cadre de l'Accord national interprofessionnel (ANI) en début d'année: "La droite en avait rêvé, Hollande l'a fait".

M. Ferry estime également positifs les contrats de génération, "qui sont ce qui peut se faire de mieux en termes d'emplois aidés", et la volonté "clairement affichée" du président de "réduire les déficits publics". AFP 22.08

Vous vous le saviez avant le 6 mai 2012, n'est-ce pas, l'expérience, le flair, un minimum de perspicacité, de logique, entre nous, l'UMP et le PS c'est comme cul et chemise, les deux piliers des institutions, nous on a à faire à des bras cassés, des culs-de-jatte, des eunuques, des neurasthéniques, des lobotomisés, des manipulateurs, des falsificateurs, des illusionnistes, des aventuriers, des charlatans, qui continuent de colporter selon les cas des illusions dans le capitalisme, les institutions, le PS, les appareils des syndicats qu'ils ménagent, couvrent, pratiquant sans cesse un double langage pour qui sait lire ou n'a pas les oreilles bouchées, pratiquant le non-dit, procédant par syllogismes truqués, "ce qui peut se faire de mieux" pour aboutir à la situation inextricable dans laquelle se trouve le mouvement ouvrier et le prolétariat, il fallait avoir assurément de l'expérience, du flair, un minimum de perspicacité, de logique pour parvenir à un résultat aussi médiocre.

Jeu institutionnel en famille.

Jean-Luc Mélenchon se prononce pour des alliances avec les écologistes aux élections municipales du printemps 2014 en France et exclut tout accord avec le Parti socialiste dès le premier tour.

"Je pense que nous pouvons dès le premier tour faire des listes avec des écologistes dans de très nombreuses villes", a dit jeudi Jean-Luc Mélenchon sur France 2.

Harlem Désir, le Premier secrétaire du PS, dénonce "l'opposition systématique" du coprésident du Parti de gauche et juge l'union "vitale pour la gauche".

Si le candidat du Front de gauche à la présidentielle de 2012 exclut toute alliance avec le Parti socialiste dès le premier tour, le secrétaire national du PCF, Pierre Laurent, est d'un avis différent.

"L'objectif doit rester de faire élire des majorités de gauche en rassemblant communistes, Front de gauche, écologistes, socialistes et forces citoyennes pour empêcher droite et extrême droite de conquérir des villes", dit-il dans un entretien publié jeudi dans Libération.

Le Parti de gauche et le PCF sont les deux principales composantes du Front de gauche, une coalition électorale dont Jean-Luc Mélenchon a porté les couleurs à la présidentielle de 2012.

Le Front de gauche a permis au PCF de stopper son déclin électoral mais les stratégies divergent entre partenaires pour les scrutins locaux car les communistes ont besoin d'accords avec le PS pour conserver leurs bastions électoraux.

Harlem Désir constate que le PCF n'est pas sur la même ligne que Parti de gauche. "*Nous gérons déjà avec les communistes, comme avec les écologistes, toutes les villes, les départements et les régions dirigées par la gauche*", dit-il dans un entretien publié jeudi par Le Monde, daté de vendredi. Reuters 22.08

Vous avez raison de le rappeler, vous gérez au quotidien la société des capitalistes puisque ce sont eux qui vous imposent le budget dont vous disposez, qui vous impose qui aura une HLM et qui restera dans un taudis insalubre (dont mon épouse à Aubagne, mairie PCF), qui aura une place à la crèche et qui n'en aura pas, etc. Vous avez joué le rôle des ONG avant l'heure quoi.

Allez, ils vont bien finir par s'entendre, il y a trop d'intérêts politiques en jeu, pour eux bien sûr.

Inormations ouvrières n° 265 page 4 le confirme.

Extrait.

- Jean-Luc Mélenchon, dans une interview au Journal du dimanche le 18 août minimisait d'avance son désaccord avec le PCF : « *Il y a une divergence, il ne faut pas la dramatiser. De toute façon, cela se décide localement. Pour moi, il faut être autonome pour mobiliser les forces déterminées à donner le coup de balai de la révolution citoyenne et de l'humain d'abord.* »

Le désaccord « *pas dramatique* » dont parle Mélenchon porterait donc sur l'alliance dès le premier tour avec un PS qui « *pratique une politique de droite* ».

Mais qu'en est-il du deuxième tour ?

Mélenchon est un type qui a des principes ou des convictions... à géométrie variable, "*autonomes*", selon qu'il y a des élections ou quelque chose à gratter ou non, sauf en ce qui concerne sa soumission au régime en place, ceci expliquant cela d'ailleurs.

Je ne comprends pas, qu'est-ce que vient faire ici le deuxième tour ? Parce que l'électorat populaire se porterait volontiers sur un candidat du PG ou du PCF plutôt que sur un candidat du PS ? Quel électorat en réalité ? Ira-t-il voter au moins, rien n'est moins sûr. L'électorat populaire ou les masses sont très hétérogènes, pourquoi se déplacerait-il davantage au second tour pour un candidat du PCF ou du PG plutôt qu'un candidat du PS, ce ne serait pas plutôt l'inverse des fois ? Nous appelons au boycott de ces élections, la gestion du régime, ce n'est pas notre truc !

[Des récidivistes, comme quoi..](#) .

- Les banques à nouveau mises à l'amende en Grande-Bretagne - Reuters

L'assureur CPP et 13 grandes banques et sociétés émettrices de cartes de crédit verseront 1,3 milliard de livres (1,5 milliards d'euros) de dédommagements à sept millions de Britanniques auxquels ont été vendus des produits d'assurance litigieux.

Cette annonce faite jeudi par la Financial Conduct Authority (FCA) est une nouvelle pierre dans le jardin des banques britanniques, déjà mises à l'amende pour le même motif.

"*Sept millions de clients qui, globalement, ont souscrit et renouvelé 23 millions de polices d'assurance environ, recevront sous peu un courrier de CPP qui les tiendra informés du déroulement de la procédure*", a dit la FCA.

"*L'implication des banques et des émetteurs de cartes de crédit est le reflet du fait qu'ils ont présentés les produits de CPP à leur clientèle et qu'ils doivent donc partager la responsabilité de mettre les choses au clair.*"

Les banques et émetteurs de cartes de crédit impliqués sont Lloyds Banking Group, Barclays, Canada Square Operations, Capital One, Clydesdale Bank, Home Retail Group Insurance Services, HSBC, MBNA, Morgan Stanley, Nationwide, Santander, Royal Bank of Scotland et Tesco Personal Finance. Reuters 22.08

Cela fait 150 millions d'euros chacune en moyenne, elles s'en remetttront, je voulais dire qu'elle remettront cela une troisième fois puisque apparemment cela rapporte plus que l'amende qu'elles ont à payer.

[Il en tremble déjà !](#)

- Suisse: procédure contre l'ex-président de la Banque nationale - AFP

Le ministère public de la Confédération helvétique a ouvert une procédure judiciaire contre l'ex-président de la BNS (Banque nationale suisse), Philipp Hildebrand.

M. Hildebrand est aujourd'hui vice-président du conseil d'administration du fonds d'investissement BlackRock. AFP 22.08

C'est à qui Blackrock ?

- Blackrock exerce une grande influence à Wall Street et à Washington D.C. et compte parmi ses actionnaires, les Rothschilds, Élisabeth II du Royaume-Uni, l'homme politique et homme d'affaires américain Al Gore, le baron pétrolier Maurice Strong, Warren Buffet, George Soros et l'homme d'affaires mexicain Carlos Slim. Wikipédia.

M. Hildebrand doit trembler de frayeur à l'idée des poursuites qui l'attendent avec les soutiens qu'ils possèdent !

[Quand une agence de notation américaine s'attaquent aux cartel des banquiers de la FED !](#)

Là aussi ces banquiers doivent être pris de panique, les agences de notation sont à leurs ordres... A moins que ce soit pour envoyer un signal, un signe précurseur...

- Etats-Unis: Moody's envisage d'abaisser la note de 4 grandes banques - AFP

L'agence de notation financière Moody's a annoncé jeudi qu'elle envisageait d'abaisser la note de quatre des plus grandes banques américaines en raison d'un moindre soutien financier attendu de la part du gouvernement des Etats-Unis à l'avenir.

Moody's "examine les notes de créances prioritaires et subordonnées des holdings des six plus grandes banques américaines, JPMorgan Chase, Wells Fargo, Goldman Sachs, Morgan Stanley, Bank of America et Citigroup.

Le premier facteur est "*une baisse du soutien (gouvernemental)*" qui pourrait se traduire par une "*plus forte possibilité de défaut*", le second étant "*le potentiel pour un démembrement plus ordonné*" en cas de faillite ainsi que des niveaux de capitaux exigés plus élevés. AFP 22.08

Bon, comment vont-ils orchestrer le prochain krach qui leur permettra de concentrer encore leur pouvoir et de s'enrichir encore plus

[Numéro d'équilibriste ou d'illusionniste](#)

Juste en dessous de 50 c'est le "*chos*" ou une catastrophe, juste au dessus de 50, youpi, l'économie mondiale "*repart*" !

- De la Chine à la zone euro, l'économie mondiale repart - Reuters

Mais...

L'économie mondiale est en mal de punch, plombée par des problèmes de dette qui ont semé le chaos dans la zone euro, alors que la Chine doit composer avec une demande moins tentée par ses produits, que ce soit en interne ou internationalement.

La zone euro devrait rester en récession toute l'année 2013, avec un PIB se contractant d'environ 0,5% selon les analystes, mais elle devrait voir le ciel s'éclaircir au second semestre avant de renouer pleinement avec la croissance en 2014, selon la plupart des prévisions économiques.

Sans rire.

L'indice Markit des directeurs d'achats (PMI) est ressorti à 51,7 contre 50,5 en juillet, au plus haut depuis juin 2011. Il a battu toutes les prévisions d'une enquête Reuters qui donnait une médiane à 50,9.

L'indice PMI composite de l'Allemagne a révélé un taux de croissance sans équivalent depuis sept mois. En France toutefois, l'activité a fléchi partout.

Pour la Chine, l'indice PMI manufacturier a inscrit un plus haut de quatre mois de 50,1 contre 47,7 en juillet.

Le niveau de 50 constitue la ligne de démarcation de ces indices entre croissance et contraction économiques.

C'est également un rappel que "*les risques de rechute existent*", souligne Johannes Gareis, de Natixis, alors que les analystes tablent à l'unisson sur une reprise lente et inégale.

Pas de bol...

Les PMI manufacturier et des services français ont été plus faibles que prévu et sont restés inférieurs à 50.

Au-dessus de zéro, c'est fantastique !

Selon Markit, l'indice composite paru jeudi, qui regroupe les secteurs secondaires et tertiaires de la zone euro, laisse présager une croissance de 0,2% à 0,3% durant le trimestre en cours, similaire à ce que donnait une enquête Reuters publiée durant le mois et qui donnait 0,2%.

Tout cela ressemble à un bricolage...

Les anticipations des sociétés de services de la zone euro ont fléchi par rapport à leur pic de 16 mois de juillet et les industriels ont réduit leurs effectifs à un rythme plus soutenu que le mois dernier.

Les usines chinoises ont également comprimé leurs effectifs ce mois-ci, pour cause de ralentissement de la croissance de la deuxième économie mondiale.

Quoi qu'il en soit, tout va bien...

Pour autant, le schéma global tiré des statistiques de jeudi est celui d'une économie mondiale qui s'extirpe du marasme.

Et surtout, surtout en zone euro...

"Malgré le ralentissement du rythme de réduction des déficits, la politique budgétaire restera un frein à la croissance, en particulier dans les pays les plus fragiles", souligne Martin Van Vliet d'ING. "Le niveau du chômage (qui évolue à un niveau record et touche de plein fouet les jeunes, nldr), les difficultés des marchés du logement et la faiblesse des conditions de crédit pèseront encore sur la demande intérieure dans de nombreux pays de la zone euro", souligne l'analyste.

Une reprise durable est "*à portée de main*", avait estimé il y a une semaine le commissaire européen en charge des Affaires économiques, Olli Rehn, mais il avait invité la zone euro à ne surtout pas relâcher ses efforts et à "*maintenir le rythme*" des réformes économiques. Reuters et AFP 22.08

La preuve encore...

- La Turquie veut secourir sa devise dans la tourmente - AFP

- Athènes doit poursuivre sur la voie des réformes, dit Asmussen - Reuters

ACTUALITE EN TITRES

Très bonne idée.

- UE: l'Islande envisage de renoncer à l'adhésion - AFP

Intox

- Obama promet d'agir face à la "*crise*" du coût des études - AFP

Il va sans doute demander aux banques d'assouplir les conditions d'accès à un crédit d'études ou remonter le montant autorisé...

- 12 ans après le 11-Septembre, la "*menace est toujours là*", estime le patron du FBI - L'Express.fr

Le FBI, la CIA, la NSA, le Pentagone, le CFR, la FED, etc. effectivement la "*menace est toujours là* !

Lequel ?

- Un "*effet cocktail*" en vue pour la croissance française ? - Reuters

La couleur verte de la réaction.

- Fiscalité écologique: Pascal Durand demande de taxer le diesel en urgence - L'Expansion.com

- Le ministre de l'Ecologie annonce le retour de la taxe carbone - 20minutes.fr

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Etats-Unis

1.1- Les Etats-Unis pourraient créer un nouvel Etat à la frontière entre la Hongrie et l'Ukraine afin d'appliquer un contrôle sur les livraisons de gaz en l'Europe, a supposé le colonel Sergueï Razoumovski, des services de renseignement ukrainien.

Après avoir obtenu l'indépendance pour la région de la Transcarpathie en Ukraine, les Etats-Unis pourraient prendre le contrôle d'une partie du gazoduc qui achemine le gaz russe vers l'Europe. La société roumaine SC Evergreen Robusiness SRL pourrait jouer le rôle d'intermédiaire.

Selon M. Razoumovski, des groupes de combattants tchéchènes « sont déjà en train d'être formés près de Vienne afin d'attaquer la Transcarpathie. » french.trib.ir 22.08

1.2- Le soldat américain Bradley Manning, reconnu coupable de la divulgation d'une masse d'informations confidentielles via le site internet WikiLeaks, a été condamné mercredi à 35 ans de prison par une cour martiale à Fort Meade, dans le Maryland.

Il a également été décidé que Bradley Manning serait renvoyé de l'armée pour "*indignité*".

Elizabeth Goitein, codirectrice du programme Liberté et Sécurité nationale au centre Brennan pour la justice, a jugé cependant la peine rendue contre Manning "*sans précédent*".

"*Cela représente plus de 17 fois la peine la plus longue jamais purgée*" pour avoir fourni des informations secrètes aux médias, a-t-elle fait remarquer. "*C'est comparable aux peines prononcées pour espionnage rémunéré par l'ennemi*".

Dans un communiqué lu par son avocat, Bradley Manning a déclaré qu'il avait choisi de divulguer les documents pour des raisons morales.

"*J'ai commencé à m'interroger sur la moralité de ce que nous faisons*", a-t-il déclaré. "*Nous avons oublié notre humanité.*" Reuters 22.08

Liberté pour le soldat Manning, à bas la dictature étasunienne !

2- Tunisie

Le parti islamiste Ennahda, au pouvoir en Tunisie, a donné jeudi son accord de principe à un plan de sortie de crise proposé par l'Union générale tunisienne du travail (UGTT, la plus grande centrale syndicale du pays), qui prévoit la formation d'un cabinet de transition en vue de nouvelles élections.

Le président d'Ennahda, Rached Ghannouchi, a déclaré que les négociations entre le pouvoir et l'opposition laïque devraient rapidement se mettre en place pour débloquer la vie politique tunisienne, paralysée depuis près d'un mois.

"*Nous allons très bientôt sortir de cette crise*," a déclaré à la presse Rached Ghannouchi après un entretien avec Hassine Abassi,

le secrétaire général de l'UGTT. "*Nous acceptons dans son principe l'initiative de l'UGGT pour entamer le dialogue (avec l'opposition)*", a-t-il dit.

Les islamistes au pouvoir comme l'opposition s'accordent pour réclamer de nouvelles élections une fois achevée la rédaction d'une nouvelle Constitution, ce qui pourrait survenir dans les tout prochains mois, mais l'opposition ne fait pas confiance à Ennahda pour organiser un scrutin libre et équitable.

L'opposition a réagi à l'annonce de Rached Ghannouchi en estimant qu'il cherchait à gagner du temps et en réclamant qu'Ennahda abandonne le pouvoir dès maintenant. Dans un communiqué, le parti islamiste a déclaré qu'il resterait jusqu'à ce qu'un consensus soit trouvé sur la tenue d'élections.

"*Ennahda cherche une sortie de crise honorable pour éviter le sort des islamistes en Egypte*", a estimé un commentateur politique, Noureddine Mbarki. "*Cette décision intervient après de nombreuses interventions internationales, de la part de l'Europe en particulier.*"

L'UGTT, qui forte de son million d'adhérents joue les médiateurs entre le pouvoir et ses adversaires, propose la démission de l'actuel gouvernement et la mise en place d'un cabinet intérimaire "*neutre*" afin de préparer de nouvelles élections. Ennahda s'est rangé à cette idée cette semaine après l'avoir rejetée dans un premier temps.

"*La situation dans le pays réclame des sacrifices de la part d'Ennahda*", a déclaré Hassine Abassi à l'issue de sa rencontre avec Rached Ghannouchi. Il avait consulté la veille les partis d'opposition.

"*Ghannouchi a accepté l'initiative de l'UGTT mais il a posé quelques conditions et propositions pour entamer le dialogue que nous allons présenter à l'opposition*", a-t-il ajouté. Reuters 22.08

3- Syrie

Pour fuir Geneve II, Washington, Paris, Londres et leurs poulains, comme un seul homme, d'une seule et d'une même voix, ont réclamé une réunion extraordinaire du Conseil de sécurité de l'ONU sur l'usage présumé d'armes chimiques en Syrie. Elle a commencé mercredi à 21 heures et s'est terminé avec un communiqué appelant les belligérants à cesser les hostilités, tout en précisant que l'utilisation des armes chimiques est une violation du droit international. Oui, des armes chimiques ont été utilisés, mais, pas par l'armée arabe syrienne mais par les terroristes selon les Russes.

Selon Alexandre Loukachevitch, représentant officiel du ministère russe des Affaires étrangères, un missile contenant une substance chimique toxique a été déployé par des rebelles dans la banlieue de Damas. Ce ne sont pas les militaires syriens qui ont tiré. D'ailleurs, la surprise vient du fait que, il n'y a que des civils tués. Où sont donc ces fameux résistants ?

Alexandre Loukachevitch a déclaré: « *Tout cela ressemble sérieusement à une tentative de créer à tout prix un prétexte pour obliger le conseil de sécurité de l'ONU à prendre le parti de l'opposition. Cela ruinerait les chances de convoquer la conférence de Genève alors qu'une rencontre entre les experts américains et russes est prévue pour la préparer* ». french.irib.ir 22.08

4- Israël

4.1- Très significatif! le député de la Knesset et ancien ministre israélien, Benjamin Ben Eleizer s'est réjoui de la libération annoncé de Moubarak : "*j'ai suivi son état et sa situation (de Moubarak) à travers les médias et je suis impatient de le retrouver*". Ben Eleizer connu pour sa longue amitié avec Moubarak a qualifié cette libération de "*parfaitement attendue*".

Avant la chute de Moubarak, Ben Eleizer avait estimé qu'il constituait un véritable trésor stratégique" pour Israël. "*Je suis conscient à quel point les égyptiens sont impatients de revoir Moubarak à nouveau à la tête de l'Egypte.. C'est vrai qu'il a commis des erreurs mais il ne faut surtout pas oublier des acquis dont il était à l'origine aussi bien pour l'Egypte que pour Israël*". En vertu d'un verdict émis mercredi, Moubarak va être libéré mais il sera assigné à résidence. french.irib.ir 22.08

4.2- Le bouclier antimissile israélien Iron Dome a intercepté jeudi une roquette tirée depuis le Liban, a indiqué l'armée israélienne.

Une roquette a été interceptée par Iron Dome, a déclaré à l'AFP une porte-parole de l'armée, sans donner plus de détails. Une source de la sécurité libanaise a fait état de quatre roquettes tirées du sud du Liban vers Israël. ces roquettes pourront très bien avoir été tirés par les takfiris au service des intérêts sionistes qui cherchent à fournir le prétexte nécessaire au déclenchement de la guerre contre le Liban french.irib.ir 22.08

Haut de page ↗

Le 24 août 2013

CAUSERIE

Je rajouterai des articles ce soir, pas de télé, soirée football sur TV5Monde Asie, qu'est-ce qu'on en a à foutre de Marseille - Valenciennes à l'autre bout du monde ? A croire que les expatriés sont des beaux ? Bon, tout est possible.

Syrie.

L'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH), lire : Observatoire salafiste des droits de l'Homme ou du droit à la barbarie, soutenu par Hollande, Fabius, Cameron, Obama, etc. N'oubliez pas le NPA et le FdG...

Ils ne perdent pas une occasion d'arpenter les allées du pouvoir, sauf pour la Syrie.

Pour le retrait d'Haïti des troupes de la Minustah

Lettre au ministre des Affaires étrangères

"(...) *La souveraineté du peuple et de la nation haïtienne est bafouée. (...)*

Le 28 mai, le Sénat de l'Etat d'Haïti a voté une résolution « réclamant le retrait progressif et ordonné des forces de la Minustah » (voir copie jointe).

La France est partie prenante de la Minustah en Haïti, et l'histoire de nos deux pays sont liées.

La demande du Sénat d'Haïti, comme celle des organisations démocratiques du pays, doit être prise en compte pour le respect de la nation haïtienne, du droit de son peuple et de ses organisations à vivre dans un pays libre, émancipé de toute ingérence extérieure.

Dans ce cadre, monsieur le ministre, nous sollicitons un rendez-vous, si possible dans la deuxième quinzaine de septembre, pour vous exposer les éléments réunis par la conférence du 1er juin.

En vous remerciant de votre attention, nous vous prions d'agréer, monsieur le ministre, l'expression de notre considération."

Signé : Daniel Gluckstein, secrétaire national du POI

Nous sommes sûr que le va-t-en-guerre sioniste Fabius va être très touché par votre initiative et va s'empresser d'y répondre favorablement, si, si le même Fabius pour lequel Schivardi se serait bien désisté s'il avait pris position en faveur de la rupture avec l'UE, pour vous donner une petite idée des illusions qu'ils se triment et du niveau atteint par l'opportunisme.

Vous aviez raison monsieur Coquema la IVe Internationale existe, on vient d'en avoir la preuve ! Et dire que dans une semaine ils vont commémorer l'anniversaire de l'assassinat de Trotsky par Staline, mais vous l'assassinez une deuxième fois !

Ce n'est pas "stupid", c'est inhumain, barbare tout simplement !

Sur RMC et BFMTV, il a jugé "stupid" l'idée défendue par le président de la République, François Hollande, qu'il fallait répondre à l'allongement de la durée de la vie par un allongement de la durée de cotisation nécessaire pour toucher une retraite au taux plein. Reuters 23.08

Faire bosser et cotiser toute sa vie un travailleur qui crèvera peut de temps après avoir pris sa retraite, vous appelez cela comment ?

FED. A la Maison Blanche, la "loyauté" et la médiocrité l'emportent.

- Fed : une note embarrasse le favori d'Obama - Le Point.fr

Barack Obama peut-il nommer à la tête de la Fed un homme ayant permis l'existence des produits dérivés financiers ? C'est la question qui se pose alors qu'un journaliste d'investigation américain reconnu a mis en ligne un document qui pourrait bien faire du bruit. Dans une note confidentielle datée de 1997, Timothy Geitner, alors vice-secrétaire du Trésor américain, conseille à Larry Summers, son chef, de prendre contact avec quelques banquiers influents avant le dernier tour de négociations à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) qui amèneront à la dérégulation financière, révèle Greg Palast sur le site de Vice.

Une preuve, si l'authenticité de ce document est prouvée, que le Trésor a consulté de grands établissements financiers avant de permettre la dérégulation du marché. L'une des conséquences, précise le journaliste, a été la création de produits dérivés, accusés par la suite d'avoir causé le séisme financier de 2008.

"A la fin des années 1990, les dirigeants du Trésor américain ont secrètement conspiré avec une petite clique de banquiers influents pour réduire en morceaux la régulation financière à travers la planète", écrit le journaliste. Dans le document apparaissent clairement le nom de cinq établissements : Bank of America, Citibank, Chase Manhattan, Goldman Sachs et Merrill Lynch. L'ancien secrétaire au Trésor donne le nom des banquiers à contacter, ainsi que leurs numéros - vérifiés par le journaliste. Si le contenu de cette note semble avoir déjà été évoqué, sa mise en ligne alors que le président Barack Obama doit bientôt nommer un successeur à Ben Bernanke à la tête de la banque centrale américaine, n'est certainement pas un hasard. Lawrence Summers est opposé à une autre universitaire, Janet Yellen, dans la course à la tête de la banque centrale américaine. Le Point.fr 23.08

Bien lire, ce n'est pas Timothy Geitner qui est un intime d'Henry Kissinger depuis les années 80, un des piliers du groupe Bilderberg, qui est à l'origine de cette attaque contre Larry Summers, mais bien un journaliste d'investigation qui a dégoté une note de sa main datant de 1997.

Lawrence Summers à participer à des réunions du groupe Bilderberg dirigé par les banquiers de la FED en 2008, 2009, 2010, il est donc la voix ou le porte-parole de l'oligarchie financière américaine, on est donc en droit de penser qu'au-delà des contradictions qui existent au sommet de l'Etat américain sur la politique étrangère des Etats-Unis entre différentes factions du capitalisme américain, un bras de fer est également engagé sur sa politique économique, dont la marge de manoeuvre est inexistante du fait du gouffre abîssal de l'endettement américain tous acteurs confondus, hormis le pouvoir sans contrôle que se sont octroyés les banquiers de la FED de faire tourner la planche à billets pour leur propre compte et décider comment la crise du capitalisme devrait évoluer, quant à savoir qui en ferait les frais, nous en connaissons tous la réponse, il suffit d'observer la politique mis en oeuvre par les différents gouvernements en Europe pour avoir la réponse à cette question.

Portrait.

- Lawrence Summers, économiste, représente la branche politique de l'oligarchie financière ou il fait partie des "initiés", conseil pour la banque Citigroup et le Nasdaq, autre "avantage", il fait partie du "cercle habituel du pouvoir qui fait le lien entre Wall Street et Washington".

Le magazine progressiste Mother Jones, qui fournit "Six raisons pour lesquelles Larry Summers ne devrait pas être le prochain président de la Fed". En plus de l'épingler pour son "manque d'expérience au sein d'une banque centrale", ses commentaires à la limite du sexisme sur le leadership féminin, et ses vues sur le rabotage des dépenses publiques, Mother Jones rappelle certains des faits d'armes peu glorieux de Summers. Secrétaire au Trésor dans les années 1990, il avait jugé "non nécessaire de réguler les échanges de produits dérivés", dont le rôle dans la crise des subprimes, en 2008, est largement avéré.

"En 1999, il a également joué un rôle important pour convaincre le Congrès d'abroger le Glass-Steagall Act (qui oblige les banques à séparer leurs activités de détail et d'investissement)", souligne le journal, et plus récemment, il s'est opposé à la règle Volcker (cantonnement des activités spéculatives des banques dans une structure dédiée). Son indépendance fait par ailleurs débat : citant un article du Wall Street Journal, Mother Jones évoque ses activités de conseil pour la banque Citigroup et le Nasdaq. Enfin, Larry Summers n'est pas non plus un très bon investisseur, se plaît à souligner le magazine, qui rappelle que lorsqu'il était président de l'université Harvard (2001-2006), il a fait perdre 2 milliards de dollars à l'institution par le biais d'"un mélange risqué de titres, actions, fonds spéculatifs et investissements en private equity".

- Janet Yellen, économiste, est vice-présidente du conseil d'administration de la Fed, n'a jamais travaillé pour Citigroup ou Goldman Sachs, autre "défaut", elle est "hautement qualifiée, a le sens du service public et est indépendante de Wall Street", on a lu à quel point Summers à côté est médiocre, mais les gens médiocres sont utiles comme lampistes à des hautes fonctions tandis que les commanditaires tirent les ficelles et sont tranquillement à l'abri.

Ce que confirme jusqu'à la caricature grotesque mais qui n'est pas sans intérêt Ezra Klein, journaliste et blogueur star des pages "économie" du Washington Post (invité régulièrement aux réunions du groupe Bilderberg - ndlr) qui a souligné à quel point l'écho médiatique de Janet Yellen est disproportionné par rapport à ses chances de l'emporter : "Les supporters clés de Larry Summers sont concentrés dans et autour du gouvernement de Barack Obama, et ne s'expriment pas dans la presse", "la campagne pour Larry Summers se fait derrière des portes fermées", écrit-il. M. Summers est un esprit brillant "comme on n'en rencontre qu'une fois dans sa vie", souligne Klein, et se confronter à lui est non seulement "excitant, mais addictif". "La loyauté qui lui est accordée va très au-delà de ce que l'on peut observer en politique", conclut-il, en forme d'avertissement", extraordinaire quand on a le CV en tête de ce personnage épouvantable, la loyauté est assurément une qualité indiscutable quand on se destine à faire un sale boulot et à en endosser la responsabilité à la place de ses maîtres, il faut dire que le risque demeure limité et relativement bien rémunéré, la médiocrité n'a pas de prix à ce niveau-là.

"Elle a également réussi, plus que tout autre membre du FOMC (Federal Open Market Committee, organe de la Réserve fédérale),

à prévoir la trajectoire de court terme d'indicateurs économiques majeurs", écrit un chroniqueur du blog Alphaville, du Financial Times.

Elle a notamment alerté sur le risque de bulle spéculative sur l'immobilier dès 2005, alors qu'elle était présidente de la Federal reserve bank of San Francisco. De plus, ses positions tranchent avec la doctrine anti-inflationniste qui sévit depuis plusieurs années dans les milieux économiques américains, une bonne chose pour le chroniqueur, qui s'étonne aussi des accusations de "mollesse", dont Mme Yellen fait l'objet : "*comme si posséder des qualités diplomatiques était une tare, comme si la discrétion était un signe de faiblesse*", ironise-t-il. (source : Le Monde 31.07.13)

En conclusion la FED a également besoin de s'entourer d'économistes de talent dont fait partie Ezra Klein, mais au poste de décision comme c'est souvent le cas au sein des Etats, vaut mieux un individu médiocre, un serviteur docile et loyal qui exécutera tous vos ordres sans broncher, c'est évidemment aussi l'avis d'Obama qui n'est pas plus une lumière que Bush.

Un rappel ou une vidéo et un documentaire.

"*Inside Job*" Director Charles Ferguson: Wall Street Has Turned US (sous-titrage disponible en français)
<http://www.youtube.com/watch?v=byD4k-pumMo>

Inside Job - Documentaire réalisé en 2010 par Charles Ferguson - telerama.fr

Vous n'avez pas tout compris des tenants et aboutissants de la crise financière de 2008 ? Rassurez-vous, vous n'êtes pas les seuls. Pour nous aider à y voir plus clair, voici Inside Job. Un documentaire détaillé et frondeur signé par un Américain, politologue de formation, Charles Ferguson, déjà remarqué pour son autopsy de la politique américaine en Irak (Irak, de la dictature au chaos). Wall Street n'a donc pas encore muselé tout le monde, et c'est bien le seul point rassurant.

Professeurs d'économie, dirigeants politiques, juristes, lobbyistes, consultants, journalistes, Américains, Européens ou Asiatiques : c'est un défilé impressionnant d'experts qui viennent ici témoigner, apportant leurs éclairages, parfois divergents, sur les différents épisodes politico-financiers ayant mené à ce gouffre vertigineux qui a englouti à ce jour des milliers de milliards de dollars. Le réalisateur refait l'historique, en remontant aux années 1980 de la « révolution Reagan », qui a inauguré cette redoutable dérégulation des marchés, nerf de la guerre. Et en continuant jusqu'aux répercussions récentes en Islande, pays réputé parmi les plus riches et les plus stables du monde, qui a connu un effondrement sans précédent de son système bancaire.

Les hedge funds, les subprimes, la « titrisation », les contrats dérivés... tous ces termes barbares sont expliqués par les intervenants, parfois à l'aide de tableaux, de manière claire. Et palpitante. On suit Inside job comme un thriller. Nerveux, vif. Vu l'aridité et la complexité du sujet, c'est une performance. Qui dit thriller dit figures du mal. Dans le genre, Henry Paulson (ex-secrétaire au Trésor), Larry Summers, Glenn Hubbard sont parfaits. On n'est pas près de les oublier. Agents influents de la dérégulation, ils sont aussi les symboles de l'impunité la plus obscène. Exemple : le plan de sauvetage opéré par Henry Paulson lui-même a permis de renflouer grassement la banque d'investissement Goldman Sachs (dont il est l'ex-pdg !), en liquidant définitivement son concurrent direct, Lehman Brothers, alors en pleine faillite. Quant à l'éminent professeur d'économie Glenn Hubbard, si sûr de son fait qu'il a accepté d'être interviewé, il incarne magnifiquement la collusion inquiétante entre élite intellectuelle et pouvoir financier, les conflits d'intérêts, l'idéologie ultralibérale véhiculée par l'université.

Un documentaire engagé, donc, sans être vraiment partisan - le film dépassant largement le clivage républicain/démocrate. C'est à ce point vrai qu'on est sidéré d'apprendre qu'un bon nombre de partisans de la dérégulation sous la présidence de George W. Bush sont passés entre les gouttes de la moindre contestation, et sont encore en place sous Obama...

En août dernier, Cleveland contre Wall Street, du Suisse Jean-Stéphane Bron, nous avait déjà sérieusement alertés. Plus démonstratif et plus analytique, Inside Job n'en est pas moins pertinent sur le sentiment de fuite en avant généralisée, le déni scandaleux de justice comme de réalité. Inutile de dire qu'on en sort accablé, mais aussi particulièrement remonté.

Commentaire d'internaute

1- " C'est un documentaire serré, méthodique, irrésistible, sur la genèse et les développements du dernier krach financier. Cela n'est pas facile, il faut s'accrocher, mais c'est passionnant. C'est aussi l'occasion d'admirer la plus belle brochette de têtes de noeuds vue depuis longtemps. Au moins, ces gens ressemblent à ce qu'ils sont. Qui ? Les banquiers, les traders, les analystes, les gestionnaires, les journalistes "économiques", les professeurs d'université au service du profit, les politiciens idem, etc. Tous plongés dans l'argent volé à ne plus que savoir en faire, corrompus et corrupteurs, débauchés prétentieux confis dans la cupidité, le pouvoir et le stupre. Riches et puissants, et tellement minables qu'on les dirigerait plutôt vers l'hôpital que vers la prison.

Une séquence croustillante : après avoir entendu un banquier lourdement enrichi au prix d'innombrables ruines jurer qu'il ne recommencera plus et appeler à lui faire confiance, un parlementaire d'une commission d'enquête lui demande si, aux braqueurs de banques qui, après quelques modestes butins en regard du sien, tiennent le même langage, il accorderait sa confiance.

Là encore, bien sûr, on retrouve la machine de guerre du capitalisme étatsunien lancée avec la guerre froide, et le dogme néo-libéral porté aux nues. Stade suprême de la culture du profit contre les hommes et toute la biosphère, la dérégulation a été religieusement appliquée par Wall Street et la Maison Blanche, main dans la main. Républicains de Ronald Reagan (ancien propagandiste de la Croisade pour la Liberté, une opération de la jeune CIA) comme démocrates de Clinton, tous ont fait place nette aux pires spéculations et porté les discours économiques les plus toxiques – comme les produits financiers depuis cette époque. Conservateurs et travaillistes anglais, droitistes et socialistes français ont suivi comme un seul homme. Des dizaines de millions d'hommes ont perdu leur travail, leur retraite, leur maison, leur vie. Maintenant, ce sont des Etats détournés depuis longtemps qui, après avoir pris joyeuse part au délire, sont menacés de faillite et croient se sauver en pillant encore plus le bien commun et les pauvres pour augmenter le butin des spéculateurs. Mais, avant l'éclatement des bulles de la sottise financière, ce que ne dit pas le film, c'est combien de communaux, combien d'écosystèmes ont été ravagés avec d'autant plus d'entrain que la finance spéculative grossissait et alimentait les chantiers et les productions les plus débiles ? Ce que ne dit pas le film, c'est à quel point la biosphère a été blessée.

Que sont devenues les oppositions au capitalisme ?

Qu'est-il arrivé au mouvement planétaire qui dénonçait la dérégulation et proposait de tout re-réguler : le mouvement alternatif ?

Il n'y a pas eu de poursuites contre les promoteurs du casse planétaire. Seuls quelques maladroits sont tombés pour les autres. Les penseurs de la dérégulation et ses metteurs en scène caracolent toujours au top. L'équipe d'Obama est persillée de coupables de la période précédente.

Il faudrait compléter l'étude de Charles Ferguson par une investigation équivalente sur la genèse du néo-libéralisme et de la dérégulation. Lui, attribut prioritairement le délire à la cupidité. Il y a autre chose qui, sous un vernis culturel, est de l'ordre de l'abrutissement et du fanatisme.

Le néo-libéralisme et la règle de la dérégulation résultent de la culture amputée de l'intelligence sensible qui relie aux autres et à l'ensemble vivant, la biosphère. Il s'agit de cette idéologie mécaniste purement quantitative et méprisante vis à vis de "la Nature" (l'animal-machine de Descartes, etc.). Un certain développement de ce "mécanisme" est allé jusqu'à nier les relations d'interdépendance et de complémentarité du vivant, ses dynamiques holistiques productrices de plus de diversité, d'intelligence, de sensibilité, etc. Il a pour nom revendiqué avec fierté : la "culture anti-nature". Celle-ci prétend que l'Homme ne se réalise qu'en luttant contre la vie, qu'en s'affranchissant des régulations du vivant. Avec la cupidité, elle est la mère du néo-libéralisme et de sa politique de dérégulation. Déstructurer, défaire les interrelations sociales et écologiques, faire perdre jusqu'à leur mémoire, pour affaiblir les résistances et imposer le pillage impérialiste. La plupart des anti-écologistes sont infectés par la culture anti-nature. En France, nous avons une superbe collection d'anti-nature qui, depuis une trentaine d'années, après avoir organisé le sabotage du mouvement alternatif et sa relégation dans l'oubli, appartiennent aux différents pouvoirs néo-libéraux de droite et de gauche.

Trois décennies de dérégulation des esprits ont fait perdre le sens commun à la plupart, si bien que la confusion profite toujours aux escrocs. Il n'y aura pas de solution aux différentes "crises" financières et écologiques sans identification de la dérive culturelle qui les a générées. "

2- "Film remarquable. Il fait penser à "Mondovino" dans son approche de l'enquête (l'art de faire parler les responsables en flattant leur notoriété... suivi du plaisir de les voir s'empêtrer dans leurs justifications, voire de les faire "avouer")

Mais le sujet est autrement plus grave que dans Mondovino.

Et on en sort plus désespéré, en méditant sur le fait que les mêmes agences de notation qui ont été complices de la crise, lui ont malheureusement survécu, plus puissantes que jamais."

[A propos de l'Egypte](#)

- Egypte: les pro-Morsi désorganisés et décimés n'ont pas mobilisé - AFP

Ah bon ! J'ai pourtant cru qu'ils étaient des millions et des millions, au point que je me suis demandé si c'était une farce et où ils avaient bien pu passer, comment cela se fait-il que la répression aveugle de l'armée n'ait pas fait des dizaines et des dizaines de milliers de morts, étrange non ? Parfois en politique quand on a rien à proposer, pour le justifier d'une certaine manière ou le faire oublier on extrapole volontiers.

Ah les braves Frères musulmans, tout le monde les aime bien en vérité, surtout quand ils sont en famille, n'est-ce pas ?

- "Le 14 août, cette même armée organisait un carnage sans précédent contre les partisans du président Morsi installés avec femmes et enfants dans les campements de Rabiya al- Adawiya, Al-Nahda et d'autres points au Caire." (Informations ouvrières n°

265 page 16)

Oui, ces barbares hors du temps se sont servis des vieillards, de leurs épouses et de leurs gosses comme boucliers humains face à l'armée, ce sont des monstres qui ont manipulé les couches les plus déshéritées du prolétariat des villes et des campagnes pour les livrer à un massacre qui devrait leur servir de leçon pour rester tranquille dans le futur, c'était le meilleur service qu'ils pouvaient rendre au régime pour faire refluer les masses, rien de telle qu'une sanglante répression.

En réalité l'armée et les Frères musulmans se partagent le sale boulot, l'un monte une provocation, l'autre réprime, et ainsi de suite jusqu'à temps que les masses se résignent à leur sort.

Ce que j'aime bien dans ce genre d'articles ce sont les éléments qui nous sont présentés de telle sorte qu'on serait censé apprendre quelque chose alors qu'en réalité les faits étaient déjà connus et remontaient à une date antérieure, jugez plutôt, les Frères musulmans étaient "bel et bien associés à l'état-major", pardi, c'est Morsi qui a nommé le général al-Sissi ministre de la Défense, on va très loin ainsi.

On apprend aussi que les masses égyptiennes ne s'étaient pas mobilisées par millions en 2011 puis dernièrement pour faire chuter seulement les dictateurs Moubarak et Morsi et en finir avec le régime (toujours) en place, mais avec le "*régime militaire*", donc avec le pouvoir de l'armée ou l'armée elle-même.

Or, au regard du développement des événements, je ne sais pas ce que vous en pensez, mais je n'ai pas du tout l'impression que cela corresponde au niveau de conscience politique des masses égyptienne, auquel cas elles auraient trouvé la voie de la révolution socialiste et pour le coup elles se seraient débarrassées du régime, des institutions et de l'armée, de la tutelle de Washington, de l'UE et du FMI.

Alors que les derniers développements pourraient servir de prétexte à l'impérialisme américain pour s'installer dans le Sinaï, et en ayant à l'esprit que se sont les Américains qui avaient installé Morsi et les Frères musulmans aux commandes sous la direction de l'armée égyptienne qu'ils financent, tous deux étant liés à l'Etat sioniste, on ne voit pas qui pourrait en Egypte remettre en cause le traité de paix israélo-égyptien de 1979

- "*C'est la crainte de la remise en cause du traité de paix israélo-égyptien de 1979 et de l'étroite coopération entre les militaires des deux pays, notamment dans la péninsule du Sinaï où opèrent des groupes djihadistes, qui affole les dirigeants.*"

Groupes djihadistes qu'ils ont constitué eux-mêmes, entraînent, arment et financent via le Qatar ou l'Arabie saoudite ou d'autres pays du Golfe ou de la région, qu'ils manipulent et qu'ils peuvent neutraliser ou exterminer quand ils le veulent comme on l'a vu au Mali. Mais bon, apparemment il faut que les militants et les travailleurs continuent de croire la version officielle du 11 septembre 2001 et l'histoire rocambolesque de la mort de Ben Laden qui justifie au passage la guerre sans fin contre le terrorisme initiée par Bush au nom de la démocratie puisque les dirigeants du POI y croient toujours. Ils ont oublié que l'argent n'avait pas d'odeur.

Cela fait penser à la mise en scène des médias après la prise d'assaut d'une "*flotille de la paix*" pour Gaza par l'armée israélienne et qui s'était soldés par la mort d'une dizaine de Turcs, à coup de déclarations Erdogan allait rompre les relations de la Turquie avec Israël patati patata, et finalement il n'en a rien été parce qu'ils sont les meilleurs alliés du monde, ce qu'ils ont démontré par la suite en s'attaquant tous deux à la Syrie.

Les wahabbites, salafistes et autres takfiris djihadistes sont des sionistes arabes, ce sont des mercenaires qui sont payés pour accomplir une mission, voilà tout. Quant à ceux qui manifestent une vétille d'indépendance, étant donné que tous ces groupes sont infiltrés par le Mossad, la CIA et le MI6, ils peuvent les laisser agir si cela sert leurs intérêts, puis ils les livrent à la justice ou les liquident discrètement. Où est la menace pour l'impérialisme américain dans tout cela, qu'il se produise des bavures, cela arrive, mais ce n'est pas cela qui changera le cours de l'histoire.

Quant aux masses égyptiennes, 30% officiellement sont illettrées, elles demeurent en grande partie arriérées, et la classe moyenne ne vise que la satisfaction de ses besoins immédiats, elle n'a pas été capable jusqu'à présent de concevoir une issue politique en rupture avec la bourgeoisie et même l'armée ou de renouer avec le socialisme.

GMI. A lire, une excellente analyse (et une position) sur l'Egypte que nous partageons entièrement.

Égypte - Dehors la junte militaire ! Pour un parti ouvrier indépendant de toutes les fractions de la bourgeoisie ! - Collectif révolution permanente (GMI en France) - 22 août 2013.

Au moins, il existe une formation politique (GMI en France) qui s'inscrit dans la tradition du marxisme et relève le niveau théorique, merci à eux pour cet article dont on conseille la lecture attentive à tous les militants qui se connectent sur notre portail.

La stratégie du chaos et la dictature en guise de gouvernance.

Le capitalisme est face à une contradiction : répondre aux besoins grandissants des masses qui sont de plus en plus nombreuses à l'échelle mondiale, tout en continuant d'accaparer l'essentiel des richesses produites au profit d'une poignée de privilégiés.

On pourrait très bien imaginer que le chaos auquel nous assistons au Maghreb, au Proche et au Moyen-Orient pourrait préfigurer le nouvel ordre mondial qu'ils projettent d'instaurer, l'armée et des milices privées assurant l'ordre pendant qu'une guerre civile larvée sévirait, des pantins siégeant au niveau des institutions sans réelles pouvoir celui-ci étant transféré à des institutions supranationales régionales connectées à un centre de décision mondiale qui concentrerait tous les pouvoirs, les masses étant dépourvues de droits sociaux et politiques. Schéma qui se déclinerait à différents niveaux selon les régions ou les continents de manière à assurer un équilibre.

Quand on repense aux déclarations d'Obama et Kerry sur l'Egypte, on est en droit de se demander s'il s'agissait de déclarations contradictoires ou d'une partie de jeu de bonneteau pour reprendre le titre du dernier éditorial de D. Gluckstein ou les deux à la fois.

Aux Etats-Unis il y aurait un million de millionnaires en dollars, il existe aussi des riches en milliards de dollars et des hyper riches. Seuls ces derniers et peut-être quelques milliardaires moins fortunés font partie du premier cercle qui gouverne de fait les Etats-Unis ou concentre un pouvoir pouvant influencer sa politique. Les centres de décisions les plus importants comme le FBI, la CIA, la NSA, le Pentagone, la FED, Wall Street, le Congrès et la Chambre des Représentants, le gouvernement et l'administration fédérale subissent des pressions de ces différentes couches de nantis, chacune voulant préserver ses privilèges et s'enrichir davantage, obtenir davantage de pouvoir encore, ainsi la politique économique et la politique étrangère des Etats-Unis se retrouve sans cesse tiraillée entre ces deux courants du capitalisme américain, les décisions, mesures ou lois que ces organismes ou institutions peuvent être amenées à prendre auront des répercussions sur leur richesse et leur pouvoir respectif, le reste leur importe peu.

L'oligarchie financière qui regroupe les banquiers et les plus riches pourraient voir un intérêt politique ou géopolitique à déclencher un chaos généralisé au Moyen-Orient, mais certains millionnaires qui se situent en dessous pourraient y perdre des plumes et même se retrouver ruinés et préféreraient qu'une autre politique moins aventureuse et qui garantisse leurs revenus soit mise en oeuvre.

ACTUALITE EN TITRES

Vous avez dit "*jeu de bonneteau*" ?

- "*Pas de nouveaux impôts*" durant le quinquennat, selon Le Roux - Le Nouvel Observateur
- Vallaud-Belkacem: la taxe carbone n'est pas un nouvel impôt - AFP
- Philippe Martin annonce le retour de la taxe carbone - 20minutes.fr -
- Fabius au Proche-Orient pour évoquer le processus de paix - AFP

ACTUALITÉ DU JOUR

Conditionnement des masses. Houra, les "**Français**" plébiscitent la politique réactionnaire de Sarkozy !

Et ce n'est pas un canular, juste une grossière manipulation ou une vaste entreprise de conditionnement des esprits, l'oeuvre du désespoir, comme en Syrie avec le gaz sarin soi-disant employé par le régime.

- Une majorité de Français contre un inventaire du quinquennat Sarkozy - L'Express.fr

Au total 77% ne jugent pas utile l'inventaire du mandat de Sarkozy qui finalement aurait été excellent, au point de se demander comment il se fait qu'il n'a pas été réélu !

-54% des personnes interrogées jugent "pas justifié du tout" (23%) ou "plutôt pas justifié" (31%) ce débat sur la précédente présidence.

- L'interdiction du voile intégral est plébiscitée (87% pour, 12% contre)
- Le service minimum dans les transports (78% pour)
- Les peines plancher pour récidivistes (78%)
- La baisse de la TVA dans la restauration (69% pour),
- La défiscalisation des heures supplémentaires (68% pour, 32% contre).
- La retraite à 62 ans (58% d'approbation)
- L'autonomie des universités (81% à droite, 50% à gauche)
- Le non remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite (51% contre 49%)

Bref, Sarkozy nous manque !

Boycott des médias et des instituts de sondage !

[Dommage qu'on ne puisse pas en faire autant avec le régime !](#)

- Juppé appelle à s'affranchir des blocages de l'Onu sur la Syrie - Reuters

"Je sais que le respect de la légalité internationale, c'est-à-dire l'autorisation dudit Conseil préalablement à tout emploi de la force, est un principe de base de notre diplomatie", écrit le maire UMP de Bordeaux sur son blog.

"Mais il n'est pas besoin d'invoquer Antigone pour se souvenir qu'il existe des lois non écrites qui l'emportent sur le droit positif. Il faut donc aujourd'hui s'affranchir des blocages onusiens et aider militairement la résistance syrienne", ajoute-t-il.

[France. La "reprise", la "croissance" approche...](#)

- Entreprise cherche (jeune) travailleur gratuit - L'Express.fr

Profitant d'un vivier de candidats prêts à tout pour enrichir leur CV, certaines entreprises n'hésitent pas à leur proposer de travailler gratuitement ou presque. Des prestations bénévoles aux stages non-payés, les jeunes forment une cible de choix. Les arguments varient peu: "Ce sera l'occasion de valoriser vos talents", "Nous vous citerions dans notre communication", "Nos moyens sont nuls mais nous devrions pouvoir donner une contrepartie au fil du temps". La requête, elle aussi, est à peu près identique à celle-ci: "Je cherche quelqu'un qui pourrait travailler rapidement, et surtout gratuitement".

Depuis un an, le site web "Ca te fera de la pub" compile le pire des "propositions de travail honteuses" - prestations gratuites ou payées trois fois rien- reçues par des candidats à l'embauche, des travailleurs indépendants, ou glanées sur les réseaux sociaux (comme ci-dessous). Toutes émanent d'entreprises, d'associations ou de particuliers qui disent n'avoir à offrir au prestataire que de la "visibilité". Ou une somme dérisoire, bien en deçà des tarifs de la profession, comme ces musiciens à la recherche d'un vidéaste, "prêts à dépenser un peu d'argent si cela est vraiment nécessaire". L'Express.fr 23.08

Si on tente un commentaire, je sens qu'on va devenir vulgaire et violent...

[Les esclavagistes passent à l'offensive. Fainéants ces jeunes , trop "exigeants" en terme de salaire et conditions de travail](#)

- Italie: vif débat sur les emplois "boudés" par les jeunes chômeurs - AFP

Les esclavagistes passent à l'offensive. Fainéants ces jeunes , trop "exigeants" en terme de salaire et conditions de travail. Plombée par un chômage record dépassant les 39,1% chez les jeunes actifs, l'Italie peine à faire concorder offre et demande sur le marché de l'emploi, alimentant de vifs débats.

Il n'en fallait pas beaucoup plus pour déclencher une polémique, dans une Italie à fleur de peau, engluée dans la récession depuis près de deux ans et déprimée par un chômage en hausse, atteignant déjà 12% au niveau national.

Giovanni Pagotto, gérant d'Arredo Plast Spa, qui fournit des produits plastiques à la chaîne suédoise Ikea, emploie une main d'oeuvre à 90% immigrée car il dit manquer de candidatures "autochtones".

Interrogé par l'AFP, il pense que les travailleurs italiens sont moins enclins à se plier aux contraintes horaires et à la pénibilité que les travailleurs étrangers recrutés à travers les agences d'intérim. (Chouette les négriers se goinfrent et les tiers-mondistes

sont satisfaits ! - ndlr)

"*Je ne crois pas une seconde à cette histoire*", s'insurge une jeune femme anonyme du Frioul (nord) sur le site du Corriere della Sera, assurant que "des milliers de jeunes au chômage envoient des CV sans recevoir de réponse". "*Quand j'ai perdu mon travail il y a quelques années, j'ai du bosser comme éboueuse, accrochée derrière les camions poubelles*", poursuit-elle indignée.

Pour certains jeunes blogueurs des sites du Fatto Quotidiano et Linkiesta, les cris d'alarme comme ceux de M. Pagotto ne sont autre que le fruit d'une propagande "*anti-crise*" orchestrée par des politiciens en panne de solutions.

Régulièrement, des centres d'études et autres organisations professionnelles font pourtant état de pénuries de main d'oeuvre. Ainsi 150.000 emplois -couturier, boulanger, menuisier- seraient "*snobbés par les Italiens*", selon un rapport de la fondation Studi Consulenti.

De même, il manquerait 6.000 "*pizzaiolos*" dans le pays natal de la "*margherita*", contraignant les gérants des 50.000 pizzérias italiennes à se tourner vers de la main d'oeuvre étrangère, selon la FIPE, une branche de Confcommercio. (Pizzaiolo = horaire infernal, station debout pendant des heures et salaire misérable. - ndlr)

Des jeunes trop exigeants?

Les jeunes Italiens seraient-ils trop "choosy" -trop difficiles- comme l'avait assuré Elsa Fornero, ministre du Travail du gouvernement de Mario Monti, s'attirant les foudres de toute une génération de jeunes diplômés?

"*Il est vrai que les jeunes générations ont des attentes trop élevées concernant leur avenir professionnel*", confirme partiellement à l'AFP Daniele Marini, directeur de la fondation Nord Est, un observatoire socio-économique. Mais "*il ne faut pas généraliser*", tempère ce professeur, reconnaissant que le désintérêt des jeunes générations pour les professions manuelles "*ne relève pas de leur seule responsabilité*". (Qui dévalorise les professions manuelles ? - ndlr)

"*A la télévision et dans les journaux, le travail est toujours illustré par des ouvriers travaillant sur des chaînes de montage, comme si on était encore au XIXe siècle!*" remarque le chercheur.

En outre, un système scolaire mal organisé en termes d'orientation professionnelle "*ne permet pas de préparer les jeunes aux métiers d'avenir*", relève Daniele Marini. (Si au moins on pouvait dissuader les jeunes de faire des études, on n'en serait pas là CQFD. - ndlr)

Une étude d'Union Camere publiée cette semaine montre que la pénurie ne touche pas que les métiers manuels. L'Italie manque aussi d'économistes, de managers, d'ingénieurs, de mathématiciens et de commerciaux, selon cette Union des chambres de commerce, d'industrie et d'agriculture. Pour 12% des postes offerts dans ces secteurs, les candidats sont "*introuvables*". AFP 23.08

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Grande-Bretagne

La Grande-Bretagne dirige une station d'écoute secrète au Moyen-Orient pour intercepter une vaste quantité d'appels téléphoniques et de courriels qu'elle partage avec les agences de renseignements américaines, révèle vendredi le quotidien The Independent.

La station fait partie d'un vaste projet britannique d'écoute visant à intercepter les communications numériques qui dispose d'un budget d'un milliard de livres sterling (1,2 milliard d'euros), indique le quotidien, citant des documents obtenus par l'ancien consultant de l'Agence nationale de sécurité américaine (NSA) Edward Snowden.

The Independent, qui ne révèle pas comment il a eu accès aux informations relatives aux documents dérobés par Edward Snowden, indique que la Grande-Bretagne exploite des câbles sous-marins de fibre optique qui passent par le Moyen-Orient.

Les données recueillies par la station d'écoute, dont la localisation exacte n'a pas été révélée par The Independent, sont ensuite transmises au service de renseignements électroniques du gouvernement britannique (GCHQ) basé à Cheltenham, en Angleterre, et partagées avec la NSA.

Selon le quotidien, la station de contrôle des communications a été créée lorsque le travailliste David Miliband était secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, poste qu'il a occupé entre 2007 et 2010. LeMonde.fr 23.08

2- Bahreïn

Plusieurs milliers de Bahreïnais ont manifesté pacifiquement vendredi à la périphérie de la capitale Manama, en réclamant des réformes démocratiques, une dizaine de jours après la répression d'autres marches organisées par une organisation en ligne s'inspirant du mouvement égyptien Tamarod.

Agitant des drapeaux rouge et blanc du royaume et brandissant des photos de prisonniers politiques, les manifestants ont dénoncé le roi, Hamad bin Issa al-Khalifa, et son Premier ministre, cheikh Khalifa bin Salman al Khalifa.

"*Nous luttons pour notre liberté et notre dignité et nous n'oublierons jamais ceux qui ont sacrifié leurs vies*", ont repris les manifestants vendredi, à l'ouest de Manama. Les forces de police sont restées à distance du cortège de la manifestation, qui avait été organisée par les principales formations de l'opposition.

Le gouvernement bahreïni a fait adopter en juillet une loi interdisant toutes les manifestations dans la capitale. Le roi Hamad a dans le même temps durci les sanctions prévues par les lois antiterroristes.

Le 14 août, les autorités ont procédé à des tirs de gaz lacrymogènes et de grenaille pour disperser des manifestants qui avaient répondu à un appel en ligne à descendre dans la rue, lancé par un nouveau groupe militant s'intitulant Tamarod, du nom du mouvement égyptien de protestation contre le président Mohamed Morsi, déposé depuis lors par l'armée.

L'opposition bahreïnie réclame l'avènement d'une monarchie constitutionnelle et d'un parlement élu. Elle proteste contre la discrimination dont est victime, selon elle, la majorité chiite de la part du pouvoir sunnite. Reuters 23.08

3- Syrie

Le Pentagone déploie actuellement des moyens militaires afin de fournir des "*options*" à Barack Obama si le président américain ordonnait une intervention en Syrie, a déclaré vendredi le secrétaire à la Défense Chuck Hagel.

Si à ce stade aucune action militaire n'est décidée, les responsables militaires américains ont préparé toute une série d'"*options*" et mettent en place les moyens pour les mettre en oeuvre le cas échéant, a affirmé Chuck Hagel à la presse à bord de l'avion qui l'emmène en Malaisie.

A Washington, un responsable américain de la Défense a affirmé que la Marine avait ordonné le déploiement d'un destroyer supplémentaire en Méditerranée, portant à quatre le nombre des navires équipés de missiles de croisière Tomahawk. La 1^{re} flotte américaine, responsable de la Méditerranée, a décidé de laisser sur zone l'USS Mahan, qui devait initialement retourner à son port d'attache de Norfolk sur la côte est américaine et être remplacé par l'USS Ramage.

Au total, quatre destroyers -- le Gravelly, le Barry, le Mahan et le Ramage-- tous équipés de plusieurs dizaines de missiles de croisière Tomahawk, contre trois habituellement, vont donc croiser en Méditerranée. Ce renfort permet au Pentagone, d'agir plus rapidement en cas d'intervention.

Un pas que le président américain n'a pas franchi et contre lequel il n'a pas caché sa réticence lors d'un entretien vendredi sur CNN. "*Nous voyons des gens qui réclament une action immédiate. (Mais) se précipiter pour faire des choses qui tourneraient mal, nous embourber dans des situations très difficiles, peut nous entraîner dans des interventions très compliquées et coûteuses qui ne feraient qu'alimenter encore le ressentiment dans la région*", a argumenté Barack Obama. Lexpress.fr 23.08

ECONOMIE

1- FMI

La directrice générale du FMI Christine Lagarde a estimé vendredi que les mesures de soutien à l'économie des grandes banques centrales devraient un jour "prendre fin" tout en pointant les "risques" d'une telle échéance pour les pays émergents.

"*Le jour viendra où ces politiques d'assouplissement monétaire exceptionnel (...) devront prendre fin*", a-t-elle déclaré lors d'un discours à Jackson Hole (Wyoming, ouest des Etats-Unis). "*Tout comme leur lancement, la fin (de ces mesures) nous amènera sur un territoire inconnu*". (L'effondrement approche, ils y préparent les esprits, ils vont l'orchestrer, mais il n'est pas sûr

que les choses se passeront comme ils l'ont prévu, la lutte des classes est capricieuse, inattendue... - ndlr)

Afin de lutter contre la crise, les grandes banques centrales (Europe, Japon, Etats-Unis) ont massivement soutenu leur économie en maintenant leurs taux d'intérêts proches de zéro et en rachetant des actifs (créances immobilières, bons du Trésor...) pour desserrer le crédit. (Maintenant que tout ce beau monde est endetté jusqu'aux dents, le coup de massue ! Attention, cela pourrait être un boomerang ! - ndlr)

L'annonce par la Réserve fédérale américaine (Fed) d'un prochain ralentissement de ses achats d'actifs inquiète les marchés et a récemment alimenté des mouvements de sortie de capitaux hors des pays émergents, notamment en Inde où le cours de la roupie a brutalement chuté.

"Même si elle est bien menée, la fin des politiques monétaires accommodantes pourrait bien se traduire par une difficile course d'obstacles" pour les pays émergents, a précisé Mme Lagarde devant un parterre de banquiers centraux, selon le texte de son discours transmis à la presse.

"Cela représente des risques sérieux" pour ces pays, a-t-elle ajouté. "Même avec les plus grands efforts, le barrage pourrait ne pas être étanche", a souligné la patronne du Fonds monétaire international (FMI).

La livre turque, le réal brésilien et le rouble russe ont eux aussi vu leurs valeurs s'affaïsser à mesure que les investisseurs rapatriaient leurs fonds aux Etats-Unis pour profiter de la remontée des taux d'intérêts.

Le calendrier de la Fed reste toutefois encore incertain, certains responsables de la Réserve fédérale estimant qu'un ralentissement des achats d'actifs est pour "bientôt" tandis que d'autres appellent à la "patience".

"Nous devons nous préparer pour ce jour, notamment parce que nous ne savons pas exactement quand il arrivera", a noté Mme Lagarde. (Mon petit doigt me dit qu'il y en a qui le savent, à tout hasard ceux qui ont initié cette politique financière, le cartel des banquiers de la FED, et oui encore eux, je n'y peux rien, ce sont bien eux les maîtres du monde oui ou non. - ndlr)

La directrice générale du Fonds a toutefois ajouté ne pas être favorable à une "fin précipitée" des ces politiques non-conventionnelles qui restent, selon elle, "nécessaires" notamment en Europe ou au Japon. AFP 23.08

Le résultat : les taux d'intérêt vont augmenter, puis s'envoler, comme la dette des Etats, des entreprises, etc., à l'arrivée une situation incontrôlable et le krash final.

2- Argentine

L'Etat argentin a perdu vendredi son procès en appel contre une décision de justice américaine l'obligeant à payer 1,33 milliard de dollars (994 millions d'euros) à des fonds spéculatifs qui avaient refusé de subir de lourdes décotes lors de la restructuration de sa dette en 2001.

La décision rendue par une cour d'appel de New York est le dernier épisode en date d'un bras-de-fer entre le gouvernement argentin et la justice américaine qui, selon certains investisseurs, pourrait aboutir à un nouveau défaut de l'Argentine sur sa dette.

Elle a aussi eu des mots très critiques à l'encontre du gouvernement de la présidente argentine, Cristina Fernandez, qui avait qualifié les fonds impliqués dans l'affaires de "vautours" et avait promis de ne jamais les payer.

"Les responsables argentins ont publiquement et à plusieurs reprises annoncé leur intention de défier tout jugement de cette cour et de la cour de district avec lequel ils seraient en désaccord", a écrit le juge Barrington Parker.

L'Argentine n'a pas commenté la décision dans l'immédiat. Interrogé sur le sujet lors d'un déplacement au Chili, le ministre de l'Economie, Hernan Lorenzino, s'est refusé à tout commentaire.

L'affaire jugée vendredi fait partie des retombées du défaut de l'Argentine sur 100 milliards de dollars de dettes en 2001. Lors de deux opérations de restructuration de la dette qui ont suivi, en 2005 et 2010, les créanciers détenant environ 93% des dettes ont été indemnisés à hauteur de 25% à 29% de leurs créances.

Les porteurs de titres qui ont rejeté l'offre d'indemnisation, emmenés par les fonds NML Capital et Aurelius Capital Management, réclament depuis un remboursement intégral.

En novembre de l'an dernier, un juge américain leur avait donné raison en ordonnant à Buenos Aires de déposer 1,33 milliard de dollars sur un compte bloqué et en interdisant le remboursement de tout autre créancier tant que les fonds n'auraient pas

été payés. L'application de cette dernière décision pourrait donc déboucher sur un défaut de l'Argentine.

La décision d'appel est toutefois suspensive, ce qui écarte pour l'instant cette menace en attendant l'examen du dossier par la Cour suprême des Etats-Unis. La décision définitive pourrait n'intervenir qu'en juin de l'an prochain. Reuters 23.08

[Haut de page ↗](#)

Le 26 août 2013

CAUSERIE

La causerie du jour est particulièrement consistante, je n'ai plus le temps d'actualiser les infos en bref, ce soir ou demain. Bonne semaine à tous.

Pas touche à la Syrie, à bas le gouvernement des salafistes sanguinaires Hollande-Fabius ! Manifestation de soutien devant l'ambassade de Syrie.

[A propos de la Syrie.](#)

En titres. "**Aucun doute**" les criminels de guerre Fabius et Hollande sont bien "**responsables**".

Matracage : boycott des médias de la presse écrite et des ONG va-t-en-guerre !

- Syrie: vers un tournant majeur dans le conflit? - L'Express.fr
- Armes chimiques en Syrie : l'étau se resserre autour de Bachar al-Assad - Atlantico.fr
- Syrie : le crime de trop - Le Nouvel Observateur
- Armes chimiques: "*aucun doute*" sur la responsabilité de Damas, selon Fabius - AFP
- Syrie : "*tout concorde*" pour désigner Damas comme responsable des attaques - Francetv info
- Syrie : pour François Hollande, Damas est "*responsable*" de l'attaque chimique - Francetv info
- Attaque chimique en Syrie : "*tout conduit*" à penser que Damas est "*responsable*" - Le Nouvel Observateur
- Armes chimiques : Damas est responsable, affirme Paris - LePoint.fr
- Syrie: Les Etats-Unis prêts à agir si nécessaire selon Chuck Hagel - 20minutes.fr
- Syrie : Obama et Cameron examinent des options militaires - LePoint.fr
- Attaque chimique en Syrie : "*tout conduit*" à penser que Damas est "*responsable*" - Le Nouvel Observateur
- Washington : l'accès proposé par Damas n'est "*pas crédible*" - LePoint.fr

Parole de barbares.

- Syrie. Attaque chimique : Al-Nosra promet de se venger de Damas - Le Nouvel Observateur

Quand MSF couvrent les crimes de l'impérialisme anglo-saxon-sioniste.

- Syrie: Médecins sans frontières confirme l'utilisation d'armes chimiques - L'Express.fr

Parole d'internaute.

1- "La Russie a fourni les images satellites aux Nations-Unies sur les auteurs de l'attaque chimique en Syrie

Selon un média algérien, Al Khabar, la Russie aurait produit, lors de la réunion en urgence du Conseil de Sécurité portant sur le massacre d'Al Ghouta, des images satellites montrant que 2 missiles chimiques auraient été tirés depuis une position rebelle.

Selon Al Khabar, citant une source diplomatique syrienne de haut niveau, la présentation par la délégation russe de ces images appuyant la version défendue par la Syrie expliquerait le rapport du Conseil, indiquant vouloir « découvrir la vérité sur l'accusation du régime syrien qu'il aurait utilisé les armes chimiques sur la campagne de Damas, et nous accueillons la décision de l'Organisation des Nations Unies pour enquêter sur cette affaire », la délégation italienne déclarant elle « la délégation syrienne a présenté une vision qui mérite que l'on s'attarde dessus ».

La France elle-même aurait donné l'impression de prendre ses distances avec les rebelles, faisant porter la responsabilité intégrale des rapports qu'elle présentait sur la coalition de l'opposition.

Le diplomate aurait également indiqué que ce serait la Russie qui aurait exigé la tenue d'une enquête, et que les images satellites américaines seraient concordantes avec celles fournies par les Russes.

Elle a enfin indiqué, en réponse à l'évidente question « pourquoi les rebelles auraient ainsi agi » que le but était d'exploiter la présence de la commission d'enquête de l'ONU que Bashar el Assad vient d'accepter de recevoir en Syrie.

Cette info doit être vraie car j'en ai cherché rapidement l'origine sur le Net, elle provient d'un portail israélien ultra réactionnaire qui se revendique sioniste, donc favorable à une intervention (directe) militaire occidentale contre la Syrie."

2- "Mon collègue, Olivier Lepick, est l'un des grands spécialistes des armes chimiques en France. Il sait tout comme moi que tout ceci n'est que mise en scène et propagande atlantiste. On ne manipule pas des armes chimiques comme ça et les effets sont autrement plus dévastateurs que ce que l'on nous présente. Voir le bombardement des kurdes irakiens durant la guerre Iran-Irak. Mais le doute persiste quand même: les USA, l'Arabie Saoudite et Israël fournissent tout un arsenal meurtrier aux islamistes qui sont qualifiés de "rebelles". Tout est fait pour justifier aux yeux du grand public une nouvelle annexion et une nouvelle destruction d'un Etat indépendant."

Il est clair que ce sont les contras qui ont lancé cette attaque au gaz contre la population pour ensuite en faire endosser la responsabilité au régime et justifier une intervention militaire américano-franco-britannique.

3- "Pour commencer, Personne ne va pas attaquer la Syrie, pour 2 raisons : 1 - Vous avez trop parlé en disant vous allez le faire. Alors les Syriens sont prévenus aussi, ils vont répondre directement et envoyer des missiles sur Israël. Alors vous n'allez pas attaquer parce que pour l'Occident la sécurité d'Israël vaut plus que les musulmans de la terre. 2- John Kerry vient d'appeler le ministre des affaires étrangères syrien après 25 mois de nous remplir la tête que le régime de M. Assad n'est pas légitime ? Pourquoi il est pas parti voir auprès des Zebirs de M. Hollande pour parler du futur alors. Bandes d'intégristes il faut nettoyer la terre d'eux et les Syriens vont le faire."

Rien n'est moins sûr, hélas, ce sont des cinglés, des ordures finies ce qu'on a toujours autant de mal à concevoir, je parle de Hollande, Fabius, Juppé, Obama, Cameron, etc.

Hollande fait partie de ces bêtes immondes, de ces monstres, de ces criminelles, pensez-y et demandez-vous ce que peuvent bien avoir dans la tête ceux qui acceptent d'avoir des relations avec lui, demandez-vous quelle est la nature de ces dirigeants et de ces partis qui pendant des décennies ont soutenu le PS, appelé à voter pour ses candidats, surtout n'oubliez jamais de vous poser ces questions en regardant les images du peuple syrien massacré, que les militants de ces partis, se gravent ces images dans le cerveau et qu'ils en fassent des cauchemars jusqu'à temps qu'ils comprennent qu'il n'y a rien à attendre de tels partis

4- "L'objectivité des journalistes est un mythe. Soit parce qu'ils sont partie prenante dans l'affaire, soit parce qu'ils subissent des pressions de la part de lobbies ou de politiques, soit parce que "business is business" et qu'il faut vendre, et peut-être décrocher un Pulitzer.

Les exemples sont légions : De CNN pendant la guerre du Golfe qui nous a montré des images tirées d'un jeu vidéo, en passant par les journalistes français qui nous ont montré un pélican victime de la marée noire du Torrey Canyon en le faisant passer pour une image du Koweït. Jusqu'à ceux qui la veille du départ des vacances d'hiver annonçaient qu'il y avait un mètre de neige sur les pistes alors que de tout l'hiver il n'était pas tombé un flocon. Je pourrais citer des centaines de cas comme ceux-là et il y en a des milliers qu'on ne connaît pas et qu'on a gobés. Au bout d'un certain laps de temps, parfois la vérité se fait jour, et dans ce cas, on a droit à des excuses bidons des explications fumeuses et on passe vite à autre chose."

Cela fait partie du conditionnement, de l'endoctrinement des masses auquel se livrent les gouvernements, leurs valets et les médias pour justifier les guerres. Il est vrai que sur le plan de la propagande, ils ont décuplé les moyens de communication dont

ils disposent pour tromper les peuples.

PS. Le parti de la guerre contre tous les peuples.

Alain Chouet est un ancien officier de renseignement français.

Il a été chef du service de renseignement de sécurité de la DGSE de 2000 à 2002.

Alain Chouet : Il faudrait d'abord vérifier l'authenticité de cette information. On a affaire en Syrie à une véritable guerre civile compliquée par de nombreuses interventions étrangères et l'implication de volontaires djihadistes venus du monde entier. C'est évidemment un contexte propice à tous les excès dont les deux parties sont tout à fait capables. Mais cela ne justifie aucunement la façon dont la presse et les politiques occidentaux, en particulier français, traitent l'information en provenance de Syrie. Les informations - souvent de source unique - en provenance de l'opposition sont immédiatement acceptées pour argent comptant sans aucune analyse, regard critique ni recherche de confirmation ou de recoupement. Toute exaction est immédiatement imputée au régime sans la moindre vérification tandis que celles dont il est avéré qu'elles ont été commises par des mercenaires djihadistes ou des bandes criminelles locales (exécutions sommaires à base confessionnelle, enlèvements et meurtres de religieux ou de journalistes, pillages et rackets) sont systématiquement ignorées et passées sous silence. Atlantico. fr 23.08

Quand on voit le peu de cas que font Hollande et Fabius des principes, des valeurs et de la morale qu'ils sont censés incarner, en l'admettant, qu'ils n'ont aucun scrupule à mentir ouvertement et à faire preuve d'une malhonnêteté intellectuelle sans fond, à se comporter comme des vauriens finalement, les pires des ordures, on se dit que cela ne peut que déteindre sur l'ensemble de la société qui sera portée à les imiter en se moquant du qu'en-dira-t-on ou de ses conséquences.

Ce sont bien eux qui pourrissent la société et montrent un détestable exemple à la jeunesse de ce qu'il ne faut pas être ou faire, en n'hésitant pas à franchir le pas. Ce sont des fossoyeurs de la civilisation humaine.

Compte rendu d'une discussion avec une camarade.

J'ai eu hier soir une longue conversation au téléphone avec une camarade qui m'a dit en substance que tout le monde savait ce que je lui racontais, et que la question était de savoir qu'est-ce qu'on fait maintenant, qu'est-ce qu'on propose aux travailleurs. Elle m'a dit qu'elle n'avait pas de réponse à cette question et que le problème était que personne n'en avait, et que c'était bien là le côté dramatique de la situation.

Quand je lui ai dit que la seule chose que l'on pouvait proposer aux travailleurs était de construire le parti pour préparer les conditions qui nous permettraient de renverser le régime, elle a paru sceptique mais l'a admis, pour immédiatement me demander pour quoi faire, par quoi remplacer le capitalisme, les institutions. J'ai évoqué le socialisme ce qui l'a bien fait rire, car selon elle il n'y aurait rien de tel pour faire fuir les masses.

En fait, si je l'ai bien comprise, elle est d'accord pour construire le parti et enchaîner sur le socialisme, mais il n'y croit pas parce qu'il n'existe aucun parti et aucun parti capable d'incarner le socialisme. En conclusion, elle m'a dit en rigolant, bon, on est trois, on fait quoi maintenant. Il est vrai qu'on est très mal barré sur ce plan-là, on en est réduit au niveau zéro.

On peut se rassurer en se disant qu'il existe plein de militants révolutionnaires inorganisés ou disséminés dans une multitude de formations politiques, mais cela ne fait pas le compte, pour vaincre on a besoin d'une organisation disciplinée et centralisée qui soit en ordre de bataille, tout amateurisme, aventurisme, éclectisme, hésitation ou paralysie serait fatale à la révolution, les militants ne veulent pas l'admettre, et bien qu'on aille à la défaite et à l'abattoir.

J'ai expliqué à cette camarade que notre problème numéro un était notre crédibilité, notre capacité à trouver le langage approprié pour nous adresser aux masses, la bonne méthode pour exposer notre analyse de la société et notre interprétation du monde qui doit coïncider avec celle du marxisme que la plupart des militants ont caricaturé en en faisant un dogme pour ne pas l'avoir compris.

Je ne suis pas d'accord quand elle dit que les travailleurs auraient acquis une compréhension satisfaisante du fonctionnement de la société, je considère au contraire qu'ils ignorent toujours les origines de leurs difficultés ou les fondements de la société, or quand on ne connaît pas l'origine d'un problème on demeure incapable de le résoudre, c'est en découvrant son origine qu'on peut se doter des moyens de le résoudre, c'est au cours de ce processus qu'émergent les moyens et la solution, à condition de mener son analyse jusqu'au bout.

Les travailleurs n'ont qu'une connaissance superficielle de la situation qui ne leur sert pratiquement à rien, comme elle m'a dit savoir que Sarkozy et Hollande c'était du pareil au même ne mène nulle part, disons que c'est insuffisant.

Notre ennemi est très déterminé, discipliné, ordonné, organisé, nous nous sommes exactement l'inverse, des anarchistes, lui il

avance sans cesse et nous nous ne cessons de reculer, on arrive au bord du précipice où il nous a acculés, je ne sais pas si beaucoup en ont vraiment conscience.

Il est vrai que lorsque l'on voit l'état, le comportement de tous les partis, leur politique, il y a de quoi être franchement découragé, d'enrager, d'être terrifié en observant la rapide décomposition de la société et du monde face à laquelle nous sommes réduits à l'impuissance, on se demande pourquoi on ne parvient pas à résoudre le problème de la direction du mouvement ouvrier, qu'est-ce qu'ont dans la tête tous ces dirigeants qui parlent en notre nom, pourquoi ne parviennent-ils pas au même constat que nous ?

J'ai dit à cette camarade au bord du désespoir et il y a de quoi l'être désespéré, que j'avais compté sur le sursaut de quelques dirigeants, en vain, elle n'y croit pas, plus personne n'y croit, je lui ai dit que c'était notre seul espoir car il ne fallait pas chercher ailleurs quelqu'un pour lancer un nouveau parti révolutionnaire. Elle m'a répondu qu'en repartant ainsi de zéro il nous faudrait des décennies et des décennies avant de pouvoir construire le parti, que ce serait trop long, trop tard, qu'on ne le verrait pas de notre vivant, bref elle il n'y croit pas, je lui ai répondu que cela pourrait aller beaucoup plus vite qu'on l'imagine car si c'était vraiment des dirigeants ayant les qualités requises pour accomplir cette tâche, très vite des milliers et milliers de militants et travailleurs rejoindraient ce parti et que la dynamique étant lancée on pourrait atteindre notre objectif en quelques années seulement.

Mélenchon était malheureusement le mauvais numéro mais il a prouvé que c'était possible, et si depuis les militants et les travailleurs qui l'avaient rejoint ou suivi lui ont tourné le dos, comme elle me l'a dit pour en avoir partie pendant un moment, c'est parce qu'il n'avait rien à leur proposer, aucune issue politique, ils ont rapidement compris qu'ils avaient à faire à un illusionniste, un de plus.

Quand dans la vie on est amené à prendre une décision qui va en changer le cours pour le restant de nos jours, on ne tergiverse pas pendant des mois ou des années, sinon l'occasion qui se présentait à nous disparaît ou va nous passer sous le nez, on doit savoir quel chemin on a envie de prendre ou non, à un moment donné il faut trancher, en politique c'est la même chose. Personnellement je suis prêt à m'engager immédiatement dans un parti qui présenterait les qualités requises que j'ai eu l'occasion de décrire une multitude de fois, je pense que des milliers de militants y sont prêts également, maintenant malheureusement force est de constater qu'il n'existe pas, nous sommes terriblement frustrés, vivant en Inde et n'ayant pas l'étoffe d'un dirigeant pour créer ce parti, sans soutien, je ne peux aller au-delà. J'ai dit à cette camarade qu'à défaut de mieux il serait possible de militer au POI ou dans un groupe de militants issu de l'OCI, sans parvenir à la convaincre, il faut dire qu'après en avoir fait l'expérience on n'en voit pas vraiment l'intérêt, ce que je peux comprendre.

Ma chère camarade va me dire : tu vois, tu en arrives à la même conclusion que moi qu'il n'y rien à faire et qu'il n'y a pas d'issue, c'est une manière d'interpréter l'impasse dans laquelle nous sommes effectivement, j'en suis profondément désolé, mais cela n'invalide pas pour autant mon analyse et ses conclusions pratiques.

Il se trouve que j'avais rédigé le passage suivant la veille de notre discussion.

De la démocratie.

On nous dit que le peuple et seul le peuple doit incarner la démocratie, au diable le parti ! O.K. pourquoi pas, nous sommes prêts à étudier toutes les hypothèses qui se présenteraient à nous, c'est notre méthode.

Question : Intention généreuse mais qui nécessite certaines conditions préalables, non ? L'exercice de la démocratie serait-il inné chez le peuple ou nécessiterait-il une période d'apprentissage ?

Le peuple c'est la démocratie, on a envie de dire, mais où avez-vous vu jouer cela, tous les jours il démontre le contraire. Comment cela ? Mais en confondant ses intérêts avec ceux de la classe dominante minoritaire dans la société, on en a des exemples quotidiennement, c'est même chez lui un état quasi permanent.

Il ne peut y avoir de réelle démocratie dans un pays où les masses demeurent ignorantes, arriérées, ce qui n'a rien de péjoratif ou de méprisant dans ma bouche, quand elles sont conditionnées, il ne faut pas se leurrer, dans ce cas-la la démocratie tout comme le pouvoir lui échappe forcément, elles demeurent soumises à la classe dominante minoritaire dont le pouvoir politique incarne une démocratie tronquée, limitée, à sa mesure, à celle de ses propres besoins et il ne peut pas en être autrement aussi longtemps que les rapports entre les classes n'ont pas été inversés, que les exploités n'ont pas renversé l'ordre établi, liquidé les institutions antidémocratiques que la classe dominante avaient créées pour exercer son pouvoir économique et politique sur la classe dominée des exploités.

Mais alors qu'est-ce qui peut incarner la démocratie ? Le parti, le parti des masses exploitées qui incarne consciemment leurs intérêts de classe, qui d'autre pourrait se substituer au parti dans lequel se regroupent les éléments les plus avancés, les plus conscients des masses, qui ont conscience du développement historique du capitalisme qui impose la nécessité de passer au socialisme, du rôle révolutionnaire de la classe des exploités pour accomplir cette tâche sous peine de voir la société et le monde sombrer dans le chaos et la barbarie, qui ?

Personne, et l'on peut constater jour après jour que ceux qui refusent de le reconnaître ou qui cherchent une autre voie se fourvoient, finissent dans une impasse ou se joignent à des forces réactionnaires qu'ils estiment fréquentables parce qu'ils tiennent un discours critique envers le capitalisme ou les différents régimes en place qui s'avèrent inconsistants et incarnent finalement les intérêts de ces régimes lorsqu'on les analyse attentivement, on en a un exemple sous les yeux en Egypte ou en Tunisie.

Monsieur Mélenchon, jeudi dans Libération, a accusé Manuel Valls de "*repandre les mots les plus infâmes de l'adversaire*", glissement sémantique inconscient je lui accorde, qui trahit cependant ses véritables intentions, car le capitalisme et ses représentants (dont le FN) sont plus que des adversaires, nos ennemis à mort, dont fait partie Valls évidemment.

L'incapacité de faire face à la question sociale nécessite pour le gouvernement (UMP ou PS) de mettre en oeuvre une politique intérieure qui contribuera à diviser profondément et opposer violemment les différentes couches d'exploités, afin qu'elles ne se rassemblent pas contre le régime en place et ne trouvent pas la voie pour le renverser.

Que l'UMP ou le PS soient dans l'impossibilité de résoudre la question sociale va de paire avec la politique néolibérale qu'ils ont adoptée, qui a pour pendant ou conduit à l'amplification des inégalités sociales et à l'aggravation des injustices dont seront victimes en premier lieu les couches les plus faibles et les plus défavorisées de la classe ouvrière, à commencer par les travailleurs et les jeunes issus de l'immigration.

Maintenant il nous faut voir comment ils s'y prennent et comment les différents acteurs qui interviennent sur la scène politique, partis et médias, les aident à appliquer cette politique réactionnaire.

La montée du chômage, de la précarité et de la pauvreté se traduit inéluctablement au fil du temps, de manière insidieuse, sans que l'on en perçoive clairement les signes ou que l'on prenne conscience de leur portée à terme, par d'une part la dislocation des valeurs et des principes collectifs républicains ou démocratiques sur lesquels reposaient les rapports sociaux, qui incluaient les rapports de la population à l'Etat et ses représentants, les rapports qui existaient entre les différentes couches sociales et à l'intérieur de celles-ci, que partageait l'ensemble des citoyens, d'autre part par une montée de l'individualisme aveugle et parfois violent, de la haine, de la délinquance, de la criminalité à tous les niveaux, rapports qui viennent se substituer aux précédents et qui au lieu de reposer sur une base de classe, reposent sur des facteurs communautaristes, ethniques, raciaux, religieux, voilà à quoi a conduit la politique des différents gouvernements qui se sont succédés depuis le milieu des années 70 ou le début des années 80 jusqu'à nos jours, avec en toile de fond ce que nous avons rappelé au début, la crise du capitalisme et sa traduction sur le plan social.

Le cadre étant planté, il est relativement facile d'observer que de l'extrême droite à l'extrême gauche tous les partis se sont accommodés de cette situation à des degrés divers en fonction de leur étiquette, de la classe ou des couches qu'ils représentaient, et même si nous en avons eu l'intention, il nous est impossible d'épargner ou de ne pas mettre dans le même lot ceux qui se terrent dans un silence coupable, qui par leur comportement s'accusent eux-mêmes, nous ne les jugeons pas, ils le font très bien eux-mêmes, c'est un simple constat.

Effectivement, il est plus facile de ne jamais aborder le problème posé par l'incivilité ou la violence qui se développe dans la société et auxquelles sont confrontés quotidiennement les travailleurs, dont ils parlent entre eux, comment pourrait-il en être autrement quand le gouvernement, les partis politiques et les médias leur servent en boucle du matin au soir, attitude qui consiste à dire finalement : ce n'est pas notre problème, débrouillez-vous, nous nous situons exclusivement sur le plan social ou politique et nous refusons d'aborder ce genre de discussions qui ne mènent nulle part...

En réalité, c'est le comportement de militants incapables d'assumer leur responsabilité et qui ont démissionné, car évidemment que le discours du ministère de l'Intérieur est politique. Comme nous l'avons écrit dans une précédente causerie, les travailleurs n'abordent pas cette question sous le même angle que le militant ou au même niveau, or il faut nous placer au niveau des travailleurs si on veut les comprendre pour commencer, ensuite les aider à élever leur niveau de conscience politique, les organiser.

Ils sont confrontés quotidiennement à des problèmes matériels ou pratiques, ils craignent pour leur sécurité ceux de leurs enfants, de leurs familles, de leurs proches, accessoirement du peu de biens qu'ils possèdent, ce n'est pas rien, c'est extrêmement grave, ils le vivent très mal, ils sont angoissés et c'est tout à fait normal, ils veulent que cesse cette situation au plus tôt, immédiatement si c'est possible, et je pense que lorsqu'on est confronté à ce genre de problèmes en principe on a tous la même réaction, on ne peut pas vivre sous une menace permanente sans réagir. A cette situation on leur répondra par de grands discours théoriques ou politiques dont ils n'auront que faire ou telle sera leur réaction. Il est vrai que dans ce cas-là il vaut mieux encore se taire !

Avez-vous imaginé un seul instant vivre dans un de ces quartiers, une de ces banlieues devenus des territoires de non-droit, où vous craignez de vous faire agresser en rentrant du boulot, où vous êtes obligé de stationner votre voiture à l'écart de votre cité pour qu'on ne vous la brûle pas, où vous craignez de vous faire caillasser en revenant de vos courses, où vous vous faites un sang du diable chaque jour quand votre enfant revient de l'école, et je ne parle même pas s'il sort le soir avec des copains ? Mais aussi dans les transports en commun, évitez les wagons vides ou peu remplis, évitez de les emprunter aux heures creuses, le soir, le dimanche, emmenez sur vous le strict minimum des fois que vous soyez racketté. Si vous n'habitez pas dans un de ces quartiers

ou une de ces communes, n'y mettez jamais les pieds, contournez-les en voiture. Etc.

Comment peut-on vivre comme cela, c'est la question que je me pose. Je me mets à la place des travailleurs qui y sont confrontés directement ou qui craignent un jour d'être victime de cette situation-là, donc la majorité d'entre eux, à moins de rester cloîtrer chez soi, mais c'est impossible.

Maintenant dès que les autorités prennent une mesure qui pourrait apaiser en partie ou temporairement les craintes de la population, une mesure forcément autoritaire ou répressive, la gauche, l'extrême droite et les gauchistes, mais aussi une partie de la droite, hurlent au fascisme ou à la dictature, car voyez-vous l'attitude des voyous ou des délinquants qui terrorisent la population serait en fait bienveillante à son égard, pleine de bonté, allez de compassion, et les travailleurs qui n'en sont pas persuadés et qui en sont victimes, qui n'aspirent qu'à la tranquillité et à vivre en paix seraient des salauds de réactionnaires, des racistes, des islamophobes, des anti-jeunes, tout comme les militants qui les soutiennent, que l'on rassure cette bonne conscience de gauche et de droite qui nous donne envie de vomir, une partie de plus en plus importante de ces travailleurs va se tourner vers l'extrême droite, ainsi ils pourront justifier leurs discours, attention après coup seulement, après les voir poussés dans les bras de l'extrême droite.

Rappelez-vous ce que nous avons dit plus haut que l'UMP ou le PS étaient dans l'impossibilité de résoudre la question sociale, c'est évidemment valable pour cette gauche et extrême gauche qui soutient ainsi le régime et qui est incapable de proposer une issue politique aux masses exploitées, car ils savent que ce ne sont pas les mesures policières prises par Valls qui vont venir à bout de la violence aveugle qui est la conséquence des difficultés sociales que rencontrent ces couches de travailleurs et jeunes, leur position revient à laisser pourrir la situation qui justement fait le jeu du régime et de l'extrême droite, elle ne sert qu'à camoufler leur trahison ou leur incurie politique, leur collusion avec le régime contre l'ensemble des travailleurs.

Pendant que les travailleurs ont en tête des problèmes de sécurité qu'ils estiment prioritaires parce qu'ils les subissent quotidiennement ou craignent d'en être les victimes, leurs difficultés sociales passent au second plan.

Il y a encore plus cynique à gauche, ceux qui notamment réclament plus de policiers tout en soutenant le régime, le PCF par exemple, en période électorale. En fait, ils rejoignent l'UMP, l'UDI, Debout la République et le FN.

J'ai noté ceci aussi :

Valls serait pro-Arabe et anti-sioniste pour les uns, Valls serait anti-musulman ou islamophobe, raciste, sioniste pour les autres, intéressant, non ? Cherchez l'erreur !

Valls est un néolibéral, et comme tout néolibéral il est sioniste, normal puisque ce sont les deux versants d'une seule et même idéologie totalitaire, donc l'un ne va pas sans l'autre, ensuite il a été reconnu comme tel par ses pairs qui l'ont invité en juin 2008 à participer à la réunion du groupe Bilderberg à Chantilly en Virginie aux Etats-Unis, de là à être pressenti pour rejoindre le gouvernement présidé par Sarkozy il n'y avait qu'un pas qu'il n'a pas franchi, il sera bien plus utile comme ministre de l'Intérieur dans un gouvernement prétendument socialiste.

Rappelons au passage que parmi les membres actuels du gouvernement Michel Sapin en 1992 et Laurent Fabius en 1994 avaient participé à une réunion du groupe Bilderberg, je n'ai pas eu le temps de voir si d'autres ministres actuels les ont imités. Précision qu'avec 6 membres des Young Leaders (think-tank américain atlantiste ou néolibéral), et 3 anciens participants aux réunions du groupe Bilderberg, le gouvernement actuel est le plus impérialiste et réactionnaire de la Ve République.

Il y a quelques jours dans une causerie nous posions quelques questions : Sous quel régime vivons-nous ? Qui gouverne ? Quelle classe détient le pouvoir ? Quelle est la nature de l'Etat ? Nous ajoutions que nous devions tenir compte des réponses à ces questions avant de prendre position sur telle ou telle mesure ou loi sous peine de mêler notre voix à celle de la réaction.

Il est impossible pour nous d'exiger d'un gouvernement incarnant les intérêts de notre ennemi de classe qu'ils prennent en charge les besoins des travailleurs.

Il est également impossible pour nous de soutenir un gouvernement qui, par sa politique antisociale s'attaque aux fondements de la République et de la démocratie, à leurs valeurs et principes qu'ils piétinent en favorisant le communautarisme par le biais du chômage de masse, la généralisation de la précarité et de la pauvreté de couches entières de travailleurs qu'il conduit aussi à s'y attaquer inconsciemment, donc à s'en prendre à leurs propres droits et acquis politiques.

Face à la délitescence ou la désagrégation des rapports sociaux dans la société et au rejet qu'elle inspire à la majorité des travailleurs qui peut dégénérer en guerre civile, le gouvernement se trouve obligé de prendre des mesures conservatoires qui vont à l'encontre de sa politique pour tenter de stabiliser ou calmer la situation qu'il a lui-même créée ou favorisée, aussi il ne faut pas confondre les deux ou les mettre sur le même plan, les rejeter préférant que la situation pourrisse sur place ou les soutenir au nom de l'intérêt général qui se confond avec celui de la classe dominante, deux positions qui reviennent à faire le jeu du FN, de

l'UMP ou du PS.

Je vous avouerais qu'à ce stade de mon analyse je suis bien embarrassé pour adopter une position, car en étant à 10.000 kms de la France et sans y avoir mis les pieds depuis 11 ans, je crains de me fourvoyer dans un sens ou un autre, je ne sens pas suffisamment la situation, ce serait facile d'adopter une position de principe ou théorique qui ne serait qu'une simple posture, je ne vais pas me livrer à ce petit jeu misérable que je dénonce par ailleurs.

Je me demande jusqu'à quel point cette question touche les masses. Comment pourrais-je me fier à des partis qui analysent la situation en fonction de leur ligne politique ou pour la justifier? Je me dis que si cette question est devenue prioritaire pour une majorité de travailleurs qui vivent en ville, alors il faut s'abstenir de condamner les mesures prises par le gouvernement à condition qu'elles ne visent pas aveuglément l'ensemble d'une minorité ou d'une couche de travailleurs, si elles s'avèrent profitables à la majorité des travailleurs.

J'ai constaté une chose, lorsque Valls dit que les musulmans sont un atout pour la France, il se fait traiter de tous les noms par la gauche, l'extrême gauche ou les gauchistes, si on ne s'en tenait qu'à ce discours de Valls, il n'y aurait aucune raison de l'attaquer là-dessus. Quoi que.

Mieux, les écervelés ouvriéristes et tiers-mondistes, ce sont les mêmes parasites démagogues qui pourrissent le mouvement ouvrier, ne relèveront pas qu'il y a quelque chose qui ne colle pas dans ce discours de Valls, peut-être a-t-il ajouté ceux qui veulent s'intégrer ou qui s'engagent à respecter les valeurs de la République, je n'en sais rien, car parmi ceux qui se disent musulmans, il y en a qui sont ouvertement des ennemis des valeurs de la République, des principes de la démocratie, mieux encore ou pire, qui se déclarent ennemi du reste de la population sans que cela ait à voir quelque chose avec leur situation sociale, les salafistes ou takfiris qui prônent la charia, l'enfermement des femmes derrière une burqa ou un niqab, partisans du djihad, qui déclarent que tous ceux qui n'ont pas adopté leur idéologie sont des infidèles et doivent se convertir ou périr, que le monde doit se plier à leurs lois dictées par Allah et qu'ils n'ont de compte à rendre à personne d'autre qu'à leur dieu, etc. je soupçonne Valls le sioniste ou l'arabo-sioniste pour l'occasion d'inclure ces "musulmans" sinon dans son discours, dans sa politique, là c'est une certitude car cela correspond à la politique étrangère du gouvernement qui soutient les pétromonarchies du Golfe.

Et pourquoi la gauche, l'extrême gauche et les gauchistes ne le relèvent-ils pas ? Mais parce qu'ils soutiennent la politique du gouvernement au Moyen-Orient qui est totalement alignée sur celle de l'impérialiste américain. Quand Hollande reçoit les monarques dégénérés de Bahreïn, du Qatar et d'Arabie saoudite qu'ils présentent comme les "amis" de la France et lorsqu'il a soutenu l'attaque contre la Libye, l'élection de Morsi en Egypte et maintenant l'agression, la destruction de la Syrie, il envoie un message de bienvenue à l'idéologie que ces ploutocrates sanguinaires incarnent qui peut ainsi s'implanter ou prospérer tranquillement en France, en cela aussi il s'est appliqué à continuer la politique de Sarkozy.

J'aurais tendance à dire que l'on peut soutenir toutes les mesures du gouvernement, pas le gouvernement lui-même évidemment, qui vont à l'encontre de cette politique, où en quelque sorte il est obligé de faire marche arrière ou de temporiser, tout en expliquant ce qui vient d'être dit dans les paragraphes précédents.

J'ai quand même un truc en tête même si je suis loin de France. C'est le discours des quelques personnes avec lesquelles je suis en relation qui vivent dans des grandes villes ou villes moyennes en France. Que des femmes, et qui toutes ce sont faites agresser dans la rue. Pour elles il est clair que la police et la justice ne font pas leur travail, qu'elles sont laxistes et qu'elles ont reçu des ordres pour agir ainsi, elles ne se plaignent pas de la présence de la police bien au contraire, alors que toutes sont de gauches ou partagent mes idées politiques, et donc naturellement sous ce régime honnissent la police et l'armée.

Je lis quelques articles tous les jours qui traitent de ce problème, je m'attarde surtout sur les commentaires des internautes, j'essaie de faire la distinction entre ceux qui viennent de personnes engagées à droite ou à gauche, à l'extrême droite ils sont trop repérables pour qu'une confusion soit possible, et les internautes ou citoyens disons lambda, qui s'expriment naturellement, seuls les commentaires de ces derniers m'intéressent car ils peuvent refléter l'état d'esprit des masses. Si vous le voulez bien, j'en ai relevés quelques-uns et on pourrait les examiner ensemble, c'est un exercice qui ne manque pas d'intérêt.

Samedi lors de son passage à l'université d'été du PS à La Rochelle.

- M. Valls a aussi appelé à ne pas céder à la "posture" en matière d'immigration. Celle-ci doit être "organisée, régulée", "ceux qui disent le contraire se bercent d'illusions", a lancé le ministre, sans évoquer le regroupement familial.

(Il n'a pas tort, j'ai déjà dit un jour que si on prenait le pouvoir, immédiatement il faudrait fermer ou rétablir toutes les frontières. Si au nom du socialisme on s'engageait à satisfaire toutes les demandes de visas dans le monde, il faudrait en délivrer des dizaines ou des centaines de millions ! Vous comprenez pourquoi parfois on traite d'abrutis finis les gauchistes, ce n'est pas méchant et je le dis tranquillement, ces gens sont inconscients et dangereux pour la révolution, on aura à les traiter comme le fit Trotsky autrefois, ils roulent pour la réaction en fait.)

- M. Valls : "*Socialiste, de gauche et fier de l'être*"

(Hélas ! Vous n'avez pas remarqué que seuls les dirigeants du PS se disent socialistes à tort et à travers ? Qui défend le socialisme, les idées du socialisme, quel parti ose encore affirmer que sa ligne politique, ses positions, son programme sont fidèles au socialisme ? Pas un. Ceci explique sans doute cela, non ?)

- "*Cet été, j'achète Paris Match, je tombe sur Valls! J'achète Gala, je tombe sur Valls!*", raille une ministre. AFP (Une insulte à la civilisation cette ministre, on a les références qu'on peut !)

Commentaire d'internaute

1- "Une ministre dit : "*Cet été, j'achète Paris Match, je tombe sur Valls! J'achète Gala, je tombe sur Valls!*" Des lectures du niveau de ce gouvernement, hélas !"

Pourquoi hélas, tout est dans l'ordre des choses, ce ne sont que des exécutants, des pantins qui appliquent une politique qui leur est dictée par l'oligarchie financière dont les technocrates des différents ministères sont les petites mains.

2- "Il ne croit pas un instant que le FN puisse accéder au pouvoir (et pourtant). Mais en désignant le FN comme l'adversaire principal, il affaiblit l'UMP et pense que si le PS se retrouve seul face au FN au deuxième tour. Il a un beau jeu de faire les pleureuses et d'appeler au front républicain."

C'est secondaire en réalité, diviser la classe est leur priorité et c'est le but ici encore. C'est certes un parti électoraliste, institutionnel, d'affairistes, mais quand vous vous penchez sur leur CV, vous vous apercevez qu'ils soient élus ou dans l'opposition cela ne change pas grand chose à leur situation, ils auront toujours de quoi vivre et un niveau de vie largement au-dessus de la moyenne de la population, leur avenir est assuré dans tous les cas de figure.

3- "Comment va-t-il faire pour être ferme avec les voyous ? il va forcément stigmatiser des communautés précises, et il sera accusé d'être raciste, facho, etc... Pauvre pays qui part bien en lambeau depuis 50 ans."

Pour reprendre le terme employé par cet internaute, le problème, c'est que c'est justement cette "*communauté*" qui cumule les handicaps et les difficultés pour s'intégrer dans la société, d'autres couches de travailleurs et notamment des jeunes qui ne viennent pas de l'immigration ne parviennent plus non plus à s'intégrer dans la société.

4- "L'immigration est pourtant une source de coûts très importants ; elle est utilisée par le grand patronat pour peser à la baisse sur les salaires et déstabilise en profondeur notre société et ses équilibres. L'assimilation n'est plus possible dans un tel contexte d'immigration de masse. Des mesures d'ordre constitutionnel, législatif et réglementaire doivent être prises au plus vite pour stopper aussi bien l'immigration légale que clandestine. "

Bravo, vous avez constaté comme moi que l'immigration, surtout clandestine, en réalité avec la complicité du régime, était davantage profitable aux patrons qu'aux travailleurs, allez donc expliquer cela aux gauchistes bornés et dogmatiques, ils vont vous traiter de raciste, ce sont les meilleurs alliés du patronat.

C'est plutôt dans le contexte de chômage de masse que l'immigration pose problème et non l'immigration en soi.

5- "Ils sont percutés par une voiture, roués de coups, et les chauffards leur tirent dessus aux urgences ! Ces gens ne sont plus des êtres humains, mais des animaux enragés. Il faudrait la plus grande sévérité envers ces fous dangereux. Ce n'est sûrement pas un petit bracelet électronique qui va les arrêter ...!"

Ce sont des barbares, à qui les gauchistes trouvent des circonstances atténuantes !

6- "En France, les droits de l'Homme, ce sont en fait les droits du criminel et le devoir pour les victimes d'avoir peur et de fermer leur gueule."

Vous avez tout compris, c'est la version des "droits de l'Homme" version gauchiste, c'est là qu'on s'aperçoit qu'ils rejoignent l'extrême droite qu'ils prétendent combattre !

7- "Les français en ont ras-le-bol de l'immigration mais trop de politiciens s'en moquent. Pas un jour ne passe sans qu'un immigré ou fils d'immigré ne soit impliqué dans un fait divers d'une extrême violence. Ça risque de finir en guerre civile cette histoire. Ou alors en 2017 il va y avoir des grincements de dents."

C'est programmé...

Surtout, ne vous représentez pas le PS tel qu'il est.

Je reproduis des extraits d'un article du Nouvel Observateur dont l'auteur se situerait à gauche ou au centre gauche, sans rire. Ce qui est intéressant c'est la mise en lumière par l'auteur que le gouvernement applique une politique néolibérale, normal pour des néolibéraux.

Si c'était moi qui l'affirmais, on m'accuserait d'exagérer, parce que le PS n'est tout de même pas aussi réactionnaire que cela, il l'est bien pire encore quand on écoute les déclarations de Hollande et Fabius sur la Syrie. Contrairement à ce qu'a dit Mélenchon, Hollande et son gouvernement ne font pas seulement une politique de droite, ils sont de droite, entre conservateurs et néolibéraux, ces derniers l'emportant au sein du gouvernement puisque trois participants aux réunions du groupe Bilderberg occupent des postes clés suivis de six membres (inclu Hollande) des Young Leaders, think-tank néolibéral.

Le néolibéralisme n'est pas une option parmi d'autres pour les dirigeants du PS, non, c'est devenu la marque de fabrique de sa direction et son orientation politique au tournant des années 80, quand ils ont affirmé publiquement que le PS adhère à l'économie de marché, pour le meilleur et pour le pire, mais comme seulement le pire ne pourrait se produire par la suite, ils s'y sont adoptés, ils l'ont adopté, ils y seront fidèles jusqu'au bout car la demi-mesure n'existe pas, elle est interdite en la matière et toute trahison ou désertion peut s'avérer fatal pour ceux qu'elle tenterait, tout retour en arrière impossible et serait dévastateur, le PS venait de franchir une étape qualitative qui le plaçait désormais sur l'échelle de la réaction au même niveau que les atlantistes ou néolibéraux sein de la classe dominante.

Disons qu'avant 1983 le PS était déjà un parti de droite, après il n'essayera même plus de le camoufler, il en laissera le soin à d'autres à gauche ou à l'extrême gauche, il le revendiquera tout en continuant de tenir un double langage pour tenir son rôle au sein du régime, voilà pourquoi son étiquette socialiste lui est si utile. Hollande a rappelé qu'il était socialiste, Valls vient de lui emboîter le pas après avoir voulu changer le nom de son parti et faire disparaître toute référence au socialisme, ses maîtres à penser néolibéraux ont dû le briffer et lui faire comprendre que ce n'était pas encore le moment, ils lui ont pardonné cette erreur de jeunesse, toute adaptation à une idéologie réclame du temps, l'essentiel c'est qu'il n'ait pas démerité en reprenant sur le plan social la totalité des thèses néolibérales que le gouvernement met en oeuvre, d'où le soutien des médias, donc de l'oligarchie financière qui est aux commandes.

- "*Manuel Valls n'existe que dans et par les médias*" - nouvelobs.com 25.08

Retour sur l'été très médiatique du ministre de l'Intérieur avec Christian Salmon, auteur de "*La cérémonie cannibale*". - nouvelobs.com

Extraits commentés.

Pourquoi a-t-il eu besoin de rappeler à de nombreuses reprises qu'il était socialiste lors de son intervention à l'université d'été de La Rochelle ?

- Parce qu'il a un problème d'identification politique. Outre le marketing politique, Valls a appris une chose des spins doctors anglosaxons : la triangulation politique inventée par les conseillers de Clinton et mise en œuvre par Blair et son conseiller Alastair Campbell. Cela consiste à se placer au dessus des frontières politiques, adopter des éléments de programme et de langage empruntés au camp d'en face et se construire une image politique neutre, qui vous vaut l'adhésion d'une opinion de droite. Ainsi Valls n'hésite pas à affirmer que la politique de sécurité n'est ni de droite ni de gauche. Que les politiques d'ajustement néolibérales sont des politiques de bon sens. C'est ainsi qu'il en vient à dénoncer le "*laxisme*" de Christiane Taubira ou à évoquer une politique de répression lorsqu'un fait divers se produit. En lançant ces signaux à l'électorat de l'opposition, il bénéficie d'une cote favorable dans les enquêtes d'opinion et se hisse au rang de candidat incontournable dont la crédibilité est bâtie sur les sondages. C'est à dire sur des pieds d'argile.

(Que de confusions ou d'incompréhensions ! Evidemment que "*la politique de sécurité n'est ni de droite ni de gauche*", Valls a raison de son point de vue, puisque ce qu'il appelle la droite et la gauche sont en réalité les deux pendants sur lesquels repose la stabilité du régime, "*la politique de sécurité*" adoptée par n'importe quel gouvernement sous la Ve République ne peut avoir pour unique fonction que la préservation du régime, ainsi elle n'est "*ni de droite ni de gauche*", elle est réactionnaire et la boucle est bouclée. Cela devait suffire à comprendre depuis 1981 (pour ne pas remonter plus loin) que l'opposition droite et gauche était en réalité une immense supercherie, mais apparemment cela arrangeait ceux qui se définissaient de gauche ou d'extrême gauche de l'occulter. On voit aujourd'hui où cela nous a mené.

L'auteur à la suite de biens d'autres se livre à un amalgame insupportable, quand il affirme que les citoyens qui aspireraient tout simplement à vivre dans une société en paix aurait une "*opinion de droite*", car on imagine qu'une "*opinion de gauche*" serait défavorable, on voit là l'absurdité qu'un tel raisonnement. Où va se nicher le gauchisme décidément ! - ndr)

M. Valls se prétend de gauche. Mais il n'y a pas de politique de gauche sans un travail de déconstruction idéologique des

évidences partagées implantées dans les esprits depuis trente ans par la politique néolibérale. Déconstruction des politiques pénales d'enfermement et de répression systématique qui remettent en question le principe de l'individuation de la peine au profit d'une automaticité des peines planchers. Déconstruction d'un modèle de croissance et d'hyperconsommation au profit d'un autre modèle de transition écologique. Déconstruction des préjugés sur la fraude sociale, l'immigration, l'insécurité. Déconstruction enfin d'une démocratie médiatique conçue et organisée pour brouiller tout débat démocratique, et installer à coup de talk-show et d'éditoriaux les évidences partagées du néolibéralisme... C'est évidemment le contraire que fait Manuel Valls.

(Le gauchisme consiste à finir de pourrir dans la société ce qui ne l'a pas encore été, on en a un exemple ici. Le gauchisme consiste aussi à confondre en permanence l'effet et la cause, à confondre l'oeuf et la poule ! Ce n'est pas la politique néolibérale qui est à l'origine de la situation, mais la crise du capitalisme mondial, du coup il est vain de se lancer dans la déconstruction de quoi que ce soit qui serait issue de l'idéologie néolibérale. Le capitalisme en crise a engendré le néolibéralisme et non l'inverse.

Les rapports sociaux dans la société ne sont pas le produit d'une idéologie, mais de l'inégalité entre les classes sur laquelle repose le système économique capitaliste. L'action précède le verbe, tout comme ce ne sont pas les idées qui changeront le monde, mais l'action consciente, unie et organisée des masses... L'idéologie néolibérale ne fait qu'orchestrer ces rapports à tous les niveaux de la société une fois le capitalisme parvenu à un stade de décomposition ou de putréfaction avancé, ces rapports en sont le produit ou la traduction, c'est donc se leurrer que de croire qu'il serait possible de les modifier ou de les remplacer par d'autres rapports sans renverser les rapports sociaux établis entre les classes, sans que la classe ouvrière s'empare du pouvoir politique.

L'idéologie néolibérale n'est pas apparue et ne s'est pas développée à n'importe quel stade du développement du capitalisme, mais lorsque les contradictions du capitalisme étaient parvenues à un niveau tel que tout progrès social et toute expression indépendante de la démocratie devenaient des obstacles à la survie du capitalisme et devaient être remis en cause puis bannis. De même que le marxisme a vu le jour quand le cycle de l'exploitation de l'homme par l'homme avait atteint son stade de développement ultime permettant à l'humanité d'envisager concrètement le passage du règne de la nécessité à celui de la liberté.
- ndlr)

François Hollande peut-il souffrir de cette stratégie ?

Le président avait réussi un été pas si mauvais en terme de stratégie, faisant le tour de la France avec un message social, une prophétie auto-réalisatrice sur la reprise de la croissance. Ce message a pourtant été perturbé par les mauvaises nouvelles annoncées par Pierre Moscovici et l'échappée de Manuel Valls sur les Roms, l'islam, l'immigration. Cela a créé un brouillage idéologique. L'hypothèse d'un Manuel Valls Premier ministre après un éventuel remaniement a aujourd'hui du plomb dans l'aile.

(Erreur, "*l'échappée de Manuel Valls sur les Roms, l'islam, l'immigration*" est venue en complément, mieux en soutien au discours creux et trompeur de Hollande, l'opération consistait à faire croire que la majorité de la population qui soutient Valls sur les questions de sécurité soutenait aussi Hollande sur le plan social dans la perspective de la rentrée sociale qui pourrait être explosive, bien qu'on a du mal à y croire.

L'auteur de cet article commet une seconde erreur en avançant l'hypothèse de Valls Premier ministre, Ayrault est bien plus utile en première ligne à ce poste, alors que contrairement à Valls, Fabius et Sapin il n'a jamais été recruté par les néolibéraux (à ma connaissance), c'est en quelque sorte la caution de gauche ou de la pluralité des courants au sein du PS indispensable pour qu'il remplisse correctement sa fonction au sein du régime. Le PS n'est pas le Labour Party ou le SPD, le mouvement ouvrier français et la tradition de la lutte des classes en France sont différents de la Grande-Bretagne et de l'Allemagne, quoiqu'il va arriver un moment où les différences vont s'atténuer au point de rendre possible la nomination d'un Premier ministre issu des rangs néolibéraux. Le moment est-il venu, rien n'est moins sûr, l'équilibre gouvernemental auquel Hollande et ses conseillers sont parvenus demeure l'essentiel pour assurer la stabilité du régime. - ndlr)

La principale leçon de cette université d'été, c'est que François Hollande est confronté à un choix. Il ne peut plus se contenter de faire une synthèse entre des courants de parti. Il s'agit d'adopter une stratégie politique cohérente. Qui a raison au sein du gouvernement et de la gauche en général ? Ceux qui s'efforcent de déconstruire les fondamentaux de la droite en matière de sécurité, de transition écologique, d'éducation, de politique pénale, de santé publique, d'immigration (Vincent Peillon, Cécile Duflot, Christiane Taubira, Philippe Martin...) ou ceux qui s'efforcent de trianguler l'opinion en consolidant et légitimant l'idéologie néolibérale, cette machine à fabriquer des histoires de victimes et de vilains, de héros méritants et de vils fraudeurs, de courageux travailleurs et d'étrangers profiteurs ?

(C'est ici caricaturer l'idéologie néolibérale qui en réalité se décline à tous les niveaux, économique, social et politique et qui touche à absolument tous les rapports dans la société. Quant à ces deux tendances qui s'affronteraient, elles ne concernent que l'intérieur du PS et le mouvement ouvrier minoritaire et qui plus est n'a rien de révolutionnaire, tandis que la majorité de la population serait plutôt de droite aujourd'hui à défaut d'issue politique et de parti pour l'incarner. Le "*choix*" de Hollande ne consiste pas à adopter une "*stratégie politique cohérente*", en soi elle l'est, il serait plutôt qu'elle ne l'apparaisse pas trop (marquée à droite, évidemment) de manière à faire vivre l'illusion que le PS et le gouvernement serait de gauche, il est condamné à cette posture. - ndlr)

Que peut faire le reste de gauche face à cette personnalité médiatique qui se distingue ?

- Valls/Taubira, la controverse médiatique de l'été, a tourné lors des journées de La Rochelle à un dilemme existentiel pour le gouvernement. A La Rochelle, Manuel Valls est apparu comme un cheval de Troie médiatique. Une sorte de Superman entouré de caméras, venu faire la démonstration de ses super pouvoirs en matière de sécurité.

Tous les observateurs ont noté en revanche le sérieux de l'intervention de Christiane Taubira qui tranchait avec les gesticulations de Manuel Valls. "*Plutôt convaincre que séduire*", s'est exclamé C. Taubira.

(En gros, pour Taubira l'équation est simple : les délinquants, on les laisse en liberté, on leur inflige une peine légère ou on les embastille pour de longues années. Pour Valls c'est plus compliqué, il peut prendre toutes les mesures policières qu'il veut, cela ne résout pas la question sociale qui est à l'origine de la délinquance, etc. c'est un cercle vicieux qui ne sera brisé qu'en renversant le régime en place. - ndlr)

Le gouvernement est-il capable d'avoir un discours politique structuré? Le parti socialiste peut-il être l'intellectuel collectif capable de déconstruire l'idéologie néolibérale qui s'est imposée à tous les gouvernements européens? Ou ne sera-t-il qu'un syndicat des sortants, un parti attrape-tout jouant du momentum médiatique pour accroître la confusion et tromper des électeurs réputés amnésiques et qui s'en vont toujours plus nombreux vers le Front national ? Pierre Bourdieu le rappelait quatre ans avant le 21 avril 2002 : "*C'est cette conception de la politique qui est depuis plusieurs années l'alliée la plus sûre du FN : instrumentale et cynique, plus attentive aux intérêts des élus qu'aux problèmes des électeurs...*" Voilà François Hollande prévenu. C'est l'électoratisme de la rue de Solferino et non le soi-disant laxisme de la Garde des sceaux qui est porteuse des futures catastrophes et aucun marketing électoral, aucun storytelling ne saurait l'éviter. nouvelobs.com 25.08

(Catastrophe sociale, assurément, mais je ne suis pas sûr que cela soit la préoccupation de l'auteur de cet article. Là encore il baigne en pleine confusion, en fait tout son article en est imbibée du début à la fin, le processus qui se déroule sous nos yeux est inévitable partant du constat que le gouvernement gère la société pour le compte de l'oligarchie financière au détriment de la satisfaction des besoins sociaux des travailleurs, le PS, ses satellites et ses alliés de gauche et d'extrême gauche font forcément le jeu de l'extrême droite, ce n'est pas nouveau.

Ce qui induit en erreur l'auteur de cet article et avant lui Bourdieu, c'est qu'il fait une fixation sur la "*conception de la politique*" du PS qui peut varier en fonction du contexte, au lieu de s'en tenir à la nature du PS, parti capitaliste ou bourgeois, et qu'elle est intangible. - ndlr)

Une vidéo

Al GORE reconnaît officiellement l'existence des épandages aériens / Chemtrails are for blocking the sun (video) - Internationalnews (<http://www.internationalnews.fr>)

Al Gore affirme que les chemtrails sont utilisés pour bloquer l'effet du Soleil, et que la pulvérisation de 90 millions de tonnes par jour de produits chimiques dans l'atmosphère est destinée à bloquer l'effet du Soleil. Vidéo mise en ligne en juin 2013.

Al Gore finally admits Chemtrails are for blocking the SUN it s nuts
http://www.youtube.com/watch?v=Di7TdO_cr1k

ACTUALITE EN TITRES

Un euphémisme !

- PS: 70% des Français trouvent le parti trop éloigné de leurs préoccupations - L'Express.fr

Tant mieux, car l'inverse serait préoccupant !

C'est leur unique priorité.

- La stabilité financière mondiale, priorité des banques centrales - Reuters

- Les rémunérations des patrons de Glencore Xstrata et Credit Suisse épinglées - AFP

A bas le féminisme institutionnel !

- Elles exigent "des femmes au Panthéon" - LePoint.fr

Un collectif de plus de 50 associations féministes demande à François Hollande d'introniser des femmes au Panthéon. LePoint.fr 25.08

ACTUALITÉ DU JOUR

Le "**bruit et de la fureur**" des dictateurs qui appellent à bombarder la Syrie !

"*J'entends, sur la gauche de notre gauche une voix, une voix qui se présente comme celle du +bruit et de la fureur+, une voix qui refuse toute évolution et ne cesse d'appeler à une forme de résistance nostalgique*", a lancé le Premier ministre en clôture de l'université d'été du PS.

"*Je le dis avec force: la résistance ne peut pas être une fuite devant les réalités d'abord et devant les responsabilités ensuite*", a ajouté M. Ayrault, AFP

J'entends sur la droite de la droite une voix, une voix qui se présente comme celle du bruit de bottes et de la fureur des envahisseurs, des conquérants, des colonisateurs détruisant et massacrant tout sur leur passage et "*qui refuse toute évolution et ne cesse d'appeler à une forme de résistance nostalgique*" au progrès social en faveur de la régression sociale sans fin et de la plus terrible des barbaries, j'ai nommé monsieur Ayrault et son parti, ses satellites, tous ceux qui soutiennent le PS, qui s'apprêtent à lui apporter des voix en 2014.

Ayrault assume endosser la responsabilité des crimes commis par Hollande et son gouvernement, cela le range au rang des tyrans.

On va encore nous dire que c'est excessif, ceux qui le pensent sont des opportunistes ou des nantis, le plus souvent les deux à la fois, qui finalement n'en ont rien à foutre du sort du peuple syrien et des autres, aussi longtemps qu'ils n'en sont pas réduits à la misère ou que les bombes ne tombent pas sur leurs têtes tout va bien et le PS est un parti tout à fait fréquentable. Surtout ne nous faites pas le coup de changer d'avis demain, il sera trop tard, c'est maintenant qu'il faut rompre avec le PS et ses satellites, les appareils pourris des syndicats et les institutions.

Haut de page ↗

Le 27 août 2013

CAUSERIE

Lundi 20h24.

Je zappe les infos de TV5Monde Asie dans 6 minutes.

Tous les partis ouvriers ont eu plus de deux ans pour mener une bataille sur la Syrie, aucun ne l'a fait. Cela donne une idée de leur décomposition, ils ont tous démissionné ou capitulé. J'ai été visiter leurs sites Internet, le néant, ces partis incarnent dorénavant le vide, l'ennemi a le champ libre.

Ils osent prétendre défendre l'indépendance de l'Etat contre l'UE, alors que lorsqu'un pays souverain qui n'a déclaré la guerre à personne est victime d'une agression impérialiste, ils se couchent tous devant leur propre impérialisme. On aura compris que la position que certains avaient adoptée sur la Libye n'était en fait qu'une simple posture.

J'imaginai cet après-midi un conseil de guerre à l'Élysée :

- Alors comment la situation se présente ?

- A vrai dire idéalement.

- Mais encore ?

- L'ensemble des médias sont sur la ligne d'une intervention militaire, quant aux partis politiques soit ils observent une neutralité ou un silence bienveillant (POI, NPA, FdG, LO), soit ils nous suivent.

- Donc la voie est libre ?

- Parfaitement, même les syndicats sont muets, les ONG sont à nos côtés.

- Donc les masses nous sont acquises.

- Parfaitement.

- Bon, je téléphone à Obama et Cameron pour leur dire qu'on est prêt de notre côté.

Génial, non ? Merci à tous ces partis de nous offrir cet unième bain de sang, si, si, vous qui militez dans ces partis, vous pouvez féliciter vos dirigeants, n'hésitez pas si vous avez une boule dans l'estomac, cela vous soulagera.

Lundi 21h40 (en Inde).

Quelques infos sur la Syrie du 23 au 26 août 2013.

1- Des dizaines de membres de la milice terroristes Armée libre syrien, formés sous la supervision de la CIA et des commandos israéliens et jordaniens se sont infiltrés à partir du 15 août en Syrie avec pour l'objectif de lancer une vaste offensive contre Damas et Daraa, une localité non loin de la capitale. C'est Le Figaro qui confirme l'entrée des dizaines de terroristes que le journal affilié à l'ASL mais qui ne sont rien d'autre que des takfiris repêchés par le renseignement saoudien. Il s'agit des forces spéciales, entraînées depuis des mois dans des camps en Jordanie et qui marchent, selon le journal "sur la capitale. 300 effectifs de cette force sont entrées le 17 août en Syrie et le reste, deux jours plus tard, le 19 août".

Los Angeles Times avaient déjà fait état de l'entraînement de ces hordes takfiris par la CIA/Israël/Jordanie, aussi en Turquie. Les Etats Unis ont déployé 700 membres de leurs forces spéciales en Jordanie dans ce que Debkafile qualifie de " Centcom" et ces forces sont prêtes à intervenir ne Syrie à tout moment. Les analystes avaient fait état il y a quelques semaines d'un plan US/ Israël d'attaque terrestre contre la Syrie dont la première étape consiste à prétendre à l'existence d'une attaque chimique par l'armée syrienne contre la population. Il y a deux jours les médias arabes ont accusé l'armée d'Assad a lancer un raid au gaz sarin contre al Moazamiya, à rif de Damas où 1300 personnes auraient pér. Les images truquées circulent sur ce prétendu raid. Les Etats Unis ont-ils lancée leur attaque terrestre contre la Syrie? french.irib.ir 23.08

2- Le ministre iranien des Affaires étrangères, Mohammad-Jawad Zarif, a déclaré, lors d'un entretien téléphonique avec son homologue syrien, que l'Iran s'opposait à l'usage des armes chimiques, sous toutes ses formes, et le considère comme contraire aux principes humains.

Il a condamné, ensuite, l'usage, par les groupes terroristes, de ces armes, en Syrie, et a déclaré que cet acte est contraire à tous les principes humains et aux règles internationales. M. Zarif a ajouté que la crise syrienne ne serait résolue que par des moyens pacifiques et le dialogue, et que tout autre effort, pour mettre fin à la crise, en dehors de ce cadre, serait voué à l'échec et pourrait avoir des conséquences dangereuses. Au cours de cet entretien téléphonique, qui a eu lieu, samedi soir, le ministre syrien des Affaires étrangères, Walid al-Mouallem, a vivement démenti les allégations non fondées de l'opposition concernant l'usage des armes chimiques par le gouvernement de Damas, et l'a qualifié de nouveau complot contre le peuple et le gouvernement syriens. «Les groupes takfiris et les terroristes ont utilisé ces armes, et ont commis, ainsi, de terribles crimes de guerre», a-t-il ajouté. french.irib.ir 25.08

3- Les régimes arabes alliés des Etats Unis dans leur guerre contre la Syrie ont ouvert ces dernières semaines les portes de leurs prisons d'où sont partis des milliers de qaidistes à destination de la Syrie.

Selon Der Standard, journal autrichien, des centaines de quaidistes, en étroite coopération avec les services du renseignement des pays arabes du Golfe perique ont été libérés ou fui les prisons en Irak, au Pakistan, en Libye, en Arabie saoudite. Ces terroristes ont largement contribué aux attentats de ces derniers mois en Irak et au Liban. Les détenus quaidistes, ayant évadé des prisons en Irak et au Pakistan arrivent en Turquie avant de gagner la Syrie. french.irib.ir 25.08

4- La Russie n'entend faire la guerre à personne même en cas d'une intervention militaire extérieure dans le conflit syrien, a indiqué lundi le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov. "Vous pouvez faire des conclusions à partir de notre position de ces dernières années quand le droit international a été grossièrement violé en Yougoslavie, en Irak et en Libye. C'est

mauvais. Nous n'entendons toutefois faire la guerre à personne. Nous espérons toujours que nos partenaires occidentaux ne pratiqueront pas leur politique de façon réactive, mais stratégique", a déclaré M.Lavrov lors d'une conférence de presse convoquée d'urgence à Moscou.

C'est ainsi que le chef de la diplomatie russe a répondu au journaliste occidental tenant à savoir si Moscou était prêt lui-même à recourir à la force en cas d'une éventuelle intervention militaire en Syrie. french.trib.ir 26.08

5- Une réponse des Etats-Unis à l'attaque chimique présumée en Syrie de la semaine dernière ne nécessite pas de confirmation de l'ONU, a estimé lundi le sénateur républicain américain John McCain en visite de travail à Séoul. *"Il est difficile pour moi de penser que Bachar el-Assad va autoriser l'ONU à enquêter sur quelque chose qu'il a fait et qui sera négatif pour lui, mais nous n'avons pas besoin de confirmation de l'Onu", a déclaré le sénateur.*

Selon lui, *"si les Etats-Unis se mettent en retrait et ne décident pas de véritables actions - il ne s'agit pas de juste lancer quelques missiles de croisière - alors notre crédibilité dans le monde sera encore plus entamée, si nous en avons encore".* french.trib.ir 26.08

6- Alors que les inspecteurs de l'ONU ont commencé leur enquête sur les accusations de massacre à l'arme chimique près de Damas, le ministre des affaires étrangères français, Laurent Fabius, a assuré sur Europe 1 que toutes les options restaient "ouvertes" et que la décision concernant une "réponse proportionnée" serait prise *"dans les jours qui viennent"*. *"Il faut proportionner les réactions, mesurer, agir à la fois avec détermination et avec sang-froid, et c'est ça qui va être arbitré au cours des jours qui viennent. La seule option que je n'envisage pas, c'est de ne rien faire".* french.trib.ir 26.08

Ce serait plutôt devant le ministère des Affaires étrangères qu'il faudrait organiser une manifestation pour soutenir le peuple syrien...

Lundi 22h08

Pour plus de détails, le Cercle des Volontaires s'est entretenu avec Ayssar Midani, membre et fondatrice du Comité de Coordination pour la Défense de la Syrie, et qui se trouve actuellement à Damas.

1- Syrie : Des armes chimiques saisies chez les rebelles - la propagande occidentale perdue. - Publiée le 25 août 2013

http://www.youtube.com/watch?v=KSiyFS_xE8U

2- Attaque à l'arme chimique en Syrie ? Ayssar Midani décrypte la propagande occidentale depuis Damas - Publiée le 24 août 2013

<http://www.youtube.com/watch?v=Hal5yHKeQKk>

Mardi 0h45 (en Inde)

Propagande de guerre pour légitimer le conflit syrien. Michel Collon

http://www.youtube.com/watch?v=TLV3_YF_mzs

Interviewé par la chaîne Russia Today sur l'utilisation des armes chimiques en Syrie (et par qui ?), Michel Collon expose brièvement les 5 principes de la propagande de guerre, qui permettent à chacun de repérer la désinformation, les intérêts cachés, la diabolisation de l'adversaire et le refus du débat public. Pourquoi, informés par les satellites russes qui montreraient que ce sont les rebelles qui ont employé ces armes, les Etats-Unis, la France et leurs alliés tirent leurs conclusions avant même toute enquête...

Mardi 15h30

Je n'ai plus de temps de causer. J'ai encore plusieurs articles sous le coude, dont un très important selon moi que j'intitulerai peut-être *Le fil est rompu*, je parle de la continuité du marxisme, il sera précédé d'un exercice sur la dialectique, cela m'est venu à 2h du matin avant que je m'écroule de fatigue. Ne me demandez pas si je dors bien, il faut que je sois complètement crevé et c'est le cas.

[On se disait aussi que tout le monde n'était pas logé à la même enseigne en Inde, comme en Grèce ou à Chypre...](#)

La stabilité de l'ensemble du système financier mondial est menacée par le désengagement imminent des grandes banques centrales des politiques ultra-accommodantes, car les pays émergents ne peuvent pas empêcher des sorties de capitaux massives, ont averti samedi plusieurs participants à la conférence économique de Jackson Hole (Wyoming). Reuters 25.08

Le gouvernement a été décidé (...) des restrictions sur les sorties de capitaux pour les particuliers et les entreprises. AFP 21.08

Vous me direz qu'au niveau où est tombée la roupie, les particuliers comme moi ont plutôt intérêt à faire entrer des euros en Inde que le contraire. Donc surtout avant le 10 ou 11 septembre jour de l'arrivée de mon épouse en Inde, vous ne touchez à rien, je vais cavalier changer ces euros, chez un agent de change ou au black, tout dépendra.

Cuba complice de l'impérialisme américain ?

Il y a 10 ou 15 jours, feignant la naïveté je me suis demandé pourquoi Fidel Castro n'avait jamais mis fin au bail conclu avec les Américains au début du XXe siècle où allait être implantée la prison de Guantanamo, il a eu plus d'un demi-siècle pour réclamer ce bail, à croire qu'une base américaine plantée en plein Cuba ne représentait pas vraiment une menace pour le régime en place, alors de là à penser qu'il y avait en réalité collusion d'intérêt entre les deux régimes, tout porte à le laisser supposer, l'existence de l'un justifie celle de l'autre et leur politique respective et tout le monde s'en porte bien au niveau des dirigeants de ces deux pays, non, vous ne pensez pas ?

Non, je ne vous sens pas convaincus, on vous a raconté trop d'histoires pendant trop longtemps, donc vous êtes totalement imbibés par la propagande officielle et vous croyez dur comme fer que Cuba et les Etats-Unis sont des ennemis jurés, un nouveau élément vient prouver le contraire.

- Edward Snowden, qui a obtenu un asile temporaire en Russie, a passé plusieurs jours au consulat russe à Hong Kong avant de se rendre à Moscou dans l'espoir de rejoindre un pays d'Amérique latine en passant par Cuba, a rapporté lundi le quotidien russe Kommersant.

Selon Kommersant, citant des "sources informées", l'ex-consultant du renseignement américain n'a cependant jamais pris le vol pour La Havane car les autorités cubaines, sous la pression des Etats-Unis, ont informé Moscou que le vol d'Aeroflot ne serait pas autorisé à atterrir s'il transportait M. Snowden.

Une source a précisé que Cuba, ainsi que d'autres pays, avaient été informés par Washington qu'il y aurait des "conséquences fâcheuses" s'ils aidaient M. Snowden. AFP 25.08

Les limites du castriste, quoi ! Un jour on apprendra qu'en réalité ils s'étaient tous défilés, les Morales, Maduro et Cie...

ACTUALITE EN TITRES

Avec le temps...

- Le marché de dérivés Eurex paralysé une heure par une panne - Reuters
- Weidmann (Buba): les taux de la BCE ne resteront pas toujours bas - AFP
- Les opérateurs boursiers BATS et Direct Edge fusionnent - Reuters

Belle vitrine !

- Facebook retire «*Mein Kampf*» de la liste des livres recommandés - 20minutes.fr -

Retraites. Un contre tous, devinez quel sera le perdant ?

- Réforme des retraites : Ayrault joue la carte de la concertation - LeMonde.fr
- Retraites : le patronat évoque une baisse du coût du travail - LeFigaro.fr
- Retraites : Ségolène Royal souhaite "un allongement modéré" des cotisations - Atlantico.fr

Parole de patron.

- Souriez, c'est la rentrée : la science le dit, avoir plus de vacances ne rend pas plus heureux au travail - Atlantico.fr

[Intox.](#)

- En Inde, une loi inscrit la responsabilité sociétale dans la gouvernance des entreprises - Le Monde

J'ai lu l'article en question, la loi n'a aucune valeur coercitive, elle ne comprend aucune mesure obligatoire ou contraignante, c'est juste du vent !

ACTUALITÉ DU JOUR

[Hollande-Fabius-Le Drian ou les néolibéraux djihadistes au pouvoir.](#)

- Syrie : Le Drian au Qatar et aux Émirats - LePoint.fr

Jean-Yves Le Drian, ministre de la Défense, actuellement en visite au Qatar, se rendra mardi aux Émirats arabes unis (EAU) à la demande de François Hollande pour s'entretenir de la crise syrienne avec les responsables émiratis, a-t-on appris lundi dans son entourage.

Il s'agit du 4e déplacement aux Émirats du ministre de la Défense, et son 3e au Qatar, depuis son entrée en fonction en mai 2012.

"Ce sont des pays qui interviennent diplomatiquement très fortement sur la question syrienne, avec lesquels nous avons une coopération stratégique très affirmée", souligne-t-on dans l'entourage du ministre : "Il est absolument nécessaire qu'on ait une conversation avec eux sur le sujet." Selon les experts, le Qatar et les EAU sont en pointe pour aider concrètement sur le terrain la rébellion syrienne face à l'armée du régime de Bachar el-Assad. LePoint.fr 26.08

Qatar, un régime de voyous adulé par le gouvernement français.

Les épouses de quatre Français retenus au Qatar ont appelé à l'aide lundi les autorités françaises, poussant un "*cri de colère*" selon leur avocat Frank Berton qui a qualifié ces hommes de "*séquestrés*".

L'avocat avait dénoncé samedi la situation de quatre Français victimes selon lui d'abus de confiance et d'escroquerie, de chantages en échange d'un visa de sortie du territoire, obligatoire dans le pays.

"*Ils pensaient qu'on allait se décourager*", a dit Johanna Belounis, épouse de Zahir Belounis, footballeur franco-algérien parti jouer au Qatar en 2007. Il a attaqué en 2013 son club qui ne lui a plus versé son salaire depuis 21 mois, mais on lui a expliqué qu'il devait retirer sa plainte pour obtenir un visa de sortie.

Pour Isabelle Marongiu, dont le mari est un entrepreneur qui a créé une société avec un Qatari, son mari est un "*vieux jouet sur une étagère*" que le Qatar aimerait bien jeter.

Après avoir investi plus de deux millions d'euros, ses partenaires ont exigé de reprendre ses parts gratuitement.

Jean-Pierre Marongiu a tenté de s'enfuir du Qatar en kayak, arrivant au Bahreïn où les autorités françaises l'ont remis à leurs homologues locaux, qui eux-mêmes l'ont livré aux gardes-côtes qataris, a accusé son avocat Frank Berton, qui a exprimé le souhait "*que les autorités françaises se bougent*".

"*L'ambassade de France n'a pas remis M. Marongiu aux autorités du Bahreïn*", a indiqué à l'AFP un porte-parole du Quai d'Orsay qui "dément formellement" cette accusation.

Dans une réponse lors d'un point presse électronique, le Quai d'Orsay a dit que l'ambassade de France au Bahreïn "*a tenté de le dissuader de rejoindre illégalement Manama pour se rendre à Nice, rappelant qu'une ambassade ne peut aider un de ses ressortissants à se soustraire à la justice*".

Un autre chef d'entreprise Nasser Al-Awartany et un entraîneur de football Stéphane Morello sont également représentés par l'avocat français, qui doit se rendre à Doha pour rencontrer les quatre hommes début septembre.

Me Berton a annoncé qu'une plainte au pénal serait déposée. Parmi les sponsors des quatre hommes, qui s'étaient portés garants pour leur venue au Qatar, se trouvent plusieurs membres de la famille royale.

"On sait bien que c'est le combat du pot de terre contre le pot de fer. (...) C'est parce que c'est au Qatar qu'on n'en parle pas", a dit l'avocat. AFP 26.08

Vite, il faut aussi attaquer l'Iran et l'Irak...

C'est Al Jazeera qui lance le premier cette information ahurissante. Interrogé sur le plateau d'Al Jazeera, "l'ambassadeur" de la coalition des opposants syriens, Nazar al Haraki dit avoir des preuves qui "seront bientôt rendues publique et qui montrent que les missiles à tête chimiques ont été tirés depuis plusieurs zone en Syrie et à l'étranger vers la banlieue de Damas..... en Syrie, ces engins ont été tirés depuis Jabal Ghassiyoun par le régime Assad, le Hezbollah et les miliciens irakiens de Kataeb al Haqq et de Lawa al Abbas ! mais les missiles ont également été tirés depuis l'Iran ou l'Irak". Ces propos ont provoqué quelques minutes de silence tant ils semblaient insanes au journaliste d'Al Jazeera lui même.

Plutôt dans la journée, le porte-parole de la coalition des opposants syriens arétendu au cours d'un point de presse avoir des documents qui prouvent l'implication du régime Assad dans le raid chimique contre Al Ghouta-est et Al Ghouta-ouest. Khaled Saleh a prétendu avoir reçu des documents et des preuves sur la culpabilité de l'armée syrienne via des "éléments au sein du régime Assad" qui "n'osent pas se faire connaître" ... pour les analystes des questions internationales, le nouveau prétexte invoqué contre Assad vise à fournir le prétexte nécessaire pour justifier une intervention militaire en Syrie. french.irib.ir 24.08

Syrie. Conditionnement des masses ou comment justifier le massacre d'un peuple innocent.

A ma connaissance, le régime syrien n'a agressé aucun pays, pas plus que celui de S. Hussein ou de M. Kadhafi.

Ce qui est étrange, c'est que ce sont des régimes soi-disant démocratiques qui se livrent à ces agressions et se comportent pire que des régimes réputés tyranniques, à juste titre, au point de se demander comment il faut les qualifier, de la même manière, de dictatures, avec la puissance de feu supérieur permettant de procéder à de vastes destructions et massacres.

De la même manière que le mouvement ouvrier dans ces pays défendra les quelques bribes de démocratie ou de liberté qu'il leur aura été accordé, en France on procèdera de même sans jamais qualifier le régime de démocratique, pas plus hier qu'aujourd'hui ou demain, la démocratie demeurant à conquérir tout comme le pouvoir politique pour les masses exploitées, l'un n'allant pas sans l'autre.

On ne concèdera rien à la classe dominante qui ne porte pas le sceau de l'imposture, de l'infâmie, de l'oppression et de l'exploitation, de la barbarie. Nulle nostalgie chez nous, notre regard porte uniquement vers le futur, notre émancipation qu'il nous faut conquérir une fois balayé le vieux monde.

- Washington prépare le terrain pour une intervention en Syrie - 20minutes.fr
- Syrie : Washington ne doute plus de l'utilisation d'armes chimiques - Francetv info
- Armes chimiques : Damas devra "rendre des comptes", prévient Washington - LeMonde.fr
- Syrie : John Kerry dénonce «le massacre aveugle de civils» par des armes chimiques - LeFigaro.fr
- Le front occidental anti-Bachar affûte sa riposte - LeFigaro.fr
- La Turquie prête à rejoindre une coalition contre la Syrie - AFP
- Pour Lavrov, intervenir en Syrie sans accord de l'ONU serait "une violation grossière" du droit - LePoint.fr
- La Russie revendique son rôle d'allié indéfectible du régime syrien - LeFigaro.fr

A bas le féminisme et les féministes! Le formatage de la pensée unique de droite, de gauche et d'extrême gauche, à l'extrême droite ils ne pensent pas.

Tous ces mouvements qui mettent en scène des minorités, des couches ou des communautés qui sont victimes de discriminations, agissent comme des gendarmes ou des procureurs envers la majorité de la population dont l'état d'esprit n'est et ne peut être que le reflet des rapports sociaux (de production) qui sont à l'origine de la société basés sur les inégalités entre

les classes qu'ils reproduisent.

Le rapport dominant dominé, exploiteur exploité, étant à la base de la société capitaliste, on le retrouve au sein de tous les rapports sociaux dans la société, il concerne toutes les classes. Il faudrait qu'il existe une égalité entre les hommes et les femmes au sein de la classe ouvrière et de la petite-bourgeoisie, et lorsqu'on observe ce qui se passe à l'intérieur de la classe dominante on s'aperçoit que ce n'est pas du tout le cas et qu'ils se moquent bien de ce principe, qui finalement a été élaboré et imposé aux classes inférieures uniquement pour les imprégner de l'idée qu'il existerait une égalité entre les classes et qu'elle devrait être respectée. Autrement dit, que les opprimés devraient se soumettre aux oppresseurs, puisque c'est la seule traduction possible ou le seul rapport qui peut exister entre les classes en régime capitaliste.

On notera au passage à quel point la confusion est entretenue entre défense des droits des femmes travailleuses et féminisme, quand on observe que l'égalité a donné son nom à des organisations d'extrême droite et d'extrême gauche, organisations d'extrême gauche qui ont repris à leur compte le discours des féministes réactionnaires, tout comme les partis d'extrême gauche d'ailleurs.

Le droit à l'égalité se traduit par la soumission de la majorité à la minorité, conformément aux rapports qui existent entre les classes, dans le cas des hommes et des femmes c'est différent puisqu'il existe pratiquement autant d'hommes que de femmes dans la société, selon les domaines dans lesquels ce principe se traduit, c'est le plus faible qui doit endurer le même traitement que le plus fort ou il voit attribuer un fardeau supplémentaire, on inflige aux femmes une double peine en faisant croire que ce serait un avantage, elles sont doublement exploitées au nom de l'égalité, un progrès social paraît-il, dont en réalité seront principalement victimes celles qui se situent en bas de l'échelle sociale, les couches moyennes et la classe moyenne disposant des moyens d'atténuer cette peine, la classe dominante n'étant pas concernée évidemment. Voilà ce que couvre l'extrême gauche.

Le cadre.

La journaliste de France Inter, Clara Dupont-Monod s'entretenait avec une féministe.

- Féminisme : l'interview qui choque - lepoint.fr

Commentaire d'internaute.

1- Sacrilège ! Anathème ! Qu'on la lapide !

- "... Osez charrier une féministe c'est sacrilège... Rappelons qu'en France le féminisme est officiellement considérée comme Grande cause Nationale Politiquement Correcte, et qu'il est interdit de mettre une féminisme mal à l'aise en lui posant des questions déstabilisantes. Cette journaliste aurait dû se contenter de faire son travail, c'est à dire de poser la liste de questions préparées à l'avance par le MLF."

Les féministes sont des tyrans, vous avez raison !

2- L'interview qui choque qui ?

- "L'interview qui choque ! Voilà, tout est dit ! On choque quand on ne pose pas les questions que certains attendent ! Je croyais pourtant que l'interviewer était libre de ses questions !

Mais au fait, qui est choqué ? Quelques dizaines de personnes ? Qui ensuite vont affirmer que tout le Web est en émoi ? Mais bien sûr ! Evidemment !

Allez vite, un sondage auprès des français pour savoir qui est vraiment choqué !"

Une vulgaire manipulation, qu'attendre de mieux ou de plus des médias franchement : boycott ! Ils existent dorénavant plein de portails où s'informer sur l'actualité, et il existe aussi mille manières de se divertir ou d'augmenter ses connaissances sans passer par les médias.

3- Elle s'est adaptée !

- "J'ai écouté cette interview et franchement, je pense que cette journaliste a essayé de s'adapter à son interlocutrice dont les propos étaient pour le moins inconsistants.

Sans doute avec un peu de maladresse due à son peu d'expérience.

Mais il est probable que le lobby féministe crée et va faire enfler cette polémique artificielle pour clouer au pilori cette femme dont le crime aura été de ne pas être béate d'admiration devant l'action de ce collectif féministe en faveur de l'entrée de femmes au Panthéon."

Ils vont la faire taire ou disparaître. Regardez, moi, il y en a qui en rêvent depuis des années, pas de bol je vais les pilonner et si la France attaque la Syrie, c'est un déluge qui va s'abattre sur eux.

Cela fait 99 ans que le PS est passé de l'autre côté de la barricade, Hollande aurait pu attendre pour bombarder la Syrie le 3 août 2014, pour commémorer au son du canon le centième anniversaire du passage de son parti dans le camp de l'ennemi.

4- Erreur...

- "Je pense que la seule faute de Clara Dupont-Monot est de ne pas être formaté "pensée unique" des médias parisiens bobos et de la bien pensance féministe que représentait la pitoyable Pascale Clarck (qui m'avait fait fuir France Inter) ! Moi, j'ai trouvé sa première interview au contraire incisive et pas convenue ! Au moins elle ne se contentait pas de " passer les plats" avec une connivence lamentable dont "certains journalistes" sont aujourd'hui coutumiers !"

Vous pouvez écrire entre guillemets "certains journalistes" à défaut de pouvoir en nommer, tout du moins au sein des médias nationaux aux mains de banquiers. Charles Enderlin en est un par exemple, un des rares rescapés du génocide sioniste des médias.

Attrape tout, attrape-nigauds

- Trappes: tentative de suicide de l'ado ayant porté plainte pour agression islamophobe - L'Express.fr

Les islamistes radicaux qui l'ont conditionnée sont les seuls responsables.

- "Cri de colère" des épouses de Français "séquestrés" au Qatar - AFP

Qu'elles s'en prennent à Hollande l'ami du régime salafiste du Qatar !

Marignan. Hommage à Jacques Blondel, salarié d'Air France sur le site aéroportuaire.

- Un silence religieux pendant une marche d'une demi-heure, puis deux minutes d'applaudissements sans discontinuer sur les lieux du crime: la population de Marignane a rendu un hommage émouvant lundi à Jacques Blondel, ce retraité tué jeudi en tentant d'interpeller deux braqueurs.

Ils étaient près de 2.000 à avoir répondu à l'appel lancé dès le jour du drame par le maire de la commune.

"Jacques Blondel pourrait être notre père, nous avons l'âge de ses enfants. Tout Marignane ne parle que de cette histoire. C'est un héros, à l'ancienne cependant, car aujourd'hui on meurt pour cela. C'est honteux...", expliquent ainsi les Marignanaises Morgane Noël, 21 ans et Marion Geay, 22 ans, agent administratif et employée de banque.

Marie-Thérèse et Claude, un couple de retraités, rose blanche en main. *"Il a été héroïque, mais il a pris des risques. Qu'aurait-on fait à sa place...? Nous lui rendons hommage, mais nous avons la haine"*, disent-ils. Patrice, 40 ans, commerçant à Vitrolles, ville limitrophe, est venu pour *"faire prendre conscience aux politiques qu'ils doivent régler le problème de cette violence qui monte"*. AFP 26.08

Monsieur Jacques Blondel était originaire du Burkina Faso, son assassin, Marwan Rezgui, 18 ans, a été arrêté la première fois à 15 ans, et depuis il a été condamné 12 fois en 3 ans.

Comment se fait-il qu'il était en liberté ? En ajoutant toutes ses condamnations il aurait dû être en prison pour plusieurs années, non ? Parce qu'il était mineur ? Pour se comporter de la sorte, on n'est plus mineur, cette notion dans ce cas précis est obsolète, il faut changer la loi et établir la responsabilité à partir de 15 ou 16 ans.

Avant qu'il ne commette l'irréparable, la justice aurait dû lui proposer un travail payé au smic ou la prison. Or, leur justice est incapable de proposer cette alternative, elle est laxiste ou répressive, selon que cela l'arrange ou le gouvernement.

Je vous passe d'autres articles que j'ai téléchargé qui traite de cas similaire, c'est devenu quotidien. J'en reproduirai un seul plus loin car il est encore plus grave si on peut établir une échelle de valeurs dans ce domaine, disons que cela s'est passé dans un

hôpital, un cinglé qui se met à tirer jusqu'à temps que son arme s'enraye.

Commentaire d'internaute (chaque fois je corrige les fautes d'orthographe)

1- *"Mais où est SOS racisme et les extrémistes de gauche pour condamner ce meurtre odieux ?*

Aucun représentant du gouvernement ? Pour rendre hommage à cet homme courageux qui a voulu faire face à la délinquance que ce gouvernement collabo laisse croître ? Valls complice passif de ce crime odieux. Le gouvernement avec."

Tout à fait, ce sont des rats, ils sont à vomir, mais dites-vous bien que c'est voulu, calculé, c'est une stratégie pour monter la population contre la minorité musulmane ou les étrangers en général, stabilité du régime oblige, vous comprenez ?

2- *"Ou sont les Harlem Désir, Taubira et toute la clique collabos pro-arabes ?.....Si un jeune maghrébin avait été tué dans les mêmes conditions, toutes les rues seraient bondées d'humanistes bobos collabos et d'arabes en pleurs.....Par contre quand un arabe tue un sexagénaire accomplissant un acte de bravoure, il n'y a plus personne.....La France, quel pays de merde...."*

A qui le dites-vous ! Pensez à l'aspect social qui en est à l'origine, je ne pense pas que ces communautés aient souhaité un instant le sort qui leur a été réservé.

3- *"C'est à la photo que l'on voit l'absence totale de solidarité, de compassion et d'empathie de la "communauté" musulmane. Ils doivent être trop occupés à demander de pas faire d'amalgames et trouver des excuses aux braqueurs assassins."*

C'est le boulot de la gauche, de l'extrême gauche et des gauchistes de trouver des excuses aux assassins, etc. comme ils en trouvent au gouvernement ou au PS depuis des lustres...

La peur au ventre.

- Des tirs dans un hôpital de Saint-Denis coutumier des tensions - AFP 26.08

Un homme devait être mis en examen lundi après avoir tiré trois fois sur un couple à l'entrée des urgences d'un hôpital de Saint-Denis (Seine-Saint-Denis).

Agé de 22 ans, le tireur doit être présenté à un juge d'instruction en vue de sa mise en examen pour *"tentative d'homicide"* sur les deux personnes visées, un conducteur avec lequel il avait eu un accrochage quelques heures avant et sa compagne.

A l'accueil des urgences de l'hôpital Delafontaine, trois impacts de balles tirées avec un pistolet automatique calibre 7,62 mm ont été relevés, deux au niveau du sol et le troisième à un mètre de hauteur.

L'homme, qui a 13 mentions à son casier judiciaire, la plupart remontant à sa minorité, est aussi accusé de détention et de transport non autorisés d'armes et de mise en danger de la vie d'autrui.

Deux aides-soignantes se trouvaient dans la salle d'accueil des urgences devant laquelle les coups de feu ont été tirés.

Lundi, la direction s'employait à rassurer le personnel de cet hôpital qui compte 80.000 passages annuels aux urgences adultes, gynécologiques et pédiatriques, au coeur d'un département confronté à un taux de délinquance élevé, et où de nombreuses armes à feu circulent.

"Il y a un volume important de gens qui se présentent aux urgences (et) la sécurité est l'une de nos préoccupations : les équipes soignantes et de sécurité anticipent au maximum", notamment pour réduire l'attente, source de frustration et de tension, explique à l'AFP la directrice adjointe de l'établissement, Catherine Vaucosant.

"Ca relève d'un fait divers, mais c'est une goutte d'eau de plus dans le vase", a déclaré le secrétaire général adjoint de la CGT à l'hôpital, Philippe Su, réclamant davantage d'effectifs médicaux et de sécurité. (Un *"fait divers"*, une *"goutte d'eau de plus"* pour ce bureaucrate de merde ! - ndlr)

L'affaire a débuté vendredi soir vers 22 heures, quand le tireur, au volant d'une voiture volée, a percuté accidentellement celle de sa victime à Aubervilliers. *"Il a refusé de faire un constat et a pris la fuite"*, a relaté une source judiciaire. Suivi et rattrapé par sa victime, il finit par lui donner rendez-vous plus tard dans la soirée, à Saint-Denis, pour faire ce constat.

A ce rendez-vous, l'homme est pris à partie par un groupe, auquel le tireur affirmera aux enquêteurs être étranger, et se fait frapper.

Il appelle les pompiers et se rend à l'hôpital Delafontaine.

Le tireur présumé a affirmé aux enquêteurs avoir été "violent" par l'homme cible des tirs, qui aurait "tenté de lui extorquer de l'argent" pour réparer sa voiture après l'accident.

"*Tout en affirmant n'avoir pas voulu viser*" sa victime, l'homme a expliqué s'être rendu armé à l'hôpital "*pour ne pas rester dans une situation d'humiliation et régler le problème définitivement*". Selon les témoins de la scène, il ne s'est arrêté de tirer que lorsque son arme s'est enrayée. AFP 26.08

Question : "*L'homme (...) a 13 mentions à son casier judiciaire*", comment se fait-il qu'il soit en liberté ? Ah, c'est parce qu'il n'a pas encore buté quelqu'un !

Bancocratie. Quand JPMorgan Chase mène la danse.

1- Un système entièrement corrompu

L'enquête des autorités américaines sur la banque JPMorgan, soupçonnée d'avoir profité de l'embauche d'enfants d'influents responsables chinois, illustre une pratique très répandue parmi les firmes financières étrangères en Chine, désireuses de soigner leurs relations.

L'unité anticorruption de la Securities and Exchange Commission (SEC), gendarme des marchés aux Etats-Unis, a ouvert une enquête destinée à savoir si la banque d'affaires américaine n'a pas été indûment favorisée dans ses activités en Chine en raison de l'embauche d'au moins deux enfants de caciques du régime.

Pourtant, les attributions de postes à des jeunes gens aux puissantes connections familiales, "*prolifèrent*" dans le secteur financier en Chine, et "*tout le monde est impliqué dans ce genre de pratique*", a observé Andy Xie, analyste indépendant et ancien économiste de la banque américaine Morgan Stanley.

"*Tellement de gens ont du pouvoir et de l'influence que vous êtes amenés à recruter le fils de untel, la fille de untel. Cela finit par ressembler à un jeu (de stratégie) chinois*", poursuit-il.

La SEC s'intéresse notamment à l'embauche par JPMorgan du fils de Tang Shuangning, patron du conglomérat China Everbright Group - un des clients de la banque -, selon un document de l'enquête cité par le New York Times.

Un cadre d'Everbright Bank, une filiale, a assuré à un média officiel que le choix de JPMorgan par le conglomérat pour préparer sa future cotation à Hong Kong avait été décidé via un processus "*normal et ouvert*".

Toujours d'après le New York Times, JPMorgan aurait également engagé la fille d'un haut cadre de la compagnie nationale de chemin de fer, dont la banque a aidé l'introduction en Bourse.

Selon les experts, la question clef est de déterminer si de tels recrutements constituent une infraction à la loi fédérale punissant les pratiques de corruption des firmes américaines à l'étranger.

Or, en Chine, les frontières peuvent être poreuses entre le recrutement de la personne la plus compétente pour un poste, le choix d'un candidat en raison de ses connections familiales, et l'embauche d'une personne en contrepartie d'un accord commercial.

Les deux jeunes recrues de JPMorgan ont obtenu des postes à Hong Kong, et les documents obtenus par le New York Times ne suggèrent pas qu'elles étaient incompetentes, ni ne montrent de liens évidents entre leur embauche et d'éventuels bénéfices supplémentaires.

Cependant, ce n'est pas seulement une question de profit direct ou immédiat: "*La banque d'investissement en Chine est entièrement une affaire de relations*", a insisté un ancien banquier d'affaires dans le pays, parlant à l'AFP sous couvert de l'anonymat.

"*Les banques peuvent bien avoir des tas d'employés capables de calculer et d'obtenir des chiffres, mais si vous ne signez pas de contrat alors les calculs ne vous servent pas à grand chose*", a-t-il ajouté.

"*C'est tellement plus facile de recruter des personnes avec les bonnes connections*" susceptibles de faciliter des négociations au moment opportun, a-t-il conclu.

C'est d'ailleurs au grand jour que certaines grandes banques ont accueilli des enfants des plus hauts responsables politiques

du régime.

Ainsi, Margaret Ren, belle-fille de l'ancien Premier ministre et secrétaire du Parti communiste Zhao Ziyang, travaille aujourd'hui à Bank of America Merrill Lynch, après une carrière dans divers établissements financiers.

Alvin Jiang, petit-fils de l'ancien président Jiang Zemin, a quant à lui travaillé pour Goldman Sachs avant de rejoindre la firme d'investissement Boyu Capital.

Mais l'ouverture de cette enquête contre JPMorgan pourrait entraîner un début de remise en question, selon certains professionnels du secteur.

"Des pratiques qui avaient été acceptées ou tolérées vont maintenant faire l'objet d'un contrôle accru", a observé Simon Lance, directeur régional pour la Chine de la société internationale de recrutement Hays.

Echaudées, "les entreprises en général vont réévaluer les risques associés" avec leur façon de conduire leurs activités, a-t-il ajouté, pointant que ce type de recrutement n'est pas limité au secteur financier.

Le groupe pharmaceutique britannique GlaxoSmithKline (GSK), actuellement sous le coup d'une grande enquête pour corruption en Chine, avait précédemment employé la fille de l'ancien secrétaire du Parti Hu Yaobang.

De même, la fille de l'ancien ministre des Finances Xiang Huaicheng travaille pour le cabinet d'audit PricewaterhouseCoopers, selon un document transmis aux autorités de régulation.

L'affaire a déclenché des réactions au vitriol sur les réseaux sociaux chinois, prompts à dénoncer les privilèges des enfants d'apparatchik au détriment des jeunes talents sans relations.

"JPMorgan n'a pas de chance d'être le seul à se faire prendre", a commenté l'auteur d'un microblog sur Weibo, rappelant que c'est "une tactique habituelle des banques" mais aussi "des entreprises d'Etat chinoises".

De fait, "si on commence à enquêter sur chaque cadre moyen en Chine continentale, il faut s'attendre à de stupéfiantes révélations", a grincé un autre internaute. AFP 24.08

2- Une intention plutôt suspecte. Quel coup d'arnaque préparent-ils ?

La banque américaine JP Morgan Chase veut réduire ses interactions avec certaines banques étrangères afin de réduire les risques auxquelles elle est exposée et de renforcer ses contrôles internes, écrit le Wall Street Journal vendredi.

La première banque américaine en termes d'actifs examine actuellement ses interactions avec des milliers de banques partenaires étrangères pour lesquelles elle traite des transactions et réalise la compensation pour des paiements en dollars, ajoute le quotidien financier, citant un mémo interne.

La banque veut s'assurer que les institutions financières étrangères avec lesquelles elle travaille sont sûres, a indiqué une source proche du dossier citée par le Wall Street Journal.

"Servir les institutions bancaires de nos correspondants bancaires continue d'être l'une de nos forces", a commenté un porte-parole de JPMorgan Chase joint par l'AFP.

"Il est important pour nous de faire une pause et d'évaluer nos activités, particulièrement dans certains marchés, pour nous assurer que nous sommes bien positionnés pour répondre à nos responsabilités à long terme", a-t-il ajouté. AFP 24.08

Parce que voyez-vous JPMorgan Chase serait rempli de bonnes intentions envers ses "correspondants bancaires", ses clients... Il faut aussi penser à Bâle III, à l'Union bancaire européenne qui va consister à réduire le nombre de banques pour mieux les contrôler...

3- Pas "négligeant", simplement escroc, ouf !

Un juge américain a condamné la banque JPMorgan Chase à verser environ 50 millions de dollars au milliardaire Len Blavtnakik, estimant que l'établissement avait rompu son contrat en incluant dans un produit d'investissement trop d'actifs adossés à des prêts immobiliers à risques.

Dans une décision datant du 21 août mais rendue publique lundi 26 août, le juge Melvin Schweitzer de la cour suprême de l'Etat

de New York considère que M. Blavatnik, Américain d'origine russe, est en droit de réclamer un dédommagement de 42,5 millions de dollars auquel peuvent s'ajouter des intérêts annuels de 5 % depuis la fermeture du produit financier concerné en mai 2008.

M. Blavatnik, le propriétaire de Warner Music, avait déposé plainte contre JPMorgan en 2009 et cherchait à récupérer en tout plus de 100 millions de dollars qu'il estimait avoir perdu suite à un placement dans un produit géré par la banque. Lors de la conception de cet outil financier, sa société Acces Industries Group aurait spécifiquement demandé à ce qu'il ne contienne pas plus de 20 % de titres adossés à des prêts hypothécaires. Mais la banque a dépassé cette limite en investissant par ailleurs dans des produits adossés à des titres hypothécaires à haut risque (subprime) qu'elle recensait sous un autre nom.

Lorsque la bulle immobilière américaine a explosé en 2007, la valeur de ces titres dérivés s'est effondrée, entraînant des milliards de dollars de pertes pour les investisseurs et propageant la crise financière la plus grave depuis 1929. JPMorgan Chase "*ne partage pas l'interprétation que la Cour a fait du contrat passé*" avec l'entreprise de M. Blavatnik et "*étudie les suites à donner au jugement*", a indiqué dans un communiqué un de ses portes-paroles, Doug Morris. L'établissement se réjouit toutefois que le juge ait "*rejeté les accusations de négligence*" dans la gestion du produit d'investissement, a-t-il ajouté. lemonde.fr 26.08

Extraordinaire, merci à Doug Morris pour cette sortie magistrale, chez JPMorgan Chase ils n'en ont rien à foutre d'être accusés de manipulation, disons le mot, d'escroquerie, du moment qu'on ne les accuse pas de "*négligence*", le sérieux de leur banque en serait entamé et les investisseurs qui sont de grands naïfs, si, si, il n'y a pas que chez nous qu'on en trouve à la pelle, pourraient en être contrariés et aller voir ailleurs. Heureusement que ce juge fait bien son boulot, entre nous, sous la table cela mérite bien une belle commission, il a été parfait.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- États-Unis

L'agence de sécurité américaine NSA a forcé l'accès au système de vidéo-conférence interne des Nations unies, a rapporté dimanche l'hebdomadaire allemand Der Spiegel, citant des documents confidentiels de l'agence.

Cette interception de communications a engendré une "*hausse spectaculaire de la quantité de données issues de téléconférences et permis de décrypter ces données*", est-il écrit dans un document de la NSA cité par l'hebdomadaire.

L'agence, qui est depuis plusieurs mois au coeur des fuites de documents secrets par Edward Snowden révélant l'ampleur du système de surveillance des États-Unis, a pénétré dans le système de l'ONU pendant l'été 2012, selon le Spiegel. En trois semaines, le nombre de communications décryptées par ses services serait passé de 12 à 458.

L'hebdomadaire cite un autre rapport interne selon lequel la NSA aurait surpris les services secrets chinois en train d'espionner les communications des Nations unies en 2011.

Le Spiegel affirme également que la NSA surveillait l'Union européenne après son déménagement dans de nouveaux bureaux à New York en septembre 2012 et détenait des plans de ses locaux. AFP 25.08

2- Egypte

Le procès de Mohamed Badie, guide suprême des Frères musulmans, et de ses deux principaux adjoints, Khaïrat al Chater et Rachad Bayoumi, a été ajourné dès son ouverture dimanche en Egypte, où s'est parallèlement ouvert celui en appel de l'ex-président égyptien renversé en 2011, Hosni Moubarak.

Les trois dirigeants des Frères musulmans, poursuivis pour incitation au meurtre lors des troubles qui ont précédé la destitution par l'armée, le 3 juillet, du président Mohamed Morsi, issu lui-aussi du mouvement islamiste, n'ont pu assister à l'audience pour des raisons de sécurité et leur procès a été reporté au 29 octobre, a-t-on appris de source judiciaire.

Quant à Hosni Moubarak, remis en liberté jeudi après l'abandon d'autres charges fondées sur des soupçons de corruption et placé en résidence surveillée dans un hôpital militaire, il a comparu sur un fauteuil roulant aux côtés de ses fils Gamal et Alaa, et de l'ancien ministre de l'Intérieur Hapid al Adly.

A l'issue de trois heures d'audience, le juge a ajourné le procès de Moubarak au 14 septembre.

Dès sa remise en liberté jeudi, le gouvernement de transition, constitué sous l'égide du général Abdel Fattah al Sissi, chef d'état-major de l'armée, a usé des pouvoirs qui lui ont été conférés dans le cadre de l'état d'urgence pour obtenir son assignation à résidence. Cette mesure vise manifestement à ménager une partie de l'opinion.

Parallèlement, les arrestations d'islamistes se poursuivent. Les autorités égyptiennes ont arrêté dimanche un islamiste proche du frère du chef d'Al Qaïda Ayman al Zaouahri pour avoir livré des armes aux partisans de Mohamed Morsi, a-t-on appris auprès des services de sécurité.

Daoud Khairat a été interpellé au Caire dans le quartier de Nasr. Il est décrit par les autorités comme le "*bras droit*" de Mohamed al Zaouahri, le frère du chef d'Al Qaïda, qui a lui-même été arrêté en Egypte le 17 août.

Un des fils de Mohamed al Beltagi, membre éminent des Frères musulmans, a été arrêté dans la ville de Beni Souef, dans le Sud de l'Egypte, ont indiqué les forces de sécurité. Reuters 25.08

3- Syrie

Les chefs d'état-major de plusieurs pays occidentaux et musulmans commencent ce lundi à Amman une réunion de deux jours pour examiner les retombées du conflit en Syrie, selon un responsable jordanien.

Vendredi, un responsable jordanien avait annoncé la tenue dans les prochains jours d'une réunion à Amman à l'invitation du chef d'état-major jordanien Mechaal Mohamed el-Zeben et du chef du Centcom, le commandement américain chargé de 20 pays du Moyen-Orient et d'Asie centrale, le général Lloyd Austin.

Cité par l'agence officielle Pétra, ce responsable non identifié du commandement des forces armées jordaniennes faisait état de la participation du général Dempsey, chef d'état-major interarmées, ainsi que des chefs d'état-major d'Arabie saoudite, du Qatar, de Turquie, de Grande-Bretagne, de France, d'Allemagne, d'Italie et du Canada.

Un responsable du gouvernement jordanien a affirmé que cette réunion se tiendrait lundi et mardi à Amman. AFP 25.08

4- Arabie saoudite

Les Etats Unis ont signé un accord d'une valeur de 640 millions de dollars pour la vente des bombes à fragmentation à l'Arabie saoudite. selon Foreign Policy, 83 pays du monde ont interdit l'usage de bombe à fragmentation. Washington vend 1300 bombes à fragmentation à Riyad alors qu'il critique l'usage de ce même engin en Syrie. french.irib.ir 24.08

5- Liban

L'armée libanaise a annoncé avoir intercepté jeudi 22 août à Hasbaya un pick-up transportant une grande quantité des masques à gaz. «*Le conducteur N.H a été arrêté alors que la cargaison a été confisquée et délivrée aux parties concernées*», a déclaré la troupe dans un communiqué. Une enquête a été ouverte pour démasquer les dessous de la question.

Parallèlement, le site Al-Ahednews a rapporté citant des sources de sécurité que les services de renseignements ont fait une incursion dans la nuit de jeudi à vendredi dans la maison de la personne arrêtée où 2700 masques à gaz ont été saisis.

Selon les sources, la personne arrêtée n'est qu'un intermédiaire qui facilite le transfert de ces équipements depuis les faubourgs de Chebaa, passant par le Mont Cheikh, vers la région de Beit Jan dans le Golan occupé. french.irib.ir 23.08

SOCIAL

1- Afrique du Sud

Le gouvernement sud-africain a appelé les travailleurs à rester calmes et à éviter toute violence lundi, alors que des dizaines de milliers de personnes sont en grève dans le pays, notamment dans les BTP et l'automobile.

"*Le gouvernement constate qu'un certain nombre de grèves ont actuellement lieu dans le pays, et appelle tous les travailleurs à exercer leur droit de grève de façon non-violente*", a-t-il indiqué dans un communiqué.

"Employeurs et travailleurs sont invités à engager un dialogue sensé afin d'arriver rapidement à un accord", a-t-il ajouté.

L'hiver austral, de juin à août, est traditionnellement l'époque des grandes grèves en Afrique du Sud, car c'est la période des négociations salariales. Ces mouvements sociaux s'accompagnent régulièrement d'intimidations et de violences entre syndicats rivaux ou envers les non-grévistes.

Quelque 90.000 employés des BTP ont cessé le travail lundi, selon le syndicat NUM. Ils demandent une augmentation de 13%, quand le patronat ne propose que 6%, c'est-à-dire plus ou moins le niveau actuel de l'inflation en Afrique du Sud.

Des échauffourées ont fait deux blessés sur un chantier à Johannesburg, selon la police.

Les 30.000 travailleurs de l'automobile en grève depuis une semaine, qui paralysent la production nationale, pourraient mettre prochainement fin à leur mouvement après que les constructeurs ont offert une augmentation de 10%.

Le syndicat de la métallurgie Numsa a indiqué lundi que la consultation était en cours et qu'il annoncerait mercredi s'il appelle à la fin du mouvement. *"Nous réfutons toutes les insinuations disant que nous avons accepté une offre. De telles insinuations sont toxiques et malveillantes à l'extrême", a-t-il relevé.*

Des centaines de techniciens de la compagnie nationale aérienne sud-africaine South African Airways (SAA) se sont en outre mis en grève lundi pour obtenir des salaires plus élevés.

"Nos membres sont en grève pour une augmentation de salaire à deux chiffres, de 12%", a expliqué à l'AFP Vincent Masoga, le porte-parole du syndicat des transports Satawu.

Quelque 1.300 techniciens chargés de la maintenance des avions de SAA participent au mouvement, selon lui. Ces techniciens travaillent également pour le compte d'autres compagnies aériennes, dont British Airways et Qantas.

SAA a offert une augmentation salariale de 6,5%, selon le syndicat.

Les syndicats NUM, Numsa et Satawu font partie de la confédération Cosatu, alliée de l'ANC, le parti au pouvoir.

Ces grévistes sont susceptibles d'être rejoints dans les prochains jours par les ouvriers du textile et des mines d'or. AFP 26.08

2- Colombie

Des dizaines de milliers de paysans poursuivaient lundi leurs manifestations et blocages de routes entamés il y a une semaine et ont annoncé qu'ils ne cesseront le mouvement que lorsque des négociations nationales seront ouvertes avec le gouvernement.

Sept jours après le début du mouvement, auquel d'autres catégories se sont jointes ponctuellement, le président colombien Juan Manuel Santos et son ministre de l'Agriculture Francisco Estupiñán ont accepté de se réunir avec des représentants paysans à Tunja, dans la province de Boyacá, où les protestations sont les plus virulentes.

Les manifestants y bloquent notamment une route par laquelle transite une bonne partie de l'approvisionnement alimentaire destiné aux 7,3 millions d'habitants de la capitale, où les premières pénuries commencent à se faire sentir.

Mais ces pourparlers ne sont pas vus d'un bon œil par la Table nationale de dialogue agricole, qui coordonne ce mouvement d'une durée illimitée. Son porte-parole Eberto Diaz a annoncé que le mouvement ne sera suspendu que si des négociations sont ouvertes au niveau national.

"Le gouvernement s'agite et cherche des interlocuteurs, tentant de forcer les négociations régionales. Mais la grève est nationale, le gouvernement est le seul à ne pas vouloir le voir. Dès l'ouverture de pourparlers nationaux, nous serons disposés à lever les manifestations", a-t-il déclaré à l'AFP.

De son côté, le président Santos a annoncé dimanche qu'il privilégierait des pourparlers régionaux tout en posant comme préalable la levée des barrages routiers.

Ce mouvement a reçu la semaine dernière le soutien de la guérilla des Forces armées révolutionnaires de Colombie (Farc) en marge de pourparlers de paix entamés en novembre à La Havane. Lundi, les autorités ont annoncé l'arrestation la veille d'un leader syndical paysan, Hubert Ballesteros, pour ses liens présumés avec les Farc.

Selon M. Diaz, un total de 200 manifestants ont été blessés et 250 interpellés après des heurts avec les forces de l'ordre. Lundi, ce mouvement rassemblant 200.000 paysans se poursuivait dans 11 des 32 provinces du pays.

Trois manifestants ont également été tués dans des circonstances encore non clairement établies. Le défenseur du Peuple Jorge Otalora a dénoncé des "abus" de la police. Une enquête a été ouverte suite à plusieurs témoignages de violences policières.

Les paysans colombiens protestent pour réclamer l'établissement de prix planchers pour certains produits ainsi que la baisse des prix des intrants agricoles. Les petits agriculteurs veulent aussi des garanties en matière d'accès à la terre et de constitution de réserves paysannes, sortes de communautés autonomes, une politique favorable aux mineurs de petites exploitations, ainsi que de meilleurs services publics dans les campagnes.

Ils dénoncent également les Traités de libre commerce signés par la Colombie, qui selon les paysans ouvrent la voie à un dumping sur les produits importés et empêchent de subventionner les secteurs productifs nationaux.

Des mineurs indépendants et des syndicats de chauffeurs routiers et d'employés des secteurs de la santé et de l'éducation sont venus grossir à plusieurs reprises les rangs des manifestations avec d'autres revendications. AFP 26.08

ECONOMIE

1- La Bourse ou la vie

Wall Street a terminé en baisse lundi, réagissant aux déclarations dans l'après-midi du secrétaire d'Etat américain John Kerry qui estime que la communauté internationale doit s'unir pour demander des comptes sur le recours à l'arme chimique en Syrie. Reuters 27.08

2- Etats-Unis

Le plafond légal de la dette des Etats-Unis sera atteint "*mi-octobre*" et doit être relevé par le Congrès avant cette date pour éviter un défaut de paiement du pays, a indiqué lundi le secrétaire américain au Trésor.

"Le Congrès doit agir avant la mi-octobre" afin de "supprimer la menace d'un défaut de paiement", écrit Jacob Lew dans une lettre envoyée aux responsables du Congrès et rendue publique par le ministère.

"A cette date, les Etats-Unis auront atteint la limite de leurs possibilités légales d'emprunter et le Trésor devra financer le gouvernement avec les seules liquidités dont il disposera", poursuit-il.

M. Lew précise dans sa missive que le Trésor ne sera, après cette date, plus en possession que de 50 milliards de dollars dans ses caisses, un montant que les dépenses nettes de l'administration peuvent "parfois" dépasser en une seule journée.

"Si les investisseurs venaient à ne plus vouloir prêter de l'argent aux Etats-Unis, les Etats-Unis pourraient être confrontés à une pénurie de liquidités immédiate", a détaillé le secrétaire au Trésor.

Le plafond de la dette est depuis plusieurs années l'objet d'une intense bataille à Washington. Majoritaires à la Chambre des représentants, les républicains ont jusqu'à présent refusé de le relever durablement et croisent régulièrement le fer avec l'administration Obama sur cette question.

Ce plafond avait été atteint une première fois au début de l'année avant d'être temporairement relevé par le Congrès en février à environ 16.700 milliards de dollars, son niveau actuel.

Pour éviter de dépasser cette nouvelle limite, l'administration a eu, depuis, recours à des mesures extraordinaires (suspension du paiement de certains fonds...) afin de repousser l'échéance.

Jusqu'à présent, l'administration estimait que ces mesures ne permettraient à l'Etat de faire face à ses obligations financières que jusqu'au début septembre.

Un autre débat budgétaire explosif attend l'administration Obama. D'ici au 1er octobre, républicains et démocrates devront se mettre d'accord sur les recettes et les dépenses avant l'entrée dans la nouvelle année budgétaire.

Faute de consensus, l'État fédéral sera contraint de fermer ses services administratifs "non-essentiels". Certains républicains ont menacé de ne pas céder car le 1er octobre doit aussi entrer en vigueur un volet majeur de la réforme de l'assurance-maladie, pièce maîtresse du bilan social du président. AFP 26.08

"Si les investisseurs venaient à ne plus vouloir prêter de l'argent aux Etats-Unis, les Etats-Unis pourraient être confrontés à une pénurie de liquidités immédiate", mais qui sont-ils, les mêmes qui détiennent la planche à billets à la FED.

Ils ont donc entre leurs mains le sort des Etats-Unis et du reste du monde, car si l'économie américaine s'effondrait d'un seul coup, elle entraînerait automatiquement dans sa chute l'économie mondiale. Cela signifie aussi que ce cartel de banquiers à le pouvoir de déclencher une dépression quand il le souhaite, selon le contexte politique internationale qui devra leur permettre d'accroître leur pouvoir, ils n'ont jamais agi autrement depuis un siècle. Cela figure dans leur stratégie globale.

Il paraît que ce serait sans importance qu'on le sache ou non, qu'on sache qui concentre le pouvoir, qui détient le pouvoir d'orienter l'évolution du monde, dans quelle direction, qui est chargé d'appliquer cette politique et comment ils s'y prennent, où ils veulent en venir, leur objectif ou leur stratégie politique, l'argent n'étant que le nerf de la guerre pour mener à bien leur plan de contrôle ou de domination du monde.

En réalité, on n'aurait pas besoin de savoir quel est notre véritable ennemi ni sa stratégie pour le combattre et le vaincre ou alors les masses auraient le pouvoir inné de le deviner, on se demandera si un tel miracle était possible pourquoi nous en sommes là, d'ailleurs on se demande même pourquoi on écrit ses lignes et on se donne tant de mal pour faire avancer les choses.

[Haut de page ↗](#)

Le 28 août 2013

CAUSERIE

J'ai eu une journée très chargée et je ne pourrai pas actualiser le site avant ce soir. Pourtant j'ai bossé jusqu'à plus d'une heure du matin et je me suis levé à 6 heures.

J'ai dû aller faire des courses car il le faut bien parfois, et comme hier il y avait encore eu une grève générale d'une journée, qui ne sert strictement à rien sauf à faire gagner une journée de salaire aux patrons, c'était la énième depuis le début de l'année, je ne les compte plus, ce matin c'était la cohue partout, c'est là qu'on voit ce que signifie la surpopulation (en Inde), j'ai mis deux heures pour faire trois malheureuses courses sur mon trajet et je n'ai déplacé la moto qu'une seule fois, j'ai fait le plus vite possible, embouteillages monstres, même à pied il était impossible de se faufiler dans les rues, bloqué sous un soleil de plomb, poussière et pollution maximum, je suis rentré éreinté !

J'ai quand même ajouté 22 nouveaux articles. Je ne veux pas bâcler l'actualisation du site aujourd'hui, car on aborde la question syrienne et c'est trop grave pour se permettre de la traiter à la légère. Mélenchon s'est encore livré hier à un show médiatique misérable, écoutez attentivement ce qu'il dit, comme tous les autres partis le PG laisse le champ libre à Hollande pour bombarder la Syrie, c'est terrible camarade, on se dit toujours qu'on a touché le fond puis on s'aperçoit qu'on continue de s'enfoncer, préparez-vous au pire, mais gardez le moral quand même, nous n'y sommes pour rien, seuls nos dirigeants portent l'entière responsabilité de la situation.

A plus tard j'ai du boulot et rien à manger pour ce soir.

Mercredi 23h40 (en Inde)

Pas le temps de traiter tous les sujets d'actualité, demain la suite.

La palme de l'opportunisme revient au POI qui a sorti à propos des armes chimiques qui ont été utilisées par les contras pour l'imputer au régime et entraîner une riposte militaire occidentale : "*personne ne sait à l'heure actuelle ce qui s'est passé en Syrie*". Il sont les seuls dans le monde, car il suffisait de se demander à qui profite le crime pour avoir la bonne réponse. Ce serait l'UMP qui aurait sorti une infâmie pareille on aurait hurler à bas l'UMP !

[Quand le lien entre le cerveau de l'intellectuel et le ventre du malheureux est rompu : c'est la faillite du mouvement ouvrier](#)

Avant que la ligne soit coupée, mon épouse actuellement à Aubagne m'a dit : "mais ici les gens ne votent pas, tous les gens avec qui je parle ne votent pas, ce n'est pas obligatoire en France", en Inde non plus mais c'est fortement recommandé, car les partis

ont accès aux listes d'émargement. Elle allait partir au Resto du Coeur où elle a repris le bénévolat quelques heures par semaine histoire d'être utile à quelque chose, sinon elle pousse la chaise-roulante de sa copine Irène, 93 ans, jusqu'à l'église du coin où elle lui rend de petits services. Elle me fait marrer en me disant : tu vois je fais comme toi !

Elle ne fréquente que des pauvres, des miséreux, les couches les plus basses de la société. Effectivement, pourquoi iraient-ils voter puisque ceux qui seront élus ne prendront pas en charge leurs besoins, tandis que voter pour d'autres candidats ne leur serviraient à rien non plus puisqu'ils ne seront pas élus ! Et puis ils n'ont pas envie de cautionner des élus et des institutions, un système économique injuste qui les maintient dans la pauvreté ou leur permet tout juste de survivre pour garantir la paix sociale. Leur logique est imparable ou implacable, elle vient des tripes, d'en bas, alors que celle de ceux qui sont censés les représenter vient d'en haut, de leur cerveau formaté par le régime en place auquel ils se sont adaptés. Plus loin nous aurons un exemple.

Vous me direz que le ventre quand il est vide n'est pas forcément le meilleur conseiller, certes, mais le cerveau non plus quand il est trop plein !

Pour qu'un parti ouvrier soit équilibré et se construise au lieu d'être une passoire, de végéter ou de se décomposer, il faudrait qu'il arrive à compter dans ses rangs autant d'ouvriers que d'intellectuels, pour cela il faudrait modifier notre conception de la lutte de classe et prendre en compte les profondes transformations que la société a subies depuis plus d'un demi-siècle, or, comme on en a toujours été incapable, sauf au PC qui n'a jamais été un parti communiste (Lénine-Trotsky), il ne compte pas, on n'a pas été foutu de le construire.

Si les idées ne nourrissent pas notre homme, cela dépend lesquels, à ne penser qu'à se goinfrer on finit par ne plus être capable de penser ! C'est dommage pour tout le monde.

[A propos du site et plus encore](#)

Passage rédigé mardi soir.

En remontant dans les statistiques du site jusqu'en décembre 2012, j'ai pu observer que vous avez été 750 à télécharger le même fichier, en admettant qu'un lecteur sur 2 ou 3 l'ait téléchargé, cela donne entre 1.500 et 2.250 militants différents qui se connectent sur le site.

Hier, sans doute en rapport avec les dernières menaces de guerre contre la Syrie, lundi le nombre de visiteurs est monté à 663. Notre portail est plus populaire que celui du POI, du NPA ou de LO, vous me direz qu'il n'y a aucun mérite à cela !

Je vous avouerais que je m'attendais au contraire après mes dernières prises de position, j'ai pilonné les gauchistes et assimilés et généralement cela ne plaît pas trop aux militants, sauf à ceux qui sont capables de faire la part des choses, bravo à vous ! Certains pensent que je méprise les militants ou les travailleurs, à tort car en réalité je démontre que j'ai confiance en eux et leurs qualités tant intellectuelles qu'humanistes

Je vous le dis tout de suite, dans les prochaines semaines ne vous attendez pas à ce qu'on porte autant d'intérêt à la situation en France qu'à celle qui existe en Syrie et au Moyen-Orient qui pour nous est prioritaire.

Je ne vous ai rien épargné sur le mariage homosexuel, le féminisme, l'écocratie, le tiers-mondisme nauséabond, etc. je n'avais pas le choix, avec la guerre impérialiste contre la Syrie je vais sortir l'artillerie lourde contre tous les partis du mouvement ouvrier puisque pas un n'a pris à ce jour position au côté du peuple syrien, non pas même monsieur Mélenchon ou Laurent qui manient le double langage, je ne sais pas si vous avez conscience de ce que cela signifie, le mouvement ouvrier en France est décimé, anéanti, quasiment mort, ce que vous prenez pour des partis ne sont plus que des cadavres pris de compulsions hystériques après avoir été décapités, quand et comment, par le réformisme, puis le stalinisme, la Deuxième Guerre mondiale et enfin le mondialisme et le néolibéralisme dont il ne pouvait rater le tournant.

C'est la véritable nature de ces partis et de leurs dirigeants qui s'expose au grand jour. Je connais des militants que cela rend complètement dingue, qui ne peuvent plus se contenir, qui explosent littéralement, je les comprends. Pour les anciens qui étaient habitués aux grandes manifestations contre les guerres impérialistes, se voir ainsi empêchés d'exprimer leur soutien internationaliste au peuple syrien est une expérience traumatisante, une terrible déception. Inutile de se gargariser avec les déclarations d'un Mélenchon postulant au poste de Premier ministre d'un président salafo-sioniste, Hollande, on n'a pas la mémoire courte. Quand a-t-il appelé à une manifestation pour soutenir le peuple syrien dans son combat héroïque ? Jamais. Aucun parti à ce jour. C'est en ayant cet élément-là en tête que nous aborderons leurs prises de position quand elles existent.

Donc assez de discours, vous connaissez la formule : socialiste en parole, impérialiste en acte, elle s'applique à Mélenchon (et Laurent) et aux autres dirigeants. Ne pas condamner le soutien de l'impérialisme français qui est déjà impliqué dans la guerre contre le peuple syrien, c'était déjà soutenir l'impérialisme français et anglo-saxon qui détruisent la Syrie et massacre

les Syriens par l'entremise des contras enrôlés, financés, entraînés, armés par leurs amis qataris, saoudiens, turcs, jordaniens, israéliens.

On va essayer de soulager un peu ces camarades, on partage leur rage et leur profonde tristesse, leur désespoir, il faut tenir le coup, pas de bêtises, l'adversité est un défi à relever qui peut nous grandir si on l'affronte courageusement, ce n'est pas facile, quant à la haine, libérons-là une fois pour toute sur le PS qui est au pouvoir et la vermine qui le soutiennent et concentrons-nous sur la situation pour garder la tête hors de l'eau, avec ces histoires de gaz on est au bord de l'asphyxie, il faut libérer un peu de pression pour remonter ou rester à la surface et ne pas couler, nous n'y sommes pour rien.

Je sais camarades, c'est dramatique d'être réduit à l'impuissance, d'être les otages d'ignares ou de traîtres, matraquez-les, politiquement j'entends, si vous en trouvez le courage, sinon ne nous en occupons pas, laissons-les végéter ou pourrir dans leur jus, guettez le moindre appel à la mobilisation et participez-y en défendant vos idées, soyez-en fier, vous n'avez rien à vous reprocher, et au point où nous en sommes, vous pouvez envoyer chier sans sommations les donneurs de leçons, on est en guerre, guerre de classes, guerre contre l'opportunisme qui prend une tournure des plus cynique. Et si vous vous trouvez vraiment très mal, un conseil d'ami, allez au cinéma, écoutez un peu de musique, changez-vous les idées, pensez à autre chose, c'est ce que je fais parfois, y compris sur le coup de 1 ou 2 heures du matin, tenez il est déjà 1h35, mais là je vais bientôt aller me coucher je suis parfaitement calme et crevé.

[Le saviez-vous ?](#)

Le déshonneur en famille.

Sarkozy accorda la Légion d'honneur à Robert Ménard à la demande de Bernard Kouchner.

Robert Ménard, ex-président de Reporter sans frontière, auteur de Vive Le Pen ! et Vive l'Algérie française !, admirateur de l'OAS et de la CIA . Il va se présenter aux élections municipales en 2014 à Béziers avec le soutien du Front national.

Kouchner, dirigeant du PS et néolibéral, initiateur du "droit d'ingérence" en 2005 dont s'est prévalu Sarkozy plus tard pour bombarder la Libye et que Hollande ressort pour bombarder à son tour la Syrie, décidément, on nous avait caché que c'était la même famille. Pourquoi ? Je vous laisse le deviner, la réponse figure plus loin.

[Les masses rejettent la guerre contre la Syrie. A bas Hollande et Obama!](#)

- France. "En France, Le Figaro , édité par le marchand d'armes Dassault, a posé la question à ses lecteurs : au bout d'une journée, ils étaient 79,60 % à s'opposer à la guerre contre 20,40 % à la soutenir." (Réseau Voltaire 27.08 - Thierry Meyssan : *Les Occidentaux sont-ils prêts à bombarder la Syrie ?*)

Etats-Unis. Quelque 60 % des Américains interrogés pour un sondage Reuters-Ipsos se disent hostiles à une intervention de leur armée en Syrie, même si les allégations d'attaque chimique par le régime de Damas étaient avérées. 9 % seulement des personnes interrogées dans cette étude, réalisée entre le 19 et le 23 août, soit après le raid du faubourg de la Goutha, pensent que Barack Obama se doit d'agir. lemonde.fr 27.08

[Le président du Venezuela prend position contre une intervention militaire occidentale en Syrie.](#)

Les Etats-Unis voudraient déchaîner une nouvelle guerre mondiale, a déclaré samedi le président du Venezuela Nicolas Maduro, cité par les médias locaux.

"Il semblerait que les Etats-Unis veulent déchaîner la grande guerre mondiale", a indiqué le chef de l'Etat vénézuélien. Selon lui, les autorités américaines font pression sur le monde arabe et la Syrie.

"Actuellement, les médias du monde entier se sont attaqués au gouvernement syrien, nous sommes au bord de la guerre ouverte contre la Syrie, mais nous ne lâcherons pas le peuple syrien", a déclaré M.Maduro.

"La Syrie est la base de stabilité du monde arabe, elle résiste aux attaques et l'expansion", a-t-il ajouté. fr.rian.ru 25.08

[De la dialectique.](#)

Quand on me dit qu'on n'en a rien à faire des réunions du groupe Bilderberg, de la Commission Trilatérale, du CFR (Council of Foreign Relations), que cela n'a aucune importance que l'on sache ce qui s'y passe et qui y participent, que les masses le savent ou non cela ne présente aucun intérêt, etc. je me dis qu'il faut remettre les choses à leurs places et qu'il y a quelque chose qui ne colle pas.

Peu importe ici qui ou quoi cela concerne, ce qui est intéressant c'est d'analyser à partir de cet exemple ce qui soutend une telle démarche que l'on retrouve ailleurs, qui alimente le scepticisme qui réduit à l'impuissance, qui en est l'expression.

Tout d'abord, si tout le monde devait se foutre comme on me l'a dit tel quel de ces institutions, on se demande bien pourquoi elles existeraient, dont certaines depuis plus d'un demi-siècle, pourquoi ceux qui les ont fondées s'acharnent à les faire fonctionner.

Ensuite, on se demandera pourquoi lorsque trois people se retrouvent à la terrasse d'un café cela fait l'objet d'un papier des médias, là quand 120 à 130 personnalités parmi les plus puissantes ou les plus influentes du monde se retrouvent annuellement pendant trois jours à huis clos dans le plus grand secret dans un hôtel, les médias pratiquent le black out, n'y consacrent même pas une ligne, quoique les temps changent depuis Internet, cette année le Nouvel Observateur a consacré un long article lors de la dernière réunion du groupe Bilderberg qui s'est tenu en juin dernier en Grande-Bretagne, pourquoi, sauf exception qui confirme la règle la totalité des médias passent-ils sous silence cet événement de portée mondiale, puisque ces personnages traitent de l'avenir du monde et ont la possibilité d'en influencer le cours ?

En fait, on nous demande de les imiter, on leur donne raison, le sort de l'humanité n'est pas votre affaire, circulez il n'y a rien à voir, voilà l'attitude qu'on nous demande d'observer et qu'on légitime. Je suis désolé, je ne suis pas d'accord, on a le droit, on a le devoir de tout faire pour savoir ce qu'ils trament dans notre dos. Pourquoi ? mais pour pouvoir mieux les combattre dès lors qu'on connaît leurs intentions, leurs objectifs, leur stratégie, cela me semble être la moindre des choses. Là encore, on me rétorque que cela n'a aucune importance, en fait rien n'a d'importance, les masses en savent suffisamment ou déjà trop, le problème serait ailleurs. Si c'était le cas, elles auraient déjà trouvé la voie pour en finir avec le régime en place, elles auraient balayé tous les obstacles qui se dressaient sur leur chemin puisqu'elles étaient censées en avoir conscience ou connaissance, or ce n'est pas le cas et elles en font la démonstration, aussi cette argumentation ne correspond pas à la réalité.

Pas plus les masses que nos dirigeants n'en ont conscience, ce qui explique la situation dans laquelle nous nous trouvons. Car eux aussi ils ont adopté cette attitude qui consistait à se détourner de ces institutions dès lors qu'elles avaient un fonctionnement occulte ou qu'elles étaient réservées à une élite qui ne pouvait se prévaloir d'aucune légitimité, puisque leurs membres étaient recrutés uniquement par cooptation, ce seraient une sorte de clubs privés très sélects comme bien d'autres où l'on prend le thé et on joue au bridge entre gens du même monde, pas de quoi casser une patte à un canard, restons dans le cadre strictement institutionnel établi, reconnu, et ne nous posons pas davantage de questions, tel est leur message. Tel est bien le problème.

On s'imagine à tort que la dialectique serait quelque chose de mystérieux, de compliqué, de savant, inaccessible, alors qu'en réalité c'est la chose la plus simple qui soit qu'absolument tout le monde peut saisir.

Souvenez-vous de Marx donnant des conférences dans le saint empire germanique sur le thème Travail, salaire, profit devant un parterre de menuisiers au milieu du XIXe siècle, des ouvriers qui devaient sans doute être illettrés ou analphabètes ou tout du moins arriérés, et dont le nombre de participants ne cessaient d'augmenter à chaque conférence... Si Marx leur avait tenu le discours de nos dirigeants, ils n'auraient rien compris et plus personne ne serait venu assister aux conférences suivantes.

Tout le monde connaît Marx ou croit le connaître plutôt. Comment a-t-il pu tenir en haleine et enthousiasmer un tel auditoire ? Comment a-t-il bien pu faire pour aborder un sujet aussi ardu et pas forcément en rapport direct avec les préoccupations immédiates de ces ouvriers au point qu'ils en redemandaient ? Possédait-il une recette miracle ? Oui et non, la dialectique matérialiste et rien d'autre.

Chacun sait que Marx et son compagnon Engels, on peut les citer ensemble tellement leur mode de pensée fonctionnait à l'unisson, chacun sait qu'ils n'ont rien inventé, rien créé, ils ont seulement découvert quelles étaient les lois de fonctionnement du capitalisme et mis en lumière quels étaient les principaux facteurs qui avaient été les moteurs de la civilisation humaine à travers les millénaires passés jusqu'à leur époque et la nôtre maintenant.

Comment ont-ils fait pour les découvrir ? A l'aide de la méthode de la dialectique matérialiste, en partant des faits, ensuite à partir des facteurs qui composaient ces faits ils se sont posés une multitude de questions pour comprendre les rapports qu'ils entretenaient, leur évolution, leur transformation, pour remonter jusqu'à leur origine, leur expression la plus simple, la plus élémentaire, leur forme originelle, une fois parvenu à cet objectif ils étaient parvenus à reconstituer tout le processus qui avait été mis en oeuvre pour constituer la situation qu'ils avaient sous les yeux ou pour traiter un sujet particulier et qui dès lors n'avait plus de secret pour eux, dit autrement, ils étaient parvenus à relier l'effet à la cause qui leur semblait obscure ou qu'ils ignoraient au départ, à saisir le fil qui les reliait de manière à rendre l'ensemble du processus parfaitement compréhensible, la logique interne au déroulement de l'histoire de l'humanité et au-delà leur apparaissait clairement, pour finir il ne leur restait plus qu'à théoriser leur découverte et le socialisme scientifique était né. Formidable aventure dans l'inconscience de l'humanité n'est-ce pas ?

Ce qu'ils nous ont transmis, c'est cette méthode pour interpréter le monde, le sonder, l'interroger, observer à notre tour de quelle manière il évolue et se transforme en quantité et en qualité, or nous avons été incapables d'utiliser correctement cette méthode depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, nous ne nous sommes pas posés les bonnes questions ou suffisamment

de questions, nous nous sommes arrêtés à mi-chemin entre l'effet et la cause, ce qui m'a fait dire que le fil du marxisme avait été rompu. Nous ne sommes jamais parvenus à la profondeur de pensée de Marx et Engels et nous nous sommes fourvoyés dans le trade-unionisme, le réformisme bourgeois, le corporatisme, les uns se plaçant sous l'influence des staliniens, les autres sous celles des réformistes ou de la social-démocratie dégénérée, pour finir dans les deux cas dans une impasse, au mieux, par l'abandon du socialisme ou une trahison qui ne veut pas dire son nom au pire. (A suivre)

A propos de la question syrienne. Le mouvement ouvrier a capitulé en rase campagne.

Avant-hier soir, au son des canons de l'impérialisme américano-européen-sioniste qui menacent de résonner dans le ciel de la Syrie les prochains jours, je me suis connecté sur les portails nationaux du PG, du POI, du NPA et de LO pour voir s'ils avaient sorti un communiqué, une déclaration, un appel en soutien au peuple syrien : rien (sauf LO le lendemain, en pire, lire plus loin), ils ont tous déserté, Hollande bénéficie de leur neutralité ou de leur silence complaisant. On viendra plus loin aux misérables gesticulations des uns et des autres.

Vous avez là sous les yeux l'illustration de l'analyse qui figure plus haut.

De quel côté se situent ces partis ? Du côté de la guerre ! Honte à eux, lâches, traîtres, agents de l'impérialisme, je ne m'étais pas trompé. Sous Sarkozy, c'était facile pour certains de prendre position contre le bombardement de la Libye, au nom d'un principe, sous Hollande, apparemment le même principe n'est plus de rigueur, vous me direz, ils ont encore le temps d'opter pour une position de façade qui ne leur coûtera rien, ils n'ont jamais levé le petit doigt en deux ans pour la Syrie, à vomir tous ces partis, mille fois hélas !

Nouvelles des sociaux-impérialistes.

PCF - 26 août 2013

- "L'escalade de la confrontation militaire provoquée par le régime syrien suscite de très graves inquiétudes. Les bombardements à l'arme chimique, dont la responsabilité est attribuée au régime de Bachar Al Assad, ont fait franchir un pas spécifique et particulièrement criminel dans l'horreur."

On relèvera simplement que c'est le régime qui est responsable. Tout le reste est du baratin de stalinien pur jus.

LO - 27 août 2013

- "Une intervention militaire, quelle qu'elle soit, qu'on dit d'avance symbolique, ne libérera pas la population de ses oppresseurs, quels qu'ils soient."

Quel niveau de connerie ! Un "symbolique" rayer un pays de la carte, autrement dit, ils n'en ont rien à foutre à LO !

Le passage suivant a été rédigé jeudi, le précédent mercredi soir.

POI - Informations ouvrières n°266 page 16 - 28 août 2013

Ils se sont fendus d'un article insupportable... en dernière page, alors que la question syrienne est absolument sur toutes les lèvres, à croire qu'ils veulent encore se distinguer, dans le mauvais sens comme nous allons le voir.

Ce parti adopte la pire des positions, celle des lâches qui laissent les mains libres à Hollande pour bombarder la Syrie. Chacun se souviendra qu'on nom d'un "principe", le POI avait condamné le bombardement de la Libye par Sarkozy, mais voilà, ce sont leurs amis du PS qui sont au pouvoir, du coup le même principe passe à la trappe. Ainsi le POI et ses dirigeants confirment la caractérisation qu'on a pu en faire, là ils franchissent ouvertement la ligne de la trahison en se plaçant au côté de l'impérialisme français, nos condoléances à nos camarades du POI qui se connectent sur notre portail, vos dirigeants sont indignes de vous, de nous, des travailleurs, et d'aller se prosterner le 31 août sur la tombe de Lev Davidovitch Bronstein dit Léon Trotsky, honte à eux !

Dans l'article à vomir signé Marguerite Leuwen, pas un mot sur tous les éléments que nous citons plus loin qui prouvent que ce n'est pas possible qu'Assad soit responsable d'avoir utilisé des armes chimiques au moment même où les inspecteurs de l'ONU étaient à pied d'oeuvre en Syrie. En occultant les faits, la vérité le POI se range ainsi dans le camp des impérialistes qui imputent cette attaque au gaz au régime de Damas pour justifier une intervention militaire contre le peuple syrien.

Elle écrit : "Ce n'est pas une découverte que le régime syrien est capable d'organiser de sanglants carnages", c'est bien le discours d'Obama et de Hollande, on est bien d'accord, il en est capable, donc c'est lui à défaut de prouver le contraire parce qu'on

ne le veut surtout pas.

Elle insiste plus loin : *"La violence et la barbarie de ce côté-là (des contras - ndlr) n'ont rien à envier au régime de Bachar el-Assad"* qu'elle place sur le même pied, comme le font ceux qui diabolisent le régime pour justifier l'armement des djihadistes, puis une intervention militaire directe.

Elle se livre ensuite à une grossière falsification des faits *"Celui qui paie la sanglante note est le peuple syrien, qui est entre ces deux feux."*, alors que l'on sait que sans le soutien de la majorité des syriens cela fait belle lurette que le régime se serait disloqué ou serait tombé ensuite.

En fait, c'est elle qui imite Obama, Hollande et Fabius en versant une *"larme de crocodile"* sur le sort du peuple syrien, dont elle se sert pour justifier son refus de condamner par avance toute intervention militaire occidentale, elle est aussi ou plus cynique encore, c'est terrible pour les militants du POI !

- *"C'est pourquoi la réaction des grandes puissances se lamentant sur le sort du peuple syrien ressemble à des larmes de crocodile."*, on croirait du Arthaud, elle fait feu de tout bois, et elle n'hésite pas un instant à occulter les preuves qui accablent les salafistes-sionistes-al-qaïdistes dans l'utilisation de gaz toxiques ou mortels

Elle ne sait pas ce qui s'est passé, ce que l'on ne peut pas croire, elle feint de ne pas le savoir, elle qui dans cet article dit savoir beaucoup de choses fait preuve d'une mauvaise foi accablante, pourquoi, mais pour justifier la neutralité affichée par le POI qui revient à soutenir Hollande, qui ne dit rien consent.

- *"Tout le monde a vu avec indignation les images de cadavres de femmes et d'enfants, mais, personne ne sait à l'heure actuelle ce qui s'est passé en Syrie."*

"personne ne sait à l'heure actuelle ce qui s'est passé en Syrie", quel cynique mensonge, pourriture, personne ne serait poser la simple question : A qui profite le crime ? Tout le monde connaît la réponse à cette question à laquelle un enfant de 8 ans pourrait répondre.

Qui avait intérêt à utiliser des armes chimiques au moment même où les inspecteurs de l'ONU étaient à Damas ? Certainement pas le régime, il aurait résisté contre cette agression pendant plus de deux ans, il aurait pris soin de ne pas commettre cette erreur qu'il savait fatale d'utiliser des armes chimiques, il venait de remporter d'importantes victoires militaires et il était en train de lancer une offensive de grande envergure dans la banlieue de Damas et il l'aurait sabordé pour tuer des civiles au risque de déclencher une intervention militaire occidentale, il faut être complètement abruti pour prêter une telle intention au président syrien.

Poser cette question, *"qu'est-ce qui c'est passé"* comme le fait Marguerite Leuwen sert uniquement à camoufler la vérité, c'est emboîter le pas à Obama et Hollande notamment. Apparemment le POI a choisi son camp, on n'a pas à se poser la question ! J'attendais ce moment depuis des années.

Ce n'est pas fini. Dire que *"personne ne sait à l'heure actuelle ce qui s'est passé en Syrie"*, c'est aussi prendre pour des abrutis les militants de son parti, nous aussi et tous les travailleurs, c'est une insulte à l'intelligence humaine.

D'où sort-elle cette Marguerite Leuwen ? Elle a dû être propulsée à la direction du POI par D. Gluckstein, qui lui-même a été désigné par feu P. Lambert comme son hérité, qui lui non plus jamais vraiment rien su sur rien.

On se dit qu'en présence de dirigeants qui sont incapable de répondre à une question aussi élémentaire, on se demande comment pourraient-ils trouver les réponses à des questions complexes ou compliquées ou qui posent des difficultés ? Comment pourraient-ils se poser des questions, les bonnes questions ? Impossible, ils ne sont même pas capables de percevoir ce qui se passe sous leurs yeux, ils sont totalement déconnectés de la réalité, ils vivent dans le monde qu'ils se sont forgés, ce sont uniquement des manoeuvriers qui oeuvrent pour entretenir leur appareil et soutenir le régime, le socialisme et construire un parti révolutionnaire n'a jamais été leur objectif, j'en avais déjà la conviction depuis de longues années.

Les militants les perçoivent tels qu'ils voudraient qu'ils soient, cela fonctionne de la sorte, ils leur prêtent des qualités qu'ils n'ont pas, on vient d'en avoir la preuve, et ceux qui finissent par s'en rendre compte ou qui acquièrent une certaine indépendance d'esprit, un certain niveau théorique démissionnent, une décision salutaire pour eux.

Elle conclut son article en refusant de condamner l'emploi de la force militaire contre le peuple syrien, elle se borne à un constat que l'on retrouvait ces derniers jours dans Libération, Le Figaro, Le Point, Le Monde, L'Express et Le Nouvel Observateur. Les militants du POI qui ne veulent pas prendre de bombes sur la tête ou qui veulent garder les mains propres peuvent aller se réfugier dans le groupe GMI...

- *"Il est une chose qui doit être réaffirmée, quelle que soit la barbarie des régimes : l'intervention des grandes puissances, loin*

de résoudre la situation dramatique des peuples, ne fera que l'aggraver. Toute l'histoire récente des interventions militaires le démontre."

PG - 27 août 2013

Le double langage habituel mais plus masqué car la manipulation est décidément trop grossière.

- Interrogé sur BFMTV/RMC, Jean-Luc Mélenchon a déclaré que l'intervention militaire française en Syrie serait "*une erreur gigantesque*", il n'est jamais avare de superlatif pour se donner un air radical, reste à voir dans quel sens, et d'ajouter "*cette fois-ci, c'est le gaz et les Syriens qui sont un prétexte pour les uns et les autres pour un jeu de dominos*", renvoyant dos-à-dos la responsabilité de l'utilisation de gaz et de cette guerre, argument qui est justement l'élément déclencheur qu'avait besoin l'impérialisme occidental pour bombarder la Syrie, en refusant de poser la question de savoir qui l'a utilisé et qui y avait intérêt à ce moment précis du conflit pour immédiatement accuser le régime d'Assad qu'ils ne parviennent pas à renverser depuis plus de deux ans, c'est le discours d'Obama.

- Il faut travailler "*à une solution politique*" a demandé le dirigeant du Front de Gauche. nouvelobs.com 27.08

Qu'est-ce que cela signifie, que ceux qui ont agressé la Syrie ou soutenu son agression, y participent déjà depuis plus de deux ans auraient l'intention de favoriser ou pourrait participer à "*une solution politique*", alors qu'ils ont affirmé dès 2011 devant le monde entier que leur seul objectif politique était le départ du président syrien Al Assad, par n'importe quel moyen, y compris la force ?

Voilà le double langage de Mélenchon démasqué, c'est au peuple syrien uniquement de décider de son propre sort : les mercenaires étrangers dehors !

Ce n'est pas tout. Le régime syrien n'a attaqué aucun Etat, ce sont les régimes du Qatar, d'Arabie saoudite, de Turquie, Israël, des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne et de la France qui ont pris l'initiative d'attaquer la Syrie en armant et infiltrant dans ce pays des bandes de barbares fanatiques et sanguinaires pour s'attaquer au régime en place, détruire la Syrie et massacrer son peuple. Mélenchon le passe soigneusement sous silence, on comprend pourquoi, il en est complice.

Ce n'est pas tout. Tout le monde sait qu'il était totalement impossible que le régime ait été assez stupide pour employer des armes chimiques au moment même où des inspecteurs de l'ONU étaient sur place, alors qu'il venait de remporter de nouvelles batailles importantes contre les contras dans la banlieue de Damas. Cette affaire d'armes chimiques est arrivée alors qu'il était en train de lancer une vaste offensive pour en finir une fois pour toute avec les 25.000 mercenaires installés dans la banlieue de la capitale, elle avait pour objectif notamment de briser cette offensive. Mélenchon n'y a pas fait référence, lui qui se veut le champion du "*bon sens*", là apparemment sa logique ne dépasse pas celle du primate du temps des cavernes !

Ce n'est pas tout. Les Russes et les Américains disposent d'images satellites très précises où l'on peut distinguer d'où ont été tirées au moins deux missiles ou obus contenant ce gaz, or il ne s'agissait pas d'une position tenue par l'armée syrienne nationale, donc ces tirs ne pouvaient être que l'oeuvre de son ennemi. Mélenchon n'a pas relaté cet élément, ne serait-il pas au courant ? Il est comme Marguerite Leuwen, il ignore ce qui s'est passé !

Ce n'est pas tout. Des soldats syriens ainsi que des civils sont morts gazés dans plusieurs endroits de la Syrie ces derniers jours, personne n'en parle et apparemment cela n'intéresse pas les inspecteurs de l'ONU, ni Mélenchon évidemment.

Ce n'est pas tout. Hier sur BFMTV et RMC Mélenchon a adressé la recommandation suivante à Hollande et à son gouvernement de va-t-en-guerre dont il rêvait de faire partie : "*Prenez tous le temps du sang-froid*" (AFP), alors qu'ils font état d'un cynisme sans fond depuis plus de deux ans en soutenant et participant à l'agression contre la Syrie, autrement dit il les présente sous un jour qui ne correspond pas à la réalité, c'est une manière comme une autre de soutenir Hollande.

En conclusion.

L'objectif de l'utilisation d'armes chimiques par les salafistes et Cie. et de l'imputer au régime est de parvenir à renverser le rapport de force sur le terrain favorable à ce dernier, pour permettre aux ennemis d'Assad d'arriver en position de force à la conférence dite de Genève II et exiger son départ, en admettant que cette conférence figure encore dans l'agenda des Américains.

Précédemment c'est encore le gouvernement français qui fut en tête de ligne pour torpiller la première conférence prévue et qui n'a pas pu avoir lieu, puisque les ennemis du régime n'était pas en situation de faire prévaloir leur supériorité sur le terrain pour exiger le départ d'Assad. L'objectif demeurant aujourd'hui de le désigner comme le seul responsable de cette guerre et de sa prolongation, l'obstacle au retour à la paix civile en Syrie.

En complément : Soutien unanime des médias à la guerre contre le peuple syrien.

- Le projet de frappes "*punitives*" en Syrie se précise - Reuters -
- Les Etats-Unis plantent le décor d'une intervention - AFP
- Syrie : le compte à rebours a commencé Olivier Ravanello - Le Monde
- Syrie: Paris "*prêt*" à intervenir militairement pour "*punir*" Assad - AFP
- Une réplique militaire contre la Syrie ne serait qu'"*une question de jours*" - LeMonde.fr
- Intervention militaire en Syrie : plans de bataille Libération.fr - Liberation.fr
- Syrie : l'inévitable intervention - Le Nouvel Observateur -
- Syrie : "*Le régime syrien est responsable de l'usage d'armes chimiques*" - LePoint.fr
- Syrie: Damas devra "*rendre des comptes*" sur l'utilisation d'armes chimiques - L'Express.fr
- Syrie : quatre scénarios pour une intervention militaire - Francetv info
- L'Arabie saoudite pour une action "*décisive*" contre Assad - Reuters
- Boycott de tous les médias, n'achetez plus un journal ou un magazine, passez le message autour de vous.

L'imposteur et l'infâme : dehors!

Ce sont vos amis les barbares djihadistes. Alors il faut bombarder l'Elysée, Matignon, l'Assemblée nationale, le Sénat, le Conseil constitutionnel...

Syrie: «*La France est prête à punir ceux qui ont pris la décision infâme de gazer des innocents*», dit Hollande 20minutes.fr

ACTUALITE EN TITRES

Timing. Vont-ils à nouveau déclencher un cataclysme mondial ?

- La peur du risque fait son retour sur les marchés - Reuters
- Les craintes sur la Syrie jettent un froid sur les marchés financiers - AFP
- Les banques en avance sur les délais de Bâle III - Reuters
- JPMorgan prié de payer 6 milliards dans un dossier de "*subprime*" - Reuters -
- "*Baleine de Londres*": un ex-trader de JPMorgan Chase arrêté - AFP
- Un ex-trader de JPMorgan recherché aux Etats-Unis arrêté à Madrid - L'Expansion.com
- Le Nasdaq et le Nyse en désaccord sur la panne de jeudi - Reuters
- La récession (1,6%) en Espagne plus forte qu'annoncé en 2012 - L'Expansion.com
- France. Logements neufs: le nombre de permis de construire accentue son recul - L'Expansion.com
- Turquie: la livre perd encore du terrain - AFP

Le doigt dans l'engrenage des retraites par points.

- Un compte pénibilité devrait être créé en 2015, selon Mailly - Reuters

Question : quel parti va rompre avec les appareils à cette occasion ? Aucun, même la guerre déclenchée par le PS contre le peuple syrien ne les fera pas rompre avec ce parti. Leur politique internationale est la continuité de leur politique nationale, comme la guerre est la continuité de la politique sous une autre forme.

Qui en doute ?

- Et si la réforme des retraites faisait finalement consensus? L'Expansion.com

Comme sur la Syrie...

Prosélytisme islamique ou quand l'obscurantisme devient envahissant pour les musulmans

Roissy-en-Brie : 20 000 habitants, une mosquée à 2,8 millions d'euros, pour en construire une à Paris cela dépassait le milliard ! Ils font vraiment tout pour traîner les musulmans dans les mosquées, alors que jusqu'à présent ils s'en passaient très bien. Mon épouse est hindoue pratiquante, et à Aubagne elle se passe très bien du temple, elle va à l'église le dimanche matin !

- Le sultanat d'Oman verse 1,8 million d'euros pour finir de bâtir une mosquée près de Paris - LeMonde.fr

Mohamad Nasereddine, président de l'Association culturelle musulmane de Roissy-en-Brie (ACMRB) a précisé que le transfert de fonds, qui représente deux tiers d'un budget de 2,8 millions d'euros, a eu lieu en juin et que le pays du Golfe n'avait demandé aucune contrepartie. Un million d'euros a par ailleurs été récolté grâce aux dons des fidèles.

Jusqu'à présent, les musulmans des environs de Roissy-en-Brie, dans le département de Seine-et-Marne, se réunissent dans une salle "*pas du tout adaptée*" d'une centaine de mètres carrés, indique la municipalité de cette ville de 20 000 habitants. lemonde.fr 27.08

En année pleine 0,1% du nombre d'unions !

- Mariage gay: au moins 1600 unions en 2013 - L'Express.fr

En moyenne entre 2000 et 2011 (Insee) il y a eu en France entre 350 et 450.000 unions (mariages et Pacs inclus), faites le calcul sur la base de 4.000 unions gays par an, cela donne entre 0,1 et 0,05%, c'est pour satisfaire le droit à l'égalité de cette infime infime minorité qu'ils ont divisé les masses.

D'après vous n'existerait-il pas en France des minorités infiniment plus nombreuses dont les droits sont bafoués, qui pourraient en réclamer mais qui ne sont jamais satisfaits sous ce régime, non ?

Moi je suis divorcé et remarié, j'avais divorcé au bout de 8 ans après 10 ans de vie commune, je me suis remarié en 1990. Pour vivre avec Magueswary et obtenir un visa pour vivre en Inde le mariage était obligatoire, sinon je ne me serais jamais remarié, la première fois c'était uniquement pour payer moins d'impôts ! Je suis contre le mariage, pour l'amour libre, peace and love, je déconne, c'était quand j'étais jeune Woodstock, etc.

La durée des Mariages en France

5 ans : 18,86 %

5 ans à 9 ans : 27,041 %

10 ans à 14 ans : 19,42 %

15 ans à 19 ans : 14,2 %

20 ans à 24 ans : 10,76 %

25 ans à 29 ans : 6,94 % (source : planetoscope.com)

Vaut mieux encore rester pauvre !

- Inde: "*Le développement émanera du savoir de chacun et surtout des plus pauvres*" - L'Express.fr

ACTUALITÉ DU JOUR

Bancocratie

1- Quand la pieuvre marchande.

- JPMorgan prié de payer 6 milliards dans un dossier de "subprime" - Reuters

Les autorités américaines réclament à JPMorgan Chase & Co au moins six milliards de dollars (4,5 milliards d'euros) pour mettre fin aux procédures judiciaires engagées à son encontre dans un dossier lié aux crédits immobiliers "subprime", a-t-on appris de source proche du dossier.

La banque juge ce montant trop élevé, a précisé la source, qui n'était pas autorisée à s'exprimer publiquement.

La Federal Housing Finance Agency (FHFA), l'autorité fédérale du marché du crédit immobilier, a engagé il y a deux ans des poursuites contre JPMorgan au sujet d'environ 33 milliards de dollars d'obligations adossées à des prêts immobiliers. Seize autres institutions financières sont poursuivies dans le même dossier.

Le Financial Times a le premier évoqué le montant réclamé à JPMorgan sur son site internet mardi. Reuters 27.08

S'il vous plaît monsieur le juge, ayez la bonté de nous épargner on vous en sera reconnaissant, on est prêt à casquer, on pourrait couper la poire en deux à 2 milliards de dollars, plus votre commission cela va s'en dire, à charge de revanche car on sera hélas amené à se revoir...

2- Les lampistes.

- "Baleine de Londres": un ex-trader de JPMorgan Chase arrêté - AFP

Les autorités américaines sont parvenues à faire arrêter mardi un ex-trader de JPMorgan Chase, Javier Martin-Artajo, accusé d'avoir dissimulé d'énormes pertes de courtage dans l'affaire de la "baleine de Londres", et elles négocient avec son ancien subordonné Julien Grout.

Sur la base d'un mandat d'arrêt international, la police espagnole "est parvenue à localiser la personne recherchée par la justice américaine et, après avoir discuté avec lui, a obtenu qu'il se présente à un commissariat" de Madrid où il a été arrêté, explique la police.

Les autorités américaines ont engagé des poursuites au pénal le 14 août contre Javier Martin-Artajo, qui dirigeait la stratégie de courtage d'une unité londonienne du service d'investissement en propre de JPMorgan, et le Français Julien Grout, responsable des bilans de courtage quotidiens de l'unité.

Ils sont tous deux accusés d'avoir masqué sciemment des pertes de courtage dans des dérivés risqués de crédits européens qui se sont accumulées début 2012. Ils risquent chacun aux Etats-Unis un maximum de 65 années de prison et 5 millions de dollars d'amende.

M. Martin-Artajo est aussi accusé d'avoir fait pression sur ses subordonnés, M. Grout et Bruno Iksil, un autre Français, qui a placé sur le marché les ordres de courtage qui ont mal tourné, coûtant au total 6,2 milliards de dollars à la première banque américaine.

Au printemps 2012, les positions de M. Iksil étaient si énormes que les autres traders du marché ont affublé le trader de l'étiquette de "baleine de Londres", un surnom devenu celui de toute l'affaire.

En avril 2013, le PDG de JPMorgan, Jamie Dimon, avait tenté de minimiser les pertes du service incriminé lors d'une conférence d'analystes, les qualifiant de "tempête dans un verre d'eau". Il a depuis admis que l'épisode était "le plus embarrassant de toute sa carrière".

Julien Grout ne devrait, lui, pas être arrêté pour l'instant.

Il se trouve en France, un pays qui "n'extrade pas ses ressortissants" vers les Etats-Unis, a expliqué son avocat, Edward Little, joint par téléphone.

"Nous négocions avec les Etats-Unis sur la manière de procéder. La seule manière par laquelle il reviendrait aux Etats-Unis, c'est si nous pouvons parvenir à un accord raisonnable sur une caution", a ajouté M. Little.

Les avocats de M. Martin-Artajo de même que le bureau du procureur fédéral de Manhattan (New York) n'étaient pas joignables dans l'immédiat. Un porte-parole de JPMorgan a décliné tout commentaire.

Bruno Iksil a pour sa part signé un accord avec les Etats-Unis, qui estiment qu'il avait tenté de sonner l'alarme sur les dangers de masquer les pertes de courtage qui s'accumulaient. Il a collaboré à l'enquête des autorités et ne sera pas poursuivi.

Les pertes de la "baleine" n'ont pas empêché JPMorgan Chase de générer un bénéfice "record" de 21 milliards de dollars en 2012 mais ont terni la réputation de la banque, objet de plus en plus de poursuites sur différents fronts. AFP 27.08

Bon, c'est le bénéfice déclaré 21 milliards de dollars, hors paradis fiscaux et autres bénéfiques engrangés dans une multitude d'entreprises dans lesquelles JPMorgan Chase a des participations ou que ses principaux dirigeants contrôlent, bref une "tempête dans un verre d'eau" !

[Pour la Grande-Bretagne, les Etats-Unis et la Suisse se sera pour plus tard ! S'ils le veulent bien !](#)

Les grandes banques de la planète seront sans doute en conformité avec les nouvelles règles de fonds propres de Bâle III bien avant la date limite de la fin 2018, a fait savoir mardi le Comité de Bâle.

Dans un rapport destiné aux chefs d'Etat et de gouvernement du G20 qui seront réunis en Russie les 5 et 6 septembre, le Comité, chargé d'édicter les nouvelles règles, explique que sur une période de six mois à fin décembre 2012, le ratio de fonds propres "dur" moyen des grandes banques mondiales était passé de 8,5% à 9% des actifs pondérés du risque.

Seuls deux pays membres du Comité - la Turquie et l'Indonésie - n'ont pas encore promulgué les textes d'application de Bâle III, qui exige de toutes les banques d'avoir constitué un ratio de fonds propres dur de 7% au moins d'ici décembre 2018, soit le triple du pourcentage prévalant avant la crise financière de 2007-2009.

Le déficit de capital des banques qui étaient en dessous des 7% était de l'ordre de 200 milliards d'euros au total en juin 2012 mais il a depuis sensiblement diminué, a précisé le Comité, sans être plus précis.

"C'est une évolution positive qui permettra de bâtir un système bancaire résistant et d'améliorer la confiance du public envers les ratios réglementaires", a dit dans un communiqué Stefan Ingves, président du Comité.

Il a ajouté que le Comité examinait également les moyens de parer aux variations "excessives" naissant des différentes méthodes de calcul du risque employées par les banques pour déterminer leurs niveaux de capital.

En Grande-Bretagne, aux Etats-Unis et en Suisse, les banques sont instamment priées de se mettre à niveau avec d'autres dispositions de Bâle III, gouvernant en particulier le ratio de levier, qui mesure le niveau des fonds propres à constituer en fonction des engagements de la banque non pondérés des risques. Reuters 27.08

A retenir : tout ce cirque servirait à "améliorer la confiance du public" dans les banques, ben voyons : des mafieux !

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Chine

L'internet chinois a été touché par une attaque informatique, "la plus importante qu'il ait jamais connue". Elle a fortement perturbé l'accès aux sites hébergés dans le pays, a indiqué une agence semi-gouvernementale.

Les sites dont l'adresse possède l'extension ".cn" ont été visés par une attaque de déni de service (DDoS) pendant environ deux heures le matin du dimanche 25 août, a précisé le Centre chinois d'information sur les réseaux internet (CNNIC).

Une attaque de déni de service consiste à inonder de requêtes un serveur informatique au point de bloquer ou de perturber

largement son fonctionnement. Une seconde attaque quelques heures plus tard a gagné en intensité, pour constituer "*la plus sévère attaque jamais subie*" par l'internet chinois.

Washington a dénoncé à de multiples reprises des attaques informatiques venant de Chine et visant des sites web d'organisations gouvernementales américaines. En mars 2013, le président Barack Obama a directement mis en cause les autorités chinoises pour ces actions. De son côté Pékin s'est toujours défendu, arguant que la Chine elle-même était victime d'attaques informatiques. L'Expansion.com 27.08

ECONOMIE

Espagne

La récession est plus forte que prévu en Espagne. Le pays, qui a replongé en récession en 2011, a enregistré en 2012 une chute de 1,6% de son Produit intérieur brut (PIB). AFP 27.08

[Haut de page ↗](#)

Le 29 août 2013

CAUSERIE

Jeudi 1h du matin en Inde

Dernières infos Syrie

"Aucun bateau de guerre n'a le droit de passer par le canal de Suez, pour attaquer la Syrie" (ministre égyptien de la Défense)

"Aucun bateau de guerre américain ou navire britannique ou autre n'est autorisé à passer par le canal de Suez", a ordonné le ministre égyptien de la Défense.

Selon Farsnews, citant Reuters, le général Abdel-Fattah al-Sissi a insisté pour qu'aucune autorisation ne soit donnée aux bateaux de guerre qui entendraient attaquer la Syrie. La décision a été prise, dans le cadre du respect du gouvernement égyptien envers l'accord de défense commun signé entre l'Egypte et la Syrie, annonce l'agence Reuters, ce qui rend difficile aux Etats-Unis et à la Grande-Bretagne une attaque contre la Syrie, selon cette même agence. french.irib.ir 28.08

Les missiles syriens sont braqués sur les puits de pétrole saoudiens

A la suite de la multiplication des spéculations sur l'éventualité d'une intervention militaire occidentale sous la houlette des Etats-Unis contre la Syrie, certaines sources militaires ont annoncé que Damas est prête à affronter tout scénario éventuel et que les missiles de ce pays sont pointés vers les champs pétrolifères et les raffineries saoudiens.

L'Arabie a annoncé soutenir financièrement et en pétrole tout pays entreprenant une action militaire contre la Syrie, ont affirmé des sources politiques saoudiennes. Les missiles Scud de la Syrie sont plus modernes que ceux du régime de Saddam et plus proches des frontières israéliennes, or l'utilisation de ces missiles par la Syrie dépassera les attentes des responsables israéliens, a écrit Aharonot, a-t-on appris d'Al-Alam. Simultanément aux menaces militaires proférées par les Etats-Unis contre la Syrie, les armées de l'Arabie, de la Jordanie, de la Russie et de l'Irak sont en état d'alerte total. french.irib.ir 28.08

Guerre contre la Syrie: Poutine prêt à attaquer l'Arabie saoudite

Selon les sources syriennes, le président russe Poutine est déterminé à prendre pour cible l'Arabie saoudite, si les Etats Unis attaquaient militairement la Syrie ! Suivant la campagne médiatique intense entretenue depuis quelques jours par les médias mainstream contre la Syrie, les Etats Unis et leurs alliés seraient prêts à lancer des raids aux missiles contre la Syrie d'ici quelques heures. Dampress affirme que le chef du Kremlin est prêt à donner aux gros bombardiers russe l'ordre de bombarder l'Arabie saoudite, si les Etats Unis prennent pour cible de leurs missiles la Syrie. les tensions sont à leur plus haut point entre la Russie et les Etats Unis depuis que Washington s'est mis en ordre de bataille et a mobilisé ses alliés contre Damas.

Lavrov a qualifié toute attaque contre la Syrie d'erreur historique et Moscou dit ne pas croire un seul mot à la version US avancée sur les raids chimiques du 21 août contre la banlieue de Damas. les analystes ont mis en garde l'Arabie saoudite et les Etats Unis, deux protagonistes de la guerre contre une troisième guerre mondiale qui pourrait être déclenchée si Washington tire

en direction de la Syrie. french.trib.ir 28.08

Divers scénarios de Téhéran en cas d'une intervention militaire contre la Syrie

A en juger les prises de position des officiels américains, le compte à rebours est déclenché une d'une action militaire contre la Syrie: l'une des premières questions qui vient à l'esprit des analystes est celle-ci : quelle sera la réaction de l'Iran en qualité d'allié le plus fidèle de la Syrie depuis qu'est déclenchée la guerre anti syrienne. Les réactions possibles ?

1- silence : selon les analystes occidentaux, si les frappes US durent trois ou quatre jours de façon à ne pas inverser le rapport des forces entre l'Etat et l'opposition, la RII se contentera d'une condamnation verbale. la RII permettra ainsi à Obama de tenir sa promesse de punir un Assad qui a franchi la ligne rouge. les analystes occidentaux, ce silence s'expliquerait de deux façon : l'arrivée au pouvoir du modéré Rohani et les négociations entre l'Iran et les six qui s'annoncent prochainement. L'Iran ne voudrait jamais détruire les chances d'une reprise avec l'Occident pour cause d'une attaque de peu d'envergure contre la Syrie.

2- Intervention indirecte : Si l'attaque américaine contre la Syrie dépasse le niveau de « la punition » et s'avère beaucoup plus sérieuse et modifie les équations et les rapports de forces entre les forces de l'armée syrienne et les rebelles et favorise la chute du gouvernement de Bashar al-Assad, l'Iran envisagerait, dans ce cas-là, l'option de « la confrontation indirecte et informelle ». Dans un tel cas, le Hezbollah et les groupes palestiniens, comme le « *Jihad islamique* » et « *le Front pour la libération de la Palestine-Commandement général* », entreraient en action pour que les rapports de forces ne soient pas perturbés en défaveur du gouvernement syrien.

3- Intervention directe : Un tel scénario, l'expérience de la politique étrangère de la République islamique d'Iran au cours de ces 34 dernières années le dit, semble peu probable. Une telle option est envisagée, seul dans le cas où les Etats-Unis ou l'Otan décident de renverser le régime de Bashar al-Assad. Dans un tel cas, non seulement l'Iran, mais aussi la Russie et la Chine interviendront pour faire face à la mise en ordre de bataille internationale contre la Syrie. french.trib.ir 28.08

Jeudi 13h20 en Inde

Le site est actualisé partiellement, la suite plus tard dans la soirée. A plusieurs reprises mon ordinateur s'est bloqué ce matin, j'espère qu'il ne va pas me lâcher maintenant, ce n'est vraiment pas le bon moment, j'ai tout sauvegarder sur une clé USB. Je n'ose même plus l'éteindre !

[L'opération de récupération a commencé.](#)

Nous ne sommes pas dupes, les grandes déclarations contre la guerre avec la Syrie vont se multiplier. Mais le mal est fait ou plutôt les discours et articles des derniers jours des uns et des autres ne laissent aucun doute sur les réelles intentions de leurs auteurs et leur véritable nature, c'est ce que nous retiendrons pour la suite de notre combat et que certains ne comprennent pas.

Car nous ne participons pas à un combat qui aurait pour but d'atteindre uniquement des objectifs immédiats, si c'était une suite de batailles qui devaient nous permettre d'atteindre notre objectif, si cela devait suffire avec les milliers et milliers de combats auxquels a participé le mouvement ouvrier depuis plus d'un siècle et demi, cela fait belle lurette qu'on l'aurait atteint, mais pour parvenir à réunir les conditions subjectives indispensables pour pouvoir changer la société, dont le parti est un élément déterminant au même titre que le soulèvement révolutionnaire des masses, ce qui demeure notre objectif, nous avons besoin d'un parti (révolutionnaire, communiste) et de dirigeants qui subordonnent leur politique à cet objectif, le renversement du régime en place et la prise du pouvoir politique par les masses exploitées, et non des calculs ou des manoeuvres d'appareils soumis à des rapports institutionnels qui finalement nous ont conduit à la situation actuelle.

Non, nous n'avons commis aucune erreur politique hier, car leurs déclarations des derniers jours qui étaient révélatrices de la nature de ces partis, personne ne pourra les effacer ou les faire disparaître ou faire comme si elles n'avaient jamais existé.

["Personne ne sait à l'heure actuelle ce qui s'est passé en Syrie." \(POI - Informations ouvrières n°266 page 16 - 28 août 2013\)](#)

PCF (<http://www.pcf.fr>)

- Syrie: toute la vérité doit être établie sans délais sur ce qui s'est passé dans la banlieue de Damas

Extrait.

- Les informations et les terribles images de Syrie montrant les victimes et l'ampleur des bombardements perpétrés par le régime de Bachar Al Assad sur la population civile des faubourgs de Damas suscite l'horreur et la consternation. L'opposition syrienne

indique que ces bombardements auraient causé la mort de 500 à 1300 personnes.

Le Secrétaire général de l'ONU a appelé à une enquête immédiate sur ces faits et en particulier pour savoir s'il y a eu ou pas des bombardements massifs à l'arme chimique. Le Conseil de Sécurité, devant la gravité des événements, a demandé que la lumière soit faite sur ces accusations de recours à l'arme chimique. Les autorités syriennes doivent permettre toutes les investigations nécessaires.

Commentaire d'un militant PCF.

- Le type même de communiqué sortie tout droit du quartier général de l'OTAN. Les exemples de manipulations par l'occident de l'information pour justifier son aventurisme sont nombreux. Ce genre de communiqué n'a rien à voir avec le sort du malheureux peuple syrien. Il vise simplement à ne pas froisser et à faire acte d'allégeances au P.S municipales oblige. www.pcfbassin.fr

[J'ai posté sur le Net à la suite de plusieurs articles sur la Syrie](#)

- A qui profite le crime, utiliser des armes chimiques au moment même où les inspecteurs de l'ONU sont à Damas ? Certainement pas au régime d'Assad mais à ses ennemis occidentaux, CQFD.

- Fabrication de preuves. Le magazine Foreign Policy publié jusqu'à fin 2009 par la Fondation Carnegie pour la Paix Internationale à Washington, D.C.. (wikipédia)... une couverture de la CIA. (source : Réseau Voltaire)

[Question pour les nuls.](#)

Pourquoi se focalisent-ils sur la question : des armes chimiques ont-elles été utilisées oui ou non, alors que les preuves existent que tel a bien été le cas? Mais uniquement pour ne pas avoir à se poser la suivante : qui les a utilisées et et qui y avait intérêt?

Réponse : les opposants au régime qui ont décidé de le faire tomber, l'axe américano-franco-britannique-sioniste.

[Intox. Autre méthode de falsification et de conditionnement des masses.](#)

Quand la certitude remplace les faits.

LePoint.fr - "*À l'heure, lundi matin, où je remets cette chronique, pas de vraie incertitude sur l'origine des tirs qui ont provoqué, mercredi dernier, dans la banlieue de Damas...*"

Alors que des images satellites transmises par les Russes aux Américains et aux occidentaux montrent que ces tirs provenaient d'une position occupée par les djihadistes et non par l'armée nationale syrienne.

La fabrication des preuves impliquant le régime syrien.

Titres des médias scélérats.

- Syrie: le renseignement américain a écouté l'armée - AFP

- Armes chimiques : le renseignement américain a espionné l'armée syrienne - Francetv info

- Armes chimiques en Syrie: la "preuve" des renseignements américains - L'Express.fr

- Les Etats-Unis auraient intercepté des conversations "paniquées" de l'armée syrienne - LeMonde.fr

L'origine de cette usine à gaz : un magazine américain sioniste porte parole de l'aile néolibérale de la CIA et du Pentagone. Une révélation fabriquée ou la révélation du crime prémédité contre la Syrie par l'impérialisme anglo-saxon-sioniste.

- Syrie: un appel intercepté par les Etats-Unis prouve l'utilisation de gaz neurotoxique - Slate.fr

Notre partenaire Foreign Policy révèle en exclusivité la preuve qui a fini de convaincre les Américains que le régime de Bachar el-Assad a bien mené une attaque chimique de grande ampleur près de Damas.

Mercredi 21 août, dans les heures qui ont suivi l'horrible attaque à l'est de Damas, un responsable du ministère de la Défense syrien a échangé un coup de téléphone paniqué avec un dirigeant d'une unité qui s'occupe des armes chimiques, lui demandant des réponses autour d'une attaque au gaz neurotoxique qui a fait plus de 1.000 victimes.

Nous sommes en mesure de révéler que ces conversations ont été entendues par des services de renseignement américains. (S'ils le disent, c'est que c'est forcément vrai, qui peut les croire ? Des crédules uniquement où ceux qui y ont intérêt évidemment. - ndlr)

Mais l'interception, si elle donne quelques réponses, pose aussi des questions sur les coupables de ce massacre chimique. L'attaque du 21 août est-elle le résultat de l'action d'un officier syrien qui aurait outrepassé ses pouvoirs? Ou était-elle dirigée explicitement par des membres importants du régime d'Assad? «On ne sait pas très bien qui avait le contrôle, explique un responsable du renseignement américain. Y a-t-il une sorte d'autorisation générale pour utiliser ces choses? Ou y a-t-il des ordres explicites pour chaque attaque?» (Là ils supputent, ils échafaudent une théorie, ils extrapolent, ils brodent pour tenter de rendre leur scénario crédible, bref ils plantent un décor pour donner l'apparence de la réalité, ils procèdent comme Al Jazeera qui avait reproduit une place de Tripoli ou Damas au Qatar, ils l'inventent quoi. - ndlr)

Les analystes américains ne sont pas sûrs non plus des raisons exactes derrière l'attaque, si tant est qu'il y en avait. Il s'agit peut-être d'un général qui a mis en marche un plan de bataille établi de longue date; ou d'un mauvais calcul du gouvernement d'Assad. (Les généraux syriens sont tellement abrutis qu'ils auraient pu faire n'importe quoi, c'est la thèse qu'ils soutiennent à défaut de mieux, ce qui prouve que le régime ne leur a fourni aucun prétexte pour l'attaquer militaire, donc ils les inventent. - ndlr)

Quelle que soit la raison, l'attaque a déclenché l'indignation dans le monde entier, et l'administration Obama est désormais sur le point de lancer sa propre attaque en Syrie. (...) (Extraordinaire, là ils se vendent, peu importe "la raison" qu'il en existe ou pas, on va la créer de toutes pièces et les médias prendront le relais pour conditionner les masses. Souvenez-vous de ce qu'on a affirmé à plusieurs reprises : leur détermination est sans faille et leur cynisme sans fond. - ndlr)

Les communications interceptées racontent une autre histoire (que celle du régime - ndlr), celle d'un gouvernement syrien clairement à blâmer. slate.fr 28.08 (Seules les preuves que l'on a fabriquées doivent être reprises par les médias et les différents gouvernements occidentaux, c'est à eux que s'adresse ce message, il a été entendu 7/7. - ndlr)

Question qu'est-ce que Foreign Policy ?

- Foreign Policy est un magazine américain bimestriel créé en 1970 par Samuel P. Huntington et Warren Demian Manshel. Il était publié jusqu'à fin 2009 par la Fondation Carnegie pour la Paix Internationale à Washington, D.C.. Il a été racheté par The Washington Post Company fin septembre 2009. (Wikipédia.htm)

Extrait de la causerie du 22 août.

Le Washington Post lié au groupe Bilderberg dirigé par le cartel des banquiers anglo-saxons-sionistes qui planifient les guerres de l'impérialisme américain, etc. les maîtres du monde...

En 2011 et 2013, Jeff Bezos, fondateur et président d'Amazon.com qui vient de racheter le Washington Post.

En 2013, Donald E. Graham, (ex-) président du Washington Post.

Question : qu'est-ce que la Fondation Carnegie pour la Paix Internationale ?

- Au début des années 70, Thomas L. Huges (ancien directeur du renseignement au département d'État) devient président de la Carnegie Endowment for International Peace (CEIP), tandis que Milton Katz (ancien agent de l'OSS, puis responsable des programmes joints de la Fondation Ford et de la CIA, puis John W. Douglas (ancien attorney general adjoint) en sont directeurs. (...)

En 1991, alors que l'Union soviétique disparaît, Morton I. Abramowitz (ancien directeur du renseignement du département d'État) est élu président de la fondation Carnegie. Il désigne Robert Carswell (un ancien agent du Bureau du renseignement de la Navy qui fut le principal négociateur lors de la crise des otages en Iran), comme directeur. (...)

En 1993, la Carnegie ouvre une filiale à Moscou. Celle-ci joue un rôle de conseil auprès du président Boris Eltsine dans le processus de privatisation de l'économie ex-soviétique, grâce à l'interface de personnalités comme Yegor Gaidar. Elle est alors accusée d'être un cheval de Troie de la CIA. (...)

En 1997, Jessica T. Matthews (ancienne directrice des Affaires globales au Conseil de sécurité nationale) est élue présidente. Elle nomme bientôt William H. Donaldson (membre des Skull & Bones [5] et intime de la famille Bush, futur président de

la Commission des opérations de Bourse -SEC) comme directeur. (...)

La Carnegie est aujourd'hui une des fondations les plus riches des États-Unis. (...)

C'est le seul think tank états-unien, spécialisé en politique étrangère, destiné à un public global. (source : <http://www.voltairenet.org/article14683.html>)

Voilà l'origine de cette machination, on n'a même pas besoin de se demander au profit de qui.

[Les sionistes passent à l'offensive médiatique.](#)

-Syrie : les Français divisés sur une opération - LePoint.fr

45% d'entre eux s'y déclarent favorables alors que 40% y sont opposés, selon un sondage CSA pour le site d'information Atlantico. LePoint.fr 28.08

Question : qu'est-ce qu'Atlantico.fr ?

Vous vous souvenez de l'affaire du "Mur des cons", c'était le portail Atlantico.fr qui en avait été à l'origine, y officie notamment Gilles William Goldnadel président de France-Israël et d'Avocats Sans Frontières deux officines sionistes (voir les causeries du 19 février et du 24 avril 2013), vous pouvez ajouter J.Attali, etc.

[Imposture et récupération. Obama, I have a dream : the war !](#)

- Barack Obama appelle à poursuivre l'oeuvre de Martin Luther King - Reuters

- Syrie, Guantanamo, affaire Snowden... le crépuscule d'Obama - L'Express.fr

[Titres. Reculade ou posture ?](#)

On dirait qu'ils ont poussé le bouchon un peu trop loin ou qu'ils ont surestimé l'effet produit par leur propagande de guerre vite dévoilée ou éventée, et puis ce n'est peut-être pas le bon timing, en ont-ils vraiment mesurer toutes les conséquences ?

Il faut dire aussi qu'après les mensonges grossiers de Bush sur l'Irak, de moins en moins de gens les croient, l'honneur en revient uniquement à ceux qui ont refusé de soutenir la version officielle de la Maison Blanche du 11 septembre 2001, donc en aucun cas au mouvement ouvrier, il faut hélas le rappeler. Les faits, tous les faits, quoi.

- Syrie : les États-Unis écartent une action unilatérale - LePoint.fr

- Syrie - Fabius : "La France prendra, le moment venu, les décisions qui s'imposent" - LePoint.fr

- Syrie : la France prendra une décision «le moment venu» - Liberation.fr

- Syrie : «Ne rien faire est aussi risqué qu'agir» - LeFigaro.fr

- Syrie: Ayrault "informera" lui-même le Parlement mercredi prochain - AFP -

- Syrie: les politiques enflamment Twitter pour revendiquer une non-intervention - L'Express.fr

- #NonALaGuerreEnSyrie : un mot d'ordre qui agrège les extrêmes - LeMonde.fr

[Parole d'internaute](#)

1- "Que tous ceux qui en appellent à bombarder les syriens se mettent un peu à leur place : subir des bombardement pour donner l'avantage à des groupe comme l'EEIL et/ou Al Nosra dont le but final est d'imposer à tous de vivre comme le prophète Mahomet (les salafistes) ou d'être chassés de leur pays car n'étant pas de leur religion ni même de leur "courant" religieux (les takfiristes)? Car à y regarder de près, le régime syrien, si brutal soit-il, est et reste laïc, gage pour tous de vivre ensemble."

2- "Je suis contre cette guerre, non par principe, mais parce qu'elle va faire le jeu des islamistes. Dictature pour dictature, celle de la charia ne sera pas meilleure..."

Parole au vice-ministre des Affaires étrangères syrien.

- La Syrie accuse l'Occident d'avoir encouragé les rebelles à utiliser du gaz sarin - LePoint.fr

"Les groupes terroristes ont fait usage de gaz sarin avec les encouragements américain, britannique et français", a affirmé le vice-ministre des Affaires étrangères.

Le vice-ministre syrien des Affaires étrangères Fayçal Meqdad a accusé l'Occident d'avoir encouragé les rebelles à utiliser du gaz sarin à plusieurs reprises en Syrie. "Les groupes terroristes (terme désignant les rebelles dans la terminologie officielle) ont fait usage de gaz sarin dans plusieurs points du pays (...), avec les encouragements américain, britannique et français", a-t-il dit aux journalistes.

Parlant aux journalistes à la fin de son entretien à l'hôtel Four Seasons de Damas avec la responsable de l'ONU pour le désarmement Angela Kane, le ministre syrien a mis ces pays en garde. "Il faut que cessent les encouragements de ces pays occidentaux, car en défendant ces terroristes et en adoptant leurs propos, ces groupes retourneront prochainement les armes chimiques contre les peuples d'Europe."

Angela Kane se trouve à Damas en compagnie d'experts des Nations unies qui enquêtent sur une attaque présumée aux armes chimiques le 21 août près de Damas. Auparavant, l'ambassadeur de Syrie à l'ONU Bachar el-Jaafari avait affirmé dans une interview reprise mercredi par l'agence Sana que "beaucoup de données (tendaient) à prouver l'innocence du gouvernement syrien" et avait dénoncé "une accusation fallacieuse".

Ces données prouvent également que les "groupes armés ont utilisé des armes chimiques dans le but d'entraîner une intervention militaire étrangère et une agression contre la Syrie", a assuré l'ambassadeur. LePoint.fr 28.08

Un rapport de cause à effet immédiat qui va leur compliquer la vie

- Pétrole : la perspective d'une intervention militaire en Syrie fait grimper les prix Francetv info

Le pétrole a ouvert en nette hausse à New York, mercredi 28 août, à 110,46 dollars le baril. Soit son plus haut niveau en dix-huit mois. Selon les experts, le cours du pétrole Brent pourrait atteindre 125 dollars le baril en cas de frappes aériennes occidentales contre la Syrie. Et cette hausse pourrait continuer dans le cas d'une contagion du conflit au Moyen-Orient. Francetv info 28.08

Dernier echo des sociaux-impérialistes

LO

- Hollande chef de guerre, le retour - 28 août 2013

Pour LO, le responsable : c'est Bachar Al-Assad ! No comment. Si, le bombardement de la Syrie est légitime.

- "À la suite d'Obama, Hollande se prépare, et prépare l'opinion, à intervenir en Syrie. Les puissances impérialistes envisagent d'envoyer leurs avions ou des missiles de croisière bombarder des installations militaires. Les massacres perpétrés par Bachar Al-Assad sont horribles. Mais les bombardements prétendument « ciblés » ne résoudront rien. Ils aggraveront un peu plus le sort de la population, comme l'ont fait les autres interventions en Irak, Afghanistan ou en Libye.

Bachar Al-Assad est un dictateur sanguinaire soutenu, jusqu'à ces dernières années, par les pays riches dont la France. Au défilé du 14 juillet 2008, il était l'invité d'honneur de Sarkozy. Aujourd'hui, ces mêmes pays riches se posent en justiciers. Ils ne feront qu'ajouter la destruction à la destruction."

Plus minable, plus crétin, plus réac, impossible ! C'est LO, quoi !

PG

-Non à l'escalade militaire en Syrie ! - Mercredi 28 Août 2013

Le Parti de Gauche laisse planer le doute que le régime serait à l'origine de l'emploi d'armes chimiques, tout comme Obama, Cameron, Hollande, puis en affirmant que *"tout doit être fait pour l'arrêter"*, il emboîte le pas aux va-t-en-guerre qui ne cessent de le marteler et qui justifient ainsi une attaque occidentale sur la Syrie, bref, le PG en est le porte-parole. Tout le reste est du baratin.

"... le Parti de Gauche dénonce le massacre à l'arme chimique de centaines de civils syriens le 21 août. Cette escalade dans l'horreur est inadmissible. Tout doit être fait pour l'arrêter."

Le Parti de Gauche s'en remet à l'ONU qui a légitimé toutes les guerres impérialistes depuis sa création, autrement dit, il soutient la guerre tout en prétendant être contre. Vous avez compris pourquoi le PG fait bon ménage avec le PC, ils sont aussi pourris !

"Le Parti de Gauche demande une nouvelle fois un règlement négocié du conflit dans le cadre de la seule institution internationale légitime, l'ONU..."

"Le Parti de Gauche appelle également à se joindre au rassemblement qui aura lieu ce jeudi 29 août à 18h30, Fontaine des innocents à Paris à l'appel du Mouvement de la Paix."

Qu'est-ce que le Mouvement de la Paix?

L'arrière-cour de l'ONU ! Qu'est-ce que cela pouvait être d'autres selon vous après ce qui vient d'être dit ?

- Le Mouvement de la paix est une organisation pacifiste française qui s'inscrit dans la promotion de la culture de Paix initiée par l'ONU. Elle a été créée au lendemain de la Seconde Guerre mondiale par de grands courants de la Résistance, notamment ceux d'inspiration communiste, chrétienne ou de libres penseurs, elle est directement liée au Mouvement mondial des partisans de la paix, dont le but est la lutte pour la paix. (source : wikipédia)

Le Mouvement de la paix est une organisation initiée par les stalinien (Charles Tillon) à l'issue de la Seconde Guerre mondiale qui sera dirigée (en 1948) par Yves Farge, nommé préfet de la région Rhône-Alpes par le général de Gaulle à la Libération.

Wikipédia précise que *"les statuts de ce tout jeune mouvement"* aura pour vocation l'intention vénérable de *"préserver l'esprit unitaire de la Résistance"* autrement dit la collaboration de classes entre gaullistes, socialiste, communiste et syndicaliste, quel programme ! Vous me direz qu'ils y sont parvenus jusqu'à nos jours, avec le résultat que l'on sait, on en est quotidiennement les victimes, y compris le peuple syrien !

Le Mouvement de la paix n'aura de cesse après avoir été inféodé au Kremlin, ce qui provoquera le départ d'une partie de ses membres, une fois l'URSS disparu, il n'aura de cesse de s'adresser à l'ONU, sa nouvelle maison mère.

Maintenant, s'il n'y a pas d'autres moyens de descendre dans la rue pour manifester son rejet de la guerre contre la Syrie, nous appelons tous les militants et travailleurs à participer à toutes les manifestations qui pourraient être organisées en France sans tenir compte de la nature de leurs organisateurs, sauf d'extrême droite évidemment. On invite les militants à utiliser l'argumentation figurant dans le portail dans leurs discussions avec des militants ou des travailleurs, de leur donner son adresse éventuellement.

"Faire vivre et Renforcer le PCF "

- Syrie : Stop à l'escalade dans la barbarie - 28 août 2013

Ils sont tous sur la même longueur d'onde, ils s'en remettent à l'ONU.

"Avant même les conclusions de la mission de l'ONU, seule habilitée à mener une telle enquête sur l'utilisation des armes chimiques, la France, les USA et leurs alliés membres de l'OTAN, déclarent avoir des certitudes."

Nous avons au moins une certitude : c'est que ce sont les djihadistes qui ont utilisé des armes chimiques, dire qu'on n'a pas de certitudes, revient à camoufler celles que l'on possède, donc à soutenir le camp de la guerre.

La réaction se déchaîne ensuite, ils font un amalgame entre les alliés de la Syrie et ses opposants, la pire pourriture qui soit, qui a sorti la grosse connerie que le stalinisme était mort, jugez plutôt.

"Il y a deux ans, un soulèvement citoyen pacifiste exigeait plus de démocratie et de progrès social en Syrie. Le régime syrien de Bachar El Assad a répondu par une répression féroce refusant toute possibilité de dialogue et provoquant l'escalade d'une guerre civile dans laquelle se sont engouffrées des puissances et des forces politiques régionales (Iran, Turquie, Arabie

Saoudite, Qatar, Hezbollah...) et permettant aux militants les plus radicaux rescapés des interventions militaires en Irak, Afghanistan, Libye, Mali de se mettre au service des uns ou des autres."

Il fallait bombarder la Syrie plus tôt !

- "Prétextant un blocage au Conseil de sécurité de l'ONU de la part de la Chine et de la Russie, les puissances occidentales membres de l'OTAN n'ont pris aucune initiative pour résoudre politiquement ce conflit. "

Mais il s'y emploie : il prépare la guerre !

- "Le Mouvement de la Paix demande au gouvernement français de renoncer à l'emploi des forces armées, de faire respecter le droit international et de prendre toutes les initiatives politiques possibles pour obtenir un cessez-le-feu. "

Il faut chasser Assad, Obama ne demande pas mieux !

- "Le Mouvement de la Paix demande la reprise du plan de Kofi Annan avec des moyens humains renforcés pour parvenir à une transition démocratique en Syrie et permettre une stabilisation de la région."

Plus pourri tu meurs ! Stalinien jusqu'au bout des ongles for ever !

POI

Extrait du communiqué du POI du 28 août : *Non à l'intervention militaire en Syrie ! Non à la guerre !*

Le POI s'en remet à l'ONU, comme le PG.

- "On se rappelle que les armes de destruction massive ont été, en 2003, le prétexte à une intervention militaire en Irak. Aujourd'hui, sans même attendre les résultats de la commission d'enquête de l'ONU qu'elles ont elles-mêmes commanditée, les grandes puissances décrètent qu'il faut « punir » le régime, donc procéder à des frappes aériennes contre le peuple syrien."

Il renvoie dos-à-dos le régime et les contras, alors que la majorité des syriens soutiennent le régime, cela revient donc tirer une balle dans le dos du peuple syrien ! Ils ne vous diront jamais que le régime a distribué des armes à la population pour se défendre après l'avoir organisé en milices sous commandement de l'armée pour combattre à ses côtés les djihadistes. Parole de faussaires. Tout le reste est du baratin de bureaucrates véreux et corrompus.

- "Les grandes puissances, qui, il y a peu, invitaient régulièrement le président el-Assad en France, aux Etats-Unis et ailleurs, font mine de « découvrir » aujourd'hui qu'il s'agit d'un régime violent. De l'autre côté, ceux qui sont présentés comme l'« opposition » — financée par l'Arabie Saoudite et soumise aux groupes djihadistes comme al-Nosra qui se réclame officiellement d'al-Qaida — ne sont pas moins violents que le régime."

Ils ne sont même pas capables de caractériser cette guerre, guerre impérialiste, guerre de rapine, guerre coloniale à l'instar de celles menées par l'impérialiste français au XIXe siècle jusqu'au milieu du XXe siècle (Algérie, Vietnam, etc.) . Normal, une bonne partie des adhérents de ce pays viennent de partis qui les ont soutenues.

- "Le POI s'inscrit dans la tradition du mouvement ouvrier et démocratique qui lutte contre la guerre, pour la paix et le droit des peuples. Il affirme, sur la base de l'expérience de ces vingt dernières années, que toute intervention militaire non seulement ne règlera pas la situation dramatique des peuples mais l'aggravera et entraînera inévitablement demain de nouvelles interventions militaires, de nouvelles guerres, de nouvelles violences. Nous réaffirmons notre opposition à toute intervention militaire contre la Syrie qui ajoutera à la violence actuelle de nouvelles violences."

Nous nous prononçons contre toute frappe militaire, contre toute intervention, toute ingérence. Nous sommes inconditionnellement du côté du peuple syrien qui traverse un moment tragique de son histoire. Mais nous avons confiance dans la capacité des peuples du monde à ouvrir une issue malgré la barbarie. Le POI condamne la volonté du gouvernement Hollande-Ayrault de s'engager dans l'aventure militaire contre le peuple syrien."

Vous avez rompu avec "la tradition du mouvement ouvrier et démocratique", vous n'en êtes pas digne pour n'avoir à aucun moment fait campagne au côté du peuple syrien depuis plus de deux ans que cette guerre dure avec le soutien de Sarkozy, puis Hollande, ce n'est là que posture ou imposture.

[Haut de page ↗](#)

Le 30 août 2013

CAUSERIE

Vous trouverez plus loin l'actualisation qui date d'hier soir. Je vais prendre une douche et casser la croute si vous voulez bien.

Vendredi 11h30 en Inde

De très nombreuses infos sur la Syrie dans deux heures environ, avec en cadeau un scoop, sans plaisanter, je ne vous en dis pas plus, c'est tout à fait génial, cela vient de Tsahal... D'ailleurs j'ai envoyé immédiatement des courriels à plusieurs journalistes indépendants dans le monde avec lesquels je suis plus ou moins en contact pour les informer, personne n'a encore fait état de cette info, aucune agence de presse ou aucun média évidemment.

Vendredi 12h15 en Inde

J'ai bossé à la vitesse d'un missile !

Nous laisserons tomber un certain nombre de sujets, telle la question des retraites, qui pour nous est secondaire par rapport à la situation en Syrie. Des articles de presse et une vingtaine de nouveaux articles dans quelques heures.

Fabrication de preuves. Tsahal à la manoeuvre

Cette info date de 4 jours, on nous a raconté que c'était la NSA qui avait intercepté une conversation téléphonique entre des militaires syriens après l'attaque au gaz le 20 août, en réalité il s'agissait de Tsahal, le pire ennemi d'Assad, j'ai découvert cela par hasard sur le net ce matin, un mensonge de plus.

Hier en titre : Shimon Peres : "*Israël n'est pas impliqué en Syrie*" - LePoint.fr

- Tsahal indique que gouvernement syrien est responsable - Jewish new one

(<http://fr.jn1.tv/video/news/tsahal-indique-que-gouvernement-syrien-est-responsable.html>)

- Les Forces de défense israéliennes affirment avoir intercepté des communications du gouvernement syrien qui démontrent que le régime de Bachar al-Assad est derrière la récente attaque chimique qui a fait des centaines de morts parmi les civils dans un pays dévasté par la guerre. fr.jn1 27.08

L'ennemi juré d'Assad qui veut sa peau, cela se passe de commentaire, faire circuler cette info de premier ordre.

Parole d'internaute

1- "*Les masques tombent*"

2- "*Le pire ennemi des guerres, c'est la vérité.*"

3- "*Ils deviennent de plus en plus grotesques!*"

Vous avez raison, alors que la majorité de la population est vaccinée contre la propagande toxique officielle depuis les grossiers mensonges de Bush sur l'Irak, elle a montré qu'elle ne croyait pas un mot des arguments fabriqués sur l'emploi de gaz par le régime syrien martelés en boucle par Obama, Hollande et Cameron flanqués des médias aux ordres, le plus grotesque et le plus cynique est à mettre au compte de ceux qui ont osé prétendre que personne ne savait ce qui s'était passé, qui avait employé des armes chimiques le 20 août dernier contre la population de la banlieue de Damas, qui avait intérêt à lancer cette terrible accusation.

Tous les partis ouvriers sans exception ont renvoyé dos-à-dos la responsabilité de l'emploi de gaz toxique contre la population civile syrienne, vous avez pu lire les deux derniers jours leurs déclarations ou communiqués, vous avez les preuves sous le nez que ces partis sont vendus au capital et au régime en place en France, voilà le principal enseignement que nous tirons de cette expérience.

Aux militants d'en tirer la conclusion qu'effectivement il est urgent de construire un nouveau parti ouvrier, révolutionnaire, sur les bases du marxisme ou du socialiste, ayant comme programme celui de la révolution socialiste internationale. Ce n'est pas là une lubie ou une obsession, cette affirmation repose sur un constat, des faits établis, tous les partis existant actuellement ont failli et trahi notre cause.

Fabrication de preuves, suite.

- Rien n'impliquerait directement Assad dans l'attaque chimique - Reuters

Les Etats-Unis et leurs alliés n'ont aucune preuve que le président Bachar al Assad ait personnellement ordonné l'attaque chimique du 21 août sur une zone rebelle de la banlieue de Damas, ont déclaré jeudi des responsables des services de sécurité américains.

Mais il ne fait guère de doute que cette attaque, qui aurait fait des centaines de morts, a été menée par les gouvernementaux et le régime en porte donc la responsabilité, ajoutent-ils.

Marie Harf, porte-parole du département d'Etat, a affirmé mercredi que seul le régime syrien disposait des moyens de mener l'attaque "massive et à grande échelle" du 21 août.

"Les Etats-Unis, en fin de compte, tiennent donc le président Assad pour responsable de l'utilisation d'armes chimiques par son régime contre son propre peuple, d'où que soient venus les ordres", a-t-elle souligné.

Selon des sources proches des services de renseignement américains, la décision de recourir aux armes chimiques pourrait avoir été prise par un commandant militaire sur le terrain, sans qu'il y ait eu un ordre formel venu du gouvernement.

Les communications entre le haut commandement de l'armée syrienne et la ligne de front qui ont été interceptées après l'attaque ne mettent pas clairement en cause Assad ou son entourage, ajoute-t-on de même source. Reuters 29.08

Les Russes ont remis aux Américains et aux différents gouvernements ainsi qu'à l'ONU des images satellites prouvant que ce n'était pas l'armée d'Assad qui avait tiré deux obus à tête chimique sur la banlieue de Damas le 21 août dernier. J'ai vu ces images sur le site de la radio francophone iranienne où figuraient le lieu exact, le jour, l'heure, les minutes et les secondes au moment où ces deux obus ou rockets ont été tirés.

Maintenant on pourrait dire que ces images ont été fabriquées, pourquoi pas, on doit envisager toutes les hypothèses.

Les Américains qui sont à court d'arguments pour obtenir le soutien de la population occidentale à une intervention militaire contre la Syrie, prétendent que ce serait des militaires de l'armée nationale syrienne qui aurait pu prendre cette décision sans en informer leurs supérieurs ou le président syrien. Si tel était le cas, soit Assad va les traduire en cour martiale et ils seront fusillés, soit ce sont des traîtres aux régimes et ils subiront le même traitement.

Or, Assad n'a pas mentionné ces cas de figure, c'est la première chose, et si tel avait été le cas il se serait empressé de sanctionner ces militaires. Le second point que l'on peut souligner, c'est que si tel avait été le cas, c'était au président syrien, chef des armées, de décider de la réponse à apporter contre ces militaires.

Donc, jusqu'à présent le dernier argument avancé par les Américains ne tient pas plus que les précédents. Quant aux soi-disant écoutes téléphoniques de militaires syriens, ils doivent être de la même teneur : fabriquées.

Comme le dit un internaute : "*En résumé : Pour les Américains logiquement ce n'est pas lui, mais puisque c'est l'homme à abattre à tout prix, alors c'est lui!*"

Parole d'Internaute

(J'ai corrigé les innombrables fautes d'orthographe et parfois la ponctuation pour rendre lisible ces commentaires)

1- "*« Rien n'impliquerait Assad dans l'attaque chimique.. » par contre tout porte à croire que les barbouzes du Mossad et de la Cia ne sont pas étrangers dans la fourniture d'échantillons de gaz sarin aux cinglés tortionnaires et assassins du peuple syrien plus communément appelés « Rebelles » suivant l'expression consacrée dans les médias menteurs occidentaux...*"

2- "*La vérité commence à apparaître, c'était trop gros. Après le coup de l'Irak, ils ont cru pouvoir recommencer le même cinéma avec les mêmes mensonges et se sont pris les pieds dans la ficelle. Et cette andouille de Hollande a trempé dans la combine. C'est indigne*"

3- *"Il faut arrêter avec les formulations du genre : "il ne fait guère de doutes que..." Soit vous avez des preuves irréfutables, soit vous n'en n'avez pas. On ne déclenche pas une guerre sur des suppositions, mais sur des certitudes. Ou alors, c'est qu'on est un irresponsable, ou pire encore, un manipulateur."*

4- *"Ce commandant sur le terrain n'a pas pris l'argent des rebelles? Ca sent les rebelles et Al-Qaida qui jouent derrière le rideau."*

5- *"Bien sûr que non , c'est juste une provoque des rebelles qui on assassiné les leurs pour faire intervenir les forces internationales, vieux comme le monde"*

6- *"Timisoara, les armes de destructions massives de l'Irak, le bateau vietnamien qui avait attaqué le navire américain! Que de mensonges lourds de conséquences pour les peuples concernés. Et en plus ils arrivent à dormir, ces donneurs de leçons. Ecoeurants, et ça dirigent des pays "civilisés"."*

7- *"Après avoir vu la vidéo des soi-disant gentils, je pense que ça serait un coup monté d'eux même pour accélérer la mise en place du CNS et grand amis de la France, quitte à sacrifier 3000 civils pour la cause !"*

8- *"Grossière manipulation de la part des pays occidentaux... Leur stratégie en plus d'être confuse n'est absolument pas crédible... C'est invraisemblable d'accuser Assad sans preuves et de pourtant continuer à menacer un Etat souverain et indépendant. Les Américains se ridiculisent complètement et leurs alliés avec..."*

9- *"Y a deux jour Hollande voulait punir Assad , maintenant il veut une solution politique depuis que les Anglais et les Américains hésitent !"*

10- *"Un groupe terroristes qui combat en Syrie , avait était interpellé en Turquie avec des armes chimiques donc on n'accuse pas s'en preuve"*

11- *"Je ne vois pas Assad utiliser l'arme chimique sachant qu'il savait que le monde réagirait et alors qu'il était en très bonne posture"*

12- *"Je crois qu'il est possible si ce n'est vraisemblable que ces gazages sont l'oeuvre de l'opposition rebelle. De façon à ce que l'occident réagisse militairement . Obama ne disait-il pas qu'il y avait une ligne rouge à ne pas dépasser? Je me trompe peut-être mais que ces exactions aient eu lieu le jour où les inspecteurs arrivaient en Syrie me semble plus que suspect. Assad, tout criminel qu'il soit, n'est pas un idiot et peut-on imaginer ce calendrier plausible ? Oui , si c'est l'oeuvre des opposants, non si cela vient de lui."*

Bravo, tout est dit ici.

Sur cent commentaires postés à la suite de l'article précédent, plus de 90% faisaient preuve de lucidité. Il ne faut pas prendre les masses pour plus ignorantes qu'elles ne le sont, c'est une très grave erreur, y compris dans nos rangs, il ne faut ni surestimer ni sous-estimer leur niveau de conscience ou de compréhension.

Maintenant il est vrai aussi et il faut en tenir compte, que toutes les couches d'exploités ne réagissent pas de la même manière ou n'ont pas le même niveau de conscience, cela aussi on le néglige ou on n'en tient pas compte...

Dans le camp des dictatures occidentales

- Le Parlement inflige un camouflet à David Cameron sur la Syrie - Reuters

La motion présentée par le Premier ministre britannique David Cameron sur une intervention militaire en Syrie a été rejetée jeudi soir par la Chambre des Communes, par 285 voix contre 272.

Après ce revers, David Cameron a promis de tenir compte du "scepticisme" de l'opinion publique et du Parlement à propos d'une action militaire en Syrie et a ajouté qu'il agirait en conséquence.

Le Premier ministre britannique prônait une action "ciblée" contre le régime de Damas mais il a dû faire face à la fronde des députés travaillistes et de plusieurs dizaines d'élus de son Parti conservateur qui lui ont demandé de tenir compte des "leçons de l'Irak".

Selon un sondage YouGov publié jeudi, 51% des Britanniques interrogés sont hostiles à une attaque de missiles contre le régime de Damas et seulement 22% y sont favorables.

La Chambre votait sur une motion gouvernementale mettant en garde Bachar al Assad et autorisant le "*principe*" d'une opération militaire.

Même si ce vote était non contraignant et si Cameron peut théoriquement se passer du feu vert du Parlement pour ordonner une intervention en Syrie, il paraît politiquement difficile pour le Premier ministre d'aller à l'encontre la volonté de la représentation nationale. Reuters 29.08

Offensive sioniste en France

Hollande met la DGSE au service de l'Etat sioniste.

- Christophe Bigot nommé directeur à la DGSE - Réseau Voltaire

François Hollande a nommé l'ambassadeur de France en Israël, Christophe Bigot, directeur de la stratégie à la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE), à compter du 1er septembre.

Ancien collaborateur de Bernard Kouchner, Christophe Bigot est un ardent « *promoteur* » de la relation franco-israélienne. Il déterminera la stratégie des services secrets militaires extérieurs de la France. Réseau Voltaire 29.08

- Syrie: Rony Brauman explique son soutien à une intervention - Slate.fr

Le portail sioniste et néolibéral Slate.fr s'était déjà illustré hier en reproduisant les allégations américaines faisant état d'écoutes téléphoniques interceptées et mettant en cause l'armée syrienne dans l'utilisation de gaz en Syrie le 20 août dernier.

Rony Brauman, l'ancien président de Médecins sans frontières, explique ce jeudi 29 août dans une interview au journal Le Monde pourquoi il est favorable à des frappes ciblées en Syrie. Selon lui, «*un palier a été franchi*» par Bachar el-Assad avec l'arme chimique («*l'arme de l'épouvante*»), «qui appelle une réaction».

Interrogé sur les différences entre la situation de la Libye en 2011, époque où il s'était opposé à l'intervention occidentale, et celle de la Syrie en 2013, il répond:

«*Ni les justifications ni les objectifs ne sont les mêmes qu'en Libye. J'étais d'ailleurs partisan d'un recours militaire en Libye tant que la menace d'un massacre de la population de Benghazi me semblait crédible. C'est quand j'ai constaté que cette menace était inventée pour justifier une entrée en guerre de l'Otan destinée à renverser le régime que j'ai condamné cette intervention.*»
Slate.fr 29.08

C'est le genre d'intellectuel gravitant dans un milieu nauséabond qui n'apprend rien ou ne retient rien d'une expérience relativement récente. C'est facile de s'excuser chaque fois après coup pour se faire passer pour ce qu'on n'est pas, nous ne sommes pas dupes, flanqué de Koucher, vous êtes décidément un sale type, à bas MSF !

Le journal Le Monde à la rescousse d'Al-Qaida et des mercenaires wahabbites-salafistes-takfistes.

- La responsabilité du massacre de la Ghouta ne peut pas être imputée aux djihadistes - LeMonde.fr

Si, pour les experts en armement et les bons connaisseurs de la Syrie, la responsabilité du régime de Bachar Al-Assad dans les massacres à l'arme chimique du 21 août est incontestable, certains doutes subsistent et s'insinuent dans les esprits, à l'appui de nombreuses allégations d'observateurs, "*analystes*" et hommes politiques qui interrogent la responsabilité présumée de groupes djihadistes. Telle est la position du député de l'Essonne Nicolas Dupont-Aignan qui, en réaction aux velléités du gouvernement français de prendre part à la riposte contre le régime de Damas, s'est empressé de mettre des "*groupes islamistes*" sur la sellette. De prime abord, ces doutes paraissent légitimes en raison de la propagande médiatique du régime, qui nie toute responsabilité, de la gravité des faits et de l'imminence d'une très probable expédition punitive contre Damas, mais ils n'en demeurent pas moins illégitimes car infondés, incohérents et périlleux.

Sur quoi reposent ces allégations ? Sur des images satellitaires que Moscou prétend détenir, censées prouver que les deux missiles chargés d'agents chimiques proviendraient de zones contrôlées par l'Armée syrienne libre. Or, aucune de ces images, que la Russie aurait fournies aux Nations unies, n'a été révélée au grand public. (Stratégie de communication, pauvre conne, je les ai vues sur un portail iranien accessible à tous. - ndr) Ensuite, ces images font état de deux tirs de missile, alors que, sur place, les activistes parlent de vingt-trois missiles retrouvés sur sept points d'impact. Au vu du nombre de victimes, de personnes contaminées et de la taille des missiles utilisés, qui par ailleurs n'ont pas pu être identifiés par les experts balistiques, il paraît très improbable que la quantité d'agents chimiques contenue dans deux missiles suffise à provoquer les dégâts observés. Enfin, la Russie n'est pas un acteur neutre dans le conflit syrien, puisqu'elle soutient le régime de Damas.

Ces allégations se fondent aussi sur le décalage entre l'heure à laquelle les vidéos du massacre auraient été postées sur YouTube (le 20 août) et l'heure réelle du massacre (à partir de 2 h 45 le 21 août), à l'appui duquel certains, dont la Russie, ont prétendu que l'attaque chimique n'était qu'une mise en scène des rebelles. Mais cette affirmation omet de prendre en compte les sept heures de décalage horaire entre le lieu d'origine du serveur YouTube, basé aux Etats-Unis, et la Syrie. En d'autres termes, toutes les vidéos postées jusqu'à 7 heures du matin sont datées de la veille.

Ces allégations reposent également sur des "preuves", photos à l'appui, recueillies par une unité du régime syrien qui, lors d'une "patrouille" dans des tunnels prétendument contrôlés par les insurgés, serait tombée sur un stock d'armes, de bidons de poudre où était inscrit au feutre noir "Fabriqué en Arabie saoudite", de masques à gaz et de gants, qui constitueraient la preuve "irréfutable" que les commanditaires de cette attaque sont des groupes rebelles islamistes. Nul besoin d'être expert en balistique pour constater que ces armes ne ressemblent pas à celles retrouvées sur le terrain et qu'elles n'ont pas la capacité de provoquer un massacre d'une telle ampleur.

Par ailleurs, si le régime détenait des preuves irréfutables de la responsabilité de groupes islamistes, pourquoi avoir mis cinq jours à autoriser la commission d'experts de l'ONU, arrivée le jour du massacre de la Ghouta à Damas pour enquêter sur d'autres sites, à se rendre sur les lieux ? Enfin, pourquoi s'être acharné à bombarder pendant cinq jours les zones touchées par ces attaques chimiques ?

Outre ces éléments factuels, il est difficile de comprendre quel serait l'intérêt des djihadistes incriminés à mener une opération de ce type. (parce qu'Assad y aurait eu intérêt, quelle abrutie ! - ndr) Faire porter la responsabilité du massacre au régime pour provoquer une intervention étrangère ? Cela défierait toute logique. (Obama n'attendait que cela, ignare. - ndr) D'abord, dans la terminologie des djihadistes, l'inaction occidentale a jusqu'à présent été un argument pour optimiser leur potentiel de recrutement puisque, selon eux, elle serait la preuve de la connivence entre l'Occident – en particulier l'"axe du Mal" (les Etats-Unis et leur allié Israël) – et le régime de Bachar Al-Assad qui massacre son peuple dans l'indifférence la plus totale des pays occidentaux. D'ailleurs, sur le terrain, de nombreux néophytes djihadistes affirment que l'élément déterminant qui les a poussés à basculer dans les rangs de Jabhat Al-Nosra et consorts est le sentiment d'avoir été abandonnés par les démocraties occidentales dont ils défendaient les valeurs. Ensuite, pourquoi vouloir donner à cet "axe du Mal" qui, dans la hiérarchie des ennemis, se trouve au sommet un prétexte pour "envahir" la Syrie ? Enfin, si les djihadistes avaient les moyens de mener une telle opération, pourquoi ne pas avoir utilisé ces armes chimiques contre les contingents du régime, contre des civils "nusayris", ces alaouites qu'ils diabolisent, ou contre les caciques au pouvoir ? (Parce que cela les aurait accusé, quelle conne! - ndr) Rappelons que, au début des années 1980, les djihadistes syriens de l'avant-garde combattante n'avaient montré aucun scrupule à exécuter sommairement des centaines de civils alaouites dans des villages côtiers. (Vous avez raison de le rappeler car nombreux sont ceux qui l'occulte, particulièrement le mouvement ouvrier et ces intellectuels à la mémoire sélective, c'est ce qui a déclenché la répression de 1982 (par Assad père) qui déjà à l'époque avait été présentée comme le massacre de population innocente. Il est bon de remettre les choses à leurs places. - ndr)

Aucun des arguments employés par les défenseurs de la thèse d'un massacre djihadiste ne fait sens. Ce qui rend le propos périlleux, car il vise à convaincre la communauté internationale, en instillant le doute dans l'opinion publique, de fuir ses responsabilités devant les crimes de guerre commis par le régime syrien depuis plus de deux ans. La "ligne rouge", conforme aux traités internationaux sur l'usage d'armes chimiques contre des populations civiles, si partialement qu'elle ait été tracée, puisqu'elle occulte les innombrables massacres commis par le régime syrien, a bel et bien été franchie.

Les massacres du 21 août démontrent que le régime, qui procède par paliers de violence dans l'usage de la répression pour tester les réactions de la communauté internationale, vient de franchir un nouveau seuil. Une réaction de force de la communauté internationale, pouvant prendre la forme de frappes ciblées contre les infrastructures militaires et contre l'arsenal d'armes chimiques du régime, s'impose comme un devoir humanitaire, faute de quoi ce nouveau palier de violence, s'il reste impuni, risque de devenir une norme en Syrie.

Nora Benkorich (Chercheuse à la chaire d'histoire contemporaine du monde arabe au Collège de France)

Quelle pourriture ! Je crois que c'est la pire saloperie que j'ai lu ces derniers jours.

Commentaire d'internaute

1- "Et bien personnellement, cette tribune me fait douter encore plus du bien fondé d'une intervention occidentale. Les arguments sont tellement creux... Si on suit le raisonnement (boiteux) de l'auteur, les djihadistes sont en Syrie car les occidentaux n'y sont pas alors qu'ils partagent les mêmes valeurs...! N'importe quoi...Franchement, à qui profite le crime? Quel est l'intérêt d'utiliser des armes chimiques (au niveau stratégique)? Et comment cet auteur peut-être si sûr d'elle? Elle y était?"

2- "Un autre son de cloche est celui du procureur suisse Carla Del Ponte, chef de la mission indépendante de l'Onu en Syrie qui, lors d'une précédente attaque au gaz sarin en mai 2013, l'avait attribuée aux rebelles; un article du Monde de l'époque en avait fait état. (faire google) Une réitération de cette attaque par les mêmes rebelles, histoire de susciter l'intervention américaine est finalement plus plausible qu'une initiative d'Assad voulant taquiner les mêmes américains."

En titres. On y va ou on n'y va pas ?

- Syrie: Rony Brauman explique son soutien à une intervention - Slate.fr
- Hollande reste ferme mais veut une issue politique en Syrie - Reuters
- Syrie: punir et "*trouver une sortie de crise*", dit Vallaud-Belkacem - AFP
- Syrie : cinq bonnes raisons de ne pas faire la guerre - LePoint.fr
- Syrie : «Les choses ne sont plus aussi claires» pour NKM - Liberation.fr
- Syrie: Le Parlement britannique s'oppose à une intervention, les tractations à l'ONU se poursuivent - 20minutes.fr
- Syrie: l'allié italien ne sera pas au rendez-vous - LeFigaro.fr
- Wall Street en hausse avec le PIB, prudence sur la Syrie - Reuters

ACTUALITE EN TITRES

Intox

- JPMorgan lance une enquête interne pour corruption en Chine - AFP

La première banque américaine, JPMorgan Chase, a lancé une enquête interne sur des soupçons de corruption en Asie, en particulier sur des recrutements d'enfants de dirigeants chinois dans le but d'obtenir des contrats, écrit le Wall Street Journal
AFP 29.08

Les résultats de cette "*enquête*" aura force de loi, CQFD. Génial, non ?

- Portugal: la Cour constitutionnelle censure une mesure d'austérité - AFP
- Paradis fiscaux: trois nouveaux pays sur la liste française - L'Expansion.com
- Retraites : "*On retrouve le sens du progrès*", estime Aubry - AFP
- Snowden: des documents montrent le rôle des satellites pour traquer Ben Laden - L'Express.fr
- Syrie : 48 heures de frappes et le régime tombera, juge un ex-général syrien - LePoint.fr

Mais si, mais si..

- Pourquoi le Medef ne croit pas à la baisse du coût du travail - L'Expansion.com

... il suffisait de le demander pour être servi...

- Coût du travail: il y aura bien allègement, assure Touraine - AFP

... et c'est le genre de promesse qu'ils sont capables de tenir, les seules...

- La hausse des cotisations patronales sera compensée dès 2014, selon Moscovici - Liberation.fr

... un syndical patronal à la rescousse...

- Coût du travail: la CFDT favorable à un transfert partiel sur la CSG - L'Expansion.com

... et les traitres !

- Le coup de gueule d'un vice-président du Medef contre les entreprises françaises - LeMonde.fr

... pourquoi pas ?

- Baisse des charges patronales : peut-on aller plus loin sans augmenter les impôts ? - Francetv info

[En famille.](#)

- Moscovici lance une opération séduction à l'université du Medef - Francetv info

- Face au Medef, Cazeneuve défend la politique budgétaire - AFP

[Catégorie poussin](#)

- Copé/Fillon, le combat des chefs à l'heure de la rentrée - Liberation.fr

[La police de la pensée](#)

- Propos homophobes sur Facebook : un jeune homme en garde à vue - Le Nouvel Observateur

Au moins Fesse bouc sert à quelque chose !

- Des "*mini-cerveaux*" obtenus à partir de cellules souches - Le Nouvel Observateur

Pendant qu'ils s'emploient à tenter de lobotomiser la population avec leur propagande ultra réactionnaire, les OGM et autres saloperies chimiques dans l'agriculture, l'alimentation et les médicaments...

- Grèce : traque aux faux diplômés de la fonction publique - LeMonde.fr

Le FMI a déclaré la chasse ouverte...

- Des soldats israéliens punis pour avoir dansé avec des Palestiniens - LeParisien.fr

Shalom et soutien à ces braves soldats !

[Quand il y a du fric à se faire](#)

- L'avocate qui veut poursuivre Cantat s'étonne de l'inertie du parquet - AFP

- De plus en plus d'abus de faiblesse sur des personnes âgées - AFP

- Découverte d'un trafic de viande de cheval - LeFigaro.fr

- Combien les fraudeurs coûtent-ils à la SNCF et à la RATP? - L'Expansion.com

Assurément beaucoup moins que la guerre et la fraude des nantis !

[Lâchez-nous !](#)

- Economie: la "*vulnérabilité*" de l'Inde s'est aggravée, selon le FMI - AFP

Ils veulent nous saigner !

- Une croissance défailante ne laissera aucun répit à la roupie - Reuters

Il faut dire que les travailleurs indiens sont déjà tellement exploités qu'il leur est impossible d'en rajouter une couche.

Confirmation.

- Plus d'une banque privée suisse sur quatre va disparaître d'ici 3 ans - L'Expansion.com

Nous avons expliqué dans des causeries précédentes que Bâle III et l'Union bancaire européenne avaient pour objectif de réduire le nombre de banques en Europe et dans le monde afin que le carter des banquiers internationaux de la FED puissent plus facilement les contrôler...

Après la répression : défoncez-vous !

- Washington va tolérer le cannabis à usage récréatif dans deux Etats LeMonde.fr

INFOS EN BREF

SOCIAL

1- Grèce

Près de 1.500 fonctionnaires, selon la police, la plupart professeurs du secondaire et agents de divers ministères, ont manifesté jeudi à Athènes contre les "mutations et licenciements" décidés par le gouvernement dans le cadre de la restructuration du secteur public.

"Aucun licenciement, aucune mutation", "Tous dans la lutte contre les licenciements", lisait-on sur les banderoles des manifestants qui ont défilé dans le centre de la capitale et jusqu'au parlement sous une chaleur accablante.

Le ministère de l'Education a publié jeudi une liste de 3.495 professeurs des matières dites "secondaires" (langues étrangères, dessin, musique, théâtre, informatique) qui sont mutés soit dans le primaire, soit dans des services administratifs.

"C'est un coup important pour l'enseignement secondaire, les heures de langue sont réduites, des matières sont supprimées, et l'horaire des profs a augmenté de deux heures par semaine pour remplir les vides provoqués", déplore Eleni Zografaki, membre du conseil d'administration du syndicat des professeurs du secondaire (Olme). AFP 29.08

2- Colombie

Une cinquantaine de manifestations de paysans étaient prévues jeudi dans les principales villes de Colombie, dont sept pour la seule capitale, Bogota, pour réclamer notamment un soutien accru au secteur agricole.

Les paysans ont lancé le 19 août un mouvement illimité dans l'ensemble du pays avec des manifestations et des blocages de routes. Jeudi, 72 barrages entravaient la circulation sur 37 artères de huit régions du pays, selon le ministère de l'Intérieur.

Le président Juan Manuel Santos, qui se bornait jusqu'à présent à vouloir négocier - sans succès - région par région, a officiellement reconnu jeudi que le secteur était "en crise" et a formulé plusieurs propositions dans une allocution télévisée jeudi matin.

Au sujet des 48 manifestations urbaines autorisées de jeudi, le président colombien a demandé qu'elles "se déroulent de manière tranquille et pacifique". Ces marches, comme d'autres ces derniers jours, doivent être soutenues par les syndicats du secteur pétrolier, des transporteurs routiers et de l'enseignement public ainsi que par des étudiants.

Les paysans colombiens protestent pour réclamer l'établissement de prix planchers pour certains produits ainsi que la baisse des prix des intrants agricoles. Les petits agriculteurs veulent aussi des garanties en matière d'accès à la terre et de constitution de réserves paysannes, sortes de communautés autonomes, une politique favorable aux petites exploitations, ainsi que de meilleurs services publics dans les campagnes.

Ils dénoncent également les Traités de libre échange signés par la Colombie, qui selon les paysans ouvrent la voie à un dumping sur les produits importés et empêchent de subventionner les secteurs productifs nationaux. AFP 29.08

Rupture de tous les Traités de libre échange...

Jeudi 23h20 en Inde.

Comme il est très tard j'ai mis la suite de la causerie du 29 à la date du 30. Je suis claqué !

Si vous voulez intervenir sur le Net à la suite d'articles ou dans des forums, posez une seule question à propos de l'emploi d'armes chimiques le 20 août (notamment) : A qui profite le crime, qui perd du terrain, qui est en train de gagner la guerre en Syrie, qui a intérêt à inverser le rapport de forces ?

On reviendra sur la situation demain, ce qui est intéressant également, c'est la position de l'armée égyptienne.

Au fait, pour les jeunes, pendant plus de 10 ans on a eu un militaire à la tête de la France, un général qui apparaissait en uniforme à la télé, Charles de Gaulle, ouais, comme en Egypte, un vrai général, si, si. Un militaire au sommet de la Ve République, oui comme dans bien des dictatures à travers le monde soft ou hard, dures ou molles, démocratiques ou barbares.

En France les uns et les autres s'en sont accommodés, il était même très populaire dites donc, si, si, sans plaisanter, chez mes parents sa photo (prise sous les arcades de la rue de Rivoli à Paris) trônait dans la salle à manger, mon père menuisier en bâtiment l'appelait affectueusement Charlot ou le Grand Charles. C'est la dégradation de la situation sociale qui a eu raison de lui en 1969.

Quant à sa popularité, elle est demeurée intacte, d'ailleurs, pourquoi croyez-vous qu'ils sont si nombreux à y faire référence ou à se réclamer de son héritage. Hélas, sans doute, mais c'est la réalité, personnellement je ne suis pas du tout sûr que la majorité des égyptiens rejettent l'armée, en vérité je suis même convaincu du contraire au regard des nombreux articles et témoignages que j'ai lus, et surtout des faits qui tendent à le prouver. Maintenant on sait que les Frères musulmans ont truqué les élections de 2012 et qu'ainsi Morsi a bénéficié de quelque 6 millions de voix supplémentaires, sans ces voix c'était son concurrent issu de l'armée qui aurait été élu. D'où je tiens cette info, devinez : des militaires eux-mêmes qui n'ont pas voulu invalider l'élection de Morsi par crainte d'une situation à l'algérienne (en 92 avec le FIS), bonne tactique, il s'est grillé lui-même et un an plus tard ils l'ont déposé.

C'est marrant le nombre de gens qui prêtent aux masses un état d'esprit ou un niveau de conscience qui ne correspond pas à la réalité, mais plutôt à ce qu'ils pensent eux-mêmes. Quand on lit des articles, on lit souvent ce qu'on veut bien lire, c'est souvent inconscient, une multitude de fois j'ai expliqué qu'à force de raconter de gigantesques mensonges aux travailleurs, il arrivait un moment où ils se bouchaient les oreilles et ne voulaient plus rien entendre, qu'ils devenaient hermétiques à tout argument ou raisonnement, parce qu'ils étaient arrivés à la conclusion qu'on se moquait d'eux, et que ce moment-là était terriblement dangereux pour ceux qui nous gouvernent et qu'ils le savent. Les problèmes sociaux servent d'amplificateur.

Cela dit, s'ils ne parviennent pas à transformer cet état d'esprit en véritable prise de conscience, si cette certitude ne se transforme pas en conviction profonde et ancrée en eux, quelque temps plus tard, il sera à nouveau facile de les berner et d'abuser de leur ignorance, de les manipuler... Souvenez-vous de la multitude de revirements auxquels nous avons assisté dans le passé, en France, en Allemagne, etc. en fait tout au long de l'histoire, cela saute aux yeux, mais ce n'est pas le cas de tout le monde, je l'ai en mémoire, c'est gravé dans mon cerveau et cela influence mon analyse des rapports entre les classes, quand j'analyse la situation dans un pays ou pour analyser la réaction des masses suite à un événement important, je n'enfourche pas le premier commentaire optimiste ou pessimiste venu, je n'ai pas de réaction épidermique, je suis devenu insensible au changement de température en vivant en Inde !

De Gaulle le "*libérateur*" de Paris, tu parles il est arrivé quand la bataille était terminée, peu importe, les masses l'ont porté en triomphe. L'armée égyptienne chasse Moubarak, puis Morsi, alors vive l'armée, même s'ils n'ont pas d'idées précises dessus ou qu'ils honnissent le régime qui repose sur l'armée, c'est peut-être paradoxal mais c'est ainsi. Regardez en Syrie, le syrien lambda n'a pas d'intérêt particulier à soutenir l'armée, sauf que le pire l'attend s'il ne le fait pas, alors ne lui demandez pas de crier demain à bas l'armée, il va falloir attendre un certain temps avant qu'il reprenne ses esprits ou comprennent vraiment où sont ses intérêts.

On nous fait marrer avec la démocratie, ils voient des dictateurs partout sauf dans leur propre pays, où il n'y a pas plus de démocratie que de beurre en branche, du moment qu'ils ont un niveau de vie confortable ou peuvent glisser leur petit bulletin de vote dans l'urne tous les cinq ans ou descendre dans la rue trois ou quatre fois par ans. Combien de principes ou de valeurs vidés de leur contenu sont ainsi brandis en exemple, pendant qu'en réalité leurs antithèses sévissent.

C'est une opération de diversion de traiter d'un tas de pays et de se lamenter parce qu'ils y règnent des dictateurs, il est 0h33, je suis plus que claqué et je vais me soulager deux minutes avant d'aller me coucher, ils nous font chier cette bande d'incapables

qui parlent en notre nom, la terre entière est couverte de dictateurs, mais ils ne voient que ceux qui sont en Syrie, en Egypte, en Tunisie, en Iran, en Turquie, en Irak, mais pas en France, pas en Grande-Bretagne, pas en Italie, pas en Espagne et surtout pas aux Etats-Unis, cherchez l'erreur et vous aurez compris pourquoi nous en sommes là et pourquoi il n'existe pas d'Internationale ouvrière.

J'allais oublier l'Inde où je vis avec ces centaines de millions de pauvres et miséreux, la plus grande démocratie du monde, quelle connerie, quelle supercherie ! mais on n'est pas en état d'avoir mieux, bien qu'on combatte pour le socialiste, ça c'est un truc qu'ils ne peuvent pas comprendre, alors ils décrètent que c'est une démocratie, en fait ils ne savent ce que c'est au juste, quel régime il existe dans ce pays, ce qu'il y a dans la tête des masses, elles ne le savent pas elles-mêmes, mais eux ils le savent, ils leur prêtent des idées qui sont les leurs mais cela ne correspond pas à la réalité, ils me répondront : comment pouvez-vous le savoir, mais parce que j'en fais l'expérience moi-même, je ne vous raconte pas le nombre de fois où j'ai pu me méprendre à propos de ce que pensaient les Indiens que j'avais croisés, même encore maintenant cela m'arrive souvent de me planter, j'oublie qu'on n'a pas vraiment le même niveau de conscience, c'est con, c'est élémentaire, cela fait réfléchir et on apprend plein de choses...

Bonaparte fait dans le voyou de bas étage

François Hollande a reçu le chef de la Coalition nationale syrienne (CNS), Ahmed Jarba, jeudi 29 août à l'Elysée.

Parole d'internaute

- "*François Hollande sait-il que son interlocuteur a été condamné pour trafic de drogue en Arabie Saoudite et en Syrie, et poursuivi pour avoir dirigé des bordels à Damas?*"

Où est le problème franchement? Vous connaissez mal Hollande et le PS !

- "*Guerre d'un autre âge, financée par des pétromonarchies moyenâgeuses, soutenue par une France en crise qui se cherche des boucs émissaires pour endormir le peuple qui ne sait plus à quel saint se vouer et qui s'enfoncé doucement dans la misère.*"

Quelle misère ? Mais monsieur, le mondialisme, c'est le retour vers l'Ancien Régime, en plus sophistiqué sur le plan de la propagande et de la barbarie.

Il ne s'agit plus d'armes chimiques, ni de "considérations d'ordre humanitaire".

- Syrie. Hollande : la communauté internationale doit porter un "*coup d'arrêt*" à la violence - LePoint.fr -

Obama a déclaré que l'utilisation d'armes chimiques par Damas mettait en danger les alliés et les intérêts des Etats-Unis au Proche-Orient. Reuters 29.08

En attendant, business is business.

- La France signe un contrat d'un milliard d'euros avec l'Arabie saoudite - Francetv info

La France renforce ses liens économiques avec la péninsule arabique. Un contrat de plus d'un milliard d'euros a été signé avec l'Arabie saoudite afin de moderniser quatre frégates et deux pétroliers-ravitailleurs, rapporte La Tribune, jeudi 28 août. "*Selon des sources concordantes, la société ODAS, qui représente dans le royaume les intérêts des industriels français de DCNS, Thales et MBDA, a signé en août avec Riyad un contrat (...) de plus d'un milliard d'euros*", précise le quotidien économique. Francetv info 28.08

Tous les peuples contre la guerre de rapine des brigands impérialistes contre le peuple syrien

Un autre sondage, de l'institut IFOP (réalisé par Internet du 26 au 28 août) publié par Le Figaro, confirme ce résultat : 55 % des interrogés se disent favorables à une intervention "militaire des Nations unies" en Syrie, contre 45 % opposés.

Mais l'IFOP a posé une seconde question, demandant cette fois à son panel s'il était favorable à un engagement militaire de la France, dans le cadre onusien. Et le résultat est plus tranché : 59 % des personnes interrogées sont cette fois défavorables à une telle intervention, contre 41 % favorables.

Aux Etats-unis, un sondage commandé par Reuters et réalisé par Ipsos entre le 19 et le 23 août montrait que 60 % des Américains étaient hostiles à une intervention de leur pays, seuls 9 % souhaitant que le président Obama agisse.

L'institut a demandé à son panel s'il serait favorable à une intervention s'il était prouvé que Bachar Al-Assad avait bien utilisé des armes chimiques. Dans ce cas, seuls 25 % des sondés seraient favorables à une intervention, contre 46 % opposés. Des chiffres en baisse par rapport à la précédente enquête, réalisée plus tôt durant l'été. Autre question : l'approbation de l'envoi d'armes aux rebelles syriens ; là encore, l'opinion américaine y est majoritairement opposée, avec 27 % favorables et 47 % contre.

Une autre enquête, cette fois de YouGov (qui utilise une méthodologie différente, en interrogeant des panels très fournis) montre un même niveau d'opposition, avec seulement 15 % de personnes favorables à une intervention, 59 % contre, et 26 % incertains. Cette même enquête montre aussi le niveau de scepticisme de l'opinion quant à l'usage d'armes chimiques : si 55 % des sondés estiment que le gouvernement syrien a usé de telles armes, 21 % pensent que les rebelles syriens en ont également fait usage.

En Grande-Bretagne non plus l'opinion ne semble pas souhaiter d'intervention. Une autre enquête YouGov, réalisée les 26 et 27 août, montrait que seuls 23 % des sondés étaient favorables à l'envoi d'armes aux rebelles, contre 50 % opposés. Même chose pour l'usage de l'aviation britannique pour établir une zone d'exclusion aérienne (42 % contre, 34 % pour) ou pour des tirs de missiles depuis la mer (25 % pour, 50 % contre).

Autre question posée par YouGov : les révélations sur l'usage d'armes chimiques par le régime syrien n'ont changé l'opinion que de 24 % des Britanniques quant à la nécessité d'une intervention ; 40 % s'y disent toujours opposés.

En Allemagne, enfin, 58 % des personnes interrogées se déclarent également opposés à une intervention militaire, d'après un sondage réalisé pour la chaîne de télévision publique ZDF. Le Monde 29.08

Derniers échos du mouvement ouvrier en déroute.

M'PEP

- Pour une solution pacifique en Syrie - 28 août 2013

Ils donnent la parole à "*l'opposition syrienne*", les mercenaires d'A-Qaïda, Al-Nosra, salafistes etc. qui pour le M'PEP tout comme Obama, Cameron et Hollande auraient une quelconque légitimité pour représenter le peuple syrien. Le pire est à venir.

- "*Des armes chimiques (gaz toxiques) auraient été utilisées le 21 août à Damas, et auraient provoqué, selon l'opposition syrienne, la mort d'un millier de personnes. Nul ne sait à ce jour quels sont les auteurs de ces actes barbares.*"

On ignore à qui profite le crime, Assad et ses généraux sont des abrutis finis, permettez-nous de penser que ce serait plutôt ceux qui le ne pourront jamais parvenir à le faire croire à qui ce soit que le sont.

Peut importe que tout le monde connaisse à l'avance la réponse à la question A qui profite ce crime, il faut à tout prix que le doute persiste en faisant un amalgame entre les contras et les représentants légitimes de la Syrie.

- "*Les deux camps qui s'opposent en Syrie ont largement démontré qu'ils étaient capables des pires atrocités : le régime dictatorial de Bachar el-Assad comme les groupes criminels islamo-fascistes qui dominent désormais la rébellion. Les deux camps se renvoient la responsabilité de ces meurtres.*"

Il en appelle à la coalition militaire occidentale, qui seule pourrait "*protéger les populations*", qui d'autres pourraient le faire ?

- "*La première chose à faire consiste à protéger les populations.*"

Plus pourri encore, ils réclament des zones d'exclusions aériennes reprenant le discours des Saoudiens notamment.

- "*C'est à cet effort urgent que devrait se consacrer la communauté internationale. Elle devrait obtenir des belligérants l'ouverture de « couloirs humanitaires », terrestres et aériens, afin de faire parvenir aux populations ce dont elles ont besoin.*"

Et pour conclure, n'allez surtout pas imaginer qu'ils vont reconnaître au peuple syrien le droit de régler lui-même et lui seul avec l'appui de ses alliés et le soutien du mouvement ouvrier international le problème auquel il est confronté, leur discours est digne de Ban Ki-moon.

- "*Le M'PEP se joint à tous ceux qui exigent une solution pacifique et politique au conflit dans le respect de la souveraineté du peuple syrien.*"

Il est urgence d'attendre...

Les puissances occidentales, Etats-Unis en tête, temporisaient jeudi sur une possible attaque militaire contre la Syrie, tout en affichant, comme le président américain Barack Obama, leur volonté de donner "un coup de semonce" à Damas pour l'usage d'armes chimiques.

L'idée sous-jacente est que le gouvernement syrien "reçoive un message assez fort sur le fait qu'il ferait mieux de ne pas recommencer" à utiliser des armes chimiques, a-t-il expliqué. "Si nous envoyons un coup de semonce pour dire +arrêtez+, nous pouvons avoir un impact positif sur notre sécurité nationale à long terme", a encore argumenté le président.

Le Royaume-Uni de son côté ne va pas lancer d'action militaire en Syrie avant d'avoir eu connaissance des résultats des experts de l'ONU qui enquêtent sur place sur l'attaque du 21 août, selon une motion du gouvernement qui doit être soumise jeudi à un vote du Parlement.

A Paris, le porte-parole du gouvernement français, Mme Najat Vallaud-Belkacem, a estimé jeudi matin que la riposte militaire préparée par les Occidentaux à l'attaque chimique est "compliquée à construire". AFP 28.08

L'accord impossible.

Les membres permanents du Conseil de sécurité ne sont pas parvenus mercredi à s'accorder sur une résolution britannique justifiant une action armée en Syrie, Londres assurant qu'elle n'aurait pas lieu avant que les résultats de l'enquête de l'ONU soient connus.

Les ambassadeurs russe et chinois ont quitté la salle où se tenaient ces consultations à huis clos au bout d'une heure et quart. Les représentants des trois autres pays sont restés un peu plus longtemps mais sont sortis sans faire de déclaration.

Selon le gouvernement britannique, le texte devait autoriser "toutes les mesures nécessaires en vertu du chapitre VII de la Charte de l'ONU pour protéger les civils contre les armes chimiques" en Syrie. Ce chapitre prévoit des mesures coercitives pouvant aller jusqu'à une opération militaire.

Peu de temps après la fin de la réunion, le département d'Etat a fait savoir qu'il ne voyait "aucune issue possible" au projet britannique en raison de l'opposition de la Russie.

Se disant convaincus de la responsabilité du régime de Bachar al-Assad dans cette attaque, Washington, Paris et Londres se sont déclarés prêts à agir, non pas pour le renverser mais pour le "dissuader" d'avoir de nouveau recours à des gaz toxiques dans la guerre civile.

Face au bruit de bottes, le pouvoir syrien a démenti tout recours aux armes chimiques, accusé les rebelles et expliqué que les Occidentaux "inventent" des prétextes pour attaquer. AFP 28.08

L'artillerie lourde prend la mer

La Russie va envoyer "dans les prochains jours" un bateau de lutte anti-sous-marine et un bateau lance-missiles en Méditerranée, au moment où des pays occidentaux se préparent à de possibles frappes contre la Syrie, a annoncé jeudi une source militaire russe.

"La situation qui se complique dans l'est de la Méditerranée exige de notre part une certaine adaptation des forces navales. Un bateau de lutte anti-sous-marine et un bateau lance-missiles vont s'ajouter dans les prochains jours à la flotte" russe déjà présente dans cette région, a précisé cette source au sein de l'état-major des forces armées. AFP 28.08

Les dictateurs rabaissent leur caquet

Le chef de l'Etat a réaffirmé, jeudi, que la France "apporterait toute son aide, son soutien politique, mais aussi son aide humanitaire et matérielle", mais il n'a pas fait mention d'une augmentation du "soutien militaire à la Coalition nationale syrienne", comme il l'avait annoncé mardi.

Cette intervention nettement plus mesurée fait écho aux dernières déclarations de Barack Obama et David Cameron. Depuis mercredi, Londres et Washington, qui affirmaient n'avoir aucun doute sur la culpabilité du régime d'Assad quant à l'utilisation d'armes chimiques, tempèrent leurs discours au sujet d'une intervention militaire qu'on disait "imminente". M. Obama a insisté sur le fait que sa décision n'était "pas encore prise".

Les dirigeants américains, britanniques et français doivent en effet faire face à la frilosité de leurs oppositions, sans compter

les sondages très négatifs sur une possible intervention militaire. Il faut ajouter à cela le blocage au Conseil de sécurité de l'ONU, qui a rejeté une résolution britannique condamnant le régime syrien. Le Monde 29.08

Londres, partisan au départ d'une action sans même attendre les conclusions des experts en armes chimiques de l'Onu, a changé de position en estimant que les Quinze du Conseil de sécurité de l'Onu devraient d'abord examiner les conclusions des inspecteurs. Devant les Communes, David Cameron a déclaré qu'il serait "*impensable*" d'agir militairement en Syrie en cas d'"opposition écrasante" au sein des Quinze.

L'opposition travailliste britannique a décidé jeudi après-midi de voter au Parlement contre une motion du gouvernement qui prévoit le principe d'une intervention militaire en Syrie, a indiqué une source au sein du parti. AFP et Reuters 29.08

Ils sont divisés.

- Sur la Syrie, l'UE divisée, l'OTAN hors-jeu - Le Monde 29.08

Les ministres des affaires étrangères de l'Union européenne n'ont pas prévu de débattre ensemble de la Syrie avant une réunion informelle prévue de longue date, le 6 septembre, à Vilnius, en Lituanie. "*Que pourraient-ils faire avant cela, sinon constater, une fois encore, leurs divisions ?*", interroge en souriant un diplomate...

Du côté socialiste, les élus français "*se félicitent de la détermination et des initiatives de François Hollande*" et demandent à l'Union d'être "*à la hauteur de la situation, sous peine de discréditer ses discours*". Le reste du groupe semble plus circonspect : faute de "preuves solides", on créera "*plus de violence et de souffrance*", estime, par exemple, l'élue belge Véronique De Keyzer.

Une réunion des ambassadeurs auprès de l'OTAN, mercredi 28 août, a, elle, évité l'écueil des divergences : la discussion a été suffisamment générale pour que l'on y évite toute confrontation. A ce stade, toute implication directe de l'Alliance atlantique est écartée et le dossier syrien est dès lors resté un "*point annexe*" à l'agenda. Un communiqué du secrétaire général, Anders Fogh Rasmussen, a conclu en jugeant "*inacceptable*" l'usage d'armes chimiques, qui ne peut, a-t-il dit, "*rester sans réponse*". Dans l'immédiat, l'OTAN "*poursuit ses consultations et examine de près la situation*". Le Monde 29.08

Autres infos.

1- Le bateau se dirigeait de Djibouti vers la Méditerranée et il a été empêché de jeter l'encre dans la mer rouge. Le Caire a officiellement pris position contre la possible attaque US contre la Syrie. Le tamarrod égyptien réclame la fermeture du canal de Suez et les activistes nationalistes égyptiens condamnent cette possible attaque qu'ils considèrent comme dirigée contre l'Egypte. french.irib.ir 29.08

2- Aucun pays ne pourrait pas attaquer arbitrairement d'autres pays, a martelé le représentant de la Syrie auprès de l'Onu, Bachar Jaafari. A l'issue d'une réunion du Conseil de sécurité sur un projet de résolution anti-syrien, parrainé par l'Angleterre, Bachar Jaafari a déclaré devant les journalistes : nous avons demandé, dans une lettre au secrétaire général de l'Onu et au président du Conseil de sécurité, aux Nations unies d'inspecter les trois régions dans la banlieue de Damas qui ont été les 22, 24 et 25 août la cible des attaques chimiques.

« *Du gaz sarin a été employé dans ces attaques, des soldats de l'armée syrienne l'ont inhalé et sont pour l'heure hospitalisés* », a indiqué Bachar Jaafari, réitérant : « *depuis le déclenchement de la crise jusqu'à présent, nous avons envoyé 420 lettres au secrétaire général de l'Onu et aux membres du Conseil de sécurité, dans lesquelles nous avons expliqué la situation et les événements en Syrie, pour cette raison personne ne pourrait prétendre qu'elle n'était pas au courant.* » french.irib.ir 29.08

3- Selon le site d'information Annashra, Adnan Mansour, chef de la diplomatie libanaise en dénonçant les menaces militaires américano-occidentales contre la Syrie sous prétexte d'usage d'armes chimiques, a martelé que son pays était contre l'utilisation de l'espace aérien libanais pour attaquer la Syrie. french.irib.ir 29.08

Il y a de l'eau dans le gaz...

- Une action en Syrie semble repoussée de plusieurs jours Reuters

- Sur la Syrie, l'UE divisée, l'OTAN hors-jeu LeMonde.fr

- Syrie: l'opposition britannique contre la motion du gouvernement AFP

- Syrie: pour la presse, la guerre d'Irak rattrape les dirigeants occidentaux L'EXPRESS.fr

- Shimon Peres : "*Israël n'est pas impliqué en Syrie*" LePoint.fr

ACTUALITE EN TITRES

[Incroyable, sans blague !](#)

- Climat : une "*pause*" du réchauffement liée au refroidissement du Pacifique, selon une étude - Francetv info

[La trahison permanente](#)

- Retraites: la CGT menace d'un "*rapport de force durable*" - AFP

[C'est le minimum !](#)

- Réforme des retraites : condamnés à travailler jusqu'à 70 ans ? - Francetv info

[Tiens donc ?](#)

- Les naturalisations repartent à la hausse, 14% en un an - AFP

- Manuel Valls veut doubler le nombre de naturalisations - LeFigaro.fr

100.000 pour 46.000 en 2012.

Son objectif, transmis aux préfets, est de revenir à au moins 100.000 acceptations de dossiers par an. Sous l'effet de la loi Guéant, celles-ci s'étaient effondrées, passant de 95.000 en 2010 à 46.000 en 2012.

[On s'en serait douté dites donc.](#)

- L'Egypte n'envisage pas de dissoudre les Frères musulmans - Reuters

INFOS EN BREF

SOCIAL

Etats-Unis

Des milliers d'employés de McDonald's et autres chaînes de restauration rapide ont prévu jeudi 29 août une nouvelle journée de grève aux États-Unis pour réclamer de meilleurs salaires et un meilleur traitement. Les grévistes réclament un salaire minimum de 15 dollars de l'heure, soit plus du double de l'actuel salaire minimum de 7,25 dollars payé par de nombreux fastfoods, et la possibilité de se syndiquer.

Le mouvement, qui avait démarré en novembre à New York avec 200 grévistes, s'est depuis élargi. En juillet, sept villes y ont participé, dont New York, Chicago et Detroit, et jeudi, les organisateurs du mouvement prévoyaient des grévistes dans une cinquantaine de villes, dont New York, Boston, Chicago, Denver, Detroit, Hartford, Houston, Los Angeles, Memphis, Milwaukee, Oakland, Raleigh ou Tampa. Le Monde 29.08

Obama, rien ne va plus au pays du Big Mc, vous avez de quoi vous inquiéter, hésiter...

[Haut de page ↗](#)

Le 31 août 2013

CAUSERIE

Samedi 15h en Inde

J'ai perdu trois heures à résoudre un problème informatique, j'ai dû aller à Pondichéry acheter un câble reliant le disque dur à la carte mère, puis démonter et nettoyer la carte graphique (affichage), ouf, ça marche !

J'ai plein de nouveaux articles à ajouter.

Le site est actualisé partiellement, la suite dans 1 ou 2 heures.

Le temps passe et la fabrication des preuves devient de plus en plus maladroite et laborieuse

Un "rapport" dont l'origine est tsahal ne peut être que fabriqué, c'est la première chose.

Ensuite, soit on a une certitude, soit on n'en a pas, dire qu'on a "*un degré élevé de certitude*" revient à admettre qu'il existerait un doute réduisant toute certitude à néant ou revient à admettre qu'on n'en a pas, mais qu'on s'emploie à convaincre la population qu'on a suffisamment pour justifier une intervention militaire, CQFD.

- La Maison Blanche a rendu public un rapport du renseignement américain concluant, avec une "*forte certitude*", que le régime syrien de Bachar Al-Assad était responsable de l'attaque aux armes chimiques du mercredi 21 août, dans la banlieue de Damas.

Le rapport conclut avec "*un degré élevé de certitude*" que l'armée syrienne a utilisé des armes chimiques à de multiples reprises depuis un an, et notamment le 21 août dans la banlieue de Damas. Reuters et AFP 30.08

Analyse.

Ils craignent un embrasement de la région (Maghreb, Moyen et Proche-Orient) autant que les masses qui rejettent la guerre contre la Syrie.

Ils ne craignent pas vraiment le mouvement ouvrier qui a déserté, qui a capitulé, je parle de ses dirigeants, mais on peut aussi ajouter une grande partie des militants qui en appellent à l'ONU qui a soutenu toutes les guerres depuis sa création, il ne reste comme véritables opposants à la guerre que les militants qui s'en tiennent au droit du peuple syrien de disposer de lui-même et de rejeter hors de la Syrie les contras ou mercenaires étrangers armés par le Qatar et l'Arabie Saoudite agissant pour le compte des Etats-Unis, d'Israël, de la France et de la Grande-Bretagne.

Ils craignent les masses qui sous aucun prétexte ou aucun mandat ne veulent de la guerre, en cela les masses sont révolutionnaires que ces partis vendus à l'impérialisme franco-sioniste.

Pourquoi craignent-ils les masses quand bien même elles demeurent inorganisées et ne répondent pas (pour le moment) aux appels à manifester contre la guerre ?

Parce qu'ils craignent par dessus tout qu'elles rompent avec les institutions et tous les partis qui sont censés les représenter ou plutôt, déferlent à un moment donné et ne les écoutent plus, que leur mobilisation dégénère en un mouvement (révolutionnaire) incontrôlé, submerge les appareils, il faut avoir en permanence à l'esprit la crise sociale qui sert de toile de fond à la situation des masses et les formidables tensions qui existent dans la société.

Ils sont lucides, ils craignent plus les masses déchaînées que leurs partis valets de l'impérialisme.

Que les masses se coupent de ces partis, qu'elles rompent avec les institutions ne serait pas forcément le signal d'une révolution, mais cela indiquerait que des couches pourraient chercher une issue pour en finir avec le régime qu'elles honnissent, période qui pourrait être caractérisée comme pré révolutionnaire et pendant laquelle un parti révolutionnaire pourrait se construire, constituer un pôle de regroupement pour les pans entiers des masses devenues révolutionnaires, condition, qui si elle était remplie, constituerait une terrible menace pour le régime.

Dès lors on comprend pourquoi ils y réfléchissent à deux fois avant de se lancer dans cette guerre.

Il semblerait qu'ils n'aient été guidés que par la stratégie arrêtée par l'aile la plus droitière de l'impérialisme américain, les néolibéraux et le lobby sioniste qui siègent à la CIA, au Pentagone jusqu'au sommet de l'administration américaine incluant l'ensemble des institutions, porte-parole des banquiers anglo-saxons-sionistes de la FED.

Ils ont sous-estimé les conséquences politiques qui résulteraient de cette guerre, la réaction des masses.

C'est une très grave erreur de leur part, car jusqu'à présent leur offensive contre le prolétariat mondial s'était plutôt soldée par des avancées significatives. Ils rencontraient certes des résistances, mais avec le soutien des dirigeants corrompus des partis ouvriers et des syndicats ils parvenaient toujours à leurs fins, par étapes successives, par petits bouts, ils finissaient par détruire nos droits sociaux et politiques. Avec cette guerre ils prennent le risque de foutre en l'air cet équilibre qui leur était favorable et que cela débouche sur une recomposition du mouvement ouvrier ou une radicalisation des masses contre le capitalisme et ses institutions, ce pourrait être l'élément de trop qui pourrait inciter des pans entiers des masses exploitées à rompre avec leur idéologie au profit du socialisme, puisqu'il n'existe pas d'autre alternative au capitalisme. C'est dialectique, à un moment donné la quantité se transforme en qualité.

Quel parti ouvrier va prendre la mesure de ces rapports et de la situation ainsi créée s'ils entrent en guerre contre la Syrie ? Quel parti va dire clairement aux masses que le PS est un parti de droite, du capital, réactionnaire ? Quel parti va rompre avec les appareils pourris des syndicats ? Quel parti va rompre avec les institutions et refuser de participer aux élections municipales et européennes qui ne peuvent servir qu'à légitimer la Ve République et l'UE ?

Le camp de la guerre contre le peuple syrien.

PS. 1914-2013 : toujours impérialiste.

- Va-t-en guerre ou réticents : la gauche est-elle devenue plus interventionniste qu'il y a 30 ans ? Atlantico.fr

Hier soir une camarade qui est plutôt posée m'a dit au téléphone qu'elle connaissait des gens qui avaient non seulement voté Hollande, mais qui s'étaient battus pour faire voter Hollande et qui depuis en sont arrivés à un niveau de dégoût incroyable, des membres de la couche moyenne qui n'ont rien de révolutionnaire ou d'extrémisme.

On parle d'une ordure, d'une pourriture finie, de la pire saloperie qui soit, d'un ultra réactionnaire, d'un réactionnaire sur toute la ligne, d'un dictateur, je pense qu'effectivement on peut lui attribuer ces différents qualificatifs ou lui reconnaître ces qualités. Nous, nous conterons du néolibéral, sioniste par nature, un dictateur, et par extension à son parti, le PS.

Retour en arrière.

Nos dirigeants qui sont subordonnés au PS et au PC se sont employés systématiquement à induire en erreur militants et travailleurs en maquillant la véritable nature de ces partis, sinon comment auraient-ils pu s'y prendre pour s'en accommoder, front unique oblige à toutes les sauces, soit ils les ont présentés sous un jour avantageux, soit ils les ont diaboliser.

Il faut quand même qu'on se souvienne que c'est avec le soutien de la social-démocratie dégénérée et du stalinisme que dans les années 70 les représentants officiels du capital ont commencé à mettre en oeuvre l'idéologie néolibérale, aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne et dans plusieurs pays d'Amérique latine, dont le Chili de Pinochet et l'Argentine de Videla, deux terribles dictatures militaires.

Depuis, cette idéologie a gagné l'ensemble des pays européens dans lesquels figurent des partis de l'Internationale socialiste passée dans le camp du capital (PS, PSOE, PASOK, etc.) et du cadavre de l'Internationale communiste stalinisée (les différents partis dit communistes anciennement liés au Kremlin du temps de l'URSS), avec leur soutien il est important de préciser, sinon on ne peut pas comprendre pourquoi aujourd'hui ce sont des partis comme le PS, le Labour Party, le SPD, le PASOK, le PSOE, etc. qui appliquent cette politique néolibérale.

Il serait erroné de voir dans cette adaptation au néolibéralisme de la part de ces partis uniquement un tournant dans leur politique ou une simple adaptation à la crise du capitalisme, c'est ce qu'on a voulu nous faire croire, les dirigeants qui se réclamaient du trotskisme, en réalité leur comportement est conforme à leur nature et à la politique de soutien au capitalisme qu'ils n'ont eu de cesse de pratiquer depuis un siècle.

Certains découvrent surpris, choqués, effrayés la véritable nature fondamentalement réactionnaire du PS, je parle de travailleurs inorganisés des couches ou des classes moyennes qui jusqu'à présent soutenaient le PS ou entretenaient de graves illusions dans ce parti, à l'occasion de la prise de position de Hollande et son gouvernement pour la guerre contre le peuple syrien au côté de l'impérialisme américain, ou simplement en examinant attentivement la politique antisociale qu'il applique depuis mai 2012.

Le NPA plus réactionnaire qu'Obama et Hollande

- NPA. Contre toute intervention militaire. Soutien total à la révolution syrienne. - Mercredi 28 août 2013

Comme la "*révolution syrienne*" est une pure invention du camp des va-t-en-guerre, le NPA fait pire qu'Obama, Cameron et Hollande réunis ! Quant à être "*contre toute intervention militaire*", en réalité le NPA vise l'Iran et le Hezbollah qui soutiennent le peuple syrien contre ses agresseurs, lire plus loin.

En fait, cet article ne figurait pas encore sur leur site Internet national le 30 août, il est post-daté. L'essentiel est ailleurs.

Eux ne s'embarrassent pas des précautions prises par Obama ou Hollande : c'est le régime de Damas qui a utilisé des armes chimiques contre la population civile le 20 août un point c'est tout, pas besoin de preuves même fabriquées, lisez et jugez vous-même.

- "*Le régime de Bachar Al Assad ne cesse d'élever le niveau des massacres qu'il organise contre son propre peuple. Ainsi les bombardements récents dans des zones civiles autour de Damas, utilisant des armes chimiques, emplissent une nouvelle fois d'horreur et de rage contre l'hypocrisie des grandes puissances qui aboutit à ces crimes contre l'humanité.*"

Souligner "*l'hypocrisie des grandes puissances qui aboutit à ces crimes contre l'humanité*" revient à dire que ce n'était pas nécessaire d'attendre pour bombarder la Syrie, quelle pourriture ! A bas le NPA, ils sont pire que le PS, EELV, le PCF et l'UMP réunis ! C'est la déclaration la plus réactionnaire que j'ai lue depuis 11 jours.

La suite est du même tonneau.

- "*Nous dénonçons la complicité directe des gouvernements de la Russie et de l'Iran qui encourage les crimes d'Al-Assad.*" A bas le NPA, le parti de la guerre contre le peuple syrien ! Ce sont vraiment des ordures.

Et encore.

- "*Mais nous réaffirmons que les grandes puissances occidentales, en refusant de livrer les armes que réclament depuis tant de mois les structures collectives de lutte dont s'est doté ce peuple, portent aussi une lourde responsabilité dans la perpétuation du régime assassin, tout en contribuant au développement de courants obscurantistes religieux qui constituent un second ennemi mortel pour le peuple syrien.*"

Les "*structures collectives de lutte*", ce sont les mercenaires sanguinaires qui égorgent hommes, femmes et enfants, détruisent systématiquement le pays. A bas le NPA !

Et encore.

- "*Maintenant, les USA, la France et la Grande Bretagne annoncent leur volonté d'intervenir directement dans le conflit par des bombardements ciblés. Nous refusons absolument une telle politique dans laquelle le président Hollande se met à l'avant-garde sans aucune consultation démocratique.*"

Après une "*consultation démocratique*", la coalition militaire occidentale aurait la légitimité pour bombarder la Syrie. A bas le NPA !

Le NPA, c'est l'extrême droite du mouvement ouvrier ! Il faut les briser. La tendance Claire du NPA ne fait pas mieux, elle a publié les déclarations des partis de l'Internationale stalinienne qui en appelle à l'ONU. Plus décomposé tu meurs !

C'est excellent, au moins les militants vont y voir plus clair.

[Le camp des opposants à la guerre contre le peuple syrien.](#)

- Syrie : 64 % des Français opposés à une intervention militaire - Le Monde 30.08

Près de deux Français sur trois (64 %) sont opposés à l'intervention militaire en Syrie d'une coalition internationale incluant la France, selon un sondage BVA pour i-Télé-CQFD et Le Parisien-Aujourd'hui en France publié samedi 31 août.

A la question de savoir s'ils approuvent ou non "*une intervention militaire d'une coalition militaire en Syrie composée notamment de la France, du Royaume-Uni et des Etats-Unis contre les forces de Bachar al-Assad*" (l'enquête a commencé avant le "non" du Parlement britannique jeudi soir), 64 % des sondés répondent par la négative - 30 % "plutôt pas favorable" et 34 % "*pas du tout favorable*". Seuls 34 % approuvent (8 % "*tout à fait favorable*" et 26 % "*plutôt favorable*"), tandis que 2 % ne se prononcent pas.

Selon le sondage BVA, l'opposition à cette intervention est particulièrement forte chez les sympathisants de droite (74 % sont

contre). Parmi les sympathisants de gauche, les sentiments sont très partagés (50 % pour, 49 % contre). Le Monde 30.08

Intéressant de constater que ce sont les sympathisants de gauche qui sont les plus favorables à cette guerre, normal le mouvement ouvrier et la majorité du prolétariat sont bourgeois (Engels), pro capitaliste, de droite. On a confirmation de ce que nous n'avons cessé d'affirmer, mais qu'aucun parti ne veut prendre en compte dans ses analyses, sauf quand il s'agit de soutenir le régime en place, tout est dans l'ordre des choses, quoi.

- Les "**preuves**" américaines, "**des mensonges**" pour le régime syrien - AFP 30.08

Les "preuves" avancées par les Etats-Unis sur une prétendue implication du pouvoir syrien dans une attaque chimique le 21 août ne sont que "des mensonges", a déclaré vendredi le ministère syrien des Affaires étrangères.

"Ce que l'administration américaine a qualifié de preuves irréfutables (...) n'est rien de plus que d'anciennes histoires diffusées par les terroristes (ndlr: les rebelles) depuis plus d'une semaine, avec tout ce qu'elles comportent de mensonges, de fabrications et d'histoires montées de toutes pièces", a déclaré le ministère dans un communiqué lu à la télévision officielle syrienne.

Le ministère des Affaires étrangères s'est dit "étonné" par le fait "qu'une superpuissance trompe son opinion publique de cette manière naïve en s'appuyant sur des preuves inexistantes".

Le ministère "s'étonne de même que les États-Unis fondent leurs positions de guerre et de paix sur ce qui est diffusé sur des réseaux sociaux et des sites internet", poursuit le communiqué. AFP 30.08

En titre

- Syrie : 64 % des Français opposés à une intervention militaire - LeMonde.fr

- Syrie : les Etats-Unis ont la "*forte certitude*" que Damas a eu recours à des armes chimiques - LeMonde.fr

- Syrie : Hollande et Obama partagent "*la même certitude sur la responsabilité du régime*" - LePoint.fr

- Syrie: comment François Hollande s'est forgé une conviction - Lexpress.fr

- La France, nouvelle "*plus ancienne alliée des Etats-Unis*" LeMonde.fr -

- Syrie: déterminée, la France devient l'allié principal des Etats-Unis - AFP

- Pour Ankara, une action contre Damas doit mettre fin au régime - Reuters

- L'Egypte s'oppose à une intervention internationale en Syrie - LeMonde.fr

Pour cause de politique intérieure...

- Syrie: "*Les militaires cherchent à forcer la main d'Obama*" - Le Nouvel Observateur

Le camp des néolibéraux, des sionistes.

Les merdias expriment des regrets

- Syrie: mode d'emploi pour convaincre les Français de partir en guerre - Slate.fr

- La tragédie syrienne : un monde « *zéro-polaire* » sans gendarme - Rue89

Vendredi après-midi

Je suis obligé de passer à la date du 31 pour que vous vous y retrouviez. Ce sera tout pour aujourd'hui.

Pour vous éviter d'avoir à le dire.

Mais c'est qu'on devient bon, franchement avouez-le, j'ai reçu un message d'un portail connu mondialement qui ignorait l'info de Tsahal, son responsable m'a répondu dans l'heure qui suivait " très important, merci" ! Dorénavant cette info va faire le tour du monde, génial, non ?

Tout cela m'a mis d'excellent humeur, et il y en a encore pour penser que ce qu'on fait ne sert à rien, défaitiste va !

Nos dirigeants n'ont rien appris en 40 ans, ils viennent une nouvelle fois de le démontrer, ils font preuve d'un obscurantisme effrayant, nous nous apprenons à la vitesse de la lumière. Eux ils revendiquent les philosophes des Lumières, nous nous revendiquons le marxisme.

Au passage, c'est Mélenchon qui est une "*erreur gigantesque*" !

Le 28 août

- Syrie: le renseignement américain a écouté l'armée - AFP

- Syrie: un appel intercepté par les Etats-Unis prouve l'utilisation de gaz neurotoxique - slate.fr

Le 27 août

- Tsahal indique que gouvernement syrien est responsable - Jewish new one

C'est marrant, mes détracteurs sont muets tout d'un coup, auraient-ils avalé une grosse couleuvre qui leur resterait coincée au fond de la gorge ou se seraient-ils empoisonnés avec leur venin ?

On va matraquer ces dirigeants indignés de parler en notre nom. Précision, ce qui suit vaut pour tous les partis, hélas !

POI - IO n°266 page 16 Marguerite Leuwen

Sans blague : "... *Bachar el-Assad était même l'invité d'honneur du président Sarkozy à la tribune présidentielle lors du défilé du 14 juillet 2008.*"

Communiqué du POI du 28 août.

Rendez-vous compte ma bonne dame : "*Les grandes puissances, qui, il y a peu, invitaient régulièrement le président el-Assad en France, aux Etats-Unis et ailleurs, font mine de « découvrir » aujourd'hui qu'il s'agit d'un régime violent.*"

S'ils "*font mine*", les guillemets à "*découvrir*" relèvent d'un style emphatique, ils étaient inutiles, passons.

Ce qu'ils ne vous diront pas, après coup j'entends, c'est pourquoi ils avaient eu cette attitude envers Assad. Pardi, pour le moment venu lui jouer le même mauvais tour qu'à S. Hussein et M. Kadhafi, Assad a visiblement retenu la leçon car il n'avait pas envie de connaître le même sort, alors que les dirigeants n'en ont tiré aucun enseignement, ils sont complètement aveuglés, gangrenés par leur dogmatisme et leurs manœuvres d'appareils.

Ce n'est pas fini. La meilleure c'est qu'ils le savent puisqu'ils ont produit antérieurement des articles sur le remodelage du "*Grand Moyen-Orient*" par l'impérialisme américain, mais voilà quand ils se retrouvent face à la réalité, ces connaissances ne leur servent plus à rien, à moins qu'elles ne servent pas leur ligne politique subordonnée au régime.

Il est vrai aussi qu'ils ont quémandé des rendez-vous à Hollande et Fabius, donc s'ils ne veulent pas être éconduits ils ont intérêt à modérer leur critique de la politique internationale du gouvernement.

Ce n'est pas fini. Et puis faire référence au remodelage du "*Grand Moyen-Orient*" présente un risque pour eux dans la mesure où ils ont adopté la version officielle (de Bush) sur le 11 septembre 2001, car cette stratégie remonte justement à cette époque.

Souvenez-vous, 10 jours seulement après ce coup d'Etat sioniste perpétré aux Etats-Unis, le Général Wesley Clark se voyait remettre la liste de 7 régimes du Moyen-Orient que l'impérialisme américain devrait faire tomber dans les 5 ans à venir, dont la Syrie. Cette info est tombée dans le domaine public depuis au moins 7 ans (voir les vidéos ci-dessous).

Général Wesley Clark - L'origine des guerres en Irak, Libye et les autres. (02.3.2007)

http://www.youtube.com/watch?feature=player_embedded&v=2vWe0cVdYRI

General Wesley Clark. War plan, seven countries in five years. (en anglais) (30.09.2006)

<http://www.youtube.com/watch?v=iuVVmI5Dp2s&NR=1&feature=endscreen>

Donc quand Assad fut reçu en 2008 par Sarkozy ou aux Etats-Unis, personne n'était censé ignorer parmi nos dirigeants (au-delà du POI évidemment) ce qu'ils avaient derrière la tête, sauf à prendre les Rockefeller, Rothschild et Cie pour des rigolos qui un jour concevaient une stratégie pour l'abandonner sur un coup de tête, alors que depuis plus d'un siècle le cartel des banquiers anglo-saxons-sionistes ont fait preuve d'une détermination sans faille.

Vous me direz qu'ils vont jusqu'à ignorer l'existence du groupe Bilderberg, de la Commission Trilatérale, du Council Foreign Relations (CFR) notamment, tous fondés par ces mêmes banquiers qui les dirigent toujours, qui définissent la stratégie de la politique économique et étrangère des Etats-Unis et bien au-delà, alors comment voulez-vous qu'ils en tiennent compte et y comprennent quelque chose quand le moment venu ils passent à une nouvelle étape de leur plan pour dominer le monde.

On nous dit souvent, martelons-le, que ces institutions n'auraient aucun intérêt, etc. sauf que les faits démontrent justement le contraire d'une part, et quand on les prend en compte dans notre analyse, on parvient plus facilement à comprendre ce qu'ils trament ou ce qui se passe sous nos yeux. Oui car se contenter de commentaires ou répéter ce qu'on peut lire dans les médias ou encore analyser la situation après coup ne présente aucun intérêt quand c'est sur le champ qu'on a besoin de comprendre ce qui est en train de se passer, de façon à définir une position correcte et pratique. On s'arrêtera là pour le moment.

Qu'est-ce qu'on vient de faire ici ? Un exercice de dialectique. Utile la dialectique, non ?

[Attention, le mouvement ouvrier se mobilise ! Pour quoi et pour qui au fait ?](#)

- Pacifistes, militants de gauche, pro-Assad, Kurdes : quelques centaines de personnes se sont retrouvées à Paris jeudi soir pour protester contre une éventuelle action militaire en Syrie, a constaté un journaliste de l'AFP.

250 manifestants, selon une source policière, se sont rassemblés dans le quartier des Halles, au coeur de la capitale, à l'appel du Mouvement de la Paix, une organisation pacifiste historiquement proche du parti communiste, prise de cours par l'afflux de mouvances divergentes.

Les pacifistes et militants de gauche ont appelé à une application du plan Annan, du nom de l'ancien médiateur international et secrétaire général de l'ONU Kofi Annan, qui prévoyait notamment un cessez-le-feu entre les différents partis pour ouvrir la voie à un dialogue politique.

"On est en train de répéter les mêmes erreurs qu'on a faites partout depuis 10 ans", déplore Christophe Ventura, responsable international au Parti de gauche. AFP 29.08

Monsieur Christophe Ventura, gardez ce "on" pour vous et vos amis du PS et du PCF, 10 ans il a dit, alors ajouter l'UMP, on a l'impression qu'il parle au nom du gouvernement (et du précédent), vous avez remarqué, cela en dit plus que de longs discours sur les véritables intentions de l'intéressé. Le "on", c'est pour la France car il n'est pas sur un terrain de classe, ou si, le mauvais.

On constatera qu'ils n'ont même pas mobilisé leurs propres militants, apparemment leur objectif n'était pas un rassemblement de masse, il ne faut pas gêner Hollande.. et l'ONU, on comprend.

On ne dialogue pas avec des barbares qui massacrent hommes, femmes et enfants : on les abat !

[Haut de page ↗](#)



La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes



Causeries septembre 2013

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30									

Le 1er septembre 2013

CAUSERIE

Je suis peut-être passé à côté de certains sujets d'actualité, on verra cela plus tard, j'ajouterai encore une douzaine de nouveaux articles. Quel boulot ! Je suis épuisé, mais c'est pour la bonne cause, parole de rentier !

Il est urgent de remettre les pendules à l'heure.

Un internaute : L'Amérique, cette belle démocratie, celle qui a été la première à lancer la bombe atomique sur des civiles. Rien de neuf !

Etat guerrier, terroriste, mafieux, cybercriminel, etc. cette dictature cumule les vertus, démocratiques évidemment.

Ne rigolez pas, tous les partis du mouvement ouvrier considèrent le régime en place aux Etats-Unis comme une démocratie, tous sans exception, alors qu'aux Etats-Unis même cette version est contestée depuis des lustres, sans doute par des gauchistes, ah ces intellectuels critiques, quelle vermine ! Moi je pencherais plutôt pour nos dirigeants, ils viennent d'en faire la démonstration...

On défend les journalistes et les intellectuels indépendants ou qui par leur liberté de parole tentent de l'être et qui nous rendent bien service. C'est en grande partie grâce à eux qu'ils n'ont pas encore bombardé la Syrie, pas nos dirigeants qui sont en dessous de tout.

Au téléphone hier une camarade m'a dit : non mais parce que tu crois qu'on vit dans une démocratie en France ? Mais elle n'existe pas, nulle part dans le monde d'ailleurs. J'ai de nombreux amis ou des connaissances qui sont de gauches et qui partagent tous cette caractérisation, pour eux en France le régime est ouvertement une dictature, ne sachant pas comment se situer, car ne pouvant pas se dire socialistes ou communistes de crainte d'être confondus avec les militants du PS ou du PCF, ils se disent plutôt anarchistes, ils n'ont rien trouvé de mieux, ils sont complètement déboussolés... Nous voilà bien !

On a eu une conversation très intéressante qui m'a fourni un autre éclairage sur la situation, en fait les informations qu'elle m'a fournies confortent ma propre analyse, les faits tels qu'ils se produisent ou existent et non les interprétations qu'en donnent nos dirigeants qui sont tronquées ou falsifiées. Je ne vais pas m'étendre maintenant, j'ai du boulot chez moi (lire plus loin dans les infos en titre). Juste un mot sur la stratégie des maîtres du monde.

Ils ont attaqué les Grecs une fois leurs droits politiques détruits du fait que tous les partis dits ouvriers étaient désormais totalement soumis au capitalisme et à l'ordre établi, aux institutions en place ou dilués dans l'Union européenne. Ils avaient ainsi

le champ libre pour s'attaquer à leurs acquis sociaux et du même coup ils ont fait baisser leur niveau de vie de 20 à 50% ou plus selon les cas.

On peut dire qu'ils sont parvenus (ou presque puisque ce processus est encore en cours, privatisation, saccage de la fonction publique, etc.) à leurs fins. Relevez bien ce schéma :

- 1- Liquidation des droits politiques des masses, en douceur ;
- 2- Liquidation des droits sociaux des masses, par étapes ou morceaux, par pans entiers ;
- 3- Baisse drastique du niveau de vie des masses ;
- 4- Droits sociaux individualisés et accessibles en fonction du statut, du salaire ou des revenus.

Sans droit politique vous ne pouvez pas vous opposer efficacement à la remise en cause de vos acquis, aux contre-réformes, de plus quand les syndicats sont tous corrompus, vous êtes réduit à l'impuissance.

Plus la crise du capitalisme s'approfondira, plus la politique du gouvernement sera antisociale, réactionnaire, plus les appareils des syndicats seront amenés à la prendre en charge, plus se posera avec acuité pour le parti révolutionnaire la nécessité de rompre avec ces appareils et de créer un nouveau syndicat ouvrier qui ne soit pas inféodé aux besoins du capitalisme. Aucun parti ne s'y est résolu, rejetant au passage les recommandations de Trotsky en la matière. En fait de défense de l'indépendance des syndicats, ces partis (POI, NPA et LO) ont bradé la leur, en admettant qu'ils aient été indépendants un jour, ce que je conteste, ce qui a totalement échappé aux militants à partir du moment où leurs dirigeants avaient braqué leur regard sur les rapports des syndicats au patronat ou à l'Etat les détournant ainsi de leurs propres rapports aux appareils des syndicats, du PS et du PCF, du patronat et de l'Etat, comme s'il était acquis que ces partis étaient indépendant du capital, ses représentants et ses institutions, alors que cela n'a jamais été le cas en réalité.

De la même manière, ils ont conservé les mêmes rapports avec le PS et le PCF, que le PS applique une politique néolibérale, impérialiste, ultra réactionnaire n'y changeant absolument rien, le POI a demandé audience à Hollande et Fabius notamment donc je n'invente rien. Chez PSA on a pu observer les liens de soumission de l'appareil de LO à celui de la CGT et au PCF, ne parlons pas du NPA qui en accusant Assad d'avoir utilisé des armes chimiques s'est placé directement dans le camp de la réaction.

Donc pour ce qui est de nos droits politiques, l'affaire est entendue, ils ont été liquidés. Tout reste à reconstruire, le parti.

Pour ce qui est de nos droits sociaux, l'affaire est en cours.

Quant au niveau de vie, l'immense majorité de la population a encore de quoi vivre normalement, de nombreuses couches vivent même dans l'opulence ou peuvent encore économiser en fin de mois, elle est embourgeoisée et ne montre pas un empressement débordant pour se mobiliser sur les questions sociales, encore moins politiques.

Maintenant il y a une explication à cela. Quand on observe de quelle manière ils ont procédé en Europe, ils ont commencé par s'attaquer à un pays peu peuplé et réputé pour être un des plus corrompus de l'UE, dont la composition des masses favorisait leur plan, 20 à 25% étaient des petits patrons, même si on peut les ranger dans le prolétariat, ils ont plutôt l'état d'esprit du patron ou du bourgeois, les fonctionnaires étaient nombreux et très bien payés, bref il allait être relativement facile de s'attaquer successivement à chaque couche d'exploités qui n'avaient pas vraiment de liens entre eux.

Ils ont tenté le coup et cela a relativement bien fonctionné jusqu'à présent, avec des résistances bien sûr, mais le résultat est là, et comme il s'est avéré qu'il se situait au-delà de leurs espérances les plus folles, simultanément pour ainsi dire ils se sont attaqués à leur niveau de vie, réussissant d'une pierre deux coups, tout cela sans que le régime ne soit ébranlé ou paralysé ou si peu, finalement tout est rentré dans l'ordre, l'ordre règne et c'est l'essentiel pour eux, tout le reste on le laissera à nos dirigeants qui se sont gargarisés à voir dans la situation en Grèce une suite de crises politiques, comme en Italie, qui dans le contexte qu'on vient de décrire n'étaient finalement que des épiphénomènes pour détourner leurs militants de l'essentiel. Il ne s'agit pas de nier les contradictions du capitalisme ou des différents régimes en place, mais de les aborder telles qu'elles se présentent et pas autrement.

Ils ont agi aussi violemment ou rapidement contre les masses grecques parce que la situation était relativement stable dans les autres pays de l'UE.

Les masses de chaque pays ne sont pas logées à la même enseigne, de même que le capitalisme de chaque pays ne pèse pas le même poids sur le marché mondial ou sur le plan politique, n'a pas la même tradition de la lutte des classes. Ils savent qu'en Allemagne, en Grande-Bretagne et en France, les trois pays les plus peuplés et puissants de l'UE, le prolétariat

est embourgeoisé, les syndicats sont complètement pourris, les partis ouvriers aussi, bref aucun danger ne pouvait venir de ce côté-là.

Ensuite ils se sont attaqués au Portugal, là encore sachant que le grand voisin Espagnol ne bougerait pas, donc ils ont appliqué les mêmes recettes qu'en Grèce. Avant ils s'étaient attaqués à l'Irlande mais modérément finalement, il faut dire que pour les multinationales l'Irlande est déjà un paradis fiscal, ceci doit expliquer cela.

Ensuite est venu le tour de l'Espagne, mais sans appliquer leur politique avec la même violence qu'en Grèce ou au Portugal, ils n'en sont qu'à la moitié du chemin. Après ce fut au tour de l'Italie et de la France, mais là encore en procédant prudemment, dans ces deux pays le patronat et les syndicats dits ouvriers ont signé d'importants accords portant sur les conditions de travail et la baisse des rémunérations mais qui en réalité ne s'appliqueront vraiment que dans le futur, aux futurs embauchés, quoi qu'ils concernent les travailleurs qui se retrouvent aujourd'hui au chômage partiel, seules les contre-réformes des retraites portent à conséquence immédiatement dans tous les pays, mais la plupart des travailleurs ne s'en rendent pas vraiment compte puisqu'ils n'étaient pas sur le point de partir à la retraite, c'est quand ils vont devenir vieux et qu'ils seront usés qu'ils vont comprendre ce qu'avaient signifié ces accords scléférats passés entre le patronat et les syndicats.

Une fois qu'ils seront parvenus à liquider l'essentiel des droits sociaux des travailleurs, leurs droits collectifs ayant disparu au profit de droits individuels, la classe ouvrière sera pour ainsi dire atomisée, elle sera détruite en tant que classe, sur son lieu de travail chacun bénéficiera d'un statut individuel auquel sera lié un certain traitement, certains droits, pour accéder à des droits sociaux dans la société, se soigner par exemple ou prendre sa retraite, la satisfaction de ses besoins sociaux élémentaires dépendront uniquement de conditions financières individuelles, on peut ajouter aussi se nourrir, se vêtir, accéder à la culture, être logé décentement, etc., à ce stade il ne leur suffira plus qu'à agir sur ces conditions (les prix) pour sélectionner ceux qui pourront satisfaire leurs besoins élémentaires s'ils se plient aux devoirs qu'ils leur imposeront (durée du travail, niveau de rémunération, etc.) et ceux qui en seront privés, ils auront ainsi acquis un pouvoir ou un moyen de contrôle sur les masses qui sera total, leurs droits politiques ayant disparu depuis longtemps et leurs droits sociaux étant totalement individualisés, les masses seront dans l'impossibilité de se rassembler ou de se soulever contre les conditions qui leurs seront imposées et la dictature régnera.

Observez attentivement ce qui se passe en Grèce ou aux Etats-Unis qui l'ont précédé, et vous comprendrez que cette stratégie n'est pas une vue de l'esprit mais qu'elle est bien en train de s'appliquer méthodiquement. Maintenant ils ne sont pas au bout de leur peine pour l'imposer dans tous les pays, la lutte des classes n'a pas dit son dernier mot.

En France, ils ne s'attaquent pas directement au niveau de vie des masses, bien qu'il y ait des millions de pauvres, à ceux là ils distribuent encore des allocations, des subventions ou des aides en tous genres pour que la paix sociale règne, non, ils s'attaquent à leur statut social, à leurs droits sociaux, parfois en compensant les pertes qui accompagnent leur liquidation, compensations qu'ils pourront toujours réduire ou supprimer plus tard, c'est très vicieux comme procédé mais très fin, les masses ne réagissent pas ou peu du coup, les appareils syndicaux font le sale boulot pour lequel ils sont payés par l'Etat et le patronat, c'est quand ils en auront terminé avec nos droits sociaux qu'ils s'attaqueront au niveau de vie des masses, procéder simultanément serait trop dangereux et ils l'ont bien compris, de même qu'ils épargnent en partie les fonctionnaires sur les retraites, pour mieux cogner sur le secteur privé, tout est une question d'équilibre, et comme en Grèce ou au Portugal, quand ils en auront terminé avec le privé, ils s'attaqueront aux fonctionnaires, c'est programmé, c'est une certitude absolue, tout le monde y passera.

On a vu que leur stratégie prenait en compte la situation à l'intérieur de chaque pays, l'hétérogénéité des masses, qu'ils prenaient aussi en compte la situation des différents pays, en attaquant certains pendant qu'ils en épargnaient d'autres provisoirement, tout cela est évidemment calculé, orchestré au niveau du FMI, de la Banque Mondiale et Bruxelles, aux niveaux des idéologues du néolibéralisme, tout comme les attaques successives contre l'Afghanistan, l'Irak, la Libye, la partition du Soudan, le Mali, la Syrie, avant le tour du Liban et de l'Iran, on peut peut-être ajouter l'Algérie.

Ne cherchez pas une telle analyse chez les partis ouvriers, vous n'en trouverez que des morceaux dans le meilleur des cas, ce qui ne présentent aucun intérêt, puisque tous les facteurs ou rapports que nous avons passés en revue sont liés, et c'est seulement en les liant entre eux que l'on peut saisir la situation, donc combattre efficacement pour le socialisme.

[Leur stratégie mise à mal. Hypocrisie ou grossier mensonge.](#)

Relevé dans un article publié hier par *Le Grand Soir*.

- "*Depuis deux ans, tous clament à plein poumon que Bachar al-Assad doit « tomber »; que son régime doit disparaître. Aujourd'hui, ils disent ne pas viser la chute de al-Assad ou du régime, mais plutôt, de ne pas laisser impuni les attaques aux gaz toxiques dont ils l'accusent sans preuves mais avec « certitude ».*"

Personne n'est dupe, c'est extrêmement grave pour eux, pour la suite sur le plan politique, des faits tous aussi monstrueux les uns que les autres tendent à prouver que les dirigeants du vieux monde mentent effrontément à la population, qu'ils se comportent comme de véritables dictateurs et qu'en réalité ce sont eux qui terrorisent le monde entier, qui sont à l'origine de ce qu'ils appellent

les organisations terroristes, Al-Qaida et Cie.

Plus ils s'enferment dans leur mensonge, plus la population prend conscience qu'elle est dirigée par des dictateurs, de dangereux psychopathes, des ordures capables d'un cynisme sans fond, ce qu'elle ignorait encore la veille ou en partie, ce qui devrait l'amener à réviser son interprétation du monde, à revister avec un regard critique le passé, le XXe siècle avec toutes ses guerres et ses crises, bref à accroître sa compréhension du monde dans lequel elle vit et qu'il faut changer impérativement si elle ne veut pas que l'humanité sombre dans la pire des barbaries, soit livrée au chaos et à la guerre.

Ce devrait être le devoir d'un parti ouvrier révolutionnaire de délivrer cet enseignement aux masses et aux militants, sauf que voilà ils sont tous corrompus par le capitalisme et à la solde de leur régime, aussi, il sera difficile aux masses de parvenir au bout de leur analyse de ce qu'elles sont en train de vivre actuellement et bien des jours sombres nous attendent encore, cela dit l'espoir demeure encore de pouvoir vaincre le vieux monde, reste à voir si nous allons enfin pouvoir construire ce parti en rompant avec la politique des trois courants se réclamant du trotskisme depuis 1945 qui nous a mené où nous en sommes aujourd'hui.

[Les sionistes en France rabaissent leur caquet.](#)

J'ai visité hier après-midi (14 heures en France) la page d'accueil de trois sites sionistes, Atlantico.fr (Gilles William Goldnadel), Causeur.fr (Elisabeth Lévy) et Slate.fr (Jacques Attali), le premier n'a rien publié de nouveau et préfère se faire discret, le second la ramenait pour donner la parole à un opposant à la guerre dans tous les cas de figure, sans rire le vice-président du FN, le troisième a sorti deux articles contradictoires histoire de ne pas prendre partie, bref ils battent en retraite !

Leur dernière trouvaille : mon petit doigt me l'avait dit !

- Syrie: les États-Unis savaient qu'une attaque chimique était imminente - Slate.fr

Et les preuves ? Mais quelles preuves, vous êtes fou ou quoi ils ne vont pas les révéler, c'est la sécurité des États-Unis qui est en jeu... Ah oui, on n'y avait pas pensé !

De plus en plus grotesque, le site Slate.fr est celui d'Attali notamment.

En désespoir de cause, il ne leur reste plus qu'à faire valoir que les « *intérêts cruciaux* » des États-Unis seraient menacés par le régime d'Assad ! C'est extraordinaire, car cela signifie que se justifierait ainsi la guerre contre une multitude d'Etat souverain ou indépendant comme le Liban, l'Iran, la Chine ou la Russie par exemple. Les États-Unis se posent donc en dictateur à l'échelle mondiale, ce qu'ils étaient déjà, mais là c'est sans artifice.

[Les exterminateurs ont la mémoire courte, pas forcément les peuples](#)

- "*Nous ne pouvons accepter un monde où les femmes et les enfants et des civils innocents sont gazés à une échelle terrible*", a déclaré Obama à la presse. Reuters31.08

- L'Agent Orange et la guerre du Vietnam. - vendredi 23 août 2013 - legrandsoir.info

De 1962 à 1971, on estime que 80 millions de litres de défoliant ont été déversés sur 3.3 millions d'hectares de forêts et de terres. Plus de 300 villages ont été contaminés et 60% des défoliants utilisés étaient de l'Agent Orange, représentant l'équivalent de quatre cents kilos de dioxine pure. Or, selon une étude de l'université Columbia (New York) publiée en 2003, la dissolution de 80 grammes de dioxine dans un réseau d'eau potable pourrait éliminer une ville de 8 millions d'habitants...

(En 2013). Le Vietnam estime que 150 000 enfants souffrent aujourd'hui de malformations dues à l'Agent Orange et que 800 000 personnes sont malades... legrandsoir.info 23.08

- Agent Orange, chronique 11 : Le retour. - 01 août 2013 - mondialisation.ca

Pendant la guerre du Viêt Nam, l'armée américaine a dispersé 12.000.000 de litres [un minimum de 84 millions, prouvés] d'herbicide, un impact sur la santé de près de 3 millions de personnes [actuellement, mais en tout, bien davantage], principalement des paysans, et citoyens vietnamiens, causant des malformations congénitales sur environ 500 mille enfants. En outre, l'effet du produit chimique sur l'environnement est profond et durable.

Plus de 2,5 millions d'hectares de terres ont été contaminées et détruites par la pulvérisation de millions de litres de défoliants, principalement l'Agent Orange, qui contient de la dioxine, le poison le plus toxique et durable au monde. Les forêts couvraient 60 % du sud du pays – dont 5,8 millions d'hectares de forêt primitive et un demi-million d'hectares de forêts tropicales. mondialisation.ca 01.08

Dans notre portail il y a quelque 12 articles sur ce sujet à la rubrique Vietnam.

[Comme quoi on ne se fait pas des idées.](#)

Je ne suis pas le seul à m'insurger contre les prises de position infâmes des partis du mouvement ouvrier, l'exemple mentionné ci-dessous concerne le PCF, une pétition de l'Humanité *Arrêtons les délires du Président F. Hollande* par Mauris Dwaabala - samedi 31 août 2013 - legrandsoir.info

Il termine ainsi : *"Ils mettent tout le monde dans le même sac, pour ne garder au bout du compte qu'une population, à laquelle il souhaite le plus grand des biens : être invertébrée afin que sous la houlette des grandes puissances impérialistes elle puisse jouir pleinement de la démocratie telle qu'elle règne aujourd'hui en Irak, en Afghanistan, ou en Libye après leurs interventions musclées mais ravageuses.*

C'est cette position que défend dans le fond la conclusion de la pétition dans une jactance qui n'est que langue de bois."

L'auteur de cet article l'a signée malgré tout, nous, nous ne la signerons pas, même sous la torture !

C'est terminé, jamais plus nous ne cautionnerons sous aucun prétexte le PS ou le PCF.

(hier soir sur les coups de minuit) Je suis crevé et je n'ai pas toute ma tête pour analyser à fond la signification de ces prises de position (des différents partis sur la Syrie), cependant j'ai des réflexions qui me viennent spontanément à l'esprit et qu'il va falloir creuser.

Au mieux ils pratiquent un double langage qui revient à laisser les mains libres à Hollande, au pire si l'ONU estime qu'une riposte militaire s'impose contre la Syrie, ils l'approuveront considérant qu'elle est légitime, entre les deux se glissent les manoeuvriers professionnels qui ne savent pas quoi penser, notez bien, tous se prononcent contre une intervention militaire franco-américaine ! Comment est-ce possible ?

Parce que leur discours s'adresse à la fois au régime auquel ils font allégeance, et à leurs militants à qui ils doivent faire croire qu'ils sont des dirigeants au service des travailleurs et du socialisme, de valeureux internationalistes, il contient donc deux niveaux de lecture qu'il faut bien distinguer pour ne pas se laisser abuser. C'est de cette manière qu'ils ont réussi à les tromper pendant de longues décennies, j'en ai fait partie.

Et les masses qui rejettent massivement toute attaque contre la Syrie ? Qui ? Les masses ? Pour eux elles n'existent pas, dans leur discours vous ne trouverez aucun passage qui y fait référence ou seulement à la marge et ce n'est pas un hasard.

Excusez-moi, mais ils n'en ont strictement tous rien à foutre des masses, des travailleurs. Qu'ont-ils fait pour les mobiliser ? Rien. A quel moment ont-ils lancé une campagne en faveur du peuple syrien depuis deux ans ? Jamais.

[Leurs derniers tours d'illusionnisme foireux.](#)

Ce n'est pas la première attaque avec des armes chimiques en Syrie, on le savait déjà, et on savait également qu'une nouvelle attaque avec ces armes allait avoir lieu, toujours pareil sans fournir la moindre preuve, sauf celle qu'ils s'emploient à fabriquer, mais qui une fois examinées attentivement perdent l'une après l'autre toute crédibilité.

- Comme Moscou, Pékin a souligné qu'il fallait établir clairement les faits - à savoir la responsabilité du régime syrien dans les attaques chimiques - avant de décider toute action, comme l'a dit le chef de la diplomatie chinoise, Wang Yi, lors d'un entretien téléphonique avec son homologue français Laurent Fabius. Lefigaro.fr 31.08

- Frappes en Syrie: la Maison Blanche demande formellement le soutien du Congrès - L'Express.fr

Dans l'impossibilité d'obtenir l'unanimité au Conseil de sécurité de l'ONU pour bombarder le peuple syrien du fait de l'opposition de la Russie et la Chine, en quête de légitimité, pour réaliser ce coup de force militaire contre la Syrie ils ne peuvent évidemment pas se tourner vers leur population respective puisqu'elles sont massivement opposées à toute entrée en guerre (officielle) des Etats-Unis et de la France contre la Syrie, dès lors pour contourner la démocratie qui est leur pire ennemi, ils vont tenter de faire voter leurs parlements sans être vraiment sûrs qu'ils soient acquis à la guerre, pendant ce temps, on ne parle pas des preuves introuvables qui impliqueraient le régime syrien dans l'utilisation d'armes chimiques en Syrie.

[La supercherie dévoilée.](#)

Et pour cause, les preuves s'accumulent démontrant que ce sont les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et leurs alliés du Golf dont l'Arabie Saoudite (sans doute aussi la Turquie et Israël) qui seraient impliqués dans la fourniture d'armes chimiques aux contras combattant le régime syrien.

- Des rebelles syriens ont admis à un journaliste de l'Associated Press qu'ils étaient responsables de l'attaque chimique du 21 août. Ces révélations pourraient rendre complètement invalide l'attaque des États-Unis sur la Syrie.

L'incident du 21 août dernier où des armes chimiques ont fait entre 355 et 1300 morts dans la banlieue Est de Damas aurait été produit par des rebelles syriens selon le très crédible journaliste Dale Gavlak, correspondant au Moyen-Orient pour l'Associated Press. (...)

Le 24 août, l'armée syrienne avait découvert de tunnels appartenant aux rebelles, possédant des matières premières pour la fabrication de bombes chimiques, des masques à gaz et des antidotes. Les inscriptions tracées sur les tonneaux indiquent qu'ils ont été fabriqués en Arabie saoudite.

La Russie, quant à elle, a délivré au Conseil de Sécurité de l'ONU des images satellitaires montrant Made in Saudi Arabia que les deux missiles avaient été tirés à partir de zones sous contrôle des rebelles.

Le rôle présumé de l'Arabie Saoudite dans la fourniture d'armes aux rebelles n'est pas une surprise étant donné les révélations plus tôt cette semaine à l'effet que les Saoudiens ont menacé la Russie d'attaques terroristes aux Jeux olympiques d'hiver à Sotchi l'an prochain, à moins qu'ils n'abandonnent leur soutien au président syrien.

Le journal Telegraph a rapporté que le prince Bandar aurait dit à Vladimir Poutine que les groupes tchétchènes qui menacent la sécurité des jeux sont contrôlés par eux (Saoudiens).

Dale Gavlak (...) a été correspondant au Moyen-Orient pour l'Associated Press depuis deux décennies et a aussi travaillé pour National Public Radio (NPR) et écrit des articles et nouvelles pour la BBC.

Le site sur lequel l'histoire est apparue à l'origine - Mint Press (qui est actuellement en panne en raison d'un trafic énorme) est une organisation médiatique légitime fondée dans le Minnesota. french.trib.ir 31.08

Que dire de ce mail compromettant des Anglais pour la fourniture des armes chimiques ?

Phil

We've got a new offer. It's about Syria again. Qataris propose an attractive deal and swear that the idea is approved by Washington.

We'll have to deliver a CW to Homs, a Soviet origin g-shell from Libya similar to those that Assad should have. They want us to deploy our Ukrainian personnel that should speak Russian and make a video record.

Frankly, I don't think it's a good idea but the sums proposed are enormous. Your opinion?

Kind regards

David

David Goulding | Business Development Director

Marvic House, Bishop's Road, London, SW6 7AD, United Kingdom

t :+ 44 (0)20 7610 0111 dl:+44 (0)1522 754 361 m: + 44 (0)7817 981 237

e : dgoulding@britamdefence.com | www.britamdefence.com

The information contained in this email may be confidential and is for the exclusive use of the addressee. If you are not the addressee the retention, distribution or copying of this email is prohibited. If you are not the addressee please advise the sender and delete immediately. french.trib.ir 31.08

[D'autres articles sur la Syrie et la région](#)

1- Les inspecteurs de l'ONU ont effectué une troisième visite, jeudi, sur les lieux du bombardement du 21 août. Trois jours de suite sur le même site. Est-ce parce qu'ils connaissent déjà les responsables des attaques sur les autres sites et qu'ils ne veulent pas y trouver ces « *preuves-là* »?

Leur mission, cependant, est de confirmer s'il y a vraiment eu « *attaque aux gaz toxiques* » à cet endroit. La réponse est évidente et c'est : Oui. Mais comment une réponse positive à cette question, pourrait-elle permettre au Président Obama de « punir » les coupables si le mandat de l'équipe de l'ONU n'est pas du tout de tenter de les identifier?

Ils feront un premier compte rendu « oral » à Ban Ki-moon. On peut se demander pourquoi. Est-ce que les USA sont tellement pressés de publiciser leur décision appuyée par leurs « *intérêts cruciaux* » dont parle le Président Obama.

Il est évident pour tous que si les USA décide d'une frappe, ce sera à cause des « *intérêts cruciaux* » du pays et non par obligation de ne pas laisser « *impuni* » une attaque aux gaz toxiques comme le Président ne cesse de le clamer. D'ailleurs il y a eu plusieurs attaques aux gaz toxiques ailleurs sur la planète, à différentes périodes, sans que les USA ne s'en mêlent (sauf pour l'agent orange au Vietnam). Les attaques en question ne touchaient donc pas, à l'époque, les « *intérêts cruciaux* » des États-Unis (encore une fois, sauf pour l'agent orange au Vietnam).

Autre incongruité qui démontre le cynisme des hommes de pouvoir : Depuis deux ans, tous clament à plein poumon que Bachar al-Assad doit « *tomber* »; que son régime doit disparaître. Aujourd'hui, ils disent ne pas viser la chute de al-Assad ou du régime, mais plutôt, de ne pas laisser impuni les attaques aux gaz toxiques dont ils l'accusent sans preuves mais avec « *certitude* ». french.irib.ir 31.08

2- Selon le journaliste américain, Robert Fisk, la principale cible, c'est l'Iran, pas la Syrie. « *Les missiles de croisière qui sont, nous en avons la certitude, pointés vers les anciennes villes du monde, n'ont rien à faire contre la Syrie, ces missiles sont là pour nuire à l'Iran. Ils sont dirigés contre la République islamique d'Iran et ce à un moment où un Président modéré est arrivé au pouvoir et on pourrait espérer davantage de stabilisation. L'Iran est ennemi d'Israël. Donc, l'Iran est considéré, également, comme l'ennemi des États-Unis. Par conséquent, les missiles sont pointés vers le seul allié arabe de l'Iran, c'est-à-dire, la Syrie* » a écrit ce journaliste américain. french.irib.ir 31.08

3- Les autorités russes ont réitéré à multiples reprises qu'il n'est pas question qu'il s'engage directement dans une confrontation armée contre les États-Unis si ces derniers venaient à déclencher une action militaire contre la Syrie.

Et alors comment se fait-il que la Russie ne cesse d'envoyer ses bâtiments de guerre en Méditerranée? pour l'analyste des questions géopolitiques, Ghadiri Abyaneh, « *les États-Unis se sont laissés piéger par les israéliens car la guerre qui va commencer contre la Syrie est une guerre israélienne. (...) Si la Syrie est attaquée, il va sans dire qu'Israël sera pris lui aussi pour cible des missiles (...) ces missiles pourront être tirés par la Syrie ou le Hezbollah ou même l'Iran. Mais la Russie? que va-t-elle faire?* »

Les analystes ne cessent de souligner que la Russie aidera l'armée d'Assad à tenir. mais comment ? Ghadiri abyaneh estime qu'il « *est probable que les navires russes entrent directement en action non pas en tirant contre les navires Us mais en interceptant les missiles que ces derniers tirent en direction de la Syrie* ». Les heures à venir montreront à quel point cette prédiction est vraie. french.irib.ir 31.08

4- Le chef d'une délégation parlementaire iranienne, Allaeddine Boroujerdi, en visite à Damas, a affirmé samedi que l'Iran « *avait informé officiellement les États-Unis* » en 2012 que les groupes rebelles syriens avaient en leur possession des armes chimiques, a rapporté l'agence officielle Irna.

« *L'année dernière, nous avons officiellement informé les États-Unis que, selon nos informations, les groupes terroristes possédaient des armes chimiques, mais malheureusement les États-Unis n'ont pas tenu compte de cet avertissement* », a déclaré Boroujerdi, président de la Commission des Affaires étrangères du parlement, qui s'est rendu samedi matin à Damas à la tête d'une délégation parlementaire.

Boroujerdi a ajouté que l'Iran condamnait « *l'utilisation d'armes chimiques par les groupes terroristes contre la population syrienne* ». L'Iran, principal allié régional de Damas, a multiplié ces derniers jours les mises en garde contre toute action militaire contre la Syrie évoquée par les États-Unis, la France et la Turquie.

Téhéran affirme que les groupes islamiques rebelles ont utilisé des armes chimiques pour provoquer une action militaire occidentale contre le régime du président Bachar al-Assad. 20minutes.fr 31.08

En titre

- Syrie: Obama écarte une frappe imminente à la surprise générale - AFP

- Frappes en Syrie: la Maison Blanche demande formellement le soutien du Congrès - L'Express.f
- Syrie: Le débat au Congrès sur une éventuelle intervention militaire américaine demandée par Obama débutera le 9 septembre - 20minutes.fr
- Intervention en Syrie: Hollande sous la pression de l'opposition - AFP
- Syrie: Borloo appelle Hollande à imiter Obama et à faire voter le Parlement - AFP
- Syrie: Jacob (UMP) réclame un vote de confiance de l'Assemblée - L'Express.fr
- Syrie: un duo improbable pour une équation impossible - Slate.fr
- « *Apprenez que tout flatteur vit aux dépens de celui qui l'écoute* » (La Fontaine).
- Syrie: Washington flatte Paris, son "*plus vieil allié*" - AFP
- Bayrou accuse Hollande de livrer la Syrie aux "*fondamentalistes*" L'Express.fr
- Syrie: la France ne peut agir sans feu vert de l'ONU selon VGE AFP

Intox. Les Russes comme les Iraniens demandent qui les a utilisées et qui y aurait eu intérêt.

- Des armes chimiques en Syrie ? Une "*absurdité totale*", selon Poutine - LePoint.fr

Puisque l'on sait depuis le début que des armes chimiques ont bien été utilisées, en tout cas pour ce qui me concerne, en faisant dire à Poutine qu'il le nierait, ils cherchent à le discréditer, à le faire passer pour un menteur, et s'il ment sur l'utilisation d'armes chimiques pourquoi ne mentirait-il pas non plus lorsqu'il affirme que le régime n'est pas impliqué dans ces attaques, c'est une manoeuvre malhonnête pour que la population rejoigne le camp de la guerre.

ACTUALITÉ DU JOUR

Choisissez votre camp. La dictature et la guerre est incompatible avec la liberté d'expression.

François Hollande a renouvelé vendredi ses avertissements à l'adresse des ministres responsables des dissonances qui ont perturbé la rentrée politique, laissant entendre, dans un entretien au Monde, que leur présence au gouvernement n'était pas immuable.

"Il a rappelé ses exigences en terme d'efficacité", juge un de ses proches qui insiste sur le fait que le président demande "*unité et cohésion*" à son équipe. Reuters 30.08

Traduisons : l'"*efficacité*" consiste dans l'"*unité et (la) cohésion*", autrement dit à appliquer la politique que j'ai définis un point c'est tout, toute critique, toute hésitation, toute remarque, tout épanchement personnel ou état d'âme est à bannir, vous avez bien compris, l'"*efficacité*" réside dans l'absolutisme, la soumission totale, alors dorénavant fermez-là ou vous dégagez, j'ai déjà fait un exemple, ce ne sera pas le dernier si nécessaire, vous voilà avertis.

La gauche : ce sont des nantis !

La méthode malhonnête de nos dirigeants consiste à prendre les chiffres bruts sans les analyser. Vous allez comprendre pourquoi ils ne se livrent jamais à des analyses entre les classes et surtout à l'intérieur des classes, pourquoi leurs analyses sont forcément erronées (la plupart du temps) ainsi que les conclusions pratiques qu'ils en tirent, sans parler de leur conception de la lutte de classe, dès lors que la base sur laquelle repose votre analyse, cela se répercutera dans tous les domaines, théorie, politique, organisationnel, pratique, normal.

Rappel d'hier.

- Syrie : 64% des Français opposés à une intervention militaire - Francetv info

Comme les Américains, les Français sont majoritairement hostiles à une intervention militaire en Syrie. Selon un sondage BVA pour i-Télé-CQFD et Le Parisien-Aujourd'hui en France publié samedi 31 août, ils sont près de deux sur trois (64%) à y être opposés.

D'après cette même enquête, réalisée jeudi et vendredi, 58% des Français ne font pas confiance au président François Hollande pour mener cette possible action militaire de la France, contre 40% d'un avis contraire.

Toujours selon le sondage BVA, l'opposition à cette intervention est particulièrement forte chez les sympathisants de droite (74% sont contre). Parmi les sympathisants de gauche, les sentiments sont très partagés (50% pour, 49% contre).

- Retraites : 62 % des Français contre la réforme LePoint.fr -

Une majorité de Français (62 %) se dit défavorable à la réforme des retraites, selon un sondage BVA pour l'émission CQFD de i>Télé, publié samedi. À la question "D'après ce que vous en savez, diriez-vous que vous êtes favorable ou opposé aux décisions prises par le gouvernement ?", 62 % des personnes interrogées se sont dites "opposées", 35 % "favorables".

Les sympathisants de gauche sont sept sur dix à soutenir la réforme des retraites (69 %), tandis que neuf sympathisants de droite sur 10 la réprouvent (89 %). Selon ce sondage, plus des deux tiers des Français estiment que la réforme n'est pas juste (67 %), contre 30 % d'un avis contraire. LePoint.fr - 31.08

C'est marrant on retrouve ici le même schéma que lors du sondage sur la guerre contre la Syrie, à croire que les réactionnaires ne sont pas ceux qu'on croit. Voilà qui conforte une fois de plus notre analyse, à force on va finir par penser qu'on aurait raison, cela en devient gênant... pour les militants du POI, du NPA et de LO, accessoirement du FdG et d'autres formations politiques issues du PCI-PT qui rejettent notre analyse et évidemment nos conclusions. Notre avantage, attendez il faut que je réfléchisse, c'est que c'est compliqué, ah oui, les faits, rien que les faits !

A croire que ce sont les partis de droite qui vont organiser une manifestation contre cette guerre et que nous n'aurons pas d'autre choix que d'y participer, ce serait le comble !

Non, mais, est-ce que vous voyez où nous ont mené les Lambert-Gluckstein, les Krivine-Besancenot, les Laguiller-Arthaud, vous pouvez ajouter Mélenchon, Laurent, Autain, etc. ?

Allons plus loin. Pour tromper les militants, ils utilisent brut ces sondages ou ces rapports, ils ne vous diront pas ce qu'il y a derrière, rien de cacher simplement la réalité que vous ne devez pas prendre en compte

ACTUALITE EN TITRES

L'Empire. En état de guerre permanent contre le monde entier.

- Washington "cyberguerrier", selon les dossiers Snowden - LePoint.fr

Tient donc, on est en plein dedans !

- La voie libérale n'a jamais été essayé en France - LeMonde.fr

C'est le capitalisme qui est synonyme de voleur

- "Le mot banquier est devenu synonyme de voleur" - L'Express.fr

Le degré atteint par la décomposition de la société.

- Pour 73% des profs, le métier s'est dégradé - L'Express.fr

Vous pouvez ajouter le mouvement ouvrier en remplaçant le 7 par un 9.

Stabilité. Enfin une bonne nouvelle !

- Zone euro : le chômage stable au niveau record de 12,1 % - LeMonde.fr

[Une de plus pour rien.](#)

- Grèce: appel à 48h00 de grève des fonctionnaires mi-septembre - L'Expansion.com

[Intox.](#)

- Microsoft et Google s'engagent dans le procès de l'espionnage de la NSA - L'Expansion.com

Ce sont les mêmes qui sont aux commandes, ils vont se faire un procès entre eux, c'est comme lorsque la SEC ("*gendarme*" de Wall Street) s'attaque à J-P Morgan ou Goldman Sachs...

[A bas la dictature, à bas le PS, à bas l'UE !](#)

- Harlem Désir plaide pour une Europe "*synonyme de progrès social*" - AFP

[Hélas !](#)

- Les femmes au foyer de moins en moins nombreuses - 20minutes.fr

Moi, je suis un "*homme au foyer*" depuis plusieurs décennies et je m'y trouve très bien, je suis parfaitement épanoui, j'ai trouvé mon équilibre entre les tâches ménagères et autres responsabilités du foyer ainsi que mon activité politique, je ne me sens pas frustré, rabaissé ou humilié de ne pas être exploité par un patron ou l'Etat, bien au contraire ! A bas le féminisme, idéologie de réacs !

Dites-moi, qu'est-ce qu'il y aurait de dégradant à s'occuper de son foyer et de ses enfants, qu'on soit une femme ou un homme, ce qui laisse du temps pour se consacrer à d'autres activités, je voudrais qu'on m'explique, je ne comprends. Ce que je sais en revanche c'est que ce sont des réacs qui l'ont pensé et que cela a été repris en coeur par la soi-disant gauche et le mouvement ouvrier.

On y reviendra une autre fois. En attendant, une autre certitude qui repose sur des faits.

Ils ont fait en sorte de développer de nouveaux besoins et parallèlement ils ont élevé le coup de la vie, de telle sorte qu'il est difficile ou pratiquement impossible pour un couple ayant un ou plusieurs enfants de pouvoir vivre avec un seul salaire, comme c'est déjà le cas aux Etats-Unis depuis des décennies, ce qui ne doit pas être une simple coïncidence.

En réalité, ils nous ont imposé un certain mode de vie (et de pensée) qui a un rapport avec la survie du capitalisme et leur stratégie...

[INFOS EN BREF](#)

[POLITIQUE](#)

Etats-Unis

Selon le Washington Post, le programme d'accès aux données des opérateurs et des entreprises internet coûterait à l'agence de renseignements près de 300 millions de dollars en dédommagements.

L'agence de renseignement américaine NSA, au coeur des révélations d'Edward Snowden sur l'espionnage informatique organisé par les Etats-Unis, verserait des centaines de millions de dollars chaque année aux entreprises dont elle se sert pour intercepter les données, selon un document budgétaire auquel a eu accès le Washington Post.

Le document indique que le budget du programme s'élève à 278 millions de dollars cette année. Les révélations précédentes avaient établi que les opérateurs télécoms, notamment, collaboraient avec la NSA et étaient dans l'obligation de le faire, mais pas qu'ils en tiraient profit. L'Expansion.com 30.08

SOCIAL

1- France

Les syndicats CGT, FO, FSU et Solidaires de la fonction publique ont appelé agents et retraités, vendredi, à la mobilisation et à la grève le 10 septembre *"pour rejeter le projet de réforme des retraites porté par le gouvernement Ayrault"*.

"Ce projet de loi qualifié de juste par le gouvernement, accroît en réalité la fragilisation de notre système de retraites", estiment, dans une déclaration commune, les quatre organisations syndicales de fonctionnaires, qui se rallient ainsi à l'appel à la mobilisation lancé en juillet par leurs centrales.

"L'annonce d'un allongement de la durée de cotisation à 43 ans en 2035", pour ceux nés en 1973 et après, *"constitue une provocation et une véritable hypocrisie"*, affirment-elles.

"Cet allongement recule de fait l'âge de départ à la retraite et signe inévitablement la baisse des pensions pour tous les futurs retraités", affirment les quatre organisations.

Pour les syndicats, *"le gouvernement fait le choix de réduire le pouvoir d'achat des salariés et des retraités et déroule un tapis rouge pour le monde de l'entreprise qui sera le seul à bénéficier d'une mesure de compensation en échange de la hausse des cotisations patronales"*.

Ils insistent également sur l'urgence *"d'augmenter l'ensemble des salaires, du privé comme du public, ce qui impose de revaloriser réellement le SMIC et d'en finir avec le gel du point d'indice"*.

Toutefois, les syndicats de la fonction publique *"se félicitent (...) de l'abandon de certaines options par le gouvernement (...) comme, par exemple, la mise en cause du calcul de la pension sur les six derniers mois"* et *"prennent acte des mesures concernant la pénibilité et les injustices faites aux femmes et aux temps partiels"*.

Le gouvernement a dévoilé mardi sa réforme des retraites qui va mettre à contribution actifs, entreprises et retraités, officialisant un allongement de la durée de cotisation afin de combler un déficit évalué à 20 milliards d'euros en 2020. AFP 30.08

2- Colombie

Le président colombien Juan Manuel Santos a ordonné le déploiement de militaires à Bogota et sur les principales routes du pays en réponse au mouvement paysan lancé il y a 12 jours et aux troubles qui ont fait deux morts jeudi en marge de manifestations à Bogota.

"Hier (jeudi), j'ai ordonné la militarisation de Bogota et je ferai de même dans toute municipalité ou région où la présence de nos soldats sera nécessaire", a déclaré vendredi M. Santos dans une déclaration radio-télévisée.

Un total de 50.000 soldats seront également déployés en province pour *"assurer la mobilité sur nos routes"* et des *"pont aériens"* pourront être organisés pour assurer l'acheminement de denrées qui commencent à manquer dans certaines villes, du fait des blocages routiers mis en place depuis le 19 août par les paysans en colère, a ajouté le président colombien.

"Il est inacceptable que les actes de certains affectent gravement la vie de la majorité", a-t-il insisté au lendemain d'une journée marquée par une cinquantaine de manifestations dans les principales villes du pays, dont certaines ont débouché sur des heurts entre policiers et manifestants.

A Bogota, les affrontements de jeudi ont fait deux morts, selon M. Santos. La municipalité avait fait état mercredi soir de 147 blessés, et la police de 40 arrestations après ces heurts qui ont été suivis de scènes de pillage dans le centre-ville.

Les paysans colombiens ont lancé depuis une douzaine de jours un mouvement à durée illimitée dans l'ensemble du pays pour réclamer l'établissement de prix planchers pour certains produits ainsi que la baisse des prix des intrants agricoles. Leurs actions, soutenues par d'autres catégories, ont été marquées par des heurts avec les forces de l'ordre qui ont fait un total de quatre morts et plus de 500 blessés, selon des sources concordantes.

Dans un communiqué, les leaders paysans de Boyaca, région clé pour l'acheminement des denrées alimentaires vers la capitale, ont annoncé vendredi la levée des blocages dans cette zone suite à des *"accords partiels"* avec le gouvernement.

Le ministre de l'Intérieur Fernando Carrillo a salué cette levée, mais rien n'indiquait vendredi si les protestataires des autres

régions allaient imiter leurs homologues de Boyaca.

Eberto Diaz, porte-parole de la Table nationale de dialogue agraire, qui coordonne le mouvement, a annoncé que les leaders paysans avaient entamé une "*réunion d'évaluation*" pour déterminer leurs actions à venir.

Le président Santos a officiellement reconnu jeudi que le secteur était "en crise" et a formulé plusieurs propositions aux protestataires, dont des mesures pour contrôler le prix des engrais et des intrants. Vendredi, il a laissé entendre que la balle était désormais dans le camp des paysans car les concessions du gouvernement étaient "sur la table".

Après les troubles de jeudi, le ministre de la Défense Juan Carlos Pinzon avait pointé du doigt la responsabilité des Forces armées révolutionnaires de Colombie (Farc), rébellion issue d'une insurrection paysanne qui soutient le mouvement. Les Farc mènent depuis fin 2012 des négociations de paix avec le gouvernement délocalisées à Cuba.

De son côté, le président conservateur n'a pas mentionné les Farc mais s'en est pris au mouvement de gauche radicale Marche Patriotique, qui selon lui souhaite conduire le gouvernement dans "*une impasse*". D'après M. Santos, cette organisation noyautait les manifestations mais "*ne s'intéresse pas*" aux paysans.

"*C'est totalement faux*", a protesté Cesar Pachon, porte-parole des paysans de Tunja, capitale de la province de Boyaca. "*Nous nous connaissons tous depuis toujours, ici nous sommes tous des paysans*", a-t-il assuré à la radio RCN, démentant tout lien avec Marche patriotique.

"*Nous maintenons notre disposition au dialogue avec les vrais paysans*", a assuré pour sa part le président colombien.

Parmi les revendications des paysans, figurent des garanties en matière d'accès à la terre et de constitution de réserves paysannes, sortes de communautés autonomes, une politique favorable aux petites exploitations, ainsi que de meilleurs services publics dans les campagnes.

Les manifestants dénoncent également les Traités de libre échange signés par la Colombie, qui selon les paysans ouvrent la voie à un dumping sur les produits importés et empêchent de subventionner les secteurs productifs nationaux. AFP 30.08

ECONOMIE

Grande-Bretagne

La Grande-Bretagne est la première destination des investisseurs américains pour les actifs financiers, devançant notamment la France, qui arrive en cinquième position, a indiqué vendredi le département du Trésor des Etats-Unis.

Au total, les investisseurs américains détenaient fin 2012 pour 1.129 milliards de dollars d'actifs financiers en Grande-Bretagne, majoritairement sous la forme d'actions (758 milliards) et pour le reste sous la forme d'obligations à court et à moyen terme, a précisé le Trésor dans un communiqué.

Le Canada arrive en deuxième position avec 808 milliards d'actifs détenus par les Américains, suivi par les Iles Caïmans (784 milliards), paradis fiscal où certains grands groupes implantent des filiales afin de réduire leurs impôts.

Le Japon se place en quatrième position avec 521 milliards de dollars d'investissements, selon le Trésor. Avec 375 milliards d'actifs détenus par des Américains, dont 257 en actions, la France arrive en cinquième position de ce classement, loin devant la Chine (17e) ou la Russie (28e).

Selon le rapport du Trésor, la valeur totale des actifs étrangers détenus par des investisseurs américains a augmenté de 16,9% entre décembre 2011 et décembre 2012 pour atteindre 7.941 milliards de dollars. AFP 30.08

[Haut de page ↗](#)

Le 2 septembre 2013

CAUSERIE

Je n'ai pas eu le temps d'ajouter de nouveaux articles, ce sera pour ce soir. Je vous donnerai demain les statistiques de fréquentation de site au mois d'août.

L'"*esprit munichois*" (H. Désir), c'est la marque de fabrique du PS, le parti de la guerre impérialiste ! A bas le PS et le gouvernement social-néolibéral-sioniste-impérialiste!

Des partis capitalistes.

Dans les infos en bref à la suite d'un article sur la Roumanie j'ai écrit : à bas l'Internationale socialiste des capitalistes ! On cherche un moyen de broyer le PS qui se prétend socialiste tout en nous réclamant du socialisme, la solution résiderait peut-être à associer le capitalisme au socialisme chaque fois qu'on évoque un parti de l'Internationale socialiste, cela donnerait le parti socialiste des capitalistes et de l'autre le parti socialiste des travailleurs, ainsi la frontière qui sépare les classes serait respectée et chacun figurerait dans le camp qu'il incarne vraiment.

Cela pourrait aussi donné le parti communiste des capitalistes ou les partis de gauche des capitalistes, et dès lors que ces partis n'entendent pas rompre avec le capitalisme ou ont abandonné le combat pour le socialisme, cette dénomination serait explicite, coulerait de source, s'imposerait sans qu'il soit nécessaire de se lancer dans un long discours pour justifier cette caractérisation. Et on ferait l'économie de guillemets, ce qui serait beaucoup plus clair pour tout le monde ! Je suis un partisan de l'ordre, là au moins chacun serait à la place légitime qui lui revient. On peut aussi simplifié en recourant à un oxymore et dire le PS capitaliste.

Les Etats-Unis ou l'ordre mondial assuré par une " **superpuissance bienfaisante**".

Obama à défaut de preuves pour imputer au régime d'Assad l'utilisation d'armes chimiques le 21 août, se retrouve court d'arguments pour justifier une attaque contre la Syrie, alors il en fabrique :

- Le régime syrien constituerait une menace pour la "*sécurité des Etats-Unis*", en quoi, mystère ! Ses intérêts.
- Ne pas agir contre le régime syrien serait une marque de faiblesse des Etats-Unis, à l'heure où sur tous les fronts son hégémonie est contesté., surtout vis-à-vis de ces ennemis, l'Iran, le Hezbollah et la Russie.
- Sans rire, les guerres de rapines menées par les Etats-Unis seraient justifiées au nom de la "*morale*", qui ont toutes en réalité un contenu purement mercantile...

Selon l'analyste Janine Digiiovanni. «*Les gens comme Samantha Power (ancienne journaliste marquée par la Bosnie et le Rwanda, devenue la conseillère d'Obama pour les droits de l'homme; - ndr) continuent de dire à juste titre que le pays a la responsabilité morale d'agir puisqu'elle se veut la superpuissance bienfaisante comme pendant la guerre froide. Mais les Américains ne sont plus certains d'en être capables.*» lefigaro.fr 01.09

La méthode d'Obama-Hollande-Cameron : un simple syllogisme.

- 1- Le régime syriens possède un stock d'armes chimiques ;
- 2- Une arme chimique a été utilisé le 21 août dans la banlieue de Damas ;
- 3- C'est le régime syrien qui l'a utilisée.

La formule est donc : si le régime syrien dispose d'armes chimiques c'est pour les utiliser, le 21 août dernier un gaz a été utilisé, c'est le régime qui l'a utilisé.

Le syllogisme est la formule préférée et la plus commode de tous les faussaires et falsificateurs, nous en avons donné un aperçu à nos lecteurs dès 2008, et à plusieurs reprises par la suite. Allez un petit pour la route, c'est fastoche : nous ne soutenons que des partis de gauche, le PS est de gauche, nous soutenons le PS, celui-là il date d'un siècle !

Quand les principes ne sont qu'une façade.

On ne sait pas ce qui s'est passé, parce que si on le savait cela changerait tout. Cela signifie quoi, sinon que ceux qui tiennent ce discours sont prêts à soutenir ou légimiser une guerre impérialiste contre la Syrie. Hollande appréciera.

Enfonçons le clou.

Cela signifie que si Obama parvenait à fournir des preuves crédibles de l'implication du régime syrien dans l'attaque chimique du 21 août, peu importe de quelle manière il parviendrait à les produire, à les fabriquer en réalité, il faudrait les considérer comme crédibles et faire taire son esprit critique, ne pas se poser de questions.

C'est l'attitude que les mêmes dirigeants ont eu après le 11 septembre 2001, où jusqu'à présent ils soutiennent la thèse officielle présentée par G.W. Bush, et ce n'est pas un cas isolé. Si vous examinez leur interprétation du cours de l'histoire au XXe siècle vous n'y trouverez nulle part l'implication politique de l'oligarchie financière ou seulement à la marge, alors qu'elle a joué sans cesse un rôle central, déterminant ne serait ce que dans le déclenchement des crises, des dépressions et des guerres au XXe siècle. De la même manière qu'elle est à l'origine de la fondation de la totalité des institutions financières et politiques internationales.

Chaque fois, soit on nous a raconté des histoires dans lesquelles n'intervenaient que certains acteurs, soit ils ont ignoré des pans entiers de l'histoire qui avaient largement contribué à la forger, faussant ainsi l'analyse qu'on devait en avoir ou nous induisant en erreur pour interpréter le monde et son évolution, de telle sorte qu'effectivement à un moment donné on devait arriver au constat qu'on ne savait pas vraiment ce qui s'était réellement passé.

De notre côté, nous sommes parvenus à relier l'ensemble des facteurs qui participent à la formation de la situation, ce qui nous permet de déterminer avec précision la nature, la signification et la portée de chaque mesure économique, sociale ou politique prise par un gouvernement ou une institution, ajoutons toutefois en principe, faut-il encore qu'on ait acquis suffisamment de connaissances sur l'histoire d'un pays ou qu'on possède l'historique d'une question venant à l'ordre du jour, ce qui peut s'acquérir en très peu de temps de nos jours en se connectant sur Internet, tout le matériel est à notre disposition, ensuite ce n'est qu'une question de temps pour traiter n'importe quel sujet. Précisons encore, que cela peut prendre un certain temps quand on est isolé comme moi et qu'on peut passer à côté de certaines données, alors que les dirigeants d'un parti se réunissent pour discuter d'une question précise bénéficieront des connaissances de chacun, ce qui en principe doit leur permettre de se prononcer sur le champ.

[Et il est de droite.](#)

- Kosovo, Mali, Libye, Syrie : On a déjà vu le film ! par Éric Zemmour 31 août 2013 - voltairenet.org

- Depuis l'attaque du Kosovo, la première guerre humanitaire de l'Histoire, l'Occident ne fait plus la guerre pour défendre ses intérêts, mais prétend défendre sa morale en faisant la police. Le résultat est une destruction systématique de tout ce qui avait été patiemment construit, au détriment des Etats eux-mêmes, et au profit de quelques intérêts privés.

[Qui sont les complotistes, les conspirateurs ?](#)

Ceux qui sans fournir la moindre preuve matérielle vérifiables de l'utilisation par le régime syrien d'armes chimiques décident de sa responsabilité pour justifier ensuite de bombarder la Syrie, ou ceux qui s'appuyant sur l'absence de preuves impliquant le régime syrien, estiment que se sont les opposants au régime qui ont fait usage de telles armes pour l'imputer au régime d'Assad et fournir ainsi un prétexte aux puissances occidentales belliqueuses pour bombarder la Syrie ?

[Qui a vendu des armes chimiques au régime syrien ? Pardi, ceux qui l'accusent sans preuve de les avoir utilisées.](#)

- Syrie: Paris va déclassifier des documents secret-défense - 20minutes.fr

Le gouvernement va déclassifier prochainement des documents secret-défense sur l'arsenal d'armes chimiques détenu par le régime de Bachar al-Assad en Syrie, a-t-on indiqué dimanche de source gouvernementale.

Une récente note des services de renseignement français, dont le contenu est dévoilé par le Journal du Dimanche, fait état notamment de «*plusieurs centaines de tonnes d'ypérite*» et «*gaz sarin*», soit un stock total dépassant les 1.000 tonnes d'agents chimiques. «*Les citations de la note sont exactes*», a précisé à l'AFP cette source gouvernementale. 20minutes.fr 01.09

[La Constitution de la Ve République conçue pour une dictature.](#)

La dictature, c'est la Ve République et tous les partis qui y participent, qui la soutiennent.

C'est marrant, il semblerait qu'il y en ait qui découvrent que nous vivons véritablement sous une dictature, parfois il s'agit de militants qui ont dépassé la cinquantaine. Ils peuvent se demander pourquoi les institutions n'ont-elles pas été traitées comme telle par les partis dits ouvriers, c'est-à-dire en refusant d'y participer et d'avoir la moindre relation avec le régime en place et ses représentants.

Nous les invitons vivement à creuser cette question et à observer le comportement actuel des dirigeants de leur parti sur d'autres questions que la Syrie. Ce n'était pas par hasard si dans de précédentes causeries depuis 2008, j'ai appelé les militants à faire l'inventaire de la lutte des classes depuis 1945, à passer en revue les positions adoptées par les différents partis depuis 68 ans, j'avais une petite idée en tête

La question syrienne alimente la crise que traverse tous les partis politiques.

Outre "*l'esprit et la lettre de la Ve république*" qui selon Valls "*doivent être respectés*", autrement dit son aspect purement monarchique, bonapartiste ou dictatorial, qui confère au président de la République le pouvoir extraordinaire ou absolu de décider seul de l'entrée en guerre du pays contre un autre Etat et d'entraîner ainsi dans une aventure guerrière l'ensemble de la population, cet aspect dictatorial de la forme du pouvoir exercé par la classe dominante était la marque de fabrique du gaullisme. Alors que bon nombre de gaullistes refusent aujourd'hui de cautionner une guerre contre la Syrie, la question syrienne alimentant la crise du régime et constitue un nouvel élément de désagrégation du parti de l'ordre, et au-delà nourrissant les contradictions de formations politiques se réclamant du gaullisme, en fait, de tous les partis politiques sans exception qui ont tissé des liens avec les institutions de la Ve République ou entretiennent des rapports avec des partis qui y participent, aucun parti n'y échappe..

- Syrie: "**On ne change pas la Constitution en fonction des événements**", dit Valls - AFP

- Le ministre de l'Intérieur Manuel Valls a affirmé dimanche, au sujet du vote du Parlement réclamé par l'opposition sur l'opportunité de frappes contre la Syrie, qu'on ne "*change pas la Constitution en fonction des événements*".

"*Le Parlement était déjà convoqué mercredi prochain -- il n'y avait aucune obligation à le faire -- pour un débat, une information, sans vote*", a-t-il déclaré au Grand rendez-vous Europe 1 - iTélé - Le Monde. Mais "*la Constitution de la Ve République ne prévoit pas de vote préalable*".

"*La fonction présidentielle, il faut la préserver*", a-t-il insisté. "*On ne modifie pas la pratique de la Constitution de la Ve République en fonction de l'humeur des uns et des autres ou de ce qui se passe dans le monde*".

S'adressant à l'opposition, il a ajouté: "*L'esprit et la lettre de la Ve république doivent être respectés et je m'étonne qu'un certain nombre de personnes, qui par ailleurs se réclament du gaullisme, mettent en cause ce qui est un fondement même du rôle du chef de l'Etat en matière de politique étrangère et en matière de politique de défense*". AFP 01.09

Merci monsieur Valls de ce rappel, la Constitution de la Ve République est fondement antidémocratique.

On attend de voir quel parti ouvrier va saisir la balle au bond pour attaquer la Constitution de la Ve République, non en fait ce sera pas nécessaire, aucun ne s'y risquera !

[Comment se faire passer pour un opposant à la guerre tout en la légitimant. Mode d'emploi de "**simplet**".](#)

- Syrie : Europe Ecologie demande un vote du Parlement - LeParisien.fr

- Syrie: Mélenchon veut un vote et dénonce l'atlantisme de Hollande - AFP

Invité du "Grand Jury" RTL-LCI-Le Figaro, Jean-Luc Mélenchon, hostile à une intervention militaire en Syrie, a accusé dimanche François Hollande de mener une politique "*un peu simplette*" d'alignement sur les Etats-Unis et a dit douter qu'il "*maîtrise sa position*" sur le conflit syrien.

(Comme si le doute était permis, il épargne Hollande au passage. -ndlr)

Quant à un vote sur une participation française à une intervention armée, réclamé publiquement par la droite, Jean-Luc Mélenchon considère que "*cela va de soi*" et que l'argument constitutionnel avancé par l'exécutif est "*tout à fait incroyable*".

(Non, normal on croirait qu'il ignore le contenu de la Constitution de la Ve République, quel charlatan ! Il s'en remet à l'Assemblée nationale composé presque exclusivement de députés réactionnaires de droite et de gauche ! Il aurait souhaiter que la France entre en guerre contre la Syrie, qu'il n'aurait pas dit mieux. - ndlr)

"*Les Anglais auront voté, les Allemands vont voter, les Nord-Américains vont voter, le seul pays où on ne vote pas, et où une personne toute seule décide, c'est nous!*", a-t-il lancé.

(Alors que la majorité de la population de tous ces pays est contre l'entrée en guerre de leur pays contre la Syrie, si les députés ou congressistes réactionnaires en décident autrement, la guerre se trouvera légitimée et la démocratie une fois de plus piétinée, Mélenchon le revendique ! - ndlr)

"Le président de la République est le chef des armées, il n'est pas le monarque qui décide de la guerre. La guerre ou la paix, c'est le Parlement qui le décide", a-t-il poursuivi, rappelant le vote qui avait présidé à la première guerre du Golfe (1990-1991) sous mandat de l'Onu.

(Voilà ce que Mélenchon voudrait réitérer : Wikipedia - Mercredi 16 janvier 1991 : le Parlement français vote en faveur de l'engagement militaire français dans le Golfe (523 pour, 43 contre et 2 abstentions à l'Assemblée ; 290 pour et 25 contre au Sénat). - ndlr)

Quant à l'attaque de Harlem Désir contre l'opposition de droite, réservée sur une intervention, Jean-Luc Mélenchon estime qu'elle *"n'a pas de sens"*.

"Ça n'a pas de sens de traiter de 'munichois' quelqu'un qui n'est pas de votre avis", a-t-il commenté. (Lui, il le méprise ! - ndlr)

"Je rappelle à Harlem Désir que quand il était contre la première intervention dans la Guerre du Golfe (...) et que SOS Racisme manifestait dans les rues aux cris de 'Mitterrand assassin', lui aussi n'aimait pas qu'on le traite de munichois", a-t-il poursuivi.

(Rappeons aux militants amnésiques du PG et du FdG que Mélenchon militait au PS à cette époque et qu'il n'a pas trouvé utile de démissionner de ce parti de la guerre. Il en faut plus pour l'attendrir qu'une guerre, la remise en cause de ses prébendes par exemple. -ndlr)

"Répéter l'Histoire et considérer que Bachar al Assad représenterait pour nous un danger équivalent à ce qu'était le nazisme est absurde. C'est une relativisation du nazisme qui est intolérable", a affirmé Jean-Luc Mélenchon. Reuters 01.09

(Ce qui est intéressant ici et dévoile encore plus l'affreux personnage qui se cache derrière le masque de gauche qu'il arbore, c'est qu'il reprend la même sémantique, le dernier argument d'Obama, selon lequel le régime syrien constituerait une menace pour la *"sécurité des Etats-Unis"*, donc il faut le liquider par n'importe quel moyen. - ndlr)

Le PCF des capitalistes est évidemment sur la même longueur d'onde que Mélenchon, Chevènement, Copé, Borloo, normal en famille.

- A l'universités d'été du PCF Pierre Laurent a plaidé pour un vote du Parlement sur une éventuelle intervention en Syrie. (lemonde 01.09)

En titre.

- Syrie: Hollande désormais contraint d'attendre Washington - AFP
- Syrie: l'opposition se démarque clairement de Hollande - AFP
- Hollande le *"va-t-en-guerre"*: *"seul"* et *"piégé"*, selon la presse - L'Express.fr
- La Ligue arabe divisée sur une intervention occidentale - LeMonde.fr
- Syrie : les faucons libéraux en première ligne à la Maison-Blanche - LeFigaro.fr
- Ryad prône une intervention internationale en Syrie - Reuters

Autre article sur la Syrie

"Paris, par ses actions, à l'encontre de la Syrie, soutient des organisations, comme Al-Qaïda, qui mènent la guerre contre les autorités syriennes", a déclaré, dimanche, le vice-ministre syrien des Affaires étrangères, Fayçal Moqdad, lors d'un point de presse, à Damas.

"Les politiciens français ont trompé le peuple français et se sont comportés de façon irresponsable. Ils ont falsifié les faits et soutiennent des organisations, comme Al-Qaïda", a indiqué le diplomate. Selon lui, le Président français, François Hollande, *"et son ministre des Affaires étrangères trompent le peuple français, pour justifier leur politique erronée, en Syrie. Ils échoueront"*.

french.irib.ir 01.09

ACTUALITÉ DU JOUR

Qui sont les comploteurs, les conspirateurs, devinez ?

L'Agence nationale de sécurité américaine (NSA) espionne tous azimuts : le siège des Nations unies à New York, l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), mais aussi le ministère des affaires étrangères français, écrit dimanche l'hebdomadaire allemand Der Spiegel, qui cite des documents classés "*très secret*" de juin 2010 fournis par Edward Snowden. Ce qui tombe plutôt mal au moment où, dans la crise syrienne, Paris est sur la même longueur d'ondes que Washington.

Les services américains seraient parvenus à casser le réseau privé virtuel qui relie le ministère des affaires étrangères aux ambassades et aux consulats. Un autre document montre qu'au mois de septembre 2010, la NSA s'est intéressée aux communications de l'ambassade à Washington (nom de code de l'opération : "Wabash") et à la représentation aux Nations unies, à New York (nom de code de l'opération : "Blackfoot"), en y plaçant des micros. Outre la diplomatie, les espions de la NSA s'intéressent aussi et sans surprise aux secrets de l'industrie militaire française, relève le Spiegel. Lemonde.fr 01.09

Avec les réseaux sociaux vous n'êtes plus qu'"un marché stratégique".

- Grâce à la pub, Twitter accélère la monétisation de son audience - AFP

La vidéo d'un but de l'Equipe de France sponsorisée et précédée de la publicité d'un annonceur sera bientôt visible par les utilisateurs de Twitter dans l'Hexagone, "*un marché stratégique*" où le réseau social veut intensifier la monétisation de son audience.

Après les Etats-Unis, où se trouve le siège du réseau social, le Canada et le Japon, la France est le quatrième pays où ce produit publicitaire appelé "*Twitter Amplify*" est proposé en partenariat avec TF1 Publicité qui commercialisera le dispositif à partir de lundi.

"*Les personnes sont ciblées en fonction des sujets de leurs tweets ou des comptes qu'elles suivent*", explique à l'AFP Glenn Otis Brown, directeur des contenus sponsorisés et des parrainages chez Twitter, qui compte quelque huit millions d'utilisateurs actifs en France.

"*Par exemple, lors de la diffusion d'un match de l'Equipe de France, un joueur marque un but. TF1, en tant qu'éditeur, publie un tweet auprès des abonnés à son compte @TF1 avec l'extrait vidéo*", raconte à l'AFP Laurent-Éric Le Lay, directeur général de TF1 Publicité.

"*Grâce à notre partenariat avec Twitter, le tweet sera amplifié avec ses outils de viralisation. Il va apparaître dans le fil de beaucoup d'autres abonnés, donc être beaucoup plus visible et beaucoup plus cliqué*", ajoute-t-il à propos de ces extraits vidéos de moins de 30 secondes, précédés de 8 secondes de publicité.

Le lien entre Twitter et la télévision se fait de plus en plus étroit. Mercredi, le réseau social a racheté Trendrr, une start-up basée à New-York et spécialisée dans l'analyse en temps réel des messages échangés autour des programmes télévisés.

En France, Olivier Gonzalez, un spécialiste de la monétisation de l'audience numérique via la publicité et les paiements, vient de prendre la tête du bureau parisien. Après la phase de séduction avec le petit écran, Twitter passe à l'étape supérieure, juge Bertrand Villegas, fondateur de The Wit, une société d'étude des médias internationaux.

Ce type de dispositif alliera, selon lui, "*la puissance du média télé à la finesse de ciblage de Twitter*".

Pour Benoît Raphaël, l'ex-rédacteur en chef du Post.fr et consultant réseaux sociaux, Twitter développe ce que l'on appelle le "*marketing en temps réel*".

"*Twitter propose un modèle publicitaire basé sur l'engagement et l'interaction des internautes pour inclure les marques dans leur conversation qui a lieu en temps réel*", déclare-t-il à l'AFP.

"*Il y a de très grosses attentes pour Twitter*", confirme Véronique Bergeot, la directrice générale de Social Moov, qui fournit aux marques des conseils et des outils technologiques pour diffuser de la publicité sur les réseaux sociaux, dont Facebook.

"En tant que marque, on n'a pas besoin de dépenser des millions pour avoir une bonne visibilité auprès d'une audience très qualifiée. Par exemple, un trending topic (sujet le plus discuté à un moment donné, ndlr) sponsorisé pendant 24 heures c'est environ 5.000 euros en France contre 200.000 dollars aux Etats-Unis. Mais les prix ne devraient pas tarder à monter", a-t-elle ajouté à propos d'un autre produit publicitaire de Twitter, le trending topic sponsorisé, qui était déjà disponible en France.

"Je suis convaincue de l'utilisation des réseaux sociaux en complément de la télévision. Il y a un vrai prolongement. C'est là où les chaînes vont pouvoir réinventer la relation avec les utilisateurs. Il y a un boulevard pour les marques si elles travaillent en relation avec les agences ou les boîtes de production en amont. Ca va s'accélérer", estime Claudie Volland-Rivet, directrice marketing et innovation de l'Union des annonceurs (UDA). AFP 01.09

Une de mes relations m'a appris hier qu'elle avait vidé sa page Facebook, faites-en autant, fuyez Twitter et Facebook... C'est marrant, j'ai remarqué que c'était le moment qu'avaient choisi certains partis pour s'y mettre, ne cherchez pas l'erreur, il n'y en a pas, ou si ce sont eux l'erreur !

Que ceux qui ont voté pour la restauration de cette église paient la note !

- Des villageois bretons plébiscitent la sauvegarde de leur église - AFP

Les habitants de Plouagat, un bourg breton de 2.600 habitants dans les Côtes d'Armor, ont plébiscité dimanche la restauration de leur église, menacée d'effondrement, lors d'un référendum organisé par la municipalité avant d'engager de coûteux travaux, une question à laquelle sont confrontées de plus en plus de collectivités.

La restauration de l'église Saint-Pierre, composée d'éléments datant des XVe et XVIIIe siècles et d'un clocher achevé en 1879, a été souhaitée par 82,5% des votants lors de ce scrutin officiel qui a mobilisé un peu plus de 50% des 2.016 électeurs inscrits.

Depuis la loi de 1905 de séparation de l'Eglise et de l'Etat, les communes ont la charge de la plupart des bâtiments religieux, notamment quand ils ne sont pas classés, comme c'est le cas de l'église de Plouagat.

Face aux coûts engendrés, et alors que seuls 4,5% des Français vont encore à la messe le dimanche - une désaffection qui n'épargne pas la Bretagne, vieille terre catholique -, plusieurs communes ont déjà fait le choix de raser purement et simplement des églises. Cela a été le cas de cinq d'entre elles depuis le début de l'année, notamment à Breuil (Allier) et à Béziers (Hérault).

Promis lors des municipales de 2008 et organisé dimanche, le référendum de Plouagat a donc tranché en faveur d'une restauration. Le quorum des 50% des inscrits ayant été atteint, le résultat de ce scrutin supervisé par la préfecture des Côtes-d'Armor s'impose légalement au conseil municipal.

"Je suis satisfait de la mobilisation des électeurs, et le résultat correspond à ce à quoi je m'attendais", a déclaré le maire Paul Kervarec à l'AFP après la proclamation des résultats. AFP 01.09

A retenir : Depuis la loi de 1905 de séparation de l'Eglise et de l'Etat, les communes ont la charge de la plupart des bâtiments religieux, notamment quand ils ne sont pas classés.

Je sens que je vais participer aux prochaines élections municipales ou que je vais rejoindre les rangs de la Libre Pensée car j'ai soudain un faible pour les églises, les mosquées, les synagogues, les temples...

ACTUALITE EN TITRES

[Cette minorité-là ne présente aucun intérêt...](#)

- Des milliers d'enfants handicapés privés de rentrée scolaire - Le Nouvel Observateur

[Vous êtes trop bon monseigneur !](#)

- Les petites retraites revalorisées au 1er avril "comme prévu" - AFP

Putain, qui a osé dire qu'ils ne tenaient pas leurs promesses ?

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Egypte

Le président égyptien Mohamed Morsi, écarté du pouvoir par l'armée le 3 juillet, va être traduit devant la justice pénale pour répondre des accusations d'incitation et d'exercice de la violence, a annoncé le procureur égyptien, dimanche.

Le procureur Hecham Barakat a ordonné le renvoi de Morsi et 14 autres membres des Frères musulmans pour "*avoir commis des actes de violence et avoir incité au meurtre et aux brutalités*", précise l'agence de presse officielle égyptienne.

Les actes d'accusation font référence aux exactions commises aux abords du palais présidentiel en décembre 2012, alors que des manifestants s'étaient rassemblés pour protester contre les nouveaux pouvoirs réglementaires que le chef de l'Etat s'était octroyés. Reuters 01.09

2- Libye

Le président du comité intérimaire de la haute sécurité nationale de la Libye a fait part d'une attaque à l'obus de mortier contre les locaux du siège du premier ministre.

Ce dimanche matin, des hommes armés ont pris pour cible de leurs obus de mortier contre le siège du premier ministre à Tripoli, capitale libyenne avant de prendre la fuite, a-t-on appris d'al-Youm al-Sabaa. Cette attaque n'a laissé de victimes. Les forces de sécurité se sont déployées sur les lieux, selon cette source. Depuis des mois qui se sont écoulés de la victoire de la révolution libyenne, ce pays n'a pas encore retrouvé le calme et la stabilité et certains endroits dont Tripoli et Benghazi et l'Est de la Libye sont toujours le théâtre des affrontements. french.irib.ir 01.09

3- Roumanie

Des milliers de personnes ont manifesté dimanche dans toute la Roumanie pour défendre l'environnement et dire "*non*" aux gaz de schiste et à un projet canadien de mine d'or utilisant de grandes quantités de cyanure.

A Bucarest, 4.000 manifestants selon la gendarmerie, 7.000 selon les organisateurs, ont sillonné le centre-ville jusqu'au siège du gouvernement où ils ont scandé des slogans contre le projet de mine d'or de la société canadienne Gabriel Resources dans le village de Rosia Montana, en Transylvanie (nord-ouest).

"*Nous ne voulons pas de cyanure, nous ne voulons pas de dictature*" ou encore "*Unis, nous sauverons Rosia Montana*", scandaient les protestataires, dont de nombreux jeunes et des familles.

"*Le droit à un environnement sain est violé et nous protestons contre le fait que le gouvernement ait approuvé cette semaine un projet de loi spécial déclarant la mine d'intérêt national*", a-t-elle ajouté.

Ce projet va être soumis au Parlement qui tranchera, a indiqué le Premier ministre Victor Ponta.

Les manifestants ont accusé le gouvernement d'avoir trahi ses promesses en accordant des permis à la compagnie américaine Chevron pour l'exploration des gaz de schiste et en déclarant "*priorité nationale*" le projet minier.

La coalition de centre gauche du Premier ministre Victor Ponta s'opposait à ces projets avant d'arriver au pouvoir. Les manifestants ont aussi critiqué l'opposition et le président Traian Basescu pour leur soutien à ces projets.

La mine de Rosia Montana, qui pourrait produire jusqu'à 300 tonnes d'or, serait la plus grande d'Europe, selon la compagnie, et nécessiterait l'utilisation de 12.000 tonnes de cyanure par an en moyenne.

Des manifestations ont également eu lieu dans plusieurs grandes villes du pays, de Cluj (nord-ouest) à Iasi (nord-est) en passant par Timisoara (ouest).

A Barlad, une petite ville du nord-est de la Roumanie, plus de 3.500 personnes ont défilé, dans deux cortèges, contre le projet d'exploration des gaz de schiste du géant américain de l'énergie Chevron.

De nombreux prêtres de l'église orthodoxe, religion majoritaire en Roumanie, étaient dans les cortèges.

"*Gaz de schiste = mort*", ont clamé des manifestants brandissant un cercueil dans le village de Banca, en banlieue de Barlad.

Chevron a obtenu en juillet des permis d'exploration des gaz de schiste dans trois villages de la région de Barlad avec l'ambition d'y développer ensuite l'extraction par fracturation hydraulique ou "*fracking*".

Cette méthode jugée dangereuse par les défenseurs de l'environnement consiste à injecter à très haute pression de l'eau mêlée à du sable et des produits chimiques pour libérer le gaz de la roche.

Chevron assure de son côté respecter "*les normes les plus élevées en termes de sécurité et d'environnement*".

"*Beaucoup de manifestants ne sont pas ici aujourd'hui seulement pour des raisons écologiques mais parce qu'ils ont l'impression d'avoir été trompés*" par les hommes politiques, a estimé le sociologue Mircea Kivu. AFP 01.09

Comment un gouvernement de gauche aurait trahi ses promesses, non, pas possible, en Roumanie aussi, partout en somme, à bas l'Internationale socialiste des capitalistes !

4- Sénégal

Le président sénégalais Macky Sall a limogé dimanche le Premier ministre Abdoul Mbaye à peine plus d'un an après avoir nommé cet ancien banquier sans étiquette à la tête du gouvernement, a annoncé le porte-parole de la présidence.

La raison de ce départ n'a pas été communiquée.

Son remplaçant, ainsi qu'un nouveau gouvernement, seront nommés sous peu, a déclaré le porte-parole de la présidence, Abou Abel Thiam.

Abdoul Mbaye, 60 ans, avait été nommé Premier ministre en avril 2012. Après avoir fait des études de commerce en France et au Sénégal, il avait travaillé à la Banque centrale des Etats d'Afrique de l'ouest (BCEAO) à Dakar. On lui attribue le mérite d'avoir redressé plusieurs banques privées au Sénégal.

Macky Sall avait remporté l'élection présidentielle très disputée de mars 2012 contre le président sortant Abdoulaye Wade, sur un programme de lutte contre la pauvreté et la corruption. Reuters 01.09

[Haut de page ↗](#)

Le 3 septembre 2013

CAUSERIE

On ajoutera une douzaine de nouveaux articles ce soir, comme pratiquement tous les jours.

Depuis que Hollande a été élu nous tirons à boulets rouges dessus ainsi que le PS. Si parfois nous avons fait dans l'exagération, c'était parce que nous savions que le pire était à venir, nous voulions vous mettre en condition pour affronter cette situation. Vous avouerez tout de même qu'en réalité c'était tout à fait justifié. Ensuite nous avons réglé son compte à l'illusionniste, au charlatan Mélenchon, au tribun plus populiste que populaire. Maintenant c'est au tour des micro-partis qui gravitent autour du PS et du PCF tels des appendices putréfiés qui pendent lamentablement à leur basques.

Nous ne ferons pas dans la dentelle, parce qu'aujourd'hui c'est un luxe que les syriens ne peuvent pas s'offrir. Nous n'en avons pas envie, nous enrageons comme bien des travailleurs et des militants, et nous n'avons aucune raison de prendre un ton léger pour parler de choses graves, terribles quand on doit les subir au quotidien, la guerre.

Une camarade me disait il y a quelques jours qu'elle était prise de tremblement rien que d'y penser, que cela la rendait folle alors qu'elle vit tranquillement en France, nous n'avons donc aucune raison d'épargner ces partis, ils ont pris leur responsabilité, nous assumerons les nôtres jusqu'au bout. Nous devons garder notre sang froid et demeurer lucide, souvenez-vous, combien de fois nous avons dit qu'il fallait regarder la réalité en face aussi terrible soit-elle, que nos dirigeants s'y refusaient, certains ont dû se dire que j'étais gonflant à rappeler cette évidence, je ne me posais pas en donneur de leçons, je voulais juste vous tenir en éveil

pour que vous ne soyez pas surpris le jour où nous sortirions l'artillerie lourde pour les pilonner, car ils parlent en notre nom, nous sommes les otages de ces tout petits partis, certains en ont conscience d'autres non, nous nous ferons davantage l'écho de ceux qui en ont conscience et tant pis pour les autres, ils n'auront qu'à essayer de prendre le train en marche et de suivre, rien ni personne ne nous fera taire ou renoncer au combat que nous menons pour notre émancipation, pour le socialisme. C'est la guerre, donc nous emploierons le langage de la guerre.

Cette camarade qui a à peu près mon âge, entre 50 et 60 ans, m'a dit aussi qu'elle n'en avait rien à foutre des retraites, des salaires (elle est à peine au-dessus du smic) et de tout le reste, la guerre m'a-t-elle dit, quand il y a la guerre toutes ces questions n'existent plus, tu n'y penses plus, c'est marrant elle causait comme une Syrienne, cela m'a bouleversé, je me suis dit qu'elle avait raison, que dans l'attente du déclenchement de ces effroyables bombardements on était tous Syriens ou Syriennes, que plus rien d'autres n'avait d'importance, et que pour être à la hauteur de nos responsabilités on devait mener cette guerre à Hollande et au PS, à tous les partis qui soutiennent le régime.

Je me fais l'écho d'un discours que m'a tenu un autre camarade au téléphone. Chacun a besoin de se lâcher, de se soulager car la pression est énorme sur la tête des militants, on le comprend. Moi je suis tranquillement installé en Inde, peut-être plus pour très longtemps...

Hollande et sa cour sont des ordures finies, ils n'appartiennent pas à l'espèce humaine, certains le découvrent effarés, ils sont déboussolés, terriblement choqués, même sans avoir d'illusion dans Hollande et le PS, ils ne s'imaginaient pas qu'ils puissent se conduire comme les pires dictateurs de l'histoire, et vous êtes encore loin d'avoir tout vu en la matière, c'est la pire pourriture qui soit, socialistes, libres penseurs, francs-maçons, on vous avait prévenus, n'est-ce pas, vous vous souvenez on passait pour des gauchistes, des extrémistes, les faits nous donnent une nouvelle fois raison, on va finir par en faire un complexe !

On vous avait dit aussi que les partis ouvriers et les syndicats s'emploieraient à cadenasser le mouvement ouvrier si Hollande était élu, comme en 81 avec Mitterrand, vous en avez la preuve sous le nez. Vous me direz qu'après le TSCG et l'ANI, en principe vous deviez l'avoir compris : quoi qu'ils fassent aucun parti n'a rompu avec Hollande, le PS et les appareils vendus des syndicats, le PS et le FdG, les appareils ne rompent jamais avec le capitalisme et les institutions et le POI, le NPA et LO ne rompent jamais avec eux, ils sont reliés par un seul fil, le même fil : le régime qu'ils soutiennent. Simple constat. Amer, sans doute. Si au moins cela débouchait sur une recomposition du mouvement ouvrier on serait rassuré, mais rien n'est moins sûr jusqu'à preuve du contraire, hélas !

Ils ne savent pas ce qui s'est passé dans la banlieue de Damas le 21 août dernier, nous, nous avons très bien compris ce qui se passe.

[Ils se prononcent contre la guerre... tout en fournissant des arguments au camp de la guerre.](#)

Souvenez-vous de ce que nous écrivions il n'y a pas si longtemps : au premier coup de canon, ce sera la débandade, ils éclateront, ils se volatiliseront, ils désertent...

De qui parlent-on ici ? De tous les partis ouvriers en France sans exception.

Récapitulons.

Les uns laissent planer un doute sur la responsabilité du régime syrien dans l'emploi d'armes chimiques le 21 août dernier dans la banlieue de Damas. Pourquoi ? En quoi la réponse à cette question devrait-elle changer quelque chose, sinon à justifier une riposte militaire occidentale au cas où cette attaque serait imputée au régime ?

Ils peuvent ensuite affirmer qu'ils sont opposés à toute intervention militaire occidentale contre la Syrie, dès lors qu'ils se placent sur le même terrain que les ennemis de la Syrie en reprenant à leur compte l'argument qui selon eux la justifierait, cela revient à leur laisser les mains libres pour agir, c'est un soutien au camp de la guerre impérialiste contre le peuple syrien

Pour les autres, d'emblée et sans la moindre preuve, il ne fait aucun doute que le régime syrien porte la responsabilité de cette attaque chimique, dès lors ils n'ont jamais été contre toute intervention militaire occidentale contre la Syrie, au contraire ils en acceptent la perspective à condition qu'elle soit légitimée par l'ONU ou leur Parlement, deux institutions illégitimes, ainsi ils se situent dans le camp de la guerre impérialiste contre le peuple syrien

Enfonçons le clou.

Pendant que la gauche et l'extrême gauche se fendent de déclarations ou communiqués alambiqués laissant supposer que le régime syrien aurait pu utiliser des armes chimiques contre la population civile, désertent en réalité, capitulent honteusement laissant les mains libres au camp de la guerre, on a peine à y croire, on s'étouffe, c'est le camp de la réaction, de la droite et même de l'extrême droite qui se mobilise et fournit des arguments prouvant l'innocence du régime syrien ou démontant la

grossière machination mise au point par Washington, Riad et Tel-Aviv pour justifier une offensive militaire contre la Syrie. Assad n'était pas assez dingue pour commettre cette grossière erreur qui aurait correspondu à un suicide, à son arrêt de mort, pour nos dirigeants prononcer l'arrêt de mort du mouvement ouvrier n'est pas vraiment un problème.

Pour nous, militants ouvriers marxistes-léninistes, communistes ou trotskistes, faut-il ajouter révolutionnaires et internationalistes, farouchement anti-impérialistes, il ne fait aucun doute que ce sont les phalangistes islamistes agissant pour le compte de l'impérialisme anglo-saxon-sioniste qui ont commis cet effroyable crime afin de l'imputer à l'armée nationale syrienne et déclencher ainsi une riposte militaire des Américains et de leurs alliés.

Nous défendons le droit du peuple syrien à son auto-détermination et nous soutenons l'unité et la souveraineté de la Syrie et de son peuple qu'incarne le président Bachal Al-Assad dans lequel se reconnaissent l'immense majorité des Syriens. Ainsi, en adoptant cette position, nous nous plaçons inconditionnellement au côté du peuple syrien et non contre le peuple syrien.

La Syrie est un Etat indépendant et souverain qui n'a attaqué aucun Etat, aucun peuple.

L'ennemi des populations laborieuses françaises, britanniques, américaines est dans leur propre pays, c'est leur propre bourgeoisie ou leurs propres capitalistes, leur propre gouvernement, leurs propres institutions, leur propre Constitution qui a pour corollaire leur propre exploitation et oppression ainsi que les peuples des pays dominés, des pays riches en matières premières partout dans le monde pour le compte de l'oligarchie financière qui contrôle les plus importantes banques, multinationales, le cours des monnaies, des taux de change, des valeurs cotées en Bourse, les médias, qui impose mille privations, souffrances et guerres à tous les peuples de la planète.

Les Etats qui entendent imposer leur loi à la Syrie sont ceux qui se sont rendus coupables des plus effroyables crimes et boucheries de toute l'histoire de l'humanité depuis des siècles, et ils entendent continuer. Il ne se passe pas un jour sans que la dictature américaine commettent de nouveaux crimes quelque part dans le monde, en Afghanistan, au Yémen, au Pakistan, de même, quotidiennement l'Etat sioniste persécute les Palestiniens sans qu'aucun Etat n'intervienne, leur morale et leur sens de la justice s'arrêtent aux frontières de cette monstruosité qu'est Israël.

L'enjeu de cette agression contre le peuple syrien est financier et politique. On dit aussi géostratégique ou géopolitique. Elle a été planifiée conformément à une stratégie que les banquiers anglo-saxons-sionistes ont défini de longue date, qui consiste à contrôler toutes les richesses produites dans le monde, et pour se faire soumettre tous les Etats à leur politique, instaurer un contrôle totale sur la population, qui conduit à concentrer tous les pouvoirs entre leurs mains de façon à pouvoir imposer une dictature mondiale dont ils seront les maîtres ou les monarques absolus, c'est leur objectif politique.

Pourquoi associons-nous toujours ou très souvent le sionisme à l'impérialisme anglo-saxon ? Pas seulement parce que les principaux banquiers de la Fed (et au-delà) sont sionistes, des juifs qui se sont convertis au christianisme ou qui ont renié le judaïsme ou encore qui s'en servent comme couverture pour couvrir leurs crimes, y compris contre les juifs, mais parce que c'est le lobbying sioniste très puissant aux Etats-Unis qui détermine en grande partie la politique de ce pays, d'où quelque part l'embarras actuel d'Obama sous l'effet de cette extraordinaire pression qui peut se faire menaçante.

Pour ces banquiers et le lobbying sioniste, la politique étrangère du gouvernement des Etats-Unis ne doit pas servir les intérêts des Américains, mais ceux d'Israël, autrement dit leurs propres intérêts et rien ni personne d'autres, en dernier lieu elle doit coïncider avec leur stratégie politique et l'établissement d'un gouvernement mondial qu'ils dirigeraient, tout le reste ne les intéresse pas.

Ils sont si puissants qu'ils ont réussi à orchestrer le coup d'Etat du 11 septembre 2001 aux Etats-Unis, ce qui signifie qu'ils contrôlent la CIA et le Pentagone, le commandement de l'armée américaine. On pourrait en déduire qu'ils détiennent tous les pouvoirs et peuvent faire ce qu'ils veulent quand ils le décident, en réalité les choses sont plus compliquées que cela, ce qui explique d'ailleurs leur volonté d'attaquer la Syrie pour ne pas avoir réussi à faire capituler Assad par un moyen disons pacifique ou à le dissuader de rejoindre leur camp ou de céder sa place par des moyens diplomatiques et financiers.

Leur problème est davantage à l'extérieur qu'à l'intérieur des Etats-Unis. Les peuples demeurent insoumis, ils réclament de nouveaux droits, défendent ceux qu'ils sont parvenus à acquérir par leur lutte de classe, leurs besoins ne cessent d'augmenter, alors que l'oligarchie s'accapare toujours plus de richesses, la crise du capitalisme ne permet pas de faire face à cette équation qui devient un danger mortel pour eux, il leur faut donc piétiner la démocratie, guerroyer pour les soumettre à leur dictature, ce qui n'est pas sans rencontrer de nombreux obstacles. Ils bénéficient de la complicité du mouvement ouvrier corrompu pour mener à bien leur affaire, jusqu'au jour où de nouveaux courants politiques voient le jour et parviennent à rassembler les masses autour d'eux, cela prend du temps, beaucoup de temps, trop de temps même, une course contre la montre est engagée entre le camp du socialisme et celui de la barbarie qu'incarne l'idéologie néolibérale qui rappelons-le a été mise au point par des sionistes, le sioniste n'est rien d'autre que la théologie du néolibéralisme.

Les travailleurs et les militants doivent impérativement savoir pour comprendre ce qui se passe vraiment, ce qui se trame dans leur dos et que leur taisent leurs dirigeants, à savoir qu'on n'est pas face à un processus inconscient et incontrôlé ou en présence

d'un ennemi qui se débattrait juste pour survivre ou surmonter les contradictions du capitalisme, maladroitement, féroce, cyniquement, non, on doit affronter une véritable machine de guerre qui a été conçue pour broyer tous les peuples, broyer tous leurs droits sociaux et politiques, condition à remplir pour que notre ennemi puisse assurer sa survie, asseoir définitivement son pouvoir politique, il s'agit donc d'une lutte à mort et sans merci qui ne comportera à l'arrivée qu'un vainqueur et un perdant, sans rémission cette fois.

Ce que nous avons à affronter c'est une stratégie bien arrêtée qui doit signer notre arrêt de mort, notre défaite définitive, l'impossibilité de conquérir notre émancipation, de passer du règne de la nécessité à celui de la liberté, et la mort de la liberté porte un nom : dictature.

A nous de savoir maintenant ce que l'on veut, soit on se rassemble pour construire ce foutu parti révolutionnaire pendant qu'il en est encore temps, soit on signe notre arrêt de mort.

On en revient là, cela vous étonne, vous allez peut-être penser qu'on fait une fixation sur ce facteur, que c'est une obsession de névrosé ou de dogmatique, pourtant on pense avoir prouvé qu'on n'appartenait pas à cette catégorie de militants, mais où voulez-vous qu'on atterrisse, où ? Et ne me dites pas qu'on a déjà essayé cette solution, j'espère que vous ne pensez pas aux partis qui existent aujourd'hui et qui sont la honte de l'histoire du mouvement ouvrier, qui ont tous fait faillite. Nous avons tout essayé sauf le parti tel que nous le concevons, sur la base des principes du léninisme mais adapté aux conditions de notre époque, en définissant une stratégie qui tiennent compte des spécificités de la société telle qu'elle existe aujourd'hui et surtout de la stratégie de notre ennemi. Nous n'avons jamais été capable d'organiser les masses, des ouvriers, de simples employés, qu'on ne nous raconte pas d'histoires.

[Communiqué commenté de la CGT du 28 août 2013](#)

- Le bilan de ces affrontements est effroyable et il est de la responsabilité de l'ONU de rechercher d'urgence les solutions pour arrêter les massacres et éviter un embrasement régional qui pourrait avoir des conséquences dramatiques pour la paix dans le monde.

(Ils s'en remettent à l'ONU qui a légitimé toutes les guerres impérialistes depuis sa création, le génocide du peuple palestinien. - ndlr)

La population syrienne ne peut être prise en otage alors qu'elle n'aspire qu'à vivre en paix et souhaite voir la démocratie s'instaurer dans le pays.

(Qu'est-ce à dire ? Ils nient que l'immense majorité de la population soutient le régime dans sa guerre contre les contras. Ensuite, ils reprennent à leur compte le discours qu'Obama ou la gauche, l'extrême gauche et les gauchistes en France qui estiment qu'il serait possible d'instaurer une démocratie dans un pays dominé ou sous-développé, alors qu'elle n'existe même pas en France ! - ndlr)

La France ne doit pas participer à des initiatives de ce type mais elle s'honorerait à faire jouer son poids sur le plan international, pour imposer un cessez-le-feu et un règlement négocié au conflit syrien entre tous les belligérants pour l'instauration d'une réelle démocratie dans le pays.

(Impossible, et puis c'est uniquement aux Syriens de décider de leur propre sort. - ndlr)

De nombreuses pressions peuvent être exercées sur le régime pour le contraindre à s'asseoir à une table de négociation sans l'utilisation de moyens militaires qui ajouteront encore à la détresse de la population et ne seront qu'une escalade de plus dans les affrontements en cours.

(Ce serait le régime qui serait à l'origine de cette guerre, de sa poursuite depuis deux ans, agressés par des dizaines de milliers de mercenaires étrangers armés, il aurait dû renoncer à l'emploi de moyens militaires pour les combattre et défendre la souveraineté de la Syrie. Bref, c'est le régime qui est responsable de la situation actuelle, il est donc normal de le "*punir*". - ndlr)

[Une vidéo.](#)

Syrie : les « rebelles » tirant des obus chimiques - Proof That Syria Rebels Using Chemical Weapons - Publié le 25 août 2013

<http://www.youtube.com/watch?v=cbOZBODPU64>

[En très bref...](#)

- Mikhaïl Gorbatchev opposé à une intervention en Syrie...

- Washington : manif anti guerre devant la Maison Blanche....

Fabrication de preuves.

A la question : Qui, les preuves, ils sont incapables de répondre, d'en fournir qui impliquerait le régime syrien dans l'attaque du 21 août dernier, leur dernière trouvaille serait que des Etats lui auraient vendu des substances chimiques permettant de fabriquer des armes chimiques, secret de polichinelle qui ne répond pas à la question posée, rien ne prouve qu'il les aurait utilisées ce jour-là.

Affirmation gratuite et criminelle.

- L'attaque chimique perpétrée le 21 août par le régime syrien aurait fait "au moins 281" morts - LePoint.fr

- L'attaque chimique du 21 août près de Damas a été perpétrée par le régime syrien et a fait "au moins 281" morts, notamment parmi la population civile, selon des informations des services de renseignement français rendues publiques lundi par le gouvernement. - LePoint.fr 02.09

En réalité ils ne possèdent aucune preuve.

On voit monter en première ligne les services de renseignement français et américains, alors qu'en réalité ce sont les services israéliens, tsahal, qui leur a tendu la perche en prétendant avoir intercepté une ou des conversations entre militaires syriens prouvant que c'était bien eux qui avaient utilisé un gaz le 21 août.

J'ai recontacté Thierry Meyssan en lui demandant de mettre l'accent sur cet élément, car en dernier recours c'est le dernier argument qu'ils vont utiliser, tous les autres étant tombés à l'eau. C'est extrêmement important de relier ce qui est en train de se passer à l'Etat sioniste qui en est à l'origine, on s'en explique en détail plus loin. Cela prouve que c'est une machination, un coup monté pour abattre le régime syrien, avant de s'attaquer au Liban puis à l'Iran.

Commentaire d'internaute.

1- "*Leurs preuves ça fait penser à Collin Powel à la tribune de l'ONU avec ces fioles soi-disant de gaz provenant des stocks de Saddam.*"

Exactement, on a les preuves (témoignages oraux de djihadistes repentis ou de leurs parents ou proches auxquels ils sont confiés, vidéos tournées par eux-mêmes, reportages réalisés par des journalistes syriens accompagnant de militaires de l'armée nationale syrienne.) que les djihadistes étaient en possession de bonbonnes de gaz et de toutes sortes de matières chimiques permettant de fabriquer des armes chimiques.

- "*Au moins 281" morts pour la France et au moins "1429 morts" pour les USA... qui dit vrai? Ca sent vraiment l'arnaque tout ça.*"

- "*Chacun donne son chiffre , c'est du n'importe quoi : 281, 354, 1429 ...*"

Vous savez pourquoi ? Parce que maintenant il parle à Washington d'utilisation d'armes de destruction massive, 1429 morts cela fait plus sérieux que les 281 ou 354 avancés par diverses sources. C'est comme le coup du 11 septembre 2001, deux avions qui s'écrasent sur le WTC en faisant quelques dizaines ou centaines de morts, ce n'est pas suffisant, les plastiquer et arriver à des milliers de morts, c'est déjà plus consistant, plus sérieux pour envisager la suite, la guerre permanente à tous les Etats qui ne se plient à leurs exigences économiques et politiques.

Vous savez qu'on peut se procurer en quincaillerie les produits chimiques nécessaire à la fabrication d'une bombe et que sur Internet figure le mode d'emploi pour en fabriquer une du genre de celle utilisée récemment à Boston.

Par ailleurs, la plupart des produits chimiques entrant dans la composition des armes chimiques sont utilisés dans de nombreux domaines, en médecine, en agriculture, dans l'industrie, ils nous font ici le même coup que l'usage du nucléaire iranien à des fins civils.

A court d'arguments, ils tentent d'en fabriquer, mais la formule est éventée.

- Londres aurait autorisé la vente de gaz chimique à la Syrie en 2012 - Lemonde.fr

Le quotidien britannique The Independent a révélé que le gouvernement britannique a autorisé une entreprise, le 17 janvier 2012, à livrer à la Syrie du fluorure de sodium et de potassium. Il s'agit de substances chimiques pouvant servir à créer des

agents neurotoxiques similaires au sarin, du gaz que le régime de Damas aurait utilisé contre la population syrienne.

Le ministre du commerce Vince Cable a reconnu dans une lettre écrite l'année dernière mais publiée seulement maintenant que cette autorisation, était restée valable pendant six mois. Mais les livraisons n'avaient en fin de compte pas été finalisées. Le ministère précise toutefois que "*ces agents chimiques étaient destinés à une utilisation civile*".

C'est d'ailleurs ce qu'a révélé la Suisse suisse lundi. Le régime de Damas aurait tenté d'approcher des fabricants suisses par le biais de sociétés écrans, avant que Berne ne soit alerté de la manœuvre par "un pays partenaire".

Le gouvernement suisse a précisé avoir rejeté à quatorze reprises l'exportation de matériel sensible à destination de Damas, lors des quinze dernières années.

Selon une porte-parole du secrétariat d'Etat à l'économie, le matériel en question - une pompe à vide, des valves et un bioréacteur - aurait pu permettre de mettre au point des armes de destruction massive. "*Il y avait des raisons de [le] croire*", a-t-elle précisé. [Lemonde.fr](http://lemonde.fr) 02.09

S'ils le disent, il faudrait les croire, comme Bush ou Cheney !

En titre

- Syrie : Ayrault promet aux parlementaires une "*transparence totale*" - LePoint.fr
 - Syrie: Ayrault tente de convaincre du bien-fondé d'une action - AFP
 - Syrie : "*preuves*" à l'appui, le gouvernement veut convaincre d'agir - LeMonde.fr
 - Syrie : Ayrault assure que la France n'agira pas "*seule*" - Francetv info
 - Syrie :l'opposition reste prudente face aux preuves - LeFigaro.fr
 - Syrie: les députés UMP réticents à un engagement de la France en l'état - LeFigaro.fr
 - Le chef de l'Otan sûr que l'attaque chimique est le fait d'Assad - Reuters
 - Syrie : la France diffuse six vidéos sur l'horreur d'une attaque chimique Francetv info
 - L'attaque chimique perpétrée le 21 août par le régime syrien aurait fait "*au moins 281*" morts - LePoint.fr
- ... du coup...

- Syrie : Guigou et Rebsamen ne voient pas l'utilité d'un vote - Le Nouvel Observateur

Rappel : Guigou fait partie de la Commission Trilatérale présidée par... Rockefeller...

Commentaire d'internaute

1- "Attaque chimique , c'est sûr mais qui est responsable ?

On a déjà vu des groupes tuer les leurs afin de faire accuser l'autre.. Je n'ai confiance en personne là-bas."

Vous avez raison ce sont des barbares, comme ceux qui nous gouvernent ajoutons.

2- "La propagande Socialiste est en marche pour nous conduire à la guerre !

Pas besoin de longs discours pour que le peuple soit persuadé que l'arme chimique sur les populations est une Horreur !

La vraie question est de savoir qui a réellement lancé cette attaque chimique ! Hollande et sa clique, comme Obama ou Cameron n'ont aucune preuve convaincante que ce soit Assad, surtout que d'autres pays dont la Russie prétendent le contraire ...

Et sans mandat de l'ONU, Hollande n'a aucune légitimité à lancer une attaque quelconque, même comme premier toutou d'Obama !

Les Français devraient se mobiliser dans les rues pour bloquer le cycle infernal de la guerre moyen grossier de Hollande pour tenter de cacher la catastrophe de sa politique intérieure !"

3- "Oui, ça prouve que des armes chimiques ont été utilisées, mais ça ne prouve pas que ce n'est pas les rebelles qui les ont utilisées !"

Bravo pour votre perspicacité !

[Qui a dit que cela n'avait aucune importance de savoir ou non que notre ennemi agissait selon une stratégie ?](#)

- Le Trésor américain accusé d'avoir vendu le monde aux banquiers SA . - Rue89/wikistrick 26.08

Commentaire publié à la suite de cet article publié dans la rubrique Articles de presse.

Quand on croit que le monde est gouverné à l'aveuglette par des gens qui peuvent commettre de graves erreurs ou imprudences, on se dit qu'on est mal gouverné, que les choses pourraient aller mieux mais pire aussi, on est disposé à prendre son mal en patience ou à leur trouver des excuses en estimant que personne n'aurait peut-être fait mieux à leur place.

Mais lorsque qu'on sait qu'ils suivent une stratégie et que c'est délibérément qu'ils nous pourrissent la vie, là on change de registre, on n'est plus vraiment enclin à faire preuve de patience ou de compréhension, cela change du tout au tout le regard que l'on portait jusqu'à présent sur la situation.

Est-ce que vous saisissez l'extrême importance de dévoiler cette stratégie (néolibérale) aux masses ? Demandez-vous aussi pourquoi les dirigeants du POI, du NPA et de LO s'y refusent obstinément ? Je vous laisse vous poser les questions suivantes qui coulent de source.

[ACTUALITE EN TITRES](#)

[Bravo ! Chez nous la courbe est inverse !](#)

- Souscription UMP: 10,9 millions d'euros et 45.000 nouveaux adhérents - AFP

[Intox](#)

- Italie: entrée en vigueur d'une taxe sur les transactions à haute fréquence - AFP

[L'esclavage, c'est leur truc !](#)

- Berger place la rentrée de la CFDT sous le signe de l'emploi - Liberation.fr

... mais...

- Baisse du coût du travail: la CFDT condamne le discours du Medef - L'Expansion.com

Explication. L'emploi à n'importe quelles conditions, ils savent faire en signant des accords scélérats sanctionnant la précarité, quant au coût du travail ou la hausse des salaires, là ils ne savent plus comment faire, laissent faire, résultat : des emplois à bas coût, la revendication du patronat est satisfaite.

Vous voyez que les syndicats jaunes et traîtres servent à quelque chose, mauvaises langues !

[Parole trahie d'un imposteur.](#)

- Rentrée scolaire: Jean-Marc Ayrault loue l'enseignement professionnel -L'Express.fr

- Marseille: un enseignant se suicide, mettant en cause l'évolution du métier -AFP

Un professeur d'électronique d'un lycée marseillais a mis fin à ses jours dimanche, "*le métier tel qu'il est devenu*" ne lui étant "*plus acceptable en conscience*". AFP 02.09

[Tout est under control.](#)

- Halte à la mystification : la crise n'est pas terminée, et les Français vont continuer à en souffrir - Atlantico.fr

- Les principales Bourses européennes se reprennent - Reuters

- La crise au secours du climat ? -Liberation.fr

Selon le cabinet Carbone 4, les émissions totales de gaz à effet de serre (GES) liées à la consommation des Français ont stagné depuis 5 ans. Liberation.fr 02.09

[Chouette des hausses de salaires en perspective et la paix sociale !](#)

- Le bénéfice de la RATP en forte hausse -LeMonde.fr

- La RATP pour une hausse du prix des amendes -Liberation.fr

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Afghanistan

Au moins, 74 chars et camions des troupes américaines déployées, en Afghanistan, ont été détruits par les effectifs des Talibans, selon leur Porte-parole, Zabihollah Modjahed.

L'opération de lundi des Talibans contre une grande base américaine, à Tourkham de Nangarhar, dans l'Est de l'Afghanistan, a provoqué 12 explosions, détruisant 74 chars et camions, sans savoir le nombre des pertes en vie humaine occasionnées par cette attaque. french.trib.ir 02.09

SOCIAL

Afrique du Sud

Dès grèves affectaient lundi les secteurs de la construction et de l'industrie automobile, tandis que des dizaines de milliers de salariés des stations-service se préparaient à se joindre au mouvement, ont annoncé les syndicats et les employeurs.

Les quelque 72.000 employés des stations-service ont quant à eux indiqué qu'ils voulaient engager d'ultimes négociations avant de débrayer, a annoncé le syndicat Numsa.

S'ils se mettaient en grève, les employés à la pompe priveraient de carburant les consommateurs.

"*Nous aurons des discussions avec les employeurs mercredi et jeudi. Si rien n'en sort, la grève sera lancée le 9 septembre*", a précisé le porte-parole de la Numsa Castro Ngobese.

Dans le secteur de la construction elles continuaient à paralyser l'activité dans la plus grande économie d'Afrique après que plus de 45.000 salariés du secteur ont débrayé, selon une porte-parole du secteur.

"Entre 39 et 55% des travailleurs ne se sont pas présentés sur leur lieu de travail, du coup les entreprises sont affectées dans tout le pays", a indiqué la Fédération sud-africaine des Ingénieurs Civils et Entrepreneurs, a précisé Mme Annemie Cowley.

Le syndicat the National Union of Mineworkers (NUM), qui représente également les travailleurs de la construction, a rejeté une offre de 10% d'augmentation de salaire pour les ouvriers non qualifiés, estimant que cette augmentation était trop faible.

Selon le porte-parole de la NUM Lesiba Seshoka, cité par l'agence Sapa, "il n'y a pas de reprise du travail en vue tant que les employeurs n'auront pas accepté nos revendications".

Quelque 30.000 travailleurs du secteur automobile ont maintenu leur leur mouvement qui a paralysé cette industrie, exigeant au moins 10% d'augmentation de salaire pour les trois prochaines années.

Le patronat offre une augmentation de 10% pour la première année, mais moins pour les années suivantes.

Entretemps, les salariés des mines d'or vont se mettre en grève mardi soir après l'échec des négociations menées avec la Chambre des mines.

Sept mines d'or ont proposé des augmentations de 6,5%, mais les syndicats rivaux avaient demandé des augmentations allant de 60 à 150%.

Pour sa part, le géant minier Anglo American Platinum a licencié lundi 3.300 salariés dans le cadre de sa restructuration.

Les instances du syndicat majoritaire de cette mine, la Association of Mineworkers and Construction Union (AMCU), étaient réunies pour discuter d'une action inter-sectorielle, a déclaré à l'AFP son président, M. Joseph Mathunjwa. AFP 02.09

[Haut de page ↗](#)

Le 4 septembre 2013

CAUSERIE

Un premier jet à midi heure locale, en Inde, la suite plus tard, dont une vingtaine de nouveaux articles.

Tout est dit ici. A défaut de preuves introuvables contre le régime d'Assad, un "faisceau de présomptions" suffira pour justifier la guerre contre le peuple syrien. Nous sommes déjà sous une dictature mondiale.

"Il ne sert à rien d'attendre des preuves irréfutables de l'implication de Damas, car elles n'arriveront jamais (...). En revanche, il existe un tel faisceau de présomptions qu'il ne fait aujourd'hui aucun doute que le régime syrien est à l'origine de l'attaque chimique de la Ghouta." Olivier Lepick, spécialiste des armes chimiques à la Fondation pour la recherche stratégique. (Le Nouvel Observateur 03.09)

Lire plus loin l'extrait de cet article.

DÈRNIÈRES INFOS SUR LA SYRIE

No war against Syria !

- Les Américains sont opposés à une attaque en Syrie - Libération.fr

Les Américains apparaissent largement opposés à des frappes de leur pays contre le régime syrien, révèlent deux sondages (Pew Research Center et ABC/Washington Post) publiés mardi, au moment où l'administration Obama mène campagne pour obtenir un feu vert du Congrès pour lancer une telle opération. Libération.fr 03.09

L'oligarchie financière sioniste décide la guerre.

Peu importe, la guerre contre la Syrie est quasiment actée, le cartel des banquiers sionistes de la Fed qui contrôlent les institutions américaines en ont décidé ainsi. N'avaient-ils pas déjà décidé des précédentes et au-delà tout au long du XXe siècle ?

- Les dirigeants du Congrès soutiennent Barack Obama sur la Syrie - Reuters 03.09

Près d'une semaine avant la rentrée du Sénat, la commission des affaires étrangères du Sénat américain est parvenue, mardi 3 septembre, à un accord sur un projet d'autorisation de l'usage de la force armée en Syrie.

Le projet fixe une limite de 60 jours à une éventuelle intervention militaire en Syrie, avec la possibilité d'une prolongation unique et sous conditions de 30 jours. Il interdit également l'envoi de troupes au sol.

Cette version du texte remplacerait celle envoyée au Congrès par la Maison Blanche samedi, et qui était considérée comme donnant trop de latitude au président.

"La commission des affaires étrangères du Sénat a élaboré une autorisation du recours à la force militaire qui reflète la volonté et les inquiétudes des démocrates et des républicains", a annoncé le président de la commission, le démocrate Robert Menendez, dans un communiqué.

La résolution "n'autorise pas l'utilisation des forces armées américaines sur le sol en Syrie dans le but d'opérations de combat", précise le document. L'intervention devrait, en outre, être "limitée", selon le texte de compromis.

Le texte sera soumis mercredi au vote des membres de la commission sénatoriale. S'il est adopté, il sera alors transmis en séance plénière au Sénat, qui reprend ses activités lundi prochain. lemonde.fr 03.09

Obama, chef de guerre al-qaidiste !

- Un soldat de la marine américaine, dont la photo anonyme a été postée sur le compte Twitter @NewsNinja2012, et relayée sur le site Zero Hedge a écrit : «*Je ne me suis pas engagé dans l'armée pour me battre aux côtés d'al-Qaida dans la guerre civile syrienne*». Slate.fr 03.09

La dictature américaine championne du monde hors catégorie en matière de destruction massive à l'aide d'armes chimiques

Article réalisé à partir de l'article : Agent Orange, chronique 12 : Quand l'hôpital se fout de l'infirmerie. - Global Research, septembre 01, 2013

- 27 août 2013 : «*le président Obama pense que ceux qui ont recours aux armes les plus atroces contre les populations les plus vulnérables de la planète doivent rendre des comptes*», rapporte le secrétaire d'État, John Kerry, à propos des attaques chimiques en Syrie.

Le 10 août 1961, la dictature américaine inaugurerait la guerre chimique contre tout un peuple, le peuple vietnamien

- Le 10 août 1961, les États-Unis ont commencé à pulvériser l'agent orange (Monsanto - Gates et Rockefeller parmi les principaux actionnaires - ndlr) au Viêt Nam, dans une campagne appelée «*Opération Ranch Hand* ». La pulvérisation a duré près de 10 ans (80 millions de litres - ndlr) et a abouti à la mort et l'invalidité de plus de 3 millions de Vietnamiens, y compris les enfants et petits-enfants de ceux qui furent directement exposés.

En outre, ce défoliant mortel a gravement endommagé l'environnement du Viêt Nam. Une superficie de 7,5 millions d'hectares fut pulvérisée affectant près de 26.000 villages et hameaux. De vastes zones contiennent encore des «*points chauds* » de contamination. (Source: Association vietnamienne des victimes de l'agent orange/ dioxine) Global Research 01.09

Pour une recomposition du mouvement ouvrier sur la base du socialisme.

Le seul avantage d'une telle situation, c'est qu'elle permet de remettre les pendules à l'heure, de régler nos comptes à la ribambelle d'opportunistes qui polluent le mouvement ouvrier, qui l'a pourri.

Comment manipuler les militants ou se faire passer pour ce qu'on n'est pas.

On ne l'a pas dit ,et c'était un tort croyant que cela allait de soi, si l'on condamne avec une telle véhémence les déclarations de tous les partis ouvriers, c'est parce qu'elle contiennent toutes un élément qui indique qu'ils ne feront rien pour mobiliser les masses et les rassembler contre les gouvernements français et américain pour empêcher cette guerre contre le peuple syrien.

Elles contenaient toutes un élément pioché dans le camp de la réaction qui ne peut que diviser ou décourager les militants.

Un simple mot, une courte expression, une brève référence, le tout très anodin, glissé dans un texte de 20 lignes ou plus, parfois plusieurs pages, mais qui pour le lecteur avisé que sont ceux qui nous gouvernent et leurs conseillers qui épluchent quotidiennement la presse et la littérature produite par tous les partis, fournit une indication précieuse au gouvernement sur l'état d'esprit et la détermination de leurs dirigeants à lutter contre une mesure annoncée par exemple...

Pour nous, il permet de dévoiler la véritable nature de ces dirigeants et de leurs partis. Il existe évidemment d'autres moyens pour y parvenir, là en l'occurrence on traite un élément en temps réel, sur le fait, on a la preuve sous le nez ou en mémoire. Qu'on ne vienne pas nous dire qu'on extrairait un élément de son contexte ou qu'on procéderait par abstraction, au contraire ce qui lui donne toute sa signification c'est justement qu'on mentionne à quel moment précis il apparaît, à côté de quoi il figure, en mentionnant la position qu'ils arborent, leur opposition à la guerre disent-ils, en réalité sous certaines conditions ou pas vraiment que révèle cet élément.

Le reste du temps, on réunit l'ensemble des éléments de même nature qu'on a récoltés au fil du temps ou qu'on a été pioché dans les archives, dans le passé, c'est ainsi qu'on peut se forger une conviction qui ne repose pas sur des éléments subjectifs, mais sur des faits, pour ensuite caractériser ces partis et leurs dirigeants.

Cette méthode est sans cesse utilisée par tous les partis, habituellement on la dénonce en évoquant leur double langage, en fait leurs dirigeants comptent sur l'ignorance, le manque d'attention ou la faiblesse du niveau théorique des militants qui n'y verront que du feu, rien quoi, donc qui loueront la prise de position de leurs dirigeants. C'est du domaine de la manipulation. On y reviendra une autre fois en expliquant comment ils interprètent la situation et pourquoi ils l'interprètent précisément de cette manière.

[La gauche aussi pourrie que la droite, on vous l'avait bien caché ou minimisé, on pour les dirigeants trotskistes notamment.](#)

On vous a caché que depuis un siècle, ce qu'il appelle la gauche, la gauche des capitalistes au pouvoir avait toujours été synonyme de guerre. Ce n'est pas seulement le capitalisme qui porte en lui la guerre, mais ses représentants quelque soit leur étiquette.

L'aventure franco-américaine en Syrie : Un remake de Mayssaloun - Mondialisation.ca, 01 septembre 2013

Extrait.

L'alignement de la France une tradition de la Gauche

- Le président français tient à « *punir* » le président Assad, le choix délibéré de ce mot est là pour blesser, on punit un élève, un être inférieur à soi. Curieusement les pouvoirs de gauche à une propension à casser de l'arabe et à le punir. Souvenons la gauche de Guy Mollet (SFIO) avec un certain François Mitterrand s'était illustré pour avoir à la guillotine 200 patriotes algériens pendant la révolution. A la même période s'alliant à la perfide Albion et avec l'aide d'Israël, ils partirent « punir » l'Egypte en 1956. Vingt cinq plus tard le même Mitterrand devenu président est allé guerroyer dans les sables irakiens en 1991. Il n'est donc pas étonnant que l'actuel président continue le sacerdoce en allant punir Bachar Al Assad. Mondialisation.ca 01.09

Quel palmarès ! Et ce n'est qu'une infime partie de leurs crimes.

Voilà le parti avec lequel on vous a appelé à réaliser le front unique, à voter pour leurs candidats pendant plus d'un demi-siècle. Et ceux-là osent se revendiquer du marxisme et du trotskisme, honte à eux ! Vous comprenez maintenant pourquoi ils ne tiennent pas à faire l'inventaire de la lutte des classes depuis 1940 ? C'est leur incurie politique, leur faillite politique qui serait dévoilée au grand jour.

Le Conseil national de la résistance et le premier gouvernement constitué à l'issue de la Seconde Guerre mondiale ne fut pas en reste, cela les staliniens et gaullistes ne les ne s'en vanteront pas.

Georges Stanechy - <http://www.legrandsoir.info/syrie-la-france-asservie.html>

- Inaugurant une trentaine d'années d'occupation française, l'implacable application de La Loi du Plus Fort, dans la sauvagerie d'une colonisation méprisante face au Peuple Syrien qui jamais ne l'accepta. Révoltes multiples, répressions sauvages. C'est ainsi qu'en 1945, le lendemain de l'armistice de la 2^e guerre mondiale, la France tirait encore au canon sur la population de Damas : Le 29 mai 1945, après dix jours de manifestations ininterrompues, les Français, sous l'ordre du général Oliva-Roget bombardent Damas pendant 36 heures d'affilée. Les morts et les blessés se comptent par centaines. (..) Il est vrai que l'encre à peine séchée de l'armistice du 8 mai 1945 avec l'Allemagne, la France tout juste libérée, nos Gouraud de l'époque couraient, fusaient dans tous les sens, pour « *repandre en main notre empire colonial* » qui montrait quelques velléités d'indépendance. Ce furent des semaines et des mois d'atrocités depuis l'Indochine jusqu'au Cameroun, avec les sommets de l'horreur dans les tueries à Sétif en Algérie et à Madagascar. Des massacres de populations par dizaines de milliers. Le

Peuple Syrien ne put échapper à cette folie répressive. Mais, quelle que soit son appartenance ethnique et religieuse, il a toujours résisté. La France ne l'a jamais supporté. legrandsoir.info

Un rappel utile aux nostalgiques des "jours heureux" (M'PEP) !

Merci à la gauche, à l'extrême gauche, en particulier aux trotskistes, à tous les fourvoyeurs du socialisme qui ont voté ou appelé à voter Hollande et pour les candidats du PS, leurs satellites et leurs alliés.

En titre

- Syrie et ailleurs : les choix occidentaux sous influence des pétromonarchies du Golfe Alexandre Del Valle - Atlantico.fr -
- Obama : Bachar al-Assad doit «rendre des comptes» - Libération.fr
- Syrie : l'UMP exigera un vote si la France intervient sans l'aval de l'ONU - LeMonde.fr

Parole d'internaute

1- " Sur ce qui s'est passé le 21 aout, pourquoi n'appliquez vous pas le même sens critique que sur les allégations occidentales ?

Qu'il y ait eu des victimes de gaz, personnes ne le conteste. Mais dans quelles conditions ? Une attaque massive de l'armée régulière syrienne sur la zone est bien possible, avec des armements conventionnels, et un millier de morts ou plus avec un bombardement est très cohérent. Si au milieu de ca un accident en manipulant du gaz de combat est survenu chez les rebelles, gazant un certain nombres de victimes, la tentation peut être trop belle pour présenter l'ensemble des victimes (de l'attaque régulière) comme celle d'une attaque massive au gaz, alors que seules un nombre limité de victimes auraient été effectivement touché par du gaz... En dehors des protagonistes, personne ne peut aujourd'hui prétendre à une version irréfutable de ces événements.

Ce qui est sûr, c'est que l'armée régulière Syrienne dispose d'un armement conventionnel puissant et peut sans problème raser un quartier sous les bombes, sans utiliser de gaz. Quel serait l'intérêt pour elle de pratiquer une attaque massive au gaz (à la diffusion toujours délicate à contrôler), en milieu ouvert et dense, faisant courir des risques aux populations qui soutiennent le régime ainsi qu'à ses propres troupes qui combattaient dans la zone rebelle à ce moment. C'est juste ridicule !

Il est également indiscutable que les rebelles ont à certaines occasions utilisé des armes chimiques, pourquoi n'y a t'il pas de « ligne rouge » pour eux ?

Ils ont également commis d'innombrables crimes de guerre, sinon contre l'humanité (massacre de civils, tortures et barbaries diverses qu'ils diffusent à profusion sur le net, chacun peut voir cela). Pourquoi ces crimes là seraient plus acceptables que ceux attribués au regime d'Assad ?"

2- " Je m'attendais à du sérieux ; eux, le Gouvernement nous a servi rien d'autre que de la Propagande comme celle qui nous distillent depuis presque deux ans et demi mais aucune preuve ! Tous ces mois à diaboliser, à nier parfois l'évidence des massacres perpétrés par les Rebelles/Terroristes (des journalistes allemands ont fait leur travail d'investigation en montrant que la Violence n'était pas systématiquement ou l'Occident la situe, mais aussi abondamment chez ceux que nous formons, armons et légitimons dans leur tueries, mais qui nous combattons dans d'autres régions du Monde !). Le 27 Aug 2012 un site djihadiste turque affirme que des armes chimiques ont été trouvés dans une base de l'Armée loyaliste près d'Alep tombe dans les mains des Rebelles.

Le 19 Mars 2013 une attaque à l'Arme chimique près d'Alep tue des civils et 16 soldats. Une condamnation de l'attaque au niveau Occidentale, aurait probablement calmé le jeu, mais l'Occident Coloniale, n'a rien vu ! HONTE ! Le Monde Occidentale a été hypocritement silencieux, pire, nos Gouvernements ont retardé de presque "cinq mois" l'arrivée des Inspecteurs de l'ONU ! Début du mois d'Avril la police turque avait arrêté un des nos protégé en possession de 5 kg de gaz sarin ! NSNBC international basé au Danemark, avait publié le 7 Juillet un Rapport le voici : les oppositions militaires et politiques soutenues par l'Étranger, planifiaient pour Aout et Septembre, une escalade politique et militaire contre la Syrie et que l'utilisation de l'arme Chimique justifierais alors, la demande pour une no-fly zone, l'ouverture de couloirs Humanitaires et une intervention Militaire !

SVP, n'oubliez pas que les USA ont usé et abusé de l'Arme Chimique (Agent Orange) pendant leur guerre au Vietnam, initié aussi, par un mensonge. La France n'a jamais soutenu une large coalition pour punir les USA de ce comportement INDECENT ! Deux poids deux mesures, comme d'habitude quand l'Occident est impliqué dans le DESHONNEUR !"

3- " Je ne comprends pas cette propension aux mensonges et à la manipulation de l'opinion.

C'est le mal du pouvoir, l'atavisme des dirigeants.

Quelle perversion de vouloir dissimuler la vérité à des fins politiques, pour se donner une stature internationale et marquer des points dans sa cote de popularité.

Mais que l'on dise la vérité, que l'on connaisse les tenants et les aboutissants de cette affaire. Que l'on nous explique ce qui se cache derrière, la motivation, l'enjeu stratégique géopolitique.

Nous sommes un peuple éduqué non ?

Je trouve que les élites de ce pays méprisent son peuple et ça c'est très dangereux !"

[La réaction médiatique.](#)

- Attaque chimique en Syrie : pourquoi l'article soupçonnant les rebelles n'est pas crédible - rue89.com 03/09/2013

Alors pourquoi ? C'est simple : "Ces témoignages dessinent un scénario très différent de celui qu'avancent Barack Obama ou François Hollande", c'est donc inacceptable. Mais encore : parce que c'est "un article à charge contre l'Arabie saoudite", un crime, puisque l'Arabie saoudite est l'allié n°1 des Américains depuis que le Qatar a été renvoyé aux vestiaires.

Boycott du Nouvel Observateur et de Rue89 !

[Une vidéo.](#)

Terroristes tchétchènes en Syrie - Publiée le 10 mars 2013
<http://www.youtube.com/watch?v=aN0enezKkfs>

Un rappel (<http://www.lepartidegauche.fr>)

- En 1988, la CIA aidait encore Saddam Hussein à organiser une attaque chimique contre l'Iran. En 2002, lors de l'affaire des courriers à l'anthrax, l'enquête, qui visait initialement les réseaux d'Al-Qaïda, s'arrêta vite quand on découvrit que le produit était issu des laboratoires de l'armée états-unienne (le coupable désigné se serait suicidé). En ce moment, l'Irak subit la pollution causée par les missiles à uranium appauvri utilisés par l'armée états-unienne. Ajoutons que la Syrie n'est pas le seul pays à n'avoir pas signé ou ratifié la convention de 1993 qui fait obligation de détruire les stocks d'armes chimiques. La presse va-t-en-guerre ne cesse de citer la Corée du Nord mais oublie souvent deux grands Etats de la région : l'Égypte et Israël. Deux pays alliés historiques des Etats-Unis...

[Leur allié, ce sont les institutions politiques du capital.](#)

PG - Notre allié c'est le droit - 02.09

Quel droit, celui du peuple syrien à disposer de lui-même ? Pas vraiment, aux différents impérialistes d'en décider à sa place :

"... Ensuite il faudra travailler à rapprocher les positions. Là encore, la France peut nouer un dialogue nouveau avec la Russie, à condition de ne pas soutenir comme l'a fait Hollande au dernier sommet de l'OTAN le projet états-unien de bouclier anti-missiles qui vise à la priver de sa capacité de dissuasion nucléaire. "

Mais encore, de quel droit, dans quel cadre ? Mais celui de l'ONU voyons :

"... Jamais jusqu'ici nous n'avions épousé la thèse selon laquelle l'utilisation du droit de veto reconnu par le droit international..." lepartidegauche.fr 02.09

[Echo de différents partis.](#)

Tendance Claire du NPA

- Cela ne signifie aucun soutien à Bachar El-Assad et nous condamnons sans ambiguïté les prétendus partis révolutionnaires ou de gauche, issus généralement du stalinisme, qui soutiennent le dictateur au moment où il massacre son peuple en osant le présenter comme anti-impérialiste ou progressiste. Mais il est crucial que son renversement soit réalisé par le peuple syrien lui-

même, qui poursuit sa lutte héroïque malgré les manipulations dans ses propres rangs et la confusion extrême. <http://tendanceclaire.npa.free.fr> 31.08

Rappelons que selon la CIA, que l'on ne pourra pas accuser de collusion ou de complaisance envers Assad, a reconnu récemment que plus de 70% de la population syrienne soutenait la guerre que mène l'armée nationale syrienne contre les djihadistes qui détruisent le pays et se livrent à des massacres de civils, tout au plus les opposants au régime en janvier 2011 représentait 10% de la population, c'est un peu léger pour faire une révolution, on n'est plus au temps de Blanqui depuis quand disait Engels, juin 1848, mais bon, il y en a toujours pour avoir un certain retard à l'allumage.

Personnellement je n'ai trouvé aucun parti ou formation politique qui présentait Assad comme anti-impérialiste ou progressiste.

Autrefois, il suffisait qu'un parti dominé soit attaqué par un parti dominant pour qu'on en prenne la défense, sans se poser la question de savoir quel régime existait dans ce pays, forcément un régime bourgeois pas vraiment démocratique, généralement de type féodal ou semi-féodal, un brin esclavagiste ou dictatorial selon les critères d'aujourd'hui.

De nos jours, apparemment cette formule a fait son temps, nos internationalistes de salles de classe trient les Etats qui doivent être défendus contre une agression à visée impérialiste et ceux qui ne le méritent pas parce qu'il y aurait un dictateur ou un tyran à sa tête. Quand Marx et Engels soutèrent officiellement et pas en cachette pour ne pas se faire réprimander par des révolutionnaires d'opérette Bismarck et l'unité de la toute jeune nation allemande, les malheureux, ils devaient ignorer la personnalité du Kaïser qui était le plus farouche ennemi du socialisme, voila les fondateurs du socialisme scientifiques ravalés au rang de réactionnaires !

Pendant la Seconde Guerre mondiale en France, des militants de toutes tendances politiques se sont rassemblés pour lutter ensemble contre le régime de Vichy et le régime nazi, et les militants de gauches ou d'extrêmes gauches qui ont participé à ce combat n'étaient pas des salauds de vendus à la bourgeoisie ou au capital. Tout comme Marx et Engels le firent quand Bismarck retourna ses armes contre la République française, une fois la guerre terminée chacun reprit le combat sur son terrain de classe respectif, sauf les sociaux-démocrates et les staliniens qui prolongèrent la partie... jusqu'à nos jours !

L'essentiel aujourd'hui pour les travailleurs syriens, c'est de sauvegarder l'indépendance et la souveraineté de leur pays qui constitue le cadre dans lequel ils pourront reprendre avec plus d'acharnement la lutte de classe contre le régime d'Assad, or lui seul incarne l'unité de la Syrie et est en mesure de rassembler autour de lui l'immense majorité des Syriens pour liquider les djihadistes et mettre fin à cette guerre et empêcher les Français et les Américains de le livrer aux barbares comme en Libye ou de lui réserver le même sort qu'en Irak ou les différentes communautés s'affrontent dans une guerre civile sanglante sans fin.

Personne d'autre qu'Assad n'est en mesure d'incarner l'unité de la Syrie ou des différentes communautés qui la composent, c'est ainsi et il faut faire avec. On n'a même pas à se lamenter en se disant que c'est regrettable, c'est un paradoxe de l'histoire voilà tout. On ne soutient pas Assad le dictateur, mais Assad le garant de l'unité de la Syrie, maintenant libre à ceux qui n'ont rien d'autres à faire que de se livrer à un amalgame malhonnête, cela leur retombera dessus un jour ou l'autre, ils n'ont déjà aucune crédibilité auprès des travailleurs.

On se trouve en présence de militants ultra dogmatiques qui prennent leurs désirs pour la réalité, qui refusent de prendre en compte les rapports entre les classes, qui tournent le dos systématiquement à la réalité, ils inversent l'ordre des priorités et finalement ne comprennent rien à rien ce dont ils font la démonstration lorsqu'ils affirment à propos d'Assad " *il est crucial que son renversement soit réalisé par le peuple syrien lui-même*", ce serait préférable effectivement, pure sophisme en réalité puisque le peuple syrien est très loin de réunir les conditions pour y parvenir, on se demande ce que cela vient faire dans l'analyse de la situation à ce stade, sauf à faire entendre une voix de plus qui souhaite le renversement du régime syrien au moment où l'impérialisme américano-franco-sioniste s'apprête à passer à l'action militaire pour y parvenir, c'est finalement mêler sa voix à la leur au pire moment qui soit, dans le genre opportuniste ce n'est pas mal.

Une formation qui s'intitule Communiste bolchevik, inconnue.

Eux aussi, comme Mélenchon et la confrérie des illusionnistes réunis, ils réclament le respect du "*droit international*" ou s'en remettent à l'ONU.

On ne l'a pas encore dit par manque de temps, on ne peut pas tout dire en une seule fois, la référence à l'ONU a une signification politique. Cette institution a été fondée à l'issue de la Seconde Guerre mondiale à l'initiative des Etats-Unis, le grand vainqueur de la guerre, flanqué de quatre autres puissances impérialistes, France, Grande-Bretagne, Chine et Russie, qui ont constitué le Conseil de sécurité qui n'a absolument aucune légitimité il faut préciser, sinon la puissance de leurs canons, c'est un pouvoir extraordinaire qu'ils se sont octroyés sans que personne ne le remette en cause, mieux à peu d'exceptions près ils y font tous allégeance, ce qui paraît à peine croyable quand on y pense, au passage cela montre à quel point ils sont subordonnés au capitalisme.

Ils font donc appel aux cinq puissances impérialistes parmi les plus puissantes de la terre pour décider du sort d'Etats, de nations,

de pays, de peuples, à leur place, on croit rêver, mais on ne rêve pas malheureusement. Qu'ils décident la paix et la paix règnera, qu'ils décident la guerre, et la guerre s'imposera à tous, elle sera légitime. Autant dire qu'il n'y a absolument rien à attendre de partis ou de formations politiques quelle que soit leur dénomination qui s'en remettent à l'ONU. Nous, nous ne lui reconnaissons aucune légitimité, cette institution doit être liquidée, c'est non négociable.

Il en va de même des institutions de la Ve République et de l'UE évidemment.

- Urgent : les pays impérialistes en déclin se préparent à piétiner de nouveau le droit international en brandissant la menace de frappes contre la Syrie.

Non pas pour punir Bachar-al Assad, mais plus probablement les 70 % de syriens qui, comme le reconnaissait récemment l'OTAN, le soutiennent.

Il faut dire que les "*rebelles*", que seuls 10 % des syriens soutiennent, sont aux abois et ont perdu "la bataille pour les cœurs et les esprits" ! <http://www.communisme-bolchevisme.net/>

Une tendance maoïste (<http://servirlepeuple.over-blog.com>)

- Ce serait donc acté : devant une attaque à l'arme chimique, dont on ne débattrait pas ici de qui en est l'auteur (régime ou 'rebelles'), les deux étant tout aussi probables l'un que l'autre, on s'acheminerait donc dans les prochains jours vers des '*frappes ciblées*' pour '*punir*' le régime social-fasciste de Bachar el-Assad.

Bon, on se félicitera si les Français et les Américains débarrassent le peuple syrien d'un régime social-fasciste : c'est le maoïsme, la version chinoise du stalinisme.

Dans un autre article plus éloquent encore. Courant de la Gauche Révolutionnaire, Damas, 22 août 2013

Là ils ne font pas dans la dentelle, ils diabolisent le régime syrien et apporte de l'eau au moulin de ceux qui veulent le renverser, qui au fait, le peuple syrien, certainement pas il n'en a pas les moyens et il est derrière Assad, qui d'autres alors, vous avez deviner qui peut s'atteler à cette tâche sinon la coalition militaire dirigée par les Américains. C'est toujours le maoïsme.

- Le régime dictatorial poursuit sa politique d'extermination de notre peuple. L'aube du 21 août 2013 a vu mourir de centaines de Syriens...

Le massacre et la coercition de notre peuple se poursuivent, perpétrées par la machine de mort et de destruction d'un régime qui dépasse le fascisme par sa sauvagerie. C'est une tragédie que le monde n'a pas connue depuis bien longtemps, la tragédie d'un peuple insurgé pour sa liberté et sa libération des griffes d'un régime dictatorial, sauvage de par sa répression et sauvage de par son exploitation des opprimés de notre pays, au service des intérêts d'une petite clique de bourgeois....

Cet acte criminel et odieux de la clique au pouvoir contre des civils isolés s'inscrit avec cynisme vis-à-vis de l'existence humaine... <http://servirlepeuple.over-blog.com>

Bon, heureusement que personne ne les prend au sérieux, sauf le NPA, ils font la paire.

[Absence de preuves impliquant le régime syrien dans l'usage d'armes chimiques.](#)

- Syrie : "*Déclassifier des documents pour prouver que des politiques disent vrai, c'est inédit*" - Francetv info

"Ce document n'est pas une preuve, pas même un rapport brut des services de renseignement français", affirme au Point.fr Éric Denécé, directeur du Centre français de recherche sur le renseignement (CF2R). "*Il s'agit d'une synthèse gouvernementale de plusieurs papiers des services de renseignement afin de manipuler l'opinion et les parlementaires*", estime le spécialiste. Le Point. fr 03.09

Un coup pour rien

- Attaque chimique en Syrie : ces preuves qui n'en sont pas - LePoint.fr

Du coup ils en refabriquent...

- Armes chimiques en Syrie : la preuve par l'image - Le Nouvel Observateur

Pourquoi s'acharner à fournir des preuves, puisque un "faisceau de présomptions" fera l'affaire.

"Il ne sert à rien d'attendre des preuves irréfutables de l'implication de Damas, car elles n'arriveront jamais, à moins que l'on ait eu sur le site de l'attaque un radar de détermination de trajectoire balistique", note Olivier Lepick, spécialiste des armes chimiques à la Fondation pour la recherche stratégique (...). "En revanche, il existe un tel faisceau de présomptions qu'il ne fait aujourd'hui aucun doute que le régime syrien est à l'origine de l'attaque chimique de la Ghouta. En ce sens, les faits militaires rapportés par la note française et les conclusions tirées ne souffrent aucune contestation." Le Nouvel Observateur 03.09

Précision.

- Syrie - Les déclarations de MSF ne peuvent pas cautionner une action militaire - 3 septembre 2013 - legrandsoir.info

MSF. Ces deux derniers jours, le gouvernement américain et des responsables d'autres pays ont fait référence à des rapports émanant de différents organismes, dont Médecins Sans Frontières (MSF), tout en indiquant que l'utilisation d'armes chimiques en Syrie était « *indéniable* » et pour désigner les auteurs de l'attaque.

MSF souligne aujourd'hui que ses informations médicales ne peuvent être utilisées comme preuve pour attester l'origine précise de l'exposition à un agent neurotoxique ni pour attribuer une responsabilité. legrandsoir.info 03.09

Il n'empêche que les fondateurs de MSF, Bernard Kouchner et Rony Brauman justifient toutes les guerres de l'impérialisme anglo-saxon-sioniste.

Haut de page ↗

Le 5 septembre 2013

CAUSERIE

Actualisation partielle du site, la suite dans deux heures environ, elle figurera à la suite, plus des articles de presse et de nouveaux articles de portails indépendants.

Ils poursuivent leur stratégie.

Ce qui est intéressant à analyser, ce sont les raisons pour lesquelles ils veulent renverser le régime d'Assad. Qui les analysent ? Mais tout le monde voyons, vous ne lisez pas. Non, je passe ma journée à dormir à l'ombre d'un cocotier !

Faudrait-il au départ savoir de quoi et de qui on parle, si on pense au gaz et au pétrole, ainsi qu'à l'impérialisme américain, on a faux sur toute la ligne.

Ah ben nous voilà bien ! Vous voulez dire mal car vous croyiez connaître la réponse. C'est effectivement ce que tout le monde répète en chœur, parfois avec quelques variantes. Vous avez raison, et bien cessons de penser comme tout le monde si nous voulons vraiment savoir ce qui se passe et ce qui se trame. Je vous garantis qu'on s'en porte mieux. Cela nous servira à quoi ? A rien, d'ailleurs il n'a jamais servi à rien de savoir quoi que ce soit si on ne savait pas quoi en faire, on se demande même pourquoi la civilisation humaine s'est développée, on aurait dû rester percher sur un arbre ou terrer au fond d'une grotte.

Le gaz et le pétrole sont secondaires, les Américains n'en ont pas besoin, ils ont déjà ce qu'il faut et il en regorge encore dans les sous-sols de la planète, ils en ont découvert récemment au large d'Israël, du Liban, de la Syrie, de la Grèce, etc. et ce sont leurs compagnies qui l'exploitent avec d'autres, tenez avec les Russes, Rosnef associé à BP par exemple, ce n'est donc pas la bonne raison.

Ils convoitent le contrôle politique du monde. Qui cela, les Américains ? Non l'oligarchie anglo-saxonne-sioniste, les sionistes qui sont à l'origine du néolibéralisme, l'idéologie qui sert de support à leur stratégie de nouvel ordre mondial, de gouvernement mondial, de dictature mondiale, vous n'avez pas senti ces derniers jours comme un parfum nauséabond de dictature mondiale qui envahissait la planète ?

Ils veulent liquider Assad pour les mêmes raisons qu'ils ont liquidé S. Hussein et M. Kadhafi, vous pouvez ajouter Ben Ali et Moubarak, Morsi ne faisait pas parti de leur scénario, mais ils ont dû s'y résoudre, et ils retourneront au Soudan, ils n'ont pas terminé le boulot, il y en a d'autres en Afrique qui vont sauter, plus tard, Mougabé par exemple. Regardez la situation qu'ils ont créé en Somali et en Irak, elle leur convient parfaitement.

Il leur faut des Etats soumis où qu'ils ont mis eux-mêmes en place, qu'ils contrôlent, un point c'est tout, pour eux il n'existe pas d'alternative. Instaurer un gouvernement mondial, une dictature mondiale, signifie qu'il ne doit exister aucun Etat indépendant, tous doivent être sous leur coupe et fonctionner selon la politique qu'ils ont définie, ils ne tolèrent aucun écart, et en cas de vétille d'indépendance ils les écrasent comme des mouches !

Il y a plus de deux ans j'ai écrit qu'ils iraient jusqu'au bout et que je ne donnais pas cher du régime syrien, ils ont été jusqu'à financer le régime nazi et l'extermination des juifs, c'était des banquiers juifs à l'origine, qui le sont toujours ou qui se sont convertis, peu importe, cela ne compte pas pour eux, il n'y a que pour ceux qui en parlent que cela compte et ils les laissent dire puisque cela fait leur affaire, le monde est rempli de gens qui s'écoutent parler et croient détenir la vérité, ceux qui détiennent le pouvoir les manipulent, bref, c'était pour dire que leur détermination était infaillible et leur cynisme sans limite, à côté la cruauté est un coup de canif insignifiant à la morale, mal les connaître serait assurément fatale !

On a fait comme Marx lors de la Commune, on savait d'avance le sort de la Syrie scellé, mais on a mené le combat à ses côtés, que pouvions-nous faire d'autres ? On va payer très très cher le fait de refuser d'admettre que depuis les années 70 on est passé d'un système capitaliste en décomposition ou en péril à un monde en perdition, et qu'au-delà du capitalisme et ses contradictions, ils avaient décidé de mettre en oeuvre une stratégie pour s'en affranchir, pour être plus précis on devrait plutôt dire qu'ils sont passés à une nouvelle phase de leur plan, qu'ils ont accéléré la mise en oeuvre d'une stratégie qui a été conçue il y a fort longtemps, et dont les contours se sont affinés ou leur sont apparus plus nettement au fil du temps, car eux-mêmes ne maîtrisaient pas tous les facteurs qui composaient la situation mondiale, il fallait bien que les conditions soient réunies pour aller de l'avant, si besoin était, ils les ont créées.

On nous parle sans cesse de la crise du capitalisme, ce serait elle aussi qui serait à l'origine de la guerre contre la Syrie, elle est devenue un objet de culte, on l'agite dans tous les sens, mais finalement le capitalisme ne s'effondre pas, pas de bol ! On se demande ce qu'ils vont trouver ensuite pour expliquer la situation dans laquelle nous sommes. La meilleure c'est qu'il peut s'effondrer, à la manière d'une démolition contrôlée, et là tout heureux nos détracteurs en pisseraient de joie dans leur culotte croyant nous avoir pris en défaut, et de trouille car ce sont des chiasseux, alors qu'en réalité les maîtres du monde s'en serviraient pour accroître encore leur pouvoir, cet effondrement qu'ils auront retardé de quelques années ou décennies serait un nouveau pas franchi vers l'établissement d'un gouvernement mondial, tous les acteurs ayant trempé dans cette crise étant discrédités, les Etats en premier lieu, saufs eux, comme toujours, banquier est un sacerdoce !

Quand j'ai affirmé que leur stratégie était de liquider le capitalisme, je me suis fait traiter d'abruti, je n'en attendais pas moins. Vous savez que la lutte des classes est le pendant du capitalisme, par contre mes détracteurs admettent que la lutte des classes pourrait disparaître, qu'ils ne disent pas le contraire ils ne cessent de le répéter, par exemple en mettant en avant la nécessité de combattre pour l'indépendance des syndicats, on est bien d'accord n'est-ce pas, alors je voudrais qu'on m'explique comment le capitalisme pourrait survivre si la lutte des classes disparaissait, ou plutôt, est-ce que le système économique qui existerait une fois la lutte des classes liquidée mériterait encore la même caractérisation, appellation, dénomination, appelez cela comme vous voudrez, serions-nous encore sous le même régime économique ou social ou il s'agirait de tout autre chose ? On pourrait aborder cette question sous un autre angle, opposé. Si le socialisme avait vaincu à l'échelle mondiale et que la lutte des classes s'était éteinte, serions-nous encore sous un régime socialiste ou serions-nous passé à la seconde étape du communisme qui doit nous permettre d'accéder au règne de la liberté ? C'est dialectique, quelque part c'est élémentaire, mais nos grands intellectuels en sont dépourvus apparemment où elle est bien déformée dans leur tête.

Vous aurez observé que les oligarques abordent la question de la guerre contre la Syrie en se foutant pas mal de la crise du capitalisme, de l'instabilité sociale ou politique qui règne dans telle ou telle pays, du rejet de la guerre par les peuples, ils s'en tapent parce qu'ils savent qu'ils n'ont aucun pouvoir politique, il leur a déjà été confisqué ou ceux qui l'incarnent sont corrompus, des jaunes, des traîtres ou des ignares. Ils appliquent leur stratégie, point barre. Maintenant les choses peuvent se passer autrement que ce qu'ils ont imaginé, souhaitons-le, c'est tout ce qu'on peut espérer, et qu'un sursaut populaire survienne qui oblige le mouvement ouvrier à réagir et ainsi de suite. Il faut être parfaitement lucide, on part avec un sérieux handicap, mais on ne veut pas s'avouer vaincu, on n'en a pas le droit, chacun doit être à son poste de combat, au côté du peuple syrien, pour le socialisme.

Si on avait eu leur stratégie en tête et qu'on s'était intéressé de plus près à ce qu'ils tramaient depuis des décennies, on aurait pur construire le parti et l'Internationale sur les bases du léninisme, le léninisme, c'est l'antithèse du néolibéralisme, c'est ce qui le caractérise le mieux de nos jours, mais paradoxalement c'est ce dont nous sommes le plus éloignés, dont on a une image caricaturale, un peu comme ceux qui diabolisent l'oligarchie financière au lieu de comprendre les véritables intentions qui l'animent qui sont suffisamment cyniques pour qu'on n'ait pas besoin d'en rajouter, le léninisme incarnant la rupture brutale, violente, sans condition avec le capitalisme et ses institutions, la révolution socialiste pour y parvenir, donc la guerre sans merci à notre ennemi, ce qui effarouche les âmes sensibles qui auront tout lieu de l'être si un jour des bombes se déversaient sur leur tête, nous nous préférons prendre les devants et les lancer sur celle de notre ennemi, certains conçoivent le militantisme comme un suicide, nous comme un combat à mort en espérant bien en sortir victorieux. Il faut être suicidaire pour suivre les dirigeants que nous avons aujourd'hui, nous nous tenons à la vie ou à périr pour la bonne cause, avouez qu'une confusion en la matière serait dramatique, c'est là toute la différence.

On poursuivra une autre fois, il est déjà 0h40.

La stratégie de notre ennemi nous pose problème pour ne pas l'avoir étudiée suffisamment à fond, il faut en convenir. On ignore comment il compte s'y prendre, on ignore les rapports qui existent entre les différents moyens qu'ils a mis au point ou développés pour avancer vers son objectif, par quelles étapes ils comptent passer.

Avant d'écrire cet article j'avais un autre truc en tête que j'ai laissé de côté. Ils détruisent nos droits collectifs pour les remplacer par des droits individuels qui au bout du compte n'en sont pas, en réalité on se retrouve sans droit, mais on n'arrête pas de nous dire qu'on acquiert de nouveaux droits, c'est très habile et sournois. Je pensais à l'Inde où les travailleurs n'ont pas de droits sociaux, sauf les fonctionnaires et les salariés des grandes et moyennes entreprises, et encore dans ces dernières ils sont très limités. Tu n'as pas de droits, je me suis demandé ce que cela signifiait, en fait, les travailleurs se retrouvent dans la même situation que leurs ancêtres qui vivaient sous un régime féodal, sans droit.

On compare parfois le gouvernement mondial que l'oligarchie financière veut instaurer à une monarchie absolue, on dit aussi qu'on retourne à l'Ancien Régime avec la régionalisation, etc. c'est bien le type de rapports sociaux ou de régime qui caractérise leur projet.

Deux vidéos

1- Témoignage de l'ex-otage Jonathan Alpeyrie, photjournaliste retenu en otage par les terroristes (vidéo)
- Publiée le 30 août 2013

<http://www.internationalnews.fr/article-temoignage-de-l-ex-otage-jonathan-alpeyrie-photojournaliste-retenu-en-otage-par-les-terroristes-vi-119805226.html>

<http://www.youtube.com/watch?v=c7ld2HeOan8>

L'histoire de la captivité et de la libération du photographe franco-américain Jonathan Alpeyrie, détenu pendant 81 jours Il avait été enlevé fin avril par les "rebelles" en Syrie.

Le 29 avril, Jonathan Alpeyrie a décidé de se rendre dans la banlieue de Damas, il avait un contact avec une brigade d'une vingtaine d'hommes, avec qui devait passer une journée. il est tombé dans un piège et trahi par son fixeur, qui l'a vendu, à un checkpoint, des hommes cagoulés nous ont sortis du véhicule.

Jonathan Alpeyrie revient sur les simulacres d'exécution dont il a été l'objet et les chrétiens qu'il a vu torturés à côté de lui

Je n'ai pas pu visionner cette vidéo car ma connexion est trop lente, je ne vous l'ai pas dit mais depuis deux semaines, c'est la galère, je perds un temps fou. internationalnews.fr

2- Syrie: les terroristes islamistes d'Al Nosra à solde de l'Occident brûlent vifs trois civils/Al-Nusra terrorists burn 3 Syrians alive (video)

http://www.youtube.com/watch?v=_7_isdYThwE&feature=player_embedded

<http://www.moslempress.com/al-nusra-terrorists-burn-3-syrians-alive2/>

Cette vidéo montre les militants d'Al Nosra, un groupe affilié à Al Qaeda, mercenaire des USA et de la France, brûler vif trois Syriens après les avoir aspergés d'essence. Enfin, cela n'est pas pire finalement que les crimes contre l'Humanité des Etats-Unis en Iraq (armes à l'urnaium appauvri, à la fois chimiques et radioactives), à Hiroshima, au Viet Nam (Agent Orange...) et ailleurs, et ceux des Israéliens avec leurs bombes au phosphore sur la population civiles de Gaza... Rien que de très banal après tout... internationalnews.fr

Réaction. Le camp de la guerre contre tous les peuples.

Le Parti socialiste des capitalistes dans le camp de la guerre contre la Syrie. Il en rajoute même une couche.

- Intervention en Syrie : le PS en rang derrière Hollande - Liberation.fr

Dans un communiqué, le Parti socialiste «*appelle à une réponse internationale ferme et forte contre le régime syrien*».

Le Parti socialiste, réuni mardi en bureau national, a apporté son soutien à François Hollande dans sa «*détermination*» à «*faire cesser les crimes du régime de Bachar Al-Assad*» en Syrie.

«La responsabilité du régime de Bachar al-Assad est établie et ne fait aucun doute : le Parti socialiste appelle à une réponse internationale ferme et forte contre le régime syrien pour qu'il soit mis fin à l'utilisation des armes chimiques», poursuit le parti dans son communiqué.

Le parti estime également que le débat parlementaire prévu ce mercredi, à partir de 16 heures, va permettre de «créer les conditions d'un rassemblement du pays sur la question syrienne, dans le respect du cadre constitutionnel régissant l'engagement de la France dans une action armée».

«Le Parti socialiste soutient la démarche du président de la République François Hollande qui, en mettant tout en œuvre pour arrêter le régime de Bachar al-Assad dans sa course vers la destruction de son propre peuple, défend les droits de l'homme, agit pour la paix dans le monde et protège la sécurité des Français», conclut le communiqué. Liberation.fr 04.09

A bas le PS ! Pas une voix, pas une signature, pas un soutien, à bas le front unique avec le PS !

Leur seul objectif : renverser le régime en place et obtenir le départ de Bachar al-Assad. Les preuves.

Notez bien qu'en cela, ils ont adopté la stratégie des néolibéraux, de l'oligarchie financière anglo-saxon-sioniste.

Hier à l'Assemblée nationale.

1- Malek Boutih a affirmé que le but reste de "dégager Al-Assad, même si Hollande ne peut pas le dire pour l'instant en raison du droit international." AFP 04.09

Le masque tombe (pour ceux qui ne savait pas encore à quoi s'en tenir).

2- Lors d'un débat sans vote sur la Syrie au Parlement français, le Premier ministre Jean-Marc Ayrault a déclaré qu'il "n'y aura pas de solution politique" s'il n'y a pas un "coup d'arrêt" aux "agissements du régime" syrien. AFP 04.09

Hollande a tout fait pour qu'il n'y ait pas de "solution politique" en Syrie, il avait même pris la tête des opposants à la présence de l'Iran à la Conférence de Genève et il n'a cessé de répéter que toute "solution politique" impliquant le maintien en place d'Assad serait impossible. C'est dans cette perspective que s'inscrit la déclaration de cet héraut de la guerre contre la Syrie.

3- Le Premier ministre a souligné que l'attaque du 21 août "constitue, en ce début de siècle, le plus massif et le plus terrifiant usage de l'arme chimique".

(Il a oublié les bombardements de l'Afghanistan, de l'Irak, de la Libye à l'aide d'uranium appauvri qui produit à long terme un massacre sans commune mesure avec l'utilisation du gaz sarin ou assimilé. Voilà qui est réellement "terrifiant", d'être gouverné par des monstres. - ndlr)

Outre l'obligation morale de répondre à cette attaque, le chef du gouvernement a également fait valoir que "ne pas réagir" militairement en Syrie reviendrait à "fermer la porte à un règlement politique du conflit", seul à même de déboucher sur "un départ" de Bachar al-Assad du pouvoir. AFP 04.09

(Il a été prouvé que les djihadistes avaient utilisé des armes chimiques contre la population civile et l'armée nationale syrienne, sans parler de leurs innombrables massacres plus horribles les uns que les autres de femmes et d'enfants, il a été prouvé qu'ils possédaient des stocks de produits chimiques permettant de fabriquer de telles armes, des témoignages et des preuves matériels existent, mais là le gouvernement français ferme les yeux et les oreilles, la "morale" n'a pas d'emprise, n'a pas lieu d'être invoqué, parce qu'elle mettrait en cause les ennemis du régime qu'il soutient, régime dont Hollande à la suite des néolibéraux ou sionistes s'est juré la chute, CQFD. -ndlr)

Fabrication de preuves.

1- Un témoignage "anonyme" qui fait état de "signes"...

- Un responsable occidental ayant requis l'anonymat a fait état de signes selon lesquels les autorités russes seraient bel et bien convaincues de la responsabilité de l'armée syrienne, mais ne veulent pas le faire savoir. (Reuters 04.09)

Remarquable, on ne peut imaginer témoignage plus imprécis, fabriqué de toutes pièces n'hésitons pas à le dire, par l'agence de presse américaine Reuters qui sert de relais à la propagande des va-t-en-guerre néolibéraux de la CIA, du Pentagone et de la

FED, il ne faut jamais oublier le cartel des banquiers anglo-saxons-sionistes sinon on ne comprend rien à notre affaire.

Tout comme l'AFP en France, Reuters est une agence totalement dévouée aux intérêts de l'oligarchie financière.

Tenez un exemple tout frais mettant en cause l'AFP.

- Quand l'AFP supprime une photo de François Hollande - Le Nouvel Observateur

Sur cette photo il sourit aux anges, c'est vrai qu'il y a de quoi de la part d'un dictateur, alors que le bruit des canons est déjà dans toutes les oreilles. Mais surtout il avait l'air particulièrement niais.

2- Une "**erreur**".

- Syrie : l'attaque du 21 août pourrait être due à une "**erreur**" de dosage - Le Monde 04.09

Nouvelle version. Il y a quelques jours ils avaient émis l'hypothèse que ce serait des soldats syriens qui auraient de leur propre chef décidé d'utiliser des armes chimiques sans en référer à leurs supérieurs hiérarchiques, apparemment ils ont rapidement abandonné cette version puisque pour qu'elle soit sanctionnée il aurait fallu qu'Assad désigne les coupables et les traduise en cour martiale.

Maintenant ce serait bien le régime d'Assad qui aurait fait le coup, mais par "**erreur**" ! La méthode ici consiste à le reconnaître coupable, mais pas responsable, il serait irresponsable, or on ne peut pas laisser un irresponsable qui peut décider de l'emploi d'armes chimiques à la tête d'un Etat, il faut qu'il dégage par n'importe quel moyen, il représente une menace pour la sécurité du monde et la boucle est bouclée.

- L'ampleur de l'attaque chimique du 21 août qui a fait plusieurs centaines de morts principalement dans la Ghouta orientale pourrait être due à une "**erreur**" de dosage, selon le chef des services de renseignement allemand Gerhard Schindler. (A défaut de preuves sur place, chaque Etat sort ses barbouzes ! - ndlr)

... les services de renseignement allemand, le BND, partage la position américaine, selon laquelle le régime de Bachar Al-Assad serait responsable de cette attaque, et donc de l'utilisation illégale d'arme chimique. (Normal, les deux régimes sont liés depuis plus d'un siècle, leurs banquiers depuis bien plus longtemps. - ndlr)

Le quotidien allemand Der Spiegel explique qu'une réunion à huis-clos a eu lieu pour informer les députés allemands des éléments dont dispose le BND. Gerhard Schindler a ainsi révélé que, si ses services ne disposent pas encore de preuve formelle, l'analyse des premiers éléments à leur disposition montre une implication évidente du régime de Damas. (Remarquable, l'implication du régime de Damas est "**évidente**", bien qu'ils "**ne disposent pas encore de preuve formelle**" pour étayer cette affirmation, leur invention quoi. -ndlr)

Seul Damas dispose en effet de gaz tel que le sarin, ainsi que des moyens logistiques utilisés lors de l'attaque, tels les petits missiles de 107 mm déployés sur la Ghouta. Selon M. Schindler, l'ampleur de l'attaque n'aurait pas été planifiée et pourrait être la cause d'une erreur de dosage du gaz. (Nouvelle fausse information, les djihadistes ont été pris à au moins deux reprises en possession de ce gaz, dont une fois en Turquie. - ndlr)

De plus, selon la BND, une telle attaque aurait pu avoir pour but d'intimider les rebelles, Bachar Al-Assad voulant remporter la bataille pour Damas. lemonde.fr 04.09

Intimider des mercenaires sanguinaires qui massacrent, égorgent, brûlent vifs hommes, femmes et enfants et pas seulement des militaires syriens, ben voyons ! - ndlr)

3- Ils ont dégoté un "**spécialiste**" !

- Syrie: l'attaque chimique de Bachar el-Assad, un «coup magistral» - Slate.fr

Au cours des deux semaines qui se sont écoulées depuis les attaques au gaz dans la banlieue de Damas (...) beaucoup de gens se sont demandé ce qui avait bien pu passer par la tête de Bachar el-Assad.

(Leur postulat : c'est Assad, affirmation sans preuve qui disqualifie la suite de cet article, mais voyons comment ils procèdent pour lui imputer ce massacre, c'est très instructif sur la monstrosité des médias, et slate.fr en particulier, un portail sioniste. -ndlr)

La question de la motivation a même poussé certains commentateurs à se demander si le gouvernement syrien avait vraiment perpétré l'attaque, ou si les rebelles eux-mêmes n'avaient pas essayé de déclencher une intervention internationale.

(Une fois qu'ils ont imputé cette attaque à Assad, ils émettent une hypothèse contradictoire qu'ils vont s'empresser de balayer ou de faire passer à la trappe. C'est une méthode, qui a défaut de preuves ou d'éléments matériels sert à tromper les esprits faibles ou naïfs, c'est du domaine de la manipulation des esprits. - ndlr)

Pour mieux comprendre ce qui peut avoir motivé Assad, j'ai parlé avec le spécialiste des sciences politiques Alastair Smith, de la NYU, co-auteur avec Bruce Bueno de Mesquita de *The Dictator's Handbook*. Ce livre de 2011 est une analyse brutalement cynique des raisons pour lesquelles les autocrates agissent comme ils le font.

(Chacun y va de son "*spécialiste*", ils ne les ont pas forgés pour des prunes, il faut bien que le moment venu ils servent à quelque chose, il s'agit généralement d'illustres inconnus. - ndlr)

Selon Smith et Bueno de Mesquita, les dirigeants sont motivés quasi-uniquement par le désir de rester au pouvoir. Pour comprendre leur comportement, il faut regarder leur «coalition gagnante», la petite équipe de soutiens qui leur permet de rester à leur poste.

(Or le régime syrien bénéficie du soutien de plus de 70% de la population selon la CIA, pour une "*petite équipe de soutiens*", ils repasseront. On peut ajouter le Hezbollah, l'Iran, l'Egypte, l'Algérie et la Russie, qui ne comptent pas, sont insignifiants. Que font-ils ici ? Ils occultent une partie de la réalité qui les dérange parce qu'elle constitue un démenti imparable à leur interprétation fallacieuse, fabriquée de toutes pièces. - ndlr)

La suite est du même tonneau en plus tordu, plus cynique, niant que la majorité des Syriens soutiennent le régime : Assad aurait gazé des civils pour montrer aux Alaouites et aux communautés minoritaires qui le soutiennent ce qui les attendrait si elles l'abandonnaient, si les contras prenaient le pouvoir, ils ont oublié les sunnites qui rejettent le salafisme et le takfirisme et qui sont aussi considéré par les djihadistes d'Al-Nosra et Al-Qaïda comme des indidèles qui doivent se convertir à leur idéologie barbare ou périer.

«Soyez brutaux. Utilisez tous les moyens à votre disposition pour trouver de l'argent, trouvez des alliés internationaux pour vous financer, et utilisez des techniques de répression brutales parce que cela va marcher. S'il n'avait pas été brutal, il ne serait plus là.»

(On a vraiment à faire à de dangereux psychopathes. Ils expliquent qu'Assad aurait utilisé des armes chimiques pour que les Américains interviennent, ce qui obligerait la Russie et l'Iran à le soutenir davantage, on ne peut imaginer stratégie plus débile et suicidaire, mais le camp de la réaction ne manque pas d'imagination. - ndlr)

Il ne manquait plus que la minable racaille : les ONG !

- La Coalition contre les armes à sous-munitions, qui regroupe 350 organisations de la société civile de plus de 90 pays, accuse le gouvernement de Bachar Al-Assad de faire un "*usage massif*" d'armes de ce type.

Le rapport 2013 "*détaille l'usage massif d'armes à sous-munitions par le gouvernement syrien au cours de la seconde moitié de l'année 2012 et de la première moitié de l'année 2013*", indiquent les experts. L'utilisation par la Syrie, Etat non signataire de la Convention, de grandes quantités de ces armes a fait "*de nombreuses victimes civiles*" : au moins 165, sur les 190 victimes de ces armes clairement identifiées dans le monde. (Ils sont allés sur le terrain de guerre pour les compter, si, si. -ndlr)

Au 31 juillet 2013, 112 Etats ont signé la Convention sur les armes à sous-munitions ou y ont adhéré ; elle interdit complètement l'utilisation, la production, le transfert et le stockage de ces armes.

Dix-sept pays, principalement en Asie et en Europe, continuent d'en produire ou se réservent le droit d'en produire à l'avenir. Parmi ces Etats producteurs, seuls trois sont connus comme ayant utilisé ces armes dans le passé : les Etats-Unis, Israël et la Russie. Le rapport 2013 est publié en vue de la quatrième réunion des Etats parties à la Convention, qui aura lieu à Lusaka, en Zambie, du 9 au 13 septembre. lemonde.fr 04.09

Quel torchon pouvait donner cette info aujourd'hui ? Le Monde. Tiens donc, cette Convention va se tenir juste au moment où la coalition militaire occidentale risque de déclencher un déluge de feu et de sang sur la Syrie. Simple coïncidence.

Le Monde : boycott !

[Le camp de l'opposition à la guerre contre la Syrie](#)

1- Le gouvernement syrien.

- Damas qualifie de "*honteuse*" la position de la France - AFP 04.09

- Le vice-ministre syrien des Affaires étrangères, Fayçal Moqdad, a affirmé dans une interview exclusive à l'AFP mercredi que la position de la France envers la Syrie était "*honteuse*", estimant que Paris était "*inféodé*" à Washington.

"Il est honteux que le président français (dise) +si le Congrès approuve, je vais en guerre, sinon je n'irai pas+, comme si le gouvernement français n'avait pas son mot à dire", a affirmé M. Moqdad.

Il faisait référence au Congrès américain qui doit voter sur le principe d'une intervention militaire en Syrie à la demande du président Barack Obama. AFP 04.09

Mais vous ne connaissez pas la meilleure, il y en a en France qui ont voulu nous faire croire que Hollande avait reçu un mandat des travailleurs, non mais attendez, parce que si tel avait été le cas il aurait pu l'honorer, incroyable n'est-ce pas ?

Non, ils n'allaient pas clamer sur tous les toits qui était vraiment Hollande et le PS, et ce qui allait se passer une fois qu'il serait élu, ils en sont les complices, oui j'entends ces révolutionnaires, anticapitalistes, trotskistes, socialistes, communistes. Pour qui roulent-ils ? Pour leur propre compte et celui du régime dont dépend leur situation, pour qui voudriez-vous que ce soit d'autres franchement ? Depuis quand ? Au bas mot, plus d'un demi-siècle. Etonnant découverte, n'est-ce pas ?

Et les transfuges du PS et du PCF, ils ne savaient pas... Quoi ? Le passé de leur parti, leur épouvantable histoire. Mais mon pauvre, ils s'en foutent, ils s'en contre-foutent oui, mieux ils le revendiquent ! Tout comme ceux qui les ont accueillis dans leurs partis, non mais qu'est-ce que vous croyez, eh ! oh, il faut redescendre sur terre...

Le gouvernement russe.

A la veille du sommet du G20 à Saint-Pétersbourg, Vladimir Poutine souffle le chaud et le froid sur le dossier syrien.

Après avoir laissé entendre qu'il pourrait accepter une action militaire validée par l'Onu, il a prévenu mercredi qu'un feu vert unilatéral du Congrès américain à l'usage de la force contre la Syrie constituerait un "*acte d'agression*".

"Tout ce qui est hors du Conseil de sécurité est une agression, exceptée l'autodéfense. Ce que le Congrès et le Sénat américain font maintenant revient par essence à légitimer une agression. C'est par principe inadmissible", a-t-il affirmé, accusant par ailleurs le secrétaire d'Etat américain, John Kerry, d'avoir menti sur le rôle d'Al Qaïda dans le conflit.

"Ils ont menti à merveille, évidemment. J'ai vu les débats au Congrès. Un parlementaire a demandé à M. Kerry : 'Est-ce qu'Al Qaïda se trouve là-bas ?' Il a dit : ' Non, je vous dis en conscience que ce n'est pas le cas ", a poursuivi le président russe, lors d'une réunion de son conseil des droits de l'homme au Kremlin, à la veille du G20 de Saint-Pétersbourg.

"Les unités d'Al Qaïda sont le principal maillon militaire et ils le savent. C'était déplaisant et surprenant pour moi - nous leur parlons avec l'idée qu'il s'agit de gens convenables. Or il ment et il le fait en connaissance de cause. C'est triste", a-t-il ajouté.

Dans un entretien accordé à l'agence de presse AP et à la première chaîne de télévision russe, Vladimir Poutine avait auparavant indiqué qu'il n'excluait pas de donner son accord à une opération militaire en Syrie s'il était démontré que Damas a utilisé des armes chimiques.

Il a toutefois manifesté clairement son désaccord avec les Etats-Unis et des leurs alliés européens, qui tiennent le régime syrien responsable du bombardement au gaz neurotoxique du 21 août dans la banlieue de Damas, dont le bilan s'élève à 1.400 morts selon Washington.

"Nous n'avons aucune donnée montrant que ces substances - on ignore s'il s'agit d'armes chimiques ou simplement de substances chimiques dangereuses - ont été utilisées précisément par les forces gouvernementales", a souligné le président russe.

L'air confiant et détendu, Vladimir Poutine a estimé qu'il revenait à ses interlocuteurs étrangers de démontrer la culpabilité de Bachar al Assad. Moscou soupçonne ouvertement les rebelles d'avoir eux-mêmes eu recours à des armes chimiques pour déclencher une intervention étrangère.

Evoquant les vidéos montrant des enfants tués lors des bombardements chimiques, le président russe a parlé d'une "*compilation réalisée par des bandits liés à Al Qaïda*".

Il a en outre dit que Moscou avait d'ores et déjà livré des composants du système de défense antimissile S-300 à la Syrie.

"Nous avons fourni des composants séparés, mais la livraison n'est pas achevée ; nous l'avons désormais suspendue. Mais, si nous assistons à des initiatives qui violeraient les règles internationales en vigueur, nous envisagerons d'aller de l'avant, y compris en livrant des armes aussi sensibles", a-t-il expliqué. Reuters 04.09

Dernières infos

1- Selon le journal World Tribune, le plan d'attaque terrestre des Etats Unis contre la Syrie vient d'échouer. En dépit des prétentions des stratèges américains, ce plan qui visait à employer un point frontalier entre la Syrie et la Jordanie comme point de départ à un vaste assaut terrestre contre la capitale Damas avec l'objectif de renverser le régime Assad a échoué.

" C'est l'armée arabe syrienne qui a repoussé les terroristes, les mêmes qui ont tenté de pénétrer une localité frontalière de la Syrie d'où lancer une attaque terrestre contre la Syrie ". "Les Etats-Unis, selon le journal, ont tenté de lancer des centaines de terroristes entraînés par la CIA à l'assaut d'une ville du sud de la Syrie , situées sur les frontières jordaniennes. les terroristes placés sous commandement des Etats Unis voulaient reprendre le contrôle de plusieurs quartiers de la ville en question pour lancer ensuite leur attaque contre la capitale" "les forces de l'ASL n'ont pas pu pénétrer plus loin qu'à une dizaine de kilomètres à l'intérieur de la Syrie avant de se heurter à la résistance de l'armée arabe syrienne. Les assauts ont été multiples mais ont été repoussés à chaque reprise " dit le journal.

Le journal discrédite ainsi la version officielle soutenue par la Maison Blanche qui rejette toute intervention terrestre en Syrie. Toujours d'après le journal, *" les forces de l'ASL ont utilisé les missiles anti char, anti avion ainsi que des systèmes de vision nocturne et tout ceci sous la supervision des agents de la CIA"*. french.irib.ir 04.09

2- La Russie continue de fournir en Syrie des armes de défense, a déclaré le vice-ministre des Affaires étrangères syrien Faisal al-Mikdad. *« La Russie nous fournit jusqu'à présent des armes pour que nous puissions nous défendre »*, a indiqué le vice-ministre. Selon lui, Moscou et Téhéran seront du côté du gouvernement syrien en cas du début de l'opération militaire en Syrie. french.irib.ir 04.09

3- Le vice-ministre syrien des Affaires étrangères Fayçal Mekdad a mis en garde que son pays pourrait très bien attaquer aussi bien la Turquie que la Jordanie si elles participent à une action militaire contre la Syrie.

« Mon pays ripostera, non seulement contre Israël, mais contre nos deux voisins turc et jordanien, s'ils participent à une action militaire dirigée par les Etats-Unis », a-t-il assuré dans un entretien accordé au journal américain Wall Street Journal.

En appelant à un dialogue avec les Etats-Unis, le responsable syrien a dit espérer que *« les députés américains seront sages et écouterons la voix de la justice, et non celle des provocations »*.

Selon lui, si une guerre en venait à être déclenchée, personne ne pourrait plus la contrôler.

Mekdad a affirmé que rien ne changera la position de son pays , quand bien même une troisième guerre mondiale serait déclenchée.

« Nous pensons qu'après toute attaque contre la Syrie, il en découlera sûrement un chaos dans toute la région si ce n'est plus que cela », a-t-il estimé.

Il a également affirmé que le pouvoir syrien mobilisait ses alliés face à Washington et ses alliés.

"Les Etats-Unis mobilisent actuellement leurs alliés en vue d'une agression contre la Syrie. Je pense que, de son côté, la Syrie a le droit de mobiliser ses alliés et que ces derniers lui offrent toutes sortes de soutien", a-t-il dit sans vouloir donner de détail.

"L'Iran, la Russie, l'Afrique du Sud et des pays arabes ont refusé cette agression et sont prêts à faire face à cette guerre que vont déclarer les Etats-Unis et ses alliés, y compris la France, contre la Syrie", a indiqué M. Mekdad.

Selon lui, *"la position russe est inchangée. C'est une position responsable (d'un pays) ami qui est en faveur de la paix",* a-t-il dit. french.irib.ir 04.09

4- La quasi totalité de la Syrie a été privée mercredi de courant à la suite d'un attentat contre une ligne de haute tension dans le centre du pays, a affirmé le ministre de l'Électricité.

Une attaque terroriste contre une ligne de haute tension dans la région centrale a provoqué une coupure de courant dans la

plupart des gouvernorats syriens, a déclaré Imad Khamis, cité par la télévision d'État. Le terme terroriste désigne dans la terminologie officielle les rebelles syriens

Le ministre a promis que le courant serait rétabli progressivement dans les prochaines heures. french.trib.ir 04.09

4- Le président américain a assuré les élus américains et les membres de son administration sur les frais de la guerre qu'il s'apprête à lancer contre la Syrie : " *ce sont les arabes qui paient les frais de la guerre de leur poche* ".

Selon Al Manar de la Palestine, " *le Qatar et l'Arabie saoudite sont les principaux sponsors de cette éventuelle intervention militaire* " *notre guerre n'exercera aucune pression supplémentaire sur les caisses d'état*", aurait-il dit aux membres du congrès. Obama aurait dit que les frais de deux ans et demi de guerre qui consistent à recruter les terroristes et à acheter des armements et à construire des bases d'entraînement ont été tous assumés par les alliés arabes des Etats Unis. Les pays arabes du golfe Persique ont créé des " *souppes économiques*" pour aider les pays qui encisagent de participer à la guerre contre la Syrie, selon le journal. french.trib.ir 04.09

5- Les raisons élaborées par John Kerry, pour une éventuelle action militaire anti-syrienne, semblent être une histoire fictive. L'expert des questions du Moyen-Orient et rédacteur en chef du journal Veterans Today, Gordon Duff a critiqué dans un article les récents propos du Secrétaire d'Etat américain, John Kerry. « *Les informations fournies par John Kerry au sujet de l'utilisation, par le gouvernement syrien, des armes chimiques, constitue une histoire bien méritée, un calendrier précis, un scénario riche en nuances narratives, mêlé à la ruse et à la dissimulation* », affirme Gordon Duff.

- En arrière-plan :

En mai 2013, la police turque arrête quelques rebelles syriens transportant de la substance chimique, gaz sarin, vers la Syrie. Les médias du monde ont annoncé qu'ils avaient été arrêtés, mais l'origine de la substance chimique n'a jamais été révélée. Les personnes arrêtées ont disparu et on n'a plus rien entendu, depuis, sur cet événement. Mais les inspecteurs onusiens ont examiné, depuis, 5 cas d'utilisation de l'arme chimique, et ont conclu que les rebelles avaient utilisé ces munitions. Cet événement, John Kerry l'a effacé de sa mémoire.

- Problèmes de narration :

John Kerry a élaboré des chiffres précis, au sujet des pertes en vie humaine : des adultes et des enfants. Donner des chiffres, c'est toujours le meilleur choix. « *C'est abominable de mourir avec le gaz sarin* », a dit aussi John Kerry, mais les photos montrant les victimes de la substance chimique datent du mai 2013, et concerne le gaz sarin utilisé par les rebelles.

- Argent et Politique :

Sans les menaces concernant l'intervention militaire contre la Syrie dont on est maintenant témoin, une vague de bons sentiments envers le nouveau « gouvernement de l'équilibre et de la modération » en Iran, aurait fait réduire le prix des carburants, et cela, juste avant les vacances d'été : le pire moment qu'on puisse imaginer. Cette intervalle du temps, les compagnies pétrolières en abusent afin de réduire les prix au niveau des consommateurs, empochant ainsi des milliards de dollars et dans le même temps, avec la connivence de leurs amis au « *haut niveau* », maintiennent le Moyen-Orient dans une situation de conflictualité, pour retracer l'avenir du brut, très cher évidemment.

- On manque d'ennemi !

Selon ce conseiller de la technologie de défense et anti-émeute, " *le grand problème de John Kerry et de Barack Obama, c'est qu'ils manquent d'ennemi, juste au moment où l'influence américaine dans le monde est en déclin*".

La menace nucléaire iranienne paraissant, aussi, fictive, les fausses accusations autour du programme nucléaire pacifique de Téhéran ne séduiront plus personne. Ceci dit, « *inventer les raisons* », pour larguer quelques missiles de croisière vers la Syrie, s'impose de toute évidence. Lorsqu'il n'y a aucune menace étrangère, il faut inventer un ennemi, sinon, le peuple américain se réveillera et comprendra la réalité.

La plus vive inquiétude du gouvernement américain n'a, en fait, rien à voir, avec la Syrie. L'équipe sécuritaire d'Obama l'a informé d'une plus grande menace, une menace qui pourrait transformer, les USA, avant la fin de cette deuxième décennie du 21ème siècle, en un pays du tiers monde !

La Chine et la Russie œuvrent en coordination et renforcent leur poids au travers du monde. La Chine exerce une influence presque sur toute l'Asie et toute l'Afrique. Les efforts washingtonien pour réarmer le Japon face à cette situation sont limités et tardifs. En plus, la Chine s'est également activée en Asie centrale et en Amérique latine, l'arrière-cour des Etats-Unis. En ce qui concerne la Russie, il faut dire qu'une union européenne divisée et désunie signifierait le renouvellement de l'influence russe

sur toute l'Europe. La Russie s'occupe de renforcer ses liens avec l'Iran ; elle entretient aussi des relations avec l'Irak. L'alliée proche de la Syrie, la Russie a formulé des critiques virulentes contre Israël. Et une Europe frappée par la crise financière pourrait voir, en Vladimir Poutine, un responsable concerné et un sauveur.

Dans l'éventuelle action militaire contre la Syrie, Obama et Kerry voient un moyen d'humilier Poutine, de montrer qu'il est un tigre du papier, avant que la Russie ne puisse devenir suffisamment puissante pour se substituer à l'influence déclinante de Washington. Ce scénario révèle pourtant un risque assez dangereux qu'est la consolidation de l' « *axe absurde : Israël-Turquie-Arabie* » ; ces trois pays ambitieux vont si loin dans la cupidité, mais sans perspicacité... french.trib.ir 04.09

6- Le représentant de la Syrie, auprès de l'ONU, a évoqué l'opposition américaine au dialogue, en tant qu'unique option du règlement de la crise syrienne.

Bachar al-Jaafari a souligné, lors d'un entretien avec CNN, l'opposition américaine au règlement négocié de la crise sévissant dans son pays. « *Damas a demandé, à maintes et maintes reprises, à Washington, d'avoir une contribution constructive, dans le règlement de la crise syrienne, mais Washington a rejeté cette proposition, optant plutôt pour des mesures, comme la fermeture de son ambassade, à Damas, le blocage des canaux diplomatiques et la concentration de ses efforts sur le soutien aux terroristes déployés en Syrie* », a fait remarquer Bachar al-Jaafari, qui a balayé d'un revers de main les allégations, selon lesquelles les forces syriennes étaient impliquées dans l'attaque chimique du 21 août, dans la banlieue de Damas. « *Tout le monde connaît la nature des gaz chimiques employés, à l'instar des services secrets britanniques, qui se sont, clandestinement, infiltrés, à Khan Assal, dans la banlieue d'Alep, où ils y ont fait des prélèvements ; et c'est sur la base de ces mêmes données qu'ils ont désigné les terroristes responsables du crime commis à Khan Assal* », a réitéré Bachar al-Jaafari. french.trib.ir 04.09

7- Les forces irakiennes ont abattu un drone saoudien à l'Est du pays.

Une chaîne de télévision syrienne rapporte l'information, en se référant aux dires du gouverneur de la province de Ziqar, au Sud-est de l'Irak. « *Un drone saoudien survolant la prison de Nasseriya dont il prenait des images, a été abattu par les forces irakiennes* », précise le communiqué du gouvernerat.

Selon une autre dépêche, les forces irakiennes ont aussi tué 70 terroristes et arrêté 2000 autres dont certains des Saoudiens, dans le cadre de leurs opérations visant à assurer la sécurité de la frontière irako-syrienne. french.trib.ir 04.09

En titre

Il parle au nom du "**monde**". Le vieux monde s'est trouvé un nouveau dictateur.

- "*Le monde a fixé une ligne rouge*", dit Obama sur la Syrie - Reuters

J'invite les militants du POI, du NPA, de LO et éventuellement du FdG à relire la littérature publiée par vos partis avant la première élection d'Obama. Ils peuvent faire de même avant l'élection de Mitterrand en 1981 ou de Hollande en 2012.

Si, si, c'est nécessaire, indispensable pour faire le ménage dans le mouvement ouvrier, à moins que vous ne préféreriez qu'on en reste là, parce que la situation actuelle vous conviendrait parfaitement, on n'ose pas le croire un instant.

Au bout du silencieux. I shoot the sheriff...

- Syrie - Obama : le monde ne doit pas rester "*silencieux*" face à la "*barbarie*" - LePoint.fr

Les néolibéraux ont conquis le pouvoir aux Etats-Unis.

- Une commission du Sénat américain autorise la force en Syrie - Reuters

- Etats-Unis: le républicain James Comey prend la direction du FBI - l'express.fr

En France, c'est le PS qui les représente.

- Syrie: Washington assure être en train de bâtir une coalition, notamment avec Paris - L'Express.fr

Hollande leur a volé la vedette, ils auraient tant voulu prendre cette décision à sa place.

- Syrie: Jacob (UMP) exprime un "*triple refus*" à "*une riposte*" - AFP

- Borloo: intervention impossible en Syrie sans coalition, sans preuves - AFP

Grande-Bretagne

- Sans frappe américaine, Damas récidivera, prévient Cameron - Reuters

Russie

- Syrie: "Poutine réaffirme la position qu'il tient depuis le départ" - Le Nouvel Observateur

- Poutine : les Américains sont "occupés à légitimer une agression" - LePoint.fr

ONU

- Syrie : pas d'intervention sans autorisation de l'ONU, clame Ban Ki-moon - LePoint.fr

Presse néolibérale, de gauche ou Rothschild press.

- Intervenir en Syrie, la morale contre le droit ? - Liberation.fr

Vous en pensez quoi de la morale des marchands de canons, de ces colonisateurs, de ces esclavagistes, de ces responsables de génocides, de ces affameurs, de ces envahisseurs, de ces impérialistes, de ces criminels, de ces monstres.

C'est là leur conception de la morale : exploitation, oppression, répression, torture, massacres, guerres, génocides, extermination de peuples entiers, famines, destructions de pays entier...

Oui, c'est le vieux monde pourri avec lequel on nous demande de nous accommoder, de fréquenter ses représentants, de voter pour eux, non mais réveillez-vous !

Notre position : rompre avec le capitalisme et ses institutions, les appareils des syndicats, immédiatement, sans condition, ce n'est pas négociable !

Libération : Boycott !

[Barbarie. Le saviez-vous ?](#)

L'UE remet à l'industrie de la tauromachie une enveloppe généreuse de 100 millions de livres (130 millions d'euros) de subventions par an, ce, tandis que des millions de familles à travers l'Europe luttent pour joindre les deux bouts.

Une nouvelle recherche suggère également que l'industrie de la tauromachie survit uniquement grâce à ce financement. WikiStrike.com 01.09

[Haut de page ↗](#)

Le 6 septembre 2013

[CAUSERIE](#)

J'ajouterai des articles plus tard, je suis crevé, j'ai sauvegardé l'intégralité du disque dur de l'ordinateur sur des clés USB jusqu'à 2h du matin, dans l'attente qu'il me lâche d'un jour à l'autre.

Ce matin mon épouse m'a téléphoné pour savoir si elle devait aller acheter le logiciel Adobe Acrobat, je lui ai répondu qu'à 650 euros, on va essayer de s'en passer, je n'ai pas l'intention de dépenser plus de fric pour le site.

Votre connexion Internet est trop lente, ils le savent et s'en moquent éperdument, vous souscrivez l'abonnement le plus cher, illimité. En Inde voilà ce que cela donne, en anglais.

Do you know why your connection is working slow ? The reply.

- Reliance Netconnect is a shared resource service; the speed will depend on a variety of factors like:

- 1- The number of voice and data users in your area
- 2- Signal strength available at the time of connection
- 3- The site you are visiting
- 4- Your computer configuration
- 5- Network load
- 6- Internet traffic

Ce qu'il faut retenir ce sont les points 1 et 6, plus il y a d'internautes connectés et plus ils ouvrent de pages volumineuses, plus votre connexion ralentit, voire se coupe.

Donc si vous voulez télécharger des fichiers volumineux, il vous reste la tranche horaire entre disons 2h et 6h du matin !

Autre chose.

J'ai lu dans un article une caractérisation qui n'était pas : démocratie néolibérale pour parler des régimes qui existent en occident et ailleurs dans le monde. On peut lui opposer la démocratie socialiste, on va y réfléchir.

Autre chose.

Attention, les manipulateurs professionnels sont mobilisés. Une question essentielle à se poser : quels enseignements politiques doit-on tirer de la position du PS sur la Syrie ?

Partant de là, des dizaines de questions doivent surgir spontanément ou presque selon le degré de conscience politique de chacun, nous avons abordé la totalité de ces questions depuis 2008. Surtout, soyez très attentif, il y en a une particulière qui ne sera abordée par aucun parti ouvrier : la nature du PS. Elle n'a pas changé depuis un siècle, elle a évolué, le PS a toujours été dans le camp des ennemis de la classe ouvrière, tout comme le PCF, vous pouvez ajouter ses acolytes du FdG.

Et le POI, le NPA et LO ? On dit communément que ce sont des partis centristes qui peuvent évoluer à gauche, mais pour être liés au PS, au PCF, aux institutions et aux appareils corrompus des syndicats depuis plus d'un demi-siècle, tirer avantage de ces rapports, il est permis, il est même recommandé d'en douter fortement, et je suis modéré en disant cela. A eux de rompre avec eux, ensuite on verra s'il y a lieu de modifier la caractérisation qu'on en donne.

Dans son dernier éditorial (IO n°267), D. Gluckstein écrit :

"C'est pourquoi le Parti ouvrier indépendant se prononce pour la rupture avec ces institutions", mais le POI est incapable de rompre avec les partis PS-PCF qui y participent ainsi qu'avec les appareils vendus des syndicats, c'est une simple posture ou une imposture.

Notons toutefois qu'il fait référence à deux reprises à la Réserve fédérale (FED) dans la responsabilité de la guerre et de la misère qui accablent les peuples, reste à savoir s'il en tiendra compte pour modifier à 180° la stratégie de son parti ou de son courant politique ou si c'était juste un numéro d'illusionniste, la suite nous le dira.

[Image vue ce matin sur le Net](#)

Un étudiant brandit un faux pistolet (à un balcon. -ndlr) lors d'une manifestation contre le système éducatif dans la capitale du Chili, le 5 septembre. LeMonde.fr 05.09

Effectivement, il va bien falloir qu'on en arrive là... Comment voulez-vous prendre le pouvoir autrement ?

[Dans le camp de la guerre contre le peuple syrien.](#)

1- Le Pentagone a dû retirer les déclarations du Secrétaire américain à la Défense, Chuck Hagel concernant l'envoi des armes chimiques par la Russie vers la Syrie. " *Hagel a fait allusion aux liens d'armements conventionnels reconnus entre la Syrie et la Russie*" a déclaré aux journalistes, le porte-parole du Pentagone, George Little, à l'issue de la réunion du Congrès sur la Syrie.

S'exprimant devant le comité des Affaires extérieures du Sénat et en réponse à la question du sénateur de l'Etat de Caroline du

nord qui l'avait interrogé sur le fait de savoir d'où viennent ces armes, Chuck Hagel avait répondu : " *Il est caché à personne qu'Assad dispose d'une grande quantité d'armes chimiques*". Et ce sénateur l'a interrogé pour savoir si ces armes sont venues d'un pays particulier ou pas, et le Secrétaire américain à la défense lui avait répondu : " *Ce sont les Russes qui fournissent ces armes, les autres mettent ces armes chimiques à la disposition du gouvernement syrien. Et eux-mêmes, ils produisent certaines armes chimiques. Pour l'heure, la Russie apporte divers types d'assistance à la Syrie et lui fournit des équipements militaires*". A prétendu le porte-parole du Pentagone. french.trib.ir 05.09

2- Une source à l'armée russe a déclaré que les navires de guerre de la Russie pouvaient entrer en action pour répliquer à toute attaque militaire contre la Syrie.

Selon l'agence Fars News citant le site internet de Russia Today, une source du commandement de l'armée russe a annoncé que les bâtiments de guerre déployés en Méditerranée pouvaient réagir en cas de frappes contre la Syrie.

Cette source de l'état-major russe a ajouté que la présence russe à l'est méditerranéen suffisait à faire cette mission, mais s'il le fallait, les navires et les sous-marins russes pouvaient influencer sur la situation sur le terrain. Par ailleurs, le ministère russe des Affaires étrangères a annoncé mercredi qu'au cas où le réacteur neutronique minuscule de Damas serait frappé, ses retombées seraient catastrophiques. french.trib.ir 05.09

Un constat mais pas de preuves de l'implication du régime syrien.

- Attaque chimique en Syrie : la Grande-Bretagne dit avoir de nouvelles preuves - Francetv info

Dans le sillage de la France, la Grande-Bretagne affirme avoir de nouvelles preuves qu'une attaque chimique a été menée le 21 août dans les faubourgs de Damas, en Syrie. Des experts du centre de recherche militaire de Porton Down, près de Salisbury, ont analysé des échantillons rapportés de la zone visée, tenue par les rebelles syriens. Ils ont conclu à la présence de sarin, un gaz innervant, a expliqué le Premier ministre britannique David Cameron sur BBC TV. Francetv info avec AFP 05.09

Hypocrisie. Ils ont tout fait pour en arriver là.

En début d'après-midi, le président de l'Union européenne, Herman Van Rompuy, s'est clairement désolidarisé de l'initiative franco-américaine. « *Il n'y a pas de solution militaire en Syrie* », a-t-il déclaré. « *La solution doit être politique* » et s'inscrire dans le cadre de l'ONU, a martelé le représentant de l'UE à Saint-Petersbourg. Après avoir qualifié de « *crime contre l'humanité* » les attaques chimiques du régime syrien, Van Rompuy s'est refusé de donner le moindre feu vert politique à des frappes militaires. « *Quant à savoir quelle sera la réaction de l'UE, s'il y a une intervention militaire de la France, nous ne savons pas encore, nous y travaillons...* », a-t-il ajouté. liberation.fr 05.09

Les masques tombent.. Le ver était dans le fruit dès le départ disions-nous. C'était entièrement justifié.

Les Verts sont des réactionnaires, mieux, vous lirez plus loin qu'ils le revendiquent.

- Placé justifie le soutien des Verts à une intervention - lefigaro.fr

A la surprise générale, les écologistes se révélèrent les plus motivés des va-t-en-guerre.

François Hollande n'aura en effet pas eu longtemps à attendre avant d'obtenir le soutien des Verts pour l'opération militaire qu'il souhaite engager à Damas. Dès le début de la semaine, le sénateur écolo Jean-Vincent Placé l'assurait : « *Nous soutenons le président dans une réponse proportionnée et ferme.* »

Jusqu'alors, les Verts étaient plutôt réputés pour leur engagement pacifiste et antimilitariste. Mais ils font désormais partie de la majorité présidentielle, disposent de deux ministères et sont, à ce titre, tenus à la solidarité gouvernementale.

Et à en croire le patron des sénateurs EELV, l'ensemble de l'appareil écolo souscrit à ce raisonnement qui les amène à soutenir l'idée d'une intervention militaire en Syrie : « *notre secrétaire national, Pascal Durand, les présidents des groupes dans les trois Assemblées, Daniel Cohn-Bendit, Barbara Pompili, François de Rugy, moi-même, Eva Joly, notre candidate à l'élection présidentielle, Noël Mamère, qui a parfois une parole plus libre, l'ensemble du bureau exécutif du mouvement* », a énuméré le sénateur.

Noël Mamère, justement, expliquait mercredi qu'en Syrie la communauté internationale était « *aujourd'hui dans un piège* ». « *Oui, il faut une intervention, a martelé le député Vert sur BFMTV, mais, comme dans toute intervention, il faut préparer le jour d'après.* »

Unanimité suspecte des écolos à bombarder la Syrie? En fait, les Verts se sont beaucoup plus souvent engagés à soutenir

des opérations militaires que ne peut le laisser penser leur image de pacifistes en claquettes. En 1999, ils avaient déjà soutenu l'intervention militaire au Kosovo. Plus récemment, en 2011, Noël Mamère et François de Rugy avaient même voté pour la prolongation des opérations militaires en Libye engagées par Nicolas Sarkozy. «*On nous reproche souvent ce côté droit-de-l'hommistes, mais cela nous amène justement à être interventionnistes*», explique le patron des députés écologistes à l'Assemblée nationale.

Avec l'eurodéputé Daniel Cohn-Bendit, il s'apprête à prendre une initiative forte pour appeler les écologistes à soutenir l'idée d'une intervention militaire en Syrie. lefigaro.fr 05.09

En famille

Jeudi, David Cormand, délégué EELV aux élections, était présent à l'inauguration du nouveau siège (dans le 18e arrondissement de Paris) du PG. AFP 05.09

Etre pour ou contre guerre, cela n'a pas d'importance, c'est du pareil au même pour cette vermine...

[Dans le camp des opposants à la guerre contre la Syrie](#)

- Iran: polémique après une phrase sur la Syrie attribuée à Rafsandjani - AFP

Une petite phrase attribuée à l'ex-président Akbar Hachemi Rafsandjani, admettant que le pouvoir syrien avait utilisé des armes chimiques contre sa population fait polémique en Iran malgré plusieurs démentis officiels.

"*Le peuple syrien qui a été la cible d'une attaque chimique de la part du pouvoir doit faire maintenant face à la menace d'une intervention étrangère*", aurait affirmé dimanche l'ex-président modéré lors d'un déplacement en province, selon l'agence non officielle Ina.

Mais l'agence a rapidement supprimé la mention "*de la part du pouvoir*" et le ministère des Affaires étrangères a démenti qu'il ait prononcé une telle phrase.

La vidéo, prise de loin à l'aide d'un téléphone portable, ne permet pas de confirmer que M. Rafsandjani est l'orateur. La voix semble être celle de l'ex-président.

"*Nous attendons un démenti de M. Rafsandjani en personne et une prise de position claire*", a réagi le député conservateur Alireza Zakani, demandant une enquête du ministère des Renseignements, selon le quotidien Arman.

"*Le son attribué à M. Rafsandjani contient des propos inexacts et dangereux, nous espérons que c'est un faux*", a-t-il ajouté.

Un autre député conservateur, Ali Motahari, a également demandé des explications, estimant que "*la vidéo semble vraie*". Il a ajouté que M. Rafsandjani "*voulait peut-être ouvrir un autre chemin*" pour la diplomatie iranienne.

"*Ces propos ne signifient pas un soutien aux Etats-Unis, nous soutenons toujours le gouvernement syrien*", a précisé au journal Etemaad le député, connu pour ses positions critiques.

Un dignitaire religieux, l'ayatollah Youssef Tabatabaie-nejad, a affirmé avoir eu l'assurance que la vidéo était un faux.

"*J'ai posé la question directement à M. Rafsandjani et il m'a dit que le son était un faux et qu'il n'avait pas accusé le gouvernement syrien d'avoir utilisé des armes chimiques contre sa population*", a-t-il déclaré dans Arman.

M. Rafsandjani aurait ainsi dit à l'ayatollah: "*J'ai dit que les Etats-Unis utilisent le prétexte que le gouvernement syrien avait attaqué sa population avec des armes chimiques. J'ai dit que les Américains l'avaient dit et ce n'est pas ma position*". AFP 05.09

Voilà qui fait le régal de l'AFP.

[En titre](#)

- Syrie : la solution politique est "*la seule voie*" possible pour la Chine - LePoint.fr

- Pourquoi la plupart des pays émergents sont contre une intervention en Syrie - LeMonde.fr

- Obama isolé sur la Syrie à l'ouverture du G20 - Reuters

- Syrie : François Hollande lâché par l'Europe au G20 - LeFigaro.fr

- Fillon dénonce la position de Hollande sur la Syrie - Reuters

François Fillon a réaffirmé jeudi à Lyon la position de son camp contre l'intervention militaire française en Syrie sans mandat de l'Onu en raillant la position de François Hollande et du gouvernement.

"Dans l'opposition, François Hollande accusait son prédécesseur d'être à la traîne des Etats-Unis. Le voici aujourd'hui devant leurs attentes", a poursuivi François Fillon. Reuters 05.09

Normal.

ACTUALITÉ DU JOUR

[La démocratie, aujourd'hui comme hier une supercherie, demain une imposture sous une dictature néolibérale mondiale.](#)

Qui a dit ?

Quelle doit être la démocratie juste de demain?

Réponse. Le nouveau Grand Maître du Grand Orient, première obédience française, dirigeant d'entreprise de 54 ans, Daniel Keller. L'Express.fr 05.09

Comment donner un visage humain, acceptable, optimiste, autrement dit trompeur du capitalisme rendu au stade du néolibéralisme, de la putréfaction de la société ou la généralisation de la barbarie, ou comment faire pour que les nantis de la classe dominante, de la petite-bourgeoisie ou de la classe moyenne, des couches moyennes, les intellectuels profitent de leurs privilèges et se donnent bonne conscience pendant que l'immense majorité de l'humanité croule sous mille souffrances, la guerre ?

Le pire cynisme ne se trouve pas forcément dans les discours des chefs de guerre, mais chez les néolibéraux qui avancent masqués.

L'Express. Un "*humanisme de combat*", dites-vous. De quoi s'agit-il?

Nous sommes confrontés à un anti-humanisme irrationnel, qui exacerbe les passions déraisonnables. A un moment où se développe une crise politique, économique et sociale, il faut redonner goût à l'humanisme de combat, car l'humanisme à des ennemis qu'il faut avoir le courage d'affronter.

(Qui peut croire un instant qu'ils puissent "avoir le courage d'affronter" l'oligarchie financière et ses agences du crime organisé, CIA, etc. ? - ndlr)

L'Express. Quels sont ces ennemis?

Les nationalismes en Europe, l'extrême droite en France, que l'on a inconsciemment banalisée. Ce sont des menaces, des dangers potentiels. Comme les intégrismes, ou certaines religions pareilles à un nouvel opium, un pansement à la crise.

(L'extrême droite : c'est l'impérialisme rendu au stade du néolibéralisme, leurs représentants politiques, les médias, le cartel des banquiers anglo-saxons-sionistes et non le FN, c'est le sionisme et non la religion catholique ou l'islam. Pour ne pas être l'ennemi du néolibéralisme et du sionisme, la franc-maçonnerie en est le complice, CQFD. - ndlr)

L'Express. Vous souhaitez que le GODF soit indépendant des partis. Il ne l'a donc pas été assez?

Je n'ai rien contre les partis politiques. Sans eux, il n'y pas de démocratie. Mais le GODF n'a ni les qualités ni les capacités d'un parti politique. Nous ne cherchons pas la conquête du pouvoir.

(Sans les partis politiques, "*il n'y pas de démocratie*", mais ce qui est étonnant, c'est que même avec eux "*il n'y pas de démocratie*", sauf évidemment pour les gens comme Daniel Keller, les patrons, et encore. Comment il explique cela ? Il ne l'expliquera pas puisqu'il est convaincu de vivre en démocratie, finalement la société telle qu'elle est lui va très bien.- ndlr)

L'Express. Vous avez jugé que le GODF n'était pas assez distant du PS...

Il nous faut être plus en amont des partis politiques. Sur nos valeurs, sur des questions sociétales, nous avons vocation à "*challenger*" les partis politiques, le PS ou un autre. Je rêve d'une situation où le GODF serait en mesure de les interpeller, de manière critique, sur la base de nos projets.

(Qu'est-ce que cela signifie "*être plus en amont des partis politiques*", sinon que la franc-maçonnerie se destine de les influencer, de les gangrener ? En "*amont*", on trouve toutes sortes d'idéologues (de droite comme de gauche) qui se retrouvent dans des think-tanks, des clubs ou comités de réflexion (sic!), des fondations, des instituts, qui en réalité participent à l'élaboration de la politique que le gouvernement va appliquer conformément à la stratégie néolibérale, ils en définissent les étapes et les moyens, ils se répartissent les rôles et les fonctions, ils fonctionnent sur le même principe que le groupe Bilderberg à un échelon inférieur, ces organismes sont autant de maillons de la chaîne néolibérale dont l'objectif est la destruction ou la spoliation de nos droits politiques et sociaux.

Quand il dit "*sur des questions sociétales*", nous avons vocation à "*challenger*" les partis politiques", il veut dire par là leur forcer la main si besoin était, orienter leurs dirigeants dans une direction précise ; c'est ainsi que plus d'un a été surpris que le PS mette à l'ordre du jour la question du mariage homosexuel dont personne ne parlait juste avant qu'elle vienne brutalement sur le tapis. On a pu observer par la suite que cette question n'était pas venue sur le devant de la scène politique par hasard, mais qu'elle avait été coordonnée à l'échelle mondiale, Obama s'en faisant le relais suffisait à savoir quelle en était l'origine. - ndlr)

L'Express. Un GODF davantage "poil à gratter"?

Oui. Nous avons l'opportunité de challenger les partis politiques, et ceux qui exercent le pouvoir, en posant de longs desseins.

(La stratégie du néolibéralisme et le sionisme, l'idéologie et la théologie des banquiers qui allaient devenir les plus puissants du monde dès le XVIIIe siècle ont effectivement posé "*de longs desseins*" au moment même où la franc-maçonnerie voyait le jour, en Grande-Bretagne (en Ecosse), quelle coïncidence, dans le pays qui allait adopter le premier le capitalisme, puis devenir la première puissance impérialiste et coloniale de la planète, il se trouve que cette stratégie a aussi pour objet ou finalité de "*challenger* les partis politiques", les institutions politiques qui jusqu'à présent n'auraient pas existé sans eux, les Etats, qu'ils projettent de détruire ou de se soumettre en les intégrant dans des institutions supranationales qu'ils ont créées à cette fin et qu'ils contrôlent, question : ne poursuivriez-vous pas le même objectif par hasard, je pose cette question au regard de la politique suivie par le gouvernement dont la plupart des membres se trouvent être des franc-maçons, comme la plupart des présidents américains qui se sont succédés ? - ndlr)

L'Express. Contribuerez-vous à l'amélioration de l'image de la franc-maçonnerie française?

Je souhaite donner envie à ceux qui m'écoutent de rejoindre la franc-maçonnerie. Les partis politiques sont en crise, ils n'ont jamais eu aussi peu de militants, c'est le cas aussi des associations. La franc-maçonnerie est une espérance pour l'avenir et aussi une voie destinée à améliorer la société. L'Express.fr 05.09

(Quand on voit que la société va à vau-l'eau et que le monde s'enfonce chaque jour un peu plus dans la barbarie et la guerre, on doit en conclure que l'"*espérance pour l'avenir*" ne peut pas concerner ceux qui en sont victimes, et que ce discours s'adresse à ceux qui doivent en tirer profit, histoire de dire, rejoignez-nous, rangez-vous du bon côté, on est en présence d'une formidable imposture. - ndlr)

[Qui a dit le gouvernement des capitalistes ?](#)

- Le gouvernement veut réduire le taux d'impôt sur les sociétés - LeMonde.fr

Selon Les Echos, le gouvernement envisage aussi de raboter une niche fiscale bénéficiant aux salariés couverts par les contrats collectifs des complémentaires santé.

Non, certainement pas celui qui fait Lapaon devant le gouvernement !

- Lapaon: la CGT fait la "*différence*" entre un gouvernement de gauche et de droite - AFP

Quelle différence entre un gouvernement impérialiste qui bombarde la Libye et un gouvernement impérialiste qui bombarde l'Irak,

le Mali, et demain la Syrie ? Aucune, sauf que le second est plus hypocrite et cynique. Quelle différence entre un gouvernement qui revendique des millions de chômeurs, et un gouvernement qui revendique encore plus de chômeurs ? Aucune, sauf que le second est plus hypocrite et cynique. Faut-il continuer ?

Ce qui est excellent dans cette déclaration, c'est que ce lieutenant du capital se contredit.

- "Il y a une différence entre la gauche et la droite. Considérer que c'est la même chose c'est permettre au Front national d'emporter la mise. Jamais la CGT ne fera ce jeu", a affirmé le secrétaire général de la CGT dans une interview à L'Humanité Dimanche publiée jeudi.

(On a vu plus haut que notre pire ennemi n'était pas le FN, mais le néolibéralisme et ses représentants, dont le PS, ce sont eux que ce vendu épargne ici. Ceux qui agitent le FN veulent nous détourner des véritables questions qu'il faut se poser. - ndlr)

Selon lui, "avec ce gouvernement tel qu'il est, les choses peuvent avancer si l'on crée les conditions, le rapport de force pour cela. Il faut aider la gauche à avoir une politique de gauche".

(On retrouve l'argument favori des stalinien, si les "choses" n'avancent pas bien que de notre côté nous ayons "créé les conditions" pour qu'elles avancent, ce sera de la faute des travailleurs, de qui voulez-vous que ce soit, pas du gouvernement puisqu'il est de "gauche". En caractérisant de gauche le gouvernement, il fait justement en sorte que les conditions pour avancer n'existent pas puisque la majorité des travailleurs estiment à juste raison qu'il est de droite. - ndlr)

(C'est maintenant qu'on se marre, si je puis dire. Lisez attentivement, c'est un modèle du genre, vous retrouvez là la politique menée par les syndicats et les partis dits ouvriers depuis 70 ans qui nous a conduit à la situation actuelle. - ndlr)

"La pénibilité, l'égalité hommes-femmes, la droite n'a jamais voulu même en entendre parler", relève M. Lepaon en référence aux mesures contenues dans le projet de réforme des retraites. Il estime que la CGT est "pour quelque chose" dans l'avancée obtenue sur la pénibilité.

Il craint toutefois que "les entreprises qui vont financer en partie la pénibilité ne récupèrent en échange 35 milliards d'euros par le biais de transferts de cotisations de la branche famille". "Il y a sur cette question un sujet d'affrontement avec le gouvernement", affirme-t-il. AFP 05.09

Dites-vous bien qu'en dehors des acquis sociaux qui ont été arrachés par la lutte de classe, par une grève longue ou générale ou une mobilisation de masse, tout ce que les capitalistes et leurs gouvernements successifs nous ont concédé d'une main, ils l'ont compensé ou ils nous l'ont repris de l'autre, et que cette politique a préparé les conditions leur permettant de s'attaquer à la totalité de nos droits sociaux, plus tard, quand les conditions politiques seront réunies, ce qui est le cas de nos jours puisqu'il n'existe pas un seul parti dans lequel les masses se reconnaissent.

ACTUALITE EN TITRES

[Voilà qui va leur compliquer la tâche, tant mieux !](#)

- Chypre: rejet de deux projets de loi sur le secteur bancaire - AFP

Le Parlement chypriote a rejeté jeudi soir deux projets de lois concernant le secteur bancaire, dont l'adoption conditionne le versement d'une deuxième tranche d'un plan d'aide de 10 milliards d'euros. AFP 05.09

[Spéculation effrénée](#)

- L'homme qui voulait être le plus riche du monde est au bord de la faillite - LeFigaro.fr

En 18 mois, la fortune du brésilien Eike Batista est revenue de 30 milliards de dollars à moins de 900 millions, selon Forbes, qui raconte sa chute. LeFigaro.fr 05.09

[Rien de tel qu'un banquier !](#)

- IBK nomme le banquier Oumar Tatam Ly premier ministre du Mali - LeMonde.fr

M. Ly a travaillé notamment à la Banque mondiale, puis à la présidence de 1992 à 1994 durant le mandat d'Alpha Oumar Konaré, notamment comme chef du bureau d'analyse et de prospective. Il a intégré la BCEAO en 1994, où il gravit les échelons jusqu'à devenir directeur de cette banque pour le Mali en 2008, puis conseiller spécial du gouverneur. LeMonde.fr 05.09

On a gardé le meilleur pour la fin : il est né à Paris le 28 novembre 1963...

[Non, sans blague !](#)

- La NSA américaine est capable de déchiffrer les échanges cryptés sur Internet - L'Express.fr

[Le droit à la paresse. Faites la grève du zèle...](#)

- L'absentéisme dans les entreprises a fortement augmenté en 2012 - AFP

- En panne d'envie : comment les Français font pour être les plus productifs au monde en étant les Européens qui aiment le moins travailler - Atlantico.fr

Seuls 7% des Français déclarent avoir une "*forte*" motivation au travail, contre 92% qui font état d'une motivation "*moyenne*" ou "*faible*", selon un sondage du quotidien Les Echos publié en avril 2012. Atlantico.fr 05.09

Il y a de quoi...

- PSA prônerait une modération salariale sur trois ans - Reuters

- - Deux tiers des mères célibataires sont pauvres - L'Expansion.com

- Le chômage, toujours en hausse à 10,5%, régresse chez les jeunes - AFP

[Ils y pensent...](#)

- Privatiser l'école en France? Pas tout à fait une fiction - Slate.fr

[La droite l'avait rêvée, la gauche capitaliste l'a réalisée. La contre-réforme permanente.](#)

- Retraites: le texte de la réforme prêt, un comité de surveillance créé - AFP

En fait je n'avais pas compris, j'ai confondu cotiser 37,5 annuités et prendre sa retraite à 37,5 ans, mais bon, finalement 20 ans plus tard je ne le regrette pas ! Ne soyez pas jaloux, demandez des comptes à nos dirigeants, la retraite permanente, ils connaissent.

[Intox. Réchauffé, déjà tourné.](#)

- Montebourg s'en prend à la "*mauvaise finance*" - AFP

[Elle se généralise, donc tout est normal !](#)

- "*L'exposition à la violence des personnels hospitaliers n'est pas spécifique à Marseille*" L'Express.fr

[INFOS EN BREF](#)

SOCIAL

Chili

Des dizaines de milliers d'étudiants chiliens ont manifesté, jeudi 5 septembre, dans le centre de Santiago pour demander une réforme du système éducatif hérité de la dictature d'Augusto Pinochet. Les manifestants, 80 000 personnes selon les organisateurs et 50 000 selon la police, portaient des pancartes demandant la "*fin de l'éducation du tyran*".

La manifestation intervient à moins d'une semaine de la commémoration du 40ème anniversaire du coup d'Etat du 11 septembre 1973, lorsque le gouvernement du président socialiste démocratiquement élu, Salvador Allende, a été renversé par un coup d'État militaire dirigé par le général Augusto Pinochet, qui est resté au pouvoir jusqu'en 1990.

Depuis 2011, les étudiants chiliens ont réalisé près d'une centaine de manifestations pour demander au gouvernement de Sebastian Piñera, premier président de droite depuis la fin de la dictature en 1990, une réforme du système éducatif, cher et inefficace selon eux.

Le gouvernement chilien a présenté plusieurs projets de loi à destination du système universitaire, prévoyant notamment de diminuer le coût des crédits contractés par les étudiants pour financer leurs études, mais sans parvenir à calmer la fronde.

La gratuité des études fait d'ores et déjà partie du programme électoral de l'ex-présidente socialiste Michelle Bachelet, candidate à la présidentielle du 17 novembre prochain et favorite dans les sondages. lemonde.fr 05.09

Chili : Michelle Bachelet, la «socialiste», «candidate de Washington»? - Mondialisation.ca, 21 mars 2013

Extraits.

C'est dans ce contexte que le parti socialiste s'est affirmé en 2000 avec Ricardo Lagos et en 2004 avec Michelle Bachelet dans le cadre d'une coalition comme ce fut le cas pour Allende avec l'Unité populaire. (...)

Avec l'arrivée du socialiste Ricardo Lagos et celle de Michelle Bachelet, nous entrons dans une nouvelle ère, celle de la démocratie, vêtue du socialisme, mais guidée par des fidèles au néolibéralisme. Dans les deux cas, ils ont plutôt servi le régime néolibéral avec ici et là quelques initiatives cosmétiques. Il ne fait aucun doute que Salvador Allende doit se retourner dans sa tombe, lorsqu'il regarde ces socialistes, genre sépulcres blanchis. Rien en eux, pour en faire des alliés surs du socialisme du XXIè siècle, tel que proposé par Chavez. Washington ne pouvait trouver mieux avec ces deux personnages pour assurer sous une couverture socialiste, les paradigmes du néolibéralisme.

Ricardo Lagos a eu une carrière politique davantage dans la diplomatie internationale. Lui-même se définit moins comme un socialiste que comme un indépendant de gauche. Il est incorporé au groupe Forum2000 regroupant des hommes politiques et intellectuels, surtout de droite, pour soutenir et défendre la démocratie néolibérale, à savoir celle qui est au service des oligarchies et de l'empire.

Ricardo Lagos est un membre actif Forum2000 et participa au Forum2000 à Prague, en octobre 2007. Pour en savoir plus sur ce FORUM2000, je vous invite à aller directement au site qui en définit les objectifs et qui en indique les principaux partenaires.

Un Forum regroupant ce qu'il y a de plus représentatif des démocraties néolibérales, n'ayant rien à voir avec le socialisme qui en modifie les paradigmes. Ceux et celles qui participent à ces rencontres, sous l'égide de FORUM2000, sont des convaincus du système capitaliste, sous sa forme néolibérale. Pour eux, tous les moyens sont bons pour barrer la route à ceux et celles qui voudraient en modifier les paradigmes.

Je me permets de rappeler ici une anecdote de ce qui s'est passé à la rencontre du FORUM2000, à Prague, à l'automne 2007. À l'époque, Michaëlle Jean, ex-journaliste de Radio-Canada, devenue par la grâce d'un premier ministre généreux, Gouverneure générale du Canada, fut invitée à présider la séance d'ouverture de ce Forum. En marge de ce forum, une rencontre privée, regroupant des membres haut placés de l'Administration étasunienne et de certains autres pays, s'est réalisé pour discuter d'un plan visant à faire échouer le référendum qui était en pleine opération au Venezuela et pour discuter de la manière de se défaire de Chavez.

On se souviendra que Michelle Bachelet, alors qu'elle était présidente pro temporelle d'UNASUR, avait reçu le vice-président des États-Unis, Joe Biden, sans en informer ses collègues d'UNASUR et sans y inviter ceux et celles qui auraient souhaité y participer. Chavez, Morales, Correa furent ignorés.

Lorsque le roi d'Espagne, lors du XVIIe Sommet ibéroaméricain, réalisé au Chili, en novembre 2007, eut l'indécence de dire à Chavez de se la fermer, alors que ce dernier avait la parole, la socialiste Michelle Bachelet qui présidait cette rencontre se garda bien de rappeler au dignitaire qu'ici, les présidents peuvent s'exprimer comme ils l'entendent et qu'ils doivent être respectés. Elle n'en fit rien.

Si le peuple chilien ne prend pas note du détournement de sens donné au mot socialiste, il se retrouvera avec Michelle Bachelet comme présidente un peu comme le peuple français se retrouve, aujourd'hui, avec le socialiste François Hollande, véritable marionnette caricaturale de la volonté de Washington.

En Amérique latine, l'empire veut garder les territoires reconquis par des coups d'État militaires et poursuivre son action pour reconquérir ceux qui lui ont échappé.

Une louve déguisée en brebis est plus dangereuse qu'une louve à corps découvert.

L'article en entier : http://www.luttedeclassé.org/dossier3/chili_1_210313.pdf

Mercredi, avec un peu d'avance. Il est 16h40 ici en Inde.

J'ai ajouté 15 nouveaux articles, je n'ai pas eu le temps de tous les lire. J'ai des problèmes avec le disque dur de mon ordinateur, à mon avis il est en train de me lâcher parce que pour l'ouvrir correctement je dois m'y reprendre entre 3 et 10 fois ! Si le problème venait d'ailleurs il serait permanent. Je consacrerai ma soirée à télécharger l'intégralité du disque dur sur des clés USB, d'ici là je ne l'éteint plus.

Autre problème informatique important. J'ai été repéré par Adobe qui me laisse 4 jours avant de m'empêcher d'utiliser Acrobat Pro qui me sert à convertir des fichiers. Il faut que je vois si je peux m'en sortir avec le portable sans me connecter à Internet ou si une ancienne version ferait l'affaire. L'informaticien que je connaissais à déménager et je ne connais plus personne dans ce domaine, en dernier recours j'achèterai ce logiciel, c'est très cher, mais bon, il faut bien que mes économies servent à quelque chose, la bonne cause. J'aurais bien dit à mon épouse de s'en charger, mais cela va être juste, elle embarque le 10 pour l'Inde et je ne veux pas qu'elle cavale à Marseille, déjà qu'elle sera dans un avion qui va survoler le Moyen-Orient le 11 septembre, vous voyez ce que je veux dire, un missile perdu c'est vite arrivé...

Et puis le 11 on fêtera mes 58 ans !

A plus et portez-vous bien, gardez le moral, c'est difficile, mais on n'a pas le choix.

Jeudi 22h05 en Inde

Le reste de l'actualisation du site. On va consacrer toute notre énergie et notre temps à la question syrienne.

La causerie et les articles de presse ont été formatés en pdf (Acrobat Reader). Vous excuserez les fautes, je ne relis presque plus rien faute de temps. Et la fatigue.

Il y a eu 12.700 connexions au site en août, et vous avez téléchargé 28.873 documents. Les stats en haut de la page si vous voulez vérifier. Et dire que je suis tout seul à faire ce boulot de dingue ! Sans pub, sans prosélytisme, sans réseaux sociaux, sans parti, sans soutien, sans liens dans d'autres portails ou exceptionnellement...

ACTUALITE EN TITRES

Syrie.

- Syrie : pour Khamenei, les armes chimiques sont "*un prétexte*" pour attaquer la Syrie - LePoint.fr

- Thierry Meyssan, l'ami français de Bachar el-Assad - LePoint.fr

Toujours orduriers ces médias de merde. Il dénonce une fois de plus le "*complotiste*" Meyssan. Qui complotte aujourd'hui : ceux qui prétendent que le régime syrien aurait utilisé des armes chimiques sans fournir la moindre preuve et qui passent leur temps à essayer d'en fabriquer, ou ceux qui s'en tiennent simplement aux faits ?

Le Point : boycott !

Même une chaîne de télévision israélienne sioniste se sent obligée de le reconnaître.

- Le Congrès américain examine actuellement la proposition de l'administration Obama de procéder à une action militaire contre Assad, en réponse à son utilisation présumée d'armes chimiques. <http://fr.jn1.tv> - 05.09

[Le cheval de trois de Hollande. Trois petits tours et puis s'en vont...](#)

- Retraites: Mélenchon, Laurent et Besancenot manifesteront contre la réforme le 10 septembre - Lexpress.fr 04.09

Vu d'ici, en Inde, mais aussi de Damas... Ils feraient mieux de répondre à l'appel du POI sur la Syrie !

[On s'en doutait !](#)

- Les Femem ? "*Des salopes*", selon l'instigateur du mouvement - Le Nouvel Observateur

Victor Svyatski explique que l'origine du mouvement n'a rien d'une volonté d'émancipation féministe. Il admet avoir fondé le mouvement "*pour avoir des filles*". Le Nouvel Observateur 04.09

[Les complices d'hier et d'aujourd'hui.](#)

- A Oradour-sur-Glane, Hollande main dans la main avec le président allemand - 20minutes.fr

[Intox](#)

- Bruxelles s'attaque à la "*finance de l'ombre*" en commençant par les fonds monétaires - L'Expansion.com

[Vive la croissance !](#)

- La précarisation du marché de l'emploi s'intensifie - L'Expansion.com

- 82,4% des embauches au premier trimestre 2013 étaient des CDD - L'Express.fr

- Les effectifs d'apprentis dans le bâtiment ne cessent de chuter - L'Expansion.com

Par qui les négriers du bâtiment les remplacent-ils, devinez ? Ah bon, comment, vous ne saviez pas que le patronat plébiscite l'immigration illégale ! Vous devriez vous renseigner au lieu d'écouter les gauchistes...

[Tant mieux !](#)

- "*La finance dérégulée nous condamne aux krachs*" - L'Expansion.com

- Le danger venait du sud : le nouveau plan d'austérité portugais pourrait bien être plus ravageur pour la zone euro que le précédent
- Atlantico.fr

- Le déficit commercial américain s'est aggravé en juillet - L'Expansion.com

[Le 74 a la cote !](#)

- 74% des Français pour un vote au Parlement sur la Syrie, selon CSA - Reuters

- 74% des Français ne sont pas satisfaits de la réforme des retraites - Liberation.fr

[Quand on vous le dit !](#)

- Facebook nuirait-il à la santé des jeunes ? - LePoint.fr

[Ah bon, comme c'est étonnant !](#)

- Record de témoignages de victimes d'homophobie - LeMonde.fr

[Les supprimer ferait gagner plus de temps encore !](#)

- Des programmes d'histoire-géo allégés : «*Les profs étaient obligés d'aller trop vite*» - Liberation.fr -

[Ouf, nos dirigeants ne soutiennent pas le régime pour rien !](#)

- Retraites: la hausse des cotisations des fonctionnaires pourrait être étalée - L'Expansion.com

[Sans blague !](#)

- Après avoir été décriées, des mesures de Sarkozy remises à l'ordre du jour - LeFigaro.fr

[La lobotomie est un droit!](#)

- La scientologie invoque la liberté religieuse devant la Cour de cassation - AFP

[Quand la théorie du vide fait le plein !](#)

- "*Soyons optimistes sur notre capacité à le devenir davantage*" - L'Express.fr

[C'est comme le secret commercial, bancaire ou défense nationale.](#)

- Peut-on clamer publiquement que son patron est un escroc ? - LeMonde.fr

[Pas d'excuses !](#)

- Chili : les juges s'excusent pour leur inaction sous Pinochet - LeMonde.fr

[Qu'ont-ils dans la tête ? Réponse.](#)

- Le Parlement britannique, source de 300.000 connexions à des sites pornos - L'Express.fr

[ACTUALITÉ DU JOUR](#)

[Merci patron !](#)

Les fonctionnaires ignorent qu'ils ont un patron, pas tous la preuve...

- En modifiant ses questionnaires, l'Insee fait virtuellement baisser le chômage - Le Monde

S'il a de l'humour, François Hollande peut dire merci à l'Insee. L'Institut national de la statistique a annoncé, jeudi 5 septembre, que le président de la République était parvenu à inverser – virtuellement – la courbe du chômage. Une inversion qui se serait miraculeusement produite début 2013. Alors que le taux de chômage au premier trimestre avait été annoncé en mai à 10,8 % pour la France entière, l'Insee estime désormais qu'il était plus proche des 10,5 %.

Mais, malheureusement pour le président de la République, cette inversion ne traduit aucune réelle amélioration sur le marché du travail. De simples changements de formulations dans les nouveaux questionnaires, introduits depuis janvier, ont créé un tel changement dans les réponses des Français interrogés que le taux de chômage a artificiellement reculé de 0,3 point par rapport à l'ancien questionnaire. En mai, l'Insee avait été contraint de décaler la publication de plusieurs indicateurs détaillés en raison de ces anomalies.

Un enquêteur de l'Insee ne vous demandera plus, par exemple, si vous étiez "*à la recherche d'un emploi, même à temps partiel ou occasionnel*", mais si vous étiez "*à la recherche d'un emploi*" tout court. Associée à d'autres, cette modification a suffi à faire pencher quelques "*oui*" du côté du "*non*". Et à ainsi faire sortir 90 000 Français, virtuellement, des chiffres du chômage.

Pour parer aux critiques, l'institut a toutefois décidé de prendre une décision inédite : il publiera désormais, et pour quelques trimestres encore, deux taux de chômage différents, l'un calculé sur le nouveau questionnaire, plus bas, l'autre calculé à partir du taux de chômage de l'ancien questionnaire virtuellement prolongé, plus élevé. lemonde.fr 05.09

L'Insee ne vaut guère mieux que l'AFP : corrompu, à la botte du régime !

[LGBT : des dégénérés, une télévision sioniste ne s'y trompe pas.](#)

- Obama va rencontrer des militants russes en vue du G20 - fr.jn1.tv

Les groupes de défense des droits de l'homme disent que le président américain Barack Obama, qui est attendu pour assister au sommet les 5 et 6 septembre, a invité une poignée de militants jeudi pour discuter de la situation des droits de l'homme en Russie et des nouvelles lois qui selon les critiques du Kremlin violent les droits des homosexuels et limitent les organisations non gouvernementales.

Les dirigeants du monde sont confrontés à des appels d'organisations des droits de l'homme pour presser le président russe Vladimir Poutine sur le sort de la communauté LGBT en Russie, qui fait face à des amendes et des arrestations si elle viole la nouvelle loi interdisant la diffusion de "*propagande homosexuelle*". La directrice de projet de l'organisation "*Coming Out*" de Saint-Petersbourg, affirme que les lois visent à étouffer la communauté LGBT. Elle dit que les lois créent un climat de peur. fr.jn1.tv 05.09

Jewish News One est une télévision israélienne sioniste, qu'elle se fasse le porte-parole des dégénérés et des provocateurs de la LGBT n'a rien d'étonnant, comme la gauche et l'extrême gauche en France. Cela vous étonne ?

[Haut de page ↗](#)

Le 7 septembre 2013

CAUSERIE

On actualisera le reste demain. J'ai ajouté des articles sur la Syrie.

Une seule et unique question doit être posée dans toutes les discussions avec des travailleurs ou des militants :

QUI A UTILISÉ DES ARMES CHIMIQUES LE 21 AOÛT DERNIER DANS LA BANLIEUE DE DAMAS, OÙ SONT LES PREUVES QUI IMPLIQUENT LE RÉGIME SYRIEN, OÙ, LESQUELLES ?

Inutile de discuter si votre interlocuteur refuse de répondre à cette question, nous savons tous que ces preuves n'existent pas, sinon Obama et Hollande les auraient déjà produites depuis qu'ils ont appelé à bombarder la Syrie, c'est la première chose qu'ils auraient faite.

Bon week-end à tous et gardez le moral, le pire serait de ne pas tirer tous les enseignements politiques de cette expérience, si elle ne servait à rien, j'ai envie d'ajouter comme ce fut malheureusement le cas depuis des lustres...

Rompre avec le capitalisme, ses institutions, ses représentants, les appareils des syndicats : une nécessité impérieuse, une condition préalable à la refonte du mouvement ouvrier sur des bases indépendantes de l'Etat, socialiste, à la construction du parti...

J'éteins l'ordinateur, il y a un gros orage.

[A bas la guerre contre la Syrie, à bas Hollande, son gouvernement et le PS !](#)

- Les Français en majorité contre une action en Syrie, selon Ifop - Reuters

Les deux tiers des Français sont opposés à une intervention militaire internationale en Syrie.

Sur 972 personnes interrogées entre mardi et vendredi, 64% se déclarent hostiles à une telle intervention, contre 36% d'un avis contraire, ce qui constitue un renversement de l'opinion publique française sur cette question.

Début août, 55% des personnes interrogées par l'Ifop pour le site internet Atlantico étaient favorables à ce type d'action.

Le pourcentage de personnes hostiles à une intervention militaire internationale en Syrie est même désormais légèrement supérieur en France à ce qu'il est en Allemagne (63%).

Quant à une participation éventuelle de la France à une telle action, les Français interrogés sont massivement contre: 68%, soit neuf points de plus qu'il y a un mois.

"Voilà qui ne va pas simplifier la tâche de François Hollande", commente l'Ifop. "Alors que l'isolement du président de la République grandit sur le dossier syrien, il est désormais lâché par son opinion publique." Reuters 06.09

Faites tomber les masques. La gauche n'était que la droite, aucune différence, si en pire, masquée y compris par l'extrême gauche ou les trotskistes.

Un internaute rappelle.

- "En voyant ces deux grands leaders socialistes (Hollande et Fabius. - ndlr) on voit que le Parti Socialiste ne changera jamais:

1947: bombardement du port d'Haiphong pendant une interruption des négociations entre le Mal Leclerc et Ho Chi Minh. Leclerc décède dans l'accident de son avion qui le ramène en France. Ce bombardement déclenche la guerre d'Indochine qui durera sept ans avec la France puis dix ans de plus avec les Etats Unis. La gauche vient de revenir au pouvoir en France avec Léon Blum comme chef du gouvernement.

1954, novembre: Mitterrand, ministre de l'intérieur du gouvernement de gauche Mendès France déclare que les attentats perpétrés en Algérie par le FLN méritent une seule réponse "*la guerre*". Envoi de l'armée en Algérie. Puis du contingent jusqu'à 550.000 hommes. Début de la guerre d'Algérie qui durera huit ans.

1956: expédition franco-britannique de Suez pour "*punir*" Nasser d'avoir nationalisé le canal. Parachutage de troupes sur le canal, prise de contrôle des villes le bordant. Les troupes françaises doivent être rapatriées sous la menace conjointe des USA et de l'URSS!

1981: retour des socialistes au pouvoir et retour des expéditions extérieures culminant avec l'engagement de François Mitterrand, devenu Président de la République, auprès de George Bush Sr dans la première guerre du Golfe contre l'Irak. L'aviation française est employée notamment pour mitrailler les malheureux trouffions de Saddam qui, défaits par les bombardements alliés, fuient en débandade sur les toutes les routes.

2012: retour des Socialistes au pouvoir. Et déjà guerre au Mali, intervention en Centrafrique et maintenant notre Président Normal qui joue les va-t-en guerre de pointe contre la Syrie!" Fin.

Question : les adhérents du PS, ceux qui ont milité dans ce parti pendant des décennies, les transfuges du PS, ceux qui l'ont soutenu pendant plus d'un demi-siècle, ignoraient-ils le macabre passé du parti qu'ils avaient rejoint ou qu'ils soutenaient ? Qui peut le croire ? Et la liste fournie ici n'est pas exhaustive, très loin de là.

Front de gauche. Pourquoi ils ne mobiliseront pour soutenir le peuple syrien contre la guerre d'Hollande.

- Les députés du Front de gauche écrivent au Congrès américain sur la Syrie - lemonde.fr 06.09

Nulle part vous ne trouverez mentionné la responsabilité des Etats-Unis (notamment) dans l'agression armée dont a été victime la Syrie depuis deux ans et demi et donc la situation actuelle. Les quelque 110.000 morts sont à mettre au compte de l'impérialisme anglo-saxon-sioniste sans oublier l'impérialisme français.

LETTRÉ OUVERTE DES DÉPUTÉS FRONT DE GAUCHE AUX CONGRESSISTES AMÉRICAINS

Chers amis, Chers collègues,

(Cela commence par une histoire d'amour ! - ndlr)

Dans un Moyen-Orient poudrière, où les intérêts en présence dépassent largement les seuls enjeux intérieurs syriens, le déclenchement d'une intervention militaire telle qu'envisagée par les Etats-Unis d'Amérique présente un risque d'embrasement sans précédent. D'un Liban morcelé à un conflit israélo-palestinien non résolu, d'un Iran facteur d'instabilité à l'activisme des monarchies absolutistes du Golfe, les dangers d'une guerre généralisée sont d'autant plus forts que les contours et les buts de cette intervention restent flous. Il s'agirait d'une opération qui s'inscrirait clairement en dehors de toute légalité internationale.

(Un, ils procèdent à un amalgame entre l'Iran qui soutient le régime syrien et les monarchies sunnites alliées des Etats-Unis qui sont des ennemis déclarés de l'Iran et de la Syrie au côté d'Israël, monarchies sunnites ont joué un rôle majeur dans le

recrutement, l'entraînement, le financement, l'armement et l'infiltration de quelque 100.000 mercenaires djhaistes en Syrie pour le compte de l'impérialisme anglo-saxon-sioniste.

Deux, à les écouter les Etats-Unis ne seraient pas déjà impliqués en Syrie !

Trois, "*les contours et les buts de cette intervention*" ne sont pas "*flous*", le Général Martin Dempsey, chef d'état-major des armées des États-Unis les avaient indiquées clairement quand il avait appelé à la «*coopération momentanée entre l'opposition syrienne modérée et les extrémistes dans la mesure où ils servent un but commun qu'est le renversement du régime du président Assad*».

Quatre, en se situant sur le terrain de la "*légalité internationale*" qui est forcément commandée par les intérêts d'un impérialisme ou un autre ou une coalition impérialiste, ils justifient qu'un impérialiste puisse décréter que ses intérêts ou sa sécurité prime sur toute autre considération, ils fournissent un prétexte à la dictature américano-sioniste pour bombarder le Syrie.

Ils s'en remettent à une "*légalité internationale*" qui a été forgée par ceux qui se sont rendus coupables d'avoir mené ou orchestré en sous main, l'immense majorité des guerres et des génocides qui ont eu lieu à travers le monde depuis la création de l'ONU, principe qu'ils n'ont eu de cesse de l'enfreindre, en premier lieu Israël, l'ennemi juré de la Syrie et de l'Iran. - ndlr)

Nous souhaitons vous faire part de notre opposition à cette intervention militaire en Syrie et notre attachement à ce que l'ONU poursuive et amplifie ses efforts pour une paix juste. Tout acte unilatéral porterait irrémédiablement un coup fatal à ce processus, comme l'a justement rappelé son secrétaire général Ban Ki-moon.

(Un, ils passent sous silence que les Américains ont tout fait pour empêcher tout règlement politique du conflit en Syrie entre les différents protagonistes syriens.

Deux, en réclamant une "*paix juste*", ils sous-entendent qu'il pourrait exister une paix injuste, c'est le discours repris par tous les opposants au régime syrien qui s'opposent au maintien au pouvoir de Bachar Al-Assad, pour lesquels il est exclu qu'il puisse faire partie d'une solution politique, autrement dit une "*paix juste*" ne pourrait être possible qu'une fois le régime tombé, l'objectif des Américains, voilà ce que réclame le FdG qui s'en fait leur porte-parole. - ndlr)

Sortir le peuple syrien de l'enfer de la guerre civile marquée par près de 100 000 morts, nous partageons tous cette urgence humaine. Pour autant une intervention militaire ne ferait qu'éloigner cet horizon, en accentuant les affrontements et le chaos. Le peuple syrien, les civils, hommes, femmes, enfants, seraient les grands perdants, car une intervention militaire ne permettra, en rien, de renverser le régime despotique de Bachar el-Assad. En rien elle ne fera progresser l'indispensable transition démocratique dans ce pays.

(Qu'ils partagent les mêmes préoccupations que l'impérialisme américain, on s'en doutait ! Ils se placent ouvertement sur le même terrain que l'impérialisme anglo-saxon-sioniste dont l'objectif est de "*renverser le régime despotique de Bachar el-Assad*" et de favoriser la "*transition démocratique dans ce pays*", à la virgule près c'est le discours du camp de la réaction. Tout le reste ou la suite de leur lettre n'est que du baratin, l'essentiel vient d'être dit, ils soutiennent une intervention militaire contre le peuple syrien - ndlr)

Seule une solution politique, forgée dans de nouvelles négociations entre les parties dans le cadre de l'ONU, peut ouvrir la porte à un apaisement du conflit. C'est d'ailleurs la position de nombreux pays membres de l'alliance atlantique qui ont signifié ces derniers jours leur refus d'intervenir en Syrie.

(Les voilà qui en appellent à "*l'alliance atlantique*", à l'OTAN ! Le sort de la Syrie appartient uniquement au peuple syrien. Ce n'est manifestement pas la position du FdG qui a aucun moment ne mettra en lumière le rôle des Américains au côté des autres. Au moins vous savez dans quel camp se situe le FdG. - ndlr)

Depuis plusieurs années, dans l'ensemble du monde arabe, les peuples se sont soulevés avec en commun une même soif de justice, de liberté. Cependant, ce bel et fragile espoir démocratique demeure sous la menace des forces obscurantistes. Ce risque existe hélas aussi en Syrie. Les précédentes ingérences dans le monde oriental n'ont-elles pas montré qu'elles conduisent à conforter les pires extrémismes, plutôt qu'à enraciner la démocratie et le développement ?

(En lisant leur interprétation des soulèvements populaires qui ont secoué le Maghreb depuis trois ans, on doit admettre qu'ils sont bien entre "*collègues*", on pourrait croire que derrière "*la menace des forces obscurantistes*" ne se trouveraient pas justement les États-Unis et Israël, c'est beau la solidarité ! Même en Syrie dites donc, ils font très forts, ils sont pire encore que les médias aux ordres qui ont publié quelques articles le prouvant.

A les entendre, la CIA et le Pentagone (vous pouvez ajouter le MI6 et le Mossad) ne savaient pas ce qu'ils faisaient en développant Al-Qaïda et tout un tas de mouvements terroristes dans le monde, en réactivant les Frères musulmans, tenez, mieux encore, ils y

sont étrangers, les Américains en sont les victimes, eux qui étaient animés uniquement de bonnes intentions, par exemple "*enraciner la démocratie et le développement*", c'est beau comme un conte de fées dites-nous. Vous avez là la véritable nature réactionnaire du Front de Gauche. - ndlr)

Chers collègues, vous aurez l'opportunité dans quelques jours, à l'initiative du Président Barack Obama, de vous prononcer sur le bien fondé d'une intervention militaire en Syrie, à l'instar du vote devant la chambre des communes au Royaume-Uni. En France, aussi regrettable que ce soit, notre Parlement ne sera pas associé à ce choix fondamental.

(C'est une histoire d'amour avec les barbares ! Qu'ils en appellent aux institutions de la Ve Républiques, une autre dictature, après en avoir appelé à l'ONU et à l'OTAN, c'était la moindre des choses. - ndlr)

Dans cette situation, qui fait exception au sein des grandes démocraties, nos regards se tournent vers vous. Nous comptons sur votre choix éclairé. Evitons au monde de plonger dans un engrenage guerrier dont nul ne connaît l'issue. Gardons-nous de rallumer l'idée funeste du « choc des civilisations ».

(Rectifions, il n'existe pas de démocraties dans les pays occidentaux, mais uniquement des dictatures qui selon les circonstances peuvent plus ou moins le maquiller habilement ou agir au grand jour.

Comment peut-on qualifier des régimes qui passent outre la volonté de la population qui rejette la guerre de démocraties ? Des dictatures. Vous avez là la conception de la démocratie du FdG. En caractérisant les régimes dictatoriaux néolibéraux occidentaux de démocratie, le FdG ménage ces régimes, camouflet leur véritable nature, s'en fait le complice. Gageons que ceux qui ont voté toutes les guerres impérialistes, Afghanistan, Irak, Kosovo, Libye, etc. feront preuve d'un "*choix éclairé*". En matière d'obscurantisme on ne peut pas imaginer pire. - ndlr)

Parce qu'il existe entre nos deux peuples, malgré nos différends, une longue amitié ouverte en 1778, nous espérons que notre voix en faveur de la paix pourra trouver Outre-Atlantique l'écoute dont elle est privée en France.

(Pour finir et c'était la moindre des choses, ils emploient le langage des impérialistes quand ils écrivent "*qu'il existe entre nos deux peuples, malgré nos différends*", nous, travailleurs, militants du mouvement ouvrier français et international, nous n'avons aucun "*différend*" avec aucun peuple, aucun travailleur, pas plus aux Etats-Unis que dans le monde, nous sommes unis par les mêmes intérêts de classe, par le même objectif : en finir avec la barbarie capitaliste .

Travailleurs du monde entier unissez-vous pour abattre le capitalisme et ses institutions, c'est la seule solution pour imposer la paix et l'harmonie universelle entre les peuples. Tous au côté du peuple syrien contre l'impérialisme franco-américano-sioniste !

Avec notre entière considération et nos salutations distinguées. François ASENSI - Alain BOCQUET - Marie-George BUFFET - Jean-Jacques CANDELIER - Patrice CARVALHO - GabyCHARROUX - André CHASSAIGNE - Marc DOLEZ - Jacqueline FRAYSSE - Nicolas SANSU

Syrie : L'OTAN appelle à la guerre.

Le secrétaire général de l'OTAN, Anders Fogh Rasmussen, a appelé jeudi la communauté internationale à surmonter ses divisions et à répondre fermement aux attaques présumées à l'arme chimique en Syrie.

"*J'appelle la communauté internationale à surmonter ses divisions sur la Syrie. La communauté internationale a la responsabilité d'imposer et de faire respecter une interdiction internationale des armes chimiques contre l'utilisation des armes chimiques*", a déclaré M. Rasmussen à son arrivée à une réunion informelle des ministres de la Défense de l'UE.

"*C'est la raison pour laquelle les attaques à l'arme chimique en Syrie ne peuvent pas être ignorées. C'est la raison pour laquelle nous avons besoin d'une réponse internationale ferme face à ces attaques*", a-t-il ajouté.

"*Si l'on n'agit pas cela enverra un signal dangereux aux dictateurs du monde entier leur indiquant qu'ils peuvent utiliser des armes chimiques et peut-être d'autres armes de destruction massive sans aucune réaction de la communauté internationale*", a lancé le chef de l'OTAN. french.trib.ir 06.09

Amalimages et manipulations, le PS capitaliste et les médias aux ordres en première ligne.

Ils sont passés à la vitesse supérieure, outre la fabrication de preuves impliquant le régime syrien dans l'emploi d'armes chimiques le 21 août dernier qui demeure infructueuse, ils s'attachent maintenant au conditionnement psychologique des masses pour les convaincre du bien-fondé de la guerre contre la Syrie.

- Des anti-mariage gay se remobilisent contre une intervention en Syrie - LeMonde.fr

Là il s'agit de faire un amalgame de l'extrême droite à l'extrême gauche en passant par la droite.

- La Syrie, terre de mission des conspirationnistes - l'express.fr

Ils s'en prennent aux journalistes qui ont révélé (notamment) le complot du 11 septembre 2001 et que Al-Qaïda était une création de la CIA, il s'agit de journalistes français, belges et canadiens, vous aurez reconnu les portails où nous nous approvisionnons en articles.

Ils ont le tort de rejeter la thèse de Washington-Paris-Londres-Tel Aviv imputant à Assad l'emploi d'armes chimiques contre la population civile.

L'Express les a traités de "*Bacharophiles*", leur article est ordurier, normal

L'Express : boycott !

- Mobilisation pour la libération de 2 journalistes otages en Syrie - AFP

- Le PS se mobilise pour les deux journalistes otages en Syrie - LeFigaro.fr

Plus sordide tu meurs ! A l'origine un comité de soutien et un appel d'une officine financée par la CIA, Reporters sans frontières (RSF).

Ils utilisent le cas de deux journalistes otages depuis trois mois des djihadistes pour mobiliser... en faveur de la guerre !

Parmi les réacs qui parainnaient l'évènement : Valérie Trierweiler, Alain Juppé (UMP), Bertrand Delanoë (PS)...

A Lille, Serge July avait souligné dans la matinée que Didier François, grand reporter à Europe 1, et Edouard Elias, un photographe indépendant missionné par la radio, enlevés le 6 juin sur la route d'Alep, "*sont détenus par un groupe qui se réclame de la résistance*".

"*Nous ne pouvons espérer qu'une seule chose, c'est d'abord que Bachar al-Assad reçoive de la part de la communauté internationale la réponse appropriée pour arrêter ces horreurs et notamment l'utilisation des armes chimiques, et que, si c'est bien la résistance qui détient les deux journalistes, qu'elle en tire toute conséquence pour pouvoir leur permettre de retrouver la liberté*", a déclaré le maire de Lille, Martine Aubry. AFP 06.09

Fabrication de preuves.

Le langage des "**signes**" fera office de preuves à ceux qui ne le connaissent pas..

- De "*nombreux signes*" montreraient que Damas est responsable des attaques chimiques LePoint.fr

"*De nombreux signes nous permettent de conclure que les armes chimiques ont été utilisées par le régime*" de Bachar el-Assad, a déclaré vendredi devant la presse Juozas Olekas, le ministre lituanien de la Défense, en rendant compte de la réunion des ministres européens de la Défense.

Un diplomate européen a indiqué, sous le couvert de l'anonymat, que les preuves présentées ces derniers jours par les services de renseignements de différents pays avaient convaincu les pays européens de l'implication du régime. "*Les seules interrogations qui restent sont : la décision a-t-elle été prise par Assad ou à un niveau militaire ?*" a-t-il indiqué.

"Mais aucun ministre n'a indiqué que son pays exprimerait sa condamnation s'il y avait une action armée", a précisé ce diplomate. lepoint.fr 06.09

Pas d'enquête pour établir la responsabilité de l'utilisation d'armes chimiques, elle est établie d'avance.

Rappelons que les inspecteurs de l'ONU se sont rendus en Syrie à la demande du gouvernement syrien et que cette demande avait été formulée plusieurs mois à l'avance pour constater que des militaires et des civiles avaient été gazés par les djihadistes, en vain.

De là à penser que l'utilisation d'armes chimiques par les contras à ce moment précis avait été programmée pour correspondre

à l'arrivée des inspecteurs de l'ONU à Damas pour l'imputer au régime, parce que la tactique des va-t-en-guerre de la CIA et du Pentagone était enfin prête pour lancer une attaque contre la Syrie, il n'y a qu'un pas que nous franchissons puisqu'il n'existe aucune autre explication crédible.

- Armes chimiques : Fabius veut que l'UE reconnaisse "*au minimum*" la responsabilité de Damas - LePoint.fr

M. Fabius devant des journalistes. Mais "*ils (les inspecteurs de l'ONU. -ndlr) ne sont pas chargés d'enquêter*" sur "*l'autre question, qui est déterminante, et sur laquelle nous avons des preuves: mais qui a commis ce massacre chimique?*".

"*Beaucoup de gens disent: +il faut attendre le rapport des inspecteurs+, mais il y a un risque d'être déçus*", a conclu M. Fabius. AFP 06.09

Le "*minimum*" pour ce porte-parole de la dictature néolibérale, ce sera ce que tout le monde sait, à savoir que des armes chimiques ont été utilisées le 21 août dernier, mais pas qui les a utilisées.

Parole d'internaute

S'il y avait un début de preuve sérieux, ce qu'on pourrait appeler "*un signe*", on nous l'aurait déjà martelé... Mais non, à la place on a des rapports issus de différents pays, et des video des rebelles datant de janvier 2013, d'autres de fin décembre 2012, qui expliquent et montrent que les rebelles savent fabriquer et utiliser des armes chimiques...

[Le prix Nobel de la guerre peine à convaincre](#)

S'exprimant en Russie à l'issue du sommet du G20, le président américain a dit qu'il prononcerait une allocution à la nation mardi de la Maison blanche.

Depuis qu'il a annoncé à la surprise générale qu'il sollicitait l'avis du Congrès, Barack Obama et son administration mènent une intense campagne auprès des parlementaires, dont bon nombre sont réticents à l'idée d'un usage de la force contre Bachar al Assad, accusé d'utilisation d'armes chimiques.

Les sondages montrent en outre que les Américains s'opposent fermement à un tel engagement militaire après les guerres en Irak et en Afghanistan.

"*En ce qui concerne le vote et la procédure au Congrès, je savais que ce serait une tâche ardue*", a déclaré le président américain à Saint-Pétersbourg.

"*Je comprends le scepticisme. Je crois qu'il est dès lors très important pour nous de nous efforcer de défendre systématiquement notre point de vue auprès de chaque sénateur et de chaque membre du Congrès. Et c'est ce que nous faisons*", a-t-il ajouté.

Malgré les efforts de la Maison blanche, le sort de la demande adressée par Barack Obama au Congrès dépend toujours du grand nombre de parlementaires indécis, aussi bien dans son propre camp démocrate, qui contrôle le Sénat, que chez ses adversaires républicains, majoritaires à la Chambre des représentants.

Des élus craignent que des frappes, même limitées, en Syrie n'entraînent les Etats-Unis dans une guerre longue et n'enflamment l'ensemble de la région.

Le Congrès reprend ses travaux lundi après sa pause estivale. Le Sénat pourrait voter en séance plénière dès mercredi.

Barack Obama peine également à rallier la communauté internationale à sa position, hormis la France.

"*Etant donné la paralysie du Conseil de sécurité sur cette question, si nous voulons véritablement faire respecter l'interdiction de l'utilisation des armes chimiques, alors une réaction internationale s'impose et cela ne viendra pas d'une initiative du Conseil de sécurité*", a dit le président américain.

Il a en revanche refusé de dire s'il agirait militairement en Syrie en cas de vote négatif du Congrès.

"*Le président dispose évidemment de l'autorité nécessaire pour agir, mais il n'a ni le désir ni l'intention d'user de cette autorité si le Congrès ne le soutient pas*", a déclaré Tony Blinken, conseiller adjoint à la Sécurité nationale, au micro de la National Public Radio. Reuters 06.09

Le problème n'est pas de savoir si les démocrates seraient moins réactionnaires que les républicains, ils le sont autant que le PS ou l'UMP, ils craignent qu'à force de mentir aux Américains, ils ne veulent plus rien entendre, qu'il devienne de plus en plus difficile de les manipuler et qu'ils finissent par envisager de se soulever contre le régime...

En titre

- Obama parlera mardi de la Syrie, le Congrès indécis Reuters -
- Obama salue l'engagement de la France pour une réaction "forte" en Syrie - AFP
- Hollande critique "Le Figaro" pour son entretien avec Al-Assad - LeMonde.fr
- Syrie: pourquoi Bachar el-Assad n'est pas inculpé pour crimes de guerre - Slate.fr

Et Bush, Obama, Sarkozy, Hollande, etc. ?

Haut de page ↗

Le 8 septembre 2013

CAUSERIE

J'ai supprimé la rubrique *Liens* du portail et je vais supprimer la rubrique *Tribune libre*.

Hier soir mon convertisseur de courant qui me délivre de l'électricité via 2 batteries en cas de coupure de courant a brûlé, cela fera le 5e que je change en 12 ans ! C'est de ma faute, il pleuvait et d'un coup des trombes d'eau se sont abattues avec de fortes rafales de vent, j'étais en train de bosser, j'ai à peine eu le temps d'aller fermer les fenêtres et de me précipiter vers la petite terrasse où se trouvait cet appareil qu'il s'est retrouvé sous la flotte, je me pointe devant au même moment de la fumée en sort, des étincelles et il cramait ! Le propriétaire a eu la bonne idée d'installer la prise où le brancher à l'extérieur, c'est à moi de modifier l'installation pour l'installer à l'intérieur de la maison et je n'en ai jamais eu le temps.

Puis ce matin, ce fut au tour de la machine à laver de débloquer, à cause de l'humidité, elle est installée dehors aussi sur une autre terrasse, c'est le seul endroit où je pouvais l'installer, sinon là aussi c'était à moi de faire des travaux. Les deux terrasses possèdent un toit mais elles sont ouvertes sur le jardin.

Il y a quelques jours, en plus de mes soucis avec Adobe, c'est le module de Mozilla (DownloadHelper) qui me permet de télécharger des vidéos qui avait disparu, je l'ai téléchargé à nouveau hier soir. De plus ma connexion Internet est de plus en plus lente, la galère ! Plus mon disque dur qui déconne.

Bref les emmerdements s'enchaînent ! A côté de la guerre, on n'ose même pas se plaindre, on aurait honte ! La plupart des portails se focalisent sur la Syrie, c'est bien, le reste est secondaire.

Qui a dit ?

"Toute proposition de nouvelle loi ou réglementation du commerce présentée par les capitalistes doit toujours être reçue avec la plus grande circonspection [...]. Elle vient d'une catégorie d'hommes dont l'intérêt n'est jamais exactement identique à celui du public, qui gagnent en général à tromper et à même à opprimer le public et l'ont d'ailleurs trompé et opprimé à de nombreuses reprises."

Réponse : Adam Smith.

Marx et Engels iront plus loin en affirmant qu'il était impossible de soutenir des mesures, lois ou réglementations qui proviendraient d'un régime ou un gouvernement capitaliste, car ce serait porter atteinte au combat que mènent les socialistes pour aider les masses à perdre leurs illusions dans les institutions en place qui incarnent le capitalisme, une autre attitude contribuerait au contraire à renforcer leurs illusions dans le régime donc à les éloigner du socialisme.

Tous ceux qui depuis 70 ans ont affirmé qu'ils soutenaient les réformes mises en oeuvre par les différents gouvernements qui se sont succédés sous la IVe et la Ve République ont rompu avec le marxisme. On peut donc affirmer que ceux qui les ont soutenues tout en se présentant comme des marxistes ou les continuateurs du marxisme étaient des imposteurs.

Il s'en trouve pour vouloir "**faire réfléchir Obama et Hollande**".

Tendance Claire du NPA : Syrie : la vidéo qui devrait faire réfléchir Obama et Hollande (05/09)

En voilà qu'ils se posent en conseillers d'Obama et Hollande !

Dans leur portail, ils publient des articles d'opposants à Assad qui auraient vu d'un bon oeil le bombardement de la Syrie par les Américains et leurs alliés si cela pouvait les aider à prendre le pouvoir. Or, ils ne représentent rien de plus qu'eux-mêmes... Qu'ils nous disent quelle grande ville, quelle région de la Syrie ils contrôlent ? Aucune parce que la population ne les suit pas, elle est à plus de 75% derrière le régime à lutter contre une armée de contras.

Ces "*opposants*" au régime ont fait le jeu des djihadistes en croyant qu'ils pourraient les aider à renverser le régime... Comment ont-ils pu croire un seul instant que des mercenaires prônant la charia, un Etats islamiste, un régime archaïque, moyennageux, barbare pourraient s'accomoder de militants combattant pour un Etat laïque, socialiste ? Finalement, ils ont servi à diviser la résistance aux barbares qu'incarne le régime, on se félicitera qu'ils ne soient pas plus nombreux. Il y a parfois des confusions qui peuvent s'avérer dangereuses, criminelles, c'était le cas ici.

Ils ne sont pas les seuls dans ce cas-là, il existe plein d'organisations ou tendances en France (et ailleurs) qui parce qu'ils incarnent la classe oublient qu'ils sont une poignée insignifiante, en réalité ce qu'ils font, c'est que dans leur analyse des rapports entre les classes ils inversent les rôles ; souvenez-vous à les entendre la grève générale était possible demain matin, là c'est la révolution ou le renversement du régime syrien, tunisien, égyptien, etc.

En y regardant de plus près, on s'aperçoit qu'ils imitent les dirigeants de partis ouvriers (leurs anciens dirigeants parfois) qui ont pour seul objectif des résultats immédiats, qui ne veulent pas prendre en compte le principal facteur qui caractérise la situation : le manque de préparation des masses, leur niveau de conscience qui n'a pas évolué ou si peu, l'absence du parti qui en est le produit, ils ne veulent pas admettre, du coup ils veulent se substituer aux masses et partent dans des délires qui les éloignent un peu plus de la réalité et des masses. Continuez dans cette voie et on ne s'en sortira jamais.

Vous avez en tête le slogan selon lequel tout serait possible tout de suite, mettre fin aux licenciements, etc. baliverne en fait, et bien prendre le pouvoir en Syrie ou en Tunisie ou encore en Egypte est de la même veine.

Voyez comment procède notre ennemi. Sur quel plan s'attaque-t-il aux masses avant de passer aux choses sérieuses ? Certainement pas frontalement. Il procède sur le plan idéologique, de la propagande, psychologique, du conditionnement des masses, ils balancent un tas d'idées, qui petit à petit avec l'aide des partis du capital et des médias finissent par s'imposer, par s'incruster dans leur cerveau des travailleurs et surtout des militants parce qu'ils ont une conception de la lutte de classe institutionnelle, et quand ils estiment qu'elles sont bien mûres, que les conditions sont réunies, ils pondent une loi, la majorité s'y rallie et le tour est joué. Dans le pire des cas les masses ne réagissent pas ou faiblement, ce qui revient au même.

Nous au contraire, on estime que le combat pour élever le niveau de compréhension du monde des travailleurs est secondaire, généralement il passe carrément à la trappe, les militants, eux, savent, c'est suffisant, ils vivent dans une bulle, dans un monde à part, ils sont étrangers aux masses et n'y comprennent rien finalement ou très peu, non le militant est fait pour des tâches et des combats plus nobles, supérieurs, il ne se voit pas aborder une question en la reprenant de zéro, la décortiquer comme faisaient Marx et Engels, en fait il en est incapable, il n'a pas été formé pour manier le matérialisme dialectique mais pour répéter à longueur de temps les mêmes mots d'ordre, il récite le même refrain à perte de temps qui n'a plus d'effet qu'une prière...

Il laisse le terrain libre aux populistes et autres illusionnistes tel Mélenchon. Se mettre au niveau des travailleurs, leur tenir un langage compréhensible qu'ils peuvent saisir, leur délivrer un discours qui les aide à avancer, qui surtout leur donne envie d'avancer, d'en savoir plus, voilà la tâche à laquelle il faut s'atteler sans délai, c'est la seule manière de leur inspirer confiance et de les recruter, de construire le parti, tout en participant à la lutte des classes évidemment.

Le point fort de notre ennemi, c'est qu'il aborde les masses telles qu'elles sont, pour les manipuler, nous, nous devons les aborder de la même manière pour les aider à progresser, donc dans un but opposé, sans reprendre sa méthode car cela ne marchera pas, vous pouvez raconter des histoires à des travailleurs et les recruter jusqu'au jour où ils s'en aperçoivent et disparaissent, et s'ils vous lâchent aussi, c'est justement parce qu'ils se rendent compte qu'ils n'ont pas progressé eux-mêmes, sur le plan individuel, c'est la seule satisfaction que le militant peut tirer de son engagement dans un parti, s'il en est frustré, un jour ou l'autre la lassitude prend le dessus et il se barre, c'est normal.

Pourquoi les partis sont-ils repliés sur eux-mêmes ? Pour que les militants aient l'impression de se sentir très forts, qu'ils se persuadent sans effort qu'ils ont raison, qu'ils appartiennent à une espèce à part, supérieure, ce n'est que pure masturbation intellectuelle ou manipulation psychologique, mais là encore cela ne marque qu'un temps.

Regardez, je suis tout seul dans mon trou à l'autre bout du monde, pourquoi je ne me lasse pas, je n'ai même pas les capacités intellectuelles qui pourraient me conduire à me convaincre que j'aurais raison, je ne passe pas mon temps à répéter le même refrain, on a abordé des centaines de questions, on progresse, on avance, même si dans ma situation cela ne peut déboucher sur rien, je pourrais être frustré, mais j'ai passé le cap de ce genre d'expérience pour en avoir tiré des enseignements il y a bien longtemps, il n'y a de pire dans la vie que de ne pas tirer d'enseignements de ses expériences, je n'ai pas vraiment la vie que j'avais rêvé d'avoir, comme la plupart d'entre vous, je n'y pense même plus, cela appartient définitivement au passé, on a le droit de revenir sur un certain nombre de questions pour tenter de les approfondir, c'est même recommandé, mais on ne doit pas faire une fixation dessus, sinon on finit névrosé, aigri, triste quoi.

Personnellement j'ai abordé à nouveau une multitude de sujets, un tas de nouvelles questions aussi, j'ai lu, étudié, réfléchi, je me suis posé des milliers de questions, je voulais comprendre tout simplement, je ne suis pas parti du principe que je savais quelque chose mais plutôt que je ne savais rien, j'ai laissé de côté mes principes, mes connaissances et tout le reste pour pouvoir penser librement sans jamais savoir où cela me mènerait. C'est passionnant comme démarche, c'est excitant, c'est parfois ingrat ou épuisant, il faut être patient, mais quelle satisfaction quand on arrive au bout d'une question, en fait on peut toujours aller plus loin, les militants doivent acquérir cette valeur et la faire partager au plus grand nombre autour d'eux, cela suffit à vous soutenir toute une vie car cela devient une habitude, on finit par penser sans effort, ce qui est incroyable pour quelqu'un comme moi qui vient de si loin, pour avoir été totalement arriéré à 19 ans, comme je l'ai dit des fois, abruti au dernier degré.

Pensez à cela, si l'homme est le produit le plus perfectionné qu'ait créé la nature, ce qu'il y a de plus élevé dans une vie ou sur terre, c'est en lui uniquement qu'il peut le trouver ou se le procurer. Rappelez cela à chaque travailleur que vous croisez ou chaque militant avec lequel vous discutez et qui ne soit pas borné, et vous verrez qu'on peut réellement changer le monde. C'était le jour du Seigneur, alors je vous ai délivré un message humaniste, le plus élevé qui soit, amen, je déconne.

Vous savez, on a beaucoup de peine quand on voit ce qui se passe dans le monde, je pense à la Syrie évidemment, on est profondément triste, mais on n'a pas le droit de le dire, on garde cela pour soi, cela nous rend malade, alors pour dépasser cet état rien de tel que de se mettre au service du socialisme qui incarne dans la société l'idéal humaniste le plus élevé.

Bon, face à la médiocrité du vieux monde réactionnaire, on a essayé de prendre de la hauteur.

[A bas la guerre contre la Syrie, à bas Hollande et son gouvernement, à bas le PS et ses satellites !](#)

Plus de deux Français sur trois (68%) sont contre un engagement militaire de la France en Syrie dans l'hypothèse d'une intervention armée internationale, selon un sondage Ifop pour Le Figaro publié ce samedi. Une hausse de neuf points par rapport au sondage du 29 août.

Parmi les opposants, on compte 48% de sympathisants de gauche, 76% de sympathisants UMP et 83% de sympathisants FN. libération.fr 08.09

D'après une amie et camarade que j'ai contactée hier par téléphone, la population ne serait pas vraiment contre la guerre, elle craint surtout qu'elle dégénère en guerre mondiale et que la majorité qui finalement ne s'en tire pas trop mal jusqu'à présent y aurait plus à perdre qu'à y gagner. Cela coïncide assez bien avec l'embourgeoisement des masses et du mouvement ouvrier, leur conscience politique reposant davantage sur des intérêts purement corporatistes ou individualistes.

L'absence de mobilisation du mouvement ouvrier au côté du peuple syrien depuis plus de deux ans confirme qu'il est complètement décomposé, inféodé au régime, plus encore depuis que Hollande a été élu.

[Fabrication de preuves contre le régime syrien.](#)

Voilà un article de l'agence de presse de la CIA et du Pentagone, d'ailleurs l'auteur cite un ex-membre de la CIA et un ancien expert du renseignement américain.

L'apparence d'objectivité sert souvent à couvrir les plus grotesques manipulations ou mensonges, on en a un exemple éloquent ici.

N'ayant pas le temps de commenter en détail cet article, j'ai mis en rouge et en caractère gras les passages les plus significatifs et j'ai ajouté de brefs commentaires.

Ce qui est intéressant, c'est que tout au long de cet article on a le droit à des allégations étayées par aucune preuve, aucun témoignage, aucun nom, absolument rien, et la fin est remarquable car il y est affirmé que quoiqu'il en soit le régime syrien est coupable d'avoir utilisé un gaz le 21 août dernier.

- Le lien entre Assad et l'attaque au gaz **difficile à établir** - Reuters 08.09 (Autant dire impossible. - ndlr)

Alors que les Etats-Unis menacent d'attaquer la Syrie, Washington et les services de renseignements alliés sont **toujours en train de savoir** qui a ordonné l'attaque au gaz neurotoxique du 21 août dernier dans le secteur de la Ghouta près de Damas.

(Là ils entraînent le lecteur sur une fausse piste ou une piste qu'ils vont abandonner à la fin, puisque c'est une histoire inventée de toutes pièces, ils savent que ce sont des djihadistes qui ont employé un gaz, mais évidemment ils ne peuvent pas le révéler. - ndlr)

Pour l'instant, **aucun lien** direct menant au président syrien Bachar al Assad ou à ses proches n'a été publiquement démontré. Selon certaines sources américaines, les spécialistes du renseignement ne sont **pas certains** que le président syrien ait été au courant de l'opération avant son lancement.

Les Etats-Unis **estiment** bien Bachar al Assad responsable de l'attaque **même s'il** ne l'a pas directement ordonnée, mais ils n'ont **pas été capables** de décrire la chaîne de commandement.

Pour le gouvernement syrien, et pour la Russie son allié, les rebelles sunnites sont responsables de l'attaque.

"Le processus de décision à un haut niveau dans les gouvernements étrangers est toujours une cible de renseignement difficile. En général, un petit nombre de personnes sont concernées, le niveau de sécurité opérationnelle est élevé et l'infiltration, par des moyens humains ou techniques, est difficile", commente Paul Pillar, ex-expert de la CIA pour le Proche-Orient.

Le Centre d'études et de recherches scientifiques (CERS), l'organisme syrien que les Occidentaux **estiment** être responsable du développement des armes chimiques et qui a des liens directs avec l'entourage d'Assad, a **vraisemblablement** joué un rôle dans l'attaque du 21 août, **estiment** des sources occidentales.

Selon elles, le personnel du CERS a **sans doute** participé à la préparation des munitions dans les jours qui ont précédé l'attaque.

Selon certaines sources européennes et américaines, cette unité a **sans doute** été impliquée dans le mélange des produits chimiques pour l'attaque du 21 août. **Il est possible** aussi qu'elle ait joué un rôle plus important en préparant l'attaque et en la mettant en oeuvre.

"La meilleure preuve liant le régime (syrien) à l'attaque à un haut niveau est l'implication du CERS, le centre scientifique qui a créé le programme (des armes chimiques) et qui le gère. Le CERS travaille pour le bureau du président et lui rend compte", commente Bruce Riedel, un ancien expert du renseignement américain pour la région et conseiller occasionnel de la Maison blanche.

(C'est comme si on disait qu'Obama ou Hollande étaient en relation permanente avec les laboratoires qui travaillent pour l'industrie de guerre, qu'ils leur rendaient des comptes et qu'ils suivraient leurs travaux... Décidément, ils ne savent plus quoi inventer. - ndlr)

Selon les autorités américaines, Amr Armanazi, le responsable syrien décrit comme le directeur du CERS par un document du département d'Etat il y a un an, n'est pas directement impliqué.

(Formidable, ils ne savent pas qui a fait le coup, mais sur un ton catégorique il épargne un acteur important, veulent-ils le recruter ? - ndlr)

Pour dire que Bachar était responsable, les Etats-Unis se sont **essentiellement fondés** à l'origine sur des informations données par des témoins ou par des ONG, ainsi que sur de très nombreuses vidéos sur YouTube.

(Autant dire ceux qui y avaient intérêt, on comprend pourquoi ils ont dû abandonner ce genre de preuves bidons. Aucune ONG n'a affirmé que le régime était impliquée, elles ont seulement admis l'usage de gaz qui est un secret de polichinelle. La preuve que du gaz a bien été utilisée se transforme en preuve que le régime en est responsable, une pure manipulation. - ndlr)

Et ils n'ont pas **pour l'instant** présenté au grand public d'échantillons scientifiques ou de renseignements prouvant que du gaz sarin a bien été utilisé par le gouvernement syrien.

Les Etats-Unis n'ont **pas non plus donné le nom de dirigeants ou de commandants syriens** qui auraient donné le feu vert pour tirer les roquettes remplies de gaz sur Ghouta.

(Si effectivement des militaires syriens avaient pris une telle initiative, Assad se serait empressé de les traduire en cour martiale et de les faire exécuter pour stopper nette cette histoire. - ndlr)

Selon une analyse du Congressional Research Service, une émanation de la Bibliothèque du Congrès, le rapport du gouvernement américain qui résume les conclusions des services de renseignements, **conclut** que les responsables

du gouvernement syrien "ont dirigé" l'attaque du 21 août. Mais, dit cette analyse, il n'y a **pas de preuve indiscutable** pour dire qui l'a ordonnée. Reuters 08.09

Rappelons à toute fin utile qu'il aurait été suicidaire pour le régime syrien d'utiliser des armes chimiques sous le nez des inspecteurs de l'ONU présent à Damas, et que les seuls qui y avaient intérêt étaient les djihadistes barbares manipulés par l'Arabie saoudite, le Qatar et la Turquie pour le compte de l'impérialisme anglo-saxon-sioniste.

Les sionistes à l'offensive

1- Les médias israéliens demandent à ce que l'administration Obama attaque militairement la Syrie en se passant du mandat du congrès.

La chaîne 10 de la TV israélienne demande désormais à Obama de "*passer immédiatement à l'action après le vote du sénat et sans attendre que les congressistes se prononcent sur l'offensive anti syrienne*" Yediot Aharonot fait appel à l'AIPAC, puissant lobby pro israélien aux Etats Unis. La presse orale et écrite aux Etats-Unis a violemment critiqué Obama ces derniers jours pour avoir reporté l'action militaire contre la Syrie, quitte à soumettre toute démarche en ce sens à l'approbation du congrès. french.irib.ir 07.09

2- Président Poutine est sûr que Kerry a menti à propos de Syrie

Alors que les États-Unis se préparent à lancer une attaque militaire potentielle sur la Syrie en attendant l'approbation du Congrès, il semble que les déclarations faites par le secrétaire d'État américain, John Kerry, sur les groupes d'opposition modérés à l'influence croissante en Syrie, sont en contradiction avec les rapports de renseignements américains et européens.

Kerry a déclaré au Comité des relations étrangères du Sénat que "*l'opposition s'était progressivement définie par sa modération, et par l'ampleur de ses membres, ainsi que par son adhésion au processus démocratique*". Mais, les estimations de sources de renseignements et d'experts non gouvernementaux disent tous les deux que les extrémistes islamistes en Syrie restent de loin les forces rebelles les plus féroces et les mieux organisées du pays.

Le Président Russe, Vladimir Poutine, fervent détracteur de l'intervention internationale en Syrie, et allié de longue date du pays du Moyen-Orient, a même dit que Kerry "*mentait*" concernant le témoignage syrien.

Même s'il est vrai que les islamistes radicaux ne sont pas les plus nombreux parmi les rebelles, les experts disent que des groupes tels que le Front d'Al-Qaïda ou d'Al Nusra, sont beaucoup mieux organisés, armés et entraînés.

Les extrémistes ont réussi à établir une présence solide dans de nombreuses parties de la Syrie notamment à Homs et dans la province d'Idlib, attirant les djihadistes étrangers qui espèrent établir la charia en Syrie. Toute action militaire des États-Unis peut, par inadvertance, aider les djihadistes dans cette quête, prolongeant alors un conflit qui a déjà fait plus de 100.000 victimes dans le pays. fr.jn1.tv 6 septembre 2013

UE. D'un prix Nobel de la guerre à un autre.

Si de "*fortes présomptions*" suffisent à justifier une guerre, c'est qu'ils ont déclaré la guerre à tous les peuples de la planète.

- Syrie: L'Europe appelle unanimement à une «*réponse claire et forte*» - 20minutes.fr

Les pays de l'Union européenne se sont entendus samedi sur le fait que le monde "*ne peut rester les bras croisés*" et qu'une réaction claire et forte est nécessaire pour empêcher de nouveaux bombardements à l'arme chimique en Syrie, a déclaré Catherine Ashton.

"(Le gouvernement syrien) est le seul à posséder des armements chimiques et les moyens de les utiliser dans une quantité suffisante", a-t-elle dit. (Un mensonge grotesque, les preuves du contraire existent. -ndlr)

"L'UE souligne (...) la nécessité de tenter de régler la crise syrienne via les procédures des Nations unies", a-t-elle dit. (Deuxième grossier mensonge, il faut traduire : une fois qu'on aura liquidé Assad qui incarne un Etat indépendant et souverain qui ne rentrait pas dans la stratégie d'un nouvel ordre mondial où la notion même d'Etat aura disparu. - ndlr)

"Nous sommes très satisfaits de la déclaration sur la Syrie publiée aujourd'hui à l'issue de la réunion, une déclaration forte sur la nécessité de faire rendre des comptes", a dit John Kerry, présent à Vilnius.

"Le signal d'une Europe unie dans sa position à l'égard de ce terrible conflit constitue un soutien incommensurable. Le

succès enregistré à Vilnius prouve combien l'Allemagne a eu raison de militer en premier lieu pour une position européenne commune", a réagi la chancelière allemande dans un communiqué.

Les "28" ont aussi affirmé qu'ils étaient d'accord pour dire qu'il existe de *"fortes présomptions"* sur la responsabilité du régime de Bachar al-Assad dans le massacre de centaines de civils au moyen d'armes chimiques le 21 août et sur le fait que les auteurs doivent être traduits devant la Cour pénale internationale. Reuters 07.09

Parole de barbares. L'internationale salafo-wahabbite-takfiriste appelle les dictateurs à la guerre.

Le Conseil de coopération du Golfe (CCG) qui regroupe Bahreïn, le Koweït, Oman, les Emirats arabes unis, le Qatar et l'Arabie saoudite, a exhorté dans un communiqué publié à Ryad la communauté internationale à intervenir immédiatement en Syrie pour *"délivrer"* le peuple syrien de la *"tyrannie"* de son gouvernement. Reuters 07.09

Quelques infos complémentaires.

1- Le patrouilleur de la flotte russe de la mer Noire Smetlivy mettra le cap sur la Syrie vers le 12 septembre, a annoncé vendredi à Moscou un représentant haut placé de la Marine russe.

"Le patrouilleur viendra compléter le groupe naval russe en Méditerranée. Il quittera Sébastopol entre le 12 et le 14 septembre", a indiqué le responsable à RIA Novosti. Le grand navire de débarquement de la flotte russe de la mer Noire "Nikolaï Filtchenkov" a pour sa part quitté le port de Sébastopol à destination de Novorossiïsk, où il fera une escale de ravitaillement avant de partir vers la Syrie.

Selon le responsable, le croiseur lance-missiles Moskva arrivera quant à lui dans la partie orientale de la Méditerranée le 17 septembre. Deux autres navires de la flotte russe de la mer Noire, la vedette lance-missiles Ivanovets et le navire lance-missiles Chtil sont attendus au large de la Syrie le 29 septembre. D'autre part, une source militaire bien informée a souligné que la DCA syrienne était capable d'abattre tous les avions qui violent l'espace aérien de ce pays ainsi que la moitié des missiles Tomahawk. french.trib.ir 07.09

2- 10 mille effectifs des forces du Hezbollah sont déployés à Damas pour empêcher la chute de l'Etat d' Assad, lors de l'attaque éventuelle des Etats-Unis, ont fait part des sources concordantes libanaises.

Le Hezbollah libanais s'apprête à 2 missions importantes en Syrie lors de l'attaque américaine contre ce pays, selon ces sources. La première mission consiste à empêcher la chute de Damas par les opposants syriens. À cet effet environ 10 mille effectifs des forces du Hezbollah libanais sont déployés à Damas. La 2ème mission consiste à être disponible à répondre par missiles à Israël en cas où la situation s'aggrave en Syrie et simultanément à l'attaque éventuelle des Etats-Unis, ont précisé ces sources. french.trib.ir 06.09

3- Ce sera une véritable bataille maritime qui va se déclencher si les Etats Unis commettaient la folie d'attaquer la Syrie.

Selon le site Telegrafist.org , l'armée populaire chinoise vient d'envoyer un navire de guerre aux large de la Syrie et ce navire ne sera pas le dernier. Le navire de guerre chinois est en phase de traverser le canal de Suez via la mer Rouge et il va très bientôt se déployer vers la Méditerranée pour appareiller longeant les côtes israéliennes et libanaises vers la Syrie. Les sources chinoises affirment que l'envoi de ce bâtiment ne suit aucun objectif de guerre et il n'est contre aucun Etat mais qu'il s'agit uniquement d'une mission de supervision des mouvements maritimes des Etats-Unis et de la Russie dans cette zone extrêmement explosive. La Chine dit vouloir expédier d'autres navires de guerre dans la Méditerranée mais elle n'en a pas révélé les détails. french.trib.ir 06.09

Syrie en titre.

- Syrie: *"Hollande rabaisse la France au rang de vassa"* - L'Express.fr

- Syrie: 68% des Français contre l'engagement militaire de la France - AFP

- Syrie : Hollande refuse de tenir compte des sondages - LeFigaro.fr

- Hollande salue la position commune de l'Europe sur la Syrie - Reuters

"Il y a des indices qui vont dans le sens de la responsabilité du régime syrien, nous avançons", a répété samedi François Hollande.

"Il n'y aura pas de solution militaire en Syrie. Il y aura une action militaire, il y aura une pression militaire conduisant à une

solution politique et dans les meilleurs délais. C'était ce que voulaient les Européens", a-t-il ajouté. Reuters 08.09

Traduction : S'il "*n'y aura pas de solution militaire en Syrie*" cela signifie que Hollande exclut que le régime puisse mettre fin ou gagner cette guerre, et c'est la raison pour laquelle notre "*action militaire*" conduira à une "*solution politique*" tout autant impossible à trouver que Assad reste en place, qui sera d'autant plus facilité qu'il aura été liquidé.

Ode à la guerre des marchands de canon.

- "*L'industrie de défense, un atout pour l'économie française qu'il faut préserver*" - LeMonde.fr

ACTUALITE EN TITRES

Intox

- Politique monétaire: les Etats-Unis chercheront à ne pas nuire aux BRICS - L'Expansion.com
- Obama promet au Brésil et au Mexique une enquête sur la NSA - Reuters
- Jean-Marc Ayrault réclame un SMIC européen pour éviter les "*distorsions de concurrence*" - Atlantico.fr
- Marseille : Ayrault veut «*amplifier la bataille contre les trafiquants*» - Liberation.fr

Enfin des bonnes nouvelles !

- Un G20 qui au moins avance sur les questions économiques - AFP
- La réforme des retraites positive mais insuffisante, juge Fitch - Reuters
- Norvège: découverte de pétrole dans le nord de la mer de Barents - AFP
- Pause fiscale: les entreprises peuvent y croire, pas les ménages - L'Expansion.com
- Sauvetage de la banque BMPS: accord entre Rome et Bruxelles - AFP

Il voulait dire : pas question de diminuer le nombre de chômeurs

- Berger (CFDT): pas question de diminuer les droits des chômeurs - AFP

Vous, oui, les patrons, non !

- Les patrons qui ont échoué ne seront plus fichés à la Banque de France - Atlantico.fr

Et pourtant ce n'est pas faute d'essayer de les convaincre du contraire !

- L'écrasante responsabilité des partenaires sociaux dans le désamour des Français pour le travail - Atlantico.fr

Comme quoi il faut sortir du règne de la nécessité.

- Bernard Vivier : « *Les accords de compétitivité sont devenus une nécessité* » - LeParisien.fr
- PSA: la direction demande la suppression de diverses primes - L'Expansion.com

Rappelons qu'en refusant de rompre les relations avec le patronat et le gouvernement qui s'attaquent systématiquement à tous nos droits sociaux, les dirigeants de tous les syndicats ont délibérément décidé de se placer dans le camp des ennemis des travailleurs, ce sont tous des agents du capital.

Question. Selon vous, comment faut-il caractériser les partis ouvriers qui refusent de rompre avec les appareils pourris des syndicats, le patronat, le gouvernement ?

- Des profs de langue sommés de diviser leur salaire par deux pour garder leur job - L'Expansion.com

Les 35 professeurs de langue d'une école de management bordelaise font l'objet d'un chantage à l'emploi: soit ils acceptent de travailler quasiment à moitié prix, soit ils vont voir ailleurs.

Un petit nombre a accepté, d'autres ont refusé, et la plupart, déconcertés, n'ont toujours pas donné de réponse. M. Belletante, le directeur général de l'école, explique qu'à Marseille en 2010, après le même changement de statut d'Euromed, 70% des professeurs ont accepté une solution similaire. L'Expansion.com 07.09

ACTUALITÉ DU JOUR

En famille.

- Gattaz, Lepaon et Berger devant les Journées parlementaires socialistes - AFP

Le président du Medef, Pierre Gattaz, ainsi que les numéros un de la CGT et de la CFDT, Thierry Lepaon et Laurent Berger, s'exprimeront pour la première fois, par vidéo, devant les journées parlementaires des groupes socialistes à Bordeaux (23 et 24 septembre -ndlr), a-t-on appris de sources concordantes.

Le PS. Social-national.

"Dans notre conception de la réforme, le compromis social (...) est un axe fondateur de notre politique de réformes. Il repose sur le compromis social et national", a-t-on souligné de source parlementaire socialiste en expliquant les invitations adressées au président du Medef et aux deux responsables syndicaux.

A huis clos.

Les travaux débiteront lundi à huis clos, répartis entre plusieurs commissions, comme celle de la commission des Affaires sociales, en présence du ministre du Travail, Michel Sapin, et de la ministre des Affaires sociales et de la Santé, Marisol Touraine.

La commission des Finances se penchera en particulier sur le "*financement de l'économie, compétitivité des entreprises et reprise de l'emploi*", en présence du ministre de l'Economie, Pierre Moscovici.

Les interventions de Pierre Gattaz, Thierry Lepaon et Laurent Berger sont attendues mardi en séance plénière et ouverte à la presse.

Le ministre de l'Economie, Pierre Moscovici, celui du Budget, Bernard Cazeneuve, et celui du Redressement productif, Arnaud Montebourg, y prendront la parole avant que Jean-Marc Ayrault ne prenne la parole pour clôturer les travaux. AFP 06.09

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Egypte

Le gouvernement égyptien a décidé de dissoudre les Frères musulmans en tant qu'organisation non gouvernementale, rapporte le journal officiel "*Al Akhbar*", vendredi.

La mesure devrait être officiellement annoncée la semaine prochaine, précise-t-il.

"La décision du ministre a été publiée mais elle ne sera annoncée qu'en début de semaine prochaine lors d'une conférence de presse", écrit le journal, citant le porte-parole du ministre de la Solidarité sociale, Hany Mahana.

La décision s'applique à l'ONG qui avait été officiellement enregistrée par la fraternité au mois de mars en réaction à une procédure judiciaire qui estimait que le mouvement ne possédait pas de statut légal.

L'organisation des Frères musulmans a été fondée en 1928 et a été dissoute en 1954 par l'armée au pouvoir. french.trib.ir 06.09

SOCIAL

Grèce

Environ 17.000 personnes, selon la police, ont manifesté samedi soir à l'appel des syndicats à Salonique (nord) contre les politiques d'austérité, qui se poursuivent en Grèce depuis quatre ans.

"*Tous ensemble pour battre la rigueur et la pauvreté*" était inscrit sur la banderole principale des centrales du secteur privé GSEE et du public Adedy, a constaté un journaliste de l'AFP.

Environ 4.500 policiers ont été déployés à Salonique, deuxième ville grecque dans le nord, pour assurer la sécurité, selon une source policière.

Outre le cortège principal des syndicats, trois autres rassemblements ont eu lieu, dont celui de la gauche extraparlamentaire, des associations et partis qui s'opposent à l'installation des mines d'or dans la région proche de Chalcidique et du syndicat communiste Pame.

Des employés des deux usines d'équipement de défense, contrôlées par l'Etat, Elvo (fabrication de véhicules) et HDS (industrie aérospatiale), et de la compagnie métallurgique Larco, qui seront privatisées, ont également manifesté en arborant des drapeaux noirs.

La grogne sociale commence de nouveau à monter surtout après la vague des mutations dans la fonction publique, entamée récemment par le gouvernement dans le cadre de la restructuration du secteur public.

Le syndicat des professeurs du secondaire Olme devrait observer une grève après la rentrée scolaire le 11 septembre et l'Adedy suivra avec des arrêts de travail les 18 et 19 septembre. AFP 08.09

J'ai censuré les déclarations du populiste Alexis Tsipras, Syriza.

[Haut de page ↗](#)

Le 9 septembre 2013

CAUSERIE

Il s'agit d'un premier jet, la suite plus tard, je dois aller faire des courses car je n'ai plus rien à manger, sauf du riz évidemment, et mon épouse arrive après-demain.

J'ajouterais une douzaine d'articles plus tard dans la journée.

Bon courage à tous et gardez le moral.

Dans l'adversité il faut être fort, digne, il faut se montrer encore moins intraitables envers les lâches et les traîtres, les manipulateurs, les charlatans, les opportunistes de toutes espèces.

Le POI s'est adressé au Front de Gauche qui s'est adressé aux membres du Congrès et de la Chambre des représentants américains, Front de Gauche qui en appelle à "*l'alliance atlantique*", autrement dit à l'OTAN ! Cherchez l'erreur. Il n'y en a pas !

Posez cette question à toutes les personnes, tous les militants que vous croisez :

QUI A UTILISÉ DES ARMES CHIMIQUES LE 21 AOÛT DERNIER DANS LA BANLIEUE DE DAMAS, OÙ SONT LES PREUVES QUI IMPLIQUENT LE RÉGIME OU DES MILITAIRES SYRIENS, OÙ, LESQUELLES ?

Il n'existe aucune preuve à ce jour, et si elles existaient les dictateurs Hollande et Obama se seraient empressés depuis longtemps de les brandir à la face du monde entier.

A bas Hollande et son gouvernement social-libéral-impérialiste-sioniste, à bas le PS et les institutions de la Ve République ! Pour une République sociale débarrassée de cette pourriture !

Vive le peuple syrien uni contre la barbarie ! Prolétaires du monde entier unissez-vous pour renverser la barbarie capitaliste, rangez-vous sous le drapeau de la révolution socialiste internationale !

J'ai supprimé la rubrique *Tribune libre*.

Je me suis connecté sur plusieurs portails de groupes ou de militants issus de l'OCI-PCI, ils n'ont rien publié depuis plus de deux mois, apparemment ils sont en vacances ou plutôt les enseignants et les syndicats auxquels ils consacrent leur militantisme étaient en vacances.

On attend des explications des dirigeants qui se réclament du trotskisme et qui depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale ont soutenu le PS et/ou le PCF, ont appelé sans cesse au front unique avec le PS notamment, qui ont appelé à voter pour leurs candidats à chaque élection, qui ont soutenu le mot d'ordre gouvernement PS-PCF, qui après avoir appelé à voter pour Mitterrand en 81 ont soutenu la candidature Hollande en appelant à "*chasser Sarkozy*", ont soutenu les candidats du PS en juin 2012, n'ont de cesse de réclamer des audiences à Hollande, Fabius et d'autres ministres, qui ont refusé obstinément de caractériser le PS comme un parti bourgeois ou capitaliste, ennemi des masses exploitées et du socialisme, le supplétif du parti de l'ordre en période de crise du capitalisme pour mieux s'attaquer aux droits des travailleurs et faire la guerre aux autres peuples.

Ils n'ont eu de cesse d'épargner le PS et les appareils des syndicats auxquels ils sont organiquement liés depuis des lustres, dont ils tirent avantages et prébendes, de tenir un double langage que le front unique devait camoufler ou faire oublier. Ils n'ont eu de cesse de lorgner vers leurs militants, cadres ou élus qui ont milité pendant des décennies au PS en recrutant certains d'entre eux sans qu'ils n'aient jamais renié publiquement leur engagement dans ce parti qui a soutenu les guerres coloniales ou impérialistes lorsqu'il ne les avait pas déclenchées lui-même, qui a toujours combattu au côté du capital contre la classe ouvrière.

Ils ont tout fait pour que son sordide passé ne remonte pas à la surface, en vain, aujourd'hui sa véritable nature réactionnaire, impérialiste, néolibéral s'expose au grand jour. Oui, le PS vous donne envie de vomir aujourd'hui, dites-vous bien qu'il n'a jamais changé depuis le 3 août 1914, que c'était bien ce parti pour lequel on vous a appelé à voter, à porter au pouvoir, on vous a manipulé, on nous a trompé, délibérément, en connaissance de cause, les militants et les travailleurs doivent impérativement en prendre conscience et se poser la question de la nécessité de construire un nouveau parti ouvrier révolutionnaire dont le drapeau sera sans tâche, celui de tous ces partis transpirent la trahison, la collusion avec l'ennemi de classe, il ne peut inspirer confiance à aucun militant ou travailleur, dans le cas contraire, cela signifierait que vous n'en avez rien à faire du sort du peuple syrien.

Il n'y a pas pire dans la vie et dans celle d'un militant que d'être incapable de tirer les enseignements (politiques) d'une expérience, et ce qui se déroule en ce moment sous nos yeux en est une au combien enrichissante ou au contraire qui sera fatale à ceux qui sous des prétextes divers refuseraient de regarder la réalité en face, c'est le moment ou jamais, car il n'existe rien de pire que la guerre comme expérience dans la vie d'un homme ou d'un peuple. (A suivre)

Parole d'internaute.

- "Il y a bien eu une attaque chimique, ok. Mais par qui a t elle été perpétrée? Nous ne le savons pas! Toute cette propagande des Américains et de Hollande pour nous faire admettre à tout prix que la faute vient de Bachar al Assad commence à être trop lourde... c'est du bourrage de crâne! On nous montre en boucle sur les chaines d'infos les victimes de ces armes chimiques, soutenant que la faute en incombe au régime... mais heureusement, l'émission "sept à huit" nous a montré l'autre facette!

Et les Syriens... qu'en pensent ils? Préfèrent-ils garder Assad ou le remplacer par les rebelles barbares qui exécutent à tour de bras dans leurs "tribunaux islamiques", voulant imposer la charia au monde entier? Il faudrait peut être leur demander leur avis avant d'aller mettre notre nez dans leurs affaires..."

Deux vidéo

RT. Des boucliers humains autour des sites stratégiques en Syrie Publié le 5 septembre 2013
http://www.youtube.com/watch?v=985AI_ztREU

RT. Les égorgeurs amis de Fabius attaquent Maaloula Publié le 6 septembre 2013
<http://www.youtube.com/watch?v=wZotKxZbbEo&list=UU0Bx9l6H4uTV23izwnSTnEA>

Dernières infos sur la Syrie

Une confirmation. Leur seul objectif : créer les "**conditions pour le départ (du président syrien) Bachar el-Assad**".

Certains, comme l'Armée syrienne libre (ASL), une nébuleuse de brigades rebelles réunies sous un commandement commun et soutenues par Washington, considèrent cette éventuelle intervention comme l'occasion de faire basculer la situation en leur faveur. Aux États-Unis mêmes, des partisans de frappes contre le régime Assad estiment que leur objectif doit être de donner un coup de pouce aux rebelles sur le terrain après plus de deux ans de combats. Le sénateur républicain John McCain a ainsi assuré cette semaine qu'il fallait un changement sur le terrain pour créer les "*conditions pour le départ (du président syrien) Bachar el-Assad*" et qu'aucune stratégie ne pouvait contourner cette réalité.

Dans certaines régions, les bénéficiaires éventuels apparaissent plus clairement, comme autour de Damas, où, même si plusieurs dizaines de groupes liés à l'ASL opèrent au sein d'alliances mouvantes, la Brigade al-Islam prédomine. Dans d'autres régions, la situation n'est pas aussi claire, et les nombreux groupes djihadistes présents sur le terrain, dont certains affiliés à al-Qaïda, pourraient bénéficier de frappes américaines autant que les rebelles soutenus par les États-Unis. Parmi ces groupes djihadistes se trouvent le Front al-Nosra, qui a fait allégeance au chef d'al-Qaïda, Ayman al-Zawahiri, et l'État islamique d'Irak et du Levant (EIL), branche irakienne d'al-Qaïda qui a pris de l'essor récemment en Syrie. "*Une action militaire occidentale bénéficierait potentiellement à tout groupe armé en Syrie*", insiste M. Lister. lepoint.fr 08.09

Simulacre d'hésitation et propagande de guerre

Les États-Unis n'ont pas exclu dimanche de revenir vers le Conseil de sécurité des Nations unies pour tenter d'obtenir le vote d'une résolution sur la Syrie après la publication du rapport des inspecteurs de l'Onu sur l'attaque chimique présumée du 21 août à Damas.

Face à l'opposition à une opération militaire de la Russie et la Chine, et aux réticences exprimées par de nombreux autres pays et par les opinions publiques française et américaine, François Hollande s'est dit favorable à ce que le Conseil de sécurité de l'Onu soit une nouvelle fois saisi, malgré le veto prévisible de Moscou et Pékin.

"*Concernant la proposition du président Hollande sur l'Onu, le président (Barack Obama) et nous tous écoutons avec attention ce que nous disent nos amis*", a déclaré John Kerry.

Washington n'a pour le moment aucune intention de soumettre une résolution au vote, a toutefois précisé un officiel américain à l'issue de la conférence de presse.

Les inspecteurs des Nations unies pourraient rendre leur rapport cette semaine, à peu près au moment où le Congrès américain votera pour autoriser ou non des frappes contre la Syrie. Reuters 08.09

Ils ont décidé d'y aller coûte que coûte

Le président français François Hollande a promis de s'adresser à son opinion, mais après le vote du Congrès et la remise du "*rapport des inspecteurs*" de l'ONU qui ont enquêté sur l'attaque du 21 août.

Le rapport des inspecteurs de l'ONU ne devrait pas, comme l'a souvent rappelé Ban Ki-moon, dire qui en est l'auteur.

Pour M. Kerry en revanche, les États-Unis n'attendent pas ce rapport s'ils doivent frapper. AFP 08.09

Ils veulent rayer la Syrie de la carte.

Des frappes plus longues et plus intenses que prévues contre la Syrie. Alors que les présidents français et américains s'emploient à convaincre leurs alliés de la nécessité de frapper le régime de Bachar Al-Assad, l'armée américaine revoit ses plans. Selon le Los Angeles Times (en anglais) dimanche 8 septembre, les stratèges américains préparent une campagne de trois jours.

"*Il y aura plusieurs salves et une évaluation après chaque raid, mais le tout limité à 72 heures et une indication claire lorsque nous aurons terminé*", a déclaré au journal un officier au courant des plans militaires. L'intervention prendrait la forme d'un massif barrage de tirs de missiles, suivi rapidement par d'autres attaques sur des cibles manquées ou non détruites après l'attaque initiale.

Cette opération ne devrait pas modifier le rapport de force sur le terrain

La participation de bombardiers de l'armée de l'Air, aux côtés du porte-avion USS Nimitz et des autres navires stationnés en Méditerranée et en mer Rouge, est désormais envisagée. Deux officiers américains ont déclaré au journal que la Maison Blanche avait demandé une liste d'objectifs élargie pour inclure "*beaucoup plus*" que la liste initiale d'environ 50 objectifs. Francetv info avec AFP 08.09

[Pas de preuve contre le régime syrien...](#)

- Pas de preuves d'une attaque chimique, dit Bachar al Assad Reuters

Bachar al Assad a une nouvelle fois nié dimanche ces accusations. "*Il n'y a aucune preuve que j'ai utilisé l'arme chimique contre mon propre peuple*", a-t-il déclaré dans une interview réalisée à Damas et qui sera diffusée lundi par la chaîne de télévision américaine CBS. Reuters 08.09

Alors il faut en fabriquer...

- Syrie : nouvelles révélations sur les attaques chimiques - LePoint.fr

- L'attaque chimique en Syrie peut-être effectuée à l'insu d'Assad - Reuters

L'attaque chimique du 21 août près de Damas a peut-être été commise sans l'aval du président syrien Bachar al Assad, avance dimanche le Bild am Sonntag, en s'appuyant sur des informations des services secrets allemands.

Selon des messages interceptés par l'espionnage allemand, des officiers supérieurs syriens ont demandé à plusieurs reprises ces quatre derniers mois au palais présidentiel de pouvoir recourir à l'arme chimique, et la réponse a toujours été négative, écrit l'hebdomadaire.

Ceci pourrait signifier qu'Assad n'a pas approuvé personnellement l'attaque du 21 août.

Selon le Bild am Sonntag, les échanges radio ont été interceptés par un navire de reconnaissance allemand, l'Oker, croisant au large de la côte syrienne. Reuters 08.09

... aussi contre l'Iran...

Le Wall Street Journal a rapporté jeudi que les Etats-Unis avaient intercepté un ordre émanant d'un dirigeant iranien appelant des activistes en Irak à mener des attaques contre des intérêts américains à Bagdad en cas d'opération militaire en Syrie. Reuters 08.09

Obama et Hollande alliés des barbares du Front al-Nosra.

Le chef du Comité national de coordination pour le changement démocratique, de la coalition des opposants syriens a annoncé avoir à sa disposition des documents établissant la liaison entre l'administration américaine et le Front al-Nosra.

J'ai en main des preuves qui prouvent la liaison entre les Etats-Unis et les terroristes d'al-Nosra et Ahrar ash-Sham, a annoncé Haytham al-Manaa à Russia Today. Malheureusement, un groupe d'inféodés à l'étranger est l'intermédiaire entre la Maison Blanche et la Syrie qui n'a aucun intérêt à une évolution démocratique en Syrie, a-t-il ajouté. Ce qui a rendu complexe la situation en Syrie, c'est l'absence d'une décision claire de la part des Etats-Unis envers la Syrie en raison de leurs relations régionales et internationales, a-t-il souligné. french.irib.ir 08.09

Qui en doutait ? L'Egypte au côté des Américains et de l'Arabie saoudite.

Selon le journal Al Jomhuriya, Mahab Mamich, président de l'organisme chargé de la gestion du canal de Suez vient d'affirmer que l'Egypte bloquerait le canal de Suez que sur des Etats contre lesquels il est en guerre ouverte (...) en ce sens, les navires de guerre américains sont autorisés à traverser le canal en question et à partir en guerre contre la Syrie. french.irib.ir 08.09

[Ils témoignent et prennent position contre la guerre.](#)

Memorandum d'anciens du renseignement à Obama :

"Nous avons le regret de vous informer que certains de nos anciens collègues nous disent, catégoriquement, que [...] l'intelligence la plus fiable montre que Bachar al-Assad n'était pas responsable..." http://www.liveleak.com/view?i=4fe_1378659262

Noms des expéditeurs :

Veteran Intelligence Professionals for Sanity" (qu'on pourrait traduire par "les Professionnels Vétérans du Renseignement pour le bon sens"). Thomas Drake, Senior Executive, NSA (former) Philip Giraldi, CIA, Operations Officer (ret.) Matthew Hoh, former Capt., USMC, Iraq & Foreign Service Officer, Afghanistan Larry Johnson, CIA & State Department (ret.) W. Patrick Lang, Senior Executive and Defense Intelligence Officer, DIA (ret.) David MacMichael, National Intelligence Council (ret.) Ray McGovern, former US Army infantry/intelligence officer & CIA analyst (ret.) Elizabeth Murray, Deputy National Intelligence Officer for Middle East (ret.) Todd Pierce, US Army Judge Advocate General (ret.) Sam Provance, former Sgt., US Army, Iraq Coleen Rowley, Division Council & Special Agent, FBI (ret.) Ann Wright, Col., US Army (ret); Foreign Service Officer (ret.)

[Lu dans divers articles ou commentaires d'internautes.](#)

1- Il y aura probablement des frappes, mais ni Washington et encore moins Paris ne pourront se prévaloir d'une «coalition internationale». Et encore moins de la «*communauté internationale*». Quant à l'argutie selon laquelle la Russie et la Chine «*bloquent*» le Conseil de sécurité, elle ne convainc même pas ceux qui l'émettent. Il suffit de faire le compte du nombre de fois où les Américains ont utilisé le droit de veto pour défendre Israël pour s'en rendre compte.

2- Les sanglants mensonges sur l'Irak nous rappellent que ces services fabriquent des preuves pour donner des arguments aux décideurs politiques ou pour les inciter à aller dans le sens de la guerre.

3- Accepter une attaque contre la Syrie parce que la CIA ou un autre service a la «*conviction*» que le régime syrien a utilisé des armes chimiques, c'est tout simplement concéder que ces services sont des anges qui ne disent que la vérité, ne mentent jamais, ne manipulent jamais.

4- Les deux agents sionistes Kerry et Fabius poussent à une déclaration de guerre avant même tout vote et tout rapport de l'ONU.

5- L'incitation à la guerre est un crime de guerre en droit international, pour le compte d'une puissance étrangère (Israël) une trahison en droit national .

6- Tandis que le Don Quichotte d'outre-Atlantique freine des quatre fers, le Sancho Pança de la Corrèze piaffe d'impatience de charger des géants qu'il prend pour des moulins à vent.

[En titre.](#)

- Syrie : Obama va devoir convaincre le Congrès et l'opinion - Le Nouvel Observateur

Le président américain enregistre six interviews ce lundi pour persuader du bien-fondé d'une intervention. Le Nouvel Observateur 08.09

- Washington n'exclut pas de revenir vers l'Onu sur la Syrie - Reuters

- Syrie : Fillon votera contre une intervention française - Le Nouvel Observateur

- Syrie : pour Fillon, "*punir*" le régime syrien "*n'a pas beaucoup de sens*" - Francetv info

- Dray: sur la Syrie, Fillon ne se comporte pas en "*homme d'Etat*" - AFP

Qui contestait que Dray était une pourriture de sioniste ?

- Syrie: Royal estime que Hollande "*a fait le bon choix*" - Le Nouvel Observateur

- Syrie: Copé n'exclut pas de voter en faveur de frappes militaires ciblées - L'Express.fr

- Syrie: Borloo veut que Hollande saisisse l'Assemblée générale de l'ONU - AFP

Médias pourris

- Syrie: Bachar al-Assad n'aurait pas approuvé l'attaque chimique - Lexpress.fr

Le Président syrien Bachar al-Assad a nié à la chaîne CBS être impliqué dans l'attaque chimique du 21 août. Des écoutes de l'armée allemande tendraient à confirmer qu'il n'a pas donné personnellement son aval à l'armée.

Quand l'Otan assassine quasi-quotidiennement des civils innocents depuis plus de 10 ans.

- Des civils afghans tués dans une frappe de l'Otan, selon Kaboul - Reuters

[Haut de page ↗](#)

Le 10 septembre 2013

CAUSERIE

Lundi 23h22 en Inde

DERNIERES INFOS SUR LA SYRIE

La Syrie accepte « l'offre de paix » US

Interrogé ce matin lors de son escale à Londres sur ce qui permettrait à la Syrie d'éviter la guerre, le secrétaire d'État John Kerry a répondu « *Bien sûr, il pourrait remettre chaque élément de son arsenal chimique à la communauté internationale dans la semaine à venir - le remettre, tout cela sans retard et autoriser une vérification totale, mais il n'en a pas l'intention et c'est impossible à faire* ».

Saisissant au vol ce qui n'était au départ qu'une boutade, le ministre russe des affaires étrangères, Sergey Lavrov, a décidé d'en parler à son homologue syrien de passage à Moscou.

À 15h30 (Temps universel), Walid Mouallem a donné une conférence de presse dans laquelle il a indiqué que, dans un souci d'apaisement, son pays acceptait de confier pour destruction tout son arsenal chimique aux Nations Unies et d'adhérer à la Convention internationale prohibant ces armes. Réseau Voltaire 09.09

Le mondialisme n'a pas encore gagné la guerre.

- Syrie: Pourquoi le Congrès américain pourrait mettre plus longtemps que prévu à se décider - 20minutes.fr 09.09

Selon le Washington Post, seuls 23 sénateurs (sur 100) et 25 représentants (sur 435) se sont prononcés pour le moment en faveur d'une intervention. 20minutes.fr 09.09

La suite demain.

Mardi 15h25 en Inde

Je n'ai pas encore trouvé le temps d'ajouter de nouveaux articles (25), d'ici une heure.

Après les services de renseignement américain, on a eu le droit aux français, puis aux britanniques et enfin aux allemands, alors que c'était les Israéliens qui avaient été à l'initiative de cette info impossible à prouver, et donc abandonnée. Entre temps ils se sont contredits, les Israéliens accusant le régime, les Allemands le dédouanant, peu importe, à défaut de preuves, il fallait tenter le coup.

Faire porter le chapeau à Assad est compromis par le fait que des parents originaires de Latakié (fief d'Assad situé à plusieurs centaines de kilomètres de Damas) ont reconnu leurs enfants parmi ceux gazés (?) le 21 août dans la banlieue de Damas, info confirmée par les autorités syriennes, ces gosses avaient été enlevés par les djihadistes barbares.

La question à l'ordre du jour est d'empêcher les tenants du mondialisme de faire un nouveau pas en avant, de les stopper en empêchant le régime syrien de tomber entre leurs mains. Que le régime d'Assad soit infréquentable, ce n'est pas un scoop, qu'une puissance ou une coalition de puissances menacent militairement tous les pays du monde, voilà un danger bien plus grave qui menace l'humanité entière, son existence à terme. Leur infliger une défaite, peut-être provisoire, les obliger à se découvrir,

à montrer leur vrai visage, voilà qui est fort instructif pour la suite du combat de tous les peuples pour leur émancipation. Nous, nous n'analysons pas la situation par le petit trou de la lorgnette confortablement installé dans un bureau ou une salle de classe, c'est toute la différence avec les opportunistes, et puis nous vivons dans un pays qui a bien des égards ressemble plus à la Syrie qu'à la France, cela aide à prendre du recul.

Rappelons qu'hier encore on défendait un pays dominé qui était agressé par un pays dominant ou impérialiste, pays dominé qui n'avait rien à envier au régime d'Assad soit dit en passant, apparemment il y en a beaucoup parmi nous qui ont une mémoire très sélective, de nos jours la gauche, l'extrême gauche trouve cela normal. Les idées de la classe dominante se sont infiltrées jusqu'au sommet du mouvement ouvrier et ont fini par le pourrir. On y reviendra.

Quelques réflexions inspirées de la situation mondiale.

- Ils s'acharnent à détruire tous les droits politiques et sociaux des travailleurs qui en avaient acquis dans les pays dits développés, ce n'est pas pour en concéder à ceux des pays en voie de développement.

- Chacun cherche à comprendre ce qui se trame derrière la guerre contre la Syrie... Hier j'ai parcouru rapidement quelques centaines de commentaires sur Internet à la suite d'articles de presse. A part deux ou trois qui n'étaient pas très loin de la bonne réponse tous les autres étaient à côté de la plaque.

Les militants qui se connectent régulièrement sur le site et qui lisent attentivement les causeries sont en mesure de répondre à cette question, n'est-ce pas ? Non ? Franchement c'est fastoche, demandez-vous qui détient le pouvoir aux Etats-Unis, qui sont les maîtres du monde et vous aurez la bonne réponse. Vous voyez de qui je veux parler n'est-ce pas ? Maintenant reliez cette réponse aux infos de la causerie d'hier et vous pourrez vérifier que c'est effectivement la bonne réponse.

Souvenez-vous aussi ce que nous avons dit à plusieurs reprises, que le chemin qui mène au mondialisme était semé d'embuques, qu'ils étaient loin d'avoir gagné la guerre, n'en déplaise à Warren Buffet.

- Chacun va aussi se demander ou devrait se poser la question suivante : mais comment se fait-il que les congressistes et les membres de la Chambre des représentants qui sont 100% réactionnaires, qui ont soutenu toutes les guerres des Etats-Unis s'opposeraient-ils à une intervention américaine en Syrie ? Si finalement une majorité s'y opposait, certains ne se la poseraient pas et en déduiraient à la hâte que c'est parce que ce sont des démocrates, des humanistes, des gens bien quoi, et que les Etats-Unis sont une démocratie, et bien oui, pendant qu'on y est il faut aller au bout de sa pensée.

Sauf que voilà, cela ne colle pas du tout avec la réalité ou ce qu'ils sont, ce serait une fois de plus prendre ses désirs pour la réalité ou se rassurer en se disant que le vieux monde n'est pas aussi pourri qu'on veut bien le dire. Pendant ce temps-là cela ne les gêne pas que les Etats-Unis bombarde et massacre les populations civiles en Afghanistan, au Pakistan et au Yémen, par exemple, un exemple parmi des dizaines ou des centaines d'autres. Cela c'est le genre d'arguments avec lequel des charlatans comme la Gauche anticapitaliste peuvent s'accommoder, des gens que cela arrange de ne pas penser plus loin que le bout de leur nez, autant dire pas du tout ou si peu

C'est l'oligarchie financière anglo-saxonne-sionniste qui pousse à la guerre contre la Syrie et l'Iran, pas pour des raisons financières ou pas seulement, cet aspect est secondaire, mais pour des raisons spécifiquement politiques qui rentrent dans l'agenda de sa stratégie politique et c'est facile de le démontrer.

Il y a dit-on un million de millionnaires en dollar aux Etats-Unis, ce sont des riches, somme toute de petits riches qui s'enrichissent à partir du capitalisme productif et en partie à partir du capitalisme spéculatif, ce sont les principaux clients des grandes banques comme Goldman Sachs, Citigroup, J-P Morgan, etc., les investisseurs qu'on retrouve à Wall Street, une grande partie de leur fortune repose sur l'économie réelle, donc ils n'ont pas envie que les Etats-Unis se lancent une nouvelle fois dans une guerre coûteuse qui pourrait à terme justifier de la part du gouvernement de ponctionner leur fortune, une guerre qui pourrait avoir des répercussions négatives sur l'économie et se traduire là encore par une baisse de leurs revenus, pire, elle pourrait se solder par un désengagement de certains investisseurs qui pourrait entraîner un mouvement de panique à Wall Street, ils pourraient se retrouver ruiner ou en difficulté très rapidement et ils n'y tiennent pas du tout, mais alors pas du tout, tel est le message qu'ils ont adressé aux congressistes et aux membres de la Chambre des représentants. Eux, leur fortune, ils la doivent à l'exploitation mais surtout à la spéculation, elle est fragile, elle peut s'écrouler en un rien de temps sans qu'ils puissent se raccrocher à quoi que ce soit.

Quant aux oligarques, aux très riches, aux hyper riches, aux banquiers de la Fed et le premier cercle qui leur est lié, pour eux la situation se présente tout autrement. Leur dépendance à l'économie productive ou réelle est relative ou relativisée du fait qu'ils ont les moyens d'agir sur le levier de l'économie spéculative ou financière, ils en sont les maîtres, ils possèdent la planche à billets, vous comprendrez aisément que cela change du tout au tout la manière d'aborder la réalité et qu'en comparaison nos petits riches sont bien fragiles ou démunis, en fait ils sont manipulés, la plupart le savent et cela les arrange... jusqu'à un certain point seulement, ils s'imaginent détenir du pouvoir, ce qui n'est pas totalement faux, mais pas totalement vrai non plus. Ils en ont sur le plan politique quand une décision politique engage directement le Congrès et la Chambre des représentants,

comme c'est le cas aujourd'hui sur la Syrie, mais ils n'en ont pas quand les banquiers influencent le cours de l'économie de telle sorte que le gouvernement et les élus des deux chambres sont placés devant le fait accompli et se trouvent obligés de soutenir la politique qui découle des magouilles des oligarques, or c'est celle-ci qui détermine aussi bien la politique économique que la politique étrangère des Etats-Unis, et influence même le cours de l'histoire mondiale.

Nous avons vu dans de précédentes causeries comment les banquiers pouvaient influencer le cours de l'économie en créant des milliers et milliers de milliards de dollars dans le dos du Congrès et de la Chambre des représentants. S'ils en ont le pouvoir, sans détenir toutefois tout le pouvoir politique jusqu'à présent, à leur grand dam d'ailleurs, on comprendra qu'en dernier ressort ils sont les véritables maîtres de la situation. Rappelons au passage aussi que la stratégie du mondialisme a pour objectif de leur permettre d'acquiescer ce pouvoir politique absolu.

A ce stade, si vous vous demandiez encore ce qu'il restait de la démocratie aux Etats-Unis, et bien vous en avez retrouvé la trace ici dans la concurrence que se livrent les riches et les hyper riches, les millionnaires et les milliardaires en dollar. Vous penserez peut-être que cela n'a pas grand chose à voir avec le peuple américain, effectivement, lui il est hors course depuis belle lurette, il ne sert que de force d'appoint aux uns ou aux autres pour que leur politique l'emporte, c'est tout, ne cherchez pas ailleurs la démocratie aux Etats-Unis, elle n'existe pas.

C'est l'oligarchie financière qui pousse à la guerre à des fins politiques, pour liquider un Etat, un tout petit Etat de 22 millions d'habitants qui ose lui résister et qui donne un mauvais exemple aux autres. Elle se fout de ses matières premières, c'est une fausse piste, faites le tour du monde, cela sera rapide, et demandez-vous combien d'Etats dans le monde résiste à l'emprise américaine, à part la Russie et la Chine, et encore, il faut relativiser là aussi, combien sont-ils, à part l'Iran et la Syrie, accessoirement le Liban à cause de la présence du Hezbollah, cherchez bien, en existe-t-il d'autres ? L'Inde. Elle est plus anarchique qu'insoumise ou indomptable en réalité. L'Afrique du Sud, le Brésil, l'Argentine, le Venezuela, la Bolivie, l'Equateur et quelques autres Etats de moindre importance en Amérique latine, ils sont tous dépendants du marché mondial dominé par les Américains et les Européens, en réalité ils leur mangent dans le creux de la main, ils ont tous signés des accords multilatéraux avec les Etats-Unis, ils commercent tous avec eux, ils participent tous à l'OMC, ils sont tous (à vérifier) liés aux FMI, à la Banque mondiale, à des institutions supranationales ou soit les Etats-Unis sont présents, soit où d'autres pays liés aux Etats-Unis sont présents, ils n'ont finalement d'indépendance que l'apparence.

La Syrie est un pays laïc où se côtoient et vivent en paix plusieurs religions depuis des lustres, pour les tenants de l'idéologie néolibérale cette situation est inacceptable, puisqu'elle inclut la liquidation des religions et toute forme de représentation du monde qui ne serait pas conforme à celle que le marché doit incarner uniquement à terme, qui exclut de près comme de loin toute référence à la lutte des classes ou plutôt à l'existence des classes, l'humanité étant vouée à se transformer en un immense troupeau de serfs ou d'esclaves destinés uniquement à produire et consommer ce qui est strictement nécessaire à leur reproduction ou leur survie tandis que les oligarques et l'élite intellectuelle qui superviserait cette nouvelle organisation du monde vivraient dans l'opulence comme des monarques absolus. Dans ce schéma, pas plus les sciences sociales que les religions n'ont leur place, aucun idéal, aucun espoir ne doit naître dans la tête de l'esclave, il ne lui est pas nécessaire de penser, d'en savoir plus que ce qui est nécessaire aux tâches quotidiennes qu'il a à accomplir, tout le reste est superflu et doit disparaître, il lui est interdit de réfléchir et on va faire en sorte qu'il n'en soit plus capable ou que l'envie lui en passe, vous constaterez que dans de nombreux domaines, parallèlement à la liquidation de nos droits politiques et sociaux, ils sont très actifs. Bref, la Syrie est un mauvais exemple, il faut que cela cesse, c'est intolérable, voilà ce qu'ils ont décrété.

Maintenant, en admettant qu'ils ne fassent pas cette guerre, ils ne lâcheront pas le morceau pour autant, jamais, ils prendront leur mal en patience ou ils liquideront Assad par un autre moyen, ils ont une longue expérience derrière eux dans ce domaine.

Encore un mot.

On nous dit que les Etats-Unis se sont affaiblis, qu'ils ont dû réduire leurs dépenses militaires, c'est vrai, pour la même raison qu'évoquer plus haut, le clan des millionnaires et la classe moyenne américaine en ont marre de casquer pour les banquiers. C'est en rapport avec les contradictions du capitalisme auxquelles ils sont liés.

Obama s'est engagé à réduire la dette, mais en réalité elle continue d'augmenter, et si demain les banquiers mettent le couteau sous la gorge des millionnaires et de la classe moyenne et leur disent : soit on arrête tout et vous plongez, soit on en rajoute une couche, soyez sûrs qu'ils vont s'écrier : banco, allongez la monnaie, et les revoilà partis à faire chauffer la planche à billets. Ils les feront plonger, mais quand eux l'auront décidé et seulement à condition d'être certain d'en tirer profit, d'accroître leur pouvoir politique puisque c'est la seule chose qui leur fait encore défaut, le pouvoir absolu. Les oligarques sont pris à la gorge par la crise du capitalisme, ils craignent plus que tout qu'elle leur pète à la figure en dehors de tout contrôle, c'est leur cauchemar. Et si on enrage à ce point, c'est parce qu'on sait que ce risque existe, et que malheureusement nous ne nous y sommes pas du tout préparés.

Tenez une info qui confirme ce qui vient d'être dit.

- Wall Street optimiste, doutant de la concrétisation de frappes contre la Syrie - AFP 10.09

Wall Street a fini en nette hausse lundi, les investisseurs profitant d'un relâchement des tensions sur la Syrie pour acheter dans la foulée de bonnes nouvelles économiques mondiales: le Dow Jones s'est arrogé 0,94% et le Nasdaq 1,26%. AFP 10.09

- A propos de la démocratie, on découvre qu'elle est piétinée, c'est extraordinaire, en réalité le capitalisme à l'origine en est l'antithèse, car lorsqu'on dit qu'il repose sur l'inégalité (de droits) entre les classes, on ne fait que mettre en lumière qu'il repose sur le pouvoir que s'octroie par la force la minorité sur la majorité, donc le capitalisme est en soi antidémocratique. Et lorsqu'on lui reconnaît au cours de sa phase ascendante des valeurs progressistes ou démocratiques, il ne faut jamais oublier de mentionner que ce fut toujours au détriment de son anti-thèse, la classe ouvrière qui revendique aujourd'hui le pouvoir politique.

DERNIERES INFOS SUR LA SYRIE

Syrie. Tout est résumé en une phrase :

- Si l'objectif avoué de l'intervention n'est pas de renverser Bachar el-Assad, il en va tout autrement de sa finalité politique. le monde. fr 09.09

Des organisations qui se revendiquent du trotskisme tiennent finalement le même discours, en pratiquant le double langage habituel qui consiste à se dire opposer à toute intervention militaire occidentale, tout en affirmant qu'il faut chasser Assad du pouvoir, or c'est justement l'objectif que ce sont fixés les dictateurs Obama et Hollande, d'ailleurs l'hypocrisie ou la crasse ignorance rivalisant il paraît évident qu'ils sont les seuls à pouvoir atteindre cet objectif en bombardant et envahissant la Syrie.

Nous ne mettrons pas leur tract en ligne, tout comme nous ne publierons plus leur littérature dans le futur.

Quel nouveau coup tordu vont-ils inventer ?

Washington - Les Etats-Unis sont prêts à discuter avec la Russie pour déterminer si leur proposition de placer l'arsenal chimique syrien sous contrôle est digne de foi, a déclaré lundi un conseiller du président américain Barack Obama.

Ce conseiller, Ben Rhodes, a toutefois prévenu sur la chaîne MSNBC que Washington ne relâcherait pas pour autant la pression sur Damas et se méfiait d'une tactique destinée à retarder l'échéance de frappes contre le régime Assad.

«*Je pense qu'il va nous falloir rester en contact avec eux (les Russes) et d'autres pays pour évaluer le sérieux de cette proposition*», a ajouté M. Rhodes, conseiller adjoint de sécurité nationale du président Barack Obama.

«*En même temps, ce sera très important de ne pas relâcher la pression*» sur le régime syrien, a prévenu M. Rhodes, en soulignant que Washington ne prendrait en considération l'initiative russe «*que s'il s'agit d'une proposition digne de foi*».

«*Nous ne voulons pas qu'il s'agisse d'un nouvel exercice destiné à retarder*» les échéances, a encore dit le conseiller du président américain en faisant part du «*scepticisme*» du gouvernement américain.

De son côté, la porte-parole adjointe du département d'Etat, Marie Harf, a estimé que «*tout ce qu'Assad a fait ces deux dernières années a été exactement le contraire*» d'une mise sous contrôle de son arsenal chimique.

Elle aussi a fait part du «*scepticisme*» des Etats-Unis, tout en estimant que toute mesure visant à contrôler les armes chimiques du gouvernement Assad représenterait «*une mesure positive*».

Dans la foulée, le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon a appelé à la création de zones supervisées par les Nations unies en Syrie où les armes chimiques du pays pourraient être détruites. AFP 09.09

Dans le camp des agents de la guerre contre la Syrie

Syrie: lettre ouverte aux parlementaires français - l'express.fr 09.09

Plusieurs personnalités syriennes, francosyriennes et françaises lancent un appel aux députés et sénateurs français afin que soit donné un coup d'arrêt au désastre en Syrie. l'express.fr 09.09

Cette lettre ne fait que reprendre la propagande officielle, en plus nauséabond encore, on a à faire à la pire pourriture qui soit. Ce qui est dit plus loin se trouve également dans cette lettre. Un extrait de cet appel au bombardement de la Syrie par les Américains et les Français.

- "En Syrie, seul le régime possède la technologie nécessaire à la fabrication des gaz toxiques. Lui seul est doté d'armes chimiques dont il possède un stock utilisable à grande échelle. Seul le régime syrien possède l'arsenal balistique pour les transporter. De toute urgence, ce régime doit être privé de toute espèce d'armes non conventionnelles, mais aussi de son écrasante puissance de frappe aérienne et balistique."

On trouve parmi ces réacs :

- une sociologue et féministe, un archéologue, un poète (sic !), un Maître de conférences, un comédien et metteur en scène, encore une doctorante (psychopathol), féministe, un chercheur, membre d'ATTAC, une éducatrice, militante des droits de l'Homme, conservateur du patrimoine (un croquemort sans doute !), un Enseignant à Sciences Po, artiste dramatique, un journaliste, un ancien directeur du Festival d'Avignon, un mathématicien, un écrivain, professeur de sociologie politique, un ancien diplomate, un juriste directeur d'entreprise, un ingénieur-chercheur, conservateur de bibliothèque, un écrivain et journaliste, un écrivain, un autre journaliste et écrivain, une musicienne comédienne, une enseignante, encore un poète, un autre professeur de science politique, un éditeur, un chercheur au CNRS, une chercheuse, un militant syndicaliste étudiant, encore un professeur, un ancien élève de l'ENA, professeur associé à l'université, un auteur, metteur en scène, comédien, un professeur de médecine, urgentiste, un artiste peintre, un cinéaste, un photographe, encore un professeur d'université, un professeur émérite des universités, un autre professeur des universités, encore un journaliste, une réalisatrice, un archéologue, un professeur de sociologie politique, un architecte, j'ai gardé le meilleur pour la fin vous vous doutez bien :

- Monzer Makhous, Ambassadeur de la Coalition nationale de la révolution et de l'opposition syrienne en France

- Farid-Frédéric Sarkis, universitaire, franco-syrien, conseiller municipal EELV

- Jack Ralite (PCF), ancien ministre, ancien sénateur.

C'est à vous dégoûter d'être intellectuel !

Commentaire d'internaute à la suite de cette lettre.

1- (A propos d'Assad) "*sa responsabilité dans l'usage d'armes non conventionnelles est établie.*" Ah bon ? Ces signataires ont donc les "preuves" de ladite responsabilité, que nos gouvernants ne possèdent pas ? "

C'est un grossier mensonge, ce sont des ordures finies, rien ne les arrête.

2- "*Costumes de Roger Hart... Decors de Donald Cardwel... Mise en scène et dialogues de Bernard Henry Levy...*"

Bravo, bonne répartie !

3- "*Je reconnais là le discours stérile des agents de l'Etat ou des partis politiques payés à pourrir les forums de discussions et les pages Facebook des personnes qui veulent simplement s'exprimer. Ils répondent immédiatement et cherchent par tous les moyens à polluer l'ambiance pour que ceux qui seraient intéressés quittent la discussion. Je les connais parfaitement pour avoir subiit leurs agissements sur ma page Facebook "Corruption de l'Etat français" durant des mois. J'ai finalement arrêté de publier car cela devenait trop fatigant de faire en permanence la Police. Ces mêmes personnes voudraient faire croire qu'elles défendent les droits de l'homme en Syrie alors qu'elle tuent la liberté d'expression en France.*"

Ce sont tous des nantis, tous corrompus par le système, ils ne sont pas plus heureux pour autant quand on constate à quoi sert leur statut social, ce sont des gens éminemment médiocres.

Se réjouir du vote du Parlement britannique tout en soutenant le soulèvement syrien - gauche-anticapitaliste.org - 5 septembre 2013

- Le meilleur moyen de «punir» le régime syrien est de permettre au soulèvement populaire de le briser, et non de bombarder le pays. (...)

(Il est inexistant le "soulèvement populaire", hyper minoritaire, aussi minoritaire que votre courant politique ! Quelle ville, quelle région contrôle-t-il ? Aucune. - ndlr)

Cependant, en refusant au courant majoritaire de l'opposition syrienne les armes défensives antiaériennes et antichars...

(C'est Al-Nosta, Al-Qaïda, les salafistes-takfiristes, les mercenaires étrangers barbares sanguinaires qui massacrent, égorgent,

brûlent vifs, torturent, décapitent, exécutent sommairement hommes, femmes et enfants qui constituent la principale force armée face au régime, même les Américains et les Israéliens l'admettent, bande d'ignares. -ndlr)

Les puissances occidentales se seraient-elles véritablement soucies du peuple syrien – ou, même, Washington aurait-il été plus intelligent en cherchant à créer les conditions pour le compromis qu'il recherche – il leur aurait été facile d'équiper l'opposition syrienne avec des armes défensives et de permettre ainsi au soulèvement de renverser le cours de la guerre de façon à provoquer une rupture du régime. Sans un tournant décisif dans la guerre civile syrienne au détriment du régime, ce dernier restera intransigeant et uni autour du clan Assad et la guerre se poursuivra avec ses conséquences terribles.

(Ne serait-ce qu'imaginer, je dis bien imaginer que l'impérialisme aurait du soutenir "l'opposition syrienne" en dit long sur sa nature "révolutionnaire", autant prêter des intentions démocratiques à Obama ! - ndlr)

C'est cette réalité qui réfute l'argument qu'avancent beaucoup de personnes bien intentionnées, selon lequel des livraisons d'armes à l'opposition syrienne ne feraient qu'augmenter le nombre des victimes. Au contraire, c'est précisément l'avantage du régime en armement qui fait que la guerre se poursuit et que le nombre des pertes humaines augmente. (...)

(Plus de 75% de la population syrienne soutient le régime qui incarne la souveraineté et l'unité de la Syrie selon la CIA, tandis que l'opposition syrienne ne représente qu'elle-même ou une couche de la bourgeoisie syrienne qui aspire au pouvoir, qui a pactisé avec la pourriture salafiste. En tant de guerre et de révolution, les gauchistes qui prennent leurs désirs pour la réalité deviennent souvent les pires réactionnaires. - ndlr)

Face aux horribles crimes perpétrés par le régime Assad, avec le soutien de la Russie, de l'Iran et des alliés de celui-ci, il est du devoir de toutes celles et ceux qui affirment défendre le droit des peuples à l'auto-détermination d'aider le peuple syrien à obtenir les moyens de son autodéfense.

(On croirait le discours d'Obama ou Hollande ! Pas un mot sur les contras, dans leur article pas une fois il ne cite l'Arabie saoudite, le Qatar, la Turquie, Israël. Cet article tient de la manipulation.

Nous soutenons inconditionnellement le régime, l'armée et le peuple syrien qui combattent ensemble pour la souveraineté, l'unité et l'indépendance de la Syrie- ndlr)

Conditionnement ou manipulation des masses.

Tout ce que compte le néolibéralisme d'instituts, fondations, think tanks est mobilisé pour promouvoir la guerre contre la Syrie. La totalité des médias se mettent à leur service. Chacun y va de son "expert", de son "spécialiste", de son "chercheur" pour faire sérieux et accréditer l'idée que bombarder la Syrie serait une nécessité, alors que ces gens-là n'ont absolument aucune légitimité pour évoquer cette question et ne représentent que leurs maîtres qui les rétribuent. Le dernier exemple en date.

- Syrie: « **L'administration Obama n'a pas abattu ses dernières cartes** » - 20minutes

Martin Michelot, chercheur au German Marshall Fund, décrypte les enjeux du débat au Congrès et l'argumentaire du président américain...

Qu'est-ce que le German Marshall Fund ?

- Le German Marshall Fund of the United States est une institution américaine de politique publique qui vise à promouvoir les relations transatlantiques... (wikipedia)

Qui la dirige ?

Craig Kennedy, Président du German Marshall Fund of the United States, est également membre du comité scientifique de la Fondation Thomas Fordham, de l'Institut Rocky Mountain et de l' European Foundation Center à Bruxelles.

Ivan Vejvoda, vice-Président du German Marshall Fund of the United States est un ancien directeur de la Fondation Soros à Belgrade (1998-2002)

La cerise sur le gâteau, qui l'a créé ? Un autre prix Nobel de la paix, un social-démocrate, cela ne s'invente pas.

Willy Brandt en 1972. N'allez pas croire que la social-démocratie était déjà pourrie jusqu'à l'os il y a 41 ans, vous auriez encore 58 ans de retard !

A titre posthume et c'était bien la moindre des choses :

Un bâtiment du Parlement européen à Bruxelles porte son nom et à Francfort, la place où se situent la BCE et l'« Euro géant » a été nommée Willy Brandt Platz. (wikipédia)

Les capitalistes sont reconnaissants envers ceux qui leur ont rendu de fiers services.

Que dit notamment ce "chercheur".

- "Obama peut convaincre ses opposants ou les indécis en mettant en avance l'importance cruciale d'une Amérique forte qui pèse dans le concert mondial et qui se maintient dans ce rôle de leader des droits de l'homme et des droits fondamentaux, notamment par rapport à la Russie et la Chine."

- "... on voit que certains membres de l'administration Obama ont aussi commencé à mentionner la menace que représente l'influence du Hezbollah au Liban et les éventuelles conséquences qu'une percée des fondamentalistes religieux peut avoir sur l'influence des Etats-Unis dans la région, mais aussi les risques que cela pourrait faire peser sur Israël. Les arguments d'Obama sont donc ici bien moraux et éthiques..."

L'impérialisme américain qui n'a cessé de guerroyer sur tous les continents depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale "leader des droits de l'homme et des droits fondamentaux" et garant de la moral et de l'éthique, il fallait oser le dire !

En titre

- Les Américains de plus en plus hostiles à une action en Syrie - Reuters

L'hostilité des Américains à une intervention militaire en Syrie grandit malgré les efforts déployés par le président Barack Obama pour tenter d'obtenir l'approbation du Congrès pour des frappes contre le régime de Bachar al Assad, montre lundi un sondage Reuters/Ipsos.

D'après cette étude menée du 5 au 9 septembre, 63% des Américains sont contre une intervention des Etats-Unis en Syrie. Ils étaient 53% dans un précédent sondage effectué fin août, une semaine après l'attaque chimique du 21 août dans la banlieue de Damas que l'administration américaine impute au gouvernement syrien.

Parallèlement, le soutien des Américains à une intervention militaire contre le régime de Bachar al Assad est passé de 20% à 16%.

Même si on leur prouvait que les forces de Bachar al Assad ont utilisé des armes chimiques contre leur propre peuple, seuls 26% des Américains prôneraient une action de leur pays, contre 52% qui y seraient hostiles, en hausse par rapport aux 44% de fin août. Reuters 09.09

- Syrie: Seuls 35% des Français approuvent une intervention militaire - Le Nouvel Observateur

- Syrie: Washington accueille avec prudence la proposition russe - AFP

- La France juge recevable l'initiative russe sur la Syrie - Reuters

Un cas pathologique grave. Hystérique, psychotique, paranoïaque.

Pourquoi les rénégats sont-ils généralement les pires réactionnaires ? Parce qu'ils doivent démontrer en permanence qu'ils ont bien changé de camp.

- Syrie: Cambadélis évoque les "conséquences d'une non-intervention" - AFP

"La non-intervention - au nom d'arguments qui sont peut-être défendables - aura des conséquences incalculables sur le plan et militaire et géopolitique", a-t-il mis en garde.

"Il s'agit de nous aider nous-mêmes" : "à partir du moment où dans une guerre civile, un Etat, même un groupe puisse utiliser l'arme chimique, cela veut dire que demain d'autres" peuvent "utiliser" cette arme, a poursuivi M. Cambadélis.

"Cela veut dire que la défense française est relativisée, cela veut dire que l'Europe peut être un jour ou l'autre à portée de ces

armes", a-t-il conclu, convaincu que le Congrès américain se laissera convaincre du bien-fondé de l'intervention en Syrie, dans le contexte pétri de "patriotisme" des commémorations du 11 septembre. AFP 09.09

- Syrie: le Belge libéré dimanche dédouane le régime d'Assad - AFP

- "C'est un devoir moral de le dire. Ce n'est pas le gouvernement de Bachar Al-Assad qui a utilisé le gaz sarin ou autre gaz de combat dans la banlieue de Damas. Nous en sommes certains suite à une conversation que nous avons surprise", a-t-il dit sur la télévision belge RTL-TVI. Pierre Piccinin n'a pas donné de détails sur les circonstances ou les auteurs de cette conversation qu'il dit avoir entendue.

Immédiatement la racaille journalistique s'est mobilisée pour affirmer qu'il s'agissait d'une "personnalité controversée

- Dans un portrait très négatif que lui a consacré Le Monde (article abonnés) en juin 2012, Pierre Piccinin était qualifié de "touriste de la guerre". "Passionné par le monde arabe, dont il n'a jamais jugé utile d'apprendre la langue", cet homme de 40 ans est "obsédé par les théories du complot", selon le journal. Ses déclarations récentes sur l'attaque chimique en Syrie sont donc commentées avec prudence par le pouvoir belge. "Les propos de M. Piccinin n'engagent que lui-même", souligne le gouvernement.

Comme ceux d'Obama ou Hollande d'ailleurs ! Ce témoignage serait d'autant plus crédible, apparemment, qu'il fut une époque où ce journaliste avait pris partie pour le "soulèvement populaire contre le régime baasiste". S'il avait accusé le régime, il aurait été accueilli à bras ouverts par les va-t-en-guerre contre la Syrie.

- Au moment de son enlèvement, il effectuait son septième séjour en Syrie depuis le début des troubles en 2011. Il avait défendu, dans un premier temps, des thèses proches de celles du régime de Bachar Al-Assad. Mais après avoir été enlevé et torturé aux côtés de rebelles pendant six jours, en mai 2012, il avait pris la défense du soulèvement populaire contre le régime baasiste. Francetv info avec AFP 08.09

Que cela ne tienne :

- Le témoignage d'un déserteur des forces armées syriennes, arrêté pour avoir refusé de tirer sur des civils - Slate.fr

Quels "civils", qui pointaient leurs armes sur les militaires qui défendent l'unité et la souveraineté de la Syrie ? L'idée ici est de faire croire que l'armée nationale syrienne serait une bande de criminels de guerre qui tueraient des civils désarmés aux coins d'une rue qui ne leur auraient rien fait. Dans ce cas-là on se demande pourquoi plus de 70% de la population les soutiens et un grand nombre de Syriens participent à cette guerre à leur côté contre les envahisseurs, source la CIA pour rappel.

[Parole d'internaute récoltée ici ou là à la suite de différents articles](#)

1- Nous aimerions bien voir ces preuves attestant qu'Assad a utilisé ces armes chimiques contre les islamistes avant que la guerre ne soit déclarée.

Mais des vraies preuves et pas des ersatz comme a utilisé Bush pour déclarer la guerre en Irak disant que ce pays détenait des armes de destructions massives.

2- J'ai vu sur slate un article et une photo de John Kerry dinant avec Bachar à Damas en 2009 avec leurs épouses respectives à la suite de quoi Kerry a toujours dit que son hôte était un homme charmant ...C'est quoi tout ça ?

3- Fabius sur la syrie ...vu sont va t'en guerre faut le mettre en prison ce type c'est un assassin !

4- C'est ça allons soutenir les mouvements islamistes affiliés à Al-Quaida et que tous nos journaliste bobo gauchos qualifient pudiquement de "rebelles" !

5 -Quel cinéma ces socialistes quand je pense qu'ils sont contre la peine de mort pour les assassins de femmes et d'enfant et qu'ils soutiennent des gens qui égorgent pour un oui ou pour un non.

6- C'est quand même triste de se rendre compte que le peuple est plus avisé que ses gouvernants. Ça fait peur aussi. Nous sommes dirigés par des blaireaux.

Non, vous n'y êtes, nos gouvernants ne sont pas mal avisés, ils ont d'autres objectifs politiques en tête et que vous ignorez apparemment, rassurez-vous, vous n'êtes pas le seul.

7- Mais bien sûr! C'est la solution la plus raisonnable pour 2 raisons :

La première c'est qu'ils ne peuvent pas donner au monde de leçon de démocratie et ensuite quand il y a un problème dire : "Ici c'est moi qui commande ! Si vous êtes contents c'est bien, sinon c'est pareil" Quelle façon de concevoir la démocratie est celle-ci ?

Et la seconde, c'est qu'ils risquent d'avoir les peuples (y compris les leurs) qui se révoltent contre leurs décisions !

Lorsqu'on veut donner une leçon de morale, il faut d'abord agir moralement soi-même ! Je ne veux pas dire par là qu'il ne faut pas punir Assad ! Mais pour qu'Assad soit puni, il faut avant tout être absolument sûr que ce soit lui qui ait commis ce crime ! Sinon c'est celui qui veut punir qui commet un crime!

Hollande et son gouvernement sont des criminels, vous avez parfaitement raison, ajoutons que ce n'est pas nouveau !

8- François Hollande devant la cour pénale internationale ?

Le 11 juin 2010, lorsque le crime d'agression a été inséré dans le Statut de Rome comme l'un des crimes relevant de la CPI et pour lequel s'exerce sa compétence .

Bien que ni la Syrie ni les États-Unis ne soient parmi les 122 États ayant intégré la CPI (de sorte que seul un renvoi par le Conseil de sécurité des Nations Unies peut donner une compétence à la CPI sur leurs citoyens ou les crimes commis sur leur territoire) , la France en tant qu'État fait partie de la CPI.

L'article 8 bis (1) du Statut de Rome , ajouté en 2010, se lit comme suit : « Aux fins du présent Statut, le 'crime d'agression' signifie la planification, la préparation, le lancement ou l'exécution par une personne effectivement en mesure d'exercer un contrôle ou de diriger l'action politique ou militaire d'un État, d'un acte d'agression qui, par sa nature, sa gravité et son ampleur, constitue une violation manifeste de la Charte des Nations Unies. » Sont inclus à l'article 8 bis (2) (b) et dans la liste suivante les actes constituant une 'agression' : « le bombardement par les forces armées d'un État contre le territoire d'un autre État ou l'emploi de toutes armes par un État contre le territoire d'un autre État ».

En l'absence d'une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU autorisant « l'action militaire » contre la Syrie, ces dispositions correspondent « comme un gant » à l'agression en cours de planification par les présidents Obama et Hollande. Même l'avocat de la défense le plus imaginatif aurait du mal à imaginer un moyen de défense .

La CPI est naturellement très gênée par le fait très dérangeant que, après plus d'une décennie d'existence, elle n'a mis en accusation que des Africains. Pour une question d'impératif institutionnel et pour la propre crédibilité de la cour, il y a une nécessité impérieuse de mettre en accusation des non-Africains dès que le champ de compétence de la cour, la gravité et l'exemplarité d'un crime le permettront.

Rien ne pourrait autant renforcer la crédibilité de la cour qu'un acte d'accusation contre un chef d'État ou de gouvernement de l'une des grandes puissances occidentales.

Dans le même temps , rien ne pourrait mieux contribuer à renforcer le concept et la stature du droit international, la conviction que le droit international n'est pas simplement (comme il a tendance à l'être) un bâton avec lequel les riches et les puissants frappent les pauvres et les faibles, mais que même les riches et les puissants ne jouissent pas de l'immunité et de l'impunité devant les règles du droit international.

En effet, rien ne pourrait améliorer de façon plus efficace les chances de voir un jour un monde plus pacifique.

Pour toutes sortes de bonnes raisons, il est à espérer que, en fin de compte, François Hollande ne fasse pas le choix de participer à la « planification , la préparation , le déclenchement ou l'exécution » du crime d'agression contre la Syrie. Mais si jamais il passait outre, alors son transfert devant le tribunal de La Haye pourrait être le seul résultat positif d'une telle folie.

Vous rêvez à haute voix ! Seul un tribunal révolutionnaire populaire pourrait le juger pour ses crimes...

9 -OBAMA CRIMINEL DE DROIT INTERNATIONAL

Les USA sont un Etat terroriste au même titre que Al-Qaïda et les rebelles qu'ils soutiennent et forment depuis des années pour déstabiliser la Syrie

1: il s'agit d'une ingérence dans les affaires d'un pays souverain

2:le terme de rebelle est une dénomination trompeuse : il s'agit des groupes terroristes formés par les puissances de l'extérieur (USA, France, Grande Bretagne, certains pays arabes Arabie Saoudite , Qatar...) , Israel (des espions sont infiltrés dans les troupes rebelles...)

3: Ces groupes que les puissances de l'extérieur appelle "Rebelles" sont des terroristes qui ont commis de nombreuses exactions...voir les nombreuses vidéos...

La propagande occidentale se complait à les appeler des rebelles or ce ne sont que des terroristes dont le but est de déstabiliser un régime en place.

4 Kerry a reconnu que certains Etats arabes rembourseraient en intégralité les frais de guerre et d'invasion (les USA un pays mercenaire à la solde des Etats qui payent le plus)

5 Il est a souligné que les lobbys Juifs influencent Obama et le poussent à une agression contre la Syrie (voir les rôles de la PNAC et AIPAC dans l'agression de l'Irak)

Obama devrait être traduit devant la cour Internationale de Justice, au même titre que Hollande, Cameron et les partis qui ont financé, engagé ces groupes de mercenaires.

6 Ces Etats devront répondre en cas d'agression de toute destruction de bien culturel patrimoine de l'humanité

Alors que la Syrie compte chaque jour plus de victimes, l'Unesco redoute une destruction du patrimoine culturel et architectural du pays.

Six sites historiques syriens, menacés par les combats, viennent d'être inscrits sur la liste du "Patrimoine mondial en danger" par l'Unesco. Les anciennes villes d'Alep, de Damas et de Bosra, l'oasis de Palmyre, le Krak des Chevaliers et Qal'at Salah El-Din, ainsi que les villes antiques du nord du pays ont, en effet, tous été placés en vigilance.

Au nom de quel droit, des pays étrangers pourraient former des groupes de mercenaires pour faire des exactions dans un pays laïque et souverain.

Il reviendra à la Cour Internationale de Justice d'examiner les actions d'Obama, Hollande, Cameron et tous les responsables de ces troubles dans un pays souverain.

Nul n'est au dessus de la loi.

Le fait que certains des pays ont l'appellation "démocratie" ne les exempte pas de toute responsabilité et impunité.

Ils devront être tenu responsables au même titre que les criminels qu'ils ont formé et financé....

Ne rien faire c'est laisser le monde sous l'emprise d'un Arbitraire Insupportable, au bon vouloir d'un Despote sans foi ni loi.

Faîte comme le colibri, la Vérité est maîtresse de la Loi

La Parole du colibri :

Un jour, dit la légende, il y eut un immense incendie de forêt. Tous les animaux terrifiés et atterrés observaient, impuissants, le désastre. Seul le petit colibri s'active, allant chercher quelques gouttes d'eau dans son bec pour les jeter sur le feu. Au bout d'un moment, le tatou, agacé par ses agissements dérisoires, lui dit : « Colibri ! Tu n'es pas fou ? Tu crois que c'est avec ces gouttes d'eau que tu vas éteindre le feu ? ».

« Je le sais, répond le colibri, mais je fais ma part ».

Rien ne sert de courir il faut partir à point (Jean de la Fontaine) la Vérité (la Tortue) arrive toujours première face au Lièvre (le Mensonge)

Faire prévaloir le Droit face à la Force et à l'Arbitraire est une constance du peuple des Lumières...

Cette Lumière est partout dans le monde

L'ONU doit agir dans ce sens...

10 - Les USA sont les moins légitimement et moralement fondés à critiquer la Syrie sur de prétendu emploi d'armes chimiques (il s'agit d'une accusation pure et simple; de plus les rebelles financés par les USA ont reconnu leur responsabilité...)

L'Histoire a montré que ce pays a utilisé des armes chimiques contre des civils innocents à plusieurs reprises.

La ligne rouge "the red line" a été franchie de manière dramatique par l'hypocrisie des USA

1 Les produits chimiques utilisés pendant la guerre au Vietnam, Cambodge, Laos et pays alentours 75.710.000 litres de produits chimiques déversés, selon le Département de la Défense des USA. Comprenant: des herbicides, défoliants, gaz asphyxiants, gaz lacrymogènes, gaz neuro-toxiques et des insecticides.

Herbicides et défoliants :De 1961 à 64, l'Agent Pourpre, l'Agent Rose et l'Agent Vert furent utilisés, puis l'Agent Orange et d'autres substances.

400 000 personnes furent tués, 500 000 bébés furent atteints de problèmes graves et 2 millions de personnes ont eu des cancers ou des maladies graves.

2 Israël utilise des bombes incandescentes contre la population civile de Gaza » dénonce le Centre palestinien pour les droits de l'homme.

L'armée israélienne a utilisé du phosphore blanc, qui a un important effet incendiaire, dans des zones résidentielles et civiles de la ville de Gaza densément peuplées. Lorsqu'il entre en contact avec la peau, le phosphore blanc brûle le muscle en profondeur jusqu'à l'os, et il continue de brûler les tissus tant qu'il est en présence d'oxygène.

1100 morts palestiniens 13 israéliens

3. Washington attaque les civils irakiens avec du phosphore blanc en 2004 à Fallujah en tant qu'arme incendiaire contre la population civile sans distinction femmes enfants

4. La CIA aide Saddam Hussein à massacrer des iraniens et kurdes avec des armes chimiques en 1988 (utilisation du gaz Sarin, gaz moutarde, gas nerve) 5000 morts et 10 000 personnes atteintes gravement, des milliers de personnes sont mortes les années suivantes.

5. L'armée américaine teste des armes chimiques sur les résidents pauvres à Black St. Louis Neighborhoods en 1950 parmi les victimes 70 % étaient des enfants de moins de 12 ans

6 La police utilise du Tear Gas contre des manifestant en 2011 "Tear Gas" ce sont des gaz lacrymogènes superpuissants et dangereux risque de mort , incapacité permanente, perte de la vue, fracture du crâne...

7. The FBI attaque homme, femme , enfants avec le "With Tear Gas" à Waco en 1993 le Tear Gaz est hautement inflammable contre femmes enfants et des bébés en toute connaissance de cause 49 femmes et hommes furent tués et 27 enfants (dont des bébés)

8. Les militaires us utilisent de l'uranium appauvri en 2003 en Irak

Pendant l'invasion de l'Irak, les USA ont utilisé de l'uranium appauvri, les particules de l'uranium appauvri sont hautement cancérigènes (le cas des cancers a été multiplié par 4 à Bassorah.)

Selon les experts l'oxyde d'uranium, sous forme de poussière est dangereuse par contamination et indigestion et il faut 4, 5 milliards d'années pour réduire de moitié sa radioactivité...

ils ont laissé une terre dévastée et tués des millions de personnes... (nombre total de morts en Irak 1,455,590 dont 500 000 enfants toutes armes confondus)

9. Les militaires us tuent des centaines de milliers de civils japonais avec du Napalm de 1944 - 1945

Le Napalm, est fait pour brûler à une température précise et coller aux objets et aux personnes.raids sur Tokyo brûlant

100,000 personnes

10 les usa utilise la bombe atomique sur Hiroshima et Nagasaki en 1945

Le mémorial pour la paix d'Hiroshima avance le chiffre de 140 000 morts,

Le Département de l'Énergie des États-Unis (70 000 personnes pour Hiroshima et de 40 000 Nagasaki.)

Source google pour plus de détails :

10 Chemical Weapons Attacks Washington Doesn't Want You to Talk About

By Wesley Messamor

2003, utilisation avouée par les Us d'armes chimiques dans la bataille de Faloudja en Irak...Silence de la part de la communauté internationale. 2008 : Utilisation massive de phosphore blanc par israel sur des civils palestiniens...

Aucune réaction de la communauté internationale...

11- C'est justement ce soutien des pays arabes évoqué aussi bien par Kerry et Hollande qui me tracasse. Que je sache la Syrie est certainement avec le Liban le pays le plus tolérant en matière de religion. Pas d'obligation de porter le voile (d'ailleurs à Damas on en voit beaucoup moins qu'ailleurs) la communauté catholique est parfaitement admise etc...

Ceci dit Bachar el Assad n'est pas un enfant de chœur , loin de là. Ses services secrets sont parmi les plus répressifs au monde.

Toute la question est de savoir ce qui va se passer après la chute de Bachar el Assad.... Un nouveau régime islamiste encore plus répressif et intolérant notamment à l'égard des femmes et des autres religion? Et que feront alors Kerr et Hollande? Rien, c'est ça qui nous pend au nez!

12- Les exactions des rebelles syriens diffusés sur YouTube

Plusieurs vidéos montrant des rebelles syriens jetant des corps du toit d'un bâtiment ou égorgeant sauvagement un homme ont circulé lundi sur Internet.

13- Obama, les principaux partis américains, le PS, l'UMP, Hollande; l'islam majoritaire. Ils ont voulu punir sans preuves, ils ont soutenus les rebelles musulmans qui massacrent les minorités. Les uns pour de l'énergie, les autres pour la conquête du monde. Les populations mondiales ont réagi sur le net pour dire non. Et voilà un résultat, une bataille pour la justice remportée:

ici.tf1.fr/monde/moyen-orient/syrie-l-onu-accuse-les-rebelles-d-utiliser-du-gaz-sarin-7956953.html La lutte n'est pas terminée. Il faut maintenant continuer le mouvement qui passera par le déboulonnage de ces figures qui se prennent pour des dieux de la guerre, une politique de coopération plutôt que de guerre.

14- L'AIPAC doit vraiment mettre le paquet sur l'administration obama. C'est un truc de fou, non seulement l'accusation et peut être mensongère et éhonté. Mais en plus ils veulent aider des islamistes. C'est l'amérique qui se mord la queue, elle, elle bombarde à travers le monde et tue des potentielles dit, terroristes. Mais va aider, de vrais terroristes que l'amérique avec la France, ont eux même mit en place en Syrie. Quel monde de ravagés, mais bon sang, quant Obama, Hollande et tout les membres de l'AIPAC, seront mort. Bénéficieront ils de leurs politiques ?

15- USA of Murders @ Terrorism

obamassacre...

obama a du sang sur les mains depuis longtemps, une goutte de plus pour la cupide Amérique du Nord n'est rien au détriment des millions de vies sacrifiées

Les usa, sont des Vampires assoiffés de sang, ils en veulent toujours plus... et ces 3 acolytes Obama, Hollande, Cameron n'ont aucun scrupule...

_24 enfants kurdes décapités par les rebelles syriens dont une femme et son enfant de 40 jours

_les modérés que défendent McCain exécutions de 7 militaires syriens par les Rebelles watch?v=YYTktBBIIfs

- une jeune chrétienne de 15 ans à été violée pendant 7 jours par les rebelles puis exécutée rapporté par les médias japonais le mois dernier source The Examiner /media-blackout-syrian-rebels-gang-raped-executed-15-year-old-girl

_une fatwa autorise le viol des femmes Alaouites

Un Cheikh jordanien, Yasser al Ajlouni, qui soutient la lutte armée menée par les combattants du front al Nosra et de l'ASL, a prononcé récemment une fatwa autorisant ces derniers à violer les femmes Alaouites en Syrie. 2 avril 2013

_tapez sur google vous avez la video...attention images chocs

Des rebelles syriens ont décapité le prêtre catholique François Murad. article parue le 2 juillet 2013

_Members of the Free Syrian Army reportedly attacked the Christian-dominated al-Duvair village in Reef on the outskirts of Homs on Monday, where they massacred its citizens, including women and children, before the Syrian Army interfered.

Tout le monde a compris que les usa poursuivent l'objectif d'attaquer la Syrie depuis des années dans le cadre du PNAC et de l'AIPAC, qu'ils ont tout fait pour créer et envenimer la situation. (lobbys juifs)

16- A la suite des images du massacre de la Ghouta publiées par l'Armée syrienne libre (ASL) et reprises par les autorités américaines et françaises, des familles alaouites de Lattaquié ont porté plainte pour assassinats, selon le Réseau Voltaire.

Ces vidéos ont été postées sur YouTube avant l'événement qu'elles décrivent. On peut y voir des enfants étouffer d'une intoxication chimique qui ne peut être du gaz sarin (ce gaz provoque de la bave jaune et non blanche).

Selon Réseau Voltaire, les enfants ne correspondent pas à un échantillon de population : ils ont presque tous le même âge et ont les cheveux clairs. Ils ne sont pas accompagnés par leur famille en deuil.

Il s'agit en fait d'enfants enlevés par des djihadistes deux semaines auparavant dans des villages alaouites aux environs de Lattaquié, à 200 kms de la Ghouta.

« Contrairement aux affirmations de l'ASL et des services occidentaux, les seules victimes identifiées du massacre de la Ghouta sont donc issues de familles soutenant le gouvernement syrien. Les personnes qui posent dans les vidéos en s'indignant des « crimes de Bachar al-Assad » sont en réalité leurs assassins », précise Réseau Voltaire.

17- Syrie : un rapport russe accuse les terroristes d'une attaque chimique en mars 2013

Les Russes ont remis un rapport à l'ONU mais il est ignoré par les autres membres du conseil. C'est un rapport détaillé de 100 pages fournissant une analyse détaillée des armes utilisées lors de l'attaque mi-mars d'Alep. La conclusion est que les armes étaient bricolées et étaient similaires à celles utilisées par le front al Nusra, un des groupes les plus radicaux, lié à Al Qaïda. Les enquêteurs ont également trouvé des traces d'hexogène utilisé pour libérer les produits chimiques, et qui n'est pas employé dans l'armée.

Obama aurait contacté Nathanyahu afin que celui-ci fasse un lobbying auprès du Congrès pour que celui-ci donne son feu vert à l'intervention militaire. 250 dirigeants juifs américains interviendraient auprès du Congrès américain. Les USA ? C'est ce qu'on appelle un pays souverain et laïque.

18- Le Monopole de la Propagande de la Presse Occidentale (ou du Mensonge ^^)

DAMAS (Douma), Syrie – L'incroyable monopole de l'OSDH (organisation syrienne du droit au mensonge) pour désinformer sur la situation en Syrie se poursuit. Toute honte bue, la presse mainstream, qui refuse de parler de la découverte d'un vaste charnier dans la campagne de Lattaquié où, leurs poulains ont tué des villageois sans défense, s'accroche à un nouveau mensonge: l'utilisation des gaz neurotoxiques. Visiblement, la presse mainstream et son agent informateur Rami Abdel Rahmane, de son vrai nom Oussama Ali Suleiman, ne savent plus où donner de la tête puisque leurs protégés reculent de plus en plus...

Selon donc cette affirmation gratuite, refusant la défaite, les terroristes affirment: "Après minuit, les forces du régime ont intensifié leurs opérations militaires dans les zones de la Ghouta orientale et la Ghouta occidentale, dans la région de Damas, en ayant recours à l'aviation et aux lance-roquettes, ce qui a causé plusieurs dizaines de morts et de blessés". Pire, ajoutent-ils, avec l'utilisation d'armes chimiques. Pour quel intérêt la presse peut-elle reprendre ce genre d'affirmation mensongère et en faire ses UNES ?

Quel intérêt aurait le Gouvernement syrien d'utiliser des armes chimiques au moment même où des observateurs de l'ONU viennent justement enquêter à propos ? Cherchez l'erreur. Pourquoi la presse ne fait pas état de la présence de ces gens actuellement sur le terrain en Syrie ? C'est pourtant simple: c'est une tentative désespérée des terroristes pour qu'on leur vienne en aide. Ce genre d'escroquerie dont les titres de la presse font croire qu'il y a danger, n'est pas/plus du journalisme.

Le Nouvel Obs: "SYRIE. Attaque meurtrière aux gaz neurotoxiques dans la région de Damas" (désinformation 8h34)

Le Nouvel Obs: SYRIE. A Damas, "un massacre commis par le régime à l'aide de gaz toxiques" (désinformation 10h37)

Le Nouvel Obs "Syrie: au moins 100 morts dans des bombardements près de Damas" (changement de braquet, plus d'armes chimiques 10h51)

Le Nouvel Obs: "SYRIE. Plus de 1.300 morts dans une attaque à l'arme chimique, affirme l'opposition"

Le Parisien: "L'armée aurait utilisé des gaz toxiques ce matin près de Damas". (équilibré)

L'Express: "Syrie: de nouveaux bombardements meurtriers à l'arme chimique" ...(désinformation)

BFMTV: "Syrie: une attaque au gaz neurotoxique fait au moins 213 victimes"(désinformation)

Le Monde: "Syrie : des opposants dénoncent une attaque chimique sur Damas"(prudence)

Le Monde: "Syrie : l'armée accusée de bombardements massifs et d'attaques chimiques" (prudence)

Ce qui est grave dans certains de ces titres, c'est de faire croire qu'on a des preuves. Mais, dès que vous lisez juste les premières phrases, vous tombez sur la sempiternelle phrase, "selon l'OSDH" du frère musulman revendiqué, Rami Abdel Rahmane.

Le Gouvernement syrien est tellement bête que, alors que les émissaires onusiens sont sur leur sol, à Damas, organise une série d'attaques au gaz innervant, à quelque encablures de Damas, à Douma. La presse mainstream prend vraiment ses lecteurs pour des demeurés...Le plus risible étant que, une arme de destruction massive ne peut seulement tuer 231 personnes mais des milliers. Soit, ces gens sont tellement aux abois qu'ils ne savent plus à quels saints se vouer, soit, c'est juste pour amuser la galerie...

/armes-chimiques-syrie-douma-la-nouvelle-escroquerie-de-la-presse-mainstream-via-losdh/

ACTUALITE EN TITRES

[Les affaires continuent...](#)

- Les frères Koch rachètent Molex pour 7,2 milliards de dollars - AFP
- Le distributeur Neiman Marcus racheté pour six milliards - Reuters
- Moody's: Nokia sort gagnant de la vente de ses téléphones à Microsoft - AFP
- Groupama cède sa participation dans Eiffage - Reuters

[Battre en retraite jusqu'à ce que mort s'ensuive !](#)

- 81% des Français inquiets pour leur retraite - Le Nouvel Observateur
- Retraites: Les salariés dans la rue mardi pour la première mobilisation de la rentrée - 20minutes.fr
- Retraites: peu de perturbations attendues dans les transports - AFP

Les barbares sont dans la place !

- Un parc immobilier de 6 milliards d'euros pour le Qatar en France - Reuters

Cadeau !

- Michel Sapin: une hausse de la Prime pour l'emploi "*sur la table*" - AFP

Et combien sous la table ?

Sans blague, pas pour tous, alors pourquoi apprendre à lire et écrire à tous les enfants franchement ?

- Savoir lire et écrire, le b.a.-ba pour beaucoup de métiers - L'Express.fr

Vous feriez bien d'y penser et de passer à l'acte à l'AFP !

- Près d'un actif sur trois a déjà pensé au suicide - AFP

Lèche-cul, jaune, mouchard !

- Comment mieux se faire apprécier dans son travail - Atlantico.fr

Alors fermez-là !

- Pour les partis allemands, le bruit est l'ennemi à abattre - Reuters

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Tunisie

Plusieurs milliers de Tunisiens ont manifesté, samedi 7 septembre dans la soirée, pour réclamer la chute du gouvernement dirigé par le parti islamiste Ennahda. La foule a défilé jusqu'à la place du Bardo, aux portes de Tunis, devenue théâtre de protestations quasi permanentes depuis la mort de l'opposant Mohamed Brahmî, abattu de quatorze balles tirées à bout portant, le 25 juillet.

"*Le sang a coulé, plus de légitimité pour Ennahda*", "*Brahmi martyr, sur tes pas nous marcherons*", "*A bas les oppresseurs du peuple, à bas la bande des Frères*", a scandé la foule, faisant référence aux liens entre Ennahda et les Frères musulmans d'Égypte. La famille de M. Brahmî et les proches de Chokri Belaid, un autre opposant de gauche assassiné en février, ont pris la tête de la marche, soigneusement encadrée par la police.

Le Front du salut national (FSN), qui chapeaute le mouvement de protestation, a affirmé que la date symbolique du quarantième jour depuis le décès de Brahmî – qui marque la fin du deuil –, signifiait une "*nouvelle étape de mobilisation*" pour la chute du cabinet et la dissolution de l'Assemblée nationale constituante (ANC), dont les travaux ont été suspendus après son boycott par plusieurs députés.

Les islamistes ont déjà rejeté ces revendications, proposant à la place d'élargir la coalition au pouvoir et d'organiser des élections à la mi-décembre. Beji Caïd Essebsi, le chef de Nidaa Tounès, principal rival d'Ennahda, a affirmé son engagement avec le FSN "*pour sortir la Tunisie de l'ornière*" et "*dévoiler les commanditaires de l'assassinat de nos martyrs*", a-t-il martelé en direction de la foule. lemonde.fr 08.09

SOCIAL

Afrique du Sud

Plus de 160.000 travailleurs seront en grève la semaine prochaine en Afrique du Sud, les pompistes et les employés d'entreprises liées à l'automobile venant s'ajouter à partir de lundi aux ouvriers du BTP en arrêt depuis douze jours.

Des grèves massives frappent depuis août l'économie sud-africaine, la première d'Afrique: des dizaines de milliers de salariés ont cessé le travail dans les mines d'or, le BTP et le secteur automobile pour réclamer des hausses de salaire.

Lundi, environ 73.000 employés des stations-service ou d'entreprises liées à l'automobile vont cesser le travail, pour obtenir une augmentation salariale et de meilleures conditions de travail, après l'échec de négociations cette semaine avec le patronat, a annoncé le Syndicat national des employés de la métallurgie (Numsa).

Ils devraient manifester au Cap et à Johannesburg en début de semaine puis dans d'autres villes. Leur mouvement de grève pourrait fortement perturber les transports.

"*Nous voulons un accord à deux chiffres. Nous voulons fondamentalement améliorer les conditions des travailleurs*", a déclaré à l'AFP le secrétaire général du Numsa, Irvin Jim.

Les pompistes gagnent entre 14 et 17 rands (de 1,40 dollar à 1,70 dollar - soit entre 1 et 1,30 euro) de l'heure, selon le syndicat.

Ce nouveau mouvement de grève intervient alors qu'environ 90.000 travailleurs du BTP sont en grève depuis douze jours, selon le syndicat NUM (National Union of Mineworkers).

"*La grève continue*", a déclaré à l'AFP le représentant du NUM aux négociations, Bhekani Ngcobo.

Les ouvriers du bâtiment gagnent un salaire de base de 4.000 rands (300 euros) et réclament une hausse de 800 rands, selon le syndicat. Le patronat du secteur propose une augmentation de 400 rands, a précisé Bhekani Ngcobo.

La production redémarre progressivement en revanche dans plusieurs secteurs.

Les grèves sont désormais terminées dans le secteur de l'or, qui emploie 140.000 personnes et représente 3% du PIB, après un accord salarial dans les mines d'Harmony Gold.

"*Les adhérents du NUM ont accepté la même offre (une hausse salariale de 7,5 à 8%, ndlr) que celle qui a été faite par les autres producteurs du secteur, et ont repris le travail*", a déclaré Harmony Gold, troisième producteur d'Afrique du Sud et cinquième producteur mondial d'or, dimanche dans un communiqué.

"*La majorité a accepté l'offre*", a déclaré le secrétaire général du NUM, Frans Baleni, à l'agence de presse sud-africaine Sapa.

Mais le syndical rival du NUM, l'AMCU (Association of Mineworkers and Construction Union), qui n'avait pas participé au mouvement de grève, a rejeté la hausse de 8% et évoqué le lancement d'une nouvelle action dans le secteur de l'or.

Cet accord "*vaut pour le NUM, pas pour l'AMCU*", a déclaré à l'AFP l'un des responsables nationaux de l'AMCU, Dumisani Nkalitshana.

Les mineurs membres de l'AMCU --syndicat minoritaire dans le secteur-- ont voté dimanche "*pour une grève*" mais aussi pour des négociations avec la Chambre des mines, a-t-il indiqué.

Si les discussions échouent, l'AMCU déposera un préavis de grève, a précisé son président, Joseph Mathunjwa. Le syndicat réclame un quasi-doublement du salaire de base des mineurs.

La situation devrait redevenir normale dans le secteur automobile, les négociations patronat-syndicat ayant abouti à un accord après trois semaines de grève.

La plupart des 30.000 grévistes ont accepté l'offre patronale --une augmentation de 11,5% cette année et de 10% tous les ans jusqu'à 2015--, a indiqué le Numsa.

Les discussions se poursuivent avec les salariés de l'usine BMW de Pretoria et de l'usine Toyota près de Durban (est).

L'industrie automobile représente 6% du PIB et environ 12% des exportations du pays. AFP 08.09

Le 11 septembre 2013

CAUSERIE

Mercredi 14h en Inde

Je ne comprends pas pourquoi le régime syrien ne se sert pas de l'argument des milliers de djihadistes étrangers qu'il a fait prisonniers, et autant de témoignages et de preuves matérielles qui prouvent l'implication de plusieurs pays dans l'agression dont est victime la Syrie, dont la France et les Etats-Unis, Israël, la Turquie, l'Arabie saoudite et le Qatar notamment.

Si cette guerre n'avait pas lieu, c'est Hollande, le pantin de Washington, qui en sortirait défait pour s'être investi à fond dans cette aventure criminelle. Il a révélé au monde entier sa vraie nature qui est celle d'un dictateur, un agent de l'oligarchie financière, qui n'a absolument rien à voir avec le socialisme. Idem pour le PS et ses satellites, ses alliés qui en ont appelé à "*l'alliance atlantique*", à l'Otan, mais aussi tous les partis ouvriers qui ont manié le double langage et démontré qu'ils étaient à la remorque du PS et du régime, une confirmation en somme.

Nous nous félicitons de ne pas avoir appelé à voter Hollande ou à "*chasser Sarkozy*" ce qui hypocritement revenait au même. C'est l'hypocrisie, la lâcheté, l'esprit du manoeuvrier qui caractérise le mieux nos dirigeants qui sont indignes de parler en notre nom et au nom du socialisme. Souhaitons qu'ils en sortent aussi affaiblis que Hollande et son gouvernement, le PS. Il y a urgence à recomposer le mouvement ouvrier sur des bases saines, sans caractérisation politique précise du PS et du PCF, sans rupture avec les appareils des syndicats, les institutions et l'ensemble des représentants du capital, ce sera impossible. On a envie de dire, à bas les conciliateurs, les compirateurs qui trompent travailleurs et militants.

On a l'avantage sur le peuple syrien de pouvoir construire rapidement un véritable parti ouvrier indépendant de l'Etat des capitalistes, qui le moment venu sera en mesure de poser la question de la conquête du pouvoir, qui revendiquera le pouvoir pour instaurer une République sociale débarrassée du capitalisme dans la perspective d'une fédération des Républiques sociales d'Europe, antithèse de l'Union européenne incarnant les intérêts de l'oligarchie financière. Il est faux d'affirmer que ce serait la Grèce qui aurait servi de laboratoire au néolibéralisme qu'ils veulent imposer à tous les peuples en Europe, ce sont les masses américaines qui lui ont servi de cobayes au point qu'elles sont dépourvues de droits sociaux et politiques, endettées jusqu'aux dents et qu'elles ne peuvent survivre qu'à crédit car il leur est impossible de vivre avec leurs revenus, elles sont pieds et mains liées au régime capitaliste comme aucun peuple dans le monde, et terriblement malheureuses évidemment. Malgré tout, elles ont trouvé l'énergie pour s'opposer à cette guerre infâme, ce qui signifie que bien que le mouvement ouvrier soit défait ou en piteux état, les masses américaines à l'instar de celles du monde entier revendiquent leur indépendance de classe, cela pourrait être le signal d'un renouveau du mouvement ouvrier américain, et international.

Il faut aider les travailleurs à tirer les enseignements de cette expérience, sinon elle n'aura servi à rien. A suivre

Vous trouverez plus loin l'actualisation du site réalisée à 0h10 ce matin.

Inconditionnellement au côté du peuple syrien.

Une habitante de Maaloula (village chétien) situé à 55 km au Nord de Damas, . Elle a témoigné en direct ce dimanche 8 septembre :

- "*Maudit soit la démocratie que l'Amérique et la France veulent nous apporter.*"

Vous pouvez aussi maudire ces "*révolutionnaires*" en France qui en fait ont la même attitude, par ignorance et dogmatisme. Ils ne comprennent pas ou ne veulent pas comprendre que si le régime en place n'est pas démocratique ou pas suffisamment démocratique, c'est uniquement parce que la majorité des masses exploitées syriennes ne sont pas prêtes à imposer un régime plus démocratique, encore moins un régime socialiste.

Ils voudraient qu'une infime minorité à leur image instaure un régime socialiste, on se demande où il faut avoir la tête pour prétendre que ce serait possible, alors que manifestement les conditions sont très loin d'être réunies. Quand vous leur faites remarquer, ils vous disent que vous tourner le dos au programme de la révolution socialiste, que vous êtes une saloperie de suppôt au tyran Assad, un traîtres.

Nous ne faisons que tenir compte du niveau de conscience des masses et des rapports qui existent entre les classes en Syrie, ajoutons dans des conditions tout à fait particulière qui nous oblige à reléguer temporairement au second plan notre combat contre le régime, la priorité étant d'affronter l'armée d'invasisseurs barbares pour délivrer le pays de cette terrible menace qui pèse sur son unité, sa souveraineté et son indépendance, conditions sans lesquelles tout combat du mouvement ouvrier

sera impossible dans le futur, si un régime féodal islamique sous le règne de la charia sur le modèle de l'Arabie saoudite venait à être instauré.

Nous ne sommes pas responsable de la situation telle qu'elle existe, c'est-à-dire si le combat pour sauver le peuple syrien coïncide avec le maintien au pouvoir d'Assad, c'est ainsi, désolé, on ne peut pas refaire l'histoire d'un pays à volonté, on le prend tel qu'il est, c'est un paradoxe, un mauvais tour que nous joue l'histoire, on peut dire les choses ainsi tranquillement, c'est juste un constat.

Quand on est habitué à regarder la réalité en face au lieu de prendre ses désirs pour la réalité, cela ne pose aucun problème et on peut très facilement s'en expliquer et assumer pleinement notre position. Notre combat se situe résolument au côté du peuple syrien, sans conditions.

En France, ces militants font le jeu du régime et de l'extrême droite, en Syrie (et ailleurs) ils font le jeu des contras qui vous massacrent madame, ainsi va le gauchisme.

Confirmation.

- Wall Street termine en hausse rassurée sur la Syrie - AFP

DERNIERES INFOS SUR LA SYRIE

1- *"Le compromis russe est une échelle qui va permettre à toutes les parties de redescendre des arbres où elles s'étaient perchées"*, ironise l'expert en relations internationales David Shain dans le quotidien israélien Maariv.

"D'un côté, Assad va pouvoir continuer à gouverner, la Russie et l'Iran vont sauver leurs intérêts (...) De l'autre Israël ne sera plus menacé par les armes chimiques syriennes, les affiliés d'Al-Qaïda ne pourront pas pour le moment prendre le contrôle de la Syrie, et le Congrès américain n'aura pas à avaliser une autre aventure au Moyen-Orient", résume-t-il.

"Poutine nous donne l'opportunité de ne pas faire ce que nous devons faire et que nous n'avons pas très envie de faire", renchérit Dominique Moisi de l'Institut français des relations internationales.

Premier vainqueur: Moscou, allié inoxydable de Damas et acteur clé du dossier, qui tire - pour le moment - magistralement son épingle du jeu.

"C'est une aubaine pour la Russie. Internationalement, elle apparaît comme le conciliateur", analyse Alisa Lockwood, chercheuse au centre de réflexion IHS Jane's à Londres. Moscou gagne aussi en prestige auprès de l'opinion russe, apparaissant comme *"un acteur fort sur la scène internationale"*, ajoute-t-elle.

La proposition russe offre aussi une porte de sortie bienvenue au président américain Barack Obama, dont les velléités d'intervention en Syrie se heurtent à une forte opposition de l'opinion publique et à un possible rejet par le Congrès américain, très divisé.

M. Obama a d'ailleurs réagi rapidement en y voyant une *"possible percée"*.

Au Capitole, on réclame désormais une pause afin que l'administration puisse étudier dans le détail l'offre russe.

Le Sénat a repoussé la perspective d'un vote sur la résolution de la Maison blanche autorisant le recours à la force armée contre la Syrie. Les responsables du Congrès souhaitent voir ce que donnera la proposition de Moscou et attendent la réaction de l'opinion publique à l'allocution présidentielle.

Le chef des sénateurs républicains, Mitch McConnell, a annoncé qu'il s'opposerait à la résolution car à ses yeux, aucun intérêt vital de sécurité nationale n'est en jeu.

À la Chambre des représentants, certains élus, comme le démocrate James Moran, *"n'imaginent même pas qu'il y aura un vote sur la question"* étant donné la forte opposition au projet, de la part des démocrates comme des républicains.

Le porte-parole du président, Jay Carney, a déclaré que Barack Obama continuerait d'encourager le Congrès à approuver l'usage de la force. Concernant l'initiative russe, il a salué un *"développement positif"* et le *"résultat évident des pressions qui ont été exercées sur la Syrie"*.

"Il notera aussi, comme il l'a fait la nuit dernière en réponse aux questions des chaînes de télévision, qu'il y a des progrès possibles sur le front diplomatique en raison de la menace crédible que constitue la force militaire américaine."

Le président républicain de la Chambre des représentants, John Boehner, qui a annoncé la semaine dernière qu'il voterait en faveur de la résolution, a demandé à Obama de se montrer plus convaincant, notant que l'opinion y était toujours défavorable.

Du côté des partisans d'une action plus résolue contre le gouvernement syrien, le sénateur républicain John McCain s'est dit "extrêmement sceptique" quant aux chances de réussite d'une solution diplomatique, ajoutant cependant que ce serait une erreur de ne pas essayer.

"Certains d'entre nous sont prêts à travailler sur une modification de la résolution du Congrès qui fixerait des dates butoir et des conditions strictes", a-t-il dit sur CBS.

Il s'agirait d'imposer une date butoir à la Syrie pour qu'elle restitue ses armes chimiques. Ce projet de résolution est défendu par huit sénateurs, quatre démocrates et quatre républicains, dont John McCain.

Le cas est plus complexe pour la France, qui a clamé haut et fort sa détermination à "punir" le régime syrien, s'est placée dans la position de l'allié numéro un des Etats-Unis après la défection britannique, et se retrouve quelque peu isolée, concède une source proche du dossier.

"Les Russes sont roublards, Obama est faible, et nous on a une position juste mais on n'a pas les moyens de se faire respecter seuls", regrette cette source.

Paris est d'ailleurs une des capitales qui a accueilli avec le plus de réserves l'initiative russe, posant des "conditions" et annonçant qu'elle allait déposer un projet de résolution contraignant au Conseil de sécurité de l'Onu pour crédibiliser la proposition de démanteler l'arsenal chimique syrien.

Autre pays soulagé, l'Allemagne, dont la chancelière Angela Merkel, très opposée à une intervention, a été critiquée pour ses "zigzag", en s'associant avec 24 heures de retard à une déclaration de 11 pays du G20 appelant à une "réponse internationale forte" après l'attaque chimique du 21 août qui a fait des centaines de morts près de Damas.

"L'Allemagne est très contente de la proposition russe", souligne Henning Riecke, de l'institut allemand de politique étrangère DGAP. AFP et Reuters 10.09

2- La Syrie se dite prête à coopérer. Le ministre des Affaires étrangères syrien, Walid Mouallem, a affirmé mardi soir que le pays était d'accord pour montrer ses armes chimiques et cesser la production de ces armes. La Syrie souhaite même "se joindre à la Convention sur l'interdiction des armes chimiques", selon lui.

Paris, Londres et Washington doivent présenter une résolution commune dès mardi, selon David Cameron. Des "discussions informelles" sur un projet français de résolution ont eu lieu, mais les négociations s'annoncent extrêmement difficiles. En parallèle, des sénateurs américains préparent une version modifiée d'une résolution pour autoriser le recours à la force en Syrie en cas d'échec du plan russe.

Le projet français prévoit le "contrôle et le démantèlement" des armes chimiques syriennes. Il implique la mise en place d'un "dispositif complet d'inspection et de contrôle", selon Laurent Fabius. Il serait adopté sous "chapitre 7" c'est-à-dire qu'il autoriserait en dernier recours l'usage de la force pour contraindre Damas à respecter les obligations mentionnées dans le texte.

Le chef de la diplomatie russe a jugé "inacceptable" le projet français, lors d'un entretien téléphonique avec son homologue français, Laurent Fabius. Francetv info 10.09

3- Le président US affirme que son épouse s'oppose à une intervention militaire en Syrie. " même Michelle est contre une action militaire unilatérale contre la Syrie", a-t-il dit au cours d'un entretien accordé à une chaîne locale. " mes filles tout comme une majorité des américain sont contre la guerre".

Le Congrès Us va se prononcer au cours d'un premier vote jeudi sur l'opportunité d'une action militaire. La proposition russe qui prône de placer sous la supervision de l'ONU les armes chimiques syriennes a nettement réduit les tensions autour de la Syrie. french.irib.ir 10.09

[En titre](#)

- Syrie: Obama demande au Sénat américain de faire une pause - AFP

- Syrie: La diplomatie mondiale troublée par le jeu russe - 20minutes.fr

- Syrie : un large soutien à la proposition russe - LeFigaro.fr

Les dictateurs français font du zèle.

- Syrie : Hollande convoque un conseil de défense restreint - LePoint.fr

- Syrie : Hollande de nouveau pris à contre-pied - LeFigaro.fr

Fabius veut imposer de nouvelles conditions à Assad, ainsi s'il les rejetait le compte à rebours d'une intervention militaire pourrait reprendre. Il veut le traduire devant la Cour pénale internationale qui n'a aucune légitimité, pas plus que le Conseil de sécurité de l'ONU ou l'ONU tout court, toujours sans preuve qu'il serait impliqué dans l'utilisation d'un gaz le 21 août dernier.

La réaction médiatique

- Syrie: "On dilue le problème" - Le Nouvel Observateur

- Syrie: Assad le victorieux - L'Express.fr

Visiblement cela les fait chier ces réacs pourris qu'Obama et Hollande ne bombardent pas la Syrie, boycottez ces magazines.

La réaction façon ongiste.

- Attaques chimiques en Syrie: Human Rights Watch accuse à son tour le régime d'Assad - Slate.fr -

Commentaire d'un internaute qui reprend des extraits de cet article.

1- " *suggèrent fortement*" le fortement ne change pas un suggère en accusation.

2 - " *Le rapport précise que l'ONG, n'ayant pas eu un accès direct aux lieux des attaques, se base sur des interviews avec des témoins et des docteurs locaux*".

Pas d'accès direct donc on suggère sur des preuves indirects ...

Bien partons en guerre.

3 - " *«l'opposition syrienne n'a pas les capacités de conduire une opération d'une telle ampleur avec des agents chimiques»*

Avec 3 Milliards de Dollars du Qatar + l'appui occidental, je pense FORTEMENT que l'opposition syrienne à la capacité de conduire cette opération. "

Mieux encore, c'est du personnel envoyé par l'Arabie saoudite ou le Qatar qui fait ce boulot sordide, et ceux qu'ils appellent " *les rebelles*" ou les " *révolutionnaires*, les opposant syriens au régime, sont parfaitement au courant, mais ils gardent le silence, ils sont complices du gazaie de civils par ces mercenaires étrangers.

4 - "Pourquoi vous ne parlez des 2 journalistes Italien et Belges libérés Dimanche qui accusent LES REBELLES (il était sur place donc preuve direct et ils peuvent difficilement être critiqués pour leurs éventuelles partialités).

Vous avez le même discours que tous les médias Français, des mensonges et des approximations qui infine desservent la cause des Syriens car peut-être que virer Bachard serait une bonne chose pour eux.

Mais le bien-être du peuple Syrien est-il vraiment une priorité pour les " *Amis de la Syrie*" ? "

Vous avez raison de poser cette question, ils s'en foutent autant que nos gauchistes en France.

La réaction façon "experts".

- Olivier Lepick : « *Une dizaine d'années pour détruire les armes chimiques syriennes* » - LeFigaro.fr

Trop long, pas le temps d'attendre : il faut bombarder la Syrie tout de suite !

ACTUALITE EN TITRES

Ah la crise !

- Maserati voit ses ventes presque tripler en 2013 - Reuters

Même leurs rejets ne pensent qu'à cela !

- Quand les fils de ministres sont rattrapés par des affaires d'argent - Francetv info

En quoi pourrait-il pu les "**effrayer**" ? Rien.

- Mélenchon n'effraie plus les socialistes - LeFigaro.fr

Il a même repris la sémantique d'Obama :

- Pour Mélenchon, la proposition russe est "*tout à fait positive*" - AFP

Il voit également dans l'initiative russe un moyen d'amorcer un "*désarmement*" dans un monde "*en danger de surarmement*", en particulier au Moyen-Orient.

"*Si les Russes nous aident à faire en sorte que les Syriens n'aient plus de stocks chimiques*", alors "*les Américains doivent nous aider à ce que les Egyptiens et les Israéliens n'en aient pas non plus : de cette manière on aura fait un progrès collectif dans la région*", a-t-il déclaré. AFP 10.09

L'illusionniste dans toute sa splendeur ou laideur car le sujet est grave.

Il parle en représentant de la classe dominante, car je ne vois pas en quoi nous serions concernés par la décision des différents pays de posséder des stocks d'armes en tous genres ni même d'agir sur leur décision, à moins de considérer qu'on serait en mesure de traiter d'égal à égal avec leurs représentants, ce qu'un Mélenchon peut très bien faire puisqu'il leur ressemble tellement. Mélenchon parle au nom de la "*France*" !

Ce n'est pas fini, on va l'achever. Et puis il est préférable que ce soit de grandes puissances qui détiennent des stocks d'armes phénoménaux de quoi faire péter plusieurs fois la terre, eux au moins ils ont une conduite responsable, que dis-je exemplaire, ils savent en faire bon usage ! Sans parler qu'ils les fabriquent, au point où en est rendu Mélenchon, quelle importance franchement. Ce n'est au poste de Premier ministre qu'il devrait postuler, mais à celui de ministre de la Défense.

Intox. Ses dirigeants sont des sionistes.

- Charte de la laïcité: Valls veut rassurer la communauté juive - AFP

Les syndicats ne mobilisent même pas leurs troupes

- Retraites: 155.000 manifestants selon l'Intérieur, 370.000 pour la CGT - AFP

Quand le patron de droit divin est de retour...

- "*Beaucoup de travailleurs refusent de s'absenter quand ils sont malades*" - L'Express.fr

Il y a quelques jours ils annonçaient le contraire.

- Pas d'embellie pour la popularité de Hollande - Francetv info

Un aveu. Vendu !

- En cas de face à face FN/UMP, Besancenot (NPA) ne choisit pas - AFP

Olivier Besancenot, du Nouveau parti anticapitaliste (NPA), a expliqué mardi qu'en cas de duel entre un candidat FN et un candidat UMP, il ne choisirait pas car "*on a déjà donné*", après des propos controversés de François Fillon sur le sujet.

Interrogé dans l'émission Mardi politique RFI/Libération/AFP pour savoir s'il choisissait entre un candidat FN et un candidat UMP lors des prochaines élections municipales, Olivier Besancenot a répondu "*non, on a déjà donné*".

"*J'ai fait ça en 2002, je m'en souviens*", a-t-il précisé faisant référence au second tour de la présidentielle de 2002 qui avait opposé Jacques Chirac à Jean-Marie Le Pen, alors président du Front national.

Interrogé auparavant sur son choix entre un candidat PS et un candidat FN, il a répondu "*je suis un militant anti-fasciste donc en général on fait barrage à l'extrême droite*", avant de reconnaître qu'il voterait PS. AFP 10.09

Nous, nous ne voterions pas. Pourquoi ? Parce que nous ne soutenons pas le PS, et maintenant si le candidat du FN était élu, c'est qu'il devait l'être. Alors évidemment cette position nécessite une explication. C'est justement cette explication que Besancenot, Gluckstein et Arthaud ne veulent pas entendre, raison de plus pour en dire deux mots.

Si les conditions permettent l'élection d'un candidat du FN par exemple, il faut se demander en quoi consistent ces conditions, pourquoi est-ce possible, quelle est l'état d'esprit des masses, quels rapports ont-elles avec les différents partis, comment interprètent-elles la situation, pourquoi s'abstiennent-elles ou pourquoi refusent-elles de voter pour le candidat du PS, qui, quelle classe, quelles couches votent PS, pourquoi, qu'en attendent-elles, ont-elles des illusions dans le PS, à quel niveau, etc. ?

Comme vous venez de le constater cela pose un certain nombre de questions, or ni Besancenot, ni Gluckstein et ni Arthaud ne veulent se les poser, encore moins y répondre, car les réponses qu'ils pourraient y apporter, soit elles seraient en contradiction avec leur politique, avec leur conception de leurs rapports au PS, aux masses, en fait avec l'ensemble de leur interprétation de la situation où l'analyse qu'ils en donnent, y compris leur conception de la lutte des classes, soit elles les confirmeraient, mais dans ce cas-là il faudrait qu'ils le justifient, ce qui de notre point de vue est impossible, aussi ils prendraient le risque de se contredire, de se vendre si vous voulez, vous aurez compris que ce serait un exercice fort risqué pour eux eux, aussi ils préfèrent ne pas se poser ces questions, ils se camouflent derrière un principe et on n'en parle plus.

Ils ont tous insisté sur le fait qu'il fallait chasser Assad du pouvoir, tout de suite, sans délai, sans se poser d'autres questions, vous pouvez le vérifier leurs articles sont sur Internet dans les portails de leurs partis, sans savoir si les masses en seraient capables ou non, cette question ne les intéresse, elle intéresse Obama et Hollande cela suffit amplement, voilà ce qu'il fallait en conclure, c'est leur véritable position, le reste était du baratin, ce sont des agents de l'impérialisme français. Poser toutes ces questions serait prendre le risque de se démasquer ou d'être démasqué.

En direct : Olivier Besancenot, invité de «Mardi Politique». Suivez l'émission sur RFI, en partenariat avec «Libération» et l'AFP à partir de 19h10. libération.fr 10.09

C'est beau quand même, le journal de Rothschild qui offre une tribune au NPA. L'idiot utile, voilà qui résume le NPA.

Il a voté et appelé à voter Chirac quand il n'y avait pas péril en la demeure, il était sûr d'être élu confortablement face à Le Pen, et quand il s'agit de se placer au côté du régime syrien parce qu'il pèse vraiment une grave menace sur le peuple syrien, il choisit le mauvais camp. Vous avouerez que ces gens-là sont des charlatans. Ne remettez jamais votre sort entre les mains du NPA.

Vite, il faut les exterminer !

- Asie-Pacifique : 1/4 des hommes avoue avoir déjà commis un viol - Le Nouvel Observateur

Les chacals

- Standard and Poor's abaisse la note de la dette de l'Argentine AFP

En dormant !

- Comment les 1% les plus riches gagnent vraiment leur argent - Atlantico.fr

Le vernis démocratique craque de partout

- Accord entre le Parlement et la BCE sur la supervision bancaire - Reuters

Parole de banquier.

- La taxe sur les transactions financières serait illégale - LeMonde.fr

Le capitalisme est légal, le vol de notre force de travail est légal, l'exploitation et l'oppression sont légaux, cela suffit amplement.

Mercredi 0h10 en Inde

J'ai ajouté 27 articles, je n'ai pas mis en ligne 4 articles après une lecture rapide, j'ai reçu 4 documents de formations politiques que je ne mettrai pas en ligne, toujours la même rhétorique insipide qui ne présente aucun intérêt. Et puis je n'ai plus envie de leur faire de la pub, après le mariage homosexuel, leur déversement gauchiste lors de l'affaire Méric, et maintenant la Syrie, trop c'est trop. Une camarade m'a dit hier au téléphone : je ne comprends pas pourquoi tu perds ton temps avec ces partis (POI) que personne ne connaît, dont tout le monde se fout et qui ne représentent qu'eux-mêmes. Je pensais que cela pouvait intéresser des militants, et puis je m'en servais comme support pour traiter une question, mais c'est vrai qu'on peut procéder autrement et s'en passer.

Elle a raison, on a mieux à faire à essayer de comprendre la situation et à en rendre compte, ce qui n'est pas toujours facile.

Tenez, j'ai trouvé semble-t-il une excellente formule lapidaire : les journées d'action sont décidées par les appareils des syndicats... pour les appareils et personne d'autres, pardon j'oubliais le régime.

C'est comme pour la Syrie, hier les journées d'action c'était de la merde, l'horreur, un truc de traîtres, que n'a-t-on pas entendu à leur sujet quand je militais, et puis voilà que le jour est venu d'y participer et même de mettre la main à la pâte...

Autre chose, on va causer un peu entre potes.

Mon épouse arrivera sur les coups de 9h du matin, je devrai défaire ses valises, le ravitaillement, 50 kilos de bouffe qui devra me faire 8 à 10 mois, cela va faire juste, je déconne, dont 10 litres d'huile d'olive, 2 bouteilles de pinard, non, je ne ferai pas de mélange ! quelques fromages, un peu de charcuterie et plein de boîtes de pâté pour agrémenter mes salades de crudité, des anchois, des capres et des olives, sans oublier les pâtes, les cornichons, la moutarde, des trucs très cher ici en Inde, bref de la bouffe bien franchouillarde, de prolo quoi, plus toujours quelques surprises, chaque fois je suis comme un gosse qui découvre ses cadeaux, en plus cela tombe bien c'est mon anniversaire, 58 balais, d'ailleurs c'est le truc que je vais faire à mon réveil, balayer et laver toute la maison, quelle corvée ! Ben non, je n'ai pas pris d'esclave pour le faire à ma place, je suis radin, je garde mon fric, je déconne, je n'ai pas changé de vie depuis que je vis en Inde, je préfère laver moi-même la cuvette des toilettes, il faut s'assumer camarades.

Je ne suis pas un "expat" comme disent les Blancs ici, un colon, j'ai mes principes, les jeunes vont penser que c'est un truc de vieux cons, désolé, je les trimballe depuis que j'étais jeune, si des jeunes pensent cela, c'est qu'ils n'ont pas de principes et alors je les plains sincèrement. Mais c'est vrai aussi que c'est un truc de vieux, qui vient de nos parents, alors qu'ils n'étaient pas si vieux que cela lorsqu'ils me les ont inculqués, ils étaient même plutôt jeunes. Jeune, vieux, ouais physiquement ce n'est pas pareil, on ne s'arrange pas vraiment en vieillissant, mais quelque part dans la tête c'est toujours un peu la même chose, heureusement bordel, car sinon la vie serait horriblement triste, surtout avec leur société de plus en plus pourrie.

Tenez, on se détend un instant je suis de bonne humeur, profitons-en, je déconne, je le suis la plupart du temps, je suis un nanti et j'en ai pleinement conscience, sans culpabilisé, c'est mérité. Vous savez comment les Indiens nous appellent, qui cela, nous les Blancs, des "vélai cara", j'écris cela phonétiquement, cela veut dire la peau blanche, cara veut dire peau et vélai blanc, moi je les appelle pour les faire marrer des "carupa cara", des peaux noires, il n'y a rien de raciste là-dedans, il n'y a que des cons pour voir du racisme partout, ils nous font vraiment chier ces bonnes consciences qui veulent virer Assad pour mettre à la place un des sbires de Cameron ou d'Obama, Hollande est hors course. Il a bien la gueule du cocu celui-là, vous me direz que Royal aussi, avec ma copine au téléphone on s'est demandé quel était le plus con des deux et on n'est pas parvenu à les départager !

Oui ces bonnes consciences, ces grands révolutionnaires qui nous gonflent grave avec leur rhétorique qui semble sorti d'outre-tombe tellement ils l'ont rabâchée, rongée par les vers, ils sont sclérosés au dernier degré, quand il s'est agi de faire voter Mitterrand et de le porter au pouvoir, cela ne les a pas gênés qu'il ait été décoré de la francisque par Pétain, sans parler de son passé criminel pendant la guerre d'Algérie et j'en passe, une véritable ordure en vérité, là leurs putains de principes dites-moi, ils se sont bien assis dessus, cela les arrangeait comme cela les arrangerait que la Syrie soit bombardée, Assad dégagerait enfin. en fait, ils ont eu raison de bombarder l'Irak et la Libye sans oublier l'Afghanistan, car qui d'autres auraient pu dégager les talibans, S. Hussein, M. Kadhafi et demain peut-être Assad, hein je vous le demande, ils ont bien écrit que c'est ce qu'ils voulaient n'est-ce pas, je l'ai lu ce matin. Et bien moi je préfère encore les talibans, S. Hussein, M. Kadhafi et B. Al-Assad, car personne n'a à

se substituer aux peuples eux-mêmes, il faut avoir un esprit policier ou une drôle d'interprétation de l'évolution des peuples et des civilisations pour concevoir qu'un élément extérieur pourrait s'en charger à leur place, ils vont hurler et rétorquer qu'ils n'ont jamais dit cela, non pas tout à fait il est vrai, à demi-mot, c'est encore pire et c'est pour cela que je les assassine ici, et ce n'est qu'un début.

Voyez-vous, cette histoire de guerre, cela m'excite, me stimule, je trouve profondément dégueulasse de prétendre être contre cette guerre et en même temps fournir un prétexte au va-t-en-guerre pour la faire, la justifier quelque part, Assad est un tyran, un dictateur, il doit dégager disent-ils, parole d'impuissants, de larves incapables de s'assumer en réalité et qui secrètement, plutôt maladroitement en l'occurrence se réjouissent que les Américains le liquident. Ce sont les mêmes militants, on devrait dire aventuriers qui soutiennent les islamistes radicaux, salafistes, en France, au nom de l'égalité, les gauchistes provocateurs, le lobbying homosexuel des couches de la bourgeoisie dégénérées, le féminisme qui là encore est portée par une couche de la bourgeoisie, pareil pour l'écologie, ils en tiennent une sacrée couche, à chaque manipulation ou provocation orchestrée par le régime ils ne marchent pas, ils courent !

Vous croyez qu'ils se sont posés une seule fois la question de savoir pourquoi Assad existait en Syrie, pourquoi il était au pouvoir, c'est impossible. En vivant en Inde, j'ai parfaitement à l'esprit ce qui se passe dans la tête d'un Indien, peu importe la classe à laquelle il appartient ici, je connais bien le pays, je partage leur vie quotidiennement, je ne fréquente pas les Blancs, les Français, les étrangers, bien que je milite pour un gouvernement socialiste ouvrier et paysan en Inde, je me dis qu'étant donné les rapports entre les classes, le niveau de développement du pays et le degré de conscience des Indiens, il est pratiquement impossible d'avoir un gouvernement meilleur que celui qui existe aujourd'hui dans l'état actuel des choses, alors que je le considère horrible par ailleurs ou selon mes critères politiques. Sauf que moi je ne confonds pas l'analyse que je peux faire de la situation à partir de mes critères politiques, et la situation telle que se la représente un travailleur indien à partir de son niveau de conscience qui n'est pas le même que le mien, qui en est très éloigné, il n'a pratiquement pas de conscience de classe, il n'a aucun droit, donc dans ces conditions il faudrait qu'on nous explique comment il pourrait en être autrement, sauf exception qui confirme la règle ; on vous montre une grève dans une usine (Maruti) en Inde ou vous lisez un article sur ce sujet et vous vous dites, la classe ouvrière indienne se soulève ou se mobilise, tu parles sa situation est mille fois pire qu'en France et on est 1,2 milliard ! En Afrique du Sud c'est différent, à cause de l'apartheid les ouvriers sont très politisés et syndiqués, je ne connais pas bien ce pays, peut-être qu'il ne s'agit que de certaines couches qui concentrent des centaines de milliers d'ouvriers, alors que le reste du prolétariat végété ou demeure très arriéré...

En France c'est totalement différent, on a l'avantage d'avoir accumulé une extraordinaire expérience de la lutte des classes depuis près de deux siècles, on devrait être à la pointe du combat pour la révolution socialiste et en fait en est à la traîne, on a perdu le fil des enseignements que nous ont légués les marxistes, c'est désolant, on a laissé filer plus d'un demi-siècle sans rien avoir appris, c'est terrible, c'est cela, on a toujours été à la traîne des événements au point qu'on ne comprend même plus où nous en sommes. Je ne voudrais pas paraître prétentieux, je ne sais pas ce que vous en pensez, mais j'ai l'impression que depuis quelque temps on a sérieusement remonté la pente et on a fait mieux que cette ribambelle de charlots qu'on a comme dirigeants. Je ne vais pas faire le mariole ce n'est pas mon genre, je ne sais pas si vous vous souvenez de ce que j'ai écrit à propos d'une troisième guerre mondiale il y a quelques mois ou davantage, j'ai affirmé que ce ne serait pas l'intérêt de l'oligarchie financière parce qu'elle avait réalisé d'important progrès vers l'établissement d'un gouvernement mondial, elle en est loin encore, mais elle progresse, pas à pas, elle a marqué des points significatifs, c'est indéniable depuis 1945, tout où presque lui a réussi, donc elle n'a pas intérêt à tout foutre en l'air maintenant. Ces gens-là sont peut-être des psychopathes, mais ils ont la tête sur les épaules, ils savent attendre leur heure comme ils l'ont démontré à de nombreuses reprises dans le passé, ils sont capables de reculer, mais jamais ils ne renonceront, et j'avais prévu qu'ils iraient jusqu'au bout sur la Syrie, ce ne sera peut-être pas pour cette fois-ci, ce sera pour plus tard, ils vont modifier leur stratégie et ils repartiront au combat. Je n'ai suivi les analyses de personne et j'ai eu raison. Meyssan a commis une légère erreur en pensant que les Américains et les Russes étaient tombés d'accord, en fait il fallait dire qu'ils étaient condamnés à s'entendre, à quelle occasion cela allait se produire personne n'en savait rien. Il y a encore des pans entiers de la situation mondiale qui nous échappe, sur lesquels je ne sais pas quoi penser, il y a des gens qui ont réponse à tout, ils ont bien de la chance, ce n'est pas mon cas.

La question que je me pose et à laquelle je n'ai pas de réponse satisfaisante pour le moment est la suivante : je me demande jusqu'à quel point les Russes et les Chinois sont impliqués dans la stratégie de l'oligarchie financière anglo-saxonne dite de nouvel ordre mondial, y sont-ils impliqués, apparemment oui, mais trop d'éléments nous échappent pour définir avec précision les contours de cette collaboration, tout ce que vous et moi savons jusqu'à présent est du domaine du lieu commun, par exemple leur coopération industrielle, commerciale ou financière, moi je parle sur le plan politique (institutionnel) et de l'évolution de la mise en place de la même politique dans chaque pays, un peu comme on peut l'observer en Europe ou on s'emploie dans tous les domaines à copier les Américains, mieux, parfois on les devance, les laquais font du zèle, ils profitent de conditions favorables pour avancer, liquider nos droits essentiellement, tous nos droits, moyennant un nouveau de vie élevé cela passe comme une lettre à la poste, c'est bien joué, c'est de cette manière qu'ils ont laminé les masses américaines. A suivre.

[Haut de page ↗](#)

Le 12 septembre 2013

CAUSERIE

La suite de l'actualisation du site plus tard, à la date de demain, il est déjà 18h en Inde. De nouveaux articles ce soir.

La phrase du jour : il y a de l'eau dans le gaz !

Une vidéo

Le massacre de la ghouta, Les contradictions des services secrets occidentaux - Publiée le 9 sept. 2013
<http://www.youtube.com/watch?v=MeCJuGYILMg&list=UU3TR6S1FgdXmtbBPMvAabYg>

Une bonne question mal posée.

- Pourquoi le marché du pétrole ne croit pas à une intervention en Syrie Atlantico.fr

Qui, ceux qui détiennent les compagnies pétrolières, Rockefeller et Cie, les banquiers, ou les "*petits*" investisseurs, ces millionnaires qui font fructifier leur fortune en la plaçant sur les marchés les plus rentables et les plus sûrs ?

Il aurait fallu dire que les uns n'y croyaient plus, l'effet de gaz s'est éventé, tandis que les seconds étaient majoritairement opposés, cette guerre aurait pu déstabiliser l'économie mondiale très fragile...

Comment le POI légitime le dictateur Hollande.

Le POI radicalise son discours pour mieux masquer son cours droitier et son soutien au régime, à une dictature, à un dictateur, il faut appeler les choses par leurs noms.

D. Gluckstein dans son dernier éditorial a qualifié Hollande de "*président-Bonaparte*", et dans le même temps ce parti fait signer une pétition, une "*Lettre ouverte au président François Hollande*", dans laquelle il est dit que "*avec ou sans vote de l'ONU, avec ou sans vote au Parlement, l'intervention contre la Syrie est illégitime*".

Qu'est-ce que cela signifie sur le plan politique?

Il faut en déduire que le destinataire de cette "*lettre*" serait malgré tout légitime pour décider ou non une intervention militaire contre la Syrie, comme du sort en général des travailleurs, alors que nous ne lui reconnaissons aucune légitimité. C'est ici qu'intervient la soumission du POI au régime qu'il prétend combattre.

Contrairement au POI dont la politique s'inscrit dans le cadre du respect de la Constitution de la Ve République qui est à l'origine du pouvoir et de la légitimité que peut revendiquer le Bonaparte de service, nous refusons de nous situer sur ce terrain-là qui incarne à la fois la domination d'une classe sur une autre, la classe des exploités sur celles des exploités, et les intérêts de la classe dominante, Hollande étant le représentant de cette classe à la tête de l'Etat, en aucun cas il ne peut incarner les intérêts des travailleurs, sauf à vouloir les tromper à la fois sur sa nature politique et celle de l'Etat.

L'entreprise du POI sert uniquement à masquer cet aspect essentiel des rapports entre les classes et l'Etat.

Cela fait deux ans et demi que l'Etat français intervient en Syrie, et maintenant le POI sort une pétition, alors que chacun sait que la majorité de la population est contre une intervention militaire en Syrie, cela ne s'appelle même plus prendre le train en marche ou avoir un train de retard, cela s'appelle de la récupération, quelle honte d'être tombé si bas !

A propos des armes chimiques utilisées le 21 août dernier dans la banlieue de Damas.

- "*Dans cette confusion, il est difficile de savoir ce qui s'est vraiment passé...*" (IO n° 268 Page 11)

Le POI persiste et signe en tenant hypocritement le même discours d'Obama et Hollande, il n'attribue pas au régime syrien l'emploi de ces armes, il laisse subsister le doute que ce serait possible. Vous aurez observé qu'il n'en fallait pas plus aux va-t-en-guerre pour déclarer qu'il fallait bombarder la Syrie, qui ne s'embarrassaient pas de savoir si des preuves existaient ou non, si nécessaire ils s'emploieraient à en fabriquer autant qu'il en faudrait pour justifier leur intervention militaire contre la Syrie.

Laisser la voie ouverte à une telle perspective est donc criminel, c'est laisser persister le moindre doute sur l'origine de cette attaque chimique qui ne pouvait profiter aux agresseurs de la Syrie, et qui s'empresseraient de l'attribuer au régime, ce qu'ils ne manqueraient pas de faire. C'est faire preuve d'un manque absolu de discernement ou de la logique la plus élémentaire, ne

parlons pas de stratégie militaire car au POI ils doivent ignorer ce que signifie cette expression, ce qui est certain en revanche, c'est que la position du POI témoigne d'un parti pris qui devait profiter aux va-t-en-guerre, à Hollande qu'il soutient ainsi.

Cette position est d'autant plus intenable et grotesque qu'il était suicidaire pour le régime d'utiliser des armes chimiques sous le nez des inspecteurs de l'ONU présent à Damas, au moment même où l'armée nationale syrienne venait de remporter d'importantes batailles militaires contre les envahisseurs et était en train de lancer une vaste offensive justement dans la banlieue de la capitale contre les quelque 25.000 djihadistes qui ne cessent de lancer des attaques contre la capitale.

Fabrication de preuves.

Le néolibéral sioniste Fabius en chef de guerre.

Le rapport des inspecteurs de l'ONU sur l'utilisation d'armes chimiques en Syrie sera rendu public «*probablement lundi*», a déclaré jeudi le chef de la diplomatie française Laurent Fabius.

«*Il va dire qu'il y a eu un massacre chimique. (...) Il y aura certainement des indications*» sur l'origine de ce massacre, commis le 21 août près de Damas et qui a fait des centaines de morts, a-t-il ajouté.

«*A partir du moment où seul le régime avait les stocks, les vecteurs et intérêt à le faire, on peut tirer la conclusion*», a déclaré M. Fabius pour qui la responsabilité du régime de Bachar al-Assad ne fait pas de doute, alors que le président russe Vladimir Poutine a accusé les rebelles d'avoir commis ce crime, dans une tribune au New York Times.

«*Ce n'est pas la réalité. C'est une version que développent les Russes depuis très longtemps. (Poutine) est dans son jeu*», a indiqué M. Fabius. 20minutes.fr 12.09

Parce que la "*version que développent* Obama et Hollande-Fabius "*depuis très longtemps*, ne ferait pas leur "*jeu*", il faudrait les croire sur parole...

A défaut de preuves, ce rapport va fournir des "*indications*" sur les auteurs de cette attaque chimique que chacun pourra interpréter à sa manière...

Quant au dernier argument, il tombe à l'eau, il est dépassé le ridicule, il est grotesque, Assad était bien le dernier à qui aurait profiter cette attaque, d'ailleurs on dirait même qu'il en était la cible principale, non ?

Fabius est un bouffon, un sordide bouffon.

Le portail slate.fr du sioniste J. Attali dépité participe à la manœuvre

- Exclusif: le rapport de l'ONU va mettre en cause le régime Assad dans l'attaque chimique - slate.fr 11.09

Les inspecteurs de l'ONU ont collecté «*quantité*» de preuves sur l'utilisation de gaz innervant qui désignent le président syrien Bachar el-Assad comme l'utilisateur d'armes chimiques contre sa propre population, selon une source diplomatique occidentale interrogée par Foreign Policy.

(Affirmation sans preuve, c'est cette voix anonyme "*occidentale*" - c'est bien pratique pour raconter ce qu'on veut - qui "*désigne*" Assad. - -ndlr)

L'équipe d'inspection, dont on s'attend à ce qu'elle remette, lundi 16 septembre, son très attendu rapport sur l'attaque chimique du 21 août dans la banlieue de Damas au secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon, ne va pas directement accuser le régime syrien d'avoir gazé son propre peuple, selon trois diplomates des Nations unies liés à l'enquête. Mais elle va fournir un acte d'accusation solide constitué d'un faisceau de preuves —collectées à partir de l'examen des roquettes ayant contenu les gaz, des munitions tirées et de tests de laboratoires sur des prélèvements du sol, du sang et de l'urine des victimes— qui convergent toutes vers une culpabilité du gouvernement syrien.

(Ils écrivent que ce rapport "*ne va pas directement accuser le régime syrien*", ce qui laisse entendre qu'ils étaient arrivés à la conclusion qu'il était bien responsable mais qu'ils n'avaient pas le droit de le dire, non, parce que voyez-vous ils auraient des scrupules ou ils ne tiendraient pas à l'avouer, ben voyons, cela tourne à la mauvaise farce, on s'y attendait.

Une fois de plus, ils ne disposent d'aucune preuve accusant le régime syrien, alors ils les remplacent par "*un faisceau de preuves* aussi fluide qu'un gaz invisible et insaisissable à la main, un mirage, une illusion ou un miracle qui n'a pas encore eu lieu, pas de bol ! Bref, ils ne savent plus quoi inventer pour soutenir leur thèse haineuse et guerrière. -ndlr)

«Je sais qu'ils ont des échantillons très riches —biomédicaux et environnementaux— et qu'ils ont interrogé des victimes, des médecins et des infirmières», explique un diplomate occidental. «Il semble qu'ils sont satisfaits de la quantité de preuves qu'ils ont», ajoute-t-il. Le diplomate, qui a refusé de parler officiellement compte tenu du secret autour de l'enquête de l'Onu, ne peut pas identifier l'agent chimique détecté par les experts mais déclare:

«Vous pouvez déduire l'identité de l'auteur par le type de preuves.»

(Passons sur le fait que ces "experts" sont forcément indépendants et ne subissent aucune pression pour rendre un rapport conforme à l'objectif poursuivi par ses commanditaires, leurs chefs.

A défaut d'élément concret, matériel, palpable qui ne laisserait aucun doute, ils procèdent par "déduction" sans qu'il faille se poser de questions sur les réelles intentions de ceux qui se livrent à ce mauvais numéro d'illusionnistes et qui pourraient orienter leur "déduction" dans un sens, car ces gens-là, ceux qui nous gouvernent et qui interpréteront ce rapport sont au-dessus de tout soupçon, ils ne mentent jamais, ils ont une conception de la morale ou de l'éthique exemplaire, aller penser qu'ils l'interpréterait comme cela les arrange serait leur faire un procès d'intention inacceptable, CQFD. - ndlr)

Pourtant, selon les termes de leur mandat, les inspecteurs de l'Onu ne sont autorisés qu'à se prononcer sur l'utilisation d'armes chimiques en Syrie, pas sur les responsabilités. Si les diplomates occidentaux se disent confiants quant au fait que le rapport des Nations unies va renforcer l'argumentaire contre le gouvernement syrien, ils ne s'attendent pas à ce qu'il change fondamentalement le cours des efforts diplomatiques pour contenir la menace des armes chimiques en Syrie. «Ca ne va pas changer la donne», a déclaré un diplomate.

(C'est extraordinaire, car on vient de voir qu'ils attribuaient cette attaque à Assad, pour immédiatement après rappeler que le but de ce rapport n'était pas de déterminer qui était responsable de l'utilisation d'un gaz le 21 août dernier, effectivement valait mieux pas car cela aurait mis en évidence que le régime syrien n'y était pour rien. Pure tartuferie, quoi ! slate.fr 11.09

D'ailleurs, très maladroitement ils vendent la mèche, à quoi bon le savoir maintenant puisque la baudruche s'est dégonflée depuis que le régime syrien a annoncé qu'il acceptait de détruire son stock d'armes chimiques, cet argument est tombé à l'eau et ne peut plus être invoqué pour justifier le bombardement de la Syrie, il va falloir trouver autre chose, employer un autre moyen pour liquider Assad, puisque c'est leur véritable objectif politique, le seul. Ils disent en gros ici : on a tenté un coup, cela a foiré lamentablement, passons à autre chose. - ndlr)

DERNIERES INFOS SUR LA SYRIE

Poutine met en garde Obama avant le sommet américano-russe - lemonde.fr 12.09

Les négociations entre Russes et Américains sur le dossier syrien ne passent pas que par la voie diplomatique. Moscou veut aussi en appeler à l'opinion publique. Dans une tribune publiée jeudi 12 septembre sur le New York Times, le président russe Vladimir Poutine expose sa vision du conflit syrien : ce seraient les rebelles qui auraient organisé l'attaque chimique du 21 août.

Intitulé "*La Russie plaide pour la prudence*" – avec en sous-titre : "*Ce que Poutine a à dire aux Américains à propos de la Syrie*" –, ce plaidoyer intervient quelques heures avant un sommet crucial entre Moscou et Washington sur un plan russe de démantèlement de l'arsenal chimique syrien.

Dans cette adresse au "*peuple américain et à ses dirigeants*" rédigée à la première personne, Vladimir Poutine affirme que pour éviter une nouvelle guerre, toute décision doit être prise sous l'égide des Nations unies. C'est pourquoi l'usage de la force en dehors de l'ONU serait "*un acte d'agression*", selon le président russe.

Mais le président russe va plus loin, niant la responsabilité du régime de Bachar Al-Assad dans l'attaque chimique du 21 août qui a fait plusieurs centaines de victimes près de Damas. Alors que Paris et Washington sont convaincus de la responsabilité du régime, Moscou soutient son allié syrien, qui a jusque-là toujours démenti ces accusations. Il accuse au contraire les rebelles d'avoir fomenté l'attaque. "*Il y a toutes les raisons de croire que [le gaz toxique] a été utilisé non pas par l'armée syrienne, mais par les forces d'opposition, pour provoquer une intervention de leurs puissants soutiens étrangers, qui se seraient mis du même côté que les fondamentalistes*", écrit Vladimir Poutine.

"*Les rapports selon lesquels les rebelles sont en train de préparer une nouvelle attaque – cette fois contre Israël – ne peuvent plus être ignorés*", ajoute-t-il.

Pour toutes ces raisons, le président russe appelle les Etats-Unis à adopter le projet de démantèlement de l'arsenal syrien, formulé par la Russie et actuellement en discussion à l'ONU.

Au passage, Vladimir Poutine en profite pour critiquer le discours que Barack Obama a tenu à la nation américaine mardi soir :

"Je suis plutôt en désaccord avec le discours d'Obama sur l'exception américaine, affirmant que la politique des Etats-Unis est 'ce qui fait que l'Amérique est différente. C'est ce qui nous rend exceptionnels.' C'est très dangereux d'encourager les gens à se considérer comme exceptionnels, quelle qu'en soit la raison."

En réponse à ces provocations, la Maison Blanche a seulement déclaré à CNN :

Vladimir Poutine *"a fait sa proposition et est à présent pleinement investi dedans. C'est bien. C'est la meilleure réaction possible. Il est compétement investi dans le désarmement de la Syrie, et c'est potentiellement une meilleure solution que l'intervention militaire – qui ne nous débarrasserait pas des armes chimiques"*. lemonde.fr 12.09

Quatre étapes pour le plan russe anti-armes chimiques - libération.fr 12.09

Le quotidien *«Kommersant»* dévoile les grandes lignes du programme prévu par Moscou pour démanteler l'armement chimique de la Syrie.

Le plan de contrôle des armes chimiques en Syrie, remis par la Russie aux Etats-Unis, comprend quatre étapes, dont la première est l'adhésion de Damas à l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques, a rapporté jeudi le quotidien russe Kommersant. Selon le journal, ce plan détaillé a été remis aux Américains mardi. Moscou a annoncé mercredi l'avoir transmis à Washington.

La première étape du plan prévoit l'adhésion de Damas à l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques, a précisé une source diplomatique à Kommersant. La Syrie devra ensuite révéler la localisation de son arsenal d'armes chimiques et le lieu de leur fabrication. La troisième étape consiste à autoriser les inspecteurs de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques à pénétrer en Syrie pour les examiner. Enfin, la dernière étape consistera à décider, en coopération avec les inspecteurs, la manière dont il faudra détruire ces armes.

Kommersant précise qu'il n'a pas encore été décidé qui se chargerait de la destruction des armes. Mais le quotidien rapporte qu'il n'est pas exclu que les Etats-Unis et la Russie puissent le faire conjointement. Le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov et le secrétaire d'Etat américain John Kerry vont se rencontrer à Genève jeudi dans l'après-midi pour évoquer ce plan.

Selon Kommersant, ce sont les Etats-Unis qui ont réclamé des pourparlers avec la Russie après avoir reçu une copie contenant les détails du plan russe. L'accueil favorable réservé par Washington à cette initiative semble éloigner la perspective de frappes contre le régime syrien, accusé d'être responsable d'une attaque chimique perpétrée le 21 août près de Damas, qui a fait plusieurs centaines de morts. libération.fr 12.09

Terrorisme d'Etat.

Les Etats-Unis ont commencé à livrer des armes aux rebelles syriens, a annoncé mardi un représentant de l'insurrection lors d'une conférence de presse à Washington.

"Les Etats-Unis fournissent une aide non-létale (...) et aussi une certaine assistance létale au CMS", a déclaré Khaled Saleh, évoquant le Conseil militaire suprême qui supervise les opérations de l'Armée syrienne libre (ASL).

Les Américains ont décidé de franchir le pas *"parce qu'ils sont convaincus que les mécanismes mis en place par le CMS ont été bien testés et qu'ils sont sûrs que les armes ne tomberont pas entre de mauvaises mains"*, a-t-il poursuivi.

Le secrétaire d'Etat américain John Kerry a quant à lui indiqué mardi que Washington cherchait à accroître son aide à l'opposition armée. Reuters 11.09

[D'autres infos sur la Syrie.](#)

Secret de polichinelle. Les faux ennemis.

- Syrie : le mutisme d'al-Qaida face aux Américains - lepoint.fr 11.09

L'État islamique en Irak et au Levant (EIIL) et le Front Al-Nosra, deux des principaux groupes djihadistes qui se battent en Syrie contre le régime du président Bachar el-Assad, se sont abstenus de tout commentaire, les experts estimant qu'ils ne souhaitent pas reconnaître l'aide que pourrait leur apporter un de leurs principaux ennemis, les États-Unis.

Les groupes djihadistes "proclament leur haine de l'Occident, mais on voit qu'ils restent bien silencieux alors qu'il s'agit de frapper militairement un pays arabe", selon un responsable irakien sous couvert d'anonymat. Ils restent silencieux "parce que les frappes vont les aider" militairement, ajoute-t-il. Ihsan al-Chammari, un professeur de sciences politiques à l'université de Bagdad, estime aussi que toute action qui "affaiblit Assad leur permettra de gagner du terrain, ce qui fait qu'ils gardent le silence sur la question des frappes". "De tels groupes, notamment l'EIL et Al-Nosra, ont tout à y gagner", dit-il. Les frappes ne sont toutefois plus d'actualité, tout du moins dans l'immédiat. lepoint.fr 11.09

La France et les Etats-Unis sont des Etats terroristes, CQFD.

La guerre contre les contras se poursuit

L'armée syrienne a une nouvelle fois repris le contrôle du village chrétien de Maaloula nettoyant plusieurs de ses quartiers de la présence des terroristes takfiris. selon Al Mayadin, l'armée syrienne a expurgé des quartiers dont s'étaient emparés des terroristes en y commettant des pillages et des meurtres. les takfiris menacent les chrétiens du village et exigent d'eux qu'ils renoncent à leur religion et se convertissent au salafisme. french.trib.ir 11.09

Ils se partagent le règne de la terreur

Les dissensions continuent à désunir les rangs des terroristes en Syrie. Selon une source locale, les miliciens liés à l'ASL envisagent de se rallier contre l'ASL. "Descendants du prophète" et "Disciples du juste" sont deux milices de l'armée libre syrienne qui, suites à de profondes dissensions, comptent se dissocier de l'ASL pour s'unir à Al Nosra.

Les divergences entre les terroristes takfiris et ceux de l'ASL s'accroissent de jour en jour. Récemment, l'un des chefs terroristes de l'Etat islamique en Irak et au Levant a enlevé puis tué 12 membres de l'ASL. D'autres membres de l'ASL sont détenus par les qaïdistes qui les torturent, selon des témoins. french.trib.ir 11.09

Autodéfense d'un pays dominé.

Les systèmes de défense anti-missile russe soutiendront la Syrie en cas d'attaque.

Selon Al Alam, citant les sources médiatiques la Russie a élargi son soutien militaire à la Syrie car le président Poutine en a décidé ainsi. Al Alam qui cite Al Akhbar souligne que l'un des navires russes qui vient de traverser le détroit de Bosphore transporte des véhicules blindés pour l'armée syrienne. ... les services secrets US sont à la recherche des stocks de missiles syriens et l'arme chimique n'est qu'un prétexte pour localiser ces arsenaux de missiles. ... c'est la Russie qui a installé un bouclier anti-missile autour de la capitale Damas. french.trib.ir 11.09

Soutien à la résistance contre l'envahisseur.

Damas a signé de "gros contrats" avec l'Iran, son principal allié régional, portant sur des produits alimentaires et médicaux, a affirmé l'agence officielle syrienne Sana mardi.

"Le gouvernement a signé de gros contrats avec l'Iran pour fournir le marché syrien avec tout ce dont il a besoin en terme de produits alimentaires et médicaux", a indiqué Sana.

Une source gouvernementale a déclaré à l'AFP que "les contrats signés la semaine dernière visent à alimenter le marché syrien avec toutes sortes de biens, afin que les gens ne souffrent pas de pénuries". L'Iran avait ouvert en mai deux lignes de crédit pour 4 milliards de dollars pour Damas, puis une autre de 3,6 milliards en juillet. french.trib.ir 11.09

L'Etat sioniste, mythe et réalité

Quel "**bonheur**" de vivre au pays de l'apartheid !

Cette année, le rapport annuel de bonheur mondial a classé Israël comme le onzième pays le plus heureux dans le monde, devant d'autres nations comme les États-Unis ou le Royaume-Uni, et loin devant ses voisins du Moyen-Orient.

Le rapport était fondé sur des données recueillies entre 2010 et 2012 à partir de 156 pays. Chaque nation a été classée sur une "échelle d'évaluation de la vie", allant de 1 à 10, et mesurant des facteurs tels que la santé, la sécurité d'emploi, la liberté politique et l'absence de corruption du gouvernement.

Les trois premières places reviennent au Danemark, à la Norvège et à la Suisse. Les Pays-Bas, la Suède, le Canada, la

Finlande, l'Autriche, l'Islande et l'Australie complètent le top dix. Israël a sauté 3 places dans le classement en comparaison au rapport de l'année dernière.

L'un des objectifs du rapport était de contester l'association de la richesse et du bonheur, et même si les premiers pays sont généralement riches, les facteurs sociaux jouent le plus grand rôle dans la détermination du bonheur de chaque pays. <http://fr.jn1.tv> 11.09

Gaz-a

Un document découvert récemment de l'Agence centrale de Renseignements américaine, révélé lundi par le magazine Foreign Policy, montre que l'agence US détient une preuve formelle remontant au moins aux années quatre-vingt qu'Israël possède un stock d'armes chimiques et biologiques.

La révélation tombe au moment même de l'emploi prétendu d'armes chimiques par le gouvernement syrien le 21 août, bien que rien ne soit avéré quant à leur utilisateur, que l'on ne sache pas vraiment si c'est le régime ou si ce sont les rebelles qui ont perpétré l'attaque, où même si c'était un accident.

Alors que le Président américain Barack Obama menaçait, pour cette attaque, d'aller faire la guerre avec la Syrie, le gouvernement syrien niait toute responsabilité, et il a accepté une proposition du gouvernement russe d'ouvrir ses magasins d'armes chimiques à une inspection internationale et de les détruire.

Le document révélé lundi par le magazine Foreign Policy montre que, en plus de la constitution d'un arsenal nucléaire estimé à trois cents armes nucléaires durant les années soixante et soixante-dix, l'armée israélienne a développé des réserves importantes d'armes chimiques et biologiques.

Le document, de 1983, stipule que les satellites espions des États-Unis ont identifié « *un centre de fabrication et un centre de stockage probablement de produits neurotoxiques CW (chemical weapon)... dans la zone sensible de stockage de Dimona, dans le désert du Néguev. D'autres fabrications d'armes chimiques existeraient aussi au sein d'une industrie chimique israélienne bien développée.* »

« *Même si nous ne pouvons confirmer si les Israéliens possèdent des agents chimiques mortels* » ajoute le document, « *plusieurs indicateurs nous amènent à penser qu'ils ont à leur disposition au moins des agents neurotoxiques persistants et non persistants, du gaz moutarde, et plusieurs agents anti-émeutes, ainsi que les systèmes de lancement appropriés.* »

La seule page d'un rapport plus important de la CIA a été découverte à la bibliothèque Ronald Reagan en Californie, dans sa forme non censurée ; le rapport a été publié il y a plusieurs années aux Archives nationales, mais après avoir été sévèrement censuré.

Selon l'article de Foreign Policy, « *L'historien israélien Avner Cohen, dans son livre de 1988, Israël et la Bombe, écrit que le Premier ministre israélien David Ben Gourion a ordonné en secret qu'un stock d'armes chimiques soit constitué environ au moment de la guerre de 1956 entre Israël et l'Égypte. La CIA, d'un autre côté, a cru qu'Israël n'avait pas commencé de travailler sur les armes chimiques jusqu'à la fin des années soixante ou au début des années soixante-dix.* »

L'article inclue l'appréciation suivante du rapport de la CIA de 1983 : « *Israël, se trouvant entouré sur ses frontières d'États arabe avec des capacités naissantes en armes chimiques, est devenu des plus en plus conscient de sa vulnérabilité aux attaques chimiques. Ses sensibilités ont été galvanisées par la saisie d'une grande quantité d'équipements liés aux armes chimiques soviétiques durant les deux guerres israélo-arabes de 1967 et du Yom Kippour en 1973. Par conséquent, Israël a entrepris un programme de préparations à une guerre chimique dans les zones offensives et les zones protégées.* »

Le gouvernement israélien a sévèrement critiqué le gouvernement syrien pour son usage allégué d'armes chimiques il y a trois semaines, et il a encouragé la promesse du Président Obama de répondre militairement.

Israël a signé la Convention sur l'interdiction des armes chimiques, mais la Knesset (parlement) israélienne n'a jamais ratifié le traité. Israël n'a jamais non plus ouvert son centre nucléaire ni ses réserves d'armes chimiques aux inspections internationales. french.irib.ir 11.09

Une "révélation" qui n'en était pas vraiment une et qui ne coûtait rien, l'Etat sioniste n'ayant respecté aucune résolution de l'ONU depuis 1948, il s'en tape complètement que le monde entier sache qu'il possède des armes chimiques, biologiques, nucléaires, de la part de Foreign Policy c'était juste histoire de se faire passer pour des gens impartiaux, c'est raté !

Le magazine Foreign Policy publié jusqu'à fin 2009 par la Fondation Carnegie pour la Paix Internationale à Washington, D. C.. (wikipédia)... une couverture de la CIA. (source : Réseau Voltaire)

Syrie en titre

- Poutine met en garde Obama avant le sommet américano-russe - LeMonde.fr

Dans le "*New York Times*", le président russe appelle les Américains à abandonner l'idée d'une intervention militaire en Syrie. LeMonde.fr 11.09

- Armes chimiques : Washington salue les propositions "*très précises*" de la Russie - LeMonde.fr

- Syrie : le président américain échoue à convaincre l'opinion et les élus - LeFigaro.fr

- Syrie : Paris envisage toujours l'option militaire - LeFigaro.fr

Les pires réacs avec les wahhabites, salafistes, takfiristes, les Frères musulmans, normal, c'est le PS (dites parti salafiste dorénavant) !

- Juppé sur la Syrie: "*ne pas baisser la garde*" face au régime - AFP -

L'UMP n'est pas en reste, normal.

- Les opinions publiques opposées à une intervention en Syrie - Liberation.fr

Merde alors, pas de bol !

Il faut des preuves !

- Syrie: Paris prend la Russie "au mot" mais il faut des "*actes*" - AFP

La réaction médiatique

- Syrie: les promesses jamais tenues de Bachar el-Assad - L'Express.fr

- Syrie : «*Sans menace d'intervention, il ne se passe rien*» - LeFigaro.fr

- Syrie : un rapport accuse les deux camps de crimes LeMonde.fr -

La réaction médiatique, ils craquent !

- Syrie: mais que fait Barack Obama? - Slate.fr

- Arrêtez de qualifier la proposition russe de «*solution*» pour la Syrie! - Slate.fr

Parole de barbares

- L'opposition syrienne: Assad doit «*rendre des comptes*» - Slate.fr

Tout le monde le sait en France, sauf, le POI, le NPA, LO, le FdG, cherchez l'erreur. Il n'y en a pas, ce sont eux l'erreur!

- Syrie : les rebelles ont utilisé l'arme chimique pour provoquer une intervention, selon Poutine Francetv info avec - AFP

Suivez la piste, ils ont de la suite dans les idées...

- Syrie : Paris déterminé à sanctionner l'usage d'armes chimiques - Francetv info

Avant-hier, c'était Hollande et Fabius qui déclaraient qu'il faudrait traduire Assad devant la Cour pénale internationale, une institution illégale. Deux jours plus tard :

- Syrie: crimes contre l'humanité et crimes de guerre, selon l'ONU - AFP

- De plus en plus de crimes de guerre en Syrie, dit l'Onu - Reuters

[Haut de page ↗](#)

Le 13 septembre 2013

CAUSERIE

Vendredi 16h20 en Inde

J'archiverai plus tard les articles des différentes rubriques, utilisez les liens pour naviguer plus facilement dans la page d'accueil, c'est un peu encombré et je m'en excuse, accordez-moi quelques jours.

Je n'ai pas eu le temps d'actualisé les articles de presse, ce sera pour ce soir, 4 articles.

Vous trouverez en ligne 31 nouveaux articles qui vous dissuaderont de dire "*je ne sais pas ce qui s'est passé*". Vous aurez remarqué au passage que j'estime les militants capables de faire la part des choses, je ne les prends pas pour des abrutis contrairement à mes détracteurs, je ne l'ai jamais pensé en réalité, pas plus les travailleurs qui heureusement ne se sont pas dit : Assad est un horrible tyran, un dictateur, il faut y aller, bombardez-le et qu'on n'en parle plus, heureusement ils n'ont pas eu ce réflexe droitier du mouvement ouvrier.

Vous comprenez à quoi cela sert d'élever le niveau de conscience des masses, pas à faire des miracles mais presque parfois. Demandez-vous pourquoi les partis ouvriers se détournent systématiquement de ce facteur, que craignent-ils, que les travailleurs et les militants deviennent trop intelligents, trop conscients, qu'ils en savent trop ? D'autres questions devraient vous venir spontanément à l'esprit à partir de là, par exemple, ces partis combattent-ils pour le même objectif que nous, sont-ils vraiment au service des travailleurs, de la cause du socialisme ? Il y a lieu d'en douter fortement, non, c'est mon avis personnel que je n'oblige personne à partager je précise.

Ces partis et formations politiques pensaient que les militants allaient les suivre, pas de bol, c'est raté ! Marx et Engels ont défendu l'unité de l'Allemagne au coté de Bismarck (qui dans l'horreur valait bien Assad), nous, nous défendons l'unité de la Syrie au côté d'Assad. D'après vous qui peut se revendiquer du marxisme, ceux qui clame qu'il faut chasser Assad du pouvoir ou ceux qui remette cela à des jours meilleurs comme le firent Marx et Engels ?

J'y reviens longuement dans la causerie qui va suivre, je broie les opportunistes, ces trotskistes qui ont rompu avec le marxisme (depuis la mort de Trotsky). J'expliquerai qu'en réalité ils soutiennent Hollande, vous verrez la démonstration est implacable, un excellent exercice de dialectique.

La suite de l'actualisation du site dans une heure environ, il ne me reste plus qu'à faire le formatage du texte.

La suite de l'actualisation du site à 16h en Inde

Alors camarades, pas envie de faire un front unique avec le dictateur Hollande, le PS, le POI et ses satellites ? Pas envie d'adhérer aux partis de la guerre, de leur verser un peu de fric, NPA, LO, FdG, M'PEP ? Non, vous avez raison, bravo ! Gageons que leurs positions scandaleuses vont alimenter la crise qui les ronge de l'intérieur. Ils s'autodétruisent en fait.

La formule du jour : La démocratie est maintenant la culture de l'hyper finance. Elle est la « *démocratie* ». (L'émergence de la dictature démocratique - Gaëtan Pelletier - Le Grand Soir 11.09)

DERNIERES INFOS SUR LA SYRIE.

Syrie: Assad pose ses conditions, divergences entre Américains et Russes - AFP 12.09

Américains et Russes ont entamé jeudi à Genève des pourparlers cruciaux sur la Syrie, en affichant d'entrée leurs divergences, peu après l'engagement de Bachar al-Assad de placer son arsenal chimique sous contrôle international, mais seulement si les Etats-Unis ne menacent plus son pays et cessent de livrer des armes aux rebelles.

Le chef de la diplomatie américaine John Kerry et son homologue russe Sergueï Lavrov ont donné le ton lors d'une conférence

de presse conjointe, avant le début des négociations qui s'annoncent difficiles.

"Nous allons travailler pour parvenir à un accord de principe afin de résoudre une fois pour toutes le problème des armes chimiques en Syrie, via l'adhésion de la Syrie à la Convention sur l'interdiction des armes chimiques (...). Nous partons du principe que le règlement de ce problème rend toute frappe sur la Syrie inutile", a ainsi estimé M. Lavrov.

"Les déclarations du régime syrien ne sont pas suffisantes à nos yeux et c'est pourquoi nous sommes là pour travailler avec les Russes", lui a répondu John Kerry, qui a assuré que l'armée américaine "maintenait la pression sur le régime syrien".

Et alors que Sergueï Lavrov lui faisait part de ses espoirs de concrétiser leurs attentes respectives lors des discussions, John Kerry a affiché un scepticisme peu diplomatique: "Vous voulez que je vous croie sur parole ? C'est un peu tôt pour cela"...

"Les attentes sont fortes (...). Cela doit être réel, cela doit être complet, cela doit être vérifiable, cela doit être crédible. Ensemble, nous allons tester la capacité du régime syrien à tenir ses promesses", a souligné le secrétaire d'Etat américain, qui n'a pas commenté les propos tenus quelques heures plus tôt par Bachar al-Assad.

Celui-ci s'était engagé à envoyer aux Nations unies les documents nécessaires pour signer l'accord sur l'interdiction de l'utilisation des armes chimiques, lors d'un entretien à la chaîne publique russe Rossia 24, mais il avait aussi demandé en échange des concessions importantes à Washington.

"Quand nous verrons que les Etats-Unis veulent effectivement la stabilité dans la région, cesseront de menacer et de chercher à attaquer, et de livrer des armes aux terroristes, alors nous considérerons que nous pouvons mener le processus jusqu'au bout", avait déclaré Bachar al-Assad, alors que le Washington Post a révélé mercredi soir que les premières livraisons américaines d'armes légères et de munitions aux rebelles ont débuté il y a deux semaines. AFP 12.09

Damas membre de la CIAC, selon l'ambassadeur syrien à l'Onu - Reuters

La Syrie est désormais membre à part entière de la Convention pour l'interdiction des armes chimiques (CIAC), a estimé jeudi l'ambassadeur syrien à l'Onu.

Les Nations unies avaient auparavant annoncé avoir reçu de Damas un document relatif à son adhésion à la CIAC, conformément aux promesses de Bachar al Assad.

"Les armes chimiques syriennes sont un simple moyen de dissuasion contre l'arsenal nucléaire israélien", a poursuivi le diplomate, brandissant ce qu'il a présenté comme un rapport de la CIA sur les armes chimiques de l'Etat hébreu.

"Il s'agit d'une arme de dissuasion et le moment est venu maintenant pour le gouvernement syrien d'adhérer (à la Convention) pour montrer que nous sommes hostiles à toutes les armes de destruction massive", a-t-il ajouté. Reuters 12.09

Chez les barbares.

- Les rebelles syriens rejettent le plan russe sur les armes - Reuters

Normal.

[Un titre trompeur, un contenu réactionnaire, une méthode, le tout conforme au stalinisme.](#)

- M'PEP. Syrie : des médias en position de tir - 12 septembre 2013

Pour commencer un amalgame.

- "Un terrible conflit plonge le peuple syrien dans d'atroces souffrances alimentées par des interventions extérieures : le Hezbollah libanais et des groupes islamistes iraniens qui soutiennent Bachar ; des groupes criminels islamo-fascistes venant de plusieurs pays et qui veulent remplacer le régime syrien par un régime appliquant la charia."

Traduction : il aurait été préférable que le Hezbollah libanais et des groupes islamistes iraniens n'interviennent afin que les "groupes criminels islamo-fascistes" puissent s'emparer du pouvoir.

Les faussaires en action.

- Les États-Unis et certains de leurs alliés se préparent à se mêler à ce conflit..."

Alors que chacun sait à travers une multitude de témoignages et faits relatés par des dizaines de journalistes ou observateurs ou simplement en lisant attentivement les déclarations provenant des Etats-Unis, de Grande-Bretagne, de France, d'Israël, de Jordanie, d'Arabie saoudite, Qatar ou Turquie parus dans les médias dans le monde qu'ils sont directement impliqués dans ce conflit depuis le premier jour, mieux qu'il était impliqué dans sa préparation selon R. Dumas.

Ils ont recruté, formé, financé, armé une armée de mercenaires provenant de plus de 70 pays selon le Réseau Voltaire relatant les données fournies sur l'identité des djihadistes arrêtés ou tué par les autorités syriennes, et chaque jour d'importantes quantités d'armes sont saisies par l'armée nationale syrienne provenant d'Arabies saoudite, du Qatar et d'autres pays de la région.

Tous ces faits sont parfaitement connus, alors pourquoi le M'PEP fait-il comme s'il n'était pas au courant sinon parce qu'il soutient les agresseurs de la Syrie, les véritables envahisseurs qui ont lancé cette offensive sur la Syrie, Obama, Cameron, Netanyaou et Hollande.

Mais la meilleure, c'est qu'ils le savent, plus loin ils écrivent :

- "Ces derniers groupes ("criminels islamo-fascistes") venant pour beaucoup de l'étranger ne bénéficient que d'un très faible soutien de la part de la population syrienne, qui les sait financés par les régimes féodaux des Émirats, armés par la CIA et infiltrés par Al Qaida. "

Le double langage quasi permanent, le fait de mêler quelques vérités ou faits réels à de grossiers mensonges ou des faits invérifiables ou en recourant à d'autres méthodes comme celle des sous-entendus, toute cette panoplie du parfait opportuniste ne sert qu'à embrouiller les militants et à camoufler leur véritable nature ainsi et surtout leur refus de rompre avec le capitalisme et ses représentants, ses institutions, l'ONU par exemple.

Le M'PEP le confirme en s'en remettant à l'ONU.

- "L'ONU se donne pour objectif d'empêcher les conflits, d'en limiter les effets et de tout faire pour y mettre fin. Elle a ordonné une enquête pour savoir qui se livre à des atrocités sur la population civile au moyen d'armes chimiques - interdites par la convention de Genève de 1949 concernant la protection des personnes en cas de conflit armé."

L'ONU a légitimé toutes les guerres impérialistes depuis sa création au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, à aucun moment elle n'a condamné les Etats-Unis et leurs alliés pour avoir agressé, envahi, détruit des pays entiers, massacré des millions de civils innocents à travers le monde, d'Etats qui ne les avaient pas agressés, qui ne leur avaient pas déclaré la guerre. L'ONU s'est accommodé du fait que l'Etat sioniste n'a jamais respecté les centaines de résolutions votées en assemblée plénière depuis 1948.

Le M'PEP l'ignorerait-il ? Bien sûr que non, ainsi il légitime toutes ces guerres et tous ces crimes en falsifiant le rôle tenu par l'ONU depuis sa création. Ce sont des révisionnistes qui passent leur temps à réécrire l'histoire.

Le M'PEP se fie aux enquêteurs que l'ONU a désigné elle-même et dont on peut douter (sic!) fortement de l'indépendance ou de l'impartialité.

L'ONU est une institution supranationale fondée à l'initiative et pour les véritables maîtres du monde au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, les puissants banquiers de la Fed qui se seront enrichis pendant cette guerre et qui mettrons ce trésor de guerre au service des différents Etats capitalistes pour assurer leur reconstruction (plan Marshall notamment) et qui procéderont à la relance de l'économie mondiale.

L'ONU placée sous la coupe du Conseil de sécurité constitué des Etats-Unis, de la Russie, de la Chine, de la Grande-Bretagne et de la France, cinq Etats impérialistes, cette instance qui fonctionne plus ou moins comme un gouvernement mondial s'est donnée pour objectif de se soumettre la totalité des autres Etats de la planète, de se partager leurs richesses.

L'ONU et le Conseil de sécurité n'ont aucune légitimité en dehors de celle que lui accorde les gouvernements impérialistes des pays les plus puissants, jamais, en aucune circonstance on ne s'adressera à cette institution qui est une arme de guerre contre tous les peuples, contre la révolution socialiste internationale. Telle est notre position, et elle n'est pas négociable.

Comme toujours dans ce genre d'articles, il arrive un moment où leurs auteurs vont se vendre avant de vous présenter leurs positions.

- "On regrettera que des organisations opposées à la guerre adoptent le même comportement que les grands médias, en considérant, par principe, sans attendre les résultats de l'enquête des inspecteurs de l'ONU, que le régime de Bachar el-Assad

n'est pas coupable de l'utilisation d'armes chimiques. Nul ne connaît la vérité pour le moment. Les deux parties en conflit sont toutes les deux techniquement et moralement parfaitement capables de commettre de tels actes."

Pour le M'PEP seule l'ONU est légitime pour affirmer ce qui s'est passé le 21 août dernier dans la banlieue de Damas, toutes les preuves matériels impliquant les djihadistes diffusés par plusieurs sources n'ont aucune valeur à leurs yeux, le M'PEP adopte ici la même attitude infâme qu'Obama et Hollande, c'est parfaitement clair, la soumission du M'PEP à l'ONU est totale, une et indivisible ! Le moment est arrivé de laisser tomber le masque de ce mouvement contre-révolutionnaire, réactionnaire. Allez, on rentre au bercail.

- "Le M'PEP s'associera à toutes les manifestations contre la guerre. Il soutient les revendications du Mouvement de la Paix ."

Mouvement de la Paix qui avait rassemblé dernièrement 250 personnes pour manifester contre la guerre, impressionnant n'est-ce pas, attendez avant de vous marrer, c'est que maintenant le PCF revendique le recul des va-t-en-guerre, là vous pouvez vous lâcher c'est à en tomber à la renverse, ces gens-là sont des manipulateurs professionnels, plus pourris et cyniques c'est impossible.

La suite, leurs revendications sont conformes au stalinisme, on ne se refait pas.

Mais attention, s'il y a un piège, grossier, ils emploient une méthode qui relève du domaine du double langage ou comment dire, des positions contradictoires sont proposées qui ne se neutralisent pas vraiment ou dans un sens bien précis, au profit de celles qui sont réactionnaires. Prenons un exemple plus simple pour bien comprendre comment fonctionne ce procédé, cela vous servira dans le futur.

D'un côté le POI traite Hollande de "président-Bonaparte", cela ne coûte rien, ne mange pas de pain, Hollande s'en fout, quant à nous où aux travailleurs ils ne trouveront rien à redire à cette caractérisation à l'emporte-pièce, c'est comme prêcher des convertis, et d'un autre côté il fait signer une lettre contre la guerre qu'il se destine à porter au dictateur qu'il légitime au passage, il est là le piège pourri, il sert à rabattre les travailleurs vers Hollande, pour le compte de Hollande, du PS, du régime, le camp de la guerre contre la Syrie.

Pour comprendre la politique du POI et la nature contre-révolutionnaire de ses dirigeants il faut avoir à l'esprit qu'elle s'inscrit sur le long terme, elle vise la stabilité et la survie du régime en place et rien d'autre, sinon on va lui prêter des vertus qu'elle n'a pas et se faire manipuler.

A l'arrivée, c'est ici l'essentiel qu'il faut bien comprendre, se graver dans le cerveau, le POI fait signer une lettre contre la guerre en soutenant le régime qui est pour cette guerre, inutile de se demander qui sort gagnant de cette opération, on va s'y coller pour aider ceux qui ne s'y retrouveraient pas, comme le POI n'a aucun pouvoir pour influencer sur le cours de la situation, cela revient à laisser Hollande faire ce qu'il veut une fois légitimé par cette pétition, il en sort même renforcé, il peut remercier le POI, ne vous en faites pas pour cela, ils savent s'y faire et possèdent une très longue expérience dans ce domaine.

Le PCF ou le M'PEP procède de la même manière ici. Il présente deux propositions correctes mais qui finalement sont déjà partagées par la majorité des masses, donc cela ne leur coûte rien, les cinq autres servent à témoigner leur soumission à leurs maîtres, à charge de revanche, qui leur rendra bien par de menus services, etc.

Les propositions acceptables.

- "Non à toute intervention armée en Syrie ,"

Précisons occidentale, vous verrez plus loin pourquoi.

- "Non à la participation de la France à une action militaire ,"

Non à TOUTE participation militaire ou ingérence de la France dans les affaires de la Syrie, c'est mieux.

Les propositions totalement inacceptables.

- "Négociation et mise en œuvre d'un processus de paix inspiré de Genève II, avec un cessez le feu immédiat ";

Non, c'est uniquement au peuple syrien de décider de son sort !

- Non à toute ingérence militaire étrangère ;

Là ils visent la Russie, l'Iran, le Hezbollah, il s'agit d'une "ingérence" officielle, pendant que l'Arabie saoudite et d'autres pays continuerait de fournir officieusement des armes aux djihadistes.

- "Embargo sur les armes de toutes provenances ;"

Les armes déclarées, une nouvelle fois ils visent la Russie qui fournit légalement des armes à la Syrie, tout en sachant que le camp adverse en reçoit illégalement, il s'agit donc de favoriser le camp des mercenaires djihadistes et de l'impérialisme anglo-saxon-sioniste. Ils ne sont pas opposés à cette guerre, ils partagent l'objectif d'Obama et Hollande en réalité.

- "Organisation des secours aux populations syriennes par les grandes ONG internationales ;"

ONG qui sont toutes sans exception à la solde de l'impérialisme américain, financées par lui, quand elles ne sont pas des agences de la CIA, USAIDS par exemple. Là aussi, toutes les données sur ces ONG figurent dans le Net, il suffit de les consulter pour connaître la véritable nature de ces ONG.

- "Cessation des entraves au droit à l'information ;"

On aurait presque envie de leur dire de la fermer ! Ils sont parmi les premiers à manipuler l'information ! - "Saisine du Tribunal Pénal International pour les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité."

Il n'a aucune légitimité, il doit être aboli ! C'est le discours de Fabius !

Faites le compte, il n'y a pas photo, on est bien en présence d'imposteurs qui prétendent parler au nom des travailleurs, alors qu'ils sont au côté de leur ennemi.

[Dictature. Le PS fait du zèle, normal.](#)

- Des élus parisiens exigent le gel des avoirs de l'oncle de Bachar el-Assad - LeFigaro.fr

Le socialiste Christian Sautter, adjoint au maire en charge de l'emploi et ancien ministre du Budget, a alerté par mail tout un réseau d'amis et de proches sur la situation. LeFigaro.fr 12.09

Commentaire d'internaute

1- C'est vraiment du grand n'importe quoi ! Il est exilé depuis 1982, et maintenant, certains veulent saisir ses biens et les reverser aux rebelles, tout en sachant qu'une grande partie des rebelles sont des terroristes. Et d'un autre côté, on laisse le Qatar investir à tours de bras en France, en leur faisant des cadeaux fiscaux. Quel drôle de monde que le nôtre !

2- ça tourne vraiment à la dictature la france...

Heureux de vous l'entendre dire, si même des lecteurs du Figaro s'en aperçoivent, c'est qu'il y a lieu de s'inquiéter. Le PS est un parti antisocialiste qui favorise l'instauration d'une dictature en France et cela depuis 1914.

[ACTUALITE EN TITRES](#)

[Cadeau !](#)

- Nouvelles aides pour l'industrie agroalimentaire - Reuters

[Plus tard, je ne dirai pas non.](#)

- Diesel: "pas le moment de rajouter une taxe" selon Pierre Laurent - AFP

[L'offensive continue.](#)

- Portugal: le gouvernement taille dans les pensions des fonctionnaires - AFP

Le gouvernement portugais a adopté jeudi en conseil des ministres une mesure d'austérité très contestée visant à effectuer des coupes de près de 10% dans les pensions des fonctionnaires supérieures à 600 euros par mois.

Ce projet de loi a fait l'objet d'âpres négociations avec les syndicats.

Selon Helder Rosalino, secrétaire d'Etat à l'Administration publique, la mesure concerne selon lui les deux tiers des 468.000 fonctionnaires à la retraite.

Le gouvernement a également modifié une mesure visant à licencier des fonctionnaires sans affectation, qui a été censurée fin août par la Cour constitutionnelle.

Selon la nouvelle mouture, les fonctionnaires en disponibilité recevront pendant douze mois 60% de leur salaire, puis 40% "pendant une période indéterminée". Ils ne pourront donc plus être mis à la porte, mais les coupes salariales seront plus élevées que prévu dans la première version du projet.

Dans le cadre de la réforme de l'Etat, le gouvernement souhaite supprimer quelque 30.000 postes de fonctionnaires, sur un total de 575.000 comptabilisés fin juin. Depuis 2005, 173.000 postes ont déjà été détruits dans la fonction publique. AFP 12.09

Avec la complicité de syndicats corrompus tout est possible. Chut, ils sont "indépendants" ! De l'Etat bien sûr !

- Bientôt un Grec sur trois au chômage ? - LePoint.fr

Le taux de chômage sur la péninsule a atteint un nouveau record, à 28 %. Des estimations prédisent que ce taux va encore grimper l'année prochaine.

Près de six jeunes de moins de 24 ans sur dix n'ont pas d'emploi, soit 58,8 %.

Selon l'étude annuelle de l'institut de recherche de la centrale syndicale GSEE, publiée il y a une semaine, le taux de chômage atteindra de 29 à 30 % à la fin de l'année et 31,5 % en 2014, des taux qui renverront le pays à la situation qu'il connaissait en 1961 : la Grèce présentait alors la structure d'un pays en voie de développement marqué par une forte émigration. "Les politiques conduites durant la période 2010-2013 ont ramené l'économie grecque et le niveau de vie de la majorité des citoyens à un passé lointain", estiment les analystes de cet institut. Ce serait aussi près de trois fois le taux du chômage français actuel... LePoint.fr 12.09

On pourrait appeler cela d'effondrement contrôlé du capitalisme orchestré par Goldman Sachs et Cie. relayé par l'UE, la BCE dirigé par un ex-banquier de Goldman Sachs. Voilà qui confirme notre analyse.

- Christian Noyer prône davantage d'économies et de réformes - Reuters

La France doit s'attaquer vraiment à la réduction de ses dépenses et baisser le nombre de ses fonctionnaires pour redresser des finances publiques très fragiles, estime le gouverneur de la Banque de France.

Pour réduire les dépenses, Christian Noyer estime qu'"il faut aujourd'hui reprendre la réduction des effectifs globaux" des fonctionnaires, arrêtée par François Hollande, contraindre l'évolution des rémunérations et limiter l'indexation sur l'inflation de certaines dépenses sociales.

Pour redresser la compétitivité des entreprises, "il faut alléger les charges liées aux facteurs de production" et "alléger les réglementations fiscale et sociale, la bureaucratie qui étouffe les plus petites entreprises", ajoute-t-il. Reuters 12.09

Ne vous bilez pas, il y viendra ou son successeur...

- Grande-Bretagne: prochaine privatisation de Royal Mail - AFP

[Il ne sera pas dépaysé !](#)

- Le prince William quitte la RAF pour se consacrer au caritatif - Reuters

[C'était un aveu : l'Etat terroriste est responsable de la paupreté...](#)

- Obama avait-il raison en reliant terrorisme et pauvreté, quelques jours après le 11-Septembre? - Slate.fr -

Recyclage des truands.

- Financement de la campagne Balladur: Mongin et Bazire mis en examen - AFP

Deux ex-collaborateurs d'Edouard Balladur, le PDG de la RATP Pierre Mongin et le dirigeant de LVMH Nicolas Bazire, ont été mis en examen jeudi par les juges qui cherchent à savoir si les fonds spéciaux de Matignon ont servi à un financement occulte de sa campagne présidentielle de 1995. AFP 12.09

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Turquie

La police turque est à nouveau intervenue jeudi 12 septembre au soir à Istanbul pour disperser avec des gaz lacrymogènes et des canons à eau des milliers de personnes qui manifestaient pour dénoncer la mort d'un jeune protestataire lundi.

Pour le deuxième soir consécutif, des incidents ont opposé les forces de l'ordre à quelque 2 000 à 3 000 personnes dans le quartier de Kadiköy, sur la rive anatolienne du Bosphore, un quartier considéré comme un fief de l'opposition.

La police a fait usage de gaz lacrymogène, de canons à eau et tiré des billes en plastique pour empêcher les manifestants de s'approcher du siège local du Parti de la justice et du développement (AKP). Les incidents se sont poursuivis pendant plusieurs heures.

Des affrontements similaires se sont déroulés mercredi soir dans le même quartier de Kadiköy et mardi autour de l'emblématique place Taksim d'Istanbul.

Selon les médias turcs, des incidents ont également opposé policiers et manifestants jeudi soir à Ankara, la capitale turque, et Antakya, au sud du pays, où Ahmet Atakan, un jeune de 22 ans a perdu la vie lundi soir lors de heurts avec la police. Sa famille affirme qu'il a été tué par un projectile tiré par la police, ce qu'a démenti le ministre de l'intérieur Muammer Güler.

Ce décès a entraîné une recrudescence de l'agitation dans toute la Turquie, faisant planer la menace d'une reprise de la fronde antigouvernementale sans précédent qui a agité toute la Turquie en juin. A six mois des élections municipales, le premier ministre islamo-conservateur Recep Tayyip Erdogan a accusé jeudi le principal parti d'opposition, le Parti républicain du peuple (CHP), d'être à l'origine de ce regain d'agitation. Lemonde.fr 13.09

2- Chili

Quarante-deux policiers ont été blessés et 264 personnes arrêtées lors des violentes manifestations qui ont marqué, dans la nuit de mercredi à jeudi à Santiago, la commémoration du coup d'Etat contre Salvador Allende il y a 40 ans, selon un bilan officiel.

Ce bilan, publié jeudi, ne précise pas le nombre de manifestants blessés durant ces heurts qui se sont produits dans la périphérie de la capitale chilienne.

Parmi les policiers blessés, six ont été grièvement atteints par balles ou par des jets d'acide, a dit le ministre de l'Intérieur et de la Sécurité Andrés Chadwick.

Le chef de la police de la région de Santiago, le général Rodolfo Pacheco, figure parmi les blessés et souffre d'un "*traumatisme cérébral*" après avoir été touché par un cocktail Molotov.

Le ministre a ajouté que 264 manifestants avaient été arrêtés.

Trois autobus et sept minibus ont d'autre part été incendiés en plus de cinq voitures particulières dans ces violences qui avaient commencé en début de journée mercredi.

Afin de limiter les débordements, récurrents à cette date anniversaire, les autorités avaient mis en place un plan spécial comprenant le déploiement de 8.000 policiers supplémentaires dans la capitale.

Des incidents se sont également produits dans les villes de Valparaíso (120 km à l'ouest de Santiago) et Concepción (500 km au sud). AFP 12.09

SOCIAL

France

Une cinquantaine de personnes travaillant pour un sous-traitant du Park Hyatt Paris-Vendôme ont manifesté jeudi devant cet hôtel parisien, situé rue de la Paix, pour dénoncer leurs conditions de travail et réclamer d'être embauchées par le palace, a constaté une journaliste de l'AFP. *«Nos conditions de travail sont déplorables. C'est de l'esclavage moderne. Nous sommes payées à la tâche et non à l'heure. On peut même nous obliger à venir travailler pendant nos jours de repos»*, a affirmé à l'AFP Debora Follot, femme de chambre depuis deux ans de l'hôtel cinq étoiles.

Il y a *«près de 70% de grévistes»*, selon Debora Follot.

Pour Claude Levy, de la CGT, syndicat qui appelait les salariés à la grève, *«c'est le seul grand hôtel parisien qui sous-traite son personnel»*. *«Nous demandons l'embauche immédiate des salariés, le 13e mois et le paiement de toute heure supplémentaire»*, a-t-il indiqué. *«Il est inacceptable de constater dans un palace des violations quotidiennes du Code du travail et un statut social aussi bas»*, a-t-il ajouté, en précisant que *«l'entreprise avait parfaitement les moyens avec un chiffre d'affaire réalisé en 2012 de 41,6 millions d'euros»*. 20minutes.fr 12.09

Vous êtes pauvre et vous devez le rester, c'est tout, et même si on est riche, très riche, hyper riche, vous devrez rester pauvre.

Vous vous souvenez du crétin qui me harcelait pas mail et qui croyait avoir trouvé une faille dans ma démonstration sur le mondialisme et son objectif, qui m'avait objecté que si si les banquiers de la Fed pouvaient fabriquer de la fausse monnaie en quantité illimitée il n'y aurait aucune raison pour qu'ils ne la distribuent pas généreusement à tous les pauvres de la planète histoire d'être tranquille.

C'était bien mal les connaître et n'avoir rien compris à leur stratégie, indirectement on en a la preuve ici ; un palace destiné à une clientèle hyper riche engrange d'énormes profits et surexploite le petit personnel que ses propriétaires traitent comme des esclaves, normal.

Ce n'est pas toujours le cas notez bien, certains riches traitent généreusement leur personnel de maison pour se faire passer pour des philanthropes ou s'acheter une bonne conscience pour pas cher finalement, ou par crainte de se faire voler !

Vendredi 0h40 en Inde

Demain avant midi je mettrai en ligne 25 nouveaux articles dont la plupart sur la Syrie. Il est 0h40, je viens encore de bosser pendant 3h40 et je suis crevé.

J'ai commencé de rédiger une nouvelle analyse de la situation en rapport avec la Syrie, car il y a certains points que l'on doit éclaircir, avant de continuer je dois lire quelques articles histoire de récolter des informations complémentaires.

L'intervention militaire occidentale est écartée pour le moment, on ne peut que s'en féliciter.

Tout le mérite revient à l'héroïque peuple syrien victime d'atrocités commis par les mercenaires salafo-takfiristes soutenus par Obama et Hollande, aux peuples du monde entier qui ont manifesté leur rejet de cette guerre impérialiste ainsi que le double langage des partis du mouvement ouvrier, aux journalistes et aux intellectuels qui ont participé à l'émergence de la vérité contre l'ensemble des médias vendus à la cause de la guerre.

Quelques vidéos

Nous conseillons à ceux qui *"ne savent pas ce qui s'est passé"* (POI) le 21 août 2013 dans la banlieue de Damas de bien regarder ces vidéos.

RT. Poutine au G20 :l'attaque chimique est une provocation des 'rebelles' en Syrie - Publiée le 12 sept. 2013
<http://www.youtube.com/watch?v=9m2l17jKBEA>

Ce n'est pas le gouvernement Assad qui a utilisé le gaz sarin - Publiée le 9 sept. 2013
<http://www.youtube.com/watch?v=ykx1vrEyH4>

Un enfant "rebelle" décapite un homme âgé - Publiée le 4 sept. 2013 - Internationalnews
<http://www.youtube.com/watch?v=4nCfk7eEsOw>

US-backed Takfiri militants behead 2 Christians including priest in Homs - 28 juin 2013
<http://www.presstv.ir/detail/2013/06/28/311232/usbacked-takfiris-behead-priest-in-homs/>

Fabriquer la contestation en Syrie (documentaire de Lizzie Philan, VOSTF) - Publiée le 26 mai 2013 - Internationalnews
<http://www.youtube.com/watch?v=ECiZHvb6280>

Ce documentaire décrit la guerre psychologique menée par les médias principaux pour faciliter le renversement du gouvernement syrien selon l'agenda occidental. Il montre comment les médias ont contribué directement à l'effusion de sang en Syrie.

Il dé-construit les principales allégations présentées par ces acteurs, à savoir que le gouvernement syrien aurait systématiquement réprimé des manifestations pacifiques perdant ainsi sa légitimité. Il montre comment de telles allégations ne sont donc que de la propagande destinés à servir les intérêts de la politique étrangère de leur pays.

Ce documentaire comprend :

-la preuve de faux rapports diffusés / publiés par CNN, BBC, Al Jazeera et d'autres ;

-des entretiens avec un échantillon de la population syrienne : un acteur, un artisan, un journaliste, un résident de Homs et un militant qui ont tous été touchés par la crise.

[Quelques articles en rapport avec la Syrie.](#)

Le locataire du Château est un "**roquet frétilant**."

L'enchaînement des événements, ces der nières quarante-huit heures, ayant trait à la crise syrienne ont, ce qui n'est pas une surprise pour ceux qui ne se trompent pas sur ses enjeux, confirmé que seuls l'Amérique et la Russie détiennent la clef d'une solution à cette crise. Ils ne sont pas non plus surpris qu'il ait semé la confusion au sommet de l'Etat français où l'on a été à mille lieues de penser que Russes et Américains conviendraient d'un scénario de sortie de cette crise sans consultation et négociation avec Paris.

François Hollande et son ministre des Affaires étrangères Laurent Fabius ont du mal à digérer la mise à l'écart de la France des tractations secrètes entre Moscou et Washington qui a abouti au coup de tonnerre diplomatique qu'ont été l'annonce de la proposition russe de placer sous contrôle international l'arsenal chimique syrien, l'accueil approbateur qu'elle a reçu de la part du président américain et son acceptation instantanée par Damas.

L'ignorance dans laquelle ils ont été tenus les a placés dans l'humiliante posture de se contenter de prendre acte d'un scénario pour l'écriture duquel ils n'ont été ni consultés ni avisés qu'il se préparait. Ce traitement, le président français aura du mal à le digérer et encore plus à l'expliquer à son opinion nationale après lui avoir martelé que la France joue un rôle décisif dans la crise syrienne qui en fait un acteur incontournable sans lequel rien ne peut s'envisager pour y mettre terme.

Les partisans du président Hollande se sont insurgés de le voir comparé à Tony Blair à qui ses détracteurs avaient collé le qualificatif de « *caniche* » de George W. Bush pour son suivisme déshonorant à l'égard de celui-ci et de sa politique criminelle à l'endroit de l'Irak et de son peuple. Ils constatent atterrés que leur héros s'est mis dans une posture encore plus humiliante à l'égard d'Obama dans la crise syrienne que celle de l'ex-Premier ministre britannique, et sans lui valoir, ce qui est plus grave dans son cas, d'être traité par le président américain en allié stratégique à mettre dans le secret des tractations qu'il a avec son homologue russe sur le dossier syrien sur lequel celui-ci a engagé la crédibilité de la France dans l'arène internationale.

Pris de court par l'initiative russe et l'empressement d'Obama à la considérer comme « *potentiellement positive* », Hollande et Fabius ont tenté un baroud d'honneur visant à créer l'illusion que la France est en capacité de faire obstacle à l'accord du deal russo-américain sur lequel ils n'ont pas été consultés. Il a pris la forme d'un projet de résolution française auprès du Conseil de sécurité de l'ONU dont le contenu provoquant et arrogant a été aussitôt qualifié « *d'irrecevable* » par les Russes. Son baroud d'honneur ayant tourné au pétard mouillé, Paris va devoir essayer un autre camouflet humiliant, celui de se ranger au projet

de résolution américaine rédigée avec l'accord tacite de Moscou.

Au fin fond de la solitude diplomatique qui est celle de la France, l'on ne voit pas Hollande la découpler de son puissant allié américain. « *Flamby* » n'en est pas à un aplatissement près. Dans cet exercice, il a incontestablement ravi la palme à Tony Blair. Plus que « *caniche* », il s'est fait roquet frétilant. french.irib.ir 12.09

Que dire de ceux qui servent la soupe à Hollande, qui le ménagent, qui ménagent leurs propres intérêts, qu'y a-t-il de plus bas ou près du caniveau ? Comment peut-on vivre en étant comme cela, c'est un truc qui m'épate, je me demande comment ils font, cela me dépasse, vous voyez qu'on n'a pas toujours réponse à tout, parfois cela vaut mieux !

Le chef du renseignement saoudien plébiscité par Hollande et Obama est un criminel de guerre.

Les médias arabes évoquent depuis deux jours les efforts destinés à traduire en justice le chef du renseignement saoudien, Bander Ben Sultan, pour crime de guerre. L'institut d'études et d'informations du monde unique, composé des dizaines d'avocats envisagent de porter plainte contre le chef du renseignement saoudien pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité en Syrie. D'autres charges pèsent aussi contre lui, selon ces avocats : soutien financier au terrorisme, planification d'actes terroristes, chantage des institutions juridiques... l'institut en question s'empare en effet de l'initiative d'un personnage médiatique arabe bien connu, Nazal Kaban.

Le dossier qui se constituera contre Bandar, comporte de nombreux éléments qui plaident tous en faveur de la culpabilité de celui que les arabes surnomment " *prince des complots*". L'institut en question emploie des dizaines de conseillers juridiques et entend traduire en justice internationale le Saoudien pour les crimes qu'il a commis depuis plus de deux ans en Syrie. french.irib.ir 12.09

ACTUALITE EN TITRES

[La démocratie en marche !](#)

- Jordanie. Un député tire à la Kalachnikov au Parlement - Le Nouvel Observateur
- Libye: le torchon brûle entre le Premier ministre et les Frères musulmans - AFP

[Au pays des oligarques.](#)

- Plus de 300 milliardaires en Chine - LeMonde.fr

[Crise du capitalisme](#)

- Les destructions d'emplois s'intensifient malgré la reprise de la croissance - L'Expansion.com
- Emploi : 34 600 postes détruits en France dans le secteur marchand au 2e trimestre - Francetv info

[Merci patron, non, merci LO, appendice du stalinisme.](#)

- Usine PSA d'Aulnay: inquiétudes sur la mise en oeuvre des reclassements - AFP

[Le PS poursuit et amplifie la politique de l'UMP](#)

- Loyers: les députés décident de pénalités pour les retards de paiement - AFP
- Budget: des tailles dans la dépense, les mesures déjà contestées - AFP

[Comment enseigner ce qu'on ignore ? La version officielle de G. W. Bush fera l'affaire.](#)

- Comment enseigne-t-on le 11-Septembre aux élèves français? - Slate.fr

Les professeurs d'histoire sont dans leur immense majorité des fonctionnaires bêtes et disciplinés qui ne veulent pas avoir

d'histoires, ils sont payés pour soutenir la version livrée sur un plateau par leur employeur et les éditeurs de manuels scolaires, l'ensemble étant lié aux commanditaires du coup d'Etat du 11 septembre 2001. Ce sont des serviteurs de l'Etat au sens où l'entendait Lénine au début du XXe siècle...

Intox

- USA: le sauvetage de l'économie "*moins coûteux que prévu*" en 2008 - AFP

Le plan de sauvetage de l'économie américaine, lancé il y a cinq ans après la faillite de Lehman Brothers, a "*bien*" marché et a "*été moins coûteux*" que prévu, ont assuré mercredi de hauts responsables du Trésor.

Baptisé TARP ("*Troubled Asset Relief Program*"), ce programme d'aide centré sur les banques et le secteur automobile aura coûté 421 milliards de dollars qui ont aujourd'hui été intégralement remboursés aux autorités, ont affirmé ces hauts responsables sous couvert de l'anonymat.

Sûr ?

Du côté de l'industrie automobile, où le gouvernement est venu au secours de General Motors et de Chrysler, le Trésor s'attend en revanche à une perte d'environ 15 milliards de dollars.

"*Le coût d'une non-intervention aurait été bien plus lourd en terme d'emplois et de retraites perdus*", a néanmoins certifié le responsable du Trésor.

L'Etat américain détient encore quelque 10% de titres GM en circulation, contre deux tiers au pire de la crise.

Le volet d'aide à l'immobilier est lui aussi lourdement déficitaire et pourrait coûter entre 16 et 38 milliards de fonds publics, selon le Trésor. Le TARP ne comprend par ailleurs pas les 188 milliards de dollars déboursés pour le sauvetage des géants du refinancement immobilier Fannie Mae et Freddie Mac. AFP 12.09

Et à coup sûr ils en oublient encore ! Pas le temps d'entrer dans les détails.

[Quel rapport n'est pas nuisible en régime capitaliste ? Aucun !](#)

- Un salarié sur deux estime que le travail nuit à la santé - Le Nouvel Observateur

[Peut-on encore douter que les sionistes sont à l'origine de la stratégie tendant à imposer une dictature mondiale ?](#)

- Ecoutes numériques : la NSA aurait transmis ses données à Israël - LeMonde.fr

Les sionistes ont inventé le néolibéralisme et la stratégie de gouvernement mondial qui impose comme préalable pour se réaliser un contrôle total de la population. Ils se leurrent sur leur capacité à y parvenir, même désarmées sur le plan politique et organisationnel les masses ont démontré avec l'affaire syrienne qu'elles étaient encore capable de tirer les enseignements des expériences récentes qu'on leur a imposées pour refuser d'être manipulées et de soutenir une guerre qui n'était pas la leur.

Israël est le centre mondial de la contre-révolution, de l'offensive néolibérale à l'échelle mondiale, c'est aussi le centre de recrutement et de formation des intellectuels d'origine juive passés au sionisme et farouches réactionnaires, antisémites, racistes, xénophobes, anticommunistes, qui composent une multitude de fondations, instituts, cercles, think tanks qui déversent à longueur de temps leur haine dans les médias qui soutiennent la même idéologie. Avec l'extrême droite dont ils sont les alliés, ils sont la pire vermine que l'espèce humaine a engendrée.

[Les tortionnaires auront tout fait supporter à leurs victimes en effet !](#)

- Chili: Julio Iglesias, un instrument de torture à l'époque de Pinochet - 20minutes.fr

[Enfin une bonne nouvelle !](#)

- "*Taratata*" revient le 18 octobre sur Internet - LeMonde.fr

INFOS EN BREF

SOCIAL

France

Le doigt, la main, le bras, tout y passera.

Un débrayage d'une à deux heures des équipes du matin et de l'après-midi a perturbé la production de l'usine du constructeur PSA à Mulhouse (Haut-Rhin), mercredi, à l'appel des syndicats CFDT, CGT et CFTC, a-t-on appris auprès des syndicats et de la direction.

Ce mouvement de grogne entendait mettre en garde la direction du groupe automobile qui a proposé jeudi dernier un gel des augmentations générales de salaires, des hausses limitées en 2015 et 2016 et la suppression de certains avantages sociaux dans le cadre de l'accord de compétitivité en cours de négociation.

"Les propositions de la direction faites lors de la réunion du 5 septembre, se traduiraient par une perte importante de rémunération et une dégradation des conditions de travail. Elles ont été vécues par les salariés comme une provocation", a déclaré la CFDT dans un communiqué.

Les syndicats ont fait état de 500 grévistes sur les deux lignes de montage le matin et de 350 l'après-midi.

La direction de l'usine alsacienne chiffrait de son côté le nombre de grévistes à 400 le matin, moitié moins l'après-midi.

"Nous avons perdu 120 voitures, pour moitié des 2008 (un véhicule qui monte actuellement en cadence), ce qui est très dommageable pour le site", a indiqué à Reuters un représentant de la direction.

Le débrayage de ce mercredi ne concernait que Mulhouse, une usine réputée plutôt calme. Reuters 11.09

A plusieurs reprises et à nouveau ces derniers jours nous avons expliqué en quoi consistait la stratégie néolibérale : destruction des droits politiques, liquidation des droits sociaux, et pour finir baisse drastique du niveau de vie une fois les deux premières conditions remplies, vous en avez ici la démonstration, et ce n'est qu'un début, en Grèce ils sont parvenu à la généraliser ou presque, au Portugal en grande partie aussi, moins pour le moment en Espagne et en Italie, mais cela figure bien à leur programme.

Certains s'imaginaient que nous versions dans la théorie du complot en reprenant dans notre analyse cette théorie néolibérale, je comprends qu'il y ait eu des raisons d'être sceptique au début, je l'ai été moi-même, mais comme je voulais en savoir davantage avant de me prononcer, j'ai étudié à fond sur quoi elle reposait pour voir s'il s'agissait de quelque chose de sérieux ou d'une supercherie ou une divagation d'illuminés, je suis arrivé à la conclusion qu'elle constituait l'axe de combat de l'oligarchie financière qui domine le capitalisme mondial de nos jours, et qu'on la retrouvait dans pratiquement toutes les politiques sociales ou politiques mises en oeuvre par de très nombreux pays et institutions.

J'ai reproduit la déclaration du représentant de la direction de PSA parce qu'elle fournit un éclairage particulier sur l'objectif que le néolibéralisme s'est fixé, elle confirme aussi ce qui a été dit dans les deux paragraphes précédents, à savoir que demain le travailleur devra adopter le mode de pensée d'un esclave servant exclusivement les besoins de ses maîtres, et qu'en aucun cas il ne devrait ou il ne pourrait adopter un mode de pensée indépendant parce que les conditions seront réunies pour l'en empêcher ou l'en dissuader, car c'est seulement en échange de sa soumission totale à cette exigence qu'il pourra prétendre survivre.

Avec la complicité des syndicats traîtres et jaunes

Le syndicat majoritaire de l'usine d'Aulnay-sous-Bois et le maire socialiste de la ville ont appelé mercredi PSA à mettre *"un coup d'accélérateur"* pour éviter aux 3.000 salariés de se retrouver à Pôle Emploi après la fermeture du site, prévue début 2014.

"On entend le tic-tac de l'horloge qui tourne" et les salariés ont peur de *"mourir à petit feu"*, alors qu'une première phase du plan social, dite *"volontaire"*, doit se terminer le 31 décembre, a déclaré Tanja Sussest, déléguée du syndicat SIA, lors d'une conférence de presse à Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis).

La direction a communiqué mardi au comité d'entreprise le chiffre de 2.177 salariés reclassés en interne ou en externe, a-t-elle dit.

Ce chiffre inclut selon elle 850 personnes qui n'ont signé qu'une déclaration *"d'intention"* en vue d'un reclassement ou d'un départ

dans une autre entreprise, et seuls 1.331 salariés ont effectivement retrouvé du travail, chez PSA et ailleurs, a cependant précisé Mme Sussest.

"Il reste encore 1.500 personnes sur site qui n'ont pas de solution, les plus fragiles, ceux qui ont le moins de compétences (...) Ça va être de plus en plus tendu", a-t-elle ajouté.

Seule "une trentaine" de salariés de PSA Aulnay ont retrouvé un emploi chez les gros employeurs publics ou parapublics de la région (RATP, SNCF ou Aéroports de Paris), où des centaines de reclassements étaient espérés, selon le maire PS Gérard Segura.

la dernière voiture doit sortir du site d'Aulnay fin octobre 2013, avant une fermeture définitive de l'usine en 2014. A partir du 1er avril, la direction pourra légalement envoyer des lettres de licenciements. Le groupe a toutefois promis de ne pas recourir aux licenciements secs.

De son côté, le maire a fait part de ses inquiétudes sur l'implantation prévue sur le site d'une plateforme logistique censée recruter 540 anciens de PSA Aulnay en 2015.

Les demandes de permis de construire qui avaient été déposées par l'entreprise ID Logistics pour s'implanter "ont été retirées", sans que M. Segura puisse dire si le projet était compromis, ou si de nouvelles demandes allaient être déposées.

Alors que la mairie espérait attirer des entreprises "à forte valeur ajoutée" sur les 170 hectares du site, stratégiquement placés au nord de Paris, à ce jour, "aucune autre solution sérieuse" que la plateforme logistique n'a été évoquée, a-t-il souligné. AFP 11.09

[Haut de page ↗](#)

Le 14 septembre 2013

CAUSERIE

Le front Al-Nosra, Al-Qaïda, les régimes féodaux du Golf, les djihadistes wahhabites, salafistes, takfiristes porte-parole de la démocratie selon Hollande.

Question : Comment faut-il caractériser le PS et ses satellites sur le plan politique ? Qui ose encore prétendre qu'il seraient de gauche ? A bas le PS, EELV et le PRG ! A bas la réaction !

DERNIERES INFOS SUR LA SYRIE

Les négociations de Genève sur la Syrie à un "**point crucial**" - Reuters

Les négociations américano-russes de Genève sur le démantèlement de l'arsenal chimique syrien en sont à un "**point crucial**" et se poursuivront samedi, a-t-on appris auprès d'un représentant des Etats-Unis sur place.

Les deux délégations "**s'approchent d'un accord**" sur la taille de cet arsenal, a-t-il précisé, s'adressant à la presse. Reuters 13.09

Syrie la pression s'accroît sur Al-Assad, accusé de crimes contre l'humanité - francetvinfo.fr

Alors que le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon accuse Bachar Al-Assad de "**crimes contre l'humanité**", la communauté internationale ne relâche pas la pression sur Damas. Même si les premières discussions américano-russes à Genève ont été jugées "**bonnes et constructives**" par le secrétaire d'Etat américain John Kerry, vendredi 13 septembre, les Etats-Unis n'écartent toujours pas leur menace d'une action militaire unilatérale contre la Syrie.

"Je pense que le rapport sera un rapport accablant, accablant sur l'utilisation d'armes chimiques, même si je ne peux pas dire cela publiquement avant de l'avoir reçu." C'est ce a déclaré le secrétaire générale de l'ONU Ban Ki-moon vendredi, accusant Bachar Al-Assad d'avoir "**commis de nombreux crimes contre l'humanité**". Si les inspecteurs des Nations unies n'ont pas pour mission de dire qui est derrière l'attaque chimique du 21 août près de Damas, les conclusions de ce rapport s'annoncent sévères pour le régime syrien. (Ils accusent le régime syrien sans preuve. -ndlr)

Washington souffle le chaud et le froid sur les négociations diplomatiques en cours pour le démantèlement des armes chimiques syriennes. De hauts responsables de l'administration du président américain estiment qu'il sauront d'ici à deux semaines si les discussions en cours avec les Russes ont des chances d'aboutir. De son côté, Barack Obama a répété vendredi que tout

accord sur le démantèlement de l'arsenal chimique syrien devait être "*vérifiable et contraignant*".

Parallèlement, les chefs de la diplomatie américaine et russe ont exprimé vendredi l'espoir qu'une avancée sur les armes chimiques de la Syrie favorise la tenue d'une conférence de paix. John Kerry a précisé avoir convenu avec son homologue russe Sergueï Lavrov d'une nouvelle réunion "*à New York autour du 28 septembre*", en marge de l'Assemblée générale annuelle de l'ONU, pour essayer de fixer une date pour une conférence de paix sur la Syrie.

Paris, allié depuis le début de Washington dans ce dossier, ne relâche pas non plus la pression sur le régime de Bachar Al-Assad. François Hollande, qui recevait les chefs des diplomaties saoudienne, jordanienne et des Emirats arabes unis vendredi, a appelé à "*renforcer le soutien international à l'opposition démocratique*" en Syrie. Le ministère des Affaires étrangères français a de son côté fait savoir que l'adhésion annoncée par la Syrie à la Convention d'interdiction des armes chimiques était "*insuffisante*" et insisté sur la nécessité d'un texte "*contraignant*" au Conseil de sécurité de l'ONU. (Le dictateur Hollande reçoit les chefs des barbares qui détruisent la Syrie et massacrent son peuple, normal. Alors camarades du POI et ses satellites trotskistes, pas tentés pour un petit front unique avec le parti de Hollande ? - ndlr)

A la Maison Blanche, on reconnaît toutefois que Moscou n'acceptera pas une résolution du Conseil de sécurité contenant une menace de recours à la force contre la Syrie en cas de non respect de ses engagements sur les armes chimique. La possibilité d'inclure dans le texte d'autres moyens de pression, comme des sanctions, est évoquée. francetvinfo.fr 13.09

C'est à cette institution illégitime, monstrueuse, que s'en remettent le Front de Gauche, le M'PEP et d'autres pour trouver une issue à la guerre en Syrie. Question : le Front de Gauche, le M'PEP quelle légitimité d'où leur vient-elle ? Des ennemis de la classe ouvrière et du socialisme.

[Les terroristes ont fait usage d'armes chimiques, en Syrie - french.irib.ir](http://french.irib.ir)

"*Les terroristes ont fait usage d'armes chimiques, en Syrie*", a déclaré le représentant de la Syrie, auprès des Nations Unies.

"*La difficulté principale, en Syrie, est la présence des groupes terroristes étrangers issus de 83 pays*", a estimé, hier, jeudi, Bachar al-Jaafari, lors d'une conférence de presse, à New York, a-t-on appris de la chaîne de télévision Sky news. "*Les terroristes sont soutenus, militairement et financièrement, et s'infiltrent, en Syrie, avant de se livrer à des actes terroristes*", a-t-il précisé. "*Il faut juger les terroristes, en vertu des résolutions du Conseil de sécurité et du chapitre VII de la Charte des Nations Unies*", a-t-il affirmé, avant d'ajouter : "*Certains groupes terroristes sont liés à l'Arabie. La Syrie demande aux médias de jouer un rôle positif et de réunir la Russie, la Syrie et les Etats-Unis, autour d'un processus constructif, pour la mise en œuvre du plan russe visant à résoudre la crise syrienne*", a-t-il souligné. french.irib.ir 13.09

[Mise au point. Aux "*historiens*" et dirigeants falsificateurs qui pullulent dans nos rangs.](#)

Hafez al-Assad fut présenté par la gauche, l'extrême gauche, les trotskistes, les gauchistes, comme un tyran, un boucher, un nouveau Hitler disaient-ils à l'époque, pour avoir commis une terrible répression contre le soulèvement du peuple syrien en 1982 à Hama, etc.

La confrérie des bonnes consciences et des gauchistes réunie tenait déjà à l'époque le même discours qu'elle tient aujourd'hui contre le régime d'Assad qu'ils s'emploient à diaboliser, criminaliser, oui, exactement comme le font Obama, Hollande, Cameron, l'émir du Qatar, le monarque de Riad, le Premier ministre israélien ou encore Ban Ki-moon depuis hier.

Sauf que voilà, ce qui s'est passé en 1982 en Syrie ne correspond pas à ce qu'on nous a raconté à l'époque et que les gauchistes continuent de répéter en boucle, en réalité, c'est une provocation contre le régime du même type que celle à laquelle nous avons assisté au début de 2011 qui s'était produite en 1982, qui si elle avait été menée à bien aurait conduit à une situation semblable à celle que connaît aujourd'hui la Syrie, à savoir qu'il s'était agi au départ d'un mouvement de contestation du régime qui avait été manipulé par les Frères musulmans que devaient s'en servir pour entraîner la chute d'Hafez al-Assad et installer à la place un régime féodal islamique.

A l'époque Hafez al-Assad présentant le danger que représentait pour la Syrie et son régime un tel mouvement à la tête duquel se trouvait les Frères musulmans, les barbares salafo-takfiristes, il décida de procéder à une répression féroce qui se solda par 10 à 25.000 morts selon les estimations nous dit-on (rappel de l'AFP 13.09), que l'on comparera aux 100.000 morts actuels, les centaines de milliers de blessés, les 2 ou 3 millions de réfugiés et la destruction au trois quart du pays, ses infrastructures, routes, ponts, écoles, hôpitaux, etc. tout en sachant que la note va encore augmenter temps que cette guerre ne sera pas terminée.

Etait-ce à dire qu'Hafez al-Assad avait pris une bonne décision, je ne dirais pas les choses de la sorte, je dirais plutôt que Bachar al-Assad n'a pas vraiment pris la mesure de l'attaque qui était dirigée contre la Syrie début 2011 parce qu'il n'avait pas pris au sérieux la menace qui pesait sur son régime depuis le 11 septembre 2001 ou plus précisément depuis 2006 qu'il était avéré que la Syrie était inscrite sur la liste des régimes à abattre par les néolibéraux sionistes.

On pourrait toujours extrapoler et considérer qu'aussi bien Hafez que Bachar al-Assad étaient responsables de la situation en Syrie et des conditions (des masses) qui avaient permis aux Frères musulmans de monter cette provocation, il est juste d'affirmer sur le plan historique que partout dans le monde quel chef d'Etat, quel gouvernement n'est pas responsable de la situation qui existe dans leur pays, des rapports entre les classes au profit de la classe dominante, ils sont tous inféodés au capitalisme qui doit disparaître et leurs régimes doivent être liquidés.

Maintenant sur le plan politique on n'aborde pas la situation sous le même angle, mais telle qu'elle existe à un moment donné. Confondre les deux ou faire abstraction de la réalité peut conduire à adopter une position erronée qui fera le jeu de notre ennemi. Nos détracteurs s'emploient en réalité à réécrire l'histoire parce qu'ils sont incapables de s'en tenir à la réalité qu'ils méconnaissent ou déforment à souhait parce qu'ils se comportent en vulgaires dogmatiques, allons plus loin, pour justifier leurs positions, ils se découvrent, leur véritable nature remonte à la surface, ils en arrivent à soutenir ouvertement le camp de la réaction, à reprendre son discours, à se transformer en faussaires.

Les Lambert-Gluckstein, Krivine-Besancenot, Barta-Laguiller, Mitterrand-Hollande, Mélenchon, Laurent et ses prédécesseurs, la liste n'est pas exhaustive, tous ont opté pour cette méthode.

Dans ces partis les historiens remplissent le même rôle que les experts, inspecteurs, scientifiques à l'ONU.

Questions : d'après vous, que faut-il penser de tels dirigeants, ne poursuivaient-ils pas tous le même objectif? Cet objectif pouvait-il être conforme aux besoins des travailleurs, s'inscrire dans la continuité du marxisme ou plutôt en rupture avec le marxisme, le socialisme ?

Fabrication de preuves.

Le ministre de la Guerre Le Drian avoue que les barbouzes français seraient sur place en Syrie. Ce qui est étrange (sic!), c'est qu'à ce jour ils n'ont présenté aucune preuve matérielle pouvant impliquer le régime d'Assad dans l'attaque chimique du 21 août dernier.

- Syrie: l'attaque chimique à Damas détectée le jour même par la France - AFP

L'attaque chimique du 21 août dans la banlieue de Damas, attribuée au régime syrien, avait été détectée le jour même par la Direction du renseignement militaire (DRM) français, a déclaré vendredi le ministre de la Défense Jean-Yves Le Drian.

"Grâce à nos services de renseignements, nous disposons de moyens à cent pour cent français pour apprécier la situation en Syrie et décider de notre politique", a souligné Jean-Yves Le Drian.

La Direction du renseignement militaire (DRM) a deux missions essentielles: le soutien aux forces françaises en opérations et la veille stratégique. AFP 13.09

Cela signifie que le gouvernement français est directement impliqué dans l'agression d'un Etat indépendant et souverain qui ne lui a pas déclaré la guerre et qui n'a pas attenté à ses intérêts. En soi, c'est une déclaration de guerre de la France à la Syrie.

Les deux candidats du néolibéralisme

- François Hollande au 20H de TF1 dimanche pour parler emploi, sécurité et Syrie - L'Express.fr

Al-Jazeera n'était pas disponible...

- Fillon persiste et signe sur son rejet d'un "*front républicain*" face au FN - Francetv info

Pourquoi a-t-il "*changé*", que s'est-il passé ? En juin 2013 il a participé (ainsi que Péresse) à la réunion du groupe Bilderberg, il a peut-être compris que s'il voulait se présenter en 2017 à l'élection présidentielle et avoir une chance d'être élu, donc bénéficier du soutien de l'appareil de propagande des banquiers qui font ou défont les présidents, les médias, il lui faudrait aller plus loin et boire jusqu'à la lie le calice empoisonné de l'idéologie néolibérale.

C'est peut-être aussi une manière de le tester sachant que le néolibéralisme et le sionisme d'une part, et l'extrême droite d'autre part font bon ménage ou partagent le même objectif politique, seules les méthodes présentent une différence et encore, liquider les droits des travailleurs, leurs organisations et partis, instaurer une dictature de fer. Tenez comme dans l'Etat sioniste où les Palestiniens sont traités comme des chiens, enrégés.

Infos supplémentaires sur la Syrie.

Hollande chef des djihadistes et porte-parole mondial du clan néolibéral sioniste.

- Paris juge les concessions de Damas sur les armes chimiques insuffisantes - LePoint.fr

- Syrie: Hollande appelle à "*renforcer*" le soutien à l'opposition - AFP

- Syrie: l'attaque chimique à Damas détectée le jour même par la France - AFP

Comment diaboliser, criminaliser le régime syrien.

- Que signifie la moustache de Bachar el-Assad? - Slate.fr

Quel message Bachar el-Assad veut-il envoyer au monde avec sa moustache et ses changements réguliers de pilosité faciale? Slate.fr 13.09

Il s'agit ici de l'identifier à Hitler. Rien n'arrête cette pourriture, ils avaient utilisé le même procédé à propos de Saddam Hussein pour convaincre la population de soutenir leur intervention militaire contre l'Irak.

Notons au passage que les partis et formations politiques dites de gauche ou d'extrême gauche qui mettent l'accent sur Assad le "*tyran*" apporte de l'eau au moulin de la pire réaction.

Le dogmatisme et l'impuissance à laquelle il conduit trouve leur expression dans le gauchisme qui aboutit à les placer au côté de la réaction contre le peuple syrien et ses intérêts fondamentaux qu'incarne le régime de Bachar Al-Assad.

Vous comprendrez pourquoi avec de tels dirigeants (depuis 70 ans), il était impossible de construire un nouveau parti ouvrier révolutionnaire.

L'offensive de la réaction médiatique et ongiste relayée par l'ONU continue.

- La Syrie disséminerait son arsenal chimique à travers le pays - Reuters

Une fausse information déjà démentie par les Américains !

- A ce sujet, ces responsables ont assuré que les Etats-Unis avaient surveillé de très près les stocks d'armes chimiques syriens et que les récents mouvements de ces derniers allaient plutôt dans le sens d'un regroupement que d'une dispersion. AFP 13.09

Avant-hier nous écrivions : Suivez la piste, ils ont de la suite dans les idées... La preuve.

- Ban Ki-moon accuse Bachar Al-Assad de "*crimes contre l'humanité*" - LeMonde.fr

- Syrie : Al-Assad a "*commis de nombreux crimes contre l'humanité*", selon Ban Ki-moon - Francetv info

Il faut absolument faire passer Assad pour un monstre pour renverser l'opinion de la majorité de la population qui est contre la guerre.

- L'aviation d'Assad pilonne délibérément les hôpitaux, selon l'Onu - Reuters

- Syrie: le gouvernement a exécuté 248 personnes dans deux villes en mai, selon HRW - Slate.fr

A propos de Human Rights Watch.

- Le journaliste néerlandais Paul Treanor affirme que HRW est « *une entreprise conjointe de George Soros et du Ministère américain des affaires étrangères* ». Ainsi, l'organisation elle-même annonçait en 2010 recevoir 100 millions de dollars de George Soros via l'Open Society Institute. (source : Wikipedia)

Parmi ses fondateurs.

Natan Sharansky, anti-communiste et sioniste.

En 1988, Sharansky est élu président du Zionist Forum, une organisation d'anciens activistes sionistes soviétiques. Sharansky travaille également pour The Jerusalem Report (<http://www.jrep.com>) .

En 1989, le Président américain Ronald Reagan le récompense en le décorant de la médaille de la paix.

Il est l'un des fondateurs et le président de l'association One Jerusalem qui promeut la souveraineté israélienne sur Jérusalem unifiée.

Il fut ministre israélien à quatre reprises.

Il démissionne du gouvernement le 2 mai 2005, pour protester contre l'expulsion des colons israéliens conformément au plan de désengagement des territoires occupés. (source : Wikipedia)

Qui en est son Secrétaire général ?

Kenneth Roth (Directeur exécutif)

Qui est Kenneth Roth ?

Son lien avec le milliardaire américain George Soros confirmé.

- In 1987, Roth was hired by Aryeh Neier to be deputy director of HRW and since 1993 (when Neier left to become head of George Soros' Open Society Institute), Roth has been the organization's executive director. (source : Wikipedia)

Cela suffira pour cerner à quel genre d'ONG (sioniste) nous avons à faire, revenons à notre sujet.

Quelles "*personnes*" ? Des barbares sanguinaires et ceux qui avaient choisi de se ranger à leur côté, c'est la guerre, il faut les liquider.

Vous aurez remarqué que malgré la multitude de témoignages rapportés par des sources très diverses sur les massacres et les atrocités commis par ces contras, aucune ONG, aucun gouvernement ne leur intente un procès, ils ont choisi leur camp, celui de la barbarie.

Après cela on nous demande de voter en 2014 pour légitimer les institutions de la Ve République et l'Union européenne, c'est grotesque, infâme, cynique : boycott !

Ce n'est pas fini.

- Patrimoine français d'un oncle d'Assad: des associations portent plainte - AFP

Transparency International France (TIF) et Sherpa.

Qu'est-ce que Transparency International ?

- Selon Thierry Meyssan, l'association vouée à dénoncer les secrets et éliminer la corruption, serait elle-même « opaque » , écrivait-il, en 2007. Sa très importante section américaine serait manipulée par l'association National Endowment for Democracy (NED). L'action de Transparency International viserait, toujours selon Meyssan, à « ouvrir de nouveaux marchés aux entreprises multinationales en accusant de corruption les gouvernements qui leur résistent et, en définitive, de favoriser la globalisation économique . »

Le lien historique entre l'association et le gouvernement US est illustré par le fait que le fondateur de l'association, Peter Eigen, est un ancien directeur de la Banque mondiale, organisation dont le président est désigné par le gouvernement US, et dont le siège est situé à Washington .

Le conseil de direction actuel de la section américaine de l'association compte divers représentants de multinationales (Gillette, Fairfax group,...) à côté de représentants des universités et d'autres organismes. Dans le conseil consultatif, on trouve, entre autres, deux anciens membres de la NED, un de la Banque mondiale, un membre actif de l'Institut Peterson et deux du Carnegie Endowment for International Peace, organisation non-gouvernementale vouée à promouvoir les États-Unis et favoriser leur engagement sur la scène internationale. (source Wikipedia)

Qu'est-ce que Sherpa ?

L'Association de juristes Sherpa, qui s'est notamment illustrée à travers son rôle dans l'affaire des Biens Mal Acquis... Ils sont en fait les supplétifs de la CPI !

Pas le temps de chercher des infos sur Internet ma connexion est trop lente, j'ai lu dans la présentation d'un autre article que cette ONG poursuivait les mêmes objectifs que Transparency International, vous pouvez le vérifier vous-même, on y reviendra.

ACTUALITÉ DU JOUR

[Il a reçu des ordres, il les exécute.](#)

Sans-papiers : Hollande promet de simplifier les procédures de régularisation - LePoint.fr

Maintenant tout le monde ou presque, à part le POI, a parfaitement compris que Hollande ne prend aucune décision qui ne lui aurait pas été soufflée par ses maîtres à penser, les idéologues du néolibéralisme. Aussi il est très instructif de constater qu'il satisfait une revendication qu'ils partagent apparemment. Chacun en tirera les conclusions qu'il veut.

[Le populiste Mélenchon pris en flagrant délit.](#)

Tout...

- Municipales: Mélenchon fait confiance aux communistes pour trancher "*du bon côté*" - AFP

... et son contraire...

- Mélenchon : «*Pierre Laurent se fait des illusions sur les socialistes*» - LeFigaro.fr

Excellent n'est-ce pas ? Vous êtes génial monsieur Mélenchon, mais entre nous, un piètre illusionniste, on ne peut avoir toutes les qualités monseigneur, on comprend, on comprend !

De préférence et c'est même recommandé, on fait confiance à quelqu'un qui est capable de faire preuve de discernement, par contre quelqu'un qui est bourré d'illusions n'est pas digne de confiance car à tout moment ses illusions peuvent l'induire en erreur et lui faire commettre inconsciemment des actes contraires à vos intérêts.

Mélenchon fait "*confiance*" à Pierre Laurent qui "*se fait des illusions sur les socialistes*", cela n'a pas d'importance, au premier abord on serait tenté de voir là une contradiction, en réalité pas du tout, l'un et l'autre s'en foutent puisqu'ils roulent tous les deux pour le PS, dans le cas contraire le FdG n'aurait jamais vu le jour ou il aurait déjà éclaté.

Le PS tout comme le PG roulent à la fois pour eux et pour le régime en place.

Leur démarche et leur objectif sont les mêmes, ils sont donc faits pour s'entendre. Pour être plus précis, ils sont complémentaires, le PS au pouvoir s'emploie à ménager le fond de commerce du PG et le sien en même temps, celui du PG étant celui du PS de la veille.

Pour le compte du PS, donc du régime, l'alliance du PG avec le PCF dans le FdG, leur discours qui se veut radical sert de rabatteur de la classe ouvrière, des couches moyennes, des pans de la classe moyenne ou de la petite-bourgeoisie qui seraient tentés de chercher une voie pour rompre avec le capitalisme.

Le FdG a pour fonction de neutraliser toute opposition au régime, de marginaliser le POI, le NPA et LO, d'empêcher qu'un véritable parti ouvrier révolutionnaire se construise, et qui à terme pourrait constituer un pôle de rassemblement pour l'ensemble des masses exploitées, c'est une coalition fondamentalement contre-révolutionnaire, antisocialiste, particularité qu'elle partage avec le PS et ses satellites.

Mélenchon est un imposteur, un charlatan, un escroc, un populiste, que dire d'autre d'un personnage qui hier se voyait bien Premier ministre du président-dictateur Hollande et qui ose reprocher à Laurent d'avoir des illusions dans le PS, sinon qu'on assiste là à une mauvaise comédie jouée par de piètres comédiens, nous ne faisons ici que nous baser sur les faits.

La servilité sans fond du régime envers l'UE s'étale au grand jour.

Il est vrai qu'après l'affaire syrienne où le monde entier a pu observer que la France était dirigée depuis Washington ou Tel-Aviv, Hollande et ses ministres n'ont même plus besoin de faire semblant d'être indépendants de Bruxelles.

- France: pour Bruxelles, les réformes économiques sont insuffisantes - AFP

- Les réformes entreprises par la France sont insuffisantes pour relancer durablement la croissance et l'emploi, a estimé vendredi la Commission européenne malgré les efforts du ministre des Finances Pierre Moscovici pour la convaincre du contraire.

"La France va dans la bonne direction en matière de réformes, mais il y a encore beaucoup à faire", a lancé le commissaire européen chargé des Affaires économiques, Olli Rehn, donnant le ton à son arrivée à une réunion des ministres des Finances de la zone euro à Vilnius. (La France n'est pas encore la Grèce, hélas ! - ndlr)

"Il reste beaucoup à faire pour rétablir la compétitivité, créer des fondations solides pour la croissance économique et la création d'emplois", a-t-il énuméré. (Le marché aux esclaves, voilà la véritable source de croissance ! -ndlr)

Mais pour financer les retraites, outre un allongement de la durée de cotisation, le gouvernement Ayrault a décidé d'augmenter les cotisations sociales payées par les employeurs et les salariés.

Or, dans ses recommandations à la France émises au printemps, la Commission européenne avait insisté sur la nécessité d'éviter de recourir à de telles mesures, estimant qu'il fallait au contraire réduire le coût du travail. (Petits cachottiers, le gouvernement s'y emploie, il va baisser de 4%. - ndlr)

Cet échange intervient deux jours après que la France a dévoilé son budget prévisionnel pour 2014, qui prévoit 15 milliards d'euros d'économies dans les dépenses.

Un aspect sur lequel M. Moscovici a insisté vendredi, expliquant que ces économies représentaient un effort structurel "*dans la ligne des recommandations de la Commission*". (Qui en douterait ? - ndlr)

"Nous allons continuer à travailler avec la Commission", a-t-il dit, qualifiant ses échanges avec M. Rehn de "*toujours constructifs*" et assurant qu'il n'y avait "*aucune mésentente, aucune suspicion*" entre Paris et Bruxelles. (Heureusement encore ! -ndlr)

Il a estimé qu'il fallait éviter d'instaurer "*un jeu de rôles dans lequel la Commission taperait sur la France, et en France on taperait sur la Commission*". Il a aussi fustigé le "*French bashing*", refusant que la France soit "*le mouton noir de l'Europe*". ("*Taper sur la Commission, quelle horreur, qui y penserait un seul instant franchement, tout les peuples l'adorent, la vénèrent, non ?*" -ndlr)

La meilleure preuve que la France est crédible, a relevé le ministre, c'est que "*les taux d'intérêts sont bas*", signe de la confiance que lui accordent les marchés.

Des propos qui répondent peut-être indirectement aux critiques formulées jeudi par Jörg Asmussen, membre du directoire de la Banque centrale européenne. Ce dernier a estimé que le gouvernement français allait "*devoir accélérer le rythme des réformes*" et faire "*plus pour améliorer la compétitivité*" du pays.

Reste à savoir si la France saura se montrer suffisamment persuasive pour que la Commission accorde en novembre un blanc-seing à son projet de budget, comme elle est appelée à le faire cette année pour la première fois.

La Commission a désormais le pouvoir d'exiger des changements dans les budgets présentés par les pays de la zone euro s'ils ne respectent pas les objectifs de déficits fixés. Elle vérifiera aussi en novembre si le projet de budget va dans le sens des recommandations qu'elle a rendues en mai.

Après ses échanges avec M. Moscovici vendredi, M. Rehn n'a pas varié dans son analyse. "*Je m'en tiens à ce que j'ai déjà dit*", a-t-il insisté: "*il est important que la France ait entamé des réformes substantielles, mais elle doit faire beaucoup plus*". (On fait ce qu'on peut ! -ndlr)

Le ministre français, qui rencontrera M. Rehn dans les prochaines semaines, s'est montré serein. "*Si les règles ne sont pas respectées il faut s'adapter, mais j'ai la conviction tranquille que les règles sont respectées*". (Pour sûr ! - ndlr) AFP 13.09

ACTUALITE EN TITRES

En famille.

- François Hollande au 20H de TF1 dimanche pour parler emploi, sécurité et Syrie - L'Express.fr
- Cannes : des collégiennes de bonne famille escort girls «pour le fun» - LeFigaro.fr
- L'immobilier de luxe redémarre à Paris grâce à de riches réfugiés - AFP

Le Parti antiSocialiste s'en charge.

- "L'armée ne fait plus de maintien de l'ordre en France depuis 1914" - LeMonde.fr

Parole de fossoyeurs du mouvement ouvrier ou les rabatteurs du PS à l'oeuvre.

- Les syndicats s'alarment d'un "discours du FN qui porte" - LeMonde.fr
- Le PS redoute l'effondrement de son électorat - LeFigaro.fr

Confirmation. Obama : l'homme de la Fed.

Quand vous lisez et analysez une déclaration d'Obama ayez toujours à l'esprit qu'il est l'homme du cartel des banquiers anglo-saxons-sionistes de la Fed. Si parfois il semble être autre chose, c'est parce qu'ils ne maîtrisent pas la totalité des contradictions du capitalisme, il leur faut manoeuvrer, louvoyer.

- Barack Obama choisirait Lawrence Summers pour la Fed - Reuters

Barack Obama va nommer l'ancien secrétaire au Trésor Lawrence Summers comme prochain président de la Réserve fédérale en remplacement de Ben Bernanke, croit savoir vendredi le journal japonais Nikkei. Reuters 13.09

Rappel causerie du 24 août 2013

Barack Obama peut-il nommer à la tête de la Fed un homme ayant permis l'existence des produits dérivés financiers ? C'est la question qui se pose alors qu'un journaliste d'investigation américain reconnu a mis en ligne un document qui pourrait bien faire du bruit. Dans une note confidentielle datée de 1997, Timothy Geitner, alors vice-secrétaire du Trésor américain, conseille à Larry Summers, son chef, de prendre contact avec quelques banquiers influents avant le dernier tour de négociations à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) qui amèneront à la dérégulation financière, révèle Greg Palast sur le site de Vice. Une preuve, si l'authenticité de ce document est prouvée, que le Trésor a consulté de grands établissements financiers avant de permettre la dérégulation du marché. L'une des conséquences, précise le journaliste, a été la création de produits dérivés, accusés par la suite d'avoir causé le séisme financier de 2008.

"A la fin des années 1990, les dirigeants du Trésor américain ont secrètement conspiré avec une petite clique de banquiers influents pour réduire en morceaux la régulation financière à travers la planète", écrit le journaliste. Dans le document apparaissent clairement le nom de cinq établissements : Bank of America, Citibank, Chase Manhattan, Goldman Sachs et Merrill Lynch. L'ancien secrétaire au Trésor donne le nom des banquiers à contacter, ainsi que leurs numéros - vérifiés par le journaliste. Si le contenu de cette note semble avoir déjà été évoqué, sa mise en ligne alors que le président Barack Obama doit bientôt nommer un successeur à Ben Bernanke à la tête de la banque centrale américaine, n'est certainement pas un hasard. Lawrence Summers est opposé à une autre universitaire, Janet Yellen, dans la course à la tête de la banque centrale américaine. Le Point.fr 23.08

Bien lire, ce n'est pas Timothy Geitner qui est un intime d'Henry Kissinger depuis les années 80, un des piliers du groupe Bilderberg, qui est à l'origine de cette attaque contre Larry Summers, mais bien un journaliste d'investigation qui a dégoté une note de sa main datant de 1997.

Lawrence Summers à participer à des réunions du groupe Bilderberg dirigé par les banquiers de la FED en 2008, 2009, 2010, il est donc la voix ou le porte-parole de l'oligarchie financière américaine, on est donc en droit de penser qu'au-delà des contradictions qui existent au sommet de l'Etat américain sur la politique étrangère des Etats-Unis entre différentes factions du capitalisme américain, un bras de fer est également engagé sur sa politique économique, dont la marge de manoeuvre est inexistante du fait du gouffre abyssal de l'endettement américain tous acteurs confondus, hormis le pouvoir sans contrôle que

se sont octroyés les banquiers de la FED de faire tourner la planche à billets pour leur propre compte et décider comment la crise du capitalisme devrait évoluer, quant à savoir qui en ferait les frais, nous en connaissons tous la réponse, il suffit d'observer la politique mis en oeuvre par les différents gouvernements en Europe pour avoir la réponse à cette question.

Portrait.

- Lawrence Summers, économiste, représente la branche politique de l'oligarchie financière ou il fait partie des "initiés", conseil pour la banque Citigroup et le Nasdaq, autre "avantage", il fait partie du "cercle habituel du pouvoir qui fait le lien entre Wall Street et Washington".

Le magazine progressiste Mother Jones, qui fournit "Six raisons pour lesquelles Larry Summers ne devrait pas être le prochain président de la Fed". En plus de l'épingler pour son "manque d'expérience au sein d'une banque centrale", ses commentaires à la limite du sexisme sur le leadership féminin, et ses vues sur le rabaillage des dépenses publiques, Mother Jones rappelle certains des faits d'armes peu glorieux de Summers. Secrétaire au Trésor dans les années 1990, il avait jugé "non nécessaire de réguler les échanges de produits dérivés", dont le rôle dans la crise des subprimes, en 2008, est largement avéré.

"En 1999, il a également joué un rôle important pour convaincre le Congrès d'abroger le Glass-Steagall Act (qui oblige les banques à séparer leurs activités de détail et d'investissement)", souligne le journal, et plus récemment, il s'est opposé à la règle Volcker (cantonnement des activités spéculatives des banques dans une structure dédiée). Son indépendance fait par ailleurs débat : citant un article du Wall Street Journal, Mother Jones évoque ses activités de conseil pour la banque Citigroup et le Nasdaq. Enfin, Larry Summers n'est pas non plus un très bon investisseur, se plaît à souligner le magazine, qui rappelle que lorsqu'il était président de l'université Harvard (2001-2006), il a fait perdre 2 milliards de dollars à l'institution par le biais d'"un mélange risqué de titres, actions, fonds spéculatifs et investissements en private equity".

[Ainsi va leur monde...](#)

- La justice européenne remet en cause l'interdiction de la vente à découvert - L'Expansion.com

- Espagne: nouveau record de la dette publique - AFP

- Zone euro: réunion fin novembre sur les budgets nationaux 2014 - AFP

- Pourquoi les inégalités de revenus se creusent en France - L'Expansion.com

[INFOS EN BREF](#)

[POLITIQUE](#)

Mexique

La police anti-émeute est intervenue vendredi après-midi sur la place centrale de Mexico, le "Zocalo", pour déloger les enseignants qui l'occupaient depuis des semaines afin de permettre la tenue des festivités du jour de l'Indépendance dimanche et lundi, ont constaté des journalistes de l'AFP.

Plusieurs centaines de membres de la police fédérale sont intervenus, accompagnés d'engins blindés, après l'ultimatum lancée par les autorités aux enseignants, mais rejeté par des responsables de la Coordination nationale des travailleurs de l'enseignement (CNTE). AFP 13.09

[Haut de page ↗](#)

Le 15 septembre 2013

[CAUSERIE](#)

Complément à 17h50 heure locale.

J'ai corrigé 4 erreurs de liens et mis en ligne 17 articles dans un nouveau dossier (dossier6). A demain.

J'ajouterai une douzaine de nouveaux articles dans 2 heures.

Bon dimanche à tous et que la paix soit avec vous... Allez, soyons de bonne humeur camarades !

[L'Inde : une "démocratie"... pour les oligarques.](#)

J'ai voulu regarder une vidéo : « *Evasion fiscale, le hold-up du siècle* » : le docu d'Arte en intégralité

Message affiché à l'écran : Erreur : Cette vidéo n'est pas disponible dans votre pays.

[Un rapport de cause à effet.](#)

Les dirigeants de droite assument être de droite, ceux d'extrême droite assument être d'extrême droite, mais les dirigeants de gauche et d'extrême gauche sont incapables d'assumer être de gauche ou d'extrême gauche parce qu'il leur faut pour cela assumer la politique et les crimes de partis antisocialistes qu'ils ont classés à gauche, le PS et le PCF notamment.

Du coup la politique de leur parti ou de leur formation politique est totalement faussée par ce rapport erroné, leurs analyses et leurs conclusions sont influencés par ce rapport auquel ils se raccrochent, cela se traduit pas la nécessité selon eux d'intégrer ces partis dans leur tactique et leur stratégie, alors qu'ils sont inféodés au régime en place et des ennemis de la classe ouvrière, autrement dit, au lieu de combattre ces partis et les illusions que les masses pourraient avoir dans ces partis, ils leur accordent un sursis et leur promettent un bel avenir tout en alimentant les illusions des masses dans ces partis au lieu de les aider à s'en détacher si cela n'était pas déjà fait, ils rabattent les masses vers ces partis pour le compte du régime.

Dans la gestion de la question syrienne, le POI, le NPA, LO et d'autres formations viennent de le démontrer. Comment ? En diabolisant le régime syrien exactement comme l'ont fait Obama, Cameron et Hollande notamment pour justifier leur guerre contre la Syrie auprès de la population.

On a pu ainsi observer que ceux qui se déclaraient pour et contre cette guerre avaient finalement utilisé les mêmes arguments qui en principe devaient profiter à ceux qui détenaient le pouvoir de décider ou non du déclenchement des bombardements sur la Syrie, et c'est en grande partie le rejet unanime de cette guerre par tous les peuples qui les en a dissuader, et non la position des partis du mouvement ouvrier.

L'autre élément qui semble-t-il a fait reculer le camp de la guerre a été la détermination de la Russie de défendre jusqu'au bout le régime syrien, y compris en prenant le risque de déclencher une guerre mondiale, ce qui apparemment ne faisait pas partie du scénario envisagé par les banquiers néolibéraux anglo-saxons-sionistes qui sont aux commandes aux Etats-Unis.

Vous vous souvenez peut-être, il y a 10 ou 15 jours environ, plus tôt j'avais affirmé dans une causerie que les néolibéraux ne souhaitaient pas aller jusqu'à une guerre mondiale, parce qu'ils estimaient que leur projet de gouvernement mondial avait bien avancé depuis 1944 et qu'ils auraient plus à perdre qu'à gagner à se lancer dans une telle aventure maintenant, on vient donc d'en avoir la confirmation. Il y a beaucoup de gens qui extrapolent sur la situation, qui se lancent dans de grandes analyses ou théories et qui très souvent racontent n'importe quoi sans se donner la peine ensuite de vérifier si leurs pronostics s'étaient avérés justes ou erronés, surtout quand ils s'étaient fourvoyés. Dans les deux cas j'assume, car mon objectif n'est pas d'avoir raison ou de me faire passer pour je ne sais quoi, un intellectuel y a peut-être intérêt pour exister ou affirmer sa personnalité, je n'en suis pas un dont je n'ai pas cette contrainte ou je ne suis pas tenté par cette déviation, mon seul intérêt est de comprendre, mieux maîtriser dans quelle direction s'oriente le capitalisme mondial dominé par l'oligarchie financière pour le combattre plus efficacement.

Pour revenir à notre sujet, ceux qui diabolisent le régime d'Assad tout en se prononçant contre la guerre font le jeu de Hollande et Obama parce qu'ils sont inféodés au PS et au régime en place, leur attitude est l'expression d'un rapport de cause à effet.

Allons plus loin, leur position qui ne se limite pas à un mot d'ordre mais qui inclut la totalité de leurs déclarations ou communiqués, repose sur un rapport de cause à effet qui a été fabriqué par les va-t-en-guerre et qu'ils ont adopté, soit (POI) en prétendant ne pas savoir qui était à l'origine de l'attaque chimique le 21 août dernier dans la banlieue de Damas, soit (NPA, LO) en l'attribuant d'office au régime syrien emboîtant le pas à Obama et Hollande notamment.

Or, cette attaque chimique est justement le prétexte, la cause avancée par les puissances occidentales et la Ligue Arabe qui a eu pour conséquence ou effet de justifier leur décision de bombarder la Syrie, ici le rapport de cause à effet est direct. Comment ce rapport se présente-t-il du côté du régime syrien ? Assad savait que l'utilisation d'armes chimiques serviraient de prétexte à une attaque américaine contre la Syrie, il savait que cette cause produirait cet effet, là ce rapport est encore plus flagrant, impossible de passer à côté ou de ne pas l'avoir en permanence à l'esprit, donc il est totalement inconcevable que le régime ait employé du gaz le 21 août ou un autre jour d'ailleurs.

En prétendant ne pas savoir ce qui s'est passé le 21 août ou en attribuant cette attaque chimique au régime syrien, le POI, NPA, LO et d'autres formations politiques ont tout simplement démontré que leurs dirigeants refusaient de prendre en compte un rapport de cause à effet qui était d'une complexité enfantine, ce qui peut paraître effarant à première vue, mais qui lorsqu'on prend en compte leur rapport au PS et au régime s'explique parfaitement. Ils se sont faits faussaires pour l'occasion en faisant abstraction d'un rapport de cause à effet qui ne méritait même pas d'explication pour que chacun comprenne au premier coup d'oeil la relation qui existait entre eux, et le mérite en revient aux masses d'avoir compris ou pressenti qu'elles étaient à nouveau en présence d'une manipulation orchestrée par Washington et Tel-Aviv pour les conduire à soutenir une nouvelle guerre, une de plus et elles ont dit stop.

Ces dirigeants et formations politiques ont nié la réalité, ils lui ont tourné le dos parce qu'elle ne leur convenait pas, elle ne convenait pas à Hollande, donc elle ne pouvait pas leur convenir, voilà la vérité.

Les mêmes dirigeants et partis soutiennent toujours la version officielle de G.W. Bush du 11 septembre 2001 qui a permis de justifier la "*guerre contre le terrorisme*" et de rayer de la carte l'Afghanistan, l'Irak et la Libye en attendant le tour de la Syrie, du Liban et de l'Iran, le cas du Soudan n'étant pas totalement réglé. Là aussi nous étions en présence d'un rapport de cause à effet dont la relation était fort simple à comprendre, il suffisait de se demander à qui profite le crime pour en connaître immédiatement le commanditaire ou l'organisateur. Ainsi ces dirigeants démontrent qu'ils ne soutiennent pas seulement Hollande et le régime en France, mais le capitalisme à l'échelle mondiale.

Je vous propose un extrait d'un article d'un portail animé par des anarchistes, comme quoi nous ne sommes pas sectaire ou dogmatique, qui fournit une analyse et des éléments de réflexions qui peuvent intéresser les militants qui veulent apprendre pour comprendre, et comprendre pour agir (Lénine).

- Il y a 12 ans... Le 11 Septembre - 11 Septembre 2013 - resistance71.wordpress.com

Le mensonge et la propagande continuent de plus belle, mais fait unique depuis plus de dix ans: l'intervention militaire programmée et provoquée en Syrie au moyen de nouveaux mensonges et attaque fausse-bannière à l'arme chimique, enrobée comme à l'accoutumée, de la même couche propagandiste va t'en guerre, servie ad nauseam par les médias complices, semble avoir été stoppée par une opinion publique internationale éveillée plus massivement aux turpitudes criminelles des criminels en charge de nos pseudo-démocraties illusoire autant qu'obsolètes.

Il aura fallu 12 ans (1 cycle) et l'invasion, destruction de 3 pays, un 4ème en cours de destruction, pour qu'enfin s'élève la voix des peuples au dessus de la cacophonie pseudo-diplomatique du politique en charge.

Mieux vaut tard que jamais, certes, mais l'heure est venue maintenant en cet anniversaire de l'élément catalyseur qui a permis depuis 2001, cette poussée ignoble de bellicisme, de mensonge, et de crimes sous de faux-prétextes, pour que les peuples forcent la vérité au grand jour sur ces attentats, qui ont vus trois tours du WTC de New York être pulvérisées par démolition contrôlée en ce funeste jour du 11 Septembre 2001 et qui vît la mort de près de 3000 personnes, sacrifiées à l'autel des intérêts particuliers du petit nombre et de leur démente idéologie de "*dominance totale*" mondiale afin d'imposer le fascisme global transnational, tel que ne le rêvait même pas Mussolini lui-même.

Nous l'avons dit à maintes reprises sur ce blog. Les attentats du 11 Septembre 2001 sont l'élément clef à exposer afin de tirer le paillason de dessous les pieds de l'oligarchie et de son projet de Nouvel Ordre Mondial, qui n'est rien d'autre que la planification d'un génocide massif à l'échelle planétaire, qui a du reste déjà commencé.

Les invasions de l'Afghanistan, de l'Irak, de la Libye et ce qui se passe actuellement en Syrie, n'ont pu être possibles qu'à cause du 11 Septembre 2001 (grâce au 11 septembre disent les oligarques).

Faire enfin éclater la vérité sur ce crime mettra un terme définitif aux agissements extrémistes actuels des criminels de l'ombre. Ensuite viendra le temps du choix d'un nouveau paradigme sociétal pour l'humanité.

L'heure arrive... Enfin ! (resistance71.wordpress.com)

Juste un mot.

Effectivement, on peut dire les choses de cette manière-là, ceux qui adhèrent à la version officielle de ce coup d'Etat (inside job) ont un rapport totalement faussé à la réalité, ils sont donc dans l'impossibilité d'analyser correctement la situation mondiale et de déterminer dans quelle direction elle pourrait évoluer, ils sont également incapables de définir une stratégie pour construire le parti et préparer les masses à passer à l'assaut de l'ordre établi, ce qui ne leur pose pas vraiment un problème puisque ce n'est pas leur objectif.

L'auteur a raison de préciser "*grâce au 11 septembre disent les oligarques*" car depuis ils s'en vantent ouvertement, mais nos dirigeants continuent de le nier, une telle dénégation est tout à fait extraordinaire, elle est du domaine du négationnisme.

DERNIERES INFOS SUR LA SYRIE

- Les dessous du tir des deux missiles en Méditerranée. - Almanar.com publié par Le Grand Soir du 13 septembre 2013

Une source diplomatique éminente a révélé que « *la guerre américaine contre la Syrie a commencé et a terminé au moment du tir des deux missiles balistiques qui sont tombés dans la mer* » ! Selon le quotidien libanais assafir, citant cette haute source, « *les deux missiles ont été lancés par les forces américaines d'une base militaire de l'OTAN en Espagne. Ils ont été détectés par les radars russes immédiatement. Les batteries de défense russe les ont confrontés. Un missile a explosé en l'air alors que l'autre a été dérouté et est tombé ensuite en mer* ».

Et la source d'ajouter : « *Le communiqué publié par le ministère russe de la défense sur la détection de deux missiles balistiques lancés en direction de la Méditerranée a négligé de souligner deux informations : le lieu du tir des missiles, et leur interception* ».

Pourquoi ? Parce qu'immédiatement après cette opération militaire, la direction des renseignements russes a contacté les renseignements américains pour les informer que « *frapper Damas équivaut à frapper Moscou et nous avons omis la phrase de l'interception des deux missiles du communiqué que nous avons publié pour sauvegarder les relations bilatérales et pour ne pas provoquer plus d'escalade. Pour cette raison, vous devez revoir rapidement votre politique et vos intentions envers la crise syrienne et vous devez réaliser qu'il vous est impossible d'éliminer notre présence en Méditerranée* ».

« *Cette confrontation directe non annoncée entre Moscou et Washington a augmenté la confusion de l'administration d'Obama qui est devenue plus convaincue que la partie russe est prête à aller jusqu'à la fin en ce qui concerne la cause syrienne, et a montré que seule une initiative russe pourra sauver la face de l'administration US et que la volonté de la Russie décidera de la paix ou de la guerre en Syrie* ».

La même source a poursuivi : « *Après qu'Israël a démenti sa connaissance au sujet du tir des missiles dans son premier communiqué, Washington a demandé de Tel Aviv de revendiquer les tirs des missiles pour la sauver de cette position, surtout que ce tir était le signal de lancement de l'offensive contre la Syrie. Il était prévu que le Président américain participe au sommet du G-20 pour mener des négociations sur le sort du président syrien Bachar el-Assad* ».

« *Après la confrontation balistique entre les Etats-Unis et la Russie, Moscou a augmenté ses experts militaires en Syrie, et a multiplié ses pièces militaires et ses navires pour renforcer sa présence militaire en Méditerranée, et a choisi d'annoncer son initiative sur la fin de l'offensive contre la Syrie après le sommet du G-20. Cette décision a été prise suite à des réunions avec la partie syrienne qui a donné son accord sur la proposition russe de placer les armes chimiques sous contrôle international et d'adhérer à la convention de la non-prolifération d'armes chimiques* ».

« *Les premiers résultats de la confrontation balistique américano-russe furent le vote de la chambre des communes britannique sur le refus de participer à la guerre en Syrie, une décision qui a été suivie par des positions européennes, notamment la position de la chancelière allemande Angela Merkel* », a encore révélé ladite source.

source : assafir

<http://www.almanar.com.lb/french/adetails.php?eid=130437&frid=18&a...>

Je mettrai cet article en ligne au format pdf plus tard dans la journée. Les néolibéraux ont présumé de leur pouvoir, ils ne pensaient pas que les Russes seraient prêts à une confrontation directe qui aurait signifié le début de la troisième guerre mondiale, ils ne pensaient pas qu'ils soutiendraient Assad jusqu'au bout, ils ont eu tort.

- Les USA agiront si la diplomatie échoue en Syrie, dit Obama - Reuters 14.09

Barack Obama a salué samedi l'accord russo-américain conclu à Genève sur la destruction des armes chimiques syriennes mais a déclaré que les Etats-Unis restaient prêts à agir en cas d'échec de la diplomatie.

Dans un communiqué, le président américain ajoute que Washington va continuer de travailler avec la Russie, la Grande-Bretagne, la France et les Nations unies pour s'assurer que le gouvernement syrien remplira ses engagements.

Mais si la diplomatie échoue, a-t-il souligné, "*les Etats-Unis restent prêts à agir*".

"*Même si nous avons accompli des progrès importants, il nous reste bien plus de travail à faire*", a insisté Barack Obama, dont l'approche du dossier syrien a été vertement critiquée aux Etats-Unis.

Après avoir mis les forces américaines sur le pied de guerre à la suite de l'attaque chimique du 21 août près de Damas, le président démocrate a ensuite, et à la surprise générale, demandé au Congrès d'autoriser le déclenchement de frappes militaires contre le régime de Bachar al Assad.

La proposition russe de mise sous contrôle international et de destruction de l'arsenal chimique syrien, finalisée samedi à Genève par John Kerry et Sergueï Lavrov, a enfin conduit Obama à demander au Congrès de ne plus voter afin de laisser une chance à la diplomatie.

Les sénateurs républicains John McCain et Lindsay Graham ont vivement réagi samedi à l'accord de Genève qui, affirment-ils, va conduire à une "*impasse diplomatique*".

"*Assad va se servir de ces mois qu'on lui accorde pour gagner du temps et tromper le monde en se servant de toutes les ficelles utilisées naguère par Saddam Hussein*", dénoncent les deux sénateurs.

"*Il faut renoncer délibérément à toute forme d'incrédulité pour penser que cet accord est autre chose que la première étape d'une impasse diplomatique dans laquelle Bachar al Assad et Vladimir Poutine entraînent l'administration Obama*", ajoutent-ils.

John Kerry a souligné à Genève qu'il n'y avait pas d'accord avec la Russie sur la nature des mesures qui pourraient frapper le régime syrien en cas de manquement aux dispositions de l'accord sur le démantèlement de son arsenal chimique.

"*En l'absence d'une menace de recours à la force, je ne vois pas trop comment il sera possible d'obtenir que les Syriens se conforment aux clauses de cet accord*", a déclaré pour sa part le sénateur républicain Bob Corker.

Obama a pris le soin de souligner que la coopération internationale se poursuivrait pour garantir que le processus de démantèlement des armes chimiques syriennes soit "*vérifiable*" et que le régime Assad s'exposera à des conséquences "*s'il ne se conforme pas au cadre convenu aujourd'hui*".

Le Pentagone a annoncé pour sa part que le dispositif militaire mis en place par l'armée américain près de la Syrie restait inchangé. Reuters 14.09

[Infos complémentaires sur la Syrie](#)

Le groupe d'«*opposition syrienne*», «*Etat islamique en Irak et au Levant*» (EIL), branche irako-syrienne d'Al-Qaïda, a annoncé le début des hostilités contre son ex-allié, l'Armée syrienne libre (ASL), rapporte samedi 14 septembre le quotidien Al-Watan Al-Arabi.

C'est la première confrontation ouverte au sein de la «*rébellion*» en Syrie. Selon une déclaration du groupe terroriste mise en ligne sur un site extrémiste, l'EIL projette une «*opération punitive*» contre L'ASL dans la banlieue est d'Alep.

«*Cette campagne baptisée Lutte contre le mal visera les agents du régime syrien ainsi que les membres de l'Armée syrienne libre qui perpètrent des attaques contre les militants de l'Etat islamique*», lit-on dans la déclaration.

De fait, l'ASL et l'EIL sont à couteaux tirés après le meurtre de Kamal Hamami, un important chef de l'ASL, par des extrémistes dans le nord-ouest de la Syrie. Plus connu sous son nom de guerre Abou Bassir al Ladkani, Kamal Hamami a été tué jeudi 11 juillet dans le grand port syrien de Lattaquié par des miliciens de l'EIL. Dès lors, les heurts entre les deux groupes sont devenus de plus en plus fréquents.

L'EIL est né en avril 2013 d'une scission avec Jabat-Al-Nosra. Il est formé à plus de 80 % de combattants étrangers (irakiens, libyens, tunisiens, etc.) et des desperados qui haïssent l'ASL, qu'ils accusent d'être liée aux Saoudiens et aux Américains. C'est une organisation sectaire dirigée par un émir à qui les membres doivent prêter allégeance. french.trib.ir 14.09

Parole de barbare

- Assad aurait mis à l'abri son arsenal au Liban et en Irak - Reuters

Le chef du Conseil militaire suprême de l'opposition syrienne, le général Selim Idris, a affirmé samedi que le président Bachar al Assad transférait depuis quelques jours des armes chimiques au Liban et en Irak afin de les mettre hors de portée des inspecteurs de l'Onu. Reuters 14.09

C'est étrange les satellites espions américains, israéliens, français, britanniques, etc. n'ont rien détecté !

ACTUALITE EN TITRES

[Manipulation. Qu'il reste à droite où il a toujours été !](#)

- A la Fête de l'Humanité : "*Hollande doit revenir à gauche*" - LeMonde.fr

Commentaire d'un internaute avisé :

- "*Revenir ? Mais a-t-il jamais été de gauche ?*"

[Rien n'est simple.](#)

- De nouvelles joutes budgétaires se préparent aux Etats-Unis - Reuters

- Union bancaire: la Commission européenne confiante sur un compromis - AFP

- Des réformes nécessaires pour doper l'économie de la zone euro - Reuters

[Le monde est dirigé par des dépravés.](#)

- Médicaments : vers un indice d'efficacité sur les boîtes ? - Le Nouvel Observateur

Quel monde de dépravés ! Cela signifie qu'ils vont continuer de vendre des médicaments qui sont inefficaces, qui ne servent à rien, sauf à engraisser les trusts pharmaceutiques. Il est plus que temps de balayer le vieux monde de sa pourriture !

[Intox](#)

- La CE assure que le projet de taxe financière va de l'avant - Reuters

[Quelle menace ! Oui, électorale.](#)

- 65% des Français ont une mauvaise opinion de Marine Le Pen - AFP

Enfin, 74% des Français ne font "*pas confiance à Marine Le Pen pour gouverner le pays*" contre 25%. (1% ne se prononcent pas). AFP 14.09

Pour l'heure, la vraie menace pour les travailleurs, c'est le PS et les partis qui refusent de rompre avec lui...

[Manipulation, Facebook à la manoeuvre.](#)

- Braqueur tué à Nice: la page Facebook de soutien au bijoutier a-t-elle été truquée? - L'Express.fr

De nombreux internautes se sont étonnés samedi de la rapidité fulgurante à laquelle la page Facebook de soutien au bijoutier de Nice engrange "*de likes*". L'Express.fr 14.09

Ce sont les administrateurs de Facebook qui les auraient fabriqués selon certains internautes...

ACTUALITÉ DU JOUR

[Désordre au parti de l'ordre](#)

- Fillon est plus indulgent avec le FN, les électeurs UMP approuvent - Francetv info

- Borloo: «L'UMP comme incarnation de la droite et du centre est morte cette semaine» - 20minutes.fr

Le président de l'UDI, Jean-Louis Borloo, a estimé ce samedi à Poitiers que l'UMP avec comme «*prétention d'incarner la droite et le centre est morte cette semaine*» après le changement de cap de François Fillon sur le Front National.

Ils n'ont plus de «*doctrine*», a jugé Jean-Louis Borloo. L'UMP n'a plus de «*colonne idéologique*». «*Jamais des candidats UDI ne pourront soutenir une candidature Front National*», a-t-il dit.

«*Je ne peux pas trop en dire de mal, ce sont nos partenaires on ne peut pas gouverner sans eux*», avait-il ajouté avant de se montrer plus incisif sur la fin de son discours, devant un peu plus d'un millier de militants et sympathisants UDI au Palais des Congrès, sur le site du Futuroscope de Poitiers. 20minutes.fr 14.09

Les "centristes" ont toujours été les plus farouches défenseur de l'UE, les plus réactionnaires, non ?

Ils sont toujours du " **bon côté**" : du régime en place !

- Jean-Luc Mélenchon et Pierre Laurent font la paix à la Fête de l'Humanité - Francetv info

Chez les communistes, les militants doivent s'exprimer sur la question en octobre. "C'est eux maintenant qui ont la question dans leurs mains. Moi, j'ai confiance, qu'est-ce que vous voulez que je fasse d'autre ? A chaque fois, ils tranchent du bon côté donc je me dis que cette fois-ci aussi!", a déclaré l'ancien candidat du Front de gauche à l'élection présidentielle. Francetv info 14.09

Pour comprendre cette nouvelle mélenchonade, il faut remplacer les militants par les dirigeants, ce qui n'empêche pas les militants du PCF d'être manipulés par leurs dirigeants...

Populisme-Manipulation - récupération électorale

- Manifestation contre le Front national à Marseille - 20minutes.fr

Dix-mille personnes, selon les organisateurs, 1.200 à 1.300, selon la police, ont manifesté samedi à Marseille contre la tenue de l'université d'été du FN ce week-end dans la cité phocéenne à l'appel de mouvements associatifs et de partis de gauche.

«*Pas de quartier pour les fachos, pas de fachos dans les quartiers*», pouvait-on notamment lire sur les banderoles. Le parti communiste, le NPA étaient présents ainsi que la CGT et des mouvements de lutte contre l'homophobie.

Dans le même temps, les députés Sandrine Mazetier, Malek Boutih et Patrick Mennucci, candidat à la primaire PS pour les municipales à Marseille, organisent un colloque sur le thème «*ne laissons pas Marseille au FN*». 20minutes.fr

Là le rapport est clair : collusion d'intérêt... d'appareils ! Le gauchisme ou populisme de gauche : l'aiguillon de la réaction.

Ouvriers ou employés qui avez marné toute votre vie pour payer votre modeste habitation, salauds de privilégiés !

- Un rapport propose de taxer les propriétaires - wikistrike.com

Dans une note remise au premier ministre, mardi 10 septembre, le Conseil d'analyse économique (CAE) recommande d'augmenter la fiscalité sur l'immobilier.

En France, depuis 1965, les propriétaires occupant leurs propres logements sont exonérés de fiscalité (hors taxe foncière), de même que les plus-values immobilières des propriétaires occupants. De plus, il existe de multiples dispositifs de déduction fiscale (Scellier, Duflot, etc.).

La recommandation du CAE est sans ambiguïté : augmenter la fiscalité sur l'immobilier, taxer les propriétaires occupants, actualiser les valeurs locatives pour accorder la taxe foncière à la valeur effective des propriétés.

En Octobre 2012, le ministre du Redressement productif, Arnaud Montebourg avait déjà suggéré de taxer le secteur de l'immobilier.

"On doit aller chercher dans les secteurs abrités de l'économie pour relancer l'investissement productif (...) par exemple le secteur bancaire (...) je pense aussi à l'immobilier... on gagne beaucoup dans l'immobilier !", avait-il déclaré dans le grand rendez-vous Europe 1/iTélé/ Le Parisien.

Au même moment, des rumeurs affirmaient que l'Élysée planchait sur la création d'une taxe qui frapperait tous les biens immobiliers non loués par leur propriétaire mais aussi sur les résidences principales si l'emprunt du logement est remboursé.

Dans son édition du 12 août 2012, le journal Libération faisait part d'une idée proposée par un groupe de sympathisants PS, Front de gauche et d'EELV, et remis au Président de la République. de soumettre à l'impôt sur le revenu des « *revenus fictifs* », que constitue selon eux l'absence de loyer pour les millions de propriétaires ayant remboursé leur emprunt. Voici le passage :

« *Plus audacieuse, l'idée de soumettre à l'impôt sur le revenu les «revenus fictifs», que constitue l'absence de loyer pour les millions de propriétaires ayant remboursé leur emprunt, rapporterait 5,5 milliards par an.* ». wikistrike.com 11.09 (Sources : Conseil d'analyse économique (CAE) / Le Monde / Le JDS)

Donc si vous êtes un ouvrier ou un employé et que vous avez terminé de payer votre appartement ou votre petit pavillon ou que vous avez hérité de l'habitation de vos parents, vous (ou vos parents) avez payé deux fois votre habitation en comptant les intérêts qui n'étaient pas des « *revenus fictifs* » mais bien réels qui tombaient dans la poche des banquiers rentiers, vous ne payez pas de loyer, ce n'est pas normal, vous êtes un nanti, il faut vous taxer.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Algérie - Tunisie

Une opération de transfert d'armes et de munitions en grande quantité est en préparation en Libye vers l'Algérie ou la Tunisie, ont révélé des sources sécuritaires algériennes à leurs homologues tunisiennes.

En effet, dans une correspondance adressée aux autorités du pays voisin, la Tunisie, l'Algérie prévient qu'une importante opération de contrebande d'armes est en train d'être préparée sur le sol libyen en vue de son exportation.

L'opération en question, consiste, selon des sources concordantes, à transférer ces armes vers l'Algérie ou la Tunisie d'où l'appel lancé par les autorités algériennes à leurs homologues tunisiennes à redoubler la vigilance afin de faire échouer ce plan des groupes armés qui auraient enrôlé des individus évadés récemment de prisons libyennes pour le besoins de faire passer cette cargaison d'armes vers la Tunisie ou l'Algérie.

Les auteurs de cette opération sont tentés de profiter des tensions entre deux tribus libyennes au niveau des frontières avec l'Algérie et la Tunisie pour mettre en pratique leur plan.

L'Algérie a, pour sa part, renforcé la surveillance des ses frontières au niveau de cette zone par la multiplication des patrouilles aériennes et au sol. Une surveillance menée conjointement, de l'autre coté de ses frontières, avec les forces de sécurité tunisiennes. french.trib.ir 14.09

SOCIAL

Pologne

Plus de 100.000 syndicalistes ont manifesté samedi à Varsovie contre la politique économique et sociale du gouvernement libéral de Donald Tusk, qu'ils considèrent comme le grand responsable des difficultés des Polonais alors que l'économie du pays marque le pas.

"On devient des esclaves dans notre propre pays!", s'est indigné Piotr Duda, chef du syndicat Solidarité, principal organisateur de la manifestation. "On en a assez du mépris du pouvoir envers le monde des ouvriers!", a-t-il averti.

"On n'acceptera plus de politique qui ne mène qu'à la misère et à la pauvreté. On va chasser ce gouvernement qui n'agit pas dans les intérêts des salariés", a pour sa part lancé Jan Guz, chef du syndicat OPZZ, autre centrale syndicale présente à la manifestation.

"C'est la dernière sonnette d'alarme au gouvernement", a-t-il ajouté, menaçant le gouvernement de lancer une grève générale à travers tout le pays.

La manifestation de samedi organisée par trois centrales syndicales est le point culminant de quatre jours de protestations organisées dans Varsovie.

Quelque 100.000 personnes, selon les autorités y ont participé, environ 150.000 selon Marek Lewandowski, porte-parole de Solidarité, ce qui en fait, a-t-il affirmé, une des "plus importantes depuis plusieurs années".

Les syndicats exigent l'abaissement de l'âge de la retraite à 65 ans, reculé à 67 ans par le gouvernement Tusk, et une hausse du salaire minimum. Ils dénoncent la précarité de l'emploi et une récente loi qui autorise un temps de travail extensible, et accusent le chef du gouvernement au pouvoir depuis 2007 de faire la sourde oreille à leurs revendications.

Le chef du gouvernement est le principal visé par les attaques des syndicalistes. "Nous voulons le départ de Donald Tusk. C'est le seul moyen de changer la politique sociale en Pologne", a déclaré Lewandowski.

"On veut un gouvernement à nous, qui prendra en compte les intérêts des travailleurs, qui nous comprendra, pour pouvoir vivre dignement", a déclaré à l'AFP Ryszard Szyszka, un cheminot de Kielce (sud) qui gagne 2.500 zlotys (595 euros). Le salaire moyen net en Pologne étant de 4.900 zlotys.

Beaucoup de militants de Solidarité souhaitent le retour au pouvoir du parti conservateur de Jaroslaw Kaczynski Droit et Justice (PiS).

Dans les sondages, l'avance dont bénéficiait le parti de M. Tusk, la Plateforme civique (PO), sur son principal rival PiS a fondu, PO étant crédité de 21% à 25% des intentions de vote contre 23% à 34% pour le PiS.

Et sur le terrain, la PO a perdu récemment quelques élections locales partielles, remportées par le PiS, la prochaine bataille se jouera à Varsovie le 13 octobre lors d'un référendum pour un départ anticipé de la maire libérale de la capitale Hanna Gronkiewicz-Waltz.

Au Parlement, la coalition gouvernementale composée des libéraux et du parti paysan PSL, ne dispose plus que d'une majorité fragile.

La coalition au pouvoir ne dispose plus que de 232 voix, soit une de plus que la majorité absolue. AFP 14.09

"On veut un gouvernement à nous, qui prendra en compte les intérêts des travailleurs", ce bureaucrate syndical a raison, avec Hollande et son gouvernement, Schröder et son gouvernement, Blair et son gouvernement, Papandréous et son gouvernement, Suares et son gouvernement, Zapatero et son gouvernement, etc. "les intérêts des travailleurs" étaient pris en compte !

Il voulait juste dire que ce serait plus facile d'appliquer une politique néolibérale sous un masque socialiste.

"On en a assez du mépris du pouvoir envers le monde des ouvriers!" a dit le chef de Solidarité (avec les patrons et l'Eglise catholique), parce que Hollande, Schröder, Blair, Papandréous, Suares, Zapatero et consorts ne méprisent pas les travailleurs, non ils ont piétiné leurs droits politiques et sociaux...

ECONOMIE

1- Chypre

Le Fonds monétaire international (FMI) a annoncé la semaine dernière la nomination d'un ancien cadre de la banque américaine Lehman Brothers au poste de représentant permanent du FMI à Chypre.

L'Italien Vincenzo Guzzo, qui a pris ses fonctions à Nicosie le 9 septembre, est un docteur en économie, qui travaille depuis quatre ans au FMI après avoir été banquier d'investissement Lehman Brothers et économiste chez Morgan Stanley et Merrill Lynch,

Au FMI, il faisait déjà partie de l'équipe dédiée à Chypre et avait auparavant travaillé sur une série de pays, dont le Yémen, l'Islande et l'Italie.

M. Guzzo pilotera un fonds de 10 milliards d'euros (dont 1 milliard du FMI) couplé à des réformes structurelles comme des suppressions d'emplois dans les banques, des privatisations et des hausses d'impôts.

La Commission européenne a annoncé dans un rapport d'étape que le programme d'ajustement économique est sur la bonne voie. Pourtant, les privatisations, les hausses d'impôts, les licenciements et les contrôles des capitaux ont accentué la récession au deuxième trimestre, avec une contraction de près de 6% du produit intérieur brut (PIB). Le taux de chômage atteint un niveau jamais vu à plus de 17%. lejournaldusiecle 13.09 (Sources : Trends / RFI / Le JDS)

2- Espagne

Afin de réduire son déficit public, autour de 8 %, et une dette publique colossale qui pèse 90 % de son PIB, le gouvernement espagnol de Rajoy préconise de vendre une partie de son patrimoine public.

Le patrimoine de l'Etat espagnol est constitué d'un ensemble très hétéroclite : 15 000 biens immobiliers dont des palais, des édifices historiques, mais aussi des terrains industriels, des lotissements qui ne sont pas terminés, des hectares de terres et des quartiers entiers, ainsi que des parcs naturels.

Les importantes difficultés budgétaires qui ont amené le gouvernement espagnol à faire des coupes dans la santé ou dans l'éducation, contraignent aujourd'hui celui-ci à tailler dans son patrimoine.

Au total, 30 % des biens de l'Etat sont mis en vente et cela pourrait rapporter 40 milliards d'euros d'ici 2015 selon une estimation optimiste, car beaucoup d'économistes tiennent à souligner qu'en cette période, les prix sont à la baisse et que cette opération sera moins "rentable" que prévue.

Par exemple, le parc naturel de Los Alcornocales, un immense massif forestier subtropical dans un territoire montagneux de 14 000 hectares, est mis en vente. Aucun nom ne circule, mais les futurs acquéreurs seront certainement des investisseurs allemands, russes ou chinois. lejournaldusiecle 13.09 (Sources : El Mundo / Le JDS)

[Haut de page ↗](#)

Le 16 septembre 2013

CAUSERIE

On aura compris après lecture de l'article où était révélée en détail l'affaire des deux missiles lancés par les Américains contre la Syrie et interceptés par les Russes, qu'Obama était prêt à aller jusqu'au bout, et que ce n'était certainement pas le rejet de la guerre par la majorité des peuples dont le peuple américain qui l'aurait arrêté ou fait changer brusquement d'avis, mais le déclenchement d'une troisième guerre mondiale qui ne faisait apparemment pas partie du scénario ou du mandat qui lui avait été confié par l'oligarchie financière anglo-saxonne-sioniste.

INFOS SUR LA SYRIE

Réunion des chefs de guerre au chenil du fg Saint-Honoré.

- Syrie: Hollande reçoit Kerry et Hague lundi matin - AFP

Le roquet donne de la voix

- Kerry : la menace du recours à la force en Syrie demeure - LePoint.fr

- «L'option militaire doit demeurer» en Syrie, estime François Hollande - 20minutes.fr

- Syrie: Paris pousse pour un texte fort à l'ONU après l'accord de Genève - 20minutes.fr

- La Syrie salue l'accord russo-américain sur ses armes chimiques LeMonde.fr

Damas se félicite d'"une victoire pour la Syrie", mais les Etats-Unis et la France ont prévenu que l'option militaire restait sur la table. LeMonde.fr 15.09

- Syrie : l'ONU reprend la main, le spectre des frappes s'éloigne - LeFigaro.fr

[Un grossier mensonge, un de trop !](#)

- Féroce bataille de com' sur la Syrie : comment se construisent les discours en temps de guerre - Atlantico.fr

Extrait. Interview de Pierre Péan, un journaliste d'investigation français qui a publié une vingtaine d'ouvrages.

Atlantico. Dans votre ouvrage, vous dites qu'on a passé sous silence les exactions des indépendantistes kosovars mais les nouveaux médias permettent de montrer en un temps record les exactions commises par l'armée syrienne comme celles des rebelles. Peut-on supposer que sans l'existence de ces outils, il aurait été plus aisé pour les rebelles de maintenir une représentation plus manichéenne du conflit ?

Pierre Péan. Cela me semble évident même si la nouvelle façon engagée, militante, de faire du journalisme sur tous les sujets tournant autour des droits de l'Homme conduit éditorialistes, journalistes et reporters à grossir les exactions et les crimes de ceux qui sont réunis derrière la bannière du Mal, et à atténuer ceux des combattants du Bien. Et donc à ne pas traiter objectivement les faits collectés par les nouveaux médias.

Atlantico. La démocratisation des nouvelles technologies a-t-elle changé la manière de construire les discours des puissances en temps de guerre ? Est-il devenu beaucoup plus difficile aujourd'hui de faire accepter à l'opinion publique une version unique d'un conflit ?

Pierre Péan. Hier comme aujourd'hui, les grandes puissances ont la possibilité de mobiliser la plupart des mass-médias au nom de la morale. Le discours a peu changé encore que cette fois-ci le mot génocide n'a pas été utilisé comme cri de ralliement. Un autre a fait son apparition : la punition. La plupart des journalistes ont relayé la communication gouvernementale, sans pour autant convaincre l'opinion publique. Le matraquage a été impuissant. Les citoyens-lecteurs-auditeurs n'ont pas oublié qu'ils ont été bernés à propos du Kosovo, de l'Afghanistan et de la Libye et savent comment a tourné la guerre d'Irak. Les politiques et les journalistes devront s'habituer à ce que les peuples n'ont pas la mémoire courte.

Atlantico. A la différence du Mali, dans quelle mesure peut-on dire que François Hollande a échoué dans sa communication pour faire accepter la guerre ?

Pierre Péan. Un seul chiffre suffit pour répondre à cette question : 68% des Français sont contre la guerre-punition qui ne résoudra rien tant du processus militaire régional et international en cours que sur les plans politique et diplomatique.

Atlantico. En temps de guerre, ou de pré-conflit comme c'est le cas actuellement, existe-t-il dans nos sociétés occidentales une part de censure ou de propagande dans la communication gouvernementale ?

Pierre Péan. Il n'y a pas de guerre sans censure et propagande... Mais celles-ci sont de natures différentes pour imposer, aujourd'hui, le devoir d'ingérence. Il est et il sera de plus en plus délicat d'imposer à l'opinion publique que ces guerres soient faites exclusivement au nom de la morale. Ils lisent et voient à la télé suffisamment de documentaires et de films qui montrent que les grandes puissances n'oublient pas d'imposer leurs intérêts vitaux et leur vision du monde. Il n'est pas possible de croire que la guerre qui va être lancée contre Bachar el-Assad relève de la seule « *punition* ». Atlantico.fr 15.09

Pour le moment la « *punition* » elle est pour Obama et Hollande et cela nous va très bien.

[Confirmation. Obma, Cameron et Hollande arment des barbares au nom de la démocratie.](#)

Les terroristes d'Etat Obma, Cameron et Hollande ont choisi le camp des mercenaires sanguinaires du front Al-Nosra et de l'Etat islamique en Irak et au levant (Al-Qaida) détruisant la Syrie et massacrant son peuple pour instaurer un régime féodal basé sur la charia contre une république laïque.

- Selon une étude britannique, près de la moitié des rebelles syriens sont des islamistes radicaux - Le Monde 16.09

Une étude conduite par l'institut britannique de défense IHS Jane's, publiée lundi 16 septembre par le Daily Telegraph, estime que près de la moitié des forces rebelles qui combattent le régime de Bachar Al-Assad en Syrie est constituée de djihadistes et d'islamistes membres de groupes extrémistes. L'étude est basée sur des entretiens avec des combattants rebelles et des estimations des services de renseignement.

Quelque 100 000 rebelles sont engagés dans le combat, rapporte le quotidien britannique. Mais ces combattants se seraient

divisés en près de 1 000 groupes différents depuis que la guerre civile a éclaté, il y a deux ans et demi.

Parmi eux, quelque 10 000 combattants, venant de plusieurs pays, font partie de groupes liés à Al-Qaïda, tandis qu'entre 30 000 et 35 000 autres sont des islamistes membres de groupes extrémistes – différents des djihadistes en ce qu'ils sont uniquement centrés sur le conflit syrien, d'après les experts de l'IHS.

"L'insurrection est maintenant dominée par des groupes qui ont au moins un point de vue islamiste sur le conflit", juge Charles Lister, auteur de cette étude. "L'idée que ce sont plutôt des groupes laïcs qui dirigent l'opposition n'est juste pas confirmée", ajoute cet expert. "Si les Occidentaux apparaissent comme n'étant pas intéressés à faire tomber Assad, les islamistes modérés vont alors probablement basculer dans le camp des extrémistes", avertit encore M. Lister.

Le Daily Telegraph, qui relève la prédominance grandissante de deux groupes – le front Al-Nosra et l'Etat islamique en Irak et au levant – rapporte notamment que "Al-Qaïda a assassiné plusieurs commandants rebelles de l'Armée syrienne libre dans la province de Lataqia au Nord ces dernières semaines, et les habitants disent avoir peur que cela fasse partie d'une campagne visant à gagner un contrôle total sur ce territoire". lemonde.fr 16.09

Les véritables opposants au régime d'Assad sont au côté de l'armée qui défend l'unité et la souveraineté de la Syrie, reste une poignée de "rebelles" parmi lesquels on trouve un peu de tout, ils ont été recrutés par certaines couches de la bourgeoisie opposés au régime, comme on le voit ici et qui confirme ce que nous savions déjà, ils constituent une infime minorité de la population, quelques dizaines de milliers sur 22 millions d'habitants.

Ce qui est intéressant ici, c'est qu'on puisse lire dans un article d'un des principaux médias va-t-en-guerre que le front Al-Nosra et l'Etat islamique en Irak et au levant (Al-Qaïda) forment le gros des combattants contre le régime, que Hollande (notamment) soutient en soutenant l'opposition au régime d'Assad.

Hollande en chef des "djihadistes et d'islamistes membres de groupes extrémistes" combattant pour la démocratie en Syrie, on comprend qu'il ne puisse pas incarner la démocratie en France !

L'Iran dans le viseur américano-sioniste.

- L'Iran aurait tort de se croire à l'abri, affirme Barack Obama - Reuters

Barack Obama a affirmé avoir échangé des lettres avec le président iranien Hassan Rohani et a averti que sa réticence à frapper la Syrie n'amoinçait pas la menace américaine d'user de la force s'il faut empêcher l'Iran d'avoir l'arme nucléaire.

Je pense que les Iraniens comprennent que la question du nucléaire est un problème bien plus important pour nous que celui des armes chimiques, a dit le président américain lors d'un entretien avec la chaîne américaine ABC diffusé dimanche, au cours duquel il a confirmé pour la première fois avoir contacté Hassan Rohani.

Je l'ai contacté. Et lui aussi. Nous ne nous sommes pas parlés directement, a précisé Barack Obama. Interrogé pour savoir si le contact s'était fait par lettres, le président Obama a acquiescé. Le président américain a bien distingué la gestion du dossier des armes chimiques syriennes de celui du nucléaire iranien. La menace contre Israël, que le nucléaire iranien pose, est bien plus proche de nos intérêts. Une course aux armes nucléaires dans la région serait quelque chose de profondément déstabilisant, a-t-il dit. J'ai le sentiment que les Iraniens ont bien compris que ce n'est pas parce que nous n'avons pas frappé (la Syrie) que nous ne frapperons pas l'Iran, a-t-il poursuivi. french.trib.ir 15.09

« Nous sommes à la recherche d'une autorisation de frappe contre l'Iran pour s'assurer qu'ils reçoivent un avertissement clair et que le scandale, dit celui de la Syrie, ne nous fait pas sombrer dans l'erreur concernant l'Iran » a prétendu, samedi, le sénateur républicain de l'Etat de Caroline du Sud, Graham Lyndsey. french.trib.ir 15.09

ACTUALITÉ DU JOUR

Quand business rime avec populisme. Ils sont tous corrompus.

- Selon Mediapart, Serge Dassault «admet avoir payé» pour une victoire électorale - Slate.fr

Pouquoi ce titre ? Serait-il un cas isolé ? Tous les partis institutionnels touchent de l'argent de l'Etat (à notre dépend et malgré nous), donc tous les élus qui participent à cette mauvaise farce que l'on nomme démocratie parlementaire peuvent admettre avoir été payés pour leur "victoire électorale".

Qu'on ne se trompe pas Mediapart roule pour le régime, il fait partie des officines qui fournissent un vernis démocratique au régime. Ce qu'ils dénoncent fait beaucoup de bruit... mais ne change absolument rien. Un numéro d'illusionnisme comme il en existe beaucoup d'autres de nos jours. Apparemment il est possible d'en vivre, c'est l'essentiel...

Autrefois, il y a fort longtemps, quand il demeurait une trace du marxisme dans le mouvement ouvrier le parlementarisme était vilipendé, depuis tous les partis y participent et chacun l'a justifié à sa manière.

Extrait de *L'Etat et la révolution* - Lénine

- "Les ministres et les parlementaires de profession, les traîtres au prolétariat et les socialistes "pratiques" d'à présent ont entièrement laissé aux anarchistes le soin de critiquer le parlementarisme; et, pour cette raison d'une logique surprenante, ils qualifient d'"anarchiste" toute critique du parlementarisme !! On ne saurait s'étonner que le prolétariat des pays parlementaires "avancés", écoeuré à la vue de "socialistes" tels que les Scheidemann, David, Legien, Sembat, Renaudel, Henderson, Vandervelde, Stauning, Branting, Bissolati et Cie, ait de plus en plus souvent accordé ses sympathies à l'anarcho-syndicalisme, encore que celui-ci soit le frère jumeau de l'opportunisme. (Pas étonnant qu'ils fassent bon ménage avec les "trotskistes" au sein du POI avec la bénédiction de leur chef feu P. Lambert, ils avaient au moins un point commun : l'opportunisme. - ndlr)

Mais, pour Marx, la dialectique révolutionnaire n'a jamais été cette vaine phraséologie à la mode, ce hochet qu'en ont fait Plékhanov, Kautsky et les autres. Marx a su rompre impitoyablement avec l'anarchisme pour son impuissance à utiliser même l'"écurie" du parlementarisme bourgeois, surtout lorsque la situation n'est manifestement pas révolutionnaire; mais il a su, en même temps, donner une critique véritablement prolétarienne et révolutionnaire du parlementarisme. (Depuis le parlementarisme bourgeois est devenu uniquement une tribune de la réaction, une chambre d'enregistrement des mesures antisociales déjà décidées par le Bonapartate de service ou Bruxelles, y participer ne peut servir qu'à le légitimer et alimenter les illusions dans le régime qui est fondamentalement antidémocratique. - ndlr)

Décider périodiquement, pour un certain nombre d'années, quel membre de la classe dirigeante foulera aux pieds, écrasera le peuple au Parlement, telle est l'essence véritable du parlementarisme bourgeois, non seulement dans les monarchies constitutionnelles parlementaires, mais encore dans les républiques les plus démocratiques.

Mais si l'on pose la question de l'Etat, si l'on considère le parlementarisme comme une de ses institutions, du point de vue des tâches du prolétariat dans ce domaine, quel est donc le moyen de sortir du parlementarisme ? Comment peut-on s'en passer ?

Force nous est de le dire et redire encore : les enseignements de Marx, fondés sur l'étude de la Commune, sont si bien oubliés que le "social-démocrate" actuel (lisez : l'actuel traître au socialisme) est tout simplement incapable de concevoir une autre critique du parlementarisme que la critique anarchiste ou réactionnaire. Certes, le moyen de sortir du parlementarisme ne consiste pas à détruire les organismes représentatifs et le principe électif, mais à transformer ces moulins à paroles que sont les organismes représentatifs en assemblées "agissantes". "La Commune devait être non pas un organisme parlementaire, mais un corps agissant, exécutif et législatif à la fois." (...)

Au parlementarisme vénal, pourri jusqu'à la moelle, de la société bourgeoise, la Commune substitue des organismes où la liberté d'opinion et de discussion ne dégénère pas en duperie, car les parlementaires doivent travailler eux-mêmes, appliquer eux-mêmes leurs lois, en vérifier eux-mêmes les effets, en répondre eux-mêmes directement devant leurs électeurs. Les organismes représentatifs demeurent, mais le parlementarisme comme système spécial, comme division du travail législatif et exécutif, comme situation privilégiée pour les députés, n'est plus. Nous ne pouvons concevoir une démocratie, même une démocratie prolétarienne, sans organismes représentatifs : mais nous pouvons et devons la concevoir sans parlementarisme, si la critique de la société bourgeoise n'est pas pour nous un vain mot, si notre volonté de renverser la domination de la bourgeoisie est une volonté sérieuse et sincère et non une phrase "électorale" destinée à capter les voix des ouvriers, comme chez les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires, chez les Scheidemann et les Legien, les Sembat et les Vandervelde."

Plus loin Lénine donnait une définition du "*parlementarisme bourgeois — qui unit la démocratie (pas pour le peuple) à la bureaucratie (contre le peuple)*", l'antithèse du "*démocratisme prolétarien, qui prendra immédiatement des mesures pour couper le bureaucratisme à la racine et qui sera à même de les appliquer jusqu'au bout, jusqu'à la destruction complète du bureaucratisme, jusqu'à l'établissement complet d'une démocratie pour le peuple.*"

La dictature néolibérale va-t-elle s'attaquer à l'aristocratie ouvrière ?

- La Cour des comptes veut revoir l'organisation du travail chez EDF - AFP

Selon les Echos, le premier président la Cour des Comptes, Didier Migaud, a envoyé une note de quatre pages au gouvernement sur ce sujet.

Dans celle-ci, il demande notamment qu'une "*réflexion*" soit engagée au niveau du groupe et avec les organisations syndicales sur le "*le bilan de l'aménagement du temps de travail, la cartographie des métiers et l'organisation du travail, dans la perspective d'une meilleure disponibilité et de gains de productivité*".

Selon cette note que les Echos se sont procurée, les 62.150 salariés d'EDF ont chacun travaillé 1.548 heures en 2011, contre 1.570 pour l'ensemble des industries électriques et gazières et 1.607 prévues par le droit du travail. Chez RTE (8.800 salariés), le nombre d'heures travaillées cette année-là tombe à 1.500.

Enfin, la Cour estime que le régime des heures supplémentaires (72 heures par agent en moyenne) au sein d'EDF est "*exorbitant*" au regard du droit commun. AFP 15.09

Nous ce que nous trouvons "*exorbitant*", c'est que les syndicats ne se soient jamais battus pour que l'ensemble des travailleurs aient les mêmes droits basés sur ceux qui ont les droits les plus favorables.

ACTUALITE EN TITRES

Alors qu'il en est l'allié, le complice.

- Pierre Laurent accuse le PS de faire monter le FN - lefigaro.fr

...tout comme les gauchistes

- Affaire Méric : 9 militants anti-fascistes interpellés après une échauffourée - Francetv info

Les autorités, qui craignaient des affrontements entre militants anti-fascistes et groupes d'extrême droite, avaient interdit vendredi quatre manifestations prévues le lendemain à Paris. Neuf militants anti-fascistes ont été interpellés samedi 14 septembre à Paris après une échauffourée, survenue en marge d'une marche en hommage du militant d'extrême gauche Clément Méric, tué en juin.

Dès vendredi, la préfecture de police de Paris (PP) avait annoncé avoir engagé une procédure d'interdiction de quatre manifestations prévues samedi. L'une d'entre elle avait été initiée par des groupes anti-fascistes. Il s'agissait d'une marche en hommage à Clément Méric, tandis qu'une autre, organisée par des groupes d'extrême droite.

Selon la police, les jeunes militants anti-fascistes ont jeté des chaises dans un café du XVe arrondissement de la capitale, sans qu'une véritable bagarre n'éclate, avant de prendre la fuite, puis d'être interpellés et placés en garde. Francetv info avec AFP

Quelle est l'utilité de telles actions ? A qui cela profite-t-il ? Qui s'en fait le relais ? Qui manipule les gauchistes ?

Leur "*marche*" était interdite et pourtant elle a eu lieu, donc avec la complicité du préfet de police de Paris et du ministère de l'Intérieur, du coup certains d'entre eux se sont crus autoriser à se transformer en casseurs et apparemment à provoquer des éléments d'extrême droite présent dans ce café.

En quoi cela profite-t-il au mouvement ouvrier ? En rien, au contraire sans raison ou inutilement les gauchistes s'emploie à en donner une image détestable, ils font le jeu du régime.

Président des banquiers et des marchands de canon (les mêmes) c'est plus précis et au combien juste.

- Hamon : «Hollande président des patrons ? C'est absurde» - LeParisien.fr

La dictature de Bruxelles ne doit pas subir d'entraves.

- Berlin envisage une union bancaire sans révision du Traité - Reuters

Intox

- La BCE dispose de marges de manoeuvre sur les taux, dit Praet - Reuters

La Banque centrale européenne dispose de marges de manoeuvre pour contrer d'éventuels effets pervers de la politique monétaire américaine, assure le chef économiste de l'institut de Francfort... Reuters 15.09

- Les Verts posent un ultimatum - LeFigaro.fr

[Pas assez discret avant, c'était un énorme risque pour après...](#)

- Etats-Unis: Larry Summers renonce à diriger la Fed - AFP

Larry Summers, ancien secrétaire américain au Trésor, a retiré sa candidature à la succession de Ben Bernanke à la présidence de la Réserve fédérale (Fed), a annoncé dimanche le président Barack Obama.

"Plus tôt aujourd'hui, j'ai parlé avec Larry Summers et j'ai accepté sa décision de retirer son nom de la candidature à la présidence de la Réserve fédérale", a indiqué M. Obama dans un communiqué. La décision de M. Summers de retirer sa candidature avait été annoncée un peu plus tôt par le Wall Street Journal. AFP 15.09

C'est la deuxième cinglante défaite pour Obama et le camp des néolibéraux (mondialistes) en huit jours.

[Parole de réacs](#)

- Comment la lutte contre les profiteurs et les assistés est devenue une des priorités principales des Français - Atlantico.fr

A bas les rentiers, à bas les banquiers, expropriation et saisie de tous leurs biens et avoirs !

[Haut de page ↗](#)

Le 17 septembre 2013

CAUSERIE

J'ai ajouté quelques nouveaux articles.

J'ai d'énormes problèmes avec ma connexion Internet, hier soir j'ai dû aller me coucher faute de pouvoir ouvrir la moindre page et ce matin j'ai rencontré le même problème pendant deux heures. Chez Reliance où j'ai souscrit un abonnement illimité on m'a carrément dit que c'était normal que ma connexion ralentisse passé 5 Giga Octets, or j'en suis à 15 et je dois attendre le 23 septembre pour retrouver une vitesse normale ! Avant-hier j'ai mis 50 minutes rien que pour recharger la page d'accueil du site au lieu de 10 secondes en temps normal.

En fait j'ai remarqué un truc, c'est que ma connexion fonctionnait à peu près correctement n'importe quand, c'est imprévisible, leurs explications sont bidons. Je ne peux pas changer de fournisseur, Reliance est encore ce qui fonctionne le mieux où j'habite, ce sont des voisins qui me l'ont dit, ils ont essayé tous les fournisseurs, porter plainte, etc. en vain.

Autre déboire, j'ai voulu télécharger des vidéos de concerts, impossible SEM (Sony) les a bloquées, y compris celles que j'ai téléchargées il y a à peine deux semaines, bientôt plus rien ne sera gratuit sur le Net...

Lisez les derniers articles sur la Syrie publiés par le Réseau Voltaire, ils sont excellents. Comme dirait l'autre : il n'y a pas photo ! Sauf pour ceux qui soutiennent Hollande et la guerre, tout en prétendant le contraire de préférence.

Une vidéo

11-Septembre : Le Nouveau Pearl Harbor (1/3) - By ReOpen911

http://www.dailymotion.com/video/x14gtd7_11-septembre-le-nouveau-pearl-harbor-1-3_news#from=embediframe

Fabrication de preuves

Assertion en guise de preuve.

- Attaque chimique en Syrie: Le rapport de l'ONU montre la responsabilité d'Assad, selon les Etats-Unis - 20minutes.fr

La Maison Blanche a estimé lundi que le rapport de l'ONU sur l'attaque chimique du mois dernier en Syrie démontrait que le régime de Bachar al-Assad en portait la responsabilité. «*Les informations dans ce rapport, indiquant que du gaz sarin a été lancé au moyen de fusées sol-sol que seul le régime possède, montre clairement qui est responsable*» de cette attaque, a affirmé le porte-parole de l'exécutif américain, Jay Carney.

Les experts de l'ONU qui ont enquêté en Syrie sur l'attaque du 21 août -qui a fait plus de 1.400 morts selon Washington-, ont trouvé des «*preuves flagrantes et convaincantes*» de l'utilisation de gaz sarin, selon leur rapport publié lundi. La première page du rapport, remis dimanche au secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon par le chef des inspecteurs Aake Sellström, ajoute que «*des armes chimiques ont été utilisées sur une échelle relativement grande*» au cours du conflit syrien «*contre des civils, y compris des enfants*». Le document précise que l'attaque a été perpétrée à l'aide de «*roquettes sol-sol contenant du gaz sarin*». Ban Ki-moon a qualifié lundi l'utilisation d'armes chimiques en Syrie de «*crimes de guerre*». 20minutes.fr 16.09

Car les régimes turc et saoudien ou israélien ne possède pas de "roquettes sol-sol"...

Inutile de commenter, nous disposons de suffisamment de preuves prouvant qu'on est en présence d'une machination étasunienne pour justifier une guerre contre la Syrie, je vous invite à télécharger et lire les articles qui figurent dans la rubrique Syrie, tout y est.

Au fait, ceux (FdG, M'PEP, etc.) qui en appellent à l'ONU doivent être satisfaits, non ? Dans quel camp sont-ils : au côté du peuple syrien ou contre en s'en remettant à l'ONU ?

Fabius en chef des terroristes.

- Syrie: Le rapport de l'ONU «*ne laisse aucun doute sur l'origine de l'attaque*» du 21 août (Fabius) - 20minutes.fr

Le rapport des experts de l'ONU sur l'attaque chimique du 21 août près de Damas «*ne laisse aucun doute*» sur son origine et «*renforce la position de ceux qui ont dit que le régime est coupable*», a estimé lundi le chef de la diplomatie française Laurent Fabius.

«*Le contenu du rapport est accablant, confirme l'emploi massif de gaz sarin (...), tout ça ne laisse aucun doute sur l'origine de l'attaque*», a déclaré Laurent Fabius sur la radio RTL, estimant que ce rapport «*renforçait la position de ceux qui ont dit le régime est coupable*». 20minutes.fr 16.09

La pire pourriture le PS, n'est-ce pas? Il faut le mater.

L'ONU ne désarme pas et en rajoute une grosse couche.

- L'ONU enquête sur 14 cas d'attaques chimiques en Syrie - Reuters

[Provocation. Il aurait violé l'espace aérien turc... mais il s'écrase en Syrie !](#)

- Syrie : la Turquie affirme avoir abattu un hélicoptère syrien - Francetv info

La Turquie a abattu, lundi 16 septembre, un hélicoptère militaire syrien, qui avait violé son espace aérien, a déclaré un vice-Premier ministre turc. Détecté dans l'espace aérien turc à 14h20 (13h20, heure de Paris), l'hélicoptère MI-17 syrien "a été averti de manière répétée" par la défense aérienne turque, "mais comme la violation continuait, il est tombé en territoire syrien à 14h25 après avoir été touché par des missiles" tirés par des avions turcs, a précisé Bulent Arinc. Francetv info et AFP 16.09

[En titre](#)

- La France, les Etats-Unis et le Royaume-Uni à l'unisson sur la résolution de l'ONU sur les armes chimiques - 20minutes.fr

- Syrie: Paris, Londres et Washington pour une résolution "forte" - AFP

- Syrie : Washington, Paris et Londres pointent la responsabilité d'Assad - LeParisien.fr

Pas de bol !

- Attaque chimique en Syrie: Un rapport pour rien - 20minutes.fr

- Aux Etats-Unis, la rhétorique guerrière ne fait plus recette - LeMonde.fr

Que l'humiliation retombe sur ceux qui ont appelé à voter Hollande ou à "**chasser Sarkozy**" pour porter son clone au pouvoir !

- Syrie : la triple humiliation de François Hollande - LePoint.fr

Comment se refaire une santé. Vérité. Ils y viennent les propagandistes de la guerre...

- La rébellion syrienne dominée par les islamistes? - 20minutes.fr

- Syrie : près de 50% des rebelles seraient des djihadistes ou des islamistes radicaux - Atlantico.fr

- La rébellion syrienne à moitié composée d'islamistes - Liberation.fr

Boycott de la totalité des médias aux ordres, presse, télévision, radio !

ACTUALITE EN TITRES

[Ce n'est pas pour autant le crépuscule du néolibéralisme.](#)

- Wall Street ouvre en hausse après le retrait de Summers - Reuters

[Taxer les pauvres pour engraisser les nantis.](#)

- Le gouvernement va durcir le bonus-malus automobile - AFP

[Vases communicants. Il suffit de le demander...](#)

- José-Manuel Barroso : "*La France doit réduire les charges qui pèsent sur les entreprises !*" - Atlantico.fr

ACTUALITÉ DU JOUR

Les prédateurs

- Bill Gates reste l'Américain le plus riche selon le magazine Forbes - AFP Le co-fondateur de Microsoft Bill Gates reste en 2013 l'Américain le plus riche, avec une fortune estimée à 72 milliards de dollars, six de plus que l'an dernier, selon le nouveau classement annuel du magazine Forbes publié lundi.

Les 400 Américains les plus riches cumulent désormais une fortune de 2.000 milliards de dollars, contre 1.700 l'an dernier, un record absolu, qui s'explique par la force de la bourse et du marché immobilier selon le magazine.

C'est la 20e année consécutive que Bill Gates est l'homme le plus riche des Etats-Unis.

Comme l'an dernier, le 2e du classement est Warren Buffett, à la tête du conglomérat de presse Berkshire Hathaway. Avec 58,5 milliards de dollars, soit 12,5 milliards de plus qu'en 2012, c'est celui qui s'est le plus enrichi. Vient ensuite Larry Ellison, le co-fondateur du géant des logiciels Oracle, 3e avec 41 milliards (sans changement). C'est le seul, dans les 10 premiers, qui n'a pas vu sa fortune augmenter.

Les frères Koch, Charles et David, sont à la 4e place ex aequo, avec une fortune de 36 milliards chacun.

Le maire de New York Michael Bloomberg est 10e (31 milliards, +6).

Le fondateur de Facebook, Mark Zuckerberg 29 ans, est cette année le 2e de ceux dont la fortune a le plus augmenté (19 milliards, +9,6). L'an dernier, l'entrée mitigée de sa société en bourse lui avait à l'inverse fait perdre 8,1 milliards.

Au total, 314 milliardaires ont vu leurs revenus augmenter. Trente seulement sont moins riches que l'an dernier, et 22 ont une fortune inchangée. AFP 16.09

Juge et partie. Un maquereau pour une "baleine".

- JPMorgan va payer au moins 700 millions de dollars d'amendes - AFP

La banque américaine JPMorgan Chase devrait payer au moins 700 millions de dollars d'amendes dans le cadre d'un accord à l'amiable avec les autorités dans l'affaire de la "baleine de Londres", ont indiqué mercredi des sources proches du dossier.

Des porte-parole de la banque, du département de la Justice (DoJ) et du gendarme boursier américain ont refusé de commenter. AFP 16.09

Intox. Dirigeants syndicaux, patrons, Parti socialiste et communiste des capitalistes : front unique avec la troïka !

- La troïka des créanciers du Portugal face à la grogne anti-austérité - AFP

La troïka des créanciers du Portugal (UE, FMI, BCE) a commencé lundi à étudier à la loupe le programme de rigueur du pays sous perfusion financière, au moment où se multiplient les appels en faveur d'un assouplissement de la cure d'austérité.

Syndicats, patronat et opposition sont unanimes à réclamer davantage de souplesse pour les comptes.

"Le Portugal s'en sortira seulement s'il obtient plus de temps pour équilibrer ses comptes publics. Il faut dire cela à la troïka", a insisté Antonio José Seguro, secrétaire général du Parti socialiste, principale formation de l'opposition. (Le PS des capitalistes demande un délai, il ne rejette pas les mesures prônées par la troïka. - ndlr)

"Les politiques d'austérité ont creusé le déficit et généré plus de dette, plus d'inégalités, plus de pauvreté. Il y a des gens qui ont faim. Il faut revoir le mémorandum", a réclâmé Arménio Carlos, secrétaire général de la CTPP, principale confédération syndicale du pays, proche du Parti communiste. (Le PC des capitalistes ne jette pas le mémorandum, il demande à ce qu'il soit revu. -ndlr)

"Il faudra qu'on nous explique comment on va pouvoir passer d'un déficit de 5,5% en 2013 à un déficit de 4% en 2014. Jamais on n'a assisté à une aussi forte réduction du déficit", a renchéri le chef du patronat portugais Antonio Saraiva.

Syndicats et patronat s'exprimaient lundi à l'occasion d'une réunion avec M. Portas consacrée aux négociations avec les créanciers. Mardi, ce sera au tour de la troïka de prendre le pouls des partenaires sociaux lors d'une réunion prévue au Conseil économique et social de Lisbonne. AFP 16.09

Syndicats et patronat réunis avec les représentants du gouvernement et de la troïka pour "négocier" de l'application des mesures d'austérité adoptées contre les travailleurs portugais.

Il faut abolir cette institution de collaboration de classes, le Conseil économique et social au Portugal comme en France.

Qui ose prétendre que les syndicats n'auraient pas déjà intégrés les institutions, qui ose prétendre qu'ils seraient indépendants ? Des escrocs, des faussaires, des agents du régime, du capital.

INFOS EN BREF

SOCIAL

Grèce

La police grecque a tiré des grenades lacrymogènes pour disperser une soixantaine d'agents de sécurité scolaire qui tentaient d'occuper le ministère de la Réforme administrative dans le centre d'Athènes, lundi.

Ces agents, qui assurent la sécurité autour des établissements scolaires, sont concernés par un plan de réformes prévoyant des suppressions de postes et une mobilité imposée dans la fonction publique.

Les enseignants du secondaire ont entamé une grève illimitée pour protester contre ces mesures qui concernent également les employés de la principale caisse de sécurité sociale grecque, l'AKI, qui envisagent de rejoindre le mouvement.

Le projet de mobilité professionnelle imposerait aux enseignants de changer d'affectation et d'être transférés dans un autre établissement du pays au risque d'être licenciés en cas de refus.

Le syndicat des enseignants du secondaire, Olme, a entamé lundi une grève roulante de cinq jours tandis que leurs collègues du primaire ont prévu un arrêt de travail de trois heures.

Olme devrait se joindre à la grève de 48 heures organisée mercredi et jeudi à l'appel du principal syndicat de la fonction publique Adedy.

Les médecins des hôpitaux publics prévoient trois jours de grève à partir de mardi. Les avocats cesseront également le travail pendant deux jours pour dénoncer les réformes touchant leur profession.

Athènes doit imposer ce plan de mobilité à 25.000 fonctionnaires d'ici la fin de l'année date à laquelle ils feront l'objet d'une évaluation et se verront proposer d'autres emplois sous peine d'être licenciés.

La Grèce doit obligatoirement supprimer 15.000 postes au sein de l'administration sur la période 2013-2014. Reuters 16.09

[Haut de page ↗](#)

Le 18 septembre 2013

CAUSERIE

Il est 13h10 en Inde.

Pas le temps de causer.

Je casse la croute et je file au marché faire quelques courses, c'est ouvert toute la journée. Je mettrai quelques articles en ligne ce soir.

Quelques chiffres à tomber à la renverse.

La satisfaction des besoins de 7 milliards d'habitants est incompatible avec l'enrichissement d'une poignée de parasites cupides et cyniques, le capitalisme doit disparaître.

1.426

Selon le classement du magazine américain Forbes, le monde n'a jamais compté autant de milliardaires: ils sont 1426 cette année, 200 de plus que l'an dernier. Un record absolu depuis trente ans. Tous ensemble, ces ultrariches pèsent cette année 5400 milliards de dollars (contre 4600 milliards l'an dernier). Les quatre pays qui comptent le plus de milliardaires sont les États-Unis (442), la Chine (122), la Russie (110) et l'Allemagne (58).

Côté français, avec une fortune de 30 milliards de dollars (+ 6 milliards sur un an), Liliane Bettencourt occupe la 9e place. Le patron de LVMH, Bernard Arnault, suit juste derrière en 10e position (-6 places) avec une fortune de 29 milliards de dollars. AFP

L'évolution du nombre de milliardaires dans le monde de 2003 à 2013 (sources : Forbes)

2003 : 476
2004 : 587
2005 : 691
2006 : 793
2007 : 946

2008 : 1.125
2009 : 793
2010 : 1.011
2011 : 1.021
2012 : 1.226
2013 : 1.426

... l'enseignement le plus précieux est que, pour cette catégorie des 400 plus riches, la crise financière n'est qu'un lointain souvenir du point de vue de leur fortune, puisque celle-ci est globalement supérieure à ce qu'elle était en 2007.

Trois facteurs ont contribué à rendre les plus riches encore plus riches. La hausse de la Bourse, d'abord. Le Dow Jones a plus que doublé depuis 2009. L'économie sort de sa convalescence, mais surtout, la Bourse a bénéficié d'un afflux de liquidités sans précédent grâce aux politiques accommodantes de la Banque centrale américaine. Or 90 % des actions aux Etats-Unis sont détenues par les 10 % les plus riches. Deuxième facteur, la reprise des prix de l'immobilier, qui a créé un effet richesse, dont les plus fortunés ont été les principaux bénéficiaires. Enfin l'augmentation des profits des entreprises a permis de distribuer des dividendes généreux, tandis que la montagne de cash qu'elles ont accumulé les a incitées à racheter leurs propres actions, pour ensuite les annuler et augmenter ainsi mécaniquement la valeur de la part des actionnaires.

Dans la dernière édition de leur étude sur les inégalités aux Etats-Unis, les économistes Emmanuel Saez et Thomas Piketty notent que 1 % des Américains les plus riches captent un cinquième du revenu total de la nation. Il s'agit du taux le plus élevé depuis 1913, date de la création par le gouvernement américain d'un impôt sur le revenu. Dans cette analyse, parue début septembre, M. Saez, économiste à l'université de Berkeley (Californie), explique que la Grande récession n'a que temporairement affecté les revenus les plus élevés et qu'elle n'a pas remis en question la part grandissante qu'ils occupent dans la richesse nationale depuis les années 1970. Le revenu des 0,01 % les plus riches a augmenté de plus de 32 % rien qu'en 2012. Les 1 % les plus privilégiés ont vu leur richesse plonger de 36 % pendant la récession, pour ensuite augmenter de 31 % en moyenne au cours de la reprise.

Les Américains sont donc loin d'être tous égaux face à la reprise. Pour les 99 % autres pour cent, le revenu a plongé de 12 %, mais ne s'est regonflé que de 0,4 % depuis. C'est-à-dire que le pourcentage le plus privilégié a capté 95 % des gains de la reprise, pointe encore M. Saez. Pis, quand on affine le panel, on se rend compte que 0,1 % des plus riches (ceux qui ont un revenu annuel supérieur à 1,9 million de dollars) ont capté plus de 60 % des gains de la reprise. lemonde.fr 16.09

80,6 milliards d'euros

Vendredi 13 septembre, selon Les Echos :

- Les entreprises du CAC 40 vont dégager, en cumul, un bénéfice de 80,6 milliards d'euros en 2013 (estimation) en augmentation de 16%, contre 69,4 milliards en 2012

- Ces mêmes entreprises vont redistribuer en 2014 quelques 39,9 milliards de dividendes à leurs actionnaires.(estimation) contre 37,8 milliards en 2013. wikistrike 16.09

94,4%

94,4% des sommes débloquées par l'État espagnol au titre de l'aide d'urgence de 2011 ont été consacrées au secteur bancaire, indique le blog économique espagnol El Salmon, après analyse d'un rapport publié par la Comisión Nacional de la Competencia (Commission nationale pour la compétitivité, CNC):

« 84,20 milliards d'euros ont été utilisés pour couvrir la honte du système bancaire espagnol, soit 7,8% du PIB espagnol de la même année, ce qui signifie que chaque Espagnol a contribué en 2011 à hauteur de 1.781,33 euros pour sauver le secteur bancaire. D'autre part, les principales victimes de la crise économique, les citoyens et kles entreprises, n'ont perçu que 4,5 milliards d'euros pour atténuer les effets dévastateurs de la crise à venir, ce qui montre bien où sont les priorités dans ce pays ».

Selon Mike "Mish" Shedlock, ce pourcentage peut facilement être étendu à d'autres pays, et en particulier aux Etats-Unis. « Ce qui est surprenant, c'est l'admission implicite de vol du gouvernement, explicitement pour porter secours aux banques, au détriment des travailleurs et des autres classes », écrit Shedlock. Quelques aient été les conséquences d'une absence d'intervention pour sauver les banques, nous y aurions tous gagné si ces plans de secours n'avaient pas eu lieu, conclut-il. express.be - wikistrike 16.09

[Un vœux pieux, une chimère, une illusion.](#)

- "Ce qu'il nous faut, ce sont des Nations unies qui ne seraient plus corrompues par les cinq membres permanents du Conseil

de sécurité." (Pressions sur l'OMS (Uranium appauvri et cancers en Irak - Internationalnews)

Mais quand cesseront-ils de remettre le destin des peuples dans le capitalisme ?

Il y en a plus que marre de ces intellectuels qui critiquent tous les partis ouvriers et qui finalement se comportent de la même manière ou pire encore.

Tous les portails qui se prétendent critique envers le capitalisme sur lesquels vous pouvez vous connectez colportent jour après jour les mêmes illusions criminelles dans le capitalisme et ses représentants, ses institutions, quand comprendront-ils qu'ils doivent disparaître, qu'aucun compromis n'est possible avec notre ennemi, que leur faut-il de plus, une guerre mondiale, apparemment deux ne leur ont pas suffi.

C'est le problème avec des gens qui ne sont ni marxistes ni socialistes et qui ne vivent pas au quotidien les multiples souffrances des masses. Ils abordent leurs difficultés sur le plan intellectuel, ils les conceptualisent, mais dès qu'ils doivent se situer sur le plan pratique ils sont nuls, archi-nuls. On en a encore la démonstration ici. Vous savez pourquoi ? Parce qu'il n'existe pas de voie indépendante du capital en dehors du marxisme et du socialisme, du coup ils s'en remettent à une institution du capital, c'est imparable, inéluctable !

Leurs études ou analyses relatant les méfaits du capitalisme ne servent strictement à rien, c'est comme pisser dans un violon, on leur dit ici, tout le monde s'en fout et les intéressés s'en contrefoutent royalement. C'est exaspérant d'observer qu'ils sont incapables d'en tirer des enseignements.

Même sur le rejet de la guerre contre la Syrie par la majorité des masses, qu'on ne nous raconte pas d'histoires, combien de travailleurs se sont connectés sur des portails réfutant les allégations américaines et françaises, combien, une infime minorité, oui, une infime minorité. Hier j'ai eu ma mère au téléphone, elle à 79 ans, elle est toujours complètement arriérée, elle n'a pas d'ordinateur, elle a voté Sarkozy parce qu'elle vote pour le parti "gaulliste" depuis 1962, je m'attendais à ce qu'elle me dise qu'elle était plutôt favorable à cette guerre, et bien non, elle m'a dit que ce serait une abomination et qu'elle était contre.

En réalité des millions de travailleurs sont contre cette guerre uniquement parce qu'ils estiment que Hollande leur ment, comme il leur ment sur le chômage, les retraites, etc., parce que son prédécesseur n'a cessé de leur mentir, peut-être tout simplement parce qu'ils ont l'impression plus ou moins consciemment que cette guerre est le prolongement de la guerre que leur livre le capital au quotidien. On peut même ajouter qu'ils ont pris pour argent comptant les prises de position des partis ouvriers qui se sont prononcés contre la guerre, sans se poser d'autres questions comme nous le faisons ici.

Ils doivent être une infime minorité à s'être posées les questions que nous nous posons, à savoir qu'il n'existe aucune preuve impliquant le régime syrien dans l'attaque chimique du 21 août dernier. Si seulement ceux qui se sont posés ces questions étaient contre la guerre, ils seraient une minorité, or ils sont une majorité, leur conviction repose donc sur autre chose comme nous avons essayé de le démontrer plus haut.

Il existe une multitude d'intellectuels animés de bonnes intentions à travers le monde qui veulent venir en aide aux masses, c'est généreux leur part, nous leur disons ceci : vous voulez vraiment nous aider, alors rompez avec le capital et ses institutions, nous vous demanderons rien de plus pour le moment.

Pour la petite histoire, l'auteur de cet article a travaillé pour les Nations Unis à la fin des années 90, ceci explique cela.

[DERNIERES INFOS SUR LA SYRIE](#)

Les sionistes choisissent le camp d'Al Qaïda et le revendiquent.

- Israël dit pour la première fois souhaiter la chute d'Assad - Reuters

Israël souhaite depuis longtemps la chute du président Bachar al Assad, déclare son ambassadeur à Washington dans une interview au Jérusalem Post qui marque une rupture avec la position officielle de l'Etat juif depuis le début du conflit en Syrie.

Selon Michael Oren, Israël juge préférable une victoire des rebelles, même si certains d'entre eux sont liés à Al Qaïda, à l'alliance actuelle entre le régime de Damas et Téhéran.

"Nous avons toujours préféré les méchants qui ne sont pas soutenus par l'Iran aux méchants qui sont soutenus par l'Iran", résume le diplomate israélien, précisant qu'il s'agissait de la position du gouvernement avant le début du soulèvement en Syrie, en mars 2011, et qu'elle n'a pas changé depuis.

"Le plus grand danger pour Israël, c'est l'arc stratégique qui s'étend de Téhéran à Damas et Beyrouth. Et nous pensons qu'Assad est la pièce centrale de cet arc", dit-il. Reuters 17.09

Commentaire d'internaute

1-Israël n'ait une quelconque relation avec la guerre en Syrie il y a 4 semaines.

2-Si nous comprenons, c'est pour Israël qu'ils combattent en réalité. C'est bien de le savoir de la bouche même des responsables israéliens...

3-Bien sûr il préfère des rebelles terroriste djihadiste pour ensuite attaquer ce pays sous prétexte de lutter contre le terrorisme et ensuite créer son neverland le grand Israël

4-« *La carte actuelle de la Palestine a été dessinée sous le mandat britannique. Le peuple juif possède une autre carte que les jeunes et les adultes doivent s'efforcer de mener à bien : celle du Nil à l'Euphrate* ». Ben Gurion.

5-« *Si j'étais un leader arabe, je ne signerais jamais un accord avec Israël. C'est normal, nous avons pris leur pays. C'est vrai que Dieu nous l'a promis, mais en quoi cela les concerne ? Notre dieu n'est pas le leur. Il y a eu l'antisémitisme, les nazis, Hitler, Auschwitz, mais était-ce de leur faute ? Ils ne voient qu'une seule chose : nous avons volé leur pays. Pourquoi devraient-ils l'accepter ?* » David Ben Gurion, le premier ministre israélien, cité par Nahum Goldman dans le paradoxe juif, p. 121.

6-« *La seule solution est Eretz Israel (Grand Israël), ou au moins Eretz Israel Ouest (toutes les terres à l'ouest du Jourdain), sans les arabes. Il n'y a pas de place pour un compromis sur ce point. Nous ne devons pas laisser un seul village, pas une seule tribu* ». Joseph Weitz, directeur du Fond national juif, 1973

- Syrie: la France et la Russie échouent à s'entendre - AFP

La France et la Russie ont fait mardi à Moscou le constat de désaccords persistants sur la Syrie, tant sur la question de la responsabilité du régime dans l'attaque chimique du 21 août que sur l'adoption d'une résolution contraignante pour Damas.

Dans le même temps, la Russie, qui est le principal soutien du régime syrien et a joué un rôle central en lançant la semaine dernière une initiative sur le démantèlement de son arsenal d'armes chimiques, a indiqué mardi soir poursuivre ses efforts diplomatiques en dépêchant à Damas un vice-ministre des Affaires étrangères, Sergueï Riabkov, qui devait rencontrer mardi soir le chef de la diplomatie syrienne, Walid Mouallem.

Plus tôt dans la journée, le ministre français des Affaires étrangères, Laurent Fabius, avait affirmé devant son homologue russe Sergueï Lavrov que le rapport publié la veille par l'ONU ne laissait *"aucun doute sur la responsabilité du régime de Damas"*.

"Nous avons les raisons les plus sérieuses de penser que c'était une provocation", a rétorqué Sergueï Lavrov.

Quant à la résolution *"forte et contraignante"* que Paris a dit lundi vouloir faire adopter d'ici la fin de la semaine au Conseil de sécurité de l'ONU, M. Lavrov a de facto écarté qu'elle puisse prévoir le recours à la force.

"La résolution qui devra approuver la décision de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques ne sera pas sous chapitre 7", le chapitre de la charte de l'ONU qui prévoit des sanctions et jusqu'au recours à la force, a déclaré M. Lavrov.

"Nous l'avons dit clairement à Genève, et il n'y a rien de tel dans le document que nous avons adopté", a-t-il ajouté, évoquant l'accord conclu samedi avec le secrétaire d'Etat américain John Kerry sur la mise en oeuvre d'un plan de démantèlement des armes chimiques syriennes.

Ce n'est que dans un deuxième temps, si l'une ou l'autre des parties enfreint les engagements pris, que le Conseil de sécurité pourra envisager une action, a-t-il souligné.

S'exprimant plus tard devant des journalistes, M. Fabius a laissé la porte ouverte à une *"discussion"* à ce sujet.

"Qu'il y ait une résolution au Conseil de sécurité, M. Lavrov n'en disconvient pas. Après, quels sont les termes de cette résolution, il faut en discuter", a-t-il dit.

Le ministre russe et son homologue français, venu à Moscou pour tenter d'infléchir la position de la Russie, ont souligné avoir l'objectif commun de trouver une solution politique afin de mettre fin au bain de sang en Syrie.

Mais ils ont admis avoir des divergences persistantes.

"*Nous avons certaines divergences sur la façon d'atteindre*" ce but, a déclaré M. Lavrov.

M. Fabius a, lui, évoqué des "*différences d'approche sur les méthodes*".

Moscou, indéfectible allié du régime syrien, affirme que l'accord conclu à Genève avec le secrétaire d'Etat John Kerry, dont le texte est imprécis sur ce point, ne prévoit pas dans l'immédiat de menacer Damas.

Concernant le rapport des inspecteurs de l'ONU sur l'attaque à l'arme chimique qui a fait près de 1.500 morts selon Washington le 21 août près de Damas, Moscou n'avait cessé d'exprimer ses doutes quant aux accusations portées contre le régime.

M. Lavrov avait estimé samedi que le dossier syrien était pétri de "*mensonges et falsifications*".

Le présentant lundi aux 15 membres du Conseil de sécurité, le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon a décrit un rapport dont "*la lecture donne le frisson*", et a qualifié l'attaque de "*crime de guerre*".

M. Ban a lui-même demandé au Conseil de sécurité de prévoir des "*conséquences*" dans "*une résolution claire*" si Damas ne respecte pas le plan de démantèlement de son arsenal chimique.

Le secrétaire général n'a toutefois pas parlé de frappes militaires.

L'option armée "*reste sur la table*" pour les Etats-Unis, a assuré de son côté une porte-parole du département d'Etat, Marie Harf, plaidant elle aussi pour une résolution à l'ONU prévoyant des "*mécanismes d'exécution les plus forts possibles*".

Paris a par ailleurs annoncé une réunion internationale fin septembre à New York avec l'opposition syrienne, qui refuse l'initiative russo-américaine qui a écarté la menace de frappes.

Rien n'assure que Moscou prendra part à ce nouveau rendez-vous des "*Amis de la Syrie*", 11 pays soutenant l'opposition dans une guerre qui a fait 110.000 morts en deux ans et demi. AFP 17.09

[Syrie en titre](#)

- Syrie : n'oublions pas le programme d'armes biologiques - LeMonde.fr
- Attentat à la voiture piégée à la frontière syro-turque - Reuters
- Syrie: l'opposition demande une résolution de l'ONU - Lexpress.fr

[ACTUALITE EN TITRES](#)

[La dette, sa cause et mimétisme transatlantique.](#)

- Etats-Unis: le secrétaire au Trésor appelle à relever le plafond de la dette - AFP
- Etats-Unis: la santé va creuser le déficit public à long terme - AFP
- Sécu: la Cour des comptes presse le gouvernement d'assainir la situation - AFP

[Un monde mafieux](#)

- La SEC sanctionne 22 courtiers pour ventes à découvert illicites - Reuters
- Evasion fiscale: 1.605 dossiers présentés spontanément au fisc - AFP

- 233% : le taux marge potentiel des opticiens selon l'UFC-Que Choisir - Atlantico.fr

- 10 milliards de fraude à la TVA, idem pour l'IS, selon Moscovici - Reuters

[Les esclavagistes donnent de la voix](#)

- Le Medef dénonce la "surfiscalité" française Reuters

- Jean-François Roubaud, CGPME : "Nous n'accepterons pas 1 euro d'augmentation de la fiscalité" - Atlantico.fr

- Le Medef prône 20 milliards d'euros de dépenses publiques en moins par an - Liberation.fr

- Les Emplois d'avenir "marchent très bien", selon Sapin - AFP

[Un business particulièrement rentable.](#)

- Les plus de 80 ans avalent en moyenne dix médicaments par jour - 20minutes.fr

[ACTUALITÉ DU JOUR](#)

[Une mélenchonade qui fait pschitt !](#)

- Fillon : "J'ai combattu le FN toute ma vie, je n'ai pas l'intention de changer" - LeMonde.fr -

- François Fillon: "Je ne voterai jamais pour un candidat du FN" - L'Express.fr

- Fillon: "combattre" le FN mais "s'adresser" à ses électeurs - AFP

Pas de quoi en faire un plat, il a cru bien faire en reprenant la méthode de Sarkozy, les élections municipales et européennes ne sont pas pour demain, il est juste partie un peu trop tôt.

Jean-Luc Mélenchon, coprésident du parti de gauche (PG). « *Fillon a commis un crime contre l'esprit.* » Il « *a exprimé quelque chose qui est déjà dans le fond de l'air depuis un moment, c'est que les digues ont sauté entre ces deux familles de la droite (UMP et FN) (...). C'est extrêmement dangereux (...). Ça se paye, tout ça. Le pays est défiguré par ce genre de tentations* ». 20minutes. fr 17.09

Quand il ne se voit pas en Premier ministre du dictateur Hollande, en ministre de la Défense, autrement dit de la guerre, voilà le renégat qui se pose en procureur de la pensée, lui qui en a appelé à l'Alliance atlantique (OTAN) pour régler le conflit syrien dans une lettre adressée aux parlementaires américains, il se fait paysagiste d'un pays "défiguré" parce que le parti de l'ordre aurait frayé avec l'extrême droite, ce qui constituerait un "crime contre l'esprit..."

Quel scoop ! En réalité cette accusation devrait être adressée à tous les partis institutionnels et ceux qui les ont soutenus un jour ou l'autre, car au-delà du fait qu'ils font le lit de l'extrême droite, ils participent à la mise oeuvre d'une politique qui l'air de rien conduit au même résultat que si l'extrême droite était au pouvoir, seuls les moyens ou la méthode change. A l'arrivée, ce sont nos droits politiques et sociaux qui sont liquidés les uns après les autres, mais de cela Mélenchon s'accommode très bien, sinon son alliance avec le PCF serait impossible.

Le stade des "tentations" a été franchi depuis des lustres par le PS et le PCF quand ils devinrent des alliés ou des représentants du capital, pas en "esprit" en pratique.

[Vous avez dit banksters ?](#)

- Barclays va rembourser des clients après des "erreurs" - AFP

La banque Barclays va devoir rembourser certains de ses clients après avoir commis des "erreurs" sur les intérêts de leurs prêts, a-t-elle indiqué mardi, une nouvelle embarrassante pour l'établissement britannique déjà empêtré dans plusieurs affaires.

En examinant les informations envoyées à ses clients concernant les intérêts, Barclays "a trouvé des erreurs techniques" et a "identifié un certain nombre de problèmes au niveau des informations contenues dans certains relevés et avis d'arriérés liés aux prêts des clients", a indiqué un porte-parole du groupe.

"En raison de ces erreurs de notification, des intérêts n'étaient pas dus sur certains comptes durant la période au cours de laquelle Barclays a fait cette erreur (...) et les clients ont le droit de voir leurs intérêts remboursés", a-t-il ajouté.

La banque, qui a prévenu l'autorité en charge des questions de crédit, est en train de mettre au point un plan de remboursement "aussi rapidement et efficacement que possible" et examine d'autres activités, comme les cartes de crédit, dans lesquelles des erreurs similaires auraient pu avoir lieu.

Le porte-parole de la banque s'est refusé à donner tout chiffre mais selon le quotidien britannique The Times, 300.000 clients de la banque auraient été affectés et la facture pourrait s'élever à 100 millions de livres.

Le réputation de Barclays est déjà entachée par plusieurs affaires, dont le scandale de la manipulation du taux interbancaire Libor, ainsi que les ventes abusives d'assurance-crédit et de produits de couverture contre les variations des taux d'intérêt qui lui ont coûté plusieurs milliards de livres en amendes et remboursements. AFP 17.09

En écrivant "certains clients" l'AFP minimise cette arnaque à grande échelle qui concernerait 300.000 clients. Barclays prend les devants pour éviter une amende qui lui coûterait plus cher et ternirait encore davantage son image.

Il fallait bien faire un choix

- Les Pays-Bas vont acheter 37 chasseurs américains F-35 - Reuters

Les Pays-Bas vont acheter 37 chasseurs F-35 de Lockheed Martin pour équiper leur armée de l'air, ont dit mardi à Reuters deux sources proches du dossier.

Le Pentagone évalue le prix du F-35 à 85 millions de dollars - un tarif en chute libre depuis cinq ans - mais pour décrocher le marché, les appareils ont été proposés à La Haye à un prix 10% inférieur, a dit à Reuters une source proche du dossier.

Le gouvernement néerlandais a prévu 4,5 milliards d'euros dans son budget pour le renouvellement de sa flotte de chasse, auxquels il faut ajouter 270 millions d'euros de coûts d'entretiens d'annuels.

Si la commande de F-35 est confirmée, les Pays-Bas seraient le septième pays à faire confiance à Lockheed Martin après la Grande-Bretagne, l'Australie, l'Italie, la Norvège, Israël et le Japon. Washington essaie de convaincre le Canada de rejoindre cette liste. Reuters 17.09

- Les Pays-Bas se dirigent vers la fin de l'État providence - AFP

"L'État providence classique se transforme lentement mais sûrement en une société de participation", a déclaré le roi Willem-Alexander lors d'un discours adressé au deux chambres du parlement à l'occasion de la présentation du budget 2014 par le gouvernement néerlandais.

"A tous ceux qui le peuvent, il est demandé de prendre ses responsabilités pour sa propre vie et pour son entourage", a ajouté le roi, dont le discours avait été écrit, comme chaque année à cette occasion, par le Premier ministre, Mark Rutte en l'occurrence.

Lors de cette journée extrêmement protocolaire qui voit le roi défiler dans les rues de La Haye dans un "Carrosse d'Or", le souverain a assuré le passage à une société de participation est particulièrement visible dans les secteurs de la sécurité sociale et des soins de santé sur le long-terme.

"L'État providence classique de la deuxième moitié du vingtième siècle est parvenu à des réglementations sur ces terrains qui sont devenues intenable dans leurs formes actuelles", a soutenu Willem-Alexander, roi d'un pays qui a dans le passé symbolisé l'État providence.

Après le discours du roi, le ministre des Finances Jeroen Dijsselbloem a présenté le budget de la cinquième économie de la zone euro pour 2014, avec l'austérité en maître mot.

"L'équilibre n'est pas encore revenu dans notre économie", a déclaré Jeroen Dijsselbloem, également président de l'Eurogroupe, lors d'un discours adressé au parlement. L'économie néerlandaise est en récession depuis quatre trimestres.

Le budget doit être encore approuvé par le parlement alors que la coalition au pouvoir n'a pas la majorité au Sénat.

"*Un solution rapide et sans douleur n'existe pas*", a ajouté M. Dijsselbloem, se référant aux 6 milliards d'euros de coupes budgétaires supplémentaires prévues par le gouvernement pour 2014.

Celles-ci viennent s'ajouter à d'autres vastes programmes d'austérité (hausse de la TVA, baisse de l'aide aux pays en voie de développement, etc.) mis en place depuis le début de la crise financière pour compter, ensembles, pour 30 millions d'euros d'économies en 2014.

Les mesures annoncées mardi comprennent, entre autres, des coupes dans le budget alloué aux soins de santé et à la sécurité sociale. Le pouvoir d'achat des Néerlandais devrait diminuer de 0,25% en 2014, mais permettre de ramener le déficit public à 3,3% en 2014. AFP 17.09

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Egypte

Les autorités égyptiennes installées par l'armée ont porté mardi de nouveaux coups aux Frères musulmans en gelant les avoirs de leurs chefs et en arrêtant leur porte-parole, deux mois et demi après la destitution du président issu de leurs rangs, Mohamed Morsi.

La justice a validé le gel des avoirs d'une quinzaine de figures des Frères musulmans, la plupart déjà incarcérées; elle a bloqué l'argent du Guide suprême, Mohamed Badie, jugé pour "*incitation au meurtre*" de manifestants, et a surtout gelé les avoirs de son adjoint, Khairat al-Chater, considéré comme le grand argentier de la confrérie.

Le Parquet avait réclamé que soient également gelés, entre autres, les avoirs du leader salafiste Hazem Abou Ismaïl et du prédicateur pro-Morsi, Safwat Higazi, également détenus. La justice a aussi suivi.

C'est dans dans le faubourg de Nasr City au Caire que la police a arrêté mardi le porte-parole Gehad el-Haddad, très actif sur les réseaux sociaux, notamment en anglais, et qui s'exprimait régulièrement dans les médias. AFP 17.09

2- Tunisie

Une grève des journalistes tunisiens a été largement suivie mardi pour dénoncer les pressions du système judiciaire et du gouvernement dirigé par les islamistes d'Ennahda, après la multiplication de poursuites relevant, selon des ONG, de la liberté d'expression. «Pour le moment le taux de participation dépasse les 90% mais il n'est pas encore définitif», a déclaré à l'AFP Mongi Khadraoui, secrétaire général du Syndicat national des journalistes tunisiens (SNJT) en milieu d'après-midi. Ce responsable a aussi accusé la direction de la radio publique, suspectée de connivence avec les islamistes d'Ennahda, d'avoir tenté de casser la mobilisation. «Il y a eu une tentative de casser la grève à la radio nationale en utilisant des collaborateurs extérieurs mais elle a échoué car les techniciens ont refusé de coopérer avec eux», selon lui.

Quelque 250 personnes, journalistes, politiques et représentants du milieu associatif, ont manifesté dans l'après-midi à Tunis devant le siège du SNJT en soutien aux grévistes. «*Liberté, liberté pour la presse tunisienne*» ou encore «*Le peuple veut (Le Premier ministre Ali) Larayedh devant le juge*», ont-ils scandé. Les quotidiens de Tunisie titraient pour leur part tous sur ce débrayage. «*On peut étouffer les libertés, on peut rétablir insidieusement l'ordre de la terreur mais on entendra le tocsin de la révolte*», martèle pour sa part La Presse. Les radios n'ont diffusé que des informations liées au débrayage. L'agence officielle TAP a de son côté indiqué n'assurer qu'«un service minimum couvrant uniquement les événements d'extrême urgence».

La grève a été décidée après qu'un journaliste, Zied el-Heni, a été incarcéré vendredi puis libéré sous caution lundi pour avoir accusé un procureur d'avoir falsifié des preuves pour impliquer un cameraman dans un jet d'oeuf contre un ministre. Elle intervient aussi sur fond de poursuites judiciaires à répétition contre des médias, des journalistes et des artistes, si bien qu'une partie de la société civile craint un retour des méthodes du président déchu Zine el Abidine Ben Ali.

«*C'est une grève pour défendre la valeur de la liberté, la liberté de la presse et d'expression qui sont les plus importants acquis de la révolution*» de janvier 2011, a dit à l'AFP M. el-Heni. «*Les citoyens, les ONG venus ici sentent que le fait de menacer la liberté de la presse menace leur liberté à eux*», a-t-il dit. Le SNJT accuse depuis des mois les islamistes de pressions sur la presse et

de chercher à contrôler les lignes éditoriales des médias publics à travers les nominations de directions dociles. Une première grève en octobre 2012 avait déjà été très suivie.

Les défenseurs des droits de l'Homme soulignent que le gouvernement, la justice et la police appliquent systématiquement aux médias le code pénal hérité du régime déchu au lieu de deux décrets post-révolutionnaires bien moins répressifs organisant la liberté d'information. Contrairement aux dispositions pénales, ces décrets prévoient notamment que la diffamation et les délits de presse ne sont pas passibles de peines de prison ferme.

Depuis août, outre les poursuites contre M. el-Heni, le caméraman ayant filmé un jet d'oeuf contre un ministre a été emprisonné trois semaines durant et reste inculpé. Un syndicaliste des forces de l'ordre a été placé en détention pour avoir accusé dans les médias un procureur de se soumettre au bon-vouloir du pouvoir. Deux rappers, aujourd'hui en cavale, ont aussi été condamnés à 21 mois de prison ferme, sans avoir été informés de la tenue de leur procès pour des chansons jugées diffamatoires par la police. Les autorités et Ennahda ont multiplié les communiqués ces derniers jours, assurant n'avoir aucun lien avec l'ensemble de ces poursuites, soulignant que la justice était indépendante. 20minutes.fr 17.09

[Haut de page ↗](#)

Le 19 septembre 2013

CAUSERIE

Je suis trop fatigué pour causer, depuis plusieurs jours je ne me sens pas très bien, j'ai présumé de mes forces apparemment. On vit dans un monde dirigé par des cinglés qui sont épaulés par une armada de dingues, salopards et autres ordures en tous genres qui avancent masqués, c'est épuisant de les combattre quotidiennement. Cela ne me laisse guère de répit pour penser à autres choses à vrai dire. Parfois on se sent seul, très seul quand il faut combattre sur tous les fronts à la fois, notre ennemi et l'opportunisme.

On reviendra sur tout cela demain ou d'ici dimanche, il y a beaucoup de choses à dire sur le comportement révélateur des uns et des autres.

Le chiffre du jour : 191

Selon les données de l'observatoire Trendeo, 191 usines ont mis la clef sous la porte depuis le début de l'année 2013. L'observatoire indique que, depuis le début de la crise, pour deux usines qui ferment, une seule est recréée.

En effet, depuis 2009, 1.253 fermetures d'usine ont été recensées dans l'Hexagone pour seulement 640 créations. Une situation qui ne devrait pas s'améliorer, l'observatoire indique que depuis le début de l'année, les créations de site industriel sont en recul de 25%. Atlantico.fr 18.09

La presse aux ordres, combien ça coûte ?

- Entre 2009 et 2011, les aides à la presse ont coûté 5 milliards d'euros à l'Etat. Pour le seul budget 2013, elles pèsent 684,3 millions d'euros.

Si l'on rapporte ces chiffres à chaque exemplaire diffusé, le montant des subventions est "*significatif*". Il oscille entre 4 centimes d'euros pour Le Parisien et grimpe jusqu'à 48 centimes pour L'Humanité. Le Monde est subventionné à hauteur de 19 centimes par exemplaire, Le Figaro à 17 centimes, Libération à 27 et La Croix à 32 centimes. Francetv info avec AFP 18.09

On comprend pourquoi ils soutiennent tous la dictature en place : ils en vivent !

LES DERNIERES INFOS SUR LA SYRIE

Bien que cela n'ait strictement aucune importance je tenais à apporter la précision suivante.

A plusieurs reprises j'ai indiqué que Marx avait soutenu Bismarck dans sa guerre pour sauver l'unité de l'Allemagne, or je n'ai jamais réussi à remettre la main sur le passage en question malgré plusieurs recherches. Pire, au cours d'une lecture hier je suis tombé sur une lettre où Marx vilipendait les lasalliens qui avaient pactisé avec Bismarck en échange d'éventuelles (hypothétiques !) concessions pour la classe ouvrière, procédé que Marx condamna, il rompit avec eux. Marx ne remettait pas en cause l'unité de l'Allemagne, mais la manière brutale par laquelle Bismarck y était parvenu, par "*le fer et le sang*", comme toutes les nations modernes d'ailleurs.

Ai-je confondu avec Mehring, je n'en sais rien, pourtant, bien que j'aie une affreuse mémoire, je ne vois pas pourquoi j'aurais conservé si longtemps en mémoire ce passage alors que je suis infoutu de me souvenir de la moindre citation au mot près.

Peu importe, cela ne change rien à ma position, puisque nous sommes en présence d'une situation inédite, aucun marxiste dans le passé n'a eu à traiter une invasion par des mercenaires armés en provenance de 83 pays pour abattre le régime en place dans un pays, et chaque fois dans le passé que la CIA s'est livrée à un coup d'Etat contre une nation indépendante et souveraine nous l'avons soutenue contre l'impérialisme américain.

Nous non plus nous ne tendrons pas la main à Assad (geste qu'avait fait Lassalle à Bismarck) ou nous ne vanterons pas ses qualités s'il en a, nous nous contentons du service minimum qui est de soutenir la Syrie contre une armée de brigands ou de barbares pour le compte des néolibéraux sionistes.

Contre l'éclatement de la Syrie, pour la défense de cette République laïque, contre l'instauration d'un régime féodal basé sur la charia, nous avons choisi notre camp, et s'il coïncide avec la souveraineté de la Syrie et de son peuple qu'incarne le régime en place, nous le revendiquons.

A ceux qui nous accuseraient de soutenir Assad, nous leur disons ceci : seul le peuple syrien ne pourrait venir à bout d'une armée de mercenaires soutenus par les impérialistes américain, britannique, français, israélien, plus la Turquie, les pays du Golfe et l'Union européenne, seul le régime syrien et son armée ne pourrait pas l'emporter non plus, c'est seulement la résistance de ces deux composantes unis contre l'envahisseur qui permettra d'en venir à bout, la lutte de classe du prolétariat syrien a pour contenu politique à ce moment précis le combat pour sauvegarder la souveraineté et l'indépendance de la Syrie, tout autre objectif politique étant momentanément neutralisé ou repoussé à des jours meilleurs. On peut ne pas le comprendre quand on vit dans un pays en paix, dans un pays en guerre une telle erreur serait fatale.

1- Moscou juge partial et politisé le rapport de l'Onu sur la Syrie - Reuters

La Russie a intensifié ses critiques mercredi contre le rapport des experts de l'Onu sur les armes chimiques en Syrie, le jugeant partial, préconçu et politisé, ce qui augure mal des négociations en cours aux Nations unies sur une résolution sur les Occidentaux veulent contraignante à l'égard de Damas.

Le chef de la diplomatie russe, Sergueï Lavrov, a promis de présenter au Conseil de sécurité des preuves, reçues des mains du gouvernement syrien, démontrant que les rebelles ont eu recours à des armes chimiques dans les environs de Damas.

Dans leur rapport publié lundi, les experts de l'Onu ont confirmé qu'un bombardement au gaz sarin avait bien eu lieu le 21 août dans la périphérie de Damas, à l'aide de missiles sol-sol, sans toutefois désigner explicitement un responsable.

Les pays occidentaux estiment que ce rapport ne fait que les renforcer dans leur conviction que c'est le régime de Bachar al Assad qui est responsable de l'attaque du 21 août qui a fait, selon Washington, 1.400 morts dont plus de 400 enfants.

La Russie, alliée indéfectible de Damas qui avait parlé la veille de "*provocation*" de la part des rebelles, a fait part mercredi de sa déception.

"*Nous sommes déçus, c'est le moins qu'on puisse dire, de l'approche adoptée par le secrétariat de l'Onu et les inspecteurs de l'Onu qui ont préparé un rapport de manière sélective et incomplète*", a déclaré le vice-ministre des Affaires étrangères lors d'une visite à Damas.

"*Sans recevoir un tableau complet de ce qui se passe ici, il est impossible de caractériser la nature des conclusions auxquelles sont parvenus les experts de l'Onu autrement que par les adjectifs politisé, préconçu et partial*", a ajouté Sergueï Ryabkov, cité par l'agence de presse officielle russe RIA.

Il a ajouté que les autorités syriennes lui avaient fourni des preuves de l'utilisation d'armes chimiques par les insurgés.

Réagissant aux commentaires de Moscou, où il était mardi, le ministre français des Affaires étrangères, Laurent Fabius, s'est déclaré "*surpris par l'attitude russe car ils ne mettent pas en cause le rapport mais l'objectivité des inspecteurs*".

"*Or, je crois que personne ne peut mettre en cause l'objectivité de personnes désignées par l'Onu*", a ajouté le chef de la diplomatie française après un entretien avec son homologue espagnol, José Manuel Garcia-Margallo.

Des diplomates des cinq membres permanents du Conseil de sécurité - Etats-Unis, Russie, Chine, France et Grande-Bretagne - ont commencé mardi à débattre d'un projet de résolution d'inspiration occidentale sur la destruction des armes chimiques syriennes.

Ils devaient poursuivre leurs discussions mercredi.

Les débats portent sur un texte présenté par Washington, Paris et Londres, qui plaident pour une résolution "robuste" et "contraignante" obligeant Damas à renoncer à son arsenal chimique sous peine de s'exposer à une action militaire toujours sur la table.

La Chine et la Russie ont jusqu'ici toujours refusé de voter des textes hostiles à Damas et Moscou a immédiatement réitéré son opposition à la position prise par le P3 (les trois membres permanents occidentaux du Conseil de sécurité de l'Onu). Reuters 18.09

2- Les Etats-Unis ont, vivement, critiqué, mardi, le ministre des Affaires étrangères russe, Sergueï Lavrov, qui a réaffirmé que l'attaque chimique du 21 août, en Syrie, n'était pas le fait du gouvernement de Damas, mais une "provocation".

"Il nage à contre-courant de l'opinion publique internationale et, de manière plus significative encore, à contre-courant des faits", a fustigé la Porte-parole du département d'Etat, Jennifer Psaki, trois jours après un accord américano-russe sur le démantèlement de l'arsenal chimique syrien. Dans la foulée, le porte-parole de la diplomatie russe a critiqué le secrétaire au Foreign Office, William Hague, qui avait nié, mardi, la possibilité de la participation des opposants syriens à l'attaque chimique, dans la banlieue de Damas. Hague a mis en doute, dans une récente interview à la BBC, que l'opposition syrienne ait des armes chimiques. Cette déclaration intervient, peu après l'entretien téléphonique des deux ministres russo-britannique des Affaires étrangères autour du dossier syrien. <http://french.trib.ir> 18.09

3- Damas a mis à la disposition de Moscou des documents établissant l'implication des terroristes dans l'attaque à l'arme chimique, a rapporté, d'autre part, CNN, citant l'agence de presse russe. Les experts onusiens devront se rendre de nouveau, la semaine prochaine, en Syrie, a annoncé le journaliste de CNN à Beyrouth. Les experts ont annoncé que leur mission reste inachevée. La Russie a annoncé aux inspecteurs qu'elle disposait des documents prouvant l'implication des terroristes dans l'attaque chimique. <http://french.trib.ir> 18.09

4- Moayad Joma, un Israélien récemment débarqué en Syrie via les frontières turques, a été tué dans des combats contre l'armée arabe syrienne. C'est Times of Israël qui rapporte cette information tout en reconnaissant que l'israélien combattait le "régime Assad" depuis plusieurs mois déjà. " Il était arrivé début août en Syrie, probablement en provenance de la Syrie". Selon le journal, " deux autres arabes israéliens accompagnaient probablement Joma dans son voyage jihadiste en Syrie. La famille de Joma vient de recevoir des photos de ce dernier et a confirmé son identité." C'est la première fois que la mort d'un israélien est confirmé en Syrie.

Mais d'où tient Israël ses informations? Très absorbé par son aide effective aux takfiris salafistes et à l'ASL dans leur combat contre Assad, le régime sioniste semble ignorer que le salafisme croit à une vitesse exponentielle sous son nez. Les services de renseignement syriens, qui ont agi de façon très performante depuis le début du conflit, envoient des informations sur l'identité des terroristes qaidistes présent en Syrie à tous les pays du monde, y compris aux pays ennemis.

La Syrie a aidé aussi au rapatriement des corps des terroristes. Elle détient une archive très complète sur l'identité la mission et les liens de ces mercenaires qu'elle compte publier le temps venu dans l'objectif d'éclairer l'opinion publique occidentale sur la réalité des liens de leurs dirigeants avec le terrorisme et le mensonge que constitue la guerre "humanitariste" et "anti terroriste" des Etats Unis et de leurs alliés. <http://french.trib.ir> 18.09

5- Le refus américain d'aller droit à la guerre contre le régime syrien alors que Washington laissait croire le contraire ne passe pas. L'Arabie saoudite est en tête des Etats-Alliés qui, pris de rage, clament à qui veut l'entendre sa colère. son ministre des AE, Saoud al Fayçal a fait de la guerre anti syrienne une affaire d'honneur, multipliant des contacts par ci par là pour mettre sur pied une nouvelle coalition de guerre et s'attaquer ainsi "au régime syrien".

Selon Khabar presse de Beyrouth, depuis que les Russes ont mis en avant le plan de désarmement chimique de la Syrie, Fayçal ne passe pas un seul jour sans réfléchir à la manière dont il faut procéder pour former une coalition "arabe" de guerre et lancer une offensive d'envergure dans l'unique objectif de renverser le régime Assad bien que sur le terrain ce soit toujours l'armée arabe syrienne qui l'emporte sur les mercenaires des Al Saoud. " Fayçal a d'ailleurs contacté à plusieurs reprises le secrétaire d'Etat John Kerry, lui faisant part de la décision de Riyad d'impliquer dans cette future coalition arabe de guerre la Turquie", elle aussi profondément déçue et gravement préoccupé de voir Washington abandonner si perfidement ses alliés sur le quai. " Fayçal a proposé à Kerry de baisser sensiblement les cours du pétrole si la commission d'enquête onusienne accusait directement Assad d'avoir gazé son peuple". " Fayçal aurait même demandé à Kerry que les Etats Unis exercent des pressions sur le conseil de sécurité pour qu'il vote le chapitre sept, si Washington n'a pas l'intention de mettre à exécution sa menace et d'attaquer la Syrie".

Et puis Fayçal de poursuivre : " L'Arabie saoudite n'acceptera à aucun prix que le régime Assad reste au pouvoir, il veut son renversement, un point c'est tout et s'il ne parvient pas à son objectif, Riyad fera tout pour affaiblir Damas, redoublera son aide militaire aux rebelles, leur livrera des armes létales pour qu'ils détrônent Assad". A en juger la teneur des conversations de Fayçal et Kerry, la partie saoudienne semble être à bout, ses projets de devenir l'unique puissance régionale étant

désormais menacés. <http://french.irib.ir> 18.09

"Comme prévu".... le POI s'enferme dans le pire opportunisme qui soit.

Le POI s'attarde sur l'accord entre Washington et Moscou duquel la France a été évincée, il donne la parole à différents éditorialistes (Libération, Le Figaro) à un "témoin", sans fournir la moindre analyse sur la situation.

Les lecteurs d'Informations ouvrières (n°269 paru le 18 septembre) ne sauront pas qu'est-ce qui s'est réellement passé à propos des deux missiles américains lancés contre la Syrie puis détruits avant d'atteindre leurs cibles, chapitre qui fut semble-t-il déterminant et qui a conduit les Américains à modifier au dernier moment leur stratégie alors que le compte à rebours du bombardement de la Syrie était sur le point de toucher à sa fin.

On pourrait imaginer que Russes et Américains auraient pu s'entendre pour monter de toutes pièces ce scénario, mais à l'examen des déclarations russes cela ne tient pas.

Poutine n'aurait pas été jusqu'à déclarer aux Américains que bombarder Damas c'était comme bombarder Moscou et qu'il ne le permettra jamais, que pour les Russes Damas était l'équivalent de Tel-Aviv pour les Américains, autrement dit en menaçant de bombarder Israël si les Américains bombardaient la Syrie, déclaration qui aurait été perçue à Washington comme une déclaration de guerre contre les Etats-Unis, ce qui n'a pas été le cas, les Américains étant trop occupés à faire redescendre la pression entre les deux pays et ne tenant pas à s'étendre sur l'affaire de ces deux missiles que les médias s'étaient empressés d'enterrer parce qu'elle n'était pas vraiment à l'avantage de Washington.

Informations ouvrières fait donc l'impasse sur cet épisode qui est déterminant pour comprendre le revirement soudain de la situation en faveur de la Syrie, en cela il se comporte comme les médias nationaux aux ordres. Il fait aussi l'impasse sur le rejet de la guerre par tous les peuples qui n'a pas faibli, mais qui a constitué un élément secondaire.

Une question sans réponse.

"A n'en pas douter, avec l'Arabie Saoudite, la « coalition française » est un modèle de lutte pour la démocratie. Que dire d'un tel gouvernement ?"

Le POI est incapable de le caractériser sur le plan politique ainsi que le PS... Pourquoi ? Parce qu'il les soutient. Comment ? La réponse immédiatement.

Le POI produit un faux. Chacun a encore en mémoire les déclarations de Hollande et de Fabius affirmant que la résolution du conflit syrien passait par le départ d'Assad, que leur objectif était d'obtenir son départ. Le gouvernement soutient activement depuis deux ans et demi les mercenaires djihadistes qui ont envahi la Syrie. Le gouvernement français est l'allié indéfectible des Américains et des sionistes, des sionistes arabes contre la Russie et l'Iran qui soutiennent le régime syrien. Etats-Unis, Israël, Turquie, Jordanie, Qatar, Arabie saoudite et la plupart des pays du Golfe ainsi que la Ligue Arabe soutiennent, financent et arment les barbares que les occidentaux nomment insidieusement "rebelles" qui détruisent la Syrie et massacrent son peuple. Chacun a également en tête les multiples déclarations de Hollande et Fabius appelant à livrer des armes aux djihadistes, et chacun sait que l'armée française intervient déjà sur place au côté de ces barbares. Et bien tenez-vous bien, il paraîtrait que le gouvernement français leur appliquerait le même traitement qu'au régime syrien et aux Russes !

Pourquoi cet amalgame ? Mais pour plaire au dictateur qui trône à l'Elysée qui d'un coup de baguette magique aurait mis ces trois acteurs sur le même plan, une falsification monstrueuse de la vérité. Avant même que Hollande et Fabius fassent soudainement volte-face pour faire oublier leur soutien à ces bandes criminelles armées, le POI les blanchit, le statut de laquais institutionnalisé depuis le 6 mai 2012 a assurément de l'avenir sous la Ve République.

"Comme prévu, les Occidentaux, et surtout le gouvernement français, accusent le régime, les Russes, la rébellion."

La conclusion ne pouvait être que du même tonneau, constitué d'un nouvel amalgame entre interventionnisme (Etats-Unis) et l'ingérence (Russie).

Or une simple observation de la situation en Syrie permet de cerner au premier coup d'oeil qu'il est impossible de les situer au même niveau, et donc de les caractériser de la même manière ou de leur attribuer une portée identique ce qui relève d'une analyse frauduleuse qui étrangement rejoint celle d'Obama et de Hollande : si les Russes et les Iraniens ne se mêlaient pas des affaires syriennes, jamais un tel conflit n'aurait eu lieu, il n'y aurait jamais eu de guerre, car voyez-vous jamais les Américains, les sionistes et leurs laquais arabes ne seraient intervenus pour déstabiliser le régime en place et le faire chuter, voilà la théorie que soutient ici le POI.

Question : A qui devrait-elle profiter d'après vous ? Aux ennemis de la Syrie. Faut-il en déduire que le POI serait un ennemi du

peuple syrien (notamment) ?

"L'interventionnisme et l'ingérence conduisent toujours à plus de guerre, à plus de violence, plus de morts, et le peuple syrien en est toujours la victime."

Le problème posé est ici intéressant car il illustre de quelle manière des intellectuels bornés ou dogmatiques, des bureaucrates coupés de la réalité abordent ou interprètent la situation, pour finalement adopter une position réactionnaire.

Car si "ingérence" russe et iranienne que le POI dénonce il n'y avait pas en Syrie, cela laisserait le champ libre au camp "interventionniste" des américains et leurs alliés. Notre propos n'est pas de soutenir l'ingérence russe ou iranienne en Syrie, mais de partir de la réalité des forces en présence et de montrer que sans elle la question syrienne serait déjà réglée en faveur de l'impérialisme anglo-saxon-sioniste au détriment du peuple syrien. L'ingérence russe et iranienne est un fait et non un voeu de notre part, aussi nous l'incluons dans notre analyse de la situation en notant qu'elle est un élément en faveur du combat que mène le peuple syrien.

Si nous nous plaçons résolument au côté du peuple syrien, on ne peut pas en même temps dénoncer ceux qui le soutiennent et favoriser ainsi ses pires ennemis, à un moment donné il faut choisir. Il s'agit là d'une position tactique, temporaire, transitoire qui tient compte des rapports en présence sur le terrain, et non qui s'inspirerait de je ne sais quelle théorie ou quel principe qui serait figé dans le marbre et qui devrait s'appliquer ici, attitude adoptée par le POI. En fait, ils ne veulent pas se mouiller, mais ils le sont.

Que sur un plan historique le peuple syrien n'ait rien de bon à attendre du régime impérialiste russe ou de la théocratie iranienne, c'est l'évidence même, on ne peut pas concevoir qu'ils les aideront à combattre pour le socialisme et en finir avec le régime en place.

En réalité, les dirigeants du POI démontrent ici qu'ils sont incapables d'analyser la situation dans un pays.

A la camarade qui m'a conseillé de ne pas perdre mon temps avec des formations politiques insignifiantes, l'exercice auquel nous venons de nous livrer ne concerne pas uniquement le POI mais pratiquement tous les partis ouvriers et une grande partie de portails animés par des intellectuels ou des journalistes qui font preuve du même manque de discernement ou pire encore.

Syrie en titre

- Moscou juge partial et politisé le rapport de l'Onu sur la Syrie - Reuters
- SYRIE. Sur quoi s'appuie Moscou pour accuser les rebelles ? - Le Nouvel Observateur
- Syrie : pour l'Otan, "l'option militaire doit rester sur la table" - LePoint.fr
- Un immeuble de Manhattan, détenu par l'Iran, confisqué par Washington - LeMonde.fr

ACTUALITE EN TITRES

Ils font la pluie et le beau temps...

Oh !

- Etats-Unis: la Fed abaisse sa prévision de croissance pour 2013 et 2014 - L'Expansion.com

Ah !

- Wall Street salue par des records la constance de la Fed - Reuters

Wall Street a terminé mercredi à des niveaux record, saluant le fait inattendu que la Réserve fédérale ait décidé de ne pas réduire ses rachats d'actifs obligataires, poursuivant ainsi un programme qui a permis à la Bourse de gagner plus de 20% depuis le début de l'année. Reuters 18.09

Wall Street a terminé mercredi à des niveaux record, saluant le fait inattendu que la Réserve fédérale ait décidé de ne pas réduire

ses rachats d'actifs obligataires

Ah !

- Banque d'Angleterre: statu quo monétaire voté à l'unanimité - AFP

Ah !

- Le CAC 40 au plus haut depuis septembre 2008 - Reuters

Ah !

- Espagne: nouveau record des créances douteuses en juillet - AFP

[Intox](#)

- Indices bancaires: Bruxelles tire les leçons du scandale du Libor - AFP

- Transparence de la vie publique: projet de loi post-Cahuzac voté - AFP

- Affaire Cahuzac: L'enquête parlementaire s'apprête à blanchir le gouvernement - 20minutes.fr

- PS: l'aile gauche du PS pour une "*politique économique nouvelle*" - AFP

[La Cour des comptes n'a aucune légitimité](#)

- L'absentéisme «élevé» des personnels techniques des lycées d'Ile-de-France - LeFigaro.fr

[Pas un centime, pas une paisa !](#)

- Pour aider les assos caritatives, Franprix propose d'arrondir votre ticket de caisse - Francetv info

[ACTUALITÉ DU JOUR](#)

[Entre démoralisation et désespoir orchestrés, ils se partagent les rôles](#)

Journée d'action en soutien aux appareils vendus des syndicats et au régime.

- La CGT a proposé mercredi aux autres syndicats de poursuivre la mobilisation sur la réforme des retraites, avec une semaine d'action du 7 au 11 octobre, au moment où le projet de loi sera en examen à l'Assemblée nationale, et une nouvelle journée de grève et de manifestations.

Par ailleurs, "*au cours des prochains jours, la CGT invite les syndicats et les salariés à interpellier leurs députés sur le contenu de la réforme*" des retraites qui a été présentée mercredi matin en Conseil des ministres.

Jeudi, des organisations de jeunesse, appuyée par la CGT, ont réuni quelque 200 personnes non loin de l'Élysée pour un rassemblement festif: "*un pot de non-départ à la retraite*". AFP 18.09

- Retraites: Laurent Berger fustige le "*syndicalisme de la désespérance*" - L'Expansion.com

Entre les syndicats réformistes et les syndicats contestataires, la rupture est consommée. Le secrétaire général de la CFDT Laurent Berger, défend le projet de loi sur l'avenir des retraites, une réforme qu'il juge "*équilibrée*", et s'en prend au "*syndicalisme de la désespérance*", dans un entretien au Parisien/Aujourd'hui en France de mercredi.

"*J'en ai assez du syndicalisme de la désespérance. Quand on obtient ce qu'on demande, on l'assume. Et l'on ne va pas chercher ailleurs des motifs d'insatisfaction*", affirme Laurent Berger. L'Expansion.com 18.09

[INFOS EN BREF](#)

SOCIAL

Grèce

Environ 20.000 fonctionnaires en grève ont défilé mercredi à Athènes et dans d'autres villes grecques contre une réforme brutale du secteur public, dans un climat alourdi par le meurtre d'un rappeur antifasciste par un néonazi présumé. Selon la police, 10.000 personnes ont défilé dans la capitale et quelque 7.000 à Salonique, deuxième ville grecque, située dans le nord.

A Athènes, la plupart des manifestants étaient des enseignants et des employés des hôpitaux et des collectivités locales. Ils ont défilé dans le calme à la mi-journée, dans le centre-ville interdit à la circulation. «*Luttons sans relâche contre les politiques d'austérité. Non aux licenciements et aux redéploiements, non à la casse des services publics, non à la destruction de l'État social*», lisait-on sur la principale banderole de la centrale du secteur public, Adedy. Cette grève de 48 heures, qui est montée en puissance depuis lundi au fil d'arrêts de travail sectoriels dans l'administration, entend défendre les milliers d'emplois de fonctionnaires menacés de changements d'affectation ou de suppression pure et simple, dans le cadre des engagements de la Grèce vis-à-vis de ses créanciers.

«*Nous dénonçons le meurtre commis par Aube dorée, dont les violences se multiplient*», s'époumonait dans un micro un représentant de l'Adedy. Le meurtre de Pavlos Fyssas, un musicien et militant antifasciste âgé de 34 ans, tué à coups de stylet par un homme identifié, selon la police, comme étant un membre présumé du parti néonazi Aube dorée, a donné à la manifestation un double visage.

«*Nous manifestons en masse contre les politiques d'austérité, mais nous devons aussi faire front contre les fascistes et Aube dorée, qui sont manipulés par le régime actuel pour faire taire toute résistance des citoyens*», estimait dans le cortège athénien Panayiotis Mouzios, président du syndicat des ingénieurs du service public. Plusieurs organisations de défense des droits de l'Homme, antiracistes et de gauche ont appelé à «*un rassemblement antifasciste*» à Keratsini, mercredi soir. «*C'est l'heure de punir les assassins néonazis de l'Aube dorée*», indiquait dans un communiqué le Mouvement contre le racisme et la menace fasciste.

Pour ces militants, la responsabilité de la montée en puissance de l'Aube dorée incombe au gouvernement du Premier ministre conservateur Antonis Samaras et «*aux pogroms de la police contre les immigrés*», au cours d'opérations réalisées ces derniers mois à Athènes. Outre les écoles et les hôpitaux, l'ensemble du secteur public a fonctionné au ralenti, avec un trafic ferroviaire très réduit, en particulier entre la capitale et l'aéroport. 20minutes.fr 18.09

[Haut de page ↗](#)

Le 20 septembre 2013

[CAUSERIE](#)

Pas de causerie, on essuie une grosse tempête, un cyclone ? J'essaierai de finir l'actualisation du site plus tard si le courant revient, j'ai une dizaine d'articles à ajouter, plus des articles de presse.

[Vive l'ONU, vive l'internationale capitaliste !](#)

Le revirement qui s'est produit ces derniers jours dans le traitement international de l'affaire syrienne a remis en selle l'ONU, du coup il y en a (M'PEP) qui n'ont pas perdu un instant pour nous ressortir la Charte de la Havane de 1948 qui est une pure imposture politique, une de plus. Il faut s'attendre à ce que tout ce que comporte le mouvement ouvrier de staliniens, néo staliniens et staliniens repentis s'y mettent en chœur dans les jours ou les semaines à venir, sans parler des réformistes bourgeois, démocrates et sociaux-libéraux

Tous ceux qui se réclament de l'ONU ou s'en remettent à cette institution fondée sous l'égide de l'impérialisme anglo-saxon-sioniste, qui réclament à cor et à cri l'application des traités signés dans ce cadre sont des traîtres, des ennemis ou de faux amis de la classe ouvrière et du socialisme.

Cela représente beaucoup de monde de droite et d'extrême droite comme de gauche ou de la "*gauche de la gauche*", comme quoi ils se situent bien sur le même terrain de classe qui ne peut pas être celui des exploités qui luttent pour leur émancipation du capital

et ses institutions.

La collaboration de classes ne s'arrête pas aux frontières du minuscule hexagone qu'est la France.

Du traité de Maastricht en 1992 au TSCG en 2012, on s'aperçoit que le PS a adopté le néolibéralisme et qu'il a favorisé la mise en oeuvre d'une politique antisociale et réactionnaire qui devait conduire à la liquidation de nos droits sociaux et politique, il s'est sans cesse comporté comme le parti de l'ordre, comme un parti parfaitement capitaliste n'ayant aucun lien ou rapport avec la classe ouvrière.

Si on examinait attentivement les lois et mesures adoptées entre 1945 et 1992, on s'apercevrait qu'elles ont toute favorisé la collaboration de classes et consacré la division et l'affaiblissement de la classe ouvrière préparant ainsi le terrain à la remise en cause de ses droits le moment venu, elles ont servi à renforcer la classe des capitalistes et à désarmer politiquement le prolétariat en le subordonnant davantage au capital. Tous les partis sans exception ont mis la main à la pâte, tous ont collaboré à cette entreprise détestable avec le PS, le PCF, les appareils des syndicats, qui nous a mené à la situation actuelle.

Le plus extraordinaire mais qui finalement n'a rien de surprenant dans une société composée en majorité de nantis ou de gens dont le niveau de vie est relativement confortable ou bien supérieur à ce qu'on peut trouver ailleurs dans le monde, c'est que la plupart des militants s'en accommodent fort bien, ils trouvent cela tout à fait normal parce qu'ils y trouvent leur compte ou parce qu'ils ne souhaitent pas se pencher sur le passé par crainte de devoir admettre qu'ils s'étaient complètement fourvoyés, qu'ils avaient été trompés par des dirigeants ignares puis vendus ou pour ne pas avoir à justifier leur propre capitulation, il leur faudrait réviser entièrement leurs analyses, leur interprétation du monde et leur conception de la lutte des classes...

Effectivement, il leur faut passer par cette expérience douloureuse et désagréable, car pour prétendre faire table rase du passé, du vieux monde, il faut d'abord commencer par se défaire de ses propres illusions, à eux de savoir ce qu'ils veulent vraiment, laisser le champ libre à la barbarie, ce à quoi conduit leur combat actuel qui rime avec impuissance ou combattre pour que le socialisme vaine.

Nous l'avons affirmé à de multiples reprises, nous persistons et signons, il faut réduire en poussière le PS et le PCF, sur tous les fronts il faut démasquer leur imposture et de quelle manière ils servent le régime en place et prépare les conditions de la prochaine offensive du capital, il faut les broyer, démolir minutieusement toutes leurs argumentations et démonstrations, montrer comment ils manipulent différentes couches de travailleurs, il faut avoir sans cesse à l'esprit que chaque fois qu'ils se prévalent de servir la cause des travailleurs c'est en réalité systématiquement pour mieux les enterrer ou préparer leurs tombes, les tromper, cela dure depuis qu'ils sont passés de l'autre côté de la barricade, donc depuis des lustres, jamais, jamais nous n'aurions dû leur reconnaître une qualité, un avantage, jamais, c'était déjà trahir notre cause, les militants doivent en prendre conscience.

Regardez on soutient Assad aujourd'hui uniquement parce qu'il incarne l'unité de la Syrie, ce que nous soutenons en réalité, c'est seulement l'unité et la souveraineté de la Syrie, à aucun moment nous ne soutenons Assad en tant que président de l'Etat syrien ou représentant d'une couche de la bourgeoisie syrienne.

Hier j'ai lu attentivement l'interview qu'il a donné à un journaliste de CBS, une chaîne de télévision américaine. C'est un médecin de formation, il est instruit et possède une grande culture, il est parfaitement au fait de la situation mondiale et il l'a prouvé à plusieurs reprises, en l'écoutant je me suis fait la réflexion qu'il avait un niveau intellectuel supérieur à Obama et Hollande, il a tenu des propos cohérents, son discours était riche, précis et structuré, Hollande n'aurait jamais pu se livrer à un tel exercice, c'est un minable, un raté à côté. Il a parlé en chef d'Etat indépendant, il a démontré que c'était bien lui et personne d'autre qui était aux commandes de l'Etat, ni Obama ni Hollande ne pourraient en dire autant et s'ils s'y risquaient leurs argumentations pour le prouver tourneraient au ridicule, au grotesque. Bref, il a affirmé qu'il avait parfaitement conscience de la situation et qu'à aucun moment il n'avait envisagé, encore moins souhaité la tournure qu'elle avait prise depuis deux ans et demi en Syrie, on a même perçu qu'il s'avouait impuissant à mettre fin à cette guerre rapidement qu'il n'avait jamais voulue.

Parvenu à la vingt cinquième et dernière page de cet interview, j'en suis arrivé à la conclusion qu'il avait été sincère et que si j'avais à me prononcer entre lui, Obama et Hollande, il me paraissait le plus sympathique et le moins à blâmer dans l'affreuse tragédie que vit le peuple syrien. Cela étant, à aucun moment ces considérations ne rentreront en ligne dans l'appréciation que nous porterons sur son régime, elles nous auront servi à mieux comprendre pourquoi il avait tenu aussi longtemps et pourquoi l'immense majorité de la population syrienne toutes classes confondues le soutenait et menait cette guerre à ses côtés.

On reviendra une autre fois sur tous ces pays sous-développés ou dans lesquels les masses paysannes occupent encore une place importante, masses le plus souvent demeurées arriérées, pays où règnent encore des rapports féodaux ou semi-féodaux, où différentes couches de la bourgeoisie s'affrontent ou se coalisent selon les circonstances et qui peuvent déstabiliser l'Etat ou les institutions, manipuler d'importantes masses de la population, créer des situations insurrectionnelles dans certaines régions qu'elles contrôlent et forçant les forces de l'ordre ou l'armée à intervenir, se livrer à des provocations en tous genres, organiser des grèves générales, encourager le communautarisme religieux, ethnique, etc. on assiste à tout cela en Inde aussi.

Ceux en France qui se prononcent sur la Syrie n'y connaissent absolument rien la plupart du temps, les autres tiennent des discours hyper dogmatiques insipides que je me refuse dorénavant de mettre en ligne, je parle de partis ou de formations politiques qui donnent une image épouvantable du mouvement ouvrier. Le monde tel qu'ils se le représentent de leur bureau ne ressemble pas du tout à la réalité, déjà qu'ils sont incapables de cerner l'état d'esprit et le niveau de conscience des travailleurs en France ou les rapports entre les classes dans ce pays, alors on se demande comment ils pourraient parvenir à mener à bien un tel exercice avec un pays qui ne ressemble en rien à la France.

On va arrêter là, avant juste un truc qu'il faut que je vous dise, c'est mon intime conviction, c'est la conclusion à laquelle je suis parvenue, en somme, les dirigeants de tous ces partis et de ces formations politiques prennent leurs désirs pour la réalité ou leur représentation du monde pour le monde tel qu'il serait, alors qu'il est bien différent dans les faits. Toute leur politique porte l'emprunte de cette identification à eux-mêmes, elle est structurée à partir de l'idée qu'ils se font de la réalité et non à partir de la réalité. Ensuite ils passent leur temps à justifier cette idée qui serait la vérité, tels des philosophes qui ont créé un système et s'abattent dedans, ainsi quand ils vous parlent de la situation, ce n'est pas de la réalité dont ils vous parlent mais de l'idée qu'ils en ont ou qu'ils s'en font. Quant à la réalité, vous n'en saurez jamais rien, ils ne vous en diront jamais rien, sauf sous la contrainte des événements ou la pression des masses, en règle générale ils la fuient comme leur ombre. Si vous avez en tête les précédentes causeries, les exemples qui le démontrent ne manquent pas, vous pourrez y puiser abondamment.

Puisque j'ai évoqué les faits, un dernier mot.

Ce que j'ai apprécié dans le discours d'Assad et qui en a fait la valeur ou l'intérêt, c'est que sans cesse il a remis le journaliste en place en lui demandant de prendre en compte uniquement les faits et non les allégations des uns et des autres. Il faut dire que ce journaliste pouvait se contenter d'élucubrations car cela ne changerait rien à sa médiocre existence, alors qu'à la place qui était la sienne, Assad avait plutôt intérêt à tenir compte de la réalité pour mener à bien cette guerre et éventuellement sauver sa peau.

[Vive l'ONU, vive l'internationale capitaliste ! \(suite\)](#)

La liste qui suit est très loin d'être exhaustive des crimes contre les peuples qui ont été commis par les différents impérialistes ou régimes dictatoriaux dans le monde dans le cadre de l'ONU ou avec sa bénédiction depuis sa création au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, on pourrait évoquer par exemple l'apartheid en Afrique du Sud ou en Israël.

Liste des pays bombardés par les Etats-Unis sous prétexte d'y établir « la démocratie » (Obama veut son 35e - 18.09.2013 - Kamel MOULFI - legrandsoir.info)

1. Chine 1945-1946
2. Corée 1950-1953
3. Chine 1950-1953
4. Guatemala 1954
5. Indonésie 1958
6. Cuba 1959-1960
7. Guatemala 1960
8. Congo belge 1964
9. Guatemala 1964
10. République dominicaine 1965-1966
11. Pérou 1965
12. Laos 1964-1973
13. Vietnam 1961-1973
14. Cambodge 1969-1970
15. Guatemala 1967-1969
16. Liban 1982-1984
17. Grenade 1983-1984
18. Libye 1986
19. El Salvador 1981-1992
20. Nicaragua 1981-1990
21. Iran 1987-1988
22. Libye 1989
23. Panama 1989-1990
24. Iraq 1991
25. Koweït 1991
26. Somalie 1992-1994
27. Bosnie 1995
28. Iran 1998
29. Soudan 1998
30. Afghanistan 1998
31. Serbie 1999

32. Afghanistan 2001

33. Iraq 2003

34. Libye 2011

35. ?

Vive l'ONU, vive l'internationale capitaliste ! (suite)

Marché de dupes, numéro d'illusionnisme, charlatanerie, imposture (encore, eh oui !), je vous propose un extrait de la Charte de la Havane de 1948 qui semble sortie du chapeau d'un prestigitigiteateur vivant sur une autre planète que la nôtre et qui voudrait qu'on le prenne au sérieux. Entendez par là qu'il faudrait ignorer l'évolution du capitalisme mondial au cours du demi-siècle qui vient de s'écouler, ignorer l'évolution du monde, de la démographie mondiale, bref ignorer les contradictions du capitalisme qui sont inscrites dans les rapports qui en sont à l'origine, les inégalités entre les classes qui est sa marque de fabrique, ses lois de fonctionnement qui en découlent...

Pure aventurisme en vérité, voilà où en sont réduits des intellectuels bac + 10, des opposant déclarés au capitalisme qui en réalité s'en accommodent car il n'y a rien de sérieux dans tout cela. A les entendre il serait possible de réformer le capitalisme, de lui donner une visage humain, de partager les richesses entre tous, de satisfaire tous les besoins des 7 milliards d'habitants que compte la planète, bref pourquoi combattre pour en finir avec le capitalisme puisqu'il permettrait de réaliser le socialisme, ne vous marrez pas, parole de militants qui se disent socialistes ou communistes, en réalité des agents du capital.

C'est le M'PEP qui est à cette initiative.

Annexe 21 : Charte de la Havane de 1948 : statuts de l'Organisation internationale du Commerce

ACTE FINAL

CHAPITRE I

BUT GÉNÉRAL ET OBJECTIFS

Article premier.

RECONNAISSANT que les Nations Unies sont résolues à créer les conditions de stabilité et de bien-être qui sont nécessaires pour assurer des relations pacifiques et amicales entre les nations,

LES PARTIES à la présente Charte s'engagent à coopérer entre elles et avec les Nations Unies dans les domaines du commerce et de l'emploi

En se proposant le but général suivant :

Atteindre les objectifs fixés par la Charte des Nations Unies, particulièrement le relèvement des niveaux de vie, le plein emploi et les conditions de progrès et de développement dans l'ordre économique et social envisagés à l'article 55 de cette Charte.

A CET EFFET, elles prennent individuellement et collectivement l'engagement d'encourager les mesures nationales et internationales qui permettront d'atteindre les objectifs ci-après :

1. Assurer une ampleur toujours croissante du revenu réel et de la demande effective, développer la production, la consommation et les échanges de marchandises, et contribuer ainsi à l'équilibre et à l'expansion de l'économie mondiale.
2. Aider et stimuler le développement industriel ainsi que le développement économique général, particulièrement en ce qui concerne les pays dont le développement industriel est encore à ses débuts, et encourager le mouvement international des capitaux destinés aux investissements productifs.
3. Faciliter à tous les pays l'accès, dans des conditions d'égalité, aux marchés, aux sources d'approvisionnement et aux moyens de production qui sont nécessaires à leur prospérité et à leur développement économique.
4. Favoriser, sur une base de réciprocité et d'avantages mutuels, la réduction des tarifs douaniers et des autres entraves au commerce, ainsi que l'élimination des discriminations en matière de commerce international.
5. Permettre aux différents pays, en multipliant les possibilités d'accroissement de leur commerce et de développement de

leur économie, d'éviter le recours à des mesures qui pourraient désorganiser le commerce mondial, réduire l'emploi productif ou retarder le progrès économique.

6. Faciliter, grâce au développement de l'entente mutuelle, des consultations et de la coopération, la solution des problèmes intéressant le commerce international dans les domaines de l'emploi, du développement économique, de la politique commerciale, des pratiques commerciales et de la politique des produits de base.

EN CONSÉQUENCE, elles instituent par les présentes l'ORGANISATION INTERNATIONALE DU COMMERCE, par l'entremise de laquelle elles coopéreront, en leur qualité de Membres de cette Organisation, en vue d'atteindre le but général et les objectifs énoncés dans le présent article.

Tout le monde il est beau, il est bon, il est gentil, quel monde merveilleux sous l'égide de l'ONU, il va falloir qu'on l'explique aux peuples qui figurent dans la liste ci-dessus !

Les différents impérialistes, les riches, très riches, hyper riches, les 1.416 milliardaires de la planète, les banquiers, les dirigeants des multinationales, etc. tout ce beau monde va dans un geste d'une générosité, d'une bonté incommensurable applaudir à toute rompre et se défaire de sa fortune pour faire plaisir à Nikonoff !

[La duplicité élevée au rang de vertu. Ils sont les plus mal placés pour l'ouvrir.](#)

Violente charge de John McCain contre Vladimir Poutine - Reuters

Le sénateur républicain de l'Arizona John McCain a accusé jeudi le président russe Vladimir Poutine de s'allier à des tyrans et de gouverner son pays par la violence et la corruption.

Dans une tribune publiée sur le site d'information russe Pravda.ru, le candidat malheureux à la présidentielle de 2008 face à Barack Obama reproche violemment à Poutine son soutien au président syrien Bachar al Assad.

Poutine *"n'améliore pas la réputation de la Russie dans le monde. Il la détruit. Il est devenu l'ami des tyrans et l'ennemi des opprimés, il a perdu la confiance des nations qui veulent un monde plus sûr, plus pacifique et plus prospère"*, écrit le très conservateur McCain.

Dans une tribune publiée la semaine dernière par le New York Times, le président russe avait dénoncé le risque d'escalade en cas d'attaque américaine en Syrie.

"Le président Poutine et ses associés (...) ne respectent pas votre dignité, ils n'acceptent pas que vous ayez votre mot à dire. Ils punissent les dissidents et emprisonnent les opposants. Ils truquent les élections, ils contrôlent vos médias", ajoute le sénateur américain à l'adresse des Russes. Reuters 19.09

François Fillon critique la position de la France sur la Syrie devant Vladimir Poutine - Francetv info

L'ancien Premier ministre, François Fillon, a critiqué, jeudi 19 décembre lors du forum de Valdaï (Russie), la position de la France, favorable à des frappes contre le régime de Bachar Al-Assad.

"Je souhaite que la France retrouve son indépendance et sa liberté de jugement et d'action dans cette crise", a-t-il déclaré devant le président russe Vladimir Poutine, allié indéfectible du régime syrien et principal adversaire de la France et des Etats-Unis sur ce dossier.

Les réactions n'ont pas tardé. Sur Twitter, le député socialiste Arnaud Leroy n'a pas hésité à qualifier son collègue de l'Assemblée nationale de *"laquais de la Volga"*, l'un des fleuves russes. 19.09 Francetv info avec AFP

A vomir, n'est-ce pas ? Il n'y en a pas un de récupérable dans ce parti pourri.

Dans le monde des espèces les députés et sénateurs du PS se situent bien plus bas que les laquais, la vermine, la pourriture, t encore c'est faire offense aux bactéries dont l'espèce humaine est issue, ils ne peuvent pas ouvrir la bouche sans qu'ils remplissent l'atmosphère de miasmes pestilentiels.

[Du refuge du dictateur](#)

Aux victimes du terrorisme de l'Etat français en Syrie ?

- Terrorisme: les associations demandent à l'Etat de faire plus pour les victimes - AFP

A Doha et Riad !

- Hollande: Paris cherche "*les meilleurs contacts*" pour retrouver les otages - AFP

Hollande où la guerre permanente

- La France va livrer des armes aux rebelles syriens - LePoint.fr

- Hollande : "*nous aurons sans doute à être davantage présents*" en Centrafrique - LeMonde.fr

«*La France restera aux côtés du Mali tant qu'il sera menacé*», promet Hollande - LeParisien.fr

ACTUALITE EN TITRES

[Le Sénat entre asile et maison de retraite pour serviteurs zélés du régime](#)

- Les sénateurs votent le non-cumul des mandats... sauf pour eux - Francetv info

[La dictature fait des émules, normal.](#)

- Samaras : la Grèce ne tolérera pas que "*les nazis minent la démocratie*" - LePoint.fr

Le nazisme est le complément politique naturel de la démocratie version néolibérale ou social-néolibérale, en Grèce comme en France. Papandréous et Samaras n'ont pas fini le boulot, liquider les organisations et partis ouvriers, l'extrême droite se porte candidat pour en venir à bout et faire régner la terreur, normal.

[Comment diviser pour mieux régner](#)

- Retraites: 3,3 millions de salariés concernés par le compte pénibilité - AFP

- Gel des pensions : les députés PS veulent épargner plus de retraités - LeFigaro.fr

[L'esprit militarisé et discipliné du germain remonte loin...](#)

- 53% : la part des salariés allemands qui n'ont jamais manqué un jour de travail de leur vie - Atlantico.fr -

[Même la viande avariée peut rapporter !](#)

- Marché du vieillissement: signature d'un contrat de filière en octobre - AFP

[Un patron !](#)

- "*Qui ne s'est jamais senti coupable dans son travail?*" - L'Express.fr

[Confirmation. Elle doit renoncer à la religion !](#)

- Pour le pape, l'Eglise doit renoncer à son "*obsession*" du dogme - Reuters

ACTUALITÉ DU JOUR

Jamie Dimon, PDG de JPMorgan, 1 milliard de dollars d'amende : bof, une "tempête dans un verre d'eau" !

- La "Baleine de Londres" coûte près de 1 md de dollars d'amendes à JPMorgan - AFP

La facture de l'affaire de la "baleine de Londres" continue de s'alourdir pour JPMorgan Chase, qui va payer 920 millions de dollars d'amende à quatre régulateurs, mais qui reste encore la cible d'autres enquêtes.

En vertu d'accords à l'amiable annoncés jeudi, la banque accepte de payer aux Etats-Unis 200 millions de dollars au gendarme boursier (SEC), 300 millions au régulateur bancaire (OCC) et 200 millions à la Réserve fédérale (Fed). En Grande-Bretagne, elle versera 220 millions de dollars à l'autorité boursière FCA.

JPMorgan a salué jeudi dans un communiqué "une étape majeure dans les efforts (...) pour mettre ces problèmes derrière elle", assurant qu'elle continuait "de coopérer aux enquêtes en cours".

JPMorgan a parallèlement écopé jeudi de 80 millions d'amendes supplémentaires et de l'obligation de rembourser 309 millions à des clients de sa filiale Chase pour de mauvaises pratiques dans les cartes de crédit.

"Les problèmes réglementaires et légaux vont probablement durer plus longtemps qu'attendu", prévient la société de courtage Sterne Agee dans une note, jugeant toutefois que les coûts associés devraient reculer en 2014 et 2015.

"Nous avons accepté notre responsabilité et reconnu nos erreurs dès le départ, nous en avons tiré les leçons et nous avons travaillé pour les réparer", a assuré jeudi Jamie Dimon, qui avait notamment vu en janvier son bonus réduit de moitié à cause de l'affaire de la "Baleine".

Pour le chef de l'OCC, Thomas Curry, "les amendes de près d'un milliard de dollars et les pertes de plus de 6 milliards (...) servent de rappels importants pour tous les banquiers".

L'amende de la SEC est l'une des plus élevées de l'histoire de cet organisme et "sans précédent" pour des contrôles internes, selon George Canellos.

Joe Rundle, un analyste de la société financière ETX Capital, relativise néanmoins le montant de l'amende "pour une banque d'une capitalisation de 200 milliards de dollars", estimant que "le plus grand dommage est bien sûr pour la réputation de JPMorgan" et de la City de Londres "enlisée dans un scandale financier après l'autre". AFP

Cette amende va représenter 0,5% de la capitalisation de JPMorgan, Jamie s'en tape complètement, à part cela ils ne sont pas les maîtres du monde !

[Haut de page ↗](#)

Le 21 septembre 2013

CAUSERIE

Pas le temps de mettre en ligne de nouveaux articles, plus tard ce soir ou demain matin. 8.700 connexions au portail depuis le 1er septembre et plus de 18.000 documents téléchargés.

Je n'ai pas été très bien ces derniers jours, mal dans le dos, énorme fatigue, etc. dans cette causerie je me rattrape, je recommence à faire surface mais je n'ai pas encore tout à fait récupéré, la haut la machine redémarre poussivement !

Je mets en garde les camarades qui n'ont déjà pas trop le moral, cette causerie va vous dégoûter un peu plus des partis du mouvement ouvrier, je n'y suis pour rien, croyez bien que je préférerais vous annoncer de bonnes nouvelles, hélas ce n'est pas pour demain la veille, apparemment !

Guerre à l'opportunisme !

S'en remettre à l'ONU comporte une double signification politique.

Tout d'abord c'est substituer une institution internationale du capital aux peuples pour décider de leur sort à leur place, c'est déposséder les peuples de ce droit politique, c'est donc subordonner les droits et besoins des peuples à ceux du

capitalisme mondial, c'est subordonner le mouvement ouvrier international aux partis et représentants du capitalisme mondial

Ensuite, c'est affirmer que les peuples et le prolétariat en particulier sont incapables de mener le combat pour en finir avec le capitalisme et de vaincre leur ennemi, de prendre le pouvoir politique pour changer la société et le monde, c'est déclarer que cette tâche est au-dessus de leurs forces et qu'ils ne sont pas historiquement en mesure de l'accomplir, autrement dit c'est tourner le dos au socialisme qui repose notamment sur cette condition, c'est les inviter à s'accommoder, à collaborer au capitalisme, à adopter son idéologie à laquelle ils doivent se soumettre, c'est donc abandonner le combat pour le socialisme, c'est capituler sur toute la ligne devant le capital, c'est se comporter comme un de ses agents.

Faire signer une pétition en direction de Hollande aussi.

Comme dans le cas de l'ONU ou d'une autre institution du capital, s'adresser au Bonaparte de service, au dictateur qui trône au Château, c'est le légitimer, c'est légitimer le pouvoir que lui confère la Constitution de la Ve République, c'est légitimer les institutions de la Ve République qu'il incarne au plus haut niveau. Dès lors on comprendra qu'à partir d'une telle position, tout discours sur l'abolition de ces institutions se trouvera neutralisé, n'aura aucune valeur, aura été énoncé pour la forme afin de masquer cette capitulation politique devant les institutions et son monarque.

On retrouve là les deux éléments contradictoires du double langage auquel les militants sont familiers. Ils sont la marque des traîtres qui tout au long de la seconde moitié du XXe siècle se sont présentés aux masses sous différents masques, socialiste, communiste, maoïste, trotskiste.

Comme dans le cas précédent, s'adresser à l'ennemi déclaré de la classe ouvrière pour satisfaire un de ses besoins ou lui octroyer un droit a pour fonction, non pas de combattre les illusions qu'elle pourrait avoir en lui, au contraire une telle initiative sert à les alimenter, à les faire naître ou renaître dans celui qui représente ou incarne les besoins et les droits de son ennemi, la classe des capitalistes.

Cette posture ou plutôt imposture conduit la classe ouvrière à concéder qu'il serait finalement normal qu'un Bonaparte ou un monarque concentre le pouvoir entre ses mains et décide à sa place de son destin, que de temps en temps il est bon de lui rappeler qu'il en est le garant car il aurait la facheuse tendance à l'oublier, quel dommage vraiment qu'il ne soit pas parfait estime sa cour qui est à l'origine d'une telle pétition ! Ainsi, non seulement la classe ouvrière se trouve déposséder de tout pouvoir politique, mais elle devrait s'en accommoder, en bon serviteur ou serf zélé elle devrait adresser ses lettres de doléances ou de créances à sa majesté, qui selon son humeur s'en servira pour sécher quelques larmes hypocrites ou comme papier toilette, entre nous, elles ne méritent pas mieux et c'est bien à ce niveau que se situe une telle action politique, on ne peut guère tomber plus bas.

Bien entendu, il est parfaitement possible de recueillir l'opinion ou l'avis, l'idée que se font les travailleurs sur une question précise sans avoir à l'adresser au monarque du fg Saint-Honoré ou à je ne sais quel ministre. A quoi cela servirait-il donc ? A se compter, à prendre conscience qu'on n'est pas seul à penser d'une certaine manière, à briser notre isolement, à prendre confiance dans la force que représente notre classe, à se rassembler, à s'organiser pour défendre notre point de vue, nos intérêts de classe, prendre conscience qu'on appartient à une classe distincte qui à ses propres besoins et droits sociaux et politiques, éventuellement, mais j'ai cru comprendre que c'était accessoire, secondaire sans intérêt pour les militants, contruire un véritable parti révolutionnaire qui renoue avec le marxisme et le socialisme.

Il faut bien comprendre ce qu'il y a de pernicieux dans cette démarche, le cynisme qui en est à l'origine.

Aussi bien sur le plan personnel que politique le doute est une faiblesse.

[Terrorisme d'Etat. Al Qaïda est au pouvoir aux Etats-Unis, en France, en Arabie saoudite et bien entendu en Israël.](#)

Hollande n'est fait que poursuivre à la lettre la politique impérialiste de Sarkozy

Armes chimiques : Paris préparait une action militaire en Syrie depuis début 2012 - LePoint.fr

Les préparations à une opération militaire française contre le régime de Bachar el-Assad ne datent pas d'hier. Dès janvier 2012, près de six mois avant l'arrivée de François Hollande à l'Élysée donc, des plans de frappes ont commencé à être étudiés par le CPCO (Centre de planification et de conduite des opérations) de l'état-major des armées. Alors que le conflit en Libye venait tout juste de se terminer, les Français préparaient déjà conjointement des plans de frappes avec les Américains et les Britanniques (que les militaires, les diplomates et les espions appellent entre eux le P3), bientôt associés à deux autres grands pays alliés, dont on tait le nom. On parle alors de P3+... LePoint.fr 20.09

Armer les barbares, semer le chaos, un autre prétexte pour intervenir... plus tard.

- Hollande pour des livraisons d'armes contrôlées en Syrie - Reuters
- La livraison "*contrôlée*" d'armes en Syrie jugée compliquée - Reuters
- Les groupes d'Al Qaïda en Syrie attirent de nouveaux combattants - Reuters

Ensuite, au tour de l'Iran...

- Six mois avant une bombe atomique iranienne, prévient Israël - Reuters
- Nucléaire: les avances de Rohani "*pas suffisantes*" pour Washington - AFP
- Paris accueille les ouvertures iraniennes avec scepticisme - LeFigaro.fr

En attendant ils peuvent contempler leurs créatures et leurs oeuvres

- Yémen: des attaques spectaculaires imputées à Al-Qaïda font 56 morts - AFP
- Boko Haram a tué près de 160 personnes dans le nord du Nigeria - Reuters
- Afghanistan: 18 policiers tués dans une embuscade - AFP
- Le Pakistan va libérer l'ancien numéro deux des talibans afghans - AFP
- Irak : attentat meurtrier dans une mosquée - LeMonde.fr
- Des Tunisiennes feraient le "*jihad du sexe*" en Syrie Francetv info avec - AFP
- Au cœur du procès de Trappes, la "*légitimité*" du contrôle d'identité des femmes en voile intégral - LeMonde.fr

Non, c'est la "*légitimité*" de la barbarie qu'incarnent le wahhabisme, le salafisme et le takfirisme et que le journal Le Monde soutient tout comme Hollande...

ACTUALITE EN TITRES

[La tête du président nigérien Issoufou est-elle déjà mise à prix par Hollande ?](#)

- Le Niger lance un audit des mines exploitées par Areva - Reuters

[La monarchie est héréditaire, pas seulement à l'Elysée.](#)

- Une partie du "*trésor des rois de France*" revient aux héritiers du comte de Paris - LeMonde.fr

ACTUALITÉ DU JOUR

[Quand l'éthique se fait dictature. Les mères maquereilles PS, PCF, PG, UMP, UDI du régime passent à l'attaque.](#)

Un seul mot d'ordre pour contrer cette offensive de la réaction : Abolition de l'exploitation de l'homme par l'homme !

- Prostitution : mobilisons-nous pour une loi d'abolition ! - LeMonde.fr 20.09

Parmi les premiers signataires : Roselyne Bachelot, ancienne ministre (UMP), Marie-Jo Zimmermann, députée (UMP), Sophie Auconie, députée européenne (UDI), Jérôme Guedj, député (PS) Marie-Georges Buffet, députée (PC), Pierre Laurent, sénateur (PC), Martine Billard, co-présidente du Parti de Gauche.

Il s'agit d'élus ayant signé une lettre scélérate dans laquelle on peut lire :

- "L'abolition du système prostitueur ne fera certes pas disparaître la prostitution du jour au lendemain. Mais elle engagera résolument la société tout entière aux côtés des victimes de ce système d'exploitation et contre ceux qui en tirent profit."

Autrement dit ce sont les représentants des partis qui soutiennent le "système prostitueur" qu'est le capitalisme qui entendent criminaliser ceux qui en sont les victimes, victimes des rapports sociaux d'exploitation sur lesquels est basé le capitalisme et qu'il reproduit à tous les niveaux de la société ces rapports, donc en premier lieu entre les hommes et les femmes.

Soutenir le capitalisme et le régime en place, c'est se prostituer pour un poste, un mandat, un statut, des prébendes, c'est le seul talent qu'on reconnaîtra à ces élus et ces partis.

On retrouve ici même crasse méthode sordide que celle employée pour justifier les guerres contre l'Afghanistan, l'Irak, la Libye, la Syrie : l'hypocrisie, l'imposture, pire encore, culpabiliser la population, car ce serait "l'absence d'une prise de conscience collective" qui serait responsable de la prostitution et non le fait que leur société pourrie n'ait pas en mesure de proposer à l'ensemble des femmes (et des hommes, des jeunes) un travail et un salaire qui leur permettrait de s'épanouir et de vivre décemment, à entendre ces ordures nous serions tous responsables du chômage de masse, de la précarité généralisée et de la pauvreté qui frappent des millions de travailleurs dans ce pays, de tous les maux dont sont victimes les travailleurs et qui ne sont que le produit de la survie du capitalisme en putréfaction.

- "Nous déclarons haut et fort qu'il est lâche et hypocrite de se réfugier derrière le "consentement" des personnes prostituées pour s'empreser de ne rien faire. Nous savons pertinemment que le "consentement" n'a de sens qu'au regard des options et alternatives réelles de chacun-e. Or, face aux tentatives de banalisation du "travail sexuel" et en l'absence d'une prise de conscience collective et de moyens effectifs, un très grand nombre de personnes prostituées ne dispose d'aucune alternative réelle à la prostitution."

Parce que demain grâce à cette lettre ou une loi les femmes qui se prostituent verront leurs problèmes sociaux réglés d'un coup de baguette magique et abandonneront cette pratique, voilà ce que ces menteurs professionnels osent vouloir faire croire à la population.

Dans le passage suivant la limite du cynisme est franchie, on a à faire à des monstres, des barbares, jugez vous-même.

Notez bien qu'ils sont parfaitement conscients quand ils s'expriment, la référence aux "inégalités" de plus en plus insupportables dans la société est là pour le prouver. Et si cela ne suffisait pas à vous les rendre infrequentables, ils vont jusqu'à faire un parallèle avec "loi de la jungle" qui permet aux "plus forts (d'être) libres d'exploiter les plus faibles", autrement dit le système capitaliste auquel ils ont tous adhéré.

Pire encore dans l'abjection, système d'exploitation auquel ces femmes qui se prostituent "consentent", donc vous et moi, tous les travailleurs au passage qui une nouvelle fois seraient responsables de cette situation ou de ces rapports qu'ils n'ont jamais choisis librement, mais que leur société infâme leur a imposés, nous impose.

Pire, oui c'est encore possible, ces salopards le revendiquent, ils sont "fier-e-s" du "choix du contrat social" qu'ils prétendent proposer à ces femmes alors qu'ils ne sont pas capables de proposer un travail avec un salaire décent aux millions de chômeurs, voilà une pure supercherie.

- "Que certain-e-s consentent à travailler pour moins que le smic ou à se séparer un organe pour survivre, n'a jamais justifié les salaires en dessous du smic ni l'achat d'un organe. Nul ne doute plus du fait que, face aux inégalités, ce seront toujours les plus vulnérables qui en seront réduits à sacrifier leur force de travail ou leur intégrité physique. Si certains font le choix de la loi de la jungle – que les plus forts soient libres d'exploiter les plus faibles tant que ceux-ci, sans alternatives, y consentent –, nous sommes fier-e-s de faire le choix du contrat social et d'un projet de société progressiste."

Mais comment cela est-ce possible direz-vous, comment une telle infâmie est possible de nos jours ? Vous avez pu observer que tous les partis institutionnels (union nationale) participent à cette nouvelle offensive contre l'ensemble des travailleurs qui seraient responsables de la prostitution, contre ces femmes qui feraient leur propre malheur par leur consentement. De plus, le PS, le PCF et le PdG font constamment l'objet d'attention ou d'approche de la part des autres partis, POI, NPA et LO. Ainsi ils ont le champ libre, la réaction se sent pousser des ailes, plus rien ne les arrête, il n'existe plus d'opposition organisée en France, ils en profitent, ils se lâchent. Ils se comportent tous comme des maquereaux ou des prostitués pour le compte du régime, en réalité de l'idéologie néolibérale qui est derrière cette offensive, le réel commanditaire, comme dans le cas du mariage homosexuel, etc.

J'ai expliqué la teneur de cette lettre à mon épouse. Ensuite je lui ai dit ceci : tu vois la table là, ces ordures qui ont signées cette lettre sont tranquillement attablées, députés, sénateurs, élus du PS, PCF, PG, UMP, UDI, ils sont responsables du chômage et de la prostitution, mais pour eux un chômeur est un fainéant, une prostituée une grosse salope, les uns et les autres se complaisent dans leur situation, c'est de leur faute. Ces élus se goinfrent comme des porcs et quand ils ont terminé leur festin leur cour rapplique pour récolter les miettes, finir les assiettes et les fonds de bouteilles, pas un ne manque à l'appel, pas un ne refusera d'en faire partie, ils sont comme cela, oui et cela est dur à digérer, tous pourris jusqu'à la moelle, il n'en reste pas un pour sauver l'honneur du mouvement ouvrier, moi je refuserai de m'asseoir à leur table, je refuserai de leur serrer la main, je refuserai de leur adresser la parole, jamais, tu entends jamais, et bien il n'existe aucune partie qui ait cette attitude, absolument aucun, ils sont tous corrompus, vendus, Manju, c'est terrible, tu comprends maintenant pourquoi la société et le monde ne peuvent être que de plus en plus pourris, et on est encore loin d'avoir tout vu, car cela va empirer, c'est obligatoire.

S'il vous plaît ne me demander ce qu'il faudrait faire, vous le savez aussi bien que moi mais personne ne veut s'y résoudre et c'est bien là le problème, rompre avec tous ces partis et en construire un nouveau, que voulez-vous faire d'autres, dites-moi,. Je vais vous dire encore un truc, dans ce portail nous avons évoqué à de nombreuses reprises le passé, chaque fois sur la base des faits portés à notre connaissance, mais en réalité nous n'avons fait pratiquement qu'effleurer l'histoire des différents parts et courants du mouvement ouvrier depuis 1945, ce qui nous reste à mettre au grand jour est immense et nous réserverait des surprises dont nous n'avons pas idée, tout ce que nous savons, c'est que cet inventaire confirmerait, amplifierait considérablement le jugement sans appel que nous avons porté sur ces partis et courants.

Si vous militez au POI, au NPA ou à LO, demandez donc à vos dirigeants ce qu'ils en pensent. Le POI s'adresse à nouveau au dictateur va-t-en-guerre Hollande, ce parti compte ou comptait (?) des milliers de militants ou adhérents provenant du PS, selon Schivardi qui les avait évalués à 3 ou 4.000, quand ils militaient au PS ce parti était déjà aussi pourri qu'aujourd'hui, il est pourri depuis un siècle faut-il rappeler à ceux qui ont la mémoire courte, certains y sont restés des décennies, dites-nous, nous sommes prêts à tout entendre, quand avez-vous lu quelque part que l'un d'entre eux auraient avoué s'être fourvoyé en adhérent au PS, auraient renié son passage dans ce parti, quand, qui, où, à quelle occasion, nous attendons votre réponse, à notre connaissance jamais, idem pour ceux qui viennent du PCF, pire encore, ils en chantent les exploits passés alors qu'il a toujours été un parti contre-révolutionnaire, tout comme le PS. Mes camarades du POI comprendront peut-être mieux la position de leur direction sur la Syrie une fois qu'ils se seront posés ces questions.

Au NPA et à LO l'affaire est réglée, leurs dirigeants ont tenu à la virgule près le discours d'Obama et Hollande ou Netanyahu qui veulent avant tout renverser le régime syrien, il n'y a rien à récupérer dans ce parti, ce sont des réactionnaires et ils le revendiquent : poubelle !

C'est aussi au nom de l'"éthique" qu'ils soutiennent toutes les guerres impérialistes contre les peuples.

- "*Ce que nous exigeons aujourd'hui, c'est la mise en place, pour la première fois dans l'histoire de notre pays, d'une politique réellement abolitionniste permettant de tarir les entrées dans la prostitution et de multiplier les possibilités d'en sortir. Il s'agit d'un devoir éthique.*" Le Monde 20.09

Il s'agit bien de criminaliser la prostitution, les prostituées. Comment ? En décrétant qu'une fois adoptée sur le papier une politique prétendument "*réellement abolitionniste*" la prostitution n'aura plus lieu d'exister. Ce qui signifie que celles qui s'y adonneront malgré tout seront considérées comme des hors la loi susceptibles d'être réprimées par le législateur.

Un complément. Dans le registre de la pourriture, demandez le vert.

Du kaki du chef de guerre au vert de la livrée du valet.

- Hollande annonce une contribution carbone sans préciser son taux - Reuters
- Conférence environnementale : la reculade des Verts en trois actes - Francetv info
- Environnement: Durand (EELV) satisfait des annonces de Hollande - AFP
- Durand (EELV) a reçu un message d'Ayrault démentant vouloir sa tête - AFP
- Transition énergétique : EELV salue le cap fixé par Hollande - Le Nouvel Observateur

Ces gens-là n'ont aucune dignité, ils empestent l'opportunisme par toutes les pores de leur peau. A bas l'écologisme et l'écossocialisme, à bas la réaction !

[Intox. Les complices des nazis](#)

Au même moment des dizaines de milliers de manifestants drapeaux géants déployés et brassards nazis au bras paraient dans New York et d'autres grandes villes américaines, vu sur une vidéo en ligne sur YouTube un film du début des années 30

- Découverte à Bruxelles du premier film américain antinazi - Reuters

Le premier film américain mettant le monde en garde contre les dangers du nazisme, sorti un an à peine après l'arrivée de Hitler au pouvoir, a été retrouvé dans les archives de la Cinémathèque de Bruxelles.

"*Le règne de terreur de Hitler*" ("Hitler's reign of terror") a été tourné par Cornelius Vanderbilt, l'un des héritiers de la riche famille d'industriels américains, qui se trouvait en Allemagne en 1933, année de l'arrivée au pouvoir des nazis.

Le film qui dure un peu moins d'une heure montre notamment des rassemblements du parti nazi, des autodafés de livres "*contraires à l'esprit national*" et des destructions de magasins juifs.

Lors de la première à New York, début 1934, il avait été très bien accueilli, explique Bruno Mestdagh, l'un des responsables de la Cinémathèque belge.

"*L'ambassade d'Allemagne à Washington avait protesté et le film avait ensuite été censuré et adapté. La nouvelle version avait rencontré moins de succès*", ajoute-t-il. Reuters 20.09

On ne nous dit pas si ce riche héritier avait lui aussi financé la montée de Hitler au pouvoir puis le régime nazi, entre nous, où aurait-il pu faire un meilleur placement, y compris pendant la guerre, comme ce fut le cas notamment des banquiers anglo-saxons-sionistes de la Fed d'origine juive, les pires antisémites.

Que Washington ait répondu favorablement à la protestation des nazis donne une idée assez précise du niveau auquel se situait la collusion entre les intérêts des deux régimes.

Les banquiers de la Fed financeront les deux camps avant et pendant la guerre histoire de tirer profit des deux côtés à la fois. Vous trouverez toutes ces infos, images et commentaires en français, dans les adresses de vidéos qui figurent dans le site et d'autres encore sur le Net. Attention, vous vous croiriez à Berlin en 1933, les gratte-ciel sur les images prouvent que ces images d'époque ont bien été tournées à New York. Cela ne figure dans aucun manuel d'histoire, pas même dans celui de votre parti.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Tunisie

Les islamistes d'Ennahda, principale force de la coalition gouvernementale en Tunisie, ont donné jeudi leur accord de principe à la proposition de sortie de crise formulée par le syndicat UGTT.

Le plan élaboré par la centrale syndicale prévoit la démission de l'actuel gouvernement, la formation d'un cabinet de transition chargé de superviser la tenue de nouvelles élections.

"*Notre réaction à l'initiative du syndicat a été positive en tant que plate-forme de dialogue avec les partis politiques*", a dit Ameur Larayedh, l'un des principaux dirigeants d'Ennahda.

"*Nous avons des réserves, mais nous sommes prêts à discuter de ces points dans le cadre d'un dialogue, dont nous nous attendons à ce qu'il commence probablement mardi prochain*", a-t-il déclaré à Reuters.

Secrétaire général du Congrès pour la République (CPR), partenaire d'Ennahda dans la coalition gouvernementale, Imed Daïmi a lui aussi apporté son soutien au plan présenté par l'UGTT.

L'opposition laïque n'a pas fini d'examiner ce projet, ont dit des responsables. Reuters 20.09

SOCIAL

Vietnam

Le groupe public vietnamien de construction navale Vinashin, dont la quasi-faillite a gravement entaché la réputation financière du pays, a annoncé le licenciement de 14.000 personnes dans le cadre d'une restructuration qui verra la réduction totale de ses effectifs de 70%.

Le conglomérat était apparu au bord de la faillite en 2010 avec plus de quatre milliards de dollars de dettes, exposant au grand jour la faiblesse du secteur public, clé de l'économie vietnamienne, et provoquant une vive inquiétude des investisseurs étrangers.

Vinashin, qui employait 60.000 personnes en 2008, compte actuellement un peu plus de 26.000 salariés et va garder 8.000 personnes au terme de sa restructuration, à une date non précisée, a indiqué le groupe dans un communiqué publié lundi sur son site internet.

Sur les 18.000 postes supprimés, 14.000 personnes, dont beaucoup n'avaient plus aucun travail à faire, vont être licenciées, a précisé le texte, sans évoquer le sort des 4.000 autres emplois.

Le journal d'Etat Lao Dong s'est élevé jeudi contre ce plan qui touche une main d'oeuvre qualifiée non responsable des difficultés du groupe.

Vinashin "avait l'habitude de recevoir un traitement préférentiel pour surmonter les difficultés. Alors pourquoi n'y a-t-il pas de plan pour aider 14.000 employés, licenciés en raison de responsables irresponsables et corrompus?", a-t-il ajouté.

Avant son effondrement, Vinashin était décrite comme un fleuron de l'industrie et revendiquait des milliards de dollars de commandes, mais s'était en fait engluée dans des mauvais choix, des diversifications et des activités déficitaires.

Le scandale avait fragilisé le Premier ministre Nguyen Tan Dung et entaché l'image financière du Vietnam. Les agences de notation internationales avaient abaissé plusieurs de leurs notes, citant Vinashin comme un facteur de risque pour son secteur bancaire et un révélateur de la faiblesse de son appareil productif.

Une dizaine d'anciens responsables du groupe ont depuis été condamnés, pour certains à de lourdes peines de prison. AFP 19.09

[Haut de page ↗](#)

Le 22 septembre 2013

CAUSERIE

Samedi 21h20 en Inde

J'étais en train de formater les adresses des nouveaux articles quand je me suis aperçu que j'avais commis une erreur dans l'adresse de plusieurs fichiers qui ne se trouvent pas dans le dossier5 mais le dossier6.

La suite dans une heure environ.

[Haut de page ↗](#)

Le 23 septembre 2013

CAUSERIE

QUELQUES INFOS SUR LA SYRIE

- La Syrie a remis à temps l'inventaire de ses armes chimiques - AFP 21.09

La Syrie a remis l'inventaire attendu de son arsenal chimique à l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC)

samedi, dans le délai imparti par l'accord russo-américain du 14 septembre, un signe apparent de collaboration du régime de Damas.

L'accord de Genève, élaboré tandis que Washington menaçait la Syrie d'une action militaire en réponse à une attaque chimique meurtrière le 21 août, stipule que l'arsenal chimique de Damas doit être détruit d'ici la fin du premier semestre 2014.
AFP 21.09

- L'Occident aveuglé sur la Syrie, fait du chantage à la Russie - french.irib.ir

Le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov a accusé dimanche les Etats-Unis de faire du chantage à la Russie pour qu'elle soutienne une résolution dure à l'ONU contre la Syrie, et reproché à l'Occident d'être aveuglé par l'idée d'un changement de régime dans le pays déchiré par la guerre. Nos partenaires américains commencent à nous faire du chantage: si la Russie ne soutient pas une résolution en vertu du chapitre VII au Conseil de sécurité de l'ONU, nous arrêterons de travailler à l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC), a déclaré M. Lavrov dans une entrevue avec Channel One, selon les agences russes.

Selon M. Lavrov, l'OIAC est sur le point de prendre une décision sur la Syrie, mais le processus est menacé par la position arrogante de certains partenaires occidentaux. Ils ont besoin du Chapitre VII, qui prévoit en cas de violation des lois internationales des mesures coercitives, y compris des sanctions et la possibilité de recourir à la force, a-t-il dit. Washington, Paris et Londres veulent une résolution très ferme, éventuellement sous le Chapitre VII de la Charte des Nations Unies - une démarche que M. Lavrov juge contraire à l'accord historique sur le désarmement chimique de la Syrie, obtenu avec son homologue américain John Kerry à Genève le 14 septembre. Nos partenaires sont désormais aveuglés par leur objectif idéologique de changement de régime (en Syrie), a ajouté le chef de la diplomatie russe. Tout ce qu'ils disent, c'est que Bachar al-Assad doit partir. french.irib.ir 22.09

Intox et imposture.

Ici le procédé consiste à affirmer qu'on serait prêt à partager un objectif avec un tiers, tout en lui posant des conditions totalement inacceptables pour qu'il y adhère, sans s'attarder sur leur caractère arbitraire ou unilatéral qui correspond aux besoins de celui qui les formule, de façon à faire reporter sur ce tiers la responsabilité de l'impossibilité d'atteindre cet objectif ou l'échec d'un accord entre les deux parties.

- L'opposition syrienne prête à participer à "Genève 2" - Reuters

Le président de la Coalition nationale syrienne (CNS), Ahmed Djarba, s'est dit prêt à participer à une conférence sur la paix à Genève si elle vise à instaurer un gouvernement de transition doté de pleins pouvoirs.

Cette proposition est contenue dans une lettre adressée au Conseil de sécurité des Nations unies par les opposants à Bachar al Assad et datée du 19 septembre.

Exprimant pour la première fois un engagement clair en faveur de l'initiative conjointe de la Russie et des Etats-Unis, Ahmed Djarba y "réaffirme sa volonté de s'engager dans une future conférence de Genève".

Mais, ajoute le texte, "toutes les parties doivent accepter que le but de la conférence sera l'établissement d'un gouvernement de transition disposant de pleins pouvoirs exécutifs" comme cela était stipulé lors du premier cycle de négociations sur la Syrie organisé à Genève l'an passé.

Insurgés et adversaires d'Assad ont insisté sur le fait que l'actuel président syrien ne pourrait jouer aucun rôle dans ce gouvernement de transition.

Dans le courrier adressé à l'Onu, Djarba demande également que toute résolution du Conseil de sécurité sur la destruction des armes chimiques syriennes soit prise en vertu du chapitre VII de la Charte de l'Onu qui prévoit un recours à la force en cas de non application des dispositions.

Djarba demande enfin que le Conseil de sécurité prenne "les mesures nécessaires" pour imposer un cessez-le-feu dans le pays et pour procéder à la libération de milliers de militants pacifiques. Reuters 22.09

[En complément sur la Syrie](#)

1- 42 membres de l'ASL ont été décapités vendredi à Al Bab dans la province d'Alep, une localité transformée en un arène où s'affrontent l'ASL et l'Etat islamique en Irak et au Levant.

L'ASL vient de lancer un sévère avertissement à " toutes les milices étrangères " pour qu'elles quittent au plus vite la Syrie. "

nous demandons à tous les combattants étrangers, islamistes ou pas, de quitter dans les plus brefs délais le sol syrien à défaut de quoi elles seront combattus" a dit Fahd al Masri au cours d'un entretien avec Sky News . " *Ces organisations terroristes seront boutés hors de la syrie, ils devront quitter la Syrie, car les syriens ne veulent pas d'eux en raison de leur action*". Les analystes voient à travers cet appel un avertissement turc contre l'Arabie saoudite. french.trib.ir 21.09

2- Dans le gouvernorat de Damas, la milice de l'ASL qui se trouve dans une mauvaise posture s'est mise au « *recrutement obligatoire* » dans les rangs des jeunes vivants dans la région de la Ghouta orientale.

Dans un communiqué datant du 20 septembre 2013, et signé par les brigades et les bataillons en action dans la Ghouta orientale, les jeunes nés entre 1983 et 1994 sont appelés sans tarder à rejoindre leurs rangs dans un délai ne devant dépasser les 24 heures qui suivent. Parmi les signataires figurent Les forces Maghawir de l'ASL, le comité religieux de la Brigade de l'Islam, et 8 autres milices.

« *Vu que nos combattants sur les fronts ont un besoin incessant d'aide continue... et pour ne pas laisser aucun front sans garde ou contrôle* », explique le texte. « *Seront capturés tous ceux qui désistent à leur devoir de jihad* », menace-t-il. Les forces gouvernementales mènent une attaque importante dans cette région où elles ont réalisé des avancées importantes, après avoir été freinées par l'attaque chimique qui leur a été imputées. french.trib.ir 20.09

Qui a dit ?

- *"le travail d'un responsable public c'est de convaincre" les concitoyens, "c'est mon travail" ?*

Réponse : Le petit notable de province Arnaud Montebourg, invité de l'émission politique "12/13 dimanche" sur France 3. (AFP 22.09)

Si la politique qu'il appliquait correspondait réellement aux besoins de la majorité de la population, elle serait convaincue d'avance, si ce n'est pas le cas, c'est que la politique qu'on lui propose ou qui est appliquée viole ses besoins ou ses aspirations, elle est antidémocratique. Le ministre veut lui appliquer de force au moyen de mensonges et en la culpabilisant.

Mieux encore, qu'on ne vienne pas lui reprocher de recourir à cette méthode détestable, il y est obligé pour le bien de la population qui ignore où se situe ses intérêts, lui il le sait forcément sinon il ne serait pas ministre.

On en est présence d'un mécanisme où les rôles sont inversés, ce n'est pas le ministre qui se plie à la volonté de la majorité de la population, mais c'est à cette dernière de se plier aux exigences, aux diktats d'un ministre, d'un gouvernement, d'un président.

Cet affairiste fait ici la démonstration que sa conception de la démocratie et le régime riment avec dictature.

Du coup on en vient à se poser de nouvelles questions sur la démocratie.

La démocratie violée au nom de la morale.

Au départ je voulais consacrer ce passage à répondre à la dernière offensive de la réaction qui a réalisé l'union nationale contre les prostituées (lire la causerie d'avant-hier) et au-delà en réalité, mais je n'ai pas trouvé le temps de traiter ce sujet comme il se devait, je suis épuisé. On poursuivra demain ou les jours suivants car ce que recouvre cette question est très important. Ces catins du régime veulent policer les moeurs, généralement ils précèdent la venue des gardiens de camps de concentrations.

En période de réaction sur toute la ligne, de guerre, on peut ajouter de décadence d'un mode de production entré en putréfaction qu'incarne le néolibéralisme, la démocratie est piétinée, la morale sert des desseins guerriers et le bon sens le plus élémentaire devient une denrée rare, tout comme le discernement, l'honnêteté intellectuelle et l'esprit critique qui admet l'existence de rapports et de besoins contradictoires dans une société basée sur l'inégalité entre les classes, la lutte des classes.

- *"La démocratie et la morale "généralement admise" ne sont pas les seules victimes de l'impérialisme. Le bon sens "inné à tous les hommes" est sa troisième victime."* (L. Trotsky Leur morale et la nôtre)

L'approche morale d'une question à caractère social tend à se substituer à un ou des facteurs objectifs, au développement de rapports sociaux qui sont le produit de l'évolution du capitalisme en putréfaction, de telle sorte qu'on évitera de se pencher sur leur origine pour ne pas avoir à établir la responsabilité du capitalisme ; au lieu de partir des faits on se penchera sur leurs conséquences qui seront traitées comme des abstractions coupées de la réalité, ce qui est normal, pratique ou préférable puisqu'il est impossible d'y remédier, à l'arrivée ce seront ses victimes qui seront déclarées coupables.

- *"Le bon sens procède au moyen de grandeurs invariables dans un monde où il n'y a d'invariable que la variabilité. La dialectique,*

au contraire, considère les phénomènes, les institutions, les normes dans leur formation, leur développement et leur déclin. L'attitude dialectique envers la morale, produit fonctionnel et transitoire de la lutte des classes, paraît "amoral" aux yeux du bon sens. Il n'y a pourtant rien de plus dur, de plus borné, de plus suffisant et cynique que la morale du bon sens !" (L. Trotsky Leur morale et la nôtre)

Aux "**apôtres de l'esclavage et de la soumission**"

- "L'évolutionnisme bourgeois s'arrête, frappé d'impuissance, sur le seuil de la société historique, ne voulant pas admettre que la lutte des classes soit le ressort principal de l'évolution des formes sociales. La morale n'est qu'une des fonctions idéologiques de cette lutte. La classe dominante impose ses fins à la société et l'accoutume à considérer comme immoraux les moyens qui vont à l'encontre de ces fins. Telle est la mission essentielle de la morale officielle. Elle poursuit "le plus grand bonheur possible", non du plus grand nombre, mais d'une minorité sans cesse décroissante. Un semblable régime, fondé sur la seule contrainte, ne durerait pas une semaine. Le ciment de l'éthique lui est indispensable. La fabrication de ce ciment incombe aux théoriciens et aux moralistes petits-bourgeois. Ils peuvent faire jouer toutes les couleurs de l'arc-en-ciel ; ils ne sont, tout compte fait, que les apôtres de l'esclavage et de la soumission". (L. Trotsky Leur morale et la nôtre)

Le marxiste révolutionnaire : où est-il passé ?

"Le marxiste révolutionnaire ne saurait aborder sa tâche historique sans avoir rompu moralement avec l'opinion publique de la bourgeoisie et de ses agents au sein du prolétariat. Cette rupture-là exige un courage moral d'un autre calibre que celui des gens qui vont criant dans les réunions publiques : "A bas Hitler, à bas Franco!" Et c'est justement cette rupture décisive, profondément réfléchie, irrévocable, des bolcheviks avec la morale conservatrice de la grande et aussi de la petite-bourgeoisie, qui cause une frayeur mortelle aux phraseurs de la démocratie, aux prophètes de salons, aux héros de couloirs. De là leurs lamentations sur l'"amoralisme" des bolcheviks." (L. Trotsky Leur morale et la nôtre)

Comme ils sont nombreux dans nos rangs les "*phraseurs de la démocratie*", les "*prophètes de salons*", les "*héros de couloirs*", il aurait pu ajouter de salles de classes.

Les conditions pour qu'elle existe n'ont jamais été remplies.

On nous la sert à toutes les sauces, tout le monde s'en réclame de l'extrême droite à l'extrême gauche. Elle existerait dans tous les pays dits développés et dans certains pays dits émergents, dans une moindre mesure ou pas du tout dans les pays étiquetés sous-développés.

La démocratie étant l'exercice du pouvoir par la majorité de la population implique qu'au moins une condition soit remplie, à savoir que la population possède un niveau de connaissance ou de conscience de la société et du monde, leur histoire et leur évolution, pour se prononcer sur les questions sur lesquelles elle est amenée à se prononcer qui recourent ses besoins ou aspirations, afin d'élier ses représentants qui les incarneront ou y apporteront les réponses appropriées telles qu'elle les avait envisagées.

Or cette condition n'existe pas, n'a jamais existé, jamais la majorité de la population d'un pays n'a développé un niveau de conscience coïncidant avec la compréhension du fonctionnement de la société. On en veut pour preuve que les masses exploitées sont toujours incapables de reconnaître quel parti politique incarne réellement leurs besoins ou aspirations. Elles n'ont pas davantage de conscience de classe ou ceci explique cela. Si dans les pays dits développés elles demeurent dans leur immense majorité ignorantes ou arriérées, alors que dire de celles qui vivent dans les pays dits émergents ou sous-développés, comment pourraient-elles incarner la démocratie ou y prétendre sauf à se méprendre sur son contenu.

Du coup, quel que soit le pays considéré, il est normal que ce qu'on appelle la démocratie se confonde en réalité avec les intérêts de la minorité de la classe exploiteuse au détriment de ceux de la classe des exploités, et prenne de ce fait la forme et le contenu d'une dictature, dont les contours seront plus ou moins marqués en fonction du développement économique de chaque pays ou de son arriération ou encore du niveau de décomposition atteint du capitalisme.

Je n'ai pas le temps de me lancer dans un long développement sur cette question, j'ai par contre un exemple (personnel) sous les yeux pour justifier le rejet de la démocratie telle que la conçoivent disons les militants les plus progressistes et qu'ils voudraient voir appliquer indistinctement au monde entier.

J'estime avoir acquis quelques connaissances et atteint un certain niveau de conscience. Je vis avec une femme profondément arriérée dont la mère était analphabète et illettrée et ayant vécu jusqu'à l'âge adulte dans un tel milieu totalement isolé du reste du monde. Il nous arrive très souvent de devoir trancher un certain nombre de questions qui parfois engagent notre mode de vie, notre avenir. Evidemment nous n'avons pas du tout la même perception de la réalité de la société dans laquelle nous vivons, pendant que je l'interprète sur le terrain de la lutte des classes, chez mon épouse c'est plutôt son état d'esprit du moment qui va déterminer de quelle manière elle va aborder une question, donc ce sera totalement imprévisible et aléatoire, sa motivation dépendra de critères qu'elle ne maîtrise pas et sera dans une large mesure inconsciente, ne pouvant pas le justifier, elle aura tendance à vouloir m'imposer son point de vue, toute discussion étant quasiment impossible ou très difficile.

Un nombre de fois incalculable elle m'a soumis des propositions qui allaient manifestement à l'encontre de nos intérêts, pourquoi, mais parce qu'elle n'en mesurait pas la portée ou les conséquences à venir, je n'ai pas eu d'autres choix que les rejeter fermement, à aucun moment je n'ai cédé. On pourrait me reprocher d'avoir agi comme un dictateur ou un tyran, de ne pas être un démocrate ou de ne pas pratiquer la démocratie sous mon propre toit, en effet et je le revendique, d'autant plus que souvent toute discussion était impossible, je prenais une décision seul et elle était irréversible. Il faut bien avoir conscience de ce que cela signifie et de la gravité de cette question, car si je l'avais écoutée aujourd'hui nous n'aurions plus une roupie en banque, nous serions à la rue, elle aurait ruiné notre existence et pire encore.

Vous vous demandez peut-être si j'ai évoqué cette question avec mon épouse. Evidemment, et vous seriez surpris par sa réaction car à l'arrivée elle m'a donné raison, ce n'est pas parce qu'elle est arriérée qu'elle ne serait pas capable de comprendre ce qu'on lui explique dès lors qu'on fait l'effort de se mettre à sa portée, elle a son amour-propre et mon propos n'était pas de la choquer ou de la culpabiliser, encore moins de la mépriser, cela dit pour une chose qu'elle a compris il en existe encore mille autres qui pour elle demeurent obscures, il ne faut jamais se leurrer sur le niveau de conscience des masses, mais il ne faut pas non plus les condamner à l'obscurantisme comme le font les partis du mouvement ouvrier dont le comportement est insupportable.

Il faut apprendre à regarder la réalité en face, être lucide, sinon notre interprétation de la situation est totalement faussée, cela vaut pour la Syrie par exemple, vous avez pu observer comment tous les partis se sont fourvoyés, ils ont refusé de tenir compte des rapports qui existent en Syrie, de la composition du peuple syrien, etc. ils ont tous versé dans l'opportunisme à des degrés divers.

Je vais vous dire un dernier truc à propos de mon épouse. Quand à la suite d'un viol odieux le gouvernement de Delhi a annoncé qu'il allait donner plus de pouvoir aux femmes, mon épouse s'est exclamée devant le poste de télé : "surtout pas, les femmes sont pires que les hommes, elles n'ont pas été à l'école, elles sont bêtes et jalouses, elles n'ont rien dans la tête". C'était le cas encore de sa génération, depuis la situation a évolué, mais il est vrai que la plupart des femmes se marient très jeunes, ont leur premier enfant dans la foulée et arrêtent leurs études très tôt. Elles ne sortent plus de chez elles, tandis que les hommes travaillent, lisent le journal et discutent, ils sont généralement plus évolués, bon, il ne faut pas prendre cela à la lettre, c'est encore une fois tout relatif, par rapport aux femmes indiennes qui sont très arriérés, ils le sont un tout petit peu moins.

Je n'ai pas le temps de poursuivre ici, il faut comprendre aussi que dans un pays où le pouvoir est totalement coupé des masses, on se demande à quoi bon savoir ceci ou cela, cela servira à quoi, à rien, du coup si les connaissances ne servent à rien, à quoi bon leur attacher de l'importance, quand vous discutez un peu sérieusement avec un Indien, vous l'observez et vous vous dites que cela rentre par une oreille et ressort aussitôt par l'autre chez lui, il vous prête une attention polie mais il se fout de ce que vous lui dites, d'ailleurs il ne comprend pas pourquoi vous avez emmagasiné ces connaissances qui ne vous servent pas davantage qu'à lui, il n'aura pas plus de considération pour vous pour autant, votre intelligence entre guillemets est une perte de temps et d'énergie, au mieux vous êtes pour lui une curiosité, un mystère, presque un cas pathologique qui ne mérite pas le respect puisque pour lui seul ce qui est utile sur le plan pratique présentera un intérêt à ses yeux, il se fout du reste et son univers ne va pas au-delà, alors le sort du pays, de sa classe ou je ne sais quoi, tenez le nucléaire, il en est à mille lieux !

Quand j'aborde la question de la démocratie j'ai cette expérience gravée dans la tête, je me dis que ce n'est pas possible de laisser des gens aussi arriérés décider pour l'ensemble de la population ou le sort d'un peuple, d'une nation. La compaison s'arrête là, car si les décisions que je prends seul correspondent à nos intérêts communs, il va de soi que la minorité qui dirige chaque pays ne prendra pas en compte les intérêts de l'ensemble de la population, sauf circonstance exceptionnelle, par exemple en Syrie aujourd'hui, cet exemple n'est peut-être pas le plus approprié puisqu'en réalité Assad représente plus qu'une minorité mais l'unité de l'ensemble des minorités qui constituent le peuple syrien, s'il ne représentait qu'une secte ou ethnique ou une communauté il aurait déjà été balayé du pouvoir depuis longtemps, cependant en temps normal il incarne les intérêts de la bourgeoisie syrienne ou une de ses couches et se maintient au pouvoir grâce à son appareil répressif.

Maintenant le peuple syrien est tellement hétérogène qu'il est quasiment impossible qu'un régime se maintienne en place sans être constamment remis en cause par une ou l'autre couche de la bourgeoisie qui regroupe derrière elle une partie des masses, de sorte qu'il sera soit livré à une instabilité permanente, soit dirigé d'une main de fer, sans parler des Etats voisins hostiles à la Syrie qui ont intérêt à le déstabiliser ou le faire chuter. Bref, dans un tel pays comme dans bien d'autres dans la région, en Afrique ou en Asie, vouloir instaurer la démocratie ou permettre à chacune des composantes de la société de participer au pouvoir ne ferait qu'attiser la convoitise de chacune d'entre elles qui rendrait le pays ingérable, autrement dit, ce serait l'ensemble des Syriens qui y auraient plus à y perdre qu'à y gagner, on a l'expérience de l'Irak et de la Libye qui le prouve si nécessaire.

Dans ces pays c'est la profonde arriération des masses qui permet de les manipuler si facilement pour en faire des djihadistes ou des kamikazes. Seule la classe dominante plus cultivée ou certains éléments de celle-ci flanqués de la petite-bourgeoisie est en mesure de diriger de tels pays, les éléments conscients au sein du prolétariat représentant une infime minorité, ils doivent se compter sur les doigts d'une main, à ne pas confondre avec certaines couches des masses plus nombreuses qui sont elles-mêmes manipulées par les staliniens et l'extrême gauche gauchiste pour le compte d'autres couches de la bourgeoisie qui s'estiment lésées par le régime et s'en servent pour obtenir une plus grosse part du gâteau, ce sont ces couches qu'appuient le mouvement ouvrier français qui réclame la chute d'Assad en chœur avec Obama et Hollande.

En Inde où je vis on retrouve tous ces rapports, il n'existe aucun parti incarnant véritablement les intérêts historiques du

prolétariat qu'exprime le marxisme.

De tous les partis qui sont au pouvoir ou qui se sont succédés au pouvoir dans tous les pays du monde, aucun n'incarne la démocratie, tous sans exception incarnent une démocratie étriquée, limitée, déformée, une dictature qui coïncide avec les intérêts de la classe des capitalistes, quelle qu'en soit la forme politique, monarchie constitutionnelle ou république parlementaire fortement teintée de bonapartisme ou de monarchisme dans laquelle l'armée joue un rôle en fonction de l'hétérogénéité plus ou moins importante qui compose le pays.

Au mieux et à titre exceptionnel il arriva une seule fois dans le passé qu'une minorité consciente organisée incarnant les intérêts de la majorité parvienne au pouvoir, le parti bolchevik de Lénine.

- *"A l'époque de son ascension révolutionnaire, c'est-à-dire quand il représenta réellement l'avant-garde prolétarienne, ce fut le parti le plus honnête de l'histoire. Quand il l'a pu, il a naturellement trompé les classes ennemies ; puis il a dit la vérité aux travailleurs, toute la vérité, rien que la vérité. Grâce à quoi, uniquement, il a conquis leur confiance comme nul autre parti au monde. "* (L. Trotsky Leur morale et la nôtre)

ACTUALITE EN TITRES

[Bonne nouvelle pour les supporters du SPD !](#)

- Merkel remporte les législatives mais devra s'allier aux sociaux-démocrates - AFP

[Ils sont solubles dans le capitalisme depuis un siècle : la fusion est réussie !](#)

- Montebourg: *"s'il reste encore des courants au PS, il faut les dissoudre"* - AFP

[Arnaque et racket. Qui va casquer, devinez ? Non, pas les nantis.](#)

- Transition énergétique: le Medef *"rassuré"* sur la démarche - AFP

A bas EELV, l'écologisme, le capitalisme vert, l'écosocialisme!

[Les proviseurs et professeurs trouvent cela normal, c'est inhumain vous avez raison.](#)

- *«Ma fille pèse 30 kg et son cartable entre 10 et 15 kg, selon les jours»* - 20minutes.fr

[Grotesque sans frontière.](#)

- Record du plus gros cornet de frites: la France détrône la Belgique - L'Express.fr

- Oktoberfest : à Munich, le prix de la bière défie les lois de l'économie - Atlantico.fr

L'Oktoberfest s'ouvre ce week-end à Munich pour deux semaines de festivités. Paradoxe : chaque année, le prix de la bière augmente plus vite que l'inflation sans entraver la progression du nombre de litres bus. Atlantico.fr 22.09

[Ainsi va leur monde...](#)

- Irak: 12 morts dans un attentat contre des funérailles à Bagdad - AFP

- Yémen: Des attaques imputées à Al-Qaida font 56 morts - 20minutes.fr

- Pakistan : 78 morts dans l'attentat le plus sanglant commis contre des chrétiens - AFP

- Attaque terroriste au Kenya : le bilan passe à 43 morts et 200 blessés - Francetv info

ACTUALITÉ DU JOUR

Hollande le président de l'oligarchie néolibérale : "La finance on ne lui demande pas d'être vertueuse, on lui demande d'être fructueuse"

Seule l'oligarchie financière anglo-saxonne-sioniste dispose d'une stratégie sur le long terme : instaurer une dictature mondiale dit nouvel ordre mondial ou gouvernement mondial. Le capitalisme n'en a pas : il est condamné à s'effondrer et à disparaître si on s'en chargeait.

La méthode consiste ici à accoler arbitrairement une qualité à une proposition, de telle sorte qu'il reviendra à ses détracteurs de prouver ou de faire la démonstration qu'elle était usurpée, histoire de décourager ceux qui n'auraient pas de temps à consacrer à cet exercice ingrat et qui peut s'avérer long, aussi pour contourner cet obstacle il suffit de déterminer les réelles intentions de son auteur, ce qui sera relativement facile ici, puisque nous avons à faire à un banquier qui se revendique sioniste, donc néolibéral, Hollande les adore autant que Sarkozy assurément ! Vous aurez remarqué qu'ils ont les mêmes conseillers que Mitterrand, pure coïncidence, si, si...

Attali s'est fixé comme objectif de redorer l'image de l'oligarchie financière, voyons comment il s'y prend.

Il accuse "les sociétés" et "les Nations" de se focaliser de plus en plus sur le court terme selon ses termes, alors qu'en réalité c'est l'oligarchie financière qui leur impose ce rythme, crise du capitalisme oblige notamment. Il leur reproche en même temps de ne pas prendre en compte le "long terme", attitude qui serait "la cause principale de la crise actuelle", or il se trouve et cela il ne peut évidemment pas l'avouer, que les décisions à court terme prises par les différents gouvernements correspondent à un objectif à long terme que s'est fixé l'oligarchie financière et auquel ils ont tous adhéré.

Pêle-mêle il balance un certain nombre de propositions qui concernent différents acteurs dont les intérêts sont opposés, selon le sens de l'équité que l'on connaît aux représentants de la finance ces propositions auraient la vertu d'être équilibrées, alors qu'il n'en est rien évidemment, ceux qui en tireraient profits et ceux qui seront lésés sont en réalité toujours les mêmes, vérifions-le.

Il préconise par exemple de mettre à la disposition des capitalistes l'épargne des masses qui pourront en tirer des profits substantiels, tandis que l'épargne rapporte des cacahuètes aux masses ; endetter les plus pauvres à un taux usuraire pour qu'ils soient encore plus enchaînés au capitalisme et se retrouvent dans l'impossibilité de se rebeller contre le système économique, quant aux contraintes ou exigences qui concerneraient les capitalistes ils sont du niveau de la tarte à la crème, "poursuivre et amplifier la lutte contre les paradis fiscaux" et réguler "la rémunération des dirigeants" des entreprises... qui justement disposent de comptes dans les paradis fiscaux !

On comprend dès lors que Hollande se soit exclamé que "La finance, on ne lui demande pas d'être vertueuse, on lui demande d'être fructueuse", merci pour elle, il est parfait en président des banquiers et des rentiers !

Et pour que la société toute entière adhère à cette stratégie à long terme rien de tel qu'un grand "débat participatif sur l'économie positive" en y associant partis dit abusivement ouvriers et syndicats en se servant du Conseil économique, social et environnemental et la boucle est bouclée.

Normaliser le néolibéralisme, quoi.

- Attali remet à Hollande 45 propositions sur l'"économie positive" - AFP

L'économiste Jacques Attali a présenté samedi à François Hollande une série de propositions prônant un "capitalisme patient" (Traduire : Déterminé et cynique. - ndlr), inscrivant son action sur le long terme et soucieux de préserver l'avenir (Traduire : Celui des capitalistes. - ndlr), seule façon de parvenir à une société moins dépendante de la "tyrannie du précaire" (Traduisez : Sous la coupe d'une tyrannie définitive, une dictature absolue. - ndlr) et de la "myopie actionnariale" (Trop de riches se mêlent de ce qui ne les regardent pas.- ndlr).

"L'absence de prise en compte du long terme est la cause principale de la crise actuelle. Il est très inquiétant de voir les sociétés, les Nations de plus en plus focalisées sur le court terme", a expliqué devant la presse l'ancien conseiller de François Mitterrand.

"L'économie positive est une économie qui réoriente le capitalisme vers la prise en compte des enjeux du long terme (...) Elle vise (...) à rendre compatibles l'urgence du court terme et l'importance du long terme" (Parce que le capitalisme qui rime avec barbarie aurait encore un avenir, qui plus est qui serait "positif" ! -ndlr) , explique l'ouvrage.

L'un des préalables est de "bâtir un capitalisme patient, à travers une finance positive, qui retrouve son rôle de support de

"l'économie réelle" (Ben voyons, Goldman Sach et JP Morgan et consorts abandonneraient la spéculation... - ndlr) , souligne en particulier le rapport.

"La finance est à si court terme. C'est parce qu'il y a une tyrannie du court terme dans toutes les dimensions de nos sociétés qu'on a eu la crise de 2007-2008", a insisté Jacques Attali devant François Hollande.

C'est pourquoi plusieurs des propositions portent sur les questions financières: *"rediriger l'épargne et les investissements vers les activités positives"* (portant sur le long terme), *"favoriser le développement de la microfinance"*, *"poursuivre et amplifier la lutte contre les paradis fiscaux"*, *"indexer la rémunération des dirigeants sur la positivité de l'entreprise"*.

A ce dernier sujet, le document remarque que *"les stock-options et modes de rémunération annexés au cours de la Bourse alignent les incitations des dirigeants sur celles des actionnaires. Ils freinent les stratégies de long terme des entreprises"*.

Le rapport préconise aussi que la France milite au niveau européen ou du G20 en faveur du renforcement des actionnaires de long terme, dont les droits de vote *"pourraient être proportionnels"* aux titres détenus mais aussi à la durée de détention. L'objectif étant de *"mettre fin à la myopie actionnariale"*.

Jacques Attali considère d'ailleurs que la définition même de l'entreprise dans le Code civil doit être modifiée, étant actuellement tournée vers *"l'intérêt de ses associés capitalistes"*.

Un tel amendement *"forcera les dirigeants d'entreprises (...) à avoir des comptes à rendre à d'autres qu'aux actionnaires et à faire en sorte que d'autres indicateurs se développent et à la finance d'être responsable"*, a-t-il relevé.

"La finance, on ne lui demande pas d'être vertueuse, on lui demande d'être fructueuse" (C'est bien ce que se disent les banquiers, ses amis ! - ndlr), a commenté François Hollande.

Le document préconise la création d'un *"Conseil du long terme"*, qui prendrait en compte les intérêts des générations futures et qui pourrait voir le jour *"à partir du Conseil économique, social et environnemental"* (Cése), une institution controversée.

Il a souhaité aussi la promotion d'un grand *"débat participatif sur l'économie positive, qui pourrait faire, a-t-il dit, l'objet de propositions françaises au niveau de l'UE. AFP 21.09"*

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Venezuela

Réagissant au refus des Etats-Unis d'autoriser le survol de leur territoire au Président Nicolas Maduro, le gouvernement vénézuélien a, officiellement, porté plainte contre ce pays, aux Nations unies.

Les Etats-Unis ont refusé au Président du Venezuela, Nicolas Maduro, le survol de leur territoire, lors de son voyage, à destination de la Chine, prévu, à partir de samedi, a indiqué, jeudi, le ministère vénézuélien des Affaires étrangères, une décision qualifiée d'*"insulte"* et de *"faute grave"* par Caracas. Le président vénézuélien a également accusé Washington de refuser la délivrance de visas à la délégation vénézuélienne, pour l'Assemblée générale de l'ONU. Le Chef de la diplomatie vénézuélienne, Elias Jaua, a déclaré espérer que les autorités américaines *"corrigeront l'erreur"*.

De son côté, le Président bolivien, Evo Morales, un proche du gouvernement vénézuélien, a demandé *"ne réunion d'urgence"* du Celac (Communauté des Etats latino-américains et caribéens, qui regroupe 33 pays), pour évoquer la décision américaine et réclamer le *"retour immédiat"* des ambassadeurs des Etats-Unis. french.irib.ir 22.09

SOCIAL

Bangladesh

- Bangladesh : des ouvriers du textile manifestent pour un salaire minimum - Francetv info 21.09

Il s'agit de la première manifestation à grande échelle depuis la demande des syndicats d'un salaire mensuel minimum de 100 dollars (74 dollars). Des milliers d'ouvriers du textile au Bangladesh ont bloqué des routes et attaqué des usines en dehors de la capitale Dacca samedi 21 septembre. Les manifestants, parfois armés de bâtons, ont débrayé dans des dizaines d'usines de confection travaillant pour des grandes marques occidentales, et ont défilé des heures durant dans les principales zones industrielles de Gazipur, Mouchak et Ashulia.

Le Bangladesh est le deuxième exportateur de vêtements au monde, fournissant notamment des grands noms tels que l'américain Walmart, le français Carrefour ou encore le suédois H&M. Pilier de l'économie, le secteur avec ses 4 500 usines représente 80% des exportations annuelles s'élevant à 27 milliards de dollars.

Mais la grande majorité des 3 millions de travailleurs ne gagnent qu'un salaire de base mensuel de 3 000 taka (38 dollars, 28 euros) - soit un des plus bas au monde - à la suite d'un accord tripartite entre les syndicats, le gouvernement et les fabricants signé en août 2010. Francetv info 21.09

[Haut de page ↗](#)

Le 24 septembre 2013

CAUSERIE

Je suis toujours en petite forme et je dois dire que la présence de mon épouse depuis le 11 septembre perturbe mon travail, je n'arrive plus à me concentrer sur un sujet.

Je mettrai ce soir une douzaine de nouveaux articles en ligne.

DERNIERES INFOS SUR LA SYRIE

Bachar al Assad ne craint pas le projet de résolution - Reuters

Le président syrien Bachar al Assad dénonce le comportement des Etats-Unis, de la France et de la Grande-Bretagne qui souhaitent autoriser l'Onu à recourir à la force si Damas ne respecte pas son engagement à démanteler son arsenal chimique.

"Si les Etats-Unis veulent trouver des excuses pour entrer en guerre, ils les trouveront, ce qui n'a jamais mis fin à la guerre", déclare le président syrien dans une interview à la télévision d'Etat chinoise CCTV diffusée lundi.

Bachar al Assad affirme que ce projet de résolution ne l'inquiète pas et que la Chine et la Russie "jouent un rôle positif au Conseil de sécurité des Nations unies pour garantir qu'aucune excuse ne sera utilisée pour entreprendre une action militaire".

Dans un article publié sur le site internet de la chaîne publique, Bachar al Assad est cité disant: "Je ne suis pas inquiet. Depuis son indépendance, la Syrie a respecté tous les traités qu'elle a signés. Nous honorerons tous ce que nous nous sommes engagés à faire."

"Qui plus est, je veux dire qu'en soumettant ce projet au Conseil de sécurité, ou en plaidant pour que les Etats-Unis et la Russie trouvent un accord, les Etats-Unis, la France et la Grande-Bretagne cherchent à se draper dans les habits du vainqueur dans une guerre contre la Syrie, leur ennemi imaginaire." Reuters 23.09

Je pense sérieusement que si nous avions disposé d'un parti et que Hollande avait décidé de bombarder le peuple syrien, nous serions intervenus militairement en France, comment...

Syrie /Guerre : Riyad multiplie les offres - french.irib.ir 23.09

Décidément Riyad n'en revient pas d'avoir à renoncer à la guerre ! selon Al-Shargh al-Ossat al -Jadid, citant les sources diplomatiques, l'Arabie saoudite a proposé aux Etats Unis et à Israël une aide de 200 milliards de dollars en échange d'une action militaire US contre la Syrie. Cette offre, si elle est acceptée, vient s'ajouter à des milliards de dollars déjà dépensés par Riyad tout au long de 30 mois de guerre anti-syrienne.

Selon ces sources, Riyad s'est empêtré dans des dépenses folles qui totalisées, semblent suffisantes pour déclencher la

croissance dans plusieurs pays arabes. " *L'aide de 200 milliards de dollars est certe séduisante mais elle est loin de pouvoir vaincre les craintes des Etats-Unis, et d'Israël à avoir à déclencher une guerre anti-syrienne dont les impacts iront vite se déteindre sur tous les pays de la région. En Israël, non plus l'humeur n'est pas trop "pro guerre", le front intérieur israélien n'étant pas prêt à faire face à une avalanche de missiles*". french.irib.ir 23.09

Tous contre la classe ouvrière !

"*Die Linke est la seule opposition en Allemagne, la seule contre tous*" - Gregor Gysi, fondateur du PDS, puis qui a contribué à la fondation de Die Linke - 23 septembre 2013 - legrandsoir.info

Interview, extraits.

55, 60, non 65 ans !

- "*Nous voulons l'introduction, dans toute l'Allemagne (...) la retraite à 65 ans.*"

Et dans le cas où la productivité baisserait ou stagnerait faudrait-il repousser l'âge de départ à la retraite ? Comment cela non, en reprenant votre argumentation ce serait parfaitement légitime :

- "*Nous affirmons que la hausse de la productivité permet au contraire de financer les retraites avec un âge de départ fixé à 65 ans au plus tard.*"

Bon, ce que j'en dis, c'est juste histoire de causer, en réalité je vais vous avouer un truc, je n'en ai vraiment rien à foutre, l'important c'est de participer, surtout si cela rapporte quelque chose, vous voyez ce que je veux dire... La suite le confirme, comment dire, magistralement

Il dit que "*la plupart des souhaits de Peer Steinbrück, le candidat du SPD, sont similaires à ceux d'Angela Merkel*", donc le SPD serait infréquentable ou toute alliance avec lui serait compromise, détrompez-vous, pas du tout.

A la question : "*Dans ces conditions, aucune coalition avec le SPD et les verts ne serait possible*", le philistin répond : "*Nous sommes prêts à discuter pour voir si nous pouvons nous mettre d'accord sur un contenu. Il faudra, certes, accepter quelques petits compromis. Mais les plus grands pas en ce sens, c'est le SPD qui devra les effectuer. C'est sûr !*", ben voyons c'est le genre de la maison, le SPD a gouverné en alternance avec la CDU/CSU depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale pour le compte du capitalisme allemand, mais tout peut arriver, parole d'illusionniste, "*Mais le SPD doit maintenant prendre des décisions claires*" car voyez-vous jusqu'à présent le doute était encore permis... un siècle plus tard. Il poursuit dans le même registre : "*S'il veut poursuivre dans cette voie, il doit s'allier à la CDU*" comme quoi il a parfaitement conscience de la nature sociale du SPD, mais répétons-le, il s'en tape complètement, d'ailleurs "*S'il veut se corriger, s'il veut, au moins, redevenir social-démocrate, alors, nous pouvons discuter*", extraordinaire, il faut dire que plus haut il avait rappelé que le score réalisé par Die Linke dans l'ex-RFA lors des précédentes élections "*relevait presque du miracle*", donc ce message et la politique de Die Linke s'adresse à ceux qui sont portés à y croire, disons-le carrément, relève de la supercherie, de l'escroquerie politique, en France on y est habitué avec Mélenchon.

Quel rapport avec les intérêts des travailleurs allemands et le socialisme ? Aucun.

Quelques réflexions politiques

1- L'implosion de l'URSS n'a pas été le point de départ de la décomposition du mouvement ouvrier, elle a permis de révéler au grand jour qu'elle concernait également son avant-garde, les trois courants qui se réclamaient du trotskisme qui en réalité avaient rompu avec le marxisme dès la disparition de Trotsky et que ceux qui s'intitulaient ses héritiers étaient des usurpateurs ou des agents du capital.

2- Il semble incompatible de se fixer comme objectif d'élever le niveau de conscience des masses sans rompre avec le capital et ses représentants, ses institutions, d'où le mépris qu'inspire cet objectif à tous les partis qui sont liés au régime en place ou aux partis qui en assurent la stabilité, qui oeuvrent à sa survie. Quand ils ne traitent pas les questions de société en se plaçant sur le même terrain que les ennemis des masses, Ils préfèrent les ignorer.

Si vous avez lu hier les extraits de Leur morale et la nôtre de Trotsky ou que vous êtes familiarisé avec la rhétorique qu'employaient Marx, Engels ou Lénine, vous aurez constaté qu'on ne la retrouve dans absolument aucun parti alors qu'elle véhiculait leur idéologie. Si je n'ai pas leur talent ou leurs qualités pour rivaliser avec eux sur ce plan-là, j'ai décelé dans leur sémantique la marque de leur indépendance de pensée qui n'avait rien d'un effet de style et faisait merveille dans leurs polémiques.

Lire les oeuvres des marxistes, leur correspondance, etc. c'est automatiquement se placer sur le terrain de classe des plus farouches ennemis du vieux monde, qui ne leur ont rien concédé, c'est adopter un mode de pensée qui est sain, propre, salubre, dont on peut être fier, qu'on peut adopter à souhait, jamais on ne risque de sombrer dans la médiocrité, le mépris, d'être trompé ou abusé, c'est un vrai bonheur.

3- Quand les représentants de la classe dominante et leurs domestiques en appellent à la morale, à l'équité, à l'égalité, à la justice sociale, c'est pour mieux faire passer leur politique réactionnaire qu'ils dotent ainsi de vertus usurpées, qui en sont absentes ou en sont l'antithèse en réalité, c'est de la sorte qu'ils comptent abuser les masses, les manipuler pour les faire adhérer à leur objectif (immédiat) qu'ils se passent bien de leur dévoiler.

Ce serait une grave erreur politique de considérer ou de traiter séparément chacune des offensives de la réaction contre différentes couches de travailleurs, car elles sont reliées entre elles par un fil que leurs auteurs s'emploient à rendre invisible et constituent en fait les différentes étapes d'une seule et même stratégie, qui correspond à son tour à une idéologie déterminée qui incarne les besoins de l'oligarchie financière qui domine ou étend son pouvoir à l'ensemble du capitalisme mondial à l'époque de l'impérialisme.

L'oligarchie financière apparaît à la fois comme le fossoyeur du capitalisme et son sauveur, c'est cette contradiction qu'on a du mal généralement à saisir dès lors qu'on refuse d'admettre qu'elle a mis au point une stratégie politique pour tenter de sauver le capitalisme du péril qui le menace, stratégie qui vient se heurter violemment aux contradictions du système capitaliste dont elle ne contrôle pas tous les facteurs à l'échelle mondiale, la manière dont elle avait décidé de traiter la question syrienne par exemple, par la guerre, en est une illustration.

Bien les représentants de la classe dominante et leurs larbins soient guidés par cette stratégie, tout doit être fait pour la rendre invisible, insaisissable par les masses, empêcher qu'elles en prennent conscience afin d'éviter qu'elles se rassemblent et que la lutte contre cette stratégie devienne l'axe central de leur combat politique. Pourquoi ? Parce que au-delà du fait que derrière cette stratégie se tiennent ses véritables commanditaires, l'oligarchie financière qui au plus haut degré concentre les contradictions du capitalisme, ce sont les fondements du capitalisme qu'il s'agit de protéger des masses. Pourquoi ou comment sont-ils menacés ?

Il arrive un moment où la crise du capitalisme atteint un tel niveau, que les mesures prises par les différents gouvernements qui favorisent ouvertement le développement des inégalités au profit des rentiers et des banquiers choquent la majorité des masses, elles seront portées à se demander ou il faut les encourager à se demander ce qui a été à l'origine du processus qui a conduit à cette situation, qui, si elles menaient cette réflexion jusqu'au bout leur permettrait d'atteindre les inégalités entre les classes qui sont à l'origine du système économique capitaliste, en quelque sorte elles pourraient parvenir à faire le lien entre la cause et ses conséquences, elles pourraient comprendre que c'était finalement les inégalités sur lesquelles reposait le capitalisme qui était responsable de leur situation, de la décomposition de la société et non telle ou telle mesure ou loi, ces inégalités qui existaient au départ entre les classes allaient déterminer les inégalités qui allaient se développer plus tard, s'amplifier jusqu'à atteindre le degré insupportable qu'on leur connaît aujourd'hui, du coup il semble logique que pour se débarrasser une fois pour toute de ces inégalités il faille en finir avec ce système économique.

De leur côté les capitalistes avouent ouvertement que leur seul objectif est de s'enrichir encore plus et que le bien-être de la population ou le progrès social est secondaire pour eux ou passe littéralement à la trappe. Ce qui est intéressant ici, c'est qu'ils proclament ou revendiquent en réalité quelle est la raison d'être du système économique pour les capitalistes : s'enrichir au détriment du reste de la population sans se soucier de son sort ou des conséquences sociales qui en découleront, rien d'autre à leurs yeux n'a d'importance, telle est le contenu de leur morale cynique en passant.

On admettra que quelque part ils découvrent leur jeu, de la même manière que la mondialisation dont ils ont fait la promotion devait avoir pour seul objectif d'exploiter, de surexploiter des masses toujours plus grandes de prolétaires, tandis qu'ils s'attaqueraient au coût du travail et au niveau de vie de ceux des vieux pays capitalistes, s'en serviraient comme prétexte pour liquider leurs droits sociaux et politiques, l'enrichissement des plus riches devant être la norme avec pour pendant à l'autre pôle la paupérisation généralisée des masses exploitées.

Tout cela les travailleurs l'ont plus ou moins à l'esprit, ils savent dorénavant qu'ils ne travaillent pas pour un monde meilleur ou plus juste mais pour un monde où se développe inexorablement les inégalités, les injustices et la barbarie.

Maintenant si le capitalisme mondial a pu prendre ce tournant sans rencontrer de véritables obstacles, c'est parce que le mouvement ouvrier international a capitulé, a été défait, est totalement gangrené par l'idéologie dominante et a rompu avec le socialisme, il a été incapable de se reconstituer sur de nouvelle base ou de renouer avec le marxisme et ses enseignements à l'issue de la Seconde Guerre mondiale, qui avait constitué une terrible défaite pour le prolétariat mondial.

Au sein du mouvement ouvrier, ceux qui apparaissent comme les plus à gauche se gargarisent de la résistance des masses, des quelques victoires qu'elles peuvent rencontrer ici ou là sur le plan social, leur combat ne va jamais au-delà, ils ont totalement déserté le combat sur le terrain politique depuis des lustres, or l'issue de la guerre de classe qui se joue sous nos yeux ne se situera pas sur le terrain social mais bien sur le terrain politique, et c'est bien sur ce terrain-là qu'il n'existe aujourd'hui

aucune issue, que les masses se retrouvent totalement désarmées justement pour résister au rouleau compresseur du néolibéralisme qui broie les uns après les autres tous nos droits sociaux, car il se sert du pouvoir politique à cette fin, il l'a conquis dans le but de nous réduire en esclave et d'instaurer une dictature absolue, c'est l'objectif final de sa stratégie.

Cela dit la guerre de classe n'est pas terminée, la lutte des classes existe encore, les masses ne sont pas résignées à vivre toujours plus mal et aux quatre coins du monde elles réclament avec de plus en plus d'impatience leur dû. Les partisans du mondialisme sont loin d'avoir gagné la partie. Ils ont beau avoir mis au point une stratégie qui devrait à terme les affranchir des contradictions mortelles du capitalisme, ils doivent encore les affronter là où ils viennent justement de les développer, dans les pays dits émergents (Brésil, Afrique du Sud, Chine, Inde, etc.) où la lutte des classes va devenir de plus en plus radicale exactement comme autrefois en Europe, les mêmes causes engendrant les mêmes effets, ces pays se développent sur le plan économique alors les masses exigent leur part du progrès social. C'est également valable dans tous les pays du Moyen et Proche-Orient, du Maghreb, en Afrique, en Asie, en Amérique latine, sur tous les continents les masses exploitées exigent que leurs besoins légitimes soient satisfaits, ce qui est évidemment incompatible avec l'enrichissement illimité ou dans des proportions gigantesques de quelques millions de privilégiés à travers le monde.

C'est pour s'émanciper de cette contradiction qui conduit les masses à s'organiser et à se soulever contre le capitalisme et ses institutions, qu'ils ont élaboré cette stratégie consistant à spolier les masses de tout pouvoir politique qu'ils concentreraient entre leurs mains à l'échelle mondiale. Jusqu'à présent ils ont réussi à avancer dans la réalisation de leur projet aux Etats-Unis, au Japon et en Europe uniquement, ils disposent aussi de quelques pions sur tous les continents, ils n'en sont qu'à la phase préliminaire qui consiste à fonder des institutions supranationales qui à terme viendraient se substituer aux Etats et à leurs institutions, là pour le coup tous les pays ont répondu présent, y compris la Chine et la Russie. Il leur reste juste à régler la question de la répartition des richesses et du pouvoir entre eux qui apparemment continue de leur poser de graves problèmes, c'est le plus gros morceau ou obstacle à la réussite de leur entreprise machiavélique. Car pour le moment chaque puissance prétend encore oeuvrer pour ses propres intérêts, si le prolétariat mondial ne venait pas bouleverser leur plan, il y a fort à parier qu'une fois ces pays ayant rejoint le niveau de développement des pays capitalistes les plus avancés, leur puissance ou richesse étant de force ou de niveau comparable, plus aucun obstacle ne viendrait barrer la route à leur entente ou leur partage du monde, du pouvoir politique qu'ils assumeraient ensemble sur les cendres du mouvement ouvrier, de la lutte des classes et du socialisme.

Cette stratégie incarne à la fois les besoins de l'oligarchie financière et du capitalisme avec lequel elle se confond ainsi que l'objectif politique qu'elle s'est fixée qui requiert au préalable pour être atteint la liquidation de tous nos droits sociaux et politiques.

Nous avons évoqué deux facteurs, l'oligarchie financière et le capitalisme, dont le fonctionnement ou les moyens et la finalité sont différents. Le sort du capitalisme dépend de ses lois de fonctionnement qui comportent des contradictions qui le minent à terme ou le conduisent à connaître des crises de plus en plus vastes et profondes, préparent son effondrement, situation périlleuse qui pourrait lui être fatale si le prolétariat parvenait à saisir cette occasion pour tenter de prendre le pouvoir. La crise du capitalisme s'exprime sur le plan social et alimente la lutte des classes.

Pour contrecarrer les revendications des masses et leur potentiel à se mobiliser ils ont corrompu le mouvement ouvrier, y compris son avant-garde, ils leur ont ôté tout pouvoir politique puisqu'aucun parti susceptible de les rassembler n'existe plus de nos jours, et les seuls partis qui pourraient prétendre un jour remplir ce rôle sont eux-mêmes subordonnés au PS, au PCF et aux appareils vendus des syndicats, aux institutions, au capitalisme.

Avant, pendant les trois décennies qui ont suivi la guerre, c'est la classe ouvrière à l'exception de ses couches les plus défavorisées qui le sont restées qu'ils ont corrompue en lui octroyant un niveau de vie nettement supérieur, à cette occasion la division entre travailleurs du secteur privé et public fut renforcée, celle entre ouvrier des villes et des campagnes persista, celle entre l'aristocratie ouvrière et le reste de la classe fut remise en cause avant de se recomposer dans de nouveaux secteurs économiques, de nos jours seule cette couche supérieure de la classe ouvrière et une partie des fonctionnaires se mobilisent, mais uniquement sur le plan social avec un contenu corporatiste, sur le plan politique c'est le désert.

Le haut niveau de vie de la majorité des masses parmi lesquelles se trouvent les syndiqués, leur hétérogénéité et leur profonde division a permis aux différents gouvernements qui se sont succédés depuis trois décennies, y compris celui en place aujourd'hui, de s'attaquer à l'ensemble des droits sociaux des travailleurs sans entraîner une mobilisation de l'ensemble de la classe, les masses privilégiées pouvant amortir l'effet des contre-réformes sans que leur niveau de vie ne s'en ressente pendant que l'armée de réserve se comptait en millions ainsi que les travailleurs pauvres maintenus à flot à coup d'allocations et aides diverses, l'objectif de la classe dominante était partiellement atteint étape par étape s'attaquant à la réglementation du travail, au contrat de travail, au coût du travail, aux retraites, etc. bref, à tous les droits sociaux des travailleurs sans entraîner de grève générale ni insurrection ni même une recomposition du mouvement ouvrier, les tenants du néolibéralisme peuvent s'estimer satisfaits des progrès réalisés, surtout que simultanément l'UE renforçait son pouvoir politique sur l'Etat.

Dans certains pays cette politique a été poussée plus loin, Grèce, Portugal, Espagne, Italie, sans que leur régime n'en soit ébranlé encore moins menacé. On peut donc en déduire que les conséquences sociales des contradictions du capitalisme en crise ou au bord de l'effondrement, on devrait peut-être dire que cet effondrement s'est produit mais que ce processus a été parfaitement maîtrisé grâce à la neutralisation du mouvement ouvrier, à la collaboration ou la complicité de ses dirigeants, donc the situation is under control, il n'y a pas de quoi s'affoler.

Quant à la situation du système financier, des banques, c'est la même chose, là ils ont mis le paquet à coup de dizaines de milliers de milliards d'euros ou de dollars, ils font leur salade tranquillement sans que personne ne mette le nez dedans, ils sont juges et parties, ce sont eux qui détiennent le pouvoir, font les présidents et les parlements, je parle des dirigeants des banques les plus puissantes, y compris en France, ce sont des gangsters, des mafieux, que craignent-ils, absolument rien, ils s'attaquent aux finances des Etats, leur imposent leur politique, leurs guerres, il n'y a que les peuples qu'ils n'ont pas encore matés qui leur posent des problèmes, le peuple syrien par exemple. L'union bancaire européenne devrait voir le jour début 2014 et le traité de marché unique transatlantique en 2015, ça baigne quoi ! Quant à l'épisode syrien n'est que partie remise, ils ne désarment jamais, jamais en un siècle ils n'ont renoncé à une étape importante de leur plan, à moins qu'ils s'entendent avec les Russes qui leur concéderont autre chose en échange et l'affaire sera réglée, à leur avantage réciproque puisqu'à l'arrivée les Russes font partie de leur stratégie.

La démocratie n'a jamais existé et n'existe pas disons-nous hier, on pourrait ajouter que l'oligarchie financière ne pourra mener son plan à son terme qu'à condition que les masses demeurent ignorantes de ce qui se tramant dans son dos et qu'elles demeurent incapables de se doter d'une nouvelle direction révolutionnaire, socialiste.

Une assemblée, qu'on l'appelle populaire, constituante ou autre ne pourra jamais incarner la démocratie parce que les partis qui la composeraient n'adhèreraient pas à la définition de la démocratie, ne soutiendraient pas les intérêts de la majorité de la population, il faudrait qu'ils aient rompu avec le capitalisme, or ce sera toujours impossible parce qu'ils y sont liés organiquement.

Seul un parti composé de militants conscients exprimant les intérêts historiques du prolétariat peut incarner la démocratie qui coïncide avec les besoins et les aspirations de l'ensemble de la population, à l'exception des capitalistes évidemment. Sans ce parti ayant conquis la confiance des masses, jamais nous ne vaincrons.

ACTUALITE EN TITRES

[Question déplacée. De 83 pays officiellement.](#)

- De la Syrie au Kenya, d'où viennent vraiment les menaces islamistes aujourd'hui ? - Atlantico.fr

[Minoritaire au Bundestag, quelle grande victoire !](#)

- Merkel tend la main aux sociaux-démocrates pour une coalition - AFP

Avec 41,5% des voix et 311 sièges sur les 630 que comptera le prochain Bundestag, chambre basse du Parlement allemand, les conservateurs (CDU/CSU) de la chancelière ont enregistré leur meilleur résultat depuis la réunification allemande en 1990.

Ayant déjà l'expérience, concluante pour elle, d'une coopération gouvernementale avec le SPD lors de son premier mandat (2005-2009), il est naturel que la chancelière se tourne vers lui en priorité.

"Merkel n'aurait pas trop de mal à trouver un compromis sur le salaire minimum, les retraites ou les impôts" avec le SPD, selon l'hebdomadaire Die Zeit.

La CDU devra en tout cas vivre avec la pression d'une majorité mathématique des partis de gauche dans les deux chambres du Parlement (Bundestag et Bundesrat). L'attelage SPD-Verts associé à la gauche radicale Die Linke dispose de 319 sièges sur 630 au Bundestag.

S'ils s'alliaient, ils seraient en mesure à tout moment de faire tomber Angela Merkel. Le SPD comme les Verts ont toujours rejeté cette éventualité, estimant que Die Linke n'était pas "*mûre*" pour gouverner. AFP 23.09

Que le SPD préfère gouverner avec la CDU qu'avec Die Linke pour lequel nous n'avons aucune sympathie est dans l'ordre des choses, à droite. Dites-le au passage aux disciples de feu P. Lambert, ils l'ignorent peut-être encore.

[La folie des grandeurs et apothéose de la mégalomanie.](#)

- Apple a vendu 9 millions de nouveaux iPhone en 3 jours - AFP

- STX France a commencé la construction du plus grand paquebot du monde - L'Expansion.com

Si vous avez du temps à perdre...

- Retraites: FO appelle à un rassemblement national le 15 Octobre près de l'Assemblée - L'Expansion.com

Vous ne pourrez pas nous culpabiliser : on a reconnu la réaction!

- Le Giec insiste sur la responsabilité de l'homme sur le climat - Reuters

[Haut de page ↗](#)

Le 25 septembre 2013

CAUSERIE

Avec 30 minutes d'avance, heure locale, il est 23h30 à Pondichéry, 20h en France, ah c'est l'heure du 20H, je ne voudrais pas vous déranger, à plus tard.

J'ai ajouté 21 articles. Good night !

Mercredi 17h30 heure locale

DERNIERES INFOS SUR LA SYRIE

1- La Syrie est désormais le théâtre d'une troisième et nouvelle guerre, celle qui vient se greffer sur le conflit Assad/Terroriste, Assad /Occident-arabe-turcs : cette guerre là implique les terroristes et les terroristes seuls.

Selon Al Mayadin, les affrontements l'Etat islamique en Irak et au Levant d'une part l'ASL de l'autre dans le nord et l'est de la Syrie entrent bientôt dans son premier mois . L'ASL a réussi à repousser les miliciens de l'EIL de la localité de Hazanou , au nord ouest d'Idleb, ainsi que de la banlieue d'Alep. A Idleb, de violents combats se poursuivent toujours entre l'ASL et l'EIL qui pour dire vrai, rend largement service aux soldats de l'Armée nationale, favorisant le terrain à l'avancée des unités d'infanterie et d'artillerie lourde sur le terrain. A Alep, les deux groupes terroristes, ASL et EIL se livrent des combats à Al Bab.

Les affrontements ont éclaté quand l'EIL a tenté de s'infiltrer dans la ville et à en bouter les miliciens de l'ASL. Parallèlement à cette guerre sans merci opposant l'EIL qaidiste à l'ASL minoritairement laïc et majoritairement qaidiste aussi, il y a une autre confrontation qui se déroule entre Al Nosra et les kurdes syriens. Le gros des affrontements se déroulent à Ghatma au nord d'Alep. A New York, le président turc a annoncé avoir peur du conflit ASL/EIL qui " *s'approche à grand pas des frontières turques*". Gül a prononcé ces phrases sans peur du ridicule alors que la Turquie s'est érigée depuis 2011 en un principal soutien d'Al Qaida dans la région en abritant sur son sol des dizaines de bases d'entraînement où les terroristes sont entraînés armées et nourris avant d'être envoyés en Syrie. Bref les terroristes de l'EIL sont tout proche des frontières turques et tentent de reprendre le contrôle de la ville de Aazaz aux terroristes de l'ASL, proche eux aussi d'Ankara. A Raqa, cette fois, les kurdes syriens ont tenté de contrôler la ville de Rabssa , avant de se heurter à la résistance des terroristes d'Al Nosra qui bien que déclaré parias par le département d'Etat continuent à circuler librement entre la Syrie et la Turquie où ils s'arment et reprennent force. A Hasaska, l'EIL s'est emparé du centre de commandement d'Al Nosra à Al Chadadi.

Bref, dans les rangs des terroristes, tout le monde tire sur tout le monde cette seconde guerre inter terroriste s'est intensifiée au lendemain du désistement des Etats Unis à s'engager dans une action militaire directe contre la Syrie, ce qui ne cesse d'étonner les analystes. En effet l'annonce d'une action militaire US contre la Syrie a déclenché un repli tactique des milices terroristes, ce qui a rendu plus facile leur élimination par l'Armée arabe syrienne ... le jeu double de Washington? pas forcément dans la mesure où le repli de ces terroristes signifie plus tôt leur extension vers des pays voisins Irak, Turquie ... et même au delà l'Asie centrale. Poutine a vu juste ce que font les Américains en ce moment même au Moyen Orient , leur permettra à vendre leurs armes pour bien longtemps.... french.irib.ir 24.09

2- Un journaliste égyptien a levé le voile sur l'aide de 3 milliards de dollars octroyé par le Qatar aux terroristes en Syrie.

Le petit pays qu'est Qatar, plus grand soutien aux groupes terroristes, a octroyé une aide de 3 milliards de dollars à ces derniers en Syrie, a déclaré Sana al-Saïd lors d'un entretien avec l'agence de presse syrienne SANA. Le rôle destructif du Qatar en Syrie ne se limite pas aux armes ; les médias liés à ce pays oeuvrent à propager de fausses informations, à manipuler les réalités, a-t-il ajouté. Le Qatar s'ingère avec l'argent dans les affaires intérieures des autres pays et en soutenant les terroristes, apporte son aide aux Etats-Unis dans l'objectif de créer les troubles, le chaos et l'instabilité dans la région dans le but de restructurer un

nouvel Moyen Orient dans le droit fil des intérêts du régime sioniste. Au cours des années 2012 et 2013 le Qatar a mis via la Turquie plus de 70 convois aériens d'armes à la disposition des terroristes syriens, selon l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm. french.irib.ir 24.09

Syrie en titre

Aucun doute concernant Hollande : Impossible de trouver plus hypocrite et malsain !

- ONU: Hollande teste la sincérité du nouveau pouvoir iranien - AFP

Mimétisme. Le maître et son laquais.

- Syrie: Obama réclame une résolution "*ferme*" assortie de "*conséquences*" - AFP

- Syrie: Sur CNN, François Hollande plaide pour la fermeté - 20minutes.fr

Révélation (sic!). Marche arrière en bon ordre, les médias aux commandes.

- Syrie : d'importants groupes rebelles prônent la loi islamique - LeMonde.fr

Iran. Mimétisme. Le maître et son laquais.

- François Hollande à l'ONU: la France attend de l'Iran "*des gestes concrets*" - L'Express.fr

Obama a déclaré qu'il attendait des "*actes*" de la part de l'Iran.

Qui dirige les Etats-Unis ?

- Israël redoute une rencontre Obama-Rohani - Reuters

- Obama et Rohani: petits pas diplomatiques, sans poignée de main - AFP

L'hypothèse d'un possible entretien avec le président américain Barack Obama, évoquée un temps, a finalement été écartée. AFP 24.09

Pacifiste en temps de paix, va-t-en-guerre en temps de guerre.

Noam Chomsky le "*pacifiste*" en temps de paix... se fait guerrier en temps de guerre, rien de plus normal, il est loin d'être le seul dans ce cas-là, c'est même une spécificité reconnue aux pacifistes. Il en va de même de ceux qui se réclament de la morale, de principe ou de valeurs en général, qui à la première occasion ou difficulté rencontrée les piétinent allègrement.

Ce qui est réellement pitoyable, c'est que des intellectuels vouent littéralement un culte à des chercheurs ou des scientifiques qui ne manquent certainement pas de qualité ou de talent dans leur domaine de prédilection, mais qui au-delà ou dès qu'ils doivent traiter de questions politiques se fourvoient ou s'avèrent aussi ignorants que le citoyen lambda, dès lors prêter une quelconque légitimité à leurs analyses ou conclusions relève de l'aventurisme ou dénote un manque de sérieux dans leur démarche.

Dans l'article *Le « discours en triple saut » de Noam Chomsky* signé Pierre Gustave et publié le 20 septembre par le portail Investig'Action, on peut lire :

- "... *autant la position pacifiste de Chomsky ne fait aucun doute pour nous, autant il est clair que les propos qu'il tient et la façon dont il pose la situation en Syrie amène directement le lecteur ou l'auditeur à une confusion troublante, voire même vers une impasse dangereuse.*"

Sauf que voilà, dans l'interview que Noam Chomsky a donné à LMaDO et que le même portail a publié le 12 septembre dernier, article que je me suis refusé à publier dans notre portail et vous allez tout de suite comprendre pourquoi, Chomsky justifiait la décision d'Obama de bombarder la Syrie, donc ce qui "*ne fait aucun doute pour nous*", c'est qu'on était en présence d'un va-t-en-guerre, dès lors on se demande comment l'auteur de cet article a pu lui reconnaître la qualité de pacifiste sachant qu'il ne partage certainement pas la définition que j'en ai donné plus haut, pour lui un pacifiste c'est une personne qui est opposée à la guerre en toutes circonstances, après avoir reproché à Chomsky d'avoir basé sa position sur le rejet des faits qui justifiaient le rejet de cette guerre il continue malgré tout d'en faire un pacifiste, ce qu'il n'est pas en réalité.

Chomsky s'est employé à justifier sa position en reprenant textuellement l'argumentation d'Obama contre le régime syrien, il a même été plus loin en niant l'implication des Etats-Unis et d'Israël au côté des djihadistes qui détruisent la Syrie et massacrent son peuple depuis plus de deux ans, deux éléments qui sont de notoriétés publiques, Chomsky est plus qu'un simple menteur, il est le porte-parole de l'impérialisme anglo-saxon-sioniste, donc chercher par tous les moyens à l'épargner relève de l'imposture.

Comment comprendre, quand l'auteur de cet article affirme que la position défendue par Chomsky "*amène directement le lecteur ou l'auditeur à une confusion troublante, voire même vers une impasse dangereuse*", c'est pire que cela, il les invite ouvertement à soutenir la politique guerrière d'Obama contre la Syrie, ce qui rend Chomsky inféquentable ou le renvoie dans le camp des ennemis du peuple syrien, ajoutons et américain.

Hier j'avais téléchargé de nombreux articles de plusieurs portails, je me suis refusé à en mettre neuf en ligne, soit qu'ils ne présentaient aucun intérêt, soit que leur contenu contenait des illusions ou pouvait induire gravement en erreur les lecteurs, généralement ce sont des articles dans lesquels les auteurs font de la propagande pour le mouvement altermondialiste ou les héritiers du stalinisme ou de façon détournée pour un des régimes en place ou encore l'idéologie dominante.

Qu'aucun article ne nous convienne totalement, sauf exception qui confirme la règle est normal, puisqu'en dehors de deux ou trois auteurs aucun ne se situe sur le terrain du marxisme, tous proposent des analyses qui finissent dans une impasse ou dans les bras de l'ONU, tous s'accrochent au capitalisme et ses institutions, on peut le vérifier quotidiennement.

On pourrait se demander pourquoi le marxisme a-t-il ainsi pratiquement disparu, c'est simple à comprendre, parce qu'il se confond avec le socialisme, et comme tous ces intellectuels identifient le socialisme au stalinisme ou le maoïsme ou une autre de ses versions et qu'ils rejettent le socialisme, ils rejettent du même coup le marxisme.

Il faudrait les informer que le socialisme est la conclusion théorique et pratique du marxisme, conclusion qui découle de l'analyse du développement historique du capitalisme qu'ils feraient bien d'étudier, ils se rendraient compte alors que le stalinisme n'avait aucun rapport avec le socialisme, mais qu'il était bien le produit du capitalisme parvenu au stade de l'impérialisme, la décomposition, la dictature que le stalinisme incarne (dans le mouvement ouvrier) est avant tout celle de la société capitaliste qui n'a pas plus d'avenir que le stalinisme (ou le maoïsme, le castrisme), l'avenir appartient au socialisme.

Le stalinisme est la négation du socialisme, il a ceci en commun avec le capitalisme qu'il incarne la barbarie et ce n'est pas un hasard puisque l'impossibilité dans laquelle nous sommes aujourd'hui de passer au socialisme se traduit par le développement de la barbarie à l'échelle de la planète.

En ce qui nous concerne, notre légitimité nous la puissions dans notre classe et son combat, dans la place qu'elle occupe au sein de la production et le rôle historique qui lui revient au cours du développement des forces productives à l'échelle de l'humanité, nous n'avons pas besoin de nous référer à des gens comme Chomsky pour légitimer nos positions ou les défendre.

Que des intellectuels se placent résolument au côté de la classe ouvrière et rejoignent le combat de l'avant-garde socialiste révolutionnaire, ils seront accueillis les bras ouverts, qu'ils choisissent de rester en dehors de notre combat et préfèrent s'accrocher au capitalisme, s'ils sont honnêtes nous tenterons de les amener au socialisme, s'ils ne le sont pas nous les combattons impitoyablement.

Personnellement je ne me suis jamais penché sur Chomsky, j'avais simplement noté que des gens que j'estimais inféquentables y faisaient référence, donc je m'en méfiais comme de la peste, j'avais apparemment raison.

[Roms. L'imposture. Ils roulent pour les esclavagistes.](#)

Dominique Voynet (EELV), mardi sur France Inter : "*C'est difficile de reprocher aux personnes de ne pas s'intégrer quand on leur refuse le droit de travailler*". lemonde.fr 24.09

Passons sur le fait qu'en France il n'y a pas de chômage, pas de crise du logement, pas de crise sociale, c'est le paradis, l'eldorado.

En réalité c'est faux, les Roms qui disposent d'une autorisation de travail et un titre de séjour peuvent "*obtenir un emploi sur une liste de 300 métiers dans des secteurs en manque de main-d'œuvre, comme le BTP, l'agriculture ou l'hôtellerie*". (lemonde.fr 24.09)

Question : Pourquoi y a-t-il 6 ou 7 millions de chômeurs en France ou plus et ces emplois ne sont-ils pas pourvus ?

Pas en raison du manque de qualification des chômeurs, car il serait étonnant que les Roms postulant à ces emplois aient reçus une formation ou disposent de diplômes. Ce serait plutôt parce qu'il s'agit d'emplois fictifs ou dont les conditions de travail et les rémunérations correspondantes sont jugées insupportables par les travailleurs auxquels Pôle emploi pourrait les proposer. Ce

sont des contrats de travail précaires, des CDD, qui peuvent s'avérer rapidement épuisant physiquement pour un salaire misérable, de plus ils ne permettent d'avoir une vie de famille ou de vivre décemment quand on a un loyer à payer, des charges fixes importantes à régler chaque mois, alors qu'un Rom qui vivra dans un bidonville et devra accepter n'importe quel travail pour obtenir le renouvellement de son titre de séjour sous peine d'être expulsé se contentera des conditions que les négriers des temps modernes leur imposent.

Donc, la soit-disant générosité des ouvriéristes et tiers-mondistes envers les Roms sert en réalité à couvrir la pire exploitation qui soit en France. Cette opération contribue à l'offensive du capital contre la réglementation du travail en vigueur et les droits des travailleurs pour les rabaisser davantage, car si les Roms acceptent ces emplois, c'est que finalement ce sont des emplois comme les autres et les travailleurs qui vivent en France et sont au chômage sont des fainéants, des profiteurs.

Et puis, si ces emplois sont des emplois comme les autres, pourquoi ne pas appliquer les mêmes normes à d'autres secteurs économiques, pourquoi ne pas généraliser la baisse du coût du travail et exiger que les travailleurs acceptent n'importe quelle condition de travail.

Trotsky disait que le "*marxisme (...) exprime les intérêts historiques du prolétariat, (et que) la fin est justifiée si elle mène à l'accroissement du pouvoir de l'homme sur la nature et à l'abolition du pouvoir de l'homme sur l'homme.*"

Je me demande en quoi l'afflux de Roms ou de travailleurs immigrés dans un pays où il y a un chômage de masse correspond aux "*intérêts historiques du prolétariat*", il semblerait plutôt que ce soit l'inverse, qu'il favorise les intérêts des esclavagistes, accroît au lieu de participer à son abolition le "*pouvoir de l'homme sur l'homme*".

Sur le plan social c'est un moyen de pression supplémentaire sur les travailleurs, et sur le plan politique c'est une véritable catastrophe qui les poussent dans les bras de l'extrême droite ou les conduit à l'abstention, à se détourner de la politique.

Qu'une fois de plus la gauche, l'extrême gauche, les gauchistes, les tiers-mondistes de merde soient en première ligne pour réfuter cette argument et favoriser les plans de la réaction qui poursuit une stratégie sur le long terme n'a rien d'étonnant.

[Le "*miracle*" allemand, mythe et réalité. Vive la croissance de la pauvreté... et de la richesse !](#)

- Le déclin de l'Europe - Sejo VIEIRA - samedi 21 septembre 2013 - legrandsoir.info

Extrait.

La croissance et la prospérité allemande ne bénéficient que les riches ! Les patrons et les exécutifs des grosses entreprises qui, en 1987, gagnaient, en moyenne, 14 fois plus que leurs employés de la base, gagnent maintenant 44 fois plus.

« *Statistiquement* » le chômage est en régression. Mais l'augmentation des postes de travail concerne le travail à temps partiel, un astucieux expédient qui dispense, pratiquement, les patrons de payer des charges sociales. Ainsi, contrairement à la France qui créa 2 millions d'emplois à temps plein, et très peu à temps partiel, l'Allemagne créa 2 millions d'emplois à temps partiels et très peu à temps plein. Tandis qu'en France, en dix ans, le salaire mensuel augmenta de 11 %, en Allemagne il baissa, en terme nominal, de 7,5%, ce qui signifie une forte baisse du pouvoir d'achat des classes moyennes.

N'oublions pas que 25% de ses salariés travaillent à temps partiel, dont 7 millions touchent de très bas salaires, 20% touchent des salaires inférieurs au SMIC français, 40% ont un salaire net mensuel inférieur à 1000 euros. Par rapport à la France où, entre 2005 et 2010, il y eut 8% de plus de pauvres, en Allemagne ils augmentèrent 50% pendant la même période.

"*La politique de déflation salariale menée en Allemagne provoqua un accroissement des inégalités de revenus, à une vitesse jamais vue, même durant le choc de l'après réunification*" (Rapport OIT, 24/01/2012).

[ACTUALITE EN TITRES](#)

[Offensive contre la démocratie. Pourquoi ne pas adopter le droit de vote dès la naissance ?](#)

- Bientôt une "*pré-majorité*" fixée à 16 ans ? - Francetv info

Plus on est jeune, moins on a d'expérience de la société, plus on est manipulable...

[Accorder des droits aux esclaves pour mieux les maintenir en esclavage...](#)

- Travailler après 21 heures, droit au travail contre code du travail - L'Expansion.com

[Normal, ce sont tous des chiens !](#)

- A Bordeaux, Moscovici ménage les niches - Liberation.fr

[Pour quelques milliards de plus... "à l'amiable"](#)

- JPMorgan propose 3 milliards de dollars pour solder des enquêtes - AFP

La banque américaine JPMorgan a proposé de payer environ 3 milliards de dollars pour mettre fin à l'amiable à une série d'enquêtes des autorités américaines, affirme mardi le Wall Street Journal en citant une source proche du dossier. AFP 24.09

[C'est la bonne voie...](#)

- Grèce et troïka prévoient une récession de 4,0% en 2013 - Reuters

[Ils roulent pour leurs boutiques et le régime.](#)

- Les syndicats en ordre de bataille pour contrer l'influence du FN - AFP

A six mois des élections municipales, les syndicats se mettent en ordre de bataille pour contrer l'influence grandissante du Front national et trois d'entre eux, la CGT, la FSU et Solidaires, ont déjà prévu une réunion publique en janvier pour démonter les "thématiques" de l'extrême droite. AFP 24.09

Francine Blanche, membre de la direction de la CGT a dénoncé le "*repli sur soi du pays et la sortie de l'euro et de l'Union européenne*" en bon lieutenant de l'Union européenne, normal la direction de la CGT est inféodée au capital, réactionnaire. Leur campagne n'est pas contre le FN mais bien contre les travailleurs qui n'ont aucun avenir avec l'UE.

[Réaction. Le prétexte de l'emploi sert aussi à justifier de nouvelles taxes.](#)

- Des sénateurs proposent une taxe sur les jeux vidéos - Francetv info

Des sénateurs (EELV et UMP) préconisent la création d'une nouvelle taxe sur la vente de jeux vidéos, dans un rapport d'information présenté mardi 24 septembre. Le dispositif permettrait de financer des mesures d'aide à la production française de ces jeux.

"*La question de l'emploi est centrale*", mais les jeux vidéo représentent aussi "*la première pratique culturelle des Français, on ne peut pas laisser ce secteur au bord de la route*", selon André Gattolin (EELV). Francetv info avec AFP 24.09

[On s'abstiendra de les plaindre.](#)

- Le lourd chagrin des classes moyennes... et surtout des cadres - Atlantico.fr

[Aucun droit progresse dans le monde, sauf ceux des riches qui s'enrichissent toujours plus.](#)

- Les droits des femmes progressent difficilement dans le monde - Reuters

[INFOS EN BREF](#)

[SOCIAL](#)

Grèce

En grève pour la deuxième fois depuis le début du mois, les fonctionnaires grecs tentaient mardi de peser sur les discussions en cours entre le gouvernement et les créanciers internationaux du pays qui portent notamment sur une vaste réforme du service public.

Plusieurs milliers de personnes ont commencé à défiler en fin de matinée dans le centre de la capitale grecque, à l'appel de l'Adedy, principal syndicat des fonctionnaires, qui a lancé un mot d'ordre de grève de 48h00 mardi et mercredi.

Une précédente mobilisation de 48h00, la semaine dernière, avait été accompagnée de manifestations rassemblant environ 20.000 fonctionnaires.

Hôpitaux, ports, services des impôts et des collectivités locales fonctionnaient également mardi au ralenti. Lundi, deux institutions de l'enseignement supérieur, l'Ecole polytechnique et l'Université d'Athènes, ont annoncé qu'elles allaient contester la réforme du service public devant les tribunaux.

La centrale syndicale du public n'a toutefois pas convaincu son homologue du privé, GSEE, de se joindre à la mobilisation et d'appeler à une grève générale des salariés et fonctionnaires.

En dépit de la mobilisation sociale, cette restructuration de la fonction publique est cependant l'un des chantiers les plus avancés et les moins épineux entre le gouvernement et la troïka. AFP 24.09

[Haut de page ↗](#)

Le 26 septembre 2013

CAUSERIE

Je fais face à plusieurs problèmes informatiques qui perturbent mon travail et ma vie quotidienne aussi. Mon ordinateur démarre parfois du premier coup, parfois au bout de dix essais, mon portable se bloque aussi, un problème système apparemment, ma connection Internet est quasiment inutilisable pendant des heures, voire la journée entière, c'est très aléatoire, le signal de réception est trop faible, je ne peux rien y faire, sauf déménager sur la terrasse, redescendre puis remonter, l'escalier qui mène à la terrasse est en colimaçon et il est situé derrière la maison, pratique quoi, le tout sous 35°C, et pour finir les coupures de courant sont reparties de plus belles ! J'ai cavale à deux reprises à Pondichéry, une fois chez mon fournisseur Internet pour vérifier mon modem (clé USB), une autre fois pour acheter une rallonge de 10 mètres, mais apparemment le cable made in China doit être de trop mauvaise qualité ou le signal est trop faible, les deux conjugués sans doute, bref j'ai perdu une demi-journée.

Hier soir sur la terrasse entre 21h et 23h30 j'ai réussi à télécharger un tas d'articles que je mettrai en ligne demain. Je me suis fait plaisir aussi en téléchargeant 3 morceaux de concerts de Joe Satriani. Parfois la présentation n'est pas excellente parce que j'ai dû recourir à plusieurs programmes pour les formater, quelle galère ! Il faut en vouloir ! Du coup je n'ai rien pu écrire alors que la forme revient, je parle de la haut, de la machine à penser dialectiquement, parfois sous le coup de la fatigue c'est l'horreur je ne trouve pas les mots qu'il faut, alors je n'insiste pas.

Juste une toute petite question politique avant de se quitter pour alimenter votre réflexion : Faut-il regretter le "*consensus*" qui existe entre le PS et l'UMP ? Quelle signification politique devrait-on donner à ce regret s'il était formulé ? Quelle en serait le contenu politique, quelle en serait son origine ? Quelle en serait la portée, de quelle manière s'exprimerait-il sur le plan pratique ? Que recouvrirait-il en réalité, comment le caractériser sur le plan politique ?

Vous avez le droit de vous poser les mêmes questions à propos des initiatives du POi en direction de Hollande et ses ministres. J'allais oublier de vous dire que c'était D. Gluckstein qui avait formulé ce regret dans son dernier éditorial (IO n°270 paru hier), on y reviendra.

DERNIERES INFOS DE SYRIE

1- Les cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'Onu sont parvenus à un accord sur les fondements d'une résolution sur l'élimination de l'arsenal chimique syrien, a-t-on appris mercredi de sources diplomatiques.

Cet accord a été conclu à l'issue d'un entretien entre les ministres des Affaires étrangères des cinq pays -Etats-Unis, Russie, France, Grande-Bretagne et Chine- et le secrétaire général de l'Onu, Ban Ki-moon, ont précisé deux diplomates.

Selon ces sources, le projet de résolution pourrait être présenté rapidement aux 15 membres du Conseil de sécurité et les cinq permanents se réuniront à nouveau vendredi pour discuter de l'organisation à Genève d'une conférence de paix en Syrie. Reuters 25.09

2- Des inspecteurs des Nations unies sont revenus mercredi à Damas pour poursuivre leur enquête sur l'utilisation supposée d'armes chimiques dans le conflit syrien. Reuters 25.09

3- L'Académie de défense en Grande Bretagne évalue à "100.000" le nombre de terroristes takfiris présent en Syrie

" Les jihadistes sont venus de 83 pays du monde. plus de 6000 jordaniens se trouvent parmi ces jihadistes. 285 jihadistes jordaniens ont été tués jusqu'ici et 120 autres sont portés disparus. ces 100000 takfiris sont répartis en 1000 groupes différents composés de combattants originaires de tous les pays arabes sauf Djibouti. 10000 combattants sont qaidistes et entre 30 à 35000 sont des islamistes takfiris". french.irib.ir 25.09

4- Le Caire : "**la Syrie combat des terroristes étrangers**".

C'est la première fois que la diplomatie égyptienne prend si clairement position en faveur de la Syrie : " La Syrie fait face aux combattants venus pour la plus part de l'extérieur du pays" a affirmé Nabil Fahmi, ministre des AE. " Il s'agit d'un défi de taille auquel fait face la Syrie mais qui risque de surcroit de s'étendre à l'ensemble de la région"

"L'Egypte souhaite que les pourparlers de Genève II s'organisent au plus vite pour qu'une solution politique soit trouvée à la crise car celle-ci est devenue un enjeu géopolitique à l'échelle de la planète. Tout effort destiné à désintégrer la Syrie est un effort qui vise en réalité à démembrer tous les Etats de la région", a fait remarquer le ministre avant d'ajouter : " l'opinion internationale égyptienne est plus que jamais hostile aux politiques de Washington et les aides financières et militaires des Etats Unis ne pourront pas influencer sur les décisions de l'Etat égyptien ou les dénaturer" interrogé sur les tensions grandissantes avec la Turquie le ministre a affirmé : " les dirigeants égyptiens subissent de très fortes pressions de la part des égyptiens pour rompre leurs relations avec la Turquie car la population s'oppose fermement à la position d'Ankara et ses soutiens aux Frères musulmans" french.irib.ir 25.09

Roms. Sans rire, quand gauche, extrême gauche et gauchiste partagent les "bonnes" intentions d'une des institutions les plus réactionnaires du monde.

Franchement, pourquoi se poser des questions, ces gens-là ne sont-ils de grands internationalistes, des progressistes, des démocrates, des humanistes, non ?

- Le « constat accablant » d'Amnesty International sur la situation des Roms en France - Rue89.com

- Roms: la France rappelée à l'ordre par Bruxelles - AFP

Si les principes de libre circulation et de la liberté de résider dans un autre pays "ne sont pas respectés, la Commission utilisera tous les moyens à sa disposition", a déclaré dans un premier temps le porte-parole de la Commission, Olivier Bailly, en réponse à une question sur d'éventuelles sanctions.

Tout en soulignant la "responsabilité des pays d'origine", le premier secrétaire du PS, Harlem Désir, a déclaré ne pas croire "aux théories selon lesquelles certaines populations ne pourraient pas être intégrées". AFP 25.09

Qu'en est-il des 6 ou 7 millions de chômeurs en France, des quelque 3 millions de mal logés, rien n'est fait pour les "intégrer" dans la société, alors que signifie cet engouement pour les Roms, la bonne conscience de la gauche, l'extrême gauche, les gauchistes, tous incapables de rompre avec le capitalisme et ses institutions (nationales ou internationales), ses partis, le PS ?

- Les Roms en Europe : les mensonges français - Le Point.fr 25.09

"Si je ne me trompe, il y a de l'élection dans l'air en France. À chaque fois qu'on ne veut pas parler de choses importantes comme le budget ou les dettes, on trouve les Roms. Nous avons des règles européennes qui ont été signées par la France, des règles sur la libre circulation des citoyens européens." Ce n'est pas la première fois que Viviane Reding intervient dans des polémiques françaises autour de la libre circulation. Cette fois, c'est sur France Info que la commissaire européenne à la Justice, qui est aussi vice-présidente de l'institution, s'est lâchée, en réponse aux propos de Manuel Valls affirmant que les Roms ont vocation à retourner en Roumanie ou en Bulgarie et jugeant leur mode de vie "en confrontation" avec celui des Français.

La Commission précise : "Le traitement de la communauté rom par certains États membres n'est pas digne de ce que nous voudrions voir en Europe au XXIe siècle." Le Point.fr 25.09

Vous connaissez tous l'orientation fondamentalement antisociale et réactionnaire de l'UE, alors que cache son indignation du sort des Roms, dont finalement elle ne se préoccupe pas davantage que celles des travailleurs en général, sauf pour leur pourrir un peu plus la vie tous les jours. Quel est son objectif ? Qui peut croire un instant qu'il aurait un contenu social ? Quelle est sa

stratégie politique ? Les militants feraient bien de se poser ces questions au lieu de perdre leur temps avec les déclarations électoralistes de Valls, Aubry, etc.

Une indication, au PS ils se partagent les rôles qui tient du double langage, mais l'essentiel c'est qu'au bout du compte il gère la société pour le compte des capitalistes, c'est la stratégie des néolibéraux qu'il applique au gouvernement...

ACTUALITE EN TITRES

Ils craquent !

- EELV: Durand explique pourquoi il quitte la tête des Verts - 20minutes.

- Mamère claque la porte d'EELV, en pleine tourmente - AFP

Une histoire entre cocus.

- Pour Mélenchon, les parlementaires communistes "n'en font qu'à leur tête" - leexpress.fr

Surtout aux esclaves chinois...

- Apple, une mondialisation qui profite à tout le monde - Atlantico.fr

ACTUALITÉ DU JOUR

Il ne faut pas laisser passer cette terrible injustice !

- Londres conteste en justice la limitation des bonus des banquiers - Reuters

Le Trésor a saisi la Cour européenne de justice, plus haute juridiction de l'UE, au sujet de cette mesure qui visera principalement, dans les faits, des banquiers en poste à la City de Londres, le premier centre financier de l'UE.

La limitation des bonus, entérinée en avril par le Parlement européen, doit prendre effet à partir des sommes allouées au titre de 2014. Elle prévoit que les primes versées aux banquiers ne pourront dépasser le montant de leur salaire, ce seuil pouvant être doublé si une majorité d'actionnaires y est favorable.

Le ministre britannique des Finances, George Osborne, s'était opposé à la mesure dès le début en estimant que Bruxelles allait trop loin dans les réformes censées empêcher une répétition de la crise financière.

Londres a pris les devants en allongeant le versement des bonus sur plusieurs années, mais ne veut pas entendre parler de plafonnement.

Le Royaume-Uni, qui se prépare à un référendum sur l'Europe en 2017, a de plus en plus recours à la Cour européenne de justice pour combattre des décisions qui ne lui sont pas favorables. Il conteste par exemple le projet de taxe sur les transactions financières, à laquelle il ne sera pourtant pas assujéti, en estimant qu'elle aura un impact sur certains marchés à Londres. Reuters 25.09

Ah ces socialistes... banquiers !

DSK tient la banque. L'ancien patron du Fonds monétaire international, Dominique Strauss-Kahn, devient banquier d'affaires en prenant la tête de la société financière luxembourgeoise Anatevka, le 18 octobre. A cette occasion, l'établissement fondé par le financier Thierry Leyne va être rebaptisé Leyne, Strauss-Kahn & Partners ou LSK, selon un communiqué.

Le groupe compte une centaine de collaborateurs répartis dans six pays (Luxembourg, Belgique, Monaco, Israël, Suisse et Roumanie).

L'ancien présidentiable socialiste cumule désormais les responsabilités : mi-septembre, il a accepté de conseiller le gouvernement serbe pour trois ans, officiellement sans rémunération, afin de l'aider à sortir du marasme l'économie de son pays. En juillet, Dominique Strauss-Kahn avait été nommé membre du conseil de surveillance de deux institutions financières détenues à majorité par les pouvoirs publics russes. Quelques jours après, les juges d'instruction français ont décidé son renvoi devant la justice pour "*proxénétisme aggravé*" dans l'affaire du Carlton de Lille. Francetv info 25.09

Un gouvernement antisocial, de droite.

Budget 2014: 13.123 postes supprimés dans les ministères non prioritaires

Le projet de budget 2014, présenté mercredi, prévoit la suppression de 13.123 postes dans les ministères non prioritaires, au profit de la création de près de 11.000 postes dans l'Education, la Justice, et la Police, afin d'assurer une stabilité des effectifs.

La masse salariale de l'Etat est quasiment stabilisée et les dépenses de fonctionnement des ministères sont globalement réduites de 2%, portant l'effort global à 2,6 milliards d'euros, précise le projet de loi de finances présenté en Conseil des ministres. La masse salariale devrait s'élever à environ 81 milliards (contre 80,6 mds en 2013), selon le ministère de la Fonction publique.

En 2014, "*13.123 emplois seront supprimés dans les secteurs qui ne concourent pas aux missions prioritaires, soit un taux d'effort de 2,3%*", indique le projet de loi qui précise que cet effort concerne "*pour 7.881 postes le ministère de la Défense*" et pour 2.564 postes le ministère des Finances.

"*Les autres ministères participeront à l'effort de stabilisation de l'emploi public à hauteur de 2.678 postes*", ajoute le texte.

A l'inverse, le budget prévoit 10.979 créations de postes, dont 9.984 pour l'Éducation (éducation nationale et universités), 405 postes pour la police et la gendarmerie et 590 pour la justice.

Le solde pour 2014 est donc négatif de 2.144 postes, contre 1.287 en 2012.

La fonction publique d'Etat compte près de 2,4 millions d'agents, sur un total de 5,2 millions de fonctionnaires avec l'hospitalière et la territoriale.

En ce qui concerne la masse salariale, le projet de budget précise que sa quasi-stabilisation (+0,2%) est notamment permise par la limitation des mesures catégorielles à 270 millions d'euros en 2014, contre près de 550 millions par an entre 2008 et 2012 et 310 millions en 2013.

Les enveloppes catégorielles qui étaient "*inégalement réparties*" sont "*aujourd'hui recentrées sur les salaires les plus modérés*", précise le texte.

Le budget confirme l'annonce du 20 septembre concernant les agents les moins bien payés. Les fonctionnaires de la catégorie C, soit près de la moitié des quelque 5 millions d'agents, se verront ainsi attribuer au 1er janvier 2014 des augmentations allant de 4,6 euros à quelque 46 euros mensuels. AFP 25.09

Régime drastique pour les dépenses d'assurance maladie en 2014

L'assurance maladie, dont les comptes se sont dégradés en raison de la crise, va lancer des mesures d'économies axées notamment sur l'hôpital et le prix des médicaments, afin de réduire le déficit de la Sécurité sociale à moins de 13 milliards d'euros.

Cette branche a subi une baisse de ses recettes en 2013, en raison de la hausse du chômage, qui a limité le montant des cotisations.

En 2014, les économies s'élèveront à 2,9 milliards d'euros pour cette branche, soit la moitié de celles réalisées sur la dépense sociale (5,8 milliards d'euros).

Dans une interview à paraître jeudi dans les Echos, la ministre de la Santé Marisol Touraine a indiqué qu'un "*effort*" de 440 millions d'euros serait demandé aux hôpitaux.

Dans son récent rapport sur la Sécurité sociale, la Cour des comptes avait ciblé les hôpitaux, où elle avait constaté des "*gisements d'économies*".

La baisse des prix des médicaments permettra d'économiser un milliard d'euros, a précisé la ministre. Une économie de 120 millions est prévue sur les dispositifs médicaux (fauteuils roulants, appareils orthopédiques, pansements...).

Après la réforme des retraites, qui rapportera 2,5 milliards d'euros aux régimes de base en 2014, et celle de la famille, c'est donc la branche assurance maladie qui supportera l'essentiel des efforts pour renflouer les comptes.

Les dépenses d'assurance maladie (Ondam) ne devront pas progresser de plus de 2,4% en 2014, soit un niveau inégalé fixé dans un budget depuis 1998.

Cet objectif "*implique un effort d'économie particulièrement ambitieux car l'évolution des dépenses tendancielle est proche de 4%*", précise le gouvernement.

Ces dernières années, la hausse des dépenses de santé a été systématiquement inférieure aux prévisions du budget.

Ce sera encore le cas en 2013, où elles représenteront 175 milliards d'euros, soit 500 millions d'euros de moins que l'objectif (+2,7%).

Ces bons résultats permettent donc à l'exécutif de revoir à la baisse l'objectif pour 2014 par rapport à ses prévisions pluriannuelles (+2,6%), comme le recommandait la Cour des comptes.

D'autres économies sont attendues dans le champ social avec la renégociation de la convention d'assurance chômage, à hauteur de 300 millions d'euros.

Et un gain de 500 millions d'euros est attendu sur les frais de gestion des caisses de Sécurité sociale. AFP 25.09

Intox. Le chômage a baissé : "**hausse exceptionnellement forte des sorties de Pôle emploi**"

- Recul du chômage en août, le gouvernement prudent. - Reuters

Le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A (sans emploi) a diminué de 1,5% en août, soit de 50.000, pour s'établir à 3.235.700 en France, enregistrant son premier recul depuis avril 2011, selon les données publiées mercredi par le ministère du Travail.

Les statistiques du mois d'août "*peuvent être affectées par une hausse exceptionnellement forte des sorties de Pôle emploi pour défaut d'actualisation*", qui correspondent au cas où le demandeur d'emploi n'a pas actualisé sa déclaration de situation mensuelle, relèvent la Dares et Pôle Emploi en charge de la publication de ces données.

Les sorties de Pôle Emploi sous ce motif ressortent à 277.500 contre 200.000 le mois précédent et pour la période correspondante un an auparavant.

"*Le soixante millième emploi d'avenir a été conclu lundi et chaque jour entre 500 et 600 contrats sont signés*", précise le ministère qui estime ce rythme en ligne avec l'objectif de 100.000 contrats signés d'ici la fin de l'année.

Pour Eric Heyer, économiste à l'OFCE, la prévision de croissance de 0,9% retenue par le gouvernement pour bâtir le budget 2014 ne suffira pas à empêcher des destructions d'emplois.

"*Traditionnellement, les entreprises françaises recommencent à créer des emplois lorsque la croissance dépasse 1,5%*" a-t-il rappelé lors d'une présentation à la presse.

L'OFCE chiffre à plus de 250.000 les sureffectifs dans les entreprises françaises au sortir de la crise en raison de destructions d'emploi de moindre ampleur que lors des phases de ralentissement précédentes.

"*Il faudrait 1,6% de croissance sur 2014, 2015 et 2016 pour faire repartir l'emploi dans le secteur privé*", estime-t-il.

Il est possible, selon lui, que le chômage baisse dans les prochains mois, mais cette baisse ne pourra être décrite comme une inversion de la tendance.

"*Ce sera une baisse sous perfusion d'emplois aidés*", résume-t-il. Reuters 25.09

Intox. Pendant qu'ils livrent des tonnes d'armes aux "**terroristes et (autres) voyous**" en Syrie.

- Les Etats-Unis signent le traité sur le commerce des armes conventionnelles - AFP

Les Etats-Unis ont signé mercredi à l'ONU le premier traité réglementant le commerce international des armes conventionnelles, un texte âprement négocié auquel il se sont longtemps opposés.

Avec 30% d'un marché de quelque 90 milliards de dollars, les Etats-Unis sont le premier exportateur d'armes au monde.

Adopté le 2 avril par l'Assemblée générale de l'ONU après sept années de négociations, ce traité est le premier texte international majeur sur le désarmement depuis le traité sur l'interdiction des essais nucléaires de 1996.

"L'objectif est d'éviter que les armes ne tombent entre les mains de terroristes et d'acteurs voyous", a déclaré le secrétaire d'Etat John Kerry après avoir signé le document au siège de l'ONU, à New York.

"Ce traité renforce notre sécurité et la sécurité mondiale sans affaiblir le légitime commerce international d'armes conventionnelles", a-t-il ajouté, saluant "une étape significative".

L'objectif du traité, qui doit encore être ratifié par le Congrès américain, est de moraliser les transactions: chaque pays signataire devra évaluer avant toute transaction si les armes vendues risquent d'être utilisées pour contourner un embargo international, violer les droits de l'homme ou être détournées au profit de terroristes ou de criminels.

Les armements couverts vont du pistolet aux avions et navires de guerre, en passant par les missiles. Le traité porte sur tous les transferts internationaux (importation, exportation, transit, courtage), sans toucher aux législations nationales sur l'acquisition et le port d'armes.

Les Etats-Unis ont obtenu que les munitions soient traitées à part, avec des contrôles moins complets. Le texte laisse aussi ouverte la possibilité que certaines aides militaires bilatérales soient exemptées.

Lors de l'adoption du texte à l'ONU, la Russie avait fait part de ses réserves, déplorant des "lacunes", comme l'absence de contrôle spécifique des livraisons d'armes aux rebellions ou des "critères d'évaluation du risque pas assez clairs".

Preuve des résistances que suscite ce texte dans un pays où le droit de porter une arme est inscrit dans la constitution, John Kerry s'est quant à lui surtout employé, dans son discours, à rassurer ses concitoyens sur la portée du document.

"Ce traité ne diminuera la liberté de personne", a-t-il martelé. "De fait, il reconnaît le droit, pour les individus comme des Etats, d'obtenir, de posséder et d'utiliser des armes pour des raisons légitimes". "Nous n'envisagerions jamais de soutenir un traité qui ne soit pas en adéquation avec les droits des citoyens américains", a-t-il ajouté.

Le texte n'entrera en vigueur qu'après avoir été ratifié par 50 Etats. Cinq pays l'ont fait à ce jour, l'Italie étant le dernier en date. AFP 25.09

[Au tour du Soudan, deuxième et troisième acte](#)

Les manifestations anti-gouvernementales ont gagné en ampleur mercredi au Soudan, paralysant la capitale et tournant à l'émeute dans certains quartiers, au troisième jour d'un mouvement de contestation qui a déjà fait trois morts.

Ces protestations, provoquées par la décision lundi du gouvernement de lever les subventions sur les prix des carburants, sont les plus importantes dans ce pays depuis l'arrivée au pouvoir du général Omar el-Béchir en 1989.

Des manifestations, à caractère spontané selon des militants, ont éclaté mercredi dans plusieurs quartiers de Khartoum, dont certains proches du centre, selon le correspondant de l'AFP.

"Liberté, liberté", "le peuple veut la chute du régime", scandaient les manifestants, dont beaucoup d'étudiants, reprenant le slogan phare du "printemps arabe".

Ils ont lancé des pierres sur la police, qui a répliqué en tirant des grenades lacrymogènes.

Les magasins étaient fermés à Khartoum et sa ville jumelle, Oumdurman. Plusieurs routes étaient coupées, les manifestants ayant mis le feu à des pneus usagés ou des branches d'arbres, et une épaisse fumée noire se dégageait de plusieurs quartiers de la capitale.

Des manifestants ont mis le feu à plusieurs voitures sur le parking d'un grand hôtel situé à 500 mètres de l'aéroport de Khartoum et à une station-service sur cette même route, selon le correspondant de l'AFP.

Les forces de l'ordre sont intervenues pour disperser les manifestants à coups de grenades lacrymogènes et une vingtaine de personnes ont été arrêtées.

Dans le quartier de Khartoum Bahri, un témoin a affirmé avoir vu six voitures incendiées par les manifestants.

La police bloquait à la mi-journée une partie de l'axe routier menant à l'aéroport, et les transports publics ne fonctionnaient pas en milieu de journée.

"*Je dois faire dix kilomètres à pied. C'est vrai que les manifestants défendent nos droits, mais ils nous rendent la vie plus difficile*", a affirmé Ahmad Amer, un employé qui rentrait chez lui après son travail.

Face à l'extension des troubles, les autorités ont annoncé la fermeture des écoles à Khartoum jusqu'au 30 septembre.

Les connexions internet étaient en outre coupées dans la capitale, selon plusieurs utilisateurs, mais il n'était pas possible de déterminer s'il s'agissait d'une panne ou d'une coupure délibérée de la part des autorités.

Des appels à manifester contre le gouvernement avaient circulé sur les réseaux sociaux.

Un étudiant qui participait aux manifestations à Oumdurman, Omar Mohammed Ahmed Al-Khidr, a été tué mercredi, a affirmé sa famille à l'AFP. Et la police a fait état d'un mort dans la capitale, tué selon elle lors d'une tentative de pillage.

Mardi, des manifestants avaient pillé et incendié le siège du Parti du congrès national, au pouvoir, à Oumdurman, selon des témoins.

Les manifestations qui y avaient éclaté mardi, ainsi qu'à Khartoum, se sont prolongées jusqu'à l'aube.

Les protestations ont fait tache d'huile dans le pays, et des centaines de personnes, dont des étudiants, ont marché mercredi à Port-Soudan, unique port du pays à un millier de kilomètres au nord-est de Khartoum, selon des témoins qui ont indiqué que la police a dispersé les manifestants à coups de grenades lacrymogènes et de matraques.

Quelques centaines d'étudiants ont également manifesté à Atbara, à 400 km au nord de Khartoum, selon des témoins.

Les manifestations avaient commencé lundi à Wad Madani, chef-lieu de la province d'Al-Jazira au sud-est de Khartoum, où un manifestant a été abattu par des inconnus, selon la police.

Elle a indiqué qu'un groupe de manifestants dans cette province avait tenté mardi "*de prendre d'assaut les bâtiments de la télévision et de la compagnie d'électricité*", et des blessés légers dans les rangs des manifestants et de la police ont été signalés.

Le mouvement de protestation a également touché la région du Darfour, dans l'ouest du pays.

Le gouvernement a annoncé lundi une forte hausse du carburant à la suite de la suspension des subventions de l'Etat, dans le cadre d'une série de réformes économiques.

En 2012, des violentes manifestations contre le régime de M. Béchir avaient déjà eu lieu après l'annonce de mesures d'austérité similaires, dont des hausses d'impôts et du prix du pétrole.

Khartoum a perdu des milliards de dollars de revenus pétroliers depuis l'indépendance il y a deux ans du Soudan du Sud, qui a récupéré près de 75% de la production de brut du Soudan d'avant la sécession.

Depuis, le Soudan est touché par une inflation galopante et connaît une grave pénurie de dollars pour financer ses importations.
AFP 25.09

Vous n'avez rien remarqué ? Le même cocktail que les "*printemps arabes*" : la mise en scène des réseaux dits sociaux, un homme non identifié qui tire dans la foule, cela ne vous rappelle pas Damas il y a deux ans et demi ? De plus le journaliste de l'AFP a écrit "*les manifestations anti-gouvernementales ont gagné en ampleur mercredi au Soudan*", or sur la photo prise à Khartoum on voyait à peine quelques centaines de manifestants, un millier tout au plus, le Qatar n'a pas encore eu le temps de fabriquer des manifestants comme il l'avait fait pour la Syrie.

Cette info est à relier à la suivante.

Le président soudanais Omar Al-Béchir, sous le coup de mandats d'arrêt de la Cour pénale internationale (CPI), a finalement renoncé à se rendre à New York pour l'assemblée générale des Nations unies, a annoncé l'ONU mercredi 25 septembre.

"*Le service du protocole a confirmé que le Soudan avait annulé la participation du président Béchir à l'assemblée générale*", a indiqué un porte-parole de l'ONU.

Le président soudanais, qui devait prononcer un discours jeudi, sera remplacé par son ministre des affaires étrangères, Ali Karti, qui s'exprimera vendredi à la tribune. La volonté affichée par Omar Al-Béchir de participer à l'assemblée avait plongé l'ONU et les Etats-Unis, pays hôte, dans l'embarras.

M. Béchir fait l'objet de mandats d'arrêt datant de 2009 et 2010 de la CPI pour crimes de guerre, crimes contre l'humanité et génocide dans le conflit du Darfour, une vaste région de l'ouest du Soudan.

En tant que pays hôte, les Etats-Unis sont a priori tenus de faciliter la venue des dirigeants mondiaux au siège des Nations unies à New York, un territoire extra-national, mais Washington s'est engagé à soutenir l'action de la CPI, sans toutefois en être membre. lemonde.fr 25.09

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Bolivie

Le président bolivien Evo Morales a suggéré mercredi de changer le siège des Nations unies pour éviter un "*chantage*" des Etats-Unis, pays hôte de l'ONU, pour la délivrance de visas ou le survol de leur territoire.

"*Il est important d'envisager de changer le siège des Nations unies*", a-t-il déclaré dans un discours devant l'assemblée générale à New York. "*Ce siège devrait se trouver dans un territoire, un Etat qui a ratifié tous les traités des Nations unies*".

M. Morales s'est déclaré "*solidaire*" de son homologue vénézuélien Nicolas Maduro, qui a accusé les Etats-Unis d'avoir mis des obstacles à sa venue au siège de l'ONU pour l'assemblée générale. "*Comment pouvons-nous être en sécurité dans une réunion à l'ONU à New York ?*", s'est-il exclamé. "*Ici on ne nous garantit pas des visas ou des autorisations de survol, nous sommes menacés et soumis à des chantages au visa*".

Il n'a pas indiqué où il souhaitait transférer le siège de l'ONU mais a précisé qu'il ne pensait pas à la Bolivie ni à aucun pays d'Amérique latine.

La semaine dernière, les autorités vénézuéliennes avaient accusé les États-Unis d'avoir refusé à Nicolas Maduro le survol de leur territoire durant son voyage vers Pékin, une décision qualifiée d'"*insulte*" et de "*faute grave*" par le Venezuela.

Les États-Unis avaient démenti ces accusations, en assurant avoir autorisé ce survol et en niant par ailleurs tout refus de visas à une délégation de Caracas à l'ONU, un autre motif de mécontentement du pouvoir vénézuélien. M. Maduro est finalement arrivé mercredi au Venezuela après un voyage officiel en Chine sans faire étape à New-York. lemonde.fr 25.09

2- Egypte

La police égyptienne a fermé le siège du journal des Frères musulmans au Caire, dernière étape de la campagne de répression menée par les nouvelles autorités en place depuis la destitution du président Mohamed Morsi par l'armée le 3 juillet.

Selon une source du ministère de la Sécurité du Caire, cette intervention fait suite à la décision de justice rendue lundi, qui interdit les activités des Frères musulmans en Egypte. La cour a également ordonné au gouvernement de confisquer les fonds appartenant à la confrérie et d'administrer ses avoirs gelés.

"*La décision rendue par le tribunal fait suite à des accusations d'incitation à la violence et de terrorisme ces dernières années*", a précisé une source sécuritaire. Reuters 25.09

Haut de page ↗

Le 27 septembre 2013

CAUSERIE

La forme revient, j'ai presque retrouvé tous mes moyens, je n'ai plus que des problèmes matériels à régler. Pour utiliser ma connexion Internet je m'installe avec le portable sur la terrasse située devant la maison, cela fonctionne moins vite que sur la terrasse au premier étage, mais cela fonctionne, j'ai même téléchargé 10 morceaux de concerts hier soir jusqu'à minuit, Joe Satriani, Slash et Queen.

La grande illusion, un nouvel exemple.

Un article publié par mondialisation.ca que je ne mettrai pas en ligne.

Titre - Encore un rapport de l'ONU qui appelle au soutien de l'agriculture paysanne et de l'agroécologie: c'est le moment d'agir ! - 25 septembre 2013

Extrait.

- La Via Campesina, GRAIN et ETC saluent un nouveau rapport de la CNUCED... Plus de 60 experts internationaux ont contribué à ce rapport, publié la semaine dernière.

Qui sont-ils ?

Via Campesina est le mouvement mondial des paysannes et des paysans qui luttent pour la souveraineté alimentaire. GRAIN et ETC Group sont des organisations internationales qui se battent contre le système alimentaire industriel et qui apportent leur soutien aux alternatives paysannes. Leurs forces sont désormais jointes en un partenariat visant à faire progresser l'agroécologie paysanne.

La CNUCED est la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement.

IL Y EN A PLUS QUE MARRE, MARRE, MARRE DE TOUS CES GENS-LA !

Les meilleures intentions du monde n'ont jamais fait une politique correcte.

Lu dans un article : "*Être de gauche*", c'est avoir un cœur solidaire ce n'est pas patauger dans les marécages pourris qui font le jeu du Front National."

Non monsieur, "*être de gauche*" c'est être moins borné ou ignorant que la moyenne qui se contente de grandes déclarations, d'être socialiste en parole et impérialiste ou réactionnaire en acte, qui ignore tout de ce dont il parle, qui est incapable de se poser des questions, qui prend ses désirs pour la réalité comme le premier petit-bourgeois venu ou parvenu, qui est incapable de réfléchir au fait qu'un principe, une règle, une mesure, une loi, une valeur n'auront pas le même contenu sauf sur le papier, la même portée, les mêmes conséquences pratiques ou ne se traduiront pas de la même manière dans la vie quotidienne quand ils sont édictés, prônés, défendus par des représentants du capital, un gouvernement, un ou des partis inféodés au capital, qui incarnent le néolibéralisme, la réaction ou quand ils sont mis en oeuvre par un Etat, un gouvernement ouvrier, des représentants de la classe ouvrière ayant rompu avec le capital ou qui appliquent un programme social et politique conforme aux intérêts historiques de la classe ouvrière, le programme de la révolution socialiste.

Non monsieur, "*être de gauche*", surtout quand on prétend parler au nom des masses exploitées ou du socialisme, ce n'est pas une qualité innée, on ne naît pas, on ne devient pas spontanément de gauche, socialiste, non monsieur, c'est un état qui se cultive, qui se mérite, qui nécessite des efforts, d'étudier le socialisme dans les oeuvres des marxistes, parfois des sacrifices, nos rangs regorgent de gens qui se disent de gauche et qui sont en réalité des réactionnaires, inconsciemment pour ce qui concerne les militants, déjà moins quand il s'agit de leurs dirigeants qui sont corrompus par le capital en réalité, cela se corrige, il faut avoir du courage, être discipliné, être méthodique, rigoureux, appliqué, non monsieur n'importe qui ne peut pas s'improviser porte-parole de la gauche, des travailleurs.

Je vais vous dire un truc monsieur et cela vaut pour tous ceux qui partagent votre point de vue, vous vous en prenez à M. Valls, bien. Pourquoi au juste. Je vais vous le dire. Parce que vous voudriez le changer. Comment cela ? Quelque part je comprends que son discours vous incommode et vous avez parfaitement raison, cela dit vous vous trompez totalement en l'attaquant, vous manifestez ainsi des illusions dans ce personnage nauséabond comme vous en avez ou vous en avez eu dans Hollande et le PS, dans le cas contraire vous n'auriez pas cette réaction. Regardez moi, est-ce que je m'emporte contre Valls? Non, il

est parfaitement dans son rôle, je ne me suis jamais fait la moindre illusion dans le PS contrairement à vous, donc tout ce qui arrive et peut arriver ne me surprendra pas, c'est dans l'ordre des choses voyez-vous. Si je peut me permettre un conseil d'ami, vous devriez profiter de cette expérience pour en tirer cet enseignement que le PS est de droite, un parti bourgeois, capitaliste et qu'il faut rompre avec lui, ses dirigeants, ses élus, aussi à l'intérieur des syndicats, ainsi vous pourriez "*être de gauche*".

Quand vous aurez tiré cet enseignement, appliquer-le au siècle qui vient de s'écouler, à la lutte des classes, vous comprendrez mieux pourquoi on est arrivé à confondre la droite et la gauche ou plutôt à continuer de faire cette distinction qui ne concernait que les apparences, la partie superficielle des choses, de la réalité, vous allez vraiment apprendre des milliers de choses, c'est fantastique je vous assure, tout va devenir très clair petit à petit dans votre tête.

Ceux qui se plaignent du consensus entre l'UMP et le PS sont des manipulateurs professionnels qui désespérément tentent de sauver les apparences trompeuses du PS, ils vous trompent sciemment, le PS est parfaitement dans son rôle, à sa place, il agit en conformité avec sa nature sociale de parti capitaliste, c'est ainsi qu'il faut le caractériser et pas autrement sauf à vouloir continuer à colporter auprès des travailleurs et des militants des illusions criminelles dans ce parti social-libéral-impérialiste.

Un dernier truc très vite, je dois sortir, demandez-vous ce que représentent Le Pen et Valls dans ses dernières déclarations et demandez-vous ce que représente l'Union européenne qui soutient les Roms, demandez-vous ce qui incarne le passé et ce qui incarne le futur, tous les deux aussi réactionnaires notez bien, d'après vous laquelle de ces couches de la réaction détient le pouvoir aujourd'hui et dicte sa loi aux travailleurs, représente le plus grand danger pour les travailleurs, leurs droits sociaux et politique, Le Pen et l'extrême droite, éventuellement Valls ou les néolibéraux que représentent l'UE ? Demandez-vous toujours avant de commencer à réfléchir à une question : qui détient le pouvoir, qui décide quoi ? Vous verrez cela facilite grandement la compréhension de la situation et cela aide à "*être de gauche*".

Quant à vos questions de "*coeur*", elles ne seront réglées que lorsque nous aurons pris le pouvoir, pas avant. Dans le cas contraire cela voudrait dire que les représentants de la réaction pourraient les régler à notre place, vous ne l'imaginez pas un instant, n'est-ce pas ? On mène le combat politique avec sa conscience et non avec son coeur, souvenez-vous en.

[Le saviez-vous?](#)

- Le grand tabou américain : de ce que l'on (ne) dit (pas) quand on parle de crimes de guerre de William Blum - 25 septembre 2013
- mondialisation.ca

Extrait

"... combien de temps encore Amnistie Internationale continuera-telle à salir son image en niant l'évidence ? A savoir que Manning rentre dans la catégorie des Prisonniers d'Opinion. Quiconque visite le site d'Amnistie Internationale à la recherche de Prisonniers d'Opinion en trouvera un grand nombre, dont plusieurs cubains. Existe-il un lien entre l'oubli de Manning et le fait que la Directrice Exécutive d'Amnistie Internationale, Suzanne Nossel, ait pris ses fonctions actuelles tout de suite après son départ du Département d'Etat Américain, où elle occupait le poste de Vice-Secrétaire Adjointe en charge des Organisations Internationales ?

(...)

En attendant, l'autre grande organisation internationale de défense des droits de l'homme, HRW, a vu le Directeur du bureau de Washington, Tom Malinowski, être nommé par Obama, Secrétaire d'Etat Adjoint en charge de la Démocratie, des Droits de l'Homme et du Droit du Travail. Est-il vraiment exagéré d'attendre d'un haut fonctionnaire à la tête d'une organisation de défense des Droits de l'Homme qu'il refuse de travailler pour un gouvernement qui a le plus enfreint les Droits de l'Homme au cours des cinquante dernières années ? Et si cette nomination vous semble écoeurante, il vous faut considérer la torture comme le meilleur exemple de la cruauté humaine. Qui d'autre que les Etats-Unis a été le plus impliqué dans cette horreur ? Allant même jusqu'à l'enseigner, fournissant manuels et équipements, créant des centres de torture un peu partout dans le monde, séquestrant des personnes pour les conduire vers ces lieux, incarcération, alimentation forcée, Guantanamo, Abu Ghraib, Bagram, Chili, Brésil, Argentine, Chicago..."

On comprend pourquoi toutes les ONG sont pourries jusqu'à la moelle. Elles sont copiées sur le modèle des syndicats dégénérés et des partis ouvriers qui collaborent avec le capital...

[Le chiffre du jour : 16 100 000 000 000 dollars.](#)

Selon un rapport officiel du gouvernement, la Réserve fédérale a fait 16 100 000 000 000 dollars (16 mille milliards) de prêts secrets aux grandes banques au cours de la dernière crise financière. (lire l'article complet dans cette page).

A nos détracteurs : avions-nous rêvé dites-nous ? Ah ben non, ils n'ont pas pensé à nous dans leurs largesses monsieur Coquema, comme c'est dommage n'est-ce pas, à vous surtout ! Réfléchissez, demandez-vous ce qu'ils ont bien pu faire de tout ce

fric et est-ce que cela n'aurait pas un rapport de cause à effet avec le fait que le capitalisme ne s'est pas encore effondré. Nos détracteurs qui possèdent la vérité prétendent que non. A suivre plus loin.

[Propagande, mensonge d'Etat. Selon l'Elysée : "Il n'y aura d'inversion durable"... que le temps d'une minable opération de communication médiatique.](#)

Titres de presse.

- Baisse du chômage : miracle ou mensonge ? - Le Nouvel Observateur
- La baisse du chômage n'est pas une «*aberration statistique*», selon Michel Sapin - Liberation.fr
- Chômage : "*encourageant*", mais il faut rester "*prudent*" dit Hollande - Le Nouvel Observateur
- Baisse du chômage: ni "*aberration statistique*", ni inversion durable - AFP

La réalité des chiffres.

Chiffres invraisemblables, + 38,8% de radiations pour défaut d'actualisation ce mois d'août, même pourcentage d'augmentation de 38.8% sur 12 derniers mois.

Soit 77 700 radiés de + que le mois précédent pour ce seul motif !! + d'une sortie sur 2 de chez pôle emploi.

362 500 radiations en tout, en 1 seul mois, du jamais vu encore.

Radiations des listes A,B,C,(D,E) de Pôle Emploi par motifs, Août 2013 :

- Défauts d'Actualisation : 277 500, 52,8 % des sorties des listes. (+ 38,8% sur 1 an)
- Radiations Administratives (les punis) : 40 600, 7,7 % des sorties.
- Autres Cas (mystérieuse rubrique, les morts, suicidés, emprisonnés ?) : 44 400 et 8,4 % des sorties.

soit 362 500 radiés des listes (68,9 %) pour autres motifs que :

- Stages parking : 30 700, 5,8 % des sorties.
- Arrêts maladie, maternité etc : 36 600, 7% des sorties.
- Reprises d'emploi déclarées : 95 700, ne représentent que 18,2 % des sorties des listes de pôle emploi.

Quelques chiffres qui parlent :

Chômage Longue durée (entre 2 et 3 ans) : + 14,3 % sur 1 an

Chômage Très Longue Durée + de 3 ans : + 18 % sur 1 an

Chômage des 50 ans et +, + 11,9 % sur 1 an

+ d'1 chômeur inscrit à pôle emploi sur 2 (51,8 %) ne perçoit AUCUNE INDEMNITE, ni ARE (allocation retour à l'emploi), ni allocation de solidarité (ASS, AER ...) agoravox.fr - wikistrike.com 26.09

(source : http://travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/PI-Mensuelle-GWS085_2_.pdf)

[Faites tomber les masques. Pour qui roulent-ils ? La réaction.](#)

Vous aimez les manipulations, vous adorerez celle-ci. Au passage, ce sont les mêmes organisations qui défendent les Roms, la guerre contre la Syrie, qui ont soutenu le mariage homosexuel, qui attaquent régulièrement la Russie, l'Iran, Cuba, le Venezuela,

la Bolivie, la Chine, etc. Cherchez l'erreur, il n'y en a pas : ce sont des lieutenants de la réaction sous un masque humanitaire.

- Maroc : poursuite des manifestations de soutien à Ali Anouzla - lemonde.fr

Directeur de la version arabophone du site d'informations Lakome, Ali Anouzla a été arrêté le 17 septembre à Rabat "à la suite de la diffusion (...) d'une vidéo d'Al-Qaida au Maghreb islamique (AQMI) incitant à commettre des actes terroristes" au Maroc, selon le procureur général du roi. Cette vidéo, intitulée "Maroc : le royaume de la corruption et du despotisme", cible exclusivement ce pays, une première. Elle appelle au djihad et fustige la monarchie marocaine.

Reporters sans frontières (RSF), Amnesty International et Human Rights Watch (HRW) ont dénoncé cette arrestation.

Ali Anouzla est "un prisonnier de conscience, détenu uniquement pour avoir exercé sa profession de journaliste", a estimé Amnesty, selon qui ces poursuites "sont destinées à le punir pour la ligne éditoriale indépendante" de son site. lemonde.fr 26.09

Dorénavant il faut traiter avec la plus grande prudence l'annonce de manifestations aux quatre coins du monde, il faut en vérifier les origines et si c'est impossible ou insuffisant, il faut aller voir ce qu'en disent les uns et les autres.

Il nous est arrivé de nous fourvoyer dans le passer ou d'être trompés par les agences de presse AFP et Reuters aux ordres avant de corriger le tir, cette époque aussi est terminée.

Russie: détention de 17 militants de Greenpeace, dont 13 étrangers - AFP

Dix-sept militants de Greenpeace -treize étrangers et quatre Russes - ont été placés jeudi en détention pour deux mois en Russie pour "piraterie", crime passible de 15 ans de prison, après une opération contre une plateforme de Gazprom dans l'Arctique.

Invoquant le droit maritime, les Pays-Bas ont déjà demandé aux autorités russes de libérer l'équipage.

Le gouvernement néerlandais envisage même d'engager une "procédure légale (contre l'arrestation de l'équipage) y compris devant le Tribunal international de l'ONU pour le droit de la Mer", a annoncé mercredi le chef de la diplomatie néerlandaise Frans Timmermans.

L'ONG Reporters sans frontières (RSF) s'est de son côté dite "choquée" par le placement en détention provisoire du photjournaliste Denis Siniakov, qui a travaillé dans le passé au bureau de l'AFP à Moscou.

"En portant contre le photographe et les militants une accusation aussi absurde que celle de 'piraterie', le Comité d'enquête russe criminalise le journalisme aussi bien que le militantisme", a poursuivi l'ONG dans un communiqué.

Le président russe Vladimir Poutine a déclaré mercredi que les militants n'étaient pas des "pirates", mais s'en est pris aux méthodes de Greenpeace et a estimé que les militants qui étaient à bord de l'Arctic Sunrise avaient enfreint le droit international. AFP 26.09

DERNIERES INFOS DE SYRIE

1- Le quotidien libanais AlAkhbar a révélé dans son édition de jeudi, que le président syrien Bachar Assad semblait très satisfait de l'accord conclu entre Moscou et Washington sur les armes chimiques.

« Nous possédons un millier de tonnes d'armes chimique qui constitue un véritable fardeau pour nous. Leur destruction nécessite beaucoup d'argent, prendra plusieurs années et pose un bon nombre de problèmes au niveau écologique. Qu'ils (les Occidentaux) viennent les prendre », a dit M.Assad à ses visiteurs cités par AlAkhbar.

Et d'ajouter: « l'arsenal chimique n'est pas leur objectif. Ils veulent changer l'équilibre de force et protéger « Israël ». Nous avons renversé la table et jeter la balle dans leur camp. Ils ont alors été embarrassés devant l'opinion publique américaine et européenne, même au sein de l'administration américaine ».

M.Assad rappelle que « ce genre d'armes dissuasif a été fabriqué dans les années 80 pour contrer l'arme nucléaire israélienne. Actuellement, cet armement n'est plus dissuasif. Nous possédons aujourd'hui des armes beaucoup plus importantes et sophistiquées capables d'aveugler Israël en un instant. »

Les forces russes combattront sur le sol syrien

Le président syrien a en outre fait état d'un « niveau sans précédent » de coopération et de coordination entre Damas et Moscou. « *La Russie s'est engagée à intervenir avec force en cas de guerre contre la Syrie (...) Les forces russes se déploieront sur le sol syrien pour combattre à nos côtés* », a-t-il révélé.

Sayed Nasrallah est le maître des fidèles

S'agissant de l'Iran et du Hezbollah, M. Assad s'est dit confiant du front de la résistance. Et d'ajouter : « *je suis rassuré que le maître des fidèles (en allusion à Sayed Nasrallah) est capable de contenir les répercussions de toute agression contre la Syrie...* ».

« *Israël n'est plus comme avant. Vu sa faiblesse, cette entité combat à travers ses alliés. Il essaie de pousser les Etats-Unis vers une guerre dans la région, et use des membres de « l'islam américain », des groupes de takfiris, pour nous combattre. Ces gens là, sont dans cette période les ennemis directs de la Syrie* ».

L'Arabie a franchi transgressé tous les tabous

Le président syrien n'a pas du tout confiance dans les autorités saoudiennes qui ont « *transgressé tous les tabous* ».

Et ne « *s'attend pas à quelque chose de positif de sa part* ».

M. Assad a en outre révélé que les délégations européennes, dont certaines liés à des renseignements, se bousculent en Syrie dans une tentative de reprendre contact avec Damas.

Source : AlAkhdar traduit par AlManar french.irib. 26.09

2- Un récent sondage, publié par YouGov montre que les Américains plébiscitent, et de façon très écrasante, le président russe Vladimir Poutine, comme étant été le leader politique le plus efficace lors de la crise des armes chimiques syriennes. Loin devant le président Obama.

A la question de savoir quel est l'homme politique qui a été le plus efficace lors de la crise des armes chimiques syrien, 49 pour cent des Américains ont plébiscité le président Vladimir Poutine, tandis que seulement 25 pour cent ont voté pour Barack Obama. Comme d'habitude, François Hollande est bon dernier. french.irib. 26.09

ACTUALITÉ DU JOUR

L'art de l'enfumage.

- La Fed admet des problèmes de communication sur sa politique - Reuters

On pourrait croire qu'ils sont acculés, ils le sont d'une certaine manière.

S'ils cessent d'alimenter le marché en liquidités (déguisé dans le rachat de titres pourris et de bon du Trésor), c'est la paralysie qui guette l'économie américaine, puis son effondrement entraînant avec elle l'économie mondiale, par le biais de la hausse des taux d'intérêt qui va faire exploser la dette des Etats, de tout le système gangrené par une dette mondiale gigantesque évalué par The Economist à 52.000 milliards de dollars.

S'ils continuent d'alimenter le marché en liquidités et de financer la dette américaine, celle-ci va encore augmenter, c'est un cercle vicieux rendu possible par les faux monnayeurs de la Fed.

Il est difficile de comprendre le fonctionnement et les conséquences de ce mécanisme du fait que l'ensemble des données officielles ou disponibles sont faussées, les gangsters de la Fed fabriquant de l'argent qu'ils se distribuent sans même qu'il figure dans leur comptabilité ou que le Congrès en soit informé de l'aveu même de l'inspectrice générale de la Fed lors de son audition par une commission du Congrès, donc je n'invente rien, cependant pour se livrer à une analyse et un pronostic il nous faut des faits, on part de faits sinon on extrapole ou on raconte n'importe quoi. Essayons de comprendre à quel jeu ils se livrent.

J'ai observé que la Fed prêtait de l'argent au Trésor américain et qu'ensuite la Fed rachetait chaque mois au gouvernement fédéral des dizaines de milliards de bons du Trésor. Autrement dit, la Fed prête de l'argent à l'Etat qu'elle n'a pas et qu'elle a fabriqué, puis elle lui rachète, donc en principe cette somme devrait être soustraite de la dette de l'Etat, mais rien n'est moins sûr, j'ai cru comprendre que c'était le contraire car qui dit rachat ne dit pas forcément annulation, en principe encore une fois, elle

devrait s'additionner à celle de la Fed, on assisterait donc à un transfert déguisé au moins pour une partie de la dette de l'Etat vers la Fed. Cette somme figure-t-elle au bilan de la Fed ou s'épavore-t-elle comme les dizaines de milliers de milliards qu'ils ont créés de toutes pièces à partir de rien ?

Ce qui est possible aux Etats-Unis dirigés par un cartel de banquiers mafieux ne l'est pas dans le reste du monde, la clé des questions qu'on se pose et de la situation réside ici. Le monopole de la création monétaire dont disposent les banksters de la Fed et l'hégémonie du dollar sur le marché mondial leur permet de gangrener et de contrôler l'économie des pays qui leur sont soumis, l'Europe en premier lieu et le reste du monde ensuite. Les Américains s'en servent pour affaiblir leurs adversaires qui sont aussi leurs alliés ainsi que leurs ennemis, tant sur le plan économique que politique. Ils contrôlent la plupart des marchés ou leur dictent leur loi grâce à leur position dominante ou leur puissance financière. C'est là qu'interviennent les milliers de milliards que les banquiers américains se sont distribués.

Ils leur servent à vampiriser les économies des autres pays, et selon la stratégie politique qu'ils ont décidé d'appliquer à chaque pays, de les soutenir ou au contraire de les étrangler pour les forcer à appliquer une violente politique d'austérité, leur objectif étant d'obtenir la liquidation des droits sociaux et politiques de l'ensemble des travailleurs à travers le monde à l'image de la situation aux Etats-Unis.

Quand on dit que les Etats-Unis concentrent les contradictions du système capitaliste, on ajoute qu'ils ont exporté ces contradictions en Europe ou à travers le monde, qu'ils se servent des autres pays pour les régler à leur place car ils n'en sont pas capables chez eux, qu'ils emploient la manière forte ou recourent à des menaces pour y parvenir en cas de résistance de certains Etats.

Maintenant il est parfaitement clair que s'ils n'avaient pas inondé le monde de fausse monnaie le système capitaliste se serait déjà effondré depuis deux, voire trois décennies. Ce qui est intéressant à relever, c'est qu'ils le maintiennent en vie artificiellement par le biais d'un endettement mondial vertigineux qui n'a été rendu possible que par le biais de la création de fausse monnaie, tandis que le système capitaliste ne peut fonctionner qu'à crédit, comme tout système économique, à ceci près qu'aujourd'hui les capitalistes se sont octroyés ou s'octroient un tel niveau de richesses au-delà de celles que le système capitaliste peut produire, de telle sorte que la part des profits qui doivent revenir aux producteurs des richesses, les travailleurs, doit être réduite à une portion de plus en plus congrue, ils se sont tellement gavés qu'ils ont déjà hypothéqué ou englouti, en grande partie dilapidé les richesses à venir.

Parvenu à ce stade, ils ne peuvent plus faire marche arrière, même s'ils se montraient moins cupides ou renonçaient à une part importante de leur profit, ils ne pourraient pas venir à bout de ce gigantesque endettement mondial ni même le réduire de façon conséquente, car pour continuer à fonctionner ou ne pas se retrouver paralysé le système capitaliste à besoin en permanence de recourir au crédit donc à l'endettement.

Ils ont toujours su que le système capitaliste était voué dans l'avenir à connaître de nouvelles crises toujours plus profondes, violentes et incontrôlables, c'était inéluctable, l'analyse marxiste se trouve ainsi vérifiée une fois de plus, c'est la raison pour laquelle ils ont échafaudé une stratégie pour tenter de se soustraire à ses contradictions et au-delà de ce système lui-même qui porte en lui sa mort, sa négation, le socialisme.

C'est dans ce contexte qu'il fallait analyser leur aventure syrienne (notamment) et qu'il faut analyser l'ensemble de leur politique à l'échelle de chaque pays et du monde.

Soit ils cessent de maintenir le système capitalisme en survie artificielle et il s'effondre, il peut être liquidé sous les coups de la lutte de classe du prolétariat mondial s'il renoue avec le socialisme et se dote d'une nouvelle direction.

Soit ils tentent désespérément de dépasser ce système en instaurant une dictature mondiale basée sur la liquidation de tous nos droits sociaux et politiques, dont le chaos actuel et les guerres auxquelles nous assistons constituent les contours, ainsi que les institutions supranationales qu'ils ont créées et dont ils s'emploient à renforcer le pouvoir politique, qui n'ont pas vocation à se substituer aux Etats comme les sociaux-patriotes et autres souverainistes ou nationalistes n'arrêtent pas de nous le rabâcher, même si c'est un aspect de ce processus qui nous est présenté de façon déformé pour masquer leur capitulation devant les régimes en place, institutions supranationales qui ont surtout pour fonction à terme de neutraliser ou de liquider la lutte des classes, de la rendre impuissante sur le plan politique, ce qui revient au même.

[Une "bonne" intention suspecte. La banalisation de la pauvreté à défaut de la combattre en militant pour l'abolition du capitalisme.](#)

- Les discriminations envers les pauvres pourraient être mieux reconnues - AFP

Humiliés, méprisés, présumés incapables de prendre des décisions... Les pauvres subissent des discriminations qui doivent être sanctionnées au même titre que celles subies du fait de la race ou du sexe, a estimé jeudi la Commission nationale consultative des droits de l'Homme (CNCDH).

Afin "de reconnaître le préjudice subi par les personnes en situation de pauvreté", la commission recommande d'intégrer le critère de "discrimination fondée sur la précarité sociale" dans l'article 225-1 du code pénal et dans la loi du 27 mai 2008. Celle-ci considère comme une discrimination le fait de traiter différemment une personne "sur le fondement de son appartenance ou de sa non-appartenance, vraie ou supposée, à une ethnie ou une race, sa religion, ses convictions, son âge, son handicap, son orientation ou identité sexuelle ou son sexe".

"Il y a urgence à alerter sur ce type de discrimination", explique à l'AFP la présidente de la CNCDH Christine Lazerges. "C'est au Parlement de réfléchir à la façon dont il faut rédiger la loi", poursuit la présidente de la CNCDH qui souhaite qu'un député ou un sénateur s'empare de cette question.

La commission, composée de 64 personnalités et représentants d'organisations issues de la société civile, dont ATD Quart-Monde, le secours catholique ou le secours populaire, s'est elle-même saisie de la question.

"Cette humiliation est très emblématique", déplore Geneviève de Coster, représentante d'ATD Quart-Monde à la CNCDH. La discrimination à l'égard des pauvres "n'est pas reconnue", et "c'est une telle violence pour les gens qu'ils se taisent et n'en parlent pas", regrette-t-elle.

Il y a aussi, par exemple, "les habitants de certains quartiers qui, en raison de leur seule adresse, se heurtent à des refus de paiement par chèque, des refus de livraison de colis par La Poste, des refus de visites à domicile de médecins ou de prise en charge de taxis".

Mme Lazerges cite aussi les cas de "refus d'un prêt bancaire" ou de "refus d'accepter un enfant à la cantine car un de ses parents est au chômage".

"Nous savons que ce n'est pas parce que ce critère de discrimination sera introduit que les problèmes s'évanouiront car en matière de discriminations, les poursuites sont difficiles et les condamnations rares", reconnaît la présidente de la CNCDH. "Mais ça peut donner à réfléchir" et cela permettra d'organiser des "testings". AFP 26.09

Il y a certes des gens généreux et sincères qui militent dans ces organisations, nous leur disons qu'ils sont manipulés par les représentants de la classe des riches au pouvoir et le législateur qui pour se donner bonne conscience ou plutôt se faire passer pour des humanistes à moindre coût parce qu'en réalité ils n'ont pas de conscience à part servir les intérêts de la classe dominante qui leur rend bien, se servent d'eux pour rendre la pauvreté plus acceptable sans jamais la réduire.

Le PS et le gouvernement aiment les pauvres, c'est touchant n'est-ce pas... à condition qu'ils acceptent de le rester et qu'on n'entende pas parler d'eux. Ces organisations servent à cela aussi.

ACTUALITE EN TITRES

En famille. 1, non 3, non 11, leur chiffre porte-bonheur !

- JPMorgan discute avec la justice d'un accord à 11 milliards de dollars AFP -

Le patron de JPMorgan Chase, Jamie Dimon, a rencontré jeudi à Washington le ministre américain de la Justice Eric Holder pour discuter d'un accord amiable pourrait atteindre le montant record de 11 milliards de dollars.

Le montant de l'accord à l'amiable en discussion, qui serait un record pour une banque, représenterait environ la moitié des bénéfices annuels de la banque. AFP 26.09

Instrumentalisation. Surenchère et hypocrisie

- Qui a le plus peur de l'islam, L'Express, Minute, Le Point ou Valeurs Actuelles? - Slate.fr

La surenchère pour les magazines cités, l'hypocrisie pour les sionistes de Slate.

Les bourgeois pas concernés dans leur mode de vie

- Les écologistes dans la tourmente, Duflot attaque Valls - AFP

Les écologistes sont tellement réactionnaires qu'il leur faut masquer leur vraie nature.

Je ne sais pas si beaucoup comprennent ce qui se passe réellement. En réalité Duflot adopte la même position que l'UE qui incarne le néolibéralisme, la pire réaction, Valls aussi, sauf que lui il doit gérer au quotidien une situation qui devient incontrôlable, c'est moins confortable...

[Chose promise, chose due...](#)

- Paris reçoit un satisfécit de Bruxelles sur le projet de budget 2014 - Liberation.fr

Vous voyez que Hollande et le PS tiennent leurs promesses, mauvaises langues va !

[Conditionnement des masses.](#)

Qu'on l'applique à ceux qui y sont favorables.

- Une majorité de Français favorable au travail de nuit - LeMonde.fr

- 64% des Français pour une ouverture des magasins après 21h - Le Nouvel Observateur

Plus de collaboration de classes

- Moins de grèves et plus de négociations collectives en 2011 - AFP

Les morts vivants, les derniers producteurs...

- Emploi: 310.000 seniors de plus sur le marché du travail en 2012 - AFP

... donc très logiquement...

- Le moral des Français continue de s'améliorer en septembre - Le Nouvel Observateur

[La stratégie politique néolibérale dans tous ses états.](#)

- Attaque du Westgate: le Kenya enterre ses morts et attend des réponses - AFP

- Russie: détention de 17 militants de Greenpeace, dont 13 étrangers - AFP

- Un tribunal russe reporte l'audience d'une Pussy Riot - 20minutes.fr

- L'ex-oligarque russe Mikhaïl Khodorkovski lauréat du prix Walesa - Reuters

- Au Soudan, des manifestations persistantes contre le régime d'Al-Bachir - LeMonde.fr

- Peine de 50 ans de prison confirmée contre Charles Taylor - Reuters

- Irak: au moins 20 morts dans des attentats sur des marchés - AFP

- Cachemire: double attaque contre des postes de sécurité, 9 morts - AFP

- Maroc : poursuite des manifestations de soutien à Ali Anouzla - lemonde.fr

[L'Etat terroriste américain dicte sa loi.](#)

- ONU: Maduro renonce à venir à New York par crainte pour sa vie - AFP

- L'embarrassant Al-Béchar n'ira finalement pas à New York - LeMonde.fr

[En famille.](#)

- Al-Qaida va-t-il cesser de ménager Israël? - Slate.fr

Il leur faut un ennemi...

- Israël craint de se retrouver isolé face à l'offensive diplomatique de l'Iran - L'Express.fr

En fait, comme dans tous les pays, l'ennemi des masses israéliennes et palestiniennes est à l'intérieur...

[Elles sont plus forte psychologiquement et cyniques aussi.](#)

- Pourquoi les femmes sont moins corrompues que les hommes dans les démocraties - Slate.fr

[Confirmation. D'où venait cette opération ? La réponse.](#)

- Le républicain George Bush témoin d'un mariage homosexuel - Francetv info

[INFOS EN BREF](#)

[POLITIQUE](#)

Venezuela

Le Venezuela veut porter plainte contre Airbus pour un problème sur l'avion présidentiel - LePoint.fr

Le Venezuela s'apprête à porter plainte contre le groupe européen d'aéronautique Airbus pour une éventuelle défaillance de l'avion présidentiel vénézuélien, en dépit d'une révision qui avait duré cinq mois en France, a indiqué mercredi son président Nicolás Maduro.

"*Nous sommes en train de préparer des actions judiciaires contre le fabricant Airbus pour cette défaillance*" détectée sur une aile de l'avion après des tests réalisés à la suite d'opérations de maintenance qui ont duré cinq mois en France, a dit M. Maduro dans un discours public.

Maduro, qui exerce la présidence du Venezuela depuis le 19 avril, a utilisé pour certains de ses voyages présidentiels un appareil baptisé "*Alba*" (Alliance bolivarienne pour les peuples de notre Amérique) de l'aviation cubaine.

Il a expliqué qu'il n'avait pas pu utiliser l'Airbus 319 présidentiel, en raison d'une "*grave défaillance technique*" détectée sur une aile, en dépit d'opérations de maintenance qui avaient duré cinq mois en France. "*C'est très grave*", a déclaré le président. L'opposition et certains médias avaient critiqué Maduro pour ne pas avoir pris l'avion présidentiel et utilisé à la place un appareil cubain, dont la location est évaluée à environ 250 000 dollars par jour. LePoint.fr 26.09

Un assassinat prémédité maquillé en accident ?

[SOCIAL](#)

Bangladesh

La plupart des usines textiles au Bangladesh ont rouvert jeudi au terme de cinq jours de manifestations violentes, après la promesse d'une augmentation des salaires mais aussi la menace par le gouvernement de réprimer toute nouveau mouvement de protestation.

La fédération des travailleurs du textile et de l'industrie du Bangladesh a indiqué avoir reçu l'assurance que les salaires seront augmentés en novembre, alors que les salariés du textile ont manifesté pendant cinq jours pour obtenir un salaire mensuel de 100 dollars.

"Les ouvriers sont maintenant convaincus que leur paye va être augmentée d'ici novembre", a dit le responsable de la fédération, Babul Akter, à l'AFP.

Le gouvernement a menacé de son côté mercredi soir de sévir contre toute nouvelle manifestation.

"Le textile est une industrie nationale", a dit le ministre de l'Intérieur, Khan Alamgir.

"Ceux qui agiront contre cette industrie seront considérés comme opposés à la nation", ajoutant que "toute tentative de destabiliser le secteur sera empêché par toute force", a-t-il ajouté.

Une vingtaine d'usines sur les 4.500 installées dans le pays étaient encore fermées jeudi, selon la police et les fabricants.

"La plupart de nos usines ont rouvert et les ouvriers ont repris le travail. Le déploiement de gardes semble avoir fonctionné", a dit Reaz-Bin-Mahmood, vice-président de l'association des fabricants et exportations de textile du Bangladesh.

Selon lui, les cinq jours de manifestation ont touché la production dans au moins 500 usines pour un coût d'environ 40 millions de dollars.

Le montant de la hausse des salaires promise reste inconnu. Les ouvriers réclament un quasi-triplement à environ 100 dollars tandis que les industriels ont rejeté la demande, affirmant qu'ils pouvaient augmenter les salaires de seulement 20%, en raison de la conjoncture économique mondiale morose. AFP 26.09

ECONOMIE

1- Economie mondiale

L'alerte que vient de lancer la BRI la semaine passée dans un rapport signé de son chef Jaime Caruana est rouge cramoisi. Une vague immense, un véritable mur de dette, en train de se ruer sur nous. Un véritable crash cyclonique à nos portes.

Et ce n'est pas le recul mortifié de Ben Bernanke, patron de la Fed américaine, renonçant mercredi à limiter comme promis l'injection massive de 85 milliards de dollars chaque mois pour soutenir l'économie défailante de son pays, qui va arranger quelque chose.

Célébrée par toutes les places boursières en état hallucinatoire avancé, cette annonce n'a pourtant rien de reluisant : elle reconnaît l'impuissance de l'ex-puissance américaine à redresser sa situation économique compromise sans injections permanentes de stimulants artificiels. Parallèlement, et malgré ces injections massives de liquidités, la Fed revoit une nouvelle fois à la baisse sa prévision de croissance pour 2013.

William White, ancien économiste en chef de la BRI, confirme les prévisions sinistres de Caruana. Nous sommes retournés à une situation pire que celle qui prévalait à la veille de l'effondrement de Lehman Brothers en 2008, affirme-t-il.

« Toutes les déséquilibres antérieurs sont toujours là. Les niveaux d'endettement public et privé ont augmenté de 30 % par rapport à ce qu'ils étaient alors. »

Au final, selon le compteur affolé de The Economist, la dette mondiale court à grand pas vers le chiffre totalement extravagant de 52 mille milliards de dollars :

C'est dire le poids des chaînes qui nous lient à nos prêteurs. C'est dire encore plus l'hécatombe qui menace ces derniers quand déferlera sur eux le tsunami impitoyable de cette dette infernale.

En plein débat mouvementé sur un plafond de la dette une nouvelle fois pulvérisée (au 15 octobre, c'est pliée, selon leurs propres spécialistes), le Congrès US va probablement voter un nouveau déplafonnement de dernière minute. Que peut-il faire d'autre, sinon exploser instantanément ? Pas grave, même si, aux dires de William White, cette politique de folie scie les pieds aux pays émergents :

« Nous avons ajouté un tout nouveau problème avec des bulles sur les marchés émergents qui ponctuent un cycle d'expansion-récession. »

Le Japon va poursuivre son hara-kirienne fuite en avant. Endetté à 211 % de son PIB, il doit consacrer plus de la moitié de ses rentrées fiscales à rembourser les seuls intérêts de sa dette actuelle. Et 46 % de son budget 2013 ne peut être financé que par de la dette supplémentaire. Mais pas grave tant que les médias fermeront les yeux sur le seul résultat probant de cette politique : une augmentation conséquente du déficit commercial.

En Chine, les dettes privées sont passées de 8 à 23 milliards de dollars depuis 2008. Mais pas grave, tant que les ex-apparatchiks communistes pourront nous refourguer des chiffres de croissance que plus personne n'est en mesure de valider.

En Europe, le ratio d'endettement a augmenté en un an de 88,2 à 92,2 %. Mais pas grave tant que chanteront les sirènes ridicules de quelque président français claironnant que la crise est derrière nous.

Bref, devant nos pieds, des gouffres en pagaille sont en train de s'ouvrir. Les acteurs sont tétanisés, dépassés depuis belle lurette. Que vont-ils faire ? Rien. Rien d'autre que d'assister impuissants au passage du cyclone dévastateur en tentant juste de reculer en catastrophe l'inéluctable trépas de leur système.

Rien d'autre que de se donner le droit, comme vient de le proposer une directive de l'Union européenne dans le plus assourdissant des silences médiatiques, de saisir d'autorité les comptes bancaires des particuliers pour combler, en vain, ses trous béants (la garantie des 100 000 euros a bon dos).

Sauf que désormais, cette issue fatale n'est plus seulement annoncée par quelques observateurs esseulés, mais par les plus hauts responsables au cœur même de leur empire condamné. wikistrike.com 22.09

2- Ukraine - Chine

L'Etat chinois vient de faire l'acquisition de près de 30.000 km² de terres arables en Ukraine, soit un domaine cultivable aussi grand que la Belgique tout entière...

Les besoins alimentaires de la Chine semblent être à ce point démesurés que l'État n'a apparemment d'autres choix que de cultiver également en dehors de ses frontières, relaie le site Quartz. Par cet accord commercial étonnant, l'Ukraine prévoit donc de céder à la seconde puissance mondiale 5% de son territoire, 9% de ses terres arables et une superficie équivalente à la Belgique pour combler les besoins gargantuesques de l'Empire du milieu.

Ce contrat commercial conclu entre l'entreprise chinoise gouvernementale XPCC et son homologue local KSG Agro survient alors que l'Ukraine vient de lever l'interdiction pour les étrangers d'acheter des terres sur le territoire national. Le montant de la transaction n'a pas été communiqué mais l'on sait déjà que l'Ukraine recevra en contrepartie un prêt de trois milliards de dollars pour développer son industrie agricole, améliorer son équipement en la matière et son réseau routier.

L'initiative chinoise a évidemment été largement commentée. D'aucuns y voient les dérives du néo-colonialisme perpétré dans les régions affaiblies du globe par les grandes puissances ou les pays émergents qui viennent y puiser les ressources nécessaires aux besoins sans cesse plus conséquents de leur population.

Dans ce domaine, la Chine fait figure d'épouvantail, affirme Quartz. La première population mondiale dévore en effet un cinquième des ressources alimentaires mondiales mais se contente pourtant d'en produire moins d'un dixième. Et pour combler ce déséquilibre, l'État s'empare de terres cultivables aux quatre coins du monde... 7sur7.be - wikistrike.com 22.09

3- Espagne - Portugal

Après les aéroports régionaux et les trains à grande vitesse, c'est au tour des autoroutes espagnoles de déposer le bilan. Le journal El País a rapporté qu'un certain nombre des régies d'autoroutes construites au cours des 15 dernières années, la plupart autour de Madrid, sont tombées en faillite. Parmi elles, on compte l'autoroute entre Madrid et Tolède, celle qui relie Ocaña et La Roda, et l'autoroute de Vera à Alicante.

Au total, les dettes se montent à 3,6 milliards d'euros; l'Etat en est le garant en dernier ressort. Le gouvernement du premier Ministre Rajoy a déjà versé 900 millions d'euros d'aides sous forme de prêts.

Dès qu'une régie d'autoroute est déclarée en faillite et mise en liquidation, les créanciers peuvent solliciter la garantie de l'Etat. Mais plutôt que d'adopter ce scénario, le ministère des Travaux publics a prévu la création d'une holding pour reprendre le contrôle des sociétés d'autoroute en faillite et il a déjà investi 600 millions d'euros pour fournir les capitaux de cette instance.

Les autoroutes à péage ont été planifiées et réalisées sous le mandat de l'ex-Premier ministre José Maria Aznar. Le but était d'inciter les projets de construction le long de ces axes routiers. Mais la circulation réelle sur ces routes n'a jamais atteint les prévisions de trafic qui avaient été faites à l'époque, probablement en raison de la crise. En pratique, la plupart du temps, certaines de ces routes sont même quasiment désertes. En outre, les droits d'expropriation se sont avérés plus importants que prévu, induisant des coûts bien plus élevés que ce qui avait été budgété pour la construction de ces autoroutes.

Le mois dernier, le Financial Times avait rapporté ce même problème d'inutilisation des autoroutes dans le Portugal voisin. Les autoroutes désolées sont un symptôme de plus de la grave récession qui secoue le pays, mais elles témoignent aussi des mauvais choix d'utilisation de l'argent des contribuables par les gouvernements successifs. Depuis 1986, le Portugal a reçu 96 milliards d'euros d'aide de l'UE pour lui permettre de rattraper les grands pays européens. Lisbonne a rajouté 86 milliards d'euros, et 25% du total de ces fonds ont été investis dans le réseau routier. Le pays compte 3.000 kilomètres d'autoroutes, alors qu'il n'en comptait que 300 km à cette époque. Cela correspond quasiment au double de la densité moyenne en Europe. Désormais, le Portugal a 4 fois plus de kilomètres d'autoroute par habitant que la Grande-Bretagne, et 60% de plus que l'Allemagne. Express.be - wikistrike.com 25.09

[Haut de page ↗](#)

Le 28 septembre 2013

CAUSERIE

J'ai enfin réglé l'essentiel de mes problèmes informatiques et j'ai réinstallé (et nettoyé à fond, ce n'était pas du luxe !) mon bureau. A l'aide d'un câble de 50cms j'ai réussi à glisser le modem (clé USB) dehors et cela fonctionne. Il ne faut pas qu'il pleuve !

Deux articles mis en ligne dans le site que je vous conseille de lire.

1- Le crash boursier est à nos portes et les experts radotent de Robert Bibeau - vendredi 27 septembre 2013 - legrandsoir.info

2- Un nouvel ordre pour un nouveau monde de Sejo VIEIRA - vendredi 27 septembre 2013 - legrandsoir.info

Extrait.

En 1968, pendant une réunion du très discret groupe Bilderberg, une personnalité américaine, George Ball, sous-secrétaire d'État aux affaires Economiques dans le gouvernement de J.F.Kennedy et administrateur des banques Lehman Brothers et Kuhn Loeb, suggéra la création d'un conglomérat multinational qui chercherait à acquérir les grands patrimoines mondiaux, par coercition économique sans avoir besoin d'utiliser des moyens militaires. Comme une pieuvre, il tendrait ses tentacules en tous les pays du monde, incorporant, à travers des fusions et des acquisitions, tous les actifs possibles jusqu'à soumettre les États-nations à une banque Centrale Privée.

C'est à partir des années 70 que de groupes privés commencèrent à agir sur les politiques des états et à mettre à profit les avantages de la nouvelle panacée du capitalisme, la mondialisation. Cependant, l'idée d'une "stateless global governance", un gouvernement mondial, sans l'intervention des étatsnation n'était pas une nouveauté.

Au début du XXème siècle, John F. Hylan (1868-1936), maire de New York de 1918 à 1925 avait averti : « *La véritable menace pour nos républiques est le gouvernement invisible qui comme une pieuvre géante étend ses tentacules gluants autour de nos villes, états et nations.* »

En 1950, un membre du Council on Foreign Relations (CFR), James Paul Warburg, dans un discours prononcé au Sénat américain, déclara : « *Nous aurons, un jour, un gouvernement mondial que nous le voulions ou non. La seule question à se poser, c'est de savoir si le Gouvernement Mondial sera instauré par l'adhésion, ou par la conquête.* »

Norman Cousins (1915-1990), directeur honoraire de l'organisation Planetary Citizens for the World We Chose, revint sur ce sujet en 1985, en avouant : « *Le Gouvernement Mondial arrive. A vrai dire, il est inévitable. Aucun argument pour ou contre lui ne peut changer ce fait.* »

En Juin 1991, le banquier David Rockefeller se laissa aller à des confidences, dans une réunion de la Commission Trilatérale : « *Nous remercions le Washington Post, le The New York Times, le Time Magazine et d'autres grandes publications, dont les directeurs, en respectant notre demande de totale discrétion, le long de ces quarante années, permirent que nous développions notre plan pour le monde, ce qui n'aurait pas été possible si nous avions été, pendant tout ce temps sous les feux de la rampe. Mais*

le monde est, maintenant, plus sophistiqué et prêt pour une gouvernance mondiale. La souveraineté d'une élite supranationale, composée par des intellectuels et des banquiers est préférable à toutes les souverainetés qui ont dirigé les nations, ces derniers siècles. »

Le 23 Septembre 1994, le même individu déclarait : *« Une si opportune occasion, pendant laquelle un ordre mondial pacifique et interdépendant peut être construit ne se présentera pas une autre fois. Nous sommes au début d'une transformation globale. Ce, dont nous avons besoin, c'est d'une crise appropriée, et les nations accepteront le Nouvel Ordre Mondial. »* En Février 1999, pendant une interview au Newsweek) il affirma : *« Quelque chose devra remplacer les gouvernements politiques. Le pouvoir privé, est, me semble-t-il, l'entité la plus adéquate pour accomplir ce projet. »*

Accusé de fomenter une conspiration pour implanter un nouvel ordre, ce banquier confia dans son livre de mémoires, publié en 2002 : *« Il y a des gens qui croient que nous, ma famille et moi-même, faisons partie d'une conspiration secrète qui a pour but, organiser un plan contre les intérêts des États-Unis, nous désignant comme des conspirateurs et nous accusant de concevoir une politique globale plus intégrée dans une structure économique mondiale. Si c'est de cela dont on parle, je me déclare coupable et fier de l'être. »*

Deux membres importants de l'administration Clinton, Carroll Quigley, conseiller du président et Strobe Talbot, secrétaire d'état se prononcèrent, aussi, sur l'avènement d'une gouvernance mondiale. Le premier révéla l'existence d'une élite de plusieurs nationalités, financière, anonyme, dont le but, serait, dit-il, de *« créer un système mondial de contrôle financier aux mains des privés, capable de dominer, comme un tout, la politique de chaque pays et l'économie du monde, un contrôle, type organisation féodale, dans laquelle toutes les banques centrales du monde agiraient d'une forme concertée, par des accords secrets. »*

Strobe Talbot, lui, prédit : *« Au prochain siècle, les nations comme nous les connaissons seront désuètes. Tous les états reconnaîtront une seule autorité centrale. La souveraineté nationale n'était pas une si bonne idée après tout. »*

« L'État-nation en tant qu'unité fondamentale de l'organisation sociale de l'homme, cessa d'être la principale force créative. Maintenant, les banques et les entreprises multinationales agissent et planifient en termes qui dépassent les concepts politiques d'un État-nation. » (Zbigniew Brzezinski). Conseiller en sécurité nationale des Etats-Unis, pendant la présidence de Jimmy Carter (entre 1977 et 1981).

C'est à partir de 1913 que les successifs gouvernements de l'Amérique, alors, considérée, déjà, comme la plus grande puissance économique du monde, acceptèrent de se soumettre aux règles d'Wall Street, le saint des saints de la puissante banque globale.

Déjà au début de l'ère industrielle, les banques, d'abord en Angleterre, ensuite aux États-Unis, commencèrent à rassembler des forces de manière à constituer des conglomerats puissants capables d'influencer et même de diriger les politiques des grandes puissances.

En 1906, après une décennie d'euphorie boursière sur les places de New York et Londres, un réseau de 98 banques américaines, parmi les plus riches, créa un club privé qui se proposait d'agir comme une espèce de *« pouvoir de l'ombre »*.

Mais, suite au crash de 1929, divers mécanismes de régulation du système bancaire furent activés, afin de parer aux habituelles pratiques frauduleuses des banquiers. Il y avait urgence à protéger les dépôts bancaires pour sauvegarder l'épargne des citoyens.

La banque d'affaires Goldman Sachs, une des banques visées, conciliait en une unique institution, dans une claire violation de la loi, les activités de dépôt, d'investissements et d'assurances.

Dès l'entrée en fonctions du président Franklin Roosevelt, le congrès adopta la loi Glass-Steagall, connue aussi par Banking Act of 1933. Elle faisait partie des différentes mesures gouvernementales d'assainissement du système financier. Elle réaffirmait surtout la souveraineté de la nation, en ce qui concerne le contrôle de la monnaie.

Quand les banquiers comprirent qu'ils allaient perdre leurs habituels bénéfices, ils tentèrent par tous les moyens de *« assassiner »* la nouvelle loi. Soixante-dix ans durant, ils dépensèrent des millions de dollars pour la faire annuler. Ils finirent par y arriver, avec la bénédiction du président Ronald Reagan. En 1982, la loi Garn-St-Germain fut promulguée, permettant ainsi, de déréguler à nouveau le système bancaire et le système financier.

Parmi les grands manipulateurs du système financier global, la Goldman Sachs, fondée en 1869, est une des grandes étoiles de l'univers de la Banque globale. Banque d'affaires spécialisée dans le financement des grosses entreprises, son pouvoir est visible en toutes les situations de crise et de rupture des économies nationales. Dérégulation des marchés, attaque à la monnaie européenne et crise grecque sont quelques-uns de ses faits les plus récents. En 2008, quand éclata la crise des

subprimes, on savait peu de choses sur la Goldman Sachs.

On sait maintenant que ce vedettariat subit lui vient de ses relations hautement placées dans les sphères de la politique mondiale : commissaires de l'Union européenne, secrétaires d'État du Trésor américain et directeurs de banques centrales travaillèrent pour la Goldman.

Henry Paulson fut son numéro deux, avant de devenir secrétaire au Trésor de George W. Bush ; Robert Rubin fut patron de la Goldman, après avoir été secrétaire du Trésor de Bill Clinton ; Donald Sutherland, ex-commissaire européen, président de la Goldman Sachs international ; Mario Draghi, le nouveau président de la BCE, ex-gouverneur de la Banque d'Italie, viceprésident de la Goldman Europe International et ex-commissaire européen ; Mario Monti, le premier-ministre qui remplaça Berlusconi, ex-commissaire européen, conseiller en affaires à la Goldman ; Lucas Papademos qui remplaça, au début de la crise grecque, le premier-ministre sortant fut un ancien fonctionnaire de cette banque. À travers ce réseau impressionnant de relations, cette institution devint une des plus importantes banques mondiales. La crise bancaire, en 2008, l'aida à consolider ses positions internationales, la fortifia et l'installa confortablement dans la antichambre des maîtres du monde.

Banquiers, patrons des multinationales, gestionnaires de fonds d'investissements, poids lourds de l'oligarchie mondiale, voilà la fine fleur des oligarques qui tirent les ficelles au sein du Pouvoir Privé Global.

Des gens de bien ? Voyons ! Pendant leurs réunions dans les grands sanhédrins de la mondialisation, ils se conduisent comme des gentlemen. Dans les coulisses de la grande arène de la concurrence et de la compétition, ils révèlent leur vraie nature, deviennent des combattants impitoyables, de vrais assassins. Ils bataillent entre eux, au sein des groupes, des entreprises, se jettent comme des carnassiers sur leurs rivaux et les dévorent. Tout est permis pour aiguïser leur faim de gains, alimenter leur voracité : fusions, alliances, manoeuvres spéculatives, crises financières, crashes boursiers. Leurs maximes sont « *dévoré ou se faire dévorer, tuer ou se faire tuer* », « *gagner les marchés* », « *anéantir les concurrents* ».

Dans la jungle où ces gens déambulent, un implacable darwinisme arbitre leurs guerres fratricides. Les vainqueurs constitueront le noyau de l'ordre nouveau. Celui-ci épuré, fortifié, débarrassé des faibles, des indécis, rassemblera, alors, la natte des puissants, prêts à avancer et à anéantir - c'est ça l'objectif - l'humanité inutile, celle qui est en trop !

Pour vaincre les forces ennemies - les classes moyennes mondiales-, les ploutocrates devront s'unir. Aucun d'eux, isolé, n'y arrivera pas. L'union fait la force. C'est une question de bon sens. Regardez comment agissent les loups devant une proie de grande taille capable de se défendre, ils appliquent des stratégies de groupe.

Pour comprendre la logique et la détermination du front belliciste néolibéral, il suffit d'évoquer les totalitarismes de jadis : le goulag staliniste, la bestialité nazi, le génocide perpétré par les illuminés khmers rouges, les génocides en Afrique, et plus récemment, dans les Balkans, entre 1991 et 2001, les « *nettoyages* » ethniques et nationalistes. N'oublions pas que dans la « *démocrate* » Angleterre, en plein XXème siècle, les revendications des catholiques irlandais furent réprimés dans le sang et dans le martyre et, que les successifs gouvernements des États-Unis imposèrent au monde, pendant des décennies des guerres et des interventions militaires en d'abjectes croisades au nom d'une prétendue liberté. Notre histoire récente est jalonnée, hélas, des pires monstruosité politiques, idéologiques et religieuses. Ce nouveau totalitarisme est un héritier idéologique digne des totalitarismes du XXème siècle.

Jean Jaurès disait : le capitalisme c'est la guerre. Le néolibéralisme c'est le génocide !

Dans leur marche vers le Pouvoir Absolu, les nouveaux maîtres du monde ne peuvent se passer d'une cohorte de fidèles et dévoués apparatchiks. Véritables rouages de la grande machinerie totalitaire, ils assureront la liaison entre le haut de la pyramide et les autres niveaux : idéologues, gourous, leaders charismatiques, chefs religieux, chefs de guerre, commissaires politiques, commis d'état, gestapistes/kgbistes, technocrates, politiciens, gestionnaires de grandes banques et entreprises, économistes, propriétaires des médias, journalistes. Une partie significative de cette armée de l'apocalypse, prête pour porter la guerre aux classes moyennes de l'occident appauvri, oeuvre déjà au sein des principales organisations néolibérales : FMI, OMC, Banque Mondiale, FED, Commission Européenne, BCE, OCDE, European Round Table.

Très prochainement, après le total anéantissement de toutes les structures de défense des citoyens libres, les états se verront dépossédés de leurs principales prérogatives politiques et sociales. Ils ne garderont que de simples fonctions administratives, parmi lesquelles les coercitives (tribunaux et police). Ils cesseront d'être des états-nations, deviendront des états policiers. Puis, petit à petit, la citoyenneté étant disparue définitivement, ils finiront par se transformer en d'immenses comptoirs commerciaux. L'empire aura triomphé. (La suite au format pdf-Acrobat Reader dans le portail à la rubrique économie)

Vous avouerez que c'est un peu plus consistant que la "*salade*" que nous livrent nos dirigeants, d'un clin d'oeil on comprend qui gouverne le monde, comment et pour qui, dans quelle direction le vieux monde s'oriente invariablement depuis un siècle, avec une accélération depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, en réalité lors de chaque crise du capitalisme ils réalisent un pas en vant vers leur objectif final. Non sans soucis puisque la lutte des classes n'a pas disparu, les peuples résistent aussi, mais s'ils demeurent désarmés politiquement ils seront finalement vaincus et ils ne s'en relèveront pas.

Je vous conseille aussi de lire ou de relire attentivement *Leur morale et la nôtre* de Trotsky (disponible dans le portail à la page marxisme), c'est un ouvrage très court, voyez en particulier comment ils parlaient des masses, sans illusions, sans les ménager ni les mépriser évidemment, rien à voir avec le discours larmoyant et misérable de ses "héritiers", un discours sans complaisance, lucide, réaliste ce qu'est avant tout le marxisme.

On peut vaincre définitivement notre ennemi, le socialisme peut l'emporter, à condition de revenir au marxisme, de partir de la réalité, des faits dans leur totalité, y compris ceux qui sont désagréables à regarder ou à aborder, la vie, la société, les classes sont ainsi faites et comportent le meilleur et le pire, si on refuse de reconnaître que le pire existe, comment le combattre efficacement, par la dénonciation stérile comme le font les gauchistes ou les petits-bourgeois farcis de bonne conscience à cent balles, certainement pas, ils rendent service à notre ennemi en réalité, il nous faut être sincère, honnête jusqu'au bout, profondément modeste sinon c'est impossible, c'est aussi impossible de se mettre au niveau des travailleurs, de leur inspirer confiance, de construire le parti.

Si vous ne possédez pas ces qualités, comment voulez admettre vos erreurs, que vous vous êtes fourvoyés, que vous vous êtes laissé embaucher dans une mauvaise direction pendant de longues années ou des décennies, c'est inconcevable. On connaît parfaitement le danger qui guette la civilisation humaine, le péril qui guette l'humanité entière, à nous de voir si on a la volonté et le courage, la détermination de mener le combat politique pour le socialisme avec la rigueur qui s'impose et de la manière la plus désintéressée qui soit, je parle des intérêts individuels qu'on pourrait en retirer ou en attendre, ou si on se complaît dans nos erreurs ou notre insouciance qui finalement laisse le champ libre à la barbarie.

Il est parfaitement clair au regard du bilan de l'avant-garde de la classe ouvrière au bout de 70 ans, que le résultat est quasiment nul, chacun peut en faire le constat, il y a donc un problème quelque part. Il y a urgence à revoir notre méthode, tranquillement, sans se livrer à une chasse aux sorcières, on ne fera le procès d'aucun dirigeant en particulier, on ne demande à aucun dirigeant de se livrer à une séance d'autocritique en public, non, on leur demande simplement de rectifier le tir car ils se sont écartés de l'objectif de notre combat, or quand on a dévié de cet objectif, c'est qu'on a aussi abandonné la méthode ou les moyens qui permettaient de s'en rapprocher, qu'on n'a pas su les adapter aux transformations de la société et du monde, on a été incapable de réaliser pas à pas des progrès vers la réalisation de cet objectif qui a fini par s'évanouir ou disparaître de la tête des militants, la perspective du socialisme semble plus lointaine que jamais pour la plupart d'entre eux. Ils n'y croient plus, du coup inconsciemment ce n'est plus l'objectif pour lequel ils combattent, peut-être pensent-ils sincèrement combattre dans cette perspective, mais la manière dont ils s'y prennent démontrent qu'ils s'en sont éloignés au contraire.

Intégrer la stratégie de l'oligarchie financière dans notre combat politique est une nécessité à plus d'un titre, d'une part parce qu'elle correspond à l'orientation du capitalisme mondial, d'autre part parce que nous poursuivons le même objectif mais symétriquement opposé au sien, ils veulent instaurer un nouvel ordre mondial où la lutte des classes aura disparu à leur profit qui se traduirait par une dictature absolue, alors que nous combattons pour balayer le vieux monde et instaurer un nouvel ordre mondial au profit de la masse des exploités qui se traduirait par une société meilleure, plus juste, à terme débarrassée des inégalités et des injustices, des guerres, de l'exploitation de l'homme par l'homme et de l'oppression qui va avec, autrement dit des classes, des Etats, des frontières, de l'argent, de la lutte des classes, de la démocratie, de la politique.

C'est à cet objectif, à cette stratégie, à cet idéal que les masses doivent adhérer pour contrer et vaincre ceux de son ennemi. On doit combattre à armes égales ou situer notre combat au même niveau que notre ennemi, sinon nous ne pourrions pas le vaincre, c'est cela que nos dirigeants doivent comprendre, on doit se battre classe contre classe, en théorie et en pratique, stratégie néolibérale contre stratégie socialiste, il n'existe pas d'autre voie, pas d'autre stratégie, pas d'autre objectif.

[DERNIERES INFOS SUR LA SYRIE](#)

Pour le secrétaire d'Etat américain, John Kerry, c'est l'occasion d'"*éliminer un des plus grands arsenaux chimiques, dans une des régions les plus instables du monde*". Mais il y aura des "conséquences" pour le pouvoir syrien s'il ne respecte ses engagements, a-t-il prévenu. La résolution prévoit dans ce cas la possibilité pour le Conseil de prononcer des sanctions, mais elles ne seront pas automatiques, et nécessiteront une deuxième résolution – ce qui laisse à Moscou une possibilité de blocage.

Le chef de la diplomatie russe, Sergueï Lavrov, a bien insisté : il faudra "*prouver à 100 %*" que Damas ne joue pas le jeu et les sanctions devront être "*proportionnelles*" aux violations. Il a toutefois assuré que dans ce cas, "*le Conseil de sécurité des Nations unies (...) se tiendra prêt à prendre des mesures dans le cadre du Chapitre VII*" – qui prévoit un possible recours à la force si un pays viole ses engagements internationaux.

L'ambassadeur syrien à l'ONU a vertement critiqué, vendredi soir à New York, la diplomatie française qui a selon lui commis "*beaucoup d'erreurs*" dans le dossier syrien. L'ambassadeur, Bachar Jaafari, s'est montré particulièrement irrité par le fait que la France ait organisé, jeudi, avec la participation du ministre des affaires étrangères Laurent Fabius, une réunion avec l'opposition syrienne qui a fait salle comble dans les bâtiments de l'ONU. Le président de la Coalition nationale syrienne, Ahmad Jarba, s'y est longuement exprimé, évoquant la situation humanitaire dans son pays.

Par cet événement, "la diplomatie française agit de façon plus amatrice que professionnelle", a déclaré l'ambassadeur après le vote de la résolution sur les armes chimiques par le Conseil de sécurité. "Je conseille aussi au ministre français des affaires étrangères de lire la résolution avec attention", a-t-il poursuivi. "Cette résolution interdit au gouvernement français d'inciter au terrorisme, d'inciter à la violence en Syrie. Elle interdit à Paris et au ministre des affaires étrangères de contribuer à aggraver la situation militaire en Syrie en procurant des armes et un soutien politique" à l'opposition, a-t-il ajouté. lemonde.fr 28.09

ACTUALITÉ DU JOUR

Roms. Facteur d'ajustement structurel de la communication d'un président-dictateur illégitime.

Sauf les banquiers, les rentiers, les parasites en tous genres qui les représentent !

- Roms: "Nul peuple n'est délinquant ou marginal par nature" - AFP

Le candidat était contre, le président est pour, normal, il gère la société comme son prédécesseur.

- Roms : les positions changeantes de François Hollande - lemonde.fr

Tandis que la polémique provoquée par les propos de Manuel Valls continue à agiter la majorité, François Hollande aurait soutenu, dès mardi, en petit comité, la position de fermeté de son ministre de l'intérieur, a rapporté Europe 1, ce jeudi 26 septembre. Le président de la République aurait déclaré que "la majorité des Roms a vocation à être accompagnée dans son pays d'origine" et que "seule une minorité [d'entre eux] cherche à s'intégrer". "Arrêtons les débats sémantiques, il y a un consensus sur la réalité", dit également au Monde (lien abonnés) un membre de l'entourage du président. "Les Roms ne sont globalement pas dans une logique d'intégration", ajoute un conseiller.

- 30 juillet 2010 : François Hollande ne réagit pas au discours de Grenoble

- 12 septembre 2010 : il critique la circulaire sur l'expulsion des Roms

- 30 juillet 2011 : Hollande se positionne à nouveau contre la circulaire

- 12 février 2012 : il faut fermer les camps de Roms "quand il y a un risque pour la population"

- 27 avril 2012 : "On ne peut pas accepter que des familles soient chassées d'un endroit sans solution"

- 9 septembre 2012, François Hollande défend le ministre de l'intérieur. lemonde.fr 27.09

Les instituts de sondage et la manipulation des masses appelés à la rescousse.

- Les propos de Valls sur les Roms approuvés par une large majorité, selon un sondage - lemonde.fr

Selon le sondage BVA réalisé vendredi, seul 21 % des personnes interrogées pensent qu'il a tort, 2 % ne se prononçant pas. Une écrasante majorité – 93 % – estime en outre que les Roms "s'intègrent mal dans la société française". Enfin, ce sondage confirme la popularité du ministre de l'intérieur : 19 % le jugent "pas assez à gauche", 9 % "trop à gauche", et 67 % "juste comme il faut". lemonde.fr 27.09

Ce sondage comporte deux parties.

La première concerne l'intégration des Roms, quasi impossible dans la société telle qu'elle est aujourd'hui, c'est valable pour les 10 millions de travailleurs pauvres et leurs familles que compte le pays, les 3 millions de mal logés, les 100.000 SDF, etc.

La seconde concerne la "popularité" du ministre de l'ordre établi qui peut faire l'objet d'une lecture contradictoire, soit que la majorité de la population aurait conscience d'appartenir à une classe distincte, ce dont on douterait fortement, soit qu'elle s'est droitisée, ce qui est plus probable, elle défend son bout de gras et est sensible au discours stigmatisant une minorité ou une autre.

L'objectif de Bruxelles, c'est qu'à terme l'ensemble des travailleurs aient un niveau de vie semblable à celui des Roms ou des travailleurs immigrés illégaux ou sans papiers, c'est la raison pour laquelle elle favorise leur implantation dans les différents pays européens où le niveau de vie des travailleurs demeure supérieur.

C'est un moyen de pression comme un autre pour niveler vers le bas le coût du travail et le niveau de vie de la classe ouvrière, cela rentre dans sa stratégie de destruction de nos droits sociaux.

Si tous les travailleurs ou une grande partie d'entre eux pouvaient survivre dans des conditions similaires aux Roms ou avec un

niveau de vie comparable, il serait possible d'abaisser le coût du travail de 30 à 70%, en fait pour le ramener au niveau de celui de la Grèce qui dans sa descente aux enfers a rejoint celui des pays comme la Roumanie, la Bulgarie, etc.

Il n'y a jamais rien de gratuit dans une mesure ou une déclaration de l'UE, elle correspond toujours à un besoin ou une stratégie politique, ne pas l'avoir en tête peut donner lieu à de graves confusions.

[CDU - SPD = même combat, même camp, celui du capital.](#)

- Allemagne: les sociaux-démocrates étudient l'offre de coalition de Merkel - AFP

Un éventuel accord de gouvernement avec la CDU de la chancelière Angela Merkel, s'il est possible, sera de toute manière soumis à la mi-novembre au vote des 472.000 membres du Parti social-démocrate (SPD), a décidé vendredi la direction du SPD.

Réunis à Berlin, 200 dirigeants du parti d'opposition ont autorisé leur président, Sigmar Gabriel, à engager des discussions exploratoires avec les conservateurs, qui ont largement remporté les élections législatives de dimanche dernier mais n'ont pas de majorité absolue au Bundestag et doivent former une coalition pour gouverner.

"Le SPD a décidé qu'il était prêt à engager des discussions exploratoires avec Mme Merkel", a dit Sigmar Gabriel à l'issue d'une réunion de quatre heures, alors que des militants hostiles à une "grande coalition" avec les conservateurs manifestaient bruyamment devant le siège du parti.

Si un accord est trouvé avec les conservateurs, les membres du parti seront appelés à se prononcer en novembre, juste avant le congrès du SPD qui se tiendra à Leipzig du 14 au 16.

Une "grande coalition" CDU-SPD a déjà dirigé l'Allemagne de 2005 à 2009 mais, selon un sondage publié vendredi, les deux tiers des militants du SPD sont opposés à cette idée.

D'après cette enquête de l'institut Forsa, 65% des militants et 70% des cadres du parti y sont hostiles.

Les cadres du SPD se rappellent que l'expérience de la législature 2005-2009 avait conduit à un net repli électoral du parti lors du scrutin de 2009, passant en quatre ans d'un peu plus de 34% des voix à 23%, son plus mauvais score de l'après-guerre. Reuters 27.09

Vous aurez compris où se situent leur motivation.

[ACTUALITE EN TITRES](#)

[Une provocation en appelle une autre et ainsi de suite...](#)

- Femen: seins nus sur la Seine en soutien à Greenpeace - AFP

[En famille. Mimétisme.](#)

- Roms: «Reding, dégage», lance un député UMP à la vice-présidente de Commission européenne - 20minutes.fr

- Roms : Claude Bartolone s'en prend violemment à Viviane Reding - LePoint.fr

- Sur Roms et Valls, Duflot a eu raison de l'ouvrir - Rue89 (Nouvel Observateur)

[Vases communicants.](#)

- Travail dominical : "10.000 emplois supplémentaires" pour le Medef - Le Nouvel Observateur

[Les patrons font leur loi.](#)

- Castorama et Leroy Merlin prêts à ouvrir ce dimanche malgré l'interdiction - AFP

- Relations commerciales: Bercy perd une bataille en justice contre Leclerc - AFP

- Google ne s'est pas plié à l'ultimatum de la Cnil - Reuters

Même pas peur !

[Pourquoi il existe encore, il n'a pas encore été privatisé ?](#)

- Obama au congrès : "*Ne fermez pas l'Etat !*" - LeMonde.fr

[Ils finiront bien par s'entendre sur le dos du peuple iranien et ceux de la région](#)

- Barack Obama parle au président iranien, une première depuis 1979 - Reuters

- Nucléaire: discussions "*très constructives*" entre l'Iran et l'AIEA - AFP

[Les porte-parole de la réaction aux avant-postes](#)

- Une cinquantaine de morts au Soudan, selon deux ONG - Reuters

INFOS EN BREF

SOCIAL

1- Slovénie

Le gouvernement slovène va devoir réduire les salaires des fonctionnaires de 1 à 5% afin de pouvoir se conformer à une décision de la Cour suprême, a annoncé vendredi le ministre de l'Intérieur, Gregor Virant. La Cour a confirmé une décision de justice selon laquelle le gouvernement doit verser jusqu'à 170 millions d'euros de hausses de salaires impayées pendant la période 2010-2012, a indiqué le ministre.

"*Nous ne pouvons obtenir l'argent nécessaire qu'en réduisant les salaires dans le secteur public*", a-t-il ajouté aux journalistes. La Cour suprême a donné raison à un syndicat de la fonction publique qui avait attaqué en justice le gouvernement de centre gauche de Borut Pahor (2008-2012) pour avoir omis de verser une hausse de salaires négociée dans le secteur public. Bien que la décision de justice ne concerne que les salariés membres d'un syndicat, soit environ 20% des fonctionnaires, le gouvernement reversera cette hausse de salaire à l'ensemble des 160.000 fonctionnaires, a indiqué Gregor Virant.

Le Premier ministre Alenka Bratusek (centre gauche) a confirmé que le gouvernement devait "*absolument trouver une solution*" à ce problème, mais a averti que cela ne devrait avoir aucun impact sur le déficit public, prévu à 3,5% du Produit intérieur brut (PIB) pour 2014. "*Si nous devons payer cette somme immédiatement, nous serions contraints d'abaisser de 5% les salaires dans la fonction publique. Mais si nous étalons le paiement sur plusieurs années, cela pourrait ne représenter qu'une baisse de 1%*", a précisé Gregor Virant, ajoutant que le gouvernement allait négocier une solution avec les syndicats.

La décision de la Cour suprême intervient au lendemain de déclarations de Alenka Bratusek évoquant la "*possibilité*" d'un recours à une aide européenne pour assainir le secteur bancaire du pays selon l'issue des tests de résistance des banques. Au printemps, la Slovénie, petit pays de deux millions d'habitants, a souvent été cité comme un potentiel candidat à un plan de sauvetage en raison des difficultés de son secteur bancaire, en grande partie public et lourdement endetté. Dans le cadre de mesures d'austérité, les salaires des fonctionnaires ont été réduits de 8% en 2012 et de 5% cette année. Le gouvernement s'était engagé à ne pas procéder à de nouvelles coupes avant la fin 2014. 20minutes.fr 27.09

2- Espagne

Le gouvernement espagnol a approuvé vendredi un budget 2014 s'appuyant sur la reprise économique alors que le pays entrevoit la fin de la récession, sans oublier la rigueur, qui reste "*nécessaire*" pour continuer d'assainir les comptes.

"*C'est un budget responsable et réaliste dans lequel nous cherchons l'équilibre entre la nécessaire austérité et le soutien à la reprise*", a expliqué la porte-parole du gouvernement, Soraya Saenz de Santamaria.

La potion, amère socialement avec 150 milliards d'économies programmées entre 2012 et 2014, semble porter ses fruits, mais le pays continue de se serrer la ceinture, pour ramener comme promis son déficit public à 6,5% du PIB en 2013 puis à 5,8% en 2014.

En 2014, les budgets des ministères sont ainsi réduits de 4,7% (BIEN 4,7%), même si les sommes allouées aux bourses, à la recherche et développement, à la culture et au logement augmentent.

Dans cette cure de rigueur, fonctionnaires et retraités sont les premiers mis à contribution et "perdront du pouvoir d'achat", a dénoncé le syndicat UGT dans un communiqué : ce budget "n'est pas celui de la reprise, mais de la continuité d'une politique économique qui insiste sur les coupes", a-t-il regretté.

Les 2,6 millions d'employés administratifs verront leur salaire gelé pour la quatrième année consécutive, une décision vivement critiquée par le syndicat CSI-F pour qui "le gouvernement prolonge la récession pour les employés publics" et affirme que les fonctionnaires ont déjà subi "plus de 30% de perte de pouvoir d'achat" depuis cinq ans.

Les plus de neuf millions de retraités espagnols seront eux aussi contraints, encore un peu plus, à la rigueur, avec la réforme approuvée vendredi. Leur pensions ne suivront plus le rythme de l'inflation.

Cette indexation était "la seule manière de garantir leur capacité d'achat", a rappelé UGT, qui a calculé qu'"au cours des dix prochaines années, selon des estimations prudentes, la réforme du gouvernement fera perdre aux retraités entre 20 et 28% de leur pouvoir d'achat".

"C'est une réforme inutile et malvenue", a estimé le syndicat CCOO, qui a, quant à lui, chiffré la perte de pouvoir d'achat entre 14,8% et 28,3% en quinze ans. AFP 27.09

[Haut de page ↗](#)

Le 29 septembre 2013

CAUSERIE

Parole d'internaute

(A propos de la Grèce, lire plus loin l'article dans l'actualité en bref)

1- "La démocratie grecque..?"

Heu, depuis quand ce pays est-il démocratique?"

La "démocratie" est un mot, un concept qui sert d'alibi aux politiciens pour cacher leur turpitudes, il me semble!"

C'est une façon de dire les choses, insuffisant, cette imposture a un rapport avec les fondements du capitalisme, de l'exploitation de l'homme par l'homme...

2- "Grèce pays le plus corrompu de l'U.E." ?

Tiens...

Voilà une affirmation qui demanderait démonstration...

Pour un nombre sans cesse croissant de citoyens, c'est au sein des instances européennes qu'il y a la plus forte concentration de corrompus, de pourris et de profiteurs..."

On veut bien vous croire sur parole, ajouter les institutions de la Ve République et ses partis, toutes les institutions internationales du capital et le compte sera bon !

3- "Les Grecques sont au fond du trou ils ne risquent plus rien...soit c'est un coup d'Etat, soit ils finiront en esclavages dans les mains des Bankers ".

Vous ne pensez pas que c'est qui nous attend tous en Europe ? Moi si !

Dans les deux cas, la même terrible punition : la liberté d'expression ou nos droits politiques liquidés.

ACTUALITÉ DU JOUR

Pourquoi nous en sommes rendus là ?

- Ouverture le dimanche: Hamon juge "*inadmissible*" que Leroy-Merlin défie la justice L'Expansion.com

"*Qu'on dise qu'on n'appliquera pas une décision de justice, ça c'est insupportable*", a-t-il dit sur France Info. Reuters 28.09 Fermeture à 21H: des salariés de Séphora attaquent les syndicats du commerce en justice L'Expansion.com -

Les avocats respectifs des salariés et de la direction de Sephora ont fait valoir que le personnel travaillant le soir allait subir "*une atteinte immédiate au contrat de travail*" à cause de l'action de l'intersyndicale du commerce, le Clic-P (CGT, CFDT, FO, Seci-Unsa, SUD et CGC).

Les avocats ont également contesté la légitimité des syndicats du commerce, leur reprochant de n'avoir aucun représentant parmi les salariés du magasin des Champs-Élysées.

De leur côté, les avocats des syndicats ont jugé cette demande "*farfelue*" et estimé que Sephora "*utilisait des salariés pour faire une opération de communication*". La juge des référés s'est elle interrogée sur la "*demande précise*" des plaignants.

"*On ne comprend pas la décision de la cour d'appel, nous demandons juste de pouvoir continuer à travailler*", a affirmé lors de l'audience Olivier Martin, porte-parole de la CFTC, premier syndicat chez Sephora.

De son côté, Karl Ghazi, de la CGT du commerce, a regretté l'action des personnels de Sephora qui "*sont là sur un affreux malentendu*". "*C'est l'ensemble des salariés du commerce qui est concerné par cette décision. Il s'agit bien de l'intérêt collectif des salariés et pas de la somme d'intérêts particuliers*", a-t-il ajouté. L'affaire a été mise en délibéré. L'Expansion.com 28.09

Ils ont créé une situation de crise sociale permanente, cela s'est traduit par la désorganisation de l'ensemble de l'économie qui a pris la forme d'un chômage de masse, la crainte de tomber dans la précarité et la pauvreté qui incite les travailleurs à accepter n'importe quelle condition de travail et de rémunération comme l'exigent les patrons négriers. Une fois rendus à ce stade de subordination au capitalisme qui a pris de plus en plus la forme d'un individualisme effréné en l'absence d'issue politique qui aurait forcément un caractère collectif, certains travailleurs en arrivent à considérer que la réglementation du travail qui avait vocation à préserver leurs droits collectifs constitue dorénavant une entrave à la satisfaction de leurs besoins sur le plan individuel du fait qu'aucun progrès social n'est à attendre dans cette société rongée par le néolibéralisme, ils sont donc amenés à se placer sur le terrain des patrons qui en profitent et en redemandent évidemment, aidés en cela par des syndicats jaunes ou maisons.

C'est la dislocation en marche de la classe orchestrée par les dirigeants syndicaux qui en est responsable, dans la mesure où il aurait été possible de s'y opposer efficacement s'ils n'avaient pas été corrompus, ils auraient alors attiré vers eux des millions de travailleurs au lieu que le mouvement inverse ait été enregistré depuis 30 ou 40 ans.

Comment ne pas arriver à une situation où les syndicats sont ainsi contestés alors que dans le privé ils ne représentent plus que 5% des travailleurs?

Les dirigeants syndicaux ont été et sont toujours les fossoyeurs des syndicats, et parvenu à la situation actuelle où leur existence est remise en cause, pour qu'on ne les accuse pas d'en porter la responsabilité, certains se veulent radicaux ou tiennent (déjà) trop tard un discours qui ne passe plus.

Ce qu'il faut bien comprendre, c'est qu'ils ont créé eux-mêmes la situation qui conduit aujourd'hui des travailleurs à contester des droits qui en principe leur sont favorables collectivement pour leur préférer des droits individuels, qui signifieront à terme la liquidation de tous leurs droits sociaux et l'impossibilité de faire valoir le moindre droit y compris sur le plan personne, une fois les syndicats liquidés et réduits pour ainsi dire en esclavage ou à la merci des patrons qui disposeront de tous les droits, alors qu'ils n'en auront plus aucun. Ce processus est en cours et bien avancé ce que prouve cet exemple.

Attention, camarades, d'autres dirigeants vont radicaliser leurs discours, ne soyez pas dupe de cette manœuvre d'appareils, ils vont intervenir alors qu'il est déjà trop tard pour inverser le cours des choses ou plutôt.

Il faut dorénavant s'y prendre autrement pour gagner la confiance des travailleurs, changer radicalement d'approche ou de méthode avec les travailleurs, leur dire tout ce que vous venez de lire ici et dans les précédentes causeries, leur dire la vérité, toute la vérité, ne rien leur cacher, pas même nos erreurs, c'est seulement la stricte vérité sur la situation pour qu'ils en comprennent les tenants et les aboutissants qui permettra de les faire adhérer à une perspective politique, sinon ils vous tourneront le dos.

N'allez pas imaginer que vous pourriez convaincre qui que ce soit, ce procédé n'a aucune valeur à terme, vous devez seulement leur fournir les éléments qui alimenteront leur réflexion et les conduira aux mêmes constats et aux mêmes conclusions politiques que vous, uniquement si vous avez été capable de vous mettre à leur niveau et de vous en tenir aux faits, si vous partez dans de grandes théories, ce sera foutu, ils auront l'impression que vous voulez les tromper ou ils n'y comprendront rien, ce qui reviendra au même, ils ne vous écouteront pas et votre militantisme ne servira strictement à rien.

On ne peut qu'aider les travailleurs à comprendre la situation, à se forger une conviction, personne ne peut le faire à leur place, c'est ce que les militants et les dirigeants ont le plus de mal à admettre ou pratiquer. Dites-vous bien, gravez-vous cela dans le crâne, quand vous croisez un travailleur, il vous écoute poliment, mais il n'a aucune raison de vous croire sur parole, encore moins aujourd'hui que jamais dans le passé.

On dit qu'on ne peut pas faire une révolution sans les masses, de la même manière on ne peut pas remporter une révolution avec des masses ignorantes ou lorsque les militants du parti qui est censé incarner ses intérêts historiques n'en ont pas conscience ou n'ont pas développé cette conscience, l'objectif de notre combat et les moyens de l'atteindre...

Avoir confiance dans les masses est une chose, c'est facile d'affirmer qu'on a confiance en elles, cela ne coûte rien, en réalité cette confiance n'a rien de spontané, elle s'acquiert, elle se cultive, elle ne peut être que le produit d'un processus conscient, sinon elle repose sur du vent, c'est juste une disposition d'esprit généreuse teintée d'inconsistance, une posture qui se transforme souvent en imposture avec le temps.

En fait, c'est beaucoup plus difficile de faire en sorte que cette confiance dans les travailleurs se traduise par des actes ou se retrouve dans les tâches que se fixent le parti, qu'elle leur soit véritablement profitable, qu'elle soit efficace, seule la progression de la construction du parti permet d'en prendre la mesure, et si cela s'avère si compliqué que cela pour un militant mais aussi pour un dirigeant qui subit aussi la pression de l'idéologie dominante, c'est parce que le processus conscient qu'on a évoqué englobe la compréhension de l'évolution de l'ensemble rapports dans la société et des facteurs qui les composent.

Autrement dit à tout moment elle peut être ébranlée ou remise en cause, de la même manière que le mouvement des masses connaît des périodes de flux et de reflux révolutionnaires ou réactionnaires qu'il faut savoir interpréter au risque justement de perdre cette confiance dans les masses qui est le point de départ (et d'arrivée) du socialisme. Appliqué sur une longue période, cela explique pourquoi la quasi totalité des intellectuels qui se disent de gauche, anticapitalistes ou anti-impérialistes à travers le monde, la plupart sont sincères et honnêtes, n'ont pas assimilé correctement ces flux et reflux, leurs causes réelles, et se détournent des masses, du socialisme, cela explique pourquoi leurs analyses aboutissent dans une impasse politique (l'ONU très souvent), ils sont incapables de renouer avec les enseignements du marxisme et de la révolution russe de 1917 qu'incarnait au plus haut degré le parti bolchevik, il ne leur vient pas à l'idée que c'est ce parti qui fait défaut aujourd'hui et qu'il faut impérativement construire pour vaincre le capitalisme, ils n'ont pas intégré les leçons de la Commune de Paris de Marx et Engels, ils n'ont rien compris ou pas grand chose à la révolution russe, comment elle a pu être victorieuse, comment le parti bolchevik sur un programme purement socialiste a pu emporter la confiance de la majorité des masses, ils n'ont pas compris que cette victoire aurait été impossible si l'un de ces eux facteurs avait fait défaut, que c'était la fusion entre le parti et les masses qui avait permis à la révolution socialiste de triompher de ses ennemis.

Quand vous lisez les articles que je mets en ligne qui proviennent de sources ou d'auteurs très divers, observez bien leurs conclusions, ils atterrissent tous dans une impasse, ils y manquent les masses et le parti, ils ont une conception du monde purement intellectuel, alors que c'est uniquement l'action pratique des masses avec leur parti qui pourra changer le monde et non des idées représentées par une poignée d'intellectuels, mêmes les mieux inspirés du monde.

1- Pour qui roulent-ils ?

- Des mal-logés manifestent à Paris contre le projet Duflot - AFP

Quelques dizaines de personnes, dont des familles, s'inquiètent du texte défendu par la ministre du Logement, Cécile Duflot, et adopté le 17 septembre en première lecture par l'Assemblée nationale. AFP 28.09

Voilà qui va faire trembler le gouvernement ? Mais était-ce vraiment l'objectif ? Qu'est-ce que le DAL ?

Droit au logement (DAL)

L'association Droit au logement fait partie des réseaux No Vox (réseau d'associations issu du premier Forum social européen)

A l'initiative des futures composantes de la Gauche plurielle de Gouvernement, dont le PS, SOS Racisme, Alain Krivine, Henri Malberg, François Breteau, Jean-Baptiste Eyraud fonde alors l'association Droit Au Logement (DAL) en octobre 1990 et en devient le porte-parole. (wikipédia)

Où va se nicher la collaboration avec le PS, n'est-ce pas ?

2- Pour qui roulent-ils ?

- Le vote des 16-18 ans rejeté par 4 Français sur 5, selon l'Ifop AFP

Quelque 82% des sondés se disent opposés à une telle perspective, 46% y étant même "très opposés", tandis que seules 18% des personnes interrogées y sont favorables ou très favorables (3%), selon cette étude.

Le taux d'adhésion n'est guère plus élevé que la moyenne dans le segment le plus jeune de l'échantillon, les 18-24 ans (22%), relève l'institut.

Au regard de la proximité politique, l'adhésion à l'abaissement de l'âge de vote "apparaît nettement plus forte à gauche (28%) qu'à droite (10%)", note l'Ifop. Si les scores atteignent 36% chez les sympathisants d'Europe Ecologie Les Verts, ils ne sont que de 9% chez les soutiens du Front national.

Mardi, la ministre de la Famille Dominique Bertinotti avait indiqué réfléchir à un statut de "pré-majorité" pour les 16-18 ans, tout en soulignant que "le temps de la décision n'est pas encore là". AFP 28.09

Une fois de plus un sondage qui montre que les sympathisants dits de gauche sont en réalité gangrenés par l'idéologie dominante.

Ce qui n'a rien d'étonnant, ils sont à l'image des partis et des dirigeants qui se revendiquent de gauche (PS, FdG) ou d'extrême gauche (NPA, LO et d'autres formations trotskistes), qui lorsqu'ils ne font pas le lit de l'extrême droite ou de la réaction qu'ils prétendent combattre, sont les plus influencés par l'idéologie néolibérale qu'ils confondent avec une démarche progressiste, c'est dire à quel point ils sont éloignés du socialisme ou ils y sont étrangers.

Sur un autre sujet, la Syrie, mais dans le même registre, Lucien Gauthier a eu raison de préciser dans le n°270 d'Informations ouvrières : "Arabie Saoudite, Koweït, Qatar, Turquie, al-Qaida, Etats-Unis, et maintenant le gouvernement français, pour aider la « révolution syrienne »... sous les applaudissements de la gauche et de l'extrême gauche ?", révolution syrienne qui n'a jamais existé autre part que dans la tête de des néolibéraux américains et sionistes, de l'émir de Doha et du monarque de Riad.

La gauche et de l'extrême gauche sont dans tous les coups pourris petits et grands fomentés par les banquiers anglo-saxons-sionistes dont le gouvernement et le PS notamment sont les porte-parole en France. Ils participent activement au pourrissement de la situation à leur côté et qui laisse les travailleurs désarmés politiquement pour défendre leurs droits et entrevoir une issue politique à la crise du capitalisme. La gauche et de l'extrême gauche servent ainsi de relais à la réaction au sein du mouvement ouvrier et de la classe ouvrière, les dénoncer et les combattre est une nécessité.

Lucien Gauthier a rappelé à juste titre la nature du régime en place à Damas, cela dit il a commis une erreur en parlant de "guerre civile" en Syrie, c'est davantage une agression étrangère, une invasion de mercenaires barbares dont est victime le peuple syrien et qui l'a poussé à se réfugier derrière Assad pour se défendre, il n'avait pas le choix hélas !

3- Pour qui roulent-ils ?

- "Marche des salopes" contre les agressions sexuelles et le sexisme - AFP

Une centaine de personnes ont défilé à Paris. AFP 28.09

Relevé à Strasbourg : «les mentalités n'évoluent pas avec la seule force des lois», a fait valoir une femme au micro. AFP. Alors à quoi servent les lois dans ce domaine ? A rien.

Allons plus loin. Si des lois ne servent à rien, cela signifie que rien ne sert à rien, dont le combat politique pour renverser l'ordre établi qui est responsable des problèmes que rencontrent les femmes ne sert à rien non plus.

Vous en doutez, vous avez tort, observez, c'est la situation qui prévaut désormais aux Etats-Unis où l'individualisme et

la consommation effrénés ont remplacé la politique, la criminalité sous toutes ses formes y est plus développée que partout ailleurs dans le monde.

C'est le genre d'organisations liées au régime en place qui ont pour unique fonction de culpabiliser la population au lieu de s'attaquer au capitalisme et ses institutions, aux rapports sociaux de production qui sont à l'origine de tous les rapports dans la société, rapports qui sont à l'image de la décomposition, de la putréfaction du capitalisme. Elles servent à détourner les travailleurs, les femmes en particuliers des véritables causes de leurs problèmes, tout comme l'écologisme, le féminisme, etc.

Pire, elles se veulent évoluées ou progressistes, alors qu'elles sont arriérées. Comment cela ? En prétendant qu'il devrait être possible de s'habiller comme elles l'entendent sans que cela porte à conséquence, donc sans tenir compte que dans la société telle qu'elle existe aujourd'hui plein d'hommes sont frustrés sur le plan sexuel ou interprètent certaines tenues vestimentaires comme une invitation à passer à l'acte.

Leur attitude est provocatrice et irresponsable, dangereuse pour la vie des femmes qui les imiteraient, oui elles poussent au harcèlement sexuel ou au viol. On est en présence du mécanisme classique des provocateurs professionnels : provocation-réaction-répression-indignation-mobilisation-répression qui sert chaque fois à détourner les travailleurs des véritables responsables des problèmes auxquels ils sont confrontés.

Bien entendu qu'une femme est libre de s'habiller comme elle l'entend, je n'ai jamais affirmé le contraire, mais il faut qu'elle sache que c'est à ses risques et périls, au lieu de lui dire que c'est son droit le plus absolu et qu'elle doit le faire respecter, ce qui est évidemment impossible dans cette société dirigée par des psychopathes, elle doit bien réfléchir avant de s'habiller aux conséquences possibles que ses actes peuvent entraîner. C'est ainsi, un rappel à l'ordre salutaire à la réalité qui ne correspond pas aux désirs de la petite-bourgeoise, de l'état de la société dans laquelle nous vivons.

Pour conclure, qu'elles aient ou non conscience d'être manipulées ces salopes sont dangereuses et réactionnaires, vous en doutez, en voici la preuve si nécessaire :

Entendu à Lyon : *«Il y a beaucoup de progrès à faire. (...) C'est aussi incroyable qu'il y ait encore des viols dans les RER, les trains, alors qu'on pourrait mettre des caméras»* (AFP), à défaut de s'attaquer à l'ordre établi qui constitue la réelle menace pour les femmes, ils optent pour une société entièrement sous surveillance, une population totalement sous contrôle.

Cela ne vous fait-il pas penser aux programmes liberticides développés par les néolibéraux pour réunir les conditions qui vont de pair avec l'établissement d'une dictature mondiale une fois nos droits politiques et sociaux liquidés, ce genre d'organisations n'y collaborent-elles pas ?

4- Pour qui roulent-ils ?

- Paris: pyramide de chaussures contre les mines et bombes à sous-munitions - AFP

Chaussons, bottines et tennis s'accumulaient samedi place de la Bastille à Paris en soutien à l'association Handicap International contre les mines antipersonnel et bombes à sous-munitions qui continuent à tuer et mutiler dans le monde.

"Le but, c'est de dire à la communauté internationale, à l'État français que les citoyens sont à nos côtés pour en finir avec cette guerre des lâches, cette situation qui continue", a expliqué à l'AFP Jean-Marc Boivin, directeur général de l'ONG.

En Syrie, des bombes à sous-munitions ont été déversées, qui risquent de faire de nouvelles victimes lorsque les réfugiés syriens retourneront chez eux, alerte M. Boivin.

L'ONG compte intervenir en Syrie dès que les conditions seront réunies pour déminer les terrains et informer les populations, comme elle le fait actuellement en Libye, depuis la chute du régime de Kadhafi.

Des pyramides de chaussures sont érigées samedi dans trente villes de France et les souliers récoltés seront remis à des associations pour être redistribués ou recyclés. L'ONG incite les badauds à signer une pétition adressée aux États. Deux millions de signatures ont été recueillies depuis 1995. AFP 28.09

Une *"pétition adressée aux États"* qui produisent, stockent, utilisent, vendent ces armes à travers le monde, ben voyons, vous voudriez en somme que la population adhère à l'illusion criminelle que le capitalisme pourrait revêtir un jour un visage humain ou aussi *"propre"* que ses guerres à l'uranium appauvri ou au phosphore, qu'il pourrait se passer de guerre et de son industrie d'armement, mais ce ne serait plus le capitalisme alors.

Qu'est-ce que c'est Handicap International ?

Lu dans leur portail ce matin.

- Au coeur de l'actualité, l'utilisation de mines et de BASM par les forces armées syriennes démontre que la mobilisation ne doit pas faiblir. handicap-international.fr 29.09.2013

Ils participent ainsi à la meute des chiens enragés qui ont décidé d'en finir avec la Syrie et non le régime syrien, sinon il faudrait qu'ils manifestent la volonté d'en finir avec le régime d'Obama, de Hollande, de Netanyahu et bien d'autres dictature à travers le monde, impossible quand on s'adresse à "*la communauté internationale*" et à "*l'État français*", lorsqu'on les légitime et leur demande de cesser d'être ce qu'ils sont.

Handicap International (wikipedia)

Handicap International est une organisation non gouvernementale créée en 1982 à Lyon par deux médecins français (Jean-Baptiste Richardier et Claude Simonnot) et un technicien (Yves Gaumeton), tout d'abord pour venir en aide aux personnes réfugiées dans des camps au Cambodge et en Thaïlande.

L'organisation est co-lauréate du Prix Nobel de la paix 1997.

Au niveau international, elle a participé au processus d'élaboration de la Convention relative aux droits des personnes handicapées, adoptée par l'assemblée générale des Nations unies, le 13 décembre 2006.

Le 30 mai 2008, à Dublin, 111 États ont adopté le texte d'un traité international d'interdiction des BASM. Handicap International se félicite de ce texte qui bannira toutes les BASM

L'association est lauréate en 2011 du prix de la fondation humanitaire Conrad N. Hilton, d'un montant de 1,5 million de dollars américains.

Conrad Nicholson Hilton, Senior (1887-1979) est un homme d'affaires américain fondateur de la chaîne des hôtels Hilton.

Convention sur les armes à sous-munitions.

Le processus menant à la Convention sur les armes à sous-munitions, communément appelé Processus d'Oslo, a pris alors forme les 22 et 23 février 2007 à Oslo. Elle concernait un engagement de 46 États seulement.

Par la suite, ces États se sont rencontrés à Lima (Pérou) en mai 2007 et à Vienne (Autriche) en décembre de la même année. Le 22 février 2008, les États participants se sont mis d'accord sur la Déclaration de Wellington qui précise les principes qui devront se retrouver dans le texte de la future Convention⁷.

Le texte final de la Convention a été discuté et accepté par les délégations de 109 États réunis à Dublin à la fin du mois de mai 2008 ; il a été ouvert à la signature le 3 décembre suivant.

Parmi les 7 États qui ont utilisé des armes à sous-munitions et n'ont pas souscrit à la Déclaration de Wellington :

États-Unis
Israël
Arabie saoudite

Parmi les 7 États (européens) qui ont utilisé des armes à sous-munitions et ont souscrit à la Déclaration de Wellington :

France
Royaume-Uni
Pays-Bas

Parmi les 11 pays (européens) qui ont produit des armes à sous-munitions et ont souscrit à la Déclaration de Wellington :

France
Royaume-Uni
Allemagne
Espagne
Italie

Suède

Parmi les 17 pays qui ont produit des armes à sous-munitions et n'ont pas souscrit à la Déclaration de Wellington :

Etats-Unis

Israël

Parmi les 75 États détiennent des stocks de sous-munitions

États-Unis

Royaume-Uni

Israël

Arabie saoudite

Émirats arabes

Jordanie

Oman

Turquie

France

Allemagne

Espagne

Italie

Norvège

Pays-Bas

Portugal

Suède

Suisse

Parmi les 111 États qui ont souscrit à la Déclaration de Wellington et participé à la réunion de Dublin soutenant ainsi le projet de Convention et qui manquent à l'appel :

Arabie saoudite

États-Unis

Israël

(Source : wikipédia)

Alors pour qui roulent-ils ? La France, l'Arabie saoudite, les États-Unis et Israël principalement, tenez quelle coïncidence, ce sont les quatre principaux pays engagés dans la destruction de la Syrie, on peut ajouter le Qatar, la Turquie, et la Grande-Bretagne. C'est le même genre d'ONG que RSF, MSF, HRW, etc.

En famille

- Allemagne: le SPD va négocier avec les conservateurs de Merkel - AFP

Les sociaux-démocrates allemands ont décidé vendredi soir d'entamer des discussions avec les conservateurs d'Angela Merkel en vue de former éventuellement un gouvernement de "*grande coalition*".

Cinq jours après les élections législatives qui ont vu Angela Merkel rater de peu la majorité absolue, le Parti social-démocrate (SPD) s'est dit "*prêt à des discussions*" avec la chancelière, a indiqué son président, Sigmar Gabriel.

Il a insisté sur le fait qu'il ne s'agissait pas pour l'instant d'entamer des négociations sur un programme de coalition, mais seulement "*de discussions exploratoires*".

Réunis en mini-congrès à Berlin, quelque 250 délégués du SPD ont ainsi accepté la recommandation de la direction même si la perspective d'une alliance avec l'Union chrétienne-démocrate (CDU) divise le parti.

Malgré son score élevé aux législatives dimanche dernier, Angela Merkel a besoin d'une majorité au parlement et pouvoir gouverner. Elle a tendu la main au SPD lundi dernier.

"*Nous allons dans ces discussions avec plein de confiance en nous*", a martelé M. Gabriel, semblant vouloir montrer que le SPD négocierait cher sa participation à un futur gouvernement Merkel.

La première rencontre entre les deux partis devrait se tenir dès la semaine prochaine, selon la presse. Les sondages montrent que les Allemands souhaitent majoritairement être gouvernés par cette "grande coalition". Après son score décevant de dimanche (25,7% des voix), le SPD était contraint de se pencher sur une éventuelle alliance avec son rival conservateur, avec qui il a déjà gouverné entre 2005 et 2009.

Du coup, Sigmar Gabriel a souligné que son parti ne craignait pas éventuellement d'atterrir dans l'opposition si jamais la CDU choisissait de négocier avec les Verts. "*Nous ne sommes pas dans un jeu de concurrence*", a-t-il dit, précisant que le SPD ne craignait pas non plus de participer à un gouvernement si l'accord de coalition respectait les thèmes défendus par la social-démocratie. "*Nous ne craignons pas de nouvelles élections si les négociations échouent sur le contenu*", a également affirmé le président du SPD.

Le SPD veut également organiser un référendum au sein du parti sur le résultat d'éventuelles négociations avec les conservateurs.

Cette consultation des quelque 470.000 membres du SPD serait une première dans l'histoire de cette formation et devrait avoir lieu avant le congrès du parti à Leipzig, prévu du 14 au 16 novembre.

Les discussions de coalition "*risquent d'être les plus dures de l'histoire de la République fédérale*", a prédit le quotidien populaire Bild. En 2005, quelque deux mois s'étaient écoulés entre les élections et la prise de fonction du gouvernement.

"*Au sein du SPD, personne n'a envie d'aller dans cette coalition*", a prévenu le vice-président du groupe parlementaire, Hubertus Heil, avant la réunion.

Les conservateurs ont fait un premier pas en direction des sociaux-démocrates cette semaine, en ouvrant la porte à une discussion sur des hausses d'impôts pour les hauts revenus, qu'ils excluaient jusqu'ici.

Et "*ils devront ouvrir d'autres portes*", a estimé Andrea Römmele, politologue à l'université de Mannheim, dans un entretien à la télévision ARD, citant "*le salaire minimum généralisé et les possibilités de places en crèche, thèmes chers au SPD*"

Une alliance avec les Verts, affaiblis après leur score piteux de dimanche dernier (8,4%), semble encore plus complexe à nouer, tant ces derniers sont éloignés des conservateurs sur les questions sociétales. Un grand écart avec la CSU, branche bavaroise de la CDU, paraît particulièrement difficile. La direction des Verts s'est toutefois déclarée vendredi prête elle aussi à mener des discussions exploratoires.

Dans un sondage diffusé vendredi par la télévision publique ARD, 48% des personnes interrogées plaident pour une "grande coalition", et seuls 18% souhaitent un gouvernement réunissant les conservateurs et les Verts. AFP 28.09

A retenir, plus le temps pour un commentaire : "*Nous ne sommes pas dans un jeu de concurrence*", a-t-il dit, précisant que le SPD ne craignait pas non plus de participer à un gouvernement si l'accord de coalition respectait les thèmes défendus par la social-démocratie.

Effectivement, ils ne sont pas en "concurrence", ils sont complémentaires...

ACTUALITE EN TITRES

[Intox. Faux masque.](#)

- Roms : Benoît Hamon dénonce les propos de Manuel Valls - [LeMonde.fr](#)

Réunie dans les Landes autour du courant de Benoît Hamon, l'aile gauche du Parti socialiste a voulu prouver qu'elle ne désarmait pas sur ses valeurs. [LeMonde.fr](#) 28.09

Où est le lézard ? N'importe qui, même le plus fieffé salopard peut affirmer qu'il a des valeurs, l'essentiel est de se demander lesquelles et quelle cause doivent-elles servir. S'agissant du PS, le doute n'est pas permis : la réaction.

[Après la Syrie, au tour du Soudan ? L'engrenage de la manipulation ?](#)

- Soudan: des milliers de manifestants fustigent Béchir "*l'assassin*" - AFP

- La police intervient contre des anti-Bachir à Khartoum - Reuters

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Grèce

1- Vaste coup de filet contre le parti Aube dorée en Grèce - Reuters

La police grecque a arrêté samedi le chef ainsi qu'une douzaine d'autres responsables et de membres de la formation d'extrême droite Aube dorée, à la suite du meurtre d'un rappeur antifasciste, qui a provoqué un tollé et des manifestations à travers le pays.

La police grecque enquête sur d'éventuels liens entre Aube dorée -dont des membres sont entrés pour la première fois au Parlement en 2012- et le meurtre du rappeur Pavlos Fissas, alias Killah P, tué par un néonazi se réclamant du parti d'extrême-droite.

Les personnes arrêtées -le leader du parti ultranationaliste, Nikolaos Mihaloliakos, son porte-parole, Ilias Kasidiaris, deux autres députés et dix membres du mouvement- sont accusées d'avoir formé une organisation criminelle, a précisé la police.

Ils doivent être présentés à la justice dans le week-end pour se voir notifier les charges retenues contre eux, a-t-elle ajouté. *"La démocratie grecque est solide"*, a dit de son côté le ministre de la Justice, Haralambos Athanassiou. *"Tous ceux qui ont été arrêtés bénéficieront d'un procès équitable."*

La police a saisi trois armes à feu au domicile de Nikolaos Mihaloliakos, en précisant qu'il n'avait pas de permis de port d'armes.

Plus de 10.000 Grecs ont manifesté mercredi à Athènes pour dénoncer l'assassinat de Pavlos Fissas, 34 ans, le 17 septembre, et des affrontements ont éclaté entre protestataires et forces de l'ordre qui leur interdisaient l'accès au siège d'Aube dorée.

Aube dorée, qui réfute le qualificatif de néonazi et dément toute implication dans le meurtre de Pavlos Fissas, a brandi la menace d'une démission collective de ses 18 députés si la répression continuait, ce qui entraînerait des élections partielles à haut risque pour la coalition gouvernementale au moment où Athènes pourrait avoir à négocier un troisième plan d'aide avec ses créanciers internationaux.

"Honte à eux, le peuple portera Aube dorée plus haut", a lancé à la presse un des députés, Ilias Panagiotaros, juste avant son arrestation.

Plusieurs centaines de sympathisants d'Aube dorée se sont rassemblés devant le siège de la police à Athènes, scandant des slogans et agitant des drapeaux grecs. Sur son site internet, la formation extrémiste a appelé à des manifestations de soutien à son dirigeant.

Le Premier ministre, Antonis Samaras, a exclu la tenue d'élections législatives anticipées après ces arrestations, et a assuré que son gouvernement voulait avant tout assurer la stabilité du pays.

"L'affaire est maintenant devant la justice", a-t-il dit à la presse à l'issue d'une réunion consacrée aux arrestations, le plus important coup de filet visant un parti politique depuis la chute du régime des colonels en 1974.

"Justice, stabilité, sans élections", a-t-il souligné à sa sortie de la réunion, au cours de laquelle il a tenu informés des représentants de l'Union européenne et du Fonds monétaire international (FMI), les principaux créanciers du pays, de la situation après le coup de filet.

Le ministre des Finances, Yannis Stournaras, a lui aussi assuré qu'*"il n'y a aucun risque de déstabilisation"*.

Aube dorée était créditée de 14% des intentions de vote dans les sondages réalisés avant le meurtre de Pavlos Fissas, mais ce chiffre est tombé à 6,8% dans une enquête publiée cette semaine.

Les élus grecs ne peuvent pas être déchus de leurs droits civiques ou de leurs sièges tant qu'ils n'ont pas été condamnés définitivement par la justice, mais le gouvernement d'Antonis Samaras a rédigé un projet de loi qui pourrait mener à

la suspension du financement public d'Aube dorée si la police établit un lien entre le parti et l'assassinat de Pavlos Fissas.
Reuters 28.09

2- Bruits de bottes à Athènes : l'armée envisage-t-elle vraiment une OPA sur la démocratie grecque ?
- Atlantico.fr

Un groupe de réserviste des forces spéciales d'élite a appelé cette semaine au coup d'Etat militaire en Grèce, via un blog. Au même moment, le rapport du think tank Demos, commandé par le Parlement européen dénonce l'instabilité croissante dans le pays.

Atlantico : Un rapport commandé par le Parlement européen au think tank Demos vient de mettre en lumière la situation inquiétante de la Grèce. Présentée comme le pays le plus corrompu de l'Union européenne, la Grèce glisserait peu à peu vers un désordre tant politique, économique que social. La situation est telle qu'un groupe de réserviste des forces spéciales a annoncé, via un blog, la tenue d'un prochain coup d'Etat. La démocratie grecque serait-elle en danger ?

Joëlle Dalègre: Pays le plus corrompu ? Je l'ignore, disons que depuis que l'Etat tente de faire la chasse aux mauvais ou non payeurs, la corruption apparaît en pleine lumière mais, hélas, d'autres en Europe, semblent aussi atteints. La Bulgarie ou la Roumanie font encore pire, je crois, que la Grèce. Et où en est l'Italie ?

Le désordre, oui et la Grèce glisse vers un menaçant chaos. La faute à qui ? Aux memorandums européens et aux pressions permanentes exercées qui désorganisent le peu de choses qui fonctionnaient. Elles donnent au peuple l'impression qu'il n'y a plus de gouvernement grec mais quelques personnes qui cherchent à appliquer les exigences européennes.

Désordre politique évident puisque le gouvernement réunit deux partis théoriquement opposés mais jugés à parts égales responsables de la situation actuelle du pays. Deux partis qui ne collaborent que pour éviter de nouvelles élections et qui ont supporté jusqu'à aujourd'hui l'existence d'un parti qui se dit néonazi. Ce même parti qui tabasse depuis longtemps les immigrés de la rue et même les Grecs qui les soutiennent (avant d'en arriver au meurtre). Quant au parlement qui accepte la présence de députés tondu, tatoués, qui injurient leurs collègues et crient Heil Hitler !..

Chaos social dans un pays qui frôle les 30% de chômeurs (qui se retrouvent très vite sans indemnité), où une part importante de la population n'a plus de sécurité sociale (les chômeurs de longue durée, les immigrés, les travailleurs au noir, une part des Grecs rentrés de l'ex-URSS ou d'Albanie), où les jeunes sont pour plus de la moitié d'entre eux, au chômage... chacun se débrouille comme il peut, le travail non déclaré fleurit plus que jamais, le troc se développe, les contrôleurs chargés de verbaliser les magasins qui ne donnent pas de tickets de caisse (TVA) sont chassés parfois par les clients, les Universités se mettent en grève pour protester contre les mises à pied du personnel administratif, les archéologues pleurent de voir leurs chantiers non gardés et livrés au pillage...

Désordre administratif aussi puisqu'on supprime des postes sans changer les règles compliquées de fonctionnement, d'où des queues infinies dans tous les services publics !

L'annonce d'un coup d'Etat doit-elle être prise au sérieux ? Existe-t-il aujourd'hui des groupes possédant l'influence et les moyens nécessaires pour faire tomber le gouvernement actuel ?

Pour l'annonce du coup d'Etat, j'ai encore des doutes. L'armée d'aujourd'hui est formée par une génération élevée dans la détestation des Colonels et ne me semble pas prête. En revanche, chez les plus anciens (réservistes), il existe toujours des nostalgiques des Colonels, des hommes à poigne, d'autant plus nostalgiques que les années 1940 sont passées et qu'ils ne se souviennent que de : "*pas de mendiants, pas grévistes ni de chômeurs, pas d'étrangers*", en oubliant la conjoncture économique de l'époque qui explique ces absences ! Ces anciens, qui obtiennent le soutien d'une part des policiers qui, dans la même nostalgie, votent et soutiennent l'Aube Dorée (en arrivant toujours en retard quand les affrontements sont terminés ou en ne trouvant pas de témoins, ou bien en perdant des témoignages) peuvent être très dangereux. Mais il existe aussi en Grèce une gauche forte et vigilante et je ne pense pas réellement qu'un coup d'Etat puisse réussir, l'armée devrait tirer, je ne pense pas qu'elle soit prête à ça. En revanche, faire tomber le gouvernement actuel, c'est facile, il y a de la chance ; il suffit d'une exigence supplémentaire de la Troïka qui est en plein examen. Le gouvernement ne cesse de retarder, de négocier, de discuter pour limiter les demandes précisément parce qu'il est conscient du degré d'exaspération de la population, soumise à des pressions continuelles depuis trois ans.

La Grèce fut dominée par un pouvoir militaire entre 1964 et 1973, instauré par un coup d'Etat. Existe-t-il aujourd'hui des groupes nostalgiques de la dictature des colonels ? Quelle image conserve la société grecque de cette période ? Et pourrait-elle approuver un coup d'Etat militaire ?

Oui, des nostalgiques, pour les raisons citées plus haut. Comme il y a des nostalgiques de Mussolini. De plus, les plus jeunes qui ne l'ont pas connue, n'ont qu'une vision "*familiale*", soit tournée vers le regret du bon vieux temps tranquille, soit au contraire tournée vers le rejet d'une période de dictature sous domination américaine. La partie qui pourrait approuver un coup d'Etat militaire existe mais je ne pense pas qu'elle soit majoritaire, néanmoins il n'est pas besoin d'avoir la majorité avec soi pour réussir...

Cette annonce, doublée du rapport inquiétant du think tank Demos qui présente la Grèce comme le pays le plus corrompu d'Europe, illustre-t-elle l'échec du gouvernement actuel ?

Illustre aussi ses efforts. C'est grâce à ces efforts que viennent à la lumière et dans la presse les nombreux cas de fraude fiscale de haut vol (pas les déclarations de TVA des restaurateurs), que des procès pour corruption bien antérieure à 2009 peuvent avoir lieu. Je ne pense pas que la corruption ait augmenté depuis 4 ans.

Peut-on sortir d'une telle crise ? Et par quels moyens ?

Sans pouvoir prédire l'avenir, disons que le pays, l'économie et les investisseurs, la population également auraient besoin de certitudes. Il faut qu'ils sachent réellement quels impôts seront à payer, et dans quelles conditions (actuellement les changements sont quasi mensuels sur le sujet). Quelles seront les conditions sociales garanties ou non dans l'avenir ? Quel salaire espérer (les baisses successives laissent croire qu'elles peuvent encore s'aggraver) ? Et ils ont besoin aussi de sentir du respect de la part de la Troïka, besoin de croire en leur gouvernement. Sur le plan politique, il faudrait également aux hommes politiques en place un peu plus de courage qu'ils n'en ont (pourquoi laisser prospérer depuis plusieurs années l'Aube Dorée ?), bien que leur place ne soit pas enviable.

Concernant les moyens économiques pour sortir de cette crise, je ne suis guère compétente mais il y a des investisseurs très intéressés par la position de la Grèce au seuil de l'Europe orientale et orthodoxe, des Grecs de la diaspora prêts à aider et à investir. Il faut aussi leur donner confiance.

L'auteur de cet article :

Joëlle Dalègre est maîtresse de conférences à l'INALCO, spécialisée en civilisation de la Grèce. Elle est notamment l'auteur de *La Grèce inconnue d'aujourd'hui*, de l'autre côté du miroir, Harmattan 2011, 252p. En collaboration avec 4 doctorants ou docteurs de la section grecque de l'INALCO. Atlantico.fr 28.09

Commentaire rapide.

Le plus grand danger vient de la part de ceux qui pourraient confondre un régime militaire avec le "*bon vieux temps tranquille*", en premier parmi la petite-bourgeoisie...

Effectivement la Nouvelle Démocratie et le PASOK "*ont supporté jusqu'à aujourd'hui l'existence d'un parti qui se dit néonazi*", cela en dit plus que de longs discours sur la pourriture du PASOK, le PS grec quoi, membre de l'Internationale socialiste des capitalistes.

[Haut de page ↗](#)

Le 30 septembre 2013

CAUSERIE

Il arrive qu'il y ait trop de sujets d'actualité à traiter en même temps et qu'on doive s'y reprendre à plusieurs reprises ou par petits bouts, je fais ce que je peux et je rectifie parfois des passages qui m'ont semblé incorrecte par la suite.

Demain je mettrai au propre deux causeries, l'une sur les dernières élections en Europe et celles des dernières années en relation avec la crise du capitalisme, l'autre sur la place et la caractérisation politique du PS.

Quelques mots à propos des Roms.

En Inde où ils existent des millions de Roms ou assimilés de nationalité indienne, le gouvernement a décidé de leur construire des maisons, de leur octroyer des allocations et de les aider à s'intégrer dans la société, donc de les sédentariser. C'est effectivement le seul moyen pour qu'ils puissent vivre disons mieux, je n'irais pas jusqu'à dire décemment, car les solutions temporaires sont synonymes de précarité et ne règlent aucun problème.

Actuellement ce sont des populations miséreuses qui vivent dans des conditions épouvantables et elles sont rejetées par le reste de la population, alors qu'elles sont les populations autochtones de l'Inde, parfois issues de régions différentes. La question de l'habitat est primordiale...

En France, le gouvernement propose à certaines familles de Roms des solutions temporaires ou il les loge dans des appartements où ils devront payer un loyer, mais sans travail, comment feront-ils pour s'en acquitter, impossible, alors elles seront à nouveau expulsées et ainsi de suite.

Les Roms sont confrontés à la même question de l'emploi que des millions et millions de travailleurs au chômage. La satisfaction de ce droit est incompatible avec la survie du capitalisme, il doit donc disparaître.

ACTUALITÉ DU JOUR

Quel est le véritable danger : l'extrême droite ou le néolibéralisme ?

- Roms: Valls juge les critiques de Duflot «*insupportables*» - 20minutes.fr
- Les Roms redonnent de la voix à l'aile gauche du PS - LeFigaro.fr
- Cambadélis : "*Les polémiques entre ministres deviennent intolérables*" - Le Nouvel Observateur
- Roms: pour Mélenchon, Valls "*dit la même chose que l'extrême droite*" - AFP

Avant de répondre à Mélenchon, une question : Qui est au pouvoir, qui représente le plus grand danger pour les travailleurs, pour les valeurs de la République ou les principes de la démocratie aussi galvaudés ou dévoyés soient-ils, l'extrême droite et le FN ou le tandem PS-UMP qui incarne le néolibéralisme, l'oligarchie financière, les multinationales, lequel des deux gouverne et s'emploie à liquider nos droits sociaux et politiques ?

Vous allez pouvoir constater ci-dessous que pour Mélenchon ce n'est pas Hollande et son gouvernement ni le PS le véritable danger pour les travailleurs, il les ménage, il détourne ainsi l'attention des travailleurs vers un autre acteur, l'extrême droite, mieux ou pire encore, il s'emploie même à colporter des illusions dans la politique qu'ils pourraient appliquer. Comment procède-t-il ?

Pour l'occasion, il se sert des propos d'un ministre, Valls en l'occurrence, en procédant à un amalgame avec l'extrême droite. Ensuite ? Ensuite, quoi, rien. Pourquoi vous vous attendiez à une suite ? Mais il ne peut pas y en avoir pour le Front de Gauche qui est inféodé au régime. Pourquoi, de quelle suite parlez-vous ? C'est simple à comprendre.

Qu'a dit Valls ? Que les Roms ne voulaient pas s'intégrer en France. En réalité ce qui se passe, c'est que le gouvernement actuel comme son prédécesseur est incapable de répondre de manière satisfaisante aux besoins des Roms tout comme à ceux des travailleurs en général parce qu'il incarne les besoins des banquiers et des multinationales, il a choisi son camp, celui des ennemis de la classe ouvrière à laquelle appartiennent les Roms.

Voilà ce que ne peut pas dire Mélenchon et chacun comprendra immédiatement pourquoi, car il lui faudrait lui-même rompre avec le capital et ses institutions, or il en est totalement incapable, le Parti de Gauche, le Front de Gauche et toutes ses composantes sont liés organiquement au capital, aux institutions de la Ve République, à l'UE, à l'ONU, rompre avec eux signerait leur arrêt de mort.

Allons plus loin. Au sein du capitalisme ils existent différents courants qui représentent différentes couches de capitalistes en fonction de leur importance ou de leurs besoins. Ces différents courants sont représentés à l'intérieur de l'UMP, de l'UDI et du PS. Le courant néolibéral incarné par l'oligarchie financière est le plus puissant d'entre eux de nos jours, il a conquis la direction de ces partis, lorsqu'ils sont au pouvoir ils appliquent sa politique, s'ils en déviaient, ils seraient immédiatement rappelés à l'ordre ou sanctionnés par Bruxelles (la Commission européenne) ou Francfort (BCE) ou encore Washington (FMI, Banque mondiale).

C'est ce courant néolibéral qui incarne l'extrême droite du capitalisme et non le FN.

Le courant néolibéral met en oeuvre une politique selon un objectif précis qu'il s'est fixé d'atteindre, son action se situe sur le plan stratégique, elle est subordonnée à cette stratégie. Il concentre au plus haut degré les contradictions du capitalisme à l'époque de l'impérialisme, le pouvoir économique et financier, il incarne la maturité et la putréfaction du système capitalisme, la survie du capitalisme en dépend alors qu'il s'emploie à détruire les bases sur lesquelles il repose, cette autodestruction du capitalisme est pour ainsi dire inscrite dans ses gènes, elle est le produit de son développement historique qui conduit à la barbarie ou peut conduire au socialisme si les travailleurs s'emparent du pouvoir politique.

La crise générale du capitalisme, son effondrement, l'impossibilité de satisfaire les besoins d'une population de plus en plus nombreuse peuvent s'avérer fatals pour le capitalisme, aussi le néolibéralisme s'est donné pour objectif de supprimer les conditions menant à cet effondrement, de s'émanciper des contradictions qui minent ce système économique basé sur

les inégalités entre les classes en soutenant artificiellement son secteur financier et en neutralisant la lutte des classes.

Ce processus est en cours depuis les années 70-80 mais rencontre sans cesse de nombreux et nouveaux obstacles sur sa route, les besoins des masses à travers le monde se développant plus rapidement que les progrès qu'ils réalisent dans la réalisation de leur projet de gouvernement mondial. Chaque nouvelle étape dans cette voie prend plus de temps que prévu au fur et à mesure que le nombre d'acteurs qui doivent être impliqués dans leur plan devient plus nombreux, chacun de ces acteurs étant chacun leur tour confronté aux conséquences de la crise du capitalisme qui se traduit par une grave crise sociale alimentant la lutte de classe du prolétariat dans leur pays respectif pouvant déboucher sur une crise politique ou une situation incontrôlable.

Leur problème vient du fait qu'ils ne peuvent pas d'un coup liquider le système capitaliste pour le remplacer par un autre système économique. Chaque coup qu'ils portent au système capitaliste se traduit par une amplification de l'ensemble de ses contradictions à l'échelle mondiale, il leur faut donc agir de plus en plus ouvertement sur le plan politique pour contenir les tensions qui sont issues de leur politique économique, s'immiscer dans les partis politiques (et les institutions) qui sont inféodés au capital pour qu'ils acceptent de mettre hors la loi tout ce qui peut incarner la démocratie, neutraliser par tous les moyens possibles et imaginables les droits politiques des travailleurs, corrompre tous leurs partis, les syndicats, les subventionner, les associer au fonctionnement des institutions, se servir des think-tanks qui partagent leur idéologie, des ONG qu'ils financent ou qui sont acquises à leur cause pour les diviser, affaiblir organisations et partis ouvriers afin de réduire au maximum leur capacité à mobiliser les masses, empêcher par tous les moyens que les masses se rassemblent en les conditionnant par le biais des médias, lancer des campagnes sur des questions sociétales, sur les droits des minorités ou de certaines communautés pour que leurs différentes couches s'affrontent, etc.

L'ensemble de cette politique pour être efficace doit apparaître la plus cohérente possible et être subordonnée à un seul et unique objectif ou une seule stratégie avouée ou non. Habituellement ce qui se passe, c'est qu'ils ont adhéré à cette stratégie, mais chacun la présente à sa manière de telle sorte que travailleurs et militants croient qu'ils sont en présence de stratégies différentes, alors que ce n'est pas le cas, tout est fait pour qu'ils confondent tactique et stratégie et ne s'y retrouvent pas, au point de considérer de gauche une politique ou une mesure de droite, c'est là que Mélenchon et consorts rendent des services inappréciables au néolibéralisme.

C'est également le cas de l'extrême droite qui n'a pas de stratégie indépendante, elle doit son existence au secteur le plus réactionnaire du capital s'agissant du FN, son secteur financier, donc les néolibéraux justement. A sa façon et à la place qui est la sienne, l'extrême droite remplit la même fonction que le Front de Gauche ou l'extrême gauche au profit des néolibéraux.

Mélenchon s'attarde sur le discours de Valls ou de l'extrême droite, mais il se garde bien d'évoquer ce qu'il y a derrière, et pour cause, on en viendrait à tirer les mêmes conclusions à propos de son parti ou du Front de Gauche.

"Ce qu'a dit (Manuel) Valls, n'est pas acceptable", a déclaré Jean-Luc Mélenchon, coprésident du Parti de gauche lors de l'émission 12/13 Dimanche sur France 3, "il dit la même chose que l'extrême droite" au sujet des Roms.

(Mélenchon a dit la même chose que l'UE, que faut-il en conclure ? -ndlr)

Il a par ailleurs estimé que Cécile Duflot qui a critiqué Manuel Valls et en a appelé à François Hollande, peut rester au gouvernement "si elle est assez intrigante et opportuniste pour le faire, mais normalement elle devrait exiger en tant que partenaire de la majorité que le Président désavoue les propos de Manuel Valls".

(En la matière il est vrai qu'il en connaît un rayon ! - ndlr)

Pour l'ancien candidat du Front de gauche à la présidentielle, François Hollande a "lui-même créé les conditions d'une division permanente (...). Il a validé les propos de Manuel Valls". AFP 29.09

(Mélenchon fustige la division de la gauche, comme quoi il se situe bien dans le même camp que Hollande, dont acte, cela a valeur d'aveu. - ndlr)

[Qu'est-ce qui encourage les patrons à faire preuve de tant d'audace ? Un gouvernement des patrons.](#)

Si on ne peut pas donner raison aux patrons hors la loi de Castorama et Leroy Merlin, on ne peut pas désavouer les travailleurs qui souhaitent travailler volontairement le dimanche, par contre on doit condamner tout travail contraint le dimanche.

Pourquoi nous en sommes rendus là disions-nous hier, toute la question est là, et ce n'est certainement pas Mélenchon qui y répondra pour en être complice après avoir milité 30 ans au PS et avoir proposé sa candidature au poste de Premier ministre de Hollande qui poursuit la politique antisociale de ses prédécesseurs.

Monsieur Mélenchon est complètement coupé de la réalité que vivent les travailleurs et ne comprend rien à leur état d'esprit quand

il dit : "*Une toute petite partie des gens qui travaillent le dimanche le fait parce que cela leur convient (...) mais tous les autres sont contraints*". En réalité, ce n'est pas "*parce que cela leur convient*" que des salariés travaillent le dimanche, mais parce qu'ils y sont contraints financièrement ou parce que pour eux augmenter leur revenu compte plus que toute autre chose.

Pire, il démontre qu'il est complètement à côté de la plaque et ne comprend décidément rien à la situation quand il déclare que "*pour créer des emplois, il faut augmenter les salaires parce que les gens consommeraient davantage*", sauf que s'ils consomment des marchandises qui sont importées cela ne créera pas un seul emploi mais permettra aux patrons de la distribution de s'enrichir davantage.

Il s'en prend également aux travailleurs qui vont faire des courses ou des achats le dimanche, il faudrait se demander pourquoi. Cela m'est arrivé dans le passé quand je vivais en France, cela correspondait uniquement à des achats exceptionnels ou de grosses dépenses, un meuble, une machine à laver par exemple. Le samedi on faisait les courses alimentaires qu'on n'avait pas eu le temps de faire le reste de la semaine parce qu'on travaillait, une situation que n'a jamais connu Mélenchon et ses semblables.

En Inde à quelques exceptions près, toutes les boutiques et tous les magasins sont ouverts 7j/7, pourquoi, parce que les Indiens travaillent 6j/7, donc le samedi inclu. En France de plus en plus de travailleurs travaillent aussi le samedi, parfois à tour de rôle, dans les services notamment, tandis qu'une infime minorité travaillent quatre jours et demi par semaine, la majorité travaillent du lundi au vendredi inclu.

En Inde, le dimanche il y a foule au supermarché Nilgiris de Pondichéry, donc il m'arrive d'y faire mes courses l'après-midi quand c'est plus calme, il faut dire aussi qu'en dehors du commerce les Indiens ne travaillent pas et les écoles sont fermées le dimanche, donc la circulation qui ici est hyper dangereuse est beaucoup moins dense, c'est un facteur que je prends en compte quand je dois sortir, le reste de la semaine il faut bien choisir son créneau horaire pour faire une course sinon c'est l'enfer !

Pour revenir en France, il est vrai que tout déplacement, forcément en voiture, prend du temps, tous les magasins ne sont pas forcément situés au même endroit ou dans le même périmètre, certains figurent à la périphérie des villes dans des zones industrielles à l'écart de tout autre commerce où on y met guère les pieds, sauf pour procéder à des achats particuliers, c'est le cas des magasins en question.

J'ai l'impression qu'on est encore en présence d'un faux débat ou d'un numéro d'illusionnisme pour éviter de parler de l'essentiel, le discours de Mélenchon qui se veut radical sert uniquement à faire oublier sa capitulation sur des questions bien plus importantes : sa participation aux élections municipales et européennes, son refus de rompre avec l'euro, la BCE, l'UE, l'ONU par exemple. Si l'idéologie néolibérale gagne du terrain inconsciemment parmi la population, ces institutions et les partis qui y participent ou les soutiennent n'y seraient-il pas pour quelque chose par hasard ? On ne demandera pas à Mélenchon, encore moins à Hollande de se poser cette question...

Les patrons donnent de la voix, le gouvernement s'empresse de les recevoir, il leur donne raison.

- Travail dominical : le gouvernement change de ton - Atlantico.fr

- Le gouvernement veut «dialoguer» sur le travail dominical - Liberation.fr

- Malgré l'interdiction de travail dominical, 14 magasins Castorama et Leroy Merlin ouvrent en Ile-de-France - Francetv info

- Travail le dimanche: réunion lundi à Matignon "*pour faire évoluer les choses*" - L'Expansion.com

La ministre de la Santé Marisol Touraine a annoncé dimanche que Jean-Marc Ayrault réunirait lundi "les ministres concernés" pour "*faire évoluer les choses*" dans le dossier du travail. L'Expansion.com

- Ouverture dominicale de Castorama et Leroy Merlin: réunion lundi à Matignon - AFP

Jean-Marc Ayrault réunira lundi les ministres concernés par le travail dominical, suite au mouvement de fronde des enseignes de bricolage Castorama et Leroy Merlin qui ont ouvert dimanche 14 magasins pourtant frappés d'une interdiction d'ouverture.

"*Le Premier ministre doit réunir demain les ministres concernés pour faire éventuellement évoluer les choses*", "*à l'évidence le statu quo n'est pas tenable*", a déclaré en fin de journée la ministre de la Santé Marisol Touraine.

Seront ainsi présents à cette réunion lundi à 09H30 (07H30 GMT) les ministres Michel Sapin (Travail), Benoît Hamon (Consommation), Sylvia Pinel (Commerce) et Pierre Moscovici (Economie), a précisé Matignon à l'AFP.

"*Il y a des salariés qui ont envie de travailler dimanche, des gens qui ont envie de faire leur courses le dimanche*", "*le*

précédent gouvernement a laissé s'empiler des règles, des lois, à l'arrivée on n'y comprend plus grand chose", a résumé Marisol Touraine, soulignant cependant qu'"on ne peut pas accepter que des entreprises ne respectent pas des décisions de justice".

La porte-parole du gouvernement, Najat Vallaud-Belkacem, a pour sa part précisé que, certes, la discussion s'engageait sur la question, *"mais en gardant à l'esprit que l'intérêt des salariés reste de préserver le droit à un repos dominical".* La concertation doit permettre de *"mieux définir le régime des exceptions"* mais *"ça ne passera pas nécessairement par une loi, c'est prématuré de répondre à ça"*, a-t-elle prévenu.

La nouvelle d'une réunion a été accueillie positivement par les groupes Castorama et Leroy Merlin.

"Nous sommes contents que les choses avancent, cela fait cinq ans que nous avons des difficultés avec la loi actuelle", a commenté à l'AFP une porte-parole de Castorama, tandis que Leroy Merlin s'est également dit "content de voir que le gouvernement a entendu ce qui s'est passé aujourd'hui. On espère qu'il va écouter nos solutions, et aussi dialoguer avec nous", selon un porte-parole.

Dimanche matin, cinq enseignes Castorama et neuf Leroy Merlin ont ouvert leurs portes malgré l'ordonnance du tribunal de commerce de Bobigny, en date de jeudi, les menaçant d'une astreinte de 120.000 euros par magasin et par jour s'ils ne cessaient pas leur ouverture dominicale.

Pour justifier leur bravade, les directions de deux groupes dénoncent l'"*imbroglia hallucinant*" qui règne entre les différentes autorisations d'ouverture et dérogations.

Ainsi, le magasin Leroy Merlin d'Ivry-sur-Seine, l'un des neuf de l'enseigne frappés d'une interdiction d'ouvrir par le tribunal de commerce, a obtenu samedi après-midi une dérogation de la préfecture pour son ouverture.

Dès dimanche matin, la ministre du Commerce et de l'Artisanat Sylvia Pinel avait concédé qu'il y avait une *"complexité de la législation"* qui débouchait sur *"un millefeuille réglementaire qu'il faut absolument clarifier, mais sans polémique"*, et avait annoncé la première que le gouvernement allait se *"concerter avec les professionnels pour avancer sur la question de l'ouverture du dimanche"*.

Le ministre du Budget Bernard Cazeneuve, tout en se disant *"défavorable"* à la généralisation du travail le dimanche, avait aussi reconnu qu'il y avait des *"situations particulières"*, s'interrogeant sur la possibilité *"d'engager la discussion"*.

La loi autorise les commerces à ouvrir le dimanche mais sous certaines conditions (zones touristiques, périmètres de consommation exceptionnels, ou encore commerces alimentaires jusqu'à 13H00). AFP 29.09

A retenir : ces patrons se sont mis hors la loi quoi qu'il en soit, cependant ils ne seront pas sanctionnés pas pour le moment, ils sont seulement sous le coup d'une menace à payer *"une astreinte de 120.000 euros par magasin et par jour s'ils ne cessaient pas leur ouverture dominicale"*

ACTUALITE EN TITRES

[Il reste l'asile psychiatrique, la camisole de force, la castration tout court ou chimique !](#)

- Prostitution: Najat Vallaud-Belkacem veut la sanction mais pas la prison pour le client - L'Express.fr

[Au moyen-âge obscurantisme rimait avec lobotomie.](#)

- Selon un cheikh saoudien, *«conduire une voiture est dangereux pour les ovaires des femmes»* - Slate.fr

[Reproduction incestueuse du chromosome de la manipulation.](#)

- Quand la science tente de déterminer si la violence est contagieuse - Atlantico.fr

[Ainsi va leur vieux monde](#)

- Nigeria: 40 étudiants tués dans l'attaque du dortoir de leur collège - AFP

- Attentat à Peshawar, au Pakistan, 33 morts -Reuters

- Attentat dans une mosquée chiite d'Irak, 40 morts et 50 blessés - Reuters

[Quand ils ne peuvent plus gouverner comme avant...](#)

- Législatives en Autriche, la grande coalition menacée - Reuters

- Municipales au Portugal: le gouvernement sanctionné - AFP

- Crise politique en Italie: Enrico Letta s'en remet au Parlement - AFP

- États- Unis : une crise budgétaire largement artificielle - LeFigaro.fr

[La voix du néolibéralisme.](#)

- Nétanyahou veut mettre en garde Obama contre Rohani - LeFigaro.fr

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Autriche

La grande coalition entre sociaux-démocrates et conservateurs en Autriche devrait se maintenir au pouvoir à l'issue des élections législatives de dimanche, mais elle essuie parallèlement un revers cuisant avec la forte montée de l'extrême droite.

Selon les résultats officiels provisoires publiés dimanche soir par le ministère de l'Intérieur, sans les votes par correspondance qui seront dépouillés vendredi 4 octobre, les sociaux-démocrates (SPÖ) du chancelier sortant Werner Faymann arrivent en tête avec 27,10% des suffrages, soit une baisse de plus de deux points comparé aux 29,26% de 2008. Son traditionnel allié gouvernemental, le Parti populaire (ÖVP, démocrate-chrétien), accuse un recul similaire à 23,81%, comparé aux 25,98% en 2008.

Les deux grands partis du centre devraient néanmoins assurer la reconduction d'un gouvernement de coalition, pour laquelle Werner Faymann, âgé de 53 ans, s'est prononcé dès dimanche soir, alors que l'ÖVP s'est murée à ce sujet dans un prudent silence: avec 50,91% des suffrages, ils comptent 99 sièges sur les 183 que compte le Conseil national, la chambre basse du Parlement autrichien, alors que la majorité absolue est de 92.

Le SPÖ et l'ÖVP enregistrent leur plus mauvais score depuis l'avènement de la 2e République, après l'effondrement en 1945 de la dictature nazie, alors que les Autrichiens ont privilégié depuis 68 ans les alliances entre ces deux formations, gage de stabilité dans le pays et reflet d'un large consensus social.

La seule alternative arithmétique à une grande coalition serait un gouvernement rassemblant les démocrates-chrétiens, l'extrême droite et la liste du milliardaire eurosceptique austro-canadien Frank Stronach, une alliance pour le moins hypothétique.

Le scrutin est marqué par la forte progression du principal parti d'extrême droite FPÖ, qui gagne près de quatre points à 21,40% (17,54% en 2008).

Le milliardaire austro-canadien Frank Stronach recueille 5,79% des suffrages alors qu'il était crédité de 12% d'intentions de vote il y a un an. Le fondateur du géant mondial de l'équipement automobile Magna s'est décrédibilisé au cours de la campagne par ses surprenantes suggestions, notamment le rétablissement de la peine de mort pour les tueurs professionnels, la création d'un euro différent pour chaque pays ou son évocation d'une invasion de l'Autriche par la Chine.

Mais son arrivée sur l'échiquier politique autrichien a cependant permis de brider la progression du FPÖ et elle est aussi en partie responsable de la piètre performance du BZÖ, parti fondé à la suite d'une scission du FPÖ par le charismatique dirigeant populiste Jörg Haider, décédé dans un accident de voiture en 2008: avec seulement 3,63% des voix, le BZÖ est éliminé du Parlement alors qu'il avait encore obtenu 10,70% en 2008.

Le nouveau petit parti libéral NEOS, pro-européen et soutenu par l'industriel autrichien du bâtiment Hans Peter Haselsteiner, crée de son côté la surprise en réussissant à passer la barre des 4% nécessaires pour entrer au Parlement (4,80%).

Les Verts, auteur d'une efficace campagne anti-corruption, enregistrent le meilleur score de leur histoire (11,46%), mais en-dessous des sondages qui les créditaient de 14 à 15%.

Quelque 6,4 millions d'électeurs étaient appelés aux urnes pour élire les 183 députés de leur Conseil national, la chambre basse du Parlement. La participation devrait avoir baissé de deux points, après 78,82% en 2008. AFP 29.09

2- Portugal

Le gouvernement de centre droit au Portugal a été sanctionné dimanche dans les principales villes du pays lors des élections municipales, premier test pour la politique d'austérité menée depuis deux ans, selon des estimations.

Le Parti social démocrate (PSD) du Premier ministre Pedro Passos Coelho a perdu le contrôle de trois grandes villes: Porto, Sintra et Vila Nova de Gaia, et s'est fait distancer à Lisbonne, fief du Parti socialiste.

Le maire socialiste sortant de Lisbonne, Antonio Costa, a été réélu pour un troisième mandat avec une large avance (51 à 55% des voix) sur le candidat de la coalition au pouvoir, Fernando Seara (21 à 24%), indiquent les sondages sortie des urnes publiés par la chaîne de télévision publique RTP.

A Porto, la grande ville du nord du pays, le candidat indépendant Rui Moreira a créé la surprise en s'imposant devant Luis Filipe Menezes, candidat du PSD, avec 36 à 40% des voix contre 22 à 25%.

"Il est clair que c'est une grosse défaite pour le PSD", a jugé Luis Marques Mendes, ancien président du parti au pouvoir devenu commentateur politique.

"Qu'ils soient de droite ou de gauche", les Portugais espéraient une sanction du gouvernement pour avoir appliqué à la lettre la cure d'austérité prescrite par la troïka des créanciers, avait commenté auparavant à l'AFP le politologue Antonio Costa Pinto.

Les élections se déroulaient sous le regard de la troïka (UE-FMI-BCE), présente à Lisbonne depuis deux semaines pour un nouvel examen du plan d'aide de 78 milliards d'euros dont bénéficie le pays depuis 2011.

Impopulaire, M. Passos Coelho a affirmé à plusieurs reprises qu'il ne démissionnerait pas, quel que soit le résultat des élections. Il a néanmoins reconnu dimanche qu'"il y a toujours une lecture nationale à faire du scrutin municipal".

Le PSD a également perdu la mairie de Sintra, grande municipalité de la banlieue de Lisbonne où le candidat socialiste Basilio Horta et l'indépendant Marco Almeida étaient au coude à coude. Le candidat du gouvernement, Pedro Pinto, ne recueillait que 13 à 16% des voix.

A Vila Nova de Gaia, autre bastion de la droite situé dans la banlieue de Porto, le socialiste Eduardo Rodrigues s'est largement imposé avec 38 à 42% des voix, selon les sondages.

De nombreux Portugais ont opté pour l'abstention ou le vote blanc pour marquer leur désaccord avec la classe politique.

D'autres électeurs ont choisi de voter pour l'opposition de gauche.

Quelque 9,5 millions d'électeurs étaient appelés à voter pour élire leurs représentants dans 308 mairies. Lors des dernières municipales en 2009, le taux d'abstention avait atteint 41%.

Le nombre record de candidats indépendants (80 contre 54 en 2009) a compliqué la donne pour les partis traditionnels. Les indépendants se sont démarqués de la classe politique afin de capitaliser sur la grogne anti-austérité.

Car les mesures de rigueur que le Portugal a adoptées en échange de l'aide internationale sont de plus en plus contestées par la population. AFP 29.09

Bahreïn

Un tribunal de Bahreïn a condamné dimanche à des peines allant jusqu'à 15 ans de prison 50 militants chiites accusés de diriger la contestation contre la monarchie sunnite dans le royaume, en collusion avec un pays étranger qui serait l'Iran.

Ces militants étaient jugés pour avoir formé et animé le "*Collectif du 14 février*" qui organisait sur les réseaux sociaux la

contestation chiite contre la monarchie sunnite dans ce petit Etat du Golfe.

Ils ont été reconnus coupables d'avoir "*eu recours au terrorisme*" et "*d'intelligence avec un Etat étranger*", selon une source judiciaire.

Au total, 16 personnes ont été condamnées à 15 ans de prison, quatre à dix ans, et les trente autres à cinq ans de détention.

Parmi ces dernières figure une femme arrêtée en avril sur le circuit de Sakhir près de Manama pendant le Grand prix de F1, selon la source judiciaire.

Le "*Collectif du 14 février*" a joué un rôle de premier plan dans la contestation contre la monarchie des Al-Khalifa depuis le soulèvement du 14 février 2011 maté dans le sang un mois plus tard.

En annonçant en juin le démantèlement du groupe, les autorités avaient accusé ses dirigeants d'être à la solde de l'Iran et d'être responsables de violences.

Le procès survient sur fond de tensions à Bahreïn où des chiites ont encore manifesté vendredi près de Manama, pour protester contre l'arrestation d'un dirigeant du principal groupe de l'opposition, la formation chiite Al-Wefaq. Khalil Marzouk est détenu sous l'accusation d'"*incitation au terrorisme*".

Confronté à la persistance de la contestation chiite, le pouvoir a alourdi en été les peines pour les auteurs de violences et introduit la peine de mort ou la prison à perpétuité en cas de morts ou de blessés.

Par ailleurs, une cour d'appel de Manama a réduit dimanche de 10 ans à 2 ans de prison la peine prononcée contre deux policiers jugés pour avoir battu à mort un manifestant pendant les protestations de 2011.

Bahreïn, situé stratégiquement dans le Golfe face à l'Iran, abrite le quartier général de la Ve flotte américaine.

Ce royaume, la seule monarchie du Golfe où la majorité de la population autochtone est chiite, a interdit fin mai aux mouvements politiques d'avoir des contacts avec le Hezbollah chiite libanais.

Treize dirigeants de l'opposition, détenus depuis 2011 pour complot contre l'Etat, purgent de lourdes peines de prison, allant jusqu'à la perpétuité. Ces peines ont été confirmées en janvier par la Cour de cassation, dernier recours juridique.

Selon la Fédération internationale des droits de l'Homme (FIDH), 89 personnes ont été tuées à Bahreïn depuis le début de la contestation. AFP 29.09

[Haut de page ↗](#)



La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes



Causeries octobre 2013

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre
---------	---------	------	-------	-----	------	---------	------	-----------	---------	----------	----------

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 1er octobre 2013

CAUSERIE

Les articles de presse et les causeries de septembre sont disponibles au format pdf (Adobe Reader). Apparemment Adobe n'a pas mis sa menace à exécution et je continue d'utiliser Acrobat. Par contre j'ai de nouveaux soucis avec ma connexion Internet qui devient lente n'importe quand. Je mettrai en ligne une vingtaine d'articles ce soir.

La forme revient, mais la présence de mon épouse perturbe mon travail. Je ne suis pas satisfait des dernières causeries.

Juste un mot et on y reviendra plus tard plus en détail, il n'y a pas de changement de stratégie de la part des Américains, seulement un changement tactique, ce qu'ils ne pourront pas réaliser par la force ou la guerre, ils l'obtiendront par la voie politique sur le dos de tous les peuples, y compris syrien et iranien.

Leur objectif demeure l'établissement d'un gouvernement mondial dirigé par l'oligarchie financière, il suffira de garantir la satisfaction des besoins de la classe dominante des Etats sur lesquels les Américains ne peuvent pas étendre leur domination politique pour qu'ils acceptent de rejoindre des structures supranationales qu'ils contrôleront ensemble et le tour sera joué.

Il ne faut pas se leurrer sur la nature des Etats russe, chinois, iranien ou syrien qui finalement ont tout intérêt à s'entendre ou à s'associer aux Américains et aux Européens pour assurer la pérennité du pouvoir de leur classe dominante qui dépend ou coïncide avec celle du capitalisme sous une forme ou une autre. Cela dit la guerre économique qu'ils se livrent va continuer et rien ne dit que cette alliance politique ou plutôt ce compromis fragile ne volera pas en éclats, notamment sous les effets de la lutte des classes. A suivre.

Note de lecture

D. Gluckstein a eu raison d'écrire (Informations ouvrières n°270, éditorial) :

- "C'est prendre une grave responsabilité que de vouloir enfermer les revendications ouvrières dans la subordination à un gouvernement qu'on nous présente comme « différent », puisque « de gauche », alors que, chacun le constate, il se contente de continuer, en pire, la politique de Sarkozy dans le cadre fixé par la Banque centrale européenne et le FMI."

Alors il faut aller jusqu'au bout et caractériser ce gouvernement, caractériser politiquement le PS comme un ennemi des travailleurs, un parti de l'ordre bis ou le supplétif du parti de l'ordre officiel, l'UMP, il tient le rôle de l'UMP quand celui-ci n'est plus à même de le remplir. Il faut rompre avec ce parti social-libéral-impérialiste, avec Hollande et son gouvernement.

Est-ce bien cela qu'il a voulu dire ? Vérifions-le, il a écrit ensuite:

- "*Seule l'indépendance politique de la classe ouvrière, refusant toute subordination à ce gouvernement aux ordres du capital financier, et se libérant du carcan de l'Union européenne, ouvrira la voie à une solution conforme à la démocratie et aux besoins de l'immense majorité.*"

Mais comment aider à préserver "*l'indépendance politique de la classe ouvrière*" en légitimant Hollande, en s'adressant à lui par voie de pétition comme s'il pouvait servir les intérêts des travailleurs et n'était pas "*aux ordres du capital financier*", de l'Union européenne, ne serait-ce pas colporter les pires illusions dans le Bonaparte de service, les institutions, ce qu'elles représentent justement, au lieu d'aider les masses à "*trouver la la voie à une solution conforme (...) aux besoins de l'immense majorité*" qui passe par la rupture avec les institutions de la Ve République et ses partis ?

Qu'a-t-il voulu dire en écrivant plus haut :

- "*En France comme dans toute l'Europe, n'est-ce pas ce consensus qui, voulant tout sacrifier au « sauvetage de l'euro », menace d'effondrement les fondements de la démocratie ?*", sinon qu'il refuse de rompre avec le PS et Hollande, car au lieu de regretter ce consensus, il devrait plutôt expliquer qu'il est conforme à la nature du PS qui ne fait là que remplir son rôle de parti de l'ordre, condition pour que "*l'indépendance politique de la classe ouvrière*" puisse s'affirmer. De très nombreux travailleurs le pressentent, alors au lieu de conforter leur perception du PS qui est correcte mais insuffisante, pourquoi adopter un comportement qui consiste à les jeter dans les bras du PS ou à réintroduire dans leur tête un doute sur ce parti ?

Ne serait-ce pas parce que le mouvement ouvrier est à la remorque du PS et du PCF que "*l'indépendance politique de la classe ouvrière*" demeure un voeu pieux, une chimère ? Le PS et du PCF n'incarnent-ils pas l'antithèse de "*l'indépendance politique de la classe ouvrière*", de la démocratie, n'incarnent-ils pas tous les efforts entrepris par la classe dominante pour interdire au prolétariat de trouver "*la voie à une solution*" politique à la crise du capitalisme ?

L'incapacité des masses à trouver "*la voie à une solution*" politique à la crise du capitalisme n'aurait-elle rien à voir avec son incapacité à affirmer son "*l'indépendance politique*" ou l'inverse, ne serait-ce pas l'absence d'indépendance politique de la classe ouvrière qui serait à l'origine de son incapacité à trouver la voie à une solution politique conforme à ses besoins ?

Qu'est-ce que vient faire ici le consensus entre le PS et l'UMP, en quoi les masses devraient-elles le regretter, en quoi devrait-elle s'impliquer pour l'empêcher, ne vaut-il pas mieux que le PS se démasque ou avance démasqué ? Gluckstein le regrette-t-il ? Pourquoi ? Que craint-il ? Il dit craindre l'effondrement des "*fondements de la démocratie*", mais ne sont-ils pas le produit de la division de la société en classes aux intérêts antagoniques, ne prennent-ils pas racine dans les inégalités qui sont à l'origine du capitalisme et de son effondrement, cette démocratie qui a un caractère de classe il faut le préciser, n'est-elle pas une imposture, un simple vernis qui jusqu'à présent a permis d'assurer la stabilité des rapports entre les classes au profit de la classe dominante, la survie du régime, l'effondrement des "*fondements de la démocratie*" ne coïnciderait-il pas avec l'effondrement du capitalisme que nous devrions attendre, encourager, espérer ardemment au lieu de le craindre pour en finir une fois pour toute avec le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme, peut-on imaginer un seul instant que les masses trouveront "*la voie à une solution*" politique à la crise du capitalisme si on ne les prépare pas à affronter cette situation, si on cherche à l'éviter, il faudrait qu'il nous dise ce qu'il veut vraiment s'il le sait ou pour quel objectif politique il combat. J'aurais tendance à dire qu'il craint l'affrontement entre les classes.

Pour notre part, nous nous félicitons du consensus PS-UMP, il est dans l'ordre des choses, surtout qu'ils ne changent rien, c'est parfait, les choses seront plus claires dans la tête de tous les travailleurs, c'est bien aussi notre objectif n'est-ce pas ? Les travailleurs doivent savoir qu'il n'existera aucune solution politique conforme à leurs intérêts incluant le PS, le PCF et leurs satellites respectifs, ils ne doivent compter que sur eux-mêmes et le parti qu'ils doivent contruire. Ce n'est pas la voie adoptée par le POI, cette voie est rejetée par tous les partis, donc nous sommes dans une impasse politique et nous allons y rester, pour le pire uniquement il ne faut pas se leurrer, jusqu'à quand, nul ne le sait.

Il arrive dans la vie qu'on se retrouve confronté à ce genre de situations qui peuvent être résolues en se posant des questions ouvertes ou fermées, questions fermées auxquelles on répond par oui ou par non, il faut trancher et on n'a pas le choix, la décision est brutale, questions ouvertes qui laissent entrevoir des perspectives qui peuvent varier en fonction de l'évolution du cours des choses, on peut louvoyer, on dispose d'une marge de manoeuvre, là dans le cas présent nous sommes face à une question fermée, rompre ou ne pas rompre avec le PS (et du PCF) et la caractérisation politique erronée qu'on en donne, avec l'interprétation du rôle qu'on lui prête qui est fautive, qui fautive notre perception de la situation, des institutions, des rapports entre les partis, les classes, notre conception de la lutte des classes, notre intervention dans la lutte des classes, notre intervention auprès des travailleurs, la perception qu'on en a, l'impasse politique qui en découle se traduit ou se répercute à tous les niveaux, voilà selon nous ce qui explique en grande partie pourquoi nous en sommes là aujourd'hui.

Gluckstein, parce qu'il craint l'effondrement des "*fondements de la démocratie*" il s'adresse à Hollande qui devrait en être le sauveur, il craint l'effondrement du capitalisme qui en est le pendant parce qu'il se rend bien compte que nous ne sommes pas prêts,

les travailleurs ne sont pas prêts à affronter cette situation, ce qu'il ne comprend pas apparemment c'est que cette situation qui conduit à la putréfaction de tous les rapports sociaux (comme aux Etats-Unis) est en train de se produire sous nos yeux depuis plusieurs décennies, pas d'un seul coup brutal comme ce fut le cas autrefois mais étape par étape, couche par couche, secteur par secteur, pan par pan tous nos droits sociaux et politiques sont en train d'être liquidés les uns après les autres. En Grèce ou au Portugal déjà la situation des travailleurs est comparable à celle qui accompagne traditionnellement chaque dépression, leurs salaires sont réduits de 25 à 50% et une grande partie de leurs acquis ou droits sociaux sont partis en fumée, ils sont retournés 30, 40 ans en arrière ou davantage encore, tandis que la démocratie est muselée, pour ainsi dire inexistante, ils peuvent descendre dans la rue par centaines de milliers ou millions dans la rue autant de fois qu'ils veulent cela ne change absolument rien, ne sert strictement à rien, le rouleau compresseur du néolibéralisme écrase tout sur son passage et progresse...

L'amélioration des conditions de la classe ouvrière au cours de la seconde moitié du XXe siècle a tellement été ancrée dans le cadre du capitalisme et ses institutions politiques que les travailleurs sont incapables d'entrevoir une issue politique au-delà du capitalisme, sur leur propre terrain de classe, ils vouent littéralement un culte au capitalisme, car tout a été fait pour qu'il en soit ainsi, toute issue politique qu'on leur propose qui ne se situe pas dans ce cadre ou en rupture avec le capitalisme leur paraît farfelue, dangereuse, incohérente, ils considèrent toujours que le capitalisme est synonyme de progrès ou de réformes sociales progressistes. La faute à qui, sinon au mouvement ouvrier qui n'a pas mené son combat dans la perspective du socialisme ou qui a abandonné cette perspective et s'est adapté au capitalisme.

Au cours de la lutte de classes, seule une minorité de travailleurs se sont organisés et mobilisés tandis que l'ensemble bénéficiaient du produit de leurs luttes, ce sont ceux-là qui tirent aujourd'hui la classe en arrière tandis que son avant-garde ne comprend pas que l'époque où il suffisait de poser une revendication et que quelques dizaines ou centaines de milliers de travailleurs se mobilisent pour qu'elle aboutisse est définitivement révolue, les couches supérieures ou privilégiées du prolétariat se satisfont de leur situation et ne se mobilisent que sur un plan strictement corporatiste pour défendre leurs acquis, les autres couches sont peu ou pas organisées et ne se mobilisent pas ou alors en désespoir de cause quand elles se retrouvent acculées le dos au mur ou vouées au chômage, dans les deux cas, dans tous les cas quelle que soit l'évolution de leur situation ou le sort qui leur est réservé ils le doivent au capitalisme plus qu'à la prise de conscience d'appartenir à une classe qui a une tâche historique à accomplir, puisqu'ils sont incapables d'envisager leur avenir autrement que sous un régime capitaliste, pour eux le socialisme n'est même pas une utopie, il ne veut absolument rien dire, ils en ignorent tout.

Ce qui peut paraître incroyable, c'est que des dirigeants se soient laissé aller à marcher dans cette combine, alors qu'ils savaient ou devaient savoir que tout ce que les capitalistes concédaient aux travailleurs d'une main un jour, ils leur reprendraient de l'autre le moment venu ou à la première occasion, chacun savait que la phase ascendante du capitalisme était achevée depuis le début du XXe siècle et que le stade (suivant) de l'impérialisme coïncidait avec l'entrée dans sa phase descendante qui devait le conduire au chaos et ramener l'humanité au stade de la barbarie, que dans ces conditions aucune réforme sociale ou politique n'était acquise définitivement et que pour cette raison on ne pouvait ou plutôt, on ne devait à aucun prix les concevoir autrement que dans la perspective de la liquidation du capitalisme avant qu'il prenne les devants et revienne sur ces concessions ou ces acquis de la lutte des classes, qu'il valait mieux plus de défaites ou que la condition ouvrière s'améliore plus lentement mais sur des bases saines, c'est-à-dire accompagnée d'une progression de la conscience politique des masses liée à l'idéal du socialisme, de manière à aborder la prochaine crise du capitalisme dans les meilleures conditions possibles, à y préparer les masses...

Evidemment il n'était pas question de compter sur le PS ou le PCF pour adopter cette stratégie puisqu'ils étaient totalement inféodés au capitalisme, c'était à l'avant-garde de s'en saisir tout en construisant le parti, sauf qu'elle a préféré adopter une stratégie de front unique en direction de ces partis qui s'est traduite par la politique qu'on a décrite plus haut, purement trade-unioniste ou réformiste bourgeoise compatible avec celle du PS et du PCF (et des appareils des syndicats), conforme au mouvement spontané des masses qui faisait la part belle à leurs illusions au détriment de l'élévation de leur niveau de conscience politique ou du socialisme qui passait complètement à la trappe, vous connaissez la suite.

On continuera une autre fois.

[Le chiffre du jour. 395,7 milliards de dollars.](#)

C'est la gigantesque somme dépensée à ce jour par le gouvernement américain consacrée au F-35 Lightning II confiées au géant de l'aéronautique Lockheed Martin et cinq de ses principaux sous-traitants Northrop Grumman, BAE Systems, L-3 communications, Honeywell et United Technologies, l'avion de combat qui doit remplacer une grande partie de la flotte américaine et dont le coût dépasse de 70 % le budget initial attribué en 2001.

L'Inspection générale du Pentagone a recensé 343 problèmes liés à la conception et à la réalisation du F-35 Lightning II dans un document rendu public lundi 30 septembre, sans compter le retard pris dans la mise en service de l'appareil repoussée au mieux en 2016. (source : Le Monde 01.10)

[Quand l'opium du peuple a comme une odeur de gaz...](#)

- Taxe à 75%: le cadeau à 24 millions d'euros du gouvernement au PSG - slate.fr

Le gouvernement vient de mettre en place un véritable bouclier fiscal pour les quelques clubs les plus riches, au premier rang desquels le PSG. S'ils devront bien payer 75% d'impôts sur la part des revenus annuels supérieure à un million d'euros de leurs joueurs et entraîneurs, cette contribution sera plafonnée à 5% de leur chiffre d'affaires.

Pour le PSG, qui devrait réaliser 393 millions d'euros de chiffre d'affaires en 2013, il s'agit ni plus ni moins d'une économie de 24 millions d'euros.

L'idée de taxer à 75% la part des revenus supérieure à 1 million d'euros avait été annoncée en direct à la télévision par François Hollande pendant la présidentielle 2012, devenant l'une des mesures les plus débattues de la campagne.

Une nouvelle version à laquelle la Ligue de football professionnel (LFP) avait immédiatement réagi par la voix de son président, Frédéric Thiriez, qui avait estimé que le gouvernement allait «étrangler» les clubs de football français, déjà en difficulté financière pour beaucoup. Selon lui, le coût de la nouvelle taxation allait s'élever à 82 millions d'euros pour les clubs de L1.

Il faut dire que les clubs de football sont particulièrement touchés: selon un document interne de la LFP que nous nous sommes procurés, 114 joueurs ou entraîneurs de Ligue 1 ont un salaire annuel supérieur à 1 million d'euros, soit plus de 10% de l'ensemble des dirigeants et salariés que le gouvernement pense toucher avec la taxe (environ 1.000 personnes selon Bercy).

Le gouvernement a donc décidé d'aménager un plafonnement, geste ouvertement adressé aux clubs de foot, même si Valérie Fourneyron et son collègue ministre de l'Économie Pierre Moscovici ont tous deux pris soin de préciser, pour ne pas faire de jaloux, qu'il s'appliquera bien à toutes les entreprises et pas seulement au secteur du football. Résultat: les clubs de L1 devraient payer un total de 44 millions d'euros en vertu de la taxe sur les très hauts revenus, contre plus de 80 millions initialement prévus.

Reprenons le calcul. Le PSG a une masse salariale estimée à 171 millions d'euros pour la saison 2013-2014, selon le même document interne de la LFP.

L'application de la taxe à 75% sur les 21 salariés (joueurs et entraîneur) concernés de son effectif aurait dû lui coûter 43,5 millions d'euros d'impôts (Les Echos avaient d'ailleurs fait le même calcul en avril dernier). Il aurait par exemple eu à payer 10,5 millions d'euros pour Zlatan Ibrahimovic, qui vient de signer un nouveau contrat avec un salaire net de 15 millions d'euros annuels.

Grâce au plafonnement aménagé spécialement pour les clubs de football, le club ne devra s'acquitter finalement que de l'équivalent de 5% de son chiffre d'affaires, soit 19,5 millions d'euros. Il vient donc d'économiser 24 millions d'euros, soit un peu plus que le budget des plus petits clubs de L1 (Bastia, Ajaccio et Guingamp).

Au final, seuls six clubs de L1 bénéficieront de ce rabais selon les calculs de la LFP. Le PSG (-55%), Lyon (-57%) et Marseille (-60%) obtiennent la meilleure baisse d'impôt, tandis que Lille et Rennes (-37% chacun) et dans une moindre mesure Bordeaux (-18%) voient aussi leur situation s'améliorer. Le PSG réalise à lui tout seul 56% des 43 millions d'euros d'économies effectuées par tous les clubs de Ligue 1 concernés par le plafonnement. smate.fr 30.09

Il précise que l'AS Monaco n'est pas concerné puisqu'enregistré fiscalement à Monaco, un paradis fiscal !

ACTUALITÉ DU JOUR

Girouette sans direction.

Les électeurs portugais ont sévèrement sanctionné le Parti social-démocrate (PSD, droite) au pouvoir en raison de sa politique d'austérité, selon les premiers résultats partiels du scrutin municipal de dimanche.

Selon des résultats encore très partiels au niveau national, le Parti socialiste obtient nettement plus de 40%, alors que les sondages lui octroyaient 38%.

Le plan d'aide de 78 milliards d'euros accordé par le Fonds monétaire international et l'Union européenne a été accordé au Portugal en 2011 alors que les socialistes dirigeaient le pays, mais c'est le gouvernement PSD qui a dû appliquer les coupes budgétaires et hausses d'impôts réclamées par les créanciers internationaux. AFP 30.09

Ne cherchez pas une logique ou une quelconque trade de conscience politique dans les résultats de ces élections car il n'y en a pas, les travailleurs portugais se sont certes massivement abstenus ou ont voté blanc, on ne dispose toujours pas des chiffres définitifs, 41% s'étaient abstenus en 2009, notons simplement qu'une majorité d'entre eux qui avaient voté PSD en 2009 ont voté Parti socialiste en 2013, alors que c'est le Parti socialiste qui avait "négocié" avec le FMI et l'UE le plan d'austérité dont ils sont victimes quand il était au pouvoir en 2011.

C'est fou le nombre de travailleurs qui choisissent d'aller mourir au Qatar !

276 travailleurs népalais sur 370.000 sont morts en 2012 au Qatar, dont 75% de "mort naturelle" ! Il faut préciser que les Népalais (ou les Indiens) qui partent travailler au Qatar sont généralement jeunes et tous doivent être en bonne santé et en état de travailler, cela va de soi.

- Mondial de foot: le Qatar dément les accusations d'esclavagisme - AFP

Le coordinateur de la communauté népalaise au Moyen Orient, Narinra Bad, a affirmé qu'en 2013, 151 Népalais étaient décédés au Qatar, "dont 15 sur leur lieu de travail". Le reste, selon lui, sont décédés de mort naturelle ou dans des accidents de la route ou autres.

"Pour toute l'année 2012, le nombre de morts parmi les Népalais au Qatar était de 276, dont 55, soit vingt pour cent, sont décédés sur leur lieu de travail", a-t-il ajouté.

Il a affirmé que la situation des ouvriers népalais au Qatar était "similaire à leur situation dans les autres pays du Golfe".

"Nous ne pouvons pas dire que les conditions de travail sont exemplaires, et les Népalais font face à des défis pour ce qui est du logement, des visas et des salaires", a-t-il reconnu.

Dans la plupart des pays du Golfe, les ouvriers expatriés vivent dans des cités dortoirs, touchent des salaires assez bas et travaillent plusieurs mois de l'année dans des conditions climatiques extrêmes.

Une délégation internationale de syndicalistes se rendra le 7 octobre au Qatar pour "constater les conditions de travail des migrants", avait indiqué vendredi à l'AFP un des futurs participants à cette visite, Gilles Letort, de la Fédération nationale CGT des salariés de la construction. AFP 30.09

Ils vont envoyer au Qatar une délégation de pieds nickelés qu'ils vont balader...

Le PASOK mise sur le soutien du parti néonazi Aube dorée aux institutions.

"Les scénarios sur des élections anticipées sont inexistantes, ce serait dangereux pour l'économie et la stabilité politique et sociale du pays", a dit M. Vénizélos (PASOK), vice-président du gouvernement et ministre des Affaires étrangères.

"Personne ne peut provoquer une crise parlementaire", a ajouté M. Vénizélos en soulignant qu'il ne croyait pas que les députés d'Aube dorée "allaient oser démissionner".

A la suite d'un rapport du ministre de l'Ordre public, Nikos Dendias, selon lequel l'action d'Aube dorée "mine l'État de droit et porte atteinte aux droits de l'Homme, à la sécurité nationale et à la tradition démocratique", une vaste enquête judiciaire est en cours depuis la semaine dernière.

"Le gouvernement a la volonté de surmonter non seulement la crise mais aussi la crise des valeurs en Grèce", a affirmé M. Vénizélos tout en déplorant "le retard pris" par les autorités d'agir contre cette formation. AFP 30.09

Au PASOK cela ne les gêne pas le moins du monde que la stabilité du régime repose sur la présence de députés néonazi au parlement. Au moins si on se demandait d'où ils tiennent leur légitimité, maintenant on le sait. Après ils prétendent avoir des "valeurs", représenter "la tradition démocratique", on comprend qu'avec de tels défenseurs elle soit en permanence piétinée.

Nous disions que les partis de l'Internationale socialiste jaune frayaient la voie au fascisme, à la dictature, aux pogroms, quand ils ne s'accrochent pas de la présence de partis ouvertement fascistes dans leur pays dont ils ont favorisé le développement et partagent la responsabilité de leurs crimes.

Coup foireux. Tartuffe gouverne en France !

- Chômage: les bons chiffres d'août amplifiés par un bug - AFP

Grosse déconvenue pour le gouvernement: Pôle emploi a révélé lundi qu'un grave bug chez SFR a largement contribué à gonfler le recul des inscrits en août qui, sans cet incident, aurait été moitié moindre.

"En l'absence de ce dysfonctionnement", la baisse d'août aurait été "comprise entre 22.000 et 29.000" pour les demandeurs d'emploi de catégorie A (sans activité), estiment Pôle emploi et le ministère du Travail.

Toutefois, cette baisse "reste très significative" et "la plus importante depuis décembre 2007", a réagi le ministère du Travail. AFP 30.09

Il semblerait qu'ils soient encore incapables de fournir un chiffre définitif, ce qui est pour le moins étonnant leurs services étant entièrement informatisés, à moins qu'ils en soient encore à la calculette ! Le ridicule ne tue pas, hélas !

Qui ne risque rien n'a rien !

Une réforme financière mondiale "*inachevée*"...

L'économie mondiale fait encore face aux "risques" d'une nouvelle faillite d'un géant bancaire cinq ans après la chute de Lehman Brothers aux Etats-Unis, regrette le Fonds monétaire international (FMI) dans un rapport paru lundi.

"Il y a encore de nombreux établissements financiers d'importance systémique dont le champ d'action s'étend à l'ensemble du globe", assure le Fonds dans ce rapport publié en prélude à ses prévisions économiques mondiales la semaine prochaine.

Cinq ans après la faillite du géant bancaire Lehman Brothers, étincelle de la crise, le Fonds note que les progrès sur la réforme financière mondiale restent "*inachevés*".

"L'économie mondiale reste donc exposée aux risques qu'un de ces établissements financiers d'importance systémique fasse faillite", écrit le Fonds. AFP 30.09

... qui profite à qui ?

Deux milliards de dollars. C'est la somme mirobolante que va gagner, mardi 1er octobre, le milliardaire américain Warren Buffett, cinq ans après avoir investi ses billes dans Goldman Sachs.

Tout commence le 27 septembre 2008, quelques jours après la faillite de Lehman Brothers, premier domino de la plus grave crise financière depuis le krach de 1929. Afin d'aider Goldman Sachs, star des banques d'affaires en difficulté, et redonner confiance aux investisseurs, Warren Buffett investit 5 milliards de dollars, sous la forme de warrants (bons de souscription), qui donnent à Berkshire Hathaway, son fonds d'investissement, le droit d'acheter 43,48 millions de dollars d'actions ordinaires de Goldman Sachs au prix de 115 dollars par action, et ce jusqu'au 1er octobre 2013.

En mars 2013, il annonce qu'il va transformer ces bons de souscription en actions de Goldman Sachs. Cette opération lui permet d'augmenter sa participation dans la banque, sans pour autant injecter de nouveaux capitaux.

Le montant de l'opération, qui arrive donc à échéance mardi, correspond au prix moyen de l'action Goldman Sachs sur les dix derniers jours précédant le 1er octobre, multiplié par 43,48 millions. Ainsi, Warren Buffet devrait obtenir une part dans la banque d'affaires correspondant à environ 2 milliards de dollars.

Trois ans plus tard, Buffett avait justifié cet investissement devant la commission d'enquête sur la crise financière en expliquant avoir parié sur le fait que Ben Bernanke, le président de la Réserve fédérale, et Henry Paulson, alors secrétaire au Trésor mais aussi ancien président de Goldman Sachs, "*feraient tout ce qu'il faudrait pour stabiliser l'économie*", et donc, entre autres, éviter que les grandes banques ne subissent le même sort que Lehman. lemonde.fr 30.09

On a lu plus haut que le FMI estimait que le risque existait toujours que d'autres banques connaissent le même sort que Lehman Brothers, et le journaliste enthousiaste à l'idée que l'économie mondiale était sauvée de conclure "*Pari réussi*", alors qu'en fait le rentier Warren Buffett démontre plutôt le contraire en ayant empoché 2 milliards de dollars après en avoir investi 5 cinq ans plus tôt.

Il faudrait qu'on nous explique sur quoi repose un tel gain qui est entre deux et trois fois supérieur à la croissance mondiale au cours de cette période, cela représente également un profit de 8% par an en moyenne, auquel il faut ajouter la plus-value qui retourne en principe dans le circuit du capital, on ne voit pas comment un tel niveau de profit a pu être créé en moyenne, à moins

que ce soit une avance sur d'hypothétiques profits à venir, comme dans le cas des subprimes...

ACTUALITE EN TITRES

[A bas le code du travail responsable du chômage s'écrient les néolibéraux !](#)

- De l'air : 10 exemples qui font du code du travail une entrave à l'emploi - Atlantico.fr

[Vivre pour travailler un point c'est tout !](#)

- Travail dominical: en 2008, le PS s'opposait à la "*civilisation du supermarché*" - L'Express.fr

- Le dimanche, une passion française - Rue89

- Jacques Attali: Vive le dimanche - Slate.fr

[Entre travail et esclavage...](#)

- Entre travail et vie privée, une frontière de plus en plus floue - L'Express.fr

[Briseurs de grève.](#)

- Amazon délocalise en Europe de l'Est pour contourner les grèves en Allemagne - L'Expansion.com

[Fanatisme religieux. Discrimination... au nom de l'égalité.](#)

- Une salle de gym pour femmes crée la polémique - LePoint.fr

Le maire du Raincy, Eric Raoult, demande la fermeture de l'établissement pour des raisons de sécurité. La gérante dénonce un geste islamophobe. LePoint.fr 30.09

Bientôt ils imposeront des bus, des wagons, des places réservées à chaque sexe comme dans les régimes féodaux... A bas l'obscurantisme et le fanatisme religieux, le salafisme !

En Inde, en principe les femmes s'assoient d'un côté de l'allée centrale du bus, les hommes de l'autre côté, sauf quand les rangées sont pleines d'un côté on a le droit de poser ses fesses de l'autre côté. Il ne faut pas toucher la main d'une femme, il faut éviter de la regarder dans les yeux, etc.

[Au rebut. La régression ou décomposition sociale touche dorénavant tous les rapports.](#)

- Les discriminations liées à l'âge sont en hausse régulière - LeMonde.fr

Merde, je deviens vieux ! En Inde ce n'est pas mieux, c'est même pire, normal.

[En voilà un qui a compris dans quelle direction évoluait le capitalisme mondial.](#)

- Le PDG de Cisco voit sa rémunération augmenter de 80% - AFP

Le PDG de l'équipementier en télécoms américain Cisco, John Chambers, va voir sa rémunération annuelle bondir de 80%, selon un document boursier publié lundi. AFP 30.09

Qu'est-ce qui le justifie ? Rien. Erreur, ils détiennent le pouvoir !

[Acharnement sioniste](#)

- La justice française lance une enquête contre l'oncle de Bachar al-Assad - Libération.fr

- Israël : la France sacrifie une diplomate - LePoint.fr
- Netanyahu veut mettre en garde Obama contre l'"offensive de charme" iranienne - LePoint.fr
- Iran. Pour les Israéliens, il faut contrer Téhéran - Le Nouvel Observateur

En famille : tous pour un, un pour tous, tous pourris !

- Enrico Letta peut-être sauvé par des dissidents du PDL - Reuters

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Syrie

1.1- Le chef de la diplomatie syrienne a dénoncé lundi à la tribune des Nations unies l'"invasion" de son pays par des "terroristes étrangers" issus de plus de 83 pays, établissant un parallèle avec les attentats du 11 septembre 2001 aux Etats-Unis.

"Les habitants de New York ont assisté aux dévastations du terrorisme et se sont brûlés au feu de l'extrémisme et du bain de sang, tout comme les Syriens aujourd'hui dans leur pays", a déclaré Walid al Moualem devant l'Assemblée générale annuelle des Nations unies.

"Comment certains pays, frappés par le même terrorisme que nous subissons aujourd'hui en Syrie, peuvent-ils affirmer se battre contre le terrorisme partout dans le monde tout en lui apportant leur soutien dans mon pays ?", a-t-il dit en rejetant l'idée selon laquelle il existerait un courant modéré de la rébellion syrienne que les pays occidentaux disent vouloir appuyer.

"Les affirmations sur l'existence d'activistes modérés et d'activistes extrémistes sont une plaisanterie de mauvais goût. Le terrorisme c'est le terrorisme, un point c'est tout. On ne peut pas le diviser en une aile modérée et une aile extrémiste".

L'orateur a aussi fait référence aux images d'horreur mises en ligne il y a quelques mois sur internet montrant un insurgé dévorant, apparemment, le coeur éviscéré d'un soldat loyaliste.

"Des scènes de meurtre, de massacre et de coeurs humains dévorés par des hommes ont été diffusées à la télévision sans émouvoir les consciences. Des têtes de civils innocents ont été rôties pour avoir tout bonnement bafoué l'idéologie extrémiste et les positions déviantes d'Al Qaïda".

Il a poursuivi : *"En Syrie (...), il existe des assassins qui démembrerent des corps humains encore vivants et envoient ces parties à leur famille parce qu'il s'agit simplement de citoyens qui défendent une Syrie unie et laïque".*

Le ministre syrien des Affaires étrangères a déclaré par ailleurs que son gouvernement respecterait ses devoirs découlant de l'adhésion de Damas à la Convention internationale sur les armes chimiques proscrivant l'usage de ces dernières.

Mais il a répété que ce sont les insurgés, et non les forces fidèles au président Bachar al Assad, qui ont eu recours à des gaz de combat.

"Des terroristes, qui ont utilisé des gaz toxiques dans mon pays, ont reçu des agents chimiques de la part de pays de la région et occidentaux bien connus de nous tous", a-t-il dit. Reuters 30.09

1.2- Les ministres iranien et syrien des Affaires étrangères se sont entretenus, en marge de la réunion de l'Assemblée générale de l'ONU, des questions intéressant les deux parties, et, notamment, de la crise syrienne.

Selon l'IRNA, lors de cette rencontre Mohammad-Jawad Zarif et Walid Al-Mouallem se sont entretenus des évolutions les plus importantes de la région, et, notamment, des voies pouvant conduire au règlement de la crise syrienne, ainsi que de l'adhésion de ce pays au Traité de Non-prolifération des armes de destruction massive, (TNP), avant de mettre l'accent sur la tenue, le plus tôt possible, de la Conférence de Genève II, avec la participation des représentants de Damas et des groupes d'opposition. Les

deux parties ont demandé, également, le règlement de la crise, par les voies diplomatiques. french.trib.ir 29.09

2- Moyen-Orient

Les Etats Unis d'Amerique réapprennent aux peuples du Moyen-Orient la nouvelle géographie de leur région en publiant dans les colonnes de New York Times une "nouvelle carte de la région". Le Moyen Orient rêvé par les Etats Unis est composé de 14 pays issus de la dislocation de 5 pays le composant à l'origine. Suivant donc les stratèges américains, " la Syrie se divisera au moins en trois entités, selon les divisions ethno-confessionnelles. les trois entités auront respectivement une identité alaouite, kurde et sunnite . Les alaouites contrôleront, fidèles à la tradition en vigueur depuis des décennies les régions côtières de la Syrie. Les kurdes syriens s'en sépareront pour rallier avec les kurdes irakiens. L'entité sunnite pourrait aussi faire sécession du reste de la Syrie et se fusionner avec les provinces sunnites irakiennes".

Le journal s'intéresse ensuite à l'Irak à proprement parler : " Les kurdes du nord de l'Irak rejoindront les kurdes syriens . les sunnites du centre de l'Irak se rallieront aux sunnites syriens et le sud de l'Irak sera exclusivement chiite" mais le journal n'oublie pas non plus la Libye qu'il place au cœur du Moyen Orient à naître : " En raison des rivalités régionales et tribales très intenses n la Libye peu se diviser en deux entités historiques, Tripolitaine et Cyrénaïque avec un troisième pays, Fezzan" le journal n'oublie évidemment pas l'Arabie saoudite où " il y a depuis très longtemps des divergences internes (ndlr : depuis que les Etats Unis s'y sont intéressés) et cette question pourrait en cas du transfert du pouvoir à la prochaine génération des princes des Saoud être résolue. En fait, les divergences tribales, les divergences sunnito chiites et les défis économiques menacent l'intégrité territoriale de ce pays".

NY Times s'intéresse ensuite au Yémen et écrit : " un référendum aura lieu dans le sud du Yémen et puis ce pays arabe le plus pauvre sera scindé en deux. une partie ou tout le sud du Yémen pourrait rejoindre l'Arabie Saoudite." Et le journal finit cette analyse en beauté en annonçant la raison de tous ces changements géographiques et géostratégiques : " l'Arabie saoudite commerce avec le monde extérieur via la mer et un accès direct à la mer d'Arabie réduira la dépendance de ce pays (gros producteur du pétrole) au Golfe persique et neutralisera en grande partie le pouvoir de nuisance de l'Iran qui menace de fermer le détroit d'Hormuz". french.trib.ir 30.09

3- Iran

3.1- Après les déclarations plus ou moins "récidivistes" de la conseillère d'Obama pour la sécurité nationale, Susan Rice qui affirme qu'Obama " n'a jamais reconnu à l'Iran le droit à l'enrichissement", voici les déclaration du secrétaire Kerry qui contredit Mme Rice. Au cours d'un entretien accordé à CBS news, John Kerry s'est arrangé du côté de Rohani qui estime "possible" une entente avec les américains dans trois à six mois à venir : " Et cette entente pourrait ne pas se réduire au nucléaire. Elle pourrait être un accord sérieux et global entre l'Iran et les Etats Unis ". " De bonnes relations diplomatiques avec l'Iran autour du nucléaire pourrait accélérer le processus de la normalisation des liens et améliorer les relations de part et d'autre".

Kerry n'a pas oublié non plus la question des sanctions et en miroitant une levée des sanctions "qui pourrait effectivement avoir lieu" a affirmé : " Si les Etats Unis et l'Iran parviennent à un accord , les sanctions pourront aussi être levées". Selon les analystes, la levée des sanctions promises par Washington est difficilement réalisable dans la mesure où une grande partie des mesures prises contre l'Iran ont la force de loi. french.trib.ir 30.09

3.2- A quelques heures de son discours devant l'Assemblée générale de l'ONU, Netanyahu a affirmé à la presse qu'il n'hésiterait pas de se dissocier de toute initiative diplomatique si les négociations nucléaires avec l'Iran n'aboutissent pas à l'arrêt du programme iranien".

Ces déclarations qui donnent plus que jamais à Netanyahu l'allure d'un guerrier "décalé" ne semblent pas pouvoir convaincre une presse israélienne très hostile qui reproche à l'intéressé son aveuglement stratégique, son incapacité à voir venir les changements stratégiques d'envergure. Arouzt Sheva, rapporte ne ce sens les propos de Moshé Figilin, le député de la Knesset qui tout en fustigeant Netanyahu affirme : " la politique iranienne de Netanyahu s'est effondrée et la légitimité d'éventuelles frappes US contre l'Iran n'est plus. je dirai même que la définition même de la menace nucléaire iranienne ne tient plus". Pour ce député, " les efforts de Netanyahu destinés à internationaliser la crise nucléaire iranienne sont condamnés d'avance. Au lieu de faire face lui même à al menace iranienne, Netanyahu a évoqué ce sujet à l'échelle internationale mais le contexte international a changé et avec la nouvelle perspective des liens irano occidentaux, une action militaire anti iranienne n'est plus d'actualité.". " L'un des impacts de la défaite de la politique iranienne de Netanyahu est qu'on parle aujourd'hui davantage de Dimona que de la centrale iranienne de Bouchehr et ceci signifie l'effondrement thématique de la politique iranienne de Netanyahu".

Mais Arouzt sheva n'est pas seul à fustiger " Bibi" : J Street est une conférence annuelle où se rassemblent les partisans inconditionnels d'Israël mais J Street de cette année s'est transformé à un chœur de voix hostiles à Netanyahu. Selon Yediot Ahoronot, Zahwa Gaelon , chef du parti Meretz s'est réjoui de la perspective d'une amélioration des relations entre Téhéran et Washington " estimant qu'il s'agit là d'un pas franchi vers un Iran sans nucléaire . " Il est grand temps de Netanyahu cesse de faire le moral à la communauté internationale et de s'intéresser davantage aux problèmes domestiques d'Israël ". Haaretz cite Shelly Yachimovich, chef du parti travailliste et orateur de cette même réunion : Israël se doit de prêter attention aux messages de Téhéran et essayer les voies diplomatiques et une fois ces voies essayées parler de " toutes les options sont sur la table". "

J'invite surtout Netanyahu à s'intéresser davantage à la question palestinienne".

Que montre l'ensemble de ces commentaires ? La crédibilité des arguments avancés par Netanyahu est bien mise en cause par les israéliens eux mêmes. En effet les efforts de Netanyahu pour faire de l'Iran le principal problème des israéliens, de vouloir fuir toutes les autres difficultés au nom de la menace iranienne commencent à prendre de l'eau. french.irib.ir 30.09

4- Venezuela

Le président du Venezuela Nicolas Maduro a ordonné, lundi 30 septembre, l'expulsion de trois diplomates de l'ambassade des Etats-Unis à Caracas, accusés de sabotage économique et électrique menés avec l'opposition. *"Ils ont 48 heures pour quitter le pays. (...) Yankees go home !"*, a déclaré le président dans un discours public.

Nicolas Maduro a accusé les diplomates de s'être réunis *"avec l'extrême droite vénézuélienne"* afin de *"la financer et de mener des actions pour saboter le système électrique et l'économie"* du pays. *"Peu importe les actions qu'entreprend Barack Obama ! Nous ne permettrons pas qu'un gouvernement impérialiste (...) stoppe les entreprises, coupe l'électricité pour éteindre tout le Venezuela"*, a-t-il lancé.

Le Venezuela a été le théâtre début septembre d'une gigantesque panne d'électricité, que les autorités ont mis sur le compte d'un *"sabotage"*. Le pays souffre également de pénuries alimentaires et de produits de consommation courantes, le gouvernement accusant l'opposition – et ses alliés américains – de spéculer afin de tenter de le discréditer.

En mars, deux attachés militaires américains à Caracas avaient été sommés de quitter le pays, déjà sous le coup d'accusations de conspiration contre le gouvernement, héritier de l'ancien président Hugo Chavez, décédé le 5 mars. En représailles, Washington avait renvoyé deux diplomates vénézuéliens quelques jours plus tard. Etats-Unis et Venezuela n'ont plus d'ambassadeurs respectifs depuis 2010.

En parallèle de ces expulsions, et alors que le gouvernement tente de pallier les pénuries dont souffre le pays, l'Etat vénézuélien a lancé une procédure administrative contre la chaîne de télévision privée Globovision pour avoir diffusé un reportage qualifié de potentiellement *"angoissant"* pour la population. Ce week-end, Nicolas Maduro avait demandé au parquet général de *"punir"* les médias provoquant des *"achats compulsifs"*.

Diffusée dimanche, une émission du programme Caso de investigación *"a présenté des informations liées à la pénurie supposée [...] de véhicules comme de produits alimentaires dans le pays"*, a déclaré le directeur de la Conatel, qui régit les médias vénézuéliens. Si le *"délit de provocation à l'anxiété"* était constitué, la chaîne encourrait une amende représentant jusqu'à 10 % de ses revenus bruts.

Il s'agit de la première procédure administrative à l'encontre de Globovision depuis son rachat en début d'année par des actionnaires locaux proches des milieux boursiers et du secteur des assurances, qui, selon l'opposition, sont liés à de hautes figures du pouvoir en place. Suite à ce rachat, la chaîne avait *"recentré"* sa ligne éditoriale et s'était séparée de plusieurs animateurs et journalistes trop critiqués vis-à-vis du gouvernement. Présente à l'antenne depuis 1994, Globovision, dernière chaîne d'opposition à grande écoute au Venezuela, est coutumière des amendes et procédures administratives, et a plusieurs fois été menacée de fermeture par l'ancien président Hugo Chavez. lemonde.fr 30.09

SOCIAL

Grande-Bretagne

Les chômeurs britanniques de longue durée seront désormais obligés de faire des travaux d'intérêt général pour ne pas risquer de perdre leurs indemnités, a annoncé lundi le ministre des Finances conservateur, George Osborne. *«Personne ne recevra quelque chose sans contrepartie»*, a lancé le chancelier de l'Échiquier au cours du congrès annuel du parti conservateur à Manchester, dans le nord de l'Angleterre. *«Pour la première fois, tous les chômeurs de longue durée qui sont capables de travailler devront faire quelque chose en échange de leurs allocations et afin qu'on les aide à trouver un emploi»*, a-t-il ajouté.

A partir du mois d'avril, début de la prochaine année budgétaire, les chômeurs de longue durée devront consacrer 30 heures par semaine à des travaux d'intérêt général (ramasser les poubelles dans la rue, cuisiner pour les personnes âgées ou travailler dans une organisation caritative...) ou se rendre tous les jours dans leur Agence pour l'emploi. Les chômeurs souffrant d'alcoolisme ou analphabètes seront de leur côté aidés.

Les demandeurs d'emploi qui contreviendraient une première fois à ces nouvelles règles perdraient quatre semaines d'indemnités chômage. Une deuxième infraction entraînerait la perte de trois mois d'indemnités.

Baptisé «*Help to Work*», ce nouveau dispositif concernera tous les chômeurs n'ayant pas retrouvé d'emploi après deux ans au sein du programme gouvernemental de soutien et de formation. Cette nouvelle mesure rentre dans le cadre de la réforme globale des aides sociales par le gouvernement de David Cameron, qui juge qu'un système trop généreux n'incite pas les Britanniques à travailler. AFP 30.09

ECONOMIE

Espagne

La dette publique de l'Espagne, qui ne cesse de gonfler depuis le début de la crise en 2008, frôlera les 100% du PIB en 2014, des chiffres bien supérieurs aux prévisions précédentes malgré un budget 2014, présenté lundi au parlement, toujours empreint de rigueur.

Alors que la dette espagnole était de 40,2% au moment de l'explosion de la bulle immobilière en 2008 et avait encore fini 2011 à un niveau relativement bas en Union européenne (68,5% du PIB), elle a explosé depuis. Elle est passée à 85,9% fin 2012 et à 92,2% fin juin 2013, alors que le précédent budget du gouvernement conservateur prévoyait une dette de 90,5% pour fin 2013.

Le gouvernement table désormais sur une dette de 94,2% du PIB cette année et de 99,8% à la fin 2014. Il anticipe des besoins bruts de financement de 243,888 milliards d'euros pour 2014 contre 207,173 en 2013, soit une hausse de 17,7%.

En termes budgétaires, les intérêts de la dette en 2014 devraient s'élever à 36,590 milliards d'euros, soit 3,49% du PIB.

L'Espagne, qui a dû recourir à un sauvetage pour ses banques en 2012.

La rigueur reste de mise et commence à porter ses fruits, a assuré Cristobal Montoro, le gouvernement espérant ramener, comme promis à l'Union européenne, son déficit public à 6,5% du PIB en 2013 puis à 5,8% en 2014.

La potion reste amère socialement avec 150 milliards d'économies programmées entre 2012 et 2014, notamment pour les fonctionnaires et les retraités. En 2014, les 2,6 millions d'employés administratifs verront leur salaire gelé pour la quatrième année consécutive.

Le gouvernement, qui avait fait du maintien du pouvoir d'achat des plus de 9 millions de retraités une promesse, a prévu de désindexer de la hausse des prix les pensions de retraite. Elles augmenteront de 0,25% en 2014 pour une inflation de plus de 2% en moyenne depuis le début de l'année. AFP 30.09

[Haut de page ↗](#)

Le 2 octobre 2013

CAUSERIE

Je suis en train de formater les adresses des nouveaux articles que je vais mettre en ligne dans 30 à 40 minutes. Il est 16h50 heure locale, 3h30 de moins en France.

13.300 connexions au portail en septembre et 28.110 téléchargements, bravo à vous ! Continuons le combat !

Ouf !

842 millions de personnes ont encore souffert de faim chronique au cours de la période 2011-2013.

La grande majorité des personnes qui souffrent de la faim, soit 827 millions d'entre elles, vivent dans des pays en voie de développement, notamment Asie du Sud, où elles sont le plus nombreuses, et en Afrique, dont un habitant sur cinq ne mange pas à sa faim. AFP 01.10

Quel soulagement, n'est-ce pas !

Ici en Inde où je vis depuis près de 20 ans, on ne voit pas des hommes, des femmes ou des enfants squelettiques ou en train de crever comme des chiens dans la rue comme en Afrique. Il y a plus un problème de sous-alimentation et d'hygiène, de pauvreté.

Quand on pense à nos malheureux amis Africains on a mal au bide, on a les tripes qui se nouent, on ne peut plus bouffer, ça nous monte au cerveau, on a envie d'exploser et de prendre les armes pour mettre fin à cette horrible injustice, mais ce ne serait pas la bonne solution, pas encore, il faut être patient.

A l'ONU ils comptent les centaines de millions de miséreux à travers le monde comme ils comptent les millions de tonnes de soja ou de maïs, d'acier ou de barils de pétrole. Comment comprendre qu'il y en a encore pour s'en remettre à cette institution infâme, criminelle ? Qu'ont-ils vraiment dans le cerveau, qu'ont-ils dans le cœur, une pierre, le cœur à gauche, la raison à droite, un œil attendri et larmoyant penché sur la misère du monde et l'autre sur leur compte en banque ou leur petit confort matériel, leur statut social. On n'en voudra pas aux travailleurs ou aux militants évidemment, mais à leurs dirigeants.

ACTUALITE EN TITRES

Un aveu ou un scoop !

- Bercy admet que l'âge effectif de départ à la retraite va augmenter - Francetv info

Vive le front unique !

- Une majorité d'élus "*berlusconiens*" contre la chute de Letta - Reuters

Tant va la cruche à l'eau

- Travail du dimanche : les tergiversations du gouvernement - LeMonde.fr

- Roms, diesel, réforme pénale : quand Ayrault recadre sa majorité - Francetv info

- Les députés PS en ont ras le bol des couacs - LeFigaro.fr

- Les écolos appellent le gouvernement à revoir sa "*feuille de route*" - AFP

- Eva Joly : «*Duflot doit comprendre que le pouvoir se partage*» - LeParisien.fr

... qu'à la fin elle se casse !

- Hollande, un président de plus en plus "*maxi-énervé*" - L'Express.fr

- François Rebsamen accuse les écologistes d'être des «*partenaires agaçants*» Liberation.fr -

- Roms : ambiance «*pourrie*» en vueau Conseil des ministres LeFigaro.fr

- Travail dominical: l'UMP est divisée sur l'idée d'une nouvelle loi - L'Express.fr

- Le parti de Silvio Berlusconi menacé d'éclatement - Reuters

Enfin la croissance... du chômage !

- Le chômage en Italie revient à son pic du mois de mai, à 12,2% - Reuters

Enfin la démocratie !

- La torture est répandue dans les prisons libyennes, selon l'Onu - Reuters -

- Près de 1 000 morts en septembre dans les violences en Irak - LeMonde.fr

[Il n'y a que les responsables qui ne sont pas en fuite...](#)

- Nouvelle fuite d'eau radioactive à Fukushima - Reuters

[Monstrueuse perspective.](#)

- Dix milliards d'humains en 2050, selon l'INED - LeMonde.fr

[Syrie en titre](#)

- La Russie doute d'une conférence sur la Syrie mi-novembre - Reuters

[Le sionisme ou la haine.](#)

- Syrie : victoire de la barbarie - LePoint.fr

- Laurent Fabius dénonce les persécutions contre les chrétiens d'Orient - Liberation.fr

- Syrie : HRW dénonce les attaques du régime contre les écoliers - LePoint.fr

- Israël : un Iran nucléaire serait aussi dangereux que "*cinquante Corée du Nord*" - LePoint.fr

Le Premier ministre israélien, Benyamin Netanyahu, a affirmé mardi que son pays était prêt à agir "*seul*" pour empêcher l'Iran d'avoir l'arme nucléaire. LePoint.fr 01.10

- Israël se dit prêt à agir "*seul*" pour empêcher l'Iran d'avoir la bombe nucléaire - Francetv info

- Rien ne justifie qu'on baisse la garde face à l'Iran - Le Nouvel Observateur

- Nucléaire : le ton se crispe entre Washington et Téhéran - Le Point.fr

[ACTUALITÉ DU JOUR](#)

[Dans la poubelle du vieux monde. La faim dans le monde recule de pair avec la pauvreté, dicit l'ONU.](#)

Les Etats-Unis vont ouvrir le premier magasin uniquement fourni en nourriture périmée

Un nouveau magasin aux prix très bas ouvrira à Boston en 2014, il a pu acheter des produits dont la durée de vie utile vient d'expirer, mais qui sont toujours comestibles.

On pourra y trouver principalement du chocolat, des pétales de maïs, des yaourts, du lait, des œufs, des légumes ainsi que des fruits. Le projet de l'homme d'affaires Rauch Doug appelé «*Le tableau quotidien*» («*La Table Daily*»), est un hybride de supermarché et de restaurant, car il proposera également un service de cuisine qui vous proposera soupes, salades et plats mijotés avec produits préparés qui sont habituellement rejetés.

L'idée d'ouvrir un magasin de ce type vient du grand nombre de gens qui jettent la nourriture à la poubelle tous les jours. Un rapport de 2012 a révélé que les consommateurs jettent jusqu'à 40% de sa nourriture.

La semaine dernière, un nouveau rapport détaillé revient sur la futilité des dates d'expiration des denrées alimentaires. Les chercheurs ont conclu que l'étiquette avec la date indiquée amène les consommateurs à se tromper et à considérer que nombre d'aliments sont avariés alors qu'ils sont parfaitement propres à la consommation.

Rauch estime également que de nombreux repas bon marché qui sont disponibles sont souvent insalubres. Pour cette raison, le

projet visera à fournir de la nourriture saine et pas chère aux clients. Par exemple, 4,5 litres de lait coûteront 1 \$.

Comme prévu, le premier supermarché avec des produits périmés s'ouvrira dans une banlieue ouvrière de Boston. Source: Actualidad.rt - wikistrike.com 30.09

Quelle généreuse intention ! Et dire qu'on faisait un procès d'intention au capitalisme en lui prêtant un visage inhumain, on en aurait presque honte, presque...

Qui est subordonné à qui ou à quoi ?

Attaquer l'Union européenne ne sert strictement à rien, c'est aux institutions de la Ve République et ses partis qu'il faut s'attaquer, c'est notre position et elle est justifiée.

Qui décide pour qui ? Question insuffisante. Qui décide de se subordonner à qui ? C'est déjà plus précis.

Le gouvernement et le parlement acceptent de se plier au diktat de Bruxelles, de voir spolier son pouvoir politique au profit d'une institution supranationale, non élue, antidémocratique, qui représente les intérêts des banquiers et des multinationales, applique la politique néolibérale de l'oligarchie financière anglo-saxonne-sioniste.

Ainsi Hollande et son gouvernement, le Parlement acceptent d'incarner ces intérêts contre ceux des travailleurs, ils ne peuvent donc pas prétendre les représenter, encore moins figurer dans leur camp, ce sont leurs ennemis, point barre, ce n'est pas discutable ou négociable, ni compromis ni collusion ou collaboration, relations avec nos ennemis, toute autre attitude reviendrait à figurer dans leur camp, à oeuvrer contre les intérêts des travailleurs, non, il n'existe pas de demi-mesure en la matière.

- C'est inédit au Parlement français. Pour la première fois, nos élus vont être sous l'œil de Bruxelles pendant toute la procédure budgétaire qui vient de s'ouvrir. Bénéficiaire d'un sursis de deux ans pour atteindre la limite des 3% de déficit, Paris va devoir prouver à la Commission européenne qu'elle est en bon chemin pour remettre ses comptes d'équerre. L'affaire est prise très au sérieux : Pierre Moscovici en personne a apporté sa copie à Bruxelles le jeudi 26 septembre, lendemain de la présentation en Conseil des ministres.

Un nouveau texte au nom barbare, « *two-pack* » est entré en vigueur. Désormais, les équipes du Commissaire à l'économie Olli Rehn peuvent demander à chaque membre de la zone euro de rectifier son budget, avant même que celui-ci soit voté par les élus nationaux. Depuis quelques jours, trois experts travaillent à plein temps sur les chiffres hexagonaux. « *On est à fond et eux aussi* », précise un Bercy boy.

« *La Commission est comme un notaire qui vérifie que les engagements pris sont bien tenus, observe l'euro député conservateur Alain Lamassoure, par exemple qu'il y a bien une réduction effective des dépenses, et pas une moindre augmentation.* » La pression politique est forte : la Commission publiera un rapport courant novembre. « *Comme c'est la première fois, elle va vouloir marquer son territoire* », prévoit un conseiller ministériel, pour qui certains parlementaires vont tomber de haut. Ce n'est pas le cas de Christophe Caresche, député socialiste, membres des commissions des finances et des affaires européennes. Lui s'étonne, en revanche, d'un « *problème de synchronisation. Le rapport arrivera au moment où on aura bien avancé dans nos travaux* ». Pour l'élu, l'affaire, « *qui se joue entre Bercy et Bruxelles, est opaque. Sans doute, parce que le gouvernement ne veut pas donner l'impression d'être sous tutelle* ». Economiste au think tank Bruegel, Nicolas Véron relativise. « *La Commission est là pour rappeler des vérités pas toujours agréables à avaler. Mais celles-ci tiennent davantage du gros bon sens que de l'idéologie austérienne* ».

Source : Challenges - wikistrike.com 01.10

Le "refus de la marchandisation du corps et de respect de l'autre" commence par l'abolition du capitalisme, puis de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Le PS entend criminaliser essentiellement des femmes, qui pour cause de difficultés pour s'insérer dans la société, la pauvreté ou le dénuement qui les frappent, en arrivent à se prostituer, alors que le PS (tous les partis institutionnels) est responsable de cette situation en tant que gestionnaire de la société, qu'il soit au pouvoir ou dans l'opposition parlementaire ne changeant rien puisqu'il soutient en permanence le régime en place depuis un siècle.

Si on devait appliquer le principe du "refus de la marchandisation du corps et de respect de l'autre", on devrait commencer par abolir le capitalisme et tous les partis qui le représentent dont le PS notamment, on pourrait ajouter qu'en guise de Prostitution Sociale ce parti est sans doute le mieux placé.

Les travailleurs sont obligés de vendre leur force de travail pour survivre aux conditions qui leur sont imposées par les capitalistes ou leur Etat sans que ces derniers se soucient le moins du moins du monde du "respect" de leurs besoins ou aspirations légitimes.

Les travailleurs sont donc victimes des mêmes rapports que rencontrent les prostituées, ni les uns ni les autres ne les légitiment, ils les subissent.

Quant aux clients des prostituées que le PS, dans l'incapacité de sublimer ou de refouler leurs pulsions sexuelles naturelles, placés dans une situation où ils sont dans l'impossibilité de satisfaire leurs besoins sexuels avec une partenaire consentante du fait qu'elle leur fait défaut, ils optent pour une solution de rechange qui va en faire des criminels aux yeux du PS et tout ce que compte de frustrés ou de mal baisés de gauche, d'extrême gauche, la bande de réactionnaires habituels qui va soutenir son initiative.

Les clients des prostituées ne souffrent pas de désordres psychiques, ce ne sont pas des malades mentaux, mais seulement des hommes, mettons de côté les pervers qui sont un cas à part ou qui ont un sexe à la place du cerveau ou lui accorde une place démesurée dans leur vie, genre DSK qui est plus proche du bonobo que de l'homo sapien.

Contrairement à ce qu'on voudrait nous faire croire, ils n'existent aucune liberté dans leur société dirigée par des psychopathes en tous genres, névrosés, psychotiques, schizophrènes, paranoïaques, hystériques, mégalomanes, dictateurs, et tous les rapports qui existent nous sont imposés, sont subits en réalité, ils sont calqués sur les rapports entre les classes à la base du régime capitaliste entre exploiters et exploités, qui se traduit par dominants et dominés, et par extension par puissants ou forts et faibles, supérieurs et inférieurs, et par un coup de force législatif ou institutionnel par légitime et illégitime, légal et illégal.

Maintenant qu'un homme ne puisse pas résister à la pression de ses pulsions sexuelles et décide de les satisfaire en passant par une prostituée, aura sur le plan clinique ou social un comportement comparable à une personne atteinte de désordre psychique sans pour autant en faire un malade mental répétons-le ou un détraqué sexuel.

C'est comme s'ils avaient décidé de criminaliser toutes les personnes atteintes de déséquilibres mentaux ou victimes de leur incapacité à gérer les rapports au monde extérieur qui leur ont été imposés et qu'ils ont intériorisés au point de le percevoir d'une manière si déformée, qu'il leur est devenu impossible de vivre dans la société et d'assumer leurs pulsions ou besoins. On peut ajouter que dans leur société, la perception que l'homme a de lui-même, aux autres hommes, aux femmes, est complètement pervertie ou faussée du fait de l'existence des classes qui lui ou leur impose des rapports spécifiques qui ne correspondent pas à leur nature, aux conditions nécessaires pour qu'ils s'épanouissent.

Dans leur société en pleine décomposition, la satisfaction du besoin sexuel est liée à des rapports affectifs qui dans bien des cas n'existent pas parce que les hommes et les femmes se retrouvent à vivre seuls. Même lorsqu'ils vivent en couple, cela constitue une violation de la nature biologique de l'homme et de la femme que de vouloir leur interdire d'avoir des rapports sexuels en dehors de leur couple, car les pulsions sexuelles sont avant tout de nature biologique et non sociale, qu'elles soient orientées ou maîtrisées et prennent une connotation sociale ou remplissent une fonction sociale ne leur ôte pas pour autant leur caractère biologique ou naturel qui prédomine chez l'homme et la femme.

La société divisée en classes sociales, les classes dominantes successives et les religions ont édicté des règles imposant des rapports spécifiques aux hommes et aux femmes en violation avec ce principe naturel qu'ils n'ont eu de cesse de réprimer violemment. Tout comme les rapports entre les classes qu'ils ont imposés par la force, les hommes et les femmes n'ont pas eu d'autres choix que de se conformer à ce modèle de rapports. Rapports qu'il était d'autant plus facile d'imposer quand le sort des femmes dépendait des hommes qui seuls travaillaient, et chez les paysans c'était l'obscurantisme religieux qui s'imposait encore plus brutalement. Sauf que depuis que le capitalisme est entré dans la phase finale de sa crise, ce sont tous les rapports qu'il a façonnés au cours de son développement ou qu'il avait maintenus ou adaptés à ses besoins qui ont tendance à se disloquer, rendant encore moins tenables l'existence des rapports entre les sexes qui s'étaient maintenus par la force d'inertie de l'histoire ou du passé.

Les couples étaient maintenus artificiellement en vie selon le principe qu'on était uni pour le meilleur et pour le pire, et que l'affection et l'attirance réciproque qui existaient au moment de formation d'un couple devaient durer et traverser toutes les tourmentes qu'il traverserait tout au long de son existence, qu'un homme et une femme, mais c'est valable pour deux personnes du même sexe, connaîtraient forcément la même évolution tandis que leurs rapports demeureraient figés, insensibles aux caprices du temps et de leurs expériences respectives, la manière dont ils les interprèteraient, bref, absolument rien, imperturbablement rien ne devrait remettre en cause l'affection et l'attirance qu'ils se portaient au départ, certains le prétendent hypocritement, or l'homme ou la femme, la société, le monde, la nature, l'univers, rien ni personne ne se comporte de cette manière, cette interprétation s'inscrit en totale contradiction avec le processus dialectique qui régit leur comportement.

Les procureurs de droite comme de gauche qui s'attaquent à l'ensemble de la population ou une de ses couches en particulier sont des réactionnaires. J'ai écrit de droite et gauche, non pas que le PS serait de gauche, mais parce qu'ils sont à mettre dans le même sac... à merde ! Excusez-moi, cela soulage, marre de ces relents réactionnaires quasi-quotidiens.

- Le groupe socialiste à l'Assemblée nationale a décidé mardi de déposer prochainement une proposition de loi visant à abolir la prostitution, en abrogeant le délit de racolage public et en sanctionnant les clients par une contravention.

"L'achat de services sexuels est une violence faite aux personnes prostituées, qui sont à 85% des femmes. Il n'est pas

compatible avec les valeurs d'égalité, de refus de la marchandisation du corps et de respect de l'autre qui sont les nôtres", écrit le PS dans un communiqué.

De nombreuses associations réclamaient l'abrogation du délit de racolage passif institué le 18 mars 2003 et pénalisant *"le fait par tout moyen, y compris par une attitude même passive, de procéder publiquement au racolage d'autrui en vue de l'inciter à des relations sexuelles en échange d'une rémunération"*.

Le futur texte vise à améliorer les mesures de protection et de réinsertion en faveur des personnes prostituées, en abrogeant le délit de racolage public et en leur facilitant l'accès à un titre de séjour, à un soutien financier et à un logement.

Il a aussi pour objet de réduire la demande d'achat de services sexuels en sanctionnant les clients par une amende de 1.500 euros maximum. (En réalité, ils encouragent le viol. - ndlr)

Plusieurs pays pénalisent le recours à la prostitution comme l'Islande, la Norvège et la Suède. D'autres, comme la Grande-Bretagne ou la Finlande, pénalisent les clients de prostituées victimes d'exploitation.

Selon un rapport rédigé par Maud Olivier, environ 20.000 personnes se prostituent en France, dont 85% de femmes. Reuters 01.10

Quelles *"valeurs d'égalité"* quand il existe un chômage de masse, 10 millions de pauvres ? A bas le PS !

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Etats-Unis

La Maison blanche a ordonné lundi la fermeture partielle des services d'un Etat fédéral américain privé de budget, une première depuis dix-sept ans et le résultat de trois ans de divisions entre le Congrès et Barack Obama.

C'est la première fois depuis l'hiver 1995-96 qu'intervient une telle fermeture des services fédéraux, qui pourrait mettre un million de fonctionnaires au chômage technique.

Le Congrès, divisé entre une Chambre des représentants à majorité républicaine et un Sénat majoritairement démocrate, avait jusqu'à minuit heure de Washington (mardi 04h00 GMT) pour s'entendre sur un budget, même provisoire, mais aucun compromis n'a émergé.

Poussés par leur aile droite, les républicains insistent pour inclure dans la loi de finances une clause retardant la mise en oeuvre de la réforme de l'assurance-maladie, l'emblématique *"Obamacare"* intouchable aux yeux du président et des démocrates.

En fin d'après-midi, Barack Obama s'est adressé aux journalistes pour évoquer les conséquences d'une fermeture des services fédéraux et dénoncer une nouvelle fois l'attitude du camp républicain poussé selon lui par *"sa droite extrême"*, allusion au mouvement ultraconservateur du Tea Party qui fait campagne depuis trois ans contre le président, sa réforme de l'assurance-santé et le gouvernement fédéral.

L'enjeu politique est particulièrement important pour le Parti républicain qui tentera l'an prochain de reprendre le contrôle du Sénat. Les sondages montrent qu'ils seront probablement davantage tenus pour responsables de ce 'shutdown' que les démocrates.

"Il y aura un gagnant et un perdant", prédit le sondeur Peter Brown. *"Obama et les démocrates ont un léger avantage."*

Pour le stratège républicain John Feehery, il est surtout étonnant que la crise n'ait pas éclaté plus tôt. *"Nous avons un gouvernement divisé avec des vues diamétralement opposées. Il fallait une crise pour obtenir quelque résultat"*, a-t-il dit.

Devant les journalistes, Barack Obama a voulu rassurer la population en déclarant qu'en cas de 'shutdown', le courrier serait toujours distribué, les prestations sociales, aux pauvres et personnes âgées notamment, continueraient d'être versées mais il a averti qu'une fermeture des services gouvernementaux aurait un *"impact économique très réel sur les gens"*.

A l'attention des républicains, le président a souligné que la réforme du système de santé prendrait effet ce mardi comme prévu, quelles que soient les tentatives de l'opposition.

Les Américains sont divisés sur la question de savoir s'il faut lier le financement de la réforme de la santé à celui des activités gouvernementales, mais ils sont plus nombreux à penser que la paralysie budgétaire est imputable aux républicains (25%) plutôt qu'à Obama (14%), même si 44% d'entre eux jugent que tout le monde est à blâmer, selon un sondage Reuters/Ipsos.

La fermeture des services fédéraux durera jusqu'au vote d'une nouvelle loi de finances par le Congrès, ce qui pourrait prendre des jours voire des semaines. Le précédent 'shutdown' avait eu lieu sous la présidence de Bill Clinton du 16 décembre 1995 au 6 janvier 1996 et mis 800.000 fonctionnaires au chômage technique.

Ce bras de fer au Capitole augure mal d'une autre échéance cruciale pour les finances publiques américaines.

Les élus doivent se mettre d'accord pour relever le plafond de la dette fédérale, qui est pour l'instant de 16.700 milliards de dollars (12.325 milliards d'euros). Faute d'accord à la mi-octobre, les Etats-Unis seront contraints de faire défaut sur une partie de leurs obligations. Reuters 01.10

2- Venezuela

En réponse à l'expulsion de trois diplomates américains du , le département d'Etat américain a annoncé mardi 1er octobre au soir que trois diplomates vénézuéliens étaient expulsés des Etats-Unis. lemonde.fr 01.10

3- Syrie

3.1- Le Chef de la diplomatie russe, Sergueï Lavrov, a déclaré que l'équipe des inspecteurs onusiens, au cours de leur deuxième visite, en Syrie, ne s'est pas rendu dans les régions où l'arme chimique a été utilisée, dont Khan al-Assal, près d'Alep.

Lavrov a ajouté que les experts russes avaient annoncé, après l'examen de Khan al-Assal, que les terroristes y avaient utilisé, le 19 mars, les armes chimiques. Lavrov s'est demandé comment les experts onusiens pourront présenter un rapport complet, détaillé et impartial, sur l'utilisation des armes chimiques et leurs utilisateurs, s'ils ne visitent pas toutes les régions concernées. french.trib.ir 01.10

3.2- Le chef d'état major interarme, le général Dempsey a reconnu vouloir créer une armée syrienne "*modérée*" en coopération avec les alliés arabes et européens des USA. Selon Washington Post, Dempsey qui se rendait en Corée du sud a annoncé entretenir des contacts avec "*les alliés*" en vue de créer cette armée : "*nous avons obtenu une précieuse expérience pour créer des formations militaire (des milices terroristes?- french.trib.ir) et nous en avons discuté avec nos partenaires arabes et européens.*"

"*A l'aide des facteurs économiques nous essayons de connaître des opposants modérés de créer une armée pour influencer le conflit.*" Dempsey a affirmé que son pays comptait maintenir la présence de ses navires de guerre en Méditerranée. french.trib.ir 01.10

3.3- Il y a quelques jours une information étonnante est tombée sur les téléx : plus de trente milices takfiris et qaidistes ont annoncé leur séparation de la coalition des opposants syriens, dirigée par le pro saoudien Ahmad Jarba : Front Al Nosra, Etat islamique en Irak et au Levant Brigade al Towhid, Brigades Al Farough, Armée de Mohamed, Brigade du chaam islamique, figurent entre autre au nombre des milices qui ont participé à ce "*véritable coup d'état anti coalition*". Cette décision a été prise en réaction à l'annonce faite par Jarba de sa participation aux pourparlers de Genève II : "*Jarba n'est pas le représentants de nos intérêts*", ont dit ces milices sur leurs sites webs. selon les analystes, le fait que la liste des "*milices rétives*" soit rapidement rendue public vise en réalité à discréditer la coalition de Jarba, à en amoindrir le poids au cours des pourparlers de Genève II. Mais qui est derrière ce coup de force ? Il suffit de regarder la composition des milices en question : elles sont formées en majorité de frères musulmans, soutenus par le Qatar et la Turquie et leur désistement ne peut signifier que les querelles d'intérêts entre Riyad et Doha est entré dans une nouvelle phase. Mais à quoi renvoie exactement ce désistement ? A la colère de l'axe Doha/Ankara contre l'Arabie saoudite et les Etats Unis. Les deux plus malheureux alliés des Etats Unis dans la guerre contre la Syrie entendent ainsi se venger du coup fourré dont ils sont victime : un Hamad Al Thani poussé à la retraite et un Erdogan défié par la rue turque ne peuvent oublier la trahison d'Obama et sa décision de laisser aux Saoudiens la gestion du dossier syrien. D'où ce coup d'état anti Jarba. Mais quels seront les impacts de ce coup de force ?

1- La sécession d'une trentaine de milice réduit sensiblement la marge de manœuvre de la coalition des opposants syrien à Genève II car le territoire syrien contrôlé par l'ASL proche de la coalition ne constitue que 20% de l'ensemble de territoire syrien et sans les takfiris et les qaidistes, la chance de marchandage de Jarba et ses acolytes est presque nulle.

2- Cette séparation provoque une multiplication des groupes armés. A Genève II, il devrait y avoir le feu vert à la formation d'une armée secrète composée de soldats de l'armée arabe syrienne et de miliciens ayant conservé leurs liens avec l'armée nationale. l'ASL semble être tentée par entrer dans une coalition avec l'armée arabe syrienne. Cette armée secrète devrait par la suite combattre le terrorisme takfiri et qaidiste. Si cette perspective venait à être réalisée, cela signifierait en pratique l'élimination du Qatar et de la Turquie de l'équation syrienne. C'est d'ailleurs une possibilité reconnue par l'accord russo-américain.

3- Les analystes voient dans ces mesures l'expression d'une certaine volonté américaine de voir les terroristes takfiris et gaïstes s'éliminer en Syrie car leur présence à proximité d'Israël ne peut qu'être une menace pour ce dernier . la sécurité du régime sionistes est la ligne rouge pour Washington.

4- C'est une bouffée d'air fraîche pour l'armée arabe syrienne que de voir les milices s'entretuer et s'anéantir mutuellement . Les combats entre l'EIIL et la milice de Tempête du nord en est un exemple manifeste.

Mais tout n'est pas rose dans cette histoire. les qaidistes et les salafistes venus sur ordre de Riyad en Syrie pour y établir un Etat salafiste ne lâcheront pas de sitôt prise. Ainsi que le confirme Moscou, le contrôle des terroristes en action en Syrie échappe désormais à tout contrôle. Ni les Américains ni les saoudiens n'arrivent désormais pas à maîtriser la colère et la frustration des bandits, des paumés qui suivant un plan parfaitement fou de l'impérialisme US finissant ont débarqué en Syrie avec l'espoir d'y trouver le paradis. au seul d'une solution diplomatique à la crise syrienne, cette crise. french.irib.ir 01.10

3.4- Selon le journal koweïtien, Al Qabas, " *Washington et Moscou cherchent une solution politique pour la crise syrienne et en ce sens, ils comptent sur l'ex ministre syrien de la défense, le général Ali Habib pour qu'il prenne la tête du conseil militaire, en charge de gérer la Syrie post Assad*".

Le journal ne cite pas les sources qui ont fait cette révélation "le général Habib devrait diriger la Syrie après le départ d'Assad en 2014. Le projet semble avoir déjà obtenu le feu vert de plusieurs pays occidentaux. Le conseil que WRusses et Américains comptent propulser à la tête de la Syrie en qualité d'instance décisionnelle pourrait comprendre certains généraux et officiers de l'armée arabe syrienne ainsi que ceux de l'ASL. Le conseil militaire serait donc large de façon à diriger le pays dans les étapes difficiles qui suivront après le départ d'Assad . Le général Ali Habib s'est dissocié du régime Assad mais il n'a pas quitté la Syrie pour la Turquie au contraire d'autres officiers déserteurs. Habib est allé d'abord à Moscou avant de se rendre à Paris où il réside actuellement". Habib a été commandant en chef de l'état major syrien jusqu'en 2009 et à partir de cette date jusqu'en 2011, il a dirigé le ministère de la Défense. Depuis 2011 il s'est dissocié du gouvernement et a quitté la Syrie peu de temps après le début des violences.

Au contraire de la version avancée par le journal koweïtien, le général Habib a vécu quelques semaines en Turquie avant de prendre le chemin de Moscou puis celui de Paris. A Paris, il s'est affiché à plusieurs reprises avec l'opposition anti-Assad mais en 2011, et après son limogeage il a apparu à la TV, évoquant sa maladie comme cause de son retrait de la vie publique. Mais les Syriens accepteront-ils que le général Habib prenne leur destin entre ses mains sur ordre de Moscou et de Washington ? Et si Assad parvenait à être réélu? Ces questions attendent bien leur réponse. french.irib.ir 01.10

(Note : tous les articles signés french.irib.ir sont bourrés de fautes, la ponctuation et la mise en page sont fantaisistes, ils ne mettent pas souvent la majuscule en début de phrase, je corrige une partie, je perds mon temps à vous rendre ces articles présentables, merde !)

SOCIAL

France. Journée de démobilité générale.

Les unions régionales d'Ile-de-France de quatre syndicats - CGT, FO, FSU, Solidaires - appellent à un rassemblement le 10 octobre devant le ministère du Travail et un autre le 15 sur le pont de la Concorde pour s'opposer à la réforme des retraites en débat à ces dates à l'Assemblée nationale.

Les unions d'Ile-de-France des quatre syndicats appellent à «un rassemblement interprofessionnel, ponctué par une conférence de presse, le 10 octobre, devant le ministère du Travail, à partir de 12h30», indiquent-elles dans un communiqué.

Par ailleurs, la CGT, la FSU et Solidaires d'Ile-de-France appellent à «une journée de mobilisation» le 15 octobre avec un rassemblement et une manifestation régionale à 12h30 au départ de St Augustin (VIIIe arrondissement).

"Ils rejoindront le rassemblement unitaire, initié par FO, sur le pont de la Concorde - face à l'Assemblée Nationale», ajoute le communiqué. Le numéro un de FO, Jean-Claude Mailly, avait déjà appelé la semaine dernière à un rassemblement le 15 octobre, à proximité du Palais Bourbon et invité les autres syndicats à se joindre à cette action.

«Le débat parlementaire qui s'ouvre le 7 octobre sur le dossier retraite doit être l'occasion pour les salariés de se faire entendre», affirment les quatre syndicats qui appellent à refuser «la contre réforme des retraites».

Des appels unitaires à se mobilier existent également dans les départements, affirme le communiqué. 20minutes.fr 01.10

ECONOMIE

Japon

Le Premier ministre japonais Shinzo Abe a annoncé mardi une décision qu'aucun de ses prédécesseurs n'avaient osé prendre au cours des 15 dernières années : le relèvement du taux de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) afin de commencer à reprendre le contrôle de finances publiques à la dérive.

Dans la foulée de la publication par la Banque du Japon (BoJ) d'une enquête trimestrielle montrant que les grandes entreprises n'ont jamais été aussi optimistes depuis six ans, Shinzo Abe a précisé que la TVA passerait de 5% à 8% à partir du 1er avril 2014.

La hausse de la TVA est censée augmenter les recettes fiscales de l'Etat de 8.000 milliards de yens par an (environ 61 milliards d'euros -ndlr).

L'endettement du Japon représente aujourd'hui plus de 200% du produit intérieur brut (PIB), ratio, de loin, le plus élevé parmi les pays développés. Et le déficit budgétaire est de l'ordre de 10% du PIB, proportion particulièrement élevée pour une nation qui a été relativement préservée de la crise financière de 2007-2009.

Une partie des mesures de relance profitera aux particuliers, comme le coup de pouce prévu à ceux qui veulent acheter une maison, mais l'essentiel du dispositif a été pensé en fonction des entreprises.

Comme la hausse de la TVA touchera, elle, directement les consommateurs, certaines voix critiques ne manqueront pas de s'élever pour dire que les mesures du Premier ministre, résumées sous le terme "Abenomics", favorisent le patronat au détriment du salariés. Reuters 01.10

[Haut de page ↗](#)

Le 3 octobre 2013

CAUSERIE

Concernant les photos des enfants en haut de la page d'accueil du site, elles proviennent de l'étude d'investigation indépendante menée par ISTEAMS, une équipe d'observateurs interconfessionnelles religieux et laïcs des communautés et des centres spirituels dans et à l'extérieur de la Syrie, ainsi que des journalistes. L'article entier sera mis en ligne ce soir.

La seconde photo est extraite d'un article publié hier ou avant-hier aux Etats-Unis de Investigative Reporter, NBC News : *Not one of 'bad guys,' but Syrian rebel group proclaims 'anti-American' bent*, je mettrai en ligne cet article en entier ce soir ou demain.

Question : certains affirment que le gouvernement Obama est anti-américain, comme le précédent avec Bush puisqu'il soutient les ennemis des Etats-Unis, alors vrai ou faux ? Si c'est vrai, pour qui gouverne-t-il ?

Deux nouvelles vidéos.

11-Septembre : Le Nouveau Pearl Harbor (1/3) - Vidéo Dailymotion
http://www.dailymotion.com/video/x14gtd7_11-septembre-le-nouveau-pearl-harbor-1-3_news

11-Septembre : Le Nouveau Pearl Harbor (2/3) - Le Pentagone et le Vol UA93 - Vidéo Dailymotion
http://www.dailymotion.com/video/x1555k3_11-septembre-le-nouveau-pearl-harbor-2-3-le-pentagone-et-le-vol-ua93_news

Vous remarquerez que je suis rétabli, je parle de là-haut, la tête, regardez pas au-dessus il n'y a rien, je déconne, c'est la grande forme qui revient. J'ai été léger sur certains sujets récemment à cause de la fatigue, c'est terrible de vieillir, merde.

Je n'ai pas eu le temps de finaliser la réparation des liens erronés qui renvoient vers des fichiers introuvables. Vous ne me facilitez pas le boulot en ne m'avertissant pas, je n'en corrigerai qu'une partie. Je vais modifier mon organisation à partir d'aujourd'hui, au

lieu de classer 500 fichiers ou plus dans un dossier, je vais créer un nouveau dossier à partir du centième article ainsi je pourrai plus facile contrôler leurs adresses, repérer et corriger les erreurs, quand il y a entre 700 et 1.800 fichiers dans un dossier c'est quasiment impossible sauf à y passer des jours et je n'ai pas le temps. Il faut rationaliser le boulot au maximum, se faciliter la tâche et gagner en efficacité, c'est cela le socialisme !

Ce soir j'ajouterai encore une quinzaine d'articles, ceux que je n'avais pas eu le temps de mettre en ligne hier, après lecture j'ai eu raison, ils ne valaient pas le coup ou étaient davantage une source d'embrouille que de connaissance ou d'info.

ACTUALITÉ DU JOUR

Sur le qui-vive, contesté, illégitime, le président-dictateur et sa cour.

François Hollande a sommé "*pour la dernière fois*" mercredi ses ministres de cesser de se quereller et a exigé de son Premier ministre Jean-Marc Ayrault qu'il coordonne mieux la communication d'un gouvernement qui enchaîne les "*couacs*".

Le président français a profité du conseil des ministres pour procéder à un rappel à l'ordre sur le dossier des Roms et imposer sur son équipe indisciplinée son autorité jugée défaillante par l'opposition et une grande partie des médias.

"*Je suis attaché à la délibération collective. Mais le débat doit se situer à l'intérieur du gouvernement, non sur la place publique*", a dit François Hollande, qui entend "*mettre un terme définitif*" à cette "*polémique*".

"*Si un problème surgit, il doit être soumis à mon arbitrage*", a lancé, selon son entourage, le chef de l'Etat avant de critiquer implicitement Jean-Marc Ayrault en conseil des ministres pour son incapacité à tenir ses troupes.

"*Je demande donc au Premier Ministre d'assurer encore davantage la coordination du travail et de l'expression du gouvernement*", a-t-il dit de même source.

Les services de Jean Marc Ayrault se sont immédiatement exécutés puisque, dans une note adressée à tous les conseillers en communication des ministres et publiée sur europe1.fr, son conseiller en communication leur annonce qu'il leur faudra désormais une autorisation avant de donner une interview.

"*Participer à un gouvernement n'efface pas les sensibilités, mais impose la stricte application des règles que je viens d'énoncer*", a-t-il ajouté selon son entourage.

Pour le président français, c'est "*encore plus vrai dans la période que nous vivons ensemble depuis 16 mois*", "*où il nous faut demander des efforts aux Français pour rétablir la situation économique et financière, et où tout doit être fait pour retrouver la croissance et l'emploi*".

"*J'ai reçu mandat pour redonner aux Français confiance dans leur destin. Il n'y aura ni relâchement, ni diversion*". Reuters 02.10

Parmi ceux qui s'accommodent de Hollande et son gouvernement social-impérialiste, le soutiennent en prétendant ne pas être dans l'opposition, qui multiplient les prétextes pour s'adresser à eux et les légitiment ainsi, font allégeance au pouvoir en place, certains se demandaient hypocritement quel était le mandat de Hollande, d'autres prétendaient que son contenu lui avait été donné par les électeurs qui avaient voté pour lui en 2012, nous, nous avons toujours soutenu une autre version, le seul mandat qu'il a, qu'il pouvait avoir et qu'il appliquerait correspondait aux besoins des banquiers, des capitalistes, il n'en existait pas d'autres.

Hier il a tenu à le préciser lui-même ou à le rappeler plutôt : Les "*efforts*" demandés aux "*Français*" doivent servir à "*rétablir la situation économique et financière*", autrement dit soutenir les banques et permettre aux actionnaires d'augmenter leurs dividendes, aux entreprises leur profit, ce qu'il a appelé "*redonner aux Français confiance dans leur destin*", mission impossible s'agissant des travailleurs, discours s'adressant de préférence à ses véritables commanditaires ou maîtres et non à ceux qui ont voté pour lui et qui n'ont pas ou plus aucune "*confiance*" dans un président aux ordres de Washington, Bruxelles ou Franckfort.

Question sur laquelle nous reviendrons : qu'est-ce qui l'emporte, ce que Hollande dit de lui-même, ce que les uns et les autres disent de lui ou ce qu'il est vraiment ?

A mon avis, c'est la troisième version qui est la bonne. Avez-vous remarqué que dans le traitement de l'ensemble des questions, informations ou sujets qui viennent à l'ordre du jour ou qui vous sont proposés à la réflexion, chaque fois c'est cette version qui est systématiquement écartée, aussi bien par les médias que les partis politiques, pratiquement sans exception. Vérifiez-le vous-même, s'il vous plaît.

Comment ils alimentent le communautarisme.

- Les enfants seront obligés de manger du porc à la cantine pour cause de laïcité - french.trib.ir 02.10

Dans un courrier du Directeur général de la ville (Lézignan - ndlr), on lit que dorénavant " *le service de restauration scolaire est service public facultatif [...] que les agents sont tenus de servir le même repas aux enfants en application du principe de laïcité*" et que " *le service ne vous convient pas il vous appartiendra de prendre vos dispositions pour assurer la restauration de votre enfant.*"

La lettre est claire, les parents musulmans et juifs devront désormais se débrouiller seuls pour nourrir leurs enfants à midi. La laïcité exclusive a de nouveau frappé. Ainsi les repas alternatifs " *sans viande*" qui étaient proposés jusque là n'existeront plus. french.trib.ir 02.10

Deux remarques.

La première, c'est que ces enfants n'en mourront pas s'il leur arrive de manger du porc, au XXIe siècle suivre ce genre de préceptes est faire preuve de fanatisme ou de crasse ignorance que manger du porc ou de la viande pourrait influencer en quoi que ce soit les idées auxquels on croit ou le comportement mental de celui qui en consomme.

La seconde, c'est que le Directeur général de la ville de Lézignan aurait pu opter par exemple pour des repas végétariens moins coûteux et qui auraient satisfait tout le monde. Car personne n'est obligé de manger de la viande à chaque repas. Il a préféré adopter une position qui fournit un prétexte aux communautaristes de monter au créneau pour exiger des droits particuliers au nom une nouvelle fois de l'égalité. Principe que toutes les religions foulent aux pieds en imposant à leurs propres fidèles des codes de conduites arbitraires ou des interdits dont ils ne sont pas censés comprendre la légitimité ou le bien-fondé du fait qu'il n'existe dans la nature aucun exemple comparable. Hormis sous le joug des religions jamais le comportement de l'homme ne s'est trouvé confronté à une telle dictature lui imposant les aliments qu'il pouvait ou non consommer, c'est sa nature biologique et son libre choix en fonction du lieu où il se trouvait, qui ont toujours dicté ses goûts ou ses préférences en matière d'alimentation et non une autorité divine ou supérieure.

L'intolérance est le principe le mieux partagé et unanimement adopté par toutes les religions et sectes, d'où notre combat contre toutes les religions ou croyances sectaires.

Cette info vient du portail français www.islametinfo.fr, dont la devise ne me concerne pas, ne concerne pas mon épouse française de nationalité et hindou qui vit en France, ne vous concerne pas, ne concerne aucun Français sans distinction de classe sociale, ne concerne aucun républicain, aucun laïc, encore moins un athée, elle concerne uniquement une communauté bien spécifique, celle des personnes de confession musulmane dont les droits seraient supérieurs : " *« Par le Musulman, pour le Musulman », la devise d'Islam&Info est bien sûr celle d'un choix d'excellence pour la communauté.*"

Cette info a été gracieusement relayée par la radio francophone des mollahs de Téhéran french.trib.ir qui mène une croisade religieuse à travers le monde contre, non pas la laïcité ou la République, mais contre l'athéisme.

Bridier les esprits, les enfermer dans un carcan, tout comme la démocratie, la liberté en général, tel est l'objet de la religion, au profit de la classe dominante qui dispose du pouvoir et délègue aux religieux la fonction d'enrégimenter, conditionner les esprits, une fois accepté ce principe dans certains domaines de la vie quotidienne, pourquoi ne pas l'accepter dans la vie en général, pourquoi revendiquer des droits, franchement, c'est une atteinte intolérable au pouvoir temporel et intemporel qui guide votre existence de votre naissance à votre mort...

Entre nous, le combat pour la laïcité, c'est comme la libre pensée, c'est de la foutaise ou de la poudre aux yeux, une escroquerie politique, on y reviendra.

" C'est tout sauf un mouvement spontané "

Le travail du dimanche et de fin de journée la semaine devrait être purement et simplement interdit avec obligation pour les patrons d'augmenter les salaires de l'ensemble des salariés pour compenser la perte de salaire correspondant.

On ne peut pas admettre les arguments avancés par les salariés qui veulent travailler le dimanche ou en fin de soirée.

L'argument selon laquelle cette interdiction entraînerait une perte de chiffre d'affaires et de rémunération ne tient pas, car toutes les entreprises se trouveraient dans la même situation, et si un client veut acheter un râteau et bien il ira l'acheter dans une des entreprises qui commercialise ce produit lors de ses heures d'ouverture sans qu'aucune ne soit avantagée ou désavantagée par rapport aux autres.

Un autre aspect de la propagande de la réaction : son intervention dans les contributions figurant à la suite des articles.

Un internaute a écrit :

- "*Travailler le dimanche pour vendre des clous est indispensable?*"

Un autre lui a répondu 14 minutes plus tard

- "*Pose-toi plutôt la question de savoir si c'est indispensable de vendre des clous, quel que soit le jour. Quand c'est pour pouvoir bouffer, je répondrais volontier que oui.*"

L'individualisme doit dicter sa loi, si j'ai besoin de clou le dimanche ou le mercredi à 23h, il est normal, que dis-je, impératif que je puisse me les procurer immédiatement.

Prendre ses désirs pour la réalité et les voir satisfaits, c'est possible uniquement quand cela arrange les patrons, le gouvernement, quand cela coïncide avec un besoin adopté ou exprimé par l'idéologie dominante.

Et si ce n'est pas possible, vous faites comment ? Vous attendez que le premier magasin soit ouvert ou vous profitez de votre pause le midi pour faire cet achat si urgent ou vous vous y rendez après que vous avez achevé votre journée de travail, et si ce n'est pas possible à cause des horaires de fermeture ou de votre temps de transport, vous attendrez samedi pour acheter vos clous si indispensable à votre bien-être.

- "*Le travail de nuit reflète l'évolution des mœurs*" - Francetv info

- Travail dominical: Les salariés de Castorama et Leroy Merlin se mobilisent - 20minutes.fr

- Le mouvement des Bricoleurs du dimanche financé et encadré par leurs entreprises - Francetv info

Le mouvement des Bricoleurs du dimanche, favorable au travail dominical, n'a rien de spontané. Selon le Huffington Post, ces salariés, qui ont manifesté mercredi 2 octobre près de Matignon contre la décision de justice interdisant à quinze magasins Leroy Merlin et Castorama d'ouvrir le dimanche, sont fortement soutenus par les deux entreprises.

«*On avait des réunions avec l'agence de com' (Les Ateliers Corporate - ndlr) au début du mouvement, fin 2012. Mais maintenant on n'a plus besoin d'eux, on s'organise par nous-mêmes*», assure Gérald Fillon, le porte-parole du mouvement. Le directeur associé de la boîte de communication, Stéphane Attal, était pourtant présent lors de la manifestation. Tout comme l'était un directeur d'un magasin concerné par la fermeture dominicale. Mal à l'aise, Stéphane Attal refuse de parler aux médias.

Leroy Merlin et Castorama financent les tee-shirts, les pancartes des manifestants et leurs déplacements. Les deux groupes ont également formé certains employés aux rouages de la communication. Contacté par le Huffington Post, l'un d'entre eux raconte que le directeur de son magasin "*est venu [le] voir pour [lui] demander de participer à une formation*".

Une centaine de salariés des différents magasins concernés ont participé à cette formation sur la communication de crise et les moyens d'action pour se faire entendre. "*Certains ont eu l'impression que le débat était orienté et qu'ils nous menaient là où ils le voulaient*", reconnaît ce salarié.

"*La démarche répond à une réelle demande, mais c'est tout sauf un mouvement spontané*", poursuit-il, avant de comparer cette mobilisation aux autres combats salariaux et syndicaux : "*Si je demande une augmentation de salaire, jamais mon patron ne m'autorisera à interpeller les clients dans l'enceinte du magasin*". Francetv info et 20minutes.fr 02.10

En complément.

Main d'oeuvre gratuite, emplois sous-payés, conditions de travail insupportables, statut inférieur, patrons de droit divin...

- Près d'un tiers des PME disent ne pas trouver d'apprentis - AFP

Menaces et licenciements déguisés

Dans 29 % des cas, les salariés déclarent par ailleurs s'être sentis «*contraints par leur employeur à quitter l'établissement*»

On connaissait le succès des ruptures conventionnelles, ce dispositif créé en 2008 qui permet à un salarié et à son employeur de rompre à l'amiable : en 2012, 320.000 de ces accords ont été conclus, soit 11 % de plus que l'année précédente. Mais l'on manquait de données sur les raisons conduisant à une telle issue. Une étude publiée mercredi par la Dares (organe statistique du ministère du Travail) permet d'en savoir plus.

Selon le sondage mené pour l'occasion, 48 % des salariés ayant réalisé une rupture conventionnelle entre avril et juillet 2011 l'attribuent à une volonté commune du salarié et de l'employeur. Pour 38 %, elle a résulté d'un choix du salarié ; enfin 14 % jugent que la volonté de l'employeur a été prépondérante. Ils sont toutefois 29 % à s'être sentis « *contraints par leur employeur à quitter l'établissement* ». Un chiffre important, alors que le risque d'un détournement de la rupture conventionnelle a été identifié dès le lancement du dispositif, moins risqué juridiquement qu'un licenciement.

Du côté des motifs, la « *mésentente* » du salarié avec sa hiérarchie ou ses collègues est évoquée par 52 % des sondés. Ils sont 39 % à mentionner « *le salaire ou le contenu* » de leur travail, 37 % un projet personnel ou professionnel, 24 % des difficultés économiques dans l'entreprise, 21 % des raisons familiales ou de santé. Quant aux raisons de préférer la rupture conventionnelle à d'autres modes de rupture, 69 % évoquent le bénéfice des allocations-chômage (que ne permet pas la démission). Immédiatement après la rupture enfin, 25 % des salariés ont immédiatement retrouvé un emploi, et 60 % en cherchaient un. Liberation.fr 02.10

[Intox. Banquiers mafieux américains, qu'est-ce qui a changé ? Rien, normal !](#)

- Bank of America trouve un accord avec New York sur les saisies immobilières - AFP

- Saisies immobilières abusives : New York poursuit Wells Fargo - lemonde.fr 02.10

L'Etat de New York a annoncé, mercredi 2 octobre, qu'il engageait des poursuites contre la banque américaine Wells Fargo pour violation d'un accord de 2012 censé mettre fin à des pratiques abusives lors de la saisie de logements.

L'objectif de ces poursuites contre le premier prêteur immobilier du pays est " *qu'un juge fédéral oblige la banque à respecter ses engagements* ", explique le ministère de la justice new-yorkais. La concurrente Bank of America, qui était menacée de poursuites pour les mêmes raisons, avait dit pour sa part dès mardi soir avoir trouvé un accord amiable avec les autorités.

" *Nous sommes satisfaits d'avoir résolu sans procédure judiciaire les problèmes mis en avant par le ministre de la Justice de New York concernant les modifications de prêts ou les autres aides que les fournisseurs de prêts immobiliers fournissent aux propriétaires d'habitations en difficultés* " pour payer leurs échéances, a indiqué un porte-parole de la banque à l'AFP.

Le scandale des saisies immobilières douteuses avait éclaté à l'automne 2010 dans une Amérique à peine sortie de la crise financière au cours de laquelle des millions de personnes avaient été expulsées de leur logement car elles étaient incapables d'en rembourser le crédit. Wells Fargo, Bank of America et trois autres institutions financières (JPMorgan, Citigroup et Ally Financial) étaient notamment accusées d'avoir saisi des logements alors que les dossiers comportaient des documents signés automatiquement (" *robot-signing* ") ou validés sans la présence obligatoire de notaires.

En février 2012, les cinq banques avaient obtenu l'arrêt des poursuites avec un accord amiable à quelque 25 milliards de dollars, prévoyant notamment des allègements de prêt ou l'indemnisation des propriétaires de logements indûment saisis. En mai 2013, le ministère de la justice de l'Etat de New York avait toutefois menacé de relancer des poursuites contre Bank of America et Wells Fargo pour avoir enfreint " *de façon répétitive* " cet accord. Il a relevé " *des centaines de violations* ", a-t-il souligné mercredi.

Après plusieurs mois de discussions avec les autorités de l'Etat de New York, Bank of America s'est entendue avec elles sur une amélioration de ses pratiques quant il s'avère nécessaire de modifier les conditions d'un prêt immobilier.

L'accord prévoit selon le ministère " *une solide série de réformes* " pour notamment faciliter le recours des emprunteurs en difficultés à des conseillers indépendants ou pour réexaminer régulièrement la procédure au sein d'un groupe de travail commun entre la banque et l'Etat de New York. Les mesures pourront le cas échéant être étendues à d'autres Etats, mais si elles échouent, l'Etat de New York se réserve le droit de relancer des poursuites.

Wells Fargo, affirmant son respect de l'accord de 2012, se dit pour sa part " *très déçue* " de la voie choisie par l'Etat de New York. " *Nous mettons en place continuellement de nouvelles mesures favorables aux consommateurs* ", a assuré un de ses porte-parole. Lemonde.fr et AFP 02.10

Des banquiers Wells Fargo, Bank of America, JPMorgan, Citigroup et Ally Financial ont été jugés et envoyés en prison, pensez-vous, aucun. Quant à l' " *accord amiable* " de quelque 25 milliards de dollars passé avec les autorités, une pacotille à côté des milliers de milliards en jeu. Et les derniers accords obtenus portent des engagements, alors que ces banques n'ont jamais tenu leurs engagements dans le passé ou elles se sont employées à les détourner.

Donc, c'est juste de l'intox, cela ne rendra pas les maisons aux millions d'Américains qui ont été saisis et jetés à la rue et dont la vie est désormais brisée.

[Réaction. Profession : provocateur professionnel](#)

Le dissident aveugle chinois Chen Guangcheng, réfugié depuis mai 2012 aux Etats-Unis, va rejoindre trois institutions américaines, dont un mouvement conservateur, ont annoncé ses proches.

Le militant des droits de l'homme va rejoindre le Witherspoon Institute, connu pour son opposition au mariage homosexuel et à l'avortement, la Catholic University of America, et la Lantos Foundation for Human Rights and Justice, un mouvement de défense des droits de l'homme fondé par le démocrate Tom Lantos.

Bob Fu, fondateur du mouvement chrétien de défense des droits de l'homme China Aid, a indiqué que Chen allait rejoindre ces institutions "*allant d'un bout à l'autre du spectre politique et des idéologies*". AFP 02.10

[ACTUALITE EN TITRES](#)

[Extraordinaire, la baudruche se dégonfle, le régime est sauvé, ouf !](#)

- Revirement de Berlusconi, Letta obtient la confiance - Reuters

[Vive la croissance... du chômage !](#)

- Le chômage repart à la hausse en septembre en Espagne - Reuters

[Syrie](#)

- Le régime syrien évalue le coût de la guerre à 19 milliards d'euros - LeMonde.fr

- Les grandes puissances en "*bonne voie*" sur la Syrie, dit Poutine - Reuters

- Nouveaux combats entre rebelles et islamistes en Syrie - Reuters

[La réaction, ses provocations et ses provocateurs.](#)

- Etats-Unis: la NSA nie espionner les Américains sur les médias sociaux - AFP

- Etats-Unis: Chen Guangcheng rejoint un mouvement conservateur - AFP

- Saisie record de cocaïne : Maduro accuse l'agence antidrogue américaine - LeMonde.fr

- Libye : l'ambassade russe à Tripoli prise d'assaut - LeMonde.fr

- La justice russe inculpe des militants de Greenpeace - Reuters

- Le réalisateur du film islamophobe «*L'Innocence des musulmans*» annonce son come-back - 20minutes.fr

- Irak: un hélicoptère militaire abattu, 13 morts dans les violences - AFP

- Yémen: 4 militaires tués dans une attaque d'Al-Qaïda - AFP

- Au Vietnam, le blogueur Quoc Quan condamné à 30 mois de prison - LeMonde.fr

[Véritables mouvements sociaux ou mouvements infiltrés et grossières manipulations ?](#)

- Brésil : les enseignants du public en grève se heurtent à la police - LeMonde.fr

- Brésil : des Indiens tentent de forcer l'entrée du Parlement - LeMonde.fr

Je n'ai pas traité ces deux infos faute d'éléments suffisants et pas le temps d'en chercher, on verra par la suite.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Mexique

Des affrontements entre des groupes de manifestants et la police ont fait au moins 50 blessés mercredi en fin d'après-midi la fin d'un défilé de plusieurs milliers de personnes à Mexico en commémoration du 45ème anniversaire de la tuerie d'étudiants en 1968.

Selon le groupe de défense de liberté de la presse Article 19, au moins sept journalistes ont été blessés par des policiers et deux arrêtés alors qu'ils couvraient l'événement.

Quatre journalistes de l'AFP ont pour leur part été légèrement blessés: deux photographes et un rédacteur par la police et un vidéaste a été attaqué par des individus provenant d'un petit groupe exhibant des drapeaux anarchistes. Le vidéaste, frappé au cou, a eu sa caméra brisée.

Les affrontements ont commencé après qu'un groupe de manifestants a lancé des pierres et des cocktails molotov contre la police qui a répliqué avec des gaz lacrymogènes.

M. Serrano a indiqué à la radio Formula que les manifestants défilaient pacifiquement "*mais il y avait quelque 200 à 250 anarchistes qui ont attaqué la police*".

Les affrontements ont eu lieu après que des milliers de manifestants ont quitté la Place des Trois Cultures, dans le quartier de Tlatelolco, où est intervenue la tuerie du 2 octobre 1968.

Ce jour-là l'armée ouvrit le feu sur plusieurs milliers de manifestants. Le bilan officiel est jusqu'à présent de 40 morts, mais des organisations civiles citent des chiffres allant jusqu'à 300 morts. AFP 02.10

2-Grèce

Union nationale contre les nazis qu'ils ont laissé agir en toute impunité pendant des années jusqu'à leur permettre d'accéder au Parlement.

Le chef du parti néonazi grec Aube dorée a été présenté mercredi soir à un juge d'Athènes qui devait l'inculper, alors que quatre députés de son parti l'ont été quelques heures plus tôt, pour appartenance à une "*organisation criminelle*".

Nikos Michaloliakos, qui est en garde à vue, a été transporté au tribunal vers 19H30 (16H30 GMT), alors que les autorités grecques poursuivent leurs démarches pour faire taire Aube dorée, après le meurtre le 18 septembre d'un rappeur antifasciste par un membre de ce parti, dans une banlieue d'Athènes.

Aucune indication n'a été donnée quant à la durée prévisible de la comparution, à l'issue de laquelle le prévenu devait être inculpé et éventuellement maintenu en détention.

Plus tôt dans la journée, quatre députés du parti ont été inculpés d'appartenance "*à une organisation criminelle*".

Trois d'entre eux ont bénéficié d'une liberté conditionnelle, tandis que le quatrième, Yannis Lagos, a été placé en détention provisoire.

Yannis Lagos est mis en cause dans le meurtre du musicien antifasciste, Pavlos Fyssas.

Les mises en liberté conditionnelles ont surpris les observateurs, qui tablaient plutôt sur une incarcération préventive de tous les parlementaires, dans l'attente de leur procès.

Pour l'ancien recteur de l'Université de droit d'Athènes Michalis Stathopoulos, "*la détention préventive est imposée dans des cas extrêmes, et dépend de l'importance des preuves*".

Le meurtre du musicien antifasciste a bouleversé la Grèce, poussant les autorités à passer à l'offensive pour la première fois contre Aube dorée (Chryssi Avghi), qui a multiplié dans une quasi impunité ces dernières années des actes de violence contre migrants et militants de gauche.

Les trois députés en liberté conditionnelle ont interdiction de quitter le pays, et la justice a infligé à l'un deux, Ilias Kassidiaris, porte-parole du parti et soupçonné d'être responsable de l'entraînement paramilitaire des militants, une caution de 50.000 euros.

Ils ont quitté le palais de justice le sourire aux lèvres: "*le chef d'accusation va s'écrouler, vous êtes de petits valets*", a lancé l'un deux aux journalistes. Et Ilias Kassidiaris s'en est pris à un cameraman, à coups de pied et en l'insultant.

Le gouvernement s'est pour sa part voulu rassurant. "*Le front social et politique contre le nazisme et ses représentants est unanime*", a affirmé le porte-parole du gouvernement Simos Kédikoglou.

Au total six des 18 députés du parti avaient été arrêtés le week-end dernier dans un vaste coup de filet de la police anti-terroriste, dont Nikos Michaloliakos, et son adjoint Christos Pappas, lequel déposera jeudi.

Une instruction complexe attend les juges d'instruction qui vont devoir rassembler des charges précises. Un rapport de la Cour suprême a lié Aube dorée à trois tentatives d'homicide et de nombreuses agressions surtout contre des migrants.

Après des années de tolérance vis-à-vis des néonazis, le gouvernement s'est engagé à déposer au parlement un projet de loi antiraciste qui incrimine directement les actes xénophobes et nazis.

Elaboré initialement par les socialistes et la gauche, ce projet de loi avait été torpillé par les conservateurs. AFP 02.10

Pendant ce temps-là le gouvernement de coalition droite-gauche continue d'appliquer tranquillement le programme destructeur des droits sociaux des travailleurs grecs du FMI et de l'UE, c'est l'essentiel...

3- Gambie

Le gouvernement de Gambie a annoncé mercredi 2 octobre au soir le retrait de ce pays du Commonwealth, organisation anglophone, avec effet immédiat, sans fournir d'explication.

"*Le gouvernement se retire du Commonwealth en tant que membre et décide que la Gambie ne sera jamais membre d'une institution néo-coloniale, et ne fera jamais partie d'une institution qui représente un prolongement du colonialisme*", affirme-t-il dans ce communiqué, précisant que la décision est prise "*avec effet immédiat*". lemonde.fr 02.10

4- Syrie

Lors d'une attaque effectuée par l'armée syrienne contre un lieu de rassemblement d'un certain nombre de chefs de l'Armée Syrienne Libre, dite ASL, dans la banlieue de Lattaquié, 32 d'entre eux ont été tués et plusieurs autres ont été blessés.

Selon le site d'informations d'Al-Alam citant la chaîne syrienne Al-Khabar, l'armée syrienne a réussi à cibler nombre d'officiers de haut rang et des chefs de l'ASL. Ces personnes réunies en présence d'une équipe de journalistes étrangers, ont été attaquées par les avions de chasse syrienne. french.trib.ir 02.10

[Haut de page ↗](#)

Le 4 octobre 2013

CAUSERIE

La causerie se limitera à des commentaires à la suite de différents articles ci-dessous. J'ai ajouté 16 nouveaux articles hier soir.

ACTUALITE EN TITRES

Intox

- François Hollande relance le référendum d'initiative populaire - LeFigaro.fr

Normal quand on est de droite.

- Cambadélis (PS) appelle à proclamer que le FN "*est d'extrême droite*" - AFP

Ce sont vraiment des abrutis finis, car s'ils demandaient aux électeurs du FN ou à de simples citoyens ce que signifie être d'extrême droite, 90% ou plus seraient infoutus de répondre correctement à cette question.

Peut-on être de gauche et légitimer l'UE ?

- Le Grec Alexis Tsipras pourrait conduire la gauche radicale aux européennes - LeMonde.fr

Ne pas craindre d'être à contre-courant des masses...

- Pour 50% des Français la politique de Hollande pas assez favorable aux entreprises - AFP

- Travail dominical: 66% des Français approuvent l'ouverture illégale des magasins - L'Expansion.com

- Travail dominical: FO se dit prêt à un "*moratoire*" sur ses actions judiciaires - L'Expansion.com

- Deux tiers des Français se disent plus proches de Valls que de Duflot - Le Nouvel Observateur

Quand il n'y a pas d'issue à l'horizon : c'est chacun pour soi, on ne peut pas cautionner un tel état d'esprit, encore moins l'encourager.

C'est normal !

- 260 tonnes : la quantité d'armes chimiques que possède encore la France - Atlantico.fr

Ne détiennent-ils pas le pouvoir ?

- Taxe sur le résultat d'exploitation: le Medef fait plier Bercy - L'Expansion.com

- Travail dominical: Castorama et Leroy Merlin font appel - L'Expansion.com

- BP obtient un répit sur les dommages de la marée noire de 2010 - Reuters

- Les créanciers intransigeants sur le déficit du Portugal - Reuters

Dictature mondiale.

- Enfants-soldats : Washington annonce des sanctions contre le Rwanda - LeMonde.fr

- La Russie condamnée par la Cour européenne des droits de l'Homme - L'Express.fr

- Roms: "*L'union européenne doit enfin faire respecter des droits fondamentaux*" - L'Express.fr

ACTUALITÉ DU JOUR

Quand la haine du prolétariat et l'hystérie conduit à la pire confusion et... à l'extrême droite.

On se croirait revenu quelque quarante-cinq ans en arrière, lorsque la droite gaulliste, tétanisée par Mai 68, exorcisait sa grande peur de la "subversion". Ou plus simplement quand, il y a trente-deux ans, elle voyait dans la foulée de l'élection de François Mitterrand les chars russes défilés sur les Champs-Élysées.

En 2013, l'UMP voit de nouveau rôler le spectre du bolchevisme. Ils sont pas moins de dix-sept sénateurs, dont les anciens ministres Gérard Longuet – qui se rappelle ainsi ses jeunes années passées au mouvement d'extrême droite Occident – et Henri de Raincourt, à cosigner, mercredi 2 octobre, un communiqué titré "*De l'assistanat au collectivisme*".

Oui, affirment-ils, la France est en train de sombrer dans le collectivisme. Les preuves ? "*Le tiers-payant généralisé, une garantie universelle pour le paiement des loyers et, enfin, un RSA jeune.*" Autant de mesures de transition gravées dans le marbre du manifeste du Parti communiste et de la Révolution permanente...

"Face à la gauche de la gauche et ses alliés verts, qui en demandent toujours plus, les socialistes vont jusqu'au bout de l'assistanat et de la déresponsabilisation de la société française, poursuivent-ils. Nous basculons vers le collectivisme dont le modèle, de triste mémoire, s'est effondré à l'est de l'Europe, il y a plus de vingt ans."

Pour ces sénateurs, c'est clair : la France, aujourd'hui, c'est les soviets plus l'écologie. François Hollande a habilement dissimulé ses noirs desseins. On le croyait converti à une pâle doxa social-libérale. C'était pour mieux distiller dans les veines de la société française le surnois poison d'un marxisme-léninisme teinté de vert.

"Il est temps que les Français se réveillent et c'est notre rôle, opposition nationale, de tirer le signal d'alarme", proclament en conclusion ces vaillants lanceurs d'alerte convaincus d'avoir débusqué la taupe qui dévaste le champ de nos institutions. Quoique, "*opposition nationale*", c'est un vocable qui évoque quelques réminiscences un brin connotées. Simple hasard ? le monde. fr 03.10

Hollande et son gouvernement poursuivent et amplifient la politique antisociale et impérialiste de leurs prédécesseurs, ils s'attaquent à absolument toutes les couches de travailleurs. Cependant pour assurer la stabilité du régime il leur faut se prémunir d'une explosion sociale qui viendrait des couches les plus défavorisées du prolétariat, c'est ainsi qu'ils multiplient les mesurette et mesures à la marge dans leur direction pour assurer la paix sociale tout en matraquant l'ensemble des travailleurs. Ce sont ces mesures désuètes que ces réactionnaires dénoncent, qui sont de trop, insupportables et qui ruinent l'avenir du pays et ses entreprises, et non la politique ultralibérale du gouvernement favorable aux actionnaires, ils lui reprochent de ne pas en faire assez en direction des banquiers et des capitalistes, alors qu'ils se sont montrés particulièrement généreux envers eux depuis un an et demi.

Un gouvernement qui appliqueraient le programme du Manifeste du Parti communiste de Marx et Engels et celui de la Révolution permanente de Trotsky exproprieraient banquiers et capitalistes du CAC40 sans leur verser le moindre centime, renationaliserait tout ce qui a été privatisé depuis 25 ans, rétablirait l'intégralité des services publics tels qu'ils existaient il y a 25 ans, romprait avec l'Union européenne, la BCE et l'euro, retrouverait le monopole de battre la monnaie, liquiderait la totalité des institutions de la Ve République, romprait avec l'Otan et l'Onu, ajoutons avec les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et Israël qui sont leur 51e et 52e Etats, notamment.

C'est bien parce que le gouvernement social-impérialiste en place est incapable d'appliquer un tel programme et que la réaction ayant reconnu un des leurs, un gouvernement de droite, qui ne rompra jamais avec le capital et les institutions de la Ve République, hier Hollande s'est employé à le rappeler bruyamment, qu'elle se sent autoriser à l'attaquer violemment, à proférer à son encontre des menaces à peine déguisées, qui si elle en avait les moyens le renverserait par la force.

Contre ces nostalgiques des groupes fascistes auxquels ils appartenaient dans les années 60-70, nous défendons, non pas ce gouvernement que nous combattons et qui fait le lit de la pire réaction par sa politique antisociale, réactionnaire, impérialiste, mais le communisme, le bolchevisme, le programme de la révolution socialiste qui incarne les tâches historiques que le prolétariat doit accomplir pour s'émanciper du capitalisme, en finir avec le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Si nous ne soutenons pas ce gouvernement, nous ne soutenons pas non plus les mesures qu'il est amené à prendre en faveur de certaines couches de travailleurs, et même s'il devait appliquer une réforme progressiste nous ne la soutiendrions pas car elle servirait à couvrir ses attaques contre l'ensemble de nos droits sociaux, ce serait uniquement une opération de diversion pour diviser la classe ouvrière et remettre une couche de verni démocratique sur son masque élimé sous lequel se cache en réalité un représentant de la classe des capitalistes, la réaction. Par contre nous attaquerions féroceement ceux qui s'en prendraient à ces mesures ou cette réforme (hypothétique).

Ainsi nous aidons les travailleurs à n'avoir d'illusions dans ni l'un ni l'autre, la réaction sous ses différents masques, à ne rien attendre, à ne rien exiger d'eux, à se situer exclusivement sur son terrain de classe et à mener leur combat en toute indépendance politique pour avancer sur la voie qui les conduira à prendre conscience que seule le renversement du régime en

place et la prise du pouvoir politique permettront de créer les conditions favorables à la satisfaction de leurs besoins ou aspirations, pour y parvenir ils doivent construire le parti ouvrier révolutionnaire qui les mènera à la bataille et à vaincre leur ennemi de classe, c'est le principal enseignement de la révolution russe de 1917, du bolchevisme que nous revendiquons.

Oui, seul un véritable parti communiste ou bolchevik permettra de venir à bout du capitalisme et ses institutions, de mater la réaction.

[Le FN est d'extrême droite, ainsi que certains courants de l'UMP.](#)

Marine Le Pen a déclaré jeudi sur BFM TV que le fait de qualifier son parti d'extrême droite était "*une manière de mener une guerre sémantique contre le FN*".

La présidente du Front national a réitéré sa menace de poursuivre en justice ceux qui continueraient à accoler ce qualificatif à sa personne et son parti.

"*Il y a là un véritable scandale, stop, je saisirai les tribunaux sur ce sujet*", a-t-elle lancé. AFP 03.10

Aujourd'hui, le véritable danger ce n'est pas le FN, ce sont les partis et les courants politiques qui incarnent le néolibéralisme qui est aux commandes du capitalisme et impose son idéologie en se parant des oripeaux de la démocratie bourgeoise.

Il n'existe pas plus de frontière entre la droite et l'extrême droite qu'entre la politique et la guerre. Quand les intérêts fondamentaux de la classe des capitalistes sont en péril, du jour au lendemain ils deviennent tous d'extrême droite, les exceptions confirment la règle.

Il n'existe pas de bons et de mauvais patrons, il n'existe pas une droite acceptable et une droite infréquentable, il existe des patrons et leurs représentants qui sont de droite que nous combattons. Il n'existe pas un bon et un mauvais capitalisme, il existe le capitalisme que nous combattons pour l'abolir. Ce n'est pas négociable, aucun compromis, aucune collusion n'est permise.

Le combat politique, c'est classe contre classe, c'est cela le socialisme. Certains à de multiples occasions ou de façon quasi permanente ont pris l'habitude de s'allier avec des courants de droite pour mener ensemble le combat contre le gouvernement ou les institutions sur des revendications ou des questions spécifiques. Notre époque ne manquant pas d'occasions où des courants de droite incarnant certaines couches du capitalisme subissant les effets dévastateurs du néolibéralisme s'en prennent aux gouvernements qui mettent en oeuvre cette politique, certains partis ou certaines formations politiques de gauche mènent une sorte de front unique avec des représentants de ces courants de droite.

On pourrait penser qu'ils pourraient y laisser leur âme, en réalité c'est mal poser la question et confondre cause et conséquence. C'est parce que ces partis de gauche ont été incapable de mener le combat politique sur le terrain de classe de la classe ouvrière ou ont abandonné le combat pour le socialisme qu'ils ont pu s'allier de manière permanente avec des représentants de droite, qu'ils ont recherché ces alliances, sans que la classe ouvrière ou le mouvement ouvrier en tire profit ou fasse un pas vers l'objectif de son combat ou qu'ils puissent construire le parti. Cette démarche n'a servi qu'à alimenter la confusion qui régnait déjà dans la tête des militants, dans la tête desquels le scepticisme ou le doute s'était profondément enraciné sur la capacité des masses à réaliser leurs tâches historiques, la gangrène du réformisme et l'idéologie dominante ayant fait leur oeuvre, les associer à des élus, des cadres, des militants de droite, PS inclu, devait constituer une solution de rechange à leur incapacité à s'adresser aux masses et à construire le parti.

On retrouve cette démarche, on pourrait dire cette logique, jusque dans leurs programmes où ils ne peuvent entrevoir une issue politique à la crise du capitalisme sans y associer le PS et donc ses satellites qui sont à l'origine des partis bourgeois, ainsi que le PCF, qu'il s'agisse de fonder un nouveau Conseil de la résistance ou un nouveau Front populaire ou encore une Assemblée constituante qui finalement serait de même nature, tandis que seul des organismes politiques indépendants issus du mouvement révolutionnaire des masses renversant les institutions en place permettrait de s'attaquer réellement aux fondements du capitalisme afin de pouvoir commencer à réduire les inégalités et les injustices en satisfaisant les besoins élémentaires des travailleurs, d'avancer vers le socialisme. On ne peut pas imaginer un seul instant avancer dans cette voie en demeurant lié à des partis du capital, de droite, en prônant des perspectives politiques qui sont synonymes de défaites, de trahisons ou dont la majorité des partis qui les incarneraient représenteraient l'ancien régime. Ce sont les expériences passées de la lutte des classes qui nous l'enseignent.

Et puis, observez de quelle manière se comporte la réaction, chaque fois qu'elle doit tenir compte de la lutte des classes ou de la résistance des masses elle est comme paralysée, elle hésite à mettre en oeuvre son programme, elle reporte certaines mesures antisociales ou elles en diminuent la portée, quand elle n'est pas libre de ses mouvements ou ne prend pas la liberté de s'en tenir aux besoins de la classe qu'elle représente, elle piétine, elle est incapable de faire un pas vers son objectif, elle doit passer des concessions à contrecoeur, elle doit s'y reprendre à plusieurs fois, c'est si laborieux qu'elle se fait tancer par ses maîtres qui s'impatientent.

Il lui faut se soustraire de la pression des masses pour aller franchement de l'avant, agir à sa guise en entourant son action d'un

épais voile de fumée, qui lorsqu'il se dissipera, il sera alors trop tard pour faire marche arrière, elles encaisseront le mauvais coup sans pouvoir réagir ou cela ne servira à rien, aucun gouvernement n'est revenu sur les mesures réactionnaires adoptées par ses prédécesseurs. Il lui faut agir sans tenir compte de la lutte des classes, faire comme si la classe des exploités n'existait pas, c'est le seul moyen pour qu'elle applique son programme, avec l'aide des dirigeants des syndicats et des partis ouvriers qui font partie du voile de fumée évoqué plus haut. Elle s'en tient à un plan d'action, à une stratégie en tentant de balayer ou contourner tous les obstacles qui se dressent sur son chemin, elle ne s'embarrasse pas de principes et fait preuve de détermination et d'un cynisme consommé. Chaque fois qu'elle associe les représentants de la classe ouvrière à sa politique, c'est pour mieux lever l'obstacle déjà évoqué, c'est la classe des exploités qu'elle représente qui en sortira gagnante, à tous les coups, cela se juge sur le long terme, et chacun peut se rendre compte que tous nos droits foutent le camp au fil du temps.

Il faut être "*aveugle et sourd*", le titre du dernier éditorial de D. Gluckstein, pour prétendre que l'objectif du combat du mouvement ouvrier serait de "*reconquérir la démocratie politique*", alors qu'elle n'a jamais existé ou n'a servi que les intérêts de la classe dominante, qui s'en est justement servie pour liquider tous nos droits sociaux et politiques. Il témoigne ainsi de la nostalgie d'une époque définitivement révolue, quand le capital surmontait artificiellement chaque crise en en faisant payer le prix aux travailleurs du monde entier ou au prix d'une augmentation de la productivité qui a temporairement fourni un sursis au capital tout en précipitant ou préparant les conditions de son effondrement sur une plus grande échelle encore.

Il fait partie de ceux qui veulent faire tourner la roue du capitalisme en arrière au lieu de la laisser s'emballer pour tout emporter sur son chemin, y compris les conditions de sa propre survie. Il oublie de préciser que la démocratie politique a coïncidé à la fois avec la période ascendante du capitalisme qui appartient à un passé lointain et la collaboration de classe qui l'a accompagnée, la lutte de classe du prolétariat ayant été sans cesse dévoyée par les appareils traîtres, la démocratie politique avait un contenu de classe qui correspondait aux besoins de la classe dominante et elle a permis d'assurer la stabilité du régime en place, qu'elle convienne au POI et à leurs amis de droite, c'est leur droit, pour notre part on évitera d'y faire référence sans en rappeler constamment la nature politique.

Le passé ne nous intéresse que pour les leçons qu'on peut en tirer, en aucun cas nous nous tournons vers lui, notre regard est fixé sur la ligne d'horizon du futur qui de toute évidence ne peut pas appartenir au capitalisme, sauf à engendrer la fin de la civilisation humaine.

Ayant fait référence au dernier éditorial de Gluckstein, on pourrait ajouter un mot très bref.

Il confirme ce que vous avez lu plus haut, jugez plutôt, ensuite on y revient :

- "*En France, selon un sondage, 10 % des électeurs envisagent de voter aux élections municipales de mars prochain pour « apporter leur soutien au président de la République ». Donc 90 % n'envisagent pas de motiver leur vote par un quelconque soutien à François Hollande.*

Et pourtant, aveugle et sourd, le gouvernement poursuit."

Qu'a-t-il exprimé ici sinon un regret (contenu dans "*et pourtant*") que le gouvernement ne tienne pas compte de l'avertissement que constitue ce sondage pour changer de politique ? Ecrivez-moi si vous faites une autre interprétation. Tout le reste de son éditorial est du baratin à nos yeux.

Gluckstein et les siens s'affolent en observant la tournure des choses et effectivement il y a de quoi, mais il est un peu tard, trop tard pour y changer quoi que ce soit, son parti (et ex-PT, PCI, OCI aussi) en porte en grande partie la responsabilité, autrefois marginal, incapable de se développer, aujourd'hui réduit à l'impuissance, il voudrait freiner des quatre fers pour empêcher le rouleau compresseur du néolibéralisme de tout emporter sur son passage, d'où les adresses (pétitions, délégations) à Hollande et à différents ministres qui ne servent strictement à rien, sauf à nourrir des illusions dans le PS et le régime, ils étaient prêts à bombarder la Syrie quand bien même 65 de la population ou plus y était opposé, on se demandera lequel des deux est le plus "*aveugle et sourd*". Ils n'ont pas de politique de rechange au POI (et ailleurs) en dehors du front unique PS-PCF depuis 68 ans, c'est elle qui nous a menés où nous en sommes, mais ils persistent, tenez elle est le dernier vestige ou avatar de la démocratie politique décomposée qu'il invoque.

Autre idée colportée par le POI qui est erronée : les travailleurs et le mouvement ouvrier ne seraient pas vaincus, la preuve ils résistent... A la marge ils résistent comme ils peuvent, sur l'essentiel ils sont réduits à l'impuissance et vaincus.

Depuis que l'URSS n'existe plus, le PS n'a plus besoin de faire semblant d'être un parti socialiste et le PCF d'être un parti communiste, de se positionner au côté de la classe ouvrière, cela fut nécessaire tant que l'URSS incarnait dans l'imagination collective le communisme ou le socialisme pour attirer vers eux les travailleurs qui cherchaient une voie politique au-delà du capitalisme pour finalement les détourner ou les dégoûter du socialisme qu'ils identifiaient au capitalisme ou au stalinisme selon l'angle où les travailleurs abordaient ou se représentaient le socialisme. De ce fait, le PS et le PCF étaient obligés de leur donner le change, en traînant les pieds ou sans jamais remettre en cause la stabilité du régime en place. Ainsi la lutte des classes étaient plus vivantes qu'aujourd'hui, les travailleurs utilisaient ces canaux pour se mobiliser, la période étant favorable

au profit, les luttes se ponctuaient souvent par des avancées sociales substantielles, ainsi les apparences étaient sauvées. Et puis cela coupait l'herbe sous le pied à ceux qui se revendiquaient de la révolution d'Octobre, les trois courants trotskistes, OCI, LCR et LO qui apparaissaient comme des gauchistes ou des extrémistes. Ces organisations trotskistes furent de la fête au côté du PS et du PCF, dans les syndicats ou lors des élections en appelant à voter pour leurs candidats.

Mais depuis la disparition de l'URSS qui a été interprétée et vécue par les travailleurs comme la faillite du socialisme, le PS et le PCF n'ont plus besoin de cacher leur véritable nature politique. Le premier apparaît comme un parti bourgeois ou capitaliste du fait qu'il avait déjà rejoint le camp du capitalisme (en 1914) avant la révolution russe de 1917, le second doit continuer de se présenter comme un parti ouvrier pour ne pas disparaître pour avoir vu le jour en 1920 dans la foulée de la révolution d'Octobre, même s'il a totalement renié le communisme, le bolchevisme, les enseignements de la révolution russe ou le léninisme, le marxisme, en réalité ses pires ennemis une fois stalinisé au milieu des années 20.

Du coup les travailleurs se retrouvent aujourd'hui sans partis dans lesquels ils pourraient se reconnaître, je passe toutes les trahisons du PS et du PCF intervenues jusqu'à leur dernière métamorphose qui en quelque sorte est davantage un retour aux sources lorsqu'on connaît bien leur histoire. Lénine et Trotsky par exemple ont toujours soutenu que le PC n'avait jamais été un parti communiste, et ils n'auront jamais eu confiance dans les dirigeants de la SFIO avant leur trahison de 1914...

Donc les travailleurs ne peuvent plus utiliser ces canaux pour se mobiliser puisque le PS et le PCF sont montés au créneau pour défendre l'ordre établi depuis le début des années 80, ils ont gouverné ensemble pour le compte des capitalistes, et depuis ils font tout ce qui est en leur pouvoir pour empêcher que les masses se rassemblent contre les institutions qu'ils soutiennent à bout de bras. Les travailleurs sont donc sans direction, sans partis, ils ne peuvent plus se mobiliser et pour beaucoup en ont été découragés. La voie à la réaction est libre.

C'est pour ainsi dire pire que s'ils avaient subi une défaite, ils sont totalement déboussolés, désorientés, sans perspective, sans idéal, ils engrangent défaite après défaite. Alors si on applique à ce processus dialectique la loi de la transformation de la quantité en qualité, on est en droit d'en déduire qu'ils ont été défaits et qu'ils n'arrivent pas à s'en remettre. L'admettre peut permettre de corriger le tir, le nier consistera à reproduire sans cesse les mêmes erreurs, c'est ce à quoi s'emploient malheureusement les dirigeants du POI, du NPA et de LO.

Il ne reste plus qu'à construire un nouveau parti ouvrier révolutionnaire sur les bases des enseignements de la révolution russe de 1917, et qui intégrera l'inventaire et tirera les leçons de la lutte des classes du XXe siècle à nos jours.

[La Talonnette bientôt devant des juges d'instruction.](#)

Un nouveau front judiciaire se concrétise pour Nicolas Sarkozy : des magistrats ont obtenu jeudi le feu vert pour déterminer si l'ex-chef de l'État s'est rendu complice d'une violation du secret de l'instruction en marge de l'affaire Karachi.

"M. Sarkozy devra s'expliquer devant des juges d'instruction pour des faits de violation du secret de l'instruction, du secret professionnel, et de recel, qui lui sont reprochés", a déclaré à l'AFP Me Olivier Morice, avocat des familles à l'origine de la procédure.

Cette enquête étant couverte par le secret de l'instruction, de nombreuses voix, notamment au sein des syndicats de magistrats, avaient dénoncé une intrusion de l'exécutif dans une procédure judiciaire.

Et des familles de victimes de l'attentat de Karachi avaient saisi la justice. Leur première plainte ayant été classée sans suite, elles ont attendu la fin du mandat de M. Sarkozy pour l'attaquer à nouveau en juin 2012 pour complicité de violation du secret de l'instruction.

Trois juges d'instruction, dont la doyenne Sylvia Zimmermann, avaient contre l'avis du parquet pris la décision d'enquêter.

Mais le ministère public avait fait appel, invoquant le principe constitutionnel d'"irresponsabilité pénale" du chef de l'État, selon lequel ce dernier n'a pas à répondre ni pendant, ni après son mandat, des actes commis dans l'exercice de ses fonctions.

Le parquet avançait que les faits dénoncés par les plaignants s'inscrivaient "dans la recherche d'une protection de l'intégrité de son image de chef de l'État", donc dans le cadre de son mandat.

Un argument contesté par les trois juges d'instruction qui arguaient au contraire dans leur ordonnance, consultée par l'AFP, qu'à "le supposer établi, le fait de permettre la divulgation d'informations issues d'une instruction en cours n'entre pas dans les fonctions du président de la République".

Jeudi après-midi, la chambre de l'instruction de la cour d'appel de Paris, réunie à huis clos a tranché, et autorisé les juges à enquêter sur l'ex-président, selon des sources proches du dossier.

"C'est un double désaveu pour le procureur de la République de Paris et pour le parquet général et c'est une victoire pour les familles des victimes qui souhaitent demander des comptes à Nicolas Sarkozy", a réagi Me Morice.

"Les familles constatent que pour faire avancer la recherche de la vérité, elles auront dû agir seules contre le ministère public. Elles en sont indignées et espèrent que le ministère public n'aura pas l'indécence de former un pourvoi en cassation", a-t-il ajouté.

Le parquet général a cinq jours pour saisir éventuellement la haute juridiction.

Outre M. Sarkozy, l'enquête vise également l'ancien conseiller presse de l'ex-chef de l'État Franck Louvrier, ainsi que l'ancien ministre de l'Intérieur Brice Hortefeux, pour "violation du secret professionnel, recel et complicité", ainsi qu'"entrave au déroulement des investigations". AFP 03.10

Le parquet général et le procureur de la République de Paris sont au service des institutions de la Ve République et de ses serviteurs dont faisait partie l'ancien chef de l'Etat, ils appartiennent tous à la même famille, donc lorsque l'un d'entre eux est mouillé dans une affaire, ils font tout ce qui est en leur pouvoir pour lui venir en aide et le blanchir.

Sauf qu'ici ils font face à l'acharnement de familles de victimes qui n'ont pas l'intention de laisser enterrer une affaire qui les a profondément meurtrie puisqu'ils ont perdu l'un de leurs parents, les relations incestueuses entre les représentants de l'Etat à différents niveaux ne les concernent pas, elles exigent la vérité...

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Grèce

La justice a inculpé jeudi et placé en détention provisoire le chef d'Aube dorée, Nikos Michaloliakos, une étape majeure dans l'offensive déclenchée par les autorités pour tenter d'éradiquer ce parti néonazi, accusé de nombreuses violences et qui s'est nourri de la crise.

Quelques heures plus tôt, il avait été inculpé de direction d'"organisation criminelle", après plusieurs heures d'audition par deux juges d'instruction.

Nikos Michaloliakos, 56 ans, un admirateur des colonels ayant instauré la dictature en Grèce (1967-1974), tient les rênes de ce parti depuis 1980.

Les magistrats ont achevé jeudi soir les auditions marathon des six députés néonazis interpellés au cours d'une vaste opération de police le week-end dernier. Outre M. Michaloliakos, deux autres élus ont été envoyés derrière les barreaux en attendant un probable procès, dont le numéro 2 d'Aube dorée, Christos Pappas. AFP 03.10

2- Venezuela

Après avoir expulsé lundi trois diplomates américains du Venezuela, le président Nicolas Maduro continue de s'attaquer aux Etats-Unis qui, selon lui, veulent nuire à l'image du Venezuela. M. Maduro a en effet affirmé mercredi 2 octobre que l'agence antidrogue américaine (DEA) pourrait être impliquée dans l'envoi à Paris depuis Caracas d'une cargaison de 1,3 tonne de cocaïne.

"Quel hasard que survienne ce cas de trafic de drogue, ce fameux cas avec Air France ! (...) Attention à ne pas être entre les mains de la DEA ! Nous enquêtons, attention que ça ne soit pas la DEA qui soit impliquée derrière les mafias !", a-t-il déclaré.

Le 11 septembre, un vol d'Air France au départ de Caracas a atterri à Paris-Roissy avec plus d'une 1,3 tonne de cocaïne répartie dans une trentaine de valises. Vingt-trois personnes, dont un employé de la compagnie aérienne et plusieurs militaires, ont été arrêtées et placées en détention au Venezuela. En France, cinq personnes ont été incarcérées – trois Italiens et deux Britanniques.

"Ils disent que derrière cette affaire il y a la mafia italienne. Toutes ces mafias sont amies avec la DEA (...) travaillent avec la DEA, font partie du système de la DEA, tous les capos, les Colombiens, les Mexicains, etc., c'est une grande entreprise", a ajouté

le président.

M. Maduro a averti que le narcotraffic disposait d'"un grand pouvoir", qui pourrait être utilisé "par ce secteur qui monte des dossiers contre le pays pour dire que (nous sommes) un narco-état".

"Un narco-état, le Venezuela ? Nous qui battons des records de capture de trafiquants, qui battons des records de saisies de drogue, qui avons rompu avec la DEA qui est une véritable multinationale du trafic de drogue !", s'est-il exclamé. lemonde.fr 03.10

SOCIAL

France

Le ministre de l'Education nationale Vincent Peillon a promis jeudi des "renforts" pour la mise en place de la semaine de 4,5 jours dans les écoles d'Aubervilliers (Seine-Saint-Denis), où deux établissements sur trois étaient fermés ou fortement perturbés jeudi en raison d'une grève contre cette réforme.

La mairie et les grévistes avaient annoncé en matinée un total de 21 établissements fermés, mais le rectorat a précisé que seules 13 écoles étaient closes "à 100%" et 8 "fortement perturbées". Au total, 72% des enseignants d'Aubervilliers étaient en grève, a précisé le rectorat.

"C'est une réforme ambitieuse mais il n'y a ni les moyens humains ni en termes de locaux (...) Les enfants sont très fatigués et les enseignants stressés", a déclaré Martine Caron, du syndicat SNUipp-FSU.

Interrogé sur ce sujet en marge d'un déplacement à Caen, le ministre de l'Education Vincent Peillon a promis "des renforts" à Aubervilliers qu'ils "estimeront" eux-mêmes.

"L'idée est bien que nous mobilisons tout ce dont nous disposons de moyens humains à l'Education nationale pour aider Aubervilliers à sortir de ce moment et à réussir la réforme des rythmes", a ajouté le ministre.

Pour Vincent Peillon, "la qualité des activités proposées par le maire" (PS) à Aubervilliers n'est pas en question. C'est le nombre d'enfants qui sont venus s'inscrire (aux activités après l'école, ndlr) qui déborde la capacité des services locaux".

Les parents d'élèves de la FCPE eux ont dénoncé la "confusion et le désordre" dans les écoles d'Aubervilliers depuis la mise en place de la réforme, "résultat de l'entêtement de la mairie" selon eux.

"On fait face à une certaine résistance mais on est en train de gagner la partie", a estimé de son côté le maire socialiste. "Face au début de réussite de la réforme, les opposants se sont dit qu'il fallait lancer un mouvement le plus vite possible", a-t-il déclaré à l'AFP.

Selon lui, un mois seulement après la rentrée, il est trop tôt pour juger que les enfants sont plus fatigués que l'an dernier. Il estime aussi que les professeurs ont leur responsabilité dans les difficultés d'organisation des ateliers, 30% d'entre eux refusant en primaire de laisser leur classe "même vide, en dehors du temps scolaire".

Un service d'accueil d'urgence a été prévu dans d'une des écoles d'Aubervilliers pour les enfants qui ne pouvaient être gardés chez eux, selon la mairie.

Aubervilliers a mis en oeuvre la semaine de quatre jours et demi dès la rentrée 2013, sur le même modèle qu'à Paris, avec des activités deux fois par semaine en fin de journée et la classe le mercredi matin.

La réforme des rythmes a fait l'objet d'une réunion mercredi à l'Elysée face au mécontentement de certains enseignants et de parents, tout comme de certains maires qui réclament une remise à plat du financement. L'opposition s'est emparée du sujet, dénonçant le manque de moyens selon elle de la réforme. AFP 03.10

Les enseignants rejettent cette contre-réforme, elle doit être abrogée, ce n'est pas négociable.

Vous aurez noté que Martine Caron du syndicat SNUipp-FSU tient le même discours que Peillon ou "l'opposition", pour lesquels le problème viendrait d'un "manque de moyens".

[Haut de page ↗](#)

Le 5 octobre 2013

CAUSERIE

J'ai corrigé une erreur dans un commentaire figurant dans l'article sur Hollande et la Constitution, j'ai terminé l'actualisation du site par cet article hier et c'était un peu bâclé.

Pas le temps de causer, je dois aller faire des courses, sinon je serais obligé de les faire dimanche ! J'ajouterai une dizaine d'articles ce soir. On essayera de faire un point politique demain ou lundi.

Lisez les brefs articles sur l'Italie et l'Allemagne et posez-vous la question : à quoi cela sert-il d'aller voter ? Ce qui est terrifiant, c'est qu'aucun parti ne tient compte de la modification intervenue dans les rapports entre les classes et aussi avec les institutions au cours des 30 dernières années. Leur position n'a pas changé comme s'il ne s'était absolument rien passé, c'est édifiant. Il faut participer aux élections, il faut voter, un point c'est tout, vous ne trouverez pas trace de discussions dans leurs journaux sur cette question. On y reviendra.

Syrie

1- Le président syrien accuse la Turquie d'abriter des "terroristes" syriens et l'avertit du prix élevé qu'elle paiera pour son soutien aux rebelles qui le combattent.

Dans un entretien accordé à la chaîne de télévision turque Halk TV qui doit être diffusé vendredi, Bachar al Assad qualifie le Premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, de "fanatique" et accuse la Turquie d'autoriser le passage vers la Syrie de "terroristes" qui veulent attaquer l'armée et les civils syriens.

"Il n'est pas possible de mettre le terrorisme dans sa poche et de l'utiliser comme une carte parce que c'est comme un scorpion qui n'hésitera pas à vous piquer à la première occasion", y déclare Bachar al Assad, selon une transcription de l'entretien, publiée sur le site internet de la chaîne.

"Dans un proche avenir, ces terroristes auront un impact sur la Turquie, et la Turquie le paiera d'un prix élevé", affirme le président syrien.

"Avant le conflit, Erdogan ne parlait jamais de réformes ni de démocratie, ces questions-là ne l'intéressaient pas (...). Erdogan voulait seulement le retour des Frères musulmans en Syrie, tel était son objectif principal", ajoute-t-il.

La Turquie, membre de l'Otan, est aujourd'hui l'un des pays les plus critiques envers Bachar al Assad. Ses dirigeants affichent leur soutien à l'opposition syrienne tout en démentant fournir des armes aux rebelles.

Les autorités turques s'inquiètent de l'influence croissante des fondamentalistes musulmans au sein des rebelles syriens. Le mois dernier, l'organisation radicale affiliée à Al Qaïda Etat islamique en Irak et au Levant (EIL) s'est emparée d'Azaz, une localité syrienne située à cinq km de la Turquie. Depuis, des affrontements à répétition ont lieu entre l'EIL et la brigade locale Tempête nordique.

"Actuellement, la Syrie s'achemine vers une guerre intercommunautaire", a estimé Recep Tayyip Erdogan dans une interview diffusée jeudi soir par la télévision turque. *"Voilà le danger qui nous guette!"* Reuters 04.10

Guerre "intercommunautaire" qu'il a lui-même encouragée, alimentée...

2- En Syrie, la tension entre les éléments appartenant à Al-Qaïda et les rebelles est montée d'un cran.

Selon l'édition anglophone de la chaîne de télévision Al-Jazeera, une bande, composée de divers groupes de rebelles, a demandé à Al-Qaïda de quitter la région de Homs, alors que les deux parties sont en guerre, aux alentours d'Alep. L'union et la lutte contre Al-Qaïda se sont transformées en slogan principal d'un certain nombre de groupes rebelles, en Syrie, qui réclament la fin des affrontements des éléments d'Al-Qaïda, actifs, en Syrie, sous le nom de «l'Etat islamique en Irak et au Levant», avec les autres groupes rebelles. Le Conseil militaire de Homs est, entre autre, un groupe rebelle, qui vient de faire cette demande à Al-Qaïda.

Ce groupe est composé des rebelles actifs, à travers la province de Homs, qui réclament le départ des éléments d'Al-Qaïda. A Idlib, aussi, six bandes rebelles ont appelé les Qaïdistes à se soumettre à un cessez-le-feu avec l'ASL et à quitter la localité d'Izaz. french.trib.ir 04.10

3- Le parlement national turc a adopté, jeudi soir, le projet de loi autorisant des opérations extra-frontalières contre la Syrie.

Lors de sa réunion d'hier, jeudi soir, et à l'issue des déclarations des représentants opposés et partisans, le parlement national turc a prolongé d'un an l'autorisation des opérations extra-frontalières contre la Syrie. Les Parti au pouvoir «*Justice et développement*», (AKP), «*d'action nationaliste*», ont donné leur accord à ce projet de loi, et les Partis «*Républicain du Peuple*», (CHP), «*Pour la paix et la démocratie*», (BDP), s'y sont opposés. Kemal Kiliçdaroglu, le chef du parti opposé «*Républicain du Peuple*», (CHP), s'était opposé, en ces termes, aux politiques du gouvernement d'Erdogan : "*Aucun des citoyen turcs ne s'intéresse à la guerre avec la Syrie et n'est en faveur de la guerre*". french.trib.ir 04.10

Parole d'internaute

(Les trois premiers commentaires d'internautes sont composés d'extraits de documents en anglais que j'ai traduits.)

1- Fatwa d'oulama de Damas : « *Il est légal de confisquer les biens appartenant aux chrétiens, aux Alawites et aux Druze pour acheter des armes* »

Damas (Agence FIDES) – La vie pour les minorités religieuses syriennes devient de plus en plus difficile et dans ce conflit ce sont les secteurs les plus vulnérables de la société.

Comme FIDES a appris que 36 oulamas (chefs religieux musulmans) de Douma, une des plus importantes banlieues de Damas, a publié une « *fatwa* » (un décret religieux) qui légitime le droit des musulmans sunnites de saisir et prendre possession des biens, maisons, des propriétés appartenant aux chrétiens, Druze et Alawite et des membres d'autres minorités religieuses «*qui ne professent pas la religion sunnite du prophète* ».

Le fatwa invite ouvertement « *à boycotter et briser toutes les relations avec les habitants de Damas qui ont trahi les révolutionnaires ou les ont abandonnés* ».

La propriété confisquée, selon la fatwa – dont FIDES a reçu une copie – sera employée en partie « *pour acheter armes en partie pour aider des orphelins, les pauvres, les familles des martyres et des veuves. Nous faisons appel à nos personnes pour s'accrocher à nos traditions islamiques et pour aller régulièrement à la maison de dieu (mosquées) afin de sauvegarder notre âme et la société* », dit le texte de l'oulama. (google search friendsofsyria)

2- Le Président du Parti républicain turc Kemal Kilicdaroglu a affirmé que la Turquie, pendant le règne du Parti de la justice et du développement, est devenue un Etat qui importait le terrorisme et ceci créerait des problèmes au pays.

« *Al-Quaïda a parlé de la période limitée pendant laquelle la Turquie ouvrait ses frontières à leurs combattants en direction de la Syrie, était normal à la lumière de l'appel du gouvernement turc en direction des membres d'Al-Quaïda de venir en Turquie, leur fournissant une formation et leur offrant de l'argent et des armes pour plus tard les envoyer en Syrie*» Kilicdaroglu a dit lors d'une interview à TV en réponse à une déclaration de la police à Ankara.

Il a ajouté que cette déclaration démontrait la coopération qui existait entre le gouvernement d'Erdogans et l'Al-Quaïda.

Les autorités supérieurs turcs, le Premier ministre Recep Tayyip Erdogan, ont à plusieurs reprises admis qu'ils ouvraient les frontières de la Syrie à ceux qui souhaitaient passer illégalement la frontière sous prétexte de répondre aux besoins humanitaires des populations déplacés. (/friendsofsyria.co/2013/10/04/turkish-republican-peoples-party-turkey-became-state-which-imports-terrorism/)

3- Les extraits du rapport des observateurs de la Ligue arabe sur la Syrie montrent clairement que les médias officiels racontent seulement une partie de l'histoire et exagèrent la violence commise par le gouvernement d'Al-Assad et sa police et ses militaires.

Le rapport mentionne qu'" *une entité armée*" tue des civils et des policiers et conduit des attaques terroristes visant des civils innocents. Les dommages causés par ces attaques sont attribués au gouvernement d'Al-Assad et employés pour mettre en accusation la Syrie devant les Nations Unies.

Rebelles dans Idlib, Syrie. Les preuves révèlent qu'ils sont soutenues par la CIA, le MI6, et le Mossad.

Selon le rapport de ligue arabe, « *l'armée libre syrienne* » et « *les groupes armés de l'opposition* » sont responsables de nombreux massacres.

En janvier, il a été signalé que le MI6, la CIA, et le SAS britannique étaient en Syrie et collaboraient avec l'armée syrienne libre et le Conseil National syrien pour renverser le régime d'Al-Assad. L'armée syrienne libre est largement identifiée comme une création de l'OTAN. Elle est composée en grande partie de militants des Frères musulmans – eux-mêmes une création des services secrets britanniques – financée, soutenue, et armée par les Etats-Unis, l'Israël, et la Turquie.

Ce rapport confirme celui établi en novembre de l'année dernière par le journaliste Webster Tarpley, qui a visité le Moyen-Orient et la Syrie.

« Ce que les Syriens lambda de toutes les ethnies disent au sujet de cela, c'est qu'ils se font tirer dessus par des tireurs isolés. Les gens ont affirmé que les tireurs isolés qui tiraient sur des civils étaient des terroristes, un terrorisme aveugle qui avait pour seul objectif de déstabiliser le pays. Je n'appellerais pas cela une guerre civile – c'est un terme très maladroit (ou trompeur). Ce que vous traitez ici sont des escadrons de la mort, vous avez à faire à des commandos de la terreur ; c'est une méthode typique de CIA. Dans ce cas c'est une réalisation commune de la CIA, du MI6, du Mossad, et l'argent provient d'Arabie Saoudite, des Emirats Arabes Unis et du Qatar », Tarpley a dit à RT.

Tarpley a dit que les Etats-Unis encourageait « *un modèle failli de la révolution colorée, soutenu par des troupes de terroristes – les gens d'Al-Qaïda et les Frères musulmans* » afin « *de provoquer des heurts au Moyen-Orient selon des lignes ethniques.* »."

4- "Le terrorisme islamiste, c'est la nouvelle armée des USA/OTAN/ISRAEL et ses alliés/vassaux. La création de Al-Qaïda contre l'URSS en Afghanistan et son utilisation ultérieure partout autant que nécessaire, ce sont des faits acceptés à ce jour par tous ceux qui ne sont pas des analphabètes secondaires.....

Faire s'entretuer les arabes entre eux, les africains entre eux, ... une des stratégies prioritaires

Utiliser la stratégie du chaos, la stratégie du pompier pyromane,... contre tout pays non aligné, nationaliste, panarabe, panafricain, laïc, multiculturel, multireligieux (Syrie, Libye, Irak.. demain l'Algérie) ... pour changer son régime contre un régime "ami" (Arabie Saoudite, Turquie, Qatar, Maroc...) même si féodal ou semi-féodal.

Utiliser la haute technologie militaire pour détruire les infrastructures des pays ciblés (Syrie, Libye, Irak, Afghanistan,...) sans tenir compte de la souffrance de la population civile une forme de crime de guerre et de génocide.

Erdogan, les Frères Musulmans, Al-Qaïda,... sont les amis naturels "démocrates" des 'oligarchies occidentales au service de l'Empire (USA/OTAN/ISTRAEL)... nous les nouveaux esclaves lobotomisés par la propagande de guerre et la manipulation du cartel des médias...

L'Empire ne veut pas des Peuples /Pays Souverains avec des citoyens libres / critiques, mais de citoyens moutons / consommateurs ... c'est tout."

(j'ai corrigé l'orthographe et parfois la ponctuation)

ACTUALITE EN TITRES

L'"**apothéose**" de la collaboration de classes : la grande boucherie !

- Marc Ferro : "La guerre de 14-18, c'est l'apothéose de l'unité nationale" - LeMonde.fr

Vive la reprise... des suppressions d'emplois en masse !

- La reprise est là, mais pas au point de relancer l'emploi - AFP

- Air France prévoit 1.800 suppressions de postes au sol - Reuters

Vive la croissance... par le bas !

- Faut-il libéraliser les professions réglementées pour doper la croissance? - L'Expansion.com

En famille.

- Cazeneuve encourage la taxation du diesel... en 2015 - L'Expansion.com

- Malgré l'interdiction, Castorama et Leroy Merlin vont ouvrir dimanche - L'Expansion.com

Les ministres de l'Intérieur et de la Justice n'envoient pas les CRS pour faire respecter une décision de justice à ces voyous ?

- A Chelles et Collégien, les Leroy Merlin ouvriront grâce aux maires - LeParisien.fr

Quel parti les maires, devinez ? PS.

ACTUALITÉ DU JOUR

A la bonne heure, quel soulagement !

- Allemagne: Merkel et le SPD engagés pour former un gouvernement - AFP

La chancelière allemande Angela Merkel a conclu vendredi de premières discussions avec ses rivaux sociaux-démocrates sur la possibilité de former un gouvernement commun avec la promesse de se revoir le 14 octobre.

Quelle que soit l'issue des tractations, les députés allemands se réuniront pour leur séance constitutive le 22 octobre, soit un mois après le scrutin. Mais le gouvernement sortant restera opérationnel, sans limite de temps, jusqu'à l'entrée en fonction d'un nouvel exécutif. AFP 04.10

Cela fait un siècle que la social-démocratie allemande est morte, le SPD est une escroquerie permanente tout comme le PS en France depuis la même date.

Cela sert à quoi d'aller voter ? Les maîtres du nouvel ordre mondial aux commandes de l'Italie.

Question valable en Italie, en Allemagne, en Grèce, au Portugal, en Espagne, en Belgique, en France, aux Etats-Unis, etc.

- Italie: un cadre du FMI nommé pour contrôler la dépense publique - AFP

Un des hauts responsables du Fonds monétaire international (FMI), Carlo Cottarelli, va quitter l'institution pour rejoindre le gouvernement italien où il sera en charge de la dépense publique, a annoncé le Fonds vendredi.

Directeur du département des questions budgétaires au Fonds, M. Cottarelli a été nommé par le gouvernement italien "commissaire pour la réforme de la dépense publique" et quittera ses fonctions actuelles le 22 octobre, selon le communiqué du FMI.

Cet ancien cadre de la Banque d'Italie et de la compagnie énergétique Eni avait rejoint le FMI en 1988 où il a notamment supervisé le lancement du rapport annuel de "surveillance budgétaire" qui dissèque les niveaux d'endettement et de déficit des 188 Etats-membres de l'institution. AFP 04.10

Voter en Europe pour un parti de l'Internationale social-libérale-impérialiste, c'est voter néolibéral, c'est remettre le pouvoir à l'oligarchie financière anglo-saxonne-sioniste. Voter pour les partis de la "gauche radicale" revient strictement au même, puisque sans rompre avec l'UE, le FMI et l'ONU ils sont condamnés à faire la même politique. Voter UMP ou FN, également, évidemment.

Le fer de lance de la réaction mondiale, du sionisme : le PS.

- Conseil de sécurité de l'ONU: La France demande à réformer le droit de veto - 20minutes.fr

Chez les Frères...

- Fabius insiste sur la nécessité de réformer le droit de veto à l'ONU - Liberation.fr

En complément

- Israël candidat au Conseil de sécurité pour 2019-2020 - Reuters

Israël a annoncé jeudi son intention de briguer un siège de membre du Conseil de sécurité pour la période 2019-2020, même si des diplomates aux Nations unies prédisent que la tâche sera rude pour l'Etat juif.

L'obtention d'un siège de membre non permanent du Conseil nécessite une majorité des deux tiers à l'Assemblée générale des Nations unies, qui compte 193 pays membres. Les candidatures sont proposées par les cinq groupes régionaux de l'Assemblée mais l'élection se déroule en assemblée plénière.

Le représentant d'Israël à l'Onu, Ron Prosor, a déclaré que son pays serait en compétition avec l'Allemagne et la Belgique pour les deux sièges attribués au groupe "*Europe occidentale et autres groupes*" que l'Etat juif a rejoint provisoirement en 2000, puis définitivement en 2004. Géographiquement, l'Etat juif devrait appartenir au groupe Asie-Pacifique mais les pays musulmans ont bloqué son admission.

La plupart des 120 pays membres du bloc non-aligné à l'Assemblée sont peu enclins à soutenir Israël voire ouvertement hostiles à l'Etat juif, relèvent cependant les diplomates.

En novembre 2012, l'Assemblée générale a accordé aux Palestiniens le statut d'observateur à l'Onu, initiative à laquelle s'opposait fermement Israël, par 138 voix pour, 41 abstentions et neuf voix contre.

"Nous donnerons tout pour gagner. C'est une question de temps", a déclaré Ron Prosor à Reuters.

Le Conseil de sécurité de l'Onu compte, outre ses cinq membres permanents (Etats-Unis, Russie, Chine, France, Royaume-Uni), dix membres non permanents siégeant pour deux ans. Reuters 04.10

Morales a suggéré de déménager le siège de l'ONU, Ron Prosor ou Fabius ou encore Attali pourrait proposer Jérusalem ou Tel-Aviv...

INFOS EN BREF

SOCIAL

France

Le nouveau plan de départs volontaires chez Air France concernera 1.826 postes au sol dont 582 affectés au hub de Paris-Charles de Gaulle et 591 dans ses escales de province, a annoncé vendredi la compagnie à l'issue d'un Comité centre d'entreprise.

Direction et représentants du personnel d'Air France étaient réunis pour examiner ces nouvelles suppressions sur les quelque 2.800 additionnelles prévues dans le cadre de Transform 2015, vaste plan destiné à redresser le groupe franco-néerlandais Air France-KLM à l'horizon 2015.

"Certaines de ces mesures donneront lieu à des négociations avec les partenaires sociaux. Ces négociations devront aboutir avant la fin de l'année, afin que les plans d'action puissent être mis en oeuvre dès le début de l'année 2014", a prévenu la compagnie.

S'agissant de ses personnels navigants, elle chiffre le sureffectif à 350 pour les pilotes (équivalents temps plein) et à 700 hôtesses et stewards. Les mesures de traitement de ce sureffectif "*seront présentées ultérieurement*".

Le PDG de la compagnie aérienne, Frédéric Gagey, a en outre évalué à 150 millions d'euros les gains en année pleine de ces 1.800 suppressions de poste. Il escompte à 60 millions d'euros le gain d'une meilleure organisation des services et du travail en fonction du caractère saisonnier de l'activité, notamment dans les trois bases de province, Nice, Marseille et Toulouse, a indiqué de son côté le représentant CFDT, Michel Salomon.

"Transform 2015 fonctionne et nos premiers efforts commencent à payer. Il faut les poursuivre et les amplifier", a estimé le PDG. AFP 04.10

Avec le soutien des partenaires antisociaux cela devrait bien se passer...

Haut de page ↗

Le 6 octobre 2013

CAUSERIE

Je n'ai pas eu le temps de mettre en ligne de nouveaux articles, ce sera pour ce soir ou demain matin. Je ne vous remercie pas pour ne jamais m'indiquer les erreurs de liens que vous rencontrez, j'ai décidé moi aussi de ne pas y consacrer du temps. Quand un lien ne répond pas, tapez le titre de l'article dans Google et vous obtiendrez ce document à partir du portail qui l'avait publié en premier.

Un bref commentaire à la suite de l'article mis en ligne hier *Et si Karl Marx revenait?* de Raphaël L. Didier, économiste.

- "*Si Karl Marx, mort un an avant que la loi Waldeck-Rousseau de 1884 n'autorise à nouveau les syndicats ouvriers, revenait parmi nous, il serait surpris de voir que le capitalisme existe toujours, lui qui pensait que ses contradictions conduiraient à terme à sa disparition.*"

Marx n'a jamais prétendu que le capitalisme disparaîtrait de lui-même, il a déduit de ses contradictions qu'elles conduiraient à la barbarie ou au socialisme, selon que la classe ouvrière serait capable ou non de le renverser et de prendre le pouvoir politique, ce qui n'est pas la même chose. Il a sous-estimé les capacités du capitalisme à repousser toujours plus loin les limites de ses propres contradictions qui se traduisent malgré tout par de nouvelles crises, et la capacité du prolétariat à accomplir ses tâches historiques.

Cela dit son analyse demeure juste, ainsi que ses conclusions qui ont été vérifiées tout au long de la lutte des classes au cours du XXe siècle à nos jours. Un siècle s'étant écoulé, il faudrait actualiser ou compléter ses travaux ainsi que ses enseignements. Si les fondements du capitalisme et les rapports entre les classes qui en étaient à l'origine n'ont pas changé, le capitalisme et les classes ont connu de profondes transformations à l'échelle mondiale, certains aspects du capital qui étaient en gestation à son époque se sont développés depuis, certains facteurs ne remplissent plus exactement le même rôle qu'autrefois, bien des rapports ont évolué au sein du capital.

Hier j'ai lu plusieurs articles dans lesquels les auteurs affirmaient que l'hégémonie de l'impérialisme américain était remise en cause, que son rôle d'hyper puissance était terminé ou sur le point de l'être, que nous allions assister à une modification des rapports entre grandes puissances au détriment des Etats-Unis, que c'était un pays en crise, puissant mais aux pieds d'argile, etc. ils ont déduit cela de son recul dans l'affaire syrienne, je vous avoue que cela m'a laissé perplexe. Pourquoi ?

A en croire ces auteurs les Etats-Unis auraient perdu une guerre, aussi je me suis demandé si la guerre était la continuité de la politique sous une autre forme ou plutôt la continuité de l'économie sous une autre forme pour atteindre un objectif politique.

Pour mieux excercer leur contrôle sur cette région du monde, les néolibéraux avaient imaginé qu'ils pourraient y parvenir par la guerre, sauf qu'apparemment cela va s'avérer impossible en empruntant cette voie-là, ailleurs qu'au Moyen et au Proche-Orient ils obtiennent de bien meilleurs résultats en empruntant plutôt la voie politique.

Il leur suffirait d'intégrer le Liban, l'Irak, l'Iran et la Syrie dans une institution politique régionale englobant l'ensemble des pays de la région y compris ceux du Golfe qu'ils superviseraient discrètement moyennant leurs agents dans la place, Israël, l'Arabie Saoudite, le Qatar, la Jordanie, les Emirats arabes unis, le Koweït, pour soumettre tous ces régimes à leur idéologie ou dictature, ce qui serait possible s'ils garantissaient aux classes dominantes des différents Etats de conserver leur statut et leurs privilèges, ces dernières finiraient par adhérer à leur idéologie ou plan de gouvernement mondial auquel elles seraient associées au même titre que celles qui existent ailleurs dans le monde, tous leurs peuples seraient sous contrôle et sans droits politiques et sociaux comme c'est déjà le cas aux Etats-Unis et en Europe notamment et le tour serait joué. Il leur faut simplement changer de tactique sans changer de stratégie car je ne les vois pas l'abandonner en si bon chemin. Il leur faut juste modifier le rôle que remplissent certains acteurs ou la plupart même en leur faisant miroiter le bénéfice qu'ils pourraient en tirer à terme. C'est l'aspect le plus compliqué, car il leur faudra se renier, mais bon, ils ne sont pas à cela près après tout.

Quant aux Russes et aux Chinois, ils ont tout intérêt à s'entendre avec les Américains, les Européens ne comptent pas, ils auraient tout intérêt à ce que cette région du monde soit stable sur le plan politique. Evidemment aussi longtemps que ce puzzle ne sera pas complet, la rivalité ou la concurrence que se livrent les différentes puissances continuera d'exister, mais au lieu qu'elle se fasse au détriment de l'une ou l'autre, ce sera uniquement le prolétariat mondial qui en ferait les frais, aucune d'entre elles n'aura intérêt à une guerre dévastatrice, la course aux matières premières pourraient se solder par des accords

commerciaux préservant leurs intérêts respectifs...

Ce que les auteurs de ces articles ont oublié, c'est la crise du capitalisme, la lutte des classes qui l'accompagne, qu'elle alimente, ceux qui dirigent le monde savent que le capitalisme est condamné à disparaître, qu'il se rapproche du moment où une crise économique mondiale peut éclater et l'emporter, condition que Marx ne pouvait pas entrevoir à son époque, il estimait que le capitalisme allait d'une crise à une autre et que c'était au cours d'une de ces crises aux conséquences sociales terribles pour la classe ouvrière qu'elle en viendrait à s'emparer du pouvoir politique, or ce cycle semble avoir atteint sa limite, les crises qui apparaissaient à son époque dans un intervalle de 10 ans, se produisent dorénavant dans un délai plus bref, mieux, le capitalisme est devenu incapable de surmonter ces crises, il est entré dans un cycle de crise permanente qui nécessite de sa part de prendre des mesures toujours plus brutales contre la classe ouvrière, pas partout à la fois, sur tel ou tel continent ou dans tel ou tel pays, à tour de rôle il s'attaque à tous els droits du prolétariat mondial.

La mondialisation correspond en fait à la crise mondiale du capitalisme, qui peut se résoudre dans un sens ou dans l'autre selon la capacité d'une classe de l'emporter définitivement sur l'autre, du pouvoir qu'elle a concentré entre ses mains pour anéantir l'autre littéralement, on en a un aperçu à travers la détermination de la classe dominante de détruire systématiquement tous nos droits sociaux et politiques, c'est une lutte à mort, finale qui est engagée et non un énième épisode de la lutte des classes tel qu'on l'a connue dans le passé, Marx ne pouvait pas concevoir de quelle manière ce féroce combat se livrerait, il n'a pu que l'esquisser.

Je suis revenu sur l'aspect économique du combat que se livrent les différentes classes et puissances parce que les classes ne le perçoivent pas de la même manière. La classe dominante a conscience que c'est un moyen pour elle de conquérir le pouvoir politique en soumettant les masses (et les Etats) à sa dictature. Elle inscrit son combat économique dans une perspective politique, tandis que les travailleurs continuent de combattre au jour le jour pour défendre leurs acquis sociaux ou pour obtenir de nouveaux droits sociaux sans aucune perspective politique, en vain la plupart du temps, pire encore, ils perdent tous leurs acquis les uns après les autres, ils sont manifestement handicapés par l'absence de perspective politique à leur combat, les syndicats et leurs partis vendus au capital font tout ce qui est en leur pouvoir pour qu'ils ne renouent pas avec le socialisme qui est l'ennemi mortel du capitalisme.

Le capital est organisé à tous les échelons, de l'entreprise au niveau mondial, il dispose d'une multitude d'institutions financières et politiques (plus les médias, les instituts de sondage) qui sont toutes subordonnées à leurs intérêts, alors que le prolétariat ne dispose d'aucune organisation ou aucun parti indépendant, encore moins une Internationale, tous les outils dont ils disposent sont faussés, gangrenés, inutilisables en l'état pour espérer vaincre son ennemi, s'il ne se dote pas de nouveaux syndicats et de nouveaux partis ouvriers révolutionnaires, il sera défait, brisé, réduit en esclavage, c'est ce qui le guette de plus en plus. (A suivre)

Dictature. Droit divin. Intouchable. L'Etat terroriste américain "légalement protégé de toute accusation d'agression".

Plusieurs civils afghans tués dans une frappe de l'OTAN - Lemonde.fr

"La nuit dernière, vers 23 heures, cinq civils âgés de 12 à 20 ans étaient en train de chasser des oiseaux avec des fusils à plomb, à environ huit kilomètres de Jalalabad [la capitale provinciale] quand ils ont été visés par une frappe aérienne des forces étrangères", a déclaré le porte-parole de la police locale, Hazrat Hussain Mashreqiwal. "Leurs corps ont été transportés à l'hôpital de Jalalabad", a-t-il ajouté. La mort des cinq civils a également été confirmée par Ahmad Zia Abdulzai, le porte-parole du gouvernement local. Lemonde.fr 05.10

Extrait de l'article *L'ère des drones* publié le 3 octobre par legrandsoir.info

Steven Garbas : Est-ce qu'un jour, dans un lointain futur, on pourrait accuser légalement Obama en raison de son étroite association avec la liste des personnes à abattre [« kill list »].

Noam Chomsky : Je suis certain qu'il le sait. Je soupçonne que c'est la raison pour laquelle il a bien pris soin de disculper tous les gouvernements antérieurs. Pas de poursuites contre Dick Cheney ou contre George Bush, ou Rumsfeld, pour torture, encore moins pour agression. Nous ne pouvons même pas parler de cela. Apparemment les États-Unis sont légalement protégés de toute accusation d'agression.

En fait, on ne le sait pas trop, dans les années 1940 les États-Unis se sont protégés légalement. Les États-Unis ont participé à l'instauration du droit international en 1946, mais ils avaient mis une réserve : les États-Unis ne pourraient pas être accusés de violer les traités internationaux. Ce qu'ils avaient à l'esprit bien sûr c'était la Charte de l'ONU, base du droit international moderne, ainsi que la Charte de l'OÉA, la Charte de l'Organisation des États américains. La Charte de l'OÉA comporte une claire stipulation proscrivant aux pays d'Amérique latine toute forme d'interventionnisme. Il était clair que les États-Unis n'allaient pas être tenus par cette limitation. Et la Charte de l'ONU, ainsi que les principes de Nuremberg, qui y ont été introduits, condamnaient sans ambiguïté l'agression, elle est assez bien définie. Et ils l'ont compris, bien entendu. Ils pouvaient lire les propos du procureur spécial états-unien à Nuremberg, Justice Robert Jackson, qui parlait éloquentement au Tribunal. Il disait que des condamnations à mort étaient prononcées premièrement parce que ce qui avait été commis c'était « *le plus grand*

crime international », le crime d'agression, et bien d'autres crimes encore ; et on « tendait à ces personnes un calice empoisonné, et si nous nous en servons, nous devons être soumis au même jugement ; ou sinon tous ces procès sont une farce ». Ce n'est pas très bien exprimé, mais ça devrait être évident. Or il y a une clause qui exclut les États-Unis.

En fait les États-Unis se tiennent en dehors d'autres traités. Presque tous. Si vous jetez un oeil à quelques unes des conventions internationales qui sont signées et ratifiées, il y a presque toujours une clause qui dit « *non applicable aux États-Unis* ». On dit que ce n'est pas directement applicable [« *non-self executing* »]. Cela signifie que la législation doit être spécifiée dans le pays.

INFOS SUR LA SYRIE

Un commando saoudien impliqué dans l'attaque chimique contre Ghouta

« *Une équipe, intitulée Opération noire, liée aux services de renseignement de l'Arabie saoudite, était impliquée dans l'attaque chimique contre la banlieue de Damas* », a révélé Russia Today.

La chaîne de télévision Russia Today, citant les sources diplomatiques en Russie, se réfère aux images collectées à partir de diverses sources diplomatiques, pour prouver que « *l'équipe de l'Opération noire* » de l'Arabie saoudite s'était infiltrée en Syrie via la frontière jordanienne, peu avant l'attaque chimique contre la banlieue de Damas, sous la direction de la brigade du « *Drapeau de l'Islam* ».

Des sources avaient déjà rapporté que les roquettes aux ogives chimiques, qui ont pris pour cible la banlieue de Damas, avaient été tirées à parti des régions, contrôlées par la brigade du « *Drapeau de l'Islam* », qui est l'un des groupes armés syriens liés à l'ASL dont le commandant est le fils d'un des oulémas salafistes de l'Arabie saoudite.

Par ailleurs, le quotidien britannique *Daily Telegraph* vient de révéler que des millions de livres des aides humanitaires, collectés par les organisations caritatives pour les déplacés et les Syriens touchés par la guerre, sont mis à la disposition des terroristes, actifs en Syrie. french.trib.ir 05.10

Tenez, c'est marrant, ni l'AFP ni Reuters n'ont repris cette info pourtant d'une importance capitale, ni Obama ni Hollande, comme c'est étrange...

Assad ne négociera avec les rebelles que s'ils déposent les armes - Reuters

Le président syrien Bachar al Assad exclut de négocier avec les rebelles tant que ces derniers ne déposeront pas les armes et affirme que la Russie soutient plus que jamais son gouvernement.

Dans une longue interview au magazine allemand Der Spiegel, Assad ajoute qu'il ne croit pas à un règlement du conflit par le biais de négociations avec les insurgés.

"*Selon moi, une opposition politique ne porte pas d'armes. Si quelqu'un dépose les armes et veut retrouver la vie quotidienne, alors on peut discuter*", dit-il.

Le président américain Barack Obama n'a "*même pas l'ombre d'une preuve*" de l'utilisation d'armes chimiques par les forces gouvernementales syriennes, assure encore Bachar al Assad.

"*Il n'a rien d'autre à offrir que des mensonges*", ajoute le président syrien qui voit dans les Russes "*de vrais amis*".

"*Ils comprennent bien mieux ce qui se passe réellement ici. Les Russes sont bien plus indépendants que vous en Europe, qui vous positionnez tellement par rapport aux États-Unis*", dit-il.

"(Le président russe Vladimir) Poutine est plus que jamais déterminé à nous soutenir. Il sait, de par son propre combat contre le terrorisme en Tchétchénie, ce que nous vivons ici", estime Bachar al Assad.

Le chef de l'Etat syrien annonce que des élections présidentielles auront lieu deux mois avant la fin de son mandat, qui s'achève en août prochain, et laisse planer le doute sur sa candidature.

Sa démission est la principale pierre d'achoppement dans les tractations diplomatiques en vue d'une solution politique au conflit qui a fait plus de 115.000 morts et forcé six millions de Syriens à fuir leur foyer.

L'opposition soutenue par des pays arabes et occidentaux estime en effet que toute négociation de paix doit nécessairement aboutir au départ de M. Assad, tandis que le régime et ses alliés, en particulier la Russie, refusent toute condition préalable.

"Si j'ai le sentiment que le peuple syrien veut que je sois président dans une prochaine étape, je me porterai candidat", a affirmé M. Assad dans un entretien à la chaîne d'opposition Halk-TV diffusé vendredi soir par l'agence officielle Sana.

"Si la réponse est non, je ne le ferai pas", a-t-il ajouté, précisant que sa réponse serait "plus claire dans les quatre ou cinq mois". Son mandat actuel expire en 2014.

Dans cette même interview, M. Assad a accusé les rebelles, qu'ils qualifient de "terroristes" d'aspirer à créer un "Etat islamique" en Syrie. "Ils n'ont rien à avoir avec l'islam, ils viennent du monde entier, de plus de 80 pays pour mener le jihad (guerre sainte) et créer cet Etat". AFP et Reuters 05.10

Conditionnement et manipulation. La présentation falacieuse de l'AFP. Deux paragraphes décryptés.

- Le conflit en Syrie est né il y a deux ans et demi d'une révolte pacifique (Pacifique : des manifestants ont tiré sur les forces de l'ordre avant d'en tuer plusieurs) réprimée dans le sang (Répression somme toute mesurée au regard des dizaines de policiers et militaires tirés comme des pigeons par des snipers) et devenue insurrection (Instrumentalisée par des mercenaires armés à la solde du Qatar, des terroristes étrangers qui n'avaient rien de manifestants) pour renverser le régime (Un chef d'Etat élu, un Etat souverain et indépendant, un pays disposant d'institutions, de partis politiques et de syndicats) à de M. Assad, qui a refusé à maintes reprises de quitter le pouvoir.

Sa démission (Prétention exorbitante mise en avant puis soutenu par Washington, Tel-Aviv, Riad, Londres, Doha et Paris) est la principale pierre d'achoppement (Aucun chef d'Etat élu n'accepterait de démissionner sous la menace de terroristes) dans les tractations diplomatiques en vue d'une solution politique au conflit qui a fait plus de 115.000 morts et forcé six millions de Syriens à fuir leur foyer. (Seuls les djihadistes barbares et les Etats qui les soutiennent sont responsables de cette situation, la Syrie n'a attaqué aucun pays et vivait en paix avant cette agression étrangère.)

De sacrés salopards ces journalistes de l'AFP.

Réaction de la Maison Blanche à la candidature éventuelle d'Assad aux présidentielles

L'idée de la participation de Bachar al-Assad aux élections présidentielles syriennes est outrageante a estimé dans un communiqué la Maison Blanche. french.irib.ir 05.10

Un complément sur les relations Iran-Israël.

L'ex-ministre iranien de la Défense Ahmad Vahidi, le général a déclaré que «le lobby sioniste et l'entité israélienne cherchent à entraver tout accord irano-argentin concernant l'attentat contre le centre juif AMIA à Buenos Aires en 1994 faisant 85 morts ».

Dans une interview avec le magazine iranien Traz , le général Vahidi a déclaré que «l'entité israélienne et le lobby sioniste s'acharnent à exercer des pressions sur le gouvernement argentin», révélant que « la présidente argentine Cristina Kirchner et le ministre des Affaires étrangères argentin, avaient réussi il y a plusieurs mois, de trouver une entente avec les responsables iraniens afin de clore l'affaire. Toutefois, le lobby sioniste était intervenu pour faire pression sur le gouvernement argentin pour garder le dossier ouvert ».

L'ancien ministre de la défense a souligné que «les Iraniens ont demandé aux Argentins de fournir des preuves convaincantes prouvant l'inculpation de l'Iran dans l'attentat, sauf que le gouvernement argentin a révélé que la partie israélienne n'avait pas réussi à fournir des preuves et des documents au sujet des allégations contre l'Iran ». french.irib.ir 05.10

Ils ont bien financé le régime nazi et commis depuis bien d'autres assassinats de juifs et d'attentats dans le monde qu'ils ont attribué à la Libye, au Hezbollah, à l'Iran, ils ne sont plus à un crime près ...

ACTUALITE EN TITRES

[Vite la gauche, l'extrême gauche et les gauchistes, mobilisez-vous !](#)

- Manifestation à Orange contre le départ de la Légion - L'Express.fr

Les 900 légionnaires du premier Régiment étranger de cavalerie doivent quitter Orange en 2014, ce qui pourrait entraîner la destruction de 700 à 1000 emplois.

D'après la chambre de commerce et d'industrie du Vaucluse, entre 4000 et 5000 emplois indirects sont liés au fonctionnement de la caserne et "700 à 1000 emplois peuvent disparaître" à sa fermeture. L'Express.fr 05.10

Tours d'illusionnistes

- Lampedusa: le PCF dénonce des politiques européennes "*sécuritaires et égoïstes*" - AFP

En finir avec le capitalisme à l'échelle mondiale, avec l'UE, l'ONU ? Vous n'y pensez pas, il faut oeuvrer pour le réformer, il faut faire avec, c'est cela le socialisme, l'écosocialisme, le socialisme du XXIe siècle à la mode de gauche ou d'extrême gauche.

- PS: "*Les valeurs de gauche s'érodent depuis longtemps*" - L'Express.fr

Un euphémisme, une escroquerie politique, elles ont toujours servi à la stailité du régime en place...

- "*Le PS peut redevenir un parti de masse capable de gagner la bataille culturelle*" - LeMonde.fr

Pour le compte du néolibéralisme, de l'idéologie sioniste, de l'oligarchie financière, de son nouvel ordre mondial, c'est ce qu'il s'est employé à démontrer depuis mai 2012. Avec le concours de la "*gauche de la gauche*" et l'extrême gauche devenu aussi réactionnaires.

Déstabilisation, infiltration, instrumentalisation... Une seule et unique stratégie.

- Attentats en Irak : 73 morts, dont près de 50 pèlerins chiites - LeMonde.fr

- Centrafrique: plongée en plein chaos - L'Express.fr

- Une quinzaine de soldats libyens tués dans une attaque - LeMonde.fr

- Egypte: les Frères Musulmans appellent à la poursuite des manifestations - L'Express.fr -

- Plusieurs civils afghans tués dans une frappe de l'OTAN - LeMonde.fr

- Somalie : opération commando des forces spéciales américaines contre les shebab - LeParisien.fr

- Kenya: Une vidéo inédite de l'attaque terroriste du centre commercial de Nairobi - 20minutes.fr

- Roms: l'émoi des camarades socialistes du Danube - L'Express.fr

- Greenpeace mobilise pour ses militants emprisonnés en Russie - Liberation.fr

- Les manifestations perdent de la vigueur au Soudan - Reuters

- Cuba: les boutiques de mode importée prêtes à la résistance - AFP

- La Chine emploie deux millions de personnes pour censurer Internet - L'Expansion.com

ACTUALITÉ DU JOUR

Manipulation, conditionnement.

Le mouvement ouvrier cadennassé, le prolétariat livré au néolibéralisme.

Comment se faire passer pour ce qu'on n'est pas en détournant l'attention de ce que l'on est vraiment. Comment se faire passer pour ce qu'on n'est pas pour ne pas se voir accuser de l'être. Mode d'emploi.

- Dans son discours prononcé au gymnase parisien Japy, lors d'un forum de mobilisation contre les "extrémismes", le patron du PS, Harlem Désir, a battu le rappel samedi face à la montée du Front national, fustigeant, devant des ministres socialistes et des syndicalistes, "un parti d'extrême droite", "de menteurs" et "d'incompétents".

(Plus "menteurs" que les dirigeants du PS, impossible, ajoutons plus cyniques. Qui imaginera que ceux qui conspuent le mensonge seraient des menteurs eux-mêmes ? La méthode est élimée, certes, on pourrait penser au premier abord qu'il serait ridicule d'y recourir car chacun a en mémoire les grossiers mensonges de Hollande par exemple, malgré tout bien des travailleurs demeurent naïfs ou ont la mémoire courte, mais l'essentiel est ailleurs.

S'ils recourent à ce procédé, c'est parce qu'il leur est utile pour rassembler autour d'eux tous ceux qui leur ressemblent, qui n'ont pas plus de scrupules ou de principes ou qui partagent leur morale immonde pour être de fieffés menteurs et en tirer profit exactement comme eux, vous en trouverez un aperçu à la fin de cet (extrait) article.

Finalement, il s'agit de rassembler tous ceux qui se disent de gauche et qui sont aussi pourris qu'eux, qui partagent la même idéologie, les mêmes méthodes pour travestir la politique qu'ils mettent en oeuvre et la présenter sous un angle favorable, conforme à ce qu'ils sont censés représenter et la boucle est bouclée. - ndlr)

Le Premier secrétaire a encore accusé tour à tour le FN d'"être un parti xénophobe", "un parti sexiste qui compare le mariage pour tous à la polygamie", "un parti de menteurs, qui se disent sociaux auprès des ouvriers du Nord et ultra-libéraux auprès des patrons et commerçants du Sud". (Ce qu'il dénonce, c'est la méthode du PS, le FN n'a pas l'exclusivité du populisme ! - Ndlr)

Le FN, a-t-il insisté enfin devant plusieurs centaines de personnes, est un "parti d'incompétents, dont la gestion municipale a été une catastrophe".

(C'est là le seul talent qu'on reconnaîtra au PS, de savoir gérer la société pour le compte des capitalistes, des néolibéraux plus précisément. - ndlr)

Certains "nous disent que rappeler les valeurs de la République ne suffit pas", a-t-il poursuivi. "C'est une évidence et le combat contre l'extrême droite doit se mener sur tous les plans, celui des réponses à la crise, celui de l'emploi"...

(L'imposture est sans limite, inutile de commenter. -ndlr)

Secrétaire national du PS aux élections, Christophe Borgel a raillé ceux qui considèrent que moins on parle du FN, mieux c'est. "On peut avoir l'attitude de l'autruche", "c'est un débat vieux comme la montée de l'extrême droite. Je n'ai jamais vu que de ne pas parler de quelque chose qui existe le fasse disparaître. On fait de la politique, pas de la magie".

(La preuve, c'est que le PS existe encore ! Car effectivement, c'est bien pour l'avoir ménagé et enterré tous ses crimes, au nom du front unique qu'ils peuvent encore tenir ce genre de discours.

En fait le PS et ceux qui l'ont soutenu "on fait de la politique" en recourant à un tour de "magie" pour empêcher qu'un véritable parti ouvrier voie le jour tout en prétendant vouloir le construire, l'illusion a été si parfaite que dans la réalité il n'existe pas. - ndlr)

Très applaudis et évoquant leurs expériences de syndicalistes sur le terrain, un représentant de la CFDT, Thierry Cadard, et un autre de la CGT, Pascal Debay, ont mis en garde contre une telle approche exclusive, en relevant qu'il y avait maintenant au sein des entreprises une "libération de la parole" vis-à-vis des thèmes défendus par le FN.

"Réaffirmer les valeurs sans avancer sur l'effectivité des droits des salariés, cela peut être contre-productif. Il ne suffit pas d'affirmer les valeurs républicaines. Il faut les faire vivre", a lancé le syndicaliste. AFP 05.10

(Comment "faire vivre" un cadavre... après avoir bradé les "droits des salariés" autour d'une table de "négociation" au profit du patronat ! - ndlr)

Front de gauche : "**le rassemblement au delà de lui-même**"... à droite !

Comment s'allier à un parti social-libéral-impérialiste sans l'être soi-même ?

Réponse : Impossible évidemment. Peu importe le TSCG, l'ANI, la contre-réforme des retraites, Peillon, de la décentralisation, le budget d'austérité, la guerre contre le peuple malien, la servilité envers l'UE et la BCE, l'alignement total sur Washington sur

la Libye, le Mali, la Syrie... du moment que la soupe est bonne !

Voilà pour la politique du Front de gauche.

Le PCF n'a jamais été un parti communiste (Lénine-Trotsky), incapable de rompre avec le capital à l'instar de la SFIO à partir de 1920, pratiquement immédiatement il deviendra un parti stalinien, ensuite après avoir été un satellite du Kremlin à l'époque de l'URSS, après sa dispartion c'est sans peine qu'il apparaîtra comme un parti réformiste bourgeois, et une fois le néolibéralisme parvenu aux commandes du capitalisme anglo-saxon et que le PS s'y soit converti, il ne trouvera rien de mieux à faire que soutenir ce parti, ainsi tout est dans l'ordre des choses.

Pierre Laurent, secrétaire national du PCF, a affirmé samedi lors du discours de clôture des rencontre nationales durant lesquelles ont été choisis les chefs de file pour les villes de plus de 20.000 habitants avant validation dimanche par le Conseil national, que le "*maître-mot n'est pas autonomie*", mais "*rassemblement*" pour les élections municipales, prenant le contre-pied de son partenaire, le Parti de gauche qui appelle à l'autonomie au premier tour.

Le Parti de gauche de Jean-Luc Mélenchon, partenaire du PCF au sein de Front de gauche, appelle à une autonomie au premier tour des municipales alors que les communistes qui gèrent de nombreuses villes avec les socialistes sont favorables au "*cas par cas*".

Quant aux alliances entre écologistes et le Front de gauche qui s'élaborent dans certaines villes, "*c'est exactement ce que nous voulons, que le rassemblement soit le plus large possible*", a expliqué le secrétaire national du PCF.

"*Si nous renonçons à ça, c'est que nous renonçons à faire bouger les lignes dans la gauche*", a assuré Pierre Laurent qui a rappelé avoir été à l'origine des Assises pour une VIe République en juin auxquelles avaient participé les dirigeants d'EELV dont Pascal Durand le secrétaire national ainsi que des membres de l'aile gauche du parti socialiste.

(Car le PS et EELV sont de gauche, voter le TSG, prôner le bombardement de la Syrie, c'était être de gauche, qu'est-ce qu'on est sot ! -ndlr)

"*Il faut un Front de gauche capable de penser le rassemblement au delà de lui-même*", a-t-il dit.

(Toujours plus à droite, comment pourrait-il en être autrement ? -ndlr)

Sur la méthode pour aborder les municipales, Pierre Laurent s'est dit "*confiant*". "*Nous sommes tranquilles, la méthode est claire, simple, limpide : c'est la démocratie*".

Il a le mot pour rire, car pour être "*claire, simple, limpide*", cela l'est au-delà de nos espérance, on l'en remercie au passage, aucun militant ouvrier n'aura plus aucun doute sur la nature de l'engagement politique du Front de gauche allié du PS et ses satellites tous plus droitiers les uns que les autres. Si c'est là la manifestation de la "*démocratie*", c'est qu'elle est bien morte.

La "*méthode*" consiste à s'allier à un parti qui applique la même politique néolibérale que son prédécesseur mais en y ajoutant une touche personnelle basée sur une imposture, autrement dit à associer les travailleurs aux intérêts des capitalistes que le PS et ses satellites incarnent au nom de la croissance, de l'emploi, du progrès social, de l'intérêt général, de la nation, de la France, bref, la conception de la démocratie de P. Laurent a comme une odeur d'union nationale qu'incarne à lui seul ce rassemblement constitué du PS, ses satellites et le Front de gauche, union nationale ou alliance entre les classes et démocratie étant synonyme et compatible comme chacun sait ou devrait le savoir.

L'expression politique des travailleurs passe à la trappe, c'est bien l'objet de cette opération, leur interdire de s'exprimer sur leur terrain de classe indépendant, confisquer leur droit politique au profit de leur ennemi de classe, en cela le contrat passé entre le néolibéralisme ou le mondialisme et le PS, ses satellites et ses alliés est rempli.

La tyrannie des ONG. Les provocateurs du mondialisme en action.

Près de deux semaines après l'assaut du bateau de Greenpeace Arctic Sunrise par les services de sécurité russes, l'ONG internationale organise, samedi 5 octobre, une journée de mobilisation à Moscou et dans le monde pour demander la libération de ses 28 militants et deux journalistes emprisonnés en Russie.

Des rassemblements sont également prévus dans une quinzaine de villes françaises, mais également en Suède, aux Pays-Bas et en Argentine.

Les trente membres d'équipage ont été inculpés jeudi de "piraterie" et risquent jusqu'à quinze de prison pour pour une opération contre une plateforme pétrolière dans l'Arctique.

A l'heure actuelle, seuls les Pays-Bas – l'Arctic Sunrise battait pavillon néerlandais – ont pris position publiquement et demandé qu'ils soient relâchés. La Haye a en effet entamé vendredi une procédure juridique, estimant que l'arraisonnement du bateau et l'arrestation de l'équipage sont "illégaux" car les Russes auraient dû demander aux Pays-Bas la permission d'interpeller l'Arctic Sunrise.

Greenpeace a immédiatement "*applaudi*" la décision néerlandaise. "*Les Pays-Bas ont pris une position ferme en vue de la défense de la loi et du droit à la protestation pacifique*", a déclaré Jasper Teulings, avocat de Greenpeace, cité dans un communiqué.

La France a indiqué mercredi que les ambassades des autres pays concernés "se concertaient" sur le sujet. En France, 18 manifestations sont organisées dans tout le pays. lemonde.fr 05.10

Si une telle action avait été lancée contre une installation pétrolière américaine, britannique, hollandaise ou française, immédiatement les chefs de guerre de ces pays auraient fait intervenir leurs commandos ou militaires et les auteurs de cette opération auraient été interpellés sans ménagement et incarcérés. Mais lorsque la Russie réagit de la sorte, ce n'est pas normal, c'est le comportement d'une dictature.

Si une telle action avait été lancée contre une installation pétrolière américaine, britannique, hollandaise ou française, immédiatement les chefs d'Etat du pays concerné aurait rappelé que personne sous aucun prétexte ne devait violer la sacro-sainte propriété privée, mais là s'agissant d'une entreprise russe ils estiment que cette opération est légale.

Si au cours d'une manifestation un Palestinien tirait sur la police en Israël, il serait qualifié de terroriste, un ennemi de la démocratie, il serait abattu sur le champ, quand au cours d'une manifestation un homme armé tire sur la police en Syrie, c'est un militant qui exerce son droit légitime à la démocratie contre un régime tyrannique, il mérite des éloges.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Tunisie

En Tunisie, Ennahda va quitter le pouvoir. Le parti islamiste qui dirige le gouvernement s'y est engagé samedi 5 octobre. Il cherche ainsi à résoudre une grave crise politique.

Deux ans après la victoire de son parti aux élections, le chef d'Ennahda, Rached Ghannouchi, et les dirigeants des partis d'opposition ont paraphé une feuille de route. Elle prévoit la désignation avant la fin de la semaine prochaine d'un Premier ministre indépendant. Il aura deux semaines pour former son cabinet.

L'équipe dirigée par Ennahda devra alors se retirer. Le document signé indique que "*le gouvernement donne sa démission dans un délai ne dépassant pas trois semaines*" après la première séance du "dialogue national" inaugurée samedi pour résoudre la crise politique déclenchée par l'assassinat le 25 juillet du député Mohamed Brahmi. La date fatidique reste cependant incertaine, des responsables islamistes considérant que le compte à rebours débutera le jour où l'ensemble des forces politiques se réuniront à la table des négociations, une date encore indéterminée, et non à compter de la signature. Francetv info 05.10

[Haut de page ↗](#)

Le 7 octobre 2013

CAUSERIE

INFOS SUR LA SYRIE ET L'IRAN

Syrie: la conférence Genève II peut-être en novembre, dit Brahimi - AFP

Interrogé lors d'une émission de la chaîne TV5 et de la radio RFI, l'émissaire spécial pour la Syrie de l'ONU et de la Ligue arabe Lakhdar Brahimi a martelé : "*il ne faut pas que les jihadistes remplacent le régime actuel*". "*Les Russes et les Occidentaux*

sont d'accord. Il faut qu'il y ait un processus qui finira par des élections, organisées sous contrôle international, qui permette au peuple syrien de s'exprimer", a-t-il indiqué. AFP 06.10

Autrement dit, Russes et Américain ne peuvent pas se passer d'Assad...

Marche arrière toute.

Selon certaines sources diplomatiques, les délégations de plusieurs pays européens se sont récemment rendues à Damas, transmettant à Assad des messages consistant à signifier un changement de position vis à vis de Damas. Selon Al Chagh al Jadid, plusieurs délégations européennes affirment que l'Europe est revenue sur ses pas vis à vis d'Assad et de son gouvernement. Ces pays qui accusaient il n'y a pas si longtemps Assad de génocide affirment désormais que la Syrie est en guerre contre le terrorisme. Certains de ces pays reconnaissent avoir commis des erreurs contre la Syrie et qu'ils sont désireux de renouer leurs liens avec la Syrie d'Assad.

Les messages européens appellent à une coopération avec le gouvernement Assad en matière de lutte contre le terrorisme : ces pays souhaitent avoir des renseignements au sujet de ceux de leurs ressortissants qui combattent l'Etat et l'armée syriens en Syrie sous la bannière de takfirisme. Les délégations européennes ont fait l'amende honorable : " *au début de la crise syrienne, nous avons reçu de fausses informations et puis nous avons été avides des avantages que les Etats Unis nous promettaient* "

Et la réponse syrienne : " *toute normalisation interviendra à condition que vous annonciez officiellement votre nouvelle position, que vous condamniez l'envoi d'armes aux terroristes et que vous apposiez votre veto sur tout projet de résolution en ce sens*". Les délégations européennes auraient demandé un délai disant qu'elles avaient peur de changer de cap officiellement mais qu'elles souhaitaient garder leurs contacts avec Damas". french.irib.ir 06.10

Le sionisme dicte sa loi à Washington

"L'Iran est "à un an ou plus" de pouvoir se doter d'une bombe atomique", vient de prétendre le Président américain, Barack Obama, malgré toutes les précisions et affirmations des responsables iraniens, réitérant la nature pacifique des activités nucléaires iraniennes.

Lors de son interview avec l'Associated Press, publié, samedi, le président américain a dit que, selon les évaluations des services de renseignements américains, l'Iran a, seulement, quelques mois, avant de pouvoir se doter d'une bombe atomique. Obama avait reçu, lundi, à la Maison Blanche, le Premier ministre israélien, Benyamin Netanyahu, qui s'était exprimé, le lendemain, à la tribune des Nations unies, en disant qu'Israël ne laissera pas l'Iran se doter de l'arme nucléaire. french.irib.ir 06.10

Pour qui roulent-ils ?

Propos de Éliane Assassi (présidente du groupe FdG au Sénat) et de André Chassaigne (président du groupe FdG à l'Assemblée nationale) relevés par Mauris Dwaabala, lors des journées des parlementaires communistes, républicains, citoyens et du Parti de gauche qui se sont ouvertes le dimanche 25 septembre à Auray (Morbihan). (source : « C'est difficile, mais il n'y a pas d'autre choix. » - mercredi 2 octobre 2013 - legrandsoir.info)

- Nous ne mettons pas sur le même plan les choix faits sous Sarkozy et ceux du gouvernement Ayrault...

(C'est la même politique, mais la signification ne peut être la même pour pouvoir soutenir le gouvernement, CQFD. -ndlr)

- Nous ne sommes pas dans l'opposition, mais nous pensons qu'il est possible de mettre en oeuvre dans notre pays une réelle politique de gauche. Tout notre engagement de parlementaires vise à faire vivre cette alternative, cette ambition...

(S'ils ne sont pas dans l'opposition, c'est qu'ils soutiennent le gouvernement. Leur rôle consiste à faire croire jusqu'à la fin du mandat de Hollande et de cette législature que tout est possible même si cela ne se produira jamais, peu importe, l'essentiel c'est que les naïfs y croient. Ceux qui en tirent profit trouvent ainsi une justification pratique à leur soutien au gouvernement. - Ndlr)

- Notre responsabilité n'est pas de passer notre temps à dire que ce que fait le gouvernement socialiste n'est pas bien, mais de faire la démonstration que d'autres choix à gauche sont possibles.

(Idem, l'essentiel c'est de le dire et de le faire croire, peu importe le résultat. - ndlr)

- Mener le débat public sur les choix du gouvernement et leurs impasses, redonner de l'espoir en montrant que d'autres voies peuvent être ouvertes à gauche constituent notre ligne de conduite pour faire bouger les choses dans notre pays...

(Idem, l'espoir fait vivre et peu importe s'il ne se concrétise jamais. - ndlr)

- Nous ne voulons pas du retour de la droite et nous ne voulons pas que l'extrême droite s'installe en force dans notre pays. C'est pourquoi nous faisons attention à ne pas nous situer dans l'opposition, mais à être la force qui porte l'idée qu'une autre politique de gauche est possible...

(Quoi qu'il arrive ils soutiendront le gouvernement parce qu'ils ne veulent pas "du retour de la droite", vous voyez que c'est utile de ne pas qualifier le PS de droite. L'idée n'a jamais nourri son homme- ndlr)

- La colère populaire doit être une colère constructive. C'est la force des communistes de travailler à cela, de voir la situation dans son mouvement avec toutes ses contradictions et ses possibilités. C'est difficile, mais il n'y a pas d'autre choix...

(Il n'y a pas d'issue politique pour les travailleurs, ils doivent subir la politique de ce gouvernement et tant pis si c'est la même que son prédécesseur. - ndlr)

Voilà tout le Front de gauche est résumé ici.

En complément : ils font feu de tout bois et bouffent à tous les râteliers.

Pour Mélenchon, Hollande est «*un homme d'embrouille*» 20minutes.fr 06.10

- François Hollande «a trompé beaucoup de monde et il continue», affirme le leader du Parti de gauche, selon qui le chef de l'Etat «*n'est pas un homme de synthèse, c'est un homme d'embrouilles*». «*Le désespoir qu'il répand sert la soupe aux Le Pen*», poursuit-il.

Selon lui, «*un budget de récession pire encore que les précédents*». «*Ce gouvernement a deux bêtes de somme : les ouvriers et les classes moyennes ! Comme la droite, pour lui le grand ennemi, c'est le coût du travail. Pas celui du capital*». 20minutes.fr 06.10

Traduction de ce numéro d'illusionnisme : Si Hollande avait été "*un homme de synthèse*" tel que Mélenchon l'entend, le Front de gauche aurait pu participer à son gouvernement et Mélenchon redevenir ministre.

Nulle "*embrouille*" dans le discours et le comportement de Hollande, au contraire il est clair et parfait dans son rôle. L'"*embrouille*" existe plutôt dans le cerveau très tordu de Mélenchon, l'"*embrouille*" a consisté à présenter Hollande et le PS autrement que ce qu'ils étaient, à leur attribuer des intentions politiques qu'ils n'ont jamais eu, uniquement pour qu'il soit élu et qu'il obtienne la majorité à l'Assemblée nationale pour pouvoir gouverner, le Front de gauche apparaissant comme son allié naturel et tirant profit de cette situation au passage pendant les cinq ans à venir.

Il ne faut pas écouter Mélenchon, c'est un charlatan, il n'est bon qu'à brasser du vent, il a passé 30 ans à le faire quand il était au PS et il continue depuis, et quand il semble dire quelque chose d'intéressant, en réalité ils enfoncent des portes ouvertes, la portée de son discours ne dépasse pas celui de sa voix.

Par exemple, il n'arrête pas de dire que Hollande ou le gouvernement sont "*comme la droite*", mais si vous lui demandez s'ils sont de droite il répond négativement, il ne peut pas franchir le pas et les caractériser de droite. Pourquoi ? Pour une raison bien simple, parce qu'il apparaîtrait qu'il l'est également puisqu'il est incapable de rompre avec eux, il les soutient en réalité, il le dit lui-même quand il refuse de se situer dans l'opposition au gouvernement, il est son allié, il ne peut pas davantage rompre le cordon ombilical avec le PS qu'avec le capital, l'euro, la BCE, l'UE, l'ONU, c'est là l'origine politique de son soutien à Hollande et son gouvernement, lui et son parti, le Front de gauche n'a de gauche que le nom, ils sont tous liés au régime en place auquel ils doivent leur existence.

Voilà la conclusion à laquelle les militants et les travailleurs ne doivent pas parvenir. Elle est là la véritable "*embrouille*" qui consiste à maquiller pas spécialement la réalité des rapports qui existent entre le Front de gauche et le PS, le capital et ses institutions qu'il revendique en grande partie, mais leur véritable signification politique qui ne laisse aucun doute sur la nature contre-révolutionnaire ou réactionnaire du Front de gauche.

Un complément qui tombe à pic

- Rennes: accord EELV-Front de Gauche pour les municipales - AFP 06.10

Question : Comment peut-on se qualifier de gauche et s'allier avec un parti qui soutient la politique social-libéral-impérialiste de Hollande depuis le 6 mai 2012, TSCG, Syrie, etc ?

Confirmation. En famille. Union nationale. PS, EELV, Front de gauche : à droite toute derrière l'UMP !

Ils font bien le lit de l'extrême droite.

Quel dommage que EELV ait présenté un candidat ! Sinon le candidat présenté par le PCF aurait pu être présent au second tour et être éventuellement élu grâce aux voix des électeurs qui s'étaient portés sur le candidat de l'UMP, pas de bol, ce sont les électeurs du PCF et du PS, ajoutons de l'extrême gauche, qui sont appelés à voter UMP, c'est beau quand même le "*front républicain*". Ne dites surtout pas qu'ils figurent tous dans le même camp, ils vont hurler à la calomnie.

- L'extrême droite est arrivée largement en tête dimanche du premier tour de l'élection cantonale partielle de Brignoles (Var), avec près de 49,5% des voix, PS et PCF réagissant à l'élimination de la gauche en appelant "à faire barrage au FN".

(Boycott du second tour à Brignoles ! - ndlr)

Ce scrutin, marqué par une forte abstention de 66,65% (contre 56,86% et 61,89% lors des précédentes élections de 2011 et 2012), sonne comme un coup de semonce pour l'UMP et le PS à 150 jours des élections municipales.

La candidate UMP Catherine Delzers est arrivée en deuxième position avec 20,8% des voix, dans ce canton gagné par la gauche en 2012.

Le candidat du Parti communiste, Laurent Carratala, soutenu par le Parti socialiste, a obtenu 14,6% des voix, et la candidate d'Europe Ecologie Les Verts, Magda Igyarto-Arnoult, 8,9%.

"La gauche est éliminée dès le premier tour de l'élection cantonale partielle de Brignoles. Ce résultat doit sonner comme un sévère avertissement pour tous les partis de gauche : lorsque le Front national est fort, la division produira souvent le même résultat. La conséquence est simple : au second tour les électeurs n'ont le choix qu'entre l'UMP et le FN", écrit le PS dans un communiqué.

(S'il avait le "*choix*" entre le PS et le FN, cela ne changerait rien puisque le PS fait la même politique que l'UMP. C'est là qu'on se rend compte ce qui signifie l'absence de droits politiques pour les travailleurs. Même pas besoin d'une dictature militaire ou d'un régime tyrannique pour parvenir au même résultat. Résultat que nient tous les partis notez bien, sans rire, nous sommes en démocratie, la preuve le droit de vote existe encore.

Non, ne vous marrez pas, c'est le genre d'arguments qui a servi de toile de fond aux trotskistes pendant 68 ans dans leurs analyses et qui a déterminé leur politique, leurs rapports aux institutions et ses différents partis. Pourquoi nous en sommes là, ceci explique en grande partie cela, leurs dirigeants en portent la responsabilité. - ndlr)

"Le FN est fort de l'abstention en général, et en particulier à gauche. S'il progresse en pourcentage, il obtient moins de voix qu'à la présidentielle ou aux législatives", analyse le PS.

(Ce résultat et l'abstention exprime le rejet par la majorité des travailleurs de la politique réactionnaire du PS. Ils démontrent aussi qu'il n'y a pas une adhésion massive aux idées nauséabondes du FN.

Cela met en lumière au passage que les discours du PS, de la gauche et de l'extrême gauche tournés contre le FN sont du domaine de l'instrumentalisation et ne servent qu'à camoufler leur véritable nature ou celle de leur politique qui s'inscrit dans le cadre du régime en place.

Le double langage permanent de la gauche et de l'extrême gauche, qui en sont arrivés à verser dans une sorte de populisme vulgaire allant jusqu'à reprendre à leur compte les thèmes des néolibéraux, est ainsi sanctionné. -ndlr)

Le Parti communiste a lui aussi appelé les électeurs à faire "*barrage*" au FN et accusé Europe Ecologie-Les Verts de "*porter la responsabilité*" de l'élimination de la gauche, alors que le parti écologiste n'avait en 2012 pas présenté de candidat.

(Bien que le PC n'incarne pas le communisme, ce qui n'est pas le cas de tous ses militants, c'est suffisant pour que EELV qui est une formation politique férocement anticommuniste, ne manque pas une occasion de le démontrer et de prendre le relais du PS sur ce plan-là.

A Rennes ils ont réalisé un accord avec le Front de gauche, sans le PCF, ils ont reconnu dans les autres composantes du Front de gauche de farouches ennemis du communisme, dont le parti de Mélenchon. Ajoutons que si dans certains cas le PCF peut s'allier à EELV, c'est bien parce que ce parti est aussi l'ennemi du communisme, apparemment il n'y a que les militants du PCF qui ne s'en soient pas encore aperçus. - ndlr)

Le PS et le PCF avaient appelé la semaine dernière au "*rassemblement*" et demandé le retrait de la candidature écologiste, craignant une élimination du candidat communiste dès le 1er tour. AFP 06.10

(Au regard du tapage qui est fait autour des résultats de cette élection et qui était parfaitement prévisible, on est porté à penser que cette opération a très bien pu être orchestrée par les états majors de ces partis afin d'en tirer profit par la suite, pour rendre plus crédible l'axe du "*rassemblement*", du vote "*utile*" en faveur du candidat investi par le PS ou le Front de gauche et soutenu par ces formations politiques, bref sauver le PS, parti du gouvernement et de la "*majorité*" parlementaire d'une cinglante défaite électorale annoncée.

Ils ne sont pas à un coup tordu près, ils sont prêts à tuer père et mère et leurs enfants si nécessaire pour parvenir à leurs fins, l'ignorer serait une grave lacune politique. Vous avez pu observer de quelle manière ils ont traité la question syrienne, cela devrait vous suffire comme preuve, si nécessaire encore une fois. - nldr)

[Crise ouverte au parti de l'ordre. Le PS est en meilleure position pour garantir la stabilité du régime.](#)

- Fillon se voit de facto en compétition avec Sarkozy - Reuters

François Fillon se déclare "*de facto*" en compétition avec Nicolas Sarkozy pour l'élection présidentielle de 2017, jugeant qu'il n'y a pas beaucoup d'autre alternative à droite.

Dans le Journal du dimanche, l'ancien Premier ministre UMP estime que les sondages les départageront pour savoir qui est le mieux placé pour battre le président François Hollande.

"*Je ne peux pas assumer toutes les conséquences d'une candidature à la présidentielle et ne pas être en conflit avec Nicolas compte tenu de son état d'esprit*", dit-il. "*On est de facto en compétition.*"

François Fillon dit préparer un programme "*de vraie rupture*", jugeant que durant le quinquennat de Nicolas Sarkozy, la droite n'a "*pas réalisé la rupture promise*".

Parmi ces réformes, la baisse du coût du travail, la fin des 35 heures, la réduction du nombre des fonctionnaires et la fusion régions-départements.

C'est la première fois que l'ancien chef du gouvernement rompt publiquement avec Nicolas Sarkozy. "*Pendant cinq ans, j'ai été loyal envers Nicolas. J'ai retenu mes critiques et mes remarques. Peut-être trop d'ailleurs. Ensuite, il y a la défaite. J'ai continué à aller le voir. Pendant chacune de nos rencontres, Nicolas me disait : 't'es le meilleur, c'est ton tour'. Il m'encourageait. Et puis, à peine sorti, il recevait mes amis pour me critiquer. A un moment, on en a marre*", a fait valoir l'ancien Premier ministre. Reuters 06.10

[Instrumentalisation.](#)

- Roms: une "*Roma Pride*" à Paris contre la "*stigmatisation*" - AFP

Organisée et financée notamment par le Mouvement Antiraciste Européen EGAM, dont le président, Benjamin Abtan, est un ancien conseiller Société civile et droits de l'Homme de Bernard Kouchner.

Une organisation qui pue à plein nez le néolibéralisme.

L'EGAM (European Grassroots Antiracist Movement), qui fédère les plus grandes organisations antiracistes de plus de 30 pays sur tout le continent, structure l'engagement de la société civile européenne pour l'Egalité, contre le racisme, l'antisémitisme, les discriminations raciales et le négationnisme. (source : <http://leplus.nouvelobs.com/benjamin-abtan>)

Qu'est-ce que c'est ?

Parmi ses "*partenaires*" :

- Le Mouvement Européen International (MEI) est une fédération d'associations et de particuliers qui oeuvre depuis plus de 50 ans en faveur de l'intégration européenne et de la « *voie fédérale* ». (<http://www.citizensforeurope.eu>)

Ce portail (citizensforeurope.eu) qui fait la promotion de MEI se présente ainsi :

- Linking Europe : des acteurs de la société civile qui font vivre l'Europe !

Les organisations citoyennes présentes sur Citizensforeurope.eu constituent avec d'autres les forces vives de la société civile européenne. Citizensforeurope.eu présente ces organisations citoyennes pour mieux les faire connaître et les aide à créer des synergies entre elles.

Et que trouve-t-on parmi ces "*organisations citoyennes*" ? 270 organisations, syndicats, instituts, fondations, think tank tous pro Union européenne. J'en ai listé quelques unes :

Réseau Européen des Instituts de recherche sur la Politique Economique
Réseau européen d'action sociale
Observatoire social européen
Nouvelle Europe
Mouvement Européen France
L'Institut Européen de promotion de la Démocratie
Maison de l'Europe - Paris
Auto-stigmatisation.
Ligue Européenne de Coopération économique
Le Conseil de Lisbonne pour la compétitivité économique le renouvellement social
Jeunes européens fédéralistes (JEF)
Je veux l'Europe
Institut Pour la Démocratie en Europe
Institut Robert Schuman pour l'Europe
Fondation Robert Schuman
Initiative internationale pour repenser l'économie
Groupe de Contact de la Société Civile Européenne
Gouvernement pour vous
Forum Permanent de la société civile européenne
Forum Européen Pour la liberté dans l'enseignement
Forum civique européen
Forum Europe des Cultures
Fondation Génération Europe
Fondation Nouvelle Economie
Europe Avenir
Démocratie Internationale
Confédération européenne des syndicats
Centre d'études sur le fédéralisme
Centre d'études politiques européennes
Centre Euro-régional pour la Démocratie
Centre européen Robert Schuman
Centre pour la réforme Européenne
Cercle des Européens
Citoyens de l'Europe
Alternatives Européennes
Association des Chambres de Commerce et Industries Européennes
Assemblée des Régions d'Europe
Association des Représentants de Groupes d'Intérêts Accrédités auprès du Parlement Européen
Association d'études politiques transeuropéennes
Association pour la Démocratie
Campagne pour une initiative citoyenne européenne proche du citoyen
Centre de Recherche Socio-Economique
Laboratoire Européen d'anticipation politique - Europe 2020
Les amis de l'Europe
Lobby européen des femmes
Sauvons l'Europe
Young European Leadership

- Impressionnant n'est-ce pas ? Ils sont mieux organisés que nous ? Eux, ils se donnent les moyens de vaincre, nous, nous donnons les moyens d'être vaincus, le résultat n'étonnera personne.

ACTUALITE EN TITRES

Toujours plus liberticide

- L'Union européenne veut durcir la législation antitabac - LeFigaro.fr

Ils instrumentalisent et encouragent la délinquance

- Probation, aménagements de peine : les principaux points du projet de réforme pénale - LeFigaro.fr

Auto-stigmatisation.

- Paris : Une décision capitale pour les Gay Games 2018 - 20minutes.fr

La délégation française aux Gay Games est encadrée par la Fédération sportive gaie et lesbienne (FSGL) sous le nom Équipe France. La FSGL est à la fois membres de l'Inter-LGBT. (wikipedia)

En réalité, il se trouve que ceux qui sont les champions des inégalités sont justement ceux qui prétendent lutter pour l'égalité des droits, cela vous étonne, nous non. Vous n'êtes pas au bout de vos surprises.

Pourquoi ne pas déclarer hors la loi la pauvreté ?

- Claude Bartolone veut interdire la mendicité avec mineurs - LeFigaro.fr

Un Etat terroriste en état de guerre permanent

- Kerry: Les Etats-Unis «ne cesseront jamais» la traque des extrémistes - 20minutes.fr

- Des combats entre Boko Haram et l'armée nigériane font 20 morts - Reuters

- Egypte: au moins 44 morts en marge de manifestations pro-Morsi - Lexpress.fr

- Irak: 30 personnes, dont 10 écoliers, tuées dans des violences - AFP

- L'Amérique frappe al-Qaida en Libye et en Somalie - LeFigaro.fr

- Netanyahu demande aux Palestiniens de reconnaître Israël comme un Etat juif - AFP

Intox et conditionnement

- Regain de popularité du gouvernement espagnol après les scandales - Reuters

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Etats-Unis

- Etats-Unis: "le Congrès joue avec le feu" sur la dette, selon le Trésor - AFP

Le gouvernement fédéral américain est partiellement paralysé depuis mardi dernier, faute d'accord au Congrès sur le budget de l'exercice budgétaire 2014.

John Boehner, président républicain de la Chambre des représentants, entend conditionner tout accord sur la dette à une réforme des grands programmes américains de retraite (Social Security) et de santé pour les plus de 65 ans (Medicare), jusqu'ici épargnés par l'austérité, sans augmenter les impôts.

M. Obama refuse au contraire de négocier tant que le plafond de la dette n'est pas relevé.

"Comment peut-on augmenter la limite de la dette et ne rien faire sur les problèmes sous-jacents?", s'est demandé M. Boehner sur la chaîne ABC.

"Mon objectif n'est pas de provoquer un défaut de paiement des Etats-Unis. Mon objectif est d'avoir une conversation sérieuse sur les choses qui creusent le déficit et augmentent la dette. Et le refus du président de s'asseoir et d'avoir une conversation fait peser sur notre pays le risque d'un défaut", a-t-il dit.

M. Boehner a rappelé qu'à plusieurs reprises, notamment sous les présidences de George H. W. Bush et Bill Clinton, les relèvements du plafond de la dette s'étaient accompagnés de compromis budgétaires.

"Chaque président dans l'histoire récente a négocié sur la limite de la dette. La limite de la dette a été utilisée pour imposer des grandes réformes à Washington. Et devinez quoi, George? Elle va être utilisée une nouvelle fois", a-t-il lancé au journaliste qui l'interrogeait, George Stephanopoulos. AFP 06.10

Ils font en sorte qu'Obama comme Bush et Clinton leur lâche quelque chose, il aura résisté, eux auront insisté, les uns et les autres s'en sortiront bien et la vie va continuer comme avant, le contraire serait étonnant...

SOCIAL

Roumanie

Des milliers de Roumains sont de nouveau descendus dans la rue dimanche pour crier leur colère contre le gouvernement de centre gauche accusé de favoriser un projet canadien de mine d'or contesté par les scientifiques.

Ces manifestations qui ont débuté il y a plus d'un mois sont d'une ampleur sans précédent depuis les années 1990 et se sont transformées en contestation d'une classe politique accusée de mépriser l'intérêt public.

"Au départ, nous sommes venus pour dire notre opposition au projet de mine d'or mais nous protestons aussi contre toute cette cascade d'irrégularités de la part du gouvernement, ce projet de loi adopté juste pour l'intérêt de la compagnie canadienne, le non respect de la transparence et des citoyens, le feu vert donné aux gaz de schiste", dit à l'AFP une manifestante, Clara Boboc, économiste de 30 ans venue avec son bébé et son compagnon.

"Ce mouvement s'est transformé en explosion sociale", ajoute-t-elle. "Nous espérons qu'en Roumanie les hommes politiques vont enfin nous entendre".

Dimanche, outre des slogans contre le projet de mine d'or de la société canadienne Gabriel Resources dans le village de Rosia Montana (nord-ouest), les quelque 7.000 personnes qui ont défilé durant des heures dans les rues de Bucarest ont aussi protesté contre les gaz de schiste, demandé la démission du gouvernement et réclaté le respect de l'indépendance de la justice après la mise à l'écart cette semaine d'un procureur réputé pour sa lutte contre la corruption.

A Cluj (nord-ouest), ils étaient plus de 4.000 et plusieurs centaines dans d'autres grandes villes de Roumanie.

La société canadienne Gabriel Resources veut ouvrir la plus grande mine d'or à ciel ouvert d'Europe à Rosia Montana.

Le projet nécessite l'utilisation de 12.000 tonnes de cyanure par an, la destruction de vestiges romains et le déplacement de plusieurs centaines d'habitants.

Alors qu'il avait promis de bloquer cette entreprise quand il était dans l'opposition, le Premier ministre Victor Ponta et son gouvernement ont adopté fin août un projet de loi qui ouvre la voie à l'exploitation du gisement.

Pour entrer en vigueur, le texte doit être encore approuvé par le parlement. AFP 06.10

[Haut de page ↗](#)

Le 8 octobre 2013

CAUSERIE

Mondialisme et esclavagisme

Je vous propose une sorte de dossier réalisé hier soir après la diffusion (en différé) sur TV5Monde Asie d'un numéro de *Complément d'enquête* consacré aux délocalisations en Afrique, particulièrement en Ethiopie, ce sujet m'avait échappé et je tenais à me rattraper

Titres de presse d'août et septembre 2013

- Vers une délocalisation d'H&M en Ethiopie ?
- H&M délocalise en Ethiopie pour fuir la hausse des salaires en Chine
- Délocalisation. La Chine mise sur la pauvreté en Éthiopie
- De la Chine à l'Afrique, le grand remue-ménage des délocalisations ...
- L'Ethiopie, nouvel eldorado des industries textiles européennes ?

Extraits d'articles de presse.

Un regard sur le "*commerce équitable*", les multinationales, le capitalisme à "*visage humain*". Bienvenue en enfer !

1- La Chine, bientôt confrontée à une prochaine pénurie de main d'œuvre à cause de sa politique d'enfant unique, est vivement encouragée par Robert Zoellick, président du groupe de la Banque mondiale, à transférer en Afrique une partie de ses activités industrielles à forte intensité de main d'œuvre.

Selon les Nations Unis, entre 2010 et 2025, le nombre de Chinois âgés de 15 à 24 ans va chuter de 62 millions pour se stabiliser à 164 millions de personnes ayant les aptitudes optimales pour occuper un emploi industriel.

Cette analyse que M. Zoellick a partagée avec les hauts responsables chinois la semaine dernière permettra à la Chine d'augmenter la productivité de ses entreprises en les orientant vers les segments à plus forte valeur ajoutée et en maintenant la croissance de son économie.

L'Afrique qui ne représente que 1 % environ de la production manufacturière mondiale, pourrait bénéficier de la modernisation et de la diversification de sa structure industrielle, pour autant que des infrastructures et un cadre incitatif soit mis en place : adéquation formation emploi, environnement législatif sécurisé, stabilité politique...

Le transfert de 6% des emplois industriels chinois à faible valeur ajoutée en Afrique entrainera, d'après M. Zoellick, une hausse de l'offre de travail de 50% en Afrique. Notons que la Chine dispose de 85 millions d'emplois industriels à faible valeur ajoutée et l'Afrique d'environ 10 millions. agenceecofin.com 06.09.2011

Vous lirez plus loin que Robert Zoellick vient de rejoindre... Goldman Sachs ! Un retour à la source...

2- « Depuis la suppression des taxes d'importation négociée par Pékin en contrepartie de son aide financière, les produits « made in China » déferlent sur le continent africain. Avec sa croissance démographique, l'Afrique est un bassin de consommation qui incite à produire localement. Il y a donc une place à prendre, mais peu de gens y croient pour le moment », estime Mark Bohlund, spécialiste de l'Afrique subsaharienne chez IHS Global Insight, une société d'analyse économique.

L'implantation en Afrique est donc une stratégie gagnant-gagnant pour les Chinois, qui profitent sur les deux tableaux des règles de la mondialisation. Mais quel sera le bénéficiaire pour les pays hôtes ? Il est à craindre que la plus grande partie des recettes d'exportation de ces entreprises sous contrôle asiatique soit transférée en Asie. L'Afrique compte pour 14 % de la population mondiale, mais fournit seulement 1 % de la production manufacturière de la planète. Le Monde - info-afrique.com 22.12.2012

3- Publiée en 2011 une étude de la Banque mondiale comparant plusieurs pays africains à la Chine et au Vietnam, a montré que l'Éthiopie était d'ailleurs le seul pays capable de concurrencer les pays asiatiques pour des productions à haute intensité de main d'œuvre (comme l'habillement ou la fabrique de meubles). Ces projets montrent que des pays africains peuvent s'engager à

leur tour dans le "*vol des oies sauvages*" qui a débuté avec le Japon, qu'ont suivi ensuite les Nouveaux Pays industriels d'Asie et ensuite les pays du Sud-Est asiatique et la Chine.

L'Afrique n'est pas la seule région du monde susceptible d'attirer des délocalisations d'entreprises chinoises ou de filiales étrangères implantées en Chine. Ces investisseurs regardent d'abord en Asie du Sud-Est (Vietnam, Cambodge mais aussi le Myanmar) et en Asie du Sud (Bangladesh). atlantico.fr 21.08.2013

4- Le numéro 2 mondial de l'habillement a annoncé, la semaine dernière (mi-août 2013 - ndlr), son intention d'ouvrir prochainement de nouvelles usines dans ce pays d'Afrique de l'Est.

Jusqu'ici, le groupe fabriquait l'essentiel de sa production en Chine et au Bangladesh. Dans une interview au Financial Times donnée le 15 mai dernier, Karl-Johan Persson, le patron de Hennes & Mauritz s'était d'ailleurs engagé à demander au gouvernement bangladaise d'augmenter le salaire minimum en vigueur dans le pays. Une annonce qui faisait suite à l'effondrement d'un immeuble à Dacca, la capitale du Bangladesh, survenu le 24 avril dernier, dans lequel 1.125 employés de différents groupes textiles européens - dont H&M - ont trouvé la mort. Un drame qui avait fait ressortir la polémique sur les conditions de travail de ces salariés asiatiques.

Est-ce, au final, cette possible augmentation qui a encouragé la marque à localiser une partie de ses nouvelles usines en Ethiopie, où la main d'oeuvre reste moins cher qu'en Asie ? Dans un communiqué cité par Le Monde, H&M justifie cette décision en expliquant chercher "*constamment de nouveaux marchés d'achat potentiels*" pour garantir les capacités de livraison de ses "*produits dans tous les magasins*".

D'après une étude du cabinet Bernstein, rapportée par le Wall Street Journal, les coûts de fabrication étaient, en 2011, près de deux fois moins élevés en Ethiopie qu'en Chine. "*H&M ne fait que suivre une tendance lancée par les Chinois qui ont créé une zone industrielle en Ethiopie*", rapporte Pierre Jacquemot, chercheur spécialiste de l'Afrique à l'Iris (Institut de relations internationales et stratégiques). Les usines textiles ont d'abord quitté la Chine pour les pays d'Asie du Sud comme le Laos, la Birmanie et le Cambodge. Ensuite, elles sont parties pour l'Ile Maurice et maintenant l'Ethiopie", ajoute-t-il.

L'Ethiopie, qui compte quelques 85 millions d'habitants, est l'un des pays les plus pauvres du monde. Il n'appartient pas à l'Organisation mondiale du commerce (OMC). D'après la Banque mondiale, le revenu moyen annuel par habitant atteignait 370 dollars (276 euros) en 2012, contre 1.257 dollars (938 euros) en moyenne chez ses voisins. Selon les informations mises en ligne sur le site de l'ambassade de France à Addis-Abeba - la capitale - l'industrie ne représente que 15% du PIB. Le pays tire l'essentiel de ses revenus de sa production agricole, notamment de l'exportation de café.

Sa situation économique s'améliore, malgré tout, rapidement. L'Ethiopie a connu une croissance annuelle moyenne de 9,9% entre 2004 et 2012, contre 5,4% chez ses voisins. D'après le cabinet Bernstein, le coût de fabrication dans le pays a augmenté de 18% en 2011, contre seulement 7,7% en Chine. A ce rythme, les coûts de productions seront, en 2019, plus cher en Ethiopie que dans l'Empire du Milieu. "*Ce n'est pas encore fait. De toute façon, il s'agit de productions bas de gamme, qui pourront être délocalisées très facilement*", note Pierre Jacquemot. Le "*Made in Ethiopia*" pourrait bien ne pas figurer très longtemps sur les vêtements du géant de l'habillement... latribune.fr 23.08.2013

5- En Ethiopie, un partenariat Public-Privé entre le gouvernement éthiopien et les investisseurs chinois a permis d'entreprendre la construction d'une zone industrielle qui devrait permettre a terme, l'installation de 80 usines et la création de 20.000 emplois, son coût : 250 Millions de dollars.

L'Ethiopie a mis a disposition du foncier bon marché, la fourniture gratuite d'électricité et 4 ans d'exonérations fiscales. Située a 30 kilomètres au sud d'Addis Abéba, la zone accueille déjà plusieurs cimenteries, une chaîne de montage automobile, une fabrique de plastique et un groupe chinois de fabrique de chaussures. Ce dernier compte comme clients, des marques occidentales, notamment Calvin Klein ou Guess et prévoit d'investir jusqu'à 2 Milliards de dollars jusqu'à porter vers l'Europe et l'Amérique du nord, une production quoi ambitionne qui ambitionne d'atteindre un volume annuel de 4 Milliards de dollars.

Ces partenariats sino-africains sont ambitieux, mais certains facteurs peuvent ralentir la mise en oeuvre de ses projets : les différences culturelles, la barrière de la langue, la non prise en compte par les entreprises chinoises aspects environnementaux et sociaux, ainsi que la difficulté à opérer des transferts de technologies. afroconceptnews.com 03.10.2013

6- Surtout, les Chinois cherchent à délocaliser les activités les plus polluantes, comme la teinture du textile ou la production de caoutchouc : un moyen de respecter les normes environnementales en Chine sans remettre en question ni les méthodes, ni les volumes de production.

L'Afrique, surtout, est au cœur d'un questionnement des grands groupes mondiaux. Turcs et Israéliens commencent à y installer une partie de leurs activités, notamment dans le textile. supplychainafricconseil.over-blog.com 01.09.2013

Commentaire

Lu dans un autre article : Ce qui les attire en Ethiopie est le montant des salaires, jusqu'à 4 à 5 fois moins cher qu'en Chine. On doit ajouter les coûts de production, la fiscalité. Ils tentent par tous les moyens de freiner ou contenir la baisse tendancielle du taux de profit qui ronge le capitalisme. Comme nous l'avions indiqué dans de précédentes causeries ou des articles antérieurs, le processus mis en oeuvre dans le développement du capitalisme dans n'importe quelle région du monde au XXIe siècle est soumis aux mêmes contradictions que celles rencontrées au XIXe et au XXe siècle en Europe, aux Etats-Unis et ailleurs, le développement économique alimente la lutte des classes et se traduit par une hausse des salaires, du coût du travail et de la production.

A des degrés divers ce processus est largement engagé en Asie, il s'accélère en Amérique latine, il ne leur reste plus que l'Afrique comme continent sous-développé et réserve d'esclaves. Dans un proche avenir ce sera terminé, ils auront brûlé leur dernière cartouche, ils n'auront plus aucun moyen pour affronter la menace mortelle qui pèse sur le capitalisme que concentre la baisse tendancielle du taux de profit, et les gains qu'ils pourraient réalisés en améliorant la productivité ne feraient qu'accélérer cette tendance car ils se traduiraient pas une nouvelle baisse du capital variable dans la plus-value produite tandis que les coûts de production ne feraient qu'augmenter.

Pour comprendre comment ça marche, prenons un exemple très simple. Observez ce qui se passe chez les agriculteurs, ils ont des coûts de production de plus en plus élevés, ils ont dû se moderniser pour rester compétitif et ne pas disparaître, s'endetter sur de longues années, et quand ils ont vendu leur récolte, une fois réglés toutes leurs factures il leur reste tout juste de quoi survivre et encore. Ils s'en sortent parce qu'ils sont endettés, si leur banquier leur avait refusé un prêt, ils n'avaient plus qu'à cesser leur activité, et si demain les cours du blé, du maïs, etc. s'effondraient ils vendraient à perte, ils ne pourraient plus rembourser leur prêt et seraient déclarés insolvables, en faillite.

Les cours ou les prix des matières premières augmentent, tant que leurs produits trouvent des acheteurs sur le marché parce que leur niveau de vie augmentent tout va bien, mais lorsque le niveau de vie de la population stagne ou diminue ou lorsque le nombre d'acheteurs diminuent du fait du chômage tout va mal, c'est l'ensemble de l'économie qui est au bord de la paralysie, menacé d'asphyxie, qui risque de s'effondrer.

Quand vous mettez une heure au lieu de 8 pour fabriquer une paire de chaussures, la force de travail qui sera incluse dans la production d'une paire de chaussure qui est à la base du profit ou du taux de profit sera plus importante dans la seconde, elle sera divisée par 8 dans la première, celle-ci sera fabriquée à l'aide d'une machine perfectionnée dans laquelle son propriétaire aura dû investir une somme importante, il aura dû s'endetter pour l'acquérir et payer des intérêts à son banquier par dessus le marché, tandis que la seconde sera fabriquée à la main et n'aura nécessité aucun investissement lourd. Dans le premier cas le taux de profit s'effondre, tandis qu'il est préservé dans le second.

Mais si maintenant l'ouvrier qui fabrique la première paire de chaussures à un salaire divisé par 5 ou par 10 par rapport à celui qui la fabrique à la main en 8 heures, son patron verra son taux de profit s'accroître considérablement. Certaines usines chinoises ont commencé à tourner en employant un maximum de main d'oeuvre parce qu'elle ne leur coûtait presque rien par rapport à un investissement dans des machines ultra modernes à plusieurs millions d'euros. Désormais, une fois encaissés de gigantesques profits, ils ont investi dans des machines qui réalisent le même travail, ils produisent plus encore à une cadence beaucoup plus élevée ce qui leur a permis d'augmenter les salaires sans que leur profit diminue en volume, leur coût de production a augmenté et leur taux de profit a commencé à diminuer, tandis qu'ils accumulent un capital toujours aussi important. Pour employer ce capital et tenter de maintenir leur taux de profit, il leur faut réduire leur coût de production, dont la masse salariale, si en Chine cela devient impossible, ils peuvent encore délocaliser leur production dans des pays accommodant sur le plan de la fiscalité où la main d'oeuvre est également moins chère, dans certains pays en Asie ou en Afrique.

Mais lorsque les salaires et le niveau de vie auront augmenté dans tous les pays à la surface de la terre, il leur restera quoi comme solution pour maintenir leur taux de profit, augmenter la durée journalière du travail, baisser les salaires, affronter directement la classe ouvrière dont les besoins ne cessent de croître à l'échelle mondiale ? Parfois on se demande pourquoi ils poussent à une consommation à outrance, mais c'est justement parce que le taux de profit est désormais trop bas (en moyenne à l'échelle de capitalisme mondial) pour assurer le renouvellement du capital, c'est seulement en volume qu'ils y parviennent, il faut donc produire et consommer toujours plus, j'ai schématisé pour faire simple. Marx expliquait que l'accumulation du capital était le pendant de la baisse tendancielle du taux de profit, plus l'un augmente plus l'autre diminue, ce qui explique aussi pourquoi l'économie de guerre, le gigantesque gaspillage ou destruction de forces productives, de marchandises en tous genres sur un niveau monstrueux, alors que des centaines de millions d'hommes manquent de tout, vivent misérablement.

Une partie de ce numéro de *Complément d'enquête* était consacrée à l'implantation d'usine chinoise en Ethiopie, c'est effroyable ce qu'ils leur font subir, 66 heures de travail par semaine, voire davantage, pour un salaire mensuel de 40 dollars. Ils font régner la terreur dans leurs usines, ils vont jusqu'à frapper les ouvriers, les virer sans leur verser leur salaire, les conditions de travail sont épouvantables, le comble du cynisme est atteint, ce qui ne m'étonne pas, un tel régime (chinois) ne pouvait que produire des tyrans. Je me suis dit qu'à côté les travailleurs indiens étaient relativement bien traités, qu'ils avaient même de la chance par rapport à leurs collègues chinois et africains traités comme des esclaves. Carrefour est intéressé par ces conditions de production en Ethiopie a dit un contremaître d'une usine appartenant à un Turc, comme bien d'autres multinationales

occidentales. Cela m'a inspiré la réflexion suivante : Carrefour, Leclerc, Auchan, etc. réalisent d'énormes profits en pressurant les producteurs en France et ailleurs dans le monde, ils paient des impôts et emploient de la main d'oeuvre en France, ils mettent sur le marché des marchandises abordables pour la majorité de la population, ainsi l'époque coloniale n'est pas terminée et tout le monde en profite en toute insouciance ou inconsciemment, pendant que la stabilité du régime est assurée, les seuls perdants ou victimes sont toujours les mêmes, mais il paraît que le régime éthiopien est une démocratie, l'honneur ou la bonne conscience est sauve, ouf !

Hier, les dirigeants du mouvement ouvrier pouvaient prétendre que les réformes dont ont bénéficié les travailleurs en France avaient été financées grâce aux gains en productivité réalisés, ce qui n'était vrai qu'à moitié déjà à l'époque puisque la plupart des matières premières étaient importées, dorénavant et depuis déjà un moment cela l'est moins encore, il leur est impossible d'utiliser cet argument puisque une grande partie des marchandises commercialisées en France sont produites ailleurs dans le monde.

Hier les réformes pouvaient apparaître comme le produit de la répartition des richesses produites en France, la juste part revenant aux travailleurs en quelque sorte, ce qui leur permettait de les justifier et de ne pas passer pour des traîtres au socialisme, tout du moins aux yeux de ceux qui en profitaient ou qui ignoraient tout du socialisme, aujourd'hui, alors que le taux de profit en France doit flirter avec la barre du zéro, il leur sera difficile de ne pas admettre que le réformisme qu'ils revendiquent ne peut être financé autrement que par la mise en esclavage de centaines de millions de travailleurs en Asie et en Afrique notamment, que c'est seulement ou en grande partie en profitant de cette situation-là qu'il est possible de maintenir le niveau de vie des travailleurs en France.

Pourquoi affirmons-nous que la défense des acquis sociaux des travailleurs en France doit être subordonnée au combat pour en finir avec le régime capitaliste ? Pour plusieurs raisons dont la capacité que recelle le capitalisme de s'accommoder de ces acquis sociaux et d'en faire supporter le prix à d'autres peuples exploités dans le monde, des peuples plus faibles, sans défense ou démunis, ce que font également les Chinois en allant exploiter les Africains. L'internationalisme de nos dirigeants riment plutôt avec social-patriotisme en la matière. Que le gouvernement entreprenne une réforme ou le patronat satisfasse une revendication et nos dirigeants sont comblés, ils ont évité aux travailleurs de subir les conséquences de la crise du capitalisme c'est l'essentiel, leur objectif est atteint, ils n'en ont pas d'autres en réalité, et peu importe si ce sont d'autres travailleurs qui en feront les frais ailleurs dans le monde, chacun voit midi à sa porte et personne n'y peut rien, ils ont rempli leur mission on ne peut rien leur reprocher, personne n'ira s'interroger sur leur étrange conception du socialisme qui en réalité n'a plus grand chose à voir avec celle de Marx et Engels.

Les travailleurs chinois s'éloignent du socialisme parce que le profit qu'ils étaient en droit d'attendre de la propriété collective des moyens de production leur a toujours échappé, leur a été confisqué par une caste bureaucratique, au point qu'ils s'accommodent de la propriété privée des moyens de production qui leur procure davantage de liberté et un niveau de vie meilleur, tandis que les travailleurs français n'ont pas d'autre perspective que de subir une terrible régression dans tous les domaines de leur existence sans être capables de renouer avec le socialisme dont ils s'éloignent également un peu plus chaque jour.

Baucoup de femmes, souvent très jeunes, sont employées dans ces usines chinoise, turques, pakistanaïses ou indiennes, la main d'oeuvre la plus docile et la moins payée, moins que moins, quoi.

Extrait d'un article que j'avais rédigé et publié le 14 octobre 2005

... dans un rapport du Fonds des Nations-unis consacré à la violence sexuelle envers les femmes et à la pauvreté, ils voudraient nous faire croire qu'ils entendent lutter efficacement contre l'inégalité entre les sexes. De quoi s'agit-il en réalité ?

Le 13 octobre sur TV5 Asie, Olivier Brasseur l'un des rapporteurs à l'ONU sur l'"État de la population mondiale" a expliqué qu'en donnant une instruction aux femmes, particulièrement en Afrique et en Asie, cela leur permettrait d'être autonome et de travailler pour subvenir à leurs besoins sans dépendre de personne. L'intention est respectable, mais s'agit-il bien de cela ?

En réalité, chacun sait qu'à chaque fois qu'une femme travaille, sa rémunération est de 50 à 70% inférieure à celle d'un homme en Asie ou en Afrique, elle est de 30% inférieure en France, donc l'objectif de l'impérialisme mondiale n'est pas de combattre la pauvreté et les inégalités entre les sexes comme il ose cyniquement le prétendre, mais de mettre sur le marché du travail une main d'oeuvre plus nombreuses dont le coût sera encore plus bas que ce qu'il est pour un homme à travail égal, sans parler de la concurrence avec les travailleurs de sexe masculin que cela engendrera, et dont la conséquence se traduira immédiatement par une tendance générale à la révision des salaires vers le bas et au chantage à l'emploi pour les hommes menacés d'être remplacés par des femmes.

Accroître la concurrence entre les travailleurs afin d'en tirer un meilleur profit, voilà le seul objectif de ce rapport. Cet exemple illustre bien que l'impérialisme est en permanence à la recherche de solutions nouvelles pour tenter d'assurer sa survie, car il est menacé jusque dans ses fondements.

Quand Olivier Brasseur parle de "*clé du développement*" pour l'Afrique notamment, à travers cette mesure qui consisterait à donner un semblant d'instruction aux femmes, en réalité elles sauraient tout juste capables de lire et d'écrire, donc elles seraient encore

loin d'être capables de se forger librement leurs propres opinions, on est en droit de penser que ce serait toujours les mêmes qui profiteraient de ce développement, c'est-à-dire les multinationales et les bourgeoisies compradores de l'impérialisme mondiale, alors que la très grande majorité de la population demeurerait dans l'indigence et la précarité absolue.

Bien entendu qu'il faudrait que la totalité des femmes de la planète puissent accéder à l'instruction et à la connaissance, d'une part, mais il ne s'agit pas vraiment de cela ici, et d'autre part, faudrait-il encore que cela puisse réellement servir aux femmes, et donc que cette instruction soit de qualité.

Pendant ce temps-là, ces honnêtes gens continuent de placer des fils barbelé le long de leurs frontières, de construire des murs toujours plus hauts pour empêcher l'immigration des peuples qu'ils ont livrés volontairement à la misère, à la famine et à la guerre civile.

N'est-il pas temps, plus que temps d'en finir avec le capitalisme à l'échelle mondiale...

INFOS SUR LA SYRIE

Kerry loue Assad !

Le secrétaire d'Etat américain John Kerry a loué lundi le "*consentement de la Syrie*" qui a permis d'entamer en un "*temps record*" la destruction de ses armes chimiques.

"*Le processus a démarré en un temps record et nous en sommes reconnaissants à la Russie, pour sa coopération, mais bien entendu aussi envers la Syrie, pour son consentement*", a déclaré M. Kerry lors d'une conférence de presse conjointe à l'issue d'un entretien avec son homologue russe Sergueï Lavrov sur l'île indonésienne de Bali.

"*Je pense qu'il est extrêmement significatif que hier, dimanche, une semaine après l'adoption de la résolution (de l'ONU), des armes chimiques ont été détruites. Je pense que c'est à mettre au crédit du régime de Damas, franchement. Il s'agit d'un bon début et nous l'accueillons favorablement*".

M. Kerry a ajouté que lui-même et M. Lavrov étaient "*d'accord pour dire que la solution n'est pas militaire*" en Syrie. "*Nous partageons le même intérêt pour ne pas avoir des extrémistes radicaux dans un camp ou l'autre qui bénéficieraient d'un statut ou d'une position plus importants en Syrie*".

M. Lavrov s'est pour sa part dit "*satisfait*". "*La Russie fera tout ce qui est en son pouvoir pour que Damas poursuive sa coopération sans aucun changement*", a-t-il dit. french.irib.ir 07.10

Syrie : Washington renonce définitivement à une action armée?

C'est ce que dit en tout cas John Kerry : "*Les Etats Unis sont d'accord avec la Russie sur l'inopportunité d'un scénario militaire comme étant une solution à la crise en Syrie*". c'est à l'issue de sa visite avec Sergueï Lavrov que Kerry s'exprimait, en émettant le vœu de voir la conférence de Genève II se tenir au mois de novembre. "*Nous allons faire des efforts pour cette conférence ait lieu bien que ce soit au secrétaire général Ban Ki Moon, et à son émissaire Ebrahimi qu'il appartient de décider de sa date*".

"*Au cours de ma rencontre avec Lavrov on a examiné les voies politiques destinées à mettre un terme à la crise syrienne. et les Etats Unis et la Russie sont d'accord pour affirmer qu'un scénario militaire ne pourrait offrir la solution à la guerre en Syrie. c'est à la fois impossible et inadmissible*". Pour les analystes politiques, il s'agit là d'un revirement des Etats Unis après la campagne médiatique guerrière qu'ils ont menée au moins de septembre contre la Syrie avec en perspective une action militaire propre à anéantir l'armée syrienne et les infrastructures du pays. french.irib.ir 07.10

Un PDG saoudien arrive en Syrie pour y créer un Califat

Le PDG de l'office de l'électricité de l'une des villes saoudiennes a quitté son pays pour aller se battre en Syrie l'armée arabe syrienne et y créer un "*califat islamique*". Selon Asia News qui cite les sites pro salafistes, l'ingénieur Al Ghawasi al Baghami , pdg de la section de l'électricité de la localité de Tarba, nommé au mois de mars dernier à ce poste se trouve en Syrie pour y établir un califat. Des informations ont fait également état de la présence de plus en plus visibles des militaires saoudiens dans les rangs des terroristes d'Al Nosra et de l'EIL. french.irib.ir 07.10

Alep : les officiers saoudiens commandent Al Nosra.

Selon les agences de presse locales, un officier saoudien a été tué dimanche dans des combats contre l'armée arabe syrienne non loin du sud d'Alep. Sayf Joman alMaliki combattait dans les rangs d'Al Nosra Al Maliki servait l'armée saoudienne avant son

départ pour la Syrie et il opérait sur la base aérienne de Jeddah. L'officier était entré en Syrie par voie légale.

Les dernières informations font état de la présence d'un bon nombre d'officiers saoudiens dans les rangs des terroristes d'Al Nosra et de l'Etat islamique en Irak et au Levant, ce qui marque un tournant dans la guerre de Riyad contre Damas. Pour les Syriens, cette présence signifie ni plus ni moins un engagement militaire direct de l'Arabie saoudite d'autant plus que ces officiers bénéficient pendant leur "séjour" en Syrie de congé payé et s'ils se font tuer en cours de combat, l'armée saoudienne leur attribue le titre de martyr ce qui permet à leur famille de bénéficier des avantages. french.trib.ir 07.10

En titre

Les uns cherchent un compromis acceptable...

- USA et Russie pour une conférence sur la Syrie en novembre - Reuters

- Les USA n'excluent pas la présence de l'Iran à Genève II - Reuters

- Syrie: la coopération de Damas dans la destruction des armes chimiques saluée - AFP

... les autres leur sapent le boulot...

- Paris et Ryad veulent renforcer l'opposition syrienne - Libération.fr

Le sionisme et le sionisme arabe font bon ménage, le gouvernement Hollande-Ayrault-Fabius-Le Drian, le plus réactionnaire et sioniste de la Ve République.

ACTUALITÉ DU JOUR

Brignoles. Intox. Faites tomber les masques.

C'est vrai qu'ils ne donnent pas envie de voter, ils servent même de repoussoir, ce sont eux les fossoyeurs de la "démocratie". Ils nous inspirent tous un profond dégoût, à vomir. Je comprends d'ex-camarades ou des travailleurs qui me disent : plus rien à foutre, hélas !

Pour le PS, c'est la faute à Mélenchon, pour Mélenchon c'est la faute à Hollande, pour le PCF c'est la faute à Hollande et à EELV, et pour EELV, c'est la faute au PCF et au PS, autant dire qu'ils sont tous coupables. De quoi ?

De soutenir le régime et les institutions en pleine décomposition, ils en rajoutent une couche en appelant à voter pour le candidat UMP, à l'exception de Mélenchon, ce qui provoque une crise dans son propre parti et au sein du Front de gauche, crise qui finalement profitera aux partis qui sont engagés dans le mondialisme.

Le Parti de gauche n'a pas plus de principes ou de scrupules que les autres partis quand il s'allie à EELV qui s'était prononcé pour le bombardement de la Syrie ou qui a voté le TSCG notamment, et puis il participe au gouvernement social-libéral-impérialiste Hollande-Ayrault.

Les travailleurs se rendent bien compte qu'aucun de ces partis ne leur propose une perspective politique qui romprait avec celle qui est mise en oeuvre depuis des décennies par l'UMP ou le PS, tandis que leurs conditions d'existence ne cessent de se dégrader. Ceux qui vont encore voter le font pour tenter de sauver les avantages qu'ils ont encore, leur niveau de conscience politique ne va pas au-delà, ils ont un réflexe purement corporatiste, conservateur, il ne faut pas se leurrer.

A Brignoles lors du premier tour, ils ont estimé qu'aucun parti ne représentait véritablement leurs besoins, au second ils n'auront même pas à se poser cette question. Le second est le produit du premier qui a témoigné que le processus conduisant à la liquidation des droits politiques des masses était bien engagé, les effets destructeurs de leur subordination au capital et la faiblesse de leur niveau de conscience politique n'a pas fini de faire des ravages, on en a ici qu'un avant-goût. Tous les partis dits de gauche et d'extrême gauche en portent la responsabilité.

- Brignoles: "Le FN, premier parti de France" pour Marine Le Pen - L'Express.fr

- Cantonale à Brignoles: Le FN à 40% des voix, l'extrême droite tout proche de la barre des 50% - 20minutes.fr 49,5% de 33,35%

= 16,5%

- Municipales : un Français sur 4 prêt à voter pour le FN - Le Nouvel Observateur

En tablant sur un taux d'abstention de 50% en moyenne, cela donne 12% environ, à 60% d'abstention cela donne 15%.

- Le nombre d'électeurs ayant voté FN a légèrement baissé au cours des trois scrutins, passant de 2757 suffrages en 2011 à 2734 en 2012 et 2718 dimanche. lefigaro.fr 07.10

Certains vont broder à l'envers sur le résultat du FN en expliquant qu'il n'a pas progressé, en réalité il a à peine baissé, il demeure stable, pas de quoi en faire un plat.

Le candidat UMP soutenu par le PS, ses satellites et le Front de gauche (à l'exception du PG apparemment, à vérifier) également par un dissident du FN.

Dispard, évincé, s'est présenté sous l'étiquette du Parti de la France. Il a totalisé 9,1 % (612 voix) et ayant «été exclu du FN», il a appelé à «voter pour la candidate UMP». Le Parti de la France de Carl Lang, qui le soutenait, pour sa part, a recommandé de se reporter sur le candidat FN, ce sur quoi mise Laurent Lopez.

Quelques réactions.

PS

David Assouline, porte-parole du PS, a vu lundi un «coup de semonce» dans le score du FN, et la preuve de la nécessité de l'unité de la gauche dès le premier tour. «Ca vérifie ce que nous disons depuis plusieurs mois: quand le FN est fort, haut, il faut absolument l'unité de la gauche dès le premier tour», a commenté le sénateur sur Europe 1.

Assouline juge qu'«à force de taper sur le président et le PS, Mélenchon ne fait qu'installer un climat de confusion qui profite au FN».

«Si on additionnait les voix du Parti communiste et des Verts, là on était au deuxième tour», a observé l'élu de Paris. Appelle-t-il à voter UMP à Brignoles, comme le PS l'a annoncé dès dimanche soir ? «Bien sûr, sans aucune hésitation, pour nous c'est une question de principe».

«Nous sommes tous, de manière collective, responsables de cette défaite», nuance Cédric Omet, secrétaire de la section socialiste de Brignoles par ailleurs directeur de cabinet du maire. «Les citoyens nous ont fait comprendre que si nous voulons gagner une élection nous devons nous rassembler. C'est la leçon pour les prochaines municipales...», conclut-il. 20minutes.fr et lefigaro.fr 07.10

Pour Cambadélis si la gauche est divisée, elle accentue l'idée que cela ne vaut pas la peine d'aller voter. L'électorat républicain n'a plus d'enthousiasme.

Comment combattre le FN? D'abord, il serait bon que les républicains des deux bords s'accordent sur la nocivité de cette formation politique. Ensuite, il faut assécher le FN, et l'endiguer. L'assécher, en luttant contre le chômage et l'insécurité, et en prônant une autre Europe. L'endiguer par le front républicain que nous allons encore pratiquer, nous socialistes, à Brignoles, dimanche prochain. Il faudra aussi faire en sorte de rassembler les gauches et les écologistes au premier tour des élections à venir. Car nous sommes dans une tendance lourde de montée en Europe de la xénophobie, de l'islamophobie, de l'amertume sociale face à la politique d'austérité et de réduction des déficits, et du désespoir face à des lendemains qui déçoivent. lefigaro.fr 07.10

A la fin des années 30 et au cours des années qui ont suivi la fin de la Seconde Guerre mondiale, aux Etats-Unis ils ont diabolisé le communisme, toute leur propagande tournaient autour de la menace que représentait le bolchevisme, les "rouges", des barbares, à l'arrivée il n'est plus resté que deux partis en lice le Parti démocrate et le Parti républicain qui tous les deux étaient financés et représentaient différents courants du capitalisme américain. La lutte contre le communisme leur a permis d'éliminer pratiquement tous les autres partis privant ainsi les travailleurs américains de toute représentation politique, c'était leurs droits politiques qui venaient de disparaître du même coup. En France, c'est le FN qui tient le rôle d'épouvantail pour parvenir au même résultat, ne laisser en lice que l'UMP et le PS.

EELV.

Responsable des élections chez Europe Écologie-Les Verts, David Cormand n'est pas dupe de la dénonciation du PCF... «En juin 2012, aux législatives, rappelle-t-il, c'est la présence d'un candidat Front de gauche, en plus d'un candidat divers gauche, qui

a empêché notre candidate écologiste de participer au deuxième tour où l'UMP a affronté le FN...» Pour Cormand, il importe surtout d'observer cette fois-ci *«la démobilisation massive de l'électorat de gauche»*. À la première cantonale de 2011, souligne-t-il, *«le PCF avait rassemblé plus de 30% des voix et les écologistes plus de 10%»*. Il n'y a donc *«pas d'automatisme à ce que la présence des écologistes empêche les communistes de se qualifier»*.

David Cormand, membre de la direction d'EELV, délégué aux élections et relations extérieures interviewé par le Nouvel Observateur.

- Cette succession de partielles montre le même symptôme : les électeurs de François Hollande en 2012 ne se déplacent plus pour voter pour un candidat de gauche, quel qu'il soit. A Villeneuve, c'était le PS. Là, c'est le candidat Front de gauche.

Aux municipales, il n'y aura pas le même risque d'élimination puisqu'il ne faut que 10% des suffrages exprimés pour se maintenir. Avant, il fallait l'union de deux partis de gauche, maintenant il faudrait que toute la gauche s'unisse... Même si on avait fait cela à Brignoles, on serait arrivés sous le score du candidat frontiste !

Pour enrayer la montée du FN, il n'y a pas de formule magique ni de martingale, il ne suffit pas d'empiler les logos des partis. On ne peut pas forcer les gens à venir voter pour nous s'ils n'en ont pas envie. Ce qui ne va pas, c'est que les signaux envoyés par la majorité gouvernementale ne correspondent pas aux attentes des Français. François Hollande a dit : mon ennemi c'est la finance et il applique un socialisme de l'offre, avec le Crédit impôt compétitivité, la fragilisation des acquis sociaux sur les retraites, le traité budgétaire européen qui dit austérité à tous les étages, y compris en France...

lefigaro.fr - *«Le Parti communiste a décidé d'un candidat et d'une suppléante sans discussion ni avec nous ni avec les socialistes qui nous soutenaient»*, a déploré Magda Igyarto-Arnoult (EELV)

«La ligne du bruit et de la fureur incarnée par Mélenchon au Front de gauche ne fonctionne pas, pas plus que la politique menée par le gouvernement depuis un an et demi», dénonce Cormand, soutenant une sorte d'entre-deux des écologistes. lefigaro.fr et nouvelobs.com 07.10

PCF

«C'est la sanction de la politique menée par le gouvernement», s'est insurgé Laurent Carratala qui rejette la responsabilité de cet échec cuisant sur la candidate EELV.

PG

Jean-Luc Mélenchon, coprésident du Parti de Gauche, a assuré lundi que *"le principal pourvoyeur des voix du FN est à l'Elysée"*, et a refusé de choisir entre ce parti et l'UMP au second tour de la cantonale du Var.

"Je suis totalement consterné et très inquiet, bien sûr", a dit l'eurodéputé, interrogé par France Inter sur la partielle de Brignoles qui a vu le FN arriver largement en tête du premier tour, la gauche étant éliminée du second tour.

"Je vois bien que le Front national a une capacité de mobilisation indemne d'une élection à l'autre, il retrouve ses voix" et "tout le reste s'effondre. Ceux qui votaient à gauche ne vont pas voter, traînent des pieds", selon M. Mélenchon.

Pour lui, *"la question n'est pas de mobiliser face au Front national"*, ça *"c'est une considération d'ordre politique"*, c'est *"mobiliser pour que quelque chose change dans ce pays, parce que la vie est insupportable"*, a argumenté l'ex-candidat à l'Elysée.

"Pour l'instant", selon lui, *"l'impression" est que c'est "du côté du Front national que se trouverait l'énergie, et pas du nôtre"*. Pas seulement les socialistes, a-t-il observé. *"Nous aussi, le Front de gauche, par notre confusion, notre irrésolution, nous donnons l'impression de ne pas savoir où nous allons"*.

La cause de cette avancée du FN, selon lui ? *"La division, sur le fond, de la gauche, le désespoir, la résignation. On élit un président de la République social-démocrate et que fait-il? Il démantèle les acquis sociaux du pays"*, a-t-il dit en citant notamment la réforme des retraites.

"Les gens vivent le contraire de ce à quoi ils s'attendaient: pourquoi est-ce qu'on câline sans arrêt les patrons?".

"Le Front national prospère sur la résignation et la désorganisation, du fait que le principal pourvoyeur de ses voix est à l'Elysée", a encore accusé M. Mélenchon.

Convié à choisir entre FN et UMP au second tour, il a répondu : *"c'est la peste ou le choléra, c'est tous les mêmes, ils racontent les mêmes choses"*, ils sont *"aussi anti-sociaux les uns que les autres"*.

A la suite de ces propos, le maire (PG) de Limeil-Brévannes (Val-de-Marne), Joseph Rossignol a indiqué dans un communiqué son intention de quitter la formation de M. Mélenchon.

"Je suis en complet désaccord avec la position du co-président de mon parti, le Parti de gauche, n'appelant pas à un front républicain contre l'extrême droite au second tour des élections cantonales de Brignoles, cautionnant ainsi l'idée qu'il puisse y avoir une politique menée par la France en dehors des trois valeurs fondamentales de notre République", a fait valoir M. Rossignol qui fut l'un des tout premiers élus à adhérer au PG lors de sa création. AFP 07.10

[Quant le patronat gouverne ou la politique économique du gouvernement dictée par le patronat. Comme larrons en foire.](#)

- Comment Bercy a échoué à rendre l'impôt «*intelligent*» pour les entreprises - Liberation.fr

Après avoir tenté dans la précipitation de remodeler sa nouvelle «*taxe sur l'excédent brut d'exploitation*», Bercy y renonce finalement sous la pression des organisations patronales.

Intox. Comment masquer la collusion du gouvernement avec le patronat ?

- Impôt sur les sociétés: la surtaxe devrait s'élever à 11% - AFP

Le Figaro, qui ne dévoile pas ses sources, indique que cette surtaxe, "*concernant les entreprises de plus de 250 millions d'euros de chiffre d'affaires, va plus que doubler, passant de 5% à 11% de l'impôt sur les sociétés*".

Le journal précise que la mesure est temporaire, devrait durer 2 ans, et doit rapporter 2,5 milliards en 2014, soit autant que l'impôt sur l'EBE supprimé.

Pierre Moscovici a reconnu lundi que le patronat avait "*préféré*" une augmentation de la surtaxe sur l'impôt des sociétés plutôt que la nouvelle taxe sur l'excédent brut d'exploitation. (Ah ben alors si c'est le dispositif "*préféré*" des patrons, adjugé, vendu, on n'en parle plus ! - ndlr)

"*A l'issue de la négociation, c'est le dispositif qu'ils ont préféré*", a déclaré le ministre en marge d'un déplacement sur le thème des Jeunes entreprises innovantes, à propos du patronat, violemment opposé ces dernières semaines à la création de cette nouvelle taxe.

Ce dispositif "*ne vient pas du gouvernement, c'est à partir de la concertation, de la discussion avec les entreprises, les PME, la CGPME, le Medef et l'Afep (association française des entreprises privées)*" qu'il a été décidé, a ajouté M. Moscovici.

Le Medef s'est félicité de l'abandon de la taxe sur l'EBE, tout en déplorant l'alourdissement temporaire de l'impôt sur les sociétés. AFP 07.10

Ce dispositif "*ne vient pas du gouvernement*", il a été décidé par le patronat, c'est écrit en toutes lettres. Alors qui gouverne ? Les capitalistes.

Pourquoi ce dispositif a les faveurs du patronat, je n'en sais rien et je n'ai pas le temps de me pencher sur ce sujet, l'essentiel était de constater que c'était le patronat qui l'avait imposé et non le gouvernement. Au fait, y en a-t-il encore dans nos rangs pour se demander quelles sont les véritables intentions du gouvernement ?

Et ils ne peuvent pas s'en passer.

- Montebourg fait appel à Carlos Ghosn pour son projet de relance industrielle - L'Expansion.com

Monsieur Ghosn, n'oubliez pas vos émoluments au passage...

[La Banque mondiale ou Goldman Sachs, c'est du pareil au même...](#)

L'ancien président de la Banque mondiale va conseiller Goldman Sachs - LeMonde.fr

La banque américaine Goldman Sachs a annoncé lundi 7 octobre avoir recruté comme conseiller l'ancien président de la Banque mondiale Robert Zoellick. A Washington, il sera investi des questions stratégiques mondiales et supervisera le travail de

ses seize conseillers internationaux.

Robert Zoellick avait achevé en juin 2012 un mandat de cinq ans à la tête de la Banque mondiale. Auparavant, il avait déjà travaillé pendant un an pour Goldman Sachs, comme vice-président chargé de l'international, et occupé divers postes dans les administrations Bush et Reagan.

La nouvelle recrue "a une connaissance extraordinaire de l'économie mondiale et s'est consacré à aider les économies émergentes à atteindre leur plein potentiel", a commenté le PDG de Goldman Sachs, Lloyd Blankfein, cité dans le communiqué. "Son expérience et son avis seront importants pour nos clients et pour les aider à identifier des opportunités de croissance dans le monde."

Robert Zoellick a salué pour sa part "la portée mondiale" de la banque, disant vouloir "l'aider à servir ses clients dans un contexte économique mondial changeant et difficile". LeMonde.fr 07.10

Zoellick va mettre au service de Goldman Sachs son expérience et les tuyaux pourris acquis à la Banque mondiale pour mieux piller l'Afrique notamment, une bonne affaire assurément.

ACTUALITE EN TITRES

[Jus d'y cieux ou crise de foi...](#)

- Bettencourt : les juges pas entièrement convaincus de la bonne foi de Sarkozy - Liberation.fr

Parce qu'il pourrait être de "bonne foi", on croit rêver, mais non...

.... ça mijote...

- Les casseroles judiciaires de Nicolas Sarkozy - LePoint.fr

... et ça sent le roussi...

- Non-lieu pour Sarkozy: le chemin du retour en politique est à peine plus dégagé - L'Express.fr -

[Instrumentalisation. Ils se déchaînent.](#)

- Pour 59% des Français, le racisme a augmenté ces 30 dernières années - 20minutes.fr

- Réforme pénale: 75% des Français doutent de son efficacité contre la délinquance - AFP

- 63% des Français favorables à la peine de probation - Le Nouvel Observateur

- 70 % des Français jugent les associations antiracistes inefficaces - LePoint.fr

Entre nous, leurs dirigeants sont racistes ou sionistes, les deux à la fois, ce sont souvent les mêmes ou cela revient au même, l'un se nourrit de l'autre...

[Qu'on se le dise : la croissance des profits méritent des sacrifices.](#)

- La zone euro retrouve la croissance mais pas l'emploi - AFP

- BMPS: suppressions d'emplois supplémentaires, bénéfice en hausse - AFP

- Alcatel-Lucent : 900 licenciements et plusieurs fermetures de sites - LeParisien.fr

- Apple et ses taxes : l'Etat américain ne trouve rien à redire - LeMonde.fr

- L'ancien président de la Banque mondiale va conseiller Goldman Sachs - LeMonde.fr

Par millions et milliards, ça baigne pour eux !

- Un diamant blanc vendu plus de 30 millions de dollars à Hong Kong - AFP
- "Record historique" pour le marché de l'art contemporain - AFP
- Allemagne: le fondateur des supermarchés Aldi toujours plus riche - AFP
- L'Afrique compte au moins 55 milliardaires - LeMonde.fr

Normal, même le PSOE a conservé les institutions fondées sous le franquisme

- L'Espagne se refuse à juger le franquisme - LePoint.fr

Malgré les pressions de l'Argentine et de l'ONU, les autorités espagnoles refusent de revoir la loi d'immunité qui protège les tortionnaires de la dictature. LePoint.fr 07.10

Instrumentalisation, provocation, répression ?

- Plus de 10 000 personnes manifestent à Rio en soutien aux enseignants en grève - lemonde.fr

Selon les syndicats des enseignants, en grève depuis deux mois, quelque 50 000 personnes avaient répondu aux appels à manifester diffusés sur les réseaux sociaux. Aux cris de "*Ce gouvernement va tomber ! Dehors Cabral et Paes !*" (Sergio Cabral, gouverneur de Rio, et Eduardo Paes, le maire de la ville), les milliers de manifestants, professeurs et sympathisants, ont marché calmement jusqu'à la place Cinelandia, où se trouve le Conseil municipal.

Mardi dernier le Conseil municipal a été voté un plan de carrière rejeté par les professeurs.

Selon le syndicat des enseignants, ce plan de carrière ne concerne en effet que ceux qui travaillent 40 heures par semaine dans la même école, soit 7 % d'entre eux. lemonde.fr 07.10

Donc si on comprend bien, une partie des 7 % d'enseignants concernés manifestent aux cris de "*ce gouvernement va tomber ! Dehors Cabral et Paes !*". Question : Qui les manipulent ?

C'est bizarre, à part en Libye et en Syrie où une poignée de manifestants exigeaient soi-disant un changement de régime, vous connaissez la suite, dans 99,99% des cas partout dans le monde quand une infime couche de travailleurs se mobilisent sur des revendications sociales ils n'exigent pas la chute du gouvernement, qui plus est quand il est censé les représenter, non ? Je ne sais pas ce que vous en pensez, cela me paraît pas clair, à suivre.

La même stratégie.

- Etats-Unis: la Cour suprême refuse d'examiner la dette argentine - AFP
- Paris organisera les Gay Games 2018 - 20minutes.fr
- Irak: des attentats font au moins 19 morts dans la province de Bagdad - AFP
- Plus de 50 morts dans des heurts à travers l'Egypte - Reuters
- La malnutrition responsable de la mort de centaines d'enfants en bas âge au Niger - LeMonde.fr

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Allemagne

Les sociaux-démocrates allemands du SPD semblent prêts à rejouer le scénario de la "*grande coalition*" gauche-droite avec Angela Merkel après avoir renoncé ce week-end à la hausse de la fiscalité qu'ils réclamaient pendant la campagne électorale.

Deux semaines après avoir perdu les législatives face aux conservateurs CDU-CSU d'Angela Merkel, le SPD ne parle plus de façon désobligeante de l'idée de devenir le partenaire minoritaire dans un gouvernement de grande coalition comme cela fut le cas lors du premier mandat de Merkel, de 2005 à 2009.

Vendredi, après une première réunion avec la chancelière et les dirigeants de la CDU-CSU, le président du SPD, Sigmar Gabriel, et ses alliés ont expliqué qu'un relèvement de la tranche supérieure de l'impôt sur le revenu n'était pas gravé dans le marbre si le camp conservateur proposait d'autres moyens pour financer les infrastructures et l'éducation.

Pendant la campagne électorale, le SPD avait promis s'il revenait au pouvoir de faire passer la tranche supérieure de l'impôt sur le revenu de 42% à 49% pour les foyers ayant des revenus annuels supérieurs à 100.000 euros.

"Pour nous, la hausse des impôts n'est pas une fin en soi", a déclaré Sigmar Gabriel. "Si la CDU-CSU ne le veut pas, elle doit expliquer quelle alternative il y a pour financer ce travail". "Je préférerais voir le SPD dans un gouvernement à faire de la politique qu'à l'extérieur à regarder."

Reste à savoir si la base du SPD, qui sera consultée sur tout projet de participation au gouvernement, est en harmonie avec la direction et si les 472.000 membres du parti donneront leur aval à une grande coalition.

La grande peur des militants du SPD est en effet de voir leur identité encore un peu plus diluée en partageant le pouvoir avec une Angela Merkel particulièrement populaire.

"C'est surprenant de voir le SPD si impatient d'être dans le prochain gouvernement", note Gero Neugebauer, professeur en sciences politiques à l'Université libre de Berlin. "Mais ce ne sera pas facile pour Gabriel de vendre cela à sa base."

Pour Thomas Jäger, professeur de sciences politiques à l'université de Cologne, les dirigeants du SPD ont changé parce qu'ils ont compris que leurs alliés traditionnels, les Verts, étaient désormais en compétition avec eux pour le pouvoir.

"Si les Verts avaient refusé de parler à Merkel, le SPD aurait eu davantage la main", estime-t-il. "Maintenant, ils sont concurrents. Les dirigeants du SPD veulent être au pouvoir. Il reste à voir s'ils peuvent persuader les membres (du parti) que c'est la bonne décision."

Les Verts et le SPD, qui ont gouverné ensemble entre 1998 et 2005, sont toutefois conscients de la possibilité qu'Angela Merkel joue les deux partis l'un contre l'autre pour obtenir le meilleur accord possible pour la coalition qu'elle dirigera.

"La probabilité d'une coalition avec les Verts est passée ces derniers jours de 'théorique' à 'concevable'", a déclaré ce week-end le ministre conservateur de l'Environnement Peter Altmeier au magazine Der Spiegel.

Il est loin le temps où la CDU qualifiait les Verts de dangereux extrémistes. *"Nous n'avons pas plus de différences avec les Verts qu'avec le SPD", a ainsi déclaré au magazine Focus Armin Laschet, vice-président de la CDU et membre de son aile progressiste.*

Il a souligné que la question du nucléaire, qui avait pendant longtemps divisé les Verts et la CDU-CSU, n'a plus lieu d'être, la chancelière ayant décidé de sortir du nucléaire en réaction à la catastrophe de Fukushima au Japon en mars 2011.

Les Verts ont en outre voté toutes les mesures présentées par Angela Merkel pour lutter contre la crise de l'euro. En au niveau local, les Verts ont déjà travaillé avec le camp conservateur. Ils ont dirigé Hambourg avec la CDU jusqu'en 2011. Reuters 07.10

Excellent cet article, n'est-ce pas ? Ils sont bien tous dans le même camp, on n'a pas rêvé dites-nous, ils le disent eux-mêmes. Est-ce que les trotskistes du POI (CCI) vont continuer de soutenir le SPD comme ils l'ont fait depuis 1945 ?

SOCIAL

France

Les salariés se savaient en sursis car le groupe ne gagne plus d'argent depuis 2007. Le couperet est finalement tombé. L'équipementier en télécommunications Alcatel-Lucent va supprimer 15 000 postes dans le monde, dont 900 en France. En quasi-faillite il y a un an, le groupe franco-américain va fermer les sites de Toulouse (Haute-Garonne) et Rennes (Ille-et-Vilaine), et céder ceux d'Eu (Seine-Maritime) et Ormes (Loiret), a indiqué lundi soir le site du quotidien les Echos.

Le journal économique ne cite pas ses sources mais précise que «en parallèle, le groupe, qui emploie aujourd'hui 72 000 personnes dans le monde, compte créer 5000 autres emplois».

Et précise qu'en France « 900 départs sont prévus, soit 10% des effectifs, et 900 autres seront touchés, soit par le biais de mutations en raison de fermetures de sites, soit par l'externalisation de certains postes comme dans les services informatiques. Ces salariés seront repris par des prestataires.» Le site parisien de Suffren (Ville) devrait lui quitter la capitale afin de baisser les coûts de fonctionnement.

Ces informations sont confirmées de source syndicale, ces chiffres étant présents dans les documents transmis aux élus en prévision du comité de groupe européen, ce mardi. Ces suppressions de postes viennent s'ajouter aux 5000 déjà prévues dans le monde dans un précédent «*plan d'amélioration de la performance pour l'année 2013*».

Le directeur général d'Alcatel-Lucent, Michel Combes, avait dévoilé en juin son plan stratégique pour sortir l'équipementier télécoms de la crise. Il était toutefois resté muet jusqu'ici à propos des conséquences sociales du plan.

Situé dans la circonscription du Premier ministre Jean-Marc Ayrault, le cas du site de Orvault (Loire-Atlantique) et ses 150 employés n'a pas encore été tranché.

L'équipementier devrait aussi recruter 200 personnes qui s'inscrivent dans la nouvelle stratégie de développement du groupe, basée sur un recentrage sur les activités de l'accès à très haut débit et le transport de données par câbles terrestres et sous-marins. leparisien.fr 07.10

[Haut de page ↗](#)

Le 9 octobre 2013

CAUSERIE

De nouveaux articles ce soir, sauf en cas de coupure de courant.

ACTUALITE EN TITRES

[Front unique des travailleurs des secteurs public et privé pour en finir avec les institutions de la Ve République et le capitalisme.](#)

- Le rythme des fermetures d'usines ne ralentit pas - Reuters
- Alcatel supprime 10.000 postes pour réduire ses coûts - Reuters
- Les syndicats de Bercy dénoncent un budget 2014 "assassin" - L'Expansion.com
- Frédéric Oudéa, Société Générale : "Nous allons progressivement réduire le nombre d'agences" - Atlantico.fr
- Les taxes foncières en hausse de 21% en cinq ans - LeParisien.fr

[Les signes d'un régime corrompu.](#)

- Une ancienne sous-préfète de Grasse en garde à vue pour corruption - LeMonde.fr
- Chez Guerini, arrosage à tous les étages - Liberation.fr
- Des documents saisis à la mairie de Levallois-Perret - 20minutes.fr

- Levallois : le train de vie des Balkany intrigue la police - LeFigaro.fr
- Serge Dassault veut faire taire mediapart - Liberation.fr
- Affaire Cahuzac: fin des travaux sans scoop, la commission divisée - AFP
- Procès UIMM: la CFDT métallurgie dénonce des "*allégations nuisibles*" - AFP
- Démission du préfet accusé de faire payer ses PV par l'Etat - Liberation.fr
- Soupçons d'espionnage : perquisition chez Ikea à Franconville -Liberation.fr
- Travail dissimulé : amendes confirmées pour Air France et Cityjet - Liberation.fr
- La femme de Bruno Le Maire rémunérée comme assistante parlementaire - Francetv info

Mission impossible

- Hollande et Valls veulent répondre à la colère des Français par des résultats - AFP
- Hollande mise sur ses résultats pour contrer le Front national - LeFigaro.fr
- François Hollande bat le record d'impopularité de Nicolas Sarkozy - 20minutes.fr

Mission réussie

- Armement et politique étrangère : relations au beau fixe entre Paris et Riyad - LeMonde.fr

L'objectif est le même, seul la méthode est différente.

- Thierry Mandon (PS) : le FN est «*un parti national-fasciste*» - Liberation.fr

Et le PS est un parti social-libéral-impérialiste, qui applique à la lettre l'idéologie néolibérale. L'objectif du néolibéralisme qu'incarne la politique du PS, c'est de liquider les droits sociaux et politiques des travailleurs, la lutte des classes au profit de l'oligarchie financière. L'objectif de l'extrême droite, c'est de liquider les organisations et les partis du mouvement ouvrier pour parvenir au même objectif que le néolibéralisme.

Aux Etats-Unis il existe un parti nazi, il n'a aucun élu, pas besoin : les républicains et les démocrates font très bien le sale boulot pour le compte de l'oligarchie financière et le mouvement ouvrier est réduit à une portion congrue, à l'échelle du pays, il est quasi inexistant, objectif atteint.

Chez les truands.

- Hauts-de-Seine : "*C'est l'histoire d'un clan qui trafique de l'argent*" - LeMonde.fr -
- Compte suisse et détournement de fonds publics pour les Balkany? - L'Express.fr
- Deux journalistes du Monde soupçonnent Sarkozy d'avoir eu un compte en Suisse - L'Express.fr

Après vous !

- Gérard Longuet : Christiane Taubira «fait» le Front national - Liberation.fr

Gérard Longuet, ex-Occident, ex-cofondateur du FN si je ne me trompe pas...

Le parquet est vendu !

- Affaire Bettencourt : pas d'appel du parquet contre le non-lieu de Sarkozy - Francetv info -

[Vive la République sociale !](#)

- Patrons: «*Je suis devenu un esclave de la République*» - 20minutes.fr

[La valeur du dollar : au-dessous du prix de l'encre pour le fabriquer.](#)

- Le nouveau billet de 100 dollars passe à la couleur - LeFigaro.fr

[La modestie n'est pas un signe extérieur de richesse.](#)

- Aston Martin abandonne son petit modèle Cygnet, échec commercial - Reuters

- Rolls-Royce envisage de sortir un 4x4 - L'Expansion.com

[Quelle question incongrue, bien sûr !](#)

- Le raid américain en Libye était-il bien légal? - 20minutes.fr

[Au détecteur de cons ou d'ordures, les ploutocrates du Golfe seraient imbattables, hors catégorie !](#)

- Le Koweït a mis au point un détecteur de gays pour repérer (et virer) les expatriés homosexuels - Slate.fr

ACTUALITÉ DU JOUR

[Comment ils se partagent les rôles et soutiennent la politique du gouvernement.](#)

- Retraites : l'allongement de la durée de cotisation voté à l'Assemblée - Liberation.fr

L'allongement progressif de la durée de cotisation jusqu'à 43 ans en 2035, l'un des points névralgiques et controversés de la réforme des retraites du gouvernement Ayrault, a été voté cette nuit à l'Assemblée nationale.

L'article 2 du projet de loi prévoyant la hausse de la durée de cotisation d'un trimestre tous les trois ans à compter de 2020 a été adopté par 101 voix contre 64. Le Front de Gauche, les écologistes et la droite ont voté contre. Liberation.fr 08.10

De Brignoles au parlement, voilà le résultat de la "*révolution citoyenne*", la "*révolution par les urnes*" chère à l'illusionniste Mélenchon. Elle n'aura jamais lieu, c'est une supercherie.

Comment le Front de Gauche, les écologistes et la droite peuvent-ils se retrouver ensemble contre une mesure, alors que théoriquement ils sont censés représenter deux classes antagoniques ? En voilà un mystère ! Comment est-ce possible ? C'est oublié qu'ils ont quelque chose en commun. Mais quoi diable ? Ah c'est un sacré mystère, religieusement gardé, même par ceux qui ne sont pas directement impliqués ici. Pourquoi avons-nous dit qu'ils soutenaient la politique du gouvernement même en votant contre ? Attention on brûle, on approche de la bonne réponse.

Pardi, parce qu'en participant à ce vote, à cette mauvaise farce, ils légitiment les institutions, Hollande et son gouvernement, l'ensemble de sa politique, les mesures ou lois déjà adoptées et celles à venir, puisque personne n'est en mesure de s'y opposer dans le cadre du parlement car le PS à la majorité absolue, ils se plient au jeu institutionnel, au parlementarisme bourgeois autrefois décrié par le mouvement ouvrier et auquel tous les partis participent de nos jours, cela inclu absolument tous les partis puisqu'ils participent tous aux élections, absolument aucun ne peut affirmer : pas nous, tous soutiennent le régime en place depuis des lustres en se camouflant sous différents masques, il y en a autant que de courants dans le mouvement ouvrier et à l'extérieur.

Comment expliquer autrement que le Front de gauche puisse voter contre des mesures proposées par le PS et ne pas figurer dans l'opposition (Mélenchon), il faut alors se poser la question : en opposition à quoi ? Réponse : aux institutions, au capital, au régime, et là on comprend la signification de ce qu'ils veulent dire en prétendant ne pas faire partie de l'opposition et pourquoi aussi ils peuvent se retrouver avec l'UMP et l'UDI.

Parti de l'ordre. Hésitation entre un pur-sang psychotique à un bourrin névrosé ?

Avant de lire la suite, rappelons que Péresse et Fillon ont été invités à la dernière réunion du groupe Bilderberg en juin 2013 en Grande-Bretagne

- Péresse sur un retour de Sarkozy: "*temps de latence*" pour l'UMP - AFP

Un retour de M. Sarkozy ? "*Ce sera son choix*", a érudé celle qui a soutenu François Fillon à l'automne 2012 pour la tête de l'UMP, "*aujourd'hui, nous avons un temps de latence, nous ne sommes pas devant le choix de notre leader*".

"*Nous avons une procédure que nous avons adoptée pour le déterminer, ça s'appelle les primaires, ce sera en 2016, nous devons à nos candidats aux municipales d'être très unis*", a-t-elle dit. AFP 08.10

Soutenir François Fillon face à l'hystérique Copé était faire preuve de sagesse et de lucidité. Le retour de Sarkozy étant fortement improbable, le groupe Bilderberg a pu inviter Péresse et Fillon pour juger sur pièce lequel des deux canassons serait susceptible de faire l'affaire et de remplacer Hollande en 2017.

Autre hypothèse, ils ont pu vouloir évaluer lequel des deux pourraient être le mieux placé pour remplir les fonctions de Président et de Premier ministre, Péresse remplaçant Copé incompetent pour remplir une de ces fonctions dans la lignée de Sarkozy, elle est acquise au néolibéralisme et pourrait s'avérer être une nouvelle Thatcher, tandis que Fillon pourrait faire l'affaire en cas de défection de Péresse ou remplir le rôle de Premier ministre une seconde fois, à condition qu'il vire plus à droite et se montre déterminé à appliquer l'idéologie néolibérale sans état d'âme.

Maintenant il est clair que si Sarkozy se présentait aux primaires de l'UMP contre Fillon, c'est Sarkozy qui serait investi, et Fillon battu ne pourrait pas devenir son Premier ministre après les dernières sorties de Fillon contre Sarkozy, dans ce cas-là on ne voit pourquoi il aurait été pressenti pour occuper une importante fonction par le groupe Bilderberg, à moins que ce ne soit pas Sarkozy qui se présenterait contre Fillon mais Péresse, leur présence à la réunion du groupe Bilderberg aurait eu pour fonction de tester ce tandem et de confirmer l'accord passé entre eux en 2012, d'en tester la solidité ou la viabilité, leur opposition n'étant que pure comédie pour berner les adhérents de l'UMP afin de mieux les entraîner sur la voie du néolibéralisme qui n'a pas ou plus d'alternative au sein du parti de l'ordre.

- Fillon : "*Je suis mieux placé que Sarkozy pour 2017*" - Francetv info

Selon Valeurs actuelles, M. Fillon aurait affirmé: "*aujourd'hui, je crois que je suis mieux placé que Nicolas Sarkozy pour l'emporter en 2017. Si je ne le pensais pas, je ne serais pas candidat*".

Mais son porte-parole Jérôme Chartier a affirmé à l'AFP que c'était inexact. Répondant au journaliste de l'hebdomadaire qui lui demandait +est-ce que vous pensez aujourd'hui (...) que vous êtes le mieux placé pour faire gagner la droite en 2017? J'imagine que vous ne seriez pas candidat si vous ne l'étiez pas?+, M. Fillon a dit: "*bien sûr, je ne le serais pas*".

"*En même temps*", a-t-il dit selon M. Chartier, "*je ne suis pas prétentieux, je sais que tout cela est difficile, j'imagine bien qu'il puisse y avoir d'autres candidatures, mais il semble que pour le moment, je ne voie pas d'autres candidatures qui portent à la fois une rupture appuyée sur une expérience solide du gouvernement et du parlement*".

Et M. Fillon tire à boulets rouges sur l'ancien président: "*Quand on perd une élection, il est impossible de dire qu'on a fait une bonne campagne (...) On a le devoir d'en analyser les raisons. On est obligé de se remettre en cause, sinon, c'est un bras d'honneur aux Français*".

L'ancien Premier ministre va encore plus loin dans ses critiques que dans son interview au Journal du Dimanche du 6 octobre, où il avait déclaré être "*de facto en compétition*" avec M. Sarkozy, parlant même d'un affrontement "*inévitable*".

"*Moi, en 2007, j'ai totalement soutenu Sarkozy, mais cela ne veut pas dire que son projet était totalement le mien. Il était le leader, mais sur beaucoup de sujets, j'aurais aimé faire les choses différemment, notamment sur la dette, les déficits, les finances publiques*", affirme-t-il.

S'il reconnaît que "*Sarkozy allait dans la bonne direction*", il estime que "*ces priorités, qui sont les miennes, n'étaient pas au coeur de son programme*".

Et M. Fillon de poursuivre: "*Je ne suis pas né en pensant que la présidence de la République était mon destin, et je suis d'ailleurs choqué que l'on puisse raisonner de cette manière*", une autre pique à M. Sarkozy. "*Pour moi, la vie politique, ce n'est pas un spectacle. Un homme politique n'est pas une star, ses convictions et sa détermination ne se mesurent pas au nombre de*

ses émissions télévisées", assène-t-il, visant là encore l'exposition médiatique permanente de M. Sarkozy lorsqu'il était président.

Par contraste, l'ancien chef de gouvernement, blessé d'avoir été qualifié de "collaborateur" par M. Sarkozy quand il était à Matignon, fait valoir qu'il a "toujours fait preuve de réserve et de modération dans (son) expression publique". "Cela a pu donner de moi une image d'effacement, mais je crois qu'elle a, finalement, plus de qualités que de défauts", car "il faut de l'humilité et de la dignité dans la fonction", ainsi que de "l'exemplarité", argumente-t-il.

M. Fillon semble douter d'un retour de M. Sarkozy en politique. "Comme l'histoire l'a démontré, il est très difficile de revenir quand on a été battu", dit-il. Cependant, si M. Sarkozy revenait, il n'exclut pas de se présenter lui aussi. "La droite a bien gagné en 1995, malgré le fait qu'elle avait deux candidats".

Autre grief, M. Fillon affirme qu'il n'a "pas été satisfait du discours de Nicolas Sarkozy devant le conseil national" de l'UMP, le 8 juillet dernier.

"On a eu droit à un meeting dans une salle avec une +claque+ mise en place. Nicolas Sarkozy avait le droit de s'exprimer, mais là, ce qu'il nous a dit, c'est: +je vais revenir, en attendant, soyez sages !+ Ce n'est pas possible! On a besoin d'une opposition qui travaille et se prépare", martèle-t-il. AFP 08.10

Sarkozy a commis un nombre d'erreurs incalculables pendant 5 ans. Surnommé le président "bling-bling", n'hésitant pas à se vanter de ses liens avec le milieu de la finance ou des affaires, ainsi il a exposé ses mentors ou leur milieu à la critique pendant toute la durée de son quinquennat, alors que la modestie et la discrétion s'imposaient à la fonction qu'il occupait, aucun chef d'Etat dans le monde n'avait osé avant lui aller aussi loin et exposer les liens qui existaient entre le politique et la finance ou les entreprises du CAC40. C'est dans ce contexte ou en réponse au comportement irresponsable de Sarkozy qu'il fallait analyser le discours de Hollande au Bourget contre la finance, Hollande voulait simplement donner un gage à l'oligarchie financière qu'il protégerait ses intérêts en toute discrétion, et non que Hollande s'attaquerait à la finance, intention qui est étrangère au PS et ses satellites ou alliés.

Comme il a été indiqué plus haut, Fillon va trop loin dans la critique de Sarkozy pour qu'on puisse envisager qu'il redevienne Premier ministre si Sarkozy se représentait et était élu à la présidentielle de 2017. En même temps, il a pu se permettre cette sortie peut-être parce qu'il sait que Sarkozy ne se présentera pas aux primaires de l'UMP en 2016, et s'il doit jouer un rôle important par la suite, il lui faut rompre avec Sarkozy ou s'éloigner le plus possible de celui qui incarne la défaite et qui s'est grillé tout seul aux yeux de ses mentors, il doit démontrer à ces derniers qu'il possède bien toutes les qualités qui faisaient défaut à Sarkozy sans posséder ses piteux et dangereux défauts.

L'oligarchie financière avait lâché Sarkozy au profit de Hollande, les médias qui lui étaient acquis l'ont matraqué lors de la campagne électorale. Sarkozy n'a pas été à la hauteur de la tâche qu'elle lui avait confiée en dehors de la liquidation de Kadhafi qui pourrait s'avérer avoir été une plus grave erreur encore. Sarkozy était grillé, ils l'ont manipulé, ils le ménageront aussi longtemps qu'il conservera une importante influence au sein de l'UMP, puis il passera au second plan ou on n'en entendra plus parler, à moins qu'ils lui fassent payer le prix de leurs propres erreurs, on n'a jamais vu l'oligarchie financière accusée du moindre crime au cours du XXe siècle et il n'y a pas lieu que cela change demain.

Qui est responsable ?

Sans qualification, sans diplôme, sans travail, sans retraite, sans rémunération, sans biens, de quoi vivent-ils ?

- Toulouse : 3 tonnes de métaux saisies dans des camps de Roms - AFP

C'est une camarade que j'ai eu au téléphone qui s'est posée cette question. Elle a eu des démêlés avec des Roms, mon épouse a été agressée à Aubagne par une Rom, des centaines de témoignages du même genre existent. Ils mendient, volent, se prostituent pour survivre. C'est un triste constat.

Le vieux monde en est responsable, ajoutons ceux qui le soutiennent, la gauche, l'extrême gauche, les gauchistes à la bonne conscience, j'allais oublier l'Union européenne.

La méthode de l'Union européenne relayée par ces dangereux parasites du mouvement ouvrier consiste à reconnaître des droits aux Roms que les Etats ne sont pas en mesure d'assumer ou qui en amont nécessite au préalable de satisfaire d'autres droits qu'ils ne peuvent pas leur accorder, le droit au travail et de pouvoir vivre décemment de son salaire notamment.

Parmi l'un des droits que l'UE reconnaît aux Roms figure celui de refuser de se sédentariser, de se fixer à un endroit, de continuer de vivre comme au siècle dernier alors que les transformations subies par la société ne le permettent plus manifestement, dès lors les droits que les Roms revendiquent viennent heurter le mode de vie des populations des différents pays où ils sont de passage ou voyage car souvent ils restent dans le même pays tout en se déplaçant sans cesse.

C'est donc l'UE qui dresse les Roms contre le reste de la population ou l'inverse, volontairement afin de créer un climat délétère, de diviser la population, de l'accuser de racisme, de xénophobie et j'en passe, ce qui est fort utile en période de crise sociale pour mieux excercer son contrôle sur l'ensemble de la population et la détourner des difficulté sociales auxquelles elle est confrontée, ainsi la classe dominante peut conserver le pouvoir.

La gauche, l'extrême gauche et les gauchistes donnent de la voix, dénoncent le discours ou les méthodes de Valls mais ils s'accrochent à la politique antisociale du gouvernement auquel appartient Valls et qui est responsable du chômage de masse, de la précarité et de la pauvreté. Comment cela ? De mille manières, un exemple très simple.

Ils ont appelé à voter Hollande, ils ont soutenu le PS en 2012 lors des élections législatives, ils s'apprêtent à récidiver lors des municipales et des européennes, or quand on prétend être en désaccord avec une politique et la combattre, on ne soutient pas les partis et les institutions qui mettent en oeuvre cette politique ou qui l'incarnent, on refuse tout accord politique avec ces partis et on ne participe pas à ces institutions, on ne peut pas avoir un pied de chaque côté de la barricade, il faut choisir son camp.

L'Union européenne, les institutions de la Ve République, le PS et ses satellites au pouvoir incarnent la politique antisociale qui interdit au Roms comme à des millions de travailleurs de ce pays d'avoir un travail et de pouvoir en vivre décemment, ils incarnent ainsi les conditions sociales qui sont à l'origine de la chasse au Roms, aux Arabes, aux immigrés, aux étrangers en général, on peut y ajouter la stigmatisation des pauvres, des vieux, des malades, des handicapés, des jeunes, des retraités, des fumeurs, des buveurs d'alcool, etc. ils haïssent l'ensemble de la société à l'exception des riches ou des nantis, la gauche, l'extrême gauche et les gauchistes dénoncent les conséquences de la politique du gouvernement sans jamais s'attaquer à leurs causes parce qu'ils sont incapables de rompre avec le capital, ses institutions et ses partis dont le PS.

[La CIA et le Mossad recrutent et forment des terroristes prêts à intervenir dans le monde entier.](#)

- Syrie: Les Français candidats au djihad toujours plus nombreux - 20minutes.fr

- Djihadistes français qui rentrent de Syrie : Le casse-tête des juges - 20minutes.fr

D'après Manuel Valls, ils seraient une cinquantaine à être revenus dans l'Hexagone, sur les 150 à 200 Français partis faire le djihad en Syrie. Bien que cités par un officiel, ils sont difficilement vérifiables, les agents du renseignement extérieur ayant des difficultés à suivre ces Français qui ont passé la frontière pour se rendre sur la ligne de front.

Avant de partir, ou à leur retour, la France peut-elle les poursuivre?

En théorie, oui. Une nouvelle loi, promulguée en 2012, relative à la sécurité et à la lutte contre le terrorisme, prévoit de poursuivre «des actes de terrorisme commis à l'étranger par des Français ou des personnes résidant habituellement en France». Elle permet aussi de «poursuivre les personnes ayant participé à des camps d'entraînement terroristes à l'étranger alors même qu'elles n'auront pas commis d'actes répréhensibles sur le territoire français». Autrement dit, si la police réunit la preuve que des Français ont pris contact pour aller combattre ou ont combattu aux côtés de djihadistes en Syrie, elle peut les présenter à leur retour à un juge antiterroriste qui pourra à son tour les poursuivre. Face à la difficulté de réunir ces preuves, la loi permet même à la police d'utiliser les informations de la direction générale de la sécurité extérieure (DGSE).

Pourquoi les juges ne poursuivent pas les djihadistes français rentrés de Syrie?

La position diplomatique de la France est compliquée puisqu'elle défend l'armée syrienne libre (ASL) qui se bat aux côtés de djihadistes contre Bachar al-Assad. Ces mêmes djihadistes sont la cible des Français au Mali. On imagine mal un juge poursuivre en l'état un Français parti combattre Bachar al-Assad. «*En même temps, la France ne peut pas dire "allez-y, partez en Syrie faire la guerre à Bachar"*», commente une source policière.

Le député UMP Alain Marsaud a alerté la Garde des Sceaux à ce sujet. «*Lorsque ces djihadistes reviennent en France, ils ne peuvent être interpellés, mis en garde à vue, et éventuellement mis en examen car il est considéré qu'ils agissent dans le cadre d'une action certes violente, mais dans la droite ligne de celle de la diplomatie française. Comme il apparaît difficile d'établir si ces personnes ont fait "le coup de feu" aux côtés d'Al-Qaïda ou d'Al-Nostra, organisation considérée comme terroriste ou auprès de l'armée syrienne libre soutenue par la France, la justice française estime ne pas avoir à connaître de ces faits*», avait soulevé l'élue dans une question publiée au journal officiel le 10 septembre. «*Doit-on considérer dès lors que ces personnes seraient partie prenante ou le bras armé de notre action diplomatique en Syrie et seraient, en quelque sorte, des collaborateurs occasionnels du service public de l'engagement de la France en Syrie?*», se demandait-il, recommandant une évolution de la législation antiterroriste. Un mois plus tard, Christiane Taubira ne s'était toujours pas exprimée à ce sujet.

Louis Caprioli, ancien sous-directeur chargé de la lutte contre le terrorisme à la Direction de la surveillance du territoire (DST), aujourd'hui conseiller spécial chez GEOS, société de sécurité privée, leader européen de la gestion et de la prévention

des risques, estime qu'en attendant une réforme de la loi, les juges pourraient poursuivre sur le fondement de la du 14 avril 2003 relative à la répression de l'activité de mercenaire, punissant de cinq ans de prison et de 75.000€ tout combattant étranger aux parties en conflit. «*On est dans le cadre d'un djihad international. Cet appel d'air international rend la situation beaucoup plus dangereuse aujourd'hui qu'elle ne l'était en 2001, avant le 11 septembre*», conclut Louis Caprioli. 20minutes.fr 08.10

Hollande ou le président des djihadistes, loué par l'émir du Qatar, puis par le monarque d'Arabie saoudite aux ordres de l'Etat sioniste...

- Un cadre d'Al Qaïda expulsé du Pakistan vers la France - Reuters

Lors de son arrestation au Pakistan, la radio RFI expliquait qu'il avait vécu une partie de sa vie à Hambourg en Allemagne et fréquenté la mosquée al-Qods où se retrouvaient avant 2001 les responsables des attentats du 11-Septembre.

Naamen Meziche y aurait connu Mohammed Atta, considéré comme le responsable de ces attaques.

Il était chargé de recruter de nouveaux aspirants au djihad venant d'Europe, et aurait planifié plusieurs attaques sur le continent européen et en Australie, calquées sur celles de Bombay qui avaient fait plus de 140 morts en novembre 2008, disait la radio. Reuters

Comme on a les preuves que le Mossad a épaulé les branches de la CIA et du Pentagone qui ont été mêlées à la préparation du coup d'Etat du 11 septembre 2001 et que les présumés terroristes mis en cause avaient été manipulés pour commettre ces soi-disant attentats, le lien avec l'un d'entre eux fait de Naamen Meziche une de leur recrue. Rapatrié en France, il leur sera apparemment plus utile dans ce pays qu'au Pakistan. Il n'est pas certain que la DGSE le sache, à moins qu'elle décide de le recruter, ce ne sera pas la Mehra boire !

[La dictature de l'oligarchie financière passe par ses institutions, FMI et Banque mondiale. Deux nouveaux exemples.](#)

1- La Serbie adopte des mesures d'austérité pour "**éviter la faillite**" - AFP

Le gouvernement serbe a adopté mardi des mesures d'austérité pour parer à la crise économique, éviter la faillite et regagner la confiance des institutions financières internationales et des crédateurs.

Parmi ces mesures, le ministre des Finances, Lazar Krstic, a annoncé l'augmentation de la TVA pour les produits de base de 8 à 10% tout comme la diminution, voire l'annulation, des subventions accordées aux entreprises d'État.

"*Sans ces mesures, on va faire faillite dans les deux prochaines années*", a affirmé le ministre lors d'une séance du gouvernement ouverte à la presse.

Avec l'augmentation de la TVA, le gouvernement obtiendra quelque 200 millions d'euros supplémentaires par an, a prévu M. Krstic.

Le gouvernement a également décidé mardi d'opérer à partir de 2014 des coupes salariales dans l'administration publique pléthorique du pays, qui emploie environ 600.000 personnes.

Les fonctionnaires, payés plus de 60.000 dinars (environ 520 euros), verront leur rétribution diminuée de 20% et ceux dont les salaires sont supérieurs à 100.000 dinars de 25%.

Le gouvernement vise des économies annuelles d'environ 150 millions d'euros, soit 0,3% du PIB.

L'analyste économique Vladimir Vuckovic a fait valoir que les mesures du gouvernement représentaient un "pas solide dans la bonne direction". Il a néanmoins estimé que le gouvernement aura à surmonter beaucoup de défis "*politiques et sociaux*" dans la mise en oeuvre de son plan.

Ces mesures d'austérité interviennent alors que la Serbie a renoué cette semaine le dialogue avec le Fonds monétaire international (FMI) dans l'espoir d'un éventuel accord qui renforcerait la confiance des potentiels investisseurs et crédateurs.

L'analyste économique, Anika Pavicevic, note que la mise en oeuvre de ces mesure d'austérité sera saluée par les crédateurs internationaux mais estime que de bons résultats doivent être "*réalisés très vite*" si la Serbie veut obtenir une assistance financière du FMI.

L'influent vice-Premier ministre, Aleksandar Vucic, avait indiqué en septembre avoir demandé aux Émirats Arabes Unis un crédit de "deux ou trois milliards de dollars à un petit taux d'intérêt sur 20 ou 30 ans".

Une partie de ce montant irait au remboursement des crédits, contribuerait à alléger la pression sur la dette publique et la différence serait injectée dans l'économie, selon lui.

"Cela nous permettra d'avoir un accord avec le FMI (...) et devenir membre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) vers la fin de l'année", avait-il même affirmé.

Aucune information sur cette demande n'a été depuis communiquée. Tout comme aucun détail sur le résultat des dernières discussions entre Belgrade et le FMI n'a été rendu public.

Avant cette visite, le FMI avait toutefois souligné que, sans mesures d'austérité, le déficit budgétaire risquait de s'élever à 8,3% du PIB.

Le FMI avait gelé l'octroi d'un prêt de réserve pour une période de 18 mois en raison du non-respect par les autorités de Belgrade de certaines conditions, notamment sur le déficit budgétaire qui ne devait pas dépasser 4,25% du PIB, alors que la dette publique devait être limitée à 45% du PIB.

En avril, la Russie avait accordé à la Serbie un prêt de 500 millions de dollars mais avait lié le versement d'une tranche de ce crédit à la conclusion d'un accord avec le FMI sur un plan d'aide.

En novembre, la Banque mondiale (BM) avait elle aussi indiqué être prête à octroyer un crédit de 314 millions d'euros à la Serbie pour soutenir son budget, à condition que Belgrade signe d'abord un accord avec le FMI. AFP 08.10

2- Japon: le FMI juge des réformes structurelles "**essentiels**" - AFP

Le FMI souligne que le Japon a besoin notamment de reculer l'âge de la retraite, d'élever le taux d'activité des femmes aujourd'hui nettement moindre que dans la plupart des autres nations développées, et d'augmenter la productivité.

Les membres de l'aile libérale du parti de M. Abe voudraient que soient assouplies les conditions d'emploi sous contrat à durée indéterminée.

Selon des économistes, la protection excessive des salariés à temps plein expliquerait actuellement la montée du travail précaire, privilégiée par des entreprises pour éviter de trop se lier les mains.

Le FMI appelle en outre le pays à "*abaisser ses barrières commerciales pour les produits et les services*" importés. Depuis l'arrivée de M. Abe, le Japon a entamé formellement des négociations de libre-échange avec l'Union européenne, d'une part, et avec onze pays de la région Asie-Pacifique, d'autre part, dont les Etats-Unis. Le succès de ces discussions semées d'embûches est néanmoins loin d'être assuré.

L'endettement public du pays approche 250% de son produit intérieur brut (PIB), rappelle le FMI, une semaine après que M. Abe a décidé de relever de 5% à 8% la taxe sur la consommation (équivalente à la TVA française).

Cette hausse, qui interviendra en avril 2014, est "*un pas dans la bonne direction*", a salué l'institution, mais le gouvernement n'en doit pas moins "*rapidement présenter un plan détaillé pour consolider sa situation budgétaire à moyen terme*", a-t-elle prévenu.

Le FMI a estimé en outre que la BoJ pourrait devoir augmenter davantage le montant des actifs financiers qu'elle rachète sur les marchés, afin d'aider l'inflation à décoller. AFP08.10

Traduction : Prenez l'administration américaine et la Fed comme exemple...

[INFOS EN BREF](#)

[SOCIAL](#)

[France](#)

1- Les taxes foncières en hausse de 21% en cinq ans - leparisien.fr

Et le constat est édifiant. Même si la taxe foncière ne devrait pas atteindre des sommets cette année avec la perspective des municipales, elle a déjà largement augmenté au cours de ces cinq dernières années. Selon l'UNPI, Paris, Argenteuil, Saint-Denis, Nantes et Rouen sont les villes où ces taxes ont le plus augmenté. La hausse est de 9,4% par an dans la capitale. De la même manière, les habitants de Saint-Denis (Seine-Saint-Denis) ont vu cet impôt grimper de 31% en 5 ans. Mais la palme revient à Amiens où le montant de la taxe foncière n'est pas à moins de 1 322 euros.

Pour justifier ces augmentations, les élus qui cherchent à développer leur commune avec de nouvelles dépenses (école, installations sportives,...) doivent trouver des financements via cette taxe foncière depuis la suppression de la taxe professionnelle. La hausse est aussi liée à la crise de l'immobilier. Les droits de mutation, c'est-à-dire le pourcentage touché par la commune sur chaque transaction en lien avec son territoire, sensiblement diminué.

Pour l'UNPI, cette situation ne peut pas durer. « On est à 21%, explique Jean Perrin, son président sur RMC. C'est le double de l'inflation ou de l'augmentation des revenus ou des retraites. Ça peut aller jusqu'à 500, 600 euros de plus à payer. Il y a des propriétaires qui vont devoir vendre la maison pour payer les impôts. C'est inadmissible, inconcevable. Il y a eu des transferts de charge de la part de l'Etat, les collectivités qui ne peuvent plus s'endetter car elles sont au maximum mais qui veulent continuer à faire des projets donc elles augmentent les taxes sur les propriétaires, mais à ce moment-là ce sont ces derniers qui ne peuvent plus suivre ».

Pour mémoire, la taxe foncière est due par les propriétaires ou les usufruitiers d'un bien immobilier (maison, appartement ou terrain) au 1er janvier 2013. Elle doit être acquittée même si le bien a été vendu en cours d'année 2013. En attendant, si vous êtes propriétaire d'un bien immobilier, vous avez jusqu'au 15 octobre pour payer la taxe foncière ou jusqu'au 20 octobre si vous payez directement en ligne sur impots.gouv.fr. leparisien.fr 08.10

2- Anticoagulant Pradaxa : des familles de personnes décédées portent plainte

Les familles de quatre personnes décédées début 2013, qui prenaient l'anticoagulant de nouvelle génération Pradaxa, ont décidé de porter plainte contre le laboratoire allemand Boehringer Ingelheim qui le commercialise. Ces personnes, âgées de 78 à 84 ans, étaient originaires des régions de Lille, Strasbourg, Paris et Grenoble

Les plaignants visent aussi l'Agence nationale de sécurité du médicament (ANSM), à qui il est notamment reproché d'avoir méconnu les principes de précaution et de prévention, a précisé leur avocat, Me Philippe Courtois, mercredi 9 octobre, qui appelle toutefois à "ne pas arrêter son traitement sans avis médical".

Ces plaintes pour homicide involontaire interviennent moins d'un mois après une mise en garde de l'ANSM sur cette nouvelle classe d'anticoagulants (NACO) apparus en 2008, prescrits pour prévenir les accidents vasculaires cérébraux, notamment après une opération de la hanche ou du genou ou chez les personnes souffrant de fibrillation auriculaire, un trouble du rythme cardiaque.

Fin septembre, le Syndicat des jeunes biologistes médicaux qualifiait de leur côté leur commercialisation d'"*aberration médicale d'une extrême imprudence*". Les nouveaux anticoagulants remplacent petit à petit les antivitamines K (AVK), à la différence qu'ils ne nécessitent, a priori, pas de suivi médical particulier.

En 2011, le laboratoire Boehringer Ingelheim indiquait qu'il avait enregistré au moins 260 décès "*suspects*" par hémorragie chez des patients traités avec son anti-coagulant Pradaxa. Selon l'Agence nationale de sécurité du médicament (ANSM), 13,3 % des personnes âgées de plus de 65 ans ont été exposées au moins une fois à un anticoagulant en 2011. lemonde.fr 08.10

ECONOMIE

Etats-Unis

- Etats-Unis : Janet Yellen en passe d'être nommée à la tête de la Fed - lemonde.fr

Cette économiste respectée, âgée de 67 ans et vice-présidente à la Fed depuis quatre ans, était la favorite de la course depuis le renoncement de Larry Summers, actuel numéro deux de la Banque. L'ancien conseiller économique de M. Obama, artisan du plan de soutien à l'économie au plus fort de la crise financière en 2009, était en effet critiqué par l'aile libérale du Parti démocrate, qui lui reproche notamment ses liens étroits avec Wall Street et ses positions passées en faveur de la dérégulation des marchés.

Nommée vice-présidente du directoire de la Fed en 2009, elle était une des meilleurs alliés de Ben Bernanke, soutenant sa

politique exceptionnelle d'assouplissement monétaire. Elle est entrée dans cette institution financière par la petite porte, dès 1977, au sein des effectifs de chercheurs économistes qui fournissent analyses et statistiques au directoire de la Banque centrale.

Titulaire d'un doctorat d'économie, elle a eu pour mentor, à l'université de Yale, James Tobin, prix Nobel d'économie connu pour son idée de taxe sur les transactions internationales. Le président démocrate Bill Clinton la choisit en 1994 pour être un des gouverneurs de la Fed, où elle votera parfois contre les décisions de son tout puissant président, Alan Greenspan. En 1997, M. Clinton lui demande de prendre la tête du Cercle des conseillers économiques de la Maison Blanche, où elle succède au prix Nobel de l'économie Joseph Stiglitz, critique du libéralisme à outrance.

En 2004, Mme Yellen revient à la Réserve fédérale où elle préside jusqu'en 2010 l'antenne régionale de San Francisco. Certains lui reprocheront de n'avoir pas su tirer à l'époque la sonnette d'alarme sur la bulle immobilière dans les Etats de Californie, Nevada et Arizona, au cœur du désastre des prêts à risque, les subprimes. *"Avions-nous une compréhension totale des défaillances du système de titrisation et de la façon dont cela allait affecter le système financier dans son entier ? Non"*, a-t-elle reconnu plus tard. Pourtant, dès la fin 2007, elle est l'une des premières au sein de la Fed à diagnostiquer que *"les possibilités d'un étranglement du crédit et que l'économie glisse dans la récession sont des plus réelles"*. lemonde.fr 08.10

[Haut de page ↗](#)

Le 10 octobre 2013

CAUSERIE

Mercredi 23h30 (heure locale), 20h à Paris.

J'ai ajouté 26 nouveaux articles. La suite... dans quelques heures...

Jeudi 17h (heure locale).

En raison de la réorganisation de mon emploi du temps, dorénavant le site sera actualisé en fin de journée, donc environ 5 ou 6 heures plus tard, sauf les jours où l'actualité est peu chargée.

Ce qui se passe, c'est que j'ai décidé de me refaire une santé, je ne peux plus vivre à 58 ans continuellement au bord de l'épuisement et pris de vertiges à longueur de journée, je vous assure que je n'exagère rien, je crois qu'à ma place plus d'un s'affoleraient. De plus, depuis neuf jours j'ai cessé totalement de consommer de l'alcool, j'ai supprimé le cocktail du midi et les deux que je m'enfilais tous les soirs, cela peut paraître peu, mais la Vodka est un alcool fort, en plus avec la chaleur qui règne ici plus la cigarette c'était trop, la machine finissait par donner des signes inquiétants de fatigue et seule l'augmentation de la dose d'alcool aurait pu prolonger son fonctionnement, or je n'ai pas envie de finir alcoolique, j'ai donc supprimé l'alcool, et je n'ai pas fumé un pétard depuis décembre dernier.

Depuis je me sens mieux, je commence à mieux dormir, le cerveau s'en passe très bien, il se porte même mieux apparemment, reste cette terrible fatigue, j'ai accumulé un retard de sommeil de plusieurs années à cause du site. Ce matin j'ai émergé à 9h30, il est 17h et je ne me sens pas encore trop crevé. Il faut dire que j'avais bossé jusqu'à 2h du matin, ce qui n'est pas très sérieux.

Bref, vous vous en foutez, dorénavant je terminerai l'actualisation du site après avoir dîné, cela me laissera le temps de penser à certains articles pour peaufiner mes commentaires, le soir je n'ai rien à faire, TV5Monde Asie est de plus en plus nul. Et puis cela me permettra de m'occuper un peu de mes affaires dans l'après-midi, car le soir c'est impossible. Quand on se néglige soi-même, on finit par négliger les autres, c'est détestable.

Donc à tout à l'heure, d'ici 22 ou 23h en Inde, vers 20 ou 21h en France.

23h15, le boulot est terminé, le temps de le charger dans le serveur.

Je n'ai plus le temps de commenter les deux articles de presse que j'ai mis en ligne dans la page d'accueil, demain.

Le chiffre du jour : 39,9.

- 39,9 milliards d'euros de dividendes devraient aller directement dans les poches des actionnaires en 2014, au titre de l'exercice 2013. Soit 5% de plus que l'année dernière. Ce qui ferait de 2014 la deuxième année d'augmentation du versement de dividendes, à la même hauteur que 2010 (40,2 milliards d'euros distribués). Cette estimation est livrée ce samedi par le

quotidien Les Echos, en collaboration avec FactSet et Primeview.

(Le CAC 40 va distribuer 40 milliards de dividendes - 8 octobre 2013 - legrandsoir.info)

Qui a écrit ?

Même en "rêve", le PS n'est pas de gauche.

- « *Finis les rêves, enterrées les illusions, évanouies les chimères. Le réel envahit tout. Les comptes doivent forcément être équilibrés, les prélèvements obligatoires, les effectifs de la police renforcés, la Défense nationale préservée, les entreprises modernisées, l'initiative libérée.* »

Hollande dans *La Gauche bouge* en 1983, publié sous un pseudonyme.

Comment qualifier ceux qui s'interrogèrent au lendemain de son élection et les mois qui suivirent sur ses véritables intentions, qui feignirent cyniquement de l'ignorer, qui aujourd'hui lui adressent des pétitions, demandent à le rencontrer, pour lui dire quoi, que les "rêves" sont finis, que les "illusions" sont enterrées, de qui, de ses amis les banquiers ou des travailleurs ? Vous connaissez la réponse.

Qui a dit ?

Qui a dit que le PS était un parti de gauche ? Fusillé !

- "Je demande à l'État de faire de Marseille un véritable laboratoire contre le crime, un laboratoire avec de nouveaux moyens technologiques. Maintenant, on a des drones, et on va s'en servir"

Réponse : L'un des prétendants à l'investiture du PS pour les élections municipales à Marseille, Eugène Caselli.

Il a comparé de manière provocatrice la situation en France à celle du Mexique, où une guerre civile entre les divers grands gangs de la drogue et leurs alliés dans l'appareil d'État a coûté la vie à 60 000 victimes. «*C'est tout à fait sérieux et d'ailleurs, ça se fait à Mexico*», a-t-il écrit dans le quotidien local La Provence, pour justifier ses projets de déployer des drones en France.

Jean-Noël Guèrini, président PS du département des Bouches-du-Rhône (qui comprend Marseille) a approuvé le projet et serait prêt à y investir 1 million d'euros. Guèrini fait actuellement l'objet d'une enquête pour trafic d'influence et association de malfaiteurs.

Cette proposition de surveiller les gens de Marseille avec des drones fait partie d'une tentative plus large du PS de militariser la société française. La sénatrice PS Samia Ghali a déjà demandé à l'armée d'intervenir à Marseille, au motif de lutter contre la criminalité.

De même, la présidente PS de la région Poitou-Charentes et candidate à la présidentielle de 2007, Ségolène Royal, s'est prononcée en faveur du déploiement de l'armée en France le mois dernier. Elle a demandé «*pourquoi ne pas imaginer une coopération entre la police et l'armée pour saisir les armes de guerre*» utilisées dans les règlements de comptes entre truands. (...)

En fait, ce sont le PS bourgeois «*de gauche*» et les autres forces de la pseudogauche qui le soutiennent, comme le Parti communiste français ou le Nouveau parti anti-capitaliste, qui jouent maintenant le rôle principal dans la mise en place d'une surveillance accrue de la population.

La décision de ne plus utiliser l'armée ou des technologies militaires pour les missions de police en France métropolitaine a été une concession de la classe dirigeante qui n'a pu être obtenue qu'en réaction à la révolution d'octobre en 1917.

L'historien Jean-Marc Berlière a récemment accordé un entretien au Monde où il rappelle qu'entre l'écrasement sanglant de la Commune de Paris en 1871 et la première guerre mondiale de 1914-18, la bourgeoisie utilisait régulièrement l'armée pour des missions de police, notamment pour écraser des grèves.

Il notait: «*Les missions de maintien de l'ordre sont impopulaires: l'armée n'y reçoit que coups, insultes et crachats. Et des tueries comme celles qui se produisent périodiquement (Fourmies, Narbonne) ternissent gravement son image, déjà largement entamée par le soupçon de collusion sociale et politique qu'entraîne son engagement dans les grèves aux côtés du patronat. Au vu du contexte international et de la "revanche" contre l'Allemagne, l'antimilitarisme, alimenté par l'impopularité des missions de maintien de l'ordre exécutées par la troupe, devient un problème préoccupant.*»

Face à une forte opposition au capitalisme et à la guerre dans la classe ouvrière après le massacre inutile de millions de gens dans la première guerre mondiale – qui a trouvé sa plus haute expression dans la révolution bolchevique et l'arrivée au pouvoir de la classe ouvrière en URSS – la classe dirigeante a cessé de se servir de l'armée pour les missions de police intérieure, établissant une gendarmerie mobile à la place. Elle ne faisait plus confiance à l'armée pour tirer sur les travailleurs.

Comme l'a dit Berlière: «*Le risque politique était trop grand: quelle serait l'attitude des soldats?*» Ce genre de calculs, toutefois, ne vient plus à l'esprit de l'élite politique chauvine d'aujourd'hui, qui va des dévots de l'ordre au PS comme le ministre de l'intérieur Manuel Valls aux forces néo-fascistes du Front national de Marine Le Pen. Les initiatives de la bourgeoisie pour déployer une technologie militaire automatisée contre la population sont un avertissement adressé à la classe ouvrière. Celle-ci sera opposée, dans les luttes sociales à venir, à une classe dirigeante qui se prépare à une répression de masse contre l'opposition populaire.

(Des patrouilles de drones en France? - Pierre Mabut et Alex Lantier - 7 octobre 2013 - french.irib.ir)

Vive la révolution bolchevik !

Qui profitent de la confusion ?

Parole d'internaute

- "*Il faut vivre en Thaïlande pour comprendre que sans argent et sans papiers, on ne survit pas. Ici l'étranger n'est respecté que s'il a de quoi subvenir à ses besoins et un travail qui n'entre pas dans le périmètre des occupations réservées aux Thaïlandais.*"

Moi, je suis marié depuis 1990 avec une femme d'origine indienne, je vis en Inde depuis 1996, je viens d'obtenir un visa de 15 ans que je dois faire valider tous les 5 ans et je n'ai pas le droit de travailler. De quoi je vis, comment je vis, les autorités s'en foutent, je n'ai pas le droit de travailler, ce qui signifie que pour subvenir à mes besoins je dois percevoir un revenu à l'étranger, retraite, dividendes, peu importe. On m'a demandé toutefois de fournir le nom d'une personne à titre de caution financière sans exiger le moindre document, j'ai donné le nom et les coordonnées d'un de mes beaux-frères qui n'a pas un centime en banque, les autorités n'ont procédé à aucune vérification, en cas de problème, il suffirait que je verse un bakchich au fonctionnaire qui me poserait un problème pour qu'il soit réglé.

Il m'est arrivé de travailler en Inde pendant plusieurs années comme prof de français à l'Alliance française puis au lycée français, mais c'était illégal.

Les autorités en Europe et particulièrement en France sont les plus laxistes du monde en matière de politique d'immigration, non pas par générosité envers la misère du monde dont ils sont les complices ou les responsables, mais parce que cela arrange le patronat et sert de moyen de pression contre les travailleurs tant sur le plan social que politique, ils s'en servent pour dresser les travailleurs les uns contre les autres, les diviser pour mieux les soumettre à leur dictature, appliquer leur politique qui consiste à liquider tous leurs droits sociaux et politiques.

Dans ce contexte auquel il faut ajouter la crise du capitalisme, qui ne fait qu'accentuer les contradictions et alimenter les tensions entre les différentes couches de travailleurs, tous les partis de l'extrême droite à l'extrême gauche se servent de ces antagonismes qui existaient et qu'ils ont montés en épingle en stigmatisant certaines couches de la population pour mieux manipuler la population en général. Dans le cas de la gauche et l'extrême gauche pour se la mettre à dos.

Notons que si la droite et l'extrême droite assument leurs discours nationalistes et les mesures policières qui les accompagnent, à ne pas confondre avec la responsabilité de la situation sociale actuelle qu'ils rejettent, la gauche et l'extrême gauche sont incapables d'assumer à la fois leur soutien à l'immigration illégale et les conséquences qui en découlent qu'ils rejettent sur la droite, et quant à la responsabilité de la situation sociale actuelle ils la partagent avec la droite, y compris ou surtout le PS qui en fait partie, PS qui est pire à lui tout seul que la droite et l'extrême droite réunis, car il tient sans cesse une double attitude, encourageant par ci l'immigration illégale, ne serait-ce qu'en soutenant Schengen, poursuivant la politique répressive de l'UMP par là, autrement dit il se sert de son soi-disant penchant de gauche pour alimenter son penchant de droite qui l'emporte sur celui de gauche, et c'est dans cette combine pourrie que marche la gauche et l'extrême gauche. Il ne faudrait pas croire qu'ils seraient manipulés à leur insu, leurs dirigeants savent très bien ce qu'ils font, ils manipulent sciemment travailleurs et militants et font donc le jeu de la droite et de l'extrême droite.

Du coup aux yeux de la population, ce sont ceux qui assument ce qu'ils disent et ce qu'ils font qui ont leur préférence, paraissent plus crédibles ou correspondent à leurs attentes, et comme la gauche et l'extrême gauche en sont incapables car embourbés dans leurs contradictions, mensonges, reniements, trahisons, et s'emploient eux-mêmes à faire monter l'extrême droite, il est normal qu'à un moment donné l'extrême droite apparaisse comme le sauveur suprême pour des millions de travailleurs, je rappelle au passage aux gauchistes, que le terme travailleur ne se réduit pas au smicard ou à l'ouvrier, mais s'étend à tous ceux qui produisent ou participent au cycle du capital avec leurs têtes ou leurs bras, ce qui inclut tous les travailleurs manuels et intellectuels sans distinction de revenus, toutes les couches exploitées.

Il ne faut pas perdre de vue que nous sommes en présence d'une population qui n'a pas de conscience de classe, conditionnée par des siècles de capitalisme, donc qui est facilement manipulable, or la manipulation la plus élémentaire consiste à lui tenir un discours rudimentaire qui correspond à son niveau de conscience, dans lequel elle se reconnaîtra volontiers dès lors qu'on lui présente comme s'il venait d'elle, autrement dit la manoeuvre consiste à lui dire ce qu'elle voulait entendre et le tour est joué, elle se reconnaît dans ce discours et y adhère, alors qu'en réalité son interlocuteur n'a fait que mettre au premier plan son ignorance pour mieux la manipuler et l'entraîner sur son propre terrain.

C'est la méthode du populiste ou du démagogue. Il y a cependant une différence dans la manière dont la droite et la gauche l'utilisent par rapport à l'extrême droite du fait que seule l'extrême droite n'a jamais gouverné. Tandis qu'il est possible d'opposer aux discours de la droite et de la gauche leurs bilans, leurs expériences passées au gouvernement, de les confronter à leurs contradictions, l'extrême droite bénéficie de l'avantage du doute, bien qu'elles aient géré plusieurs municipalités ou possèdent des élus au niveau régional ou européen, l'espoir fait vivre et rêver, un véritable cauchemar à l'arrivée en réalité !

Quant à l'extrême gauche elle est inaudible, quand elle ne soutient pas ouvertement le PS et Hollande, sur la Syrie par exemple, elle sombre dans le gauchisme qui fait le jeu de l'extrême droite, d'avant-garde elle est devenue le produit dégénéré le plus indigeste du capitalisme au point de reprendre à son compte les thèmes avancés par le néolibéralisme, fossoyeur du socialisme révolutionnaire, elle a revêtu les habits les plus grotesques de la réaction jusqu'à en être la caricature.

Ce qui caractérise la situation, c'est la confusion politique qu'entretiennent les uns et les autres.

Cette confusion se trouve accentuée du fait que sur les questions politiques ou sociales viennent se greffer des questions sociétales ou sociales annexes qui divisent chaque camp ou la plupart des partis, à l'exception de l'extrême droite qui en profite une fois de plus. La mise en avant de ces questions sociétales, qui conduit à stigmatiser des couches minoritaires de la société, correspond à une stratégie politique pour déstabiliser et diviser tous les partis pendant que le gouvernement (et l'UE) applique tranquillement la politique ultra réactionnaire des néolibéraux.

Et quand on se donne la peine de chercher qui est à l'origine de ces campagnes (qui ne se limitent pas à un seul pays), quel en est le réel bénéficiaire, on s'aperçoit que ce se sont les néolibéraux qui manipulent certains éléments de ces couches qui en sont les véritables commanditaires et tirent les ficelles, qui en tirent profit sur le plan politique, puisque ces questions sociétales ou sociales annexes et le traitement qu'ils lui ont réservé sont guidés par des intérêts purement idéologiques et correspondent finalement aux besoins politiques de l'oligarchie financière, qui a fait du combat contre la lutte des classes et la démocratie sa priorité, son principal objectif politique, car c'est seulement la lutte des classes qui permet à la démocratie d'exister même réduite à sa plus simple expression, l'existence de syndicats et de partis ouvriers.

Or, la démocratie et la lutte des classes sont aujourd'hui incompatibles avec la politique de régression sociale sans fin que l'oligarchie financière doit imposer au prolétariat pour assurer la survie du capitalisme ou pour mener à bien sa stratégie qui passe par la liquidation de la démocratie et de la lutte des classes, des syndicats et des partis ouvriers, afin de réduire en esclavage l'ensemble des masses exploitées qui seront soumises à sa dictature absolue, son nouvel ordre mondial comme elle l'appelle.

On comprend dès lors pourquoi elle met en avant ces questions sociétales ou ces questions sociales annexes sur lesquelles viennent se briser tous les partis et qui divisent toutes les classes à l'exception de la couche supérieure de la classe dominante, l'oligarchie financière. Elles participent à la dislocation des partis ouvriers principalement mais pas seulement, elles viennent brouiller un peu plus les frontières qui délimitaient chaque classe au profit de la couche qui détient le pouvoir.

Je n'ai pas le temps d'aller plus loin, en réalité la confusion est encore plus étendue, la droite et la gauche se retrouvent sur des questions politiques, l'euro, l'UE par exemple, tandis que l'extrême droite et l'extrême gauche se retrouvent sur les mêmes questions, chaque fois en leur réservant un traitement différent ou dans une perspective politique différente, en apparence seulement, peu importe ici, les masses ne retiennent que les grandes lignes, les mots d'ordre et sur ce plan-là il existe une similitude entre la droite et la gauche d'un côté, l'extrême droite et l'extrême gauche de l'autre.

Et si on associe des questions sociétales, sociales et politiques la confusion sera poussée à l'extrême selon les thèmes abordés, droite et extrême droite se retrouvent ensemble sur le mariage homosexuel ou la question des Roms ou de l'immigration, mais ils divergent sur l'UE et l'euro, la Syrie ; la gauche et l'extrême gauche se retrouvent ensemble sur le mariage homosexuel, le féminisme, l'écologie, sur la question des Roms, mais divergent sur l'UE et l'euro, la Syrie ; quant au PS, il se retrouve avec la gauche et l'extrême gauche sur le mariage homosexuel, le féminisme, l'écologie, divergent sur l'UE et l'euro et soutient les mêmes positions que l'UMP et l'UDI, il se retrouve avec la droite et l'extrême gauche sur la Syrie, avec la gauche et la droite sur l'ONU...

Franchement, il faut comprendre les travailleurs qui se demandent à quoi cela rime et qui ne veulent plus aller voter, c'est une réaction plutôt salutaire face à cette misérable mascarade.

Finalement, le FN est un parti raciste, xénophobe, homophobe, nationaliste, patriotique, d'extrême droite, et s'il ne peut pas l'assumer dans ces termes, il l'assume à travers son discours, ce qui revient au même et c'est ce que retiennent ses électeurs ou électeurs potentiels. Tandis que la gauche qui est incapable de rompre avec le capital et ses institutions est incapable de lutter contre l'extrême droite, elle est incapable de se présenter comme une alternative crédible au PS ou à la droite du fait de sa soumission au régime ce que dénonce justement l'extrême droite, l'extrême gauche se traînant à ses basques ou à celles du PS, ils fournissent bien des arguments à l'extrême droite pour apparaître plus à gauche, un comble, ils font bien le lit de l'extrême droite et fournissent au passage en période pré électorale un excellent prétexte au PS pour appeler au rassemblement de toute la gauche derrière lui pendant qu'il continue d'appliquer son programme de démolition antisociale et la boucle est bouclée.

Quelques éléments d'actualité pour alimenter la réflexion qui confirmeront ou infirmeront notre analyse.

Extrême droite : le FN est l'"**original**" et l'UMP la "**copie**".

UMP. Un aveu de taille.

Alain Juppé sur son blog, hier, en référence à Fillon et ses propos sur le FN : "*... en nous précipitant dans le piège de nos relations avec le Front National, nous décomplexons notre propre électorat qui cède de plus en plus aisément à la tentation de préférer l'original à la copie*". leparisien.fr 09.10

Excellent monsieur Juppé, il est plus en forme que l'UMP !

Qui fait le lit de l'extrême droite ?

PS.

- Sondages: Hollande et Ayraut au plus bas à 29% d'opinions favorables - AFP

- Le FN à 24% aux Européennes, en tête pour la première fois - Le Nouvel Observateur

Hollande : Tout se passe dans votre tête mal foutue !

De quoi les travailleurs sont-ils responsables ? Du racisme, de ne pas supporter le traitement antisocial qu'il leur fait subir, de vieillir, les travailleurs cumulent toutes les tares et le capitalisme aucune.

Ce ne serait pas spécialement la crise économique qui serait en cause, en sortirait-on que cela ne changerait rien au comportement de la population, ni même la mondialisation, mais l'idée négative que s'en font les travailleurs à travers les conséquences qu'elle leur fait subir quotidiennement et qu'ils devraient considérer salutaires ou prendre du bon côté, avec philosophie on suppose, tout comme l'UE d'ailleurs qui est accusée "*à tort*" d'accentuer les antagonistes entre les différentes couches de travailleurs ou encore l'ouverture des frontières, qui, si elle a permis de favoriser la concurrence qui existait entre les travailleurs ne doit pas être accusée non plus d'être un facteur propice au développement de la xénophobie ou du raciste, bref les travailleurs se font des idées détestables inutilement, car ils n'ont aucune raison de craindre de perdre leur emploi, surtout au profit de leurs petits camarades des pays émergents, quel comportement "*égoïste*", voilà un "*conservatisme*" qui n'a vraiment pas lieu d'être, bref, en termes de mépris et de cynisme il bat tous les records, on n'attendait pas mieux de la part d'un chef de guerre engagé au côté de l'Arabie Saoudite pour détruire Syrie.

- François Hollande estime que la montée du nationalisme et du populisme en Europe ne résulte pas seulement de la crise économique mais d'autres facteurs comme "*la peur du déclin*", "*le rapport à l'islam*", "*le vieillissement de la population*", dans une interview à des journaux français et belges à paraître jeudi.

"*Né il y a déjà deux décennies*", le nationalisme "*tient au manque de perspective et de dynamique collective. S'ajoute la peur du déclin, alors que certains pays vivent avec douleur la confrontation à la mondialisation*", affirme le président de la République dans cet entretien accordé au Nouvel observateur ainsi qu'à deux quotidiens belges, Le Soir et De Standaard.

"*Et puis parlons franchement, ajoute-t-il, l'Europe est associée, bien à tort, à l'ouverture des frontières et donc à l'immigration*". (Schengen a été le pendant de la dérégulation financière... - ndlr)

Selon M. Hollande, "*ce qui nourrit le populisme, c'est également le rapport à l'islam*", "*les craintes des travailleurs face aux restructurations industrielles, la peur de beaucoup face à la montée en puissance des pays émergents, le conservatisme lié en partie au vieillissement de la population*". Et "*la xénophobie fait le reste*".

"*Alors, sortir de la crise est nécessaire, mais il faudra faire bien davantage pour diminuer les égoïsmes nationaux et les*

aspirations identitaires", conclut le président de la République, confronté depuis le début de son quinquennat à une importante poussée du Front national dans plusieurs scrutins locaux. AFP 09.10

Voilà un discours qui devrait convaincre de nouveaux travailleurs à voter FN.

Une nouvelle mesure européenne scélérate cette fois contre la classe moyenne à l'initiative de l'eurodéputée PS Bernadette Vergnaud, rapporteuse du texte.

Vous aurez remarqué que le PS est en tête de ligne de la réaction sur tous les fronts.

- Le Parlement européen a adopté mercredi 9 octobre, à une très large majorité, de nouvelles mesures favorisant la mobilité professionnelle dans l'UE. La principale innovation de cette directive révisée est la création d'une carte électronique afin d'aider les professionnels européens à s'établir plus facilement dans un autre Etat membre. Ils gagneront ainsi du temps pour faire reconnaître leurs qualifications.

Cette directive doit également empêcher que des professionnels de santé, soumis à des sanctions disciplinaires dans leur pays, ne transfèrent leur cabinet dans un autre Etat de l'UE. Désormais, les 28 devront être informés de telles condamnations dans un délai de trois jours.

Les eurodéputés ont adopté par 596 voix contre 37 et 31 abstentions cette directive révisée, qui doit encore recevoir l'aval du Conseil représentant les Etats avant d'entrer en vigueur.

Ce vote a été salué par le commissaire européen chargé du marché intérieur, Michel Barnier, pour qui ce texte "*facilitera les procédures de reconnaissance pour les professionnels qui souhaitent s'installer ou fournir leurs services dans d'autres Etats membres, tout en garantissant un niveau élevé de protection des consommateurs et des citoyens*".

De son côté, l'eurodéputée socialiste française Bernadette Vergnaud, rapporteuse du texte, a salué des dispositions qui "*amélioreront fortement la mobilité et la sécurité des Européens*".

Sa compatriote Constance Le Grip, du groupe conservateur PPE, a salué "*des réponses concrètes pour faciliter la vie des citoyens européens et promouvoir l'emploi*".

Le texte comprend d'autres dispositions, comme des cadres communs de formation et des stages à l'étranger pour les jeunes diplômés souhaitant exercer une profession réglementée. La Commission va d'ailleurs mettre en place une base de données publique des quelque 800 professions réglementées dans l'UE. Chaque Etat devra prouver que sa décision de réglementer tel ou tel métier est proportionnée et non discriminatoire. lemonde.fr 09.10

Le leitmotiv de l'emploi et de la "*protection des consommateurs et des citoyens*" sert en réalité à camoufler la mise en concurrence de professionnels qui n'ont pas forcément suivis les mêmes formations ou n'ont pas développé les mêmes valeurs, ce qui correspondra à une offre de service de moindre qualité au rabais, ce qui contribuera à faire baisser le niveau de vie de la classe moyenne.

C'est appliquer aux services la concurrence qui existe déjà dans le domaine de la plupart des marchandises qui a permis de liquider des pans entiers de l'industrie. Marchandises made in China par exemple de qualité médiocre. En Inde je suis confronté à ce problème dans tous les domaines, produits de qualité médiocre et services encore plus déplorables, au point je m'en passe autant que faire se peut.

Si gérer la société pour le compte du capitalisme nourrit son appareil, pourquoi s'en passer, et au diable tout le reste !

Au terme de plusieurs mois de réflexion, le Parti communiste français (PCF) a décidé de faire liste commune à Paris avec le PS lors des municipales de 2014. La décision a été prise à la suite du conseil départemental du PCF qui l'a annoncée ce matin lors d'une conférence de presse. «*Il y a eu un débat réel et animé autour de cette question au sein du parti*», explique Ian Brossat, président du groupe PCF au conseil de Paris. La résolution a en effet été adoptée à 67% par la direction du parti, avec 31% de vote contre et 2% d'abstention.

«*Il y a des avancées réelles dans nos discussions avec le PS qui reprend un certain nombre de nos exigences comme l'objectif de 30% de logements sociaux dans la capitale, la mobilisation des logements vacants, la gratuité des premiers mètres cubes d'eau ou la mise en place de halles alimentaires*», détaille Ian Brossat. (Au diable la politique social-libérale-impérialiste du PS ! Ils figurent bien dans le camp de la réaction. - ndlr)

Un accord qui s'explique aussi par la garantie pour le PCF d'obtenir, en cas de victoire de la gauche en mars 2014, 13 conseillers de Paris et 32 conseillers d'arrondissement. Le conseil départemental du PCF rejette ainsi la possibilité de faire liste commune avec le Parti de gauche (PG). «*Le fait que les autres composantes du Front de gauche ne s'engagent pas à s'inscrire dans une majorité municipale affaiblit la capacité de listes du Front de gauche à être perçues comme utiles par les Parisien-ne-s*», précise un document du PCF. (Question : A qui est "utile" la politique du gouvernement, aux travailleurs ou aux banquiers, aux rentiers ? Rien à foutre au PCF, normal. - ndlr

Du côté du Parti de gauche, cette décision est «*incompréhensible et regrettable*», confie Alexis Corbière, secrétaire national du PG. Le premier adjoint à la mairie du 12e estime en effet que cet accord «*manque d'ambition: rien n'est fait pour faire vraiment baisser le prix des loyers et l'objectif de 30% de logements sociaux n'est fixé que pour 2030. Quand à l'obtention de 13 conseillers de Paris, on aurait pu avoir plus en faisant une liste Front de gauche autonome.*»

Reste que ce sont les adhérents du PCF qui vont trancher au cours d'un vote qui se tiendra du 17 au 19 octobre. Ils vont d'ailleurs recevoir un bulletin où vont être indiquées les deux propositions (liste commune avec le PS ou liste autonome avec le Parti de gauche) avec le choix du conseil départemental. Et rien ne dit qu'ils suivront la volonté de la direction. «*Ca s'annonce quand même serré, confie un membre du PCF. Il y a eu plusieurs villes de provinces où il y a eu des surprises.*» 20minutes.fr 09.10

Le Front de gauche est bien attelé au PS, le PCF et tous ces parasites ne doivent leur survie politique qu'au soutien qu'ils apportent au régime, qu'ils rompent avec lui et ils disparaissent, et ceux qui renâclent ou font preuve de mauvaise volonté sont promis au même sort. Le PCF a été le cocu du PS, le PG sera le cocu du PCF, on en rigole d'avance.

Le Front de gauche va-t-il éclater ? Rien n'est moins sûr, cela signerait l'arrêt de mort du PG qui n'a déjà plus aucun député. Le Front de gauche sert de rabatteur électoral pour le compte du PS.

Imposture. Ils le martèlent à l'unisson : Le PS est de gauche. Comment soutenir le régime en prétendant le combattre.

Titre en première page du n°272 d'*Informations ouvrières* (POI).

- «*Pour la première fois depuis cinquante ans, la gauche va voter l'allongement du départ à la retraite*» (Europe 1)

Parce que voyez-vous, la gauche, c'est le PS, sans rire, finalement le POI ne fait guère mieux que le Front de gauche qui déclare que la politique de Hollande est de droite mais qu'il est de gauche, on ne s'était pas trompé sur la nature de ce parti et des "trotskistes" qui l'animent.

Jamais je n'aurais repris tel quelle cette citation, qui plus est en première page. Le POI participe bien à la manipulation des masses qui consiste à présenter le PS comme un parti de gauche, un parti ouvrier, à colporter cette illusion criminelle qui est en grande partie responsable de la situation du mouvement ouvrier, de son pourrissement.

Il faudrait ajouter que le PS s'est employé systématiquement à faire passer toutes les contre-réformes des retraites qui ont été adoptées depuis 1995. Et un beau matin, par une journée grise, maussade et pluvieuse, froide et triste, le PS est devenu un parti antisocial, anti-ouvrier, antisocialiste, réactionnaire. Il l'est depuis un siècle en réalité.

En dénaturant le PS ou en lui accordant une nature qui n'est pas la sienne, les dirigeants du POI s'emploient sciemment à induire en erreur les travailleurs et les militants, ils se font les complices d'un parti qui incarne et défend les intérêts du capital, ils remplissent une fonction contre-révolutionnaire au sein de l'avant-garde du mouvement ouvrier qu'ils contribuent à liquider, c'est un courant liquidateur.

C'est un parti réformiste petit-bourgeois démocratique, nous confirmons ici la caractérisation politique que nous en avons déjà donnée.

Et ce n'est pas un hasard si dans la foulée D. Gluckstein a une nouvelle fois consacré son éditorial au PS et au PCF, traduisez la gauche et leurs dirigeants dont il ne peut décidément pas se passer. Mais là où on est obligé de sourire, c'est lorsqu'on constate que la perspective politique du POI est tellement opportuniste que le PCF se permet de reprendre à son compte un des mots d'ordre de son parti sur l'Europe en évoquant la perspective de "*peuples libres*".

Gluckstein le funambule s'empresse de préciser que sans remettre en cause l'euro elle sera irréalisable, puis pour agrémenter cet argument il pousse le vice jusqu'à affirmer qu'"*une véritable union libre des peuples et des nations libres de toute l'Europe*" suppose une multitude de conditions, il n'a pas été avare en la matière, sauf une, se libérer du carcan du capitalisme, il en a même oublié ses institutions nationales qu'il fait passer à la trappe régulièrement, de la même manière que l'opposition irréductible entre les classes est noyée dans une entité générique, nationale, patriotique : le peuple.

Si la référence au peuple de préférence aux classes est compatible avec le réformisme, ce dernier l'est moins avec la survie du capitalisme en crise, avec une classe dominante conservant le pouvoir, contradiction contenue dans cette formulation que cet effet d'annonce est censé résoudre ou faire oublier, car il ne peut pas exister de "*peuple libre*", sans renverser la classe dominante au pouvoir ou sans une révolution prolétarienne qui portera au pouvoir la classe ouvrière. Se rendre libre de ce qu'on voudra, si on demeure incapable de se libérer du capitalisme, nulle liberté en réalité, c'est une escroquerie politique.

Qu'il nous soit permis d'aller plus loin et d'affirmer que la liquidation de l'UE sans la liquidation du capitalisme pourrait se traduire par un affrontement général entre les différents impérialistes européens comme ce fut déjà le cas à deux reprises au XXe siècle, ainsi Gluckstein apparaît comme un dangereux aventurier. Pourquoi en arrive-t-on à cette absurdité ? Parce que nous n'avons jamais été capable de développer une politique indépendante du PS et du PCF, au-delà de rompre avec le capital et de le combattre, on en vient à s'en détourner pour imputer tous les malheurs qui nous accablent à une institution qui n'est qu'un instrument au service du capital mais pas le capital lui-même, qui à la limite peut se contenter des institutions de la Ve République qui ont démontré qu'elles étaient suffisamment flexibles pour s'adapter à toutes les directives de l'UE, au néolibéralisme.

Les travailleurs sont subordonnés au capitalisme à travers les rapports de production qu'ils subissent quotidiennement et qui dans une large mesure conditionnent leur mode vie et de pensée, et non par le biais de l'idée qu'ils se font d'une institution, en réalité les rapports qu'ils entretiennent avec elles sont le produit de l'interprétation qu'ils donnent des rapports sociaux (de production) qu'ils subissent, la manière dont ils les vivent, tout part d'un rapport de classe, entre les classes qui est à l'origine du capitalisme, ne pas en avoir conscience, et il sera impossible de s'en émanciper, de s'en libérer, on en revient à ce qu'on disait plus haut, point de liberté, diluer les classes, ce rapport antagonique entre les classes dans le "*peuple*", c'est interdire aux exploités de prendre conscience de leur appartenance à une classe distincte qui doit combattre pour le pouvoir politique ou subir la sort que leur réservent les exploités.

Briser les chaînes de l'exploitation capitaliste en conquérant le pouvoir politique, ensuite on pourra entrevoir la liberté, et c'est seulement à l'échelle mondiale qu'elle se réalisera véritablement ou pleinement.

J'ai l'impression que nous perdons notre temps ici, parce que d'une part les conditions objectives ne sont pas remplies pour que les travailleurs prennent conscience des rapports sociaux de production qui existent, cela tient à l'hétérogénéité des masses exploitées, la majorité peut encore supporter le traitement que lui inflige le capitalisme, donc ce n'est pas le genre de question qu'elle est tentée de se poser, d'autre part, si on envisageait de passer outre cette condition qui n'est pas mûre en mettant au premier plan les conditions subjectives, on ne serait pas plus avancé car les travailleurs sont toujours aussi ignorants du fonctionnement de la société et du capitalisme et ils demeurent très faiblement organisés, donc en l'absence du facteur objectif on ne peut pas compter sur le facteur subjectif pour avancer la question de la prise du pouvoir politique, même si elle doit figurer dans notre propagande sous la forme d'une République sociale. Il n'est pas interdit de penser que le facteur subjectif pourrait se développer rapidement à partir des couches pour lesquelles le facteur objectif est mûr, encore faudrait-il être capable de s'adresser à elle et de les organiser, sauf que voilà, ces couches n'intéressent personne, sauf l'extrême droite, chercher l'erreur. Ce n'est pas en s'adressant aux couche qui ont un réflexe purement corporatiste qu'on y arrivera. Le jour où les dirigeants d'un parti ouvrier l'auront compris, l'humanité aura fait un grand pas en avant !

Nous combattons au côté du peuple syrien contre les envahisseurs tout en sachant que le maintien de la souveraineté et de l'indépendance de la Syrie n'apportera pas la liberté au prolétariat syrien, nous n'avons jamais colporté la moindre illusion dans ce domaine. Il lui faudra s'organiser, construire son parti révolutionnaire et préparer les conditions politique pour affronter le régime en place et le renverser, c'est seulement ensuite quand il aura pris le pouvoir politique qu'il pourra commencer à entrevoir ce que signifie la liberté, le chemin sera long...

Qu'on ne vienne pas nous dire que la Syrie n'a jamais vraiment été souveraine ou indépendante, quel Etat l'est vraiment de nos jours, tous sont liés à un impérialisme ou aux banquiers internationaux.

INFOS SUR LA SYRIE, L'IRAN ET L'ARABIE SAOUDITE

1- "*Moscou ne permettra à aucun pays d'attaquer la Syrie* "

Selon Al Mayadin qui cite le chef d'éta major de l'armée russe, la Russie ne permettra à aucun état d'intervenir militairement en Syrie. "*au cours de la récente crise , la Russie a annoncé à plusieurs reprise son intention de rester jusqu'au bout aux côtés du régime Assad et nous reconnaissons avoir envoyé une aide militaire massive à l'armée syrienne. la Russie ne permettra pas qu'un seul missile s'abatte sur la Syrie*" french.irib.ir 09.10

2- "*Ria Novosti*" reprend les propos du ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, selon qui, il serait possible de parvenir, en six mois, à un accord, sur le dossier nucléaire iranien.

«*La Russie en est arrivée à cette conclusion qu'il serait possible de parvenir entre six à neuf mois à un accord à l'amiable, à propos du nucléaire iranien*», a déclaré Sergueï Lavrov, cité par "*Ria Novosti*". Lavrov a, aussi, démenti les allégations, selon lesquelles l'Iran cherchait à duper la communauté internationale. «*Aucun appareil de renseignement, à l'échelle planétaire, ne pourrait avoir*

une telle conclusion. Nous avons parlé, ces derniers temps, avec nos collègues américains ; ils étaient, eux aussi, du même avis que l'Iran n'avait pris aucune décision de militariser son programme nucléaire», a précisé Sergueï Lavrov. Il a, ensuite, appelé à l'abrogation des sanctions anti-iraniennes. french.irib.ir 09.10

3- C'est l'ex conseiller pour la sécurité nationale US, Eliot Abrahams qui y va de sa solution : cité par Debkafile, il affirme que seule une action militaire israélienne contre l'Iran obligera les Etats Unis à renoncer à une entente avec les iraniens et opter pour un alignement sur Israël. " Je crois que l'absence d'un accord israélo américain ne peut empêcher l'entente Téhéran /Washington. La seule chose qui le peut ce sont des frappes militaires israéliennes contre les sites nucléaires iraniens, frappes qui seront soutenues par les Etats Unis très probablement". french.irib.ir 09.10

4- Les services du renseignement hollandais viennent d'imposer une mesure qui pourrait servir d'exemple à tous les autres services du renseignement européens : empêcher le retour de tous les ressortissants hollandais d'origine arabe qui combattent en Syrie sous la bannière du takfirisme. Les services du renseignement, AIVD, et ceux de coordination nationale de lutte contre le terrorisme dits NCTB ont tenu plusieurs réunions dans le sens de davantage de coopération avec les renseignements européens. L'ordre des débats tournait autour de la présence des ressortissants hollandais d'origine arabe dans les combats en Syrie. Leur nombre serait de 1317 personnes dont 51 auraient été tués. Selon une décision des participants à ces réunions, ces ressortissants salafistes n'ont plus l'autorisation de rentrer aux Pays-Bas. Ces personnes ont été majoritairement identifiées avec les membres de leur famille.

La réunion a également décidé de ce qu'une fois la crise syrienne terminée, ces takfiris soient légalement poursuivies et jugés. Des Hollandais d'origine arabe et de confession salafiste ayant servi en Syrie, s'ils rentrent au pays après la fin de la crise, devraient apporter des bracelets électriques. La réunion a également arrêté des moyens légaux pour répondre à d'éventuelles reproches que les ONG des droits de l'homme pourraient adresser au gouvernement néerlandais. french.irib.ir 09.10

5- Londres vend des armes à matière fissile à Riyad

Selon Daily Mirror, le gouvernement de sa Majesté Elizabeth II vient de décider de livrer des armes à deuterium , une matière nucléaire au régime saoudien. Outre ces armes, la Grande Bretagne vendra des bombes fumigène, des grenades de gaz lacrymogène, de la substance chilique, des missiles et des équipements de répression policière et des pièces de drone au régime " démocratique" de Riyad.

Tout récemment, la Grande Bretagne a livré l'autorisation d'exportation de 50000 armes à feu. Ce sont des armes surveillées depuis 2010 et 1900 d'entre elles seront d'abord envoyées en Egypte sous surveillance . Deuterium est une substance ultra dangereuse de nature nucléaire que la Grande Bretagne a décidé d'exporter à l'Arabie saoudite. Londres a aussi décidé de vendre des pièces de drone et de certains modèles de bombe et de missiles aux turcs. ces exportations ont été décidées alors que la Grande Bretagne fait partie des pays qui critiquent la répression des manifestations en Turquie. Une commission du parlement a demandé le mois dernier au gouvernement de s'expliquer sur les raisons qui l'ont conduit à vendre des armements pour une valeur de 80 millions de livres sterling. french.irib.ir 09.10

ACTUALITE EN TITRES

[Au niveau du caniveau, il n'y a que des rats !](#)

- Les députées de gauche se mobilisent contre le sexisme - LeFigaro.fr
- Un député UMP sanctionné après son comportement sexiste - Reuters
- Cris de poule à l'Assemblée: le député UMP fautif sera privé d'une partie de son salaire - L'Express.fr

[Non, je ne regrette rien...](#)

- Sondage: Une majorité de Français "ne regrette pas Nicolas Sarkozy" - AFP

Une majorité de Français, 54%, déclare ne pas regretter Nicolas Sarkozy comme président de la République, selon un sondage L'opinion en direct de l'institut CSA pour BFMTV. AFP 09.10

[La panique...](#)

- Laurent Wauquiez souhaite la révision des accords de Schengen - LeMonde.fr

L'ancien ministre chargé des affaires européennes plaide pour le rétablissement des frontières avec certains pays du Sud. LeMonde.fr 09.10

[Ce sera possible...](#)

- Le FMI juge possible d'augmenter les impôts et de taxer davantage les plus riches - LeMonde.fr

Chouette, le FMI devient réformiste ! Et demain socialiste !

... peut-être ben que oui, peut-être ben que non...

- La Fed plus divisée que jamais sur la poursuite de l'aide - AFP

... si on risque de tout perdre...

- FMI: la stabilité financière mondiale menacée par l'endettement et la Fed - AFP

La stabilité financière dans le monde reste sous la menace d'un changement de cap de la politique monétaire aux Etats-Unis et de l'endettement massif des pays riches, a estimé le FMI mercredi. AFP 09.10

... mais d'ici là...

- Cazeneuve assure que les impôts sur les entreprises baisseront en 2014 - AFP

... il y a des beignes qui se perdent !

- Cazeneuve aux patrons : «*Je tends la main, pas la joue*» - Liberation.fr

En attendant, ça baigne, au présent s'il vous plaît, pas au conditionnel !

- Evasion fiscale: 10 à 20 milliards d'euros pourraient être récupérés - AFP

Entre 10 et 20 milliards d'euros pourraient être récupérés par an par l'Etat si la France mettait en place des mesures de lutte contre l'évasion fiscale comparables à celles de ses voisins européens, selon un rapport parlementaire publié mercredi. AFP 09.10

[Leur monde est devenu invivable, faisons table rase !](#)

- Les relations au travail se sont dégradées estiment 74 % des actifs - AFP

[Intox](#)

- Une loi sur la transparence financière au Vatican - Reuters

- La Suisse s'engage à lutter contre l'évasion fiscale - AFP

[Youpi, ultra riche, "ultra heureux" !](#)

- La mondialisation «*ultra heureuse*» selon Jean-Claude Trichet - Slate.fr

- 1% de la population détient 46% de la richesse mondiale - Reuters

[Le péril jaune... de l'intérieur...](#)

- La Chine devient le premier importateur mondial de pétrole - L'Expansion.com

Le titre se veut ironique évidemment, en fait on se régale de ce nouvel épisode du capitalisme mondial, la fin est proche, il

faut l'espérer...

Plainte contre Mélenchon.

- Plainte contre l'ONU à New York, après l'épidémie de choléra en Haïti - AFP

Mélenchon loue l'ONU, alors qu'elle a une influence particulièrement néfaste pour tous les peuples, criminelle... sauf pour les sionistes. Mais Mélenchon soutient les Palestiniens, oui, comme moi je soutiens le pape !

Vite sortez vos mouchoirs...

- Golan: un soldat israélien légèrement blessé, un autre commotionné - AFP

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Libye

Le Premier ministre libyen Ali Zeidan, a été enlevé ce jeudi à l'aube par un groupe armé et a été "*conduit vers une destination inconnue*", a annoncé le gouvernement.

"*Le chef du gouvernement de transition, Ali Zeidan, a été conduit vers une destination inconnue pour des raisons inconnues par un groupe*" d'hommes qui seraient des ex-rebelles, a indiqué le gouvernement dans un bref communiqué sur son site internet. lexpress.fr 09.10

2- Azerbaïdjan

Le président sortant de l'Azerbaïdjan Ilham Aliev, au pouvoir depuis qu'il a succédé à son père en 2003, a remporté une large victoire mercredi soir avec plus de 84% des suffrages d'une présidentielle sous contrôle, selon des résultats partiels.

Son principal adversaire de l'opposition, Jamil Hasanli, ne totalisait que moins de 5% des voix, selon ces résultats partiels.

La participation a atteint 72% des 5 millions d'électeurs, a indiqué la Commission électorale centrale à la clôture du scrutin.

Dix candidats étaient en lice pour la présidence de cette ex-république soviétique du Caucase du Sud riche en hydrocarbures, même si personne n'avait d'illusions sur l'issue du scrutin.

Les opposants ont fait état de nombreuses irrégularités mercredi, affirmant que les mêmes électeurs votaient plusieurs fois dans différents bureaux de vote.

"*Des fraudes massives ont eu lieu dans tout le pays*", a affirmé l'état-major du candidat d'opposition Jamil Hasanli dans un communiqué.

L'opposition "*ne reconnaît pas les résultats de cette élection qui n'a été ni libre ni juste*", a ajouté l'état-major.

M. Aliev, 51 ans, a succédé à son père en 2003 et a été réélu en 2008 pour un deuxième quinquennat, avant d'obtenir par référendum en 2009 la levée de la limitation à deux mandats présidentiels consécutifs.

Il n'a guère fait campagne, ses partisans affirmant que ses résultats économiques parlaient pour lui.

Grâce aux milliards de dollars de la manne pétrolière, le niveau de vie dans ce pays d'un peu moins de 10 millions d'habitants a crû régulièrement ces dernières années.

Avant M. Aliev, son père Heydar Aliev, ancien du KGB (Sécurité d'Etat du temps de l'URSS) et membre du Politburo du Parti communiste de l'Union soviétique, avait dirigé l'Azerbaïdjan presque sans interruption de 1969 à 2003.

Près de 52.000 observateurs locaux et internationaux surveillaient le déroulement de l'élection, et l'OSCE doit donner une conférence de presse jeudi à Bakou.

Les opposants et Amnesty International ont dénoncé une campagne de répression à l'approche du scrutin, avec nombre d'arrestations et des lois pour bâillonner toute critique jusque sur l'internet.

Habituellement divisée, l'opposition, dont la plus grande partie avait boycotté l'élection de 2008, a réussi en mai à s'entendre pour soutenir un candidat commun, Jamil Hasanli, historien et ancien député.

Lors de brèves apparitions dans des débats, M. Hasanli, 61 ans, a accusé Ilham Aliev d'avoir laissé fleurir la corruption, et a estimé que seule la fraude pouvait apporter la victoire à ce dernier.

"Si les élections étaient libres, démocratiques et honnêtes, je les remporterais, je n'en ai aucun doute", a affirmé M. Hasanli à l'AFP.

Malgré la présence d'observateurs étrangers, la critique du scrutin risque d'être peu relayée en raison de l'importance stratégique des hydrocarbures de l'Azerbaïdjan pour les Européens.

Selon les experts, Ilham Aliev devra continuer sa politique prudente, préservant les ventes de pétrole à l'Europe et l'alliance avec les Etats-Unis, tout en évitant d'irriter le grand voisin russe. AFP 09.10

SOCIAL

France

Pas question ! La petite commune de Janvry (Essonne) refuse d'appliquer la réforme des rythmes scolaires en 2014. Son maire, Christian Schoettl (Nouveau Centre), en appelle carrément "à la désobéissance civile", mercredi 9 octobre.

Confirmant une information du Parisien, l'élu explique que le conseil municipal du village d'environ 550 habitants a voté lundi soir une délibération intitulée "Rythmes scolaires : c'est non !" "Nous sommes républicains. Quand il y aura une loi, on l'appliquera. Là, ce n'est qu'un décret mal-ficelé (...) Je suis dans la désobéissance civile et je l'assume", revendique ce maire.

De toute façon, pour lui, "on assiste sur un certain nombre de communes qui ont appliqué la réforme par loyauté ou par militantisme, à un véritable désastre". La réforme ne fait en tout cas pas l'unanimité. Un Français sur deux y est même opposé.

Alors même pas peur, le maire ? "Ca m'intrigue de voir s'ils vont envoyer les CRS." Il dénonce la "fracture entre communes riches et pauvres [les communes devant rémunérer les animateurs pour les activités périscolaires]" induite par une réforme faite, selon lui, au "mépris des intérêts de l'enfant". Il encourage d'ailleurs d'autres maires à suivre l'exemple de Janvry "pour faire reculer Peillon". Francetv info 09.10

Qatar

Une délégation syndicale internationale chargé d'enquêter sur les conditions de travail des ouvriers immigrés au Qatar, pays hôte du Mondial de football 2022, s'est vu refuser mercredi 9 octobre l'accès à un chantier près de Doha. "Je ne peux pas vous autoriser à visiter ce site sans coordination préalable", a déclaré un responsable aux visiteurs, qui n'étaient pas attendus sur ce site qui relève d'une coentreprise des groupes français Vinci et qatari Diyar.

Pour Ampet Yuson, membre de la délégation, ces déplacements programmés ne servent qu'à "monter ce qu'il y a de mieux" au Qatar.

Le président du Comité national qatari des droits de l'homme, qui relève du ministère de l'intérieur, Ali Al-Merri, a émis des doutes sur l'objectif de cette mission, dont il assure pourtant l'organisation. "L'amélioration des conditions des travailleurs n'est pas leur objectif véritable", a-t-il déclaré. "Nous leur avons pris des rendez-vous (...), mais ils veulent voir n'importe quel responsable à n'importe quel moment", a-t-il déploré.

Un sous-secrétaire d'Etat au ministère du travail, Hussein Al-Mollah, a expliqué à la délégation que les entreprises au Qatar respectaient "à 99 % le Code du travail [local]". "Nous intervenons lorsque le travailleur présente une plainte", a-t-il déclaré. Mais la réalité est tout autre. "Si je me plains auprès des autorités qataries, mon employeur me renvoie dans mon pays", assurait mardi un ouvrier indien arrivé il y a quatre mois au Qatar, où il travaille pour un sous-traitant local. lemonde.fr 09.10

Bangladesh

Un vaste incendie dans une usine textile du Bangladesh qui fournissait indirectement du tissu à de grandes marques internationales a fait sept morts mercredi, nouvelle illustration des carences de sécurité de l'industrie textile du pays.

Les pompiers ont lutté toute la nuit contre le feu qui a ravagé l'usine Aswad Knit Composite à Sripu, un immeuble de deux étages situé dans la banlieue de Dacca.

Un correspondant de l'AFP a trouvé sur place des carnets de commandes datés de septembre contenant des noms de clients dont l'américain Gap, le britannique Next, le suédois H&M, l'australien Target et le français Carrefour. Un livret d'échantillons à la marque George (groupe Walmart) a aussi été trouvé.

Gap, Carrefour, Next et H&M ont démenti se fournir directement auprès de cette usine, qu'aucun d'eux n'avait par conséquent audité, mais ont indiqué qu'ils avaient un accord de sous-traitance avec sa maison-mère Palmal Industries, un des principaux fabricants textiles au Bangladesh.

"Cette usine ne fabrique pas de vêtements pour H&M, aussi nous n'inspectons pas cette usine", a dit une porte-parole de H&M, Andrea Ross, par mail à l'AFP. Elle a reconnu que l'usine fournissait indirectement du tissu et du fil à H&M. Mais "nous n'avons pas de relation d'affaires directe avec l'usine concernée", a-t-elle dit.

Un responsable de Gap au Bangladesh, sous couvert d'anonymat, a fourni une réponse semblable.

Carrefour a également indiqué qu'il n'avait pas de relation directe avec l'usine mais que son fournisseur Aswad Composite Mills 2 s'approvisionnait en tissus auprès d'elle.

Le britannique Next a déclaré qu'une fois la cause de l'incendie connue, il reverrait ses procédures et la nécessité de contrôler plus avant la chaîne de ses fournisseurs.

Walmart a aussi confirmé que certains de ses fournisseurs utilisaient des tissus provenant de l'usine Aswad. Le groupe américain a précisé dans un communiqué que s'il effectuait des contrôles dans les usines de confection avec lesquelles il travaille, ses contrôles ne s'étendaient pas aux usines qui fabriquent les tissus utilisés par ses fournisseurs. Il a suggéré que ce soit le Bangladesh qui s'en charge.

"Etant donné la situation particulière de la sécurité au Bangladesh, nous pensons que le gouvernement et l'industrie du textile devraient réfléchir à étendre leurs programmes de sécurité à ce niveau de la production", a déclaré Walmart.

Selon des ouvriers, le feu semble avoir été déclenché mardi soir par un problème sur une machine à tricoter qui avait déjà pris feu à plusieurs reprises dans le passé.

Le bilan relativement peu élevé s'explique par le fait que la plupart des 3.000 employés de l'usine avaient déjà quitté leur travail au moment du déclenchement de l'incendie, selon le responsable de la police. AFP 09.10

ECONOMIE

Etats-Unis - Fed

Le Comité de politique monétaire de la Fed (FOMC) est plus divisé que jamais sur le fait de savoir combien de temps doit durer son soutien exceptionnel à la reprise, selon les minutes de sa dernière réunion publiées mercredi.

Sur les 17 membres du FOMC réunis le 18 septembre, une majorité étaient d'accord pour diminuer l'aide cette année et la conclure au milieu de 2014, "quelques uns" préféreraient attendre plus tard et d'autres auraient aimé qu'elle s'achève bien avant le milieu de 2014, indique le compte-rendu de la Réserve Fédérale.

"Il a été noté que le report" de l'annonce d'une réduction des achats d'actifs à "plus tard cette année, voire après, pouvait avoir des conséquences importantes sur l'efficacité de la communication" de la Fed, ajoute encore le compte-rendu.

Sur les taux directeurs eux-mêmes, qui sont maintenus proches de zéro depuis fin 2008, douze participants au Comité ne voient pas de hausse avant 2015, deux autres pas avant 2016 et trois jugent qu'il faudra les relever dès 2014.

Les dernières réunions du FOMC en 2013 sont prévues les 29 et 30 octobre ainsi que les 17 et 18 décembre sous la houlette de Ben Bernanke qui devrait encore en présider une en janvier 2014 avant de passer la main à Janet Yellen. Celle-ci a été officiellement choisie mercredi par le président Obama pour être la première femme à diriger la Réserve fédérale. AFP 09.10

A retenir : Leur compte-rendu s'attarde sur les conséquences de la communication de la Fed plutôt que sur les effets de la poursuite des achats d'actifs jusqu'à la fin de l'année, "voire après"... ou une date indéterminée qui va demeurer secrète, car elle pourrait coïncider avec le signal de départ de l'effondrement de l'économie mondiale...

[Haut de page ↗](#)

Le 11 octobre 2013

[CAUSERIE](#)

Il est 0h10, samedi, il me reste une heure pour ajouter une vingtaine d'articles. A plus tard et bon week-end.

[Qui a dit ?](#)

- « *Si nous ne suivons pas les préceptes de notre boussole morale intérieure et nous ne défendons pas la vie humaine, alors son anarchie menacera la paix et la démocratie du Nouvel ordre mondial naissant que nous voyons maintenant, cette longue vision rêvée pour qui nous avons tous travaillés depuis tellement longtemps.* »

Réponse : George W. Bush (janvier 1991).

Un cauchemar !

[Le saviez-vous ?](#)

Le lobbying sioniste a pignon sur rue à Strasbourg. J'étais passé à coté de cette info.

Agoravox - Le 16 février (2012) a été inauguré dans une relative discrétion médiatique le parlement Juif européen, et pour cause !

Ce parlement est situé à Strasbourg dans les mêmes batiments que l'actuel parlement européen (des 27 pays de l'Union européenne)

Ces 120 représentants de ce parlement Juif (l'appellation en soi sonne déjà comme une provocation) devraient donc être des délégués de ces 27 pays ?

Que nenni, ils proviennent de 47 pays différents, certains ne sont donc pas membres de l'UE et il y en a même comme du Kazakhstan qui ne sont pas situés en Europe !

Cette intronisation d'un parlement à la fois confessionnel et supra-européen au sein même de ce qui est sensé être le véritable Parlement européen est une parfaite infâmie, une abjecte trahison de nos clercs qui démontrent une fois de plus leur totale soumission à l'emprise mondiale exercée par "*un peuple intelligent, sûr de lui et dominateur*" agoravox.tv 24.02.2012

Non pas un "*un peuple intelligent, sûr de lui et dominateur*", mais le sionisme qui a inventé le néolibéralisme pour instaurer une dictature mondiale ou nouvel ordre mondial. Pour eux les juifs servent juste de cobayes, de chair à canon ou à chambres à gaz, ne confondez pas, les sionistes sont les pires antisémites, les êtres les plus déterminés, cyniques, machiavéliques et cruels qui n'ont jamais existé.

L'existence de ce parlement juif européen est une infâmie et une terrible provocation, qu'il ait été autorisé à s'installer dans l'enceinte même des batiments du parlement européen en dit davantage que de longs discours sur la collusion qui existe entre les dirigeants européens et les gouvernements de l'UE avec le sionisme. Son existence fournit un excellent argument à l'extrême droite et aux antisémites en général.

[Une Vidéo](#)

(Je ne l'ai pas visualisée car ma connexion était trop lente.)

USA : Opérations secrètes, trafic de drogue international, hydrocarbures et guerres (Vidéo)

Thinkerview - Interview de Peter Dale Scott - Publiée le 28 sept. 2013
<http://www.youtube.com/watch?v=i4dcmJALM8k>

Peter Dale Scott, professeur émérite de Littérature anglaise à l'Université de Berkeley, Californie. Il a travaillé durant quatre ans (1957-1961) pour le service diplomatique canadien. Expert dans les domaines des opérations secrètes et du trafic de drogue international. Il est connu pour ses positions anti-guerre et ses critiques à l'encontre de la politique étrangère des États-Unis. Interview en français réalisé le 23 Juin 2013 à Berkeley USA.

[L'Union Européenne n'a pas de "valeurs, sauf à en prêter au néolibéralisme.](#)

Titre de Libération.

"Le drame de Lampedusa n'est pas une fatalité. L'Union Européenne doit sortir de sa logique sécuritaire et renouer avec les valeurs qu'elle prétend défendre."

Titre de michelcollon.info

L'UE doit sortir de sa logique sécuritaire et renouer avec les valeurs qu'elle prétend défendre. 10 octobre 2013

Mais elle les respecte, tenez elle a rappelé à l'ordre Valls et Hollande sur les Roms. L'UE est responsable des quelque 21 millions de chômeurs dans les 28 pays qui la composent, en réalité près du double, dès lors comment le gouvernement français qui compte à lui seul entre 5 et 7 millions de chômeurs pourraient-ils procurer un travail avec un salaire suffisant pour faire vivre une famille aux Roms, autrement dit leur donner les moyens de s'intégrer, impossible.

De la même manière que l'UE n'entend pas lutter contre le chômage en Europe, elle est une émanation du capital au service du capital. C'est grotesque de s'adresser à elle. Cela revient à faire passer l'UE pour ce qu'elle n'est pas et ne sera jamais, c'est n'avoir aucune conscience de classe ou adopter celle de la classe dominante qui légitime l'UE.

On n'a rien à demander ou à exiger de l'UE, ni même à s'adresser à elle, on doit la combattre et lui imposer nos revendications, les seules valeurs qu'elle connaît ce sont celles du profit, apparemment il y en a qui ont du mal à s'y faire, c'est exactement la même chose avec l'ONU qui aurait vocation à répandre la paix sur terre, alors qu'elle a vocation à soutenir toutes les guerres impérialistes. On a à faire à des alchimistes qui veulent transformer le plomb en or, c'est incroyable d'être aussi naïf.

Les intellectuels ont tendance à prendre leurs désirs pour la réalité, ce sont des enfants gâtés qui ont le loisir de se faire des illusions, un ouvrier pas, en observant une barre en plomb posée sur un établi il proclamera que c'est du plomb et que cela ne deviendra jamais de l'or, et qu'il ne faudrait pas le prendre pour un abruti et on n'en parle plus, on passe à autre chose, l'affaire est réglée, point barre, merde ! Ils ont quoi dans la tête ces gens-là ?

Ils interpellent les gouvernements, les chefs d'Etat (de guerre), les élus, les institutions du capital, non mais on croit rêver, dans quel monde vivent-ils ces gens-là ?

Devinette.

Si je vous vole votre portefeuille, vous allez me considérer comme un voleur, eux non, pourquoi ? Pardi, pour qu'il leur rende ! Cela résume de façon lapidaire l'idéologie à laquelle sont attachée les intellectuels, les petits-bourgeois, les privilégiés, les corporatistes, l'aristocratie ouvrière, les couches moyennes, bref, tous ceux qui ont remis leur sort entre les mains du capitalisme. Ils n'en ont pas forcément conscience.

Un intellectuel est forcément très intelligent, mais il peut encore évoluer, c'est tout le mal qu'on lui souhaite. Je suis plus en forme à 1h10 du matin qu'à 8 heures du matin, je ne suis pas un intellectuel et mon cerveau est un peu lent à l'allumage, l'inertie de sa classe.

[ACTUALITÉ DU JOUR](#)

[Ils sont compatibles ou interchangeables.](#)

1- L'UMP et le PS "**convergent sur un grand nombre de points**", un euphémisme !

Lu dans un blog de L'Express le 10.10

- Il (l'UMP - ndr) va désormais falloir compter avec le parti de Marine Le Pen pour remporter les élections et battre la gauche. Les élections ne se gagnent plus au centre depuis que les deux grands partis, l'UMP et le PS, convergent sur un grand nombre de points. lexpress.fr 10.10

2- Allemagne: Merkel et les Verts étudient une possible alliance - AFP

La chancelière allemande Angela Merkel et les Verts ont décidé de se revoir mardi afin de poursuivre des "*discussions*" sur un éventuel gouvernement commun, une hypothèse vue néanmoins avec scepticisme dans les deux camps.

Qualifiant "*les discussions*" du jour "*de très professionnelles*", le secrétaire général des chrétiens sociaux (CSU, parti frère bavarois de la CDU), Alexander Dobrindt, a également plaidé pour une nouvelle rencontre avec les Verts.

Saluant "*l'atmosphère positive et l'ambiance aimable*", le coprésident du parti des Verts, Cem Özdemir, a souligné la nécessité de se réunir de nouveau. L'autre coprésidente des Verts, Claudia Roth, a expliqué que tous les thèmes "*n'avaient pas pu être discutés jusqu'au bout*", lors de cette rencontre de plus de trois heures.

Vendredi dernier, les conservateurs avaient décidé de poursuivre leurs discussions avec les sociaux démocrates du SPD. Une deuxième réunion est prévue entre ces deux partis lundi, la veille de la rencontre avec les Verts.

Jusqu'ici, jamais au niveau national, Verts et conservateurs n'ont gouverné ensemble, même s'ils l'ont fait au niveau régional, dans la ville Etat de Hambourg (nord).

Les Verts ont déjà été aux affaires, gouvernant avec le SPD de 1998 à 2005, et ces anciens anti-militaristes avaient alors envoyé la Bundeswehr en Afghanistan.

"*Le chemin qui nous sépare des Verts est un peu plus long que celui qui nous sépare du SPD*", a d'ailleurs souligné M. Dobrindt, secrétaire général de la CSU, après la rencontre.

Quelle que soit l'issue des tractations, les députés allemands se réuniront pour leur séance constitutive le 22 octobre, soit un mois après le scrutin. Mais le gouvernement sortant restera opérationnel, sans limite de temps, jusqu'à l'entrée en fonction d'un nouvel exécutif.

Pour la CDU, "*gouverner avec des Verts à 8% (serait) bien plus agréable qu'avec un SPD à 26%*", relevait un éditeur sur le site web de l'hebdomadaire Der Spiegel.

Entretenir l'hypothèse d'un accord possible avec les Verts permet en tous les cas à la CDU de maintenir la pression sur le SPD et de l'empêcher d'être trop gourmand dans d'éventuelles négociations. Les Verts représentent aussi une éventuelle solution de rechange en cas d'échec. AFP 10.10

A retenir : Le SPD et les Verts ont déjà gouverné à différents échelons avec la CDU/CSU, ils sont dans le même camp, celui des ennemis des travailleurs allemands.

Un socialiste allemand veut succéder à José Manuel Barroso à Bruxelles - lefigaro.fr

La gauche a désormais un favori pour succéder l'an prochain à José Manuel Barroso: le social-démocrate allemand Martin Schulz se jette tête baissée dans la course européenne, il est l'actuel président du Parlement européen

Le suffrage universel et les élections européennes établiront, dès le mois de mai, un rapport de force politique. Mais ce sont vingt-huit chefs d'État aux intérêts divergents qui devront s'entendre sur le nom, à huis clos.

À la dimension partisane du choix viendra alors s'ajouter un solide marchandage paneuropéen...

À vingt-huit et quelle que soit la couleur politique, c'est toujours un prêt-à-porter pour un rendu... lefigaro.fr 10.10

A retenir : Martin Schulz se propose de continuer la politique de José Manuel Barroso, de la même manière que le SPD a poursuivi

la politique de la CDU quand il était au pouvoir en Allemagne.

PS, EELV, PG, PCF, FdG, ces partis ou leurs dirigeants ont déjà gouverné ensemble... et avec le RPR (ex-UMP)

Pour Pierre Laurent, secrétaire national du PCF, le débat avec son partenaire le Parti de gauche, sur la stratégie à adopter pour les élections municipales *"ne justifie en rien la remise en cause (...) du Front de gauche"*.

"Il y a un débat qui se concentre sur la stratégie municipales dans une partie des grandes villes de France. Nous l'assumons", explique Pierre Laurent dans une interview à l'Humanité à paraître vendredi.

"Il ne justifie en rien la remise en cause de la dynamique unitaire et absolument nécessaire du Front de gauche", ajoute le secrétaire national du PCF.

"Et encore moins des déclarations d'exclusion du Front de gauche prononcées par certains contre d'autres. Qui aurait d'ailleurs ce pouvoir?", ajoute-t-il.

Alors que les dirigeants communistes parisiens se sont exprimés majoritairement pour une alliance avec les socialistes, à Marseille, le choix d'une liste autonome avec les autres forces de Front de gauche remporte les suffrages.

Ce sont les militants communistes qui trancheront.

Le Parti de gauche a averti jeudi le PCF, son principal partenaire au sein du Front de gauche, que l'avenir de cette alliance était *"en cause"* si les communistes persistaient dans leur volonté d'union au premier tour avec le PS à Paris. AFP 10.10

Il faut **"associer"** les **"citoyens"** à la gestion du capitalisme à travers la gestion municipale, la droite en rêve !

Les communistes marseillais ont annoncé jeudi opter pour des *«listes de rassemblement populaire»* au sein du Front de gauche aux municipales à Marseille, se ralliant au Parti de gauche (PG) qui avait dit en juin souhaiter des listes autonomes par rapport au PS. Près de sept adhérents cotisants sur 10 ont participé à la consultation interne au PCF, et 92,5% des votants ont *«confirmé leur attachement au Front de gauche, leur refus des compromissions et du clientélisme»*, a précisé Jean-Marc Coppola, chef de file des communistes pour les municipales, dans un communiqué. *«Ils ont redit avec force leur volonté de contribuer à la défaite de la droite et au recul de l'extrême droite en proposant une alternative de gauche, offensive sur les contenus et exigeante sur la nécessité d'un vrai changement»*, ajoute-t-il, prônant *«la constitution de listes aux portes grandes ouvertes»* aux collectifs de citoyens, militants politiques, associatifs et syndicaux.

«Je ne vois pas de présentation par les candidats et candidates socialistes aux primaires de marqueurs de gauche, que ce soit sur le fond de leurs propositions, mais surtout dans leur démarche. Les citoyens restent pour eux des spectateurs, ils ne cherchent pas à les associer, c'est une différence fondamentale», a-t-il dit à l'AFP pour justifier son refus de l'union au premier tour avec le PS. *«Aujourd'hui on ne peut qu'être satisfait de ce choix»*, a réagi Marie Batoux, porte-parole du Parti de gauche à Marseille et membre du bureau national. Liberation.fr 10.10

Il faut croire qu'à Paris le PS a présenté des *marqueurs de gauche* !

Confirmation. Ils tiennent trop à leurs prébendes.

Igor Zamichiei, secrétaire départemental PCF, anticipant les critiques sur un *"risque d'éclatement du Front de gauche"*, a déclaré à la presse ne pas *"penser que (c'était) un risque réel"*.

Le chef de file des députés Front de gauche, André Chassaigne, a même affirmé jeudi tenir au Front de gauche comme à la *"prunelle"* de ses yeux, en justifiant les alliances PCF-PS pour les municipales par le besoin de *"rassemblement"* à gauche. AFP 10.10

Se *"rassembler"* avec le parti qui poursuit la politique de Sarkozy : Ah bas le PCF et le Front de gauche ! Ah bas la collaboration de classes !

Un fin stratège ou plutôt une manoeuvre grotesque.

"Il est évident que le PS compte sur cette manoeuvre politique pour parvenir enfin à diviser le Front de gauche et affaiblir sa lisibilité nationale en le faisant disparaître à Paris", a assuré Eric Coquerel (PG) dans son communiqué. AFP 10.10

En réalité, c'est exactement l'inverse : l'alliance avec le PS à la vertu d'apparaître comme un facteur de division à l'intérieur du Front de gauche pour contraindre ses composantes à s'entendre car aucun ne souhaite son éclatement, et une fois uni pour le meilleur et le pire, c'est le PS qui en tire bénéfice, CQFD.

Non mais attendez, ces gens-là les Coquerel et Cie. prennent les militants pour des abrutis, les leurs le sont peut-être, qu'ils les méprisent ainsi n'aurait rien d'étonnant.

Au nom de la laïcité.

1- Le gouvernement finance le sionisme

Au lendemain du lancement de la charte de la laïcité par le Ministre de l'Education Vincent Peillon, le journal Libération nous apprend que l'Etat français subventionnera à hauteur de 2 millions d'euros le Centre Européen du Judaïsme. Un cadeau qu'a confirmé Manuel Valls à la cérémonie du nouvel An Juif (Roch Hachana) sur le terrain du futur Centre Européen du Judaïsme dans le XVII de Paris.

D'une superficie de près de 5000 m², le Centre Européen du Judaïsme est projet de taille, il comprendra une synagogue, un hall d'exposition, des salles de réunion et des bureaux. Il devrait au plus tôt voir le jour à l'automne 2015. Selon la fondation du Judaïsme français, ce projet répond à manque de structure communautaires juives dans l'Ouest parisien. Plus globalement, le centre ambitionne de devenir le coeur du judaïsme en France et en Europe.

Outre les faveurs de la République française laïque, Libération indique que le conseil régional d'Ile de France participera à hauteur de 700 000 euros au projet. La mairie de Paris propriétaire du terrain a elle aussi indiqué qu'elle soutenait la construction du Centre.

Laïcité ? circulez il n'y a rien à voir. Ces mêmes qui donnent la leçon aux musulmans en tentant de limiter toute forme de visibilité de l'islam au nom de la laïcité, n'hésitent pas à subventionner des projets religieux via l'argent du contribuable. Il existe en France, des concepts derrière lesquels se cachent la classe politique pour mieux discriminer, la laïcité en fait partie. ajib.fr 20.09

Mes recherches sur Internet pour trouver l'article original de Libération sont demeurées infructueuses, apparemment ils se sont empressés de le faire disparaître, le banquier sioniste Rothschild à qui appartient ce journal appréciera.

2- Le gouvernement finance la formation d'imams.

La formation débouchant sur un diplôme universitaire de «Religion, liberté religieuse et laïcité» assurée par l'université Lyon III, l'Université Catholique de Lyon et l'IFCM est entièrement financé sur fonds publics : 83.000 euros par le biais de l'Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances (Acsé), 10500 euros par l'Etat. Deux publics distincts sont concernés : les agents de l'Etat, et les imams, aumôniers et responsables associatifs musulmans.

Dans son discours, le ministre s'est un peu emmêlé les pinceaux lorsqu'il a déclaré aux dirigeants des universités et de l'ICFM présents : «*Il faut former des imams français et c'est ce que vous êtes en train de faire*». Si c'était le cas, ce serait, pour le coup, une grave entrave à la loi interdisant à l'Etat tout financement des cultes. Libération.fr 10.10

Cadeaux aux patrons, le ministre du Budget : "c'est plus que ces dernières années".

- Le Medef pour créer un million d'emplois, sous conditions - Reuters

Le président du Medef se fixe pour objectif la création d'un million d'emplois nets en cinq ans en France en contrepartie d'un geste du gouvernement pour alléger la pression fiscale et réglementaire sur les entreprises.

"*La mobilisation des patrons devrait être de créer de l'emploi et pour faire ça, nous avons besoin absolument de conditions fiscales, sociales, réglementaires, qui doivent aller dans le sens de cette création d'emplois*", a-t-il justifié.

Dans une interview publiée jeudi dans Libération, le ministre du Budget, Bernard Cazeneuve, affirme sa volonté de passer de "*la culture de la confrontation à celle du compromis*" avec les chefs d'entreprise tout en prévenant que s'il "*a raison de tendre la main*", le gouvernement ne doit pas "*tendre la joue*".

"*Nous nous sommes retrouvés face à des postures, chacun voit que le monde patronal est encore dans la dynamique de l'élection interne au Medef. (...) C'est la raison pour laquelle nous avons décidé d'être patients et persévérants*", déclare-t-il.

S'il veut "*repositiver*" le monde de l'entreprise, qui "*a 80% des solutions des problèmes du pays en main*", le gouvernement doit aussi "*avoir le courage politique d'optimiser la dépense publique du pays*", a insisté Pierre Gattaz.

Réponse de Bernard Cazeneuve : "*Nous ferons 15 milliards d'économies en 2014. On peut penser que ce n'est pas assez, mais pas nier que c'est plus que ces dernières années*".

"*Je crois qu'il y a urgence, il y a des chefs d'entreprise qui en ont marre. Il faut écouter cette urgence, et j'espère qu'il n'y aura pas 'carton rouge', car je ne veux pas être le patron des patrons en colère*", a conclu Pierre Gattaz. Reuters 10.10

Jésuitisme et nihilisme

Le nihiliste n'est pas celui qui ne croit à rien, mais celui qui ne croit pas à ce qui est. (A. Camus, l'Homme révolté)

L'association du jésuitisme au nihilisme va plus loin encore dans la négation ou la déformation de la réalité, elle consiste à ne pas croire ou à nier les conséquences de ces qui est.

Récupération et manipulation. Un sondage qui n'a rien d'anodin. Opération sous fausse bannière lancée par l'association Voisins solidaires.

- Entreprise : aimez-vous vos collègues de bureau ? - LePoint.fr

Non, je les déteste !

- Quel est le profil du collègue le plus insupportable? - L'Expansion.com

Celui qui renifle, se racle la gorge sans arrêt, rote, pète, se met les doigts dans le pif, se gratte le cul, pue la sueur ou l'eau de Cologne à la Lavande, bouffe un sandwich au camembert à 10h, vous raconte sa vie...

- De l'art de fayoter au bureau - L'Express.fr

Arriver avant son chef ou partir le dernier, finir son boulot avant les autres et en redemander, demander à son chef s'il va bien, lui souhaiter une bonne journée ou une bonne soirée, de passer un bon week-end ou de bonnes vacances...

- Comment supporter ses collègues (même ceux qui sentent mauvais) - Francetv

On ne les supporte pas, on les subit, comme le reste d'ailleurs, on n'a pas le choix !

Mais qu'est-ce que cela peut leur foutre bordel !

Comment lisser les problèmes engendrés par la survie du capitalisme qui se traduit par la décomposition de tous les rapports dans la société, comment mieux supporter, s'adapter à cette société pour ne pas avoir envie de la remettre en cause, et surtout comment tenter de régler ses problèmes sur le plan individuel au lieu d'envisager une solution collective, comment vivre avec et s'estimer heureux parce qu'en définitif il n'existe pas de solution immédiate...

Comment rechercher en soi la solution aux problèmes sociaux produits par le capitalisme car finalement nous sommes responsables individuellement, comment vivre dans un état de culpabilité permanente... Quand vous rencontrez un problème au cours de votre vie, ne cherchez pas à l'extérieur, ne vous posez pas de questions sur la société, la réponse est en vous, vous en êtes responsable, tout comme le miséreux est responsable de son état, quelque part il l'a bien cherché, qu'il se démerde pour en tirer avantage, avec un peu d'effort et de volonté il devrait y arriver et supporter sa condition dans la bonne humeur, le bonheur est à la portée de tous qu'est-ce que vos croyez tas d'ignorants, elle n'est pas belle la société, et le monde n'est-il pas formidable, la vie est belle pour qui sait l'apprécier à sa juste valeur, amen.

C'est l'association Voisins solidaires qui avait commandé ce sondage.

Qu'est-ce que Voisins solidaires ?

Une association créée en 2007 par Atanase Périfan...

Qui est Atanase Périfan ?

Atanase Périfan, né en 1964, est adjoint, sans étiquette, au maire du 17e arrondissement de Paris, chargé de la solidarité, de la

famille et de la proximité. Il est élu depuis 1989. Il est le créateur de la Fête des voisins, qui a lieu depuis 2000 le dernier vendredi du mois de mai, ainsi que de l'association Voisins Solidaires. Il préside la Fédération européenne des solidarités de proximité.

Il fait bon vivre en France et dans l'UE.

Il a eu l'idée de la création de la Fête des voisins - Immeubles en fête en 1990 dans le 17e arrondissement de Paris en découvrant une femme âgée décédée depuis 2 mois. En 1999, il lance officiellement dans le 17e l'opération « Immeubles en Fête - la Fête des Voisins » puis en 2000 en France. En 2003, il l'étend à l'Europe avec la « Journée européenne des voisins ». En 2008, plus de 8 millions de personnes y ont participé, 1000 villes et bailleurs sociaux en ont été partenaires dans 20 pays de l'Union et 9 pays dans le reste du monde.

En mai 2005, il publie Pas de quartier pour l'indifférence : pour en finir avec la France dépressive.

Comment expliquer une telle expansion, qui l'a financé, l'Etat, l'UE, des fidèles fortunés ?

Le 10 octobre 2013, il est désigné tête de liste UMP dans le 20e arrondissement pour les élections municipales de 2014 à Paris.

Atanase Périfan est orthodoxe et sa femme catholique. Ils ont choisi de s'engager en lien avec la Communauté du Chemin Neuf.

La Communauté du Chemin Neuf est une communauté catholique à vocation œcuménique. Née d'un groupe de prière charismatique en 1973, elle compte près de 2 000 membres permanents dans 28 pays, et 12 000 personnes au service des missions de la communauté. Son principal fondateur est le père jésuite Laurent Fabre.

En 1971, le jésuite Laurent Fabre, alors séminariste, rencontre au séminaire diocésain de Lyon un étudiant jésuite américain, Mike Cawdrey, qui connaît le Renouveau charismatique américain. Celui-ci le convainc, ainsi que Bertrand Lepesant (plus tard fondateur de la Communauté du Puits de Jacob), de prendre deux jours de prière pour demander l'Esprit-Saint au Touvet. Deux jeunes protestants américains, arrivant de Taizé et partant en pèlerinage à Jérusalem, sont également invités. Lors de ce weekend, les deux Français reçoivent le Baptême dans le Saint-Esprit. À la suite de cette expérience, ils fondent un groupe de prière charismatique situé montée du Chemin Neuf .

La communauté se revendique également d'une spiritualité ignatienne qui pratique les exercices spirituels de Saint Ignace de Loyola...

Parmi ceux-ci j'ai trouvé cette prière qui relève de la lobotomie ou du lavage de cerveau, puisque le fidèle est appelé à faire don de sa volonté, de sa liberté, de sa mémoire, de tout ce qui pouvait faire de lui un homme libre et un esprit critique, il est rendu à l'état de légume et son cerveau est prêt à être formaté selon les critères des hommes d'église qu'il a en face de lui :

"Prends Seigneur et reçois toute ma liberté, ma mémoire, mon intelligence et toute ma volonté, tout ce que j'ai et possède. Tu me l'as donné: à Toi, Seigneur, je le rends. Tout est tien ; disposes-en selon ton entière volonté. Donne-moi ton amour et ta grâce. C'est assez pour moi" (source :Wikipedia)

Je ne suis pas sûr que sa volonté m'autorise à continuer, qu'est-ce que vous en pensez ? On s'en tape !

[Ce n'est pas pour rien que les USA sont le pays de la Liberté. On y a la liberté d'être pauvre et de mendier. \(Un internaute\) A condition d'avoir un permis !](#)

- Une ville américaine invente le permis de mendier - LeFigaro.fr

Dans la ville de Middle Township, aux États-Unis, demander une pièce dans la rue devient tout aussi réglementé que de pratiquer la chasse, la pêche ou de conduire un véhicule: dans cette commune du New Jersey, il faudra bientôt un permis pour pratiquer la mendicité.

À l'origine de la mesure, une augmentation des cas de mendicité agressive. Le chef de la police locale s'alarme. Il affirme ainsi recueillir de «*nombreuses plaintes de personnes suivies sur le chemin de leur voiture*» ces derniers mois par des mendiants demandant «*trois ou quatre fois de suite de l'argent*». Une situation qui, selon lui, justifie la curieuse mesure adoptée par le conseil municipal.

Le permis sera gratuit et renouvelable. Il faudra seulement en faire la demande par écrit. Chaque permis sera délivré au cas par cas après avoir été soumis à l'examen minutieux de la police municipale.

Seulement, la volonté des élus ne s'arrête pas là. Une longue liste d'interdictions est liée au projet: interdiction de mendier à moins de 30 mètres d'un distributeur de billets, de mendier aux fenêtres des véhicules, de mendier dans les transports publics ou aux

arrêts, entre 20 heures et 8 heures du matin, sur une propriété privée, à moins de 8 mètres de la sortie d'une entreprise. Elle prohibe également le fait d'arrêter les passants ou les véhicules. Les ONG ne sont pas visées par ces mesures.

L'amende, en cas d'absence de permis, s'élève à 250 dollars à la première arrestation et jusqu'à 1000 à la troisième, assortis de 30 jours de prison et de 15 jours de travail d'intérêt général. La mesure doit entrer en vigueur le 27 octobre. LeFigaro.fr 10.10

[Le "calmar géant" étouffe le monde entier.](#)

- Goldman Sachs n'a pas rompu avec sa stratégie de lobbying haut de gamme - lemonde.fr

Le recrutement par Goldman Sachs de l'ancien président de la Banque mondiale, Robert Zoellick, au poste de chef des conseillers internationaux ne manquera pas de relancer la polémique sur le réseau d'influence de la banque d'affaires américaine.

En particulier, Goldman Sachs veut en finir avec l'étiquette de "*calmar géant enroulé sur le visage de l'humanité*" apposée en 2009 par Matt Taibbi, spécialiste des enquêtes au long cours du magazine américain "*Rolling Stone*", en raison de son réseau d'influence unique au monde.

Il faut dire qu'on trouve un certain nombre d'anciens de la banque américaine à la tête de la Banque centrale européenne (Mario Draghi), de la Banque d'Angleterre (Mark Carney) ou du gouvernement italien (Mario Monti entre 2011 et 2013), ou encore au sein du gouvernement britannique de David Cameron. De quoi alimenter les pires théories du complot anglo-saxon qui fourmillent sur internet.

Il y a aussi urgence à se faire pardonner l'aide apportée, en 2000, par la banque au gouvernement grec pour maquiller ses comptes, contribuant ainsi, une décennie plus tard, au torpillage de la monnaie unique.

Le capitalisme d'accès que représente le "*gouvernement Goldman*" a toutefois mangé son pain blanc. Les complicités anciennes se révèlent moins utiles face à des politiciens sensibles à l'impopularité des professionnels de la finance, tenus pour responsables des politiques d'austérité provoquées par la crise.

Le carnet d'adresses ne suffit plus sur une planète financière complexe et technique et face à une nouvelle génération d'industriels moins pétris de respect pour l'establishment financier.

Enfin, les gouvernements veillent à se tenir à l'écart des conflits d'intérêt face à l'irruption de nouveaux acteurs comme les ONG, les groupes d'actionnaires, les investisseurs institutionnels et les médias qui réclament des comptes.

Mais dans les pays émergents, les missi dominici issus de la politique comme de la haute fonction publique ont encore leur utilité. La nomination de Robert Zoellick s'inscrit dans ce cadre.

L'ancien patron de la Banque mondiale, qui fut auparavant le représentant des Etats-Unis au commerce international, a ses entrées à Pékin, à Delhi, à Brasilia ou à Moscou.

L'entregent considérable et la connaissance des coulisses des Etats lui permettent d'appeler directement les décideurs. Sa vaste expérience facilite l'obtention de mandats.

Au demeurant, Goldman Sachs n'est pas la seule à recentrer ses efforts de lobbying haut de gamme sur les pays émergents. Telle est aussi la mission de l'ex-premier ministre britannique, Tony Blair chez JP Morgan, de l'ancien ministre britannique du commerce, lord Mandelson chez Lazard, de l'ancien chancelier allemand, Gerhard Schröder chez Rothschild, ou de l'ex-patron de la BERD, Jean Lemierre chez BNP Paribas. lemonde.fr 08.10

Le Monde écrit "*De quoi alimenter les pires théories du complot anglo-saxon qui fourmillent sur internet*", qui sont parfaitement justifiés d'une part parce que Goldman Sachs le nie, d'autre part parce que tous les gouvernements et tous les partis le nient aussi, on pourrait ajouter que la population ou les travailleurs l'ignorent aussi, on est donc en droit de parler de complot contre le prolétariat mondial, contre l'humanité entière au profit de l'oligarchie financière et ses larbins de l'élite intellectuelle dont fait partie Le Monde.

[ACTUALITE EN TITRES](#)

[Seul le profit compte pour eux, rien ne les arrête.](#)

- Montebourg fait la promotion du nucléaire français en Turquie - L'Expansion.com

- La France veut doubler ses exportations vers l'Irak - AFP

Les ennemis de la démocratie.

- Jean-François Copé : "*Hollande instrumentalise le FN*" - Le Nouvel Observateur

- 53% des sympathisants UMP favorables à un accord avec le FN - 20minutes.fr

- SOS Racisme va demander l'annulation de l'arrêté «anti-bivouac» à Nice - Liberation.fr

- Roms : le Mrap va porter plainte contre Manuel Valls - LeFigaro.fr

- Les médias sociaux sont-ils un allié de la démocratie? - L'Express.fr

- Une majorité de Français opposée à la clause de conscience des maires - LePoint.fr

Résister ne suffit plus, il faut passer à l'offensive.

- La vente des machines d'une entreprise en liquidation bloquée par ses ex-employés - Liberation.fr

- Des salariés "*humiliés*", bloquent l'abattoir de Lampaul-Guimiliau - AFP

- Saint-Nazaire appelle l'Etat à la rescousse - Liberation.fr

- Manifestation des salariés du pôle presse de Lagardère Active - LeMonde.fr

- Les salariés d'Alcatel-Lucent ont bloqué une usine près d'Orléans - LeMonde.fr

Corrompus, voyous, dépravés

- Bernard Tapie soupçonné de fraude fiscale - Liberation.fr

- Michèle Alliot-Marie visée par une enquête sur des mouvements de fonds suspects - LeMonde.fr -

- Le chef du protocole du ministère de l'Intérieur mis en cause pour des pratiques sexuelles extrêmes - 20minutes.fr

La vie de château !

- Pour près de 7 millions d'euros, vivez comme le marquis de La Fayette dans votre hôtel particulier du XVIIIème - siècle Atlantico.fr

- «*Une concentration extrême du patrimoine*» - Liberation.fr

Intox

- Comment l'Etat n'a pas su empêcher que la fraude fiscale et le blanchiment ne deviennent un sport de compétition en France - Atlantico.fr

- La taxe à 75% durcie en commission à l'Assemblée - Reuters

- Bernanke, l'homme qui a permis d'éviter que 2008 ne se transforme en une réédition de la crise de 1929 - Atlantico.fr

Question incongrue !

- Dix ans de radars automatiques : la nécessité de renflouer les caisses a-t-elle pris le pas sur la sécurité routière ? - Atlantico.fr

Ils ne méritent que le mépris des femmes.

- «Les femmes sont loin d'être irréprochables au volant» - 20minutes.fr
- Route : les femmes envoient plus de SMS au volant que les hommes - Le Nouvel Observateur
- Femme et chef d'orchestre ? Le compositeur Bruno Mantovani n'y croit pas - LeMonde.fr
- Une «femme du XXe siècle» susceptible d'entrer au Panthéon ? - Liberation.fr -
- Hollande encouragé à ne faire entrer que des femmes au Panthéon - L'Express.fr
- "Une femme du XXe siècle", profil type pour entrer au Panthéon - LeMonde.fr
- Eva Braun, Golda Meir, Indira Gandhi, Thatcher, que des femmes admirables, pour Merkel il faudra encore attendre un peu, mais en attendant Judith de Bavière (805-843) Reine des Francs Impératrice d'Occident ou encore Gerberge de Saxe elle aussi Reine des Francs pourrait faire l'affaire, bien qu'il persiste un doute sur la date de sa mort 969 ou 984, mais bon, depuis elle est bien trépassée ! Hollande pourrait opter pour Marie-Antoinette, mais au moment de recoller la tête au tronc il faudrait qu'il crie « Vive la République ! » et ça il en serait incapable ! (Cri poussé par son bourreau, Henri Sanson, en brandissant sa tête au peuple - wikipedia)

Ne tapez pas "femmes dictateurs dans le monde" les moteurs de recherche vous sortiront uniquement la listes des "femmes de dictateurs", la femme dictateur, dominatrice n'existe pas.

Barbarie

- Etats-Unis: Des condamnés à mort exécutés avec des anesthésiants pour animaux - 20minutes.fr Les Etats américains, confrontés à une pénurie de barbituriques pour conduire leurs exécutions, n'ont d'autre choix que de se tourner vers des produits non homologués, au grand dam des prisonniers qui craignent de mourir dans des souffrances atroces.

Deux hommes ont été exécutés mercredi au Texas et en Arizona, par l'injection à dose létale d'un anesthésiant pour animaux, qui avait été fabriqué par un préparateur en pharmacie non agréé au niveau fédéral. Les deux condamnés avaient sans succès porté l'affaire en justice -jusque devant la Cour suprême pour l'un d'entre eux- arguant que la préparation n'avait été ni testée ni approuvée et qu'elle risquait de leur faire subir un «*châtiment cruel*» interdit par la Constitution.

- Les rebelles syriens ont exécuté 67 civils de la confession d'Al-Assad, selon HRW - AFP
- Pakistan: au moins 9 morts et plus de 60 blessés dans des attentats - AFP

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Etats-Unis

- Le numéro 2 du Pentagone démissionne - lemonde.fr

Le numéro deux du Pentagone, Ashton Carter, a démissionné de son poste, a annoncé jeudi 10 octobre le secrétaire à la défense Chuck Hagel.

M. Carter devait rester à son poste encore deux mois pour aider le Pentagone pendant la paralysie des administrations centrales, faute d'accord budgétaire au Congrès. Il occupait ce poste depuis octobre 2011, et a donc également servi le prédécesseur de M. Hagel, Leon Panetta, sous l'autorité duquel il disposait de davantage d'autonomie, ont rapporté certains médias. M. Carter avait même figuré sur une liste de potentiels secrétaires à la défense pour succéder à M. Panetta.

Mais M. Hagel a davantage de mainmise sur les dossiers et avait défini de manière plus limitée le rôle de M. Carter, qui était limité au budget de la défense, selon d'anciens responsables et la revue Foreign Policy.

Avant ce poste, M. Carter travaillait comme premier acheteur d'armes en tant que secrétaire adjoint chargé des acquisitions, de la technologie et de la logistique, supervisant un projet d'achat d'armements lourds pour l'Afghanistan.

Ancien professeur à Harvard, diplômé d'un doctorat en physique théorique à l'université d'Oxford, M. Carter a déjà travaillé au Pentagone sous le président Bill Clinton dans les années 1990 et est considéré comme un expert en contrôle des armes. "Il possède une connaissance inégalée de chaque facette des entreprises de défense en Amérique, pour avoir travaillé directement et indirectement pour onze secrétaires à la défense", a précisé M. Hagel. lemonde.fr 11.10

2- Israël

-Israël "au seuil de frappes aériennes contre l'Iran".

Selon le journal World Tribune, Netanyahu serait au seuil de déclencher une offensive aérienne de vaste envergure contre l'Iran. Le journal qui cite le centre d'études politiques aux Etats-Unis, mentionne le nom de Gate Astun, l'un de ses analystes pour affirmer que "l'insistance mise par Netanyahu sur une action armée contre l'Iran rend plus plausible la possibilité que ces attaques aient lieu tout prochainement". " Pour lancer ses frappes, les israéliens viennent de recevoir des américains, des missiles balistiques, des F15 et F16 , des dispositifs de cyberguerre ".

Le journal dont des extraits sont largement repris par Al Arabiya poursuit : " la rencontre Iran/5+1 qui aura lieu les 15 et 16 octobre, sera la dernière chance pour l'Iran en vue de parvenir à un accord avec l'Occident sur son nucléaire car Israël est déterminé à empêcher par tous les moyens possibles l'Iran d'accéder à la bombe atomique". Le journal cite aussi un autre analyste militaire israélien Jacov qui souligne la panique de Netanyahu : " Netanyahu sait que Washington cherche à alléger les sanctions contre l'Iran et il sait aussi que les iraniens se sont engagés idéologiquement et religieusement à détruire Israël".

Les analystes politiques estiment que ces informations visent surtout à faire fléchir l'Iran au seuil de nouvelles négociations nucléaires et à aplanir le terrain à ce que Téhéran jette du lest. dans ce même sens, certains commentateurs soulignent que Netanyahu, secoué par la perspective d'un rapprochement Iran/Etats-Unis, croit que le seul moyen de saper une telle entente serait celui d'attaquer l'Iran . C'est seulement à ce prix qu'il réussirait à liguier les Etats-Unis sur Israël et à empêcher une entente. mardi le secrétaire à la défense Chuck Hagel a réaffirmé que son pays n'autorisera jamais l'Iran à avoir sa bombe atomique. french.trib.10.10

SOCIAL

1- France

Grand Paris : la facture sera salée pour les usagers - lefigaro.fr

2,42 euros. C'est le prix qu'il faudra payer en 2025 pour un ticket de métro, selon les nouvelles dispositions proposées mardi en conseil régional. Pour financer les travaux du Grand Paris, une augmentation des tarifs des transports publics est à l'étude, selon . A raison de 3% par an pendant 12 ans, cela représente une hausse globale de... 42%!

Il faudrait ainsi déboursier 161,40€ en 2025 pour avoir accès aux cinq zones du passe Navigo, qui coûte aujourd'hui 113,20€. Et 92,82€ pour seulement deux zones, contre 65,10€ à l'heure actuelle. La facture sera même encore alourdie par la hausse de la TVA sur les transports, qui passera de 7 à 10% au 1er janvier prochain.

Une possible hausse des tarifs a été confirmée à demi-mots par le Syndicat des transports d'Île-de-France (Stif), qui définit les tarifs des différents moyens de transport franciliens et les programmes d'investissement. Les chiffres évoqués par Le Parisien-Aujourd'hui en France «ne sont pas forcément faux», révèle le syndicat. Ils font partie des scénarii envisagés au cours du débat d'orientation budgétaire qui s'est ouvert mercredi. «Mais rien n'est décidé», prévient-il. Les tarifs définitifs ne seront connus qu'après le vote du conseil d'administration qui aura lieu en décembre.

Le Grand Paris comprend notamment un supermétro qui doit desservir 72 nouvelles gares autour de la capitale. Estimé à 26 milliards d'euros, le projet représente 4,5 milliards d'investissements pour le Stif. La fixation des tarifs est réalisée «dans un souci de développement de l'offre afin d'améliorer la qualité du service, souligne encore le Stif. C'est pourquoi nous avons besoin de ressources.» lefigaro.fr 10.10

2- Grèce

Le chômage a atteint 27,6% de la population active en juillet. Quant à la production industrielle, elle a chuté de 7,2% en août, son quatrième mois consécutif de repli.

Chez les jeunes Grecs, le taux de chômage atteint 55,1%. Reuters 10.10

3- Madagascar

Quatre millions d'habitants des zones rurales de Madagascar sont en situation d'insécurité alimentaire suite à la récolte réduite de riz de cette année, ont mis en garde mercredi deux agences spécialisées de l'ONU.

"La production de riz, l'aliment de base, et de maïs a souffert de conditions météorologiques capricieuses et d'une invasion de criquets. L'insécurité alimentaire risque de toucher 9,6 millions d'autres personnes", estiment l'organisation de l'ONU pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le Programme alimentaire mondial (PAM) dans un rapport conjoint.

Ce document attribue la mauvaise campagne agricole à plusieurs facteurs: des conditions météorologiques irrégulières l'an dernier, des cyclones en début d'année qui ont causé des inondations, suivis d'une période de faible pluviosité.

Le rapport mentionne également les dégâts provoqués par une invasion acridienne qui a eu le double effet de provoquer des dégâts aux cultures et de dissuader les agriculteurs de semer, selon les deux agences spécialisées qui ont leurs sièges respectifs à Rome.

La production rizicole a fléchi de 21% cette année, selon leurs chiffres, ce qui entraînera un déficit national de riz de 240. 000 tonnes. Quant à la production de maïs de 2013, elle ne saura satisfaire les besoins intérieurs et on estime à 28. 000 tonnes les besoins d'importation pour combler le déficit, ajoutent les deux agences, qui ont effectué une mission sur l'île.

Un programme triennal de lutte antiacridienne, mis en oeuvre par la FAO et le gouvernement malgache, a démarré sur l'île fin septembre avec des opérations aériennes visant à identifier et localiser les populations de criquets. Les traitements devraient débuter d'ici fin octobre sur plus de deux millions d'hectares de terres infestées.

"La nourriture est la principale dépense d'environ un tiers des ménages qui y consacrent jusqu'à 75% de leur budget", précise le rapport FAO-PAM.

Les difficultés actuelles de Madagascar traduisent des années de déclin économique, l'aggravation de la pauvreté, des services publics limités et une série de catastrophes naturelles qui ont pesé sur les moyens d'existence et les stratégies d'adaptation des habitants, selon les deux agences.

Dans ce contexte, le PAM et la FAO fournissent une aide alimentaire aux catégories les plus vulnérables, ciblée sur les besoins particuliers des enfants et des femmes enceintes ou allaitantes. french.trib.ir 09.10

[Haut de page ↗](#)

Le 12 octobre 2013

CAUSERIE

Samedi 1h41.

J'ai ajouté 31 nouveaux articles et j'ai corrigé 4 liens erronés dans les articles d'octobre.

Samedi 22h35. Le boulot est terminé.

Depuis que j'ai arrêté le pétard (un minuscule stick en réalité pour me détendre et mieux dormir) en décembre, j'ai gagné en énergie. Depuis 15 jours que j'ai complètement arrêté l'alcool, je redouble d'énergie, et si je ne traînais pas cette vieille fatigue derrière moi je crois bien qu'on pourrait passer au double turbo, c'est génial !

Je n'y croyais pas pour tout vous dire, on est con parfois, je n'ai pas un complexe d'infériorité, mais connaissant mes faiblesses et mes lacunes je pensais les combler par des ersatz, je ne pensais pas que j'avais les qualités pour me débrouiller sans rien, bon cela ne va pas chier loin ce que je fais, ce ne sont pas mes détracteurs qui diront le contraire, eux font cent fois pire, mais à

la différence de moi ils en sont satisfaits, alors je ne suis jamais satisfait de mon boulot ou pas totalement, on ne peut pas être exigeant envers les autres sans l'être soi-même où alors on est un charlot, un branleur, il est tard alors je me lâche un peu.

C'est difficile de penser qu'on est capable de quelque chose, surtout quand on ne bosse pas. Si parfois je peux passer pour prétentieux, c'est bien mal me connaître et me comprendre, en réalité pas du tout, c'est plutôt l'inverse, je me sous-estime en permanence, et quand j'avance c'est parce que je suis pris dans un processus qui me porte à aller de l'avant, car si cela ne tenait qu'à moi je ferais du sur-place, ce n'est pas que je suis incapable de prendre une décision mais je suis rarement sûr que c'est la bonne.

J'ai beaucoup bougé dans ma vie, mais en réalité j'étais voué à passer ma vie et à travailler au même endroit sans que cela ne me pose un problème, je suis hyper casanier et je n'avais pas du tout l'âme d'un voyageur, j'ai déménagé environ 25 fois, bossé dans 45 boîtes et j'ai atterri en Inde, j'ai fait tout le contraire de ce pourquoi j'étais fait, c'est curieux quand même, ce n'est pas une question existentialiste puisque je peux très bien expliquer pourquoi les choses se sont pas de la sorte, au-delà de ma volonté, j'ai plutôt subi ce qui m'est arrivé, la part de décision est infime dans ce qui m'est arrivé, mais parfois déterminante, et c'est là que sans le vouloir je dois avouer que j'ai eu du bol, cela me dépasse, ce qui m'incite d'ailleurs à être extrêmement modeste.

Je pense que le simple fait de se poser un tas de questions sur tout ce qui nous arrive constitue un enseignement d'une qualité irremplaçable, c'est peut-être cela la véritable école de la vie, la meilleure, à condition d'être honnête avec soi-même, on ne l'est pas toujours, mais on doit s'efforcer de s'améliorer sur ce côté-là aussi.

S'il devait y avoir une morale à cette histoire, elle serait diamétralement opposée à celle des croyants qui se délestent de leur volonté pour la remettre entre les mains d'un dieu. Moi je la mets au service des expériences que je suis amené à vivre, ce qui me permet d'accroître mon niveau de conscience, et ce qui est extraordinaire ou paradoxal, c'est que je n'en ai pas conscience sur le coup, mais plus tard, il y a un décalage. En réalité ce qui se passe, c'est que lorsqu'on prend une décision ou une nouvelle direction qui le plus souvent nous est plus ou moins imposée, on ne se rend compte des conséquences qu'elle a sur notre vie ou la manière dont on la vit au fil du temps qu'au bout d'un certain temps. Il y a bien prise de conscience parce qu'on continue de se poser des questions mais on n'est pas en permanence en train de s'interroger sur notre comportement ou notre état d'esprit, on ne passe pas notre temps à s'observer, c'est quand on prend le temps de se poser ou qu'on fait le point de la situation, qu'on réfléchit à sa vie qu'on prend conscience du chemin parcouru et comment on l'a vécu, on peut renouveler l'expérience à intervalles réguliers et rapprochés, c'est une bonne méthode pour progresser pas à pas et ne pas s'égarer, la vie est pleine d'embûches si on n'y prend pas garde.

C'est une bonne méthode à condition de ne pas en abuser et de ne pas rester bloquer sur soi. La vraie vie se déroule dans la société, au contact des autres, de la nature. C'est cet échange permanent qui nourrit et enrichit notre expérience, on n'apprend pas à se connaître en se regardant le nombril, mais en observant les réactions qu'on a au contact du monde extérieur, sinon on se coupe de la réalité et on peut sombrer dans la folie.

Dans une vidéo consacrée à une communauté créée par des étrangers en 1973, Auroville, inspirée par un philosophe indien sri Aurobindo et fondée par une de ses disciples française qui se faisait appelée la Mère, une sorte d'illuminée baba cool des années 68 qu'ils ont fini par déifier littéralement, c'est à une encablure de chez moi, dans cette vidéo un Indien a répondu à une question d'un journaliste qu'Aurobindo valait mieux que Marx parce qu'il fallait commencer par changer les hommes et non la société, parce que les problèmes auxquels étaient confrontés les hommes étaient en eux et non à l'extérieur, en réalité le problème est le rapport qu'entretiennent les hommes à la société et qui se trouve être faussé du fait de leur ignorance ou inconscience.

Le journaliste lui a fait remarquer que cela risquait de prendre beaucoup de temps au regard de la population mondiale. Cet Indien lui a répondu que ce n'était pas un problème puisque l'homme existe depuis des millions d'années. En observant son cadre de vie cossu, on pouvait immédiatement en déduire qu'il n'était pas vraiment dans le besoin et qu'il pouvait tranquillement attendre la fin de sa vie, alors que ce n'est pas le cas de centaines de millions d'Indiens qui quotidiennement se demandent comment ils vont pourvoir à leurs besoins et ceux de leurs familles.

Il a convenu tout de même que ce serait mieux si on pouvait s'arranger pour changer à la fois l'homme et la société. Si j'avais été en face de lui je lui aurais dit qu'en changeant la société c'était la vie de centaines de millions d'hommes qui pouvaient changer dans un laps de temps très court et ainsi abréger leurs souffrances, tandis qu'avec sa méthode ils n'en verraient jamais le bout, d'où la supériorité incontestable du marxisme, du socialisme et du communisme.

Je suis en forme, non ? Le combat continue, c'est le boulot de toute une vie, Freud ou Marx, au choix ou ensemble.

[Les Pays-Bas sont omniprésents, mais aussi discrets qu'un banquier.](#)

J'ai mis en ligne la liste des participants aux réunions du groupe Bilderberg de 2006 à 2009, je vous conseille vivement de les télécharger ainsi que les listes des dernières années et d'y jeter un oeil attentif, vous ferez des découvertes intéressantes et plus encore.

Si vous n'avez pas de temps à y consacrer, télécharger uniquement celle de 2009, la liste de ses participants est stupéfiante et au combien révélateur de la nature du groupe Bilderberg né en 1954 aux Pays-Bas, un pays minuscule, à peine plus important que la Suisse, un micro-Etat comme le Luxembourg ou le Qatar par exemple.

La liste de 2009 fourmillait de têtes couronnées, de présidents d'institutions, d'ex-chefs d'Etat ou d'anciens ministres, mais aussi de ministres en poste, de parlementaires en fonction, oui, c'est cela le plus extraordinaire dans cette liste, on peut ajouter des chefs de partis et bien sûr des banquiers et des dirigeants de multinationales, de médias, des industriels. Franchement quand j'ai observé cette liste pour la première fois j'ai été stupéfait, je me suis dit : voilà le gouvernement mondial il existe, tu l'as sous les yeux. On y reviendra dès que j'en trouverai le temps.

En attendant, un oeil sur les Pays-Bas qui abrite l'Organisation pour l'Interdiction des Armes Chimiques (OIAC) qui vient de recevoir le prix Nobel de la Paix et qui abrite un nombre incroyable d'organisations internationales de premier plan que ne peut pas justifier son poids économique ou sa puissance militaire. Commençons par la liste des participants hollandais aux réunions du groupe Bilderberg entre 2006 et 2009, certains sont des piliers de cette institution opaque.

Bilderberg 2006

NL, Netherlands, H.M. the Queen of The
NL, Halberstadt, Victor – Professor of Economics, Leiden University; Former Honorary Secretary General of Bilderberg Meetings
NL, Kleisterlee, Gerard J. – President and CEO, Royal Philips Electronics
NL, Verhagen, Maxime J.M. – Parliamentary Leader, Christian Democratic Appeal (CDA)
NL, Wellink, A.H.E.M. – President, De Nederlandsche Bank

Bilderberg 2007

Queen Beatrix Reine des Pays-Bas
Prince Bernhard Co-fondateur du Groupe de Bilderberg, ancien officier SS
Victor Halberstadt Professeur d'économie à l'université de Leiden (Pays-Bas) et ex secrétaire général des meetings du Bilderberg
John Kerr of Kinlochard Président de Royal Dutch Shell plc (the Netherlands)

Bilderberg 2008

NLD Orange, H.R.H. the Prince of
NLD Balkenende, Jan Peter Prime Minister
NLD Timmermans, Frans Minister of European Affairs
NLD Goddijn, Harold CEO, TomTom
NLD Halberstadt, Victor Professor of Economics, Leiden University; Former Honorary Secretary General of Bilderberg Meetings

Bilderberg 2009

Beatrix - reine des Pays-Bas
Ernst Hirsch Ballin - ministre de la Justice des Pays-Bas
Gerardus Johannes Wijers - ex-ministre de l'économie des Pays-Bas
Victor Halberstadt - professeur de sciences économiques Université de Leiden
Jeroen van der Veer - président de Royal Dutch Shell

Les organisations internationales

Conférence de La Haye de droit international privé (Hcch)
Cour Internationale de Justice (CIJ)
Cour Permanente d'Arbitrage (CPA)
Cour Pénale Internationale (CPI)
Tribunal Pénal International pour l'Ex-Yougoslavie
Le Tribunal spécial pour le Liban (TSL)
Tribunal des Réclamations Iran / Etats-Unis
La Cour spéciale pour la Sierra Leone,
Agence des C3 de l'OTAN
Centre international de lutte contre le terrorisme (ICCT)
Europol Europol Headquarters, The Hague, Netherlands
Agence Spatiale Européenne (ESA/ESTEC), à Noordwijk
Académie de droit international de La Haye
Conférence de La Haye de droit international privé, l'Office européen des Brevets

Organisation pour l'Interdiction des Armes Chimiques

La Coalition académique de La Haye (« Academic Coalition of The Hague ») : l'institut Grotius -qui dépend de l'Université de Leiden, l'institut Asser, la Fondation Carnegie, l'Institut des Etudes Sociales, l'institut Clingendael et, depuis 2005, l'Institut de La Haye pour l'internationalisation du droit. En 2011, s'est en outre créé l'Institut pour la Justice Globale.

Edifiant n'est-ce pas ?

Pourquoi ? Parce que c'est une monarchie ? Parce que les monarchies sont liées aux banquiers anglo-saxons-sionistes ? Par quels liens au juste ? Idéologiques. A garder en mémoire pour la suite.

Parole d'internaute.

(Commentaires suite à un article du journal Le Monde qui rendait compte de nouveaux actes barbares monstrueux commis par les mercenaires djihadistes qui massacrent la population civiles hommes, femmes et enfants en Syrie... et soutenu par Hollande-Fabius et Le Drian, notamment.)

1- "Ces faits sont connus depuis longtemps. Leur dénonciation par la courroie de transmission HRW indique simplement le changement de position des USA qui lâchent la rébellion."

Correct.

2- "Ceux qui s'intéressent vraiment au conflit syrien savent depuis longtemps que la barbarie des rebelles est sans commune mesure avec la violence de l'armée qui les combat. L'armée est encadrée et assez disciplinée, la rébellion veut le djihad mondial, dont la Syrie n'est qu'une étape. Les fous d'Allah qui la composent sont animés d'une haine mystique de tout ce qui n'est pas eux. C'est une force obscurantiste et génocidaire, soutenue par la France."

Correct.

3- "Devant ces massacres, les commanditaires devront rendre des comptes puisqu'il s'agissait visiblement d'une action planifiée d'épuration ethnique de la part des combattants de la liberté. Ces commanditaires se trouvent dans les pays gérontocrates du Golfe mais on peut aussi trouver les responsables dans nos propres capitales occidentales. "

Hollande et Fabius par exemple, notamment.

4- "Le Monde devient un journal d'information sur le conflit en Syrie et non plus un journal de propagande au service de Qatar et du Quai d'Orsay, ce qu'il était depuis plus de deux ans ; il faudrait que la rédaction s'explique sur cette falsification volontaire des événements alors que la réalité était aisée à connaître et à vérifier."

Vous rêvez éveillé, ces gens-là se comportent comme les ploutocrates du Golfe, de Washington ou Tel-Aviv ou encore de la Fed, ils n'ont de compte à rendre à personne.

5- "Le Monde déconne, ou plutôt il masque l'information dans un sens partisan (seul Bachar Al Assad a commis des crimes contre l'humanité bien sûr !)"

Non, vous croyez, Le Monde ?

6- "Question : est-ce que les gouvernants Français qui ont soutenu et continuent de soutenir les rebelles, seront accusés de complicité de crimes contre l'humanité ? Non, je plaisante !"

Même les dirigeants du NPA !

INFOS SUR LA SYRIE ET LA RÉGION

Lettre de l'émir du Qatar à Assad.

C'est sans doute un tournant !!selon les sources palestiniennes, l'un des membres du comité central du Fatah a rencontré il y a quelques jours le président syrien pour lui remettre le message du nouvel émir du Qatar Tamim c'est le journal AsSafir qui fait l'écho de cette rencontre pendant laquelle Abbas Zaki s'est entretenu avec Bachar Assad tout en lui transmettant le message de Tamim.

Dans son message, l'emir, mis à côté dans le dossier syrien par les Etats Unis qui ont préféré "*déléguer leurs pouvoirs*" aux saoudiens demandent à ce que les relations soient améliorées avec Damas. la rencontre qui a eu lieu le 7 octobre n'avait, selon AsSafir aucun rapport avec les conditions des palestiniens de Ramallah ou des réfugiés palestiniens de Syrie et était exclusivement consacrée aux relations Qatar/Syrie. Toujours à en croire Assafir l'emir Tamim avait rencontré Mahmoud Abbas au mois d'août dernier et lui avait demandé de tenter une reprise des liens auprès de Damas. Tamim aurait demandé à Abbas de dire à Assad que la politique étrangère du qatar avait changé de nature et que l'émirat adopterait pour une approche différente en Syrie qui se mettrait peu à peu sur place. french.irib.ir 11.10

Le renseignement turc infiltré de pro Assad?

Un tribunal en Turquie a condamné à des peines de prison un certain nombre d'agents de renseignement turcs qu'il a reconnu coupables d'avoir livré le général déserteur Hossein Harmoush, fondateur de l'ASL aux autorités syriennes.

Ces agents ont remis en août 2011 le général en question à Damas et ils écotent aujourd'hui jusqu'à de 20 ans de prison. Il s'agit de sept personnes qui selon le tribunal ont livré le militaire en échange de grosses sommes d'argent . le général a été arrêté en 2011 alors qu'il visitait un camp de réfugiés syriens sur les frontières turco syriennes. Le fait que le verdict soit rendu public à présent est bien significatif. Certaines informations font état de la présence d'un nombre de plus en plus grand des partisans d'Assad au sein du renseignement turc. french.irib.ir 11.10

Le chef "*français*" de l'EIIL tué à Alep.

L'armée nationale syrienne a pris pour cible de ses attaques cinglantes les repaires des terroristes de l'Etat islamique en Irak et au levant à Al Safira d'Alep tuant entre autre le chef "*français*" des terroristes qaidistes, surnommé Abou al Ghagha al Fransi. Selon Al Alam ce ressortissant français à été tué dans de violents combats dans la localité stratégique de Al Khanasser à rif d'Alep.

Les affrontements se poursuivent à rif de Damas, sur l'axe Zalka et les positions terroristes sont copieusement pilonnées. Les soldats de l'armée nationale ont pris le contrôle du pont stratégique de Zamalka et non loin de Al Sanaviyah à Harsata, des dizaines de miliciens ont été tués. A Zamalka, les soldats continuent à progresser surtout vers Douma à rif de Damas. Les unités de l'armée à Alep mènent la vie dure à l'EIIL et la saignée est grave dans les rangs des qaidistes. A Homs à Al Rastan, les terroristes ont été attaqués sur la route Moshrafa Tabiliseh . Les terroristes ont tiré des roquettes contre la cité Al Ansheaat provoquant la roposte de l'armée syrienne french.irib.ir 11.10

Les USA supprime l'armée israélienne de la liste des 10 premières armées du monde

Les Etats Unis viennent de supprimer l'armée israélienne de la liste des 10 armées les plus puissantes du monde! Globale Fire Power qui classifie chaque année les meilleures armées du monde ne mentionne pas dans son classement de 2013 l'armée israélienne tandis qu'il accorde la première place à l'armée égyptienne parmi les armées arabes.

Selon ce classement, l'armée US est placée en haut du peloton et viennent ensuite les armées, russe, chinoise, indienne, britannique, française, allemande, sud coréenne, italienne et brésilienne. le 11 rang est occupé par la Turquie, le 12eme par Le Pakistan et c'est seulement au treizième rang que se situe l'armée israélienne. french.irib.ir 11.10

La réaction se montre sous son vrai jour.

Pauvres cons, vous voyez où cela vous a mené de vous révolter, de vous soulever, de revendiquer une vie meilleure et de vous attaquer aux inégalités et aux injustices, de réclamer de nouveaux droits, vous allez en baver encore plus...

C'est un torchon du capitalisme financier dont le cynisme est sans limite qui vous le dit, vous feriez mieux d'accepter sans broncher le sort misérable qu'on vous a réservé, les curés ajouteraient parce que le bonheur est en vous-même. Et pour vous en sortir les banquiers de HSBC vous proposent avec une pointe d'ironie d'accepter une réduction de votre salaire et la suppression des subventions que l'Etat vous verse en échange d'un emploi... d'esclave !

A vous de choisir, ils veulent faire votre bonheur, tandis que vous vous acharnez à faire votre malheur en vous révoltant, pauvres bougres, vous ne méritez pas mieux...

- Le Printemps arabe, une révolution à 800 milliards de dollars - Slate.fr

«*Dans son rapport de recherche, HSBC prédisait qu'à la fin de l'année 2014, le produit intérieur brut des sept pays les plus touchés -Egypte, Tunisie, Libye, Syrie, Jordanie, Liban et Bahreïn- sera de 35% inférieur à ce qu'il aurait été si les révoltes de 2011 n'avaient pas eu lieu.*»

Comme le souligne le blog Beyond BRICs du Financial Times, le choix des pays est quelque peu étonnant. La Jordanie est relativement stable par rapport au Yémen par exemple. Pourquoi la Jordanie et pas le Maroc ou l'Algérie par exemple. Pourquoi pas les pays du Golfe qui ont dépensé des milliards pour faire en sorte que leurs populations ne se soulèvent? Beyond BRICs écrit:

«Les dégâts pour le monde arabe ne concernent pas simplement le PIB. Le chômage est resté haut en Tunisie et en Egypte, une situation assez ironique quand on sait que le niveau élevé du chômage a été présenté comme une des causes de la révolution dans ces deux pays. En Egypte, le chômage, qui était autour de 9% de 2007 à 2010, est de 13% au premier trimestre de cette année.»

HSBC écrit dans son rapport: «La faible croissance économique et la perturbation des mécanismes de collecte des impôts ont pesé lourdement sur les recettes, tandis que les coûts croissants de couverture de la dette et l'augmentation des dépenses sur les subventions et les salaires ont fait monter le total des dépenses.» Slate.fr 11.10

En fait, ces banquiers pleurent sur les dizaines milliards de dollars que ces révoltes ou mouvements révolutionnaires leur ont coûtés.

ACTUALITÉ DU JOUR

AUTOCRATIE. LA RÉACTION MONDIALE S'OCTROIE DEUX PRIX OU LA CONSÉCRATION D'UNE DOUBLE IMPOSTURE.

Syrie et prix Nobel de la paix : Pyromanes et pompiers.

- Le Nobel de la paix à l'OIAC, pour être sûr de ne pas se tromper - Slate.fr

- Prix Nobel de la paix à l'OIAC : "Un retour à l'esprit Nobel" - Francetv info

- L'OIAC, discret lobby de la paix - LeFigaro.fr

Le choix du comité Nobel, a souligné son président Thorbjörn Jagland, est un moyen d'inviter les détenteurs de gros stocks d'armes chimiques tels que les Etats-Unis et la Russie à les détruire, "en particulier quand ils demandent à d'autres, comme la Syrie, de le faire".

"Nous avons maintenant l'occasion de nous débarrasser de toutes les catégories d'armes de destruction massive (...) Y parvenir serait un grand événement historique", a-t-il ajouté.

L'OIAC, dont le siège est à La Haye, a été fondée en 1997 avec pour mission d'éliminer tous les arsenaux chimiques de la planète. Elle emploie un demi-millier de personnes et dispose d'un budget annuel inférieur à 100 millions de dollars.

Selon son directeur général, 80% des stocks d'armes chimiques placées sous le contrôle de l'OIAC, à l'exception de l'arsenal syrien, ont été détruits. Reuters 11.10

En complément.

Hollande : le Nobel est une "consécration" pour l'action de la France en Syrie - LePoint.fr

La Syrie est quasiment détruite, cela méritait bien une "consécration"...

- À Paris, le président François Hollande a adressé ses félicitations à l'OIAC et rappelé que la Convention internationale sur les armes chimiques qu'elle est chargée d'appliquer a été signée en 1993 dans la capitale française.

"Je souhaite que cette distinction la renforce dans sa mission pour l'élimination complète et définitive des armes chimiques dans le monde entier", dit-il dans un communiqué. Reuters 11.10

Un internaute du Figaro a bien résumé l'état d'esprit ambiant, celui que partage la droite et la gauche, qu'ils s'acharnent à imposer aux travailleurs.

- "L'ONU et ses diverses manifestations (UNICEF, UNESCO, OMS etc...) est la plus grande œuvre que l'humanité ait engendré pour tenter de contrer les travers propres aux humains. oui certaines maladies ont été éradiquées, d'autres sont en voie de l'être, oui, des guerres ont eu lieu mais elles ont été moins meurtrières que les conflits qui ont eu lieu auparavant. C'est loin d'être parfait, parce que c'est une œuvre titanesque. C'est trop facile de critiquer toujours tout. cette organisation mérite son prix. Le monde est moche oui, mais il serait encore bien davantage sans l'ONU."

Apparemment ce monsieur ne sait pas que l'ONU a soutenu toutes les guerres impérialistes depuis sa création, il ne se rend pas compte non plus à quel point le vieux monde peut être injuste, infâme, cruel, barbare. Il n'a pas dû être confronté aux multiples difficultés et aux terribles souffrances qu'endurent plusieurs milliards d'hommes, femmes et enfants quotidiennement dans le monde.

L'ONU est une création des banquiers anglo-saxons-sionistes qui oeuvrent, en secret, au bien-être de l'humanité, c'est bien connu, qu'est-ce qu'on est con de ne pas nous en apercevoir chaque jour en prenant des nouvelles du vieux monde.

Un autre internaute du Figaro a été plus perspicace ou lucide

- "Mais inutile de s'étendre sur les prix Nobel qui ne sont que des certificats de bien pensance participant au lavage de cerveau ambiant à coup de politiquement correct et de droit de l'homme. Le comité Nobel serait réellement préoccupé par la paix et non par la propagande, il retirerait son prix à Obama."

Prix Sakharov. Les talibans : leur créature barbare.

Mise en scène grotesque. Comment instrumentaliser les victimes de leurs créatures monstrueuses pour justifier leur guerre à tous les peuples.

- Malala Yousafzaï reçoit le prix Sakharov - Liberation.fr

La Pakistanaise Malala Yousafzaï a été couronnée jeudi du prix Sakharov à seulement 16 ans.

Depuis janvier 2009, cette jeune Pakistanaise alimente un blog publié sur le site de la BBC en ourdou, la langue nationale. Sous le pseudonyme de Gul Makai, elle y décrit le climat de peur régnant dans sa vallée où les talibans empêchent les jeunes filles d'aller à l'école.

L'adolescente publie cette semaine son autobiographie Moi, Malala, best seller annoncé traduit dans plus de cinq langues.

Malala Yousafzaï, qui se destine à une carrière politique, est désormais la grande favorite pour le prix Nobel de la paix décerné demain. Les talibans ont réagi à cette récompense, affirmant qu'elle «n'a rien fait» pour mériter le prix Sakharov. Liberation.fr 10.10

La ficelle était un peu grosse.

A mesure que Malala était statufiée en icône en Occident, célébrée par le show-business (Madonna, Angelina Jolie) ou des poids lourds politiques (Hillary Clinton, Gordon Brown), une certaine perplexité a commencé à poindre au Pakistan. Et le doute s'est insinué. Les tenants de la théorie du complot – un sport national au Pakistan – sont alors passés à l'offensive.

Pourquoi l'Occident se prend-il de passion pour cette jeune Pakistanaise ? Et pourquoi Malala se tait-elle sur les enfants victimes des drones américains frappant chaque semaine les zones pachtounes frontalières de l'Afghanistan ? Il n'en fallait pas davantage pour que la jeune fille se fasse accuser d'être une "agente américaine", manipulée pour servir les funestes desseins de l'Occident contre les musulmans en général et le Pakistan nucléaire en particulier. Lemonde.fr 11.10

La méthode de la CIA.

Ils fabriquent un monstre, les talibans (ou Al-Qaïda) qui produit des crimes épouvantables, qu'ils manipulent ou dont ils perdent en partie le contrôle, ce qui les arrange bien pendant un temps avant de l'éliminer si nécessaire, qu'ils dénoncent ensuite, ce qui sert à couvrir leurs arrières, à se présenter comme des défenseurs de la démocratie au côté de leurs victimes, et à nier la théorie du complot dont les accusent ceux qui n'ont pas compris l'ensemble du mécanisme qui en réalité est rudimentaire et relève de la provocation, mais qui peut s'avérer plus complexe quand s'y mêlent des agents infiltrés ou recrutés sur place à l'insu des autres membres de leurs organisations.

Les Américains et les Britanniques se sont servis de Malala contre les talibans qui est leur créature, effectivement ils la manipulent, rien ne les arrête, de sorte qu'on ne les accuse pas d'en être les complices et qu'ils puissent poursuivre leur

guerre planétaire "contre le terrorisme", c'est élémentaire en somme.

Un coup médiatique un peu trop tapageur qui risquait de mettre en péril leur stratégie.

- Pourquoi le Nobel a préféré l'obscur OIAC à la médiatique Malala - Rue 89 Le Nouvel Observateur

Malala et les bons sentiments occidentaux. (C'est le Nouvel Observateur qui le dit - ndlr)

La communication de Malala est en effet assurée, comme le faisait observer il y a quelques jours le Globe and Mail de Toronto, l'un des rares journaux à le souligner, par la société internationale de relations publiques Edelman qui compte parmi ses gros clients Starbucks et Microsoft, conseillée par le groupe de consulting McKinsey...

Le lancement cette semaine de « *Moi, Malala* » (éd. Calmann-Lévy), le livre manifeste de la jeune fille, n'avait rien à envier à la promo d'un blockbuster hollywoodien, avec la sélection de quelques interviews par pays, des passages télé prestigieux (Jon Stewart aux Etats-Unis), et la machine à rumeurs sur le Nobel.

Cela n'enlève rien au message et à la personnalité de la jeune fille, mais ça enlève à la spontanéité de l'émotion collective qui l'entoure. Rue 89 Le Nouvel Observateur 11.10

[Comment salir l'encombrant Snowden. Question "intégrité", Le Monde repassera.](#)

Deux articles dans l'ordre chronologique de leur parution, notez le changement de ton.

- Snowden reçoit un prix pour "son intégrité dans le travail de renseignement" - LeMonde.fr

L'ancien consultant du renseignement américain, Edward Snowden, a reçu jeudi 10 octobre un prix remis annuellement par une association américaine composée notamment d'anciens membres de la CIA pour "son intégrité dans le travail de renseignement".

"The Government Accountability Project", une organisation fondée par des anciens de l'agence américaine de sécurité nationale (NSA), de la CIA, du FBI ou encore du ministère de la justice américain, a remis ce prix à Moscou où Edward Snowden, recherché par les Etats-Unis pour ses révélations sur la surveillance électronique américaine, vit en exil.

L'association a expliqué sur son site que cette récompense "était annuellement décernée par des officiers à la retraite de la CIA à des membres de la communauté du renseignement pour leur intégrité dans leur travail". Aucun détail n'était donné sur les circonstances de la remise de ce prix. LeMonde.fr 10.10

Fabrication de preuves. Comment les croire sur parole, qu'ils publient ce rapport.

Dans cet article ils passent successivement de "soupçons de la CIA" à "un changement net dans le comportement et les habitudes de travail" de Snowden qui ne constituent pas une preuve. Il a quitté la CIA en 2009 pour la NSA et pendant 5 ans son "comportement" et ses "habitudes de travail" n'auraient jamais éveillé le moindre "soupçon" chez ses supérieurs, leurs agents ne feraient l'objet d'aucun contrôle, personne ne peut le croire évidemment, autrement dit, Snowden agissait très discrètement, comme une taupe ou un espion au service d'une puissance étrangère, il était animé par un état d'esprit diabolique anti-américain, donc toutes les accusations portées contre lui sont amplement justifiées et la boucle est bouclée.

- Edward Snowden a été soupçonné, quand il travaillait pour la CIA, d'avoir tenté d'accéder illégalement à des documents pour lesquels il n'était pas habilité, mais un rapport de son supérieur a été ignoré, a rapporté vendredi le New York Times.

Alors que l'ex-consultant du renseignement américain a reçu jeudi un prix remis annuellement par une association américaine composée notamment d'anciens membres de la CIA pour "son intégrité dans le travail de renseignement", le quotidien affirme que le supérieur de Snowden avait écrit un rapport critique sur lui en 2009 alors ce dernier s'apprêtait à quitter son poste à Genève, document dans lequel il notait un changement net dans le comportement et les habitudes de travail du jeune informaticien.

Le rapport du supérieur de Snowden et les soupçons de la CIA ne semblent pas avoir été transmis à la NSA, selon le New York Times.

Ceux-ci ne sont apparus que lors de l'enquête menée après les premières révélations de Snowden sur le programme de surveillance américain, a ajouté le journal. Ce rapport aurait dû être le premier signal d'alerte sur les futures intentions de Snowden, et une occasion de revoir les habilitations de Snowden ou de mettre son travail à la NSA sous une surveillance plus stricte, souligne le New York Times. lemonde.fr 11.10

Fabrication de preuves. Afghanistan, Irak, Libye, Soudan, Syrie, Liban, Iran, le compte est juste, la croisade néolibérale continue.

Croisade anti-chiite et anti-Hezbollah.

- Un cinquième suspect inculpé pour l'assassinat de Rafic Hariri - LeMonde.fr 10.10

Le Qatar à la rescousse.

Le Tribunal spécial pour le Liban (TSL) a inculpé une cinquième personne, Hassan Habib Merhi, dans le cadre du procès contre les assassins présumés de l'ancien premier ministre libanais, Rafic Hariri, en 2005.

Ce nouveau suspect "est accusé d'avoir été impliqué dans l'attentat du 14 février 2005 à Beyrouth", a indiqué le Tribunal, créé par l'ONU à la demande du Liban. Cette instance veut notamment juger quatre membres du Hezbollah, le puissant parti chiite, pour cet attentat qui a coûté la vie à Rafic Hariri et à 22 autres personnes. Le procès devrait débiter le 13 janvier 2014.

D'après les médias libanais, M. Merhi, dont l'acte d'accusation avait été confirmé en juillet de manière confidentielle, fait également partie du Hezbollah. A 47 ans, il est accusé de "plusieurs crimes, dont celui de complot en vue de commettre un acte de terrorisme", selon le TSL, qui siège à La Haye.

M. Merhi aurait "coordonné la préparation" d'une fausse cassette vidéo, transmise le jour de l'attentat à la chaîne arabe Al-Jazeera, contenant une fausse revendication de l'attaque, "en vue de soustraire les auteurs du complot à la justice".

Le TSL, pomme de discorde au Liban, est la bête noire du Hezbollah, qui l'accuse d'être le fruit d'un complot "israélo-américain" visant à le détruire. Le parti chiite a donc exclu de remettre au TSL les quatre premiers suspects, qui doivent être jugés par contumace. Un mandat d'arrêt avait été transmis aux autorités libanaises début août, mais celles-ci n'ont pas transféré le nouvel accusé, qui reste "introuvable", selon le procureur. lemonde.fr 10.10

L'Arabie saoudite à la rescousse.

- Liban: une vidéo d'exécutions de Syriens attribuées au Hezbollah - AFP

Une vidéo qui semble montrer des combattants du Hezbollah chiite libanais en train d'exécuter des rebelles syriens grièvement blessés a choqué au Liban, menaçant d'aggraver les tensions communautaires dans le pays.

Sur la vidéo, on peut voir des hommes armés, vêtus de treillis, dont l'un au moins arbore le brassard jaune habituellement porté par les membres du Hezbollah, sortir plusieurs corps ensanglantés d'un van et les abattre.

L'authenticité de la vidéo d'1,40 minutes n'a pu être confirmée, et on ignore où et quand elle a été tournée.

Selon la chaîne de télévision Al-Arabiya, les images pourraient avoir été tournées durant la bataille de Qousseir, une ville stratégique à la frontière avec le Liban reprise par les troupes syriennes aux rebelles avec l'aide du Hezbollah.

Les médias libanais n'ont presque pas diffusé cette vidéo, soit par incapacité à confirmer son authenticité, soit par peur de raviver ces tensions.

Note : Al-Arabiya est une chaîne d'information saoudienne, en arabe, fondée le 3 mars 2003 par un émir de la famille royale saoudienne. La chaîne appartient au groupe MBC et son siège est basé à Dubaï aux Émirats arabes unis. (wikipedia)

En complément. Le sionisme assumé.

- Hollande assure Netanyahou de "toute sa fermeté" à l'égard de l'Iran -LePoint

Tout cela pour ça ?

L'ex chef du conseil de sécurité intérieure israélienne, le général Giora Eiland fait un aveu de taille : si une nouvelle guerre venait à avoir lieu entre Israël et le Hezbollah, le résultat ne sera pas différent de ce que nous avons vécu pendant la guerre de 33 jours en 2006.

Eiland qui s'exprimait devant l'institut de recherche Begin Sadat a appelé les autorités sionistes à " *changer de stratégie de guerre face au Hezbollah*". Le général a évoqué les tactiques nécessaires à ce qu'Israël puisse gagner dans une nouvelle guerre face au Hezbollah avant de souligner : " *en dépit d'un vaste soutien occidental, Israël n'a pas pu gagner la guerre en 2006. Et depuis, le Hezbollah a mieux renforcé que nous ses capacités tactiques. Ce que nous devons faire c'est nous préparer pour remporter toute nouvelle guerre non pas au terme de 33 jours mais en trois jours* " la réunion à laquelle participait Eiland reflète en effet les inquiétudes que nourrit Israël au sujet de sa sécurité, estime Al Manar qui commente cette réunion.

La Syrie, le renforcement de l'axe de la résistance, le nucléaire iranien figuraient aussi à l'ordre des débats. la puissance balistique du Hezbollah a aussi fait l'objet des analystes des participants. Selon les experts, c'est au regard des performances inégalées du Hezbollah au cours des combats en Syrie que les Israéliens brosse ce sombre tableau sur leurs capacités à faire face au Hezbollah dans toute guerre à venir. french.trib.ir 11.10

COMMENT ILS FONT LEUR SALADE

Désir est déjà prêt à voter Sarkozy et méprise "l'électorat populaire".

Votez Hollande, c'était voter Sarkozy !

- Interrogé ce matin sur Itélé, le premier secrétaire du parti socialiste, Harlem Désir, a déclaré qu'en cas de 2ème tour aux élections présidentielles entre Nicolas Sarkozy et Marine Le Pen, il voterait pour le premier. «*La réponse est claire, quand il y a un risque de l'extrême-droite, il n'y a pas d'hésitation. Nous voterions pour Nicolas Sarkozy.*»

Chacun se souvient que lors de la campagne électorale de 2012 le PS n'a pas cessé de marteler que Sarkozy ou Le Pen c'était pratiquement du pareil au même, qu'il marchait sur les plates-bandes du FN, qu'il flirtait avec l'extrême droite, etc., oui mais c'était en 2012, depuis les électeurs ont subi un lavage de cerveau auquel tous les partis de gauche et d'extrême gauche ont largement contribué, y compris le POI pour lequel le gouvernement actuel serait de gauche. Du coup, il peut se permettre cette grotesque imposture, il n'a même pas besoin de justifier son choix, ce qui est normal quelque part puisque le PS est le suppléant de l'UMP au pouvoir le temps d'une mandature.

- Par ailleurs, interrogé sur le glissement de l'électorat socialiste vers le parti frontiste, Harlem Désir a déclaré que : «*l'électorat populaire, comme d'autres, est attiré par le populisme. La réponse (à la montée du FN), ce sont les résultats de toutes nos mesures et la fermeté sur nos valeurs: pas de bouc-émissaire, pas de repli sur soi ni de sortie de l'euro...*» Le Figaro.fr 11.10

L'électorat populaire qu'il méprise tant s'abstient ou vote pour des partis qui revendiquent une autre politique qu'ils n'appliqueront jamais, parce qu'ils ne parviendront jamais au pouvoir ou parce qu'ils ne s'en donneront jamais les moyens s'agissant de la gauche ou de l'extrême gauche.

L'électorat populaire est abusé ou n'en a pas conscience. Désir le sait mais il ne peut pas trop insister là-dessus parce que le PS est également dans l'imposture, du coup sa réponse consiste à se livrer à une surenchère sur ce plan-là en vantant les mérites de la politique du gouvernement que justement les travailleurs rejettent et qu'il n'en changera pas, il ne peut que l'assumer à défaut de pouvoir se déjuger.

Augmenter la subvention du Mrap et il se montrera compréhensif. Attention, à trop charger la barque, elle chavire !

Allusion sordide volontaire aux immigrés qui se sont noyés au large de Lampedusa dont ils n'ont rien à foutre. Il faut être lucide, c'est leur fond de commerce, le Mrap, SOS racisme, etc. servent uniquement à manipuler les travailleurs et particulièrement les jeunes à qui leur monde donne envie de vomir ou de se révolter et qu'ils conduisent dans une impasse politique.

- Désir "*regrette profondément*" la plainte du Mrap contre Valls - AFP

Harlem Désir, le Premier secrétaire du PS, a dit vendredi "*regretter profondément*" la plainte annoncée par le Mrap contre Manuel Valls pour ses propos sur les Roms.

"*Je regrette profondément cette décision, elle n'est absolument pas fondée*", a déclaré l'eurodéputé sur i>TELE.

"*Manuel Valls est un républicain et rien, ni dans ses propos ni dans son action, ne peut justifier une telle plainte*", selon M. Désir.

"*Il faut que cessent ces polémiques. Ce que met en oeuvre Manuel Valls, c'est la politique du gouvernement et de la République*", a fait valoir l'ancien président de SOS Racisme.

Bruno Le Roux, président du groupe PS à l'Assemblée, a lui aussi déploré l'initiative du Mrap, "*une très belle association*", mais "*elle est tellement faible aujourd'hui qu'elle fait des choses comme ça qui sont incompréhensibles*".

"*On n'arrivera jamais à démontrer la moindre particule de racisme*" chez le ministre, a affirmé le député de Seine-Saint-Denis sur Europe 1. AFP 10.10

Non, il est sioniste, il a participé à la réunion du groupe Bilderberg en 2008, comme tous ses participants il hait l'espèce humaine à part ses semblables et ses maîtres à penser.

Un rejet plus que durable : définitif !

Kalfon. «*Le PS risque un divorce durable avec ses électeurs*» - Lefigaro.fr

François Kalfon, conseiller régional d'Ile-de-France, cofondateur de la Gauche populaire et secrétaire national adjoint du PS aux élections.

Extrait de l'interview au Figaro.

Kalfon : "*La politique que nous menons n'est pas vraiment comprise*". Au contraire, mieux, elle est subie et les travailleurs n'en veulent pas ou plus.

Question du Figaro. Les catégories populaires sont-elles perdues pour le PS?

Réponse de Kalfon. Pour la gauche, y renoncer reviendrait à renier son identité même. Je ne peux pas m'y résoudre. À l'évidence, nous ne répondons pas suffisamment à la perte de repères généralisée et au désordre libéral et à ses conséquences, comme l'insécurité, qui frappe d'abord les catégories populaires. Il faut donc un sursaut car si nous n'y prenons garde, nous courons le risque d'un divorce durable.

La rupture ou le "*divorce*" est consommée, mais tous les parasites qui se situent à gauche ou à l'extrême gauche vont continuer comme ils l'ont fait pendant un siècle de redorer le blason du PS, ils pratiquent la méthode de l'amnésie, du lavage de cerveau, de l'embrigadement qui n'est pas propre aux sectes. C'est une imposture, une escroquerie politique.

Un parti qui a trahi a définitivement "*renié son identité*", il y a 99 ans en ce qui concerne le PS, aucun retour en arrière n'est possible, il ne peut plus se réclamer de la classe ouvrière et du socialisme et il doit être caractériser politiquement comme un parti social-libéral-impérialiste, on peut ajouter à forte connotation sioniste pour être plus précis encore.

Le PS oeuvre quotidiennement à "*la perte de repères généralisée et au désordre libéral*" et il n'a pas attendu d'arriver au pouvoir pour s'y appliquer minutieusement, il en est l'expression lui-même, avant même le parti officiel de l'ordre, l'UMP, c'est lui qui a véhiculé le premier les thèmes sociétaux que les néolibéraux ont mis en avant justement pour détruire les "*repères*" qui étaient le produit de la lutte des classes au cours des deux siècles précédents ou instrumentalisés des couches minoritaires afin de dresser la majorité de la population contre elle pour mieux la diviser, briser sa résistance au "*désordre libéral*" que le PS perpétue, amplifie.

Comme quoi cette rupture est définitive et ils le savent très bien, la preuve quand il dit "*Prenons quand même conscience que les Français ne se nourrissent plus de simples paroles mais qu'ils demandent désormais des preuves*." en matière de progrès social, or il est impossible qu'ils avancent dans cette voie, la crise du capitalisme leur interdit, et puis c'est incompatible avec la stratégie néolibérale à laquelle le PS a adhéré, le capitalisme n'en a pas d'autre ou de rechange, il entraîne l'humanité dans le chaos et la barbarie avec lui.

Dans ce contexte et cette perspective le PS ne peut qu'accompagner quand il est dans l'opposition parlementaire ou appliquer quand il est au pouvoir cette politique dévastatrice de tous nos droits sociaux et politiques, de toutes nos valeurs, tous nos principes, de la civilisation humaine.

Que dire du PS qui instrumentalise le FN depuis 40 ans !

Kalfon. "*La vérité c'est que l'UMP a perdu son âme gaulliste et républicaine en poursuivant sans limite les idées du FN*."

On appelle cela dire une vérité pour en cacher une autre invouable.

Finalement, pris à son propre piège ou dans l'impossibilité de faire disparaître les contradictions du PS, il nous livre un aveu qui confirme que la déchéance de ce parti est sans rémission possible.

Question du Figaro. Y a-t-il à gauche la tentation d'instrumentaliser le FN?

Réponse de Kalfon. Peut-être que cette tentation existe. Mais je mets en garde les apprentis sorciers qui s'y livreraient: dans la situation que nous connaissons, le départ des électeurs des partis politiques classiques vers le FN risque bien d'être un aller sans retour.

Ce n'est pas un risque mais une certitude ou alors ils se réfugieront massivement dans l'abstention, ce qui fera l'affaire du PS qui restera seul en lice face à l'UMP. C'est leur objectif, comme aux Etats-Unis qui leur sert de modèle politique, où il n'existe plus que le parti démocrate face au parti républicain, les autres partis étant tellement marginaux qu'ils n'ont absolument aucun élu, c'est comme s'ils n'existaient pas ou plus, seuls les partis du capital sont aux commandes, ils peuvent donc décider de faire la politique la plus réactionnaire, antisociale et impérialiste qui soit sans être inquiétés, l'opposition a été neutralisée, la lutte des classes pour ainsi dire liquidée ou réduite à une portion congrue, c'est le triomphe de la dictature néolibérale, dont en France le PS est l'un des instruments, des piliers.

Le plus effarant est de constater qu'aucun parti ouvrier ne s'aperçoit du réel danger qu'il représente, ils en sont restés à la lutte des classes du premier quart du XXe siècle, ils ont un siècle de retard et ils osent se dire l'avant-garde, c'est édifiant...

Union européenne. Quand l'instigateur du populisme... le dénonce, histoire qu'on ne l'accuse pas d'en est responsable.

- Un vendredi de barrage contre le populisme - lenouvelobs.com

"Réinventons l'Europe", c'est le thème des Journées de Bruxelles organisées par le "Nouvel Observateur" les 10, 11 et 12 octobre.

Opération patronnée par le groupe Bilderberg et la Commission trilatérale auxquels les différents intervenants ont participé ou appartiennent à une ou deux exceptions près histoire de réunir les conditions d'un débat qui n'en est pas vraiment un.

Des débats sur l'Europe organisés par "Le Nouvel Observateur" au cours desquels interviendront Valéry Giscard d'Estaing, Jacques Delors, Herman Von Rompuy, Felipe Gonzalez, Elisabeth Guigou, Thomas Piketty, Hubert Védrine, Mario Monti... Extraits commentés.

Le public de ces Journées est majoritairement pro-européen. Mais pas avare de critiques pour autant. "Il faut se fédérer, sinon on ne vaudra jamais rien face aux Américains", plaide Maxime, la soixantaine, à la sortie du débat sur "L'Union européenne est-elle condamnée au chômage ?"

(Elle en est responsable et l'encourage. Voilà comment ils manipulent la population, quelle crasse ignorance, plus l'UE se fédère plus elle ressemble aux E-U qui sont les champions du monde des inégalités sociales et des injustices. - ndlr)

Tous sont ravis de prendre part aux débats, avec l'idée de rendre cette construction européenne plus concrète.

(Des "débat" entre europhiles, soumis au carcan de l'UE. - ndlr)

La discussion de ce vendredi qui a certainement le mieux illustré cette volonté s'est nouée autour de "Peut-on encore aimer l'Europe ?"

(L'UE est haïssable ! - ndlr)

Un intervenant : "La construction européenne n'est pas démocratique, a attaqué ce dernier. Les Néerlandais et les Français ont voté non au Traité constitutionnel, on l'a eu quand même, emballé différemment. Les Irlandais n'ont pas voulu du Traité de Lisbonne, on les a fait revoter."

Réponse de Sylvie Goulard du MoDem : "Deux pays ont dit non et 18 ont voté oui. Le oui des autres ne représente-t-il donc rien ? C'est un Traité à destination de tous les Européens, au nom de quoi deux peuples auraient-ils pris en otage les autres ? C'est cela, votre conception de la démocratie ?" Applaudissements nourris dans la salle.

(L'Europe n'existe pas, c'est un coup de force, les peuples qui ont dit non n'auraient pas dû se voir imposer ce traité, c'est cela le respect de la démocratie, le contraire est une dictature. - ndlr)

Norman Manea, un écrivain roumain : "Il faut placer au centre la notion de citoyenneté. Ce n'est pas la religion ou l'appartenance à un groupe qui doit définir un individu, mais la reconnaissance d'une appartenance à un ensemble citoyen. Il faut miser sur ce qui nous rassemble." Michel Onfray tempère : "Dans le village d'où je viens, qui compte 500 habitants, beaucoup de gens ont le

sentiment d'être minoritaires. Ils se disent 'La tolérance c'est bien, mais qui s'occupe de moi ?' Les agriculteurs sont une minorité, qui n'est pourtant pas considérée comme telle. Il y a des minorités très puissantes, bien représentées, qui font même plier la majorité. Et puis il y a les minorités invisibles. Leur permettre d'exister, ce serait déjà faire beaucoup en termes de culture." lenouvelobs.com 11.10

(Le tour de prestidigitation consistait à faire disparaître les Etats et les citoyens qui en font partie au profit d'une entité qui n'existe pas, l'Europe et encore moins ses citoyens, et pour réussir ce tour de passe-passe il fallait introduire ou imposer un intrus, l'UE.

Ce qu'ils prônent tous, c'est la dissolution des classes sociales au profit de la citoyenneté européenne derrière laquelle se tient les intérêts des banquiers et des multinationales, c'est devenir un de leurs sujet, comme dans une monarchie absolue, c'est la négation de la lutte de classes et de la démocratie au profit d'une dictature mondiale. -ndlr)

En complément.

- Six Français sur 10 jugent négative l'Union européenne - Reuters

LE MONDE DES BANQUIERS

Les dividendes continuent de tomber dans les poches des actionnaires.

- En pleine tourmente judiciaire, JPMorgan enregistre une perte rarissime - AFP

La banque JPMorgan Chase a enregistré au troisième trimestre sa première perte depuis près de 10 ans, plombée par des dépenses juridiques qui s'accumulent en raison d'une avalanche de poursuites des autorités américaines.

La banque est tombée dans le rouge à cause d'une charge juridique massive de 9,2 milliards de dollars avant impôts. Au total, les réserves juridiques du groupe s'élevaient à 23 milliards de dollars à la fin du trimestre.

La banque a, à mots à peine déguisés, plaidé la clémence du gouvernement, avec lequel elle négocie un accord amiable qui pourrait atteindre 11 milliards de dollars, voire plus.

M. Dimon a appelé à *"un accord amiable juste et raisonnable"* sur les problèmes liés aux titres dérivés de prêts hypothécaires qui *"prennent en compte les circonstances exceptionnelles des (rachats) de Bear Stearns et Washington Mutual, réalisés à la demande ou sous l'impulsion du gouvernement des Etats-Unis"*.

De nombreux prêts de mauvaise qualité ont été hérités de Bear Stearns et Washington Mutual, rachetées en 2008 pendant la crise. La banque les a revendus à de nombreux investisseurs privés et aux organismes de refinancement publics Fannie Mae et Freddie Mac, qui ont alors essuyé des pertes massives et ont dû être renfloués par l'Etat.

Hors éléments exceptionnels, le groupe affiche toutefois un bénéfice de 1,42 dollar par action, dépassant les prévisions de Wall Street. AFP 11.10

Mon cher monsieur Dimon, il suffit de nous dire ce que vous entendez par *"un accord amiable juste et raisonnable"*, nous sommes prêts à faire preuve de mansuétude à votre égard au regard du fait que vous avez été berné par Bear Stearns et Washington Mutual, vous ne pouviez pas savoir que ces actifs étaient pourris, vous avez des circonstances atténuantes, nous en tiendrons compte rassurez-vous, nous sommes là pour vous aider et non pour vous créer des problèmes...

Licenciée de la Fed pour avoir osé accuser Goldman Sachs.

- A New York, la Fed en plein conflit d'intérêt avec Goldman Sachs - lemonde.fr

Pendant deux ans, une inspectrice de la branche new-yorkaise de la Réserve fédérale (Fed) s'est inquiétée de ce que Goldman Sachs n'a pas les procédures adéquates pour se prémunir contre les conflits d'intérêts et a alerté son institution pour qu'elle prenne des mesures et vote la baisse d'une note confidentielle que la Fed attribue à la banque d'affaires américaine.

La dégradation de la note qu'attribue la Fed à un établissement financier entraîne en général des mesures coûteuses pour mettre en place les recommandations du régulateur et d'autres sanctions réglementaires, tout aussi onéreuses. Sauf que personne ne sait, en l'occurrence, si le vote a de fait conduit à un changement de notation : l'inspectrice chargée du dossier, Carmen Segarra, a en effet été licenciée après avoir refusé de modifier ses éléments d'enquête, comme le lui demandaient ses supérieurs.

Elle a porté plainte jeudi 10 octobre et accuse la Fed d'être elle-même en plein conflit d'intérêt : *"Il y a un historique des employés qui sont venus de Goldman à la Fed et vice-versa. La direction travaillait chez Goldman"*, pointe Mme Segarra, dénonçant à mots à peine couverts les liens étroits que le gouvernement américain, le Trésor et la Fed entretiennent avec l'établissement new-yorkais. Mme Segarra affirme en outre que son renvoi viole une loi fédérale qui protège les inspecteurs pointant des irrégularités dans le cadre de leur travail.

Ancienne des universités Harvard et Columbia, passée par la Société Générale, Citigroup et Bank of America, Carmen Segarra n'est pas exactement une débutante à Wall Street. Spécialisée dans le droit des affaires, elle a été embauchée, aux côtés de plusieurs autres anciens de la finance en 2011, pour appliquer la loi Dodd-Frank sur la réforme et la réglementation du secteur financier.

Dès son arrivée à la Fed, des enquêtes sur trois potentiels conflits d'intérêt concernant Goldman Sachs lui ont été confiées. Conformément aux directives de la Fed de New York, les banques sont tenues d'avoir *"des processus pour gérer le risque de conformité dans toute l'entreprise, à la fois entre les activités de trading, de support, les départements juridiques et administratifs"*. Un porte-parole de Goldman, Michael DuVally, a réagi en déclarant que son entreprise n'avait pas connaissance de discussions internes à la Fed de New York et a réaffirmé que la firme avait *"une approche globale de la gestion des conflits à travers des politiques et des infrastructures au niveau du groupe et au niveau des divisions"*.

Sauf que Mme Segarra affirme exactement le contraire : *"J'irais même jusqu'à dire qu'ils n'ont jamais eu une politique de prévention des conflits d'intérêt"*, a-t-elle écrit à Michael Silva, un haut dirigeant de la Fed de New York, chargé des relations avec Goldman Sachs.

Le procès, s'il a lieu, donnerait un aperçu des relations souvent opaques entre le public, en particulier les organismes de réglementation, et le privé, via le système de *"revolving door"*, c'est-à-dire d'allers et retours entre la banque et la haute administration. Pour ne citer qu'un exemple, Henry Paulson a été le président de Goldman de 1999 à 2006, avant d'être nommé secrétaire au Trésor par George W. Bush. Et l'actuel directeur de la Fed de New York est un ancien de Goldman, William Dudley. (Vous voyez, il n'y a pas de *"complot"* ici, c'est exact, ils sont complices. Le complot, c'est quand la Fed est incapable de justifier devant une commission du Congrès la disparition de 9 mille milliards de dollars ou encore 4.000 milliards de dollars qui figurent dans son bilan suivis d'un point d'interrogation ou encore quand elle distribue aux plus grandes banques plus de 20.000 milliards de dollars sans que le Congrès en soit informé, etc. - ndlr)

La banque n'a certes pas été reconnue coupable de délit d'initié dans la vente des produits pourris Abacus, taillés sur mesure pour des investisseurs pariant à la hausse sur le marché immobilier : Goldman Sachs a payé 550 millions de dollars pour solder les poursuites sans reconnaissance de culpabilité, mais ses méthodes douteuses ont été exposées au grand jour.

Selon le blog financier du New York Times, DealBook, des bruits courent dans la banque centrale régionale sur l'employée licenciée et son goût supposé pour les théories du complot. Pourtant, selon des documents internes consultés par le journal, lors d'une réunion en mars 2012, une vingtaine de personnes de la Fed de New York ont conclu à un manquement de Goldman dans ses procédures de prévention des conflits d'intérêt et donné leur accord de principe pour baisser la note de Goldman.

Au final, des échanges de courriels entre Carmen Segarra et son supérieur prennent une autre tournure et témoignent d'une remise en cause du travail de l'inspectrice : le site Internet de Goldman Sachs mentionne effectivement une politique concernant les conflits d'intérêt, et cela est, pour Michael Silva, suffisant. lemonde.fr 11.10

S'attaquer au tout puissant cartel des banquiers de la Fed vous vaudra automatiquement d'être accusé de conspirer contre les intérêts suprêmes des Etats-Unis... alors que la Fed représente uniquement les intérêts de l'oligarchie financière.

ACTUALITE EN TITRES

Ils résistent, mais cela ne suffit plus...

- Hôtel Lutetia: manifestation de salariés, inquiets pour leur avenir - AFP
- Débrayages dans les usines de PSA après des annonces sur la production - AFP
- Abattoirs Gad : le plan de continuation validé, 889 emplois supprimés - Francetv info
- 400 salariés mis en congé chez ArcelorMittal à Fos - Reuters

[Les chaînes.](#)

- S'endetter, la meilleure façon de se constituer un patrimoine - LeFigaro.fr

[Rien à voir avec vos conditions de travail.](#)

- Le mal de dos serait génétique : en quoi ça va aider à le soigner - Atlantico.fr

[Impunité, on comprend pourquoi il défend les institutions héritées du franquisme](#)

- Espagne: la justice renonce à convoquer Mariano Rajoy - AFP

[Les néolibéraux sur tous les fronts.](#)

- Moscou charge la barque de l'«*Arctic Sunrise*» - Liberation.fr

- Aux Pays-Bas, un diplomate russe arrêté pour avoir brutalisé ses enfants - LeMonde.fr

- Militant détenu en Russie: la direction de Greenpeace France reçue par Fabius - AFP

- La justice espagnole va enquêter contre Hu Jintao pour "génocide" au Tibet - LeMonde.fr

[Haut de page ↗](#)

Le 13 octobre 2013

CAUSERIE

Traiter l'info internationale au quotidien n'est pas un exercice sans risque, c'est de plus en plus compliqué et cela prend énormément de temps, on est pratiquement obligé de se transformer en journaliste d'investigation, je veux dire par là que tant d'acteurs interviennent qu'il faut en rechercher le véritable profil, et puis il faut faire appel à plusieurs sources et recouper les infos, tout vérifier si possible.

Voilà les procédés sur lesquels on tombe quotidiennement, la liste n'est pas exhaustive : récupération, conditionnement, instrumentalisation, intox, manipulation, mise en scène, fausses infos, vidéos truquées, citation tronquée, etc.

Et quand on traite des questions politiques, il faut remettre chacun à sa place pour ne pas se faire manipuler, on est obligé de procéder à des rappels régulièrement pour que les lecteurs y comprennent quelque chose, tout est complètement embrouillé à souhait, peu de gens doivent vraiment s'y retrouver, ce n'est pas possible autrement : le PS se comporte comme la droite, mais il se prétend de gauche, en réalité il est bien de droite, pour le PG le PS n'est pas de droite mais sa politique l'est, le POI et le PCF sont sur la même longueur d'onde, pour les médias le PS est de gauche, le FdG est d'extrême gauche, du coup le NPA et LO doivent être à l'ultra gauche, non, c'est encore autre chose, et pour finir le PS fait une politique de droite au gouvernement mais pas localement, on peut ajouter que Hollande et son gouvernement font une politique de droite, mais les députés du PS ne sont pas de droite quand ils la soutiennent, bref, c'est le grand délire !

J'ai oublié de préciser hier, mais nous avons déjà abordé cette question en détail lors d'une récente causerie qu'Israël pouvait conserver ses armes chimiques et bactériologiques sans que l'Organisation pour l'Interdiction des Armes Chimiques, les Etats-Unis, la France ou l'UE ne trouvent à y redire.

[Le chiffre du jour. 0,001387015](#)

C'est le pourcentage qui possèdent une fortune supérieure à 50 millions de dollars (environ 37 millions d'euros) sur les sept milliards d'habitants qui composent la population mondiale et dont l'essentiel se concentre aux Etats-Unis. (source : rapport annuel du Crédit Suisse)

Vous avez dit inégalité ? Jamais dans le passé la richesse mondiale a été ainsi concentrée en si peu de mains, ce qui suffit à démontrer que le combat politique qui se réduit à une meilleure répartition des richesses est un leurre, a fait faillite, est une imposture.

Rompre avec le capitalisme et ses institutions, ses partis, combattre pour l'abolir est la seule voie conforme aux intérêts des travailleurs du monde entier, toute autre politique n'est qu'opportunisme, charlatanisme, trahison.

ACTUALITÉ DU JOUR

Instrumentalisation électorale et manipulation des masses. Des associations au service du néolibéralisme forment un front unique.

Sept associations antiracistes françaises sont convenues samedi de former un front plus uni contre le racisme qui, selon elles, gagne du terrain sans que la classe politique et les médias soient suffisamment vigilants à ce sujet.

"*Il s'est passé quelque chose aujourd'hui et c'est important car il y a le feu à la maison*", a déclaré Alain Jakubowicz le président de la Licra (Ligue contre le racisme et l'antisémitisme), à l'initiative de ce regroupement inédit à l'occasion des universités d'automne de son association qui se tiennent chaque année au Havre (Seine-Maritime).

Abordant la question du Front National et du second tour de la cantonale partielle de Brignoles (Var) que le parti de Marine Le Pen pourrait remporter, la présidente de SOS Racisme, Cindy Leoni, a appelé les médias à "*ne pas se laisser aller dans les commentaires*" sur une éventuelle forte poussée du FN aux prochaines élections municipales et européennes de 2014. AFP 12.10

Vous avez bien lu, SOS Racisme appelle les médias à faire l'impasse sur un des aspects de la situation, donc à en fausser délibérément l'interprétation qu'on pourra être amené à en faire pour des raisons purement électorales, permettre aux deux piliers des institutions de la Ve République de rester en liste au second tour des élections de 2014, gage de la stabilité du régime.

Vous aurez compris pourquoi ces organisations pourries ne s'insurgeront pas contre l'interprétation volontairement manipulée de la situation en Syrie par exemple dont se rendent coupables les médias, médias qui systématiquement déforment les faits dès lors que la réalité va à l'encontre de la politique ou des intérêts des puissances occidentales, des gouvernements français, américain ou sioniste.

Pourquoi ? Parce que si les médias rendent compte des intentions de vote des électeurs en faveur du FN qui pourraient être en hausse, cela pourrait conduire d'autres électeurs à franchir le pas et à les rejoindre, ce que ces appendices de l'UMP-PS veulent absolument éviter.

Mélenchon n'a semble-t-il pas compris comment devrait se traduire à terme l'évolution de la situation politique en France (et dans le monde) dans le cadre de la survie du capitalisme. Leur modèle idéologique, c'est le néolibéralisme, leur théologie, c'est le sionisme ou la consécration du nihilisme, leur objectif : l'établissement d'un gouvernement mondial qui implique la liquidation de la lutte des classes et de la démocratie qui en est le produit sous la forme de droits politiques pour les travailleurs organisés en partis et syndicats.

Dans cette perspective politique, il ne peut rester que deux partis en lice, l'UMP et le PS, tous les autres sont voués à disparaître ou à demeurer insignifiants, dans l'impossibilité d'accéder au pouvoir par la voie légale du parlementarisme, et si possible de ne compter aucun député, exactement comme c'est le cas aux Etats-Unis.

Les travailleurs et la plupart des militants ignorent qu'ils existent une multitude de partis dans ce pays, tous sont marginaux, ils n'ont qu'une existence locale réduite, les médias font en sorte que personne n'en connaisse l'existence dans le reste du pays et à l'extérieur. L'objectif des républicains et des démocrates a été de liquider le Parti communiste américain et les partis trotskistes, tous les autres partis en fait, ils y sont parvenus, certains existent encore à l'état végétatif, ils sont complètement décomposés...

Observez en Europe ce qui reste de ces partis quand ils n'ont pas totalement disparu, quand ils ne se sont pas dissouts dans d'autres formations politiques, mieux dans le parti social-libéral, ex-social-démocrate, vous constaterez qu'il n'existe déjà plus que deux partis en lice dans chaque pays, le parti officiel de l'ordre, l'UMP, la CDU/CSU, le Parti conservateur, le Parti populaire, la Nouvelle démocratie, etc; et son supplétif, le PS, le SPD, le Labour Party, le PSOE, le PASOK, etc. Le PS doit liquider le PCF, tout comme l'UMP a liquidé l'UDF (à développer).

Mais ce n'est pas tout à fait vrai, il faut être plus précis ou il faut nuancer ici sans que cela ne change quoi que ce soit, il existe encore dans certains pays des partis dits communistes (France, Grèce, etc.) et d'autres partis issus des partis de l'ordre ou de leurs supplétifs ou même des PC ou de l'extrême gauche, tels les Verts, Die Linke, Syriza, Le Front de gauche qui ne sont en réalité que des appendices des partis sociaux-libéraux, dont la survie est assurée artificiellement en échange de leur soutien électoral aux partis mères, les partis sociaux-libéraux.

Ce qu'il faut comprendre, c'est que ces partis n'ont aucune assise populaire, ce ne sont pas des partis de militants, une grande partie de leur influence est le produit du soutien que leur accorde les médias, leur audience et donc leur existence en dépendent ainsi que les strapontins que leur réserve le parti social-libéral, sans les postes qu'il leur concède généreusement et sans son soutien électoral ce qu'il appelle aujourd'hui la gauche n'aurait absolument aucun élu, aucun député et sénateur en tout cas, elle n'existerait pas ou plus ou elle serait réduite au niveau du POI, du NPA ou de LO, ce qui revient au même.

Les Verts ou EELV, Die Linke, Syriza, Le Front de gauche, etc. ne sont pas des créations spontanées, leurs fondateurs ont pris soin avant de se lancer dans cette aventure entre guillemets de s'assurer qu'ils pourraient en vivre ou que leurs arrières étaient assurés par la maison mère, ils ont trop peu d'adhérents pour financer leur fonctionnement, leurs permanents, locaux, etc.

En France, EELV et le Front de gauche existent de par la volonté du PS mais aussi de l'UMP, car et ce qu'il faut comprendre, c'est qu'ils en ont encore besoin, la France n'est pas les Etats-Unis, notre histoire de la lutte des classes et l'histoire même du pays sont différentes de celles des Etats-Unis (pays de colonisation, d'immigrés européens), cela vaut pour la plupart des pays de l'UE.

En Europe, les partis sociaux-libéraux peuvent s'accommoder d'appendices écologistes ou de gauche aux alentours de 10%, ils peuvent s'en servir en cas de besoin pour constituer une majorité parlementaire, ils peuvent éventuellement les intégrer dans leur gouvernement. Dans le cas contraire ils s'allieront avec le parti de l'ordre au parlement ou ils constitueront une coalition avec lui au gouvernement, ils pourront aussi profiter de la neutralité bienveillante du parti de l'ordre passé dans l'opposition pour faire adopter sa politique au parlement.

Un large éventail de manoeuvres s'offrent à eux, tandis qu'ils manipulent leurs appendices. ils détiennent le pouvoir et ils peuvent en faire ce qu'ils veulent, les faire monter ou précipiter leur chute en fonction des circonstances, l'objectif étant de les maintenir à un niveau suffisamment bas pour qu'ils ne deviennent jamais un obstacle à la stabilité du régime.

Sur le plan institutionnel, l'idéal serait qu'ils ne possèdent plus aucune représentation, mais dans les faits c'est quasiment impossible, pour que la collaboration de classes soit efficace ils doivent leur concéder une existence institutionnelle à laquelle sont liées les prébendes de ces partis qu'il faut bien financer d'une manière ou d'une autre, disons légalement.

Le Parti de gauche de Mélenchon n'a plus aucun député, c'est déjà cela de gagner pour le PS. Qu'il ait encore quelques sénateurs ne pourrait plus durer longtemps si Mélenchon ne cessait pas de vociférer contre Hollande et son gouvernement.

Quant au PCF, passé sous la barre des 5% aux élections présidentielles et dans l'impossibilité à lui seul à former un groupe parlementaire, il doit sa survie au PS, puis à Mélenchon qui pourrait rapidement s'avérer plus encombrant qu'autre chose et dont il pourrait finir par se débarrasser.

Mélenchon se croit indispensable pour le PCF, grave erreur, aveuglé par sa notoriété largement fabriquée par les médias, il va jusqu'à en ignorer la nature qui n'a pas changé, il n'a rien retenu des leçons du passé dans les autres pays quand les PC ont décrété leur auto-liquidation, parce que totalement inféodés aux régimes en place, pour répondre aux exigences nées de la crise du capitalisme, assurer la stabilité de ses institutions l'exigeait, de plus ils étaient incapables de se réformer et de se situer sur le terrain du socialisme.

Ce sont des partis contre-révolutionnaires qui ont pour seule vocation de faire barrage à la révolution socialiste et à la construction d'un véritable parti ouvrier révolutionnaire. Mais dès lors que la menace de la révolution socialiste s'estompe ou s'éloigne, le PC n'a plus aucune raison d'exister, il sera dès lors rabaissé à une portion congrue et maintenu à l'état végétatif pour être éventuellement réanimé artificiellement en cas de besoin si les masses reprenaient le chemin de l'offensive contre le capital.

On comprend dès lors que dans le scénario concocté par le PS (et l'UMP) ou plutôt l'évolution de la situation politique dont tiennent compte le PS et l'UMP dans leur stratégie, il n'y a aucune place pour le développement d'un parti comme le Parti de gauche ou le Front de gauche ou encore EELV, au contraire, s'ils pouvaient s'en passer définitivement cela ferait leur affaire. Voilà ce que Mélenchon n'a pas compris ou qu'il ignore ainsi que les militants du Front de gauche qui se font manipuler.

Pour en revenir à l'initiative de la LICRA et le discours tenu par la représentante de SOS Racisme, l'ensemble poursuit le même objectif, instrumentaliser la montée de l'extrême droite qui demeure hypothétique ou une vue de l'esprit comme on a pu le constater en analysant les résultats de l'élection municipale de Brignoles de la semaine dernière, c'est en réalité uniquement l'abstention massive qui donne l'impression d'une poussée de l'extrême droite, je parle sur le plan électoral, pour que les électeurs se sentent menacer par quelque chose qui n'existe pas et aillent voter "*utile*" en masse pour un des partis républicains en 2014, le PS ou pour l'UMP, les deux piliers du régime qui constituent la majorité et l'opposition parlementaire et qui ainsi se partagent le pouvoir depuis 1958, éventuellement pour les candidats du Front de gauche quand le PS ne présente pas de candidats contre eux.

On peut ajouter qu'appeler les médias à "*ne pas se laisser aller dans les commentaires*" sur une éventuelle forte poussée du FN

aux prochaines élections municipales et européennes de 2014 concernera tous ceux qui font leur fond de commerce de cette soi-disant poussée du FN et qui au passage en rendent Hollande et son gouvernement responsables, ce qui signifie que pratiquement tous les discours provenant de partis catalogués à gauche et qui critiquent la politique du gouvernement devraient être censurés, leurs porte-parole ou dirigeants boycottés, ainsi seule la pensée unique dont ces organisations sont les porte-parole devrait avoir le droit de cité. Les européennes étant mentionnées dans cet appel, il faut donc en conclure que sont concernés par cette censure tous les partis de gauche, d'extrême gauche ou d'extrême droite qui se prononcent contre l'UE et l'euro.

A l'arrivée le PS et l'UMP pourraient comprendre quel bénéfice ils pourraient tirer de cet appel sur le plan idéologique, mais ce serait sans compter que ce sont essentiellement des partis d'affairistes, ils seront donc tentés de privilégier les intérêts (électoraux) immédiats de leur parti à la stratégie du néolibéralisme, on pourrait terminer en disant que c'est presque une chance !

Pour conclure, derrière ces misérables associations pourries jusqu'à l'os se cachent de zélés porte-parole du néolibéralisme et plus d'un travailleur ou jeune se fait avoir par leurs discours.

En complément

- Chez Mélenchon, l'alliance du PCF avec le PS à Paris ne passe pas - AFP

Les dirigeants du Parti de gauche de Jean-Luc Mélenchon, réunis samedi à Clermont-Ferrand, ont de nouveau manifesté leur colère après le choix de la direction du PCF, leur partenaire au sein du Front de gauche, de faire alliance avec le PS aux municipales à Paris.

"En fait je mâche des cendres. Jamais je n'aurais cru que tout ce que nous avons construit pourrait s'échouer comme ça, dans un imbroglio municipal misérable où les gesticulations publiques couvrent les arrangements les plus sordides", écrit-il.

(Vous avez bien lu, jamais Mélenchon "n'aurait cru", il ne s'agit pas de "croire" mais de savoir ce qu'on fait surtout quand on prétend parler au nom des travailleurs et du socialisme, croire est le comportement d'un aventurier, d'un charlatan, d'un ignorant ou d'un croyant monsieur Mélenchon. Au fait, les cendres correspondent à quoi, au cadavre encore fumant et puant du stalinisme avec lequel vous vous êtes encanaillé ? On lui souhaitera une bonne digestion. - ndlr)

"Jamais je n'aurais cru que les suffrages conquis de haute lutte dans la présidentielle serviraient à marchander sur mon dos, et sur celui de tous les partenaires du Front de gauche, des sièges dans des assemblées et dans des sociétés d'économie mixte!", ajoute le coprésident du Parti de gauche.

(Il récidive, on a à faire à un croyant, laïc, bien qu'au bout de 30 ans ou plus l'opportunisme a valeur de sacerdoce, il nous en a caché bien des choses monsieur Mélenchon... - ndlr)

Pour Martine Billard, coprésidente du PG, la décision du PCF "brouille" le message et "perturbe les électeurs qui ne vont plus voter et restent chez eux, on l'a vu à Brignoles".

(Franchement, ils n'ont pas attendu cet épisode lamentable qui était couru d'avance pour refuser d'aller voter, y compris pour les candidats du Front de gauche. Au contraire, la décision du PCF ne "brouille" pas le message, elle est parfaitement claire et permet de remettre les choses à la place qui leur revient, c'est excellent au contraire, on conviendra que le PG qui couvre cette escroquerie politique ne soit pas de cet avis.

Ils passent leur temps à camoufler leurs véritables natures et intentions, à mentir effrontément aux travailleurs et aux militants, mais il arrive toujours un moment en politique (comme dans la vie) où ils se démasquent eux-mêmes parce qu'ils se retrouvent acculés. A entendre les dirigeants du PG ils ignoraient tout des intentions des dirigeants du PCF, non mais à qui ils veulent faire croire un mensonge pareil, à moins qu'ils soient complètement aveuglés par leur dogmatisme, en raccourci, abrutis. - ndlr)

"Nous avons créé ensemble le Front de gauche parce que nous avons considéré qu'il y avait besoin d'une démarche autonome. Rompre cette démarche fragilise le FG", a-t-elle assuré à la presse.

(Imposture, quand on examine le comportement du Front de gauche (lors de la présidentielle et des législatives de 2012 ils ont appelé à voter Hollande et pour les candidats du PS au second tour, notamment) depuis sa création et son programme, on s'aperçoit qu'il n'a jamais été autonome de quoi que ce soit, sauf du socialisme.

Le PCF n'a rien rompu du tout, sa décision s'inscrit dans la continuité du soutien que vous avez toujours apporté au régime, autrement dit, si faire liste commune avec le PS aux municipales à Paris peut lui assurer de conserver la mairie de Paris et au-delà permet de renforcer ce parti qui est un pilier du régime, la direction du PCF n'a aucune raison de refuser une telle alliance. En réalité, c'est le PG qui pris à son propre piège fait preuve d'hypocrisie et non le PCF qui reste fidèle à lui-même. - ndlr)

"On est actuellement affaiblis par le débat au sein du PCF", a reconnu Eric Coquerel, secrétaire national du PG, "pour la première fois, nous risquons que des partis du FG aient deux stratégies différentes".

(C'est le but pauvre pomme ! - ndlr)

"Le Front de gauche est en train de changer de nature. Il y a quelque chose qui est en train de se chercher dans le paysage politique du pays", souligne Gabriel Amard, secrétaire national aux élus du PG

(Ah bon ! Mais dites-nous quelle est sa véritable nature ? Ils se sont vendus, on connaît la réponse. Ne cherchez pas l'erreur, c'est vous ! - ndlr)

Le PCF, qui dirige plusieurs villes, seul ou avec le PS, "a cru que la municipales pouvait être une parenthèse, un moment hors sol entre les législatives et les européennes", analyse-t-il. "Ils se sont trompés parce qu'un maximum de gens vont exprimer leur opinion" vis-à-vis du gouvernement, juge Gabriel Amard.

(Un fin analyste celui-là : ils seront tentés de s'abstenir ! - ndlr)

"Il faut que le PCF comprenne que son incohérence de vouloir aller avec les socialistes localement tout en tapant sur le gouvernement se retourne contre lui", a avancé aussi Martine Billard en citant le cas de Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), où le PS présente contre le maire PCF sortant un candidat qui a reçu le soutien de plusieurs caciques socialistes.

(Rien n'arrête ces gens-là, on prend les paris, au lendemain ou le soir même du premier tour ils vont en chœur appeler à voter pour les candidats du PS restés en lice ou à "battre la droite". Au bout du compte le PG aura eu le même comportement que le PCF. S'agissant de Saint-Denis, référez-vous à ce vous avez lu plus haut sur l'attitude des PC. - ndlr)

"Les électeurs du Front de gauche n'iront pas voter pour une liste dirigée par les socialistes", met également en garde Eric Coquerel.

(Pas du tout ! - ndlr)

Martine Billard assure que des listes autonomes sont déjà annoncées dans une centaine de villes. AFP 12.10

[Hypocrisie. Il dit tout haut ce que nombreux pensent tout bas.](#)

- Un sénateur UMP "regrette" Kadhafi en Libye, le PS s'indigne - Le Nouvel Observateur

Le président de la commission des finances du Sénat, Philippe Marini, a écrit samedi 12 octobre que l'afflux de réfugiés à Lampedusa lui faisait "regretter la disparition du régime Kadhafi en Libye". Une sortie qui a immédiatement suscité une réaction indignée du PS.

"L'afflux des réfugiés africains à Lampedusa et bientôt chez nous me fait regretter la disparition du régime Kadhafi en Libye!", écrit le sénateur sur son compte Twitter.

(Un peu tard : - ndlr)

Dans un communiqué, l'une des porte-parole du Parti socialiste, la sénatrice Laurence Rossignol, écrit que Philippe Marini, "déjà soutien actif du dictateur syrien Bachar El Assad, manifeste une grande sympathie pour les dictateurs qui massacrent leurs peuples".

(Quand on a un chef d'Etat issu de son parti qui s'entend comme larrons en foire avec les ploutocrates dégénérés saoudien et qatari, chef d'Al-Qaïda et des Frères musulman, des barbares de Front Al-Nosra, responsables de la destruction de la Syrie et qui massacrent son peuple, notamment, on a la décence de la fermer ! -ndlr)

"Là où les humanistes voient d'abord un drame humain, lui ne voit qu'immigration clandestine et invasion", poursuit le PS.

(Il est vrai que la coalition américano-franco-britannique-européenne-sioniste-saoudienne-qatari-turque fait oeuvre d'humanisme en soutenant une cohorte de djihadites salafistes, takfiristes sanguinaires qui ravagent la Syrie.

Quant au "drame humain", il est le produit de la politique de votre gouvernement et des institutions internationales que vous soutenez et qui est responsable aussi bien du chômage de masse, de la misère et du sous-développement dont sont victimes ces populations. S'il faut chercher des responsables des terribles malheurs qui accablent ces populations, c'est dans votre parti

qu'on les cherchera en premier pour prétendre par dessus le marché les représenter. - ndlr)

"Sa vision d'une Europe idéalement entourée de dictateurs chargés de l'isoler de la misère du sud devrait faire honte à l'UMP. Nous demandons solennellement à Jean-François Copé de s'en désolidariser et les condamner", conclut-elle. Le Nouvel Observateur 12.10

(Elle oublie de mentionner qu'au même titre que le PS que les partis de bien des dictateurs dont elle parle étaient affiliés à l'Internationale socialiste-libérale. Il faut aussi rappeler que lorsque Mitterrand était au pouvoir ou quand Jospin était Premier ministre, ils ont continué d'avoir des relations avec les dictateurs africains et ailleurs dans le monde.

La réaction du PS est normale. Il est fidèle à lui-même. Il est à la pointe de la réaction internationale. Il est le porte-parole zélé de la stratégie néolibérale qui sème la guerre et la désolation sur tous les continents.

On prend les paris, 90% des Libyens regrettent Kadhafi.

La palme de l'hypocrisie au plus Cohn des Bendit.

- Drames de l'immigration: «Il faut ouvrir l'Europe», estime Cohn-Bendit - 20minutes.fr

«Il faut ouvrir l'Europe, donner une possibilité légale de rentrer en Europe, tant qu'on ne le fera pas, on aura les horreurs de Lampedusa: Les responsables ce n'est pas l'Europe, ce sont les gouvernements des différents pays (...) ce sont les ministres de l'Intérieur des Etats européens, le ministre français, le ministre allemand (...) qui décident d'une politique aberrante d'immigration qui fait que des gens meurent», a déclaré Daniel Cohn-Bendit, en marge d'un colloque de Libération sur l'Energie à Toulouse. 20minutes.fr 12.10

Non, c'est la politique coloniale des Etats et des multinationales occidentales qui maintiennent les pays dits du Sud dans un état de sous-développement qui est responsable de cette situation, et c'est sur ce plan-là qu'il faut une solution. Or c'est impossible sans renverser l'ordre établi dans les différents pays de l'UE et sans rompre avec l'UE, politique que rejette cet histrion de droite, porte-parole néolibéral.

Ouvrez les frontières, demain la demande sera dix fois, cent fois supérieure à l'offre d'emploi, les salaires seront divisés par deux, trois, quatre, la demande de logements sera dix fois, cent fois supérieure à l'offre et les prix des loyers seront multipliés par deux, trois, quatre... On continue ou on arrête ? Chacun aura compris qu'on est en présence d'une vaste et cynique instrumentalisation de la misère du monde dont Cohn-Bendit est également responsable. C'est le seul moyen qu'il lui reste pour afficher une bonne conscience à cette pourriture.

INFOS SUR LA SYRIE ET LA RÉGION.

Bandar Sultan en France, les non dit d'une visite "*singulière*".

De nouvelles révélations vient d'être faites par Al Manar sur les deux dernières visites du chef du renseignement saoudien en France.

Dans un rapport, la chaîne libanaise se penche sur les détails de ces deux visites. la première a eu lieu deux jours après la reprise de la ville stratégique de Qusseir par l'armée arabe syrienne et les combattants du Hezbollah tandis que le second voyage est intervenu au mois de juillet. Pendant le premier déplacement, Bandar s'est fait accompagner par le ministre saoudien des AE, Saoud al Fayçal et une grande délégation composée de dizaines de princes, du jamais vue de mémoire de français. Les entretiens se sont déroulés entre Bandar /Fayçal et le président Hollande.

Selon Al Manar qui reprend des sources françaises, Bandar aurait dit à Hollande : " *M le président, il faut empêcher que la défaite de Qusseir soit reconduit. Il faut surtout empêcher qu'Alep soit perdu. Et nous sommes prêts à toute coopération pour arriver à cette fin et une coopération économique en ce sens pourrait profiter à nos intérêts réciproques.*"

C'est au cours de cette rencontre que les deux parties sont tombées d'accord sur la vente des satellite de surveillance militaire à l'Arabie saoudite et la firme française Euro Spatial a été chargé pour accomplir cette mission. Au lendemain du départ de Bandar et de Fayçal, une délégation de la firme en question s'est rendue d'ailleurs en Arabie saoudite. Et la seconde visite en juillet? Cette visite-là selon Al Manar aurait été consacrée au Hezbollah. Les rencontres se sont déroulées juste avant la décision de l'UE d'inclure le Hezbollah sur la liste des organisation terroristes. Bandar a plaidé justement sa cause anti-Hezbollah auprès de Hollande en affirmant que la résistance libanaise présentait une menace pour les intérêts de l'Arabie saoudite dans la région et qu'il faudrait bloquer l'extension de son influence.

Mais Bandar aurait dit des choses encore plus grave. Il aurait évoqué la perspective d'un retrait saoudien du camp des pro

américains de la région : " *nous autres Saoudiens, comment pourrions-nous faire confiance aux Etats-Unis alors qu'ils n'ont pas empêché la chute de Hossni Moubarak . Est-ce que les Etats-Unis sont prêts à défendre l'Arabie saoudite contre une action militaire venue de la part de ses ennemis ?* " aurait même demandé Bandar à Hollande. Al Manar qui cite toujours les sources françaises proches de ces rencontres posent une question décisive : " *la question qui se pose en toute acuité à Riyad est la suivante : les hésitations d'Obama en Syrie, son refus de s'engager dans une action militaire contre Assad ont été faits en dépit de la demande saoudienne* " .

Selon les sources françaises, le roi Abdellah d'Arabie, d'habitude très hostile aux descendants de Sultan Ben Abdel Aziz aurait décidé de mettre de l'eau dans son vin et d'opter pour une coopération plus constructive avec Bandar Sultan par crainte du Hezbollah. Le roi est sûr néanmoins d'une chose : si l'Arabie saoudite perd la guerre en Syrie, sa prochaine guerre contre le Hezbollah aura lieu sur les frontières saoudo-yéménites. french.trib.ir 12.10

Pari syrien de Riyad : transformer "Jarba" en un nouveau " **Al Sissi** " .

Selon Raï Al Youm, l'Arabie saoudite cherche désormais une " *égyptisation* " de la Syrie avec en toile de fond " *Al Sissisation* " du chef de la coalition des opposants syriens, Ahmad Al Jarba! Mais qui devra jouer le rôle de l'armée égyptienne. Selon le journal, le secrétaire d'Etat Kerry vient de saluer Assad pour avoir coopéré au démantèlement des arsenaux chimiques syriens, ce qui a attisé les la déception et la colère des faucons saoudiens. L'entente US avec l'axe de la résistance s'est élargie quand Rohani et Obama se sont entretenus au téléphone à New York pendant 15 minutes. L'association Al Sara, spécialisée dans l'analyse des rapports de force au Moyen Orient s'intéresse au froid jeté sur les liens irano saoudiens : " *les Etats Unis semblent avoir accordé ses pas avec un nouvel acteur régional, Iran.* " l'Association résume la crise relationnelle Washington/Riyad en trois points :

- 1- l'Egypte constitue le noyau des divergences USA/Arabie saoudite . Riyad a soutenu le coup d'état militaire anti Morsi au contraire des Etats Unis.
- 2- l'accord Russie/USA sur le désarmement chimique syrien est un autre sujet de friction car il a été conclu à l'insu de Riyad . C'est un accord qui a légitimé Assad
- 3- les pourparlers Iran-USA constituent un vrai cauchemar pour les saoudiens et il est possible que ce dialogue réduit l'influence saoudienne.

Selon les observateurs, la stratégie saoudienne en Syrie et dans la région est en phase d'échouer. En ce sens les saoudiens envisagent de créer une armée islamique dite " *Jeysh al Islam* " composée de plus de 50 milices islamiques modérées pour contrer l'accord Russie /USA . Riyad veut armer cette armée de missiles anti avion allant à rebours de l'exigence américaine.

L'Arabie saoudite s'est emparé de la coalition des opposants syriens et en choisissant Al Jarba à la tête de cette coalition, il a mis en échec les Frères musulmans au sein de cette coalition pour aider ses partenaires libéraux. Riyad a réduit à néant l'influence du Qatar. Cette emprise saoudienne n'a pas trop longtemps duré car la Turquie, allié du Qatar a incité l'ASL à ne pas reconnaître la CN. Un autre facteur d'affaiblissement de Riyad au sein de cette coalition a été la ténacité de Doha qui continue toujours à soutenir les Frères syriens au détriment du rôle de l'influence de l'Arabie saoudite.

Selon un ministre arabe interrogé par le journal, " *la plus grave erreur de Riyad face à la Turquie aura été commise en Jordanie. En Jordanie, les Saoudiens ont réduit l'influence d'Ankara et les détracteurs de Bandar Sultan, le chef du renseignement saoudien, le rend responsable de cette erreur. Les proches de Bandar eux reconnaissent au contraire en lui l'homme qui a détrôné les qataris en Syrie et a pris en charge ce dossier.* "

Mais les Saoudiens comptent-ils se laisser faire. Après avoir été trahis par les Etats-Unis, les Saoudiens s'appêtent aujourd'hui à lancer une contre-attaque encore plus sauvage que ce qu'ils font depuis 2011 en Syrie. Et c'est là que prend sens la présence de Salman Ben Sultan, le frère de Bandar qui s'est installé depuis un an en Jordanie où il veut mettre en place et armer ce qu'il appelle déjà l'armée de " *l'islam ou Jaysh al Islam* " .

L'Arabie saoudite cherche à transformé Ahmad al Jarba en un nouveau Al Sissi. Riyad estime pouvoir reconduire en Syrie son exploit égyptien. Jaysh al Islam devra alors jouer le rôle de l'armée égyptienne, un jeu trop risqué, selon les analystes qui soulignent l'extrême complexité du dossier syrien et le peu de chance qu'une telle option a de s'imposer. french.trib.ir 12.10

Des takfiris tchéchènes à l'assaut de l'Irak

Le commandant en chef des forces terrestres de l'armée irakienne a fait état de la mort de sept terroristes tchéchènes tués dans un assaut contre le siège des forces armées au sud de la ville de Mossoul. " *Les forces de l'armée irakienne ont repoussé un assaut terroriste contre le siège de la bataillon 51 de l'armée irakienne. Les forces armées contrôlent totalement la zone et l'attaque terroriste a été neutralisée* ". french.trib.ir 12.10

ACTUALITE EN TITRES

Un bon prétexte.

- Etats-Unis: Boeing menace de mettre des salariés en congé sans solde - AFP

L'avionneur américain Boeing a affirmé samedi qu'il pourrait renvoyer des salariés chez eux sans les payer si la crise sur la dette et le budget aux Etats-Unis se prolongeait. AFP 12.10

Sioniste au quotidien- Valls sur le tournage d'un film consacré à l'affaire Ilan Halimi - AFP

Le tournage d'un film sur l'affaire Ilan Halimi, un jeune juif séquestré, torturé et tué en 2006, a reçu samedi la visite du ministère de l'Intérieur, Manuel Valls. AFP 12.10

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Espagne

- Les anti-indépendantistes catalans manifestent à Barcelone - lemonde.fr

Ils étaient entre 30 000, selon la mairie de Barcelone, et 160 000 participants, selon l'organisation "*Som Catalunya, Somos España*" (nous sommes la Catalogne, nous sommes l'Espagne), soutenue par le Parti populaire (PP, droite au pouvoir).

En marge de ce grand rassemblement, quelques centaines de manifestants ont défilé, sous haute surveillance policière, dans le centre de Barcelone. Ils se sont rassemblés à l'appel de l'organisation d'extrême droite "*L'Espagne en marche*" qui regroupe des petits partis comme la Phalange, l'Alliance nationale ou encore le Mouvement catholique espagnol.

La Catalogne est en proie à une forte poussée indépendantiste depuis plus d'un an, et le président de la région, Artur Mas.

Une réponse aux indépendantistes qui ont formé symboliquement le 11 septembre, pour le Jour de la Catalogne, une immense chaîne humaine de plusieurs centaines de milliers de personnes du nord au sud de cette importante région du nord-est de l'Espagne. lemonde.fr 12.10

C'est la droite et l'extrême droite qui défend l'unité de l'Espagne contre la gauche et l'extrême gauche qui se rangent au côté de l'Union européenne et les néolibéraux qui veulent la liquider...

Le monde à l'envers quoi, la réaction qui va passer pour progressiste, génial ! Sur le plan social ce sera plus difficile ! C'est sur ce plan-là que la gauche et l'extrême gauche se rattrapent si on peut dire, il faut le dire très vite en réalité (sic!), du coup c'est l'embrouille complète.

Tout mouvement politique a un contenu social (Marx).

Sauf qu'ici, si le mouvement politique a un contenu progressiste ou plutôt qui incarne la résistance de la population espagnole opposée à la tendance dislocatrice de la nation espagnole encouragée par l'UE qui prône l'Europe des régions, son contenu social est franchement réactionnaire dans la mesure où le Parti Populaire du Premier ministre espagnol applique la politique de la troïka.

C'est parce qu'il n'existe pas de parti ouvrier incarnant à la fois les intérêts politiques et les besoins sociaux du prolétariat, que le contenu politique de son combat peut être récupéré par la droite qui incarne la réaction sociale ou qui instrumentalise ses intérêts politiques pour mieux faire passer sa politique antisociale. Les partis sociaux-démocrates devenus sociaux-libéraux remplissent mieux sur le plan politique le rôle du parti de l'ordre au côté de l'UE.

2- Union africaine

L'Union africaine (UA) a décidé que le président kényan Uhuru Kenyatta ne devrait pas se rendre devant la Cour pénale internationale (CPI), où son procès doit s'ouvrir le 12 novembre, tant qu'une requête d'ajournement formulée par l'UA n'a pas reçu de réponse, a annoncé samedi le chef de la diplomatie éthiopienne.

"Ce dirigeant élu devrait gouverner son pays", a déclaré à la presse le ministre éthiopien des Affaires étrangères, Tedros Adhanom Gebreyesus, "ce que le Sommet (de l'UA) a décidé c'est que le président Kenyatta ne devrait pas comparaître tant que nos requêtes n'ont pas reçu de réponse". AFP 12.10

SOCIAL

Niger

Des milliers de personnes ont manifesté samedi 12 octobre dans la cité minière d'Arlit dans le nord du Niger contre le groupe nucléaire français Areva, qui exploite depuis plus de quarante ans l'uranium dans cette zone désertique, a-t-on appris auprès des organisateurs.

"L'objet de la manifestation qui a regroupé quelque 5 000 personnes est de soutenir le gouvernement dans ses prochaines discussions avec Areva au sujet de notre uranium", a indiqué Azaoua Mamane, l'un des organisateurs. Les manifestants - élus locaux et membres de la société civile, auxquels se sont joints des habitants -, ont défilé dans les rues de la ville en scandant des "slogans anti-Areva", qu'ils accusent de "polluer" leur environnement déjà très hostile. M. Mamane reproche également à Areva de "provoquer la radioactivité" et "de ne s'être guère soucié des préoccupations quotidiennes des habitants".

Il dresse un bilan accablant de la présence du groupe nucléaire français sur le sol nigérien depuis près d'un demi-siècle :

"La population a hérité de 50 millions de tonnes de résidus radioactifs stockés à Arlit et Areva continue de pomper gratuitement 20 millions de mètres cubes d'eau par an pendant que la population meurt de soif. Les rues et les habitations d'Arlit sont construits à l'aide de résidus radioactifs et la nappe phréatique usée et contaminée s'assèche par la faute d'Areva".

Le premier ministre du Niger, Brigi Rafini, a affirmé au début du mois que le Niger va "passer au peigne fin" ses contrats miniers avec Areva qu'il juge "déséquilibrés". lemonde.fr 12.10

ECONOMIE

1- Iran

La France, réduite à l'état de larbin des Etats-Unis autant sous Hollande que sous Sarközy, a sacrifié une partie de son économie et de ses ouvriers sur consigne de Washington :

« Le président Obama a donné l'ordre de cesser l'activité en Iran, on n'a pas le choix », avait déclaré le 26 juillet, Carlos Tavares, directeur délégué de Renault, avec une certaine amertume. Faute de quoi, l'alliance Renault-Nissan aurait été interdite de vente sur le marché américain.

Auparavant, en 2012, c'est Peugeot qui avait fait les frais de la politique américaine et de la lâcheté française, avec des conséquences terribles : en quittant l'Iran, PSA avait du renoncer à son premier marché à l'international. Dans la foulée, Peugeot avait annoncé la suppression de 8 000 postes et la fermeture de l'usine d'Aulnay-sous-Bois... « Pour le premier semestre 2012, on a constaté une baisse des ventes de 240 000 véhicules par rapport à 2011 », avait rapporté le délégué CGT d'Aulnay, avant d'ajouter que « ce chiffre comprenait les 200 000 véhicules que Peugeot aurait dû vendre en Iran. »

Et voilà qu'anticipant un dégel entre Washington et Téhéran, les entreprises américaines ont discrètement repris pied en Iran, vaste marché de 80 millions de consommateurs. « La plupart des secteurs de l'économie américaine, y compris des sociétés cotées au Nasdaq, ont envoyé ces derniers mois des émissaires en Iran », affirme un industriel français, familier de la République islamique, au Figaro.

La filière automobile iranienne est particulièrement courtisée par General Motors. Le géant américain est entré en contact avec Iran Khodro, qui travaillait jusqu'en 2012 avec Peugeot pour fabriquer des modèles 206 et 405 que le groupe français a cessé de

livrer à l'Iran à cause des sanctions occidentales imposées à Téhéran... «*Depuis au moins six mois que les émissaires de General Motors se rendent en Iran, ils n'en sont plus au simple repérage du marché*», avertit l'industriel.

Avec un ton menaçant (décret Executive Order Act 13645 signé le 3 juin dernier par Barack Obama), les Etats-Unis ont «*fait le ménage*» sur le marché iranien, et maintenant prennent le relais.

Les gouvernements de trahison français ont obéi au doigt à l'oeil et ont même devancé les exigences américaines, quitte à sacrifier les ouvriers français et mettre à mal l'économie... Pour le résultat que l'on sait. contre-info.com - wikistrike 06.10

2- Etats-Unis

Quelques heures avant que le Congrès ne ferme le gouvernement fédéral et mette des centaines de milliers de travailleurs fédéraux au chômage technique, le Pentagone a fait tranquillement une virée shopping et a dépensé plusieurs milliards (ndt: rien que ça...et quand vous allez voir la liste des achats, vous allez voir à quoi ils préfèrent utiliser leur argent).

Le ministère de la Défense a attribué 94 contrats totalisant plus de 5,5 milliards de dollars en tout, des camions Mercedes-Benz, des robots sous-marins en passant par un nouveau gymnase à l'Air Force Academy, complété par un studio de télévision (ndt: sans doute une priorité nationale?), rapporta Foreign Policy.

Puis quelques heures plus tard, le gouvernement a fermé et 400.000 employés civils du DOD ont été mis hors jeu jusqu'à nouvel ordre.

Le Pentagone utilise des centaines de millions de dollars de contrats pré-approuvés avec des entreprises tous les jours, mais il en consacre généralement plus le dernier jour de l'exercice fiscal.

Cette fois, cependant, c'est une autre histoire, puisque le Congrès n'a toujours pas approuvé un budget pour financer le gouvernement pour la nouvelle année, laissant tous les ministères et travailleurs fédéraux dans les limbes jusqu'à ce que le moratoire sur au Capitole s'achève.

Voici un échantillon de ce qui était dans le panier des achats du DOD lundi soir :

2,5 milliards de dollars - pour «*pièces de rechange*» utilisées par l'Armée, la Marine, l'Air Force et le corps des Marines. Le contrat a été attribué par la Defense Logistics Agency (DLA).

230 millions de dollars pour la poursuite du fonctionnement de la station radar que l'Agence de défense antimissile utilise pour détecter les lancements de missiles balistiques. Le contrat a été attribué à Raytheon.

200 millions de dollars pour des gilets pare-balles et gilets tactiques fabriqués par Federal Prisons Industries afin d'être vendus à d'autres pays.

139 millions de dollars pour un sonar fait par Lockheed Martin qui permet aux destroyers de détecter les sous-marins et les mines sous-marines.

66 millions de dollars pour un nouveau quai de carburant à la base navale de Point Loma.

65 millions de dollars pour des casques militaires de BAE systems basé en Arizona, et utilisé par l'armée, la Navy, l'Air Force et les Marines.

64 millions de dollars à Lockheed Martin pour aider les satellites espions d'exploitation qui sont équipés de caméras infrarouges.

49 millions de dollars à Boeing pour développer une version améliorée du MH-6 Little Bird, un hélicoptère de l'armée.

49 millions de dollars pour 16 drones MQ-9 Reaper de General Atomics pour la France.

40 millions de dollars pour des grenades offensives qui permettent aux utilisateurs de choisir le niveau de souffle nécessaire à la situation. Le contrat a été attribué à Nammo Talley basé en Arizona.

19 millions de dollars pour des lits pliants dédiés à la Navy, l'Armée, les corps des Marines et l'Air Force. (ndt: 19 millions pour des lits pliants?)

18 millions de dollars pour un robot sous-marin qui peut secourir l'équipage d'un sous-marin endommagé jusqu'à 2.000 mètres sous l'eau .

15 millions de dollars pour un volume d'hélium.

9 millions de dollars pour les vestes de terrain pour la Police nationale afghane.

9 millions de dollars pour le nouveau gymnase de l' Air Force Academy , qui comprendra la formation au CrossFit , un club de triathlon et un studio de télévision (pour une raison inconnu) .

7,5 millions de dollars pour 60 camions Mercedes-Benz pour l' US Africa Command (AFRICOM) .

6 millions de dollars pour les miroirs de télescope thermiquement sensibles créées par Trex Enterprises. thefiscaltimes.com - wikistrike 06.10

[Haut de page ↗](#)

Le 14 octobre 2013

CAUSERIE

Depuis hier, ils ont entamé les travaux de construction d'une maison dans le terrain mitoyen de celui où j'habite, du coup j'ai déménagé mon bureau dans ma chambre à l'autre extrémité de la maison pour ne pas être dérangé quand je travaille. On a tous notre lot d'emmerdements, j'ai été tranquille deux ans, un miracle, cela ne pouvait pas durer.

Domage ma chambre est petite, 12m² seulement, alors que mon bureau faisait plus du double. Avantage, je suis plus isolé dans la maison, moins dérangé et la pièce dispose de la climatisation en cas de besoin. Et puis, si un jour je tombe de fatigue, je ne risquerai pas un accident de travail, je tomberai sur le lit, il est à 50cms de mon siège ! Autre avantage, si avant de m'endormir j'ai une idée lumineuse qui me vient à l'esprit, ce qui est souvent le cas et je l'ai oubliée le matin suivant, je pourrai me lever et la noter dans mon carnet.

Le saviez-vous ?

(Cette info nous avait échappée, une confirmation après coup pour nous.)

MSF participe bien en "secret" à la guerre en Syrie au côté de l'armée française. La preuve.

- Médecins sans frontières monte un hôpital secret en Syrie - Lenouvelobs.com et Sipa 21.08.12

Médecins sans frontières (MSF) a annoncé mardi avoir transformé une villa inhabitée en hôpital d'urgence "secret" dans une enclave rebelle du nord de la Syrie, avec l'aide d'une association de médecins du pays.

Le Dr Holte a précisé que si de petits hôpitaux de campagne font leur apparition en Syrie, peu d'entre eux disposent des ressources de celui qu'a installé MSF.

L'armée française a pour sa part dépêché une équipe de médecins à la frontière syro-jordanienne ce mois-ci pour mettre en place un hôpital mobile pour les réfugiés.

Le président français, François Hollande, recevait une délégation du Conseil national syrien (CNS) mardi à l'Elysée. Lenouvelobs.com et Sipa 21.08.12

Tandis que les sionistes soignent les barbares djihadistes en Jordanie, MSF remplit la même fonction en "secret" à l'intérieur même de la Syrie. Le caractère "secret" de la présence de MSF en Syrie ajouté à la localisation de son point de chute ne laisse aucun doute sur le camp que soutient cette ONG.

Comment MSF a pu passer la frontière syrienne ? Avec l'aide des services secrets français ? Qui l'a aidé à transporter son matériel, qui s'est occupé de la logistique sur place ? Bref, qui avait tout organisé avant son arrivée en Turquie ? Erdogan, ce grand "démocrate" et "ami" du peuple syrien ?

Les valeurs du profit à tout prix ne mérite pas de guillemets.

La seule et unique voie : rompre avec l'Union européenne et en finir avec le capitalisme. Ajoutons qu'il ne peut pas y avoir de demi-mesures, ils doivent disparaître et laisser place au socialisme.

- *Tragédie de Lampedusa : Europe où sont tes "valeurs" ?* - Chems Eddine Chitour - 13 octobre 2013 - legrandsoir.info

Quelques brefs extraits choisis.

- *"Il vient que la forteresse Europe (...) se barricade plus que jamais."*

- *"Il est vrai qu'il n'y a pas de solution évidente, surtout que l'austérité, le chômage et la malvie commencent à envahir l'Europe."*

- *"Assurément, les valeurs de l'Europe étaient factices."*

- *"Il faut espérer – encore un voeu pieux..."*

C'est incroyable, monsieur Chitour arrive à la conclusion très juste que "les valeurs de l'Europe étaient factices", mais malgré tout il faudrait continuer d'espérer, espérer quoi, il n'y a absolument rien à attendre de l'UE.

On aura compris que monsieur Chitour se retrouve dans une impasse politique, parce qu'il ne veut pas rompre avec l'UE, mais ce n'est pas l'essentiel ici pour nous. Ce qui nous intéresse c'est pourquoi, comme la plupart des intellectuels, il ne peut pas se résoudre à admettre qu'il faut liquider l'UE. Son interprétation de l'UE est incomplète.

Dans cet article il nous fournit une liste de ses méfaits ainsi qu'une analyse de sa politique en relation avec le sujet traité. Bien, il a le mérite de partir des faits, mais il ne remonte pas à leur origine, il faut entendre par là qu'il demeure toujours dans le traitement de conséquences qui à leur tour deviennent les causes qui produisent de nouveaux effets et ainsi de suite, de sorte qu'un lecteur ordinaire se verra comblé en ayant l'impression que l'auteur a traité son sujet à fond, alors que ce n'est pas le cas, et un lecteur un peu plus exigeant restera sur sa faim et arrivera à la conclusion que monsieur Chitour n'a fait qu'enfoncer des portes ouvertes ou son analyse n'a pas dépassé le niveau d'un simple constat.

Certes, son constat ou le tableau de la situation qu'il dresse est plus honnête et plus complet que ceux que fournissent habituellement les médias qui eux s'emploient systématiquement à déformer la réalité, mais il y manque la profondeur d'analyse qui l'amènerait à comprendre la nature politique de l'UE qui est définitivement inconciliable avec la satisfaction des besoins sociaux des travailleurs, que ce soit dans les 28 pays de l'UE ou les pays dans le monde qui sont soumis à la dictature des puissances occidentales et leurs multinationales.

L'UE ne peut pas être à la fois au service des banquiers et leurs multinationales d'un côté, et au service des travailleurs de l'autre, c'est l'un ou l'autre. Et comme l'UE n'a pas été fondée par le mouvement ouvrier européen mais par un cartel de banquiers et d'industriels, cette institution supranationale du capital ne peut qu'incarner les intérêts du capital.

Pour analyser n'importe quel discours, fait en général ou attribué à telle ou telle institution, il faut toujours avoir à l'esprit ou se demander quelle en est la nature, à quoi il se rattache, quel lien ou quel rapport il a avec les principaux facteurs qui composent la situation, quelle est la nature de cette institution, de ce parti, sinon on se condamne à produire une interprétation incomplète qui ne servira à rien, comme c'est le cas dans cet article ou pire, elle sera erronée.

Mais une interprétation incomplète peut également s'avérer extrêmement nuisible ou dangereuse, car elle peut renforcer l'impression chez les travailleurs ou militants qu'il n'y a finalement rien à faire, qu'on est en présence d'un pouvoir, d'un ennemi ou d'une institution si puissants qu'on ne pourra jamais les vaincre et qu'il vaudrait peut-être mieux composer avec eux que de les affronter ou de rompre avec eux, cette conclusion s'imposera implicitement aux lecteurs de cet article mais pas expressément dans ces termes, ce processus demeurera largement inconscient.

Pour conclure, ce genre d'articles sera utile aux lecteurs dans la mesure où il lui permettra d'acquérir certaines données ou de se remémorer certains faits mais c'est tout, sur le plan de la compréhension des rapports qui existent entre la situation actuelle ou les difficultés que rencontrent les travailleurs et la nature de l'UE, il n'aura pas avancé d'un pouce. La suite demain.

[Qui est à l'origine du refus du Conseil national syrien de participer à la conférence de paix Genève-2](#)

Hollande-Fabius associés au monarque de Riad ou quand les sionistes français associés aux sionistes arabes font le jeu d'Israël.

- Syrie: l'opposition en désaccord sur la participation à la conférence de paix - Lexpress.fr

Sur la photo illustrant cet article figurait Georges Sabra au côté du ministre français des Affaires étrangères Laurent Fabius le 29 juin 2012 à Paris (AFP)

Le Conseil national syrien, le groupe le plus important de l'opposition, ne participera pas à la conférence de paix Genève-2, et menace de se retirer de la coalition anti-régime si celle-ci y prenait part, vient d'affirmer son chef. "Le CNS, qui est le plus grand bloc politique au sein de la Coalition, a pris la ferme décision (...) de ne pas aller à Genève vu les circonstances actuelles" sur le terrain en Syrie, a affirmé à l'AFP le chef du Conseil Georges Sabra, dans un entretien téléphonique. "Cela veut dire qu'il ne restera pas au sein de la Coalition si celle-ci y va", a-t-il ajouté. La Coalition a fixé comme condition à sa participation à une telle conférence le départ du président Bachar al-Assad.

"Si la Coalition décide d'y aller, nous, nous n'irons pas", a martelé M. Sabra, invoquant les souffrances endurées par la population en raison de la guerre menée par le régime contre les rebelles.

Le CNS, au sein duquel siègent notamment les influents Frères musulmans de Syrie, a été la tête de file de l'opposition contre le régime en place à Damas, avant de rejoindre laborieusement en novembre 2012 plusieurs nouveaux groupes pour former la Coalition nationale de l'opposition. Il rassemble les "faucons" de l'opposition, qui refusent toute négociation de paix avant le départ de M. Assad du pouvoir.

La Russie et les Etats-Unis souhaitent convoquer à la mi-novembre une conférence internationale de paix sur la Syrie, dite Genève-2, qui vise à réunir à une même table le régime syrien et l'opposition pour trouver une solution politique.

Le CNS a pris la décision de boycotter Genève-2 après deux jours de réunion à Istanbul. Elle intervient à la veille d'une rencontre entre le secrétaire d'Etat américain John Kerry et Lakhdar Brahimi, l'émissaire de l'ONU et de la Ligue arabe pour la Syrie, sur la préparation de Genève-2. M. Sabra a accusé la communauté internationale d'avoir laissé le régime impuni après l'attaque chimique du 21 août près de Damas qui a fait des centaines de morts et a été attribuée à l'armée syrienne par l'opposition et des pays occidentaux.

La décision du CNS risque d'approfondir encore les divisions au sein d'une opposition déjà très fragmentée et affaiblie par un désaveu des principaux groupes rebelles armés sur le terrain. Des combats entre anti-Bachar ont fait cinquante morts hier. Lexpress.fr 13.10

Hollande-Fabius vont tout faire pour tenter de saborder la conférence dite de Genève-2 parrainée par Washington et Moscou pour qu'elle n'ait pas lieu, car son issue entérinera définitivement la mise hors course de la France, une nouvelle humiliation pour le tandem de va-t-en-guerre français.

L'engagement de Hollande au côté des marionnettes de l'opposition syrienne qu'ils manipulent.

- L'opposition syrienne reçue ce mardi à l'Elysée - nouvelobs.com 21.08.12

- Syrie : Hollande «encourage» le CNS à fédérer l'opposition - leparisien.fr 21.08.12

- Syrie : Hollande adoube l'opposition - JDD - 18.11.12

- L'opposition syrienne se réunira à Paris fin janvier - Reuters 20.01.13

- À Paris, le chef de l'opposition syrienne réclame plus de soutien - Le Point.fr 24.07.13

- Hollande reçoit jeudi le chef de la Coalition nationale syrienne - europe1.fr 27.08.13

Hollande, tout comme l'Arabie Saoudite ou l'Etat sioniste refuse tout accord politique de l'opposition syrienne avec Assad.

Entretien avec le Conseil National Syrien - www.elysee.fr 21.08.12

Extrait. Le Président de la République a reçu aujourd'hui une délégation du Conseil National Syrien, conduite par son président, le Dr Abdel Basset SAYDA. Il a salué le rôle central que cette instance joue au sein de l'opposition syrienne. (...)

Dans le prolongement de la réunion du groupe des Amis du Peuple Syrien à Paris, le 6 juillet dernier, la France continuera de jouer un rôle de premier plan pour progresser vers une transition politique en Syrie qui suppose le départ de Bachar AL ASSAD.
www.elysee.fr 21.08.12

Sauf que voilà, le départ d'Assad n'est plus envisagé par les Américains...

Qu'est-ce que le Conseil National Syrien ? Extrait.

Créée il y a une semaine à Doha, au Qatar, la Coalition de l'opposition syrienne a été reconnue mardi par la France comme "*seule représentante légitime du peuple syrien.*"

Le CNS n'est pas véritablement le groupe d'opposition syrienne, cependant il est généralement reconnu comme la "*principale coalition d'opposition*", selon les mots de la BBC.

Le *Washington Times* le décrit comme "*un groupe de coordination des factions rivales, basé en dehors de la Syrie*". Ce qui est certain, c'est que le CNS est le groupe d'opposition qui a les relations les plus fortes et les plus fréquentes avec les puissances occidentales et qui a ouvertement appelé à une intervention étrangère dès les premiers moments de l'insurrection.

En Février 2012, à l'ouverture du Sommet des Amis de la Syrie en Tunisie, William Hague, a déclaré: "*Je vais rencontrer les dirigeants du Conseil National Syrien dans quelques minutes ... Avec les autres nations, nous traiterons désormais avec eux et les reconnaitrons en tant que représentant légitime du peuple syrien.*"

Le plus ancien porte-parole officiel de la CNS est l'universitaire syrienne Bassma Kodmani, vivant à Paris.

Kodmani est membre du bureau exécutif et chef des affaires étrangères pour le Conseil National Syrien. Elle est donc assez proche du cœur du pouvoir du CNS, et elle est la plus virulente porte-parole du conseil. Cette année, ce fût sa deuxième participation à la réunion du Groupe Bilderberg. Lors de la conférence 2008, Kodmani a été répertoriée dans la liste des français; en 2012, ceci avait disparu et fût inscrite dans la liste des "internationaux" – son pays natal était alors devenu le monde des relations internationales.

En 2005, Kodmani a travaillé pour la Fondation Ford au Caire, où elle a été directrice de sa gouvernance et du programme sur la coopération internationale. La Fondation Ford est une vaste organisation, dont le siège est à New York, et où Kodmani était déjà assez haut placée.

En Février 2005, les relations entre les États-Unis et la Syrie se sont effondrées, et le président Bush a rappelé son ambassadeur à Damas. Un grand nombre de projets de l'opposition datent de cette période.

"*L'argent des États-Unis pour les figures de l'opposition syrienne a commencé à couler sous la présidence de George W. Bush après qu'il ait effectivement gelé les relations politiques avec Damas en 2005*", explique le *Washington Post*.

En Septembre 2005, Kodmani a été nommée directrice exécutive de l'Initiative de Réforme Arabe (IRA) – un programme de recherche initié à l'origine par le puissant lobby américain lobby, le Council on Foreign Relations (CFR).

Le CFR est un think tank élitiste ayant pour but d'analyser la politique étrangère américaine et la situation politique mondiale, et l'Initiative de Réforme Arabe est décrit sur son site Internet comme un "projet du CFR". (Pour lire la suite : *Qui est vraiment l'opposition syrienne ? Qui la finance ? Qui sont ses représentants ?* - Le Journal du Siècle 23.07.12)

(J'ai ajouté cet article très intéressant dans le portail à la rubrique Syrie, au format pdf, il manque les images que je n'ai pas réussi à capturer.)

Excellent, n'est-ce pas ? Voilà les hommes de paille de Washington que Hollande et Fabius soutiennent et financent, arment...

[**Brignoles. Quel dommage que le candidat de l'UMP n'ait pas été élu !**](#)

Le titre résume l'enseignement qu'on peut tirer de cette farce électorale d'un très mauvais goût : ce sont les fossoyeurs des valeurs les plus élémentaires de la République qui font le lit de l'extrême droite, qui dénoncent sa victoire électorale à Brignoles, Peillon en tête qui organise la destruction de l'école publique avec sa contre-réforme rejeté dans tout le pays.

Vous lirez ci-dessous que le PS et ce qui ose encore s'appeler la gauche regrette que le candidat de l'UMP qu'ils ont soutenu n'ait pas été élu, selon eux cela aurait été une grande victoire pour la République... bananière, ainsi ils témoignent qu'ils incarnent bien le régime, la gauche contrairement au PS ne figure pas dans le même camp que l'UMP, elle fait en sorte que les intérêts des capitalistes soient préservés ainsi que la stabilité des institutions en se partageant rôles, places et prébendes, et tout parti qui soutient le PS se trouve dans la même situation, dont le PG associé au PCF dans le FdG, sans parler qu'ils appelleront tous à soutenir les candidats du PS qui se retrouveront au second tour des élections en 2014 comme en 2012, comme toujours dans le passé, rien de changer et on se lasse de le répéter.

Hier j'ai eu au téléphone une camarade indifférente qui m'a dit que tout cela ne l'intéressait pas. C'est vrai que les militants et les travailleurs en ont plus que marre de leur comédie, cela fait déjà plus d'une décennie qu'ils étaient passés du "*front républicain*" avec le PS à celui avec le parti de l'ordre, quand ils ont appelé à voter Chirac en 2002 ou quand ils avaient accepté d'être ministre lors de son premier mandat en 1995. Blum avait ouvert la voie à Pétain, Hollande pourrait bien porter au pouvoir Marine Le Pen en 2017.

Le Front de Gauche doit plus que jamais proposer une alternative claire, dénuée de toute ambiguïté vis à vis de la politique d'austérité et au profit des plus riches du gouvernement. (PG. Election du FN à Brignoles 13.10)

- Le candidat du Front national a remporté dimanche l'élection cantonale partielle de Brignoles (Var) avec 53,9% des voix, un scrutin qui a vu l'échec du front républicain en dépit d'une mobilisation plus importante.

Lors de cette élection très attendue des états-majors politiques avant les municipales de mars, Laurent Lopez a recueilli au second tour 5.031 voix, contre 4.301 pour son adversaire UMP Catherine Delzers (46,1%), selon la préfecture du Var.

Après un 1er tour marqué par une très forte abstention, les électeurs se sont plus fortement mobilisés dimanche. Le taux de participation a atteint 47,47% (selon les chiffres définitifs de la préfecture), en hausse de 14 points par rapport au 6 octobre, où seulement 33,40% des électeurs s'étaient rendus aux urnes.

Pour le second tour, la candidate UMP a profité d'une meilleure mobilisation et d'un bon report de voix, après que le PS, le PCF et les Verts eurent appelé à un "*front républicain*" pour "*faire barrage*" au FN.

(Cela en dit long sur le niveau politique de ces électeurs. - ndlr)

Mme Delzers doublant la mise entre les 20% du 1er tour et le second, n'a pu toutefois combler son retard.

Mais l'électorat FN est également resté très mobilisé, plaçant le candidat FN en tête, entre 48% des voix et 56%, dans les six communes du canton, en particulier dans les communes les plus aisées autour de Brignoles.

Larmes aux yeux, les sympathisants de gauche avaient du mal à cacher leur déception.

(De gauche, vous êtes sûr ? - ndlr)

Le premier secrétaire du PS Harlem Désir a déploré la victoire du FN, "qui rappelle à la gauche l'impérieuse nécessité de son rassemblement dans les territoires" où le parti d'extrême droite est fort, en relevant que "*la candidate UMP arrive devant le candidat du Front national dans les principaux bureaux de vote de gauche du canton*".

(Comme quoi le PS est compatible ou soluble dans l'UMP, Hollande poursuit la politique de Sarkozy. Les 55% d'électeurs qui se sont abstenus ou une grande partie d'entre eux ne s'y sont pas trompés, y compris ceux qui ont voté pour le candidat du FN. - ndlr)

Originaire de Brignoles ou elle se trouvait dimanche, la présidente de SOS Racisme, Cindy Leoni, a estimé au contraire que la leçon de Brignoles "*c'est la défaite de la droite et de la gauche*" car c'est aussi "*la base de l'UMP qui glisse vers le FN*". Et l'UMP "*a tout à y perdre*", a-t-elle ajouté. AFP 13.10

(Pour un peu elle volerait au secours de l'UMP ou verserait une larme après sa défaite ! On a là la véritable nature de SOS racisme, ils rament pour le régime en place. - ndlr)

- La victoire du candidat Front national, Laurent Lopez, à la cantonale partielle de Brignoles est "*une mauvaise nouvelle pour la démocratie et pour la République*", a commenté dimanche 13 octobre le ministre de l'Education nationale Vincent Peillon sur BFM/LePoint/RMC.

(Vous et votre parti n'avez jamais cessé de les piétiner en réalité, vous êtes donc responsable de l'élection du candidat du FN à Brignoles. - ndlr)

"*Cette affaire, qui nous mine de l'intérieur, c'est quel avenir pour la France ? Sortir de l'euro ? Désigner en permanence des boucs émissaires ? Celui qui vient de perdre son emploi ? Ou celui qui est d'une autre religion que la nôtre ou d'une autre couleur de peau ?*", a-t-il continué. Le Nouvel Observateur avec AFP 13.10

(On se fout de l'avenir de la France et de votre discours collaborationniste qui a un relent d'union nationale nauséabond, c'est vrai que l'euro est une réussite... pour les riches, ceux pour lesquels vous gouvernez, quant à désigner des boucs émissaires, vous êtes les champions en la matière en manipulant des minorités pour dresser la majorité de la population contre elles, et pour ce qui est de la perte d'emploi, cela ne risque pas de vous arriver, mais il faut reconnaître au PS le talent d'accompagner les fermetures d'usines ou d'entreprises comme personne d'autres, et pour finir avec le gouvernement le plus ouvertement sioniste de la Ve République vous endosser le rôle de provocateur de premier plan, quand le ministre de l'Intérieur ne stigmatise pas une communauté entière soutenu par Hollande, décidément vous êtes très mal placé pour critiquer qui que ce soit, on aura du mal à imaginer pire démagogie. - ndlr)

J'ai voulu vérifier si le FN avait gagné des voix lors de ce scrutin, la réponse est affirmative au regard des résultats suivants que j'ai relevé dans le portail du ministère de l'Intérieur. Par rapport à la cantonale de 2011, le FN a gagné 624 voix, soit 15%.

Cantonale 2eme tour 2011 : 4 407 voix

Législatives 2eme tour 2012 : 1 917 voix

Présidentielle 1er tour 2012 : 2 445 voix

Un modeste "**provincial**" qui ne fait pas partie de "**l'aristocratie politique**"... mais qui a été invité à la réunion du groupe Bilderberg en 2009.

- Xavier Bertrand s'affiche comme le candidat de l'unité - Reuters

L'ancien ministre UMP Xavier Bertrand s'est présenté dimanche comme le candidat de l'unité en vue des primaires de son parti en 2016, affirmant avoir le sentiment d'être mieux placé que Nicolas Sarkozy et François Fillon pour l'emporter lors de l'élection présidentielle de 2017.

"*Je suis candidat à l'élection présidentielle et cela passe bien évidemment par les primaires qui seront organisées par l'UMP*", a dit le député de l'Aisne au Grand Jury Europe 1/Le Monde/TELEE.

"*Je pense qu'aujourd'hui je peux incarner une méthode et une ambition différentes des autres candidats dont on parle aujourd'hui*", a-t-il ajouté, se présentant entre autres comme un "*provincial*" ne faisant pas partie de "*l'aristocratie politique*."

"Si nous continuons les divisions pendant trois ans, pendant quatre ans, nos électeurs vont nous tourner le dos et ce sera la question de notre présence au second tour de la présidentielle qui sera posée", a-t-il ajouté.

Invité de la radio RCJ dimanche matin, le député UMP de l'Yonne Guillaume Larrivée, proche de Nicolas Sarkozy, a appelé Xavier Bertrand à ne pas aller trop vite. "*Je pense que chacun doit rester humble*", a-t-il dit. "Et si je me permettais de donner un conseil à Xavier Bertrand, qui a plein de qualités, qui est expérimenté, qui a fait du bon travail quand il était ministre des Affaires sociales de Nicolas Sarkozy, c'est de ne pas aller plus vite que la musique." Reuters 13.10

Quand le peuple américain se réveillera...

Il semblerait qu'il commence à comprendre ce qui se passe dans son propre pays, la propagande gouvernementale et de médiatique ne suffit plus, une bonne nouvelle dont on avait déjà eu des échos mais qui demandait confirmation, c'est fait avec le rejet massif d'une nouvelle guerre au Moyen-Orient en son nom. Espérons que cette nouvelle période politique qui s'ouvre se traduira par la montée en puissance du mouvement ouvrier américain...

Kerry : ouverture progressive de la "*fenêtre diplomatique*" avec l'Iran - LeMonde.fr

A deux jours de négociations internationales cruciales à Genève sur le dossier nucléaire iranien, le secrétaire d'État américain John Kerry a estimé, dimanche 13 octobre, que la fenêtre diplomatique avec l'Iran était "*de plus en plus ouverte*".

"*Mais je veux que vous sachiez que nos yeux sont également ouverts*", a lancé le chef de la diplomatie américaine à l'adresse des quelque 1 600 délégués du groupe de pression américain pro-Israélien AIPAC (American Israel Public Affairs Committee), une puissante organisation juive américaine qui tenait son sommet annuel.

"*Alors que nous recherchons un règlement pacifique au programme nucléaire iranien, les mots doivent être suivis d'actes*", a répété

M. Kerry en allusion à la volonté d'ouverture diplomatique manifestée par l'Iran depuis un mois et le bon accueil des États-Unis.

"*Quel que soit l'engagement avec l'Iran, nous sommes pleinement conscients des besoins de sécurité d'Israël*", a affirmé le secrétaire d'État devant l'APAIC. lemonde.fr 13.10

L'APAIC est un lobby sioniste très puissant et très riche aux États-Unis, elle a infiltré toutes les institutions. Cependant les sionistes sont une infime minorité dans ce pays, et Obama doit gérer plus de 312 millions d'Américains, alors quand l'immense majorité rejette la guerre et témoigne de plus en plus son aversion envers sa politique, signe précurseur ou manifestation de son indépendance, entre l'APAIC et le peuple américain qui pourrait bien finir par remettre en cause la stabilité du régime, le choix d'Obama est vite fait, en réalité il n'a pas trop le choix.

En complément, je vous invite à lire cet article très intéressant rédigé par un ex-membre de l'APAIC, en ligne dans le site à la rubrique politique.

Comment l'AIPAC a perdu son emprise (Washington Spectator) - M.J. Rosenberg, - dimanche 13 octobre 2013 - legrandsoir.info

ACTUALITE EN TITRES

[Grillés encore plus vite que Sarkozy](#)

- Cote de popularité: Hollande en baisse de 3 points (26%), Ayrault aussi (29%) - AFP

[Le parti des patrons.](#)

- Primaires du PS à Aix-en-Provence : un ancien PDG et un avocat au second tour - LeMonde.fr

[Réaction néolibérale internationale.](#)

Pas d'amnistie pour les porte-parole d'une institution illégitime au service de l'impérialisme anglo-saxon.

- Amnesty déplore l'appel de l'Union africaine à l'immunité des hommes d'Etat - LeMonde.fr

Vous savez là la véritable nature réactionnaire d'Amnesty.

Instrumentalisation des minorités. Comme partout dans le monde.

- Afrique du Sud: Valérie Trierweiler rencontrera un couple de lesbiennes - AFP

Les droits des homosexuels sont garantis par la loi en Afrique du Sud. Mais dans la pratique, de nombreuses lesbiennes des townships sont victimes de graves discriminations. AFP 13.10

Les colons Hollande-Fabius "**exigent**".

- Paris va envoyer des troupes en Centrafrique - AFP

Le chef de la diplomatie française Laurent Fabius a annoncé dimanche à Bangui l'envoi de troupes supplémentaires en Centrafrique tout en exigeant l'organisation d'élections AFP 13.10

Les dictateurs Hollande-Fabius traitent toujours les différents États africains qui faisaient partie de l'empire colonial français comme des dominions.

[Le luxe est indécent, la luxure est vulgaire.](#)

- Les Champs-Élysées, avenue «*vulgaire et chère*» que les Parisiens évitent - Slate.fr

[Haut de page ↗](#)

Le 15 octobre 2013

CAUSERIE

Je n'ai pas eu le temps de traiter deux infos, l'annonce du prix Nobel d'économie à trois Américains, j'ai parcouru rapidement deux articles, à se tordre de rire, le second relatif à la création d'un nouveau parti en Espagne par des "Indignés, le Parti X, cet article date de plusieurs jours il faut que je le retrouve.

[Comment se faire passer pour ce qu'on n'est pas. La méthode : le partage des rôles et des positions à géométrie variable.](#)

- Des syndicats français boycottent le Forum mondial de la sécurité sociale au Qatar - AFP

Le prochain forum de l'Association internationale de la sécurité sociale (AISS) aura lieu du 10 au 15 novembre à Doha, au Qatar, riche pays du Golfe accusé d'exploiter la main d'oeuvre employée sur des chantiers du Mondial 2022.

«Un certain nombre d'organisations de salariés ont fait part de leur désaccord sur ce choix (du Qatar, ndr) lié aux conditions de travail des migrants», a annoncé Jean-Louis Deroussen, président du conseil d'administration de la Caisse nationale des allocations familiales (Cnaf) lors d'une conférence de presse lundi. Les cinq syndicats de salariés représentatifs (CFDT, CFE-CGC, CFTC, CGT, FO) siègent au sein des organismes de Sécurité sociale.

«Nous respectons leur choix», a dit Jean-Louis Deroussen à la presse après avoir justifié le choix de Doha.

«Le Qatar est un État membre de l'AISS, le Qatar est membre de l'ONU, le Qatar est membre de l'OIT. Il a postulé comme tous les pays membres de l'AISS peuvent le faire, le Qatar a postulé pour l'organisation de ce forum et donc il a été retenu», a-t-il dit. Fondée en 1927, l'AISS regroupe 360 organismes de protection sociale de plus de 150 pays.

"Selon un communiqué, onze administrateurs ont voté contre (trois CGT, deux CFTC, cinq UNAF, une personne qualifiée), huit pour (trois FO, trois CFDT, deux personnes qualifiées), deux ont pris acte (deux CGC) et douze "n'ont pas pris part au vote" (six Medef, deux UPA, trois CGPME, une profession libérale)." AFP 14.10

Les syndicats siègent dans les organismes de Sécurité sociale comme les actionnaires siègent au conseil d'administration d'une entreprise cotée en Bourse, ils en acceptent l'orientation. En échange de leur participation au côté du patronat à ces organismes dont le budget est adopté chaque année par le gouvernement et le parlement à sa botte, ils perçoivent d'importants avantages en nature ou financiers qui profitent également aux appareils de certains partis ouvriers dans la mesure où les permanents syndicaux sont également des cadres ou des dirigeants de ces partis.

C'est ainsi que la collaboration de classes est institutionnalisée depuis 1945 et s'étend aux institutions internationales du capital, puisque l'OIT est une émanation de l'ONU. Dès lors évoquer des syndicats ou des partis ouvriers indépendants est une supercherie politique qui ne sert qu'à masquer leurs rapports, leurs liens permanents avec le capital sans lesquels leur existence pourrait même être remise en cause.

Refuser de participer à ce forum ne témoigne pas de l'indépendance des syndicats dans la mesure où leur absence à cette manifestation n'aura aucune répercussion et ne remettra pas en cause la participation du Qatar à l'AISS, cette mise en scène doit servir uniquement à nourrir l'illusion que les syndicats seraient indépendants et à camoufler leur véritable nature ou orientation selon les syndicats, réformiste bourgeois, patronaux ou jaunes, contre-révolutionnaires ou antisocialistes.

[Quand le droit est supérieur ou incompatible avec le niveau économique de la majorité de la société, le législateur se fait dictateur.](#)

Jusqu'à présent les rapports entre les différents membres qui composent la société reposaient sur l'interprétation des rapports des hommes avec le monde extérieur. Cette interprétation est demeurée largement inconsciente jusqu'à nos jours, puisque la compréhension de ces rapports n'est pas une faculté innée chez l'homme, il doit l'acquérir au cours de sa vie ou vivre jusqu'à son dernier souffle sous l'emprise de l'ignorance de sa véritable condition, ce qui est le sort de la plupart des hommes.

Au fur et à mesure du développement des forces productives et des changements intervenus dans le mode de production qui leur correspondait (pour faire bref), c'est l'ensemble de ces rapports qui évoluèrent ou connurent de profonds bouleversements, y compris celui entre les hommes et les femmes, leur rôle et leur place dans une société dorénavant divisée en classes sociales aux intérêts opposés, rapports dont l'Etat est chargé d'assurer la stabilité en privilégiant les intérêts de la classe dominante.

Cette classe dominante par le biais de l'Etat ou du législateur à sa solde a codifié les rapports entre les classes en leur donnant un contenu juridique pour à la fois les légitimer et contraindre la classe dominée à respecter son état ou admettre sa condition inférieure. Quant aux rapports spécifiques entre les hommes et les femmes, si à l'état originel ils répondaient à des critères naturels, au fur et à mesure que les rapports des hommes à la nature ou à leur environnement prenaient un tour social, en se spécialisant dans une ou des activités qu'ils se répartirent lors de la première division du travail que connut l'humanité, ces rapports entre les deux sexes allaient évoluer et s'adapter au développement des forces productives.

Les transformations qui allaient intervenir dans les rapports entre les hommes et les femmes qui servaient de supports à la culture ou aux moeurs des différentes civilisations, de lois ou de code de conduite, étaient la conséquence à un moment donné du développement des forces productives pour leur permettre de franchir une nouvelle étape, les anciens rapports entre les hommes et les femmes constituant désormais un obstacle ou un frein à l'évolution ou l'essor de la société.

Donc c'était les rapports sociaux de production et leur évolution qui précédaient la décision du législateur de procéder à des modifications des rapports entre les deux sexes. A cette occasion il pouvait faire preuve d'audace et anticiper la prochaine évolution du mode de production en vigueur, sans pour autant envisager de changements radicaux qui auraient été rejetés violemment par la population et l'Eglise, c'est ainsi que sur le fond depuis le passage du matriarcat au patriarcat et la main mise de l'Eglise sur les consciences, ces rapports demeurèrent pratiquement inchangés depuis quelque deux mille ans.

Les femmes participent aux rapports sociaux de production depuis la nuit des temps contrairement à ce que des ignorants ou des manipulateurs affirment, ne serait-ce que pour survivre et se reproduire ou assurer la reproduction de l'espèce humaine comme le faisait remarquer Engels. Ce fut là l'expression la plus élémentaire de la division du travail entre les hommes et les femmes à l'aube de la civilisation humaine, les hommes étant bien obligés de subvenir aux besoins des femmes et des enfants quand ils n'étaient pas en mesure de les assurer eux-mêmes.

Depuis sous les différents mode de production les femmes ont toujours travaillé et assumé un rôle social dans la société.

La division du travail qui s'est instauré très tôt entre les hommes et les femmes et les rapports entre eux qui en découlèrent, prirent en compte le rôle spécifique que chacun remplissait de par leur nature différente, dont celui de la femme d'enfanter et par extension d'élever ses enfants, pendant que l'homme allait chasser ou partait à la guerre sa compagne s'occupait du foyer familiale, l'un et l'autre remplissaient un rôle spécifique qui se complétait et permettait d'assurer leur survie et leur descendance. Plus tard l'homme passa à l'agriculture qui nécessitait également une grande dépense physique, la femme ajouta à ses fonctions domestiques la garde des animaux domestiques ou l'entretien d'un petit troupeau de bovins ou d'ovins. Puis, lorsque le régime féodal prit fin, les hommes partirent travailler dans les mines et les usines, les besoins en main d'oeuvre du capitalisme pour se développer étant supérieurs à tous les modes de production du passé, les femmes partirent également travailler à l'usine pendant que les enfants étaient envoyés dans les mines. Généralement lorsque la femme travaillait quand elle n'avait pas encore d'enfants, sinon elle restait au foyer pour les élever et s'occuper des affaires de sa petite famille.

On en arriva au cours de la seconde moitié ou plutôt vers la fin du XXe siècle à la généralisation du travail des hommes et des femmes, au nom de l'égalité des droits entre les sexes, généralisation du travail des femmes rendue possible du fait du développement du secteur tertiaire principalement.

L'évolution du statut des femmes qui allaient pouvoir accéder aux mêmes fonctions que les hommes dans la société, allait se produire au détriment de leur fonction spécifique qui a été largement caricaturée pour leur faire accepter l'abandon progressif de leur rôle de mère, ainsi que le rôle complémentaire qu'elles remplissaient au côté des hommes, le législateur allant jusqu'à dénoncer ces rapports sous la pression du lobby féministe véhiculé par l'idéologie néolibérale, et considérer qu'ils sont de nos jours inutiles, voire nuisibles après les avoir dénaturés à l'excès. A l'étape suivante qui était prévisible depuis les années 80, il en vint à louer les bienfaits de l'homosexualité qu'il plaça sur le même pied d'égalité de droit que l'hétérosexualité.

Depuis la nuit des temps jusqu'à notre époque, l'évolution des rapports entre les hommes et les femmes et de leurs statuts dans la société a été le produit du développement des forces productives et du passage d'un mode de production à un autre, or ce qui vient de se produire est l'inverse. Le législateur a procédé à un coup de force en introduisant des modifications importantes dans les rapports entre les deux sexes sans que les rapports sociaux de production n'aient changé, du coup la majorité de la population est encline à conserver le même état d'esprit ou les mêmes réflexes comportementaux qu'autrefois, à considérer que rien ne justifie une telle évolution.

Cela va plus loin encore, puisqu'il s'attaque également aux rapports entre les parents et leurs enfants, aux rapports entre les hommes et leur sexualité qu'il entend modifier, qu'ils criminalisent au moyen de lois liberticides ou répressives.

Pour ne prendre qu'un exemple, l'Etat s'immisce dans les rapports entre les parents et leurs enfants en tentant de leur imposer un modèle d'éducation pour lesquels la plupart ne sont pas prêts ou qui ne peut concerner que les familles de nantis auxquelles la bonne conscience ne coûte rien ou plutôt qu'elles peuvent monnayer à moindre frais, dans la mesure où elles bénéficient d'un statut social (matériel et financier) supérieur à la moyenne de la population composée de prolétaires qui leur permet de concevoir

une telle évolution de ces rapports ou d'en profiter directement, puisque la société se montre particulièrement généreuse envers eux ou les favorise. Dit autrement, la modification de ces rapports entre les parents et les enfants est incompatible avec les conditions matérielles d'existence de la majorité de la population, conditions matérielles qui déterminent en grande partie leur niveau de conscience.

Si ces modifications peuvent être envisagées favorablement par les classes et les couches privilégiées, elles se traduisent par la dislocation des rapports entre les parents et leurs enfants dans les familles les plus désavantagées de la société et bien au-delà d'ailleurs, dans la mesure où elles conduisent à affaiblir l'autorité des parents sur leurs enfants, ces parents étant incapables aussi bien sur le plan matériel qu'intellectuel d'assumer une telle évolution de ces rapports ou du droit.

On dit que le droit ne peut être supérieur au développement économique, dans le cas contraire, cela entraînera des tensions extrêmes dans les rapports entre les classes et à l'intérieur même des classes jusqu'à pénétrer les rapports les plus élémentaires de la société et les mettre en péril, entraîner leur dislocation... On est dans ce cas de figure ici, cette démonstration est valable pour traiter toutes les questions de société que le PS et le gouvernement mettent en avant depuis l'élection de Hollande, on en a encore quelques exemples effrayant dans l'actualité du jour. (A suivre.)

Je rajoute un passage plus tard en fin de soirée.

On dit que le droit ne peut être supérieur au développement économique en parlant d'un pays, mais c'est valable aussi dans un pays comme la France où il existe des inégalités croissantes entre les classes, et où finalement une majorité des masses est exclue du développement économique, du progrès social qui en réalité n'existe plus puisque tous les services tendent à être soumis à la marchandisation, sans même parler du bien-être ou du développement harmonieux de chacun, la satisfaction des besoins élémentaires de la population n'est pas un droit reconnu par le législateur, elle est fonction des revenus de chacun, or il existe dans ce pays des millions de pauvres et autant qui doivent se résoudre à bien des sacrifices pour ne pas le devenir, de telle sorte qu'une grande partie de la société se retrouve soumise à des conditions économiques (inférieures) sans rapport avec l'évolution du droit.

Dit autrement, la majorité de la population se sent étangère à cette évolution du droit qu'elle ne peut pas suivre, puisqu'au contraire ses conditions d'existence ne cessent de se dégrader, finalement et c'est bien ainsi qu'il faut l'interpréter car c'était l'intention de départ du législateur, l'évolution du droit se fait contre la majorité de la société, c'est elle qui est visée, pour briser sa résistance à la destruction de tous les rapports qui existaient jusqu'à présent, rapports qui étaient issus du développement du capitalisme et de la lutte des classes, qui avaient un contenu de classe ou reproduisait les rapports entre les classes pour leur substituer des rapports purement mercantiles, dénués de tout contenu social, la société (et le monde) devant se composer uniquement de serfs ou d'esclaves sans autres droits que ceux que leur accorde leur revenu en fonction de l'intérêt qu'en retire l'oligarchie financière qui gouverne le monde.

L'évolution du droit est dictée jusque dans les moindres détails par cette stratégie néolibérale. Croire que l'évolution du droit serait favorable aux femmes, aux homosexuels, aux travailleurs immigrés ou je ne sais qui est une pure vue de l'esprit, elle est foncièrement réactionnaire. Comment peut-on imaginer un seul instant le contraire lorsqu'on observe quotidiennement que la politique mise en oeuvre par tous les gouvernements est réactionnaire sur toute la ligne.

En complément.

Avant de lire ces titres, je précise que j'ai été un enfant battu et que je n'ai jamais élevé la main sur ma fille, sans doute parce que j'ai eu la chance, le privilège d'élever mon niveau de conscience politique, ce qui n'est pas donné à tous les prolétaires.

Aussi je ne condamnerai pas ce père qui a frappé son fils, je condamne l'Etat et les partis institutionnels qui assurent la survie du capitalisme, interdisant aux masses exploitées d'accéder à un niveau de conscience supérieur en leur interdisant d'accéder à des conditions matérielles d'existence permettant le développement de rapports harmonieux entre les parents et leurs enfants sans recourir à la violence.

C'est un luxe au-delà des moyens de la condition misérable dans laquelle vous maintenez les masses.

- Y a-t-il une manière éthique d'élever ses enfants? - Slate.fr

Double peine.

- A Limoges, 500 euros avec sursis pour une fessée - Francetv info

Un père a été condamné pour avoir donné une fessée déculotée à son fils de 9 ans. Francetv info 14.10

En fait ce père est divorcé et c'était la mère qui avait la garde de leur fils. Lors de la visite de leur fils chez son père le jeune garçon

a refusé de dire bonjour à son père qui l'a mal pris et s'est emporté, la mère en a profité pour porter plainte comme son ex-compagnon, pour finir la justice a sanctionné l'attitude du père sans trop se poser de questions. On imagine que cela va servir à améliorer les relations entre le père et son gamin.

Je n'aurais jamais accepté que mon père soit jugé et sanctionné pour m'avoir cogné sans raison, il rentrait du boulot exténué et énervé et pour un rien il me frappait, c'était quasi-quotidien, on était très pauvre et parvenir à boucler les fins de mois était problématique, très compliqué, voire impossible. Alors quand on a un gosse qui vous répond, qui se fout de vous ou qui ne file pas droit, cela défoule de passer ses nerfs dessus. Gosse je craignais mon père mais je l'aimais bien quand même, beaucoup moins plus tard, jusqu'à ne plus voir du tout ou presque mes parents, ils n'ont jamais vu ma fille qui a aujourd'hui à 32 ans.

C'est très tard que j'ai compris que mes parents avaient été incapables d'agir autrement avec moi, parce qu'ils étaient demeurés arriérés, mais surtout parce que la société s'était employée à leur pourrir la vie en les maintenant dans un état de pauvreté permanent, à défaut de pouvoir répondre au formidable déficit que représentait la prise en charge des besoins d'un enfant, ils allaient employer le seul moyen qu'il leur restait, la violence, les châtiments.

Je n'en veux plus à mes parents, et je pense que si j'avais été à la place du ou des juges qui ont infligé cette amende stupide à ce père de famille, je lui aurai tenu ce langage en présence de son ex-épouse et de son gosse, ainsi ils auraient pu comprendre comment une telle situation avait pu se produire et qu'il ne servait à rien de culpabiliser le père, la mère ou le gamin qui avait peut-être manqué de respect à son père, c'est ce que le père a dit au tribunal, parce qu'en définitif c'était la société telle qu'elle est ou qu'elle est devenue qui a favorisé l'émergence de tels rapports, où la frustration et l'humiliation engendrées par une expérience mal vécue ou douloureuse peuvent transformer l'amour en haine et se traduire par des actes violents inutiles ou que chacun regrette par la suite.

Encore une fois leur justice scélérate criminalise le comportement de parents, car c'est valable pour le père ou la mère qui peut frapper son enfant, qui agissent conformément à leur niveau de conscience ou à l'éducation qu'ils ont reçue et qu'ils reproduisent parce qu'ils n'ont pas eu les moyens ou l'opportunité d'évoluer.

Leur justice veut imposer par la loi et par la force un changement dans le comportement ou la mentalité de la population, cela vaut envers les femmes, les homosexuels, les immigrés ou tout autre minorité ou communauté minoritaire, alors que les conditions d'existence de la majorité des masses n'a pas évolué et leur état de conscience qui va avec non plus.

On aurait pu se contenter de dire que leur justice était dégueulasse, mais on ne serait pas plus avancé pour autant, or il faut que les militants et les travailleurs comprennent bien ce qui est en train de se passer, puisque ce processus de criminalisation et de culpabilisation de la population de la part du législateur est devenu permanent, particulièrement depuis que le PS est au pouvoir. C'est un moyen comme un autre de faire en sorte que les différentes couches de la population se dressent les unes contre les autres, se divisent pour gouverner tranquillement.

Réseaux de "**traite et de proxénétisme**" : le PS et les institutions de la Ve République !

- Dépôt de la proposition de loi sur la prostitution - Liberation.fr

La "*proposition de loi renforçant la lutte contre le système prostitutionnel*" prévoit notamment la création d'une amende de 1.500 euros sanctionnant le recours à la prostitution, doublée en cas de récidive.

"*L'interdiction de l'achat d'un acte sexuel est à ce jour la mesure la plus efficace pour réduire la prostitution et dissuader les réseaux de traite et de proxénétisme*", affirme l'exposé des motifs. Liberation.fr 14.10

A défaut de changer la société de telle sorte que les hommes et les femmes puissent satisfaire leurs besoins sexuels et vivre en harmonie, ils criminalisent la prostitution qui est un substitue.

Ils ont poussé le cynisme jusqu'à reconnaître que leur loi infâme ne mettra pas fin à la prostitution, qui pour ces femmes palie l'absence de conditions leur permettant d'avoir une vie décente "*qu'il convient de protéger plutôt que d'interpeller*" est-il précisé dans leur proposition de loi.

Dans une société d'esclaves et d'oligarques, il n'y aura plus que chez ces derniers que la filiation existera : une monarchie absolue héréditaire.

- Droits des femmes : la France lève ses réserves à une Convention de l'ONU - Liberation.fr

La ministre française des Droits des femmes, Najat Vallaud-Belkacem, a officialisé cette décision lors d'une brève cérémonie au bureau des affaires juridiques de l'ONU. Liberation.fr 14.10

Mais qu'est-ce qui justifiait les réserves émises en 1981 qui avait empêché Mitterrand de signer cette Convention ?

Et qu'est-ce qui 30 ans plus tard a permis de lever ces réserves, je vous le donne en mille ?

La France a levé lundi ses dernières réserves à une Convention de l'ONU sur les droits des femmes datant de 1981, à la suite de l'adoption de la loi française sur le mariage pour tous.

La France avait émis certaines réserves, dont l'une limitait la possibilité pour les parents de décider à égalité du nom de famille de leur enfant. La Convention accorde en effet «*les mêmes droits personnels au mari et à la femme, y compris en ce qui concerne le choix du nom de famille*» (article 16).

La loi française ouvrant le mariage et l'adoption aux couples homosexuels, promulguée en mai dernier, a rendu caduque cette réserve en modifiant la transmission du nom de famille. Liberation.fr 14.10

Comme quoi ils ont de la suite dans les idées et leur politique correspond bien à une stratégie générale arrêtée de longue date.

Militarisation ou violation de la liberté de pensée

- Élue, militante, conseillère municipale... Racontez-nous comment le sexisme est présent dans la vie politique locale 20minutes.fr

Question à cent balles : Pensez-vous que sans changer les rapports sociaux de production dont découlent tous les rapports dans la société, il soit possible de modifier radicalement ces derniers et de réaliser ainsi les objectifs du socialisme ? Si vous répondez oui, inscrivez-vous vite à l'UMP, à UDI, au PS ou à l'un des partis dits de gauche, c'est que vous y avez votre place.

ACTUALITÉ DU JOUR

Qui l'aurait cru franchement ?

- UIMM: Gautier-Sauvagnac confirme les dons en liquide aux syndicats - AFP

L'ancien patron de l'UIMM Denis Gautier-Sauvagnac a confirmé lundi devant le tribunal correctionnel de Paris que les syndicats étaient bien les bénéficiaires des enveloppes d'argent liquide de la puissante fédération de la métallurgie.

Interrogé en début d'audience lundi sur les destinataires de ces fonds, Denis Gautier-Sauvagnac est revenu sur ses précédentes déclarations.

"*En réalité, je reconnais que je n'ai pas été assez clair jusqu'à présent et je confirme ici les propos d'Arnaud Leenhardt*", a-t-il déclaré.

Arnaud Leenhardt, un de ses prédécesseurs à la tête de la puissante Union des industries et métiers de la métallurgie (1985-1999), avait affirmé mercredi que les bénéficiaires des enveloppes d'argent liquide étaient "*les cinq syndicats représentatifs*".

"*Ce sont bien les syndicats, comme il l'a dit*", a acquiescé Denis Gautier-Sauvagnac qui s'était jusqu'alors toujours refusé à se prononcer sur ce sujet.

"*Ces contributions étaient une forme d'appui que, depuis des décennies, l'UIMM apportait à des organisations de salariés et patronales*", a-t-il ajouté.

Il a précisé que ces aides se présentaient sous deux formes.

La première, sous forme de chèques, "*concernait des achats d'espaces publicitaires à prix d'or ou des location de stands, également à prix d'or, ou encore l'achat de journaux syndicaux*", a raconté l'ancien patron en précisant qu'il s'agissait en réalité "*d'une façon d'habiller les contributions*" de sa fédération.

"*Mais cela n'était pas suffisant, c'était un prétexte qui avait ses limites*", a-t-il poursuivi en précisant que le reste des aides étaient données "*en liquide*" de façon "*plus discrète*".

Stands à la fête de L'Huma

"C'était en quelque sorte une forme d'abonnement. Mon prédécesseur m'avait indiqué les montants qu'il fallait verser et je m'y suis tenu", a-t-il dit.

Les bénéficiaires étaient aussi "les syndicats étudiants", a affirmé Dominique de Calan, ex-délégué général de l'UIMM.

"Dire que l'UIMM finançait des stands à la fête de l'Huma n'était pas pensable", a-t-il répondu. "Si cela s'était su, je pense que certains auraient perdu leur emploi, leur mandat (...) et je ne vois pas comment les syndicats étudiants qui passaient leur temps à nous crier dessus pourraient reconnaître avoir été aidés", a-t-il ajouté.

(Désolé pour les militants du PCF qui en diffusant l'Huma croyaient oeuvrer pour le communiste, ils ignoraient que leur ennemi le finançait, une gigantesque escroquerie politique et une tragique méprise en somme. - ndlr)

"Dans un climat général de lutte des classes, les syndicats auraient été mis au ban de la société" s'il avait été dit qu'ils recevaient de l'argent du patronat, a-t-il insisté.

La chef comptable de l'UIMM Dominique Renaud, qui allait régulièrement retirer "de 30.000 à 200.000 euros" (environ 2 millions par an) en liquide dans "un sac à main" dans les quatre comptes Epim de l'UIMM à la demande de Denis Gautier-Sauvagnac, a raconté à l'audience ne pas s'être posée de question.

"Dès mon arrivée à l'UIMM en 1976, j'ai tout de suite eu le sentiment qu'il ne fallait pas poser de question, sous peine de paraître indiscret", a-t-elle expliqué.

Interrogée sur la destruction de pièces comptables, elle a répondu qu'on lui avait dit que "s'il y avait un problème, il fallait détruire les reçus". Muette devant les enquêteurs, elle a justifié qu'après "trente ans de silence", il lui avait été difficile de parler à "des gens qu'elle ne connaissait pas".

"Mais c'était tout de même des policiers", lui a fait remarquer la présidente.

Le secrétaire général de la CGT métallurgie, Philippe Martinez, a de son côté nié sur France Info l'implication de son syndicat. "Ce que nous voulons savoir c'est : à qui ont été données ces sommes? Quand? Comment? Sous quelle forme? Pour l'instant on ne sait rien", a-t-il réagi.

"Il faut des sommes, des noms dans les syndicats - si les syndicats sont touchés - et dans les partis politiques", a-t-il ajouté. AFP 14.10

Philippe Martinez est un malin, Dominique Renaud a répondu aux juges que les pièces à conviction avaient été détruites.

Tous corrompus, quoi, on le savait. Mais il existe encore des syndicats indépendants clame le POI, sauf des sources qui les financent ! Allez messieurs les trotskistes : vive la lutte des classes et le socialisme !

[Fric-fracturation idéologique d'une aventurière.](#)

- Refus du gaz de schiste: Anne Lauvergeon dénonce un "crime contre l'esprit" - L'Expansion.com -

Anne Lauvergeon, qui a rendu à François Hollande un rapport sur l'innovation en France, estime que ce serait un "crime contre l'esprit" de ne pas réfléchir à l'exploitation des ressources en gaz de schiste. (Un "crime contre l'esprit", rien de moins, alors elle est bonne à tuer ! - ndlr)

L'ancienne présidente d'Areva, Anne Lauvergeon, a prôné la recherche et l'expérimentation en matière de gaz de schiste, estimant que l'avis du Conseil constitutionnel n'entravait rien, dimanche sur Europe 1.

Selon elle, "il faudrait qu'on équilibre par un principe d'innovation" le principe de précaution ancré dans la Constitution. Sinon, "l'application du principe de précaution, c'est on s'assied sur un trottoir et on attend la fin", a-t-elle estimé.

Evoquant l'exemple de la Grande-Bretagne, elle a prôné la création en France d'une "fabrique de consensus, un lieu où il y ait des parlementaires de gauche, de droite, des entreprises, des partenaires sociaux... pour créer des consensus de long terme". L'Expansion.com avec AFP 14.10

Dans la liste des participants à la réunion du groupe Bilderberg en 2006 : F, Lauvergeon, Anne – Chairman of the Executive Board, AREVA.

Un Internaute fournit la bonne réponse.

- *"Mais qu'est ce qu'elle raconte là? C'est la fracturation hydraulique qui est interdite parce que l'on en connaît les effets dévastateurs et la pollution gravissime des eaux souterraines qu'elle entraîne quasi systématiquement et cela pour le très long terme... Pour le moment il n'existe aucune méthode qui soit à la fois efficace et non polluante...expérimenter? C'est prendre des risques énormes, la France est un petit pays densément peuplé contrairement aux USA, on ne peut donc pas se permettre de perdre des ressources en eau, même localisées..."*

Même des forages géothermiques effectués en France, et qui utilisent les mêmes méthodes de fracturation, ont dû être stoppés en urgence à cause de l'infiltration d'eaux fortement salées et de la mobilisation de fractures géologiques (tremblements de terre).

[Happy news, « happy few » !](#)

Les ultrariches, ou «individus extrêmement fortunés» selon la définition du Rapport sur la richesse dans le monde publié par Capgemini et RBC Wealth Management, disposent d'un capital disponible d'au moins 30 millions de dollars (22,1 M€). Qu'ils n'hésitent pas à utiliser pour enrichir leur patrimoine immobilier de luxueuses villas. Le nombre de ces «happy few» a grimpé de 11% entre 2011 et 2012, dopant le marché de l'immobilier de luxe. [lefigaro.fr 14.10](#)

Le tapis rouge est de sortie depuis samedi à Cannes, mais pas pour les stars du festival de cinéma. C'est le gratin de Bollywood, l'équivalent indien d'Hollywood, qui s'est donné rendez-vous sur la Croisette. Deux riches familles d'Inde célèbrent en grande pompe le mariage de leurs enfants, Kunal Grover et Ria Dubash.

Le faste des trois jours donne le tournis. Les 604 chambres et les 91 suites des hôtels cinq étoiles Carlton et Marriott ont toutes été réquisitionnées, pour que les centaines d'invités puissent se reposer entre les soirées grandioses prévues par les mariés. La première est organisée à La Napoule, au bord de la Méditerranée, une autre au château Diter à Grasse et la dernière au casino Palm Beach de Cannes. «*Première impression géniale*», a commenté l'un des invités sur Twitter, photographiant sa chambre d'hôtel.

Sur la Croisette, le mariage ne passe pas inaperçu. Deux places du boulevard ont été privatisées pendant le week-end, ainsi qu'une quarantaine d'emplacements de parking. «*Ils paieront tous les frais relatifs à l'occupation du domaine public et à la mobilisation de policiers municipaux*», a précisé l'hôtel de ville à [Métronews](#) .

Lakshmi Mittal, le PDG d'ArcelorMittal, serait de la partie. Le milliardaire n'en est pas à son premier mariage pharaonique en France. Il aurait lui-même déboursé plus de 55 millions d'euros en 2004 pour le mariage de sa fille au château de Vaux-le-Vicomte et à celui de Versailles.

«*C'est un bon coup de com' pour la ville*», confie un membre de la mairie. En remettant la Médaille d'or de la ville à la mère du marié et une broche en forme de Palme d'or à la belle-mère, le maire Bernard Brochand espère inscrire Cannes au rang des destinations privilégiées des jeunes (et riches) mariés Indiens. Selon la presse locale, les retombées économiques de telles festivités seraient considérables. Plusieurs millions d'euros ont déjà été dépensés par les familles des mariés, sans compter les dépenses des invités sur place. [lefigaro.fr 14.10](#)

[Quand l'UMP porte la culotte !](#)

Le député PS Jean-Christophe Cambadélis sur Europe 1 : Quant au Front républicain, *"il est boitillant"* et d'ailleurs pour le construire *"il faut être deux. Pour l'instant, seul le PS le porte, puisque l'UMP le refuse"*. [AFP 14.10](#)

Fastoche, l'UMP porte la culotte, le PS la baisse.

[ACTUALITE EN TITRES](#)

[Le populisme d'Etat.](#)

- «*Pourquoi pas*» des Roms dans le XVIe pour Jean-Marc Ayrault - [Libération.fr](#)

Selon lui, «*il n'y a pas de raison si les conditions d'accompagnement sont réunies*». Il a rappelé que ces «*conditions d'accompagnement*» étaient le logement, l'école, la santé et le travail. [Libération.fr 14.10](#)

Comme ces conditions ne sont pas prêtes d'être réunies pour les Roms dans ce ghetto des riches, il fallait traduire pourquoi au lieu de lire pourquoi pas.

[Pour faire oublier l'alliance permanente UMP-PS.](#)

- Ayrault évoque le "*risque d'une alliance*" entre UMP et Front national - AFP

- Après Brignoles, le PS souligne l'échec du front républicain - LeFigaro.fr

Bien au contraire, objectif atteint, en vous alignant sur la politique de l'UMP vous frayez la voie à l'extrême droit, bravo !

[Etre au PS est une tare !](#)

- Samia Ghali : "*Tous les jours, on me trouve des défauts*" - Le Nouvel Observateur

[Mais madame, la prostitution n'est pas un crime.](#)

- Primaires PS à Marseille: «*Obama a fait une campagne de proximité, on n'a pas parlé de clientélisme*», explique Ghali - 20minutes.fr

Ils ont la modestie dans le sang au PS !

[Faites tomber les masques : Unis sur l'objectif, bravo !](#)

- Victoire FN à Brignoles : carton jaune pour l'UMP et le PS, divisés sur les remèdes - LeParisien.fr

- A Brignoles, la hausse de la participation a profité au FN - LeMonde.fr

Alors c'est que l'heure du socialisme a sonné !

- PS : «*Tous les indicateurs électoraux sont dans le rouge*» - LeFigaro.fr

Pour un peu le Figaro le regretterait, il faut dire aussi que ce n'est pas leur couleur favorite !

Rejet des partis institutionnels.

- Brignoles : «*Le front républicain est aux urgences*» - LeFigaro.fr

Ne vous inquiétez, la gauche et l'extrême gauche va venir à son secours et le régime sera sain et sauf...

[La soupe est bonne...](#)

- Les écologistes devraient voter le budget 2014, malgré des "*réserves*" - LeMonde.fr

Leurs "*réserves*" concernent peut-être le papier hygiénique des institutions de la Ve République qui ne doit pas estampillé : papier recyclé !

[Quand un Etat qui soutient et arment des terroristes en Libye, en Irak, en Syrie...](#)

- Dix Kurdes jugés à Paris pour financement du PKK - Liberation.fr

Les dix prévenus kurdes de nationalité turque sont accusés d'avoir participé au financement du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) par l'intermédiaire de la maison du peuple kurde (MPK) de Marseille.

Le PKK est considéré comme un mouvement terroriste par la Turquie, l'Union européenne et les Etats-Unis. Liberation.fr 14.10

A Marseille le PS soutien la mafia, Al-Qaïda en Syrie, les Frères musulmans en Egypte, etc.

Heureusement que l'économie n'est pas une science exacte !

- Trois Américains prix Nobel d'économie pour leurs travaux sur les marchés financiers - Francetv info

Quel héroïsme !

- Wall Street résiste à l'absence d'accord sur la dette à Washington - AFP

Une annexe de Bruxelles...

- La Cour des comptes demande aux collectivités d'appuyer sur le frein de la dépense - Liberation.fr

On l'a dans l'oignon !

- Le prix de l'oignon alimente l'inflation en Inde - L'Expansion.com

L'oignon, condiment essentiel à l'alimentation en Inde, a vu son prix multiplié par 4 en une année. Cette augmentation symbolise la hausse de l'inflation dans le pays, qui dépasse les 6%. L'Expansion.com 14.10

L'inflation réelle dépasse 10%, la preuve, si vous placez votre argent en banque, on vous verse 9% d'intérêt annuel.

- En septembre, le nouveau gouverneur de la Banque centrale indienne Raghuram Rajan avait créé la surprise en relevant le principal taux directeur d'un quart de point à 7,50% en raison de l'inflation. L'Expansion.com 14.10

C'est le taux en vigueur pour les placements à 3 mois.

Ceux des riches évidemment.

- La Commission européenne juge les impôts trop élevés en France - Reuters

Peillon vous adresse un bras d'honneur.

- Rythmes scolaires : la réforme «*victime de son succès*» selon Peillon - Liberation.fr

Le pré carré de la France en Afrique : un cimetière.

- Pourquoi la France vole au secours de la Centrafrique - LePoint.fr

Paris a convaincu l'ONU de l'urgence d'une intervention avant d'annoncer l'envoi de troupes supplémentaires sur place. LePoint.fr 14.10

Tiens donc, rien de changé !

- La NSA collecte des millions de listes de contacts d'emails - LeMonde.fr

Ces listes contiennent davantage d'informations que les métadonnées téléphoniques. Des dizaines de millions d'Américains sont concernés par cette collecte. LeMonde.fr 14.10

L'Internationaliste socialiste de l'ordre.

- Les deux principaux partis autrichiens acceptent de négocier - Reuters

Le chef de file des sociaux démocrates autrichiens (SPÖ) et son homologue conservateur du Parti populaire (ÖVP) ont accepté lundi d'entamer des discussions en vue de la formation du prochain gouvernement. Reuters

Le conditionnel est malveillant.

- Arafat pourrait bel et bien avoir été empoisonné - LePoint.fr -

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Syrie

Selon le journal libanais AsSafir, le roi Abdallah de Jordanie s'est entretenu au téléphone la semaine dernière avec le président syrien Bachar Al Assad et a tenté de le rassurer sur l'engagement d'Amman à ne pas compromettre une solution à la crise syrienne. " *La Jordanie a pris des mesures pour empêcher l'infiltration des groupes armés sur le sol syrien*", aurait même dit le roi à Assad, alors que depuis deux ans la Jordanie abrite des camps d'entraînement des terroristes takfiris et qu'elle sert aussi de voie de transit pour les armes à destination des miliciens en guerre contre l'Etat et l'armée syriens.

AsSafi affirme que le contact téléphonique du roi Abdallah est loin d'être le seul en provenance d'un pays ennemi : la plupart des pays arabes et occidentaux ont repris leurs contacts avec Damas ou bien qu'ils procèdent via des canaux sécuritaires. Ce sont surtout les européens qui utilisent ces canaux non diplomatiques pour entrer en lien avec Damas. Quant au Qatar, AsSafir confirme une reprise des contacts diplomatiques avec la Syrie. french.trib.ir 14.10

2- Iran

2.1- L'ancien inspecteur de l'Agence internationale de l'Energie atomique, (AIEA), Hans Blix, a déclaré que, dans le cas d'un accord des pays négociateurs avec l'Iran, cet accord remplacerait les résolutions onusiennes.

Selon l'IRIB, au seuil du nouveau tour des négociations nucléaires entre l'Iran et les 5+1, à Genève, dans une interview avec la BBC, Hans Blix a prévu qu'aucun des membres des 5 + 1 ne s'oppose à l'enrichissement de l'uranium à 5% par l'Iran. Blix a ajouté que l'éventuel accord remplacerait les résolutions onusiennes. D'autre part, selon Farsnews, qui citait Russia Today, Sergueï Ryabkov, le vice-ministre russe des Affaires étrangères, a déclaré : " *La demande faite aux Iraniens de transférer l'uranium enrichi à l'étranger ne doit pas être mise en avant, comme la pré-condition des négociations nucléaires*". « *Le fait que Téhéran ne veuille pas négocier, au sujet de l'enrichissement de l'uranium à 20 % n'est pas un obstacle, pour le début des négociations, dans l'optique de Moscou* », a-t-il renchéri. french.trib.ir 14.10

2.2- La chaîne Al Arabiya vient de réagir avec humeur à la plus récente sortie de Kerry au sujet du dégel Iran/USA selon laquelle " la fenêtre de la diplomatie s'ouvre peu à peu entre les deux Etats.

Selon la chaîne , Israël s'entraîne à lancer des frappes aériennes unilatérales contre l'Iran. Le reporter de la chaîne, Hana Mohamad évoque ainsi les récents exercices aériens menés par Israël impliquant les F16 ainsi que des testes de missiles balistique effectués par Israël : " *Alors que le monde entier a les yeux rivés sur Genève où auront lieu dès mardi les nouveaux pourparlers Irans/les six et que les analystes croient que ce dialogue aboutirait, Israël prépare à lancer une action unilatérale contre l'Iran et c'est dans ce sens qu'il faut comprendre les manoeuvres aériennes menées la semaine dernière par l'Armée de l'Air israélienne. Pour les analystes, il s'agit d'un message de guerre adressé directement à Téhéran d'autant plus que les israéliens ont mené leurs exercices de vol de longue distance et ce, dans le ciel de la Grèce.* "

Israël, ébranlé à l'idée d'une reprise des relations entre l'Iran et les Etats Unis a lancé un ultimatum : " *la réunion Iran/5+1 est la dernière chance de l'Iran pour arriver à un accord nucléaire avec l'Occident et démanteler ainsi son programme nucléaire*". Passé cette occasion, Netanyahu s'est promis d'agir de son propre chef et démanteler en lieu et place des iraniens, le programme nucléaire de l'Iran. Personne à commencer par les israéliens eux même ne croit à ce genre de baliverne. Quant à Al Arabiya, il reflète le point de vue de la famille régnante qui souhaite de tout son coeur que cette action militaire ait lieu. french.trib.ir 14.10

Haut de page ↗

Le 16 octobre 2013

CAUSERIE

Plus le temps de causer, et puis la France empeste jusqu'ici à 10.000 kms, parfois on n'en peut plus...

Trop tard pour mettre en ligne une vingtaine de nouveaux articles, ce sera pour tout à l'heure, il est déjà 0h40.

[Qui a dit ?](#)

- «*On n'est pas là simplement pour être les mécaniciens de la chose économique*»

Réponse : Le président PS de l'Assemblée, Claude Bartolone, lundi à Bondy, en Seine-Saint-Denis. AFP 15.10

Un aveu, oui, nous PS nous gérons bien la société pour le compte des capitalistes et nous en sommes fiers.

Quelle modestie de mauvais goût franchement, attention, quand un col blanc met les mains dans le cambouis ça fait tâche !

[Quelle est la "logique" de l'emploi et la croissance" version P. Moscovici ?](#)

Réponse : "*Quand vous baissez le coût du travail, vous créez de l'emploi dans le pays.*".

C'est bien celle du Medef n'est-ce pas ?

En votant PS, vous votez pour le Medef. Et quand vous votez pour un parti qui appelle à voter pour le PS, vous votez aussi pour le Medef. En fait, c'est comme si le mouvement ouvrier et son avant-garde avait adhéré au Medef depuis des lustres, non ? Non, OK, alors on continue comme avant, mais il faut assumer dans ce cas-là, soyez honnête et n'oubliez pas de dire aux travailleurs que vous creusez leurs tombes...

C'est dur parfois de regarder la réalité en face, n'est-ce pas ?

[Le saviez-vous ?](#)

Encore une monarchie qui a un faible pour les pires dictateurs.

Adolf Hitler a été un temps nommé (pour le prix Nobel de la paix - ndlr) en 1939 par Erik Brandt, membre du Parlement suédois, avant que celui-ci ne soit revenu sur sa décision quelques jours plus tard . Mais aussi Benito Mussolini (en 1935) ou encore Joseph Staline (en 1945 et en 1948) (source : Wikipedia)

Le Comité Nobel n'a pas plus de légitimité que l'ONU, l'Otan ou l'UE, ou encore le FMI ou la Banque mondiale. Il est une officine de propagande au service du capitalisme mondial.

La première cérémonie de remise des prix Nobel eut lieu à l'Académie Royale de Musique à Stockholm en 1901. Depuis 1902, les prix sont officiellement décernés par le roi de Suède. (source : Wikipedia)

La Suède est une monarchie constitutionnelle.

La Suède a joué un rôle ambigu dans le déroulement de la guerre : tout en collaborant avec l'Allemagne nazie en l'approvisionnant en minerai de fer... (source : Wikipedia)

[Une nouvelle vidéo sur la Syrie](#)

Documentaire: Fabriquer la contestation : La vérité en Syrie
<http://www.youtube.com/watch?v=ECiZHvb6280>

[L'art de mal poser une question.](#)

- L'inégalité est-elle un choix de société conscient ? - Atlantico.fr

Non, l'inégalité entre les classes constitue le fondement du capitalisme, entre ceux qui détiennent les moyens de produire les richesses et qui s'accaparent les richesses produites, et ceux qui ne détiennent rien d'autre que leur force de travail pour survivre et qui doivent se contenter des miettes que leur octroient généreusement les exploités.

Faire croire que l'inégalité constituerait un choix, c'est également la théorie que défend la confrérie des opportunistes du mouvement ouvrier pour justifier leur capitulation ou leur trahison. Vous remarquerez au passage qu'ils partagent cette théorie avec

les plus farouches partisans du capitalisme.

Cette théorie consiste à faire croire aux militants que les problèmes auxquels les travailleurs sont confrontés seraient le produit d'une mauvaise gestion ou d'une stratégie erronée, qu'ils seraient dus à la cupidité ou à l'avidité des capitalistes ou encore aux mauvaises intentions qui les animent envers les travailleurs, et qu'il suffirait qu'ils modifient leur comportement ou rectifient l'orientation de leur politique économique pour que leurs problèmes soient résolus, sans que soient remis en cause les fondements du capitalisme et ses institutions politiques.

Mais comment ces lieutenants du capital s'y prennent-ils pour le justifier ? C'est très simple, en recourant à la démagogie, ils procèdent par abstraction, ils isolent une partie du tout et l'interprètent à leur manière.

Ils partent d'un état de fait choisi arbitrairement, par exemple la situation actuelle qu'ils comparent à une situation antérieure (plus favorable) pour donner un gage d'objectivité à leur argumentation, mais sans tenir compte de l'ensemble du processus dont la situation analysée découle, et surtout sans jamais remonter aux rapports qui en sont à l'origine, puis ils lui font dire ce qu'ils veulent en empruntant un ton savant ou avec force références à la manière d'un historien pour en imposer aux ignorants qu'ils pourront bernier de la sorte, en pratique cela donne ceci : au départ le capitaliste a la volonté de s'enrichir, donc les décisions qu'il sera amené à prendre devront servir à atteindre cet objectif, son enrichissement personnel, il suffirait qu'il modère ses besoins ou son appétit pour le profit pour que tout le monde y trouve son compte. Au passage, ainsi le capitalisme réaliserait les objectifs du socialisme.

On est là en présence d'une interprétation du capitalisme purement subjective, qui n'a rien de rationnelle, qui repose sur une analyse tronquée de la réalité, qui ne tient compte que de faits ou de rapports minutieusement sélectionnés et non de la totalité des facteurs ou des rapports qui composent la réalité, une interprétation qui prend soin d'escamoter l'accumulation primitive du capital entre les mains du capitaliste qui ne fut un don ni de la nature ni de dieu, mais bien le produit de l'exploitation des générations passées de travailleurs ou d'un processus antérieur par lequel son ascendance s'était rendue maître de terres, du bien collectif en somme, peu importe ici de quelle manière, la terre au départ n'appartenant à personne, on est bien d'accord, n'est-ce pas ?

C'est ainsi que rien ni personne ne peut justifier l'existence du capitalisme et de l'exploitation de l'homme par l'homme, en dehors du processus historique inconscient avec lequel se confond le développement des forces productives qui a servi de toile de fond au développement de la civilisation humaine et qu'il s'agit de nos jours de dépasser sous peine que l'humanité sombre dans le chaos et la barbarie. La volonté du capitaliste est inséparable de ce processus inconscient qui se nourrit de la propre inconscience des masses, et entretenir l'illusion que les difficultés que rencontrent les masses seraient le produit de la volonté des capitalistes ne sert qu'à les maintenir dans cet état d'inconscience ou d'ignorance des rapports sociaux ou matériels qui en sont à l'origine et dont ils doivent se débarrasser.

Par la rente foncière, l'exploitation capitaliste ou la tonte des coupons, le capitaliste ne fait que faire fructifier son bien pour vivre confortablement ou davantage encore, mais aussi pour assurer son avenir et celui de sa descendance, et comme il est obligé de suivre le cours du développement du capitalisme pour ne pas disparaître, il lui faut accumuler toujours plus de capital, qu'il transforme à son tour en moyens de production ou qu'il place en Bourse pour spéculer et ainsi de suite.

C'est ainsi que la volonté du capitaliste de s'enrichir toujours plus ne naît pas dans son cerveau contrairement à ce qu'on pourrait croire ou ce qu'on nous raconte pour nous induire en erreur, elle prend racine dans les rapports sociaux auxquels le capitalisme est soumis, rapports qui incluent les contradictions qui remontent à ses origines ou ses fondements ainsi que celles de son fonctionnement interne qui en sont issues et auxquelles il ne peut pas échapper, on peut ajouter l'évolution du capitalisme mondiale sur laquelle il n'a aucun pouvoir ou qu'il subit. Bref, on aura compris qu'en réalité cette volonté correspond uniquement à un instinct de survie du capitaliste, c'est sa raison de vivre, sa volonté se confond avec elle, elle en est l'expression, car le reste du temps elle n'a pratiquement aucune emprise sur le cours des choses, elle doit s'adapter aux développements des contradictions évoquées plus haut, elle en est le produit et le moyen et non l'origine, bien que certaines mesures prises peuvent freiner ou accélérer la crise du capitalisme.

Notre propos n'est pas de nier l'intervention du capitaliste dans le processus économique, mais de préciser la place qui lui revient, et sachant qu'il subit plus qu'il ne maîtrise les contradictions du capitalisme, sa volonté a davantage tendance à suivre les événements qu'à les précéder, ce qui explique pourquoi il lui arrive de prendre la forme d'actes compulsifs, autoritaires, sordides ou cyniques.

ACTUALITÉ DU JOUR

Retraites. C'est passé sans "*effervescence dans la rue*" et sans "*bataille de tranchées dans l'hémicycle*".

Les députés ont adopté mardi en première lecture le projet de loi sur les retraites, avec les seules voix socialistes, tandis que plusieurs milliers de manifestants contestaient devant l'Assemblée nationale et en province cette réforme qualifiée d'"*erreur historique*".

La réforme, la première d'un gouvernement de gauche sur ce sujet depuis la retraite à 60 ans en 1982, a été approuvée par 270 voix pour, 249 contre et 49 abstentions. La très grande majorité du groupe socialiste a voté pour, et les élus UMP, UDI, Front national et Front de gauche contre. Les écologistes, les radicaux de gauche et 17 socialistes se sont abstenus.

Avant le vote, la socialiste Annick Lepetit s'était félicitée qu'il n'y ait eu "*ni effervescence dans la rue, ni bataille de tranchées dans l'hémicycle*".

Les syndicats réformistes, la CFDT en tête, ont souligné eux les résultats obtenus par la concertation.

Le secrétaire général de la CFDT Laurent Berger s'est targué d'avoir "*pesé*" et obtenu des mesures de "*justice sociale*".

Après une mobilisation en demi-teinte le 10 septembre, les quatre syndicats opposés à la réforme (CGT, FO, FSU et Solidaires) ont voulu peser jusqu'au bout sur les députés. Plusieurs milliers de manifestants, 15.000 selon FO, se sont retrouvés place de la Concorde, face au Palais Bourbon, à la mi-journée. La CGT a évalué à "plusieurs dizaines de milliers" dans le pays le nombre de personnes descendues dans la rue. AFP 15.10

Vous aurez noté que ce sont les abstentionnistes qui ont permis à ce texte de passer, tous du PS ou satellites du PS.

Il faut ajouter que des députés du courant du PS "*Maintenant la Gauche*", vous savez la soi-disant gauche du PS qui justifie toutes les compromissions avec ce parti de droite depuis des lustres, ont voté le texte en revanche, précision fournie par L'Express qui indique que le détail des votes des députés figure sur le site de l'Assemblée nationale.

Le PS est de droite, c'est un "**secret**" bien gardé par tous les trotskistes.

Interrogé mardi sur i>TELE sur l'absence de grandes manifestations contre la réforme des retraites, M. Besancenot a évoqué un "*espoir secret du PS*".

"*Chaque fois ils nous font le coup, quand ils sont au pouvoir, de compter sur un sentiment de culpabilité, chez ceux qui ont le coeur à gauche, en disant qu'on ne peut pas quand même leur réserver le même sort qu'à un gouvernement de droite. (...) Mais nous, on l'a dit, sur la question des retraites par exemple, à Sarkozy en 2010, +on ne vous fera pas un seul cadeau+, à Hollande, il faut lui dire +on ne vous fera pas un seul cadeau+*". AFP 15.10

Il a dit "*chaque fois*", pourtant vous avez bien soutenu Hollande et le PS en 2012, comme toujours dans le passé, cela signifie que vous n'en avez jamais tiré de leçons, et vous récidiverez en 2014...

Vous n'en avez pas plus que marre de cette comédie lamentable ?

[Les services du ministère de l'Intérieur font du zèle encouragés par les sorties de M. Valls](#)

On se souvient que la police de Sarkozy avait été jusqu'à mener la chasse aux sans-papiers devant les écoles, celle de Valls lui emboîte le pas. Maintenant ce qui est insupportable, c'est la récupération politique qui est faite de cette histoire.

- Collégienne rom expulsée: le PS veut des explications - AFP

Une version des faits...

Le porte-parole du PS David Assouline a demandé mardi que les responsabilités soient "*clairement établies*" après l'expulsion dans des conditions controversées d'une collégienne rom kosovare, la semaine dernière dans le Doubs.

Il faisait référence à l'expulsion vers le Kosovo, le 9 octobre, de Leonarda, une adolescente de 15 ans, qui faisait l'objet avec ses parents et ses cinq frères et soeurs, d'une obligation de quitter le territoire après avoir été déboutée de ses demandes d'asile.

"*Manuel Valls a beau jeu de décréter que les Roms ne veulent pas s'intégrer, alors même qu'il les pourchasse jusque dans les écoles*", s'est insurgé le PG dans un communiqué, estimant que "*la lepénisation des esprits a décidément pris ses quartiers place Beauvau*".

"*Les circonstances et les responsabilités qui ont amené la préfecture à prendre une telle décision doivent être clairement établies*",

a affirmé quant à lui M. Assouline dans une déclaration à l'AFP.

Le PS juge "*choquantes*", a dit M. Assouline dans une déclaration à l'AFP, les conditions dans lesquelles la collégienne a été remise à la police alors qu'elle participait à une sortie scolaire à Pontarlier, dans le Doubs.

"Faire descendre d'un bus par les forces de l'ordre une élève devant l'ensemble de ses camarades de classe est insupportable et inacceptable", a estimé M. Assouline.

... et les faits.

Le secrétaire général de la préfecture du Doubs, Joël Mathurin, a expliqué à l'AFP qu'il ne s'agissait pas "*de l'arrestation d'une jeune fille dans sa classe*".

La mère et cinq de ses enfants étaient dans leur logement à Levier (Doubs) le matin de l'expulsion, mais Leonarda, élève de 3e au collège André Malraux de Pontarlier, ne s'y trouvait pas car elle était partie en excursion avec sa classe.

"La maman a joint sa fille sur son téléphone portable pour lui dire qu'elle devait les rejoindre et l'adolescente est descendue du car scolaire où elle se trouvait, en toute discrétion. Elle a été prise en charge par les policiers et ramenée à sa mère avant de partir pour Lyon et de décoller avec sa famille en direction du Kosovo", a indiqué M. Mathurin.

"Les choses se sont déroulées sans coercition et sans incident. C'est un éloignement triste, mais tous les recours légaux avaient été utilisés", a-t-il ajouté.

Selon le récit d'une enseignante présente dans le car, rendu public par le Réseau éducation sans frontières (RESF), c'est le maire de Levier qui a téléphoné à l'adolescente et parlé ensuite aux professeurs pour leur demander d'arrêter immédiatement le véhicule.

"Je lui ai dit qu'il ne pouvait pas me demander une telle chose car je trouvais ça totalement inhumain", a raconté cette enseignante, Mme Giacoma, citée par RESF.

Selon son récit, l'autocar s'est finalement arrêté sur le parking d'un autre établissement scolaire, le collège Lucie Aubrac de Doubs, où des policiers sont venus chercher la jeune fille, hors de vue de ses camarades. AFP 15.10

Ils ont l'art de monter en épingle des cas individuels dont les médias se font l'écho bienveillants, pour mieux faire oublier que sur le plan collectif ce sont des capitulards, des traîtres.

Le choix de se mettre volontairement dans une situation illégale est du ressort individuel, en Inde on m'a demandé d'être le complice d'une telle situation, j'ai refusé. Il ne faut pas confondre le cas d'un militant pourchassé dans son pays ou en danger et qui se réfugie dans un autre pays et demande le droit d'asile, celui-là je le soutiendrai sans réserve, et le cas de personnes qui décident de quitter leur pays pour des raisons individuelles et qui s'établissent illégalement dans un autre pays en sachant qu'elles prennent le risque d'être expulsées à tout moment, celles-là je ne peux pas les soutenir, elles prennent leur responsabilité et les assument jusqu'au bout quelle que soit l'issue de leur aventure.

Si on doit en arriver à soutenir toute action illégale entreprise à des fins individuelles autant dire qu'on ne reconnaît plus le bien-fondé de l'existence des Etats de droit et on revendique la loi de la jungle qui finalement ne profite qu'aux puissants. C'est la position de la gauche, de l'extrême gauche et des gauchistes qui ne font que précipiter la fin des Etats des droits au profit d'une dictature mondiale.

Je vis depuis de longues années dans un pays où l'Etat de droit est réduit à une portion congrue, et bien je peux vous dire qu'on a vite fait de cerner les limites de nos droits et de notre liberté, et sans aller jusqu'à se livrer à des activités illégales on en vient à réfléchir à deux fois sur les rapports que l'on peut avoir avec une personne qui pourraient être interprétés d'une façon inattendue et vous porter gravement préjudices, car en l'absence de droits toute situation conflictuelle peut dégénérer et prendre des proportions qui n'auraient pas lieu d'être dans un Etat de droit qui en quelque sorte vous protège.

Ceux qui se posent en justicier en prenant partie pour la misère du monde, sont justement ceux-là qui le reste du temps refusent de rompre avec le vieux monde pourri et de s'y attaquer résolument, ce sont de dangereux aventuriers qui me dégoûtent au plus haut point, leur bonne conscience est à vomir.

[Les travailleurs pauvres pas concernés ?](#)

Cet article comporte trop d'éléments approximatifs pour qu'on puisse s'y retrouver.

Classes moyennes, riches, entreprises : qui va payer plus d'impôts ? - lenouvelobs.com 15.10

Désormais, il apparaît clairement que les hausses d'impôts touchent tous les ménages imposables, c'est-à-dire ceux qui ont un revenu mensuel moyen supérieur à 1.700 euros net, soit la moitié des foyers fiscaux.

Les classes moyennes ? En France, tout le monde - ou presque - a le sentiment d'appartenir à cet ensemble fou, y compris les ménages statistiquement classés comme "les plus aisés". Qu'en est-il réellement ? D'un point de vue statistique, rappelle-t-on à Bercy, on fait partie des 20% les plus riches en France à partir de 35.000 euros de revenu annuel par foyer soit 2.920 euros par mois. Pour le ministère du Budget, la cible est identifiable et identifiée : "Ces 20% supportent les deux tiers des hausses de prélèvements."

C'est indéniable. Une note de l'Institut des Politiques publiques l'indique clairement : plus on est aisé, plus l'écart entre l'impôt 2013 et l'impôt 2012 est important. Les contribuables dont l'impôt sur le revenu est compris entre 1.700 et 3.000 euros en moyenne ont vu leur impôt sur le revenu augmenter de 3% entre 2012 et 2013. Les ménages qui gagnent entre 3.000 et 13.500 euros par mois (les 19% les plus aisés) voient, eux, la facture fiscale s'alourdir de 5%. Une augmentation qui peut être beaucoup plus élevée pour certaines familles. Le plafonnement du quotient familial joue à plein à partir d'un revenu mensuel net de 5.660 euros. Un couple avec un enfant verra son impôt augmenter de 336 euros. Et un couple avec deux enfants gagnant 6.433 euros par mois paie 672 euros supplémentaires. Ce plafonnement sera encore durci l'an prochain, lorsque le plafond sera ramené à 1.500 euros. Cela concerne 12% des ménages avec enfant. Les plus aisés, bien sûr.

Pour les 1% des ménages aux revenus les plus élevés (au-delà de 13.500 euros net par mois), l'impôt augmente en moyenne de 9%, sous l'effet de la nouvelle tranche à 45% (qui touche les revenus supérieurs à 150.000 euros) ou du plafonnement à 10.000 euros des niches fiscales (contre 18.000 euros). Celui-ci, se félicite-t-on à Bercy, devrait rendre imposables quelques milliers de contribuables qui échappaient jusqu'à présent à l'impôt sur le revenu. La réforme de l'ISF - et la contribution spéciale de la première année du quinquennat - a aussi accru l'impôt des plus riches.

Enfin, certains ménages argentés ont eu une petite surprise à la lecture de leur avis d'imposition pour 2013 : il ne comprenait pas une, mais deux lignes. En plus de l'impôt sur le revenu, il affichait les contributions sociales (CSG et CRDS) sur les revenus locatifs et les revenus de portefeuille boursier. D'habitude, ils recevaient cet avis en octobre pour paiement mi-novembre. En n'envoyant qu'un seul avis, le fisc économise un million d'euros, sans compter le décalage de trésorerie puisque les contribuables paieront plus tôt. "Certains contribuables sont venus nous voir pour demander un délai de paiement, qui leur a, en général, été accordé", explique un agent du fisc. Ils sont toutefois encouragés à "mensualiser" leurs prélèvements.

"Cette addition des deux impôts donne à beaucoup un sentiment d'asphyxie", reconnaît-il, même si l'impôt aurait été dû de toute manière. Sentiment d'autant plus juste, admet-on à Bercy, que les contributions sociales sont passées de 13,5% à 15,5%.

Les entreprises sont-elles favorisées ?

C'est une critique qui monte au sein même de la majorité parlementaire. Certains députés, notamment ceux qui se sont regroupés au sein de la Gauche populaire, dénoncent sans pincettes l'influence des lobbys patronaux à Bercy ou à l'Elysée. "Les décisions sont concentrées entre les mains d'un seul homme, interpelle Laurent Baumel, député d'Indre-et-Loire et fondateur de la Gauche populaire. Cela accroît les possibilités de pression de ceux qui ont les moyens de les exercer : marchés financiers, milieux d'affaires... mais le peuple n'arrive pas à se faire entendre."

Le message envoyé à Hollande est clair : écouter les députés et pas seulement le secrétaire général adjoint de l'Elysée, Emmanuel Macron... Déjà, plusieurs députés sont dans les starting-blocks pour redéfinir le périmètre du crédit d'impôt compétitivité emploi, qui réduit l'impôt sur les sociétés de 20 milliards d'euros et doit être financé en partie par une hausse de TVA au 1er janvier. Ils voudraient en rendre une partie aux ménages sous forme de pouvoir d'achat. Même si le dispositif a été voté il y a à peine neuf mois, ils regrettent aujourd'hui le déséquilibre entre les prélèvements à venir sur les ménages et ceux qui toucheront les entreprises. "Il y aura l'an prochain 3 milliards d'euros de fiscalité en plus, note Marion Cochard, économiste à l'OFCE, mais cela masque une baisse de 9 milliards pour les entreprises et une hausse de 12 milliards pour les ménages." Douze milliards qui se décomposent en 6 milliards de TVA, presque 5 milliards de hausse d'impôt sur le revenu, et 1,3 milliard de hausse de droits de mutation et des cotisations retraite...

"La logique qui nous anime, ce n'est pas "les entreprises contre les ménages" ou "les patrons contre les consommateurs", c'est l'emploi et la croissance", défend Pierre Moscovici. "Quand vous baissez le coût du travail, vous créez de l'emploi dans le pays."

Moscovici anticipe, il cale son langage sur le nouvel ordre mondial que les néolibéraux veulent instaurer dans lequel il n'existerait plus de classes sociales, donc plus de lutte des classes, mais où demeureraient uniquement d'un côté des "ménages" qui seraient aussi des "consommateurs" et non des producteurs ou des ouvriers, et de l'autre des "entreprises" et des "patrons" de droit divin.

Quant à sa logique elle a le mérite d'être claire : il y aura création d'emploi à condition que le coût du travail soit abaissé, on n'a pas

le choix dès lors qu'on accepte de se fondre dans l'économie mondiale dans laquelle les travailleurs du monde entier sont en concurrence, autrement dit la baisse du niveau de vie des travailleurs est inévitable, inexorable.

[Un aveu. La fraude patronale à grande échelle a été encouragée par l'UE et les gouvernements successifs.](#)

Désaccord européen sur le statut des "*travailleurs détachés*" - lemonde.fr

Les 28 Etats membres espèrent toujours trouver une issue favorable à cette réforme controversée avant les élections européennes en mai 2014. Elle prévoit notamment que les travailleurs provisoirement détachés dans un autre pays européen soient traités sur un pied d'égalité.

Les principaux axes de la directive concernent la responsabilité conjointe du salarié et de ses sous-traitants, une meilleure protection – et information – des travailleurs, la clarification des règles européennes afin que le détachement ne serve pas principalement à contourner les dispositions légales en vigueur, et le renforcement des contrôles.

(On a bien lu, ils reconnaissent que le "*détachement*" (a servi) principalement à contourner les dispositions légales en vigueur", n'est-ce pas, sans que les entreprises mises en cause ne soient sanctionnées. La libre circulation des hommes à l'intérieur de l'UE ne répondait pas à des préoccupations d'ordre humaniste, au contraire elle n'a servi qu'à accroître la concurrence entre les travailleurs pour à l'arrivée faire baisser le coût du travail. - ndlr)

Ils sont un million en Europe à être "*détachés*". Proportionnellement, la Pologne, l'Allemagne, la France, le Luxembourg et le Portugal sont les Etats européens qui comptent le plus de travailleurs de ce type. Et le secteur de la construction est, de très loin, le plus concerné avec 250 000 personnes détachées au total, devant l'agriculture et les transports.

Certains Etats membres des anciens pays de l'Est craignent qu'un renforcement des moyens de contrôle n'aille à l'encontre de la libre circulation des travailleurs. Le Royaume-Uni, de son côté, n'est pas favorable à un surcroît de réglementation. lemonde.fr 15.10

[ACTUALITE EN TITRES](#)

[Manipulation et instrumentalisation. D'une provocation à une autre.](#)

- Recours d'écologistes contre l'arrêté «*anti-bivouac*» d'Estrosi - Liberation.fr
- Expulsion d'une collégienne rom: "*politique inhumaine*" pour le Parti de Gauche - AFP
- La «*Marche des Beurs*»: Trente ans plus tard, déluge de commémorations - 20minutes.fr
- Le Mans : des basketteuses autorisées à jouer voilées - LePoint.fr
- Grévistes de la faim à PSA : Pierre Moscovici interpellé par le Parti de gauche - LeMonde.fr
- Funérailles houleuses en Italie pour le SS Erich Priebke - Reuters
- Des islamistes seraient victimes des exactions de l'armée au Nigeria - LeMonde.fr -

[Les mains sales. C'est la fonction qui veut cela et c'est bien payé en plus.](#)

- "*Le gouvernement nous laisse le sale boulot*", lâche un député PS, Ayrault le recadre - Francetv info

[Ils ne valent pas mieux.](#)

- Traitée de " *salope*" par un attaché parlementaire socialiste, Marion Maréchal-Le Pen veut des sanctions - L'Express.fr

[Une argumentation politique toujours aussi rigoureuse et percutante !](#)

- Retraites: pour Besancenot, la réforme est "*une vraie saloperie*" - AFP

[Parti de l'ordre \(officiel\)](#)

Ils se déchirent entre eux, à la bonne heure !

- Dominique Tiberi mène la fronde contre NKM - LeFigaro.fr
- Municipales à Grenoble: l'UMP retire l'investiture à sa tête de liste - AFP

Intégrisme. La compatibilité est exemplaire.

- Hortefeux : «*Nicolas Sarkozy est le seul capable de faire reculer le Front national*» - LeFigaro.fr

[Une main d'oeuvre bon marché pendant au moins trois ans...](#)

- Le Medef propose de former 100.000 apprentis de plus par an - Reuters

[Même avec la meilleure volonté du monde...](#)

- Union bancaire européenne : la route est encore longue mais l'Europe n'a pas le choix - Atlantico.fr
- La France attirante pour seulement 13% des entreprises américaines - AFP
- Hausse de 7,5% des défaillances d'entreprises au 3e trimestre - Reuters

[Résistance.](#)

- Retraites: Plusieurs milliers de manifestants à Paris contre la réforme - 20minutes.fr
- Gad: "à deux doigts de la liquidation", selon le maire de Landivisiau - AFP
- Alcatel-Lucent: la direction défend son plan, les salariés dans la rue - AFP
- Nexans accroît son capital et supprime 206 postes en France - Reuters
- Natixis va annoncer 700 suppressions de postes - Reuters
- Sony va supprimer 154 emplois en Alsace - L'Expansion.com
- France Télévisions : des suppressions de poste qui ont du mal à passer - LePoint.fr
- Plan social à l'Hôtel Lutetia: appel à la grève "totale" jeudi - AFP
- Des éboueurs licenciés pour avoir refusé de travailler le dimanche - LeParisien.fr
- Mouvement de grève à "Courrier international" - LeMonde.fr

[La stratégie néolibérale de la marchandisation des droits sociaux](#)

- Santé: Plus d'un Français sur trois a renoncé à des soins faute de moyens - 20minutes.fr

[La saignée continue.](#)

- Portugal: nouvelle cure d'austérité en 2014 - AFP
- Irlande: nouveau budget d'austérité avant la sortie du plan d'aide - AFP

[En adoptant l'idéal du socialisme !](#)

- "*Mon travail ne sert à rien, comment lui redonner du sens?*" - L'Express.fr

[Nouvelles du nouvel ordre mondial néolibéral.](#)

L'anticommunisme primaire toujours d'actualité.

- Les porteurs d'emprunts russes assignent la Russie pour obtenir leur remboursement - 20minutes.fr

La dette de l'Ancien régime tsariste avait été annulée par le gouvernement bolchevik en 1917, de la même manière que si nous prenions le pouvoir nous ne rembourserions pas un centime de la dette de l'Etat capitaliste aux marchés financiers qui saignent les travailleurs depuis 1973.

Mieux, nous abolirions la dette des ménages, des travailleurs envers les banquiers rentiers, ainsi que celle des artisans, des petits paysans, des PME pour les gagner à la révolution socialiste...

Tribunale d'exception, illégale et prison secrète.

- L'ex-président libérien Charles Taylor transféré dans une prison britannique - AFP

Près de douze ans après la fin de la guerre civile en Sierra Leone, l'ancien président du Liberia Charles Taylor a été transféré mardi dans une prison britannique tenue secrète pour y purger sa peine de 50 ans de prison.

M. Taylor est le premier ex-chef d'État à être condamné par la justice internationale depuis le tribunal militaire de Nuremberg qui jugea les dignitaires nazis au lendemain de la Seconde guerre mondiale. AFP 15.10

Le tribunal militaire de Nuremberg a "*oublié*" de juger les banquiers sionistes qui ont financé le régime nazi, notamment. Une parodie de justice dans les deux cas.

[Le sionisme : l'idéologie la plus criminelle de tous les temps.](#)

- Israël demande la fermeté face au nucléaire iranien - Reuters

- Iran: Netanyahu ne renonce pas à une "*attaque préventive*" - L'Express.fr

[INFOS EN BREF](#)

[POLITIQUE](#)

1- Espagne

Naissance en Espagne du Parti X, issu de la mouvance des Indignés - AFP 08.10

Une mouvement citoyen, le Parti X, a été lancé mardi en Espagne, avec des ex-membres du mouvement des Indignés, né en 2011, et dénonçant, comme lui, «*une classe politique corrompue et incapable*» de sortir de la crise. «*La majeure partie des personnes du réseau citoyen Parti X, bien que pas toutes, nous nous sentons du 15M*», le mouvement des Indignés lancé le 15 mai 2011, explique le parti sur son site internet.

Comme pour les Indignés, ce parti fonctionne avec des personnes qui «*travaillent*» sur des tâches précises et ne dispose d'aucun organe dirigeant ou de listes en vue des prochaines échéances électorales. «*Nous n'avons pas de liste fermée comme les autres partis*», a expliqué à l'AFP une porte-parole, le nouveau parti se voyant plus comme «*un groupe de pression*». Quant au programme, «*nous proposons un plan d'urgence de sortie de crise. Nous pensons que c'est le moment d'une réponse citoyenne et que les conditions sont réunies*», a affirmé l'une des intervenantes, lors de la présentation du nouveau parti.

Le projet de programme affiché sur le site est d'ailleurs ouvert aux amendements des citoyens, ont souligné les intervenants. «*Nous voulons que les coupables de la crise soient jugés et un plan d'action pour les citoyens (un Nuremberg financier et un plan Marshall adapté au 21^e siècle)*», affirme le parti sur son site internet.

Le mouvement citoyen des Indignés, qui avait campé pendant un mois sur la place centrale de la Puerta del Sol à Madrid, était devenu le symbole d'un ras-le-bol de la classe dirigeante qui avait surpris un pays où, malgré la crise, le mécontentement s'était jusque-là peu exprimé. Mais il avait ensuite perdu en visibilité, ses membres refusant souvent de fournir leur nom et de désigner des listes de dirigeants comme les autres partis politiques dont ils dénonçaient le fonctionnement opaque et corrompu.

«*Depuis le début, l'une des demandes récurrentes était de " montrer des visages ". Aujourd'hui, nous commençons à le faire avec les premiers noms de la commission anticorruption*», affirme le Parti X. Parmi eux, figure notamment le Français Hervé Falciani, ex-informaticien de la banque HSBC Genève qui a divulgué en 2008 des fichiers bancaires permettant de découvrir des milliers d'évadés fiscaux dans le monde et ayant mené au redressement fiscal de fraudeurs français. AFP 08.10

Il n'est nulle part question de rompre avec le capitalisme ou même les institutions héritées du franquisme, «*un groupe de pression*» qui espère obtenir quelques privilèges supplémentaires du régime pour la classe ou les couches moyennes qu'ils représentent en échange de sa neutralité ou son soutien. Ils militent pour leurs propres intérêts corporatistes.

2- Chine

Les Etats-Unis accusent la Chine de fabriquer des armes antisatellites

Les États-Unis considèrent que les trois satellites chinois orbitalisés cet été font partie d'un programme de développement d'armement antisatellite, a rapporté le rédacteur en chef du service information du site Internet du Washington Free Beacon Bill Gertz, célèbre pour ses relations dans le gouvernement et les agences de renseignement américain. Selon certains experts, la Chine pourrait en effet disposer de satellites tueurs datant de l'époque soviétique.

Trois satellites, SY-7, CX-3 et SJ-15 a été lancés par une seule fusée-porteuse CZ-4C. Les premières informations sur leurs manœuvres en orbite ont été diffusées par les agences en août. Ces satellites effectuaient des manœuvres d'approche, et l'un d'eux, équipé par bras robotisé, a attaqué un autre satellite.

Selon les sources officielles, les lancements des satellites avaient un but scientifique, notamment liées à la maintenance des engins spatiaux. Les tests du bras robotisé correspondent tout à fait à cette description. Un instrument de ce type se trouvait notamment à bord des vaisseaux spatiaux américains Space Shuttle. Il a été utilisé notamment pour l'entretien et le retour des satellites sur Terre, même si ce genre de systèmes est réputé peu fiable et est très coûteux. La technologie de rapprochement peut certes avoir un but militaire. En URSS, on développait ce genre de « *satellites-chasseurs* » pour se rapprocher des appareils spatiaux de l'ennemi et les détruire par explosion. A en juger par le rapprochement des satellites, notamment d'un satellite lancé en 2005, les Chinois ont brillamment accompli leur mission.

Ainsi, outre les systèmes antisatellites construits sur la base de missiles DF-21 et éventuellement DF-31, qui, en décollant de la Terre, visent les appareils satellites de l'ennemi avec une ogive cinétique, la Chine peut disposer de satellites tueurs du modèle soviétique. Ces satellites peuvent être mis en orbite en cas de tensions militaires et y rester longtemps en attendant l'ordre de leur utilisation. En théorie, ces systèmes peuvent viser des cibles à des altitudes plus élevées que les systèmes construits sur la base des missiles balistiques.

Dans le même temps, la destruction d'un satellite à l'aide d'armes antisatellites peut être facilement prouvée et du point de vue juridique, ces actions sont considérées comme un acte de guerre. La Chine pourrait donc envisager des options moins dures pour mettre hors service les satellites de l'ennemi, notamment en perturbant leur fonctionnement, sans les détruire. Capturer le satellite de l'ennemi à l'aide d'un manipulateur, le désorienter et détruire certaines de ses fonctionnalités sont des moyens moins radicaux et souvent plus appropriés. Dans certains de ces cas, l'ennemi ne se rendra même pas compte que le satellite a été attaqué.

Pour la Chine, les armes antisatellites sont une riposte asymétrique destinée à contrer la suprématie technique américaine. Le concept chinois d'exploitation des réseaux électroniques implique la conduite simultanée d'une guerre électronique, mais aussi des attaques contre les systèmes de communications, de l'intelligence et du contrôle, tout comme des attaques des réseaux informatiques. Ce concept joue un rôle central dans les différents scénarios de conflits envisagés par Pékin. Une attention toute particulière est accordée au brouillage électronique et à la destruction des satellites ennemis, procédés naturels et inévitables dans de telles conditions. On peut en conclure que Chine possède le programme le plus puissant de construction d'armes antisatellites dans le monde. french.irib.ir 15.10

On doit avouer parfois être à mille lieues de s'imaginer ce que leurs esprits tordus, belliqueux et guerriers sont capables d'inventer pour conserver leur pouvoir dans le rapport de forces qui les opposent, et quel gigantesque gâchis au passage !

ECONOMIE

Prix Nobel d'économie.

La spéculation intellectuelle récompensée et la spéculation financière banalisée.

L'Académie explique qu'Eugene Fama, 74 ans, fait partie des économistes qui ont mis en évidence dans les années 1960 l'immense difficulté de prévoir à court terme l'évolution des cours, en mettant en particulier l'accent sur la rapidité avec laquelle sont intégrées les nouvelles informations.

Favori de longue date du prix, Eugene Fama, que certains qualifient de père de la finance moderne, a en outre décrit les mécanismes par lesquels des groupes d'actions peuvent enregistrer de meilleures performances que l'ensemble des marchés.

"L'application la plus évidente des recherches de Fama, c'est l'idée qu'on ne peut pas battre les marchés", explique Peter Englund, membre du comité d'attribution du prix. "Il est impossible de prouver que l'analyse des actions en vaut la chandelle."

(C'est l'art du sophisme récompensé, extraordinaire, arrivé à 74 ans un type qui nous dit qu'il est arrivé à la conclusion qu'il est impossible de prouver quelque chose, peut importe de quoi il s'agit puisque la conclusion de ses travaux est creuse, vide, et le voilà porté au pinacle par ses pairs qui doivent être aussi misérables que lui. - ndlr)

Il est souvent décrit comme le père de l'hypothèse d'efficacité des marchés. Ses travaux sont des classiques pour tout étudiant en finance. (Normal que les économistes en général soient aussi nuls. - ndlr)

Il a une réputation d'homme inébranlable dans ses convictions libérales. En 2010, dans un entretien avec le New Yorker, il défendait l'idée que la grande crise des années 2008 2009 n'avait pas pour origine le marché immobilier, pas même les bulles spéculatives sur les marchés, mais les cycles économiques. *"Le reste du monde s'est converti à la notion selon laquelle les marchés sont plutôt bons pour allouer les ressources",* disait-il, argumentant contre la régulation publique.

(Il a fait ses études à Chicago, s'il n'appartient pas à l'école des Chicago Boys de M. Friedman, sa conception de l'économie a largement été influencée par l'idéologie néolibérale qu'elle avaient théorisée. - ndlr)

Au début des années 1980, Robert Shiller, âgé de 67 ans, a, lui, découvert que les cours des actions étaient plus faciles à estimer sur plusieurs années, car même s'ils fluctuent bien plus que les dividendes versés par les entreprises, il existe une corrélation entre les deux.

(Quelle découverte prodigieuse ! - ndlr)

C'est l'un des pionniers de la finance comportementale, qui estime que la rationalité des individus n'est pas systématique. L'Académie explique que l'économiste a montré que *"le rapport entre les cours et les dividendes a tendance à baisser lorsqu'il est élevé et à augmenter lorsqu'il est bas"*, ce qui s'applique par ailleurs à d'autres actifs que les actions.

(Encore un truisme, il est logique que plus les cours sont élevés plus les dividendes diminuent puisque le rapport entre le cours des actions se trouve de plus en plus éloigné de l'économie réelle qui ne fonctionne pas selon les mêmes lois que la Bourse, vous pouvez faire passer le cours d'une action de 10 à 100 dollars, si l'entreprise en question devait dégager un profit de 500.000 dollars, il n'y a aucune raison qu'elle dégage un dollar de plus de profit. On peut ajouter que la hausse du prix des actions signifie qu'une grande partie du profit est détournée de l'économie productive vers l'économie spéculative, cela se traduira par une stagnation des investissements, donc du profit à attendre qui stagnera ou baissera, donc quand le cours des actions est plus bas cela peut signifier que davantage de plus-value a été réinvestie dans la production, dont il est logique d'en attendre un rendement supérieur, donc des dividendes supérieures, pas besoin d'avoir fait de longues études pour comprendre cela. Maintenant cette logique peut être totalement faussée mais par forcément, car l'argent qui se déverse à flot sur les places boursières peut provenir d'autres sources. - ndlr)

"Il y a en ce moment une hausse très rapide des cours, et je crois qu'elle est en partie accélérée par la politique de la Fed", a-t-il dit à Reuters. *"Cette crise financière, que nous avons traversée au cours des cinq dernières années, elle semble refléter une incompréhension de l'évolution des prix."*

"Quand les prix des actifs se mettent à s'emballer, ce devrait être une cause d'inquiétude", a-t-il ajouté. *"Les autorités monétaires devraient remédier à des mouvements excessifs de prix."*

(C'est la cavalerie, cette hausse est créée artificiellement et alimente la dette qui est le volant d'entraînement de l'économie capitaliste, une nouvelle bulle spéculative qui viendra à éclater. - ndlr)

M. Schiller est le plus connu des trois lauréats 2013 parmi le grand public, s'exprimant régulièrement à la télévision sur l'état de l'économie américaine. Il a conçu un indice sur les prix de l'immobilier aux Etats-Unis, appelé Case-Shiller, et publié chaque mois par l'agence d'évaluation financière Standard and Poor's. Cet indice a appuyé sa démonstration selon laquelle le secteur financier américain avait alimenté une bulle spéculative et risquait une catastrophe, qui s'est effectivement produite en 2007-2008 lors de la "crise des subprime".

Son livre "*L'Exubérance irrationnelle*" (2006), dont le titre reprenait une formule célèbre du président de la Fed Alan Greenspan, a été un grand succès de librairie.

(Des devins ces économistes qui ne prévoient rien mais décrivent ce qui est en train de se produire sous nos yeux, des enfonceurs de portes ouvertes, ils nous font penser à ceux qui passent leur temps à prédire que le capitalisme va s'effondrer et le jour où cela se produit s'exclament : on vous l'avait bien dit pour justifier leur statut !

En 2011, il était considéré comme l'une des 50 personnalités les plus importantes du monde de la finance, selon Bloomberg.

Le troisième économiste récompensé, Lars Peter Hansen, 60 ans, a "*développé une méthode statistique qui est particulièrement bien adaptée pour tester les théories rationnelles sur les prix des actifs*", aux côtés d'autres chercheurs, selon les termes de l'Académie. Reuters et Lexpansion.com 15.10

[Haut de page ↗](#)

Le 17 octobre 2013

CAUSERIE

Jeudi 16h20 heure locale.

J'ai ajouté 26 nouveaux articles, dont un rapport intéressant (en français) sur la richesse mondiale en 2013. J'ai bien avancé dans l'actualisation du site, il me reste à la formater, mais surtout je dois traiter le plus rigoureusement possible cette misérable polémique à propos d'une famille Rom dont le cas est une nouvelle fois instrumentalisé par la vermine de gauche et d'extrême gauche, ces tiers-mondistes de merde, ces fourvoyeurs du socialisme qui se présentent comme de grands humanistes et internationalistes, alors qu'en réalité ils ne font que favoriser la mise en oeuvre de la politique réactionnaire de l'Union européenne, ils se font les porte-parole de l'idéologie néolibérale qui sert de support à cette politique qui a pour but la destruction de l'Etat de droit au profit de la pire des barbaries.

C'est le manque de maturité du prolétariat qui se traduit par l'absence tragique de son parti révolutionnaire, qui permet au parti de l'ordre (UMP, UDI) et à l'extrême droite, au MRC ainsi qu'au ministre de l'Intérieur et une grande partie du gouvernement d'apparaître comme les défenseurs de l'Etat de droit qui n'est évidemment pas la panacée en régime capitaliste, mais qui garantit encore l'exercice de la lutte des classes qui a permis à la classe ouvrière au cours du XXe siècle de conquérir des droits sociaux et politiques, que les uns et les autres (au PS ou à l'UMP, au FN) s'entendent à liquider, il n'y a que sur les moyens pour y parvenir qu'ils divergent, on peut ajouter que la position de chacun, au pouvoir ou dans l'opposition facilite la répartition des rôles à laquelle ils se livrent.

La gauche et l'extrême gauche se font les fossoyeurs de l'Etat de droit, donc de tous nos droits, ils remplissent cette fonction qui est dévolue par nature à la droite et à l'extrême droite.

C'est quand même extraordinaire, cela ne m'était pas venu à l'esprit avant, en fait ils reprennent la même méthode que Bush et Obama qui au nom de la démocratie et de la liberté, de valeurs humanistes, se sont employés à détruire des pays en voie de développement qui à un moment donné aurait pu s'élever au niveau de la démocratie (bourgeoise) et permettre à la lutte de classe de s'exercer et au prolétariat de conquérir de nouveaux droits sociaux et politiques. Dans certains pays, les avantages sociaux que les régimes en place accordaient aux travailleurs étaient de trop, il fallait stopper ce processus, si nécessaire en recourant à la force, aux bombardements pour les renvoyer des décennies en arrière... Et quand la gauche et l'extrême gauche soutient la politique de Hollande en Syrie, c'est cette oeuvre de destruction qu'ils accompagnent ou dont ils se font les complices, pire encore, qu'ils réclament !

Ici, dans cette affaire de Roms, la soi-disant gauche du PS, la gauche et l'extrême gauche ne font que compléter l'oeuvre de démolition sociale à laquelle ils se livrent déjà dans les syndicats et sur le plan politique quotidiennement au côté du PS, au côté ou au sein des institutions. La suite dans 5 ou 6 heures.

Vendredi 0h50 heure locale

L'actualisation du site est terminée, cela a été laborieux et je ne suis pas satisfait.

[Vade retro, satana, sort de mon corps !](#)

Pour se marrer, bien que ce n'est pas tout à fait le sujet, heureusement que Dieu a créé la femme ! C'est pour faire chier les féministes que je ne peux pas encadrer.

Dieu est parfait et l'homme est un être perfectible, faible et vil, si bien qu'il se laisse facilement tenter par le malin qui le pervertit. L'homme a tous les torts et doit se repentir, faire pénitence, souffrir pour racheter le péché originel dont il est le fruit. Ce n'est pas Dieu qui soumet l'homme à la tentation, c'est l'homme perverse par nature. C'est dans sa nature, mais alors pourquoi Dieu l'a-t-il fait si imparfait, ne dit-on pas qu'il est à l'image de Dieu ? C'est justement en commettant le péché originel qu'il est devenu imparfait et la raison pour laquelle il doit passer son existence à expier cette faute.

Et le monde extérieur, la société, ses inégalités et ses injustices, sa cruauté, ne sont-ils pas responsables de sa tentation à adopter un comportement injuste ou cruel ? Que nenni, la tentation, le diable est en lui, dans l'homme...

Finalement si Dieu est amour et perfection, c'est que la haine et tout ces vices sont engendrés uniquement par l'homme, inutile de chercher des excuses dans le monde extérieur aussi abominable soit-il, ils sont en lui, et inutile de vouloir changer la société pour qu'elle soit meilleure et plus justes, c'est lui qui doit changer, amen, vous pouvez me trancher la tête !

- Le "Notre Père" modifié : "*Cette traduction est plus fidèle au message*" - Francetv

La nouvelle traduction de la Bible, qui contient une version remaniée du "Notre Père", a été validée par le Vatican, a indiqué la Conférence des évêques de France (CEF) lundi 14 octobre, confirmant une information du Progrès. Elle sera présentée lors de l'assemblée plénière de la CEF, à Lourdes, et diffusée à partir du 22 novembre.

Le "Notre Père", la prière la plus récitée par les chrétiens, qui figure dans les Evangiles selon saint Matthieu et saint Luc, évolue. La phrase "*Et ne nous soumet pas à la tentation*" devient "*Et ne nous laisse pas entrer en tentation*".

Pourquoi cette modification ? Que va-t-elle changer pour les millions de catholiques francophones ? Francetv info a interrogé l'abbé Pierre Amar, prêtre du diocèse de Versailles et rédacteur sur Padreblog.fr.

Pierre Amar : Tout le monde s'accordait à dire depuis longtemps que la formulation était maladroite et ambiguë à cause des imprécisions de la traduction depuis le texte hébreu. Même les enfants m'interrogeaient sur le sens de cette phrase. La formulation "*Et ne nous soumet pas à la tentation*" laisse penser que Dieu puisse pousser à la tentation, alors que ce n'est pas du tout le message. Dieu ne pousse pas au péché. Il ne nous donne pas d'épreuve ou d'obstacle, mais il nous accompagne dans l'épreuve et la traverse avec nous. Ainsi, "*Et ne nous laisse pas entrer en tentation*" est bien plus fidèle au sens initial.

Mais il existe d'autres exemples maladroits. On utilise notamment la formule "*sacrement de réconciliation*" pour la confession. Mais la "*réconciliation*" implique des torts partagés, alors que Dieu n'a pas de torts, il n'y a donc pas besoin de se réconcilier avec lui.

"*Et ne nous laisse pas entrer en tentation*" sous-entend que Dieu nous aide à tenir bon dans l'épreuve. Dieu n'est pas piégeant, il est aimant.

Ce changement va permettre de reparler de ce qui fait le cœur de notre religion, de redire que Dieu n'est pas un chef, ni un despote, ni un patron, mais un père qui aide ses enfants. Francetv 16.10

Pour aboutir à ce tour de passe-passe sémantique, on nous dit, que "*pour cette nouvelle traduction, il a fallu dix-sept années de travail à une équipe de traducteurs. C'est très long*", on veut bien le croire ma foi !

Il faut dire que pour culpabiliser davantage les croyants qui sont aussi hypocrites que la moyenne soit dit en passant, cela valait le coût de se donner autant de peine puisque toute peine mérite salaire, faire durer le plaisir n'était pas une torture mais plutôt une bénédiction, entre nous heureusement que les hommes sont imparfaits sinon il n'y aurait pas inventé les riches et les pauvres, et faire preuve d'un tel acharnement ne pouvait être que l'oeuvre d'esprits remplis de compassion envers les maîtres d'un système économique qui en tireraient profit, ce qui d'ailleurs est amplement mérité tant il transpire la bonté et la générosité, le bonheur qu'il sème sur terre jusqu'au ciel, amen.

Qu'il nous soit permis d'être tenté d'en rire !

Affaire de la famille Rom kosovare expulsée.

Etait-ce le produit de la "*crise morale du capitalisme*" comme certains l'affirment ou plutôt le signe de sa décadence et de sa décomposition, de sa faillite qui le rend étranger à toute valeur humaniste ? La putréfaction du capitalisme entraîne dans son sillage celle des partis dits de gauche et d'extrême gauche.

Autre aspect de cette affaire.

Il s'agit d'une opération de déstabilisation où les soi-disant valeurs humanitaires, démocratiques ou républicaines sont instrumentalisées et servent à détruire ce qui reste de l'Etat de droit au profit d'une dictature, puisque l'Union européenne en est complice.

Autres angles pour aborder cette affaire.

Ils se servent des enfants pour inspirer la pitié, pour contourner le droit et le justifier : c'est infâme, écoeurant, dégueulasse, cynique au possible !

Ils jouent sur la fibre émotionnelle à la manière des médias qui n'ont de cesse de s'en servir pour mieux manipuler, conditionner les masses, pour les faire adhérer à la politique réactionnaire du gouvernement. Ce sont ceux-là mêmes qui dénoncent bruyamment ces officines de propagande de la classe dominante et leurs méthodes, qui n'hésitent pas à les emprunter à leur tour pour camoufler leur propre soumission au régime en place, leur propre responsabilité de la situation actuelle.

Contenu politique.

En quelque sorte le capitalisme devrait adopter un visage humain, faire preuve d'humanisme et remettre des papiers à tous les immigrés illégaux, leur fournir un logement et un travail. C'est généreux, mais voilà il en est incapable, il n'est pas capable de l'assumer pour ses propres travailleurs, dont des millions sont mal logés ou à la rue et sont au chômage. Qu'est-ce qu'on fait alors, on s'unit pour en finir avec le capitalisme qui est incompatible avec le droit au logement et au travail pour tous, on rompt avec les institutions de la Ve République et l'Union européenne ? Non répondent en chœur la gauche et l'extrême gauche. Si non, c'est que la situation telle qu'elle est leur convient finalement, ils ne combattent pas pour en créer les conditions politiques qui permettraient d'en finir avec le régime, ils instrumentalisent les difficultés que rencontrent les travailleurs pour mieux les convaincre qu'il n'existe aucune issue politique à la crise du capitalisme et qu'ils doivent subir le sort qu'il leur réserve, pire, ils les dressent les uns contre les autres pour le compte du régime qu'ils soutiennent, car la majorité des travailleurs qui sont confrontés à des problèmes de logement ou de travail depuis de longues années et toutes sortes de difficultés ne peuvent pas comprendre ou admettre pourquoi leurs besoins devraient passer à la trappe, tandis que ceux des immigrés illégaux devraient être satisfaits en priorité, ils considèrent ce traitement comme injuste et injustifié car eux aussi dans leur pays ils connaissent une situation extrêmement difficile.

C'est la gauche et l'extrême gauche qui encouragent ces travailleurs à avoir cet état d'esprit, ce sont eux qui créent les conditions qui conduisent les différentes couches de travailleurs à s'affronter entre elles, à se diviser parce que les masses exploitées ne sont pas suffisamment hétérogènes, ils en rajoutent. Idem pour le racisme, la xénophobie, l'homophobie, l'islamophobie, etc. Ils se foutent complètement de la crise sociale qui sévit dans le pays, voilà la vérité.

C'est un autre aspect de la collaboration de classes. Que disent les syndicats dans lesquels ils militent ? Il faut accepter de réduire le coût du travail pour défendre l'emploi, au lieu d'exiger des augmentations de salaires et la création d'emplois. Pourquoi ? Pour la même raison, parce qu'ils se refusent d'affronter le gouvernement et le patronat. Pourquoi ? Quelle question, mais parce qu'ils y sont soumis ! Tenez, ils viennent d'avoir le soutien du Medef (à lire plus loin) qui lui sait parfaitement à quoi s'en tenir, les patrons ne sont pas comme ces abrutis !

La gauche et l'extrême gauche font le lit de l'extrême droite.

Hollande va accueillir en France 500 "réfugiés" syriens. Ils ne parlent pas français, comment vont-ils faire pour vivre, où vont-ils vivre, qui va payer ? L'Etat, le même Etat qui soutient les barbares qui détruisent la Syrie et provoquent cette exode de la population syrienne. Mais l'Etat c'est qui ? Ce sont les travailleurs qui paient impôts et taxes, Etat qui refuse de fournir un logement à plus de trois millions de travailleurs de ce pays, qui refuse de fournir un travail à 5 ou 7 millions de travailleurs de ce pays, voilà des arguments rêvés pour l'extrême droite, et après cela ils prétendent la combattre, en réalité c'est tout le contraire qui se produit.

La parole à la défense

La collégienne kosovare dont l'expulsion a provoqué une vive polémique a dit mercredi au micro de France Inter, depuis le Kosovo : "*Tout ce que je veux, c'est, avec ma famille, venir en France, recommencer les cours pour avoir un avenir. Le truc le plus important, c'est l'école*", a déclaré Leonarda, une Rom kosovare de 15 ans, qui vivait à Levier (Doubs) et faisait l'objet avec

ses parents et ses cinq frères et soeurs d'une obligation de quitter le territoire après que la famille eut été déboutée de ses demandes d'asile.

La jeune fille est revenue dans son témoignage sur les circonstances de son expulsion. "*A sept heures et demie, j'ai eu un appel, c'est l'ancien maire de Levier (où résidait la famille de Leonarda, ndlr) qui m'a appelée, il m'a demandé où j'étais*", a-t-elle expliqué. AFP 16.10

Leonarda a dit "*je veux*", dès lors l'Etat de droit doit se plier à sa volonté et disparaître. J'imagine que si demain en Inde j'enfreins la loi et que je me fais prendre, il me suffira de dire au juge : "*je veux*" que vous m'autorisiez à faire ce que je veux et il m'accordera sa bénédiction, ben voyons, je moisirai en tôle ou ils m'expulseront ouais et j'accepterais ce verdict évidemment.

Il y a quelques jours mon épouse m'a demandé d'aider un Indien qui voulait trouver une femme française pour partir en France, un copain de son frère, alors qu'il a une bonne situation ici. Il a tout ce dont rêve un Indien, un bon salaire, un emploi garanti à vie, une protection sociale, il aura une retraite, il est propriétaire de sa maison, il a des économies, il est encore jeune, sauf que voilà il ne veut pas se marier avec une femme indienne car il craint que sa belle-famille lui pourrisse la vie et lui pique son fric. J'ai dit à mon épouse que ce n'était pas un argument suffisant et que je ne l'aiderai pas, mieux, je vais tout faire pour le décourager de partir en France, il ferait une grosse connerie.

Un Indien, c'est fait pour vivre en Inde ! Qu'est-ce qu'ils font dès qu'ils arrivent en France ? Ils se précipitent dans les magasins indiens pour acheter des DVD et des revues indiennes, ils se rendent dans les quartiers fréquentés par les Indiens parce que l'Inde, leur culture, etc. leur manque, non mais attendez, je connais l'histoire par coeur depuis le milieu des années 80. Sont-ils plus heureux en France qu'en Inde ? Même pas ! Regardez, moi, pendant des années j'ai rêvé de repartir en France. Pourquoi ? Parce que je n'étais pas plus heureux en Inde qu'en France, puis j'ai dû me faire à l'idée que je devais y renoncer définitivement pour des raisons matérielles et financières. Je rappelle que tous les Indiens et Sri Lankais que j'ai aidés à partir en France ou tous ceux que j'ai connus en Inde qui sont partis s'installer en France n'avaient aucun problème pour vivre dans leur pays, tous avaient de l'argent ou des biens immobiliers, des terres, aucun n'étaient pauvres, qu'ils soient partis légalement ou avec un simple visa touristique.

Le contexte.

La famille de l'adolescente "*avait été déboutée de tous ses recours et avait donc épuisé les voies pour pouvoir bénéficier d'un droit de séjour sur le territoire national*", assure aussi préfecture. Selon les informations qu'elle a diffusées dans un communiqué, peu après son entrée irrégulière en France le 26 janvier 2009, la famille Dibrani dépose une demande d'asile. Sept mois plus tard, le 20 août, cette première demande est rejetée par l'OFPRA (Office français de protection des réfugiés et apatrides). Et l'est à nouveau en appel, un an et demi plus tard, le 31 janvier 2011, par la CNDA (Cour nationale du droit d'asile). En mars 2011, la famille dépose un réexamen de son dossier d'asile. A nouveau rejeté. Avant que la préfecture ne prononce, le 29 septembre 2011, un refus de séjour assorti d'une obligation de quitter le territoire français (OQTF). Ce que le tribunal administratif a confirmé le 26 janvier 2012, avant que la cour administrative d'appel de Nancy ne fasse de même le 21 février 2013.

Ces recours n'ayant pas abouti, les parents de Leonarda sollicitent ensuite une régularisation au titre de la circulaire Valls du 28 novembre 2012 relative à "*l'admission exceptionnelle au séjour des étrangers en situation irrégulière*". Nouvel échec. La famille, assure la préfecture, "*ne remplissait pas les critères de résidence prévus par cette circulaire*". Elle argue aussi du fait qu'elle présentait "*d'insuffisantes perspectives d'intégration sociale et économique*." Un nouveau refus de séjour avec obligation de quitter le territoire leur est notifié en juin. Début septembre, le père de famille fait l'objet d'un contrôle d'identité en gare de Mulhouse. En situation irrégulière, il est conduit en CRA (centre de rétention administrative). Les enfants ne pouvant plus être conduits en rétention avec leurs parents depuis la circulaire Valls du 6 juillet 2012, les enfants Dibrani et leur mère sont assignés à résidence à Levier, dans le Doubs, dans un centre d'hébergement. Le père de famille est expulsé mardi 8 octobre. Sa femme et ses enfants le lendemain.

La PAF (Police de l'air et des frontières) disposait de billets d'avion pour un départ le jour-même à 13h au départ de Lyon. Leonarda est donc débarquée du bus scolaire et récupérée par la police. "*L'éloignement s'est réalisé sans coercition, dans le plus grand calme*", insiste la préfecture, précisant que l'adolescente a "*attendu les forces de l'ordre à l'écart du bus avec son professeur, le plus discrètement possible*". nouvelobs.com 16.10

Au fait, tous les jours en France il y a des familles avec des enfants qui sont expulsées de leur logement, elles se retrouvent sur le trottoir, la loi est appliquée, infâme certes, où sont alors les gauchistes ? Tous les jours il y a des pères ou des mères de famille qui ont des enfants et qui perdent leur boulot, qui sont jetés à la rue aussi, le droit s'impose, injuste certes, où sont alors les gauchistes ? Même les médias sont absents.

Un fusible

Un préfet dont le parcours commence à être évoqué par certains socialistes, et qui pourrait devenir un "*fusible idéal*" si "*les choses tournent mal*", a estimé ce matin le journaliste Marc Fauvelle sur France Inter. Stéphane Fratacci a en effet été le

secrétaire général du ministère de l'Immigration, de l'Intégration, de l'Identité nationale et du Développement solidaire de Nicolas Sarkozy, dont la création avait entraîné une polémique nationale et avait été critiquée par le rapporteur spécial de l'ONU contre le racisme.

Une chose est sûre, Stéphane Fratacci s'est spécialisé sur les questions d'immigration et des expulsions. Il a occupé le poste de directeur des libertés publiques et des affaires juridiques au ministère de l'Intérieur de 2001 quand Daniel Vaillant était le locataire de la place Beauvau à 2006 et y est resté avec Nicolas Sarkozy. Une de ses missions était de préparer et de mettre en œuvre la législation sur de nombreuses questions, dont les *«procédures concernant l'éloignement du territoire français pour des motifs d'ordre public des ressortissants étrangers»*. Le service assure par exemple l'harmonisation entre les procédures suivies par les différents préfets en la matière.

En 2010, alors qu'il était en poste au ministère de l'Immigration, il déclarait son souhait que *«soit portée une grande attention à la situation des mineurs étrangers isolés»*. Slate.fr 16.10

Quelques titres de presse

- L'expulsion de la collégienne kosovare vire au feuilleton politique - LeMonde.fr
- "Je veux revenir en France", lance la collégienne kosovare expulsée - Francetv
- La collégienne kosovare expulsée raconte sa "honte" - Reuters
- Harlem Désir : "La collégienne kosovare doit pouvoir revenir dans sa classe" - LePoint.fr
- Léonarda : *«Nous vivons sous la dictature de l'émotion»* selon Chevènement - AFP
- Mobilisation pour un lycéen parisien expulsé en Arménie - Liberation.fr

Quelques réactions politiques.

PS- *«Je comprends toutes les émotions» suscitées par cette expulsion, mais «cette reconduite à la frontière s'est déroulée dans le respect du droit, dans le respect des personnes»,* déclare Manuel Valls lors d'un déplacement à Lorient, tout en demandant *«que chacun garde son sang-froid»*. *«Ne doutez pas un seul instant que les règles de droit public sont appliquées avec intelligence, discernement, humanité (...) par mes services»,* a-t-il ajouté.

La gauche *«ne saurait transiger avec les valeurs, sous peine de perdre son âme»*, souligne sur Twitter le président de l'Assemblée nationale Claude Bartolone.

Sur i>TELE, Bruno Le Roux, patron des députés PS, met en cause le préfet. *«Il y a dans cette procédure une faculté de discernement offerte au préfet»,* a poursuivi Bruno Le Roux, en se demandant s'il y avait vraiment *«nécessité»*. *«Il ne faut pas aller chercher les enfants à l'école»,* a insisté le proche du chef de l'Etat. Là *«c'était le temps scolaire. On peut attendre, on peut différer»*.

Le porte-parole des députés PS Thierry Mandon a de son côté affirmé : *«On doit dans la République, surtout lorsqu'il s'agit d'enfants, appliquer la règle, mais on doit le faire avec du coeur, un peu de finesse et d'intelligence. A l'évidence, ceux qui ont géré cette situation sur le terrain en ont manqué.»* Faut-il sanctuariser l'école? *«Non, il faut arrêter d'interdire, d'autoriser... Il faut responsabiliser. Ceux et celles qui incarnent la République sur le terrain doivent veiller au respect des règles de droit, mais doivent aussi comprendre que la devise républicaine se termine par fraternité.»*

Jean-Marc Ayrault promet à l'Assemblée nationale que l'arrêté d'expulsion de Léonarda sera annulé si l'enquête administrative sur cet éloignement, dont les résultats seront connus *«dans 48 heures»*, montrait qu'une *«faute»* avait été commise. *«S'il y a eu faute, l'arrêté de reconduite à la frontière sera annulé. Cette famille reviendra pour que sa situation soit réexaminée en fonction de notre droit, de nos pratiques et de nos valeurs»,* assure le Premier ministre.

Harlem Désir estime que la collégienne expulsée doit pouvoir *«revenir dans sa classe»*. *«Aujourd'hui, le gouvernement demande une enquête administrative urgente, c'est un premier pas. En attendant, Léonarda doit pouvoir revenir dans sa classe»,* juge-t-il.

Deux nouveaux responsables du PS tweetent pour exprimer leur fort mécontentement. *«Manuel Valls qui justifie l'expulsion de #Leonarda ! Quand est-ce qu'on prend une mesure d'éloignement du gouvernement à l'encontre de Valls ?»,* lance Frédéric Hocquard, secrétaire national du PS à la Culture.

«*Perso, je ne me vois pas rester à la direction du PS si rien n'est fait pour #Léonarda j'en tirerai les conséquences*», souligne quant à lui Stéphane Delpeyrat, secrétaire national du PS à la Recherche, évoquant la «*goutte d'eau*» qui fait déborder le «*vase*».

La députée PS de Paris Sandrine Mazetier appelle sur Twitter à la sanction du préfet ayant décidé de l'expulsion.

MRC- Les chevènementistes soutiennent Manuel Valls. «*Le ministre de l'Intérieur n'a pas commis de faute dans cette affaire : il doit donc être soutenu*», a considéré le MRC, membre de la majorité, dans un communiqué, précisant qu'il «*ne s'associe pas aux appels à une redéfinition de la politique migratoire de la France*». «*L'expulsion de la jeune Leonarda Dibrani émeut une partie de la gauche, qui a pris dans l'opposition des réflexes assez confortables sur les questions migratoires*», a raillé Jean-Luc Laurent, président du MRC.

Un rappel opportun effectivement. Il y aurait tant à dire !

Le président d'honneur du mouvement, l'ancien ministre de l'Intérieur Jean-Pierre Chevènement, a pour sa part observé sur BFMTV que «*nous vivons sous la dictature de l'émotion*». «*Il arrive un moment où il faut bien appliquer la loi*», a-t-il déclaré, soulignant qu'«*une attitude responsable s'impose et doit être rappelée à un certain nombre de députés de gauche*».

Ecologiste- Noël Mamère, député écologiste de Gironde, mais qui n'appartient plus à EELV «*demande la démission de Manuel Valls*». «*Lorsqu'on procède de cette manière, cela veut dire que le mal est déjà fait. Le Premier ministre pourra ramer autant qu'il voudra, il ne rattrapera pas cette faute, parce qu'elle s'est commise dans une certaine atmosphère, un certain état d'esprit, une certaine ambiance qui est particulièrement délétère.*» a-t-il dit.

Mamère ne peut pas savoir ce que c'est que démissionner, il ne s'est jamais engagé autrement que pour sa pomme, il est comme Mélenchon, il n'y a que la couleur qui change... de la pomme.

EELV- Les coprésidents du groupe écologiste à l'Assemblée, Barbara Pompili et François de Rugy, réclament un réexamen du dossier de la famille de Léonarda. Expriment leur «*solidarité envers les enseignants et les élèves du collège légitimement choqués*», ils condamnent «*fermement les explications données par le ministère de l'Intérieur*» et demandent que les responsabilités au sein de la préfecture du Doubs soient établies. «*Nous demandons instamment que la situation de cette famille soit réétudiée en vue d'un retour rapide en France*», ajoutent-ils dans un communiqué.

Il bafoue le droit. Cette affaire a été jugée, tous les recours ont été épuisés, aucun élément nouveau ne justifie qu'elle soit rejugée, le droit est un bien collectif supérieur au droit individuel qui sera parfois ou souvent bafoué en régime capitaliste, c'est ainsi, pour qu'il en soit autrement, il faut renverser le régime en place et prendre le pouvoir pour instaurer une société plus juste, je ne pense pas que ces deux-là y soient favorables, ils vivent trop bien sous le capitalisme.

PCF- Pierre Laurent, secrétaire national du PCF, «*exige*» de François Hollande «*un engagement solennel et immédiat de stopper toute expulsion de jeunes étrangers scolarisés*». Dans un communiqué, le sénateur de Paris écrit : «*L'expulsion de la jeune collégienne Leonarda est une honte pour la République*» et «*les conditions de cette expulsion ajoutent à l'indignité de cet acte qui disqualifie les politiques conduites par Manuel Valls*».

Les familles dans l'illégalité ont été encouragées par les tiers-mondistes à scolariser leurs enfants de manière à ne plus pouvoir être expulsables, à instrumentaliser leurs gosses, c'est la généralisation de ce procédé que revendique la racaille stalinienne.

PG- Jean-Luc Mélenchon «*exige*» mercredi la démission de Manuel Valls, «*ministre indigne de la République*». Le ministre de l'Intérieur «*a justifié cet acte ignoble*», accuse le PG dans un communiqué. «*Trop c'est trop. Le Parti de gauche exige la démission de Manuel Valls, ministre indigne de la République*».

Mélenchon et son parti sont des imposteurs qui ne sont pas dignes de se prétendre de gauche. Mélenchon a oublié que le droit s'applique de la même manière à tous dans une République, lui il en fait une lecture à géométrie variable, comme cela l'arrange, tout comme ci-dessous l'UMP.

Toutes ces bonnes consciences qui se disent de gauche, si la loi et le droit en vigueur ne leur conviennent pas, qu'attendent-ils pour engager le combat pour renverser l'ordre établi ? Ah cela ne fait pas partie de leur programme...

UMP- Christian Jacob, président du groupe UMP, estime quant à lui : «*Avoir aujourd'hui des ministres ou le président de l'Assemblée qui en appellent à une approche de gauche, ça veut dire quoi ? La France, c'est la République, on applique la loi ou on ne l'applique pas, et ici, dans cette maison, on doit tous se rassembler pour appliquer la loi.*»

Lui, il n'en fait pas un plat, l'UMP et le PS sont déjà suffisamment "rassembler" le reste du temps, non ?

Bernard Accoyer, ancien président du palais Bourbon : *«Il y a des lois, qui sont justes, ce qui fait que la France peut arriver à un équilibre, et en particulier lutter contre l'immigration clandestine (...) Ceux qui sont chargés de les faire respecter sont les préfets et les forces de l'ordre, et la justice est là pour leur donner des directives. C'est exactement ce qui s'est déroulé. Si on commence par faire des exceptions, c'est peut-être un peu dur de le dire, on ne maîtrisera plus rien».*

Et c'est bien parce que l'UMP et le PS ainsi que ses satellites ont piétiné les valeurs de la République qu'ils sont battus par le FN, un simple constat. Nous ne défendons pas les valeurs de leur République étriquée ou bananière de monsieur Accoyez ou Jacob, nous défendons les valeurs de la République dans la perspective d'une République sociale ou socialiste, ce qui n'est pas du tout la même chose.

Debout la République- Le président de Debout la République Nicolas Dupont-Aignan, a également commenté : *«Avec l'ouverture incontrôlée de toutes les frontières, on a allumé une mèche et certains paraissent surpris que des bombes explosent à répétition. L'affaire de Leonarda en est une nouvelle illustration. (...) La gauche, drapée dans sa confortable bien-pensance, pousse des cris d'orfraie. (...) Français, Roms, africains échoués et morts à Lampedusa, nous sommes tous des victimes. Nous sommes tous les victimes de l'Union européenne et de sa loi de la jungle.»*

Medef- Sur Twitter, l'ex-patronne du Medef Laurence Parisot juge l'expulsion de la collégienne *«insupportable»*. (source : libération. fr 16.10

Chouette, le patronat au visage humain, il pourra remercier les gauchistes d'avoir ouvert leurs grandes gueules...

ACTUALITÉ DU JOUR

Cynisme. Un risque "pour la santé publique" non sanctionné mais ponctionné.

- Assemblée: le projet de budget de la Sécu 2014 adopté en commission - AFP

La commission des Affaires sociales de l'Assemblée a adopté mercredi le projet de loi de financement de la Sécurité sociale pour 2014, après y avoir ajouté une taxe sur les boissons énergisantes et la réaffectation de crédits à la dépendance.

Mardi, la commission avait voté la création d'une taxe sur les boissons énergisantes comme le Red Bull, à hauteur d'un euro par litre, sur proposition du rapporteur Gérard Bapt (PS), qui en attend 60 millions d'euros de recettes annuelles. Le député de Haute-Garonne, qui s'était heurté à la censure du Conseil constitutionnel l'an dernier, a motivé différemment sa mesure, en s'appuyant sur le récent rapport de l'agence sanitaire Anses soulignant le risque de ces boissons pour la santé publique. AFP 16.10

On reviendra sur ce mécanisme qui consiste à autoriser la vente d'un produit présentant des risques pour la santé. Si vous tombez malade, ce ne sera pas parce qu'ils ont autorisé la vente de ce produit, mais parce que vous l'avez acheté et consommé. Mais s'il n'avait pas été mis en vente, je n'aurais pas pu l'acheter et je ne serais jamais tombé malade. Sauf que le fric, c'est le fric, le marché, c'est le marché, vous comprenez, il n'y a rien au-dessus, vous pigez ?

Le sionisme ne supporte pas la moindre critique qu'il amalgame à de l'antisémitisme.

L'affaire a commencé par un banal conflit autour d'une fillette. La grand-mère, défendue par Me Dubruel, avait attaqué la mère en correctionnelle mi-2012 en l'accusant de ne pas respecter son droit de visite. Point.fr 16.10

- La démarche jugée antisémite, l'avocat est radié - Francetv info

Pour Me Alexis Dubruel, le juge Albert Lévy ne pouvait pas trancher dans une banale affaire de droit de visite autour d'une fillette car le père d'une des parties se prénomme Moïse. *"Il y a lieu de s'en tenir à de simples constatations patronymiques et 'prénonymiques'"*, écrivait l'avocat qui demandait la récusation du magistrat sur la base de son nom à consonance juive.

Cette affaire avait ému la magistrature lyonnaise, solidaire d'Albert Lévy, cible à plusieurs reprises d'attaques antisémites. Finalement, mercredi 16 octobre, l'avocat a été purement et simplement radié du barreau. Le conseil régional de discipline a suivi les réquisitions du bâtonnier de Lyon et de l'avocate générale en jugeant que la démarche de l'avocat était antisémite.

Me Alexis Dubruel défendait une grand-mère qui souhaitait faire valoir un droit de visite à sa petite fille.

Niant toute motivation antisémite, à l'audience, l'avocat radié a expliqué avoir soupçonné une *"coloration communautariste"*

dans l'attitude du juge. Selon son récit, le magistrat avait "*fait un large sourire à la prévenue*" à l'énoncé du prénom de son père (Moïse) et, parallèlement, s'était montré "*très agressif*" avec sa propre cliente, "*terrorisée*". Francetv info 16.10

C'est le genre de détail qui ne s'invente pas, un peu comme l'air entendu que peuvent manifester deux complices qui prétendent ne pas se connaître ou n'avoir aucun intérêt en commun, on peut être confronté à ce genre de situations dans la vie en général.

Défendant Me Alexis Dubruel, Dominique Inchauspé avait réclamé "*la mansuétude*" du conseil de l'Ordre, affirmant que son client avait "*surréagi*", de façon "*un peu irrationnelle*", dans un dossier qui l'occupait depuis plusieurs années. Francetv info 16.10

Me Alexis Dubruel a dit tout haut ce que de les lâches disent tout bas ou entre eux loin des oreilles des chiens de garde de l'ordre du régime infiltré par le sionisme jusqu'au sommet de l'Etat, aujourd'hui avec le gouvernement actuel ce n'est plus un secret pour personne.

L'avocat Me Alexis Dubruel avait émis un simple constat qui pouvait être certes jugé de mauvais goût ou porter à confusion, l'incident aurait pu en rester là. Mais c'était sans compter sur la hargne d'un juge qui n'admettait pas qu'on ose mettre en cause son impartialité, il a donc instrumentalisé ce banal épisode pour le monter en épingle et se payer la tête de cet avocat qui aurait dû savoir ou avoir à l'esprit que la haine coule dans les veines des sionistes.

Ce juge a pu être encouragé à libérer sa haine contre cet avocat par les multiples manifestations bienveillantes de Hollande et Valls envers la communauté juive, en réalité en direction des sionistes, tandis qu'ils affichent leur soutien à l'Etat israélien et ont calqué leur politique au Moyen-Orient sur celle des sionistes.

[L'UE est un cadeau pour les patrons, empoisonné pour les travailleurs.](#)

- Les cadeaux fiscaux aux entreprises se multiplient en Europe - L'Expansion.com

En France, quelque 10 milliards d'euros d'impôts supplémentaires pour les ménages l'an prochain, tandis que les entreprises bénéficieront d'une baisse équivalente de leurs impôts grâce au crédit d'impôt compétitivité.

La France n'est pas la seule à mener une politique fiscale favorable aux entreprises. Le gouvernement italien a adopté mardi soir un projet de budget pour 2014 prévoyant une baisse de la fiscalité sur le travail afin de soutenir la reprise économique espérée vers la fin de l'année : 5 milliards d'euros d'allègements fiscaux sur trois ans pour les travailleurs et 5,6 milliards pour les entreprises.

Le Portugal, lui, va beaucoup plus loin: le budget 2014 du pays prévoit de réduire progressivement le taux de l'impôt sur les sociétés, de 25 à 23% l'année prochaine et à un taux de l'ordre de 17 à 19% en 2016. Le manque à gagner fiscal pourrait atteindre 70 milliards d'euros en 2014. "*Avec cette diminution graduelle de l'impôt, le Portugal aura le même niveau de compétitivité fiscale que des pays comme la Pologne ou la République tchèque*", a fait valoir le secrétaire d'Etat aux Affaires fiscales, Paulo Nuncio, lors de la présentation de la réforme.

L'Irlande a refusé de relever son taux qui est actuellement de 12,5% en dépit d'un septième budget d'austérité pour 2014 qui va essentiellement peser sur les ménages. L'Expansion.com 16.10

[Intox. Condamnée mais pas dissoute, elle pourra continuer de sévir.](#)

La scientologie définitivement condamnée pour "*escroquerie en bande organisée*" - Francetv info

A l'audience du 4 septembre, les avocats de la scientologie avaient invoqué une atteinte à la liberté religieuse alors que, pour l'avocat général près la Cour de cassation, seules "*des infractions à la loi pénale*" sont à l'origine de sa condamnation. Le magistrat avait donc préconisé le rejet des pourvois de l'organisation.

Classée en France parmi les sectes par plusieurs rapports parlementaires, l'Eglise de scientologie est considérée comme une religion aux Etats-Unis et dans quelques pays européens, comme l'Espagne, l'Italie, la Hollande ou la Suède.

La cour d'appel de Paris avait confirmé, le 2 février, la condamnation des deux structures parisiennes de la scientologie, le Celebrity Centre et sa librairie SEL, à des amendes de respectivement 200 000 et 400 000 euros.

Reprochant aux prévenus d'avoir profité de la vulnérabilité d'anciens adeptes pour leur soutirer de fortes sommes d'argent, la justice avait condamné cinq scientologues. Parmi eux, Alain Rosenberg, "*dirigeant de fait*" de la scientologie parisienne, et Sabine Jacquart, une ex-présidente du Celebrity Center. Ils ont écopé de deux ans de prison avec sursis et 30 000 euros d'amende pour "*escroquerie en bande organisée*". Francetv info 16.10

Vous aurez noté au passage que l'Eglise de scientologie bénéficie de la mansuétude de 5 Etats, dont le chef de fil du néolibéralisme, les Etats-Unis, et trois monarchies, l'Espagne, la Suède et les Pays-Bas, très liées à l'impérialisme anglo-saxon-sioniste, pilier du groupe Bilderberg, qui jouent un rôle de précurseurs en matière d'intégration de l'idéologie néolibérale dans tous les rapports de la société conformément à la stratégie du nouvel ordre mondial définie par l'oligarchie financière.

A propos des Pays-Bas, un minuscule Etat sans proportion avec l'importance que lui donnent les institutions internationales contrôlées par l'impérialisme américain, on vient d'apprendre ceci à propos de la Syrie :

- La Néerlandaise Sigrid Kaag, une idéaliste amoureuse du Moyen-Orient, a été officiellement nommée à la tête de la mission conjointe ONU-OIAC, qui devrait compter à terme une centaine de personnes. AFP 16.10

Vous parlez, "*une idéaliste amoureuse du Moyen-Orient*", franchement qui pourrait la soupçonner de manquer d'impartialité ou d'avoir été nommée tout à fait pas hasard, hein ?

ACTUALITE EN TITRES

Résistance internationale.

- PSA: débrayages dans des usines contre le projet d'accord social - AFP
- Air Liquide: un site bloqué par des salariés en réponse au plan social - AFP
- Portugal: annonce d'une nouvelle cure de rigueur, la grogne monte - AFP
- Les salariés de Royal Mail votent la grève pour le 4 novembre - Reuters
- Manifestation dénudée d'étudiants en Colombie - Liberation.fr
- Des Indiennes manifestent en Equateur contre un projet pétrolier - Libération.fr
- Roumanie: un village en révolte contre Chevron et les gaz de schiste Adrian Arnautu - AFP
- Violentes manifestations en Chine après le passage du typhon Fitow - LeMonde.fr

Un test. Le traité transatlantique de marché unique E-U-UE en passe d'être adopté en douce.

- Libre-échange Canada-UE: accord en vue, selon Harper - AFP

Pour rappel le Premier ministre canadien Harper, c'est le Bush canadien, un chantre du néolibéraliste.

Un devoir pour les néolibéraux.

- Pourquoi les Etats-Unis doivent fusionner avec le Canada - Slate.fr

Non, pas possible ?

- La NSA a largement exagéré le nombre d'attentats qu'elle aurait déjoués - LeMonde.fr

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1-Etats-Unis

1.1- Quel suspense !

Le Congrès américain a relevé mercredi 16 octobre le plafond de la dette des Etats-Unis jusqu'au 7 février, après l'adoption par la Chambre des représentants d'un texte écartant le risque d'un défaut de paiement, et que le président Barack Obama va promulguer.

Les élus de la Chambre ont voté par 285 voix contre 144 en faveur du texte adopté peu auparavant par le Sénat, et qui rouvrira aussi la totalité de l'Etat fédéral, partiellement fermé depuis le 1er octobre.

Le président Barack Obama a annoncé mercredi qu'il promulguerait le texte dès qu'il lui parviendrait. - AFP 16.10

1.2- Quand le Pentagone se prend pour Iron Man !

L'armée américaine travaille au développement d'une armure "*révolutionnaire*" baptisée "*Tactical Assault Light Operator Suit*" (ou Talos) destinée à équiper ses soldats. Une armure bourrée de technologies de pointe qui s'inspirerait du fameux bouclier d'Iron Man.

Pour tous les fans, préparez-vous, Iron Man pourrait bien débarquer. Du moins presque. Les chercheurs de l'Armée américaine ont semble-t-il décidé de puiser dans les films de science-fiction pour mettre au point des technologies, elles bien réelles. Après s'être inspirés de la cape d'invisibilité d'Harry Potter, les ingénieurs cherchent aujourd'hui à développer une armure high-tech capable de donner "*une force surhumaine*" à ses soldats. Et avec une telle idée, quoi de mieux que les films pour trouver de l'inspiration ? Les chercheurs auraient ainsi jeté leur dévolu sur Iron Man, mais couplé à un semblant de Terminator. Tout cela pour concevoir une armure qui serait déployée sur toute une armée.

Des milliers de Tony Stark

L'armure a été baptisée "*Tactical Assault Light Operator Suit*" ou Talos, une référence aux automates de bronze qui protègent Europa, maîtresse de Zeus dans la mythologie grecque. Elle devrait être équipée d'un exosquelette permettant de transporter de lourdes charges et un équipement conséquent. Elle possédera également une protection pare-balles particulièrement renforcée. Un "*bouclier liquide*", où le liquide deviendrait solide avec une charge magnétique ou électrique, aurait également été évoqué. Ce qui n'est pas sans rappeler... Terminator. En parallèle, un puissant ordinateur capable, entre autres, de contrôler les signes vitaux et d'orienter les soldats devrait être intégré, explique l'US Army. "*Certaines des technologies envisagées pour le Talos comprennent une armure avancée, des ordinateurs permettant au soldat de savoir où il se trouve à tout moment sur le champ de bataille et de communiquer avec le commandement, ainsi qu'un système d'alimentation électrique et un squelette extérieur très mobile*", précise l'Armée de Terre américaine citée par le Huffington Post.

Mais toutes les technologies ne sont pas totalement inédites. L'affichage sur un écran placé dans le casque d'un soldat de l'emplacement des forces sur un champ de bataille, notamment, est déjà employée par les pilotes du nouveau chasseur F-35. L'armée cherche toutefois à aller plus loin, inspirée par les recherches sur l'interface homme-machine qui se multiplient ces derniers temps. Dans cette optique, le commandement des opérations spéciales américaines, qui supervise les commandos d'élite (les "*Navy SEAL*" et les "*Army Rangers*"), a lancé un appel aux chercheurs pour qu'ils présentent des projets sur des technologies pouvant être incorporées dans "*une armure de combat intelligente*". L'amiral William McRaven s'est, en effet, dit "*très attaché*" au projet. "*J'aime à penser que le dernier membre d'un commando perdu au combat sera bien le dernier et je pense que nous pourrions y parvenir*", a-t-il indiqué. Les projets, qui devront tenir compte des contraintes budgétaires, pourront être présentés jusqu'en septembre 2014.

Ensuite, le Pentagone et les autorités militaires décideront comment procéder pour la recherche, le développement et l'ingénierie, a indiqué Roger Teel, porte-parole du commandement de l'Armée de terre. Toutefois, il est encore trop tôt pour estimer le coût d'un tel projet, précisent les responsables militaires. L'Armée américaine a d'ores et déjà diffusé une vidéo de démonstration de cette armure de combat. Elle montre un soldat mitraillé pratiquement à bout portant et mais qui reste indemne, les balles rebondissant sur sa protection. Malgré la référence au film Iron Man et à la mythologie, les responsables militaires ont tenu à souligner le réalisme des technologies qu'ils souhaitent mettre en œuvre. En l'occurrence, il ne sera pas question de voler à la Iron Man... french.irib.ir 16.10

2- Allemagne

Les Verts allemands ont rompu mercredi les discussions de coalition avec les conservateurs de la chancelière Angela Merkel, qui a maintenant pour seule option les sociaux-démocrates comme partenaire gouvernemental.

Le secrétaire général de la CDU, M. Gröhe a souligné "*l'intensité*" des négociations et le "*grand respect mutuel*" entre ces formations, qui sont pourtant considérées comme assez éloignées l'une de l'autre.

Et le secrétaire général du parti frère bavarois (CSU) --plus conservateur que la CDU et donc encore moins proche des Verts--, Alexander Dobrindt, s'est dit "*positivement surpris du sérieux des discussions*".

Selon lui, les conservateurs n'ont pas trouvé d'"*obstacles insurmontables*" lors des discussions avec les écologistes.

Angela Merkel doit désormais tenter de former un gouvernement avec les sociaux démocrates avec lesquels les discussions se poursuivront jeudi, pour la troisième fois consécutive.

Le SPD décidera dimanche lors d'une convention réunissant quelque 200 délégués s'il accepte de mener des négociations avec la CDU.

Parmi les points auxquels les sociaux-démocrates tiennent particulièrement: l'instauration d'un salaire minimum généralisé, l'une de leur promesse phare. La CDU lui préfère jusqu'à présent un salaire minimum négocié par branche et par région.

Les conservateurs ont récemment assuré que l'Allemagne saurait avec qui la CDU négocierait un gouvernement d'ici la séance constitutive du Bundestag, qui aura lieu mardi 22 octobre.

Une majorité d'Allemands souhaitent une "*grande coalition*" --c'est-à-dire une alliance conservateurs et SPD-- selon les sondages.

En 2005, plus de deux mois s'étaient écoulés entre les élections et la prise de fonction d'Angela Merkel à la tête d'une grande coalition. AFP 16.10

3- Syrie

Les comités populaires palestiniens viennent de l'annoncer : le compte à rebours pour une libération du camp des réfugiés palestiniens de Yarmouk en Syrie a commencé . cela fait des mois que les terroristes takfiris se sont emparés du camp au prix de provoqué l'exode des milliers de palestiniens du camp et il est grand temps que le camp revienne à ses vrais propriétaires à savoir les palestiniens. les palestiniens s'accrochent violemment avec les takfiris dans différentes localités du camps à l'heure qu'il est.

Selon Fars, l'armée syrienne appuie les palestiniens à l'aide de ses unités d'artillerie qui pilonnent les positions des nosratistes. french.trib.ir 16.10

4- Israël

C'est le journal Yediot Aharonot qui répond dans un article publié ce mercredi : " Que va faire Israël si l'Iran devient nucléaire ? Rien! il ne se passera rien de particulier et Israël ne pourra rien faire d'extraordinaire si ce n'est de retourner à ses moutons et de continuer à vivre comme avant. L'Iran et l'Occident iront vers un accord à l'amiable, un accord acceptable et raisonnable pour les deux parties et en tout cas douloureux pour nous. La question est dès lors la suivante comment tolérer un Iran nucléaire ? Cet Iran dont nous parlons est moins l'Iran géographique que la menace que représenterait contre Israël un Iran doté de capacité nucléaire. Cet Iran-menace est cet axe sécuritaire autour duquel ont tourné les politiques des gouvernements israéliens de ces dernières années. Notre situation ressemble à celle que nous avons vécue au lendemain de la seconde intifada ; les Israéliens ont fait comme si de rien était. La même chose va se produire aujourd'hui et alors que l'Iran s'approche à grand pas de la capacité de se doter d'armes atomiques. La technologie nucléaire iranienne n'aura aucun effet sur notre quotidien. Et pourtant nous avons peur de la menace iranienne sinon le prix du logement n'aurait pas progressé de 70% ces derniers temps. Si nous n'avions pas peur nous les israéliens, nous n'aurions jamais mis de côté autant de devise étranger pour aller faire la queue devant les ambassade étrangères et demander à quitter pour de bon Israël. Ceci dit "*la menace*" iranienne est une source de revenu en Israël et les israéliens en tirent des bénéfices. selon un dernier sondage le taux de la satisfaction des israéliens a augmenté de 90% en une décennie et les israéliens sont à 60% plus satisfaits des conditions économiques du pas.

Peut être que nous sommes tous aveugles car nous sommes visiblement incapable de tirer des leçons de l'histoire. les peuples n'ont pas en général une vision juste des événements qui vont leur arriver. Ils ne peuvent pas bien percevoir l'avenir qui les attend. On peut le dire très franchement que les Israéliens, au contraire de leur gouvernement, ont depuis longtemps accepté un Iran nucléaire même si cet Iran là se dote de bombe atomique. c'est une réalité qui peut se dérouler bientôt sous nos yeux : l'Iran pourrait bientôt être une réalité sécuritaire à ne pas ignorer dans notre région. Quelle est d'ailleurs cette réalité ?

La Syrie sans ses arsenaux chimiques sans une vraie armée combattante, n'est que l'ombre d'elle même. L'Iran, jadis un acteur de poids du front de l'est, n'a plus d'armée digne de ce nom. Le Hamas a subi des coups décisifs et il est paralysé en ayant perdu son riche sponsor qatari. L'Egypte est scindée en deux entre les Frères musulmans et l'armée et elle est si affaiblie qu'elle ne peut d'avoir les yeux que pour ses problèmes domestiques. La Libye n'est plus un Etat . Mais regardez en face le Hezbollah? Où il en est ? L'Iran s'est transformé lui aussi en une superpuissance qui veut reconstituer son économie et faire en une nuit un chemin qui durer en principe 100 ans. La réalité sécuritaire du Moyen Orient telle qu'elle s'offre aujourd'hui à nos yeux est moins dangereuse pour nous. En effet il n'a jamais existé de paradis autour d'Israël. jamais le calme et la sécurité n'ont pas été

notre environnement dans l'horizon proche, il n'existe non plus aucune solution pour résoudre la crise israélo palestinienne. Les palestiniens ont perdu leurs protecteurs arabes et désormais ils essaieront eux-mêmes de résoudre leur problèmes ce qui rend les choses plus compliqués pour nous. Le monde de l'Islam non plus n'est pas plus tendre avec nous qu'il y a des années ? Bref il fait que nous nous rendions à l'évidence : Israël est beaucoup plus petit pour pouvoir refuser de se résigner aux réalités ambiantes : il faut accepter que l'Iran est une puissance nucléaire et que c'est à nous de changer. french.trib.ir 16.10

SOCIAL

1- Portugal

La nouvelle cure d'austérité annoncée mardi par le gouvernement portugais pour l'année prochaine a déclenché une montée de la grogne sociale, avec l'appel de plusieurs syndicats à la grève et à des manifestations.

Le Front commun des syndicats de l'administration publique et le Syndicat des cadres techniques de l'Etat (STE), les deux principaux syndicats du secteur, ont appelé mercredi à une grève des fonctionnaires pour le 8 novembre prochain.

Les syndicats du secteur des transports ont également annoncé "*une quinzaine de grèves pour la période allant du 25 octobre au 8 novembre*" ainsi qu'une "*manifestation nationale à Lisbonne le 9 novembre*", a indiqué José Manuel Oliveira, coordinateur de la Fédération des syndicats des transports et des communications.

Les syndicats de la poste ont quant à eux prévu une grève le 25 octobre après la décision du gouvernement de privatiser le groupe postal par une mise en bourse de 70% de son capital avant la fin de l'année.

Les syndicats entendent protester contre les nouvelles mesures d'austérité dévoilées dans le projet de budget pour 2014 qui toucheront de plein fouet les fonctionnaires. Le Portugal, sous assistance financière, est tenu de respecter un objectif de déficit public de 4% du PIB en 2014.

Le projet de la loi des Finances prévoit des coupes sévères dans les dépenses publiques et des réductions des salaires des fonctionnaires allant de 2,5% à 12% pour les revenus mensuels supérieurs à 600 euros bruts.

Le gouvernement prévoit également de réduire de 2% en 2014 les effectifs de la fonction publique sur un total actuellement de 575.000. Depuis 2005, 173.000 postes de fonctionnaires ont déjà été supprimés.

"*Les travailleurs n'en peuvent plus. Les fonctionnaires sont les cibles principales de ce budget*", a dénoncé Ana Avoila, coordinatrice du Front commun des syndicats, qui appartient à la CGTP, principale confédération syndicale du pays, proche du Parti communiste.

Ce budget "*est une attaque brutale contre les fonctionnaires*", a estimé Helena Rodrigues, vice-présidente de la STE, proche de l'UGT, l'autre grande centrale syndicale, plus modérée et proche des socialistes.

Pour samedi, la CGTP a convoqué deux grandes manifestations à Lisbonne et Porto (nord), pour protester contre "*l'appauvrissement des travailleurs*".

Le syndicat voulait défiler sur les ponts des deux principales villes du pays. Mais, à Lisbonne, la manifestation prévue sur le Pont 25 Avril a été interdite par le ministère de l'Intérieur pour des raisons de sécurité.

Le rassemblement aura finalement lieu dans le quartier d'Alcantara, à la sortie du célèbre pont lisboète. De nombreux manifestants traverseront le pont en autocar, un passage qui sera accompagné d'un concert de klaxons pour protester contre l'interdiction du ministère.

Arménio Carlos, secrétaire général de la CGTP, n'a pas exclu de convoquer prochainement une nouvelle grève générale, après celle de juin dernier, qui avait mobilisé 50% des salariés, selon les syndicats. AFP 16.10

2- Italie

Le gouvernement italien a adopté mardi soir un projet de budget pour 2014 prévoyant une baisse de la fiscalité sur le travail qui devrait selon lui soutenir la reprise économique espérée vers la fin de l'année.

La loi de stabilité (loi de finances 2014) et le cadre pluriannuel 2014-2016, dont les grandes lignes avaient été présentées en début de soirée par le président du conseil Enrico Letta, visent à "*favoriser la croissance et promouvoir l'emploi*" et "*signalent un tournant*" par rapport aux dernières années, a indiqué le gouvernement à l'issue du conseil des ministres.

"*Avec les mesures prises démarre un parcours de réduction de la charge fiscale sur les familles et les entreprises*", selon son communiqué.

Le texte devait être validé avant minuit mardi pour être envoyé dans les temps à Bruxelles.

La loi prévoit 27,3 milliards d'euros d'interventions sur trois ans, dont 11,6 milliards pour 2014. La plus grande partie (14,6 mds) est composée de dégrèvements fiscaux destinés aux familles et aux entreprises (via notamment une baisse de la fiscalité sur l'emploi); 11,2 milliards iront aux actions sociales, projets d'investissements et engagements internationaux; 1,5 milliard d'euros en investissements locaux et remboursements de dettes commerciales, détaille le gouvernement.

Le mouvement patronal Confindustria avait auparavant appelé à une baisse beaucoup plus importante des charges pesant sur l'emploi.

M. Letta a insisté sur le fait que la loi ne sera pas financée par des coupes budgétaires dans le secteur social et notamment sanitaire, a-t-il insisté, alors que la presse italienne ces derniers jours avait fait état de baisses draconiennes de budget dans ces domaines, provoquant d'intenses polémiques.

Pour 2014, elle le sera pour l'essentiel par des baisses de dépenses publiques touchant l'Etat et les régions et par des ventes et réévaluations de biens immobiliers, a-t-il expliqué. Une série de privatisations sont prévues d'ici à la fin de l'année, qui devraient contribuer à réduire la dette publique en 2014, 2015 et 2016. Le gouvernement compte également sur les retombées provenant d'une réévaluation de la valeur de la Banque d'Italie.

Le texte, qui doit encore être revu et approuvé par le Parlement, vise un déficit public de 2,5% en 2014, a dit M. Letta, se félicitant que ce budget "*soit le premier qui ne commence pas par des coups de ciseaux ou de nouveaux impôts pour Bruxelles*".

La loi fixe aussi le cadre de la "*service tax*", nouvel impôt destiné à remplacer l'IMU, une taxe immobilière très impopulaire abolie cet été. Elle couvrira le coût du ramassage des déchets et les services communaux.

Le ministre de l'Economie Fabrizio Saccomanni a noté de son côté que "*cette manœuvre renforçait le potentiel de croissance économique et stimulait la reprise*" attendue pour le tournant de l'année. "*Nous n'aurons pas une croissance à la chinoise, mais je suis sûr que cette intervention fera sortir l'Italie de la récession*", a-t-il dit. AFP 16.10

[Haut de page ↗](#)

Le 18 octobre 2013

CAUSERIE

Il faut vraiment avoir le moral pour traiter l'actualité française qui est vraiment nauséabonde. Je crois qu'il n'y a rien de tel pour dégoûter les travailleurs de la politique. Moi-même cela m'épuise ! il est presque minuit je vais me coucher.

Les paroles et les actes.

Dans son éditorial du 17 octobre le Secrétaire général de Force Ouvrière, Jean-Claude Mailly, a écrit :

"*Ce qui est facteur d'espoir, c'est notre capacité à résister, notre capacité à dire NON, notre capacité à ne jamais baisser les bras et à ne pas nous inscrire dans le cercle des bien-pensants du libéralisme économique ou du capitalisme libéral.*"

Voilà pour le baratin. Maintenant passons aux actes si vous le voulez bien ou quand le non se transforme en son contraire.

- Deux syndicats de PSA Peugeot Citroën laissent entendre qu'ils pourraient signer l'accord de compétitivité proposé par la direction du groupe automobile pour ses usines françaises.

"*Aujourd'hui se dégage une ligne favorable à une signature du nouveau contrat social*", a déclaré à Reuters Christian

Lafaye, représentant de Force ouvrière, qui est le deuxième syndicat chez PSA. "*Cependant, il reste quelques sites qui, pour des raisons de temps, n'ont pas encore pu consulter leurs bases locales.*"

Serge Maffi, délégué du SIA-GSEA, quatrième syndicat de PSA, a tenu des propos allant dans le même sens....

FO détient 19% des voix chez PSA et le SIA 14,5%. En additionnant les suffrages de ces deux organisations, la barre des 30% nécessaires pour que l'accord soit validé serait franchie.

PSA, confronté à d'importantes difficultés financières et à des surcapacités en Europe, aimerait signer l'accord d'ici la fin du mois. En échange de la promesse de maintenir tous ses sites français d'ici 2016, le groupe demande un quasi-gel des salaires en 2014 et une plus grande flexibilité dans les cadences et la mobilité entre sites, afin d'ajuster sa production aux aléas de la demande. Reuters 16.10

Quand on compare les paroles et les actes, c'est une épreuve terrible pour les manipulateurs et les faussaires, l'épreuve de vérité, quoi.

République et démocratie sous un faux masque. Qui n'ose rien n'a rien.

- "*Non à la stigmatisation des gens en précarité. La France est une République laïque, démocratique et sociale, c'est l'article 1 de notre Constitution. Il faut qu'on se le rappelle tout le temps, c'est un levier de l'action, de l'engagement*", a déclaré Jean-Marc Ayrault jeudi à l'occasion de la Journée mondiale du refus de la misère. Reuters 17.10

De quelle République, de quelle démocratie sociale s'agit-il quand il y a entre 5 et 7 millions de chômeurs dans le pays, 10 millions de pauvres avec leurs familles, plus de 3 millions de familles mal logées, plus de 120.000 clochards, quand un travailleur sur trois n'a plus les moyens de se soigner ?

Mauvaise volonté

On a vu avant-hier que le capitalisme et les inégalités sociales qui en découlent n'avaient pas pour origine la volonté d'un homme, mais correspondaient au développement des forces productives parvenues à un certain stade dans le cadre de rapports sociaux reposant sur l'inégalité existante entre les classes.

On a vu également que la raison d'être du capitalisme et sa finalité coïncidaient avec l'accumulation du capital ou le profit que s'accaparent les capitalistes au détriment de la masse des producteurs de richesses, les travailleurs.

On a vu aussi que c'était l'accumulation primitive du capital ou la concentration du capital sous la forme de terres ou de rentes foncières qui était à l'origine du passage du mode de production de type féodal au mode de production capitaliste, pour faire bref.

Si c'est bien le développement des forces productives (et la lutte des classes) qui est responsable de l'évolution des rapports sociaux de production, donc des facteurs objectifs ou matériels, il va de soi que ce processus dialectique n'aurait pas pu se réaliser sans qu'un facteur subjectif intervienne, la volonté des membres de la classe dominante. De la même manière que pour maintenir son entreprise à flot ou développer son affaire, faire en sorte d'assurer sa pérennité, il va de soi que le capitaliste doit en manifester la volonté, sauf à souhaiter sa propre faillite ou disparition en tant que capitaliste, ce qui serait absurde.

Mais apparemment l'absurde ne fait pas peur à monsieur Coquema qui continue de me harceler par courriel. Il a vu dans ma démonstration une contradiction avec l'argumentation que j'ai développée au cours des mois précédents, qui consistait à affirmer que l'oligarchie financière avait mis au point une stratégie qu'on appelle néolibérale, qui devrait conduire à l'établissement d'un gouvernement mondial ou à un nouvel ordre mondial, l'antithèse du socialisme mais aussi du capitalisme d'une certaine manière, ce qu'il réfute.

Parce que selon lui, seules les contradictions du capitalisme seraient à l'oeuvre, et toutes les mesures qu'ont pu prendre les banquiers de la Fed depuis 2008 pour ne pas remonter plus loin dans le temps, seraient conformes aux lois de fonctionnement du capitalisme qui existent depuis plus de deux siècles, aux rapports qui existent entre le secteur de l'économie productive et celui de l'industrie financière qui finalement n'auraient pas vraiment évolués, en aucun cas ces lois n'auraient été violées par les banquiers de la Fed, pas plus depuis 2008 que depuis le début des années 90 ou même le début des années 70 lorsqu'ils se libérèrent du carcan de l'économie réelle ou productive ou de ses limites, sans que celles-ci ne disparaissent, j'ai beau le préciser à chaque fois, mon détracteur s'emploie à faire croire le contraire, quand ils mirent au point des outils financiers leur permettant de se lancer dans une spéculation effrénée et opaque, quand ils en arrivèrent pour finir à se distribuer illégalement ou sans aucun contrôle des dizaines de milliers de milliards de dollars, on en a les preuves, elles existent, elles proviennent du Congrès américain, j'ai fourni les sources (vidéos) dans le site...

Evidemment, là aussi la volonté a joué un grand rôle, et dire qu'on en arrive à devoir expliquer quelque chose d'aussi élémentaire, c'est misérable. L'oligarchie financière a manifesté la volonté de sauver l'économie mondiale qui menaçait de s'écrouler, quoi de plus normal, de plus banal en somme, ce qui ne remet pas en cause l'analyse du système capitaliste fournie par Marx et Engels, bien au contraire.

Ce qui est extraordinaire là aussi, c'est qu'on ne parvienne pas à admettre ou comprendre qu'à un moment donné la quantité se transforme en qualité dès qu'il s'agit du fonctionnement du capitalisme, dont les fondements sont demeurés les mêmes, mais dont les lois de fonctionnement ont pu connaître de profondes modifications du fait de la modification de certains rapports particulièrement avantageux pour les banquiers. Et quelle était la nature de ces rapports ? Economique mais aussi politique.

Dès lors que la classe ouvrière avait été incapable de se doter d'une nouvelle direction et où la menace de la révolution socialiste s'éloignait, la crise du capitalisme qui venait à terme au début des années 70, pouvait déboucher sur une modification des rapports politiques entre les classes et à l'intérieur des classes dans la perspective rapprochée de la désintégration de l'URSS en faveur de la couche supérieure de la classe dominante, l'oligarchie financière, qui devait profiter de cette aubaine à la fois pour accroître son pouvoir au sein de la classe dominante et imposer de plus en plus aux Etats (ses débiteurs), à leurs partis et institutions, et à l'ensemble du capitalisme sa politique ou stratégie néolibérale, ce qui lui permettrait une fois qu'elle aurait conquis ce pouvoir de manipuler davantage l'économie en sa faveur sans que personne n'ose s'y opposer, tout en renforçant son pouvoir politique à travers l'ensemble des institutions supranationales qu'elle contrôlait déjà, dont UE.

Toutes ces mesures financières qui allaient gangrener l'économie mondiale n'étaient pas sans contradictions et produire des effets inattendus ou incontrôlables, elles nourrissaient la crise du capitalisme tout en précipitant à terme la dislocation du marché mondiale. La nouvelle impulsion qu'ils ont donnée à l'économie mondiale devait correspondre à l'évolution ou l'orientation du capitalisme qui conduit à une nouvelle concentration des richesses entre les mains d'une infime minorité de capitalistes dans le monde, au lieu qu'elle se produise disons naturellement au profit d'une nouvelle crise du capitalisme dont l'issue aurait été incertaine, ils ont tenté d'en prendre le contrôle, comme lors de chaque crise, ils ont profité de la crise rampante du capitalisme pour avancer sur tous les fronts grâce à la collaboration du mouvement ouvrier corrompu, mais sans toutefois être parvenus à leurs fins du fait de la résistance des travailleurs, par crainte que les masses retrouvent brutalement le chemin de la lutte des classes et submergent des syndicats et des partis ouvriers dans lesquels elles ne se reconnaissent pas ou plus.

La volonté de l'oligarchie financière est venue butter sur celle des travailleurs qui refusent d'être réduits en esclavage, et dans chaque camp ce sont bien des conditions matérielles qui ont été à l'origine de leur détermination et non l'inverse. La stratégie néolibérale de l'oligarchie financière est sans doute vouée à l'échec parce qu'elle repose sur l'inversion de ce rapport. Elle peut enregistrer des avancées tant que les travailleurs n'ont pas pris conscience de cette stratégie et de leur objectif, conditionnés et noyés sous la propagande gouvernementale et des médias qui la relaient sans parler des larbins du régime, mais il arrivera un moment où là encore la quantité se transformera en qualité, où les travailleurs décideront qu'ils ne peuvent plus endurer davantage de sacrifices, où tous leurs discours démagogiques, populistes, tous leurs grossiers mensonges tomberont dans l'oreille d'un sourd qui ne voudra plus en entendre davantage et se soulèvera pour prendre son destin entre ses mains et renverser l'ordre établi. C'est l'hypothèse la plus optimiste, mais il en existe une autre malheureusement qui l'est beaucoup moins.

On sait que le capitalisme ne disparaîtra pas de lui-même, on sait aussi que la crise du capitalisme peut conduire au socialisme si certaines conditions sont réunies, comme elle peut conduire à la disparition de la civilisation humaine, c'est ce qu'expliquait déjà Marx et Engels. Mais la disparition de la civilisation humaine ne signifie pas pour autant la disparition de l'espèce humaine qui pourrait connaître un sort autrement dramatique ; l'humanité étant livrée au chaos et une guerre perpétuelle, à la barbarie orchestrée par une féroce dictature, l'antithèse absolue du socialisme dans la mesure où les travailleurs réduits en esclavage n'auraient plus aucune emprise sur leurs conditions d'existence pour envisager un changement de société, cela aussi est envisageable. Quelque part c'est déjà ce que nous sommes en train de vivre, il faut être aveugle pour ne pas s'apercevoir que tous les éléments concourant à créer une telle situation sont en train de se mettre en place les uns après les autres, que telle est l'orientation du capitalisme mondiale. On peut admettre que ce soit plus visible dans certains pays ou certaines régions du monde que d'autres et que des militants aient des difficultés à en prendre conscience.

Le socialisme est une nécessité historique, pas une obligation, et si c'est ainsi que les marxistes l'ont défini c'est après avoir analysé les conditions qui pourraient empêcher le socialisme de voir le jour, parce que ces conditions existent, et aujourd'hui c'est le néolibéralisme qui incarne le mieux les conditions opposées à l'émergence du socialisme.

Il est impératif de bien mettre les choses à leurs places et de ne pas inverser les rapports qui existent entre les conditions matérielles qui sont à l'origine d'un processus dialectique et les éléments subjectifs qui peuvent en déterminer l'orientation. Pourquoi est-ce si important ? Tout simplement parce que la moindre confusion entre les deux peut avoir des conséquences dramatiques et conduire à s'écarter de son objectif politique ou à en changer, à combattre contre ses intérêts ou celle de notre classe, inconsciemment.

Leur justice. Un juré a été poursuivi pour avoir osé dénoncer les infractions commises par la présidente de la cour.

- L'ex-juré jugé pour violation du secret du délibéré se défend - AFP

En novembre 2010, Thierry Allègre, chef cuisinier de 44 ans, est tiré au sort pour siéger à la cour d'assises. Le procès, un viol sur mineur, est particulièrement difficile. Dans sa plaidoirie, l'avocat de l'accusé, Me Hubert Delarue, évoque la possibilité de voter blanc, une éventualité qui existe et qui bénéficie au mis en cause lors du décompte des voix.

"Mais la présidente de la Cour nous a dit qu'on ne pouvait pas voter blanc", explique Thierry Allègre.

"Et pour quelle raison ne pas lui avoir demandé pourquoi?", rétorque le procureur, André Ribes.

"Vous êtes un pauvre citoyen et une autorité vous dit de ne pas voter blanc! Vous la croyez! C'est comme si un maître d'école dit +L'Amérique est à l'Est de la France+, l'enfant le croira!", lui répond le prévenu, qui comptait pas moins de cinq avocats pour le défendre.

Thierry Allègre a également critiqué le peu de formation accordée aux jurés, qui sont des milliers en France chaque année: "Une vidéo de 20 minutes, sans mention du vote blanc, c'est un peu léger".

Convaincu que l'accusé aurait été acquitté si la présidente avait accepté le vote blanc, Thierry Allègre écrit début 2011 une lettre à la magistrature, restée sans réponse.

Il décide alors de dévoiler les infractions commises selon lui par la présidente de la cour, aujourd'hui à la retraite, dans une interview au Parisien.

"Si on avait accepté les votes blancs, aujourd'hui il serait libre", a-t-il martelé, évoquant aussi un vote à main levée au commencement du délibéré à la demande de la magistrate professionnelle, ce qui est interdit.

Le procès en question doit être jugé une quatrième fois, en avril 2014, à la cour d'assises de Créteil.

Une témoin, appelée à la barre, a également confirmé que la magistrate professionnelle avait demandé aux jurés d'écarter la possibilité du vote blanc en début de délibéré.

Le procureur a lui longuement rappelé l'importance du secret du délibéré, clef de voûte d'une justice pénale sereine selon lui, "afin que les jurés ne soient soumis à aucune pression".

Certes, a dit le procureur, M. Allègre "n'est pas le voyou que l'on voit dans les tribunaux correctionnels, mais il a violé la loi et a mis en danger l'institution (judiciaire). Pour moi, son choix est condamnable, car il a prêté serment, en conséquence de quoi je requiers trois mois de prison, avec sursis".

Le jugement sera rendu le 28 novembre à 13H30.

Commentaire d'internautes.

1- "En clair, on orientait les jurés qui normalement doivent juger en leur âme et conscience sur la façon de faire leur vote. Combien d'innocents ont été condamnés à cause de ce genre de pratique ?"

2- "Il a mis en danger l'institution? Tu parles! il met en danger la réputation d'une magistrate, et ça, ils ne le tolèrent pas!"

3- "Force est de reconnaître que le citoyen Allègre est plus honnête que la magistrate professionnelle, qui plus est Présidente de Cour d'assise, qui veut manifestement une condamnation alors que la loi ne lui donne qu'une voix identique à celle de chaque juré. Elle ne fait que présider les débats, mais certains Présidents influencent les jurés. Rappelons qu'en Cour d'assise, il y a 9 jurés tirés au sort et 3 magistrats professionnels ; chacun vote à bulletin secret autant de fois qu'il le faut jusqu'à ce qu'il y ait au moins 8 voix favorables pour chaque chef d'inculpation et au moins 8 voix favorables pour la durée de la peine (on diminue la peine petit à petit tant qu'il n'y a pas les 8 voix favorables au moins)."

Instrumentalisation de l'esclavage et propagande. Qui pilote cette info, pour le compte de qui ? Les mêmes.

- 30 millions de personnes réduites en esclavage dans le monde - AFP

Walk Free, une nouvelle organisation basée en Australie, soutenue par l'ancienne secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton et le co-fondateur de Microsoft et philanthrope Bill Gates, autant dire le clan Rockefeller et Cie.

Quel pays visent-ils ?

Pour la plupart, ce sont soit des pays qui figurent parmi les ennemis des Etats-Unis, soit des pays qui présentent un intérêt géopolitique ou dont les matières premières sont convoitées dont la main d'oeuvre bon marché ou encore, des pays à fort potentiel de développement ou demeurés sous-développés et sur lesquels les prédateurs des multinationales américaines espèrent bien étendre leur hégémonie, pêle-mêle, Inde, Chine, Nigeria, Ethiopie, Russie, Thaïlande, République démocratique du Congo (RDC), Birmanie et Bangladesh en tête. S'y ajoute leurs cibles de premier choix : Quatorze pays africains - dont la Mauritanie, le Bénin, la Côte d'Ivoire, la Gambie, le Gabon et le Sénégal. AFP

Leur définition de "*l'esclavage moderne*".

La définition de l'esclavage moderne est quelque peu différente de celle qui avait cours au XVIIIe siècle, du temps de la traite négrière. "*L'esclavage moderne est une situation où les gens sont sous l'emprise de la violence. Ils sont contraints de prendre des emplois ou d'accepter des situations où ils sont économiquement exploités. Ils ne sont pas payés ou alors reçoivent le minimum pour survivre et ne sont pas libres de partir*", selon Nick Grono. AFP

Leur définition de "*l'esclavage moderne*" pourrait s'appliquer en réalité à des centaines de millions de travailleurs dans le monde, pour un peu à l'immense majorité des travailleurs qui sont contraints d'accepter n'importe quel emploi à n'importe quelles conditions de rémunération et de travail, au mieux un emploi disponible sur le marché du travail proche ou éloigné de leur domicile, correspondant ou non à leur qualification, encore moins à leur choix personnel, dans presque tous les cas de figure un travailleur n'est pas "*libre de partir*" quand il le souhaite, il doit d'abord trouver un autre emploi, ce qui est de plus en plus problématique avec le chômage de masse et l'insécurité sociale qui accompagne chaque contrat de travail, en réalité la plupart du temps les travailleurs sont enchaînés à leur poste de travail, ils n'ont pas le choix et seul les esclavagistes dispose du droit de décider quand ils doivent "*partir*", être virés ou leurs postes de travail supprimés.

Si on devait s'en tenir à la définition de "*l'esclavage moderne*" fournie par cette officine néolibérale, la "*violence*" exercée par le capitalisme ne concernerait qu'une infime minorité de travailleurs dans le monde qui seraient soumis à des conditions extrêmes d'exploitation, tandis que l'immense majorité des travailleurs dans le monde seraient soumis à des conditions d'exploitation acceptables, le licenciement ou la fermeture brutale d'une entreprise ne constituant pas une "*violence*" subie par les travailleurs, pas plus que les normes de productivité ou d'exploitation, le harcèlement et les menaces exercés par la hiérarchie, la mobilité imposée, etc.

De même que l'exploitation ne concernerait qu'une infime minorité de travailleurs répertoriés comme esclaves, les 99, 99% restant n'étant nullement exploités par les capitalistes puisque le revenu que ces derniers leur octroient généreusement leur permettrait de satisfaire des besoins au-delà de ce qui est nécessaire à leur survie, portion de leur revenu justement sur laquelle lorgne le néolibéralisme et qu'il entend réduire, car elle correspond à des besoins qu'il estime superflus ou non indispensables.

Autrement dit, à les entendre, en dehors de ces esclaves, les travailleurs n'ont pas à se plaindre de leur sort, ils ne sont pas exploités puisque qu'ils reçoivent un revenu qui couvre leurs besoins élémentaires et bien au-delà, c'est bien la raison pour laquelle il n'est pas justifié que l'Etat intervienne dans le domaine social ou réglemente certains secteurs économiques de manière à rendre accessible à tous des services sociaux que les travailleurs ont les moyens de se payer.

Donc, finalement cette définition de l'esclavage moderne qui nous est proposée de manière anodine au premier regard, volontairement, alors qu'on ne leur a rien demandé, pour un peu cette ONG soutenue par le riche "philanthrope" Bill Gates et l'ex-secrétaire d'Etat du chef de guerre Obama, Hillary Clinton, tous deux membres du groupe Bilderberg, du premier cercle du cartel des banquiers anglo-saxons et des dirigeants des plus puissantes multinationales qui sont responsables de toutes les guerres dans le monde, du sous-développement et de la surexploitation, de cet esclavage qu'ils dénoncent et dont ils sont les principaux bénéficiaires, cette définition sert en réalité de support à la propagande néolibérale qui n'a pas pour objectif de réduire l'esclavage, mais de l'étendre au monde entier en participant à la destruction des droits sociaux et politiques des travailleurs dans les pays où ils en possèdent encore.

En se présentant comme les pourfendeurs de l'esclavagisme moderne, personne n'irait imaginer qu'il s'agit d'une opération orchestrée par les esclavagistes eux-mêmes et destinée à couvrir leurs crimes ou leur responsabilité de l'esclavagisme moderne, ainsi que leurs véritables intentions qui consistent à étendre leurs forfaits au reste de la planète.

Les pires prédateurs ou affameurs de l'humanité se présentent sous un faux masques et poussent le cynisme jusqu'à instrumentaliser le pire produit de leurs activités criminelles, les masses les plus miséreuses de la planète.

Tous ceux qui sur le plan économique ou politique ont des intentions inavouables, malveillantes et sordides qui ne doivent pas parvenir aux oreilles des travailleurs empruntent cette méthode à travers le monde pour camoufler leur véritable nature et s'exonérer de toute responsabilité des malheurs et des souffrances qui accablent l'humanité, pour continuer en toute impunité à sévir et empocher les bénéfices de leurs actes infâmes ou criminels, faire en sorte que rien ne change le plus longtemps possible, que le vieux monde capitaliste pourri survive.

Les ONG sont une bonne couverture assurément. Prétendre parler au nom des travailleurs ou du socialisme également. Tous les jours maintenant nous sommes confrontés à cette situation que les travailleurs et les militants doivent démêler impérativement pour comprendre ce qui se passe réellement.

L'imposture permanente qui caractérise leur comportement ou le mécanisme qu'ils utilisent est de mise parce que le capitalisme à bout de souffle ne peut plus offrir le moindre espoir de progrès social aux masses exploitées. On pourrait contester cette dernière affirmation, en effet, mais ce serait faire l'impasse sur les immenses sacrifices que les travailleurs doivent concéder par ailleurs pour obtenir une amélioration de leur condition d'existence qui est toute relative.

J'ai connu l'Inde il y a 24 ans où ma belle-famille pauvre parvenait malgré tout à subvenir à ses besoins élémentaires, alors qu'un seul ou deux de mes beaux-frères travaillaient seulement pour nourrir 8 personnes, aujourd'hui ils travaillent tous, ils ont tous un emploi précaire, certes sur le plan matériel ils vivent mieux, mais ils sont tous exploités, même leurs épouses puisqu'ils se sont mariés depuis, ils sont tous endettés aussi, ils ne disposent plus de temps libre comme autrefois pour profiter un peu de la vie, leur vie est devenu un véritable cauchemar, ils ont perdu leur joie de vivre ou leur insouciance ; hier leur cauchemar concernait davantage le futur que le présent, aujourd'hui leur cauchemar se confond avec le présent et l'avenir, ils n'ont aucun droit et l'Inde compte plus de milliardaires, c'est déjà cela...

Pour bien montrer qu'il s'agit d'une opération de propagande abordons la fin de cet article de l'AFP

Peu importe si ce calcul est bidon, ils le disent eux-mêmes, c'est juste un prétexte, c'est moi qui le rajoute, c'est ce qu'il faut en déduire.

- Calculer le nombre d'esclaves est un exercice extrêmement complexe, reconnaît l'organisation. *"Il est difficile d'obtenir des données car il s'agit d'un crime caché. C'est un peu comme mesurer la violence conjugale ou le trafic de drogues"*, estime Nick Grono. AFP

Même en France, où les ont-ils dénichés, en Guyane, comment ont-ils fait ?

- La France, elle, pointe au 139e rang sur 160 pays, avec environ 8.500 personnes réduites en esclavage, selon l'organisation. AFP

Leur objectif figure en filigrane mais de manière détournée quand ils évoquent les *"ressources"* pour remédier à l'esclavage, on peut imaginer qu'il suffit qu'un esclave dispose d'un contrat de travail et soit payé des clopinettes comme au Bangladesh par exemple pour changer de statut ou de catégorie.

Au fait, la gauche et l'extrême gauche ne se saisissent pas de cette info, 8.500 esclaves ce n'est pas rien ? Non car voyez-vous s'il en avait dégoté un ou deux à la rigueur, ils n'auraient pas dit non, mais 8.500 c'est au-dessus de leurs forces... Bon ça va, on a compris.

Quant à la *"volonté politique"*, c'est un argument pour faire pression sur certains Etats ou gouvernements triés sur le volet pour leur imposer des normes qui ne correspondent pas au niveau de développement de leur pays ou les montrer du doigt, les jeter en pâture aux médias qui s'en empareront pour déclencher une campagne internationale contre eux, de sorte que pour qu'elle cesse, ils n'aient plus qu'à accepter non pas d'améliorer la conditions de leurs travailleurs dont les uns et les autres se foutent bien, mais de se plier à d'autres exigences politiques tenues secrètes ou discutées par ailleurs avec l'impérialisme américain, car les Américains sont la seule puissance à agir de la sorte dans le monde, à profiter de leur hégémonie mondiale.

- *"Les lois existent, mais les moyens, les ressources et la volonté politique manquent, estime Walk Free. L'objectif de ce classement est de changer la situation"*. AFP 17.10

[Affaire Leonarda \(suite\)](#)

- Le père de Leonarda avoue avoir menti aux autorités françaises - Le Nouvel Observateur

- Expulsion de Leonarda: son père Resat accusé de violences sur ses filles - L'Express.fr

- Le père de Leonarda, un homme violent qui a eu des démêlés avec la justice - 20minutes.fr

- Leonarda : RESF et l'enseignante avaient donné leur accord à l'expulsion - LeFigaro.fr

- Leonarda serait italienne ! - LePoint.fr

- Le père de Leonarda dit avoir menti aux autorités françaises - Reuters 17.10

Le père de Leonarda Dibrani, la collégienne expulsée de France avec sa famille, a déclaré jeudi à Reuters avoir menti aux autorités françaises sur l'origine kosovare de sa femme et de ses enfants pour tenter d'obtenir l'asile.

"Toute la famille, ma femme et mes enfants, sont nés en Italie. Ils n'ont rien à voir avec le Kosovo", raconte Reshat Dibrani à Reuters. "Ils sont nés en Italie et puis nous sommes venus en France. Nous avons menti aux autorités en disant que nous étions du Kosovo."

"Nous demandions l'asile en France et nous avons dû détruire nos papiers italiens pour ne pas être renvoyés en Italie", a précisé en albanais cet homme de 43 ans. "Nous avons dit que nous avions fui le Kosovo."

Le gouvernement kosovar verse une aide mensuelle de 150 euros pour leur hébergement au deuxième étage d'une maisonnette dans un quartier populaire de Mitrovica, ville du nord du Kosovo.

"Nous ne savons pas quoi faire avec cette famille. Elle n'est pas du Kosovo", confie un responsable kosovar sous couvert de l'anonymat. "Il n'y a que le père qui soit né au Kosovo."

Reshat Dibrani dit avoir quitté le Kosovo en 1973 ou 1974 et être prêt éventuellement à y rester, mais pas ses enfants.

"Les enfants ont peur parce qu'ils ne connaissent pas la langue, ici. Ils pleurent nuit et jour. Ils disent, 'Papa, qu'est-ce que tu nous as fait ?' Je leur dit que ce n'est pas ma faute mais celle de la France", déclare-t-il.

La maisonnette est envahie de journalistes français.

Personne dans la famille ne semble en effet parler albanais. Les enfants parlent français, italien et un peu rom. Leurs noms - Maria, Leonarda, Roki, Ronaldo, Hasani et Medina - sonnent pour la plupart italien.

Selon la presse française, le père a eu en France des démêlés avec la justice pour des violences présumées sur sa fille et de petits larcins, et n'a guère montré en quatre ans de présence sur le sol français de volonté concrète d'intégration. Reuters 17.10

- Leonarda : ce que dit le dossier de la préfecture du Doubs - Le Monde 18.10

Selon la synthèse de la préfecture, Resat Dibrani, 45 ans, son épouse Gemilja, 40 ans, et leurs sept enfants, dont un majeur de 24 ans, sont entrés illégalement sur le territoire français le 26 janvier 2009. Ils ont depuis vu toutes leurs demandes de reconnaissance du statut de réfugié refusées. La raison en est simple, résume un proche de l'affaire : *"leur dossier n'est pas bon"*.

Leur première demande, quelques jours après leur arrivée, le 30 janvier 2009, est refusée par l'Office français de protection des réfugiés et des apatrides (OFPRA), puis en appel par la Cour nationale du droit d'asile (CNDA) le 31 janvier 2011. Le 28 avril 2011, la préfecture du Doubs émet un premier arrêt d'obligation de quitter le territoire français (OQTF), mais la famille court-circuite cette décision en sollicitant la réouverture de sa demande d'asile un mois plus tôt. Celle-ci est encore rejetée par l'OFPRA, puis de nouveau en appel.

Le 21 janvier 2013, la famille Dibrani demande le réexamen de sa situation en vertu de la circulaire du 28 novembre 2012, dite circulaire Valls, qui précise les critères à remplir pour prétendre à une admission exceptionnelle au séjour.

Parmi les critères retenus pour l'admission exceptionnelle au séjour figurent une bonne capacité d'insertion dans la société française et la maîtrise orale – au moins élémentaire – de la langue française. Mais lors de l'entretien de Mme Dibrani en préfecture le 19 mars 2013 pour étayer sa demande de réexamen, *"il a été constaté qu'elle n'a pas une connaissance, même sommaire, de la langue française"*, relève la préfecture, qui conclut : *"L'intéressée n'atteste d'aucun effort en vue de son insertion dans la société française"*.

Autres critères cumulatifs : être installé sur le territoire français depuis au moins cinq ans et y avoir au moins un enfant scolarisé depuis plus de trois ans. Au moment de leur demande de réexamen, les Dibrani ne sont en France que depuis quatre ans.

Il faudrait alors que la famille puisse fournir les preuves que leur sécurité est menacée au Kosovo, ou qu'il existe un risque réel de rupture de la scolarité de leurs enfants, ce qu'ils ne parviendront pas à faire. Une tâche d'autant plus ardue que le 18 mars 2011, le Kosovo a été ajouté à la liste des pays "sûrs".

Les Roms ne savent pas toujours lire et écrire et viennent d'une culture peu administrative, note un proche du dossier. La famille Dibrani a donc versé très peu de pièces écrites, et celles qui l'ont été n'ont guère convaincu l'administration française. Parmi les rares documents figurant au dossier, deux lettres : la première a été écrite par un certain M. Jahic. "*Non traduite en français, elle ne peut qu'être écartée*", selon la note de la préfecture.

Concernant la seconde lettre, écrite par le frère de Resat Dibrani, la préfecture relève "*que seul le prénom de son auteur est lisible sur la copie de la pièce d'identité, ce qui ne permet pas de s'assurer du lien collatéral entre ces deux personnes*". De plus, la préfecture trouve "*surprenant qu'un courrier adressé à un membre proche de la famille soit dactylographié et ne comporte pas de signature manuscrite de son auteur*".

En conséquence, la préfecture estime qu' "*il n'est nullement démontré, à l'aide de preuves matérielles et circonstanciées, que leur vie familiale ne puisse se poursuivre dans leur pays d'origine*", et "*qu'il n'est pas démontré que les enfants ne pourraient reprendre leur scolarité au Kosovo*", malgré le fait que ces derniers affirment ne parler que le romani.

Le 19 juin 2013, la préfecture publie un arrêté d'OQTF dans un délai de trente jours, faute de quoi la famille sera reconduite d'office. Ce sera chose faite pour le père le 8 octobre, et pour la mère et ses enfants le lendemain, au terme d'une intervention polémique dans le car scolaire de Leonarda. Le Monde 18.10

- Consigny : Leonarda, symptôme de l'incohérence socialiste - lepoint.fr 17.10

L'affaire Leonarda est clivante, symptomatique des contradictions internes à la gauche, et elle pose des questions multiples, sur l'immigration, bien sûr, mais aussi, de façon plus générale, sur l'action publique.

Si la majorité ne parvient pas à s'entendre sur un sujet comme l'immigration, c'est parce qu'elle manque de cohérence : elle est à la fois anti-libérale et sans-frontériste, elle veut plus d'État, mais celui-ci ne doit pas avoir de territoire délimité d'action ou, s'il en a, ne doit pas y être souverain, par exemple ne pas avoir d'armée, comme le réclame M. Duflot, et en tout cas pas de frontières auxquelles raccompagner des étrangers. Cela revient à vouloir qu'il n'y ait pas d'État du tout, ce en quoi les socialistes et leurs alliés rejoignent les libertariens américains, à l'opposé exact de tout ce qu'ils professent.

(On retiendra que le PS veut "*qu'il n'y ait pas d'État du tout*" au profit des régions et de l'Union européenne, la politique néolibérale. Leur contradiction entre les paroles et les actes au profit de ces derniers puisque seuls les actes comptent à l'arrivée les classe parmi l'aile la plus droitière de la réaction, les néolibéraux qui dominent l'UE. - ndlr)

La question de cette élève kosovare expulsée est une fausse question. C'est un miroir aux alouettes. Même s'il y a bien une vraie question dans la fausse, celle de la façon dont elle a été interpellée (si cela a en effet eu lieu dans les conditions brutales décrites par la presse, il faudra supprimer à l'avenir ce type de procédure), c'est un écran de fumée, parce que l'immigration de masse en France ne vient pas du Kosovo. La gauche semble être incapable d'aborder ce sujet autrement qu'en évoquant l'Europe de l'Est, alors que la grande majorité des étrangers venus s'installer en France depuis les années 1970 viennent d'Afrique, qu'il s'agisse du Maghreb ou de l'Afrique subsaharienne. Pourquoi craint-elle la vérité ? Pourquoi cherche-t-elle toujours à emprunter des détours ? Si seule l'extrême droite regarde le réel en face, il ne faut pas s'étonner que le peuple, confronté à ce réel et pas au monde imaginaire des socialistes, vote pour elle.

(Exact, ils font le lit de l'extrême droite, le PS comme la gauche et l'extrême gauche, les gauchistes. - ndlr)

Le conflit qui semble sous-tendre l'actualité récente est celui qui oppose ceux qui pensent que nous formons encore une collectivité à ceux qui estiment qu'il n'y a plus de pouvoir politique, plus vraiment de nation, les fameux citoyens du monde, c'est-à-dire Yannick Noah, l'icône de la campagne de François Hollande, main dans la main avec Goldman Sachs (toujours ces contradictions).

(Un constat accablant qui n'a pas empêché la gauche et l'extrême gauche d'appeler à voter Hollande ou à "*chasser Sarkozy*", ce qui hypocritement revenait au même. Ces gens-là ne mènent pas un combat politique pour la "*collectivité*" ou plutôt pour défendre les droits politiques ou sociaux collectifs des travailleurs, ils défendent uniquement leur bout de gras, ce sont des corporatistes, ils ne défendent que les intérêts de leurs appareils, leurs intérêts individuels et ils se foutent du reste, de sont des charlatans, des aventuriers, ils ne sont pas dignes de parler au nom des travailleurs et du socialisme, ce sont des imposteurs. - ndlr)

Voulons-nous, par exemple, décider collectivement qu'en France on ne travaille pas le dimanche, ni après 21 heures ? Je n'ai pas de religion bien arrêtée sur cette question, je suis plutôt libéral, j'aurais tendance à considérer qu'il faut laisser les travailleurs travailler et les entrepreneurs entreprendre, mais je n'ai pas vu non plus les Parisiens errer comme des zombies, morts de faim, parce que Monoprix avait fermé avant minuit, ni sentir tellement mauvais à force de déambulation parmi des rues éteintes qu'il

leur faille se précipiter chez Sephora à 4 heures du matin sur les Champs-Élysées, pas plus que, le dimanche après-midi, je n'ai eu l'impression que des gens se soient cogné la tête contre des murs faute d'avoir pu acheter des clous chez Castorama. Cette frénésie anti-choix politique est absurde, qu'il s'agisse de politique migratoire ou de politique économique - ou alors, supprimons directement l'État français, pourquoi pas, il coûte tellement cher.

(L'hypocrisie et la couardise sont les marques de fabrique du PS, ce sont des rats, même pas des chiens comme disait Marx à propos des Versaillais, ils appartiennent à une espèce inférieure, répugnante, quoique le rat présente au moins la qualité d'être comestible, alors qu'eux nous donnent envie de gerber, le rat des champs et non celui des villes qui grouillent dans leurs poubelles remplies jusqu'à la gueule, la gueule ils n'ont que cela.

Non mais attendez, pourquoi n'ont-ils pas trancher sur les ouvertures nocturnes ou le travail le dimanche? Pour que les travailleurs se déchirent sur ces questions et que le patronat en profite pour rafler la mise, s'engoufre dans cette brèche pour tailler en pièces la législation du travail. -ndlr)

De la même façon, peut-on encore décider, rationnellement, sans dureté aveugle mais sans émotion non plus, de qui entre et qui n'entre pas sur le territoire français ? A-t-on encore le droit d'édicter, collectivement, des critères pour cela, voire des chiffres, un nombre de personnes à ne pas dépasser par an ? A-t-on la possibilité légale de dire que, l'intégration des étrangers fonctionnant mal depuis une trentaine d'années, il faut fermer la porte le temps de laisser la République adopter les nouveaux venus ? Ou bien est-ce que ça aussi, au nom de la débâcle générale, doit nous échapper ?

(Entre sa véritable nature et son masque, le PS est pris à son propre piège. L'imposture fonctionne temps qu'il est dans "l'opposition parlementaire" et le masque tombe dès qu'il est au pouvoir, sa nature réactionnaire est révélée au grand jour. C'est imparable, c'est également valable pour EELV, le PCF et le PG (Mélenchon) qui ont accepté des postes ministériels sous Chirac. Quand ils sont dans "l'opposition", ils sont de gauche et dès qu'ils sont au pouvoir on s'aperçoit qu'ils sont tous de droite en réalité, puisqu'ils poursuivent la politique de la droite, y compris sur la question de l'immigration qui évidemment se posait déjà en 1995. - ndlr)

Le grec Thucydide écrit quelque part que "*tout être va jusqu'au bout du pouvoir qu'il peut détenir*". Le rôle de l'État, pour les libéraux comme pour les sociaux-démocrates, c'est de donner aux individus l'autonomie nécessaire à leur liberté, à l'exploitation maximale de leurs propres capacités. Le choix entre ces deux grands courants de pensée diverge quant aux moyens, mais il se rejoint sur la fin. (Merci pour cette confirmation, ils poursuivent bien le même objectif. - ndlr) Le problème est que la politique de M. Valls ne s'inscrit pas réellement dans cette idée de volonté collective transformée en actes. Elle n'est pas réelle. Il ne conduit pas réellement de politique, ou pas de politique réelle. Donc il n'est pas un responsable politique au sens vrai de l'expression. Le problème est que M. Valls est plus proche du ventilateur que du ministre : il brasse de l'air. Ses déplacements et ses discours constituent exclusivement une entreprise de communication, d'ailleurs fort coûteuse tant elle réclame de moyens logistiques. Il n'y a rien derrière, et lui-même n'est pas inquiet de la sécurité des Français. Il s'en moque. Il est inquiet de son agenda politique, du chemin à baliser jusqu'à la magistrature suprême. C'est une machine efficace, à l'américaine, c'est le ventilateur sans pales de Dyson.

(Exact, j'en étais arrivé à la même conclusion, à savoir que l'attitude de Valls était purement électoraliste, puisqu'il est incapable de rompre avec le capital, on ne lui demandera jamais, il poursuit la politique de Sarkozy, que peut-il faire d'autre, rien, il n'a pas le choix. Et ces salopards de la soi-disant gauche du PS seront bien heureux si le PS en tire profit sur le plan électoral en 2014, c'est valable pour les parasites de gauche et d'extrême gauche qui récupéreront des miettes au passage, eux non plus n'ont aucun intérêt à une défaite électorale du PS aux municipales et aux européennes, ne comptez pas sur eux pour l'avouer. Valls rame pour le PS qui est un des piliers du régime, voilà tout. -ndlr)

La question de ce qu'il faudrait faire pour redonner une réalité à l'action publique est pourtant fondamentale et actuelle, à l'heure où la dérégulation du secteur privé, en particulier s'agissant de la sphère financière, a montré ses dangereuses limites. Décidons-nous encore de quelque chose par les voies démocratiques ? Si oui, le faisons-nous à échelle nationale ou européenne ? Jugeons-nous encore que la politique doit aussi s'occuper de symboles, de valeurs, de culture, que par conséquent il faut délimiter des symboles, des valeurs et une culture français, c'est-à-dire une identité nationale, ou bien que la politique doit restreindre son champ d'action au dynamisme économique et à la réduction des inégalités ? Ce sont toutes ces questions qui se cachent derrière l'actualité récente, et personne n'y répond.

(Décider de quoi, la démocratie est morte, non pas parce qu'aucun parti ne l'incarnerait, mais plutôt parce qu'aucun parti n'est reconnu comme l'incarnant. Pourquoi ? Parce que la démocratie ne se pose pas dans des termes généraux mais selon un contenu de classe, dont les partis et les masses sont à cent lieues. - ndlr)

Instrumentalisation des lycéens.

La politique du PS apparaît comme opposée aux valeurs de gauche, du coup, tous ce que compte la "*gauche*" se mobilise pour que l'illusion que le PS serait de gauche soit sauvée, la survie du régime en dépend. Par ironie du sort, ils jouent le même rôle que Valls.

- «Avec ou sans papiers ils sont comme nous, ce sont des élèves» - Liberation.fr

- Affaire Leonarda : la mobilisation lycéenne est-elle politique ? - francetvinfo.fr

Jean-Luc Mélenchon, leader du Parti de gauche, sera présent vendredi auprès des lycéens, à Paris. "*Demain il faut y être. Ecoutez-moi bien, les gens qui m'écoutent, demain si vous le pouvez, c'est votre devoir d'être dans la rue avec nos jeunes*", a-t-il déclaré au micro de BFMTV

Joint par francetv info, le MJS explique qu'il n'a pas appelé à manifester, mais qu'il n'empêche pas les jeunes socialistes de battre le pavé.

La Fidl et l'UNL confirment également à francetv info la présence à leurs côtés des Jeunes communistes de Paris, des jeunes du NPA, avec qui ils échangent très régulièrement.

Le dernier mot revient à la Fidl et confirme ce qui a été dit plus haut :

Pour la Fidl, il est normal que le MJS n'appelle pas à manifester contre un gouvernement socialiste. francetvinfo.fr 17.10

On ne pouvait pas passer à côté de cet argument.

"Si on était intervenus à 6 heures du matin en tirant tout le monde du lit, on aurait dit que tout s'était bien passé ?", a demandé Nicolas Comte, porte-parole du premier syndicat des gardiens de la paix Unité-SGP. Point.fr 17.10

Effectivement, on n'aurait jamais entendu parler de cette histoire. Tous les jours il y a des immigrés clandestins qui sont expulsés sans que cela ne fasse la Une de l'actualité.

Pour se détendre, on a le droit d'en rire.

- Copé accuse Hollande de «faire monter le Front national» - LeFigaro.fr

- Manuel Valls répond à ses détracteurs : «Je suis de gauche» - LeParisien.fr

[Il faut bien qu'il serve à quelque chose. Toute peine mérite salaire.](#)

A quoi sert le Front de gauche ? C'est, peu ou prou, ce que doivent se demander ces derniers jours la plupart des militants engagés dans les partis qui le composent. Si l'on écoute le charismatique tribun du Parti de gauche, Jean-Luc Mélenchon, l'objectif est de monter une grande force politique de gauche, indépendante et opposée aussi bien à la droite et au FN qu'au Parti socialiste, lequel est accusé d'être un "*traître*" partisan de l'austérité.

Le PCF, lui, voit dans cette alliance un moyen de faire pencher la balance à gauche, en mettant la pression sur le gouvernement, tout en nouant des alliances locales avec le PS. C'est ce que souhaite Pierre Laurent, le secrétaire national du Parti communiste, notamment à Paris. Son objectif est de "*renforcer le nombre d'élus communistes et du Front de gauche, pour ensuite s'appuyer sur le niveau local afin de mener la bataille nationale*", comme il l'explique à L'Humanité.

(Pour accompagner le capitalisme en faisant semblant de le combattre nécessite d'avoir des élus et mérite salaire, c'est le minimum. C'est ça le communisme à la mode du PCF. - ndlr)

Le Parti de gauche, qui compte peu d'élus, imagine une stratégie très différente, destinée à arriver en force en mai 2014 pour les élections européennes, son objectif prioritaire. Jean-Luc Mélenchon compte ainsi sur l'électorat déçu par le PS pour faire du Front de gauche une force politique de premier plan, égale au PS. Hors de question, dès lors, de s'afficher à côté d'un socialiste au premier tour, quitte à sacrifier les places des élus communistes. "*Va, crève avec tes places !*" avait d'ailleurs lancé Mélenchon aux socialistes, lors d'un meeting à Rennes (Ille-et-Vilaine), le 5 juin. Parce que le PCF n'est pas un bon camarade

(Au premier tour non, au second oui, bref, l'air de rien ils rament pour leur pomme... et le PS, chut ! - ndlr)

Côte à côte avec le Parti de gauche dans les meetings et les manifs, comme à la Bastille le 5 mai, mais pas toujours solidaire avec les mélenchonistes dans les municipalités. C'est le positionnement bancal de la direction du PCF aujourd'hui. Paris en est l'exemple parfait : à l'Assemblée, les députés PCF votent contre le budget 2014 du gouvernement socialiste, pendant qu'à la mairie, les communistes locaux négocient leur soutien à la candidate PS Anne Hidalgo, contre cinq membres supplémentaires au Conseil de Paris, d'après Libération.

(Touche pas à mon bout de gras, sinon la soupe serait fade ! - ndlr)

Pour justifier cette contradiction, Pierre Laurent estime qu'il faut distinguer les questions nationales des problématiques locales. *"Autant au niveau du gouvernement, nous ne trouvons aucune écoute, autant à Paris nous sommes entendus et respectés depuis deux mandats dans la majorité municipale."* Une valse avec le Parti socialiste qui semble éloignée du dernier texte d'orientation politique du Front de gauche, signé par le PCF, intitulé *"Imposer une alternative à l'austérité"*.

(Traduction au niveau du gouvernement on n'a rien à espérer, on se brûlerait les ailes si on acceptait d'y entrer, par contre au niveau municipal on fait discrètement avec la politique du gouvernement et on peut récupérer des sièges au passage, cela ne se refuse pas. -ndlr)

Cette contradiction est une question de survie pour le parti de la place du Colonel-Fabien. Car, comme l'expliquait Europe 1 en février, avec seulement sept députés et dix-neuf sénateurs, le parti communiste a besoin de ses 8 800 élus locaux pour survivre. Pourtant, ce choix est bien le signe d'un parti *"mourant"*, selon Gérard Grunberg, interrogé par francetv info : *"Il meurt parce qu'il est incapable d'avoir une vraie stratégie, estime le politologue du Centre d'études européennes de Sciences Po Paris. Il est, comme toujours, coincé entre l'obligation d'être dans la lutte contre l'austérité et l'impossibilité d'aller jusqu'à la rupture avec le PS. Sa direction n'est pas bonne et mène le parti, et le Front de gauche, dans le mur."*

(Très juste, ils sont incapables de rompre avec le PS, ils rament donc pour le régime dont dépend leur survie, tant qu'il en aura besoin. - ndlr)

Au départ, le Front de gauche était une alliance de circonstances, née pour les élections européennes de 2009. Avec des résultats limités : 6,05% des suffrages, selon Le Figaro. Mais un score bien meilleur que les 1,93% de la communiste Marie-George Buffet à la présidentielle de 2007. Depuis, chaque scrutin, local et national, a permis au Front de gauche d'améliorer ou de stabiliser son score.

(Le Front de gauche est un front contre-révolutionnaire. Il a pour fonction d'empêcher qu'un véritable parti ouvrier révolutionnaire se construise, il récupère ou retient des travailleurs et des jeunes qui entendent s'opposer au capitalisme mais qui ignorent tout du socialisme, il a pour fonction de les détourner du socialisme - ndlr)

Mais cette alliance a été conclue sur un socle fragile. Le Front de gauche n'est pas un parti politique classique. On n'y adhère pas, et surtout, aucune discipline de parti ne peut être imposée. La solidité de l'ensemble ne tient qu'à la dépendance mutuelle de ses membres. *"S'ils décident de se passer de Mélenchon, les communistes reviendront à des scores proches des 2%, prédit Gérard Grunberg à francetv info. Mélenchon, s'il s'en va comme il a quitté le PS en 2008, il attirera toujours un peu, mais il n'aura plus les nombreuses troupes du PCF derrière lui."*

(Ils sont condamnés à s'entendre ou à disparaître, c'est ce que j'avais écrit il y a quelques jours. Dans le meilleur des cas ils végèteront. - ndlr)

Quel que soit le choix des militants communistes vis-à-vis du PS, le Front de gauche ne sortira pas grandi de cette crise d'adolescence, cinq ans après sa naissance. S'il survit, son image aura de toute façon été écornée auprès d'un électorat qui, d'après L'Humanité, est en demande d'"*unité*". francetvinfo.fr 17.10

(L'Humanité se contentera bien d'une "*unité*" sans principe. -ndlr)

[Ils ont tout pourri ! Ils le disent eux-mêmes.](#)

La pollution de l'air, causée par les transports, la production d'électricité et les émissions industrielles et agricoles, devrait être déclarée cancérigène pour l'être humain, recommande le Centre international de recherche sur le cancer (CIRC).

L'agence dépendant de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) fait cette recommandation en s'appuyant sur des données récentes : quelque 223.000 personnes sont mortes en 2010 dans le monde d'un cancer du poumon provoqué par l'inhalation de substances toxiques contenues dans l'air ambiant.

Dans un communiqué publié jeudi après une semaine de séminaire réunissant des scientifiques, le CIRC préconise que la pollution atmosphérique et les particules solides ou liquides en suspension dans l'air soient classées dans le groupe 1 des substances cancérigènes pour l'homme.

Ce groupe 1 regroupe une centaine de substances connues pour leurs effets cancérigènes comme l'amiante, le plutonium, la poussière de silice, les radiations d'ultraviolet et la fumée de cigarette. Reuters 17.10

ACTUALITE EN TITRES

Youpi !

- L'accord budgétaire propulse Wall Street à un record - Reuters
- Le bénéfice de Google grimpe de 36% au 3e trimestre - AFP

Résistance internationale

- Chili : les étudiants de nouveau dans la rue à un mois de la présidentielle - LeMonde.fr
- Canada : heurts entre policiers et opposants au gaz de schiste - LeMonde.fr

Gauchisme. Infiltration policière et provocation.

- Les manifestations dégénèrent au Brésil - lefigaro.fr

Stratégie mondiale néolibérale

- La NSA au cœur des assassinats ciblés américains - LeMonde.fr
 - Onze Nobel prennent la défense des militants de Greenpeace - Reuters
 - L'Arabie saoudite entre au Conseil de sécurité de l'ONU - Liberation.fr
 - Irak: Plus de 40 morts dans une série d'attentats - L'Express.fr
-

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Allemagne

La chancelière allemande Angela Merkel et les dirigeants du Parti social-démocrate (SPD) se sont mis d'accord jeudi pour engager des négociations en vue de former une coalition de gouvernement.

Les dirigeants des chrétiens-démocrates (CDU/CSU) et des sociaux-démocrates "sont parvenus à la conclusion de recommander aux instances de leurs partis l'ouverture de négociations de coalition", a déclaré le secrétaire général de la CDU (Union chrétienne-démocrate), Hermann Gröhe, au cours d'un point de presse à l'issue de trois heures de discussions avec une délégation du SPD, jeudi.

Le président du SPD, Sigmar Gabriel, affichait le même optimisme prudent. "Le groupe de négociateurs du SPD a décidé à l'unanimité que le lancement de négociations de coalition avait du sens", a-t-il expliqué dans un point de presse séparé. "Une base commune peut être trouvée" avec le parti conservateur, a-t-il estimé.

Il a affirmé que les conservateurs de Mme Merkel "savaient qu'un salaire minimum généralisé de 8,50 euros par heure (...) était une condition sine qua non sans laquelle une coalition avec le SPD n'aurait aucun sens".

Ce salaire minimum, dans un pays qui en est dépourvu, était une des promesses phares du SPD pendant la campagne des législatives. Les conservateurs plaident en faveur d'un tarif différencié, négocié par les partenaires sociaux par branche et par région.

"Il y a naturellement toute une série de domaines (...) où les positions de départ sont divergentes, comme chacun le sait, et que les négociations devront aborder", a reconnu M. Gröhe, citant le salaire minimum, mais aussi la politique fiscale et budgétaire. Le SPD souhaite des hausses d'impôts, rejetées par Mme Merkel.

En matière de salaire minimum, les conservateurs avaient cependant ouvert une brèche jeudi. Dans le quotidien de Munich *Süddeutsche Zeitung*, Horst Seehofer, président de l'Union chrétienne-sociale (CSU), parti frère de l'Union chrétienne-démocrate (CDU), s'est dit prêt à dire oui au salaire minimum.

Premier grand dirigeant des conservateurs à faire preuve d'une certaine souplesse, il a toutefois posé comme condition que le SPD renonce à son projet de hausses d'impôts.

La CDU va maintenant organiser vendredi une conférence téléphonique pour demander le feu vert de sa direction fédérale pour entamer les négociations.

De son côté, le SPD réunit une convention de 200 délégués dimanche pour avaliser cette décision. AFP 17.10

2- Arabie saoudite

L'Arabie saoudite entre au Conseil de sécurité de l'ONU - libération.fr

L'Arabie saoudite a été élue, pour la première fois, membre non permanent du Conseil de sécurité de l'ONU, de même que le Tchad, le Chili, le Nigeria et la Lituanie. Ces cinq pays ont été élus jeudi par l'Assemblée générale de l'ONU pour un mandat de deux ans qui commencera le 1er janvier 2014. Sur les 193 pays membres de l'Assemblée, l'Arabie saoudite a obtenu 176 voix, le Tchad 184, le Nigeria et le Chili 186 et la Lituanie 187.

Le Conseil, qui compte 15 membres, renouvelle chaque année cinq de ses dix sièges de membres non permanents, sur une base régionale. Les pays choisis n'avaient pas de rivaux dans leurs régions respectives. Ils remplaceront à partir de janvier le Maroc, le Togo, le Pakistan, le Guatemala et l'Azerbaïdjan. Les cinq autres membres non permanents sont le Rwanda, l'Argentine, le Luxembourg, la Corée du sud et l'Australie. Leur mandat s'achève à la fin 2014.

Les cinq membres permanents, qui ont un droit de veto et une influence prépondérante au Conseil, sont les Etats-Unis, la Chine, la France, la Russie et le Royaume-Uni. Certains des nouveaux arrivants ont des intérêts particuliers dans des dossiers suivis de près par le Conseil, notamment la Syrie et l'Iran pour l'Arabie saoudite, qui soutient l'opposition armée au régime de Bachar al-Assad et se pose en rival régional de Téhéran. Le Tchad et le Nigeria participent à la Minusma, la mission de stabilisation de l'ONU au Mali. libération.fr 17.10

Que des va-t-en-guerre parmi les nouveaux prompus, chouette alors monsieur Mélenchon, l'ONU est sur la voie de la démocratie...

3- Syrie.

Syrie. La « rébellion » vole en éclats...

Environ 70 groupes armés du sud de la Syrie ont rejeté l'autorité de la Coalition nationale des forces de l'opposition et de la révolution, principale force d'opposition, et annoncé la création de leur propre "Conseil révolutionnaire", écrit le quotidien arabophone Ach-chark al-Awsat.

"Nous, chefs de groupes militaires et révolutionnaires des provinces du sud, annonçons la formation du Conseil de commandement de la révolution (...) et retirons notre reconnaissance à tout groupe prétendant nous représenter", a indiqué le porte-parole des insurgés dans une vidéo publiée sur Internet, précisant que près de 70 groupuscules avaient signé cette déclaration.

Selon les commandos syriens, la Coalition n'a pas réussi à réaliser les tâches confiées.

Une dizaine de groupes d'opposition du nord du pays s'étaient antérieurement retirés de la Coalition nationale des forces de l'opposition et de la révolution syrienne, appelant à la formation d'un Conseil islamiste qui regrouperait plusieurs groupes, dont le Front al-Nosra, affilié à Al-Qaïda.

Le schisme au sein de l'opposition anti-Assad s'est accentué à la veille de la tenue de la conférence de paix dite Genève-2, prévue, selon les dernières données, les 23-24 novembre prochain. Outre des groupes armés, plusieurs structures politiques de l'opposition syriennes ont également rejeté l'autorité de la Coalition syrienne suite à son feu rouge à un dialogue avec le régime de Bachar el-Assad.

Le CNS a déclaré dimanche dernier son intention de boycotter la conférence de paix dite Genève-2 et de sortir de la Coalition si celle-ci y participe.

La Coalition nationale des forces de l'opposition et de la révolution syrienne a été formée en novembre 2012 à Doha, au Qatar. french.trib.ir 17.10

4- Turquie

La Turquie a pris pour cible les positions du groupe terroriste « L'Etat islamique en Irak et au Levant », dans le nord syrien.

« En réponse à un tir d'obus mortier en provenance de la Syrie vers le territoire turc, l'artillerie de l'armée turque a pris pour cible cet objectif », a annoncé mercredi le QG de commandement de l'armée turque, dans un communiqué. « L'artillerie turque a tiré à quatre reprises contre les positions des terroristes de l'Etat islamique en Irak et au Levant, dans le nord syrien », ajoute le communiqué. french.trib.ir 17.10

5- Israël

Obama a-t-il vendu Israël à l'Iran?

Une affaire d'espionnage irano-israélo-turque fait depuis quelques heures le tour des médias occidentaux. Voici d'abord un compte rendu de cet article : Selon le journaliste d'investigation de Washington Post, David Ignatus, les renseignements israéliens dirigent une partie de leur réseau d'espionnage en Iran, à partir de la Turquie, base qui favorisait des allers-retours relativement faciles, grâce à sa frontière commune avec l'Iran. L' "incident" qu'évoque le journaliste daterait du début 2012 : Il illustre, à sa façon, la guerre secrète sans merci qui se joue, derrière le rideau des "négociations" américano-iraniennes autour du programme nucléaire iranien et de ses relais à double-fond, au sein même de l'OTAN (Turquie NDLR). Et le journaliste affirme : " Le fait que l'Amérique d'Obama ait joué, à fond, la carte frelatée d'un rôle prédominant d'Ankara, dans la résolution de la crise syrienne, comme dans l'installation de son système d'alerte précoce du bouclier anti-missiles, en Turquie, donne une indication de la position de faiblesse de l'Administration Obama, face à ce défi, comme une partie de son soutien aux Frères Musulmans d'Egypte et d'ailleurs, capitalisé dans les comptes de la politique turque au Moyen-Orient...". Mais quelle a été à l'origine cette affaire d'espionnage? Le chef du renseignement turc a dénoncé le nom de 10 iraniens espions pro israéliens au renseignement iranien.

Ignatus cite des sources bien informées, qui décrivent l'action turque comme une perte « significative » de renseignements et un « effort pour nuire par n'importe quels moyens aux Israéliens ». "La colère d'Israël, au sujet de cette compromission délibérée, peut aider à comprendre pourquoi le Premier Ministre Binyamin Netanyahu s'est, à ce point, retranché derrière son refus de présenter ses excuses à Erdogan, à propos de l'incident de la flottille pour Gaza de mai 2010 », l'article déclare t-il. Netanyahu a fini par céder aux atermoiements d'Obama, en présentant des excuses par téléphone, en mars, après que le Président américain ait négocié une formule de compromis. Bien que les responsables américains conçoivent cette façon de griller un réseau israélien comme une perte considérable de sources de renseignements, ils se sont abstenus de protester directement auprès des responsables turcs, raconte Ignatus.

Selon ce reportage, Israël pense que c'est le chef des renseignements turcs, Hakan Fidan, d'origine chi'ite (toujours une perception confessionnelle de la réalité du Moyen Orient NDLR), qui est le chef d'orchestre de cette trahison, du fait de ses liens d'amitié avec Téhéran, depuis de longues années. On dit que des officiers des services extérieurs d'Israël, non sans facéties, décrivaient à des responsables de la CIA, il y a déjà, quelques années, Fidan comme "le chef d'antenne du MOIS à Ankara", faisant ainsi directement référence au Ministère iranien des Renseignements et de la Sécurité. Mais les Etats-Unis ont continué de commercer avec Hakan Fidan sur des dossiers sensibles. Mais Ignatus fait remarquer que le Mossad, après plus de 50 ans de relativement bonne coopération avec la Turquie, n'aurait jamais imaginé que les Turcs, du fait de leur intégration dans l'Alliance Atlantique (OTAN), puissent se permettre de « vendre » des agents israéliens à une puissance hostile. Fidan est le principal conseiller d'Erdogan. Il est devenu chef du MIT en 2010 –soit l'année de l'envoi du fameux navire Mavi Marmara, visant à écorner l'image internationale d'Israël – après avoir été un simple sous-officier de l'armée turque et obtenu une licence de l'université du Maryland et un Doctorat à Ankara. Dès que Fidan a pris en main les services turcs, « il a déconcerté les alliés de la Turquie –essentiellement l'OTAN- en transmettant des informations sensibles à l'Iran, recueillies par les Etats-Unis et Israël », selon un profil récemment établi par le Wall Street Journal.

Quelles conclusions peut-on tirer de cet article? Israël n'arrive pas à digérer les événements qui se sont succédés ces dernières semaines et qui ont fini par l'isoler sur la scène internationale : son fond commerce à savoir la menace nucléaire iranienne sur quoi Netanyahu a si longtemps misé a perdu toute efficacité et Netanyahu accuse Obama d'en être le responsable. les effets d'un possible accord sur le nucléaire iranien avec l'Occident, d'un possible rapprochement Iran. USA ont poussé les israéliens à formuler des hypothèse aussi incongrue que : le chef du renseignement turc est pro iranien, ou pire, c'est Obama qu'a décidé de ce que ce pro chiite dirige le renseignement turc à la fois pour rouler dans la farine Erdogan mais aussi Israël. french.trib.ir 17.10

6- Irak

L'exécution d'un contrat prévoyant des livraisons d'armes russes à l'Irak a commencé, a annoncé Ali al-Moussaoui, conseiller du premier ministre irakien, précisant que Moscou et Bagdad avaient signé ce contrat en 2012. *"Il y a eu en effet des doutes concernant ce document. Cependant, avant sa mise à exécution, le président Vladimir Poutine et le premier ministre irakien Nouri al-Maliki ont convenu de le réviser afin de prévenir toute irrégularité. Voici pourquoi la transaction a finalement été bouclée. Sa réalisation est en cours"*, a déclaré M. al-Moussaoui dans une interview à la chaîne de télévision russe Russia Today (RT).

Evoquant les clauses du contrat, le conseiller du premier ministre a souligné que le document portait principalement sur les armes destinées à la lutte contre les terroristes. D'un montant de 4,3 milliards de dollars, le contrat russo-irakien prévoit, entre autres, la livraison de plus de 10 hélicoptères Mi-28NE Night Hunter dotés de tous les armements conçus pour ce type d'appareils. Une source proche des milieux de la coopération technico-militaire a fait savoir à RIA Novosti qu'un groupe de pilotes irakiens avait achevé en août 2013 ses entraînements sur des hélicoptères de la famille Mi. *"Conclu dans le cadre de l'accord de plusieurs milliards de dollars, le premier contrat avec l'Irak prévoit la livraison de plus de dix hélicoptères d'attaque Mi-28NE "Chasseur de nuit" " (Havoc, selon la classification de l'Otan)"*, a indiqué l'interlocuteur de l'agence.

En 2012, la Russie et l'Irak ont conclu un accord sur l'achat d'armes russes pour 4,3 milliards de dollars. La Russie place de grands espoirs dans ces contrats d'armement avec Bagdad. Ils lui permettraient de renouer des liens étroits avec l'Irak, son ancien allié de l'époque soviétique, perdus avec la chute du régime de Saddam Hussein en 2003. french.trib.ir 17.10

7-Angola

Sur le continent africain, l'Algérie est un bon client de l'industrie militaire russe, l'Angola l'est aussi. Il faut dire que, depuis son indépendance acquise par rapport au Portugal en 1975, ce pays a été soutenu par l'Union soviétique et ses satellites, étant donné que le régime alors en place, issu du Mouvement populaire de libération de l'Angola (MPLA), s'inspirait du marxisme-léninisme.

Aussi, il n'est guère surprenant d'apprendre que Luanda a passé commande pour plus d'un milliards de dollars de matériels militaires d'origine russe. Les contrats ont été signés à l'occasion d'une visite, la semaine passée, de Dmitri Rogozine, le vice-premier ministre russe Dmitri Rogozine.

Selon un porte-parole de Rosoboronexport, l'agence chargée de l'exportation des équipements militaires russes, il est ainsi question de livrer 18 avions de combat de type Su-30K pour environ 500 millions de dollars.

Ces appareils ont d'abord servi au sein des forces aériennes indiennes à la fin des années 1990 avant d'être retournés à l'usine de maintenance de Baranovitchi, en Biélorussie dès la mise en service de la version MKI, plus perfectionnée. Ils avaient ensuite été proposés, sans succès, au Vietnam et au Soudan. Le montant du contrat comprend la maintenance et l'armement de ces chasseurs.

En outre, l'Angola a passé commande de pièces de rechange pour des matériels datant de la période soviétique (et ils sont nombreux), des armes légères, des munitions, des blindés, des canons et des hélicoptères de transport Mi-17. Aucune précision n'a été donnée sur les volumes à livrer. Enfin, il a été convenu de construire dans le pays une usine destinée produire des cartouches.

Les forces aériennes angolaises mettent en oeuvre des MiG-21 Fishbed, des MiG-23 Flogger et quelques Su-27 Flanker acquis auprès de la Biélorussie, ainsi que des Sukhoi Su-22 Fitter et des Su-25 Frogfoot pour l'attaque au sol. Cependant, il est difficile d'établir un inventaire précis des matériels en dotation, ou du moins en état de vol. Si les appareils d'origine soviétique sont prédominants, Luanda a toutefois cherché à diversifier ses sources d'approvisionnement, en commandant plusieurs avions du constructeur brésilien Embraer (EMB-314 et EMB-312) ou de l'avionneur suisse Pilatus (PC-7).

En 2013, les forces armées angolaises ont bénéficié d'un budget de 5,7 milliards de dollars, soit 8,26% du budget national. Le pays peut compter sur d'importantes ressources pétrolières (9 milliards de barils de réserves prouvées, production de 1,91 million de barils par jour en 2008) ainsi que sur l'exploitation de mines de diamants. french.trib.ir 17.10

SOCIAL

Grèce

Le syndicat grec du secteur public Adedy a appelé jeudi à une grève de 24 heures le 6 novembre pour *"renverser les politiques d'austérité"*, se ralliant ainsi au mouvement annoncé la veille pour la même date par la centrale du privé GSEE.

Il s'agira de la deuxième grève générale en Grèce, en moins de quatre mois.

"La commission exécutive d'Adedy a décidé une mobilisation de 24 heures le 6 novembre pour lutter contre les nouveaux licenciements et mises en disponibilité dans le secteur public, que le gouvernement a consentis à la troïka" des créanciers (UE-FMI-BCE), indique un communiqué de l'Adedy.

Mercredi, la GSEE avait appelé à une grève de 24 heures contre "le cauchemar du chômage et la dérégulation du marché du travail".

La GSEE proteste contre l'avant-projet de budget pour 2014, qui "détruit les droits sociaux".

Le syndicat Pame, affilié au Parti communiste, appelle aussi à la grève, le même jour. AFP 17.10

[Haut de page ↗](#)

Le 19 octobre 2013

CAUSERIE

Plus le temps d'ajouter un mot.

ACTUALITÉ DU JOUR

[Le Nouvel ordre mondial en marche. Nouvelle terrible défaite pour le mouvement ouvrier européen.](#)

- L'UE et le Canada scellent leur accord de libre-échange - AFP 18.10

Pourquoi l'AFP a-t-elle précisé que les "détails de l'accord n'ont pas été dévoilés, mais il aborde dans les grandes lignes l'accès aux biens et aux services, la transparence et la protection des investissements, la coopération dans la réglementation ainsi que l'ouverture des marchés publics", sinon que le contenu de ce traité comporte des clauses qui constituent de nouvelles atteintes aux droits des travailleurs en Europe ?

La politique canadienne est largement calquée sur celle des Etats-Unis qui consiste à déréguler tous les secteurs de l'économie au profit des multinationales et qui se trouve totalement sous l'emprise de l'oligarchie financière. C'est le premier chapitre du traité transatlantique conduisant à l'établissement d'un marché unique UE- et E-U qui vient d'être signé.

Notre ennemi avance. On peut se gargariser de la résistance des travailleurs, mais force est de constater qu'elle ne suffit pas pour empêcher le nouvel ordre mondial de se mettre en place.

[En toile de fond : les élections de 2014 et la cinclante défaite du PS annoncée.](#)

Caporaliser les esprits, le dernier carcan à la mode version PS, gauche et extrême gauche.

Tous les facteurs sont défavorables au PS qui poursuit sur tous les plans la politique de l'UMP, amplifie même son offensive contre la classe ouvrière. Pour gouverner Hollande, sa cour et ses valets ont recours à la méthode exécutable qui consiste à orchestrer, encourager la stigmatisation de couches minoritaires pour briser l'unité des masses qui rejettent sa politique antisociale, réactionnaire, impérialiste.

Il semble ne plus y avoir de limite à leur démagogie qui dorénavant s'attaque à la liberté d'expression qu'ils criminalisent, et nous n'exagérons rien, les exemples que nous fournissons quotidiennement tirés de l'actualité sont là pour le prouver si nécessaire.

Evidemment, ils ne vont pas dévoiler leurs véritables intentions, aussi ils s'emploient à présenter cette offensive sous un angle favorable pour que les esprits faibles ou naïfs y adhèrent, par exemple au nom de la démocratie ou des valeurs de la République ou encore de la gauche, en s'en prenant de préférence aux propos tenus par des éléments de la société par nature infréquentables, afin qu'elle ne soit pas contestée ou histoire de se rallier la gauche et l'extrême gauche ou encore les gauchistes qui ne demandent pas mieux, elle concerne en premier lieu l'extrême droite ou éventuellement mais plus rarement l'UMP, sinon des personnes qui affichent leur opposition au gouvernement et au PS.

En réponse, le FN profite de cette occasion pour exiger de ne plus être catalogué à l'extrême droite, considérant que cette référence serait contraire à sa nature, alors qu'elle est parfaitement justifiée, ce que le PS et ses appendices lui refusent, ce qui permet au FN de se poser en victime d'une injustice causée par un régime arbitraire et prend à témoin la population, qui en indélicatesse envers le gouvernement et le PS sera tentée de donner raison au FN, c'est ainsi que le FN sort gagnant de cette opération de diabolisation.

On s'aperçoit ici que jusque dans les moindres détails ils font le lit de l'extrême droite, selon le mécanisme bien huilé qui consiste à vider l'UMP de ses électeurs (potentiels) pour qu'ils se reportent sur le FN, afin qu'au deuxième tour des élections les électeurs n'aient plus le choix qu'entre un candidat du PS ou de la gauche et un candidat représentant l'extrême droite, sachant que la majorité des électeurs sont plus portés vers la démocratie que vers la dictature ou le fascisme ils voteront en majorité pour le candidat du PS ou de la gauche qui sera ainsi élu, celui de l'UMP ayant été éliminé au premier tour.

Autrement dit, la diabolisation du FN et la menace qu'ils brandissent que ses candidats soient élus, servent à la fois à faire monter le PS et à affaiblir l'UMP, sauf que voilà, les choses ne se passent toujours de cette manière, parce qu'une partie des électeurs se portent malgré tout vers le FN, tandis que celle qui se portait sur l'UMP continue de voter pour ce parti, parfois justement pour faire barrage au candidat du FN, le PS ou la gauche se retrouvant le dindon de leur propre farce leur candidat étant éliminé au premier tour, comme en 2002 ou récemment à Brignoles, par les électeurs potentiels du PS ou de la gauche se sont abstenus massivement ou ont décidé de voter pour l'UMP ou le FN en réaction à la politique du gouvernement qu'ils rejettent.

Le PS et la gauche semble ne pas pouvoir échapper à cette équation électorale qui est le produit de la crise du capitalisme, de la situation politique et de la politique réactionnaire mise en oeuvre par le gouvernement.

Du coup, le PS multiplie les attaques tout azimut contre le FN qu'il ne s'agit pas ici de défendre vous l'aurez bien compris, si nous dénonçons les attaques liberticides contre la liberté de pensée auxquelles se livrent le PS, c'est pour protéger les travailleurs et les militants qui ne partagent pas la conception des rapports qui existent dans la société ou tels que le PS s'est employé à les modifier et qu'il entend leur imposer par la force via une législation de plus en plus restrictive en matière de liberté de pensée et répressive.

Ce que je veux dire par là, c'est qu'un travailleur tienne des propos racistes, xénophobes, homophobes, misogynes, etc. ne me gêne pas particulièrement, j'en entends depuis 58 ans, depuis que je suis né et je continuerai d'en entendre (en Inde davantage encore et je devrais clouer au pilori tous les Indiens ou presque, cela fait beaucoup de monde, non ?), c'est simplement la preuve que leur niveau de conscience n'a pas évolué.

Or aujourd'hui, ce contre quoi je m'élève, c'est devenu un délit, l'ignorance ou l'inconscience est un crime, c'est effarant et très inquiétant, seules des dictatures osaient jusqu'à présent élever l'arbitraire à ce niveau-là et se servir du glèbe de la justice pour chatier la moindre déviation à l'ordre établi. Ils peuvent être poursuivis en justice ou l'opprobre peut s'abattre sur eux pour avoir simplement tenu des propos qui dépassent leur pensée la plupart du temps ou qu'ils sont incapables de justifier de manière cohérente, seuls les dirigeants d'extrême droite et leurs disciples sont capables de théoriser le racisme, la xénophobie, etc.

Le pauvre bougre qui croule sous les difficultés et qui n'a aucun espoir d'en voir le bout un jour, pour se soulager va tomber sur le premier bouc émissaire qui lui vient à l'esprit, dont les uns et les autres n'ont cessé de faire la promotion pendant des décennies. Ce sont eux qui ont inscrit dans son faible cerveau que l'étranger, l'immigré, le Noir, l'Arabe, le Juif, l'homosexuel, la femme n'étaient pas tout à fait comme lui, comment aurait-il pu admettre qu'il était normal qu'ils acquièrent des droits ou de nouveaux droits, alors qu'il a l'impression (justifiée) de n'en avoir aucun ou que les siens sont en permanence bafoués, en réalité ce sont eux qui sont de véritables xénophobes, racistes, antisémitiques, homophobes, misogynes, ce qu'ils n'avoueraient publiquement, parfois ils l'ignorent eux-mêmes.

Criminaliser la parole ou l'écrit, c'est porter une atteinte intolérable à la liberté de pensée, laisser faire sans réagir ou l'accepter, c'est mettre le doigt dans l'engrenage qui pourrait aboutir à museler le mouvement ouvrier ou toute opposition au régime, il faut aussi avoir à l'esprit que dans certains pays la moindre critique publique envers le souverain ou le Premier ministre suffit à vous envoyer en prison parfois pour de longues années, c'est la même méthode qu'emploie aujourd'hui en France le PS soutenu par la gauche et l'extrême gauche, les militants doivent en avoir pleinement conscience. Parfois il a pu leur sembler exagérer que l'on parle de dictature à propos de la France ou qu'on versait dans la fiction, là il s'agit bien de la réalité.

Si les cas qui sont évoqués ci-dessous ne concernent que l'extrême droite, ce n'est pas de mon fait, c'est l'actualité qui est ainsi faite, je tenais à le préciser pour éviter toute confusion entre nous, et spécialement en direction de ceux qui sont pleins de bonnes intentions à mon égard.

La police de la pensée et instrumentalisation du FN

A entendre ces dirigeants ou élus du PS, ils seraient au-dessus de tout soupçon, ils seraient d'une moralité à toutes épreuves, des gens bourrés de principes ou de valeurs, alors qu'en réalité c'est tout le contraire, ils ne cessent d'en faire la démonstration ou de les piétiner, ils sont donc les plus mal placés pour donner des conseils aux autres, encore plus pour s'ériger en

procureurs généraux, on en a horreur, démontrant quotidiennement qu'ils sont corrompus par l'idéologie de la classe dominante tout en se présentant sous un faux masque qui craque de partout d'ailleurs, cette imposture permanente suffit à les cataloguer parmi l'espèce la plus répugnante du genre humain au même titre que ceux qu'ils dénoncent, puisque finalement ils jouent un rôle complémentaire.

1- Le porte-parole du PS Rihan Cypel porte plainte contre Gollnisch - LePoint.fr

L'eurodéputé avait qualifié l'élu socialiste de "*Français de relativement fraîche date*" et lui avait demandé, à ce titre, "*une certaine décence*". LePoint.fr 18.10

Allusion anodine montée en épingle. Qu'est-ce qui est le plus dangereux : un type d'extrême droite qui affiche ses convictions, ou un malfaiteur qui se présente sous un faux masque ? Je trouve très bien que l'extrême droite affiche la couleur, ses idées nauséabondes, sinon on pourrait croire qu'elle les a abandonnées.

Si on suit jusqu'au bout le raisonnement de ces salopards du PS, ce serait mieux si le FN ne laissait pas transparaître dans son discours sa véritable nature, il pourrait au moins tromper les travailleurs en y mettant les formes en prenant exemple sur nous ; on a l'air propre à l'extérieur et on est pourri à l'intérieur, ainsi personne ne peut rien nous reprocher.

2- Quand une fonctionnaire fait de la pub au FN - LePoint.fr

Une "*enquête disciplinaire*" est ouverte à l'encontre d'une inspectrice régionale des douanes qui a envoyé un communiqué de presse du parti frontiste via son mail professionnel. LePoint.fr 18.10

Commentaire d'internautes.

1- "*Je dis bizarre parce que certains fonctionnaires s'affichent à la TV dans des syndicats que l'on sait à gauche, appellent à voter Hollande, voir affichent leur appartenance à gauche au PS, Front de gauche chez les Verts, et là parce que elle est FN ils vont sanctionner, deux poids deux mesures.*"

2- "*Je me souviens être passé quasiment en procès dans mon établissement scolaire pour avoir demandé qu'on enlève des affiches du NPA et de LO. Ma réponse, à l'époque, avait été : "accepteriez-vous de la même façon que le FN fasse sa pub dans la salle des profs ? " Bien sûr, on m'avait répondu que "cela n'avait rien à voir". Mais un autre enseignant s'est fait conspuer parce qu'il lisait Le Figaro, alors que ses collègues trouvaient normal d'apporter Libération et de le lire ouvertement.*

Si l'on pouvait enfin sortir de cette dictature, ce serait salutaire."

Vous baignez dans un milieu de privilégiés à l'esprit corporatiste comme j'ai pu le constater moi-même en enseignant dans un lycée, dont la conscience pratique consiste à se dire de gauche, alors qu'en réalité leur conception de la gauche ne dépasse pas celle étriquée du petit-bourgeois qui vit confortablement dans une société avec laquelle il s'accommode très bien finalement, je parle en règle générale chez les enseignants, leur conscience de classe se situe au même niveau que celle de l'aristocratie ouvrière.

Ils ont le droit d'instrumentaliser le FN. Ils s'octroient certains droits en échange de quoi personne ne se penchera sur la nature du PS, de la gauche ou de l'extrême gauche qui roulent pour le régime.

3- Propos racistes sur Facebook: un conseiller régional frontiste condamné - AFP

... pour avoir laissé deux internautes publier sur son mur Facebook des commentaires à connotation raciste. AFP 18.10

Je ne m'intéresse pas du tout à ce qui se passe sur Facebook ou Twitter, cependant j'ai cru comprendre en lisant plusieurs articles de presse qu'y fleurissaient des milliers de pages ou messages à caractère racistes, xénophobes, antisémites, etc. sans que tous leurs auteurs soient pourchassés et condamnés, alors pourquoi cela tombe-t-il sur ce type-là sinon pour des raisons purement politiques ou électoralistes ?

4- Taubira insultée: le Défenseur des droits en appelle au procureur de Paris - AFP

Le Défenseur des droits, Dominique Baudis, a écrit vendredi au procureur de la République de Paris pour dénoncer une provocation à la discrimination, à la haine ou à la violence après les propos d'une candidate FN comparant la ministre de la Justice à un singe.

"Ces actes et ces propos me paraissent pouvoir relever de la provocation publique à la discrimination, à la haine ou à la violence, de la diffamation et de l'injure, délits prévus et réprimés par les articles 24 alinéa 8, 29, 32, alinéa 2 et 33 de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse", écrit le Défenseur des droits, dans cette lettre dont l'AFP a eu connaissance.

Le Front national a suspendu vendredi la candidate, évoquant une "erreur de casting". Interrogée par l'AFP, celle-ci s'est défendue d'être raciste, reconnaissant seulement des paroles "maladroites".

Christiane Taubira a reçu vendredi le soutien du Premier ministre et du parti socialiste, pour lequel le FN, qui "se garde bien d'une condamnation sur le fond", n'a "pas changé". Les associations antiracistes ont également condamné les paroles de la candidate, montrant qu'à travers elles, "on voit le vrai visage du Front national". AFP 18.10

Et le vrai visage du PS, quand est-ce qu'on le condamne ?

Apparemment cette candidate du FN avait traité Taubira de singe, elle ignorait qu'il en existait aussi des blancs, tout comme ces macaques du PS. Citations extraites du Grand Robert.

Il paraît que la sœur du père Rouget a eu pendant sa grossesse un regard de quelque singe, disait-on; son fils ressemble à un macaque. (Balzac, la Rabouilleuse)

(...) un nègre imberbe, à figure de macaque trop gras (...) (Loti, les Désenchantées)

A quand un autodafé des oeuvres de Balzac organisé non pas par les nazis mais le PS ?

Leur justice est impuissante ou compatissante envers les puissants, brutale et expéditive envers les faibles.

Affaire Leonarda Dibrani. (suite -2)

Faire feu de tout bois. Alors que Peillon organise le saccage de l'école.

- La porte-parole du Parti socialiste, Laurence Rossignol, s'indigne : "On est au cœur du cœur des valeurs de la gauche : l'école comme sanctuaire". AFP 18.10

Il faudrait aussi préciser que ces "humanistes" du PS ne remettent pas en cause la politique d'immigration du gouvernement qui est calquée sur celle de Sarkozy, ils s'insurgent contre l'intervention de la police dans le cadre du temps scolaire pour procéder à l'expulsion d'une enfant dont la famille était frappée d'un arrêt d'expulsion.

- Pour le ministre de l'éducation, Vincent Peillon, c'est le lieu et le moment de l'interpellation qui posent problème.

- Le ministre délégué à la ville, François Lamy, estime quant à lui que "la souplesse nécessaire n'a pas été appliquée".

Même son de cloche à EELV

- "Il semble que cette intervention sur le temps scolaire soit une erreur", ajoute Cécile Duflot, ministre du logement.

- La sénatrice écologiste Esther Benbassa estime qu'"on ne peut humainement se contenter d'appliquer la loi sans discernement, sans appréciation au cas par cas".

PS et Front de gauche unis pour une opération blanchiment ou comment redorer son blason et récupération politique.

Comment se faire passer de gauche quand on ne l'est pas sur le plan politique et social. Mode d'emploi.

- La porte-parole du Parti socialiste, Laurence Rossignol, s'indigne : "On est au cœur du cœur des valeurs de la gauche : l'école comme sanctuaire, la protection des enfants scolarisés. Si on lâche sur ça, pourquoi continuer à se dire de gauche ?"

- "Quand on est de gauche et qu'on entend cette histoire, on ne peut qu'avoir des hauts-le-cœur", s'insurge Emmanuel Maurel, leader de l'aile gauche du PS.

- "Il y a la loi. Mais il y a aussi des valeurs avec lesquelles la gauche ne saurait transiger. Sous peine de perdre son âme", a tweeté le président de l'Assemblée nationale, Claude Bartolone.

- La candidate socialiste à la mairie de Paris, Anne Hidalgo, demande, elle aussi, "le retour de Khatchik Khachatryan ainsi que celui

de *Leonarda Dibrani*" et s'explique : "*Quand les lois prêtent à interprétation, il nous faut revenir à nos valeurs, aux valeurs de la République.*"

Je vais vous dire un truc qu'aucun de ces hypocrites n'osera dire, avec 7 gosses, les seules valeurs que connaissent la famille Dibrani et qui sont apparemment plus avantageuses en France qu'en Italie se résument aux allocations familiales, aux allocations logements, à l'attribution d'une HLM, d'aides en tous genres en provenance d'un tas d'associations, le tout permettant de vivre mieux que partout ailleurs en Europe ou au Kosovo sans travailler ni même avoir à se donner la peine d'apprendre trois mots de français ou de s'intégrer dans ce pays, la France, dont ils n'ont absolument rien à foutre.

A l'époque du franc quand j'enseignai à l'Alliance française puis au lycée français de Pondichéry, j'ai été amené à rencontrer de nombreux Indiens de nationalité française, j'en ai connu certains de plus près, j'ai été invité chez eux, j'ai même logé chez un d'entre eux. Avec la responsable des cours à l'Alliance, elle aussi une franco-pondichérienne, on était devenus amis, on était tombé d'accord en observant le comportement de ces Français d'origine indienne revenus vivre à Pondichéry qu'ils n'avaient retenu qu'une chose de la France et de sa culture : le franc ! Pour le reste, quoi le reste, ils n'avaient pas évolué, il n'était pas plus évolué que l'Indien lambda qui était profondément arriéré, pire, ils étaient devenus racistes envers les Indiens mais aussi envers les Français !

- Le premier secrétaire du Parti socialiste, Harlem Désir, "*a demandé le retour en France de Leonarda, et soutenu le mouvement lycéen qui s'est formé jeudi 17 octobre dans plusieurs villes de France*", indique le site Internet du PS.

- Le député de Seine-Saint-Denis, Daniel Goldberg, déclare, sur Twitter, "*la France que j'aime [est] à la tête des lycéens mobilisés dans les rues de Paris*". Le PCF soutient la mobilisation et appelle à manifester. Le coprésident du Front de gauche, Jean-Luc Mélenchon, a appelé à manifester avec les lycéens : "*C'est votre devoir d'être dans la rue avec nos jeunes*". Le Monde. fr avec AFP 18.10

- "**Affaire Leonarda: maladresse ou coup monté?**" - lexpress.fr

A mon avis les policiers ont exécuté un ordre sans se soucier du contexte, ne sachant pas qu'il y avait des tiers-mondistes de merde qui se tenaient en embuscade près à tout pour se faire de la pub et monnayer par la suite l'accompagnement de la politique du gouvernement.

Autre élément qui confirme la manipulation, ce n'est qu'une semaine plus tard que cette histoire est montée en épingle et que la polémique démarre, entre temps les différents acteurs ont eu le temps de se concerter pour mettre au point la tactique à adopter pour en tirer le meilleur profit possible. Eh oui, avec les moyens de communication dont on dispose aujourd'hui, il ne faut que quelques minutes pour diffuser une info sur le Net, Twitter ou Facebook, et non une semaine.

Précision, j'ai trouvé dans un article du Figaro le timing exact de cette opération.

- Lundi dernier, sur un blog hébergé par Mediapart, le collectif Réseau éducation sans frontières (RESF) publiait un long article intitulé «*Leonarda, 15 ans, arrêtée et expulsée pendant une sortie scolaire*». Le lendemain, l'information est relayée par le Parti de gauche qui diffuse un communiqué fustigeant «*la politique inhumaine*» du ministre de l'Intérieur et la «*lepénisation des esprits*». La nouvelle inonde les réseaux sociaux. L'affaire Leonarda est partie. lefigaro.fr 17.10

Lundi, c'était le 14, elle a été expulsée le 9, ils ont mis cinq jours pour monter leur coup.

Qui est RESF ?

- D'une vingtaine de membres au départ, dont les syndicats enseignants, la FCPE mais aussi la Ligue des droits de l'homme ou le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples, RESF compte aujourd'hui plus de 220 collectifs et soutiens. Il bénéficie du soutien de personnalités comme Jeanne Balibar, Mathieu Amalric, Josiane Balasko, Charles Berling, ou encore Laurent Cantet. Le collectif organise régulièrement des «*parrainages*» de sans-papiers. Cet engagement peut aller jusqu'à cacher des sans-papiers, «*protégés par toute la communauté*». lefigaro.fr 17.10

Une communauté de parvenus.

Il faut ajouter à la liste des soutiens : Le NPA, le MJS, le PCF, le Parti de gauche, le PS, les Verts, les Alternatifs, l'OCML VP (maoïste), Alternative libertaire, SUD, la CGT, la FSU, le SGEN-CFDT, la FSE, la CNT, la FIDL, le Syndicat de la magistrature, l'UNEF, ATTAC, SOS Racisme, etc. (source : Wikipedia)

A voir cette liste, on se dit qu'il existe tellement d'organisations qui se disent de gauche ou d'extrême gauche, qu'on a du mal à comprendre comment le gouvernement peut appliquer sa politique antisociale...

Si vous lisez attentivement l'article consacré au RESF sur Wikipédia, vous vous apercevrez que cette association se livre à des actions illégales en toute impunité et qu'elle peut le revendiquer sans être inquiétée par les autorités qui en sont donc les complices depuis 2004. Voilà qui pourrait faire jurisprudence pour d'autres associations ou organisations qui enfreindraient la loi dans un tout autre domaine. Avec de bons avocats ou en préparant bien sa défense, n'importe quel accusé pour avoir commis un acte illégal en France pourrait dès lors bénéficier d'un acquittement.

Qui est à l'origine de cette instrumentalisation ?

Créé en 2004 pour défendre les élèves sans-papiers, le Réseau éducation sans frontière (RESF) a joué un rôle-clé dans cette polémique. D'abord parce que c'est eux qui révèlent l'histoire de Leonarda sur un blog hébergé par Mediapart dans un post intitulé «*Leonarda, 15 ans, arrêtée et expulsée pendant une sortie scolaire*». Le compte Twitter du site d'info puis le Parti de gauche relayeront l'histoire.

Ensuite, de nombreux professeurs membres de RESF semblent avoir bien connu la famille. 20minutes.fr 18.10

Réponse : des intellectuels qui n'ont aucune conscience de classe (sic!) et qui se font gauchistes à leurs heures, qui partagent les mêmes fondamentaux que la gauche ou la droite qui consistent à ne surtout pas remettre en cause l'existence du régime en place, relayés par des adeptes du business-info qui roulent également pour le régime et dont l'indépendance ne sert finalement que leurs propres intérêts matériels, relayé par les parasites du Parti de gauche, qui étrangers aux masses et empêtrés dans ses contradictions au point de ne pas pouvoir les mobiliser ou paraître crédible à leurs yeux, a trouvé là en désespoir de cause un moyen inespéré de montrer au PS qu'il existait et que son pouvoir de nuisance certes limité pouvait s'avérer redoutable pour déclencher ou alimenter une polémique et qu'au besoin il pouvait déstabiliser le gouvernement d'une part, au moment où les adhérents du PCF votent en interne pour des listes communes avec le PS ou autonomes aux élections municipales de 2014, histoire de leur forcer la main et de faire pencher la balance en faveur de listes autonomes du PS, donc contre la direction de leur parti, mais il n'est pas sûr que cette manoeuvre réussisse, elle pourrait même créer l'effet inverse, car le PS s'est largement désolidarisé de Valls au nom de ses "*valeurs de gauche*" auxquels il a tourné le dos il y a un siècle, peu importe, il faut bien entretenir l'illusion et c'était le moment ou jamais, valeurs que Valls revendiquent aussi, il faut brasser large pour tenter d'éviter une cinglante défaite électorale en 2014, manoeuvre d'autant plus illusoire que la nature des adhérents ne les porte pas à adopter les principes de l'internationalisme prolétarien que les gauchistes pourraient invoquer pour soutenir cette famille italienne et non kosovarde ou Roms, d'autre part.

Ce qu'il faut bien se graver dans la tête, c'est que tous ces salopards n'en ont vraiment strictement rien à foutre de cette jeune fille et sa famille, la preuve, par exemple ils soutiennent la politique criminelle du gouvernement social-impérialiste Hollande-Fabius allié à Doha, Riad, Tel-Aviv sur la Syrie qui contribue à l'exode de centaines de milliers de Syriens dont des milliers ont déjà atterri en France, 3.000 officiellement en attendant les 500 nouveaux annoncés, le sort du peuple syrien ne les intéresse pas, leurs engagements politiques sous de faux masques ne sont faits que de sordides calculs politiques, de misérables calculs financiers s'agissant de cette association ou de ce média.

Sans le financement de l'Etat, de l'UE et du patronat, ni ce parti, ni ce média, ni cette association n'existeraient ou alors ils seraient tellement insignifiants que personne n'en entendrait parler et leur pouvoir de nuisance serait réduit à néant, ce qui de notre côté nous arrangerait bien, dès lors vous comprenez d'où vient leur pouvoir et à quoi ils servent, certainement pas notre cause.

En titre

- Sondage : 65% des Français opposés au retour de Leonarda - LeParisien.fr
- Manifestations pour Leonarda et Khatchik, Valls rentre plus tôt des Antilles - AFP
- Rythmes scolaires : 112 écoles parisiennes perturbées par la grève - leparisien.fr

Au fait, les lycéens, quand seront-ils en grève contre la "*réforme*" Peillon ?

- Leonarda : une partie de la gauche soutient les manifestants contre Valls - LeMonde.fr
- Le père de Leonarda entend revenir en France "*par tous les moyens*" - LePoint.fr "*Si je ne peux revenir légalement en France, je passerai par les forêts*" - Le Nouvel Observateur
- Le père de Leonarda : «*Valls est obligé de dire OK !*» - LeFigaro.fr

Les médias ayant pris connaissance des mensonges du père de Leonarda ont commencé à faire volte-face, comme sur la Syrie, le vent tourne, il tourne casaque avec.

Acharnement. Ils inventent un nouveau délit : le "suicide forcé"

Kristina Rady: les neuf personnes qui pourraient témoigner contre Bertrand Cantat lexpress.fr

Le parquet de Bordeaux a lancé, jeudi 17 octobre, de nouvelles investigations concernant les causes de la mort de Kristina Rady, ex-femme du chanteur Bertrand Cantat, retrouvée pendue à son domicile au mois de janvier 2010. La secrétaire générale du parquet, Agnès Auboin, affirme à L'Express qu'il s'agit d'une "audition de témoin [son dernier compagnon, François Saubadu] sur réquisition du procureur" et non d'une "enquête préliminaire" comme indiqué jusqu'ici par certains médias, dont Europe 1, repris par L'Express.

François Saubadu et son avocate, Me Yael Mellul, estiment en effet que le décès de Kristina Rady pourrait constituer un "suicide forcé" en raison de violences psychologiques et physiques exercées contre elle par Bertrand Cantat.

Quelle suite attendre de l'initiative du parquet de Bordeaux ? "Après l'audition de M. Saubadu, nous saurons quels sont les éléments nouveaux qu'il affirme pouvoir présenter à la justice, explique Agnès Auboin, la secrétaire générale. Pour que nous les prenions en compte, il faudrait qu'ils soient attestés, que M. Saubadu fournisse des preuves de ce qu'il avance. Par la suite, le procureur décidera, ou non, de l'ouverture d'un complément d'enquête, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire". lexpress.fr 18.10

Question : François Saubadu de quoi se mêle-t-il, a-t-il des problèmes d'argent, veut-il récupérer les deux enfants qu'il a eu avec son ex-épouse et qui vivent légalement avec Bertrand Cantat ? Dans ce cas-là ce serait à ces enfants de dire avec qui ils veulent vivre, et s'ils n'ont pas manifesté jusqu'à présent le désir de vivre avec leur père géniteur, c'est qu'ils se trouvent très bien avec le second époux de leur mère.

Comment le parquet peut-il seulement envisager de donner suite à une telle plainte ? Ce serait uniquement sur la base de témoignages oraux rapportés des années après les faits

ACTUALITE EN TITRES

[Front néolibéral. Décadence et décomposition de la civilisation humaine.](#)

La loi ou démissionner.

- Mariage gay : les maires ne pourront pas invoquer la clause de conscience - liberation.fr

- Le Conseil constitutionnel estime que les représentants de l'Etat doivent appliquer la loi. liberation.fr 18.10

Ils n'auront pas à supporter de demi-soeur ou demi-frère dans l'avenir

- Pour la première fois, une femme adopte les enfants de son épouse - [francetv info](http://francetv.info)

- Le tribunal de Lille (Nord) a accordé à deux femmes, jeudi 17 octobre, "l'adoption plénière" de deux enfants. [francetv info](http://francetv.info) 18.10

[Et pour cause : ils seraient battus !](#)

- Ayrault veut dissuader ses ministres d'être candidats en 2014 - [LeFigaro.fr](http://lefigaro.fr)

[Par et pour Fabius, encore un cadeau pour les riches.](#)

- Les députés baissent la TVA à l'importation des œuvres d'art - [LeMonde.fr](http://lemonde.fr)

[Quand Hollande-Fabius sont devenus les meilleurs alliés d'un Etat barbare qaidiste-salafiste.](#)

- Syrie: Paris "partage la frustration" de Ryad sur la paralysie de l'ONU - AFP

La France partage la "frustration" de l'Arabie saoudite à l'égard de la paralysie du Conseil de sécurité de l'ONU dans la crise

syrienne, a déclaré vendredi le ministère des Affaires étrangères, après le refus de Ryad de siéger dans cette instance.

"*Nous partageons sa frustration après la paralysie du Conseil de sécurité mais nous avons précisément pour y répondre une proposition de réforme du droit de veto*", a déclaré le porte-parole du Quai d'Orsay, Romain Nadal, lors d'un point-presse. La France a proposé en septembre le non recours au droit de veto par les 5 membres permanents (Etats-Unis, Russie, France, Grande-Bretagne, Chine) du Conseil en cas de "*crime de masse*". AFP 18.10

Le droit de veto accordé au 5 membres permanents du Conseil de sécurité s'imposait tant que la Russie et la Chine (notamment) ne contestait pas l'hégémonie américaine sur le reste du monde, mais maintenant que ce n'est plus le cas cette clause favorable aux puissances occidentales et aux Etats-Unis qui en ont usé et abusé, les Américains y ont eu recours 83 fois depuis que l'ONU existe, cette clause doit être abrogée puisque la Chine et la Russie s'en servent pour préserver leurs intérêts géostratégique (en Syrie par exemple).

[La jaunisse a encore frappé.](#)

- PSA : FO et la CFTC signent l'accord de compétitivité - Francetv info

[Pacotille !](#)

- JPMorgan va payer 4 milliards de dollars pour mettre fin à des poursuites - AFP

- Immobilier: HSBC condamnée à 2,4 milliards de dollars aux Etats-Unis - AFP

[Le doute n'est plus permis...](#)

- Espagne: nouveau record des créances douteuses en août, à 12,12% - AFP

[Il fait bon vivre à travailler dans une multinationale américaine...](#)

- Chez IBM, plus de candidats au départ que de postes à supprimer - Liberation.fr

[Rien d'autre que le fric !](#)

- Repenser l'Etat-providence français pour plus de flexibilité et plus de solidarité - Atlantico.fr

- De l'absurdité de vouloir empêcher les gens de gagner de l'argent tout en prônant les vertus de l'ascenseur social - Atlantico.fr

[Ce n'est pas Merkel qui le contredira.](#)

- L'Allemagne doit "*se battre pour l'Europe*", dit Gabriel du SPD - Reuters

[La stratégie du chaos](#)

- Les drones ont tué au moins 400 civils au Pakistan depuis 2004 - LeMonde.f

- Libye : le chef de la police militaire abattu à Benghazi - LeMonde.fr

- Tunisie : le président Marzouki délogé par ses forces de l'ordre - Libération.fr

- Irak: les violences font 19 morts, dont douze dans un attentat - AFP

- Manifestations pro-Morsi en Egypte, assassinat dans le Sinaï - Reuters

[INFOS EN BREF](#)

[SOCIAL](#)

1- Italie

Un premier syndicat appelle ce vendredi à la grève et à des manifestations, et d'autres organisations pourraient suivre en début de semaine prochaine, pour protester contre la politique d'austérité du gouvernement de coalition droite-gauche d'Enrico Letta.

Le mouvement, déclenché à l'initiative de l'organisation syndicale Cobas, classée à l'extrême-gauche, devait entraîner des perturbations dans le secteur public: écoles, administration, hôpitaux et transports.

Trois autres confédérations syndicales plus importantes, la CGIL, la CISL et l'UIL, décideront lundi de l'opportunité de déclencher une grève générale.

Le gouvernement a adopté mardi un budget 2014 qui fait quasiment l'unanimité contre lui, tant chez les syndicats que le patronat et la classe politique, y compris parmi les partis membres de la coalition gouvernementale.

Il a été particulièrement mal accueilli par les organisations syndicales, qui espéraient un assouplissement des mesures d'austérité que connaît le pays depuis plus de deux ans.

Les syndicats dénoncent notamment la poursuite du gel des salaires dans la fonction publique et estiment que la baisse de l'impôt sur le revenu envisagée par le gouvernement n'est pas au rendez-vous.

Le tir de barrage suscité par la publication du budget augure mal de la discussion au parlement pour sa ratification, à moins que le texte ne soit largement amendé par les élus.

En attendant les débats dans les deux chambres, la parole est à la rue. Les mouvements d'extrême-gauche et les anarchistes appellent à un défilé samedi dans la capitale.

Certains militants ont prévu de camper durant la nuit devant la basilique Saint-Jean-de-Latran, lieu de rassemblement traditionnel pour les grand-messes syndicales. Reuters 18.10

2- Chypre

Le Parlement chypriote a voté tard jeudi une loi discutée depuis plusieurs mois qui impose une baisse des loyers allant jusqu'à 20% afin d'amortir les effets des mesures d'austérité que l'île au bord de la faillite a dû prendre.

Pour les particuliers, les loyers allant jusqu'à 300 euros seront diminués de 15%, et les loyers plus élevés de 20%, avec un plafond à 120 euros.

Pour les baux commerciaux, la baisse sera de 15% pour les loyers de moins de 600 euros et de 20% pour les loyers plus élevés, avec un plafond de 250 euros de baisse pour les loyers allant jusqu'à 2.000 euros et de 400 euros.

Cette loi entre en vigueur au 1er novembre pour un an, et concerne tous les baux signés avant le 1er octobre 2012 -- à condition que le locataire ait payé ses loyers et qu'il n'ait pas déjà bénéficié d'une baisse équivalente dans les 12 derniers mois. AFP 18.10

ECONOMIE

Etats-Unis

La dette publique des Etats-Unis a dépassé l'ancien plafond légal que le Congrès a accepté de suspendre mercredi au terme d'une intense crise politique, selon des données publiées vendredi par le Trésor américain.

La dette accumulée par l'Etat fédéral américain atteignait jeudi 17.027 milliards de dollars alors que la limite légale était précédemment fixée à près de 16.700 milliards de dollars, selon le dernier décompte publié sur le site du ministère. AFP 18.10

[Haut de page ↗](#)

Le 20 octobre 2013

CAUSERIE

J'ai ajouté 27 nouveaux articles dont le rapport de IGA sur l'affaire Leonarda (rubrique politique).

L'actualisation du site d'ici ce soir seulement, il est 13h50, je n'ai ni pris ma douche et ni déjeûner, on est dimanche et je voudrais bien souffler un peu.

A mon avis, l'ampleur prise par l'affaire Leonarda dépasse ce que leurs auteurs avaient envisagé en prenant la tournure d'une crise politique ouverte au sein du gouvernement et du principale pilier du régime, le PS, puisque la totalité des composantes de l'association RESF sont liés de près ou de loin au PS.

Mélenchon et sa clique de bras coupés du PG ont cru bon de s'en saisir à des fins purement électoralistes, le vote de la majorité des adhérents du PCF en faveur d'une liste commune avec le PS au premier tour de l'élection municipale de 2014 témoigne que cette opération a lamentablement échoué, notamment.

C'était méconnaître ou ne pas tenir compte de la nature sociale de la majorité des adhérents du PCF, qui préfèrent brader des principes auxquels ils ne tiennent pas vraiment ou qui ne constituent pas le socle de leurs convictions politiques ou encore dont ils ignorent tout, au profit d'avantages en nature que le PS leur accorderait ou aux couches privilégiées auxquelles ils appartiennent, ils n'ont pas réagi en se situant sur le terrain de classe du prolétariat, mais en adoptant une position corporatiste qui en est l'antithèse, en cela ils ont été fidèles à la nature de leur parti et de ses dirigeants.

A l'inverse le pronostic que nous avions formulé s'est avéré juste. A suivre dans environ 5 ou 6 heures.

La suite 23h20 en Inde

La guerre contre la Syrie en vidéos

Les djihadistes européens en Syrie (vidéos) - <http://www.internationalnews.fr>

1- L'armée libre syrienne infestée par les djihadistes : reportage algérien - Publiée le 7 févr. 2013
<http://www.youtube.com/watch?v=xpw9dclaZ7k>

Courts extraits d'un reportage sur la chaîne algérienne Echourouk de Novembre 2012 sur l'importance de la mouvance takfiriste à l'intérieur de l'opposition armée à l'état arabe syrien. Des tunisiens, aussi des français, des allemands et mêmes des chiliens viennent se battre pour restaurer le Califat islamique.

2- Abu Abd Al-Rahman, un djihadiste français en Syrie, et son message au président François Hollande. - Publiée le 11 juil. 2013
<http://www.youtube.com/watch?v=JTc2kwTWdf8>

Une vidéo, diffusée sur internet, montre un djihadiste Français en Syrie appelle le président Hollande à se convertir à l'islam et les musulmans français à rejoindre le djihad en Syrie...

"O mes frères de France, mes frères d'Allah de France, d'Europe, et du monde entier, Inch'Allah, le djihad en Syrie est obligatoire, le djihad en Syrie est obligatoire pour restaurer un Califat afin que la parole d'Allah soit la plus élevée, Inch'Allah.."

3- Les djihadistes français en Syrie. (Grand angle, 18-09-2013) - Publiée le 20 sept. 2013
<http://www.youtube.com/watch?v=e81MWPVvPQ>

Mort d'un Roubaisien de 20 ans, "combattant" djihadiste en Syrie.

Sofiane D., un Roubaisien de 20 ans, est mort à Alep, le 2 septembre dernier. Sa famille a été alertée par un « *compagnon d'arme* » du jeune garçon. Leur avocate s'est rapprochée du Ministère de l'Intérieur.

C'est une petite maison en briques rouges, dans une rue tranquille du Nouveau-Roubaix, à deux pas de l'Usine, que le jeune Sofiane a grandi. Là où vit encore sa famille, aujourd'hui partagée entre colère, douleur et questionnement. Le jeune Roubaisien âgé de 20 ans est mort en Syrie aux côtés des troupes rebelles. Rien d'officiel pour l'instant. Pas étonnant étant donné le contexte syrien.
« *Début septembre, la maman de Sofiane a reçu un coup de téléphone en pleine nuit, explique une source proche du dossier. Une personne lui a signifié que son fils était mort lors de combats. Qu'il avait été enterré immédiatement, qu'elle ne devait*

effectuer aucune démarche pour le faire rapatrier ». Au bout du fil, un « *compagnon d'arme* » chargé d'alerter la mosquée que le jeune homme fréquentait et sa famille. « *C'est toujours dans cet ordre qu'ils procèdent* », explique un proche. Depuis cet appel, plus aucune nouvelle. « *Dans quelles circonstances est-il mort ?* », s'interroge Me Cécile Carrillon, l'avocate de la famille roubaisienne. *On ne connaît pas la date exacte du décès -- on évoque le 2 septembre à Alep --, les circonstances, la véracité des faits. Que faisait-il exactement en Syrie ? Je me suis rapprochée du Parquet de Lille pour purger les dossiers en cours le concernant. Je vais également écrire au Ministère de l'Intérieur pour connaître les démarches à effectuer pour obtenir un certificat de décès. À l'heure actuelle, pour l'État français, Sofiane est toujours en vie. Un long combat s'annonce, c'est aussi ça le drame pour cette famille* ».

Djihadiste convaincu ou jeune garçon en manque de repères et en quête de sensations fortes ? Quels étaient ses ressorts ? Étaient-ils seulement religieux ? Difficile d'établir le véritable profil du jeune garçon. « *Même s'il s'agissait d'un gamin extrêmement intelligent, le conflit en Syrie lui échappait totalement, explique une source judiciaire. Il ne connaissait certainement ni les tenants, ni les aboutissants de cette guerre* ».

Un risque d'embrigadement signalé au parquet de Lille

Fin juillet, alors que le jeune Sofiane avait disparu des radars locaux, une note avait été adressée au parquet des mineurs de Lille. Y était évoqué un risque « *d'embrigadement* » du jeune homme, décrit comme « *écorché vif* ». Officiellement, il avait quitté la France pour l'Algérie. « *Depuis qu'un éducateur m'a appris son décès, je ne cesse de m'interroger, confie un magistrat. Quand il était en France, Sofiane était un peu paumé. Je me souviens d'un grand blond aux yeux verts. Pratiquant musulman classique, il ne parlait que quelques mots d'Arabe. Comment a-t-il fait pour comprendre les ordres qu'il recevait ? Comment a-t-il pu comprendre les signes de danger ? C'était quand même un gamin qui était fusionnel avec sa mère, qui n'avait quasiment jamais quitté Roubaix. J'ai la sensation d'un formidable gâchis* ».

Il se murmure que d'autres Roubaisiens sont présents actuellement en Syrie parmi les 120 Français officiellement sur site. D'autres seraient revenus du conflit. « *On se pose pas mal de questions, reconnaît un avocat pénaliste. Au moins deux jeunes ont récemment disparu de la circulation. Leurs avocats envisageaient d'écrire au parquet de Lille pour exprimer leurs inquiétudes* ». « *Il est important d'en parler, dit un proche du dossier. Pour qu'il parte en Syrie de cette façon, c'est que des gens ont su l'approcher, lui parler et lui faire admettre que la vraie vie était ailleurs. Il faut aussi que les parents de Roubaix ou d'ailleurs connaissent cette vérité et qu'ils prennent garde* ».

Selon les chiffres du ministère de l'intérieur, 120 Français seraient actuellement « *sur site* » et une cinquantaine « *sur la route* ». Une autre cinquantaine serait déjà revenue de Syrie et plus d'une centaine aurait manifesté leur volonté d'y partir. Si l'on ajoute la dizaine de morts attestés lors des combats et un homme placé en détention, on estime à 350, le nombre de ressortissants Français liés de près ou de loin à la guerre en Syrie. Texte: <http://www.lavoixdunord.fr/region/mor...>

4- 400 Français sont partis mener le djihad en Syrie depuis le printemps 2011 - Publiée le 10 oct. 2013
<http://www.youtube.com/watch?list=UUPoU04CP9GF3bLYgPlvZXQ&v=M-zPXL0tQ3k>

Selon une note confidentielle de la DCRI, que "RTL" s'est procurée, 130 Français seraient partis faire le djihad en Syrie. Ils sont toujours plus à partir au combat en Syrie. Le nombre de Français menant la guerre sainte à Damas continue d'augmenter, selon une note confidentielle de la Direction centrale du renseignement intérieur (DCRI), que RTL s'est procurée. D'après les services de renseignement, 400 Français sont partis vers Damas pour y mener la guerre sainte. 400 depuis le printemps 2011, c'est-à-dire depuis le début du conflit syrien.

Le chiffre de la DCRI comptabilise les 130 djihadistes actuellement sur place, des hommes qui combattent les troupes de Bachar Al-Assad aux côtés des rebelles. Il inclut également des ressortissants en transit dans le pays, comme pour fournir une aide logistique à leurs frères d'armes, ceux qui sont finalement revenus dans l'Hexagone ainsi qu'une douzaine de djihadistes tués au combat.

Bien plus qu'en Afghanistan et au Pakistan

Le chiffre est impressionnant, surtout à côté d'un autre, lui aussi établi par les services anti-terroristes : ces 15 dernières années, seuls 40 Français sont officiellement partis dans les zones tribales afghanes et pakistanaises. Mais la région était bien plus difficile d'accès et la radicalisation de l'islam - notamment chez de jeunes convertis - ne faisait que commencer.

INFO RTL - 10/10/2013

Hicham de 19 ans, originaire de Vilvorde, est parti faire le djihad en Syrie. Témoignage de sa mère - Publiée le 10 oct. 2013
<http://www.youtube.com/watch?list=UUPoU04CP9GF3bLYgPlvZXQ&v=nmkWTKn-VaM>

Son fils est parti mener le djihad en Syrie. Leila raconte la conversion rapide du jeune homme à l'islamisme et témoigne

du "cauchemar" qu'elle vit au quotidien. Elle témoigne parce qu'elle veut éviter aux autres mères son calvaire. Leila ne dort plus depuis que son fils Hicham, 19 ans, a pris la route pour la Syrie afin d'y mener le djihad. Là où elle vit, à Vilvorde, en Belgique, elle est loin d'être la seule dans ce cas : trente garçons sont partis.

Leila, elle, ne comprend pas. Mère de quatre enfants, dans une famille parfaitement intégrée, elle n'aurait jamais pu imaginer un tel embrigadement. "La conversion de mon fils a commencé en avril quand il a commencé à prier, avant il ne priait même pas", explique-t-elle au micro de RTL. "Aller cinq fois par jours à la mosquée, ça, ça a été le grand changement."

A partir de là, il a suffi de quelques semaines. "On a fêté la fin du ramadan le 9 août", se souvient Leila. "Le mardi matin, quand j'ai vu qu'il n'était pas dans son lit, là j'ai su qu'il était parti. On a attendu 48 heures et on a contacté la police." Le surlendemain, Hicham envoie un premier message à sa famille, via Facebook. "On a dû insister et à la fin il nous a dit 'je suis en Syrie' et là le monde s'est écroulé", raconte Leila. "Mon fils jurait par dieu qu'il n'allait pas partir en Syrie, je ne le reconnais plus."

Leila a parlé deux fois à son fils depuis son départ

Elle lui parle par deux fois au téléphone. "La première fois, il m'a dit 'allô maman' avec un sourire, comme si de rien n'était", se rappelle-t-elle. "J'étais tellement fâchée. Je lui ai dit 'tu oses nous appeler avec le sourire jusqu'aux oreilles alors qu'on est tous par terre ici' et là je lui ai dit 'ne m'appelle plus jamais' et j'ai raccroché."

Hicham lui parle une seconde fois, grâce à l'intermédiaire de son frère. "Je lui ai parlé autrement, comme une mère parle à quelqu'un qui est parti faire la guerre", explique Leila. "Il m'a dit 'écoute maman, ne t'inquiète pas pour moi, je suis ici, je suis heureux'. Il m'a dit qu'il s'occupait un peu de la maintenance, donc il prépare à manger, qu'il n'avait pas encore reçu d'ordres de ses activités futures."

Sa mère tente de le convaincre de revenir. Hicham refuse. "Il m'a dit 'non maman, j'ai émigré, la démocratie c'est haram, c'est péché et je ne peux pas revenir, c'est à toi de changer'. 'Prie, lis beaucoup le Coran et c'est comme ça que tu vas guérir'", relate Leila. "C'est comme si cette personne-là n'était plus mon fils. Pour moi, il est devenu une machine qu'on a remontée et ils ne peuvent plus avoir de sentiment ni de compassion. Pour moi ils ont été lobotomisés."

Elle témoigne pour éviter d'autres départs

Elle se dit certaine qu'une organisation est derrière tout cela, avec des recruteurs. "Pour moi ce sont des manipulateurs d'une intelligence inouïe", estime Leila. En échec scolaire depuis plusieurs mois, Hicham a été approché dans un bar à chicha. "Je pense que ça a marché parce qu'il était fragile au départ et maintenant qu'il a trouvé quelqu'un qui s'intéresse à lui, qui le rend un peu comme un héros, je crois que pour lui, c'est la voie qu'il cherchait."

La mère de famille vit avec la culpabilité. "Je m'en veux parce que c'est comme s'il s'était sacrifié pour nous en disant je n'ai pas ma place, je vais la prendre ailleurs", affirme-t-elle. "Mon combat c'est de prévenir les gens. (...) Le radicalisme est très mauvais."

"Beaucoup de gens nous ont reproché d'aller voir la police. Même des parents dont les enfants sont partis en Syrie, en nous disant 'vous ne vous rendez pas compte, si jamais ils reviennent, ils vont être catalogués terroristes'", raconte Leila. "Je m'en fous, je veux revoir mon fils", balaye-t-elle. "Je veux que stoppe l'hémorragie de l'envoi de tous ces jeunes. Ils n'ont rien à faire en Syrie. Ce n'est pas notre combat. Pour nous, c'est un vrai cauchemar."

Comme Hicham, ils sont plus d'une centaine de Belges à être partis combattre en Syrie, 113 en France selon les chiffres du ministère de l'Intérieur, plus de 600 à l'échelle européenne. Pour les services anti-terroristes, l'éventuel retour en Europe - au sein d'un groupe terroriste - est devenu un enjeu majeur.

DOCUMENT RTL , 09/09/2013

ACTUALITÉ DU JOUR

[Suite de l'affaire Leonarda et analyse politique.](#)

De plus en plus isolé, une fois de plus Hollande a pris une décision qui va à l'encontre de la majorité, autrement dit il bafoue la démocratie, que l'on partage ou non la position qu'il a adoptée, c'est ainsi que la plupart des travailleurs l'analyseront, donc elle contribue à affaiblir davantage le PS, ses satellites et ses alliés au profit de l'UMP, l'UDI et le FN.

Il a pris la pire décision en la matière en accordant à cette fille de rester en France mais sans ses parents, on admirera au passage

le cynisme dont il a fait preuve à cette occasion qui coïncide parfaitement avec le personnage, au-delà c'est l'ensemble du gouvernement et le PS qui sont frappés d'indignité, ce qui évidemment n'est pas pour nous déplaire, il va falloir que l'on remercie Mélenchon pour cette grotesque manoeuvre qui permet de faire tomber un peu plus les masques derrière lesquels les uns et les autres camouflent leur véritable nature et intentions politiques.

La manière dont Hollande a traité cette affaire montre aussi à quel point il est vulnérable et empêtré dans des contradictions insolubles, entre ce qu'il s'emploie à paraître et ce qu'il est vraiment, qui finalement alimente la crise politique rampante du régime. Sa popularité étant déjà au plus bas autour de 25%, on ne voit pas comment il pourrait s'en remettre, d'autant plus que sur le plan international aussi il a adopté la pire position qui soit sur la Syrie en continuant de soutenir l'Arabie saoudite, à croire que ce sera le dernier chef d'Etat dans le monde à soutenir les barbares djihadistes qui détruisent la Syrie et massacrent son peuple, ne tenant compte ni du fait qu'ils ont été lâchés par les Américains, du rapprochement de la Jordanie et du Qatar avec Assad, qui devrait être suivi par la Turquie qui vient de bombarder des positions occupées par l'Etat islamique en Irak et au Levant dans le nord de la Syrie (french.irib.ir 17.10), bref, il est de plus en plus isolé sur le plan international et sur le plan intérieur, il incarne la politique antisociale de son prédécesseur rejetée par la majorité des masses, qui se traduit par des tensions incontrôlables aussi bien au sein de son gouvernement que dans son propre parti ou sa "*majorité*" parlementaire.

Voilà à quoi ils en sont rendus : à longer les murs !

- Samedi matin, l'Elysée avait pourtant soigneusement orchestré la communication de l'exécutif. Rentré précipitamment des Antilles pour prendre connaissance du rapport de l'Inspection générale de l'administration (IGA) sur les circonstances de l'expulsion de la collégienne, Manuel Valls a fait son entrée au Palais présidentiel par une porte dérobée.

Il y a rejoint, autour du chef de l'Etat, le Premier ministre Jean-Marc Ayrault et le ministre de l'Education nationale Vincent Peillon qui ont, comme lui, discrètement quitté le palais présidentiel, une manière de ne pas donner à cette réunion de travail les allures d'une réunion de crise. AFP 19.10

Valls confirme à sa manière notre analyse.

- "*Les critiques ne m'atteignent pas*", affirme pour sa part M. Valls au JDD après des jours de polémiques et de manifestations. "*Je ne répondrai pas aux attaques stériles*", ajoute-t-il. "*Quand elles viennent de notre propre camp, je le déplore, car cela nous affaiblit collectivement*". AFP 19.10

Le nous vaut aussi pour les satellites et les alliés électoraux du PS.

J'ai téléphoné en France ce soir, mon interlocutrice m'a dit qu'elle n'entend plus parler que de cette histoire, du coup elle a décidé de ne pas s'y intéresser estimant à juste titre qu'elle avait été commanditée, téléguidée. Lors des prochaines élections les masses écoeurés au dernier degré auront le même réflexe et s'abstiendront.

En titre. Une grossière instrumentalisation électoraliste qui tourne au fiasco politique

- L'Iga juge l'expulsion de Leonarda conforme à la réglementation - Reuters

- Hollande : "*Si Leonarda en fait la demande, un accueil lui sera réservé, à elle seule*" - Francetv info

- Affaire Leonarda: Hollande veut contenter tout le monde, mais ne satisfait personne - L'Express.fr

- Le mauvais choix de Hollande - Liberation.fr

- Affaire Leonarda : 74% des Français approuvent Manuel Valls - Le Nouvel Observateur

- Expulsions: Valls publie la circulaire durcissant l'interdiction d'intervention à l'école - L'Express.fr

- Leonarda : 65 % des Français contre une annulation de l'expulsion - LePoint.fr

- Affaire Leonarda : un rapport accablant pour la famille - Le Nouvel Observateur

- Leonarda: "*Je n'irai pas seule en France, je n'abandonnerai pas ma famille*" - AFP

[Face à la crise sociale le PCF se déchire.](#)

Ce titre résume la situation à l'intérieur du PCF suite au vote interne de ses adhérents qui sont partagés entre deux méthodes, qui finalement recourent deux objectifs sur lesquels ils se rejoignent.

Le premier, conserver un certain nombre d'élus pour pouvoir continuer d'exister en tant que parti.

Le second lié indirectement au premier, faire en sorte de pouvoir faire pression sur le gouvernement pour préserver les privilèges de l'aristocratie ouvrière ou lui soutirer quelques miettes, soit en se soumettant docilement au PS, solution qui dans la meilleure hypothèse limiterait le risque de perdre encore des élus, soit en s'alliant avec les autres composantes du Front de gauche, solution qui présentait davantage de risques. La majorité a préféré adopter la première solution suivant ainsi la direction de leur parti.

Ainsi le PCF sera laminé en même temps que le PS lors des élections de 2014, ils pourront se consoler en observant que le PG aura subi le même traitement.

Autre enseignement, grâce au PCF, à charge de revanche, les dirigeants du PS peuvent à nouveau claironner qu'ils sont de gauche, alors que le gouvernement va poursuivre la politique réactionnaire de Sarkozy.

- Les adhérents parisiens du PCF ont voté à 57% pour des listes communes avec le Parti socialiste dès le premier tour aux municipales à Paris, à la grande joie d'Anne Hidalgo (PS) qui réussit cette union comme Bertrand Delanoë en 2001 et 2008.

A côté des listes EELV, la candidate PS devra aussi affronter celles de Danielle Simonnet (Parti de gauche), mais cette dernière se retrouve donc privée de son principal allié au sein du Front de gauche né en 2009.

"C'est pour moi une immense joie et une très grande fierté. C'est un formidable message qui est adressé à toute la gauche parisienne", a réagi Anne Hidalgo samedi soir à l'annonce des résultats, rappelant les 13 années de gestion commune PS-PCF qui "ont profondément changé Paris".

A l'inverse, Danielle Simonnet, qui est secrétaire nationale du PG, a regretté la décision des communistes, qualifiée d'"erreur politique". "Sans doute que le poids mis dans ce choix du secrétaire national du PCF, Pierre Laurent, a été trop lourd pour permettre aux partisans communistes d'une liste Front de gauche de l'emporter", a-t-elle dit.

A ce choix pro-PS, comme le stipulait le bulletin de vote soumis aux adhérents, était assorti un accord "Paris 2014-2020" avec les socialistes, prévoyant que 13 sièges soient réservés au PCF au Conseil de Paris (contre 8 aujourd'hui, sans compter les deux élus PG).

En définitive, au terme d'un vote de trois jours dans les sections d'arrondissement, 57% des près de 1.200 votants ont coché cette première option, et 43% celle de l'autonomie avec les autres principales composantes du FG, a annoncé samedi soir lors d'une conférence de presse Igor Zamichiei, patron de la fédération PCF de la capitale.

Une majorité moins nette que celle dégagée lors du vote du conseil départemental, preuve qu'il y a eu "un fort débat" chez les militants, a reconnu M. Zamichiei.

Après le vote des dirigeants parisiens du PCF, rendu public le 9 octobre, Eric Coquerel, du Parti de gauche, avait affirmé que "l'avenir du Front de gauche est en cause". Jean-Luc Mélenchon, coprésident du PG, avait déploré "un exemple désastreux".

Ces derniers jours, sur fond d'affaire Leonarda, les proches de Jean-Luc Mélenchon avaient continué d'attiser la colère d'une partie de la gauche contre le gouvernement et ses "amis" comme Mme Hidalgo.

"Alors que la jeunesse se lève contre les conséquences inhumaines de la politique de Manuel Valls, est-il possible concrètement de faire des listes communes avec ses amis à Paris ?", a demandé vendredi sur son blog Alexis Corbière, un des deux conseillers de Paris du PG avec Mme Simonnet.

(Alexis Corbière est un crétin né, il raconte n'importe quoi, au PS ils ont pris soin de se partager les rôles ou plutôt, ce parti est ainsi fait que des positions opposées peuvent s'y exprimer, sans que toutefois cela ne porte à conséquence sur le fond, car la candidate PS à la mairie de Paris, Anne Hidalgo, a demandé "le retour de Khatchik Khachatryan ainsi que celui de Leonarda Dibrani" et s'explique : "Quand les lois prêtent à interprétation, il nous faut revenir à nos valeurs, aux valeurs de la République." (AFP 18.10), pas de bol décidément. Ils sont pris à leur propre piège et on en rigole, ils sont tous de misérables manipulateurs. - ndlr)

Pour Ian Brossat, chef de file des communistes parisiens, qui siège aux côtés de M. Corbière et Mme Simonnet au Conseil de Paris, l'affaire Leonarda n'aura finalement pas eu tellement d'incidence sur le vote.

(C'est exactement ce que j'avais écrit la veille. - ndlr)

En revanche "*les propos tenus par les responsables du Parti de gauche ces dernières semaines ont contribué à braquer les communistes*", analysait-il samedi soir.

(Là aussi, mon pronostic est confirmé. La majorité des adhérents du PCF ne sont pas des révolutionnaires mais des conservateurs. - ndlr)

Pourquoi le choix de l'union avec le PS? "*Si on veut faire un rassemblement majoritaire, il n'y a personne à exclure et actuellement l'attitude du Parti de gauche c'est plutôt l'exclusion*", a répondu à l'AFP Gérard Pellois, adhérent de la section PCF du XIXe. "*L'alliance avec le PS, moi je considère aussi que c'est un front de gauche*", a ajouté cet employé de banque à la retraite. AFP 19.10

Pour ces partis pourris et leurs dirigeants, il n'y a que les postes et les prébendes qui vont avec qui les intéressent, ils sont comme les tondeurs de coupon qui essaient les conseils d'administration des entreprises privées. Les appendices du PS, leurs satellites et alliés agissent à la manière des lobbies sur le PS, tout comme les appareils des syndicats envers tous les partis et le patronat. C'est un échange de bons procédés : je te communique mes besoins, tu m'accordes le minimum acceptable, pour mon appareil et pour sauver la face auprès de mon troupeau d'ignorants que je mène en bateau, et je te soutiens, ils se foutre strictement du reste : les travailleurs et les militants, CQFD.

Les fossoyeurs du communisme ont encore frappé.

Quand je lis "*les communistes*" à propos du PCF, je me dis que c'est normal que les masses aient une répulsion instinctive envers le communisme auquel ce parti est étranger, les travailleurs ne le sachant pas, ils auront spontanément un réflexe de méfiance ou de rejet envers les militants qui se réclament du communisme.

La principale fonction du PCF est de détourner les travailleurs du socialisme scientifique, de les en dégoûter, ce à quoi ils réussissent très bien quand on écoute les discours de leurs militants, qu'ils aient voté dans un sens ou un autre.

Leur véritable nature : Chiens de garde du capital.

Arnaud Leenhardt, l'un des prédécesseurs de Denis Gautier-Sauvagnac à la tête de l'UIMM (1985-1999), a affirmé le 9 octobre que les bénéficiaires des enveloppes d'argent liquide étaient « *les cinq syndicats représentatifs ... Ce sont bien les syndicats, comme il l'a dit* ». Il s'agit de la Confédération générale du travail (CGT), la Confédération française démocratique du travail (CFDT), la Confédération française de travailleurs chrétiens (CFTC), la Confédération générale des cadres (CGC) et la Confédération générale du travail - Force ouvrière (CGT-FO)

Monsieur Leenhardt a justifié ainsi ces versements de dizaines de millions d'euros? 16,5 millions d'euros en liquide pour uniquement la période 2000 à 2007 : « *Le patronat avait besoin de syndicats qui soient solides. Quand on a des grèves avec séquestration, on est bien content d'avoir un syndicat capable de canaliser ces débordements et de favoriser une reprise du travail* », en somme, les syndicats transformés en chiens de garde de la propriété privée des moyens de production. (source : WSWS 18 octobre 2013)

ACTUALITE EN TITRES

L'état d'esprit des masses dévoilé.

- Salariée voilée : 87 % des Français donnent raison à la crèche Baby-Loup - LePoint.fr

Sur ce sujet, commente l'étude BVA, "*le consensus est presque total*" : à gauche (75 %) comme à droite (89 %), et "*dans tous les milieux sociaux*" (83 % auprès des cadres et 86 % auprès des ouvriers).

... et 84 % se disent favorables à une loi interdisant les signes religieux ou politiques dans les entreprises privées. LePoint.fr 19.10

Pas de quoi entrer en transe !

- Des "*trans*" défilent à Paris pour réclamer des droits - AFP

13 milliards, une bricole !

- JPMorgan paierait 13 milliards de dollars pour clore un litige - Reuters

La banque américaine JPMorgan Chase & Co est parvenue à un accord préliminaire avec le département américain de la Justice et verserait 13 milliards de dollars pour mettre fin à des procédures judiciaires liées à la crise des "subprimes", a-t-on appris samedi de source proche du dossier.

Les autorités américaines ont lancé plusieurs enquêtes sur les pratiques commerciales de la banque, soupçonnée notamment d'avoir trompé des clients sur la nature de certains produits financiers.

Vendredi, certaines sources avaient rapporté que JPMorgan Chase avait conclu un accord provisoire de quatre milliards de dollars pour mettre fin aux poursuites de l'agence fédérale de financement du logement (Federal Housing Finance Agency, FHFA) qui l'accusait d'avoir trompé les sociétés publiques de refinancement sur la qualité des titres adossés à des prêts hypothécaires qu'elle leur a vendus lors la bulle immobilière.

Cette somme devrait être comprise dans l'accord global de 13 milliards passé avec le ministère de la Justice. Reuters 19.10

La réaction européenne communie.

- Merkel plaide pour plus de pouvoirs à la Commission européenne - AFP

- Et Bruxelles envisagea un nouvel élargissement... l'Europe a-t-elle perdu tout sens commun ? Gérard Bossuat et Christophe Bouillaud - Atlantico.fr

A sept mois des élections européennes, la Commission recommande d'octroyer le statut de pays candidat à l'Albanie et d'ouvrir les négociations d'adhésion avec la Macédoine. Atlantico.fr 19.10

- Le pape reçoit le président de la BCE Mario Draghi - Reuters

Libertinage : le fond de teint du néolibéralisme.

- Tout le monde devrait se maquiller. Y compris les hommes - Slate.fr

Et porter une perruque, des bas et se poudrer comme sous l'Ancien régime

Les chiens valent mieux que ceux qui nous gouvernent !

- Brésil : une manifestation pour la défense de la cause animale dégénère - LeMonde.fr

Une manifestation contre l'utilisation de chiens pour des tests pharmaceutiques a dégénéré samedi dans l'Etat de Sao Paulo et s'est terminé en heurts entre manifestants. LeMonde.fr 19.10

La stratégie du chaos

- Somalie: 15 tués dans un attentat suicide revendiqué par les shebab - AFP

- Syrie: attentat sanglant près de Damas, Brahimi en tournée régionale - AFP

- Dix islamistes tués par les forces de sécurité en Tunisie - Reuters

- Les drones ont tué au moins 400 civils au Pakistan depuis 2004 - Reuters

- Russie : l'appel à l'aide d'une Pussy Riot - LePoint.fr

POLITIQUE

1- Canada

- Canada: Ottawa attaque Québec sur son droit à l'indépendance - AFP

Ottawa a demandé d'invalider la loi provinciale qui accorde au Québec le droit de décider de son indépendance, a révélé samedi un magazine canadien.

"En vertu de la Constitution du Canada, le Québec est une province du Canada et la loi contestée ne peut en aucun cas constituer le fondement juridique d'une déclaration unilatérale d'indépendance", ont écrit les avocats du gouvernement conservateur de Stephen Harper dans un document obtenu par l'hebdomadaire anglophone "Maclean's".

Adoptée par le gouvernement indépendantiste de Lucien Bouchard en 2000, la loi 99 stipule que *"lorsque le peuple québécois est consulté par un référendum (...) l'option gagnante est celle qui obtient la majorité des votes déclarés valides, soit 50% de ces votes plus un vote"* et de façon général que *"le peuple québécois peut, en fait et en droit, disposer de lui-même"*.

Le procureur général du Canada conteste notamment le fait qu'un résultat de 50 % plus une voix serait suffisant pour déclarer l'indépendance de la province. Les avocats ont soumis la requête mercredi, le jour même où le Premier ministre Harper avait prononcé son septième discours du Trône.

La loi 99, ou *"Loi sur l'exercice des droits fondamentaux et des prérogatives du peuple québécois et de l'État du Québec"*, avait été adoptée en réponse à la *"loi sur la clarté"* du gouvernement libéral de Jean Chrétien, alors Premier ministre du Canada.

Cette dernière décrète qu'Ottawa n'est obligé de négocier la sécession d'une province que si la réponse obtenue au référendum est claire et que la question posée l'est tout autant.

C'est la première fois en six ans que le gouvernement conservateur de Stephen Harper affronte le Québec sur la question de la souveraineté. En 2006, M. Harper avait fait adopter une motion reconnaissant que les *"Québécois forment une nation au sein d'un Canada uni"*.

"C'est à la nation québécoise de décider de son avenir politique", a réagi le ministre québécois délégué aux Affaires intergouvernementales, Alexandre Cloutier, sur le réseau social Twitter.

"Nous nous défendrons avec les meilleurs juristes", a-t-il ajouté.

Les Québécois se sont prononcés à deux reprises sur la question de l'indépendance de la province francophone en 1980 et en 1995 par référendum à l'issue desquels le *"non"* l'a chaque fois emporté. AFP 19.10

Je me pose une question : En principe on devrait être contre l'indépendance du Québec, de la même manière qu'on est contre l'indépendance de la Bretagne, de la Bavière, du Pays Basque, etc. Maintenant le Québec par sa superficie, sa population et ses ressources est difficilement comparable à une de ces régions européennes. Compte tenu de l'existence du NAFTA ou traité des pays d'Amérique du Nord associant les États-Unis, le Canada et le Mexique, qui constitue à terme la disparition du Canada, compte tenu de la puissance des États-Unis qui veut lui imposer son modèle économique basé sur la déréglementation tout azimut qui se traduirait par une régression sociale comparable à celle qu'ont connu les Américains, il se trouve que cette revendication exprime le plus haut degré de conscience atteint par les masses québécoises qui refusent ce traité et ses conséquences désastreuses pour leur niveau de vie et leur environnement, en quelque sorte cette revendication constitue un obstacle et une menace susceptible de faire voler en éclat ce traité ou de le remettre en cause, c'est à travers elle que s'exprime la résistance des masses québécoises, les priver de cette perspective pourrait les conduire à une dangereuse forme d'apathie politique comparable à ce qui existe aux États-Unis, constituerait une terrible défaite pour elles dont il leur serait difficile de se relever, aussi la question est de savoir si cette revendication est légitime ou non au regard de la situation telle que je viens de l'établir très brièvement.

Poser ainsi l'indépendance du Québec, elle n'aurait rien à voir avec la dislocation des États telle que les États-Unis l'ont orchestré au Moyen-Orient par exemple, puisqu'elle serait le produit de la résistance à l'impérialisme américain et à la classe dominante au Canada, et non le produit d'un coup de force imposé par une puissance étrangère ou une minorité de la population. Par ailleurs, j'avais déjà indiqué dans une précédente causerie que la désintégration des États-Unis ne constituerait pas forcément une régression politique dans la mesure où dans sa forme actuelle il était difficile, voire impensable d'imaginer que les travailleurs pourraient vaincre un jour le formidable appareil militaro-policié fédéral, alors qu'il serait plus facile ou envisageable de renverser l'appareil répressif d'un seul État, par exemple celui du Texas. Reste à savoir quel est le contenu social et politique précis de la revendication de l'indépendance du Québec et qui en serait bénéficiaire. Un parti ouvrier révolutionnaire pourrait s'en

saisir en lui donnant un contenu anti-impérialiste dans la perspective d'une République sociale débarrassée du capitalisme. A suivre.

2- Maldives

La police a empêché samedi le déroulement du premier tour de l'élection présidentielle aux îles Maldives, dont le favori est l'ancien président Mohamed Nasheed, a annoncé la commission électorale.

Le surintendant en chef de la police, Abdulla Nawaz, a dit avoir agi ainsi afin d'empêcher "des troubles potentiels dans le pays si on laisse l'élection avoir lieu", bien que la Cour suprême ait autorisé dans la matinée de samedi le premier tour à se dérouler comme prévu.

Un éventuel second tour était programmé le 4 novembre.

C'est la deuxième fois en quelques semaines que le scrutin censé refermer la parenthèse ouverte par l'éviction de Mohamed Nasheed, victime en février 2012 d'une mutinerie au sein des forces de police après vingt mois d'exercice du pouvoir, est empêché d'aller à son terme.

Les Maldiviens avaient déjà voté le 7 septembre pour élire leur président, mais les résultats du premier tour, qui avait vu Mohamed Nasheed arriver en tête avec 45,45% des voix, avaient été invalidés un mois plus tard par la justice.

La Cour suprême s'était appuyée sur un rapport de la police faisant état de 5.500 bulletins de vote douteux, alors que le scrutin ait été jugé libre et équitable par les observateurs internationaux, dont des délégations des Nations unies et de l'Union européenne.

Samedi, la police a encerclé les bureaux de la commission électorale, empêchant celle-ci de faire son travail, selon son président.

"L'élection ne peut pas se dérouler si la police l'empêche", a expliqué Fuwad Thowfeek en exprimant devant la presse sa frustration de voir la police "outrepasser son autorité".

"C'est un jour sombre pour la démocratie", a renchéri un autre membre de la commission électorale, Ali Mohamed Manik. Reuters 19.10

Coup d'Etat policier dans un micro-Etat qui en dit long sur l'incompatibilité de la démocratie dans le monde avec la survie du capitalisme.

3- Syrie

3.1- Rif de Damas, Idleb, Alep, Homs ...

Depuis la bataille stratégique de Qusseir perdue par l'ASL, l'Armée Arabe Syrienne accumule les victoires et sur tous les fronts c'est la débandade pour les 'rebelles' pro-occidentaux de l'ASL et leurs ex alliés djihadistes. Selon un processus bien connu, le terrorisme se substitue donc à l'affrontement militaire perdu ou en passe de l'être.

Le terrorisme est l'arme des faibles et des perdants... (french.irib.ir 19.10)

3.2- Avec le renforcement du blocus des terroristes dans la région du Ghouta oriental, à Rif de Damas, la dernière ligne de secours des terroristes s'est totalement coupée, ce qui est le signe du déclenchement imminent de la bataille dans la région de Midea, dernier bastion des éléments armés. Il reste peu de régions au Ghouta oriental pour être nettoyées des terroristes et libérées par l'armée syrienne.

Pour l'heure, l'armée a assiégé de deux côtés le Ghouta. «*Seul un petit groupe des hommes armés se trouve dans cette région, un grand nombre des terroristes ont été tués ou bien ils se sont livrés*», a précisé une source proche de l'armée syrienne. «*La bataille de Midea est plus que jamais proche. Si les conflits sont transférés à la région d'Al-Nashabiya, cela signifie que les groupes terroristes sont totalement éliminés à Midea*», ajoute la même source. (french.irib.ir 19.10)

3.3- A quelques semaines de la tenue des pourparlers de Genève II, l'armée arabe syrienne s'apprête à lancer une vaste offensive dans la localité de Al Qalamoun à l'est de la Syrie, ce qui a d'ores et déjà provoqué la panique dans les rangs des terroristes. Selon Al Akhbariya, les opérations de l'armée syrienne, non loin des frontières libanaises ont suscité de vrais tapages médiatiques anti Hezbollah dans les médias anti Assad. Selon les informations qui parviennent de la Syrie, " la bataille de Al Qalmoun vise à anéantir la menace terroriste contre le Liban et du coup c'est encore le nom du Hezbollah qui est évoqué comme principale force laquelle devrait appuyer l'armée syrienne dans cette future bataille".

"Cette bataille est destinée à nettoyer les régions montagneuses syriennes qui surplombent le Liban de la présence des terroristes. C'est d'ailleurs à partir de cette même région que l'une des voitures piégées s'était rendu à Al Zahiya - fief du Hezbollah au sud de Beyrouth- avant d'exploser. Les terroristes à l'origine de cet attentat anti Hezbollah avaient même fait passer un message au mouvement chiite le menaçant de davantage d'attentats si le Hezbollah ou l'armée arabe syrienne ou les deux venaient à participer à une quelconque opération contre leurs « forces » de Al Qalamoun. Ceci étant dit l'armée arabe syrienne s'apprête à lancer son offensive contre cette région et à remporter une victoire identique à celle de Al Qusseir" Al Akhbariya ajoute : " la nouvelle de cette future opération d'envergure a déstabilisé les jihadistes takfiris retranchés à Al Qalamoun. Les militaires syriens sont décidés en tout cas à couper tout lien entre les terroristes de cette localité et leurs sources au Liban et à empêcher désormais les infiltrations. "

Les terroristes, quant à eux, ont leur moral à zéro. et ils sont inquiets de voir le scénario de Al Qusseir se reproduire à Al Qalamoun. Surtout que l'échéance de Genève II s'approche et que " la libération " de Al Qalamoun permettra à Assad de renforcer sa position. En ce sens, Al Arabiya et Al Jazeera ont mis tout dans la balance pour éviter un effondrement moral des troupes jihadistes car ces médias le savent, la chute de Al Qalamoun assène un coup fatal à l'ASL et ses résidus dans cette localité ultra stratégique. (french.irib.ir 19.10)

4- Qatar

A en croire les médias arabes de la région, le jeune émir du Qatar a donné l'ordre de l'arrestation de son père, Hamad Al Tjanio et son premier ministre Jassem Al Thani. Le site 6 Octobre citant des témoins oculaires à la cour des Al Thani rapporte une véritable scène de ménage familiale avec deux acteurs principaux, Tamim Al Thani et son père Hamad. selon le site, " l'actuel émir qatari et son père se sont très violemment disputés au point que Tamim a perdu patience et a tiré à bout portant sur son père".

Selon ces mêmes témoins, " la dispute a éclaté au sujet de nombreux voyages de la mère de l'actuel émir et de l'ex premier ministre Jassem Al Thani à l'étranger, voyages qui les a même menés à Tel-Aviv". Le site de 6 octobre poursuit : " Mozah détient une usine de fabrication du vin non loin de Tel-Aviv et c'est ce même sujet qui a vraisemblablement déclenché le dispute. Les tirs ont retenti à l'intérieur du palais et Tamim a ouvert le feu sur son père".

L'ex émir Hamad Al Thani aurait été arrêté sur l'ordre de son fils tout comme Hamad Ben Jassem Al Thani, ex premier ministre et ministre des AE. Les deux personnages seraient détenus dans l'une des prisons de Doha. L'émir Hamas a abdicé sous pression des Etats Unis au mois de juin au profit de son fils Tamim. Ce "shift power" quelque peu cavalier a été qualifié par les analystes de coup d'état en douce de Cheikha Mozah et de son fils contre Hamad. Depuis le départ de Hamad, l'international akhvaniste a perdu son principal protecteur avec dans la foulée la perte de poids politique des Frères musulmans dans les pays du printemps arabe. (french.irib.ir 19.10)

Ah ben alors, si vous éliminez le peu d'amis qui restent dans le monde à Hollande et Fabius... Quelle perspicacité ! Vous avouerez que ces deux-là ont un sacré flair, moins que des pigeons... Il en faut bien...

SOCIAL

1- Italie

Des dizaines de milliers de manifestants se sont mobilisés au Portugal et en Italie samedi afin de protester contre les nouvelles mesures d'austérité annoncées par leurs gouvernements afin de maîtriser les déficits publics.

En Italie, quelque 70.000 personnes selon les syndicats, 50.000 selon les autorités, ont protesté à Rome, où un important dispositif policier avait été déployé de crainte d'incidents. AFP 19.10

2- Portugal

Au Portugal, les manifestants ont défilé sur les ponts des deux plus grandes villes, Lisbonne et Porto, à l'appel de la CGTP, la principale centrale syndicale de ce pays, proche du Parti communiste.

A Porto, des milliers de personnes ont traversé à pied le pont do Infante qui relie les deux rives du Douro, le fleuve qui arrose cette cité du nord, tandis que sur l'île de Madère des centaines de personnes ont également manifesté.

Dans la capitale portugaise, les protestataires ont franchi le célèbre pont du 25 Avril, du nom de la révolution qui a renversé la dictature salazariste en 1974, à bord de quelque 400 autocars. Les organisateurs n'ont pas communiqué d'estimations sur le nombre des participants.

"*Menteurs !*", "*Dehors !*", "*Le peuple est en colère !*", scandaient les protestataires, qui s'étaient rassemblés dans le quartier d'Alcantara à Lisbonne.

"*Il est urgent de changer de politique*" ou "*Face aux injustices, la révolution est une obligation*", proclamaient des banderoles en tête de cortège déployées par des retraités en colère.

Dans le même temps, une colonne d'autocars a traversé le pont au ralenti, au milieu d'un concert de klaxons. A leur arrivée, ils ont été accueillis par les applaudissements des manifestants.

"*Mon fils, mon petit-fils et mon arrière-petit-fils sont au chômage. J'ai des raisons d'être inquiète !*", s'exclame Olga Costa, une femme de 71 ans qui touche une retraite mensuelle d'à peine 371 euros.

"*Je dois travailler dans sept endroits différents pour m'en sortir*", confie, un peu plus loin, une femme de ménage qui a fait le déplacement depuis Aveiro (centre).

"*Le budget du gouvernement pour l'année prochaine, cible encore les classes modestes et pauvres. C'est injuste*", lâche Eugenia Leal, professeur dans une école lisboète.

"*Je ne pense pas que les choses vont s'améliorer dans ce pays !*", constate Marta Tavares, une étudiante en communication, âgée de 19 ans. "*Je vais devoir émigrer!*", dit-elle.

"*C'est une journée historique*", s'est félicité Arménio Carlos, secrétaire général de la CGTP, qui a annoncé une nouvelle manifestation pour le 1er novembre.

Au Portugal, il s'est agi de la première grande mobilisation après qu'une nouvelle cure d'austérité a été dévoilée mardi dans le projet de budget pour 2014 qui touchera de plein fouet le pouvoir d'achat des fonctionnaires et des retraités.

Parmi les mesures les plus contestées figurent des réductions des salaires des fonctionnaires allant de 2,5% à 12%, ainsi que les coupes de près de 10% dans les retraites des anciens salariés du secteur public.

L'organisation de cette journée de mobilisation avait été marquée par le bras de fer qui a opposé la CGTP et le gouvernement sur le parcours choisi pour cette manifestation à Lisbonne.

"*Le gouvernement a tenté de nous empêcher, mais le pont ne lui appartient pas*", a lancé le leader syndical. AFP 19.10

ECONOMIE

Luxembourg

Le Luxembourg, où des élections législatives se déroulent dimanche, a beau être un des pays les plus riches du monde, il est rattrapé par la crise, avec une croissance en berne et une progression du chômage et de la pauvreté.

Le Grand-Duché affiche de loin le PIB par habitant le plus élevé de l'Union européenne. Le salaire minimum y est de 1.921 euros par mois et le seuil de pauvreté est fixé à 1.639 euros.

Mais le PIB a stagné l'an dernier et le chômage a atteint près de 7% de la population active cet été. Un taux qui grimpe à près de 19% pour les jeunes.

Un rapport du service national de statistiques vient de souligner "*l'aggravation des inégalités de niveau de vie*" depuis le début de la crise financière, un tassement des revenus et du pouvoir d'achat, de 5% inférieur à son niveau de 2009.

En dépit de transferts sociaux assez généreux, la population en situation de "*risque de pauvreté*" augmente. Elle était supérieure à 15% l'an dernier, avec de fortes disparités entre nationaux (7%) et étrangers, pour lesquels le taux est trois fois supérieur aux Luxembourgeois.

Comme beaucoup de petits pays, le nombre d'étrangers est très élevé, à plus de 44% de l'ensemble des habitants, dont plus du tiers sont des Portugais, traditionnellement employés dans le secteur du bâtiment.

Parallèlement, un système éducatif inadapté ne parvient pas à former suffisamment de profils très qualifiés, ce qui oblige les employeurs à aller chercher une partie de leur main d'oeuvre à l'étranger. Quelque 150.000 frontaliers viennent travailler chaque jour au Luxembourg, dont plus de la moitié de Français et quelque 40.000 Belges.

Le logement constitue un autre point noir de la situation sociale du Grand-Duché. Les prix de l'immobilier ont flambé depuis 10 ans, atteignant les niveaux des grandes capitales européennes et obligeant même les plus modestes à se loger hors des frontières, en France, en Belgique ou en Allemagne.

Alors que les prix des logements ont presque triplé entre 1995 et 2010, selon la Banque centrale, le parc social est sous-dimensionné avec un peu plus de 4.000 logements. Cela représente seulement 3% du parc immobilier résidentiel du pays, contre 17% en France et jusqu'à 32% aux Pays-Bas. Selon l'organisation Caritas, il en faudrait 26.000 supplémentaires pour faire face aux besoins.

Le retard dans l'offre de logements locatifs sera difficile à rattraper, d'autant que les rentrées fiscales restent incertaines pour l'avenir, avec la fin programmée du secret bancaire qui a contribué à l'enrichissement du pays. Le secteur financier assurait encore en 2008, avant la crise, près de la moitié des recettes fiscales du Grand-Duché.

Le problème du logement a été l'un des principaux thèmes de la campagne électorale qui s'achève, les adversaires du Premier ministre sortant Jean-Claude Juncker lui reprochant d'avoir cautionné une politique libérale qui a fait le jeu des promoteurs immobiliers. AFP 19.10

Ah ben, si même les paradis fiscaux sont "*rattrapés par la crise*", c'est que tout fout le camp et que l'heure de la fin va bientôt sonner !

[Haut de page ↗](#)

Le 21 octobre 2013

CAUSERIE

Hollande a été humilié, il est la risée du monde, comment va-t-il pouvoir gouverner jusqu'en 2017.

Qui a dit ?

Mélenchon, Laurent ? Non, un autre curé de "*L'humain d'abord*" (Lisez : l'Humanité d'abord, organe du PCF)

- "*Nous ne voulons pas de ce système économique mondialisé qui nous fait tant de mal. Hommes et femmes doivent être au centre (du système économique) comme Dieu le veut, et non pas l'argent*"

Réponse : François, non, pas le locataire du Palais, franchement ce n'est pas drôle, le pape voyons, il y a un mois lors d'un déplacement en Sardaigne, et gageons qu'il a tenu ce discours à Mario Draghi qui lui a rendu visite samedi au Vatican, l'ange qui veille sur la BCE...

ACTUALITÉ DU JOUR

L'affaire Dibrani, suite.

Et la misérable comédie médiatico-politique continue en prenant un tour pathétique. Ils ne savent plus quoi inventer, mais le pire c'est que cela marche, disons auprès des écervelés ou des nantis, les mêmes petits-bourgeois qui étaient favorables au bombardement de la Syrie par la France, manipulant la jeunesse par nature généreuse et opposée à l'arbitraire.

Par la presse nous avons appris que la famille Dibrani avait eu des démêlés avec les autorités italiennes quand elle séjournait dans ce pays, qu'elle aurait fait de fausses déclarations sur son identité arrivée en France, que par la suite le père aurait été poursuivi après avoir commis plusieurs infractions à la loi, vol, agression, etc. que cette famille ne souhaitait manifestement pas s'intégrer en France, que leur fille séchait régulièrement les cours, ses notes devaient sans doute être proche de zéro et on comprend sa répulsion a continué à aller à l'école, le gosse le vit comme une humiliation quotidienne, Leonarda était en 4e ou 3e, à ce niveau-

là quand on ne maîtrise pas la langue il est totalement impossible de suivre les cours, c'est le prof diplômé dans l'apprentissage du français langue étrangère et qui a enseigné au lycée de Pondichéry qui parle, et voilà que cette famille à peine débarquée au Kosovo se retrouve mêlée à une affaire de violence dont évidemment elle est la victime innocente, ce qui justifierait son retour en France et la boucle est bouclée.

Le brave citoyen français lambda à l'esprit étroit généralement parce qu'il n'a jamais vécu dans un pays sous-développé, émergent ou en proie à la guerre dans lesquels la violence est omniprésente, sera facilement abusée par la présentation des faits qui sont soumis à son interprétation par les agences de presse ou les médias, dans la mesure où il y manque le contexte dans lequel ils ont eu lieu et dont il n'a pas connaissance, il sera donc amené à se faire une idée de la situation qui ne correspondra pas vraiment à la réalité, mieux, son appréciation de la situation sera orientée en fonction de l'objectif que le rédacteur de cet article se sera fixé et qu'il ignore, bref il sera facilement manipulable, et c'est bien le cas ici.

Sauf qu'à force de mentir effrontément, ouvertement aux masses, en camouflant maladroitement leurs mensonges en recourant à des arguments falacieux et grotesques, dorénavant elles marchent de moins dans cette combine, elles ont appris à se méfier, elles ne prennent plus pour argent comptant ce que le gouvernement, les partis de droite ou de gauche et les médias leur racontent, c'est le prélude à une situation où elles ne voudront plus rien entendre et elle n'en feront plus qu'à leur tête, chaque jour qui passe, chaque nouvelle affaire ou polémique nous rapproche du moment où les masses vont déferler par millions dans la rue, les tenants du régime ont de quoi en faire des cauchemars.

L'abstention massive aux différentes élections expriment cette défiance grandissante à l'égard de tous les partis qui soutiennent ou incarnent l'ordre établi que les masses supportent de moins en moins, dit autrement, la crise politique rampante qui mine les institutions s'exprime à travers le rejet de tous les partis institutionnels qui soutiennent le régime en place, jusqu'à présent sans que les masses trouvent la voie qui leur permettrait d'entrevoir une issue politique à la crise du capitalisme, dont les effets se font sentir dorénavant dans leur vie quotidienne au point d'en avoir la nausée, tous les partis de gauche et d'extrême gauche se mobilisent pour leur interdire de la trouver, jusqu'à quand pourront-ils protéger le régime de l'insurrection révolutionnaire qui couve, force est de constater que tous les efforts qu'ils déploient alimentent la crise du régime au lieu de l'atténuer, à nous d'aider les travailleurs à trouver cette voie et de renouer avec la tradition du prolétariat révolutionnaire du début du XXe siècle, avec le socialisme.

Le capital et ses représentants sont nos ennemis au même titre que les opportunistes que nous devons combattre avec le même acharnement pour aider les masses à briser les obstacles qui se dressent sur la voie de la révolution socialiste.

Les opportunistes instrumentalisent les besoins des minorités, les manipulent, pour finalement qu'elles se retrouvent stigmatisées dans une société où l'évolution des mentalités dépend avant tout de l'évolution de leurs conditions matériels d'existence et non de l'évolution de la législation qui vient heurter violemment leur mentalité qui n'a pas davantage évolué que leurs conditions d'existence.

Au lieu de se situer sur un terrain de classe, ils adoptent l'attitude bornée du sociologue pour lequel la société se compose non pas de classes sociales aux intérêts antagoniques, mais est divisée en communautés distinctes qui seraient régies par leurs propres codes, lois, besoins ou droits qui devraient être satisfait sans tenir compte de la nature du régime en place qui régit les rapports sociaux entre les classes, donc sans se coucier de savoir si ces rapports seraient compatibles ou non avec l'exercice de ces droits, pire encore, ils estiment que ces droits sont légitimes et peuvent déroger au droit commun, qu'ils doivent s'imposer à la collectivité dès lors qu'une minorité le décide et est soutenue par le législateur, que la majorité de la population l'approuve ou non ils s'en moquent, violant ainsi un principe élémentaire de la démocratie au nom de l'égalité, mécanisme infernal déjà utilisé pour liquider les droits collectifs des masses qui se trouve ainsi légitimé.

Les innombrables implications qui découlent de ce processus de destructuration du droit collectif sont d'une extrême gravité, car elles aboutissent en dernier lieu à sa liquidation purement et simplement dans la mesure où la population se retrouve privée du droit de décider collectivement de l'orientation générale qu'elle souhaite donner à la société, en se servant du droit revendiqué par des minorités ou des couches spécifiques de la société qui sont instrumentalisées, manipulées à leur insu.

L'essentiel ici n'est pas tel ou tel droit en particulier que nous soutenons par principe, mais le processus qui conduit à l'absence de droit en général qu'incarne l'impossibilité pour la majorité de la population de décider de quelle manière les rapports doivent ou peuvent évoluer dans la société et plus généralement de son propre sort sur le plan social et politique, qui en dernier lieu constitue le but que s'est fixé le législateur, le gouvernement, l'Union européenne qui soutiennent ce processus ou les couches de la classe dominante qui en sont à l'origine. Il s'agit d'ancrer dans le cerveau des masses qu'elles n'ont finalement aucun droit, que seul le législateur en a et décide à leur place, afin de préparer le terrain à la destruction des droits qu'il leur reste.

Que le gouvernement et ses prédécesseurs ne tiennent pas compte des besoins des masses, qu'ils piétinent ou liquident leurs droits collectifs comme celui à la retraite par exemple, qu'elles soient obligées de le subir est une chose, de notre côté, réduits à l'impuissance malgré tous les efforts que nous avons déployés pour ne pas en arriver à cette situation, nous sommes bien obligés de nous en tenir à la réalité et de constater que les rapports entre les classes demeurent favorables à la classe dominante, maintenant que des associations à caractère soi-disant humanitaire ou des partis se revendiquant de la classe ouvrière se saisissent des droits ou besoins des minorités mis en avant par des couches de la bourgeoisie ou de la petite-

bourgeoisie subordonnée au capitalisme pour légitimer leur satisfaction par le biais d'un processus antidémocratique qui aboutit à légitimer ou banaliser son recours par le gouvernement, contribue à spolier l'ensemble des travailleurs du droit de décider de leur propre sort, pire, à justifier le recours à ce procédé qui aboutit à la liquidation de tous leurs droits sociaux et politiques sans qu'ils aient leur mot à dire.

Voilà ce qui se produit quand on est incapable de se situer exclusivement sur le terrain de classe du prolétariat, qu'on entend parvenir à satisfaire des besoins ou obtenir certains droits dans le cadre du capitalisme, alors qu'en réalité ils sont incompatibles avec le capitalisme, dans le cas contraire il faudrait admettre que l'exercice de la démocratie serait compatible avec la survie du capitalisme, or il démontre quotidiennement que c'est impossible.

Cette démarche des opportunistes est comparable à celle qu'ils adoptent sur le plan social et politique en général.

Sur le plan social en s'accommodant du chômage de masse, de la généralisation de la précarité et de la pauvreté qui frappent des millions de travailleurs, en demandant au régime de bien vouloir contribuer à l'amélioration de la condition des masses et de réaliser progressivement les objectifs du socialisme, ce qu'il est évidemment incapable de faire, ce que chacun peut constater. Dans les syndicats cela se traduit par un consensus avec le patronat, par la signature d'accords consacrant la liquidation de droits collectifs sous prétexte que des droits individuels nouveaux y figureraient, alors qu'ils sont plus hypothétiques qu'autre chose ou ne concerne qu'une minorité de travailleurs encore une fois, on retrouve bien là la même méthode à l'oeuvre.

Sur le plan politique en s'accommodant des institutions nationales, européennes et internationales auxquelles ils participent ou qu'ils soutiennent, auxquelles ils s'adressent en leur demandant de bien vouloir prendre en compte les droits des travailleurs dont elles n'ont que faire puisqu'elles ont toutes été créées comme des instruments de combat politique contre les intérêts et les droits des travailleurs. Là encore ils prétendent que la participation à ces institutions permettraient d'obtenir des droits nouveaux pour les travailleurs, qui en réalité ne concerneront qu'une minorité, tandis que la majorité de leurs droits disparaissent, en réalité par leur présence dans ces institutions ou le soutien qu'ils leur apportent ils légitiment la destruction de nos droits politiques.

Ainsi va la collaboration de classes qui n'a fait que s'amplifier, se diversifier au cours des dernières décennies, s'adaptant à la crise du capitalisme et à la stratégie mise en oeuvre par la classe dominante dominée par les néolibéraux que finalement les uns et les autres ont adoptée.

Leur objectif est de diviser les masses, briser leur résistance, faire en sorte que les frontières entre les classes soient de plus en plus floues, brouillées, disparaissent, afin de permettre au capitalisme de se survivre à lui-même, et peu importe les conséquences pour les travailleurs et leurs familles. Ils pousseront le cynisme jusqu'à s'apitoyer lamentablement sur leur sort pour mieux masquer leur trahison ou leur véritable nature, leurs intentions inavouables. Ils recourront à tous les procédés malhonnêtes possibles pour parvenir à leurs fins, la liste est longue, tous les jours on en a un large aperçu dans nos causeries et je vous y renvoie : provocation, manipulation, instrumentalisation, info tronquée, fausse bonne ou mauvaise nouvelle, mensonge en tous genres, réécriture de l'histoire, fausse référence, fausse modestie, témoignage bidon, interprétation falacieuse, coup tordu, affaire montée de toutes pièces, manoeuvre d'appareil, etc.

En désespoir de cause face à des masses dont l'impatience se manifeste de plus en plus ouvertement, l'imposture semble être devenue la norme à droite, l'extrême droite, à gauche et à l'extrême gauche, au gouvernement évidemment.

L'article de l'AFP du 20.10. Extrait.

- La famille de Leonarda Dibrani, l'adolescente rom expulsée de France vers le Kosovo, a été agressée ce dimanche après-midi par des inconnus à Mitrovica, ville du nord de ce territoire où ils résident depuis leur expulsion le 9 octobre, a-t-on appris de source policière.

«*Les Dibrani se promenaient dans Mitrovica avec leurs enfants lorsqu'ils ont été agressés par des inconnus*», a dit à l'AFP une source policière ayant requis l'anonymat. La mère de Leonarda, Xhemaili, 41 ans, «*a été giflée et a été hospitalisée, tandis que les enfants, traumatisés, se trouvent dans un commissariat de police*», a-t-on ajouté de même source.

Le père de famille, Resat Dibrani, 47 ans, se trouve à l'hôpital de Kosovska Mitrovica auprès de son épouse, a-t-on précisé. «*Cela démontre que les Dibrani ne sont pas en sécurité ici*», a dit à l'AFP une source policière ayant requis l'anonymat.

Cependant, selon un responsable de la police kosovare, l'agression serait liée à une dispute conjugale. «*L'incident s'est produit entre deux familles, les Dibrani et les Bislimi. Il s'est avéré que M. Bislimi avait été l'époux de Xhemaili Dibrani il y a 25 ans et nous supposons que ce fait a été à l'origine de l'incident*», a déclaré à la presse dimanche soir à Kosovska Mitrovica, le capitaine Ahmet Gjoshja.

«*Nous prenons cette affaire très au sérieux. Une enquête a été ouverte avec la participation d'un procureur*», a-t-il souligné. Ahmet Gjoshja a ajouté que les Bislimi avaient été rapatriés de Suisse il y a quatre mois. Le policier a précisé que quatre

personnes avaient été interpellées à la suite de cet incident, qui, selon les premiers éléments de l'enquête n'aurait pas de rapport avec l'expulsion des Dibrani de la France. AFP 20.10

Mise en scène relayée par la totalité des médias.

- Leonarda et sa famille agressées au Kosovo Francetv info avec - AFP
- La famille de Leonarda Dibrani agressée au Kosovo - 20minutes.fr
- Leonarda agressée avec sa famille à Mitrovica - Le Nouvel Observateur
- Leonarda et sa famille agressées au Kosovo - Liberation.fr
- Leonarda aurait été agressée à Mitrovica - LePoint.fr
- Leonarda Dibrani et sa famille agressées à Mitrovica au Kosovo - L'Express.fr
- Etudiants et lycéens estiment que François Hollande n'a pas répondu à leurs demandes - LeMonde.fr

Cette affaire alimente la crise du régime, au PS, à gauche.

- L'affaire Leonarda secoue la majorité - Reuters
- Mélenchon: "*La confusion est à son comble à la tête de l'Etat*" - AFP
- Cacophonie chez les écologistes après l'affaire Leonarda - Francetv info
- La gestion de l'affaire Leonarda «*fait monter le FN*», accuse Jean-François Copé - 20minutes.fr

Et l'abstention.

En complément

Un internaute rapporte :

- "*A l'international c'est la stupéfaction. Hollande est très affaibli et sans autorité pour de nombreux journaux étrangers . A commencer par Der Spiegel c'est peu dire.*"
- L'impopularité de François Hollande au plus haut - Reuters

Comme en septembre, le nombre de Français satisfaits de François Hollande reste à 23%, soit un plus bas record sous la Ve République. Reuters 20.10

Pour qui, que craignent-ils donc ?

- Colère des Français : attention, danger ! - LePoint.fr

Commentaire d'internaute

1- "*On a jamais été aussi proche d'une catastrophe majeure. Mon métier me fait rencontrer beaucoup de monde issu de toutes les couches sociales. Partout les mêmes réactions. On est au bord d'un conflit qui va mettre le pays à genoux avec des conséquences gravissimes.*"

2- "*Il n'y a pas besoin de rapports des préfets pour se rendre compte du ressenti des français. Il suffit de discuter quelques secondes avec son voisin, sa boulangère, son cousin, son collègue de travail, son pharmacien... Etc. Il suffit de lire les forums des différents journaux pour se rendre compte à quel point la teneur des commentaires a évolué en un peu plus d'un an. Il suffit d'écouter le français lambda pour comprendre qu'il ne supporte plus l'environnement dans lequel il est obligé de vivre, tant du point de vue financier que du point de vue philosophique. J'ai très peur que tout cela finisse très, très, mal.*"

3- *"Écoutez les conversations dans la rue, on'étonne même que les gens ne soient pas déjà dans la rue. Tout ce que le gouvernement a fait a aggravé la situation au lieu de la redresser. L'apparent calme qui règne fait craindre le pire, ça peut péter d'un jour à l'autre."*

Singeries et instrumentalisation.

Taubira comparée à un singe : après la réponse de la ministre, le FN va porter plainte - Francetv info

La ministre de la Justice, Christiane Taubira, dans le site du quotidien régional Le Dauphiné.

- *"On sait bien ce que le FN pense : c'est les Noirs accrochés aux branches des arbres, les Arabes à la mer, les homosexuels dans la Seine, les juifs au four, voilà les pensées profondes de ce parti"*. Francetv info 20.10

Elle manque singulièrement d'humour, les Noirs descendent des arbres, dans la nuit des temps il n'existait pas de Blancs, les Arabes étaient d'excellents navigateurs, les homosexuels savent nager et les juifs ont donné de très bons boulangers.

On sait tout ce que vous dites sur les dirigeants du FN, c'est le rebut de l'humanité, alors pourquoi le répéter encore, pour qu'on oublie que vous détenez le record de détenus en France, que vous n'avez pas rétabli les tribunaux que votre prédécesseur a fermés, que la justice est toujours aussi lente, qu'il y règne la pagaille, qu'elle protège les puissants et pénalise les plus pauvres, etc. ?

Et puis sa repartie dénote une méconnaissance du FN. J'en veux pour preuve qu'il y a des Noirs au FN, quand j'étais technicien, un jour que j'avais été réparé un copieur Canon au siège de ce parti à Saint-Cloud, le "Paquebot", j'y avais croisé un monsieur Noir, costume cravate qui m'avait salué poliment, comme je ne suis pas un rustre je lui avais rendu son bonjour, je n'allais pas l'insulter. Plus tard en connaissant des Indiens de nationalité française dont la plupart votaient à droite ou à l'extrême droite, en les écoutant parler des Indiens j'en arrivais à la conclusion qu'ils étaient devenus racistes envers les Indiens qu'ils traitaient comme de la merde, en fait peut-être pas, ils considéraient seulement que ceux qui avaient un statut inférieur aux leurs ne méritaient pas qu'on les respecte, à peu près au même moment j'observerai que c'était tous les Indiens bénéficiant d'un statut supérieur qui avaient cette mentalité détestable, j'en ai bien connu certains, ils étaient puants. Et puis madame Taubira ne devrait pas oublier que l'esclavage existait chez les Noirs avant la colonisation par les Blancs qui ont pris le relais ou généraliser ce mode d'exploitation, ce sujet est tabou chez eux évidemment. Et puis le racisme n'est pas l'apanage exclusif des Blancs, c'est plutôt celui des ignorants ou des arriérés, qu'ils soient riches ou pauvres.

Serais-je raciste, xénophobe, homophobe, antisémique ?

Où j'habite on partage l'espace avec quelques familles de singes, mais pas chez moi.

Mon épouse est noire, mon gendre et ma petite-fille que j'adore aussi, une perle, j'avais autrefois de bonnes relations avec mes potes Arabes et ici j'entretiens de bonnes relations avec les musulmans, quand j'habitais à Clichy tous les week-end on allait au quartier indien en passant par Barbès, par plaisir salam malikoum salam, je ne manque jamais de saluer un vendeur de salades et de coriandre fraîche au marché vêtu d'un sari flamboyant, maquillé, recouvert de bijoux, un collier de jasmin dans ses beaux cheveux longs et ondulés, fin, gracieux, plein de charme, il est très beau en fait et je lui ai déjà dit, et pour finir quand je travaillais au lycée français je n'ai eu qu'un seul pote, un prof de français juif et homosexuel qui vivait à Pondichéry depuis des années, et quand on se rencontre en ville, on va boire un coup ensemble et on taille une bavette.

Pour mon épouse les Africains ressemblent plus au singe que les Indiens, je lui ai fait remarqué que cela dépendait desquels, certains Indiens du sud de l'Inde (d'origine dravide) présentent une morphologie identique aux Africains, nez épaté, cheveux crépus, mâchoire inférieure avancée et lèvres proéminentes notamment, en ajoutant que l'on retrouve ces mêmes détails chez certains Blancs sans qu'on les remarque forcément, sauf quand on croise un Blanc en Inde du Sud où la population est colorée, ses traits ressortent. Madame Taubira manque de culture, elle devrait savoir qu'il existe aussi des singes blancs, mais aussi des lions ou des éléphants.

Mon épouse est arriérée, alors il nous arrive de blaguer là-dessus, on se moque l'un de l'autre. Un jour je lui ai dit que tout cela était vraiment des conneries puisque le berceau de l'humanité se situe dans la Corne de l'Afrique et qu'à l'origine l'homme était noir de peau et que sans les Noirs on n'existerait pas, on descend tous de Noirs ; elle pourrait être raciste envers les Africains, d'où ce petit rappel pour remettre les choses à leurs places. Un jour en s'engueulant elle m'a traité de sale Blanc, c'est un truc que je n'oublierai jamais, même si je ne lui en veux pas. Dans nos veines le sang à la même couleur pour conclure.

Hormis les 10 ans que j'ai passé avec mon-épouse, j'ai vécu toute ma vie dans un milieu ouvrier profondément arriéré, donc rien ne me choque, j'ai tout entendu, je ne m'élève pas en procureur pour autant, parfois je laisse passer, parfois non. On ne peut pas changer l'état d'esprit des masses sans que leurs conditions d'existence rompent avec le passé, et encore il faudrait du temps, c'est ainsi, on peut faire toutes les lois qu'on veut, cela ne changera strictement rien, cela produira même l'effet inverse. S'abaisser à cette polémique minable comme le fait madame Taubira, tient de l'instrumentalisation à des fins électorales

et rien de plus.

Qui aurait imaginé que les masses allemandes fortement organisées dans le Parti ouvrier social-démocrate allemand et les syndicats jusqu'au début des années 30 allaient être entraînées par le fascisme quelques années plus tard et donner dans le racisme et l'antisémitisme ?

Selon les circonstances l'homme est capable du meilleur comme du pire, à nous de faire en sorte qu'elles soient favorables au meilleur. Le PS, la gauche et l'extrême gauche, sans parler de la droite et l'extrême droite s'emploient à ce qu'il soit capable du pire, le déficit à relever est immense, raison de plus pour le relever.

ACTUALITE EN TITRES

[C'est le plus mafieux qui l'emporte.](#)

- Patrick Mennucci vainqueur de la primaire socialiste à Marseille - Reuters

Patrick Mennucci a gagné le droit d'affronter le maire sortant UMP de Marseille Jean-Claude Gaudin en remportant dimanche au second tour la primaire. Reuters 20.10

[Les liquidateurs. Une raison de plus pour boycotter les élections européennes.](#)

- Le Parti Breton présent aux européennes de 2014 - AFP

"*Vous voulons incarner le choix d'un avenir raisonné pour la Bretagne et les Bretons*", écrit Yves Pelle, le président du Parti Breton, dans un communiqué.

(Quand la raison fait office de programme, il faut s'attendre au pire. - ndlr)

"*La Bretagne traverse une crise économique sans précédent qui démontre de façon criante, s'il fallait un nouvel exemple, l'incapacité de l'Etat Français et du pouvoir régional socialiste installé à Rennes à se doter d'une vraie stratégie de développement pour notre territoire*", explique-t-il.

(Il fallait trouver un histrion pour instrumentaliser les conséquences de la crise du capitalisme qui frappent violemment les travailleurs de cette région, c'est fait et c'est un professionnel qui plus est. Le PS qui dirige cette région n'est qu'un prétexte à ce laudateur de l'Union européenne farouchement anticommuniste. - ndlr)

"*Ils sont les véritables responsables de l'impasse dans laquelle les Bretons ont été menés*", ajoute M. Pelle.

(Faux, c'est le capitalisme dont l'Union européenne est le porte-drapeau en Bretagne comme ailleurs, et dont le PS n'est qu'un instrument servile. - ndlr)

"*Comme nos voisins basques, catalans, écossais, flamands, nous soutenons le projet d'une Europe fédérale qui viendra équilibrer le pouvoir des états centralisateurs et uniformisateurs*", poursuit-il, mettant l'accent sur sa foi en une "*Europe politique renforcée ouverte au monde, porteuse de paix et garante de l'épanouissement de toutes les cultures et identités*". AFP 20.10

(Tout le contraire de qu'elle est depuis sa création, mais bon, quand on est réactionnaire on fait feu de tout bois. C'est le genre de partis qui s'accommode très de la dictature de l'UE. - ndlr)

[Dans le cadre de ce régime, tout tout de suite, c'est impossible ou bien c'est réactionnaire.](#)

- Travail le dimanche: la SNCF souhaite une dérogation pour les gares - AFP

La SNCF a émis le souhait que les gares bénéficient des mêmes dérogations autorisant le travail le dimanche pour tous les types de commerces que celles accordées aux aéroports. AFP 20.10

Commençons par abattre le régime en place, et une fois que les rapports entre les classes seront favorables à la classe ouvrière il sera possible de réorganiser la société conformément à ses besoins, avant toute réorganisation ne pourra se faire que contre

ses intérêts.

La dictature de l'immédiat, du besoin que l'on doit satisfaire à tout prix maintenant, sur le champ, sans se soucier du reste comme si on était le seul au monde, on en a décidé ainsi.

C'est le propre de la mentalité du petit-bourgeois faiseur de dictateur qui prend ses désirs pour la réalité, qui trépigne, tape du pied, pleurniche, se plaint quand les choses ne se passent pas comme il le voudrait, il rend la vie impossible à son entourage ou aux autres, individualiste effréné, mal dans sa peau, éternel insatisfait, la terre entière devrait être à ses pieds, si nécessaire en piétinant les droits des autres dont il se contrefout.

On retrouve cette mentalité au PS, sous prétexte de satisfaire ses besoins décrétés soudainement légitimes, la législation du travail devrait être amputée, liquidée au besoin. Un jour des camarades m'avaient fait la leçon pour me convaincre que le PS n'était pas un parti bourgeois, que sa nature était plutôt petite-bourgeoise. Or le PS se sert de la petite-bourgeoisie pour mieux mettre en oeuvre sa politique réactionnaire au service de la bourgeoisie. Comment cela ?

En affirmant que les revendications de la petite-bourgeoisie sont légitimes parce qu'elles auraient un caractère social, progressiste ou humaniste, ce qui lui permet de prétendre représenter des valeurs de gauche et se présenter comme tel devant les électeurs, alors qu'en réalité le reste de sa politique qui concerne l'ensemble des travailleurs est de droite, antisociale, rétrograde, réactionnaire. Que le PS revête le masque de la petite-bourgeoisie, celui d'un parti ouvrier, d'un parti de gauche ou je ne sais quoi, peu importe, il n'en demeure pas moins qu'il est de droite et que c'est à partir de cette caractérisation ou de sa véritable nature qu'il faut le combattre sur le plan politique. Et évidemment n'avoir aucun lien avec ce parti.

[Normal, ils ont été prévenus !](#)

- Suisse : les fraudeurs ferment leurs comptes et louent des coffres - LePoint.fr - il y a 20 heures

[Jusqu'à la prochaine fois...](#)

- Paralyse américaine: "*plus jamais ça!*", prévient le secrétaire au Trésor - AFP

[Stratégie du chaos](#)

- Syrie: au moins 31 morts dans l'attentat de Hama - AFP

- Relance de l'aide antiterroriste des Etats-Unis au Pakistan - LeMonde.fr

- Egypte : une fusillade fait trois morts au Caire - LeMonde.fr

- Boko Haram tue une vingtaine de personnes au Nigeria - Reuters

- Irak: 49 morts dont 34 dans un attentat suicide à Bagdad - AFP

- Les djihadistes profitent du chaos libyen, estime Tunis - Reuters

[INFOS EN BREF](#)

[POLITIQUE](#)

1- Allemagne

- Allemagne: feu vert du SPD pour négocier une coalition avec Merkel - AFP

Les délégués du Parti social-démocrate allemand (SPD) ont avalisé dimanche à Berlin à une écrasante majorité la décision de leurs dirigeants d'engager des négociations avec les conservateurs de la chancelière Angela Merkel en vue de former un gouvernement.

"Nous voulons commencer des négociations en vue d'une coalition et nous accrocher à l'objectif de les mener à bien", a

déclaré Sigmar Gabriel, président du SPD, lors d'une conférence de presse à l'issue d'un vote conforme à ce qui était attendu.

Il a réitéré sa promesse d'organiser un référendum auprès des quelque 470.000 adhérents pour faire approuver un éventuel accord de coalition.

Ce qui ne va pas de soi. A l'heure actuelle une grande partie des militants sont opposés à une "*grande coalition*" semblable à celle du premier gouvernement Merkel (2005-2009), qui a abouti à un effondrement électoral du parti. Les Allemands pourraient donc être de nouveau appelés aux urnes.

Sur les 229 délégués appelés à se prononcer sur l'entrée officielle dans des négociations avec les Unions chrétiennes CDU/CSU, 196 ont voté pour, 31 contre et 2 se sont abstenus, a détaillé M. Gabriel.

"*Je suis sûr que nous arriverons à des compromis équitables*", a déclaré à l'agence de presse allemande DPA le secrétaire général de la CDU, Hermann Gröhe. AFP 20.10

2- Syrie

2.1- Syrie: la conférence de Genève 2 aura lieu le 23 novembre

Le secrétaire général de la Ligue arabe Nabil Elarabi a annoncé dimanche que la conférence de Genève 2, destinée à faciliter la fin du conflit syrien, aurait lieu le 23 novembre. "*J'ai discuté du dossier syrien avec Lakhdar Brahimi, émissaire de l'Onu et de la Ligue arabe pour la Syrie, et il a été décidé que la réunion de Genève aurait lieu le 23 novembre*", a dit le chef de la Ligue arabe au cours d'une conférence de presse commune avec Brahimi, au Caire. Lakhdar Brahimi a cependant déclaré que la date n'avait pas été "*officiellement fixée*". Il a précisé qu'il se rendrait au Qatar, en Turquie, en Iran et en Syrie, ainsi qu'à Genève pour rencontrer des responsables américains, russes et des représentants du Conseil de sécurité de l'Onu. french.irib.ir 20.10

2.2- Les USA prêts à livrer "**Riyad Asaad**" et "**Salim Edriss**" à Damas.

Selon le site AlWatan Voice, l'accord américano russe sur la Syrie prévoit l'arrestation et la remise de ceux des dirigeants de l'opposition pro occidentale syrienne qui sont impliqués dans l'effusion du sang des citoyens syriens! Selon le site, la Syrie et les Etats Unis seraient tombés d'accord via une médiation russe pour que les dirigeants et les éléments de l'opposition extérieur impliqués dans des massacres de civils syriens soient livrés au régime Assad par le biais d'Interpol. La Syrie aurait même chargée une équipe spécialisée dans le droit international d'identifier les figures de l'opposition ayant un rôle dans le meurtre de civils syriens. cette enquête concerne de près les dirigeants de l'ASL.

La liste noire en question compte de nombreux opposants d'Assad qui résident à l'étranger et la Syrie aurait même entré en contact avec Interpol. Selon cette information, Interpol aurait donné son aval à cette demande. Selon le plan russo -américain dont les pans entiers se révèlent désormais, un gouvernement de transition va être formé avec la participation des opposants et dont la première fonction serait de lutter contre le terrorisme. Dans cette perspectives, les unités de l'ASL se rallieront l'armée arabe syrienne pour traquer et capturer les terroristes de l'EIL, du front Al Nosra et d'autres groupes salafistes en guerre contre l'armée syrienne. à ce rythme Riyad Asaad ou Selim Edriss auront du pain sur la planche. french.irib.ir 20.10

2.3- Syrie : La mort du général Jameh Jameh vengée

Dans la foulée des opérations de ratissage à Al Hosseyniya , à al Zababiyaet, à Al Boyouza dit triangle de la mort pour les terroristes, l'armée arabe syrienne a débarqué à Beit Saham au sud de Damas. les soldats de l'armée nationale mènent une vaste offensive à al Hajira non loin de zeynabiya. à Deir Ezzour, l'armée syrienne a intensifié ses opérations après le meurtre par les terroristes du général de brigade Jameh Jama, commandant de renseignement de l'armée syrienne à l'est du pays . Al Nosra a subi de très lourdes pertes à Al Sankha, à Tyeyba, à Al Rachedin. Al Sankha, des dizaines de terroristes saoudiens , libyens et jordaniens ont été liquidés. french.irib.ir 20.10

2.4- 37 morts, dans un attentat, à Hama : des terroristes, envoyés en masse, depuis le Caucase et l'Europe

37 citoyens syriens ont été tués, et des dizaines d'autres, blessés, dans une explosion terroriste à la voiture piégée survenue, près de la société de Maknaneh, aux alentours de la ville de Hama.

Une source responsable a fait savoir qu'un terroriste s'est fait exploser, dans un camion, portant à bord 1.5 tonne d'explosifs, près de l'entrée-Est de Hama, du côté de Salamiyeh. Par ailleurs, le quotidien français, "*Le Monde*", citant les services de renseignements français, a fait état d'une vague, sans précédent, de l'arrivée de terroristes, en territoire syrien. Selon ce quotidien, ces terroristes sont envoyés, depuis le Caucase et l'Europe, pour rejoindre les autres groupes terroristes opérant à l'intérieur du territoire syrien. french.irib.ir 20.10

SOCIAL

Italie

Des centaines de personnes ont annoncé dimanche qu'elles continueraient à camper sur la place Porta Pia dans le centre de Rome pour protester contre l'austérité, les expulsions et pour des logements moins chers.

Une rencontre est prévue mardi entre le ministre des Infrastructures et des Transports, Maurizio Lupi, et une délégation de manifestants afin de débattre des revendications de ces derniers.

"Nous laisserons les tentes en place jusqu'à notre rencontre avec M. Lupi, mardi, lorsque nous organiserons une autre manifestation pour faire entendre notre voix", a déclaré Luca Fagiano, un représentant des organisateurs de la manifestation.

"Reprenons la ville", peut-on lire sur une banderole plantée dans le camp qui bloque une artère importante de Rome. Une autre banderole proclame : *"Stop aux expulsions et aux saisies"*.

"Le camp n'est pas un point d'arrivée, mais le départ de la révolte", affirme un slogan sur le site web des organisateurs de la manifestation, la Coordination citoyenne de lutte pour le logement.

Des dizaines de milliers de personnes avaient manifesté samedi pacifiquement dans la capitale italienne afin d'attirer l'attention sur le coût social de la crise économique. Quelques manifestants ont ensuite érigé des tentes. AFP 20.10

[Haut de page ↗](#)

Le 22 octobre 2013

CAUSERIE

[Le rôle des puissances occidentales dans le déclenchement de la guerre contre la Syrie se retourne contre eux.](#)

Ironie de l'histoire.

A partir d'une manipulation et de l'infiltration d'une poignée d'opposants au régime syrien début 2011, ils ont entrepris de détruire la Syrie et de massacrer son peuple afin d'aboutir à la chute d'Assad. Sauf que les choses ne se sont pas déroulées comme ils les avaient prévues, deux ans et demi plus tard Assad est toujours en place grâce au soutien de l'immense majorité du peuple syrien opposé à la remise en cause de l'intégrité et de la souveraineté de la Syrie au profit de l'établissement d'un régime islamiste vassal de l'Etat sioniste.

Du coup, ils voudraient bien se sortir de ce borborygme et mettre fin à cette guerre qu'ils ont eux-mêmes déclenchées, d'où l'annonce d'une nouvelle conférence de paix à Genève. Sauf que voilà, pour conclure un traité de paix il faut être deux au moins.

D'un côté, il y a bien le gouvernement légitime de la Syrie représenté par son président qui a été élu par les Syriens, mais de l'autre côté de la table il n'y a personne, il n'existe pas d'opposition au régime syrien qui pourrait se prévaloir d'une quelconque légitimité, tout ce qu'ils ont trouvé pour représenter cette "opposition" ne se trouve pas en Syrie, mais à Londres, des hommes de paille de Cameron, Obama et Hollande qui n'ont aucune légitimité aux yeux du peuple syrien, pire, ils sont accusés d'être la façade légale des mercenaires sanguinaires recrutés, entraînés, financés et armés par le Qatar et l'Arabie saoudite pour le compte des puissances occidentales.

Cette soi-disant opposition exige que le départ d'Assad figure au programme de cette conférence, alors que les Américains et les Russes y sont opposés de crainte que l'Etat syrien ne s'effondre et tombe entre les mains des barbares djihadistes dont ils ont perdu en partie le contrôle, au risque d'embraser toute la région. Face à cette menace ou ce chaos que les Américains ont eux-mêmes provoqué, ainsi qu'à la détermination de la Russie et ses alliés des Brics de soutenir le régime syrien jusqu'au bout, on peut ajouter le rejet de tous les peuples d'une intervention militaire occidentale contre la Syrie, la responsabilité dans ce conflit des Etats occidentaux flanqués de ceux du Golfe et Israël apparaît de plus en plus clairement, au point de constituer un obstacle à la conclusion d'un tel traité, dans la mesure où ce devraient être eux qui devraient s'asseoir de l'autre côté de la table face à

Assad puisque c'étaient eux la seule véritable opposition au Président syrien, il existe bien des opposants au régime en Syrie, mais comme ils ne représentent qu'une infime minorité organisée, il est impossible sérieusement de leur faire jouer le rôle d'opposition ayant tenu tête à l'armée nationale syrienne depuis début 2011, alors que les Syriens savent très bien que cela ne correspond pas à la réalité, sans que cette conférence tourne au ridicule.

Cependant les Américains n'ont pas le choix, soit il leur faut convaincre leurs fantoches basés à Londres d'accepter leurs conditions, ce qui implique le maintien d'Assad au pouvoir, soit ils viennent en aide militairement au gouvernement syrien pour éliminer les terroristes qu'ils ont eux-mêmes introduits en Syrie, hypothèse qui peut paraître invraisemblable, mais pourquoi pas, dans ce cas-là cette conférence n'aurait pas lieu. Autre hypothèse qui rejoint la précédente, les Américains et leurs alliés du Golfe cesseraient de fournir des armes et de soutenir les djihadistes, ce qui mécaniquement conduirait à leur liquidation ou leur fuite de la Syrie, ensuite seulement pourrait se tenir une conférence de paix à laquelle pourrait participer des organisations présentes en Syrie opposées au régime mais qui ne souhaitait pas instaurer la charia en Syrie.

Parole d'internaute

1- Le sionisme arabe au service de la stratégie du chaos.

- "Falsification. Le «*wahabo-takfirisme*»; la grande arnaque pour abrutir et dominer ! - Publié le juin 5, 2013 - Par Djerrad Amar,

Pour contourner l'Islam qui interdit d'entrer en guerre sainte contre d'autres musulmans ou de tuer sans un motif certifié valable et autorisé, les 'wahabites' ont trouvé avec les 'takfiristes' l'alliance idéale et le moyen approprié pour combattre tous les pays musulmans qui n'entrent pas dans leur giron.

Le « *Wahabisme* » est une doctrine rigoriste en référence à Ibn Abdelwahab (1703-1792) qui est le fondateur. Elle combat tous les musulmans qui ne s'y soumettent pas en les considérant apostats. Après sa condamnation, il fuit en se fixant à Dariya où il trouve chez les ben Saoud un soutien. Ces derniers trouvent en lui et son idéologie un moyen de combattre les tribus afin de les assujettir à leur pouvoir politique et religieux. Ainsi se forma le Royaume d'Arabie Saoudite avec son système qui perdure jusqu'à nos jours.

Le « *Takfirisme* » est mouvement sectaire fondé en 1971 par Moustafa Choukri. Il qualifie de mécréante la société musulmane et d'hérétiques tous les musulmans ne partageant pas leur point de vue. Leur assassinat est de ce fait licite.

Il n'est donc pas étonnant que ces deux idéologies similaires, violentes, se rejoignent pour faire union – en cohabitant en bonne intelligence – contre tout État musulman qui n'entre pas dans leur doxa. Les riches familles royales saoudiennes étant wahabites et alliées aux intérêts américains et sionistes, il est logique qu'elles s'accaparent ces mouvements pour en faire un instrument politique et un moyen militaire à leur service.

Pour l'Occident – dont les intérêts vitaux se situent principalement chez les arabo-musulmans, surtout pour ce qui est de l'énergie – il ne peut trouver meilleurs alliés, le moins couteux, pour sécuriser ses approvisionnements et maintenir son influence que les Arabes eux-mêmes. D'où leur division et leurs antagonismes qu'ils cachent derrière des organisations et ligues de façade qui se sont avérées des attrape-nigauds, des instruments dévoyant la cause, voire des moyens d'autodestruction.

Le '*wahabo-takfirisme*' sert les intérêts occidentalosionistes. C'est la raison pour laquelle ils le soutiennent, l'encouragent et l'arment. Cette idéologie est un dispositif d'importance dans leur stratégie de domination.

Des séries de concepts, de qualificatifs et de termes ont été érigées '*bons*' à utilisation ou '*interdits*' d'usage afin de promouvoir ces groupes de tueurs et leurs '*faits*' de guerre.

C'est ainsi que la majorité des médias occidentaux dits « *mainstream* » ont été mis au service de cette cause avec pour mission de mentir, berner, tromper, faire diversion, falsifier. Faire tout pour ne pas percevoir la réalité. Ces médias évitent d'utiliser, par exemple, à l'endroit des wahabo-takfiristes, les termes comme « *terroristes* », « *assassins* », « *islamo-fascistes* » ou tout autre qualificatif fort, mais qui étaient d'usage quand il s'agissait de les combattre. Ils font croire, sournoisement, que c'est pour ne pas froisser les musulmans sachant bien que ces derniers en utilisent de plus tranchants à leur égard. Il s'agit bien sûr d'une tromperie, car les décideurs occidentaux veulent cacher une stratégie consistant à instaurer le chaos dans certains États musulmans en manipulant les franges les plus ignorantes et les plus extrémistes par leurs comportements immondes et absurdes avec l'assistance, l'assentiment et la couverture religieuse de certaines monarchies arabes. Ces '*wahabo-takfiristes*', pour l'écrasante majorité des musulmans, sont non seulement loin des préceptes de la religion islamique, mais encore loin de les représenter." Fin.

Attention monsieur, vous parlez des amis de Hollande-Fabius et d'Israël...

Effectivement, les massacres de civils notamment d'une cruauté inouïe commis par ces barbares les classent au même rang que

les nazis, il ne faut pas hésiter à le dire et le répéter.

2- Les médias sous influence sioniste

- *"Simple question à un €, si un chef bédouin bien gros et gras, venait en France, la journaliste de TF1 lui poserait-elle la question de, êtes-vous démocrate dans votre désert ? La même chose si Nathan du pays aux kibboutz foisonnant venait en France, la même journaliste lui poserait-elle la question embarrassante de, êtes-vous contre l'apartheid dans votre sionistan ?*

Conclusion, presque toute la planète est gérée par des régimes anti-démocratique par ci et par là, pour des choses différentes, pour ceci et celà."

C'est exact à des degrés divers. Il ne peut pas exister de véritables régimes démocratiques, car cela signifierait que c'est la majorité du peuple, la masse des exploités qui détiendraient le pouvoir politique, or c'est le cas dans aucun pays du monde.

PS. Assumer leurs actes et ce qu'ils sont vraiment, ils en sont incapables.

1- Marseille Dimanche soir, au moment des résultats de la primaire PS à Marseille, la perdante Samia Ghali a reproché en direct au président François Hollande et au Premier ministre Jean-Marc Ayrault d'avoir soutenu son rival Patrick Mennucci.

Pire, ces deux noms jetés en pâture à des supporters déçus ont aussitôt été hués et sifflés, sous l'oeil des caméras, sans que la finaliste ne bronche.

Des *"huées qui n'étaient pas supportables, mais qui n'étaient pas non plus significatives"*, a laborieusement tenté de relativiser lundi le Premier secrétaire du PS Harlem Désir.

2- Affaire Leonarda. L'intervention du chef de l'Etat samedi autorisant la jeune collégienne rom kosovare à revenir en France, mais seule, était censée clore la polémique.

Mais, après Harlem Désir a dasavoué de fait la position présidentielle en demandant que la fratrie et la mère de Leonarda puissent aussi rentrer.

Le porte-parole des députés PS Thierry Mandon a critiqué *"l'intervention extrêmement surprenante d'Harlem Désir qui a tout brouillé, une demi-heure seulement après les propos présidentiels"*. *"C'est plus qu'une erreur, une faute"*, a-t-il dit, se félicitant toutefois que M. Désir soit revenu sur ses propos lundi.

3- Les écologistes ont diffusé un communiqué déplorant le caractère *"inhumain"* des propos de François Hollande... Signe de la nervosité ambiante, ils ont ensuite précisé qu'il s'agissait d'une *"initiative personnelle"* d'une porte-parole.

4- Ayrault lâche enfin le morceau.

Le Premier ministre, en déplacement à Copenhague, a demandé de *"revenir à l'essentiel"* et de mettre *"fin à toutes les exploitations politiques et politiciennes"*. *"Il y a beaucoup trop de passion et un manque de sang-froid qui s'est développé ces dernières heures"*, a-t-il dit.

"Tout le monde est perplexe. Personne ne sait comment on se sort de tout cela. Je n'ai jamais vu un truc pareil", confiait un cadre socialiste à l'AFP lundi. *"Il y a un cocktail qui fait que cette situation est inédite"*, ajoutait-il.

5- Hollande acculé, réunion impromptue à huis clos.

Pour sa part, François Hollande a reçu lundi, selon des sources concordantes, le président de l'Assemblée nationale, Claude Bartolone. La teneur de leur entretien, non inscrit à l'agenda officiel du chef de l'Etat, n'a pas été dévoilée.

6- Analyse. *"François Hollande a une autorité affaiblie depuis un certain temps. Quand le locuteur est délégitimé, toute prise de parole lui attire des critiques supplémentaires"*, abonde Philippe Braud, professeur émérite à Sciences-Po.

Pour Bruno Jeanbart (OpinionWay), une digue a cédé et *"l'impopularité du chef de l'Etat donne le sentiment à la majorité qu'on peut facilement s'opposer au pouvoir"*.

Fait nouveau, relève M. Jeanbart: *"Les critiques viennent davantage du coeur de la gauche"*, alors qu'au début du quinquennat on entendait surtout l'aile gauche du PS et les écologistes. AFP 21.10

Parole d'internaute

- *"Encore une preuve supplémentaire du fait que lorsqu'on gouverne un pays on perd toute notion des priorités du pays.*

Mettre en branle 3 ministères, anticiper le retour de voyage officiel d'un ministre, commander un rapport spécial sur les conditions de l'expatriation, mettre en place une intervention télévisée en direct du chef de l'Etat, et tout ça pour la seule et unique raison que cette demoiselle s'est faite "interpelée" lors d'une sortie scolaire !!!!!

Avec le recul, c'est juste de la folie. Et après on viendra nous expliquer que ce gouvernement est plus proche des français que le précédent, qu'à contrario du précédent, ce Président n'interviendra pas à chaque sursaut de l'information, non mais franchement qu'ils ouvrent les yeux, ils sont encore pire dans le grotesque et le ridicule.

Et je ne parle même pas de l'argent qu'a dû coûter cette affaire à l'Etat. Je suis sûr qu'il y a de quoi héberger toute la famille à nos frais pour 5 ans de plus.

Avec ce gouvernement et ce chef de l'état même quand tu te dis qu'ils ont touché le fond et ne peuvent plus que faire mieux, ils arrivent encore à creuser pour s'enterrer plus profond, c'est juste inimaginable."

Vous avez raison, il faut supprimer la fonction de Président de la République, il faut en finir avec ce régime bonapartiste et antidémocratique.

ACTUALITÉ DU JOUR

Hollande. Le masque est tombé.

Revue de presse

- Leonarda : la presse condamne l'intervention de Hollande - libération.fr

- Le Figaro: «*Le Fiasco*».

- Libération : «*Une séquence (...) dévastatrice*».

- La Croix : «*une bien piètre image de la décision politique*».

- Sud-Ouest : «*état de déliquescence dans lequel se trouve la majorité*».

«*Dix-huit mois après l'élection de François Hollande, il nous aura donc été donné d'assister à ce naufrage :*

- Le président de la République française qui s'abaisse, et abaisse la France avec lui, à consacrer toute affaire cessante une intervention en direct à la télévision à une banale expulsion - parfaitement régulière de surcroît - soudain érigée sous la loupe médiatique en affaire d'Etat.

- Une gamine de 15 ans qui prend à partie le chef de la cinquième puissance économique mondiale et qui lui fait la leçon avec une insolence confondante...», résume le Figaro. libération.fr 21.10

Hypocrites et manipulateurs

- Leonarda et les hypocrites - lenouvelobs.com

Une fois la cabale des dévots apaisée, on réalise que le tableau réel n'a rien à voir avec celui qu'on a dénoncé. Il apparaît que les procédures légales ont été respectées, que le père de la jeune fille a menti aux autorités dans l'espoir d'obtenir le statut de réfugié, qu'il n'a été victime d'aucune persécution qui aurait pu justifier sa demande, qu'il a refusé plusieurs fois les offres d'emploi qu'on lui avait faites et que sa démarche avait surtout pour objet d'obtenir par la tromperie les prestations sociales réservées aux vrais réfugiés. Le comportement de cette famille, il faut le dire tout net, nuit à la cause de l'immigration et porte atteinte à l'honneur d'innombrables étrangers honnêtes et respectueux des lois qui ne demandent qu'à travailler tranquillement en France.

La défendre, c'est enfourcher le mauvais cheval et offrir à Marine Le Pen des arguments qu'elle n'a même pas besoin de formuler pour en tirer bénéfice. Les protestations des grandes consciences apparaissent maintenant pour ce qu'elles sont : au mieux des envolées ridicules, au pire des constructions rhétoriques, instrumentalisant le cas d'une jeune fille pour nuire à un adversaire politique, en l'occurrence Manuel Valls.

Quant à l'assimilation de la politique de Manuel Valls avec celle du Front national, elle est honteuse. Jean-Luc Mélenchon, auteur de cette nouvelle injure, fait semblant de n'avoir pas lu le programme du FN sur l'immigration. Entre la suppression du droit du sol, le refus de toute régularisation, l'arrêt de l'immigration légale, l'instauration d'une politique générale de préférence nationale, le FN veut faire voter l'une des législations les plus répressives de la planète, qui mettrait la France au ban de l'Europe. Là encore, c'est banaliser ce projet que de faire croire qu'il est déjà en place.

La France accueille chaque année plus de 10.000 réfugiés, chiffre honorable en regard des normes européennes. Les candidats à l'asile sont plus de 60.000 par an. Ils bénéficient de garanties de droit et d'une aide sociale. Chacun sait qu'une partie de ces demandes ne reposent sur aucun argument crédible et visent seulement à détourner la procédure. Tactique compréhensible quand on est acculé à l'exil par la misère. Mais tactique à laquelle les autorités ne peuvent souscrire, sauf à confondre soudain les vrais réfugiés et les faux, ce qui n'introduirait qu'iniquité et confusion.

Une partie de la gauche a décidément du mal à assumer la difficile tâche de gouverner. Elle a le plus grand mal à reconnaître que la régulation nécessaire de l'immigration suppose la reconduite à la frontière des étrangers qui ne respectent pas les lois. C'est particulièrement vrai en matière de droit d'asile. Si les reconduites à la frontière sont supprimées, il est clair que cette procédure deviendra ingérable. Cette politique peut être discutée mais elle n'a rien de scandaleux. Certains pays sont plus libéraux, d'autres moins. Mais cette législation est en vigueur depuis longtemps. Elle n'a pas été modifiée substantiellement sous Hollande, ce qu'on sait depuis le début. Une partie du PS fait mine de la découvrir, comme si ces députés et ces militants ignoraient tout du travail quotidien de l'Office des réfugiés, des juges, des préfets et de la police, à qui revient la difficile tâche d'appliquer la loi. Que n'ont-ils protesté dès le début de la législature ! On dit que les protestataires viennent de la tendance de gauche du PS. Erreur : ils viennent de la tendance Tartuffe. lenouvelobs.com 21.10

En gros, ils emboîtent le pas à l'Union européenne dont les bonnes intentions sont bien connues de tous, ils portent atteinte au droit d'asile, ce sont des imposteurs, des hypocrites, des lâches, ils sont incapables d'assumer leur subordination au capitalisme, de même que revenir sur les lois adoptées par Sarkozy, ils font le lit de l'extrême droite, bref, le PS, la gauche et l'extrême gauche sont détestables, on ne parlera pas de l'UMP, de l'UDI ou du FN qui font officiellement partie de nos ennemis, en ce qui nous concerne.

Quand on doit prendre partie sur une question et qu'on craint d'être manipulé ou de se tromper de camp, on doit se demander quelle est la position adoptée par le fer de lance de la réaction, en principe en adoptant une position opposée on est sûr de ne pas se tromper. On aura la surprise, je parle ici pour ceux qui ne le savaient pas encore, de constater qu'il arrive que le PS est plus de droite encore que l'UMP, dès lors imaginer un instant qu'il serait de gauche devient impossible. Penchez-vous sur le passé du PS, vous verrez que cela ne date pas d'hier...

[Hypocrisie et crasse ignorance. Quand la réalité s'impose même à ceux qui passent leur temps à s'en détourner.](#)

- Immigration : RESF se dit floué par la gauche - liberation.fr 21.10

(Non, aux mieux ils sont floués par leurs propres illusions, au pire ce sont de cyniques manipulateurs qui par expérience devaient savoir que le PS n'avait de gauche que le nom. - ndlr)

- Après dix-huit mois de pouvoir socialiste, les membres du Réseau Education sans frontières (RESF) font un constat amer : rien, ou presque, n'a changé en matière de politique migratoire.

(Normal, le PS et ses satellites sont au pouvoir pour poursuivre la politique de l'UMP, l'ignoraient-ils ? S'ils l'ignoraient, c'est grave, car c'est faire preuve d'une telle indigence ou ignorance politique qu'on se demande qu'est-ce qui les autorise à représenter une couche de travailleurs ou à parler en leur nom, quelle est leur légitimité ? Pour moi, ils n'en ont aucune. - ndlr)

- Aux yeux de Brigitte Wieser, responsable à Paris, «*les lois sarkozystes sont toujours appliquées, mais par un gouvernement qui se dit de gauche, et qui les critiquait il y a quelques années*». «*Cette idée selon laquelle il n'y a qu'une seule voie possible en matière de migrations est irresponsable, abonde son collègue Richard Moyon. Cela obère l'avenir*».

(Ce n'est pas une question subjective, de responsabilité ou de volonté, mais le maintien en place du capitalisme qui interdit de changer les rapports sociaux qui existent dans la société. - ndlr)

En clair, avec sa ligne mêlant «*fermeté et humanité*», le gouvernement ferait le jeu de la droite et de l'extrême droite.

(Il n'a pas le choix puisqu'il est incapable de rompre avec le capital et ses institutions. -ndlr)

- «*Il y a évidemment le spectre du Front national derrière tout ça, juge Marie-Pierre Barrière, militante dans la Marne. En période de crise, l'administration ne veut pas donner l'image d'une France accueillante pour les autres.*» Brigitte Wieser ne désespère pourtant pas : «*L'emballement autour de Léonarda est peut-être dû à un ras-le-bol chez les gens de gauche, notamment après les sorties de Valls sur les Roms.*» Gérard Colo, membre du réseau dans le Val-de-Marne, précise : «*Le vivier associatif est en train de se retirer du PS. Il y a un sentiment de trahison.*» libération.fr 21.10

(Ce n'est pas que l'administration ne veut pas, c'est qu'elle ne peut pas, et pour refuser de l'admettre parce qu'ils sont eux-mêmes subordonnés au capitalisme et ses institutions, logiquement à l'étape suivante ils sont amenés à s'écarter de la réalité et reprennent leurs désirs qui un jour dans un futur indéterminé deviendra peut-être la réalité, ce qui ne les empêche pas de vivre, car dans le cas contraire, si la réalité quotidienne que vivent ces petits-bourgeois était insupportable sur le plan matériel, ils n'abandonneraient pas aussi facilement le terrain de la réalité et y chercheraient une issue politique.

Le "vivier associatif" est un panier de crabes au contenu réactionnaire dans la mesure où il est lié au PS qui l'est lui-même, ils le disent eux-mêmes.

Les ONG et les associations à but humanitaire ne se sont pas constituées sur le terrain de classe des exploités et des opprimés, elles ont été créées pour offrir une alternative aux syndicats et aux partis ouvriers corrompus par le capital sur la base de la collaboration de classes dans la mesure où elles sont financées par l'Etat à différents niveaux, soutenus par les médias jusqu'aux partis de droite pour certaines d'entre elles. Elles ont été constituées sur cette base pour accélérer ou achever la dislocation du mouvement ouvrier, elles sont l'antithèse de la lutte des classes, d'où la sympathie et bien au-delà dont elles bénéficient de la part des néolibéraux qui les manipulent à l'occasion selon leur stratégie. Elles servent à détourner les travailleurs et jeunes de la lutte des classes, à les détourner du combat classe contre classe, du socialisme, elles sont foncièrement réactionnaires sous leur masque progressiste, humaniste, de gauche. - ndlr)

Gesticulation d'un pantin.

- Espionnage: Hollande fait part à Obama de sa "profonde réprobation" AFP

François Hollande "a fait part de sa profonde réprobation à l'égard de ces pratiques, inacceptables entre alliés et amis, car portant atteinte à la vie privée des citoyens français".

MM. Obama et Hollande "sont convenus de travailler ensemble pour établir les faits et la portée exacte des activités de surveillance révélées par Le Monde", souligne le communiqué.

"Ils ont souligné que les opérations de collecte de renseignement devaient être encadrées, notamment dans un cadre bilatéral, pour servir efficacement la seule lutte qui vaille, c'est-à-dire la lutte contre le terrorisme", a précisé la présidence française.

"Les Etats-Unis et la France sont des alliés et des amis, et entretiennent une relation de travail étroite sur de nombreuses questions, dont la sécurité et le renseignement", avait insisté la Maison Blanche.

Plus tôt lundi, l'administration américaine avait minimisé cette nouvelle controverse sur les opérations de renseignement américaines à l'étranger, assurant que Washington y récupérerait des données de même nature que "tous les pays".

Selon le journal français Le Monde, l'agence de sécurité nationale américaine (NSA) a effectué par exemple 70,3 millions d'enregistrements de données téléphoniques de Français entre le 10 décembre 2012 et le 8 janvier 2013. Le Monde cite des documents de l'ancien consultant de l'agence américaine Edward Snowden, à l'origine de révélations en juin. AFP 21.10

La réprobation appartient au discours qui ne coûte rien et n'a aucune portée quand il n'est pas suivi d'effets ou d'actes, en attendre du docile valet de Washington serait se faire de graves illusions sur la nature et les intentions de Hollande, mais qui en a encore aujourd'hui ?

Deux Etats terroristes et barbares qui luttent pour la démocratie en Syrie.

Hollande-Fabius : on a les amis qu'on peut.

Un poète qatari qui rêvait d'un printemps arabe reste en prison - Liberation.fr

Au Qatar, être artiste, militant ou simplement rendre publiques ses opinions politiques peut coûter très cher. La Cour de cassation de Doha a confirmé hier la peine de quinze ans de prison prononcée en appel contre un poète pour un texte critiquant le pouvoir

et espérant l'arrivée d'un printemps arabe dans les monarchies du Golfe. Les juges ont fait preuve de mansuétude car en première instance, la perpétuité avait été prononcée à l'encontre de Mohamed al-Ajmi. Pourtant, les Qataris se posent en champions de ces soulèvements par le biais de leur chaîne satellitaire, Al-Jezira. Liberation.fr 21.10

Arabie: pas d'amélioration des droits de l'Homme, selon Amnesty - AFP

Amnesty International a dénoncé la "situation désastreuse" des droits de l'Homme en Arabie saoudite où l'organisation ne constate aucune amélioration en la matière, alors que l'ONU doit faire le point lundi sur les avancées du royaume dans ce domaine.

"L'Arabie saoudite a totalement échoué à donner suite à ses promesses de remédier à la situation désastreuse des droits de l'Homme", faites lors de la réunion en 2009 du groupe de travail du Conseil des droits de l'Homme chargé de l'Examen périodique universel, écrit Amnesty dans un communiqué.

"Les autorités saoudiennes n'ont réussi à appliquer aucune des principales recommandations (qui lui avaient été faites) pour améliorer la situation dans le pays", ajoute l'organisation de défense des droits de l'Homme.

"Non seulement ces autorités n'ont pas agi, mais elles ont accru la répression", accuse le directeur d'Amnesty pour le Moyen-Orient et l'Afrique du nord, Philip Luther, cité dans le communiqué.

L'organisation indique avoir soumis à la réunion de Genève une contribution sur "la répression en cours, y compris les arrestations et détentions arbitraires, les procès inéquitables, la torture et autres mauvais traitements" dans le riche royaume pétrolier.

"Pour tous les militants pacifiques qui ont été arbitrairement arrêtés, torturés ou emprisonnés en Arabie saoudite, la communauté internationale se doit de demander des comptes" aux autorités de ce pays, souligne M. Luther.

L'organisation cite notamment le cas des deux fondateurs de l'Association saoudienne pour les droits civiques et politiques (Acpra), Abdallah al-Hamed et Mohamed al-Qahtani, condamnés le 9 mars respectivement à 10 ans et 11 ans de prison, peines suivies d'une interdiction de quitter le territoire pendant 10 ans.

"Ce sont des prisonniers d'opinion. Ils doivent être libérés immédiatement et sans condition. Leur militantisme pacifique contre les violations des droits de l'Homme mérite d'être salué, et non pas puni. Le seul coupable ici, c'est le gouvernement", estime M. Luther.

Outre "la torture et les mauvais traitements en détention, une pratique courante menée dans l'impunité", Amnesty dénonce aussi "la discrimination systématique à l'égard des femmes". Dans le royaume saoudien, elles "ont besoin de la permission d'un tuteur de sexe masculin avant de se marier, voyager, subir certaines interventions chirurgicales, prendre un emploi rémunéré ou s'inscrire à l'université", tout comme il leur est interdit de conduire.

L'organisation dénonce aussi "les abus contre les travailleurs étrangers (...), qui ne sont pas protégés par le code du travail et sont vulnérables à l'exploitation", et elle stigmatise "la discrimination" à l'égard de la minorité chiite, dont des membres sont la cible "d'arrestations et de détentions arbitraires sous le soupçon de participer ou de soutenir des manifestations ou d'exprimer des opinions critiques à l'égard de l'Etat".

En outre, poursuit-elle, "l'Arabie saoudite reste l'un des cinq premiers pays au monde à exécuter la peine capitale, appliquée à un large éventail de crimes non létaux comme l'adultère, le vol à main armée, l'apostasie, le trafic de drogue, les enlèvements, les viols, et la sorcellerie".

"Les châtiments corporels sont largement utilisés en Arabie saoudite, y compris la flagellation et l'amputation", conclut Amnesty International dans son communiqué.

En complément, commentaire d'un internaute.

- "Les monarques du Golfe sont, après l'entité sioniste, parmi les pires tyrans de cette époque."

ACTUALITE EN TITRES

[Intox.](#)

- Espionnage: Hollande fait part à Obama de sa "*profonde réprobation*" - AFP
- Loi famille: les pistes de Dominique Bertinotti pour une "*vraie politique de gauche*" - L'Express.fr
- Le Parlement européen veut des sanctions pour protéger les données sur Internet - LeMonde.fr
- L'Otan conseillera la Libye en matière de sécurité - Reuters

Dictature. L'Empire étend sa toile sur le monde entier

- Les États-Unis espionnent comme "*tous les pays*", affirme la Maison-Blanche - LePoint.fr
- NSA: «*C'est dans la nature des choses d'espionner, même ses amis*» - 20minutes.fr -
- Washington ne compte pas cesser d'espionner ses alliés - LeFigaro.fr

Leur créature

- Les Occidentaux tentent de ressouder l'opposition syrienne - LeFigaro.fr

Quand le PS vous propose de devenir capitaliste, au nom du socialiste, cela va de soi.

- Fioraso lance un plan pour aider les étudiants à monter leur entreprise - LeMonde.fr

Les jeunes diplômés pourront continuer à bénéficier du statut d'étudiant, et de la couverture sociale qui y est attachée, à la condition de s'inscrire à un diplôme. LeMonde.fr 21.10

Ils soignent leur électorat, bon, ce qu'il en reste...

Tout en finesse.

- Le célèbre épicier de luxe français Hédiard en dépôt de bilan - AFP

L'enseigne de luxe Hédiard, déficitaire depuis six ans, a déposé le bilan lundi, avec l'espoir de trouver un repreneur pour les épiceries fines et ses 160 salariés, afin de succéder à l'actionnaire russe milliardaire Sergeï Pougatchev.

Tout en finesse.

- Agroalimentaire: 5.000 emplois menacés, selon les industriels - AFP

L'ONU, fer de lance de la guerre... idéologique.

- L'ONU utilise Google pour dénoncer le sexisme - LePoint.fr

La stratégie du chaos

- Attentat en Russie: L'explosion d'un bus fait cinq morts - 20minutes.fr
- Greenpeace : La Haye saisit le Tribunal international du droit de la mer - LePoint.fr
- Irak: une série d'attaques tue 49 personnes - L'Express.fr
- Soudan du Sud : l'attaque de trois villages fait près de 50 morts - LeMonde.fr
- Pakistan : au moins six morts dans un attentat contre un train - LeMonde.fr

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Luxembourg

Le Luxembourg se dirigeait lundi soir, au lendemain des élections législatives, vers l'éviction du pouvoir des chrétiens sociaux de Jean-Claude Juncker au profit d'une coalition inédite réunissant libéraux, socialistes et Verts.

Les deux chefs des libéraux (DP) et des socialistes (LSAP) ont annoncé dans la soirée que leurs instances dirigeantes avaient donné "*mandat*" pour l'ouverture de négociations afin de former une telle coalition de gouvernement.

Les discussions doivent débiter mardi après-midi.

A eux trois, libéraux, socialistes et Verts ont obtenu dimanche 32 députés, soit plus que la majorité des 60 sièges à la chambre.

Dimanche soir, M. Juncker qui, à près de 59 ans, est le doyen des dirigeants européens, avait revendiqué le rôle de formateur, en soulignant que le parti chrétien social (CSV) était "*le parti le plus important*".

Mais ce rôle lui est clairement contesté par les libéraux. "*Le CSV est le perdant. Une majorité de 32 députés est une majorité parlementaire, et c'est ce qui compte*", a déclaré le chef du DP, Xavier Bette, qui pourrait à 40 ans devenir le prochain Premier ministre.

Le CSV a obtenu dimanche 33,7% des suffrages, en recul de plus de 4 points, et 23 sièges, soit trois de moins.

Il reste loin devant les libéraux (DP), qui sont cependant les grands vainqueurs du scrutin, avec un gain de plus de 3 points et quatre sièges. Ils ont obtenu 13 députés. Les socialistes (LSAP) sont parvenus à conserver leurs 13 sièges malgré une érosion en voix. Les Verts ont obtenu six sièges (-1).

Une coalition à trois contre le CSV, évoquée avec insistance depuis des semaines, serait un coup de tonnerre dans le ciel politique luxembourgeois.

Les chrétiens sociaux sont au pouvoir sans interruption depuis 1944, sauf entre 1974 et 1979, où les libéraux avaient déjà fait alliance avec les socialistes. M. Juncker est au gouvernement depuis 30 ans, et Premier ministre depuis près de 19 ans, ce qui l'a longtemps fait considérer comme "*inoxydable*".

Mais "*il faut une autre politique pour sortir le pays de la crise*", a affirmé M. Bettel lundi soir. Il a souligné qu'il dirigeait la ville de Luxembourg avec les Verts depuis deux ans et que "*cela se passe bien*". Il s'est dit convaincu que cela "*se passera bien aussi*" avec les socialistes.

"*Nous avons discuté au cours de la journée avec les deux partis et nous nous sommes rendu compte que nous avons le plus de points en commun avec ces deux partis*", a déclaré le chef de file de ces derniers, Étienne Schneider, ministre sortant de l'Économie, cité par le site du Luxemburger Wort.

Deux autres options restent possibles. La première serait une coalition de droite entre les chrétiens sociaux et les libéraux, comme entre 1999 et 2004. L'autre serait la reconduction pour cinq ans supplémentaires de l'alliance traditionnelle de centre gauche entre le CSV et les socialistes. Mais ce sont eux qui avaient lâché M. Juncker cet été en mettant en cause sa responsabilité dans un scandale du service de renseignement. AFP 21.10

Vous aurez remarqué que chaque fois que les conditions sont favorables, la droite, les écologistes et le parti social-libéral gouvernement ensemble. Ces partis appartiennent au camp de nos ennemis.

2- Syrie

Dans une interview diffusée lundi 21 octobre par la chaîne libanaise Al-Mayadeen, Bachar Al-Assad a affirmé que les "*conditions n'étaient pas encore réunies*" pour des négociations avec l'opposition pour mettre un terme à la guerre civile qui déchire le pays depuis près de trois ans.

Evoquant la conférence de Genève-2 voulue par la Russie et les Etats-Unis, pour tenter de trouver une solution au conflit

en réunissant représentants du régime et de l'opposition, le président syrien a affirmé: "*aucune date n'a été fixée, et les conditions ne sont pas encore réunies si nous voulons qu'elle réussisse*".

"*Ces forces représentent-elles le peuple syrien ?*"

"*Quelles sont les forces qui y prendront part ? Quel lien ont-elles avec le peuple syrien ? Ces forces représentent-elles le peuple syrien, ou représentent-elles les Etats qui les ont inventées ?*", s'est-il interrogé. "*Comment ces forces peuvent-elles représenter le peuple syrien si elles vivent à l'étranger ? Elles n'osent pas venir en Syrie*", a-t-il poursuivi.

Bachar Al-Assad n'a jamais reconnu le Coalition de l'opposition syrienne, qui réclame son départ, et l'accuse de travailler sous les ordres de pays occidentaux et de la région. Francetv info 21.10

3- Iran

3.1- Le président russe et le Premier ministre indien ont, dans un communiqué commun, mis l'accent sur le droit de l'Iran à utiliser, pacifiquement, l'énergie atomique.

Selon l'IRNA, citant Ria Novosti, ce communiqué, qui a été signé, à l'issue des entretiens de Vladimir Poutine et de Manmohan Singh, au Kremlin, ajoute que les parties russe et indienne reconnaissent le droit iranien, pour l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire, conformément aux engagements internationaux. Les dirigeants russe et indien ont appelé, également, l'Iran à coopérer davantage avec l'ONU et l'AIEA. Poutine et Singh ont réitéré, également, leur soutien au règlement final de la question nucléaire iranienne, par les voies diplomatiques. french.irib.ir 21.10

3.2- Les importations pétrolières chinoises, en provenance de l'Iran, ont augmenté, en septembre, de 24%, en comparaison avec la même période, l'année dernière.

Selon la chaîne libanaise, Al-Mayadeen, la Chine a importé, en septembre, quotidiennement, plus de 475.000 barils de pétrole iranien. Ce pays a importé, en septembre, 9% de plus de pétrole iranien, en comparaison avec le mois d'août. La Chine, qui est le plus gros client du pétrole iranien, a acheté, dans les 6 premiers mois de 2013, 16 millions de tonnes de pétrole iranien. french.irib.ir 21.10

SOCIAL

Italie

Les trois principales centrales syndicales d'Italie ont appelé lundi à une série de grèves et de manifestations dans les prochaines semaines pour amender en profondeur le projet de budget 2014 du gouvernement d'Enrico Letta.

Le principe de ces arrêts de travail de quatre heures, par secteurs jusqu'à la mi-novembre, a été acté lors d'une réunion des dirigeants des trois syndicats, a déclaré Luigi Angeletti, le secrétaire général de l'Union italienne du travail (UIL).

Le gouvernement a adopté mardi un budget 2014 qui fait quasiment l'unanimité contre lui, tant chez les syndicats que le patronat et la classe politique, y compris parmi les partis membres de la coalition gouvernementale.

L'UIL, la CGIL et la CISL réclament que le projet soit modifié en profondeur avant son examen par le parlement, qui doit l'approuver avant la fin de l'année. Les trois centrales s'abstiennent toutefois d'appeler à une grève générale.

"*Nous avons choisi de ne pas appeler à une grève générale parce que nous avons devant nous le temps du débat parlementaire et nous pensons que notre forme de mobilisation sera plus utile*", a déclaré Susanna Camusso, la secrétaire générale de la CGIL (Confédération générale italienne du travail).

"*Nous voulons obtenir des résultats au Parlement jusqu'au 15 novembre, quand la procédure d'examen de la loi sera bien avancée, ensuite nous verrons*", a-t-elle dit.

Un petit syndicat classé à droite, l'UGL, a décidé de participer au mouvement de contestation. Reuters 21.10

Journées d'action bidons contre grève générale, ces lieutenants du capital sont fidèles à eux-mêmes, au point que même un syndicat de droite les rejoint.

Les dirigeants syndicaux vendus emploient les mêmes méthodes dans tous les pays pour faire passer la politique antisociale du gouvernement, vous l'avez remarqué : au lieu d'appeler à la mobilisation unitaire des masses sur leur propre terrain de classe, ils brisent leur indépendance de classe en les dirigeant vers les institutions et les soumettant à leur carcan, institutions qui incarnent les intérêts de la classe des exploités, de leur ennemi. Pour les démobiliser, les démoraliser, casser leur résistance, les diviser, il n'y a pas mieux.

ECONOMIE

1- France

Agroalimentaire: 5.000 emplois menacés, selon les industriels AFP

La course au prix le plus bas entre les enseignes risque de coûter 5.000 emplois dans l'industrie agroalimentaire, selon l'association des professionnels du secteur alors que s'ouvrent les négociations commerciales avec la grande distribution.

"*La Bretagne n'est que la première victime*", a mis en garde lundi l'Association nationale des industries alimentaires (Ania) en assurant que "350 entreprises vont mettre la clé sous la porte" dans un secteur victime de "l'une des crises les plus graves de son histoire".

"Avec la course permanente au prix le plus bas, c'est l'investissement, l'innovation, l'exportation, l'emploi et donc le pouvoir d'achat que l'on détruit", affirme-t-elle dans un communiqué.

Le taux de marge brute des entreprises a subi une "nette dégradation de -14,3 points depuis 2008", selon l'Ania, qui attribue cette chute entre autres à l'impossibilité de répercuter les hausses de matières premières, à des demandes de réduction des prix démesurées sans contrepartie, ainsi qu'à des "pressions psychologiques sur les fournisseurs".

Les industriels dénoncent du même élan la Loi de modernisation de l'économie (LME), censée réguler les relations producteurs/distributeurs: "Après avoir fragilisé tous les maillons de la chaîne, cette loi pousse désormais les fournisseurs de la grande distribution à la faillite".

"La spirale infernale de la guerre des prix qui a été permise, puis encouragée par la LME, ne peut plus durer" s'écrient-ils.

Pour le président de l'Ania, Jean-Philippe Girard, le "gouvernement doit prendre ses responsabilités" et faire en sorte que "les droits des entreprises soient respectés".

L'Ania représente plus de 10.000 entreprises dans 22 fédérations différentes. AFP 21.10

2- Brésil

Brésil: Européens et Chinois s'allient pour exploiter le plus riche champ pétrolier - AFP

L'exploitation du plus grand gisement pétrolier du Brésil a été attribuée lundi à un consortium formé par le Brésilien Petrobras (40%), Shell et Total (20% chacun) et les chinois CNPC et CNOOC (10% chacun), a annoncé lundi l'Agence Nationale de pétrole (ANP).

Ce consortium a été le seul à présenter une offre pour exploiter sur 35 ans ce gigantesque champ pré-salifère de 1.500 km² dont les réserves enfouies sous une épaisse couche de sel entre 5 et 7 km sous le niveau de la mer, sont estimées entre 8 à 12 milliards de barils de brut.

Les entreprises ont proposé la part minimum de 41,65% d'excédent brut d'exploitation de pétrole (profit oil) exigée par le gouvernement brésilien dans l'appel d'offre pour remporter l'enchère.

"*Libra marque un partage des eaux entre le passé et l'avenir*", a déclaré le ministre des Mines et de l'Energie Edison Lobao, qui a souligné qu'avec Libra le Brésil est passé de "12 milliards de barils de réserves de brut confirmées à plus de 25 milliards".

Ce champ pétrolier devrait produire 1,4 million de barils de brut par jour dans cinq ans, alors que la production actuelle totale du Brésil est de 2 millions de barils/jour.

Les enchères se sont déroulées dans un contexte tendu marqué par des heurts entre forces de l'ordre et manifestants dénonçant une "privatisation du pétrole".

L'exploitation de Libra nécessitera des investissements d'au moins 280 milliards de dollars, selon un communiqué de l'ANP.

Le consortium devra en outre verser à la signature du contrat prévue dans un mois 15 milliards de réais (6,9 milliards de dollars) à l'Etat brésilien.

Libra va générer des recettes de "300 milliards de réais (138 mds USD) en royalties pour l'Etat brésilien, qui gagnera en plus 600 milliards (300 mds USD) en +profit oil+ sur 30 ans", a ajouté Magda Chambriard.

Ces coûts élevés expliquent en grande partie que les majors américaines aient boudé cette mise aux enchères.

L'exploitation de Libra représente un grand défi technologique qui mobilisera de 12 à 18 plateformes et jusqu'à 90 navires pétroliers.

Le géant pétrolier brésilien Petrobras, contrôlé par l'État, est le seul opérateur obligatoire dans la concession de Libra, conformément à la loi spéciale adoptée en 2010 pour l'exploitation des gisements du Pré-Sal. Les royalties dégagées par Libra seront destinées au développement des secteurs de l'Education (75%) et de la Santé (25%). AFP 21.10

[Haut de page ↗](#)

Le 23 octobre 2013

CAUSERIE

Hollande et PS s'étaient présentés sous un faux masque élimé devant les électeurs qui n'étaient pas complètement dupe de l'imposture. Tous ceux qui les ont soutenus se retrouvent dans la même posture plutôt inconfortable un an et demi plus tard. Ils sont eux-mêmes tiraillés entre l'impossibilité de rompre avec le PS et le régime et la fausse image qu'ils donnent d'eux-mêmes à leur troupe ou en public.

Du coup, ils se retrouvent à la même enseigne que le PS, leurs masques craquent de partout sous le coup de leurs contradictions qu'ils ne parviennent plus à camoufler, au point d'en arriver à assumer des positions ouvertement réactionnaires qui coïncident avec celles des néolibéraux bien qu'elles passent pour être de gauche, et ce qui est intéressant, c'est que c'est à ce point précis qu'elles viennent percuter celles du gouvernement qui est dans l'impossibilité d'assumer jusqu'au bout son ralliement au néolibéralisme, par exemple sur la question de l'immigration qui a pris une tournure explosive mais pas seulement, Bruxelles dit : laissez entrer et s'installer dans votre pays autant d'immigrés clandestins potentiels qu'en compte la terre entière ou d'étrangers venant d'autres pays européens, alors que cette situation est quasiment ingérable sur le plan social, elle est un facteur de dislocation des institutions jusqu'au sommet de l'Etat parce qu'aucun parti ne peut l'assumer, le pays, les rapports entre les classes, aucune classe ne peut le supporter, on arrive au même constat avec le chômage et la pauvreté.

La situation peut se transformer en pogroms et guerre civile ou en révolution, selon que le facteur de l'immigration domine tous les autres ou au contraire si les masses parviennent à faire le lien entre cette question et leurs revendications sociales et la crise du capitalisme à laquelle elles doivent trouver une issue politique.

Quelques vidéos

11-Septembre : Le Nouveau Pearl Harbor (3/3)

http://www.dailymotion.com/video/x166zox_11-septembre-le-nouveau-pearl-harbor-3-3_news

Voici donc la troisième et dernière partie du documentaire "11-Septembre : Le Nouveau Pearl Harbor" de Massimo Mazzucco. Après les deux premières qui traitaient de l'aspect "aviation" et des événements survenus au Pentagone et en Pennsylvanie, ce dernier volet donne une nouvelle fois la parole aux défenseurs de la version officielle (les 'debunkers') au sujet de la chute des Tours Jumelles et du Bâtiment 7. Nous verrons en détail quels problèmes posent les explications officielles sur les explosions avant, pendant et après les effondrements, sur les éjections de matières bien visibles (les fameux 'squibs'), sur l'acier fondu retrouvé au WTC, sur les températures extrêmes constatées, sur la chute libre du Bâtiment 7, et sur bien d'autres points soulevés depuis douze ans par les chercheurs et les experts dans le monde entier.

Ce film en forme de réquisitoire méticuleux et impitoyable est sans aucun doute, comme le dit le Pr David Ray Griffin "le film sur le 11-Septembre que nous attendions tous."

Je l'ai téléchargé et visionné, et c'est vrai que qu'à l'issue de ce documentaire et des deux précédents qui étaient déjà excellents, il ne reste plus rien de la version officielle qui dès le départ était grotesque, qui s'est avérée antiscientifique, et qui pour finir est littéralement ridiculisée, pulvérisée. Il faut être d'une mauvaise foi sans limite, un incurable sceptique ou être borné au dernier degré pour soutenir encore la version de l'administration américaine.

Les dépenses hors de contrôle du Pentagone

http://www.dailymotion.com/video/xrvp0a_les-depenses-hors-de-contrôle-du-pentagone_news

En 1990 le Congrès adoptait une loi qui contraignait toutes les agences fédérales incluant le Département de la Défense, à établir un audit financier annuel, depuis le Département de la Défense à dépenser 10.000 milliards de dollars sans avoir produit le moindre audit.

Vous apprendrez que la Pentagone est incapable de dire à quoi correspondent depuis 2000 sur 7.600 milliards de dollars des dépenses s'élevant à 2.300 milliards de dollars, ou comment le Pentagone signe des contrats avec des entreprises privées atteignant parfois 140 milliards de dollars sans passer par des appels d'offre publics...

Le tout à l'insu du Congrès ou des institutions américaines, comme si le Pentagone recevait ses ordres ou obéissait à une autorité supérieure au gouvernement des Etats-Unis, à moins qu'un cercle de généraux en fasse partie.

Cela vous fera penser aux dizaines de milliards de dollars que le cartel des banquiers de la Fed ont fabriqués et qu'ils se sont distribués discrètement, après il sera encore interdit de parler de complot contre le peuple américain, contre tous les peuples du monde en réalité.

11/9 : La lanceuse d'alerte Sibel Edmonds publie ses mémoires "*Classified Woman*"

http://www.dailymotion.com/video/xrny2k_11-9-la-lanceuse-d-alerte-sibel-edmonds-publie-ses-memoires-classified-woman_news

L'art de se contredire.

M'PEP- "*Bien sûr, la « mondialisation » est inhérente au capitalisme : « la tendance à créer un marché mondial est incluse dans le concept même de capital » (Karl Marx). Cependant, la « mondialisation » n'en est pas pour autant la résultante inéluctable d'un déterminisme économique intrinsèquement lié au système capitaliste, elle n'en est pas la suite logique et prévisible. Elle n'est donc absolument pas un phénomène spontané et naturel, indépendant de toute volonté politique.*"

Confusion, elle n'est ni "*un phénomène spontané et naturel*" ni le produit d'une "*volonté politique*", elle est strictement "*inhérente au capitalisme*" qui se traduit au niveau de la volonté politique de ses dirigeants par l'adoption d'une idéologie (néolibérale) correspondant à l'orientation de l'évolution du capitalisme mondial parvenu au stade de développement atteint de nos jours dans la perspective d'assurer sa survie. Ainsi la volonté politique, la forme et le contenu politique que prend la domination de classe des capitalistes s'adapte au fil du temps à l'évolution du capitalisme mondial et non l'inverse.

Compte tenu de la baisse tendancielle du taux de profit moyen à l'échelle mondiale, le capitalisme est voué à connaître de nouvelles crises d'une ampleur colossale, pour assurer leur survie ou continuer d'accumuler du capital chaque capitaliste ou multinationale doit jouer sur le volume des profits réalisés, donc produire toujours plus et vendre plus, d'où cette course effrénée à la "*croissance*", s'accaparer des parts de marché toujours plus grandes ou le contrôler pour en tirer le meilleur profit possible, ils y sont condamnés sous peine de disparaître, donc contrairement à ce qui est dit ici qui en fait rompt avec l'analyse de Marx, la mondialisation, la concentration et la rationalisation à outrance de la production et des capitaux entre quelques mains est bien le produit du développement historique du capitalisme.

Si vous prenez toutes les entreprises du CAC40 qui exportent ou sont fortement liées au marché mondial, coupez-leur la branche exportatrice ou soustrayez toutes leurs activités financières à l'étranger, ramenez-les à la taille d'une simple entreprise nationale ou se contentant du marché national pour écouler leurs marchandises ou leurs services, très rapidement elles seront asphyxiées par le volume de leur endettement et leur incapacité à engranger un volume de profit compensant leur taux de profit trop faible, elles devront augmenter leur prix et seront dans l'impossibilité de rivaliser avec des entreprises concurrentes étrangères ne présentant pas ces inconvénients, elles perdront des parts de marché, seront absorbées ou disparaîtront.

Toute entreprise capitaliste est vouée à s'endetter pour investir, se moderniser, devenir plus productive ou compétitive, renouveler la gamme de ses produits ou de ses services, grossir, trouver de nouveaux marchés ou périr, effectivement la mondialisation est "*inhérente au capitalisme*" et elle n'est pas un "*phénomène spontané et naturel*", elle est le résultat d'un mécanisme, d'un processus implacable, infernal même, qui fonctionne selon les propres lois du système capitaliste. (A suivre, je n'ai plus le temps de continuer)

INFOS SYRIE

Le président syrien, Bachar Assad accuse l'Arabie saoudite de soutenir le terrorisme en Syrie. - french.irib.ir

« *Un certain nombre de pays tels que la Turquie, le Qatar et l'Arabie saoudite soutiennent au niveau financier et d'armement les groupes armés et terroristes en Syrie* », a réitéré Bachar Assad dans une interview avec la chaîne Al-Mayadine. En réponse à la question consistant à savoir s'il se présente aux élections présidentielles de 2014 et si les conditions sont réunies pour tenir ces élections, Bachar Assad a indiqué qu'il n'était pas contre sa candidature à la future présidentielle.

Quant au règlement négocié de la crise syrienne, le président Assad a affirmé que le gouvernement ne négocierait pas avec ceux qui perpètrent des opérations terroristes en Syrie. En ce qui concerne les divergences entre la Syrie et les Etats-Unis, Bachar Assad a précisé : les Etats-Unis supposent que le monde entier devrait être au service des intérêts américains, c'est là que réside le point de divergence dans les relations Damas-Washington. french.irib.ir 22.10

Ils voudraient que le régime syrien dépose les armes

Même sans armes chimiques, l'arsenal syrien reste redoutable Reuters

Le 29 septembre, Bachar al Assad affirmait au monde sa détermination à détruire son arsenal chimique dans une interview à la télévision italienne, mais le matin même ses forces avaient manifestement recours aux armes conventionnelles les plus destructrices utilisées depuis le début du conflit en Syrie.

L'ONG Human Rights Watch (HRW) a conclu à partir d'éléments et de témoignages recueillis sur place que les 14 personnes tuées ce jour-là à Rakka avaient été victimes de bombes thermobariques, dont l'effet de souffle est bien supérieur à celui des armes traditionnelles. Reuters 22.10

La conférence de Genève compromise.

- Syrie. "Si on ne parle pas du régime, pourquoi aller à Genève ?" - Le Nouvel Observateur

- Syrie : pour Paris, Bachar Al-Assad "ne peut jouer aucun rôle" dans la transition - Francetv info

- Londres veut que toute l'opposition syrienne se rende à Genève - Reuters

- Pour les "Amis de la Syrie", Assad n'aura "aucun rôle dans le futur gouvernement" LeMonde.fr

Onze pays occidentaux et arabes ont solennellement réaffirmé mardi à Londres que le président Bachar al-Assad ne jouerait "aucun rôle" dans le futur gouvernement syrien, dans le cadre d'efforts pour convaincre l'opposition de participer à une conférence de paix à Genève.

L'assurance concernant la mise à l'écart du chef de l'Etat syrien est inscrite dans le communiqué final de la brève réunion des ministres des Affaires étrangères du groupe dit "des amis de la Syrie", qui rassemble les principaux pays soutenant l'opposition syrienne.

Le communiqué des "Amis de la Syrie" rappelle que la conférence de paix doit être l'occasion "de former un Gouvernement de Transition doté de pleins pouvoirs exécutifs, y compris la sécurité, la défense et les structures de renseignement".

"Quand le gouvernement de transition sera établi, Assad et ses proches associés ayant du sang sur les mains n'auront aucun rôle à jouer en Syrie", dit le texte.

Les signataires réitèrent par ailleurs "leur inquiétude grandissante face à la progression de l'extrémisme et des groupes extrémistes" sur le terrain syrien. L'Etat islamique d'Irak et du Levant (EIL), le front al-Nosra, affilié à al-Qaïda, les hommes du Hezbollah iranien et les autres combattants étrangers "menacent les forces modérées ainsi que l'intégrité territoriale et la sécurité régionale et internationale", déclare le communiqué.

Le rendez-vous de mardi regroupait les chefs de la diplomatie des Etats-Unis, du Royaume-Uni, de la France, d'Allemagne, d'Italie, de Turquie, d'Arabie saoudite, des Emirats arabes unis, du Qatar, de l'Egypte et de la Jordanie. La Russie, proche allié de Damas, favorable à une conférence à Genève, était absente.

Le ministre français des Affaires étrangères Laurent Fabius a de son côté jugé que "les onze" n'avaient jamais été aussi "précis sur la préparation et les conditions de Genève-2".

Le rendez-vous de Londres a aussi été "*positif du point de vue de la coalition*", a-t-il ajouté.

Lundi soir, le président Assad avait rendu la donne un peu plus compliquée en estimant que les conditions n'étaient "*pas encore réunies*" pour garantir le succès des négociations.

Il avait aussi annoncé qu'il était prêt à se présenter à l'élection présidentielle de 2014. "*Cette guerre n'en finira pas tant qu'il est là où il est*", avait aussitôt réagi le secrétaire d'Etat américain John Kerry.

Pour finir, M. Assad a adressé un rappel à l'ordre à l'émissaire de l'ONU et de la Ligue arabe pour la Syrie, Lakhdar Brahimi, qui effectue actuellement une nouvelle tournée de la région. "*Un médiateur doit être neutre*", a-t-il dit. AFP 22.10

ACTUALITÉ DU JOUR

Stratégie du chaos entretenu de l'intérieur.

Réfléchissez bien, vous tenez vraiment à être de gauche, vous en êtes bien sûr, alors soit on va vous en dégoûter pour le restant de vos jours, soit on va vous pousser à devenir de droite, voire à adhérer à l'extrême droite. Et si vous résistez, vous allez adhérer au néolibéralisme par le biais de manipulations diverses dont vous vous ferez les complices, à votre insu bien entendu.

Ne vous rendant compte de rien ou croyant bien faire, il suffira qu'un parti étiqueté à gauche reprenne à son compte une revendication censée être de gauche pour que vous lui emboîtiez le pas sans même réfléchir à la situation, à la nature du régime en place et aux rapports qui existent entre cette revendication et l'orientation politique actuelle du capitalisme et ses institutions, sans vous demander si le contenu de cette revendication pourrait changer au regard des facteurs qui viennent d'être cités et se retourner en son contraire, donc s'inscrire dans un tout autre objectif que celui de votre combat politique. Cette suite d'impostures et d'ignorances conduit à un désastre politique.

- Les Verts ouvrent un nouveau front à gauche - LeFigaro.fr

- Jean-Vincent Placé a appelé les lycéens à manifester pour le retour de Leonarda. LeFigaro.fr 22.10

Niveau zéro. Ils sont nerveux, fébriles et perdent leur sang froid. Susceptibilité à fleur de peau

- Les accusations de "*machisme*" s'invitent de nouveau à l'Assemblée - AFP

La présidente de séance à l'Assemblée nationale, Laurence Dumont (PS) a déploré mardi que de nouveau "*le machisme*" soit "*en route*", après une remarque de Bernard Accoyer (UMP) sur le "*niveau*" de l'intervention de la ministre de la Santé Marisol Touraine.

Alors que le ministre du Budget Bernard Cazeneuve relayait Mme Touraine pour présenter le projet de budget de la Sécurité sociale, M. Accoyer, ex-président de l'Assemblée, s'est exclamé depuis les bancs de l'opposition: "*c'est quand même d'un autre niveau*".

Laurence Dumont (PS), qui présidait la séance et avait dû calmer à plusieurs reprises l'assistance, a aussitôt soufflé: "*le machisme est en route*".

Dans l'entourage de M. Accoyer, on a précisé que sa remarque "*n'avait rien à voir avec une quelconque forme de machisme*", le député de Haute-Savoie appréciant simplement davantage M. Cazeneuve que Mme Touraine. "*Si Marisol Touraine avait été un homme, il aurait dit la même chose*". AFP 22.10

Il s'agit d'une accusation outrancière ou sans aucun rapport avec le discours tenu qui s'apparente à un procès d'intention.

L'illusionniste pète un câble.

Manipulation, provocation, répression, mobilisation démoralisation, le gauchisme à l'oeuvre.

Il ne s'agissait pas d'une manifestation, mais de l'occupation illégale d'un lieu public, Mélenchon fait feu de tout bois.

- Mal-logés délogés à Paris : Mélenchon dénonce la «*brutalité de Valls*» - Liberation.fr

Samedi, les forces de l'ordre ont encerclé un campement de familles qui demandaient un relogement. Plusieurs personnes ont été légèrement blessées.

Le coprésident du Parti de gauche «*demande l'ouverture immédiate d'une enquête sur les conditions de cette répression et la chaîne de décision qui a conduit à une telle atteinte à la liberté de manifestation*». Liberation.fr 22.10

Quand on veut jouer au provocateur, on assume.

Aveu. Une inquiétude qu'on ne partagera pas.

- Mélenchon: Hollande est un "*président-fusible*" AFP

François Hollande, "*c'est le président-fusible maintenant. Ce n'est plus le Premier ministre ni le ministre de l'Intérieur*", a déclaré M. Mélenchon devant la presse à Strasbourg.

Il a dit voir dans cela un "*renversement de situation, qui peut faire sourire mais qui en même temps inquiète sur la stabilité de la Ve République. (...) La règle voudrait que ça se constate, et qu'on ait un incident de parcours*", a-t-il ajouté.

Selon M. Mélenchon, la Ve République "*ne peut tourner*" avec un président qui "*s'affaiblit de jour en jour avec ses pratiques*". AFP 22.10

D'ailleurs, même qu'on n'en dort plus la nuit, imaginez un peu "*la stabilité de la Ve République*" serait menacée, Mélenchon va voler à son secours, car si elle coulait il se noierait avec.

Que ne vont-ils pas évoquer ou inventer pour faire parler d'eux, se faire passer pour ce qu'ils ne sont pas, se faire du fric ou diffuser leur propagande ?

- Des inspecteurs du travail s'enchaînent aux grilles du PS - Le Nouvel Observateur

- Conflans-Sainte-Honorine : Philippe Esnol quitte le groupe PS du Sénat - LeParisien.fr

Il a choisi de rejoindre le rassemblement démocratique social européen (RDSE), composé majoritairement d'élus du Parti radical de gauche (PRG). LeParisien.fr 22.10

Tension et gesticulation chez les godillots et les suppôts des sociaux-libéraux.

- Moscovici tance «*la gauche qui proteste*» - Liberation.fr

Elle est inquiète en vue des élections de 2014, mais il a raison Moscovici, la gauche est mauvaise joueuse.

- Après l'affaire Leonarda, les députés PS sommés de resserrer les rangs - Francetv info

- À l'Assemblée, l'aile gauche du PS refuse de «*faire bloc*» - LeFigaro.fr

- Les Verts, (nouvelle) épine dans la majorité Le Nouvel Observateur

- Laurent: Valls banalise des idées nourrissant la montée de la droite et du FN - AFP

Alors qu'en réalité la montée de la droite et du FN est le produit de l'incapacité de son parti et du FdG à rompre avec le capital et ses institutions pour proposer une issue politique dans laquelle les travailleurs se reconnaîtraient.

- Ecoutes américaines: Laurent (PCF) met en cause la "*dignité*" des dirigeants français - AFP

Ils n'en ont pas plus que lui, lisez ci-dessous.

- Espionnage américain: Pour le PCF, «*la France doit quitter l'Otan*» - 20minutes.fr

Et récemment dans une lettre adressée aux congressistes américains, dans laquelle le FdG les invitait à ne pas voter

le bombardement de la Syrie, il en appelait à... l'Alliance atlantique, à l'Otan, qui elle était favorable au bombardement de la Syrie !

Intox ou "escalade" sous l'égide de la "lutte contre le terrorisme", les Etats-Unis en tremble.

- Espionnage: Paris veut des explications de Washington mais pas l'escalade - AFP

Paris a renouvelé mardi ses demandes d'explications aux Etats-Unis concernant le vaste programme d'espionnage de la NSA en France, sans vouloir cependant entrer dans une "escalade" avec Washington.

"Nous ne sommes pas naïfs, nous considérons que la lutte contre le terrorisme est une nécessité (mais) une chose est la lutte contre le terrorisme, autre chose est l'espionnage systématique de dizaines de millions de données", a déclaré Laurent Fabius

Paris a demandé aux autorités américaines l'assurance que les interceptions de communications n'avaient "plus cours". (Pas de problèmes, ils vont vous fournir toutes les garanties que vous voudrez, c'est vraiment nous prendre pour des abrutis. - ndlr)

La présidence française a indiqué que MM. Obama et Hollande "sont convenus de travailler ensemble pour établir les faits et la portée exacte des activités de surveillance révélées par Le Monde". (Vous pouvez vous fier à la bonne volonté d'Obama, Hollande se ridiculise un peu plus chaque jour. - ndlr)

Mais au delà des manifestations d'indignation, la France n'a pas l'intention de déclencher une "escalade" avec son puissant allié.

"Je ne crois pas qu'il faille aller vers une escalade", a déclaré la porte-parole du gouvernement Najat Vallaud-Belkacem. (On est certain et on n'a jamais imaginé le contraire ! -ndlr)

Elle a estimé que "le plus important" est "le travail entrepris au niveau européen pour que l'Europe se dote (d'une) directive sur la protection des données personnelles", mais aussi "qu'elle obtienne des éclairages utiles de la part des Etats-Unis". (Qui ça, Bruxelles, Washington, quoi ! Elle a le sens de l'humour noir en guise d'éclairage ! - ndlr)

La porte-parole a été rejointe sur ce point par Viviane Reding, vice-présidente de la Commission européenne, qui a appelé les dirigeants de l'UE à "passer aux actes" lors de leur sommet en fin de semaine pour protéger les données des citoyens et sanctionner les infractions des géants de l'internet. AFP 22.10 (La parole d'une aristocrate est sacrée, les données des citoyens seront protégées par l'UE qui s'empressera de les mettre à la disposition des Américains conformément à leur accord passé dans le cadre de la lutte contre le terrorisme et la boucle sera bouclée, d'ailleurs on n'aura plus qu'à la boucler, car on ne pourra pas invoquer le viol ou le vol de données personnelles, elles auront été transmises aux Américains dans un cadre légal et transparent. Avant ils le faisaient dans notre dos, là ils le feront ouvertement. - ndlr)

De simples squatters délogés, comme cela arrive tous les jours en France, tandis que des milliers de familles sont expulsées pour impayés chaque années.

- A Montreuil, dix-neuf familles expulsées, et «aucune solution de relogement» - Liberation.fr

Alors que le bailleur social décrit un «bâtiment vétuste» et s'appuie sur un arrêté d'expulsion, les habitants, majoritairement ivoiriens, ont été surpris et sont désespérés.

Ce mardi matin vers 6 heures, les forces de l'ordre ont délogé les locataires du 56 rue Irène et Frédéric Joliot-Curie à Montreuil (Seine-Saint-Denis). En tout, 19 familles, majoritairement ivoiriennes, dont des enfants et plusieurs femmes enceintes. D'après les témoignages des habitants et des militants de Droit au logement (DAL), une vingtaine de cars de CRS ont procédé à cette expulsion décidée par le tribunal d'instance de Montreuil le 24 septembre dernier. Un départ forcé et inattendu pour la plupart, apparemment sans violence mais qui a privé ces familles de la plupart de leurs affaires disparues au garde-meuble. «Beaucoup ont perdu leurs affaires dans la précipitation et pour l'instant il n'y aucune solution de relogement», témoigne Anissa, militante au DAL.

Cet immeuble gris de cinq étages appartient au bailleur social I3F, le plus important d'Ile-de-France, qui possède plus de 21 000 logements en Seine-Saint-Denis.

Quand I3F a acquis le bâtiment en juillet 2011, il n'y restait déjà plus que sept locataires, tous relogés depuis. Tout au long de l'été, le chantier a pris de retard avec l'arrivée inattendue de familles à la recherche d'un toit, de plus en plus nombreuses. Le bouche-à-oreille a fonctionné à plein régime, les portes murées ont été ouvertes, et la procédure d'expulsion a été lancée par le bailleur. Liberation.fr 22.10

Les médias ne fournissent pas des infos innocemment, ils en ciblent certaines qui seront ensuite reprises en boucle, qui

après tourneront à la polémique et ainsi de suite...

Plus de 5 milliards d'habitants sont susceptibles de prétendre au droit d'asile économique.

- Lyon : 300 demandeurs d'asile albanais relogés sur une ancienne friche SNCF - lefigaro.fr

Précédant une décision de justice attendue ce mercredi, la préfecture du Rhône a annoncé vouloir reloger 300 demandeurs d'asile albanais dans la ville d'Oullins. Au grand mécontentement du maire de la commune choisie.

«*Ils y seront logés dans de bonnes conditions, dans des modules adaptés à l'hébergement provisoire des personnes sans abri, avec des chambres, sur un terrain gardienné*», a dit le préfet à l'AFP. «*La loi qui n'est pas discutée impose à l'État de loger tous les demandeurs d'asile officiels*».

Outre le terrain d'Oullins, le préfet a annoncé qu'il allait mettre à disposition 250 places supplémentaires, notamment dans des casernes ou des logements Adoma. lefigaro.fr 22.10

Question d'un internaute.

- "Quid des SDF français ?

Auront-ils également "des modules adaptés à l'hébergement provisoire des personnes sans abri, avec des chambres, sur un terrain gardienné" Mr le Prefet. Non ? Pourquoi ?

C'est voulu pour que vous deveniez raciste ou xénophobe ou les deux à la fois.

[Gad n'a pas tout dit](#)

- En Bretagne, les salariés de deux abattoirs du groupe Gad en viennent aux mains - LeMonde.fr

Les abattoirs bretons Gad font appel à des intérimaires roumains - Francetv info

Après la fermeture du site de Lampaul-Guimiliau (Finistère) et le transfert de son activité, l'entreprise a embauché des intérimaires qui touchent moins de 600 euros mensuels, a calculé Le Parisien . Car ces travailleurs, embauchés par des sociétés d'intérim roumaines, récupèrent auprès de ces dernières beaucoup moins que ce que "*leurs services sont facturés, soit 1 425 € brut pour 151,67 heures travaillées*". "*C'est tout simplement illégal !*", explique Philippe Dingeon, responsable du département politique à la Direction générale du travail, au Parisien. De plus, ces intérimaires nomades vivent dans des conditions souvent précaires, a constaté le quotidien. "*Ils dorment au camping ou à huit ou dix dans une maison*."

Selon la direction de la société, ce recours à ces travailleurs intérimaires est une situation provisoire, en attendant la mise en place de la proposition de reclassement pour 343 employés de Lampaul. Mais dans un contexte où l'entreprise vient de supprimer 900 emplois dans le Finistère, la situation crée des tensions. "*Ils pensent que les intérimaires étrangers gagnent plus qu'eux*", explique Sandrine Piehry, déléguée CFDT de Gad, dans Le Parisien.

Il s'agit d'un "*dumping social inacceptable*", dénonce dans Le Parisien François Roux, délégué général de l'organisation professionnelle Prisme, qui regroupe des entreprises d'intérim françaises.

Plus largement, la situation de Gad fait écho à un problème plus vaste, celui du statut des "*travailleurs détachés*" entre Etats de l'Union, encadré par une directive européenne de 1996. Les ministres du Travail européens réunis mardi 15 octobre ne sont pas parvenus à un accord sur ce sujet sensible. En question, une réforme controversée qui prévoit que les travailleurs provisoirement détachés dans un autre pays européen soient traités sur un pied d'égalité, rappelle Le Monde.

En attendant, le nombre d'intérimaires venus des pays de l'Est en France a explosé de 3 300% en moins de 10 ans, selon Le Parisien . Et pour cause, les sociétés d'intérim roumaines ou polonaises offrent des services très compétitifs, avec peu de formalités administratives, des faibles charges, tout en garantissant la qualité de la main d'œuvre. Dans un rapport parlementaire, le sénateur communiste Eric Bocquet parle de "réel problème politique" et avertit des risques de "*comportements xénophobes*" en période de crise. Francetv info 22.10

[Amnesty International. Une dénonciation en trompe-l'oeil.](#)

- Pakistan: les drones américains tuent toujours plus de civils - L'Express.fr

- Pakistan. Les Etats-Unis coupables de crimes de guerre ? - Le Nouvel Observateur

Pour Mustafa Qadri, analyste pour Amnesty International au Pakistan, les 45 attaques de drones perpétrées par les Etats-Unis dans le Waziristan-Nord entre janvier 2012 et août 2013 soulèvent de très nombreuses questions en terme de respect du droit international et, pour 9 d'entre-elles, pourraient s'apparenter à des crimes de guerre ou à des exécutions extrajudiciaires.

"Il existe des menaces réelles contre les États-Unis et ses alliés dans la région, et dans certaines circonstances les frappes de drones sont peut-être légales. Mais il est difficile de croire qu'un groupe d'ouvriers ou une femme âgée entourée de ses petits-enfants puissent mettre quiconque en danger, et encore moins représenter un danger imminent pour les États-Unis", explique Mustafa Qadri à l'occasion de la sortie d'un rapport sur cette question. Depuis 2004, entre 2.000 et 4.700 personnes, dont des centaines de civils, selon différentes évaluations, ont été tuées par plus de 300 tirs de drones américains dans les zones tribales du nord-ouest pakistanais, principal bastion dans la région des talibans et d'autres groupes liés à Al-Qaïda situé à la lisière de l'Afghanistan.

Or, le droit international prohibe tout homicide arbitraire et limite l'utilisation légale de la force meurtrière intentionnelle à des situations exceptionnelles. Dans un conflit armé, seuls les combattants et les personnes qui participent directement aux hostilités peuvent être directement visés. En dehors de tout conflit armé, la force intentionnellement meurtrière n'est légale que lorsqu'elle est strictement inévitable pour protéger contre une menace de mort imminente. Dans certaines circonstances, un homicide arbitraire peut constituer un crime de guerre ou une exécution extrajudiciaire, c'est-à-dire des crimes relevant du droit international.

Dans son rapport d'une soixantaine de pages intitulé *"Will I be next ?"* (Serai-je le prochain ?), Amnesty International appelle les Etats-Unis à rendre publiques les informations sur ces tirs pour savoir s'ils respectent le droit international, ce qui pourrait être le cas, par exemple, s'ils visent à neutraliser une menace imminente pour Washington.

"Le secret entourant le programme des drones donne au gouvernement américain un droit de tuer supérieur aux tribunaux et aux normes fondamentales du droit international", soutient Mustafa Qadri. *"Les autorités américaines doivent ouvrir leur programme de drones à un examen indépendant et impartial"*, ajoute l'organisation dans son rapport.

Dans ce rapport d'une soixantaine de pages, l'ONG détaille non seulement les assassinats de personnes qui n'ont clairement rien à voir avec Al-Qaïda – comme celui, le 24 octobre 2012 d'une femme de 68 ans, Mamana Bibi, dans un village du district tribal – mais également l'absence de poursuites possible ou de dédommagement des familles ou encore la crainte dans laquelle vivent les civils depuis des mois en raison des drones.

Pour l'ONG, il est urgent que les Etats-Unis mettent fin au "secret" qui entourent leurs tirs meurtriers et jugent les responsables de ces frappes "illégal". Le Nouvel Observateur 22.10

Il aurait dû utiliser le singulier : Obama.

[Tandis qu'ils ont laissé prospérer un parti ouvertement néonazi](#)

- Le Parlement grec adopte un texte suspendant l'aide de l'Etat au parti néonazi - AFP

Le Parlement grec a adopté dans la nuit de mardi à mercredi un texte suspendant l'aide de l'Etat au parti néonazi Aube dorée, dont six députés sont inculpés pour *"constitution d'organisation criminelle"*.

Le texte a été adopté par 235 voix sur les 300 de l'Assemblée, soit par la coalition gouvernementale droite-socialistes, et le principal parti d'opposition la Gauche radicale, Syriza.

Le texte prévoit *"la suspension de toute aide de l'Etat à un parti dont le dirigeant (...) ou un dixième des élus sont poursuivis pour constitution ou participation à une organisation criminelle"*, ce qui est le cas d'Aube dorée.

L'adoption de cet amendement s'inscrit dans le cadre de l'offensive du gouvernement contre le parti néonazi Aube dorée. Les autorités ont lancé une vague d'arrestations dans les rangs des militants néonazis après l'assassinat le 18 septembre d'un rappeur antifasciste par un membre de ce parti.

A la faveur de la crise et de ses retombées sociales qui frappent la Grèce depuis quatre ans, le parti Aube dorée est entré au Parlement pour la première fois aux dernières élections en juin 2012 ayant obtenu 7% des voix. L'aide de l'Etat aux partis est proportionnelle à leur score électoral.

Depuis plusieurs années le parti néonazi est accusé de nombreuses violences surtout contre des immigrés et des militants de

gauche. L'assassinat du musicien Pavlos Fyssas à la sortie d'un bar dans la banlieue ouest d'Athènes a provoqué un électrochoc en Grèce et a contraint les autorités à agir pour la première fois contre les néonazis. AFP 22.10

La responsabilité du PASOK et de Nouvelle Démocratie est totale.

Pour le meilleur... et pour le pire.

- L'inventeur du web soutient Snowden et tacle la NSA - nouvelobs.com

Si les geeks se demandaient ce que Sir Tim Berners Lee, l'inventeur du web, pensait de l'affaire Prism et de celui par lequel le scandale est arrivé, Edward Snowden, ils seront rassurés : Sir Tim est du côté du "whistleblower", le lanceur d'alerte, comme on l'appelle en anglais. Invité d'honneur du "Abu Dhabi Media Summit", consacré aux opportunités du monde numérique, il a tenu le mardi 22 octobre, pour l'ouverture de cette conférence à manifester son soutien à Snowden et à condamner en prime l'action de la NSA (National Security Agency) américaine : *"Clairement, nous avons tous besoin de protéger notre vie privée quand nous sommes sur le net, même s'il faut aussi équilibrer ce besoin avec celui de notre protection en tant que citoyen. Mais les services secrets américains sont allés bien trop loin, en oubliant que les citoyens ont aussi des droits. Il faudrait que, sauf circonstances absolument exceptionnelles, les utilisateurs d'internet aient le droit de communiquer, sans qu'un organisme puisse intercepter leurs communications"*, estime Sir Tim Berners-Lee. Pour lui, cela doit passer par la création d'une agence indépendante, qui accorderait le droit d'espionner nos actes aux services secrets et aux polices uniquement quand cela serait absolument justifié. Cela veut donc dire créer un nouveau type de droit international, qui serait garant du droit des citoyens à la protection de leur vie privée.

Dans le cas Snowden, l'inventeur du web estime que l'équilibre entre les droits de la police, et celui des citoyens a été rompu. *"Quand nous avons affaire à un lanceur d'alerte, qui a d'abord tenté de changer les choses de l'intérieur et qui pense agir dans l'intérêt de tous les humains, qui agit de façon responsable, qui fait attention dans les documents qu'il communique à la presse, qui tente de faire le moins de mal possible et de respecter un équilibre, alors je crois qu'il faut lui fournir une protection parce que nous ne pouvons faire aucune confiance aveugle à aucun système établi. Nous devons protéger les lanceurs d'alerte"*. nouvelobs.com 22.10

En complément.

- NSA : Washington dénonce les informations "inexactes" du "Monde" - LePoint.fr

- Un collaborateur d'Obama limogé pour son activité cachée sur Twitter - LeMonde.fr

ACTUALITE EN TITRES

Mediabusiness

- Tapie attaque Mediapart en diffamation - LePoint.fr

Mediapart accuse son fils d'avoir fui en Belgique l'enquête judiciaire et le fisc. LePoint.fr 22.10

Le cynisme dans sa nudité.

- Facebook interdit le nu, mais autorise le meurtre - LePoint.fr

Depuis que le réseau social a décidé d'autoriser de nouveau la diffusion de vidéos violentes, des images de décapitation enflamment la polémique. LePoint.fr 22.10

L'inversion du chômage est indispensable juge Hamon - Liberation.fr

Résistance.

- Alcatel: des centaines de manifestants défilent à Nantes - AFP

- Les salariés de La Redoute manifestent à Roubaix - Liberation.fr -

Une broutille.

- 103 milliards de dollars : ce qu'ont dépensé les banques américaines en amendes diverses depuis 2008 - Atlantico.fr

Selon Bloomberg, depuis 2008, les banques américaines ont dépensé 103 milliards de dollars en règlements de litiges et amendes diverses. Atlantico.fr 22.10

Ah la voilà la vraie croissance, la sortie de crise est proche !

- Les Grecs sont 40% plus pauvres qu'en 2008 - Reuters

Guerre idéologique

- La Chine mise en cause à l'Onu sur les droits de l'homme - Reuters

- Aung San Suu Kyi reçoit son prix Sakharov, 23 ans après - Reuters

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Israël

- Municipales en Israël: un scrutin boudé par les électeurs - AFP

Les Israéliens ont voté mardi pour désigner leurs maires et leurs conseils municipaux, un scrutin qui a été boudé par la population, sans illusion sur des autorités locales jugées largement corrompues.

Un second tour aura lieu le 5 novembre dans celles où aucun candidat à la mairie n'aura franchi le seuil de 40% des voix.

Le ministère de l'Intérieur a annoncé un taux national de participation de 42,6 % un peu plus d'une heure avant la fermeture des urnes. A Jérusalem, le taux de participation final s'est établi à 40% et à 31% à Tel-Aviv.

La désaffection des Israéliens pour le scrutin s'explique en partie par les multiples scandales de corruption au niveau municipal.

Alors que les révélations continuent dans le procès de l'ancien maire de Jérusalem Ehud Olmert, accusé de corruption dans un scandale politico-financier, plusieurs édiles mouillés dans des affaires de trafic d'influence ont été mis en examen cette année.

Selon un récent sondage, près des deux tiers (63%) des Israéliens pensent que leur mairie est corrompue. AFP 22.10

2- Turquie

Le Congrès américain a annulé, lundi soir, un contrat de vente de drone à la Turquie. - french.trib.ir

Le Congrès américain a annulé, lors d'une session tenue lundi soir, un contrat destiné à vendre des drones à la Turquie. Selon le Washington Post, cette décision a été prise suite à la révélation par Ankara de l'identité des espions israéliens à l'Iran. french.trib.ir 22.10

SOCIAL

Portugal

- Au Portugal, la contestation anti-austérité gagne les forces de l'ordre - Libération.fr

Les syndicats des forces de l'ordre portugaises ont annoncé mardi leur intention de manifester le 21 novembre à Lisbonne, afin de protester contre les mesures d'austérité prévues par le budget de l'Etat pour 2014. Les mesures de rigueur annoncées pour l'an prochain, qui toucheront particulièrement les fonctionnaires et les retraités, vont «*déstabiliser le fonctionnement des polices*» et engendrer «*une dégradation de la sécurité publique*», ont fait valoir les syndicats dans un communiqué. «*Prendre des mesures sans avoir conscience de leurs conséquences pour le pays est irresponsable*», a ajouté la Commission de coordination des syndicats les plus représentatifs de la police nationale, de la gendarmerie et autres forces de l'ordre.

L'Association nationale des sergents des Forces armées, qui représente quelque 4 500 militaires, a de son côté annoncé un rassemblement à Lisbonne pour le 12 novembre, également pour protester contre les mesures inscrites au budget 2014. En novembre dernier, des manifestations contre la rigueur budgétaire avaient mobilisé environ 5 000 militaires et un millier de policiers à Lisbonne.

La centrale syndicale, proche du Parti communiste, a annoncé une nouvelle manifestation à Lisbonne pour le 1er novembre, jour où le budget doit être voté en première lecture au Parlement. De nouvelles manifestations sont prévues dès samedi dans une douzaine de villes du pays, à l'appel du mouvement citoyen «*Que se lixe a troïka*» («*Que la troïka aille se faire voir*»), de la mouvance des Indignés.

Ce climat social tendu sera en outre marqué par une grève des fonctionnaires le 8 novembre et par une série de grèves dans les entreprises publiques de transports. Avant cela, les syndicats de la poste ont annoncé une grève vendredi pour s'opposer au projet de privatisation du groupe postal. Libération.fr et AFP 22.10

[Haut de page ↗](#)

Le 24 octobre 2013

CAUSERIE

Mise au point. Le populisme de gauche a envahi le mouvement ouvrier.

Autant le droit d'asile politique doit s'appliquer et être défendu sans réserve, dans la mesure où il concerne des militants du mouvement ouvrier menacés ou pourchassés dans leur pays où règne une dictature ou un régime despotique, tyrannique, la décision de s'exiler leur est imposée.

On peut étendre le droit d'asile politique temporairement aux populations qui fuyaient la guerre civile dans leur pays où qui vivaient dans des pays sujets à une agression étrangère comme c'est le cas de la Syrie par exemple, sachant que ces guerres civiles ou ces agressions étaient commanditées par les puissances occidentales, qu'elles y étaient mêlées ou qu'elles les manipulaient, il est donc normal qu'elles assument l'exode d'une partie de la population civile de ces pays.

Autant nous rejetons le droit d'asile économique qui est le produit d'une décision individuelle qui pourrait concerner des milliards de travailleurs et leurs familles de par le monde dont les conditions d'existence sont le produit du capitalisme ou la conséquence de sa survie, cette décision de s'exiler est davantage un choix personnel, qui si on poussait à fond le raisonnement de ceux qui le soutiennent aboutirait à admettre par exemple qu'un travailleur français pauvre ou au chômage pourrait demander l'asile en Norvège.

On ne peut pas invoquer la corruption généralisée, la violence sévissant à l'état latent ou des rapports sociaux contraignant, archaïques, etc. qui existent dans une multitude de pays à travers le monde, répétons-le des milliards de travailleurs y sont soumis quotidiennement depuis des générations ou des siècles, pour légitimer le droit d'asile. Il faut singulièrement manquer de discernement pour soudainement ne plus tenir compte de la réalité ou plutôt être d'une malhonnêteté intellectuelle incroyable pour en faire abstraction et ainsi réécrire l'histoire. Attitude qui est commandée par des intérêts purement électoraux ou d'appareils qui n'a rien à voir avec la prise en compte des besoins des travailleurs ou la cause du socialisme.

L'amalgame entre droit d'asile politique et droit d'asile économique et le soutien à ce dernier ne peut qu'alimenter le racisme et la xénophobie qui porteront gravement atteintes aux militants bénéficiant du droit d'asile politique.

Le populisme ou la démagogie dans ce qu'elle a de plus répugnante a franchi une nouvelle étape et concerne désormais absolument tous les partis ouvriers avec l'affaire Leonarda dans la mesure où il y a des enseignants à la direction du POI (IO n° 274), NPA et LO notamment.

Pourquoi populisme ? Parce que tous ces gens à la bonne conscience, au grand coeur, qui se veulent généreux et remplis de

bonnes intentions envers la misère du monde, quand elle vient d'ailleurs de préférence, refusent ou sont incapables de prendre en compte celle qui s'étale quotidiennement sous leurs yeux, on en veut pour preuve leur incapacité à s'adresser aux couches les plus défavorisées de la classe ouvrière, à les organiser, qui traduit sur le plan politique leur refus de rompre avec le capital, ses partis et ses institutions qui sont responsables de toutes les difficultés que rencontrent ces millions de travailleurs pour seulement survivre, ainsi que toutes les souffrances qu'ils doivent subir du fait de la décomposition de tous les rapports sociaux de la société.

Il est plus confortable de se pencher sur la misère du monde et de la manipuler à sa guise que de la combattre dans son propre pays, on retrouve ici chez les populistes de gauche le refus de combattre sa propre bourgeoisie, contre les institutions de la Ve République au profit de la troïka, balader les travailleurs à Bruxelles, Frankfurt, Washington ou New York les dépaysement pendant que leur détermination se dilue tranquillement, de telle sorte que lorsqu'ils doivent combattre contre les institutions de la Ve République ils n'en ont plus la force et ils se demandent bien pourquoi puisqu'on n'a pas cessé de leur répéter que le mal qui les frappait venait d'ailleurs, de si loin, inaccessible en somme, rien de tel pour assurer la survie du régime en place, le soutenir l'air de rien, les détourner du véritable objectif politique du combat de la classe ouvrière.

Les meilleures intentions du monde n'ont jamais fait ou remplacé un programme politique, cela aussi les militants l'ont oublié semble-t-il.

On reviendra là-dessus plus tard.

La société OVH qui héberge le site n'est plus en mesure de fournir de statistiques sur la fréquentation de notre portail depuis le 14 octobre suite à un gros problème sur l'un de ses serveurs.

La suite de l'actualisation du site plus tard.

Jeudi 17h à Pondichéry

[Illustration de la photo en Une de la page d'accueil](#)

L'oeuvre de Delacroix fait ici l'objet d'une récupération et d'un détournement crapuleux dans la mesure où ni Hollande ni le PS ne peuvent prétendre incarner l'esprit et les valeurs révolutionnaires défendues par les révolutionnaires de 1830.

Eux qui n'ont cessé d'afficher leur soumission totale à Bruxelles et Washington, au Medef, ne peuvent même pas prétendre incarner le courage, tout au plus la lâcheté teintée d'hypocrisie enrobée d'un cynisme digne de représentant de l'Ancien régime.

Marie-Ségolène Royal peut représenter la bourgeoisie décadente, corrompue, décomposée du XXI^e siècle, on dit aussi la réaction décomplexée, à la rigueur son armée, mais certainement pas le peuple ou les classes populaires tant elle est en étrangère aussi bien par son milieu que par ses idées qui n'ont rien de révolutionnaire, seule à la place qui est la sienne une simple d'esprit ou une mégalomane pouvait avancer une prétention aussi déplacée. On la savait démagogue, hautaine, méprisante, elle n'a pas eu besoin de faire preuve de courage pour franchir la barrière du ridicule, puisqu'il appartient à son camp et il colle si bien à la peau de son parti, il en est même devenu le symbole

Quelques mots sur l'oeuvre de Delacroix extraits du portail Wikipédia.

- Le peintre a fait connaître sa toile comme une allégorie inspirée par l'actualité la plus brûlante. Elle a pour cadre les trois journées du soulèvement populaire parisien contre Charles X, les 27, 28 et 29 juillet 1830, connues sous le nom des Trois Glorieuses.

Le 25 juillet, Charles X publie quatre ordonnances dans le but d'écraser l'opposition libérale. Ces mesures comprenaient la suspension de la liberté de la presse périodique, la dissolution de la Chambre des députés des départements, la réforme du suffrage censitaire favorable à l'aristocratie et convocation des collèges électoraux pour le mois de septembre. L'opposition appelle à la désobéissance. Les classes moyennes et le peuple de Paris se révoltent. La capitale se couvre de drapeaux tricolores et de barricades. Le peintre a nommé sa toile 28 juillet, date cruciale de la prise de l'hôtel de ville par les émeutiers. À la faveur de trois jours d'émeutes, Charles X abdique. Louis-Philippe prête fidélité à la Charte révisée le 9 août, inaugurant la « *Monarchie de juillet* ».

Le personnage central féminin attire tous les regards. La Liberté emprunte autant à la statuaire antique – drapé, pieds nus, poitrine offerte – qu'aux représentations de la femme du peuple à la lourde musculature et à la peau hâlée¹⁰. Elle emprunte de même aux allégories sereines et hiératiques de la Liberté et de la République qui voient le jour après 1789, comme celles d'Antoine-Jean Gros ou de Nanine Vallain. Elle est ici tant une idée qu'une personne réelle, à mi-chemin entre le tangible et l'idée. C'est cette superposition de références et cette incertitude qui marque Heinrich Heine qui donne un long commentaire littéraire de l'oeuvre : « *une douleur impudente se lit dans ses traits, au total bizarre mélange de Phyrné, de poissarde et de déesse*

de la liberté ». Curieusement, cette figure allégorique se mêle aux hommes et participe directement aux combats. Elle rassemble le peuple, les faubourgs et la bourgeoisie déclassée dans un même lyrisme révolutionnaire, portée par la construction pyramidale.

Pilier et piédestal, le peuple, dont la misère est sublimée par l'action héroïque, y est représenté comme un élément actif de la révolution. Cette lecture des événements de 1830 a, d'ailleurs, indisposé le premier public bourgeois, qui reprocha à la Liberté et aux protagonistes leur « *saleté* »

Le lyrisme et la violence à l'œuvre dans la toile ont tout d'abord surpris le public. Mais c'est surtout l'image qu'il est donné du peuple et plus généralement de combattants des journées de juillet qui a scandalisé la critique. « *Vraiment, M. Delacroix a peint notre belle révolution avec de la boue.* » Les détails morbides, les représentations sans concession du sale choquent les partisans d'un nouveau régime qui souhaite apaiser les classes populaires et donner une image idéalisée des combats. (Wikipedia)

L'article que lui a consacré généreusement Le Figaro.

- Ségolène Royal pose en Liberté guidant le peuple - Lefigaro.fr

Pour illustrer un entretien dans Le Parisien magazine consacré au courage en politique, l'ex-candidate à la présidentielle a accepté de prendre la pose en s'inspirant du célèbre tableau de Delacroix.

«*J'entends déjà dire que je me prends pour Jeanne d'Arc*», a lâché Ségolène Royal lors de la prise de vue. Lucide mais décomplexée. Vêtu d'une robe blanche, pieds nus et drapeau tricolore dans les mains, l'ex-candidate à la présidentielle a accepté de poser en Liberté guidant le peuple dans le numéro à paraître du Parisien magazine, révèle Le Lab. Elle y donne une interview intégrée dans un dossier consacré au courage en politique, titrée «*Osez, Monsieur le président*». La phrase pourrait être d'elle. «*Il faut savoir prendre des décisions difficiles, au risque de n'être pas entendu par tous. Oser des réponses neuves quand les anciennes ne fonctionnent plus. Et prendre le risque de décisions impopulaires*», assure-t-elle.

Avant la séance photo, organisée le 15 octobre par le photographe Ed Alcock, Le Parisien magazine lui a proposé plusieurs références susceptibles d'incarner cette notion de courage, comme Simone Veil en 1974 prônant la légalisation de l'IVG, ou le groupe féministe des Femen. Mais son choix s'est immédiatement porté sur le célèbre tableau de Delacroix, peint en 1830, symbole à la fois révolutionnaire et républicain.

(Il n'y a pas d'époque pour être rétrograde ou incarner les Versaillais. - ndlr)

Un modèle pour l'ancienne compagne de François Hollande, qui revendique avoir défendu, depuis 2007, «*un certain nombre d'idées anti-conformistes qui ont, depuis, fait leur chemin dans [s]on camp politique: la sécurité, l'ordre juste, la nation* ». La présence du drapeau français n'est également pas anodine pour celle qui avait appelé, lors de sa campagne, à «*reconquérir les symboles de la nation*». Enfin, le symbole féminin, évident: «*On a souvent dit que, en 2007, j'étais trop en avance sur mon époque. La France n'était pas encore prête à imaginer une femme présidente de la République*», assure aujourd'hui Ségolène Royal. Lefigaro.fr 23.10

Depuis 2007, pour un peu elle revendiquerait à la fois le bilan politique de Sarkozy et de Hollande, ce qui serait somme toute normal puisque Hollande a poursuivi la politique réactionnaire de son prédécesseur, "*l'ordre juste*" règne, c'est l'essentiel !

[Le chiffre du jour : 2,28.](#)

- Le PDG de Facebook, patron le mieux payé d'Amérique du Nord - LeMonde.fr

Le patron-fondateur de Facebook, Mark Zuckerberg, arrive en tête de la liste des patrons les mieux payés d'Amérique du Nord, publiée mercredi 23 octobre par la société de recherche GMI Ratings, avec une somme record de près 2,28 milliards de dollars en 2012. LeMonde.fr 23.10

Non, ils n'ont pas confondu les millions et les milliards.

Autant dire que tous les discours sur le combat contre les inégalités ou le partage de richesses sont du domaine de la supercherie politique, de la trahison. Seul le combat politique orienté dans la perspective de la liquidation du capitalisme correspond aux besoins des travailleurs et est conforme au socialisme.

[Les néolibéraux sont bien à l'origine de la "**théorie conspirationniste**" en Syrie et ailleurs \(et pas les seuls\).](#)

Bien que la fabrication de preuves contre le régime ait fait long feu, ils ont encore suffisamment d'imagination pour inventer une "*nouvelle théorie conspirationniste*".

En réalité, ce qu'ils décrivent complaisamment comme une "*nouvelle théorie conspirationniste*" serait rien de moins que le produit de la politique harsardeuse du Qatar et de l'Arabie saoudite qui ont envoyé en Syrie des barbares armés pour semer la terreur dans ce pays et le détruire, et la manière dont tactiquement Assad et les généraux syriens s'en sont servis pour combattre d'autres barbares cette fois syriens, les Frères musulmans également armés par le Qatar, la Turquie et les puissances occidentales notamment. Face à des barbares sanguinaires, le cynisme du régime ne nous choque pas en période de guerre.

L'archaïsme politique, le fanatisme idéologique et la cruauté de ces mercenaires syriens et étrangers ont eu pour conséquence contrairement aux effets qu'ils en escomptaient, de convaincre la majorité des Syriens de se ranger derrière Assad qui apparaissait ainsi comme le moindre mal.

- Syrie: EILL, le petit groupe de djihadistes qui inquiète tout le monde - Slate.fr

Un soir, j'étais assis dans un café, en terrasse, où un homme grisonnant fumait tranquillement le narguilé, projetant d'épais jets de fumée par les narines. Il se faisait appeler Abou Abdoul, combattant au sein d'une brigade affiliée à l'Armée Syrienne Libre (ASL), les forces modérées soutenues par l'Occident. Nous nous mîmes à parler des djihadistes, puis il changea brusquement de sujet. «*Il te demande de ne pas mentionner le nom de sa brigade, me déclara alors mon interprète. Tout le monde a peur de l'EILL (Etat Islamique en Irak et au Levant lié à Al-Qaïda).*»

L'EILL a détourné l'attention de la guerre entre le régime et les rebelles, et a apporté comme jamais de l'eau au moulin d'Assad qui affirme en permanence qu'il n'est pas confronté à des adversaires politiques mais à des «terroristes», comme l'a encore récemment déclaré son ministre des Affaires étrangères, Walid al-Mouallem aux Nations Unies.

Voilà pourquoi à Antakya (un village en Turquie proche de la frontière avec la Syrie - ndlr), chacun pense que l'EILL est une des armes secrètes du régime. Tout ceci sonne comme une bonne vieille théorie conspirationniste, mais j'ai pu m'entretenir avec des diplomates occidentaux qui tiennent cette théorie comme plausible, à défaut d'avancer la moindre preuve. Au cours de l'été 2012, Assad a fait libérer de nombreux djihadistes qui avaient combattu au sein d'al-Qaïda en Irak et dont on soupçonne qu'ils ont aidé à la formation de l'EILL.

Des journalistes, des activistes et des combattants ont également remarqué que tandis que l'artillerie du régime pilonnait le quartier-général de l'ASL à Alep, le camp de l'EILL, pourtant situé à côté, ne reçut pas le moindre projectile avant que les djihadistes ne s'en aillent; il en fut de même au sein de la ville très contestée de Raqqa, à l'Est de la Syrie. L'EILL a pour sa part très peu fait pour libérer des secteurs tenus par le régime; mais s'est emparé de Raqqa et de la ville frontalière d'Azaz, arrachées aux forces de l'ASL.

Tout ceci n'est peut-être, en effet, qu'une nouvelle théorie conspirationniste. Aaron Zelin, spécialiste de la Syrie et qui suit de très près la dynamique des groupes rebelles, rejette cette idée qu'il décrit comme «*moitié vœu pieu, moitié délire*». Mais ce qui ne fait pas de doute, c'est l'effet d'entraînement de l'EILL et de son Islam radical. J'ai parlé à un groupe de combattants blessés évacués et soignés dans une clinique de la ville turque de Reyhanli, à quelques kilomètres de la frontière avec la Syrie.

L'un d'eux, qui se faisait appeler Abou Abbas, avait usé les bancs de l'université al-Baath de Homs en compagnie de mon interprète, Rifaïe Tammas. Il y suivait alors un master en littérature anglaise. Rifaïe fut choqué de l'entendre défendre l'EILL et affirmer que ce groupe combat les modérés parce que ces derniers sont les marionnettes des Américains.

L'islamisation grandissante de la rébellion a quelque chose à voir avec l'EILL, mais bien davantage avec l'amertume croissante des rebelles à l'égard de l'Occident et des groupes d'exilés qui passent leur temps à se quereller dans le confort d'hôtels égyptiens ou turcs et qui les ont abandonnés. Le discours des islamistes – et pas seulement l'EILL – consiste à dire: «*Nous ne pouvons plus nous tourner que vers Dieu*».

Les rebelles modérés sont de plus en plus isolés. Le 24 septembre, 13 groupes de combattants –dont le Jabhat al-Nosra, affilié à al-Qaïda, les brigades salafistes et d'autres groupes plus classiques – ont publié une proclamation commune dans laquelle ils font vœu d'opérer dans un «*cadre islamique*» fondé sur «*la charia, seule source de législation*». Dans le même temps, ces groupes ont coupé tout lien avec le Conseil National Syrien (CNS), le groupe d'exilés soutenu par l'Occident. Leur pacte ressemblait davantage à un geste de solidarité que de désespoir.

Les choses auraient pu en être autrement. Le président américain Barack Obama aurait pu soutenir les modérés s'il avait fourni des armes aux rebelles il y a plus d'un an, comme le lui suggérait Hillary Clinton, sa secrétaire d'Etat. En refusant de le faire, il a discrédité le CNS, s'est aliéné de nombreux groupes de combattants et a provoqué un vide que l'EILL a comblé au fur et à mesure. (Donc, demain si nous prenons les armes pour faire respecter la démocratie, nous serons qualifiés de "*rebelles modérés*" par l'auteur de cet article, James Traub James Traub qui contribue au New York Times Magazine et tient une chronique hebdomadaire dans Foreign Policy, nous dit le portail Slate. fr de Copé et Attali notamment, deux publications liées aux banquiers de la Fed qui nous adresseront leurs félicitations... ou plutôt leurs drones ou leurs tueurs de la CIA ! - ndlr)

Aujourd'hui, à cause, pour une large part, de cet échec, Obama a de bien meilleures raisons de refuser une assistance militaire américaine aux rebelles. Le président ne va pas fournir du matériel à une rébellion qui se défie à ce point des valeurs occidentales.

Surtout, la crainte de voir des armes perfectionnées tomber dans les mains d'extrémistes, sans doute surestimée il y a 18 mois, ne peut plus être écartée désormais. Les combattants et activistes à qui j'ai parlé insistent pourtant sur le fait que la seule manière de vaincre l'EIL et le régime consisterait à obtenir un flux constant d'armes et de munitions. Ils ont raison, mais ils ne parviendront pas à convaincre Washington de le faire. Et les conséquences d'une hypothétique victoire militaire apparaissent de plus en plus dangereuses.

Imad Dahro, ancien général de la police nationale syrienne ayant fait défection l'an dernier m'a assuré, comme d'autres, que le régime s'effondrerait si les Américains se décidaient à lancer une vaste campagne de frappes de missiles. *«Et après, lui ai-je demandé? La myriade de groupes rebelles dans le nord ne risque-t-elle pas de s'entre-déchirer?»* Il réfléchit un moment avant de me dire: *«Peut-être»*.

Pour résumer, la montée en puissance de l'EIL a beaucoup aggravé la situation pour les rebelles, considérablement aggravé la situation pour l'Occident et immensément aggravé la situation pour le régime. J'ai entendu de nombreux Syriens évoquer l'idée de la mise sur pied de brigades non-radicales, avec un noyau formé par des troupes de l'ASL, qui se regrouperaient pour combattre l'EIL.

Ce n'est qu'à cette condition qu'elles pourront entreprendre un effort concerté pour mener la guerre contre le véritable ennemi: le régime. Ce qui est certainement vrai, c'est que les rebelles n'obtiendront pas une aide majeure de l'Occident tant qu'ils seront incapables d'inverser le processus d'islamisation, quand bien même certaines brigades continueront de recevoir ponctuellement des armes et des munitions en provenance de l'Arabie saoudite, du Qatar et d'autres pays.

Mais cette radicalisation a plus de chances d'augmenter que de diminuer. Les extrémistes étrangers vont continuer d'affluer en Syrie (un récent article du magazine Der Spiegel estimait qu'au sein de la ville syrienne d'Atmeh, face à celle de Reyhanli, de l'autre côté de la frontière, les djihadistes étaient au nombre de 1.000).

Assad va continuer d'exploiter la focalisation de tous sur les armes chimiques pour continuer de perpétrer des atrocités contre les réfugiés syriens. Les rebelles vont continuer d'encaisser les coups et d'infliger des pertes. Le torrent continu de réfugiés va déstabiliser davantage encore le Liban et la Jordanie.

Obama n'a jamais avancé l'argument que l'intérêt national des Etats-Unis était d'empêcher une telle débâcle, par des moyens militaires comme diplomatiques. Mais il est peut-être déjà trop tard. Slate.fr 23.10

Il est quand même bon de se rappeler qu'Assad et le Parlement syrien ont été élus dans des conditions démocratiques proches de celles qui existent en France, puisqu'il y figure des élus de l'opposition et que les partis ouvriers avaient présenté leurs candidats, dont le Parti communiste syrien.

Qu'ensuite ce sont des djihadistes syriens qui représentaient une infime minorité de l'opposition syrienne, ainsi que des mercenaires étrangers infiltrés en Syrie qui ont commencé les hostilités amées ou se sont déclarés des ennemis en guerre contre le Président élu et son gouvernement, en réalité contre l'immense majorité du peuple syrien qui a aucun moment n'a manifesté son intention de mener une guerre armée contre le régime pour le renverser.

ACTUALITÉ DU JOUR

[Hollande a-t-il été élu pour propulser le candidat Valls du groupe Bilderberg \(2008\) ?](#)

- Les Français préfèrent Valls à Hollande pour 2017 - Reuters

Un tiers des Français (33%) souhaitent que Manuel Valls soit le candidat socialiste à la présidentielle de 2017, loin devant François Hollande (9%), selon un sondage Harris Interactive pour le Figaro magazine et LCP diffusé jeudi. Plus grave pour l'exécutif, 80% d'entre eux estiment que François Hollande ne gagnerait pas face à un candidat de droite. Seul Manuel Valls pourrait avoir une chance de l'emporter (54%), seuls 16% des sondés pensant la même chose du chef de l'Etat.

"Et si, pour la première fois depuis 1974, un président sortant n'était pas en situation de se représenter pour un second mandat ?", s'interroge Le Figaro magazine. Reuters 23.10

Et encore, si Hollande tient jusqu'en 2017 !

Conditionnement. Elle n'est pas belle la vie, hein ?

- Etes-vous heureux au travail comme 73% des Français? - L'Express.fr

- Pour vivre heureux, soyons prof, agriculteur ou cadre de la fonction publique - 20minutes.fr

Derrière les enseignants, les fonctionnaires et les agriculteurs qui trustent les premières places du classement, on retrouve les artisans ou commerçants et les médecins, heureux à 84%. Même les policiers, gendarmes et douaniers pourtant prompts à dénoncer leurs conditions de travail se sentent satisfaits de leur situation à 76%. Dans le bas du classement, on retrouve les agents d'entretien (56%) et les ouvriers dans l'industrie (62%). 20minutes.fr 23.10

Etrange, non ? Pas tant que cela au regard de la question qui leur était posée et qui a donné lieu à un amalgame ou faisant appel aux illusions qu'entretiennent la majorité des travailleurs sur la société et les rapports qu'ils entretiennent avec elle, c'est du domaine de la manipulation encore une fois, la voici :

- «Diriez-vous que votre activité professionnelle vous passionne vraiment?». «Diriez-vous que votre travail est vraiment reconnu par vos supérieurs hiérarchiques?»

François Miquet-Marty, directeur associé de l'institut Viavoice note que «*Même si, bien sûr, le niveau de rémunération joue sur la satisfaction, le bonheur au travail repose sur trois éléments clés: la passion pour son métier, le sentiment d'être utile à la société et le sentiment de reconnaissance, notamment par sa hiérarchie.*» 20minutes.fr 23.10

Ma réponse. Je ne vois pas comment mon activité professionnelle pourrait me passionner dans la mesure où je ne l'ai pas choisie ou dans les conditions dans laquelle je dois l'exercer ; mon travail ne peut pas être reconnu par ma hiérarchie qui m'en demande toujours plus ; et je ne vois pas comment je pourrais être utile à une société en pleine décomposition, qui développe tant d'inégalités et d'injustices.

Les 30% restant sont toujours les mêmes.

- Un tiers des Français peinent à payer la facture d'énergie - Liberation.fr

Le taux grimpe à 43% chez les locataires, selon une étude commandée par «60 Millions de consommateurs». Liberation.fr 23.10

Et ils sont mauvais joueurs en plus !

- Les Français manifestent toujours aussi peu d'intérêt pour la Bourse - LeMonde.fr

L'UDF réactivée en réponse à l'implosion de l'UMP

- Le contrat d'alliance MoDem-UDI est prêt, dit François Bayrou - Reuters

Le contrat devant sceller l'alliance entre le MoDem et l'UDI (Union des démocrates et indépendants) de Jean-Louis Borloo est prêt et devrait être signé dans les prochains jours, a annoncé jeudi François Bayrou.

Cet accord scelle le rapprochement de "deux mouvements politiques qui ont compris que séparés, ils ne pèseraient pas assez", a-t-il souligné. "Ils ont trouvé chacun leur voie avec une estime dans l'opinion mais pas assez pour changer les choses."

"La loi électorale est telle que les mouvements singuliers ont beaucoup de mal à y trouver leur place, injustement", a-t-il ajouté. Reuters 23.10

Ah ben si c'est par simple calcul électoraliste, on comprend, quelle noble intention, morale évidemment ! (A suivre)

Intox. Et qui détient le pouvoir au sein de l'Union européenne ? Réponse : la Commission européenne.

- Le parlement européen demande la suspension de l'accord Swift - Reuters

Le Parlement européen a demandé mercredi la suspension de l'accord sur la transmission de données financières de l'Union européenne vers les Etats-Unis, dit accord Swift, en réaction aux activités d'espionnage attribuées à Washington en Europe.

Il demande aux Etats membres de confier une enquête sur les allégations d'Edward Snowden à Europol, l'agence européenne chargée de la coopération policière, qui était chargée de contrôler le respect des termes de l'accord.

Dans l'attente, les eurodéputés demandent à la Commission européenne de suspendre l'accord, une demande que Bruxelles n'est pas tenu de satisfaire. Reuters 23.10

La dernière précision est excellente. Commission européenne mise en place par les chefs d'Etats des 28, eux-mêmes vassaux de l'oligarchie financière et la boucle est bouclée.

ACTUALITE EN TITRES

[Le roquet dit je veux, son maître dit nous voulons.](#)

- Renseignement: Hollande demande "*une coopération*" avec les Américains - AFP
- NSA : Hollande veut une «*coopération bilatérale*» avec le renseignement américain - 20minutes.fr

[Se coucher !](#)

L'Europe face aux batailles du numérique : entre fiscalité des géants du web et protection des données, de quoi l'Union est-elle capable ? - Atlantico.fr

[Concurrence acharnée... pour faire monter le FN](#)

- Propos islamophobes : 2 policiers ont été entendus par l'IGPN - Le Nouvel
- Taubira comparée à un singe: Le Cran porte plainte contre l'ex-candidate FN - 20minutes.fr
- Garde à vue levée à Toulouse pour une connaissance de Merah - 20minutes.fr
- Attaque du RER D à Grigny: la relaxe d'un prévenu confirmée en appel - L'Express.fr
- Deux étudiantes militantes de l'Unef agressées à Paris : l'extrême droite pointée du doigt - Francetv info

[Etrange : pas entendu parler en France !](#)

- Irlande : deux enfants roms rendus à leurs familles après des tests ADN concluants conor Barrins - AFP

[Ils osent tout.](#)

- Droit du sol : Taubira dénonce les "*calculs électoraux*" de l'UMP - Francetv info
- Noël Mamère: A EELV, «*on gueule pour amuser la galerie*» - 20minutes.fr

Alors fermez-là !

Suggestion. Il pourrait adhérer au POI !

- "*Pour Arnaud Montebourg, l'Europe est seule responsable de la montée du FN*" - L'Express.fr

[On achève bien les chevaux.](#)

- Abattoirs Gad: les licenciés obtiennent des compensations - L'Expansion.com
- Goodyear: la CGT lâche du lest après avoir rencontré Montebourg - AFP

Racket du gouvernement des banquiers.

- Les prélèvements relevés à 15,5 % sur certains produits d'épargne - LeMonde.fr

Escroquerie. Tout est à jeter dans ce domaine-là !

- La BCE va épilucher le bilan des banques de la zone euro - AFP

- Bank of America responsable des escroqueries de Countrywide - Reuters

- Zone euro : les banques ont encore besoin d'être recapitalisées - LeMonde.fr

- La Bourse salue les perspectives d'économies chez PSA et l'accord de compétitivité - L'Expansion.com

- iPad Air et iPad mini: Apple préfère la marge aux volumes - L'Expansion.com

Fastoche avec un taux de profit record dégagé par des esclaves chinois.

Où est la vérité ?

- Pakistan: Sharif demande à Obama la fin des frappes de drones - AFP

- Islamabad soutiendrait les frappes de drone américaines - LeMonde.fr

Même si Islamabad dénonce publiquement ces accusations, le "*Washington Post*" cite jeudi des documents secrets qui montreraient l'inverse. LeMonde.fr 23.10

C'est possible, mais comme ces documents sont "secrets", ils ont très bien pu être inventés aussi.

La palme de la falsification de la réalité et l'Otan appelé à la rescousse.

- Chute de Kadhafi en Libye: un 2e anniversaire sans faste ni enthousiasme - AFP

Mardi, le gouvernement s'est contenté de féliciter le peuple, dans un communiqué, pour ce "*jour décisif qui a mis fin à la tyrannie et au despotisme et a ouvert une nouvelle ère de liberté, de justice et d'égalité*". AFP

La preuve si nécessaire.

- En attendant, la feuille de route de la transition comprenant les échéances électorales devant doter le pays d'institutions pérennes est sérieusement compromise.

Et les autorités n'ont toujours pas réussi à former une police et une armée professionnelles.

Mardi, elles se sont félicitées de la suite favorable donnée par l'Otan à leur demande de leur fournir du conseil sur la mise en place d'institutions de défense. AFP 23.10

Ziggy t'es merveilleux !

- David Bowie : l'Anglais le mieux habillé - LeMonde.fr

Le BBC History Magazine a déclaré David Bowie "*le Britannique le mieux habillé de tous les temps*". Le chanteur, âgé de 66 ans, dépasse haut la main la reine Elizabeth I (2e place avec 13,6 % des suffrages) ou le roi Henri III (7e place). LeMonde.fr 23.10

En l'absence de véritables concurrents, quoi !

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Syrie

1.1- «Seuls les Syriens» peuvent choisir leur dirigeant - Liberation.fr

Le ministère syrien des Affaires étrangères a répété mercredi dans un communiqué qu'aucun étranger ne serait impliqué dans les décisions concernant l'avenir et la direction du pays dévasté par la guerre. *«Seuls les Syriens peuvent choisir leur dirigeant et décider du présent et de l'avenir de la Syrie. Les Syriens ne laisseront aucune partie étrangère s'imposer (...) dans le choix d'un gouvernement, ou déterminer ses pouvoirs et ses tâches»*, a affirmé le ministère. Liberation.fr 23.10

1.2- Syrie : les rebelles provoquent une gigantesque coupure de courant - Francetv info

Des quartiers de Damas et de nombreuses régions ont été plongés dans le noir. Une attaque menée par des rebelles près de la capitale a provoqué, mercredi 23 octobre, une coupure électrique en Syrie. *"Une attaque terroriste contre un gazoduc alimentant la centrale dans le sud du pays a provoqué une coupure du courant dans les provinces, et les travaux pour le réparer sont en cours"*, a déclaré le ministre de l'Electricité.

Un journaliste de l'AFP à Damas a pu voir une énorme boule de feu se dégager depuis une zone près de l'aéroport international de Damas, situé à proximité de la centrale. Il a aussi confirmé la coupure de courant dans la capitale syrienne. Francetv info 23.10

2- Iran

- Kerry et Netanyahu divergent sur le nucléaire iranien - Reuters

Le secrétaire d'Etat américain, John Kerry, et le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, ont exposé mercredi à Rome leurs divergences sur le nucléaire iranien, le second réclamant un démantèlement véritable des structures développées par Téhéran.

"L'Iran ne doit pas avoir la capacité de mettre au point des armes nucléaires, ce qui signifie que les Iraniens ne devraient pas avoir de centrifugeuses d'enrichissement (de l'uranium), qu'ils ne devraient pas avoir de réacteur à l'eau lourde produisant du plutonium, qui ne sert qu'à des armes nucléaires", a dit Benjamin Netanyahu à la presse.

Le Premier ministre israélien a souligné que l'Iran devait se débarrasser de l'intégralité de ces stocks de matériaux fissibles ainsi que de ses installations nucléaires souterraines qui, a-t-il dit, *"ne sont souterraines que pour une seule raison : des usages militaires"*.

John Kerry a estimé pour sa part que l'Iran pourrait démontrer le caractère pacifique de son programme nucléaire en adhérant par exemple aux normes internationales suivies par d'autres nations.

"Nous poursuivrons une initiative diplomatique tout en gardant les yeux grand ouverts, conscients qu'il sera vital pour l'Iran d'être à la hauteur des normes que suivent d'autres nations ayant des programmes nucléaires afin de prouver que ces programmes sont véritablement pacifiques", a-t-il dit alors qu'il rejoignait Benjamin Netanyahu à la résidence de l'ambassadeur des Etats-Unis à Rome.

Le chef de la diplomatie américaine a dit attendre des autorités iraniennes des actes qui démontreront *"de façon claire comme le jour, indéniable et infaillible"* que ses activités nucléaires visent bien, comme l'affirme Téhéran, les usages civils de l'atome.

La semaine dernière à Genève, l'Iran et le P5+1 ont négocié pour la première fois depuis l'accession au pouvoir de Rohani. Un nouveau cycle de discussions est programmé pour le début du mois prochain, toujours à Genève.

L'Iran revendique le droit de retraiter et enrichir de l'uranium à des fins civiles dans le cadre du Traité de non-prolifération (TNP) de 1970 censé éviter la prolifération des armes nucléaires.

Les Etats-Unis lui contestent la caractère automatique de ce droit au motif que Téhéran est en violation de certaines de ses obligations.

Depuis 2006, le Conseil de sécurité de l'Onu a adopté à plusieurs reprises des résolutions exigeant de l'Iran l'arrêt du processus d'enrichissement de l'uranium de même que ses activités impliquant la technologie des réacteurs à l'eau lourde.

Mais des experts occidentaux reconnaissent, de même que certains diplomates en privé, qu'il n'est plus réaliste d'espérer que l'Iran mettra un terme à ses activités d'enrichissement.

Tout accord, disent-ils, devrait dès lors chercher à fixer des limites strictes et vérifiables au nombre de centrifugeuses opérationnelles en Iran et à la production d'uranium faiblement enrichi. Reuters 23.10

3- Chine-Inde

- Accord sino-indien sur la frontière himalayenne - Reuters

La Chine et l'Inde ont signé mercredi un accord destiné à calmer les tensions au sujet d'un contentieux vieux de plusieurs décennies sur le tracé de leur frontière dans la chaîne montagneuse de l'Himalaya.

La Chine revendique plus de 90.000 kilomètres carrés de territoire disputé par l'Inde dans l'est de l'Himalaya, tandis que New Delhi accuse Pékin d'occuper 38.000 km² de sol indien sur le plateau de l'Aksai Chin dans l'ouest de la chaîne.

Un accord de coopération sur la défense a été signé mercredi à Pékin entre Li Keqiang, Premier ministre chinois, et Manmohan Singh, son homologue indien, pour que les deux pays se préviennent mutuellement en cas de patrouilles militaires et évitent ainsi des affrontements.

"Je suis sûr que cela aidera à préserver la paix, la tranquillité et la stabilité dans nos zones frontalières", a déclaré Li Keqiang.

L'accord prévoit également l'instauration d'une ligne d'appels d'urgence entre les deux états-majors et l'exercice d'une "retenue maximale", en cas de confrontation.

Au printemps, les forces chinoises ont établi un camp à une dizaine de kilomètres à l'intérieur du territoire revendiqué par l'Inde, dans le désert himalayen de Ladakh et l'armée indienne a réagi en installant à son tour un campement provisoire à environ 500 mètres de celui des Chinois.

Les deux pays ont décidé de retirer leurs troupes après plusieurs semaines et d'éviter le risque d'accrochages dans cette zone désertique située à 5.000 mètres d'altitude. Reuters 23.10

[Haut de page ↗](#)

Le 25 octobre 2013

CAUSERIE

Pas envie de causer, on fera un point plus tard, à quoi bon d'ailleurs puisque le populisme a envahi nos rangs, le résultat c'est que d'ex-militants ou des travailleurs qui seraient prêts à d'organiser y renoncent complètement écoeurés, et puis je suis trop crevé. C'est peut-être dû au fait que je n'ai pas bu une goutte d'alcool depuis un mois, je n'ai plus qu'à vaincre la cigarette, mais là c'est une autre paire de manches !

J'ajouterai une vingtaine de nouveaux articles en fin de journée.

ACTUALITE EN TITRES

[Un FO syndicat ouvrier ?](#)

- PSA décroche à son tour un accord de compétitivité - Reuters

PSA Peugeot Citroën a signé jeudi son "*contrat social*" avec les syndicats (FO et SIA-GSEA. -ndlr), dernière entreprise en date à obtenir des concessions sur les salaires et la flexibilité du travail pour tenter de conserver une base compétitive en France. Reuters 24.10

Quelle noble intention... patronale !

[Productivité.](#)

- "Trois PV" par jour ou les CRS seront privés de repos - LePoint.fr

Face à la hausse des accidents, un officier des CRS a fixé un objectif très clair à ses hommes: au moins trois PV par jour et par homme. LePoint.fr 24.10

[Les vases communicants.](#)

- Bernard Tapie aurait bénéficié d'un abattement fiscal de plus de 50 millions d'euros - Francetv info

Selon "*Libération*", l'ancien ministre du Budget Eric Woerth a offert entre 54 et 83 millions d'euros de réduction fiscale dans l'affaire de l'arbitrage Adidas. Francetv info 24.10

[Il consomme, une source de profit.](#)

- Pour des intellectuels, l'animal ne doit plus être considéré comme un meuble - 20minutes.fr

Ils pourrait élever le statut social du chien à celui de garde-meuble dans le cas de ces intellectuels.

[Mystification.](#)

- "*L'entreprise doit contribuer au développement humain*" - L'Express.fr

Vous êtes sûr qu'elle ne contribue pas plutôt au développement des inégalités qui n'a rien d'humain ?

[Il n'y aura pas de miracle.](#)

- L'Espagne toujours malade du chômage malgré la sortie de récession - AFP

[Les Vingt-huit chiens de garde d'une dictature impériale.](#)

- Les Vingt-huit se gardent d'appeler les Etats-Unis à cesser leurs activités d'espionnage de pays alliés - LeMonde.fr

[Eugénisme. La palme du cynisme de la semaine.](#)

- Fukushima: l'idée d'un retour des populations évacuées fait débat - AFP

Peut-on faire revenir des gens dans les zones de Fukushima évacuées après l'accident nucléaire de mars 2011? L'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) pense que oui, ce qui ne convainc pas tout le monde au Japon. AFP

Personne ne veut habiter une zone radioactive.

"*Personne ne veut habiter dans une zone radioactive, mais il y a pourtant des gens qui veulent revenir chez eux*", reconnaît Mme Takada, une spécialiste auprès de Greenpeace Japon, pour qui "*c'est respectable et dans ce cas, il est important de leur proposer différents modes de soutien et de les en informer*". AFP 24.10

Une façon comme une autre de s'attaquer à la surpopulation...

[ACTUALITÉ DU JOUR](#)

[La confiance aveugle.](#)

- Les Français ont moins confiance dans les associations - LeFigaro.fr -

Plus d'un Français sur deux (52%) dit faire confiance aux associations, un taux en légère diminution par rapport à 2012 où il était de 56%. Mais ces résultats sont à nuancer. En effet, plus de 8 Français sur 10 (84%) déclarent faire confiance aux associations de défense des consommateurs soit une tendance en hausse de 3 points par rapport à 2012. Alors que dans le même temps, les partis politiques ne recueillent plus la confiance que de 14% des personnes interrogées, en baisse de 9 points par rapport à l'année dernière.

Les critères jouant le plus sur la confiance sont le contrôle exercé sur les associations (77%), la rigueur de leur gestion (70%) et l'efficacité de leurs actions (70%). Du côté des donateurs, ceux-ci privilégient les dons en nature tels que vêtements et nourriture (72%), tandis qu'ils sont 49% à donner de l'argent et 17% de leur temps (bénévolat).

Avec environ un sixième de sa population qui se déclare bénévole, la France pointe au 6e rang d'un classement de vingt pays mondiaux établi par le cabinet Deloitte et publié à l'occasion du 8e Forum national des associations et fondations organisé à Paris. La Norvège arrive première avec 52 % de sa population engagée bénévolement, suivie du Royaume-Uni (30%) et de la Suède (28%). En queue de classement, on trouve le Maroc (4%), l'Inde (2%) et le Japon (1%).

En France, on recense 1,3 million d'associations pour 65 millions d'habitants, contre 580.000 pour 82 millions d'habitants en Allemagne, et 193.000 pour 63 millions d'habitants au Royaume-Uni. LeFigaro.fr 24.10

Mon épouse est bénévole dans deux associations depuis plusieurs années, elle m'a raconté qu'une grande partie des dons en nature étaient détournés et faisaient l'objet d'un commerce, entre autres scandales. Je n'ai pas le temps de vous raconter ici son expérience, c'est effarant.

[Vaut mieux se débarrasser de l'étiquette PS pour se faire réélire.](#)

Un deuxième maire claque la porte du PS - lefigaro.fr

En moins de 24h, deux maires ont renié le PS. Après le départ du sénateur-maire socialiste de Conflans-Sainte-Honorine (Yvelines) Philippe Esnol, parti gonfler les rangs du Parti des radicaux de gauche, l'édile de Fleury-Mérogis (Essonne), David Derrouet, a annoncé jeudi qu'il quittait à son tour le parti, estimant que François Hollande s'était détourné de ses promesses de campagne. Annonçant officiellement son départ sur sa page Facebook jeudi, il a appelé «*ceux qui veulent construire un autre modèle de développement économique et industriel*» à se rassembler.

«Il y a une collusion terrible entre le pouvoir politique et le pouvoir économique. On fait payer la fraude fiscale, les délocalisations et donc la hausse du déficit aux classes moyennes avec une hausse des impôts qui va ralentir la croissance et accroître la crise. C'est un non-sens», a-t-il déclaré jeudi. «*Je souhaite être en cohérence avec mes convictions et n'étant pas schizophrène, je ne peux pas faire le grand écart entre ce que je fais et ce que je dis*», a ajouté David Derrouet, déclarant que François Hollande «*se comporte comme un monarque républicain*» qui «*décide de tout*».

Relevant une «*hémorragie de militants*», David Derrouet avertit: «*Il se pourrait bien qu'il y ait également une hémorragie d'élus. Certains ne veulent pas bouger avant les municipales, mais je pense qu'après, certains vont se sentir plus libres*». lefigaro.fr 24.10

[En attendant qu'un nouveau modèle de "**croissance**" se mette en place : taillable et corvéable à merci.](#)

- Chômage: retour de balancier en septembre et nouveau record AFP

En partie "*contre-effet*" du bug d'août, le nombre des demandeurs d'emploi sans activité a bondi de 60.000 en septembre pour établir un nouveau record (3,29 millions).

En incluant l'Outre-mer, Pôle emploi recensait au total fin septembre 5,1 millions d'inscrits, avec ou sans activité réduite, dont 2,1 millions depuis plus d'un an.

Le principal instrument du gouvernement pour faire baisser le chômage reste les contrats aidés, en attendant que la reprise de l'activité économique soit assez forte pour créer des emplois.

La durée des contrats subventionnés classiques a été allongée et surtout, plus de 70.000 emplois d'avenir, destinés aux jeunes peu ou pas qualifiés, ont été signés depuis novembre 2012. AFP

[Le gouvernement invente le racket rétroactif à la française](#)

Il n'a pas inové en la matière, les Etats-Unis sont coutumiers du fait.

- Taxation rétroactive des gains de l'épargne: "désespérée", mais bien légale - L'Expansion.com

La non-rétroactivité des lois est un principe général du droit. Mais selon le Conseil constitutionnel, elle n'a de valeur constitutionnelle qu'en matière répressive. Dans sa jurisprudence, il a donné au législateur la possibilité "d'adopter des dispositions fiscales rétroactives". Il suffit d'avoir "un motif d'intérêt général suffisant". Le Conseil n'a pas reconnu l'exigence de "sécurité juridique" comme un principe constitutionnel.

D'autre part, nous précise Henri Sterdyniak, économiste à l'OFCE, il ne s'agit pas de taxer les gains réalisés avant la mise en vigueur de la mesure. Seules les plus-values réalisées à partir du 26 septembre 2013, date à laquelle la mesure a été rendue publique, sont concernées.

Pourquoi ne prendre en compte le rendement des placements qu'à partir de 1997? Le projet de loi expose ainsi que les prélèvements s'appliqueront "à une assiette unique, définie par celle de la contribution sociale généralisée, à savoir les gains acquis depuis 1997". Selon Henri Sterdyniak, c'est parce que l'administration fiscale ne connaît la valeur des produits de placements que depuis leur assujettissement à la CSG en 1997. La mesure aurait même pu s'appliquer à des placements antérieurs si leur valeur de départ avait été fiscalement établie. L'Expansion.com 24.10

Une de mes deux soeurs appartient à la classe moyenne, voici un extrait du courriel qu'elle m'a envoyé hier.

- "... en ce moment nous devenons des vrais vaches à fric ! Nous faisons que payer des taxes supplémentaires. Avec C. nous commençons à envoyer le maximum d'argent au Portugal, au moins nous ne sommes pas taxés comme en France.

Nous nous demandons si nous n'allons pas vendre notre maison, car entre les impôts locaux et la taxe foncière les montants deviennent de plus en plus importants, à Montesson pour les 2 nous avons dû déboursier 5 800 €, nos économies diminuent tous les ans pour payer ces taxes.

Sans compter les impôts sur le revenu qui ont augmenté et en plus maintenant ils vont nous taxer sur le PEL et l'assurance vie à 15,5 %, je vais tous fermer.

Nous allons regarder également si nous ne ferions pas mieux de fermer la société (rénovation dans le bâtiment je précise) et en ouvrir une au Portugal, car même de ce côté-la, les impôts et taxes n'arrêtent pas."

J'ai plus de bol en Inde, je viens de placer en banque (d'Etat) 300.000 roupies supplémentaires à 8,75% d'intérêt l'an sur 5 ans, net d'impôt, d'ailleurs en dehors de la TVA, je ne paie pas d'impôt, même pas l'eau, pas d'assurance pour la maison que je loue, rien en dehors de l'assurance de la moto qui est fonction de sa valeur et elle va avoir 10 ans, je vais payer entre 12 et 15 euros en février prochain, une ruine !

Commentaire d'internaute.

Je ne vis pas en France, j'ai sélectionné ces commentaires car je pense qu'ils doivent refléter l'état d'esprit ambiant qui règne au sein de la classe moyenne ou couche moyenne et de la petite-bourgeoisie.

1- Loi votée par 64 voix contre 22= 86 : Où sont les 491 autres députés ?

Qui ?

2- Trop de gens ont peur de la rue, trop ont peur de leurs pertes économiques dans l'aventure de l'explosion sociale. Il n'empêche: cette mesure est un vol légalisé.

Comme le capitalisme !

3- C'était donc ça la fameuse pause fiscale du gouvernement ?

Vous vous attendiez à quoi au juste, à un miracle ?

4- Celà fait plus de 30 ans que je vote indéfectiblement PS aux seconds tours à toutes les élections. Ce coup bas des députés PS à l'épargne des classes moyennes dont je fais partie me révolte. Je n'ai jamais rechigné à payer mes impôts, et depuis des années, je modère mes dépenses pour stocker mes économies sur un contrat d'assurance vie en prévision de ma retraite. Alors quoi ? Je

vais payer 2 fois des impôts ? Une première fois sur mon salaire, et une 2e fois sur ce qui me reste ? Et rétroactivement en plus ! Aucun gouvernement, de droite comme de gauche ne s'est depuis 30 ans attaqué à ce point à l'épargne des classes moyennes. Je n'ai qu'un mot : socio-traitres ! C'est terminé. Je voterai désormais pour n'importe qui, mais plus pour le PS.

Socio-traitres, vous êtes encore loin de la réalité, vous manifestez là encore une illusion dans le PS.

5- J'ai vendu des produits d'épargne sous le couvert de la loi qui les a exonérés de taxes après 8 ans. Que vont penser les clients (des salariés et retraités comme vous et moi) qui m'ont fait confiance ? Or ce gouvernement fait fi de ces avantages fiscaux pour les personnes ayant respectées ce laps de temps. Avons-nous à faire à des pilliers de grands chemins qui cherchent par tous les moyens à ne pas respecter les lois antérieures en prônant des mesures de rétroactivité depuis 1997 ?

Si vous le dites. Guerre de rapine à l'extérieur, au Mali, en Libye, en Syrie, guerre de rapine à l'intérieur, c'est la même politique monsieur.

6- Le gouvernement a franchi la ligne rouge. Beaucoup de petits épargnants s'en souviendront. Quand on sait que c'est la masse populaire qui l'a élu, la sanction sera implacable. Grincements de dents en perspective. A commencer par les élections municipales de 2014, un avant goût du chaos qui ne profitera même pas à la droite...

Rançonner la classe moyenne, l'appauvrir comme ils le font déjà des travailleurs en général, c'est à la fois le produit de la crise du capitaliste qui n'a pas d'issue, sauf à le renverser, et leur stratégie pour que seule l'oligarchie règne en maître absolue.

7- Pourquoi les oeuvres d'art ne sont pas taxées et que c'est toujours le petit peuple qui paye la note ? A présent les Français vont regarder à deux fois avant de signer un contrat avec une banque, nous avons un Etat de voleurs, quand un contrat a été signé il ne faut pas revenir dessus, les prochaines élections vont mettre un terme à toute cette forfaiture.

Vous vous faites des illusions, vous feriez mieux de vous concentrer sur la question que vous vous êtes posé au début : Pourquoi font-ils toujours payer les pauvres, tandis que les riches s'enrichissent toujours plus ? C'est leur système économique en faillite qui le veut ainsi. On le garde ou on s'en débarrasse, choisissez.

8- Ce qui est légal aujourd'hui sera illégal demain et vice versa. Ce qui ne changera jamais c'est l'hypocrisie des élus. Droite, gauche blanc bonnet, bonnet blanc. Il faut une vraie révolution économique, culturelle et redéfinir la vraie démocratie, celle originelle où les élus sont les représentants du peuple. Comment révoquer un élu qui ne respecte pas ses engagements ?

Pardi, en le décrétant ! Mais qui peut le décréter sinon un gouvernement ouvrier révolutionnaire.

9- C'est vrai que le gouvernement actuel s'y prend avec talent pour désespérer les classes moyennes : la punition électorale va être historique !

C'est effectivement vraisemblable. Le pays va devenir ingouvernable, en haut ils ne pourront plus gouverner comme avant, et en bas on ne pourra plus vivre comme avant, la conjonction de ces conditions politiques est nécessaire pour que survienne une révolution, plutôt une bonne nouvelle, non ?

[Espionnage: La NSA a mis sur écoute 35 dirigeants de la planète](#)

Un responsable de l'administration américaine a transmis les numéros de téléphone de 35 dirigeants de la planète à l'Agence américaine de sécurité nationale (NSA) qui les a placés sur écoute, révèle le Guardian ce jeudi grâce à des documents transférés par Edward Snowden.

Cette nouvelle révélation intervient au moment où l'Allemagne se montre scandalisée par les révélations sur une possible surveillance du portable de la chancelière Angela Merkel par les Etats-Unis.

Il a effectivement espionné dans le passé les communications de Angela Merkel.

Dans ce document interne daté du 27 octobre 2006, la NSA «encourage les hauts responsables des branches de l'exécutif qu'elle compte parmi ses clients comme la Maison Blanche, le département d'Etat et le Pentagone, à partager leurs carnets d'adresse avec l'agence».

A lui seul, un haut responsable, dont ni l'identité ni la fonction ne sont révélées, a transmis «200 numéros, dont 35 de dirigeants de la planète», sans que l'on sache desquels il s'agit, se félicitent les responsables de la NSA dans le document. Ils expliquent toutefois que la surveillance de ces numéros de téléphone n'a donné que peu de résultats. 20minutes.fr 24.10

[Intox. La réponse est contenue dans la question.](#)

- Espionnage: la Cnil s'interroge sur l'existence éventuelle d'un Prism français - AFP

Lisez bien, la Cnil avoue ne rien contrôler du tout pour aussitôt se "*réjouir*" des garanties que lui aurait fournies le Parlement européen, qui la veille avait démontré qu'il ne contrôlait rien lui même en demandant à la Commission européenne de suspendre l'accord Swift. (lire la causerie du 23). Décidément ils ne savent même pas mentir !

- La Commission nationale de l'informatique et des libertés a saisi le Premier ministre et les ministres de l'Intérieur et de la Défense d'une demande de précisions sur l'éventuelle existence d'un dispositif d'espionnage français équivalent au programme américain Prism.

"La Cnil a saisi le Premier ministre, ainsi que les ministres de l'Intérieur et de la Défense, d'une demande de précisions sur l'éventuelle existence d'un programme français similaire au programme Prism, qui serait ainsi réalisé en dehors du cadre juridique prévu par le législateur", dit l'institution dans un communiqué.

La Cnil, qui "*ne peut contrôler, de manière générale, les fichiers de renseignement*", a par ailleurs "*proposé au gouvernement de renforcer son pouvoir de contrôle en la matière*".

Fin juillet, les responsables du renseignement français avaient nié intercepter toutes les communications, comme l'avancé le quotidien Le Monde. Le journal avait écrit le 4 juillet que la France disposait d'un système d'écoutes illégal et clandestin comparable à celui des États-Unis.

L'institution réitère dans ce communiqué ses inquiétudes concernant Prism. Ce programme, supervisé par l'Agence nationale de sécurité américaine (NSA), "*constitue une violation de la vie privée des citoyens européens d'une ampleur inédite et illustre concrètement la menace que représente la mise en place d'une société de surveillance*".

Elle propose des solutions pour prévenir ces risques et demande notamment "*que tout transfert de données relatives à des citoyens européens à la demande d'États tiers soit subordonné à l'autorisation des autorités des pays des citoyens concernés*", rappelle-t-elle.

"Les amendements adoptés par la commission +LIBE+ du Parlement européen, le 21 octobre, sur ce projet de règlement, montrent que ces préoccupations ont été entendues", se réjouit l'institution. AFP 24.10

[L'impérialisme américain mène une croisade planétaire pour la démocratie, sauf aux Etats-Unis.](#)

- Aux Etats-Unis, la série noire des adolescents armés - Francetv info

Ils ont entre 11 et 14 ans et portent déjà des armes. En moins d'une semaine aux Etats-Unis, quatre adolescents ont été interpellés ou tués les armes à la main. Mercredi 23 octobre, un garçon de 11 ans a été arrêté pour tentative de meurtre dans son école de Vancouver (Washington). Il avait sur lui un pistolet, 400 cartouches de munitions et plusieurs couteaux.

Des quatre incidents, celui de Vancouver est le seul à ne pas avoir fait de blessés. Lundi, un adolescent de 12 ans a tué un professeur qui essayait de le maîtriser, alors qu'il avait commencé à tirer sur ses camarades d'un collège de Sparks (Nevada, ouest). Il s'est ensuite suicidé en retournant l'arme contre lui.

Une enseignante tuée dans le Massachusetts

Le lendemain, un adolescent de 13 ans a été abattu par la police en Californie alors qu'il se promenait dans la rue avec ce qui semblait être un fusil. La police lui a ordonné de lâcher son arme "*et immédiatement après, les officiers ont tiré à plusieurs reprises sur le sujet et l'ont touché*", selon le shérif du comté de Sonoma. L'arme s'est avérée être un fusil à plombs.

Enfin, mercredi, une enseignante de 24 ans a été tuée par un adolescent de 14 ans dans un lycée de Danvers (Massachusetts, nord-est). La police a retrouvé du sang dans les toilettes et découvert le corps de la jeune femme dans les bois à proximité. Francetv info 24.10

[INFOS EN BREF](#)

POLITIQUE

1- Espagne

Sans complexes, derrière son regard bleu profond, Pedro Pablo Peña, le président du petit parti Alianza Nacional, n'hésite pas à se revendiquer fasciste, néonazi, représentant d'une extrême droite marginale en Espagne mais qui espère se nourrir de la crise et des tensions indépendantistes.

Sous l'oeil attentif des jeunes sympathisants réunis dans le petit local, à Madrid, du parti qu'il a fondé en 2006, cet avocat énumère les grandes lignes de son idéologie: "*Nation, race et socialisme*".

A ce jour, la mouvance néonazie, héritière du franquisme, reste très minoritaire en Espagne, avec à peine 0,3% des voix aux législatives de 2011 et seulement quelques dizaines d'élus municipaux dans les régions de Valence, de Madrid et en Catalogne.

De fait, en Espagne, c'est le Parti populaire, l'une des deux grandes formations parlementaires, au pouvoir depuis 2011, qui recueille traditionnellement les votes des secteurs les plus conservateurs.

Le PP, successeur d'Alianza Popular, fondé en 1976 par l'ex-ministre franquiste Manuel Fraga, "*est parvenu à intégrer des secteurs de la société qui auraient pu rejoindre ces mouvements (d'extrême droite), mais se retrouvent dans une partie de son discours*", remarque Fernando Vallespin, professeur de Sciences politiques à l'Université autonome de Madrid.

Récemment, plusieurs épisodes isolés ont d'ailleurs rappelé que la droite traditionnelle espagnole n'a jamais totalement rompu avec le franquisme.

Le 12 octobre, jour de la fête nationale espagnole, Alianza Nacional a participé à une manifestation à Barcelone contre les aspirations à l'indépendance de la Catalogne, qui a rassemblé environ 400 personnes agitant le drapeau de l'Espagne franquiste.

"*Je ne vois pas en Espagne de mouvements ou de partis à l'image de ceux que nous voyons ailleurs en Europe, qui aient la capacité de déstabiliser le système politique*", souligne Fernando Vallespin. Pour lui, cependant, c'est sur le thème de l'unité nationale, plus que sur l'immigration, que l'extrême droite peut espérer se faire entendre.

"*Ce à quoi nous aspirons, c'est récupérer une partie du peuple espagnol qui croit encore dans les valeurs du peuple espagnol: l'honnêteté, la discipline, le patriotisme, la religion, la virilité*", remarque Pablo Peña.

Pour séduire cet électorat, Alianza Nacional mise sur l'action sociale. "*La crise peut nous aider*", assure l'avocat, qui a chargé deux jeunes militantes, Adriana Truchado, 22 ans, et sa cousine de 17 ans, Andrea Martinez, de mettre en place ce programme.

De la nourriture, des vêtements, des fournitures scolaires, même un berceau s'entassent dans l'appartement d'Adriana, dans un quartier ouvrier du nord de Madrid. Les bénéficiaires seront des familles de chômeurs, à la condition expresse qu'il s'agisse d'Espagnols. AFP 24.10

2- Turquie

Un groupe de musiciens et d'artistes turcs a créé un parti politique, le Parti Gezi, du nom du petit parc d'Istanbul dont la destruction annoncée a déclenché la vague de contestation antigouvernementale sans précédent de juin dernier. "*Nous voulons tous vivre dans un pays démocratique. Pour faire valoir nos revendications, nous sommes descendus dans les rues et nous avons perdu des vies (...)* Il est temps maintenant d'entrer au Parlement", proclament les dirigeants du nouveau mouvement dans un communiqué publié sur leur page Facebook.

La présidence du Parti Gezi, qui a été officiellement enregistré le 1er octobre auprès du ministère turc de l'Intérieur, a été confiée à un talentueux guitariste et compositeur rock âgé de 37 ans, Cem Köksal. Le mouvement a l'intention de présenter des candidats aux élections législatives de 2015 avec l'ambition de réviser la Constitution turque pour la rendre "*plus démocratique*". Liberation. fr 24.10

3- Syrie

3.1- "*Les Etats Unis se rendent peu à peu à l'évidence : ils sont incapables de renverser le régime syrien et ils ont toujours l'Iran en face d'eux et pas à leurs côtés*". C'est en ces termes que le journal israélien Haaretz fait le point sur la situation en Syrie sous l'intitulé "*Soutien à Assad? Nouvelle preuve de l'échec des rebelles*" : le journal aborde les négociations qui se déroulent en ce moment entre l'ASL et le régime Assad, négociations qui ont tout pour convaincre l'administration US de leur incapacité à provoquer la chute d'Assad. Haaretz évoque la double paralysie américaine sur le terrain du combat : la montée en puissance

des courants takfiris d'une part et la faiblesse croissante de l'ASL de l'autre : A cet égard il est fort possible que les Etats Unis parviennent à la conclusion suivante : il n'y plus aucun groupe pour prendre en main la révolution en Syrie.

Cet aspect de la chose a l'inconvénient de pousser les Etats Unis à abandonner le projet de démocratisation de la Syrie à croire que le temps n'est pas venu pour que la Syrie se démocratise. Les efforts de l'opposition anti-Assad à l'étranger ne sont pas d'ailleurs de nature à susciter trop d'espoir à Washington et les négociations des officiers de l'ASL avec le régime non plus.

Haaretz fait allusion au rapport du célèbre journaliste de *The Independent*, Robert Fisk qui avait fait état la semaine dernière de la rencontre de deux figures célèbres de l'ASL avec les commandants de l'armée arabe syrienne. : Au cours de cette rencontre les deux parties ont abordé la possibilité de l'amorce du dialogue national qui se ferait très probablement dans la foulée d'une reddition des forces de l'ASL en échange de la protection de leur vie et de leur biens. L'ASL pourra selon la teneur de ces négociation prendre part au processus de la démocratisation du pays et sans exiger le départ d'Assad oeuvrer dans le cadre de la campagne électorale à venir pour que leurs candidats soient élus. Haaretz s'inquiète de ce que ces évolutions finissent par décevoir les Etats Unis et les convaincre du fait qu'en Syrie Il n'existe pas le potentiel révolutionnaire nécessaire. Cette chose pourra aussi dissuader les Américains d'aider au renversement Assad puisque ce dernier pourrait être remplacé par Al Qaida .

La guerre en Syrie entre bientôt dans sa troisième année avec le spectre d'Al-Qaïda de plus en plus puissant sur une Syrie en voie de démembrement. Les Américains finiraient très probablement par renoncer à renverser Assad croyant qu'une Syrie sous la dictature d'Assad est mieux qu'une Syrie qaidisée. Les Américains pourront aller même vers une entente avec la Russie pour fixer le sort des Qaidistes. french.trib.ir 24.10

3.2-Quelle objectivité ? Dis-moi qui t'héberge et te finance, je te dirai dans quel camp tu es.

- Syrie : Radio Rozana, les ondes de la guerre - lepoint.fr

La radio de l'opposition émet 6 heures par jour depuis Paris en diffusant les reportages de ses correspondants qui suivent le conflit dans le pays.

Rozana (le nom signifie "*la fenêtre qui laisse passer la lumière*" en arabe) est une radio "*réalisée par les Syriens, pour les Syriens*" et qui se veut indépendante de toutes les factions de l'opposition. "*Nous voulions donner la parole à toutes les opinions et parler des sujets sensibles, comme la religion, les minorités ou encore la place des femmes*", explique Lina Chawaf. Le projet a séduit plusieurs partenaires, dont Canal France International (CFI), une structure financée par le ministère français des Affaires étrangères et chargée d'aider à la formation de jeunes médias à l'étranger.

C'est alors qu'intervient CFI. "*Nous avons organisé deux formations d'une dizaine de jours à la frontière turque. Tous les correspondants n'ont pas pu venir à cause de la guerre. Quand on leur a demandé de se présenter, c'était très émouvant. La plupart avait dû braver des dangers inimaginables pour être là, traverser des lignes de front, sortir clandestinement*", met en avant Nour Hemic, chargée de projet de CFI. lepoint.fr 22.10

4- Etats-Unis

Le général à la tête de l'Africom a assuré mercredi, lors d'une conférence de presse, que le Pentagone n'envisageait pas de supprimer le commandement militaire des Etats-Unis pour l'Afrique malgré la perspective de nouvelles coupes budgétaires. Le budget annuel de l'Africom s'élève à 296 millions de dollars, un somme qui ne pourrait même pas financer les frais de l'une des bases américaines à Djibouti, selon les rapports parvenus. La présence du commandement militaire américain en Afrique, constitue un soutien militaire et fait avancer les politiques du département d'Etat américain sur le continent noir. « *Depuis toujours, les Etats-Unis avaient des intérêts en Afrique. Ce qui est nouveau depuis les cinq dernières années est que nous sommes plus directement engagés, mieux coordonnés* » que par le passé, a affirmé la secrétaire d'Etat adjointe pour l'Afrique, Linda Thomas-Greenfield, lors de cette même conférence. Ces dix dernières années, l'armée américaine a tissé un réseau logistique à travers toute l'Afrique de l'Est notamment, avec des accès sécurisés à des ports et aéroports stratégiques. Cette présence a suscité de nombreuses réactions.

Dans le même temps, la prétention de lutter contre la présence d'Al-Qaïda en Afrique qui représente la principale menace pour la sécurité sur ce continent, sert de bon prétexte à la présence militaire des Etats-Unis en Afrique. De son côté, Washington a cherché à profiter au maximum de cette prétention. En donnant des promesses d'aides commerciales, en matière technologique et militaires, l'administration d'Obama a tenté de préserver les intérêts de Washington en Afrique et d'atténuer la vague de pessimisme vis-à-vis des agissements américains sur ce continent.

De l'avis des experts ce constat a rendu plus difficile la confrontation avec l'influence de la Chine. Et ce alors que l'une des raisons de la création de l'Africom, est de faire face à l'influence chinoise sur ce continent outre la poursuite des objectifs et revendications militaires des Etats-Unis. Avec son influence en Afrique, la Chine a compromis le plus grand objectif américain sur ce continent noir qui est l'accès au pétrole. En tout état de cause, après le Moyen Orient qui est considéré comme la plus grande source de pétrole et de gaz dans le monde, le continent africain recèle la plus grande part des ressources naturelles de gaz

et de pétrole.

Sous sa présidence, ex-président américain, George Bush avant affirmé en 2003 que dans un proche avenir 25% de l'importation américaine de pétrole proviendrait du continent africain. Et ce alors que la Chine envisage élargir ses relations avec l'Afrique et sans tenir compte de certaines considérations politiques fréquentes, elle a développé ses relations économique avec les pays africains. Cette démarche a amené les pays occidentaux à considérer la Chine comme un rival qui cherche sa part des ressources africaines et opter pour le militarisme. De l'avis des experts l'envoi de drone américains, et l'ingérence flagrante en Somalie et dans les autres régions en conflits révèlent bien les politiques à long terme des Etats-Unis dans la région. french.irib.ir 24.10

5- Russie

L'agitation islamiste dans le Caucase est une vieille affaire.

Elle a commencé dès les Années 30 et a été organisée par le IIIe Reich et le Parti nazi allemand pour déstabiliser l'URSS. Elle a alors culminé lors de la seconde guerre mondiale en 1941-44 qui a même vu de nombreux musulmans 'soviétiques' combattre avec les Nazis, y compris dans la Waffen SS. Parmi les collaborateurs des nazis les Frères musulmans, organisé en réseaux par les nazis, depuis leur centrale de Munich. Cfr. le livre enquête « *Une Mosquée à Munich. Les Nazis, la CIA et la montée des Frères musulmans en Occident* » de Ian Jonhson (JC Lattès).

Les islamistes instrumentalisent le "grand jeu" géopolitiques contre la Russie.

En 1945, les réseaux musulmans sont repris en mains par les Américains et engagés dans la guerre froide contre l'URSS. La fin de celle-ci ne marque pas la fin mais un nouveau départ. Car les géopoliticiens US, dont Brezinski, l'auteur du « *Grand Echiquier* », ont repris le programme géopolitique du théoricien nazi Rosenberg et leur but final est l'éclatement de la Fédération de Russie. Le Caucase russe, ventre mou de la Russie, est l'un des fronts privilégiés de cette guerre sourde. Les deux guerres de Tchétchénie – 1994 et 1999 (gagnée par Moscou) -, l'agitation au Dagestan en sont les manifestations.

Derrière les ennemis de la Russie : USA, NATO, Saoudiens qui ont pris en mains les djihadistes du Caucase. Vilnius en Lituanie abrite leurs moyens de communication sur le Net. Quand à la Géorgie, ses services secrets offrent réseaux, filières ...

La guerre d'agression contre la Syrie est en partie une projection du conflit du Caucase russe. Les djihadistes caucasiens y combattent dans une grosse katiba de l' « *Emirat Islamique du Caucase* ». Et les ennemis de Damas entendent bien exporter le conflit en Russie pour punir Moscou. Des sources diplomatiques évoquent même en coulisse des menaces directes du prince saoudien Bandar Sultan, patron des services spéciaux de Riad et véritable dirigeant des terroristes islamistes et des djihadistes en Syrie, sur les JO de Sotchi ...

Les islamistes à l'origine de l'attentat de Volgograd....

Une kamikaze originaire du Dagestan, république instable du Caucase russe, a tué ce lundi six personnes en se faisant exploser dans un autobus rempli d'étudiants à Volgograd, « *un attentat qui a ravivé les craintes concernant la sécurité à 100 jours des JO de Sotchi* » selon l'AFP. "Six personnes ont été tuées ainsi que la femme kamikaze" dans l'explosion survenue vers 14H00 locales (10H00 GMT) à Volgograd (ex-Stalingrad, sud), a indiqué à l'AFP un porte-parole du comité d'enquête russe. "L'enquête a été ouverte pour attentat terroriste, meurtre et trafic d'armes et d'explosifs", a ajouté un responsable du comité d'enquête, Vladimir Markine, dans un communiqué.

Selon les informations diffusées par la branche locale du comité d'enquête, la kamikaze "s'est récemment convertie à l'islam". Il s'agit de Naïda Assialova, 30 ans, habitante de Makhatchkala, capitale du Dagestan, république instable du Caucase, proche de la Tchétchénie, a précisé M. Markine. Selon les enquêteurs, elle avait fait ses études à Moscou où elle a fait la connaissance de Dmitri Sokolov, son futur époux, qu'elle a "enrôlé" dans la mouvance islamiste armée. "Sokolov s'est rendu au Dagestan. Aujourd'hui il est recherché comme membre d'un groupe armé de Makhatchkala", a indiqué la branche locale du comité d'enquête.

La Russie a été frappée depuis 1999 par une série d'attentats sanglants, plusieurs d'entre eux étant commis par des femmes-kamikaze, arme privilégiée de la rébellion islamiste. Cette rébellion a notamment revendiqué un double attentat suicide en mars 2010 dans le métro de Moscou (40 morts) et un autre à l'aéroport Moscou-Domodedovo en janvier 2011 (36 morts).

Après la première guerre de Tchétchénie (1994-1996), la rébellion s'est rapidement islamisée – sous l'impulsion des Américains et des Saoudiens - et a de plus en plus débordé hors des frontières de cette petite république pour se transformer au milieu des années 2000 en un mouvement islamiste armé actif dans tout le Caucase du Nord.

Le chef des islamistes du Caucase russe Dokou Oumarov, ennemi numéro un du Kremlin, avait appelé en juillet dans une vidéo à des attaques contre les JO de Sotchi (sud), qui s'ouvrent le 7 février, pour empêcher "par tous les moyens" la tenue de cet

événement. Oumarov a à maintes reprises déclaré qu'il voulait porter le terrorisme partout en Russie. Ils ont menacé Sotchi, mais pas seulement". *"Nous vivons avec la menace terroriste et cette attaque nous le rappelle"*, affirme un expert russe.

Il s'agit sans aucun doute d'un avertissement de Bandar Sultan, dont le récent voyage à Moscou s'est mal déroulé, à Poutine sur la Syrie. Mais connaissant le maître du Kremlin, il s'agit vraiment d'une faute qui ne restera pas sans réponse. french.irib.ir 24.10

ECONOMIE

Groenland

- Groenland: London Mining remporte la première grande concession minière - AFP

Le Groenland a annoncé jeudi avoir accordé sa première grande concession minière à une compagnie minière britannique qui va avoir recours à des travailleurs chinois.

London Mining a indiqué dans un communiqué qu'il était autorisé à exploiter pendant 30 ans un gisement de minerai de fer à 150 km au nord-est de la capitale Nuuk, qui devrait produire 15 millions de tonnes par an.

Le Groenland, territoire autonome du Danemark, compte fortement sur ses ressources en minerais pour développer une économie qui dépend des subsides versés par Copenhague et de la pêche.

Lors des élections législatives en mars, les Groenlandais ont porté au gouvernement des sociaux-démocrates qui ont promis de tirer parti fiscalement de l'intérêt de groupes étrangers pour le sous-sol de l'île.

La majorité des ouvriers devraient être chinois, London Mining ayant indiqué en 2010 que *"l'implication de groupes chinois devraient selon les prévisions permettre des économies de coût importantes"*.

La compagnie table sur 810 emplois au plus fort de l'exploitation de la mine, dont il estime que 55% pourraient être occupés par des Groenlandais. AFP 24.10

[Haut de page ↗](#)

Le 26 octobre 2013

CAUSERIE

Vendredi 22h20 à Pondichéry

J'ai ajouté 23 documents et quelques liens ont été réparés.

Vendredi 23h55 à Pondichéry

J'ai eu le temps de lire quelques articles que j'avais mis en ligne plutôt et de télécharger deux morceaux de Michael Angelo Batio plus un de Steeve Vai en concert à Jakarta en 2013,

J'ai remis la Tribune libre à la demande de plusieurs militants. Celle d'août a été archivée. J'ai mis ce que j'avais conservé dans mon disque dur uniquement. Maintenant je vais pouvoir écouter un peu de musique pour me détendre.

Samedi 17h15

Le site est actualisé et je n'ai pas envie d'ajouter un mot, je serais forcément désagréable.

[Le saviez-vous ?](#)

- Même dans ses rapports à l'Associated Press, MSF reconnaît qu'il opère dans six hôpitaux en zone rebelle. Dans l'article de

Tony Cartalucci, intitulé "*Les médecins derrière les plaintes contre les armes chimiques aident les terroristes*" ("Doctors Behind Syrian Chemical Weapons Claims are Aiding Terrorists"), il est fait mention que derrière l'apparente indépendance de MSF, cette ONG est subventionnée par les intérêts de financiers qui supportent l'action militaire occidentale contre la Syrie.

MSF est financé par les mêmes groupes financiers qui soutiennent la politique étrangère de Wall Street et de Londres qui appelle au changement de régime en Syrie et en Iran.

Le rapport annuel de MSF en 2010 inclus parmi ses donateurs : Goldman Sachs, Wells Fargo, Citigroup, Google, Microsoft, Bloomberg, le capital de Bain de Mitt Romney et une myriade d'autres groupes financiers. MSF fait figurer aussi au sein de son conseil des banquiers tel que Elizabeth Beshel Robinson de Goldman Sachs.

(source : Médecins Sans Frontières : Une branche médicale de la machine de guerre en Syrie - 10.10.2013 - Comité Valmy)

Avec de tels parrains, MSF est une organisation malfaisante et mafieuse. On en apprend de belles tous les jours. Il n'y aurait rien d'étonnant à cette ONG serve aussi de couverture aux services de renseignement français et d'autre pays, israéliens par exemple compte tenu qu'elle a été créée et dirigée par des sionistes déclarés.

ACTUALITE EN TITRES

[Période électorale. Il n'est pas gonflé.](#)

- Armée: Le Drian donne un "*ballon d'oxygène*" aux bases militaires - AFP

[Domage que l'exécution soit reportée...](#)

- Le juge Burgaud fait un procès à Bertrand Tavernier - LePoint.fr

Fabrice Burgaud, qui a instruit l'affaire d'Outreau, avait initialement déposé plainte pour "provocation au crime", pour les propos tenus le 10 avril par le réalisateur dans l'émission "*C à vous*" sur France 5. Bertrand Tavernier évoquait le film "*Présumé coupable*", dans lequel l'huissier Alain Marécaux, l'un des acquittés de l'affaire d'Outreau, est incarné par Philippe Torreton. Le réalisateur avait notamment déclaré: "*C'est quelqu'un que vous avez envie d'exécuter le juge d'Outreau.*" Il avait aussi accusé le juge d'avoir "*cassé des vies*", "*détruit des gens*". LePoint.fr 25.10

On croit rêver, un procès pour une simple pensée exprimée au cours d'une émission et que tout le monde a oublié depuis longtemps ou que personne n'avait retenue. Que Tavernier dénonce cette dictature des juges sans scrupules, des crapules à l'image du régime.

[Un ghetto dans le ghetto](#)

- A Paris, le XVIe fait une petite place aux HLM - Liberation.fr

[Ticket gagnant.](#)

- L'Eurostar fait de la pub pour l'exil fiscal - Francetv info

"*En avez-vous assez de payer trop d'impôts en France ?*" Cette publicité, repérée vendredi 25 octobre par un passager de l'Eurostar dans Metropolitan, le magazine distribué à bord, est une véritable invitation à l'exil fiscal. Francetv info 25.10

[Charettes](#)

- Hochtief supprimerait jusqu'à 2.000 emplois en Europe - Reuters

- Electrolux va supprimer 2.000 postes - Reuters

- Volvo va supprimer deux mille emplois dans le monde - LeMonde.fr

[Les temps sont durs...](#)

- Vivendi rembourse 1,5 milliard d'euros d'obligations - AFP

- Samsung augmente ses bénéfices de 25% au dernier trimestre - L'Expansion.com

ACTUALITÉ DU JOUR

Un os à ronger pour les courtisans de l'ONU.

L'Allemagne et le Brésil travaillent par ailleurs à la préparation d'une résolution à l'ONU sur la protection des libertés individuelles, qui devrait être présentée au comité des droits de l'homme de l'Assemblée générale des Nations unies, sans mentionner spécifiquement les Etats-Unis. Elle visera à élargir aux activités sur Internet le "*pacte international relatif aux droits civils et politiques*", voté en 1966 par les Nations unies et entré en vigueur en 1976 pour protéger les droits individuels.

Le Brésil et l'Allemagne souhaitent que soit fait référence à Internet dans l'article 17 du pacte, selon lequel "*nul ne sera l'objet d'immixtions arbitraires ou illégales dans sa vie privée, sa famille, son domicile ou sa correspondance, ni d'atteintes illégales à son honneur et à sa réputation*". lemonde.fr 25.10

Manipulation. Faire sauter le verrou de la lutte des classes.

Qui n'a pas envie de dénoncer les "*élites sclérosées*" qui dominent la vie politique en France dont il faudrait "*épousseter*" la pensée en prise à un "*appauvrissement des neurones*" ? Qui serait contre des "*réformes pérennes*" en économie ou en politique qui remettraient en cause la "*domination exercée par une minorité uniforme et unicolore*" au profit du "plus grand nombre (et) de faire briller leur différence" ?

Et par quoi passerait ces "*réformes*" ? Par "*l'université ou militer pour un peu de discrimination positive*", afin d'aboutir à une situation où "*l'élitisme pour tous*" serait la règle.

Mais pourquoi au fait ? Mais pour lutter contre "*le déclin de la France dans le monde*" qui est la conséquence du conservatisme de ses élites.

Et qui se livre à ce constat relayé par Libération, le journal de gauche du banquier Rothschild ? Je vous le donne ne mille : Les Anglo-Saxons !

Reprenons.

Leur méthode a consisté à présenter un constat accablant que chacun pourrait faire de son côté sur les élites qui dirigent ce pays, sans être demandeur de ces "*réformes*" en ce qui nous concerne, histoire d'amener le lecteur à partager les conclusions que Libération tirent de ce constat.

Sauf que voilà, une fois qu'on a pris connaissance des auteurs de ce constat et qu'on se remémore l'idéologie à laquelle ils adhèrent, on en arrive à se dire qu'on était en présence d'un procédé malhonnête tendant à masquer les véritables intentions de ses auteurs, car le lecteur lambda ne fera pas forcément le lien avec leur idéologie dont ils font la propagande à longueur de temps.

Maintenant, de quelle manière s'y prennent-ils pour le manipuler ?

Ils vont focaliser l'attention du lecteur sur la discrimination sexuelle ou raciale, autrement dit, ils se servent des droits bafoués de certaines couches de la population ou de certaines minorités que réprouvent généralement leurs lecteurs, non pas pour qu'ils en acquièrent forcément, non pas pour s'attaquer à ce qu'ils appellent le déclin de la France, ils visent en réalité le conservatisme politique qui en est le véritable responsable à leurs yeux, afin de le briser au profit de l'idéologie néolibérale chère à l'impérialisme anglo-saxon-sioniste et dont Libération est le porte-parole.

Le titre de cet article lapidaire se réduisait à un seul mot "*Alarman!*" devait provoquer une réaction brutale chez les lecteurs qui seraient amenés à envisager un changement radical, une rupture avec un modèle économique et politique, donc idéologique, pour en adopter un autre, qui ici est à peine effleuré mais suffisamment pour qu'on sache ce qu'il recouvre ou qu'on devine son inspiration, le néolibéralisme.

En résumé, on est en présence d'une instrumentalisation des droits des femmes et des minorités au profit du néolibéralisme.

Quand ils dénoncent les "élites sclérosées", ce ne sont pas les élites en tant que telles auxquelles ils s'attaquent dont font partie les dirigeants des médias, mais leur proportion à manquer de détermination pour s'attaquer frontalement aux droits sociaux des travailleurs, aux rapports entre les classes qu'ils continuent d'incarner malgré eux parce qu'ils ne peuvent pas d'un coup se débarrasser du mouvement ouvrier ou anéantir plus d'un siècle de lutte des classes, ils doivent composer avec les classes qui résistent au rouleau compresseur néolibéral, d'où cette propriété dépréciative qu'ils leur collent. Et s'ils instrumentalisent les droits des femmes et des minorités c'est uniquement pour tenter d'enfoncer un coin, d'ouvrir une brèche dans cette résistance de la classe ouvrière et de la classe moyenne, pour la briser, pour les affaiblir et les diviser de telle sorte que le néolibéralisme puisse s'imposer plus facilement.

Ce que ne comprennent pas ou plutôt ne veulent pas comprendre la gauche et l'extrême gauche, c'est que marcher dans cette combines pourrie contribue à favoriser les plans infâmes des néolibéraux. Ils s'en tiennent aux apparences, aux généreuses intentions affichées par les néolibéraux ou leurs porte-parole, l'obtention de nouveaux droits ou l'égalité des droits pour telle ou telle couche ou minorité, alors qu'en réalité ils visent uniquement l'essentiel, nos droits collectifs sociaux et politiques qu'ils parviennent pas ce biais à atteindre et liquider les uns après les autres.

Dites-nous à quoi cela sert-elle l'égalité entre les hommes et les femmes quand ensemble ils sont voués au chômage, à la précarité, à la pauvreté, qu'en reste-il quand les uns et les autres sont réduits en esclavage, cela leur fait une belle jambe de savoir que juridiquement ou institutionnellement ils sont lotis à la même enseigne, quel progrès social ! C'est cette supercherie qu cautionne la gauche et l'extrême gauche, cette imposture dont ils se font les complices parce qu'ils sont incapable de s'attaquer au régime en place ou plutôt ils n'y tiennent pas vraiment, je parle de leurs dirigeants essentiellement, mais pas seulement.

Depuis que Hollande a été élu ils n'ont eu de cesse de procéder de la sorte au nom de l'égalité des droits, les femmes, les homosexuels, les croyants, et maintenant les immigrés illégaux.

Si nous sommes opposés à toute réforme adoptée par le pouvoir en place, c'est parce qu'elle ne peut servir qu'à camoufler et faire passer des mesures politiques d'une portée collective contre l'ensemble des masses exploitées, en revanche nous soutenons et défendons tous les droits conquis par les travailleurs au cours de la lutte de classes, à l'issue de leur mobilisation ou d'une grève. Maintenant, il ne faut pas être borné ou verser dans le dogmatisme, nous défendons tous les droits des travailleurs qu'ils aient été concédés par le régime ou conquis par la lutte.

En quoi dire "**Arabe**" serait-il faire preuve de racisme ? En rien, tout dépend du contexte.

Comme vous avez pu le lire dans une précédente causerie nous n'avons aucune sympathie particulière pour monsieur Mennucci, le candidat du PS aux municipales de 2014, j'avais écrit que c'était le plus mafieux qui avait remporté la primaire au PS.

Lisez bien, alors qu'il sous-entend que Bruno Gilles, sénateur et maire UMP des IV^e et V^e arrondissements de Marseille serait raciste, c'est lui qui le traite ainsi pour avoir évoqué l'"Arabe" en parlant de Samia Ghali battue lors des primaires du PS, pire, Alain Fontanel, secrétaire national du PS et tuteur de la fédération des Bouches-du-Rhône soutient Bruno Gilles.

- Les gros sabots de Mennucci - libération.fr

Alors qu'il passait devant les rangs de l'UMP, le député du centre-ville, hâbleur, demande à la droite si elle veut applaudir le candidat élu dimanche dernier pour représenter le PS à la municipale de mars, c'est-à-dire lui-même. Bruno Gilles, sénateur et maire UMP des IV^e et V^e arrondissements (qui forment un secteur clé pour la victoire), rétorque qu'ils vont plutôt crier «*Samia, Samia*», comme les députés UMP mercredi, à l'Assemblée. Mennucci hésite alors, puis se retourne avant de s'asseoir et lancer : «*C'est bien la première fois que tu serais gentil avec une Arabe*». Tollé immédiat sur les bancs de la droite, qui l'accuse de racisme, lui demande de s'excuser. Le député prétend dans un premier temps au micro qu'il a juste dit «*ce serait bien la première fois que tu serais gentil avec Samia*». Mais le brouhaha redouble, il y a une suspension de séance et la droite en profite pour lever le camp.

«*Eux pensent que le mot "arabe" est une insulte*, répond Patrick Mennucci. *Pour moi, cela n'a jamais été le cas. Je passe mon temps à répéter que la communauté marseillaise est faite d'Arabes, de Juifs, d'Arméniens, d'Italiens, etc.*» Dimanche soir, après sa victoire, il annonçait une campagne municipale menée en commun par «*un petit-fils d'Italiens et une petite fille d'Algériens*».

Pour Alain Fontanel, secrétaire national du PS et tuteur de la fédération des Bouches-du-Rhône, les propos de Patrick Mennucci en séance publique sont «*une expression maladroite qui ne remet en rien en cause [ses] qualités humaines et politiques. Nous n'accepterons jamais, ajoute-t-il, de ramener quelqu'un à ses origines comme la droite cherche, elle, à le faire avec le droit du sang. Samia Ghali est française, point*». Un élu socialiste ajoute que les propos de Mennucci sont d'autant plus maladroits qu'ils viennent «*raviver la blessure de la primaire*». libération.fr 25.10

Il a dit les Italiens, il doit être xénophobe assurément, les Juifs, c'est qu'il est forcément antisémite, non mais à ce compte-là on ne pourra plus écrire ou parler librement, on va risquer un procès à chaque instant, c'est le règne de la terreur qu'ils sont en

train d'instaurer avec le concours des médias qui en rajoute à loirsirs, normal.

Ici on m'appelle l'étranger blanc, étranger parce qu'on ne sait pas de quel pays je viens, blanc parce que la population est noire sans que les Indiens soient racistes.

On a appris par expérience que ceux qui se livrent à ce genre de procès d'intention en France, sont généralement de véritables ordures. Ils appartiennent à la même catégorie que ceux qui font la guerre au terrorisme au nom de la démocratie, alors que ce sont eux qui arment les terroristes ou les fabriquent et piétinent, pilonnent à l'artillerie lourde la démocratie qui est leur pire ennemi.

[Un rapport de force mondial moins favorable à l'hégémonie américaine.](#)

- L'hégémonie des USA sapée par une nouvelle répartition des centres de force. - ruvr.ru

Dans son intervention à l'Université Johns Hopkins de Washington où était présenté le livre consacré à Zbigniew Brzezinski écrit par ses anciens collègues et élèves, le géopoliticien a remis soudain en doute la cause de toute sa vie : le renforcement de l'hégémonie mondiale des Etats-Unis. Selon Brzezinski, la domination de l'Amérique qui a duré 13 ans après l'achèvement de la guerre froide est révolue et ne reprendra probablement pas dans un avenir prévisible.

La domination mondiale des Etats-Unis s'est écroulée pour deux raisons essentielles, a expliqué le directeur adjoint des études du Conseil pour la politique étrangère et la défense Dmitri Souslov. Selon lui, la première raison réside dans la répartition de l'influence politique, économique et militaire dans le monde au milieu des années 2000 due à l'essor de nouveaux centres de force et à la renaissance des anciens.

« Les pays comme la Chine, l'Inde, le Brésil, la Turquie, la Russie se sont développés dynamiquement. Leur force potentielle a augmenté, notamment dans la sphère militaire et politico-diplomatique. Deuxièmement, les Etats-Unis ont commis de multiples erreurs. Ils ont essayé de transformer l'hégémonie souple de l'époque Clinton des années 1990 en une hégémonie dure. Or, ils n'ont fait que précipiter la fin de l'hégémonie sans avoir pu réaliser les objectifs fixés par l'administration Bush, en suscitant la protestation de la part de plusieurs centres de force dans le monde et sapé leurs positions. »

Un facteur fondamental nivelle les efforts des Etats-Unis en vue de conserver le leadership. Selon Dmitri Souslov, c'est la diffusion mondiale de la force. La force est répartie dans le contexte de la mondialisation parmi une multitude d'acteurs étatiques et non étatiques. Les groupes terroristes bénéficient aujourd'hui des possibilités historiquement propres aux Etats. Ainsi, le milieu international change au point qu'il est impossible d'envisager l'hégémonie d'un ou de plusieurs pays. Le « *printemps arabe* » a montré les limites de l'influence des Etats-Unis dans la politique étrangère et confirmé que Washington n'était plus à même de modeler à son gré les événements dans le monde. ruvr.ru 25.10

Note. ruvr.ru est le portail de La Voix de la Russie

[Impensable de mettre en cause le Mossad...](#)

- Mossad, NSA... Qui a vraiment hacké l'Elysée ? - nouvelobs.com

Ironie du sort, c'est la NSA qui permet de lever le voile sur l'étrange piratage qu'a subi la présidence française en mai 2012, avant l'élection de François Hollande. "Le Monde" révèle vendredi 25 octobre, grâce à une note interne de quatre pages de la NSA dévoilée par Edward Snowden, que Paris a dans un premier temps soupçonné l'agence de surveillance américaine d'être à l'origine de la cyberattaque.

Le document de la NSA fait référence à une rencontre qui a eu lieu le 12 avril 2013 entre les responsables américains et deux responsables français, Bernard Barbier, directeur technique de la Direction Générale de la Sécurité Extérieure (DGSE) et Patrick Pailloux, directeur de l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'informations (Anssi). Les deux grands experts français venaient demander "des comptes à leurs homologues américains qu'ils suspectent alors d'être derrière ce piratage".

Dans un chapitre baptisé "pièges potentiels" et "autre information", le document livre les détails des "connaissances de l'agence pour faire face aux accusations françaises", écrit "Le Monde". Le service TAO (Tailored Access Operations) de la NSA, qui gère et mène les cyberattaques à travers le monde, assure le piratage de l'Elysée n'est pas de l'une de ses opérations. Tout de même, le TAO "a demandé à la plupart des plus proches partenaires de la NSA au sein du premier et deuxième cercle s'ils étaient impliqués, tous ont démenti leur implication". "Le Monde" précise que le premier cercle "comprend les seize agences de renseignement américain, le deuxième ajoute le Royaume Uni, le Canada, l'Australie et la Nouvelle Zélande et le troisième intègre des pays comme la France ou l'Allemagne".

Mais le TAO n'a pas demandé "de façon délibérée" au Mossad, les services secrets israéliens, et à l'ISNU, l'équivalent israélien de

la NSA, s'ils étaient impliqués dans le piratage de l'Elysée. "Pour justifier cette retenue, le rédacteur [de la note, NDLR] avance, de manière laconique, que 'la France n'est pas une cible commune à Israël et aux Etats-Unis', écrit "Le Monde". Comme l'analyse le quotidien du soir, "la NSA ne dit pas que le Mossad a mené l'attaque mais semble, néanmoins, considérer comme nécessaire le besoin de mentionner l'existence d'un doute raisonnable à l'encontre de l'Etat juif". (En style sibyllin "doute raisonnable", pour ne pas dire une certitude ? Même la NSA ne peut pas, n'ose pas s'attaquer au Mossad, alors Hollande ! - ndlr)

L'attaque contre la présidence répond à une logique évoluée. L'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (Anssi) aurait mis plusieurs jours pour restaurer l'ensemble du réseau de l'Elysée. En tentant de remonter la piste des assaillants, ils auraient découvert que tout converge vers les Etats-Unis, croit savoir l'hebdomadaire. "La secrétaire d'Etat à la sécurité intérieure de l'administration Obama n'a ni confirmé ni démenti nos informations", souligne "L'Express". Toutefois, l'ambassade des Etats-Unis a formellement démenti les affirmations de l'hebdomadaire, critiquant des "allégations de sources non identifiées".

"Tout ce que je peux vous dire est que l'attaque remonte à plusieurs mois avant notre installation et que nous espérons que cela ne se reproduira pas", concédait l'Elysée au "Nouvel Observateur". nouvelobs.com 25.10

[Et l'assassin international court toujours...](#)

Un ado marocain condamné à la prison pour avoir menacé Obama - lefigaro.fr

Le tribunal de Casablanca a condamné vendredi un adolescent marocain de 17 ans à trois mois de prison ferme pour «crime électronique» et «appel à la violence en utilisant des médias électroniques».

En 2012, Soufiane I. avait posté un message sur Twitter dans lequel il menaçait de mort le président américain Barack Obama. «Je tuerai votre président et toutes les personnes qui seront en sa compagnie. C'est ce que je ferai lorsque j'arriverai aux États-Unis le mois prochain», avait écrit l'adolescent.

Ce n'est qu'il y a près de deux mois que la police judiciaire de Casablanca a interpellé le jeune homme et l'a placé en détention préventive.

En septembre 2012, Donte Jamar Sims, un jeune homme de 22 ans originaire de Charlotte en Caroline du Nord, avait été arrêté par la police après que les services secret américains avaient découvert cinq messages de menace sur Twitter. Le Charlotte Observer a annoncé en mai 2013 qu'il a été condamné à six mois de prison.

Jarvis M. Britton, 26 ans, a été condamné à un an de prison pour avoir proféré des menaces contre Barack Obama sur le réseau social, a révélé le Huffington Post . Cet habitant de l'Alabama aux États-Unis, avait posté le message «Tuons le président. F. E.A.R.». Les initiales F.E.A.R. faisaient référence à une milice anarchiste opposée au gouvernement américain. lefigaro.fr 25.10

Mais quand Obama envoie ses drones au Pakistan ou au Yémen pour massacrer d'innocents vieillards, femmes et enfants, plusieurs centaines de civils sous sa présidence, il est dans son droit. Idem quand la CIA et le Mossad procèdent à des assassinats "ciblés" d'opposants à travers le monde.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Syrie

1- Selon les sources bien informées qui citent les diplomates moyen-orientaux, Washington aurait informé ses alliés européens des mesures de représailles qu'il entend entreprendre contre l'Arabie saoudite et la Turquie pour contrer l'opposition de ces derniers contre ses nouvelles politiques au Moyen Orient. La divergence entre Washington et Riyad ne relève pas de la propagande ou des spéculations politiques destinées à détruire les relations de deux alliés surtout après que Riyad eut renoncé à siéger au Conseil de sécurité à titre de membre non permanent.

Le refus de Riyad a exhorté l'Occident à procéder à des changements substantiels au sein des régimes arabes alliés : les Etats Unis ont poussé à ce que les postes clés comme la politique étrangère, les liens avec les voisins, ou encore la sécurité. " Les intérêts stratégiques des Etats Unis ne se limitent pas au Moyen Orient et au Golfe persique, ils les dépassent pour s'étendre à l'Afrique et en Asie", affirment ces diplomates qui poursuivent : " le rapprochement des Etats-Unis avec l'Iran s'explique en effet par l'incapacité des Etats Unis à attaquer l'Iran. L'Occident a donc tout intérêt à ce que la sécurité du détroit d'Hormuz, voie maritime stratégique, soit assurée".

Les diplomates en question s'exprime aussi sur la possible absence de l'opposition anti Assad à Genève II : " *La pression saoudienne à l'endroit de son maître américain est un casus bellis lancé en direction de l'accord international (Russie-USA), un casus bellis qui se cristallise à travers le maintien du soutien de Riyad aux opposants anti-Assad*". " *Les Etats Unis veulent faire comprendre à l'Arabie saoudite que le nouvel accord russo-américain est un accord à portée internationale et que Riyad ne peut aller à rebours sinon des conséquences dramatiques menaceraient la région*". french.trib.ir 25.10

2- Syrie : l'EIIL rend le voile obligatoire pour les écolières.

La milice terroriste l'Etat islamique en Irak et au Levant a émis un circulaire qui rend obligatoire le port du voile pour les écolières dans des régions qu'elle contrôle. Les terroristes empêchent les petites filles non voilées d'assister aux cours. Cette décision a provoqué la colère des habitants des localités comme Raqa qui la considère comme une ingérence dans leur vie personnelle. Cette décision ramène notre pays à des années de lumière en arrière, disent les habitants. A Raqqa, des dizaines d'étudiants de la faculté technique ont manifesté contre l'EIIL et ont dénoncé les ingérences de la milice dans les affaires des étudiants. french.trib.ir 25.10

Alors qu'on est environ à un mois de la tenue de la conférence de Genève II, l'Arabie saoudite a l'intention d'exhorter les opposants syriens à participer à cette conférence en leur offrant la somme énorme de 300 millions de dollars.

Les Etats-Unis et les gouvernements qui soutiennent les groupes terroristes en Syrie font pression sur ces derniers pour les contraindre à participer à la conférence de Genève II, qui aura lieu en novembre, a-t-on appris aujourd'hui vendredi, d'Al Akhbar en allusion aux propos de John Kerry comme quoi les opposants syriens hésiteraient à participer à cette conférence. Bien que Riyad ait annoncé ne pas participer à la conférence de Genève II et qu'il fasse tout pour en empêcher la tenue, cependant il a l'intention d'allouer 300 millions de dollars aux hauts chefs des opposants pour les contraindre à y participer. Il s'agit de faire face au gouvernement syrien sur le terrain diplomatique.

L'Arabie a également proposé à certains opposants à l'intérieur de la Syrie comme le vice-premier ministre syrien, Qadri Jamil, de quitter le gouvernement syrien en contrepartie d'une récompense et de rejoindre les opposants de l'extérieur avant de participer à Genève II, manière d'unifier et de renforcer les rangs des opposants. Le régime saoudien a également promis aux chefs des terroristes en Syrie de les armer si ils évitent de contredire la coalition des opposants syriens et qu'ils ne perturbent pas la tenue de Genève II . french.trib.ir 25.10

3-Selon Al Akhbar, le chef du renseignement saoudien, Bandar Ben Sultan envisage de "*mettre à profit les expériences politiques et sécuritaires du chef des services du renseignement de Kadhafi en Syrie et en Afrique*". " *Koussa Moussa (chef du renseignement libyen de 1994 à 2009) serait entrée dors et déjà au service de Bandar Sultan et il coopérerait étroitement avec ce dernier*".

Les informations dont dispose Koussa sont précieuses pour Sultan dans la guerre qu'il mène contre la Syrie. Koussa Moussa a été invité cette année par Sultan en pèlerinage de la guerre. Au cours de son séjour, Koussa aurait rencontré à plusieurs reprises le chef du renseignement saoudien. Les rencontres auraient été axées sur la Syrie et d'autres dossiers régionaux. Selon Al Akhbar, Bandar aimerait utiliser Koussa en raison de ses liens avec les services secrets occidentaux . Koussa possède aussi une mine d'informations sur l'Afrique où Bandar pêche le gros de son armée takfirie. french.trib.ir 25.10

[Haut de page ↗](#)

Le 27 octobre 2013

CAUSERIE

Je n'ai pas eu le temps d'actualiser les articles de presse, ce sera pour plus tard en fin de soirée ou demain matin, j'en ai trois en magasin, dont un très intéressant que je commenterai. J'ajouterai aussi quelques nouveaux articles de sources diverses.

Désolé, c'est dimanche et le Seigneur n'est pas avec nous, pas de bol, pas de miracle !

Pas de bonnes nouvelles à se mettre sous la dent ou si peu, il y en a encore là de quoi vomir le capitalisme et nous sommes très loin de pouvoir rendre compte de ses méfaits quotidiens sur l'étendue de notre planète.

Le vieux monde est tellement pourri que bon nombre de travailleurs, des militants ou d'ex-militants ne veulent même plus en entendre parler, ils préfèrent ne pas savoir ce qui se passe, ils ne le supportent plus, moi non plus, vous non plus n'est-ce pas, ils

se détournent de la lutte des classes, ils refusent de s'engager dans un parti, même participer à une action leur semble dérisoire, inutile, ils craignent d'être manipulés, récupérés, trompés, c'est dommage mais on les comprends, les partis du mouvement ouvrier ont ce qu'ils ont récolté, mille fois hélas.

Il y a des militants, qui n'ont manifestement pas vraiment les mêmes principes que nous, qui refusent de le comprendre, du coup il leur faut trouver une autre explication au comportement des travailleurs ou de ces ex-militants qui est amplement justifié, et de fil en aiguille ils en viennent à donner une interprétation de la société qui ne correspond pas à la réalité qui au passage témoigne qu'ils sont coupés de ce que vivent les masses au quotidien.

On peut pendant longtemps se raconter des histoires à soi-même, mais il arrive toujours un moment où la réalité vous rattrape, et ce jour-là la situation prend une tournure dramatique, c'est ce que nous sommes en train de vivre aujourd'hui malheureusement. Est-ce qu'on va s'en sortir ? Rien n'est moins sûr, même si on n'a pas le droit de s'avouer vaincu à l'avance.

On s'acharne quotidiennement à ce qu'il en soit autrement, lucidement, cela déplaît à certains militants, c'est effectivement plus confortable de vivre bourré d'illusions et occasionnellement de verser dans le populisme, l'ouvriérisme, le tiers-mondisme qui en fait creuse un peu plus notre tombe.

On nous a fait prendre des vessies pour des lanternes pendant plus d'un demi-siècle pour se réveiller plongé dans l'obscurité et en arriver à se taper la tête contre les murs, parce qu'on s'est fourré dans un sale pétrin, plus qu'une impasse, dans un labyrinthe dont on ne parvient plus à sortir pour avoir effacé les traces qui nous permettraient de refaire surface, notre maigre espoir ne repose plus que sur la petite lumière que jusque là on a épargné et qui nous est restée fidèle. Vous aurez reconnu le marxisme.

Le mot du jour. Marché.

Normal, c'est dimanche. Non, le marché, la nouvelle idole, la déité, l'idéal devant lequel vous devez vous prosterner.

Attendez, vous avez dit décomplexé qu'ils étaient, avant lire la suite plus loin on ne vous l'avait fait celle-là : «*Une salle de marché est comme une rivière et les spéculateurs sont l'eau de la rivière. Si l'n'y a pas d'eau, il n'y a pas de rivière*».

Il y a de quoi s'étrangler, n'est-ce pas ? C'est ce qu'ils veulent faire entrer dans le cerveau de la population.

On va mijoter un peu avant lire l'article en question, histoire de se rassurer un peu, si l'on veut ou au contraire de se faire peur.

Si c'est "meilleur" pour le marché, alors pourquoi s'en passer, n'est-ce pas ?

- Les gloutons de l'éco - 26 octobre 2013 - Julien Verdier - legrandsoir.info

- "Ceux qui détiennent l'argent, ceux qui occupent une place importante sur leur marché ont, de fait, de grands pouvoirs sur les acteurs qui les entourent. Et la responsabilité d'agir de façon éthique, pour le maintien d'un écosystème économique – et social – vertueux. Ce qui est, de toute façon, meilleur pour le marché en général. La folie des grandeurs et la soif de puissance ont malheureusement parfois tendance à le faire oublier..."

Un " écosystème économique, décidément ils ne savent plus quoi inventer pour justifier leur subordination au marché, au capitalisme, pour voler à son secours.

Faites très attention, les articles de sources diverse que je mets en ligne sont bourrés de trucs dans le même genre.

Ils y viennent à la rupture avec le PS, mais qu'est-ce que cela aura été laborieux, et encore reste à le prouver sur le terrain.

Rompre avec le PS, cela ne doit pas signifier rompre uniquement avec l'idéologie qui lui sert de support actuellement, mais rompre avec le capital dont le contenu idéologique a évolué ou s'est diversifié au fil du développement du capitalisme. Sinon, vous continuerez de vous accommoder du capitalisme.

1- Allez la gauche, finie la veillée et enterrons ce cadavre du PS (car ça commence à sentir la puanteur). - 25 octobre 2013 - ADSkippy - legrandsoir.info

En France, comme ailleurs (...) les parties "social-démocrates", (pas socialistes) ont accompli, de par leur collaboration et traîtrise, leur rôle historique qui est de "domestiquer" la lutte des classes, l'éliminant du discours et la pratique politique, et par la même occasion, ostraciser la gauche progressiste, anti-capitaliste.

Mais la faute incombe aussi au PCF et la gauche progressiste en général. Car, malgré les traîtrises répétées du PS, ils succombent toujours à l'espoir d'accords électoraux et unions politiques illusoire et sans lendemain, en abandonnant leurs positions politiques et idéologiques qui les déterminent, pour ne penser qu'à court terme, aboutissant aujourd'hui pratiquement à l'anéantissement de la "*vraie gauche anticapitaliste*" de la scène sociale et politique.

Le PS n'as pas "*oublié d'être une gauche combative*" ; le PS "*ne fait plus partie de la Gauche*", depuis bien longtemps - et nous le savons bien. Il est donc grand temps que le PCF et toute la "*vraie*" gauche se fasse à cette idée.

Que "*la Gauche future*" est à bâtir sans le PS.

Question : Sachant qu'il n'existe pas d'autre issue politique que la rupture avec le capitalisme et ses institutions, êtes-vous vraiment sûr que le PCF et ce que vous appelez la "*vraie*" gauche sont de gauche ?

Nous, nous ne reconnaissons de gauche que les partis qui entendent en finir avec le capitalisme et ses institutions (Ve République, UE, BCE, FMI, Banque mondiale, ONU, Otan, etc.), même si cela demeure théorique pour certains partis ou certaines formations politiques, pour ne pas dire la plupart ou pratiquement tous.

2- Trahison d'une courte majorité des membres du PCF parisien - Le 24 octobre 2013 - M'PEP

Le Parti socialiste n'est pas un parti de gauche – depuis 30 ans ! - , il faudrait que le PCF, le PG et les autres composantes du Front de gauche s'en rendent compte. Le PS, c'est la droite masquée, celle qui arrive à faire avaler au peuple ce que la droite décomplexée n'arrive pas à faire.

Il est urgent de construire une force qui, électoralement, passera devant le PS, sur la base d'un programme de démondialisation, de sortie de l'Union européenne et de l'euro. C'est le seul moyen pour envisager un changement dans le pays.

Elle est bien bonne de la part de dirigeants qui ont tenu un tout autre langage au cours des 30 dernières années jusqu'à soutenir Hollande et le PS en 2012. Il faut être sacrément gonflé pour sortir un truc pareil. Quant à l'illusion de la révolution par les urnes, personne ne peut y croire, c'est une pure invention, une escroquerie politique, on n'ose même pas dire qu'une telle perspective est en totale contradiction avec le marxisme et le socialisme.

30 ans, c'est encore s'en remettre à ce que le PS a dit de lui-même en 1983, lorsque ses dirigeants déclarèrent qu'ils reconnaissent ou adhèrent officiellement à l'économie de marché et renonçaient de fait au socialisme, alors que pendant les 4 décennies qui avaient précédé le PS avait profité d'un contexte favorable à la lutte de classe du prolétariat en France et à l'échelle mondiale pour camoufler sa véritable nature qui était déjà conforme à celle qu'on lui connaît aujourd'hui.

Encore un petit effort, ce n'est pas suffisant d'affirmer après coup en 2013 que le PS n'est pas un parti de gauche, il faudrait expliquer pourquoi et comment le PS a pu se faire passer pour un parti de gauche jusqu'à présent, de quelle complicité il a profité, sur quoi reposa la confusion ou l'erreur qui amena à le considérer de gauche, il faut caractériser cette dérive droitière sur le plan politique, sinon cette affirmation ne servira strictement à rien, elle demeurera une déclaration sans lendemain.

Le PS n'a pas renoncé au socialisme d'un coup en 1983, ses dirigeants ont voulu témoigner ce jour-là qu'il rompait définitivement avec le socialisme dans un contexte économique et politique mondial précis, mais en réalité ils n'ont fait qu'entériner une rupture qui avait eu lieu 69 ans plus tôt, qui pour des raisons politiques précises ont rendu impossible à ses dirigeants de rompre totalement avec l'origine ouvrière de leur parti, parce qu'il avait encore un rôle à jouer dans le mouvement ouvrier pour le compte du capital, le PS ne pouvait pas laisser le champ libre au PC ou aux trotskistes qui auraient peut-être pu trouver la voie pour construire un parti révolutionnaire. (A suivre)

[Le stade de crise permanente \(et final\) atteint par le système capitaliste se répercute dans tous les partis et tous les pays.](#)

- Idées, partis, leaders: la crise est aussi politique en France - AFP

- Des parlementaires évoquent une scission de la droite en Italie - Reuters

Il faut ajouter que cette crise frappe et menace toutes les institutions nationales, d'où la nécessité pour la couche qui domine la classe dominante et qui détient le pouvoir, l'oligarchie financière, de les liquider au profit d'institutions supranationales afin qu'elle se dénoue en leur faveur, le pouvoir politique transmis à ces institutions supranationales coïncidant avec la liquidation des droits politiques des masses exploitées, de la démocratie, au lieu d'en laisser l'initiative au prolétariat qui instaurerait une République sociale dans chaque pays sur leurs cendres et signerait l'arrêt de mort du capitalisme.

La corruption des partis ou formations qui prétendent incarner les intérêts des travailleurs se manifeste par leur participation aux institutions nationales et supranationales (UE, notamment) qu'ils légitiment de la sorte tout en prétendant les combattre, incitant les travailleurs et les militants à trouver une issue politique à travers ces institutions, alors que le seul objectif conforme à leurs intérêts de classe devrait consister à rompre avec toutes ces institutions et à combattre pour les renverser, prendre le pouvoir.

Le double langage permanent des dirigeants des partis ouvriers, leurs misérables manoeuvres d'appareil, leurs vulgaires positions électoralistes ou populistes, leurs liens avec le PS et leur détestable habitude de s'adresser à ses dirigeants, leurs incantations en direction de ses ministres et aujourd'hui son président, le tout ne peut se traduire que par l'extrême méfiance des travailleurs et des militants envers tous ces partis, leur rejet finalement. Nous en sommes là.

ACTUALITE EN TITRES

[C'est comme si c'était déjà fait et un avertissement ?](#)

- Manuel Valls préféré pour succéder à Jean-Marc Ayrault à Matignon - Le Nouvel Observateur
- 56% des Français pour un départ des écologistes du gouvernement - Le Nouvel Observateur

[Résistance internatioanle.](#)

- Trois cents prostituées manifestent à Paris - LePoint.fr
- Ecotaxe : affrontements dans le Finistère entre manifestants et forces de l'ordre - LeMonde.fr
- Des milliers de manifestants anti-austérité défilent au Portugal - LeMonde.fr
- Brésil: une manifestation dégénère à Sao Paulo, 60 arrestations - AFP

[Le bon plan](#)

- Les patrons français ont un plan pour aider François Hollande à sortir de l'ornière - Atlantico.fr

[La guerre à tous les peuples y compris en France.](#)

- "*On est putes, on est fières, le PS c'est la guerre*" - Le Nouvel Observateur

[Face à la colère qui gronde partout en Europe, il est urgent... d'attendre.](#)

- Le renforcement de la zone euro, une priorité qui doit attendre - AFP
- Prélèvements sociaux sur l'épargne : le gouvernement fait machine arrière - Liberation.fr

Le PEA, le PEL et l'épargne salariale ne seront finalement pas concernés par le relèvement des prélèvements sociaux sur les produits d'épargne. Liberation.fr 26.10

[Pire qu'un prédateur. J'irai cracher sur vos tombes \(un clin d'oeil à B. Vian\)](#)

- Les Français fleurissent de moins en moins les tombes - AFP

Savez-vous quel était l'objet de cet article ? Le marché des fleurs qui présente des faiblesses à vous faire verser des larmes...

Qu'on se le dise, le marché, c'est la seule valeur, la seule vertu, le seul principe, la seule règle, le seul droit légitime. Le marché doit rythmer toute votre existence, votre respiration, vos pensées, vos rêves et surtout vos cauchemars.

Le marché, c'est l'idéal suprême qui doit supplanter tous les autres tout au long de votre vie, qui doit guider vos pensées et vos actes. Le marché, tout doit lui être soumis, la démocratie, le progrès social, tous vos droits de votre naissance à votre mort.

Vos études, vos connaissances, votre travail, votre temps libre, vos loisirs, vos vieux jours et même votre cadavre doivent servir le marché.

Il s'est pendu ? Il s'est raté ? Non, dommage.

- Un militant de Greenpeace se suspend brièvement à la Tour Eiffel - AFP

ACTUALITÉ DU JOUR

A l'image du futur "**radieux**" qu'ils nous réservent. Sans les spéculateurs "**nous n'existerions pas**".

Si vous vous interrogez sur les conditions dans lesquels il est produit, les conséquences dévastatrices sur l'environnement qui en découlent et même la qualité du produit proposé, vous éviterez d'en acheter et d'en manger. La réponse dans l'article plus loin

En lisant l'article suivant vous comprendrez mieux d'où vient cet engouement pour ce poisson : une source de juteux profits pour les spéculateurs. Au passage, l'AFP a dû être payée par le gouvernement norvégien ou/et les producteurs de saumon pour sortir un titre pareil.

- La consommation s'envole: le saumon a désormais un "**future**" radieux - AFP

Située à Bergen sur la façade maritime occidentale de la Norvège, Fish Pool est la toute première salle de marché internationale certifiée à gérer l'achat et la vente de contrats dérivés du saumon (futures et options).

Encore confidentiel, le marché devrait avoir généré en 2013 un volume de transactions estimé entre 100.000 à 120.000 tonnes.

Les industriels d'Europe et de Russie couvrent désormais 10% de leur achats à la bourse norvégienne, souligne François Perrone, directeur de marché chez Fish Pool.

Comme sur n'importe quel marché à terme, vendeurs et acheteurs s'entendent de manière anonyme sur un prix de saumon fixé à l'avance - le produit de référence étant un saumon frais de 3 à 6 kg- et qui ne fera l'objet d'aucune livraison physique. A échéance, une des contreparties, tantôt l'acheteur, tantôt le vendeur, aura à payer la différence entre le prix contracté et le prix de référence, explique Bruno Bensaïd, consultant et formateur sur le marché à terme de Bergen chez Offre et demande agricole.

«Cet outil de gestion a des perspectives de développement formidables dans les vingt prochaines années, car la consommation du saumon s'est démocratisée depuis 1960 et la demande est en croissance constante», ajoute M. Perrone.

En 2013, l'Europe reste le premier importateur de saumon: Pologne en tête avec 82.000 tonnes en 2013, suivie de la France (78.000 tonnes), de la Russie (74.000 tonnes), du Royaume-Uni, de l'Espagne, la Hollande et l'Allemagne.

Pour répondre à l'engouement croissant des consommateurs qui l'utilisent frais, fumé et maintenant cru dans les sushis, la production mondiale de saumon d'élevage, assurée par la Norvège, le Chili, l'Écosse et le Canada, a dépassé 2 millions de tonnes en 2012, soit une hausse de 22% par rapport à 2011.

Sans spéculateurs, point de survie

En 2013, elle devrait encore progresser de 1% et en 2014 de 7%, selon les estimations de Marine Harvest, le plus gros acteur aquacole norvégien.

Avec un coût de production de 26 couronnes norvégiennes par kilo (3,56 euros) pour un prix moyen à la fin septembre de 35,70 couronnes le kilo (5,08 euros), le marché peut engranger de super profits, reconnaît M. Perrone.

Cet type d'élevage est d'autant plus rentable qu'il faut environ 1,2 kg d'aliments pour produire 1 kg de poisson, contre 7 à 8 kg pour 1 kg de viande de boeuf, ajoute-t-il.

Ils sont environ 200 éleveurs aquacoles, exportateurs, industriels, fumeurs et investisseurs financiers, nordiques pour la plupart, à fréquenter quotidiennement cette salle de vente détenue quasiment à 100% par la Bourse d'Oslo.

Quelques grands noms de la distribution françaises - Carrefour, Intermarché, Delpeyrat ou Fleury Michon - sont déjà sensibilisés à l'intérêt d'une couverture sur ce marché du saumon frais pour bâtir leur stratégie commerciale, indique M. Bensaïd.

Quant aux spéculateurs, ils représentent 10% des acteurs de la salle de marché, selon M. Perrone, un pourcentage largement insuffisant puisque il en faudrait, selon lui, trois fois plus.

«Une salle de marché est comme une rivière et les spéculateurs sont l'eau de la rivière. S'il n'y a pas d'eau, il n'y a pas de rivière», explique M. Perrone.

En d'autres termes, ce sont eux qui créent la liquidité qui rendent les contrats disponibles, en se positionnant sur les marchés quand acheteurs et vendeurs font de la rétention.

«Les spéculateurs ont leur place à Bergen, sans eux nous n'existerions pas», insiste-t-il. AFP 26.10.2013

Vive la spéculation et les spéculateurs !

Après les affâmeurs, les empoisonneurs.

- Les saumons d'élevage norvégiens qui finissent en filets dans les rayons réfrigérés des supermarchés avant d'atterrir dans nos assiettes sont nourris aux pesticides. Cette information, révélée en juin 2010 dans l'émission « Pièces à conviction » (France 3), fait l'objet d'un nouveau rapport d'une ONG norvégienne, Green Warriors.

Selon l'enquête de Green Warriors :

10 à 20% des saumons d'élevage meurent dans les cages, du fait de la surpopulation, de malformations et de maladies ;

les études vétérinaires montrent que presque la moitié des saumons souffrent d'inflammation cardiaque, neuf sur dix de dépôts graisseux supplémentaires au cœur ;

les vaccins inoculés aux saumons provoquent des effets secondaires, comme des péritonites ;

les déchets alimentaires des fermes aquacoles s'élèvent à 7% – il y a donc 70 000 tonnes de restes rejetés en mer et qui sont ensuite mangés par les poissons sauvages à proximité.

Claudette Béthune, pharmacologue qui a travaillé pour l'organisme norvégien de sécurité alimentaire (le Nifes), avant de partir aux États-Unis, explique :

« La présence de polluants tels que les dioxines et le PCB dans le saumon génère un risque de cancer, qui, pour les personnes jeunes, dépasse les bénéfices attendus du saumon sur la santé. »

Connu depuis longtemps des biologistes, le pou de mer est un petit crustacé de 8 à 12 mm qui se nourrit de la peau, du sang et du mucus des poissons, provoquant de grosses tâches marrons sur le dos du saumon. Sa prolifération est devenue le cauchemar des propriétaires de fermes piscicoles norvégiennes. Pendant des années, les pisciculteurs ont traité les poux de mer à coups d'antibiotiques, mais cela ne fonctionne plus. Pour « épouiller leurs stocks », ils utilisent désormais du diflubenzuron, un produit chimique reconnu comme pesticide. Ils le mettent dans la nourriture avant de la déverser dans les cages où se pressent des dizaines de milliers de saumons.

Un pesticide interdit en Europe mais autorisé en Norvège

Dès juin 2010, cette information conduit Bruno Le Maire, ancien ministre de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Pêche, à écrire à son homologue norvégienne : « Cette substance ne dispose pas d'autorisation de mise sur le marché (AMM) communautaire ou française en tant que médicament vétérinaire. Elle est réservée au traitement phytopharmaceutique de certaines espèces végétales et à la désinsectisation des bâtiments d'élevage. » Et de conclure : « Pour ces raisons, son administration aux poissons destinés à la consommation humaine n'est pas autorisée ». Le saumon norvégien traité au diflubenzuron ne devrait donc pas arriver dans les assiettes des consommateurs français.

Invitée à expliquer les conditions d'emploi de ce pesticide, la ministre norvégienne ne tarde pas à répondre. Dans un courrier du 23 juin 2010, Lisbeth Berg-Hansen dénonce des « informations fallacieuses ». Car si elle reconnaît l'utilisation de cette substance chimique dans les élevages norvégiens, elle assure qu'elle « est soumise à un strict contrôle vétérinaire » et que le pesticide a obtenu une autorisation nationale de mise sur le marché comme produit vétérinaire. Se voulant rassurante, elle précise qu'un délai de 100 jours est respecté entre l'administration du produit et la commercialisation. De quoi éviter le

dépassement des limites maximales de résidus de pesticides dans la chair animale, assure-t-elle.

Toxique pour les poissons, cancérigène pour les humains

Faut-il, comme Bruno le Maire, se contenter de cette explication en assurant que « *l'ensemble des conditions de sécurité* » sont réunies (voir sa réponse) ? L'Autorité européenne de sécurité alimentaire (EFSA) a clairement établi en 2009 que le diflubenzuron est « *hautement toxique pour les organismes aquatiques* ». L'Agence de protection de l'environnement des États-Unis (EPA) confirme cette toxicité « *pour les invertébrés aquatiques d'eau douce et les mollusques marins* », affectant leur reproduction et leur croissance. Le mode d'emploi du diflubenzuron stipule précisément que ce pesticide est « *dangereux pour l'environnement* » et « *très toxique pour les poissons* ». Rien n'y fait : en Norvège, on continue d'en gaver les saumons.

Le rapport de l'ONG Green Warriors fait mention d'une autre étude de l'EPA. Elle montre que lorsqu'un mammifère ingère du diflubenzuron, une nouvelle substance (dite « *4-chloroaniline* » ou « *PCA* ») peut se former dans son intestin et son estomac. Or, comme l'indique l'Agence américaine mais aussi l'Institut national de l'environnement industriel et des risques (Ineris), la PCA comporte des effets cancérigènes pour l'homme et constitue un possible perturbateur endocrinien. Le diflubenzuron ne serait donc pas cancérigène en lui-même mais peut en revanche devenir, lorsqu'il est ingéré, une substance cancérigène. Cette substance serait également « *très toxique par inhalation, ingestion ou pénétration par la peau* », ajoute l'université d'Oxford.

Malgré les impacts sanitaires et environnementaux du traitement au diflubenzuron des saumons d'élevage, les autorités norvégiennes poursuivent leur campagne de communication autour du saumon.

(fin 2010) Quelques mois après avoir formulé cette menace, un autre pesticide, le teflubenzuron, est venu s'ajouter à la nourriture du saumon... (source : bastamag.net 06.01.2012 - Rue89 24.12.2011)

Place au néonazis !

Manifestation des partisans d'Aube dorée, le 26 octobre à Athènes - AFP

Le rassemblement d'Aube dorée, organisé devant un des locaux du parti, dans le centre d'Athènes, était la première démonstration de force des néonazis depuis la vague d'arrestations et d'inculpations lancée en septembre par les autorités, après le meurtre d'un musicien antifasciste par un membre du parti.

Le gouverneur de Salonique, Apostolos Tzitzikostas, a invité Aube dorée pour le défilé militaire de la fête nationale, lundi. Il a déclaré qu'il était dans l'obligation d'inviter les parlementaires de tous les partis, dont Aube dorée. AFP

Les néonazis paradent tranquillement. Qu'ils soient invités à un défilé militaire va de soi, ils seront en famille.

INFOS EN BREF

SOCIAL

Portugal

Des milliers de manifestants ont protesté samedi au Portugal contre la politique d'austérité menée sous la tutelle des créanciers internationaux, qui exigent toujours plus de sacrifices de la population.

"*Gouvernement à la rue*", "*l'euro coule le pays, référendum tout de suite*", "*non à la troïka, non à la faim*", pouvait-on lire sur les banderoles brandies par la foule réunie à Lisbonne à l'appel du mouvement citoyen "*Que la troïka aille se faire voir*".

Ils étaient près de 20.000 à Lisbonne et environ 5.000 à Porto (nord), selon les organisateurs qui ne disposaient pas d'estimations concernant la participation aux manifestations dans une douzaine d'autres villes du pays.

La mobilisation était en nette baisse par rapport aux manifestations monstres organisées le 15 septembre 2012 puis le 2 mars dernier par ce même mouvement, issu de la mouvance des Indignés, indépendant des partis politiques et des syndicats.

Ce groupe de militants avait alors rassemblé des centaines de milliers de personnes, se plaçant en première ligne de la contestation du programme de rigueur négocié en mai 2011 par le Portugal avec la troïka UE-BCE-FMI, en échange d'un prêt de 78 milliards d'euros.

La contestation se poursuivra dans les semaines à venir avec une nouvelle manifestation de la CGTP prévue pour vendredi, jour du vote en première lecture de la loi de Finances.

Les administrations publiques tourneront au ralenti le 8 novembre, en raison d'une grève des fonctionnaires, qui verront leurs salaires réduits de 2,5% à 12% pour les revenus dépassant 600 euros bruts par mois.

Après la grève observée vendredi par les salariés de la poste, qui entendaient protester contre sa privatisation, les syndicats des entreprises publiques de transports organiseront une série d'arrêts de travail avant une manifestation nationale le 9 novembre.

Le malaise a gagné aussi les forces de l'ordre, dont les syndicats ont lancé un appel à manifester le 21 novembre.

En dépit des manifestations, de la mobilisation des syndicats et des critiques de l'opposition de gauche, le Premier ministre Pedro Passos Coelho ne cesse de réaffirmer sa détermination à garder le cap de la rigueur, dans l'espoir de reconquérir la confiance des marchés financiers et conclure le plan d'aide internationale en juin 2014, comme prévu. AFP 26.10

Une seule solution : la révolution, mais pas pour raccommoder le régime comme en avril 74, mais pour le balayer.

Les imposteurs qui pullulent dans les rangs du mouvement ouvrier, il faut entendre par là la totalité des partis qui avancent masqués, prétendent que tout serait possible sans renverser les institutions en place dans chaque pays, sans s'attaquer au fondement du capitalisme, sans exproprier les banquiers et les patrons ou actionnaires des grandes entreprises, en réalité rien n'est possible sur une telle ligne politique, la situation économique et politique coïncide en fait avec la nécessité de réaliser le programme de la révolution socialiste.

Donc, soit on est capable de construire un parti ouvrier révolutionnaire sur cette base et il sera possible d'avancer vers le socialisme, soit la barbarie triomphera et le socialisme n'aura été qu'une merveilleuse utopie, voilà ce qu'il faut expliquer à chaque travailleur et militant. il n'existe pas d'autre alternative.

[Haut de page ↗](#)

Le 28 octobre 2013

CAUSERIE

15 nouveaux articles ont été ajoutés. La suite plus tard.

[Renouer avec le socialisme.](#)

Parce qu'ils ne veulent pas rompre avec le capitalisme, c'est leur horizon indépassable, à croire qu'il existe de toute éternité, ils s'en remettent à nos ennemis.

Ils demandent aux porte-parole de l'idéologie néolibérale anglo-saxonne-sioniste, de l'oligarchie financière, des banquiers et des puissants actionnaires des multinationales américaines, occidentales, internationales de bien avoir l'obligeance de se pencher sur la misère du monde dont ils sont responsables, on croit rêver une fois de plus.

Militants, travailleurs, détournes-vous de toutes ces initiatives qui conduisent à légitimer en France et dans le monde le capitalisme et ses représentants.

Titre. *Convention pour un salaire minimum mondial* - Francis Journot - dimanche 27 octobre 2013 - legrandsoir.info

Extraits.

Lettre ouverte à :

- Barak OBAMA, président des Etats-Unis d'Amérique,
- José Manuel BARROSO, président de la Commission Européenne,
- Robert AZEVEDO, directeur général de l'OMC,
- Guy RYDER, directeur général de l'OIT,

- et tous les chefs d'Etats

Que leur réclame-t-il ?

- (En Asie, Afrique, Amérique latine) Un salaire minimum mensuel net de 400 € ou 500 \$ pour les ouvriers fabriquant des produits ou les employés fournissant des services destinés à l'exportation principalement vers les deux plus grands marchés de consommateurs que sont l'UE et les USA.

Certains travailleurs perçoivent déjà cette rémunération ou disposent d'un salaire supérieur, mais la question n'est pas là.

C'est par leur lutte de classe que les travailleurs doivent conquérir l'instauration d'un salaire minimum qui leur permette de vivre décemment.

De plus, qu'est-ce que cela veut dire, que certains travailleurs dans ces pays auraient le droit à un salaire de 400 ou 500 \$, tandis que l'immense majorité continueraient de percevoir un salaire mensuel de misère autour de 40 \$? En fait, cela reviendrait à créer ou renforcer une aristocratie ouvrière qui viendrait grossir les rangs de la classe moyenne et des fonctionnaires qui généralement perçoivent des salaires nettement supérieurs à ceux des travailleurs du secteur privé pour garantir la stabilité des régimes politiques semi-féodaux ou dictatoriaux en place, finalement créer un modèle politique sur celui qui existe dans les pays capitalistes occidentaux où les inégalités n'ont cessé de s'accroître au cours des dernières décennies de manière à assurer la pérennité du capitalisme.

- Nous devons envisager l'instauration d'un salaire minimum mensuel net de 1 000 € pour l'ensemble des ouvriers des pays de l'UE fabriquant des produits ou les employés fournissant des services destinés à l'exportation ainsi que pour les salariés détachés dans l'un des 28 pays de l'Union Européenne (Exemples : ouvriers polonais et portugais du BTP en France et ouvriers Bulgares ou roumains dans l'agroalimentaire en Allemagne).

Les salaires minimum en vigueur dans des pays de l'UE continueraient à s'appliquer dès lors qu'ils seraient supérieurs à 1 000 € net mensuel. Fin.

Ben voyons, les capitalistes ne seraient pas tentés de recourir de préférence à cette main d'oeuvre meilleur marché, tout en continuant de s'attaquer au salaire minimum déjà en vigueur dans leur pays pour le faire baisser où en détournant la législation du travail de mille manières.

De plus, s'agissant des "*salariés détachés*", il est proposé ici de casser la législation du travail et d'introduire une exception pour ce type de salariés qui seraient moins payés à travail et qualification égale, alors que d'après ce que j'ai cru comprendre, jusqu'à présent un maçon polonais détaché perçoit le même salaire qu'un maçon français, et si finalement la somme qui lui revient est plus faible, c'est parce que la société prestataire de service polonaise lui retient un pourcentage sur son salaire, ce qui est pratiqué en amont en France par les sociétés d'intérim, se pratique en aval pour ces travailleurs.

Il existe aussi des exceptions légales tout aussi inacceptables, puisque un travailleur étranger qui vit en France a les mêmes charges fixes et des besoins comparables à ceux d'un travailleurs français, il n'y absolument aucune raison d'accepter une différence de salaire qui pousserait les patrons à recourir à ce genre de main d'oeuvre bon marché, tandis que le chômage de masse se maintiendrait indéfiniment en France, chômage de masse qui sert à faire pression sur les salaires à la baisse.

ACTUALITE EN TITRES

Si le capitalisme ne peut pas survivre sans recourir à de nouvelles taxes dont personne ne veut entendre parler : il faut le liquider, maintenant !

- La taxe Tobin constitue un "*risque énorme*", dit Noyer - Reuters

- Pourquoi l'écotaxe est si violemment contestée en Bretagne - L'Expansion.com

L'écologie : c'est la réaction.

- Les écologistes défendent l'écotaxe mais se disent prêts à «*des aménagements*» - LeFigaro.fr -

Ils gouvernent au jour le jour.

- Fiscalité de l'épargne: les trois leçons à tirer de la reculade du gouvernement - L'Expansion.com

- Fiscalité: des Pigeons aux PEL, les nombreux revirements du gouvernement - L'Expansion.com

Ils vont s'entretuer !

- «Gros cul», «tartine» : Cécile Duflot publie les insultes qu'elle reçoit sur Twitter - LeFigaro.fr

- Baylet (RPG) éreinte Désir (PS) - AFP

Pour M. Baylet, M. Désir a tout simplement "tiré dans le dos de François Hollande". "C'est la première fois que l'on voit le responsable du parti majoritaire critiquer le président de la République. Ce n'est pas acceptable. On se croirait chez Tintin avec le général Tapioca", s'insurge le président du PRG. AFP 27.10

- Les sociaux-démocrates tchèques se déchirent - Reuters

Lâché !

- Sondage: 73% des sondés ont une mauvaise opinion de Jean-François Copé - 20minutes.fr

Copé a bien participé à une réunion du groupe Bilderberg, pour tester la marchandise, ils ont dû déduire de sa prestation qu'il était pire que Sarkozy qu'ils ont jeté à la fin de la première partie, lui préférant Hollande, qui lui au moins, à défaut de faire partie de leur écurie, sait se montrer d'une docilité merveilleuse...

Intox.

- Création d'un office central de lutte contre la corruption - AFP

Un Office central de lutte contre la corruption et les infractions financières et fiscales a été créé au sein de la direction centrale de la police judiciaire par un décret publié dimanche au Journal officiel. AFP 27.10

Tiens, on n'entend plus parler des paradis fiscaux...

La réaction passe à l'offensive et la stratégie du chaos.

- Espagne: des victimes de l'ETA manifestent pour réclamer justice - AFP

Quelques jours plus tôt, c'était l'extrême droite qui paraient...

- Des milliers de Russes dans la rue contre Poutine - LePoint.fr

- Liban: 13 morts en une semaine dans les violences dans le nord - AFP

- Irak: au moins 65 morts dans des attentats - AFP

Take a walk on the wild side...

- Lou Reed est mort - Francetv info

Le leader du mythique Velvet Underground était âgé de 71 ans. Il se remettait d'une greffe du foie subie en mai. Francetv info 27.10

1972 :Transformer ; 1973 : Berlin.

ACTUALITÉ DU JOUR

Un bad coup de... Rothschild.

- Une "bad bank" serait proposée pour RBS, pas un démantèlement - Reuters

Une étude demandée par le gouvernement britannique sur l'avenir de la banque publique Royal Bank of Scotland propose la création d'une structure de défaisance pour y loger les prêts à problèmes de l'établissement et non une vente de la banque par appartements, rapporte samedi la chaîne de télévision Sky News.

Cette "bad bank" recueillerait environ 81 milliards de livres d'actifs défectueux.

Les résultats de cette étude demandée en juin par le ministre des Finances George Osborne à la banque d'affaires Rothschild devraient être publiés vendredi prochain, a précisé Sky News.

L'Etat britannique contrôle 81% de RBS, qu'il a nationalisée en 2008 pendant la crise financière.

Le rapport de Rothschild devrait aussi préconiser une réduction des activités de banque d'affaires de la banque et la vente de certains de ses actifs, toujours selon Sky News. Reuters 28.10

On ne peut plus s'empêcher d'éclater de rire en lisant cela.

La banque va se délester de ses actifs les plus juteux ou les plus prometteurs au profit de Rothschild qui va les acquérir à un prix très intéressant, et le reste, les actifs pourris qui vont atterrir dans cette "bad bank", l'Etat se chargera de les liquider avec les impôts et taxes que paient les contribuables, les travailleurs britanniques, rien de plus normal en somme.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Géorgie

Géorgie: écrasante victoire du protégé du Premier ministre - AFP

Guiorgui Margvelachvili, le candidat du Premier ministre ennemi juré du président sortant Mikheïl Saakachvili a remporté une écrasante victoire à la présidentielle en Géorgie (4,5 millions d'habitants), reconnue par son adversaire.

M. Margvelachvili Margvelachvili, 44 ans, un philosophe peu connu du grand public a obtenu 63,8% des voix, selon les premiers résultats officiels portant sur près de 12% des bureaux de vote.

Son adversaire, David Bakradzé, candidat du président sortant Mikheïl Saakachvili arrive loin derrière avec 21,3% des voix.

Le Premier ministre et milliardaire Bidzina Ivanichvili, dont le mouvement Rêve géorgien avait déjà battu Saakachvili aux législatives d'octobre 2012, a déclaré dimanche soir qu'il n'avait eu aucun doute quant à la victoire de son candidat. "Ensemble nous allons construire une Géorgie dont nous rêvons", a-t-il dit.

Le taux de participation était relativement faible (46,6%) à cette présidentielle dont le vainqueur aura moins de pouvoirs que le Premier ministre, en vertu d'une réforme constitutionnelle. AFP 27.10

63,8% de 46,6%, quelle légitimité pour ce président de milliardaires ? Aucune.

2- Arabie saoudite - Russie

Selon les sources bien informées, l'Arabie saoudite vient tout juste de faire une alléchante proposition à Poutine : une offre de 15 milliards de dollars en échange d'une visite de Poutine en Egypte, d'une rencontre de ce dernier avec le ministre de la Défense Al Sissi et d'une légitimisation du coup d'état anti Frères musulmans.

Selon Russia Today qui rapporte cette information, le chef du renseignement saoudien, Bandar Ben Sultan aurait formulé une proposition en ce sens au cours de sa visite récente à Moscou. Selon cette information, cette somme de 15 milliards de

dollars auraient dû être payé sous forme de contrat d'armement à signer entre la Russie et l'Egypte. De nouveaux contacts semblent avoir eu lieu entre la partie saoudienne et la partie russe en ce sens, affirment les sources officieuses. Riyad est-il en train de préparer sa riposte anti-américaine? french.trib.ir 26.10

3- Syrie

Le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, et l'envoyé spécial de l'ONU et de la Ligue arabe sur la Syrie, Lakhdar Brahimi, se sont entendus sur des mesures pour préparer la conférence internationale Genève 2 lors d'une conversation téléphonique. « *L'envoyé spécial a informé Lavrov sur le sujet de son voyage dans un certain nombre de pays du Moyen-Orient et ses contacts en vue de la Genève 2* », a déclaré un communiqué publié sur le site du ministère russe des Affaires étrangères. « *On est convenu de continuer à mener un travail conjoint pour convoquer la conférence, y compris dans le cadre de la réunion consultative tenue à Genève le 5 novembre dans le format Russie-États-Unis-ONU* », indique le communiqué. french.trib.ir 26.10

SOCIAL

Israël. Les "**déchets**" sont les sionistes.

Faites tomber les masques. Les émigrés traités de "**déchets**" par les pires raclures qui existent sur terre.

Les émigrés israéliens taxés de traîtrise à la cause sioniste LePoint.fr

De plus en plus de jeunes quittent Israël en raison de la situation économique et sociale.

Ils ont entre 25 et 40 ans. Célibataires ou en couple, avec ou sans enfants. Ils ont quitté Israël pour vivre à l'étranger. Ce sont des yordim, un terme qui, en hébreu, signifie littéralement "*ceux qui descendent*". Selon certaines statistiques, il y en aurait aujourd'hui 800 000 installés un peu partout dans le monde. Cette émigration a toujours existé et a toujours été dénoncée par les dirigeants israéliens en des termes très durs, comme Yitzhak Rabin qui, en 1974, parlait des yordim comme de "*déchets*", de "*chiffes molles*".

Et voilà qu'en cet automne 2013 la question a resurgi et créé la polémique. C'est la diffusion, il y a un peu plus d'un mois, par la chaîne 10 de la télé israélienne d'une série intitulée Les nouveaux yordim qui a lancé le débat. Quatre longs reportages sur de jeunes Israéliens installés en Europe ou aux États-Unis, décrivant leur nouvelle vie et expliquant les motifs pour lesquels ils sont partis d'Israël. Première et souvent seule motivation : la situation économique. Comme Moran, 32 ans, qui vit avec son mari et son jeune fils à Berlin : "*En Israël, explique-t-elle, mon compte en banque était toujours dans le rouge. Ici, à Berlin, c'est fini. Je suis constamment et confortablement dans le vert. Berlin, ajoute-t-elle en riant, c'est pour moi le meilleur des comptes épargne.*"

À l'autre bout du monde, chez l'Oncle Sam, on retrouve Dorit et Zohar. Avant d'habiter dans le New Jersey avec leurs trois enfants, ils étaient à Eilat, la station balnéaire sur la mer Rouge, à la pointe sud du pays. Officier de carrière à l'armée, Zohar a décidé de se marier. Et c'est là que tout s'est gâté : "*Quand ma femme et moi avons cherché à nous loger, nous avons vite réalisé qu'il nous serait impossible d'avoir en Israël quelque chose de décent à un prix raisonnable. Ici, dans le New Jersey, c'est possible !*" Et, devant la caméra qui le suit alors qu'il vient de passer à la caisse pour payer un Caddy bien rempli, il ajoute : "*Regardez, je viens de dépenser 233 dollars. En Israël, à quantité et produits égaux, cela m'aurait coûté deux à trois fois plus.*"

Moran, Zohar, Itaï, etc., tous l'affirment : c'est le coût de la vie qui les a décidés à partir. Et ce n'est pas l'étude comparative tout juste publiée par le quotidien populaire Maariv qui leur donnera tort. Il faut, en Israël, pour se payer un logement 138 salaires mensuels moyens contre 65 aux États-Unis, 64 en Grande-Bretagne ou 59 en Hollande. Quant à la part de l'alimentation dans le revenu moyen, elle est de 18 % en Israël, contre 9 % en Allemagne ou 10 % en France. Le tout alors que le salaire moyen israélien - 1 850 euros - est le plus bas en comparaison des États-Unis, de l'Allemagne, l'Irlande, la France, l'Espagne ou l'Australie.

Au coeur de la controverse, il y a aussi ce sondage publié dans le cadre de la série télé : une majorité de parents israéliens, 45 %, se déclarent prêts à soutenir leurs enfants s'ils décident d'aller vivre à l'étranger, 33 % affirmant qu'ils ne les encourageraient pas mais ne s'y opposeraient pas. Seuls deux Israéliens sur dix sont activement contre. Par ailleurs, 80 % des sondés ne voient pas dans l'émigration un phénomène illégitime. En écho, l'un des plus grands poètes israéliens, Nathan Zach, a donné sa bénédiction à ces jeunes Israéliens "*qui doivent aller là où ils peuvent vivre le mieux*". C'est la fin d'un tabou. Et, pour une partie de la classe politique, c'est insupportable.

Dans un post sur sa page Facebook, le ministre des Finances, le sémillant Yaïr Lapid, n'a pas attendu pour dénoncer les yordim : "*Je n'ai pas de patience pour ceux qui sont prêts à jeter à la poubelle le seul pays qu'ont les juifs simplement parce que Berlin, c'est confortable...*" Il s'est fait immédiatement "*tacler*" par des dizaines d'amis, dont certains lui ont rappelé qu'en son temps il

était parti vivre aux États-Unis pour mener une carrière dans la communication. D'autres, des émigrants, affirmaient qu'ils rentreraient au pays les yeux fermés si le gouvernement menait une autre politique économique et sociale. À la petite phrase de Yair Lapid s'est ajoutée celle du directeur de la loterie nationale, un ancien général, qui les a qualifiés de traîtres.

Pour Shlomo Avineri, professeur de sciences politiques renommé, cela prouve une chose : les yordim n'ont pas le moindre sens des responsabilités citoyennes. D'un côté, ils abandonnent le difficile débat national israélien ; de l'autre, ils recréent une diaspora, tout en ne s'impliquant pas dans les affaires du pays où ils s'installent. Bref, pour monsieur Avineri, les nouveaux expatriés israéliens n'ont comme horizon que leurs petites aspirations personnelles ! À ces critiques, les nouveaux émigrants répondent : "*Nous reviendrons lorsque le gouvernement changera de politique économique et sociale.*" LePoint.fr 27.10

La couverture sioniste du "*peuple jui*" fout le camp, bonne nouvelle pour les Palestiniens, notamment.

[Haut de page ↗](#)

Le 29 octobre 2013

CAUSERIE

Lundi 23h10 à Pondichéry

J'ai ajouté 16 articles, et j'ai rajouté ceux d'hier que j'avais oubliés de télécharger dans le serveur !

Mercredi 0h30 en Inde

Je n'ai plus le temps de traiter l'article *Transactions financières: Noyer éreinte la future taxe boursière européenne*, ce sera pour demain.

Je prépare une nouvelle contribution économique pour répondre à certaines questions laissées sans réponses ou incomplètes. La question centrale est celle-ci : Pourquoi ne peuvent-ils pas indéfiniment injecter des milliers de milliards de dollars dans l'économie ? Ils l'ont fait, ils vont continuer de le faire, jusqu'à quand, personne n'est en mesure de répondre à cette question qui est d'une importance déterminante pour l'avenir de l'humanité, rien que cela, oui, rien que cela, car le jour où ils arrêteront, c'est l'économie mondiale qui s'effondrera avec toutes les conséquences que l'on devine et celles qu'on n'imagine pas encore. Est-ce inéluctable ? Assurément.

Plus les faux-monnayeurs injectent de la monnaie de singe dans l'économie, plus ils alimentent l'inflation monétaire et l'inflation tout court dans certains secteurs de l'économie (immobiliers, la Bourse, actions, certaines matières premières, etc.) et dans certains pays émergents (Chine, Inde, Afrique du Sud, Argentine + 20% par exemple) plus la distorsion croît entre l'économie financière ou spéculative et l'économie réelle ou productive, plus il leur faut pomper de la plus-value dans cette dernière au profit de la première, d'où les politiques d'austérité mise en oeuvre dans tous les pays, plus la dette des Etats s'accroît plus le service de la dette devient insupportable pour tous les Etats, plus il apparaît qu'ils ne pourront jamais rembourser cette dette, qu'ils n'en viendront jamais à bout, plus les entreprises et les particuliers s'endettent plus ils présentent le risque de devenir insolubles au moindre accident de parcours... Il suffit donc qu'ils arrêtent de faire tourner la planche à billets pour que l'ensemble de l'économie se retrouve paralysée et que les taux d'intérêt montent et se mettent à flamber, les Etats se retrouvent asphyxiés, les entreprises ne puissent plus emprunter pour régler leurs dettes et fassent faillites, le chômage explose, tous les organismes sociaux qui ont emprunté sur le marché se retrouvent dans la même situation, les banques se retrouvent à court de liquidités, les particuliers se voient dépouillés de leur épargne tandis que l'inflation s'envole, ils deviennent insolubles, l'immobilier, le bâtiment, les banques, tout s'écroule...

Il s'agit d'une question complexe dans laquelle entre en jeu de nombreux facteurs et rapports à l'échelle mondiale. Je sais qu'il y en a qui la traitent par dessus la jambe ou qui prétendent pouvoir y répondre sans s'être vraiment penchés sur cette question, ils savent tout, tant mieux pour eux, nous, nous essayons de comprendre comment les choses peuvent se passer pour mieux s'y préparer, tout en sachant que n'importe quel événement, y compris politique peut être un prétexte pour que tout pète du jour au lendemain. Tenez depuis plusieurs jours les Japonais et les Chinois se livrent à des provocations dans les airs et sur mer qui prennent de plus en plus des allures de déclaration de guerre, je rapporte ici les propos des autorités chinoises.

Le saviez-vous ?

On ne peut se fier à aucun média, ils sont tous vendus, pourris.

Ici il s'agit du rôle joué par le Guardian comme relais des info collectées par Wikileaks et Snowden, un journal britannique de gauche (sic!), en réalité en cheville avec les services secrets britanniques. Que le New York Times n'ait cessé de conspirer avec la CIA et le Pentagone contre Julian Assange était naturel, de même que Le Monde en France avec les renseignements généraux.

- Wikileaks trace sa route à l'Est - 27 octobre 2013 - mondialisation.ca

Se fier ou se confier à la gauche, c'est comme donner sa tête à son bourreau. Qui en doutait ?

- A propos du long métrage Mediastan, A Wikileaks Road Movie présenté au premier London Raindance Film Festival, puis à Moscou lors d'un autre festival. (...)

Le Guardian a joué un sale rôle dans l'histoire de Wikileaks, et ils semblent bien vouloir refaire le coup avec Snowden. Ils ont publié ses rapports, après les avoir corrigés à la sauce NBA, l'ont poussé à révéler son identité, moyennant quoi ils ont boosté leur réputation de gens de gauche, et au final, ont mandaté leur propre agent, Luke Harding, pour qu'il écrive un livre qui le mettra probablement en pièces. Ils y ont déjà gagné la bienveillance des services d'intelligence, des lecteurs qui leur font confiance, et ils pourraient bien finir par détruire leur victime.

C'est ce qu'ils ont fait avec Julian Assange : ils ont tiré parti de ses dépêches, les ont trafiquées et censurées pour les rendre compatibles avec la stratégie de leurs patrons, puis ont publié sur son compte des tombereaux d'ordures, tous les ragots qu'ils ont pu trouver, ils l'ont décrié tant et plus. Le New York Times a été encore plus sordide, dans la mesure où il n'a pas cessé de collaborer avec la CIA et le Pentagone, et a pleinement joué sa partition dans la chasse aux sorcières contre Assange.

Mais les lecteurs de CounterPunch ont pu suivre sa saga exceptionnelle en temps réel, depuis le début, probablement mieux que personne, mieux que par la grande presse ou les bloggeurs. Ils ont appris comment les câbles ont été publiés, comment le Guardian a calomnié Assange (ils ont reçu des notes confidentielles de la police suédoise et en ont biaisé le contenu). Lorsque, quelques mois plus tard, ces documents ont été rendus publics, un site suédois a écrit : « *les pesants ragots publiés surtout par le toxique Nick Davies du Guardian ne tiennent plus debout. Le rapport de Nick Davies sur les procès-verbaux était une manipulation.* »

Le Guardian avait fait des chapeaux tendancieux sur les câbles obtenus par Bradley Manning et répandus par Assange. Les gens ne lisent guère au-delà des titres, de sorte que le Guardian à son habitude s'est permis d'attribuer à Wikileaks certaines remarques de représentants officiels des US, le plus souvent destinés à miner l'image de la Russie et à priver son président de légitimité. C'est seulement maintenant que nous comprenons ces attaques infatigables contre Poutine, le seul qui a eu assez de volonté pour mettre un frein à l'attaque qui menaçait la Syrie, et signer ainsi la fin de l'hégémonie américaine.

Les câbles d'Asie centrale étaient plus intéressants que les autres, dans la mesure où les ambassadeurs US dans la région ne se méfiaient pas, et s'exprimaient franchement, en toute brutalité, dans leurs communications avec le Département d'État. Le Guardian a délibérément expurgé une bonne part des câbles publiés afin de cacher les preuves de corruption par les firmes occidentales en Asie Centrale, comme les lecteurs de CounterPunch ont pu le lire dans un article qui est difficile à retrouver sur Google (quelle surprise !). Wahlsrom demande à Alan Rusbridger pourquoi il a effacé les noms des généreux donateurs, et reçoit une réponse formelle : ce sont des gens très riches et ils pourraient nous faire un procès.

L'article en entier figure dans le site à la rubrique International.

[On ne peut pas tout dire n'importe où.](#)

Olivier Delamarche : « *Ça va aller de plus en plus mal. Et il faut s'attendre à ce que ça pète.* » - Jeudi 24 octobre 2013 - <http://www.wikistrike.com>

Olivier Delamarche, associé et gérant de Platinum Gestion répond aux interrogations des Observateurs sur l'Europe, la crise économique mondiale, les banques et la démocratie.

« *L'Europe, c'est la négation des peuples.* »

« *Ils ne sont jamais à cours d'imagination quand il s'agit de vous piquer de l'argent.* »

« *Les pays européens, les Etats-Unis, le Japon sont des pays ruinés. Ils ont un endettement qui est, de toute façon, inremboursable.* »

« *Ils vont aller taper dans l'épargne, ils vont aller taper sur les comptes, à la chypriote.* »

« *On est dans une panade qu'on n'a jamais connue, avec un endettement qu'on n'a jamais connue.* »

« On joue à faire les démocrates, ce n'est qu'un jeu, ce n'est qu'un leurre. »

« On n'est pas en démocratie, ça c'est clair, et depuis longtemps. Je ne vois pas très bien ce qui, tout d'un coup, les motiverait à en installer une. Surtout qu'ils savent qu'à la première question qu'ils poseraient, ils seraient virer. »

« N'oubliez pas que ça puisse se régler de façon indolore. »

Sources : Les Observateurs / Le JDS

C'est étonnant d'entendre un tel discours sur une chaîne de télé dédiée à la finance, on pourrait partager tous les constats dressés au vitriole par monsieur Delamarche.

Du coup j'ai voulu en savoir plus en cliquant sur les différents liens associés à cet article, sauf que voilà...

Dans la même page de wikistrike.com figurait une vidéo, je clique dessus, résultat :

- L'utilisateur a supprimé cette vidéo. Opération impossible.

Ensuite je me connecte sur le portail Les Observateurs pour en savoir plus, résultat :

- Page introuvable

Désolé, la page que vous cherchez n'est pas disponible. Son contenu est en cours d'actualisation ou elle a été déplacée.

Bon, j'insiste lourdement et je me connecte sur Le JDS, résultat identique :

- L'utilisateur a supprimé cette vidéo. Opération impossible.

Je ne connais pas monsieur Olivier Delamarche qui intervient dans cette télévision dédiée à la finance, je me suis dit qu'apparemment il en avait trop dit, du coup sa direction s'est empressée de faire disparaître le contenu de son intervention dont j'ignore la date exacte, le 24 ou la veille.

Comme il en avait beaucoup trop dit, j'ai voulu savoir qui était derrière cette télévision, qui en étaient les mentors et je n'ai pas été déçu, entre nous, j'avais flairé l'embrouille dès le premier clic. Résultat :

- BFM Business était une toute petite radio au début des années 90 qui fit faillite, avant d'être racheté et de devenir une chaîne de télévision économique nationale très très très riche, normal, elle a pour parrains, notamment : Dassault, Apax Partners et la Compagnie financière de Rothschild. (source : Wikipedia)

ACTUALITÉ DU JOUR

[Les institutions de la Ve République sont illégitimes.](#)

- Hollande devient le président le plus impopulaire de toute la Ve République - 20minutes.fr

Le chef de l'Etat chute 6 points à 26% de popularité en octobre selon le baromètre BVA publié lundi...

Seuls les sympathisants socialistes ont encore, à 75%, une bonne opinion de François Hollande. Ceux qui ont voté pour lui au second tour «ne sont plus qu'un sur deux à avoir une bonne opinion de lui (51% contre 47%), ses alliés écologistes (54% de mauvaises opinions) et la gauche de la gauche (66% de mauvaises opinions) (étant) une nette majorité à le rejeter».

A droite, ils sont 97% à avoir une mauvaise opinion du président, soit «un niveau qu'aucun président n'avait atteint» selon BVA. 20minutes.fr 28.10

Le PS est un parti d'affairistes, il faut croire que ses sympathisants ont les mêmes intérêts et partagent leur mentalité et leur morale. Que dire de ceux qui ont colporté des illusions dans ce parti depuis 1945, qui ont appelé à voter Hollande, à "battre Sarkozy" ?

Taxes et impôts. Le gouvernement privilégie les riches, les paradis fiscaux et l'UE.

- Ecotaxe: "le gouvernement ne peut pas revenir en arrière", prévient Le Foll - L'Expansion.com

Stéphane Le Foll, qui assure avoir entendu et compris les inquiétudes des opposants à l'écotaxe, exclut d'ores et déjà un retrait pur et simple du dispositif. Selon lui, le gouvernement "ne peut pas revenir en arrière" sur l'écotaxe. En effet, défaire le contrat avec la société chargée de sa collecte coûterait 800 millions d'euros, a expliqué ce lundi le ministre de l'Agriculture sur iTélé. "Le contrat qui a été signé par Madame Kosciusko-Morizet (ex-ministre de l'Ecologie, ndlr), par Monsieur Baroin (ex-ministre de l'Economie), par Madame Péresse (ex-ministre du Budget) à une société qui s'appelle Ecomouv', si on devait le délier, ça coûterait 800 millions d'euros, voilà ce qu'on nous a laissé et voilà pourquoi on ne peut pas revenir en arrière", a déclaré Stéphane Le Foll.

Interrogé par l'AFP, le ministère des Transports confirme qu'il s'agit bien d'une clause du contrat conclu par l'ancienne majorité avec Ecomouv' en octobre 2011. Mettre un terme à cet accord coûterait un milliard d'euros sur un an, dont 800 millions à payer immédiatement, a précisé le ministère. "Tout cela n'est pas de la responsabilité du gouvernement, c'est la responsabilité des responsables précédents", a-t-il insisté tout en dénonçant les attaques de la droite sur le sujet.

Ecomouv' est chargée du financement, de la conception, de la réalisation, de l'entretien, de l'exploitation et de la maintenance de l'écotaxe, qui doit entrer en vigueur le 1er janvier, après avoir été déjà repoussée à deux reprises. Cette taxe doit rapporter 1,1 milliard d'euros par an, notamment pour développer et moderniser les infrastructures de transport, dont 250 millions seront alloués aux frais de gestion. Le contrat a été signé pour une durée de plus de 13 ans, selon le ministère des Transports. L'Expansion.com 28.10

Il suffirait d'exproprier Ecomouv' pour un euro symbolique et l'affaire serait réglée ! Mais voilà, le gouvernement Hollande-Ayrault-Le Foll poursuit la même politique antisociale que son prédécesseur, on en a ici une nouvelle fois la preuve.

Crises des partis, l'accélération.

- Placé (EELV): s'il cède, le gouvernement n'aura plus d'autorité - AFP

- Désir (PS) préfère "un gouvernement qui ne s'obstine pas" - AFP

Instrumentalisation par la réaction

- Ecotaxe: les élus bretons UMP boycottent la réunion à Matignon - L'Expansion.com

- Sarnez (MoDem): "il serait raisonnable de reporter l'écotaxe" - AFP

La menace rode, se précise...

- Bretagne : les RG alertent le gouvernement - LePoint.fr

La SDIG de Rennes -autrement dit les ex-RG-, laisserait entendre que la colère des Bretons pourrait avoir de lourdes répercussions et pourrait embraser d'autres régions comme "l'Alsace, le Pays basque et même la région niçoise".

"Jusqu'alors, estiment les analystes du SDIG, cités par Le Figaro, les syndicats se sont toujours refusés à réunir agriculteurs et pêcheurs, tant le cocktail peut se révéler explosif". Une prochaine journée d'action est prévue le 2 novembre prochain, avec une nouvelle manifestation à Quimper.

En Bretagne, depuis début août, trois portiques ont déjà été rendus inopérants, dont un abattu. Mais l'écotaxe cristallise aujourd'hui toute la grogne des Bretons qui voient l'agriculture et l'agroalimentaire, piliers de leur économie, s'effondrer, et les plans sociaux se multiplier comme chez le volailler Doux ou plus récemment chez Gad SAS où plus de 800 emplois ont été détruits. LePoint.fr 28.10

Quand Solidaires montent au créneau pour défendre le gouvernement.

- Epargne: le syndicat des impôts dénonce une instrumentalisation du ras-le-bol fiscal - L'Expansion.com

Le principal syndicat des impôts, Solidaires-Finances publiques, s'est inquiété lundi de voir "le ras-le-bol fiscal de plus en plus instrumentalisé" par des intérêts particuliers après le recul du gouvernement ce week-end sur la fiscalisation de l'épargne.

"Le danger est réel, le consentement à l'impôt, pilier de la démocratie, s'affaiblit", prévient le syndicat dans un communiqué.

Selon lui, le nouveau recul du gouvernement qui a exclu les plan d'épargne-logement (PEL), plan d'épargne en actions (PEA) et l'épargne salariale de l'alignement à 15,5% des prélèvements sociaux sur les produits d'épargne vient "de la réaction des épargnants qui veulent avant tout préserver des avantages fiscaux".

"On ne peut invoquer le fait que l'épargne est le fruit du travail et laisser penser que tous les Français seraient concernés par un durcissement des règles en matière d'assurance-vie", explique-t-il, rappelant que "l'épargne est parfois héritée et est alimentée par d'autres revenus comme ceux du patrimoine".

Elle est aussi "très mal répartie", estime Solidaires assurant que si 25 millions de Français ont souscrit une assurance-vie, 10% détiennent à eux seuls la moitié des en-cours.

Après le recul fin 2012 devant les "pigeons" qui protestaient contre l'augmentation de la taxation des plus-values de cession ou celui sur la taxe sur l'excédent brut d'exploitation (EBE) obtenu par le patronat, "nombreux sont ceux qui invoquent le 'ras-le-bol fiscal' de la population pour réclamer l'abandon de certains projets fiscaux spécifiques qui les touchent".

"Dans ces conditions, la répartition de la charge fiscale ne peut qu'être un peu plus déséquilibrée et ce au détriment de l'immense majorité des ménages qui ne peut s'organiser pour faire valoir ses 'intérêts' ou tout simplement l'intérêt général", regrette-t-il. Le syndicat critique en outre le gouvernement dont les mesures sont "soit trop complexes et illisibles, soit trop injustes".
L'Expansion.com 28.10

Traduction : Si ces mesures étaient simples, lisibles, injustes, mais moins injustes, elles seraient acceptables, ne vous marrez pas Solidaires est considéré comme un syndicat quasi révolutionnaire par certains militants !

Solidaires reprochent donc au gouvernement de n'avoir pas su y mettre la forme pour maquiller le rançonnement auquel il se livre sur la couche et la classe moyenne ou tout simplement des travailleurs, qui par le biais de l'augmentation continue des prix de l'immobilier et du foncier au cours des trois ou quatre dernières décennies se retrouve en possession d'un patrimoine d'une certaine valeur que le gouvernement entend taxer.

La classe dominante, qui entend appauvrir tous les travailleurs qui peuvent l'être encore, ne peut accepter que certains s'enrichissent mécaniquement en bénéficiant de l'inflation dans ce secteur économique, il faut donc les forcer à vendre leur bien ou l'hypothéquer pour régler les taxes que le gouvernement leur impose.

Et quant aux économies que les travailleurs qui en avaient les moyens ont placées dans différents plans d'épargne ou dans une assurance-vie, elles sont le produit net de leur travail une fois déduites les cotisations qu'ils ont déjà versées en amont. Peu importe estime le gouvernement, il n'est pas normal qu'ils puissent en tirer un maigre profit, alors que les capitalistes, banquiers et autres spéculateurs professionnels échappent en totalité ou en grande partie à l'impôt par le biais d'une fiscalité particulièrement avantageuse, pratiquent l'évasion fiscale légalement ou se livrent à la fraude fiscale via des paradis fiscaux, que les riches s'enrichissent est dans l'ordre des choses, mais que les pauvres où ceux qui devraient l'être prétendent à un niveau de vie supérieur est insupportable.

Commentaire d'internaute

1- "Pas très sérieux les propos de cet article. Pour beaucoup de salariés cette épargne est celle réalisée sur des salaires sagement gérés pendant 10 ou 20 ans. Les impôts sont passés avant. Après des revenus de patrimoine de bourse etc, l'auteur de cet article est certainement mieux loti que ces millions de foyers de classe moyenne. J'ai pitié pour lui et suis prêt à l'aider pour ses fins de mois."

2- "L'épargne est parfois héritée et est alimentée par d'autres revenus comme ceux du patrimoine" assène ce syndicat. Messieurs cette épargne "parfois héritée", ce "patrimoine" ils ont déjà été taxé. Il faudrait donc, selon votre bréviaire politique de gauche, re-taxer à l'infini, ad eternam, jusqu'à extinction? Votre rôle est d'appliquer le Code des Impôts, votre statut ne vous confère en rien un privilège de prescripteurs. Restez à votre place s'il vous plaît."

3- "L'épargne, elle est bien entendu au départ le fruit d'un travail, soit de soi-même, soit d'aïeux qui se sont parfois sacrifiés pour aider ou transmettre un patrimoine à leur descendance."

4- "Sur qu'il y a instrumentalisation, les lobbies anti-état, au service du grand capital qui veut pouvoir écraser les populations sans aucune retenue au seul profit d'une infime minorité, font flèche de tout bois et manipulent l'opinion publique pour qu'elle ne voit ses intérêts qu'à très court terme."

[Quand le PCF demande à un gouvernement de droite \(selon lui\) des impôts "justes"...](#)

- Pierre Laurent (PCF) veut une remise à plat "d'urgence" - AFP

Le secrétaire national du PCF Pierre Laurent a critiqué lundi le "manque de cohérence" des décisions du gouvernement et demandé une remise à plat "d'urgence" du dossier fiscal.

"Les impôts, s'ils sont justes, sont compris par le pays", a assuré le numéro un communiste. AFP 28.10

Il faut entendre par "le pays" l'ensemble des classes, y compris celle des capitalistes dont Laurent se fait ici le porte-parole, comme Hollande, quoi ! Excellent monsieur Laurent. Qui se posait encore des questions sur la nature du PCF ? Vous avez dit de gauche ? Vous en êtes bien sûr ? Je ne sais pas, Laurent vient d'affirmer le contraire...

Quand le PCF confond forfaiture et centralisme démocratique.

- Le PCF refuse le «centralisme» de Mélenchon - Liberation.fr

«Comment Pierre Laurent a-t-il pu nous mentir des mois durant, pendant qu'il vendait la tour Eiffel à Hidalgo !» écrit Mélenchon.

En réponse, deux membres de la direction du PCF, Isabelle Lorand et Frédérick Genevée, lui ont adressé une lettre ouverte dans l'Humanité dans laquelle ils écrivent qu'ils refusent le «centralisme» que souhaite appliquer le patron du Parti de gauche (PG) : «De l'autonomie de vote des parlementaires à l'autonomie des fronts thématiques, nous n'avons pas la même approche. Nous, les communistes, avons rompu avec le centralisme démocratique en 1994. Ce n'est pas pour le voir revenir par le Front de gauche.» «Plutôt que de cliver», ajoutent-ils, ils lui demandent de «rassembler». Liberation.fr 28.10

La forfaiture consiste à rompre brutalement et unilatéralement un accord qu'on avait conclu avec un tiers sans que celui-ci n'est cessé d'en respecter les termes. Le centralisme démocratique qui concerne essentiellement un parti politique consiste à appliquer une décision (pratique) politique adoptée par sa majorité, même si on est en désaccord avec celle-ci.

Contrairement à ce qu'on pourrait penser, par déformation, parce que des dirigeants en ont usé et abusé dans le passé (et le présent) pour conserver leur pouvoir au sein de l'appareil de leur parti, le centralisme démocratique n'est pas un mode de fonctionnement permanent d'un parti. On l'applique ponctuellement chaque fois que le parti doit prendre une décision d'ordre pratique afin qu'il soit en ordre de bataille. Les militants doivent se prononcer sur une action qui leur est proposée, si elle est rejetée par la majorité, cette action n'aura pas lieu, si elle est adoptée par la majorité, l'ensemble des militants mettront en oeuvre cette action.

On pourrait encore penser qu'il n'est pas normal que des militants (minoritaires) opposés à une action se retrouvent obligés de l'adopter. Oui, en effet, dans un parti antidémocratique, quand les dirigeants d'un parti refusent de tirer honnêtement le bilan politique d'une action qui s'est avérée inutile, négative, nuisible, etc. et de reconnaître leurs erreurs, dans ce cas-là il ne s'agit pas de centralisme démocratique mais de dictature bureaucratique. Maintenant, il est difficile dans un parti de demander à chaque militant de se prononcer sur toutes les actions ou décisions prises par leurs dirigeants. Parce que les militants n'ont pas forcément le niveau politique pour décider du bien-fondé ou non d'une décision ou d'une action. Leurs dirigeants ont été élus lors d'un congrès pour assumer cette responsabilité, c'est donc à eux que revient cette décision en règle générale.

Un problème grave survient lorsque les dirigeants du parti négligent la formation des militants et des cadres, et qu'ils ne s'assurent pas que la discussion sur la politique adoptée par le parti a bien lieu dans toutes les instances et que toutes les informations de la base remontent bien jusqu'à eux sans avoir été déformées avant de leur parvenir. Lorsque cela se produit, de nombreux militants sont amenés à adopter une politique qu'ils ne comprennent pas ou avec laquelle ils sont en désaccord, ils finissent par quitter le parti. Souvent les cadres se comportent comme de petits chefs plus soucieux de faire passer la politique de leurs dirigeants que de l'expliquer aux militants. Ces militants suivent une politique plus qu'ils ne la comprennent, du coup ils ne tirent aucun bénéfice de leur expérience et finissent pas s'en lasser et par s'en aller.

C'est là qu'on mesure l'immense responsabilité qui pèse sur les épaules des dirigeants d'un parti, qui doivent avoir les qualités requises pour mettre en oeuvre le centralisme démocratique et privilégier le centralisme ou la démocratie selon les circonstances comme l'expliquait Trotsky, si l'on ne veut pas qu'il se transforme en dictature bureaucratique. Contrairement à ce que j'ai connu dans l'organisation dans laquelle j'avais milité, la progression d'un militant ne se juge pas au nombre de journaux qu'il a vendus, au nombre de signatures qu'il a récolté ou à l'argent qu'il a collecté, ni même au nombre de ses contacts, mais à sa capacité à maîtriser la méthode du marxiste pour devenir un militant conscient, à l'esprit critique développé et libre, capable de penser la situation par lui-même, pour au cours de la lutte de classes ou de la révolution être en mesure de guider les masses, encore faut-il que ce soit toujours l'objectif des dirigeants du parti dans lequel on milite.

Le centralisme démocratique ne s'applique pas à la totalité des activités d'un parti, son programme, sa stratégie, sa tactique, sa ligne politique, ses mots d'ordres, ses rapports avec les différents partis, les institutions, etc. il s'applique d'autant moins dans le

cas d'une coalition de partis ou de différentes formations politiques comme c'est le cas avec le FdG, car de profonds désaccords persistent entre eux sur de nombreuses questions.

Mélenchon semble l'avoir oublié, parce que cela l'arrangeait sans doute, il n'était pas sans savoir que sans un minimum d'élus le PCF disparaîtrait quasiment et qu'il servait aussi de caution populaire au PS, quoique pour les prochaines élections cette caution ne lui sera d'aucun secours, aucun travailleur en dehors des nantis n'ira voter pour un candidat du PS.

Instrumentalisation d'une minorité.

- Lagerfeld s'en prend aux femmes rondes, elles répliquent - Le Nouvel Observateur

Quelques mots à peine prononcés dans une émission (Direct 8) trois semaines plus tôt (3 octobre) et que peu de gens ont dû regarder et dont tout le monde a oublié le contenu, sauf des frustrés ou des complexés, des manipulateurs professionnelles qui comptaient en tirer profit, suffisent à mettre en branle leur machine à propagande, déclencher une polémique dès lors qu'elle est relayée par les médias. Comment ?

Le Nouvel Observateur s'est empressé d'en rajouter une couche en se livrant au passage à une manipulation qui a consisté à faire référence à une "étude" en modifiant l'intitulé de l'organisation comme s'il ne fallait pas que le lecteur en connaisse l'origine, disons douteuse, le magazine l'a présentée comme une "étude parue en janvier dernier dans le "Journal of the Medical Association" (JAMA) " alors qu'en réalité il s'agissait du Journal of the American medical association.

Et quelles étaient les conclusions de cette "étude" qui devait concerner en premier lieu bon nombre d'Américains? Rassurantes évidemment, au point qu'on peut se demander si elle n'aurait pas été commandée par les trusts de l'agroalimentaire qui empoisonnent le peuple américain. L'obésité, qui hier était présentée comme un handicap, est devenue comme par miracle... un symbole de bien-être ! Lisez.

- Cette étude a "déterminé que le surpoids - voire une obésité modérée - n'augmente pas les risques pour la santé. Le risque de mortalité serait même environ 5% moindre chez les ronds par rapport aux individus au poids considéré comme normal selon l'indice de masse corporelle (IMC)."

C'en est trop pour l'association "Belle, ronde, et je m'assume". Sa présidente, Betty Audrière, dénonce des "propos diffamatoires et discriminants envers la communauté des femmes rondes". Cette chef d'entreprise d'une ligne de vêtement grande taille en Charente-Maritime a lancé une pétition en ligne et compte déposer plainte auprès du procureur de la République, rapporte le journal "Sud Ouest".

La plainte a peu de chance d'aboutir mais il s'agit avant tout de protester. Le fondateur du concours Miss Ronde France, Thierry Frézard soutient l'association et s'étonne. Le Nouvel Observateur 28.10

Franchement, qui en a quelque chose à foutre des propos de Karl Lagerfeld ? Personne. Sauf qu'une plainte et un procès à la clé peut rapporter gros quand l'accusé est une personnalité fortunée, il peut vouloir l'éviter et verser une somme substantielle au plaignant en guise de dédommagement, d'arrangement, car leur morale ne dépasse pas ce niveau-là. Il s'excusera publiquement et on en restera là.

L'espèce humaine en voie de dénaturation.

- 38% des moins de deux ans ont déjà utilisé une tablette ou un smartphone - L'Expansion.com

Aux Etats-Unis, 38% des moins de deux ans se sont déjà servis d'une tablette ou d'un smartphone, selon un sondage publié ce lundi. Ce taux n'était que de 10% en 2011, lors de l'étude précédente de la même société de recherche, Common Sense Media.

Pour les enfants de moins de 8 ans, le taux d'utilisation des appareils mobiles a presque doublé, passant de 38% à 72%, et le temps moyen d'utilisation a triplé, passant de 5 à 15 minutes par jour, selon l'étude. L'Expansion.com 28.10

Les Américains sont le laboratoire, les cobayes du néolibéralisme conduisant à la liquidation de la civilisation humaine.

Il semblerait que dans leur stratégie devant aboutir à réduire l'humanité en esclavage, la dépendance depuis la plus tendre enfance à cet instrument de communication en serait un facteur déterminant, dans la mesure où tous les rapports avec le monde extérieur passeraient par cette machine dont l'utilisateur ne maîtriserait pas le contenu, dans le sens où il lui serait imposé. Dès la petite enfance, l'enfant n'interpréterait plus librement le monde qui l'entoure, il ne tirerait plus des enseignements de ses propres expériences, ce serait une machine qui lui dicterait quoi ou comment penser, il deviendrait totalement dépendant de cette machine, tandis que ses parents ne rempliraient plus qu'un rôle purement alimentaire ou matériel indispensable à sa

survie jusqu'à ce qu'il soit en âge de s'assumer ou d'aller travailler.

ACTUALITE EN TITRES

A quel niveau en sont-ils réduits ? L'école élémentaire.

- Une fillette d'une dizaine d'années traite Christiane Taubira de «*guenon*», la ministre réagit - 20minutes.fr
- Taubira traitée de "*guenon*" : le PS veut des poursuites - Le Nouvel Observateur

Leonarda avait 15 ans, cette fillette a 10 ans. Je me souviens de ma petite nièce Lombika qui hurlait chaque fois qu'elle me voyait quand elle avait moins d'un an et cela a continué pendant des années. Je ne sais pas pourquoi et ses parents non plus, à la vue d'un Blanc, le seul Blanc qu'elle n'ait jamais vu, elle était terrorisée la malheureuse gamine, elle devait être raciste ma foi, ouais, déjà dans le ventre de sa mère. Elle a 13 ans et cela lui est passée, elle m'aime bien, uncle !

La dictature du marché.

- Transactions financières: Noyer éreinte la future taxe boursière européenne - AFP
- Le marché du luxe devrait croître de 6% en 2013 - Reuters
- Madrid veut céder jusqu'à 60% de l'exploitant d'aéroports Aena - Reuters

Intox

- Espionnage de la NSA en Europe: Que savait Barack Obama? - 20minutes.fr
 - Obama savait depuis 2010 que les USA espionnaient Merkel, dit Bild - Reuters
 - Merkel écoutée : l'Allemagne ne décolère pas contre les États-Unis - LeFigaro.fr
 - Espionnage: les Etats-Unis face à la colère des Européens - AFP
 - NSA : le Parlement européen perd sa confiance en Washington - LePoint.fr
 - "*News of the World*" : ouverture à Londres du procès des écoutes - LeMonde.fr
-

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Syrie

Un responsable syrien a fait part de la présence en grand nombre des combattants venus de différents pays de l'Asie centrale en Syrie. Lors d'une rencontre, à Moscou, avec le représentant du gouvernement palestinien, le grand mufti de la Syrie, Ahmad Badreddin Hassou a affirmé qu'une centaine de milliers de paramilitaires venant d'au moins de 83 pays du monde luttent actuellement contre l'autorité centrale de Damas. « *Ces paramilitaires viennent, pour la plupart, de l'Arabie saoudite, de l'Irak, de la Tchétchénie et de la Tunisie, mais il y en a aussi des combattants venus des Etats-Unis et du Canada, mais aussi des pays européens comme l'Espagne, la France, la Grande Bretagne, l'Allemagne et l'Autriche* », a souligné le Grand mufti de la Syrie, cité par le site d'information Kandahar et Fars News. « *360 turkmènes, 250 kazakhs, 350 ukrainiens, 190 tadjiks, 100 azéris et 80 géorgiens sont aussi parmi les paramilitaires* », a-t-il précisé.

A en croire les sources médiatiques de l'Asie centrale, les groupes islamistes extrémistes qui reçoivent les formations militaires, en Syrie, se préparent, en fait, à s'infiltrer dans les pays centre-asiatiques, tandis que leurs leaders envisagent d'abuser

des potentialités qui y existent afin d'établir des Etats extrémistes dans la région de l'Asie centrale. Selon les experts politiques, ce qui se passe aujourd'hui en Syrie a rapport directement ou indirectement avec l'avenir de la stabilité et de la sécurité dans toute l'étendue géographique de l'ex-URSS et en Asie centrale. Les sources sécuritaires s'inquiètent beaucoup de voir les paramilitaires centre-asiatiques opérant en Syrie, revenir un jour à leurs propres pays et y mettre en œuvre leurs expériences sous la gestion des appareils d'espionnage des pays occidentaux ou arabes. french.irib.ir 28.10

2- Turquie

La police turque a fait usage de gaz lacrymogènes et de canons à eau pour disperser près de 2.000 manifestants réunis lundi devant un tribunal d'Ankara où se tenait le procès d'un policier accusé du meurtre d'un manifestant en juin.

Un journaliste de Reuters a rapporté que des heurts avaient opposé la police et un groupe de manifestants armés de bâtons, qui s'approchait de l'entrée du tribunal pour protester contre l'autorisation donnée à l'accusé d'assister aux auditions par visioconférence.

Les médias turcs font état de plusieurs blessés et de 18 arrestations, ce qui n'a pas été confirmé par les autorités. Le procès a été ajourné au 2 décembre, disent les médias.

Ahmet Sahbaz est accusé du meurtre d'Ethem Sarisuluk, tué par balles lors d'une vague de manifestations antigouvernementales. Reuters 28.10

[Haut de page ↗](#)

Le 30 octobre 2013

CAUSERIE

Il est 22h25 ici à Pondy (Pondichéry), 17h55 à Paris. Si j'ai le courage j'ajouterai quelques nouveaux articles d'ici minuit ou demain matin. Il reste un article sur un rapport de la Banque mondiale qui n'a pas été traité, ce sera pour demain.

J'ai une question à vous poser.

Je précise qu'à mon arrivée en Inde en 1996 ou en 1989 la première fois, je versais allègrement dans le tiers-mondisme que je déteste tant depuis, c'était avant que je retrouve le chemin du militantisme un certain 11 septembre 2001, je devrais peut-être remercier au passage les auteurs du coup d'Etat survenu ce jour-là aux Etats-Unis, mais bon pour l'occasion je serai ingrat et personne ne m'en voudra !

Depuis 24 ans j'ai vécu plusieurs fois dans ma belle-famille indienne, parfois elle a vécu chez moi, d'autres fois encore on s'est retrouvés sous le même toit.

Du fait que nous ne partageons pas le même mode de vie, la même conception du monde, de la société, des rapports en général, de l'éducation, de la culture et bien d'autres choses encore, il est apparu que nous n'avions pas grand chose en commun, que nous ne vivions pas vraiment à la même époque ou dans le même monde tout du moins dans notre tête...

Evidemment cela se traduit par une multitude de quiproquos, confusions, incompréhensions, tensions, etc. au point d'en arriver au constat qu'il était impossible de vivre ensemble sans finir par se détester cordialement. Du coup, depuis 2000 nous vivons chacun de notre côté et c'est bien mieux ainsi, pour moi et mon épouse (handicapée) surtout vous l'aurez compris.

Si malgré toute la bonne volonté et tous les efforts que j'ai déployés je n'ai pas réussi à supporter ma belle-mère et mes beaux-frères, question : Croyez-vous franchement que si je vous imposais leur présence vous pourriez les supporter ? Je pense que la réponse est non, aussi par charité ou par pitié envers vous sachant ce que vous endurez déjà quotidiennement en France je ne vous les enverrai pas. Ne vous tracassez pas pour eux, ils se sont toujours démerdés pour arriver à survivre dans leur pays et c'est très bien ainsi, sans votre aide.

Leonarda est née et a grandi en Italie comme ses frères et soeurs, et bien qu'elle y retourne avec sa famille, à moins qu'ils préfèrent rester au Kosovo.

[Alerte !](#)

Si vous traitez quelqu'un d'imbécile publiquement, vous pouvez dorénavant être poursuivi pour "*injure publique*". Cela constitue la plus grave atteinte à la liberté d'expression depuis l'établissement du régime de Vichy.

La dictature est en marche, Hollande et le PS en sont les chefs d'orchestre. (les détails ou la suite plus loin)

Faites passer le message autour de vous, auprès de vos dirigeants, dans les syndicats, partout où c'est possible.

Une info passée inaperçue.

Il faut absolument que Hollande témoigne jour après jour, semaine après semaine, mois après mois qu'il est aussi réactionnaire que Sarkozy si ce n'est plus encore, apparemment c'est plus fort que lui.

Il vient de décorer de la légion d'Honneur l'ambassadeur du Qatar en poste à Paris, alors que le Qatar est apparu au grand jour à travers les Frères musulmans et les barbares takfiristes comme le principal agent déstabilisateur des régimes Libyens, Egyptiens, Tunisiens, Maliens notamment, sans compter la Syrie qu'il s'emploie à détruire et massacrer depuis plus près de trente mois, alors que le Qatar a été écarté par les Etats-Unis du processus de paix en cours après ses multiples échecs et fait l'objet d'une révolution de palais sous la pression des Américains, c'est à croire que Hollande n'a qu'un seul et unique maître : l'Etat sioniste qui ne se remet pas de la décision américaine de ne pas bombarder la Syrie flanqué du monarque débile de Riad et justement de l'émir despotique du Qatar qui continue d'alimenter en mercenaires armés les hordes de barbares qui déferlent sur la Syrie.

La meilleure ou plutôt le pire, car dans le domaine de la déchéance humaine ou de l'abjection il est toujours possible de se distinguer et de descendre plus bas, et pour bien montrer aussi à quel point la mentalité du vassal envers les puissants fait partie intégrante de la personnalité de Hollande, il y a fort à parier que c'est à la demande de M.al-Kuwari qu'il l'a fait commandant de la légion d'Honneur en remerciement des précieux services qu'il avait rendus à l'Etat français durant les 18 derniers mois et en hommage à la collaboration entre les deux Etats qui a été parfaite, juste avant qu'il ne soit muté aux Etats-Unis pour occuper le poste d'ambassadeur du Qatar. Il pourra toujours brandir cette breloque insignifiante aux yeux des Américains qui en ricaneront, Hollande étant devenu la risée du monde.

Au nom de la lutte pour la démocratie Hollande a choisi de s'afficher au côté des pires régimes despotiques de la planète : Israël, l'Arabie saoudite et le Qatar, notamment. Ce qui est le plus étrange, c'est encore que certains ferment les yeux sur sa véritable nature. Cela nous donne l'occasion de continuer notre combat aussi contre l'opportunisme.

Le POI veut rencontrer cette pourriture par le biais d'une délégation d'élus, à croire qu'il lui trouve des qualités et qu'ils ont quelque chose en commun, qu'il en attend quelque chose, on se demande bien quoi, à moins que cela n'ait aucun rapport avec les intérêts des travailleurs.

Les dirigeants du POI doivent être les seuls en France à ne pas savoir à quoi s'en tenir avec ce représentant du néolibéralisme, nous plaignons sincèrement les militants de ce parti à qui on ne demandera pas de justifier la collusion de leurs dirigeants avec le Bonaparte de service qu'ils s'emploient à légitimer par cette démarche tout en soutenant le régime en place, il faut dire qu'il en a bien besoin aujourd'hui.

Cela dit, Hollande, s'il n'a pas véritablement le choix de sa politique qui ne peut s'inscrire que dans le prolongement de son prédécesseur, ce qu'il savait parfaitement en tant que candidat à la présidentielle, ce que savait aussi tous ceux qui ont appelé à voter pour lui ou plus hypocritement à "*chasser Sarkozy*" ce qui revenait au même en mai 2012, son insistance à se présenter ouvertement comme un vulgaire réactionnaire devrait nous questionner. Car finalement, rien ne l'oblige à aller si loin, sur bien des questions Sarkozy s'était abstenu ou avaient fait preuve de retenue l'air de rien, ce qui n'est pas le cas de Hollande qui fait manifestement du zèle dans cette voie.

On peut comprendre qu'il ne cède pas sur le TSCG, la "*règle d'or*", le budget, l'ANI, les retraites et bien d'autres questions sociales, ils faisaient partie du service minimum que ses mentors avaient inscrit à son programme au cours de son mandat et dont il s'est acquitté avec les félicitations du jury, mais il va beaucoup plus loin en reprenant presque systématiquement les revendications du patronat, en s'affichant comme le vassal docile de Bruxelles et Washington, pire encore, en se faisant le fer de lance international de la politique d'agression de l'Etat sioniste et des sionistes arabes contre la Syrie et l'Iran, au-delà même des exigences de l'impérialisme américain, sans oublier le mariage homosexuel qui faisait partie de la panoplie idéologique des néolibéraux qu'il a porté contre la majorité de la population qui y était hostile.

Bref, son impopularité record et la haine qu'il suscite dorénavant dans le pays sont largement méritées sans l'incommoder particulièrement, au point de se demander s'il ne l'a pas cherché, entendez par là que cela pourrait faire partie d'une stratégie consistant à tout faire pour casser la résistance de la classe et des couches moyennes au néolibéralisme, briser leur moral afin qu'elles n'espèrent plus rien dans le PS ou plus précisément pour isoler ou affaiblir son courant dit de gauche dans lesquels elles pourraient se reconnaître ou investir de leurs illusions, sachant qu'elles ne se porteront pas vers le Front

de gauche flanqué du PCF qui sert de repoussoir, et encore moins vers l'extrême gauche ni même le POI qui sont complètement marginalisés.

Le PS est trop utile au régime pour disparaître, l'oligarchie financière qui l'a investi l'a parfaitement compris et compte bien s'en servir à la manière du parti démocrate aux Etats-Unis. Ce qu'il faut comprendre, c'est que la ligne de moindre résistance à une politique qui vise en priorité les classes ou couches moyennes sera atteinte à condition de ne leur laisser aucun espoir, de briser leur moral qui sera synonyme de démobilisation et de désintérêt pour la politique, de telle sorte qu'elles n'aient plus qu'à la subir sans être en mesure de s'y opposer du fait qu'elles seront faiblement organisées ou pas du tout.

Accessoirement ils lui balanceront un os à ronger, genre droits des femmes ou des homosexuels, de telle ou telle minorité, sur l'environnement, etc. os à ronger qui s'avèrera toxique, pervers en dernière analyse, mais cela elles le découvriront bien plus tard, trop tard, quand elles auront été spoliées de tous leurs droits alors qu'elles estimaient en avoir acquis de nouveaux comme ce fut le cas aux Etats-Unis.

Vous aurez remarqué que Hollande s'est employé à mettre en oeuvre cette méthode d'une efficacité redoutable puisqu'elle brouille les frontières entre la droite et la gauche, entre les classes qu'elle parvient à diviser tandis qu'il applique son programme néolibéral et impérialiste.

Jusqu'à là il a été particulièrement brillant, si, si, il faut le reconnaître, au-delà des espoirs que ses maîtres avaient émis en lui, sur tous les fronts il a déjà été plus loin que Sarkozy, c'est une réussite parfaite, un sans faute peuvent estimer ses mentors de l'oligarchie financière. Hollande a été formaté pour remplir cette fonction, c'est le seul mandat dont il avait à répondre.

Voici l'article en question.

Quand la France récompense le geôlier du poète. - François Hollande remet la légion d'Honneur à l'ambassadeur du Qatar : pourquoi cette récompense ? - (Solidarité Internationale PCF) - mardi 29 octobre 2013 - legrandsoir.info

La nouvelle est passée quasi inaperçue, si ce n'était une brève du Figaro : le président de la République française vient de remettre, le 17 octobre dernier, l'insigne de commandant de la légion d'Honneur à l'ambassadeur du Qatar en France.

Mais de quoi François Hollande pouvait-il remercier M.Mohammed Jaham al-Kuwari, ambassadeur du Qatar en France ?

Certainement pas des progrès pour la diffusion de la démocratie et des droits de l'Homme, si souvent invoqués pour la Syrie, l'Iran ou la Libye.

Le Qatar est une monarchie absolue où l'Emir et sa famille ont tous les droits, un régime théocratique où la liberté d'expression s'arrête aux frontières du Livre sacré et du saint billet vert, où les droits des femmes, des minorités, des travailleurs sont bafoués.

Récemment, le poète Mohammed Al-Ajmi a été condamné à 15 ans de prison pour ... avoir écrit quelques vers en hommage aux « *révolutions arabes* », que le Qatar prétend soutenir en finançant les groupes islamistes les plus fondamentalistes dans ces pays.

Certainement pas pour l'émancipation de son peuple et le progrès social, non plus.

Au-delà d'une mince couche de la population richissime et nantie de tous les « *privilèges* » (et non droits), 95 % de la population est étrangère, une immense partie d'entre elles vivant dans l'extrême pauvreté, logée dans des bidonvilles en banlieue, sans droits ni garanties.

Le système du « *kafala* » maintient les travailleurs étrangers sous la protection, en fait la dépendance, d'un « *kafil* » (parrain), seul garant face aux institutions du pays, un tuteur qui de droit, par le retrait potentiel de sa protection, a un pouvoir de vie et de mort sur son protégé.

Quant aux conditions de travail sur place, elles approchent l'esclavage moderne. Chaque jour, un travailleur immigré népalais meurt au travail, victime des cadences imposées, de l'absence du droit de travail, syndical ainsi que des chaleurs accablantes.

Avec la construction des infrastructures de la Coupe du monde – obtenues par des pratiques de corruption à large échelle – 44 ouvriers népalais sont déjà morts depuis juin. A ce rythme 4 à 5 000 pourraient périr s'ici 2022.

Certainement pas non plus pour son respect pour les ressortissants français sur place.

La liste est longue, elle ne concerne pourtant pas des ouvriers du bâtiment philippins : un proviseur du lycée français expulsé

pour attitude « *anti-musulmane* » des entrepreneurs ou footballeurs professionnels retenus en « *otage* » par leurs parrains au Qatar.

Le mépris des droits humains les plus élémentaires transparait par tous les pores de l'émirat.

Alors pourquoi cette récompense ?

Services rendus dans la collaboration aux projets hégémoniques mondiaux des puissances capitalistes dominantes, avant tout européennes et nord-américaines. Le Qatar a soutenu, si ce n'est impulsé, les dernières opérations françaises et américaines à l'étranger.

Pas un hasard si M.al-Kuwari, proche de la famille princière et homme-clé de la diplomatie qatarie, part désormais pour Washington, occuper le poste d'ambassadeur aux Etats-unis.

Pendant que la France apportait un soutien indirect aux rebelles en Syrie, bombardait la Libye de Kaddafi sous le drapeau de l'OTAN, puis prétendait combattre les milices islamistes au Mali ... le Qatar finance les milices islamistes qui combattent sur tous les fronts.

Le Qatar est un élément-clé dans la stratégie d'agression de l'Iran, comme de la Syrie, deux Etats qui contrarient les plans de « *Grand Moyen-Orient* » américain, deux alliés régionaux de la résistance palestinienne.

En Palestine, il renforce le Hamas face aux organisations laïques et progressistes (comme en Tunisie ou en Egypte), tout en l'incitant à l'inaction dans la crise syrienne. On se rappelle de la visite de l'émir à Gaza il y a an ... tout en maintenant des relations cordiales avec Israël.

La pleine collaboration du Qatar à ces plans impérialistes suppose aussi une interpénétration des capitaux qataris et français.

Le « *forum de Doha* », en mai dernier, avait réuni 25 grands patrons français, des dizaines d'hommes politiques (H.Védrine, M. Boutih, J.V.Placé, P.Balkany, E.Woerth, P.Lellouche, F.Fillion) pour envisager la collaboration future entre milieux d'affaires français et qataris.

Le 22 juin dernier, François Hollande se rendait à Doha pour négocier les futurs contrats des entreprises françaises dans l'émirat – avec la compagnie des patrons de Vinci, Alstom, Bouygues – ainsi que les conditions des futurs investissements du Qatar en France.

Car la France devient une terre d'élection pour les investissements stratégiques qataris : 12 milliards d'euros sur ces cinq dernières années, avec des prises de participation dans des géants français (Total, LVMH, Vinci, Veolia, Vivendi, EADS, Lagardère).

Outre les investissements de prestige (PSG bien sûr mais aussi rachats de grands immeubles parisiens), la nouvelle mouture du « *plan banlieue* » ravalé en « *plan d'investissement pour les PME* » (300 millions d'€) permettra au Qatar de s'ancrer dans le tissu économique et social français.

D'autre part, le Qatar – outre ses réserves en gaz – est une mine pour les investisseurs français en quête de gros contrats : Bouygues, Vinci, Alstom ou Keolis (filiale de la SNCF !) sont en quête de gros contrats pour la construction d'infrastructures en vue de la Coupe du monde.

On parle en tout d'investissements de 170 milliards d'euros, Bouygues a déjà récupéré un contrat pour la réalisation d'un complexe immobilier pour 1 milliard d'euros, Vinci celui d'un tronçon de métro pour 1,5 milliard.

Total pour les partenariats au Qatar comme à l'étranger, EADS pour la livraison d'équipements militaires profitent également des contrats signés avec le Qatar, dans une alliance qui explique aussi les intérêts communs autour des opérations à l'étranger.

Quels services l'ambassadeur du Qatar a-t-il pu nous rendre ? A notre peuple, aucun. A nos ressortissants, aucun. Aux travailleurs immigrés ou aux peuples arabes épris de liberté, aucun. Par contre, aux richissimes émirs et à nos multi-nationales avides de profits faciles, beaucoup, trop !

ACTUALITÉ DU JOUR

Mission impossible. Masque en rade.

Jean-Daniel Lévy : «*Hollande n'arrive pas à incarner la gauche*» - LeFigaro.fr

(Jean-Daniel Lévy, le directeur du département opinion de Harris Interactive)

- " ... *les électeurs qui se considèrent comme le «peuple de gauche» ne manifestent aujourd'hui aucune fierté d'avoir porté François Hollande à la présidence.*"

Hier non plus. Alors c'est quoi la différence entre avant mai 2012 et octobre 2013 ? Les conditions d'existence et de travail qui n'ont pas cessé de se dégrader pour le «*peuple de gauche*» puisque Hollande a poursuivi la politique de Sarkozy.

- "... *la force de Nicolas Sarkozy pendant la campagne étant d'avoir su incarner la droite. C'est le problème de François Hollande aujourd'hui: il n'arrive pas à incarner la gauche.*" LeFigaro.fr 29.10

Il l'a incarné pour les nantis, l'aristocratie ouvrière, les intellectuels, la classe ou les couches moyennes, une majorité de fonctionnaires, pas pour les ouvriers ou les employés qui n'en attendaient absolument rien. Ceux qu'il appelle la gauche sont en réalité les couches supérieures et les plus droitières des masses exploitées, qui sont le plus liées au capitalisme et ses institutions, qui ont conscience d'avoir quelque chose à perdre, qui ne savent même pas ce que signifie être de gauche ou de façon déformée.

Un ouvrier ou un employé arriéré qui vote à droite est moins droitier qu'eux parce qu'il ne sait même pas pourquoi il vote à droite, il n'a aucune idée de ce que signifie droite ou gauche dans la mesure où il n'a rien à perdre, tandis que généralement ceux qui votent à gauche le font exclusivement pour conserver leurs privilèges, c'est ce qui donne l'illusion qu'ils auraient une conscience de classe, leur conception du socialisme ne va pas au-delà, autrement dit ils en ignorent tout ou presque.

Portez au pouvoir un candidat du PS ou le PS, c'est porter au pouvoir l'individualisme, le corporatisme qui finalement ne dépareillent pas du néolibéralisme, au contraire, il lui facilite la tâche.

- La sénatrice PS Lienemann pour un "*changement de cap et d'équipe*" - AFP

Le changement dans la continuité sous un nouveau masque.

- "*Un sursaut s'impose. On ne peut pas rester (sur) le cap actuel. On ne peut pas gouverner sans un soutien de sa majorité et avec une défiance majeure des Français. Comment faire ce sursaut? Changement de cap, changement d'équipe*", a-t-elle dit sur BFMTV.

Des "*forces*" corrompues qui ne représentent rien d'autres qu'elles-mêmes.

- Il faut que François Hollande "*propose un nouveau pacte à l'ensemble des forces qui ont fait sa victoire pour une deuxième étape du quinquennat (...)* Je pense au *Front de gauche, aux écologistes. On ne peut gouverner qu'avec une majorité qui vous soutient*", a ajouté la sénatrice.

Grenelle ou la collaboration de classes à la rescousse.

- "*Je suis favorable à un Grenelle de l'ensemble des forces de gauche, y compris les communistes*", a-t-elle insisté aussi dans une interview au Parisien.

Il va falloir vous y faire, on compte sur vous.

- "*Il faut (...) discuter avec le PC pour recréer une majorité, a poursuivi la sénatrice. Actuellement, la plupart des décisions sont prises contre l'avis des communistes, et même contre l'avis d'une partie des écologistes et de l'aile gauche du PS: ce n'est plus possible*".

Des "*convergences*" qui sont compatibles avec la crise du capitalisme ne peuvent être que de droites.

- Marie-Noëlle Lienemann a considéré sur BFMTV que des "*convergences*" étaient possibles. "*Nous étions très majoritairement à gauche, en réalité, entre l'aile gauche du PS, les communistes, le Front de gauche et les écologistes*", à réclamer "*un tournant de la relance*" en Europe et combattre la politique d'austérité, a-t-elle fait valoir.

Sur une ligne qui relevait de la méthode Coué

- "Il est temps de reprendre pied sur la ligne qui lui (François Hollande) a permis de gagner et surtout de répondre aux besoins des Français", a-t-elle poursuivi.

Une "victoire" usurpée ne peut que se transformer en cauchemar.

- François Hollande, a-t-elle insisté, "doit prendre une initiative majeure: réunir les chefs de la majorité pour un nouveau pacte sur les fondamentaux qui ont fait sa victoire". AFP 29.10

Ce qui est intéressant ici, ce n'est pas que untel ou untel dise que Hollande n'incarne pas la gauche, mais quand ils prétendent qu'il l'incarnerait, alors qu'en réalité à absolument aucun moment il ne peut l'incarner puisque pour être de gauche il faut rompre avec le capitalisme ou se présenter comme tel, ce qui est totalement impossible de la part de Hollande, du PS, ses satellites et leurs alliés dit de gauche justement.

Autrement dit, en soutenant certaines mesures qu'a pu prendre Hollande, le PS dans sa totalité et ses satellites ainsi que leurs alliés dit de gauche ou d'extrême gauche ont fait le jeu de la réaction, soutenu le régime en place qui pendant ce temps-là a pu continuer tranquillement son offensive contre la classe ouvrière et la classe moyenne.

La crise du capitalisme a atteint un tel degré qu'elle ne laisse plus aucune place à la gauche caviar, la gauche intello, la gauche des nantis, la gauche réformiste, trade-unioniste ou social-patriote, la gauche des salles de classe, la gauche faussement socialiste, communiste, trotskiste se retrouve balayée, confrontée aux illusions qu'elle a elle-même véhiculées pendant des décennies dans le capitalisme à travers l'un de ses partis, le PS, qui ne passent plus et ne font plus recette non plus, réduite au populisme le plus abjecte et à faire allégeance à son souverain installé au Palais, à manier le double langage à longueur de temps ou à se contredire sans cesse pour finalement ménager ou soutenir à bout de bras un régime corrompu et condamné à ne plus être qu'un auxiliaire de Bruxelles.

[La gamelle dans les deux sens du terme contre la démocratie.](#)

- À Lyon, des élus communistes pas prêts à lâcher Gérard Collomb - Liberation.fr

Qu'ils sont têtus, ces communistes rhodaniens... Leurs militants se sont prononcés pour une alliance Front de gauche aux prochaines municipales à Lyon ? Huit des douze élus PCF de la majorité municipale de Gérard Collomb, le maire socialiste, ont annoncé hier qu'ils n'y «participeront pas».

Les adhérents ont pourtant choisi à 52,9 % (100 voix) contre 47,1 % (89 voix) de tester en mars 2014, à l'échelle locale, la formule choisie depuis les européennes de 2009 : autonomie au 1er tour. «Le résultat de ce vote n'est pas bon, affirment ces conseillers municipaux dans une déclaration. C'est un vote de division [qui] rompt avec des listes d'union de la gauche et avec la majorité municipale constituée en 2001, qui avait permis de battre la droite lyonnaise réputée inexpugnable.» Ces élus reprochent également au vote des militants d'être un désaveu de leur action et de «sous-estimer les réelles politiques publiques conduites à Lyon» par la majorité de Gérard Collomb. Liberation.fr 29.10

Au PCF comme toujours la dictature bureaucratique l'emporte par des manoeuvres (à Paris), sinon ses dirigeants l'imposent, on ne refait pas.

[La réaction fiscale est passée.](#)

Les députés votent le budget de la Sécu, dont le volet sur la fiscalité de l'épargne - 20minutes.fr

Les députés ont voté ce mardi le projet de budget de la Sécu pour 2014, dont son volet controversé sur la fiscalité de l'épargne qui devrait être amendé lors de la suite du débat parlementaire. Le texte a été adopté en première lecture par 320 voix pour, celles des socialistes, des radicaux de gauche et des écologistes, et 243 voix contre, celles du Front de gauche et de l'opposition, extrême droite comprise.

Au nom des socialistes, Jean-Marc Germain a vanté un «sentiment de faire notre devoir» mais aussi de suivre un chemin de «progrès» et de «justice» pour redresser les comptes de la Sécurité sociale.

Pour le Front de Gauche, Jacqueline Fraysse a déploré qu'«un gouvernement de gauche» reste «dans le chemin tracé par ses prédécesseurs» de droite et continue «l'austérité budgétaire» au lieu de chercher de nouvelles recettes notamment par la taxation du capital. 20minutes.fr 29.10

Comment voulez-vous qu'un gouvernement de droite que vous continuez de qualifier de «gouvernement de gauche» taxe le capital ? Quelle bouffonne celle-là ! Voilà sur quelle escroquerie politique repose le Front de Gauche et comment au passage

il soutient l'ordre établi.

[La dictature en marche. Le parquet en estimant cette plainte recevable menace gravement la liberté d'expression la plus élémentaire](#)

Le préfet du Rhône poursuivi par l'extrême-droite pour "*injures publiques*" - [lexpress.fr](#)

Le préfet du Rhône, Jean-François Carencio, est convoqué devant la justice le 22 novembre en vue d'une éventuelle mise en examen. Des militants d'extrême-droite ont déposé une plainte pour des propos qu'il avait tenus lors d'une interview, a-t-on appris ce mardi auprès de la préfecture, confirmant un article du Progrès.

Le 18 avril dernier, Jean-François Carencio avait déclaré lors d'une interview à France 3 que "*La République est plus forte que quelques imbéciles*". Il est poursuivi pour "*injure publique*" notamment par Yvan Benedetti, ex-président d'un groupuscule d'extrême droite dissous, "*L'Oeuvre Française*".

Comme le rappelle le Progrès, lors de cette interview le préfet avait dénoncé les agissements de militants d'extrême droite lors de la mobilisation contre le mariage pour tous. Ils avaient tenté d'investir par la force un local du parti socialiste à Lyon. S'en étaient suivis des heurts avec les forces de l'ordre et des gardes à vue.

Jean-François Carencio est convoqué devant un juge en même temps que le directeur départemental de la sécurité publique (DDSP), Albert Doutre, qui lui aussi s'était exprimé sur ces groupuscules, a précisé la préfecture. Le préfet n'a pas souhaité commenter l'information. [lexpress.fr 29.10](#)

Premier constat incroyable, le parquet a accepté le dépôt de cette plainte provenant d'une organisation d'extrême droite, donc il estime à la fois cette plainte parfaitement fondée et cette organisation légitime pour la déposer, qui plus est contre un préfet.

Imaginez que demain ce préfet fasse l'objet de poursuite et de sanctions, si vous traitez un collègue de travail ou votre voisin, n'importe qui d'imbécile par écrit ou oralement, vous pourrez être poursuivi par leur justice et traduit devant un tribunal, incroyable n'est-ce pas et pourtant il ne s'agit pas d'un canular, c'est très sérieux.

Donc on vivrait dans un monde merveilleux dans lequel l'intelligence serait répartie entre tous ses membres, de telle sorte que toute critique envers un des membres du vieux monde, en particulier un de ses dirigeants qui manifestement en manqueraient pour conduire l'humanité au chaos et à la barbarie, constituerait un délit passible de poursuites judiciaires et de sanctions pénales.

C'est très inquiétant et d'une gravité extrême, cela constitue la plus grave atteinte à la liberté d'expression depuis l'établissement du régime de Vichy. En avez-vous conscience, nos dirigeants en ont-ils conscience ? A suivre.

[Enfin une bonne nouvelle. Tout cela pour cela.](#)

- Le premier divorce gay - [LePoint.fr](#)

Six mois après l'adoption de la loi autorisant le mariage entre personnes de même sexe, deux femmes ont demandé le divorce. [LePoint.fr 29.10](#)

Le POI s'est fendu d'un article dégoulinant de superlatifs et de patos à l'occasion de la sortie d'un film mettant en scène des lesbiennes, *La Vie d'Adèle*, film particulièrement médiocre selon les cinéphiles avertis (A la rubrique Social du site : *La Vie d'Adèle : après Masculin/Masculin, voici Féminin/Féminin*. - [legrandsoir.info](#) - 25.10.13)

Selon le POI "*un grand film*", une histoire sans "*rebondissements ni actions spectaculaires*" mais tout de même "*passionnante*" et qui "*fascine*", sans doute dû au statut social des deux personnages principaux, une institutrice et une artiste peintre, corporatisme oblige, le fond de commerce du POI qui dans le cas de Leonarda le conduisit à emboîter le pas au populiste, on voyait mal comme un brave professeur dirigeant du POI aurait pu s'y opposer ainsi qu'à ses élèves manipulés.

Pour justifier cette prise de position politique plus qu'une critique cinématographique et la maquiller maladroitement, à l'image des dirigeants de ce parti, voilà des personnages d'un naturel dont on n'oserait pas remettre en doute "*la vérité des sentiments et des comportements*", plus encore, "*comme très rarement au cinéma, on appréhende totalement le cheminement intérieur d'un individu*", d'autant plus que notre brave institutrice "*aborde les êtres, les choses et l'art sans aucun a priori culturel ou idéologique*", elle est pour ainsi dire parfaite, la femme idéale ou presque puisqu'elle n'est pas capable d'assumer sa sexualité, ce film frôle avec la perfection, un chef d'oeuvre, un monument du 7e art, d'ailleurs nous dit à la fin l'auteur de cet article insipide "*La Vie d'Adèle confirme l'exigence artistique et le talent du réalisateur*" qui est "un véritable artiste" des fois que certains cinéphiles avertis en doute encore.

J'invite vivement les lecteurs et surtout les adhérents du POI à lire l'article de Rosa Llorens publié par Le Grand Soir et de juger par eux-mêmes.

Ce qu'il y a d'extraordinaire dans cette sortie du POI sur le thème de l'homosexualité qui sert de toile de fond à ce film et à leur article, c'est que pendant les six mois durant lesquels a duré la polémique quasi quotidienne sur le mariage homosexuel, le journal du POI, Informations ouvrières, n'a pas produit le moindre article, la moindre ligne sur ce sujet, aucune analyse comme s'il leur brûlait la bouche, et voilà que quelques mois plus tard ils se réveillent au détour d'un film apparemment médiocre, et nous permettent de prendre connaissance de la position de leur parti sur cette question, d'une manière détournée, malhonnête, comment dire pour être plus précis, sournoise, oui c'est cela sournoise, implicite, sous-entendue comme s'ils étaient encore incapables de l'assumer totalement, ce que l'on comprend très bien au regard de leurs contradictions internes, ils n'ont pas tenu à exposer en public un désaccord de plus entre leurs différents courants.

Le procédé est franchement détestable, à croire que leurs dirigeants sont bourrés de complexes et bien mal dans leur peau, à leur place on le serait à moins. Quand une question se trouve posée, on y répond et on assume sa réponse ou sa position, c'est le minimum nous semble-t-il, non, on ne se défile pas. Comment travailleurs et militants pourraient-ils avoir confiance dans un tel parti ? Ils ont fait le choix d'associer des courants qui ne poursuivent pas le même objectif politique ou qui n'ont rien à voir ensemble, ils en paient le prix, que leurs dirigeants l'assument. Ils en sont incapables, alors qu'ils ne s'étonnent pas de se retrouver sous les feux de la critique. J'ai reçu un message du Cermtri qui annonce une conférence au cours de laquelle il sera fait amplement référence à Jaurès, l'antithèse de Marx, je me refuse de le passer dans mon portail, je n'ai aucun rapport avec Jaurès, il y en a plus que marre des socialistes en parole.

De notre côté, l'homosexualité n'a jamais présenté de problèmes, quant au mariage, nous sommes contre, y compris entre deux personnes de sexes différents. Le mariage, c'est comme vouloir enchaîner à vie l'ouvrier à son patron ou au capitalisme, c'est un principe insupportable. L'homosexualité n'est pas un critère propre à une classe ou déterminant l'appartenance à une classe, nous n'y faisons pas référence et laissons le libre choix à chacun de disposer de sa sexualité comme il l'entend.

Nous considérons également que dans une société patriarcale divisée en classes dominante et dominée, tous les rapports sociaux demeurent dominés par l'existence de ces classes et tendent à reproduire les rapports qui existent entre elles, donc prétendre qu'il pourrait exister des droits égaux entre les hommes et les femmes, les hétérosexuels et les homosexuels, etc. est du domaine de l'utopie ou de la supercherie en régime capitaliste, la société majoritairement se comporte en fonction de l'existence des classes et leurs rapports et non en fonction de lois ou de droits qui n'existent que sur le papier, elle réagit de manière inégalitaire puisque en réalité ce sont les inégalités sociales qui prédominent dans la société.

ACTUALITE EN TITRES

[Sarkozy n'a pas été en mesure d'appliquer intégralement la politique dictée par l'oligarchie financière, Hollande ne le pourra pas davantage.](#)

- Ayrault suspend la mise en œuvre de l'écotaxe sur tout le territoire - LeMonde.fr

- Le gouvernement envisage une écotaxe différente selon les régions - LeMonde.fr

Jean-Marc Ayrault a suspendu mardi l'application de l'écotaxe pour une durée indéterminée.

Le gouvernement envisage de mettre en place une taxe poids lourds différente selon les régions, après la suspension de l'application de l'écotaxe, a assuré, mardi 29 octobre sur Europe 1, Marylise Lebranchu. LeMonde.fr 29.10

Faites tomber les masques. Les écologistes et les ONG instruments de la réaction.

- Ecotaxe: le report hérisse les ONG mais ne chasse pas les écologistes du gouvernement - AFP

- Pascal Durand: «*Se retirer du gouvernement et de la majorité serait un constat d'échec total*» - 20minutes.fr

- Ecotaxe: Mamère, "accablé", interpelle les ministres écologistes - AFP

- Bové juge "minable" la suspension de l'écotaxe poids lourds - AFP

Les militants savent à quoi s'en tenir avec la droite et l'extrême droite, ils vont devoir apprendre à vivre en sachant à quoi s'en

tenir avec la pourriture du PS, ses satellites et leurs alliés de gauche et d'extrême gauche.

[En réponse à une provocation du PS, la récupération politique des aristocrates du sexe, souteneurs et autres pervers.](#)

- «343 salauds» clament leur droit à «leur pute» - liberation.fr

Frédéric Beigbeder, Eric Zemmour, Nicolas Bedos, Ivan Rioufol, Maud Olivier, Elisabeth Lévy, Richard Malka (avocat de DSK), Philippe Caubère, Benoît Duteurtre, le mari de Frigide Barjot, Basile de Koch, etc. liberation.fr 29.10

C'est leur milieu social qui veut cela, que voulez-vous...

[Il fait Lepaon pour le compte de Hollande, de nos ennemis.](#)

- Lepaon (CGT): les patrons bretons "essaient d'utiliser une colère sociale" - AFP

On ne tentera pas d'expliquer à cet abruti ce qu'il y a derrière l'ecotaxe, il serait incapable de le comprendre, vous comprendrez qu'on n'ait pas de temps...

[Casino. Youpi !](#)

- Wall Street: nouveaux records pour le Dow Jones et le S&P 500 - AFP

- Etats-Unis: la Fed devrait encore soutenir l'économie - AFP

- 6,9% : la progression moyenne des rémunérations des dirigeants d'entreprise européens sur un an - Atlantico.fr

[Intox. Contrôle de la population. La dictature en marche](#)

- Espionnage américain : le patron de la NSA rejette les accusations de la presse européenne Francetv info avec - AFP

- Espionnage: la NSA mouille les services secrets européens - Lexpress.fr

- La NSA affirme que la France et l'Espagne sont à l'origine des interceptions qui lui sont attribuées 20minutes.fr

- Barack Obama a demandé à la NSA de limiter les écoutes à l'Onu - Reuters

Mais pas de les supprimer notez bien. Pourquoi ? Qui a le pouvoir de s'y opposer ? Personne.

[INFOS EN BREF](#)

[POLITIQUE](#)

1- Syrie

1.1- Damas réaffirme qu'il revient au peuple de choisir ses dirigeants

Le régime syrien a réaffirmé mardi qu'il revenait au peuple syrien de choisir ses dirigeants, rejetant les appels à un départ du président Bachar al-Assad dans le cadre d'une solution politique lors de la conférence de paix Genève-2.

M. Assad a par ailleurs démis de ses fonctions le vice-Premier ministre Qadri Jamil, un ancien opposant rallié au régime, après des informations faisant état de sa rencontre avec l'ambassadeur américain Robert Ford au sujet de Genève-2.

"La Syrie participera à Genève-2 sur la base du droit exclusif du peuple syrien à décider de son avenir politique, à choisir ses dirigeants et sur le refus de toute forme d'intervention extérieure", a déclaré le chef de la diplomatie syrienne Walid Mouallem, selon l'agence officielle Sana.

"*Le dialogue se fera entre Syriens*", a-t-il insisté lors de sa rencontre avec l'émissaire de l'ONU et de la Ligue arabe Lakhdar Brahimi, rejetant ainsi toute interférence régionale et internationale.

Il a par ailleurs dénoncé la déclaration du groupe des "*Amis de la Syrie*", réunissant des pays soutenant l'opposition, qui avait affirmé le 22 octobre à Londres que M. Assad n'aurait "*aucun rôle*" dans le futur gouvernement syrien.

Pour sa part, M. Brahimi a affirmé être venu à Damas pour préparer "*une conférence pour le dialogue entre les parties syriennes*", ajoutant que "*seuls les Syriens décideront de l'avenir de la Syrie*".

Sa mise au point sur le caractère syrien de la conférence intervient au lendemain de la publication d'un entretien à l'hebdomadaire Jeune Afrique qui n'a pu que heurter le régime alors que M. Assad s'est récemment dit prêt à se présenter à la présidentielle de 2014.

"*Ce que je dis, tout haut et à tous les Syriens, c'est que l'Histoire nous apprend, qu'après une crise comme celle-ci, on ne peut pas revenir en arrière. Le président Assad peut donc contribuer utilement à la transition entre la Syrie d'avant, qui est celle de son père et la sienne, et ce que j'appelle la nouvelle République de Syrie*", a-t-il dit au magazine.

Faute d'un accord politique, "*ce qui menace la Syrie (...), c'est une sorte de +somalisation+. Plus durable et encore plus profonde que ce que nous avons pu voir en Somalie*", a-t-il prévenu.

Après les déclarations de M. Brahimi mardi, la Coalition nationale de l'opposition syrienne a réaffirmé que "*le réel problème est le régime d'Assad et qu'il ne peut pas faire partie de la solution*".

La composition de la délégation de l'opposition à cette conférence voulue par les Etats-Unis et la Russie est un casse-tête en raison des divergences qui la traversent et des menaces des groupes armés contre ceux qui oseraient s'y rendre. AFP 29.10

1.2- Washington menace la coalition des opposants syriens de dissolution

Selon les sources diplomatiques occidentales, l'ambassadeur américain en Syrie Robert Ford vient de menacer la coalition des opposants syriens de dissolution.

C'est le journal AsSafir qui rapporte cette information en ajoutant que l'ambassadeur a rencontré la semaine dernière les dirigeants de la coalition des opposants syriens à Istanbul où il les a menacés de dissolution si leur opposition à la tenue des pourparlers de Genève II se poursuivait. "*Les Etats Unis sont parfaitement en mesure de dissoudre la coalition des opposants syriens, si cette coalition continue à décliner l'invitation à participer aux pourparlers de Genève II*". french.irib.ir 29.10

1.3- Tactique d'Assad pour achever l'ASL?

Au terme d'un décret, le président syrien a proclamé une amnistie générale pour tous les soldats déserteurs ou les circonscrits qui refusent de rejoindre l'armée s'ils se présentent dans un délai déterminé. Selon le site Al Charq, on ignore si ce décret s'appliquera oui ou non à ceux des soldats qui ont fauté depuis le 29 octobre. Le délai accordé aux soldats déserteurs est de 30 jours. french.irib.ir 29.10

2- Iran

Le secrétaire d'État américain John Kerry a défendu avec force lundi le choix de la diplomatie au règlement de la question du nucléaire iranien, lançant une pique à l'adresse d'Israël qui veut augmenter la pression sur Téhéran. Dans un discours sur le désarmement et la non-prolifération nucléaire donné lors d'un gala à Washington, M. Kerry a rappelé que les États-Unis avaient "*l'occasion de tenter de mettre au banc d'essai le désir réel de l'Iran de poursuivre un programme nucléaire uniquement pacifique*". "*L'idée selon laquelle les États-Unis d'Amérique n'examineraient pas cette possibilité, serait totalement irresponsable*", a lancé le chef de la diplomatie américaine. Lors d'un gala à Washington organisé par Ploughshares Fund, qui soutient les initiatives empêchant la prolifération des armes de destruction massive, M. Kerry a dit que le président américain Barack Obama l'a chargé de vérifier si l'Iran compte bel et bien poursuivre un programme nucléaire pacifique comme l'affirme l'administration du président iranien Hassan Rohani. M. Kerry a indiqué que l'Iran doit démontrer la véracité de ses propos en joignant le geste à la parole d'une façon qui puisse être vérifiée, car "*les mots ne peuvent pas remplacer des actions réelles*".

L'Iran a repris mi-octobre à Genève les négociations avec les 5+1 (États-Unis, Russie, Chine, France, Royaume-Uni et Allemagne) sur son programme nucléaire. Ce nouveau cycle de pourparlers a eu un écho positif et de nouvelles discussions sont programmées les 7 et 8 novembre dans la ville suisse. Mais Israël ne voit pas d'un bon œil cette ouverture diplomatique entre les Occidentaux et l'Iran. Selon des médias israéliens, le Premier ministre Benyamin Netanyahu redoute que les États-Unis

acceptent d'alléger les sanctions imposées à l'Iran.

Le Premier ministre du régime sioniste a appelé dimanche à durcir les pressions sur Téhéran et s'est entretenu lundi avec le président américain Barack Obama. «*Certains ont laissé entendre que, d'une certaine manière, il y avait quelque chose de mal à essayer la voie diplomatique avec Téhéran*», a dit M. Kerry, sans citer Israël. «*Nous ne succomberons pas à ces tactiques et ces forces de la peur*», a renchéri le secrétaire d'État. Un ministre israélien avait reconnu jeudi dernier de «*petits différends*» entre son pays et les États-Unis sur le dossier nucléaire iranien, au lendemain d'un entretien de sept heures à Rome entre Netanyahu et Kerry. french.trib.ir 29.10

3- Cuba

- Pour la 22e fois, l'Onu demande la fin de l'embargo US sur Cuba Reuters

L'Assemblée générale des Nations unies a adopté mardi pour la 22e fois une résolution demandant la levée de l'embargo commercial américain contre Cuba.

Le texte a été voté par 188 pays sur les 193 que compte l'organisation. Deux pays ont voté contre, les États-Unis et Israël. Palau, la Micronésie et les îles Marshall, trois petits États du Pacifique, se sont abstenus.

"*Le fait que cette politique continue après 53 ans est à la fois extraordinaire et barbare*", a estimé à la tribune le ministre cubain des Affaires étrangères, Bruno Rodriguez, en évoquant les "*incalculables dégâts humains*" provoqués par l'embargo.

Barack Obama avait suscité l'espoir des autorités cubaines lors de la campagne pour sa première élection en 2008 en disant qu'il souhaitait revoir les relations entre les deux pays, mais ces espoirs se sont ensuite dissipés. Reuters 29.10

Mais au fait, pourquoi Israël a voté contre ? Pour voter comme les Américains. Etes-vous sûr que ce ne serait pas le contraire ? Israël n'existe pas, seule l'oligarchie anglo-saxonne-sioniste farouchement anticommuniste existe.

SOCIAL

France

Nouveau coup dur pour l'emploi dans le Nord, le groupe Kering, en quête d'un repreneur pour sa filiale de vente à distance La Redoute, a dit mardi aux syndicats prévoir au minimum la suppression d'environ 700 postes en France et à l'étranger.

"*Le directeur financier de Kering nous a dit qu'on serait à minima à l'équivalent des suppressions de postes du Plan de sauvegarde de l'emploi (PSE) de 2008*", soit 672 à l'époque, aussi bien parmi les 2.400 salariés de La Redoute en France que les 900 autres à l'étranger, a déclaré à l'AFP Jean-Claude Blanquart, délégué CFDT.

Ses collègues de Sud, de la CGT ont confirmé la teneur de cette annonce faite mardi lors d'un groupe de travail direction-syndicats à Marcq-en-Baroeul (Nord), mais qui n'a encore de valeur qu'indicative.

"*On nous a parlé de réductions drastiques de postes administratifs et commerciaux au siège de Roubaix avec l'abandon probable de certains marchés. (...) La région est déjà particulièrement sinistrée au niveau du chômage. Derrière ça, il va y avoir de la casse en ricochets*", a souligné Alain Dieudonné, délégué central de la CFE-CGC locale, responsable pour la vente à distance, et lui-même salarié de La Redoute.

Au deuxième trimestre 2013, 13,9% de la population active de la région Nord-Pas de Calais était au chômage selon l'Insee, contre 10,5% en France métropolitaine.

Mardi midi, 450 salariés selon la préfecture, au moins 500 selon les syndicats, ont manifesté entre les communes de Wasquehal et Marcq-en-Baroeul pour demander à Kering des garanties sur leurs emplois "*dans la durée*". La semaine dernière déjà, quelque 500 salariés avaient défilé.

La Redoute comptait encore "*6.100 personnes dans le monde dans les années 2005*", a souligné M. Dieudonné. "*A l'époque, La Martinoire était une ruche. Aujourd'hui, vous y allez le vendredi, vous vous demandez s'il y a quelqu'un dans les entrepôts*". AFP 29.10

ECONOMIE

Inde

La Banque centrale indienne (RBI) a relevé mardi son principal taux d'intérêt pour le deuxième mois consécutif afin de tenter d'endiguer la forte inflation dans le pays.

Le taux directeur a été relevé de 25 points de base, à 7,75%, a-t-elle annoncé dans un communiqué. L'inflation "*devrait se maintenir d'ici à la fin de l'année à un niveau plus élevé qu'actuellement, justifiant une réponse*

politique appropriée", a dit Raghuram Rajan, le nouveau gouverneur de la RBI.

L'inflation, mesurée en Inde par l'indice des prix de gros, a atteint son plus haut depuis 7 mois en septembre, à 6,46% en raison de la flambée des prix de l'alimentation et de la hausse des prix de l'essence.

Le nouveau gouverneur, qui avait indiqué qu'il serait prêt à prendre des mesures impopulaires pour remettre l'économie indienne en ordre de marche, avait surpris en septembre en annonçant une hausse de son taux directeur de 25 points de base pour sa première réunion de politique monétaire.

"*Il est important de casser la spirale de hausse des prix pour endiguer l'érosion de l'épargne et renforcer les fondations de la croissance*", a ajouté le gouverneur dans son communiqué.

La RBI a en revanche assoupli certaines mesures de resserrement monétaires prises en juillet pour endiguer la chute de la roupie, en réduisant par exemple d'un quart de point le taux de facilités marginales -- auquel les banques peuvent emprunter quand elles ne parviennent pas à trouver les fonds sur le marché.

Le banque centrale indienne est sous la pression du patronat qui demande une baisse des taux d'intérêt afin de relancer la croissance de la troisième économie d'Asie, qui s'est établie l'an dernier à 5%, son taux le plus bas depuis dix ans.

La RBI table sur une croissance similaire pour l'exercice budgétaire de l'Inde s'achevant en mars 2014.

La confédération indienne de l'industrie (CII), lobby patronal, a fait part de sa "déception" devant cette hausse des taux.

Il s'agit d'une "*déception pour l'industrie en particulier à un moment où le climat des affaires reste morose et les perspectives de croissance faibles, et alors qu'une politique de taux élevé décourage la consommation et l'investissement*", a dit le directeur général de la CII, Chandrajit Banerjee, dans un communiqué.

L'arrivée du nouveau gouverneur de la RBI, ancien chef économiste du Fonds monétaire international (FMI), avait suscité de fortes attentes en septembre.

La roupie a endigué sa chute, notamment grâce à l'annonce de mesures pour encourager l'arrivée de capitaux étrangers. L'Inde reste cependant sous la menace d'un resserrement de la politique monétaire américaine qui entrainerait une nouvelle fuite de capitaux étrangers. AFP 29.10

[Haut de page ↗](#)

Le 31 octobre 2013

CAUSERIE

21 documents ont été ajoutés. Le site sera actualisé en fin de journée.

Vendredi 1h du matin à Pondichéry

Je suis à la bourre, par Skype j'ai discuté pendant une heure avec mon ex-épouse.

Coïncidence. Les PME

A quelques jours à peine d'intervalle, la Banque mondiale et l'OCDE sortent chacune un rapport vantant les mérites des PME en matière de création d'emplois. Parallèlement ils indiquent que ce seraient les PME qui créeraient davantage d'emplois au détriment des moyennes et grandes entreprises dans lesquelles l'emploi aurait fortement reculé au cours de la dernière décennie, tandis que la demande d'emplois peu qualifiés (-7%) et de cadres de direction (-20%) aurait elle aussi reculé au profit des emplois hautement qualifiés (+13%) et des professions intermédiaires (+50%), dernier indice, l'emploi dans le secteur tertiaire aurait continué son ascension dans les pays de l'OCDE (74%).

Dans un autre document, l'OCDE indique que le chômage de masse devrait se banaliser en France et dans les pays où il sévit déjà, du fait du coût trop élevé de la manœuvre correspondant à des emplois ne requérant aucune qualification ou très peu, ce qu'ils appellent la faible "*employabilité*" de ces postes de travail, qui dégagent peu de profit, suggérant de baisser le smic pour les rendre plus attractifs (sic !).

Ces rapports présentent le secteur tertiaire et les PME sous un angle avantageux, alors qu'ils emploient une masse importante de salariés peu qualifiés rémunérés au smic ou percevant un salaire à peine supérieur au smic, mais aussi un nombre considérable de salariés diplômés ou qualifiés aussi mal payés, alors que sous le coup de la flexibilité imposée à l'intérieur des entreprises, ils remplissent de plus en plus souvent des tâches qui débordent leur fonction principale ou initiale et fait appel à une qualification supérieure sans que leurs salaires soient augmentés, ce qui est autant de gagné pour leurs employeurs.

De nombreuses PME assurent aussi la sous-traitance pour de grandes entreprises

Ajoutons à cela que les travailleurs ne sont pas ou peu organisés dans les PME, donc peu enclins à revendiquer des augmentations de salaire ou des améliorations de leurs conditions de travail, en permanence sous le contrôle ou la surveillance de patrons exigeants qui les écrasent de leur autorité et contre lesquels ils n'ont aucun moyen de résistance, on comprend pourquoi cette orientation du capitalisme dans les pays de l'OCDE bénéficie du soutien de cette organisation et de la Banque mondiale. Elle est conforme à la stratégie du Nouvel ordre mondial, autant que la militarisation de la main d'oeuvre dans les grandes entreprises en Chine, Corée du Sud, Japon ou Inde notamment.

L'atomisation du prolétariat en France constitue un défi en terme de lutte de classe et d'organisation auquel nous n'avons pas été capables de répondre, nous en payerons le prix fort dorénavant. On s'aperçoit petit à petit qu'il en est ainsi face à toutes les questions auxquelles les travailleurs ont été confrontés ces dernières décennies, ils se sont retrouvés totalement désarmés politiquement pour y répondre pour ne pas y avoir été préparés, nos dirigeants s'étant totalement fourvoyés ou pire encore.

L'article auquel vous avez échappé. Le loterie ou la pochette surprise en guise de démocratie.

On comprendra pourquoi le charlatan qui a signé cet article ne tient pas à se faire connaître.

On vit vraiment dans un monde délirant peuplé de décérébrés qui se prennent au sérieux. Franchement, les mots nous manquent pour qualifier ce genre d'aventuriers qui n'a rien trouvé de mieux que de tirer au sort les représentants des travailleurs et leurs familles qui auraient leur destin entre leurs mains, cela dépasse l'entendement, le stade du grotesque est dépassé, on a franchi la limite de l'absurde.

Inutile d'évoquer ici les enseignements de la lutte des classes et l'expérience de la révolution russe de 1917 ou de la Commune de Paris de 1971, cet "*inventeur*" doit en ignorer absolument tout. On avait déjà remarqué que les théories utopiques ou foireuses qui avaient précédé l'avènement du socialisme scientifique avaient été réanimés par des opportunistes en mal de perspective politique, mais on ne pensait pas que certains iraient jusqu'à théoriser celle délirante du tirage au sort de nos représentants politiques, comme quoi on n'est jamais au bout de nos surprises, mauvaises généralement mais c'est dans l'air du temps.

Cette théorie ne se veut pas révolutionnaire, comment le pourrait-elle lorsqu'on apprend que le Sénat devrait être conservé, ainsi que finalement l'essentiel des institutions de la Ve République qui s'accommoderaient de l'"*alliance du vote avec le tirage au sort*", ce qui se passe déjà quelque part lorsque l'UMP ou le PS sont amenés à gouverner à l'issue d'un scrutin marqué par l'"alliance du vote" avec les illusions des masses qui tiennent lieu de "*tirage au sort*" à défaut de conscience de classe, on se demandera en quoi il pourrait en sortir une "*réelle alternative*" politique.

Titre : *Comment constituer un parlement par le vote et le tirage au sort* - Laurent S - lundi 28 octobre 2013 - legrandsoir.info

Le vote et le tirage au sort ont des qualités et des inconvénients pour désigner des représentants politiques. Voici comment lier les deux pour désigner les députés et les sénateurs et instituer un pouvoir législatif qui soit le plus représentatif du peuple grâce à des partis politiques de masse.

Etienne Chouard mène un combat très juste et encore solitaire pour la désignation par tirage au sort dans les institutions politiques. Son discours est bien argumenté, mais je ne l'ai pas entendu faire de proposition de constitution donnant au tirage au sort un rôle principal. Cette absence de concrétisation de ses idées, laisse donc le vote sans réelle alternative. S'en abstenir, car cela serait la prérogative exclusive d'une assemblée constituante, est presque un aveu d'échec : une telle assemblée ne peut pas tout réinventer, un vrai débat et des idées doivent précéder et aider à ses choix souverains. D'un autre côté, le vote a certaines vertus qu'il serait dommage d'abandonner. Voici donc une proposition pour un parlement constitué par une alliance du vote avec le tirage au sort les institutions politiques.

Je vous fais grâce de la suite.

ACTUALITÉ DU JOUR

[Nous ne doutons pas un seul instant que le laquais du sionisme saura témoigner " son attachement à la démocratie israélienne" qui rime avec cruauté ou barbarie.](#)

- Israël : le président du Parlement refuse de rencontrer Hollande - Point.fr

Le président de la Knesset (Parlement) Yuli Edelstein veut boycotter la prochaine visite du président français François Hollande en raison de son refus de prononcer un discours devant les députés israéliens, affirme mercredi le quotidien local Yediot Aharonot. Selon le journal, l'ambassade de France en Israël a informé Yuli Edelstein que le président français ne prononcerait pas de discours dans l'enceinte du Parlement au cours de sa visite d'État en Israël et dans les Territoires palestiniens du 17 au 19 novembre. Le président de la Knesset aurait alors affirmé que si le président français n'était pas prêt à parler devant les parlementaires israéliens, il ne souhaitait pas le recevoir, a précisé le journal.

Interrogée, l'ambassade de France en Israël s'est étonnée de "la réaction de M. Edelstein alors que le programme de la visite du président français n'est pas encore finalisé". "Le président de la République saura marquer son attachement à la démocratie israélienne et à ses représentants", a souligné une source diplomatique. "Des discussions intenses se poursuivent avec la Knesset depuis plusieurs semaines pour mettre au point la visite de François Hollande au Parlement israélien", a ajouté la même source. Dans le passé, deux présidents français s'étaient exprimés dans l'enceinte du Parlement israélien, François Mitterrand en 1982 et Nicolas Sarkozy en 2008. Point.fr 30.10

Ayrault martèle qu'il ne faut pas laisser le racisme impuni, alors qu'il commence par condamner le régime de l'apartheid, raciste, d'Israël, on ne lui demandera pas, il en est incapable.

[Retraites.](#)

1- Retraites: le Sénat détricote scrupuleusement le projet du gouvernement - AFP

Le Sénat a continué mercredi à détricoter scrupuleusement le projet de réforme des retraites du gouvernement en votant contre les articles 3 et 4 du projet de loi après avoir déjà rejeté la nuit précédente l'allongement de la durée de cotisation pour les retraites.

Ce rejet était prévu, la commission des Affaires sociales n'ayant pour sa part approuvé que 4 articles sur les 52 du projet gouvernemental. L'Assemblée nationale devrait rétablir l'ensemble des dispositions lorsque le texte reviendra devant elle en novembre.

Les sénateurs ont adopté en bloc trois amendements identiques visant à rejeter l'allongement de la durée de cotisations, mais aux motifs diamétralement opposés. L'un a été déposé par une socialiste, Marie-Noëlle Lienemann, et les autres par le groupe UMP, et par les écologistes.

Ils ont été votés par 205 voix, celles des groupes UMP, centristes, écologistes et CRC (Communiste, républicain et citoyen), et de Mme Lienemann. En revanche, les socialistes et la quasi-totalité du RDSE (à majorité PRG) ont voté contre, soit 142 voix. AFP 30.10

2- Retraites: les syndicats appellent le gouvernement à reculer - AFP Une centaine de personnes se sont rassemblées mercredi devant le Sénat, à l'appel de la CGT, FO, FSU et Solidaires, pour appeler le gouvernement à "reculer" sur la réforme des retraites, comme il l'a fait sur l'écotaxe, a constaté une journaliste de l'AFP.

"L'allongement de la durée de cotisation, c'est une forme de taxe sur les jeunes. Le gouvernement a reculé sur l'écotaxe, on lui demande de reculer sur cette taxe sur les jeunes", a déclaré Jean-Claude Mailly, numéro un de FO, lors du rassemblement.

Pour Eric Aubin, membre de la direction de la CGT, le recul du gouvernement sur l'écotaxe et la fiscalité de l'épargne montre la *"sensibilité du gouvernement au rapport de force"*. Pour cette raison, les syndicats doivent avoir un *"engagement supérieur et ne pas renoncer"* à combattre cette réforme, selon lui.

"La responsabilité du gouvernement est immense", a-t-il dit, estimant que *"la désespérance"* sociale *"peut conduire à des scénarios dramatiques aux élections"*, en allusion au progrès du vote extrême droite.

Annick Coupé, porte-parole de Solidaires, a affirmé également qu'il fallait continuer la *"mobilisation la plus large et la plus unitaire possible"*, pour que *"la colère, qui se développe à juste titre dans le pays, ne se transforme pas en désespérance sociale qui alimente les réponses les plus réactionnaires, les plus xénophobes, celles de l'extrême droite"*.

"Cette réforme est à refaire", a estimé pour sa part Bernadette Groison, secrétaire générale de la FSU. *"Le gouvernement entend les groupes de pressions mais refuse d'écouter les syndicats représentatifs"*, a-t-elle regretté. *"Sénatrices et Sénateurs, on compte sur vous, on continue!"*, a-t-elle lancé.

Selon toute vraisemblance, les sénateurs devraient rejeter le projet de loi, mais il devrait définitivement être adopté lors de son retour à l'Assemblée par les députés, qui ont le dernier mot. AFP 30.10

Beaucoup de discours et de gesticulations pour rien puisque c'est l'Assemblée nationale qui a le dernier mot et que le PS y a la majorité absolue, ne l'aurait-il pas qu'à défaut de mieux l'UDI ou l'UMP volerait à son secours.

On en est rendu au point où les travailleurs ne se mobilisent pas, il faut dire aussi que tout a été fait pour qu'il en soit ainsi, les dirigeants syndicaux ont beau jeu de le déplorer et de prétendre que de leur côté ils ont fait tout ce qu'il fallait, alors qu'en réalité pour comprendre la situation telle qu'elle se présente, il faut se pencher sur ce qu'ils ont fait au cours des 70 dernières années, comment ils se sont appliqués systématiquement à subordonner les masses au capitalisme en abandonnant l'objectif du combat du mouvement ouvrier, l'émancipation du salariat, donc l'abolition du capitalisme, ce que la plupart des militants ont malheureusement tendance à oublier ou qu'ils ignorent, ce qui les amène à penser que finalement Mailly ou Lepaon n'ont pas totalement tort ou qu'ils n'auraient pas tous les torts.

Il y a un truc que les militants n'arrivent pas à se foutre dans le crâne, c'est que toute avancée sociale, tout acquis ou conquête se transforme ou se transformera à la longue en son contraire, se retournera contre les travailleurs un jour ou l'autre parce qu'elle n'aura pas été orientée dans la perspective du socialisme, demeuré sous le carcan du capitalisme, il reprendra le dessus et liquidera un à un tout ce qu'il a dû concéder dans le passé, d'autant plus facilement qu'il n'existe aucune perspective politique au-delà du capitalisme ou celle-ci s'éloigne un peu plus chaque jour de la réalité.

Si on prenait le temps d'examiner en détail sur une période de 30 ou 50 ans comment les capitalistes se sont servis de tel ou tel acquis social dans un domaine précis pour s'attaquer aux droits de certaines couches de travailleurs ou à l'ensemble des masses parfois dans d'autres domaines, on serait surpris du constat et bien davantage encore des conclusions qu'il faudrait en tirer. Il faudrait être bien naïf pour imaginer un seul instant qu'ils auraient pu acheter la paix sociale sans rien en échange. C'est l'analyse que nous ont servie nos dirigeants, ils nous ont induits en erreur en permanence. Quand bien même ils ont dû céder sous la pression de la lutte de classe, ils ont élaboré un moyen d'en tirer profit, parfois dans la foulée, parfois bien plus tard, en ayant toujours à l'esprit qu'ils avaient une revanche à prendre.

Prenez par exemple le vieillissement de la population, il a un coût insupportable pour la société en régime capitaliste, les vieux disposent parfois de revenus confortables, d'économies, d'un patrimoine, il faut mettre la main dessus, comment, on va créer de nouveaux besoins et services pour eux, ils vont se remettre à consommer de plus belle, on va en tirer un maximum de profit avant qu'ils crèvent. Les préretraites, un acquis social ou plutôt un moyen de se débarrasser d'une main d'oeuvre coûteuse et moins productive que des jeunes. Augmenter le niveau de qualification était indispensable pour pourvoir des emplois qualifiés dégagant des profits à hautes valeurs ajoutées, tandis que les emplois non qualifiés seraient occupés par des esclaves chinois qui dégageraient également un maximum de profit. Le chômage une plaie, le traitement social du chômage une avancée sociale dans les années 70, depuis un moyen de l'accompagner et de le maintenir à un haut niveau sans risquer une explosion sociale, tandis que cela permet de faire pression sur l'ensemble des salaires à la baisse, et de faire passer, de justifier, les attaques contre le coût et la législation du travail. Sans hausse des salaires, impossible d'accéder au crédit, or c'est sur le crédit ou la dette que repose le capitalisme, etc. etc. etc.

Qu'on se comprenne bien, ce ne sont pas ces mesures sociales qui posent problèmes, mais l'orientation politique qui les a accompagnées. C'est un peu comme un capital dont on disposerait et qui ne se renouvellerait pas, donc à la longue qui s'épuiserait et disparaîtrait, c'est ce qui est en train d'arriver à tous nos droits sociaux et politiques.

Je n'ai plus le temps, il m'est venu une autre idée ou comparaison. Le mouvement ouvrier et les masses se sont comportés comme des enfants gâtés ou auxquels on accorderait une grande liberté dont ils pourraient profiter sans limites, sans les informer de la règle du jeu, sans les avertir des dangers qui les menacerait s'ils les transgressaient...

De quel côté du portique se situe Lepaon ? Le mauvais, normal.

- Ecotaxe : le portique de Pont-de-Buis, symbole de la fronde bretonne, va être démonté - Francetv info

- Ecotaxe : deux tiers des Français approuvent la suspension - LeMonde.fr

Deux tiers des Français (67 %) estiment que la suspension de l'écotaxe, annoncée mardi par le premier ministre, Jean-Marc Ayrault, est justifiée, selon un sondage CSA pour BFM TV publié mercredi 30 octobre.

Quelque 33 % des personnes interrogées par Internet les 29 et 30 octobre considèrent que la suspension de cette taxe est "*tout à fait justifiée*" et 34 % "*plutôt justifiée*". A l'inverse, 22 % jugent cette décision "*pas vraiment justifiée*" et 11 % "*pas du tout justifiée*".

Devant une forte opposition à l'écotaxe, notamment en Bretagne, le gouvernement a décidé mardi de suspendre sine die sa mise en œuvre pour que "*la confrontation [cède] la place au dialogue*", selon les mots du premier ministre. Cette taxe pour les poids lourds doit rapporter 1,15 milliard d'euros par an.

Selon ce sondage effectué auprès d'un échantillon national représentatif de 951 personnes âgées de 18 ans et plus, "*toutes les familles politiques approuvent en majorité cette suspension, à l'exception des écologistes*". 58 % des sympathisants de gauche estiment cette décision justifiée : 54 % pour le Front de gauche, 62 % pour le Parti socialiste mais 44 % pour Europe Ecologie-Les Verts.

Les sympathisants de droite sont 74 % à considérer cette suspension comme justifiée, et 53 % au MoDem. Ils sont 77 % au Front national à penser de même. Le sondage montre également que cette suspension est "*particulièrement approuvée*" par les ouvriers (77 %) et dans l'ouest du pays (79 %). LeMonde.fr

Lepaon a semble-t-il oublié que c'était l'UMP qui était à l'origine de cette taxe que le gouvernement voulait appliquer. Or je ne pense pas que l'UMP ait visé autre chose que les intérêts du patronat, et non ceux des travailleurs comme il le prétend. Bon, Lepaon s'est juste trompé de camp, c'est dans l'ordre des choses.

La vérité est toujours "*peu vraisemblable*" au sommet de l'Etat !

- NSA - DGSE : comment Paris avait préparé l'accord sur les écoutes - Le Nouvel Observateur

D'après une information du "*Monde*" daté du 31 octobre, la DGSE et la NSA ont, fin 2011- début 2012, signé un accord instituant un échange de données recueillies, via leurs systèmes d'écoutes, par les deux services de renseignement.

La porte-parole du gouvernement juge l'existence d'un tel troc "*peu vraisemblable*".

Ce type d'accord était pourtant prévu explicitement dans le Livre blanc de la Défense de 2008. Les rédacteurs de ce document, commandé par le président Sarkozy, justifiaient même le développement massif des interceptions notamment par la nécessité de pouvoir échanger avec les services alliés.

Parmi les "*quelques pays*" qui ont accru considérablement leurs moyens techniques de renseignement après 2001 et avec lesquels la DGSE souhaite "*échanger*", il y a, bien sûr, d'abord et avant tout, les Etats-Unis.

Notons qu'après la publication du Livre blanc de 2008, la DGSE a, selon nos informations, commandé le dernier supercalculateur Bull, le même qu'utilisait, à sa grande satisfaction, la Direction des applications militaires du CEA. Le service secret utilisait auparavant un Hewlett Packard.

Le supercalculateur de Bull a été installé dans les sous-sols du boulevard Mortier, le QG de la DGSE, en 2010 – quelques mois, donc, avant la signature de l'accord avec la NSA. Le Nouvel Observateur 30.10

Et dire qu'ils ont forcé les viticulteurs à arracher leurs vignes !

- Le monde risque une pénurie de vin - Francetv info

... et le verre de rouge pourrait atteindre des prix étourdissants d'ici quelques années, avertit la banque américaine Morgan Stanley.

En cause, la demande mondiale, qui n'a cessé de croître alors que la nouvelle bourgeoisie russe, chinoise ou d'autres pays émergents a pris goût au bordeaux, rioja et autres malbec. La consommation par habitant de la Chine a, par exemple, été

multipliée par quatre sur les cinq dernières années, indique Business Insider (lien en anglais) en citant l'étude. Ainsi, "la demande de vin a dépassé l'offre de 300 millions de caisses l'an dernier", constate l'étude. Pis, la situation va s'aggraver, alors que "la demande à l'exportation devrait accélérer à moyen terme". Toutefois, l'Organisation internationale de la vigne et du vin, citée par Slate, relativise cette étude : la consommation mondiale de vin stagne ces dernières années.

"A court terme, les stocks vont diminuer car la consommation sera dominée par les millésimes des années passées", affirme la banque d'affaires. Mais quand ce sera au tour de la production de 2012 d'être consommée, "nous nous attendons à une pénurie avec un bond de la demande et des prix à l'exportation", poursuit Morgan Stanley. L'Australie, le Chili, l'Argentine, l'Afrique du Sud et la Nouvelle Zélande "sont les mieux placés pour en profiter", précise la banque. A l'inverse, la situation "va se tendre particulièrement en Europe", région productrice mais également fortement consommatrice, ajoute l'étude.

Parallèlement, la production mondiale de vin a culminé en 2004, où le secteur affichait "un excès de 600 millions de caisses de bouteilles", explique Morgan Stanley. Depuis, l'offre mondiale n'a cessé de décliner à la faveur de baisse de capacités, tombant à 1 million de bouteilles en 2012, son plus bas niveau depuis 40 ans, ajoute la banque américaine. Francetv info 30.10

Pour la peine, après-demain on va célébrer Diwali, une grande fête nationale en Inde, je vais me payer un pinard sud-africain. A votre santé monsieur Schivardi !

[Les procureurs généraux. Les "rapports monnayés" avec le PS "ne leur pose aucun problème" aux dirigeants du PCF, ils ne sont pas les seuls.](#)

- Manifeste des 343 salauds : "343 réacs, sexistes et machistes" - LePoint.fr

Le Parti communiste français s'insurge contre la pétition de 343 hommes opposés à une loi sanctionnant le recours à la prostitution.

"L'argent ne peut pas tout acheter" souligne Laurence Cohen responsable de la commission Droits de femmes/féminisme au Parti communiste. Le PCF rappelle qu'il est "favorable à l'abolition de la prostitution et signataire de l'appel Abolition 2012". Le Point. fr 30.10

S'il y a un parti qui est mal placé pour parler de dignité, c'est bien le PCF qui a couvert tous les crimes du stalinisme et ceux qu'il a commis lui-même.

Certes, il s'agit bien de "343 réacs", mais dans cette affaire-là, ce serait plutôt les partisans de cette loi infâme qui le seraient, comme de plus en plus souvent d'ailleurs...

Question. En Inde, qui est le réac, l'occidental qui veut imposer à tout prix aux Indiens des principes démocratiques ou les Indiens qui les rejettent parce qu'ils ne correspondent pas à leur niveau de développement ? Si je critique les rapports semi-féodaux qui existent en Inde et la soumission des Indiens à ces rapports, j'en connais parfaitement l'origine et je ne leur impute pas, je ne les juge pas ou je ne les accuse pas d'être incapables de s'y opposer, vous saisissez la nuance ? Réfléchissez, la même nuance doit s'appliquer à bien des questions de société qui nous sont soumises de nos jours.

Changer les rapports qui existent dans la société qui sont le produit des rapports sociaux de production ou des rapports entre les classes sans inverser ces derniers, c'est se livrer à un nouveau coup de force contre les masses dont l'interprétation de ces rapports ne changera pas du fait de l'existence d'une loi.

[Ah ben alors, c'était bien la peine de faire tout ce raffut !](#)

- Mariage gay : les deux premiers divorces - LePoint.fr

L'avocate des deux hommes, Joëlle Glock, note que, comme tant d'autres couples, ses clients ont longtemps vécu ensemble avant que le mariage ne les sépare. Liberation.fr

Aussi rapidement, c'est à croire que le mariage est une contrainte.

Récemment dans un téléfilm diffusé par TV5Monde Asie on pouvait voir un couple, une femme et un homme marocain mariés de force par leurs parents se déchirer au point d'être conduits au divorce, pour une fois libre laissé éclater leurs sentiments et continuer de vivre ensemble au lieu de se séparer, leur couple ne reposant plus sur une contrainte imposée par la culture ou l'éducation de leurs parents ou de leur pays d'origine, mais sur un consentement mutuel.

ACTUALITE EN TITRES

Bientôt l'âge légal de la liberté sera reporté au seuil de la mort.

- New York relève à 21 ans l'âge légal pour acheter cigarettes et tabac - LeMonde.fr

La croissance exige qu'ils s'en gavent !

- Les Français mangent deux fois moins de chocolat que les Allemands - LeFigaro.fr

Confirmation. A croire qu'ils nous lisent au Monde (pour plaisanter évidemment) !

- L'accord de libre-échange Canada-Union européenne montre la voie - LeMonde.fr

Enfin une bonne nouvelle !

- Rafale: le contrat ne sera pas signé rapidement, suggère l'Inde - AFP

Business is business.

- Honda affiche un bénéfice net en hausse de 46% au 2e trimestre - Reuters

- Hausse de 22% du bénéfice net de Chrysler au 3e trimestre - Reuters

- IBM va racheter pour 15 milliards de dollars de ses actions - L'Expansion.com

- Japan Tobacco va fermer 4 usines et supprimer 1.600 emplois - AFP

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- France

La Cour de cassation a validé, mercredi 30 octobre, l'extradition vers l'Espagne de Jokin Aranalde Olaondo, représentant des exilés basques qui fait l'objet d'un mandat d'arrêt européen émis par l'Espagne.

Le pourvoi de M. Aranalde, qui contestait devant la Cour de cassation sa remise aux autorités espagnoles accordée le 24 septembre par la cour d'appel de Pau, a donc été rejeté. Lors de l'audience devant la cour d'appel, son avocate, Amaia Recarte, avait dénoncé le mandat d'arrêt européen de son client "*fondé sur une erreur manifeste*".

M. Aranalde, 67 ans, avait été interpellé le 24 juin à Hélette (Pyrénées-Atlantiques), en vertu d'un mandat d'arrêt émis en 2013 par la plus haute juridiction espagnole, lui reprochant d'avoir "*participé à une entreprise criminelle et terroriste pour des faits commis en Espagne en 2002*".

Jokin Aranalde vivait en France légalement depuis une dizaine d'années. Pour cette raison il fut récemment désigné par d'autres "*exilés*" comme l'un des porte-parole des Basques qui désirent rentrer chez eux mais redoutent des poursuites et veulent s'entendre avec l'Espagne et la France après l'abandon par l'organisation séparatiste basque ETA de la lutte armée.

Cette décision arrive quelques jours seulement après la remise en liberté de la militante d'ETA Inés del Rio, emprisonnée depuis 1987 et condamnée à 3 828 années de prison pour 24 assassinats et une centaine de tentatives d'assassinat. Cette libération découlait d'un jugement de la Cour européenne des droits de l'homme à Strasbourg, irrévocable, qui avait poussé des milliers de personnes à se rassembler dimanche 27 octobre à Madrid pour réclamer "justice". lemonde.fr 30.10

2-Syrie

2.1- Selon Waël Al Imam, professeur d'université et analyste politique, les terroristes qui combattent avec acharnement l'Etat et l'armée syriens suivent trois stratégies bien distinctes : insécuriser la Syrie, détruire les voies de communication et des routes pour bloquer l'acheminement normal des denrées alimentaires à travers le pays et affamer ainsi la population et pousser de la sorte les Syriens à quitter leurs villes et villages.

Selon l'analyste, la troisième stratégie suivie par les jihadistes consiste à tuer un maximum de civils et de militaires syriens. Pour Waël al Imam, l'oeuvre de destruction systématique menée par les jihadistes vise également les exploitations et les champs agricoles trop nombreux en Syrie. " *Là où ils passent, les miliciens paient les agriculteurs et ils les obligent à ne pas vendre leurs produits. Les agriculteurs l'acceptent souvent par crainte pour leur vie et celle de leurs familles. C'est ainsi que les denrées alimentaires deviennent de plus en plus rares et les gens sont contraints de partir et de s'exiler. Voilà comment les terroristes agissent pour détruire la Syrie, et en démanteler le pouvoir centrale et en provoquer la désintégration*". french.irib.ir 30.10

2.2- Au sujet de la guerre qui a lieu contre la Syrie, il y a une chose qui a échappé à l'attention des analystes : le détournement des aides financières et logistiques de Riyad à destination des rebelles par les rebelles. Selon Al Khabar, " *le vol systématique dont font l'objet les convois d'aides saoudiennes*" a provoqué l'ire des dirigeants de Riyad qui enquêtent là dessus avec le plus grand sérieux du monde. Depuis deux ans et demi, les milices salafo wahhabite dévalisent " *beaucoup de biens qui arrivent depuis l'Etranger en Syrie*". Alors que les cheikhs wahhabites ont rendu licite la " *confiscation (le pillage?) des biens des syriens à travers leurs fatwas*", le pillage " *des aides saoudiennes*" leur semble intolérable. Toujours est-il que cette oeuvre systématique de " *grignotage*" affecte même la distribution des médicaments, des denrées alimentaires, des matelas et autre parmi la population. Les commandants de l'ASL sont connus pour vendre régulièrement sur le marché noir les armes que les saoudiens envoient en Syrie. L'argent tiré de ces " *ventes illégales*" sont ensuite placé dans des banques étrangères surtout en suisse et en Turquie. Les gros bonnets de l'ASL ont des comptes bien remplis.

L'exemple de Riyad al Asaad est bien éloquent : il détient 1.6 millions de dollars sur ses comptes et ses proches s'impliquent de près dans le trafic d'armes et de pétrole volé. Ce genre de " *malversation*" concerne aussi l'aide euro-américaine aux " *rebelles*". Les chefs de l'ASL vendent les armements trafiqués en Irak et en Turquie. Les comptes bancaires de Salim Edriss, le commandant de l'ASL est d'ailleurs bien gros de l'argent tiré de ce commerce.

Selon les sources locales, les terroristes ont dévalisé la plupart des banques à Alep et à Idleb au nord et au nord ouest de la Syrie et ont pillé des millions de livres syriennes pour les verser sur leurs comptes personnels. Et ceci mise à part du pillage systématique du commerce, des unités industrielles, des usines par les miliciens et la vente de ce gros " *butin*" sur les marchés noir et à bas prix en Turquie. Le pétrole fait également l'objet du pillage systématique et ce, depuis le début de la guerre.

Pour revenir à l'Arabie saoudite, le royaume des wahhabites a octroyé jusqu'ici plus de 15 millions de dollars aux groupes armés dont 5 millions d'armes, de munitions et d'équipements militaires . Le reste de cette somme a été dépensé pour rémunérer les terroristes or le salaire de ces terroristes n'est pas versé régulièrement en raison de " *multiples malversations*". Les Saoudiens se plaignent aussi d'avoir alloué un autre paquet de 10 millions de dollars en aide aux terroristes. Seuls 3 millions de dollars a été distribués parmi " *les rebelles*" et leurs chefs ont détourné le reste qu'ils ont transformé en argent liquide versé sur leurs comptes. Le roi Abdallah devra bien sortir de ses gondes quand il fait ses calculs puisque ces aides ne tiennent pas compte des sommes colossales qu'ils paient à titre de récompense, de salaire, de prime aux chefs de l'opposition politique, à savoir Jabra et compagnie. Toujours est-il que Riyad a ouvert une enquête sur ces vols et a menacé de punir les " *voleurs*" en interrompant ses aides. Et dire que c'est à renfort de ces " *pilleurs*" qu'ils comptent vaincre Assad. french.irib.ir 30.10

3- Russie

Le président russe Vladimir Poutine a évincé Barack Obama de la première place du classement des personnes les plus puissantes au monde, publié mercredi par le magazine américain " *Forbes*". Le président américain n'est que deuxième. " *Poutine a solidifié son contrôle sur la Russie, et tous ceux qui ont regardé le jeu d'échecs autour de la Syrie ont une idée claire du glissement de pouvoir vers Poutine sur la scène internationale*", écrit " *Forbes*" pour expliquer sa première place. Le président chinois Xi Jinping se classe en troisième position de ce classement, suivi du pape François, qui y fait son apparition pour la première fois. La première femme à y figurer est la chancelière allemande Angela Merkel, à la cinquième place. Le président français François Hollande, dont " *Forbes*" souligne qu'il est au plus bas dans les sondages de popularité, passe de la 14e à la 18e place. french.irib.ir 30.10

SOCIAL

Espagne

La coopérative basque de Mondragon, présentée jusque là comme un miracle économique dans une Espagne en crise, a renoncé mercredi à sauver son fleuron, le groupe d'électroménager Fagor, qui emploie 5.700 personnes et se trouve au bord du

dépôt de bilan.

Fagor, lourdement endetté, venait d'annoncer qu'il risquait de manière "*imminente*" le dépôt de bilan si Mondragon lui refusait son aide, et que 4.000 emplois directs ou indirects étaient ainsi menacés pour le seul Pays basque.

Le coup est dur pour cette région qui fait figure d'exception dans un paysage économique dévasté, avec un chômage à 15,84%, le taux de plus faible toutes les régions espagnoles, contre une moyenne nationale à 25,98%.

Pour défendre les emplois menacés, la direction de Fagor et les représentants du personnel ont appelé à manifester jeudi soir dans la localité de San Andres.

"Il semble que nous allions vers le pire scénario, la fermeture d'une entreprise", a mis en garde mercredi la conseillère à l'Economie du gouvernement basque, Arantza Tapia.

"Fagor est viable mais a besoin de 170 millions et une solution doit être trouvée en moins de dix jours", affirmait encore cette semaine le directeur général du groupe, Sergio Treviño, au journal régional Diario Vasco.

Mais mercredi soir, la direction de la coopérative a tranché: Mondragon "*considère que le projet de Fagor*", qui avait entamé des négociations avec ses créanciers pour restructurer sa dette et demandé le soutien de la coopérative et des pouvoirs publics, "*ne répond pas aux nécessités du marché*", a-t-elle annoncé.

"Les ressources que demande le groupe ne suffiraient pas à garantir sa viabilité", a ajouté Mondragon.

Fleuron de la coopérative créée il y a près de 60 ans, Fagor avait annoncé à la mi-octobre avoir ouvert "des négociations pour parvenir à un accord anticipé de restructuration de sa dette", qui atteindrait 800 millions d'euros selon les médias espagnols.

A partir de ce moment-là, l'entreprise, cinquième fabricant européen d'électroménager, disposait en théorie d'un délai allant jusqu'à quatre mois pour parvenir à un accord avec ses créanciers.

Mais mercredi, Fagor a tiré le signal d'alarme, annonçant que faute de recevoir les financements nécessaires, elle serait contrainte "*de présenter de manière imminente son dépôt de bilan*".

Fagor se disait aussi "*convaincu qu'une procédure de dépôt de bilan conduirait à la disparition de toutes les activités de l'entreprise et de tous ses postes de travail*", avec de lourdes conséquences pour l'emploi local et pour "*des entreprises et coopératives environnantes dont la survie pourrait être remise en cause*".

Environ 2.000 salariés du groupe travaillent au Pays basque, sur un total de 5.642 fin juin. Fagor compte treize usines dans cinq pays: Espagne, France, Pologne, Maroc et Chine.

Au premier semestre 2013, le groupe a essuyé une perte de 60 millions d'euros, trois fois plus qu'au premier semestre 2012, et son chiffre d'affaires a chuté de 19% à 491 millions.

Nichée dans une vallée basque, la coopérative de Mondragon est née dans les années 1950 de l'imagination d'un prêtre visionnaire, José Maria Arizmendiarieta, qui voulait ainsi donner du travail aux ouvriers de ce bourg du nord de l'Espagne.

Aujourd'hui conglomérat tourné vers l'international, diversifié, le groupe est implanté dans une vingtaine de pays et emploie plus de 83.500 personnes (dont 35.000 au Pays Basque et 35.000 dans le reste de l'Espagne) dans des activités aussi diverses que l'électroménager, les équipements pour voitures, les machines industrielles ou le matériel sportif.

La plus grande partie de l'activité reste en Espagne, grâce notamment à une gestion sur le modèle coopératif: la majorité des salariés sont associés dans différentes sociétés, élisent leurs dirigeants en assemblée et décident des principales orientations, en matière de salaires par exemple, permettant des réponses flexibles face à la crise.

En mai 2012, les employés de Fagor avaient ainsi décidé de réduire leurs salaires de jusqu'à 7,5% et accepté le principe de mobilité. AFP 30.10

ECONOMIE

Etats-Unis

La Fed maintient son soutien aux marchés - Reuters

La Réserve fédérale américaine a prolongé mercredi son soutien à l'économie en maintenant à 85 milliards de dollars (62 milliards d'euros) le rythme de ses achats mensuels d'obligations et elle s'est montrée un peu moins optimiste pour la croissance après la crise budgétaire du début du mois à Washington.

Après le communiqué de mercredi, les contrats à terme sur les taux d'intérêt américains suggéraient que les investisseurs n'anticipent pas de relèvement des taux d'intérêt de la Fed avant avril 2015 au plus tôt.

La banque centrale a répété qu'elle maintiendrait ces taux proches de zéro tant que le taux de chômage resterait supérieur à 6,5% et que l'inflation ne menacerait pas d'excéder 2,5%.

Les critiques de cette politique arguent de risques d'une résurgence de l'inflation et de bulles financières.

Après le communiqué de mercredi, les contrats à terme sur les taux d'intérêt américains suggéraient que les investisseurs n'anticipent pas de relèvement des taux d'intérêt de la Fed avant avril 2015 au plus tôt.

La banque centrale a répété qu'elle maintiendrait ces taux proches de zéro tant que le taux de chômage resterait supérieur à 6,5% et que l'inflation ne menacerait pas d'excéder 2,5%.

Les critiques de cette politique arguent de risques d'une résurgence de l'inflation et de bulles financières. Reuters 30.10

[Haut de page ↗](#)



La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes



Causeries novembre 2013

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30									

Le 1er novembre 2013

CAUSERIE

Je n'ai pas eu le temps d'actualiser la rubrique de presse et d'ajouter des infos sur la Syrie, je suis trop crevé.

J'en ai marre aussi du niveau misérable de toutes ces polémiques qui nous détournent de l'essentiel, même si on les traite sur le plan politique. Quelle société de merde que la leur, on en a la nausée ! Et dire que je suis à 10.000 kilomètres de la France... Je ne suis pas satisfait des dernières causeries, je n'ai pas assez de temps à consacrer à chaque thème abordé. Je m'épuise à force.

Une offensive mondiale orchestrée à coups de propagande par l'OMS, Bruxelles, au profit des plus puissants trusts alimentaires mondiaux.

Epidémies réelles ou contrôlées, dans tous les cas instrumentalisées :

- poulet : H1N1, grippe aviaire, bovins et ovins : creutzfeldt Jakob ;
- campagne de vaccination préventive massive de la population permettant d'enrichir un peu plus les trusts pharmaceutiques ;

Dérégulation et régulation hasardeuse brouillant les pistes et favorisant la fraude en Europe :

- cheval mêlé à du boeuf ;
- fermeture d'usines entières en France notamment et réorganisation de la filière au profit de trusts plus rentables (Brésil)

Ecotaxe :

- doit aboutir à la liquidation des petites et moyennes entreprises qui ne pourront pas la répercuter dans leurs prix de vente au profit de puissants trusts, de multinationales...

On pourrait se dire au premier abord que la liquidation de petites ou moyennes exploitations agricoles ou entreprises agroalimentaires serait en contradiction avec la politique affichée de la Banque mondiale et de l'OCDE en faveur des PME, mais ce n'est pas le cas dans ce secteur clé de l'économie où ils privilégient au contraire la concentration ou le monopole pour pouvoir avoir dessus un contrôle totale, ce qui est déjà le cas dans d'autres secteurs clés tels l'information, la communication, l'énergie,

les transports, la chimie, la pharmacie, etc. l'alimentation ou l'agroalimentaire en faisant partie car ils concernent directement les besoins de la totalité de la population, ils ne veulent laisser le soin à personne d'autres qu'à eux-mêmes, les oligarques, d'exercer un pouvoir sur des secteurs de l'économie qui correspondent à des besoins élémentaires de la population, condition inscrite dans leur stratégie politique pour parvenir à dominer le monde sans partage.

Selon les secteurs ou branches d'activité économiques ils peuvent se contenter d'exercer leur pouvoir sur eux par le biais des banques, dans ce cas-là ils se contenteront d'un pouvoir de contrôle sur eux à valeur coercitive en cas de besoin, tandis que dans les secteurs qu'ils jugent stratégiques, auxquels on pouvait ajouter évidemment l'armement, ils les détiennent en mains propres, de telle sorte que la satisfaction des besoins élémentaires de la population mondiale dépend uniquement de leur volonté, autrement dit, en ajoutant encore la finance sur laquelle ils exercent déjà leur pouvoir, ils sont déjà les maîtres du monde, il leur reste à consolider leur pouvoir politique et dans certains secteurs économiques clés pour que leur emprise sur la population mondiale soit totale, définitive, inaliénable, incontestée et surtout incontestable.

Après les homosexuels, les prostituées, à croire qu'au PS la politique se situe en-dessous de la ceinture ! On peut en sourire pour se détendre tant ils sont d'une médiocrité effroyable, mais cela ne doit pas nous distraire de l'essentiel qui est beaucoup sérieux et grave, entendons par là la dégénérescence accélérée de la civilisation dont cette politique n'est que le symbole, piteux.

Si je peux me permettre, ce qu'il faut bien comprendre, c'est que l'UMP n'a pas vocation à traiter ces questions qui viennent heurter sa nature et son image de parti conservateur, conservateur au sens réactionnaire sur le plan politique, conservateur des moeurs ou de certains rapports sociaux qui déterminent l'identité culturelle de la population française ou que l'immense majorité de la population a adoptés, dans lesquels elle se reconnaît sur le plan culturel, souvent reliés à la religion dominante dans ce pays dont les liens avec la classe dominante ne sont un secret pour personne.

Tandis que le PS, qui se veut progressiste et épris de liberté et d'égalité, est plus à même de mettre en avant ces thèmes sociétaux ou de représenter les revendications de minorités ou de communautés qui estiment que leurs droits seraient bafoués ou qui feraient l'objet de discrimination.

Il faut qu'il y ait sur le plan politique un parti qui incarne le conservatisme et un parti qui incarne le libéralisme, un bon et un méchant, pour justifier les mesures que sera amené à prendre le bon afin d'obtenir le soutien de la majorité de la population éprise de progrès social, de liberté, de justice, et qui de ce fait ne sera pas portée à se poser des questions sur ses véritables intentions ou les tenants et les aboutissants de ces mesures dites prétendument de justice sociale.

La gauche et l'extrême gauche lui emboîteront le pas puisque de telles mesures ne peuvent être que progressistes venant d'un parti de gauche, le PS, ainsi l'adhésion de la majorité de la population à ces mesures devrait être acquise et une large majorité parlementaire permettra de les adopter. Autre avantage et non des moindres, cela permettra de faire d'une pierre deux coups, car en soudant l'ensemble de la gauche et de l'extrême gauche autour du PS, ils se retrouveront pour ainsi dire neutralisés et dans l'impossibilité de mobiliser les masses contre la politique antisociale que le PS fera passer sans encombre ou presque pendant ce temps-là, ce qu'il n'aurait peut-être pas pu faire avec autant de facilité autrement, surtout que les questions sociétales qui ont été traitées précédemment ou simultanément ont été loin de faire l'unanimité et ont profondément divisé les masses qui s'en sont trouvées affaiblis, de même que la gauche et l'extrême gauche, il faut préciser ici que si les masses sont progressistes, elles n'en demeurent pas moins également conservatrices sur certaines questions sociales, sans qu'il y ait une contradiction avec ce qui a été dit plus haut, étant donné que l'adhésion de la majorité de la population à ces mesures était plus théorique que pratique ou qu'elle exprimait davantage une vue de l'esprit ou le produit de l'état d'esprit de la majorité des militants et nos des masses, ce qui démontra au passage qu'ils étaient coupés des masses, qu'à l'occasion ils n'avaient pas hésité à se livrer à une misérable manipulation, parce qu'ils n'avaient pas compris que la classe dominante comptait tirer profit de ces mesures, qui s'inscrivait parfaitement dans le cadre de sa stratégie néolibérale, pour en être la traduction sur le plan idéologique.

Que l'UMP mette en oeuvre ces mesures auraient présenté moins d'avantages, il valait mieux que ce soit le PS qui s'y colle. Cependant, une fois la frontière entre les classes bien entamée ou diluée, il ne serait pas impossible à l'UMP de recourir à la même méthode.

Une autre question qui doit être traitée différemment, l'ecotaxe.

Cette mesure a été initiée par l'UMP sous Sarkozy. Le gouvernement sous Hollande avait décidé de l'appliquer. Le PS et ses satellites y étaient favorables. Depuis il n'y a plus que EELV pour la défendre. La politique de Sarkozy était guidée par les besoins exprimés par les néolibéraux de Washington, Bruxelles, le FMI, etc. On a déjà dit plus haut quel était le but de cette taxe, liquider les entreprises les plus fragiles ou les moins adaptées à la mondialisation au profit des plus puissantes...

Cette taxe a divisé les capitalistes en fonction des critères qui viennent d'être évoqués, entre ceux qui devraient disparaître ou être absorbés et ceux qui devraient demeurer en place et grossir. Evidemment, qui dit liquidation de capitalistes, dit forcément liquidation de milliers d'emplois ou davantage encore. On a vu le PS, la gauche et l'extrême gauche ainsi que les syndicats se diviser sur cette question, mais aussi l'UMP et l'UDI favorables à cette taxe mais moins à ses conséquences sur l'emploi à quelques mois des municipales.

J'ai relevé quelques réactions qui témoignent toutes de préoccupations qui n'ont absolument rien à voir avec les intérêts des travailleurs, entre ceux qui sont pour cette taxe, pour sa suspension, pour un moratoire, pour une modification des modalités de son application, pour sa généralisation à l'échelle européenne, alors qu'en réalité sur le boeuf par exemple la "menace" vient d'Amérique latine, des réactions contradictoires au sein mêmes des différents partis ou au sein du gouvernement, chez les syndicats.

Bref, on en est arrivé au stade du développement du capitalisme où sa survie constitue une menace directe sur de nouveaux pans de l'industrie ou de l'agriculture, de l'élevage, frappant toutes les entreprises incapables de s'adapter à la concurrence mondiale et de dégager autant de profit que celles bénéficiant d'une main d'oeuvre à bon marché ou de fiscalité plus avantageuse, elles sont non seulement moins compétitives sur le marché mais asphyxiées par des charges que l'Etat veut leur faire supporter pour se conformer au TSCG et dans l'impossibilité de ponctionner davantage les masses, Etat étranglé par une dette abyssale et son refus de s'attaquer au capital, de refuser de payer cette dette, de s'émanciper de l'oligarchie financière et de la BCE.

Le gouvernement, tous les partis institutionnels et les directions des syndicats sont pris au piège de leurs propres contradictions qu'ils ont de plus en plus de mal à masquer ou contrôler, montant au créneau pour défendre un régime à l'agonie, manipulant les masses et reculant lorsque celles-ci se mobilisent en interprétant à leur manière une mesure dont elles auraient fait les frais quitte à se retrouver au côté de leur ennemi d'hier et de demain, le tout sur fond d'élections municipales et européennes dans quelques mois, donc de calcul électoraux dont elles sortiront perdantes à tous les coups.

Il est significatif de constater que c'est face à la violence des dernières manifestations que le gouvernement a reculé immédiatement craignant que la situation devienne hors de contrôle. Un enseignement pour le prolétariat et le mouvement ouvrier qui doivent rompre avec le cycle infernal des conférences au cours desquelles les syndicats sont appelés à se situer sur le terrain de la collaboration de classe avec le patronat, et qui doivent compter exclusivement sur leur mobilisation, la grève avec occupation, refuser tout compromis et de reculer face à la violence de l'Etat et des capitalistes, répondre à la négation de leurs droits ou aux agressions dont ils font l'objet en recourant à des méthodes arbitraires ou violentes si nécessaire, à l'expropriation des capitalistes, à la grève (générale) insurrectionnelle pour s'émanciper du joug du capital.

François Hollande a estimé à Bratislava que l'écotaxe est « *un bon principe* »

Le président (PS) du Conseil régional de Bretagne, Pierrick Massiot, a estimé mardi que le Premier ministre et le gouvernement avaient fait « *preuve de lucidité et de courage* » en suspendant l'écotaxe...

Marie-Noëlle Lienemann (PS) veut une adaptation de l'écotaxe...

Noël Mamère s'est dit "accablé" par la décision d'ajourner l'écotaxe...

Jean-Luc Laurent, président du MRC : « *Je salue la décision raisonnable de suspendre la mise en œuvre de l'écotaxe sur l'ensemble du territoire national...* »

Jean-Michel Baylet, président du Parti Radical de Gauche : « *Le PRG se félicite de ce choix* »...

Christian Troadec, maire (DVG) de Carhaix (Finistère) : « *Ce n'est pas suffisant, la Bretagne demande sa suspension définitive* »...

Jean-François Copé (UMP) s'est dit "soulagé que le Premier ministre ait reculé" sur la mise en oeuvre de l'écotaxe...

Le député UMP Dominique Bussereau a estimé que l'écotaxe restait « *une bonne mesure* ».

Jean-Louis Borloo, président de l'UDI et le député UDI d'Ille-et-Vilaine Thierry Benoit, ont salué le "geste d'apaisement" du gouvernement qui a suspendu l'écotaxe.

Nicolas Dupont-Aignan, président de Debout la République : « *Le report sine die de l'écotaxe était le minimum* »...

Le numéro un de la CGT a estimé mardi que les patrons bretons essayaient « *d'utiliser une colère sociale pour leur permettre de ne pas payer une taxe qui permet de mieux vivre ensemble* ». (A Pôle emploi ! - ndlr)

La CFDT a qualifié « *mauvais signe* » la suspension.

La Fédération des transports et de la logistique FO/UNCP s'est « *félicitée* » de la suspension de l'écotaxe et plaide pour une « *écotaxe européenne* ».

France Nature Environnement (FNE) a jugé mardi «*lamentable*» l'annonce par le gouvernement de la suspension sur l'ensemble du territoire de l'écotaxe...

Le président de la FNSEA (majoritaire) Xavier Beulin s'est félicité mardi auprès de l'AFP de l'annonce par le Premier ministre Jean-Marc Ayrault de la suspension sine die de l'écotaxe.

La CGPME a salué mardi dans un communiqué la suspension de l'écotaxe,

Je vous propose en complément un extrait d'un article du PG qui illustre bien la confusion à laquelle a donné lieu cette mesure, confusion qu'entretient le PG pour le compte du gouvernement qu'il soutient en regrettant qu'il ait "*une nouvelle fois cédé*" sur une mesure que bon nombre de travailleurs estimaient également tournée contre eux.

Martine Billard, Co-Présidente du Parti de Gauche - Jeudi 31 Octobre 2013

- "*Dans le cas des mobilisations contre l'écotaxe en Bretagne, on a assisté à une jonction de l'ensemble du patronat, de la FNSEA et des milieux politiques de droite et d'extrême-droite bien décidés à « se faire » le gouvernement. Pendant que tous versent des larmes de crocodiles sur les suppressions d'emplois, les mêmes entreprises font venir des travailleurs roumains super exploités en utilisant la directive européenne sur le détachement de salariés, version à peine amoindrie de la directive Bolkestein. Le patronat dresse cyniquement plus en plus les travailleurs les uns contre les autres. Il a même franchi un nouveau pas en allant jusqu'à les utiliser comme masse de manœuvre contre les CRS avec comme seul objectif la préservation de ses bénéfices. Maintenant que le gouvernement a une nouvelle fois cédé, gageons que les travailleurs vont se retrouver bien seuls pour la défense de leur emploi.*"

ACTUALITÉ DU JOUR

Une question à propos des Etats-Unis, d'Israël, du Qatar, de l'Arabie saoudite ? Pas vraiment.

- Ayrault en Russie promet d'aborder la question des droits de l'Homme - AFP

- La Syrie au cœur de la visite de Ayrault en Russie - LeMonde.fr

- Mme Trierweiler au Liban où elle visitera un camp de réfugiés syriens - AFP

Selon le Wall Street Journal, le chef des renseignements saoudiens, le prince Bandar ben Sultan al-Saoud, avait déclaré à des diplomates européens que Ryad réduirait sa coopération avec la CIA pour armer et entraîner des rebelles syriens en collaboration avec la France et la Jordanie. AFP 31.10

Rebelles syriens, traduisez : les salafistes takfiris qui égorgent hommes, femmes et enfants...

Des "**volte-faces**" qui ont du bon ma foi !

- Cazeneuve: les volte-faces fiscales compensées par "*des économies*" - AFP

Pour compenser le trou budgétaire provoqué par le report de l'écotaxe, "*les budgets 2015, 2016 et 2017 réduiront les déficits exclusivement par des économies*", a-t-il assuré.

"*80% des efforts budgétaires pour 2014 proviennent des économies et ce sera 100% l'année suivante*", a rappelé l'intendant du gouvernement. AFP 31.10

Ne vous réjouissez jamais d'un recul du gouvernement, celui-ci ou un autre, car au bout du compte nous serons toujours perdant, ce que les adeptes de la collaboration de classes s'abstiendront de vous avouer...

Manipulation. Comment instrumentaliser la "**démocratie lycéenne**" au profit du saccage de l'Education nationale ?

- La colère des jeunes doit pouvoir s'exprimer autrement que par la manifestation - L'Express.fr

Traduction: la colère des jeunes ne devrait pas se manifester dans la rue contre le gouvernement ou l'Etat, mais se retourner contre les proviseurs, leurs professeurs qui refusent que ce soient les lycéens et éventuellement des intervenants étrangers à l'Education nationale qui leur dictent les contenus pédagogiques des programmes scolaires.

C'est comme prétendre que dans les rapports entre les parents et leurs enfants, ce serait à ces derniers de déterminer l'éducation que leurs parents devaient leur donner, alors qu'ils n'en ont manifestement pas les compétences par manque d'expérience tout simplement. L'inversion des rôles conduit infailliblement à l'absence d'éducation ou à l'appauvrissement, à la dégénérescence du contenu pédagogique, objectif du gouvernement, de tous les gouvernements et ministres de l'Education qui se sont succédés depuis plus de 40 ans.

- ... quand il s'agit de favoriser la vie démocratique des lycéens. Vingt-trois ans après les grandes mesures prises par Lionel Jospin, alors ministre de l'Education nationale, pour favoriser la vie lycéenne, cette dernière demeure "*moribonde*" - jugement sans appel signé par la députée PS du Nord Anne-Lise Dufour-Tonini, auteure informée d'un rapport sur le sujet.

Le rôle des instances élues se heurte au refus fréquent des chefs d'établissements de partager le pouvoir sur la vie scolaire; la liberté d'expression est limitée par l'impossibilité, de droit ou de fait, de toucher aux sujets qui fâchent: sexe, religion, politique et, surtout, pédagogie. Résultat, la démocratie lycéenne s'apparente dans la majorité des cas à un simulacre qui, au mieux, indiffère les jeunes, au pire les convainc que l'exercice d'une citoyenneté libre et éclairée relève surtout de la soumission à l'autorité. Rien d'étonnant, dans ce contexte, que le seul débouché de la colère lycéenne soit la manif ou le blocage de l'établissement. Les vacances de la Toussaint ont sauvé le gouvernement. L'Express.fr 31.10

[Le communautarisme avait ses ONG, maintenant il a son parti.](#)

- Le parti de la banlieue parie sur les municipales - Liberation.fr

Une nouvelle formation politique, le Parti de la banlieue, a été lancée, hier, à Aubervilliers (Seine-Saint-Denis), pour «*défendre le multiculturalisme*» et «*prendre les problèmes de la banlieue à bras-le-corps*». Ce parti, qui compte actuellement sept fédérations, en Ile-de-France et en Martinique, présentera des candidats aux municipales, a annoncé son fondateur, Abdel-Malik Djermoune, lors d'une conférence de presse.

Le Parti de la banlieue dispose d'un programme de 50 propositions, dont la création d'un «*ministère du multiculturalisme*» et la mise en place du «*droit de vote pour les étrangers*». Il milite aussi pour la légalisation de la consommation du cannabis. Liberation.fr 31.10

Le communautarisme sert les intérêts du néolibéralisme pour ne pas dire qu'il est intégré dans sa stratégie pour casser les rapports établis à l'intérieur de la société sur la base des classes ou de la lutte des classes, processus utile pour affaiblir les nations ou les Etats, les partis, essentiellement les partis ouvriers, au profit d'institutions supranationales ou de l'oligarchie financière qui devraient seuls détenir tous les pouvoirs dans l'avenir.

[Faites tomber les masques. La réaction néolibérale et ses valets se mobilisent.](#)

- Paris : Trente ONG manifestent pour les militants de Greenpeace détenus en Russie - 20minutes.fr

Amnesty International, la Fédération internationale des ligues des droits de l'Homme (FIDH) ou Reporters sans frontières (RSF), à prendre place dans une cage installée sur la place. "*Ce n'est pas un combat pour l'écologie, c'est un combat pour la démocratie*", a estimé le photographe Yann Arthus-Bertrand, président fondateur de la Fondation GoodPlanet, avant de s'installer derrière les barreaux avec une photo de l'un des trente militants de Greenpeace emprisonnés en Russie.

Les militants de Greenpeace sont "*courageux, têtus, déterminés*" mais "*d'une non-violence absolue*", a jugé Susan George, présidente d'honneur d'Attac. 20minutes.fr 31.10

La non-violence et le pacifisme sont l'apanage des faibles, des lâches...

[Après la Banque mondiale et l'OCDE, une troisième étude au secours des PME.](#)

- Pacte de compétitivité, Cice, Cir: les PME peu convaincues - AFP

Une étude réalisée par le Comité Richelieu et Global approach consulting entre juillet et septembre, rendue publique jeudi, souligne la défiance des PME innovantes face aux divers dispositifs mis en place par le gouvernement, tels que le Cice, le Cir ou le Pacte de compétitivité, pourtant qualifiés de "*bonnes idées*".

Le Pacte de compétitivité présenté il y a un an par le gouvernement ne répond pas aux attentes de 79% des entreprises innovantes, une situation qui marque un déficit de confiance partagé par ces PME, selon cette étude. AFP 31.10

ACTUALITE EN TITRES

[Le Parti des Salauds, vous connaissez, non, vraiment ?](#)

- Prostitution : le PS "scandalisé" par la pétition des "343 salauds" - LePoint.fr

La bonne conscience, l'hypocrisie poussée à son comble, prohibition = trafic.

On dit aussi de quelqu'un qu'il est un salaud quand il se fait passer pour ce qu'il n'est pas ou vous raconte des histoires, vous fait des promesses qu'il ne tiendra jamais...

[Quel dommage! Fallait-il s'attendre à autre chose de sa part ?](#)

- Benoît Hamon lassé de la «vision étriquée» du Medef - Liberation.fr

Ne rigolez pas, Hamon incarne la gauche du PS, si, si...

[Avant lui tous les gouvernements qui se sont succédés depuis 40 ans. Qui l'aurait cru franchement ?](#)

- Clientélisme et corruption : le gouvernement a-t-il ouvert la boîte de Pandore en alimentant les régionalismes ? - Atlantico.fr

[Bonnes nouvelles](#)

- Facebook de moins en moins fréquenté par les adolescents - L'Expansion.com

- L'unanimité au sein de la Banque du Japon vole en éclat - AFP

- Le recul de la consommation fragilise la croissance - Reuters

- Baisse des bénéfices et des ventes de médicaments d'AstraZeneca - Reuters

[Mauvaises nouvelles.](#)

- Vers l'autorisation d'un nouveau maïs OGM en Europe - Reuters

- Le gaz augmente de 0,6% au 1er novembre - AFP

[Résistance sur tous les fronts.](#)

- FagorBrandt, Tilly-Sabco: le fardeau social du gouvernement s'alourdit - AFP

- Fagor frôle le dépôt de bilan, inquiétude en France et en Pologne - AFP

- Le volaillier breton Tilly-Sabco arrête le poulet à l'export, 1000 emplois menacés - L'Expansion.com

- Clap de fin chez Heuliez: les salariés en pleurs - AFP

- La grogne des sages-femmes monte d'un ton - 20minutes.fr

- La Redoute: manifestation jeudi prochain contre les licenciements - AFP

- En Guyane, la grève universitaire se poursuit - LeMonde.fr

- Lutetia: manifestation des salariés contre un plan social - AFP
- Rythmes scolaires : grève nationale le 14 novembre - LePoint.fr

Les bonnes affaires

- Les résultats d'Exxon Mobil meilleurs que prévu - Reuters
- Hausse de 39% du bénéfice Dongfeng Motor au 3e trimestre - Reuters
- 900 milliards de dollars : le coût global du cancer dans le monde - Atlantico.fr
- Manipulation des changes: Fannie Mae poursuit 9 banques en justice - AFP
- Zone euro: le chômage à un niveau record, faux espoir de repli - AFP
- Abu Dhabi achète des immeubles parisiens - LeFigaro.fr

Intox

- Les Etats-Unis reconnaissent être allés parfois "*trop loin*" en matière d'espionnage - LeMonde.fr

Le président Barack Obama a par ailleurs donné ordre jeudi à la NSA de mettre fin aux écoutes qu'elle pratiquait sur le FMI et la Banque mondiale. LeMonde.fr 31.10

- Vers une réforme du renseignement au Congrès américain - LeMonde.fr

Des mesures viseraient à augmenter la transparence, mais le texte rendu public jeudi ne mettrait pas fin à la collecte de l'ensemble des données d'appels téléphoniques. LeMonde.fr 31.10

- Etats-Unis : Hagel reproche à neuf Etats de violer la loi fédérale concernant les droits homosexuels - LeMonde.fr

Neuf Etats américains refusent d'appliquer les mêmes droits aux conjoints de militaires homosexuels sur les bases de la Garde nationale. LeMonde.fr 31.10

- Si même Obama ignore tout de ce que fait la NSA, qui protège donc la démocratie ? - Atlantico.fr

La stratégie du chaos

- Un Palestinien tué par l'armée israélienne en Cisjordanie - LeMonde.fr
- Israël va construire 5.000 nouveaux logements dans les colonies, selon Haaretz - AFP
- Israël aurait effectué un nouveau raid en Syrie - Reuters
- Les cadavres de 92 migrants nigériens retrouvés dans le désert près de l'Algérie - LeMonde.fr
- Pakistan : trois morts dans de nouveaux tirs de drones américains - LeMonde.fr
- Turquie : des députées voilées entrent pour la première fois au Parlement - LeMonde.fr
- Catherine Ashton aide le Kosovo pour ses élections - Liberation.fr
- Pékin accuse un groupe ouïgour de l'attentat de Tiananmen - LeMonde.fr

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- France

Mensonge d'Etat et immunité accordé à des djihadistes sanguinaires ayant commis des "atrocités".

L'impunité a été garantie au chef du groupe islamiste armé Ansar ed-Dine (Défenseurs de l'islam) en échange de la libération des quatre otages français du Sahel, a affirmé mercredi à l'AFP une source touareg proche du dossier. «*Ce qui a fondamentalement pesé, c'est le sort politique ou disons le sort tout court d'Iyad ag-Ghaly, qui veut qu'on le laisse tranquille, qu'il n'y ait pas de poursuites judiciaires contre lui et plusieurs autres de ses proches*», a affirmé cette source touareg.

L'impunité recherchée concerne essentiellement le Mali, où les troupes d'Ansar ed-Dine ont commis des atrocités alors qu'elles occupaient le nord du pays.

Début février, le parquet de Bamako avait rendu publics une trentaine de mandats d'arrêts notamment pour «*sédition*» et «*terrorisme*» contre des chefs de groupes armés, dont des jihadistes d'Ansar ed-Dine et d'Aqmi. Iyad ag-Ghaly fait partie des personnes recherchées. «*Je crois que cette assurance lui a été donnée*», a déclaré la source proche du dossier. Iyad ag-Ghaly et son mouvement Ansar ed-Dine ont, par ailleurs, été placés sur les listes de terroristes et de groupes terroristes établies par les Etats-Unis et l'Onu.

Pour cette source bien informée, une contrepartie de «*quelque 20 millions d'euros*» a également été versée, «*mais ce n'est pas l'argent*» qui a «*vraiment pesé dans les négociations*». Ses dires recourent ceux d'une source proche des négociateurs interrogée par l'AFP, qui évaluait le montant de la rançon à «*entre 20 et 25 millions d'euros*».

Commentaire d'un internaute.

Pas de rançon versée par l'Etat ?

Pourtant Areva est constituée en société anonyme détenue à plus de 80 % par l'État français : Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives 68,88 %, État français en propre 14,33 %, Caisse des dépôts et consignations 3,32 %, EDF 2,24 %.....(Wikipedia)

2- Portugal

Sous la pression de ses créanciers internationaux, le gouvernement portugais a maintenu le cap de la rigueur, en défendant jeudi un budget pour 2014 vivement contesté par une population usée par des sacrifices à répétition.

"*C'est un budget difficile et très exigeant pour les ménages, mais il contribue à préparer un avenir meilleur pour tous les Portugais*", a assuré le Premier ministre Pedro Passos Coelho à l'ouverture du débat parlementaire sur le budget.

"*Ce budget sera la clef pour conclure*" comme prévu en juin 2014 le programme d'assistance internationale de 78 milliards d'euros et "*fermer la porte de cette période de dépendance extrême*" du Portugal, a-t-il fait valoir.

Poussé par la troïka (UE-FMI-BCE) de ses créanciers, le gouvernement de centre droit a administré au pays un traitement de choc, qui se traduit par un effort budgétaire de 3,9 milliards d'euros, soit 2,3% du Produit intérieur brut.

Des coupes dans les salaires et les retraites des fonctionnaires, la mise sous conditions de ressources des pensions de veuvage, le recul de l'âge de départ à la retraite à taux plein à 66 ans ... le fardeau est très lourd pour les Portugais, qui ont déjà subi une hausse sensible des impôts cette année.

Les mesures ont provoqué une levée de boucliers des syndicats. Des milliers de manifestants devraient se rassembler vendredi devant le Parlement pour protester contre le budget, qui doit être voté le même jour en première lecture. AFP 31.10

SOCIAL

1- France

Gorge nouée et larmes au coin de l'oeil, les désormais 283 ex-salariés d'Heuliez SAS à Cerizay (Deux-Sèvres), l'équipementier automobile placé en liquidation judiciaire, ont effectué leur dernier jour de travail dans l'usine presque centenaire, fleuron de l'automobile française qui a compté jusqu'à 3.000 ouvriers.

Plus de 460.000 véhicules sont sortis des chaînes depuis 1985, et Heuliez comptait encore 2.400 salariés en 2004, grâce notamment à la fabrication de l'Opel Tigra.

Cette fermeture intervient six mois après le placement d'Heuliez en redressement judiciaire. Elle arrive aussi après des années de difficultés, le premier dépôt de bilan de l'équipementier remontant à 2007.

Heuliez était considéré comme un précurseur et un fleuron français de la carrosserie automobile. La 604 limousine du Pape Jean-Paul II, les bus doubles articulés ou la Renault 5 turbo sont sortis des ateliers deux-sévriens. AFP 31.10

2- Italie

Le taux de chômage en Italie a atteint un nouveau record en septembre, concernant 12,5 % de la population active

Selon des données corrigées des variations saisonnières, le nombre de personnes à la recherche d'un emploi s'est élevé à 3,194 millions en septembre dans le pays, soit 0,9 % de plus qu'en août (+ 29 000), et en hausse de 14 % sur un an (+ 391 000 personnes), indique Istat.

Chez les jeunes actifs de 15-24 ans, le taux de chômage a également atteint un nouveau record, s'élevant à 40,4 % en septembre (654 000 personnes concernées). lemonde.fr 31.10

3- Indonésie

Des centaines de milliers d'Indonésiens, selon les syndicats, ont entamé jeudi une grève nationale afin de réclamer une hausse du salaire minimum, l'un des plus faibles au monde malgré une économie en pleine expansion.

"*Augmentez nos salaires de 50%*", pouvait-on lire sur des banderoles brandies par des milliers de travailleurs faisant le piquet de grève devant les ateliers de Bekasi, importante zone industrielle de la banlieue de Jakarta où sont regroupés nombre de sous-traitants de grandes marques internationales du textile et de l'électronique.

"*La vie est très chère*", lance Muhammed Muhklas, 26 ans, employé d'une firme pharmaceutique. "*Nous devons payer notre logement, notre nourriture et deux millions de roupies par mois (130 euros, ndlr), ça n'est pas assez*", estime-t-il en référence au salaire minimum en vigueur dans sa localité.

Sur l'ensemble du pays de 250 millions d'habitants, quatrième le plus peuplé au monde, deux millions d'employés ont cessé le travail, selon les syndicats, dont environ 700.000 dans la capitale Jakarta et à Bekasi.

Ces chiffres, que les syndicats ont coutume de largement exagérer, n'ont pas été confirmés de source indépendante. La police de Jakarta faisait état de seulement 60.000 grévistes dans la capitale et sa banlieue, et de quelques autres milliers ailleurs dans le pays.

"*L'ensemble des usines des zones industrielles de l'île de Java ont cessé le travail*", a affirmé à l'AFP Said Iqbal, président de la Confédération indonésienne des syndicats de travailleurs (KSPI).

Aucun incident majeur n'était à signaler, ont indiqué les forces de l'ordre, indiquant que 17.000 policiers ont été déployés dans la seule capitale et sa banlieue.

Les manifestants réclament une hausse substantielle du salaire minimum, un des plus faibles au monde, tandis que l'Indonésie, première économie d'Asie du Sud-Est, connaît depuis 2005 une croissance supérieure à 6% l'an.

Mais les entreprises estiment qu'une augmentation de salaires trop importante ferait fuir les investisseurs étrangers jusqu'à présent attirés par une main-d'oeuvre encore moins onéreuse qu'en Chine et qui fait de l'Indonésie un nouvel "*atelier*" du monde.

"*Les entreprises étrangères se tournent de plus en plus vers d'autres pays de la région pour implanter leurs usines, comme le Vietnam, la Malaisie ou la Birmanie*", a jugé Franky Sibarani, directeur adjoint de l'Association des employeurs indonésiens

(Apindo, patronat), estimant qu'une hausse raisonnable devrait porter à 2,29 millions de roupies indonésiennes le salaire minimum à Jakarta, contre 2,2 millions Rps (143 euros) actuellement.

Ce salaire avait été augmenté de 44% l'an dernier à Jakarta et dans des proportions significatives ailleurs dans le pays.

Les syndicats veulent le porter à 3,7 millions Rps en 2014 à Jakarta, soit une hausse de près de 70%.

"*Le coût de la vie est en hausse*", explique M. Iqbal, citant en particulier une inflation dépassant les 8% ainsi que le récent bond de 44% du prix de l'essence, dû à une réduction des subventions aux carburants.

"*De nombreux travailleurs ne peuvent plus payer leur loyer et doivent vivre sous les ponts*", affirme-t-il. AFP 31.10

[Haut de page ↗](#)

Le 2 novembre 2013

CAUSERIE

Rien à dire, trop fatigué.

ACTUALITE EN TITRES

[Les déchets : envoyez-les chez les pauvres !](#)

- La bataille des haras de l'Orne contre une déchetterie - LeFigaro.fr

[Chute brutale de la population française.](#)

- François Kersaudy : "*Mort aux cons !*" - LePoint.fr

Etrange, on n'a pas encore reçu son faire-part de décès, il a dû s'oublier... ou se rater !

- 92% des Français favorables à l'euthanasie - Liberation.fr

Voilà un pays où il doit faire bon vivre pour avoir un avis sur cette question, il faut y avoir déjà pensé. Pourvu qu'ils ne mettent pas un âge minimum.

[A bout de souffle : il faut l'achever !](#)

- L'Union Européenne a 20 ans: peut-elle retrouver le souffle créateur du traité de Maastricht? - L'Express.f

[Récupération.](#)

- Pascal Durand (EELV) ira manifester samedi à Carhaix - AFP

Le secrétaire national d'Europe Ecologie-Les Verts (EELV) Pascal Durand, se rendra samedi à la manifestation intersyndicale à Carhaix (Finistère) pour l'emploi. AFP 01.11

[Une bonne nouvelle](#)

- Hausse de 29% du bénéfice de Berkshire Hathaway au 3e trimestre - Reuters

Berkshire Hathaway, le groupe de l'investisseur américain Warren Buffett, a annoncé vendredi une hausse de 29% de son bénéfice net trimestriel

Non, une cohorte de mercenaires sanguinaires !

- L'ambassadeur du Qatar en France : "Nous ne finançons aucun parti islamiste" - LePoint.fr

ACTUALITÉ DU JOUR

En famille, mais chacun chez soi.

1- À Bapaume, la rupture entre Delevoye et l'UMP est consommée - LeFigaro.fr

«L'opposition systématique, les guerres partisans... Tout ça relève d'un discours erroné, qui ajoute à la souffrance des Français.» Joignant le geste à la parole, Jean-Paul Delevoye, président du Conseil économique, social et environnemental (CESE) et maire UMP sortant de Bapaume (Pas-de-Calais), a décidé de soutenir le député socialiste Jean-Jacques Cotel, qui brigue sa succession, lors des prochaines municipales.

«Il quitte l'UMP. On ne cautionnait pas sa démarche. Je voulais que les choses soient claires car le soutien à Jean-Jacques Cotel a suscité un réel émoi chez nous», a confirmé le député UMP du Pas-de-Calais Daniel Fasquelle, mercredi, dans les colonnes de «La Voix du Nord». LeFigaro.fr 01.11

2- Crise ouverte à Terra Nova - Le Nouvel Observateur

Le président du think tank François Chérèque, son vice-président Jean-Philippe Thiellay et la présidente d'honneur Carole Ferrand annoncent à la nouvelle directrice générale Juliette Méadel, qu'elle ne peut pas rester à son poste.

On évoque également le poids d'un lobby bancaire au sein de l'association (des experts impliqués chez BNP-Paribas et Rothschild), qui lui aurait savonné la planche. Et après une note critique sur la réforme bancaire, le cabinet de Pierre Moscovici lui aurait aussi signifié son mécontentement. Le Nouvel Observateur 01.11

Terra Nova est un think-tank néolibéral sioniste. Il est codirigé par le jaune Chérèque, lié au PS, il est présenté de gauche comme il se doit, et il n'est pas rare de le retrouver au côté de l'American Jewish Committee. Bref, on y trouve un ramassis de raclures auxquelles se mêlent des experts réformateurs, entendez par là néolibéraux puisque c'est le seul créneau économique qui a le droit de cité dans ce genre d'organisations.

J'ai gardé le meilleur pour la fin.

- Pour alimenter la réflexion sur la crise de Terra Nova, l'ancienne responsable du développement de Terra Nova, Mathilde Palix, est aujourd'hui candidate FN Le Nouvel Observateur 01.11

Etonnant, pas vraiment, contrairement à ce qu'on voudrait nous faire croire, le FN et les banquiers entretiennent d'excellentes relations, même si à l'occasion ces derniers manipulent le FN et le FN critique l'oligarchie financière, cela fait partie de la règle du jeu.

Ecotaxe.

Les organisateurs - des groupements professionnels, le maire de Carhaix, Christian Troadec, et le syndicat FO - assurent que le rassemblement se déroulera dans le calme. Mais plusieurs organisations syndicales se sont désolidarisées de l'appel à manifester à Quimper, la CGT, Solidaires et FSU appelant à leur propre rassemblement, à Carhaix.

"La manifestation pour les salariés n'est pas à Quimper, mais à Carhaix. Elle n'est pas avec ceux qui procèdent aux licenciements. On ne veut pas que les salariés soient les dindons de la farce", a déclaré le secrétaire régional CGT Bretagne Thierry Gourlay. francetvinfo.fr 01.11

Parce que voyez-vous dans tous les cas de figure ce ne sont pas les travailleurs "les dindons de la farce"...

En huit jours seulement. Après deux rapports de la Banque mondiale et de l'OCDE, une étude, voici une enquête dédiée au PME.

Des entreprises à visage humain, cela va de soi, qui vantent les avantages qu'elles représentent face aux grandes entreprises, pas de syndicats et patrons de droit divin, mais avec toutefois des arrière-pensées qui ne sont pas vraiment désintéressées, le "*social*" n'étant qu'un prétexte... sonnante et trébuchant.

L'engagement social favorise la compétitivité des PME - lemonde.fr

Ou comment faire croire que la compétitivité des entreprises synonyme d'exploitation effrénée poursuivrait un autre objectif que le profit, par exemple à caractère social. L'exploitation a du bon, vous n'en êtes pas du tout persuadé, c'est un tort, une erreur, on va vous le prouver.

- Une dimension humaine qui reprend sa place dans le monde du travail, c'est en quelque sorte l'objectif des "*entrepreneurs d'avenir*", un réseau qui compte quelques 700 membres et se réuniront en Parlement à Paris les 5 et 6 novembre.

Pour cela, une enquête de Generali et du CSA a été réalisée du 11 au 22 mars auprès de 404 dirigeants et collaborateurs décisionnaires en entreprises PME et PMI, allant de 20 à moins de 500 salariés et dont l'activité se situe en France, pour évaluer l'engagement social des entreprises.

Il en ressort que malgré la crise, les entrepreneurs poursuivent leur engagement social. Cette enquête publiée le 30 octobre indique que les dirigeants sont assez pessimistes sur leur avenir, puisque 67% d'entre eux pensent que la crise est devant eux. Pour autant, ils ne négligent pas leur politique sociale et environnementale : la moitié d'entre eux pensent même qu'elle favorise la compétitivité de leur entreprise. Ils sont 80% à s'engager sur ces enjeux et de plus en plus nombreux à penser qu'ils permettent une meilleure performance économique.

Les solutions mises en place par les entrepreneurs sont le plus souvent un système de gestion des déchets, la réduction des consommables ou encore le recyclage des produits.

Pour que ces engagements soient réellement profitables aux entreprises, plus de la moitié des dirigeants interrogés souhaiteraient en contrepartie des avantages fiscaux et des réductions de charges. lemonde.fr 01.11

En réalité, il n'y a rien d'extraordinaire dans leurs "*solutions*" qui consistent simplement à ne pas gaspiller inutilement, à gérer intelligemment leur entreprise jusque dans les moindres détails. Non seulement en principe cela devrait leur faire économiser de l'argent, mais il faudrait par dessus le marché que l'Etat leur en donne.

Quand j'habitais à Clichy mes ordures finissaient dans l'usine située à quelques encablures de chez moi, elle les utilisait pour chauffer la HLM où je logeais (notamment) sans que les impôts locaux baissent pour autant, au contraire ils ne cessaient d'augmenter.

[Le masque du journal Le monde.](#)

Une idéologie rance et raciste abritée derrière un masque humaniste - Lemonde.fr

Le Monde dénonce chez les autres une idéologie dont il se fit le porte-parole à une autre époque, précision absente de cet article évidemment, on pourrait appeler ce procédé une manipulation par carence, l'auteur faisant preuve d'amnésie ou sous l'emprise d'une mémoire soudainement défaillante ou sélective ne pouvait pointer l'instrumentalisation du racisme à des fins politiques par les médias, y compris *Le Monde* qui est depuis l'avènement de la Ve République le porte-parole officiel du parti au pouvoir.

- L'événement qui peut être considéré comme l'acte de naissance de l'islamophobie en France s'est produit en janvier 1983. Confronté à un vaste mouvement social dans une industrie automobile en crise, le gouvernement "*socialiste*", décidé à ne rien céder aux ouvriers, discrédita les grévistes, dont beaucoup étaient immigrés, en les assimilant aux mollahs iraniens. "*Des grèves saintes d'intégristes, de musulmans, de chiites*", s'enflamma le ministre de l'intérieur. Lemonde.fr 01.11

Rappel. C'était sous le gouvernement dirigé par Pierre Mauroy lors des grèves de Citroën-Aulnay et Talbot-Poissy du printemps 1982-83, en janvier 1983, le ministre de l'Intérieur Gaston Defferre dénonçait « *des grèves saintes, d'intégristes, de musulmans, de chiites* ».

Année mémorable qui verra le gouvernement imposer la rigueur, désindexera la hausse des salaires de celle des prix, et le PS proclamera son indéfectible attachement à l'économie de marché, au capitalisme, une confirmation, quoi, une découverte pour nos dirigeants, sans blaguer, ils étaient déjà lamentables, mais après ce coup-là ils ne s'en remettront jamais.

La société française face au racisme: de la Révolution à nos jours (Page 160)

- *"En leur temps, les grèves des OS de l'automobile en 1982 et 1983, où l'islam avait émergé à côté des éléments de radicalisation ouvrière, avaient été qualifiées par un journaliste du Monde de "grèves saintes"..."* (books.google.fr)

Le Monde n'avait pas hésité à faire un amalgame entre l'islam et ce mouvement social histoire de le rendre impopulaire aux yeux des masses et de voler au secours du patronat, PSA ou Citroën, je ne sais plus.

Commentaire d'internaute.

1- *"Rance et raciste"... L'allitération est juste un peu plus prétentieuse que le très convenu "nauséabond". L'époque a le nez délicat."*

Le vieux monde empeste, que voulez-vous, ils ne supportent plus leur propre odeur pestilentielle.

2- *"L'auteur de ce texte reprend lourdement à son compte le barbarisme " islamophobie" popularisé par les ayatollahs pour réprimer les opposants et faire taire toute critique de l'islam. Le terme a ensuite été repris par l'Organisation de la Conférence islamique, emmenée par ce parangon de tolérance qu'est le Pakistan, qui en a fait un cheval de Troie à l'ONU et l'a instrumentalisé pour torpiller la réunion de Durban contre le racisme. Mal nommer les choses revient à jeter de l'huile sur le feu. "*

[Où va se nicher la dictature de l'Union européenne. Là où elle a sa place et n'aurait jamais dû en sortir.](#)

Bruxelles part en chasse contre le gaspillage dans vos toilettes - Francetv info

Après trois années d'étude, Bruxelles propose de normaliser dans toute l'Union européenne, la contenance des chasses d'eau, rapporte le Times (en anglais) jeudi 31 octobre.

La Commission retient la limite de cinq litres pour les réservoirs des toilettes, et un litre pour les urinoirs. Selon Bruxelles, cela permettrait d'économiser 6 600 litres d'eau par an par foyer. Ce projet de WC standardisés rentre dans le cadre de ce qui doit devenir un Ecolabel (en anglais) européen et qui devrait être annoncé la semaine prochaine, rapporte Les Echos.

Pour le Times, si une telle réglementation est appliquée, elle risque de poser des problèmes, notamment en Grande-Bretagne. Le rapport relève en effet que les Britanniques sont les plus gros consommateurs d'eau d'évacuation dans les toilettes, avec 30% de leur consommation domestique consacré à cet usage, contre 14% seulement en Finlande. Le quotidien britannique profite également de ce rapport de 122 pages pour ironiser sur ce qu'il a appelé "euroflush" (l'eurochasse d'eau) des technocrates de Bruxelles et révèle que le budget alloué à cette étude se monte tout de même à 89 300 euros. Francetv info 01.11

Ont-ils pensé au moins à la sanction qui accompagnerait le non-respect de cette directive ? Qui en contrôlera la stricte application dans chaque habitation ? Je propose les fonctionnaires de Bruxelles et Strasbourg ainsi que les députés européens qui doivent avoir le nez très fin pour ne jamais être à court d'imagination pour nous pourrir l'existence.

[DEUX ARTICLES FINANCIERS COMMENTÉS.](#)

[Une stratégie au service des plus puissantes banques au risque de déstabiliser davantage l'économie mondiale.](#)

A défaut d'éclatement de l'économie mondiale, ils doivent supporter les conséquences de leurs magouilles financières qui se chiffrent en centaines de milliards de dollars.

Quant au poids de la réglementation qu'ils ont contribué à instaurer, ce que ne dit pas cet article, c'est que les plus grosses banques pourront en amortir les effets, alors que les établissements bancaires moins solides en seront incapables, ce qui contribuera à assainir le secteur financier au profit d'une nouvelle concentration (des capitaux) qui profitera aux banquiers les plus puissants.

- La conformité plus coûteuse que la solvabilité pour les banques - Reuters

Les coûts supportés par le secteur bancaire pour apurer les errements passés ou se mettre en conformité avec les nouvelles règles en matière de déontologie dépassent la centaine de milliards de dollars et menacent d'excéder ceux liés aux nouvelles exigences de liquidité et de capitalisation.

"Il y a tout un nouvel environnement réglementaire qui a émergé après la crise financière et l'ensemble du secteur en est encore

à essayer de s'y adapter", a déclaré à Reuters Mike Rees qui dirige les activités de banque de financement de Standard Chartered.

"Tout le monde s'est concentré sur les règles en matière de liquidité et de fonds propres mais je pense que les coûts les plus élevés pour l'industrie concerneront les règles qui nous seront appliquées au titre des codes de bonne conduite".

Cet accord (JP Morgan avec les autorités américaines. -ndlr) porterait à près de 85 milliards les montants des dédommagements et règlements amiables payés par les banques américaines ces quatre dernières années au titre de la crise du crédit et des prêts hypothécaires à risque, selon les calculs de SNL Financial.

En Europe, le secteur bancaire, principalement en Grande-Bretagne a provisionné ou déboursé plus de 40 milliards de dollars en compensations ou amendes diverses.

La menace de pénalités pèse sur les perspectives bénéficiaires et pousse les banques à quitter des activités ou des zones géographiques à la réglementation défailante.

"Les banques doivent prendre du recul, se demander ce qui est important stratégiquement, où sont les risques et où se trouve la valeur d'un point de vue stratégique", souligne un dirigeant du secteur qui a souhaité rester anonyme. (Elles n'en ont pas toutes les moyens puisque les leviers de la finance leur échappe. - ndlr)

La rentabilité de certaines activités peut d'ailleurs ne pas être suffisante au regard du coût du suivi et de la gestion des risques qui y sont associés.

HSBC s'est ainsi retiré de plusieurs activités et de plusieurs pays d'Amérique latine après avoir écopé d'une amende record de 1,9 milliard de dollars infligée par les autorités américaines l'année dernière en raison de contrôles jugés insuffisants en matière de blanchiment.

La banque britannique dépense environ 800 millions de dollars supplémentaires chaque année pour s'assurer de la conformité aux réglementations en vigueur dans les 80 pays où elle est présente. (Les oligarques anglo-saxons sont malgré tout loin de contrôler la réglementation en vigueur dans tous les pays. ndlr)

Dans la banque privée, Credit Suisse et Barclays se sont retirés de dizaines de pays comme la Biélorussie ou le Turkménistan où le potentiel de commissions sur la clientèle très aisée ne compense pas les risques de pénalités ou d'amendes. (Avec une finance mondiale intégrée, ce genre de risques disparaîtraient. - ndlr)

JP Morgan, sortie des prêts étudiants et du financement du commerce physique des matières premières en raison de la pression réglementaire et des coûts croissants de mise en conformité avec la réglementation, passe en revue tout un ensemble d'activités, y compris la fourniture de services à quelque 500 banques étrangères.

Le groupe américain, qui a augmenté d'un milliard de dollars son budget conformité et recruté 4.000 personnes supplémentaires dans cette activité, s'interroge aussi sur le financement des prêteurs sur gage ou des revendeurs de voitures, selon une source proche du dossier.

Les banques britanniques ont averti que le durcissement des règles visant à prévenir la criminalité financière risquait de réduire l'offre de produits de placement pour les épargnants et de nuire à la viabilité économique du financement du commerce international pour les petites entreprises.

Le financement du commerce international concentre, il est vrai, de nombreux écueils, les risques de sanctions concernant aussi bien les marchandises échangés que les fournisseurs ou les clients.

Si les banquiers admettent dans l'ensemble que le secteur avait pris des libertés avec les règles avant la crise, ils ne cachent pas leur inquiétude devant une politique de tolérance zéro qui risque d'exclure individus comme entreprises des services bancaires pour les pousser vers des circuits financiers parallèles. Reuters 31.10

Quand ils évoquent les banquiers, il faut se demander de quels banquiers ils parlent, les JP Morgan et Cie ou les centaines de banquiers qui dépendent de ces puissants banquiers. La tolérance zéro ne concerne que les petits banquiers, les puissants banquiers peuvent y palier par le biais de la Fed qui fait preuve à leur égard de ses largesses, y compris en leur procurant des sommes colossales illégalement ou à l'insu du Congrès.

Il est mis en relief ici que des pans entiers de la finance mondiale échappent encore au cartel des banquiers internationaux qui incluent ceux de la Fed et ceux qui gravitent autour.

Le mondialisme est une stratégie politique de plus en plus complexe à mettre en oeuvre au fil du développement de l'économie mondiale, ils rencontrent des difficultés ou de nouveaux obstacles qui freinent sa progression, plus grave encore, dans ce contexte qu'ils ne maîtrisent ou dont ils ne maîtrisent pas tous les facteurs, leurs magouilles financières accentuent les contradictions qu'ils ont eux-mêmes alimentées en escomptant en tirer profit alors que c'est le contraire qui est en train de se réaliser. Le chemin qui mène à l'établissement d'un gouvernement mondial dirigé par l'oligarchie financière s'avère chaotique, et rien ne dit qu'il sera impossible de renverser le capitalisme d'ici là.

La compétitivité ou la productivité effrénée conduit le capitalisme au bord de la paralysie, du gouffre.

- Déflation: la zone euro au bord de la dépression nerveuse économique? - AFP

La quasi-paralysie des prix constatée en zone euro fait craindre l'apparition d'une déflation, sorte de dépression nerveuse économique faisant flancher de concert les prix, les salaires et l'activité, ce qui selon les économistes appelle une réaction de la BCE.

Les Etats-Unis eux-mêmes s'inquiètent d'une "*tendance déflationniste*" en zone euro, selon le rapport semi-annuel sur l'économie internationale du Trésor américain, publié mercredi. (Déflation qui ne touche pas tous les secteurs d'activité, l'immobilier et la Bourse sont épargnés notamment. - ndlr)

Le chiffre présenté jeudi par l'organisme européen de statistiques Eurostat est marquant: l'inflation annuelle en zone euro est ressortie le mois dernier à 0,7%, au plus bas depuis fin 2009.

A priori, une bonne nouvelle pour des ménages confrontés à une baisse de pouvoir d'achat. Mais en réalité une "*logique perverse*", souligne Philippe Waechter, économiste chez Natixis Asset Management.

La déflation est plus longue à s'installer, et moins spectaculaire que l'inflation galopante, cette surchauffe de l'économie, synonyme de brouettes de billet qui valent une misère. Mais elle n'est pas moins dangereuse.

Face à des prix qui baissent, le consommateur diffère ses achats, dans l'espoir de payer encore moins cher demain sa voiture, son canapé, son appartement. Les commandes aux entreprises baissent, ces dernières réduisent leur production, voire les salaires, ou licencient. De quoi paralyser encore davantage les ménages. Et le cercle vicieux s'enclenche.

Sans compter, souligne Philippe Waechter, qu'avec la vigueur actuelle du cours de l'euro, "*on importe de la déflation*", puisque les prix des produits importés baissent.

Dominique Barbet, économiste chez BNP Paribas, souligne que les prix à la consommation ne sont que "*la partie émergée de l'iceberg*" et qu'il faut s'intéresser aux salaires, en chute libre en Grèce, en recul dans plusieurs pays du Sud comme l'Espagne, anesthésiés ailleurs. (Sans parler de l'endettement record des Etats, banques, entreprises, particuliers. - ndlr)

En France, l'Insee vient de révéler que les salaires réels ont stagné en 2011 pour la deuxième année consécutive.

"*Le processus de la déflation salariale s'étend*" en Europe, encouragé par le choix généralisé de l'austérité, confirme Xavier Timbeau, directeur de l'analyse à l'Observatoire français des conjonctures économiques.

Les Etats réduisent leurs dépenses, dérégulent le marché du travail et encouragent la modération salariale. Ce qui "*peut être bénéfique quand on est en croissance, mais est néfaste dans la phase actuelle*" de chômage record en zone euro, souligne M. Barbet.

Le Trésor américain est plus expéditif, et rend l'Allemagne, fervente partisane de l'austérité, responsable: "*La croissance anémique de la demande intérieure de l'Allemagne et sa dépendance envers les exportations ont créé un déséquilibre (...)*".

Pour éviter que la zone euro ne s'enlise comme le Japon dans la déflation, rappelle M. Barbet, "*la réponse ne peut être que macro-économique*". En l'absence de politique budgétaire commune, la seule institution susceptible d'agir est la Banque centrale européenne, pour qui le taux idéal pour la zone euro est "*légèrement inférieur à 2%*". Contre donc 0,7% actuellement.

"*La BCE a largement de la marge pour venir en soutien de l'économie*", estime Christian Schulz, économiste de la banque Berenberg.

La BCE dispose de trois "*anti-dépresseurs*" potentiels. Le premier serait de baisser son taux directeur, à 0,25% contre 0,5% aujourd'hui, peut-être "*dès décembre*" selon Howard Archer, économiste de la société IHS. Les autres: lancer une opération géante de crédit aux banques; ou, tout simplement, parler.

De l'avis général, il ne doit pas trop attendre: "*Une fois la déflation installée, la politique monétaire n'a plus beaucoup de leviers*",

selon M. Barbet. AFP 31.10

Le capitalisme pris à son propre piège ou ses lois internes de fonctionnement qui se traduisent par l'appauvrissement de la classe ouvrière et l'effondrement de ce système économique. Voilà un sujet autrement plus passionnant et instructif que les thèmes que nous avons eu à traiter ces dernières semaines.

A quoi conduit la course effrénée à la productivité, la compétitivité des entreprises ? Réponse.

K. Marx : Le Capital – Livre III – Section III

Par suite du développement de la force productive et des progrès correspondants de la composition du capital, une quantité de plus en plus grande de moyens de production est mise en oeuvre par une quantité de plus en plus petite de travail; il en résulte que chaque fraction du produit total, chaque marchandise absorbe moins de travail vivant et contient moins de travail matérialisé, que l'on considère ce dernier comme provenant de l'usure du capital fixe ou qu'on l'envisage comme provenant des matières premières et auxiliaires mises en oeuvre. Chaque marchandise contenant ainsi moins de travail passé (fourni par les moyens de production) et moins de travail présent (vivant), son prix diminue nécessairement. (...)

Dire que le prix des marchandises dont l'ensemble constitue le produit total diminue, c'est dire qu'une même quantité de travail est incorporée à une quantité plus grande de marchandises ou que chaque marchandise prise isolément contient moins de travail qu'auparavant; ce cas se présente même lorsque le prix d'une partie seulement du capital constant augmente, par exemple, le prix des matières premières. A part quelques exceptions (comme lorsque la production du travail diminue dans une même mesure tous les éléments du capital constant et du capital variable), le taux du profit baisse malgré l'élévation du taux de la plus-value :

1. lorsque le travail vivant nécessaire étant devenu moindre, la fraction non payée de ce travail, bien que représentant une partie plus considérable de ce dernier, est plus petite qu'auparavant;
2. lorsque le capital ayant atteint une composition plus élevée, ce progrès a pour conséquence de faire diminuer, dans chaque marchandise, la fraction de la valeur représentant le travail vivant par rapport à l'autre fraction représentant les matières premières, les matières auxiliaires et l'usure du capital fixe. (...)

Avant d'aller plus loin et afin d'éviter tout malentendu, nous énoncerons de nouveau deux principes que nous avons déjà mis en évidence à plusieurs reprises :

Primo. - Le même procès, qui au cours du développement de la production capitaliste détermine la baisse des prix des marchandises, entraîne la modification de la composition organique du capital productif de la société et, par conséquent, la baisse du taux du profit. La diminution du coût relatif de chaque marchandise, même en y comprenant l'usure de l'outillage, ne doit donc pas être identifiée avec l'augmentation de la valeur du capital constant par rapport à celle du capital variable, bien que toute diminution du coût relatif du capital constant, l'importance de ses éléments matériels restant invariable ou augmentant, entraîne la baisse du taux du profit, c'est-à-dire une diminution de la valeur du capital constant par rapport à celle du capital variable.

Secundo. - De ce que le travail vivant contenu dans les différentes marchandises représentant le produit du capital diminue de plus en plus par rapport aux matières et aux moyens de production qui y sont incorporés, il ne résulte nullement que le travail non payé qu'elles contiennent diminue relativement au travail payé. Le contraire est vrai; la partie non payée augmente par rapport à la partie payée, par suite de la diminution soit absolue, soit relative de cette dernière, par suite de l'accroissement de la plus-value absolue ou relative. A la tendance à la baisse du taux du profit se rattache une tendance à la hausse du taux de la plus-value, c'est à-dire du degré d'exploitation du travail. Rien de plus absurde donc que d'expliquer la baisse du taux du profit par une hausse du taux des salaires, bien que le fait puisse se présenter exceptionnellement. La statistique ne parvient à analyser d'une manière intelligente les salaires aux différentes époques et dans les différents pays que si elle part d'une saine compréhension des rapports qui déterminent le taux du profit. Celui-ci baisse, non parce que le travail devient moins productif, mais parce que sa productivité augmente; la baisse du taux de la plus-value et celle du taux du profit ne sont que des expressions capitalistes de l'accroissement de la productivité du travail.

[INFOS EN BREF](#)

[POLITIQUE](#)

1- Syrie

1.1- Les Terroristes formés par la CIA dans des camps d'entrainement en Jordanie ne semblent pas si bien fait que cela !! à preuve , des dizaines d'entre eux viennent de tomber dans un guet-apens tendu par l'armée arabe syrienne dans la localité de Ghouta-est à rif de Damas. Selon les sources militaires syrienne , " *les terroristes formés par la CIA semblent avoir suivi le même parcours que les membres des conseils de réveil irakiens* ". Riyad al Asaad, chef de l'ASL, a récemment annoncé la fin de la formation d'un premier contingent de ce qu'il qualifie de " *Armée nationale syrienne*", un contingent composé de 60 officiers. Toujours est-il que l'ASL se serait aussi dotée d'un appareil de renseignement et ce serait un institut sécuritaire " *britannique*" à l'origine de sa création.

Le renseignement de l'ASL serait actif à Alep. Ces annonces sont faites alors que les terroristes de l'ASL et de l'Etat islamique en Irak et au Levant continuent à s'entretuer et que ce jeudi l'est d'Alep est un champ de bataille où les miliciens s'entre éliminent . L'EIL vient de s'emparer de Jo,nd al Haremeyn, une localité d'Alep au détriment de l'ASL. french.irib.ir 31.10

1.2- Syrie :Evêques enlevés, Ankara conditionne leur libération. - french.irib.ir

Les responsables chrétiens au Liban ont rapporté au journal Al Jomhuriya, les promesses faites par Ankara à l'émissaire Brahimi au sujet de la libération de deux évêques libanais enlevés en Syrie. " *Le général Ebrahim , directeur général de la sécurité libanaise a assuré les autorités religieuses chrétienne que les deux prélats se portaient bien ce qui montre que les preneurs d'otage ne sont pas totalement inconnus*". La libération des officiers turcs arrêtés au cours d'une mission secrète des syriens est la condition pour la libération de ces deux évêques. La Syrie veut rendre public cet échange alors qu'Ankara veut que tout se déroule en coulisse et c'est ce point qui a bloqué tout.

Selon des informations la Turquie serait à l'origine de l'enlèvement de deux célèbres évêques qu'elle entend échanger contre ses officiers. Les Turcs voudraient aussi aussi s'ingérer dans le processus de l'élection de l'archevêque de l'Eglise d'Antioche et y propulser l'un de ses protégés. La France s'est ingérée ensuite dans cette affaire, une France dont huit officiers seraient aux mains du régime Assad. L'affaire se complique davantage alors que certaines informations font état de la détention des évêques quelque part sur le sol syrien. Les preneurs d'otage seraient aussi en rapport avec le chef du renseignement turc. french.irib.ir 31.10

Tiens donc, la Turquie candidate à l'adhésion à l'UE un Etat terroriste impliqué dans l'enlèvement d'évêques, non ?

2- Bahreïn

Des milliers de chiïtes ont manifesté vendredi dans un village près de la capitale de Bahreïn pour réclamer la démocratie dans ce petit royaume du Golfe secoué par des troubles depuis 2011, selon des témoins.

Brandissant le drapeau de Bahreïn et des portraits de détenus, incarcérés pour liens avec les troubles, les manifestants ont défilé en scandant des slogans hostiles au régime à Aali, un village chiite près de Manama, à l'appel de l'opposition chiite.

" *Dégage, Khalifa !*", a ainsi scandé la foule à l'attention du prince Khalifa Ben Salmane al-Khalifa, un oncle du roi Hamad et Premier ministre depuis une quarantaine d'années.

Dans un communiqué publié à la fin de la manifestation, qui s'est dispersée dans le calme, l'opposition a averti les autorités que " *l'option sécuritaire, la répression et le despotisme ne (feraient) que bloquer les perspectives d'un règlement politique*". AFP 01.11

SOCIAL

Portugal

Sous les huées de milliers de manifestants réclamant la démission du gouvernement, le Parlement portugais a adopté vendredi en première lecture un nouveau budget de rigueur pour 2014, censé permettre au pays de conclure son plan d'aide internationale.

Le texte, dont la version définitive sera votée le 26 novembre, a été approuvé avec les voix de la majorité dont dispose la coalition gouvernementale de centre droit. L'ensemble de l'opposition de gauche a voté contre le projet de loi de Finances.

Juste avant le vote, l'intervention du vice-Premier ministre Paulo Portas a été interrompue par une douzaine de protestataires qui, depuis les galeries de la chambre, ont crié " *démission, démission!*" pendant quelques minutes avant d'être mis dehors par la police.

Un peu plus tôt, des milliers de manifestants s'étaient rassemblés en face de l'Assemblée à l'appel de la CGTP, la

principale confédération syndicale du pays, en première ligne de la contestation de la politique d'austérité menée depuis mai 2011 sous la tutelle de l'Union européenne et du FMI.

"*L'heure est arrivée pour le gouvernement de s'en aller*", ont-ils scandé à l'unisson en brandissant des banderoles où l'on pouvait lire "*gouvernement hors la loi*", "*le budget est un vol*" et "*Basta la troïka!*".

A la fin du rassemblement, la CGTP a lancé un nouvel appel à manifester devant le Parlement le 26 novembre, jour du vote final du budget. Entretemps, la mobilisation des syndicats se poursuivra avec une grève des fonctionnaires vendredi prochain, précédée de plusieurs mouvements sociaux dans le secteur des transports.

Le malaise a gagné aussi les forces de l'ordre, dont les syndicats ont appelé à manifester le 21 novembre à Lisbonne. AFP 01.11

ECONOMIE

Inde

La Bourse de Bombay flambe grâce au retour des capitaux étrangers - LeMonde.fr

Les investisseurs semblent avoir retrouvé le moral et l'appétit après la confirmation par la Fed de la poursuite de ses mesures au moins jusqu'à la fin de l'année, et la Bourse de Bombay a bénéficié d'un retour massif de capitaux. Cet afflux d'argent frais sur le marché des actions indien est estimé à 2,55 milliards de dollars (1,88 milliard d'euros) pour le mois d'octobre et 16,19 milliards depuis le début de l'année, selon des statistiques officielles.

L'arrivée à la tête de la Banque centrale indienne de Raghuram Rajan, ancien économiste en chef du Fonds monétaire international, a également redonné confiance aux investisseurs. LeMonde.fr 01.11

L'oligarchie financière anglo-saxonne a réussi à placer un de ses pions au sommet de l'économie indienne, on est mal barré !

[Haut de page ↗](#)

Le 3 novembre 2013

CAUSERIE

La suite de l'actualisation des infos en bref demain, il reste à ajouter une vingtaine de nouveaux articles, ce soir peut-être.

J'ai essayé de traiter au mieux le sujet qui suit, ce n'est peut-être pas terrible, cela prend trop de temps...

[Dossier à propos de l'écotaxe.](#)

La situation en Bretagne et ailleurs en France est le produit du refus des syndicats et des partis dits ouvriers d'avancer la nécessité d'aller aujourd'hui à l'affrontement avec les patrons en procédant à leur expropriation et à la saisie de tous leurs biens, au renversement de l'Etat capitaliste.

Quand on examine attentivement leurs discours, on s'aperçoit que la manière dont ils ont posé la question de l'écotaxe démontre qu'aucun n'entendait remettre en cause la légitimité de la propriété privée des moyens de production et l'Etat qui l'incarne. Vous pouvez ajouter le gouvernement.

Un exemple.

Suite aux propos tenus par le patron d'Armor Lux, Yan Legoff d'écrire (Informations ouvrières n°275 page 2) :

- "*Exploiteurs et exploités dans la même galère ? Ben voyons ! C'est pourtant ce filon réactionnaire que tente d'exploiter le gouvernement.*"

Le dogmatisme et le populisme empruntent souvent des méthodes similaires pour évacuer des éléments qui mettent en relief certains aspects de la réalité qui contredisent leur politique ou ne leur permettent pas de la justifier sans que leurs réelles intentions remontent à la surface.

C'est le cas ici, dans la mesure où tous les "*exploiteurs*" ne sont pas logés à la même enseigne, réalité qui passera à la trappe en recourant à un discours qui se veut conforme aux intérêts des travailleurs en dénonçant la collusion entre les intérêts des "*exploiteurs et (des) exploités*".

Cette écotaxe s'appliquant aux véhicules à partir de 3,5 tonnes transportant des marchandises disons jusqu'à 38 tonnes, il va s'en dire que l'"*exploiteur*" qui utilise un camion de 3,5 tonnes pour transporter ses marchandises et celui qui utilise un poids lourd de 38 tonnes, nos deux "*exploiteurs*" ne jouent pas vraiment dans la même catégorie, l'activité du premier correspondra à celle d'une petite exploitation ou d'une PME, la seconde à celle d'une grande entreprise ou d'une multinationale. Le premier emploiera quelques dizaines ou centaines de salariés, le second un millier ou bien davantage. Le premier ne possèdera qu'un établissement unique, le second plusieurs répartis dans la même région, sur l'ensemble du territoire ou dans d'autres pays. La production du premier sera destinée au marché local ou national le plus souvent, tandis que celle du second sera orientée vers l'exportation. Si les deux sont confrontés à la concurrence du marché mondial, le second sera mieux armé pour l'affronter du fait de sa taille et de son implantation dans des pays où le coût de la main d'oeuvre est plus bas et la fiscalité plus avantageuse. Le second peut absorber l'augmentation du prix des matières premières et de l'énergie, de taxes ou d'impôts, le premier devra les subir sans pouvoir les répercuter dans ses prix de vente sous peine de perdre des clients et de mettre la clé sous la porte. Le second peut supprimer des postes, profiter des dispositifs existants pour réduire ses coûts de production, il dispose d'un juriste ou recourt à un fiscaliste, tandis que l'entreprise du premier fonctionne déjà avec un minimum de personnel rémunéré au smic ou à peine plus, il lui est quasiment impossible de comprimer ses coûts de fonctionnement. Pour terminer, les salariés de la PME sont inorganisés et à la merci de leurs patrons, réceptifs à leurs discours paternalistes, ceux des moyennes ou grandes entreprises disposent de syndicats, les uns patronaux ou jaunes, les autres corrompus par le capitalisme ou le corporatisme, donc ils seront divisés quant à l'attitude à avoir lorsque leur direction se dira menacée par une mesure gouvernementale, au même titre que leurs syndicats.

Un exploitateur demeure un exploitateur dans tous les cas de figure bien qu'ils ne soient pas confrontés à la même situation, dans la mesure où ils ne disposent pas des mêmes moyens pour l'affronter en cas de difficultés. La disparition d'une PME se fera quasiment dans l'anonymat le plus complet, cela arrive tous les jours, il est pratiquement impossible de s'y opposer ou de l'empêcher, tandis que lorsqu'il s'agit d'une moyenne ou grande entreprise il est possible de procéder à sa nationalisation ou socialisation par l'Etat, dans le cas des PME liées à des grandes entreprises ou réalisant de la sous-traitance pour elles, elles peuvent être absorbées ou rachetées par ces dernières et les emplois conservés.

Un exploité demeure un exploité dans tous les cas de figure, et si tous rejettent le fait de perdre leurs emplois, aucun n'a acquis un niveau de conscience politique lui permettant de se situer strictement sur le terrain de classe de ses intérêts, ils auront tendance à être réceptifs aux discours et aux arguments de leurs dirigeants qui la plupart du temps n'auront aucun scrupule à abuser de leur ignorance ou de leur naïveté, il arrivera aussi que les salariés le sachent sans en tenir compte car désespérés à l'idée de se retrouver au chômage.

On fera remarquer à Yan Legoff que lui et son parti font preuve de beaucoup moins de scrupules en période électorale ou envers les appareils des syndicats qui pratiquent à longueur de temps la collaboration de classes sans qu'ils rompent avec eux, principalement FO qui vient de participer à la manifestation de Quimper au côté des organisations patronales, là, comme lorsqu'il s'agit d'aller arpenter les allées du pouvoir, le "*filon réactionnaire*" ne les gêne pas plus que cela. Ou lorsque *Informations ouvrières* accorde une page entière à Marc Blondel (FO) (IO n°274 page 14) qui a écrit que "*Le syndicat doit garder sa totale liberté*" pour adhérer au capitalisme... qui doit être synonyme de liberté, mais surtout pas au socialisme qui doit être synonyme de son contraire, liberticide, on comprend...

En quoi devrait-il le gêner, qu'est-ce que tout cela vient faire ici franchement sera-t-il tenté de nous répondre, d'ailleurs il s'empresse d'évacuer cette question, voyons comment il s'y prend.

Ensuite Yan Legoff cite Ayrault qui dans une déclaration avait fait un amalgame entre l'écotaxe et le "plan Bretagne" :

- "*Mais qu'est ce plan Bretagne ? Il est centré sur la proposition d'un « pacte » pour accompagner les restructurations meurtrières.*"

Et la question de l'écotaxe qui a amené des salariés à manifester au côté de patrons ? Evacuée, envolée, disparue, c'était le meilleur moyen de répondre à toutes les questions qu'elle posait et que le POI n'a pas traitées.

On en arrive à la conclusion que le POI était favorable à cette écotaxe et que la manière dont il a traité cette question devait servir à camoufler - bien maladroitement - son soutien au gouvernement, car on ne voit pas ce qu'elle aurait rapporté aux travailleurs, à en croire le gouvernement qui comptait s'en servir notamment pour financer la "*transition énergétique*" selon un plan arrêté par les lobbys de Bruxelles, une manne pour les multinationales !

Le POI ne semble plus rien comprendre à la situation pour refuser d'admettre qu'elle est le produit de la crise du capitalisme, quand Legoff écrit que le gouvernement "*est comme saisi d'affolement face à la crise sociale et politique qu'il provoque lui-même*", alors qu'en réalité il n'avait pas le choix, pas plus que les travailleurs qui ne sachant pas comment faire pour tenter de sauver leurs emplois menacés n'ont rien trouvé de mieux à faire que manifester au côté de patrons.

C'est le refus de caractériser Hollande, son gouvernement et le PS qui aboutit à cette interprétation qui ne reflète pas la réalité, ils sont au pouvoir pour gérer cette crise politique et sociale pour le compte des exploités, voilà la vérité, parce que la politique qu'ils mettent en oeuvre correspond à leur nature, voilà ce que les dirigeants du POI refusent d'admettre parce qu'ils sont eux-mêmes soumis au capital et ses institutions. Ils en font la démonstration dans la même page où on trouve cet encart qui reproduit les propos d'une déléguée FO de chez Doux "*On a affaire à des patrons voyous, et là-haut, que font-ils ?*", là-haut signifie au gouvernement, parce qu'il faudrait attendre autre chose du gouvernement, parce que Hollande et le PS incarneraient autre chose que les intérêts des capitalistes.

Non seulement le POI laisse dire, il reproduit gracieusement ce discours, mieux, il en fait même un mot d'ordre ! A la place du Bonaparte de service je serais satisfait du POI et je me dirais : aussi longtemps que les masses croiront qu'on est de leur côté et qu'ils espèrent quelque chose de nous, on sera sauvé, par contre le jour où le contraire se produira là on sera franchement mal, on aura de quoi s'inquiéter, ils sont bien finalement ces petits gars du POI, ils nous rendent un fief service l'air de rien...

Le numéro 275 d'*Informations ouvrières* est paru le 31 octobre, notez bien la date, l'article du POI se terminait ainsi :

- "*Le blocus du site de Lampaul et celui du siège, à Saint-Martin, se poursuivent.*"

Le jour même :

- Abattoirs Gad : les salariés de Lampaul-Guimiliau lèvent le blocus - francetvinfo.fr 31.10 à 20h46

Ils ont obtenu de la direction les engagements écrits de fin de conflit qu'ils réclamaient, soit de meilleures indemnités de licenciement, selon France 3 Bretagne.

C'est signé. Le conflit s'est terminé ce jeudi soir à 20 heures. L'accès au site est libéré." *Les salariés de l'abattoir Gad SAS de Lampaul-Guimiliau (Finistère) ont levé définitivement jeudi 31 octobre leur blocus de ce site voué à la fermeture*", a annoncé Olivier Le Bras, délégué central du syndicat FO. francetvinfo.fr 31.10

Ouf, quelle libération pour la direction de Gad ! Les salariés licenciés vont pouvoir aller s'inscrire à Pôle-emploi, en voilà une grande victoire.

Tiens, encore leurs amis de FO !

Pas de bol décidément, vous remarquerez que les dirigeants du POI font systématiquement preuve d'un manque de perspicacité, à croire qu'ils sont coupés de la réalité, ils viennent une nouvelle fois de le démontrer, vous en avez la preuve sous le nez.

Et l'écotaxe dans tout cela ? A la trappe. Mieux j'ai consulté les numéros antérieurs d'*Informations ouvrières* en remontant jusqu'au numéro 269 sans en trouver trace. Autant dire qu'ils n'ont pas traité ce sujet sérieusement, moi non plus, un peu plus tout de même, mais j'ai l'excuse d'être tout seul pour faire le boulot. On va se rattraper, là, tout de suite.

Je vous avouerais que j'ignorais la portée et la gravité exceptionnelles de cette taxe, je l'ai découvert ce matin seulement.

- Les dessous de l'écotaxe : quand Benetton et Goldman Sachs collectent l'impôt français - bastamag.net 30.10

- ... derrière cette taxe écologique se cache une autre question, qui n'a jamais été soumise au débat public : c'est la première fois que la collecte de l'impôt est confiée à des entreprises privées. Un consortium emmené par Benetton, Goldman Sachs, Thalès et SFR empochera 20% des recettes de la taxe pour assurer son recouvrement. Du jamais vu !

Sur un total de 1,2 milliard d'euros collectés, environ 280 millions d'euros sont consacrés à la rémunération du prestataire privé qui assure le recouvrement. Soit 23 % [1] ! C'est la taxe la plus coûteuse jamais mise en place !

Qui va toucher ces 280 millions par an (desquels sont déduits 50 millions de TVA) pour mettre en oeuvre le dispositif de recouvrement ? Un consortium d'entreprises baptisé Ecomouv', mené par le groupe italien Autostrade per l'Italia. Celui-ci est une filiale d'Atlantia, la société qui gère la plupart des autoroutes italiennes. Elle est détenue (à 48 %) par le fonds d'investissement Sintonia, propriété de la famille Benetton [2]. La banque états-unienne Goldman Sachs est entrée au capital de

ce fonds en 2008. Autostrade, qui détient 70 % d'Ecomouv', s'est allié avec les groupes français Thales, SNCF, SFR et Steria, une entreprise qui vend des services informatiques aux entreprises.

Ecomouv' prévoit des recettes de près de 2,8 milliards d'euros pour les 11,5 années d'exploitation du dispositif. Les véhicules de plus de 3,5 tonnes – environ 600 000 immatriculés en France et 200 000 étrangers – devront s'enregistrer auprès d'Ecomouv', notamment via des sociétés de télépéages habilitées : Axxes, DKV, Eurotoll, Ressa, Telepass et Total. Les poids lourds devront se doter d'un boîtier, type GPS, qui permettra de retracer leur parcours sur les 15 000 km de tronçons routiers concernés par la taxe. Des portiques installés sur ces routes serviront uniquement à contrôler que les camions sont bien dotés de boîtiers. Les sociétés de télépéage collecteront une partie des taxes, versées sous forme d'abonnement [3]. En contrepartie, elles seront rémunérées par Ecomouv' à hauteur de 60 millions d'euros par an. Les transporteurs pourront, s'ils le souhaitent, s'acquitter de la taxe directement auprès d'Ecomouv'.

« Nous osons tout de même espérer que le cahier des charges a formellement interdit à Ecomouv' de disposer comme il l'entend des sommes avancées par les redevables, sous peine de voir celles-ci reversées aux actionnaires, ou bien servir à quelque spéculation ou encore transférées dans quelque paradis fiscal », s'interroge Solidaires. Que le collecteur d'impôts joue en bourse les sommes collectées serait en effet une nouveauté ! Le syndicat s'inquiète également des usages possibles des données recueillies sur les transporteurs et leurs pratiques.

« Pour le prestataire privé, c'est gagnant-gagnant, résume Philippe Bock, de Solidaires Douanes. Mais pour l'État, c'est un fiasco sur le plan fiscal et sur le plan environnemental. L'objectif écologique a été complètement perdu en route. L'écotaxe devait promouvoir les circuits courts, en taxant les transports, et comme les autoroutes sont exonérées, cela incite les camions à se reporter vers les grands axes routiers ! » Un travers pointé dans le rapport de la sénatrice Marie-Hélène Des Esgaulx : avec l'écotaxe, le ministère des Transports s'attend à une augmentation de 15 à 20 % du trafic poids lourds sur les autoroutes. Une recette supplémentaire estimée à 400 millions d'euros par an pour les sociétés gérant les autoroutes, principalement Vinci et la Sanef !

[1] « En termes nets, il convient cependant de soustraire 50 millions d'euros qui sont versés au titre de la TVA acquittée sur le loyer de PPP et qui revient donc à l'Etat. Le coût de recouvrement s'établit alors à un peu moins de 20 % ». Source : Rapport à la Commission des finances du Sénat, 5 février 2013.

[2] (en italien)

[3] Un abattement de 10 % sur le versement de la taxe sera offert pour les transporteurs qui passeront par l'intermédiaire de ces sociétés de télépéage. bastamag.net 30.10 (l'article en entier dans les articles de presse) bastamag.net 30.10

Le 2 novembre Le Parisien a sorti un article intitulé : *Ecotaxe : les dessous d'un contrat à 1 Md€*, dans lequel figurent bien certains actionnaires, sauf Goldman Sachs ! Ils doivent être mal informés au Parisien...

Deux remarques rapidement. 1- Voilà un excellent moyen de disposer d'informations de premier ordre sur un des secteurs clés de l'économie du transport : les véhicules utilitaires et les poids lourds. Mieux encore, cela permettra d'avoir une idée exacte sur le transport de marchandises et les liens qui existent entre les différents prestataires de service. 2- On retrouve Goldman Sachs parmi les principaux bénéficiaires de cette taxe qui disposera de toutes ces informations. Ainsi, l'oligarchie financière étend son contrôle sur l'économie.... Un autre aspect n'a pas été évoqué : les trafiquants en tous genres qui utilisent ce moyen de transport pour effectuer leurs livraisons, ces marchandises pourront être pistées, leurs propriétaires ou destinataires manipulés, instrumentalisés...

Pourquoi pas demain des portiques identiques partout ou sur certains axes routiers et rendre payant l'utilisation de sa voiture, de sa moto ? N'ont-ils pas envisagé de doter d'un GPS tous les nouveaux véhicules mis sur le marché ? Cette taxe est liberticide, elle procède du racket au profit de banques et de multinationales, on ne peut donc que la condamner.

Quant à son impact économique, je vous renvoie à l'extrait du Capital qui figurait dans la causerie d'hier. Une taxe ou un impôt, la hausse des prix, n'interviennent pas sur les origines de la crise du capitalisme.

Les deux manifestations en Bretagne, samedi 2 novembre.

- Crise bretonne: violences à Quimper, entre 15.000 et 30.000 manifestants - AFP

- La manifestation de Quimper contre l'écotaxe et pour l'emploi en Bretagne face à une cascade de plans sociaux, qui a rassemblé samedi entre 15.000 et 30.000 manifestants à bonnets rouges.

"Cette manifestation est un grand succès pour l'emploi en Bretagne", a déclaré Christian Troadec, maire DVG de Carhaix et l'un des principaux organisateurs du rassemblement.

Les autorités ont établi un bilan officiel définitif de 15.000 manifestants, les organisateurs faisant état d'"*au moins 30.000*" personnes.

Agriculteurs, pêcheurs, employeurs, commerçants et salariés sont pourtant venus en masse à Quimper.

Le rassemblement quimpérois n'a cependant pas fait l'unanimité : les syndicats CGT, Solidaires et FSU, ainsi que EELV et le Front de gauche appelaient à leur propre manifestation, à Carhaix (Finistère), car le rassemblement de Quimper était soutenu par plusieurs organisations patronales, dont Produit en Bretagne (300 entreprises, 100.000 salariés).

La manifestation à Carhaix s'est déroulée dans le calme, rassemblant 3.000 manifestants selon la CGT, 600 selon la préfecture.

"*La FDSEA et le Medef sont à l'origine de la crise bretonne. Ils instrumentalisent la taxe poids lourd et la détresse des salariés (avec la manifestation de Quimper, nldr)*", a dit sur place le secrétaire national de EELV, Pascal Durand. AFP 02.11

Non, la FDSEA et le Medef profitent de cette crise, ceux qui sont à son origine sont vos amis les banquiers et Bruxelles avec lesquels vous n'entendez pas rompre. Lui, il n'a pas besoin d'être "*instrumentalisé*" par le capital et Bruxelles, il en est un farouche défenseur.

Mélenchon à la rescousse du gouvernement et des néolibéraux à l'origine de l'écotaxe.

Rappelons à ceux qui ont une mauvaise mémoire ou une mémoire sélective que c'est un partisan acharné des intérêts des travailleurs et de la défense de l'environnement qui a concocté cette écotaxe : Sarkozy. Entre nous, en prenant connaissance des positions défendues par le POI et le Front de gauche, l'ensemble de la gauche et l'extrême gauche, il doit bien se marrer et il y a de quoi, en pleurer en ce qui nous concerne.

Tous les syndicats soutiennent cette écotaxe Goldman Sachs, on peut l'appeler ainsi n'est-ce pas, à l'exception de FO qui figure parmi les syndicats les plus en pointe dans la collaboration de classes en Bretagne (voir les différentes infos sur ce sujet) et qui a donc manifesté à Quimper.

Une fois de plus les syndicats et partis ouvriers ont déjà une image détestable du mouvement ouvrier, honte à eux !

Nous en sommes là parce que tous les partis qui se disent de gauche ou d'extrême gauche n'ont cessé de trahir l'idéal qu'ils prétendaient incarner et défendre, et ils sont aujourd'hui incapables de l'assumer, d'en assumer les conséquences, la situation et le rapport entre les classes tels qu'ils se présentent de nos jours. Du coup, les uns défendent une taxe à caractère néolibérale, donc se placent au côté du gouvernement de même nature idéologique, les autres dénoncent cette taxe alors que quotidiennement ils collaborent avec le capital et ses représentants.

Ni les uns ni les autres ne sont en mesure d'assumer leurs positions politiques, tandis qu'ils s'accusent réciproquement d'opportunisme ou de trahison, laissant les travailleurs et bien des militants totalement désarmés pour comprendre la situation et désabusés devant le lamentable spectacle auquel ils se livrent.

La palme du populiste de gauche revient comme il se doit à Mélenchon qui fait le lit du nationalisme breton, de la droite et de l'extrême droite.

- Mélenchon contre les manifestants de Quimper, pour ceux de Carhaix - lemonde.fr

- Mélenchon: "*à Quimper, les esclaves manifesteront pour les droits de leurs maîtres*" - AFP

Jean-Luc Mélenchon, co-président du Parti de gauche, a déclaré samedi "*qu'à Quimper, les esclaves manifesteront pour les droits de leurs maîtres*", appelant les salariés bretons à "*manifester à Carhaix avec leurs syndicats*".

"*Encouragé par la timidité et la pleutrierie du gouvernement qui leur cède tout, le patronat et les cléricaux des départements bretons vont faire manifester les nigauds pour défendre leur droit de transporter à bas coût des cochons d'un bout à l'autre de l'Europe dans des conditions honteuses*", écrit Jean-Luc Mélenchon dans un communiqué.

"*A Quimper manifestent ceux qui veulent que continue la souillure de notre belle Bretagne par les nitrates de l'agriculture productiviste. A Quimper manifestent ceux qui veulent les salaires de misère pour les agriculteurs et le règne de la grande distribution. A Quimper les esclaves manifesteront pour les droits de leurs maîtres*", dit le député européen.

"*Les salariés des départements bretons ne doivent pas se tromper de colère ! Ils ne doivent pas aller baiser la main qui les frappe. Ils doivent manifester à Carhaix avec leurs syndicats de salariés et leur classe, leur camp, leur famille. S'ils aiment les symboles historiques, les Bretons qui réfléchissent préféreront se souvenir de leurs ancêtres qui déclenchèrent la grande révolution*

de 1789 contre les privilèges des riches et créèrent le club des jacobins plutôt que de marcher derrière les seigneurs de leur époque!", ajoute-t-il.

Plus tard, lors d'une conférence de presse, M. Mélenchon a estimé que la situation bretonne était "avant-coureur et très significatif de ce qui se passe dans tout le pays", victime selon lui des "politiques d'austérité, de la priorité donnée au patronat".

Récusant avoir insulté les Bretons, le leader politique a plutôt parlé de "réveiller les consciences" et a ensuite vanté les mérites des "départements bretons, parmi les plus audacieux de France, avec des milliers d'idées".

"On peut faire tout ce que l'on veut en Bretagne, il y a l'intelligence et les moyens, et tout cela est perverti par une espèce de jacquerie qui n'a pas de sens politique, si ce n'est de dire qu'ils ne sont pas contents parce que les écotaxes vont coûter cher aux transporteurs de cochons!", a-t-il ajouté.

"Vous tous de Bretagne, n'acceptez pas qu'il soit donné de votre région cette image archaïque et folklorique que donnent ces prêtres qui marchent devant, avec le patronat local et les autres déguisés de circonstance", a renchéri M. Mélenchon.

Quant aux représentants de l'exécutif, "ils ne feront rien, comme d'habitude, sinon exposer la face navrée de Jean-Marc Ayrault dont tout le monde sait qu'il est sur le départ", a encore dit M. Mélenchon. AFP 02.11

On ne "réveille" pas les "consciences" en insultant des travailleurs totalement paumés par votre faute, ils sauront s'en souvenir en 2014.

Répetons-le Mélenchon est réellement un pauvre type : ex-dirigeant du PS pendant 30 ans, ex-partisan de Maastricht, ex-ministre de Chirac, fidèle de l'UE, de la BCE, de l'euro, de l'ONU et de l'Otan, il n'a aucune crédibilité et ne devrait jamais en avoir dans le mouvement ouvrier dont il est le fossoyeur.

[Haut de page ↗](#)

Le 4 novembre 2013

CAUSERIE

Dimanche 23h00 à Pondichéry, 18h30 à Paris

25 nouveaux articles, je le suis refusé à en publier une dizaine après lecture.

Pour ceux que cela intéresse au format pdf :

- Les dessous de l'écotaxe : quand Benetton et Goldman Sachs collectent l'impôt français. (bastamag.net) (30.10.13)

Un complément à l'actualisation de dimanche en attendant la suite.

Illusions à gogo

Lu dans trois articles d'un portail.

Remake grotesque.

- "... un parti communiste rassemblé, combatif, fédérateur, calé sur des marqueurs de classe, internationaliste, désignant clairement les objectifs d'avenir : le (un) socialisme (renouvelé), proposant une stratégie et un programme de rupture avec le capitalisme."

C'est dingue qu'il y en ait qui y croient encore, incurable.

Lobotomie.

- "Un organe de presse tel que le *Nouvel Observateur* n'a pas à servir d'ascenseur aux ennemis des libertés fondamentales."

A qui pourrait-il servir d'autres ? Personne.

Plutôt une réussite pour le financement des activités secrètes de la CIA et ses commanditaires : l'oligarchie financière.

- *"Le modèle de lutte contre le narcotrafic et le crime organisé impulsé par les États-Unis en Amérique Centrale non seulement a bruyamment échoué, mais en plus il a amené avec lui un approfondissement de la violence contre les populations locales et la remilitarisation du territoire"*

On se demande à quoi servent les témoignages qui existent (vidéos YouTube) qui démontrent le rôle de la CIA dans le trafic de drogue en Amérique Latine, Centrale, en Afghanistan, etc., les livres qui ont été écrits sur ce sujet.

LE SITE ACTUALISÉ LUNDI A 15H EN INDE, 10H30 EN FRANCE

J'ai reçu une contribution du GMI que je ne mettrai pas en ligne.

Gauchiste, défenseur du " *port de la burka dans la rue* (c'est écrit en toutes lettres dans leur tract - groupemarxiste.info), symbole de l'idéologie nauséabonde wahhabite, salafiste, takfiriste, contribution comportant de fausses informations, elle procède du misérable tiers-mondisme, de l'amalgame et de la manipulation entre la défense du droit d'asile politique qui est parfaitement légitime, et la défense d'un acte à caractère purement individualiste, payant et très cher, représentant au bas mot plusieurs années de salaire dans leur pays, autant dire que ce ne sont pas les pauvres qui peuvent se le permettre contrairement à ce qu'on veut nous faire croire, délictueux, organisé à grande échelle par des bandes mafieuses, commis en toute connaissance de cause, poussant la cupidité, la cruauté, le cynisme jusqu'à instrumentaliser leurs propres enfants et leur infliger les pires souffrances pour que la population du pays où ils atterrissent s'apitoie sur leur sort et les autorités leur accordent un titre de séjour.

On ne peut pas cautionner de tels actes, alors que ces personnes peuvent vivre dans leur pays, parfois dans des conditions très difficiles, certes, comme cela existe pour certaines couches de travailleurs dans le monde entier, y compris en France. Je vis en Inde depuis près de 20 ans, un des pays où la pauvreté est ominiprésente, la misère aussi, je la côtoie tous les jours, alors on ne peut pas me raconter d'histoires, cela marche avec les ignorants ou ceux qui ne sont jamais sortis de leur trou, et bien je peux vous dire que jamais un Indien pauvre n'immigrera en France, jamais il n'aura les moyens de payer les passeurs, vous entendez, jamais.

Maintenant ce qui se passe aussi, ce que ces personnes ne vous diront jamais ou que vous ne saurez jamais, c'est que certaines familles qui possèdent des biens, des terres ou une maison avec un lopin de terre, donc qui ne sont pas complètement démunies ou sans toit dans leur pays, qui travaillent évidemment pour survivre et bénéficient de l'aide des autorités, d'associations, de partis politiques, etc. elles ne sont pas riches, mais répétons-le elles ne sont pas plus mal loties que des millions d'autres familles dans la même situation qu'elles, rien de nouveau, cela fait des générations et des générations que c'est ainsi, la population s'est adaptée à ces conditions, elle n'est pas plus malheureuse que vous et moi, elle a beaucoup moins de besoins et se passe du reste, moins dépendante du marché elle s'en porte même mieux à bien des égards, ce qu'un occidental corrompu par la société de consommation est incapable de comprendre la plupart du temps, il alimente en permanence la machine du capitalisme, il fait son propre malheur, il forge lui-même ses propres chaînes, bref, ces familles décident de vendre leurs biens pour se payer un visa ou pour passer les frontières illégalement avec des passeurs parce qu'elles se sont mises en tête qu'elles vivront mieux ailleurs, en réalité une pure illusion, soit elles seront nostalgiques de leur pays, culture, mode de vie, etc. soit elles rejoindront les rangs des masses les plus arriérés de leur pays d'accueil, parce que c'était le seul sort que la société occidentale décadente pouvait leur réserver, finalement leur bonheur sera purement factice, artificiel, superficiel, basement matériel, médiocre, sans aucun doute moins naturel et moins sain qu'autrefois dans leur pays d'origine, cela non plus ne choquera pas un occidental puisqu'il en est lui-même rendu là.

Si le capitalisme pouvait faire le bonheur de quelqu'un cela se saurait, en dehors des nantis qui vont du bourgeois au petit-bourgeois intellectuel, oui, c'est une notion ou une vérité que l'on a tendance à oublier de nos jours, il faut dire que le socialisme semble tellement éloigné qu'on peut se permettre bien des écarts et de l'interpréter de mille manières différentes au point de le rendre méconnaissable.

Ce qui caractérise le plus la situation, c'est l'absence de confrontation des idées. Je ne peux pas partager une position sur une question sans avoir épuisé l'analyse des tenants et des aboutissants qui l'accompagnent nécessairement, et surtout pas sur la base d'arguments malhonnêtes ou fabriqués de toutes pièces. Quand je lis "*Mouvement spontané des lycéens contre la politique de l'immigration*" je crie à la manipulation, mensonge, faussaire ! Quand je lis "*30 000 expulsions de pauvres par an*", je crie à la manipulation, mensonge, faussaire !

Un rappel.

- L'UNL, l'Unef, la Fidl et le Réseau éducation sans frontières RESF (collectifs de parents, d'enseignants, d'élus et de militants), qui avait médiatisé l'affaire Leonarda révélée par le Parti de gauche... Le Point.fr 03.11

On ne marchera pas dans cette combine pourrie téléguidée par le charlatan Mélenchon et la clique tiers-mondiste puante de RESF et la cohorte de gauchistes qui leur ont emboîté le pas.

Les lycéens qui se sont mobilisés sur l'affaire Leonida ont été manipulés, les 30.000 immigrés illégaux qui ont été exclusés n'étaient pas tous pauvres ou plus pauvres que la moyenne des pauvres loin de là, quant aux Roms ils ont décidé de continuer de vivre comme ils l'entendaient en refusant de tenir compte des transformations de la société, personne n'y peut rien, ils en portent la responsabilité.

C'est comme l'Indien (moi aussi) qui mange avec la main droite en Inde ou chez lui, et qui, tout en sachant qu'il s'exposerait à des insultes s'il mangeait de la même manière dans un restaurant à Paris, décidait de ne pas en tenir compte et se ferait traité de dégueulasse ou de sauvage, pour ensuite hurler au racisme, à l'intolérance ou je ne sais quoi encore. Merde au gauchisme !

Et ces trotskistes (sans rire), adeptes du " *port de la burka dans la rue* osent écrire qu'ils agissent ainsi " *Pour la démocratie, pour l'internationalisme*", non mais c'est complètement dingue ! Ils rejoignent les partisans d'une dictature mondiale qui ont adopté le traité de Schengen qui favorise l'immigration illégale, qui profitent du chômage de masse qu'ils entretiennent, du travail au noir, des salariés " *délocalisés*", autant de moyens utilisés pour faire pression sur les salaires à la baisse, diviser, affaiblir la classe ouvrière, réduire à néant sa capacité à se mobiliser, lui interdire de trouver la voie du combat politique sur son propre terrain de classe. L'Union européenne aussi est favorable à la prolifération des niqabs, burqas et autres tchadors ou hidjabs, elle participe à la propagande en faveurs de toutes les minorités, couches ou communautés minoritaires qui revendiquent des droits, tandis qu'elle s'attaque à tous nos droits sociaux ou politiques collectifs, cherchez l'erreur.

Je viens d'en parler avec mon épouse indienne, elle m'a fait cette réflexion : " *tout est permis*", je lui ai répondu que le problème résidait dans le fait que tout ce qui est permis va à l'encontre de nos intérêts et que tout ce qui est interdit aussi, et qu'il se trouve parmi nous des gens qui parlent en notre nom qui participent à la destruction de tous nos droits et que c'est intolérable.

La différence entre eux et moi, c'est que j'assume mes positions. Elles plaisent ou non aux militants, je n'en ai rien à foutre.

On nous explique à longueur de temps qu'on disposerait de plus en plus de droits pour en réalité s'apercevoir que c'est tout le contraire qui se produit, la société est de plus en plus liberticide, au point qu'on n'a même plus le droit de dire ce que l'on pense quand on ne pense pas comme tout le monde, la majorité de la population manipulée dont font partie ce genre de groupes et pour tout dire, l'ensemble du mouvement ouvrier à des degrés divers.

Qui a dit ?

Restauration de l'Ancien Régime.

- " *Un impôt je suis désolé il doit être collecté par l'Etat*".

Gluckstein, Arthaud, Besancenot, Mélenchon, Laurent, Désir, Durand ?

Perdu : Xavier Bertrand de l'UMP. Cherchez l'erreur.

Le PS est un parti de " **progrès**", " **révolutionnaire**".

- Julien Dray : Avec Harlem Désir " *Le parti avec lui doit retrouver un optimisme révolutionnaire. Faire vivre la notion de progrès contre toutes les peurs*." Leparisien.fr 03.11

Comment un tel discours est-il encore possible ?

Ils n'ont pas le choix. Et puis, il y a ceux que cela arrange d'y croire, les nantis qui font partie de leur fond de commerce, ils le savent, il y a les hypocrites ou les menteurs et ceux qui feignent de les croire dans l'espoir d'en tirer profit, c'est minable comme mentalité,

ACTUALITÉ DU JOUR

Heureusement encore !

- Vallaud-Belkacem: "*ne changeons surtout pas de cap*" - AFP

Que voulez-vous qu'elle dise ?

Un peu, un peu, un peu = beaucoup de cadeaux aux patrons !

C'est quoi "*le plan d'avenir pour la Bretagne*" d'Ayrault ?

Réponse par l'ancien ministre UMP Dominique Bussereau : "*Un peu pour les entreprises, un peu pour les transports, un peu pour les charges etc., est-ce que c'est à la hauteur de la situation ?*". AFP 03.11

Qui n'ose rien, n'a rien. Où il y a de la gêne, il n'y a pas de plaisir.

- Sarkozy «*comprend le jugement très sévère*» des Français sur Hollande - 20minutes.fr

L'ancien Président «*comprend le jugement très sévère que les Français portent sur l'action de François Hollande, du gouvernement, de la majorité*», a dit l'ex-ministre UMP Brice Hortefeux, dimanche sur France 5. 20minutes.fr 03.11

C'est pour avoir fait cette politique qu'il a dégagé !

Coeur de pierre...

- UMP: Mariton lance un nouveau mouvement - LeFigaro.fr

Avec «*Droit au cœur*», le député de la Drôme entend peser davantage sur les choix de 2017. LeFigaro.fr 03.11

Instrumentalisation et conditionnement sur fond de corporatisme.

- Neuf Français sur dix attendent de Hollande un changement-lfop - Reuters

lfop, officine de Parisot et du FN (Philippot)

Un changement... mais pas vraiment dans la même direction...

PS. Numéro d'illusionnisme à deux voix.

- Aubry furax contre les licenciements à La Redoute - Liberation.fr

La maire de Lille dénonce l'attitude «*irresponsable*» du groupe Kering envers sa filiale La Redoute, important employeur dans la région nordiste, qui s'apprête à licencier. Liberation.fr 03.11

- Delanoë ne "*validera aucune forme de démantèlement*" de l'Hôtel-Dieu - AFP

Le maire (PS) de Paris, Bertrand Delanoë, a prévenu dimanche qu'il ne "*validerait aucune forme de démantèlement*" des urgences de l'Hôtel-Dieu, remplacées à partir de lundi par un centre de consultations 24 heures sur 24.

"*Une nouvelle déclaration de B. Delanoë... Toujours pas d'acte !*", a réagi dans la soirée l'association Hôpital pour tous, opposée au projet de l'AP-HP.

"*Aucune des déclarations de l'exécutif parisien n'a en effet été à ce jour suivie d'effet : l'Assistance Publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP) poursuit sereinement son projet de fermeture des urgences en tentant de promouvoir un succédané d'Hôpital*", condamne-t-elle dans un communiqué. AFP 03.11

Comme en Libye, quoi !

- Mali: Estrosi regrette que les forces françaises ne soient pas allées "*jusqu'au bout*" - AFP

Le député-maire UMP de Nice, Christian Estrosi a regretté que les forces françaises ne soient pas allés "*jusqu'au bout*" pour démanteler les groupes djihadistes lors de leur intervention au Mali en janvier. AFP 03.11

[Cynisme. Vos innocentes victimes.](#)

- Reporters tués au Mali: Les journalistes ont été «*assassinés froidement*» selon Fabius - 20minutes.fr

- Journalistes tués : Fabius accuse "*les groupes terroristes qui refusent la démocratie*" - LeMonde.fr

Qui a soutenu les djihadistes qui ont déferlé en Libye avant de se rabattre sur le Mali ? Le PS (notamment) qui les soutient en Syrie...

[En voilà qui ne risque pas de se tromper de camp.](#)

- Royaume-Uni : le patronat pour le maintien dans l'Union européenne LeMonde.fr -

[L'Air est devenu irrespirable...](#)

- Air France exigerait 5.000 suppressions de postes chez Alitalia - Reuters

[ACTUALITÉ DU JOUR](#)

[Ecotaxe](#)

Qui gouvernent le pays ? Le patronat.

- Ecotaxe : les opposants détruisent les portiques un par un - Francetv info

Ils ne sont plus à une contradiction près.

- Bussereau (UMP): "*il faut redonner très vite vie à l'écotaxe*" - AFP

- Bertrand (UMP) pour la suppression de l'écotaxe - AFP

L'ancien ministre UMP Xavier Bertrand s'est prononcé dimanche pour la suppression de l'écotaxe et a critiqué le contrat passé par le gouvernement précédent, auquel il appartenait, avec la société Ecomouv pour sa collecte. AFP 03.11

[La démocratie du sabre soutenu par Obama et Hollande.](#)

- Arabie : un Saoudien décapité au sabre pour meurtre - LePoint.fr

Un Saoudien, condamné à mort pour meurtre, a été décapité au sabre dimanche dans la province de Najrane, dans le sud de l'Arabie saoudite, a annoncé le ministère de l'Intérieur.

Zafer al-Bathin avait été reconnu coupable du meurtre d'Ayed al-Qashanin, sur lequel il avait tiré à l'arme automatique à la suite d'un différend, a ajouté le ministère dans un communiqué publié par l'agence officielle Spa.

Sa décapitation porte à 70 le nombre d'exécutions en Arabie saoudite depuis le début de l'année, selon un décompte de l'AFP. En 2012, 79 personnes avaient été exécutées selon Amnesty International, faisant de l'Arabie saoudite l'un des rares pays au monde à exécuter autant de condamnés à mort.

Le viol, le meurtre, l'apostasie, le vol à main armée et le trafic de drogue sont passibles de la peine capitale en Arabie saoudite, qui applique de manière stricte la charia (loi islamique). LePoint.fr 03.11

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Russie

Le Piotr Velikiy (Pierre le Grand), troisième croiseur lance-missiles à propulsion nucléaire russe vient de traverser le détroit de Gibraltar et d'entrer dans les eaux de la Méditerranée. Selon le porte parole de la marine russe, "*le déploiement du bâtiment vise à renforcer la présence militaire russe dans les eaux stratégiques du monde.*" La mission de Pierre le Grand durera plusieurs mois, a dit le porte parole sans donner de date fixe. Le 22 octobre le navire lance-missile a quitté son port au nord de la Russie et a traversé les océans en dépit des tempêtes et il se trouve en Méditerranée.

Le ministre russe de la défense avait auparavant souligné la nécessité pour la Russie maintenir sa présence en Méditerranée où l'allié syrien de la Russie fait l'objet d'une guerre totale. La flotte russe est présente dans le pacifique, en mer Baltique et en Mer noire. french.irib.ir 02.11

2- Syrie

2.1- Les ministres iraniens et syriens des affaires pieuses ont décidé de lancer une chaîne de TV commune pour faire face au wahhabisme.

"*Ce sera une chaîne qui essaiera d'éclaircir les travers de la pensée takfirite. la chaîne vise à rapprocher les religions et à faire contrepoids aux tentatives divisionnistes des pensées délétères.*" french.irib.ir 02.11

2.2- Les takfiristes ont pris d'assaut les stocks d'objets antiques et précieux dans la province de Raqa. selon Al Mayadin, qui cite les responsables des musées syriens, plus de 100 terroristes ont attaqué un musée de Harghala pour en piller le contenu. A mesure que la perspective d'une victoire sur Assad s'éloigne, les terroristes paniqués pensent davantage de se remplir les poches avant leur fuite finale. french.irib.ir 02.11

3- Arabie Saoudite - Israël

Le chef des services secrets de l'Arabie Saoudite s'est rendu, la semaine dernière, en Israël où il s'est entretenu avec les responsables de sécurité et militaires du régime de Tel-Aviv de l'Iran, a rapporté la télévision syrienne. « *Les sources bien informées ont dit au quotidien libanais, Al-Bana, que le prince Bandar s'était entretenu, à Tel-Aviv, avec les autorités militaires et de sécurité israéliennes des moyens de répondre aux problèmes causés par la nouvelle politique états-unienne envers les dossiers syrien et iranien. Les deux parties se sont entretenues, également, des récentes évolutions nées en Egypte après la chute du gouvernement des Frères musulmans* » toujours selon la télévision syrienne. french.irib.ir 02.11

4- Palestine occupée

Les forces de la Résistance de la Palestine ont réussi à abattre un drone sioniste survolant Gaza.

Les forces de la Résistance de la Palestine ont réussi à abattre cet appareil un Skylarkl s'est écrasé au nord de la bande de Gaza, a-t-on appris d'al-Myadine. Une enquête vient d'être ouverte par les sionistes qui ont reconnu le crash. L'attaque a été revendiquée par les brigades de Qassam, branche militaire du Hamas. french.irib.ir 03.11

5- Bahreïn

- Le chef de l'opposition inculpé au Bahreïn - Reuters

Le parquet bahreïni a inculpé le chef du principal mouvement d'opposition chiite, Al Wefaq, pour insulte envers le ministère de l'Intérieur, rapporte dimanche l'agence de presse officielle BNA.

Le secrétaire d'Etat à l'Information, Samira Rajab, a précisé que le secrétaire général d'Al Wefaq, Cheikh Ali Salman, était soupçonné d'avoir "*dénigré et décrié le ministère de l'Intérieur*" en évoquant des violations des droits de l'homme par les forces de l'ordre lors de manifestations de protestation.

Ali Salman a été libéré dimanche après un interrogatoire de cinq heures à la suite d'une exposition de l'opposition fermée la

semaine dernière par les autorités en raison de son caractère illégal et provocateur.

D'après le site internet du parti d'opposition, la nouvelle de l'interrogatoire de son chef, samedi, a provoqué des manifestations. Reuters 03.11

[Haut de page ↗](#)

ACTUALITE EN TITRES

[Not too big to fall...](#)

- Etats-Unis: feu vert à la fusion Office Depot/OfficeMax - AFP

Les autorités américaines de la Concurrence ont autorisé la fusion d'Office Depot et d'OfficeMax, deux des trois plus gros distributeurs d'articles de papeterie et de bureau aux Etats-Unis. AFP 03.11

[Tirez le rideau, c'est une façon de parler...](#)

- Budget: Obama veut la fin des "*crises fabriquées de toutes pièces*" - AFP

[Le droit à la santé, voilà l'ennemi !](#)

- L'assurance maladie, le vilain petit virus qui mine la santé de notre économie - Atlantico.fr

[Lui, il a les droits de ses maîtres !](#)

- Mélenchon: "*à Quimper, les esclaves manifesteront pour les droits de leurs maîtres*" - AFP

Parole d'internaute.

1- "*Les plus grands maîtres ne sont pas ceux qui imposent les chaînes à leurs esclaves, mais ceux qui persuadent leurs esclaves qu'avec les chaînes ils vivront plus heureux monsieur Mélenchon.*"

Tiens, un socialiste, non pas Mélenchon !

2- "*Pauvre Mélenchon, avant il était marrant, il faisait son numéro tout en ne disant pas forcément que des conneries, maintenant il devient stupide et carrément pas crédible. Le début de la fin sans doute ?*"

Encore un qui n'avait pas remarqué que le début coïncidait avec la fin...

3- "*Mélenchon ex-ministre socialiste, qui a appelé à voter Hollande veut nous faire croire qu'il faut le suivre pour contrer la politique néfaste du PS ?...oui , ce sera sans moi !*"

Lâcheur !

[Bas les masques. Au PS tous les courants mènent à Rome.](#)

- Marie-Noëlle Lienemann (PS) rend hommage au pape François - AFP

[Risque zéro.](#)

- «*EE-LV risque de devenir un parti d'élus qui ne défend plus ses idées*» - Liberation.fr

[Auto-condamnation ou l'euthanasie d'un président.](#)

- Mali : "*Personne ne sait encore qui a pu commettre ces assassinats*" - Francetv info

- Journalistes tués au Mali : Hollande déterminé «*contre le terrorisme*» - LeParisien.fr

- Mali: Hollande et Keïta déterminés à "*remporter*" le combat contre le terrorisme - AFP

[Haut de page ↗](#)

Le 5 novembre 2013

CAUSERIE

Pas le temps de causer, j'ai commencé à rédiger un document à partir d'un article paru ces derniers jours dans le portail Slate.fr sur le gouvernement mondial et je voudrais bien le terminer rapidement.

Je mettrai en ligne quelques nouveaux articles demain matin.

Qui a dit ?

- "*J'adore vraiment la technologie. Mais, si nous voulons améliorer la vie sur terre, il y a des priorités plus fondamentales à gérer, comme la survie et la nutrition des enfants*"

Réponse : Bill Gates au Financial Times. LePoint.fr 04.11

Quel généreux homme ! Bill Gates le sulfureux philanthrope est un des principaux actionnaires de l'empoisonneur public numéro 1 de la planète : Monsanto. Après avoir revendu 591 million d'actions de Microsoft en 2012, il a investi dans deux compagnies américaines dont les produits sont réputés contribuer à la santé de la population mondiale : Coca Cola et McDonalds ! Mieux ou pire encore.

- "*Qu'est-ce qui est le plus important, la connectivité ou un vaccin contre le paludisme ? Si vous pensez que la connectivité est l'élément-clé, c'est super. Mais moi, non.*" Bill Gates et sa femme ont déjà consacré 2 milliards de dollars à la lutte contre le paludisme en dix ans, à travers leur fondation. LePoint.fr 04.11

2 milliards de dollars, en voilà une somme, comme quoi nous sommes vraiment en présence de grands humanistes. La réalité est plus cynique. Bill Gates est un malin, il sort 2 milliards de dollars de sa poche droite pour les mettre dans sa poche gauche et en tirer des dividendes en plus, le grand public l'ignore évidemment.

La fondation Bill & Melinda Gates a investi dans les trusts pharmaceutiques suivants : GlaxoSmithKline, Sanofi-Aventis, Pfizer, Johnson & Johnson, Merck. Pas à fonds perdus, plus cynique encore, les vaccins utilisés par la fondation Gates étaient bidons !

Bill Gates & His Big Pharma Cronies Behind Fake Malaria Vaccines in Asia, India and Africa - <http://people.tribe.net> - 27 mai 2012. Extrait en anglais.

A new report released found that the majority pharmaceutical drugs used to combat malaria are bogus or of poor quality.

The Fogarty International Center at the US national Institutes of Health (NIH) funded a study that found a shocking 20 to 42% of the malaria vaccines used in Southeast Asia and sub-Saharan Africa are of substandard quality or absolutely fake. (absolument factice)

By researching studies and publications, the report explains that, according to the Southeast Asian countries, 36% of the 1,437 samples (échantillons ou prélèvements) of malaria vaccines were counterfeit. (contrefaits)

Another 30% of samples could not test positive for the pharmaceutical compounds that would be in a malaria vaccine.

Those drugs given to Africa were discovered to be bogus as well, with 20% of more than 2,500 samples in 6 drug classes showing that they are not real. Thirty-five percent were under drug corporation standards.

When the majority of the vaccines administered by organizations like WHO, GAVI and BMGF are fake how is the disease being prevented? (Quand la majorité des vaccins administrés par les organisations telles WHO, GAVI and BMGF (fondation

Gates) sont factices comment est-il possible de prévenir cette affection ?)

On n'a pas le temps d'aborder cette question ici, plusieurs études ont démontré que certains OMG et vaccins contre la malaria ou la polio contribuaient à la réduction de la fertilité des hommes et des femmes ou à les rendre stériles et faisaient partie d'un programme eugénique destiné à réduire la population, un portail en anglais aborde ces questions en fournissant ses sources : <http://www.global-sisterhood-network.org/content/view/2820/59/>

Si, si, travailleurs et militants ont besoin de vomir le capitalisme jusqu'à ce qu'ils n'aient plus envie de vivre une minute de plus sous ce régime barbare, on fait en sorte qu'ils décident de rompre une fois pour toute leurs relations avec les institutions qui l'incarnent, les partis qui le soutiennent ou s'en accommodent, les appareils vendus des syndicats qui collaborent avec ses représentants, les ONG et autres associations qui en vivent. Il faut briser tous ces liens, définitivement, par tous les moyens. C'est notre devoir de nous y employer.

[Qui a dit ?](#)

Voilà une profession rémunérée grassement : enfonceur de portes ouvertes.

- «*La faible croissance va conduire à des troubles sociaux, puis à des menaces contre la démocratie*».

Réponse : Dominique Strauss-Kahn, l'ex-patron du FMI, qui a délivré cet oracle lors d'une conférence organisée par le club de réflexion bruxellois Bruegel et un think tank américain, le Peterson Institute for International Economics, tenue jeudi à Séoul, en Corée du Sud. wikistrike.com 02.11

Serons-nous capables de capitaliser ces «*troubles sociaux*» pour construire le parti et proposer aux travailleurs une issue politique à la crise du capitalisme ? Franchement on est très mal barré pour y arriver, mais il ne faut pas désespérer

[ACTUALITÉ DU JOUR](#)

[Comment, vous n'aimez pas les gauchistes ?](#)

Une militante de l'Unef avoue avoir menti sur son agression - [Liberation.fr](http://liberation.fr)

L'une des deux militantes du syndicat étudiant Unef qui avaient dénoncé le mois dernier une agression à Paris a reconnu avoir menti pour donner plus d'ampleur à la première affaire, bien réelle. Cette étudiante à l'université de Nanterre avait porté plainte, expliquant avoir été bousculée le 21 octobre dans le quartier de Bastille, insultée et menacée : «*On va te violer, sale Arabe. On sait où t'habites, sale gauchiste*», lui avait prétendument lancé son agresseur.

Convoquée par la police judiciaire, la seconde plaignante a fini par avouer qu'elle a «*inventé cette histoire*» pour apporter du crédit à la précédente victime. C'est raté. Elle doit répondre prochainement devant la justice de «*dénonciation de délit imaginaire*». [Liberation.fr](http://liberation.fr) - 04.11

[Pas létal... qui assassine seulement, légalement s'il vous plaît.](#)

Taser : un nouveau décès réveille les inquiétudes - [Liberation.fr](http://liberation.fr)

A la Ferté-Saint-Aubin (Loiret), un Réunionnais de 21 ans est mort dimanche après avoir reçu un coup de Taser, pistolet à impulsions électriques, tiré par un gendarme qui tentait de le séparer de son cousin lors d'une bagarre. Une enquête en recherche des causes de la mort a été ouverte par le procureur d'Orléans, Franck Rastoul, afin «*d'établir s'il y a un lien de causalité directe entre l'usage du Taser et le décès. Pour l'instant, rien n'est avéré, ni écarté*»

Le Taser est présenté comme une arme non létale. Mais son emploi a précédé à plusieurs reprises, en France, la mort de personnes ayant subi des décharges électriques, sans que la cause du décès soit imputée au Taser, mais à une maladie préexistante.

Le Défenseur des droits veut encadrer davantage l'emploi du Taser et souligne que son usage a nettement augmenté en 2012 tant par la police (+26%) que par la gendarmerie (+30%).

Le procureur souligne une constante : «*Ce n'est ni judiciairement ni médicalement prouvé, mais des gens en mauvaise santé meurent après l'utilisation d'un Taser.*» [Liberation.fr](http://liberation.fr) 04.11

Extraordinaire: tu es vivant, tu reçois une décharge de Taser et tu es mort et ce procureur ose écrire "*rien n'est avéré, ni écarté*". Il doit être d'extrême droite, mais bon, il peut tout aussi bien être proche de l'UMP ou du PS.

Si tu meurs après avoir reçu une décharge de Taser, ce n'est tout de même pas de la faute du criminel qui a été autorisé à utiliser cette arme, c'est de ta faute pauvre pomme, parce que tu étais fragile ou en mauvaise santé et ce n'était pas écrit sur ton front, la prochaine fois tu y penses...

[Cela ne les gêne-t-ils pas d'en faire partie, des meubles ?](#)

89% des Français ne veulent plus que les animaux soient considérés comme des meubles - 20minutes.fr

A la question «*seriez-vous favorable ou opposé à une modification du Code civil pour reconnaître aux animaux la nature d'êtres vivants et sensibles?*», 89% se déclarent favorables et 11% opposés.

Fin octobre, une vingtaine d'intellectuels, philosophes, écrivains, historiens et scientifiques français se sont également prononcé pour un changement juridique du statut des animaux. Les philosophes Michel Onfray et Luc Ferry, l'écrivain Erik Orsenna, de l'Académie française, l'astrophysicien Hubert Reeves, président de Humanité et Biodiversité, et Matthieu Ricard, moine bouddhiste et docteur en génétique cellulaire, comptent parmi les signataires. 20minutes.fr

Ces intellectuels dégénérés ne méritent même pas leurs statuts, des animaux. Certains sont des manipulateurs professionnels, Onfray par exemple, d'autres sont instrumentalisés, Reeves par exemple.

Le propre de l'intellectuel qui a un statut - c'est hélas un des privilèges des bras coupés, consiste à être incapable de le dépasser, sinon il risquerait de le voir remis en cause, et comme il n'existe rien de plus important au monde pour lui, il n'y tient pas vraiment. Sa bonne conscience s'arrête là où se situe la limite de son statut somme toute peu enviable au regard de ce qu'il en fait, sauf pour lui évidemment, statut et intérêt individuel ou matériel ne faisant qu'un vous l'aurez bien compris. Ceux qui parviennent à le dépasser ne figureront jamais dans aucun média aux ordres et demeureront d'illustres inconnus. Ne les cherchez pas non plus dans les partis ouvriers de nos jours, vous risqueriez de chercher pendant longtemps, là aussi vous avez le choix entre les tartufes et les courtisans, les faussaires ou les lâches, pour ne pas être accusé de parti pris, ajoutons toutefois que l'exception confirme la règle.

[Qui a dit qu'il n'y avait pas d'inflation ? La preuve du contraire.](#)

- Il faut désormais gagner plus de 4500 euros/m net pour espérer devenir propriétaire (Hausse de 20% en 8 ans) - wikistrike.com

Le marché de l'immobilier connaît depuis 2011 une relative accalmie sur le front des prix, après des années de fortes hausses. Mais acheter une maison ou un appartement reste inaccessible à un nombre croissant de foyers français, comme le montre l'enquête annuelle d'Empruntis.com qu'Europe 1 s'est procuré en exclusivité. En cause : des prix toujours aussi élevés et des banques qui demandent des revenus et un apport de plus en plus conséquents.

Combien faut-il gagner pour acheter ? Le revenu moyen d'un ménage qui achète un appartement ou une maison s'élève en 2013 à 4.569 euros. Il y a huit ans, des revenus mensuels de 3.600 euros suffisaient.

Quel est désormais l'apport moyen ? Comme les revenus, le niveau de l'apport a connu une forte inflation pour atteindre 51.978 euros. "*L'augmentation de ce chiffre, d'année en année montre bien que les nouveaux acquéreurs sont de plus en plus aisés et que l'acquéreur moyen n'est pas, ou presque plus, Monsieur ou Madame tout le monde. Et les chiffres dont nous disposons sur les revenus nets moyens ne font que confirmer cette triste réalité*", détaille Maël Bernier, porte-parole d'Empruntis.

Quel est le montant moyen de l'emprunt ? "*Le montant moyen emprunté a littéralement explosé dans le courant de l'année 2013. En effet, il atteint aujourd'hui 168.409 euros sur la France entière contre 159.768 euros en 2012, dépassant ainsi le précédent record de 166.239 euros en 2010*", résume Empruntis.

A Paris, c'est pire. "*Paris n'est pas la France mais une fois encore la lecture des chiffres parisiens donnent le tournis...*", prévient Empruntis dans son chapitre consacré à la capitale. Et les chiffres avancés sont en effet éloquentes : "*si on considère le montant moyen du bien immobilier à Paris (160.658 euros d'apport + 302.664 euros d'emprunt), on arrive à un bien moyen d'une valeur de 463.322 euros, soit 56m² intramuros*".

"*Or, pour financer un tel projet à un taux de 3,40% sur 20 ans hors assurance, il faudra rembourser 1.740 euros si vous disposez de l'apport, soit des revenus nets nécessaires de 5.220 euros (pour répondre au critère de 33% d'endettement) et si vous ne disposez pas de l'apport, une mensualité de 2.663 euros, soit des revenus nets de 7.989 euros*". wikistrike.com 04.11 source :

europa1.fr

[Gargantuesque. Quand la BCE régale le lobby de la Table Ronde des industriels Européens \(ERT - European Round Table\)](#)

- Les coûts de construction du nouveau siège de la BCE explosent : de 500 millions d'euros à 1,15 milliard d'euros - wikistrike.com

Le 19 mai 2010, Jean-Claude Trichet, qui présidait alors la Banque Centrale Européenne (BCE), avait organisé une cérémonie à Francfort pour célébrer la pose de la première pierre de l'immeuble de 45 étages qui allait devenir le futur siège de la BCE. « *Nous devons nous assurer que les coûts de construction ne dépassent pas le budget estimé* », avait-il alors déclaré.

Mais Der Spiegel rapporte que 3 ans ½ plus tard, les coûts de ce projet ont explosé, passant d'une estimation de 500 millions euros à 1,15 milliard, voire même jusqu'à 1,3 milliard d'euros. En outre, l'immeuble, qui devait être achevé en 2011, ne pourra pas être prêt avant la fin de 2014.

L'année dernière, lors de la cérémonie d'inauguration, Jörg Asmussen, un des membres du comité exécutif de la banque, a mis en cause les augmentations de prix des matériaux et de la construction pour expliquer l'emballement des coûts.

« *En réalité, les délais et les dépassements de coûts pour l'ambitieux immeuble du siège social résultent du fait que le précédent président de la BCE Trichet et son équipe avaient fixé des budgets bien trop faibles, et de ce fait, irréalistes, et de leur décision de superviser le projet eux-mêmes, plutôt que d'embaucher un prestataire* », explique Der Spiegel. Un audit de la Cour des comptes européennes aurait évoqué l'existence de problèmes de contrôle de coûts et la faible transparence des attributions de contrats.

Le site indique également que les dirigeants de la banque n'ont pas souffert d'une trop grande modestie à l'égard de ce projet. L'architecte viennois Wolf Prix a conçu deux tours de verre et d'acier subissant une torsion, et reliées par des jardins suspendus. Dans le contexte de crise de la dette et de restrictions imposées aux contribuables, les exigences esthétiques et les caractéristiques de la tour semblent tout à fait inappropriées, estime Der Spiegel. Le siège de la BCE sera 30 mètres plus élevé, mais aussi deux fois plus coûteux, que celui de la Deutsche Bank, la plus grande banque allemande.

L'immeuble hébergera près de 2.000 employés. Chaque espace de travail aura coûté environ 600.000 euros, soit l'équivalent d'une maison familiale très confortable, alors qu'en matière d'immobilier professionnel, à partir de 30.000 euros par bureau, on parle de haut de gamme. wikistrike.com 03.11 - source : express.be

Trichet qui avait son rond de serviette à la table du groupe Bilderberg a décidément bien été inspiré, normal en famille, non ?

[ACTUALITE EN TITRES](#)

[Il l'aura bien mérité...](#)

- Netanyahu : "Israël déroulera le tapis rouge à Hollande" - LePoint.fr

... n'est-ce pas ?

- Mali: Vallaud-Belkacem annonce un renforcement de la présence militaire française - L'Express.fr -

[Savait pas !](#)

- Écotaxe : la polémique enfle autour du contrat Ecomouv' - LeFigaro.fr

- Ecotaxe: le contrat de collecte avec Ecomouv' est-il un "scandale d'Etat"? - L'Express.fr

- Ecotaxe: Assouline demande de "faire toute la lumière" sur Ecomouv' - AFP

[Liberté d'expression baillonnée.](#)

- Un homme condamné à trois mois de prison pour avoir glorifié Mohamed Merah - Francetv info

C'était sûrement une grosse connerie ou une provocation minable, mais à ce rythme-là demain vous citerez Lénine et on vous accusera de faire l'apologie du communisme qui a fait selon eux 100 millions de morts, on vous accusera de complicité de crimes de guerre, oui, plus d'un demi-siècle après, et alors, n'ont-ils pas tous les droits, la preuve.

[Criminalité de haut vol.](#)

Délit d'initié: un fonds spéculatifs star de Wall Street paye le prix fort - AFP

L'un des fonds spéculatifs les plus en vue de Wall Street, SAC Capital, va verser un record de 1,8 milliard de dollars et abandonner tout un pan d'activité pour s'extirper d'une vaste enquête pour délit d'initié. AFP 04.11

Le patron de la Deutsche Bank visé par une enquête - Liberation.fr

J&J conclut un accord à l'amiable de 2,2 milliards de dollars - Reuters

Johnson & Johnson va verser 2,2 milliards de dollars (1,6 milliard d'euros) pour mettre un terme à une procédure judiciaire de près de 10 ans dans laquelle le groupe pharmaceutique américain était soupçonné à la fois de versements de pots-de-vin et de commercialisation illicite de médicaments. Reuters 04.11

[Intox.](#)

- Selon Kenneth Rogoff, le FMI "a raison" de vouloir taxer les riches - L'Expansion.com

Ben voyons, il y a de moins en moins de naïfs pour gober ces sornettes.

- L'espionnage américain de données d'internautes est «scandaleux» selon le patron de Google - 20minutes.fr

Surtout quand Google lui en fournit gracieusement l'accès, chut!

[Haut de page ↗](#)

Le 6 novembre 2013

[CAUSERIE](#)

J'ai encore fini très tard cette causerie et je n'ai eu le temps de rien faire d'autres.

[Franchement, comment pourrions-nous rompre avec le capitalisme sans entraîner la ruine du pays, hein ?](#)

- L'Etat est lié par un partenariat public-privé (PPP) signé en 2011 par l'ancien gouvernement Fillon, qu'il ne peut abandonner sous peine de devoir verser un milliard d'euros à Ecomouv', chargée de collecter la taxe. AFP 05.11

Dialogue fictif.

Ah ben ouais, ma pauvre Georgette, imaginez un peu, l'Etat ne peut même pas envisager de perdre un tout petit milliard d'euros sans être déclaré en faillite, c'est pour vous dire à quel point le pays s'est foutu dans de sales draps en se plaçant sous la coupe des banquiers et des multinationales !

Ah ben, que voulez-vous, il faut faire avec maintenant, on n'a plus le choix !

Avec quoi, dites-moi ?

Parbleu, mais avec ces prédateurs, ils nous tiennent par les couilles dorénavant, si je peux me permettre d'être vulgaire !

Faites donc, soulagez-vous ! Et si nous inversions les rôles, vous ne croyez pas que ce serait moins douloureux, pour nous j'entends ?

Ah vous alors, vous en avez de bonnes, vous voulez dire par là que ce serait les nantis qui casqueraient à la place de l'Etat, de nous en sommes ?

Parfaitement.

Mais qui va leur imposer de s'asseoir sur un milliard d'euros ? Entre nous, j'ai l'impression que vous extrapoler.

Non, pas du tout, je suis très sérieux, d'après vous qui en aurait la capacité ou la volonté ?

Vous rêvez éveillé jeune homme ou vous vivez dans un autre monde, d'abord qui prendrait cette décision ? Certainement pas le gouvernement actuel puisqu'il est favorable à cette taxe, pas l'UMP puisque c'est lui qui l'avait mise en chantier, après il n'y a plus personne. Vous voyez, votre question était stupide et même nulle part.

Les mêmes banquiers et multinationales du CAC40 ont réalisé quelque 80 milliards de profits en 2012 et sur ces 80 milliards les actionnaires en ont empoché 39 en dormant, vous ne pensez pas que si on leur soustrayait de cette somme un tout petit milliard d'euros ils n'en seraient pas plus malheureux, ils ne se retrouveraient pas sur la paille ou ne s'en rendraient même pas compte pour un peu tant ils sont riches.

Ecoutez, vous commencez à m'agacer avec vos histoires à dormir debout, je suis parfaitement d'accord avec vous que ces parasites n'en crèveraient pas d'être soulagés d'une somme insignifiante pour eux, d'ailleurs entre nous, on s'en fout s'ils en crevaient ou non, mais merde à la fin, la question n'est pas là, vous ne m'avez toujours pas dit qui leur piquerait ce fric et comment il s'y prendrait, tout le reste c'est du pipeau, vous ne seriez pas par hasard comme ces journalistes qui nous mènent en bateau, ne le prenez pas mal, vous m'êtes plutôt sympathique, et puis vous prenez le temps de m'écouter.

C'est un fait qu'il faut faire preuve de patience...

Ah ben vous ne manquez pas de culot, vous !

Il en faut madame en plus de la patience pour se faire comprendre. Je vous demanderais donc d'en faire autant si vous le voulez bien.

Au point où nous en sommes vous savez...

Parfait, alors écoutez-moi attentivement s'il vous plaît.

Je ne fais que cela...

Bien. Vous avez parfaitement raison, la question n'est pas de savoir si le PS ou l'UMP serait disposé ou non à affronter le courroux des banquiers et autres actionnaires de multinationales, puisque l'on sait pertinemment qu'ils en sont incapables ou plutôt qu'ils n'en ont jamais eu l'intention, il n'y a rien à attendre de ce côté là.

Vous admettez que comme vous et moi la majorité de la population serait d'accord pour ne pas les rembourser ou casquer à leur place, donc la démocratie est de notre côté. Sauf que voilà, il n'existe dans ce pays aucune force politique rassemblant la majorité des travailleurs, aucun parti ouvrier suffisamment puissant et défendant nos intérêts qui serait en mesure d'affronter ces prédateurs de la finance, en admettant qu'il existerait deux cas de figure se présenteraient à lui en fonction de la situation à laquelle il serait confronté, dans l'opposition ou au pouvoir.

S'il détenait le pouvoir, il serait soutenu par la majorité de la population et abolirait l'écotaxe sans rien verser aux banquiers, dans l'hypothèse où les banquiers n'auraient pas encore été expropriés, en cas de réaction de leur part, cela ne ferait que précipiter leur expropriation et l'affaire serait réglée.

Si maintenant il se situait dans l'opposition, il devrait mener campagne sur ce thème sans rien exiger du régime en place puisqu'il combat pour le renverser, en expliquant aux travailleurs qu'il serait possible de traiter cette question favorablement à leurs intérêts, ne rien verser aux banquiers, dès lors que la situation serait totalement différente s'il était au pouvoir. Encore faudrait-il que les travailleurs l'aient porté au pouvoir, pas par les urnes puisque jamais un tel parti ne parviendra au pouvoir par cette voie, mais au cours de leur mobilisation révolutionnaire. Mais pour en arriver à la situation qui verrait les travailleurs porter au pouvoir un tel parti, faudrait-il encore qu'au préalable ils l'aient construit ou disons, qu'il soit suffisamment connu par l'ensemble des travailleurs pour que le moment venu des centaines de milliers le rejoignent, de telle sorte qu'à l'étape suivante il soit en mesure de prendre le pouvoir et du coup d'abolir cette taxe et toutes les lois antisociales, anti-ouvrières, réactionnaires, liberticides adoptées par tous les gouvernements précédents.

J'ai répondu à votre question, qui refuserait de verser un milliard d'euros aux banquiers et actionnaires des multinationales et

comment il faudrait procéder, en admettant que dans les conditions actuelles il soit impossible d'empêcher le gouvernement, soit de mettre en oeuvre cette mesure, soit de rembourser ces parasites.

Il faut être parfaitement lucide ma chère madame et ne pas se raconter d'histoires, on doit regarder la réalité en face. On est placé dans l'obligation de s'en tenir à un rôle d'opposition suivant le schéma que je vous ai exposé, c'est la situation telle qu'elle est qui nous impose cette stratégie pour atteindre notre objectif, car on ne lâche rien, absolument rien, vous ne trouverez pas trace de collusion avec le régime dans notre position, pas trace de capitulation contrairement aux autres partis. Et ce serait un tort de croire qu'on pédalerait dans le vide ou que le produit de notre bataille serait nul, pas du tout, au contraire, si nous nous en tenons strictement à notre stratégie et que nous parvenons à convaincre des travailleurs de nous rejoindre, de construire le parti qui nous fait tant défaut pour envisager sérieusement de nous attaquer aux banquiers et aux actionnaires des multinationales une fois que les travailleurs l'aurait porté au pouvoir.

Eh bien, dites-moi jeune homme, vous ne manquez pas de souffle ! Vous au moins vous savez ce que vous voulez et comment y aller. Je dois avouer que votre démonstration est convainquante. J'aurais une dernière question à vous poser qui risque cependant de foutre par terre votre bel optimisme.

Je vous écoute.

C'est bien beau tout cela, mais ce parti, il n'existe pas, je n'en ai jamais vu la queue d'un sauf erreur de ma part, après tout j'ai pu passer à côté sans le remarquer. Il faut dire aussi que c'est bien la première fois de ma vie qu'un militant me tient ce genre de discours, d'habitude ils partent dans des histoires auxquelles je ne comprends rien, on dirait des machines, ils n'écoutent même pas ce qu'on leur dit, ils sont juste là pour vendre leur salade et ensuite on ne les revoit plus, avec vous c'est différent, c'est d'ailleurs ce qui m'a donné envie de vous écouter jusqu'au bout sinon je me serais endormi avant la fin, alors dites-moi, vous avez éveillé ma curiosité et je vous en remercie, soyez franc avec moi, ne craignez pas de me décevoir, vous m'avez déjà apporté quelque chose et rien que pour cela je vous en suis reconnaissante, ce parti, il existe ou il n'existe pas ?

Selon moi il n'existe pas malheureusement, certains prétendent que oui, beaucoup plus nombreux sont ceux qui prétendent le contraire, ce qui me pousse à penser que je suis dans le vrai, mais du fait que nous soyons si nombreux à comprendre la nécessité de le construire et à prétendre qu'il n'existe pas, je garde espoir que nous parviendrons à nous rassembler pour le construire.

Je vous remercie pour votre franchise qui est rafraîchissante par ces temps où l'hypocrisie et le mensonge empestent littéralement l'atmosphère. On en restera là si vous le voulez bien car j'ai du repassage à faire. Pour se quitter bons amis, disons que le jour où votre parti existera, faites-moi signe, je me ferai un plaisir de vous rejoindre, en attendant laissez-moi un exemplaire de votre journal et rendez-moi visite régulièrement...

En guise de complément sur l'écotaxe. Le bal des hypocrites

Marylise Lebranchu, ministre de la Réforme de l'Etat et élue bretonne, a regretté *"la part trop belle"* revenant à Ecomouv', tout en appelant à lever les *"a priori"*. Au ministère des Transports, où l'on dénonçait lundi un profit *"énorme"* de la part d'Ecomouv', on reconnaît toutefois désormais que le coût de la collecte n'est *"pas si élevé, car il y a un investissement important nécessaire pour l'infrastructure"* (portiques et bornes) et que la société *"n'est pas du tout intéressée en fonction du niveau de la taxe"*.

Pour autant, les sénateurs socialistes vont demander la création d'une commission d'enquête parlementaire sur Ecomouv', a annoncé leur chef de file, François Rebsamen. Le patron des députés PS, Bruno Le Roux, a rappelé de son côté qu'une enquête préliminaire ouverte au parquet de Nanterre visait toujours la société.

"Il y a aujourd'hui nécessité à aller plus loin dans l'enquête. (...) Il semblerait qu'il y ait eu un certain nombre de liens entre la société qui a conseillé, qui a préparé le marché, celle qui l'a obtenu, des appels d'offres sur lesquels les uns se sont mis en avant, ensuite se sont retirés", a-t-il estimé sur Europe 1.

En 2011, la justice administrative avait dans un premier temps invalidé le choix d'Ecomouv', car le cabinet suisse Rapp Trans AG, qui conseillait le gouvernement Fillon sur le dossier de l'écotaxe, travaillait également avec Autostrade. Une décision ensuite été cassée par le Conseil d'Etat.

Le ministre italien des Transports Maurizio Lupi a apporté son grain de sel en se disant *"étonné"* des propos de M. Moscovici et en prenant la défense d'Autostrade.

A l'approche des municipales, l'écotaxe fait aussi figure de patate chaude à droite, sur fond de rivalités au sein de l'UMP. Au lendemain des critiques de Xavier Bertrand et Rachida Dati, le président du parti Jean-François Copé l'a à son tour torpillée. *"Ce qui est surtout critiquable, c'est le montage. De tels coûts de gestion sont aberrants"*, a déclaré le président de l'UMP sur l>Télé, tout se disant *"solidaire"* de l'ancien gouvernement.

Ancienne ministre de l'Ecologie du gouvernement Fillon, et candidate UMP à la mairie de Paris, Nathalie Kosciusko-Morizet a maintenu que le contrat avec Ecomouv' avait été passé "*dans les règles*", et défendu le principe de principe de l'écotaxe, qu'elle estime "*juste*".

L'ancien ministre des Transports Thierry Mariani s'est quant à lui offusqué des déchirements au sein de son camp. "*Depuis 48 heures, c'est le festival des faux culs et le bal des lâches*", a-t-il lancé sur Twitter. AFP 05.11

Réaction du travailleur et électeur lambda, pour faire bref il est déjà plus de minuit : ils se foutent vraiment de notre gueule tous autant qu'ils sont, et ils croient encore qu'on va aller voter pour eux, ils peuvent toujours attendre...

[Votre oeuvre messieurs Hollande et Fabius.](#)

- Depuis 1535, la France s'engage à protéger les chrétiens d'Orient - L'Express.fr

Non, sans blague ! Peu importe dans l'article qui suit qu'ils s'agissent de chrétiens, ce que l'on retiendra c'est la cruauté extrême mise en oeuvre, l'assassinat gratuit d'innocentes victimes sans défense et inoffensives.

- Syrie. Dans la localité chrétienne de Sadad, qui avait fait l'objet le mois écoulé d'une incursion meurtrière de la part des miliciens de l'ASL, un nouveau charnier a été découvert dimanche.

Il comprend six membres de la même famille, dont un couple de 85 et 75 ans, la sœur de l'épouse de 90 ans, ainsi que leur petite-fille de 18 ans, leur petit-fils de 16 ans et la mère de ces deux derniers de 45 ans.

Ils ont été retrouvés dans un puits d'eau, tous tués de la même façon, d'une balle dans la tête. french.irib.ir 05.11

Assassiner d'une balle dans la tête des civils innocents de 75, 85, 90 ans...

Que méritent ces ordures, sinon qu'ils soient liquidés sur le champ.

[Qui a dit ?](#)

- « *Je trouve que y a rien de plus beau que les mocassins et les bottes cavalières* » et l'écho sorti des chiottes de chez Berluti de répondre « *Ce qui compte, c'est la finesse du pied* ».

Réponse : La Talonnette et Cendrillon.

« *Sarkozy intime* », le documentaire ennuyeux qui ravive la nostalgie de ses partisans - Rue89 05.11

Commentaire d'un internaute.

- "*Sarkozy cultivé et Bruni chanteuse ?*

Voilà deux bons gros oxymores dans cette hagiographie digne des reportages de la TV Roumaine à l'époque du Génie des Carpates !

Vous avez raison, mais attention, ils sont certes médiocres, mais leur niveau correspond en moyenne à celui de la population française. Et méfiez-vous comme de la peste des gens dits cultivés, demandez-vous plutôt à quoi cela leur sert-il, quel usage ils en font.

Vous constaterez en général qu'ils ont un esprit aussi étroit ou limité que la moyenne, qu'ils sont bornés, pire, qu'ils sont inaptes à penser dans tous les domaines qui leur sont étrangers. Quant à les tromper, il n'y a rien de plus facile, il suffit de flatter leurs qualités ou talents ou de les entraîner sur leur terrain de prédilection pour qu'ils se lâchent. Ne cherchez pas à comprendre leur charabia, il ne sert qu'à justifier leur statut, c'est sans intérêt et il n'y a rien à comprendre. Notez seulement leurs contradictions, ensuite si vous en êtes capable ou si cela vous amuse, vous tirerez un parallèle avec celles que vous aurez discernées dans leur comportement quotidien, le but de la première manoeuvre consistant à les mettre en confiance, pour qu'ils vous confient ensuite ce qu'ils pensent vraiment de la société, des hommes, etc. une fois parvenu à cette étape, mettez-leur sous le pif et attendez leur réaction, parfois violente, succès garanti !

Parlez-leur ou faites-les parler sur un ton anodin de tout et de rien, de questions de société, de musique, etc. vous serez surpris de constater à quel point ils sont ignorants et ils sont incapables de s'élever à un niveau de conscience supérieure, rares sont ceux

qui sont capable de discerner ou d'apprécier à sa juste valeur l'idéal que renferme chaque chose, nombreux sont ceux qui fréquentent les musées comme d'autres se rendent au supermarché. Sarkozy appartient assurément à la seconde catégorie.

Voyez-vous, la différence qui existe entre ces deux catégories, c'est que la première a appris à tirer des enseignements de ses expériences, la seconde en a tiré profit uniquement, la première est noble et digne d'intérêt, la seconde est veule et insignifiante, médiocre.

La dictature en marche. On appelle cela un meurtre.

Il picole et il se défonce, il est vivant. Il reçoit un tir de Taser, il est mort. Ne cherchez pas un rapport de cause à effet entre le tir de Taser et la mort, il n'y en a pas, dixit le procureur d'Orléans. Demain un cardiaque reçoit un tir de Taser et il meurt, le fautif : son coeur qui a lâché et non le tir de Taser. Lisez, c'est édifiant.

- Le jeune homme décédé après un tir de Taser se serait étouffé - Reuters

- Le jeune homme de 21 ans décédé dimanche après avoir été atteint par une décharge électrique d'un pistolet Taser utilisé par un gendarme serait mort "d'un étouffement" suite à une "régurgitation", a annoncé mardi le parquet d'Orléans (Loiret).

La corrélation avec le tir électrique n'a pas été établie par l'autopsie qui a eu lieu à l'institut médico-légal de Tours (Indre-et-Loire).

"La victime est décédée d'un étouffement, d'une régurgitation d'aliments qu'on a retrouvés dans sa trachée et dans ses poumons, le tout avec un phénomène d'alcoolisation massif et également sous l'emprise de produits stupéfiants", a dit à la presse Franck Rastoul, procureur d'Orléans.

L'enquête devra définir si l'arme était dans un état d'usage normal et s'il y a une corrélation entre le tir et le décès survenu, selon l'enquête, deux heures après le tir.

"Il semblerait au vu d'un certain nombre d'auditions que la victime ne se soit pas effondrée immédiatement après le tir, ce qui pourrait laisser penser que le tir n'a pas été entièrement opérationnel", a ajouté le procureur de la République.

"On est loin d'avoir fini mais on avance pas à pas. Le parquet veut aller au bout des investigations. On doit à la famille ces explications", a conclu Franck Rastoul.

Pour l'heure, aucun élément n'a été retenu contre le gendarme, membre du Peloton de Surveillance et d'Intervention de la Gendarmerie Nationale (PSIGN) et utilisateur régulier du Taser durant les entraînements. Reuters 05.11

Si on lui mettait une balle, on ne pourrait pas nous accuser d'assassinat, ce serait juste son corps qui n'aurait pas tenu le coup, on serait innocent, non ? C'est quoi une justice d'exception ? On a la réponse ici.

L'art de la manipulation. N'est pas ignoble qui veut. Le mode d'emploi de Libération

- Ignominies - Liberation.fr

Il est des paroles et des actes que l'on ne peut se permettre d'ignorer. Des dérapages que l'on se doit de condamner pour préserver une certaine idée du monde dans lequel on vit.

Voir il y a quelques jours une petite fille accueillir la garde des Sceaux aux cris de «la guenon, mange ta banane» n'est pas quelque chose d'anodin. Plutôt une alerte sur l'état de la société et sur ses dérives.

Les médias aussi doivent se poser la question de leur rôle face à cette radicalisation de la parole. Pour surtout ne pas la banaliser. Liberation.fr 05.11

Vous vous souvenez peut-être de l'histoire que je vous ai raconté récemment à propos de ma petite nièce Lombika qui toute petite poussait des hurlements chaque fois qu'elle me voyait et que j'approchais d'elle, elle n'avait jamais vu un singe blanc de sa vie, elle vivait exclusivement entourée de singes noirs, elle était terrorisée la pauvre gamine. Alors il se peut que cette fillette qui a traité de guenon la garde des Sots vivait dans un quartier chic, et habitué à ne côtoyer que des singes blancs et propres sur eux, n'ayant jamais vu de près à quoi ressemblait un singe noir, elle se livra à une analogie pertinente avec son cousin qui lui aussi mangeait des bananes. Ici, blancs et noirs, on mange tous des bananes !

Pas de quoi en faire un plat, sauf pour des journalistes à l'esprit tordu, pernicieux, qui en ont profité pour déclencher une

polémique, histoire d'alimenter le racisme pour ensuite le dénoncer, la pompe étant amorcée, les uns et les autres s'accuseraient réciproquement d'en être les responsables rendant la situation encore plus nauséabonde, l'objectif serait atteint. Vous connaissez la suite sur le plan politique.

L'art de la manipulation ne s'arrête pas aux médias. Elle consiste dans le cas présent à dénoncer chez les autres ce qu'on pourrait nous reprocher ici ou par ailleurs, à attirer l'attention de son interlocuteur ou lecteur de préférence vers une cible ou un bouc émissaire qu'on va lui désigner et sur lequel il va pouvoir déverser sa hargne ou sa haine ou tout simplement concentrer sa critique.

Le but de l'opération est de s'en servir comme moyen de pression contre une cible qu'on a décidé d'affaiblir, de mettre dans l'embarras, de façon à ce qu'elle soit obligée de réagir et d'adopter un certain comportement ou un changement d'attitude, de manière à atteindre l'objectif qu'on s'était fixé et dont évidemment notre auditoire n'avait aucune idée. Les précautions dont on s'entoure servent à épargner notre responsabilité et à demeurer hors de cause ou à apparaître aussi neutre que possible tout au long de l'affaire qu'on se propose d'instruire ou du thème qu'on entend traiter, de façon désintéressée ou en toute indépendance, cela va de soi, seule la démocratie ou la vérité guidant notre démarche...

Pour que la manoeuvre réussisse ou ait une chance d'aboutir, il est indispensable en présence d'un public à l'esprit critique, méfiant ou porté à la susceptibilité, de le mettre à l'aise ou en confiance, cette phase de préparation psychologique est indispensable, donc par différents procédés sournois et malhonnêtes on va faire en sorte qu'il soit inconsciemment porté à nous accorder le bénéfice du doute ou un minimum de crédibilité, condition qui nous permettra à la fois d'atteindre notre objectif et de pouvoir perpétuer notre oeuvre de sape de la démocratie ou de la vérité qui ne s'arrêtera pas là, puisque chaque événement ou expérience s'imposant à nous, créé ou provoqué, n'est qu'un moment ou une étape vers un objectif que l'on vise à long terme et qui nous anime en permanence, là en l'occurrence oeuvrer à la survie du capitalisme et du régime, des institutions à défaut de pouvoir s'en passer dans la perspective de l'établissement d'un gouvernement mondial.

Quand on lit "*Il est des paroles et des actes que l'on ne peut se permettre d'ignorer*" venant d'un média pourri comme Libération, on a l'impression d'entendre le procureur général d'un tribunal militaire d'exception prononcer une terrible menace sur la liberté d'expression ou la liberté tout court, pour autant qu'elle existe dans leur société, et dont l'espace qui lui est réservé se réduit de plus en plus au fil du temps depuis quelques décennies, un peu comme si la civilisation humaine était vouée à céder et finir ses jours sous une dictature.

Commentaire d'internaute

1- Quant aux dérapages, 'Libération' est mal placé pour donner des leçons: ce journal se croit habilité à injurier tout ceux qui ne sont pas de son opinion, c'est-à-dire l'opinion du propriétaire du journal: après tout le titre est 'Libération', pas 'Indépendance'.

2- Comment certains adultes se permettent-ils de manipuler ainsi un enfant ? Bonne question qu'on ne se pose pas pour mettre les lycéens dans la rue, par exemple. Pour la manipulation, Libé est orfèvre.

- «*Notre mouvement ne se limite pas à Khatchik et Léonarda*» - Liberation.fr

Mais cela ne prend pas à tous les coups

- La mobilisation des lycéens prend l'eau - Liberation.fr

3- Les média relayent complaisamment les débilités et propos caricaturaux d'individus qui ne représentent souvent qu'eux-mêmes, pour faire du bruit, vendre et justifier leur propos partisans.

Un autre exemple.

- Attaques racistes: pour Taubira, la "*cohésion sociale*" en danger - AFP

De quelle "*cohésion sociale*" parle-t-elle quand les inégalités sociales s'accroissent dans le pays depuis 4 décennies ?

Il ne s'agirait pas plutôt du consensus UMP-PS indispensable à la stabilité du régime en place malmené ces derniers temps et menacé de voler en éclats sous la pression de la crise du capitalisme qui prend de plus en plus la forme d'une crise sociale d'une ampleur exceptionnelle et politique, sans qu'ils puissent l'endiguer après avoir accepté de se placer sous la tutelle de l'oligarchie financière et sa représentation politique : l'UE ?

[Les symboles de la dégénérescence syndicale.](#)

- "*La décision de fermer Poullaouen est actée, ils ne vont pas faire machine arrière*", avait estimé Patrick-Guy Leveille, délégué CGT à Landivisiau, autre site de Marine Harvest, où la direction prévoit d'investir 8 millions d'euros au cours des deux années à venir. AFP

Il s'en contrefout, il bosse dans l'unité où la direction prévoit d'investir 8 millions d'euros et non dans celle où il va y avoir près de 400 ouvriers sur le carreau en comptant les intérimaires.

Idem chez Tilly-Sabco

"*On a décidé de ne pas reprendre le travail cet après-midi et de mener une action symbolique*", a indiqué à la presse Corinne Nicole, déléguée CGT de l'entreprise, au terme d'une assemblée générale du personnel, ajoutant que les salariés "*attendaient une réponse de Bruxelles quant à la date d'un rendez-vous*". Le Nouvel Observateur 05.11

300 licenciements secs = "*une action symbolique*" + "*une réponse de Bruxelles*" = capitulation en rase campagne !

Expropriation, nationalisation des deux entreprises, la seule solution.

ACTUALITE EN TITRES

[Le chiffre que les gauchistes n'oseront pas publié.](#)

- Sans papiers : 10 000 régularisations de plus en 2013 - LePoint.fr

Il s'agit d'une "*hausse conjoncturelle*" liée à la publication de nouveaux critères dans une circulaire du 28 novembre 2012, a déclaré mardi Manuel Valls. LePoint.fr 05.11

[La pute du régiment tient bon dans son bordel.](#)

- Royal opposée à une suppression du délit de racolage passif - AFP

[Un régime malmené, aux abois...](#)

- Grand Paris: la grogne s'amplifie - L'Express.fr

- Le Sénat rejette la réforme des retraites à l'unanimité, socialistes compris - L'Express.fr

- Ecomouv': Une renégociation qui pourrait mal finir - 20minutes.fr

- Face à la colère, l'exécutif fait le dos rond - LeFigaro.fr

- Moscovici enterre l'idée d'une grande réforme fiscale - AFP

- "*Il faut tout faire péter*" : la colère sociale inquiète les députés - Le Nouvel Observateur

- Entrepreneurs, agriculteurs, vétérinaires La grogne gagne tous les secteurs - LeFigaro.fr

[Résistance](#)

- Des salariés de Marine Harvest bloquent un site dans le Finistère - AFP

- La grève votée à l'abattoir de poulets Tilly-Sabco - Reuters

- Presse Régionale: restructuration à Centre France, 230 emplois menacés - AFP

- Les vétérinaires en grève mercredi - Liberation.fr

[Quand des braqueurs gouvernent le monde.](#)

- Les grandes banques mondiales ont-elles réussi le (vrai) casse du siècle en manipulant les taux de change ? - Atlantico.fr

- Amendes en vue pour six banques pour manipulation de l'Euribor - Reuters

[Stratégie du chaos. Déstabilisation de la Chine, nouvelle offensive.](#)

- Chine : des explosions près d'un siège provincial du Parti communiste - LeMonde.fr

Plusieurs engins explosifs ont détoné mercredi près du siège du PCC de la province du Shanxi, une semaine après l'incident de la place Tiananmen à Pékin, LeMonde.fr 05.11

[La véritable nature de l'UE.](#)

- Turquie: l'UE ouvre un nouveau chapitre des négociations d'adhésion - libération.fr

- Turquie: Ankara condamnée par la CEDH pour des tortures policières - AFP

- Turquie: six journalistes condamnés à la prison à vie - L'Express.fr

[ACTUALITÉ DU JOUR](#)

[Mystification. C'était plié d'avance !](#)

- Mélenchon: la majorité doit faire plier le gouvernement - AFP

Le coprésident du Parti de Gauche, Jean-Luc Mélenchon, a estimé, mardi sur France Info, que le "*devoir*" de la majorité était d'imposer un changement de ligne politique au gouvernement, "*qui n'a plus aucune autorité*", et à François Hollande dont le bilan constitue à ses yeux "*une tromperie, puisqu'il a dit qu'il allait combattre la finance et changer la vie des gens et que les seuls changements que les gens voient, c'est qu'il ne cesse de cajoler le patronat*". AFP 05.11

Il parle bien de la "*majorité*" qui a tout voté depuis juin 2012, TSCG, règle d'or, budget d'austérité, etc. Il semble l'ignorer, comme il ignore sous un régime antidémocratique, ceux qui détiennent le pouvoir politique n'ont que des droits mais de devoirs, sauf envers ceux qui détiennent le pouvoir économique.

En passant "*majorité*" qui a rassemblé moins d'un quart des voix des électeurs inscrits en juin 2012, mais qui par un tour de passe-passe institutionnel détient plus de 50% des sièges de députés ou la majorité absolue à l'Assemblée nationale, autant dire que cette "*majorité*" n'a aucune légitimité depuis le premier jour, ce que Mélenchon se passera bien de signaler.

Désolé, les députés du PS sont fidèles au devoir d'affairistes élus sur un programme social-libéral-impérialiste, tout comme Hollande. Tout le monde connaissait parfaitement l'histoire ou le passé abominable du PS et les intentions de Hollande avant le 6 mai 2012, les vociférations et les gesticulations de Mélenchon n'y changeront plus rien maintenant, comme personne n'a oublié qu'il a été ministre de Chirac en se prétendant "*socialiste*", si cela ne constituait pas une "*tromperie*", alors qu'est-ce que cela signifiait, sinon qu'il se sentait en famille avec Chirac, tout comme Hollande avec ses amis de la finance et les patrons.

Finalement, en dehors de leur différence de statut social bien peu de choses les séparent.

Au fil du temps, ce qui n'était pas difficile à prévoir, monsieur Mélenchon se discrédite un peu plus chaque jour, il en est rendu au point où il est obligé de feindre la crédulité du naïf qui prend pour argent comptant les promesses électorales d'un prétendant au trône en guise de ligne politique, il devient pathétique et se ridiculise, et rien ne dit qu'il en ait conscience tellement il est imbu de sa petite personne.

N'ont cru le discours de Hollande avant le 6 mai que ceux qui y trouvaient leurs intérêts ou les manipulateurs du genre de Mélenchon qui lui ont servi de rabatteurs pour être élu. Les premiers appartenant à la catégorie des nantis n'ont évidemment aucun intérêt à un changement de régime, d'ailleurs ils n'y pensent même pas, c'est pourtant vers eux que se tournent les partis ouvriers, cherchez l'erreur.

Institutions bonapartistes. Comment ça marche ?

Projet de réforme des retraites. Parce que le texte sera définitivement voté à l'Assemblée

Les sénateurs ont rejeté, mardi 5 novembre, le projet de réforme des retraites à l'unanimité, socialistes compris. Droite et gauche ont voté contre ce texte, mais pour des raisons diamétralement opposées. Sur 346 voix, aucune n'a donc été favorable au projet. (...)

Si Marisol Touraine est restée enthousiaste après ce rejet massif, c'est parce que la ministre des Affaires sociales sait que le texte garde toutes ses chances d'entrer en vigueur. Il reviendra en effet en nouvelle lecture à l'Assemblée nationale à partir du 19 novembre. Entre-temps, mercredi 6 novembre, une commission mixte paritaire devra se pencher sur le projet. Mais les sept sénateurs et sept députés censés mettre au point un texte commun n'ont aucune chance de s'entendre. Ce sera donc le texte déjà voté par l'Assemblée qu'adopteront sûrement les députés le 19 novembre.

Le projet de loi sera alors encore une fois présenté au Sénat, en deuxième lecture, le 25 novembre. Si le rejet se répète à nouveau au palais du Luxembourg, l'Assemblée aura le dernier mot avec une lecture définitive prévue fin novembre-début décembre. Francetv info avec AFP 05.11

Il sert à quoi le Sénat ? Engraisser sur le dos des contribuables des parasites à moitié ou complètement séniles ou encore des grabataires précoces mis à la retraite anticipée pour service rendu à la patrie. Comme à l'Élysée, à Matignon ou à l'Assemblée nationale, ce ne sont pas eux qui font le boulot, mais une armée de technocrates ou de diplômés de second ordre sortis de grandes écoles.

Entre les toilettes et les poubelles, l'UE hésite encore à trouver le meilleur emplacement pour finir ses jours.

- Bruxelles part en guerre contre les sacs en plastique jetables - lefigaro.fr

La Commission européenne a adopté lundi une proposition visant à imposer aux États membres de l'UE de réduire fortement leur consommation de sacs en plastique jetables. «*Chaque année, en Europe, plus de 8 milliards de sacs en plastique finissent en déchets sauvages, entraînant des dommages considérables*» en particulier pour les écosystèmes marins, estime le commissaire européen à l'Environnement, Janez Potočnik. Bruxelles vise notamment les sacs à poignée légers, d'une épaisseur inférieure à 50 microns (0,05 millimètre), encore distribués dans nombre de commerces et supermarchés et qui représentent plus de 90 % des 100 milliards de sacs plastique mis sur le marché chaque année dans l'UE.

Pour lutter contre ce fléau, la Commission veut «*introduire une obligation de réduction*» de la consommation des sacs plastique tout en laissant aux États membres le choix des moyens auxquels recourir: restrictions à la commercialisation ou mesures de taxation.

«*Certains États membres ont déjà obtenu d'excellents résultats en termes de réduction de leur utilisation de sacs en plastique. Si leur exemple était suivi par d'autres, nous pourrions réduire d'au moins 80 % la consommation globale actuelle dans l'Union européenne*», souligne Janez Potočnik. En outre, l'impact d'un tel changement d'habitudes sur l'industrie européenne du plastique serait marginal car la plupart de ces sacs sont fabriqués en Chine, ajoute le commissaire slovène.

Face aux mauvais élèves chypriotes, portugais ou polonais qui utilisent en moyenne 466 sacs par personne et par an, la Commission cite l'Irlande, le Luxembourg et surtout le Danemark et la Finlande (avec seulement 4 sacs par personne et par an!) comme des exemples à suivre.

En imposant une taxe de 50 centimes par sac, l'Irlande a notamment réussi à «*réduire de 92 % l'utilisation des sacs en plastique jetables en un an*», annonçait en mars dernier l'acteur britannique Jeremy Irons, venu à Bruxelles pour soutenir l'initiative de la Commission.

L'objectif de l'exécutif bruxellois est d'arriver à une consommation moyenne de 35 sacs par habitant et par an sur l'ensemble de l'UE. Soit la performance moyenne des huit pays les plus vertueux, dont la France (environ 80 sacs). Sous l'impulsion d'associations comme UFC-Que choisir et d'enseignes de la grande distribution comme Michel-Édouard Leclerc, l'utilisation de sacs plastiques jetables a considérablement chuté ces dernières années dans l'Hexagone. L'instauration, à partir du 1er janvier 2014, d'une taxe d'environ 6 centimes par sac devrait accélérer le mouvement. lefigaro.fr 05.11

Il suffirait de cesser d'en produire et d'interdire leur importation et le problème serait réglé. Trop fastoche, et puis si demain les quelques 100 milliards de sacs plastiques étaient taxés 6 centimes par sac, les États pourraient récupérer 60 000 000 d'euros, pour un début ce ne serait pas mal.

Ben oui, il faut bien qu'ils se débrouillent pour payer leurs dettes, il faut faire preuve d'un peu d'imagination sans blague, alors rien de tel que de taxer la population par petits bouts pour qu'elle s'y habitue et s'en accommode.

Allez on parie qu'il y a eu des abrutis d'écologistes genre Hulot pour saluer cette proposition. Bon d'accord, c'est pas du jeu je suis sûr de gagner, d'ailleurs personne ne va vouloir jouer avec moi, on les connaît de mieux en mieux ces réacs, n'est-ce pas ? On va continuer à démolir leur image de défenseur de la planète à ces agents des multinationales qui la polluent et la détruisent.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- France

François Bayrou et Jean-Louis Borloo, séparés depuis 11 ans, ont officialisé mardi le rapprochement de leurs formations au sein d'un rassemblement intitulé "*UDI * MoDem: l'Alternative*", avec en ligne de mire les européennes et l'ambition de proposer une "*alternative*" à droite.

François Bayrou, qui a choisi François Hollande au deuxième tour de 2012, et Jean-Louis Borloo, dix ans ministre sous Chirac et Sarkozy, ont tenu mardi une conférence de presse côte-à-côte, chacun derrière un pupitre siglé du nom du nouveau rassemblement "*UDI * MoDem*".

"*Ce n'est pas pour nous que nous faisons cela. Nous le faisons parce que le désarroi et la désaffection parmi les Français est si grande que désormais c'est l'essentiel qui est en jeu*", a insisté ensuite le président du MoDem, François Bayrou.

Il s'agit d'une "*alternative*", c'est-à-dire d'une "*solution de remplacement*", a-t-il expliqué.

"*Il y a un plan B en politique, c'est nous*", a renchéri plus tard sur TF1 Jean-Louis Borloo, en promettant des "*solutions opérationnelles*" aux problèmes du pays, tels que le chômage de longue durée, la compétitivité,...

"*Tous les trente jours*", a-t-il promis, "*vous aurez une proposition opérationnelle qui sera ensuite à débattre avec les Français*".

François Bayrou a justifié leur démarche par le fait que "*le peuple (était) en rejet de la politique*". "*Le peuple est en sécession*", a-t-il dit sur TF1.

Les anciens frères ennemis du centrisme, qui ne cachent pas avoir trouvé chacun les limites de leur cheminement séparé, comptent bien profiter du manque de leadership à l'UMP et des difficultés d'un gouvernement socialiste à la peine tout en se posant comme un autre choix face au FN.

"*Nous faisons le choix exemplaire de mettre au deuxième plan nos intérêts personnels et de mettre au premier plan l'intérêt général*", a assuré François Bayrou, qui s'est défendu de repeindre le passé "*en rose*".

A l'UMP, pas d'inquiétude officiellement, face à ce rassemblement. "*Il faut banaliser l'évènement*", a affirmé M. Copé à l'AFP.

Mais, en coulisses, à un moment où le Front national monte dans les sondages quand l'UMP stagne, ce remariage centriste n'est pas vu d'un bon oeil.

La présidente PS de la région Poitou-Charentes, Ségolène Royal, s'est montrée sceptique à l'égard du rapprochement des formations centristes. "*Qu'est-ce qu'il y a de nouveau? (...) il n'y a aucune proposition neuve*", a-t-elle dit sur BFM TV, en dénonçant une démarche "*tactique*". (Elle, qui candidate en 2007 avait osé à haute voix appeler Bayrou à la rejoindre, décidément ces gens-là osent tout. - ndlr)

Interrogé sur le fait de savoir si après avoir choisi François Hollande, il revenait au centre droit, François Bayrou s'en est reporté à la charte. Celle-ci écrit noir sur blanc que l'allié naturel est la droite républicaine, que l'alliance avec le PS est "*impossible*" et que la majorité peut aller "*jusqu'aux sensibilités écologistes et social-démocrates*". (Traduire : Hollande était un social-démocrate dans sa version social-libérale ou néolibérale, du coup il était un allié naturel de la droite, républicaine, n'exagérons rien, ce sont de farouches partisans de l'UE qui est antirépublicaine. Les centristes sont plus droitiers que l'UMP, c'est l'antichambre d'une dictature ou d'un régime fasciste. -ndlr)

Sur le papier, les élections européennes de mai sont celles qui posent le moins de problèmes, l'Europe fait partie de l'ADN des centristes. Leurs deux formations totalisent 11 eurodéputés.

Pour les municipales, l'équation est plus compliquée, compte tenu du fait que le MoDem est associé avec le PS dans certaines villes, comme à Dijon, à Lille ou à Marseille. AFP 05.11

Je dirais même mieux, parfois avec le PCF, par exemple à Aubagne c'est grâce au MoDem que le candidat du PCF avait été élu.

L'attelage bancal UDI * MoDem pourrait-il à terme remplacer l'UMP? Je n'y ai pas vraiment réfléchi. L'UMP aussi est une coalition de partis rassemblés autour de l'ex-parti gaulliste qui avait vu le jour au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, alors que les modifications intervenues depuis à l'échelle mondiale et européenne ont fait disparaître les unes après les autres les conditions qui l'avaient vu naître, au point que ce qu'il en reste est devenu obsolète ou s'inscrit en contradiction avec l'orientation du capitalisme qui détruit les bases sur lesquelles reposaient ce parti, à moins de se renier totalement, il n'a plus aucune raison d'exister.

Alors que l'UDF est né dans les années 70 dans la perspective de renforcer le pouvoir de l'UE au détriment de l'Etat. Coalition plus récente qui a été conduite à l'explosion après la défaite de son candidat à la présidentielle de 1981, rien ne dit qu'elle serait plus apte que l'UMP à mettre en oeuvre une politique néolibérale. Apparemment, Sarkozy a prouvé que l'UMP était capable de l'assumer, dans ces conditions je ne vois pas pourquoi ceux qui tirent les ficelles décideraient soudainement de changer de monture, les oligarques ne sont pas des aventuriers, d'autant plus que le PS fait parfaitement l'affaire de son côté, l'illusion est absolument parfaite, il est impossible d'espérer mieux. Que voulez-vous, je suis bête et discipliné, je m'en tiens aux décisions adoptées par les dirigeants du groupe Bilderberg.

2- Etats-Unis

La défense américaine doit se "*réorganiser*" pour faire face aux coupes budgétaires amenées à durer, a appelé mardi le chef du Pentagone Chuck Hagel, qui a mis en garde contre la tentation d'un nouvel isolationnisme américain.

Si la force armée doit rester "*un outil essentiel de la puissance américaine et de sa politique étrangère*", elle doit être utilisée "*avec discernement, précisément et judicieusement*", a plaidé le secrétaire à la Défense, dans un discours devant le Centre pour les études stratégiques et internationales (CSIS), un groupe de réflexion de Washington.

Pour lui, les Etats-Unis doivent "*accorder plus d'importance aux instruments civils du pouvoir*".

"*Ces coupes sont trop rapides, trop importantes et irresponsables*", a dénoncé l'ancien sénateur républicain: le Pentagone a subi 37 milliards de dollars de coupes automatiques l'an passé et s'apprête à en connaître à nouveau 52 milliards, soit 10% de son budget.

Le Pentagone est actuellement engagé dans la préparation d'une revue quadriennale de défense (QDR) qui doit fixer les priorités.

Parmi celles-ci figurent la nécessité de tailler dans l'imposante bureaucratie du Pentagone, d'adapter l'état de préparation des forces, qui est partiellement limitée par ces coupes budgétaires.

"*Nous allons peut-être devoir accepter le fait que toutes les unités ne seront pas au niveau optimal de préparation et qu'un système de mobilisation par échelons est peut-être inévitable*", a-t-il laissé entendre.

La priorité passe également par la préservation des investissements dans les domaines perçus comme essentiels pour conserver la prééminence militaire américaine: l'espace, la cybersécurité, les forces spéciales ainsi que les moyens de surveillance et de renseignement (ISR).

Revenant à l'ambition du secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld avant le 11-Septembre, Chuck Hagel privilégie une armée "*moins nombreuse, moderne*" et s'appuyant sur des technologies de pointe plutôt qu'une force plus importante équipée de vieux matériels. AFP 05.11

3- Tunisie

L'incertitude était totale mardi en Tunisie sur les possibilités de sortie de la profonde crise politique, islamistes et opposants se rejetant la responsabilité de l'échec des pourparlers pour désigner un nouveau Premier ministre.

Même les médiateurs de la crise --le syndicat UGTT, le patronat Utica, la Ligue des droits de l'homme et l'Ordre des avocats-- qui ont annoncé lundi la suspension sine die du "*dialogue national*" après 10 jours de négociations, n'étaient en mesure d'apporter des éléments de réponse.

Le secrétaire général de l'UGTT, Houcine Abassi, a simplement évoqué la possibilité d'écarter les partis politiques de la sélection du futur Premier ministre.

"Si les partis n'arrivent pas à un consensus, nous assumerons notre responsabilité et présenterons les noms de personnes que nous estimons capables", a-t-il dit, alors que tout nouveau gouvernement devra pour entrer en fonction obtenir le soutien des islamistes et de leurs alliés, majoritaires à la Constituante.

La présidence a décidé dimanche le prolongement de huit mois, jusqu'à fin juin 2014, de l'état d'urgence en vigueur depuis la révolution ayant renversé le régime de Zine El Abidine Ben Ali en janvier 2011.

Et près de trois ans après cette révolution, le pays n'est toujours pas doté d'institutions stables faute de Constitution et de législation électorale. Le dialogue était aussi censé trouver des solutions à ces questions.

Ennahda et ses alliés, majoritaires à la Constituante, ont besoin du vote d'une partie de l'opposition pour permettre l'adoption de la loi fondamentale sans passer par un référendum. AFP 05.11

Je n'ai pas le temps de me pencher sur la situation en Tunisie, je suis cela de loin, juste un mot sur l'AFP pour montrer les intentions qu'anime cette officine de propagande de la réaction. J'ajoute le paragraphe qui concluait cet article.

- Arrivés au pouvoir en octobre 2011, les islamistes ont été considérablement affaiblis par la multiplication des crises politiques, les assassinats de deux opposants, les heurts avec les jihadistes, les faiblesses de l'économie et les polémiques sur leurs tentatives supposées "d'islamiser" la société ou de juguler la liberté d'expression.

Il s'agissait de ménager les islamistes qui sont de malheureuses victimes des djihadistes, ils n'ont aucun lien avec eux évidemment, quant aux faiblesses de l'économie l'AFP ne leur impute pas, si même le prophète est impuissant à les réduire que voulez-vous, c'est que personne ne pourrait faire mieux, et pour finir, les intentions qu'on leur prêtait de vouloir "islamiser" la société et de baillonner la liberté d'expression, de liquider les droits des femmes, etc. tout cela n'était que de fausses rumeurs, pure invention, des calomnies sans fondement, les islamistes sont des démocrates, des gens parfaitement fréquentables, si l'AFP vous le dit, c'est que c'est forcément vrai.

Donc tous les problèmes que connaissent les Tunisiens viennent d'ailleurs, de l'opposition laïque par exemple, du principal syndicat...

SOCIAL

Espagne

- Espagne: le chômage progresse en octobre, à 4,81 millions de personnes - AFP

Le nombre de personnes inscrites au chômage en Espagne a continué à progresser en octobre, pour le deuxième mois consécutif, à 4,81 millions, a annoncé mardi le ministère de l'Emploi.

La quatrième économie de la zone euro, une fois passés les effets de la saison touristique, a enregistré sur le mois 87.028 demandeurs d'emploi en plus, tandis que le taux de chômage atteint 25,98% selon l'Institut national de la statistique (INE), qui utilise une méthode de calcul différente et sert de référence. AFP 05.11

[Haut de page ↗](#)

Le 7 novembre 2013

CAUSERIE

Un nouveau dossier a été créé pour classer les nouveaux articles "dossier9", 23 ont été ajoutés ce matin. A plus tard en fin de soirée.

Un premier article histoire de ressouder les militants autour du socialisme ou de les démoraliser totalement, au choix.

[La loi de l'offre. Les effets du néolibéralisme.](#)

- Le nombre de milliardaires a atteint un niveau record en 2013 - AFP

Le nombre de milliardaires en dollars a atteint un niveau record en 2013, après une forte progression en Asie, selon une étude publiée mercredi par la banque suisse UBS et un cabinet d'études à Hong Kong.

La planète comptait ainsi en juin dernier 2.170 milliardaires, soit 0,5% de plus en un an, d'après le recensement effectué par UBS et Wealth-X.

Le montant de leur fortune a, lui, augmenté de 5,3% entre juillet 2012 et juin 2013, ont précisé les auteurs de l'étude dans un communiqué.

L'Asie est la région ayant affiché la plus forte croissance, avec 18 nouveaux milliardaires en l'espace d'un an. Leur fortune a, elle, progressé de près de 13%, ce qui en fait la région du monde à l'augmentation la plus rapide de la richesse.

Bien que l'Amérique du Nord reste la région du monde où la fortune des milliardaires reste la plus élevée, l'Asie pourrait, à ce rythme, la dépasser d'ici cinq ans.

Depuis la crise financière de 2009, le cercle des milliardaires compte 810 nouveaux membres. La somme des avoirs des milliardaires a depuis plus que doublé pour totaliser 6,5 trillions de dollars (4,8 trillions d'euros), soit "assez pour financer le déficit budgétaire des Etats-Unis jusqu'en 2024", ont fait valoir les auteurs de l'étude.

Selon ce document, 60% de ces super-riches ont bâti leur fortune eux-mêmes tandis que 40% en ont hérité ou le sont devenus en faisant fructifier les avoirs qui leur ont été transmis. AFP 06.11

[Le mondialisme à l'oeuvre ou la stratégie du nouvel ordre mondial qui repose sur la planche à billets](#)

Les effets de la globalisation sur les emplois et les salaires - Liliane Held-Khawam - dimanche 3 novembre 2013 - legrandsoir.info

Extrait.

L'indicateur de performance le plus absolu dans ce monde de la globalisation est celui de la bourse. Il est troublant de voir qu'elle peut être éclatante de santé alors que les taux de chômage et de paupérisation des peuples explosent. Cette distorsion entre les indicateurs financiers volatiles des bourses et ceux de l'économie réelle nationale est la cause fondamentale des dérives actuelles.

Si la tendance devait se poursuivre, de moins en moins de personnes gèreraient des responsabilités et des volumes financiers toujours plus importants. Cela creuserait alors encore plus les écarts de toutes sortes et même contracterait in fine le nombre de postes de stars disponibles. En résumé, les stars d'aujourd'hui paverait le chemin aux super stars de demain.

Une spirale à la fois destructrice d'emplois et génératrices de richesse au profit d'un petit nombre s'est installée. Elle crée une cassure au sein de la société. On peut craindre la naissance d'une oligarchie mondiale détenant les clés de l'emploi et des rémunérations... Que ferait-elle de ce pouvoir ? Que resterait-il des Etats-Nations, des démocraties, et des libertés individuelles ? Que feraient-ils de la base de données gigantesque qui est en train de se constituer et qui met à mal la sphère privée du citoyen ?

Les politiques économiques nationales ne semblent pas se préoccuper du phénomène. Au contraire, elles soutiennent le processus en couvrant les dégâts privés avec l'argent public (loi too big to fail, Bail in des établissements financiers). La politique monétaire de certains pays dont la Suisse sert d'accélérateur à ce système qui peut croître à bon compte. Tout cela amplifie le sentiment d'injustice et donne l'impression de faire ami-ami avec le monde de la globalisation.

(...)

Nous sommes face à un problème universel qui dépasse les divisions obsolètes droite-gauche. Les fondamentaux de la société civile sont en danger. La liberté de travailler et d'entreprendre, la libre-concurrence et les acquis sociaux sont sur la sellette. Il s'agit d'un problème global tant politique, économique que sociétal. Fin

Ce que vous décrivez-là, c'est le capitalisme tel qu'on le connaît aujourd'hui, si tous ces facteurs disparaissaient cela signifierait qu'il aurait cédé la place à un autre système économique où tous nos droits sociaux et politiques et la lutte des classes auraient disparu, une dictature mondiale. Soit ils y parviennent, soit c'est le capitalisme qui s'effondre et laisse place au socialisme sous le coup de la mobilisation révolutionnaire mondiale des masses exploitées ou alors la civilisation humaine disparaît.

ACTUALITE EN TITRES

[Le centenaire de la capitulation de la social-démocratie.](#)

- Hollande lance le centenaire de la "*Grande Guerre*" de 14-18 - Le Nouvel Observateur

[Les fusibles](#)

- François Hollande ne se rendra pas au Congrès des maires - 20minutes.fr

C'est Ayrault qui ira à sa place apparemment.

- Paris: La directrice de l'AP-HP évincée au profit de Martin Hirsch - AFP

[Après MSF, RSF, une autre officine de la CIA monte au créneau.](#)

- RSF appelle la France à agir à l'Onu en faveur des journalistes - Reuters

[Résistance](#)

- Les salariés de La Redoute dans la rue jeudi pour défendre leurs emplois - LePoint.fr

- Essonne : préavis de grève partielle sur le réseau de bus Tice - LeParisien.fr

- Un entrepôt de H&M au nord de Paris paralysé par une grève - AFP

- FagorBrandt dépose le bilan, les syndicats espèrent "*un nouveau départ*" - AF

- La Société générale pourrait supprimer 400 postes entre 2014 et 2015 - 20minutes.fr

- Plans sociaux: 15 000 emplois industriels perdus depuis l'élection de Hollande - L'Expansion.com

- Alstom va supprimer 1 300 emplois, dont une centaine en France - Francetv info

- Les suppressions de postes chez Nexans affecteront surtout Lyon - AFP

- Des victimes de l'amiante manifestent pour réclamer un procès pénal - AFP

- Croissy-Beaubourg : les salariés de Flir ATS redoutent la délocalisation - LeParisien.fr

- Colgate-Palmolive veut supprimer une cinquantaine d'emplois en France - L'Expansion.com

- RWE supprimera 2.500 emplois en Allemagne - Reuters

[Le néolibéralisme porte ses fruits](#)

- Le nombre de milliardaires a atteint un niveau record en 2013 - AFP

- Hermès fait son beurre même en temps de crise - Liberation.fr

- Nouveau record du Dow Jones, le Nasdaq baisse - Reuters

- Les Bourses européennes clôturent en hausse, Paris gagne 0,79% - Reuters

[La confiance, cela ne s'achète pas !](#)

- Alimentation : les Français ne font pas confiance à la grande distribution - LePoint.fr

Paradis fiscaux au coeur de l'Europe. Un problème? Non, pourquoi ?

- La Suisse et le Royaume-Uni, champions du secret bancaire - LeMonde.fr

Hollande et Fabius : on a les Aqmi qu'on peut, signé un ami qui vous veut du bien : l'émir du Qatar

- Revendication d'Aqmi: "*Ces crimes ne resteront pas impunis*", rétorque l'Elysée - L'Express.fr

Le scoop du jour.

- Mairie de New York : "*Bill de Blasio n'a rien d'un marxiste*" - LeMonde.fr

ACTUALITÉ DU JOUR

Parole aux néolibéraux.

- Le problème du gouvernement ce n'est pas l'idéologie, c'est l'incompétence - Atlantico.fr

Vous êtes ingrats tout de même : TSCG, règle d'or, ANI, contre-réforme des retraites, Peillon, budget d'austérité, cadeaux à gogo aux patrons à coup de dizaines de milliards d'euros, guerre au Mali, soutien aux barbares djihadistes en Syrie, etc.

Vous avez raison, sur le plan de l'idéologie il est parfaitement en phase avec vous et le gouvernement précédent, votre bonne foi vous honore et on vous en remercie, vous nous rendez service, vous confirmez ce que nous n'avons cessé d'affirmer depuis des années sur le PS dont la nature ne fait aucun doute.

Maintenant vous devez reconnaître que Sarkozy n'aurait pas fait mieux s'il avait été réélu, et les éléments tirés de l'actualité qui suivent montrent que Hollande s'acharne à défendre l'idéologie que vous partagez avec lui : le néolibéralisme ou la loi de l'offre.

L'austérité permanente

- Tout le quinquennat placé sous le signe des économies, prévient Cazeneuve - AFP

"*Nous devons aux Français la vérité sur les enjeux budgétaires : il faut mettre le cap sur les économies, jusqu'à la fin de la législature. Nous avons déjà décidé de 15 milliards d'économies pour 2014, ce qui est sans précédent, comme l'a reconnu d'ailleurs mardi la Commission. En 2015, il faudra porter notre ambition encore plus loin, et continuer en 2016 et en 2017*", déclare-t-il dans un entretien au quotidien Les Echos à paraître jeudi. AFP 06.11

Quand on refuse de taxer les riches, il faut bien trouver le fric ailleurs.

- Aide au développement: la hausse de la taxe des billets d'avion votée à l'Assemblée - AFP

Les députés ont voté mercredi une hausse de 12,7% de la taxe prélevée sur les billets d'avion pour financer l'aide aux pays pauvres à compter du 1er avril 2014. AFP 06.11

Pays pauvres que la politique économique du gouvernement favorable aux multinationales contribue à maintenir dans la pauvreté, y compris en envoyant son armée défendre leurs intérêts, ceux des multinationales, pas des pays pauvres qui de préférence doivent le rester.

Maintenant, il faut assumer le néolibéralisme

- Louis Gallois : "*Maintenant la priorité, c'est la politique de l'offre*" - Atlantico.fr

Louis Gallois était l'invité de Radio Classique ce matin. L'ancien PDG d'EADS et auteur du rapport sur la compétitivité était interrogé sur le bilan qu'il en fait, un an après sa publication. Selon ce dernier, il s'agit d'un "*bilan assez positif*". Atlantico.fr 06.11

La méthode : le compromis national.

- Montebourg voudrait réussir un compromis national sur l'énergie - Atlantico.fr

C'est devenu une obsession, Arnaud Montebourg, le ministre du Redressement Productif s'est mis en tête d'obtenir l'accord de tous les partenaires sociaux et des politiques français autour d'un compromis national concernant l'énergie. Atlantico.fr 06.11

La gauche de la gauche d'un parti de droite...

La méthode : le Pacte d'avenir

- Crise bretonne: fin de la réunion à Rennes, "*les conditions remplies*" - AFP

Le préfet de la région Bretagne, Patrick Strzoda, a affirmé mercredi soir, après six heures de réunion à Rennes sur le Pacte d'avenir de la Bretagne avec les élus et les acteurs économiques et sociaux de la région, que "*les conditions du dialogue sont remplies*".

"*Les conditions sont remplies pour qu'on dialogue et qu'ensemble on construise ce pacte d'avenir*", proposé par le Premier ministre Jean-Marc Ayrault à la mi-octobre, a ajouté le représentant de l'Etat.

Les participants à la réunion partagent aussi l'idée que le "*concept de pacte est une bonne idée*", pour apporter "*des réponses à des situations de crise en urgence et en même temps dresser des pistes de développement auxquelles toutes les collectivités et tous les responsables économiques peuvent adhérer*", a souligné M. Strzoda.

M. Strzoda s'exprimait à l'issue d'une journée de réunion à la préfecture à Rennes avec les syndicats de salariés, les représentants du patronat, puis les élus et les acteurs économiques. AFP 06.11

A un bémol près qui sera sans conséquence toutefois, Le Foll peut dormir tranquille.

- Crise bretonne: FO claqué la porte des discussions à Rennes - AFP

Le syndicat FO a claqué la porte des discussions sur la crise bretonne, mercredi à la préfecture de région à Rennes, où sont rassemblés les élus, les partenaires sociaux et les acteurs économiques, a constaté un journaliste de l'AFP.

"*Il n'y a pas de réponse du gouvernement sur l'arrêt des fermetures des sites industriels. Il y a un grand nombre de salariés qui vont se retrouver demandeurs d'emplois*", a déclaré à la presse Nadine Hourmant, déléguée syndicale FO chez le volailler Doux, avant d'ajouter: "*Aujourd'hui, on veut des réponses et pas des réunions qui ne tiennent pas debout.*"

"*Assister aux grand-messes à Rennes, alors que les difficultés sont dans le Finistère, ce n'est pas une réponse*", a estimé Mme Hourmant, qui a invité le ministre de l'Agriculture, Stéphane Le Foll, à se rendre dans le Finistère. "*J'invite M. Le Foll à venir nous rencontrer dans le Finistère, pas sur Rennes. C'est à eux (le gouvernement, ndlr) de venir voir la détresse des salariés qui ne savent pas de quoi sera fait demain, alors stop ça suffit!*"

M. Le Foll doit se rendre en Bretagne vendredi, mais son programme n'est pas encore précisé.

Mme Hourmant avait prévenu peu avant le début de la réunion, qu'elle a quittée en compagnie d'un autre représentant FO, qu'il "*y a aura encore des actions*" et que "*les salariés sont en ordre de marche*". AFP 06.11

FO signe tous les accords de compétitivité, tous les plans sociaux qui accompagnent les fermetures d'usines.

[Les médias en sont les principaux porte-parole du racisme, ils l'alimentent en permanence.](#)

Comment dénoncer un comportement dont on est responsable ou complice pour qu'on ne nous accuse pas de l'être.

Les médias nationaux puent, empestent, entre amalgames et manipulations quasi quotidiens ils n'ont de cesse de monter les couches de la population les unes contre les autres, procédé mis en oeuvre quand en haut il est devenu impossible de gouverner, il faut à tout prix, y compris en employant les méthodes les plus infâmes diviser la population, casser sa résistance à la régression sociale, à la décomposition de la société qu'organisent minutieusement le gouvernement et le parlement.

Les médias sont l'expression et les instruments de cette déchéance sans fin, ils sont la voix de la réaction qui par ce canal espère pouvoir détourner les masses de l'essentiel, de la crise sociale et politique à laquelle elles cherchent une réponse pour y

mettre un terme, alors qu'elles n'en sont pas responsables, qu'elles la subissent, qui leur est imposée, qu'elles ne supportent plus.

De tous temps dans le passé depuis plus d'un siècle on peut lire et entendre des propos racistes ou xénophobes sans que cela dégénère forcément en pogroms ou chasses aux sorcières. Ceux-ci apparurent lors de chaque crise depuis le début du XXe siècle ou même avant, et il est bon de rappeler que chaque fois ce fut la classe dominante et sa presse qui instrumentalisèrent le racisme et l'antisémitisme pour détourner les masses des réels responsables de la crise sociale dont elles étaient les principales victimes pour qu'elles ne se mobilisent pas contre les différents régimes en place, sous Nicolas II en Russie, sous la IIIe République en France ou en Allemagne, en Grande-Bretagne, dans l'ensemble de l'Europe et aux Etats-Unis jusqu'au Japon, mais pour qu'elles soutiennent leurs guerres coloniales ou impérialistes, le responsable de leur situation ou leur ennemi étant l'étranger, le Juif, le Noir, l'Arabe, l'homosexuel, etc. avant d'en arriver aux syndicalistes et aux militants des partis ouvriers.

La société et le monde ayant connu de profondes transformations au cours de la seconde moitié du XXe siècle, il leur faut procéder autrement pour soumettre les peuples au talon de fer du néolibéralisme, alors que la plus formidable crise du capitalisme menace ses fondements et de l'emporter à terme. Les derniers développements du capitalisme mondial ne se sont pas seulement traduits par une plus grande collaboration entre les différents membres de l'oligarchie financière, le rapprochement entre les dirigeants des plus grandes puissances, l'intégration des Etats dans de nouvelles institutions supranationales économiques ou politiques, l'interpénétration croissante des différentes économies et l'adoption d'un modèle économique de plus en plus homogène, ils ont donné lieu à un rapprochement entre les peuples par le biais des moyens modernes de communication, Internet étant le dernier en date, sans que pour autant les inégalités qui existaient entre eux n'aient disparu ou à l'intérieur de chaque pays, qu'ils ont interprété comme un nouveau droit auquel ils avaient accès ou une plus grande liberté qui leur était accordée sans que pour autant les rapports entre les classes n'évoluent ou connaissent un changement radical, du coup sur fond de profondes inégalités sociales les rapports qui existaient entre les différentes couches de chaque pays et qu'on retrouve sur tous les continents ont guère évolué, le regard qu'ils portent sur ces couches minoritaires est demeuré inchangé chez la majorité de la population puisqu'ils ont vécu la mondialisation de manière inconsciente, elle leur a été imposée plus qu'autre chose on est bien d'accord, ils n'ont donc pas pu prendre conscience de toute sa portée et en tirer des enseignements, et comme à toutes les époques, ce sont les classes dominantes des pays dominants qui leur ont dicté les nouveaux codes de conduite qu'ils devraient adopter dorénavant.

Les conditions sociales ou les conditions d'existence d'une grande partie des masses exploitées ou de la majorité de la population selon les pays s'étant dégradées au cours des dernières décennies, parfois sur fond d'élévation de leur mode de vie mais au détriment de leur liberté qui a connu le même sort que dans les pays les plus industrialisés, les masses n'ont aucune raison d'être plus ou moins racistes, xénophobes, etc. disons intolérantes à ce qui ne leur ressemble pas aujourd'hui qu'autrefois, c'est uniquement la classe dominante et les médias qui en période de crise les poussent à adopter cette attitude ou à faire preuve de discrimination ou à trouver des boucs émissaires à leurs difficultés, car de leur côté elles sont plutôt portées à faire preuve de tolérance ou de compréhension envers les autres, à dire vrai, elles ne s'intéressent pas à ces différences ou cela les laisse indifférentes, on en a la preuve par exemple quand on leur demande ce qu'elles en pensent et qu'elles vous répondent qu'elles n'ont pas d'avis sur la question, tout simplement parce qu'elle leur est étranger, ce sont uniquement les médias qui mettent à l'ordre du jour ces questions de racisme ou montent des incidents isolés en épingle pour faire croire qu'ils en existaient une multitude qu'on ignore et qu'un danger nous menacerait, danger évidemment dont seul le gouvernement pourrait faire face, d'où la nécessité de se rassembler autour de lui ou de cesser de le critiquer, le soutenir devrait être la seule attitude correcte à adopter et la boucle est bouclée.

Jusqu'à il y a peu, le législateur, l'ensemble des partis institutionnels et des médias s'accommodaient très bien de propos outranciers racistes ou d'insultes tant qu'elles n'étaient pas vulgaires, de la même manière qu'ils s'accommodent parfaitement des expéditions coloniales, de l'esclavage ou des guerres de rapine impérialistes, et pour cause, ils existent toujours de nos jours, les puissances occidentales en tête perpétuent cette tradition qui a accompagné le développement des forces productives depuis que l'exploitation de l'homme par l'homme existe, il faut préciser que ces méfaits imposés à tous les peuples sont la marque de fabrique du développement historique du capitalisme, dès lors il faut analyser la condamnation qu'ils peuvent en faire ici ou là autrement que sous l'angle d'une soudaine conversion à l'humanisme, en réalité, ils s'en servent pour accabler les peuples qui en seraient responsables afin de leur ôter les derniers droits politiques qu'il leur reste, le peu de liberté d'expression qu'ils leur avaient accordée généreusement. Le peuple est raciste, xénophobe, etc. mais pas la classe dominante et ses représentants qui ont leur bonne conscience pour eux, il faut donc mater ce peuple indigne de posséder la moindre liberté, il faut le baillonner.

Sauf que voilà, le peuple n'est pas raciste spontanément, il peut le devenir quand on l'y pousse. Encore trois éléments à aborder très rapidement.

Le premier, c'est qu'étant issu d'un milieu ouvrier profondément arriéré, je peux témoigner que pendant la vingtaine d'années où je suis resté chez mes parents, j'ai entendu davantage des expressions à caractère raciste ou xénophobe plutôt que des discours, analyses ou théories du même genre, mes parents auraient été incapables de les retenir ou de les reproduire, en réalité ils n'étaient pas plus racistes que vous ou moi, ils avaient des amis maghrébins et apparemment ils n'imprégnèrent pas leurs enfants de leur racisme ou xénophobie puisque ma soeur Catherine a vécu avec un Algérien, l'époux de ma soeur Solange est Portugais et je partage ma vie avec une femme d'origine indienne. J'ai eu l'occasion de côtoyer de nombreux collègues de travail qui étaient dans le même cas que mes parents. Cela pour dire qu'ils voudraient faire passer la classe ouvrière pour raciste ou xénophobe, alors qu'en fait c'est la classe qui l'est le moins. Elle peut le devenir si la classe dominante y trouve son intérêt après avoir entraîné la petite-bourgeoisie dans ce piège, comme nous l'enseigne l'expérience des années 30 en Allemagne ou 40

en France. Le racisme, la xénophobie ou l'antisémitisme se propage toujours du haut vers le bas et non l'inverse, ce qui est logique d'ailleurs, puisque ce sont les classes supérieures qui détiennent le pouvoir politique et les médias et non la classe ouvrière.

Le deuxième, c'est qu'on constatera que ce genre de déviation idéologique se produira toujours au moment où la classe dominante ne peut plus gouverner comme avant, en proie à une grave crise économique et politique, au début des années 30 en Allemagne qui allait porter Hitler au pouvoir, au début des années 40 en France qui allait donner le régime de Vichy, une fois la guerre terminée, face à la revendication d'indépendance de l'Algérie le racisme pris le relais de l'antisémitisme, cette période fut suivie d'une courte pause jusqu'à l'éclatement de la crise du début des années 70 et le choc pétrolier, le PS parvenu au pouvoir en 81 allait s'en servir à son tour pour gouverner puisqu'il était incapable de changer de politique, ensuite vint successivement la réactivation des cellules dormantes des Frères musulmans en Algérie, Al Qaïda et les Talibans pour finalement en arriver au 11 septembre 2001 qui allait consacrer la guerre des civilisations chère à G. Bush, résultat en 2002 en France Le Pen allait se retrouver au second tour de la présidentielle, un coup magistral qui allait servir d'étrier à Sarkozy et à son discours sécuritaire emprunté à celui de l'extrême droite, tactique qui allait lui permettre de liquider le RPR conservateur au profit de l'UMP plutôt néolibéral, et c'est en empruntant le même discours qu'il deviendra Président de la République en 2007, le président de la classe dominante et de la petite-bourgeoisie, les classes supérieures dont il a été question plus haut, pour finir, ayant brûlé toutes ses cartouches au bout de 5 ans, il allait être remplacé par Hollande qui devait se retrouver dans une position extrêmement difficile du fait qu'il poursuivrait la politique de Sarkozy, du coup au bout de quelques mois il embraya sur le mariage homosexuel et l'instrumentalisation du racisme repris de plus belle... C'est une constante et non une nouveauté.

Le troisième et dernier élément qu'on pourrait citer, qui pourrait être la synthèse des deux précédents, c'est que les intellectuels qui se distinguent en tenant un discours raciste s'adressent de préférence à la petite-bourgeoisie ou à la classe moyenne, intellectuels, professions libérales ou indépendants, qu'ils poussent vers l'extrême droite, ils les manipulent pour le compte de la classe dominante en leur offrant une tribune dans les différents médias, en utilisant aussi les instituts de sondage, ce ne sont pas les ouvriers qui lisent L'Express, Le Point ou Le Nouvel Observateur, et pour faire bonne mesure des médias plus populaires comme Le Parisien ou Libération leur emboîtent le pas en se faisant l'écho de leurs discours sous un angle critique qui n'a aucune crédibilité tant leurs articles respirent l'hypocrisie ou sont littéralement calomnieux envers ce qu'ils appellent les classes populaires. Ce qu'ils dénoncent, ils le mettent en scène eux-mêmes, tandis qu'ils passent à côté de l'essentiel que j'ai décrit plus haut. Jamais ils n'évoqueront à qui profite le crime.

- Rance - LeParisien.fr

Un parfum rance flotte sur la France. Depuis quelque temps déjà, un verrou a sauté dans notre rapport à la différence. Des mots, des phrases, des gestes qu'on croyait d'un autre âge resurgissent. La peur y côtoie le mépris, le repli sur soi et la haine de l'autre. De la conversation privée jusqu'au débat public, la parole raciste s'est frayé un chemin. Qu'elle ironise, qu'elle stigmatise ou qu'elle théorise, celle-ci obéit à une mécanique bien rodée, qui veut qu'à force de répétitions le propos de comptoir devienne un fait de société qui appelle une réaction politique.

Et inversement. Il serait trop simple de voir dans cette résurgence le seul réflexe frileux de citoyens désorientés par la crise. Ce serait oublier un peu vite que des apprentis sorciers ont joué avec le feu. Les assauts répétés d'intellectuels sans mémoire et de politiques sans complexes contre la « *bien-pensance* » et le « *politiquement correct* » ont aussi réveillé de vieux réflexes. Sous couvert de lever des tabous, ils ont ouvert la porte à de fausses évidences qui aboutissent toutes au rejet d'autrui. Une rhétorique pernicieuse dont on n'a pas fini de payer le prix. LeParisien.fr 06.11

[Le Front de gauche : c'est la révolution du " *velours*" pour le compte de l'Union européenne !](#)

- Européennes : le Front de gauche entre en zone de « *turbulences* » - Libération.fr

Lundi, la réunion de coordination des partis composant le Front de gauche, organisée comme toutes les semaines place du Colonel-Fabien, était consacrée au scrutin de fin mai. « *Une discussion très positive, assure un participant. On a discuté du profil et des axes de campagne pour confirmer des convergences très fortes entre les forces. On est sur du velours.* » Surtout que ce cartel est né précisément aux européennes 2009 (6,5%).

Le PG a fait le choix de temporiser. « *On va attendre que la situation se décante* », explique Eric Coquerel, bras droit de Mélenchon, pour qui « *le suffrage universel* » doit avoir valeur d'arbitre. « *C'est irréglable leur histoire, se désole Clémentine Autain de la Fédération pour une alternative sociale et écologiste (Fase). Le PCF a fait ce choix à Paris, on le regrette et on pense toujours, comme le PG, que c'est une faute politique. Mais on ne va quand même pas attendre mars pour faire les listes !* » Coquerel répond : « *On va se poser la question des répartitions d'ici la fin de l'année.* » (Ah la gamelle ! -ndlr)

Or, au PCF, on souhaite boucler les désignations des têtes de listes dans les 7 eurlorégions d'ici début décembre. Histoire d'arriver au congrès du Parti de la gauche européenne (PGE) à Madrid, du 13 au 15 décembre, en ordre de marche et de conforter la place de leur chef, Pierre Laurent, à la tête du regroupement européen des formations politiques de gauche radicale.

« *Les communistes veulent aller vite, le PG veut attendre, voir comment décollent les campagnes municipales, notamment à*

Paris», décrypte un dirigeant Front de gauche. Surtout qu'au PG, on ne lâche pas l'affaire pour récupérer la tête de liste en Ile-de-France. Puisque à Paris, le PCF est avec le PS, qu'il faut de «*la clarté*» et que le PG estime, comme Coquerel, qu'«*on n'aura pas un bon score aux européennes si on ne fait pas la preuve qu'on peut faire de bons scores sans le PS*», les proches de Mélenchon estiment qu'une tête de liste PCF en Ile-de-France n'est «*plus une évidence*». Le sortant est pourtant un communiste : Patrick Le Hyaric, directeur du journal l'Humanité. «*Il y a une grosse urgence à relancer le Front de gauche, appelle Autain. On est dans une période de fortes turbulences*». Et l'atterrissage n'est pas pour demain. Libération.fr 06.11

Ils ne risqueront rien à l'atterrissage puisque leur campagne ne "décollera" jamais, dommage !

Boycott des municipales et des européennes !

Le M'PEP a pris position pour le boycott des européennes, bravo, j'appelle les militants à se joindre à leur bataille sur ce mot d'ordre : rupture avec l'UE, la BCE et l'euro.

Le visage hideux du capitalisme.

- Un resto chic accusé de placer au fond les clients moches - LePoint.fr

Au très chic restaurant Georges du Centre Pompidou, la direction soigne les plats, le service et le décor. Mais pas seulement. D'après le témoignage, recueilli par Le Canard enchaîné, d'une ancienne hôtesse de l'établissement, la hiérarchie accorde aussi une grande importance à la beauté de ses clients. Au point qu'elle exige de son personnel qu'il place ceux au physique agréable à l'avant de l'établissement, et les moches au fond, et ce, au nom de l'"*image*". Il faut dire que le restaurant, délimité par des baies vitrées au sixième étage du musée, est offert à la vue des visiteurs qui déambulent.

Parfois, c'est même le patron, Gilbert Costes, qui rappelle les consignes à ses ouailles. "*Il nous serine les principes de la maison, dont il est très fier, vu qu'il les a inventés*", rapporte la jeune femme. Le restaurant ne transige à sa règle que lorsqu'une célébrité s'attable. Sa notoriété compensant son éventuelle disgrâce physique, il peut alors s'installer devant les vitres, et contempler le Sacré-Coeur ou la tour Eiffel. "*C'est une critique récurrente qui ne reflète pas la politique de chez Costes et cela ne sert à rien de monter cette affaire en épingle*", a commenté au Parisien le service communication du groupe Costes, sans démentir, donc, les affirmations du Canard. LePoint.fr 06.11

J'avais pensé aux Arabes, aux Noirs, aux Juifs, aux tziganes, aux homosexuels, aux malades mentaux, aux poètes, aux militants ouvriers, j'avais oublié les moches ! Et les nains alors ? Ah oui les nains aussi, dans le même train !

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Espagne

- L'Espagne refuse de revenir sur l'amnistie post-Franco - Reuters

L'Espagne a déclaré mercredi devant la commission de l'Onu sur les disparitions forcées qu'elle ne reviendrait pas sur sa loi d'amnistie de 1978 sur les crimes politiques commis durant la guerre civile (1936-1939) puis sous la dictature de Francisco Franco.

"*Les décisions prises par l'Etat espagnol en 1978 ne seront pas réexaminées*", a déclaré la représentante de l'Espagne auprès de l'Onu à Genève, Ana Menendez Perez, aux onze experts juridiques indépendants.

Le juge espagnol Baltasar Garzon et des organisations de défense des droits de l'homme ont invité lundi cette commission de l'Onu à dire à l'Espagne qu'elle devait se pencher sur les crimes commis durant cette période.

La mission de cet organisme est de surveiller l'application de la Convention de l'Onu sur les disparitions forcées, adoptée en 2010 et dont l'Espagne est signataire.

Ana Menendez Perez a souligné que cette convention était un "*instrument et un mécanisme tournés vers l'avenir*" qui ne devait pas s'appliquer pour les faits du passé. Reuters 06.11

Mais au fait, le PSOE n'aurait-il jamais été au pouvoir depuis 1978 ?

2- Etat sioniste

Benjamin Netanyahu a annoncé mercredi le retour au gouvernement de l'ultra-nationaliste Avigdor Lieberman après l'acquittement dont a bénéficié l'ancien ministre des Affaires étrangères, poursuivi pour fraude et abus de confiance dans une affaire qui l'avait contraint à la démission en décembre dernier.

Allié politique majeur du Premier ministre israélien, le chef d'Israël Beitenou, un partisan de la colonisation hostile aux négociations de paix avec les Palestiniens, risquait jusqu'à trois de prison et sept ans d'inéligibilité s'il avait été reconnu coupable.

Avigdor Lieberman était accusé d'avoir fait promouvoir un ancien ambassadeur d'Israël en Biélorussie pour le récompenser de lui avoir fourni des renseignements confidentiels sur une enquête de police le visant dans une affaire de financement occulte de campagnes électorales.

Les trois juges l'ont acquitté mercredi à l'unanimité, "*faute de preuves incontestables*".

"*Cette affaire est désormais derrière moi et je peux à présent me concentrer sur les défis qui nous attendent*", s'est réjoui à la sortie du tribunal l'ex-chef de la diplomatie, qui contestait les accusations.

Le bureau du procureur a indiqué qu'il envisageait de faire appel.

Benjamin Netanyahu, qui a cumulé les postes de Premier ministre et de ministre des Affaires étrangères le temps du procès de son allié, n'a cependant pas attendu avant d'annoncer son retour au gouvernement.

"*Je vous félicite pour votre acquittement et je suis heureux de votre retour au gouvernement israélien pour que nous puissions continuer à travailler ensemble pour le bien du peuple d'Israël*", a déclaré Benjamin Netanyahu à Avigdor Lieberman, selon un communiqué des services du Premier ministre.

Le communiqué ne précise pas quel poste Avigdor Lieberman va occuper, mais "*tout indique qu'il va redevenir chef de la diplomatie*", dit-on de source politique.

L'annonce de son retour aux affaires a précédé de quelques minutes l'arrivée à Jérusalem du secrétaire d'Etat américain, John Kerry, qui doit s'entretenir dans la journée avec Benjamin Netanyahu et le président palestinien, Mahmoud Abbas.

Accueillant John Kerry, le Premier ministre israélien a durci le ton sur les négociations de paix.

"*Je suis préoccupé pour le processus de paix car je vois que les Palestiniens continuent leurs incitations à la violence, continuent à créer des crises artificielles, continuent à éviter et à fuir les décisions nécessaires pour parvenir à une véritable paix*", a-t-il dit à la presse. Reuters 06.11

3- Palestine occupée

Yasser Arafat est mort empoisonné au polonium en 2004, a déclaré mercredi sa veuve Souha sur la foi de premières expertises, neuf ans après le décès près de Paris de l'ancien président de l'Autorité palestinienne.

"*Il s'agit d'un vrai crime, d'un assassinat politique*", a dit Souha Arafat à Reuters à Paris après avoir reçu un rapport de l'Institut de radiophysique de Lausanne sur les analyses effectuées sur la dépouille de l'ancien leader palestinien.

Ce rapport "*confirme tous nos doutes*", a-t-elle ajouté après avoir rencontré des experts suisses, l'une des trois équipes de légistes chargés d'effectuer des examens. "*Il est scientifiquement prouvé qu'il n'est pas mort de mort naturelle et nous avons la preuve scientifique que cet homme a été tué.*"

Les experts suisses ont trouvé dans le fémur et les côtes de Yasser Arafat un niveau de polonium de 18 à 36 fois supérieur à la normale, selon le rapport dont une copie a été diffusée mercredi par la chaîne qatarie Al Jazeera.

Toutefois, ajoutent les experts, "*les résultats soutiennent modérément l'hypothèse que la mort a été la conséquence d'un empoisonnement au polonium-210*".

Le professeur britannique David Barclay, auquel Al Jazeera a demandé d'interpréter les résultats, est toutefois plus catégorique. "*A mon opinion, il est absolument certain que la cause de la maladie (de Yasser Arafat) était un empoisonnement au polonium*", a-t-

il dit à Reuters.

De leur côté, les juges français chargés d'une enquête pour assassinat n'ont pas encore reçu le résultat des expertises effectuées par des légistes français après l'exhumation du corps, a-t-on appris auprès du parquet de Nanterre.

Le corps de Yasser Arafat a été exhumé en novembre 2012 à Ramallah, huit ans après son décès près de Paris, pour les besoins d'une enquête qui doit déterminer s'il est mort empoisonné, comme le pensent de nombreux Palestiniens.

Dans un communiqué diffusé mercredi, Wasel Abou Yousef, membre du comité exécutif de l'OLP, a dit voir dans ces résultats la preuve qu'Arafat a été *"victime d'un assassinat terroriste planifié commis par un Etat, Israël, qui cherchait à se débarrasser de lui"*.

Le gouvernement israélien a démenti toute responsabilité dans son décès. *"Cela tient davantage du feuilleton que de la science, c'est le dernier épisode en date de ce feuilleton dans lequel Souha s'oppose aux successeurs d'Arafat"*, a déclaré le porte-parole du ministère israélien des Affaires étrangères, Yigal Palmor.

Yasser Arafat est mort à l'âge de 75 ans après une courte et mystérieuse maladie le 11 novembre 2004 à l'hôpital militaire de Percy, à Clamart dans les Hauts-de-Seine, où il avait été transféré avec l'accord d'Israël après avoir été isolé par l'armée israélienne dans son QG de Ramallah.

Aucune autopsie n'avait été pratiquée à l'époque, à la demande de sa veuve et les médecins français qui l'ont soigné se sont déclarés incapables de déterminer la cause du décès.

Une vingtaine de prélèvements ont été effectués après l'exhumation et des échantillons distincts ont été confiés à des équipes de médecins légistes français et suisses, ainsi qu'à une équipe d'experts russes, invités par les Palestiniens.

En octobre, le responsable de l'agence russe de médecine légale a déclaré que les échantillons prélevés sur le corps de Yasser Arafat ne laissaient en rien penser à un empoisonnement au polonium, a rapporté l'agence Interfax.

Mais l'Agence fédérale de médico-biologie a démenti officiellement que son directeur, Vladimir Uiba, ait tenu de tels propos et s'est contentée de préciser qu'elle avait remis ses conclusions au ministère des Affaires étrangères.

Le polonium a été à l'origine du décès de l'espion russe Alexandre Litvinenko à Londres en 2006, mais certains experts se demandent comment Yasser Arafat aurait pu mourir de la sorte, soulignant qu'il a connu un bref rétablissement pendant sa maladie qui ne colle pas avec la thèse d'un empoisonnement radioactif. Ils notent également que l'ancien président palestinien n'avait pas perdu tous ses cheveux, comme c'est le cas avec le polonium. Reuters 06.11

Il est mort avant les avoir tous perdus !

La chaîne qatarie Al Jazeera que l'on ne présente plus produit le soit-disant témoignage d'experts qu'ils ont sans doute inventés qui nierait que la mort d'Arafat serait due à une empoisonnement au polonium, alors qu'un professeur britannique affirme catégoriquement le contraire sur la base des analyses effectuées.

Puis c'est au tour de l'agence russe médico-biologie qui aurait affirmé que le polonium n'avait rien eu à voir avec la mort d'Arafat, avant que son directeur dément officiellement avoir tenu de tels propos.

Bon, on aura compris que face aux preuves accablantes d'assassinat contre l'Etat sioniste, ses complices se démènent pour nier l'évidence et laver de tout soupçon les criminels.

4- Russie

Signe de de l'exaspération grandissante de la Russie par rapport aux provocations des Etats-Unis, de l'UE et de l'OTAN, le président Vladimir Poutine a invalidé, la semaine dernière, un décret présidentiel de 2011 établissant un groupe interdépartemental de travail au sein de l'administration présidentielle russe pour gérer les négociations avec l'OTAN sur la défense antimissile.

La déclaration laconique du Kremlin ne donne aucune explication pour le geste de Poutine, mais le quotidien the Voice of Russia a publié le 3 novembre sur son site un long article à ce sujet.

L'auteur de l'article, John Robles, attribue la décision de Poutine à une longue série de frustrations accumulées sur plusieurs dossiers, où le manque de coopération et de respect de l'OTAN a été flagrant. Robles écrit :

La sagesse du président ne peut être remise en question après (...) des douzaines de tentatives manquées pour développer un partenariat avec l'alliance [Atlantique]. Ces "ratées" ont touché plusieurs domaines et ont été aggravées par les actions de l'OTAN elle-même (...) mais comme le proverbial ours russe, le président Poutine a été lent à réagir, mais une fois qu'une action a été décidée il est résolu.

La liste des griefs avancés par Robles peut être résumée comme suit :

En dépit de la rhétorique affirmant le contraire, l'OTAN n'a pas l'intention de traiter la Russie comme partenaire à part entière ;

Le bouclier antimissile est un cheval de Troie pour une capacité de première frappe contre la Russie ;

L'OTAN s'étend irrémédiablement vers l'est, forçant les pays cible à dépenser toujours plus d'argent pour leur propre défense ;

Les États-Unis et l'OTAN poursuivent leur tentative d'imposer leurs intérêts par la force et de militariser des pays et des régions auparavant neutres et pacifiques, notamment en Scandinavie et dans l'Arctique ;

Deux événements récents — l'un le refus du président Poutine de se laisser influencer par la menace d'actes terroristes de la part du prince saoudien Bandar, appuyé solidement par les États-Unis et l'autre, la prévention d'une autre guerre d'agression contre la Syrie souveraine par les États-Unis et l'OTAN — ont tout deux montré à quel point le président Poutine est attaché à la paix mondiale, contrairement à un Barack Obama qui, en dépit de son prix Nobel, multiplie les provocations ainsi que les exécutions par drone qu'il autorise personnellement.

Robles souligne que plusieurs avertissements ont été lancés aux États-Unis et à l'OTAN au sujet « de leur bouclier qui peut être rapidement et discrètement transformé en une architecture de première frappe meurtrière ». « Alors, pourquoi la Russie devrait-elle continuer à tenter de coopérer avec un plan qui vise à l'encercler avec des missiles de l'OTAN ? La réponse à cette question peut être machiavélique, ou bien peut-être aussi simple que le fait que la Russie cherchait à coopérer avec l'Occident jusqu'à la toute fin, dans un élan pacifique. »

Avec cette décision présidentielle, « Poutine a officiellement mis fin à l'ère où la Russie cherchait à apaiser et à coopérer avec son ancien adversaire qu'est l'OTAN et a tranquillement, oui, tranquillement, réaffirmé la souveraineté de la Russie et montré qu'elle se tiendra du côté de la paix, non pas seulement en paroles mais aussi par un geste serein et digne ». french.irib.ir 06.11

SOCIAL

1- Grèce

1.1- Grève générale en Grèce malgré la pluie et la résignation - Reuters

Des milliers de travailleurs en grève ont défilé mercredi à Athènes sous une pluie battante en direction du Parlement pour protester contre les mesures d'austérité imposées à la Grèce par ses créanciers internationaux.

La manifestation a coïncidé avec le début des entretiens d'une délégation de la "troïka" (Commission européenne, Banque centrale européenne et Fonds monétaire international) des créanciers internationaux venue évaluer la mise en oeuvre du plan de sauvetage.

Le mouvement social de 24 heures décrété par les principaux syndicats des secteurs public et privé a entraîné la fermeture des écoles et des perturbations dans les transports aériens.

Enseignants, médecins, employés municipaux, conducteurs de bus et de train ont participé au mouvement. Les contrôleurs aériens ont cessé le travail entre 10h00 et 13h00 GMT. Les journalistes ont, quant à eux, fait grève pendant cinq heures.

Mais la participation était en baisse par rapport aux défilés précédents, peut-être en raison de la météo capricieuse. Deux organisations ont saisi ce prétexte pour annuler leur participation à la marche sur la place Syntagma.

Quelque 15.000 personnes ont atteint la place, théâtre par le passé de violents heurts avec les forces de l'ordre. Elles appartenaient pour l'essentiel au groupe communiste PAME et à des formations de gauche. "Plus de sacrifices !" et "Ne vous aplatissez-pas !", pouvait-on lire sur des banderoles.

Le découragement a aussi joué chez des Grecs lassés de protester depuis 2009 contre la perte de leurs emplois et de leurs avantages sociaux, et l'érosion de leur niveau de vie.

Les syndicats redoutent que la "*troïka*" n'impose à la Grèce une nouvelle baisse des salaires et pensions de retraite pour remplir les conditions du plan de sauvetage, alors que l'incertitude sur les besoins de financement supplémentaires dont Athènes pourrait avoir besoin dès l'an prochain alimente les spéculations sur de nouvelles mesures d'austérité.

Ils dénoncent en outre les suppressions de postes prévues dans le secteur public et les projets de privatisation. "*En s'unissant, on peut les arrêter, on peut les renverser*", a promis le syndicat du secteur public ADEDY.

La Grèce, qui connaît une sixième année consécutive de récession, a un taux de chômage record de plus de 27%. Reuters 06.11

1.2- La police a évacué tôt jeudi l'ancienne télévision nationale grecque ERT, occupée depuis juin par des journalistes licenciés après la décision brutale du gouvernement de fermer cette institution, jugée trop coûteuse dans une Grèce en crise.

Aucun incident ou affrontement n'avait été constaté vers 05H00 GMT, au moment où se poursuivait l'opération des forces de police.

Un représentant du syndicat Pospert des employés d'ERT, Nikos Tsimbidas, a déclaré à l'AFP qu'il était en état d'arrestation.

L'agence de presse grecque ANA a annoncé de son côté que la police avait arrêté trois autres ex-employés d'ERT, dont le dirigeant de Pospert, le journaliste Panagiotis Kalfagiannis.

Selon les médias locaux, des militants opposés à l'évacuation se sont précipités sur les lieux quand s'est répandue au petit matin la nouvelle d'une évacuation imminente.

Un peu plus tard, au cours de l'évacuation, d'autres militants et des personnes soutenant ERT ont commencé à affluer vers les locaux de l'ancienne télévision.

Et d'anciens employés d'ERT ont appelé à la mobilisation. "*Nous demandons à tout le monde de venir au siège d'ERT*", ont-ils écrit dans un communiqué.

Refusant leur licenciement, des anciens employés maintenaient depuis juin des émissions sauvages à partir des locaux occupés. AFP 06.11

2- Etats-Unis

Dish Network, le numéro deux de la télévision par satellite aux Etats-Unis, a annoncé mercredi la fermeture d'ici janvier des 300 derniers magasins de l'enseigne de vidéo-clubs Blockbuster, un baïsser de rideau définitif pour une enseigne ruinée par l'essor du numérique.

Les 2.800 salariés de Blockbuster seront licenciés, a précisé Dish.

Le groupe avait racheté Blockbuster en 2011 pour 320 millions de dollars après le dépôt de bilan de la société de location vidéo. En 2002, à son apogée, Blockbuster était valorisée cinq milliards de dollars en Bourse.

L'entreprise avait été fondée en 1985 à l'époque où les magnétoscopes devenaient un équipement standard des foyers américains.

Lors du rachat, Dish avait dit vouloir conserver 1.500 magasins et 15.000 employés, soit environ 90% du réseau de Blockbuster. Mais il a depuis réduit progressivement le nombre de points de vente et les effectifs.

Le marché de la vidéo s'est radicalement transformé en quelques années avec l'essor des distributeurs en ligne, comme Amazon, et des sites spécialisés comme Netflix, dont la capitalisation boursière dépasse 20 milliards de dollars. Reuters 06.11

[Haut de page ↗](#)

Le 8 novembre 2013

CAUSERIE

20 à 25 nouveaux articles demain matin.

Le mot du jour : imposture. Je suis franchement désolé de vous imposer cette actualité, il faudra nous y faire.

Aveu. C'était attendre autre chose de sa part.

Nathalie Arthaud, porte-parole de Lutte Ouvrière (LO), a jugé "*lâche et pleutre*" le gouvernement qui "*mène une politique anti-ouvrière*" et "*récolte ce qu'il a semé*", "*il est sans volonté face au grand patronat. Il n'a pas arrêté de s'aplatir*", a déclaré Mme Arthaud jeudi sur France 2. Il "*mène une politique anti-ouvrière*" et "*récolte ce qu'il a semé*" dans l'affaire de l'écotaxe. AFP 07.11

Désolé, Hollande, le gouvernement, le PS et ses satellites sont demeurés fidèles à eux-mêmes, leur politique réactionnaire est conforme à leur nature, prétendre autre chose signifie qu'on attendait des miracles après avoir affirmé exactement le contraire, Lutte Ouvrière tient elle aussi le double langage habituel.

Elle reproche au gouvernement d'avoir cédé devant le patronat, autrement dit elle était favorable à cette taxe et à l'installation de ces portiques qui à terme permettraient de suivre à la trace les déplacements de tout véhicule ou toute personne motorisée sur toutes les grandes routes du pays, pour les autoroute c'est déjà le cas, peaufinant le contrôle exercé sur la totalité de la population, en plus du GPS, des téléphones portables, d'Internet faisant l'objet d'une surveillance globale, des relevés de comptes bancaires, des fichiers divers, des impôts, de la Sécurité sociale, de la police, carte d'identité, carte vitale, passeport, etc.

Mais non, vous n'avez rien compris, elle a ajouté qu'elle était "*solidaire de tous ceux qui se battent contre l'écotaxe*", et n'allez pas dire qu'elle tiendrait un double langage car si elle regrette que le gouvernement "*s'aplatisse*" devant le patronat, c'est parce qu'il refuse de se placer au côté des travailleurs, comme si c'était possible franchement, il ne peut pas être des deux côtés de la barricade à la fois, il lui faut choisir son camp et le sien est celui du capital contre le travail.

Elle regrette les conditions dans lesquelles le gouvernement a été obligé de reculer (et non de céder) sur l'écotaxe tout en se félicitant de ce recul, elle fait partie de ces gens qui réécrivent en permanence l'histoire en y mêlant des hypothèses qui demeureront toujours du domaine de l'extrapolation pure et simple parce qu'ils n'entendent pas partir de la réalité telle qu'elle est.

On aura compris que l'origine des regrets qu'elle a formulés repose sur les illusions qu'elle entretient dans le régime qui pourrait s'accommoder de "*reculs*" du gouvernement sur les licenciements, les retraites, la Sécurité sociale, l'école, les hôpitaux, etc. comme si la crise du capitalisme n'existait pas en somme.

On doit ajouter compte tenu que cette crise fait l'objet d'une manipulation par l'oligarchie financière au pouvoir, de telle sorte que des militants en arrivent à penser qu'elle n'existerait pas, Obama ne vient-il pas de déclarer qu'elle était "*fabriquée*", il faut rappeler ou préciser que les besoins sociaux des travailleurs n'ont jamais fait partie de la préoccupation des capitalistes ou constitué leur priorité, et qu'au stade actuel de l'évolution du capitalisme mondial seuls les capitalistes qui consacrent le moins de plus-value aux salaires ou aux besoins sociaux des travailleurs ont une chance de survivre et qu'aucun n'entend la laisser passer. Les droits sociaux et politiques des travailleurs, la démocratie et la lutte des classes sont incompatibles avec la survie du capitalisme

La réduction des dépenses de l'Etat en matière sociale ou le budget drastique d'économie que le gouvernement a adopté ainsi que l'augmentation de la TVA, des impôts et des taxes, via également les collectivités locales, la privatisation de certains secteurs de l'économie, les subventions diverses et autres exonérations de charges sociales accordées au patronat, etc. l'ensemble constitue autant de ponctions indirectes dans la poche des travailleurs au profit des capitalistes, non seulement le gouvernement refuse de taxer davantage le capital, les profits, les riches, etc. ils augmentent les impôts et taxes que paient les travailleurs pour augmenter les profits des capitalistes, cela contribue aussi souvent sous une forme déguisée à faire baisser le coût du travail, à faire pression sur le niveau de vie des travailleurs pour le tirer vers le bas, tandis qu'ils doivent dépenser toujours plus pour satisfaire leurs besoins élémentaires ou tout simplement survivre pendant que les nantis accroissent leur richesse.

Réduire le coût de la force de travail de telle sorte qu'il ne dépasse pas le niveau de ce qui est strictement nécessaire à sa reproduction et éliminer ce qui correspond à des besoins superflus.

La part de la force de travail (capital variable) qui entre dans la composition du capital de chaque marchandise produite (pour faire simple) étant de plus en plus réduite par rapport au reste du capital (capital constant) mis en oeuvre au cours du procès de production, matière première, machine, installation, etc. au fur et à mesure qu'augmente la productivité, en conséquence le taux de profit tend à baisser alors que l'accumulation du capital s'accélère.

Le système capitaliste fonctionne selon des lois ou un cycle infernal conduisant à sa propre destruction ou à donner naissance à un mode de production supérieur qui devrait obligatoirement s'émanciper de ces lois sous peine de demeurer enfermé dans ce système, c'est la condition indispensable à remplir pour que les forces productives cessent de devenir des forces destructrices

de capital, des bases sur lesquelles il repose mais aussi de la civilisation humaine et de notre planète.

La crise du capitalisme coïncide avec une accumulation monstrueuse de capital entre quelques mains et l'impossibilité dans laquelle se trouvent les capitalistes d'investir cette masse de capitaux et d'en attendre une rentabilité suffisante pour éviter que ce rapport soit remis en cause, autrement dit il est impossible pour les capitalistes d'envisager investir en pure perte ou de ne pas réaliser de profit.

Autrefois il fallait 8 heures pour produire et assembler un poste de télévision, aujourd'hui il en faut une seulement, partons de cette hypothèse.

A la force de travail qui était dépensée pendant ces 8 heures de travail correspondait les matières premières nécessaires à la fabrication d'une télévision. Ce rapport entre le capital variable et le capital constant déterminait le taux de profit à l'issue du procès de production. Laissons de côté ici d'autres facteurs, l'outillage, l'installation, les charges, etc. qui d'ailleurs ne contredisent pas notre démonstration, au contraire ils la confirment ou amplifient même les conclusions auxquelles nous arrivons. Si maintenant en face de la même dépense de force de travail au lieu d'avoir les matières premières nécessaires à la production d'une télévision vous avez les matières premières correspondant à la fabrication de 8 téléviseurs, le rapport entre capital variable et capital constant va tourner à l'avantage du capital constant, la part du capital variable présent dans chaque téléviseur va être divisée par huit, or c'est uniquement à partir de la force de travail mise en oeuvre que le capitaliste tire son profit, il peut certes le maintenir ou l'augmenter en volume en produisant plus, mais dans ce cas-là il devra dépenser toujours plus en capital constant, en matières premières donc disposer de toujours plus de capitaux pour se les procurer, si parallèlement il ne peut pas augmenter les prix de vente de ses téléviseurs à cause de la concurrence tandis que ceux des matières premières et autres charges ou coûts indirects augmentent, il va se retrouver coincé ou il va lui falloir accepter une baisse de ses marges, de son profit, or il a besoin impérativement qu'il augmente, il ne lui reste plus comme solution qu'à s'attaquer au coût de la force de travail, obtenir des exonérations de cotisations sociales, une baisse des impôts sur ses bénéfices, des subventions de l'Etat, baisser les salaires, rallonger la durée du travail, etc. il faut qu'impérativement de la part de la plus-value dégagée, que celle qui lui revient augmente sans cesse au détriment de la part qui revient aux travailleurs. Au niveau d'un secteur économique, quand cette condition ne peut pas ou plus être remplie, ils ferment la boutique tout simplement et en ouvrent une autre ailleurs où le taux de profit sera plus élevé. Il faut aborder l'économie à l'échelle d'un secteur économique à l'échelle mondiale, et au-delà l'économie tout court à l'échelle mondiale tous secteurs d'activité confondus.

C'est un cercle vicieux, dont la tendance principale conduit soit à son implosion programmée ou orchestrée, moins soudaine que l'explosion d'une crise classique du capitalisme qu'il est parvenu à éviter ou à déjouer depuis 40 ans, mais toute aussi violente conduisant à l'instauration d'un nouvel ordre mondiale, hypothèse qui demeure improbable à réaliser tant les obstacles à surmonter s'accumulent, bien qu'ils avancent lentement mais sûrement dans cette voie depuis le début des années 70, ce qu'on appelle la stratégie néolibérale, ils n'ont pas le choix, elle demeure la seule à leur disposition pour tenter d'assurer leur survie, soit à son explosion brutale lors de l'effondrement de l'économie mondiale en réponse à la mobilisation révolutionnaire des masses exploitées débouchant sur le socialisme ou si elles demeurent incapables de s'emparer du pouvoir politique le chaos, la guerre, la barbarie, le tout généralisé.

Ceux qui procèdent à une distinction entre le capitalisme et le néolibéralisme sont des ignorants ou des charlatans, car le néolibéralisme n'est rien d'autre qu'une étape économique naturelle ou nécessaire propre à l'évolution du capitalisme mondial à laquelle il ne peut pas échapper sous peine de disparaître de lui-même, ce qui est évidemment impensable, inimaginable. Une fois qu'on a posé ce constat que tous les capitalistes et leurs représentants sont amenés à faire de leur côté, on comprend que la situation actuelle n'est pas le produit d'erreurs politiques ou d'une volonté politique particulièrement cupide, elle est uniquement le produit du développement historique du capitalisme parvenu au stade de putréfaction.

On va peut-être nous reprocher de critiquer les uns et les autres, je leur répondrais qu'on en a marre que des gens parlent en notre nom, alors qu'on ne peut pas se reconnaître dans leurs discours ou leurs illusions. Et franchement on fait preuve de retenu ! De plus quotidiennement on s'emploie à traiter la propagande nauséabonde du gouvernement et des médias qui nous donne la nausée au point qu'on atteint la saturation. On n'est pas du genre à ménager la chèvre et le loup, à tourner autour du pot, à flatter des gens qui se moquent de nous, car c'est bien de cela dont il s'agit, ils se foutent de nous.

On voudrait bien vous donner de bonnes nouvelles, hélas cela ne dépend pas de nous ! Ce qui ne nous empêche pas d'être de bonne humeur, comme dirait l'autre on est tellement habitué à en prendre plein la gueule qu'il en faut plus pour nous pourrir la vie et nous démoraliser, nos principes et notre idéal ne sont pas négociables, on s'y tient et on se porte très bien ainsi, entre nous, c'est ce qui nous permet de garder le moral, je ne dirais pas que c'est un exemple à suivre car je n'ai de leçons à donner à personne, mais un conseil d'ami à méditer, il arrive dans la vie que ce soit la seule chose à laquelle on puisse se raccrocher pour lui trouver encore un sens, ce qui à ma connaissance n'est pas donné à tout le monde, c'est toujours mieux que de sombrer dans la déprime ou d'en vouloir à la terre entière, on se fait du mal pour rien et on est désagréable avec les autres gratuitement.

On fait ce qu'on peut avec les moyens du bord, ensuite cela plaît ou non, peu importe, on supporte déjà beaucoup de choses et on est prêt à en supporter davantage encore puisqu'on ne juge personne, on supporte même les militants qui nous juge, c'est pour dire qu'on fait preuve d'une grande tolérance, par contre qu'on ne vienne pas nous demander de changer, c'est uniquement mon affaire de la même manière que je ne me permettrais pas de m'occuper des vôtres.

De nos jours, à tous les niveaux c'est l'hypocrisie, la médiocrité et la bassesse humaine qui sont à l'honneur, Hollande en a fait son mode de gouvernance à la suite de Sarkozy, c'est génétiquement la marque de fabrique du PS qui nous fait horreur et le mot est faible, alors nous pilonnons tous ceux qui l'épargnent d'une manière ou d'une autre et nous allons continuer, nous allons même amplifier notre offensive en 2014 pour commémorer à notre façon le centenaire du passage du PS du côté de l'ennemi avec armes et bagages pour reprendre la formule consacrée. Avis aux amateurs.

ACTUALITE EN TITRES

[Quand les marchands de canons fêtent la grande boucherie.](#)

- Comment la France va commémorer les 100 ans de la guerre de 14-18 - Francetv info

PS : 100 ans d'imposture !

[Parole de chef de guerre, il vole la vedette à Obama.](#)

- Hollande : "*Commémorer la première guerre mondiale, c'est prononcer un message de paix*" - LeMonde.fr

Destiné aux peuples afghan, irakien, libyen, malien, syrien, libanais, iranien, palestinien et j'en passe...

[Et les victimes des Versaillais alors ?](#)

- 14-18 : Hollande veut faire entrer les fusillés aux Invalides - LePoint.fr

Les Communards, et pourquoi pas les bolcheviks pendant que vous y êtes !

Il aura du mal à y faire entrer les 40 millions de morts que la social-démocratie dégénérée a sur la conscience, personne ne lui demandera d'ailleurs.

[Histoire de famille.](#)

- Les alliés auraient rendu des oeuvres au marchand nazi - Reuters

Rien d'étonnant à cela.

Oui, alors que la chasse aux juifs était déjà bien amorcée en Allemagne, Hitler entretenait des relations avec des hommes d'affaires juifs dont certains étaient banquiers, il alla jusqu'à les protéger et leur accorder des facilités pour continuer leur business, avant de leur fournir des sauf-conduits pour quitter discrètement l'Allemagne nazi lorsque leur présence dans le pays était devenue trop dangereuse pour leur sécurité.

N'est-ce pas non plus des banquiers juifs américains, britanniques et français notamment qui auraient financé la montée d'Hitler en Allemagne, qui auraient continué d'alimenter l'industrie de guerre en matières premières par la suite au cours des années 40 ? Comment vous l'ignoriez ? Les Canadiens aussi étaient de la partie, aluminium, fer, etc.

[Résistance.](#)

- L'usine Goodyear d'Amiens-Nord bloquée par ses ouvriers - Liberation.fr

- Plusieurs milliers de sages-femmes manifestent à Paris - 20minutes.fr

- Grève à France Télévisions: importante mobilisation contre les départs - AFP

- La Redoute: 1.200 salariés manifestent à Lille pour leurs emplois - AFP

[Une machine de propagande de guerre](#)

- Le prochain "Star Wars" sortira en décembre 2015 - Reuters
- Bénéfice trimestriel en hausse de 12% pour Walt Disney - Reuters

Comment cela "*pas méritées*" ?

- Non, les inégalités de revenus ne sont pas «*méritées*» - Slate.fr

De la part de nantis, cette remarque est plutôt suspecte, vous ne trouvez pas ? Ils visent en fait la classe moyenne qui a des revenus, les riches ne produisent rien mais réalisent des gains, des profits, nuance donc, c'est différent, c'est "*mérité*", naturel, logique, légal et légitime.

La preuve :

- En Angleterre, les chiens policiers toucheront une retraite - LeFigaro.fr

La méritocratie : apprenez-lui le caniveau !

Et puis n'est pas escroc qui veut, cela se mérite, enfin !

- M. Montresor, un multimillionnaire italien qui déclarait 4 euros de revenus - Francetv info

La police financière italienne a annoncé jeudi la mise sous séquestre les biens de Giovanni Montresor et sa femme d'une valeur supérieure à 300 millions d'euros, un habitant de Vérone (nord-est) qui déclarait un revenu annuel de quatre euros.

Selon Francesco De Giacomo, l'homme d'affaires véronais a déclaré quatre euros de revenus en 2011, cinq euros en 2010 et quatre euros en 2009. Sa femme a déclaré trois euros en 2011 et un euro en 2010. La justice a donc décidé la saisie de leurs biens comprenant, entre autres, neuf entreprises, 235 hectares de terrains situés dans plusieurs régions du nord de l'Italie, dix-huit biens immobiliers et sept véhicules. Giovanni Montresor avait déjà fait l'objet d'une enquête dans les années 90 pour corruption et fraude, puis à nouveau en 2011 : il n'avait ni déclaré ses capitaux à l'étranger ni payé les impôts après la vente de 180 hectares de terrains lui appartenant. AFP 07.11

A moins que le mérite ne soit héréditaire.

- Belgique: les "*fins de mois difficiles*" d'Albert II n'émeuvent pas le gouvernement - AFP
- Belgique: pour Albert II, 923 000 euros, c'est trop peu - L'Express.fr

Stratégie du chaos.

- Irak: 16 morts dans un double attentat suicide contre l'armée - AFP
- Violents combats dans la capitale libyenne - Reuters
- Tunisie: le ministère de l'Intérieur accusé dans l'assassinat de Chokri Belaïd - L'express.fr
- Proche-Orient: un échec des négociations mènera à plus de violences selon Kerry - AFP

ACTUALITÉ DU JOUR

Offensive de la réaction nationale apeurée.

A la façon du journal Le Point : ce sera la révolution néolibérale !

- La situation est-elle révolutionnaire ? - LePoint.fr

Franz-Olivier Giesbert commence par dénoncer, je cite : l'hystérie, l'érucciation, des braillards et des haineux, mais de qui parlent-ils ? Des europhobes, des opposants à l'Union européenne dont il est un farouche partisan.

Suivent ensuite, je cite toujours, les bateleurs et les bonimenteurs qui appartiennent à la même catégorie infâme et veulent "*sortir de l'euro, augmenter les impôts*", quelle horreur, quel crime de vouloir se séparer de cette monnaie de singe copie conforme du dollar qui ne vaut plus un clou ou de s'attaquer au magot de l'oligarchie financière.

Il ne peut plus contenir sa haine de ce qui incarne à juste titre d'ailleurs l'ennemi du capitalisme dont il est le porte-parole zélé déversant son fiel sur "*Le communisme et ses avatars (qui) ne sont plus que des remugles au fond des poubelles de l'Histoire*" desquelles il n'est jamais sorti puisque cela fait déjà des décennies que le capitalisme est entré en putréfaction et dégage une odeur pestilentielle. Pour se rassurer il ajoutait "*rien à craindre de ce côté-là*", à moins que les masses en décident brusquement autrement, car tout s'accélère en période révolutionnaire et leur conscience peut faire des bons de dizaines d'année en avant en quelques mois à terroriser y compris ce genre de réactionnaire assumé.

D'ailleurs, il ne peut contenir son angoisse bien longtemps, dépité ou désabusé "*force est de constater que la situation actuelle présente des similitudes passablement troublantes avec les décennies qui ont précédé 1789*", oui en effet, prenez garde monsieur, c'est à y perdre la tête !

Pris de convulsions, il tente de se rassurer comme il peut, affirmant que "*la Révolution n'est pas aux portes de Paris*", et à croire qu'il tiendrait à la précipiter il recommande de "*commencer dès maintenant le travail que les marchés financiers obligeront la France à réaliser tôt ou tard*", entendez par là, à liquider les droits sociaux qu'il nous reste encore, estimant que "*Hollande est désormais condamné à mener, de gré ou de force, la seule politique qui vaille*", celle qu'il vient d'énoncer, osons espérer qu'il sera entendu et que cela mettra le feu aux poudres et précipitera l'ouverture d'une crise politique révolutionnaire. A nous de nous y préparer et d'y préparer les masses à passer à l'assaut du pouvoir politique.

En complément, pour montrer aux lecteurs à quel degré d'abjection et de ridicule est tombé le directeur du Point, je ne peux m'empêcher de reproduire la fin d'un article intitulé *Le masque de Marine Le Pen* dont il a autorisé la publication dans son torchon le 7 novembre, à la suite vous prendrez connaissance de son auteur.

- "*On ne sait jamais, n'est-ce pas, par où la bêtise vous rattrape.*

On se bricole un personnage, un sourire, des postures, des verrous.

Mais l'inconscient est là, qui veille et se venge - un dérapage, un lapsus et, de même qu'il n'y a pas un régime qui, selon un grand écrivain que devrait relire, ou lire, Mme Le Pen, résiste à deux minutes de vérité, il n'y a pas une construction qui résiste à la vérité d'un masque qui craque.

À la fin, vous verrez, c'est toujours le mensonge qui perd.

Signé : Bernard-Henri Lévy

Une telle imposture est du niveau d'Israël !

On a à faire à de dangereux psychopathes, des mythomanes endurcis, des maniaques habités par une haine farouche de la vérité qu'ils fuient comme la peste. Je les classe dans la même catégorie que les fascistes, parmi leur élite intellectuelle, la plus cruelle et cynique.

Le dandy sioniste ne peut pas perdre contre vous ou moi ou n'importe qui, et vous savez pourquoi, parce qu'il se pose en détenteur de la vérité face au mensonge, sans se présenter dans ces termes évidemment, alors que lui il n'y a rien en face de lui, personne ne peut lui opposer la vérité puisqu'il ne ment pas. Il ne commet pas un acte contrairement à nous, par exemple tenir une position, affirmer quelque chose, défendre un point de vue, non, lui il est naturel, il est naturellement menteur ou fabulateur, c'est dans sa nature, il est le mensonge incarné, le mensonge et lui ne font qu'un. Il personnalise le mensonge au point que vous ne pouvez pas l'attaquer sans attaquer sa personnalité. Il a élevé le mensonge au rang de système de pensée, du coup, comme tout système de pensée ne peut se justifier qu'en faisant référence à lui-même, le mensonge est l'étalon unique qui lui sert de mesure à toute pensée ou pour juger les autres. Autrement dit, il est condamné à toujours mentir, il ne peut rien faire d'autres sous peine de remettre en cause le système qu'il a élaboré et qui lui tient lieu de repère pour penser, il n'y survivrait pas, dans son cas ce serait un soulagement pour l'humanité !

Manipulation. Ils seraient masochistes et exigeraient davantage de coupes sociales.

84% des Français estiment que le gouvernement ne fait actuellement pas suffisamment d'efforts pour réduire les dépenses de l'Etat

- Atlantico.fr

Non, il doit s'agir d'autre chose.

- Sondage: Deux tiers des Français prêts à se mobiliser contre l'impôt et pour défendre leur emploi - 20minutes.fr

A la question « *Vous personnellement, seriez-vous prêt à manifester -par exemple dans la rue- pour protester contre le niveau des impôts et défendre l'emploi?* », deux tiers des Français (67%) répondent oui, selon une étude CSA pour BFMTV diffusé jeudi.

Dans le détail, souligne l'institut, « *on observe un fort potentiel de mobilisation parmi les actifs, plus particulièrement au sein des catégories populaires: employés (71%) et ouvriers (76%)* », sans doute très concernés par la partie de la question sur la défense de l'emploi alors que les plans sociaux se succèdent dans l'industrie française. Il atteint « *47% parmi les cadres et les prof* ». 20minutes.fr 07.11

L'imposture des vassaux

1- La majorité appelle les multinationales à la vigilance - Reuters

Les groupes socialiste et écologiste de l'Assemblée nationale ont déposé chacun de leur côté jeudi une proposition de loi sur le devoir de vigilance des multinationales en matière de respect des droits de l'Homme et de l'environnement.

Le groupe PS, qui détient à lui seul la majorité absolue à l'Assemblée, estime qu'après la catastrophe survenue il y a six mois dans l'usine Rana Plaza au Bangladesh, « *il faut éviter que des entreprises françaises soient à nouveau impliquées, directement ou indirectement, dans des drames similaires* ». Reuters 07.11

L'Assemblée nationale propose, les multinationales disposent...

Le groupe PS porte-parole "des entreprises françaises", madame Arthaud, ils assument, donc ce ne sont pas des "lâches", tout ce que vous voudrez par ailleurs, n'hésitez pas à vous lâcher !

2- BCE: Moscovici salue une "**bonne nouvelle limitant les risques de déflation**" - AFP

Le ministre français de l'Economie Pierre Moscovici s'est réjoui jeudi de la baisse de taux décidée par la BCE, la qualifiant sur Twitter de "*bonne nouvelle (...) limitant les risques de déflation*".

La Banque centrale européenne a annoncé jeudi une baisse de son taux directeur à 0,25% contre 0,50% auparavant, une tentative de ranimer l'économie de la zone euro confrontée à une reprise lente, des prix paralysés et un chômage de masse dans plusieurs pays.

L'inflation en zone euro atteignait 0,7% en octobre, alors que le taux idéal pour la BCE s'établit à un peu moins de 2%.

Le président de la BCE Mario Draghi a réfuté tout parallèle avec le Japon, dont l'économie s'est enlisée dans la déflation. Mais il a estimé que la zone euro allait vivre "*une période prolongée d'inflation basse*". AFP 07.11

3- Moscovici est comblé, il n'est pas le seul.

- Les marchés saluent la baisse surprise du taux de la BCE - AFP

La très grande majorité des analystes s'attendaient à ce que la BCE résiste, du moins ce mois-ci, aux appels des marchés financiers et de responsables politiques, pour agir face à une inflation très basse.

"*Il est évident que la BCE sous la présidence de Draghi est devenue beaucoup plus pro-active que sous ses prédécesseurs*", selon Carsten Brzeski, économiste chez le bancassureur ING.

Pour Yves Marçais, vendeur d'actions chez Global Equities, "*la réaction des marchés est cohérente, puisqu'ils apprécient les politiques monétaires accommodantes quelle que soit la logique à l'oeuvre*".

De même, le marché obligataire a applaudi la nouvelle, qui permet aux investisseurs de prendre davantage de risque. AFP 07.11

Mario Draghi, Moscovici, les marchés tiennent le même discours, après qui va oser se rendre à l'Elysée ou dans un ministère pour demander à Hollande ou aux ministres de prendre en compte les besoins des travailleurs, qui, quel parti ?

C'est la faute à pas de chance !

- Réforme santé: Obama "désolé" que des Américains perdent leur assurance - AFP

Le président Barack Obama a dit jeudi dans un entretien télévisé être "désolé" que des Américains perdent leur assurance-maladie à cause de sa réforme de la santé, malgré ses promesses répétées.

Effet secondaire de la réforme promulguée en 2010 par M. Obama et dont un volet central a commencé à être appliqué début octobre: des compagnies d'assurance, qui dominent le marché de la santé, ont résilié unilatéralement des forfaits devenus illégaux, forçant certains Américains à changer de couverture, avec des augmentations des primes à la clé pour certains.

Ce phénomène a contredit une promesse répétée par M. Obama depuis des années qu'il défend sa réforme: "*Si vous aimez votre couverture actuelle, vous pouvez la garder*".

Lundi, M. Obama avait déjà tenté de circonscrire cette controverse dont les républicains du Congrès se délectent, en précisant tardivement sa pensée. "*Ce que nous avons dit est que si vous aviez un de ces forfaits avant la réforme, vous pouvez le garder, s'il n'a pas changé depuis que la loi a été adoptée*", avait-il affirmé.

La polémique s'est ajoutée à celle née de la mise en place chaotique du portail internet gouvernemental de souscription à une couverture maladie privée, pour les Américains en étant jusqu'ici dépourvus. AFP 07.11

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Tunisie

- Tunisie: le ministère de l'Intérieur accusé dans l'assassinat de Chokri Belaïd - Lexpress.fr

Un collectif d'avocats tunisiens a accusé jeudi le ministère de l'Intérieur d'avoir caché les résultats de l'enquête balistique démontrant, selon eux, que l'opposant Chokri Belaïd assassiné le 6 février avait été abattu par une arme appartenant à ce ministère.

Selon le collectif, le ministère a reçu le 29 mai les résultats de cette enquête effectuée par l'Institut néerlandais des preuves scientifiques en matière pénale, à la demande de la justice tunisienne. "*Le ministère a dissimulé le rapport balistique et ne l'a pas remis à la justice*", a indiqué à la presse Me Mokhtar Trifi, ex-président de la Ligue tunisienne de la défense des droits de l'Homme, accusant la direction générale de la sûreté publique. Le collectif a désigné sept cadres du ministère impliqués, selon lui, dans la dissimulation des résultats de l'enquête balistique dont des représentants d'Interpol en Tunisie.

Dans un rapport distribué à la presse, le collectif baptisé "*Initiative pour la recherche de la vérité sur l'assassinat de Chokri Belaïd*" affirme que l'opposant a été tué avec un revolver Beretta 9 millimètres, une arme utilisée exclusivement par les personnels du ministère de l'Intérieur.

Sur sa page officielle Facebook, le ministère de l'Intérieur a rejeté ces accusations, dénonçant "*une campagne de dénigrement méthodique et ciblée à l'égard de l'institution sécuritaire*". "*Le ministère de l'Intérieur assure que les unités de la police et de la garde nationale ne possèdent pas le type d'arme mentionné dans le rapport néerlandais comme il a été prétendu*". Lexpress.fr 07.11

2- Turquie

- Turquie: manifestation contre la construction d'un mur à la frontière syrienne - AFP

La police a fait usage de gaz lacrymogène et de canons à eau pour disperser jeudi à Nusaybin, dans le sud-est de la Turquie, plusieurs milliers de personnes opposées à la construction d'un mur à la frontière avec la Syrie, ont raconté des témoins.

Réunis à l'appel du Parti kurde pour la paix et la démocratie (BDP), les manifestants se sont rassemblés à quelque centaines

de mètres de la frontière pour dénoncer ce "*mur de la honte*". Les forces de l'ordre sont intervenues pour riposter à des jets par certains protestataires de bouteilles et de cocktails Molotov.

Ces incidents sont intervenus le jour où la maire de cette ville, Mme Ayse Gökkan, a mis un terme à une grève de la faim entamée neuf jours plus tôt pour protester contre la construction du mur.

Les autorités d'Ankara ont démenti toute volonté d'ériger un véritable "*mur*", affirmant que les services de sécurité turcs se contentaient d'ajouter des barbelés à une structure déjà existante. AFP 07.11

3- Libye

De violents combats avec canons anti-aériens et grenades ont éclaté jeudi soir à Tripoli, la capitale libyenne, rapportent des journalistes de Reuters.

Une milice fortement armée a pénétré dans Tripoli et attaqué le quartier de Souk al Djouma, dans l'est de la ville, pour venger la mort d'un de ses membres tué mardi dans la capitale, a-t-on appris de source proche des services de sécurité.

Tripoli a déjà été le théâtre mardi des plus violents combats entre groupes rivaux depuis des semaines, qui ont fait un mort et deux blessés.

Ces affrontements illustrent l'incapacité chronique du gouvernement d'asseoir son autorité sur les anciens combattants et milices islamistes qui refusent de déposer les armes dans un pays qui regorge d'armement deux ans après la chute de Mouammar Kadhafi.

Les autorités libyennes ont tenté d'intégrer les nombreuses milices au sein des forces gouvernementales. Si nombre d'entre elles sont rattachées à la police ou à d'autres forces de l'ordre, elles obéissent néanmoins avant tout aux ordres de leurs commandants.

Les affrontements entre milices sont souvent provoqués par des rivalités personnelles, la lutte pour le contrôle de certains secteurs, des vols de voiture ou la saisie de cargaisons d'alcool ou de drogue. Reuters 07.11

4- Arabie saoudite

Selon BBC, le Pakistan a fait part de sa totale disponibilité à livrer "*des armes atomiques*" à Riyad "*pour l'aider à faire face à toute menace future venant de la part de l'Iran*". Selon les sources pakistanaises consultées par BBC, "*Islamabad aurait pris des mesures nécessaires pour cette livraison*". "*En cas d'un accord final entre Riyad et Islamabad, l'Arabie saoudite sera dotée d'armes atomiques avant même que l'Iran puisse en fabriquer. En effet les pakistanais auraient mis de côté un certain nombre d'ogives nucléaires pour pouvoir les livrer sans tarder à Riyad*".

Cette information annoncée haut en couleur par la BBC n'a été confirmée par aucune source officielle. Mais elle a la vertu de plaire au camp des détracteurs d'une entente nucléaire entre l'Iran et l'Occident : ces derniers pourront faire croire à une course à la bombe atomique au Moyen-Orient qui justifierait le recours à la manière forte contre l'Iran nucléaire. Depuis l'arrivée au pouvoir du pro saoudien Nawaz Sharif au Pakistan, les relations entre Téhéran et Islamabad se sont refroidies. Islamabad tolère la réactivation des cellules terroristes takfiris à l'origine des troubles de ces dernières semaines dans la province iranienne de Sistan e Balouchestan (Assassinat de 14 gardes frontières, assassinat du procureur de Zabol). french.irib.ir 07.11

5- Israël

Après des semaines de surenchère, de campagne de calomnie et de mensonge, le régime sioniste finit par faire marche arrière. Selon Haaretz, "*Israël ne s'opposera plus à la nouvelle politique iranienne de la Maison Blanche, s'il est assuré que le rapprochement Washington/Téhéran ne réduit pas les sanctions anti iraniennes et qu'il entraîne au contraire un démantèlement du programme nucléaire iranien*", cette information vient d'être publiée alors que le ministre iranien des AE et la cheffe de la diplomatie européenne s'entretenaient aujourd'hui à Genève de la nouvelle proposition nucléaire iranienne.

Depuis l'élection de Rohani à la présidence, Netanyahu est apparu comme un personnage déséquilibré et obsédé qui n'a qu'une seule hantise, saper tout processus d'une entente nucléaire irano américaine. Allant jusqu'à injurier le peuple iranien, Netanyahu a exigé que les sanctions infligées à ce même peuple soient durcies. Mais à présent, il semble s'avouer vaincu : Haaretz fait d'ailleurs remarquer que les Etats-Unis ne s'opposent pas à ce que l'Iran continue à enrichir son uranium à un taux faible. Un autre sujet de litige israélo-américain sur l'Iran ce sont les sanctions : les américains ne veulent pas d'un durcissement des mesures de restrictions puisque ce durcissement pourrait avoir un impact négatif sur le processus des négociations. L'entourage de Netanyahu ne veut tout de même pas reconnaître sa marche arrière estimant que "*l'attitude agressive de Bibi a contribué à ce que la question d'une levée des sanctions se transforme en une question du maintien des sanctions en l'état*". french.irib.ir 07.11

SOCIAL

Espagne

- Madrid envahie par les détritrus en raison d'une grève du nettoyage - AFP

Détritrus, sacs en plastique troués, canettes de bière et mégots envahissaient jeudi les rues et trottoirs de Madrid, au troisième jour d'une grève illimitée des employés des services de nettoyage qui dénoncent des baisses de salaires et suppressions de postes.

Dans les quartiers touristiques, en plein centre de la capitale espagnole, les poubelles publiques débordaient de cartons éventrés, de sacs poubelle ou de bouteilles vides.

Cette grève qui a commencé mardi ne touche que les services de nettoyage et de jardinage, pas le ramassage des ordures ménagères comme ce fut le cas l'an dernier dans d'autres villes, comme Jerez de la Frontera en Andalousie.

Les syndicats dénoncent un plan social qui prévoit, pour l'heure, la suppression de quelque 1.100 postes dans les entreprises sous contrat avec la mairie, venant s'ajouter aux 350 déjà supprimés en août. Le plan prévoit également une baisse des salaires pouvant aller jusqu'à 40%, selon les syndicats.

La grève "*se poursuivra le temps nécessaire pour qu'ils mettent fin à cette folie*", avait promis mardi Juan Carlos del Rio, porte-parole du syndicat UGT. "*Un jardinier gagne 900 euros et un agent de nettoyage 1.050 euros*", avait-il ajouté, en calculant que les baisses prévues ramèneraient les salaires jusqu'au minimum légal de quelque 650 euros.

"*Je ne vois pas de solution. Madrid va se transformer en porcherie*", avertissait de son côté Francisco Jargon, le président de l'association des entreprises de nettoyage de Madrid (Aselip).

Face à la crise et à l'explosion des déficits publics dans le pays, la mairie de Madrid, comme les régions et l'Etat, ont opéré des coupes claires dans les budgets. Selon Francisco Jargon, la mairie "*a baissé de 40% ce qu'elle payait aux entreprises*" par rapport à 2007. AFP 07.11

[Haut de page ↗](#)

Le 9 novembre 2013

CAUSERIE

Le site ne sera pas actualisé aujourd'hui, trop crevé et pas le courage, et puis rien d'urgent à traiter. Demain au programme, on taillera en pièces Vallaud-Belkacem et la théorie du genre, ensuite on traitera un nouvel article bien réac du Point.

[Haut de page ↗](#)

Le 10 novembre 2013

CAUSERIE

Ce matin j'ai eu le bonheur de voir et de parler (Skype) pendant une heure avec ma fille, son compagnon et ma petite-fille Cassie qui vit à la Réunion et que je n'ai jamais pu serrer dans mes bras. Je suis un grand-père comblé pas encore gâteux ou sourd et qui a passé la soirée d'hier à écouter Steeve Vai et Joe Satriani. Avec l'ordinateur et donc la musique dans ma chambre, j'ai l'impression d'être redevenu un adolescent!

La suite de l'actualisation du site d'ici quelques heures, avec plus de 20 nouveaux articles, je dois les lire en diagonale avant, je vais aussi sélectionner quelques passages qui serviront à alimenter notre réflexion.

A l'issue d'une réunion à l'Elysée avec François Hollande, Angel Gurría (OCDE) a tenu à exprimer au nom du FMI, de la Banque mondiale, de l'OMC et de l'OIT (associant tous les syndicats) son soutien et son admiration pour les "réformes" mises en oeuvre par Hollande, son gouvernement, le PS. (lire l'article plus loin)

ACTUALITÉ DU JOUR

Offensive de la réaction néolibérale, suite.

Avant d'aborder l'article qui suit on pourrait commencer par en fournir un décryptage sémantique pour faciliter sa lecture et comprendre les intentions de son auteurs.

Son expression et sa traduction

- Principe de précaution ou précautionneux : ce qu'ils appellent l'Etat providence, le capitalisme d'Etat, mais surtout les droits sociaux qui y sont associés, le produit essentiellement de la lutte de classes du passé et les réformes que les capitalistes ont concédé aux travailleurs en échange de la paix sociale ou la stabilité du régime garantie par les organisations et partis traités du mouvement ouvrier. Bref, tout les besoins des travailleurs devraient être marchandisés et gérés par le secteur privé, l'Etat ne devant pas intervenir, son rôle se limitant à encaisser (et encore !) les impôts et taxes pour les redistribuer aux capitalistes et à ses fonctions répressives, police, justice, armée (et encore !).

- Volonté d'innovation, proactif ou proactivité, précautionnisme aiguë : Aller dans la direction indiquée au paragraphe précédent, briser la Sécurité sociale, le système de retraite par répartition, privatiser le droit à la santé, à l'instruction, au logement, liquider tout ce qui a un caractère social et qui est improductif, une charge pour l'Etat.

- Evolutions idéologiques : Indique d'emblée qu'il s'agit d'une guerre idéologique menée par la classe dominante pour accroître son pouvoir sur la classe dominée, combat qui doit s'achever par la disparition de tous nos droits sociaux privatisés et dont la satisfaction dépendrait du revenu de chacun, il n'existerait plus aucun partage des revenus de l'Etat qui iraient directement dans les poches des banquiers, actionnaires ou patrons, ainsi que la liquidation de nos droits politiques une fois qu'on serait réduit en esclavage face à un appareil d'Etat autoritaire, répressif, policier, militarisé.

Quand on parle de dictature, on passe pour des farfelus, des gauchistes ou des extrémistes, pour nos dirigeants nous vivons toujours sous un régime plus ou moins démocratique, alors que tout démontre qu'on a déjà glissé vers une dictature, ils doivent attendre qu'elle soit vraiment instaurée, solidement implantée pour la dénoncer, quand il sera trop tard en fait, et si on nous demandait pourquoi ils adoptent cette attitude, nous répondrions qu'ils ne peuvent pas faire autrement sans être obligés de changer leur caractérisation du PS et ses satellites ainsi que les appareils des syndicats auxquels ils sont organiquement liés, ils ne pourraient plus justifier leur politique opportuniste, ils devraient modifier radicalement, changer brutalement de stratégie et leurs rapports aux institutions et ils en sont incapables, la preuve, ils vont encore participer aux élections municipales et européennes en 2014, et puis leurs partis n'y résisteraient pas, ils se disloqueraient, ce qui montre au passage à quel point ils sont liés au régime en place.

- Nouvelle partition : il faut entendre pas là le néolibéralisme assumé.

- Risque : Qui se déclinerait selon deux schémas possibles, si le gouvernement refusait de s'engager plus avant dans la voie du néolibéralisme l'économie du pays s'effondrerait car les marchés ou les investisseurs l'attaqueraient ou l'abandonneraient; lui imposerait des conditions tellement insupportables qu'une crise révolutionnaire ou une guerre civile se produirait, la société toute entière se disloquerait, elle deviendrait ingouvernable et le dernier recours serait l'instauration d'une dictature civile et militaire, à moins que les masses exploitées s'emparent du pouvoir politique ce qui serait le pire scénario pour eux, et surtout le pire exemple pour les autres pays de l'UE, au-delà c'est l'économie mondiale qui doit emprunter cette voie.

- Les deux camps : En réalité, deux variantes de la même idéologie à des périodes différentes s'affrontent.

La première, conservatrice, qui avait intégré le rapport de forces entre les classes à l'issue de la Seconde Guerre mondiale qui avait contraint la classe dominante à composer avec les représentants officiels de la classe ouvrière et se traduit par "l'État-providence", des droits sociaux collectifs dont l'Etat était le garant, un luxe que ne peut plus supporter le capitalisme entré en putréfaction, dorénavant l'ennemi à abattre.

La seconde, néolibérale, qui face au développement de la crise du système capitalisme qui a pris une tournure permanente et menace ses fondements, demeure la seule issue politique pour tenter de le sauver ou dépasser ses contradictions, en modifiant les bases sur lesquelles il repose, de telle sorte qu'aucun retour en arrière ou rien ni personne ne puisse en contester la légitimité

dans le futur. Ce qui doit se traduire par l'abolition des droits politiques des travailleurs et la subordination de leurs besoins au marché devenu le seul étalon, le seul instrument de mesure, le seul point de repère, la seule valeur à laquelle chacun devrait accepter d'y soumettre ses actes et ses pensées. Dit autrement, la demande ou nos besoins sociaux devraient être dictés par le marché, se plier à la loi de l'offre tel qu'il l'aurait définie une fois pour toute en dehors de tout autre critère que ses propres besoins. Toute résistance au marché ne pourrait que nous tirer en arrière ou nous compliquer encore plus l'existence, il est donc préférable de s'en tenir à ce qu'il est prêt à nous offrir généreusement.

Il poursuit en désignant ouvertement l'ennemi à abattre, l'État-providence, en réalité tout ce qui n'a pas encore été livré aux marchés, qui correspondit à une "*lubie*" passagère lors des premières décennies qui suivirent la fin de la Seconde Guerre mondiale, dit vulgairement car ne pouvant citer la lutte des classes qui lui fait tant horreur, l'auteur se sent autorisé à exprimer ouvertement aux lecteurs la haine qu'elle lui inspire témoignant au passage qu'il parle au nom des néolibéraux ou ses véritables intentions, d'autant plus facilement que "*les deux camps*" en présence, entendez l'UMP et le PS, "*dépassent leurs grands désaccords*", effectivement on s'en était déjà aperçu, car bien qu'ils soient traversés par différents courants ils partagent la même idéologie, le même "*idéal*" ou objectif politique duquel l'État-providence est exclu et qu'il partage avec eux.

Les tendances conservatrice et néolibérale sont présentes au sein de l'UMP et du PS, et il existe une lutte entre elles à l'intérieur de chaque parti qui ne cesse pas quand ils sont au pouvoir, au contraire cette contradiction se trouve exacerbée. La première incarne davantage le capitalisme qui primait jusqu'au début des années 70 et inclus les rapports qui existaient à cette époque entre la classe des capitalistes et la classe ouvrière, la seconde incarne exclusivement le capitalisme financier qui s'est imposé définitivement par la suite et dont le mot d'ordre était de briser la résistance du mouvement ouvrier, d'imposer le corporatisme et de liquider la lutte des classes au profit de la dictature du marché, de l'oligarchie financière.

Il ne vous étonnera pas que l'auteur de cet article termine par un appel en direction des porte-parole du néolibéralisme au sein de l'UMP et du PS pour qu'il assume leur choix idéologique, car l'avenir de la société en dépendrait, en fait celui du capitalisme.

L'article en question

- Pour en finir avec la gauche et la droite - Le Point.fr

Selon le sociologue Steve Fuller, le clivage entre principe de précaution et volonté d'innovation va bouleverser le paysage idéologique. Chiche !

Le clivage gauche-droite, qui cimente notre vie politique depuis 1789, va-t-il voler en éclats ? Professeur de sociologie à l'université de Warwick et auteur d'une note sur les "*évolutions idéologiques*" de notre pays, publiée lors de la dernière présidentielle, Steve Fuller pense qu'une nouvelle partition va redéfinir notre paysage : "*les deux attitudes face au risque*". D'un côté, la "*précaution*" ; de l'autre, la "*proactivité*" : toutes les deux érigées en principes politiques.

(Le "*clivage gauche-droite*" repose sur une imposture dès lors que la phase ascendante du capitalisme était achevée, elle correspondait au partage du monde entre les différents États capitalistes, ce qui nous ramène selon les critères que l'on privilégie, soit au début du XXe siècle, soit durant la période qui a précédé la Seconde Guerre mondiale, soit au début ou au milieu des années 70.

Tout dépend aussi sur le plan politique quel facteur on retient, l'existence d'un véritable parti ouvrier indépendant de la bourgeoisie qui ne pouvait être que communiste (Engels), plus précisément léniniste ou bolchevik si on intègre les enseignements de la lutte de classe entre le début du XXe siècle et 1917, auquel cas le "*clivage gauche-droite*" a disparu lorsque le stalinisme eut liquidé les partis de l'Internationale Communiste (IC), disons à partir du Ve congrès de l'IC, donc dès lors que le prolétariat ne disposait plus de partis combattant pour son émancipation du capital, pour le socialisme, c'est la version que personnellement je retiendrais car elle repose et demeure fidèle à l'objectif du combat de la classe ouvrière pour se libérer des chaînes de l'exploitation et de l'oppression, ou alors s'en tenir à l'existence de classes aux intérêts antagoniques et irréconciliables qui présente le défaut mortel de ne pas intégrer le facteur subjectif qui est déterminant pour que la classe ouvrière s'empare du pouvoir politique et se débarrasse du capitalisme, de ne pas partir de la nécessité de construire un nouveau parti communiste contrairement à la version précédente qui subordonne notre intervention dans la lutte de classe à la réalisation de cet objectif sans lequel nous ne pourrions jamais vaincre notre ennemi de classe, elle laisse la porte ouverte à n'importe quelle interprétation des rapports entre les classes qui favorise la collaboration de classes et finalement gangrène, pourri littéralement le mouvement ouvrier au point de le rendre méconnaissable puisqu'au fil du temps il n'est plus apte qu'à se soumettre au diktat des capitalistes, à se situer sur le terrain du capitalisme, à intégrer ses besoins, détourne les travailleurs du socialisme, des tâches historiques que le prolétariat a à accomplir sous peine d'être livré à la déchéance et à la barbarie.

En conclusion, à partir du moment où il n'existait plus de partis de masse exprimant les intérêts des masses exploitées dans la perspective de la prise du pouvoir politique par la classe ouvrière et le socialisme, le "*clivage gauche-droite*" n'existait plus ou il n'était plus qu'une imposture, une supercherie politique entretenue à la fois par les représentants de la classe dominante et tous les partis qui allaient parler au nom des travailleurs, sans exception, apparemment cela échappe encore à la plupart des militants qui feraient bien de se demander comment un réactionnaire comme BHL peut se revendiquer de gauche, oui camarades, si vous

avez adopté cette formule du "*clivage gauche-droite*" qui a été totalement dévoyé de sa signification originelle, vous avez cet ignoble personnage comme compagnon de route, à votre place je me poserais quelques questions. - ndlr)

Selon lui, "*en termes psychosociologiques, les adeptes du principe de précaution s'emploient à protéger contre les pires résultats possible, tandis que les partisans de la proactivité entendent tirer le meilleur parti des possibilités offertes*". Les proactifs sont enclins à transgresser les normes actuelles pour innover, alors que les précautionneux s'y résignent au nom de l'incertitude. Si la relation entre sciences et technologie reste le terrain d'affrontement privilégié entre ces deux principes, ils s'opposent également sur les questions économiques et sociétales.

Mais ces deux camps se retrouvent au moins sur un point : "*Dans l'une et l'autre approche, ce qui brille peut-être le plus par son absence, c'est le vieil idéal de l'État-providence, procréer à volonté dans un monde où notre progéniture est assurée d'avoir une existence protégée. Sur ce sujet, les deux camps dépassent leurs grands désaccords pour ne voir dans cet idéal qu'une lubie du vingtième siècle, qui ne se serait accomplie que durant quelques décennies après la Deuxième Guerre mondiale en Europe du Nord.*"

Il est évident que l'UMP et le PS se montrent de plus en plus traversés par ces courants. Ne parlons pas du gouvernement Ayrault : les Montebourg, Valls et Duflot partagent peu de choses en dehors d'une place autour de la table du conseil des ministres.

À terme, Fuller prédit une redistribution des proactifs et des précautionneux au-delà des clivages anciens. "*Les principes de précaution et de proactivité ont beau être des notions assez marginales dans le discours politique majoritaire, elles sont pourvues d'un potentiel de renversement de l'axe idéologique de 90 degrés, écrit-il. La droite se compose actuellement de traditionalistes et de libertaires ; la gauche, de communautaristes et de technocrates. Je pense qu'à l'avenir, le pôle de la précaution sera rejoint par les traditionalistes et les communautaristes, tandis que les libertaires et les technocrates rallieront le pôle de la proactivité.*"

Face à l'épidémie de précautionnisme aiguë qui s'abat sur le pays et sur laquelle prospère Marine Le Pen, la seule riposte possible est la proactivité. Mais, pour se faire entendre, les proactifs vont devoir assumer leurs transgressions. Le Point.fr 08.11

[En famille. Chômage de masse, précarité, pauvreté : l'avenir qu'ils nous réservent.](#)

- La croissance mondiale insuffisante pour créer les emplois espérés - AFP

La directrice générale du Fonds monétaire international (FMI) Christine Lagarde a estimé vendredi que la croissance mondiale progressait à un rythme "*un peu trop modéré*" pour créer les emplois espérés à travers le monde, à l'issue d'une réunion à l'Élysée avec François Hollande.

"*J'ai pu indiquer au président et à ses ministres que nous considérons que nous étions en situation de reprise de croissance à un rythme malheureusement un peu trop modéré pour créer les emplois nécessaires*", a-t-elle déclaré sur le perron du palais présidentiel.

François Hollande a rencontré puis reçu à déjeuner vendredi à l'Élysée les dirigeants des organisations internationales siégeant au G20. Outre Christine Lagarde, Jin Yong Kim (Banque mondiale), Guy Ryder (Organisation internationale du travail), Roberto Azevedo (Organisation mondiale du commerce) et Angel Gurría (Organisation de coopération et de développement économiques) avaient été conviés à cette rencontre sur la situation économique en France.

"*On a exprimé notre soutien, notre appui et notre admiration pour toutes les réformes (engagées par la France) et leur poursuite dans les années à venir*", a pour sa part affirmé Angel Gurría.

"*Les marchés connaissent et admirent les réformes en train d'être réalisées dans ce pays*", a-t-il assuré. AFP 08.11

Inutile de commenter, n'est-ce pas ? Hollande et son gouvernement, ajoutons leur Parlement, incarnent les intérêts du capitalisme et sont reconnus comme tel par leurs pairs, tout est dans l'ordre des choses. Alors, sinon colporter des illusions criminelles dans Hollande et son gouvernement, que vont faire les partis qui se rendent à l'Élysée ou les différents ministères ? C'est leur manière de soutenir le régime, CQFD.

A bas l'opportunisme !

[Nous ne partageons aucune valeur avec le PS et EE-LV : boycott !](#)

- La Gauche serre les rangs à Brignoles - Liberation.fr

Pour l'élection municipale de mars, la gauche présentera à Brignoles (Var) une liste unique.

Vendredi, les responsables locaux du PCF - au nom du Front de gauche -, du PS et d'EE-LV ont annoncé leur union autour d'une «*liste citoyenne*». «*Ce choix du rassemblement se fonde sur les valeurs communes de fraternité, de solidarité, d'égalité et d'un vivre ensemble à préserver*», écrivent-ils dans leur lettre. La désunion de la gauche à la cantonale et la dispersion des voix dans un contexte de faible participation avaient pesés dans ce scrutin, remporté par l'extrême droite. Liberation.fr 08.11

Qu'est-ce une «*liste citoyenne*» sinon une liste qui ouvertement ne tient pas compte de la division de la société en classes aux intérêts opposés et inconciliables. C'est aussi un aveu que PS et EE-LV sont dans le camp des ennemis de la classes ouvrières et que les dirigeants du Front de gauche ont décidé sciemment de s'en foutre ou de passer outre. Question : Mais alors à quel camp appartient vraiment le Front de gauche ? Vous avez la réponse sous le nez, mais vous pouvez aussi le nier, ne vous étonnez pas par la suite de l'attitude des travailleurs, et surtout n'osez pas les accuser de tendre vers l'extrême droite, on vous broierait car vous en êtes les responsables.

PS et EE-LV qui ont adopté le TSCG et la règle d'or, la guerre contre le Mali et soutiennent celle contre le peuple syrien, etc. la droite ou la réaction quoi.

Que le Front de gauche partage leurs "*valeurs*" le ravale au rang d'imposture au même titre que le PS. Dans un article daté du 8 le M'PEP a raison d'affirmer :

- "*Le PCF – et du coup le Front de gauche – s'expose à la critique de tenir un double langage. C'est une prise trop facile donnée au FN qui fera son miel de montrer la collusion entre PS et PCF (et donc Front de gauche).*"

C'est plus qu'une simple "*critique*", c'est la stricte réalité, il faut appeler les choses par leurs noms, au-delà des vociférations et gesticulations du bouffon du monarque Mélenchon il existe bel et bien une collusion d'intérêts entre le PS et le Front de gauche, le régime en place pour lequel l'un gouverne et que l'autre soutient.

ACTUALITE EN TITRES

[En famille. Ils commémorent un heureux événement...](#)

Eux ils commémorent le début de la Première Guerre mondiale, c'était leur guerre, pas la nôtre, ils la revendiquent, ils en sont fiers, ils y ont tous collaboré.

- Guerre de 14-18: Copé salue le «*très beau discours*» de Hollande sur les commémorations - 20minutes.fr

[Social-patriotisme, Front populaire, union nationale, social-nationalisme : même discours, non ?](#)

- Alstom: Montebourg remercie le groupe d'avoir "*épargné la France*" - L'Expansion.com

[Dégradant !](#)

- S&P dégrade la note de la France, coup dur pour le gouvernement - AFP

[Aucune dignité !](#)

- Montebourg: les agences de notation n'ont "*aucune crédibilité*" - AFP

[Cynisme](#)

- La Redoute: le gouvernement demande à Kering de prendre son temps AFP -

[Schizophrénie aiguë. Une confirmation en guise d'aveu.](#)

- Vallaud-Belkacem se défend de "*nier la différence des sexes*" à l'école LePoint.fr

"*Nous ne cherchons évidemment pas à nier la différence des sexes ou à détruire toute catégorisation. D'ailleurs, la catégorisation du monde par sexe est utile : elle aide à s'identifier, à se reconnaître, à trouver sa place dans la société*", a expliqué la ministre

dans un entretien accordé au site internet Café pédagogique. LePoint.fr 08.11

La catégorisation du monde par classe serait plus risquée, on comprend pourquoi...

Excellent, elle nie une simple évidence, d'ailleurs elle le confirme elle-même. Pour cette complexée ou mâle baisée, la différence de sexe est juste une catégorie, un concept, une idée, comme une étiquette qu'on colle sur une marchandise ou un morceau de viande plutôt faisandé dans son cas, un produit qui ne doit répondre qu'à un seul et unique impératif : le marché.

La théorie nihiliste du genre fait partie de l'idéologie néolibérale et de sa stratégie. Il faut se demander quel est le but de cette théorie, on l'a esquissé plus haut, mais il faut aller plus loin.

Toute personne qui possède un pénis ou un vagin sera définie comme un homme ou une femme, dit autrement toute personne qui possède un sexe mâle sera définie comme un homme et toute personne possédant un sexe féminin sera définie comme une femme. C'est cette différence naturelle qui détermine l'appartenance à un sexe ou un autre, qui permet de distinguer l'homme de la femme ou le mâle et la femelle dans toute espèce animale, catégorie à laquelle appartient l'espèce humaine.

Le sexe qui vous a été échu à votre naissance détermine que vous êtes un homme ou une femme, peu importe votre penchant sexuel ou votre attirance pour les hommes ou les femmes ou les deux à la fois, que vous soyez hétérosexuel, homosexuel, bisexuel, transsexuel, eunuque, monogame, polygame ou je ne sais quoi encore, si vous êtes une femme vous le demeurerez jusqu'à la fin de vos jours, pareil pour un homme.

Les tenants de cette théorie qui a les faveurs du PS, de la gauche et l'extrême gauche, c'était inévitable tant ils sont décomposés, s'emploient à faire un amalgame entre sexe et tendance sexuelle qu'ils nomment genre, en accordant une prédominance au genre plutôt qu'au sexe, autrement dit, ce ne serait plus un facteur objectif qui déterminerait si vous être un homme ou une femme, mais un facteur subjectif, votre penchant ou vos pratiques sexuels, il s'agit donc d'un choix ou d'une orientation purement idéologique qui vient supplanter l'ordre naturel des choses, qui le viole.

En pratique cela se traduit de la sorte : vous êtes hétérosexuel, homosexuel ou bisexuel avant d'être un homme ou une femme, ce qui doit déterminer des droits particuliers, dès lors que ce qui caractérise un homme ou une femme passe au second plan, les différences naturelles qui existent entre eux doivent disparaître, au-delà plus rien ne permet de distinguer un homme ou une femme qui devront subir de la même manière le sort que leur réserve la société, qui elle n'a pas évolué ou bougé d'un iota, elle demeure divisée en classes dominante et dominée, sous l'emprise du capitalisme, à ceci près que cette modification introduite dans les rapports entre les hommes et les femmes ne survient pas à n'importe quel moment de son histoire, elle intervient au moment où le capitalisme est frappé par une crise dont il est incapable de sortir autrement qu'en réduisant l'ensemble des masses exploitées en esclavage, ce qui nécessite d'une part que la totalité des hommes et des femmes soient livrés à l'exploitation capitaliste, d'autre part que sa résistance au sort qui les attend soit réduite à néant, pour se faire, il faut que ce soit la société qui prenne en charge l'éducation des enfants pour les formater dès le plus jeune âge au destin que leur réserve le néolibéralisme, pour en faire de futurs esclaves résignés il faut s'y prendre le plus tôt possible et donc étendre l'emprise de la société néolibérale sur les enfants à tous leurs actes et pensées par l'intermédiaire de la télévision, la publicité, les réseaux sociaux, Internet, des jeux vidéos, des distractions et des programmes éducatifs prévus à cet effet, ainsi rendu totalement dépendant d'un mode de pensée qui leur aura été inculqué très tôt ils seront dans l'impossibilité d'en changer et de se rebeller contre la société et la boucle sera bouclée.

Voilà rapidement évoqué l'objectif que sous-tend la théorie du genre et la propagande en faveur de l'égalité des droits entre les hommes et les femmes ou accordés si généreusement par la classe dominante à certaines minorités.

Croire un seul instant que la classe dominante pourrait être animée de bonnes intentions envers quiconque dans la société en dehors d'elle-même relève de la crasse ignorance, de la manipulation ou révèle une proportion à la capitulation politique devant notre ennemi.

[Flicage patronal](#)

- Lufthansa accusée d'avoir fiché ses salariés en France - LePoint.fr

Un syndicat a porté plainte contre la compagnie, lui reprochant de s'intéresser de trop près à la situation familiale et aux opinions politiques de ses employés. LePoint.fr 08.11

[La dictature des sondages commandés ou manipulés.](#)

Logique...

- 57% des Français pour un abandon pur et simple de l'écotaxe - Le Nouvel Observateur

... pas logique...

- Sondage : 57% des Français disent stop aux Bonnets rouges - LeParisien.fr

Mais si, une partie du patronat a dû prendre conscience que la situation pourrait dégénérer et devenir hors de contrôle, il siffle la fin de la récréation...

[La revanche.](#)

- France. Déficit budgétaire de 80,8 milliards d'euros à fin septembre - Reuters

- L'Allemagne a dégagé un excédent commercial record en septembre - Reuters

L'Allemagne a profité de la liquidation des satellites de l'ex-URSS pour délocaliser une partie de sa production dans des pays où la main d'œuvre était bon marché, le tiers-monde à deux pas de ses frontières c'est tout de même bien pratique, puis Schröder tailla à la hache dans la législation du travail en Allemagne avec le soutien des syndicats, voilà le résultat, le chemin que le FMI et l'UE notamment incitent Hollande à suivre en France, ainsi que ses semblables partout en Europe.

[Gouverner : c'est prévoir!](#)

- JPMorgan en avance sur ses objectifs avec 15.000 suppressions d'emplois en 2013 - AFP

[L'UMP est fauché...](#)

- Une quête pour restaurer la croix de Lorraine de Colombey - Liberation.fr

... et pourtant...

- Enquête: les Balkany soupçonnés de blanchiment de fraude fiscale - AFP

[INFOS EN BREF](#)

[POLITIQUE](#)

1- Syrie

Le chef d'Al-Qaïda a ordonné la dissolution d'une des principales factions du réseau en Syrie et demandé à ses combattants de se placer sous l'autorité du Front Al-Nosra, pour unifier ses troupes dans ce pays déchiré par un conflit sanglant.

"*L'Etat islamique en Irak et en Syrie (EIL) va être supprimé*", a affirmé Ayman al-Zawahiri dans un enregistrement diffusé vendredi par Al-Jazeera, dans lequel il martèle que le Front Al-Nosra est la "*branche*" d'Al-Qaïda en Syrie.

Cet enregistrement confirme des directives données dans une lettre citée le 11 juin par la chaîne satellitaire qatarie et présentée comme écrite par M. Zawahiri aux dirigeants des factions en Syrie et en Irak.

Cette missive est restée lettre morte sur le terrain, les jihadistes continuant de combattre séparément sous les bannières de l'EIL et du Front Al-Nosra.

Ayman al-Zawahiri a indiqué que le chef d'Al-Qaïda en Irak, Abou Bakr al-Baghdadi, avait "*fait une erreur en établissant l'EIL sans nous demander la permission ou même nous en avoir informés*".

Et alors que l'EIL a été accusé par l'opposition d'avoir commis des abus contre les rebelles et civils syriens, notamment des enlèvements et des exécutions publiques, M. Zawahiri a réprimandé les islamistes des deux bords pour avoir mené des attaques non autorisées contre d'autres musulmans.

Le Front Al-Nosra, créé en janvier 2012 et classé comme organisation terroriste par les Etats-Unis, a revendiqué de nombreux attentats suicide en Syrie et mené des attaques parmi les plus violentes depuis le début du conflit.

L'EIL, tout comme Al-Nosra, lutte à la fois contre le régime syrien, les autres rebelles et les Kurdes afin d'instaurer son pouvoir sur tout le nord et l'est de la Syrie. AFP 08.11

2- Haïti

Plusieurs milliers de personnes ont violemment manifesté jeudi pendant plus de cinq heures dans la capitale d'Haïti Port-au-Prince pour exiger la démission du président Michel Martelly.

Des groupes de jeunes manifestants venus des quartiers pauvres de Port-au-Prince se sont heurtés à des partisans du président Martelly dans certaines rues, faisant au moins deux blessés parmi les manifestants de l'opposition.

"Des proches de Martelly ont ouvert le feu sur nous. Il y a deux personnes blessées par balles", ont indiqué des manifestants à l'AFP.

De nombreux jeunes ont conspué le pouvoir en place, accusant le président Martelly de travailler pour ses proches et non pour le peuple. AFP 08.11

SOCIAL

Portugal

Des hôpitaux au ralenti, des écoles fermées, des tribunaux déserts: de nombreux services publics ont été perturbés vendredi au Portugal par la grève des fonctionnaires, en colère contre les nouvelles mesures d'austérité du gouvernement.

"Contre le démantèlement de l'État" et *"Les droits acquis ne peuvent pas être volés"*, proclamaient des banderoles accrochées aux grilles des hôpitaux, alors que des poubelles non collectées débordaient sur les trottoirs de Lisbonne.

"Les Portugais ne supportent plus les coupes salariales et les sacrifices", a assuré Ana Avoila, coordinatrice du Front commun des syndicats de la fonction publique qui a fait état d'une *"forte adhésion à la grève allant de 70% à 100%"*.

Le secrétaire d'État à la Fonction publique, Helder Rosalino, a déclaré *"comprendre le découragement des fonctionnaires"* tout en prévoyant une participation *"ne dépassant pas les 20%"*.

La grève de 24 heures a été lancée conjointement par les fédérations de fonctionnaires affiliées aux deux principaux syndicats, la CGTP, proche du parti communiste et l'UGT, liée au Parti socialiste.

"C'est une des plus grandes grèves de ces dernières années. La riposte a été à la hauteur", s'est félicité Armenio Carlos, dirigeant de la CGTP.

Premier test de la mobilisation des fonctionnaires depuis l'annonce du budget d'austérité pour 2014 à la mi-octobre, la participation a nettement dépassé celle de la dernière grève des fonctionnaires en mai 2011, convoquée par la seule CGTP.

Les syndicats entendaient protester contre les mesures d'austérité du projet de budget pour 2014, qui toucheront de plein fouet les fonctionnaires.

Le projet prévoit l'allongement du travail hebdomadaire des fonctionnaires de 35 à 40 heures, des coupes de 10% dans leurs pensions de retraite et des réductions de 2,5% à 12% pour les salaires mensuels supérieurs à 600 euros bruts.

Dans les hôpitaux, la grève était largement suivie par les infirmiers, avec un taux d'adhésion évalué par les syndicats entre 70 et 80%. Des opérations et consultations non urgentes ont été reportées, des guichets d'accueil restaient fermés.

De nombreux tribunaux n'ont pas ouvert leurs portes, en raison d'un arrêt de travail observé par 70 à 80% des greffiers, selon les syndicats.

Ce mouvement des fonctionnaires fait suite à une série de grèves dans les transports, dont les chemins de fers et les services de bus urbains, qui culmineront avec une manifestation samedi à Lisbonne.

Pour 2014, le gouvernement de centre droit, qui a déjà affronté quatre grèves générales en deux ans, est tenu de ramener le déficit public à 4% du PIB, contre 5,5% cette année. Pour y arriver, il compte réduire de 2% en 2014 le nombre de fonctionnaires.

La coalition au pouvoir applique à la lettre les remèdes du FMI, qui avait épinglé en janvier les "sureffectifs" dans les domaines de l'éducation et des forces de sécurité. AFP 08.11

[Haut de page ↗](#)

Le 11 novembre 2013

CAUSERIE

Hier soit j'ai ajouté 25 nouveaux articles. Pas le temps de causer, à quoi bon ?

Qui a dit ?

- « *Le traité (de Maastricht) se traduira par plus de croissance, plus d'emplois, plus de solidarité* »...

Réponse: Michel Sapin quelques jours avant le référendum de 1992.

Mélenchon aussi y croyait, mais à cette époque il ignorait absolument tout de l'histoire antérieure de l'UE, depuis une fameuse réunion en... 1948 ! Il faut dire qu'avoir passé près de 20 ans au PS à cette époque, c'était comme avoir subi un lavage de cerveau ou une lobotomie. Il ne s'en remettra jamais.

Parole d'internaute

- *"En septembre dernier, Hollande, accompagné de Montebourg et de Cazeneuve, avait annoncé à Cherbourg, la commande par le Mozambique de 30 navires auprès des Constructions mécaniques de Normandie (CMN) pour une valeur de 200 millions d'€ et 2 années de travail.*

Patatras : pour des raisons de "rentabilité" 16 chalutiers seront construits à bas coût en Roumanie. Toujours pour raison de "rentabilité", le chantier vient de faire appel à la main d'oeuvre étrangère "low cost" : 13 travailleurs intérimaires de Roumanie et de Lituanie sont arrivés fin octobre sur le chantier et 40 travailleurs "sous forfait" ont pris leurs fonctions début novembre.

Voilà l'Europe proposée et imposée par la gauche et la droite. Cette information a-t-elle été diffusée par les journalo-politiques ?

Faut pas rêver !

Quelques notes de lecture.

Ils auraient dû ?

- *"Or, à l'heure du bilan, le moins que l'on puisse dire est que les PPP (Partenariats public-privé) n'ont pas prouvé leur efficacité économique." (Paru dans l'Humanité.fr)*

Quel aveu ! Nous n'avons jamais pu !

- *"Nous ne pouvons pas. Nous ne pouvons plus. Nous ne pouvons pas à la fois être leurs critiques les plus déterminés et les alliés de circonstance des socialistes municipaux qui, par leur silence – de fait –, font perdurer une politique ouvertement de droite, antisociale et sécuritaire. Au nom de je ne sais quelle morale de circonstance, la confusion ne doit pas être entretenue, ne peut plus l'être. Elle n'est plus de mise." (Paru dans l'Humanité.fr)*

Ce qui signifie qu'elle l'a été, merci pour cette précieuse précision.

La question des rapports avec le PS ne se réduit pas à la rupture avec ce parti, mais avec l'idéologie ou les rapports qu'il incarnait, sur le plan pratique cela elle doit se traduire par la rupture avec le capital et les institutions de la Ve République, or ni le PCF ni le

Front de gauche ou d'autres partis qui se prétendent indépendants du PS ne sont prêts à réaliser cette rupture, la preuve tous vont participer aux élections municipales et ceux qui en auront les moyens financiers aux élections européennes, et tous encore une fois appelons à soutenir les candidats du PS au second tour ou à *"battre la droite"* ce qui reviendra au même.

Au pays des aveugles.

"Si notre monde va si mal dans ses dimensions écologiques, sociales, économiques, politiques et spirituelles n'est-ce pas avant tout en raison du fait que nous le regardons fort mal ?"

Dresser un constat n'a jamais constitué une solution.

Son excellence a-t-il eu vraiment un jour les qualités que vous lui prêtées ?

- *"Le pasteur François, lorsqu'il devient chef d'État, perd beaucoup de son indépendance et de sa liberté. Il y perd également beaucoup de son charme et de sa crédibilité."*

Lire plus loin ses antécédents...

Le suprême amalgame.

- *"le soviet de la finance"*

Croire que ce qu'on voit n'est pas un gage de connaissance.

- *"Lettre ouverte aux dangereux imbéciles qui voteront FN « parce qu'on n'a pas tout essayé »."*

Abolition de la résolution 181 de l'ONU !

- *"En adoptant la Résolution 181 de 1947 qui a divisé la Palestine entre les Arabes palestiniens d'origine et les envahisseurs étrangers que représentaient les colons sionistes, la communauté internationale incarnée par les Nations Unies a fait le jeu du Sionisme chrétien et juif et s'est rendue coupable d'une erreur historique qui a anéanti tout espoir humain de paix au Moyen-Orient ; son rétablissement demeurera hors d'atteinte encore très longtemps."*

ACTUALITE EN TITRES

[Ils ne doutent de rien.](#)

C'est tellement vrai...

- *"La France va mieux qu'en mai 2012"*, selon Moscovici - AFP

... qu'on a forcément envie de le croire sur parole.

- Moscovici promet une baisse des prélèvements obligatoires après 2015 - AFP

[L'écho de trop](#)

- *"L'écotaxe sera appliquée"*, martèle le gouvernement - Francetv info

"Je le dis en tant qu'écologiste et en tant que membre du gouvernement : l'écotaxe sera appliquée." Le ministre délégué au Développement, Pascal Canfin, a assuré, dimanche 10 novembre, que l'écotaxe serait bien appliquée, alors que les spéculations vont bon train sur une éventuelle suppression après le report par le gouvernement de sa mise en oeuvre. Francetv info 10.11

- Bretagne : l'avertissement du porte-parole des *"bonnets rouges"* - LePoint.fr

- Bretagne: 44 radars vandalisés, la fronde ne faiblit pas - AFP
- Royal soutient les Bonnets rouges, «révolte citoyenne» - Liberation.fr
- Marine Le Pen : «*Il existe en France une véritable révolte*» - LeParisien.fr
- De l'écotaxe à la grande grogne antifiscale - LeFigaro.fr
- Éducation : vers une semaine de grèves - LePoint.fr
- Le futur directeur de campagne de Gilbert Collard agressé dans un bar - LeMonde.fr
- Copé dit avoir été victime de propos antisémites de la part du FN - Liberation.fr
- L'ancien collaborateur d'Alain Juppé explique pourquoi il rejoint Marine Le Pen - Francetv info

Quant aux réactions de son ancienne famille politique, il assure qu'elles sont positives. "*Deux anciens ministres poids lourds de droite m'ont félicité. Et je ne compte pas les ex-conseillers ministériels ou cadres du RPR qui me disent 'Comment peut-on t'aider ?'*", révèle-t-il. Depuis la rentrée, il est le chef de cabinet de la présidente du Front national. Francetv info 10.11

- Hidalgo: Hollande doit «*donner des signes*» avec une équipe «*plus politique*» - 20minutes.fr

Le langage des signes... pour les sourds !

- Placé pointe le risque que la hausse de la TVA soit «*la goutte de trop*» - 20minutes.fr

Mais il a affirmé que malgré tout les écologistes resteraient au gouvernement, la soupe est décidément trop bonne au Palais...

[Le patronat et les instituts de sondage ont pris le pouvoir](#)

- 77% des Français pour une ouverture le dimanche des magasins en gare - AFP
- 57% des Français sont pour l'arrêt des manifestations en Bretagne - Le Nouvel Observateur
- Les Français ont majoritairement une mauvaise opinion de Royal - AFP
- Crédit Lyonnais: l'Etat va emprunter 4,5 milliards d'euros pour régler l'ardoise - AFP

[En famille. Quand l'esprit monarchiste plane sur la France...](#)

- Accoyer dénonce une "*récupération*" de De Gaulle par le FN et le PS - AFP

Anne Hidalgo, candidate PS à la mairie de Paris, a accusé dimanche de "*sectarisme*" l'ex-président (UMP) de l'Assemblée nationale, Bernard Accoyer, lequel a dénoncé une "*récupération politique*" du général de Gaulle au moment où elle lui rendait hommage. AFP 10.11

Que voulez-vous, quand on se présente sous un faux masque, il faut sans cesse démontrer à nos mentors quel est notre vrai visage pour conserver leur confiance, leur estime...

[Ils ne sont jamais à court d'idées... réactionnaires, bien sûr.](#)

- Bruno Le Maire veut "*diminuer la durée des indemnisations*" du chômage - Francetv info

[Leur héritage.](#)

Le bouc émissaire qu'ils ont eux-mêmes fabriqué.

- L'Allemagne commémore le pogrom antijuif de la "*Nuit de Cristal*" il y a 75 ans - AFP

Ce samedi marque aussi le 90e anniversaire du "Putsch de la brasserie" à Munich (1923), une tentative de prise de pouvoir par Adolf Hitler, qui échoua sans empêcher son ascension politique ultérieure. AFP 10.11

Et qui finança son "ascension politique ultérieure", le redressement économique de l'Allemagne et programme social du régime nazi ? Les banquiers sionistes Rockefeller et Rothschild notamment...

Catholiques néoconservateurs et sionistes unis sous la même bannière néolibérale.

- Les Juifs, "grands frères" des catholiques, dit le pape Reuters

"Nous réaffirmons notre proximité et notre solidarité avec le peuple juif, nos grands frères, et prions Dieu que la mémoire du passé et les péchés du passé nous aident à rester toujours vigilants face à toute forme de haine et d'intolérance", a dit le pape à des milliers de fidèles massés place saint Pierre pour son homélie dominicale.

Le chef de l'Eglise catholique, élu au trône de Saint Pierre en mars dernier, a promis de maintenir de bonnes relations avec les Juifs et son accession au pontificat avait été saluée par les associations juives du monde entier.

François avait cosigné un livre sur le dialogue oecuménique avec le rabbin argentin Abraham Skorka, alors qu'il était archevêque de Buenos Aires. Reuters 10.11

Le "peuple juif" est une invention des sionistes que le pape reprend à son compte, normal. Personne n'osera parlé du peuple chrétien, musulman, hindou, parsi, etc. tellement c'est étranger à l'histoire et grotesque, mais quand un tel révisionnisme vient des sionistes, la confrérie réunie des intellectuels de l'extrême droite à l'extrême gauche se soumet à cette dictature de la pensée unique.

Chouette, bientôt, les taux seront négatifs, la BCE versera des intérêts aux banques qui lui emprunteront de l'argent !

- La BCE peut encore baisser ses taux, dit Benoît Coeuré - Reuters

ACTUALITÉ DU JOUR

La température monte et personne n'ose accusé le thermomètre.

C'est fou tous ces dirigeants de partis ou de syndicats qui sont remplis de bonnes intentions envers les travailleurs... A croire qu'ils craignent que les masses déferlent soudainement et que plus rien ni personne ne puisse les arrêter.

- Le président de l'UMP, Jean-François Copé, s'est inquiété sur France 3 d'«un délitement de la société française à un point inégalé».

Le député UMP de Haute-Loire, Laurent Wauquiez, a lui aussi interpellé le gouvernement sur le risque d'une propagation de la fronde des "bonnets rouges". "Contrairement à ce que veut faire croire le gouvernement, ce n'est pas juste le problème de la Bretagne, c'est l'incarnation de ce qui est en train de se passer partout en France : l'exaspération de la France qui travaille, commerçants, artisans, agriculteurs, salariés... Leur slogan résume tout : moins d'impôts, plus d'emplois, dit-il dans un entretien au Parisien. Il est la traduction de la colère sourde qui monte dans le pays, de cette exaspération profonde qu'un rien peut faire exploser."

«Il existe en France une véritable révolte que le gouvernement cherche à localiser en Bretagne ou à minimiser mais qui en réalité touche toute la France, toutes les catégories de Français», a déclaré Marine Le Pen à l'émission «Tous politiques» (France Inter/Le Parisien/France 24).

«Il y a dans notre pays des gens qui n'arrivent plus à vivre, qui n'arrivent plus à manger», a justifié Marine Le Pen, parlant de «secteurs entiers de notre économie qui sont en train de s'effondrer»

Pour la présidente du FN, «le risque c'est de passer de la révolte à la révolution, et c'est ce qui peut se passer quand on a un gouvernement autiste».

Le secrétaire général de Force ouvrière Jean-Claude Mailly a estimé dimanche qu'il y avait un "sentiment de révolte" en France et

que le pays était "*comme un volcan*" qui bouillonne, dénonçant à nouveau la politique économique du gouvernement.

"*Il y a un sentiment de révolte, ça on le sent très bien*", a affirmé M. Mailly sur I-Télé, alors que la grogne sociale s'est amplifiée cette semaine, notamment en Bretagne. "*C'est comme un volcan: il y a de la fumée, la terre ne tremble pas mais en dessous, ça bouillonne*".

Sur la situation en Bretagne, il a estimé que "*le problème aujourd'hui n'est pas un problème breton et régionaliste parce que si on rentre là dedans, autant dire qu'on n'a plus de République. Le problème se pose sur l'ensemble du territoire*". lefigaro.fr, liberation.fr, lemonde.fr et AFP 10.11

Fabius ou la voix du sioniste Netanyahu.

Au lendemain de la conclusion sans accord des négociations de Genève sur le programme nucléaire iranien, le président Hassan Rohani a réaffirmé dimanche que le "*droit à l'enrichissement*" de l'uranium de Téhéran était une "*ligne rouge*" à ne pas franchir.

Les propos du chef de l'Etat iranien, tenus devant un parlement dominé par le camp conservateur, visent manifestement à rassurer les tenants d'une ligne dure, alors que Téhéran et les puissances du groupe P5+1, soit les membres permanents du Conseil de sécurité et l'Allemagne, sont convenus de reprendre leurs discussions le 20 novembre.

Alors que les différentes parties semblaient sur le point de conclure un accord au début des trois journées de discussions, le ministre français des Affaires étrangères, Laurent Fabius, a d'abord dit samedi craindre un marché de dupes, puis a été le premier à annoncer dans la nuit l'absence de compromis.

Parmi les principaux points d'achoppement cités par les diplomates, figurent la fermeture souhaitée par Paris du réacteur iranien d'Arak, avant même son entrée en fonction, le sort du stock d'uranium fortement enrichi, ainsi que la nature et le calendrier de l'allègement des sanctions économiques réclamé par Téhéran.

Un compte Twitter, présenté comme l'expression du cabinet du Guide suprême iranien, l'ayatollah Ali Khamenei, a dénoncé dimanche "*une attitude imprudente et inepte*" de la France, à propos des réserves émises par Paris sur le projet d'accord.

On n'est pas vraiment surpris d'apprendre dans l'entourage de Catherine Ashton que la France est celle qui freine le plus un accord à Genève. Les Iraniens l'ont très clairement expliqué : la France est sur la ligne d'Israël et non sur la volonté d'une recherche raisonnable d'un accord. Hier, alors que les discussions faisaient une prolongation, les Iraniens semblaient peu optimistes sur la possibilité en raison du blocage français.

A l'évidence, la frayeur de Netanyahu sur la possibilité d'un accord a trouvé un relais français. Même si elle ne le formule pas clairement, Paris semble sur la ligne israélienne qui consiste à exiger des Iraniens de faire vœu d'ignorance et de laisser le monopole du savoir nucléaire à Israël.

Les consultations menées par les membres de l'équipe négociatrice iranienne, à Genève, avec les membres des 5+1, ont convaincu l'Occident de parvenir à un accord, ce qui a conduit à la présence, à Genève, des ministres des Affaires étrangères des 5+1. Alors que tout le monde s'attendait à ce qu'avec la participation des ministres des Affaires étrangères des 5+1, l'accord nucléaire avec l'Iran voit le jour, le ministre français, Laurent Fabius, a joué le rôle des lobbies sionistes, entravant l'obtention de cet accord.

Fabius a demandé à l'équipe négociatrice iranienne de donner une garantie, pour la sécurité du régime sioniste, une demande qui n'avait rien à voir avec les négociations techniques, sur la question du nucléaire de l'Iran. Cette attitude de Fabius a montré que l'autre partie ne participe pas encore, avec bonne foi, aux négociations.

Le sabotage de Fabius a suscité les critiques des responsables occidentaux. "*Fabius a joué le rôle du faiseur d'embrouilles, lors des négociations nucléaires, à Genève*", a estimé Paul Shult, ex-Président du contrôle et de la non-prolifération des armes du ministère britannique de la Défense, en réaction au rôle négatif qu'a joué le ministre français des Affaires étrangères, lors des négociations de Genève. "*La prise de position du gouvernement français envers l'Iran est plus sévère que celle de l'administration américaine*", a écrit le quotidien américain, "*Weekly Standard*", en allusion aux négociations stériles entre l'Iran et les 5+1, à Genève, pour la signature de l'accord nucléaire.

Parmi les adversaires les plus ardents du programme nucléaire iranien, le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a exprimé sa satisfaction quant à l'absence de compromis, après avoir prévenu peu avant le week-end qu'il rejeterait "*complètement*" l'accord négocié à Genève.

Israël, dont un ministre se rend mardi aux Etats-Unis, veut jouer de son influence au Congrès américain pour tenter d'empêcher

la conclusion d'un accord sur le nucléaire iranien lors de la reprise des négociations entre les grandes puissances et l'Iran le 20 novembre.

"Israël fera tout pour convaincre les grandes puissances et leurs dirigeants d'éviter de conclure un mauvais accord" avec l'Iran, a affirmé le premier ministre Benjamin Nétanyahou lors du conseil des ministres.

Devant l'influente assemblée générale des Fédérations juives d'Amérique du Nord (JFNA) à Jérusalem, M. Nétanyahou a martelé dimanche soir son intention se battre contre un accord *"mauvais et dangereux"*.

"J'ai été informé des détails de la proposition aux Iraniens. Ce qui est proposé actuellement est un accord selon lequel les capacités nucléaires de l'Iran ne reviennent pas en arrière alors que le régime des sanctions est rétrogradé."

"Quand il s'agit de la sécurité du peuple juif, je ne me tairai pas. Cela n'arrivera pas tant que je suis en fonction. Lorsque les Juifs se sont tus vous savez ce qui s'est passé", a-t-il ajouté, sous les applaudissements des représentants de la JFNA.

Le ministre israélien de l'économie Naftali Bennett a annoncé à la radio militaire qu'il se rendrait à partir de mardi aux Etats-Unis pour *"mener une campagne auprès de dizaines de membres du Congrès"* à qui il veut expliquer que *"la sécurité d'Israël est en jeu"*. A l'inverse, la secrétaire d'Etat adjointe américaine Wendy Sherman, qui mène les négociations avec l'Iran, est arrivée en Israël dimanche, a indiqué la porte-parole du département d'Etat Jen Psaki. *"Elle poursuivra notre coordination étroite avec Israël sur nos efforts en cours pour empêcher l'Iran de se doter de l'arme nucléaire"*, a indiqué Mme Psaki.

Tous les experts considèrent qu'en dépit des efforts du premier ministre israélien, un accord sera ratifié entre les grandes puissances et l'Iran. *"C'est un choix stratégique de Barack Obama qu'Israël ne peut pas remettre en cause"*, a ainsi assuré un commentateur de la radio publique. Shelly Yachimovich, la dirigeante de l'opposition travailliste, a elle aussi critiqué l'attitude de confrontation de M. Nétanyahou, tout en s'opposant au projet d'accord actuellement en discussion.

La volonté manifeste des Etats-Unis de conclure rapidement un premier accord avec Téhéran affecte cependant les relations entre Israël et Washington, et Benjamin Netanyahu a rencontré trois fois le secrétaire d'Etat américain John Kerry depuis le début de la semaine.

Le secrétaire d'Etat a minimisé les dissensions dans le camp occidental et estimé que les grandes puissances s'étaient rapprochées d'un compromis avec Téhéran, tandis que le ministre iranien des Affaires étrangères, Mohammad Javad Zarif, a dit espérer la conclusion d'un accord lors des pourparlers de la fin du mois.

Le secrétaire britannique au Foreign Office, William Hague, a également jugé possible un accord au cours des prochaines semaines.

Un accord provisoire servirait de base à des négociations plus larges pour trouver une solution permanente au problème nucléaire iranien qui oppose depuis dix ans Téhéran aux grandes puissances mais que le nouveau président iranien Hassan Rohani dit vouloir régler dans les mois à venir.

La venue de John Kerry à Genève, qui a interrompu une tournée au Proche-Orient pour se joindre aux discussions et a été rejoint ensuite par ses homologues du P5+1, a laissé croire à l'imminence d'un tel compromis mais la France a fait comprendre ensuite que de sérieux obstacles empêchaient encore sa conclusion.

"Les Américains, l'Union européenne et les Iraniens travaillent intensément ensemble depuis des mois à une proposition, et ce n'est rien moins qu'une tentative de Fabius pour se faire valoir, tardivement, dans ces négociations", a regretté un diplomate occidental.

Le directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), Yukiya Amano, a par ailleurs déclaré dimanche qu'il espérait que les négociations de l'agence des Nations unies avec l'Iran, qui sont menées séparément des pourparlers avec le groupe P5+1 et reprendront lundi à Téhéran, produiraient des *"résultats concrets"*. Reuters et Lemonde.fr ; french.trib.ir 10 et 11.11

[Ecotaxe: la fronde prend de l'ampleur.](#)

La fronde anti-écotaxe a pris de l'ampleur samedi avec de nouveaux heurts en Bretagne entre manifestants et forces de l'ordre, et des actions coup de poing à Paris, dans le Nord, près de Marseille ou près de Lyon.

Des manifestants ont incendié ou endommagé des bornes écotaxe, mené des opérations escargots et menacés des portiques, provoquant d'importantes perturbations sur les routes.

Trois radars routiers ont été incendiés dans la nuit de samedi à dimanche dans les Côtes d'Armor et deux autres ont été dégradés

en Ille-et-Vilaine, a-t-on appris dimanche auprès des gendarmes et des pompiers.

Ces dégradations s'ajoutent aux 28 radars automatiques détruits ou vandalisés en Bretagne depuis le début du mois de novembre, soit un quart de l'équipement installé en bord de routes dans les quatre départements bretons. AFP 10.11

Racket du gouvernement et nouveaux cadeaux aux patrons.

- Le paquet de cigarettes à plus de 7 euros ? - LePoint.fr

Le passage de la TVA à 20 % le 1er janvier entraînerait une hausse des prix du tabac de 30 centimes.

Le Journal du dimanche annonce que le prix du paquet de cigarettes devrait franchir le seuil symbolique des 7 euros le 1er janvier 2014. Si l'augmentation du prix du tabac doit être décidée la semaine prochaine, le journal dominical assure que le gouvernement a déjà tranché sur la question.

Le JDD indique que pour convaincre Philip Morris d'augmenter ses prix, le gouvernement serait enclin à lui accorder un nouveau cadeau fiscal de près de 30 millions d'euros ; en bénéficiant notamment plus de la "taxe spécifique".

Les Douanes réclament par ailleurs également une augmentation de 30 centimes rappelant qu'une hausse de 20 centimes n'est pas suffisante et entraînerait 50 millions d'euros de perte de recettes pour l'État.

Comme l'indique l'hebdomadaire, "les douanes et les fabricants de tabac ont le même intérêt : augmenter suffisamment les prix pour compenser le recul des ventes". En volume, les ventes de cigarettes en France ont reculé de 9,55 % à la fin du mois de septembre. La chute se chiffre en valeur à 2,6 % à 11,529 milliards d'euros. LePoint.fr 10.11

C'est entendu !

- Allemagne: le chef de file du SPD entrerait au gouvernement - AFP

Le chef de file des sociaux-démocrates allemands, Sigmar Gabriel, devrait faire partie d'un éventuel gouvernement de grande coalition avec les conservateurs de la chancelière Angela Merkel, et en être le vice-chancelier, affirme samedi l'hebdomadaire Der Spiegel.

Cette information a toutefois été contestée par un porte-parole du SPD joint par l'AFP samedi soir, qui a assuré qu'aucune «*décision définitive*» n'a été prise.

Principal point de l'accord, Sigmar Gabriel (SPD) sera bien membre de cet éventuel gouvernement, avec le rôle, essentiellement honorifique, de vice-chancelier.

La chancelière et le chef du SPD se sont également mis d'accord pour que les postes de ministres des Affaires étrangères et de la Défense ne reviennent pas au même parti, pas plus que ceux de l'Intérieur et de la Justice, poursuit l'hebdomadaire.

«*Il n'y a encore eu aucune décision définitive sur les personnes*» qui seront au gouvernement, a assuré à l'AFP un porte-parole du SPD un peu plus tard.

Il a également démenti que la répartition des portefeuilles décrite par Der Spiegel ait été arrêtée.

Un éventuel accord sera, en outre, soumis au vote des 470.000 adhérents du SPD. AFP 10.11

Ils ont vraiment un sens aigu de la démocratie au SPD. Une simple formalité sans doute...

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Syrie

1.1- Syrie: l'armée reprend le contrôle total d'une base clé près d'Alep - AFP

L'armée syrienne a repris dimanche une base militaire stratégique près de l'aéroport international d'Alep (nord) qui était depuis février aux mains des rebelles, a annoncé la télévision d'Etat syrienne. AFP 10.11

1.2- Syrie : des djihadistes exécutent un député - Francetv info

Mojhem Al-Sahou a été enlevé et tué dans l'est du pays, dans une région où un autre député avait déjà été exécuté fin octobre. AFP 10.11

1.3- L'opposition syrienne accepte de participer à Genève 2 - lemonde.fr

Après deux jours de débats à Istanbul, la Coalition nationale syrienne (CNS) a annoncé lundi 11 novembre dans un communiqué que l'opposition syrienne acceptait de participer à une conférence de paix à Genève.

Le communiqué, rédigé en arabe, fixe plusieurs conditions pour participer à cette conférence, baptisée "Genève 2" dans les milieux diplomatiques, dont l'objectif est de mettre fin à deux ans et demi de guerre civile en Syrie via la création d'une autorité de transition.

La CNS réclame un accès libre dans les zones assiégées pour les organisations humanitaires, la libération des prisonniers politiques et affirme que toute conférence internationale doit aboutir à une transition politique.

Le communiqué annonce aussi qu'un comité s'est vu assigner pour mission de continuer à discuter avec les forces révolutionnaires à l'intérieur et à l'extérieur de la Syrie afin d'expliquer la position de la CNS, alors que des combattants sur le terrain s'opposent au processus diplomatique en cours.

"*Tout ce qu'on peut espérer, c'est que ces discussions aboutiront au départ de Bachar Al-Assad*", a déclaré Adib Chichakli, l'un des membres de la CNS. Le Monde.fr avec Reuters 11.11

1.4- Syrie : l'opposition anti-Assad salue Israël. - french.trib.ir

La coalition des opposants syrien réunis à Istanbul a salué le régime sioniste pour ses soutiens aux groupes terroristes en Syrie.

La coalition a également demandé à ce régime de continuer à soigner les blessés takfiris dans ses hôpitaux et ses cliniques israéliens dans le droit fil des coordinations entre « *les opposants syrien résidant à l'étranger* » et le régime sioniste. Yaakov Margi, député de la Knesset issu du parti Shass a rencontré en Turquie les représentants des groupes terroristes qui lui ont demandé le maintien par Israël de son aide et soutien aux "*opposants*".

Les chefs terroristes ont salué par ailleurs le traitement fournir des blessés dans les hôpitaux israéliens, a rapporté la radio du régime sioniste. Les événements ont prouvé qu'Israël n'est plus un ennemi mais plutôt un partenaire de combat contre l'ennemi conjoint, a affirmé, pour sa part, Mohamed Adnan, opposant syrien, chef de l' « *Union des révolutionnaires à l'intérieur de la Syrie* ». Les opposants ont également demandé à Margi qu'Israël continue à élargir des aides aux opposants et à ne pas se contenter à les soigner, selon ce rapport. french.trib.ir 10.11

SOCIAL

1- Grèce

1.1- Plusieurs milliers de militants du parti d'opposition Gauche radicale (Syriza) se sont rassemblés dimanche 10 novembre au soir devant le Parlement à Athènes pour dénoncer la poursuite des politiques de rigueur alors que les députés débattaient d'une motion de censure contre le gouvernement.

"*Nous arrêtons la catastrophe*", "*Partez maintenant !*", "*Non aux plans d'austérité*", proclamaient les banderoles des manifestants rassemblés sur la place Syntagma, en bas du Parlement, théâtre d'importantes manifestations, souvent violentes, au début de la crise en Grèce en 2010. Selon la police les manifestants étaient plus de 2 000. Mais selon journalistes et organisateurs sur place ils étaient environ 5 000. lemonde.fr 10.11

1.2- Plus de 5.000 personnes ont manifesté samedi à Thessalonique, deuxième ville grecque dans le Nord, contre un

projet controversé de mine d'or dans la région proche de Chalcidique, à l'occasion de la Journée mondiale d'action contre les mines d'or.

"*La poussière toxique n'a pas de frontières. Non aux mines d'or!*", proclamait la banderole principale du cortège des manifestants, qui selon la police était environ 5.000.

A Athènes, plus de 500 personnes ont également manifesté en scandant des slogans contre "*la violence policière*" exercée ces derniers mois contre des habitants du village d'Ierissos à Chalcidique, qui s'opposent au projet de Hellenic Gold, filiale grecque du groupe canadien Eldorado Gold.

"Avec les forces antiémeutes et la violence, vous n'allez pas prendre l'or", scandaient les manifestants à l'appel des associations de gauche.

Jusqu'ici près de 200 habitants de la région sont poursuivis en justice pour "*résistance contre les autorités*" et autres délits, ce qui provoque de vives réactions, les militants accusant les autorités "*de vouloir criminaliser des mouvements sociaux*".

Les opposants au projet considèrent que l'entrée en activité de la mine causerait des dommages irréparables à l'environnement, épuisant et contaminant les nappes phréatiques et polluant la région avec des substances chimiques nocives comme le plomb, le cadmium, l'arsenic et le mercure. AFP 10.11

1.3- Le ministre de la Réforme de l'administration, Kyriakos Mitsotakis, a indiqué samedi dans un entretien à la télévision Méga, qu'après le licenciement des 2.600 employés de la ERT, le gouvernement va procéder à des licenciements dans la compagnie métallurgique Larco et les sociétés de défense Elvo (fabrication de véhicules) et HDS (industrie aérospatiale).

Ces trois entreprises publiques historiques sont lourdement endettées et en voie de restructuration et de privatisation, conformément aux exigences des créanciers. AFP 10.11

2- Portugal

Quelques centaines de salariés des entreprises publiques de transports portugaises ont manifesté, samedi 9 novembre à Lisbonne, lors d'un rassemblement ponctuant une série de grèves contre les nouvelles mesures d'austérité inscrites au projet de budget pour 2014.

"*Ils m'ont déjà coupé environ 20 % de mon salaire net, qui n'est plus qu'à 900 euros, et maintenant ils veulent m'enlever encore 7 ou 8 %*", a protesté Carlos Félix, chauffeur de bus à Lisbonne depuis une vingtaine d'années, qui manifestait samedi après avoir fait grève jeudi. "*On sait que c'est difficile de faire reculer le gouvernement, mais il faut résister*", a ajouté cet homme de 50 ans.

En échange d'un prêt de 78 milliards d'euros accordé en mai 2011 par l'Union européenne et le Fonds monétaire international, le Portugal s'est engagé à mettre en œuvre un exigeant programme de rigueur budgétaire et de réformes économiques sur trois ans. lemonde.fr 10.11

3- Arabie saoudite

Des milliers d'immigrés illégaux se rendaient dimanche à la police saoudienne après des émeutes nocturnes meurtrières dans un quartier pauvre de Ryad, liées à la campagne de répression contre l'immigration clandestine.

Ces violences étaient les premières depuis que les autorités ont commencé à expulser les clandestins après l'expiration le 4 novembre du délai de sept mois fixé pour qu'ils régularisent leur situation ou quittent le riche royaume pétrolier.

Dans le cadre de la campagne en Arabie saoudite, plus de 900.000 étrangers en situation irrégulière ont quitté le royaume depuis le début 2013.

Le ministère du Travail a appelé les immigrés illégaux à faire les démarches nécessaires pour régulariser leur situation ou "*assumer les conséquences de leur retard*". Les contrevenants risquent une peine allant jusqu'à 2 ans de prison et une amende de 100.000 riyals (27.000 dollars).

Les autorités estiment que cette politique devrait permettre de réduire le nombre d'immigrés, estimé à 9 millions de personnes sur quelque 27 millions d'habitants, pour favoriser l'emploi des Saoudiens dans le royaume où le taux du chômage atteint 12,5%.

Mais le départ forcé des étrangers illégaux a provoqué une pénurie de main-d'oeuvre bon marché, même si les experts assurent qu'il sera bénéfique à long terme pour l'économie du pays. AFP 10.11

En France 30.000 étrangers en situation irrégulière sont expulsés, 900.000 en Arabie saoudite et la gauche et l'extrême gauche ne se saisissent pas de cette affaire, comme c'est étonnant, ils ne doivent pas être au courant...

[Haut de page ↗](#)

Le 12 novembre 2013

CAUSERIE

Lundi 22h35 à Pondichéry

J'ai ajouté 45 nouveaux articles. Je n'ai évidemment pas eu le temps de tous les lire. Je me suis refusé d'en publier 4 seulement, sans intérêt ou renfermant des analyses trompeuses, trop à mon goût. Il m'arrive de partager de nombreuses analyses sans adhérer à leurs conclusions la plupart du temps, il est toujours intéressant de confronter nos idées, c'est aussi une source d'inspiration.

Je regrette de ne pas avoir davantage de temps pour traiter plus à fond certaines questions ou de passer à côté de certains aspects de l'actualité sociale ou politique, involontairement car je ne fais aucune question, on fait ce qu'on peut. Mon épouse est encore malade depuis une semaine, c'est une charge supplémentaire pour moi et je dois aussi lui consacrer un peu de temps.

Les articles d'octobre ont été retirés de la page d'accueil pour soulager les différentes rubriques, ils seront archivés demain dans la soirée. Je n'ai pas eu le temps de terminer l'article que j'avais commencé sur le gouvernement mondial, ce sera pour plus tard, ce n'est pas urgent.

Je ne peux plus vous fournir de statistiques sur le taux de fréquentation du site, la société OVH qui héberge notre portail n'a pas encore résolu le problème depuis le 14 octobre.

Mardi 14h25 à Pondichéry

J'ai corrigé, hier j'avais écrit Pondicherry avec 2 R comme en anglais, Puchuchery en tamoul.

Au fait, on ne traite pas tous les articles qui figurent dans l'Actualité en titres, par contre si vous avez envie de les lire ce sont les titres originaux, il vous suffit de les taper dans Google pour les trouver sur le Net.

Je vous ai fait grâce de la manifestation des propriétaires de centres d'équitation auxquels s'étaient joints leurs employés, à mon avis ils n'avaient pas trop le choix. L'air de rien ils étaient plusieurs milliers à manifester (1.750 à 4.000 selon les sources - AFP) entre les places de la Bastille et de la République, même que la police a compté 173 poneys, pas un de plus pas un de moins !

- "*Beaucoup de chevaux vont se retrouver à l'abattoir alors qu'ils n'ont rien demandé*", a déclaré Shanna Benhamou, une jeune femme de 20 ans propriétaire de 5 chevaux à Maisons-Laffitte (Yvelines). AFP 11.11

Ils ne savent décidément plus quoi inventer pour faire jouer la corde sensible des émotions des masses. Pauvres bêtes, surtout que finir en lasagnes il paraît que c'est fort humiliant, un bien mauvais karma quoi !

Plus sérieusement, c'est fini la société des loisirs, des quatre dimanches, même la classe moyenne il va falloir qu'elle rame... pour des clopinettes !

[Business is business. Le Monde comme tous les médias est en fête : la boucherie fait vendre du papier \(cul\), des canons...](#)

Les banquiers sont des gens heureux ! N'hésitez pas à le faire savoir.

- La guerre fait vendre. Ce ne sont pas les marchands d'armes qui le démentiront et encore moins leurs sous-traitants en tous genres. Celle de 1914-1918 fut une grande boucherie racontée en détail par les lettres des rescapés et les écrivains. Elle fut également, pendant quatre années, une opportunité pour la "*réclame*" qui, en dépit des circonstances, continua, tant que faire se pouvait, à vendre du rêve en jouant sur la fibre patriotique. "*Toute la communication était conçue pour soutenir l'effort de guerre, et l'Etat, qui ne connaissait que l'affichage officiel, invitait surtout la population à donner son or...*", explique Alain Weill, expert de l'affiche et critique d'art.

A l'occasion des commémorations du centenaire de la Grande Guerre, les éditions Hoëbeke publient *La pub est déclarée ! 1914-1918*, de Didier Daeninckx. Dans ce texte qui raconte la vie d'une dactylo de l'agence Siècle Publicité, toujours à la recherche de slogans qui font vendre, l'écrivain - auteur du *Der des ders* (Gallimard, 1985), roman adapté ensuite en BD avec Jacques Tardi (Casterman, 1997) - retrace l'épopée de la première guerre mondiale du point de vue de la réclame. Son texte est illustré par de nombreuses publicités de l'époque, qui permettent d'entrevoir ce que furent ces quatre années de guerre à l'arrière.

Unis derrière le drapeau, et dénonçant le boche cause de tous les malheurs, les génies de la réclame ont essayé de vendre tout et n'importe quoi à une population totalement sous-informée.

Au début de la guerre, la réclame est donc très archaïque. Son seul support est la presse écrite, qui constitue alors un véritable pouvoir. Il faut se souvenir qu'au tournant du siècle la presse française comptait plus de 600 quotidiens (dont 90 à Paris entre 1881 et 1914). Elle était la plus lue au monde avec quatre quotidiens (*Le Petit Journal*, *Le Petit Parisien*, *Le Matin*, *Le Journal*) qui dépassaient chacun le million d'exemplaires.

Dès le commencement des hostilités, la censure sévit : les photographes ont l'interdiction de se rendre sur le front, et toutes les publications doivent présenter le conflit sous un jour optimiste. Quelques journaux choisissent cependant de briser la loi du silence, en privilégiant le reportage. Du coup, leurs récits mettent les réclames en porte-à-faux : difficile, dans ces conditions, de cacher que le conflit fait des millions de morts et de blessés.

Pour continuer de toucher le public et le convaincre de soutenir l'effort de guerre, les publicitaires font alors appel à des illustrateurs de grande qualité comme Francisque Poulbot (1879-1946), Théophile-Alexandre Steinlen (1859-1923) ou Charles Fouquieray (1869-1956). "*Avec leur graphisme très personnel, ils mettaient en scène les orphelins et les réfugiés sur fond de désolation, mais ne montraient surtout pas les horreurs de la guerre*", souligne Alain Weill. Jules-Abel Faivre (1867-1945) fera date avec ses affiches en faveur des emprunts de la Défense nationale. Dans *L'or combat pour la victoire*, un coq gaulois sort d'une pièce d'or, tandis que dans *On les aura !*, en 1916, un soldat, le regard brillant, part à l'assaut.

Au terme de quatre années de guerre, il a fallu du temps à la réclame pour revendre du rêve et aux journaux pour retrouver leur crédibilité. "*Après avoir vendu la guerre, il a fallu vendre la paix*", relève Didier Daeninckx. *Le Monde* 17.10 et mis à jour le 11.11.2013

On ne retiendra qu'une chose, c'est que ces saloperies de journaux aient retrouvé leur crédibilité pour que le capitalisme puisse poursuivre à travers le monde son oeuvre progressiste, généreuse, humaniste... Donc pour le reste rien de changer, ils adorent par dessus tout les catastrophes qui s'abattent sur les peuples, les guerres, la boue, le sang, les cadavres, les scènes de désolation et de massacres, bref, ils sont toujours aussi cyniques et aux ordres, comme *Le Monde*.

Il y a quelques mois j'ai lu quelque part que l'Allemagne avait proposé à la Grande-Bretagne avant le début des hostilités un plan pour éviter la guerre et les Britanniques l'avaient ignoré car cette guerre faisait leur affaire, je vais essayer de remettre la main dessus.

L'interprétation officielle de cette guerre est évidemment falsifiée ou ne correspond pas à la réalité, un ramassis de mensonges, il est donc de notre devoir de rétablir le contexte économique et politique de l'époque, ainsi que les principaux faits qui le démontrent.

Pour présenter les faits comme cela les arrangeait, ils ont eu recours au non-dit essentiellement, ils ont fait disparaître littéralement les événements qui contredisaient leur version dès lors qu'on les mettait en perspective, du coup tous les rapports entre les différents belligérants étaient faussés, il ne leur restait plus qu'à écrire l'histoire à leur façon et à la graver dans le marbre des manuels scolaires notamment. On s'occupera parallèlement du PS ou SFIO.

[L'AFP : relais de la propagande de la réaction.](#)

Madrid où les éboueurs sont en grève depuis une semaine.

"*Je comprends les raisons pour lesquelles ils sont en grève, mais pas pourquoi ils salissent les rues, car au bout du compte, c'est un problème pour tout le monde, nous devons cohabiter avec toutes ces ordures et ce n'est vraiment pas agréable*", s'indignait Alicia Uldall, une jeune femme de 25 ans habitant le quartier.

"*Je n'avais jamais vu cela. Tous les conteneurs sont vides et toutes les ordures sont dehors, c'est dégueulasse et cela fait plusieurs jours que ça dure*", lançait une autre riveraine âgée de 46 ans, Dominica Soria. AFP 11.11

Contrairement aux jours précédents il ne figurait pas un seul témoignage en soutien aux grévistes dans cet article. J'ai l'oeil, bon pour une fois on se passera du pif, mais c'est pour la bonne cause, en soutien à nos camarades éboueurs de Madrid, tenez bon, ne lâchez rien, passez au cran supérieur si nécessaire !

Intox. Syrie: l'opposition prête à discuter à Genève, sous conditions - AFP

Faux. Non seulement ils n'ont aucune légitimité à part celle du Qatar, de l'Arabie saoudite, d'Israël, de la Turquie, de la France et de la Grande-Bretagne notamment, ils sont liés aux mercenaires d'Al-Qaïda, au Front Al-Nosra, aux hordes sanguinaires salafo-takfiris qui détruisent la Syrie et massacrent son peuple, ils exigent le départ d'Assad qui peut se prévaloir du soutien de plus 70% de la population, comparé au 23% de Hollande en France, ce serait plutôt à lui de partir, mais là personne ne l'exigera, ensuite ils ne représentent que la diaspora dorée en exil qui est une marionnette des sionistes et sionistes arabes.

Le titre de l'AFP est délibérément trompeur, car on pourrait croire qu'ils sont prêts pour la paix et que ce serait Assad qui y serait opposé pour faire durer le plaisir ou lui faire endosser la responsabilité de la poursuite des massacres, alors qu'en réalité c'est la France et l'Arabie saoudite agissant pour le compte des sionistes qui alimentent cette guerre et ne digérant pas leur défaite politique.

En conclusion une fois qu'on a remis chacun à sa place, non, la soit-disant opposition n'est pas prête à discuter à Genève car ses conditions sont inacceptables, on n'a jamais vu un vainqueur accepter les conditions d'un vaincu.

ACTUALITE EN TITRES

[Le monde risque de s'écrouler, on a échappé à une catastrophe, ouf on s'en est sorti, on est sauvé !](#)

- Wall Street avance un peu, malgré la fatigue des technologiques - AFP

[Youpi, c'est la fête, vive le casino !](#)

- La décision surprise de la BCE lance le rallye boursier de fin d'année - Atlantico.fr

[Et dire qu'il risque de passer le 25 décembre, ni l'arme ni la larme à gauche! L'âme non plus, il n'en a pas !](#)

Sapin quelques jours avant le référendum de 1992 :

- « *Le traité (de Maastricht) se traduira par plus de croissance, plus d'emplois, plus de solidarité* »

Sapin novembre 2013 :

- Chômage des jeunes: Sapin plaide pour une "*Europe sociale*" au "*socle commun*" - AFP

Note : L'âme est un clin d'oeil à Marx et non à la religion, vaut mieux préciser !

[La voix des trusts pharmaceutiques. Pousse au crime](#)

- Le médicament dangereux, c'est d'abord celui qu'on ne prend pas - LeMonde.fr

Voilà une excellente raison pour les adeptes de liaisons dangereuses de s'abstenir d'acheter Le Monde !

Un esprit sain dans un corps sain, soignez votre alimentation et votre sommeil...

[Ils ne pensent qu'à cela. Leur monde est à vomir.](#)

- Chine: le "*jour des célibataires*" dope les achats en ligne - AFP

[Un rapport de cause à effet](#)

- Flybe renoue avec le bénéfice et poursuit sa restructuration - Reuter

- Aviation: Flybe annonce 500 nouvelles suppressions d'emplois - AFP

Résistance

- Sages-femmes: «*Nous demandons juste la régularisation de notre statut*» - 20minutes.fr
- Pourquoi les animateurs de Paris font-ils grève? - 20minutes.fr

La petite-bourgeoisie s'impatiente, l'extrême droite sort du bois.

- 11-Novembre perturbé : "*Pour l'extrême droite, la gauche ne sera jamais légitime*" - Francetv info
- Un défilé nationaliste dégénère en violences à Varsovie - Reuters

En complément l'extrême droite assumée ou le sionisme.

- Avigdor Lieberman de nouveau chef de la diplomatie israélienne - Reuters

Une société qui se délite, un régime aux abois

- Marseille: deux nouveaux règlements de comptes dans les quartiers nord - AFP
- Un homme tué à la kalachnikov dans les quartiers nord de Marseille - 20minutes.fr
- Une policière rouée de coups à Marseille - LePoint.fr
- Déferlement de violence dans une boulangerie de Nice - LeMonde.fr
- 11-Novembre : le député UMP Bernard Reynès poignardé à Châteaurenard - Francetv info
- 11 novembre : Hollande conspué, 73 interpellations sur les Champs-Élysées - AFP
- Haute-Savoie : une femme abattue à son domicile - LePoint.fr

ACTUALITÉ DU JOUR

Sous pression.

- Popularité: Hollande en baisse de 4 points (22%), Ayrault de 6 (23%) - 20minutes.fr
- 67% des Français pour un changement de Premier ministre et un remaniement - AFP
- "*Il faut remplacer Jean-Marc Ayrault d'urgence*", pour le député PS Malek Boutih - Francetv info

"Le gouvernement semble à la fois être devenu sourd et ne plus être entendu. Le dialogue est rompu. Il faut envoyer un signal d'urgence aux Français afin de rétablir le dialogue. Cette urgence doit se traduire par un remaniement gouvernemental. Oui, il faut remplacer le Premier ministre d'urgence", déclaré le député socialiste, réputé pour ses positions critiques à l'égard du PS auquel il appartient.

A propos du Président de la République, François Hollande, le député socialiste Boutih lui suggère de "*s'entourer de personnalités plus fortes avec qui partager le pouvoir et qui pourront le protéger*". "*S'il reste dans un pouvoir personnel, dans la cage dorée de l'Élysée, il aura un grave problème*", augure-t-il.

Enfin Malek Boutih estime que "*le jour où la crise atteindra son paroxysme, la dissolution sera incontournable*". "*On n'en est pas là*", poursuit-il "*mais si la situation s'aggrave, alors la nécessité de retrouver un élan et un mandat politique s'imposera*". Francetv info 11.11

Ce que nous vivons aujourd'hui, nous l'avons déjà décrit lors de précédentes causeries, on ne va pas sans cesse se répéter, pas

le temps et c'est épuisant. Maintenant on peut ajouter quelques mots. Contrairement au milieu des années 30 où une situation comparable avait eu lieu, il n'existe plus de partis ouvriers de masse, les travailleurs de nos jours sont livrés à eux-mêmes, donc sont plus facilement manipulables par la droite et l'extrême droite qui en profitent pour les enrôler et faire pression sur le gouvernement.

Quant aux syndicats et aux différents partis dits ouvriers, incapables de rompre avec le patronat et le gouvernement, ils ne peuvent constituer une alternative politique crédible susceptible de rassembler des millions de travailleurs, soit ils ont la réputation d'être corrompus, soit pour avoir tourné le dos au socialisme depuis des lustres ou y être étrangers leurs discours ou double langage est inaudible pour les travailleurs, pas digne de confiance, du coup l'unité des masses peine à se réaliser, seul un événement hors du commun permettra de la réaliser spontanément, à moins qu'elles ne se saisissent d'un mot d'ordre lancé par un parti pour se rassembler au-delà des attentes de ce parti qui se retrouvera débordé, et s'organisent contre leur volonté en intégrant partis et syndicats pour continuer leur combat contre le régime en place. Reste à voir si nous serons capables de construire le parti au cours de ce processus, il ne faut jamais désespérer.

Autrefois on disait que c'était l'indécision qui caractérisait l'action du gouvernement de gauche et les concessions qu'il accordait au patronat, qui encourageait le parti de l'ordre à en réclamer davantage, à se faire de plus en plus impatient, tandis que l'extrême droite agissait de plus en plus à visage découvert et violemment, jusqu'à ce que la droite et l'extrême droite en arrivent à menacer directement le gouvernement, le Parlement, le mouvement ouvrier.

Aujourd'hui, nous ne sommes pas tout à fait en présence du même scénario, car le gouvernement n'a rien lâché aux travailleurs et il n'est pas de gauche mais de droite, ce qu'il nie, en vain puisque presque tout le monde en convient désormais, c'est la raison pour laquelle tout s'accélère plus rapidement que par le passé, chacun sait qu'il n'y a rien à attendre de ce gouvernement (sauf pour le POI peut-être) comme chacun sait qu'il est faible, il est totalement isolé ou presque en dehors d'une frange de la petite-bourgeoisie qui espère encore préserver ses privilèges ainsi que la couche la plus consciente de la classe dominante qui sait parfaitement que personne ne pourrait faire mieux que Hollande et qu'il est indispensable de le soutenir, l'article qui suit le prouve à sa manière.

A droite et à l'extrême droite la tentation est grande de vouloir en finir le plus vite possible et forcer Hollande à dissoudre l'Assemblée nationale, ils le harcèlent.

A gauche c'est l'inverse tout en le ménageant en tenant un double langage indispensable, puisqu'aucun parti ne peut se résoudre à réellement rompre avec le PS et surtout ce qu'il incarne, le capitalisme et les institutions de la Ve République.

A l'intérieur de l'UMP, ils sont divisés selon le clivage habituel, les uns représentant l'oligarchie financière et les multinationales voudraient passer ce qui reste de nos droits sociaux au rouleau compresseur du néolibéralisme (donc de l'UE), tandis que les autres s'inquiètent de la liquidation de pans entiers de l'industrie et de l'agriculture qui déboucherait sur un désert tant économique en dehors des grands centres industriels qu'électoral pour leur parti, tout en sachant que face à la concurrence du capitalisme mondial, il est impossible de rivaliser, d'où la tentation désespérée de certains de remettre en cause l'UE et l'euro. A l'UDI, la question ne se pose pas puisqu'ils sont soumis à l'UE dont ils revendiquent la paternité.

A l'intérieur du PS on retrouve exactement le même clivage qu'à l'UMP, entre ceux qui affichent leur soumission totale à Bruxelles, Frankfurt et Washington, et ceux qui feignent de résister au nom des classes populaires qu'ils trompent effrontément sans rompre avec les premiers, car nous avons à faire à des affairistes, des carriéristes pour lesquels leurs intérêts personnels sont prioritaires, on ne peut pas dire qu'ils trahiraient les travailleurs car ils y sont étrangers, comme on ne peut pas prétendre qu'ils risqueraient d'y laisser leur âme, ils n'en ont pas ou c'est leur statut, leur compte en banque qui les remplacent.

A l'intérieur de la gauche, ils se partagent les rôles pour défendre le régime en place en accordant la priorité à leur appareil respectif, aucun parti n'ayant décidé de boycotter les élections municipales de 2014, ce qui leur permettra une fois de plus de participer à la gestion de la société au côté du PS et de légitimer au passage les institutions de la Ve République, et la plupart se préparent à participer à l'élection européenne la même année légitimant du même coup l'Union européenne avec laquelle ils n'entendent pas rompre.

L'extrême gauche sur des mots d'ordre différents pour masquer sa véritable nature adopte à peu de choses près la même attitude que la gauche.

Enfin l'extrême droite adopte des positions sensiblement identiques à celles de l'extrême gauche, sauf les questions sociétales où elle s'aligne sur la droite, à moins que ce ne soit l'inverse.

Aucun parti ouvrier ne caractérise sur le plan politique le PS et le gouvernement, aucun parti ouvrier n'entend rompre avec eux, y compris Hollande, avec les institutions, les appareils vendus des syndicats, aucun parti ouvrier n'appellera au boycott des élections municipales et européennes en 2014. Ajoutons pour enfoncer le clou, qu'après l'épisode de Genève sur les négociations en cours sur le nucléaire iranien qui a vu Fabius occuper la place de ministre des Affaires étrangères de Netanyahu, le gouvernement français est le plus sioniste de la Ve République, ce qu'aucun parti ouvrier n'osera affirmer.

Satisfecit du maître.

- Projet de budget présenté par la France: "*globalement satisfaisant*" selon Barroso - AFP

"*Aujourd'hui, la politique fiscale en France a atteint les limites de l'acceptabilité. La France est de loin le pays où les entreprises payent les impôts les plus élevés et ça c'est un problème pour la croissance et l'emploi en France*", a affirmé M. Barroso sur la chaîne privée française LCI.

"*Il faut réduire les dépenses publiques et d'ailleurs, pour être juste, le plan de budget pour cette année prévoit plus d'efforts pour la réduction des dépenses et pour l'augmentation des recettes et ça c'est positif*", a-t-il ajouté.

Dans ces conditions, a-t-il souligné, "*le budget présenté par la France est globalement positif*".

La Commission européenne doit pour la première fois vendredi donner son avis sur les budgets des Etats de la zone euro. AFP 11.11

Match truqué

- Libre-échange UE-USA: reprise des discussions à Bruxelles - AFP

Européens et Américains ont repris lundi à Bruxelles leurs discussions en vue d'établir un vaste accord de libre-échange, un processus qui avait été interrompu par la crise budgétaire aux Etats-Unis mais également mis à mal par le scandale de l'espionnage américain.

"*La question de l'espionnage n'est pas quelque chose que nous évoquons dans le cadre des négociations (commerciales) mais il y a des questions de confiance qui ont été évoquées*", a reconnu une source européenne proche des négociations. (A quoi bon puisque Bruxelles est une émanation de Washington. - ndlr)

Les discussions doivent porter cette semaine sur des sujets aussi divers que les services, l'investissement, l'énergie et les matières premières ainsi que les questions de régulation. Mais aucune percée définitive n'est attendue, tant les deux parties en sont encore à se positionner. Dans l'immédiat, "*nous essayons d'identifier les secteurs où les discussions peuvent avancer*", rappelait récemment une source communautaire. (En réalité cet accord doit concerner la quasi-totalité des secteurs économiques de l'UE et des E-U, biens et services, réglementation financière, etc. - ndlr)

L'objectif est de soumettre un premier ensemble de propositions aux responsables politiques au début de l'an prochain.

Le commissaire européen au Commerce, Karel De Gucht, aimerait rester cinq années supplémentaires à son poste pour boucler les négociations. Mais il est poursuivi en Belgique pour fraude fiscale, et une éventuelle condamnation pourrait couper court à ses ambitions. (Ils pourraient poursuivre ces négociations dans une prison de Bruxelles... Autant dire que c'est un type pourri et corrompu qui représente les Etats de l'UE face aux Américains, ce que ces derniers savent parfaitement évidemment, cela doit les faire bien marrer, après cela inutile de se demander si Bruxelles entend défendre les intérêts des Etats de l'UE, pour ce qui nous concerne ceux des travailleurs face à l'impérialisme américain, ce que nous nous passerons bien d'en attendre d'ailleurs, cela dit en maintenant un commissaire voyou pour mener ces "*négociations*" on a la garantie que les intérêts des multinationales américaines seront privilégiés. - ndlr)

Les contours de la négociation restent frappés d'opacité, faute d'accord des Etats pour rendre public le mandat confié à la Commission européenne en juin. (C'était la moindre des choses, ensuite ils se défendront de comploter dans le dos des peuples alors qu'on en a la preuve sous le nez. - ndlr)

La Commission européenne, qui négocie au nom des Etats, espère en outre que l'accord de libre-échange conclu mi-octobre avec le Canada va servir de modèle dans cette nouvelle négociation. (C'est ce que nous avons affirmé à ce moment-là. - ndlr)

Après plus de quatre ans de discussions, Européens et Canadiens ont réussi à se mettre d'accord et à régler plusieurs contentieux dans le domaine agricole comme l'ouverture du marché européen au boeuf canadien. AFP 11.11

Syrie. La racaille ONGiste assure le relais.

- Syrie: Une ONG dénonce le recours généralisé aux armes incendiaires - lepress.fr

La Syrie devrait cesser immédiatement d'utiliser des armes incendiaires, a déclaré Human Rights Watch aujourd'hui dans un rapport qui documente au moins 56 attaques utilisant ces armes depuis novembre 2012.

Human Rights Watch présentera ses préoccupations à Genève cette semaine, à l'occasion de la réunion annuelle des États parties à la Convention sur certaines armes classiques. Les frappes aériennes de la Syrie recourant à des armes incendiaires dans ou à proximité de centres de population civile constituent une violation du droit international humanitaire, ou des lois de la guerre, parce qu'elles sont menées sans discernement.

"La Syrie a utilisé des armes incendiaires qui ont infligé de terribles dommages aux civils, dont de nombreux enfants", a déclaré Bonnie Docherty, chercheuse senior auprès de la division Armes à Human Rights Watch. "Pourtant, où est le tollé international ? D'autres pays devraient condamner l'usage par la Syrie de ces armes comme ils l'ont fait au sujet des armes chimiques et des bombes à sous-munitions." lexpress.fr 11.11

A vomir, cette officine de propagande de l'impérialisme américain. Elle présente les mêmes contours que toutes les grandes ONG : financée par les Etats, les banquiers (Soros ici) et les multinationales, liée aux partis politiques les plus réactionnaires (qu'ils se disent de droite ou de gauche), aux services de renseignement, ennemi du Venezuela, Russie, Chine, Cuba, Bolivie, Iran, Syrie, etc. tous les Etats réputés hostiles aux Etats-Unis...

Elles servent à préparer le terrain (psychologique) aux interventions militaires occidentales ou les accompagnent pour les justifier auprès des peuples, c'est la pire pourriture qui soit puisque manipulant les travailleurs ou jeunes qui s'y investissent généreusement. Les infiltrer peut être utile, y participer certainement pas, les travailleurs doivent les fuir comme la peste.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Thaïlande

- Thaïlande: le Sénat rejette une loi d'amnistie politique contestée - AFP

Le Sénat thaïlandais a rejeté lundi soir une loi d'amnistie politique contestée par des dizaines de milliers de manifestants dans les rues de Bangkok, qui y voyaient un texte taillé sur mesure pour l'ex-Premier ministre en exil Thaksin Shinawatra.

La loi a fait contre elle l'unanimité des 141 membres de la Chambre haute du Parlement, qui ont tous pris part au vote, retransmis en direct à la radio.

"Les 141 sénateurs ont voté contre. La loi est donc rejetée", a annoncé le vice-président du Sénat, Surachai Lengboonlertchai, à l'issue d'une journée de discussions sous haute tension.

Des dizaines de milliers de manifestants (50.000 selon la police) ont encore manifesté lundi dans les rues de Bangkok, à l'appel du Parti démocrate, qui a mobilisé des manifestants quotidiennement depuis 12 jours.

Suthep Thaugsuban, ex-vice-Premier ministre, a appelé les manifestants réunis place de la Démocratie à faire grève de mardi à vendredi inclus, sans même attendre le vote du Sénat, survenu tard lundi soir.

Ce projet de loi d'amnistie a réveillé dans la société thaïlandaise les craintes de chaos politique, après un calme relatif de trois ans.

Le Bangkok Post, quotidien anglophone généralement prudent, est ainsi allé jusqu'à agiter lundi, dans un éditorial en Une, le spectre d'une "guerre civile".

Aussi, lundi, les forces de l'ordre avaient été déployées en masse pour protéger le siège du gouvernement des manifestants du Parti démocrate, dirigé par l'ex-Premier ministre Abhisit Vejjajiva.

Car au-delà de la loi d'amnistie elle-même, la dispute est révélatrice des profondes fractures au sein de la société thaïlandaise, entre pro et anti-Shinawatra, entre paysans du nord-est et élites urbaines, qui font de Thaksin Shinawatra le personnage à la fois le plus haï et le plus admiré du royaume. AFP 11.11

SOCIAL

1- France

- Les salariés de Marine Harvest poursuivent le blocus à Poullaouen - AFP

Les salariés bretons du numéro un mondial du saumon, le norvégien Marine Harvest, ont voté lundi la poursuite du blocus de leur site de Poullaouen (Finistère), voué à la fermeture, a constaté un correspondant de l'AFP.

A l'issue de trois heures d'assemblée générale rassemblant 160 personnes, *"la grève a été reconduite"*, a expliqué Me Roger Pottin, avocat du CCE. Les salariés en grève bloquent le site depuis une semaine.

Lors du dernier CCE mercredi, la direction avait fait des *"propositions supérieures à celles de lundi, mais encore trop éloignées de celles qui sont les nôtres"*, avait expliqué Michel Crespin, délégué CGT du site.

"Tous les salariés ont refusé la proposition de la direction, tout le monde veut que la négociation continue", avait-il ajouté.

Le groupe norvégien a annoncé en juin la suppression de 400 postes en Bretagne, dont près de 300 (CDI et intérimaires) à Poullaouen. Une réorganisation cruciale *"pour pérenniser les activités françaises du groupe"*, avait justifié le groupe.

Marine Harvest a connu une forte hausse de ses revenus en 2013, dégagant un bénéfice opérationnel de 270 millions d'euros sur les neuf premiers mois de l'année, en hausse de 380% sur un an. AFP 11.11

Malgré cela les syndicats acceptent le plan de licenciements et des suppressions d'emplois. Ce sont des syndicats patronaux ou jaunes.

2- Espagne

Après une semaine de grève, Madrid transformé en poubelle - AFP

Après une semaine de grève des services de nettoyage, les amoncellements d'ordures transformaient lundi en une poubelle géante les rues du centre de Madrid, sans qu'aucune issue au conflit ne soit en vue.

Cette grève illimitée des employés du nettoyage et des jardiniers a commencé le 5 novembre à l'appel des syndicats qui dénoncent un plan social prévoyant la suppression de 1.135 postes, sur presque 7.000, dans les entreprises sous contrat avec la mairie, venant s'ajouter à 350 emplois déjà supprimés en août.

Le plan prévoit également une baisse des salaires pouvant aller jusqu'à 40%, selon les syndicats.

Lundi, *"97% des employés étaient en grève"*, a indiqué Juan Carlos del Rio, représentant du syndicat UGT, ajoutant que le conflit *"devrait s'étendre dans le temps"*, en l'absence de négociations.

"Un jardinier gagne 900 euros et un agent de nettoyage 1.050 euros", avait-il expliqué au début de la grève, en calculant que les baisses prévues ramèneraient les salaires jusqu'au minimum légal de quelque 650 euros.

La mairie a annoncé avoir déployé des renforts de policiers municipaux, comprenant plus de 60 patrouilles chaque jour, pour accompagner les employés du service minimum. *"Plus de 260 conteneurs"*, a ajouté la mairie, ont été incendiés depuis le début de la grève. AFP 11.11

3- Bulgarie

- Bulgarie: des étudiants bloquent l'accès à l'université de Sofia - AFP

Les portes d'accès au rectorat de l'Université de Sofia étaient cadenassées lundi par des étudiants qui réclament depuis plus de deux semaines la démission du gouvernement soutenu par les socialistes.

Cependant les autres bâtiments de l'université restent accessibles, bien que, depuis le 26 octobre, certains auditoriums sont occupés par quelques dizaines d'étudiants, entraînant l'annulation des cours.

Les étudiants reprochent au gouvernement d'être "lié à l'oligarchie" et demandent aussi, depuis peu, une réforme de l'éducation.

Dix-huit des 51 universités bulgares sont partiellement touchées par ce mouvement. Dimanche, à l'occasion du 24e anniversaire du limogeage du dernier dirigeant communiste bulgare, Todor Jivkov, plusieurs milliers de manifestants se sont joints aux étudiants.

"*Nous déclarons une occupation complète du rectorat*", où se trouvent l'administration de l'Université de Sofia et les facultés de sciences humaines, ont annoncé les responsables du mouvement étudiant sur leur page Facebook.

"*Nous maintiendrons le blocage jusqu'à la démission du gouvernement*", a déclaré à l'AFP un étudiant en statistiques, Ivan Vitanov, à travers la clôture. Il a précisé qu'une centaine d'étudiants se trouvaient à l'intérieur.

"*Les grèves d'étudiants soutenues par de petits partis conservateurs qui aspirent au Parlement, ne provoqueront pas d'élections anticipées. Si d'autres couches sociales bougent, de telles élections sont possibles*" au printemps prochain, a estimé le politologue Andrei Raïtchev dans le quotidien Pressa.

Les deux principaux syndicats, KNSB et Podkrepa ont prévu une conférence de presse mardi, et pourraient se joindre au mouvement de protestation.

Les étudiants tentent de relancer le mouvement de protestation contre le gouvernement du Premier ministre technocrate, Plamen Orecharski, investi le 29 mai, et qui subit la pression de la rue depuis le 14 juin. AFP 11.11

4- Roumanie

- Roumanie: revers pour un projet canadien de mine d'or - AFP

Une commission du Parlement roumain a rejeté lundi un projet de loi controversé qui devait ouvrir la voie à une mine d'or canadienne à Rosia Montana, un revers pour la compagnie Gabriel Resources, en attente d'un feu vert depuis 14 ans.

Ce vote, qui intervient après deux mois de débats et l'audition de dizaines d'experts, fait suite à un accord intervenu dans la matinée entre les co-présidents de la coalition de centre-gauche au pouvoir, USL.

Le dernier mot sur ce projet appartiendra aux deux chambres du Parlement, qui l'examineront dans les semaines qui viennent.

Après avoir plusieurs fois changé d'avis sur la mine voulue par Gabriel Resources, le Premier ministre Victor Ponta a déclaré qu'il ne serait "nullement dérangé" par un vote négatif sur ce texte, adopté par son gouvernement fin août.

"*Notre position commune est de rejeter ce projet tout en donnant un message clair de soutien aux exploitations minières*", a déclaré M. Ponta peu avant le vote de la commission.

Selon lui, le Parlement devra rédiger un texte plus général, s'appliquant au secteur minier dans son ensemble.

La compagnie Rosia Montana Gold Corporation (RMGC), détenue à 80% par Gabriel Resources, prévoit d'exploiter 300 tonnes d'or et 1.600 tonnes d'argent à Rosia Montana (centre), en utilisant 12.000 tonnes de cyanure par an.

La société promet des centaines d'emplois et des bénéfices économiques importants pour la Roumanie.

Mais, selon experts et archéologues, cette mine d'or à ciel ouvert appelée à devenir la plus grande d'Europe va entraîner la destruction de quatre montagnes et menace des galeries minières uniques datant de l'époque romaine. AFP 11.11

5- Bangladesh

- Heurts entre police et ouvriers du textile au Bangladesh - Reuters

Des heurts ont opposé lundi les forces de l'ordre à des ouvriers du textile exigeant des hausses de salaire au Bangladesh, où plusieurs accidents mortels cette année ont mis en lumière les mauvaises conditions de travail dans ce secteur.

Ces affrontements ont entraîné la fermeture d'une centaine d'usines.

Le salaire mensuel minimum dans le secteur de la confection au Bangladesh est de 38 dollars (environ 28 euros), soit environ la

moitié de ceux en vigueur au Viêtnam et au Cambodge et à peine plus d'un quart de celui appliqué en Chine.

Le patronat juge excessive la hausse de 77% proposée par les autorités.

Le Bangladesh est le deuxième exportateur au monde de textile, un secteur employant environ 4 millions de personnes dans 3.200 usines. Reuters 11.11

[Haut de page ↗](#)

Le 13 novembre 2013

CAUSERIE

Puisque personne ne peut le dire à ma place, allons-y, assumons jusqu'au bout notre engagement politique : notre portail est l'incarnation de la résistance au mensonge et à la désinformation, à la mystification, à toutes sortes de manipulations que les travailleurs devraient reprendre à leur compte alors qu'en réalité c'est contre eux qu'ils sont tournés, orchestrées par le PS, ses satellites et repris en chœur par ses valets de gauche et d'extrême gauche. Exagère-t-on ? En réalité on est très loin du compte par manque de temps hélas !

Quasiment quotidiennement on doit démasquer telle ou telle instrumentalisation des derniers relents ou provocations nauséabondes de la droite ou de l'extrême droite ou encore de personnalités qui partagent leurs idéologies relayées généreusement par les médias aux ordres, de façon à instaurer un climat délétère ou de peur dans le pays propice à justifier l'instauration d'un régime policier.

La classe dominante, par la voix du PS qui fait office de supplétif du parti de l'ordre pour cause d'indisponibilité passagère de ce dernier, entend formater les esprits, modeler, imposer aux masses exploitées un mode pensée unique qui confine à la dictature, dans la mesure où il viole les différents degrés de conscience qui existent dans la société et qui ne peuvent évoluer librement et connaître une transformation radicale du fait que les conditions politiques ne sont pas réunies pour qu'une telle modification intervienne, étant donné qu'il n'a pas été mis fin aux rapports sociaux qui sont déterminés par le mode de production capitaliste ou les rapports entre les classes qui sont demeurés inchangés.

Le PS est le porte-parole de la classe dominante, il diffuse son idéologie, la totalité de sa propagande en est imprégnée, ses objectifs politiques correspondent aux besoins des néolibéraux qui exercent leur domination au sein du capitalisme, la stratégie du PS n'entend pas aller à l'encontre de celle tracée par les néolibéraux, chaque militant devrait en avoir parfaitement conscience et se le graver dans le cerveau et l'avoir toujours à l'esprit avant d'analyser la situation ou les faits et gestes, déclarations des dirigeants du PS, je parle de ceux qui détiennent le pouvoir au sein du PS et non les bouffons du genre Montebourg, Désir, Hamon ou Lienemann qui leur servent de caution de gauche, d'ailleurs on s'étouffe rien que d'y penser tellement la manoeuvre devient délicate, plus rien ni personne ne peut camoufler plus longtemps la véritable nature réactionnaire du PS, l'imposture permanente qui le caractérise.

On en vient naturellement à se poser une multitude de questions, dont en premier lieu pourquoi tous les dirigeants des partis ouvriers toute tendances ou courants confondus se sont employés si longtemps à le ménager, à camoufler ses véritables intentions et objectifs, pourquoi ils se sont employés à le protéger, pourquoi ils ont mentis délibérément à leurs militants et aux travailleurs, il va falloir que ces dirigeants s'en expliquent publiquement.

Je vais vous avouer que par moment on est pris par une grande lassitude devant tant d'ignominie, on se sent impuissant et accablé, on est obligé d'en arriver à une terrible conclusion que Trotsky avait envisagé, pire encore formulée 70 ans plus tard, qu'en persistant dans cette voie nous sommes vaincus d'avance, il faut être lucide, nous sommes totalement désarmés sur le plan théorique, politique et organisationnel, nous ne voudriez tout de même pas croire qu'on pourrait vaincre dans de telle condition, à moins de croire aux miracles, d'ailleurs personne ne vous croirait, à raison, on en est là en somme. A force de sans cesse reculer, on se retrouve acculé au bord du précipice. C'était prévisible, mieux, on nous avait mis en garde contre le terrible danger qui nous menaçait, nous n'avons pas voulu en tenir compte, il arrive donc ce qui malheureusement devait arriver.

A quoi bon continuer. On s'épuise à mener ce combat qui ne mène nulle part, c'est le constat que je me suis fait hier soir, j'avais de nouveau envie de cesser d'actualiser le site tant je suis épuisé, je me suis épuisé en pure perte. Par chance, j'ai fait une longue nuit comme cela ne m'était pas arrivé depuis des années, j'ai dormi onze heures d'affilées, j'en ai ressenti un bien-être au cours de la journée que je ne connaissais plus depuis longtemps, vous vous en foutez peut-être, du coup j'ai encore trouvé la force de travailler aujourd'hui, une journée de plus sacrifiée, je ne garantis pas qu'il y en aura encore beaucoup d'autres, cela m'étonnerait et je vais vous dire pourquoi, parce que cette fois-là ce sera une décision à froid, qui n'aura pas été prise sur un coup de tête mais raisonnée, réfléchie, c'est le genre de décisions que l'on prend dans la vie parce qu'elles sont les plus déterminées, rien

ni personne ne peut vous faire changer d'avis.

Le site ne sera que partiellement actualisé parce qu'en plus de m'être levé très tard j'ai dû aller faire des courses ce matin. Je n'ai pas non plus archivé les articles d'octobre. Je vais essayer d'enchaîner de longues nuits parce que j'en ai absolument besoin, j'ai des années de sommeil de retard et physiquement je commence à en ressentir les effets négatifs, je ne suis plus tout jeune, ensuite on avisera.

ACTUALITE EN TITRES

[L'Europe sociale : une mystification. Flop ou coup de com !](#)

- L'UE veut "*aller vite*" dans la lutte contre le chômage des jeunes - AFP

- Comme prévu, aucun nouvel instrument n'a été annoncé lors de cette conférence qui a confirmé le calendrier et les budgets alloués à la relance de l'emploi des jeunes. AFP 12.11

[Hollande sur "*la directive détachement*" : "*Le principe est bon*".](#)

- Concernant "*la directive détachement*" régissant le détachement temporaire de travailleurs d'un pays à l'autre de l'UE, qui fait débat entre les 28, MM. Barroso et Hollande sont tombés d'accord : "*Le principe est bon mais en même temps on ne peut pas accepter les abus, les utilisations parfois contestables, déplorables*", a dit le président français. AFP 12.11

[Annonce du Palais. Le Premier ministre est sur le départ.](#)

- Malek Boutih appelle au remplacement de Jean-Marc Ayrault - Reuters

[Ceux qu'ils soignent et ceux qu'ils saignent...](#)

- La suppression du jour de carence pour les fonctionnaires votée à l'Assemblée - L'Expansion.com

- Un "*fonds cheval*" pour compenser la hausse de la TVA - L'Expansion.com

- Arnaud Montebourg : il lance son plan d'action de "*résistance économique*" pour aider les entreprises - Atlantico.fr

[Les poujadistes sont de retour...](#)

- Mobilisation mercredi des artisans et commerçants, "*menacés de disparaître*" - AFP

[Intox](#)

- L'UE veut agir contre les abus liés aux travailleurs "*détachés*" - Reuters

- François Hollande : "*l'inversion de la courbe du chômage est acquise pour les jeunes*" en France - Atlantico.fr

- Les ONG de plus en plus transparentes sur l'utilisation des dons - LeFigaro.fr

- L'Egypte, pays arabe le plus hostile aux femmes - Reuters

[Tout fout le camp, surtout le meilleur...](#)

- Fin de partition pour les prestigieux pianos Pleyel - AFP

ACTUALITÉ DU JOUR

[Nous ce qui nous fait vomir, c'est l'exploitation d'une vulgaire provocation.](#)

- Ayrault saisit la justice au sujet de la une de "*Minute*" sur Christiane Taubira - Francetv info

- La couverture de "*Minute*" contre Taubira fait "*vomir*" le PS - Le Nouvel Observateur

Pour être au PS : il faut être né dedans !

On se demandera qui de l'extrême droite et du PS et ses larbins de gauche et d'extrême gauche fossoyeurs du socialisme était le plus porté à avoir des arrière-pensées et à se comporter en manipulateur professionnel, autrement dit à adopter une certaine attitude pour camoufler sa véritable nature ou ses réelles intentions, on peut ajouter son incurie politique légendaire s'agissant de l'extrême gauche, certainement pas le torchon Minute qui à longueur de colonnes depuis de nombreuses décennies (1962) étale son idéologie d'extrême droite nauséabonde et dont les thèses racistes sont connues de tous.

Qui avait le plus intérêt à lancer cette polémique, le gouvernement et le PS ainsi que leurs fidèles lieutenants de gauche et d'extrême gauche qui sont isolés, coupés des masses, en difficulté sur le plan politique, incapable d'inspirer confiance aux masses et de les mobiliser et qui se préparent à une cinglante défaite aux élections municipales et européennes de 2014, ou la droite qui n'a pas encore réussi à surmonter ses divisions depuis sa défaite de 2012 mais qui a la capacité de mobiliser ses troupes et bien au-delà, on peut en douter du fait que le thème du racisme serait plutôt un facteur de division ou d'éclatement de l'UMP, maintenant des courants de l'UMP peuvent être tentés de profiter de cette polémique pour lier cette question à celle de l'immigration pour marcher sur les plates-bandes du FN, cependant ce serait au risque de s'exposer aux violentes critiques des médias qui se veulent les défenseurs suprêmes de la morale et des valeurs de la République pour mieux brouiller les pistes. S'ils agissent ainsi sur ordre de leurs mentors (les banquiers) c'est pour mieux tromper leurs lecteurs ou auditeurs, les mettre en confiance tandis qu'ils diffusent la propagande néolibérale et soutiennent les aspects les plus réactionnaires de la politique du gouvernement, tout en ayant parfaitement conscience qu'aucun parti ne serait aujourd'hui en mesure de faire mieux, et ce n'est pas pour des prunes que Barroso vient d'adresser un satisfecit au gouvernement concernant son projet de budget (d'austérité) pour 2014, à l'UMP aussi ils sont fondés à tenir compte de ces éléments, car si c'est bien le parti de l'ordre ou le parti officiel du capital, il obéit à ceux qui le financent et ses dirigeants ne peuvent adopter un comportement qui soit contraire à leurs intérêts sous peine d'être remerciés ou rétrogradés dans la hiérarchie de leur parti ou se voir privés de mandat. Hollande s'étant appliqué à remplir le rôle qu'ils (les oligarques) lui avaient réservé à la lettre depuis le 6 mai, ils n'ont aucune raison de le mettre en difficulté plus qu'il ne l'est actuellement, qu'ils fassent pression sur lui fait partie de la règle du jeu, il prétendra ne rien leur céder ou être indépendant tout en continuant d'appliquer une politique qui est favorable au capital, les apparences seront sauvées et les objectifs qu'ils lui avaient fixés seront atteints en totalité ou en partie selon la complexité du contexte social et ils s'en satisferont.

Quant à l'extrême droite qui peinait à se défaire de son image détestable de parti raciste et antisémite, elle n'y a évidemment aucun intérêt, sachant que les uns et les autres se livreraient à un amalgame entre le FN et Minute. Minute, qui incarne le courant le plus abjecte de l'extrême droite, s'est livré à une lamentable provocation pour apparemment régler des comptes avec la direction du FN dont il conteste l'orientation politique ou plutôt parce que Marine Le Pen n'assume pas l'héritage de son parti, faute qu'il ne lui pardonne pas.

En conclusion, cette provocation aurait pu rester sans lendemain, comme il en existe bien d'autres dont on n'entendra jamais parler parce que nous ne sommes pas lecteurs de la littérature d'extrême droite. Elle ne sert qu'au gouvernement et au PS, qui pour continuer de gouverner et imposer leur politique antisociale et réactionnaire doivent diviser les masses, mais aussi diviser l'ensemble des partis de droite comme de gauche, car leur politique s'attaque certes aux masses exploitées mais pas seulement, elle a aussi pour objectif de liquider des pans entiers de l'économie qui se soldera par la disparition d'un grand nombre de petits capitalistes et au-delà encore, toutes les entreprises jugées non rentables par les banquiers, le tout au profit des multinationales françaises ou étrangères. Toute crise du capitalisme doit se solder par une nouvelle concentration des capitaux et de la production, une plus grande emprise de la finance et des multinationales sur l'ensemble de l'économie, qui ne serait pas complète sans un accroissement de l'exploitation ou des gains de productivité, une plus grande rationalisation de la production pour momentanément retrouver un taux de profit acceptable... jusqu'à la prochaine crise.

Le problème maintenant, c'est que le capitalisme est au bout du rouleau, il fait face à une crise qui est devenue permanente, autrefois elle se produisait à intervalle de 10 ans avait constaté Marx, puis au bout de 5 ans environ depuis les dernières décennies du XXe siècle, pour arriver à la situation sous la pression de la démographie mondiale exponentielle et des besoins correspondants où il n'est plus possible de l'inscrire dans la perspective d'une nouvelle expansion (artificielle) qui accorderait un nouveau répit de quelques années au capitalisme, notamment du fait de son niveau d'endettement monstrueux pour avoir hypothéqué son propre avenir, il n'est plus voué qu'à incarner la régression sociale, le chômage de masse, la précarité généralisée, l'extension de la pauvreté, la guerre, la barbarie, réaction sur toute la ligne qui doit se solder par la liquidation de tous nos droits sociaux et politiques, il est devenu totalement incompatible avec l'exercice de la démocratie même réduite à une peau de chagrin, il ne supporte plus la liberté d'expression qu'il entend museler, criminaliser, l'air de rien cette opération en fait partie, on a évoqué récemment d'autres exemples alarmant qui le prouvaient, on est entré dans l'ère de la réaction sur toute la ligne à l'échelle mondiale comme jamais dans le passé, et quand la gauche et l'extrême gauche se saisissent des questions à caractère sociale ou faussement sociale que leur sert sur un plateau la réaction, au lieu de la combattre et de se situer sur le

terrain du socialisme, ils lui rendent un fier service, pour notre part, nous ne marcherons jamais dans cette combine pourrie.

Nous n'avons rien d'autres à ajouter, sauf deux choses qui en disent long sur la médiocrité de la gauche et de l'extrême gauche, tous partis, tendances et courants confondus.

Aucun n'a repris l'information que j'avais relayée il y a huit jours environ suite à une plainte en diffamation de deux organisations d'extrême droite portée contre un préfet et acceptée par le parquet, pour avoir osé employer le mot "*imbécile*", j'avais considéré cette tentative d'atteinte à la liberté d'expression comme la plus grave depuis le régime de Vichy, je persiste et signe.

La seconde concernait un jeune réunionnais de 21 ans qui a été victime d'une régurgitation d'aliments dans sa trachée et ses poumons suite à un tir de Taser et qui en est mort, le procureur d'Orléans ayant conclu qu'il n'y avait pas de lien entre la mort du jeune homme et le tir de Taser, un crime policier couvert par le procureur de la République. Permettez-nous de la vomir votre République messieurs Hollande et Ayrault !

Donc pas de polémique, pas de vague, pas de déclaration, pas de mobilisation de la gauche et l'extrême gauche, silence radio, l'omerta, rien dans ces deux cas d'une gravité extrême qui portent atteinte à nos droits politiques. Par contre quand un dirigeant ou une publication de droite ou d'extrême droite commet un mauvais jeu de mots ou sort une abjection, là on n'entend plus qu'eux. En réalité, ils emploient les mêmes méthodes épouvantables pour manipuler et conditionner travailleurs et militants qu'ils dénoncent par ailleurs. Ils ont poussé le vice plus loin encore, si vous observez bien, dans chaque parti ou mouvement FdG, PCF, M'PEP, POI, NPA, vous avez une direction qui applique une politique et vous avez des courants ou tendances, soit qui proposent une autre politique, soit qui incarnent une autre politique, de telle sorte que vous ne pouvez pas les accuser de quoi ce soit, ils vous répondront selon le courant ou la tendance à laquelle ils appartiennent dans leur parti que ce n'est pas eux, mais l'autre ou les autres auxquels il faut adresser nos critiques, c'est pratique n'est-ce pas pour ne jamais répondre aux questions qu'on leur pose, ils ne sont responsables de rien en somme, ils se partagent les rôles et s'en accommodent très bien, on retrouve la même chose également à l'UMP et au PS. C'est ainsi qu'opportunisme (ou réformisme) et gauchisme font bon ménage, en réalité ils se neutralisent et la réaction en profite, elle a le champ libre pendant ce temps-là. On n'a pas évoqué LO qui est une secte, un parti monolithique, et le FN dont chacun est censé savoir à quoi s'en tenir, dans le cas contraire c'est grave !

Cette polémique va permettre une fois de plus de redorer momentanément le blason élimé du PS, de réaliser l'union nationale ou l'unité républicaine autour du PS ou voler au secours du gouvernement qui en a bien besoin, ce sera sans nous.

En complément, instrumentalisation et propagande sur tous les fronts.

- Maltraitance des enfants: appel pour être Grande cause nationale 2014 - AFP

Je témoigne en tant qu'enfant battu devenu conscient : je suis farouchement contre cet appel.

- Marie Darrieussecq, prix Médicis pour "*Il faut beaucoup aimer les hommes*" - AFP

Après Cannes et le prix des lesbiennes, Médicis et le prix des gays, à part cela le choix des juries n'est pas orienté...

- Propos sur les Roms : Valls visé par une plainte devant la CJR - Liberation.fr

- Affaire Léonarda : incidents devant un lycée de Seine-Saint-Denis - Liberation.fr

- Pour interviewer Léonarda, "*Libération*" a dû déboursier 50 euros - Francetv info

Son père en avait demandé 200... Ce qui est étrange, c'est pourquoi ils ne veulent pas retourner en Italie où ils sont nés et où ils ont grandi, ils parlent parfaitement l'italien et peuvent parfaitement s'intégrer dans la société, question que les abrutis de gauche et d'extrême gauche ne se poseront pas, on se demande s'ils sont seulement encore capables de réfléchir un instant, apparemment non.

- Ayrault accuse Jacob (UMP) de contester "*la légitimité*" de Hollande - AFP

Vous savez pourquoi, je l'ai expliqué plus haut, pour que l'UMP reconnaisse qu'elle ne ferait pas mieux et qu'assurer la stabilité du régime et des institutions fait partie des devoirs de l'UMP envers ses pairs, la classe dominante pour laquelle Ayrault gouverne. C'est un rappel à l'ordre à ses devoirs, gageons qu'il sera entendu.

De quelle République parle-t-il ?

- Hollande hué, "*c'est la République que l'on vise*", juge Ayrault - Reuters

La République qui couvre l'assassinat d'un jeune de 21 ans par un tir de Taser par un policier ? La siffler est un geste bien anodin, salutaire si ce n'était le fait de membres de l'extrême droite.

Dire leur République bananière impose, ce serait faire preuve de racisme. Revisitez l'histoire du PS et du PCF depuis un siècle, colonialisme, nationalisme, misogynie, homophobie, racisme, xénophobie, etc. vous serez surpris de constater que tout y était jusqu'à il y a fort peu de temps en réalité... C'est étrange cette soudaine amnésie collective de la gauche et de l'extrême gauche, non ? Ils ont honte d'avoir soutenu le PS et le PCF ou quoi ?

En complément.

Mais de quoi parlent-ils, de qui se moquent-ils ?

Lors d'un débat sur le Front national organisé par le collectif "*La Gauche Forte*" à l'Assemblée, M. Valls a affirmé que la réponse face à l'extrême droite, c'est "*l'efficacité*" de la politique.

De son côté Taubira a dit : "*Nous devons rappeler que la gauche a su construire des réponses de progrès*" AFP 12.11

La gauche : elle a sans cesse assuré la stabilité du régime, point barre.

Faites tomber les masques.

- Ces membres de la majorité qui réclament un remaniement du gouvernement Ayrault - Francetv info

Pour faire partie de la nouvelle équipe ou obtenir des postes en commission, des missions, le tout rémunéré, évidemment ou encore avec de vieux potes aux bons postes, cela aide à obtenir des subventions quand on est maire d'une grande ville (Paris - Anne Hidalgo, Marseille - Patrick Mennucci)...

Ils recommandent aussi de ressortir les vieilles casseroles dans lesquelles paraît-il on fait de la bonne cuisine, sauf que là, Hollande n'a que de la cuisine réchauffée à proposer à la suite de Sarkozy ou plutôt avariée dont les travailleurs ne veulent pas entendre parler, les jeunes ont changé de régime alimentaire, quant aux vieux avec l'âge ils ont les intestins délicats, pas de bol !

Aucune ambiguïté concernant les Verts : réactionnaire jusqu'à la racine.

- Verts: la droite est "*ambiguë*" face au "*délitement de valeurs républicaines*" - AFP

- José Bové, candidat pour succéder à Barroso - Libération.fr

[Le patronat est ingrat, quelle misère !](#)

- Lepaon (CGT) : le gouvernement "*ne fait qu'écouter le patronat*" - AFP

Thierry Lepaon, secrétaire général de la CGT, a évoqué mardi un climat "*explosif*" en France et a reproché au gouvernement de "*n'écouter que le patronat*". (Normal, c'est la voix de son maître, il n'y a que ce fieffé crétin pour l'ignorer. - ndlr)

"*Il y a deux poids, deux mesures: le gouvernement ne fait qu'écouter le patronat sans être récompensé. Plus il cède aux revendications des patrons, plus ils revendiquent*", a dénoncé Thierry Lepaon dans un entretien au Figaro. (Les patrons sont ingrats, en voilà un qui connaît bien l'histoire de la lutte des classes et la psychologie des nantis, plus médiocre, impossible. - ndlr)

Selon le numéro un de la CGT, "*il n'y a pas non plus de traitement égalitaire entre les organisations syndicales*". "*La CFDT est ultra privilégiée. Cela révèle un dysfonctionnement de ce gouvernement*", a ajouté M. Lepaon. AFP 12.11

Ah ben merde alors, mais c'est qu'il voudrait en croquer le bougre ! Après tout, lui aussi il rend service au gouvernement (et au patronat) en refusant de renouer avec la tradition du syndicalisme révolutionnaire, il a dû oublier que le PS était farouchement anticommuniste et que jadis la CGT incarnait les combats pour l'émancipation du salariat, la rupture avec le capitalisme. En fait il ne l'a jamais su, quoi, mais les deux enfin !

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- ONU.

- Chine, Cuba et Russie et l'Arabie saoudite au Conseil des droits de l'homme de l'Onu - Reuters

La Chine, Cuba, la Russie et l'Arabie saoudite ont été élues mardi pour trois ans au Conseil des droits de l'homme des Nations unies, malgré les critiques dont ces pays font l'objet dans ce domaine.

L'Assemblée générale de l'Onu était appelée à renouveler 14 des 47 Etats membres du Conseil, dont le siège est à Genève.

Ont également été élus l'Algérie, la Grande-Bretagne, la France, le Mexique, les Maldives, le Maroc, la Namibie, l'Afrique du Sud, le Viêtnam et l'ancienne République yougoslave de Macédoine. Reuters 12.11

L'Arabie saoudite, une monarchie gérontocratique dégénérée et barbare qui pratique la charia élue au Conseil des droits de l'homme des Nations unies, mais c'est un honneur pour cette noble institution qui bafoue les droits du peuple palestinien depuis 1947, régime totalitaire qui s'emploie à massacrer le peuple syrien, menace le Liban et l'Iran au nom de la démocratie et des droits de l'homme, cela va s'en dire.

2- Israël

- Israël annule un projet de construction de 20 000 logements en Cisjordanie - Francetv info

Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a ordonné, mardi 12 novembre au soir, l'annulation d'un projet d'appel d'offres record pour construire 20 000 nouveaux logements dans des colonies de Cisjordanie, révélé quelques heures plus tôt par une ONG anti-colonisation. "*Le Premier ministre a donné ordre au ministre du Logement Uri Ariel de reconsidérer toutes les mesures concernant la planification (de ces logements) prises sans coordination préalable*", indique le communiqué.

L'annonce du projet de planification de 20 000 logements de colons en Cisjordanie par le ministère du Logement avait suscité "*l'inquiétude*" de Washington et de vives critiques des Palestiniens. Face à "*cette offensive israélienne sans précédent dans les colonies*", les Palestiniens avaient fait part de leur refus de poursuivre les négociations avec Israël et menaçaient de saisir la justice internationale. Le président palestinien Mahmoud Abbas avait prévenu que "*si Israël ne revenait pas sur ses nouvelles décisions de construction dans les colonies, cela signifierait l'annonce officielle de la fin du processus de paix*", selon le négociateur Saëb Erakat.

Le négociateur palestinien avait ajouté avoir engagé "*des consultations urgentes avec le secrétaire général de la Ligue arabe, le comité de suivi de la Ligue arabe et le Quartette pour le Proche-Orient*" (Etats-Unis, Russie, Union européenne, ONU). Francetv info 12.11

3- Iran

- Iran: pas plus de sanctions ou ce sera la guerre, avertit la Maison Blanche - AFP

La Maison Blanche a prévenu solennellement mardi le Congrès américain que le vote de sanctions supplémentaires contre l'Iran compromettrait toute solution diplomatique sur le programme nucléaire de Téhéran et risquerait même de provoquer une guerre.

Cette très sérieuse mise en garde de la présidence à l'adresse de parlementaires qui veulent renforcer les mesures punitives contre l'Iran survient après l'échec, le 9 novembre à Genève, de négociations entre Téhéran et les puissances du groupe 5+1 (Etats-Unis, France, Royaume-Uni, Russie, Chine et Allemagne). Tous ces pays doivent se retrouver dans la ville suisse à partir du 20 novembre pour espérer boucler un accord provisoire afin de stopper le programme nucléaire iranien controversé.

"*Les Américains ne veulent pas d'une marche en avant vers la guerre*", a averti le porte-parole de la Maison Blanche Jay Carney, laissant ainsi une nouvelle fois entendre que le président Barack Obama refusait toute nouvelle aventure militaire des Etats-Unis au Moyen-Orient.

Il a réaffirmé que les "*Américains préféreraient une solution pacifique qui empêche l'Iran d'avoir une arme nucléaire*", solution qui passe par un règlement diplomatique à Genève.

"*L'alternative sera l'action militaire*", a martelé M. Carney.

Son homologue du département d'Etat, Jennifer Psaki, a annoncé que son ministre des Affaires étrangères John Kerry ferait passer le même message mercredi après-midi devant l'influente commission bancaire du Sénat.

"*Le secrétaire d'Etat sera clair: mettre en place de nouvelles sanctions serait une erreur. Nous demandons à l'heure actuelle une pause, une pause temporaire dans les sanctions*", a insisté la porte-parole de la diplomatie américaine, assurant que Washington ne "*retirait pas*" le train existant de sanctions contre le régime de Téhéran.

Un conseiller de cette commission a précisé auprès de l'AFP que son président, le sénateur démocrate Tim "*Johnson ne déciderait d'aucunes sanctions supplémentaires avant de pouvoir en discuter avec ses collègues*" du Congrès.

En plus des sanctions internationales, le Congrès a soigneusement élaboré pendant des années un arsenal législatif pour tenter de contenir le programme nucléaire iranien. En échange de concessions à Genève, Téhéran espérait un allègement "*limité et réversible*" de certaines sanctions. En particulier le gel d'avoirs dans des banques hors des Etats-Unis, représentant des dizaines de milliards de dollars.

Mais la volonté de l'administration Obama de relâcher la pression sur l'Iran est mal accueillie par des élus américains, qu'ils soient démocrates ou républicains, et certains préparent même un renforcement du régime des sanctions.

La chambre des représentants, à majorité républicaine, a déjà voté un texte en ce sens, tandis que le Sénat, dominé par les démocrates, a entendu les appels à temporiser du gouvernement américain pour laisser le temps à la diplomatie.

Reste que le président démocrate de la puissante commission des Affaires étrangères du Sénat, Robert Menendez, a écrit dans le journal USA Today que de nouvelles sanctions seraient "*une police d'assurance nécessaire*" pour garantir que Téhéran négocie de bonne foi. Il a fustigé "*la liste de tromperies perpétrées par l'Iran*" en une décennie de pourparlers sur son programme nucléaire.

"*Des sanctions plus dures permettront d'inciter l'Iran à démanteler son programme d'armes nucléaires et de manière à ce que l'on puisse le vérifier*," a plaidé le sénateur.

Son collègue républicain de la commission bancaire du Sénat Mike Crapo réclame aussi "*d'avancer rapidement*" au Congrès avec un nouveau train de sanctions.

Mais des analystes sont très critiques sur cette ligne dure, estimant que le Congrès risque de torpiller les négociations diplomatiques.

Colin Kahl, expert du centre de réflexion Center for a New American Security, redoute que les élus américains donnent des "*arguments aux tenants d'une ligne dure (en Iran) selon lesquels l'Occident n'est pas sérieux*" dans son engagement diplomatique avec Téhéran.

Trita Parsi, président du groupe de réflexion et de pression National Iranian American Council, craint également que le président iranien Hassan Rohani ne puisse pas longtemps tenir sur sa position d'ouverture.

L'Iran et le 5^e1 "*doivent sceller un accord avant que le Congrès ne sorte du bois et ferme la fenêtre de la diplomatie*", dit-il à l'AFP.
AFP 12.11

SOCIAL

Cambodge

- Cambodge: une femme tuée lors d'une manifestation réprimée à balles réelles - AFP

Une femme a été tuée mardi au Cambodge lors d'une manifestation d'ouvriers du textile fournissant de grandes marques internationales qui a été réprimée à balles réelles par la police.

"*Ma mère a reçu une balle en pleine poitrine alors qu'elle vendait du riz sur le bord de la route*", a témoigné auprès de l'AFP sa fille, Vong Voleak, qui a assisté au drame.

La police a fait usage de tirs à balles réelles, ainsi que de balles en caoutchouc et de gaz lacrymogènes, ont dénoncé des défenseurs des droits de l'Homme.

Des témoins ont évoqué plusieurs blessés. Un journaliste de l'AFP a vu des policiers frapper des manifestants après leur interpellation, certains en sang.

La manifestation a dégénéré quand plusieurs centaines d'ouvriers de cette usine fournissant de grandes marques occidentales ont décidé de marcher sur la résidence du Premier ministre Hun Sen, en plein centre de la capitale Phnom Penh.

Des pierres ont été lancées par les manifestants sur la police, selon le porta-parole de la police militaire.

Plusieurs centaines de policiers anti-émeutes avaient été déployés dans Phnom Penh pour cette manifestation organisé par les ouvriers de l'usine du groupe singapourien SL Garment Processing, qui fournit des marques comme Gap ou H&M.

Cet été, les ouvriers de l'usine avaient cessé de travailler après une visite d'inspection menée par un responsable flanqué de policiers armés, une mesure destinée à intimider les travailleurs, selon les syndicats. Et 4.000 d'entre eux avaient défilé.

Le secteur textile, crucial pour l'économie cambodgienne, emploie quelque 650.000 ouvriers, dont 400.000 pour des sociétés exportatrices.

Les manifestations se sont multipliées pour dénoncer les conditions de travail. Les syndicats se plaignent notamment d'évanouissements collectifs, attribués à la sous-alimentation et au surmenage.

Le royaume a échoué à faire des progrès dans des secteurs clés comme la sécurité des ouvriers, la sécurité incendie et le travail des enfants, précisait l'organisation. AFP 12.11

[Haut de page ↗](#)

Le 14 novembre 2013

CAUSERIE

Je n'arrive plus à suivre, l'actualité est trop chargée, j'ai laissé de côté certains sujets qui me semblent secondaires, demain matin je mettrai de nouveaux articles en ligne. Vous excuserez ou non les fautes ou coquilles, je n'ai pas le temps de me relire.

On s'attaquera à un article du Monde bien réac qui en vaut la peine rien que par le titre : *Libéral et socialiste : possible et nécessaire*, je dirais même mieux : in-dis-pen-sa-ble ! Le social-libéralisme ou le néolibéralisme, c'est en réalité la même stratégie politique. Qui l'ignore encore ? Oh ils sont si nombreux, surtout dans le mouvement ouvrier ou ce qui s'appelle encore ainsi car en réalité il est à reconstruire !

Quand "maigre" rime avec cynisme.

Pour le journal Le Monde, pour 48 heures de travail par semaine dans des conditions épouvantables, les ouvriers et ouvrières du textile au Bangladesh qui recevaient une généreuse obole mensuelle de 29 euros percevaient seulement de "maigres salaires", non pas misérables, non l'expression aurait été exagérée, juste "maigres", sans doute pour qu'ils ne grossissent pas car ils deviendraient moins productifs ou pour qu'ils ne crèvent pas car à la longue les multinationales manqueraient d'esclaves.

Qui a voté Hollande et PS ?

Contre-réforme Peillon.

- A Nantes, plusieurs centaines de personnes ont défilé. "Je n'ai jamais vécu une rentrée pareille", avoue Eric, enseignant depuis 17 ans. "A partir du jeudi après-midi, les maternelles n'ont plus envie de travailler du tout". "Le gouvernement devrait comprendre une chose, c'est que c'est une bonne partie de son électorat qui est là dans la rue". AFP 13.11

Rien ne se crée, rien ne se perd, tout se transforme, on finit toujours un jour par payer le prix de son imposture.

Vous avez raison les enseignants qui ont donné la plupart des dirigeants des partis ouvriers sont corrompus par le régime et

leur niveau de conscience politique doit demeurer compatible avec leur mode de vie relativement confortable, au-delà ils auraient trop à perdre...

C'est leur bonne conscience qui commande leur posture contestataire et non leurs connaissances qui ne dépassent pas le niveau des manuels scolaires d'histoire des collèges et des universités, leur ouverture d'esprit se referme et se putréfie dès lors qu'ils ont acquis leur statut, peu d'entre eux évoluent ensuite, ils se contentent du minimum syndical qui suffit d'ailleurs largement pour voter PS.

Témoignage

J'ai eu une discussion intéressante avec mon épouse. Vous savez que nous sommes mariés depuis 23 ans, qu'elle est d'origine indienne et naturalisée française depuis 1993, qu'elle vient d'une famille de paysans pauvres ou plutôt riches mais ruinés du fait d'un père devenu alcoolique, qu'elle a subi 4 opérations du coeur dont la dernière il y a 7 ans où lui fut posées deux valves mécaniques, opération inespérée et qui fut un succès, que depuis elle a décidé de s'établir en France sans m'en avertir, j'ai été placé devant le fait accompli, de la même manière qu'il y a 24 ans quand nous avons décidé de vivre ensemble elle m'avait caché qu'elle avait été opérée du coeur une première fois en 1986, quand je l'ai appris, il était trop tard.

Il y a trois jours elle s'est rendue à la clinique où officie le cardiologue qui l'avait opérée en 1986. Elle était mal en point et très faible, en apparence seulement, vous comprendrez plus loin pourquoi j'emploie ici cette réserve. A son retour je lui demande si cela s'était bien passé. Elle me répond que oui. Je lui demande si les résultats de son analyse sanguine est bon. Elle me répond que oui. Je lui demande s'il lui a donné un traitement particulier. Elle me répond que non. Je lui demande s'il n'a rien ajouté comme commentaires. Elle me dit qu'elle devra retourner à la clinique dans deux semaines pour voir si ses accès de fièvre sont passés ou s'ils sont revenus. C'est tout lui demandai-je. Elle me répondit oui. Je lui pose une dernière question. Et tes valves, le coeur, il fonctionne bien, normalement, pas de problèmes de ce côté-là ? Elle me répond que non, que les valves fonctionnent à merveille, elle a un coeur plus solide que jamais. Bon, sur ce je me dis que tout cela confirme ce que je pensais : elle est tombée malade le lendemain de son coup de fil au consulat, où il lui fut répondu qu'elle devrait attendre le 12 novembre avant de pouvoir prendre un rendez-vous avec l'assistante sociale, déçue, elle rumina jusqu'à s'en rendre malade. Oui car il y a une chose que je ne vous ai pas encore dite, c'est qu'elle essaie par tous les moyens d'obtenir un visa pour qu'un de ses frères, maintenant il s'agit même d'un copain d'un de ses frères, puisse la rejoindre et vivre avec elle en France, car de mon côté je n'ai pas l'intention de rentrer en France.

Autrement dit, son coeur fonctionne à merveille, elle a des petits soucis de santé comme n'importe qui à son âge, son état de santé est compatible avec la vie en Inde, sauf que voilà elle a décidé de vivre en France, ce qui veut dire pour être direct, qu'elle ne s'est pas mariée avec moi pour partager mon existence mais uniquement pour partir vivre en France, elle n'en a rien à foutre de moi, vous comprenez, elle s'en fout d'être pauvre et d'avoir une vie de merde du moment qu'elle est en France, alors qu'en Inde nous avons de quoi vivre confortablement et nous sommes à l'abri du besoin.

Evidemment, elle s'emploie à me pourrir la vie pour obtenir gain de cause, que j'accepte de retourner en France, alors que je lui ai déjà dit : jamais et c'est définitif. En France, elle est bénévole au Secours populaire et se fait passer pour une pauvre Indienne, tout le monde l'aime bien, personne ne la connaît en réalité ou connaît notre situation en Inde, elle peut raconter n'importe quoi aux gens, cela va très loin, elle profite de leur crédulité, ils l'appellent mère Thérèse, cette femme serait une sainte alors que depuis que je la connais elle n'a cessé de me mentir et de faire preuve d'hypocrisie, ce que tout le monde ignore évidemment, elle ne va pas aller s'en vanter, du coup c'est moi qui passe pour le mari horrible, un salaud qui abandonne son épouse au grand coeur ou désintéressée, entre nous, c'est franchement dégueulasse puisqu'elle me doit tout en réalité, y compris d'être encore en vie, le taux de survie après la dernière opération qu'elle a subie en France est de 1%, autrement dit si elle avait été effectuées en Inde elle serait morte à l'heure qu'il est, mais bon c'est un aspect de la situation que je n'évoque jamais, je le précise en passant.

Maintenant, surtout n'allez pas imaginer que les positions que j'ai prises sur le plan politique auraient été influencées par mon expérience personnelle, car heureusement je suis quand même capable de faire la distinction entre mon cas personnelle et la question de l'immigration en général, de la même manière que je traite différemment l'immigration liés au droit d'asile politique.

Moi, je me bats pour la défense de droits collectifs et non pour la défense de droits individuels, c'est le sens de mon combat politique, j'estime que les droits individuels des travailleurs quelle que soit leur condition ou quelle qu'en soit la nature ne pourront être satisfaits qu'à travers la satisfaction des droits collectifs des travailleurs qui passent par le renversement du régime en place et la prise du pouvoir politique par la classe ouvrière. Les uns et les autres s'emploient à monter les uns contre les autres au détriment de nos droits collectifs, c'est un constat, je ne marcherai jamais dans cette combine, parce je sais qu'elle aboutirait à la liquidation de tous nos droits, et dans ce cas-là il ne serait plus question de droits du tout. Je me bats pour une cause et non pour que chacun puisse satisfaire ses petits intérêts individuels pendant que cela demeurerait impossible pour le plus grand nombre, j'ai horreur de l'injustice, c'est ainsi, cela plaît ou non, peu importe.

Demain matin je vais déposer mon épouse au consulat de France de Pondichéry, je ne l'accompagnerai pas chez l'assistante sociale où elle va plaider son cas pour obtenir un visa pour son frère ou je ne sais pas qui, je l'ai déjà fait et je me suis fait jeter, mon épouse ne veut rien savoir, pas même que ce n'est pas l'assistante sociale qui délivre les visas, elle ne veut rien entendre, je me suis déjà ridiculé à plusieurs reprises en soutenant sa démarche, y compris devant l'ancien consul qui m'avait reçu dans

son bureau.

Les inquisiteurs sont aussi nos bourreaux

L'inquisition des chantres de la pensée unique par la voix des procureurs généraux de droite à l'extrême gauche relayée par les médias, constitue une menace pour la liberté d'expression en France, qui a pour objectif de baillonner toute forme d'opposition au régime et d'interdire à l'unité des masses exploitées de se réaliser contre le gouvernement et les institutions.

Il leur faut criminaliser toute forme d'expression libre ou indépendante du pouvoir en place, objectif que ne désavouerait pas l'extrême droite qui sous forme de provocations leur en fournit d'excellent prétexte sur un plateau. C'est ainsi qu'on pouvait lire ce matin dans un article de presse que "*le racisme n'est pas une opinion c'est un délit*", alors que des dizaines de millions de personnes en France empruntent régulièrement dans leurs discours des expressions qui pourraient être qualifiées de racistes, antisémites, xénophobes, etc. alors qu'elles ne sont pas plus racistes que vous et moi, ce qui suffit à démontrer que leur objectif est tout autre que la lutte contre le racisme qui finalement sert leurs intérêts, ceux de la classe dominante.

Que la gauche et l'extrême gauche toutes tendances confondues soient à l'unisson de la classe dominante qui s'exprime par la voix du PS, a de quoi questionner les militants du mouvement ouvrier qui sont manipulés par des dirigeants dont les partis ont continué d'entretenir des relations avec ceux du PS jusqu'à présent pour avoir refusé de caractériser politiquement ce parti comme un parti social-libéral-impérialiste, de droite et réactionnaire.

Toute analyse critique qui n'est pas conforme à la pensée unique délivrée par les porte-parole du néolibéralisme doit être bannie, censurée, interdite de presse et d'antenne, demain elle fera l'objet de poursuite judiciaire pour diffamation pouvant aller jusqu'à l'incarcération préventive pour atteinte à l'ordre public.

Nous savions déjà depuis longtemps que la démocratie était piétinée dans ce pays, que ce qu'il en restait était menacé par la crise du capitalisme, nous avons affirmé qu'elle s'avèrerait incompatible avec la mise en oeuvre d'une politique résolument antisociale et réactionnaire contre laquelle les masses se dresseraient ou tenteraient de se dresser, et c'est bien pour éviter que ce soulèvement ait lieu que les représentants de la classe dominante s'activent à les diviser en recourant à des critères qui n'ont aucun rapport avec la division de la société en classes antagoniques pour briser leur résistance et dresser les différents couches d'exploités les uns contre les autres, ajoutons une nouvelle fois avec l'aval ou le soutien de la gauche et de l'extrême gauche toutes tendances confondues.

Pourquoi nous en sommes arrivés là se demandent bien des militants ou travailleurs qui ne comprennent rien ou pas grand chose à ce qui est en train de se produire. Il existe plusieurs éléments de réponse à cette question qui se recoupent, on pourrait les rappeler très rapidement car nous les avons déjà tous traités dans de précédentes causeries.

On pourrait citer :

- Le refus de caractériser politiquement le PS comme un parti bourgeois, capitaliste ou de droite, réactionnaire, passé définitivement en août 1914 de l'autre côté de la barricade, et son pendant, par un procédé hypocrite et malhonnête affirmer qu'il serait un parti ouvrier bourgeois en laissant le soin à chacun de l'interpréter à sa manière de façon à justifier les liens qu'on continue d'entretenir avec ce parti (et les appareils des syndicats qu'il contrôle), le soutien qu'on lui apporte à chaque élection depuis des lustres...

- Le refus de tenir compte que le régime en place était antidémocratique, à quoi cela servait-il de le caractériser ainsi ou de bonapartistes les institutions de la Ve République, si sur le plan pratique on n'en tenait absolument pas compte...

- Subordonner la stratégie à la tactique qui allait s'avérer être l'erreur la plus grave et la plus tragique des dirigeants de ce qui présentait comme l'avant-garde du mouvement ouvrier qui de fait allait subordonner le prolétariat et le mouvement ouvrier aux PS et au PCF, aux appareils pourris des syndicats que ces deux partis contrôlaient, au capitalisme, alors que le combat pour le socialisme ou la perspective de changer la société était totalement abandonné au profit d'une adaptation au capitalisme, en privilégiant les illusions des masses qui s'exprimaient à travers leur mouvement spontané et qui chaque fois allait donner lieu à une récupération par le PS et le PCF ainsi que les appareils vendus des syndicats pour le compte de la classe dominante.

Le PS dont le passé abominable allait être sans cesse occulté ou minimisé pouvait continuer d'exercer son influence sur de nombreuses couches des masses, fonctionnaires, encadrement, intellectuels en tous genres dont le corps enseignants, une frange de la petite-bourgeoisie, de telle sorte qu'il allait pouvoir continuer d'apparaître au côté du PCF et de représenter les intérêts des classes dites populaires, en distillant à doses homéopathiques puis de cheval au sein du mouvement ouvrier et de la classe moyenne des éléments de division qui allait achever de le gangrener et de le disloquer au profit d'ONG ou associations à vocation dites humanitaires qui en réalité étaient toutes soumises au régime en place et financées par lui, écartant du même coup le danger qu'aurait représenté la construction d'un véritable parti ouvrier indépendant ou communiste, reprenant à son compte certains thèmes chers au mouvement ouvrier comme la lutte contre le racisme toujours rampant dans la société, en l'instrumentalisant de telle sorte qu'il occulte ou fasse passer au second plan le chômage de masse, la pauvreté, etc. et surtout

que tous les partis ouvriers que le PS savait corrompu par l'idéologie dominante se retrouvent forcés de prendre position à ses côtés, et apparaissent du même coup coupés des masses, masses qui sans être foncièrement racistes ne supportaient pas qu'on les traite ainsi ou qu'une couche minoritaire ou distincte devrait bénéficier d'une attention ou d'un traitement particulier, pendant qu'elles étaient abandonnées à leur triste sort ou que plus aucun parti ne représentait leurs intérêts, de fait la manière dont le PS allait traiter cette question précise et que tous les partis allaient reprendre à leur compte allait heurter l'état d'esprit ou le niveau de conscience de la majorité des travailleurs, d'autant plus que leurs difficultés allaient s'accroître au cours des décennies suivantes ponctuées par l'approfondissement de la crise du capitalisme devenue permanente.

Je n'ai pas le temps de développer ici cet argument, il faut préciser que l'abandon du combat pour le socialisme ou l'adoption du trade-unionisme ou réformisme bourgeois par tous les partis ouvriers sans exceptions, le refus de situer l'intervention dans la lutte des classes comme un moment du combat pour le socialisme, a constitué une capitulation politique qui portait en germe l'adaptation au corporatisme de par les liens tissés avec les appareils pourris des syndicats ainsi que le PS et le PCF, au point que plus aucun parti ne soit en mesure de proposer une issue politique aux travailleurs indépendamment de l'existence de ces partis inféodés au capital qui devraient en faire partie, ce qui est parfaitement logique pour avoir été incapables de rompre avec eux, il fallait bien leur trouver un rôle à leur mesure, ce qui ne serait rendu possible uniquement du fait que le régime en place dont dépendait leur survie ne serait pas remis en cause, ainsi la boucle était bouclée, tous ces partis étaient complémentaires et faits pour s'entendre sur le dos des travailleurs et des militants, ainsi étaient plantés les germes de la dégénérescence et de la dislocation du mouvement ouvrier et de son avant-garde. Il ne faut pas chercher ailleurs l'origine du développement des ONG et autres associations intervenant pour le compte du capital, elles avaient pour fonction d'alimenter et d'accélérer la dislocation du mouvement ouvrier pour le compte du régime en place. A la suite du PS, c'est la gauche et l'extrême gauche qui en portent la responsabilité, une façon comme une autre de camoufler leur trahison ou leur incurie politique devenue légendaire.

Aujourd'hui le raciste ce n'est pas celui qui adopte un mode de pensée et de vie communautariste contraire aux valeurs de la République et de la démocratie, c'est celui qui le dénonce, l'antisémite n'est pas celui qui s'en prend indistinctement aux juifs mais celui qui dénonce les crimes de l'Etat sioniste, l'ennemi de la démocratie ce n'est pas celui qui soutient la souveraineté d'un Etat et l'unité d'un peuple, mais celui qui refuse de s'y attaquer, l'ennemi de la République ce n'est pas celui qui enfreint l'Etat de droit mais celui qui dénonce ceux qui y portent atteinte, le xénophobe ce n'est pas celui qui s'en prend à tous les étrangers, mais celui qui critique la politique étrangère des Etats-Unis à laquelle l'UMP et le PS adhèrent, l'ennemi de la liberté d'expression ce n'est pas celui qui entend la museler, c'est celui qui en use librement, l'ennemi de la paix ce n'est pas celui qui soutient toutes les guerres de rapine impérialistes, c'est celui qui s'oppose à ces guerres, etc.

Bref, on aura compris que l'ennemi à abattre c'est la démocratie, c'est la liberté d'expression dont profite encore la classe ouvrière et qui lui permet de s'organiser en syndicats et partis et au-delà, tous ceux qui combattent contre toute forme d'arbitraire et de dictature, qui nous informent et dénoncent l'emprise croissante du législateur, des institutions et leurs représentants, les médias aux ordres qui servent de relais à leur propagande liberticide, qui manipulent les faits et mentent à longueur de temps à la population, qui agissent comme des procureurs de tribunaux d'exception condamnant toute déviation à la pensée unique, à l'affût du moindre mot qu'ils peuvent instrumentaliser pour déclencher une polémique nauséabonde qui ne vise qu'un seul et unique objectif : dénoncer et réduire au silence toute opposition au gouvernement et au régime, la ridiculiser et la criminaliser au moyen d'amalgames fabriqués de toutes pièces et calomnieux si nécessaire, les écarts abjectes de l'extrême droite servant de prétexte pour atteindre cet objectif, autrement dit, diviser les masses, faire en sorte que ses différentes couches se déchirent et s'affrontent entre elles, pendant que leurs soi-disant représentants et les partis de droite réalisent l'union nationale avec le gouvernement pour qu'il puisse appliquer sa politique antisociale que les travailleurs rejettent en masse, ce qui est visé ce sont nos droits sociaux et politiques incompatibles avec la survie du capitalisme.

[Les instituts de sondage ou les machines à fabriquer le racisme, une "valeur" sûre !](#)

"Il n'y a aucun traitement privilégié des immigrés en France" - nouvelobs.com

67% des Français estiment que les immigrés sont mieux traités qu'eux, selon un sondage Ifop pour "Valeurs actuelles" à paraître jeudi 14 novembre. Faux, réagit Pierre Henry, directeur général de France Terre d'Asile, qui insiste sur l'urgence "de déconstruire les idées reçues". Interview. (Extrait)

Selon un sondage de "Valeurs Actuelles", 67% des Français estiment qu'on en fait plus pour les immigrés que pour eux. Comment réagissez-vous ?

Pierre Henry. La réponse est contenue dans la question. Si dans une période de crise, vous posez la question "Pensez-vous qu'on en fait plus pour les immigrés que pour les Français ?", vous ne pouvez-vous attendre qu'à cela. La question est totalement orientée. Je suis persuadé que si vous posiez la question de manière différente, par exemple "Faut-il venir en aide aux étrangers qui sont malades", le résultat serait autre.

Les instituts de sondage, les médias, fabriquent et alimentent la machine à rejet. Après, dans une période de crise, où le chômage est d'une violence exceptionnelle, où des territoires entiers sont dans la désespérance, je comprends très bien qu'il y ait un immense sentiment de délaissement et que, face à une surmédiation des thématiques autour de l'immigration, certains aient,

peut-être, l'impression qu'il y a un traitement plus favorable donné aux personnes étrangères. Tout cela participe d'un climat détestable. Mais il faut dire combien ces considérations sont erronées. Il n'y a rien de vrai là-dedans ! nouvelobs.com 13.11

Je ne suis pas certain qu'il ait raison ou que son raisonnement corresponde à la réalité, il arrive un moment où la mayonnaise prend. S'il est malsain de surestimer cette question, la sous-estimer peut s'avérer tout aussi néfaste.

La question de l'immigration et l'intégration des immigrés se pose en permanence, donc c'est un sujet qui revient régulièrement sur le tapis ou qui fait la une de l'actualité, et comme les médias donnent la parole à un tas d'organisations censées les assister ou leur venir en aide, la population peut penser qu'on en fait trop pour eux et qu'ils sont privilégiés, à tort ou à raison dans la mesure où les problèmes des couches les plus défavorisées ne sont jamais réglés.

Il faut bien comprendre par exemple, que lorsque vous accordez un logement à une famille qui vient de débarquer en France (mon épouse par exemple), alors qu'il y a des familles qui habitent dans des logements insalubres ou surpeuplés, dorment dans la rue ou même dans les bois depuis déjà des mois ou plus, cela peut être très mal vécu par ceux qui restent sur le carreau et dont tout le monde se fout puisqu'ils y restent, et quand ce n'est plus eux, d'autres prennent le relais.

C'est une réaction compréhensive, il faut se mettre un instant à leur place pour le comprendre, je sais que pour un gauchiste ou un tiers-mondiste c'est trop demander. Ceux qui encouragent ou couvrent l'immigration illégale sont de dangereux aventuriers qui ne rendent service à personne, surtout pas à ces immigrés qui se retrouvent dans une situation épouvantable.

Cela ne prend plus.

- Tollé général contre Minute qui compare, en Une, Taubira à un singe - AFP

- Taubira : les propos de Minute sont «*d'une extrême violence*» - Liberation.fr

Pas plus que *Y a bon Banania* !

- Taubira et Minute: "*Des propos qui dénie mon appartenance à l'espèce humaine*" - L'Express.fr

Mettons de côté sa couleur de peau, effectivement on pourrait se demander quel est le rapport entre l'espèce humaine et l'appartenance à un tel gouvernement tant sa politique est contraire au développement de la civilisation humaine...

Autant faire feu de tout bois en désespoir de cause, au diable la dignité humaine et vive l'union nationale !

- Le gouvernement tente de resserrer les rangs autour de l'exécutif - LeMonde.fr

- Racisme: Désir (PS) appelle à "*une révolte des républicains*" - AFP

- Une de Minute : l'Assemblée unie pour soutenir Taubira - LeParisien.fr

- Taubira annonce le dégel de 209 millions d'euros pour la justice - LeMonde.fr

Parole, parole, parole... Un coup à gauche, un coup à droite, un coup à gauche, et le prochain ? Logiquement, forcément un mauvais coup à droite ou à gauche !

- Européennes: Bartolone (PS) craint "*un scénario catastrophe*" - AFP

Pour lui, il faut sortir l'Union européenne du "*consensus de Bruxelles, un pacte conclu entre le libéralisme anglo-saxon et l'ordo-libéralisme allemand*", qui l'a transformée à la fois en "*terrain vague exposé à tous les vents*" de la concurrence mondiale et en "*Europe disciplinaire*" imposant aux peuples sans cesse de nouvelles règles. AFP 13.11

Rappel intéressant : Bartolone partisan du "*non*" lors du référendum de 2005 sur le projet de Constitution européenne, mais défenseur en septembre 2012 du traité budgétaire (TSCG).

Parole d'internaute.

- "*Coup de pub à double sens*."

Minute s'est effectivement offert un gros coup de pub pour zéro euro, mais a également fait une pub d'enfer à la ministre de la Justice. Pour le coup, le ministre de l'Intérieur est totalement éclipsé ! De quoi pourrait se plaindre Taubira au juste ? Que l'on parle d'elle partout dans les médias, et pas seulement à la une de Minute ? Soyons sérieux une seconde (pas une minute, ce serait trop long...) : Taubira n'a aucun intérêt à déposer plainte contre Minute. Et je partage plutôt l'avis du patron de Minute : les termes choisis constituent un jeu de mots horrible, une satire de très mauvais goût, mais ce n'est pas un délit. Ceci dit, nous verrons bien ce qu'en pense le procureur de Paris dans quelques jours."

Vous avez raison, à suivre...

- "Une presse interdite, qu'est ce 2000 points de vente ?

2000 points de vente à cause de qui ?

Voilà la démocratie à la française, il n'y a plus de pluralité de l'information ;

Mais internet nous permet de fouiner et de trouver la vérité, le coup du racisme est devenu trop systématique pour que les Français s'en émeuvent !

Attention que cela ne fasse que le gonfler, les Français en ont assez que ce soit la priorité du gouvernement alors qu'il y a tant de problèmes ;

A croire que Taubira a été mise à ce poste que dans ce but, qui sont les vrais racistes ?"

Racistes sociaux vous voulez dire alors, pas envers les patrons ou les nantis évidemment...

- "Tollé bien pensant !

1) Facile : une occasion rêvée pour un gouvernement fantôme de reprendre la main, jusqu'à la prochaine boulette !

2) Fatwa socialiste contre un hebdo qui ne pense pas comme le parti !

3) Charlie Hebdo aurait fait la même, ce serait passé inaperçu : indignation sélective des socialistes.

Rassurez-vous personne n'est dupe !"

C'est bien là leur problème !

- "Très triste et navrant..."

Ce genre de sujet ne devrait pas exister. Personne n'est dupe : il y a une telle vacuité dans le jeu politique ! Les acteurs (les journalistes et les politiques) y mêlent sexe, drogue, racisme et goût de l'argent ou du nombre d'exemplaires vendus... Le public n'est qu'un objet manœuvré, manipulé, et en fin de compte, dégoûté du journalisme et de la politique."

Pour la politique vous avez raison, c'est l'un de leurs objectifs... politique.

- "Charlie Hebdo aurait pu faire la même Une

Sans être inquiété. Ce n'est pas le message qui compte, apparemment, c'est l'émetteur. Même dans la presse, certains sont "plus égaux que d'autres"."

Manipulation et instrumentalisation sont sélectives par nature, comme la mémoire...

Provocation, récupération, instrumentalisation, répression.

- Ecotaxe : Taubira hausse le ton contre les dégradations - Francetv info

Osons : mais c'est qu'elle reprendrait du poil de la bête !

Le silence est d'or, parole de journal de banquier.

- Assez ! - Liberation.fr

Assez ! Comme un cri de colère. Une envie d'en finir avec l'odieux. Assez de ces dérives racistes et discriminatoires qui polluent l'espace public. Liberation.fr 13.11

Ils ont toujours le nez dans les poubelles ceux-là !

La minute de trop.

- "Minute" : "Un beau coup de pub pour zéro euro !" - Le Point.fr 13.11

À ses grandes heures, l'hebdomadaire Minute, fondé en 1962 par des partisans de l'Algérie française, a tiré jusqu'à 250 000 exemplaires. Aujourd'hui, son tirage se monte à 40 000 exemplaires et sa diffusion est assez confidentielle : Minute vendrait en kiosque, selon des sources professionnelles, environ 5 000 exemplaires par semaine, répartis sur 2 000 points de vente. Mais ses abonnements représenteraient les deux tiers de ses ventes, selon un journaliste du site cité par le site Les Inrocks.

Créé en 1962 par Jean-François Devay, ancien directeur de L'Aurore, Minute se positionne à l'origine comme un organe de presse hostile à la politique du général de Gaulle après la fin de la guerre d'Algérie. En 1965, le journal contribue à l'éclatement de l'affaire Ben Barka. Dans les années 70, il devient le chantre de l'anticommunisme, puis le soutien affiché du Front national, avec parmi ses éditorialistes vedettes François Brigneau. Coup de pub

Le journal décline dans les années 80 et le titre est alors racheté par le député FN Serge Martinez, puis par Gérard Penciolelli qui veut le transformer en Canard enchaîné de droite, mais sans réussir à reconquérir son lectorat. En avril 1999, la société est liquidée et la parution suspendue. Minute reparait en 2002, lorsque Jean-Marie Molitor, actuel directeur de la publication, le rachète. Le journal reste sur son créneau populiste et nationaliste, mais indépendant de tout parti. Lors de la Coupe du monde de 2006, il titre "Y a-t-il trop de Noirs dans l'équipe de France ?"

Le journal prend aussi parti en 2010 pour Bruno Gollnisch durant l'élection à la présidence du FN, contre Marine Le Pen, qui sera élue. Les tensions entre le FN et Minute s'intensifient et atteignent un pic en janvier dernier, quand le journal fait sa une sur un "lobby gay" au FN. Marine Le Pen qualifie alors le journal de "torchon".

D'ailleurs, dans un entretien à l'AFP, Jean-Marie Molitor, patron de Minute, persiste et signe : "Nous ne sommes pas du tout racistes, cette une est de mauvais goût, mais c'est de la satire, ce n'est pas un délit", affirme-t-il. En dépit du tollé suscité dans l'ensemble de la classe politique française, le directeur de publication de l'hebdomadaire dit "assumer cette une". "Il n'y a rien à regretter", déclare-t-il à l'AFP. "C'est un jeu de mot horrible, du mauvais goût à l'état pur. Mais c'est un comique bien français, on dit bien malin comme un singe." Le Point.fr 13.11

Ce torchon a une audience très marginale, c'est effectivement à croire qu'il fallait lui faire de la pub en relevant sa misérable provocation, le PS est inégalable dans ce domaine.

Je vous avais raconté la fois que j'avais été réparée un copieur chez Minute quand j'étais technicien en France. Je me serais cru rentrer dans un commissariat de police ou un local occupé par des Slean heads tellement ils avaient des têtes patibulaires, cheveux très courts ou rasés, le regard mauvais, tout le temps que j'étais resté à faire mon boulot il y en avait un qui avait un oeil sur moi, on ne m'a pas offert le café et je me suis contenté de faire mon boulot sans l'ouvrir, j'avais hâte de me tirer de cet endroit, où je ne sais pas pourquoi je ne me sentais pas en sécurité, à croire que je craignais que mon regard puisse trahir mes idées ! J'avais été beaucoup plus à l'aise dans les locaux du FN à Paris puis à Saint-Cloud.

ACTUALITÉ DU JOUR

[Les syndicats à la rescousse du gouvernement et du patronat : pour un meilleur "pacte d'avenir" et non son retrait.](#)

- Crise bretonne: journée de mobilisation régionale en vue le 23 novembre - AFP

Sept organisations syndicales régionales de Bretagne, CFDT, CGT, Solidaires, CFTC, UNSA, CFE-CGC et FSU ont appelé mercredi les salariés à une journée de mobilisation régionale le 23 Novembre, "pour l'avenir de la Bretagne" et pour "un pacte social", ont-elles annoncé dans un communiqué. (Un "pacte social" avec le patronat, on connaît cela s'appelle ANI. - ndr)

Cette mobilisation prendra la forme de rassemblements ou de manifestations dans chacun des quatre départements bretons, a indiqué la secrétaire régionale de la CFDT, Jocelyne Cabanal, interrogée par l'AFP.

Les lieux des différentes actions seront précisés ultérieurement.

FO ne figure pas dans cette intersyndicale régionale. Ce syndicat a quitté les discussions sur la crise bretonne, mercredi 6 novembre, à la préfecture de région à Rennes, qui rassemblaient élus, partenaires sociaux et acteurs économiques dans le cadre du Pacte d'avenir pour la Bretagne lancé par le Premier ministre mi-octobre.

FO a aussi boycotté une réunion à la préfecture, vendredi 8, toujours sur la crise bretonne, cette fois en présence des ministres de l'Agriculture Stéphane Le Foll et de l'Agroalimentaire Guillaume Garot.

Dans un communiqué commun publié mercredi, les organisations syndicales estiment que le "*pacte d'avenir*" pour la Bretagne, en cours de construction, "*est insuffisant*". (Ils en redemandent, au profit de qui selon vous ? Pour accompagner les fermetures d'usine en réalité. Franchement, à quoi faut-il s'attendre d'autres avec de tels syndicats. - ndlr)

"Aux propositions économiques qu'il contient, il faut ajouter un volet social conséquent qui prenne en compte l'urgence des situations. Ce pacte doit dessiner un avenir pour l'ensemble des filières et des territoires, ce qui passe également par un engagement fort des pouvoirs publics et des entreprises vis-à-vis des salariés", assurent les syndicats dans leur communiqué. (Ben voyons, l'urgence de la situation : c'est de liquider toutes les entreprises qui ne sont pas compétitives selon les critères retenus par ceux qui détiennent les cordons de la bourse : les banquiers. Voilà ce que réclame ces syndicats en réalité. - ndlr)

"Une réponse conjoncturelle ne peut suffire à une crise structurelle", ajoutent-ils. (Effectivement, on vient de fournir la réponse, merci de cette précision qui le confirme : à une crise structurelle il faut une réponse structurelle, liquider toutes les entreprises qui ne dégagent pas suffisamment de profit, CQFD. - ndlr)

"L'effort collectif qui permettra le soutien au territoire breton ne saurait être engagé sans garanties formelles et transparentes des entreprises, quant à l'utilisation de ces moyens, en termes d'anticipation, d'innovation, et de politique sociale", poursuivent les syndicats. (Vous avez bonne mémoire n'est-ce pas, PSA est encore dans vos mémoires, les syndicats avaient regretté que la direction n'ait pas anticipé... la restructuration du groupe et la fermeture d'Aulnay, ici ils tiennent le même discours. Ils vont défendre les suppressions d'emplois et les licenciements pour soi-disant assurer la pérennité d'entreprises qui disparaîtront par la suite ou qui réembaucheront à de nouvelles conditions, celles de l'ANI. - ndlr)

Ceux-ci estiment que *"les mesures de soutien pour maintenir l'emploi s'imposent. Il faut combattre les suppressions d'emploi et la destruction d'un tissu industriel des territoires dont nous pensons qu'ils peuvent rebondir"*, estiment-ils dans leur communiqué. (La question de l'expropriation de leurs patrons ou actionnaires ou leur nationalisation ne doit pas être posée, les patrons doivent demeurer maître du destin de leurs esclaves jusqu'au bout, quitte à les jeter à la rue à la fin, car il est impensable de toucher à la sacro-sainte propriété privée. - ndlr)

"A la lumière de la crise actuelle, un effort considérable de formation et qualification s'impose. C'est de la responsabilité particulière des employeurs. Les salariés constituent la première richesse de notre territoire", pointent-ils également. AFP 13.11

La justice d'exception.

- Jeune homme décédé après une décharge de Taser: plainte du père - AFP

Le père du jeune homme âgé de 21 ans, mort début novembre après avoir reçu une décharge de pistolet électrique Taser tirée par un gendarme qui tentait de le maîtriser, a porté plainte samedi, a-t-on appris mardi auprès du parquet d'Orléans.

Le père met en cause l'intervention des gendarmes dimanche 3 novembre, vers 02H00, à La Ferté-Saint-Aubin pour séparer deux cousins qui se battaient dans la rue, après avoir passé la soirée chez des amis.

Selon les résultats d'une autopsie révélés par le parquet d'Orléans, le jeune homme, fortement alcoolisé, est décédé par étouffement. AFP 13.11

Dans cet article il n'est fait mention d'aucune réaction, aucun soutien de nos valeureux dirigeants de gauche ou d'extrême gauche pour dénoncer ce crime. Etonnant, non ? Non, normal, ils ont mieux à faire avec Taubira, un gros poisson, j'espère ne pas être poursuivi pour diffamation pour avoir utilisé le déterminant "*gros*" ou le substantif "*poisson*", j'aurais pu utiliser aussi "*légume*", j'ai hésité à dire vrai à me mettre à dos les carnivores ou les végétariens pour finalement privilégier ces derniers car généralement ils sont moins féroces et tiennent plus du légume !

Nous soutenons le père de ce jeune homme, il s'agit bien d'un crime sans volonté de donner la mort, donc involontaire, qui devrait se traduire par l'interdiction du Taser.

Appel à la délation. Les grandes et les petites oreilles vous épient pour une cause "**naturellement bonne**".

- Maltraitance des enfants: appel pour être Grande cause nationale 2014 - AFP

Le sénateur PS André Vallini a rendu public mardi les premiers signataires d'un appel qu'il a lancé au Premier ministre pour que la lutte contre la maltraitance des enfants soit déclarée Grande cause nationale 2014.

"La protection des enfants entraîne nécessairement une intrusion dans la sphère privée et une remise en cause du dogme de la famille naturellement bonne", ajoute-t-il. "La violence envers des êtres faibles (...) serait-elle un phénomène si déroutant qu'il doit rester tabou ?", s'interroge-t-il.

"Nous voulons mobiliser la société tout entière et d'abord les pouvoirs publics, afin d'améliorer le repérage, le signalement et le suivi des enfants maltraités", assurent les signataires.

Cet appel fait suite à un colloque organisé par le sénateur de l'Isère sur le sujet, au Sénat en juin dernier et qui était présidé par Valérie Trierweiler, la compagne du président François Hollande.

Parmi la centaine de premiers signataires, outre Mme Trierweiler on compte principalement des personnalités du monde culturel et scientifique dont les comédiens Victoria Abril, Anny Duperey, Karin Viard, le metteur en scène Peter Brook, le musicien André Manoukian, les psychanalystes Boris Cyrulnik et Elysa Roudinesco, l'anthropologue Françoise Héritier ou les anciens ministres de la Culture et de l'Éducation Jack Lang et Luc Ferry. AFP 13.11

Voilà encore un thème qui va bien diviser les travailleurs, succès garanti. Que cette opération soit parrainée par le PS et une tripotée de réactionnaires patentés est dans l'ordre des choses.

Ces procureurs qui prétendent s'introduire dans notre vie privée entendent ainsi violer le seul espace de liberté qu'il nous reste, c'est digne d'un régime totalitaire, il faut les accueillir à coups de fusil à pompe : dehors, dégage vermine !

On imagine tous les parents à bout qui croulent sous les difficultés et qui pètent les plombs et frappent leurs gosses pour un oui ou un non comme ce fut le cas de mes parents, ils vont en plus les humilier, les dénoncer à la vindicte publique, espèce de chiens enragés, on ne vous laissera pas porter atteinte à la dignité de la classe ouvrière.

Si nos parents en arrivent à cette extrémité, à cet aveuglement, c'est uniquement parce que votre société pourrie les y a poussés, on ne vous autorisera jamais de les juger de même que nous nous en sommes abstenus par respect envers eux, notion qui échappe à ces salopards. Gardez votre morale de classe pour les vôtres et ne vous mêlez surtout pas de nos affaires, nous les réglons entre nous. Bah, quelle pourriture!

Le régime a un nouveau "**pilier**" pour le soutenir.

- Le «troisième pilier» du Front de gauche met les formes - Liberation.fr

Ils sont tombés d'accord sur un nom : «*Ensemble. Mouvement pour une alternative de gauche, solidaire et écologiste*». En discussion depuis quelque mois, plusieurs petites formations qui composent le Front de gauche ont décidé de se regrouper en une seule pour peser face aux gros partis qui dirigent ce cartel à la gauche du PS : le PCF et le Parti de gauche de Jean-Luc Mélenchon.

La Fédération pour une alternative sociale et écologiste (Fase), dans laquelle figure Clémentine Autain, la Gauche anticapitaliste, Convergences et alternatives (anciens du NPA), les Alternatifs et une partie de la Gauche unitaire (sans leur leader Christian Picquet) célébreront leur nouveau «*mouvement*» les 23 et 24 novembre à Saint-Denis. Liberation.fr 13.11

En famille, entre Frères musulmans et sionistes.

- Enrico Macias chante pour Valls, Guéant, Villepin et Morano chez l'ambassadeur du Qatar - 20minutes.fr

«*Enfants de tous pays et de toutes les couleurs*», a chanté mardi soir Enrico Macias comme s'il s'adressait directement à l'aréopage politique très sélect qui l'écoutait à la résidence de l'ambassadeur qatarien à Paris, Mohamed al Kuwari, qui offrait une réception pour son départ.

Car, du ministre de l'Intérieur Manuel Valls à son prédécesseur Claude Guéant en passant par Dominique de Villepin, Michèle Alliot-Marie, Nadine Morano ou la présidente PS de la commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale Elisabeth Guigou, toutes les couleurs du spectre politique étaient bel et bien représentées à la sauterie diplomatique de la semaine qu'il ne fallait pas rater.

En poste depuis dix ans en France, Mohamed al Kuwari a su développer un réseau d'influence efficace au sein de l'élite française. Un réseau «*inégalable*», a même reconnu Manuel Valls. Le diplomate rejoint en fin de semaine Washington où il vient d'être muté. Et organise dès cette semaine une réception avec la communauté américaine de Paris, histoire de commencer à tisser un nouveau réseau au service de son pays aux ambitions financières, sportives et diplomatiques titanesques. Enrico Macias avait déjà chanté, a capella, en mai dernier à Doha au milieu d'hommes politiques français, en l'honneur de son ami ambassadeur. 20minutes.fr 13.11

ACTUALITE EN TITRES

Le guichet reste ouvert...

- Pour Janet Yellen, la Fed doit encore soutenir la reprise - Reuters
- Wall Street: nouveaux records pour le Dow Jones et le S&P 500 - AFP

Hold up !

- 80 milliards d'euros attendus des nouvelles assurances-vie - Reuters

Le gouvernement espère que la réforme de l'assurance-vie permettra de réorienter jusqu'à 80 milliards d'euros pour l'essentiel vers le financement de l'économie, a déclaré mercredi le ministre de l'Economie Pierre Moscovici. Reuters13.11

En famille. S'ils le disent...

- Libéral et socialiste : possible et nécessaire - LeMonde.fr
- Martine Aubry à Matignon, Jean-Pierre Raffarin est pour - L'Express.fr

Excellent monsieur Raffarin, merci !

Confirmation.

- Chantiers navals: 16 des 30 bateaux commandés aux CMN sous-traités en Roumanie - AFP

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Iran

- Nucléaire iranien : Fabius recule... - french.irib.ir

Le ministre français des AE , fortement critiqué pour avoir sapé l'accord nucléaire Iran/5+1 commence à reculer : il a émis son espoir de voit l'accord en question être conclu sur une "*base vérifiable*" tout en mettant l'accent sur le droit de l'Iran à utiliser l'énergie nucléaire à des fins pacifiques.

Fabius a qualifié d'"*utiles*" les pourparlers de Iran/5+1 à Genève. Fabius à qui l'Occident veut faire endosser la responsabilité de l'échec des pourparlers de Genève a tenté de répondre aux critiques : "*O Genève, Paris a mis en avant une proposition reflétant le point de vue de la partie occidentale*". french.irib.ir 13.11

2- Syrie

2.1- 1000 djihadistes aux passeports occidentaux en Syrie - french.trib.ir

L'instrumentalisation à des fins politiques, des jeunes Occidentaux, risque de tourner en eau de boudin pour ceux qui les ont façonné en présentant le président syrien Bachar al-Assad comme un diable. Le problème c'est que ces derniers n'ont pas choisi de se rendre en Syrie pour combattre auprès de l'armée syrienne libre (ASL) mais d'Al-Qaïda. Ils viennent de France, de Belgique, de Hollande, d'Angleterre, du Canada ou des États-Unis.

Après un rapport de Kronos (think tank indépendant traitant de sécurité), les errances stratégiques des États-Unis sont mises à nue. Le pays de Barack Obama s'inquiète maintenant du devenir de tous ces djihadistes qui ont le « *bon passeport* » et qui pourraient engager leur prochain djihad en Occident. Par la voix de Mike Rogers, membre de la Chambre des représentants (Congrès) du Michigan, Président du Comité de renseignement de la Chambre, vétéran de l'armée et ancien agent du FBI, « l'Occident court un grand danger désormais ».

« ... Ils ont des passeports, de bons passeports leur permettant de voyager à travers l'Europe et d'arriver aux États-Unis. » « *Ce que nous voyons à ce jour, c'est ce taux très élevé d'insurgés étrangers en Syrie, fait jamais vu en Irak ou en Afghanistan* ». Pour Michael McCaul, membre de la Chambre des représentants du Texas, il faut tirer la sonnette d'alarme. Il critique ce soutien abscons de l'administration américaine à ces djihadistes. Pour lui, les services de renseignement sont très inquiets. Selon ses déclarations, en parlant des djihadistes en Syrie: « Ils sont des acteurs très dangereux, ils tuent les chrétiens, ils sont très nocifs et leur but n'est pas le renversement d'Assad. Ils sont djihadistes qui tuent des chrétiens et une alliance avec notre administration est une trahison. » « *Ces djihadistes ont montré une propension à souffler derrière de nous, à nous poignarder dans le dos. Si nous les armons et formons là-bas, ils seront l'une des plus grandes menaces pour notre sécurité.* »

Dans la foulée, les services américains de sécurité sont de plus en plus vigilants. Hier, ils ont arrêté un homme, Basit Javed Sheikh (photo), accusé de sympathie avec le Front al-Nusra. Originaire du Pakistan, sur sa page Facebook, il a posté des vidéos et des commentaires en soutien aux djihadistes en Syrie. Depuis le mois d'août dernier, Basit Javed Sheikh était suivi par un agent du FBI qui avait créé une page Facebook de promotion de l'extrémisme islamique et noué des relations étroites avec Basit Javed Sheikh. S'il est reconnu coupable, l'homme pourrait être condamné à 15 ans de prison maximum et à une amende de 250.000 dollars. french.trib.ir 13.11

2.2- Où partent les terroristes tchéchènes après la Syrie? - french.trib.ir

Les terroristes tchéchènes qui arrivent en Syrie sont répartis en deux groupes : le premier groupe englobe les étudiants éduqués dans certains pays arabes qui y vont apprendre l'arabe et les sciences " *islamiques*" et le second groupe compte des gens originaires de la vallée de Pankisi au nord est de la Géorgie. Cette région est connue sous le nom de vallée oubliée puisque ses habitants sont extrêmement indigents. La propagande salafiste est très intense et les jeunes y succombent par manque de moyens.

Mais pourquoi ces jeunes partent-ils en Syrie au lieu du Caucase où ils pourraient rallier la milice Emirat islamique du Caucase présidée par Duko Amrov : " *Au Caucase il faut attendre un an avant d'être accepté. Et puis au Caucase il n'y pas de camps d'entraînement identique aux camps syriens*", affirme la BBC pour expliquer ce phénomène. La Turquie et la Jordanie détiennent des bases d'entraînement militaire en coordination avec les parties arabes et occidentales. Selon l'un des jihadistes, " *nos combattants tchéchènes ont honte d'être en Syrie au lieu de combattre au Caucase. mais la Syrie a servi de terrain d'essai à nos combattants et ils apprennent comment combattre à l'avenir. Une fois partis de Syrie, ces jeunes débarquent au Caucase avec une expérience de guerre à leur actif*"Rif de Moscou n'est pas trop loin. french.trib.ir 13.11

3- Liban

3.1- Bandar Sultan part en guerre contre le Hezbollah - french.trib.ir

Selon les sources libanaises, l'État islamique en Irak et au Levant aurait pénétré au cœur de Beyrouth et il est sur le point de déclencher une vaste opération contre le Hezbollah pour prolonger le Liban dans des guerres confessionnelles. Selon Al Nashra, le Liban va droit vers une crise sécuritaire grave dont les symptômes sont visibles à Tripoli. Cette crise aux dimensions religieuses et confessionnelles est prélude à une grande explosion qui risque de déborder les frontières de la ville de Fija et s'étendre à toutes les régions du Liban. Les plus récentes informations en provenance des sources libanaises font état de l'infiltration de 7000 terroristes de l'EIL depuis la Syrie au Liban. Une partie de ces forces s'est concentrée à Aarsal et une autre à Tripoli. Selon ces mêmes sources, les terroristes salafistes ont élaboré des listes avec des noms des commandants militaires et les dirigeants religieux libanais dessous. Ces listes ont été dressées sous la supervision du chef du renseignement saoudien, Bandar Sultan. Une majorité des terroristes de l'EIL est déployée non loin des camps palestiniens de Sabra et de Chatila. Les éléments de l'EIL ont même pénétré ces camps porteurs du message du chef de l'EIL, Aboubakr Al Baghdadi pour les palestiniens du camp. Les cellules jihadistes dans des camps se réactiveraient ainsi pour déclencher une guerre totale. Les jihadistes salafistes

devraient prendre d'assaut les postes de contrôle de l'armée libanaise.

Al Nosra, lui, a envoyé ses terroristes dans d'autres régions du Liban. Les forces armées ont été déployées le long des régions côtières et les militaires de la Finul auraient même appelé le Hezbollah à l'aide pour surveiller le moindre agissement des groupes salafistes dans les régions du sud du Liban. Selon cette source, Bandar Sultan se trouve depuis deux semaines en Israël pour coordonner cette vaste offensive salafistes anti libanaises avec les officiers et les militaires israéliens. En Israël, il s'agit pour Bandar de réparer les pertes des salafistes en Syrie de les remettre sur pied. Riyad estime que la présence des combattants du Hezbollah en Syrie a détruit la structure et l'organisation des ces milices jihadistes. Israël suit de très près la future bataille d'Al Qalamoun et évalue l'état des forces syriennes et du hezbollah. Riyad joue son va-tout et presse les jihadistes à déstabiliser le Liban même si cela entraîne la destruction des milices en Syrie.

Un diplomate occidental rapporte les réunions sécuritaires de haute importance entre Bandar sultan et les officiers jordaniens et saoudiens. Selon cette source, ce serait Israël qui soutiendrait et organiserait les jihadistes à Beyrouth et préparerait le terrain à ce qu'ils mènent des attentats à Al Zahiya, bastion du hezbollah. L'objectif étant de provoquer de violents combats inter religieux au sud du Liban.

L'émir des brigades Abdallah Ezzam, principale milice anti Hezbollah au Liban a menacé le Hezbollah de ses missiles qui "*pleuvraient sur Bekaa, Harmal, Zahiya*" si les forces du Hezbollah ne quitte pas la Syrie. Les jihadistes cherchent à prendre le contrôle des points de passage sécuritaires de Tripoli à Beyrouth. french.irib.ir 12.11

3.2- Liban : Nassarallah dénonce. - french.irib.ir

Le secrétaire générale du Hezbollah libanais a mis en garde contre un courant dangereux qui risque d'être déclenché au Liban et qui vise la sécurité et l'unité nationale au Liban.

Mardi soir, lors des cérémonies de Tassoua (9ème jour de Moharam), Seyyed Hassan Nassarallah a considéré, l'assassinat mardi du cheikh Saadeddine Ghiyeh, haut membre du Front Amal islamique, comme une attaque visant le Hezbollah . "*Ces actes visent tous ceux qui ont opté pour l'unité et le rapprochement des musulmans et la coexistence des libanais*". Certains courants politiques qui prétendent soutenir la sécurité des libanais ont fermé leurs yeux sur cet assassinat qui a eu lieu ce matin comme si de rien n'était .

"*L'assassinat de cette personnalité libanaise annonce le déclenchement d'un courant dangereux à Tripoli voire au Liban et on craint qu'il s'étende à l'ensemble du pays . Le gouvernement, les instances juridiques et les appareils de sécurité sont les principaux responsables et doivent réagir à cet incident et à d'autres similaires*", a affirmé Nassarallah. "*Les explosions à Tripoli et à Zahiya du Sud et le récent assassinat du cheikh Ghiyeh sont très dangereux*" french.irib.ir 13.11

4- Afghanistan

- La production d'opium en forte hausse en Afghanistan Reuters

La production d'opium a augmenté de 49% à 5.500 tonnes l'an dernier en Afghanistan, estiment les Nations unies, qui craignent de voir le produit de ce commerce tomber entre les mains des "*seigneurs de guerre*" au moment où les forces internationales s'apprêtent à quitter le pays.

L'Afghanistan est le premier pays mondial pour la culture du pavot, d'où sont produits l'opium et l'héroïne. Le pays a fourni l'an dernier 75% de la demande mondiale, un chiffre qui pourrait passer à 90% cette année, selon Jean-Luc Lemahieu.

L'augmentation de la surface cultivée s'explique par les incertitudes entourant le retrait l'an prochain des forces internationales, la hausse des cours de l'opium et le manque de volonté politique dans la lutte contre ce problème.

Les bénéfices tirés à la production de cette activité devraient approcher cette année le milliard de dollars, soit quatre pour cent du PIB.

Une partie de cette somme ira aux taliban en lutte contre le pouvoir central. En privé, des responsables occidentaux accusent aussi des membres de l'appareil d'Etat de prélever leur dîme. Reuters 13.11

Il faut bien que la CIA finance ses opérations secrètes et palient les coupes budgétaires, il faut se mettre à leur place...

SOCIAL

Bangladesh

Bangladesh : accord sur un salaire mensuel minimum de 68 dollars pour les ouvriers du textile - lemonde.fr

Après plusieurs jours de manifestations qui ont conduit à la fermeture de certaines d'usines, les producteurs de textile du Bangladesh ont accepté de verser un salaire minimum mensuel de 68 dollars aux quatre millions d'ouvriers du secteur.

L'accord a été conclu à l'issue d'une rencontre entre les producteurs de vêtements et la première ministre, Sheikh Hasina, mercredi 13 novembre dans la soirée. Cette dernière a "donné l'ordre" de mettre en œuvre l'accord sur le salaire minimum recommandé par un groupe de travail ad hoc du gouvernement.

Ce groupe avait voté en faveur de l'augmentation du salaire minimum, de 3 000 taka (29 euros), à 5 300 taka (68 dollars, 50,5 euros) dès novembre, après une série d'accidents dans des usines de vêtements mettant en lumière les mauvaises conditions de travail et les maigres salaires dans des milliers d'usines travaillant pour les plus grandes marques du monde.

Les producteurs avaient traîné des pieds, affirmant que les détaillants dans les pays occidentaux refuseraient de payer plus cher la marchandise pour tenir compte de la hausse des salaires proposée au Bangladesh.

Le secrétaire d'Etat au travail, Mikail Shipar, a indiqué que "lors de la rencontre, la première ministre a[vait] donné l'ordre aux producteurs de mettre en œuvre le nouveau salaire minimum de 5 300 taka à partir de décembre. Et ils ont accepté cette hausse du salaire". Malgré cette hausse, les ouvriers du textile au Bangladesh restent parmi les moins bien payés au monde.

Des dizaines de milliers d'ouvriers s'étaient heurtés à la police dans les grands centres de production textile du pays cette semaine alors qu'ils manifestaient pour obtenir un salaire minimum mensuel de 100 dollars.

Reaz-Bin Mahmood, vice-président de l'association des producteurs et exportateurs de vêtements du Bangladesh, s'attend à ce que les ouvriers se remettent à travailler dans les usines après cet accord.

"Ce sera difficile pour un grand nombre d'entre nous d'augmenter les salaires si les détaillants occidentaux n'augmentent pas les prix pour les commandes passées avec nous de 10 à 15 %", a-t-il ajouté. lemonde.fr 13.11

Quelle exploitation, quelle misère ! Et pendant ce temps-là nos petits-bourgeois gauchistes nous font chier avec leur histoire de racisme, de droits des homosexuels et j'en passe...

[Haut de page ↗](#)

Le 15 novembre 2013

CAUSERIE

28 documents ont été ajoutés, il est 12h45 et à part les articles de presse que j'ai téléchargés ce matin, je n'ai pas encore commencé à actualiser le site, ce sera donc avec retard ou partiel aujourd'hui. Je n'ai pas eu le temps de lire les articles que j'ai mis en ligne ou trop rapidement.

La suite dans 11 heures environ.

23h35 à Pondichéry

On est dans les délais, quel boulot !

Je n'ai pas encore eu le temps d'archiver les articles d'octobre qui de ce fait sont indisponibles, on verra cela ce week-end.

Bon week-end à tous.

En guise de causerie, je reproduis ici le commentaire qui figure plus moins à la suite de l'article du Nouvel Observateur : *Fabius redoute un retrait américain du Moyen-Orient*

Ce qui est extraordinaire, je ne parle pas du Nouvel Observateur bien sûr, c'est qu'on n'arrive pas à imaginer que Fabius, dirigeant

du PS et ministre des Affaires étrangères, soit un pur sioniste, un pur produit du néolibéralisme.

Si les Américains ne lâcheront jamais Israël, c'est parce qu'il incarne, il s'identifie au néolibéralisme qui est une création de l'oligarchie financière sioniste. A moins qu'ils y trouvent leur intérêt, tout est possible partant de là. Rappelons-nous, n'ont-ils pas favorisé l'accession de Hitler au pouvoir, n'ont-ils pas continué de le soutenir alors qu'il avait entrepris la liquidation à grande échelle des juifs, cela faisait partie de leur stratégie pour mettre la main sur la Palestine et le pétrole de la région, dominer le monde, si demain il fallait sacrifier Israël pour franchir une nouvelle étape vers leur objectif final, ils n'hésiteraient pas un instant.

D'ailleurs ce serait tout à fait possible, car logique si Israël constituait un obstacle à l'établissement d'une institution supranationale au Moyen et Proche-Orient du même type que celles qui existent déjà sur tous les continents pour réaliser leur nouvel ordre mondial, il le liquiderait ou cet Etat ne pourrait plus exister sous la forme qu'on lui connaît aujourd'hui. Ils ne sont pas guidés par des intérêts religieux ou philosophiques, encore moins moraux, mais uniquement politiques.

L'oligarchie financière anglo-saxonne-sioniste fait en sorte que les intérêts économiques des Etats-Unis et d'Israël correspondent à leur stratégie ou permette d'avancer dans cette voie, ils se foutent du reste, des Etats-Unis et d'Israël qui n'ont pas plus d'importance à leurs yeux qu'un simple papier d'emballage. Ils savent le capitalisme condamné, donc qu'ils sont condamnés eux-mêmes, donc la stratégie qu'ils ont définie est leur seule et unique planche de salut, ils sacrifieront tout pour atteindre leur objectif, leur détermination est totale et leur cynisme illimité, nous ne cessons de le marteler, apparemment en vain.

Croire que ce serait Israël qui déciderait de la politique étrangère américaine est une vue de l'esprit, autant que son contraire d'ailleurs, en réalité ce sont les intérêts politique de l'oligarchie financière ou leur stratégie qui la guide, car elle incarne ou coïncide avec la survie du capitalisme ou le système économique qui existerait une fois qu'ils se seraient rendus maîtres du monde, cela inclus l'oligarchie financière de tous les continents.

A moins de déclencher une Troisième guerre mondiale pour remettre les pendules à zéro ou redonner un nouveau souffle au capitalisme mondial qui est au bout du rouleau, scénario fort risqué et susceptible de se transformer en apocalypse planétaire nucléaire, chimique et bactériologique qui les emporterait ou hypothèquerait leur propre avenir, c'est la seule alternative qu'il leur reste, qui inclut l'affrontement direct avec le prolétariat, l'établissement de dictatures sur tous les continents, etc.

Finalement, c'est bien le vieux capitalisme avec ses contradictions analysé par Marx et Engels qui continue de mener la danse, qui les fait danser, une danse macabre. Le jour où nous l'aurons enfin compris, peut-être pourrions-nous envisager de danser sur leurs cadavres, exquis aurait ajouté un surréaliste.

On se croirait en Inde !

Dans des causeries précédentes je vous ai raconté comment se déroulaient les journées de grève ou les manifestations en Inde, où dans chaque camp figurait des partis bourgeois, idem dans les gouvernements des différents Etats, chaque parti participe au pouvoir dans des coalitions ou figure dans l'opposition sans que leurs alliés soient les mêmes d'un Etat à un autre, c'est un vrai foutoir, ils sont tous bons à jeter, que voulez-vous en déduire d'autre franchement ? C'est l'affairisme, le clientélisme, l'argent qui décide des alliances et des coalitions sur fond de corruption généralisée, si voter n'était pas quasi-obligatoire, le taux d'absentéisme serait de 90% !

- Entre 400 et un millier de manifestants ont défilé jeudi à La Roche-sur-Yon pour réclamer l'aide de l'État afin d'éviter la "casse sociale" du fabricant d'électroménager FagorBrandt, en cessation de paiement depuis le 6 novembre.

Partis de la périphérie de la ville, accompagnés d'élus tant socialistes qu'UMP, les manifestants ont parcouru dans le calme les 4 km qui les séparaient du centre-ville, encouragés par les klaxons de nombreux automobilistes. AFP 14.11

Et personne pour dégager ces salopards du PS et de l'UMP !

Le social-libéralisme.

Libéral et socialiste : possible et nécessaire - lemonde.fr

- Libéral-socialiste, voilà une étiquette qui convient bien pour ceux qui tendent à unir ce que le socialisme a de plus précieux, l'attention aux inégalités socio-économiques et au processus d'émancipation des dominés, et ce qui fait l'essence du libéralisme, la préservation de la liberté individuelle contre l'arbitraire des pouvoirs. lemonde.fr 13.11

En réalité, cet article au titre prometteur n'était qu'un ramassis de lieux communs réchauffés, qui sous couvert d'une terminologie savante pour ne pas dire absconse et insipide, incompréhensible pour le lecteur lambda, présentait strictement aucun intérêt. A croire que les neurones circulent mal dans les têtes trop pleines, finissent même par se fossiliser.

J'en ai tiré cependant un enseignement, comme de toute expérience.

Je me suis dit que ces gens-là vivaient dans un autre monde, pas le nôtre évidemment, mais hors de la réalité tout court, et en analysant la démarche intellectuelle de l'auteur de cet article, monsieur est professeur à l'Université de Limoges et chercheur associé au CEVIPO (Sciences Po), j'en suis arrivé à la conclusion qu'il appartenait à cette catégorie d'intellectuels qui vivent dans une bulle, une bulle ou plutôt un système de pensée qu'ils ont élaboré, à partir duquel ils interprètent le monde, non pas tel qu'il est mais tel qu'il doit ou devrait être pour entrer dans leur système ou le justifier, quitte à nier évidemment des pans entiers de la réalité, notamment les facteurs qui sont à l'origine de la civilisation humaine ou de l'évolution de la société, qui en ont constitué les moteurs principaux, dont le développement du capitalisme et ses lois de fonctionnement qui leur échappent totalement, sans doute parce qu'ils n'y comprennent rien, à moins que par confort personnel ils aient décidé une fois pour toute de ne pas en tenir compte, ils font comme si ces lois n'existaient pas et ils échaffaudent une théorie ou un système qui finalement repose sur du vent, une pure invention sans aucun intérêt, sauf pour son auteur puisqu'il en vit, notamment.

On devrait dire pour être plus précis, qu'ils s'accordent à ne rien changer aux rapports qui sont à l'origine de la situation qu'ils prétendent analyser pour en tirer la conclusion qu'il faut bien faire avec, puisque de leurs côtés ils n'ont pas été capables de concevoir autre chose ou de penser le monde au-delà du système capitaliste dans lequel leur pensée demeure enfermée.

Comment pourraient-ils imaginer qu'un système pourrait avoir un début et une fin, que son existence serait limitée, qu'il pourrait périr à défaut de pouvoir se renouveler ou se justifier à l'infini, que les conditions qui l'ont vu naître pourraient s'épuiser un jour, qu'il serait menacé d'autodestruction et d'entrer en putréfaction ou de donner lieu à autre chose de nouveau, impossible car il devrait concevoir sa propre mort intellectuelle qui se nourrit d'un système qu'il a créé justement pour exister, sans lequel il ne serait rien, n'existerait pas, son système est sa raison d'être et de se distinguer des autres pour justifier son statut et ses émoluments, selon le principe que toute peine même dépensée inutilement ou ne menant à rien mérite salaire.

Concevoir que par nature un système économique n'ait qu'une durée de vie limitée sur le plan historique demeure hors de sa portée. Concevoir qu'un système économique ait vu le jour suite à la conjonction de conditions déterminées et que celles-ci ne seraient pas éternelles dépassent son entendement. Alors concevoir que ces conditions pourraient renfermer leur négation et devraient disparaître sous peine de ne pas connaître la suite de l'histoire par exemple, cela demande un effort de réflexion qu'il n'est pas prêt à faire ou qui dépasse ses capacités, pour tout dire il n'en a pas envie car il se trouve bien tel qu'il est, n'oublions pas que le monde gravite autour de sa petite personne. En poussant plus loin notre analyse on s'aperçoit que c'est le processus dialectique qui a accompagné l'évolution ou la transformation de la nature, de la société humaine et de l'univers qu'il nie, son ennemi, c'est la dialectique. Pourquoi ? C'est fort simple à comprendre.

Si, comme nous l'affirmons suite à d'innombrables penseurs ou philosophes matérialistes la nature qui en avaient dressé le constat avant nous, que l'homme, la société et l'univers sont régis par les lois de la dialectique, on ne peut interpréter correctement leur évolution ou transformation au fil des millénaires qu'à l'aide du matérialisme dialectique et historique, tout autre méthode serait inopérante ou nous induirait fatalement en erreur puisqu'elle ne tiendrait pas compte ou s'écarterait de la réalité, objective, matérielle, palpable, vérifiable, etc. nous sommes bien d'accord que nous emploierons un microscope pour examiner des particules minuscules et un télescope pour observer des objets situés à une distance très éloignée et non l'inverse, nous n'utiliserons pas un mètre pour mesurer la densité d'un gaz, nous sommes bien d'accord n'est-ce pas, et bien en politique c'est exactement la même chose, c'est élémentaire direz-vous, sans doute et vous aurez raison de le souligner, sauf, sauf que personne ou presque n'en tient compte, surtout pas ce genre d'intellectuels pour lequel n'importe quel instrument de mesure fera l'affaire pour mesurer des solides, des liquides ou des gaz, comment cela direz-vous, c'est stupide, pour vous oui, pour lui non puisqu'il a décrété qu'il devait en être ainsi, je caricature sans m'écarter vraiment de la réalité, d'ailleurs nous allons le vérifier tout de suite.

Qu'entend-il par "*libéral-socialiste*" ?

Il ferait appel à ce que "*le socialisme a de plus précieux*", cela signifie quoi pour un socialiste ou un marxiste d'après vous, la théorie qui doit permettre de s'émanciper de l'exploitation de l'homme par l'homme, théorie qui repose sur l'analyse du développement historique du capitalisme conduisant à son effondrement au cours duquel le prolétariat (organisé) peut s'emparer du pouvoir politique pour ensuite se débarrasser du capitalisme, à moins qu'il en soit incapable et que la barbarie l'emporte.

Pour nous le "*plus précieux*" dans le socialisme, c'est la découverte que le développement des forces productives et la lutte des classes sont les moteurs du développement de la civilisation humaine et les conditions pour que l'humanité accède au règne de la liberté, deux facteurs qui sont inclus dans les lois de fonctionnement du capitalisme ou dont dépendent toutes ses lois, c'est cela le bien ou l'enseignement le plus précieux que nous ont légué Marx et Engels, car sans lui nous ne pourrions comprendre comment fonctionne la société, mais aussi les hommes.

Pour lui c'est tout autre chose, ce sont les "*inégalités socio-économiques*" et le "*processus d'émancipation des dominés*", objectif impossible à atteindre, même pas à envisager sérieusement puisque dans son article il n'est nulle part question de liquider le capitalisme, autrement dit il faudrait se contenter de combattre pour réduire les "*inégalités socio-économiques*", ce qui dans le contexte de crise permanente du capitalisme est impossible, se traduit plutôt par une accentuation des inégalités, tandis que

le "*processus d'émancipation des dominés*" serait renvoyé aux calendes grecques ou demeurerait en devenir indéfiniment pour finalement rejoindre au musée des utopies bien d'autres théories à dormir debout.

Quant au "*libéralisme*", c'est mieux encore, c'est plus clair, là le philistin se découvre, il consisterait en "*la préservation de la liberté individuelle*" qui à notre connaissance profite davantage au maître qu'à son esclave, aux exploiters qu'aux exploités, c'est d'ailleurs en son nom que "*l'arbitraire des pouvoirs*" est en train de liquider tous nos droits collectifs sociaux et politiques, là aussi il n'est nulle part question de combattre pour préserver des droits collectifs, non il faut penser son destin et celui de la société sur le plan individuel seulement, exactement comme cela arriverait si tous nos droits avaient disparu, ce qu'il faut bien comprendre, c'est que lorsqu'ils mettent en avant des droits individuels, cela implique toujours la destruction de droits collectifs, leur objectif est qu'on soit atomisé dans la société et que tout repère de classe ou sentiment d'appartenir à une classe ait disparu, au profit d'individualités qui se retrouveraient sans défense face à l'Etat ou une dictature bureaucratique implacable qui serait régie par des lois édictées par le marché ou ses représentants et dans l'impossibilité de l'affronter.

En conclusion, sa conception du socialisme aboutit à la préservation du régime en place, et celle du libéralisme consiste à nous placer sous le joug du néolibéralisme qui a emprunté le masque de "*la préservation de la liberté individuelle*", la négation en fait de toute liberté.

ACTUALITE EN TITRES

Ils sont sur "*le bon chemin*", gageons qu'ils disent vrai !

- Croissance: Bruno Le Roux (PS) estime que la France est sur "*le bon chemin*" - L'Express.fr

La preuve : par le bas !

- Chute de popularité de Hollande: "*La France est au bord de la révolte*" - L'Express.fr

- François Hollande chute à 15% d'opinions favorables, selon YouGov - Reuters

- Hollande à 15% : «*Pour l'exécutif, il devient difficile de diriger le pays*» - LeFigaro.fr

C'est un euphémisme !

- Société "*crispée*" et "*en colère*" : doit-on s'inquiéter de la note des préfets ? - Francetv info

Que cela ne tienne, rien de tel qu'un petit tour dans un paradis fiscal pour oublier tous nos ennuis.

- Hollande s'offre un jour de répit à Monaco - LeFigaro.fr

Va-t-il faire un saut au casino pour se refaire ?

Qu'on se le dise

Rappel : "*La France va mieux qu'en mai 2012*", selon Moscovici - AFP 10.11

La preuve : toujours par le bas.

- L'industrie condamnée à détruire des emplois ? - Reuters

- Emploi: 17.000 postes encore détruits dans le secteur marchand - AFP

- L'Etat français cède une part du capital de Safran - AFP

Résistance

- Réforme des rythmes scolaires : 23% des instituteurs en grève sur tout le territoire, 41% à Paris - Francetv info

- Grève massive des inspecteurs du permis de conduire - Liberation.fr
- Fagor: Entre 400 et un millier de manifestants à La Roche-sur-Yon - AFP
- Le port de Bayonne bloqué par les pêcheurs de civelles - Reuters

Grosses charrettes

- Barclays supprime 1.700 postes dans ses agences - Reuters
- Etats-Unis: Lockheed Martin ferme 4 usines, supprime 4.000 postes - AFP

Leur monde : toujours plus progressiste !

- Le Japon revient sur son objectif de réduction de gaz à effet de serre - LeMonde.fr
- Brésil: la déforestation amazonienne en hausse de 28% sur un an - AFP
- Syrie : des jihadistes s'excusent après avoir décapité le mauvais homme - Francetv info

Barbares, mais polis ! Ils sont tout juste bons à être liquidés !

ACTUALITÉ DU JOUR

7%

- Pour 65% des Français, le racisme est parfois justifié - LePoint.fr

Précision fournie à contrecœur par Le Point : "*Ce chiffre est relativement constant depuis 2008*", quel dommage qu'il n'ait pas augmenté, n'est-ce pas ?

Mieux encore, ce sondage remonte à fin 2012 nous dit-on, alors pourquoi le sortent-ils maintenant ? Pour voler au secours du gouvernement perdu !

Mais il y a mieux encore.

D'après le sondage CSA réalisé fin 2012 dans le cadre de ce rapport, 7% des Français se disent "*plutôt racistes*", 22% d'entre eux "*un peu racistes*" et 25% "*pas très racistes*". A l'opposé, 44% des Français déclarent qu'ils ne sont "*pas racistes du tout*", en baisse de 5% par rapport à 2011.

Autrement dit, il n'y aurait que 7% des Français à revendiquer être racistes, c'est bien peu pour un pays qu'ils proclament ravagé par le racisme, cela la fout plutôt mal ! C'est à ce chiffre qu'on peut juger le degré d'instrumentalisation de la moindre petite phrase montée en épingle par les médias aux ordres et repris ensuite par le PS et la cohorte de parasites qui collent à ses basques, de gauche et d'extrême gauche.

Bon, ils sont démasqués, c'est l'essentiel pour nous, espérons seulement que les militants en tiendront compte et se tiendront à l'écart de ces partis ou rentreront dans le lard de leurs dirigeants.

Nous sommes tellement mélangés que le racisme ne peut prendre qu'à la marge, car, qui n'a pas un pote Arabe, une copine Noire, un membre de sa famille marié ou en ménage avec un Africain, un Asiatique ou tout simplement avec une personne issue d'un autre pays ou d'un autre continent, c'est mon cas, chez nous on cumule Italiens, Portugais, Chinois, Africain, Indiens.

Tenez, je vais vous raconter une autre petite histoire.

Quand je suis revenu d'Inde la première fois fin 1991, j'ai atterri chez mes parents, dans mon ancienne chambre. Mes parents ont accepté non sans réserves de m'héberger en attendant que je trouve un boulot et que je dégage. Bon, cela s'est mal passé

au bout de peu de temps, un soir je me suis retrouvé à la rue, c'est mon ex-épouse qui m'a recueilli généreusement, passons. Mon épouse indienne et noire était restée en Inde en attendant que ma situation se soit stabilisée pour me rejoindre. J'ai demandé à mes parents s'il ne serait pas possible qu'elle vienne en France plutôt, ils refusèrent... à cause des voisins : qu'est-ce qu'ils penseraient s'ils hébergeaient sous leur toit quelqu'un de couleur, j'essuyai un refus catégorique et définitif, ce qui ne m'étonna pas de leur part.

Cela dit, plus tard, deux ou trois fois par mois ils nous invitaient à déjeuner le dimanche ou nous leur rendions visite sans que mes parents fassent preuve de racisme, d'ailleurs ils avaient participé à notre mariage à Clichy. Plus tard c'est mon épouse, parce qu'elle était en France à ce moment là, qui participa à l'enterrement de mon père sans que ma mère ne la rejette. Plus tard encore, il y a deux semaines, quand j'ai eu ma mère au téléphone elle m'a demandé des nouvelles de Mageswary et m'a dit de l'embrasser de sa part, donc on ne peut pas parler de racisme, n'est-ce pas ? Ma mère est demeurée très arriérée, elle est comme elle et à 79 ans on ne la changera pas, je ne la juge pas, elle est bête c'est tout. Et quand elle a vu récemment les photos que je lui ai envoyées de son arrière-petite-fille Cassie qui est métisse puisque mon gendre Dany est Réunionnais de grands-parents, Chinois, Africain et Indien, elle m'a dit qu'est-ce qu'elle est belle, ah c'est vraiment une jolie petite fille, elle est magnifique, je ne déconne pas, ce sont les mots qu'elle a employés sur un ton enjoué, elle était manifestement ravie d'avoir reçu ces photos de notre trésor euro-africain, je l'adore !

Si je m'étais arrêté à l'année 1991 dans mon récit, vous vous seriez dit que la mère Tardieu était raciste, mais en lisant la suite vous êtes évidemment convaincu du contraire, les médias et les abrutis qui courent derrière eux, qu'auraient-ils fait d'après vous ? Ils me débectent. Enrichissez votre connaissance de la langue française au passage, trois orthographes au choix pour soulager votre dégoût du populisme de gauche et d'extrême gauche : débecter, débéqueter ou débécqueter.

Parole d'internaute

1- *"Dire que les français sont racistes est faux, par contre dire qu'ils sont exaspérés par le comportement de certaines franges de la population serait plus adaptés mais la gauche a tellement fait de matraquage intellectuelle en inculquant le fait qu'un Européen est forcément raciste que maintenant c'est acquis et les minorités en profitent pour épaissir la couche."*

Ce n'est pas totalement faux, il y aurait encore long à dire sur ce sujet, nous y reviendrons.

2- *"Sachons garder notre calme, une bêtise d'enfant et une imbécillité de Minute dans la droite ligne de Charlie Hebdo, cela ne fait vraiment pas une vague de racisme. On a beau en parler énormément, l'événement est microscopique, voire nanoscopique."*

Vous avez raison du nano au giga il existe un immense espace que médias et partis pourris s'emploient à combler... Les uns pour vendre du papier cul, les autres pour combler leur incurie politique ou autre chose à force de se faire prendre, je vous laisse imaginer comment... Oui, je sais c'est incorrect, parce que vous croyez que leur attitude le serait par hasard, ils pourrissent le mouvement ouvrier, on ne peut pas faire pire, non ?

En complément : ils en rajoutent quotidiennement

- Enquête ouverte après la découverte de propos racistes sur la page Facebook d'un policier - 20minutes.fr

Ils en ont trouvés ! Etonnant, non ?

- Situation "*invivable*" pour des sans-papiers logés dans un hangar à Paris - AFP

Rappelons qu'il y a plus de 3 millions de travailleurs et leurs familles mal logés dans ce pays, dont plus de 120.000 vivent dans la rue, mais tout le monde s'en accommode finalement, n'est-ce pas ?

- Roms: deux mois avec sursis requis contre Jean-Marie Le Pen - AFP

S'il est raciste, laissez-le s'exprimer au moins on saura ce qu'il est et que le racisme vient d'en haut et non d'en bas.

Est-ce qu'on peut encore se risquer à une histoire sur nos amis belges ou l'inverse sans se faire traiter de xénophobe ?

- Transports publics : près d'un Français sur deux se sent en insécurité - LeFigaro.fr

Selon un sondage Ifop rendu public ce jeudi, ce sentiment d'insécurité est particulièrement ressenti en région parisienne et dans le RER. LeFigaro.fr 14.11

Censure, et autodafé en perspective.

- La Suède veut en finir avec les films machos - 20minutes.fr

Mais tout le monde n'est pas logé à la même enseigne.

- Les salaires des Français n'ont quasiment pas augmenté entre 1995 et 2011 - Francetv info

Vous avez peut-être le sentiment que les salaires stagnent, voire baissent. Ce n'est pas qu'une impression, confirme l'Insee dans l'édition 2013 de son étude "*France, portrait social*", publiée jeudi 14 novembre. En 2011, le revenu salarial a stagné dans le secteur privé et diminué de 0,7% dans la fonction publique, selon l'institut, qui précise que le revenu salarial est la somme de tous les salaires perçus par une personne au cours d'une année. Ainsi, en 2011, avec une moyenne de 20 050 euros - 19 530 euros pour le secteur privé, 21 970 euros pour le secteur public - le revenu salarial retrouve son niveau de 2009.

La baisse des salaires s'est amorcée en 2008. En revanche, entre 1995 et 2011, l'Insee constate une très légère augmentation. Sur cette période, plus longue, le revenu salarial moyen augmente de 0,7% en moyenne par an en euros constants. Dans le détail, l'augmentation est de 0,8% dans le privé et de 0,3% dans le public. En fait, dans le privé, les salaires ont augmenté, mais le temps de travail a baissé. Alors que dans le public, le temps de travail est inchangé, mais le gel des salaires n'a pas permis une progression importante. Par ailleurs, l'Insee rappelle qu'entre la fin des années 1970 et le milieu des années 1990, le revenu salarial moyen a reculé à un rythme de -0,3% par an. Francetv info 14.11

La BCE au service des spéculateurs.

- La BCE utilisée pour donner du crédit au trading haute fréquence - LeMonde.fr

Une étude (américaine - ndlr) parue ce mois-ci, dans le cadre d'un programme de recherche encadré par la Banque centrale européenne (BCE), semble justifier l'existence et l'utilité du trading haute fréquence (THF) dans la formation des prix du marché.

L'argument avancé, comme souvent dans les études relayant l'utilité de ce type d'activités spéculatives, est celui de la liquidité : les titres s'échangeraient plus facilement, il y aurait une forte offre et une forte demande, grâce à la multiplication des échanges qu'induit le THF. Pour le Financial Times, cette étude pourrait influencer Francfort dans sa mission de superviseur.

Un argument balayé par les militants anti-spéculation. Alexandre Naulot, de l'ONG Oxfam, rappelait, au moment où le gouvernement français renonçait à taxer le THF, que les indices boursiers sont déjà "*en situation de surliquidité*", c'est-à-dire que "*le nombre de transactions réalisées par les teneurs de marché est disproportionné*".

C'est ce qu'on appelle l'"*intermédiation forcée*", chaque intermédiaire cherchant à prendre sa part du gâteau. "*On est clairement dans le domaine de la spéculation, pas dans celui de l'investissement, et encore moins du financement de l'économie réelle et des PME*", s'indignait M. Naulot.

Le blog du broker Themis Trading dénonçait d'ailleurs le 6 novembre dernier cette étude fondée, selon eux, sur des données erronées. Tout d'abord parce que l'échantillon étudié est trop réduit, excluant les géants bancaires (Goldman Sachs, Morgan Stanley, etc) et tout échange hors du Nasdaq (environ 20 % du marché sur la période choisie). Ensuite parce que de larges pans d'actifs sont ignorés par l'étude, comme les contrats futurs et les options. LeMonde.fr 14.11

La guerre au terrorisme "*partout*", par G. W. Bush ou son successeur ? Non : Hollande et Fabius.

- La France entend traquer Al Qaïda au-delà du Mali - Reuters

La France, qui a mené une opération dans la nuit de mercredi à jeudi contre des combattants d'Al Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi) au Mali, entend "*poursuivre les terroristes partout*", a annoncé le chef d'état-major des armées françaises.

Prié de dire si la France devait poursuivre "*les terroristes*" au-delà des frontières du Mali, il a répondu : "*Je crois qu'il faut les poursuivre partout*".

"*C'est bien pour ça que nous travaillons aussi bien avec les pays voisins, comme le Niger, le Burkina Faso, éventuellement le Tchad et que nous coopérons également avec l'Algérie de façon à ce qu'ils ne puissent pas se réfugier, qu'il n'y ait pas de sanctuaire*", a-t-il dit.

Il a souligné que la présence militaire française au Mali était nécessaire pour aider la région. "*Nous devons continuer à être là, pour les Maliens, les Libyens et l'ensemble de la région. C'est trop important pour nous.*" Reuters 14.11

Pour vous, l'impérialisme français bras armé de ses multinationales ou du CAC40 mais par pour les peuples concernés.

La famille s'agrandit.

- Le SPD allemand n'exclut pas un accord avec Die Linke pour 2017 Reuters

Les sociaux-démocrates allemands, engagés dans des négociations avec la CDU conservatrice de la chancelière Angela Merkel en vue de former un gouvernement de grande coalition, n'excluent pas de s'associer aux prochaines élections de 2017 avec le parti de gauche Die Linke.

Jeudi, au premier jour du Congrès du SPD à Leipzig, le président du parti, Sigmar Gabriel, s'est déclaré "ouvert à des coalitions" dans la perspective des élections fédérales de 2017, "y compris avec Die Linke" si cette formation adopte une attitude moins dogmatique sur certains dossiers, comme celui de l'appartenance de l'Allemagne à l'Otan.

Le SPD collabore déjà avec Die Linke au niveau local, dans des municipalités et certains Länder.

Si on additionne les voix du SPD, de Die Linke (la Gauche) et des Verts aux dernières législatives du 22 septembre, le centre gauche et la gauche sont majoritaires au Bundestag, la chambre basse du Parlement.

Mais le SPD avait exclu lors de la campagne, conduite par l'ex-ministre des Finances Peer Steinbrück, toute alliance avec Die Linke et les Verts.

Cherchant apparemment à convaincre l'aile gauche du SPD de la nécessité de "lâcher du lest" dans les négociations avec les conservateurs, notamment sur la fiscalité, Sigmar Gabriel a donc choisi de lui faire miroiter la possibilité d'une alliance avec Die Linke dans quatre ans - une alternative à la "grande coalition" CDU-SPD qui n'a guère profité aux sociaux-démocrates lors de sa première expérience entre 2005-2009.

Lorsque les négociations avec les chrétiens-démocrates seront achevées, avec un projet de gouvernement, les 470.000 adhérents du SPD seront consultés sur le projet d'accord, fin novembre ou début décembre.

L'aile gauche du parti, menée par Ralf Stegner, président du Schleswig-Holstein, a demandé à la direction de ne pas brader les idéaux du SPD "en échange de quelques postes ministériels".

Vous pouvez compter sur elle, cela fait un siècle qu'elle s'y applique minutieusement ! Reuters 14.11

Die Linke a servi de modèle au Front de gauche qui y fait sans cesse référence, tout un programme...

C'est beau la gauche tout de même, cela donne envie de la rejoindre, pas vous, non, vous avez raison, nous non plus, même sous la torture !

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Syrie

- Syrie: conférence de paix annoncée mi-décembre, des morts au coeur de Damas - AFP

La conférence de paix sur la Syrie, plusieurs fois reportée, doit débiter le 12 décembre à Genève a affirmé jeudi un quotidien syrien proche du pouvoir, au moment où des obus ont touché le coeur historique de Damas, faisant trois morts.

Selon une source officielle en Syrie, la délégation sera notamment composée de la conseillère du président syrien Bachar al-Assad, Bouthaina Chaabane, et du vice-ministre des Affaires étrangères Fayçal Moqdad.

Cette annonce intervient après un entretien téléphonique jeudi entre le président russe Vladimir Poutine et son homologue syrien.

Un quotidien libanais a de son côté indiqué que le président de la Coalition de l'opposition, Ahmad Jarba, pourrait se rendre samedi à Moscou, une information qu'a cependant refusé de commenter un de ses conseillers.

Citant une source diplomatique à Paris, Al-Watan, quotidien syrien proche du pouvoir, affirme que le secrétaire d'État américain John Kerry a informé son homologue français Laurent Fabius que l'ONU annoncerait le 25 novembre que la conférence débiterait à Genève le 12 décembre.

L'opposition a souligné de son côté qu'aucune date officielle n'avait encore été fixée.

"Des dates sont avancées autour de la mi-décembre. Ce ne sont pas des dates officielles", a déclaré à l'AFP Mounzer Aqbiq, un conseiller d'Ahmad Jarba.

Si régime et opposition ont donné leur accord de principe pour participer à cette réunion, chacun pose des conditions que l'adversaire juge rédhibitoires.

L'opposition a annoncé lundi son accord pour y participer à condition que le président Assad remette ses pouvoirs et soit exclu de toute transition.

Mais pour le ministre syrien de l'Information Omrane al-Zoghbi, "*ceux qui rêvent qu'ils vont à Genève pour (qu'on) leur remette les clés de Damas sont des gens (...) qui ne comprennent rien à la politique et qui se font des illusions*".

Un premier texte adopté en juin 2012 à Genève par les pays occidentaux qui soutiennent l'opposition et la Russie ne mentionne pas explicitement le sort du président Assad dans le cadre de la transition. AFP 14.11

2- Venezuela

- Venezuela: premier feu vert aux pouvoirs spéciaux de Nicolas Maduro - AFP

Le parlement vénézuélien a approuvé jeudi l'octroi de pouvoirs spéciaux au président Nicolas Maduro lui permettant de gouverner par décret pendant un an afin de mener la "*guerre économique*" selon lui déclenchée par "*la bourgeoisie et l'impérialisme*".

L'Assemblée nationale (parlement unicaméral) a adopté le texte en première lecture avec le minimum des voix requises (99 voix sur 165, majorité des 3/5e) au terme d'un débat houleux entre députés du parti socialiste au pouvoir et l'opposition. La même assemblée doit adopter définitivement le texte en seconde lecture le mardi 19 novembre.

"*Vous pouvez faire appel auprès de qui vous voulez. Allez devant les Nations unies. Ici le peuple, la patrie et (Hugo) Chavez ont voté*", s'est exclamé après le scrutin le président de l'Assemblée Diosdado Cabello, un des hommes forts de l'exécutif.

Ce nouveau développement survient moins d'un mois avant les élections locales du 8 décembre, premier test électoral pour le président Maduro.

Depuis sa prise de fonctions, le Venezuela subit une aggravation de la crise économique qu'il traversait déjà et qui se traduit par une inflation de plus de 54% ainsi qu'une pénurie de devises et de produits alimentaires ou de consommation courante.

Les pouvoirs spéciaux permettant de gouverner par décret sans passer par l'Assemblée ont été demandés par tous les présidents du Venezuela depuis les années 1970. Hugo Chavez y a eu recours en 2000, 2001, 2008 et 2010, lui permettant de faire approuver plus de 200 textes. AFP 14.11

SOCIAL

France

Près d'un instituteur sur quatre en grève, plusieurs milliers dans la rue, des cantines perturbées, des écoles bloquées: la grogne est montée d'un cran jeudi après deux jours de mobilisation contre la réforme des rythmes scolaires, mesure-phare du programme de François Hollande.

Les instituteurs étaient 23% à faire grève au niveau national, contre 36% en février, selon le ministère. A Paris, 41,3% ont cessé le travail selon le rectorat, 70 à 75% selon le SNUipp-75.

La grève était diversement suivie, selon les rectorats; 26,34% dans l'académie de Lille, 22% dans celle de Reims (dont environ 40% dans les Ardennes), environ 30% dans celle de Lyon et celle de Rouen.

Ce mouvement était "*beaucoup moins fort que les précédents*" à Paris et dans certains départements la participation allait de 5 à 10%, a indiqué Vincent Peillon en marge d'un colloque de la Gazette des communes, soulignant qu'il n'y avait pas d'appel national des deux premiers syndicats.

"*C'est une mobilisation significative qu'on ne peut pas balayer d'un revers de main*", avertit Sébastien Sihr, du principal syndicat du primaire SNUipp-FSU, jugeant que "*la comparaison des chiffres au niveau national avec février n'est pas pertinente*".

Jeudi, la décision revenait aux sections départementales et étaient mobilisés "*un grand nombre d'acteurs*" : parents, animateurs, aides de maternelle, agents de nettoyage...

"*La situation est en train de se dégrader. Nous refusons cette stratégie du pourrissement*", a dit M. Sihr, pour qui "*il faut revenir sur cette réforme mal fichue et assouplir*" le décret. Les autres syndicats d'enseignants CGT, FO, Sud et Faen, minoritaires, réclament son abrogation.

La CGT, première dans la fonction publique territoriale, et Sud appelaient les animateurs et les aides en maternelle à faire grève. "*On n'est pas loin de 70% de mobilisation nationale*", selon Malik Ghersa à la CGT pour qui la réforme "*exacerbe la précarité des agents*". Le ministère de la Fonction publique ne disposait pas de chiffres.

Plus de 5.000 manifestants à Paris

A Marseille, entre 1.100 (selon la police) et 2.000 manifestants (selon le SNUipp-FSU) ont défilé. A Nice, ils étaient entre 1.350 et 2.000, à Lyon entre 1.700 et 2.500, 300 à Nantes et plus de 2.000 à Bordeaux.

A Paris, la manifestation régionale a rassemblé plus de 5.000 personnes, dont des lycéens et des étudiants, selon les organisateurs.

"*Non à la semaine de 40 heures pour les enfants*", lançaient les pancartes à Bordeaux, où beaucoup d'enseignants se disaient favorables au principe de la réforme, mais pas en l'état et pas sans concertation.

"*On ne nous entend pas*", déplore Maryse, enseignante en maternelle.

"*Les programmes sont surchargés, personne ne s'occupe des élèves en difficulté, les salaires sont bloqués, et on se focalise sur un aspect qui prend toute l'énergie du gouvernement*", regrette Laurent Hoefman, directeur d'école à Templeuve (Nord) et délégué syndical SNE.

A Paris, "*la désorganisation règne. Les enfants ne savent plus qui est qui*", selon Jérôme Lambert du SNUipp-FSU 75.

"*La désorganisation règne. Les enfants ne savent plus qui est qui*".

A Caen, plusieurs écoles étaient fermées et 23 classes sur 108 étaient en grève. Des écoles étaient bloquées à Rouen.

Selon un sondage CSA pour BFMTV, une majorité de Français (54%) estime que le gouvernement devrait abandonner la réforme (65% chez les parents d'enfants de primaire).

Alors que 25% des élèves arrivent au collège "*sans savoir bien lire, écrire, compter*", il faut embaucher des professeurs, les former, transformer les pédagogies, "*nous le faisons. Il faut aussi leur donner un temps dans lequel ils peuvent être vigilants*", a déclaré le ministre. "*Le mercredi matin c'est mieux qu'en fin de journée*".

"*Il n'y aura pas de retour sur la réforme des rythmes scolaires*", a-t-il affirmé. Des maires, dont les élus UMP de Marseille Jean-Claude Gaudin et Nice Christian Estrosi, disent qu'il n'appliqueront pas la réforme.

Ils n'ont "*pas la possibilité*" d'empêcher la semaine de 4,5 jours, mais auront "*la responsabilité de faire des orphelins de 15h45*" s'ils n'accueillent pas les enfants après la classe, alors qu'ils toucheront de l'argent pour le périscolaire, ajoute le ministre. AFP 14.11

[Haut de page ↗](#)

Le 16 novembre 2013

CAUSERIE

Un bref complément à la causerie d'hier.

Le Mossad n'agit pas pour le compte d'Israël, mais pour le compte de l'oligarchie financière selon sa stratégie politique. Le Mossad c'est le service de renseignement de l'AIPAC, le puissant loby sioniste américain, tout comme Israël n'est que le centre de gestion des puits de pétrole et de gaz de l'oligarchie financière au Moyen et Proche-Orient dont le siège se situe dans le pays le plus riche et le plus puissant du monde : les Etats-Unis d'Amérique, là où est installée la planche à billets qui est sa propriété et la Fed. Quant au Pentagone, la CIA et la NSA, ils sont ses bras armés dans le monde et aux Etats-Unis, on peut ajouter une grande partie du FBI, des institutions américaines, le gouvernement et le Président, le Congrès et le Sénat, la Cour Suprême.

L'oligarchie financière anglo-saxonne-sioniste ou néolibérale ne détient pas (encore) tout le pouvoir, mais exerce sa domination ou son contrôle sur des secteurs clés de l'économie et des institutions pour influencer l'orientation de la politique du gouvernement américain, y compris sa politique extérieure. Son objectif est d'accroître son pouvoir politique pour imposer son idéologie au reste du monde, ce qui est en bonne voie, y compris en Russie et en Chine qui sont plus des concurrents que des ennemis au niveau de leur internationale qui a pour unique ennemi : le prolétariat mondial et la révolution socialiste mondiale.

La suite nous l'avons déjà développé dans de précédentes causeries.

Qui est vraiment responsable ?

- En concevant des équipements fragiles et souvent impossibles à réparer, les industriels nous ont fait entrer dans l'ère du tout jetable. Avec la complicité des consommateurs, toujours prêts à acheter le dernier joujou high-tech à la mode. lexpansion.com 15.11

Ils nous ont imposé cette "ère", nous ne leur avons rien demandé, nous n'en sommes pas responsable et nous n'acceptons pas qu'on nous accuse ainsi de l'être, c'est le capitalisme qui a besoin que le cycle du capital se renouvelle toujours plus vite empochant sa part de profit au passage, qui est le seul responsable de ce gigantesque gâchis de matières premières et de forces de travail.

Que les nantis et les crétiens se laissent prendre à leur jeu, est une chose, mais rien ne justifie de concevoir et produire des machines destinées à être jetées dans un délai maximum de 3, 4 ou 5 ans alors qu'elles pourraient fonctionner encore pendant de très nombreuses années s'il était possible de les réparer. Sauf le profit !

Fatale illusion.

- *"J'ai toujours cru en l'obsolescence programmée. Triste solution de profit et de soit-disant "croissance" dans notre beau modèle capitaliste ou justement tout est à l'arrêt : économie, recherche, environnement... Comment se sortir de cette régression technologique ? Aucune idée, cependant cela passe certainement par un profond changement de notre modèle économique et politique, accompagné d'une forte prise de conscience de notre société... J'aime penser que ce changement peut justement se faire grâce à la technologie, qui peut nous amener des solutions sur l'environnement, la recherche, la communication, et faire ainsi évoluer la société, la politique et notre modèle économique. "*

Sous le régime capitaliste, la technologie n'a servi que les intérêts des capitalistes, les vôtres ensuite ou non selon votre condition ou statut social.

Le capitalisme serait progressiste, il aurait oeuvré au développement de la civilisation humaine. En réalité, c'est au développement des forces productives et à la lutte des classes que nous devons les progrès de la société dans tous les domaines, mais certainement pas aux capitalistes, aux spoliateurs, aux voleurs de notre force de travail ou aux profiteurs ou exploités en tous genres qui n'ont jamais produit la moindre richesse. Les capitalistes n'ont fait que suivre et profiter du cours de l'histoire des hommes qui se faisait inconsciemment, ils n'en ont jamais été le moteur et l'humanité ne leur doit absolument rien. Le capitaliste est un parasite et doit être exterminé, à défaut d'y venir, c'est nous qui disparaîtrons.

On nous dit aussi que la lutte des classes ou le mouvement ouvrier a participé depuis 1945 à l'amélioration de la condition ouvrière. En réalité, c'est très relatif ou absolument faux, dans la mesure où pendant que certaines couches d'exploités voyaient effectivement leur situation s'améliorer, une minorité à l'échelle du monde, l'immense majorité n'avait pas accès au progrès social. Il faut ajouter que cette amélioration que les réformistes ou trades-unioistes brandissent comme un fétiche n'a pas eu lieu sans contreparties. On pourrait citer par exemple l'amplification de l'exploitation qui désormais concerne aussi bien les hommes que les femmes. L'air de rien le capitalisme a généralisé le travail des femmes et doublé la mise, le taux d'exploitation de la population ouvrière a été multipliée par deux, le capitalisme a créé tellement de besoins correspondant désormais à des biens d'équipement ou de consommation courante dont on ne pourrait plus se passer, de telle sorte que l'on ne travaille plus que pour les satisfaire, faire tourner les usines et engraisser les banquiers et autres prédateurs de la finance qui perçoivent profits

au passage et nous prélèvent des intérêts lorsqu'il s'agit d'une acquisition à crédit, faisant en sorte que la totalité de notre force de travail retourne dans le cycle du capital et que nous ne puissions plus arrêter de travailler jusqu'à notre retraite quand on a la chance de l'atteindre, autrement dit on s'est retrouvé enchaîné à vie au char du capitalisme y laissant au passage le peu de liberté qu'il nous restait, alors qualifier un tel processus ou son aboutissement de progrès social est pour le moins exagéré pour ne pas dire grotesque, cynique.

Pour justifier leur politique d'adaptation au capitalisme et couvrir leur capitulation politique, nos dirigeants ne pouvaient pas faire autrement que tenir ce discours, qui hélas nous a conduit où nous en sommes aujourd'hui. Ils ont déformé, dévoyé le constat selon lequel le capitalisme avait connu une phase ascendante jusqu'à la fin du XIXe siècle, une phase qualifiée de progressiste parce qu'elle avait donné naissance ou avait été accompagnée par des progrès spectaculaires dans le domaine des sciences et des techniques, ceux-ci étant à la fois la condition et le produit de la survie du capitalisme, et non pour satisfaire je ne sais quel objectif social ou humaniste, ce serait là prêter de généreuses intentions au capitalisme ou aux capitalistes qu'ils n'ont jamais eu.

Il faut toujours avoir à l'esprit que pour un ouvrier ayant vu sa condition améliorée, 1.000 ont vu la leur stagner ou régresser dans le pays ou dans le monde jusqu'à la fin de leur vie qui généralement fut plus brève, et plus douloureuse encore cela va s'en dire.

Changer les hommes ou changer la société, vous vous souvenez de la causerie où nous avons évoqué ce thème, j'avais expliqué que si on s'acharnait à vouloir changer les hommes avant de changer la société, ils sont tellement nombreux, face à des situations ou ayant connu des expériences tellement différentes, bourrés de faiblesses, manipulables à souhait, etc. qu'on n'en viendrait jamais à bout et cela revenait à abandonner l'objectif de changer la société, alors qu'une révolution permettait au contraire de faire prendre conscience à des millions de prolétaires de leur réelle condition et de changer du même coup la société.

Seul le renversement politique des rapports entre les classes au profit de la classe dominée peut entraîner la liquidation des rapports de production qui déterminent tous les rapports sociaux dans la société et déboucher sur une modification radicale du mode de pensée des exploités, sinon cela s'avèrera toujours impossible. Et si aujourd'hui pour convertir la population à l'idéologie néolibérale le législateur ou l'appareil policier de l'Etat recourt à la force, c'est parce qu'il n'est pas possible de procéder autrement pour imposer un changement dans la mentalité ou la psychologie des masses en conservant les mêmes rapports de domination de classe.

Et bien là c'est un peu la même chose, l'hypocrisie en plus, l'amélioration du sort de certaines couches de travailleurs précèderaient ou entraînerait l'amélioration des conditions d'autres couches et ainsi de suite dans un pays et dans le monde, or ce n'est pas ainsi que les choses se sont passées, là encore on nous a raconté des histoires.

Ce qu'il y a de pernicieux dans leur théorie, car ils en ont fait leur stratégie, c'est qu'elle implique que le capitalisme serait synonyme de progrès social, ce qui est tout à fait logique puisqu'ils s'y sont adaptés, ils sont obligés de lui reconnaître des qualités qui en réalité ne sont que le produit de son développement historique et rien d'autres, comment cela demanderez-vous, mais parce que la plus belle fille ne peut donner que ce qu'elle a et bien c'est pareil avec le capitalisme, si certaines couches d'exploités peuvent profiter du progrès social ou se voir accorder des avantages c'est bien que le capitalisme était capable de les engendrer, vous me direz que ce sont plutôt les travailleurs qui en sont responsables et non le capitalisme, effectivement, sauf que c'est votre raisonnement de militant mais pas ce qui se passe dans le tête des travailleurs qui n'ont pas acquis ce niveau de conscience.

Pour eux, ils doivent tout au capitalisme, même s'ils savent ou plutôt disent que ce sont eux qui triment et non les actionnaires ou les patrons. Ils estiment aussi que sans leur patron la boîte dans laquelle n'existerait pas et ils n'auraient pas de boulot, donc au lieu d'espérer un jour en finir avec leur statut de salarié, ils souhaitent longue vie au patron et à l'entreprise qui les emploie. Maintenant on pourrait rectifier ou préciser ce qui a été dit plus haut, ce ne sont pas nos dirigeants qui reconnaissent des qualités au capitalisme mais les travailleurs, s'ils procédaient aussi ouvertement ils se démasqueraient et nous leur tomberions dessus, c'est plus subtil que cela, c'est en refusant de s'attaquer aux illusions des travailleurs dans le capitalisme qu'ils opèrent, en les flattant même, autrement dit ils laissent les travailleurs déployer leurs revendications sociales dans lesquelles sont incluses leurs illusions dans le capitalisme et ces dirigeants les reprennent sous forme de mots d'ordre et le tour est joué

Ils vous diront qu'ils ne sont que les porte-parole des travailleurs, qu'en aucun cas on peut leur attribuer ces illusions dans le capitalisme, etc. leur discours est bien rodé, on le connaît par coeur. Ils ont un autre argument qu'ils croyaient imparable mais qui est aussi foireux que leur théorie de la capitulation en bon ordre, si on employait un autre discours avec les travailleurs, entendez par là un discours où figurerait tout ce que vous avez pu lire dans nos causeries depuis août 2008, ils ne se mobiliseraient pas, ils prendraient peur et leurs jambes à leur cou, ils ne comprendraient rien à ce qu'on leur raconterait qui pourtant se situerait à leur niveau, sauf que voilà, apparemment même leurs discours au ras des pâquerettes les laissent indifférents, la démarche misérable qui consiste à recourir au plus petit dénominateur commun pour réaliser l'unité ne fonctionne pas, et lorsque les travailleurs se mobiliseront en masse, n'allez pas croire qu'ils répondront aux mots d'ordre en peau de chagrin de ces dirigeants, non, mais uniquement parce qu'ils ont décidé que la coupe était pleine et qu'ils ne pouvaient accepter un sacrifice de plus, c'est tout. Voyez-vous, leurs partis, ils sont quasi inexistantes, totalement coupés des masses, alors vous ne croyez tout de même pas qu'ils pourraient conduire des millions et millions de travailleurs à descendre dans la rue, il faut être sérieux.

On poursuivra demain ou dans les jours qui suivent sur le thème suivant : doit-on subordonner notre politique à la recherche de résultats immédiats comme si tout était possible ou notre objectif politique doit-il être de faire plier ou reculer le gouvernement, dans les deux cas dans l'hypothèse où les travailleurs obtenaient gain de cause ne seraient-ils pas portés à soutenir le régime en place et le gouvernement au lieu de se mobiliser pour préparer les conditions qui permettraient de les renverser ? Quels enseignements politiques pourraient-ils tirer d'une telle démarche pour la suite de leur combat. Aucun, évidemment. Comme l'on sait d'avance qu'ils n'obtiendront pas gain de cause, cela ne revient-il pas à soutenir le régime en place et colporter des illusions dans ce gouvernement au lieu de les combattre ? Réforme sociale ou révolution ? En se situant sur le terrain du réformisme alors que toute réforme sociale est hypothétique ou improbable, n'est-ce pas adopter une position contre-révolutionnaire ?

Parole d'internaute

- *"Une gamine qui dit une connerie sur une ministre, quelques élu(e)s de bas étage qui se lâchent sur Internet... et on nous présente ça comme une montée du racisme en France: pourquoi les Français, moins bêtes qu'ils en ont l'air, cautionneraient une diversion du gouvernement, incapable d'esquisser un geste pour l'emploi et le pouvoir d'achat ? Pourtant le racisme devient vraiment préoccupant en France: quand MMlle. Roselmack, Belkacem, Benguigui et consorts chantent en chœur "Les Français sont racistes !", quoi de plus raciste que d'essentialiser ainsi "les Français" comme si "les Blancs" (car c'est bien de ceux-là qu'il s'agit) étaient essentiellement coupables, et tous les autres d'éternelles victimes ! Beurk !"*

Vous avez raison, ce sont elles qui sont racistes, elles ne s'en cachent pas, mais personne ne relève, la gauche et l'extrême gauche sont soumis au PS et à l'idéologie nauséabonde qu'il véhicule qui n'a rien à envier à celle du FN, en réalité elles sont complémentaires ou s'alimentent mutuellement.

Ce sont de vulgaires provocatrices, dont le discours a pour but de forcer ce que vous appelez les Blancs à se sentir agressés ou humiliés pour qu'ils réagissent violemment contre tous ceux qui ne leur ressemblent pas, ensuite elles pourront proclamer : vous voyez que nous avons raison, les Français sont racistes.

ACTUALITÉ DU JOUR

Les chemins de l'enfer sont pavés de bonnes intentions.

- Les pays en développement cherchent à étendre leurs systèmes de protection sociale - lemonde.fr 15.11

Pour l'Association internationale de la sécurité sociale (AISS), la volonté d'avancer est générale. *"De plus en plus de pays comprennent que la protection sociale n'est pas un coût mais un investissement pour les individus mais aussi pour le développement collectif des sociétés"*, affirme Edmundo Martinio, directeur de l'Observatoire de la sécurité sociale de l'AISS.

Qu'est-ce à dire *"le développement collectif des sociétés"*, seraient-ils animés par hasard par de généreuses intentions envers les travailleurs qu'on ne soupçonnait pas ? Vérifions-le en nous posant quelques questions élémentaires.

Qu'est-ce que l'AISS ?

L'AISS est une organisation basée à Genève au Bureau international du travail (BIT).

Ne rigolez pas, le Forum mondial de la sécurité sociale que l'AISS avait organisé cette année à Doha au Qatar s'est achevé hier. Choisir comme tribune internationale pour une si noble cause le pays de l'esclavage et de la charia, du salafo-takfiris, un régime barbare, quelle étrange idée, non ?

Et qu'est-ce que le BIT ?

Le BIT est le secrétariat de l'Organisation internationale du travail (OIT) qui est une agence spécialisée de l'ONU.

Une agence de l'ONU, notre ennemi.

Voyons comment elle fonctionne. Comme l'OIT.

- Dotée d'une structure tripartite unique, elle réunit sur un pied d'égalité les représentants des gouvernements, des employeurs et des travailleurs pour débattre des questions relatives au travail et à la politique sociale.

Si vous savez compter comme moi, 1/3 de représentants des gouvernements, 1/3 de représentants des employeurs, cela fait 2/3 de représentants de notre ennemi de classe, et enfin 1/3 de représentants des travailleurs dont il faut soustraire les jaunes, après cela vous aurez compris qu'en fait de "*piéd d'égalité*", cette institution de collaboration de classes est entièrement sous la coupe de la classe dominante.

Mais alors qu'est-ce qui font les syndicats ouvriers ? Que voulez-vous qu'ils y fassent, ils collaborent, il faut vous faire un dessin, non, n'est-ce pas ?

On a bien compris que "*le développement collectif des sociétés*" ne concernait que les intérêts des capitalistes, qui, comme autrefois en Europe ont besoin d'esclaves en bonne santé et sachant au minimum lire, écrire et compter pour faire tourner leurs usines qui viendront rivaliser avec celles des pays dits développés et qui justifiera leur liquidation, à moins que les travailleurs de ces pays-là acceptent comme en Grèce d'être renvoyés un demi-siècle en arrière, là cela pourra se discuter au cas par cas, avec les syndicats qui se feront un plaisir de remplir leur nouvelle mission.

On les soupçonne même de pousser le cynisme plus loin pour bien les connaître, ils pourraient aussi concevoir que pour faire naître de nouveaux besoins parmi ces populations en Afrique, Asie et Amérique latine, et qu'elles puissent utiliser les biens correspondant (téléphone portable, ordinateur, Internet, etc., il faudrait qu'elles acquièrent un niveau de connaissance élémentaire, d'où la généralisation de la scolarité par exemple, il pourrait aussi envisager de favoriser l'accès aux études supérieures à certaines couches pour constituer une classe moyenne plus consistante qui écoulait des biens plus chers et de meilleure qualité, renfermant davantage de valeur ajoutée ou des biens d'équipement (voiture, habitation) par le biais d'un crédit ce qui permettrait de rentabiliser les investissements dans les infrastructures, sans compter les impôts et taxes qui iraient avec, à bon compte puisque tous seraient hyper exploités. Qu'on se comprenne bien, il ne s'agit pas de dénoncer les progrès dans les domaines de la santé ou de l'accès à l'école dans ces continents, mais les arrière-pensées qui en sont à l'origine le plus souvent chez leurs promoteurs.

Nous allons oublier de préciser que parmi les Français qui avaient présidé le conseil d'administration du BIT depuis 1991 figuraient l'ancien président du CNPF (ex-Medef) Yvon Chotard, Philippe Séguin (RPR, ex-UMP), et enfin de juin 2012 à juin 2013, le vicomte Gilles (Marie, Ghislain, Louis Gauteron) de Robien (UDF, proche de Bayrou depuis). (source : Wikipédia) Il y a bien des dirigeants du mouvement ouvrier qui ont été ministres sous Chirac, alors où est le problème franchement ?

Parmi nous ils sont nombreux à se satisfaire des miettes que leur accorde le régime, nous, nous ne lui cédon rien, pas une miette, aucun compromis, nous ne lui reconnaissons absolument aucun mérite, ni hier, aujourd'hui ou demain, on est comme cela, intransigeant sur ce principe.

[Boycott, jamais nous ne participerons à cette stigmatisation et instrumentalisation pourries !](#)

Sos Racisme, la Ligue des droits de l'homme, le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (Mrap), mais aussi des syndicats comme la CGT, la CFDT, l'Unsa et la FSU, mais encore des collectifs d'Outre-mer appellent à la mobilisation le 30 novembre.

Le PS organise un meeting «*contre les extrémismes*» avec Valls, Taubira et Peillon - 20minutes.fr

Le 27 novembre, le Parti socialiste organise un meeting à la Mutualité pour la "*défense de la République contre les extrémismes*". Manuel Valls et Vincent Peillon seront aux côtés de Christiane Taubira.

La ministre de la Culture Aurélie Filippetti organise le 2 décembre une soirée de mobilisation "*contre la haine*" au théâtre du Rond-Point, à Paris. Des artistes et des représentants du monde culturel seront présents.

La deuxième commémoration de la "*marche des beurs*" aura lieu sous la forme d'une manifestation à Paris le 7 décembre. Un collectif d'associations d'immigrés a lancé un appel pour marquer les 30 ans de cette marche.

Une marche des républicains a été lancée sur Facebook par des jeunes "*citoyens*", dont certains militants au PS ont appelé à une "*marche des républicains*" le 8 décembre à Paris. L'appel a été lancé sur les réseaux sociaux dans une démarche "transpartisane". Le Nouvel Observateur 15.11

A bas l'ONU !

- L'ONU condamne les attaques racistes contre Taubira - Liberation.fr

Parole de sioniste assumé. A bas l'apartheid !

- Manuel Valls au Sénégal: "il ne faut jamais accepter le racisme" - AFP

Entre "**rats**".

- Morano (UMP) ne regrette pas d'avoir donné une interview à Minute - AFP

- Morano insulte Macé-Scaron sur Twitter - Liberation.fr

L'ex-ministre a traité de «rat» le journaliste de «Marianne». Liberation.fr 15.11

Tout cela fait au moins un imbécile heureux.

- Sarkozy vante la "Nouvelle société" contre les "archaïsmes" - Reuters

Pardon, deux :

- François Hollande: "La France reste un pays qui avance" - L'Express.fr

[Le gouvernement... de Bruxelles.](#)

- Bruxelles valide le budget 2014 de la France et l'incite à persévérer - AFP

La Commission européenne a adressé vendredi un bon point à la France, en validant son projet de budget tout en lui demandant de persévérer sur la voie des réformes, et a mis en garde l'Italie et l'Espagne contre des risques de dérapage l'an prochain.

Pour la première fois cette année, Bruxelles disposait d'un droit de regard sur les budgets des pays de la zone euro et pouvait demander des changements aux Parlements nationaux. Une prérogative dont elle n'a pas usé. Aucun pays ne devra revoir sa copie.

Le cas de la France était particulièrement surveillé car elle est souvent critiquée pour une incapacité chronique à se réformer.

Un diagnostic en partie démenti par la Commission: non seulement le projet de budget français est conforme à ses attentes, mais les objectifs de réduction des déficits pour 2013 et 2014 sont dans l'ensemble respectés.

"Le projet de budget français est basé sur des hypothèses macroéconomiques très similaires à celles de la Commission, ce qui ne fût pas souvent le cas par le passé", a estimé le commissaire européen en charge des Affaires économiques, Olli Rehn, lors d'une conférence de presse.

En outre, la France "a pris les mesures nécessaires pour corriger son déficit en 2013/2014", a jugé la Commission, qui fonde son analyse sur les déficits structurels qui prennent en compte les effets de la conjoncture, contrairement aux déficits affichés, dits "nominaux".

"Même si le déficit nominal (4,1%) reste supérieur à ce qui était demandé en 2013, l'effort structurel est lui très proche des objectifs fixés", argumente l'exécutif européen, qui a accordé un délai de deux ans à Paris pour ramener son déficit public sous la barre des 3% de PIB.

En échange, Paris doit mettre en oeuvre un certain nombre de réformes, retraites et marché du travail notamment, ramener son déficit à 3,9% en 2013, 3,6% en 2014 et 2,8% en 2015.

Le "sérieux" et la "crédibilité" de la politique budgétaire française ont été "pleinement validés", a réagi le ministre français des Finances, Pierre Moscovici. "Il y a une sorte de certification du sérieux et de la crédibilité de la politique budgétaire française", a-t-il insisté auprès de l'AFP. AFP 15.11

[Mafia, cadeau et casino !](#)

Mafia

- Japon: profits mirobolants des banques, les yakuzas en profitent - AFP

Cadeau !

- L'Europe va rembourser plus de 330 millions d'euros aux sucriers - AFP

Les sucriers européens, notamment allemands et français, vont récupérer plus de 330 millions d'euros auprès des Etats membres, pour solde de la politique de soutien aux exportations longtemps menée par l'UE, ont indiqué vendredi des sources européennes. AFP 15.11

Casino !

- Fed, BCE, BoJ rallient les marchés à leurs politiques expansives - Reuters

Elles visent à maintenir des taux courts très bas et à empêcher ou à enrayer une montée des taux longs dans des marchés d'autant plus nerveux qu'ils se sont habitués à une liquidité mondiale surabondante.

"Les banques centrales du G4 (Etats-Unis, zone euro, Royaume-Uni, Japon) sont soit en train d'envisager un assouplissement supplémentaire (BCE, BoJ) soit de vouloir combattre un marché devenu faucon", écrivent Vincent Chaigneau et Adam Kurpiel, stratégestes taux à la Société générale dans leur note hebdomadaire.

Selon eux, *"la Fed va reformuler sa " forward guidance " (indications prospectives de politique monétaire, ndlr) - dans un sens plus accommodant - quand elle commencera à réduire ses achats d'actifs" (tapering) l'année prochaine.*

Ces politiques continueront à profiter aux actifs risqués, actions, obligations privées et aux emprunts des Etats périphériques de la zone euro.

Fabrice Cousté, directeur général de CMC Markets, commentant le discours de Janet Yellen, estime que les conditions sont ainsi réunies pour que *"les marchés boursiers concluent l'année sur les chapeaux de roue"*.

"L'exceptionnel environnement d'expansion monétaire sera donc maintenu dans les prochains mois, les investisseurs boursiers ne peuvent que s'en réjouir", dit-il. Reuters 15.11

L'expansion monétaire étant sans commune mesure avec les richesses produites, cela signifie qu'ils ont décidé de continuer à hypothéquer les profits à venir, y compris ceux qui devraient être consacrés à la satisfaction des besoins croissants de la population laborieuse mondiale, de telle sorte que c'est l'avenir du capitalisme qui est un peu plus compromis chaque jour. On pourrait s'en réjouir si on était capable d'en tirer profit, or ce n'est pas le cas, donc ce seront les masses qui en feront les frais...

ACTUALITE EN TITRES

Intox. L'Assemblée : c'est le gouvernement !

- A l'Assemblée, le gouvernement finit toujours par gagner - L'Express.fr

Qu'elles y restent !

- Greenpeace : Cotillard, Jouanno, Batho et d'autres se mettent en cage - Atlantico.fr

Qu'on les élimine !

- Le chômage des handicapés explose de 60% en quatre ans - Francetv info

La guerre de classe de Warren Buffet

- Amérique du Nord: Heinz ferme 3 usines, 1.350 emplois supprimés - AFP

La course à la surpopulation.

- Pékin va assouplir sa politique de l'enfant unique - Liberation.fr

Selon l'agence officielle Chine nouvelle, les couples dont au moins l'un des membres est lui-même enfant unique seront autorisés à avoir deux enfants. Liberation.fr 15.11

Les bienfaits du 11 septembre 2001

- La CIA surveillerait les transferts de fonds internationaux - Reuters

La CIA surveille les transferts de fonds internationaux au même titre que la National Security Agency les appels téléphoniques et les courriers électroniques, rapportent jeudi le New York Times et le Wall Street Journal.

Ces données, qui portent notamment sur les transactions effectuées via des compagnies telles que Western Union, sont rassemblées dans une base de données financières et d'informations personnelles collectées en vertu du Patriot Act, législation antiterroriste adoptée après les attentats du 11 septembre 2001, précisent les deux journaux, citant des membres de l'actuelle administration et de la précédente.

Elles ne concernent pas les transferts qui ne sortent pas des Etats-Unis ni les transactions entre banques américaines, ajoutent-ils. Reuters 15.11

L'ONU et la CPI sont illégitimes : qu'ils jugent G. W. Bush et Obama.

- L'ONU refuse le report du procès des dirigeants kényans par la CPI - LeMonde.fr

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Syrie

- Syrie : 600 paramilitaires se rendent à l'armée - french.irib.ir

Près de 600 paramilitaires se sont rendus ces derniers jours aux forces de l'armée syrienne, à Damas et à Homs.

Selon Tasnim qui se réfère à la Voix de la Russie, un grand nombre de paramilitaires se sont désarmés et rendus aux forces de l'armée syrienne au cours de ces 72 dernières heures. Ce succès est dans une large mesure le résultat d'une décision, celle qui consiste à fermer les itinéraires de secours à destination des paramilitaires au Sud de la capitale, dit un responsable militaire syrien. french.irib.ir 15.11

2- Libye

- Libye: plus de 31 morts et 285 blessés dans les heurts de Tripoli - AFP

Au moins 31 personnes ont été tuées et des centaines blessées vendredi lorsqu'une manifestation pacifique contre la présence de milices dans la ville a dégénéré en affrontements à Tripoli, où la population est exaspérée par les combats entre bandes armées. AFP 15.11

3- Israël

- Objectif israélien au Néguev - french.irib.ir

Adalah, le groupe de défense des droits des arabes israéliens, accuse le gouvernement d'installer de nouvelles villes juives tout en expulsant les habitants bédouins.

Une organisation de défense des droits de l'homme, basée en Israël, a accusé le gouvernement de promouvoir des politiques « racistes » avec sa décision de créer une ville juive à la place d'un village bédouin. Le cabinet israélien a approuvé dimanche la création de « deux nouvelles communautés du Néguev » dans la partie désertique du sud d'Israël, les désignant comme Kesif et Hiran. Selon Suhad Bishara, directrice de l'unité pour la terre et la planification à l'association israélienne Adalah de défense

des droits de la minorité arabe, « *la construction d'Hiran permettra d'accélérer la démolition du village non reconnu Umm el-Hieran dans le Néguev et d'expulser ses habitants* ».

Suhad Bishara a dénoncé la création de nouvelles villes juives dans le Néguev et l'expulsion des habitants bédouins, comme la démonstration que le gouvernement israélien était principalement motivé par « *des politiques racistes* » contre les citoyens arabes bédouins. Le ministère israélien du logement et de la construction, qui est chargé de l'exécution du programme, a prétendu que les accusations étaient sans fondement. « *Jusqu'à présent, leurs demandes ont été rejetées par les différentes juridictions et par un certain nombre de comités pour la construction et la planification des comités, tous disant que rien n'est propriété des Bédouins là où Hiran doit être construit* », a déclaré le porte-parole du ministère Ariel Rosenberg.

« *Ainsi, toute allégation de racisme devrait être rejetée d'emblée - la loi est la même pour tous* », a-t-il osé dire... (Chutzpah typique - NdT)

Un projet de loi prévoyant le déplacement forcé de 30 000 à 40 000 Bédouins, la démolition d'environ 40 villages et la confiscation de plus de 70 000 hectares de terres du Néguev, a été approuvé par le gouvernement en janvier et par le Parlement en première lecture en juin.

Le projet de loi doit passer deux lectures au Parlement avant de devenir loi . french.trib.ir 15.11

[Haut de page ↗](#)

Le 17 novembre 2013

CAUSERIE

Nétanyahou président, Hollande son ministre des Affaires étrangères.

Parole d'internaute

(Suite à la visite de Hollande en Israël, lire l'extrait d'un article du Monde)

1- *"Il serait temps que le Premier Ministre ou le Chef de l'État français veuillent bien expliquer à l'opinion publique les raisons pour lesquelles la France est en train de devenir un allié inconditionnel d'Israël au même titre que les États-Unis. Ce net infléchissement de la politique étrangère française - aux conséquences imprévisibles - pourrait être justifié par l'intérêt général national sur le plan géo-politique et/ou économique. Toutefois, cela demanderait à être quelque peu explicité..."*

Appelons les choses par leurs noms si vous le voulez bien.

Hollande est un social-libéral, autrement dit un néolibéral (tout en étant incapable de l'assumer), autrement dit un sioniste ou un porte-parole de l'oligarchie financière. Partant de là il n'est donc nullement question de "*l'intérêt général national*" dans sa démarche ou sa politique, le seul intérêt qu'il connaît, c'est celui de l'oligarchie financière. Sa politique consiste donc à défendre ses intérêts en France comme en Israël ou partout dans le monde, d'où l'alignement de sa politique étrangère sur Israël et la tendance la plus réactionnaire de Washington, celle du loby sioniste, CQFD.

2- *"Nous croisons les doigts pour que Hollande ne cède pas (à Nétanyahou - ndr) et qu'il laisse enfin cet accord historique se signer avec l'Iran."*

C'est bien mal le connaître ou ne rien comprendre.

Au sein même des sionistes il existe plusieurs tendances dont la plus dure ou extrême qu'incarne Nétanyahou ou en général les autorités israéliennes quel que soit le parti ou la coalition au pouvoir. Et c'est parce que cette tendance ultra réactionnaire sait que l'existence même d'Israël et la sienne dépend uniquement du soutien politique et militaire de Washington, cette tendance n'étant en réalité que le relais politique au Moyen-Orient du néolibéralisme ou sionisme dont le quartier général est installé aux États-Unis (et à Londres), qu'elle adopte cette position envers l'Iran. D'ailleurs, c'est toute sa politique étrangère qui est dictée par cette exigence qui peut entrer en contradiction avec les intérêts ou la stratégie néolibérale définie par les sionistes qui siègent au sommet du sionisme international aux États-Unis : les banquiers.

Maintenant, les promoteurs du mondialisme ou de la stratégie néolibérale doivent adapter leur tactique en fonction des derniers développements de la crise du capitalisme dans le monde, parfois le tournant qu'ils impriment à leur politique

étrangère correspond à une étape ou un objectif intermédiaire qu'ils s'étaient fixés, et d'autres fois face à des obstacles imprévus ou apparemment insurmontables il leur faut la modifier sans pour autant changer globalement de stratégie, parfois encore estimant avoir atteint leur objectif, ils passent tout simplement à l'étape suivante de leur plan.

Evidemment, quand on ignore, qu'on refuse de tenir compte ou qu'on nie l'existence même de cette stratégie, on sera incapable de comprendre leurs revirements imposés par le contexte ou décidés à l'avance, et on fournira une interprétation erronée de la situation ou des rapports qui existent entre les différents protagonistes sur la scène mondiale.

Pour ne pas s'égarer, il faut partir ou toujours avoir à l'esprit que c'est la crise du capitalisme qui détermine leur politique, tout le reste vient se greffer dessus ou demeure secondaire. Un exemple pour l'illustrer.

Vous avez sans doute entendu dire ou lu dans de nombreux articles que l'impérialisme américain était en train de se déployer militairement en Asie, etc. Pratiquement au même moment les autorités chinoises annoncent qu'elles vont donner un coup d'accélérateur à la liquidation des acquis sociaux de la révolution chinoise au profit du marché, l'économie capitaliste qui devient leur nouvelle égypte. Comment interpréter ces deux événements et quels rapports existe-t-il entre eux ?

Le déploiement de la flotte américaine dans le Pacifique n'a rien à voir avec une soi-disant guerre à venir entre les Etats-Unis et la Chine, il a été commandé par l'état-major de l'armée américaine sous influence du cartel des banquiers sionistes de la Fed pour d'une part donner l'illusion qu'une menace de guerre planerait au-dessus de la tête de chaque Chinois, argument qui pour le moment demeure en réserve ou n'est pas activé ou alors à un faible niveau par les autorités chinoises, à ma connaissance, mais qui le sera le moment venu ou si nécessaire, par exemple au cas où la situation économique mondiale se dégradait encore et conjointement, la mise en oeuvre accélérée du libéralisme économique se traduisaient par des tensions sociales dans toute la Chine mettant en difficulté le régime de Pékin ; d'autre part, pour faire pression sur les courants au sein du Parti (dit) communiste chinois ou dans la société opposés à la mainmise de l'oligarchie sur l'économie du pays, tout en soutenant ceux qui y sont favorables.

Provisoirement, en conclusion disons qu'il s'agit à la fois d'une provocation et d'un moyen de pression destinés à aider les autorités chinoises à passer en douceur au capitalisme ou assumer ce passage tout en contrôlant ses conséquences, donc à liquider les acquis sociaux de la révolution chinoise au profit de l'oligarchie chinoise tout en cédant le pouvoir politique à ses représentants, opération qui en principe devrait être facilitée par la concentration du pouvoir politique entre les mains du parti unique, d'ailleurs la plupart ou la totalité des oligarques sont membres du parti maoïste, mais qui pourrait aussi déboucher sur des difficultés politiques, car parmi les masses chinoises il existe une puissante aspiration à l'indépendance politique qui pourrait se traduire par la constitution de syndicats et de partis ouvriers, ce qui cependant ne devrait pas constituer une vraie menace pour le régime, puisque la plupart seront : soit corrompus dès le départ par le capitalisme, soit incapables de renouer avec le marxisme, de plus, si nécessaire les autorités favoriseront ou créeront de toutes pièces des partis qui auront pour fonction d'être les pendants des nouveaux partis ouvriers, le tout permettra de diviser les masses à l'infini dans cet immense pays très peuplé et préviendra ainsi toute mobilisation massive à venir...

Deux compléments.

1- Israël appelle la France à ne pas "**fléchir**" face à l'Iran - lemonde.fr

- Le premier ministre israélien, Benyamin Nétanyahou, a appelé, vendredi 15 novembre, la France à ne pas "**fléchir**" face à l'Iran dont le programme nucléaire sera au centre de négociations à Genève à partir du 20 novembre.

"*Sur le dossier iranien, nos deux pays défendent des positions communes depuis de nombreuses années, quelle que soit la majorité au pouvoir, et nous poursuivons ce partenariat essentiel avec le président Hollande. Nous saluons sa position cohérente et déterminée sur le dossier iranien*", a-t-il dit. "*Ma conviction est qu'on ne doit pas baisser la garde*" face à l'Iran, un régime que M. Nétanyahou qualifie d'"*agressif, violent, messianique et apocalyptique*". lemonde.fr 15.11

L'Iran n'a jamais déclaré la guerre à qui que ce soit, ce qui n'est pas le cas de l'Etat sioniste, le seul Etat nucléarisé de la région.

2- - L'UE s'obstine à entraver la levée des sanctions bancaires contre l'Iran. - french.irib.ir

Vendredi soir, l'UE a réimposé les sanctions levées par le tribunal de l'UE, à l'encontre de sept établissements financiers.

L'UE, qui avait été condamnée, par la Cour de justice européenne, pour avoir sanctionné les compagnies iraniennes, a décidé, vendredi, de rétablir ses sanctions, annulées par la justice, en septembre, à l'encontre de sept établissements financiers, au lieu de faire appel, auprès de la Cour de cassation. Ces dernières années, les pays européens et les Etats-Unis ont imposé, sous prétexte d'empêcher toute dérive, dans le programme nucléaire iranien, vers un volet militaire, de dures sanctions économiques et financières contre l'Iran. Ces sanctions ont été adoptées, alors qu'aucun document établissant une dérive, dans le programme nucléaire pacifique de l'Iran, n'a, jamais, été présenté.

Les objectifs politiques de l'Occident, consistant à isoler l'Iran, notamment, par les pressions des groupes liés au régime sioniste, ont donné lieu à l'adoption de sanctions illégales, à l'encontre des établissements économiques et financiers de ce pays. A la suite de la plainte portée par certaines compagnies, banques et établissements financier iraniens, la Cour de justice européenne a ordonné, le 6 février, la levée des sanctions des banques Mellat et Saderat. Ce tribunal a également donné l'ordre, le 6 septembre, de la levée des sanctions imposées, par l'UE, à l'encontre de 7 établissements iraniens, à savoir, la Poste-banque iranienne, la compagnie d'assurance de l'Iran, la compagnie de navigation Goodluck, la Banque de développement de l'exportation, la Banque internationale Persia, la Banque Refa-e-Kargaran et la compagnie d'ingénierie et de construction navale.

La Cour de justice européenne, 2ème Cour européenne, avait annoncé que, comme l'UE n'avait pas pu présenter les documents établissant l'implication de ces établissements, dans le programme nucléaire controversé de Téhéran, de ce fait, l'imposition de sanctions, à leur encontre, était illégale. Actuellement, des semaines après le verdict rendu par la Cour de justice de l'UE, annulant les sanctions, cette Union cherche à réagir contre la stratégie anti-sanctions de la RII. Cette décision a été prise, lors de la réunion ministérielle de l'Europe, et sans avoir procédé à un vote. Elle intervient, alors que l'administration américaine a évoqué le dégel des avoirs de l'Iran et cherche à convaincre le Congrès de suspendre les sanctions supplémentaires contre ce pays, ce qui témoigne d'une divergence sérieuse, au sein des pays occidentaux.

L'acte de sabotage de la France, lors des négociations de la semaine dernière, à Genève, entre l'Iran et les 5+1, est encore à la Une des médias et fait l'objet des analyses des milieux politiques. Le prochain tour des négociations aura lieu, le 20 novembre, et si la décision des ministres économiques de l'UE de réimposer les sanctions levées par la Cour de justice de l'UE, à l'encontre de sept établissements financiers iraniens, est approuvée par les gouvernements européens, cela sera de mauvais augure et constituera un mauvais signe, de la part de l'UE, renforçant plutôt cette hypothèse qu'en principe, certaines parties européennes ne s'intéressent guère à la résolution de la question du nucléaire de l'Iran. french.irib.ir 16.11

ACTUALITÉ DU JOUR

[Les homosexuels, la prostitution, les femmes et les enfants battus, l'huile de palme, les boissons énergisantes, le racisme, 1914, etc. qu'est-ce qu'ils vont bien pouvoir nous sortir pour tenter de remonter la pente ?](#)

- Hollande, bat le record d'impopularité d'un président français depuis 1958 - AFP

La cote de popularité du président François Hollande a baissé en novembre de 3 points à 20%, le score le plus bas enregistré par un président français depuis la création en 1958 de la Ve République, selon le baromètre de l'Ifop pour l'hebdomadaire Le Journal du Dimanche.

Le précédent record était détenu par François Mitterrand avec 22% en décembre 1991, au cours de son second mandat.

Son prédécesseur, Nicolas Sarkozy, avait atteint son plus bas niveau de popularité en avril 2011 avec 28% de satisfaits.

Ce n'est que chez les sympathisants socialistes que la cote de popularité de François Hollande est supérieure à 50%, avec 54% de satisfaits, mais elle subit là aussi une forte baisse (9 points).

Chez les sympathisants d'Europe Ecologie-Les Verts, parti membre de la majorité, M. Hollande enregistre 26% de satisfaits (-9). Chez ceux du Front de gauche, les satisfaits s'élèvent à 27% (-1).

Concernant Jean-Marc Ayrault, la cote de popularité du Premier ministre s'érode aussi avec 23% de satisfaits.

Mais M. Ayrault ne bat pas le record établi par les Premiers ministre Edith Cresson et Raymond Barre, qui avaient atteint 18% seulement de satisfaits. AFP 16.11

[Les places seront si "chères".](#)

- Têtes de liste PS aux européennes : Désir, Peillon... et des surprises - lemonde.fr

Les places éligibles dans six mois sont chères, tant le scrutin de mai s'annonce difficile pour un PS impopulaire dans un climat anti-européen fort. Lors des précédentes élections, en 2009, les socialistes n'avaient réalisé que 16 % des voix, envoyant seulement quatorze eurodéputés au Parlement de Strasbourg. Rien n'indique pour l'instant qu'ils fassent mieux en 2014.

Dans le Sud-Est, le ministre de l'éducation Vincent Peillon va, comme prévu, être tête de liste avec, en deuxième position, Sylvie Guillaume, eurodéputée sortante et le politologue Zaki Laïdi, proche de Manuel Valls, numéro 3. Le cas de M. Laïdi a été l'objet d'un long blocage durant la nuit, les "*vallistes*" du PS ayant été durs à convaincre pour qu'il figure en numéro 3 sur la liste.

La situation juridique de M. Peillon en est la cause. Théoriquement, M. Peillon, une fois élu à Strasbourg, démissionnera pour rester ministre du gouvernement. Mme Guillaume prendra alors sa place et M. Laïdi, même s'il n'a pas été élu en mai, intégrera le Parlement de Strasbourg par effet domino. Mais que se passerait-il dans quelques mois si jamais M. Peillon n'était plus ministre ? En pareil cas de figure, M. Laïdi devrait se retirer pour laisser siéger M. Peillon et Mme Guillaume. Un scénario-catastrophe qui ne satisfait pas du tout les amis de M. Valls...

Dans la région Est, la situation n'est pas définitivement réglée. Catherine Trautmann, eurodéputée depuis 1989 (excepté entre 1997 et 2004 lorsqu'elle a été ministre des gouvernements Jospin), a été désignée tête de liste. Mais son avenir n'est pas assuré. "*Il serait plus correct de dire qu'elle est première socialiste sur la liste*", corrige un membre du PS. Car Edouard Martin, le syndicaliste CFDT de Florange, pourrait être intronisé. lemonde.fr 16.11

Ils sont misérables n'est-ce pas ? A vous dégoûter de la politique, non ? Et ils ne le font même pas exprès, c'est naturel chez eux ! Et dire qu'il y en a qui courent après !

Commentaire d'un internaute désabusé.

- "*Toute cette soupe pour faire élire des gens qui, de toute manière, ne feront que des apparitions sporadiques à Strasbourg, histoire de rester sur le pay role. (...) Quelle mascarade.*"

Monsieur, vous êtes très loin du compte, ils sont pire que de vulgaires boutiquiers, ces misérables affairistes sont prêts à défendre n'importe quelle position ou cause du moment qu'ils obtiennent un poste et les prébendes qui vont avec.

On comprend dès lors que ce ne sont pas ces gens-là qui dirigent véritablement le pays, mais des technocrates à la solde de la classe dominante. Eux, tout comme Hollande, les ministres, les députés ou les sénateurs ne sont que des porte-parole, des pantins, des marionnettes, des hommes ou femmes de paille ou de main, des impuissants, mais pas des êtres stériles, plutôt du genre morts pions cupides et tournés vers leur toute petite personne en quête d'un statut social à défaut d'être reconnus d'utilité publique par ceux qui malgré tout les élisent sans plus trop savoir pourquoi à la longue...

La plupart sortent de grandes écoles ou sont bardés de diplômes qui ne leur serviront plus tard une fois entrés en politique, qu'à lire et rendre public, défendre les résumés de rapports ou d'études qui leur auront été transmis par leurs secrétariats ou celui d'autres institutions auxquelles ils obéissent au doigt et à l'oeil, et encore dans le cas d'Edouard Martin il faut reconnaître que leur statut ne nécessite même pas de posséder les qualités nécessaires pour accomplir cette mission, celle de perroquet ou de comédien de télé-réalité suffira amplement.

Le boycott de ces élections est la seule position conforme aux intérêts des travailleurs, si l'on ne tient pas à cautionner une institution supranationale du capital dont la seule raison d'être est de liquider tous nos droits sociaux et politiques.

[Vert mine de rien crépusculaire.](#)

- Congrès EELV : la motion soutenue par Cécile Duflot en tête - lemonde.fr

La motion "*pour un cap écologiste*", soutenue par la ministre Cécile Duflot, est arrivée en tête des sept motions des votes des militants d'Europe Ecologie-Les Verts (EELV), samedi 16 novembre dans une sorte de "*premier tour*" avant le congrès national du 30 novembre.

Les 10 000 adhérents d'EELV étaient invités à choisir samedi entre les sept motions et étaient appelés à désigner les 600 délégués au congrès qui prendront les décisions finales à Caen (30 novembre et 1er décembre). Selon plusieurs sources, "*moins de 50 %*" des adhérents se sont déplacés pour voter. La direction n'était pas en mesure samedi de donner les chiffres exacts. lemonde.fr 16.11

Commentaire d'un internaute attentif.

- "*La 1ème motion (celle de la camarilla des élus) obtient 38,29%, la 2ème 20,58%, la 3ème 17,07%. On a des pourcentages au centième près et la direction n'est pas en mesure de donner la participation exacte? Il y a là un curieux mystère. Moins de 50% de participation sur au maxi 10 000 adhérents. Un parti qui a deux ministres (de façade), deux groupes parlementaires et qui mobilisent moins de 5000 adhérents, il y a là encore un mystère inavoué. Les Verts ne sont même pas un groupuscule.*"

On en connaît qui font encore mieux, on n'ose même pas ou plus les citer tellement on en a honte pour eux, qui ne sont même

plus foutus d'annoncer publiquement combien il y a d'adhérents dans leur parti.

Cela dit, vous avez raison monsieur, on connaissait la mémoire sélective, maintenant on doit reconnaître l'existence facultés au fonctionnement sélectif, qui n'a rien à voir ici avec un quelconque état de santé il faut préciser ! On dit aussi qui peut le plus peut le moins, chez eux c'est l'inverse, entendez par là qu'ils ne connaissent que le moins, pour les autres, le plus ils se le réservent, les fruits pourris c'est pour vous si vous préférez...

Il y en a qui doivent encore se demander pourquoi le PS accorde tant d'importance à un parti qui rassemble aussi peu d'adhérents. Parce que le thème de l'écologie fait partie de la stratégie des néolibéraux depuis les années 70-80, je vous ai mis sur la piste, en principe si vous êtes de fidèles lecteurs de nos causeries vous connaissez la suite sur le bout des doigts.

[CGT : Un syndicat licencieur. Quand la CGT se fait patron et propose de "supprimer autant de postes que les autres candidats".](#)

- La CGT fait sa révolution culturelle chez Kem One - lemonde.fr

Quelque chose est en train de bouger à la CGT. Souvent jugé archaïque, figé dans une pure opposition au patronat, le premier syndicat français s'est au contraire lancé chez Kem One dans une expérience audacieuse et constructive.

Pour sauver ce groupe chimique de 2 600 personnes placé en redressement judiciaire fin mars, la CGT a élaboré un plan associant les créanciers, le personnel et la direction dans le cadre d'un montage très sophistiqué. « *Pour la CGT, c'est une vraie révolution culturelle* », commente Jean Rollet, coordinateur CFE-CGC de Kem One.

Peu de chances que cette offre estampillée CGT soit retenue face à des candidats bien plus classiques, en particulier le fonds Open Gate, très motivé et déjà présent dans la filière du plastique.

« *Mais au moins, cette fois-ci, on ne pourra pas dire que les braillards de la CGT sont rétrogrades !* », s'exclame Jean-Marie Michelucci, un élu du syndicat.

« *Avec ces candidats, on risque de retomber dans les mêmes travers que ceux qui nous ont amenés au désastre, juge M. Michelucci. Une fois de plus, ils voudront sortir avec un gain maximum au bout de trois ou quatre ans. C'est pourquoi nous avons essayé de bâtir une alternative crédible.* »

Pour y parvenir, la CGT s'est tournée vers Jean-Marie Valentin, un avocat d'affaires plutôt habitué à travailler pour les grands groupes et les fonds d'investissement.

Son projet consiste à confier la majorité du capital à une fiducie, une structure non spéculative qui serait détenue par les créanciers actuels de Kem One, comme Arkema, Total, EDF, Solvay, etc.

« *Kem One aurait ainsi un actionnaire de long terme, réunissant tous ceux qui ont intérêt à son redressement* », plaide Me Valentin. Et au lieu d'abandonner leurs créances, ces industriels auraient une chance de bénéficier du retour à meilleure fortune de l'entreprise, lors de sa possible revente dans sept ou huit ans.

Bien sûr, ce plan suscite bien des questions. Jamais une fiducie n'est encore devenue l'actionnaire-clé d'un grand groupe industriel. Encore moins sur proposition syndicale. « *En outre, la CGT prévoit de garder la direction, et de supprimer autant de postes que les autres candidats, relève un salarié. Cela fait s'étrangler certains !* » lemonde.fr 16.11

No comment, ce salarié a tout dit.

ACTUALITE EN TITRES

Que pourraient-ils faire sinon "*ni mieux, ni moins bien*"

- L'UMP ne ferait "*ni mieux, ni moins bien*" que Hollande pour 55% des Français - AFP

Une majorité des Français (55%) pense que l'UMP ne ferait "*ni mieux, ni moins bien*" que François Hollande et le gouvernement si elle était au pouvoir, selon un sondage Ifop. AFP 16.11

Ils sont perspicaces parfois...

... seulement...

- 52% des Français pour une dissolution de l'Assemblée - Le Nouvel Observateur

- Une petite majorité des Français ont une mauvaise opinion d'Aubry - AFP

Une petite majorité de Français (52%) ont une mauvaise opinion de l'ex-première secrétaire du PS, Martine Aubry. AFP 16.11

... sauf à gauche, normal sans boussole...

- Sondage exclusif : Martine Aubry plébiscitée par la gauche - LeParisien.fr

Selon notre sondage exclusif BVA à paraître dimanche dans «*Le Parisien - Aujourd'hui en France*», 88 % des sympathisants de gauche ont une bonne opinion de Martine Aubry. LeParisien.fr 16.11

A bas la gauche !

[Offensive mondiale de la réaction.](#)

- Manifestations à travers le monde pour soutenir les "30" de Greenpeace - AFP

[INFOS EN BREF](#)

POLITIQUE

1- Italie

1.1- Silvio Berlusconi a annoncé samedi lors du congrès de son parti de centre-droit le retrait de son soutien au gouvernement de coalition d'Enrico Letta tout en admettant son incapacité à le faire chuter en raison de la défection de plusieurs de ses élus.

La veille, Angelino Alfano, secrétaire général du Peuple de la Liberté (PDL) et ancien fidèle du "*Cavaliere*", a en effet annoncé la création d'un groupe parlementaire dissident soutenant le gouvernement.

Silvio Berlusconi, qui entend redonner au PDL son ancien nom de Forza Italia lors du congrès, s'est dit "*chagriné*" par cette décision mais néanmoins "*ouvert à la coopération*" avec ses anciens partisans.

"*Il est très difficile de penser que nous pouvons rester alliés au Parlement, et par-dessus tout assis autour de la même table au gouvernement, avec quelqu'un qui veut la mort politique de votre chef*", a dit aux délégués du parti Silvio Berlusconi.

Enrico Letta s'est prononcé en faveur de la déchéance du "*Cavaliere*" de son mandat de sénateur après sa condamnation pour fraude fiscale. La Haute Assemblée doit se prononcer par un vote en séance plénière le 27 novembre.

Les dissidents regroupés autour d'Angelino Alfano, au nombre d'une vingtaine d'élus, devraient permettre au "*governissimo*" d'Enrico Letta de se maintenir au pouvoir. Reuters 16.11

2.1- Scission dans le parti de Berlusconi, lâché par Alfano et les "*renovateurs*" - AFP La rupture entre Silvio Berlusconi et son ancien dauphin Angelino Alfano, a été entérinée samedi, alors que le Cavaliere avait tenté in extremis d'éviter une scission entre "*loyalistes*" et "*renovateurs*" pour relancer sa formation Forza Italia.

M. Alfano, un avocat sicilien de 43 ans qui a fait toute sa carrière à l'ombre du Cavaliere a acté vendredi soir son "*divorce*" d'avec son mentor, entraînant dans son sillage plus de 50 parlementaires (sur environ 200) qui formeront des groupes autonomes sous l'étiquette "*Nouveau centre droit*" (NCD).

Lors d'une conférence de presse en fin d'après-midi, M. Alfano, vice-Premier ministre dans le gouvernement gauche-droite

d'Enrico Letta, a justifié un "*choix très amer, douloureux mais juste*", annonçant le ralliement de nombreux élus locaux à son mouvement, dont une "*convention*" nationale actera la naissance "*dans les prochaines semaines*".

"*Il nous était impossible de faire précipiter le pays dans une crise politique qui aurait encore aggravé la situation des Italiens*", a affirmé le quadragénaire.

M. Alfano, qui a précisé que les cinq ministres ex-PDL avaient adhéré au NCD, a dit espérer que "*Forza Italia continue à apporter son soutien au gouvernement*".

Pour le quotidien La Stampa, cette scission est "*le premier acte de l'après-Berlusconi*" avec une conséquence immédiate: "*le gouvernement est sauvé, avec une nouvelle majorité, plus restreinte mais également plus soudée*". AFP 16.11

SOCIAL

1- Espagne.

Nettoyage partiel des rues de Madrid ce samedi malgré la grève - Reuters Des équipes de nettoyage sous escorte policière commenceront ce samedi à enlever les déchets qui encombrant les rues de Madrid alors que la grève des éboueurs se prolonge faute d'accord avec leurs employeurs, a annoncé la municipalité madrilène.

Les rues et les parcs de Madrid ne sont plus nettoyés depuis un mouvement de grève lancé le 5 novembre pour protester contre un plan de licenciement de 1.134 personnes sur les 6.000 employés à la propreté de la capitale espagnole.

Le mouvement ne concerne que le personnel chargé de vider les poubelles dans les rues et les parcs publics. La collecte des ordures ménagères des 3,2 millions d'habitants de la capitale n'est pas affectée.

Les divisions propreté des sociétés espagnoles OHL, Sacyr et FCC, qui sont sous contrat avec la ville de Madrid, ont proposé de ramener le nombre de licenciements à 296. Mais les syndicats ont rejeté l'accord, parce qu'il se serait traduit par une réduction des salaires, qui sont actuellement autour de 1.000 à 1.200 euros par mois.

La mairie de Madrid précise avoir porté plainte contre les sociétés de maintenance qui ont, dit-elle, l'obligation de maintenir un service minimum pendant les conflits sociaux.

Ce projet de faire appel à du personnel de remplacement sera annulé en cas d'accord de fin de grève, a précisé un responsable du service de presse de la ville.

Les travailleurs pressentis pour vider les poubelles sont sous contrat avec la société publique Tragsa, spécialisée dans les services d'urgence comme la lutte contre les incendies de forêts ou le nettoyage des marées noires. Elle ne fournira que 40% des heures habituelles de nettoyage.

Un responsable syndical a indiqué vendredi que des heurts entre grévistes et salariés réquisitionnés n'étaient pas à exclure. Reuters 16.11

2-Italie

Des dizaines de milliers de personnes - 30.000 selon la police, 100.000 selon les organisateurs - ont manifesté samedi après-midi à Naples pour protester contre la pollution de terres par des déchets toxiques enfouis illégalement par la mafia, a constaté un photographe de l'AFP.

Sous une pluie battante, les manifestants, regroupés derrière des banderoles dénonçant le "*biocide*" en cours dans les environs de Naples, ont réclamé que terrains et eaux souillées soient assainis.

Brandissant pour certains des photos de leurs proches décédés du cancer, les manifestants ont crié "*non à la Camorra*", la mafia napolitaine, à l'origine de ces enfouissements massifs.

Le mouvement, qui se veut comme "*un fleuve en crue*" que rien ne pourra arrêter, entend dénoncer la nocivité des fumées toxiques issues de l'incendie des déchets, qui ont conduit les habitants à surnommer cette zone, située entre Naples et Caserta, "*la terre des feux*" ou "*le triangle de la mort*".

De nombreux élus locaux, dont le maire de Naples Luigi di Magistris, ont participé à la manifestation, ainsi que des associations de défense de l'environnement.

Selon l'association Legambiente, en 22 ans, plus de 440 entreprises, situées essentiellement dans le centre et le nord du pays, ont enterré quelque 10 millions de tonnes de déchets industriels à cet endroit. AFP 16.11

[Haut de page ↗](#)

Le 18 novembre 2013

CAUSERIE

Dimanche 22h20 à Pondichéry

On a échappé hier à un cyclone qui était annoncé sur le sud de l'Inde, juste un gros coup de vent et beaucoup de pluie, on a eu plus de chance que nos amis des Philippines et du Vietnam auxquels on pense évidemment.

15 nouveaux articles en ligne. Quand il y en a peu à mettre en ligne j'ai le temps de les lire en diagonale ou en entier pour certains et de sélectionner ceux que je ne publierai pas du genre : on verra bien ce que donnera l'élection de Bachelet au Chili, c'est tout vu ! Il y a plein de gens qui écrivent et qui n'ont rien à dire, qu'est-ce qu'on perd comme temps à lire des articles insignifiants. Bon courage pour lundi.

Lundi 13h45 à Pondichéry, 9h15 à Paris

Avec la causerie du jour vous avez matière à réflexion pour plusieurs jours !

[La collusion entre la finance et le pouvoir politique est totale.](#)

- Etats-Unis: Geithner rejoint le fonds Warburg Pincus - AFP

L'ancien secrétaire au Trésor de l'administration Obama, Timothy Geithner, va rejoindre le fonds d'investissements américain Warburg Pincus en tant que directeur général, a annoncé le fonds dans un communiqué samedi.

M. Geithner, 52 ans, qui a passé l'essentiel de sa carrière dans la fonction publique, rejoindra le fonds en mars, indique le communiqué.

Basé à New York, Warburg Pincus, créé en 1966, gère plus de 35 milliards de dollars d'actifs et a des participations dans quelque 125 entreprises dans le monde entier.

Le groupe a notamment joué un rôle dans le rachat de sociétés comme le géant du secteur ophtalmologique Bausch et Lomb ou les magasins de luxe Neiman Marcus.

"Nous sommes ravis d'accueillir Tim qui apporte l'expérience d'un fort leadership, une profonde compréhension de l'économie et des marchés et une approche mondiale des enjeux", a affirmé Charles Kaye, co-président du fonds.

M. Geithner sera chargé de la stratégie globale de la gestion des portefeuilles ainsi que de la structure d'organisation du fonds et de ses relations avec les investisseurs.

Après avoir quitté ses fonctions, il avait rejoint l'antenne new-yorkaise d'un centre de réflexion américain spécialisé dans les affaires étrangères, le Council on Foreign Relations, en tant que *"membre émérite"*. Il a également tenu des conférences et séminaires sur les crises financières dans plusieurs universités.

Auparavant, M. Geithner a occupé à 42 ans le prestigieux poste de président de la Banque de Réserve fédérale de New York, jusqu'en 2008. AFP 16.11

Paul Warburg est surtout connu comme étant le principal promoteur de la Réserve fédérale des États-Unis. Pour décrire son projet de commission monétaire qui donna naissance à la Réserve Fédérale il écrit : *« Le plan de la commission monétaire relève*

des conceptions de la banque d'Angleterre, qui confie l'entière gestion aux mains des hommes d'affaires sans concéder au gouvernement une part quelconque dans la gestion ou le contrôle. L'argument fort de cette théorie est que l'activité de la banque centrale, comme celle de toute autre banque, est fondée sur le crédit et que l'évaluation des crédits est une affaire qui doit être laissée entre des mains expertes, et que le gouvernement doit être tenu à l'écart des affaires...».

En 1907, il publie les pamphlets Défauts et besoins de notre système bancaire et Plan pour une Banque centrale modifiée. Ses efforts portent leur fruit en 1913 avec la fondation de la Réserve fédérale. Il est nommé membre du premier conseil de la Réserve fédérale par le président Woodrow Wilson, y restant jusqu'en 1918.

Il proposera sa démission en juin 1918, après l'entrée en guerre des Etats-Unis contre l'Allemagne. Elle sera acceptée au motif que son frère allemand, Max Warburg, après avoir pris les commandes de la banque familiale, était devenu conseiller du chancelier allemand Guillaume II. Celui-ci le nomma à la tête du service secret allemand en tant que conseiller financier en chef et conseiller en intelligence stratégique. Max Warburg représenta l'Allemagne à la conférence de paix de Versailles de 1918-1919 et Paul Warburg y représenta les Etats Unis. Ils y négocièrent les conditions de reddition de l'Allemagne et des réparations de guerre.

Il est devenu directeur du Council on Foreign Relations à sa fondation en 1921, restant dans son conseil d'administration jusqu'à sa mort.

Par l'intermédiaire de Wall Street, il aurait joué un rôle dans le développement de l'I.G. Farben, dont l'une des filiales produisait le Zyklon B, utilisé dans les camps d'extermination des prisonniers juifs.

Il cherchera à instituer une banque centrale mondiale.

Faisons une petite pause et récapitulons.

Timothy Geithner a été président de la Banque de Réserve fédérale (FED) de New York et membre du Council on Foreign Relations (CFR) avant de rejoindre le fonds d'investissements américain Warburg Pincus.

Pour ne prendre que Paul parmi les banquiers de la famille Warburg il fut le principal architecte de la FED et fut nommé directeur du CFR de sa fondation en 1921 à sa mort le 24 janvier 1932.

Le mimétisme est parfait. La collusion entre le politique et la finance aussi, à ceci près que dans la famille Warburg ils sont répartis les rôles... des deux côtés de l'Atlantique, la suite en anglais est gratinée.

Qui était Max Warburg

Beginning in 1933, Max Warburg served directly under Hjalmar Schacht on the board of the Reichsbank, under the Nazi regime, before emigrating in 1938.

(Au début de l'année 1933 Max Warburg travailla à la Reichsbank sous la direction de Hjalmar Schacht, sous le régime nazi, avant d'émigrer en 1938.)

Before World War two, Max Warburg served on the board of directors of Interessen Gemeinschaft Farben or I.G. Farben, the giant German chemical firm that produced Zyklon B gas used in Nazi extermination camps. His brother Paul Warburg served on the board of directors of I.G. Farben's wholly owned American subsidiary. (However, Paul Warburg died in January 1932, before Hitler was elected Chancellor.) The Kilgore Committee Report of 1942 indicated that all I.G. Farben board members had precise and prior knowledge that Zyklon B was being used to murder civilians in concentration camps, with no attempt made to halt production of the gas after such murders were understood. I.G. Farben was crucially instrumental in funding the rise to power of the Nazi Party, and also in building up the industrial and war-making capabilities of Germany once the Nazis were in power while simultaneously attempting to restrict industrial production materials to countries marked for invasion by Nazi Germany, all of this to such a degree that all German board members other than Max Warburg were charged after World War II as war criminals.

(Avant la Seconde Guerre mondiale, Max Warburg faisait partie de l'équipe de direction de Interessen Gemeinschaft Farben or I. G. Farben, le géant allemand de l'industrie chimique qui produisait le gaz Zyklon B qui était employé par les nazis dans les camps d'extermination. (Cependant, Paul Warburg est mort en janvier 1932, avant que Hitler devienne chancelier) [on se demande ce que vient faire ici cette précision] Il a été précisé dans le rapport du Comité Kilgore de 1942 que tous les membres de la direction de I.G. Farben savaient que le gaz Zyklon B était employé pour tuer des civils dans les camps de concentration et qu'ils ne firent rien pour arrêter la production de ce gaz après que de de tels crimes aient été connus. I.G. Farben a été l'instrument décisif de la montée du parti nazi au pouvoir, et aussi de l'accroissement de la capacité de l'industrie de guerre allemande une fois que les nazis étaient au pouvoir pendant que simultanément il s'employaient à restreindre leur production à destination des pays destinés à être envahis par l'Allemagne nazi, tout cela à un degré tel que les membres Allemands de sa direction autre que Max Warburg furent accusés après la Seconde Guerre mondiale de crimes de guerre)

Virtually all members of the German Warburg family had fled to the United States or Great Britain by 1938. (Pratiquement tous les membres de la famille allemande Warburg s'étaient enfuis aux Etats-Unis en 1938.)

J'ai traduit entièrement ce passage hier soir en m'aidant du Grand Robert et Collins électronique que j'avais acheté.

Il est précisé dans la page que Wikipedia lui a consacré, que Max Warburg a vendu sa banque en 1938 avant d'émigrer aux Etats-Unis.

Question : Le régime nazi était forcément au courant de cette transaction, la vente d'une banque ne passe pas inaperçue, n'est-ce pas? Les nazis l'ont donc autorisé à vendre sa banque, empocher une somme d'argent qui devait être rondelette et dont ils avaient sans doute besoin, et ils l'ont autorisé à embarquer tranquillement pour New York. Quel traitement de faveur dites-vous, tous les juifs n'ont pas eu cette chance, hélas ! Mais bon, tous les juifs n'étaient pas banquiers et les protégés du régime nazi, après la Nuit de Cristal cela aurait posé problème, on comprend !

De 1932 à 1938 la famille des banquiers Warburg coopéra avec le régime nazi sans être inquiétée par la suite, comme toutes les familles de banquiers de l'époque, c'est valable encore aujourd'hui ou depuis 2007-2008, les scandales s'enchaînent mais aucun banquier n'a été poursuivi en justice, encore moins envoyé en prison.

Pour revenir à notre article, Ddnc à peine sortie de l'administration américaine un de ses ex-membres rejoint une institution financière ou une banque. Précédemment, c'était l'ancien président de la Banque mondiale, Robert Zoellick, qui avait rejoint Goldman Sachs. Avant lui Tony Blair avait été recruté par JP Morgan, l'ancien ministre britannique du commerce, lord Mandelson, par Lazard, l'ancien chancelier allemand, Gerhard Schröder par Rothschild, et tous sont passés par le groupe Bilderberg présidé par Rockefeller, ainsi la boucle est bouclée, quand vous avez un ministre à un poste clé dans un gouvernement, c'est comme si vous aviez un employé d'une des plus puissantes banques de préférence américaine au gouvernement.

Une fois qu'ils sont passés par un gouvernement, s'ils ont fait du bon boulot pour leurs maîtres, ils mettent directement leur expérience acquise (et bien davantage) au sommet de l'Etat à leur service, en quelque sorte ils assurent le service après-vente moyennant une rente confortable.

[S'ils le disent eux-mêmes...](#)

- La vertu qui venait du Nord... (ou pas) : les critères au nom desquels Bruxelles contrôle nos budgets nationaux sont-ils toxiques
- atlantico.fr 16.11

Extrait.

Atlantico: Depuis le traité de Maastricht, l'Union européenne a adopté tout une série de règles économiques (maintenir le déficit en dessous de 3% du PIB et la dette sous la barre des 60% du PIB, limiter la balance commerciale courante à 6% d'excédents, ne pas dépasser 2% d'inflation). Quelles sont les vertus de ces règles et leurs éventuels effets pervers ?

Nicolas Goetzmann : Il n'est pas absurde de poser des règles de vie commune dans une union, cela est évident, encore faudrait-il qu'elles aient un sens. La règle des 3% de déficit date de 1981, et a été imaginée sur un coin de table alors que la France était confrontée à une situation économique exactement opposée à celle que nous vivons. C'est-à-dire une période de forte inflation alors que c'est la déflation qui menace aujourd'hui. Passons. Sur la base de cette règle des 3%, d'autres critères ont été imaginés sur des suppositions qui prêtent à sourire. Voici l'idée qui a été retenue: si un pays peut creuser ses déficits à hauteur de 3%, il est possible de stabiliser son endettement à 60% du PIB puisque l'on peut prévoir une croissance nominale de 5%. Ils prévoyaient une croissance nominale de 5%... C'est ce raisonnement qui est venu valider la règle de 60% d'endettement. En effet, si la croissance est stable à ce niveau, tout fonctionne parfaitement. 3% de déficit correspondent bien à 60% d'une croissance à 5%, c'est merveilleux. Ce qui est saisissant aujourd'hui est que ces critères sont devenus des dogmes, alors même que les hypothèses retenues lors de leurs conceptions sont totalement invalidées. Je veux parler de la croissance nominale de 5% qui était sensée se partager en une croissance de 3% et une inflation de 2%. J'insiste sur un dernier point: vous pouvez constater que toutes les statistiques sont sous contrôle, sauf une, le taux de chômage. Un déficit de 5% est un scandale, par contre 30% de chômage est considéré comme acceptable.

Ce qui est intéressant ici, c'est que ce constat accablant pour l'Union européenne et tous les gouvernements qui se sont succédés depuis Maastricht figure dans un portail à tendance néolibérale qui soutient le régime en place, à croire qu'ils ne savent plus à quel saint se vouer ou qu'ils paniquent face au monstre qu'ils ont engendré ou soutenu ou plutôt ses conséquences qui pourraient conduire à une explosion sociale incontrôlable...

[Si un néolibéral pur jus lave Lénine et Trotsky de toute accusation de collusion avec l'ennemi, on ne pourra pas le soupçonner de partie pris.](#)

Quand un intellectuel infréquentable à nos yeux blanchit Lénine et Trotsky des accusations de collusion avec l'ennemi qui avaient été portées contre eux pour régler ses comptes avec des antisémites pour le compte des néolibéraux, on exulte !

Voilà un pur régal! Parmi les adeptes de la théorie du complot et d'autres d'ailleurs, ils s'en trouvent pour faire des amalgames douteux ou pourris s'il en est entre sionistes et communistes, qui seraient alliés de longue date pour instaurer un nouvel ordre mondial, cela remonterait étrangement à l'époque de la révolution russe de 1917. Ils affirment un tas de choses qu'on n'a pas les moyens de vérifier, sauf à se lancer dans des recherches qui prendraient un temps considérable ou même de devoir se déplacer dans plusieurs pays pour examiner certains documents, impossible en ce qui nous concerne.

Du coup, face à une telle entreprise destinée à la fois à salir la mémoire des deux principaux dirigeants de la révolution d'Octobre et à déstabiliser ou convaincre les militants de tourner le dos à leurs enseignements qui seraient finalement le produit de manipulateurs, nous ne pouvions que nous en remettre à leur expérience et leur héritage politique, laissant tomber ces arguments invérifiables en les classant parmi le torrent de calomnies qui s'est abattu sur eux depuis 1917 de la part de nos ennemis.

Là ce qui est formidable, j'ai découvert cela par hasard, c'est qu'un porte-parole du néolibéralisme blanchisse Lénine et Trotsky de toute collusion avec des banquiers, alors que dans plusieurs vidéos des intellectuels critiques envers la finance ou le néolibéralisme avaient repris ces calomnies envers Lénine et les bolcheviks, autrement dit, ils s'étaient démasqués eux-mêmes comme porte-parole d'une théorie du complot qu'ils dénonçaient par ailleurs ou plutôt ils s'employaient eux-mêmes à verser dans une théorie du complot en y associant les bolcheviks, qui évidemment n'avaient absolument rien à faire avec la stratégie des banquiers sionistes anglo-saxons, ce dont je n'avais jamais douté, mais sans preuve ou argument à leur opposer. Les voilà.

http://fr.wikipedia.org/wiki/Jacob_Schiff

Selon Pierre-André Taguieff cité dans cet article (voir Le Meilleur des mondes, le Cercle de l'Oratoire - le néo-conservatisme français. (wikipédia)

Le rôle de Schiff dans les événements de 1917 a suscité de nombreuses hypothèses. Le 13 janvier 1917, il aurait reçu à son domicile Léon Trotsky, qui travaillait alors à New York pour la première version de la revue sociale-démocrate *Novy Mir*. Selon le journaliste d'extrême droite Henry Coston, Trotsky avait été présenté à Jacob Schiff par la direction du journal socialiste juif *The Forward*. Trotsky a nié avoir reçu de l'argent de Jacob Schiff. Quand le gouvernement du Tsar tomba en 1917, Schiff cru que l'oppression que subissaient en Russie les Juifs - et d'autres - allait se terminer. Il envisagea donc avec sympathie le gouvernement de Kerensky. Il leva donc les obstacles qui empêchaient jusqu'à alors son entreprise de prêter à la Russie. Mais lorsqu'apparut le gouvernement soviétique de Lénine et Trotsky, Schiff devint à nouveau fortement opposé à toute aide à la Russie. (Cette précision ne figure pas dans les vidéos mentionnées plus haut. Précisons aussi que parmi les intellectuels français qui se disent antisionistes ou anticapitalistes, certains d'entre eux se servent de ces arguments pour en fait masquer leur anticommunisme primaire ou leur antisémitisme ou encore justifier la fréquentation de personnes liées à l'extrême droite, sous-entendant : pourquoi pas puisque les bolcheviks fréquentaient des banquiers sionistes ou acceptaient leur argent. - ndr) (...)

Dès sa mort on assiste en Allemagne à l'apparition d'affirmations soutenant qu'il avait financé la révolution russe, affirmation aujourd'hui jugées fausses. De même en France en 1932, Jacob Schiff fut placé par le journal *L'Ami du peuple* au centre d'une campagne antisémite contre "*les financiers qui mènent le monde*". Dans une série d'articles, placés sous le signe explicite des Protocoles, François Coty prétendait dénoncer un complot des "*hautes sphères de la finance judéo-germano-américaine, complice des Soviétiques*". Toutefois malgré l'accumulation de détails sur Schiff la campagne de Coty ne peut produire de faits réels et si Schiff rencontra Trotsky, Coty doit finalement reconnaître que l'entrevue "*n'eut cependant rien de décisif*" et qu'il ignore "*l'importance des fonds qui furent mis à la disposition de Lénine et de Trotsky*". Par la suite de telles exploitations antisémites de la figure de Schiff continuèrent, s'appuyant sur les publications des années 1920-1930 : c'est ainsi que dans son "*pamphlet conspirationniste*". *Les Financiers qui mènent le Monde* (1955), l'auteur antisémite Henry Coston s'inspira des articles de Coty. Les publications qui soutiennent ces théories du complot prétendent s'appuyer sur un certain nombre de documents comme un télégramme du 21 septembre 1918 par lequel Raphael Scholan, dit Haparanda avertit Léon Trotsky qu'un compte à son nom vient d'être ouvert dans une banque de Stockholm. Mais de sérieux doutes existent quant à l'authenticité de ces documents qui furent publiés pour la première fois en octobre 1918 dans *The German-Bolshevik Conspiracy* ouvrage élaboré par un bureau de propagande de guerre afin de montrer que Lénine et Trotsky étaient des agents allemands. L'authenticité de ces documents fut tout de suite discutée et ne semble plus actuellement retenue.

(...)

On trouve aussi souvent mention du fait que Lénine fut reconnaissant et fit rembourser par l'État russe 450 millions de dollars à la banque Kuhn, Loeb & Co entre 1918 et 1922, thèse qui remonte au moins aux ouvrages de Jacques Bordiot auteur conspirationniste condamné à la libération et proche d'Henry Coston et qui a été repris récemment dans la *Nouvelle Revue d'histoire*. Cette information, en général attribuée au dernier ambassadeur de l'Empire russe aux États-Unis ne figure pas dans les ouvrages scientifiques sur la question. (Wikipedia)

Excellent, j'ai terminé cette partie de notre causerie à 2h du matin.

Lénine était d'une honnêteté absolue, tout comme Trotsky, Marx ou Engels, ils sont inattaquables sur ce plan-là. Nos dirigeants nous ont trop raconté d'histoires pour qu'on les croit aussi honnête, quand la confiance est brisée, il est impossible de revenir en arrière.

Imposture. Les chiens de garde du régime se mobilisent, la meute enragée est lâchée !

Le goût du pouvoir ou de la "réussite" sociale est guidé par l'ambition personnelle et non par un idéal humaniste, on devrait même dire qu'ils sont incompatibles ou s'éliminent réciproquement.

Quoi de plus naturel en somme que des personnages réunissant ces deux tares, notamment, propres aux mégalomanes, prennent la plume ou se mobilisent pour défendre une cause qui sert uniquement leurs intérêts personnels ou flatte leur bonne conscience, rajoute une touche supplémentaire de cynisme à l'atmosphère nauséabonde qui se dégage du régime et de la politique réactionnaire du gouvernement massivement rejetée dans le pays.

Que ces misérables manants en viennent à théoriser ce qui au départ n'était que le produit d'une vulgaire manipulation montée de toutes pièces par le PS et la Garde des Sceaux à partir d'incidents somme toutes banals, témoigne à la fois qu'ils sont prêts à employer des méthodes exécrables pour parvenir à leurs fins, la vilénie qui anime leurs véritables intentions, ainsi que le désarroi qui s'est emparé de Hollande, son gouvernement et son parti à l'approche d'échéances électorales qui s'annoncent comme un défi impossible à relever et qui devrait se traduire pour eux par une cinglante défaite, autrement dit, ils sont déterminés à employer tous les moyens pour tenter de sauver les meubles ou les apparences qui ne sont pas à leur avantage.

Pour réussir leur coup médiatique dégoulinant d'arrière-pensées puantes, la vermine s'est offerte les services d'une actrice décrépie, ignarde et sénile qui a dû sa carrière autant à ses talents qu'à sa faculté d'user de ses charmes, ainsi qu'une crapule sortis des poubelles du régime pour propager leur venin à défaut de convaincre la majorité des masses exploitées des bienfaits de leur politique antisociale, rétrograde, décadente.

Citons les principaux : Outre Jeanne Moreau qui ferait fuir ma petite-fille si elle la voyait, l'imposteur professionnel et sioniste patenté Bernard-Henri Lévy, flanqué d'une scribouillarde schizophrène qui incarne le néant, Christine Angot, une hystérique, égérie de la désinformation, faussaire et spécialiste des amalgames les plus ordures contre des journalistes indépendants, Caroline Fourest, une belle brochette d'ordures et de médiocrités. Il faut bien se dire que pour soutenir une telle opération et un tel régime, ils ne peuvent recourir (de plus en plus) qu'à cette catégorie de personne, la plus insignifiante qui soit, car ceux qui ont un minimum d'intelligence ou qui sont capables de faire preuve de discernement ou d'esprit critique seraient incapables de se livrer à un exercice aussi méprisable.

On en a eu confirmation ce matin en lisant des centaines de commentaires laissés par des internautes sur le Net, qui exprimaient leur profonde consternation, leur ras le bol ou leur dégoût de cette instrumentalisation du racisme qui ne concerne en réalité qu'une infime minorité de la population, 7% selon un sondage.

Quelques commentaires avisés d'internautes

- Bienvenue en République bananière !
- Ils vont encore nous faire chier combien de temps avec cette histoire ?
- Qu'ils arrêtent de nous les briser, avec cette polémique à deux balles créée juste pour faire diversion par rapport aux vrais problèmes du pays !
- Ca y est on nous refait le coup, nous sommes tous des juifs allemands, nous sommes tous des roms, nous sommes tous des épagneuls bretons, marre de l'indignation permanente et calculée de la pseudo intelligenza de gauche
- Des millions de personnes d'origines étrangères ne se sont pas senti visé alors pourquoi en faire un plat.
- Cette polémique inutile va faire l'effet inverse: il y aura de plus en plus de racistes.
- BHL, Christine Angot, Yann Moix, Caroline Fourest... OK, on comprend réellement le pourquoi du comment de cette comédie, montée de toutes pièces
- Lorsque l'on a des soutiens comme BHL, on n'a plus besoin d'ennemis !

- Le sionisme étant du racisme BHL le soutien de Taubira est pire que ceux qu'ils dénoncent !
- Hollande soutient Nethanyahu, BHL soutient le gouvènement Hollande = échange de bons procédés.
- Pourquoi BHL n'est pas en Libye ? Les milices qu'il a armées sont en train de terroriser la population civile !
- BHL cette ordure sioniste qui flatte les musulmans mais est le 1er à fomenter des guerres en Lybie ou Syrie. Français d'origine immigrée, cessez de vous faire manipuler. Rappelez vous que ces mondialistes ont voulu la balkanisation des pays arabes comme en Irak, selon un projet de "*frontières de sang*" (ou éclatement ethnico-religieux).
- Quant on dit "*malin comme un singe*" à un blanc c'est sympa, si on le dit à un noir c'est raciste, y a un problème !
- "Sous le titre "*Nous sommes tous des singes français*", l'actrice Jeanne Moreau"

A quel titre se permet-elle de nous mettre dans le même panier qu'elle?

- Taubira ami du dessinateur de chez "Minute" David Miège, j'oterais plutôt pour une imposture ! Et oui comment détourner et occuper l'opinion publique avec des "*faux problèmes*", c'est une manipulation. Et je comprends son désir de ne pas porter plainte dans un explication qui n'a aucun sens. Et il faut remarquer que les médias lui viennent en aide pour gonfler la situation.
- « *Nous sommes à un tournant identitaire. Les Guyanais de souche sont devenus minoritaires sur leur propre terre* », ajoutait en écho Christiane Taubira, député et membre du Parti radical de gauche." Merci elle nous montre la route !
- "*La Guyane aux Guyanais* » scandait Christiane Taubira en 1999, allez voir sur internet quel culot !
- Vous trouverez ses propos sur YouTube : "*La préférence nationale dans les dom-tom c'est pas raciste*".
- Soit le qualificatif de singe est une insulte et il est à combattre, soit ce n'est pas une insulte et il n'y a pas à polémiquer.

Mais si c'est une insulte, en rajouter une couche en traitant les Français de singes met Jeanne Moreau et BHL au même rang que les rédacteurs de minute.

Des médias très réactionnaires sont enthousiastes et de la partie, normal !

- Tous au meeting de soutien à Christiane Taubira ! - LePoint.fr
- BHL, Moix et Angot s'engagent aux côtés de Christiane Taubira - lepress.fr

Et pendant ce temps-là...

- La lutte contre les inégalités, au coeur des préoccupations des Français - AFP

84% des Français considèrent que la lutte contre les inégalités devrait être prioritaire, selon ce sondage. AFP 17.11

Hollande est là pour les accroître...

...et l'"**ami**" d'un Etat raciste sévissait et le revendiquait...

- Hollande en Israël: "*Je suis votre ami et je le resterai toujours*" - L'Express.fr

Parole d'internaute.

1- "*Quelle honte ! Je passe sur le discrédit international porté à l'image de la France et à toute considération d'ordre moral ou de justice... Mais pour quelles obscures raisons un président très impopulaire prend la défense d'un Etat appliquant une politique d'apartheid ? Surement pas pour essayer de redorer son image auprès des Français qui rejettent massivement la politique de colonisation et de spoliation à l'encontre du peuple Palestinien.*"

On se fout de l'image de la France comme Hollande se fout bien de son image. Hollande soutient l'aile néolibérale la plus à droite, la pire qui existe en politique, vous ne comprenez pas ?

2- *"Le vieux sympathisant socialiste que je suis commence à être très, très inquiet. Hollande et Fabius poursuivent quel but en "torpillant" les initiatives de Obama? Qu'ils s'expliquent!"*

Lui non plus il ne comprend rien aux rapports qui existent au sein de la classe dominante, qui le comprend d'ailleurs ? Peu de travailleurs et de militants en réalité. (lire les causeries des derniers jours, tout y est ou presque)

3- *"On notera que cette déclaration d'un homme qui parle en notre nom est faite en terre d'Israël, comme si les décisions de politique extérieure française et le blocus qui frappe le peuple iranien nous concernait moins que l'extrême droite israélienne à laquelle Hollande s'adresse. En résumant, Hollande envoie Fabius casser le processus de négociation avec les Iraniens et va rendre compte à l'état hébreux de sa position. Que représente pour lui, l'opinion des Français sur le sujet ?"*

Que dal, rien ! Vous vous attendiez à quoi au juste ?

ACTUALITE EN TITRES

L'"**efficacité**" de la dictature bureaucratique.

- Le communisme fait-il de la Chine l'économie capitaliste la plus efficace au monde ? - Atlantico.fr

Les bas coûts salariaux et la compétitivité chinoise ne sont pas exclusivement liés à l'existence d'un parti unique. Ils reflètent essentiellement le développement du pays. D'autres pays ont des coûts bas, sans être communistes. Mais le syndicat unique contrôlé par le PCC empêche les ouvriers de se rebeller et d'améliorer leurs conditions de travail. Atlantico.fr 17.11

Ah bas les vieux, l'ennemi à abattre... ou à plumer !

- Pourquoi le vieillissement de la population est l'ennemi juré de la croissance française- Atlantico.fr

Vue du ciel ou des quartiers chics de Saint-Germain des Prés, c'est chouette !

- La pauvreté vue du ciel - Liberation.fr

- Pape François : "Prenez un peu de miséricorde comme médicament pour le coeur" - LePoint.fr

... ou plus terre à terre...

- TVA: Gattaz (Medef) favorable à la hausse pour abaisser le coût du travail - AFP

Front uni sionisme et et sionisme arabe.

- Quand Téhéran rapproche Israël et monarchies arabes - LeFigaro.fr

C'est une façon de régler le problème que l'on soutient.

- Grèce: un groupe inconnu d'extrême gauche revendique le meurtre des deux néonazis -L'Express.fr

Stratégie du chaos

- Craintes d'une nouvelle escalade de la violence en Libye -LeMonde.fr

- La flambée terroriste va-t-elle faire éclater l'Irak ? - LeFigaro.fr

Les Irakiens et les Libyens peuvent remercier au passage les amis de Taubira et Taubira elle-même...

ACTUALITÉ DU JOUR

Vocifération sans lendemain d'un illusionniste.

- Mélenchon: Hollande est "sorti du frigidaire des années 70-80" - AFP

C'est l'époque où Mélenchon s'est mis au chaud au PS !

- Comme on lui demandait sur France 5 si le président Hollande, qui bat des records d'impopularité, pouvait encore tenir trois ans et demi à l'Élysée, M. Mélenchon a tenté d'éluder : "Ce personnage passera (...) je ne m'occupe pas de lui".

(Pour Mélenchon quoi qu'il arrive Hollande doit aller au bout de son mandat. -ndlr)

Vous pensez qu'il est dans une tour d'ivoire et ne voit rien des effets de la crise ? "Absolument ! Rien ! Et il est entouré de technocrates qui n'ont aucune espèce de conviction politique et qui ont une calculatrice dans la tête", a répondu Jean-Luc Mélenchon. (Comme vous en vous présentant aux européennes en 2014, non ? - ndlr)

(Ben voyons, Hollande ne voit rien, n'entend rien, il est au courant de rien, impossible, il lui suffirait de prendre connaissance des sondages ou d'ouvrir son poste de radio ou de télévision pour comprendre au quart de tour ce qui se passe, Mélenchon le ménage, il est le complice, non, qu'est-ce qu'il faut déduire de son comportement d'après vous. - ndlr)

"Il s'est entouré de banquiers, de hauts techniciens ce n'est pas comme ça qu'on dirige la France (...)", a-t-il ajouté, "il faut tracer une ligne d'horizon. Que faisons nous, nous les Français, à part payer les dettes ? C'est quoi notre but dans la vie ? Autrefois on a fait le train à grande vitesse, on a fait la fusée, moi j'ai proposé l'économie de la mer comme espace de développement. Bon sang mais il faut un peu avoir de l'ambition, pas simplement regarder la pointe de ses chaussures et espérer passer entre les gouttes à chaque manifestation!" AFP 17.11

(L'ambition n'est pas ce qu'il lui manque à Mélenchon, il trimballait un passé (trotskiste) qui n'était pas compatible avec un ministère important sous un président du PS, c'est l'unique raison pour laquelle il a quitté le PS, il espérait devenir incontournable et que le président élu issu du PS lui offrirait sur un plateau un ministère clé, c'est raté, il n'est que la cinquième roue du carrosse après le PS, EELV, le PRG et le PCF !

Du coup en guise d'"ambition" il se rabat sur "l'économie de la mer" avec son seau et son épuisette, quel pître, quel minable, même la Commission européenne fait mieux avec la réforme de la taille des réservoirs des toilettes ! C'est à croire que chez lui le regard ne porte pas plus loin que le bout de son nez !

INFOS EN BREF

POLITIQUE

France. Visite d'un "**chef de guerre**" (Le Figaro) en Israël.

Plutôt gêné aux entournures dans son costume de président, François Hollande manifeste un penchant de plus en plus évident pour l'uniforme de chef de guerre. Dès son arrivée en Israël dimanche, il a comblé, voire dépassé les attentes de ses hôtes en professant une fermeté sans équivoque sur le dossier du nucléaire iranien. LeFigaro.fr 18.11

Il a trouvé les mots pour plaire. "Nous n'admettrons jamais que l'Iran puisse détenir l'arme nucléaire. Parce que c'est une menace pour la sécurité d'Israël, mais aussi pour le monde", a déclaré François Hollande, dimanche 17 novembre, de la résidence du président israélien, Shimon Pérès, à l'issue d'un entretien avec ce dernier.

"Nous cherchons un accord. Nous voulons un accord. Car nous pensons que la diplomatie est préférable à toute autre voie ou issue. Mais cet accord ne sera possible que si l'Iran renonce définitivement à l'arme nucléaire", a poursuivi le président français. Quelques minutes plus tôt, M. Pérès avait salué la fermeté française dans ce dossier. "Israël a beaucoup de respect pour la position forte de la France afin d'arrêter les ambitions dangereuses de l'Iran", avait expliqué le chef de l'Etat hébreu.

"Tamid esha'er haver shel Israel !" Accueilli en grande pompe par le président Shimon Pérès et le premier ministre, Benyamin Nétanyahou, dès son atterrissage à Tel-Aviv, M. Hollande entendait visiblement faire honneur au "tapis rouge" que

M. Nétanyahou avait annoncé dérouler pour la visite du président français. Au point de le clamer, en hébreu dans le texte : *"Je resterai toujours un ami d'Israël"*. Ce que n'avait fait, de mémoire d'observateur, aucun des présidents français en visite dans ce pays.

"Fidélité", "cohérence" et "soutien indéfectible de la France", a déclaré dans une courte allocution M. Hollande, à peine le pied posé sur le tarmac de l'aéroport Ben-Gourion. Le chef de l'Etat s'est inscrit dans le "fil historique" des visites historiques de ses prédécesseurs en Israël, citant en particulier François Mitterrand : *"Depuis la première visite officielle d'un président de la République française en Israël – c'était en 1982, c'était François Mitterrand – tous les présidents sont venus en Israël pour apporter le témoignage de l'engagement de la France envers votre pays."*

NÉTANYAHOU SALUE LA POSITION FRANÇAISE

Auparavant, lors de la cérémonie d'arrivée, M. Nétanyahou s'était félicité de la *"position ferme"* de Paris contre *"les tentatives impossibles à stopper de l'Iran pour se doter d'armes nucléaires"*. *"Il ne faut jamais permettre à l'Iran d'acquérir des armes nucléaires. Cela ne mettrait pas en danger seulement Israël et les autres régimes et Etats du Moyen-Orient mais aussi la France, l'Europe et le monde entier,"* a plaidé M. Nétanyahou.

La France a publiquement exprimé, le week-end dernier, à Genève, son opposition à un projet d'accord provisoire en négociation entre l'Iran et les puissances du P5+1, dont elle fait partie avec les quatre autres membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU (Etats-Unis, Chine, Grande-Bretagne et Russie) et l'Allemagne.

Les négociations reprendront mercredi à Genève, quelques heures après la fin de la visite de François Hollande en Israël, qui doit être dominée par le dossier nucléaire iranien. lemonde.fr 17.11

Plus tard, lors d'une conférence de presse avec M. Netanyahu, M. Hollande a formulé *"quatre exigences"* pour un *"accord intermédiaire"*: *"mettre l'intégralité des installations nucléaires iraniennes, sous contrôle international, dès à présent"*, *"suspendre l'enrichissement à 20%"*, *"réduire le stock existant"* et *"arrêter la construction de la centrale d'Arak"*.

"Je fonde de grands espoirs dans les négociations que vous avez engagées avec les Palestiniens. Elles devront déboucher sur une paix juste, durable, définitive qui épuisera toutes les revendications", a-t-il souligné.

Dans un entretien au Financial Times, l'ex-chef du Conseil de la sécurité nationale Yaacov Amidror a assuré qu'Israël était capable de stopper toute capacité nucléaire militaire iranienne *"pour très longtemps"*, avertissant que son armée de l'air *"effectuait des vols à très longue portée (...) partout dans le monde"* pour se préparer à une éventuelle frappe contre l'Iran.

Enfin, M. Hollande, qui est accompagné de six ministres dont celui de l'Economie, va tenter de relancer des relations commerciales que Paris juge indignes *"de la qualité de la relation politique"*, la France n'étant que le 11e fournisseur d'Israël.

"Je suis venu pour qu'il y ait une nouvelle impulsion à notre relation et notamment sur le plan économique (...) Vous êtes à la pointe de technologies qui font l'admiration du monde entier", a-t-il souligné. AFP 17.11

Hollande en valet zélé du sionisme s'est aligné à 100% sur leurs positions les plus droitières. Normal. Et le désarmement nucléaire et chimique d'Israël, quoi, connaît pas, cela n'existe pas...

A bas Hollande : dégage !

SOCIAL

Espagne

Les agents de nettoyage des rues et jardins ont mis fin dimanche 17 novembre à onze jours de grève à Madrid, dont les rues étaient jonchées de débris. Les services de nettoyage des voies publiques et des jardins de cette ville de 3,2 millions d'habitants étaient en grève illimitée depuis le 5 novembre contre un plan social qui prévoyait la suppression de 1 134 postes sur presque 7 000, venant s'ajouter aux 350 déjà supprimés en août, et une baisse des salaires pouvant aller jusqu'à 40 %.

Au cours de réunions dimanche, le personnel a ratifié à la majorité absolue l'accord auquel étaient parvenus les syndicats et les entreprises privées chargées du nettoyage de la capitale. Les entreprises concernées (OHL-Ascan, FCC et Sacyr-Valorisa) se sont engagées à ne procéder à aucun licenciement. En échange, les employés acceptent le principe de jours de chômage provisoire non rémunérés. Les syndicats avaient rejeté auparavant la proposition des trois entreprises de maintien des emplois contre des baisses de salaires. LeMonde.fr 17.11

ECONOMIE

Grèce

National Bank of Greece (NBG), la première banque grecque, est proche d'un accord sur la vente de la majorité du capital de sa filiale d'immobilier, Pangaia, au groupe de capital-investissement Invel Real Estate, a-t-on appris dimanche de deux sources bancaires proches de l'opération.

Les quatre premières banques de Grèce sont engagées dans de vastes plan de fermetures d'agences, de réductions d'effectifs et de cessions d'actifs, validés par la Commission européenne dans le cadre du plan d'aide international dont bénéficie Athènes.

"L'accord sera bouclé d'ici dix jours. Invel va acquérir environ 66% de Pangaia pour plus de 600 millions d'euros", a déclaré l'une des sources bancaires à Reuters.

Invel, dont l'homme d'affaires israélien Benny Steinmetz est l'un des principaux actionnaires, apportera une partie du financement de l'opération en cash, le reste étant réparti entre l'apport d'actifs immobiliers et un prêt accordé par NBG, ont précisé les sources.

L'accord de cession a été validé par l'Hellenic Financial Stability Fund (HFSF), la holding chargée de recapitaliser les quatre principales banques de Grèce qui est ainsi devenue leur premier actionnaire, a dit une source.

Le mois dernier, le groupe canadien Fairfax Financial Holdings avait annoncé son intention d'augmenter sa participation dans le groupe immobilier grec Eurobank Properties. Reuters 17.11

On a appris dans un article que l'organisme chargé de liquider notamment National Bank of Greece était composé de banquiers, donc des banquiers avaient été désignés pour estimer la valeur de NBG et la brader à des banquiers. Le dépouillage mafieux de l'Etat grec va plus loin encore.

Benny Steinmetz acquière la National Bank of Greece en partie grâce à un prêt de la National Bank of Greece, elle n'est pas mal celle-là !

- L'homme le plus riche d'Israël est aujourd'hui la cible d'une enquête pour tentative de corruption menée par le FBI et le bureau britannique des fraudes graves au sujet d'un contrat minier en Guinée. lemonde.fr 08.09.13

[Haut de page ↗](#)

Le 19 novembre 2013

CAUSERIE

J'ai laissé tomber plusieurs sujets de l'actualité par manque de temps. Je ferais mieux de me concentrer sur quelques articles de fond et me reposer un peu, on réfléchit mieux quand on a la tête reposée, surtout quand elle n'est pas très grosse, cela demande un gros effort que je ne suis pas capable de faire sous le coup de la fatigue.

L'éditorial de Nicolas Demorand de Libération m'a donné envie de vomir, du coup on traitera cette info demain, peut-être ou on la zappera, car j'ai lu pire de la part d'un autre directeur de presse qui a été jusqu'à rappeler les propos de Mélenchon sur les journalistes et les médias de merde, comme s'il était responsable des actes d'un déséquilibré mental, un tel amalgame ordurier nous donne plutôt envie de chier sur la presse des banquiers !

Précision.

Suite à un article du Point j'ai constaté qu'un internaute utilisait le pseudonyme Milarepa, ce n'était pas moi, quand je laisse un commentaire, ce qui est très rare, je signe Jean-Claude, et là des Jean-Claude il y en a sur le Net ! Je n'ai pas pu changer d'adresse électronique parce que je vis en Inde, systématiquement Yahoo me localise en Inde et me colle la particule .in au lieu de .fr. Je verrai plus tard pour demander à quelqu'un vivant en France qui me connaît bien de s'en charger pour moi. Cette adresse milarepa13 est ridicule, c'est un copain qui me l'avait suggérée pour déjouer les services de renseignement, depuis

on sait ce qu'il en est, c'était débile !

Nous n'avons rien à exiger du gouvernement des banquiers.

Il faut exiger ceci cela du gouvernement qui n'a cessé depuis juin 2012 de faire la preuve avec zèle qu'il était totalement inféodé au capital, est-ce vraiment sérieux, une mauvaise plaisanterie ou c'est décidément incurable comme maladie ?

Informations ouvrière n° 276

Daniel Gluckstein

- *"Du point de vue du mouvement ouvrier, la question posée est celle de l'indépendance de classe et de l'unité sur les revendications réelles pour les arracher. Par exemple, l'exigence que le gouvernement cesse de se laver les mains des plans de démantèlement et qu'il impose — qu'elles qu'en soient les formes : réquisition, blocage des licenciements — le maintien de tous les emplois."*

Claude Jenet

- *"Dans un moment où le gouvernement, lui-même, apporte la preuve qu'il est possible de corriger le cap, les salariés ne sont-ils pas en droit d'exiger une autre politique ?"*

On cherche à comprendre. Pas mal comme formule : c'est la leur !

Informations ouvrière n° 277 : Déclaration du conseil fédéral national du POI des 9 et 10 novembre 2013

- *"... la colère ouvrière explose face à un gouvernement qui non seulement se déclare impuissant à préserver l'emploi, mais organise avec les patrons l'accompagnement des plans de licenciements."*

Donc si on comprend bien la ligne politique du POI consiste à exiger que le "gouvernement cesse de se laver les mains des plans de démantèlement", alors qu'il "organise avec les patrons l'accompagnement des plans de licenciements.", autrement dit, il va plus loin que "se laver les mains", il met directement la main à la pâte, dans ces conditions aucun travailleur normalement constitué imaginera un seul instant qu'il pourrait changer de politique, c'est uniquement le POI qui formule un tel espoir ou fait miroiter cette illusion aux travailleurs.

Que cela ne tienne, ils ne sont pas à une contradiction près, ils écrivent plus loin :

- *"Si le gouvernement ne cesse de céder aux patrons, il persiste à maintenir l'arsenal des mesures qui frappent la classe ouvrière et menacent la démocratie, et à se montrer inflexible à l'égard des travailleurs."*

Vous n'y êtes pas, l'illusion relevée plus haut n'appartient pas au POI, lui il est résolument révolutionnaire, ce sont les travailleurs qui se bercent d'illusions, lui, le POI, il n'y est pour rien ou plutôt il ne fait que relayer ces illusions, c'est un aveu au lieu de les combattre, car tel devrait être le rôle d'un véritable parti ouvrier.

- *"... l'idée est en train de germer chez les travailleurs et dans la population de ce pays qu'ils peuvent faire reculer ce gouvernement, qu'ils doivent le faire reculer et qu'ils en ont la force..."*

Mieux encore, c'est une illusion qu'ils s'emploient à cultiver au POI.

Et plus loin ils passent au cran supérieur toujours dans le même registre.

- *"... imposer au gouvernement qu'il cède et pour le contraindre à renoncer à appliquer les directives de Bruxelles."*

Ben voyons, comme si c'était possible, eux ils ont renoncé aux enseignements de Trotsky qui affirmaient que la social-démocratie dégénérée et les staliniens ne rompraient jamais avec le capital, or aujourd'hui le capital en crise ne peut se passer de ces directives de Bruxelles, elles sont vitales pour sa survie, le POI a semble-t-il une autre analyse de la situation et de la crise du capitalisme que la nôtre.

Cela a sans doute un rapport avec les véritables intentions du POI qui ne sont pas de rompre avec le capitalisme si on en juge par les "mesures d'urgence" qu'un gouvernement ouvrier parvenu au pouvoir prendrait selon lui, qui en réalité ne seraient pas applicables en l'état sans briser l'ensemble des rapports sociaux qui déterminent le fonctionnement du système

économique capitaliste. Ce qui signifie qu'il faudrait retirer le pouvoir économique des mains des capitalistes pour à la fois pouvoir réaliser ces "*mesures d'urgence*" et refonder la société sur de nouvelles bases économiques, ce qui impliquerait l'expropriation des banquiers et des actionnaires des quelque 2.000 grandes entreprises sans leur verser un centime, la fermeture de la Bourse et la mise hors la loi de la spéculation et la saisie de tous leurs avoirs placés dans des paradis fiscaux, le rétablissement du franc et le monopole de l'Etat de la création monétaire, du contrôle du crédit et des prix, des importations et exportations, etc. la prise du pouvoir politique devant s'accompagner d'emblée de la prise du pouvoir économique pour que le gouvernement révolutionnaire dispose des moyens pour appliquer sa politique, neutraliser ou réduire immédiatement à l'état d'impuissance les capitalistes qui détiennent les cordons de la bourse et financent la propagande de la réaction ou de la contre-révolution. Ne pas avancer ces conditions politiques signifie que ce serait le gouvernement issu d'une mobilisation révolutionnaire des masses qui serait réduit à l'impuissance, tandis que les banquiers auraient les mains libres pour saboter sa politique et financer la contre-révolution, lutter pour renverser le gouvernement ouvrier. Cela signifie également que toute perspective ou issue politique qui ne comprendrait pas ces conditions politiques reviendrait à proposer aux travailleurs une politique sans se donner les moyens de la réaliser, d'où notre interrogation sur les réelles intentions du POI ou les objectifs qu'il s'est fixé.

Il y a là quelque chose d'incohérent ou qui a de quoi laisser sceptique travailleurs et militants. Ce n'est certainement pas de cette manière qu'il faudrait s'y prendre pour construire un véritable parti révolutionnaire qui revendiquerait la direction du mouvement ouvrier pour renverser le régime en place et mener la classe ouvrière au pouvoir. Là au moins on sait que ce n'est pas un tel parti que le POI envisage de construire, il en serait incapable compte tenu du type de parti que ses dirigeants ont adopté. C'est d'ailleurs la seule cohérence qu'on accordera à ce parti, qui de ce fait ne peut pas se fixer comme objectif politique la prise du pouvoir.

Il le confirme aux dernières lignes de cette déclaration quand ils écrivent que leur combat se fixe pour objectif de "*faire basculer la situation vers une issue positive*", difficile de faire plus vague ou creux !

On en rajoute une louche pour finir.

On se demande sur quoi ils forcent la dose ! Les illusions par exemple, vous aviez pensés à autre chose...

Retraites : "*Il faut forcer les dirigeants politiques à rejeter une fois pour toute ce projet infâme !*"

Quoi de plus normal, non ? De la CGT au PCF, au PS, où est le problème, ne sont-ils pas compatibles, qui ne le sait pas ? Le POI !

- "*De nombreux militants ne pourront qu'être surpris de voir Didier Le Reste figurer sur une liste commune avec le PS dès le premier tour.*"

Didier Le Reste, le bureaucrate syndical pourri et corrompu par excellence qui palpitait 7.000 euros en tant que membre du conseil d'administration de la SNCF si ma mémoire est bonne, plus les émoluments qu'il percevait au titre de ses autres fonctions, briseur de grève patenté, mais c'est vrai qu'ils ont une mémoire sélective au POI.

Il est parfaitement à sa place sur une liste commune avec le PS, PS dont des dirigeants ont atterri dans le gouvernement de Sarkozy (après celui de Chirac) ou ont accepté de se mettre à son service (missions, rapports, etc.), sans parler de ceux propulsés à la direction d'institutions internationales (FMI, OMC, etc.), c'est ahurissant de lire des trucs pareils, consternant! Le POI ménage l'appareil vendu de la CGT et celui du PCF, ils ne veulent pas se fâcher avec eux, on comprend...

Déclaration du conseil fédéral national du POI des 9 et 10 novembre 2013

Le POI n'exige pas le retrait pur et simple de la contre-réforme Peillon, mais sa "*suspension*".

- "... *pour la suspension immédiate de l'application des « nouveaux rythmes scolaires »*"

ACTUALITE EN TITRES

[On pourrait tout simplement se passer d'un Bonaparte ou d'un monarque.](#)

- "*Mais qui donc pourrait remplacer François Hollande?*" - L'Express.fr

[Impossible, ils font partie de la stratégie du néolibéralisme et du sionisme que vous soutenez](#)

- François Hollande: "*Nous devons éradiquer le racisme et l'antisémitisme*" - L'Express.fr

[Impossible, il n'existe pas, c'est une pure invention des sionistes.](#)

- Nétanyahou demande à Abbas de «reconnaître le lien entre les Juifs et Israël» - Liberation.fr

Le "*peuple élu*", le "*peuple juif*", l'Etat des "*juifs*" sont des impostures !

[Quelle horreur ces déchets !](#)

- «*Les trois quarts des gens dans la rue sont alcooliques ou drogués*» - 20minutes.fr

[Le social n'a pas de prix dans le département le plus riche de France.](#)

- Hauts-de-Seine : le département achète près de 300 000 € de bonsaïs - LeParisien.fr

Depuis plusieurs mois, le conseil général des Hauts-de-Seine joue la carte de la rigueur, supprimant les subventions dans tous les domaines. Mais ce lundi, à l'occasion de la commission permanente, les élus de la majorité UMP-UDI ont voté le rachat d'une collection de spécimens rares de bonsaïs pour la modique somme de 289 500 €. LeParisien.fr 18.1118.11

[Quand Le Figaro défend l'impôt... sauf pour les riches !](#)

- «*Il faut arrêter de taper sur le principe même de l'impôt*» - LeFigaro.fr

[C'est un ordre !](#)

- Paris et Rome sommés de valider définitivement le Lyon-Turin - Reuters

ACTUALITÉ DU JOUR

[Leur nature leur interdit de dénoncer et combattre l'origine des méfaits qu'ils dénoncent](#)

- Amnesty dénonce l'exploitation des ouvriers immigrés au Qatar - Reuters

Humanisme, féminisme, écologie, etc, autant de thèmes qui ont les faveurs de la jeunesse, récupérés, mis en avant, entretenus par les représentants de gauche (donc de droite) de la classe dominante pour qu'elle forge son mode de pensée sur une autre base que la lutte des classes et qu'elle ne soit pas tentée d'adhérer au socialisme.

Dit autrement il faut empêcher que la jeunesse pense résoudre les problèmes auxquels elle est confrontée en dehors ou au-delà du capitalisme. Elle doit concevoir des solutions à ses problèmes ou trouver des réponses à ses préoccupations uniquement dans le cadre du régime en place.

Ce qui sur le plan social doit se traduire par sa subordination au capitalisme et faciliter le développement d'un mode de pensée individualiste et corporatiste au sein même des masses exploitées et du mouvement ouvrier de telle sorte que ces différentes couches ou courants affrontent celles ou ceux qui se situent sur le terrain de la lutte des classes.

Sur le plan politique cela se traduira par le rejet des partis ou courants du mouvement ouvrier qui entendent rompre avec le capitalisme et ses institutions, sauf dans le cas où cette idéologie a déjà pénétré profondément certains partis, comme le NPA par exemple, il en est même une caricature.

Au même titre que EELV, les ONG servent de supports ou d'officines pour attirer et rassembler les jeunes (et les moins jeunes) qui sont sensibles à ces questions (humanisme, féminisme, écologie, etc.) pour mieux les détourner des partis ouvriers et du socialisme.

On a précisé et les moins jeunes, parmi lesquels nombre d'universitaires, de chercheurs ou scientifiques, intellectuels ou membres de la classe moyenne ou de la petite bourgeoisie, dont les statuts et les conditions d'existence confortables constituent les

obstacles les plus puissants les empêchant de rejoindre les rangs des militants qui combattent pour en finir avec le capitalisme.

Ils n'ont pas conscience que leur mode de pensée ou leurs analyses sont déformés du fait même qu'ils interprètent les rapports qui existent dans la société ou le monde non pas à partir des faits, mais à partir de la position qu'ils occupent dans la société ou à partir de leurs besoins spécifiques qui ne reflètent pas ceux de la seule classe qui produit les richesses et qui a pour tâche historique de libérer l'humanité de l'exploitation de l'homme par l'homme et en premier lieu du capitalisme, dont l'existence à l'origine de toutes les inégalités et injustices qui existe dans la société ou à travers le monde.

La preuve en est, qu'ils s'en remettent pour résoudre les problèmes qu'ils soulèvent à la seule classe qui ne produit rien d'autres que souffrances, misères, guerres et désolations sur terre, ils vont jusqu'à s'en remettre à ceux qui sont responsables de ces problèmes ou tragédie, ce qui est un comble, le comble de l'aveuglement ou de l'ignorance qui suffit à condamner sans appel leur démarche purement individualiste, corporatiste, qui n'a de ce fait aucune légitimité.

En voici un exemple. Monsieur Hybert Reeves est fort sympathique, mais la politique se fout éperdument de ce genre de considération qu'on laissera aux esprits trop faibles pour penser par eux-mêmes. Monsieur Hybert Reeves comme beaucoup d'autres de ses semblables n'oeuvrent pas au bien-être de l'humanité, bien au contraire, il se laisse manipuler par ses ennemis les plus farouches. En a-t-il ou non conscience ? Peu importe la réponse, là n'est pas notre sujet, cette question ne concerne que lui-même.

Hubert Reeves : "**Humanisons l'espèce humaine !**" - LePoint.fr

Traduire : humaniser le capitalisme.

- ... depuis l'Antiquité la violence entre les humains est en diminution régulière et que, malgré les guerres, les génocides et autres meurtres, le XXe siècle est celui qui a fait le moins de victimes proportionnellement à la population mondiale. Difficile à croire, mais les chiffres sont bien là !

(Ah bon, drôle de manière de calculer pour un astrophysicien ! A croire que parce que les guerres impérialistes du XXe siècle n'auraient fait que quelques 150 millions de morts sur une population totale de 7 milliards de nos jours, soit environ, 2,2% de victimes, l'espèce humaine serait en voie d'humanisation. Disons plutôt que le capitalisme serait un modèle économique à visage plus humain que ses prédécesseurs.

Dès lors on comprend mieux pourquoi Hubert Reeves est ainsi adulé par les médias et Le Point qui lui offre une tribune, magazine rappelons-le ultra réactionnaire qui ouvrent régulièrement ses colonnes à BHL ou les porte-parole du néolibéralisme, on en a donné un aperçu récemment dans nos causeries en commentant leurs articles. - ndlr)

Pourtant, d'autres actes ignominieux - dont les génocides récents et le traitement de femmes lapidées - peuvent sembler remettre en cause la valeur de cette vision d'espoir en l'avenir de l'humanité. Il n'en reste pas moins que ces comportements sont aujourd'hui quasi universellement réprouvés. Je me suis plu à l'idée qu'on pouvait y voir un progrès dans le comportement des humains.

(Peu importe finalement que la barbarie continue de sévir sur tous les continents du moment qu'elle est "*quasi universellement réprouvée*", autrement dit, peu importe qui en est responsable et l'organise, laissons-leur le pouvoir de continuer de terroriser des peuples entiers, du moment que leurs actes font l'objet d'une réprobation universelle, on peut dormir tranquille ou on a la conscience tranquille, je ne pense pas qu'il ait conscience de la monstrosité de ses propos et de son mode de pensée qui est à vomir.

Sa démarche intellectuelle consiste à minimiser ou à faire passer à la trappe les facteurs objectifs parce qu'il est incapable ou se refuse à les analyser et on comprend pourquoi, il lui faudrait reconnaître l'abjection du capitalisme qui est à l'origine des difficultés et des maux dont souffrent les hommes et notre planète, et rejeter tous les gouvernements en place dans le monde, impossible, car ce serait prendre le risque de couper les ponts avec ceux qui lui donnent si généreusement la parole et sans lesquels on n'aurait jamais entendu parler de lui, sans eux il serait demeuré un astrophysicien anonyme comme il en existe bien d'autres dans le monde.

En revanche il s'attarde sur des facteurs subectifs qui sont impuissants à agir sur les conditions objectives mais qui seraient responsables de la situation dans laquelle se trouve le monde, autrement dit, comme ce ne peut pas être que le capitalisme et les capitalistes qui seraient à l'origine de tous nos malheurs ou des maux qui accablent la société et notre planète, il faut bien que ce soit quelqu'un qui endosse cette responsabilité, et bien ce sera vous et moi, les peuples, les masses exploitées, ceux qui en réalité n'ont aucun pouvoir dans la société mais surtout pas ceux qui le détiennent.

Pire encore, si jusqu'à présent le monde a été si barbare, c'était de la faute des peuples qui l'étaient et non de ceux qui détenaient le pouvoir politique ou étaient aux affaires. Les esclaves, les serfs et les salariés depuis le XIXe siècle étaient des barbares qui

se complaisaient dans la barbarie et en redemandaient, c'est ainsi qu'il interprète l'évolution de la civilisation humaine au fil des siècles et des millénaires, interprétation (déformée) purement subjective et totalement étrangère aux rapports ou conditions matérielles qui ont dicté son évolution ou sa transformation. C'est ainsi que notre astrophysicien se noie dans des considérations existentielles pour être incapable d'interpréter un processus matériel et historique qui reposait sur les lois de la dialectique qui s'appliquent également à l'univers qu'il était censé étudier, bref chacun aura compris qu'il n'est pas marxiste.

Finalement, sur le tard puisqu'il se fait vieux Hbert Reeves, ce qu'il considère comme un "*progrès* n'est en fait que reflet renvoyé à lui-même de son interprétation du monde et il s'en satisfait, comme Narcisse se mirant dans une marre d'eau... - ndlr)

Quel rapport y a-t-il entre tout cela et le projet de changer le statut juridique des animaux dans le Code civil ?

(Et le statut juridique des esclaves salariés ? Cela ne l'intéresse pas, son statut lui suffit, il ne se sent pas concerné. - ndlr)

- D'abord, la constatation que les améliorations durables s'effectuent à petits pas dans le temps. Il a fallu deux mille ans pour passer des jeux du cirque au Cirque du Soleil.

(Dans deux mille ans peut-être qu'on en finira avec le capitalisme, d'ici là, à l'allure où il s'emploie à détruire notre environnement et à nous pourrir la vie, toute trace de vie aura disparu depuis longtemps de la planète. Là encore Reeves ne se sent pas concerné, il ne sera plus là non plus. Son mode de pensée est purement individualiste derrière ses aires de grands humanistes. -ndlr)

- Ensuite, le fait que l'importance de la pression sociale sur les législateurs peut jouer un rôle utile pour l'évolution des lois...

(Pression, pas trop quand même, n'exagérons rien, les législateurs doivent conserver la main, sans rire, c'est son côté révolutionnaire ! Bon, il nous accorde un "*rôle*", c'est trop généreux de sa part, il y est contraint sinon cela voudrait dire qu'il serait inutile lui-même, ce serait gênant d'en arriver à un tel constat à son âge, "*utile*", sans plus, déterminant serait excessif, là pour le coup on pourrait le prendre pour un révolutionnaire, ce qu'il n'est pas, bref, les législateurs feront ce qu'ils veulent, faisons pression sur eux, légitimons-les au passage, là pour le coup c'est son côté réactionnaire qui ressort... - ndlr)

- Et, décidément, le constat que des humains prennent en compte le fait que, comme nous, les animaux sont sensibles à la souffrance est prometteur. Cela me paraît un nouveau pas en avant dans la vaste et difficile entreprise d'humaniser l'espèce humaine. LePoint.fr 18.11

(Pour "*humaniser l'espèce humaine*", il faudrait commencer par humaniser ceux qui la gouvernent, idée totalement saugrenue, peine perdue d'avance, il n'y pense même pas, puisque pour lui c'est nous les barbares et non les "*législateurs*". Finalement on retrouve dans son discours la même démarche tendant à culpabiliser les peuples, sauf la classe dominante et les intellectuels qui servent ses intérêts et dont Hubert Reeves fait partie.

Si parmi les peuples ou les masses, il se trouve des hommes qui battent leurs épouses, leurs gosses, leurs chiens, picolent, se droguent, manquent de respect à leur voisin, leur collègue de travail, leur patron, la nature, etc. sont misogynes, racistes, xénophobes, homophobes, fainéants, voleurs, menteurs, hypocrites, assassins et j'en passe, précisons que cela concerne aussi les femmes bien entendu, pour une fois je pense à elles pour faire chier les féministes, bref, c'est parce que "*l'espèce humaine* manque d'humanité et non parce ses conditions de travail et d'existence sont épouvantes, épouvantables, insupportables, certainement pas parce que la société est commandée, gouvernée par la cupidité et le profit, le marché et s'applique méticuleusement à mettre chaque individu en concurrence ou en compétition avec les autres, à reproduire sans cesse les rapports de dominant à dominé dans tous les rapports sociaux, quelle idée franchement, vous avez été chercher cela sur quelle planète s'interrogera notre astrophysicien, la terre monsieur Reeves, la terre que décidément vous connaissez si mal. -ndlr)

Ni Pierre Gattaz (Medef) ni Thierry Lepaon (CGT) n'ont raison.

- La CGT dénonce «*le coût du capital*» - libération.fr

«*Non ce ne sont pas le coût du travail ou les impôts qui empêchent le développement des entreprises. Mais le manque d'investissement et de budgets de recherche, l'insuffisante rémunération des qualifications et la ponction financière des actionnaires*», estime Thierry Lepaon, au siège de la Confédération.

(Faux, quelle est l'origine de la crise actuelle du capitalisme, d'un côté la baisse tendancielle du taux de profit qui concerne en premier lieu les vieux pays capitalistes dont la France, il ne remonte que grâce aux esclaves salariés asiatiques, d'Europe centrale, du Maghreb principalement, on peut rajouter la Grèce maintenant et demain le Portugal, l'Espagne, d'autre part l'impossibilité de placer dans l'économie productive les capitaux accumulés par les capitalistes au cours des dernières décennies à un taux de rendement intéressant, on peut ajouter la surproduction et l'endettement gigantesque des Etats et du monde en général, le capitalisme ne survivant plus seulement à crédit mais en ayant déjà hypothéqué les profits à venir, l'ensemble conduisant à

la paralysie, à l'effondrement et à l'explosion de l'économie mondiale.

Si le coût du travail est déjà trop élevé au Bangladesh sur la base d'un salaire mensuel de 68 dollars pour plus de 200 heures de travail par mois, alors imaginez un peu ce qu'il en est en France, il sera toujours trop élevé et incompatible avec la survie du capitalisme, même en divisant les salaires par deux, car la question n'est pas le niveau du salaire mais la baisse constante de la part du capital variable par rapport au capital constant, que le salaire mensuel soit fixé à 98 ou 1.200 euros n'a aucune influence sur ce facteur qui mine l'existence du capitalisme. On a déjà évoqué en détail cet aspect du capital dans de précédente causerie, on y renvoie les lecteurs.

Monsieur Lepaon évoque le "*développement des entreprises*" comme s'il était indépendant du marché et de la concurrence mondiale. Pour faire bref, il est impossible de concurrencer des pays où le coût de la main d'oeuvre est divisé par 3, 5 ou 10, et le marché n'est pas extensible en claquant des doigts, donc produire est une chose, écouler les marchandises produites en est une autre et là aussi il arrive un moment où cela coince. Que faut-il faire alors? Liquidier le capitalisme ou se faire broyer et réduire en esclavage par lui, c'est l'un ou l'autre. Lepaon n'étant pas disposé à s'attaquer au capitalisme, il ne lui reste plus qu'à adopter l'autre option. - ndlr)

Le leader de la CGT pense, lui, que la sortie de crise passe par «*la revalorisation du travail et une autre répartition des richesses créées par le travail*».

(Contrairement à monsieur Lepaon et bien d'autres au sein du mouvement ouvrier, nous ne souhaitons pas sortir de la crise sans avoir renversé le capitalisme car cela nous ramènerait à adopter ou collaborer à l'option que nous avons évoquée plus haut et nous n'y tenons pas du tout. Et l'on conçoit très qu'une "*autre répartition des richesses*" participerait à la stabilité du régime, pendant que des millions de travailleurs n'en profiteraient pas, beaucoup plus si on étend notre vision à l'échelle mondiale. Vous n'avez pas constaté que ceux qui sont les premiers à dénoncer la misère du monde, sont ceux qui en réalité entendent continuer à en tirer profit ou s'en accommodent. - ndlr)

En clair, la campagne lancée hier par la CGT vise à montrer «*l'effet dévastateur de la financiarisation*», «*de stopper la course infernale à la rentabilité financière*». libération.fr 18.11

(Voeu pieux ou effet d'annonce qui repose sur une analyse erronée de l'évolution du capitalisme. La financiarisation de l'économie correspond à une étape du développement du capitalisme mondiale en crise et non à la volonté de capitalistes particulièrement cupides de s'enrichir. Il ne faut pas confondre accumulation ou concentration du capital entre un nombre de plus en plus réduit de capitalistes par rapport à la population mondiale et leur fortune personnelle qui est indécente, il faut faire la part des choses ou ramener ces deux facteurs à leur juste valeur et l'on s'aperçoit alors que c'est le premier facteur qui est déterminant ou pose problème, autrement dit le capitalisme auquel Lepaon ne tient pas à s'attaquer. Tenez l'article qui suit le confirme parfaitement à sa manière, comme quoi on ne raconte pas n'importe quoi. - ndlr)

[Confirmation. L'épuration du système bancaire européen est "à peine" entamée.](#)

- Enria regrette la survie des banques européennes - libération.fr

Trop de banques européennes ont survécu à la crise financière, selon le président de l'Autorité bancaire européenne (ABE), Andrea Enria. «*A peine 40 ont disparu, contre environ 500 aux Etats-Unis*», souligne le régulateur du secteur dans un entretien publié hier par le quotidien allemand Frankfurter Allgemeine Zeitung.

«Les gouvernements ont voulu maintenir en vie leurs banques, et cela a freiné le processus de convalescence» du système financier, critique-t-il. Sous la houlette de la Banque centrale européenne, un audit de fond des 130 plus grandes banques de la zone euro vient d'être lancé. Le verdict est attendu dans un an. libération.fr 18.11

On a déjà écrit que l'union bancaire européenne ou Bâle III avait pour objet de réduire le nombre de banquiers en Europe, car s'ils ne se servent pas de la crise du capitalisme pour parvenir à une nouvelle concentration du capital, ce serait un comble. Et puis le système financier en Europe sera plus facile à contrôler par les banquiers les plus puissants. De la concurrence au monopole, puis du monopole ou monolithisme ou dictature de l'oligarchie financière.

Si l'opération n'était pas bouclée rapidement, le traité transatlantique prendrait le relais et en viendrait à bout...

[Quand la presse du capital commande un sondage... et son résultat !](#)

Haro !

- Les Français pour moins de fonctionnaires, qui travaillent plus - Reuters

Les Français sont majoritairement pour une augmentation du temps de travail des fonctionnaires, une baisse de leur nombre et un gel de toutes les prestations sociales, selon un sondage BVA pour Les Echos et Aviva publié lundi. Reuters 18.11

Venant des Echos, c'est le résultat inverse qui aurait été suspect !

Un autre sondage vend la mèche à sa façon.

- Une majorité de Français défend l'aide publique au développement malgré la crise - Liberation.fr

Donc les Français prôneraient la régression sociale pour eux, mais pas pour les autres, soit ils sont incohérents, inconscients, débiles, suicidaires, masochistes, soit on leur a mal posé les questions précédentes et lors du sondage suivant ils témoignent qu'ils sont généreux ou solidaires, pour des racistes endurcis cela la fout mal !

Seulement ? En fait les Français son aigris et jaloux des fonctionnaires !

- Près d'un Français sur dix n'aime pas son travail - Francetv info

La bonne réponse devait être : préfère avoir un travail que d'être au chômage...

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Turquie

- Les élus turcs renoncent à une nouvelle Constitution - Reuters

Une commission parlementaire turque, destinée à rédiger une nouvelle Constitution, n'a pas atteint ses objectifs et va être dissoute, a annoncé lundi Mehmet Ali Sahin, l'un des cadres du Parti de la justice et du développement (AKP, islamiste conservateur) du Premier ministre Recep Tayyip Erdogan.

La commission, qui comprenait des membres de l'AKP, du Parti républicain du peuple (CHP, gauche kémaliste), du Parti du mouvement nationaliste (MHP, nationaliste) et du Parti pour la paix et la démocratie (BDP, gauche pro-kurde), devait entièrement réécrire le texte né du coup d'Etat militaire de 1980.

"Notre président du parlement a jugé impossible de rédiger une nouvelle Constitution et en informera par courrier les dirigeants des quatre partis politiques", a dit Mehmet Ali Sahin.

La mise en place d'une nouvelle Constitution faisait partie des promesses de campagne de Recep Tayyip Erdogan lors des élections de 2011, et la commission y travaillait depuis deux ans.

Néanmoins, le texte aborde de nombreux points sensibles, de la définition de la nationalité turque à la protection des libertés religieuses, et les quatre partis ne sont parvenus à un accord que sur 60 articles, moins de la moitié de ce que doit contenir le projet de texte. Reuters 18.11

2- Haïti

Plusieurs milliers d'Haïtiens ont défilé lundi à Port-au-Prince pour réclamer la démission du président Michel Martelly.

Les manifestants ont emprunté la route commerçante de Delmas jusqu'à Pétionville, commune aisée de la banlieue de la capitale, où la police, cible de jets de pierre, a fait usage de gaz lacrymogène. Aucun blessé n'a été signalé.

Le mouvement de protestation, qui coïncidait avec l'anniversaire de la bataille de Vertières, première victoire sur les troupes françaises en 1803, était d'une ampleur sans précédent depuis l'investiture de Michel Martelly, en mai 2011.

"Nous sommes dans la rue pour demander le départ du président Martelly", a déclaré Volcy Assad au nom du Fanmi Lavallas, le parti d'Aristide.

"Martelly représente la minorité qui a toujours maintenu le peuple dans la misère, dans la douleur (...) Nous voulons écrire une nouvelle page de l'histoire d'Haïti pour que les enfants aient accès à l'eau, à l'éducation et à la nourriture", a-t-il ajouté. Reuters 18.11

SOCIAL

1- France

La Rochelle: 92 licenciements sur 109 salariés chez Planet Fun - 20minutes.fr

La société d'assemblage de bicyclettes Planet Fun, installée à Périgny, dans l'agglomération de La Rochelle, va licencier 92 de ses 109 salariés, a-t-on appris lundi auprès de la communauté d'agglomération.

«Le marché du cycle est très difficile et Planet Fun avait perdu les marchés de ses principaux donneurs d'ordre, Décathlon et Intersport, qui se tournent vers d'autres fournisseurs moins chers», a-t-elle ajouté.

Planet Fun, créé en 1998, a compté jusqu'à 250 salariés qui assemblaient pour le compte de grands donneurs d'ordre des pièces importées d'Asie avec une capacité de production qui pouvait atteindre 3.000 vélos par jour, du vélo de ville au VTT. 20minutes.fr 18.11

2- Portugal

- Lisbonne espère jusqu'à 580 millions de la cession de la poste - Reuters

La privatisation de CTT, dont la procédure a été entamée en juillet, fait partie des mesures demandées à Lisbonne par l'Union européenne (UE) et le Fonds monétaire international (FMI) en échange du plan d'aide accordé en 2011.

La privatisation de CTT, qui devrait intervenir avant la fin de l'année, aura lieu après celle, réussie, de Royal Mail en octobre.

De son côté, le fonds d'investissement a mis sur le marché fin juin plus d'un quart du capital de Bpost, principal opérateur belge de services postaux. Reuters

Je vous ai fait grâce de la partie importante (en volume) de cet article consacrée uniquement au prix de la mise en vente des actions de la poste et ce qu'elles rapporteront, comme si c'était le seul critère qui devait intéresser les lecteurs.

Pourquoi ? De manière à ce qu'ils ne se posent surtout pas de questions sur le bien-fondé et les conséquences pour les Portugais, Britanniques, etc. de la privatisation de la poste, seul le marché auquel ce service est sacrifié doit déterminer l'état d'esprit des lecteurs en les invitant à partager l'individualisme, la cupidité et l'avidité pour le profit des banquiers et autres investisseurs institutionnels.

C'est ainsi que la population ou les travailleurs sans s'en apercevoir se voient infuser l'idéologie néolibérale et l'adoptent malgré eux. Ensuite, parce que ces propagandistes que sont les agences de presse savent qu'une fois qu'on a adopté un mode de pensée ou une idéologie, il est extrêmement difficile de s'en délivrer ou d'en changer, chacun s'employant au contraire à justifier son choix idéologique, si on peut parler de choix, en réalité il s'est imposé à eux ou il leur a été imposé d'autant plus facilement en l'absence de toute alternative plausible ou cohérente, le socialisme ne faisant plus recette ou n'étant défendu réellement que par des militants totalement marginalisés, tandis que tous ceux qui parlent en son nom et qui apparaissent dans les médias en sont en réalité les fossoyeurs et les meilleurs alliés du néolibéralisme.

Les sections de l'Internationale socialiste capitaliste à laquelle appartient le PS, la gauche et l'extrême gauche sont responsables de cette évolution du mode de pensée de la majorité des travailleurs, en premiers lieu les mieux lotis qui trouvent encore leur compte dans le régime en place. Leur tour viendra, plus tard, à moins que le régime les ménage pour assurer la stabilité du pouvoir politique.

3- Italie

Alitalia supprimera de 2.500 à 2.600 postes, selon les syndicats - Reuters

Alitalia va supprimer entre 2.500 et 2.600 postes dans le cadre d'un plan de restructuration destiné à sauver la compagnie aérienne de la faillite, ont dit lundi des sources syndicales.

D'après ces dernières, ces mesures concerneront à la fois les pilotes, le personnel navigant et les salariés au sol.

L'une des sources a précisé que la direction prévoyait une réunion avec les syndicats jeudi ou vendredi.

Une porte-parole d'Alitalia, qui doit chercher un nouveau partenaire après la décision d'Air France-KLM de ne participer à l'augmentation de capital de l'entreprise, a déclaré que, en l'état actuel, le nouveau plan industriel faisait seulement référence à des mesures de réduction des coûts et ne mentionnait aucune suppression de postes. Reuters 18.11

4- Bangladesh

- Bangladesh: nouvelles manifestations de salariés du textile - AFP

Plusieurs milliers d'employés du secteur textile ont protesté lundi contre le nouveau salaire minimum décidé au Bangladesh, forçant 140 usines à fermer leurs portes, selon la police et les industriels.

Le gouvernement a récemment décidé d'augmenter de 76% le salaire minimum, à 68 dollars, en décembre mais des syndicats relèvent que les employés du textile les plus expérimentés ne profiteront pas de cette mesure et que certains patrons ont réagi en diminuant les indemnités transport et repas.

Des scènes de violence ont éclaté à Ashulia, banlieue de la capitale, Dacca, où sont installées de nombreuses usines textiles travaillant pour de grandes marques occidentales mais également à Gazipur, au nord de Dacca, selon la police.

"Au moins 10.000 employés ont manifesté à Konabari (district de Gazipur, ndlr). Ils ont lancé des pierres sur la police. Nous avons riposté avec des balles en caoutchouc et des gaz lacrymogènes", a dit un porte-parole de la police, Shamsur Rahman à l'AFP.

Les manifestants sont essentiellement des salariés expérimentés en colère contre l'absence de revalorisation de leur paye, a-t-il ajouté.

Selon l'association des fabricant et exportateurs de textiles, quelque 140 usines ont dû fermer lundi en raison de ces manifestations.

Malgré la récente augmentation des salaires, les ouvriers du textile au Bangladesh restent parmi les moins bien payés au monde. AFP 18.11

ECONOMIE

1- France

Les députés ont voté jeudi l'octroi d'une enveloppe de 1,5 milliard d'euros d'aide sur dix ans pour venir en aide aux collectivités qui ont souscrit des emprunts toxiques. Celles-ci pourront être soutenues sur une période de trois ans renouvelable. Les députés ont voté jeudi soir une série d'amendements retouchant le dispositif gouvernemental de sortie des emprunts toxiques par les collectivités locales, notamment pour autoriser certaines collectivités à être aidées plus longtemps...

L'affaire des emprunts toxiques concerne quelque 1.500 collectivités ou organismes publics (hôpitaux, habitat social, notamment). Elle a généré au moins 300 contentieux, dont 200 à 250 auprès de Dexia et de la Sfil (Société de financement local). Le stock de la dette toxique est évalué à 14 milliards d'euros, selon l'association « Acteurs publics contre les emprunts toxiques »...

Payer maintenant pour éviter un risque majeur pour « les finances publiques »

Pour accéder à ce fonds, les collectivités seront obligées de renoncer à tout contentieux, en cours ou à venir, à l'encontre de la Sfil et Dexia. Ce dispositif dit « loi de validation » des emprunts toxiques vise à stopper l'inflation des contentieux... La Tribune - Wikistrike.com 16.11

2- Catastrophes climatiques

- Le coût des catastrophes climatiques atteint 200 milliards par an - Reuters

Les pertes économiques liées dans le monde à des catastrophes climatiques n'ont cessé d'augmenter au cours de la dernière décennie pour atteindre 200 milliards de dollars par an, dit un rapport de la Banque mondiale, lundi.

Le coût des catastrophes naturelles entre 1980 et 2012 s'établit à 3.800 milliards de dollars, rapporte la compagnie d'assurance allemande Munich Re, qui estime que 74% de ce montant est imputable à des phénomènes exceptionnels. - Reuters 18.11

Et le coût humain ? Il est absent de cet article en dehors du dernier paragraphe où est évoqué rapidement le passage récent du typhon Haiyan sur les Philippines.

[Haut de page ↗](#)

Le 20 novembre 2013

CAUSERIE

On ajoutera une trentaine d'articles ce soir, je n'ai toujours pas archivé les articles d'octobre, pas le courage et trop de boulot.

[Une date à retenir dans les annales de l'histoire \(la leur\). Le 19 novembre 2013](#)

C'est que la "*cause est importante*", on nous dit même que ce serait un paradis fiscal aux intentions généreuses, le "*régime hygiéniste*" de Singapour qui en serait à l'origine pour l'avoir avancé dès 2001, mais diable de quoi s'agit-il, mais voyons de la journée mondiale des toilettes décrété par l'ONU et qui doit se dérouler ce 19 novembre 2013.

N'allez pas croire que ce serait un canular, dès juillet de cette année le Huffington Post nous enjoignait de ne pas nous livrer à un "*petit caprice de pays riches*" et d'adopter une "*vision méprisante*" envers cette initiative prise très au sérieux par les dirigeants des pays qui siègent à l'ONU, qui par ailleurs sont bien connus pour colporter en permanence un idéal humaniste à travers le monde entier, au point que "*s'en gausser sur fond d'anti-internationalisme*" serait d'un fort mauvais goût nous dit-on, retenez bien la leçon elle nous servira plus loin. N'est pas internationaliste qui veut que voulez-vous, surtout quand il s'agit d'entretenir le règne de l'exploitation et de l'oppression à la surface de la terre, ce serait manquer au principe d'internationalisme et d'équité, de générosité que ne pas en faire profiter tous les exploités de la terre pour le pire et le meilleur, par exemple le droit aux toilettes qui doit être un bien commun, collectif à tous les peuples, n'en existerait-il qu'un seul qu'ils leur reconnaîtraient que ce seraient celui-là, là encore avec quelques réserves que nous verront plus loin. La suite pourrait être à se torcher de rire, jugez plutôt.

- Fournir des toilettes pourrait permettre de sauver la vie de plus de 200.000 enfants chaque année. Des organisations comme la World Toilet Organisation, dont le nom pourrait prêter à sourire, estime que chaque année plus d'un million et demi d'enfants et de bébés de moins de 5 ans meurent à cause de diarrhées et autres maladies venant de mauvaises conditions d'hygiène, à commencer par les sanitaires.

Des fondations importantes comme celle de Bill Gates ont pris d'ailleurs conscience du problème et soutiennent l'Onu et diverses organisations pour agir en aidant à la construction d'équipements. [huffingtonpost.fr 29.07.13](#)

Bon, ils n'ont pas hésité à en sacrifier 500.000 en Irak, mais bon l'argent du pétrole n'a pas d'odeur et sent bien meilleur apparemment. Et puis pour aller alimenter des toilettes, il faut commencer par avoir le ventre plein, sinon on ne produira que la bile de nos souffrances qui torture nos boyaux et nos vies misérables dont ses donneurs de leçons sont responsables, il faut bien dire les choses telles qu'elles sont véritablement, n'est-ce pas ?

C'est quand même le comble du cynisme que ces tubes digestifs ne s'intéressent qu'à ce qui en sort quand il s'agit des plus malheureux, tandis que les nantis auxquels ils appartiennent consacrent exclusivement leur méprisable existence à ce qui va permettre de le remplir. Et que l'un des plus monstrueux d'entre eux participe à cette opération de propagande, est aussi naturel que se soulager en affamant et empoisonnant la planète entière avec des OGM (Monsanto dont Gates est actionnaire) ou autres saloperies issues de l'industrie chimique ou agroalimentaire, gageons que la bonne conscience qui leur sert de caution servira une toute autre cause, tout aussi importante ou plus encore, la leur.

Récemment c'était la Commission européenne qui avait pondu une directive sur le volume des réservoirs des toilettes que les pays de l'UE devraient adoptés, donc si quelqu'un s'avisait de vanter devant vous les mérites de l'UE ou de l'ONU, vous pourriez toujours lui répondre que vous savez au moins où va se nicher leur bonne conscience.

En complément.

On pourrait mettre dans le même registre l'annonce par le gouvernement indien la création d'une nouvelle banque destinée aux femmes. Voyez-vous, il n'y aurait qu'un tiers des femmes indiennes qui détiendraient un compte bancaire à leurs noms, mais pour en avoir l'utilité, faudrait-il encore qu'elle ait quelque chose à verser dessus, que leurs salaires soient suffisants pour économiser quelques roupies. C'était la première remarque qu'on pouvait faire, mais l'essentiel est ailleurs selon moi.

Il se trouve que l'Inde est le premier importeur d'or, les Indiens ont l'habitude de transformer leurs économies en or et d'offrir des bijoux en or lors d'événements familiaux. L'Etat indien a tenté de leur vendre de l'or papier à la place de l'or physique et cela n'a pas fonctionné, les Indiens continuent d'acheter de l'or sous forme de pièces ou bijoux au lieu de déposer leurs économies à la banque, ils préfèrent garder leurs économies près d'eux, ils n'ont pas confiance dans les banquiers, à raison d'ailleurs.

Donc pour le gouvernement également empêtré dans une crise économique de plus en plus grave, depuis un an par exemple les retraites ne sont plus versés en début de mois mais les tous derniers jours, il espère par cette mesure que les Indiennes prendront le chemin de la banque de façon à remplir ses caisses au lieu d'achever de l'or, et si cette initiative s'adresse aux femmes, c'est parce que les familles convertissent leurs économies en bijoux en or destinés principalement aux femmes.

Pour la petite histoire, j'attends toujours depuis le mois d'août que mon beau-frère touche la subvention que le gouvernement devait lui verser dans le cadre de la construction de sa maison, pour me rembourser l'argent que je lui ai avancé. Un de ces copains qui milite dans le parti du Chief minister de Pondichéry et qui a eu accès à son dossier, lui a dit qu'il faisait partie des premiers qui seraient servis, dès que le gouvernement aurait assez d'argent dans ces caisses, ce qui n'est toujours pas le cas, il doit jongler pour payer les salaires et retraites des fonctionnaires et faire tourner les services publics en priorité, c'est pour dire que la situation économique est très mauvaise en Inde.

Bon à savoir.

Le collectif à l'origine d'une grève illimitée des sages-femmes hospitalières est sur une ligne réactionnaire.

- Le collectif souhaite que les sages-femmes exerçant à l'hôpital sortent du statut de la Fonction publique hospitalière pour intégrer un statut médical, sur le modèle des praticiens hospitaliers (médecins), afin d'être mieux reconnues.

Les syndicats - hormis la CFTC membre du collectif - refusent que les sages-femmes hospitalières quittent le statut de fonctionnaire. AFP 19.11

ACTUALITE EN TITRES

Quel exploit !

- En Israël, «*Hollande a réussi à tenir le même langage aux uns et aux autres*» - Liberation.fr

Par tous les moyens légitimer le sionisme et renforcer des liens avec lui.

- Hollande achève son voyage en Israël, pays des start-ups - AFP

"*L'objectif*", a-t-il souligné, serait le "*développement de nos échanges extérieurs et des investissements dans chacun de nos pays, avec des fonds, des capitaux dédiés à l'innovation*".

Benjamin Netanyahu a appelé à une coopération pour conquérir les nouveaux marchés d'Asie ou d'Afrique. "*Nous pourrions nous rassembler pour accompagner ces changements*", a-t-il estimé. AFP 19.11

La confiance a un prix...

- Trois anciens responsables syndicaux de SeaFrance mis en examen pour abus de confiance - Francetv info

- Espionnage chez Ikea : le PDG, son prédécesseur et le directeur financier mis en examen - LePoint.fr

En famille, toujours plus sur les pas de Sarkozy...

- Jean-Marc Ayrault cajole les maires en colère - LeFigaro.fr

Le président de l'Association des maires de France (AMF) Jacques Pélissard (UMP) ayant appelé la salle à "*une écoute mutuelle, respectueuse de l'autre*", Jean-Marc Ayrault a échappé à une bronca...

- M. Ayrault a annoncé la nomination d'un "*médiateur*", l'ex-ministre de droite Alain Lambert. - AFP 19.11

[A ce prix-là évidemment...](#)

- 150 000 euros en plus pour la FCPE: la fédération de parents s'explique - L'Express.fr

Je vous rappelle aussi, que nous ne sommes pas dans un pays de corruption, que les subventions versées aux associations reconnues d'utilité publique sont régies par des textes et bien encadrées, a dit le président de la FCPE Paul Raoult.

Prendre part aux discussions pour améliorer la réforme oui, demander l'arrêt non.

Nous souhaitons même pouvoir aller plus loin par la réécriture du décret quand on aura réformé le calendrier annuel pour 5 h par jour maximum. L'Express.fr 19.11

[Quelle peine, quelle sueur, tant de larmes et de sang pour y arriver...](#)

- La rémunération des patrons du CAC 40 retrouve ses niveaux de 2011 - AFP

La rémunération moyenne des patrons du CAC 40 a retrouvé cette année les niveaux de 2011, à 3,5 millions d'euros, mais demeure inférieure à celle de leurs pairs européens, selon une étude du cabinet Towers Watson publiée mardi.

Les Suisses (8 groupes dans le top 100) tiennent la palme à 7,63 millions d'euros de rémunération globale directe, devant les Espagnols (5 groupes) à 7,21 millions, les Allemands (15 groupes) à 6,3 millions et les Britanniques (21 groupes) à 5,7 millions.

Viennent ensuite les Italiens (4 groupes parmi le top 100) à 4,1 millions d'euros et enfin les Belges (5 groupes) à 3,96 millions. AFP 19.11

[Instrumentalisation prise au piège.](#)

- La violence faite aux enfants grande cause nationale ? - LePoint.fr

Et comment...

- Un enfant sur six victime d'exclusion sociale en France, selon l'Unicef - AFP

[La décadence sera internationale ou ne sera pas...](#)

- Des droits pour les LGBT, une nouvelle fracture mondiale - Slate.fr

- L'Inde inaugure une banque pour les femmes - Le Monde.fr

Et l'Etat ?

- 62% : la part des professeurs de collège qui associent l'entreprise à de l'exploitation - Atlantico.fr

[Les comploteurs en action.](#)

- L'assassinat de Kennedy, 50 ans après, nourrit encore les théories du complot - AFP

- Assassinat de JFK: pourquoi les théories du complot ne tiennent pas la route - Slate.fr

Ce qui devient de plus en plus intéressant, c'est que les agences de presse, les médias et les portails qui sont connus à travers le monde entier pour colporter ou couvrir les mensonges du patronat, des gouvernements des puissances impérialistes et toutes

les institutions qu'ils contrôlent, persistent dans la même voie et se discréditent un peu plus chaque jour, c'est excellent, cela ne peut à la longue qu'aider les travailleurs à rompre avec le capitalisme et ses institutions qu'ils supportent de moins en moins.

Chacun sait que le cartel des banquiers de la Fed a fait assassiner Kennedy parce qu'il s'apprêtait à remettre en cause leur monopole sur la création monétaire, notamment, comme il avait fait assassiner A. Lincoln.

L'époque où plus un mensonge est gros plus il passera est terminée ou en voie de disparition, car il existe trop de moyens d'informations indépendants où la population peut directement s'informer.

Les véritables conspirateurs ou comploteurs, ce sont ceux qui mentent, qui s'emploient à déformer, tronquer ou camoufler des faits, qui cachent la vérité à la population, qui l'induisent délibérément en erreur pour l'empêcher de comprendre comment fonctionne réellement le vieux monde dont il faut nous débarrasser au plus vite.

[La stratégie du chaos, suite.](#)

- Liban: 23 morts dans un double attentat contre l'ambassade d'Iran à Beyrouth - AFP
- Egypte: manifestations et heurts entre pro et anti-armée au Caire - AFP
- Mexique: 39 corps découverts en 10 jours dans des fosses clandestines - AFP
- Attaque d'un poste de police en Somalie, 28 morts - Reuters

[ACTUALITÉ DU JOUR](#)

[Le président et la "**majorité**" changent, la politique antisociale demeure, normal sous la Ve République.](#)

- L'Assemblée adopte largement, en première lecture, le projet de budget 2014 - Francetv info

L'Assemblée nationale a largement adopté l'ensemble du projet de budget 2014 en première lecture, mardi 19 novembre, le jour même de l'annonce par le Premier ministre d'une refonte future de la fiscalité. Le projet de loi de finances a été voté par 320 voix contre 242, après la fin du passage en revue des dépenses. Celles-ci sont globalement en baisse, selon le gouvernement.

Tous les socialistes, les radicaux de gauche et la très grande majorité des écologistes l'ont approuvé. Aucun socialiste n'a voté contre ou n'a voté blanc sur ce texte, jugé crucial comme marqueur d'appartenance à la majorité. Chez les écologistes, qui avaient menacé en septembre de ne pas voter un budget à l'époque pas assez vert à leurs yeux, seuls Sergio Coronado et Isabelle Attard se sont abstenus, tandis que Noël Mamère a voté contre. L'UMP, l'UDI et le Front de gauche ont voté contre. Francetv info avec AFP 19.11

Dont côté jardin, un cadeau de 20 milliards d'euros aux exploités, consacrés au crédit d'impôt compétitivité emploi destiné à abaisser le coût du travail, et côté cour la hausse de la TVA, etc. bref la poursuite de la politique de Sarkozy,

Mais au fait, messieurs les opportunistes professionnels qui pendant des décennies et des décennies nous avaient expliqué qu'il existait un courant de gauche au PS, où est-il donc passé, allez dites-nous tout, dites-nous pour qui vous roulez réellement vous qui nous aviez si bien roulés, je pense notamment au courant "*trotskiste*" du POI.

Question : quand les militants trotskistes de ce parti et d'ailleurs tireront-ils les enseignements de l'incurie politique ou de la trahison de leurs dirigeants, quand ? Plus de 65 ans, c'est long !

En complément. Ayez de "**l'empathie**" pour le capitalisme ! Il vous le rendra : à qui ?

- Les soutiens très chics de Gérard Collomb - libération.fr

Les vingt premiers membres du comité de soutien au maire PS de Lyon pour les municipales de mars se sont fait connaître ce mardi.

Côté mixité sociale, son comité de soutien, Acteurs dans la ville, a des progrès à faire. Le comité de soutien à Gérard Collomb cultive fâcheusement l'entre soi. A part deux étudiantes, tous ses membres appartiennent aux catégories sociales supérieures.

Y compris Alexis Jenni, prix Goncourt 2011.

- deux avocates,
- une chef d'entreprise,
- une chirurgienne professeur des universités,
- une directrice de festival
- la vice-championne du monde de fleuret par équipe,
- six dirigeants d'entreprises,
- plus le directeur de l'opéra de Lyon,
- un restaurateur.

Il a toujours affiché son «*amour*» de l'entreprise. «*On ne relancera pas l'économie sans un minimum d'empathie pour les entreprises*», déclarait-il dans une interview au Monde. libération.fr 19.11

Vous êtes ouvrier, employé, technicien, cadre, prof, dans le privé ou le public : circulez ce parti n'est pas pour vous, il ne défendra jamais vos intérêts fondamentaux, c'est un parti du capital et des couches privilégiées de la petite-bourgeois qui y sont liés par leur niveau de rémunération ou leur mode de vie !

Ceux qui vous ont induit en erreur sur la nature du PS n'appartiennent pas forcément à ces couches privilégiées, ils appartiennent plutôt aux couches supérieures de la classe ouvrière, à l'aristocratie ouvrière corrompue par les avantages que leur confère leur statut ou la place qu'ils occupent dans la société en régime capitaliste et qu'ils entendaient préserver, quitte à se compromettre pour y parvenir, à endosser à leur tour un masque pour camoufler leurs véritables intentions, leur imposture ou trahison et ainsi mieux tromper travailleurs et militants.

Depuis, ils ont franchi un pas de plus en versant dans le populisme de gauche ou en reprenant à leur compte certains thèmes de la propagande néolibérale impulsée par le PS, notamment.

[Intox en famille. Quand la "majorité" PS adopte un projet de loi... de l'UMP](#)

- Le référendum d'initiative populaire bientôt possible en France - Reuters

Les députés français ont entériné mardi les deux projets de loi relatifs à la mise en oeuvre du référendum "d'initiative populaire" sur une série de sujets très limitée, dont la ratification des traités et l'organisation des pouvoirs publics.

Ils ont adopté le texte mis au point par une commission mixte paritaire (CMP) Assemblée-Sénat que la haute assemblée approuvera à son tour jeudi prochain.

La réforme sera alors définitivement adoptée, mettant un point final à un long parcours parlementaire entamé en janvier 2012 sous la précédente majorité de droite.

Tous les groupes ont voté pour, à l'exception des radicaux de gauche qui se sont abstenus et du Front de gauche qui a voté contre "ce faux référendum compliqué à mettre en oeuvre".

La réforme constitutionnelle de 2008, sous le quinquennat de Nicolas Sarkozy, a consacré le droit pour un cinquième des membres du Parlement soutenus par une dixième des électeurs - soit 4,5 millions de Français - de demander l'organisation d'un référendum législatif.

Ce dernier ne pourra porter que sur des sujets précis : ratification d'un traité, organisation des pouvoirs publics, réforme à caractère économique, social ou environnemental et services publics qui y concourent.

Lors de la première lecture de ces textes, en janvier 2012, les socialistes s'étaient abstenus et seule la droite, alors majoritaire, avait voté pour. Reuters 19.11

Comme aucun parti ouvrier révolutionnaire (hypothétique) n'obtiendra jamais 1/5e d'élus au Parlement, l'affaire est entendue d'avance, pure conditionnement des masses pour leur faire croire que la Ve République ne serait pas antidémocratique.

[Le chômage : un manque de motivation !](#)

- Chômage: l'OCDE ne prévoit pas de baisse en France avant 2015 - AFP

L'OCDE a indiqué mardi dans son rapport annuel de conjoncture tabler pour la France sur un taux de chômage de 10,6% cette

année, grimant à 10,8% l'an prochain pour décliner très légèrement à 10,7% en 2015.

Elle estime que "*davantage de réformes structurelles seront nécessaires pour doper la compétitivité*" française, notamment pour "*développer les incitations à travailler*", mais qualifie de "*bienvenu*" l'effort de réduction de la dépense publique promis par le gouvernement. AFP 19.11

Traduire "*incitations à travailler*" par obligation à travailler, créer les conditions économiques pour que les travailleurs au chômage soient contraints d'accepter n'importe quel emploi à n'importe quelle condition de travail et de rémunération, ce qu'ils ont réussi à faire en Grèce, au Portugal et en partie en Espagne, et avant en Allemagne (Hartz IV).

Verts nient qui veut bien y croire

- Socialistes, conservateurs et libéraux alliés pour l'austérité - Liberation.fr

Alors que le Parlement européen vient d'adopter ce mardi le budget de l'UE, des eurodéputés EE-LV dénoncent une trahison.

Avec le soutien des socialistes, conservateurs et libéraux, le premier plan d'austérité de l'histoire du budget européen (-85 milliards, 9 % du montant total) vient d'être voté ce mardi à Strasbourg. Engageant l'Europe pour les sept prochaines années, cela revient à lier les mains de la prochaine Assemblée, qui sera élue en mai 2014. Imaginons un instant que le dernier budget voté sous Sarkozy ait engagé celui de François Hollande pour l'ensemble de son quinquennat, n'aurions-nous pas crié au déni de démocratie ? C'est toutefois ce que s'apprête à faire la majorité du Parlement européen.

(Quand la Commission européenne s'arrogue le droit de dicter le budget des Etats de l'UE, là ils ne trouvent rien à redire. Quand Hollande poursuit et aggrave la politique de Sarkozy, là ils ne trouvent à redire, la preuve aucun député EELV n'a voté contre le projet de budget 2014 hier à l'Assemblée nationale, Mamère a voté contre mais il avait démissionné depuis d'EELV, etc. - ndlr)

Au lendemain du sommet de février 2013, ce fut donc l'indignation générale du Parlement face au refus catégorique du Conseil européen de tenir compte de nos revendications. «*Un grand jour pour la démocratie européenne*», disait-on. Mais depuis, Martin Schulz, le président du Parlement européen, s'est littéralement assis sur le mandat que nous lui avons confié, en signant, fin juin, un deal politique avec le Conseil et la Commission. Les conservateurs obtenaient ainsi ce qu'ils voulaient – un budget en régression – et les socialistes européens de suivre la ligne de celui qui est, depuis, devenu leur candidat à la future présidence de la Commission européenne.

(Ils feignent l'indignation, on va voir pourquoi plus loin quelles étaient leurs réelles intentions et ce qu'elles cachaient, cela vous donnera une idée précise du contenu de leur indignation. - ndlr)

Avec ce budget d'austérité qui reste financé à 75 % par des contributions nationales (Ils veulent dire par là par les Etats, ils voudraient ajouter un impôt européen qui serait directement tiré à la source, que seule l'UE contrôlerait. Ainsi, petit à petit ce serait l'ensemble des ressources financières des Etats qui se retrouveraient sous la coupe de Bruxelles, les Etats se voyant distribuer une enveloppe et à eux de se débrouiller pour faire avec, cela en serait fini des Etats. C'est l'objectif des Verts, celui des néolibéraux. - ndlr), l'Europe s'interdit d'agir. Pire, elle donne un gage supplémentaire aux chefs d'États et de gouvernements qui détiennent les cordons de la bourse, et s'autorisent à violer en toute impunité les traités. (Ce sont de fieffés réactionnaires, ils sont plus pourris que l'UMP et le PS réunis, selon eux la Commission devrait imposer des amendes aux Etats qui ne respecteraient pas les termes des traités qu'ils ont signés, bref, à eux ensuite de reporter ces amendes sur les travailleurs, de tailler davantage à la hache dans les budgets sociaux de l'Etat ou de s'attaquer aux fonctionnaires. - ndlr) Sommet après sommet, ceux-ci s'octroient le pouvoir budgétaire et législatif, dans le mépris des eurodéputés et de leurs propres ministres. (Ils confirment ici que le Parlement européen n'a aucun pouvoir, qu'il set uniquement de vernis démocratique à une entreprise antidémocratique ou totalitaire. - ndlr) En acceptant de voter ce budget, la majorité du Parlement cautionne ce coup d'État budgétaire et renonce à sortir les Européens de la crise actuelle et d'investir dans la jeunesse et l'avenir. (En réalité, si les conservateurs (UMP-PS en France) les avaient suivis, en réalité l'avenir de la jeunesse serait encore plus sombre, elle n'aurait aucun avenir. - ndlr)

A quelques mois des élections européennes, renoncer ainsi aux engagements que nous avons pris collectivement devant nos électeurs est un cadeau supplémentaire offert, comme s'ils en avaient besoin, à tous les populistes et les eurosceptiques. Les écologistes s'y refusent et redonneront la parole aux citoyens en mai 2014 pour défendre une certaine idée de l'Europe. (Cette pourriture instrumentalise le danger de voir l'extrême droite monter pour camoufler le fait que leur politique est encore plus réactionnaire que celle appliquée par la Commission européenne. Ils se conduisent exactement comme les partis qu'ils dénoncent dans leur pays. - ndlr)

Signé : François Alfonsi, Sandrine Bélier, Malika Benarab-Attou, Jean-Paul Besset, Jean-Jacob Bicep, José Bové, Yves Cochet, Daniel Cohn-Bendit, Karima Delli, Hélène Flautre, Catherine Grèze, Yannick Jadot, Eva Joly, Nicole Kiil-Nielsen, Michèle Rivasi et Karim Zéribi. Liberation.fr 19.11

Délinquance financière. Les bons comptes font les bons amis... Passez par la case banque, pas par la case prison.

- Subprime: JPMorgan accepte de payer le record de 13 mds USD aux Etats-Unis - AFP

JPMorgan Chase a accepté de payer la somme record de 13 milliards de dollars aux Etats-Unis pour mettre fin à leurs poursuites au civil dans le dossier des dérivés de prêts immobiliers risqués, dits "*subprime*".

"Le département américain de la Justice (DoJ) ainsi que les Etats fédéraux partenaires annoncent un accord amiable de 13 milliards de dollars avec JPMorgan, le plus important avec une seule entreprise dans l'histoire américaine", écrit le DoJ dans un communiqué.

Dans le cadre de l'accord, JPMorgan reconnaît qu'elle a "*donné une fausse image aux investisseurs*" des titres qu'elle leur vendait, pour en dissimuler le caractère hautement risqué.

"Il ne fait aucun doute que la conduite révélée par cette enquête a contribué à provoquer l'effondrement du marché immobilier", a commenté le ministre américain de la Justice, Eric Holder, cité dans le communiqué.

"JPMorgan n'était pas la seule entreprise pendant cette période à avoir en toute connaissance de cause titrisé et vendu des prêts toxiques à des investisseurs qui ne le soupçonnaient pas, mais il n'y a aucune excuse pour ce comportement", a-t-il ajouté.

Le DoJ a précisé que JPMorgan ou certains de ses employés pourraient encore faire face à des poursuites pénales.

Pour Erik Oja, analyste de S&P Capital IQ, le point clé restant est de savoir quelle ampleur ces poursuites criminelles pourraient prendre.

Jacob Frenkel, avocat spécialisé dans les affaires boursières, estime pour sa part que "*si après cinq ans, ils n'ont toujours pas les preuves nécessaires, il n'y aura pas de poursuites criminelles*".

La banque fait encore l'objet d'enquêtes et de poursuites pour corruption en Chine ainsi que pour ses activités dans le courtage énergétique ou encore les manipulations de taux de change. AFP 18.11

Ouf, les banquiers vont encore passer à travers les mailles du filet de la justice américaine ! On en parlait justement hier dans notre causerie.

Je ne sais pas si je trouverai le temps pour analyser un des aspects intéressants de la faillite de Lehman Brothers en 2008 qui à ma connaissance n'a pas été exploré : les dirigeants, propriétaires ou principaux actionnaires de cette banque depuis sa création et les liens familiaux qu'ils avaient tissés avec d'autres familles de banquiers, ainsi que les marchés sur lesquels les uns et les autres s'étaient placés, la concurrence et les coups tordus même auxquels ils s'étaient livrés et qui avaient laissé des traces, bref, les rapports qui existent sans doute entre ces différents facteurs qui ont pu être à l'origine du choix ou du dévolu porté sur cette banque et non sur une autre.

J'en suis arrivé à formuler ce soupçon ou ce constat partiel en lisant la généalogie de différentes familles de banquiers et de quelle manière ils avaient développé leurs activités au XXe siècle, on peut ajouter quelques prises de positions politiques dont certaines étaient en contradiction avec la stratégie de certains banquiers de la Fed, à mon avis un crime ou une trahison impardonnable qui devait se payer un jour.

On n'est jamais mieux servi que par soi-même

- Yahoo! annonce 5 mds USD de nouveaux rachats d'actions - AFP

Le groupe internet américain Yahoo! va reverser davantage de liquidités à ses actionnaires, auxquels il a annoncé mardi 5 milliards de dollars de rachats de titres supplémentaires. AFP 19.11

- EasyJet gâte ses actionnaires, pas ses salariés - L'Expansion.com

La compagnie aérienne britannique à bas coût a vu ses profits bondir (50,9% avant impôts) et va verser un dividende extraordinaire à ses actionnaires. Ses pilotes français, qui dénoncent une "*course au moins-disant social*", menacent de faire grève.

La compagnie va reverser 308 millions de livres à ses actionnaires à travers un dividende ordinaire de 33,5 pence par titre, en

hausse de 55,8%, et un dividende extraordinaire de 44,1 pence par titre.

"En France notamment, il n'y aura pas de redistribution ! Pas d'accord d'intéressement, pas de Plan Epargne Entreprise, ni d'amélioration des conditions de travail, peut-être une augmentation de salaire en dessous de l'inflation... Juste quelques actions gratuites distribuées avec parcimonie". "La coupe est pleine et les pilotes de ligne sont fatigués", ajoute le communiqué.

"Nous, les pilotes, sommes très inquiets car les négociations actuelles se déroulent comme si nous travaillions dans une compagnie en difficulté financière. La Direction essaie de diminuer les coûts au détriment des jeunes pilotes, et sans tenir compte de la fatigue des équipages. Il est temps de mettre en place les améliorations qui permettront aux collègues de travailler avec des plannings adaptés", explique Didier Bourguignon, porte-parole membre de la section EasyJet au SNPL.

"La direction surfe, à loisir, sur le droit du travail en appliquant certains articles et pas d'autres. Nous sommes contraints, à chaque litige, d'aller devant les tribunaux avec des délais ubuesques d'attente de décision. Cette dépense d'énergie, ce refus d'aller de l'avant, ces menaces perpétuelles d'un avenir sombre, ce manque évident de discours social, nous oblige à prévenir nos passagers que des perturbations sont à prévoir dans les mois à venir", prévient-il. L'Expansion.com avec AFP 19.11

INFOS EN BREF

SOCIAL

Etats-Unis

- Walmart a menacé des employés et licencié des grévistes - Liberation.fr

Le géant américain de la distribution Walmart a violé les droits de ses salariés en les menaçant illégalement, ou en licenciant ceux qui avaient manifesté ou participé à des grèves, a dénoncé lundi le bureau des relations du travail.

L'organisme gouvernemental (National Labor Relations Board, NLRB) menace de porter plainte, jugeant fondées des allégations selon lesquelles Walmart a violé les droits de ses salariés dans 14 Etats américains. Walmart «*a menacé, sanctionné, ou renvoyé illégalement des employés qui avaient participé légalement à des manifestations ou des grèves*», précise le NLRB dans un communiqué.

«*Le combat pour un meilleur salaire, un emploi à plein temps, et la fin des représailles illégales chez Walmart n'est pas seulement une problématique de salariés*», a estimé dans un communiqué Richard Trumka, le président de la puissante confédération syndicale américaine AFL-CIO. Pour Richard Trumka, c'est aussi une question qui concerne les femmes et la famille, les droits des migrants, les étudiants, l'environnement, les consommateurs et surtout «*une question d'équité*». Liberation.fr 19.11

ECONOMIE

1- OCDE

L'OCDE a abaissé mardi ses prévisions de croissance mondiale pour 2013 et 2014, "*en grande partie à cause de perspectives dégradées dans plusieurs pays émergents*", et a appelé à la rescousse les Banques centrales, mais aussi l'Allemagne et les Etats-Unis.

L'OCDE table désormais sur une croissance mondiale de 2,7% cette année et 3,6% l'an prochain, et donne une première prévision pour 2015, à 3,9%, selon son rapport annuel de conjoncture.

Certains grands pays émergents tels que le Brésil ou la Russie ont fait face cette année à un ralentissement de leur croissance, parfois conjugué à des turbulences financières ou sociales.

L'Organisation note un changement de paradigme au niveau mondial: jusqu'ici "*les impulsions dans les économies émergentes avaient des effets d'entraînement positifs sur les pays avancés*" mais désormais "l'environnement économique mondial pourrait faire office d'amplificateur et de courroie de transmission pour des chocs négatifs" en provenance de ces mêmes pays.

Face à ce ralentissement des pays émergents, l'OCDE en appelle à la réserve fédérale américaine (Fed) et à la Banque centrale européenne (BCE) pour faire contre-poids.

Aux Etats-Unis, *"les achats en masse de bons du Trésor devront être graduellement réduits quand la croissance prendra des forces puis, courant 2015, la Réserve fédérale devrait commencer à relever ses taux."*

En zone euro, la Banque centrale européenne *"devrait réfléchir à des mesures supplémentaires si les risques de déflation devenaient plus sérieux"*.

Pour elle, si les Etats-Unis échouaient l'an prochain à relever le plafond de leur dette et se voyaient obligés de tailler à vif dans leurs dépenses pour équilibrer le budget, ils glisseraient dans une récession avec une contraction de leur produit intérieur brut qui pourrait atteindre jusqu'à 6,8%, entraînant le monde entier, et mettant au chômage 5 millions de personnes rien que dans l'OCDE.

La solution, selon l'Organisation: abolir cette notion de plafond de la dette pour éviter que ne se rejoue chaque année le même scénario, et adopter *"une stratégie (budgétaire) crédible à moyen terme"*.

Elle se joint aussi aux appels toujours plus pressés lancés à l'Allemagne, moteur économique en Europe, dont les abondants excédents font des jaloux.

"Peu d'ajustements, voire aucun, se produisent dans les pays en excédent" par rapport à ceux confrontés à des déficits, selon elle, et *"un ajustement plus durable et plus symétrique est nécessaire à travers des réformes des marchés de biens et du travail, y compris une libéralisation des services en Allemagne"*.

Dans la première économie européenne, *"des réformes structurelles destinées à déréguler les services, à faire tomber les barrières au travail à temps complet des femmes, et à améliorer l'accès à l'éducation supérieure renforceraient la croissance et contribueraient à un rééquilibrage global"*.

Parmi les autres conseils prodigués par le *"club des pays riches"*: en Europe, recapitaliser les banques et avancer sur le chemin d'une union bancaire; au Japon, reprendre le contrôle sur un endettement qui pourrait *"devenir insoutenable"*; au Royaume-Uni, poursuivre la consolidation budgétaire tout en préservant les dépenses d'infrastructure; en Chine, prendre conscience du fait que *"les ressources de relance budgétaire sont peut-être épuisées"*; en Inde, au Brésil et en Russie, poursuivre ou enclencher la consolidation budgétaire. AFP 19.11

Un programme de guerre antisociale contre le prolétariat mondial toutes couches confondues.

2- Venezuela

- Venezuela: amende pour General Motors, accusé d'*"usure"* - AFP

Le gouvernement vénézuélien a annoncé avoir infligé une amende à la compagnie automobile américaine General Motors (GM), accusée d'*"usure"* et de prix exorbitants pratiqués dans la commercialisation de véhicules et pièces détachées.

Une amende de 500.000 bolivars (80.000 dollars au change officiel) a été décidée après avoir constaté que l'entreprise pratiquait une sur-tarifcation pouvant atteindre 400%, a annoncé le ministre des Industries Ricardo Menendez après avoir participé à l'inspection d'une usine d'assemblage de GM à Valencia (nord).

"Nous avons mis au jour des marges qui doivent être qualifiées d'usurières", a assuré le ministre sur l'antenne de la télévision publique.

M. Menendez a également expliqué que ses services enquêtaient sur la destination des dollars assignés à l'entreprise pour l'achat de pièces détachées et l'assemblage de véhicules, alors que le pays impose depuis 2003 un strict contrôle de l'accès aux devises.

Cette amende visant l'entreprise américains s'inscrit dans le cadre d'une campagne de pression fiscale menée depuis une semaine par le gouvernement contre des fabricants et distributeurs accusés de spéculation. AFP 19.11

[Haut de page ↗](#)

CAUSERIE

J'ai archivé les articles économiques et ceux de la rubrique sociale d'octobre, la suite demain si possible.

Un groupe de militants a publié un article en 2009 dans lequel figurait 7 fois le mot *travailleurs*, nulle part travailleuses, militantes, syndiquées, employées, ouvrières, etc. nulle part.

Ce groupe rejoint le NPA et écrit dorénavant : Lycéen-ne-s, enseignant-e-s, ouvrier-e-s, travailleur-se-s.

Voilà des gens qui n'ont aucune personnalité, qui sont prêts à troquer leurs convictions pour se fondre dans un parti qui incarne au dernier degré le populisme d'extrême gauche, la décomposition du mouvement ouvrier. Normal qu'ils en viennent à manifester avec le Medef, l'UMP et le FN, le POI a raison de les dénoncer.

Pour le justifier cette tendance crépusculaire du NPA a indiqué que des paysans avaient manifesté à Quimper récemment, et que le socialisme aurait besoin de paysans... Sans doute, quant à savoir si un parti qui manifeste avec la droite et l'extrême droite sera utile aux paysans pauvres et aux ouvriers pour s'emparer du pouvoir, qu'il nous soit permis d'en douter fortement...

A ce rythme-là, il faut aller au bout de son raisonnement, si, si, on y tient c'est une question de principe, quand on sort de grosses conneries il faut assumer. Hitler avait mis en oeuvre un programme social à faire pâler de jalousie le Front populaire et le Conseil nationale de la Résistance, personne ne l'a égalé depuis, renseignez-vous sur Internet tout y est, vous apprendrez beaucoup de choses qu'on vous a cachées, et bien peut-être bien qu'à l'époque il aurait fallu le soutenir aussi, pourquoi pas pendant qu'on y est, à cette époque-là le régime nazi était plus social que national, par la suite c'est autre chose, il a révélé sa véritable nature, avant aussi mais nombreux étaient ceux qui avaient préféré fermer les yeux et s'en accommoder... Pour briser, liquider le mouvement ouvrier, sa méthode fut simple, il reprit son programme (qui demeurait très limité) et il l'a appliqué, puisque la social-démocratie et les staliniens s'y étaient refusés, c'est ainsi qu'il s'est mis les masses dans la poche, vous connaissez la suite, avant de les envoyer à la boucherie.

On appelle cela les moutons de Panurge, le peuple ou les masses se jetteraient dans les bras de leurs bourreaux qu'il faudrait les accompagner, ce sera sans nous. Cela doit être terrible pour des militants d'en arriver-là, non, je me demande comment ils ont fait pour se renier à ce point-là, cela m'épate, vous voyez qu'il nous arrive encore d'être surpris, hélas rarement dans le bon sens du terme ou la bonne direction.

Soutenir le réformisme, une réforme mise en oeuvre par le régime en place, soutenir une mesure prise par la droite, soutenir une loi venant du PS, etc. au départ on se dit que cela ne mange pas de pain, c'est sans conséquences, on se fait du bien, ce n'est pas compromettant, etc. Et bien détrompez-vous, c'est un état d'esprit qu'on adopte, bien plus en fait, et qui au fil du temps vous tire toujours plus à droite, c'est d'ailleurs la raison pour laquelle on retrouve plus tard pas mal de militants rompus à cet exercice passés à droite ou à l'extrême droite ou qui tout simplement en ont fait leur gagne-pain, leur religion... Adopter cette position, c'est changer de terrain de classe, dès lors tout peut arriver, le pire seulement. On en vient forcément pour justifier ses reniements à recourir à des arguments ou méthodes malhonnêtes, on les fabrique si nécessaire, à la fin on y laisse son âme comme dirait Marx.

Camarades, réfléchissez bien avant de mettre un petit doigt dans l'engrenage de la collaboration de classes qui finira par vous broyer politiquement un jour au l'autre, c'est un mécanisme infernal, infaillible et terriblement dangereux, efficace aussi, au point que vous ne vous en rendez même pas compte. Et dites-vous bien que lorsque la gangrène aura atteint des organes vitaux, il n'y aura plus de rémission possible, plus de retour en arrière possible. Cela vaut la peine qu'on y réfléchisse, n'est-ce pas ?

Je ne peux pas m'empêcher de vous offrir un complément, pas vraiment un cadeau de fin d'année, quelque chose qui relève apparemment de la démence, même en faisant preuve de beaucoup d'imagination, cela ne nous serait jamais venu à l'esprit, voilà ce que j'ai lu dans un article publié fin octobre par un groupe de militants, jugez plutôt, :

- *"Pour un gouvernement ouvrier rompant avec le capital, satisfaisant les revendications ouvrières et celle de la jeunesse*

Une telle décision prise en opposition au gouvernement Hollande poserait immédiatement la question d'un autre gouvernement, responsable devant la majorité PS- PCF dont les travailleurs et la jeunesse exigeraient satisfaction de leurs revendications."

Délinant, extravageant, fantasmagorique, un gouvernement qui satisferait nos revendications alors qu'existerait encore une majorité PS-PCF, on se demande bien comment cela pourrait advenir ou être possible, l'un étant l'antithèse de l'autre. En réalité un tel gouvernement ne pourrait voir le jour qu'après avoir chassé du pouvoir la majorité PS-PCF qui incarne celui du capital et non celui des travailleurs. Et pourquoi les travailleurs auraient-ils pu élire une majorité PS-PCF alors que le gouvernement en place serait issu de ces partis, pour ensuite chasser le gouvernement de ces partis et conserver leurs députés, l'incohérence est totale, qui plus est, députés qui jusque là auraient soutenu la politique du gouvernement en place.

Délirant, car si les travailleurs devaient élire une majorité PS-PCF cela signifierait tout simplement qu'ils ne sont pas mûrs pour renverser le gouvernement en place ou constituer un gouvernement ouvrier, cela va de soi, c'est ridicule et grotesque à la fin.

Voilà ce qui arrive quand on est incapable de rompre avec le PS et le PCF, deux partis dont les travailleurs n'ont absolument rien à attendre. La totalité des députés du PS viennent de voter le budget 2014 d'austérité, franchement il faut avoir perdu la tête pour imaginer un seul instant qu'ils pourraient appliquer une autre politique, inscrire son combat politique dans une telle perspective c'est induire les travailleurs et les militants en erreur ou les mener dans une impasse politique.

Vous avez là le discours des années 70, ces militants sont complètement sclérosés.

Ceux qui creusent notre tombe.

Quand le journal d'un banquier fait la promotion du Conseil national de la Résistance et des «*Jours heureux*», le M'PEP doit exulter !

Les «*Jours heureux*», sur les traces de l'héritage du conseil national de la Résistance - Liberation.fr

Il s'agit d'un documentaire de Gilles Perret *Les Jours heureux* sorti en salle le 6 novembre.

Il illustre comment nos responsables politiques actuels, de Jean-Luc Mélenchon à Jean-François Copé et François Bayrou, se réclament tous de «*l'héritage*» du CNR mais piochent, l'un dans les propositions, les autres dans le symbole d'une union «au-delà des partis politiques» en oubliant le contenu petit à petit détricoté depuis quarante ans. Liberation.fr 20.11

Que Jean-François Copé et François Bayrou, ajoutez de nombreux dirigeants du PCF et du PS, MRC, des gaullistes, etc. s'en réclament aurait en principe de quoi faire fuir tout militant qui se réclame de la classe ouvrière ou du socialisme, non ? Non, car voyez-vous la plupart des militants n'ont plus de repères théoriques et ils sont profondément gangrenés par l'idéologie dominante qui chante en choeur avec nos dirigeants les vertus de la collaboration de classes et du corporatisme. Et puis il faut bien dire que plus aucun parti n'ose défendre le socialisme qui en est l'antithèse, ne rigolez pas, par crainte d'être censurés, marginalisés, comme s'ils ne l'étaient pas déjà, en quête de reconnaissance ils sont prêts à tout sacrifier, notre cause pour commencer.

Il est de bon ton de nos jours de trouver du bien et du mal partout ou en toute chose, de tirer profit des avantages trouvés dans une poubelle, on aurait tort de se gêner et de céder sa place, ce serait franchement dommage de ne pas en profiter, et si l'UE et l'ONU s'intéressent tant aux toilettes, c'est sans doute parce que c'est le lieu privilégié où doit échoir notre dignité, soulager l'humain d'abord de sa bonne conscience situé au fond d'un tube digestif mérite le respect, sans avoir à se poser la question de savoir qui en sera la victime. Vous comprendrez pourquoi on ne peut pas se soumettre à leur mode de pensée irrespirable et on ne leur témoigne aucun respect, c'est un principe, une question d'hygiène, y compris mentale ou de salubrité publique.

L'engouement et le soutien de Libération à cet organisme qui scella la collaboration de classes qui devait encore faire merveille 67 ans plus tard, sont donc tout à fait naturels ou dépourvus de toute hypocrisie, la preuve Libération a été jusqu'à ajouter un lien permettant d'accéder aux horaires et projections spéciales de ce film.

On doute que Libération qui se prévaut d'une étiquette de gauche usurpée soutiendrait la sortie d'un documentaire sur la Commune ou la Révolution d'Octobre, sauf pour le salir.

Le 20 novembre 2013, donc le même jour, le M'PEP mettait en ligne un article intitulé : *La déclaration de Cocoyoc sur l'environnement est un texte fondateur pour le M'PEP*

De quoi s'agit-il ? D'une déclaration ou un texte datant du 23 octobre 1974 et rejeté par l'ONU. Pour en savoir plus j'ai parcouru ce texte en diagonale.

Le M'PEP nous dit que "*la Déclaration de Cocoyoc, écrite il y a près de 40 ans, constitue un cadre général liant développement, ressources naturelles et environnement.*" Mais encore de quoi est-il question, sur quels rapports repose-t-il ?

Pêle-mêle on trouve, expressions extraites de cette déclaration :

- les besoins humains fondamentaux
- la gestion des biens communs
- l'exploitation des biens commun
- l'accès aux biens communs

...le tout orienté vers...

- l'intérêt général.

A ce stade-là l'entreprise nous semble plus que suspecte, la suite va confirmer notre inquiétude.

Le M'PEP nous dit encore que son objectif serait : "*la rupture avec l'ordre économique mondial, c'est-à-dire (même si ces mots ne figurent pas explicitement dans la déclaration) la sortie du capitalisme et du libre-échange*", en réalité c'est une pure invention de la part de faussaires, aucune de ces expressions ne figure dans ce texte, et pour en avoir le coeur net j'ai ouvert ce texte, puis j'ai tapé au clavier CTRL + F et ensuite les mots suivants : capitalisme, capitaliste, classe dominante, exploitation et enfin oppression, aucun de ces mots n'y figure, sauf exploitation et oppression mais pas dans le sens de l'exploitation ou de l'oppression de l'homme par l'homme, autrement dit ce texte a fait disparaître l'antagonisme irréconciliables entre les classes sociales et le capitalisme, si vous vous demandiez quel rapport il y avait entre cet article et celui sur le CNR, vous avez la réponse ic : le capitalisme qu'ils ménagent, contre lequel finalement ne combat pas le M'PEP, CQFD, c'est une pure imposture, une de plus.

La nature de ce mouvement est ainsi démasquée, si besoin était. A la fin de leur article ils revendiquent cet attachement au capital contre lequel ils prétendent combattre, ce sont en réalité des partisans de l'ONU qui a soutenu toutes les guerres économiques et sociales ou les guerres tout court contre tous les peuples depuis sa création, car en se réclamant de ce texte ils en assument le contenu que vous trouverez dans le second paragraphe qui suit.

Voici ce qu'a écrit le M'PEP :

- "*Le M'PEP considère la Déclaration de Cocoyoc comme un texte fondateur pour la protection et la gestion de l'environnement, aussi fondamental que l'est la Charte de La Havane pour le commerce international, aussi le M'PEP le range-t-il parmi ses textes de référence.*" La Charte de La Havane était un numéro d'illusionnistes...

Et voici maintenant un extrait de cette Déclaration de Cocoyoc :

- "*Nous croyons fermement que, puisque les sujets du développement, de l'environnement et de l'utilisation des ressources sont des problèmes globaux essentiels et qui concernent le bien-être de toute l'humanité, les gouvernements devraient utiliser pleinement les mécanismes des Nations unies pour les résoudre et que le système des Nations unies devrait être rénové et renforcé pour faire face à ses nouvelles responsabilités.*"

Or chacun sait qui a créé l'ONU et quels objectifs politiques, quels intérêts elle sert et ne peut que servir, au même titre que le FMI, la Banque mondiale, l'OCDE, l'OMC, l'Otan ou l'UE.

Ce sont des armes de guerres du capital qui ont été conçues uniquement pour combattre le prolétariat mondial, la révolution socialiste mondiale, qui ont pour seules fonctions d'assurer la survie du capitalisme dont l'évolution à mener au néolibéralisme qui incarne les intérêts de l'oligarchie financière anglo-saxonne sioniste et internationale, de spolier les travailleurs du monde entier de tous droits sociaux et politique afin d'instaurer un gouvernement, une dictature mondiale, c'est leur seule raison d'être, il est donc tout aussi impossible de les réformer au même titre que le capitalisme, sauf à nier les rapports sur lesquels ils reposent, ce que c'est justement employé à faire cette déclaration et l'article du M'PEP.

Le M'PEP est un mouvement issu du stalinisme, tout comme Attac et bien d'autres organisations, qui a pour objet de récupérer les militants qui ont rompu avec leurs partis ou qui sans les quitter ne se retrouvent pas dans la politique de leurs partis, pour le compte du régime en place.

Leur principe, le seul dans lequel ils se reconnaissent et qui les définit, c'est la collaboration de classes à l'échelle nationale ou internationale, l'adaptation au capitalisme.

Le nôtre, c'est le combat strictement sur le terrain de classe indépendant du capital, de l'Etat et de toute institution du capital ou liée au capital à l'échelle nationale, européenne et internationale, pour les renverser et porter au pouvoir les masses exploitées, en cela et contrairement au M'PEP, nous demeurons fidèle au marxisme ou au léninisme : aucun compromis, aucune collusion avec l'ennemi de classe, c'est non amendable non négociable.

ACTUALITE EN TITRES

[L'effondrement annoncé, le compte à rebours est lancé ?](#)

- La Fed prévoit une réduction de son aide "*dans les prochains mois*" - AFP

- Wall Street finit en baisse, affectée par les minutes de la Fed - Reuters

Wall Street a terminé en baisse mercredi, réagissant au compte rendu de la dernière réunion en date de la Réserve fédérale, évoquant un possible dénouement de la politique d'assouplissement quantitatif. Reuters 20.11

[La dictature a encore frappé.](#)

- Bruxelles inflige un nouveau coup dur à la SNCM - AFP

[Vivre pour travailler, non merci !](#)

- Retraite : les députés rétablissent l'allongement de la durée de cotisation - libération.fr

L'Assemblée nationale a rétabli mercredi l'allongement progressif de la durée de cotisation à 43 années d'ici 2035, une mesure phare du projet de loi sur les retraites rejeté par le Sénat.

«*Nous assumons de promouvoir l'allongement de la durée de cotisation dans un pays qui peut s'enorgueillir d'un allongement important de l'espérance de vie*», avait affirmé mardi la ministre des Affaires sociales Marisol Touraine dans son discours liminaire... libération.fr 20.11

Signés: vos bourreaux !

[Nous, ici, on en a honte !](#)

- France - Ukraine : Hollande "*pense à tous les Français heureux*" - Le Nouvel Observateur

Quand en Inde on me demande si je suis Français, je réponds : attention, c'est une insulte !

[Au niveau de la putréfaction atteinte par le capitalisme, c'est normal.](#)

- Le féminisme ne fait plus mauvais genre - 20minutes.fr

- Le Parlement européen veut féminiser les directions d'entreprises - LeMonde.fr

- Femmes évêques : le pas décisif de l'Église anglicane - LePoint.fr

- Etats-Unis : l'Illinois légalise à son tour le mariage homosexuel - LeMonde.fr

Décidément le populisme de gauche et d'extrême gauche ne manque pas d'alliés ou l'inverse plutôt.

[Intox](#)

- Hollande veut lutter contre les "*abus*" de la directive travailleurs détachés - L'Expansion.com

- UE: une directive sur la séparation des activités bancaires avant fin 2013 - AFP

- "*Les philanthropes peuvent-ils devenir des investisseurs solidaires?*" - L'Express.fr

- Les Obama et les Clinton se recueillent sur la tombe de JFK - lefigaro.fr

[Qui franchement oserait les accuser de complot contre les peuples, qui ?](#)

- Londres a donné son feu vert pour l'espionnage de Britanniques par la NSA - LeMonde.fr

L'agence américaine de renseignement NSA a pu espionner des citoyens britanniques grâce à un accord secret avec les autorités du Royaume-Uni. LeMonde.fr 20.11

La stratégie du chaos.

- Des kamikazes ralentissent l'avancée de l'armée d'Assad - Reuters
- Irak: 43 morts dans une série d'attaques à Bagdad - L'Express.fr
- Attaques sanglantes en Égypte - LePoint.fr

ACTUALITÉ DU JOUR

Hollande-Fabius fer de lance de la réaction mondiale sur tous les fronts.

1- Hollande : le président néolibéral des plus puissantes banques présidées par l'oligarchie anglo-saxonne.

- Début du sommet franco-italien consacré à l'union bancaire et la défense - AFP

Le chef du gouvernement italien, Enrico Letta, et le président français, François Hollande, ont décidé d'oeuvrer ensemble pour "*une Europe de la croissance*", lors du 31e sommet franco-italien mercredi à Rome.

(Cette rencontre intervient après que Letta a rencontré Obama à Washington et Hollande vient de faire allégeance à l'Etat sioniste à Tel Aviv. Traduire l' "*Europe de la croissance*" par la poursuite de la politique conduisant à la fois à la liquidation de tous nos droits sociaux pour abaisser le coût du travail et nous réduire en esclavage. La "*croissance*" de l'offensive néolibérale contre le prolétariat européen. - Ndlr)

L'Europe "*doit en finir avec l'austérité*", a martelé M. Letta.

(Ils se partagent les rôles, tandis que l'un dit "*croissance*" de l'exploitation, de la productivité, des profits, l'autre dit "*fin de l'austérité*" dont nos droits sociaux seraient responsables car il ne s'agit pas d'en finir avec les bas salaires, les augmentations misérables de salaires qui sont le produit de la politique d'austérité mise en oeuvre depuis des décennies.

Leur discours hypocrite et démagogique s'adresse aux masses et sert en premier lieu à camoufler à la fois leurs véritables intentions, la politique qu'ils entendent appliquer (ou poursuivre) et la situation réelle. - ndlr)

Sur le plan européen, François Hollande a ciblé trois objectifs: "*poursuivre et achever l'union bancaire*" (Il confirment qu'il est bien les porte-parole de l'oligarchie financière anglo-saxonne, du mondialisme. Il leur faut épurer, réduire le nombre d'intervenants dans la finance, concentrer davantage encore les capitaux et le pouvoir entre leurs mains pour exercer un contrôle totale de l'économie... et des institutions politiques. Tel est le réel mandat de Hollande. - ndlr) pour "*donner les armes à la zone euro*" (Contre qui, devinez ? Les travailleurs évidemment. - ndlr) et empêcher une nouvelle crise, "*donner une capacité financière à la zone euro*" (On aurait pu poser la question précédente autrement : Pour qui ? Vous avez la réponse, le secteur financier. - ndlr) et, à l'instar de M. Letta, il a souhaité des mesures pour stimuler la croissance. (Genre l'ANI, s'attaquer à la législation du travail, aux retraites, etc. la rangaine habituelle, quoi. - ndlr)

"*Il est absolument nécessaire que le conseil européen de décembre permette le démarrage de l'Union bancaire*", a renchéri M. Letta, déplorant "*un excès de timidité*" dans certains pays européens. AFP 20.11

(Les partis de l'Internationale socialiste capitaliste doivent appliquer avec zèle la politique de leurs mentors, afin de leur prouver qu'ils sont à la hauteur des tâches qu'ils leur ont confiées ; la reconnaissance et le soutien qu'ils leur accordent est à ce prix-là. Constatons qu'ils en sont dignes effectivement. - ndlr).

2- Hollande : l'empereur des marchands de canons et de la guerre à tous les peuples

- La France réclame une intervention militaire en Centrafrique - L'Express.fr
- Nucléaire iranien : les propos de Khamenei sur Israël "*compliquent la négociation*", selon Hollande - Francetv info

Le président français a jugé en Conseil des ministres "*inacceptables*" les propos du guide suprême iranien selon lesquels Israël

serait "voué à la disparition".

"Les fondements du régime sioniste ont été affaiblis très fortement et il est voué à la disparition. Aucun phénomène imposé par la force ne peut durer", a déclaré mercredi Ali Khamenei.

Selon lui, les représentants français à Genève "ont non seulement cédé aux Etats-Unis mais ils se sont également mis à genoux devant le régime israélien" lors de la précédente réunion. AFP 20.11

Comme le régime capitaliste est voué à disparaître, sauf que le sionisme s'identifiant avec l'Etat d'Israël ou étant sa marque de fabrique, c'est effectivement l'un et l'autre qui doivent disparaître.

Ils se sont "mis à genoux" devant l'aile la plus guerrière ou droitière du néolibéralisme qu'incarne Israël pour être plus précis. Khamenei ne pouvait pas être aussi précis sans que son masque tombe, car de son côté il incarne le capitalisme qui le place dans le même camp des Etats-Unis, Israël, la France, etc. contre les masses iraniennes, américaines, israéliennes, françaises, etc.

L'Union européenne est le produit de la crise du capitalisme à laquelle la guerre n'avait apporté qu'un répit, pour être plus précis il faudrait plutôt dire que la guerre était le produit de cette crise qui a donné naissance au FMI, à la Banque mondiale, au FMI, à l'UE notamment, et que l'issue politique à la crise du capitalisme conformément aux besoins des travailleurs passera par la rupture avec ces institutions du capital, leur liquidation, l'un n'allant pas sans l'autre.

[Haut de page ↗](#)

Le 22 novembre 2013

CAUSERIE

0h10 à Pondichéry

32 articles ont été ajoutés. A plus tard.

Vendredi 11h.

On rajoutera quelques articles plus tard, je vais passer l'après-midi à archiver les articles d'octobre.

J'attends le vétérinaire pour mon chien qui ne peut plus marcher. Il a une patte arrière à moitié paralysée, s'il devait rester ainsi je serais obligé de le faire euthanasier car il fait 50 kilos et je ne peux pas le porter, le laisser dans son urine et ses excréments en permanence ne serait pas une vie pour lui.

J'adore mon chien, c'est une brave bête, depuis 10 ans on ne s'est jamais quittés, il occupe la place d'une personne, j'ai vu dans son regard qu'il ne comprenait pas ce qui lui arrivait, je l'ai aidé à se soulager sur une serpillère que j'avais disposées sur le carrelage dans la maison, mais je ne me vois pas faire cela tous les jours, cette nuit j'ai eu mal dans le dos parce qu'hier soir j'avais forcé pour le soutenir et le mener dehors, pour rien, il a quand même mangé, j'espère quand même qu'on va pouvoir le sauver cette fois encore.

Je suis un partisan enthousiaste de l'euthanasie, pour nous les hommes, on en finit quand on en a marre, une anesthésie générale, une bonne dose de cyanure ou autre chose un peu plus tard, et hop et on n'en parle plus, c'est génial ! Je ne me prononcerais pas pour les femmes qui sont libres de continuer de souffrir, je déconne, je les adore aussi ! Passons aux choses sérieuses.

Rectificatif.

Le POI a bien pris position pour la suspension de l'application de la contre-réforme de la loi Peillon sur les rythmes scolaires, mais aussi pour l'abrogation du décret du 24 janvier 2013, ce qui m'avait échappé, avec mes excuses.

ACTUALITE EN TITRES

[Ils s'exposent en famille.](#)

- L'hommage affectueux de François Hollande à Jacques Chirac - Francetv info

[Va-t-en-guerre](#)

- Centrafrique : la France prête à reprendre les armes - LePoint.fr
- La Centrafrique est «*au bord du génocide*» selon Fabius - 20minutes.fr

Hollande complice de l'apartheid

- Les Palestiniens de Cisjordanie privés de visas pour la France - LeFigaro.fr

[Quelle insulte aux femmes !](#)

- Christiane Taubira élue femme de l'année par le magazine "Elle" - Francetv info
- Les femmes trois fois plus souvent victimes de violences sexuelles que les hommes - LeMonde.fr 21.11

Comme quoi les femmes sont différentes des hommes !

[Précarité sociale à vie](#)

- A 30 ans, ils n'ont jamais connu de CDI - LeMonde.fr

[On n'est jamais mieux servi que par soi-même](#)

- La CGPME appelle les patrons à se présenter aux municipales - Reuters

[S'il le dit...](#)

- «*La France est sur la voie du redressement*», selon Moscovici - Liberation.fr

... c'est un grossier mensonge...

- Le spectre de la récession revient hanter l'exécutif - Reuters
- Pas d'embellie en vue pour les défaillances d'entreprises - Reuters

[L'obsolescence programmée a du bon quand même...](#)

- L'efficacité des radars fixes dans les petites communes n'excéderait pas six mois - Slate.fr

[Qui peut le plus, peut le moins. Plus de travail, moins d'effectifs](#)

- Le métro londonien circulera toute la nuit le week-end en 2015 - Libération.fr

Tout en annonçant ce changement majeur, le maire de la capitale britannique a aussi annoncé la suppression de 750 postes sur un effectif total de 18 000. Libération.fr 21.11

[Comme quoi il faut bien éradiquer cette espèce.](#)

- Un George Bush de la troisième génération se lance en politique - Reuters
- Irak: 48 morts dans les violences, plus de 5.800 depuis janvier - AFP

ACTUALITÉ DU JOUR

L'Académie... des multinationales

- L'Académie des sciences relance le débat sur le gaz de schiste - Reuters

Le comité de prospective en énergie de l'Académie des sciences recommande d'étudier les conditions d'une exploitation des gaz de schiste qui permettrait de réduire les risques pour l'environnement.

Dans un avis publié jeudi, l'institution demande pour cela la création d'une "*autorité scientifique indépendante et pluridisciplinaire*" qui évaluerait le niveau des réserves existantes ainsi que les méthodes d'exploitation.

(La méthode : exonérer par avance l'Etat de toute responsabilité des conséquences désastreuses de l'exploitation du gaz de schiste en s'en remettant à un organisme indépendant qui pourra produire un rapport orienté dans le sens des intérêts de Vallourec et autres multinationales. Cette "*autorité*" qui rappelle celle sur les retraites, la Sécu, etc. n'aura aucune légitimité.

S'il existait réellement une méthode efficace pour "*réduire les risques pour l'environnement*", alors pourquoi les Canadiens et les Américains ne l'ont-ils pas employée ? Ensuite, qui dit dans leurs bouches "*réduire*", c'est-à-dire des menteurs comme des arracheurs de dent, on en a eu suffisamment la preuve à propos du réchauffement climatique dû à l'activité humaine qui a donné lieu à une vaste manipulation, c'est laisser planer la menace d'un risque bien réel qu'ils tiennent à minimiser, ce que confirment leurs véritables intentions qu'ils nous révèlent plus loin. -ndlr)

La loi du 13 juillet 2011 interdit l'usage de la fracturation hydraulique, ce qui empêche toute exploration qui pourrait permettre d'estimer de manière fiable les réserves exploitables dans le sous-sol français.

(Avant même que ce rapport ou cette étude soit réalisée et aient fourni ses conclusions, il faut qu'ils évoquent déjà des "*réserves exploitables*" pour que la population ait l'impression qu'elle commettrait une erreur de passer à côté d'une telle richesse, pour lui forcer la main et l'amener à soutenir leur projet, c'est du domaine du conditionnement qui passe par l'auto-suggestion, un procédé malhonnête qui consiste à isoler l'exploitation du gaz de schiste et les bénéfices que la population pourrait en espérer des conséquences néfastes et désastreuses qui en découleraient qui disparaissent ici, parmi lesquels outre la pollution des nappes phréatiques, la gigantesque quantité d'eau douce qui serait consommée, alors qu'elle est parfois rationnée ou ses réserves réduites, notamment l'été mais pas seulement dans plusieurs départements. De cela il n'est nullement question ici. - ndlr)

L'Académie des sciences estime que les conséquences positives pour l'économie qui pourraient résulter, pour la France, "*d'un développement des gaz et huiles de roche-mère sont trop importantes dans la situation de crise actuelle pour qu'on puisse rejeter a priori, sans un examen attentif, cette ressource potentielle*".

(Nous y voilà, c'est uniquement des critères économiques, le profit à en attendre qui est à l'origine et le fin mot de leur démarche, auxquels tous les autres sont minimisés ou passent à la trappe. - ndlr)

Le rapport avance que le gaz de schiste est moins polluant que le charbon pour compenser l'intermittence des sources d'énergies renouvelables.

(A notre connaissance il ne s'agit pas du même type de polluants ou pollution, là il s'agit des nappes phréatiques, de l'eau que consomme la population ou qui est utilisée dans l'agriculture, sans parler de l'énorme gaspillage d'eau douce qui est si précieuse et irremplaçable. Ils nous avaient déjà sorti le même argument pour justifier l'énergie nucléaire. -ndlr)

Les terrains sédimentaires du Bassin parisien ainsi que du sud-est de la France contiendraient jusqu'à 5.100 milliards de mètres cubes de gaz de schiste, ce qui représenterait 115 fois la consommation annuelle française de gaz, ajoute-t-il.

(S'il fallait supprimer l'eau potable des robinets de la capitale et sa banlieue pour réaliser ce projet, ils n'y verraient aucun inconvénient. -ndlr)

Le Comité estime que l'ensemble des problèmes liés à l'exploration et à l'éventuelle exploitation des gaz de schiste apparaît relever de programmes de recherche scientifique et technologique dont la France est en partie dotée, notamment en géologie, géophysique, géochimie. Reuters 21.11

(Il serait complètement irresponsable, criminel de s'en remettre à des scientifiques dont la conscience ne dépasse pas le niveau de leurs statuts. -ndlr)

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- ONU

- Projet de résolution de l'Onu édulcoré sur la surveillance - Reuters

Une commission des Nations unies a édulcoré son projet de résolution assimilant l'espionnage à l'étranger à une violation des droits de l'homme.

Cette mesure vise apparemment à complaire aux Etats-Unis et à la Grande-Bretagne, mêlés au scandale des écoutes de la National Security Agency (NSA) dévoilées récemment par l'ancien consultant américain Edward Snowden, aujourd'hui réfugié à Moscou.

La formulation du projet, qui doit être soumis la semaine prochaine au vote de la commission avant d'être renvoyé devant l'Assemblée générale en décembre, a été modifiée.

Elle évoque désormais *"la profonde préoccupation face aux conséquences négatives que la surveillance et/ou l'interception de communications, y compris la surveillance extraterritoriale et/ou l'interception de communications, ainsi que la collecte de données personnelles, tout particulièrement sur une vaste échelle, peuvent avoir sur les droits de l'homme"*.

Pour un diplomate de haut rang des Nations unies ayant requis l'anonymat, il s'agit-là d'un texte de compromis *"qui rompt d'une certaine manière le lien entre la surveillance extraterritoriale et les violations des droits de l'homme"*.

Les résolutions de l'AG des Nations unies n'ont aucun caractère contraignant, contrairement à celles votées par le Conseil de sécurité. Reuters 21.11

ONU = NSA + CIA + MI6 + Mossad + DGRE

Traduire : le flicage et fichage systématique de la population ne constituent pas des "violations des droits de l'homme" ou des mesures liberticides, c'est pour votre bien-être et votre sécurité...

2- Iran

L'attaque aux roquettes contre une base militaire saoudienne non loin des frontières irakiennes a été revendiquée par le commandant des milices irakiennes.

Dans un communiqué, le commandant de ces milices (dont l'identité reste imprécise) dit vouloir lancer des avertissements au régime de Riyad. Selon le porte parole des gardes frontières saoudiens, six roquettes ont été tirées contre une zone inhabitée, non loin d'une base militaire dans la région de Hafar Al Baten à l'est de l'Arabie saoudite. L'attaque n'a fait aucun dégât mais incite les analystes à penser aux premiers éléments d'une riposte du Hezbollah aux attaques terroristes contre l'ambassade iranienne à Beyrouth. french.irib.ir 21.11

SOCIAL

1- France

1.1- CGT, FO et SUD rejoignent l'appel à la grève du principal syndicat du primaire, le 5 décembre.

L'éclaircie aura été de courte durée pour Vincent Peillon. Au lendemain de la publication d'une enquête montrant les maires bien plus favorables aux nouveaux rythmes scolaires qu'on l'imaginait, le principal syndicat du primaire, le SNUipp-FSU, a appelé hier à une grève nationale le 5 décembre contre la réforme. La CGT, FO et SUD se joignent au mouvement. Un geste qui marque un tournant dans les relations apaisées entre le ministère de l'Education nationale et les syndicats.

Le SNUipp reproche à Peillon de ne pas avoir concrétisé sa promesse de donner «la priorité au primaire» et d'avoir déçu. Il réclame la suspension de la réforme qui doit se généraliser l'an prochain, l'ouverture de discussions pour en définir «une autre» et, d'ici là, l'abandon des quatre jours et demi «dans les écoles qui le demandent». Il exige aussi un «budget ambitieux», afin notamment de réduire le nombre d'élèves par classe, ainsi que de meilleures conditions de travail, évoquant la nécessité de dégager trois heures hebdomadaires pour du travail en équipe. liberation.fr 21.11

1.2- Les dirigeants de la CFDT, Laurent Berger, et de la CGT, Thierry Lepaon, ont appelé l'ensemble des syndicats à se réunir le 25 novembre face «à la gravité de la situation» dans le pays. Dans un courrier commun rendu public jeudi, les deux syndicalistes estiment que «la situation politique, économique et sociale que connaît notre pays provoque des difficultés et une inquiétude grandissante chez les salariés (...) La société en proie au désarroi peut se laisser entraîner par l'expression des pires populismes». La lettre est adressée à leurs homologues FO, CFTC, CFE-CGC, Unsa, Solidaires et FSU.

Les deux leaders proposent aux représentants de ces organisations de se réunir le 25 novembre à 18 h 30 au siège de la CFDT, à Paris. Le même jour, les syndicats auront commencé d'être reçus à Matignon pour discuter de la «remise à plat fiscale» annoncée par Jean-Marc Ayrault.

(Alors que le gouvernement vient d'accorder une remise fiscale de 20 milliards d'euros au patronat, au titre de la compétitivité des entreprises, en acceptant de discuter avec le gouvernement ils légitiment cette mesure. - ndlr)

Contacté par Libération, Laurent Berger explique : «Il s'agit d'échanger sur notre vision de la période actuelle. On peut se mettre d'accord sur le risque populiste, la montée de l'extrême droite dans le monde salarial. (Ca c'est pour venir en aide au PS en vue des élections de 2014 - ndlr) On verra aussi si l'on peut avoir des messages communs sur la réforme de la fiscalité. (Ca c'est pour le patronat. - ndlr) On peut également trouver des points d'accords sur la nécessaire politique d'investissement européenne. (Ca c'est pour l'Union européenne. - ndlr) Il n'est pas anodin que la CFDT et la CGT, dont les diagnostics diffèrent, soient à l'initiative. (Il n'y a que les masques qui sont différents. - ndlr) Cela dit, il n'est pas question de manifester ensemble sur de grands mots d'ordre sans efficacité.» (On comprend qu'une fois le PS, le patronat et l'UE servis, il ne reste plus rien pour les travailleurs, normal. - ndlr) liberation.fr 21.11

2- Portugal

- Portugal : des milliers de policiers manifestent contre l'austérité - AFP

Des milliers de policiers, gendarmes et autres fonctionnaires des forces de l'ordre portugaises ont manifesté jeudi à Lisbonne dans un climat tendu, pour protester contre les nouvelles mesures de rigueur prévues par le projet de budget pour 2014.

"Les policiers sont en lutte" et "gouvernement, démission!" ont scandé les protestataires, vêtus en civil, en défilant en direction du Parlement, derrière une banderole où l'on pouvait lire : "Pour la dignité professionnelle et la sécurité des citoyens".

Quelque 8.000 à 10.000 manifestants, selon les estimations des médias locaux, se sont rassemblés à l'appel des syndicats des différentes forces de l'ordre, de la police nationale au service des frontières, en passant par la gendarmerie et les gardiens de prison.

Arrivés en début de soirée en face du Parlement, les protestataires ont forcé les barrières de sécurité pour occuper brièvement les escaliers d'accès à l'Assemblée nationale.

Cette manifestation était "la plus importante" jamais organisée par les policiers portugais, ont affirmé leurs syndicats, selon lesquels les nouvelles coupes budgétaires viendront "déstabiliser le fonctionnement des polices" et engendrer "une dégradation de la sécurité publique".

"Cela fait huit ans que j'ai intégré la police et je n'ai jamais eu une promotion ou une augmentation de salaire, sauf que maintenant j'ai une famille et davantage de responsabilités", s'est plaint Manuel Ribas, un policier descendu dans la rue pour exprimer son "indignation".

"L'an prochain ils veulent enlever 100 euros supplémentaires de mon salaire brut, ce qui me laissera 900 euros par mois. C'est comme si je venais de sortir de l'école de police", s'est emporté le jeune homme de 32 ans.

"Mes attentes ont été complètement déçues et ces nouvelles coupes nous démotivent encore plus", a témoigné un gendarme de 50 ans venu de la région d'Aveiro (nord), qui a souhaité rester anonyme. AFP 21.11

[Haut de page ↗](#)

Le 23 novembre 2013

CAUSERIE

14 nouveaux documents ont été ajoutés. Tous les articles d'octobre ont enfin été archivés, quel boulot, trois heures environ, c'est le boulot le plus ingrat, mais indispensable, le site est à la fois un portail d'information et de combat politique, sans informations valables, impossible de combattre sérieusement notre ennemi, c'est aussi simple que cela.

J'ai pris connaissance de la *Lettre ouverte du PRCF aux organisations progressistes et républicaines de France*, ils appellent les partis ouvriers à organiser ensemble une manifestation nationale et unitaire à Paris contre le gouvernement, les institutions, l'UE et leur politique réactionnaire en laissant la liberté à chaque participant de manifester sous ses propres banderoles et ses propres mots d'ordre.

C'est sans doute la bonne méthode, je ne sais pas ce que vous en pensez. Cette initiative est ni sectaire ni susceptible d'une récupération par tel ou tel parti à l'encontre des autres, dans le respect de chacun, cela nous va très bien, nous verrons bien quel accueil vont lui donner les différents partis, on y reviendra ensuite. Une telle initiative doit être soutenue.

Le reste de l'actualisation du site demain ou lundi matin.

[Haut de page ↗](#)

Le 24 novembre 2013

CAUSERIE

Plus tard des articles de presse et autres ou demain matin.

[La susceptibilité n'est pas une maladie honteuse ou contagieuse.](#)

Beaucoup de gens sont à cran, sont ou deviennent susceptibles, souvent cela s'aggrave en vieillissant chez ceux qui y étaient portés, ils deviennent aigris ou ne supportent plus rien ni personne et c'est bien dommage.

C'est avant tout un problème psychologique lié à notre rapport au monde extérieur, et à la manière dont on interprète le regard que les autres portent sur nous. J'ai employé volontairement le verbe interpréter, car en réalité, soit les autres nous perçoivent tout autrement, soit ils ne portent aucun jugement sur nous. C'est uniquement nous qui nous figurons des choses qui n'existent pas ou nous déformons la réalité sans même la connaître, du coup celle qu'on a créée dans notre tête prend la place de celle qui existe vraiment, y prend racine, s'incruste et devient le modèle qui nous sert à analyser les rapports que nous avons avec les autres ou le monde extérieur, c'est la manifestation d'un penchant schizophrénique.

Cela dit, évidemment qu'il y a des gens qui se permettent de nous juger ou qui nous perçoivent d'une manière erronée, mais cela ne doit pas influencer nos propres rapports à la réalité que personne ne peut ou ne doit forger à notre place, sinon on devient une proie facile susceptible de devenir la victime de n'importe quelle manipulation, et comme leur société regorge de manipulateurs, si on est faible ou qu'on n'y prend pas garde, on finit par adopter un comportement qu'on ne maîtrise pas, au point de l'intégrer inconsciemment dans notre personnalité. Quelque part on est devenu quelqu'un d'autre à notre insu, on l'ignore, ce qu'on ne voulait pas devenir. On adopte dorénavant l'attitude d'une personne susceptible sans même s'en rendre compte et on est incapable de l'assumer, de le reconnaître, qu'on nous le dise et on le nie, généralement on s'emporte contre la personne qui vous le fait remarquer. On ne le supporte pas, parce qu'on ne se supporte pas ou il y a quelque chose qu'on ne supporte pas en nous, une sorte de mal être qu'on se tréballe parfois depuis des lustres, depuis son enfance.

Il y a comme cela dans la vie des expériences qu'on ne parvient pas à surmonter et qui plus tard se manifestent ou remontent à la surface sous la forme de pulsions émotionnelles inconscientes qui viennent perturber notre faculté de discernement. La moindre critique ou le simple fait d'émettre un avis radicalement opposé à celui de notre interlocuteur entraînera une réaction violente de sa part car il la vivra comme une attaque personnelle, alors que ce n'était pas du tout votre intention, vous pensiez que vous pouviez vous exprimer librement et vous ignoriez totalement que cette personne pourrait avoir ce type de réaction, vous n'aviez pas l'intention de la juger ou de la blesser, mais c'est ainsi qu'inconsciemment elle devait interpréter vos rapports, parce qu'à l'origine elle est dans un état de confrontation ou de rapport de forces permanent, j'allais dire avec le monde extérieur, mais surtout avec elle-même. Pourquoi ? Par manque de confiance notamment, pas seulement en elle-même, là encore avec

le monde extérieur, ce qui peut se comprendre dès lors que son expérience de la vie l'a portée à s'en méfier, ou parce qu'il l'a trompé trop souvent. Disons que cela manifeste un état de faiblesse qui se reporte ou affecte tous ses rapports.

Il arrive aussi qu'on vive très mal les injustices que leur société nous a fait subir au point d'en vouloir à la terre entière ou presque. C'est quelque chose qu'on n'a jamais digéré, qui a pu faire l'objet de terribles souffrances, dont on reporte la responsabilité sur tous les gens que l'on rencontre, inconsciemment répétons-le.

Leur société s'emploie à broyer les hommes et les femmes - pour une fois je pense à elles, ce qui montre que je suis généreux, histoire de faire chier les féministes qui me sortent par la tête, ce sont des psychopathes, surtout ceux d'extrême gauche, ce sont les pires, et comme au fil du temps ils vont de désillusions en malheur, car en vieillissant voir les siens ou ceux qu'on aime partir est souvent vécu comme une expérience douloureuse ou insupportable, injuste, donc on aura tendance à en rendre responsable le premier venu qui ne penserait pas comme vous.

Chez les gens qui vieillissent les choses se présentent encore autrement. Ils estiment que parce qu'ils ont une longue expérience de la vie derrière eux, il ne faut pas leur en compter, ils savent tout mieux que vous, alors qu'en réalité nous savons qu'il ne suffit pas d'avoir vécu des expériences pour en avoir tiré des enseignements, c'est quelque chose qui est donnée à bien peu de gens en fait, il arrive qu'on ait soudainement des éclairs furtifs de lucidité sur nos vieux jours, mais ils ne nous permettent jamais d'embrasser l'expérience de toute une vie, et puis devenu très très vieux, on n'a plus la force d'être aigri ; on a dit plus haut que c'était une faiblesse, mais c'est surtout un puissant moyen pour supporter ce que l'on ne supporte plus en nous et dans leur société, mais une fois parvenu au bout du rouleau on n'a plus envie de lutter, on a conscience qu'on va partir et le reste n'a plus tellement d'importance.

Que les gens aigris ou susceptibles méditent ses derniers mots.

Il y aurait de quoi écrire un livre sur ce thème. Par exemple, on a évoqué la lutte que l'on mène pour survivre de la naissance à notre mort, on lutte dans la société comme militant, sur le plan politique, certains uniquement sur le plan des idées, la lutte fait partie de notre vie, et bien demandons-nous le plus souvent possible si cette lutte est bien orientée dans la bonne direction, sachant que nos intérêts ne peuvent être distincts des exploités et des opprimés du monde entier. Etre susceptible, c'est aussi manquer franchement de mesure, pour un mot de travers ou interprété de la sorte et on est prêt à bazarder une vieille amitié ou à se fâcher avec quelqu'un pour lequel on a de l'estime ou de l'amitié, c'est dommage, on se fait du mal inutilement.

Pour finir, il arrive qu'on me balance des trucs désagréables et injustes, cela me touche, d'où cette causerie, je me dis que je ne mérite pas un tel traitement, mais au lieu de répondre, je fais comme si cela glissait sur moi sans m'atteindre car je n'ai pas envie de m'emporter et de devenir aigri, je ne le suis pas, je suis bien dans ma peau et ma tête, je n'ai pas eu la vie que j'aurais voulu avoir, comme la plupart d'entre nous, cependant j'estime avoir eu du bol parce que je n'ai jamais cessé d'observer ce qui se passait autour de moi et de me poser des questions, du coup j'ai trouvé des réponses satisfaisantes à la plupart d'entre elles et je me connais aussi bien que je connais le monde dans lequel nous vivons, dès lors je n'ai aucune raison de devenir schizophrène et de vouloir m'en échapper ou de le refaire dans ma tête, au contraire je m'emploie quotidiennement à essayer de le comprendre toujours mieux, entre nous, c'est un antidote très efficace contre la schizophrénie car on est obligé de vivre dans la réalité.

Pas besoin d'aller chez un psychologue ou un psychanalyste pour se faire analyser et trouver un remède à mes problèmes, la réalité en tient lieu et cela me suffit, cela va faire chier mes adversaires qui la fuient, ils sont déjà en état de crise, la démence les guette! Ici on est tranquille, calme, serein, en pleine possession de nos moyens, certes limités, mais le fait d'être disponibles vaut bien tous les diplômes de la terre ou bien des qualités qui me font défaut mais dont il faudra bien se passer jusqu'au bout. On fait ce qu'on peut comme on est avec nos défauts sans chercher à tricher avec la réalité, car cela ne mène nulle part. On cherche toujours à faire le bien, le plus honnêtement du monde, et on a beau se démenter pour le démontrer et se justifier, il s'en trouvera toujours pour vous critiquer, si on devait en tenir compte, pour le coup ce serait à devenir fou ou susceptible !

[Du grand déballage à la délation...](#)

- Éluë, militante, conseillère municipale... Racontez-nous comment le sexisme est présent dans la vie politique locale - 20minutes.fr

Dites-nous tout, vous êtes frustrés, humiliés, malheureux, pas très heureux, déçu parce que les choses ne se passent pas comme vous le souhaiteriez, les gens ne sont pas tels que vous vous voudriez qu'ils soient, personne ne fait attention à vous ou ne vous écoute, vous êtes triste, inquiet, angoissé, n'est-ce pas?

C'est la faute à tout le monde et personne à la fois, l'être humain est horrible, les gens sont détestables, il vous arrive de dire le contraire mais dans le fond de vous-même, c'est bien ce que vous pensez, n'est-ce pas ?

Alors lâchez-vous, confiez-nous vos petites et grandes misères, toutes vos souffrances, soulagez-vous, faites-nous confiance on n'exploitera pas votre mal de vivre, on est là pour en discuter et trouver des solutions, car aussi épouvantable que peut être la société que vous nous décrivez, elle demeure progressiste et agréable à vivre...

Dites-nous tout vos petits secrets de famille, ce n'est pas bon pour le moral d'être introverti comme cela, il faut que cela sorte et on est à votre disposition pour vous aider, déballez sans complexe ce que vous avez sur le coeur, ce que vous fait subir votre conjoint ou compagnon, votre famille, vos voisins, vos collègues de travail, vos petits camarades, ce sera parfaitement anonyme.

Le bonheur est en nous, c'est à nous de le découvrir en chacun de nous, bref si on n'est pas heureux, nous en sommes responsables. Et ceux qui font preuve d'injustice envers nous car le sexisme en est une manifestation, c'est qu'ils ont des problèmes en eux-même à résoudre, ce n'est pas normal qu'ils les reportent sur vous, il faut qu'ils changent, il faut les dénoncer pour qu'ils cessent de vous nuire, de gré ou de force, d'ailleurs le législateur pourrait légiférer et les punir pour les forcer à rentrer dans le droit chemin, car ce n'est pas normal qu'on vous persécute ainsi, c'est inhumain, personne dans la société ne doit supporter un tel traitement, l'humain d'abord merde alors !

A l'arrivée, c'est une dictature qui se met en place à défaut d'avoir changé la société pour pouvoir changer les hommes, comme quoi il vaut toujours mieux traiter les problèmes dans le bon ordre et ne pas inverser les rapports dans lesquels ils se présentent.

Récup.

Chacun récupère tout ce qu'il trouve sur son chemin, ce qui vient à lui, ce qui lui tombe sous la main, ce n'est pas de recyclage dont il s'agit, mais d'usure, oui le principe qu'ils emploient est semblable à celui des usuriers, qui en échange d'un prêt ou d'un service qu'ils vous rendent vous le font payer cent fois ou profitent de vous allègrement, sans commune mesure ou plutôt sans contrepartie ou alors à votre désavantage ou encore eux seuls en tireront profit, passagèrement ou durablement.

Récupérer un besoin, une revendication, une contestation, un mouvement, une cause, tout passe à la moulinette de la récupération, et qu'est-ce qu'il en restera à l'arrivée, pour ceux qui en seront victimes, rien, absolument rien en dehors d'une grande désillusion, quand ils ne sombreront pas dans le désespoir, une profonde démoralisation ou la dépression.

Mais c'est affreux dites-le. Cela l'est effectivement. Mais il y a pire encore. Est-ce possible ? Et comment, dans le pire et le cynique on touche rarement le fond, on n'est jamais au bout de nos surprises, hélas !

On est passé de la récup à la récup de la récup.

Par exemple, vous avez des salariés qui ont manifesté avec des patrons en Bretagne, hier ils ont manifesté avec les syndicats. Vous allez dire, attention, ce n'était pas sur les mêmes mots d'ordre. Détrompez-vous, il faut vous déboucher les oreilles, les syndicats n'ont pas rejeté le Pacte d'avenir du gouvernement ou plutôt concocté par le Medef qui inclut des plans sociaux ou débouchera sur des suppressions d'emplois ou des licenciements, ils ont réclamé qu'il soit plus social, de la même manière qu'ils revendiquent une Europe sociale dans le cadre de l'Union européenne.

Vous connaissez leur discours et sa signification, n'est-ce pas ? Quand ils disent plus social, cela veut dire qu'ils ne s'opposeront pas au Pacte d'avenir et ses conséquences désastreuses pour les travailleurs concernés, ils les accompagneront, les encadreront de manière à ce que les travailleurs n'aient pas les moyens de s'y opposer, ils les ont déjà actés, l'affaire est emballée, bouclée, voilà à quoi devait servir cette parade des traitres et des jaunes, je parle des dirigeants syndicaux seulement. C'était un signe envoyé au gouvernement et au patronat, on contrôle la situation, vous pouvez passer à l'étape suivante, ils ont fait leur sale boulot quoi.

C'est comme si vous deviez aller à l'abattoir et que la seule personne qui pouvait vous éviter d'y aller vous avait tenu la main pour vous y conduire tranquillement, une fois résigné à votre triste sort vous n'offrez plus aucune résistance, ils ne servent qu'à cela les syndicats aujourd'hui ou presque, ils sont tous vendus à l'ennemi de classe, et vous pouvez tirer les conclusions que vous voudrez des partis qui refusent de rompre avec leurs appareils pourris.

Eux aussi ils font de la récup de récup, tout le monde fait les poubelles de nos jours, attention, les poubelles ne sont pas les travailleurs mais leurs besoins qui tombent sous la coupe d'illusions que les uns et les autres exploitent et s'arrachent comme des chiffonniers, c'est un marché prometteur et rentable qu'est-ce que vous croyez, et si les illusions finissent par s'épuiser, ce n'est pas l'offre qui manque puisque chacun se trimballe son lot d'illusions à vendre au plus offrant ou au meilleur baratineur. Les biffins en vivent bien, alors pourquoi pas eux, hein après tout il n'y a pas de raison, en politique il faut bien que chacun trouve sa place !

Si je m'étais contenté de vous dire que cela me scandalise ou que je trouve cela dégueulasse, on n'aurait pas cerner dans quel monde ils vivent, quel cynisme les anime, il ne faut pas se voiler la face, il faut absolument regarder la réalité en face, se la prendre en pleine gueule, cela ne résout pas forcément nos problèmes, mais cela permet au moins de comprendre qu'à se renier et se compromettre sans cesse on finira bien bas, à chacun ensuite de voir quelle décision il va pendre ou quel comportement il va dorénavant adopter pour l'éviter.

Absolument rien ni personne nous oblige à adopter telle idée ou tel comportement en la matière, prétendre le contraire est un grossier mensonge, c'est inadmissible. Tous s'emploient à le justifier, nous nous y refusons obstinément. Un enfant a des

difficultés pour apprendre à lire, on peut en déduire qu'il n'était pas fait pour apprendre à lire, qu'il ne le saura jamais et on laisse tomber, qu'il vive illettré, après tout ce ne sera ni le premier ni le dernier, passons à autre chose. Et bien non, on ne peut pas s'y résoudre, on ne doit pas s'y résoudre.

[Qui a dit ?](#)

Qui a regretté hier que le "*système social fait pour des personnes qui travaillent toute leur vie dans la même entreprise*" ?

Réponse : François Chérèque, président du think-tank Terra Nova, proche du PS, lors d'un forum convoqué par le PS. Il s'est vu confier une mission par Hollande, j'en ai oublié l'objet peu importe.

A la garantie de l'emploi, le CDI, quelle plaie franchement... pour le patronat ! Quelle horreur tous ces travailleurs qui ne voient les bienfaits que la précarité pourraient apporter à leur vie, à côté de quelle chance ils passent les ingrats !

Le PS et sa cour sont des réactionnaires finis, point barre.

Ce salopard s'en est pris une fois de plus au système de retraite qu'il hait en conseillant l'adoption d'un système de retraite universelle qui serait forcément par capitalisation, par points, en réalité ce serait l'individualisation des retraites qui serait universelle, le droit à la retraite n'existerait plus, ce serait une marchandise comme une autre.

[ACTUALITE EN TITRES](#)

[Enfumage : quel coût en CO² ?](#)

- Changement climatique: un accord adopté in extremis à Varsovie - AFP

Le texte adopté appelle les Etats à préparer des "*contributions sans préjuger de leur nature légale*" pour 2015.

Un texte sur l'aide financière aux pays du Sud a également été conclu à Varsovie.

"*Cette conférence devait être la conférence des finances*", a déclaré à l'AFP le négociateur du Bangladesh, Qamrul Chowdhury, "*et tout ce qu'on a, ce sont des cacahuètes*". AFP 23.11

A chacune de ces conférences ils s'engagent... à préparer la suivante et ainsi de suite, vous avez remarqué ?

Heureusement qu'il n'a pas dit des bananes, on aurait pu l'accuser de faire un mauvais procès d'intention aux pays riches ! Bon, au Bangladesh on produit à la fois des cacahuètes et des bananes

[A leurs bourreaux.](#)

- Les ex-Conti demandent à l'Etat de "*faire valoir leurs droits*" - LePoint.fr

A quoi, à Pôle-emploi ?

[Il vous accompagnera à Pôle-emploi](#)

- Le gouvernement promet qu'une «*dimension sociale*» sera donnée au Pacte d'avenir pour la Bretagne - 20minutes.fr

Il n'a pas dit pour qui... Pour les patrons, non ?

[Portez-lui le coup de grâce !](#)

- Silvio Berlusconi demande une grâce présidentielle - Reuters

ACTUALITÉ DU JOUR

Les masques de fin d'année sont de retour...

- Harlem Désir fustige "**la droite la plus réactionnaire du monde**" - AFP

Le Premier secrétaire du parti socialiste (PS), Harlem Désir, a désigné samedi l'opposition comme "*la droite la plus réactionnaire du monde, à part le Tea party aux Etats-Unis*", devant des personnalités du parti, universitaires et sympathisants réunis à la Défense à Paris.

Mais sur quel terrain se place-t-il ?

Les participants à ce forum convoqué par le PS à quatre mois des élections municipales, ont tour à tour insisté sur la notion de progrès comme "*combat fondateur*" du socialisme, l'opposant aux "*idéologies du déclin*" diffusées par "*la droite la plus réactionnaire du monde*", un "*bloc anti-Lumières*", selon les termes d'Harlem Désir.

Poursuivre la politique de Sarkozy permet de faire référence à la "*notion de progrès*" sans aucun doute que le TSCG, l'ANI, s'attaquer une nouvelle fois à la retraite, à l'école, aux hôpitaux, etc, c'est c'est la mettre en oeuvre...

On se rend immédiatement compte qu'il leur faut se référer à cette notion pour se réclamer du socialisme, frauduleusement puisque qu'en fait de progrès on assiste plutôt à une régression sans fin depuis que Hollande et le PS sont au pouvoir, poursuivant l'oeuvre du "*bloc anti-Lumières*" qui était au pouvoir avant eux.

Harlem Désir, c'est la caution communautariste du PS, sa sortie était des plus maladroite, grotesque, car parler de progrès alors que toutes les couches des masses exploitées se font matraquer et n'en peuvent plus, c'était passer pour un bouffon, se ridiculiser.

C'est l'intervenant suivant qui est une autre peinture qui va recadrer le PS.

- Guillaume Bachelay, vice-président du PS, a appelé à mener "*la bataille des idées*"...

Malin l'animal, en effet, il ne faut pas sortir de ce créneau, il faut absolument éviter toute notion ou référence qui ramènerait à la réalité, il faut se détourner des faits, il faut impérativement demeurer sur le terrain des idées qui permet de dire tout et son contraire de façon à pouvoir toujours s'en tirer par une entortillage face à un public moins savant dans l'art de la manipulation et le tour est joué.

Cependant cela demeure un exercice risqué, surtout en période de crise où certaines expressions peuvent renvoyer à une expérience désagréable vécue ou l'inverse, une attente déçue, comme une promesse pas tenue par exemple. En se situant sur le terrain des idées, vous pouvez prendre des engagements, en période pré électorale c'est utile ou même recommandé, cela ne mange pas de pain, car par nature ils seront aussi volatiles que vos paroles une fois que vous les aurez prononcées.

Et puis, il y a plein de gens qui à défaut de quelque chose de concret se satisfont d'idées balancées en l'air, cela comble un vide, nourrit l'espoir, ils sont comblés provisoirement, c'est l'essentiel, bon, cela ne marchera pas avec le type qui a le ventre vide, mais lui il n'écouterait pas ce que dit le PS.

Masques en vrac pour les fêtes

- "*Les sectes, c'est la négation de l'individu*", dit Valls AFP

- Peillon apporte son soutien au SNUipp-FSU, visé par le Printemps français AFP

- "*Le combat*" de Valérie Trierweiler est "*humanitaire*" Le Nouvel Observateur -

La réaction est dans la rue

- A Nantes, La Manif pour tous fait sa "**rentrée**" - AFP

Avant cela faisait toc et plutôt hystérique, maintenant cela fait chic et maniéré!

La Manif pour tous a une nouvelle présidente dotée d'une particule comme une crotte de chien qui pend au cul, madame Ludovine

de la Rochère ! La Barjot qui a été expulsée de son HLM ne s'en est pas remise, c'est ingrat la vie de roturier dans ce milieu là !

- Manifestation contre la prostitution et les violences aux femmes - AFP

L'initiative, se tenant à l'avant-veille de la journée internationale contre les violences faites aux femmes, venait du Collectif national pour les Droits des femmes, qui regroupe des associations féministes, des syndicats et partis politiques. AFP 23.11

Comme il ne sera pas possible de supprimer la prostitution, cela revient à criminaliser les prostituées et leurs clients, une loi de plus répressive et liberticide en perspective.

On ne l'a pas vérifié, mais on imagine que la gauche et l'extrême gauche ont dû y participer avec le PS en tête du cortège, une manifestation qui s'inscrit dans le cadre d'une initiative de l'ONU, cela ne se refuse pas, n'est-ce pas ? Là encore c'est de la récup.

Mais au fait, c'est bien l'Arabie saoudite qui vient d'être élue pour trois ans au Conseil des droits de l'homme des Nations unies alors que les femmes y sont traitées comme des êtres humains de seconde catégorie... Oui, mais qui dit droits de l'homme ne dit pas forcément droits des femmes... Et c'est l'ONU qui... Qui a fait quoi, tellement de choses horribles et crapuleuses qu'on n'est plus à cela près mon cher, on s'en tape voilà tout.

Tu nous fais chier à la fin avec tes discours moralisateurs, tes grands principes à la con, si on t'écoutait on ne ferait jamais rien, l'ONU est comme elle est, prenons-là comme cela et ne cherchons pas la petite bête.

Oui tu as raison, on peut tout accepter, on a avalé tellement de couleuvres sans broncher qu'une de plus ou une de moins et on ne s'étranglera pas pour autant. Bon, allez salut et bien le bonjour à ton copain palestinien...

A bas le PS, la gauche, l'extrême gauche et l'ONU puisque finalement ils se sont mis eux-mêmes dans le même panier de crabes infâmes ! Nous ne nous sommes pas trompés en classant cette manifestation parmi celle de la réaction.

- Venezuela: l'opposition manifeste à Caracas - AFP

Plusieurs centaines de manifestants d'opposition se sont rassemblés samedi dans le centre de Caracas, dans un climat marqué par l'interpellation d'un collaborateur du chef de l'opposition vénézuélienne, Henrique Capriles.

Les manifestants, en majorité des jeunes de la classe moyenne, ont répondu à l'appel de l'Unité démocratique (MUD) pour protester contre l'octroi au président Nicolas Maduro de pouvoirs spéciaux qui lui permettent de gouverner par décret pendant un an.

Sur son compte Twitter, M. Capriles avait appelé à manifester "*pour qu'on entende dans tout le Venezuela un "non" aux fascistes corrompus du régime Maduro*".

"*Très peu de gens sont sortis*" dans la rue pour manifester contre le gouvernement "*c'est de pire en pire*" pour l'opposition, s'est gaussé le président Maduro, en assurant que le pouvoir avait réussi à déjouer une provocation destinée à déclencher des violences à l'occasion des manifestations convoquées à travers le pays.

Les autorités tentent depuis deux semaines de faire baisser les prix en procédant à des contrôles dans les magasins et en dénonçant la "*spéculation*" et la "*bourgeoisie parasitaire*". AFP 23.11

L'AFP s'est encore illustrée dans cet article. Voici le dernier paragraphe, à croire que seuls les présidents élus des puissances occidentales sont légitimes et que la barre fixée dans les autres pays pour être élu varie selon qu'ils les ont accrédités ou non :

- Lors de la présidentielle du 14 avril, consécutive au décès de Hugo Chavez en mars, Maduro, son dauphin, n'a battu Capriles que de 1,49% des voix.

[Quand le Nouvel Observateur fait campagne pour le NPA...](#)

- Besancenot braque Liliane Bettencourt - Le Nouvel Observateur

Lui aussi veut soutirer de l'argent à Liliane Bettencourt. Et pour cela, Olivier Besancenot n'y va pas de main morte : pistolet au poing, cagoule sur la tête, violation de propriété, agression d'un vigile... Dans cette vidéo du NPA, une mise en scène avec une fausse héritière de L'Oréal, le NPA a voulu frapper fort.

Il s'agit d'interpeller avec humour sur les besoins de financement du parti afin de mener campagne aux municipales et aux européennes. "*Je vais leur faire cracher leur oseille*", se convainc Besancenot avant de s'en prendre à une Bettencourt sénile et à qui il veut faire rappeler son passé de "*grande révolutionnaire*".

Mais le procédé tourne court et Besancenot finit en prison. Les moyens employés et la violence ne sont donc pas mis en valeur par le parti. A qui il reste donc la souscription lancée en août dernier pour récolter le million d'euro nécessaire. "*Il n'y a pas d'issue hors d'une politique anticapitaliste*", explique le parti sur son site internet et sur lequel il est possible de donner en ligne. Le Nouvel Observateur 21.11

P'êtes ben que Le Nouvel Obs y va être de son obole, qui sait, ils nous font bien de la pub, ils ont p'êtes un coeur grand comme ça ?

[FO pas répondre aux convocations du gouvernement et patronales.](#)

- FO refuse de constituer un front syndical uni avec la CGT et la CFDT - L'Expansion.com

"*J'aime pas répondre aux convocations*", explique le Leader de Force ouvrière, Jean-Claude Mailly, ce vendredi au micro de RTL. Laurent Berger (CFDT) et Thierry Lepaon (CGT) ont appelé jeudi l'ensemble des syndicats à se réunir face "*à la gravité de la situation*" en France.

Le secrétaire général de Force Ouvrière, Jean-Claude Mailly, a refusé vendredi sur RTL l'appel de la CFDT et de la CGT de constituer un front syndical uni, qui aurait constitué une première depuis l'élection de François Hollande. "*J'aime pas répondre aux convocations*" et "*je ne crois pas aux choses artificielles*", a déclaré Jean-Claude Mailly.

"*Je ne veux pas faire semblant d'être d'accord*" avec la CGT et la CFDT, poursuit-il. Le leader de FO ne croit pas au syndicalisme rassemblé, soulignant qu'il existe "*des désaccords entre organisations*", notamment sur le front de l'emploi, ou encore des retraites. Et de conclure : "*Si c'est pour faire une photo où l'on est là tous ensemble, et bien je suis désolé, je n'ai pas le temps d'aller chez le coiffeur pour être beau sur la photo d'ici lundi*".

FO a de son côté annoncé jeudi appelé à un grand meeting national le 29 janvier. L'Expansion.com et AFP 22.11

Vous avez lu ces dernières jours les dernières sorties de la CGT, on aurait pu les attribuer à la CFDT.

Le rapprochement entre la CGT et la CFDT ou la réactivation de l'intersyndicale incluant tous les syndicats sauf FO était prévisible. De plus, plus le régime est en difficulté, plus les bureaucrates corrompus et jaunes unis montent au créneau pour le défendre et faire barrage à toute mobilisation massive des travailleurs.

Sous de faux masques ils réalisent une unité sans principe, excepté celui qui vient d'être évoqué. Ils se présentent comme les champions de l'unité et éventuellement comme des opposants à la politique du gouvernement et du patronat, alors qu'en réalité sur la ligne politique sur laquelle ils sont, ils contribuent un peu plus à gangrener et disloquer le mouvement ouvrier, puisqu'ils n'ouvrent aucune perspective de combat uni aux travailleurs sur leur terrain de classe (indépendant). Leur posture est une imposture, oui, encore.

Quant à FO, contrairement à ce que dit Mailly, "*J'aime pas répondre aux convocations*", force est de constater que lorsqu'elles viennent du gouvernement ou du patronat il répond toujours présent ou s'empresse de s'y rendre. Donc, là encore on est en présence d'un syndicat qui verse en permanence dans le double langage.

Si FO rompait ses relations avec le gouvernement et le patronat en appelant travailleurs et syndiqués à se mobiliser exclusivement sur le terrain de classe des exploités en dénonçant les autres syndicats qui acceptent de se situer sur le terrain du patronat, cela changerait la donne au sein du mouvement ouvrier et bien au-delà, dans ce cas-là nous le soutiendrions, sinon qu'il ne compte pas sur nous.

[Les courroies de transmission du gouvernement et du régime.](#)

- La réforme de la fiscalité sera "*injuste et inefficace*", pour 7 Français sur 10 - L'Express.fr

Alors comment leur imposer ? Mode d'emploi.

- Inquiètes face au risque "*populiste*", la CGT et la CFDT resserrent les rangs - AFP

Le prétexte : la contestation "*populiste*" et anti-impôt. Remarque : contestation anti-impôt qui d'ailleurs ne se limite pas aux patrons, mais concerne aussi les couches et la classe moyennes que les syndicats représentent davantage que les ouvriers ou

les employés ou les ménages où il n'y a qu'un seul salaire ouvrier, ainsi ils vont se mettre à dos la plupart des travailleurs qui adhèrent encore à des syndicats.

Le contexte : un échange de bons procédés avec le gouvernement qu'ils soutiennent, on en aura encore la confirmation plus loin.

- Cet appel à l'unité est conforté par le Premier ministre Jean-Marc Ayrault qui donne une plus grande visibilité aux syndicats en ouvrant lundi avec eux sa concertation sur la réforme fiscale.

Rappelons que tous les syndicats ont accepté de participer à cette "*concertation*", quand bien même le gouvernement afin de réduire la "*pression fiscale*" sur les entreprises vient de leur accorder 20 milliards d'euros supplémentaires, alors qu'il n'est pas foutu de trouver le moindre milliard pour la Sécu ou les retraites soit dit en passant. Donc les dés sont pipés ou la règle du jeu est à l'avantage du patronat dès le départ, ce qu'ils estiment normal apparemment.

L'art du camouflage consistera à prétendre lutter contre ce qu'on incarne soi-même. La CFDT est passée maître dans ce domaine.

- Selon M. Berger, "*il est de la responsabilité des syndicats (...) de se parler face à une espèce de montée des corporatismes et des poujadismes*", alors que tous les accords signés par la CFDT (pas seulement) se situent dans le cadre du corporatisme, mais qui osera faire le lien dans le syndicat jaune, personne, sauf à quitter ce syndicat patronal.

Sur quelle orientation se situe l'intersyndicale ?

C'est Berger qui l'explique, "*l'avenir de ce pays, pour les salariés, ne pourra se faire que si les syndicats sont unis*", le pays étant sous la domination de la classe dominante, cela signifie que l'avenir des salariés est lié à celui de leurs patrons qu'il faut ménager et pour lesquels il ne serait y avoir de trop beaux cadeaux de la part du gouvernement.

L'unité sans principe ou sur une telle orientation est évidemment contraire aux intérêts collectifs des travailleurs menacés de licenciements, donc là encore pour le masquer, rien de tel que dénoncer l'individualisme chez ceux qui la refusent.

- C'est aussi l'avis de Luc Béritte, numéro de l'Unsa. Face à un "*fort développement du populisme, le chacun pour soi pouvait être laissé de côté.*"

Quelles sont les motivations du gouvernement ?

Pour négocier ou faire semblant, il faut être deux ou que deux camps soient représentés, il faut donc que malgré leur faiblesse les syndicats requièrent un minimum de légitimité, et bien que cela ne tienne, à défaut de venir des travailleurs, elle viendra du gouvernement qui se trouve dans la même situation, un échange de bons procédés à charge de revanche. Et n'allez pas penser que l'indépendance des syndicats en prendrait un sacré coup, mais non, mais non, on les critique pour la forme, mais en réalité ils sont parfaits... Comme en temps normal ils ne le sont pas davantage indépendants, cela ne change donc rien à leurs rapports à l'Etat ou au capital, ils y sont organiquement subordonnés par leur financement, dès lors ils n'ont rien à se refuser.

- "*Cette rencontre sert à réhabiliter les deux parties*", affirme Bernard Vivier, directeur de l'Institut supérieur du travail. "*La puissance politique, en perte de confiance, peut exister un peu plus à travers les syndicats*". De leur côté les centrales, "*cibles de nombreuses critiques - injustifiées - pour n'avoir pas conduit le mécontentement social, obtiennent une visibilité*", estime cet analyste.

Le Premier ministre "*n'invite pas les représentants des jacqueries, mais les syndicats pour les remettre en selle*", dit-il. AFP 23.11

Comme l'avait dit et répété plusieurs ministres de Sarkozy, les dirigeants syndicaux savent être responsables, traduire : briser toute mobilisation qui pourrait déstabiliser le régime, ce sont de fidèles lieutenants du capital et ses représentants officiels les traitent comme tels. Bref, en famille on se tient les coudes, c'est normal.

[Carcan : dette et chantage permanents contre nos droits sociaux et l'emploi](#)

- Vers des prêts bonifiés en échange de réformes en zone euro - Reuters

Les dirigeants de la zone euro envisagent des prêts bonifiés à des pays du bloc qui mettraient en oeuvre des réformes structurelles améliorant leur situation à moyen terme, selon un document de travail de l'Union européenne. Reuters 22.11

- La zone euro appelle certains pays à "**faire plus d'efforts**" budgétaires - AFP

Madrid et Rome "*préparent de nouvelles mesures*" budgétaires et structurelles, ont fait savoir les ministres espagnol et italien des Finances à leurs homologues. Les mesures de l'Espagne devraient notamment porter sur le marché du travail.

"*J'espère voir en 2014 une accélération des réformes structurelles en France, pour une croissance durable et la création d'emplois*", a déclaré le commissaire européen chargé des Affaires économiques, Olli Rehn, rappelant le poids de ce pays en tant que deuxième économie de la zone euro.

"*Si des ajustements étaient nécessaires, nous les réaliserions*", a assuré vendredi M. Moscovici, selon lequel la France fait partie des pays dont la situation budgétaire est "*jugée parmi les plus positives*".

M. Dijsselbloem s'était montré particulièrement sévère vendredi dans un entretien avec le quotidien allemand Handelsblatt. "*Ce qui a été décidé à Paris jusqu'ici n'est clairement pas suffisant. Il est évident que la France doit faire davantage*", avait-il déclaré.

La France a obtenu de Bruxelles un délai de deux ans, soit jusqu'en 2015, pour ramener son déficit public sous la barre des 3% du PIB. En échange, elle doit mettre en oeuvre un certain nombre de réformes, sur les retraites et le marché du travail en particulier. AFP 22.11

Moscovici a pris un engagement, on le signale aux aveugles...

- Le protectionnisme n'est pas la solution, c'est le problème! - Slate.fr

Vive la loi de la jungle de la dérégularisation de l'économie au profit des multinationales et des banquiers !

Autres versions : le dominant écrase le dominé, où est le problème ? Le riche profite du pauvre, c'est dans l'ordre des choses, si vous protégez le pauvre il va le rester et le riche qu'est-ce qu'il va devenir, il faut aussi le protéger pour qu'il le reste, et la meilleure façon pour que cela se passe bien c'est de le laisser faire ce qu'il veut, et après tout, le pauvre aussi il peut faire ce qu'il veut du moment qu'il le reste et n'envisage pas de changer de condition.

La protection, c'est fait pour les faibles, vaut mieux s'en débarrasser ou les contraindre, enfin !

- Zone euro: ne pas relancer la croissance pourrait créer une "**génération perdue**" - AFP

Combien en ont-ils déjà sacrifiées ?

- La Banque mondiale va prêter un milliard de dollars à Manille - Reuters

Quelle généreuse intention de racketteurs, affameurs, pilleurs !

- Allemagne: le salaire minimum n'est pas un gage de soutien à la consommation - AFP

Le salaire minimum dont doit finalement se doter l'Allemagne constituera sans nul doute un soutien aux salariés peu qualifiés mais son effet sur la consommation reste des plus incertains, voire une complète illusion, de l'avis des économistes.

Les presque 6 millions de personnes qui gagnent actuellement moins de 8,50 euros de l'heure en Allemagne, peuvent-elles donner un coup de fouet à l'économie allemande, et par ricochet entraîner une hausse des importations?

"*L'effet sur la consommation va probablement être nul*", répond Sylvain Broyer, économiste chez Natixis. "*Il y aura un arbitrage entre emplois et salaires*" dans ces secteurs, laissant donc inchangé le revenu par tête, juge M. Broyer.

Les détails de ce Smic à l'allemande sont toujours ardemment négociés. Son niveau de départ, que le SPD souhaite fixer à 8,50 euros, la manière dont il sera calculé par une commission non-gouvernementale et sa date de mise en oeuvre pourraient influencer beaucoup sur ses effets.

Un salaire à 8,50 euros, en dessous de la plupart des salaires minimums déjà négociés dans douze branches professionnelles, est un niveau "*loin d'être trop haut*", a souligné le président du comité d'entreprise de Volkswagen, Bernd

Osterloh, dans un entretien avec l'agence allemande dpa. "*Cela ferait environ 1.500 euros brut par mois, un salaire avec lequel il est encore difficile de nourrir sa famille et payer son logement*".

Si le Fonds monétaire international (FMI) a souligné que l'objectif du salaire minimum était de permettre aux salariés peu qualifiés

"de recevoir assez pour vivre", il a aussi averti qu'"un salaire minimum trop élevé peut diminuer l'emploi de manière excessive dans certains marchés".

Un effet pervers qu'agitent volontiers les milieux économiques et patronaux allemands. "Un tel salaire minimum va coûter entre 450.000 et un million d'emplois", avertit David Folkerts-Landau, économiste chez Deutsche Bank. Dans la bouche d'Ulrich Grillo, le président de la puissante fédération de l'industrie allemande, la situation est encore plus dramatique: ce serait "de 1,2 à 1,8 million d'emplois" mis en danger.

Le salaire minimum, "c'est un faux débat économique, mais un vrai débat politique", conclut Sylvain Broyer. AFP 22.11

Ils vont les délocaliser en Pologne, Slovaquie ou en République tchèque, le prétexte est tout trouvé, ce serait dommage franchement de ne pas en profiter.

Vous avez constaté qu'avant-hier je les avais devancés. Mais il faut pousser votre analyse plus loin, à fond

[Intox. Fabrication de preuves. Comment clore une affaire, démonstration.](#)

- Le médecin qui avait aidé la CIA à trouver Ben Laden inculpé de meurtre au Pakistan - LeMonde.fr

Comment faire disparaître un "témoin" encombrant : la méthode.

Traître au Pakistan, héros aux Etats-Unis. Shakeel Afridi, le chirurgien pakistanais qui avait aidé la CIA à débusquer Oussama Ben Laden en 2011, vient d'être inculpé pour fraude et meurtre dans le nord-ouest du Pakistan, a-t-on appris samedi 23 novembre.

Ils ont enfin trouvé une personne pour plainte contre ce "témoin", sans rigoler, 6 ans plus tard puisque les faits retenus contre lui remonte à 2007.

En cause, selon un haut responsable gouvernemental à Peshawar : les accusations d'un femme, qui a affirmé aux autorités que le médecin avait tué son fils en 2007, après l'avoir opéré à trois reprises.

Et pour faire plus vraisemblable, ils en rajoute une louche, encore moins crédible ou tout à fait ridicule, mais qui sait, attendons de voir la suite...

Shakeel Afridi est également sous le coup d'une inculpation pour fraude.

Cela commence à sentir le soufre, la cerise sur le gâteau, c'est tout de suite :

Selon l'accusation, il ne serait pas chirurgien et n'aurait donc pas dû opérer.

Ah ben cela alors, pour un rebondissement, c'est stupéfiant ! Mais comment a-t-il pu s'occuper pendant des années du malade Ben Laden et lui prodiguer les soins nécessaires ? Il a dû recourir à la magie, c'était un sorcier sans doute descendu des montagnes, à moins qu'il ne s'agisse que d'un vulgaire charlatan se faisant passer pour un toubib, la proie idéale, un type suffisamment tordu pour être recruté par la CIA afin de cautionner tout le baratin qui allait suivre et s'en débarrasser par la suite en lui collant sur le dos un tas de délits cette fois tout à fait avérés, une façon de mettre un point final à cette affaire et d'enterrer la vérité qui est tout autre.

En réalité, cela aura été le seul épisode véridique de toute cette histoire, tout le reste aura été inventé puisque même des membres des services secrets britanniques ont affirmé qu'il avait la preuve que Ben Laden était mort en 2002. Alors pourquoi cette comédie ? Mais voyons, parce que tout le monde ignore ou presque la vérité, et puis il faut bien qu'ils mettent un point final à cette histoire en donnant l'impression qu'elle est crédible et qu'ils ont eu le dernier mot.

Pour la petite histoire, ils avaient déjà écopé de 33 ans de prison pour "trahison et complot", mais là en lui collant un meurtre sur le dos, c'est la peine de mort qu'il va prendre et la boucle sera bouclée : le faux médecin du faux Ben Laden aura disparu, toutes les preuves du coup tordu imaginé par la CIA auront été détruites, restera la version officielle. (source : LeMonde.fr 22.11)

[Lobotomie planétaire : Game over !](#)

- Microsoft annonce plus d'un million de Xbox One vendues en 24 heures - L'Expansion.com

Microsoft a annoncé avoir vendu plus d'un million d'exemplaires de sa dernière console de jeux vidéo Xbox One vendredi, jour de son lancement.

"Nous travaillons dur pour fabriquer davantage de consoles", a assuré Yusuf Mehdi, vice-président chargé du marketing de Xbox (Il voulait parler des esclaves chinois - ndlr) . "Nous sommes touchés et reconnaissants de l'enthousiasme des fans de Xbox à travers le monde", a-t-il commenté. " Voir des milliers de fans enthousiastes faire la queue pour obtenir leur Xbox One et leur amour pour le jeu était vraiment un moment spécial pour l'équipe Xbox". (Il faut être lobotomisé pour en arriver à ce point-là, cela fait partie de la stratégie eugéniste de l'oligarchie à laquelle appartient Bill Gates. Est-ce exagéré de dire cela ? Si vous le pensez, c'est que vous n'avez pas encore vraiment compris pourquoi et surtout comment le monde est devenu aussi pourri ou que vous n'y tenez pas, et attendez, ce que vous vivez aujourd'hui, si rien ne vient les stopper, dans 10 ou 20 ans vous parlerez des années 2010 comme "les jours heureux" ! Réveillez-vous ! - ndlr)

Décalage horaire oblige, c'est un Néo-Zélandais de 24 ans qui est devenu le premier propriétaire de l'appareil. Dan Livingstone avait gagné un concours, dont le premier prix était une Xbox One, placée depuis une semaine sous bonne garde dans un bassin à requins, dans un aquarium d'Auckland, protégée par une boîte étanche.

"Etre le premier au monde (à avoir la Xbox One), c'est comme détenir un record que personne ne pourra jamais m'enlever. J'ai l'impression d'appartenir à l'histoire. C'est vraiment incroyable", a-t-il déclaré. L'Expansion.com avec AFP 23.11

Le record de la connerie on vous le laisse volontiers !

En complément

- Les Français devraient dépenser 10 milliards d'euros sur le Net pour Noël - LeFigaro.fr

C'est marrant, quelque chose me dit que parmi eux on trouvera la plupart des adeptes de la décroissance, des maniaques du coût carbone... pour les autres, les plus nombreux, vous savez de qui je veux parler, n'est-ce pas ?

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Egypte - Turquie

- Crise diplomatique entre la Turquie et l'Egypte - Reuters

Les autorités égyptiennes ont demandé le départ de l'ambassadeur turc au Caire en accusant Ankara de soutenir des mouvements non identifiés qui menacent selon elles la sécurité nationale, ce qui désigne vraisemblablement les Frères musulmans.

En réaction, la Turquie a déclaré l'ambassadeur d'Egypte à Ankara, qui ne se trouve pas actuellement dans le pays, persona non grata.

"Cette situation nous attriste", dit le ministère turc des Affaires étrangères dans un communiqué. "Mais la responsabilité devant l'Histoire incombe au gouvernement provisoire égyptien, arrivé au pouvoir dans les circonstances extraordinaires du coup d'Etat du 3 juillet", ajoute-t-il.

Selon un porte-parole du ministère égyptien des Affaires étrangères, Ankara a "cherché à influencer l'opinion publique contre les intérêts égyptiens et a soutenu des réunions d'organisations qui cherchent à semer le trouble dans le pays".

Les autorités égyptiennes ont demandé le départ de l'ambassadeur turc au Caire en accusant Ankara de soutenir des mouvements non identifiés qui menacent selon elles la sécurité nationale, ce qui désigne vraisemblablement les Frères musulmans.

En réaction, la Turquie a déclaré l'ambassadeur d'Egypte à Ankara, qui ne se trouve pas actuellement dans le pays, persona non grata.

"Cette situation nous attriste", dit le ministère turc des Affaires étrangères dans un communiqué. "Mais la responsabilité devant l'Histoire incombe au gouvernement provisoire égyptien, arrivé au pouvoir dans les circonstances extraordinaires du coup d'Etat du 3 juillet", ajoute-t-il.

Selon un porte-parole du ministère égyptien des Affaires étrangères, Ankara a "cherché à influencer l'opinion publique contre

les intérêts égyptiens et a soutenu des réunions d'organisations qui cherchent à semer le trouble dans le pays".

La Turquie s'est montrée très critique après le renversement le 3 juillet du président Mohamed Morsi, issu des Frères musulmans, qu'elle juge victime d'un "*coup d'Etat inacceptable*". La confrérie entretient des liens étroits avec le Parti pour la justice et le développement (AKP) au pouvoir à Ankara.

"*Je ne respecterai jamais ceux qui accèdent au pouvoir grâce à un coup d'Etat militaire*", a déclaré le Premier ministre, Tayyip Erdogan, partisan du gouvernement islamiste qui avait été poussé à la démission par les militaires turcs en juin 1997.

"*J'espère que nos relations reviendront à la normale*", a déclaré le président turc Abdullah Gül, adoptant un ton plus mesuré que celui de son chef de gouvernement lors d'une allocution télévisée. Reuters 23.11

Le Frère musulman Tayyip Erdogan au pouvoir en Turquie : c'est un coup d'Etat permanent qui est perpétré contre le peuple turc et contre la laïcité.

Vous aurez noté le parti pris de Reuters qui donne la parole à Erdogan qui se présente comme un grand démocrate respectueux des présidents élus, bon, sauf celui de la Syrie, mais c'est différent, c'est un tyran...

2- Pakistan

- Pakistan: manifestations contre les tirs de drones américains - AFP

Des milliers de manifestants ont protesté samedi au Pakistan contre les tirs de drones américains, menaçant de couper les voies de ravitaillement de l'OTAN si les attaques se poursuivaient.

Les manifestants - des militants de droite emmenés par l'ex-star du cricket Imran Khan - ont brûlé des drapeaux américains, a constaté un journaliste de l'AFP à Peshawar où s'est déroulée la manifestation.

Selon la police, les manifestants étaient au nombre d'environ 15.000.

Khan a appelé à un blocus des convois de l'OTAN vers l'Afghanistan afin de faire pression sur Washington.

Après avoir précédemment fixé une date limite au 20 novembre, Khan a déclaré samedi qu'il saisirait la Cour suprême du Pakistan et, si nécessaire, la Cour internationale de justice.

Les transports de l'OTAN ont été suspendus samedi en raison de la manifestation qui a eu lieu sur la route empruntée par les camions de l'Alliance atlantique.

Khan accuse les Etats-Unis d'avoir utilisé un drone pour tuer le chef taliban Hakimullah Mehsud dans une tentative de saboter d'éventuelles discussions de paix avec les talibans.

Le gouvernement pakistanais a affirmé que cette attaque avait annulé les progrès réalisés en vue de mettre fin à la rébellion des talibans qui a fait des milliers de morts.

Jeudi, une nouvelle attaque de drone a tué six personnes dont le chef du réseau taliban afghan Haqqani considéré par les Etats-Unis comme responsable de certaines des attaques les plus meurtrières en Afghanistan.

Les attaques de drones sont particulièrement impopulaires au Pakistan et Islamabad les condamne publiquement comme étant une violation de sa souveraineté. AFP 23.11

Ce qui a retenu notre attention dans cet article, c'est la présentation faite par l'AFP des participants à cette manifestation anti-américaine en les présentant comme des militants de droite. Qu'ils soient de droite, ce n'est pas ce que nous contestons, mais le fait que l'AFP le précise quand cela fait les affaires de l'OTAN, histoire aussi de montrer au brave peuple français que ce n'est pas la gauche qui manifeste contre l'OTAN au Pakistan, mais la droite, donc la gauche fait bien de ne pas lui emboîter le pas.

Je ne dis pas de manifester avec la droite, quoique dans le cas précis de la défense de la souveraineté d'une nation contre une agression impérialiste, ponctuellement cela puisse se concevoir, ponctuellement et sur ses propres mots d'ordre, et à condition que droite et gauche ne soient pas mêlées dans la manifestation, des petits détails qui ont leur importance, une question de principe, on ne mélange pas les genres, jamais.

3- Iran

NY Times multiplie les analyses sur les négociations Iran /5+1 à Genève, évoquant tantôt les obstacles à surmonter tantôt les risques à encourir en cas de l'échec des négociations. " *Notre situation actuelle à Genève est le signe d'une grande défaite qui s'enracine dans nos politiques erronées de ces dernières années et la faute n'en revient pas à Obama*, affirme le journal dans un article intitulé " *Comment Bush a-t-il permis à l'Iran de se nucléariser?* " .

" *Les pourparlers nucléaires qui se déroulent en ce moment à Genève pourraient aboutir. Si un accord venait à être signé avec l'Iran, ce serait une grande victoire pour ce pays et une défaite pour les Etats Unis. Les Iraniens poursuivront leur programme nucléaire et l'enrichissement de leur uranium alors que les Etats Unis et leurs alliés réduiront leurs pressions économiques. Ce sera un nouveau souffle pour l'économie iranienne qui permettra à l'Etat iranien de se renforcer. L'accord Iran /Occident si il venait à être signé sera un échec pour l'Amérique mais il ne faut pas en tenir rigueur à Obama car cet échec est le résultat des années de gestion des présidents qui l'ont précédé. L'Occident n'a pas pu se mobiliser en temps voulu contre l'Iran puisque Bush a envahi l'Iran et l'Afghanistan. Bush aurait du créer une coalition internationale contre l'Iran et empêcher ce pays via des efforts diplomatique de devenir une puissance nucléaire. Au lieu de cela, il a attaqué l'Afghanistan et l'Irak, a dépensé des centaines de milliards de dollars en vain, a terni l'image de l'Amérique a permis à l'Iran d'élargir son influence, et a fait de ce pays un gagnant, que l'accord nucléaire soit signé ou pas*". french.trib.ir 22.11

SOCIAL

1- Espagne

- Austérité: Des milliers de manifestants défilent à Madrid - 20minutes.fr

«*Nous sommes venus protester contre la politique d'austérité, contre la politique répressive du gouvernement, la modification du Code pénal, la loi anti-manifestations et sur la sécurité citoyenne, qui est une attaque directe aux droits fondamentaux des citoyens.*» Comme Irene de la Cuerda, une manifestante de 57 ans, des milliers de personnes sont descendues samedi dans les rues de Madrid à l'appel des syndicats et d'organisations citoyennes pour dénoncer la politique d'austérité du gouvernement et exprimer une multitude de revendications.

Sous les slogans «*Oui, nous pouvons*», «*Utilise ta force*», le Sommet social, qui regroupe les syndicats et une centaine d'associations, avait convoqué ce défilé aux côtés des Marées citoyennes, des collectifs professionnels comme l'éducation et la santé pour la défense du service public, qui manifestent habituellement de leur côté. Deux ans après l'arrivée au pouvoir du gouvernement de droite de Mariano Rajoy, les manifestants ont défilé derrière une grande banderole blanche portant les mots : «*Jugement pour les banques. Sauvons le service public, les pensions, les personnes.*»

Parmi leurs cibles, le système bancaire dont les dérives ont contribué à précipiter le pays dans la crise en 2008. Arrivé au pouvoir à la fin 2011, le gouvernement Rajoy a soumis l'Espagne à une cure d'austérité sans précédent, au prix de douloureux sacrifices. Deux ans plus tard, le pays vient de renouer avec la croissance mais reste en proie à une grave crise sociale, avec près de 26% de chômeurs.

Pourtant, après de nombreuses grandes manifestations en 2011 et 2012 à travers toute l'Espagne, la riposte sociale est devenue cette année beaucoup plus discrète. «*Nous sommes ici pour 30.000 raisons. Ce que nous demandons, c'est qu'ils n'écrasent pas le peuple comme ils le font*», expliquait Epifanio Lopez, un ouvrier âgé de 59 ans.

(La récup ou la peste était de sortie ce samedi. - ndlr)

La mouvance des indignés avait appelé elle aussi à manifester depuis un autre point de rendez-vous: la Plaza de España où l'organisation écologiste Greenpeace avait déployé, sur la façade d'un grand immeuble vide, une banderole jaune de 315 mètres carrées avec les mots «*Non à la loi anti-manifestation*». (Ils ont dû obtenir une autorisation spéciale ou les autorités ont fait preuve de complaisance envers une organisation qu'ils savent compter dans leurs rangs. - ndlr) Un slogan qui dénonce le projet de loi sur la sécurité actuellement dans les cartons du gouvernement, décrié par la gauche comme un projet de «*répression citoyenne*». «*L'organisation lance une campagne active contre les atteintes au droit de manifester pacifiquement que suppose ce projet de loi*», a indiqué Greenpeace dans un communiqué.

Le texte, qui n'a pas encore été approuvé par le Conseil des ministres, suscite déjà une vive polémique car il prévoit notamment de fortes amendes, jusqu'à 600.000 euros, en cas de manifestation non autorisée, le cas de nombreux rassemblements des indignés depuis deux ans. 20minutes.fr

Manifestation citoyenne, répression citoyenne, voilà à quoi mène ce discours mettant sans cesse en scène le citoyen, c'est aussi

celui des social-patriotes, ceux qui veulent rassembler des élus ou des citoyens de tous bords politiques, raison de plus pour être farouchement opposé à cette dérive droitière : à bas le citoyen et vive la lutte des classes !

2- Turquie

Des centaines d'enseignants ont manifesté, à Ankara, pour protester contre la politique du gouvernement, en matière d'éducation.

Selon le quotidien turc, "*Hurriyet*", cette manifestation a dégénéré en affrontements avec la police. Venus de tout le pays, à Ankara, les enseignants protestataires ont réclamé des réformes, dans la politique du gouvernement, en matière d'éducation. La police a dispersé les manifestants, à coups de matraque et de gaz lacrymogènes. french.irib.ir 23.11

ECONOMIE

Chine

- Pétrole: la Chine se prépare à lancer son propre marché à terme - AFP

La Chine, premier pays consommateur mondial d'énergie, a réalisé un nouveau pas vers le lancement de son propre marché à terme dédié au pétrole, potentiellement ouvert aux investisseurs étrangers, a-t-on appris vendredi.

Les autorités et l'opérateur de la place boursière de Shanghai ont mis en place une entreprise destinée à organiser ce futur marché à terme, qui sera installé dans la zone franche de Shanghai lancée voici deux mois, ont rapporté des médias et responsables politiques.

Le choix d'établir ce marché dans la zone franche, et donc en-dehors de la place financière shanghaienne actuelle, suggère que les investisseurs étrangers pourraient être autorisés à y prendre part -- avec l'ambition à terme de bousculer la domination de Singapour dans le négoce énergétique en Asie.

Il s'agira de la cinquième place en Chine permettant l'échange de contrats à terme, selon le journal Shanghai Daily, mais aucun des marchés existants ne proposent des contrats sur l'or noir.

Les contrats à terme sont un instrument financier permettant de livrer ou de prendre réception d'une marchandise à une date donnée et à un prix prédéfini. Les contrats de référence pour le pétrole brut concernent le Brent de la mer du Nord coté à Londres et le brut texan WTI échangé à New York.

"Nous espérons établir (à Shanghai) une nouvelle place (...) qui attirera une large participation d'investisseurs étrangers, et accroîtra l'influence de la Chine dans le système international de fixation des prix du brut", a souligné M. Yang.

La Chine est le deuxième pays consommateur de pétrole dans le monde après les Etats-Unis, avec une demande de 9,81 millions de barils par jour en 2012 selon l'Agence internationale de l'énergie (AIE) -- soit un dixième de la consommation mondiale.

Un cadre de la zone franche --directeur adjoint du comité de direction--, Wang Xinling a précisé à l'occasion de la même conférence que d'autres contrats énergétiques pourraient y être échangés à l'avenir.

Pékin s'était par ailleurs engagé en septembre à ouvrir davantage les marchés chinois des contrats à terme. Actuellement, les investisseurs étrangers sont autorisés à négocier des actions sur les places boursières à travers un strict système de quotas, mais ne sont pas autorisés à acheter ou vendre directement des contrats à terme portant sur des matières premières. AFP 21.11

La Chine toujours plus intégrée dans le marché mondial.

[Haut de page ↗](#)

Le 25 novembre 2013

CAUSERIE

On rajoutera quelques articles ce soir.

Sondage auprès des militants du mouvement ouvrier : Considérez-vous monsieur Mélenchon comme un révolutionnaire ?

C'est lundi, soyons de bonne humeur pour commencer cette semaine de boulot, sinon dans quel état on sera dans 5 ou 6 jours !

Hier, ici on a encore échappé à un cyclone.

Bonne semaine à tous et gardons le moral, on n'a pas le choix.

[Mystification et conditionnement des masses orchestrés par l'Etat avec le soutien du Front de gauche et des dirigeants syndicaux.](#)

Offshore my dear !

Economistes, avocats et juristes fiscalistes conseillent quotidiennement depuis des lustres chefs d'entreprise, actionnaires, riches héritiers ou rentiers...

L'objet de leurs conseils : Comment payer moins d'impôts ou pas du tout, mettre leur magot à l'abri du fisc dans des paradis fiscaux ou profiter de la législation fiscale de certains pays (Etats-Unis, Grande-Bretagne, Portugal, Autriche..) particulièrement avantageuse ou généreuse envers les riches (étrangers), autrement dit, pratiquer le plus légalement du monde l'évasion fiscale, éventuellement s'ils acceptent d'en prendre le risque, frauder le fisc ou placer leurs capitaux sur des comptes anonymes, des institutions financières spécialisées dans ce domaine se chargeront d'effacer ou de brouiller les pistes de leurs malversations, éventuellement il leur sera proposé différents montages, prête-nom, sociétés écrans...

Du bonnet rouge au bonnet d'âne ou grand benêt.

- Jean-Luc Mélenchon, menaçant, espère peser sur la réforme fiscale - AFP

Le co-président du Parti de gauche Jean-Luc Mélenchon affirmé dans une interview à DirectMatin, à paraître lundi : "*Nous allons faire l'effort de le prendre au sérieux et de croire qu'il a vraiment l'intention de la faire. Mais je mets le Premier ministre en garde. Si c'est pour faire un tour de passe-passe de communication, comme d'habitude, il lui en cuira.*"

(Nous allons voir pourquoi Ayrault doit d'avance en trembler d'effroi ! En une fraction de seconde il a fait disparaître toute la politique antisociale et réactionnaire mise en oeuvre par le gouvernement depuis juin 2012 : TSCG, ANI, les budgets d'austérité 2013 et 2014, la contre-réforme de l'école, des retraites, les 20 milliards d'euros de cadeaux supplémentaires aux patrons, etc. comme si tout cela n'avait jamais eu lieu ou existé, vous avouerez qu'il mérite amplement le qualificatif d'illusionniste, de charlatan. Inutile de se demander à qui peut profiter un tel numéro de prestidigitation : le gouvernement et le patronat. - ndlr)

"*Les Français ne sont pas des imbéciles si faciles à gruger. Il est donc important d'aller manifester*", ajoute le co-président du Parti de Gauche, qui organise dimanche prochain "*une marche pour la révolution fiscale*".

(Mélenchon s'emploie à prendre les travailleurs pour des "*imbéciles*" quand il participe à cette mascarade au lieu de dénoncer cette mystification organisée par un gouvernement à la solde de l'oligarchie financière et ses institutions européennes et internationales. Sa "*marche*" n'aura donc pas un contenu révolutionnaire mais contre-révolutionnaire, en lisant la suite vous en aurez la confirmation si nécessaire. - ndlr)

Il s'agit selon lui "*de crier notre refus de l'augmentation de la TVA*" mais aussi de "*peser*" sur cette remise à plat de la fiscalité.

(On appelle cela : La récupération de l'exaspération des masses pour le compte du gouvernement, alors qu'il fallait dénoncer sa complicité avec les banquiers, multinationales, actionnaires, riches héritiers ou rentiers qui pratiquent l'évasion fiscale dans des paradis fiscaux.

Parce que lorsqu'on affirme vouloir "*peser*" sur un gouvernement, cela signifie qu'on le légitime, le soutien, qu'on entend être de la partie (de l'extérieur) pour modifier l'orientation de sa politique sans tenir compte de la classe dont il représente les intérêts et pour laquelle il gouverne le pays, donc de sa nature de classe.

Or c'est ce facteur qui doit déterminer les rapports que l'on doit avoir avec lui, et non pas la politique qu'il conduit que l'on doit dénoncer et combattre en toutes occasions, à aucun moment nous ne devrions faire preuve du moindre accord avec les mesures ou lois qu'il pourrait être amenées à prendre, en dénonçant l'hypocrisie lorsqu'elles semblent être favorables aux

exploités, témoigner la moindre collusion d'intérêt avec lui sachant qu'il représente ceux de notre ennemi de classe, demeurer strictement sur le terrain de classe (indépendance de classe) du prolétariat est un principe non négociable pour aider les travailleurs à rompre avec le capital et ses institutions, ses représentants, dont évidemment le gouvernement en place, condition pour construire un parti ouvrier révolutionnaire...

Nous avons là les deux conceptions antagoniques de la lutte des classes, celle qui consiste à participer à la politique mise en oeuvre par le gouvernement, et celle qui consiste à s'adresser exclusivement aux travailleurs, qui ne peuvent espérer une amélioration temporaire de leur sort que par leur mobilisation dans la perspective de la prise du pouvoir politique et du renversement du régime en place. - ndlr)

Pour M. Mélenchon, deux principes doivent prévaloir : "*l'impôt doit être général : tout le monde doit payer. Ensuite il doit être progressif*". "*Entreprises ou particulier : qui gagne le plus paye le plus ! Au lieu de cinq tranches d'impôt, il en faut quatorze pour soulager la classe moyenne. Rien que ça, c'est déjà la révolution*", lance-t-il. AFP 24.11

(Vous avez bien lu (ou entendu) : "*tout le monde doit payer*", ce qui signifie y compris ceux qui aujourd'hui sont exonérés d'impôts parce qu'ils ont un ou des revenus trop faibles, en passant, c'est une revendication de l'UMP ! Tout le reste est du baratin, cependant il y a un point qu'il faut préciser.

Nous vivons sous un régime capitaliste, le gouvernement est un gouvernement capitaliste. La Constitution, les institutions, les lois, le législateur, tous sont régis par les rapports établis entre les classes en faveur de la classe dominante, celle qui détient le pouvoir économique, les moyens de production, les richesses. C'est aussi elle qui détient le pouvoir politique, rédige la Constitution, fait les lois, etc. de manière à conserver son pouvoir économique, perpétuer ou garantir l'existence du rapport entre classe dominante et classe dominée qui lui est favorable.

Sauf accidentellement du fait de la lutte de classe des exploités, elle est amenée à prendre des mesures économiques ou sociales qui vont à l'encontre de ses intérêts, qu'elle s'emploiera par la suite à corriger en sa faveur ou d'abroger. Idem sur le plan politique, toutes mesures qu'elle pourrait être amenée à prendre sous la contrainte de la mobilisation des masses seront dès le départ ou au fil du temps vidées de leur contenu ou réorientées en sa faveur, elles deviendront de nouveaux instruments de la collaboration de classes qui faciliteront plus tard l'adoption de mesures purement corporatistes.

Ces précisions car on a tendance à s'endormir sur nos lauriers et à considérer que le contenu ou l'orientation d'une mesure ou loi serait gravé dans le marbre, alors qu'en réalité il évolue avec le temps dans une direction défavorable aux travailleurs, sans qu'on s'en doute ou se penche à nouveau dessus pour observer cette évolution.

Très souvent aussi, ce sont les militants eux-mêmes qui se leurrent dès le départ sur le contenu d'une mesure ou loi, ils estiment qu'elle est favorable aux travailleurs, alors qu'en réalité c'est exactement l'inverse qui est vrai. Comment cela ? Ils oublient tout simplement de se demander quel usage il en sera fait et qui sera amené à en faire usage, le plus souvent des syndicalistes corrompus ou jaunes qui défendront de préférence les intérêts du patronat ou de l'Etat (employeur) dans le cas des fonctionnaires.

Eh oui, militer n'est pas si simple que cela ! On peut facilement se fourvoyer. Revenons à notre sujet.

Question :

Peut-on défendre l'impôt sous un régime qui par nature est défavorable aux travailleurs ?

Pour répondre à cette question, posons-nous d'autres questions :

Qui détermine qui doit payer des impôts ?

Quels genres d'impôts ?

A quoi servira l'argent des impôts et qui le décide ?

Qui contrôlera quel usage il sera fait des impôts ?

A toutes ces questions la réponse est : certainement pas les travailleurs, car en réalité ils n'ont aucun pouvoir politique.

Donc avant de se poser toutes ces questions on aurait dû commencer par s'en poser une autre : Qui détient le pouvoir politique, et en fonction de la réponse à laquelle on parvenait forcément, on arrivait à la conclusion que la question des impôts ne pouvait pas les concerner puisqu'ils détiennent en réalité aucun pouvoir politique, donc ils sont placés dans la situation où ils sont incapables

de décider que ce soit en la matière.

Alors que signifie vouloir les associer à cette question s'ils sont dans l'impossibilité de décider quoi que ce soit ? Cette opération consiste uniquement à les associer à la politique qu'aura décidé le gouvernement pour qu'il puisse l'appliquer tranquillement avec le soutien des partis du Front de gauche, et dont ils feront les frais évidemment, CQFD. Fastoche, n'est-ce pas ? Mélenchon roule pour le régime en place, il en fait ici une démonstration magistrale.

Maintenant, les collabos du régime, pour justifier leur position, vous expliqueront sans doute que les impôts servent aussi aux travailleurs, par exemple à construire ou entretenir les écoles, les hôpitaux, les routes, etc.

Argument imparable devant lequel la plupart des militants vont se retrouver bouche bée ou sans rien à leur opposer, pourtant la réplique est fort simple : il faut bien pour que les capitalistes continuent d'empocher leur profit que les exploités disposent d'un minimum d'instruction, qu'ils soient de préférence en bonne santé, qu'ils puissent se rendre rapidement sur leur lieu de travail, et même qu'ils disposent d'un niveau de vie leur permettant de consommer les produits que l'on fabrique histoire de faire tourner nos usines, engraisser les banquiers, etc.

En réalité l'impôt sert essentiellement à entretenir les esclaves qui assurent le fonctionnement et la pérennité du régime capitaliste, et à procurer à l'Etat de quoi financer son appareil répressif, judiciaire, policier et militaire qui va avec.

Dès lors vous comprendrez que non seulement ce n'est pas notre affaire, mais qu'on est contre l'impôt imposé aux travailleurs. Si l'impôt sert essentiellement à assurer la survie du régime capitaliste et ses institutions contre lesquels nous combattons pour les renverser, on ne peut pas le soutenir ou en être partisan, sauf à se placer sur le terrain du capitalisme, ce que font très bien Mélenchon et les dirigeants syndicaux.

Eh oui, être pour ou contre l'impôt pour les travailleurs pose la question de la conception de la lutte de classe qu'on adopte, pour quel objectif politique combattons-nous, et dans quel camp nous situons-nous réellement.

Il y en a qui vont penser que je pousse le bouchon un peu loin. Pas du tout. Ce sera la réaction de militants qui ne sont pas habitués à aller au bout d'une analyse ou d'une question, les autres s'estimeront satisfaits car les voilà armés politiquement pour combattre les opportunistes, les traîtres et les jaunes.

N'oubliez jamais une chose : sur quel terrain abordons-nous une question, sur quel terrain untel ou les médias l'aborde, il suffit ensuite de se demander qu'est-ce qui correspond aux intérêts fondamentaux (et collectifs) des travailleurs pour distinguer ce qui sera opposé à leurs intérêts et ne pas confondre les deux et le tour sera joué, vous serez un véritable anticapitalisme, révolutionnaire, un communiste même !

Je ne donne de leçons à personne ici, je m'exprime à ma manière, ce sont plutôt des conseils d'amis ou entre camarades, à de jeunes militants surtout, l'avenir du socialisme !

ACTUALITE EN TITRES

[Les féodaux sont de retour et le PS tient à en être.](#)

- Des députés PS veulent supprimer les départements de la petite couronne - 20minutes.fr

[Harlem Désir a fait son beurre !](#)

- Trente ans après, que reste-t-il de la "Marche des Beurs"? - 20minutes.fr

[Silence complice des féministes. Si au moins il s'était agi d'une Saoudienne avec une Yéménite...](#)

- Une histoire d'amour interdite entre Saoudienne et un Yéménite devant les tribunaux - Francetv info

[Offensive de la réaction \(et manipulation des masses\)](#)

- Les nostalgiques de Franco se rassemblent à Madrid - Liberation.fr

- Manifestation à Kiev contre l'arrêt des négociations avec l'UE - Reuters

- Suisse: échec d'une votation visant à limiter les hauts salaires - AFP

On ne connaît pas le taux de participation...

- Un néofasciste élu gouverneur régional en Slovaquie - Liberation.fr

- Nucléaire : le Canada maintient ses sanctions contre l'Iran - LeMonde.fr

Le gouvernement canadien assure le SAV de Bush !

- En Égypte, le président, Adly Mansour, serre la vis - Liberation.fr

- Benyamin Nétanyahou dénonce une "*erreur historique*" sur le nucléaire iranien - LeMonde.fr

L'"*erreur historique*" : c'est Israël !

[Nouvelle rubrique : conditionnement par les médias.](#)

- "*Croix nazies*" et "*propos xénophobes*" : un ex-UMP parti au FN fait machine arrière - LeMonde.fr

Car voyez-vous, il ne savait pas avant, il devait être le seul en France !

- Le Honduras choisit un nouveau président ce dimanche - LeMonde.fr

Quel choix ?

- Le Venezuela vit une tragédie avec Maduro, selon un ex-conseiller de Chávez - AFP

Parole d'un renégat, l'AFP les affectionne, ceux passés à la réaction de préférence...

- Washington s'inquiète de la montée des tensions en mer de Chine orientale - LeMonde.fr

Ou cela sert-il plutôt à justifier son redéploiement militaire dans la région ?

- Retrouvez le vrai Kennedy derrière le brouillard du mythe et des théories du complot - Atlantico.fr

Le vrai, car le faux c'est celui qui a été assassiné sur ordre du cartel des banquiers de la Fed via la CIA...

[ACTUALITÉ DU JOUR](#)

[Eugénisme. Comment ils vous empoisonnent, vous détraquent...](#)

- Le Gardasil, vaccin contre le cancer du col de l'utérus, visé par une plainte - AFP

Au-delà du Gardasil, note l'avocat de la jeune femme qui a porté plainte, "*il y a de plus en plus conscience au sein du corps médical de la dangerosité d'un adjuvant (booster) présent dans presque tous les vaccins (y compris le Gardasil), le sel d'aluminium*".

De son côté Sanofi Pasteur MSD a regretté dimanche "*le discrédit*" ainsi jeté sur le vaccin et la "*perte de chance*" que cela pourrait supposer pour les jeunes filles.

Selon l'InVS (Institut national de veille sanitaire), moins d'un tiers des adolescentes françaises étaient en 2011 vaccinées contre le cancer du col de l'utérus, le 12e cancer le plus fréquent chez les femmes. AFP 24.11

Pour plus d'infos sur le sel d'aluminium sur Google... Il existe des vaccins sans sel d'aluminium...

Question : Mais pourquoi tous ces vaccins, autrefois on n'était pas vacciné et on ne développait pas forcément un cancer, surtout à l'adolescence ? Alimentation, hygiène de vie, homéopathie et médecines alternatives, fuir les grandes villes polluées quand on en a la possibilité. Ce que les plus pauvres ne peuvent pas se permettre...

Il est encore très loin du compte.

- NSA: le juge Trevidic dénonce le "*Big Brother absolu*" - AFP

Le juge antiterroriste Marc Trévidic dénonce, dans un entretien à Sud Ouest Dimanche, "*le paternalisme autoritaire*" sous-tendant le système de captation de données personnelles mis en place par la NSA (agence de renseignement américaine), un "*Big Brother absolu*", dangereux pour la démocratie.

"*Imaginons aujourd'hui Adolf Hitler qui disposerait de cet outil. Il saurait qui est communiste, homosexuel, juif et serait capable de dresser des listings pour les chambres à gaz*", déclare dans cet entretien Marc Trévidic, qui est aussi président de l'Association française des magistrats instructeurs, avant d'ajouter: "*On croit finalement que la démocratie est quelque chose d'acquis, que ce soit aux États-Unis ou en France. Non, ce n'est jamais acquis.*"

"*Les captations de données sur le territoire français sont une infraction à la loi pénale*", souligne-t-il, en estimant que cette surveillance sert "*d'alibi*" à l'État américain, qui, au nom de la lutte antiterroriste, obtient du Congrès les "*crédits nécessaires à cette surveillance généralisée*". "*Une fois que vous disposez de l'outil de surveillance globale, vous en faites ce que vous voulez*", ajoute-t-il, jugeant qu'"*il est sans doute effectivement utilisé à d'autres fins*".

Marc Trévidic est juge d'instruction antiterroriste depuis 2006. Il a repris les dossiers de Jean-Louis Bruguière. AFP 24.11

Il en dit trop ou pas assez, il parle "*d'alibi*" à l'État américain, alors que les activités de la NSA tout comme celles de la CIA ou du Pentagone échappent totalement à la Maison Blanche ou au Congrès, le 11 septembre 2001 en a fait la démonstration quand il s'avéra que Bush en personne n'avait pas été mis au courant de ses préparatifs et qu'il dut en assumer les conséquences sur le champ sous peine d'être liquidé lui aussi.

Quand on a lu l'article de Slate.fr du 23 et mis en ligne dans cette page *Des milliers d'Américains en prison à vie pour des délits sans violence*, on n'a plus aucune doute que la démocratie n'existe pas aux Etats-Unis, donc Trévidic est très très loin du compte ou de la réalité, apparemment il ignore la stratégie des mondialistes ou ne peut pas l'évoquer publiquement.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Iran

Accord historique sur le nucléaire iranien

A l'issue de cinq jours d'après négociations internationales à Genève, un accord sur le nucléaire iranien a finalement été conclu, dans la nuit du samedi 23 au dimanche 24 novembre, entre Téhéran et les pays négociateurs. Cet accord n'est que préliminaire et a pour objectif de permettre de rétablir pas à pas la confiance entre Téhéran et les grandes puissances après des décennies de tensions.

"*Nous sommes parvenus à un accord*", a annoncé le premier Mohammed Javad Zarif, ministre des affaires étrangères iranien, sur le réseau social Twitter.

"*Nous sommes parvenus à un accord sur un plan d'action*", a officiellement déclaré à l'ONU la chef de la diplomatie européenne, Catherine Ashton, avec à ses côtés M. Zarif. Les ministres des "5 + 1" (Etats-Unis, Chine, Russie, Grande-Bretagne, France et Allemagne) se sont ensuite chaleureusement congratulés.

La Maison Blanche a annoncé que l'accord prévoit que l'Iran arrête d'enrichir l'uranium au-dessus de 5 % et d'installer de nouvelles centrifugeuses. En échange, les grandes puissances, qui rassemblent les membres permanents du Conseil de sécurité et l'Allemagne, n'imposeront pas au cours des six prochains mois de nouvelles sanctions à l'Iran, qui promet aussi de neutraliser ses stocks d'uranium enrichi à 20 %.

Washington, dont les propos corroborent les déclarations des responsables américains à Genève, ajoute que l'Iran s'engage à stopper son projet de réacteur à eau lourde d'Arak, ce que la France exigeait.

S'exprimant devant les journalistes, à l'issue de négociations marathon, M. Zarif a ajouté que l'accord contient une "*référence claire selon laquelle l'enrichissement va continuer*" en Iran, une question qui a été considérée longtemps comme la principale pierre d'achoppement des négociations. "*Nous estimons que c'est notre droit*", a ajouté le ministre iranien, qui a été applaudi à son entrée dans la salle de presse par les nombreux journalistes iraniens venus à Genève pour ces négociations.

"*Notre objectif a été de résoudre cette question nucléaire*", car c'était "*un problème qui n'était pas nécessaire*", a-t-il poursuivi. "*Le droit à la technologie nucléaire est un droit inaliénable*", a encore indiqué le ministre, en ajoutant que le "*combat que nous avons mené depuis plusieurs années avait pour but que la communauté internationale reconnaisse*" que l'Iran exerce ce droit. "*Nous pensons que cet accord et le plan d'action*" signifie que "*le programme nucléaire iranien va continuer*", a-t-il conclu.

Sur Twitter, le chef des négociateurs iraniens, Abbas Araghchi, a également affirmé que le programme d'enrichissement d'uranium iranien avait été reconnu par les grandes puissances, sans préciser si le droit à l'enrichissement figurait dans l'accord.

Plus tôt dans la soirée de samedi, l'Iran avait indiqué qu'il ne pourrait pas accepter d'accord avec le groupe des "5 + 1" qui ne reconnaîtrait pas son droit à enrichir de l'uranium, une demande à laquelle les Etats-Unis et les Européens ont refusé d'accéder à plusieurs reprises. lemonde.fr 24.11

2- Israël

- Nucléaire iranien : le régime déçu par la position de Paris - french.irib.ir

Le ministre israélien des Finances Yaïr Lapid a exprimé dimanche sa déception devant la position de la France, qui s'est ralliée à l'accord sur le nucléaire iranien à Genève. On peut s'interroger sur les réactions dans le monde lorsqu'on voit Laurent Fabius (le ministre français des Affaires étrangères), un véritable ami d'Israël, lever le pouce en signe de victoire après la conclusion de cet accord alors qu'aucune centrifugeuse ne sera démantelée, a déploré M. Lapid, leader du parti de centre-droit Yesh Atid, à la radio militaire. Le chef de la diplomatie française a salué dimanche l'accord de Genève, qu'il a qualifié d'avancée importante pour la sécurité et pour la paix. french.irib.ir 24.11

Fabius et Hollande n'ont pas retourné leur veste, ils sont strictement alignés sur la politique définie par l'oligarchie financière sionniste américaine qui a modifié sa tactique sans changer de stratégie, celle qu'Obama a également adoptée, n'oublions jamais que le président américain est leur obligé, il est tout sauf indépendant, à moins qu'il veuille finir comme Kennedy...

3- Égypte

- L'Égypte adopte une réforme controversée du droit de manifester

Le texte, qui provoque depuis des semaines l'ire des défenseurs des droits de l'homme, prévoit des peines d'un à cinq ans de prison ferme pour des délits allant du port de la cagoule à celui d'armes lors de défilés ou de rassemblements, a annoncé le porte-parole de la présidence. La loi oblige par ailleurs les organisateurs à informer les autorités de leur manifestation au moins trois jours avant sa tenue. Ces derniers doivent également fournir leurs coordonnées, le lieu et le trajet du cortège, leurs revendications et les slogans scandés. Si elle représente une "*menace pour la sécurité*", le ministre de l'intérieur peut décider d'interdire toute manifestation.

Une vingtaine d'organisations de défense des droits de l'homme ont dénoncé "*l'approche oppressive*" du gouvernement, ainsi qu'une réforme qui "*criminalise les manifestations et les réunions publiques*". Plusieurs ONG, de même que l'ONU, avaient également réclamé l'abandon du texte, accusant les autorités égyptiennes de vouloir revenir sur les acquis de la révolution populaire de 2011.

Cette réforme intervient alors que le nouveau pouvoir a lancé une vague de répression visant la confrérie des Frères musulmans. Plus d'un millier de manifestants pro-Morsi ont été tués depuis la mi-août, et plus de 2 000 Frères ont été arrêtés. Dimanche, les partisans de Mohamed Morsi ont pourtant défilé dans différentes villes du pays, appelant quasi-quotidiennement à la mobilisation. lemonde.fr 24.11

Qu'en pensent ceux qui ont soutenu le coup d'Etat militaire ?

4- Afghanistan

- Afghanistan: la Loya Jirga approuve le traité de sécurité avec les Etats-Unis - AFP

La Loya Jirga, grande assemblée traditionnelle afghane, a approuvé dimanche un traité de sécurité avec les États-Unis crucial pour l'avenir et la stabilité de l'Afghanistan, mais dont le président Hamid Karzaï a aussitôt assorti la signature d'une série de conditions.

Ce traité bilatéral de sécurité (BSA) doit définir les modalités d'une présence militaire américaine en Afghanistan après le retrait des 75.000 soldats de l'Otan, fin 2014, qui fait craindre une flambée de violences dans le pays, en partie contrôlé par les talibans.

Hostiles au maintien de troupes étrangères, ceux-ci ont condamné "*fermement cette Loya Jirga fantoche et sa décision*".

Après des mois de négociations laborieuses, Kaboul et Washington se sont mis d'accord sur les "*termes*" de l'accord, mais plusieurs étapes seront encore nécessaires avant sa ratification : le BSA doit être approuvé par le Parlement afghan, puis promulgué par M. Karzaï.

Si tout n'est pas réglé, l'adoption du BSA par la Jirga a permis de surmonter l'obstacle de l'immunité de juridiction des soldats américains qui resteraient après 2014 -- un impératif pour Washington --, même si la grande assemblée a proposé un aménagement.

"*Les procès des Américains qui commettraient des crimes en Afghanistan devraient avoir lieu dans des bases américaines aussi souvent que possible*", a déclaré Fazul Karim Imaq.

En Irak, les États-Unis comptaient maintenir un contingent au-delà de 2011 mais ils avaient finalement rapatrié l'ensemble de leurs troupes car Bagdad avait refusé de leur accorder cette immunité.

A l'instar de l'Irak, la signature ou non du BSA pourrait être lourde de conséquences en Afghanistan, en proie à une insurrection des talibans que douze ans de guerre n'ont pas réussi à mater. AFP 24.11

SOCIAL

Briseurs de grève

Des salariés européens pour contrer la grève à la Lufthansa - leparisien.fr

Aéroport Roissy-Charles-de-Gaulle, hier. Les salariés français de la compagnie aérienne allemande Lufthansa se sont mis en grève pour protester contre le plan social qui prévoit la suppression de 200 postes, dont la quasi-totalité des salariés à terre de Roissy.

Les agents d'escale de Roissy de la Lufthansa sont en grève. Qu'à cela ne tienne, la direction a fait venir des salariés du Royaume-Uni, de Suisse ou d'Espagne pour les remplacer.

En 2005, la compagnie British Airways avait utilisé la même méthode. Poursuivie devant le tribunal de grande instance de Nanterre, elle avait eu gain de cause en 2006. En attendant, le travail devait reprendre aujourd'hui à l'aéroport de Roissy. leparisien.fr 24.11

[Haut de page ↗](#)

Le 26 novembre 2013

CAUSERIE

Je suis encore complètement crevé. Je n'ai rien relu, mes yeux sont trop fatigués.

Je dois m'occuper de mon chien qui pour le moment ne peut plus se servir d'une pâte arrière, je ne peux pas le soulever de terre il est trop lourd, c'est la galère totale, il pisse sous lui, je dois le laver deux fois par jour, le nourrir à la main, laver la terrasse matin et soir, plus les cinq serpillères à chaque fois, etc. et en même temps me concentrer sur un aspect de l'économie mondiale ou tenter de comprendre ce que manigance les Américains, c'est dur !

Il y a de quoi devenir dingue en prenant connaissance de l'actualité, être dégoûté au dernier degré, on a envie de s'enfuir je ne sais pas où pour oublier leur monde de merde !

J'espère ne pas commettre de contresens car je consacre peu de temps à chaque info, il y a de quoi s'égarer ou se méprendre parfois.

Le M'PEP et LO appellent également à manifester le 1er décembre pour l'annulation de la hausse de la TVA notamment à la suite du Front de gauche, je n'ai pas eu le temps de réfléchir à cette question, y participer sur ce mot d'ordre serait assurer le service minimum... A suivre

Quand des rappers font dans le communautarisme.

Dans une chanson interprétée par une dizaine de rappers, dont Akhenaton, Disiz, Kool Shen et Nekfeu : "*Ma meilleure amie porte le foulard / Plus jolie que ces filles peinturlurées*".

Quelle chance, elle aurait pu être laide et lui ressembler !

Ils ont en commun comme fond de commerce : le racisme parce qu'il sert leurs intérêts

Parole d'internaute

- "*Au départ de la marche, il y a des jeunes musulmans, des jeunes de banlieue et un curé... à l'arrivée il y a une association, SOS Racisme, dont le bureau est dominé par l'UEJF (Union des Etudiants Juifs de France - ndlr) !*

SOS Racisme, c'est l'histoire de la récupération de cette marche et de la manipulation des Français. D'un coté une génération dont les parents ont travaillé dur en France veulent vivre comme tout le monde, avec les mêmes droits, les mêmes chances. Jamais ils n'ont demandé à ce qu'on pointe du doigt leurs différences, même sous couvert de respect ! De l'autre, le parti socialiste qui leur répond et martèle : le Front National ne respecte pas vos différences ! Le problème, c'est que le FN ne tient pas les cordons de la bourse en France! Le FN ne gouverne pas."

En 1983, le PS gouvernait et le racisme concernait essentiellement la communauté originaire des pays du Maghreb. SOS racisme, tout comme le PS n'avait aucun lien avec cette communauté, par contre ses dirigeants en avaient avec le CRIF ou les organisations sionistes.

Au même moment le gouvernement PS-PCF-MRG s'engageait dans une politique d'austérité et allait manifester son attachement indéfectible à l'économie de marché, au capitalisme. Face à la situation économique et sociale qui allait se compliquer pour Mitterrand et son gouvernement indéodé au marché, ils allaient se saisir du racisme latent pour monter une opération tendant à faire monter le FN, ne comptant pas de musulmans dans leurs rangs, ce sont les sionistes qui y pullulent qui s'en chargeront, les mêmes sionistes qui soutiennent l'apartheid en Israël, avec Hollande et Fabius on vient d'en avoir une démonstration saisissante ces derniers jours.

Le sionisme est le pire ennemi des juifs disions-nous, car ses adeptes n'hésitent pas à se servir de leur origine sémite alors qu'ils s'emploient à faire monter le FN à défaut de pouvoir faire monter le racisme à des fins purement politique au moment où le gouvernement Hollande-Ayrault est en difficulté et où le PS risque de prendre une sévère raclée aux élections municipales et européennes de 2014, n'a rien d'étonnant, c'est dans l'ordre des choses quand on connaît leur nature et leurs véritables motivations politiques qui l'emportent sur tout autre considération.

Dans la page d'accueil du site j'ai titré une sous-rubrique "*Les sionistes, ni sémites, ni juifs*", cela peut induire les lecteurs en erreur, car certains sont sémites et juifs, d'autres pas, ceux qui ont adopté le sionisme sans être sémites ou juifs le sont idéologiquement dès lors que ce sont des sionistes qui donneront naissance ou théoriseront le néolibéralisme, autrement dit ils sont sionistes parce qu'ils ne peuvent pas adopter le néolibéralisme sans l'être à la fois, ils sont sionistes par intérêt, comme Rockefeller qui est issu d'une famille protestante allemande par exemple (wikipedia en allemand) ou Obama ou encore Hollande, ils sont avant tout néolibéraux contrairement au Premier ministre israélien, d'où leurs divergences politiques...

Ce n'est que récemment que je me suis intéressé à cette question qui est fort embrouillée et complexe, depuis le début de l'année 2013, aussi j'ai dû avancer à tâton et préciser certains points au fur et à mesure que je prenais connaissance d'éléments que j'ignorais à travers différents articles parus sur le Net, et si je n'ai jamais eu le temps de consacrer des jours à étudier tous les aspects du sionisme, je pense être parvenu à cerner d'assez près à quoi il correspondait, on affinera plus tard.

En complément pour étayer ce qui vient d'être dit vous pouvez lire un article que j'ai trouvé par hasard sur un portail sioniste qui critique certaines prises de position de Union des Etudiants Juifs de France... à des fins politiques, alors que c'est le constat que j'ai dressé de SOS racisme également dirigé par des sionistes. Les commentaires à la suite de cet article sont très instructifs, sionisme de droite contre sionisme de gauche (sic!) : <http://jssnews.com/2013/10/16/antiracisme-a-quoi-joue-luejf/> . Si

j'ai bien compris les sionistes de droite ne mélangent pas les serviettes et les torchons, s'allier avec le Qatar ou l'Arabie saoudite, pas de problèmes, ce sont des sémites reconvertis en sionistes arabes, bon il semblerait qu'ils se soient trompés de courant, tandis que les sionistes de gauche font feu de tout bois et accueillent même des gauchistes.

Mystification et désinformation.

- Le vieillissement de la population à son comble: l'UE a besoin de faire venir plus de 21 millions de jeunes d'ici 2025 - [express.be](#)

En 2025, si rien n'est fait, l'UE perdra un sixième de sa population active jeune (les actifs âgés d'entre 15 et 45 ans), affirme le Financial Times.

Le rapport indique que pour maintenir le nombre des actifs de moins de 45 ans à son niveau de 2010, il faudra « trouver » 21,5 millions de travailleurs, grâce à l'immigration.

Les économistes considèrent que la perte nette de la population en raison de l'émigration est extrêmement dommageable pour l'économie parce que les gens qui partent sont généralement âgés d'entre 15 et 45 ans, et qu'ils auraient pu participer à la formation du revenu national et contribuer à supporter les coûts induits par les retraités au travers des impôts qu'ils auraient payés. [express.be](#) - [wikistrike.com](#) 22.11

Dites donc c'est grave docteur !

N'y a-t-il rien qui vous choque dans cet (extrait) d'article ?

Première remarque, le fait qu'il est question d'actifs et que le chômage de masse sévit dans la plupart des pays de l'UE, officiellement il y aurait 27 millions de chômeurs dans l'UE à 28, sans doute 1/4 en plus en réalité.

Seconde remarque, il y a aussi des millions de travailleurs et principalement des femmes qui travaillent à mi-temps et qui ne demanderaient qu'à travailler à plein temps, ils n'en tiennent pas compte non plus.

Troisième remarque, les travailleurs de l'UE émigrent de préférence dans un autre pays de l'UE, ils ne s'expatrient pas à l'autre bout du monde, ils sont relativement rares dans ce cas-là.

Quatrième et dernière remarque, pourquoi n'avoir retenu que les actifs âgés de moins de 45 ans, alors que la proportion de ceux plus âgés ne cesse d'augmenter ainsi que l'âge de départ à la retraite, parce que dépasser 45 ans on n'est plus productif, on est un boulet pour les entreprises ou l'Etat, des profiteurs ?

Bref, en donnant du travail aux dizaines de millions de chômeurs et en fournissant un travail à temps plein à ceux ou celles qui travaillent à mi-temps, en tenant compte que les travailleurs qui émigrent ne quittent pas l'UE et que passer 45 ans on n'est pas encore un déchet à la charge de la société tel qu'ils perçoivent les vieux travailleurs, si on additionne tous ces facteurs on s'aperçoit que cette soi-disant crise de l'emploi ou des actifs est une pure invention du très sérieux et orienté journal de la finance, le Financial Times.

Mais alors pourquoi ? On peut tenter une explication : il est plus rentable de maintenir un chômage de masse à un haut niveau et de favoriser une sorte d'émigration contrôlée ou d'immigration clandestine qui sera plus docile et permettra d'accentuer encore la concurrence que se livrent les travailleurs entre eux à travers toute l'UE, politiquement c'est intéressant aussi puisque cela permet de nourrir l'extrême droite et le racisme, la xénophobie qui divise les travailleurs, en tout cas c'est fait pour cela. Cela permet de justifier l'émigration en UE et d'encourager en sous-main l'immigration illégale ou clandestine.

Vous aurez noté que les économistes n'abordent cette question que sur un plan purement comptable, ils laissent le soin aux tiers-mondistes de se charger du volet social et politique pour justifier les mesures qui seront adoptées par l'UE ou les différents pays pour remédier au manque de main d'oeuvre, et qui du même coup auront des répercussions négatives pour l'ensemble des travailleurs, tandis que les besoins des patrons seront satisfaits ou comblés. Si cette situation n'est pas le produit du hasard et qu'elle est soigneusement entretenue, c'est parce qu'il faut bien que quelqu'un en profite.

Dans quel domaine sont-ils fiers d'être les premiers ?

- Le Drian : "La France gardera la première armée d'Europe" - [lemonde.fr](#)

Le ministre de la défense, Jean-Yves Le Drian, a affirmé mardi dans une interview au Figaro que "la France gardera en 2020 la première armée d'Europe, y compris en effectifs". "En 2019, nous aurons 187 000 militaires (pour un total de 242 000 personnels de défense) alors que la Grande-Bretagne n'en aura que 145 000 et l'armée allemande moins aussi", a-t-il précisé. [lemonde.fr](#) 25.11

Confusion.

- Éric de Montgolfier : la désillusion de la démocratie ! - LePoint.fr

Ce n'est pas la démocratie qui est à l'origine de l'incivisme ou des insultes, de l'intolérance, de la violence individuelle gratuite, etc, du délitement de la société, mais plutôt l'absence de démocratie qu'expriment les inégalités sociales croissantes, le chômage de masse, la liquidation des services publics, la dictature politique de l'oligarchie financière.

Quand la démocratie rime avec dictature de manière quasi-systématique, quand elle incarne le pouvoir qu'une infime minorité impose à la majorité ou ce qu'il en reste ne sert plus qu'à permettre à une entreprise dictatoriale de s'épanouir et opprimer la majorité sur le plan social et politique et au delà encore sans rien lui concéder, dès lors que ce stade est atteint, elle est totalement vidée de son contenu, pire, son contenu s'identifie dorénavant avec la violence et les méthodes que cette minorité utilise et qu'on sera encouragé à imiter, ce qu'on pourra toujours justifier en expliquant qu'on n'a fait que s'inspirer de ceux qui se comportent de la sorte au plus haut niveau de la société ou de l'Etat, patrons, représentants politiques, ministres, Président de la République, titre usurpé puisqu'il foule aux pieds quotidiennement les valeurs de la République et les principes les plus élémentaires de la démocratie.

La démocratie est incompatible avec la survie du capitalisme, voilà la conclusion ou le constat politique auquel il est impératif de parvenir si on veut vraiment combattre le capitalisme pour le renverser, dans tous les autres cas de figure on sera conduit à s'en accommoder, à collaborer avec lui, donc à contribuer à notre propre malheur, ce sera un suicide politique.

La démocratie a toujours été une façade, un vernis politique apposé sur le régime en place pour en camoufler la véritable nature et permettre à la classe dominante d'exercer son pouvoir sur les masses laborieuses. Elle a toujours servi de préférence les intérêts de la classe dominante depuis l'Antiquité. Les esclavagistes grecques la créèrent pour permettre à leur classe et leur commerce, leur société de prospérer...

Ensuite l'aristocratie et la monarchie les imitèrent en la réduisant à leur cour, puis vint l'époque où l'expansion du commerce ou du marché devint telle qu'un nouveau mode de production vit le jour, le capitalisme, il leur fallait donc étendre (ou inclure) la démocratie à cette classe (des villes ou ports) naissante, la bourgeoisie, ainsi qu'aux différentes catégories sociales qui allaient se greffer dessus, cela correspondait également à un autre besoin politique né (remontant en fait à l'Antiquité) de la formation des nations, pour en assurer la cohésion politique, administrative et judiciaire, etc. ces deux développements se produisirent simultanément en empruntant des voies ou des rythmes différents selon les pays, les plus en avance allaient être ceux qui avaient développé davantage leurs forces productives, la Grande-Bretagne en tête, qui devint la première puissance capitaliste et mondiale au XIXe siècle...

Et enfin, parachévant la formation des Etats-nations et incarnant un nouveau mode de production, la bourgeoisie revendiqua la démocratie, pour elle, pas pour la plèbe en guenille ou la classe ouvrière naissante dont elle se servit uniquement pour liquider l'Ancien Régime et asseoir son pouvoir économique et politique, et qui ne dut qu'à sa lutte de classe d'en faire partie ou d'en profiter pour faire valoir ses droits au moment où le capitalisme était (ou amorçait) dans sa phase économique ascendante.

Plus tard, le prolétariat conserva ce droit de participer à la démocratie politique grâce à la lutte de classes qui allait accompagner l'extension du marché mondiale, la colonisation et la surexploitation, le pillage des peuples et des pays concernés assurant des profits confortables aux capitalistes, qui leur permettraient de financer des réformes sociales...

Déjà passé au stade de l'impérialisme depuis plusieurs décennies, les crises du capitalisme qui allaient se succéder à intervalles de plus en plus rapprochés, alors que la démographie mondiale avaient connu une ascension exponentielle exceptionnelle du début à la moitié du XXe siècle (de 1 à 3 milliards d'habitants), jusqu'à nos jours en fait puisque la population a continué d'augmenter au même rythme depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale (de 3 à 7 milliards d'habitants), le développement des sciences et des techniques qui allait accompagner celui des forces productives, allait se traduire par un gigantesques accroissement de la productivité, au point paradoxalement de conduire le capitalisme au bord du gouffre suite à la baisse du taux de profit qui en sera la conséquence, ainsi que l'augmentation dans des proportions colossales du capital amassé par une poignée d'exploiteurs, ces deux facteurs traduisant les besoins croissants des deux principales classes aux intérêts antagoniques, besoins de plus en plus gigantesques et pressants que l'une ne peut pas (ou plus) satisfaire autrement qu'au détriment de l'autre, processus qui est le facteur le plus puissant de dislocation de l'économie capitaliste mondial et bien au delà, qui allaient entraîner une modification radicale des rapports de ces deux classes à la démocratie en faveur de celle qui détient le pouvoir politique, celle des capitalistes, plus précisément, la couche qui concentre le pouvoir économique, l'oligarchie financière.

A ce stade, nous ne sommes plus en présence d'une crise classique du capitalisme qui peut être résolue temporairement à l'aide d'expédients ou de moyens artificiels, le capitalisme est entrée dans une période de crise permanente dont il ne peut plus sortir qu'en tentant de réduire les besoins des masses laborieuses, abaisser leur niveau de vie, liquider tous leurs droits sociaux, d'où la nécessité pour ses représentants de liquider toute trace de démocratie, associer tous les partis ouvriers et les syndicats à leur politique, les intégrer dans leur stratégie afin de leur interdire toute expression indépendante qui pourrait être fatale au capitalisme.

On pourrait peut-être avancer que la mondialisation achevée ou en cours d'achèvement coïncide avec la fin d'un cycle historique, l'épuisement des ressources du système économique capitaliste, qui repose à un pôle sur l'exploitation de la majorité des exploités qui de nos jours manifestent des besoins croissants ou que leur revienne une part de la plus-value produite toujours plus importante, et à l'autre pôle sur la spoliation croissante des richesses produites au profit d'une infime minorité du fait que leurs besoins ne cessent d'augmenter également, équation ou grand écart intenable à terme, guerre de classes qui ne peut se conclure que par la victoire ou la défaite définitive d'un camp sur l'autre ; l'esclave salarié cédant le pas à l'esclave tout court, le patron devenant un monarque au pouvoir absolu, tout puissant, ou alors, l'esclave salarié brisant ses chaînes cède le pas au travailleur conscient d'appartenir à une nouvelle société oeuvrant pour le bien commun de tous dans le respect des droits ou des besoins de chacun, tandis que le patron ou l'actionnaire exploiteur ou spoliateur réduit à l'impuissance, démuné de son pouvoir de nuisance sur la société disparaît en devenant un simple travailleur, un simple citoyen au même titre que n'importe lequel de la nouvelle République sociale.

Pour éviter que ce fléau mortel les menace, le socialisme, ils ont mis au point une méthode qui fonctionne à merveille, il leur faut réduire la démocratie à sa plus simple expression d'où leur engouement pour la liberté d'expression tout azimut qu'ils vont jusqu'à encourager et financer, d'où la création d'une multitude d'associations ou ONG qui ont pour seule fonction de diluer davantage encore ce qui reste de démocratie pour qu'à l'arrivée elle disparaisse totalement, que les masses exploitées n'aient plus aucune emprise sur le régime en place, ne puissent plus se rassembler pour le contester et le renverser, pour consacrer la spoliation de leurs droits politiques réduits à néant, condition politique indispensable à la survie du capitalisme et à la domination politique sans partage de l'oligarchie financière coïncidant ou se traduisant par la mise en place d'un gouvernement mondial, une dictature mondiale.

Si vous avez lu les articles que nous avons mis en ligne qui témoignent de la réalité de la dictature américaine et dont sont victimes en premier lieu les Américains, il ne vous aura pas échappé que c'est le pays qui se flatte d'avoir intégré la liberté d'expression dans sa Constitution et d'en avoir étendu le champ comme nulle part ailleurs dans le monde, contradiction qui suffit à démontrer que le concept ou le principe de la liberté d'expression, tous les discours qui y font référence ne suffisent pas à garantir la préservation de la démocratie mais bien le contraire, car il faut analyser l'usage qui est fait de ce principe en le remplaçant sans cesse dans son contexte économique et social qui en définitif détermine tous les autres rapports dans la société, dont ceux qui existent sur le plan politique.

Voilà en gros ce que recouvre l'incompatibilité de la démocratie avec la survie du capitalisme. Maintenant que le juge Éric de Montgolfier n'ait pas conscience de tout ce que cela recouvre ne nous étonne pas, la quasi-totalité des travailleurs sont exactement dans le même cas que lui et l'immense majorité des militants aussi.

J'ai écrit cet article d'un trait sans changer de page à l'écran ou sans consulter je ne sais quel ouvrage, de tête. Par certains aspects il est approximatif, incomplet, etc. c'était inévitable, je n'ai fait que tracer de grandes lignes et faire ressortir une ou des tendances ce qui est l'essentiel, c'est ce qui assure sa cohérence, car tout se tient.

L'essentiel c'est de se poser une question et de parvenir à fournir une explication ou une réponse satisfaisante. Ensuite le lecteur peut toujours étayer tel ou tel argument ou passage ou faire appel à ses propres connaissances pour l'enrichir, éventuellement corriger une erreur, sans toutefois en changer l'orientation générale, sinon il ne lui servirait à rien, cela reviendrait à nier ou rejeter ce que son auteur a voulu démontrer. Pourquoi pas, mais dans ce cas-là il faudra qu'il reprenne la démonstration de l'auteur dans son ensemble et que pas à pas il en démonte le mécanisme, car ce ne serait pas sérieux de contester un argument pour rejeter une analyse et ses conclusions. J'ai pris soin de préciser que tous les facteurs et rapports qui figurent dans ma démonstration se tiennent, donc pour la contester il faudra faire preuve de la même cohérence ou du même sérieux. Cela vaut en fait pour n'importe quel article ou texte.

ACTUALITÉ DU JOUR

En Famille. Union nationale pour une municipale

- Municipales Paris: La chiraquienne Dominique Versini candidate sur la liste d'Hidalgo - 20minutes.fr

L'ex-secrétaire d'Etat de Jean-Pierre Raffarin et chiraquienne Dominique Versini sera candidate sur la liste conduite par la prétendante PS à la mairie de Paris Anne Hidalgo dans le 15e arrondissement, a-t-on appris de source socialiste lundi. Celle qui créa le Samu social avec Xavier Emmanuelli sous Jacques Chirac, alors maire de Paris, puis secrétaire d'Etat à la lutte contre la précarité dans le gouvernement Raffarin (2002-2004) était ensuite devenue la Défenseur des enfants, de 2006 à 2011.

A Paris, leur composition fait apparaître des «*personnalités d'ouverture*» comme Jean-Luc Roméro, conseiller régional d'Ile-de-France (apparenté PS et ex-UMP) et militant des droits homosexuels.

Jean-François Martins, seul conseiller de Paris MoDem, qui a décidé de se ranger derrière Anne Hidalgo, devrait être 7e, donc éligible au Conseil de Paris, sur la liste du XIe arrondissement. 20minutes.fr 25.11

Tartufe !

- Le PCF veut lancer des "états généraux de la justice fiscale" - AFP

Cela tombe bien, il semblerait que le PS y ait déjà pensé ! C'est l'écho d'Ayrault ! Et les syndicats !

- Le porte-parole du PS, David Assouline, l'a reconnu: «*On est dans une bagarre d'explication.*» Mais qui consiste encore à renvoyer à la droite la responsabilité de l'état des finances publiques. «*Il s'agit de continuer*» de répondre à «*l'urgence pour vite redresser la barre d'un pays que la droite avait laissé surendetté*», a ainsi expliqué David Assouline. «*Et surtout, a-t-il ajouté, d'y mettre plus de lisibilité, plus de justice encore et plus de stabilité, condition de la confiance.*» Lefigaro.fr 25.11

La confiance, c'est pour les marchés, la stabilité aussi ; la justice pour les nantis ; la lisibilité pour ceux qu'ils se destinent d'enfumer, devinez qui ?

Front populiste, cadennasser le mouvement ouvrier pour que le gouvernement applique tranquillement sa politique antisociale.

- Face aux «*populismes*», CGT et CFDT tentent de bâtir un front syndical - 20minutes.fr

Laurent Berger a déclaré que les syndicalistes demandaient aux responsables économiques, politiques et au patronat de prendre "la mesure du mécontentement dans la société et d'y apporter des réponses". (Ils ne font que cela! Ils s'en remettent à nos bourreaux les parasites. - ndlr)

En outre, comme signe de leur unité et de leur volonté de combattre le racisme, les numéros un des six organisations ont décidé d'être présents côte à côte le 30 novembre à la manifestation organisée à Paris avec des associations pour dénoncer le racisme "sous quelque forme qu'il s'exprime". AFP 25.11

Y compris le racisme anticapitaliste !

L'homme est inutile contrairement à la femme.

A-t-on vraiment besoin du chromosome Y ? - lemonde.fr

Chez l'humain, le sexe est déterminé par deux chromosomes, le X et le Y. Une paire de X donne une fille, un X et Y un garçon. Mais, alors que le X est porteur de plusieurs centaines de gènes utiles dans d'autres compartiments du corps que le système génital, le Y s'avère nettement moins riche. Il a perdu beaucoup de gènes depuis son apparition dans le monde du vivant et, même si cette dégénérescence semble stoppée depuis environ 25 millions d'années, le chromosome Y donne l'impression de s'être recroquevillé, concentré, sur son "cœur de métier", à savoir déterminer le sexe masculin et fabriquer les spermatozoïdes. (...)

Comme l'explique Monika Ward, qui a dirigé cette étude américaine publiée par *Science* le 21 novembre, sur le site ScienceBlog, "il pourrait être possible d'éliminer le chromosome Y de la souris dans son intégralité si ces deux gènes étaient installés à des emplacements appropriés". On peut aussi envisager de faire jouer leur rôle à d'autres. La chercheuse a ainsi précisé à Nature qu'elle travaillait actuellement à l'identification, sur d'autres chromosomes, de gènes qui interagissent avec ceux du Y. L'idée étant d'activer ces gènes "partenaires" pour qu'ils prennent le relais de leurs confrères et donc, à terme, d'envoyer le chromosome Y dans les oubliettes de l'évolution... lemonde.fr 24.11

Le chromosome Y ne sert qu'à "déterminer le sexe masculin et fabriquer les spermatozoïdes", une fonction insignifiante, pourquoi ne pas s'en passer, il suffirait d'activer des gènes "partenaires" chez la femme et le tour est joué, plus besoin des hommes pour procréer, l'hermaphrodisme parfait sera l'avenir de, non, non pas de l'homme, surtout pas, ce monstre de la nature aura disparu, un mutant...

Un internaute posait une question intéressante que je complète : Où trouvent-ils les financements pour ce genre d'études, qui les financent ? Qui a intérêt à détruire la civilisation humaine pour instaurer à la place un monde de zombies entièrement sous leur contrôle ? Ce sont des monstres!

ACTUALITE EN TITRES

[La rumeur court et la justice n'est pas prête de l'attraper... elle en est la complice](#)

- Condamnée pour avoir relayé une rumeur sur Christian Estrosi - LePoint.fr

La société est ce qu'ils en ont fait, non ?

[En Etat policier sur le modèle américain.](#)

- Téléphone, Internet: l'État pourra bientôt tout espionner - LeFigaro.fr

[L'Etat déposséder du pouvoir judiciaire au profit de l'UE](#)

- L'interdiction du voile intégral devant la Cour européenne des droits de l'homme - LePoint.fr

L'UE ou la charia sociale, les droits de l'homme version salafo-wahabbo-takfiris...

[Union pour le pire, les bancomédias en redemandent.](#)

- Face à la contestation sociale, les syndicats français au défi de s'unir - L'Expansion.com

- Cinq syndicats réunis face à la «*montée des intérêts corporatistes et poujadistes*» - Liberation.fr

[Pour les bureaucraties syndicales, la prime de Noël ou de fin d'année tombe toujours à la même époque...](#)

- Quatre syndicats de cheminots appellent à la grève le 12 décembre - AFP

[Ils osent tout.](#)

- Faudra-t-il en passer par une privatisation de l'école pour réussir à la sauver ? - Atlantico.fr

- Henri Guaino: «*Si Sarkozy n'avait pas été là, il n'y aurait plus de démocratie dans le monde*» - 20minutes.fr

Parce qu'il y en a une en Libye par exemple !

[Récidive. Ils incitent à la délation, ils veulent absolument briser tous les rapports sociaux.](#)

- Violences conjugales : un téléphone d'urgence pour «*sortir d'un cercle de peur*» - Liberation.fr

- Lancement mardi d'une nouvelle campagne contre le harcèlement à l'école - AFP

[Fabius ou le dictateur.](#)

- Fabius : «*L'Iran s'engage à renoncer à la perspective de l'arme nucléaire*» - LeParisien.fr

C'est à l'accusé d'apporter la preuve que ses intentions ne sont pas celles qu'on lui prête et qu'il a toujours niées, extraordinaire monsieur le dictateur.

[Conditionnement par les médias](#)

Pas besoin de preuves pour nier l'existence d'un complot.

- JFK : pour affirmer qu'il y a un complot, il faut des preuves - Le Nouvel Observateur

Parole d'actionnaire : Sauve qui peut ! Moi !

- L'actionnaire principal de Mory Ducros veut participer au sauvetage du transporteur - LeMonde.fr

INFOS EN BREF

ECONOMIE

1- Grande-Bretagne

- Grande-Bretagne: scandale chez RBS qui aurait poussé des PME à la faillite - AFP

La Royal Bank of Scotland (RBS), contrôlée par l'État britannique, est accusée d'avoir poussé à la faillite des entreprises viables pour pouvoir récupérer leurs actifs à bon compte, de quoi ternir encore un peu plus l'image d'un secteur bancaire britannique qui accumule les scandales.

Lawrence Tomlinson, conseiller du ministère du Commerce, a remis lundi au gouvernement un rapport accusateur sur la banque toujours détenue à 81% par l'État après son sauvetage durant la crise de 2008.

"Il y a de nombreux exemples bouleversants d'entreprises saines qui ont été détruites par RBS et de l'impact dévastateur que cela a pu avoir sur la vie des entrepreneurs", a déclaré M. Tomlinson.

Ses accusation se concentrent sur la division de la banque chargée des restructurations d'entreprises en difficultés, baptisée *"Global Restructuring Group"* ou GRG.

Des PME sans réels problèmes ont été poussées artificiellement dans les filets du GRG sous des prétextes divers, comme d'avoir enfreint des clauses mineures de leurs conditions de crédit.

Ces entreprises étaient ensuite soumises à des amendes et frais exorbitants - jusqu'à des centaines de milliers de livres - qui les poussaient parfois à la faillite. Une autre filiale de RBS en profitait alors pour racheter à bon compte les actifs et notamment les biens immobiliers liquidés.

M. Tomlinson a demandé des actions immédiates pour arrêter ce comportement *"sans scrupule"*.

"Certaines de ces allégations sont très graves et j'attends une réponse de toute urgence sur les actions qui ont été entreprises", a réagi le ministre libéral-démocrate du Commerce, Vince Cable.

Son collègue conservateur des Finances, George Osborne, a aussi jugé *"choquants"* les faits rapportés. AFP 25.11

2- Chine

- Chine: des groupes immobiliers doivent 460 milliards d'euros au fisc - AFP

Les principaux groupes immobiliers chinois ont des arriérés d'impôts atteignant au total plus de 3.800 milliards de yuans (460 milliards d'euros), selon un reportage de la télévision d'Etat qui suscitait lundi une vive polémique.

Ces firmes auraient dû payer plus de 4.600 milliards de yuans d'impôts fonciers entre 2005 et 2012, mais les autorités n'ont collecté que 800 milliards, a rapporté CCTV dimanche dans une émission hebdomadaire dédiée aux droits des consommateurs.

CCTV n'a pas précisé le nombre total des entreprises accusées de n'avoir pas payé tous leurs impôts, mais a indiqué que la liste comprenait 45 groupes immobiliers cotés en Bourse en Chine ou à l'étranger -- parmi lesquels des mastodontes du secteur, de Agile à SOHO China et Vanke.

En Chine, les promoteurs immobiliers doivent payer un impôt relatif à l'accroissement de la valeur de leurs terrains, lorsqu'ils procèdent à des ventes de logements ou cèdent la propriété des terrains.

Sur les réseaux sociaux chinois, les internautes étaient nombreux à dénoncer *"l'avidité"* des entreprises épinglées alors que les prix des appartements ont enregistré une flambée incessante au cours des dernières années sur fond de boom de la construction.

En dépit des différentes mesures adoptées par les autorités, les prix immobiliers ont encore bondi de 10,7% sur un an en octobre.
AFP 25.11

[Haut de page ↗](#)

Le 27 novembre 2013

CAUSERIE

On actualisera ce soir la rubrique *Articles de presse* et on ajoutera de nouveaux articles, hier j'en ai 31 en ligne et je me suis refusé à en publier 15, à croire qu'il y a beaucoup de déchets, dans le sens sans intérêt ou quasiment nul ou parfois (trop) réacs. Je filtre quand j'en ai le temps.

ACTUALITE EN TITRES

Chez l'ennemi

Côté pile

- Rachida Dati accuse Geoffroy Didier (UMP) de «*racisme*» - Liberation.fr
- Municipales: Fillon veut une "*union*" entre Bayrou et l'UMP à Pau - L'Express.fr
- Copé ne soutiendra pas Bayrou pour la mairie de Pau - Liberation.fr

Côté face

- Le remplaçant de Jean-Marc Ayrault à l'Assemblée soupçonné de corruption - LeMonde.fr -
- L'épouse de Jérôme Cahuzac titulaire d'un compte caché en Suisse - Francetv info

Faites vos jeux, rien ne va plus...

- Wall Street: le Nasdaq finit au-dessus des 4.000 points pour la 1re fois en 13 ans - AFP

Il y a l'art et la manière...

Le Medef menace.

- Le Medef presse Jean-Marc Ayrault de baisser les prélèvements - Reuters

Parfois, il n'est même pas nécessaire de faire "*pression*"...

- Air France: accord sur le plan de départs volontaires du personnel au sol - AFP

Cynisme et détermination. Un rapport de cause à effet revendiqué.

- Pensions: le niveau de vie des retraités en péril dans les pays de l'OCDE - AFP
- Réforme des retraites : la France doit aller plus loin, selon l'OCDE - LeFigaro.fr

Pourquoi se gêner en dictature ?

- La police a géolocalisé illégalement des téléphones - Reuters

[Le business : ça pue !](#)

- Mauvaise haleine: Comment s'en sortir? - 20minutes.fr

Le plus important est d'identifier la cause, avec votre dentiste, certains professionnels proposant désormais des consultations spécialisées dans le traitement de la mauvaise haleine. "*Ca commence mais il n'y en a pas encore autant de cabinets en France comparé à la Belgique ou l'Allemagne*", précise Jean-Marc Dersot, dentiste et ancien président de la Société française de Parodontologie et d'Implantologie orale. 20minutes.fr 26.11

Les dentistes ont des revenus misérables comme chacun sait, aussi il leur faut trouver un nouveau marché, la vocation de ces gens-là comme les toubibs, ce n'est pas votre santé, mais le business, leur statut social dépend aussi ou surtout du niveau de leurs revenus, de leur niveau de vie : la Mercedes et la petite maison de campagne en Normandie, le chalet à Courchevel, la villa à Antibes...

La plupart de leurs patients qui ont une mauvaise haleine doivent avoir un problème gastrique, ils sont en proie à des remontées de mauvaises odeurs... Ils pourront toujours commencer par leur faire croire que cela vient de leur dentition, ils percevront des honoraires et comme leurs clients se plaindront de toujours puer de la gueule, ils leurs conseilleront de s'orienter vers un gastro-entérologue.

Face à un problème dont on ne connaît pas exactement l'origine, il arrive souvent qu'on procède par élimination. On s'attaque à l'hypothèse la plus simple ou qui nous semble la plus plausible, qui nous vient à l'esprit ou que la situation nous sert sur un plateau, tenez, celle de bactéries au niveau des dents, quoi de plus naturel quand on est chez un dentiste, n'est-ce pas ? Et comme vous n'êtes pas dentiste et que vous n'y connaissez rien, on pourra facilement vous raconter n'importe quoi et vous tromper, ne dit-on pas qu'il n'y a pas plus menteur qu'un arracheur de dents !

[Occupation.](#)

- Des manifestants anti-austérité occupent quatre ministères à Lisbonne - Liberation.fr

- L'opposition encercle des ministères en Thaïlande - Reuters -

- Bangladesh : l'opposition bloque routes et chemin de fer - LeMonde.fr

[Quand la CIA recrute...pour Al-Qaïda.](#)

- Des détenus de Guantanamo convertis en espions américains par la CIA - AFP

[ACTUALITÉ DU JOUR](#)

[Est-ce que quelqu'un y prête encore attention ?](#)

1- L'Assemblée vote en nouvelle lecture le budget de la Sécu - Reuters

Les députés français ont adopté mardi en nouvelle lecture par 318 voix contre 242 le projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS) pour 2014.

Les groupes PS, radicaux de gauche et écologiste ont voté pour ce projet de budget présenté par Marisol Touraine, la ministre de la Santé et des Affaires sociales.

Pour des raisons opposées, les groupes UMP et UDI (centriste), d'une part, et celui du Front de gauche, d'autre part, ont voté contre. Reuters 26.11

2- Retraites: vote plus large à l'Assemblée qu'en 1ère lecture - AFP

L'Assemblée a de nouveau voté mardi la réforme des retraites, à une majorité plus large qu'en première lecture, malgré un

recours décrié au "vote bloqué" et grâce à des mesures de dernière minute pour contrer des oppositions à gauche au report de la revalorisation des pensions.

Alors que 1.700 personnes selon la police, 15.000 selon les organisateurs, ont manifesté jusqu'aux abords de l'Assemblée à l'appel des syndicats CGT, FO, FSU et Solidaires contre le projet de loi, celui-ci a été adopté par 291 voix contre 243, avec 27 abstentions.

Les écologistes, qui avaient envisagé de voter contre une réforme qui n'est pas "réussie", se sont abstenus. Les radicaux de gauche, qui s'étaient abstenus après la première lecture, ont voté quasiment tous pour cette première réforme d'un gouvernement de gauche depuis la retraite à 60 ans, qui prévoit un allongement progressif de la durée de cotisation à 43 ans mais aussi un compte pénibilité.

Tant l'UMP que l'UDI ont voté contre ce texte, qui "manque de courage" et ne revient pas notamment sur l'âge légal de départ à la retraite, maintenu à 62 ans. AFP 26.11

[La récup people... électorale.](#)

- Une soirée de gala contre le racisme le 2 décembre à Paris - LeParisien.fr

Les people entrent dans la mêlée antiraciste. Vent debout contre les insultes dont Christiane Taubira a fait récemment l'objet, une quarantaine d'artistes ont répondu à l'invitation d'Auréliette Filippetti, la ministre de la Culture, et du metteur en scène Jean-Michel Ribes, un proche de François Hollande, pour une grande soirée de gala organisée le 2 décembre au théâtre du Rond-Point, à Paris.

Parmi les présents, des comédiens comme Nicole Garcia, François Morel, Valérie Bruni Tedeschi ou Emmanuelle Devos, des metteurs en scène comme Costa Gavras et Bianca Li, des humoristes comme Patrick Timsit mais aussi nombre d'artistes de la chanson : Abd Al Malik, Yael Naim, Sanseverino, Ayo, Arielle Dombasle, le rappeur Rost etc... Même André Manoukian, le célèbre juré de la «Nouvelle star», a promis un morceau au piano tandis que Pierre Perret pourrait interpréter «*la petite Lili*», incontournable dans le répertoire des chansons antiracistes.

Côté politique, la Garde des Sceaux Christiane Taubira a été invitée, tout comme Valérie Trierweiler, la compagne de François Hollande. LeParisien.fr 26.11

No comment, infâme instrumentalisation !

Parole d'internaute

1- "*Monsieur Patrick Timsit anime la soirée, haineux pro-israélien, sioniste revendiqué, quel faux cul!*"

2- "*Que d'huile sur le feu !*"

Que voulez-vous, il faut bien faire monter le FN, il peine apparemment...

3- "*L'intox , acte II*"

Les travailleurs et les jeunes ne sont pas racistes, c'est chiant, pourtant ils font des efforts pour les convaincre qu'ils le sont...

- "*Je me souviens avoir voulu regarder à la télé un spectacle enregistré au Maroc avec des "humoristes". Patrick Timsit arrive sur scène et ses premiers mots ont été "Les Français sont racistes, c'est vrai, ils sont racistes". De l'avis de tous les bien-pensants, qui jette de l'huile sur le feu?. Les "fachos de droite" ou les nantis de gauche?*"

- "*Pourquoi ces artistes (certains internationaux) ne vont-ils pas prêcher la bonne parole en Israël où le racisme est 30.000 fois plus présent?*"

Ils sont tous à vomir.

[Dictature. Quand les procureurs généraux transforment la société en tribunal d'exception.](#)

- Inégalité - Liberation.fr

«*Posons d'abord que le corps humain n'est pas à vendre et soyons pragmatiques ensuite*», comme le dit la philosophe Sylviane Agacinski, qui défend la proposition de loi sur la pénalisation des clients de prostituées.

Sylviane Agacinski est l'épouse de Lionel Jospin.

Elle est moins regardante quand les patrons forcent les travailleurs à se vendre (leur force de travail) à n'importe quel prix pour survivre.

Libération poursuit : On pourra objecter que le droit et la morale ne font pas nécessairement bon ménage.

Sauf quand il s'agit d'exploiter et voler la force de travail des ouvriers, en toute bonne conscience le législateur décrète que c'est légal, l'asservissement est légal

Libération poursuit : On peut, bien sûr, ricaner à l'idée de réformer et éduquer les clients comme les chauffards et les alcooliques. Cette loi n'abolira pas la prostitution mais, au moins, elle donne le signe que la représentation nationale condamne cet asservissement.

Les conditions d'existence dans leur société sont telles qu'elles poussent la population à enfreindre le droit ou à tous les excès qu'elle réprime ensuite, au nom du respect du droit et de la morale qu'elle-même piétine à l'origine.

Ils sont abjectes, le législateur, Sylviane Agacinski et Libération !

[Quand l'illusionniste roule pour l'Union européenne... et pour lui ! Décryptage.](#)

- Mélenchon envisage de s'engager pour le FG aux Européennes - AFP

L'eurodéputé Jean-Luc Mélenchon a dit mardi envisager de s'engager pour le Front de gauche aux européennes de mai 2014, avec pour objectif "*de passer en tête de la gauche*".

(Le même discours qu'en 2012. - ndlr)

Interrogé sur cette possibilité lors d'une interview à #DirectPolitique, émission d'Ouest-France et de Linternaute.com, Jean-Luc Mélenchon a lancé : "*Mme Le Pen peut passer en tête de la droite. Vous allez laisser la droite se faire dominer par l'extrême droite (...) et nous, pendant ce temps-là à gauche, on irait suivre le cortège plan-plan de Ayraut et Hollande, qui ne savent pas ce qu'ils veulent et qui nous entraînent eux aussi vers la droite?*" .

(Tiens, Ayraut et Hollande "*ne savent pas ce qu'ils veulent*" mais ils "*nous entraînent eux aussi vers la droite*", faudrait savoir, en réalité ils savent parfaitement ce qu'ils veulent : appliquer leur politique de droite, n'est-ce pas ce qu'ils n'ont cessé de faire depuis juin 2012 ? Mieux encore, s'ils "*ne savent pas ce qu'ils veulent*" mais que malgré tout ils "*nous entraînent eux aussi vers la droite*", ce serait peut-être bien qu'on ne demanderait (les travailleurs) qu'à se laisser entraîner vers la droite, qui sait, non ? En réalité, le charlatan s'en tape complètement. - ndlr)

"Il faut que la gauche existe et qu'elle fasse des propositions fortes dans l'élection européenne."

(Il a lâché le morceau, il faut que "*la gauche existe*" pour que Mélenchon soit réélu, le reste est à l'avenant, n'envisageant pas de rompre avec l'UE, ses propositions s'adressent à la majorité des députés européens qui seront élus au Parlement et qui appliqueront à la lettre la politique de la Commission européenne destinée à servir les intérêts des multinationales. Bref, comme toujours il brasse du vent et légitime l'UE. La suite tient de tartufe. -ndlr)

"*Vous savez très bien que ça change tout à Bruxelles et à Strasbourg s'ils apprennent que les Français à gauche ont voté pour le FG de Jean-Luc Mélenchon et que à droite ils ont voté pour une solution qui met en cause l'Europe*", a souligné le responsable du PG.

(Oui parce que le FG est à gauche mais le PS aussi, non mais attendez, pas question de le situer dans l'autre camp ce serait rompre avec lui, Mélenchon en est incapable, et c'est dans le menu détail qu'on s'aperçoit que ce lien est permanent, si maintenant vous en restez à ces vociférations destinées à la galerie vous passerez à côté de l'essentiel et leurs véritables rapports vous échapperont.

Ensuite, Mélenchon est bien embarrassé car ce n'est pas lui qui incarne l'opposition à l'UE et sa politique, mais le FN qui dans son discours entend rompre avec l'UE et l'euro, et il sait qu'une majorité des travailleurs rejettent l'UE et l'euro, le FN n'est pas le seul sur cette position, le POI, le NPA et LO ou encore le M'PEP également, aussi il lui faut manoeuvrer en s'adressant aux travailleurs pour que d'une part ils ne soient pas tentés de voter FN, et que d'autre part ils ne se rapprochent pas des partis

ouvriers qui viennent d'être cités, en proie à ses contradictions, ils voudraient les convaincre de voter pour les candidats du Front de gauche ce qui reviendrait en réalité à les ramener dans le giron de l'UE puisque le FG est opposé à la rupture avec l'UE et l'euro, ce qui revient finalement à rouler pour l'UE, nous avons parfaitement raison de l'affirmer plus haut. Poursuivons pour voir comment il va s'en sortir, maladroitement, il n'a pas le choix le manipulateur. - ndlr)

"Il faut que les Français mettent en cause le modèle actuel de construction européenne (...) J'en ai assez d'un système qui est en train de martyriser l'Europe et de la conduire à un désastre", a-t-il dit.

(Il ne peut pas franchir le pas de la rupture avec l'UE, il en fournit la preuve ici, c'est excellent comme démonstration, bravo monsieur l'illusionniste ! On appelle tous les militants du FG à le quitter, à moins qu'ils tiennent à soutenir l'UE, à eux de voir, mais surtout, après qu'ils ne viennent pas se dire anticapitalistes ou révolutionnaires, surtout pas on les étrillerait !

Ensuite, il déplace la discussion sur le plan purement personnel du petit-bourgeois déçu par ses maîtres, en fait il est pris au piège de ses propres contradictions après avoir soutenu l'UE pendant plus de 35 ans, elle ne devait conduire qu'au "désastre" actuel, mais lui obstinément il a refusé d'en convenir, et puis il faut ajouter car on ne peut pas lui laisser dire une chose pareille, le "désastre" il ne date pas d'hier pour les millions de travailleurs de l'UE qui ont été victimes de sa politique, le chômage de masse a commencé à faire des ravages dès le milieu des années 80, oui mais à cette époque il militait au PS et quelques années plus tard il allait voter oui à Maastricht, à la BCE et à l'euro, donc on comprend pourquoi pour lui le "désastre" ne date que d'aujourd'hui ou hier à peine, quant aux travailleurs concernés pendant les décennies précédentes, il n'y pense même pas, il s'en fout. Le renégat incarne à lui tout seul le "désastre" du mouvement ouvrier !

Dans sa bouche remettre "en cause le modèle actuel de construction européenne" ne peut signifier rompre avec l'UE, mais la réformer, lui donner un contenu plus social, un visage plus humain, comme si c'était possible, en réalité non, c'est une escroquerie politique du même ordre que le PS. En désespoir de cause, il tente de vendre la pire référence à laquelle il pouvait faire appel, pathétique. -ndlr)

"Je pense que je peux être très utile parce que je connais bien le sujet, parce que j'ai une certaine capacité d'entraînement", a encore fait valoir l'ex-candidat à l'Élysée. AFP 26.11

(Il doit faire allusion à son mandat de député européen qui n'a servi qu'à alimenter son compte en banque puisqu'il ne siège pratiquement jamais au Parlement, il fait partie de ces parasites que de nombreux commentateurs ne cessent de dénoncer dans les médias et sur le Net, il ne faut surtout pas lui retirer cette "capacité", car c'est peut-être la seule qu'il possède encore ! - ndlr)

Dans le sens de l'histoire...

- Le Medef presse Jean-Marc Ayrault de baisser les prélèvements - Reuters

Le président du Medef Pierre Gattaz estime que la remise à plat de la fiscalité voulue par Jean-Marc Ayrault n'aura de sens que si elle permet une baisse des prélèvements

Dans une interview à l'agence Reuters, il indique avoir demandé au Premier ministre une pause de la réglementation fiscale, sociale et environnementale pour rassurer les chefs d'entreprise, rendus "extrêmement nerveux" par une série récente d'annonces "anxiogènes".

Reçu lundi à Matignon dans le cadre de la concertation avec les partenaires sociaux, le Medef a fait savoir au chef du gouvernement que ce "moratoire d'au moins six mois" constituait un préalable à sa participation active à l'exercice initié.

"Cette pause est nécessaire pour ramener du calme et de la sérénité chez les chefs d'entreprise", a dit Pierre Gattaz.

L'autre condition nécessaire est "d'afficher un objectif de baisse des dépenses publiques".

"On ne réglera pas le problème de compétitivité des entreprises françaises que si on s'attaque à leur surfiscalité", a estimé le "patron des patrons".

Pour lui, réduire les dépenses de 60 milliards d'euros pour s'approcher de l'équilibre des comptes publics à l'horizon 2017 comme l'envisage le gouvernement est "vertueux mais pas suffisant, car on a calculé que les prélèvements obligatoires ne baisseraient pas".

"Il faut aller au delà, faire au moins autant d'efforts pour baisser les prélèvements d'au moins trois points de PIB", a-t-il indiqué.

Il a eu confirmation lundi à Matignon que le Haut conseil du financement de la protection sociale serait saisi de la question

d'un basculement vers la fiscalité de charges pesant sur les entreprises et du démarrage, prévu maintenant début janvier, des assises de la fiscalité des entreprises.

Le patronat a déjà des solutions à proposer comme une augmentation "*modérée et de façon peut-être temporaire*" de la TVA - d'un point par an sur trois ans - en attendant qu'une baisse des dépenses prenne corps, qui permettrait d'alléger fiscalité et charges des entreprises s'agissant notamment de leurs cotisations famille et maladie.

Et pour la réduction des dépenses publiques, "*nous sommes en train de faire une sorte de rapport de tous les rapports existants pour aider le gouvernement à trouver les priorités d'amélioration*", a indiqué Pierre Gattaz.

"*Il faut passer d'un environnement de contrainte, de suspicion, de contrôle, qui est la séquence que nous vivons aujourd'hui, à un mode de respect, d'estime, pour ramener la confiance.*" Reuters 26.11

Quand l'UE légitime les "**susceptibilités politiques**" et les "**positions de principe**" de l'Etat sioniste.

- Accord UE-Israël sur la coopération scientifique - AFP

L'Union européenne et Israël sont parvenus mardi à un accord sur leur future coopération scientifique, objet d'un litige en raison du contentieux sur la colonisation, selon un communiqué conjoint obtenu par l'AFP auprès d'un responsable israélien.

"*A la suite de discussions entre la ministre israélienne de la Justice Tzipi Livni et la chef de la diplomatie de l'UE Catherine Ashton, l'UE et Israël sont parvenues à un accord sur toutes les questions en suspens relatives à la participation d'Israël au programme (scientifique) Horizon 2020 de l'UE*", affirme le communiqué diffusé par la porte-parole de Mme Livni.

"*Cet accord ouvrira la voie à la participation d'Israël dans d'autres programmes de l'UE qui seront lancés le 1er janvier 2014*", souligne le texte.

"*Il respecte entièrement les exigences légales et financières de l'UE tout en respectant en même temps les susceptibilités politiques d'Israël et en préservant ses positions de principe*", ajoute le communiqué.

Le projet d'accord intègre les "*lignes directrices*" de l'UE imposant une clause qui exclut de sa coopération, à compter du 1er janvier, les institutions et entreprises israéliennes ayant des activités dans les territoires palestiniens (Cisjordanie, Jérusalem-Est, bande de Gaza) et syrien (Golan) occupés depuis 1967. AFP 26.11

Comme il ne doit exister aucune entreprise israélienne dans ces territoires trop exposés, cette clause ne coûte rien.

Au fait, Israël est bien le 29e Etat de l'UE...

- L'émigration des Juifs français vers Israël explose en 2013 - lefigaro.fr

L'émigration de Juifs français à destination d'Israël, qui avait enregistré ces dernières années un léger repli, a progressé de 49% depuis le début 2013. Selon des statistiques publiées lundi par l'Agence juive, 2185 Français ont ainsi fait leur aliyah entre janvier et septembre, contre 1469 l'an dernier durant la même période.

Ce rebond est d'autant plus notable que l'immigration à destination d'Israël affiche, au plan mondial, un relatif tassement. Durant la même période, 13.905 Juifs venus des cinq continents ont fait leur aliyah, ce qui représente une hausse d'environ 1% par rapport aux neuf premiers mois de 2012. Simultanément, l'immigration juive en provenance des États-Unis a baissé de 8%.

La communauté juive de France, qui est la plus grande d'Europe, regroupe selon les estimations entre 350.000 et 500.000 personnes. Depuis la création de l'État d'Israël en 1948, plus de 90.000 Juifs ont quitté l'Hexagone pour faire leur aliyah. lefigaro.fr 26.11

Commentaire d'une internaute

- "*Je suis juive et je prépare également mon départ définitif pour Israël. Ce que je peux vous dire c'est que le départ de 2000 juifs peut vous paraître faible mais en réalité c'est le départ d'autres milliers de juifs qui se prépare actuellement. Alors non, on ne crachera jamais sur la France, ce pays a été la "mère patrie" mais je pense même un peu trop si bien qu'aujourd'hui beaucoup trop de personnes profitent du système. Alors oui on en a marre de travailler pour verser de l'argent à de gens qui ne veulent pas retrousser leurs manches et travailler. Alors je peux vous le dire, en Israël la vie est très dure, les semaines de travail durent bien plus que 35h mais on y vit heureux, à l'abri de l'antisémitisme et surtout l'argent que nous versons aux impôts sert à la construction du pays et non pas à sa destruction.*"

Enfin je veux simplement vous dire qu'avant de quitter la France, j'embrasserais le sol français qui m'a fait permis de nourrir de ma famille et de vivre."

Vous avez là, l'éducation, la mentalité, l'idéologie inculquées aux juifs par leurs pairs dès leurs plus tendre enfance. Vos impôts madame serviront à construire des murs et des miradors, à financer une économie de guerre permanente, un Etat policier, une dictature, un régime basé sur l'apartheid, la ségrégation raciale envers les Arabes et particulièrement les Palestiniens, vous serez assurément heureuse de vivre avec les vôtres dans un Etat qui respire, transpire la haine de ceux qui ne vous ressemblent pas.

Vous ne "*cracherez*" pas sur la France qui vous a permis de vivre et de vous enrichir sans doute, mais sur les Français qui comme chacun sait sont majoritairement racistes, antisémites et xénophobes, horribles quoi ! J'allais oublier, et fainéants aussi puisqu'ils ne veulent pas travailler au delà de 35 heures par semaine.

Vous vivrez "*heureuse*" dans votre ghetto, restez-y et ne revenez jamais !

L'autre jour j'ai eu une discussion avec une Française franc-maçonne qui m'a dit : tu sais je connais beaucoup de juifs parmi des gens bien éduqués ou d'un certain niveau social, qui se disent de gauche, progressiste, ce sont des gens qui réfléchissent pas des crétins, etc... Et bien c'est plus fort qu'eux, quasiment tous se disent sionistes, ils ressentent un petit quelque chose pour Israël qui les poussent à le soutenir, ils ne sont pas prêts de partir vivre en Israël mais si les circonstances s'y prêtaient ils seraient partants, apparemment ils se foutent de l'état de guerre civile qui règne là-bas, les attentats, les barrages filtrants, l'insécurité, le racisme anti-arabe...

Se revendiquer juif, c'est comme se revendiquer chrétien ou musulman, c'est avoir subi un lavage de cerveau dès la naissance au cours duquel vous a été incrusté profondément un mode de pensée et d'interpréter le monde que vous trimballez souvent le restant de vos jours, j'ai spécifié ceux que le revendiquent, car heureusement il y a des gens qui ont reçu une telle culture ou éducation et qui n'en demeureront pas esclaves toute leur vie, qui parviendront à développer un esprit critique ou libéré de ces chaînes.

Un autre internaute qui a la double nationalité depuis 35 ans a précisé que "*le nombre d'immigrations ratées (retour en France) est par mon expérience proche des 40%*", ajoutons que cet article n'a pas évoqué les nombreuses défections (l'hémorragie en fait) de juifs qui quittent Israël parce qu'ils n'en peuvent plus de vivre dans un climat de haine permanente alimentée par le gouvernement sioniste.

Comme quoi il faut toujours faire la distinction entre les deux, les gens ou les travailleurs qui sont juifs de religion et les sionistes qui se servent uniquement du judaïsme pour étendre leur domination sur le monde.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Egypte

- Référendum sur la Constitution en décembre en Egypte - Reuters

Un référendum sur le nouveau projet de Constitution en Egypte sera organisé en décembre, a déclaré mardi le porte-parole de l'assemblée constituante.

L'adoption de la Constitution est un préalable à la tenue de nouvelles élections en Egypte après le renversement par l'armée du président islamiste Mohamed Morsi en juillet. Reuters 26.11

SOCIAL

1- France

- Air France: accord sur le plan de départs volontaires du personnel au sol - AFP

Trois syndicats d'Air France ont signé mardi un accord majoritaire sur le plan de départ volontaire de 1.826 personnels au sol dans le cadre de la deuxième étape de Transform 2015, vaste restructuration destinée à redresser le groupe franco-néerlandais Air France-KLM à l'horizon 2015, a-t-on appris de source syndicale.

Après des négociations avec les syndicats sur les mesures d'accompagnement proposées par la direction, l'accord majoritaire a été approuvé par la CFDT (20,90% de représentativité chez le personnel au sol), la CFE-CGC (16,70%) et FO (17,29%).

La CGT (28,35%), hostile au niveau national à l'accord sur la sécurisation de l'emploi, et l'Unsa (16,73%) n'ont pas signé.

Le plan, annoncé le 4 octobre par la direction d'Air France, porte sur 1.826 postes au sol, dont 582 affectés au hub de Roissy-Charles-de-Gaulle et 591 dans ses escales de province.

Au total, 2.800 suppressions de postes sont prévues dans le cadre de cette seconde étape de Transform 2015, lancé en janvier 2012 par le groupe Air France-KLM pour parvenir à un retour à l'équilibre à fin 2014.

Les premières mesures de restructuration avaient entraîné 5.122 départs entre 2012 et fin 2013.

Au printemps, Air France avait justifié ce nouveau plan de départs volontaires par une conjoncture de stagnation économique en France et en Europe, alors que la concurrence ne cesse de s'amplifier notamment sur son réseau domestique.

Avant son entrée en vigueur, l'accord doit être validé par l'administration.

Selon le représentant CFDT Michel Salomon, *"l'essentiel aujourd'hui va être de travailler sur les mobilités qui seront nécessaires pour que les gens qui ne souscrivent pas au plan de départ volontaire puissent être affectés sur des postes maintenus dans l'entreprise ou qui, par solidarité, vont se libérer"*.

Le secrétaire général de la CFE-CGC, Ronald Noirot, a déclaré, pour sa part, que son syndicat avait décidé de signer l'accord, un *"bon accord"*, malgré *"pas mal de reproches à la direction sur des engagements non tenus"*. Selon lui, les mesures d'accompagnement sont *"largement supérieures"* à celles initialement proposées par la direction.

Cependant, le syndicat a averti qu'il allait désormais se montrer *"beaucoup plus exigeant sur les augmentations individuelles et la flexibilité"*. *"Nous sommes pour le travail sur la flexibilité sauf que les directions locales veulent y mettre tout et n'importe quoi"*, a-t-il affirmé, indiquant vouloir *"avoir un oeil"* sur ce qu'elles font.

Jean-Claude Filippi, secrétaire général de FO, a estimé pour sa part qu'*"il y a effectivement les gens qui partent après des négociations correctes. On ne peut pas les bloquer"*. *"Mais ce qui est important pour nous, c'est ceux qui restent"*, a-t-il ajouté. Il a indiqué qu'une clause prévoyant une rencontre entre les syndicats et la direction en novembre 2014 permettrait de discuter d'une garantie d'emplois pour ceux qui restent. AFP 26.11

Alors, heureuse la direction d'Air France ? Et comment, elle est comblée, elle a obtenu satisfaction en faisant l'économie d'une grève, décidément ils sont formidables ces syndicats, indépendants cela va de soi, n'est-ce pas messieurs Mailly et Gluckstein...

2- Portugal

- Portugal: toujours plus de rigueur - Lexpress.fr

Les milliers de manifestants n'y ont rien fait. Les députés portugais ont adopté ce mardi un budget d'austérité pour 2014. Celui-ci qui prévoit des coupes sévères dans les dépenses publiques. Il a été approuvé avec les voix de la majorité absolue dont dispose le gouvernement de centre droit au Parlement. L'ensemble de l'opposition de gauche a voté contre.

Juste avant le vote, le discours de la ministre des Finances Maria Luis Albuquerque a été brièvement interrompu par une quinzaine de manifestants qui, depuis les galeries de l'Assemblée, scandaient *"démission, démission!"* avant d'être délogés par la police.

Aux cris de *"y en a marre des escrocs, on veut des élections"*, des milliers de Portugais ont protesté devant le Parlement à l'appel de la CGTP, la principale confédération syndicale du pays. Environ 200 manifestants ont occupé dans l'après-midi les halls d'entrée des ministères de l'Economie, des Finances, de la Santé et de l'Environnement, où ils exigeaient bruyamment d'être reçus par les ministres de tutelle.

Les fonctionnaires et retraités sont les catégories les plus touchées par la douloureuse cure d'austérité que le gouvernement a administrée au pays. L'effort demandé est immense, 3,9 milliards d'euros, soit 2,3% du PIB.

En première ligne, les fonctionnaires subissent des baisses salariales allant de 2,5% à 12% qui viennent s'ajouter aux coupes dans leurs retraites. Seule concession du gouvernement, les baisses s'appliqueront finalement à partir d'un seuil de 675 euros et non de 600 euros comme prévu dans un premier temps.

La Cour constitutionnelle a validé lundi l'allongement de 35 à 40 heures du temps de travail hebdomadaire des fonctionnaires. Lexpress.fr et AFP 26.11

[Haut de page ↗](#)

Le 28 novembre 2013

CAUSERIE

Trop de boulot auourd'hui pour ajouter de nouveaux articles, on verra cela demain matin, tout à l'heure en fait car ici il est déjà 0h23 H, bonne nuit.

Mon épouse m'en a raconté une bien bonne que j'ignorais.

Pour l'enterrement de mon père, il y a déjà une dizaine d'années de cela, Magueswary avait revêti un de ses plus beau saris, son sari de mariage rouge. Ma mère lui a fait la remarque désobligeante qu'elle aurait pu s'habiller autrement. Bon, elle n'avait pas de sari noir et je n'ai pas pensé à lui dire de porter un sari bleu ou vert foncé de préférence pour l'occasion. Elle, elle a voulu se faire belle pour mon père, normal, pas pour ma mère qu'elle n'aimait pas !

Ma mère est arriérée, j'ai 58 ans et j'ai passé ma vie à m'engueuler avec mes parents pour un oui ou un non, elle a 79 ans et mon père est mort. Et en plus Magueswary a embrassé le cadavre de mon père, ce que personne d'autre n'a fait. Ah ces primates d'Indiens ! Lors d'une crémation ici, tout le monde va embrasser ou caresser le mort, le serrer dans ses bras. Je respecte toutes les traditions ou cultures, du moment qu'on ne me les impose pas cela ne me pose aucun problème.

Je vis en Inde, donc j'estime que je n'ai pas à porter un jugement sur la manière d'agir des Indiens, sauf quand manifestement ils manquent de respect à quelqu'un, un plus faible, tout comme je le ferais en France, et je n'en ai rien à foutre qu'ils soient noirs et que je suis blanc, d'ailleurs eux non plus, donc on s'entend très bien, la haine on la laisse à Taubira, Désir, Valls, Fabius et Cie.

Leur ennemi, c'est la lutte de classe des opprimés, le socialisme.

Comment, à partir de l'hétérogénéité de la classe ouvrière, davantage encore de l'ensemble des masses exploitées, sachant que leurs différentes couches ne bénéficient pas exactement du même traitement social, qu'elles sont confrontées aux mêmes difficultés mais à des degrés très divers, qu'aucune n'a développé une conscience de classe bien aiguisée ou aucune, que pour toutes ces raisons elles n'interpréteront pas de la même manière leur situation et la situation en générale, elles auront même des priorités différentes, comment faire pour les monter les unes contre les autres pour empêcher qu'elles se rassemblent contre le gouvernement et le régime ?

Une méthode, leur désigner des boucs émissaires qu'on aura pris soin au préalable de présenter l'air de rien de différentes manières sous un angle désavantageux ou provocateur, contre lesquels une partie des plus mal lotis ou les plus arriérés seront tentés de s'en prendre, tandis que parmi les mieux lotis, les plus ambitieux ou impatientes en feront les responsables de la remise en cause de leurs privilèges, et si c'est parmi ces couches de nantis que seront recrutés les adeptes ou bataillons de cette manipulation infâme, c'est aussi parce qu'elles seront appelées à en être les principales bénéficiaires... ou victimes selon le statut de chacun et le degré d'abjection auquel il peut tomber.

A l'étape suivante, il n'y aura plus qu'à les désigner comme des racistes ou des gens particulièrement intolérants, etc. s'en prenant aux valeurs de la République que l'Etat et ses représentants ne cessent de fouler aux pieds et le tour sera joué, puisque ce se seront justement ces derniers qui auront monté cette opération de toutes pièces pour pouvoir gouverner tranquillement pour le compte du régime en place, les médias relayant complaisamment du matin au soir jour après jour cette propagande nauséabonde.

Leur ennemi, c'est la lutte de classe des opprimés qu'il faut diviser, dévoyer, museler au profit du corporatisme et de la dictature de la pensée unique ou de l'idéologie dominante qui se drappe dans les oripeaux de la démocratie, démocratie qu'ils n'ont eu de cesse au cours des années et des décennies précédentes de liquider en spoliant les travailleurs de leurs droits sociaux et politique.

Le masque tombe. Mystification, manipulation, récupération, amalgame, instrumentalisation, sondage truqué, tout y est !

- La justice ordonne à une prison de servir des repas halal - L'Express.fr

La preuve que l'Etat se plie à tous les communautarismes, les encourage.

- Meeting contre les "extrémismes": accueil triomphal pour Christiane Taubira - AFP

La garde des Sceaux Christiane Taubira a reçu mercredi soir un accueil triomphal des centaines de personnes réunies à la Mutualité à l'appel du PS pour "*défendre la République contre les extrémismes*".

"Ils commencent par vilipender les apparences, ils commencent ainsi par la différence qu'ils voient et ils finissent par celle qu'ils imaginent. Et ils mettent tout le monde et chacun en danger", a lancé la ministre.

(Excellent, ils démontrent ainsi que ce sont bien eux qui instrumentalisent le racisme qui est l'objet d'une minorité.

Elle extrapole ou fabule, invente, quand elle prétend qu'il y aurait quelque chose derrière les "*apparences*" auxquelles font référence certaines personnes dans leurs discours. En réalité, c'est elle qui imagine que ces apparences déboucheraient sur autre chose ou leur prêle un contenu qu'elles n'ont pas. Ils sont démasqués.

On retrouve ici l'esprit policier dans toute sa splendeur et qui ne date pas d'hier, qui fait de vous un délinquant de la route si vous roulez à 53Km/h en ville, un alcoolique à la première souïlerie, un accro de la clope à la première cigarette, voué à devenir un junkie au premier joint, un dangereux communiste si vous participez à une grève, un antisémite si vous critiquez Israël, un anti-républicain si vous vous en prenez à l'Etat ou à ses institutions, un xénophobe si vous vous moquez de l'accent canadien, un islamophobe si vous répondez à un musulman qui vous a insulté, un raciste si vous ne supportez pas qu'on vous traite de sale blanc, un suppôt du terrorisme si vous prétendez que les Etats-Unis sont une dictature, etc. - ndlr)

"La nation n'est pas le bien de ces égoïstes compulsifs, elle n'est pas le bien de ces archaïques, elle n'est pas le bien de ces obsédés de l'ennemi", a-t-elle ajouté

(C'est vous l'ennemi de la démocratie et des valeurs de la République ! On a à faire à une dangereuse psychopathe. - ndlr)

"Nous assistons à une véritable offensive réactionnaire et anti-républicaine de la part d'un bloc droitier, d'un tea party à la française, dont un des terreaux a été la Manif pour tous et qui se construit contre l'égalité des droits, contre les étrangers, contre l'impôt citoyen, contre toutes les valeurs des Lumières et de la République", a souligné Harlem Désir.

(Ils ne sont plus à un amalgame près ces crevures, tous ceux qui dénonceraient cette misérable opération électorale et leur politique de régression sans fin dans tous les domaines seraient à mettre dans le même sac à merde de la droite et de l'extrême droite. Lui aussi il est obligé de lâcher le morceau. - ndlr)

"La France n'est pas raciste, mais en ces temps de crise économique, sociale, morale, les dirigeants de l'extrême-droite xénophobe et raciste ne se sont jamais sentis aussi forts", a-t-il ajouté.

(C'est bien à des fins électorales qu'est orchestrée cette misérable mascarade, parce qu'ils craignent que le FN récupère les voix des masses qui se détournent du PS parce qu'il poursuit la politique de l'UMP. D'un côté, ils le font monter contre l'UMP, de l'autre ils craignent maintenant qu'il les submerge et de perdre le contrôle de la situation qu'ils ont eux-mêmes contribué à créer. - ndlr)

Le parti de Marine Le Pen a le vent en poupe selon les derniers sondages. Selon l'un d'eux, publié lundi par l'Union des étudiants juifs de France (UEJF), 42% des Français n'excluent pas de voter pour une liste soutenue par le FN aux municipales si l'occasion se présente dans leur ville. AFP 27.11

(On a vu dans la causerie d'hier que l'Union des étudiants juifs de France est une émanation du PS, ce sondage est truqué, peu importe, l'AFP s'en fait gracieusement le relais, normal, c'est l'agence de presse du régime. - ndlr)

Parole d'internaute

1- "*C'est à peu près tout ce qu'ils sont capables de faire au PS! De la propagande en se faisant passer pour des victimes!*

Le front national va encore prendre des points!"

Le PS et pas seulement en France, depuis un siècle prépare le terrain sur lequel fermente la pire réaction, fasciste, il en est

l'aiguillon, puis la dénonce quand elle se manifeste bruyamment au grand jour, tout en effaçant derrière lui les traces qui permettraient de remonter jusqu'à lui en comptant sur l'amnésie des générations passées et l'ignorances des générations présentes, le PS est une imposture permanente réactionnaire.

2- *"Lorsque l'on constate cette augmentation de la délinquance et des individus qui sont interpellés lors de dégradations, de vols à l'arraché avec violence et d'autres agressions ce n'est pas du racisme mais une prise de conscience assortie de l'inquiétude suivante : quand cela va-t-il cesser ? Les gouvernants précédents et présents sont impuissants devant ces faits, alors que les bonnes âmes cessent de pleurnicher sur ce prétendu racisme. Ce sont les gens honnêtes qui en sont victimes sur le territoire et non la racaille délinquante."*

Les gens honnêtes comme vous dites, ils les prennent pour des pigeons, ils exploitent ou manipulent leur naïveté quand ils ne les plument pas ou ne les envoient pas à la boucherie, ils leur font horreur en réalité. Qu'ils soient les premières victimes de la délinquance ne les concerne pas, eux ne vivent pas dans ces quartiers ou banlieues.

3- *"Oui mais non là, faut arrêter de faire des bulles "sursaut républicain", se sont eux, qui passent leur temps à monter les Français les uns contre les autres, se sont eux qui, aux meetings montrent des drapeaux étrangers et non français, se sont eux qui ont " leurs préférences nationales".*

Une personne a été traitée de sale blanche par des comment dire, des étrangers? arabes? beurs? français d'origine étrangère?, cette personne a porté plainte et a été déboutée de sa demande, se faire traiter de sale blanche n'est pas, apparemment, une insulte à connotation raciste. Donc il y a 2 poids 2 mesures, ça dépend de quel côté on se trouve.

Alors leur sursaut républicain, ils savent où ils peuvent se le mettre."

Au bon endroit, vous avez raison, mais il y a des chances que cela leur fasse encore grand bien malgré vous ! Je hais le tiers-mondisme pour avoir été tiers-mondiste moi-même à mes heures, alors que j'avais cessé de militer depuis de nombreuses années, cela m'est passé depuis vous pouvez me croire, j'en suis devenu un farouche ennemi.

Pourquoi voudriez-vous qu'ils condamnent le racisme envers les Blancs quand ils sont incapables de condamner les sionistes qui font subir au peuple palestinien un sort similaire à ceux que les juifs ont connu sous le régime nazi, les chambres à gaz en moins ? Ils ont épousé l'idéologie moderne des esclavagistes, le néolibéralisme, ils n'ont donc rien à renier des racistes dont ils sont les héritiers.

Ce qui a changé, c'est que de nos jours ce sont les masses exploitées noires, arabes, asiatique qu'ils surexploitent à travers le monde, sur lesquelles reposent la survie du capitalisme, et non les masses exploitées des pays occidentaux plutôt blanches qui leur coûtent trop chères et auxquelles il faut trouver toutes les tares possibles et inimaginables pour les rabaisser, les culpabiliser, faire en sorte qu'elles se murent dans un silence coupable, qu'ils terrorisent à la longue.

Oui, c'est un aspect que nous n'avions pas encore abordé, c'est un racisme de classe auquel ils se livrent, ils prétendent se pencher sur le sort injuste ou inhumain des Noirs, des Arabes ou des Asiatiques, etc. que leur réserveraient les sales Blancs, le peuple, les travailleurs, alors qu'ils soutiennent les multinationales et les régimes qui à travers le monde livrent leurs populations au traitement le plus abjecte qui soit, se crevant à la tâche pour un salaire de misère, 28, 40, 100 dollars par mois pour plus de 210 heures de travail dans des conditions épouvantables, en Chine, en Ethiopie, en Mongolie, au Bangladesh, au Vietnam, etc. les nouveaux "ateliers du monde", les nouveaux "eldorados" qui permettent aux capitalistes d'amasser des fortunes en un minimum de temps, ils s'en accommodent parfaitement, ils en sont les complices. Telle est la véritable morale de ceux qui nous gouvernent, une morale de classe, un racisme de classe.

4- *"La Une du monde : "les rebelles syriens se radicalisent," ils ont été accueilli et armés par Mr Hollande, conclusion la gauche aime les terroristes et détestent les Français..."*

Rectifications, sauf les Français qui pensent comme eux.

5- *"Et le PS qui veut absolument nous imposer sa politique dévastatrice.....ce n'est pas de l'extrémisme? ce n'est pas un manque de démocratie? ne pas écouter le peuple et l'opposition politique ce n'est pas de l'extrémisme? de l'intolérance?.....j'aimerais qu'on m'explique!"*

Il n'y a rien à expliquer, vous subissez et vous la fermez, c'est cela leur conception de la démocratie.

6- *"C'est du n'importe quoi ce meeting. On provoque une situation et après on fait un meeting pour se plaindre de cette situation..."*

Vous avez tout compris.

7- *"Quand Frêche insultait les Harkis ou balançait qu'il y avait trop de noirs en équipe de France de foot, le PS n'a jamais fait de telles réunions. Ca ressemble plus à une instrumentalisation du racisme à des fins électorales."*

CQFD.

8- *"Le PS (ce pourrait être un autre parti au pouvoir) essaye d'amuser les Français avec le thème du racisme pour tenter de leur faire oublier les vrais problèmes que sont le chômage, le pouvoir d'achat, la sécurité, la hausse des impôts, la dette qui continue d'enfler, le harcèlement, la démocratie qui recule.... On ne peut plus exprimer un désaccord sans être immédiatement traité de raciste (si on l'exprime en face d'une personne d'origine différente), de fasciste (si l'on ne partage pas les mêmes opinions politiques), de nul qui n'y comprend rien (si l'on tente de démontrer l'absurdité des décisions arbitraires)..."*

Vous avez raison, c'est le but : fermez-là !

9- *"Si cela continue il sera impossible d'employer des expressions courantes sans être taxé de raciste, et Madame Taubira est passée par là. Plusieurs exemples :*

- *Je viens de changer de branche.*
- *Je lui ai glissé une peau de banane.*
- *Je vois la vie en noir.*
- *Et ta soeur !!!!!*

- *Toutes les expressions employées pour désigner un individu, qui ont toutes au départ une explication qui a été déviée peu à peu. Ex: RITAL: de 1929 à 1939, il y avait tellement d'italiens qui franchissaient la frontière souvent pour fuir le régime mussolinien que les douaniers français au lieu de marquer sur les papiers " Réfugiés Italiens ", simplifier en :R.Ital devenu "rital ". Autre explication pour les USA :AméRlcain ITALien.*

- *Il est vrai qu'avant les années 60, l'immigration non-européenne était moins nombreuse et moins tatillonne que maintenant. Exemples courants :rital, portos, et que dans certaines corporations c'est monnaie courante, encore maintenant, comme le BTP.*

Alors un peu de calme: il ne faut pas tout prendre au premier degré."

Mais ils détiennent le pouvoir, ils décrètent ce qui doit être pris au premier degré ou non et vous êtes prié de les imiter sous peine de subir la foudre de ces dictateurs...

Les médias veulent en être, et pas n'importe lesquels, les plus réacs, jugez plutôt.

- Le PS lance l'offensive contre la montée du FN, du racisme et de la xénophobie LeFigaro.fr -

- Affaire Taubira, suite et fin ? - LePoint.fr

Cette affaire Taubira, cette indignation qui a tout de même fini par monter et par triompher de la stupeur des premiers jours, ces déclarations d'écrivains dédiant à la ministre leurs prix littéraires, ces manifestations d'intellectuels réunis autour d'une revue dans un cinéma au nom ô combien germanopratien, ces magazines qui la sacrent femme de l'année, ces grandes dames qui, reprenant un slogan d'autrefois, affirment être, elles aussi, des singes français, bref, cette multiplication d'inquiétudes et de colères, la grande erreur serait d'y voir, comme cela s'est dit ici ou là, une histoire de "bobos".

(Ce déballage emphatique de bonne conscience dégoulinant d'hypocrisie provenant de nantis est à vomir, seuls des personnages particulièrement grotesques ayant usé de leur talent de prostitués professionnels pour faire carrière ou devenir célèbres pouvaient se livrer à un tel exercice sans en rougir ou en mourir de honte, l'auteur de cet article que vous découvrirez plus bas en est la caricature la plus immonde. - ndlr)

Il ne faut pas dire : *"l'antiracisme ou le combat contre le chômage"*. Mais : *"d'un côté une France raciste, donc neurasthénique, donc plongeant toujours plus profond dans la crise -de l'autre une France qui ne gagnera la bataille de la crise et du chômage que si elle contre, en elle, cette passion triste qu'est le racisme"*. LePoint.fr 27.11

(Ici l'exercice consistait à affirmer qu'il ne fallait pas dire quelque chose pour l'évoquer ou en parler aussitôt, médiocre manoeuvre d'un intellectuel raté.

D'après vous, *"d'un côté une France raciste"*, qui serait *"neurasthénique"*, il ne peut s'agir de préférence que de la France la moins instruite qui croule sous les difficultés et pour laquelle l'histoire est un luxe au-dessus de ses moyens, celle *"d'en bas"*, celle qui plonge *"toujours plus profond dans la crise"* qui en est la victime, les prolétaires, opposée à la France qui se destine à gagner

"*la bataille de la crise et du chômage*, celle des patrons qui y auront tout intérêt une fois que les travailleurs seront devenus une masse taillable et corvéable à merci et que le coût du travail aura fortement diminué, nous sommes bien d'accord que ce sera eux uniquement les gagnants de ce marché de dupes, qui n'ont pas intérêt à être racistes puisqu'ils en tirent profit à travers la politique que le gouvernement applique, la ferveur de l'auteur achevant cette tirade ne servant qu'à camoufler son profond mépris, sa haine des masses laborieuses. - ndlr)

(Le passage suivant tient à la fois de la calomnie ignoble ou de l'amalgame ordurier, puisqu'il met sur un même plan Lénine et Hitler, alors que Lénine a toujours défendu les intérêts de toutes les minorités ou communautés, notamment contre Staline, il existe une multitude de documents (articles, résolutions des congrès du parti bolchevik, du soviétique suprême, des 4 premiers congrès de l'Internationale communiste, etc.) prouvant que la question des minorités nationales fut une des priorités du gouvernement jusqu'à la mort de Lénine en janvier 1924, les bolcheviks accordèrent le droit de vote aux femmes plus d'un quart de siècle avant la France, ils défendirent le droit de chacun d'exercer sa foi librement, ils mirent fin aux pogroms contre les juifs, contrairement à Hitler qui organisa la chasse aux minorités et liquida des millions de juifs, noirs, homosexuels, etc. l'auteur de cet article est un négationniste de la trempe de monsieur Le Pen, voilà la vérité. - ndlr)

Et puis, enfin, le racisme... La grande erreur serait de croire que le racisme n'est qu'une machine à exclure. La grande, la fatale faute, non seulement morale, mais politique, serait de s'imaginer qu'il n'est qu'un discours de haine permettant de se séparer, ou d'espérer se séparer, de ce que Lénine et Hitler appelaient les insectes nuisibles - et, après cela, de se rapprocher, ou d'espérer se rapprocher, de l'ordre social que l'on a programmé.

(Lui il fait partie des cafards qu'il faudrait exterminer, la pire pourriture qui existe, qu'il se revendique de gauche et soutienne Taubira n'a rien d'étonnant. - ndlr)

On se rappelle l'erreur de l'extrême gauche et, souvent, de la gauche au temps de l'affaire Dreyfus : les prolétaires n'ont que faire du sort d'un officier juif dont la cause les détournerait de leur sainte tâche révolutionnaire - quinze ans plus tard, les tenants de l'autre cause, les chantres de la terre et des morts, les rossignols des carnages à venir, l'avaient finalement emporté et précipitaient le monde dans la barbarie et le chaos.

(Il se lâche, il affiche sa haine de la "*sainte tâche révolutionnaire*", des "*prolétaires*" qu'ils accusent d'antisémitisme, alors qu'ils étaient les derniers intéressés par cette affaire et à en être informés, pour mieux couvrir 119 ans plus tard le ministre de la Guerre, l'état-major de l'armée qui de concert avec des cléricaux et antisémites montèrent ou soutinrent cette affaire en dénonçant la barbarie de la Première Guerre mondiale, récapitulons car c'est très tordu comme montage, il y a la cause des prolétaires et des révolutionnaires, le socialisme, qui les détournerait du combat contre l'antisémitisme, tandis que "*les tenants de l'autre cause*", la bourgeoisie et son armée bien que va-t-en-guerre seraient les chantres de l'antisémitisme, comme quoi le sionisme que l'auteur revendique fait feu de tout bois et est bien l'idéologie la plus noire et sinistre que l'on puisse concevoir. - ndlr)

Signé : Bernard-Henri Lévy

Vous aurez compris que pour ne pas être accusé de faire partie de la pire réaction qui soit, il faut se revendiquer de gauche. Etant en réalité autant de droite que le PS à notre époque, il ne reste plus qu'à attribuer les pires tares ou crimes à la gauche et à l'extrême gauche qui incarnent à ses yeux le prolétariat et le socialisme qu'ils détestent en commun.

En complément. (1)

- Que répondez-vous à vos proches qui tiennent des propos racistes? - 20minutes.fr

Que dire à son grand-père qui fait des blagues sur les «*bamboula*»?

(Que c'est une sacrée ordure, une vieille merde de raciste, un salopard à l'esprit encore colonialiste, un enclé de première avec ses blagues à la con ; papie, tu vas crever aussi con que tu es né et ce sera bien fait pour toi, par exemple.)

Il leur faut aussi monter les générations qui n'ont pas vécu aux mêmes époques les unes contre les autres.

Les vieux sont des sales pourris de réactionnaires, c'est bien à cause d'eux qu'ont eu lieu deux guerres mondiales, on peut même leur coller le sida sur le dos, pourquoi pas, mais la décolonisation date de leur époque quand même, ils n'y ont été pour rien les salauds, c'est à de Gaulle qu'en revient le mérite pour l'Algérie, aux représentants de l'Etat, que des gens bien et au-dessus de tout soupçon (d'anciens vichistes, on s'en tape !), même la Sécu et les nationalisations c'était de Gaulle, d'ailleurs on doit tout au capitalisme et à ses représentants, moralité : à bas le socialisme et le communisme ! -ndlr)

Ouvrant parfois la voie à des propos sensés être humoristiques, mais plutôt de mauvais goût, des préjugés et sorties douteuses. Que répondre à sa fille quand elle rentre de l'école et répète que «*les marrons font plus de bêtises que les autres*»? Que dire à son grand-père qui, un coup dans le nez le dimanche à table, fait des blagues sur les «*bamboula*»? Comment dialoguer avec

une amie qui avoue ne pas vouloir que son voisin soit «*de couleur*»?

(Que répondre ? Rien, ne pas les imiter suffira. Parce qu'il faudrait entrer dans ce genre de discussion ? Question : et si le constat de votre fille ou de votre amie est correcte ou qu'il repose sur sa propre expérience, vous lui dites quoi, qu'il ne faut pas dire cela, qu'elle se fait des idées, qu'elle se trompe ? Qu'est-ce que cela signifie si c'est la réalité qu'elle vit ou a qu'elle a déjà vécu ? Que vous l'invitez à nier la réalité ? Mais pour la remplacer par quoi, par quelle réalité ? Savez-vous dans quel engrenage vous êtes en train de mettre le doigt ? La schizophrénie, sans doute êtes-vous vous-même déjà atteint de schizophrénie et il faudrait que votre entourage vous ressemble, c'est extrêmement grave, criminel comme comportement.

Voilà à quoi mène ou comment se traduit le fait de vouloir changer les hommes sans changer la société qui est à l'origine de leur mode de pensée et de tous les rapports qu'ils subissent parce qu'ils leur ont été imposés.

Parce qu'on a abandonné le combat pour changer la société et le monde, de manière autoritaire on voudrait à tout prix changer les hommes, ce qui aboutirait à une société mille fois pire encore car elle ne serait plus faite que d'êtres serviles prêts à tous les renoncements, et qui parvenus à cet état d'esclaves seraient totalement incapables d'envisager l'idée même qu'il faut changer la société, l'objectif de nos ennemis est de faire en sorte qu'à terme les exploités ne soient plus en mesure de se dresser contre leur dictature, qu'ils s'en accommodent, s'y adaptent et endurent leur triste sort jusqu'à leur dernier souffle sans que l'idée de se soulever leur vienne à l'esprit, il faut chasser définitivement cette idée de leur tête, par n'importe quel moyen, ce qui suit en est un exemple.

Précisions de 20minutes.fr au bas de cet article :

- Parce que c'est un peu plus compliqué que juste couper les ponts avec la personne, expliquez-nous comment vous réagissez face aux propos racistes de votre entourage. Participez dans les commentaires ou écrivez-nous à reporter-mobile@20minutes.fr

Implicitement ou l'air de rien, ils vous conseillent de rompre vos relations avec toutes les personnes qui ne partagent pas l'idéologie dominante que vous avez intégrée dans votre mode de pensée, autrement dit ils reprennent la méthode employée par les sectes pour isoler leurs adeptes du reste de la société qui ne pensent pas comme eux pour mieux procéder au lave de leur cerveau, mieux les endoctriner.

Cette propagande s'inscrit dans la continuité de leur offensive qui a débuté par le mariage homosexuel. J'avais indiqué qu'ils avaient de la suite dans les idées et que leur démarche correspondait à une stratégie précise, j'ai dû passer pour un cinglé ou un schizophrène, un extrémiste ou gauchiste, alors que les faits me donnent malheureusement raison.

Ce qui est terrible ou effrayant comme constat, c'est d'observer qu'aucun parti ouvrier n'entend lutter contre les méfaits catastrophiques de la propagation de l'idéologie dominante, ils n'osent même pas les dénoncer, ils adoptent la même position que les monarques envers leurs courtisans détenant la parole divine qui ici consiste à s'en remettre à une conception de la lutte des classes qui a fait faillite, refusant de combattre l'ennemi sur tous les fronts parce qu'ils ont capitulé sur le terrain de la lutte idéologique, ils lui laissent le champ libre.

En complément (2)

Décapitez-le ou livrez-le aux amis de Hollande-Fabius-Taubira, ils s'en chargeront !

- Mon enfant est raciste. Qu'est-ce que j'en fais? - Slate.fr

ACTUALITE EN TITRES

[On se rassure comme on peut.](#)

- Croissance: Hollande et Rajoy saluent la coalition en Allemagne - AFP

Cet accord, ont-ils souligné, représente un facteur de "*stabilité*" pour l'Allemagne mais aussi l'Union européenne. AFP 27.11

- Pascal Terrasse (PS): «*Le temps de l'union nationale est venu en France*» - LeFigaro.fr

- L'«*union nationale*» ne fait pas recette à l'UMP - LeFigaro.fr

Le Figaro exprime là sans doute un regret...

- L'heure est à l'utopie, pas à la révolution - LeMonde.fr

[Intox. Est-ce vraiment nouveau ?](#)

- En France, 11% des 16 à 65 ans en « *situation préoccupante face à l'écrit* » - LeMonde.fr

En France « *11 % des personnes âgées de 16 à 65 ans sont en situation préoccupante face à l'écrit* », conclut une étude de l'Insee diffusée jeudi 28 novembre. LeMonde.fr 27.11

Allez, on le dit, ils l'ont soufflé si fort : A bas l'école publique !

[La démocratie commence à 1/3, non mais alors, vous ignorez ce qu'est une dictature ou quoi ?](#)

- Prostitution: deux tiers des Français contre la pénalisation des clients - L'Express.fr

Que cela ne tienne le PS abolira la prostitution !

La majorité à l'Assemblée nationale ne représente-t-elle pas seulement 25% des électeurs inscrits, hein, alors, qui ose contester sa légitimité, personne, qu'on se le dise, de nos jours c'est cela la démocratie...

[La tyrannie.](#)

- Les jeunes plus stressés, déprimés et fatigués que leurs aînés - LeMonde.fr

Les jeunes sont nettement plus stressés, déprimés et en manque de sommeil que les seniors, selon un sondage publié jeudi 28 novembre, qui évalue à seulement un quart la part des Français « *vraiment en bonne santé* ». LeMonde.fr 27.11

Et dire qu'ils veulent les faire trimer jusqu'à 70 ans !

- La mairie de Saint-Lô interdit la cigarette électronique dans les lieux municipaux - LeMonde.fr

- Un viticulteur bio poursuivi pour avoir refusé l'usage d'un insecticide - LePoint.fr

- Vers l'interdiction des tatouages en couleur ? - LePoint.fr

[Intox. Il faut dire qu'à ce prix-là...](#)

- Le patron de Peugeot-Citroën renonce à sa retraite chapeau - Liberation.fr

Philippe Varin va quitter PSA Peugeot Citroën le 1er janvier prochain. Il devait percevoir 21 millions d'euros sous forme de rente annuelle. Face à la polémique, il y a renoncé.

"Je bénéficierai d'une retraite complémentaire, comme la plupart des cadres dirigeants de grandes entreprises. A ce titre, je percevrai un montant net annuel d'environ 300.000 euros net annuel (après impôts, NDLR)". AFP et Atlantico.fr 27.11

Il ne s'agit que de sa retraite complémentaire qui en général ne représente que 10 à 20% d'une retraite, alors imaginez combien il va percevoir en principal.

[Il n'y a qu'à Paris que cela pouvait se passer...](#)

- Dubaï choisie pour accueillir l'Exposition universelle en 2020 - AFP

Dubaï, ville pivot entre trois continents, a été désignée mercredi pour organiser l'Exposition universelle 2020, à l'issue de trois tours de scrutin, par les délégués du Bureau international des Expositions, réunis à Paris.

La cité-émirat a recueilli 116 voix contre 47 à sa rivale russe d'Ekaterinbourg, et une abstention. AFP

La Russie aurait été le seul en lice que sa candidature n'aurait pas été retenue, ils auraient annulé ou reporté l'Exposition universelle prévue en 2020. Je ne soutiens pas la Russie, Poutine ou son régime, ils sont aussi épouvantables que tous les autres, la question n'est pas là, sachant que la Russie demeure l'ennemi juré des puissances occidentales et des Etats-Unis, qui plus est depuis la sévère déconvenue qu'ils viennent de connaître en Syrie, ils continueront de tout faire pour marginaliser la Russie...

Ils préfèrent les pétro-ploutocrates médiévaux et barbares du Golfe, eux au moins sont une vitrine universelle pour la démocratie...

[Ils ne désarment pas.](#)

- Gaz de schiste : un rapport parlementaire plaide pour une exploration expérimentale - LeMonde.fr

Une info à passer sous silence sous peine d'être traité d'américanophobe par le PS.

- Selon les estimations de la prestigieuse revue américaine Proceedings of the National Academy of Sciences, les Etats-Unis produisent 50 à 70% plus de méthane (puissant gaz à effet de serre) que les estimations officielles. Atlantico.fr 27.11

[Intox dans tous les sens du terme](#)

- Pourquoi le retour de Burger King suscite l'hystérie en France - Francetv info

Dites, on vous paie combien pour pondre ce genre d'article ?

[ACTUALITÉ DU JOUR](#)

[En voilà au moins un qui est "**heureux**" et le clame sur tous les toits, il y a de quoi.](#)

- Michelin : les syndicats entérinent la suppression de 706 emplois - LePoint.fr

Les syndicats Sud, CFDT et CGC ont signé mercredi un plan social prévoyant la suppression de 706 emplois sur le site Michelin de Joué-lès-Tours (Indre-et-Loire), lors d'un comité central d'entreprise sur place, a-t-on appris auprès de ces syndicats.

Le secrétaire du comité d'établissement Olivier Coutant (SUD) a réagi après le CCE : "*Ça ne nous convient jamais d'avoir à signer des suppressions d'emploi. Mais c'est le moins pire des accords. 85 % à 90 % des salariés l'avaient approuvé.*" De son côté, le président du groupe Michelin, Jean-Dominique Sénard, a assuré : "*J'ai le sentiment que nous avons passé une étape difficile.*" Le dirigeant s'est dit "*heureux*" que l'accord soit signé. "*Il est l'expression de ce que doit être le dialogue social en France où les uns et les autres expriment leurs revendications et au bout compte arrivent un accord*", a-t-il dit. lepoint.fr 27.11

Commentaire d'un internaute

- "*Tiens donc !*

Des syndicats d'accords avec la direction pour mettre à la porte 700 ouvriers de chez Michelin !... C'est du jamais vu !... Ces syndicats doivent lire toutes les réactions les concernant qui ont été produites sur les forums... Pas très élogieuses à leur sujet... Ils doivent commencer à se poser de graves questions sur leur existence future...

Vous avez raison, de compromis en reniements, ils ont bradé leur indépendance et tourné le dos à la vocation ou mission du syndicalisme, ce ne sont plus que des rouages du capitalisme ou des institutions.

[Le corporatisme va se doter d'un parti.](#)

- L'économiste socialiste Pierre Larroutou lance son parti - lemonde.fr

Membre du bureau national du PS, l'économiste Pierre Larroutou doit annoncer, jeudi 28 janvier, le lancement d'un nouveau parti, intitulé Nouvelle Donne – en référence au New Deal du président américain Roosevelt –, selon Le Parisien et Le Nouvel Observateur. Dans un entretien au Parisien, il explique cette initiative par le devoir de lutter contre le chômage, et affirme vouloir présenter des listes aux élections européennes, où il ambitionne de dépasser le PS.

(Question : D'après vous est-il possible qu'il soit victime d'un trou de mémoire ou qu'il ignore que ce n'est pas le New Deal qui a résolu temporairement et partiellement le chômage aux Etats-Unis dans les années 30 mais l'économie de guerre à la fin des années 30 ? Ces colistiers sont-ils aussi ignorants ou d'aussi mauvaise foi ? Encore un charlatan. - ndlr)

« *Gauche et droite répètent depuis trente ans que la croissance va revenir et tout régler. C'est faux, elle ne créera jamais 5 millions d'emplois. Nous proposons vingt solutions, une politique du logement, du financement des PME, de l'énergie, etc., qui permettraient de diviser par deux le chômage en cinq ans* », annonce-t-il.

(Dans l'état dans lequel se trouve les finances de l'Etat il n'existe aucune marge de manoeuvre permettant de financer de telles mesures, il faudrait rompre avec la politique dictée par le TSCG et Bruxelles. Question : Qui peut croire un instant qu'ils pourraient se résoudre à affronter l'oligarchie financière ? Réponse : Personne. - ndlr)

« *Nous irons aux européennes de mai 2014 avec des citoyens qui s'engagent pour la première fois et avec des militants et des élus venus du Front de gauche, du PS, d'EELV, du MoDem, des patrons de PME et des précaires comme Isabelle Maurer, la chômeuse de Mulhouse qui a montré à Jean-François Copé ce qu'est la pauvreté !* », affirme-t-il encore dans Le Parisien.

(Un parti corporatiste ou d'union nationale ou les deux à la fois. - ndlr)

Selon le quotidien, ce proche de Michel Rocard peut compter, à ses côtés, sur « une kyrielle de parrains médiatiques, de Bruno Gaccio (ex-Guignols de l'info) au philosophe Edgar Morin en passant par le médecin urgentiste Patrick Pelloux ». Mais aussi, d'après Le Nouvel Observateur, sur Christiane Hessel-Chabry, la veuve de Stéphane Hessel, la sociologue Dominique Meda, l'économiste Oliver Berruyer, la journaliste Marie-Monique Robin, ou encore la présidente d'honneur d'Attac, Susan George. Edouard Martin, « *le syndicaliste de la CFDT, populaire pour son combat mené à Florange, serait sur le point de les rejoindre* », selon l'hebdomadaire.

(Une belle brochette de vendus, jaunes, traitres, staliniens et opportunistes professionnels en tous genres, bref, c'est guignol quoi ! - ndlr)

Ancien d'Europe écologie les Verts, ce conseiller régional d'Ile-de-France avait présenté en octobre 2012, avec Stéphane Hessel, une motion au congrès du PS de Toulouse, qui s'était retrouvée à la surprise générale en troisième position, avec 12 % des suffrages. « *Las, lors de la récente constitution des listes pour les élections européennes de 2014, le parti ne leur a accordé aucune place éligible. Une couleuvre de plus que Larroutourou a décidé de ne pas avaler* », note le Nouvel Observateur.

(Au moins dès le départ on sait ce qui le motive ! Un Mélenchon qui a fait un émule, plus droitier. - ndlr)

De nombreuses personnalités de la société civile pour un parti qui n'entend rien moins que concurrencer le PS - dont tous les membres seront alors exclus d'office - dès les élections européennes. Pierre Larroutourou travaille en effet à la constitution de listes dans chacune des huit eurlégions françaises, sur le modèle de la liste Sarajevo de Léon Schwartzberg et BHL en 1984. lemonde.fr et AFP 27.11

(C'est sûr que sur la base d'un tel modèle, il ne manque plus que BHL dans leur parti ! - ndlr)

La salade "**penche vers la droite**" en famille.

- Angela Merkel boucle son accord de grande coalition avec le SPD - Reuters

L'Union chrétienne-démocrate (CDU) d'Angela Merkel a conclu mercredi un accord gouvernemental avec le Parti social-démocrate (SPD) en vue d'une 'grande coalition' qui devrait permettre à la chancelière allemande de former son troisième gouvernement avant Noël.

"*Le résultat est bon pour notre pays*", a jugé Hermann Gröhe, secrétaire général de la CDU, jugeant que l'accord penche vers la droite, "*sans nouveaux impôts et sans nouvelles dettes*".

Dans le camp du SPD, dont les 474.000 militants doivent encore approuver l'accord d'ici la mi-décembre, Martin Schulz, le président du Parlement européen, qui participait aux négociations, a salué un "*excellent résultat*" pour son parti.

Sigmar Gabriel s'est dit certain qu'une "*large*" majorité des adhérents du SPD, qui voteront par courriel, soutiendra l'accord. Les trois dirigeants ont salué la bonne atmosphère des discussions et échangé quelques plaisanteries. La composition du gouvernement ne sera pas annoncée avant le résultat du vote des militants du SPD.

"*Nous avons respecté le souhait (du SPD) que personne n'annonce la répartition des responsabilités jusqu'à la fin du vote du*

SPD, même si vous pouvez être certains que les chefs de partis ont abordé cette question", a dit Angela Merkel. Reuters 27.11

Excellent, Merkel reporte sur la direction du SPD la responsabilité d'annoncer la couleur... après le vote des adhérents du SPD, tout en étant complice de ce coup tordu. On peut dire que jusque dans les basses manoeuvres CDU et SPD s'entendent comme larrons en foire.

INFOS EN BREF

SOCIAL

Tunisie

Tunisie : des manifestants incendient le siège d'Ennahda à Gafsa - LeMonde.fr

Le siège d'Ennahda, le parti islamiste au pouvoir en Tunisie, a été incendié, mercredi 27 novembre, à Gafsa, au centre du pays, par des manifestants qui défilaient lors d'une journée de grève générale.

Les manifestants s'en sont pris au siège du parti après avoir tenté dans un premier temps de forcer l'entrée du siège du bureau du gouverneur et d'être dispersés par la police. Ils ont sorti des dossiers des locaux ainsi que des meubles et les ont brûlés dans la rue, en l'absence de la police. Les protestataires ont également empêché les pompiers d'accéder au site.

Le mouvement, qui touche trois villes de la même région tunisienne a vocation à dénoncer la pauvreté et les disparités régionales, facteurs-clés de la révolution de 2011. La grève a été décidée après l'annonce du gouvernement de ne pas inclure cette région dans la liste des gouvernorats où des facultés de médecine et centre hospitaliers universitaires seront bâtis dans les années à venir. LeMonde.fr 27.11

Ce mercredi, la région de Siliana était en grève pour commémorer la répression d'un mouvement social, il y a un an. Des heurts entre policiers et manifestants ont eu lieu. Ces derniers ont jeté des pierres sur la police, qui a répliqué de la même manière avant de tenter de disperser la foule en pourchassant en voiture les protestataires.

Nourrie par la pauvreté, un taux de chômage de 16%, la révolte est presque identique à celle qui a précédé la révolution de Jasmin. LeParisien.fr 27.11

[Haut de page ↗](#)

Le 29 novembre 2013

CAUSERIE

J'ai laissé de côté trois articles de presse et quelques nouveaux articles qui seront mis en ligne demain.

Ce soir je me suis fait cette réflexion en pensant à mon pauvre chien : nous quand il nous arrive une grosse tuile, on en connaît l'origine, on peut se faire une raison, cela soulage un peu ou nous aide à supporter la suite, mais un chien, quand du jour au lendemain il a une patte paralysée et qu'il est cloué sur place, qu'il est privé de son seul plaisir quotidien, sa balade du soir, il ne peut pas comprendre ce qui lui arrive, il a le regard hagard, il semble soudainement perdu, désespéré, d'une tristesse à mourir, c'est ce que je lis tous les jours dans ses yeux et me remplit de tristesse.

Jusque là j'avais imaginé qu'il mourrait un jour sans savoir ce qui lui arrivait et qu'il avait bien de la chance, c'était une erreur, sauf si en dernier recours j'étais obligé de le faire euthanasier pour abrégé ses souffrances. Car il souffre en ce moment. Il souffre de ne plus pouvoir vivre comme avant, je le lis dans ces yeux chaque fois que je le regarde, et puis je ne sais pas pourquoi, depuis qu'il est paralysé il a les yeux qui pleurent abondamment comme jamais depuis dix ans. Je lui essuie et je l'embrasse tendrement sur le museau en lui adressant quelques mots apaisants pour le reconforter, mais je crains que mes paroles trahissent mes pensées qui ne sont pas très optimistes. Allez, passons à la politique.

Plus on prend connaissance jour après jour de l'état du monde on est horrifié, pas vous ?

Vous avouerez qu'on nous cache soigneusement la vérité ou que les uns et les autres s'emploient minutieusement à en minimiser la pourriture.

Je pense à ce jeune américain qui moisit en prison depuis déjà de nombreuses années pour avoir volé un tee-shirt (ou T-shirt) et qui a été condamné à perpétuité. Si on ne l'avait pas lu dans un portail très sérieux qu'on ne peut pas taxer d'américanophobie, Slate.fr, on ne l'aurait jamais cru.

Si parfois on emploie des formules outrancières ou qui peuvent être interprétées comme telles par certains lecteurs ou encore qui peuvent choquer les âmes sensibles, ce n'est pas pour se donner un style, mais uniquement parce qu'on a connaissance d'une multitude d'éléments qui nous permettent d'affirmer qu'on vit vraiment dans un monde plus épouvantable que tout ce qu'on peut imaginer, dont la plupart n'ont pas conscience, c'est pour réveiller les consciences qu'on adopte ce ton. Quand on se calme, c'est pour ménager ceux dont le moral est fragile.

A l'époque de Marx et Engels, la condition ouvrière était effroyable, tandis que l'aristocratie pavaisait, baignait dans la luxure et la débauche. Ils en furent extrêmement choqués et cela donna le Manifeste du parti communiste, un appel à la guerre de classe à mort pour en finir avec le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme. Ils eurent beaucoup de mal à contenir leur fureur face à la misère qui accablait les exploités en présence des maîtres du vieux monde qu'ils haïssaient par dessus tout. Ils surent la traduire en termes politiques mieux qu'on ne pourra jamais le faire nous-même.

Ce qui nous manque le plus aujourd'hui c'est un parti qui exprime la souffrance que subissent les prolétaires et qui nourrit leur colère au plus profond d'eux-mêmes, contre un ordre injuste qui leur impose un destin qu'ils n'ont pas choisi. Les aider à orienter leur colère dans la bonne direction, à faire en sorte qu'elle puisse se traduire en terme politique et organisationnel, tel devrait être le devoir d'un parti ouvrier socialiste révolutionnaire. Et ce n'est certainement pas en ménageant Hollande, son gouvernement, le PS, les institutions qu'on y parviendra, ni même les susceptibilités des uns et des autres.

Les travailleurs ont le droit à la vérité, on a oublié semble-t-il que seule la vérité était révolutionnaire. Elle peut être d'une extrême violence, briser net des idées reçues, pulvériser les illusions les plus coriaces, elle sera toujours salvatrice, honorable, respectable, digne, elle est inséparable de notre idéal. Elle est désaltérante, fraîche, apaisante, elle recèle un pouvoir supérieur à l'imagination du poète qui s'échappe de la réalité, car elle a celui de la regarder en face et de nourrir l'espoir qu'il est possible de changer la société et le monde.

Tenez, avec un mois d'avance je vous adresse cette ode au combat, au socialisme et à la liberté en guise de bons vœux.

Bon week-end, il est 23h45 et je dois encore m'occuper de mon chien avant d'aller me coucher.

[Sous le masque : la réaction.](#)

Criminaliser toute critique envers Hollande ou ses ministres qui incarneraient la République ("*c'est la République que l'on vise*", Hollande), alors qu'ils foulent aux pieds ses valeurs, remplit une double fonction :

Dès lors qu'il est attaqué, vous devez vous rassembler autour du PS qui incarne ou défend les valeurs de la République, tous ceux qui les partagent, et si vous vous y refusez, cela signifiera que vous vous placez dans le camp des ennemis de la République, au côté de l'extrême droite. Ensuite, vous serez assimilé à un raciste, un antisémite, un xénophobe, un fasciste.

Il s'agit donc d'une opération tendant à venir en aide à l'exécutif et au PS qui sont en difficulté, leur politique étant quasi unanimement rejetée par les travailleurs toutes couches confondues, et visant à criminaliser toute opposition à sa politique, les partis de gauche ou d'extrême gauche qui incarnent cette opposition.

Maintenant pour aborder l'instrumentalisation du racisme qui est multiple, j'ai trouvé quelques arguments dans un article dont l'auteur est infréquentable, on y avait fait référence à propos d'un autre article il y a 10 jours, Pierre-André Taguieff, chroniqueur du Point au même titre que Bernard-Henri Lévy, membre du (think tank) Cercle de l'Oratoire et collaborateur à la revue Le Meilleur des mondes tous les deux référencés néo-conservateurs. En fait, je me suis servi de ce qui m'est tombé sous la main aujourd'hui, je n'ai pas le temps de faire autrement, mais cela n'est pas un problème une fois qu'on a identifié précisément ou qu'on connaît l'auteur de l'article en question.

- L'accusation de "*racisme*" permet de disqualifier facilement un contradicteur, sans prendre la peine de répondre à ses arguments. En outre, depuis les années 1980, les instrumentalisations politiques de la "*lutte contre le racisme*" se sont banalisées.

(Un jour un responsable d'un groupe qui se connectait régulièrement sur mon site m'a écrit dans un courriel, que depuis que j'avais exprimé une position différente de la leur sur la question des sans-papiers, les camarades de son groupe avaient cessé de se connecter sur mon site, autrement dit, c'est le genre de gens qui au moindre désaccord vous tournent le dos, à croire qu'ils n'attendaient que la première occasion pour laisser libre cours à leur dogmatisme quasi névrotique.

Une autre fois alors que j'avais raconté dans une causerie de quelle manière je voyais les Indiens sous un regard critique, j'ai été traité de "bobo raciste", cela a beaucoup fait rire mon épouse qui n'est pas très évoluée mais qui a eu la perspicacité de répondre qu'ils devaient être très cons, c'était le moins qu'on pouvait dire effectivement, ils s'agissaient de militants du POI. Comme je critiquais la politique de leur parti mais qu'ils n'avaient jamais trouvé d'arguments à m'opposer, là ils en avaient un de premier choix, j'étais raciste. Je vais garder cela sous le coude pour le raconter plus tard à ma petite-fille.

Effectivement, c'est l'argument des impuissants, des militants qui ne supportent pas la confrontation des idées. Et il est vrai que la "*lutte contre le racisme*" sert aussi de fond de commerce à ceux qui ne sont pas foutus de combattre efficacement le régime en place. - ndlr)

- Le moulinage rhétorique de clichés et de slogans n'est guère attractif. Les mobilisations antiracistes ressemblent à des fièvres de courte durée. Le temps d'une manif, d'un meeting ou d'un concert gratuit. Depuis 1983-1984, les organisations antiracistes répètent que leur objectif est de faire disparaître le Front national de la scène politique. Leur échec est aussi flagrant que révélateur. Leurs dénonciations diabolisantes ne sont pas seulement inefficaces, elles paraissent participer à la construction du mouvement lepéniste et renforcer son dynamisme. En outre, les militants qui ont professionnalisé l'antiracisme, ou plutôt tel ou tel antiracisme, tendent à remplacer la réflexion critique, l'analyse des situations, la volonté d'argumenter et le souci pédagogique par des appels à la répression et à la sanction. Le policier et le juge chassent le sociologue et le pédagogue. Quand on a dit que le racisme était un délit, on croit avoir tout dit. Enfin, l'action antiraciste, en érigeant le "racisme" en problème social et politique majeur, engendre une racialisation du débat politique, qui provoque une rivalité mimétique pour le monopole de la parole antiraciste, ainsi qu'une radicalisation des projets répressifs risquant de limiter abusivement le champ de la liberté d'expression. Paradoxe tragi-comique : le combat contre l'intolérance finit par se retourner en lutte pour élargir indéfiniment le champ de l'intolérable. Donc en combat pour l'intolérance. Voilà qui risque de donner à l'expression du racisme un parfum d'interdit.

(Concentrer l'attention sur le FN sert à éviter qu'on vous reproche de ne pas axer votre intervention politique contre les institutions, notamment. On parle d'autre chose, on brase du vent, cela occupe, on a l'impression de servir à quelque chose au moins, c'est du domaine de l'autosatisfaction.

Effectivement, grâce à eux c'est l'idéologie dominante ou la pensée unique qui se renforce.

Nous ne sommes pas concerné par ce phénomène puisque le racisme nous est totalement étranger, mais on peut facilement imaginer les travailleurs qui ne sont pas assurés de ne pas mêler dans leur pensée ou discours quelques idées qui s'apparenteraient à une forme de racisme, et qui doivent dorénavant se méfier qu'il n'y aurait pas un procureur qui rode dans les parages, et qui, s'il en saisisait quelques bribes s'empresseraient de les sermoner et de les dénoncer à la vindicte publique, à leurs collègues de travail, aux syndicats par exemple, c'est le règne de la tyrannie qu'ils ont réussi à instaurer.

Quel bonheur pour les tenants du régime, ils n'auront même pas à se mouiller pour mettre en place cette dictature ! Amalgame, délation, calomnie, la chasse aux sorcières des déviationnistes est ouverte. Ce qui va fournir une occasion rêvée pour le législateur de renforcer l'arsenal répressif contre la liberté de pensée. J'ai un exemple tout frais d'hier sous le coude.

Je n'ai aucune sympathie pour Dieudonné dont je n'ai jamais entendu le moindre sketch, j'ai franchement mieux à faire, qui en passant, alors qu'il tenait des propos cohérents sur le sionisme a été rejeté pour cette raison par la gauche qui assimilait le sionisme à de l'antisémitisme, le poussant à se tourner vers l'extrême droite et le conduire depuis à tenir un discours antisémite pour le coup, ce qui révèle au passage le penchant pour le sionisme de la gauche, par lâcheté ou devoir, ce qui est logique puisque la gauche soutient le régime qui a adopté l'idéologie néolibérale mise au point par les sionistes de l'oligarchie financière anglo-saxonne, il était poursuivi notamment pour avoir affirmé que «*les gros escrocs de la planète, ce sont des juifs*» dans une interview sur un site selon l'AFP, hier.

Question : Serait-ce être raciste que de constater qu'au sommet de l'oligarchie financière américaine et internationale figurent une proportion de banquiers ou riches hommes d'affaires d'origine juive ou plutôt sémite sans commune mesure avec l'importance de cette communauté dans le monde, insignifiante en fait, il suffit de prendre le classement établi par le magazine américain Forbes pour en avoir confirmation, tapez sur Google cartel des banquiers de la Fed ou histoire de la banque ou de la finance mondiale depuis le XVIIe siècle et vous vous apercevrez que Dieudonné n'a rien inventé, c'est de notoriété publique, vous pouvez vous livrer au même exercice avec d'autres institutions, au hasard, le groupe Bilderberg. Sauf que voilà, le PS et la cohorte de parasites qui collent à ses basques ont besoin de boucs émissaires ou de cibles à abattre pour laver leur mauvaise conscience. Le sort de monsieur Dieudonné nous laisse indifférent, mais on a horreur des injustices commanditées par des gens qui ont participé ou couvert des crimes pendant des décennies, les derniers en date, l'abominable martyr du peuple palestinien et le massacre du peuple syrien, tenez, on pourrait ajouter l'assassinat de Robert Boulin, à côté desquels la rancoeur acide d'un humoriste tombé bien bas ne pèse pas grand chose. - ndlr)

- D'une façon générale, à quelques nuances près, les antiracistes communient dans l'adhésion à ce que j'appellerai l'immigrationnisme rédempteur, qui consiste à ériger l'immigration en fatalité intrinsèquement bénéfique, ou en méthode de salut pour une vieille nation épuisée. C'est sur la base d'une telle immaculée conception de l'immigration que certains antiracistes

assimilent abusivement toute critique des flux migratoires incontrôlés à un indice de racisme ou de xénophobie. Au point de laisser entendre que les 69 % de Français qui estiment qu'il y a "*trop d'immigrés*" en France (enquête CSA, décembre 2012) sont à classer parmi les racistes ou les xénophobes. En outre, comme ce pourcentage a progressé depuis 2009 (+ 22 points), on en infère que le racisme et la xénophobie "*montent*". Ces interprétations abusives des résultats de sondages alimentent une vision catastrophiste de l'évolution de la société française, qui serait saisie par les "*vieux démons*" du racisme. Il reste à se demander qui a intérêt à diffuser cette vision d'une "*France raciste*", et de plus en plus "*raciste*".

(Je ne reviendrai pas sur ce que j'ai déjà dit plus haut, c'est un fait que si vous ne soutenez pas aveuglément l'immigration clandestine on vous traite de raciste, c'est débile, mais c'est hélas ainsi. Le racisme est agité par ceux qui en ont besoin pour diviser les masses exploitées afin d'appliquer leur politique antisociale, alors qu'ils étaient censés incarner une autre politique. Une fois parvenus au pouvoir, pour masquer leur véritable nature, il leur faut un thème de diversion, celui du raciste est tout trouvé, il est quasiment institutionnalisé au PS et parmi la gauche et l'extrême gauche depuis plus de 30 ans à défaut d'orientation politique pour ces derniers. Cela présente aussi l'avantage que le PS, la gauche et l'extrême gauche se retrouvent côte-à-côte, en famille, vous pigez qui en tire profit , n'est-ce pas ? - ndlr)

- Depuis le ralliement subreptice, sous Mitterrand, de la gauche non communiste à l'économie de marché et l'irruption du Front national sur la scène politique, facilitée par cette même gauche, l'antiracisme tend à se substituer au vieil antifascisme, centré sur les "*résurgences*" plus ou moins fantasmées du nazisme.

(Quoiqu'ils soient tentés de ranimer les deux comme on l'a vu récemment quand un jeune gauchiste provocateur a eu la malheureuse idée de s'en prendre à un skean head. -ndlr)

- Aujourd'hui, à gauche, l'anticapitalisme politiquement correct vise la seule financiarisation de l'économie, et l'antiracisme en vogue est celui qui privilégie la lutte contre certaines catégories de victimes (Maghrébins, Arabes, Africains ou "*Noirs*", Roms, etc.), en oubliant d'autres, les Juifs au premier chef, mais aussi les "Blancs" (Européens, chrétiens, "*Français de souche*", etc.).

(Cela s'explique par le fait qu'ils sont mal à l'aise face à l'antisémitisme, pour la bonne raison qu'ils savent qu'il est instrumentalisé par un puissant lobby sioniste, le Crif notamment, ils craignent que la collusion qui existe entre le pouvoir et les tenants du sionisme soit mise en évidence, qui recouperait en grande partie une autre collusion encore moins avouable, plus secrète et beaucoup plus risquée si elle était révélée au grand public, avec la franc-maçonnerie, or une grande partie des dirigeants du PS et de la gauche sont franc-maçons ou sionistes ou les deux à la fois, il est donc préférable au PS (et à l'UMP) d'afficher son soutien indéfectible à Israël et de condamner fermement les actes antisémites sans trop faire de vagues inutiles.

Quant au racisme concernant les Blancs, il existe évidemment, mais entrer dans ce débat les entraînerait trop loin. Il leur faudrait admettre l'échec de l'intégration des populations immigrées depuis des lustres, car parmi les victimes de la colonisation, ceux qui ont atterri en France, malgré eux, parce qu'ils n'avaient pas de boulot dans leur pays une fois les colons rentrés en France, quelque part et à raison ils n'ont jamais admis le sort que les colonisateurs avaient réservé à leur pays d'origine, ce qu'ils leur ont fait subir, sans être raciste pour autant ou pas forcément, mais quand ils se retrouvent entre eux, d'après vous comment jugent-ils la France, comment en parlent-ils, ils garderont toujours en mémoire l'injustice dont ils ont été victimes et qu'il nous soit permis d'affirmer que c'est parfaitement légitime puisque leur vie en a été bouleversée. Cela déboucherait sur le procès de la colonisation, du capitalisme, et à mon avis personne n'y tient, ni à droite, ni au PS et ni à gauche. - ndlr)

- En outre, lorsqu'elle est fortement contestée, la gauche gouvernante n'hésite pas à utiliser l'appel à lutter contre le racisme ou l'extrême droite comme tactique de diversion, non sans jeter la suspicion sur la droite.

(On a déjà traité cet argument, le comportement du PS et ses larbins est grotesque, méprisable, il nous dégoûte. - ndlr)

Il ne s'agissait que d'extraits choisis de cet article. Question : Avez-vous l'impression qu'on soit devenu néolibéral, sioniste, raciste à l'issue de cette lecture ?

Pourquoi, l'esclavage et la colonisation auraient-ils disparu ?

- Le Point : Dans une tribune au Monde, le journaliste Harry Roselmack a dénoncé "*le retour de la France raciste*". "*Ce qui me chagrine, écrit-il, c'est le fond de racisme qui résiste au temps et aux mots d'ordre, pas seulement au sein du FN, mais au plus profond de la société française. C'est un héritage des temps anciens, une justification pour une domination suprême et criminelle : l'esclavage et la colonisation (...)*" Le Point 28.11

Une ouvrière éthiopienne qui travaille dans une usine chinoise produisant des chaussures, 9 heures par jour six jours par semaine et recevant un salaire mensuel de 28 dollars, ne serait-elle pas une esclave, ne serait-elle pas victime de la colonisation ? Cette ouvrière pourrait être bangladaise ou vietnamienne, au total en Afrique et en Asie elles sont des millions à travailler pour des multinationales dans des conditions effroyables pour des salaires de misères, hyper exploitées.

Toutes les grandes marques envisagent de délocaliser leur production dans ces pays où la main d'oeuvre à bon marché, quasiment gratuite, est abondante, H & M, Ikéa, etc. et pendant ce temps-là le chômage de masse est promis à un long avenir dans les pays occidentaux.

On peut dès lors se poser plusieurs questions. - Qui met ainsi en concurrence les travailleurs du monde entier ?

- Qui délocalise les emplois ?

- Qui favorise les pays où la main d'oeuvre est à bas prix ?

- Qui organise le chômage de masse dans les pays occidentaux ?

- Qui oriente systématiquement les emplois vers des pays où la main d'oeuvre est colorés ?

A toutes ces questions une seule réponse : certainement pas les travailleurs des pays occidentaux ou présent sur le territoire français, mais bien les capitalistes, ceux qui détiennent le pouvoir économique et politique.

Qu'on ne s'y trompe pas, le développement des pays africains ou asiatiques ne sera pas le produit de cette délocalisation de la production, il en sera la conséquence naturelle au même titre qu'en Europe au XIXe siècle et au début du XXe siècle, les esclavagistes d'hier et d'aujourd'hui n'ayant jamais inclus dans leur calcul cynique le bien-être des populations qu'ils exploitaient ou la satisfaction de leurs besoins.

Le développement des infrastructures, l'élévation du niveau de la scolarité ou l'accès au droit à la santé, etc. l'élévation du mode de vie en général des masses exploitées étaient indispensables pour faire tourner leurs usines et s'enrichir, cela faisait partie des conditions qu'ils devaient remplir impérativement pour atteindre leur objectif purement comptable et en rien philanthropique.

Hier on a titré Racisme social, car c'est bien de cela dont il s'agit.

Car ceux qui la main sur le coeur s'émeuvent du racisme condamnent des paroles ou des actes demeurant isolés, certes condamnables, mais s'accommodent parfaitement du racisme de masse, programmé, organisé, qui consiste à surexploiter des millions et millions de travailleurs à l'autre bout du monde ou sur d'autres continents, main d'oeuvre inorganisée, réputée faible et manipulable, vouée à la misère sous des régimes corrompus et policiers, de véritables dictatures, des esclaves à la peau colorée donc présentant cette particularité commune à ceux dont ils prennent la défense en France, sauf que ceux-là sont uniquement victimes de la pire exploitation qui soit de leur force de travail, qui n'existe pas en occident, pas même en Inde ou en Chine aussi systématiquement ou à cette échelle, au contraire dans ces pays-là les ouvriers employés par les multinationales sont parmi les mieux payés...

Mais voilà, il se trouve que cette forme d'esclavage moderne est privé, légale, protégé par le législateur, donc les représentants de l'Etat dont font partie Hollande, Ayrault, Taubira, Valls, Sapin, Peillon qui se sont affichés avant-hier, c'est grâce à elle que le régime capitaliste peut encore survivre à la crise fatale qui le frappe, là ils ne trouvent rien à redire puisqu'ils sont les représentants de ces multinationales et des banquiers qui tirent profit de ces esclaves et qui accessoirement emploient un peu de main d'oeuvre en France et paient des impôts insignifiants après être passés par des paradis fiscaux.

En quoi les travailleurs en France serait-il mêlés à cette forme d'esclavage ? En rien, absolument rien, mieux, ils en sont également les victimes puisque les esclavagistes les jettent à la rue au nom de la compétitivité et du profit. En quoi les travailleurs africains ou asiatiques en seraient-ils responsables ? En rien, absolument rien puisqu'ils sont voués à une vie de labeur harrassant qui ne leur permettra pas de profiter un jour d'une retraite, ils seront usés, jetés à leur tour bien avant d'y parvenir. Seuls les oligarques, les milliardaires et millionnaires pour lesquels gouvernent Hollande et son gouvernement sont responsables de cette situation et en tirent toujours plus de profit.

Qu'on se le dise, l'internationale du capital n'est pas raciste ou xénophobe, elle est progressiste, sociale, elle concourt au bien-être de l'humanité et de la planète, à la paix et à l'harmonie entre les peuples qu'elle tend à unir dans un nouvel ordre mondial, et ses excès doivent être mis au compte de son enthousiasme à servir un idéal humaniste au-dessus de tout soupçon, son oeuvre est généreuse ou charitable, personne n'a le droit d'en douter, par contre on ne peut pas en dire autant de l'internationale du travail qui cumule les défauts et les tares, elle se complaît dans une conception arriérée ou d'un autre âge des rapports que doivent entretenir tous les membres de la société, de préférence sans distinction de classe, de sexe ou de race, elle doit dépasser ces classifications obsolètes qui engendrent jalousie, haine et guerres, si elle daignait mettre en avant l'humain d'abord, cette grande famille pourrait se doter d'un gouvernement mondial qui garantirait à l'humanité tout entière paix et prospérité pour les siècles et les siècles à venir, amen.

Qu'il nous soit permis de penser exactement le contraire. C'est la race des oligarques, des monarques, des émirs, des aristocrates et des bourgeois ainsi que leurs courtisans, tous ces parasites, toute cette vermine, profiteurs, affameurs, va-t-en-guerre,

voleurs, escrocs, mafieux, qu'il faut éradiquer de la surface de la terre. Prolétaires du monde entier, unissez-vous !

ACTUALITÉ DU JOUR

Mensonge grossier d'Etat. Hollande la risée : un minable magouilleur des chiffres du chômage aux manettes.

- Chômage: Hollande sème le trouble sur ses objectifs, puis rectifie - AFP
- François Hollande veut croire à un début de décrue du chômage - Reuters
- Chômage : une baisse en trompe l'œil - libération.fr

François Hollande a déclaré que *"l'inversion de la courbe du chômage est désormais amorcée"*.

(Les faits prouvent le contraire. Quand le chef de l'Etat ment effrontément, question : Quelle légitimité peut-on lui accorder ? Réponse : Absolument aucune. S'il ment ouvertement à la face de la population à propos d'un sujet abordable ou simple à comprendre, qu'en est-il dans tous les autres domaines où des questions plus complexes sont traitées ? De la même manière, lui et les représentants de l'Etat mentent à longueur de temps à la population, sur tout : la crise, le réchauffement climatique, les rapports avec les Etats-Unis, la Syrie, etc. - ndlr)

Selon les données publiées jeudi par le ministère du Travail, le nombre de demandeurs de catégorie A, sans le moindre emploi, a diminué de 0,6% en octobre, mais en tenant compte des personnes ayant exercé une activité réduite (catégorie B et C), leur nombre progresse toutefois de 0,8% (+39.600) et établit un nouveau record à 4.883.000. Avec les départements d'Outre-mer, le total atteint 5.182.500.

Le chef de l'Etat a estimé pour sa part qu'*"un premier résultat est acquis"* et qu'il est *"conforme à l'engagement que j'avais pris pour la fin de cette année"* en matière d'inversion de la courbe du chômage.

(Incroyable, l'augmentation du chômage confirme... l'engagement qu'il avait pris de faire baisser le chômage avant le 31 décembre 2013 ! Questions que chacun peut creuser et à laquelle nous avons déjà fourni les réponses dans de précédentes causeries : Qu'est-ce qui lui permet d'agir ainsi ? Pourquoi est-il amené à se ridiculer ainsi ? Il est clair qu'ensuite n'importe qui en France peut rejeter sa légitimité, il en est le seul responsable. - ndlr)

Selon Eric Heyer, économiste à l'OFCE, *«il est difficile d'être formel à ce sujet, mais il semble bien qu'on ait plutôt affaire à des transferts de la catégorie A vers les catégories B et C, pour des contrats très courts, d'un jour ou d'une semaine»*. Du côté de Pôle Emploi, on évoque également l'impact des embauches temporaires pour les vendanges d'automne.

"Les chiffres publiés aujourd'hui confirment que la bataille pour l'emploi peut être gagnée", a ajouté François Hollande.

François Hollande avait créé jeudi matin une certaine confusion à propos de son objectif d'inversion durable de la courbe du chômage en laissant entendre un temps, avant de se reprendre, qu'il pourrait ne pas être atteint en fin d'année comme prévu.

Au vu des perspectives de reprise très progressive de la croissance de l'économie française, les économistes anticipent au mieux pour leur part une stabilisation des statistiques à cette échéance, mais pas d'inversion réelle avant 2015.

Les organisations internationales (OCDE, FMI, Commission européenne) ont clairement dit qu'elles ne croyaient pas à un recul prochain du chômage en France. Elles pensent même que la hausse va se poursuivre en 2014.

L'OFCE (Observatoire français des conjonctures économiques) ne l'anticipe pas avant au mieux début 2015.

Pour Eric Heyer, une baisse du chômage dans l'environnement actuel ne peut être que *"ponctuelle et pas tendancielle"*, car elle ne repose que sur les emplois aidés, dont le caractère est temporaire.

Octobre a également été marqué par un nombre très élevé de radiations administratives de chômeurs par Pôle emploi (+25,8% à 52.600).

L'autre gros point noir est la poursuite de la hausse du nombre de chômeurs de longue durée (+1,4% pour ceux de plus d'un an et +1,2% pour ceux de plus de trois ans), qui représentent aujourd'hui 41,2% des demandeurs d'emplois inscrits, une proportion

sans précédent. Reuters et AFP 28.11

Elections 2014 : Ils broient du noir !

- Vote blanc: Les députés votent pour la reconnaissance, mais après les municipales - 20minutes.fr

Comptabiliser les bulletins blancs, oui, mais pas tout de suite. Les députés se sont prononcés ce jeudi pour la reconnaissance des votes blancs, distingués des votes nuls, mais la majorité a repoussé l'entrée en vigueur de cette mesure après les prochaines élections municipales.

L'Assemblée nationale a voté à l'unanimité en deuxième lecture une proposition de loi en ce sens, déposée par le parti de Jean-Louis Borloo, qui va maintenant repartir au Sénat.

Le texte voté ce jeudi prévoit, à l'initiative du PS, une entrée en vigueur au 1er avril, après les élections municipales de mars. Un amendement UDI rétablissant la date du 1er mars prévue par les sénateurs a été repoussé de justesse par 39 voix contre 38.

Le texte voté par l'Assemblée prévoit que les votes blancs seront comptabilisés à part et que le résultat sera annexé au procès-verbal des élections afin de connaître le pourcentage d'électeurs ayant fait ce choix.

Il stipule également que les votes blancs ne seront pas comptabilisés dans les suffrages exprimés et qu'une enveloppe ne contenant aucun bulletin est assimilée à un bulletin blanc. 20minutes.fr et AFP 28.11

Votez PS ou Front de gauche : votez contre votre propre camp !

- Municipales à Paris: deux élus MoDem rejoignent Anne Hidalgo (PS) - AFP

Intox et manipulation

- Injecter plus de concurrence, meilleur moyen de lutter contre les rémunérations abusives de certains patrons - Atlantico.fr

En réalité, ce sont les travailleurs qui sont les principales victimes de l'augmentation de la concurrence... entre eux.

- La réforme des retraites insuffisante pour 78% des Français - AFP

Si vous en restez au titre qui fait office d'annonce ou de propagande, car la plupart des auditeurs ou téléspectateurs qui l'auront entendu dans la bouche des journalistes ne retiendront que le titre, c'est fait pour sinon les réacs de l'AFP ne l'auraient pas choisi, vous en déduirez que les travailleurs demandent au gouvernement d'en remettre une couche, car rien ne laisse supposer ici qu'ils seraient opposés à la contre-réforme des retraites concoctées par le gouvernement, mieux, cela pourrait sous-entendre qu'ils l'encourageraient à aller encore plus loin, alors qu'en réalité les réponses qu'ont fourni les personnes interrogées expriment exactement l'inverse !

A la question "*diriez-vous que cette réforme est suffisante ?*", 78% des personnes interrogées répondent non, dont 41% la jugent "*pas du tout*" suffisante.

Seuls 20% des Français estiment que la réforme permet d'assurer la sauvegarde du système de retraite, 20% qu'elle est ambitieuse et 18% qu'elle est juste.

Sur les sentiments qui leur viennent spontanément à l'esprit à propos de cette réforme, 57% citent la "*colère*" et 56% la "*résignation*". La colère est particulièrement forte chez les 45-59 ans et les personnes les plus modestes.

Vingt-six pour cent éprouvent de l'*indifférence*", surtout les plus jeunes, et seuls 5% ressentent du "*soulagement*" et 4% de la "*satisfaction*".

La création d'un compte pénibilité, permettant aux salariés du privé qui travaillent de nuit ou sont exposés à des environnements agressifs de partir plus tôt à la retraite ou de se reconverter, est à l'inverse très bien accueillie : 91% des sondés y sont favorables.

En revanche, 55% désapprouvent l'allongement progressif de la durée de cotisation de 41,5 à 43 ans, 54% désapprouvent le report de la revalorisation des retraites du 1er avril au 1er octobre et 66% sont contre la hausse des cotisations sociales.

Les craintes concernant les conditions de vie au moment de la retraite sont élevées : 80% des personnes interrogées s'inquiètent du montant de leur pension et 73% de leur niveau de vie à la retraite. AFP 28.11

Cela se passe de commentaires. Pour que le titre de cet article corresponde ou respecte son contenu, il aurait fallu titrer : Pour l'immense majorité des travailleurs le droit à la retraite est bafoué. L'AFP est l'agence du régime, même quand la réalité saute aux yeux, il faut tenter de la pervertir.

Un sioniste assassin vaut plus que six Arabes.

- Six Arabes israéliens condamnés pour le lynchage d'un tueur juif - Reuters -

A cette occasion entendra-t-on l'auteur d'une blanche vaut deux noires (Pierre Perret - La petite Lili) pousser la chansonnette ? Ce serait étonnant, avant-hier il faisait partie de la brochette de sionistes pourris au côté de Taubira. Le sionisme ou la haine de l'Arabe n'est pas du racisme, par contre tout opposant à l'existence d'Israël est antisémite, qu'on se le dise.

- Six Arabes israéliens ont été condamnés jeudi à des peines allant jusqu'à deux ans de prison pour avoir participé en 2005 au lynchage d'un Juif auteur d'une tuerie dans un autobus.

Les six hommes, originaires de Shfaram dans le nord d'Israël, n'ont pas été condamnés en tant qu'auteurs directs du meurtre d'Eden Nathan-Zaada, 19 ans, un déserteur et colon d'extrême droite implanté en Cisjordanie, mais pour avoir participé à son lynchage.

Trois des hommes ont été condamnés à 24 mois de prison et trois autres à des peines allant de 11 à 20 mois fermes.

Des habitants de Shfaram ont manifesté devant le tribunal de Haïfa pour soutenir les accusés.

Eden Nathan-Zaada, portant l'uniforme militaire et la kippa, avait ouvert le feu dans un autobus à Shfaram, tuant quatre Arabes et faisant 42 blessés, presque tous arabes. Il avait ensuite été tué par la foule en colère sur les lieux de son crime alors que la police tentait d'intervenir.

Fin juillet, le tribunal d'Haïfa avait estimé qu'Eden Nathan-Zaada était déjà maîtrisé, désarmé et menotté par la police après sa fusillade sanglante quand la foule s'est ruée sur lui pour le piétiner et le lapider. Reuters 28.11

Question : Pourquoi n'ont-ils pas appliqué cette peine à l'ensemble de la foule qui a procédé à ce lynchage ? Cela dit, sur un ton humoristique évidemment, ils ont eu raison de se faire justice eux-mêmes, car sinon les autorités sionistes auraient été capables de lui trouver des circonstances atténuantes ou de le relâcher quelques années plus tard.

Au fait, nos valeureux antiracistes vont-ils dénoncer cette injustice de l'Etat sioniste ? J'ai falli m'étrangler en rédigeant cette question...

ACTUALITE EN TITRES

Conditionnement.

- Les idées reçues les plus courantes sur l'accouchement - 20minutes.fr

- Le Parlement donne son feu vert aux maisons de naissance - AFP

Il s'agit de lieux où les accouchements ne seraient pas suivis d'hospitalisation, vous expulsez ce corps étrangers improductifs et vous rentrez chez vous, et si tout va bien quelques heures plus tard vous serez au bureau ou à l'usine, productivité oblige. C'est cela le progrès social version PS !

Lobbying.

- Pourquoi Bruxelles s'en prend à la cigarette électronique - L'Express.fr

- Les Pays-Bas veulent réglementer la cigarette électronique - Reuters

Chantage et escroquerie.

- Les dentistes veulent doubler les tarifs des soins courants - L'Express.fr

Il y a fort longtemps, mon dentiste m'avait collé les couronnes les plus chères, en or blanc, il y a plus de 30 ans de cela 3.500 francs pièce (500 euros environ), la mutuelle remboursait intégralement. Selon lui, c'était du garanti à vie, depuis je n'en ai plus une seule et j'ai dû les faire refaire en Inde, je me suis contenté de ferraille et d'émaille pour moins de 50 euros.

Ils sont différents et tiennent à le faire savoir.

- Une plaque à la mémoire des deux derniers homosexuels condamnés à mort en France - 20minutes.fr

- Un rapport préconise la création de maisons de retraite «communautaire» pour les homosexuels - 20minutes.fr

Ils voudraient convaincre les ignorants ou les faibles d'esprit que les homosexuels sont différents du reste de la population qu'ils ne s'y prendraient pas autrement. A une autre époque on aurait dit qu'ils avaient précédé la campagne du régime nazi contre les homosexuels ou lui avaient fourni sur un plateau un excellent prétexte pour s'attaquer à cette minorité.

Pourquoi cette remarque qui peut sembler décalée ou déplacée ? Mais tout simplement parce que les rapports entre les classes n'ont pas changé depuis, c'est toujours la même classe qui détient tous les pouvoirs, non ?

- L'Église anglicane pourrait bénir des mariages gay - LeFigaro.fr

C'est le pendant du sionisme, normal.

La dictature du capital version débridée.

La liberté qui tue la liberté.

- Moscovici favorable à «*plus de liberté*» sur le travail dominical - Liberation.fr

Encore une chance !

- Les riches au Portugal ne connaissent pas la crise - AFP Malgré la crise, les 25 personnes les plus riches du Portugal ont augmenté leur fortune de 16% en 2013, totalisant 16,7 milliards d'euros, selon le palmarès annuel publié jeudi par le magazine Exame. AFP 28.11

Sauve qui peut : les banquiers !

- L'Espagne va sauver de la faillite neuf autoroutes à péage - Reuters

Le gouvernement espagnol est sur le point de conclure un accord avec les grands noms de la banque et du BTP du pays en vue de sauver de la faillite neuf tronçons d'autoroute à péage, qui passera notamment par la reprise de quatre milliards d'euros de dettes, ont dit quatre sources proches des discussions. Reuters 28.11

Stratégie du chaos

- Libye: armée et jihadistes s'affrontent à Benghazi, des morts dans une explosion au Sud - AFP

- Irak: 31 morts dans de nouvelles attaques - AFP

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Allemagne

- Après l'accord avec Merkel, la bataille interne s'engage au SPD - Reuters

Les dirigeants sociaux-démocrates allemands se sont lancés dans une âpre campagne de persuasion auprès de la base du SPD pour convaincre les quelque 474.000 adhérents du parti d'approuver l'accord de grande coalition conclu avec les conservateurs d'Angela Merkel.

Plus de 150 réunions sont programmées au cours desquelles les cadres du parti vont tenter de convaincre du bien-fondé d'une démarche dont certains d'entre eux doutaient au lendemain des élections.

Présentant le contrat de gouvernement et ses 185 pages comme un accord "*pour les gens ordinaires*", le président du SPD, Sigmar Gabriel, et les autres dirigeants du parti ont resserré les rangs, insistant sur les concessions qu'ils ont obtenues du camp Merkel, à commencer par la création d'un salaire minimum national.

Les dirigeants des "*Jusos*", le mouvement de jeunesse du SPD, traditionnellement plus à gauche que le reste du parti, sont également mis à contribution. Leur chef de file, Sascha Vogt, souligne que de nombreux jeunes SPD sont encore "*très sceptiques*" mais il ajoute qu'ils liront le texte et verront qu'il contient des "*avancées évidentes*".

D'après un sondage de l'institut Forsa, 65% des militants du SPD se déclaraient hostiles fin septembre à une nouvelle grande coalition. Mais les instituts de sondage reconnaissent eux-mêmes qu'il n'est pas aisé de tirer des enseignements fiables sur la base d'échantillons nécessairement réduits.

Everhard Holtmann, du Centre de recherche sociale de l'université de Halle-Wittenberg, estime que les adhérents du SPD ont pris conscience des conséquences d'un rejet de l'accord de coalition et qu'ils voteront donc avec prudence.

"Lorsqu'ils auront leur bulletin de vote entre les mains, ils comprendront qu'un 'non' décapiterait la direction du parti et pourrait rendre le parti incontrôlable", dit-il.

Certains militent pourtant pour un rejet de l'accord de gouvernement, parmi lesquels l'écrivain Günter Grass, prix Nobel de littérature et vétéran du SPD. Des intellectuels du parti ont également lancé une pétition qui compte 9.000 signatures.

Si le "*oui*" l'emporte, ils pourraient faire défection et rallier le parti de gauche radicale Die Linke, devenue la troisième force politique au Bundestag et dont l'une des députées les plus connues, Sahra Wagenknecht, estime qu'*"on prend les militants du SPD pour des 'idiots' en leur faisant miroiter des promesses salariales ou d'investissements publics sans qu'aucune hausse d'impôts n'en garantisse le financement"*. Reuters 28.11

Que représente 474.000 adhérents, moins de 1% des électeurs en Allemagne, on retrouve au SPD les mêmes classes et couches qu'en France au PS, des fractions de l'aristocratie ouvrière en plus. La classe ouvrière n'a pas de représentation politique en Allemagne sauf à la marge dans des groupuscules.

2- Egypte

- Le projet de Constitution égyptienne renforcerait l'armée - Reuters

La nouvelle Constitution égyptienne devrait renforcer les prérogatives de l'armée et interdire la formation de partis sur des bases religieuses, montre un projet de texte "*final*" diffusé par les médias d'Etat qui ne sera cependant pas dévoilé ce jeudi comme annoncé.

Si la Constitution rédigée par l'Assemblée constituante à forte dominante islamiste l'an dernier ménageait déjà fortement les intérêts de la toute puissante armée égyptienne, le nouveau texte semble de fait aller encore plus loin.

Le projet de texte publié jeudi par le journal officiel Al Ahram prévoit par exemple que le choix du ministre de la Défense - poste traditionnellement dévolu au chef d'état-major - devra être approuvé par le Conseil suprême des forces armées pendant les huit années qui suivront l'adoption de la Constitution.

"Cela signifie que l'armée constituera un État dans l'État", juge l'avocat des droits de l'homme, Gamal Eid.

La Constitution devrait autoriser les procès de civils devant des tribunaux militaires, procédure dont avait largement usé le régime d'Hosni Moubarak pour étouffer toute forme de dissidence politique, et même pour emprisonner des homosexuels.

Pour autant, a dit jeudi Mohamed Salmaoui, le préambule de la nouvelle Constitution déclare que l'Egypte est un "*Etat*

moderne, démocratique et placé sous régime civil".

La plupart des références islamistes introduites l'an dernier ont donc été supprimées, ce qui a suscité des objections du parti Nour, arrivé deuxième des dernières élections législatives derrière les Frères musulmans. Reuters 28.11

3- Afghanistan

Le président afghan Hamid Karzaï a condamné jeudi soir un raid aérien américain qui a tué dans la journée un enfant et blessé deux femmes dans la province d'Helmand, dans le sud-ouest de l'Afghanistan, a rapporté son porte-parole.

Cette attaque "*montre que les forces américaines n'ont aucun respect pour les décisions de la Loya Jirga et la vie des civils en Afghanistan*", a dit Aimal Faizi.

Le président afghan a refusé de parapher cette semaine l'accord sur le maintien de troupes américaines dans son pays après 2014.

"Si de telles opérations continuent, il n'y aura pas d'accord", a souligné jeudi le porte-parole du président.

L'enfant tué dans la frappe aérienne de jeudi avait deux ou trois ans, a précisé Aimal Faizi. Le raid visait apparemment un homme qui s'est réfugié à l'intérieur d'une maison où se trouvaient des civils.

"Ils (les Américains) n'auraient pas dû tirer, même s'il y avait un insurgé à l'intérieur", a dit le porte-parole.

Début octobre, une frappe aérienne de la Force internationale d'assistance à la sécurité (Isaf), sous commandement de l'Otan, a tué cinq civils, dont trois enfants et adolescents, près de la ville de Jalalabad, dans l'est du pays. Reuters 28.11

SOCIAL

Allemagne

- Allemagne: 8.000 salariés participent à une journée d'action chez EADS - AFP

Le syndicat allemand IG Metall a revendiqué jeudi la participation de 8.000 salariés du groupe EADS à une journée d'action dans le nord de l'Allemagne, sur fond de craintes de suppressions d'emplois dans le pays.

La principale manifestation s'est déroulée à Hambourg, avec le rassemblement de 3.000 salariés sur un site de sa filiale Airbus, a précisé IG Metall dans un communiqué.

D'autres mouvements ont également eu lieu sur différents sites du groupe à Brême, Stade, Varel, Nordenham et Kiel, a-t-il ajouté.

"Le groupe ne doit pas penser seulement aux actionnaires mais aussi garder en tête l'avenir des emplois et des sites. Nous avons besoin de plus d'investissements et surtout d'innovation, afin de sécuriser les 25.000 emplois d'EADS dans le nord de l'Allemagne", a déclaré Meinhard Geiken, chef de fil régional du syndicat, cité dans le communiqué.

Cette manifestation intervient dans un contexte de menace sur les emplois dans la branche défense d'EADS.

Jusqu'à présent, le groupe, qui emploie au total 50.000 personnes en Allemagne, n'a donné aucun détail concernant ses plans, qu'il entend d'abord présenter au comité d'entreprise européen du groupe. Celui-ci doit se réunir le 9 décembre à Munich.

La semaine dernière, l'agence allemande dpa, citant une "*source informée*", avait affirmé que le regroupement du groupe de défense Cassidian, du groupe spatial Astrium et d'Airbus Military au sein d'une division Airbus Défense et Espace pourrait être accompagné d'une baisse des effectifs allant "*jusqu'à 20%*", soit une suppression de 8.000 emplois. AFP 28.11

[Haut de page ↗](#)

CAUSERIE

Quand vous vivez dans un pays, qu'ils soient le vôtre d'origine ou d'adoption, vous devez respecter les us et coutumes, les valeurs et les principes, les codes de conduites adoptés par la majorité de la population, qu'ils vous conviennent ou non, que les vôtres soient différents ne devant en rien empiéter sur les droits de la majorité, cela s'appelle la démocratie.

C'est un émigré qui s'exprime ici, en l'occurrence l'auteur de ce portail d'origine française, qui partage la vie d'une femme d'origine indienne depuis 24 ans (le 13 janvier prochain), et qui vit en Inde depuis près de 20 ans et qui n'a aucun problème particulier avec les Indiens.

En France si un homme vous tend la main, vous êtes une femme, vous lui serrez la main, c'est la moindre des politesses, rien à foutre que votre lecture rigoriste ou dogmatique de l'islam ou de je ne sais quoi vous l'interdise.

En Inde, je sais que cela ne se fait pas de toucher la main d'une femme, donc je m'abstiens de tendre la main à une femme. Pourtant, par inadvertance cela m'est arrivé à plusieurs reprises, par politesse toujours. Ces femmes m'ont serré la main sans m'insulter ou me traiter de sale Blanc ou je ne sais quoi, il est arrivé parfois qu'elles s'en abstiennent et je n'ai pas insisté comprenant spontanément que j'avais commis un impair, mon manque de respect envers elles et je m'en suis excusé aussitôt, c'était la moindre des choses, même si mon geste avait été involontaire.

En Inde, je n'imposerai jamais à personne les codes de conduite ou les usages communément admis en France et que je partagent, c'est une question de respect, par contre je n'accepterai jamais qu'en France une personne s'octroie le droit de m'imposer les siens qui font référence à une religion, une philosophie ou une culture que la mienne quelles qu'elles soient. Maintenant chacun a parfaitement le droit de penser ce qu'il veut des codes ou usage en vigueur dans différents pays ou de les critiquer pourquoi pas, on a l'esprit large ou ouvert, mais jamais devant les personnes concernées pour ne pas les heurter, c'est là encore une question de respect élémentaire.

Autrefois quelqu'un qui enfreignait ces règles régissant les rapports entre tous les membres de la société était considéré comme un rustre, quelqu'un de mal élevé disait-on, parfois même un vaurien. De nos jours les activistes de la pensée unique de gauche et d'extrême gauche, les gauchistes lui donne raison au nom d'un individualisme forcené qui est leur marque de fabrique et qui participe activement à la destruction de tous nos droits collectifs, puisqu'il est impossible de les défendre et de rassembler les masses une fois qu'on a déterminé que les droits individuels de chacun y étaient supérieurs, c'est ainsi que sous un vocable qui se veut radical, anticapitaliste ou révolutionnaire, en réalité ils servent les intérêts du régime en place, ils participent à la décomposition de tous les rapports sociaux dans la société, à l'atomisation du prolétariat.

Les fossoyeurs des valeurs de la République, des principes de la démocratie, du socialisme, PS, la gauche et l'extrême gauche, les gauchistes et autres tiers-mondistes dégénérés sont les principaux responsables de la situation actuelle et de la décomposition de tous les rapports dans la société quand ils n'en sont pas les maîtres d'oeuvre eux-mêmes, pire encore, ils le revendiquent.

La droite s'en amuse, elle est aux anges et préfère se faire discrète, on la comprend, quelle aubaine, et l'extrême droite pavoise, c'est sa méthode qui est à l'honneur, voilà le résultat.

[Le chiffre du jour. 14.](#)

C'est le nombre de milliards de dollars que le Coréen Samsung a dépensé en marketing en 2013.

[Cela vous avait-il échappé ? Vive la France !](#)

- Le président français Hollande adopte en Israël une position belliqueuse contre l'Iran - mondialisation.ca - 26.11

Extrait.

La ligne dure prise par la France contre l'Iran a encouragé le gouvernement Netanyahu à la considérer comme un partenaire fiable au Moyen-Orient. L'attitude agressive de Hollande à l'égard de l'Iran et de la Syrie est également appuyée par les couches de l'establishment politique américain qui réclament des sanctions plus dures contre l'Iran et un changement de régime en Syrie.

Le sénateur de Caroline du Sud, Lindsey Graham, adepte d'une attitude dure contre l'Iran, a dit à CNN : « *Remercions Dieu pour la France. Les Français sont en train de devenir de très bons dirigeants au Moyen-Orient.* »

Le sénateur républicain de l'Arizona, John McCain, un autre 'faucon', a salué le rejet français de l'accord en écrivant sur Twitter : « *La France a eu le courage d'empêcher un mauvais accord sur le nucléaire iranien. Vive la France.* »

Le 10 novembre, le magazine Foreign Policy écrivait : « *Le gouvernement socialiste du président français François Hollande a adopté une politique étrangère musclée qui le range à droite du gouvernement Obama en ce qui concerne la Libye, le Mali, la Syrie et à présent l'Iran. Ce faisant, il est aussi devenu le principal allié européen d'Israël – après les Etats-Unis – probablement son ami le plus proche au monde.* » mondialisation.ca 26.11

Hier on écrivait en y mettant la forme qu'on n'exagérât rien dans nos caractérisations, on en a la preuve ici.

Profession : voleur.

- Les rémunérations des plus riches banquiers de la City s'envolent - lemonde.fr

Selon l'Autorité bancaire européenne (EBA), les banquiers les plus riches d'Europe sont très majoritairement concentrés dans la City de Londres. En 2012, 2 714 banquiers ont gagné plus d'un million d'euros en Grande-Bretagne contre 212 en Allemagne, 177 en France, 109 en Italie et 100 en Espagne. Et ils n'ont pas connu la crise, la rémunération moyenne des plus riches banquiers britanniques ayant bondi de 35,7 % à 1,951 million d'euros. lemonde.fr 29.11

Un attachement, une véritable passion... qui dure...

Vendredi soir, M. Mélenchon a réaffirmé en ces termes son attachement à l'union avec le PC: "*Imaginez-vous ce que serait la gauche aujourd'hui dans ce pays s'il n'y avait pas le Front de gauche!*".

(Le PC de son côté a déjà démontré que "*son attachement à l'union*" avec le PS était indéfectible, pas négociable, dès lors Mélenchon en témoignant "*son attachement à l'union avec le PC*", n'a fait que confirmé qu'il n'avait jamais rompu avec le PS ou son idéologie, CQFD.

La gauche serait peut-être digne enfin de porter ce nom, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui. La gauche ne peut être qu'une imposture à notre époque, elle a cessé d'exister dès lors que le PS et le PC sont passés de l'autre côté de la barricade, il y a près d'un siècle. En réalité, dès cette époque la gauche, c'était ce qu'on appellera l'extrême gauche, ceux qui refusèrent de se ranger derrière la social-démocratie faillie, puis de se joindre au stalinisme, dont aujourd'hui le PS et le PCF sont des survivances, la gauche fut incarnée par les bolcheviks, puis par l'opposition de gauche qui se forma autour de Trotsky, car être de gauche signifiait combattre pour renverser l'ordre établi, pour le socialisme et non pas s'y adapter et adopter le capitalisme comme le fit la soi-disant gauche, le PS et le PCF.

La droite est représentée sous différentes variantes ou différents masques par tous les partis qui n'entendent pas rompre avec le capitalisme et ses institutions, qui s'en réclament ou s'en accommodent.

La véritable gauche catalogué à l'extrême gauche regroupe les partis ou formations politiques qui luttent pour en finir avec le capitalisme, les institutions de la Ve République, l'UE, l'euro, l'ONU, etc.

En sont exclus les partis qui substituent les particularités de la lutte des classes à l'objectif du combat politique pour renverser le régime en place, ces partis appartiennent à l'extrême gauche.

Ils se servent de ces particularités pour réaliser un front unique avec des partis de droites, dont le PS, EELV notamment, de telle sorte que leur détermination à lutter contre le régime se trouve dilué, s'évanouit, pour finalement être abandonné au profit d'objectifs compatibles avec la survie du capitalisme auquel la totalité de leur combat politique est subordonné, à ce stade plus rien ne les distingue du PG ou du PCF.

L'extrême droite est une excroissance purulente de la droite, qui en dernier ressort recourt à des méthodes d'une extrême violence contre le mouvement ouvrier pour le briser afin que le capital puisse parvenir à ses fins politiques qu'il ne pouvait pas atteindre autrement.

L'extrême gauche, qui ne se fixe pas pour objectif de rassembler les masses ou construire un parti et de fonder un Etat ouvrier sur les ruines de l'Etat bourgeois, considère que les travailleurs seront toujours incapables d'accomplir cette tâche, et que seul un coup de force réalisé par une poignée de militants suffirait pour abattre l'ordre établi et changer la société... Sauf que voilà, les choses ne se sont jamais passées ainsi et ne se passeront jamais de la sorte, ne serait-ce qu'au regard du pouvoir de l'appareil répressif de l'Etat que les capitalistes ont mis en place et n'ont cessé de perfectionner au fil des décennies, qui nécessitera la mobilisation et l'organisation révolutionnaire de millions de travailleurs pour le renverser.

L'impuissance politique qui caractérise l'extrême gauche se traduit pas son penchant détestable à vouloir changer les hommes à défaut de pouvoir changer la société, cela se traduit concrètement par la dénonciation calomnieuse de l'état d'esprit des travailleurs qui est demeuré arriéré du fait justement que les rapports entre les classes étaient demeurés inchangés, objectif

qu'en réalité ils ont abandonné ou pour lequel ils ne combattent pas.

Sombrant dans la délation, la provocation, l'individualisme débridé, le gauchisme, elle sert d'aiguillon à la riposte répressive, policière, liberticide du législateur qui criminalise tout comportement qui serait contraire aux nouvelles normes, règles ou principes qu'il entend imposer à l'ensemble de la société, violant l'état d'esprit de la majorité des masses qui n'y sont pas préparées ou les rejettent car ils lui sont imposés brutalement ou de manière autoritaire, sans les consulter, de l'extérieur, parce que leur niveau de conscience n'a pas atteint un degré de développement qui leur permettrait d'y adhérer ou de les adopter, c'est ainsi qu'on s'aperçoit ici que la méthode de l'extrême gauche et celle du législateur coïncident et sont tournées contre les masses exploitées. - ndlr)

Parlant des socialistes, Jean-Luc Mélenchon a déclaré à l'auditoire: "*accueillez, accueillez les milliers de socialistes totalement désespérés, accueillez sans donner des leçons, le passé est le passé*".

(Le désespoir n'a jamais déterminé la nature d'un engagement politique orienté dans une direction précise, encore moins qu'on aurait rompu avec l'idéologie qu'on avait adoptée précédemment, sur le plan politique cet état d'âme à une valeur absolument nulle. Mélenchon peut tenir ce discours parce que le Front de gauche est lié organiquement au PS. C'est seulement sur la base d'un accord politique librement consenti de part et d'autre que l'on peut rejoindre un parti, sinon c'est n'importe quoi, une imposture, de notre point de vue c'est totalement inacceptable. Enterrer le passé, quoi de plus facile, surtout quand on ne compte pas rompre avec, n'est-ce pas monsieur l'illusionniste ? - ndlr)

Soulignant que des listes communes du Front de gauche et de militants de Europe Ecologie-Les Verts ont été mises sur pied dans "plus de 40 villes", le député européen a ajouté: "*du moment que vous êtes d'accord pour combattre l'austérité, alors vous êtes les bienvenus, sans condition*". AFP 29.11

(Une simple déclaration de foi fera l'affaire, quoi ! Quel militant pourrait sérieusement envisager de mettre son destin entre les mains de pareils charlatans, aventuriers ? - ndlr)

ACTUALITÉ DU JOUR

Hollande, on t'a reconnu ! «Les cons, ça ose tout. C'est même à ça qu'on les reconnaît.»

(Une réplique du film Les Tontons flingueurs - Lautner-Audiard)

Hollande fait partie d'un club qui n'a rien de confidentiel et promis à un bel avenir : Effectivement, il fallait oser.

Les chiffres.

- Chômeurs inscrits en catégorie A : - 20.000
- Chômeurs inscrits dans toutes les autres catégories : + 40.000
- Chômeurs qui ne sont plus comptabilisés car tombés en fin de droit : 70.000

Qui ménage sa monture va loin.

La manière dont le personnage au sommet de l'Etat a annoncé avant-hier que le chômage aurait baissé, ne serait qu'une simple "*bidouille*" ou peut-être le produit d'une interprétation exagérée ou un peu trop optimiste des chiffres qu'il avait sous les yeux et non un grossier mensonge délivré à la face de la population comme s'il la méprisait par dessus tout, surtout pas, car il en va de sa légitimité que personne ne tient à remettre en cause.

Personne non plus ne s'aventurera à mesurer la gravité de l'emploi d'un tel procédé par un président de la République, qui décidément ose tout, il en est là. N'a-t-on pas déjà oublié qu'à une autre époque pas très lointaine Chirac bénéficiait du surnom peu flatteur de super menteur, aujourd'hui tous les commentateurs sont au chevet du brave retraité qui inspire la pitié, l'amour et le respect, le complice de l'assassinat de R. Boulin pour avoir gardé le silence jusqu'à présent, tout comme le brave président américain assassiné qui inspire la sympathie, J.F. Kennedy, qui dès août 1961 inaugurerait le déversement de dizaines de milliers de tonnes d'agent orange (dioxine - Monsanto) sur le Vietnam...

Hollande, tout comme son prédécesseur, doit se dire qu'au rythme effréné où défile l'information un mensonge commis

sera pratiquement aussitôt oublié pour peu qu'on en modère la portée ou qu'on n'en fasse pas tout un plat. Pari gagné, les faits leur donne raison, tout du moins en ce qui concerne les états majors des partis dits ouvriers qui bénéficient d'un traitement de faveur de la part des médias aux ordres, ceci doit expliquer cela d'ailleurs. En revanche, il n'est pas certain que le bas peuple qu'ils méprisent fera preuve de la même bienveillance et amnésie à son égard et pas seulement.

La "**révolution par les urnes**" ne se passera pas.

- Chômage: pour Mélenchon (PG), une "*bidouille de plus*" - AFP

Jean-Luc Mélenchon, coprésident du Parti de Gauche, a vu vendredi "*une bidouille de plus*" dans la baisse annoncée du chômage, qu'il conteste, et jugé l'inversion de la courbe "*absolument impossible avec cette politique*."

(Il n'a pas insisté sur le mensonge d'Etat, préférant contester la possibilité de réduire le chômage, autrement dit ce sera parole contre parole, les deux se neutralisant mutuellement, Hollande sort épargné, l'essentiel est préservé. - ndlr)

Interrogé sur le salaire minimum prochainement instauré en Allemagne, l'ex-ministre délégué du gouvernement Jospin a répondu: "*déjà, on a perdu huit ans. Si les Sociaux-Démocrates avaient accepté la proposition de notre parti-frère (Die Linke, NDLR), ils n'auraient pas laissé la droite gouverner. Les socialistes sont au pouvoir dans 16 pays d'Europe avec la droite, c'est à chaque fois la même comédie, ils préfèrent s'allier à la droite qu'avec les partis frères.*" AFP 29.11

(Ex-ministre de Chirac s'il vous plaît, il faut être plus précis, il a été ministre du parti de l'ordre, de la réaction.

Si ce qu'il ose appeler les socialistes s'allient avec la droite, c'est bien parce qu'ils partagent les mêmes conceptions, intérêts, objectifs politiques, ce qui les classe parmi les ennemis des travailleurs, et pour envisager sérieusement comme le fait ici Mélenchon que "*les partis frères*" dont le Front de gauche pourraient s'allier avec eux, cela signifie qu'ils partagent également les mêmes conceptions, intérêts, objectifs politiques, sinon ce serait impossible, inconcevable.

Mais alors pourquoi cela n'a-t-il pas été possible ? Tout simplement parce ces partis apparaissent sous différents masques et qu'il était impératif qu'ils les conservent, sinon pourquoi se donner autant de mal pour entretenir cette comédie ? Sur le fond, ils ont bien en commun les mêmes conceptions, intérêts, objectifs politiques, mais chacun à une place et un rôle auxquels ils doivent se tenir impérativement pour assurer la stabilité du régime, il faut museler la démocratie.

Maintenant, selon le contexte social, ils peuvent procéder à des entailles dans ce principe. Si la préservation du régime l'exige, alors toutes les combinaisons politiques sont possibles. Regardez ce qui est en train de se passer avec les élections municipales à Paris en France. Sur la liste du PS seront présents des représentants de ce parti, de l'UMP, du MoDem, du PCF, etc. car la priorité, c'est que le PS qui gouverne en ce moment ne subisse pas une raclée phénoménale qui déboucherait sur une crise politique ouverte. Tous le critiquent vertement, mais quand l'essentiel est en jeu, ils se rassemblent, ils font bloc pour préserver les institutions. Le Parti de gauche, qui fait cavalier seul à Paris, est allié du PCF et d'EELV dans d'autres communes qui sont eux alliés au PS, que voulez-vous, l'opportunisme ne connaît pas de frontières de classe, l'oublier est fatal en politique et malheureusement bien des militants n'en tiennent pas compte ou l'ont oublié.

Ah si c'est une histoire de foi, on s'incline !

- Laurent (PCF) "*ne croit pas*" à la baisse du chômage - AFP

Pierre Laurent, secrétaire national du Parti communiste (PCF), a déclaré sur l>TELE qu'il "*ne croit pas, loin de là*", à l'inversion de la courbe du chômage.... AFP 29.11

(Croire ou ne pas croire, qu'est-ce qu'il en restera monsieur le curé ? Rien. Hollande est rassuré. - ndlr)

ACTUALITE EN TITRES

D'origine contrôlée : PS.

- Vallaud-Belkacem: "*La France n'est pas un pays d'accueil de la prostitution*" - AFP

- Prostitution : un débat consensuel... entre 30 députés - Le Nouvel Observateur

- Prostitution: les députés votent l'article pénalisant les clients - AFP

Les députés ont adopté dans la nuit de vendredi à samedi la pénalisation des clients de prostituées, mesure phare de la proposition de loi sur la prostitution. AFP 29.11

Comment appelle-t-on un régime qui criminalise, condamne, sanctionne certains comportements ou certaines pratiques, sachant ou quand bien même il est inévitable qu'une partie de la population y recourra ? Un régime policier, liberticide, une dictature.

0,1%

- Le taux de chômage baisse enfin dans la zone euro - L'Expansion.com

[Le SMIC pour tous... et le jackpot pour les esclavagistes !](#)

- Plutôt que le SMIC, un vrai salaire minimum pour tous - Atlantico.fr

[Autant voir grand pour s'empiffrer !](#)

- Pour Noël, Petrossian lance une boîte de 10kg de caviar - 20minutes.fr

[Autant vouloir ouvrir une huître avec un cure-dents !](#)

- Guillaume Peltier (UMP): «*La droite doit s'ouvrir au peuple*» - LeFigaro.fr

[Les magistrats devraient être élus et révocables.](#)

- Filière djihadiste : arrêté dans le Nord, un homme mis en examen et laissé libre - LeMonde.fr

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Honduras

Honduras: des fraudes à la présidentielle, selon l'ex-juge Garzon

La Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH) a constaté des fraudes à la présidentielle de dimanche au Honduras, a déclaré vendredi à l'AFP à Asunción l'ancien juge espagnol Baltasar Garzon, membre d'une mission d'observation pendant le scrutin.

Le processus électoral au Honduras a été très préoccupant. Du point de vue de la mission dont j'ai fait partie, celle de la Fédération internationale des droits de l'homme, nous sommes amenés à dire qu'il y a eu fraude électorale par différents mécanismes et différentes voies", a-t-il affirmé lors d'un déplacement au Paraguay.

Membre d'une délégation de la FIDH de 11 personnes, il a notamment fait état d'"achats" de votes et d'"autres types de fraudes qui figurent dans le rapport présenté au Honduras".

"Un processus démocratique doit être beaucoup plus clair", a poursuivi M. Garzon, critiquant également l'"opacité totale" du financement des campagnes électorales dans ce pays instable d'Amérique centrale.

Les autorités électorales honduriennes ont accordé la victoire à la présidentielle au candidat du parti conservateur au pouvoir, Juan Orlando Hernandez. Mais ces résultats sont contestés par la candidate de gauche Xiomara Castro, et son époux Manuel Zelaya, ancien président renversé en 2009 par un coup d'Etat, qui ont appelé à une manifestation samedi. AFP 29.11

SOCIAL

Bangladesh

- Une usine textile du Bangladesh détruite par un incendie - Reuters

Une grande usine de textile du Bangladesh travaillant pour des marques occidentales a été détruite vendredi par un incendie déclenché par des ouvriers à la suite de rumeurs faisant état de la mort d'un de leurs collègues sous les balles de la police.

Le feu a ravagé l'immeuble de dix étages situé à Gazipur, à 40 km de Dacca, la capitale, et les pompiers restaient mobilisés pour maîtriser l'incendie qui a gagné quatre bâtiments adjacents. Aucun décès n'a été signalé. Le feu a débuté jeudi vers 23h00, heure où les ouvriers étaient partis.

Un photographe de Reuters présent sur les lieux de l'incendie a pu voir des vêtements calcinés portant les marques de fabricants comme American Eagle Outfitters, Gap, Wal-Mart Stores, Marks and Spencer, Sears Canada, Fast Retailing, Uniqlo ou encore Zara.

La perte pourrait représenter plus de 100 millions de dollars (73,5 millions d'euros), a dit un autre responsable de Standard Group ayant requis l'anonymat.

L'usine, qui pouvait accueillir jusqu'à 18.000 ouvriers, était l'une des dix plus grosses du pays, selon le président de la Fédération des fabricants et exportateurs de textile, Mohammad Atiqul Islam. Reuters 29.11

ECONOMIE

Inde

Le produit intérieur brut (PIB) a augmenté de 4,8% sur ce trimestre.

Il s'agit du quatrième trimestre consécutif d'une croissance inférieure à 5%, un plus bas depuis près de 10 ans, l'économie indienne éprouvant des difficultés à sortir d'une phase de ralentissement prolongée.

Il y a deux ans, le pays, l'un des cinq "BRICS", affichait encore un PIB en hausse de quelque 10%. Reuters 29.11

[Haut de page ↗](#)

Un article Reuters du 28 novembre 2013

L'étude sur les OGM du biologiste français Séralini retirée. (01.12)

L'éditeur de la revue qui a publié en septembre 2012 les conclusions du biologiste français Gilles-Eric Séralini sur la nocivité d'un maïs transgénique a demandé leur retrait de la littérature scientifique.

L'étude, qui a fait grand bruit, indiquait que la consommation d'une variété de maïs produite par le groupe Monsanto provoquait des cancers ainsi que des troubles hépatiques et rénaux chez le rat.

Mais pour Reed Elsevier, propriétaire de la revue Food and Chemical Toxicology (FCT) qui a publié ces travaux, le nombre de rats soumis à l'étude était insuffisant pour tirer des conclusions.

"Cette rétractation survient après des analyses longues et complètes de l'article publié et des données qu'il mentionne, effectuées en parallèle d'une enquête sur l'évaluation par les pairs de cet article", dit-il dans un communiqué.

"En fin de compte, les résultats présentés, qui ne sont pas inexacts, ne sont pas concluants et sont par conséquent en deçà des normes de publication de Food and Chemical Toxicology", ajoute-t-il.

Le Pr Séralini, chercheur à l'université de Caen, a jugé ces critiques *"inacceptables"*.

"Elles ont été promues par la société Monsanto dans la presse, alors qu'un de ses dirigeants Richard Goodman a pénétré au bureau de FCT au poste chargé de l'édition des recherches sur les biotechnologies, après parution de notre étude", dit-il dans un communiqué du Comité de recherche et d'information indépendantes sur le génie génétique (Criigen).

"Ce retrait ne serait pas autorisé par les normes éthiques internationales auxquelles adhère la revue (nommées COPE), puisqu'il y a ni erreur ni fraude. Par contre, la courte étude de Monsanto publiée dans la même revue pour prouver l'innocuité de leur produit comporte erreurs ou fraudes, et ne fait pas l'objet d'une controverse", ajoute-t-il, menaçant FCT de poursuites si elle ne renonce pas à sa décision.

Dans les semaines qui ont suivi la sortie de la revue, 700 scientifiques avaient signé une pétition demandant au Pr Séralini de communiquer tous ses résultats.

L'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA) a par ailleurs jugé en novembre 2012 que les conclusions de l'étude ne pouvaient être considérées comme *"scientifiquement fondées en raison des lacunes constatées dans la conception, le système de rapports des données et l'analyse de l'étude telles que décrites dans l'article"*.

Un article AFP du 26 novembre 2013

L'Islande va annuler jusqu'à 24.000 euros de dettes par ménage. (01.12)

Le gouvernement islandais a annoncé samedi un plan pour alléger les dettes des ménages qui ont contracté un emprunt immobilier, jusqu'à un peu plus de 24.000 euros chacun.

Ce plan était la principale promesse électorale du Parti du progrès (centriste) du Premier ministre Sigmundur David Gunnlaugsson, victorieux aux législatives d'avril avec son allié conservateur, le Parti de l'indépendance.

Après de longs mois de tractations, le gouvernement de coalition a présenté des mesures d'un coût évalué à 150 milliards de couronnes (plus de 900 millions d'euros) sur quatre ans.

La mesure-phare est la réduction du principal de la dette pour les ménages ayant contracté un emprunt immobilier indexé sur l'inflation (ce qui correspond à la grande majorité des cas), sans conditions de revenus. Cet allègement de dettes, qui dépend du montant emprunté, est plafonné à quatre millions de couronnes (24.400 euros).

"80% à peu près des ménages vont être directement touchés, mais tous les ménages islandais vont en tirer profit, entre autres grâce à une croissance (économique) et un pouvoir d'achat accrus", a déclaré M. Gunnlaugsson.

L'autre mesure est une exemption d'impôt pour les ménages puisant dans leur épargne-retraite pour rembourser leur emprunt immobilier.

Les banques en Islande ne proposaient pratiquement que des emprunts indexés avant l'effondrement du système financier en 2008. Or, la profonde crise financière traversée par ce pays a fait chuter la couronne islandaise, alimentant une inflation qui a fait grimper la dette des ménages.

"Actuellement, la dette des ménages équivaut à 108% du PIB, ce qui est élevé au plan international. (...) La mesure va doper le revenu disponible des ménages et encourager l'épargne", a affirmé le gouvernement dans un communiqué.

Le financement sera assuré par une taxation des banques et des fonds qui gèrent les actifs des banques ayant fait faillite en 2008.

Depuis qu'il a pris ses fonctions, le Premier ministre a assuré que le plan ne devrait pas accroître la dette publique.

"Nous pensons qu'il n'y a aucune doute sur le fait que cette taxe puisse être mise en place. Et si elle doit être attaquée, nous la défendrons jusqu'à la juridiction la plus élevée", a pour sa part déclaré le ministre des Finances Bjarni Benediktsson à la télévision publique Ruv.

Les allègements de dettes doivent commencer *"vers la mi-2014"*, a précisé le gouvernement.

Un article du Réseau Voltaire du 2 décembre 2013

L'abdication de l'Iran. (03.12)

Alors que les médias applaudissent l'accord survenu entre les 5+1 et l'Iran, Thierry Meyssan —un ami personnel de Mahmoud Ahmadinejad— y voit une abdication du nouveau gouvernement iranien. Pour lui, il est absurde de prétendre que les deux parties ont levé un quiproquo entretenu durant 8 ans par l'agressivité du président Ahmadinejad. La vérité est que l'Iran a renoncé à sa recherche nucléaire et qu'il a commencé à la démanteler, sans rien recevoir en retour sinon la levée progressive de sanctions illégitimes. En d'autres termes, le pays à genoux s'est rendu.

par Thierry Meyssan

La signature de l'accord sur le nucléaire iranien, le 24 novembre à Genève, a été, à l'exception d'Israël, unanimement saluée comme la fin d'un quiproquo. Toutes les parties signataires ont essayé de nous persuader que cette entente aurait été trouvée beaucoup plus tôt s'il n'y avait eu les manières excessives de l'ancien président Mahmoud Ahmadinejad.

Ainsi donc, on aurait brisé le commerce international de l'Iran et frôlé la guerre mondiale par inadvertance.

La réalité est évidemment très différente : les Occidentaux n'ont rien concédé de leurs exigences, mais l'Iran a abdicé de toutes les siennes. Même si le texte signé n'est que transitoire, il renonce à la construction de la centrale d'Arak, à son uranium enrichi à 20% et à sa technique d'enrichissement [1].

En 2005, l'élection du président Ahmadinejad allait donner un second souffle à la Révolution khomeiniste. Contrairement à ses deux prédécesseurs, les présidents Rafsandjani (1989-1997) et Khatami (1997-2005), Ahmadinejad n'était pas simplement favorable à une politique d'indépendance nationale, mais il était anti-impérialiste, dans la lignée du penseur de la Révolution, Ali Shariati. En quelques années, il fit de l'Iran un grand pays scientifique et industriel. Il développa la recherche nucléaire pour mettre au point un type de centrale qui puisse être reproduit dans le Tiers-monde et apporter à l'Humanité son indépendance énergétique, sans le charbon, le pétrole et le gaz.

On ne soulignera jamais assez l'opposition entre les partis iraniens. Rafsandjani et Katami sont des clercs, tandis qu'Ahmadinejad est un Gardien de la Révolution. Durant l'agression irakienne, ce sont les Gardiens qui sauvèrent le pays au péril de leurs vies, tandis que le clergé utilisait ses passe-droits pour ne pas envoyer ses fils au front. Le clergé gère des biens immenses, Rafsandjani est lui-même l'homme le plus riche du pays, tandis que les Gardiens sont des gens du peuple au mode de vie spartiate. Durant 8 ans, l'Occident ne s'y est pas trompé qui a considéré Ahmadinejad comme un adversaire, mais c'est bien à tort qu'il a qualifié ce leader, à la fois mystique et anti-clérical, d'« *homme des mollahs* ».

En réponse aux prétentions révolutionnaires d'Ahmadinejad, les Occidentaux jetèrent le doute sur le programme nucléaire iranien [2] et utilisèrent l'Onu pour lui interdire d'enrichir lui-même son uranium, dont il dispose de réserves gigantesques [3]. De la sorte, ils l'empêchaient d'utiliser ses propres ressources et l'obligeaient à vendre son précieux métal à bas prix. Ils établirent, que ce soit au Conseil de sécurité ou de manière unilatérale, une série de sanctions sans précédent historique pour étrangler le pays. En outre, ils menèrent une campagne de propagande pour faire passer Ahmadinejad pour un dangereux illuminé. Enfin, ils organisèrent, avec l'aide de Rafsandjani et de Khatami, une tentative de révolution colorée, en 2009 [4].

Chacun se souvient de la fausse traduction d'un de ses discours pour faire accroire qu'il voulait anéantir les Israéliens (Reuters lui imputa mensongèrement d'avoir déclaré qu'il voulait rayer Israël de la carte) [5]. Ou encore de la falsification du Congrès sur l'holocauste, qui visait à montrer comment les Occidentaux ont détruit toute spiritualité dans leurs sociétés et ont créé une nouvelle religion autour de ce fait historique, pour laisser à penser que, malgré la présence de rabbins à ce congrès, il célébrait le négationnisme. Sans compter l'affirmation qu'il discriminerait les juifs [6].

L'équipe de cheikh Rohani représente à la fois les intérêts du clergé et de la bourgeoisie de Téhéran et d'Ispahan. Elle ambitionne la prospérité économique et ne se sent pas concernée par la lutte anti-

impérialiste. La levée progressive des sanctions lui permet d'obtenir un vaste soutien populaire, les Iraniens percevant —pour le moment— l'accord comme une victoire qui va augmenter leur niveau de vie.

Les Occidentaux, quant à eux, poursuivent toujours le même but. Le plan d'attaque du président George W. Bush prévoyait qu'ils détruiraient l'Afghanistan, puis l'Irak, puis simultanément la Libye et la Syrie (via le Liban), et encore simultanément le Soudan et la Somalie, et qu'enfin ils termineraient par l'Iran. De leur point de vue, les sanctions contre Téhéran étaient, sous un prétexte douteux, un moyen simple de l'affaiblir. Pour eux, la reddition de cheikh Rohani est comparable à celle de Mouammar Kadhafi, abandonnant son programme nucléaire et se soumettant à toutes les exigences de Washington pour éviter la guerre. Mais comme pour Kadhafi, les concessions de cheikh Rohani seront utilisées plus tard contre son pays.

C'est en effet à tort que Mouammar el-Kadhafi a cru que le bellicisme états-unien à son encontre était basé sur ses convictions politiques. L'unique mobile qui emporta la décision de George W. Bush était géopolitique. En 2001, la Libye était devenue l'alliée de Washington dans la « *guerre mondiale au terrorisme* » et avait ouvert son marché intérieur aux multinationales US. Cela ne l'empêcha pas d'être traitée de « *dictature* » et d'être détruite sous les bombes. De la même manière, devenir un allié des États-Unis ne protégera pas l'Iran de la guerre.

Durant les quatre années à venir, l'Iran abandonnera à l'Histoire le rêve de Shariati et de Khomeiny pour se recentrer sur ses intérêts étatiques. Il va se désengager du monde arabe et se tourner vers les États membres de l'Organisation de coopération économique (la Turquie, l'Iran et toute l'Asie centrale) pour faire du business. Il va progressivement diminuer son soutien militaire et financier à la Syrie, au Hezbollah et aux Palestiniens. Lorsque Téhéran aura lui-même dissout sa ligne de défense extérieure, Washington entrera à nouveau en conflit avec lui.

[1] « *Nuclear deal between Iran and six world powers (full text)* », Voltaire Network, 24 November 2013.

[2] « *Propagande : CNN, pris sur le fait, s'excuse auprès de l'Iran* », par Ossama Lotfy, Réseau Voltaire, 17 janvier 2006.

[3] « *Qui a peur du nucléaire civil iranien ?* », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 30 juin 2010.

[4] « *La CIA et le laboratoire iranien* », « *Pourquoi devrais-je mépriser le choix des Iraniens ?* », « *La "révolution colorée" échoue en Iran* », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 17, 21 et 24 juin 2009 ; « *Iran : le bobard de l'élection volée* », par James Petras, Traduction Marcel Charbonnier, Réseau Voltaire, 19 juin 2009 ; « *Rafsandjani acclamé au cri de « Mort à la Russie ! Mort à la Chine ! »* », Réseau Voltaire, 19 juillet 2009.

[5] « *Comment Reuters a participé à une campagne de propagande contre l'Iran* », Réseau Voltaire, 14 novembre 2005.

[6] « *Iran : les gouvernements anglo-saxons fabriquent de fausses nouvelles* », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 24 mai 2006.

Un article AFP du 4 décembre 2013

OMC: l'Inde rejette le paquet de Bali, compromettant un accord. (06.12)

L'Inde a rejeté mercredi un compromis en discussion à la ministérielle de l'OMC sur l'île indonésienne de Bali, rendant encore plus improbable la conclusion d'un accord visant à relancer les négociations sur la libéralisation des échanges mondiaux, paralysées depuis douze ans.

"Les clauses concernant les restrictions (aux subventions agricoles) ne peuvent pas être acceptées sous leur forme actuelle": il aura suffi d'un discours de trois minutes au ministre indien du Commerce, Anand Sharma, pour confirmer les craintes que le compromis sur la table à la réunion ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) ne réussisse pas à faire plier New Delhi.

L'Inde, à la tête des 46 pays en développement du G33, demande de pouvoir accroître ses subventions aux produits agricoles afin d'aider les agriculteurs et nourrir à bas prix les plus pauvres, mais cela est actuellement sévèrement limité par l'OMC, car considéré comme une forme de dumping.

Le gouvernement indien, en difficulté à l'approche d'élections nationales, entend mettre en œuvre un programme visant à offrir à prix artificiellement bas des denrées alimentaires de base à plus de 800 millions de pauvres.

Les Etats-Unis, fervents opposants, ont proposé un compromis qui consisterait à offrir une *"clause de paix"* de quatre ans, selon laquelle aucune sanction ne serait recherchée contre les pays qui dépassent le plafond de subventions pour un programme de sécurité alimentaire.

Mais New Delhi et le G33 rejettent une période déterminée à l'avance, préférant qu'une telle exemption soit en vigueur *"jusqu'à ce qu'une solution permanente négociée soit convenue"*, a expliqué M. Sharma.

"Pour l'Inde, la sécurité alimentaire n'est pas négociable", a martelé le ministre sur un ton étonnamment direct, assurant qu'il s'agissait de *"la décision définitive"* de New Delhi.

"Les déséquilibres historiques des règles du commerce mondial doivent être corrigés afin d'assurer un ordre juste et équitable", a-t-il asséné, soulignant que *"l'agriculture soutient des millions de petits paysans"*.

La fin de non-recevoir opposée par l'Inde a jeté le froid sur les discussions de Bali qui tentent de réanimer les négociations lancées en 2001 à Doha afin de réduire les barrières aux frontières et ainsi doper l'économie mondiale.

"Je suis de nature optimiste mais aujourd'hui je dois avouer que je suis quelque peu maussade", a réagi le commissaire européen au Commerce, Karel de Gucht, accusant visiblement le coup après la *"bombe"* indienne.

"Une solution n'est pas impossible mais à condition que l'Inde fasse preuve de la flexibilité nécessaire", a-t-il souligné, avertissant qu'un échec à Bali *"ferait vaciller les fondations même de l'OMC"*.

Outre la fin de l'Organisation en tant que cadre des négociations multilatérales sur l'ouverture des échanges, M. De Gucht a estimé qu'un échec à Bali pourrait également menacer la pertinence de l'OMC en tant qu'instance de règlement des conflits commerciaux, une fonction pourtant *"très importante"*.

La ministérielle, souvent qualifiée de *"réunion de la dernière chance"*, tente d'arracher un accord sur le *"paquet de Bali"* qui concerne moins de 10% des ambitions affichées à Doha: l'agriculture, l'aide au développement et la facilitation des échanges (en réduisant en particulier la bureaucratie aux frontières).

Mais beaucoup doutent que même ce *"Doha light"* puisse voir le jour, en particulier après l'échec de pré-négociations à Genève à aboutir à une ébauche d'entente sur laquelle les ministres des 159 Etats membres auraient pu plancher à Bali.

Le président de la réunion, le ministre indonésien du Commerce Gita Wirjawan, a évalué à "environ 40%" les chances d'un accord, après le refus indien. "*La possibilité que ce pourcentage augmente dépendra des actions prises*" jeudi et vendredi, a-t-il averti.

Dans les couloirs du centre de congrès de la station balnéaire de Nusa Dua, des responsables confirmaient que les discussions se multipliaient, en particulier entre l'UE, les Etats-Unis et l'Inde.

"*Je ne suis pas venu ici pour conclure un accord*", a cependant tranché le ministre indien Anand Sharma. "*Je suis venu ici pour protéger les intérêts des pauvres*".

Commentaire.

En réalité il n'avait pas vraiment le choix !

Un article [Lemonde.fr](#) du 4 décembre 2013

La NSA localise plusieurs centaines de millions de portables par jour. (06.12)

La NSA, l'agence américaine chargée des interceptions de communications, intercepte les données de géolocalisation de centaines de millions de téléphones portables dans le monde, a révélé mercredi 4 décembre le Washington Post, s'appuyant sur des documents fournis par l'ancien consultant de la NSA Edward Snowden.

Six mois après les premières révélations, notamment sur la collecte des métadonnées téléphoniques (durée des appels, numéros appelés, etc.), cette nouvelle révélation semble montrer que l'agence américaine est également capable de suivre des personnes à la trace grâce à leur portable, même quand celui-ci n'est pas utilisé.

L'agence stocke ainsi des informations sur « *au moins des centaines de millions d'appareils* » et enregistre « *près de 5 milliards* » de données de localisation par jour, affirme le quotidien. « *Nous obtenons de vastes volumes* » de données de géolocalisation partout dans le monde, a confirmé un haut responsable de cette collecte cité par le Post.

L'agence y parvient en se connectant aux câbles qui relient les différents réseaux mobiles dans le monde et, de ce fait, collecte « *incidemment* » des données de géolocalisation de citoyens américains grâce à ce programme dont le nom de code est Co-Traveler.

Jusqu'ici, les révélations de Snowden ne mentionnaient, outre l'espionnage de nombreux responsables étrangers, que l'impressionnante collecte des métadonnées, comprenant notamment la durée des appels et les numéros appelés. On découvre maintenant que l'agence peut aussi se connecter aux câbles qui relient les différents réseaux mobiles dans le monde, y compris américains. Au moins deux sociétés, dont le nom n'est pas cité, collaborent avec l'agence de renseignement à cette fin, selon le Post.

L'intérêt de cette collecte, permise par le dialogue constant entre un téléphone et l'antenne-relais la plus proche et de puissants algorithmes mathématiques, est de « *retracer les mouvements et de mettre en lumière des relations cachées entre des personnes* », explique le quotidien.

Le volume de données enregistrées et stockées par la NSA atteindrait 27 téraoctets, soit deux fois le volume de l'ensemble du contenu de la bibliothèque du Congrès, la plus importante du monde. Ce volume d'informations serait tel qu'il « *surpasse notre capacité à digérer, traiter et stocker* » les données, affirme le Washington Post, citant un document interne de la NSA datant de 2012.

« *Les capacités de la NSA pour géolocaliser sont ahurissantes (...) et indiquent que l'agence est capable de rendre la plupart des efforts pour avoir des communications sécurisées futiles* », résume le quotidien.

Un article Francetv info avec AFP du 4 décembre 2013

Manipulation des taux : pourquoi 8 banques doivent payer 1,7 milliard d'euros d'amende. (06.12)

La Commission européenne parle d'un "cartel". Elle a infligé, mercredi 4 décembre, des amendes à huit établissements financiers qui ont manipulé les taux de référence en euro et en yen, l'Euribor, le Tibor et le Libor, pour un montant total record de 1,7 milliard d'euros. Ces taux interbancaires servent de référence pour la fixation des prix ou des rémunérations de centaines de milliers de milliards d'euros d'actifs et de produits financiers dans le monde, parmi lesquels des prêts immobiliers ou des produits dérivés.

En fonction de leur implication dans le scandale, la Deutsche Bank, la Société générale, Citigroup, Royal Bank of Scotland, JPMorgan, UBS et le courtier RP Martin ont été condamnés à des amendes atteignant jusqu'à 725 millions d'euros, détaille le communiqué de l'UE. Francetv info remonte le fil de cette affaire. Tout commence avant la crise

Nous sommes en septembre 2005. La crise des subprimes n'a pas encore balayé le monde de la finance mondiale, mais déjà, "le marché est stressé", se souvient BFMTV. "Il y a un risque qu'il craque et que les établissements bancaires se retrouvent coincés sur la gestion de leur liquidité à court terme."

Des traders s'entendent sur un taux interbancaire en euro

En Grande-Bretagne, en Allemagne, ainsi qu'en France, des traders peu scrupuleux de Barclays, de la Deutsche Bank, de RBS et de la Société générale décident alors de passer outre les règles de concurrence en vigueur afin de limiter leur risque. Ils choisissent d'abord d'agir sur l'Euribor, le taux de référence appliqué aux échanges en euros uniquement. Concrètement, ils discutent "des soumissions de leur banque pour le calcul de l'Euribor ainsi que de leurs stratégies de négociation et de fixation des prix", écrit la Commission.

Ainsi, ces traders parviennent, dans la plus grande discrétion, à fausser l'évolution normale des composants du prix pour ces produits dérivés. La combine se révèle efficace. Du moins jusqu'en 2008.

L'entente fait ses preuves, et s'applique au yen

La manipulation ne s'applique aux taux d'intérêt en yens (JPY) qu'en 2007. Ces derniers sont rassemblés sous deux sigles : Libor et Tibor. Cette fois, des établissements américains figurent parmi les banques impliquées dans une ou plusieurs infractions, soit UBS, RBS, la Deutsche Bank, Citigroup et JPMorgan, détaille la Commission.

En tout, "la Commission a mis à jour 7 infractions bilatérales distinctes d'une durée de 1 à 10 mois commises entre 2007 et 2010". Pendant ces trois années, des traders de ces établissements discutent entre eux "de certaines soumissions LIBOR en JPY". "Ils ont aussi échangé, à plusieurs occasions, des informations commercialement sensibles relatives soit aux positions de négociation, soit à de futures soumissions LIBOR en JPY (et, pour une des infractions, à certaines soumissions futures pour l'Euroyen TIBOR)", résume encore la Commission européenne.

Mais en 2007, des employés révèlent le pot aux roses

La banque britannique Northern Rock s'écroule en septembre 2007. A cette occasion, les établissements qui se sont entendus sur le taux du Libor ne la jouent pas solidaire, histoire de ne pas être emportés. Le Libor varie de façon chaotique, montre cette infographie du Guardian (en anglais). Cette période marque le début de la fin pour cette entente.

A ce même moment, les langues se délient : des courriers électroniques, envoyés à la Réserve fédérale américaine (Fed), ainsi qu'à son équivalent britannique, la Bank of England, attirent l'attention des organismes. Un employé de la banque britannique Barclays se confie à la Fed, explique la BBC (en anglais). Il dit tout, ou presque, sur le Libor. Que le taux est manipulé. Que plusieurs établissements sont dans le coup. Qu'il s'agissait de rapporter un taux sous-estimé.

Les institutions n'ignorent plus la manipulation

En avril 2008, la British Banker Association, chargée de fixer le taux interbancaire qui sert de référence à une multitude de produits financiers, dit qu'elle se pose des questions, rappelle Challenges. "*Certains de ses membres [sont] soupçonnés d'annoncer des taux inexacts au risque de provoquer une distorsion de marché*", indique sa patronne.

En juin 2008, Timothy Geithner, à la tête de la Fed, envoie un mémo à son homologue britannique, rapporte en 2012 le Financial Times (en anglais) pour demander que le mécanisme de calcul du Libor soit revu. Des recommandations sont faites, notamment à Barclays, explique la BBC (en anglais). Mais en 2009 et 2010, elles demeurent largement ignorées. L'action se déroule encore dans les coulisses.

En 2011, le scandale éclate avec les confessions d'UBS

La première à craquer, c'est UBS, la suisse. "*Le 16 mars 2011, dans son rapport annuel, elle révèle avoir reçu une série de citations à comparaître des autorités américaines et japonaises, qui veulent déterminer s'il y a eu tentative de manipulation du Libor*", se souvient Challenges. Le lendemain, c'est l'hécatombe : 15 autres établissements sont mis en cause. Les autorités américaines et européennes envoient aux banques des assignations à comparaître, tandis que la Commission européenne lance des "*inspections surprises*", en octobre 2011.

Et entraîne l'Euribor avec lui

En 2012, une douzaine d'établissements sont à leur tour visés par une enquête, cette fois lancée par la Commission européenne au sujet de l'Euribor. Des investigations sont menées dans plusieurs pays, y compris en France, où le parquet de Paris ouvre une enquête préliminaire après la plainte d'un actionnaire de la Société générale.

Pendant ce temps, l'enquête relative au scandale du Libor avance : la banque suisse UBS négocie avec les autorités britanniques et américaines pour éviter d'éventuelles poursuites. En juin, la banque britannique Barclays accepte de verser 453 millions de dollars dans le même but.

Le 9 octobre, la commission des Affaires économiques du Parlement européen vote un texte préconisant des sanctions pénales pour les agents du secteur financier qui se rendraient coupables de manipulations de marché. En décembre, la Commission européenne sanctionne

La Commission ouvre une procédure en mars 2013 qui aboutit en décembre de la même année. "*Aucune amende n'a été infligée à Barclays, qui a bénéficié d'une immunité d'amende au titre de la communication sur la clémence de 2006 pour avoir révélé l'existence de l'entente à la Commission*", explique Bruxelles.

Pour Joaquin Almunia, le commissaire européen à la Concurrence "*ce qui est choquant, dans les scandales du Libor et de l'Euribor, ce n'est pas seulement la manipulation des indices de référence, qui mobilise les régulateurs financiers du monde entier, mais aussi la collusion entre des banques qui sont censées se faire concurrence*".

"*La Deutsche Bank, RBS et la Société générale ont vu leurs amendes réduites pour avoir coopéré à l'enquête dans le cadre du programme de clémence de la Commission*", poursuit la Commission dans un communiqué qui détaille le montant des amendes et les faits reprochés.

Mais l'histoire n'est pas terminée. Outre les procédures en cours dans différents pays, celle de l'UE se poursuit à l'encontre du Crédit agricole, de HSBC et de JPMorgan, précise la Commission. Ces banques ont refusé de négocier avec la Commission européenne, et ont indiqué qu'elles contesteraient ces pénalités, comme l'explique le Wall Street Journal (en anglais).

Commentaire.

1,7 milliard d'euros d'amende à payer au total par 8 banques qui ont manipulé pendant des années des taux d'intérêt sur des centaines de milliers de milliards d'euros et qui ont ainsi escroqué des centaines de milliards d'euros à travers le monde : une goutte d'eau, misérable, ridicule.

Un article AFP du 4 décembre 2013

En Afrique, Paris renoue avec sa politique d'intervention militaire. (06.12)

La France, qui s'apprête à intervenir en Centrafrique, enchaîne les opérations militaires sur le continent, mais insiste sur le fait qu'il s'agit désormais de passer au plus vite le relais aux Africains pour assumer leur propre sécurité.

Opérations en Libye et en Côte d'Ivoire en 2011, Serval au Mali en 2013, la Centrafrique aujourd'hui: les interventions se succèdent, quel que soit le pouvoir en place. Le Livre blanc de 2013 a simplement remis l'Afrique au rang des priorités stratégiques de la France, au nom de sa sécurité et de celle de l'Europe.

"Les pays africains doivent assurer eux-mêmes leur propre sécurité. Mais nous ne pouvons les laisser seuls face aux risques et aux menaces qui, à terme plus ou moins rapproché, nous concerneraient directement", résume Jean-Yves Le Drian, le ministre de la Défense. C'est *"tout l'enjeu"*, selon lui, du sommet sur la sécurité en Afrique qui se tiendra vendredi et samedi à Paris.

Les crises africaines ont conduit les forces françaises à agir dans l'urgence, comme au Mali, où les jihadistes s'apprêtaient début janvier à déferler sur Bamako.

La France dispose pour ça d'une connaissance approfondie de l'Afrique et de forces prépositionnées qui lui permettent d'agir vite et efficacement. Si l'on est loin des 30.000 hommes qu'elle maintenait sur le continent en 1960, la présence permanente française devrait s'élever à plus de 4.000 militaires en 2014, à Djibouti, au Gabon, au Tchad, au Sénégal et en Côte d'Ivoire.

Depuis 2011, les armées ont été confrontées aux situations les plus diverses et ont montré l'étendue de leur savoir-faire : emploi de la force aérienne en Libye, combats urbains en Côte d'Ivoire, dans le désert au Mali, démantèlement de bandes armées, qui relève plus de la sécurisation que de la guerre, demain en Centrafrique.

Revers de la médaille: alors que l'Afrique suscite de plus en plus d'intérêt et que les investissements étrangers (chinois, européens, américains...) augmentent, les Français se retrouvent en première ligne, le plus souvent seuls, quand il s'agit d'envoyer des troupes. *"Ce sont des zones où il faudra toujours intervenir, on ne pourra pas laisser les gens se massacrer"*, relève un officier général, qui regrette le manque de soutien des partenaires européens de la France qui *"ne veulent pas y mettre les pieds"*.

Pour prévenir les critiques contre l'interventionnisme de l'ancienne puissance coloniale, Paris agit le plus possible dans le cadre de la légalité internationale, sous mandat des Nations-Unies. En Centrafrique, les Français interviendront ainsi *"en soutien"* de la force africaine, la Misca, déjà sur le terrain. Même s'ils devraient assumer l'essentiel du travail au début de l'intervention.

"L'objectif est de rétablir une sécurité minimale et de favoriser la montée en puissance de la Misca. Nous mobilisons un millier d'hommes pour une période de montée en puissance de 4 à 6 mois puis de retrait progressif de 4 à 6 mois", résume mardi Jean-Yves le Drian dans le Dauphiné libéré.

Comme le souligne l'amiral Edouard Guillaud, le volet militaire n'apporte *"qu'une partie de la solution du problème"*. *"Les forces armées agissent en soutien d'un projet politique global, consistant le plus souvent à recréer les conditions d'un fonctionnement normal et apaisé des institutions et d'une reprise de la vie économique"*, note le chef d'état-major des armées dans la Revue Défense Nationale.

Sur le terrain, les forces africaines devront prendre le relais des Français. A moyen terme au Mali, où Paris entend maintenir un millier d'hommes pour une durée indéterminée. Plus rapidement en Centrafrique, où Paris table sur une opération ponctuelle d'environ six mois.

Des forces africaines qui manquent de capacités de réactivité, logistiques ou de commandement. Le succès de ce type d'opérations passe donc par la mobilisation d'un soutien financier international important pour les aider à s'équiper et s'organiser.

La succession des opérations françaises survient en effet dans un climat de restrictions généralisées pour les armées, en France comme dans l'ensemble des pays occidentaux. Et les interventions dans des zones au climat parfois extrême, comme au Mali, et difficiles d'accès, sollicitent gravement les hommes et le matériel.

Un article AFP du 6 décembre 2013

Centrafrique: l'armée française déclenche son opération. (07.12)

L'armée française a déclenché son opération en Centrafrique avec un renforcement dans un premier temps vendredi des patrouilles dans la capitale Bangui, qui vit dans la psychose de nouvelles tueries, après les massacres et les violences qui ont fait au moins 300 morts depuis jeudi.

Si aucune violence de grande ampleur n'a été signalée vendredi, plusieurs milliers d'habitants de Bangui étaient rassemblés aux abords de son aéroport, où l'armée française et la force africaine ont leurs bases, de crainte d'exactions dans leurs quartiers voisins de Boeing et de Boy-Rabe, ont constaté des journalistes de l'AFP.

Dans le quartier de l'Assemblée nationale, la Croix-rouge centrafricaine ramassait des dizaines de cadavres abandonnés depuis les violents affrontements de la veille, suivis de tueries, à l'arme à feu ou à la machette.

Ces violences ont fait au moins 300 morts, a déclaré vendredi soir à l'AFP un responsable de la Croix-rouge centrafricaine ayant requis l'anonymat.

En comptabilisant les corps déposés dans les morgues des structures hospitalières, dans des lieux de culte et ceux ramassés dans les rues par les équipes de la Croix-rouge, le bilan provisoire s'élevait à 281 morts, a ajouté ce responsable, soulignant que les secouristes n'avaient pu accéder vendredi à tous les quartiers où la présence de cadavres a été signalée : *"il y a des quartiers, où il y a encore des corps à ramasser"*.

"L'opération a commencé" et les forces françaises présentes en Centrafrique ont déployé des patrouilles dans Bangui, a affirmé vendredi le ministre français de la Défense, Jean-Yves Le Drian, sur la radio RFI.

Vendredi soir, un millier de soldats français étaient présents dans le pays, a précisé l'état-major des armées. Au total, les effectifs militaires français en Centrafrique doivent rapidement atteindre 1.200 hommes.

A l'aéroport, d'où les patrouilles de blindés sortent dans Bangui, l'armée française continuait de renforcer son dispositif. Venu de la ville portuaire de Douala au Cameroun, un convoi terrestre s'apprêtait également à entrer en Centrafrique. De son côté, Londres a mis à la disposition de l'opération un avion militaire gros porteur C17.

A la nuit tombante, quelques minutes avant le couvre-feu, deux avions de combat français Rafale ont longuement survolé la ville pour impressionner les belligérants.

Excepté aux abords immédiats de l'aéroport, les rues sont encore restées désertes toute la journée.

Après les tueries de jeudi, les employés de la Croix-rouge, dans une odeur pestilentielle, emballaient les corps des victimes restées dans les rues dans des sacs blancs, puis les plaçaient dans des véhicules, sous le regard de combattants de l'ex-Séléka, l'ancienne rébellion actuellement au pouvoir, intégrés par le président Michel Djotodia aux nouvelles forces de sécurité.

Après avoir subi des mois durant la loi d'airain et les exactions des ex-rebelles Séléka, pour la plupart musulmans, certains à Bangui, ville très majoritairement chrétienne, pensent que l'heure de la vengeance a sonné. La colère des populations s'est progressivement reportée sur les musulmans, faisant planer le spectre de massacres de grande ampleur entre chrétiens et musulmans, avec l'habituel cercle infernal des représailles.

La présidence centrafricaine a demandé vendredi à toutes les forces de défense et de sécurité de regagner leurs casernes, autorisant seulement les forces panafricaine, française et de la sécurité présidentielle à patrouiller dans la capitale. En fin de journée, cette demande était restée lettre morte, avec des pick-up bondés de soldats visibles dans tout Bangui, ont constaté des journalistes de l'AFP.

Jeudi, avant l'aube, de violents affrontements avaient éclaté dans la capitale. "*Des groupes armés ont lancé une offensive sur la ville. Les forces de l'ex-Séléka ont riposté*", selon l'ONG Médecins sans frontières (MSF).

C'est dans ce climat délétère et explosif que l'ONU a donné son feu à une opération commune de forces africaines et françaises pour rétablir la sécurité.

Le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon s'est déclaré vendredi "*très inquiet de l'escalade des violences entre communautés*" et a lancé un "*appel urgent*" à protéger les civils.

La France, ancienne puissance coloniale, est déjà intervenue à plusieurs reprises en Centrafrique par le passé.

La mission des militaires français, en appui de la force africaine sur place, est d'assurer "*une sécurité minimum, permettant à une intervention humanitaire de se mettre en oeuvre, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui*", a expliqué M. Le Drian. Cette mission passe par "*la sécurisation des rues, des itinéraires principaux pour permettre aux gens d'aller même à l'hôpital*", a-t-il expliqué.

La Centrafrique, pays très pauvre de 4,6 millions d'habitants, est plongée dans le chaos et un engrenage de violences inter-communautaires et inter-religieuses entre chrétiens (80% de la population) et musulmans depuis le renversement en mars du président François Bozizé par une coalition hétéroclite à dominante musulmane, la Séléka.

Le chef de la Séléka, Michel Djotodia, a été investi aux fonctions de président de transition en août, puis a dissous la Séléka, sans parvenir à rétablir l'ordre.

Un article Le Point.fr du 6 décembre 2013

Empoisonnement d'Arafat : les Suisses persistent et signent. (07.12)

L'Institut de radiophysique de Lausanne dit "ne pas comprendre" les conclusions des experts français allant dans le sens d'une "mort naturelle".

Les scientifiques suisses ne sont pas d'accord avec leurs collègues français et tiennent à le faire savoir. L'équipe d'experts de l'Institut de radiophysique de Lausanne, dont les conclusions sur un possible empoisonnement de Yasser Arafat ont été contredites mardi par des experts français, répète que l'on peut *"raisonnablement soutenir la thèse d'un empoisonnement"* du raïs palestinien au polonium-210, une substance radioactive invisible hautement toxique. Interrogé par la Radio télévision suisse (RTS), le professeur Patrice Mangin, directeur du Centre universitaire romand de médecine légale, qui a dirigé l'expertise suisse, se dit *"surpris par les explications"* fournies par les scientifiques français.

Les équipes suisses et françaises, mandatées respectivement par l'Autorité palestinienne et le parquet de Nanterre, ont pu analyser des échantillons prélevés sur la dépouille de l'ancien dirigeant palestinien, exhumée le 27 novembre 2012. Un an plus tard, ils arrivent au même résultat : le corps de Yasser Arafat contient bien un taux de polonium-210 supérieur à la moyenne. D'après les Suisses, les quantités de polonium-210 mesurées seraient même jusqu'à 20 fois supérieures à la normale.

Mais là où le laboratoire de Lausanne évoque la thèse d'un empoisonnement, l'équipe française attribue la présence du gaz toxique à une *"origine environnementale naturelle"*, à savoir l'existence d'un gaz radioactif naturel, le radon, dans la tombe du défunt. Ainsi, les Français vont dans le sens d'une *"mort naturelle"*, même si, à la différence du rapport suisse, le document français n'est pas disponible dans son intégralité. Une conclusion que le professeur Patrice Mangin trouve pour le moins *"étrange"* et dit *"ne pas comprendre"*, d'autant plus que les scientifiques français ne disposent pas de diagnostic précis.

À la mort du raïs en 2004, *"les plus grands experts de la place de Paris se sont penchés sur son sort et aucune cause n'a été établie"*, rappelle le directeur du Centre universitaire romand de médecine légale. *"L'hypothèse de l'infection a été, semble-t-il, celle qui a été le plus facilement écartée. Il n'y avait pas de fièvre, pas de syndrome infectieux et toutes les investigations microbiologiques se sont révélées négatives."* Et le scientifique de s'interroger sur les nombreuses zones d'ombre qui entourent l'affaire, comme l'absence d'autopsie du corps ou la destruction des échantillons prélevés à l'époque par l'Institut de recherche dépendant de l'armée.

Autre personne à s'étonner des conclusions françaises, la veuve du raïs, Souha Arafat, qui s'est dite mercredi *"convaincue"* que son mari *"n'est pas décédé de mort naturelle"*. S'estimant *"choquée"* que le rapport médical français qui lui a été transmis *"se résume à 4 pages"*, contre 108 pour le document suisse, la veuve du raïs palestinien a demandé, par la voix de son avocat, que l'expertise du laboratoire de Lausanne soit versée à la procédure française afin d'apporter une conclusion *"homogène"*. Quant à l'équipe russe, la troisième à avoir analysé les échantillons de la dépouille du raïs, elle a conclu à l'impossibilité de déterminer si le polonium est bien la cause du décès de Yasser Arafat.

"On va rester dans le doute", prédit Patrice Mangin. L'équipe de l'Institut de radiophysique de Lausanne reste toutefois très prudente sur la thèse d'un empoisonnement. *"Nous avons simplement évoqué une hypothèse, mais nous n'avons pas d'élément de certitude"*, rappelle le scientifique. Interrogé par le journaliste Darius Rochebin sur les moyens de se procurer du polonium, Patrice Mangin rappelle néanmoins qu'il est *"difficile"* d'en obtenir. *"Pour fabriquer du polonium, il faut disposer d'un réacteur, et ce sont les États qui maîtrisent ce genre de chimie"*, souligne-t-il.

Un article mondialisation.ca du 9 décembre 2013

La lutte pour l'Ukraine. (10.12)

De Peter Schwarz

La vague de manifestations en cours en Ukraine porte les étiquettes « *Made in Germany* » « *Made in UE* » et « *Made in America* ». Les médias occidentaux font de laborieux efforts pour dépeindre les manifestations de Kiev comme une lutte pour la démocratie et la primauté du droit. En fait, elles font partie d'un conflit sur des questions géostratégiques. Le but est de repousser l'influence de la Russie et de soumettre l'Ukraine à la domination de l'Allemagne, de l'Union européenne et de l'OTAN.

Il y a neuf ans, la révolution 'orange' a été organisée avec le soutien politique et financier massif du gouvernement américain et des ONG américaines telles que l'Open Society Institute du milliardaire George Soros. Ces forces ont réussi à faire annuler l'élection présidentielle et à s'assurer que le tandem pro-UE et pro-US de Viktor Yushchenko et Julia Tymoshenko prenne le pouvoir en tant que chef de l'Etat et chef du gouvernement à la place de Viktor Yanukovich, qui était considéré comme l'homme de main de la Russie. Le duo est cependant rapidement tombé en défaveur et Ianoukovitch a été en mesure de se faire élire au poste de Président en 2010.

Maintenant une autre tentative est mise en oeuvre pour amener au pouvoir un régime qui subordonnera à l'UE l'ancienne république soviétique et le grenier à blé de l'Empire russe. Un examen de la direction politique des protestations révèle leur caractère réactionnaire. Elles sont conduites par trois partis, dont deux ont des relations étroites avec le camp conservateur au sein de l'UE, tandis que le troisième est ouvertement fasciste.

Le parti Batkivshchyna (Patrie), dirigé par Julia Tymoshenko, actuellement emprisonnée, a le statut d'observateur dans le Parti populaire européen, l'association des partis chrétiens-démocrates et conservateurs de l'Europe. UDAR (Coup), dirigé par le champion de boxe Vitali Klitschko, qui réside en Allemagne, est une création de l'Union chrétienne démocrate (CDU) de la chancelière allemande Angela Merkel et de son groupe de réflexion, la Fondation Konrad Adenauer. Cette dernière annonce publiquement sur son site Web des séminaires consacrés à l'éducation politique des membres de l'UDAR.

Selon une étude intitulée « L'extrême droite en Ukraine (texte en anglais) » par la Fondation allemande Friedrich Ebert, le troisième parti, Svoboda (Liberté), est « *le porte drapeau d'une idéologie d'extrême-droite radicale* ». Le nom original du parti était Parti national-socialiste d'Ukraine. Il utilisait comme emblème un logo qui rappelle la croix gammée nazie. Sur les conseils du Front National (FN) français, avec qui il travaille en étroite collaboration, il a décidé d'adopter un nom moins provocateur.

Arseniy Yatsenyuk (Patrie) and Vitali Klitschko (le dirigeant d'UDAR) tiennent des conférences de presse communes avec Oleh Tyahnybok de Svoboda. Tyahnybok est un néo-nazi notoire connu pour son ultranationalisme, sa xénophobie et son antisémitisme.

Les dirigeants politiques européens et américains ont exprimé leur solidarité avec les protestations en Ukraine. Les mêmes forces qui ont tacitement soutenues la brutalité de la police, qui passe à tabac sans pitié les opposants aux politiques d'austérité de l'UE à Athènes, Madrid et ailleurs, proclament maintenant leur indignation face à la brutalité de la police ukrainienne.

Le Secrétaire d'Etat des USA, John Kerry, a exhorté le gouvernement ukrainien à « écouter la voix de son peuple », tandis que son homologue allemand, Guido Westerwelle, est intervenu personnellement mercredi pour se mêler à des manifestants à Kiev. Le secrétaire général de l'OTAN, Anders Fogh Rasmussen, a demandé que le gouvernement ukrainien garantisse le droit à la liberté d'expression et de réunion. Le gouvernement allemand, qui vient de lancer de nouvelles poursuites contre le Parti national-démocrate d'Allemagne, néo-fasciste, défend le droit de manifester des fascistes ukrainiens.

Bien qu'elle réclame la démission du Président et des nouvelles élections, l'opposition ne jouit pas du soutien de la majorité des Ukrainiens. Une motion de censure contre le gouvernement a échoué mardi au

Parlement. L'Accord d'association de libre-échange avec l'Union européenne que l'opposition veut mettre en oeuvre aurait un effet dévastateur sur de larges couches de la population ukrainienne.

L'accord avec l'UE exclut l'adhésion simultanée dans une union douanière menée par la Russie et couperait donc l'Ukraine de son principal partenaire commercial, avec lequel son industrie et ses voies de transport sont étroitement connectées. La suppression des droits de douane sur les produits européens signifierait aussi la faillite pour de nombreuses industries ukrainiennes.

Les termes de l'accord, qui comprennent l'introduction des règles de l'UE en matière de déréglementation du marché du travail, de privatisation des entreprises publiques et de réduction de la dette publique, auraient un impact social semblable au programmes d'austérité imposé à la Grèce, à la Roumanie et à d'autres pays. Le Fonds monétaire International (FMI) a déjà refusé à l'Ukraine un crédit indispensable parce que le gouvernement refuse une hausse du prix du gaz de 40 %, ce qui entraînerait inévitablement la mort de nombreux chômeurs et retraités, incapables de payer leurs factures de chauffage.

L'Accord d'association transformerait le pays en un vaste atelier pour les entreprises allemandes et européennes, qui pourraient produire à des taux de salaires inférieurs à ceux de la Chine. Dans le même temps, les ressources naturelles du pays, son territoire vaste et fertile et son marché intérieur de 46 millions d'habitants font de l'Ukraine une cible alléchante pour les entreprises allemandes et européennes.

L'accord renforcerait également le jeu de l'UE contre la Russie. Une union douanière ou une union eurasienne comprenant la Russie et l'Ukraine aurait eu une position beaucoup plus forte dans les négociations commerciales avec l'UE qu'une Russie isolée.

L'Allemagne, l'Union européenne et les Etats-Unis poursuivent des objectifs non seulement économiques, mais aussi géopolitiques en Ukraine. Étant donné la perte d'influence en Europe de l'est de la Russie depuis la dissolution de l'Union soviétique, l'intégration de l'Ukraine dans l'UE pousserait la Russie à la périphérie de l'Europe.

Depuis la fin du XVIIIe siècle, l'Ukraine a constitué une partie importante de l'État russe et soviétique. Par ailleurs, la flotte russe de la mer Noire est située en Crimée dans un port, loué à la Russie par l'Ukraine.

Tant les États-Unis que l'UE ont intérêt à l'affaiblissement de la Russie, qui est considérée comme une alliée importante de la Chine. Immédiatement après son élection en mars, le Président chinois Xi Jinping s'est rendu à Moscou pour renforcer le « *partenariat stratégique* » entre les deux pays. Les deux pays se sentent menacés sur le plan économique et stratégique par les incursions agressives des Etats-Unis et de ses alliés en Asie, au Moyen-Orient et en Afrique.

La Chine développe également ses liens économiques avec l'Ukraine, dont les échanges commerciaux avec la Chine atteignent actuellement environ 5 % de son commerce extérieur. En octobre, le South China Morning Post a rapporté que l'entreprise publique chinoise XPCC avait conclu un accord avec la société ukrainienne agricole KSG Agro pour avoir accès à 100.000 hectares de terres arables pour la production d'aliments destinés à la Chine. Cette zone doit être étendue à 3 millions d'hectares, la taille de la Belgique ou du Massachusetts.

La Chine a déjà accordé au pays des prêts de 10 milliards de dollars. L'Ukraine considère ses relations économiques avec la Chine comme si importantes que le Président Yanukovich est parti mardi pour une visite d'Etat de quatre jours à Pékin, malgré la crise politique en cours.

Tel est l'arrière-plan des tentatives de l'Union européenne et du gouvernement allemand d'utiliser les manifestations de Kiev pour déstabiliser le gouvernement ukrainien. Leur initiative a été lancée en tandem avec les États-Unis, qui étendent systématiquement leur présence militaire en Asie pour encercler la Chine et miner son influence dans la région. À cette fin, les États-Unis ont massivement intensifié leur pression sur la Chine ces dernières semaines.

L'offensive contre l'Ukraine soulève de profondes questions historiques. Au cours de deux guerres mondiales, l'Allemagne a cherché à placer l'Ukraine sous son contrôle et a commis des crimes abominables au cours de ces entreprises.

L'audace actuelle du gouvernement allemand soulève de nouveaux dangers. Les tensions internationales croissantes peuvent rapidement se transformer en un conflit armé.

Article original, WSWS, publié le 6 décembre 2013

Un article publié par michelcollon.info du 9 décembre 2013

La France était le meilleur soutien de l'apartheid en Afrique du Sud. (10.12)

Le deal gaulliste était simple : la France ignore l'embargo sur les livraisons d'armes à l'Afrique du Sud, et en contrepartie, l'Afrique du Sud fournit à la France l'uranium à usage civil et militaire nécessaire pour le développement de sa production énergétique et la mise à niveau de sa force de frappe.

Une polémique à deux balles met en cause l'attitude du Front National vis-à-vis de l'Afrique du Sud. Jean-Marie Le Pen expliquait, au moment de la libération de Nelson Mandela, que l'évènement ne l'avait « *ni ému, ni ravi* », en raison d'« *une espèce de méfiance à l'égard des terroristes quel que soit le niveau auquel ils se situent* ». De la vieille carne raciste...

Mais ce serait une grave erreur de focaliser sur Le Pen, et le rappel de quelques points d'histoire montre que tout le système était pourri. La France gaulliste, puis giscardienne, a été le meilleur soutien de l'Afrique du Sud du temps de l'apartheid. Eh oui.

Le tournant de l'Onu de 1963

Les Nations Unies se sont ouvertement engagées dans la lutte contre l'apartheid en Afrique du Sud à partir de 1963, par deux actes.

(C'est la mobilisation des masses en Afrique du Sud relayée par le mouvement ouvrier international suite à la terrible répression orchestrée par le régime de l'apartheid qui a conduit l'ONU à décider cette mesure.

Entre 1961 et 1963, quelque cent quatre-vingt-dix attaques armées sont répertoriées, principalement à Johannesburg, à Durban et au Cap. C'est aussi en 1963 que Nelson Mandela est condamné à perpétuité pour terrorisme et les autres chefs de l'ANC sont emprisonnés ou exilés. (Wikipedia)

Il faut remettre les choses à leur place et ne pas laisser penser que l'ONU aurait défendu un jour dans le monde une quelconque cause sociale ou se serait placé au côté des opprimés, bien au contraire, ce n'est pas sa fonction, elle n'a pas été créée pour cela, pas plus l'UE. C'est le genre d'entailles dans la réalité qu'on ne peut pas admettre. - Note de La voix de l'Opposition de gauche)

Le premier est la résolution 181 du 7 août 1963 du Conseil de sécurité appelant tous les États à arrêter la vente et la livraison d'armes, de munitions et de véhicules militaires à l'Afrique du Sud.

Le second est la résolution 1899 (XVIII) de l'Assemblée générale du 13 novembre 1963 qui engage instamment tous les États à s'abstenir de fournir du pétrole à l'Afrique du Sud. C'est-à-dire qu'à partir de ce moment-là, il ne pouvait plus exister de doute sur la nature raciste et criminelle du régime, et ce en particulier pour la France, membre du Conseil de sécurité, et omniprésente en Afrique, gérant par ses réseaux son ancien empire.

Or, la France va tout simplement s'opposer à l'ONU pour soutenir les racistes. Les bases du deal faisait partie des choix essentiels du général de brigade à titre temporaire De Gaulle Charles : tout est bon pour assurer la maîtrise du nucléaire.

De Gaulle bafoue l'ONU, ignore le crime et soutient l'apartheid

Le deal gaulliste était simple : la France ignore l'embargo sur les livraisons d'armes à l'Afrique du Sud, et en contrepartie, l'Afrique du Sud fournit à la France l'uranium à usage civil et militaire nécessaire pour le développement de sa production énergétique et la mise à niveau de sa force de frappe.

L'uranium sud-africain a été la condition de la réussite du nucléaire français. Acheté hors du contrôle de l'Agence Internationale de l'Energie Atomique, via sa filiale la COGEMA, le CEA a ainsi bénéficié de livraisons d'uranium pour 1000 tonnes par an, pendant plus de dix ans, un apport considérable, représentant la moitié des besoins.

Les contreparties ont été doubles.

D'abord, les ventes d'armes. Ces années ont été celles d'un flux constant de livraison de matériel militaire, malgré les résolutions que la France avait votées à l'ONU ! L'Afrique du Sud était isolée, et le marché était trop tentant... Le gouvernement français se justifiait par l'argumentaire fatigué de la distinction entre les armes défensives et offensives... une blague éternelle, alors que l'Afrique du Sud cherchait en réalité l'expérience des militaires français dans les guerres d'indépendance. Sous De Gaulle et Pompidou, l'Afrique du Sud était le 3^e client pour l'armement... Dassault et la SNECMA se sont gavés.

Ensuite, le flux commercial. L'Afrique du Sud, prospère et maudite en Europe, a été une aubaine pour les entreprises françaises. En 1975, le Centre Français du Commerce Extérieur (CFCE) fait le bilan : « *La France est considérée comme le seul véritable soutien de l'Afrique du Sud parmi les grands pays occidentaux. Non seulement elle lui fournit l'essentiel des armements nécessaires à sa défense, mais elle s'est montrée bienveillante, sinon un allié, dans les débats et les votes des organisations internationales* ».

Giscard accélère...

Giscard, élu en 1974, accepte avec enthousiasme cet héritage, multiplie les contrats d'armements, double les importations d'uranium dans le contexte du choc pétrolier... et vend des centrales nucléaires par le contrat de Koeberg, en mai 1976. Mais, ce contrat est le coup de trop, et les réactions dans le monde obligent la France à abandonner l'Afrique du Sud, décidant en août 1977 de rejoindre l'embargo sur les armes. Ce qui ne remet pas en cause les marchés en cours, dont deux sous-marins Agosta...

Au service de cette complicité avec le crime, s'activait un puissant lobby, diabolisant la cause des Noirs en Afrique du Sud, mi-terroristes, mi-communistes... L'une des bases était le groupe parlementaire d'amitiés France Afrique, du Sud présidé par le gaulliste Raymond Schmitlein, et dont le président d'honneur était Pierre Raynaud, l'ancien président du Conseil.

La présidence a ensuite été confiée au député Jacques Médecin, qui le 6 Juillet 1974, a signé le jumelage entre sa ville et celle du Cap. Le député communiste Virgile Barel avait interrogé le ministre de l'Intérieur, Michel Poniatowski, qui lui a répondu au Journal officiel du 10 août 1974 : « *Les jumelages entre communes françaises et étrangères sont actuellement à la seule initiative des collectivités locales, l'Etat n'ayant pas de responsabilité en la matière et n'intervenant ni pour autoriser les jumelages, ni pour les soutenir financièrement. Au surplus, une intervention des autorités de tutelle dans ce domaine serait incompatible avec la loi n° 70.1297 du 31 décembre 1970 sur la gestion municipale et les libertés communales* »

En 1974, le jeune VGE ne risquait pas de sanctionner Jacques Médecin, alors qu'il intensifiait la coopération avec le régime de l'apartheid. Mieux : en 1976, il nommait Médecin secrétaire d'Etat au tourisme.

Source : lesactualitesdudroit.20minutes-blogs.fr

Un article du Réseau Voltaire du 9 décembre 2013

Mandela et Israël. (10.12)

Les Occidentaux pleurent la mort de Nelson Mandela avec plus de tristesse que n'en manifestent les Africains. Ce deuil est une manière de solder l'idéologie coloniale et les crimes qui furent commis en son nom. Mais il est incompréhensible que ce torrent d'hommages fasse l'impasse sur la persistance d'un État raciste, historiquement fondé comme l'Afrique du Sud selon la vision du monde de Cecil Rhodes, le théoricien de « *l'impérialisme germanique* ». L'exemple de Mandela reste à suivre.

par Thierry Meyssan

L'oeuvre de Nelson Mandela est célébrée, partout dans le monde, à l'occasion de son décès. Mais à quoi son exemple sert-il si nous acceptons que perdure dans un État —Israël— l'idéologie raciale qu'il a vaincue en Afrique du Sud ?

Le sionisme n'est pas un fruit du judaïsme, qui y fut longtemps farouchement opposé. C'est un projet impérialiste né de l'idéologie puritaine britannique. Au XVII^e siècle, Lord Cromwell renversa la monarchie anglaise et proclama la République. Il instaura une société égalitaire et entendit étendre autant que faire se peut la puissance de son pays. Pour cela, il espérait nouer une alliance avec la diaspora juive qui deviendrait l'avant-garde de l'impérialisme britannique. Il autorisa donc le retour des juifs en Angleterre, dont ils avaient été chassés quatre cent ans plus tôt, et annonça qu'il créerait un État juif, Israël. Cependant il mourut sans avoir réussi à convaincre les juifs de se joindre à son projet.

L'Empire britannique n'a depuis cessé de solliciter la diaspora juive et de proposer la création d'un État juif, comme le fit Benjamin Disraéli, Premier ministre de la reine Victoria à la conférence de Berlin (1884). Les choses changèrent avec le théoricien de l'impérialisme britannique, le « *très honorable* » Cecil Rhodes —le fondateur des diamants De Beers et de la Rhodésie—, qui trouva en Theodor Herzl le lobbyiste qu'il lui fallait. Les deux hommes échangèrent une abondante correspondance dont la reproduction fut interdite par la Couronne lors du centenaire de la mort de Rhodes. Le monde devait être dominé par la « *race germanique* » (c'est-à-dire selon eux, outre les Allemands, les Britanniques —Irlandais inclus—, les États-Uniens et Canadiens, les Australiens et Néo-Zélandais, et les Sud-Africains), qui devaient étendre leur empire en conquérant des terres nouvelles avec l'aide des juifs.

Theodor Hertzl fut non seulement capable de convaincre la diaspora de se rallier à ce projet, mais il renversa l'opinion de sa communauté en utilisant ses mythes bibliques. L'État juif ne serait pas sur une terre vierge, en Ouganda ou en Argentine, mais en Palestine avec Jérusalem comme capitale. De sorte que l'actuel État d'Israël est à la fois le fils de l'impérialisme et du judaïsme.

Israël, dès sa proclamation unilatérale, s'est tourné vers l'Afrique du Sud et la Rhodésie, seuls États avec lui à afficher le colonialisme de Rhodes. Peu importe de ce point de vue que les Afrikaneers aient soutenu le nazisme, ils étaient nourris de la même vision du monde. Bien que le Premier ministre John Vorster ne fit de voyage officiel en Palestine occupée qu'en 1976, dès 1953 l'Assemblée générale des Nations Unies condamna « *l'alliance entre le racisme sud-africain et le sionisme* ». Les deux États travaillèrent en étroite collaboration que ce soit en matière de manipulation des médias occidentaux, de transports pour contourner les embargos, ou encore pour mettre au point la bombe atomique.

L'exemple de Nelson Mandela montre qu'il est possible de s'affranchir de cette idéologie et d'atteindre la paix civile. Aujourd'hui, Israël est le seul héritier au monde de l'impérialisme selon Cecil Rhodes. La paix civile suppose qu'Israéliens et Palestiniens trouvent leur De Klerk et leur Mandela.

Un article Reuters du 10 décembre 2013

La Suède s'interroge sur ses écoles privées. (11.12)

Vingt ans après le lancement d'un programme de privatisation partielle des écoles secondaires, la Suède s'interroge sur le bien-fondé d'une telle politique, marquée par la faillite de nombreux établissements et la baisse du niveau des élèves.

Au début des années 1990, l'Etat a fourni aux parents des bons finançant l'inscription de leur enfant dans les premiers collèges privés du pays, autorisés par ailleurs à faire des bénéfices.

Le système, inédit à l'époque en Europe, a depuis fait école, notamment en Grande-Bretagne.

Mais aujourd'hui, le bilan financier et éducatif de ces établissements fait débat en Suède, après la faillite proclamée de plusieurs d'entre eux dont celle, spectaculaire, de JB Education, une école secondaire propriété de l'entreprise Axcel et qui accueillait 11.000 élèves.

"Je pense que dans notre aveuglement, nous avons beaucoup trop cru que davantage d'écoles privées signifierait un meilleur niveau d'éducation", a reconnu récemment Tomas Tobe, président de la commission de l'Education au parlement et chef de file du Parti du rassemblement modéré, pivot de la coalition au pouvoir.

Un quart des établissements scolaires du secondaire sont désormais privés dans le pays, et financés en partie par des fonds publics, soit le double de la moyenne observée dans l'ensemble des pays industrialisés.

Près de la moitié de ces établissements sont la propriété partielle ou totale d'entreprises, qui peuvent en tirer des bénéfices.

Les Verts, longtemps partisans eux aussi de la privatisation, ont battu leur coulpe le mois dernier dans une tribune publiée par un grand quotidien sous le titre *"Pardonnez-nous, notre politique a fait dériver nos écoles"*.

INSOLVABILITÉ

La faillite de JB Education, qui laisse une ardoise d'un milliard de couronnes (111 millions d'euros) et un millier d'enseignants au chômage, n'est pas une exception. Des dizaines d'autres établissements ont ainsi connu des revers de fortune.

En outre, un collège suédois sur quatre perd de l'argent et le risque d'insolvabilité a augmenté de 188% depuis 2008, selon UC, une firme d'informations sur le crédit aux entreprises.

Ces difficultés financières trouvent aussi leur source dans la démographie. Le nombre d'élèves dans le secondaire est en baisse et ne devrait retrouver ses niveaux de fréquentation passés que dans une génération au mieux.

La situation actuelle s'explique aussi par la dérégulation totale intervenue depuis vingt ans. La Suède est passée ainsi en quelques années d'une structure étatique très rigide à un laxisme autorisant tout, ou presque.

Un homme condamné pour pédophilie avait pu ainsi ouvrir plusieurs écoles sans enquête préalable des autorités de tutelle.

"J'ai souvent dit qu'il était plus facile d'ouvrir une école indépendante qu'une baraque à hot dogs. Quand on incite à la liberté de choix, on perd de vue le contrôle de la qualité", souligne Eva-Lis Siren, secrétaire générale de Lararförbundet, le principal syndicat enseignant.

Selon une étude de l'Agence nationale pour l'éducation, un institut public, un élève de 15 ans sur quatre n'est pas capable de comprendre un texte factuel de base.

"A mon sens, cela n'a pas seulement un impact sur le statut de la Suède en tant que nation détentrice de savoir. Cela agit aussi sur l'évolution de la démocratie", juge la directrice de l'Agence, Anna Ekstrom.

ENSEIGNANTS SANS DIPLÔME

L'an dernier, les inspecteurs de l'Education nationale ont reproché à JB Education de ne pas agir suffisamment en faveur de la qualité de l'enseignement et de se contenter de faire passer les examens aux élèves.

Ils ont aussi dénoncé le mode de fonctionnement de Praktiska Sverige, qui accueille plus de 5.000 élèves dans ses établissements et engage des enseignants sans diplôme en CDD tout en réduisant le nombre de bibliothèques scolaires à sa plus simple expression

La durée d'engagement des entreprises dans un projet d'école fait également débat. Le ministre de l'Education, Jan Björklund (centre-droit), va présenter un projet de loi obligeant les investisseurs potentiels à s'impliquer pendant au moins dix ans, alors que nombre d'entre eux misent un projet à cinq ou sept ans.

Les dirigeants politiques suédois, dans leur majorité, n'envisagent pas de revenir au système éducatif d'antan, dans lequel parents et enfants n'avaient pratiquement aucun choix.

Mais un récent sondage montre que 58% des Suédois souhaitent que les entreprises privées investissant dans l'école ne puissent légalement pas faire de bénéfices.

Les dérives rencontrées dans le milieu éducatif incitent par ailleurs les politiques à s'interroger sur le rôle trop important joué par le marché libre dans d'autres secteurs d'activité.

Jan Björklund propose ainsi que les entreprises privées soient interdites dans le domaine de la santé, y compris dans l'accueil et les soins aux personnes âgées.

Commentaire.

Un jour, quand il sera trop tard de préférence, une dépêche tombera du ciel informant le monde entier que ce qui était présenté comme un "*modèle social*" était en réalité un véritable cauchemar pour la population de ce pays transformée en zombie participant à sa propre déchéance depuis de longues décennies, miracle rendu possible grâce à la collaboration du mouvement ouvrier lobotomisé.

Ben oui, je sais que cela va encore faire hurler les vendus et nantis (en général cela va ensemble) qui ont soutenu PS et PCF depuis plus d'un demi-siècle. Vous ou moi vous ne savons peut-être pas ce qui se passe dans ce petit pays quotidiennement, mais ceux qui se réclament du mouvement ouvrier en Suède, leurs homologues qui les connaissent et les rencontrent, eux ils le savent forcément, cela ne les dérange pas vraiment puisqu'ils participent aux institutions...

Un article liberation.fr du 14 décembre 2013

Merkel gouvernera avec les sociaux démocrates . (15.12)

Le SPD allemand a approuvé le projet de gouvernement commun avec la chancelière conservatrice.

Le parti social démocrate allemand (SPD) a annoncé, samedi, que ses adhérents avaient approuvé le projet de gouvernement commun avec les conservateurs, ouvrant la voie à une réélection d'Angela Merkel pour un troisième mandat de chancelière.

La direction du SPD a annoncé une victoire du «oui» avec près de 76% des voix, dans un vote par correspondance organisé auprès de ses quelque 470.000 adhérents. Malgré de fortes réticences initiales parmi les militants, le président du parti, Sigmar Gabriel, a réussi à rassembler derrière lui une majorité nette, obtenue avec un taux de participation élevé, proche de 78%. Ce qui renforce son autorité à la tête du SPD. «*Cela fait longtemps que je n'ai pas été aussi fier d'être social-démocrate*», s'est-il félicité, sous les acclamations de centaines de militants du SPD venus de toute l'Allemagne pour aider au dépouillement des bulletins de votes.

Ce résultat met un terme à des semaines de tractations difficiles pour former un gouvernement de «grande coalition» sous l'autorité de la chancelière conservatrice, arrivée largement en tête des législatives du 22 septembre. Avec 41,5% des voix, Angela Merkel avait frôlé la majorité absolue. Mais la défaillance de son allié libéral (FPD) éjecté du parlement, l'a obligé à de longues négociations avec les sociaux-démocrates arrivés deuxièmes (25,7%).

Les conservateurs (CDU) ont salué le résultat du vote des militants SPD: «*Tout est en place pour la formation d'une coalition commune. [...] Nous nous réjouissons que le travail du gouvernement commun puisse commencer rapidement.*»

Neuf postes aux conservateurs, six aux sociaux démocrates

Pour convaincre ses troupes, Sigmar Gabriel avait sillonné l'Allemagne depuis deux semaines, à la rencontre des militants de base, vantant les mesures de progrès social du contrat de coalition annoncé fin novembre: salaire minimum horaire de 8,50 euros, amélioration des petites retraites, mécanisme de limitation des hausses de loyer... Les mesures sociales et les investissements du nouveau gouvernement, évalués à 23 milliards d'euros d'ici 2017, ont cependant été très critiqués par les milieux patronaux et une grande partie de la presse.

La composition du nouveau gouvernement de «grande coalition» doit être annoncée officiellement dimanche. Neuf postes seront attribués aux conservateurs (CDU/CSU), six aux sociaux démocrates. Mais la plupart des nominations ont déjà fuité dans la presse. Wolfgang Schäuble, 71 ans, vieux routier de la politique allemande et fidèle lieutenant de Merkel, conserverait le ministère des Finances, fort d'une solide réputation forgée durant la crise de l'euro. Le cacique du SPD Frank-Walter Steinmeier, 57 ans, reviendrait aux Affaires étrangères, comme lors de la première «*grande coalition*» de Merkel (2005-2009). Le président du SPD, Sigmar Gabriel, dirigerait un grand ministère de l'Économie, chapeautant aussi la transition énergétique, projet phare de l'Allemagne pour les prochaines années.

Les analystes promettent à ce gouvernement une grande stabilité en raison de sa majorité écrasante au parlement. Merkel doit désormais être réélue chancelière pour quatre ans, lors d'un vote des députés du Bundestag mardi.

Commentaire.

Se confirme donc ce que nous avons affirmé les dernières semaines, les bavards (du POI notamment) qui avaient laissé entendre qu'un dénouement différent était encore possible en seront une nouvelle fois pour leurs frais. Ils n'avaient fait que laisser libre cours à leurs propres souhaits trahissant ainsi leur véritable nature politique de suppôt du régime. C'est une constance chez eux notez bien, cela ne date pas d'hier.

Un article AFP du 17 décembre 2013

Le syndicaliste Edouard Martin tête de liste PS aux européennes. (19.12)

L'emblématique syndicaliste CFDT d'ArcelorMittal à Florange (Moselle), Edouard Martin, 50 ans, a choisi de se lancer en politique en annonçant qu'il sera tête de liste PS aux élections européennes de 2014 dans la circonscription du Grand Est.

"Oui, je serai tête de liste sur la liste socialiste dans le Grand Est. J'ai accepté la proposition qui m'a été faite", a déclaré Edouard Martin au journal de 20H00 de France 2.

Edouard Martin avait été propulsé l'an dernier sur le devant de la scène à l'occasion de la lutte contre la fermeture des hauts fourneaux lorrains.

A l'époque, le syndicaliste n'avait pas mâché ses mots contre le gouvernement de Jean-Marc Ayrault, à qui il reprochait d'avoir cédé face à ArcelorMittal sur Florange.

"Monsieur le Président, vous attendez quoi? Qu'il y ait un malheur ici? Eh bien, nous, on va être votre malheur!": l'image d'un Édouard Martin, submergé par la colère et la tristesse, interpellant François Hollande avait marqué le combat de Florange.

Avec son sens de la formule et sa belle gueule burinée, le cédétiste, né en Andalousie et arrivé en Lorraine avec sa famille au début des années 1970, était devenu l'ambassadeur des sidérurgistes, arpentant sans relâche les plateaux télévisés et multipliant les opérations médiatiques, tout en faisant grincer des dents dans les rangs syndicaux à Florange.

Depuis la parution en avril de son livre "*Ne lâchons rien*" sur ses mois de lutte syndicale, M. Martin avait à plusieurs reprises laissé entendre qu'il pourrait s'engager en politique.

Mais jusqu'à récemment il se méfiait du PS, de peur d'être utilisé comme un "gadget" électoral.

Il a récusé mardi avoir changé de camp. "*Ceux qui disent ça, c'est mal me connaître*", a-t-il rétorqué.

"*Je ne renie rien et je n'enlève rien à ce que nous avons dit et fait*", a-t-il souligné, appelant les ouvriers de Florange à se "*tourner vers l'avenir*", après la fermeture des hauts fourneaux en avril et la promesse du président François Hollande en septembre de créer un centre de recherche dans la métallurgie à Florange.

"*Je m'engage dans une nouvelle mission: je n'ai pas l'impression de m'engager en politique, dans le sens où je n'ai pas programmé de faire une carrière politique. J'ai simplement envie de continuer le combat que nous menons depuis maintenant plusieurs années sur le maintien de l'industrie en France et en Europe, et j'ai envie de le poursuivre à un autre niveau, au niveau européen, parce que c'est là que se prennent toutes les grandes décisions qui nous impactent*", a-t-il ajouté.

La nomination du charismatique leader syndical de Florange est un coup dur pour l'eurodéputée Catherine Trautmann, actuelle chef de délégation socialiste française au Parlement européen, initialement pressentie pour diriger la liste.

Elle a toutefois estimé que la campagne serait "*énergisée par sa venue*", qui "*doit nous permettre de gagner une troisième place*" dans cette circonscription où le PS en avait obtenu deux aux dernières élections.

Le Premier secrétaire du PS, Harlem Désir, s'est aussi félicité du ralliement d'Edouard Martin, y voyant une "*très grande fierté pour les socialistes*".

"*Edouard Martin apportera la force de ses valeurs et de ses convictions à notre combat pour une nouvelle politique industrielle européenne, pour la croissance et l'emploi, et pour une véritable Europe sociale protectrice des droits des travailleurs*", a souligné Harlem Désir.

Le ralliement du syndicaliste mosellan fait écho, à Paris, à celui de Didier Le Reste, ex-leader de la CGT Cheminots, qui est sur la liste PS d'Anne Hidalgo aux municipales.

Pour l'ancienne ministre UMP Nadine Morano, l'offre du PS à Edouard Martin *"est la récompense d'un syndicaliste qui ne menait pas un combat pour les salariés de Florange, qui menait un combat personnel et surtout un combat politique"*.

Un article publié le monde.fr du 17 décembre 2013

Les produits dérivés dépassent leur niveau d'avant-crise. (19.12)

« *Les produits dérivés sont une arme de destruction massive* », a coutume de dire l'investisseur et milliardaire américain Warren Buffett. L'étude publiée mardi 17 décembre par le cabinet d'analyse financière indépendante AlphaValue, intitulée « *Quelles banques sont des Fukushima en puissance ?* », montre que ce n'est pas près de changer. Celle-ci révèle en effet que la valeur notionnelle des dérivés (c'est-à-dire la valeur faciale qui apparaît sur les contrats de ces produits) dépasse désormais son niveau d'avant la crise des subprimes.

Au premier semestre 2013, elle s'élevait en effet à 693 000 milliards de dollars, contre 684 000 milliards au premier semestre 2008, selon les chiffres que le cabinet a tirés des rapports de la Banque des règlements internationaux (BRI). L'équivalent de dix fois le PIB mondial, contre trois fois le PIB mondial il y a quinze ans. « C'est un risque potentiel énorme, et la crise n'a pas changé les pratiques des banques en la matière », explique Christophe Nijdam, qui a piloté l'étude.

CDS, dérivés de taux, swaps... Les produits dérivés sont des instruments financiers dont la valeur varie en fonction du prix d'un actif appelé sous-jacent, qui peut être une action, une obligation, une monnaie, un taux, un indice ou encore une matière première. Ils ont été créés à l'origine par les agriculteurs afin de se couvrir contre les risques financiers, comme par exemple la flambée, ou au contraire l'effondrement, du prix du blé ou du café. Mais dès les années 1980, ils ont été progressivement détournés par les banques à des fins de spéculation.

Selon la BRI, sur les 5 300 milliards de dollars échangés tous les jours sur le seul marché des changes, seuls 7 à 8 % seraient utilisés par des opérateurs finaux non financiers souhaitant réellement se prémunir contre les risques. Or, la crise des subprimes l'a rappelé, les produits dérivés sont loin d'être sans danger. « *La plupart s'échangent de gré à gré, c'est-à-dire d'un établissement à l'autre, sans règle de sécurité et dans l'opacité totale* », explique-t-on à Finance Watch, une association qui milite pour une meilleure régulation de la finance.

L'assureur américain AIG, qui fut sauvé de la faillite par un prêt massif de l'Etat en 2008, détenait ainsi pour plus de 1 600 milliards de dollars de CDS (credit default swap)... « *Comme personne ne savait qui détenait les CDS vendus ou échangés par AIG, ces derniers ont contribué à propager la panique dans tout le système* », rappelle Christophe Nijdam, qui a travaillé sur les marchés dérivés dès les années quatre-vingt au sein de plusieurs établissements financiers. Un risque systémique que les dérivés font toujours planer sur le système financier.

AlphaValue a également épluché les documents officiels des grandes banques européennes afin de déterminer quelles sont celles qui détiennent les montants notionnels de produits dérivés les plus élevés. En tête arrive la Deutsche Bank (55 600 milliards d'euros), suivie de la française BNP Paribas (48 300 milliards) et la britannique Barclays (47 900 milliards). La Société générale (19 200 milliards) et le Crédit agricole (16 800 milliards) apparaissent en huit et neuvième positions.

Mais si l'on compare ces chiffres au PIB du pays d'origine de la banque, le classement est un peu différent. Cette fois, c'est Credit Suisse (86 fois le PIB helvète !) qui figure en tête, suivi par UBS (65 fois le PIB suisse) et Barclays (26 fois le PIB britannique). BNP Paribas apparaît en cinquième position (24 fois le PIB français) devant la Deutsche Bank (22 fois le PIB allemand), la Société Générale (10 fois le PIB français) et le Crédit agricole (8 fois) en dix et onzième positions. La première banque américaine, JPMorgan, n'apparaît qu'en treizième place du classement (« *seulement* » 4 fois le PIB américain).

Les régulateurs sont conscients du problème, et exigent notamment que les échanges de produits dérivés passent à l'avenir par des chambres de compensation – structures qui assurent le règlement-livraison des transactions et garantissent le respect des règles de transparence et de sécurité.

Pour les produits les plus « *exotiques* », les régulateurs projettent de demander aux établissements de mettre une certaine marge financière de côté, équivalente par exemple à 15 % de la valeur notionnelle du contrat pour les dérivés d'action. Déjà partiellement en place aux Etats-Unis, les réglementations sur le sujet sont encore en cours d'élaboration en Europe. De plus, la taxe sur les transactions financières, à l'étude en

Europe, toucherait 0,01 % des transactions sur les produits dérivés. « *Cette taxe réduirait de 75 % les volumes d'échange de ces instruments, c'est-à-dire l'essentiel de la part spéculative* », commente Christophe Nijdam. A condition qu'elle soit un jour appliquée. « *Le lobby du secteur mettra tout en œuvre pour en limiter la portée* », prévient un député européen.

Un article du Reuters du 17 décembre 2013

Londres proposera de nombreux permis de gaz de schiste en 2014 (19.12)

Le gouvernement britannique a annoncé mardi qu'il lancerait au début de l'été prochain un grand nombre de licences d'exploration pour la recherche de gaz de schiste, sur lequel il compte pour réduire la dépendance croissante du pays envers les importations d'énergie.

Les études géologiques montrent que le Royaume-Uni possède d'importantes réserves de schiste mais il reste à voir quelles quantités de gaz elles renferment.

Le ministre de l'Energie, Michael Fallon, a dit s'attendre à délivrer entre 50 et 150 licences d'exploitation à l'été 2014.

"Nous pourrions doubler le nombre de licences onshore lors de ce round", a-t-il dit à la presse après avoir présenté les conclusions d'un rapport sur le sujet.

Il s'agira de la 14e attribution de licences terrestres, dans le cadre d'un processus qui a été suspendu durant quatre ans à la suite de secousses sismiques provoquées par des forages d'exploration dans le Lancashire.

La technologie d'extraction par fracturation hydraulique suscite une forte opposition des riverains et des associations de défense de l'environnement au Royaume-Uni mais le gouvernement n'en continue pas moins de promouvoir cette nouvelle source d'énergie, qui selon ses calculs pourrait permettre de créer jusqu'à 32.000 emplois dans le pays d'ici les années 2020.

"Aujourd'hui marque une nouvelle étape dans la libération du potentiel du gaz de schiste dans notre offre d'énergie", a affirmé Michael Fallon.

Dans son scénario le plus optimiste, le gouvernement estime que la production de gaz de schiste dans le pays pourrait représenter plus du triple de sa demande actuelle de gaz.

Les estimations des réserves du pays et des incitations fiscales promises par le gouvernement ont suscité l'intérêt de grosses firmes étrangères comme GDF Suez, qui a déjà pris des parts dans des projets, ou Total.

Un article AFP du 17 décembre 2013

Dans la Grèce en crise, des payes souvent amputées ou retardées. (19.12)

Salaires payés partiellement, en nature, ou avec des mois de retard, le paysage sinistré de l'emploi en Grèce ne se résume pas au taux de chômage record de la population, à plus de 27%.

"Tous les matins, je laisse mes enfants, je prends ma voiture, je mets de l'essence et je viens travailler". La crise n'a rien changé au rituel de Chrissoula Zarkamela, caissière à Katerini (nord du pays), sauf sur un point: elle n'a pas touché ses 894 euros mensuels depuis le mois d'août, comme ses dix collègues du supermarché Arvanitidis.

L'ensemble des salariés de cette chaîne, qui compte environ 150 magasins dans le pays, vivent au gré des versements aléatoires de salaire, explique-t-elle.

"Les problèmes sérieux ont commencé il y a un an. Au début nous étions payés un mois en retard, on ne disait trop rien. Puis les impayés se sont accumulés", raconte Mme Zarkamela.

En mai, l'employeur, qui devait trois mois de salaire, leur fait une proposition étonnante: la moitié de leur dû versé en coupons de 20 euros à dépenser dans le magasin.

Plusieurs salariés ont refusé: *"ils croient que je vais payer mes impôts en farine et sucre!"*, peste la caissière quadragénaire.

Seule du magasin à pouvoir compter sur un deuxième salaire, celui de son mari, elle se demande pourtant si elle va pouvoir *"racheter du fuel pour le chauffage"*.

"Plus d'un million de salariés impayés" en Grèce, titrait début décembre le quotidien libéral Kathimerini, citant une estimation *"empirique"* de l'Institut de recherche du principal syndicat du privé GSEE. Un nombre à rapprocher des 1,37 million de chômeurs du pays.

"Les retards d'un ou deux mois sont si fréquents que même l'inspecteur du travail le plus bienveillant juge inutile de s'y attaquer", affirme l'avocate Margetina Stefanatou, spécialisée en droit du travail.

"Une entreprise sur deux ne paie pas ses salariés dans les temps", décrit Yannis Kouzis, enseignant à l'université Panteion d'Athènes et chercheur à l'institut de la GSEE. Les secteurs les *"plus problématiques"* sont, selon lui, la sécurité, le nettoyage, la restauration et l'hôtellerie.

Mais dans un pays comptant 98,5% d'entreprises de moins de 50 salariés, *"les plus vulnérables"* en temps de crise, cette estimation donne une image *"biaisée"*, nuance la fédération grecque du patronat SEV, interrogée par l'AFP.

Avec l'assèchement du crédit bancaire, ces petites entreprises ne peuvent plus faire face aux écarts de trésorerie, observe l'avocate Stenafatou sans nier les cas de *"mauvaise gestion"*.

A l'hôpital Henri Dunant d'Athènes, établissement dernier cri ouvert en 2000 sous l'égide de la Croix Rouge Hellénique, l'ancienne équipe de direction a laissé un trou de millions d'euros.

Plus de 1.000 employés n'y sont pas payés depuis neuf mois, raconte Anastasia Koutsouris, 45 ans, médecin généraliste privée de ses 1.650 euros mensuels. *"Partir? mais pour trouver du travail où?"*, demande-t-elle.

La crainte du chômage retient aussi N., 52 ans, serveur dans un hôtel du centre d'Athènes où il reçoit *"200 euros par-ci, par-là"* depuis *"quinze mois"*, explique-t-il à l'AFP.

Un autre salarié athénien, employé de la même entreprise automobile depuis 22 ans, affirme sous couvert d'anonymat être payé 100 à 150 euros par mois depuis deux ans et demi, "*l'argument étant que l'entreprise va mal*".

Rares sont les salariés à se mobiliser comme l'ont fait cet automne les ouvriers des chantiers navals de

Skaramangas, près d'Athènes, manifestant régulièrement pour réclamer 18 mois d'impayés. Impayés également, les marins du "*Pénélope*" reliant la côte athénienne aux Cyclades, ont cessé le travail depuis cet été.

"*La crise est arrivée dans un marché du travail grec qui était déjà une jungle caractérisée par de nombreux abus*", affirme Eli Varkalama, juriste à la GSEE.

Parmi les autres hardiesses salariales débusquées par le syndicat, des contrats d'embauche prévoyant le versement de la paye à trois mois. Ou pire: un hôtelier de l'île d'Egine a proposé un emploi de femme de chambre "*volontaire*". Rémunération? la pension complète.

Un article leexpress.fr du 16 décembre 2013

La crise économique est une guerre comme les autres. (19.12)

Partout dans le monde développé , et en France en particulier, les crises économiques et les guerres sont gérées très différemment :

Les guerres. sont gérées simplement et efficacement : un but de guerre, un chef de guerre, un consensus national, une analyse des forces ennemies, une stratégie, des tactiques, des moyens. Et on voit alors les chefs d'état les plus indécis se transformer, au contact de leurs généraux, en stratège décidé.

Les crises économiques, au contraire, sont gérées, la plus part du temps en démocratie.

Sans but clair, sans consensus national, sans analyse des forces hostiles, sans stratégie, et avec. des chefs indécis, multiples et contradictoires.

En conséquence, l'histoire récente a montré que même ceux qui savent gagner les guerres de mouvement les plus difficiles s'enlisent dans des conflits économiques et sociaux sans fin.

De fait, les dirigeants en arrivent même a préféré entrer dans des conflits militaires plutôt que de faire des choix économiques.

De plus, par définition, les ennemis dans un conflit international ne sont pas des électeurs; aussi le pouvoir politique n'a aucune raison de les ménager.

A la différence de tous ceux qui, dans le pays, ont quelque chose a perdre dans toute réforme économique globalement salutaire.

On a plus de chance d'être populaire en se lançant dans un conflit que dans des réformes. Et, dans certaines circonstances historiques particulièrement tragiques, les peuples finissent même parfois par confier la gestion de la crise économique a des militaires.

En France, ce raisonnement s'applique parfaitement aujourd'hui : le président actuel de la République, comme son prédécesseur, semble plus a l'aise dans la gestion de crises militaires que dans celle de la crise économique.

Dans un cas, il décide avec lucidité et détermination de déclencher l'action d'une excellente armée, unie sous un même commandement, pour gagner une guerre avec l'approbation d'une majorité du pays. Ainsi fut fait récemment en Lybie , au Mali, en RCA.

Dans un autre, l'un comme l'autre n'ont pas osé trancher, reformer, avancer autant que nécessaire de peur de mécontenter tel ou tel groupe.

Si un chef de guerre cherchait a être le barycentre des forces de ses lieutenants, il serait certain de perdre toutes les batailles. Il en va de même pour la guerre économiques.

L'histoire nous apprend donc qu'un grand pays ne peut conduire de grandes réformes, pour juguler une crise économiques, que s'il emploie les mêmes moyens que ceux qu'il emploie pour mener un conflit armé :

Une analyse claire des forces en présence, un chef déterminé , un but de guerre clairement énoncé, la construction d'un consensus national aussi large que possible, sur ce but de guerre. Et l'analyse lucide des pertes tolérables .

On rêve donc aujourd'hui de voir reconnaître que nous sommes en guerre économique, des ministres unis, formant un véritable état major de crise autour de lui, agissant sans sourciller, autour d'un président déterminé.

Et qu'on ne dise pas que la gestion d'une crise économique est plus complexe que celle d'une guerre: Dans les deux cas, on met en jeu la vie d'hommes et de femmes, en affrontant des péripéties parfois dramatiques et changeantes.

Il faudrait donc apprendre combattre la crise avec la même détermination, la même absence de recherche de popularité, avec le même décorum, la même mise en scène, le même vocabulaire que le combat contre un ennemi de l'extérieur.

Dans les deux cas, la patrie est en danger.

Commentaire.

Et le même cynisme !

Quelle est la patrie d'Attali, à défaut de Jérusalem ? La banque ! Vous retrouvez dans son discours la quasi-totalité de mon analyse sur l'oligarchie financière anglo-saxonne, le néolibéralisme, leur état d'esprit, leur stratégie politique, le nouvel ordre mondial qu'ils tentent d'instaurer.

Un article AFP du 18 décembre 2013

Afghanistan: le "grand jeu" autour des gazoducs s'intensifie. (19.12)

Des pays assis sur des gisements de gaz naturel colossaux, des multinationales qui rivalisent pour exporter cette manne et des rebelles plantés sur les routes de transit : de l'Asie centrale à l'Inde, la géopolitique des pipelines s'intensifie à l'approche du retrait occidental d'Afghanistan.

C'est l'un des plus ambitieux projets au monde, relier les champs gaziers d'Asie centrale au sous-continent indien.

Après le retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan à la fin des années 1980, les sociétés américaine Unocal et argentine Bridas s'étaient cassées les dents en tentant de construire ces autoroutes du gaz dans un remake du "grand jeu", célèbre lutte au 19e siècle entre la Russie et la Grande-Bretagne pour le contrôle de cette région stratégique.

Mais la flamme du gazoduc espéré ne s'est jamais vraiment éteinte. Et aujourd'hui, à un an du retrait des forces de l'Otan d'Afghanistan, les jeux se multiplient en coulisses pour construire le TAPI, un gazoduc de 1.700 kilomètres reliant les champs gaziers du Turkménistan à l'Inde, via l'Afghanistan et le Pakistan.

Le Pakistan et l'Inde cherchent désespérément de l'énergie pour assurer leur croissance économique et l'Afghanistan démuni pourrait y gagner des centaines de millions de dollars de droit de passage.

"L'Afghanistan est un pont entre l'Asie centrale et le sous-continent indien, ce projet est le premier exemple pour le prouver", se félicite Abdul Jalil Jumriany, directeur général de l'Autorité afghane du pétrole.

Les trois pays en aval ont déjà signé des contrats d'approvisionnement en gaz avec les autorités turkmènes. "La balle est désormais dans le camp du Turkménistan", qui doit ces prochains mois fournir à ses trois partenaires une liste de sociétés avec lesquelles il serait prêt à construire ce pipeline, insiste M. Jumriany.

Mais qui acceptera d'investir au moins 7,6 milliards de dollars pour un gazoduc traversant des régions instables d'Afghanistan et du Pakistan ?

Les géants américains Chevron et ExxonMobil, le malaisien Petronas et la britannique British Gas ont déjà "exprimé leur intérêt" pour construire ce gazoduc en échange de frais de transport à long terme, ont indiqué à l'AFP des sources proches du dossier.

Mais ces groupes pourraient monnayer cher leur participation, et réclamer en plus au Turkménistan des participations dans l'exploration et la production gazière. "Elles n'en font pas mystère", souligne Mobin Saulat, directeur de l'Inter State Gas systems, société gérant les dossiers de gazoducs internationaux au Pakistan.

Reste à savoir ce que le Turkménistan acceptera d'accorder à des sociétés étrangères et les garanties exigées des pays qui les soutiennent, en particulier les Etats-Unis, d'autant plus favorables au TAPI qu'ils sont hostiles au second projet de pipeline régional, l'IP, censé relier l'Iran et le Pakistan.

L'Iran a célébré plus tôt cette année la fin de la construction de sa portion de l'IP, un projet de 7,5 milliards de dollars devant relier le champ gazier offshore de South Pars au sud du Pakistan.

Une avancée à laquelle Washington n'a pas caché son hostilité, le Département d'Etat soulignant qu'"il y a d'autres solutions à long terme pour répondre aux besoins énergétiques du Pakistan" et que ce dernier a plutôt "intérêt à éviter toute activité susceptible de sanction".

"Le TAPI et l'IP sont tous deux compatibles, car nos besoins énergétiques sont supérieurs au volume des deux projets combinés", juge toutefois un haut cadre du ministère pakistanais du Pétrole. Seul hic, le Pakistan, sans le sou, n'a toujours pas lancé la construction de sa partie du pipeline, au coût estimé à deux milliards de dollars, et juge désormais "irréaliste" la fin d'éventuels travaux en 2014.

Les Etats-Unis oseront-ils imposer des sanctions au Pakistan, allié clé dans la "*guerre contre le terrorisme*", car ce dernier traite avec l'Iran? Islamabad nie toute menace, mais des experts du dossier évoquent des pressions de Washington, et ce malgré le récent dégel américano-iranien.

Chaque projet de gazoduc est confronté à des défis sécuritaires qui pourraient décourager des investisseurs.

L'IP comme le TAPI doivent traverser la province pakistanaise du Baloutchistan (sud-ouest), théâtre d'une guerre larvée entre l'armée et des mouvements sécessionnistes.

Le second y ajoute en plus des bastions rebelles talibans en Afghanistan. "*Mais le TAPI ne sera pas forcément gêné par les talibans afghans*" qui pourraient être incités à l'accepter par l'intermédiaire du Pakistan, toujours en contact avec une partie d'entre eux, note Didier Chaudet, chercheur français à l'IPRI, un centre de réflexion pakistanais. Et les rebelles afghans pourraient accepter le gazoduc en échange de droits de passage informels, note-t-il.

A l'approche du retrait de l'Otan, ces pipelines sont pour les puissances régionales une incitation économique à travailler ensemble pour stabiliser une zone déchirée par les conflits depuis plus de trente ans, notamment en Afghanistan. Un espoir qui vaut parfois au TAPI le surnom de "*gazoduc de la paix*".

"*C'est vrai en théorie*", estime l'analyste indien Bharat Karnad, qui ne cache toutefois pas son scepticisme, estimant que le TAPI ne pourra éventuellement voir le jour qu'"à très long terme lorsque tous les conflits inter et intra-étatiques de la région seront résolus". L'IP ne sera pas non plus simple à réaliser.

Le jeu en vaut pourtant la chandelle, souligne l'ancien ministre pakistanais des Finances Salman Shah, car si ces gazoducs finissent par voir le jour "*c'est toute la région qui décollera économiquement*".

Un article publié par french.irib.ir du 19 décembre 2013

L'Europe, promoteur du désordre ukrainien. (20.12)

Pendant que les médias nous saoulent avec les funérailles de Mandela, s'essayant à faire monter la sauce d'une nouvelle idolâtrie cosmopolitiste, des événements d'une gravité extrême se déroulent en Ukraine, berceau légendaire de la Russie. Là où Rûs et Varègues qui, après avoir traversé des mers tempétueuses et franchi les détroits, remonté de vastes fleuves, débarquèrent de leur navire à fond plat pour fonder de nouveaux royaumes. Demain la guerre civile ? Peut-être pas, mais la répétition, avec un réel potentiel de violence, de la Révolution orange de novembre 2004 ne laisse pas d'inquiéter. Surtout dans le contexte d'un Levant toujours incandescent et des ennemis de la paix qui ne désarment pas à Riyad, à Paris, à Tel-Aviv, à Washington.

Qui ne voit que l'Union européenne, une entité bien identifiable, localisée à Bruxelles et incarnée par une poignée d'oligarques à mine patibulaire – les Martin Schultz, les Barroso et leurs sous-fifres faire-valoir, hommes et femmes de paille, les Ashton, les Van Rompuy – est au pire une fauteuse de guerre et au mieux un foyer de tensions ? Il suffit de considérer la situation à Kiev pour s'en convaincre. N'est-ce pas la proposition intempestive de Bruxelles d'établir un partenariat privilégié avec l'Ukraine qui a mis le feu aux poudres et déstabilisé le pays ? Car il ne fallait pas être devin pour prévoir la réaction russe, le Kremlin s'étant toujours montré très chatouilleux chaque fois que les Atlantistes se sont risqués à empiéter sur leur Pré-carré.

On l'a vu quand les États-Unis ont voulu déployer en Mer Baltique et en Europe orientale les radars d'acquisition et les missiles d'interception d'un « bouclier anti-missiles » prétendument destinés à protéger l'Occident contre une attaque de vecteurs nucléaires intercontinentaux iraniens ! En réponse Moscou avait prépositionné ses propres armes hypersoniques "*Iskender*" à Kaliningrad [Kœnigsberg]. De la même façon en 2008, quand la Géorgie, soutenue par Washington et Tel-Aviv, avait eu l'imprudence de tester en Ossétie du Sud la détermination de Moscou à ne pas laisser l'Ouest marcher sur ses plates-bandes, la réponse avait été cinglante. Mal lui en avait pris et l'Ossétie du Sud puis l'Abkhazie avait saisi l'occasion, à l'issue du conflit, de se déclarer indépendantes... sous le parapluie de la Fédération de Russie. En fait ce conflit limité dans le temps et l'espace - il se prolongea huit jours avant l'intervention d'un cessez-le-feu - fut néanmoins une guerre véritable qui eut pu facilement se solder par l'occupation complète de la Géorgie... n'eut été l'intervention de M. Sarkozy dont le pays, la France, assurait alors la présidence tournante du Conseil européen. À la suite de quoi Géorgie et Ukraine candidataient – ou furent incitées à le faire - à l'Otan. Adhésion qui eut put créer ultérieurement les conditions d'affrontements d'une toute autre ampleur eu égard à l'Article 5 de la Charte atlantique relative à l'obligation de solidarité en cas d'attaque de l'un de ses membres.

Révolution orange sur fond de concussions

En fait ce conflit était en gestation depuis 2004 et l'arrivée aux Affaires de l'américano-géorgien Saakachvili 1 à l'occasion de la "*Révolution des roses*" de novembre 2003. Celle-ci aura précédé d'un an la Révolution orange qui devait également porter en Ukraine une équipe pro-américaine conduite par Viktor Iouchtchenko 2, soutenue et financée en large partie par l'Administration américaine sous couvert la "*Fondation pour la société ouverte*" du milliardaire américain George Soros 3. Les occidentaux auront ensuite beau jeu d'accuser les Russes d'avoir planifié à partir de 2006 une offensive militaire en cas d'intervention géorgienne en Ossétie du Sud.

2013 rebelote. La Révolution orange de novembre 2004 ayant fait long feu, le gouvernement occidentaliste qui prend les commandes en janvier 2005 commencera très vite à se fissurer. Sans doute dès septembre de la même année avec le limogeage du Premier ministre Ioulia Tymochenko. La malheureuse ayant fait la preuve de ses incompétences – mais non point de son aptitude à la concussion - elle finit par se retrouver – au grand dam de ses bons amis de Bruxelles - derrière les barreaux en octobre 2011, condamnée à sept ans d'emprisonnement pour abus de pouvoir à propos de contrats gaziers signés en 2009 entre son pays et la Russie ! Une condamnation apparemment pleinement justifiée au regard du dossier et des prévarications dont elle se serait rendue coupable ! Mais la leçon n'a été entendue ni à Washington ni à Bruxelles. Au reste les moyens mis en œuvre aujourd'hui pour relancer la machine subversive sont à la hauteur des enjeux : extraire l'Ukraine de l'orbite russe et l'arrimer à la nef des fous d'une Europe à la dérive...

Ainsi, les récentes émeutes de Kiev ont vu l'entrée en scène de jeunes Tatars de Crimée encadrant les manifestations. Des membres du mouvement Azatlyk [Liberté] de Naïl Nabiullin, qui militent pour la Grande Turquie et qui sont soutenus à l'occasion aussi bien par des partis trotskistes - tels le Front de gauche russe de Sergueï Oudaltsov - que par le gouvernement de Recep Tayyip Erdogan. Certains d'entre eux venaient de revenir - justement via la Turquie - des théâtres d'opérations syriens où ils s'étaient formés à la guérilla djihadiste en combattant l'État baasiste.

On notera par ailleurs et avec amusement la similarité des *modus operandi* en matière de communication des nouveaux "révolutionnaires" de Kiev... Le 9 avril 2003, à Bagdad, sur la place Ferdaous, quelques grappes d'opposants stipendiés revenus dans les fourgons du malheur et de l'armée américaine, abattaient la statue de Saddam Hussein. Seuls une profonde myopie empêcha les journalistes présents - et les salles de rédaction - de voir qu'il s'agissait d'une grossière mise-en-scène ; le 8 décembre, à Kiev, "Lénine" était à son tour déboulonné place de l'Indépendance. Nul ne le regrettera. Bien sûr comparaison n'est pas raison, mais la ressemblance spectaculaire entre ces deux "*happenings*" est trop forte pour être tout à fait fortuite : mêmes actions, mêmes finalités, mêmes type d'acteurs 4... car enfin il suffit d'ouvrir les yeux pour voir que les foules mobilisées à Kiev sont essentiellement composées de jeunes hommes et que le mélange des couches sociales y semble réduit à sa plus simple expression. Une homogénéité des manifestants qui là encore pose question !

Le Centre étant inaccessible, l'offensive se déploie à la périphérie

Le 19 septembre le sénateur John McCain se voyait offrir une tribune libre sur le site en anglais de la Pravda [Vérité]. Il y publiait une lettre ouverte aux citoyens de la Fédération avec ce titre assez malgracieux : « *Les Russes méritent mieux que Poutine* ». Une réponse au président russe qui avait exprimé, dans les colonnes du New York Times, son point de vue quant au conflit syrien un peu auparavant. McCain parlant à la première personne et s'adressant sans ambages aux lecteurs russes : « *Je crois que vous devriez pouvoir vivre selon ce que vous dicte votre conscience, et non selon ce que vous dicte votre gouvernement* »... « *Je veux dissiper les mensonges des dirigeants russes, destinés à les maintenir au pouvoir et à justifier leur corruption... Les amis de Poutine sont les tyrans* ». En conséquence de quoi, Vladimir Poutine a fait savoir qu'il « *n'entamerait pas de polémique avec quelqu'un habitant de l'autre côté de l'Océan.* » [rfi.fr19spt13].

C'est le même McCain qui le 17 avril 2007, en campagne pour les présidentielles de 2008, chantonnait « *Bomb, bomb, bomb Iran* » sur un air des "*Beach Boys*" 5. C'est toujours le même homme qui ce 15 déc. s'adressait à près de 200 000 manifestants rassemblés sur Maïdan [place de l'Indépendance] pour demander la démission du président Viktor Ianoukovitch... Lequel doit se rendre à Moscou ce mardi 17 alors que son Premier vice-Premier ministre, Serhiy Arbousov avait eu tout loisir d'annoncer la semaine passée, l'imminence d'un "*accord d'association et de libre-échange*" avec Bruxelles. En contrepartie, en cas de signature, une aide financière d'un montant de 20 mds d'euros sera octroyée à l'Ukraine ainsi qu'une assistance dans la négociation d'un emprunt auprès du FMI ! La carotte est grosse mais plus encore... appétissante. Notons finalement que l'argent ne manque pas lorsqu'il s'agit de corrompre les États !

Au final, les cyniques qui nous gouvernent ne donnant rien dans rien, les Ukrainiens fascinés par le scintillement des merveilles européennes trouveront peut-être la pilule amère lorsqu'il leur faudra, sous peine de voir le robinet à finances se refermer, accepter toutes les joyeusetés obligatoirement livrées avec le kit européen... Dictature hygiéniste, tyrannie consensuelle, correction politique, fétichisme de la déviance, droits exorbitants des minorités, éclatement du noyau familial et exaltation des toutes les tares et pathologies physiques, morales ou mentales... et cætera. Tout ce que ce monstre de Poutine refuse pour la Russie. Lui qui a su mettre en lisière l'activité et la circulation des fonds de ces honnêtes Ong anglo-américaines œuvrant pour le salut de l'humanité et l'assomption de la démocratie participative. Mais quand le Centre est inaccessible ou imprenable, il convient d'entreprendre une manœuvre d'encercllement en jouant la périphérie contre le centre. Kiev contre Moscou !

Commentaire d'Alexeï Pouchkov, député à la Douma : les « *représentants de l'Union européenne et des Etats-Unis sont directement impliqués dans le bras de fer politique en Ukraine... Veulent-ils y établir un nouveau régime colonial ?* » [courrierinter.com16 déc13]. En tout cas la visite de McCain, sans constituer pour autant un casus belli, n'est pas moins une provocation de la plus belle eau. Qu'en conclure ? Qu'à Washington les ennemis d'Obama sont puissants, qu'ils ne craignent pas d'accroître les tensions, qu'ils feront tout pour faire capoter les négociations avec l'Iran, que la marge de manœuvre de l'Administration Démocrate est mince et que les six mois pendant lesquels court l'accord intérimaire sur le contrôle du

programme nucléaire iranien devraient être mouvementés. (Une conclusion en eua de boudin comme d'habitude, mais inévitable, peu importe, le reste de l'article est très intéressant. - ndlr)

Notes

(1) Saakachvili pendant ses études a été boursier du Département d'État américain et commence sa carrière juridique à New-York dans le cabinet d'avocats Patterson Belknap Webb & Tyler.

(2) À l'heure où les manifestants s'affrontent à Kiev aux forces de police, l'UE négocie avec les É-U un « *Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement* ». En un mot l'établissement ou plutôt l'institutionnalisation d'une zone de libre échange qui existe déjà dans les faits... mais qui, si l'accord est adopté, permettra à l'Amérique du Nord (Alena) d'inonder le marché européen de produits frelatés à bas prix lesquels, par exemple, mettront à et en terre notre secteur agricole : poulets chlorés, bœufs poussés aux hormones, céréales génétiquement modifiées et tutti quanti.

(3) L'OSF, connu avant 2010 sous le nom d'Open Society Institute, est un réseau créé en 1993 par le milliardaire américain d'origine magyare George Soros, dans le but de promouvoir la "*gouvernance démocratique*", les droits humains, les associations "*caritatives*" et communautaristes, les syndicats et toute la panoplie des structures idéologiques utiles à énerver et convertir les peuples arriérés aux vertus de la permissivité extrême. Parmi ses nombreuses actions d'éclat citons : l'Optor, organisation insurrectionnelle ayant conduit la lutte en Serbie contre la présidence de feu Slobodan Milosevic durant l'été 2000 ; le CEDAR , premier réseau européen de professionnels musulmans ; la "Quadrature du Net" « *organisation de défense des droits et libertés des citoyens sur Internet* » ; en Roumanie, la Gay Fest, festival homosexuel annuel de Bucarest ; en France, le Collectif contre l'islamophobie ; ou encore la formation des blogueurs égyptiens qui ont joué un rôle capital dans l'arrivée au pouvoir – par les urnes !? – de l'islamiste Morsi... Enfin Pora [« *Il est l'heure* » !] une « *organisation civique et de résistance non-violente de la jeunesse ukrainienne préconisant l'instauration d'une "vraie" démocratie nationale* ». Fondé en 2004 avec les fonds de la National Endowment for Democracy de G. Soros et ceux de l'Ambassade du Canada avec pour objectif avoué de coordonner l'opposition de la jeunesse au gouvernement. Pora, l'un des protagonistes de première ligne de la Révolution orange, était dirigé - par le plus grand des hasards - d'anciens cadres dirigeants d'Optor cité plus haut.

(4) Voir le billet pétri d'ironie mordante de Marie Delarue « *Ukraine : on a déboulonné Lénine... comme Saddam* » bdvoltaire.fr 10 décembre 2013.

(5) wikipedia.org/wiki/Bomb_Iran#John_McCain_controversy

Un article AFP du 19 décembre 2013

La France, pays occidental le plus interventionniste en 2013. (20.12)

En première ligne au Mali et en Centrafrique, velléitaire en Syrie, pugnace dans le dossier iranien: la France a acquis en 2013 le statut, réservé de coutume aux Etats-Unis, de pays occidental le plus interventionniste.

Paradoxe: la France adopte une position "guerrière" inhabituelle sur la scène internationale au moment où elle semble sur le déclin, entre difficultés à boucler son budget militaire, perte d'influence économique et apparition de nouveaux acteurs à l'instar du Qatar, de l'Inde ou du Brésil.

"La France a montré qu'elle était devenue ces dernières années le plus faucon des pays occidentaux sur les dossiers au Proche-Orient et dans la région", résume Hussein Ibish, analyste à Washington du groupe de réflexion American Task force on Palestine.

Et en Afrique, sa toute dernière intervention - l'opération "Sangaris" en Centrafrique - a définitivement posé la question du retour de l'ancienne puissance coloniale en "gendarme de l'Afrique".

Hussein Ibish rappelle que la France a "poussé pour une intervention en Libye" en mars 2011, a "envahi et sauvé le Mali" au début de l'année, "était la plus enthousiaste à l'idée de frappes contre les sites d'armes chimiques en Syrie" en août. Et sur l'Iran, elle a ferraillé pour empêcher un "jeu de dupes" sur le programme nucléaire iranien, pesant de tout son poids pour convaincre Européens et Américains de demander plus de concessions à Téhéran.

"Qu'on s'en félicite ou le déplore, la France ne joue plus le même rôle qu'hier sur la scène internationale", résumait alors l'éditorialiste Bernard Guetta dans Libération. Elle est devenue sous les présidences de Nicolas Sarkozy et François Hollande "le plus attaché des pays de l'Alliance atlantique à défendre la sécurité, les principes et les intérêts du monde occidental".

Le lancement jeudi de l'opération "Sangaris" après le feu vert de l'Onu pour rétablir l'ordre dans une Centrafrique sombrant dans le chaos est le dernier épisode de cet activisme de Paris dans le monde. "La Côte d'Ivoire en 2011, le Mali début 2013 et aujourd'hui la Centrafrique: jamais, sans doute, la France n'a fait preuve d'un tel activisme militaire sur un temps aussi court pendant que d'autres pays - la Chine, l'Inde, la Turquie - investissent à tout va", a constaté Libération à l'instar de l'ensemble de la presse française.

"Ambitions mais moyens limités"

Pendant près de 50 ans, la politique étrangère de la France avait suivi la doctrine instaurée par le général Charles de Gaulle visant à placer à bonne distance les géants soviétique et américain, et Israël. Ce non-alignement a perduré sous le président socialiste François Mitterrand et culminé en 2003 lors du "non" de Jacques Chirac à l'invasion de l'Irak de Saddam Hussein.

Il y a dix ans, les Républicains américains criaient au boycott de la France et qualifiaient les Français de "singes capitulards bouffeurs de fromage". Aujourd'hui, l'influent sénateur américain John McCain tweete "Vive la France" à propos du bras de fer mené avec l'Iran. Que s'est-il passé entre-temps?

La gestion offensive - similaire - de Nicolas Sarkozy et François Hollande a accompagné un renouvellement de générations aux Affaires étrangères, dans l'armée et les services secrets. La nouvelle a grandi dans la foulée des attentats du 11 septembre 2001 à New York et fait ses armes dans la lutte antiterroriste, notamment en Afghanistan et au Sahel.

Paris a aussi profité en partie du "vide" relatif laissé par les Etats-Unis au Moyen-Orient. Après une décennie de guerres en Afghanistan et Irak, Washington a rapatrié ses GI's, réorientant son action sur l'Asie.

"Les pays comme la France connaissent très bien l'équilibre des pouvoirs au Proche-Orient et ils veulent protéger leurs intérêts", souligne Alireza Nader, expert du centre de réflexion RAND. "Il ne s'agit pas seulement du programme nucléaire (iranien) mais également de calculs de pouvoir et d'équilibre. La France protège la sécurité d'Israël mais a aussi des liens étroits avec l'Arabie saoudite et les pays du Golfe", dit-il.

En août, la Syrie a toutefois brutalement ramené les Français au principe de réalité. Après la mort de 1.500 personnes tuées par des armes chimiques près de Damas, la France pensait avoir convaincu les Etats-Unis de lancer des frappes sur les installations militaires syriennes. Mais une reculade à la dernière minute de Barack Obama a laissé François Hollande seul en première ligne, l'obligeant à baisser pavillon.

Cruel constat de l'analyste arabe Mustapha Al-Ani du Gulf Research Centre: la France *"n'a pas les moyens de sa politique"* au Proche-Orient car sa diplomatie *"reste tributaire de la politique des Etats-Unis"*.

Directeur de l'institut politique Issam Fares, Ramy Khory, tempère ce jugement: *"La France ne pourra pas jouer un rôle aussi important que les Etats-Unis au Proche-Orient, mais elle peut très certainement (y) jouer un rôle dynamique, efficace et constructif"*.

Un article lemonde.fr du 26 décembre 2013

Corruption : le gouvernement turc fait pression sur la justice. (27.12)

Le procureur Muammar Akkar, chargé d'enquêter sur un vaste scandale de corruption qui ébranle depuis quelques jours le gouvernement islamo-conservateur turc, a été dessaisi jeudi 26 décembre du dossier, après avoir dénoncé une tentative d'étouffement de l'enquête.

L'annonce en a été faite par M. Akkar lui-même, qui en a profité pour livrer aux médias turcs ses quatre vérités dans un communiqué. « *J'ai découvert aujourd'hui que j'ai été muté de ma juridiction sans qu'aucune raison ne soit donnée. Tous mes collègues ainsi que le public devraient savoir que, en tant que procureur, j'ai été empêché de lancer une enquête.* » Il a notamment mis en cause la police, qui n'aurait pas exécuté les nouveaux mandats d'arrêt qu'il avait lancés à l'encontre d'une trentaine de personnes, dont des députés et des hommes d'affaires. « *Par le moyen de la police, la justice a été soumise à des pressions directes, et l'exécution d'ordres donnés par les tribunaux a été entravée.* »

Pour justifier cette mutation, le procureur général d'Istanbul, Turhan Colakkadi, a expliqué que le magistrat n'avait pas respecté le code de procédure pénale. Selon lui, Muammar Akkar avait donné des informations aux médias et n'avait pas fourni à ses supérieurs des rapports réguliers sur l'avancement de son enquête.

Lancée la semaine dernière, la vaste enquête anticorruption qu'il menait a provoqué la démission de trois ministres, dont les fils ont été inculpés. Elle a contraint mercredi soir le premier ministre, Recep Tayyip Erdogan, à procéder en urgence à un vaste remaniement ministériel.

Cette enquête se déroule sur fond de guerre ouverte entre le gouvernement du Parti de la justice et du développement (AKP), au pouvoir depuis 2002, et la confrérie du prédicateur musulman Fetullah Gülen, qui fut longtemps son alliée.

M. Erdogan a accusé, sans la nommer, l'organisation de M. Gülen, très influente dans la police et la justice turques, de constituer un « *Etat dans l'Etat* » à l'origine d'un « *complot* » contre son gouvernement. Une accusation reprise en miroir par l'opposition, qui estime que M. Erdogan cherche à gouverner le pays par l'intermédiaire d'un « *Etat parallèle* », l'AKP.

Un article Reuters du 25 décembre 2013

Trois ministres turcs démissionnent sur fond de scandale. (27.12)

Trois ministres turcs ont démissionné mercredi, après l'arrestation la semaine dernière de leur fils dans le cadre d'une enquête sur des soupçons de corruption, qui tourne à l'épreuve de force entre le Premier ministre, Recep Tayyip Erdogan, et la justice.

Immédiatement après l'annonce de sa démission, Erdogan Bayraktar, ministre de l'Environnement, a conseillé à Recep Tayyip Erdogan de quitter lui aussi ses fonctions, ce qui marque une contestation inédite du Premier ministre dans son propre camp.

"Pour le bien de cette nation et de ce pays, je crois que le Premier ministre devrait démissionner", a dit sur une chaîne de télévision Erdogan Bayraktar, dont le fils a brièvement été arrêté le 17 décembre, au début de l'enquête publique.

Ses collègues de l'Intérieur et de l'Economie, Muammer Guler et Zafer Caglayan, comptent eux aussi un fils chacun parmi les 24 personnes interpellées ce jour-là. Ils affirment l'un comme l'autre que leurs proches sont innocents.

Idris Naim Sahim, actuel député et prédécesseur de Muammer Guler au ministère de l'Intérieur, a, par ailleurs, annoncé mercredi son départ du Parti pour la justice et du développement (AKP), la formation islamiste et conservatrice de Recep Tayyip Erdogan.

Ce dernier a présenté dans la soirée au président Abdullah Gül une nouvelle liste de membres du gouvernement, a-t-on appris de sources politiques.

On ignore dans l'immédiat si le remaniement a concerné uniquement les trois postes vacants ou davantage de portefeuilles.

L'enquête, qui implique en premier lieu le directeur général de la banque publique Halkbank, a fragilisé Recep Tayyip Erdogan. De nombreux observateurs lient l'agitation en cours à la rivalité entre le Premier ministre et un ancien allié, l'influent prédicateur Fethullah Gülen, exilé aux Etats-Unis.

Le Premier ministre a répliqué à la vague d'arrestations en limogeant plusieurs responsables de la police nationale, dont ceux de plusieurs services de la police d'Istanbul, où se trouve le siège d'Halkbank.

Selon le journal Hürriyet, au moins 550 policiers, dont de hauts gradés, ont été limogés la semaine dernière à travers le pays, par Muammer Guler.

Le gouvernement présente l'affaire comme une campagne orchestrée depuis l'étranger dans le but de semer la discorde en Turquie.

Lors d'un meeting de l'AKP, Recep Tayyip Erdogan a juré mercredi que la formation islamiste "ne sous-estime ou ne tolère pas la corruption", mais n'a pas réagi aux démissions.

"Si l'opposition rend un verdict dès le deuxième jour de l'enquête, à quoi bon avoir des juges ?", a-t-il demandé. *"Si les médias prennent la décision, à quoi bon avoir de longues procédures de justice ?"*

"Comment savoir à quoi est employé cet argent ?", a-t-il aussi dit en référence à des images, diffusées par des chaînes de télévision, de boîtes à chaussures remplies de billets et supposément saisies au domicile de suspects.

Aux yeux des analystes politiques, l'enquête anti-corruption en cours et ses développements politiques pourraient nuire au soutien populaire dont bénéficie l'AKP, mais ne devrait pas menacer pour autant le gouvernement dans l'immédiat.

Ces affaires pourraient toutefois affecter les résultats des élections locales de mars. Les prochaines législatives doivent elles avoir lieu en 2015.

"J'ai démissionné de mon poste de ministre de l'Economie pour aider à la manifestation de la vérité et pour permettre de faire échouer cet horrible complot, qui a touché entre autres mon enfant et certains de mes plus proches collègues de travail", a expliqué Zafer Caglayan dans un communiqué.

Dans un communiqué distinct, Muammer Guler a qualifié l'affaire en cours de *"montage sordide visant notre gouvernement, notre parti et notre pays"*.

Même si bon nombre d'investisseurs internationaux étant absents en ce jour de Noël, le principal indice de la Bourse turque perdait plus de 2% après les déclarations du ministre de l'Environnement en faveur de la démission de Recep Tayyip Erdogan. La livre, tombée vendredi à un plus bas historique de 2,0983 pour un dollar, restait à un bas niveau.

Un article de nouvelordremondial.cc du 23 avril 2008

Happy birthday the Fed !

Aux sources de l'escroquerie de la Réserve Fédérale – Le machiavélisme des hécatonchires de la finance internationale. - nouvelordremondial.cc du 23 avril 2008 (27.12.13)

« *Que peuvent les lois, là où seul l'argent est roi ?* » Pétrone.

« *Si la population comprenait le système bancaire, je crois qu'il y aurait une révolution avant demain matin.* » L'industriel Henry Ford.

On parle ici et là de « *finance de marché* », d' « *ingénierie financière de Wall Street* » de « *non-coïncidence de l'intérêt des parties* », de « *dysfonctionnements structurels de la finance dérégulée* » du « *rôle des monnaies* », comme si les opérations financières étaient mues par un petit moteur intérieur, se déroulaient dans la stratosphère et n'étaient pas connectés à la politique des Etats.

J'ai voulu montrer que derrière le théâtre d'ombres du vocabulaire abscons de spécialistes, des mains bien réelles s'activent dans les coulisses, les mains avides des hécatonchires de la finance internationale. Derrière les chiffres, les graphiques et les abstractions, une poignée d'hommes en chair en os agissent. Leurs cerveaux échafaudent les plans par lesquels ils défendent avec ténacité, et de génération en génération, des intérêts privés au détriment des intérêts des nations.

La crise financière actuelle n'est incompréhensible que pour ceux qui ne veulent pas savoir. C'est pourquoi j'ai essayé de remonter à sa source et de montrer que si le meccano s'est déréglé une fois de plus, c'est qu'il est programmé de telle sorte que des crises périodiques sont inscrites dans le patrimoine génétique de son code de fonctionnement parce que ces crises sont hautement profitables à ses concepteurs.

Il se peut que l'exceptionnelle habileté des spéculateurs de la « *finance déstructurée* » à jouer à saute-mouton par-dessus les crises qu'ils ont régulièrement provoquées depuis plus d'un siècle, les ait à ce point enhardis que leur voracité a, cette fois, détraqué la machinerie monétaire dont ils avaient si ingénieusement ajusté les rouages. Peut-être apprendrons-nous dans un très proche avenir qu'une nouvelle « *conspiration des hécatonchires* » est en gestation en quelque île des Caraïbes ou du Pacifique afin, diront-ils, d'oeuvrer pour le salut de l'humanité et de « *sauver* » le système monétaire.

Chapitres

- 1 – La conspiration de l'île Jekyll
- 2 – La liste des conspirateurs
- 3 – La préhistoire du système monétaire : de la déclaration d'indépendance à la crise de 1907
- 4 – John Fitzgerald Kennedy et la nouvelle tentative de réforme monétaire
- 5 – Les crises monétaires successives aux USA: 1869 – 1873 – 1893 – 1901 – 1907
- 6 – Les préparatifs du coup d'Etat constitutionnel
- 7 – Histoire de l'Histoire de la révélation au public du système de la Réserve Fédérale
- 8 – Ezra Pound et son combat contre l'usurocratie
- 9 – Le mécanisme de l'escroquerie de la Réserve Fédérale

1 – La conspiration de l'île Jekyll

Le 22 novembre de l'année 1910, le luxueux wagon privé du richissime sénateur Nelson Aldrich a été accroché au train qui reliait New-York au sud des Etats-Unis et quelques personnes s'embarquent en direction de la Georgie. Le voyage durera deux jours et deux nuits et les occupants de ce wagon affecteront, avec une ostentation puérile, de ne pas se connaître bien que leur long périple ait le même but : la chasse au canard sur une petite île située à quelques encablures des côtes de Georgie, l'île de Jekyll.

Notre groupe voyage sous des noms d'emprunts. Les participants avaient fait preuve de ruses de Sioux afin de ne pas se croiser avant l'ébranlement du convoi et s'étaient interdit de se nommer en s'adressant la parole – ou de n'utiliser que leurs prénoms – durant le temps que dura le voyage, tellement leur méfiance

était grande et s'étendait au personnel de service . Un incognito total devait être préservé. L'un d'entre eux, qui n'avait jamais chassé de sa vie, portait même un grand fusil sur l'épaule afin de compléter le réalisme naïf du tableau.

Ces personnages, qui se comportaient de manière aussi étrange, représentaient pourtant à eux seuls le quart de la richesse planétaire de l'époque.

La description de l'embarquement et du voyage figure dans les ouvrages des auteurs qui rapportent cette scène, notamment dans celui, très détaillé, d'Eustace Mullins, *Secrets of the Federal Reserve*, *The London Connection*, dont je parlerai plus loin (2). Comme les voyageurs occupaient un wagon privé – donc soustrait par définition aux regards du public – les précautions des participants semblent pour le moins excessives , à moins que tel Monsieur Le Trouadec saisi par la débauche , nos sévères banquiers se soient livrés à un moment de détente ludique, avant de se concentrer sur le beau coup financier qu'ils étaient sur le point de monter.

2 – La liste des conspirateurs

Etaient présents:

- Le propriétaire du wagon qui roulait, tous rideaux baissés, vers son destin et vers le nôtre, le Sénateur Nelson Aldrich accompagné de son secrétaire privé, Shelton. Président de la National Monetary Commission (Commission Monétaire Nationale) créée en 1908 et entérinée par le Président Théodore Roosevelt à la suite de la panique monétaire de 1907 qui succédait à plusieurs autres catastrophes boursières, il était l'aiguillon et l'organisateur de la réunion. Le Sénateur entretenait des relations commerciales étroites avec l'influent homme d'affaires et banquier, John Pierpont Morgan, beau-père de John D. Rockefeller et grand-père de Nelson

Rockefeller, un ancien vice-président des États-Unis. Celui-ci n'était pas physiquement présent, mais triplement représenté, il marqua la réunion de son empreinte. Au Congrès, le Sénateur Aldrich passait pour être le porte-parole du banquier J.P.Morgan , lequel représentait également les intérêts des Rothschild d'Angleterre.

Les représentants directs de John Pierpont Morgan étaient:

- Henry Davison, associé principal de la John Pierpont Morgan Company et considéré comme son émissaire personnel.

- Charles Norton, président de la First National Bank de New York, dominée par J.P. Morgan Company.

- Benjamin Strong, le directeur général de la J. P. Morgan's Bankers Trust Company, et connu pour être également un lieutenant de J.P. Morgan. Il devint d'ailleurs le P.D.G. de la banque, trois ans plus tard, à la suite à l'adoption de la Loi sur la Réserve fédérale. Ces deux banquiers représentaient , eux aussi, les intérêts des Rothschild.

- Il semble qu'il y ait eu quelques autres « *invités* » dont les noms ne sont, pour l'instant , pas connus et peut-être ne le seront-ils jamais. Ainsi, lorsque George F. Baker, un des associés les plus proches de JP Morgan, mourut le 3 mai 1931, le *New-York Times* écrivit : « *Le club de l'île Jekyll a perdu un de ses membres les plus distingués* ».

Etait également présent, Frank Vanderlip, le président de la National Bank de New York, la plus grande et la plus puissante banque d'Amérique. Il représentait les intérêts financiers de William Rockefeller et de la société d'investissement internationale Kuhn, Loeb and Company.

Contrairement à ce laissent entendre ceux qui affirment qu'il se serait agi d'un « *complot des seuls banquiers* », le gouvernement n'était pas étranger à cette réunion. Il était représenté par A. Piatt Andrew, Secrétaire adjoint du Trésor et Aide Spécial de la National Monetary Commission. Je reviendrai sur cette Commission que le Congrès avait officiellement chargée, en 1907, de préparer une réforme monétaire. D'ailleurs, les défenseurs du système de la FED se fondent sur son existence et sur la présence du

représentant du gouvernement à l'île Jekyll pour dénoncer comme « *complotistes* » les critiques de la réunion de l'île Jekyll en omettant sciemment de mentionner les conditions dans lesquelles fut conçue, votée puis annoncée la création de la Federal Reserve et que j'analyserai plus loin. La présence de ce membre du Gouvernement prouve pour le moins la complicité de ce dernier avec les banquiers dans le « *coup d'Etat constitutionnel* » que banquiers et Gouvernement préparaient de conserve contre le Congrès.

Mais le personnage le plus important parmi les participants était Paul Warburg. C'était l'un des hommes les plus riches du monde. Son expérience du fonctionnement des banques européennes, sa forte personnalité et ses compétences en firent le meneur, la tête pensante du groupe et le véritable initiateur de la création de la FED. Il révélera d'ailleurs des capacités de manoeuvrier exceptionnelles en 1913, au moment du vote de la loi au Congrès. (3)

D'origine allemande, il se fit ensuite naturaliser citoyen américain. En plus d'être un partenaire de la Coon, Loeb and Company – il avait épousé en 1893 la fille du banquier Salomon Loeb, propriétaire de la banque Kuhn, Loeb & Co de New-York – il représentait sur place la dynastie bancaire des Rothschild d'Angleterre et de France. Associé avec son frère Felix, il entretenait également des liens étroits avec son autre frère Max Warburg, le directeur en chef du consortium bancaire Warburg d'Allemagne et des Pays-Bas.

Cette fine brochette représentait donc les intérêts croisés des plus grands groupes bancaires mondiaux : les Morgan, les Rothschild, les Warburg et les Rockefeller. Les historiens du Nouveau Monde les appelleront les Barons voleurs. Une fois arrivés dans la luxueuse propriété de J.P. Morgan sur l'île Jekyll, nos banquiers millionnaires s'installèrent autour d'une table et neuf jours durant, dans le plus grand secret, ils mirent au point et rédigèrent minutieusement le règlement de ce qui allait devenir le Système de la Réserve Fédérale.

3 – La préhistoire du système monétaire : de la déclaration d'indépendance en 1776 à la crise de 1907

L'action des « *barons voleurs* » et la décision de 1913 qui en sera le point d'orgue, n'est pas un acte isolé. C'est le dernier et le plus décisif des coups de boutoir des financiers dans la guerre féroce, tant en Europe qu'en Amérique, entre le pouvoir politique et le pouvoir des banquiers, et notamment celui des Warburg et des Rothschild d'Angleterre. Cette guerre dura depuis la Déclaration d'indépendance des colonies anglaises. Elle se termina par une victoire par KO de la finance internationale sur le pouvoir politique de l'Etat naissant et ouvrit la voie à une domination exponentielle des financiers sur le monde entier.

La bataille avait d'ailleurs commencé avant même la déclaration d'indépendance, en 1776, lorsque les banquiers de la City de Londres réussirent à faire voter par le gouvernement anglais une loi qui interdisait aux treize colonies d'Amérique de créer une monnaie locale, le Colonial Script, et de n'utiliser, pour leurs échanges, que la monnaie or et argent des banquiers. Comme cette monnaie était obtenue moyennant un intérêt, elle devenait automatiquement une dette des colonies.

Les monétaristes l'appellent une monnaie-dette et cette monnaie est un racket permanent des banques sur l'Etat soumis à ce régime.

Au moment de la déclaration d'indépendance du nouvel Etat, méfiants, les Pères fondateurs inscrivent dans la Constitution américaine signée à Philadelphie en 1787, dans son article 1, section 8, § 5, que « c'est au Congrès qu'appartiendra le droit de frapper l'argent et d'en régler la valeur ».

Thomas Jefferson était si persuadé du rôle pervers des banquiers internationaux qu'il a pu écrire: « *Je considère que les institutions bancaires sont plus dangereuses qu'une armée. Si jamais le peuple américain autorise les banques privées à contrôler leur masse monétaire, les banques et les corporations qui se développeront autour d'elles vont dépouiller les gens de leurs biens jusqu'au jour où leurs enfants se réveilleront sans domicile sur le continent que leur Pères avaient conquis.* »

Et voilà comment Jefferson a prophétisé, il y a plus de deux siècles, la crise actuelle des « *subprime* », qui jette de plus en plus de citoyens américains à la rue.

Mais les banquiers ne s'avouèrent pas vaincus. Ils trouvèrent des soutiens auprès du nouveau gouvernement et notamment auprès du Secrétaire au Trésor, Alexander Hamilton et du Président George Washington lui-même. Ils obtinrent en 1791 le droit de créer une banque, abusivement appelée Banque des

Etats-Unis de manière à faire croire qu'il s'agissait d'une banque de l'Etat central alors que c'était une simple banque privée appartenant à ses actionnaires. Cette banque privée obtint, pour vingt ans, le privilège d'émettre la monnaie-dette du nouvel Etat.

Lorsqu'au bout de vingt ans, le Président Jackson voulut mettre fin à ce droit exorbitant, sortir du cycle de la monnaie-dette et revenir au droit inscrit dans l'art. 1 de la Constitution, les banquiers anglais, menés par Nathan Rothschild, suscitérent en 1812, sous divers prétextes commerciaux – taxe sur le thé – et maritimes – contrôle des navires – une guerre de l'Angleterre contre ses anciennes colonies et ils mirent en action toute leur puissance financière afin de ramener le nouvel Etat au rang de colonie. « *Vous êtes un repaire de voleurs, de vipères, leur avait crié le Président Jackson. J'ai l'intention de vous déloger, et par le Dieu Eternel, je le ferai!* » Mais il échoua à les déloger et les banquiers eurent le dernier mot.

En 1816, les privilèges de la Banque des Etats-Unis étaient rétablis et les banquiers menés par la famille Rothschild avaient définitivement terrassé les hommes politiques qui, comme Jefferson et plus tard, Lincoln, tentèrent de s'opposer à leur racket.

C'est donc à juste titre que James Madison (1751-1836), le quatrième Président des Etats-Unis a pu écrire: « *L'histoire révèle que les banquiers utilisent toutes les formes d'abus, d'intrigues, de supercheries et tous les moyens violents possibles afin de maintenir leur contrôle sur les gouvernements par le contrôle de l'émission de la monnaie.* » Car il s'agit bien d'un racket. La guerre que mena – et perdit – Abraham Lincoln contre les banquiers en est une nouvelle illustration éclatante.

Durant la guerre de Sécession (1861-1865), la banque Rothschild de Londres finança les Fédérés du Nord, pendant que la banque Rothschild de Paris finançait les Confédérés du Sud en application d'un scénario mis au point en Europe durant les guerres napoléoniennes. Les deux groupes, profitant de la situation, exigeaient des intérêts usuraires de 25 à 36%.

Le président Lincoln, qui avait percé à jour le jeu des Rothschild refusa de se soumettre au diktat des financiers européens et, en 1862, il obtint le vote du Legal Tender Act par lequel le Congrès l'autorisait à revenir à l'art. 1 de la Constitution de 1787 et à faire imprimer une monnaie libérée du paiement d'un intérêt à des tiers – les dollars « *Green Back* » – ils étaient imprimés avec de l'encre verte. C'est ainsi qu'il a pu, sans augmenter la dette de l'Etat, payer les troupes de l'Union.

« *Le pouvoir des financiers tyrannise la nation en temps de paix – écrivait-il – et conspire contre elle dans les temps d'adversité. Il est plus despotique qu'une monarchie, plus insolent qu'une dictature, plus égoïste qu'une bureaucratie. Il dénonce, comme ennemis publics, tous ceux qui s'interrogent sur ses méthodes ou mettent ses crimes en lumière. J'ai deux grands ennemis : l'armée du sud en face et les banquiers en arrière. Et des deux, ce sont les banquiers qui sont mes pires ennemis.* »

Il aurait ajouté ces paroles prémonitoires : « *Je vois dans un proche avenir se préparer une crise qui me fait trembler pour la sécurité de mon pays. [...] Le pouvoir de l'argent essaiera de prolonger son règne jusqu'à ce que toute la richesse soit concentrée entre quelques mains.* » (Letter from Lincoln to Col. Wm. F. Elkins, Nov. 21, 1864).

Lincoln voyait clairement combien il était néfaste pour une nation souveraine que des puissances autres que l'Etat central aient le pouvoir de créer la monnaie. Il a été tué à Washington le 14 avril 1865 par John Wilkes Booth qui lui tira une balle dans la tête alors qu'il assistait à une représentation théâtrale dans la loge du Ford's Theater.

Les causes réelles de sa mort n'ont pas été élucidées, bien que la version officielle prétende toujours que son assassin vengeait la défaite des Sudistes. De nombreuses recherches, abondamment documentées, orientent la recherche de la vérité vers un complot beaucoup plus complexe et révèlent, notamment, que Booth reçut à ce moment-là des sommes d'argent très importantes de la part d'hommes d'affaires connus et qu'il bénéficia de nombreuses et efficaces complicités, tant pour accomplir son crime que pour quitter les lieux.

Toujours est-il que le successeur de Lincoln, Andrew Johnson, semble, lui, n'avoir eu aucun doute quant à la cause de la mort de son prédécesseur : il a immédiatement et sans donner d'explication, suspendu l'impression des greenbacks et les Etats-Unis sont revenus à la monnaie-dette des banquiers.

Le 12 avril 1866, le Congrès officialisait sa décision par le vote du Contraction Act qui stipulait que les billets greenbacks de Lincoln seraient progressivement retirés de la circulation monétaire.

Il est une autre personnalité qui, elle non plus, n'avait aucun doute sur les commanditaires de l'assassinat perpétré par Booth, c'est Otto von Bismarck, Chancelier de Prusse depuis 1862, qui écrivait : « *La mort de Lincoln fut un désastre pour la chrétienté. Il n'y avait pas dans tous les États-Unis d'homme qui méritât de seulement porter ses bottes. Je crains que les banquiers étrangers ne dominent entièrement l'abondante richesse de l'Amérique et ne l'utilisent systématiquement dans le but de corrompre la civilisation moderne. Il n'hésiteront pas à précipiter les États chrétiens dans les guerres et le chaos, afin de devenir les héritiers de la terre entière.* »

4 – John Fitzgerald Kennedy et la nouvelle tentative de réforme monétaire

Il est impossible de ne pas évoquer, à la suite de celle du Président Lincoln, la tentative du Président John Fitzgerald Kennedy de dépouiller la FED de sa puissance, tellement elle lui est parallèle. Elle eut lieu un siècle exactement après celle de Lincoln. Les coïncidences biographiques, politiques et même numérogiques qui rapprochent les destins de ces deux hommes politiques sont, il faut le reconnaître, tout à fait extraordinaires et ont fait saliver de nombreux Sherlock Holmes amateurs. Leurs morts violentes semblent les avoir liés pour l'éternité dans un parcours historique en miroir.

En effet, le 4 juin 1963, le Président Kennedy signait l'Executive Order n° 11110 (4) par lequel le gouvernement retrouvait un pouvoir inscrit dans la Constitution, celui de créer sa monnaie sans passer par la Réserve Fédérale. Cette nouvelle monnaie, gagée sur les réserves d'or et d'argent du Trésor, rappelait les greenbacks et le coup de force du Président Lincoln.

Le Président Kennedy fit imprimer 4,3 milliards de billets de 1, 2, 5, 10, 20 et 100 dollars. En 1994 il restait l'équivalent de 284,125,895 dollars en circulation aux États-Unis, détenus, probablement par des collectionneurs (source: The 1995 World Almanac).

Les conséquences de l'Executive Order n° 11110 étaient énormes. En effet, d'un trait de plume John Fitzgerald Kennedy était en passe de mettre hors jeu tout le pouvoir que les banques privées de la FED s'étaient arrogé depuis 1816 et qu'elles détenaient officiellement depuis 1913.

Pour lire la suite tout aussi instructive et passionnante...

● [Aux sources de l'escroquerie de la Réserve Fédérale – Le machiavélisme des hécatonchires de la finance internationale. \(nouvelordremondial.cc\) \(23.04.08\)](http://nouvelordremondial.cc)

Un article de l'AFP du 29 décembre 2013

Ryad va donner 3 milliards de dollars au Liban pour acheter des armes françaises. (31.12)

L'Arabie saoudite s'est engagée à octroyer trois milliards de dollars à l'armée libanaise afin que celle-ci, faiblement équipée, puisse se procurer des armes françaises, a annoncé dimanche le président de la République libanaise, Michel Sleimane.

"Il s'agit de l'aide la plus importante dans l'histoire du Liban et de l'armée libanaise", a-t-il précisé dans une allocution diffusée sur les chaînes de télévision libanaises.

"Le roi saoudien a décidé d'octroyer une importante aide au Liban, d'une valeur de trois milliards de dollars, allouée à l'armée libanaise pour renforcer ses capacités", a indiqué M. Sleimane.

"Les armes seront achetées auprès de l'Etat français dans les plus brefs délais, vu les relations historiques qui le lient au Liban et l'étroite coopération militaire entre les deux pays", a poursuivi le chef de l'Etat. (Apparemment le temps presse, la Syrie est pour ainsi dire détruite, il faudrait passer à la suite du programme sans tarder... - ndlr)

Selon lui, cette aide "fera l'objet de discussions entre le roi saoudien Abdallah et le président français François Hollande", actuellement en visite officielle à Ryad. (C'est Ryad et Paris qui vont se substituer aux autorités libanaises en matière de sécurité, autrement dit l'indépendance et la souveraineté du Liban leur est confiée par le chef de l'Etat libanaise qui a complètement déserté ou capitulé, il leur a livré le Liban clés en main. - ndlr)

Lors d'une conférence de presse à l'issue de ses entretiens avec le roi Abdallah, M. Hollande s'est engagé dimanche à "satisfaire" les demandes d'armement de l'armée libanaise.

"J'ai des relations avec le président Sleimane (...) et s'il y a des demandes qui nous sont adressées, nous les satisferons", a ajouté le président français, sans commenter l'annonce de M. Sleimane.

Le président libanaise n'a pas précisé quel type d'armes seraient achetées auprès de Paris.

Cette aide "permettra à l'armée de mener à bien sa mission", a-t-il dit alors que l'institution militaire fait face à plusieurs défis sur le plan de la sécurité, illustrés par l'assassinat vendredi d'un ex-ministre critique de Damas ou par des tirs de roquettes du Liban sur Israël, qui a riposté dimanche. (La pourriture de journaliste de l'AFP fait l'impasse sur l'assassinat de dirigeants du Hezbollah, normal il est le porte-parole du gouvernement français. - ndlr)

Outre la mission de défense, l'armée au Liban est également en charge du maintien de l'ordre aux côtés de la police, et a dû intervenir lors des violences confessionnelles exacerbées ces derniers mois par le conflit en Syrie voisine. (Violences orchestrées par les services secrets israéliens et saoudiens ce qu'oublie volontairement le journaliste de l'AFP de préciser. - ndlr)

Elle est faiblement équipée en armement modernes, et ne dispose que de transports de troupe américains, de chars soviétiques et de canons mais n'a pas d'hélicoptère de combat. (Les hélicoptères ils servent à quoi en général sinon à viser et mitrailler l'opposition et la population civile du pays. - ndlr)

L'institution militaire, multiconfessionnelle, a reçu ces dernières années des aides de la France et des Etats-Unis, mais jamais d'armes lourdes. (Il faudrait songer à frapper un grand coup les opposants à l'Etat sioniste. -ndlr)

L'Arabie saoudite, un royaume sunnite, soutient la coalition de l'opposition libanaise hostile au régime syrien et au Hezbollah, et critique avec virulence le puissant parti chiite libanaise. (En fait le camp de la réaction pro américaine et sioniste. - ndlr)

Ce parti est le seul mouvement libanais armé et ses détracteurs l'accusent d'imposer sa volonté à travers son arsenal militaire. (En réalité, c'est sur lui que repose en grande partie l'indépendance du Liban face à Israël, un crime impardonnable. - ndlr)

Saad Hariri, dont le père Rafic Hariri a été tué en février 2005 dans un attentat à Beyrouth attribué à des membres présumés du Hezbollah, a salué dans un communiqué l'annonce du président libanais qui va permettre selon lui à l'Etat de prendre le contrôle de la situation. (Cette annonce est du sur-mesure pour les laquais de l'Etat sioniste et américain. - ndlr)

Le président Sleimane a "*annoncé un pas exceptionnel de nature à aboutir à un véritable Etat dont l'autorité et l'armée ne doivent être devancées par aucune autre force*", a dit M. Hariri, ex-Premier ministre du Liban, qui doit rencontrer le président français en soirée à Ryad. (2014 s'annonce ainsi comme l'année de l'offensive contre le Liban. - ndlr)

Commentaire.

A qui profite le crime, qui y avait intérêts ? Qui a assassiné l'ancien ministre Mohamad Chatah, proche conseiller de l'ancien premier ministre libanais, Saad Hariri et son père, Rafic Hariri, ancien ministre des Finances, et membre du FMI ? Poser la question permet d'en identifier les commanditaires : Israël et son allié l'Arabie saoudite, les Etats-Unis. Le 3 décembre ce fut Hassan Hawlo Laqqis, un commandant du Hezbollah, qui est mort dans un attentat dans la banlieue Sud de Beyrouth sans doute commandité par les mêmes auteurs. L'attentat qui a coûté la vie à Mohamad Chatah a été condamné dans un communiqué du 27 décembre par le Hezbollah, alors que la coalition du 14 mars de Saad Hariri lui a imputé ce crime, il aurait été perpétré en représaille laisse-t-il entendre. Or le Hezbollah n'a pas intérêt à mener ce genre d'actions au Liban, seuls ceux qui veulent l'affaiblir et déstabiliser le Liban y trouvent leur compte.

L'annonce de ce prêt de trois milliards de dollars à l'armée libanaise par le régime wahhabite servira la propagande en faveur du désarmement du Hezbollah face au régime sioniste, il s'agit d'un changement de tactique sur le plan politique pour isoler le Hezbollah, le réduire à l'impuissance pour ensuite avoir les mains libres pour s'attaquer à l'Iran.

C'est à ce plan qu'adhère des deux mains Hollande et le PS, qui est conforme à la stratégie mondialiste de l'oligarchie financière anglo-saxonne-sioniste qui veut se rendre maître de toute la région, la contrôler entièrement...

Un article de l'AFP du 29 décembre 2013

Arabie: convergence de vue entre Paris et Ryad sur les crises régionales. (31.12)

Le roi Abdallah d'Arabie saoudite a souligné lors d'un entretien dimanche avec François Hollande la "convergence" des positions des deux pays sur la Syrie, l'Iran et les autres crises régionales, a-t-on indiqué dans l'entourage du président français.

"Le roi Abdallah a manifesté son inquiétude, voire son anxiété à propos des crises régionales --l'Iran, la Syrie, le Liban et l'Egypte-- et a salué la position courageuse de la France sur ces principaux dossiers", a-t-on ajouté dans l'entourage de François Hollande. (Alors que la pétromonarchie barbare porte en grande partie la responsabilité de la situation en Syrie pour recruter, financer et armer les djihadistes sanguinaires d'Al-Qaïda qui massacrent la population civile et détruisent ce pays, ce que sait parfaitement Hollande et qu'il approuve. Saviez-vous que le PS était la pire pourriture qui soit, le saviez-vous vous qui l'avez soutenu, qui avez appelé une multitude de fois au front unique avec ce parti au cours de la seconde moitié du XXe siècle, qui avez appelé à voter PS ? Quelle crédibilité pouvez-vous revendiquer aujourd'hui, dites-nous ? - ndlr)

Le souverain saoudien a souligné "les positions convergentes" des deux pays sur ces différents dossiers, a-t-on précisé de même source.

Le roi Abdallah, dont le pays est l'un des principaux soutiens à l'opposition syrienne, a accusé au cours de l'entretien le président syrien Bachar Assad d'avoir "détruit son pays", affirmant qu'il avait attiré les "extrémistes islamistes", toujours selon l'entourage de François Hollande. (C'est le comble du cynisme, la barbarie, le PS incarne la barbarie, ce n'est pas exagéré de l'affirmer. - ndlr)

Le chef de l'Etat français est arrivé dimanche en Arabie saoudite pour une visite officielle dominée par la perspective d'enjeux commerciaux alléchants ainsi que les crises qui secouent le Moyen-Orient.

Il a été accueilli par le prince héritier Salmane ben Abdel Aziz avant d'être reçu par le roi dans son luxueux palais de Rawdat Khurayim, à 60 km au nord-est de Ryad.

Le président français doit également rencontrer l'ex-Premier ministre libanais Saad Hariri, dont un proche a été tué vendredi dans un attentat à la voiture piégée vendredi à Beyrouth, et le chef de l'opposition syrienne Ahmed Jarba au premier jour de sa visite dans le royaume, selon son entourage.

Un article de Reuters du 29 décembre 2013

Hollande se place comme un allié clé de l'Arabie au Moyen-Orient. (31.12)

François Hollande s'est positionné dimanche durant une visite officielle à Ryad comme un allié clé de l'Arabie saoudite au Moyen-Orient, estimant notamment que Paris partageait "exactement" les positions du royaume sur le dossier syrien.

Le président a aussi annoncé que la France répondrait favorablement au Liban qui souhaite profiter d'un financement de trois milliards de dollars de l'Arabie saoudite pour acheter des armes françaises pour équiper son armée.

"Ce que je sais, c'est que la France, depuis déjà longtemps mais encore récemment, équipe l'armée libanaise et entendra répondre à toutes les sollicitations qui lui seront adressées", a dit le président français, qui a promis que Paris et Ryad combindraient leurs efforts pour assurer l'intégrité et la stabilité du pays.

L'armée libanaise peine à endiguer les violences liées au conflit en Syrie voisine et souffre d'un manque d'équipements qui l'empêche de contenir l'influence du Hezbollah, mouvement armé soutenu par l'Iran chiite qui combat aux côtés des forces du président syrien Bachar al Assad.

François Hollande devait rencontrer dimanche dans la soirée l'ancien Premier ministre libanais Saad Hariri dont l'un des proches, l'ancien ministre Mohamed Chatah, a trouvé la mort vendredi à Beyrouth lors d'un attentat.

Le président français, qui rencontrera aussi dimanche le président de la Coalition nationale syrienne (CNS), a assuré les Saoudiens que Paris resterait sur la même ligne de fermeté à l'égard du président syrien pour soutenir l'opposition "modérée" et aboutir à une transition politique à Damas.

"La France et l'Arabie saoudite sur la Syrie (...) partagent exactement la même position", a-t-il dit.

Le président français souhaite que la CNS participe à la conférence de paix dite de Genève II prévue le 22 janvier, que l'opposition menace de boycotter en raison notamment des bombardements qui se poursuivent à Alep.

La volonté de Paris de "punir" via des frappes militaires le régime de Bachar al Assad en raison de l'utilisation présumée d'armes chimiques, une option écartée in fine par Barack Obama, a été appréciée à Ryad et a contribué au réchauffement des relations bilatérales.

Ryad a aussi noté la fermeté de la diplomatie française sur le dossier du nucléaire iranien et le "vive la France" lancé par le sénateur républicain John McCain durant les négociations qui ont abouti à un accord temporaire à Genève a trouvé un écho dans la péninsule arabique.

"Nous avons sur l'Iran la même volonté, faire en sorte que nous puissions trouver une solution définitive à la question nucléaire", a dit le président français.

Le déplacement de François Hollande intervient à un moment où l'axe Ryad-Washington, qui structure depuis des décennies la géopolitique de la région, bat de l'aile et où la diplomatie américaine déplace le centre de gravité de son action vers l'Asie.

Sa deuxième visite dans le royaume marque aussi une volonté d'équilibre après la "lune de miel" entre Nicolas Sarkozy et le Qatar, un pays 15 fois moins peuplé.

Pour certains analystes, François Hollande positionne progressivement la France pour qu'elle puisse, dans une certaine mesure, prendre le relais des Américains comme alliée privilégiée des Saoudiens.

"C'est vrai que depuis plusieurs mois notre coopération s'est renforcée", a estimé le président français, qui n'a pas tari d'éloges à l'égard du monarque saoudien.

"*J'apprécie la sagesse du roi Abdallah, elle est précieuse*", a encore estimé François Hollande dont l'entourage assure que son estime est réciproque.

"*Le roi a salué le rôle pionnier de la France sur la Syrie*", a-t-on rapporté dans la délégation française où l'on espère beaucoup du partenariat avec "*le premier client de la France au Moyen-Orient*".

Accompagné d'une délégation de patrons, François Hollande participera lundi à un forum économique où il doit évoquer les ambitions françaises.

Outre ses gigantesques besoins en infrastructures qui font rêver les géants du BTP comme Vinci ou Bouygues, le pays procède à la modernisation de son appareil militaire, ce qui pourrait déboucher sur d'importants contrats.

La France a déjà obtenu de participer à la modernisation de frégates saoudiennes et s'intéresse de près aux besoins de la marine du royaume ou à ses systèmes de défense antiaériens.

Paris aimerait aussi participer au programme nucléaire saoudien et livrer ses Airbus à la compagnie Saoudia, mais aussi attirer davantage d'investissements "*productifs*" saoudiens en France, comme ceux qui ont permis le sauvetage du volaille Doux.

Commentaire.

Pour quelle raison le régime barbare saoudien pourrait se doter d'un programme nucléaire mais pas l'Iran ou d'autres pays ? En quoi l'Iran constituerait-il plus une menace pour la région ou le monde qu'Israël qui contrairement à l'Iran n'a jamais déclaré la guerre à un autre pays ? Pour mettre la main sur le pétrole iranien, c'est tout.

Un article de Reuters du 29 décembre 2013

Hollande rencontre à Ryad le président de la CNS. (31.12)

François Hollande rencontrera dimanche en marge de son déplacement en Arabie saoudite le président de la Coalition nationale syrienne (CNS) afin d'évoquer la conférence de paix de Genève 2 prévue le 22 janvier, a annoncé son entourage.

Cette rencontre entre le président français et Ahmed Djarba intervient alors que la CNS menace de ne pas se rendre en Suisse en raison notamment des bombardements qui se poursuivent sur la ville d'Alep.

"*Notre message, allez à Genève*", a expliqué Laurent Fabius à des journalistes dans l'avion de la délégation française.

"*Il faut y aller avec l'objectif de respecter le mandat de négociation*", a ajouté le ministre des Affaires étrangères, en rappelant que le but de ces pourparlers était la constitution d'un gouvernement de transition doté de tous les pouvoirs exécutifs.

Pour François Hollande, Bachar al Assad devra quitter le pouvoir au terme de ce processus qui doit permettre à la Syrie de sortir d'un conflit long de près de trois ans et qui a fait plus de 100.000 morts.

"*Il faut qu'il parte*", résume l'un de ses conseillers. (Hollande : dégage !)

Le président français entame sa visite officielle de deux jours en Arabie saoudite dimanche par un entretien et un repas avec le roi Abdallah. Il doit dans la soirée donner une conférence de presse conjointe avec le ministre saoudien des Affaires étrangères.

Le dossier syrien constitue une pomme de discorde entre Washington et Ryad, déçue du manque de soutien qu'apporte, selon elle, les Etats-Unis aux rebelles syriens.

La volonté de Paris de "punir" via des frappes militaires le régime de Bachar al Assad pour l'utilisation présumée d'armes chimiques, une option écartée in fine par Barack Obama, a été appréciée par le royaume.

François Hollande profitera aussi de son séjour en Arabie saoudite pour aborder la question de la stabilité du Liban, mise à mal par le conflit syrien. Il rencontrera aussi dimanche à Ryad l'ancien Premier ministre libanais Saad Hariri après l'attentat qui causé la mort vendredi à Beyrouth d'un de ses proches, l'ancien ministre Mohamed Chatah.